ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 19 décembre 2024

à 16 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 12 décembre 2024

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 19 décembre 2024, à 16 h, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville, située au 1er étage du 275, rue Notre-Dame Est**. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Emmanuel Tani-Moore

_____

Emmanuel TANI-MOORE
Greffier de la Ville

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 19 décembre 2024

à 16 h

Veuillez prendre connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 19 décembre 2024 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 5 décembre 2024.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des points 20.35 à 20.58, 30.09 à 30.10, 41.02 et 41.03 ainsi que 45.01. Le point 30.11 a également été ajouté, il remplacera le dossier déjà livré au point 30.05 qui lui sera retiré séance tenante le 19 décembre prochain lors de l'adoption de l'ordre du jour.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 19 décembre 2024

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée du conseil d'agglomération

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 21 novembre 2024, à 16 h

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4)

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

05.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

07 – Dépôt

07.01 *Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau* - 1247404001

Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2023

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité* - 1247428005

Exercer l'option de renouvellement de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 5 716 061,17 $, taxes et contingences incluses, pour la location à court terme de camionnettes, voitures compactes et sous-compactes, fourgonnettes et VUS dans le cadre du contrat accordé à La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada (lots 1, 2, 3, 5, 6 et 8) et Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc. (lots 4 et 7) (CG23 0033) majorant ainsi le montant total du contrat de 10 785 021,08 $ à 16 501 082,25 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.02 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1247567040

Accorder un contrat à Équipement SH inc., pour l'aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 004 253,45 $, taxes incluses (contrat : 873 263,87 $ + contingences : 130 989,58 $) - Appel d'offres public 24-20659 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.03 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1247567041

Conclure des ententes-cadres avec St-Laurent suspension d'automobile Canada inc. (lot 1) et Ressort Ideal ltée (lot 2 et 3) pour le service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds pour le Service du matériel roulant et des ateliers, pour une durée de quatre ans, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 3 027 268,76 $, taxes incluses (contrat : 2 522 723,97 $ + contingences : 504 544,80 $) - Appel d'offres public 24-20704 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.04 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1245588003

Conclure une entente-cadre pour une période de 24 mois avec Wolseley Canada inc., pour la fourniture de robinets-vannes pour le réseau d'égouts et d'aqueducs de la Ville de Montréal incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 1 886 618,73 $, taxes incluses (contrat : 1 640 538,03 $ + variation de quantités : 246 080,70 $) - Appel d'offres public 24-20606 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.05 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1244073002

Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), pour une durée de trois ans (2025-2027), pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et lignes directrices dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant n'excédant pas 80 000 $, non taxable, par année, soit un total de 240 000 $ pour la durée de l'entente

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.06 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1248042004

Approuver le bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 145,56 mètres carrés, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de cinq ans, soit du 1er septembre 2024 au 31 août 2029, moyennant une dépense totale de 144 362,61 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.07 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1248042009

Approuver le projet de convention de modification du bail intervenue entre la Ville de Montréal et Logistec Services Maritimes SRI (anciennement Gestion Immobilière SETL inc.) afin, entre autres, de modifier la durée du bail pour l'occupation de l'aire commerciale des lieux loués, pour un terme de cinq ans à compter de la prise de possession par l'entrepreneur, sur le terrain constitué du lot 4 683 647 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 749,95 mètres carrés, situé sur la rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour le projet du collecteur industriel, conditionnel à l'octroi du contrat par la Ville à un entrepreneur et à l'approbation des instances compétentes de la Ville de Montréal pour la construction du collecteur industriel, moyennant un loyer total de 392 710,21 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.08 *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1249633010

Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour le renouvellement du contrat d'entretien des logiciels IBM selon le programme du manufacturier « Passeport Avantage », pour la période du 1er février 2025 au 31 janvier 2026, pour une somme maximale de 1 008 686,30 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.09 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1245540002

Accorder un soutien financier de 195 000 $ à l'organisme Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal pour soutenir le projet de sécurité alimentaire « Cultiver l'Espoir » pour la période s'échelonnant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.10 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1248554002

Exercer l'option de renouvellement de deux ans et autoriser la dépense additionnelle de 7 689 388,37$, taxes incluses (contrats : 6 028 800,93 $ + variation de quantité : 496 508,62 $ + contingence : 310 543,54$ + indexation de prix : 853 535,29 $) pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de trois arrondissements de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Recyclage Notre-Dame inc. (CG20 0386), majorant ainsi le montant total du contrat de 13 803 290,74 $ à 21 492 679,11 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.11 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1244368004

Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000$ à Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude permettant de brosser un portrait de l'état du vélo au Québec en 2025, incluant un volet sur l'évolution de l'utilisation du vélo à Montréal / Approuver le projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

20.12 *Service des technologies de l'information , Direction stratégies pratiques d'affaires et performance* - 1249859003

Accorder un contrat de gré à gré à Cloud Software Group, pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2027, pour une somme maximale de 194 844,23 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.13 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1239915003

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède, sans contrepartie financière, à l'organisme à but non lucratif Pavillon Bien-Aimé, à des fins de construction de logements sociaux, un terrain vacant constitué du lot 4 244 352 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-est de la rue Dulongpré et de la rue Lachapelle, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 850,5 mètres carrés

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.14 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1242952001

Approuver le projet d'entente de contribution entre Sa Majesté le Roi du chef du Canada et la Ville de Montréal relatif à l'octroi d'une subvention maximale de 45 877 836 $ pour la mise en œuvre du volet municipal du projet de prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard de l'Assomption de façon à raccorder directement le pont Vickers de l'Administration Portuaire de Montréal au réseau supérieur du Ministère des transports et de la mobilité durable du Québec, en partenariat avec ce dernier et conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation en vertu de la *Loi sur le ministère du Conseil Exécutif du Gouvernement du Québec* (RLRQ, c. M-30)

Compétence d'agglomération : Planification des déplacements dans l'agglomération

20.15 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics* - 1249222002

Accorder un contrat à Construction SAVCO inc. pour l'exécution des travaux de restauration et la rénovation patrimoniale de la maison Smith située au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 363 962,41 $, taxes incluses (contrat : 2 629 879,09 $ + contingences : 525 975,82 $ + incidences : 208 107,50 $) - Appel d'offres public 24-6148 (10 soum.)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

20.16 *Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire* - 1245035004

Exercer la première option de prolongation d'une durée de 24 mois et autoriser une dépense additionnelle de 3 598 867,79 $, taxes incluses, pour la prestation de services, sur demande, en termes d'expertise et de compétence pour la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau de la Ville, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec CIMA+ S.E.N.C (CG22 0050), majorant ainsi le montant total de la dépense de 5 225 843,70 $ à 8 824 711,49 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.17 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1249286006

Autoriser un soutien financier de 4 771 622 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour la construction d'un immeuble de 82 logements situé dans la Cité de Dorval / Autoriser des budgets de revenus et de dépenses équivalents au Service de l'habitation, selon l'entente, d'un montant de 1 431 487 $ pour 2024 et d'un montant de 3 340 135 $ pour 2025 et les années suivantes / Approuver le projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal à cet effet

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.18 *Service de l'eau , Direction des projets majeurs* - 1243714003

Exercer l'option de prolongation de 12 mois, sans dépense additionnelle, pour des services professionnels en gestion de projet de construction du Service de l'eau, dans le cadre du contrat accordé à CIMA + S.E.N.C. (CG22 0572)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.19 *Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs* - 1249563011

Exercer l'option de prolongation de six mois et autoriser une dépense additionnelle de 104 535,10 $, taxes incluses, pour les services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à Cofomo Québec inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (CG23 0574), majorant ainsi le montant total du contrat de 362 057,93 $ à 466 593,03 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.20 *Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs* - 1249563012

Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 513 075,94 $, taxes incluses, pour la prestation de services permettant l'ajout d'heures pour l'intégration de la solution de gestion électronique des documents, dans le cadre du contrat accordé à la firme Constellio inc. (CG22 0570), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 420 506,25 $ à 3 933 582,19 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.21 *Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information* - 1245942006

Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 187 232,65 $, taxes incluses, pour des services spécialisés en architecture de sécurité TI, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (lot 5) (CG22 0685), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 370 340,12 $ à 1 557 572,77 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.22 *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1249569008

Accorder un contrat de services professionnels à Deloitte S.E.N.R.L/s.r.l. pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de programmes d'aide financière, pour une période de 24 mois - Dépense totale de 122 735,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20714 (1 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.23 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1246025006

Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au ministre de la cybersécurité et du numérique, pour une période de cinq ans à compter du 1er juillet 2024, des espaces situés à l'intérieur de la voûte de télécommunication sur le Mont-Royal (1100, chemin Camilien-Houde), pour y maintenir et y opérer des équipements de radiocommunication, moyennant une recette totale de 1 220 867,82 $, non taxable

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

20.24 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1245711001

Accorder un contrat à Afcor Construction inc., pour réaliser les travaux de décarbonation du garage des Carrières - Dépense totale de 11 440 909,31 $, taxes incluses (contrat : 9 614 209,50 $ + contingences : 1 442 131,43 $ + incidences : 384 568,38 $) - Appel d'offres public IMM-15811 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.25 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1249973003

Accorder un contrat à Quantum Électrique inc. pour la mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent - Dépense totale de 4 493 636,91 $, taxes incluses (contrat : 3 660 804 $ + contingences : 732 160,80 $ + incidences : 100 672,11 $) - Appel d'offres public DEEU-IP24011-162266-C (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.26 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1245965002

Exercer l'option de prolongation de l'entente-cadre pour les services professionnels d'architecture et d'ingénierie pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, pour une période de 12 mois, dans le cadre du contrat accordé au regroupement de Groupe Marchand Architecture et Design inc. et Les services EXP inc. (CG21 0368), sans dépense additionnelle

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.27 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1247100005

Exercer l'option de prolongation d'une durée de six mois, sans dépenses additionnelles, pour les services de réparation des réservoirs (FRP) d'hypochlorite de l'usine d'eau potable Atwater, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Composites Idéal inc. (Lot #1) (CG22 0026)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.28 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1244501006

Approuver le projet d'addenda afin de prolonger jusqu'au 30 juin 2025, la promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de l'école Maïmonide, un terrain vacant d'une superficie approximative de 1 077,8 mètres carrés, localisé à l'angle des rues Bourdon et Tait, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour le prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, à des fins de piste cyclable

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

20.29 *Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice* - 1248527005

Accorder un contrat de gré à gré à Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc. fournisseur exclusif, pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 382 900,56 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.30 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1247019003

Accorder un soutien financier de 170 000 $ au Collectif de la gastronomie québécoise - Table Ronde pour le projet « Incubateur et accélérateur pour le secteur de la gastronomie » pour la période du 1er décembre 2024 au 31 mars 2027, et un soutien financier de 250 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.31 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1248721001

Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 150 377,72 $, taxes incluses, pour les services de nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne dans les écocentres de l'agglomération de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à Excavations Vidolo ltée (CG22 0239) et Groupe Villeneuve inc. (CE22 0536 et CG22 0239), majorant ainsi le montant total des contrats de 415 519 $ à 565 896,72 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.32 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines* - 1247231073

Approuver le projet d'entente d'union avec la Société de transport de Montréal (STM) visant l'exécution des travaux de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM (phase 2) et de travaux d'infrastructures et de réaménagement du domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie, incluant l'appel d'offres relatif à l'exécution de ces travaux, des services ainsi que divers contrats connexes

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.33 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1248379004

Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à l'École des Entrepreneurs du Québec (ÉEQ) en 2025 et de 400 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe (2025-2029) avec le gouvernement du Québec, pour les années 2026 et 2027 pour le projet : « L'ÉEQ au service de l'entrepreneuriat montréalais » / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.34 *Service de l'eau , Direction des projets majeurs* - 1245520001

Abroger la résolution CG24 0493 / Accorder un contrat au regroupement formé de FNX-INNOV inc., AECOM Consultant inc. et Real Paul Architecte inc., pour les services professionnels de réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues, pour une période de quatre ans - Dépense totale de 6 650 974,92 $, taxes incluses (contrat : 5 636 419,43 + dépenses admissibles : 450 913,55 $ + contingences : 563 641,94 $) - Appel d'offres 24-20437 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.35 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1248290005

Approuver un projet d'addenda à l'acte de cession du 20 octobre 2017, par lequel le gouvernement du Québec accorde à la Ville de Montréal, une prolongation de délai jusqu'au 31 octobre 2025, pour réaliser la vente d'un premier terrain sur le site de l'ancien hippodrome, situé à l'ouest du boulevard Décarie et au sud de la rue Paré, lequel fait partie intégrante du futur écoquartier Namur-Hippodrome dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

20.36 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1249920005

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville de Montréal s'engage à vendre à La Société Vie, Intégration, Apprentissage pour Handicapés V.I.A. inc. l'immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131, rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 28 057,5 mètres carrés, ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour la somme de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, et s'engage à faire don du système de tri du verre / Fermer et retirer du domaine public, à toute fin que de droit, le lot 6 047 879 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, à compter du 1er janvier 2025 / Autoriser la résiliation du Contrat de service liant La Société Vie, Intégration, Apprentissage pour Handicapés V.I.A. inc. et la Ville de Montréal pour l'opération du centre de tri de matières recyclables de Lachine à compter du 1er janvier 2025

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.37 *Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines* - 1247231075

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec les firmes FNX-Innov inc. (lot 1 : 11 091 293,33 $), WSP Canada inc. (lot 2 : 11 136 164,62 $) et Les Services EXP inc. (lot 3 : 11 224 871,28 $), pour les services professionnels de conception de travaux d'infrastructures routières, d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour une durée de 36 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé des ententes-cadres : 33 452 329,23 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20624 (5 soum.) / Autoriser le directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats, pour un maximum de deux prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.38 *Service de l'eau , Direction des projets majeurs* - 1249897003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe AXOR inc. pour les services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une période de cinq ans avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 28 036 149,30 $, taxes incluses (contrat : 25 839 768,94 $ + contingences : 2 196 380,36 $) - Appel d'offres public 24-20581 (4 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.39 *Service des affaires juridiques , Direction des projets spéciaux_soutien général et services à la clientèle* - 1247472001

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder des contrats de services professionnels aux firmes Valade et associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel, huissiers de justice inc., pour exécuter les décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux options de prolongation d'une année - Montant estimé de 3 486 866 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20690 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Cour municipale

20.40 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1246019001

Résilier, d'un commun accord, le contrat accordé à l'entreprise 9392-5790 Québec inc. (Construction Somos), d'une valeur totale de 204 325,38 $, taxes incluses, pour la construction d'installations communes et sanitaires pour les employés à la station de pompage Châteaufort (CG23 0506) / Autoriser un paiement de 6 049,80 $ à titre de dommages-intérêts liquidés

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.41 *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1249834002

Accorder un contrat de gré à gré à la firme Amazon Web Services Canada inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, pour la mise en place d'une plateforme commune d'hébergement de solutions infonuagiques pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, pour une somme maximale de 2 627 274,54 $, frais de gestion et taxes inclus

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.42 *Service de la culture* - 1248021009

Approuver l'avenant 1 de l'entente-cadre conclue entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministère de la Culture et des Communications entérinée le 30 septembre 2021 par le conseil d'agglomération (CG21 0576) / Autoriser une dépense de 13 997 461 $ par année pour les années 2024 et 2025, et une dépense de 13 997 461 $ majorée de l'indice des prix à la consommation pour l'année 2026, à BAnQ, sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi à 2%, à partir de l'année 2026

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Mise en œuvre de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, le ministère de la Culture et des Communications et la Bibliothèque nationale du Québec

20.43 *Service de la stratégie immobilière* - 1244069002

Approuver un projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue à la Société Vie, Intégration, Apprentissage pour handicapés V.I.A inc. (VIA), à compter du 1er janvier 2025, un immeuble connu comme étant le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 28 057,5 mètres carrés, ainsi que les équipements en opération, et se terminant à la date la plus rapprochée entre le 31 mars 2025 ou la date de signature de l'acte de vente du centre de tri par la Ville à VIA, moyennant un loyer de 315 000 $, avant taxes

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.44 *Service de l'approvisionnement , Direction acquisition* - 1247362002

Exercer l'option de la deuxième prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 7 931 134,40 $, taxes incluses, pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec Suncor Énergie inc. pour la fourniture d'essence et Corporation Parkland pour la fourniture de mazout (CG21 0490), majorant ainsi le montant total du contrat pour la fourniture d'essence de 31 519 296,67 $ à 39 450 431,07 $, taxes incluses, pour Suncor Énergie inc.

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.45 *Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles* - 1246684005

Autoriser une dépense additionnelle de 310 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville dans le dossier de la Ligue des Noirs, majorant ainsi les crédits de 863 000 $ à 1 173 000 $

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.46 *Service de l'eau , Direction des projets majeurs* - 1243714002

Autoriser une dépense additionnelle de 1 584 732,76 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux du Lot 2 de même que pour les coûts des travaux supplémentaires (travaux civils et béton du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte), dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc. (CG22 0500), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 68 476 961,40 $ à 70 061 694,15 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.47 *Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques* - 1249351003

Conclure des ententes-cadres avec la firme Centre de téléphone mobile ltée (lots 1 et 2) pour la fourniture d'accessoires et de batteries pour les terminaux d'utilisateurs de la Ville de Montréal, pour une période de 24 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Montant estimé des ententes : 2 305 177,79 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20556 (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.48 *Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés* - 1246716008

Exercer l'option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 150 238,26 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Keleny inc., pour les services d'interprètes et de traducteurs judiciaires au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 12 mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2025 (CG22 0039), majorant ainsi le montant total du contrat de 600 953,05 $ à 751 191,31 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.49 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1249973004

Approuver l'entente à intervenir entre Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par l'agence Parcs Canada, Voies navigables au Québec et la Ville de Montréal, pour accéder et circuler sur et au-dessus des terrains du lieu historique national du Canal-de-Lachine, au 5001, rue Saint-Patrick, aux fins de la réfection de la station de pompage Saint-Rémi, le tout aux conditions stipulées dans ladite entente

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.50 *Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1248009009

Autoriser une dépense additionnelle de 681 385,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, majorant ainsi le montant total du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., de 10 688 099,65 $ à 11 369 485,19 $, taxes incluses (CG20 0391)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.51 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1248554003

Autoriser une dépense additionnelle d'un montant total de 990 540,69 $, taxes incluses, à titre de budget d'indexation pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de deux arrondissements et huit villes liées de l'agglomération de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme Les Entreprises Raylobec inc. (CG20 0386), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 15 831 707,21 $ à 16 822 247,91 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Élimination et la valorisation des matières résiduelles, ainsi que tout autre élément de leur gestion si elles sont dangereuses, de même que l'élaboration et l'adoption du plan de gestion de ces matières

20.52 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1249286007

Accorder une contribution financière maximale de 6 115 000 $ à Maison étudiante pour la construction d'un immeuble comportant 236 logements abordables situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Approuver le projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Maison étudiante / Autoriser des budgets de revenus et de dépenses équivalents au Service de l'habitation, selon l'entente, pour un montant de 6 115 000 $

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.53 *Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles* - 1248542002

Approuver deux amendements à l'entente de partenariat liant Éco Entreprise Québec (ÉEQ) et la Ville de Montréal sur la gestion et le financement des activités liées aux matières recyclables dans le cadre de la mise en œuvre de la modernisation de la collecte sélective

20.54 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1243956004

Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 196 797 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Le Pas de la Rue, en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la première phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 3 modifiant la convention de contribution financière à cet effet / Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de deuxième rang en faveur de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

20.55 *Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications* - 1246756001

Accorder un contrat à Urbania Studios de création inc. pour la production d'une série web pour le Service de l'Espace pour la vie - Dépense totale : 133 531,97$, taxes incluses (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

20.56 *Service de l'urbanisme et de la mobilité* - 1248862003

Autoriser une dépense additionnelle de 46 500,71 $ à titre de contribution aux dépenses admissibles sur cinq ans (2024 à 2028) dans le cadre du soutien financier accordé au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) (CG23 0565), majorant ainsi le montant total du soutien financier de 625 000 $ à 671 500,71 $, taxes incluses / Approuver le projet d'addenda à l'entente à cet effet

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.57 *Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs* - 1249563013

Accorder un contrat à Sigma RH Solutions inc. pour la fourniture d'une solution infonuagique de gestion du personnel électoral, pour une période de quatre ans, avec deux options de prolongation de quatre ans chacune - Dépense totale de 1 536 123,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20674 - (2 soum., 1 conforme)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.58 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1248379005

Accorder un soutien financier supplémentaire de 666 667 $ à Concertation régionale de Montréal et prolonger la période de soutien jusqu'au 30 avril 2025, dans le cadre du soutien à la compétence de développement local et régional du Fonds régions et ruralité / Approuver le projet d'addenda 2 à la convention initiale (CG24 0061)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

30 – Administration et finances

30.01 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1243074019

Adoption d'une résolution visant à affecter à la réserve financière générale pour le Service de l'eau des sommes équivalentes aux revenus prélevés au moyen des quotes-parts et autres revenus relatifs au Service de l'eau (exercice financier 2025)

30.02 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1243074018

Adoption d'une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération

30.03 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1243074015

Adoption d'une résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2025)

30.04 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245449003

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Senneville, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.05 *Service de police de Montréal* - 1245326001

Approuver le Plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

30.06 *Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance* - 1245613002

Autoriser une modification à l'imputation budgétaire ainsi qu'à la période de contribution pour la participation de la Ville de Montréal à la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de Polytechnique Montréal (CG19 0589)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30.07 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire* - 1245449005

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

30.08 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1248698002

Approuver le rapport final comprenant le détail des dépenses et l'attestation de la fin des travaux de mise aux normes de la voie cyclable sur l'avenue Christophe-Colomb, entre la rue Saint-Grégoire et le boulevard Gouin, ayant fait l'objet d'une subvention du Programme d'aide financière aux infrastructures de transport actif (Véloce III)

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

30.09 *Service des grands parcs_ du Mont-Royal et des sports* - 1248168007

Offrir au conseil municipal que le conseil d'agglomération verse le lot 1 553 414 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, soit une partie de l'avenue Duluth ouest située dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, au domaine public comme parc de compétence de l'agglomération afin que le lot soit intégré définitivement au parc Jeanne-Mance, conformément à l'article 194 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), à l'article 39 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et à l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal* (1229-2005, 8 décembre 2005)

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

30.10 *Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions* - 1245840001

Autoriser l'arpenteure-géomètre en chef de la Ville de Montréal et cheffe de division géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal pour la résolution CG23 0408, adoptée le 24 août 2023, dans le cadre de l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une partie du lot 1 163 364 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, située à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de la rue Brabant-Marineau, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour l'aménagement d'une bretelle et l'implantation d'une piste cyclable dans le cadre du projet de réaménagement du boulevard Henri-Bourassa

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Réseau cyclable actuel et projeté de l'Île de Montréal identifié au Plan de transport approuvé par le conseil d'agglomération le 18 juin 2008 (CG08 0362)

30.11 *Service de police de Montréal* - 1245326011

Approuver le Plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

41 – Avis de motion et dépôt de projet de règlement

41.01 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports* - 1248168006

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant l'occupation temporaire du domaine public à des fins de réfection du point Papineau-Leblanc dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

41.02 *Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain* - 1245569001

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le cadre du projet Quartier Namur-Hippodrome

Compétence d'agglomération : Voies de circulation constituant le réseau artériel à l'échelle de l'agglomération

41.03 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1246898003

Avis de motion et dépôt - Règlement sur le programme d'habitation visant à assurer l'amélioration des immeubles d'habitation acquis par la Ville et le maintien du caractère abordable des logements

Compétence d'agglomération : Acte mixte

42 – Adoption de règlements

42.01 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1243074012

Adoption - Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2025)

42.02 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1243074013

Adoption - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2025)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

42.03 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1243074016

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

42.04 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1243074021

Adoption - Règlement sur les tarifs de l'agglomération (exercice financier 2025)

42.05 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1243074025

Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaires (RCG 07-030)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

42.06 *Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1245929002

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer les travaux de voirie, d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements

42.07 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports* - 1248168001

Adoption - Règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

42.08 *Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels* - 1245517003

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 25 386 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de berges dans les parcs à caractère régional

Compétence d'agglomération : Cas où la municipalité centrale a succédé à une municipalité régionale de comté ou à une communauté urbaine, toute autre matière sur laquelle la compétence appartient à la municipalité centrale et appartenait, en vertu d'une disposition législative, à l'organisme auquel la municipalité a succédé

42.09 *Service de la culture* - 1248021005

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2024

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux pour la mise en valeur des biens, sites et arrondissements reconnus par la *Loi sur le patrimoine culturel*

42.10 *Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques* - 1245629002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019)

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

42.11 *Service de l'habitation , Direction développement résidentiel* - 1248399002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

45 – Règlement de la Société de transport de Montréal

45.01 *Société de transport de Montréal* - 1245491003

Approuver le Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036- Règlement concernant les normes de sécurité et de comportement des personnes dans le matériel roulant et les immeubles exploités par ou pour la Société de transport de Montréal-Règlement R-036

Compétence d'agglomération : Transport collectif des personnes

50 – Ressources humaines

50.01 *Service des ressources humaines et des communications , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H.* - 1240314003

Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal inc. / Approuver la proposition soumise à l'Association des cadres municipaux de Montréal et l'Association des chefs pompiers de Montréal inc. concernant l'ordonnance de la Cour supérieure sur le rétablissement de l'indexation suspendue en vertu des articles 16 et 17 de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (Loi RRSM)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

Montréal

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 21 novembre 2024 16 h

Séance tenue le jeudi 21 novembre 2024 – 16 h salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :
(À moins d'indication autre, les personnes élues inscrites ci-dessous sont présentes physiquement dans la salle du conseil)

Mme Valérie Plante, M. Robert Beaudry, M. Dimitrios (Jim) Beis, Mme Dida Berku, représentante de la Ville de Côte Saint-Luc, en remplacement de M. Mitchell Brownstein, Mme Nancy Blanchet, M. Alex Bottausci, M. Ryan Brownstein, M. Benoit Dorais **(par téléconférence)**, M. Marc Doret, Mme Julie Brisebois, Mme Heidi Ektvedt, Mme Paola Hawa, Mme Nancy Kokinasidis, représentante de la Ville de Kirkland, en remplacement de M. Michel Gibson, M. Pierre Lessard-Blais, M. Jeremy Levi, M. François Limoges, M. Peter Malouf, M. Denis Marcil, représentant de la Ville de Montréal-Est, en remplacement de Mme Anne St-Laurent, M. Beny Masella, M. Alex Norris, M. Jocelyn Pauzé, Mme Marie Plourde, Mme Magda Popeanu, M. Luc Rabouin, Mme Christina M. Smith, M. Tim Thomas, Mme Émilie Thuillier, M. Alain Vaillancourt et Mme Maja Vodanovic

ABSENCES AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION ET DES MEMBRES DES COMMISSIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION* :

M. Georges Bourelle et Mme Sophie Mauzerolle

AUTRES PRÉSENCES :

Me Domenico Zambito, Greffier adjoint
M. Michel Turcotte, Agent de recherche

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, souhaite la bienvenue à toutes et à tous et invite les membres du conseil à se joindre à elle pour un moment de recueillement.

Puis, elle remercie les membres du conseil pour cette minute de silence et déclare la séance ouverte.

---

1 - Période de questions du public

À 16 h 05, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Période de questions du public » et invite les personnes du public présentes à poser leurs questions.

1 Question de : M. Clifford Lincoln Réponse de : Mme Maja Vodanovic	Quelle est l'urgence de cesser la fluoration de l'eau aux usines de Pointe-Claire et Dorval? / Pourquoi ne pas continuer la fluoration de l'eau jusqu'en 2028 et laisser la population décider s'ils veulent continuer ou cesser la fluoration?

2 Question de : M. Dominic H. Ryan Réponse de : Mme Maja Vodanovic	Pourquoi cesser la fluoration de l'eau pour les cinq villes de l'Ouest de l'île qui en bénéficient encore, plutôt que d'étendre le programme de fluoration de l'eau à toute la population montréalaise?
3 Question de : Mme Janet Wolfe Ryan Réponse de : Mme Maja Vodanovic	Pourquoi le statut quo n'est-il pas une option concernant la fluoration de l'eau sur l'île de Montréal? / Souhaite une cohérence concernant la fluoration de l'eau sur l'île de Montréal
4 Question de : M. Fernando Pellicer Réponse de : M. François Limoges	Qui, à l'agglomération, est responsable de faire respecter les règlements de l'agglomération et en faire rapport au maire de Dorval afin qu'il cesse son projet de démolition de l'annexe du 12, rue Dalia, à Dorval? Est-ce la mairesse de Montréal, Mme Valérie Plante, ou le contrôleur général, M. Alain Bond? / Réitère sa question
5 Question de : M. Tristan Desjardins-Drouin Réponse de : Mme Émilie Thuillier M. François Limoges	Y a-t-il un budget et un échéancier prévus au PDI pour le redéveloppement du site du garage de la STM au 6060, rue Saint-Denis? / Demande une nouvelle consultation impliquant la Ville, la Société de transport de Montréal (STM) et les citoyens-nes afin d'analyser à nouveau le projet du futur poste Bellechasse
6 Question de : Mme Caroline Guindon Réponse de : Mme Émilie Thuillier M. François Limoges	Concernant la construction du nouveau poste de ventilation mécanique Bellechasse pour des raisons de sécurité, est-ce à dire que le métro n'est pas sécuritaire depuis les 60 dernières années, particulièrement entre les stations Beaubien et Rosemont? / Réitère sa question

_____

À 16 h 26, la présidente d'assemblée fait la lecture de quatre questions de la part du public reçues via le formulaire disponible sur le site Internet de la Ville de Montréal. Toutes les questions reçues par écrit par le public sont déposées aux Archives, avec la liste des documents déposés de ce conseil.

Prendre note que les questions du public reproduites ci-dessous à ce procès-verbal apparaissent comme elles ont été reçues, sans révision, ni modification.

1 Question de : Irdlirvirisissong Atiqtalaaq Réponse de : Mme Maja Vodanovic	Why must Tiohtià:ke choose to break the freedom of those who only wish to stay in there own sacred land and enjoy there own communities when they ask Tiohtià:ke kindly to allow their own choices? When "Montreal" took Tiohtià:ke from us by force and keep desecrating our sacred land, why must Tiohtià:ke keep wagering wars with Tiohtià:ke's neighbors and family? They ask Tiohtià:ke to keep there water sacred to their own choices and Tiohtià:ke instead desecrates on their desires. Does Tiohtià:ke have no spirituality? Does Tiohtià:ke have no remorse to what Tiohtià:ke did? How far will Tiohtià:ke go to wage wars on Tiohtià:ke neighbours and family? Please Tiohtià:ke, consider the choices that those who choose to take water from Pointe-Claire and Dorval's rivers wishes to keep there river sacred to their own choices.
2 Question de : Deepak Awasti Réponse de : Mme Dida Berku	On Oct. 24th, Ms. Berku did indicate that the demerged cities have little influence over the central city regarding shared services due to the distribution of representation on the Council. Considering that the demerged cities' representation on the Council, in consideration of their relative size, their different and differing interests, is weighted insufficiently for their voting power to be of relative parity and effective; and, that such insufficiency has so diluted the representation and voting power of their respective and collective populations vis-a-vis the central city and its residents to render their representation ineffective: Would the demerged cities institute proceedings against the central city and the provincial government to challenge the seat distribution formula to ensure that theirs and their residents' representation is effective; that their voting power is of relative parity; that their representation and voting power are not diluted unduly to be ineffective?
	La question 3 n'a pas été lue.
	La question 4 n'a pas été lue.
5 Question de : Joseph Pugliese Réponse de : M. Luc Rabouin	Without Prejudice, Thank you for taking our question regarding VDM case number 2024_3640 (6800 St Patrick Street, LaSalle). In a recent email we received from the Greffier adjoint et chef de division Service du greffe, we have been informed of the following: " Le prix d'acquisition du terrain à Lasalle est de 3 900 000 $ pour le lot 3 269 985 (aujourd'hui connu comme étant les lots 6 386 714, 6 386 715 et 6 386 716 du cadastre du Québec). La dépense totale pour les travaux de réhabilitation est de 18,4 M$ contingences, incidences et taxes incluses." It is a fact this lot is listed (for years now) as contaminated in the "répertoire des terrains contaminés du Québec." May you please explain why Ville de Mtll has seemingly allocated millions of taxpayer dollars to acquire, decontaminate and rehabilitate it? Are you confident this real estate acquisition truly benefits taxpayers, or did the former owner/s of this contaminated lot get the better deal in this transaction?
6 Question de : Philippe Paré Réponse de : M. Alex Bottausci	What are our legal rights to fight against Montreal due to its refusal to cooperate year after year? Can we file a class action against mtl to the "national assembly of Quebec"? What other mesures do we have to fight against Montreal's permanent refusal to cooperate at anything that does not benifit it's self with our taxe dollar's?
	La question 7 n'a pas été lue.

_____

N'ayant plus d'autres questions, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, déclare la période de questions du public close à 16 h 40. Elle remercie les personnes présentes et les personnes qui ont soumis leurs questions par écrit à l'avance pour faire état de leurs préoccupations aux membres du conseil d'agglomération.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

À 16 h 40, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Question de : Mme Heidi Ektvedt Réponse de : Mme Maja Vodanovic	Est-ce que Montréal considère les villes défusionnées comme des vaches à lait? / Pourquoi la Ville de Montréal n'est pas en mesure de suspendre la décision de cesser la fluoration de l'eau? Et pourquoi ne pas travailler avec les villes défusionnées comme parties prenantes dans un processus de consultation publique sur cette question? **DÉPÔT DE DOCUMENTS**
Question de : M. Tim Thomas Réponse de : Mme Maja Vodanovic	Y a-t-il une conséquence économique à cette décision de mettre fin à la fluoration de l'eau avant la fin de l'entente existante, qui arrive à échéance en 2028? / Cette décision sera-t-elle maintenue malgré les conséquences?
Question de : Mme Dida Berku Réponse de : M. Luc Rabouin A. Vaillancourt	Comment avoir prévu le budget 2025 du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) sans tenir compte du coût du temps supplémentaire en 2024 projeté à 90 M$? / Est-ce que la tolérance de la police au début des manifestations est plus coûteuse en temps supplémentaire ?

N'ayant plus d'autres questions, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, déclare la période de questions des membres du conseil close à 16 h 54 et remercie les élus-es pour leurs questions.

La présidente d'assemblée cède la parole au porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, pour la suite de l'ordre du jour.

CG24 0628

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 21 novembre 2024

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 21 novembre 2024, tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente assemblée.

_____

Un débat s'engage.

_____

La présidente d'assemblée cède la parole à Mme Julie Brisebois.

Il est proposé par Mme Julie Brisebois

appuyé par M. Peter Malouf

de retirer de l'ordre du jour le point 30.10.

La présidente d'assemblée cède la parole au porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, qui indique qu'il n'y a pas consentement de tous les membres du conseil présents sur la proposition de retrait du point 30.10 de l'ordre du jour.

La présidente d'assemblée remercie M. Limoges pour son intervention, déclare que la proposition de retrait du point 30.10 de l'ordre du jour est rejetée en vertu de l'article 23 du *Règlement de régie interne du conseil d'agglomération* (RCG 06-027), et clôt le débat.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Dida Berku, en remplacement de M. Mitchell Brownstein
M. Alex Bottausci
Mme Julie Brisebois
M. Ryan Brownstein
M. Marc Doret
Mme Heidi Ektvedt
Mme Paola Hawa
Mme Nancy Kokinasidis, en remplacement de M. Michel Gibson
M. Jeremy Levi
M. Peter Malouf
M. Denis Marcil, en remplacement de Mme Anne St-Laurent
M. Beny Masella
Mme Christina M. Smith
M. Tim Thomas

03.01

_____

CG24 0629

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 24 octobre 2024, à 17 h

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 24 octobre 2024, conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 7 novembre 2024 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

_____

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif ».

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose les documents suivants :

04.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), du 1er au 31 octobre 2024.

04.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 1er au 31 octobre 2024.

04.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*, du 1er au 31 octobre 2024.

---

5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil ».

Aucune réponse n'est déposée.

CG24 0630

Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude du rapport annuel de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 - rapport et recommandations »

M. Pierre Lessard-Blais, à titre de président de cette Commission, dépose le rapport de la Commission sur les finances et l'administration intitulé « Étude du rapport annuel de la vérificatrice générale de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023 - rapport et recommandations », et le conseil en prend acte.

06.01

CG24 0631

Dépôt du rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle (RGC) pour l'année 2023

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose le rapport sur l'application du Règlement sur la gestion contractuelle pour l'année 2023, et le conseil en prend acte.

07.01 1246285002

CG24 0632

Dépôt de la résolution CA24 20 0389 du conseil d'arrondissement de LaSalle - Dépôt d'une motion réitérant la nécessité de construire rapidement un mode de transport structurant reliant le centre-ville de Montréal à LaSalle

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose la résolution CA24 20 0389 du conseil d'arrondissement de LaSalle intitulée : « Dépôt d'une motion réitérant la nécessité de construire rapidement un mode de transport structurant reliant le centre-ville de Montréal à LaSalle », et le conseil en prend acte.

07.02

CG24 0633

Résolution désignant le deuxième représentant de la Ville de Dollard-des-Ormeaux au conseil d'agglomération

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, dépose la résolution 24 1120 du 12 novembre 2024 désignant le conseiller M. Ryan Brownstein à titre de deuxième représentant de la Ville de Dollard-des-Ormeaux au conseil d'agglomération pour la période du 16 novembre 2024 au 30 avril 2025, et le conseil en prend acte.

07.03

---

11 - Dépôt de pétitions

La présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, appelle le point « Dépôt de pétitions ».

Aucune pétition n'est déposée.

À 16 h 59,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0634

Exercer la première option de prolongation de 12 mois à compter du 1er mai 2025, et autoriser une dépense additionnelle de 163 449,07 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. / Entretien Avangardiste inc. (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat de 480 732,71 $ à 644 181,78 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 30 octobre 2024 par sa résolution CE24 1643;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'exercer la première option de prolongation de 12 mois à compter du 1er mai 2025, et d'autoriser une dépense additionnelle de 148 590,06 $, taxes incluses, pour le service de grand ménage annuel des casernes de pompiers, dans le cadre du contrat accordé à 9119-5867 Québec inc. (Entretien Avangardiste inc.) (CG22 0240), majorant ainsi le montant total du contrat de 480 732,71 $ à 629 322,77 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 14 859,01 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1247157017

CG24 0635

Accorder un soutien financier de 103 174,55 $ ainsi qu'une contribution en nature de 55 020 $, non récurrents, à Université de Montréal, afin de soutenir le projet de recherche PARCS en santé, rétroactivement pour la période du 15 février 2024 au 14 février 2029 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 30 octobre 2024 par sa résolution CE24 1654;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 103 174,55 $ ainsi qu'une contribution en nature de 55 020 $, non récurrents, à Université de Montréal afin de soutenir le projet de recherche PARCS en santé;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ces soutiens financier et en nature, rétroactivement pour la période du 15 février 2024 au 14 février 2029;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1248167002

CG24 0636

Accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période de cinq ans, soit du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2029, pour une somme maximale de 4 611 949,24 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1674;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un contrat de gré à gré à IBM Canada ltée (fournisseur exclusif) pour le renouvellement des droits d'utilisation des logiciels pour l'ordinateur central consolidé, pour une période de cinq ans, soit du 1er décembre 2024 au 30 novembre 2029, pour une somme maximale de 4 611 949,24 $, taxes incluses;

2- d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des technologies de l'information à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1249633007

CG24 0637

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal, à titre de propriétaire d'un fonds dominant, consent à la renonciation d'une servitude réelle temporaire de passage pour une conduite d'aqueduc publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 11 133 587, affectant le lot 6 382 093 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont l'adresse civique est 4000, boulevard LaSalle, dans l'arrondissement de Verdun, et ce, sans contrepartie financière

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1692;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville de Montréal, à titre de propriétaire d'un fonds dominant, renonce à une servitude réelle temporaire de passage d'une conduite d'aqueduc, publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 11 133 587, affectant le lot 6 382 093 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant pour adresse civique le 4000, boulevard LaSalle, dans l'arrondissement de Verdun, et ce, sans contrepartie financière.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1218703001

CG24 0638

Autoriser un changement d'affectation afin de refléter le partage des compétences du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre ce lot à des fins communautaires / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à Habitation Laprairie, à des fins de logement social, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie, à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, constitué des lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 4 346 mètres carrés, pour un montant de 624 000 $ / Autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000 $ au Service de l'habitation pour l'année 2024 / Approuver la correction de la source de financement de l'agglomération à l'arrondissement pour la portion communautaire du projet, soit 520 854 $, la correction du financement en provenance des fonds d'inclusion de 248 793 $ et la correction de la perte de dévaluation de 609 300 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1688;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser le changement d'affectation afin de refléter le partage des compétences du volume superficiaire, composé du lot projeté 6 585 963 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, afin de permettre au conseil d'arrondissement du Sud-Ouest de vendre le lot à des fins communautaires;

2- d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal vend à l'organisme à but non lucratif, Habitation Laprairie, à des fins de logement social, un volume superficiaire, situé au 1295, rue de Laprairie à l'angle de la rue Augustin-Cantin, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, connu et désigné comme étant les lots projetés 6 645 876, 6 645 877 et 6 645 878 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dont la construction aura une superficie approximative de plancher totale de 4 346 mètres carrés, pour un montant de 624 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, le tout, selon les conditions stipulées au projet d'acte;

3- d'autoriser un budget additionnel de revenus et dépenses équivalents de 624 000 $ au Service de l'habitation pour l'année 2024;

4- d'autoriser la signature de l'acte de vente conditionnellement :
- au dépôt officiel des lots au cadastre du Québec;
- à l'approbation, par le conseil d'agglomération, de la contribution financière de la Ville exigée dans le cadre du Décret gouvernemental pour la réalisation du Volet social;
- à ce que l'acte de vente dans sa forme finale, soit substantiellement conforme, de l'avis du Service des affaires juridiques, au projet d'acte joint au présent dossier décisionnel;

5- d'approuver la correction de la source de financement de l'agglomération à l'arrondissement pour la portion communautaire du projet, soit 520 854 $, la correction du financement en provenance des fonds d'inclusion de 248 793 $ et la correction de la perte de dévaluation de 609 300 $;

6- d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1249915005

À 16 h 59,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0639

Conclure une entente-cadre avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. pour la fourniture sur demande de services en Oracle Forms et Reports, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 781 462,08 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20536 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1675;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure une entente-cadre, d'une durée de 36 mois, par laquelle Conseillers en gestion et informatique CGI inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des services en Oracle Forms et Reports, pour une somme maximale de 781 462,08 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20536;

2- de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc.;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1247655003

CG24 0640

Accorder un contrat à Novipro inc., pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, pour une période de deux ans, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2026, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20620 (1 seul soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1676;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire Novipro inc., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour l'acquisition des licences et le renouvellement du support des logiciels Domino/Lotus Notes, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 192 205,67 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20620;

2- de procéder à une évaluation du rendement de Novipro inc.;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1249563009

CG24 0641

Accorder un contrat de gré à gré à Microsoft Canada inc., pour la fourniture de services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1677;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de conclure un contrat de gré à gré, pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027, par lequel Microsoft Canada inc. s'engage à fournir à la Ville les services techniques et de support pour les produits informatiques de bureautique et des serveurs de l'entreprise Microsoft, pour une somme maximale de 2 377 102,79 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 25 octobre 2024;

2- d'autoriser le directeur de la Direction - Espaces de travail et services aux utilisateurs, du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1249563010

CG24 0642

Autoriser la signature d'une entente de contribution financière dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI) du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour le projet du parc résilient Pierre-Bédard pour réduire les inondations sur la population riveraine

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1686;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver le projet de convention d'aide financière entre la ministre des Affaires municipales et la Ville de Montréal, dans le cadre du Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations (PRAFI) – volet Aménagements résilients, pour le projet du parc résilient Pierre-Bédard;

2- d'autoriser la mairesse de Montréal et le greffier de la Ville à signer l'entente pour et au nom de la Ville.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1249569007

CG24 0643

Accorder un contrat à Xerox Canada ltée, pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20471 (6 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1678;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un contrat à Xerox Canada ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le remplacement, l'installation et les services de support pour des imprimantes thermiques véhiculaires pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une durée de 60 mois, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 023 290,20 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20471;

2- de procéder à une évaluation du rendement de Xerox Canada Ltée;

3- d'autoriser le directeur de la Direction - Sécurité publique et justice, du Service des technologies de l'information, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1248527004

À 17 h,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.11 à 20.15 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0644

Approuver la troisième prolongation du contrat de prêt de locaux par lequel la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er janvier 2025, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pieds carrés, au 3e étage de l'immeuble situé au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires. La subvention immobilière est de 320 371,42 $ pour toute la durée du prêt des locaux

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1691;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'approuver la troisième convention de prolongation du contrat de prêt de locaux par laquelle la Ville de Montréal prête, à titre gratuit, au Centre communautaire des femmes sud-asiatique, pour une période additionnelle de trois ans, à compter du 1er janvier 2025, des locaux d'une superficie de 3 883,29 pieds carrés, au 3e étage de l'immeuble situé au 1035, rue Rachel Est, à des fins communautaires, le tout selon les termes et conditions prévus à la convention de prolongation du contrat de prêt de locaux.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1245372006

CG24 0645

Accorder un soutien financier non récurrent de 180 000 $ à Société des arts technologiques (S.A.T.) en 2024 et de 520 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027, pour le projet « Laboratoire vivant en expériences immersives » pour la période du 1er décembre 2024 au 30 septembre 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1695;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier non récurrent de 180 000 $, à la Société des arts technologiques (S.A.T) en 2024 et de 520 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027, pour le projet « Laboratoire vivant en expériences immersives »;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1247019002

CG24 0646

Accorder une contribution financière de 804 897,26 $ à Les Colocs de l'Ouest pour la construction d'un immeuble de 11 logements situé dans l'arrondissement Pierrefonds-Roxboro, dans le cadre du programme d'habitation abordable Québec de la Société d'habitation du Québec / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1696;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier de 804 897,26 $ à l'organisme Les Colocs de l'Ouest provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation et qui fait l'objet par la suite d'un remboursement par la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM);

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de la convention de contribution financière pour et au nom de la Ville de Montréal;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.13 1244681006

CG24 0647

Accorder un soutien financier d'un montant total de 150 000 $ à la Cité des Arts du Cirque - TOHU pour la réalisation de son projet hivernal d'aménager et d'animer une patinoire réfrigérée / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1739;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier d'un montant total de 150 000 $ à la Cité des arts du cirque (TOHU) pour l'année 2024, pour la réalisation de son projet hivernal d'animation;

2- d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1248781005

CG24 0648

Accorder trois contrats à Baulne inc. pour un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 8 239 434,73 $, taxes incluses (contrats : 6 866 195,61 $ + contingences : 1 373 239,12 $) - Appel d'offres public 24-20607 (1 soum. conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1728;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder au seul soumissionnaire, Baulne inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, les contrats pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation, et air climatisé) pour divers bâtiments de la Ville de Montréal, aux prix de ses soumissions, soit pour les sommes maximales indiquées en regard de chacun des lots, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20607;

Firme	Lot	Montant (taxes incluses)
Baulne inc.	1 A	2 711 539,91 $
Baulne inc.	2 A	2 232 167,56 $
Baulne inc.	3 A	1 922 488,14 $

2- d'autoriser une dépense de 1 373 239,12 $, taxes incluses, (lot 1 A : 542 307,98 $ + lot 2 A : 446 433,51 $ + lot 3 A : 384 497,63 $), à titre de budget de contingences;

3- de procéder à une évaluation du rendement de Baulne inc.;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1247157020

À 17 h 01,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0649

Exercer l'option de la deuxième année de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et autoriser une dépense additionnelle de 1 106 489,80 $, taxes incluses, pour la fourniture de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal dans le cadre des contrats accordés à Mécanicaction inc. (CG22 0230), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 896 011,86 $ à 4 002 501,66 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1725;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'exercer la deuxième option de prolongation, pour une période de 12 mois, à compter du 1er mai 2025 et d'autoriser une dépense additionnelle de 922 074,83 $, taxes incluses, pour la fourniture, sur demande, de services de plombiers, pour des travaux couvrant divers bâtiments de la Ville de Montréal, dans le cadre des ententes-cadres conclues avec Mécanicaction inc. (CG22 2030), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 011,86 $ à 3 818 086,69 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 184 414,97 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget de fonctionnement du Service de la gestion et de la planification des immeubles, et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1247157018

CG24 0650

Exercer l'option de renouvellement de 12 mois pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés et autoriser une dépense additionnelle de 324 941,27 $, taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé avec TCED INTL inc. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1726;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'exercer l'option de renouvellement de 12 mois, et d'autoriser une dépense additionnelle de 270 784,40 $, taxes incluses, pour la fourniture de batteries pour véhicules et équipements motorisés dans le cadre du contrat accordé à TCED INTL inc. (CG23 0012), majorant ainsi le montant total du contrat de 649 882,54 $ à 974 823,81 $, taxes et contingences incluses;

2- d'autoriser une dépense additionnelle de 54 156,88 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1247428006

CG24 0651

Exercer l'option de la première année de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 1 914 917,84 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 7 010 058,64 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1727;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'exercer la première option de prolongation pour une période de 12 mois, à compter du 22 mai 2025 et d'autoriser une dépense additionnelle de 1 705 698,94 $, taxes incluses, pour la fourniture d'un service d'entretien d'équipements de mécanique du bâtiment - CVAC (chauffage, ventilation et air climatisé) pour des immeubles de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à Baulne inc. (CG22 0556), majorant ainsi le montant total des contrats de 5 095 140,80 $ à 6 800 839,74 $, taxes incluses;

2- d'autoriser une dépense de 209 218,90 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.18 1247157019

CG24 0652

Exercer l'option de la deuxième prolongation d'une durée de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour la rétention de services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne, conformément aux ententes-cadres intervenues entre la Ville et Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des contrats de : 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1731;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'exercer la deuxième option de prolongation de 12 mois et d'autoriser une dépense additionnelle de 948 352,66 $, taxes incluses, pour des services professionnels de conception et de production de solutions de formation en ligne dans le cadre de trois ententes-cadres conclues avec Novaconcept et Alia Conseil (CG22 0040), majorant ainsi le montant total des contrats de 2 749 874,29 $ à 3 698 226,94 $, taxes incluses;

Firme	Article	Montant option renouvellement an 2 (IPC et taxes incluses)	Montant total du contrat (taxes incluses)
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 1	395 833,06 $	1 505 053,50 $
Nova Concept	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 2	326 721, 32 $	1 299 853,56 $
Alia Conseil	Services de conception et de production de solutions de formation en ligne - Contrat 3	225 798, 28 $	893 319,88 $
Totaux		**948352, 66 $**	**3 698 226,94 $**

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1245695001

CG24 0653

Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Habitation Laprairie / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature du contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution / Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au Service de l'habitation selon l'entente, pour 2024 un montant de 1 039 712 $ et pour 2025 et années suivantes avec un maximum de 2 425 994 $

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1740;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser un soutien financier de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation et qui fait l'objet, par la suite, d'un remboursement de la Communauté Métropolitaine de Montréal (CMM);

2- d'approuver un projet de convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer le contrat de services professionnels, conformément aux paramètres énoncés dans le projet de convention de contribution financière;

4- d'autoriser des budgets de revenus et de dépenses équivalents au Service de l'habitation selon l'entente, pour un montant de 1 039 712 $ en 2024, et d'un maximum de 2 425 994 $ pour 2025 et les années suivantes;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.20 1249286005

À 17 h 02,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0654

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Approuver la convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pieds carrés et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses / Approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière pour 2027, au montant de 1 404 537,94 $, et pour 2028 à 2036, au montant total de 279 528,23 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1738;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- d'approuver le projet de convention de prolongation de bail par laquelle la Ville de Montréal loue de la Société en commandite Brennan-Duke, pour une période additionnelle de 10 ans, à compter du 1er janvier 2027, des espaces d'une superficie de 324 640 pieds carrés et de 223 places de stationnement au sous-sol de l'immeuble situé au 801, rue Brennan (édifice Louis-Charland), à des fins de bureaux, moyennant un loyer total de 126 168 515,70 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;

3- d'approuver l'ajustement récurrent de la base budgétaire du Service de la stratégie immobilière de la façon suivante : 2027 : 1 404 537,94 $, 2028 : 24 417,58 $, 2029 : 25 940,10 $, 2030 : 27 518,92 $, 2031 : 29 155,81 $, 2032 : 30 852,60 $, 2033 : 32 611,17 $, 2034 : 34 433,46 $, 2035 : 36 321,43 $ et 2036 : 38 277,16 $;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1248682004

CG24 0655

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1734;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2- de conclure des ententes-cadres avec les firmes ci-après désignées pour chacun des lots, ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 36 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, des prestations de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20523 :

Firmes	Descriptions	Montants
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Lot 1 : Sensibilisation et formation à la sécurité de l'information	975 769,03 $
M3P Conseils inc.	Lot 2 : Architecture de sécurité TI	2 040 834,99 $
Bell Canada	Lot 3 : Accompagnement ponctuel sur le plan tactique des opérations et gestion des infrastructures de sécurité	1 081 003,92 $
Levio conseils inc.	Lot 4 : Services d'analyse de marché TI	715 126,10 $
YRH inc.	Lot 5 : Architecture en radiocommunication	672 603,75 $
Levio conseils inc.	Lot 6 : Spécialiste en configuration des outils de surveillance	487 585,98 $

3- de procéder à une évaluation du rendement de Conseillers en gestion et informatique CGI inc., M3P Conseils inc., Bell Canada, Levio conseils inc. et YRH inc.;

4- d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1245942002

CG24 0656

Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 630 000 $ par année pour les années 2024 et 2025 totalisant 1 260 000 $ pour les 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement cirque / Approuver la convention de contribution financière intervenue entre la Ville et Cité des arts du cirque

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1745;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver la convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et l'organisme Cité des arts du cirque;

2- d'accorder un soutien financier de 630 000 $ par année pour les années 2024 et 2025 totalisant 1 260 000 $ à la Cité des arts du cirque pour les 15e et 16e éditions du festival Montréal Complètement Cirque;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1248214005

CG24 0657

Approuver la convention de contribution financière intervenue avec la Cité des arts du cirque le 18 juin 2024 / Accorder un soutien financier à la Cité des arts du cirque de 300 000 $ pour la tenue de la 3e édition du projet La GÉANTE du 4 au 14 juillet 2024

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1746;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver la convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et la Cité des arts du cirque;

2- d'accorder un soutien financier de 300 000 $ à la Cité des arts du cirque pour la tenue de la troisième édition du projet La Géante du 4 au 14 juillet 2024;

3- de prendre acte que cette dépense doit être assumée par l'agglomération;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1248214006

CG24 0658

Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 1 045 888 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants (SCRI) en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la deuxième phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme/ Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire de 1er rang et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et la signature de contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1744;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier supplémentaire maximal de 1 045 888 $ à Services Communautaires pour Réfugiés et Immigrants;

2- d'approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les conditions de versement de ce soutien financier;

3- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 1er rang pour et au nom de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 649 392 et à signer le contrat de services professionnels du notaire conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière, pourvu que le contrat de services professionnels ainsi que l'acte hypothécaire aient été approuvés préalablement par le Service des affaires juridiques avant leur signature;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1249499003

À 17 h 03,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 20.26 et 20.27 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0659

Accorder un soutien financier d'un montant maximal de 13 796 905 $, composé de 10 143 167 $ provenant de l'entente d'initiative pour la création rapide de logement (ICRL2- volet grandes villes) et un montant de 3 653 738 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) pour l'acquisition et la conversion en logements d'un immeuble situé au 1030, rue Beaubien Est et 6469, rue Boyer dans l'arrondissement Rosemont–La Petite-Patrie / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Organisme / Déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière / Autoriser la directrice du Service de l'habitation à consentir et à signer pour et au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de SOLIDES, tout acte de cession de rang hypothécaire sur le lot faisant l'objet de l'hypothèque de la Ville, en autant que tel acte respecte les paramètres énoncés dans la convention de contribution financière

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 novembre 2024 par sa résolution CE24 1782;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder un soutien financier d'un montant maximal de 13 796 905 $, composé de 10 143 167 $ provenant de l'entente d'initiative pour la création rapide de logement (L'ICRL-2 volet grandes villes) et un montant de 3 653 738 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Société locative d'investissement et de développement social (SOLIDES) pour l'acquisition et la conversion d'un immeuble situé au 1030, rue Beaubien Est et 6469, rue Boyer, dans l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie;

2- d'approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et SOLIDES établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3- de déléguer à la directrice du Service de l'habitation la signature de l'acte hypothécaire pour et au nom de la Ville de Montréal et du contrat de services professionnels du notaire, conformément aux paramètres énoncés dans la convention de contribution financière;

4- d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à consentir et à signer pour et au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de SOLIDES, tout acte de cession de rang hypothécaire sur le lot faisant l'objet de l'hypothèque de la Ville, en autant que tel acte respecte les paramètres énoncés dans la convention de contribution financière;

5- d'imputer les dépenses conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.26 1249499002

CG24 0660

Autoriser une dépense additionnelle maximale de 298 771,74 $, taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda 1, à l'Addenda 2, à l'Addenda 3 ainsi qu'à l'Addenda 4, effectués par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2023 / Approuver le projet d'addenda 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., (CG20 0694, CG21 0478, CG22 0491 et CG23 0745) majorant ainsi le montant total du contrat de 7 442 820,94 $ à 7 741 592,68 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 novembre 2024 par sa résolution CE24 1779;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'autoriser une dépense additionnelle maximale de 298 771,74 $, taxes incluses, pour des services supplémentaires non prévus à la convention initiale, à l'Addenda 1, à l'Addenda 2, à l'Addenda 3, ainsi qu'à l'Addenda 4, effectués par Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. lors de leur audit des états financiers de l'exercice financier 2023;

2- d'approuver le projet d'Addenda 5 modifiant la convention de services professionnels intervenue avec Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., (CG20 0694, CG21 0478, CG22 0491 et CG23 0745), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 442 820,94 $ à 7 741 592,68 $, taxes incluses;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1240029006

À 17 h 03,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.01 à 30.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0661

Autoriser un ajustement de 6 314 000 $ pour les années 2025 à 2027, dans le cadre du Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 30 octobre 2024 par sa résolution CE24 1657;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'autoriser un ajustement de l'enveloppe budgétaire de 6 314 000 $ pour les années 2025 à 2027, dans le cadre du Programme investissements durables, volet bâtiments industriels durables (RCG 19-010).

Adopté à l'unanimité.

30.01 1249780004

CG24 0662

Approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains (PSES) pour l'année 2025 / Autoriser une dépense de 450 000 $ à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1697;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver les modifications et le renouvellement du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux, nationaux et métropolitains;

2- d'autoriser une dépense de 450 000 $ au budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel

Adopté à l'unanimité.

30.02 1246549005

CG24 0663

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1699;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Baie-D'Urfé (49 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Adopté à l'unanimité.

30.03 1245449002

CG24 0664

Approuver la programmation des travaux d'infrastructures de compétence locale et d'agglomération admissibles au Programme de transfert pour les infrastructures d'eau et collectives du Québec (TECQ 2024-2028) et autoriser le Service de l'eau à la soumettre au ministère des Affaires municipales et Habitation (MAMH)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1700;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

que la Ville de Montréal :

1- s’engage à respecter les modalités du guide qui s’appliquent à elle;

2- s’engage à être la seule responsable et à dégager le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, aux exigences, aux pertes, aux dommages et aux coûts de toutes sortes ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuable à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen de l’aide financière obtenue dans le cadre du programme de la TECQ 2024-2028;

3- approuve le contenu et autorise l'envoi au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la programmation de travaux ci-jointe et de tous les autres documents exigés par le Ministère en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation;

4- s'engage à déposer annuellement une mise à jour de sa programmation de travaux durant la période du 1er octobre au 15 février inclusivement;

5- s'engage à réaliser les investissements autonomes qui lui sont imposés pour l'ensemble des cinq années du programme;

6- s'engage à informer le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvés par la présente résolution.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1249569006

CG24 0665

Adopter une résolution visant à maintenir, jusqu'au 31 décembre 2025, la délégation du conseil d'agglomération au conseil de la ville de certains pouvoirs concernant les équipements, infrastructures et activités d'intérêt collectif mentionnés en annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1701;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de déléguer au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois à compter du 31 décembre 2024, les droits, pouvoirs et obligations que les conseils d'arrondissement concernés exerçaient le 31 décembre 2005 relativement aux matières suivantes :

a) les parcs suivants :
   i. le parc du Mont-Royal, y compris le parc Jeanne-Mance;
   ii. le parc du Complexe environnemental de Saint-Michel;

b) l'aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale;

c) les contributions municipales et gestion d'ententes et de programmes gouvernementaux de lutte à la pauvreté;

2- de déléguer au conseil municipal de la Ville de Montréal, pour une période de 12 mois à compter du 31 décembre 2024 :

a) les droits, pouvoirs et obligations relativement à l'aménagement et au réaménagement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport situé sur le territoire de la Ville de Montréal;

b) relativement au parc Jeanne-Mance, en outre de la délégation prévue à l'article 1 :

i. la gestion des activités culturelles, sportives, récréatives et événementielles d'envergure locale incluant, notamment, l'octroi des contrats, leur suivi et toute autre autorisation, les activités d'opération, les communications avec les citoyens ainsi que la gestion des requêtes;

ii. la conclusion d'une entente relative à l'exploitation d'un établissement de restauration, de service d'accueil, récréatif ou sportif;

iii. l'établissement du tarif aux fins de l'exercice des pouvoirs délégués.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1241024001

À 17 h 04,

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.06 à 30.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0666

Autoriser la modification à la répartition de 150 M$ reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 5,15 M$ soit de la compétence locale

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024 par sa résolution CE24 1704;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'autoriser la modification à la répartition de l'enveloppe de 150 M$ reçue du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le plan économique conjoint 2022-2025 afin qu'une somme de 5,15 M$ soit de la compétence locale.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1248798004

CG24 0667

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1751;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Léonard (12 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Adopté à l'unanimité.

30.07 1249641005

CG24 0668

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1752;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de L'Île-Dorval (38 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Adopté à l'unanimité.

30.08 1249641006

CG24 0669

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield, conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel*

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1753;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Beaconsfield (131 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Adopté à l'unanimité.

30.09 1245449004

CG24 0670

Autoriser l'arrêt du procédé de fluoration de l'eau aux usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1765;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'autoriser l'arrêt du procédé de fluoration de l'eau aux usines de production d'eau potable Dorval et Pointe-Claire.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : Mme Dida Berku, en remplacement de M. Mitchell Brownstein
M. Alex Bottausci
Mme Julie Brisebois
M. Ryan Brownstein
M. Marc Doret
Mme Heidi Ektvedt
Mme Paola Hawa
Mme Nancy Kokinasidis, en remplacement de M. Michel Gibson
M. Jeremy Levi
M. Peter Malouf
M. Denis Marcil, en remplacement de Mme Anne St-Laurent
M. Beny Masella
Mme Christina M. Smith
M. Tim Thomas

30.10 1247261001

À 17 h 20,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 30.11 et 30.12 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0671

Adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1764;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter la Politique de cession d'immeubles municipaux à des fins de logement hors marché.

Adopté à l'unanimité.

30.11 1249174001

CG24 0672

Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

Attendu le Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social (RCG 20-012);

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 15 novembre 2024 par sa résolution CE24 1780;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'assujettir au droit de préemption aux fins de logement social, pour une durée de 10 ans, les immeubles suivants, identifiés au moyen de leur numéro de lot au cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal :

1 740 825
1 741 260
1 741 262
2 162 264

2- de mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes les procédures requises à cet effet.

Adopté à l'unanimité.

30.12 1248399001

CG24 0673

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.01 1248168001

CG24 0674

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 25 386 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de berges dans les parcs à caractère régional

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 25 386 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et de berges dans les parcs à caractère régional », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.02 1245517003

CG24 0675

Avis de motion et dépôt - Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2024

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2024 », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.03 1248021005

CG24 0676

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.04 1245629002

CG24 0677

Avis de motion et dépôt - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

AVIS DE MOTION ET DÉPÔT D'UN PROJET DE RÈGLEMENT

Avis de motion est donné par M. Alex Norris de l'inscription pour adoption à une assemblée subséquente du conseil d'agglomération du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013) », lequel est déposé avec le dossier décisionnel.

41.05 1248399002

À 17 h 22,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0678

Adoption - Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0592;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0592;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1562;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement abrogeant le Règlement sur le transport par taxi (RCG 10-009) ».

Adopté à l'unanimité.

42.01 1245548004

Règlement RCG 10-009-7

CG24 0679

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0593;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0593;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1568;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 675 900 $ afin de financer les travaux de réfection des réseaux primaires d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du projet Sainte-Catherine Ouest », sujet à son approbation par la ministre des Affaires municipales.

Adopté à l'unanimité.

42.02 1247245001

Règlement RCG 24-035

CG24 0680

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0594;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0594;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1559;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles (RCG 17-009) ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1242937003

Règlement RCG 17-009-1

CG24 0681

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0595;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0595;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1561;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide à l'accessibilité des commerces (PAAC) (RCG 17-011) ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1248994010

Règlement RCG 17-011-3

CG24 0682

Adoption - Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0596;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0596;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 9 octobre 2024 par sa résolution CE24 1564;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle (RCG 18-024) ».

Adopté à l'unanimité.

42.05 1249587003

Règlement RCG 18-024-3

À 17 h 23,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 42.06 à 42.08 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0683

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0597;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0597;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1633;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement établissant le programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 18-043) », et d'en recommander l'adoption à une assemblée subséquente;

2- d'autoriser un virement budgétaire de 900 000 $ en provenance du budget alloué au Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013), afin d'effectuer des paiements dans le cadre du Programme d'aide financière aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs pour le restant de l'exercice financier 2024.

Adopté à l'unanimité.

42.06 1245581005

Règlement 18-043-3

CG24 0684

Adoption - Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013)

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0598;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0598;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1634;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le règlement établissant le programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs (RCG 23-013) »;

2- de réduire de 900 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subvention forfaitaire aux établissements situés dans un secteur affecté par des travaux majeurs.

Adopté à l'unanimité.

42.07 1245581004

Règlement RCG 23-013-1

CG24 0685

Adoption - Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places

Vu l'avis de motion donné du règlement intitulé « Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0599;

Vu le dépôt du projet de règlement intitulé « Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacles indépendantes de moins de 3000 places » à l'assemblée du conseil d'agglomération du 24 octobre 2024 par sa résolution CG24 0599;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 16 octobre 2024 par sa résolution CE24 1636;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur la subvention relative à la réduction des nuisances liées au bruit généré par les salles de spectacle indépendantes de moins de 3000 places ».

Adopté à l'unanimité.

42.08 1248080003

Règlement RCG 24-036

À 17 h 24,

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les points 44.01 et 44.02 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG24 0686

Adoption, sans changement, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération, à l'assemblée du conseil d'agglomération du 21 mars 2024, par sa résolution CG24 0164 et le dépôt du projet de règlement avec le dossier décisionnel lors de cette séance;

Vu la résolution CG24 0164 du conseil d'agglomération du 21 mars 2024 adoptant ledit projet de règlement;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 10 septembre 2024 à la salle des Armoiries de l'hôtel de ville de Montréal située au 275, rue Notre-Dame Est, à 14 h, et annoncé au préalable par un avis public paru le 26 août 2024, sur ce projet de règlement;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024, par sa résolution CE24 1714;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre acte du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal sur le projet de règlement P-RCG 14-029-7 modifiant le Schéma;

2- d'adopter, sans changement, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG14-029) », afin de contribuer à la mise en œuvre du Plan régional des milieux humides et hydriques (PRMHH) de l'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

44.01 1233422001

Règlement RCG 14-029-7

CG24 0687

Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin d'intégrer les changements apportés à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire

Vu l'avis de motion donné du projet de règlement intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG 14-029) » afin d'intégrer les changements apportés à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* visant le contenu du Schéma, de retirer l'encadrement des rives, du littoral et des zones inondables, d'intégrer le Réseau express métropolitain et les aires TOD correspondantes, et d'apporter des changements aux grandes affectations du territoire à l'assemblée du conseil d'agglomération du 21 décembre 2023, par sa résolution CG23 0773 et le dépôt du projet de règlement avec le dossier décisionnel lors de cette séance;

Vu la résolution CG23 0773 du conseil d'agglomération du à sa séance du 21 décembre 2023 adoptant ledit projet de règlement;

Attendu qu'une assemblée publique de consultation a été tenue le 6 septembre 2024 à la salle des Armoiries de l'hôtel de ville de Montréal située au 275, rue Notre-Dame Est, à 9 h 30, et annoncé au préalable par un avis public paru le 26 août 2024, sur ce projet de règlement;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 novembre 2024, par sa résolution CE24 1715;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- de prendre acte du procès-verbal de l'assemblée publique de consultation tenue par la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal sur le projet de règlement P-RCG 14-029-6 modifiant le Schéma;

2- d'adopter, avec changements, le règlement RCG 14-029-6 intitulé « Règlement modifiant le Schéma d'aménagement et de développement de l'agglomération de Montréal (RCG14-029) ».

Adopté à l'unanimité.

44.02 1233422002

Règlement RCG 14-029-6

CG24 0688

Approuver le règlement R-221 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 » et approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 13 novembre 2024 par sa résolution CE24 1771;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'approuver le Règlement R-221 de la Société de transport de Montréal autorisant un emprunt de 73 264 326 $ pour financer le projet « ACTE phase 1 » pour un terme de cinq ans, le tout conformément aux articles 123 et 135 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. 30.01);

2- d'approuver la modification du livre Programme des immobilisations (PI) 2024-2033.

Adopté à l'unanimité.

45.01 1245491002

CG24 0689

Nommer M. Alex Bottausci à titre de membre du conseil de la Communauté métropolitaine de Montréal, en remplacement de M. Beny Masella

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

de nommer M. Alex Bottausci, représentant de l'Association des municipalités de banlieue (AMB/ASM), à titre de membre du conseil de la Communauté métropolitaine de Montréal, en remplacement de M. Beny Masella.

Adopté à l'unanimité.

51.01

À 17 h 26, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée, Mme Nancy Blanchet, remercie les membres du conseil pour leur collaboration, ainsi que les différentes équipes ayant participé à la tenue de ce conseil. Puis, elle souhaite une bonne soirée à tous et toutes et donne rendez-vous le mois prochain.

_____
Nancy Blanchet
PRÉSIDENTE

_____
Domenico Zambito
GREFFIER ADJOINT

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie Plante

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
19 DÉCEMBRE 2024

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 30 NOVEMBRE 2024

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 NOVEMBRE 2024 AU 30 NOVEMBRE 2024

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
AXE CONSTRUCTION	100% AGGLO	SOCIÉTÉ DU PARC JEAN-DRAPEAU	DIRECTION	1242837001	AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 456 279,02 $, TAXES INCLUSES, À TITRE DE BUDGET DE CONTINGENCES POUR L'EXÉCUTION DE TRAVAUX DE RESTAURATION DU PAVILLON DES ACTIVITÉS NAUTIQUES DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ À AXE CONSTRUCTION, MAJORANT AINSI LA DÉPENSE TOTALE DU PROJET DE 6 444 941,22 $ À 6 901 220,24 $, TAXES INCLUSES	CE24 1828	2024-11-29	456 279,02 $
LES INDUSTRIES CENTAURE LTÉE	100% AGGLO	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	DIRECTION DES SERVICES ORGANISATIONNELS	1247026003	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE AVEC LA FIRME LES INDUSTRIES CENTAURE LTÉE, POUR L'ACQUISITION DE MUNITIONS DE CALIBRE 9 MM POUR LES PISTOLETS DE SERVICE DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE PÉRIODE DE 24 MOIS, SOIT POUR LES ANNÉES 2025 ET 2026, AVEC UNE POSSIBLE ANNÉE D'OPTION SUPPLÉMENTAIRE DE 12 MOIS POUR L'ANNÉE 2027, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 187 346,70$ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 24-20593, LOT 1 (3 SOUMISSIONNAIRES)	CE24 1641	2024-11-01	187 346,00 $
LES INDUSTRIES CENTAURE LTÉE	100% AGGLO	SERVICE DE POLICE DE MONTRÉAL	DIRECTION DES SERVICES ORGANISATIONNELS	1247026005	CONCLURE UNE ENTENTE-CADRE AVEC LA FIRME LES INDUSTRIES CENTAURE LTÉE, POUR L'ACQUISITION DE MUNITIONS FRANGIBLES DE CALIBRE 5,56 MM POUR LES BESOINS DU SERVICE DE POLICE DE LA VILLE DE MONTRÉAL, POUR UNE PÉRIODE DE 24 MOIS, SOIT POUR LES ANNÉES 2025 ET 2026, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 169 191,21$ TAXES INCLUSES, AVEC UNE POSSIBLE ANNÉE D'OPTION SUPPLÉMENTAIRE DE 12 MOIS - APPEL D'OFFRES PUBLIC 24-20593, LOT 5 (3 SOUMISSIONNAIRES)	CE24 1825	2024-11-28	169 191,00 $
FORTIER AUTO (MONTRÉAL) LTÉE	100% AGGLO	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1247567034	ACCORDER UN CONTRAT À FORTIER AUTO (MONTRÉAL) LTÉE, POUR L'ACQUISITION DE FOURGONNETTES ÉLECTRIQUES AVEC INSTALLATION D'ACCESSOIRES (LOT 1) - DÉPENSE TOTALE DE 302 407,49 $, TAXES INCLUSES (CONTRAT : 288 007,13 $ + CONTINGENCES : 14 400,36 $) - APPEL D'OFFRES PUBLIC 24-20627 (2 SOUMISSIONNAIRES)	CE24 1672	2024-11-08	302 407,49 $
LES PNEUS MOBILE RIVE-NORD (9458-6997 QUÉBEC INC.)	100% AGGLO	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DE LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES	1248501002	EXERCER L'OPTION DE PROLONGATION DE DOUZE (12) MOIS DANS LE CADRE DU CONTRAT DE SERVICE DE RETRAIT DES JANTES DES PNEUS AU SEIN DES ÉCOCENTRES DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL ACCORDÉ À L'ENTREPRISE LES PNEUS MOBILE RIVE-NORD (9458-6997 QUÉBEC INC.) (CE 22 0637) ET AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 108 507,67 $ TAXES INCLUSES (CONTRAT: 63 236,25 $; CONTINGENCES : 23 569,88 $; VARIATION DE QUANTITÉS: 20 120,63 $; INDEXATION: 1 580,91 $); MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 181 229,34 $ À 289 737,01 $ TAXES INCLUSES.	CE24 1671	2024-11-08	108 507,67 $
ATELIER LABOUTIQUE INC.	100% AGGLO	SERVICE DE L'ESPACE POUR LA VIE	BIOSPHÈRE	1249433005	ACCORDER À ATELIER LABOUTIQUE INC. UN CONTRAT DE SERVICES PROFESSIONNELS POUR LA CONCEPTION TECHNIQUE ET RÉALISATION DE L'EXPOSITION PERMANENTE ÉMOLAB À LA BIOSPHÈRE. LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT S'ÉLÈVE À 162 114,75 $ TAXES INCLUSES. APPEL D'OFFRES PUBLIC 24-20646 (2 SOUMISSIONNAIRES).	CE24 1647	2024-11-01	162 114,00 $

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 NOVEMBRE 2024 AU 30 NOVEMBRE 2024

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
		NOMBRE DE CONTRATS :	6				TOTAL :	1 385 845,18 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
19 DÉCEMBRE 2024

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 30 NOVEMBRE 2024

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 NOVEMBRE 2024 AU 30 NOVEMBRE 2024

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
BARREAU DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES	DIRECTION	1243302003	ACCORDER UNE CONTRIBUTION NON RÉCURRENTE DE 20 000 $ AU BARREAU DE MONTRÉAL POUR LA TOUTE PREMIÈRE ÉDITION (2024-2025) DE LES RENDEZ-VOUS VISEZ DROIT À LAQUELLE LA VILLE DE MONTRÉAL EST INVITÉE EN TANT QUE PARTENAIRE PRÉSENTATRICE.	CE24 1651	2024-11-01	20 000,00 $
INSTITUT ASHUKAN	50% AGGLO 50% VILLE	DIRECTION GÉNÉRALE	BUREAU DES RELATIONS GOUVERNEMENTALES ET MUNICIPALES	1245712001	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 50 000 $ À L'INSTITUT ASHUKAN, POUR LA PREMIÈRE ÉDITION DU SOMMET CONNEXIONS AUTOCHTONES » QUI SE TIENDRA DU 11 AU 13 MARS 2025 AU PALAIS DES CONGRÈS DE TIOHTIÀ:KE (MONTRÉAL) / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE24 1842	2024-11-28	50 000,00 $
ASSOCIATION CANADIENNE DE TENNIS	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	1246549004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 94 450 $ RÉPARTIE ENTRE 7 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 8 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 DANS LE CADRE DU TROISIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 1650	2024-11-01	5 000,00 $
GESTION D'ÉVÉNEMENTS DE PATINAGE DE VITESSE	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	1246549004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 94 450 $ RÉPARTIE ENTRE 7 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 8 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 DANS LE CADRE DU TROISIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 1650	2024-11-01	25 000,00 $
JUDO CANADA	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	1246549004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 94 450 $ RÉPARTIE ENTRE 7 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 8 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 DANS LE CADRE DU TROISIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 1650	2024-11-01	20 000,00 $
AKI QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	1246549004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 94 450 $ RÉPARTIE ENTRE 7 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 8 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 DANS LE CADRE DU TROISIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 1650	2024-11-01	3 600,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION
PÉRIODE DU 01 NOVEMBRE 2024 AU 30 NOVEMBRE 2024

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	DATE	MONTANT
ASSOCIATION DES SPORTS D'ACTION	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	1246549004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 94 450 $ RÉPARTIE ENTRE 7 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 8 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 DANS LE CADRE DU TROISIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 1650	2024-11-01	21 850,00 $
JUDO-QUÉBEC INC	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	1246549004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 94 450 $ RÉPARTIE ENTRE 7 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 8 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 DANS LE CADRE DU TROISIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 1650	2024-11-01	7 000,00 $
RSEQ MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DES GRANDS PARCS_DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	DIRECTION DES SPORTS	1246549004	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME MAXIMALE DE 94 450 $ RÉPARTIE ENTRE 7 ORGANISMES POUR L'ORGANISATION DE 8 ÉVÉNEMENTS PRÉSENTÉS EN 2024 DANS LE CADRE DU TROISIÈME DÉPÔT DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS SPORTIFS INTERNATIONAUX, NATIONAUX ET MÉTROPOLITAINS 2024 DU SERVICE DES GRANDS PARCS, DU MONT-ROYAL ET DES SPORTS	CE24 1650	2024-11-01	12 000,00 $
PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES	100% AGGLO	SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	DIRECTION MISE EN VALEUR DES PÔLES ÉCONOMIQUES	1248994012	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER DE 50 000 $ AU PARTENARIAT DU QUARTIER DES SPECTACLES POUR LA RÉALISATION DE PLUSIEURS ÉTUDES VISANT À IDENTIFIER DES PISTES DE SOLUTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU MODÈLE D'AFFAIRES DES FESTIVALS / APPROUVER UN PROJET DE CONVENTION À CET EFFET	CE24 1693	2024-11-08	50 000,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 10

TOTAL : 214 450,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
19 DÉCEMBRE 2024

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 30 NOVEMBRE 2024
LISTE SIMON

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT	90005536novembre2024	2024-11-11	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Transport en commun	56 899 280,00 $	-
AUTORITE REGIONALE DE TRANSPORT	90006063	2024-11-11	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Subventions ou contributions financières	Dépenses de contributions	Transport en commun	10 439 118,68 $	-
LOCATION NATIONALE FOSS	1637145	2024-11-11	ROCHON, JOSEE	SMRA - BCO - Frais de carburant et cartes d'essence pour le SPVM -	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et	5 117 965,03 $	-
SOCIETE DU PARC JEAN-DRAPEAU	17152	2024-11-18	KABANGE, MBOMBO MICHELINE	Facture #17152	Dépenses de contributions	Entretien et aménag. des parcs et terrains	5 055 760,78 $	-
ENERGIR S.E.C.	DEU57730	2024-11-15	GUIGNARD, ANNE	FOURNITURE DE GAZ NATUREL POUR 2024 POUR LA STATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 097 892,41 $	-
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA	DEU57497	2024-11-26	GUIGNARD, ANNE	DEEU / Redevances pour l'élimination des matières résiduelles 2024	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	2 258 102,39 $	-
ECOLE NATIONALE DE POLICE DU	1633024	2024-11-01	DESJARDINS, LINE	Formations prévues au plan 2024- obligations légales avec frais d'hébergement et	Police	Activités policières	1 077 955,00 $	-
LA FONDATION DU REFUGE POUR FEMMES	123949900120241118	2024-11-22	BIENVENA, NADINE	Subventions ou contributions financières	Habitation	Logement social	1 005 431,00 $	-
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC.	DEP44512	2024-11-12	BLANCHARD, PIERRE	BCO2024 - UPC - Sulfate d'aluminium 48% - AL2(SO4)3- ENTENTE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	461 388,57 $	1560805
AFFLECK DE LA RIVA, ARCHITECTES	1685758	2024-11-06	RODI, SONIA	SGPI/ Services professionnels en architecture et ingénierie	Gestion et planification des immeubles	Autres ressources du patrimoine	380 645,18 $	1638183
FIDUCIE DU REGIME CUM	art14bfiduciieregcumnov2024	2024-11-19	BOULIANNE, JULIE	Montants à verser en vertu de l'article 14 B du contrat constitutif de Fiducie du	Police	Activités policières	274 441,16 $	-
FIDUCIE DU REGIME CUM	art14bfodicoeregci,pct2024	2024-11-05	BOULIANNE, JULIE	Montants à verser en vertu de l'article 14B du contrat constitutif de Fiducie du	Police	Activités policières	271 510,14 $	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP44507	2024-11-12	BLANCHARD, PIERRE	BCO2024 - UPC - Hypochlorite de sodium - chlore liquide à 12% -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	245 292,79 $	1628235
SERVICES COMMUNAUTAIRES POUR	122949900420241101	2024-11-04	BIENVENA, NADINE	Subventions ou contributions financières	Habitation	Logement social	204 216,00 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PRODUITS SUNCOR ENERGIE.	DEU59799	2024-11-19	GUIGNARD, ANNE	DEEU / Paiement factures 9509437905 - 9509437906 - 9509437907 / Fourniture de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	178 870,01 $	1631217
DORIA BOUKHEROUFA	1787796003241129	2024-11-29	LAOUCHE, MOHAND OU ACHOUR	Subventions ou contributions financières Doria Boukheroufa	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	120 000,00 $	-
ESI TECHNOLOGIES DE	DEU60484	2024-11-12	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / CG-198607-20-SERVICES PROFESSIONNELS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	113 386,50 $	-
GRAYMONT (QC) INC.	DEP44511	2024-11-01	LARRIVEE, ALAIN	BCO2024 - UPC - Chaux hydratée - ENTENTE 1373578 _REMPLACE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	112 088,97 $	1373578
PRODUITS SUNCOR ENERGIE.	DEU60686	2024-11-25	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / Fourniture diesel coloré génératrices centrale énergie Station épuration	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	106 121,36 $	1631217
NOVIPRO INC.	DEU60397	2024-11-07	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / RENOUVELLEMENT MAINTENANCE NUTANIX1	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	100 472,63 $	-
UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL	1688594	2024-11-22	POULIN, VALERIE	DEV // Paiement de facture pour le projet de recherche pour établir un portrait des	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	100 000,00 $	-
BELL CANADA	DEU60406	2024-11-12	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / CL-198607-14-MISE À NIVEAU DES NOEUDS NUTANIX DE G7	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	99 622,93 $	-
LES PRODUITS INDUSTRIELS MONTFORT	DEU60415	2024-11-01	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / AS-198054-24-SÉCURISER LE FILTRE PRESSES 668-M29-004	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	98 031,41 $	-
SYNDICAT DE LA COPROPRIETE LE SIR JAMES	20241122	2024-11-22	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	94 801,55 $	-
VALMET LTEE	DEU60454	2024-11-01	WITTY, MARIE-FRANCE	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition membrane filtre-	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	88 740,68 $	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEP44532	2024-11-01	LARRIVEE, ALAIN	BCO2024-UPI-Oxygène_Consommation et Location_gré à	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	88 714,44 $	-
STUDIO TAGTEAM	1687263	2024-11-14	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV - Conception et réalisation graphique d'expositions et d'activités	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	85 000,00 $	-
PROMAX COMBUSTION INC.	DEU60445	2024-11-01	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / AS-202083-2-FOURNIR 10 BRULEURS POUR REMPLACER LES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	84 577,93 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VISIONTEC (2008) LTD	1687639	2024-11-18	RIVERA, CLAUDIA STELLA	SIM - Achat détecteurs de gaz pour intervenants GIMD.	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	83 974,25 $	-
VALERIE MORIN	1687045	2024-11-13	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV - Service de gestion de projets d'exposition - Transform! - 2024-2025	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	81 000,00 $	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1675799	2024-11-14	COUTURE, CEDRIC	EMAF: Location 33 Autos - Sep & Oct 24	Police	Activités policières	76 979,53 $	-
S. BOUDRIAS HORTICOLE INC.	DEU60701	2024-11-26	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / Service technique de disposition des résidus de vidange du bassin de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	75 206,22 $	-
ECOLE NATIONALE DE POLICE DU	1689403	2024-11-28	RICHER, VINCENT	Facture FA00154981 (Volet 2 - du 16 au 27 sep) 9 personnes	Police	Activités policières	74 509,49 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1688319	2024-11-21	GAUTHIER, PHILIPPE	SIM, Achat de casques de pompier.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	72 231,40 $	-
SIEMENS CANADA LIMITED	DEP48062	2024-11-07	LARRIVEE, ALAIN	UPI-Contrat-fournir-installer-mise en service-variateur de vitesse (VFD) pour les deux	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	71 340,05 $	-
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	1688239	2024-11-20	ST-PIERRE, DAVE	SMRA / Lettrage sur les 100 véhicules Dodge Durango du SPVM.	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	68 241,87 $	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP44541	2024-11-12	VINCENT, SIMON	BCO2024 - UDO - Hypochlorite de sodium - chlore liquide à 12%	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	67 833,47 $	1628235
MICRONICS FILTRATION CANADA CO.	DEU60453	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition toile filtrante	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	63 127,25 $	-
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX	DEU60663	2024-11-26	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / JS-198079-23-MAN DE L'ÉCLAIRAGE DE PLUSIEURS ÉDICULES	Service de l'eau	Réseaux d'égout	61 490,13 $	-
LE SECRET DES KORRIGANS INC.	1187796003241129	2024-11-29	LAOUCHE, MOHAND OU ACHOUR	Subventions ou contributions financières Le Secret des Korrigans inc.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	60 586,00 $	-
MUTEK	1243715002202 41119	2024-11-19	MORIN, JOHANE	1243715002 Mutek-Forum Mutek, 1er vers. de 2, 1/1 en 2024	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	60 000,00 $	-
BOUTY INC	1686858	2024-11-13	DARCY, PENELOPE	ENTENTE 1438620 - Acquisition et installation de chaises pliables. 911	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	59 107,96 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PARA-SOL	1688177	2024-11-20	BOULIANNE, MARTIN	Contrat - Services professionnels pour	Grands parcs, mont Royal et sports	Entretien et aménag. des parcs et terrains	57 295,04 $	-
COMPUGEN INC.	DEP48158	2024-11-28	LARRIVEE, ALAIN	Contrat 24G01 BS03 Achat de postes d'accès au réseau de contrôle	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	57 140,10 $	1654697
ALITHYA SERVICES-CONSEILS INC.	1687645	2024-11-18	VILLENEUVE, SERGE	SIM, Paiement de factures, Services professionnels en gestion de changement	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	52 493,75 $	-
LES CONSULTANTS AMMCO INC.	DEP44997	2024-11-01	LARRIVEE, ALAIN	DEP / UDO / Services professionnels pour des mandats de maintenance	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	51 128,92 $	1568923
AVISEO CONSEIL INC.	1688917	2024-11-26	ELLA-OYONO, DIEUDONNE	Mandat d'accompagnement du SDÉ dans le processus de planification et de	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	50 410,80 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1137912	2024-11-18	CADOTTE, ERIC	FOURNIR P.O. SUITE A UN ACCORD VERBAL DE JEAN-SEBASTIEN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	50 367,48 $	-
AVENSYS SOLUTIONS INC.	DEU60538	2024-11-12	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / KR-198057-28-ACHAT DE 3 ÉCHANTILLONNEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	49 716,83 $	-
(ABRPPVM) ASSOCIATION BIENFAISANCE	factcotpatronoct 2024	2024-11-19	BOULIANNE, JULIE	Facturation des cotisations patronales pour la période du 1er au 31 octobre 2024	Police	Activités policières	49 679,37 $	-
TECHNILIGNES	1688334	2024-11-21	LEDUC, EVE	Travaux de marquage de voie cyclable pour la phase 1 du projet SUM_AHU24-	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	49 292,43 $	-
SIGNALISATION EXPRESS INC.	1664540	2024-11-14	DONNELLY, KEVIN	SCULT / Services de location et de manutention de barricades, de	Culture	Autres - Activités récréatives	49 101,67 $	1612758
9181-5084 QUEBEC INC	1688351	2024-11-21	LEDUC, EVE	Travaux de marquage de voie cyclable pour la phase 2 du projet SUM_AHU24-	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	48 296,20 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	DEU60483	2024-11-07	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / Soutien informatique Spectra Verde et Black Pearl du 20 octobre	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	48 132,48 $	-
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES	DEP48073	2024-11-08	LARRIVEE, ALAIN	BS - REP - Moteur 300HP pour pompe #4 réservoir Poirier - 3 soumissions /	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	47 055,67 $	-
RESTAURANT ALEXANDRE INC.	2246413018	2024-11-28	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Restaurant Alexandre inc. - Autoriser le règlement pour la somme	Dépenses communes	Autres - Administration générale	46 663,50 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ND GRAPHICS INC.	ROS1137516	2024-11-13	GARNEAU, DOMINIC	PAPIER POUR LETTRAGE DE VÉHICULE DE POLICE POUR LE LETTRAGE	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	46 135,71 $	-
PR'EAUTECH, LA SOLUTION AUX ODEURS INC.	DEP47908	2024-11-01	LARRIVEE, ALAIN	18U26 BS02 UDB-ULA-UAT-UPI-UDO-UPC | Modification stations d'alerte	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	43 199,94 $	-
UNIVAR CANADA LTD.	DEP44506	2024-11-12	VINCENT, SIMON	BCO2024 - UPC - Silicate de sodium - ENTENTE 1628231 -REMPLACE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	42 940,27 $	1628231
ENERGIR S.E.C.	DEP41217	2024-11-14	VINCENT, SIMON	BCO2023 - UDO - Gaz naturel pour 55, av. Lilas, Dorval - # compte 4200	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	41 975,06 $	-
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION	1685421	2024-11-05	DARCY, PENELOPE	SGPI -Travaux de ragréage suite au démantèlement des anciennes composantes du	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	41 094,67 $	1553922
BEAUPRE MICHAUD ET ASSOCIES.	1688583	2024-11-22	SHARIFIAN, JABIZ	Gé à Gré -Le mandat de services professionnels en architecture est la	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	40 469,94 $	-
SPECTRALITE	1688347	2024-11-21	LEDUC, EVE	Travaux de signalisation de voie cyclable pour les phases 1 et 2 du projet	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	40 353,26 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9937108745	2024-11-01	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Direction Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	39 020,03 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9938182979	2024-11-07	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Direction Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	37 380,88 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9939106724	2024-11-14	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Procédures	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	37 368,68 $	-
LE GROUPE ABI INC.	DEU51317	2024-11-18	BELLEMARE, STEPHANE	BS DEEU DP-189710-14-SPECIALISTE D'ACCOMPAGNEMENT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	36 745,62 $	-
SCHNEIDER ELECTRIC SYSTEMS	DEP47985	2024-11-01	FREVE, ALEXANDRA	DEP / UAT / FORMATION SCHNEIDER CONTROLE ET PROGRAMMATION	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	36 535,64 $	-
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX	DEU60646	2024-11-26	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / SB-197632-1-MAN DE L'ÉCLAIRAGE DU BLOC C - NIVEAUX 01 À 4	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	35 826,98 $	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEP48213	2024-11-25	LARRIVEE, ALAIN	PDI_UDO_2024_Achat de deux panneaux d'instrumentation	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	35 296,67 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VILLE DE WESTMOUNT	1686603	2024-11-12	BOLDUC, GUY	SMRA / Paiement de facture - Carburant pour le SIM de la Ville de	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et	34 944,92 $	-
BOIVIN & GAUVIN INC.	1685333	2024-11-05	LECOURS, SYLVAIN	SSIM-DST-Électricité DM 24-0924/Achat de Caméra thermique Flir K 65	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	34 876,85 $	-
XYLEM CANADA LP	DEU58087	2024-11-08	LAHAIE, DANIEL	DEEU / LET / Service technique d'entretien d'une pompe Flygt	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	34 846,86 $	-
MARTIN ROY ET ASSOCIES INC.	1686639	2024-11-12	SHARIFIAN, JABIZ	GAG - Services pros en ingénierie pour la réalisation d'une série d'interventions	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	33 998,11 $	-
TECHNO-CONTACT INC.	DEU60688	2024-11-26	LAVOIE, PHILIPPE	DEEU / FC-198079-22-MAN DE 2 DÉMARREURS LAC ANJOU (3733)	Service de l'eau	Réseaux d'égout	33 793,38 $	-
SIGNALISATION EXPRESS INC.	1664540	2024-11-01	DONNELLY, KEVIN	SCULT / Services de location et de manutention de barricades, de	Culture	Autres - Activités récréatives	33 590,75 $	-
AKILON TECHNOLOGIES INC.	1524247	2024-11-13	FUGULIN-BOUCHARD, ANTOINE	70501.02 - Prestation de services dans le cadre de travaux en lien avec le	Technologies de l'information	Gestion de l'information	33 531,70 $	-
LES COMPRESSEURS ET	DEU59674	2024-11-12	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / AS-198054-48-REMISE À NEUF DU COMPRESSEUR AERZEN	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	33 283,58 $	-
EVEREST AUTOMATION INC	DEU60724	2024-11-28	LAVOIE, PHILIPPE	DEEU / IM-198054-71 Achat analyseur RT Gateau	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	33 247,43 $	-
GESTION GIGICO INC	1689497	2024-11-28	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Services Judiciaires-Gestion Gigico INC - Fourniture et installation	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	33 124,61 $	-
BUROVISION INC.	1677637	2024-11-18	CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE	Demande de prix (DPO) - SEPLV - Acquisition de mobilier pour la Biosphère	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	32 706,04 $	-
FNX-INNOV INC.	1637671	2024-11-13	DUCHESNE, ANNICK	Émission de plans de nivellement et plan pour construction pour un projet	Verdun	Construction d'infrastructures de voirie	32 186,54 $	-
PRODUITS SUNCOR ENERGIE,	DEP44510	2024-11-12	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2024 - UPC - Diésel coloré - Entente 1631217 - Remplace DEP40639	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	31 496,25 $	1631217
QUEBEC LINGE	DEU55607	2024-11-20	BELLEMARE, STEPHANE	BS - DEEU - SERVICE DE LOCATION ET D'ENTRETIEN DES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	31 486,13 $	1419699

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
VILLE DE WESTMOUNT	1686812	2024-11-13	BOLDUC, GUY	SMRA / Paiement de facture - Carburant pour le SIM de la Ville de	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et	31 177,15 $	-
MAGASINS BEST BUY LTEE	1684987	2024-11-04	LECAVALIER, MARC	SGPI/ Achats téléviseurs et écrans d'ordinateur pour la DEF au 255 Crémazie E	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	29 961,39 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	tr0015792024	2024-11-25	LAJEUNESSE, ISABELLE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	29 921,44 $	-
DRAINAVAC INC.	DEP46705	2024-11-27	GODIN, DANIEL	BCO2024 - ERP - Service technique pour le nettoyage des chambres de vannes	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	29 623,64 $	-
VALMET LTEE	DEU60713	2024-11-28	LAVOIE, PHILIPPE	DEEU / IM-198054-70-ACHAT DENSIMÈTRE RT BOUE VALMET	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	29 538,23 $	-
REVAY ET ASSOCIES LIMITEE	mon00004624	2024-11-14	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Revay et associés limitée - EBC inc. contre Ville de Montréal et	Dépenses communes	Autres - Administration générale	28 697,02 $	-
AMEUBLEMENTS TANGUAY	1688677	2024-11-22	GOBEILLE, PHILIPPE	SGPMRS/ Achat pour le remplacement de nos électroménagers DU CAP	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	28 339,33 $	-
PROJET MONTREAL/CAROLE LEROUX	rechercheelusprojetmontreal202406p	2024-11-26	RONDOU, JEAN-FRANCOIS	Dép.électorales / alloc. / recherche	Dépenses communes	Conseil et soutien aux instances politiques	27 839,63 $	-
UNIVAR CANADA LTD.	DEP44477	2024-11-27	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2024 - UDO - Silicate de sodium - Entente 1628231 - Remplace	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	27 168,78 $	1628231
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC.	DEP44587	2024-11-18	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2024 - UDO - Aluminate de sodium «Han floc» (SAX-23) ENTENTE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	26 647,78 $	1627934
KEMIRA WATER SOLUTIONS CANADA INC.	DEP44463	2024-11-12	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2024 - UPC - Aluminate de sodium «Han floc» (SAX-23) - Entente	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	26 633,73 $	1627934
GRAYMONT (QC) INC.	DEP47668	2024-11-22	MITSAK, MOHAMMED	BCO2024_UPI_CHAUX HYDRATÉE_GRÉ À GRÉ_REMPLACE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	26 471,94 $	-
ENERGIR S.E.C.	DEP44437	2024-11-12	VINCENT, SIMON	BCO2024 - UAT - Gaz naturel - Bâtiment administration	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	26 246,87 $	-
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU60572	2024-11-14	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition maillon chaine	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	26 024,72 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
IMRICO LTEE	1688184	2024-11-20	RILLART, STEVE	SIM - DIVOS | Achat de pantalons et chemises tactique pour intervenants	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	25 302,00 $	-
GOODYEAR CANADA INC.	SPV1134142	2024-11-26	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS POUR FORD EXPLORER SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	25 259,99 $	1598678
CONSULTANTS LEGICO-CHP INC.	1685177	2024-11-04	RAMY, DALIA	Entente 1567676 - Service pros d'évaluation financière classe D et la validation des	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	25 254,74 $	-
EUROFINS-ENVIRONEX	DEU55452	2024-11-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS - DEEU - LABORATOIRE - FOURNITURE DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	24 898,10 $	-
TRAFIC INNOVATION INC.	1688448	2024-11-21	LEDUC, EVE	Travaux d'installation de bollards du projet SUM_AHU24-0812 -	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct. - À répartir	24 780,20 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1685337	2024-11-08	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - Réappro stock magasin SPVM- cadet	Bilan	Vêtement et équipement de travail	24 657,79 $	1643722
ORACLE CANADA ULC	1686223	2024-11-08	LAPORTE, ANNE-MARIE	STI - Renouvellement de licences Oracle Learning. Suscription pour les équipes	Technologies de l'information	Gestion du personnel	24 549,41 $	-
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEU60687	2024-11-25	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique entretien équipements levage Station épuration	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	24 364,03 $	1631078
C.P.U. DESIGN INC.	1686207	2024-11-08	LANDRY, ROBERT	Achats d'imprimantes ZEBRA pour le système MIRIS	Police	Activités policières	24 042,14 $	-
EQUIPEMENT SH INC.	1686075	2024-11-07	YESUFU, WASIU	SMRA / Achat d'accessoires pour l'aménagement d'Explorer SPVM. Câble de	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	23 715,62 $	-
SOLUTION MAINTENANCE INDUSTRIELLE	DEP48218	2024-11-25	LARRIVEE, ALAIN	PDI / UPC / 2024_MISE À NIVEAU DE LA POMPE ET MOTEUR PB1 AU	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	23 464,71 $	-
M.J. CONTACH ENR.	1686012	2024-11-07	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA / RDP-R004-2425 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	23 433,21 $	-
ENERGIR S.E.C.	DEP44479	2024-11-13	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2024 - UDO - Gaz naturel pour 55, av. Lilas, Dorval - # compte 4200	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	23 097,25 $	-
9487-6612 QUEBEC INC.	1687861	2024-11-19	ROUSSEAU, ROBERT	SIM, Achat de constats d infraction Sécurité	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	23 076,25 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1114320	2024-11-25	CADOTTE, ERIC	PNEUS PAT GOSSELIN ÉTÉ 2024	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	23 059,42 $	1598635
JEUNE CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTREAL	1246352001202 41119	2024-11-19	MORIN, JOHANE	1246352001, Jeune Chambre de commerce de Montréal, zone	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	23 000,00 $	-
COSE INC.114993	DEP48229	2024-11-26	FREVE, ALEXANDRA	DEP / UAT / FORMATION PROGRAMME DES GESTIONNAIRES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	22 827,43 $	-
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU60747	2024-11-29	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition pièces instrumentation incinérateurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 812,73 $	-
G & L THIVIERGE INC	1686589	2024-11-12	DARCY, PENELOPE	GAG - Travaux de ragréage suite au démantèlement des	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	22 761,29 $	-
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1689089	2024-11-26	RAMY, DALIA	Habillage des corridors du centre de formation Ernest Cormier	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	22 640,55 $	-
9310-5617 QUEBEC INC.	1687152	2024-11-14	POULIN, VALERIE	DEV / Service professionnel contrat pour appuyer le SDÉ dans le recrutement de	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	22 572,31 $	-
COMMUNICATIONS CASACOM INC.	1688648	2024-11-22	SAUVE, FRANCOIS	Formation de porte-parole	Police	Activités policières	22 572,31 $	-
GARIHANNA JEAN-LOUIS	1687888	2024-11-19	BEAUCHESNE, JULIE	Capsules vidéo pour dossier EDI. Facture SPVM-202501.	Police	Activités policières	22 339,26 $	-
USI-POMPES INC.	DEP47988	2024-11-01	LARRIVEE, ALAIN	PTI_UPC_2024_MISE À NIVEAU DE LA POMPE PS4 AU RÉSERVOIR DE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	22 295,15 $	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP46482	2024-11-14	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO_Charbon actif en poudre - Format Super sacs ENTENTE # 1659078	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	22 288,85 $	1659078
GIRAM CONSTRUCTION INC.	1687900	2024-11-19	RAMY, DALIA	Gré à gré, La mise en marche de la génératrice extérieure du lieu	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	22 243,70 $	-
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	DEP48246	2024-11-27	VINCENT, SIMON	GAG 3 soumissionnaires 2 soumissions reçu - Renouvellement licences	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	22 075,87 $	-
MAGASINS BEST BUY LTEE	1684960	2024-11-05	LECAVALIER, MARC	SGPI/ Achats d'écrans interactifs pour la DEF au 255 Crémazie E (6e) étage	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	22 054,92 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
WOLSELEY CANADA INC.	DEP48028	2024-11-06	DUBUC, JEAN-FRANCOIS	DEP / MAG UDB / REAPP / Vanne guillotine 450mm	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	22 029,46 $	1642052
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240129d	2024-11-20	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	22 000,00 $	-
BALISES ET POTEAUX DU NORD PLUS	1686117	2024-11-08	MARTEL, DAVID	2124109 - BALISES REV ST-ANTOINE/ ROSE DE LIMA	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	21 962,61 $	-
SPORTS DIX 30 INC.	1685659	2024-11-06	RILLART, STEVE	SSIM/ Achat de matériel de piscine pour intervenants GSN.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	21 950,78 $	-
BIOTAGE	DEU60627	2024-11-21	FLEURY, CAROLE	DEEU / AL-198057-33-ACHAT ÉVAPORATEUR DE SOLVANTS POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 439,76 $	-
GESTION PFB	1689213	2024-11-27	DARCY, PENELOPE	GAG - Travaux de ragréage suite au démantèlement des anciennes composantes du	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	21 345,01 $	-
ENERGIR S.E.C.	DEP48140	2024-11-15	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS_UPC_PAIEMENT FACTURES 2023-GAZ NATUREL_ENERGIR	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	21 309,05 $	-
NORMAND BRAIS	1688062	2024-11-20	DIB, JAMIL JIMMY	SENV / Mandat à un titre d'expert pour évaluation et commenter les rapports	Environnement	Protection de l'environnement	21 270,00 $	-
AEDIFICA INC.	1583542	2024-11-27	SHARIFIAN, JABIZ	Production des plans et devis à 50% et à 100% en vue de l'appel d'offres public	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	21 136,08 $	-
PITNEY WORKS	1689284	2024-11-27	TABOR, ISABELLE	Pitney Works. DRM SPVM. Compte 6100908001778729024112	Police	Activités policières	21 097,50 $	-
GOODYEAR CANADA INC.	SPV1138545	2024-11-21	CARIGNAN, MARTIN	pneus pour ford explorer SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	21 049,99 $	1598678
9441-0776 QUEBEC INC	DEU60440	2024-11-01	ST-DENIS, HUGO	DPM / SJ-177690-19-REMPLACEMENT D'UNE PARTIE DES BATTANTS	Service de l'eau	Réseaux d'égout	21 008,00 $	-
JEAN-GUY POIRIER	DEP43669	2024-11-14	DAOUST, YVON	Mise à jours des actifs et Maintenance préventive Maximo - JG Poirier	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	21 000,00 $	-
TOTAL CANADA INC.	DEU60644	2024-11-21	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition d'huile à moteur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	20 276,03 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60629	2024-11-21	MAHER, NATHALIE	DEEU / AL-198057-34-ACHAT D'UNE CENTRIFUGEUSE POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	20 274,75 $	-
LABVANTAGE SOLUTIONS FRANCE	DEU60628	2024-11-20	ARNOULD, GUY	DEEU / Contrat entretien soutien annuel Labvantage année 2025	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	20 176,51 $	-
LLOYD LIBKE LAW ENFORCEMENT SALES INC.	1688122	2024-11-20	NADEAU, ALAIN	Lloyd Libke Law Enforcement Sales. Armurerie SPVM.	Police	Activités policières	20 157,60 $	-
VILLE DE WESTMOUNT	1686597	2024-11-12	BOLDUC, GUY	SMRA / Paiement de facture - Carburant pour le SIM de la Ville de	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et	20 129,00 $	-
FITCHNER LOUISMA	2246250047	2024-11-21	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Fitchner Louisma- Autoriser le règlement hors cour pour la	Dépenses communes	Autres - Administration générale	20 000,00 $	-
UNIFORM WORKS LIMITED	1684809	2024-11-01	NADEAU, ALAIN	Uniform Works. Armurerie SPVM. Soumission Q29OCT24-SPVM-MD-	Police	Activités policières	19 737,65 $	-
MAGNET FORENSICS	1688188	2024-11-20	GAUTHIER, MYRIAM	Abonnement annuel - formation Magnet Forensics	Police	Activités policières	19 200,77 $	-
AERO MONTREAL	1688641	2024-11-22	POULIN, VALERIE	DEV / Services d'Aéromontréal pour	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	18 897,75 $	-
LA BOUTIQUE DU PLONGEUR (TRITON) LTEE	1634756	2024-11-06	LECOURS, SYLVAIN	DST - BCO 2024 Gestion de l'air respirable (hors entente)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	18 897,75 $	-
GOODYEAR CANADA INC.	SPV1137457	2024-11-12	CABALLERO, PATRICIO	PNEUS POUR VOITURE PATROUILLE CHARGER ET EXPLORER SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	18 803,26 $	1598678
AMEUBLEMENTS TANGUAY	1684869	2024-11-01	TABOR, ISABELLE	Ameublements Tanguay. DRM SPVM. Soumission 2150682. Achat de 25 micro-	Police	Activités policières	18 761,27 $	-
LA CORDEE MACAP INC.	1687298	2024-11-14	CHARTIER, SEBASTIEN	Achat d'équipement pour le GTI	Police	Activités policières	18 570,84 $	-
CARDINAL HEALTH CANADA INC	1683149	2024-11-18	GOYETTE, STEPHANE	SSIM- DST- Fourniture médicale DM 24-0897 à 24-0899/ Achat de gants	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	18 455,75 $	-
LES OUTILS PIERRE BERGER INC	1685952	2024-11-07	RILLART, STEVE	SSIM/ Achat différents outils électrique pour intervenants GIMD.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	18 434,29 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TELUS	32487950093	2024-11-19	PERRI, VALENTINA	Paiement de la facture # 32487950093 en date du 16 novembre 2024	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	18 322,48 $	-
9200-2427 QUEBEC INC.	DEU60469	2024-11-04	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service déneigement chemin accès édicules eaux usées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 318,55 $	-
OOINFRASOLUTIONS INC.	1682563	2024-11-14	BAZIZI, KAMEL	Services pour vous accompagner dans	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	18 136,59 $	-
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr231109	2024-11-20	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	18 000,00 $	-
LES SPECIALITES TURNBULL LIMITEE	DEU60466	2024-11-07	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / AS-198054-69-REMISE À NEUF DES DEUX MACHINES DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 940,26 $	-
GROUPE GCRH	DEU60603	2024-11-19	FORTIN, LUC	DPM / Services professionnels / Santé organisationnelle Direction	Service de l'eau	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	17 928,72 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035360	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035360	Affaires juridiques	Affaires civiles	17 916,12 $	-
CONSEIL DES ARTS DU CANADA	1686819	2024-11-13	ROSE, STEPHANIE	SCULT - Restauration de l'œuvre d'art public	Culture	Autres - activités culturelles	17 905,62 $	-
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	1685646	2024-11-06	LANDRY, ROBERT	Achat d'encodeur audio 16 canaux	Police	Activités policières	17 592,76 $	-
L'AMI DU BUCHERON	1688954	2024-11-26	GOYETTE, STEPHANE	SSIM- DST hydraulique DM 24-0900/ Achat de scie a chaine.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	17 585,41 $	-
ELOGGER INC.	DEU60606	2024-11-19	ARNOULD, GUY	DEEU / Renouvellement ELOGGER du 5 janvier 2025 au 5 janvier 2026	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 571,04 $	-
GOODYEAR CANADA INC.	SPV1136904	2024-11-07	CADOTTE, ERIC	PNEUS HIVER POUR VÉHICULE PATROUILLE EXPLORER SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	16 839,99 $	1598678
XYLEM CANADA LP	DEU58278	2024-11-29	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / INGÉNIERIE / FC-198079-5-MISE NIVEAU DU DÉMARREUR DES	Service de l'eau	Réseaux d'égout	16 398,97 $	-
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP45298	2024-11-08	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / INSPECTION, ENTRETIEN ET REPARATION DES	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	16 378,05 $	1631066

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE AIRBOSS DEFENSE LTEE	1689269	2024-11-27	DUBUC, MARTINE	Achat d'équipement pour la Section planification opérationnelle	Police	Activités policières	16 304,40 $	-
PIER TECK CONSTRUCTION INC.	1686695	2024-11-12	RAMY, DALIA	GAG - Travaux de pavage du stationnement existant. 911 temporaire.	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	16 168,07 $	-
LES RUGISSANTS	1686096	2024-11-08	PAYETTE-HAMELIN, MATHIEU	Prestation de l'ensemble vocal Les Rugissants lors de la remise des prix de	Urbanisme et mobilité	Autres - activités culturelles	16 168,07 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9937236684	2024-11-01	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Direction Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	16 015,42 $	-
ECHELLE CANADA INC.	1687633	2024-11-18	LAROCHE, LAURENT	SENV / Fabrication et installation des plateformes pour accès sécuritaire aux	Environnement	Protection de l'environnement	15 937,10 $	-
LES ENTREPRISES DISTOMATIC INC.	DEU60499	2024-11-15	LAHAIE, DANIEL	DEEU / JS-198057-29-ACQUISITION DE 2 MACHINES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 926,60 $	-
LES CONTROLES PROVAN ASSOCIES INC.	DEP48079	2024-11-20	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Vanne papillion	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 905,61 $	-
ENERGIR S.E.C.	DEP44472	2024-11-12	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2024 - UPC - Gaz naturel pour 243, chemin Bord-Du-Lac, Pointe-Claire -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 748,12 $	-
METROHM CANADA, INC.	DEU60583	2024-11-19	MAHER, NATHALIE	SR-198057-31-MISE À NIVEAU DE L'INSTRUMENT DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 516,95 $	-
NORBEC COMMUNICATION	1687231	2024-11-14	LANDRY, ROBERT	Achat de camera Huddle	Police	Activités policières	15 223,19 $	-
CANEVAS METROPOLITAIN	DEP41512	2024-11-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS - UPC / Installation rideaux en vinyle pour protection armoires	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	15 095,09 $	-
EVELYNE DAIGLE	1687570	2024-11-18	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV - Services professionnels relatifs à la consultation scientifique et	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	15 000,00 $	-
PRESTON PHIPPS INC	DEU60684	2024-11-25	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition carte contrôle intégrateur PCI laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 923,97 $	-
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1688956	2024-11-26	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE SPVM - FORMULAIRES	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	14 911,39 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1689360	2024-11-28	TABOR, ISABELLE	Claude Lepage Electrique (2012). DRM SPVM. Facture 14939. Ajout d'une	Police	Activités policières	14 684,97 $	-
NOVIPRO INC.	1685442	2024-11-05	VANDELAC, ROBERT	STI - Acquisition d un 5e lecteur de médias	Technologies de l'information	Gestion de l'information	14 627,04 $	-
BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC.	DEU57598	2024-11-26	FLEURY, CAROLE	DEEU / LABORATOIRE, SR / FOURNITURE DE SERVICES D'ANALYSES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 599,38 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	SPV1136900	2024-11-07	CADOTTE, ERIC	PNEUS HOMOLOGUÉ HIVER POUR PATRULLIER CHARGER SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	14 535,31 $	1598635
GROUPE UVDTOX INC.	DEU60716	2024-11-28	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Inspection d'urgence par ROV d'un puits d'eau usées traités de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 514,52 $	-
PSP	1684853	2024-11-01	NADEAU, ALAIN	PSP. Armurerie SPVM. Soumission 22151. Achat d'étuis pour bâton	Police	Activités policières	14 368,90 $	-
URGENCE BARRICADAGE	1686465	2024-11-11	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Pour devis 20231031-10 du 2024-10-30 pour incendie au 400 rue Notre-Dame Est	Police	Activités policières	14 268,64 $	-
FITNESS NUTRITION EQUIPEMENTS	1688695	2024-11-25	TABOR, ISABELLE	Fitness Nutrition Equipements. GTI SPVM. Soumission FIT20241911.	Police	Activités policières	13 990,65 $	-
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA	1687857	2024-11-19	LONGPRE, ANNIE	GAG - Paiement 2 factures pour la période du 1er juillet au 30 septembre 2024	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	13 928,52 $	-
ALIZENT CANADA INC.	DEU56405	2024-11-07	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / SECTION AUTOMATISATION / CB-194178-28-PROJET	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 719,77 $	-
JACK CHILDRESS ET LILIAN ISABEL CHILDRESS	20241113	2024-11-13	MUNEZERO, YVETTE	Subventions ou contributions financières	Urbanisme et mobilité	Autres ressources du patrimoine	13 675,56 $	-
WM QUEBEC INC.	DEU59767	2024-11-20	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / OPÉRATIONS / BC OUVERT 2024 - SERVICE LOCATION ET LEVEE DE	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	13 648,37 $	-
LES PRODUITS CHIMIQUES ERPAC INC.	DEP48108	2024-11-14	MITSAK, MOHAMMED	BS - UPI / 3 sacs 750 Kg polymère ASP27. Diane Plouffe	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 582,76 $	-
LESSARD & DEMERS MECANIQUE DE	DEU60657	2024-11-26	ST-DENIS, HUGO	DPM / SJ-177690-20-INSTALLATION DES BATTANTS GRILLAGÉS	Service de l'eau	Réseaux d'égout	13 291,42 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MECANIQUE CNC INC.	DEU59986	2024-11-01	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DRE / RA-177690-17-TRAVAUX MÉCANIQUE ET DE	Service de l'eau	Réseaux d'égout	13 276,27 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035357	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035357	Affaires juridiques	Affaires civiles	13 247,32 $	-
LANDCARE INDEPENDANT INC	DEP43957	2024-11-08	VINCENT, SIMON	UPC - DÉNEIGEMENT USINE ET RÉSERVOIRS SAISON 2023/2024 ET	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 207,43 $	-
CELLEBRITE USA CORP.	1688653	2024-11-22	GAUTHIER, MYRIAM	Frais de formation du service de enquêtes spécialiés - projet EILP2.0 .	Police	Activités policières	13 199,60 $	-
TENAQUIP LIMITED	1687676	2024-11-18	GOYETTE, STEPHANE	SSIM- DST- Fourniture médicale DM 24-0975 et 24-0976, 24-0797 et 24-0797/	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	13 180,97 $	-
EMR SHIELDING SOLUTIONS INC.	1687821	2024-11-19	TABOR, ISABELLE	5500 Notre-Dame SPVM. Soumission D2261. Achat de vêtement de protection	Police	Activités policières	13 140,71 $	-
OKIOK DATA LTEE	1687737	2024-11-18	ZNINI, IMAD	STI // Dépense de tests d intrusion et de	Technologies de l'information	Gestion de l'information	13 039,45 $	-
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU	1689608	2024-11-29	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ// paiement de facture-SAAQ	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	12 837,93 $	-
COPISCAN INC.	DEP48153	2024-11-20	LARRIVEE, ALAIN	24G01 BS06 UPEP Achat d'imprimantes réseau de contrôle Entente 1569018	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 834,72 $	1569018
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	27457	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522321	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	12 830,68 $	-
DISTRIMAR INC.	1688042	2024-11-20	TABOR, ISABELLE	Distrimar. DRM SPVM. Soumission DIS-241108-01-00. Achat de 10 tables	Police	Activités policières	12 829,43 $	-
ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC.	DEU60632	2024-11-21	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Inspection annuelle pont-roulant intercepteur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 766,85 $	-
LES GRUES BELLERIVE INC.	DEU60395	2024-11-01	ST-DENIS, HUGO	PM / SJ-181212-12-LOCATION DE GRUES POUR TESTER LES	Service de l'eau	Réseaux d'égout	12 755,98 $	-
IDEXX LABORATORIES CANADA	DEP48235	2024-11-26	VINCENT, SIMON	BS - DEP - Réactifs pour analyses réglementaires au laboratoire DesBaillets	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 736,16 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MICHEL AUBE	DEP48112	2024-11-14	VINCENT, SIMON	DEP / Mandat de cartographie du réseau UAT et UDB	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 598,50 $	-
MIOVISION TECHNOLOGIES INC.	1686325	2024-11-11	VAYSSIERES, FLORIANE	Services professionnels pour le traitement et l'analyse de données de	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	12 592,16 $	-
L'AMI DU BUCHERON	1687970	2024-11-19	LECOURS, SYLVAIN	SSIM- DST- Hydraulique DM 24-0826/ Achat de chaines aux carbures.	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	12 556,50 $	-
ITI INC.	1686664	2024-11-12	COALLIER, RHEAUME	Achat de mémoire pour ordinateur pour la Section technologie en enquête	Police	Activités policières	12 522,90 $	-
SIGNALISATION EXPRESS INC.	1664540	2024-11-04	DONNELLY, KEVIN	SCULT / Services de location et de manutention de barricades, de	Culture	Autres - Activités récréatives	12 441,02 $	-
COMMUNICATION J. POISSANT ENR.	SPV1138153	2024-11-19	CARIGNAN, MARTIN	DIVERS COMPOSANTS ELECTRONIQUES POUR INSTALLATION ANTENNE	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	12 427,90 $	-
MABAREX INC	DEP47982	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Capteur pour lampe UV / Exclusivité	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 368,70 $	-
9392-7085 QUEBEC INC.	1687388	2024-11-15	RILLART, STEVE	SSIM/ Achat de pulvérisateurs pour intervenants GIMD.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	12 294,03 $	-
ANALYTICHEM CANADA INC.	1682202	2024-11-28	ARBIC, DENISE	SENV / Gré à gré - Acquisition d'un digesteur métaux (modèle DigiPREP	Environnement	Protection de l'environnement	12 201,62 $	-
LOCATION SAUVAGEAU INC.	1686267	2024-11-08	GOYETTE, STEPHANE	SSIM- DST- Section des équipements DM 24-0891 et DM 24-0929/ Location de	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	12 174,30 $	-
PREVENTION ET FORMATION MGP	1689195	2024-11-27	LEBLANC, VINCENT	GAG - Révision du programme cadre de prévention pour le chantier	Gestion et planification des immeubles	Matières recyclables - matières	12 126,06 $	-
CONTRETRON INC.	1688607	2024-11-22	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Achat d'une caméra thermique pour la Section Surveillance	Police	Activités policières	12 117,66 $	-
9280-3899 QUEBEC INC.	39291	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522209	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	12 111,79 $	-
9042-0845 QUEBEC INC.	DEP44390	2024-11-19	LEFEBVRE, PHILIPPE	UDO / AO 23-20277 / SERVICE DE DENEIGEMENT DE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 071,46 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES CORDAGES BARRY LTEE	1688268	2024-11-21	JOSEPH, CHRISLANDE	SSIM/ Achat de sangle multi-usage et manuel (français).	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	12 031,57 $	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015945	2024-11-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522156	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	11 983,50 $	-
CT SPEC (MC)	1689064	2024-11-26	ST-DENIS, HUGO	Contrat d'entretien et Soutien Annuel (CESA) - période du 1er janvier 2025	Service de l'eau	Réseaux d'égout	11 901,39 $	-
LOCATION CVAC INC.	1672590	2024-11-22	DARCY, PENELOPE	SGPI - GAG - Location d'un appareil de climatisation temporaire avec tous les	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	11 892,29 $	-
GRAYMONT (QC) INC.	DEP47646	2024-11-22	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2024_UPC_CHAUX HYDRATÉE_GRÉ À GRÉ_REMPLACE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 837,19 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1684997	2024-11-01	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM/ Achat de moniteur commercial, système de son et accessoire	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	11 814,24 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1685821	2024-11-14	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - Vêtements accessoires SPVM divers	Bilan	Vêtement et équipement de travail	11 809,55 $	1643722
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA	1662984	2024-11-01	LANDRY, MYRIAM	IN 472910 TQ (GP) - Frais liés à la traçabilité des sols (2,23$/t.m.) Demandeur:	Infrastructures du réseau routier	Construction d'infrastructures de voirie	11 809,00 $	-
REMORQUAGE MOBILE	1687936	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA / AHU-R001-2324 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	11 691,09 $	1618525
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035359	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035359	Affaires juridiques	Affaires civiles	11 634,63 $	-
JACQUES OLIVIER FORD INC.	1686333	2024-11-11	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Paiement de la facture SC31033 pour la Sécurité routière (SAAQ)	Police	Activités policières	11 569,94 $	-
AIRMET SCIENCE INC.	1687523	2024-11-15	DIB, JAMIL JIMMY	SENV / Étude de modélisation de la dispersion atmosphérique	Environnement	Protection de l'environnement	11 548,62 $	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU53546	2024-11-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	2023 - APPROVISIONNEMENT ARGON LIQUIDE VRAC ET	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 547,05 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60618	2024-11-21	FLEURY, CAROLE	DEEU / SR-198057-32-MAN - REMPLACEMENT DU	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 531,95 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FLC RENOVE INC.	1688548	2024-11-22	DARCY, PENELOPE	GAG - Travaux de système intérieur (gypse, peinture, calfeutrage, tuiles	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	11 530,78 $	-
MAGASIN LATULIPPE INC.	1685726	2024-11-06	NADEAU, ALAIN	Achat de cadenas pour les coffrets d'arme de service	Police	Activités policières	11 527,63 $	-
ETAP CANADA LTD.	DEP48162	2024-11-20	TURCOTTE, CAROLINE	DEP / UAT / Renouvellement annuel ETAP software	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 474,08 $	-
MAGNETO HYDRAULIQUE & PNEUMATIQUE	1667595	2024-11-11	CRITES, JEAN-PHILIPPE	SMRA / Système électronique pour affichage de niveau par Bluetooth	Materiel roulant et ateliers	Construction d'infrastructures de voirie	11 353,00 $	-
CDTEC CALIBRATION INC.	1687677	2024-11-18	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Électricité DM 24-0937/ Achat de calibration de Gas en	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	11 286,16 $	-
INDUSTRIES GOODWILL RENAISSANCE	1238383007202 41128	2024-11-28	MORIN, JOHANE	Programme accélérer l¿investissement durable - Économie sociale (RCG 21-	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	11 201,93 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1133474	2024-11-26	CADOTTE, ERIC	F0205367 RESERVER FONDS CHEZ RESSORT IDEAL POUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	11 191,01 $	-
XYZ TECHNOLOGIE CULTURELLE INC.	1687257	2024-11-14	CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV // Achat de lecteur Média 4K pour la Biosphère	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	11 127,00 $	-
HONEYWELL LTEE	1685168	2024-11-04	WAN, HOK	SGPI, Travaux de troubleshooting liés au système de gestion	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	11 075,76 $	-
ENVIROSUITE CANADA INC.	DEU58497	2024-11-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Ingénierie / Contrat annuel pour l'entretien, la surveillance et la	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 023,69 $	-
ATLAS COPCO COMPRESSEURS CANADA	DEU59625	2024-11-12	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Renouvellement annuel du contrat de service sur équipements d'air	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 992,57 $	-
REMORQUAGE DISCOUNT	1687926	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA / LAS-R007-2324 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	10 987,68 $	1618406
REMORQUAGE DISCOUNT	1687923	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA / LAS-R006-2324 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	10 987,68 $	1618405
14074815 CANADA INC.	1687918	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA // SLA-R007-2324 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	10 987,68 $	1618618

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REMORQUAGE DISCOUNT	1687915	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA / LAS-R005-2324 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	10 987,68 $	1618401
LES PRODUITS ENERGETIQUES GAL INC.	DEP38053	2024-11-19	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS - UAT - LOCATION 6 MOIS AIR CLIMATISÉ INDUSTRIEL - 3	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 931,26 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	SPV1136496	2024-11-04	CARIGNAN, MARTIN	PNEUS POUR VÉHICULE "CARAVAN" SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	10 879,43 $	1598635
9502-2430 QUEBEC INC	1685274	2024-11-05	LANDRY, ROBERT	Super Mic bluetooth pour les motos de l'unité motard	Police	Activités policières	10 734,45 $	-
SOLUTIONS INFORMATIQUES INSO INC.	1689300	2024-11-27	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM/ Achat d'appareil électronique : tablettes Dell latitude.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 681,39 $	-
REM GROUPE EXTREME INC.	1687887	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCO // SLA-R005-2324 - Service de remorquage pour les	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	10 608,46 $	1618155
KINEQUIP	1687769	2024-11-19	TABOR, ISABELLE	Kinequip. QG SPVM. Soumission 14-11-2024. Pour l'achat d'équipement	Police	Activités policières	10 587,82 $	-
V SPEC TECHNO INC.	SPV1136771	2024-11-06	CARIGNAN, MARTIN	FABRICATION DES PIÈCES SUR MESURE POUR VÉHICULE SPVM.	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	10 542,63 $	-
LE PIEGEUR URBAIN	DEU58891	2024-11-26	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Remplace le BC DEU58145 / Service technique de la gestion de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 500,04 $	-
PRODUITS SUNCOR ENERGIE.	DEP44478	2024-11-13	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO 2024 - UDO / Diesel coloré - Entente 1631217 - Remplace DEP40616	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 498,75 $	1631217
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	DEU55778	2024-11-20	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU - ENTRETIEN EAUX - LOCATION D'UN ASSECHEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 475,13 $	-
ESI TECHNOLOGIES DE	1687405	2024-11-15	UMURAZA, MARIE-CLAIRE	STI - 68122.04 - Gestion des services TI - Acquisition de 2000 licences Exodus	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 361,95 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9939124708	2024-11-14	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada Manifeste - Année	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	10 361,29 $	-
DENEIGEMENTS ET REMORQUAGES	1687963	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCO // SLA-R004-2324 - Service de remorquage pour les	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	10 229,98 $	1618172

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BETON BRUNET LTEE	DEP48253	2024-11-28	GODIN, DANIEL	BCO2024 - ERP - Panneaux interdiction de stationner - Service	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	10 196,38 $	-
CE/CI FORMATION ET SERVICES INC.	DEP43509	2024-11-18	FREVE, ALEXANDRA	UAT - BS - PROTECTION RESPIRATOIRE 2023 - ENTENTE 1609856	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	10 105,05 $	1609856
TECHNOLOGIES DOMOPLUS INC	1686676	2024-11-12	HARBEC, NICOLAS	STI - Vidéo comparution et Système d'enregistrement	Technologies de l'information	Cour municipale et magistrature	10 078,80 $	-
MOTOROLA SOLUTIONS CANADA INC	1686681	2024-11-12	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Électricité et comm. DM 23-0956 / Achat de mobile radio câble	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 031,56 $	-
CONVERGINT TECHNOLOGIES LTD.	1688711	2024-11-25	TABOR, ISABELLE	Convergint Technologies. 2580 St-Joseph. Devis	Police	Activités policières	9 974,85 $	-
SKALAR INC	1662806	2024-11-12	LAROCHE, LAURENT	SENV/ Achat du module et pièces pour l'analyse du chrome hexavalent sur	Environnement	Protection de l'environnement	9 967,51 $	-
BIOTHERMICA TECHNOLOGIES INC.	1687683	2024-11-18	TARDITI, CLOTILDE	HAB / Étude de suivi des concentrations de biogaz	Habitation	Autres biens - Rénovation urbaine	9 921,32 $	-
SCHNEIDER ELECTRIC CANADA INC.	DEU60526	2024-11-15	LAHAIE, DANIEL	DEEU / SB-198079-21-MAN DE L'INTERRUPTEUR DE TRANSFER	Service de l'eau	Réseaux d'égout	9 910,82 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1131970	2024-11-26	CADOTTE, ERIC	F0204795 RESERVER 6000 POUR RESSORT IDEAL POUR WALKING	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	9 898,37 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1686555	2024-11-11	GOYETTE, STEPHANE	SSIM DST Hydraulique DM 23-0808-09-10-11-12 Adapteurs Storz	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 826,82 $	-
ECOLE DE TECHNOLOGIE SUPERIEURE	1683710	2024-11-07	AGO, CEDRIC	Formation équipe PF3	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	9 798,48 $	-
GRAYMONT (QC) INC.	DEP48192	2024-11-21	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS / BCO2024_UDO_CHAUX HYDRATÉE_ENTENTE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 773,13 $	-
REMORQUAGE BURSTALL CONRAD	1685735	2024-11-06	GUILBAULT, MARTIN	SSIM/ Paiement de facture pour véhicules pour la formation désincarcération	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	9 763,84 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60619	2024-11-22	FLEURY, CAROLE	DEEU / SR - CONGELATEUR ET JAR TESTER - LABORATOIRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 729,50 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
UBA INC.	DEP47989	2024-11-01	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Paiement de facture / Hypochlorite	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 711,34 $	1628233
POLICE ORDNANCE COMPANY INC.	1686671	2024-11-12	NADEAU, ALAIN	Bon de commande 1527061 jamais reçu depuis 2022. Pour paiement de la	Police	Activités policières	9 595,86 $	-
LES FERMES KAVALIER 2000 INC	1635352	2024-11-19	RICHARD, PASCAL	Achat de foin 2024 / Cavalerie SPVM	Police	Activités policières	9 562,26 $	-
SERVICE ROUTIER MAXIMUM INC.	1687895	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA / ANJ-R002-2324 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	9 471,97 $	1618137
VOLTS (DIV. CANADA)	1687121	2024-11-14	WAN, HOK	SGPI - Acquisition et livraison d'une génératrice pour le Centre opérationnel	Gestion et planification des immeubles	Protection de l'environnement	9 457,85 $	-
COPISCAN INC.	DEP48153	2024-11-28	LARRIVEE, ALAIN	24G01 BS06 UPEP Achat d'imprimantes réseau de contrôle Entente 1569018	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	9 432,93 $	1569018
LE GROUPE MASTER INC.	1666919	2024-11-06	DARCY, PENELOPE	GAG - Diagnostique et les correctifs de programmation de l'unité de ventilation UTA-	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	9 427,88 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1682025	2024-11-05	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST-Inventaire-DM 24-0834/ Achat d'échelle de toit.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 396,38 $	-
TELFLEX TECHNOLOGIE INC.	1688832	2024-11-25	CHAGNON, DOMINIQUE	SSIM/ Renouvellement de contrat pour le logiciel SP-PLATINUM - Plan de	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 390,08 $	-
AVENSYS SOLUTIONS INC.	DEU60720	2024-11-28	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / CELLULE DE DETECTEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 375,38 $	-
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	2024959	2024-11-25	LAJEUNESSE, ISABELLE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	9 081,42 $	-
ALUMASAFWAY INC.	DEP47790	2024-11-04	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / MCT - Mise aux normes étaiements MCT	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	9 041,74 $	-
GFL SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	DEU59956	2024-11-08	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU /INSPECTION RÉSERVOIR CHIMIQUE #1 - NETTTOYAGE INTERNE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 025,00 $	-
HENIX	1685837	2024-11-07	HARBEC, NICOLAS	STI // 70025.10 - Système de gestion intégré de la cour - Acquisition de licences	Technologies de l'information	Cour municipale et magistrature	9 001,80 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TENAQUIP LIMITED	1689577	2024-11-28	TABOR, ISABELLE	Tenaquip. DRM SPVM. Soumission 16456546-00. Achat de 600 trousses de	Police	Activités policières	8 989,03 $	-
TELECOMMUNICATIONS GRIMARD INC.	1688136	2024-11-20	NUNES, DEMIS	STI / Fourniture et l'installation de câbles de fibres optiques suite aux	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 872,96 $	-
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de241105dasresshum02	2024-11-08	CHAN FAH, YANICK	Contrat Q1637 - Pompiers retraités villes liées - Période: Novembre 2024	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 795,92 $	-
CDTEC CALIBRATION INC.	1685494	2024-11-06	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Électricité DM 24 0803 et 24-0851/ Achat de Replacement MicropeL	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 755,96 $	-
9362-8063 QUEBEC INC.	1687216	2024-11-14	JOSEPH, CHRISLANDE	SSIM/ Achat de matériels de piscine pour intervenants nautiques.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 727,61 $	-
DISTRIBUTION GLASS JET INC.	DEP47962	2024-11-14	MITSAK, MOHAMMED	BS - UPI / Micro-sable 80 - 100 UM NSF. Simon Sauvageau	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 661,47 $	-
KERSIA CANADA LTEE	1689405	2024-11-28	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST- Inventaire & MEPI DM 24-0984 et 24-0985/ Achat de détergent	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 621,57 $	-
ORACLE CANADA ULC	1686223	2024-11-08	LAPORTE, ANNE-MARIE	STI - Renouvellement de licences Oracle Learning. Suscription pour les équipes	Technologies de l'information	Gestion de l'information	8 608,23 $	-
COMPUGEN INC.	1687780	2024-11-19	PALLU, TATIANE	SUM / Achat de sept ordinateurs portables pour l'équipe PF3 et PF4 /	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	8 557,53 $	1654697
ANALYTICHEM CANADA INC.	1688843	2024-11-28	ARBIC, DENISE	SENV / Gré à gré - Acquisition d'un digesteur métaux (modèle SNRG	Environnement	Protection de l'environnement	8 532,01 $	-
BUREAU VERITAS CANADA (2019) INC.	DEU57598	2024-11-28	FLEURY, CAROLE	DEEU / LABORATOIRE, SR / FOURNITURE DE SERVICES D'ANALYSES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 497,87 $	-
TAIGA BOARD INC.	1688241	2024-11-20	GOBEILLE, PHILIPPE	SGPMRS / Paiement de facture - Achat de planche gonflable.	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	8 488,24 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13560	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522208	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	8 432,30 $	-
USI-POMPES INC.	DEP48014	2024-11-05	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Réapprovisionnement / Acquisition d'une pompe	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	8 403,20 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1659822	2024-11-19	RAMY, DALIA	GAG - Service de travaux électriques pour du mobiliers électrifié pour le	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	8 331,23 $	-
MESSER CANADA INC.	DEU54275	2024-11-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU - BC OUVERT 2023 - LOCATION DE CYLINDRE POUR USOC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 303,65 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035388	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035388	Affaires juridiques	Affaires civiles	8 218,95 $	-
EBI MONTREAL INC.	DEU57447	2024-11-22	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU-FACTURES OPER-RAMASSAGE ET DISPOSITION GRANULES	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés -	8 148,61 $	-
EMBALLAGE CODERRE	1688961	2024-11-26	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE SPVM - SAC PAPIER	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	8 051,03 $	-
M.J. CONTACH ENR.	1687908	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA // SLA-R006-2324 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	8 032,59 $	1618157
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	1683242	2024-11-07	YESUFU, WASIU	SMRA / Frais pour la livraison de 47 véhicules dont 33 Ford Transit, Ford	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	8 030,29 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035389	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035389	Affaires juridiques	Affaires civiles	8 004,77 $	-
KOLARI VISION L.L.C	1685598	2024-11-06	ABEL, STEEVE	Achat d'une caméra multispectre pour la détection de scène de crime	Police	Activités policières	7 996,94 $	-
DHB VALVES INC.	DEU60595	2024-11-19	LAHAIE, DANIEL	DEEU / INSPECTION ET CERTIFICATION DE VALVE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 962,17 $	-
JOHN BROOKS COMPAGNIE LTEE	DEU60581	2024-11-18	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 952,19 $	-
ALPHA SIGNA INC.	1687628	2024-11-18	RAMY, DALIA	Gré à gré, Acquisition et installation des éléments de sécurisation pour le	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	7 938,37 $	-
NORDA STELO INC.	1685332	2024-11-05	HACHEY, NORMAND	mise en place du PGA-EAU, conformément aux recommandations du guide	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 874,06 $	-
ULINE CANADA CORP	1681360	2024-11-05	GOYETTE, STEPHANE	SSIM - DST- Inventaire DM 24-0920/ Achat sacs de poubelle industriels..	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 827,70 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEP48083	2024-11-12	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Module réseau internet , manchon pour conduit	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 807,43 $	-
CANEVAS LASALLE	1683292	2024-11-05	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM- DST- MEPI DM 24-0871/ Achat de bâche pour mettre sur les outils.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 742,83 $	-
JMS INDUSTRIEL	DEU60134	2024-11-25	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 702,77 $	-
ALAIN GREGOIRE	DEU60196	2024-11-07	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Paiement factures 116 - 117 / Service de formation pour la division de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 700,00 $	-
GRAITEC INC.	DEP48161	2024-11-20	TURCOTTE, CAROLINE	DEP / UAT /Renouvellement annuel - Advance Design pour la	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 581,14 $	-
9379-0434 QUEBEC INC.	1687904	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA / LAC-R002-2224 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	7 577,47 $	1550106
USINAGE F.B. INC	DEU60456	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 542,44 $	-
CDW CANADA INC.	DEU60492	2024-11-18	MAHER, NATHALIE	DEEU / JS-175491-28-MATERIEL POUR STATIONS OPÉRATEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 528,73 $	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154973	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522229	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 519,83 $	-
ENTRETIEN INDUSTRIEL ROYAN LTEE	DEP48240	2024-11-27	MITSAK, MOHAMMED	BS / UPI / Nettoyage du réservoir de Silicate de Sodium. Said Annour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 506,61 $	-
USINAGE MTL INC.	1667699	2024-11-05	VEILLETTE, PATRICK	SMRA / Achat de six (6) ensembles d adaptateurs	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	7 447,98 $	-
CDW CANADA INC.	DEU60662	2024-11-26	ARNOULD, GUY	DEEU / JS-138409-48-MATERIEL POUR STATIONS OPÉRATEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 425,11 $	-
TELUS HEALTH (CANADA) LTD.	1670528	2024-11-11	VILLENEUVE, SERGE	SSIM // Services d'interventions post-traumatiques PAE 2024.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	7 401,62 $	1627103
WOLSELEY CANADA INC.	DEU60642	2024-11-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Acquisition divers pièces atelier plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 374,86 $	1657298

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DRONEXPERTS INC.	inv2024110063	2024-11-21	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - DroneXperts - : Bris de conduite du 16 août 2024	Dépenses communes	Autres - Administration générale	7 329,65 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035358	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035358	Affaires juridiques	Affaires civiles	7 257,26 $	-
PL TECHNOLOGY SOLUTIONS INC.	1684885	2024-11-01	DUPONT, MELANIE	Achat d'une balise pour la Section surveillance	Police	Activités policières	7 228,39 $	-
LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE INC.	DEU59793	2024-11-13	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Inspection annuelle des élingues et des outils de levage de l'usine et de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 202,14 $	-
CONVAL QUEBEC	DEP48051	2024-11-07	DALLAIRE, DOMINIC	BS - ULA / Red Valve Series 75 Body and Sleeve. 3". Cast Iron Body: Fluoro	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 202,14 $	-
TENAQUIP LIMITED	1683143	2024-11-05	JOSEPH, CHRISLANDE	SSIM- DST- Fourniture médicale DM 24-0896/ Achat de bloc -piile pour	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 148,07 $	-
PREMA CANADA ULC	1685604	2024-11-06	ABEL, STEEVE	Achat de l'appareil AUTEL Maxis Ultra EV pour diagnostique des véhicules	Police	Activités policières	7 139,10 $	-
MCMASTER-CARR SUPPLY CO.	DEU60653	2024-11-21	LAHAIE, DANIEL	DEEU / PIECES ENTRETIEN	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 105,66 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15529	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522215	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	7 048,96 $	-
ACKLANDS - GRAINGER INC.	1688657	2024-11-22	GOYETTE, STEPHANE	DM 24-0799 / Inventaire / sacs nouvelle procédure	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 047,81 $	-
REMORQUAGE MOBILE	1687942	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA / ANJ-R001-2324 - Service de remorquage pour les opérations de	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	7 036,26 $	1618529
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	05340	2024-11-21	BALAN, CRISTINA-IONELA	Affaires Civiles - Stephen Angers avocat inc - Amicus curiae Jennifer Auger	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 955,42 $	-
LES SOLUTIONS OFFICE EQUIPEMENT INC.	DEU60527	2024-11-11	FORTIN, LUC	deeu / Demande d'achat d'accessoires d'imprimante chantier - Xerox AltaLink	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 955,42 $	-
CENTAURECOM INC.	1689298	2024-11-27	VILLENEUVE, SERGE	SSIM/ Achat de tasses pour le lancement de la nouvelle centrale 9-1-1.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 897,68 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PLONGEE CPAS	1685961	2024-11-07	CHARTIER, SEBASTIEN	Achat de combinaisons pour le Groupe tactique d'intervention	Police	Activités policières	6 887,60 $	-
NAVADA LTEE	DEP48078	2024-11-13	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / contrat d'entretien préventif pour vos systèmes d'air climatisé.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 880,88 $	-
SANIVAC	1650295	2024-11-25	LEFEBVRE, LOUISE-HELENE	SGPMRS // Location de 5 toilettes chimique adaptée Parc Frédérci-Back été	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	6 851,27 $	-
579453 ONTARIO INC.	1688827	2024-11-25	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Mise à jour logiciel "Mantech Pro" relié au titrateur - Installation et	Environnement	Traitement des eaux usées	6 835,00 $	-
TELUS COMMUNICATIONS INC.	DEU57516	2024-11-20	BELLEMARE, STEPHANE	DEEU / Frais de cellulaires TELUS pour l'année 2024 (Janvier à décembre 2024)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 824,19 $	1408829
SUPERIOR SANY SOLUTIONS (TM)	DEP44053	2024-11-14	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UDO / Remplace le BC DEP42813 / Acquisition autorécureuse modèle MV-IN 512902 - Gré à gré - Ré-installation de boucles de comptage pour piste	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 824,03 $	-
ECO-COMPTEUR INC.	1684855	2024-11-01	SIMARD, MARC		Infrastructures du réseau routier	Entretien et réfection des chaussées et	6 719,20 $	-
ADVANCED BATTERY SYSTEMS INC	1688082	2024-11-20	DUPONT, MELANIE	Achat de piles pour la Section surveillance	Police	Activités policières	6 719,20 $	-
ON POWER SYSTEMS INC.	DEU60485	2024-11-15	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	SB-198404-13-MAN DE DEUX ASSC DU BÂTIMENT DES ATELIERS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 685,60 $	-
ENTREPRISES BURAK INC	1688674	2024-11-22	TABOR, ISABELLE	Entreprises Burak. PAE SPVM. Courriel 19 nov. 2024. Achat et installation	Police	Activités policières	6 644,06 $	-
BOUTIQUE TOUT POUR LE DOS	1686252	2024-11-08	TANGUAY, JOHANNE	achats de table	Police	Activités policières	6 614,21 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	1688291	2024-11-21	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat d'équipement pour le remplacement de 2 pompes à vide pour cause	Environnement	Traitement des eaux usées	6 551,22 $	-
MANDEL SCIENTIFIC COMPANY INC.	1689057	2024-11-26	ARBIC, DENISE	SENV / Achat d'un réfrigérateur "flammable proof" (20 Cu. Ft.) pour le	Environnement	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	6 546,23 $	-
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1689253	2024-11-27	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. EDRE CO Nord SPVM. Entente 1664599.	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1689226	2024-11-27	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. Missions QG SPVM. Entente 1664599.	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1689216	2024-11-27	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. Finances QG SPVM. Entente 1664599.	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1689198	2024-11-27	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. PDQ 38 SPVM. Entente 1664599. Soumission pour	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
SOLUTIONS D'AFFAIRES DELCOM	1688099	2024-11-20	TABOR, ISABELLE	Solution d'Affaires Delcom. Liaison Cour du Québec, ch. Criminelle et Pénale	Police	Activités policières	6 516,57 $	1664599
PHILIPPE F. TURCOTTE	1635349	2024-11-19	RICHARD, PASCAL	Soins de forgeron 2024 / Tous les chevaux de la Cavalerie du SPVM	Police	Activités policières	6 509,22 $	-
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1687933	2024-11-19	CHARTIER, SEBASTIEN	Achat de vestes hydrostatique pour le GTI	Police	Activités policières	6 504,94 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1136429	2024-11-08	CADOTTE, ERIC	Pompe et boyaux DEF pour appareil 347-21020	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 488,53 $	-
HEBDRAULIQUE INC.	MAD1138760	2024-11-25	CARIGNAN, MARTIN	PO A LA DEMANDE DE MARTIN DESGAGNÉ POUR RENPLISAGE DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	6 487,22 $	-
HOTEL M INC.	1655153	2024-11-01	BEAUCHESNE, JULIE	Réservation chambres SPVM GTI formation FOR3003 du 17 au 19 juin-	Police	Activités policières	6 475,34 $	-
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9938208160	2024-11-07	SINNING CONTRERAS, KARINA PATRICIA	Direction Services judiciaires - poste/messagerie - Poste	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 458,48 $	-
ORDIGRAPHE INC.	1688413	2024-11-21	BOUCHERIT, NASSIM	STI - 68315.00 - Programme Évolution des opérations policières -	Technologies de l'information	Activités policières	6 383,24 $	-
NEOTHANE INC.	1689472	2024-11-28	RILLART, STEVE	SSIM/ Achat matériels pour intervenants GIMD.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 320,00 $	-
LE GROUPE LAM-E ST-PIERRE INC.	DEP47978	2024-11-15	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Palan electrique 2t	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 306,94 $	-
CONSTRUCTION LAROTEK INC.	1684975	2024-11-01	GODEFROY, FABRICE	SENV / Réalisation d'une dalle de béton dans l'emprise gazonnée en	Environnement	Protection de l'environnement	6 299,25 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE CONSEIL T.T. KATZ	1684836	2024-11-01	BLAIN, ERIC	SENV/GMR, Plan et description technique de la servitude .Certificat de	Environnement	Matières recyclables - matières	6 299,25 $	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	1633635	2024-11-27	DATTOLI, NICOLA	SENV / BCO 2024 - Achat de gaz d'utilisation courante pour les instruments	Environnement	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	6 299,25 $	1614684
AIR LIQUIDE CANADA INC	1633635	2024-11-27	DATTOLI, NICOLA	SENV / BCO 2024 - Achat de gaz d'utilisation courante pour les instruments	Environnement	Traitement des eaux usées	6 299,25 $	1614684
SOCIETE DE TRANSPORT DE MONTREAL (STM)	1672106	2024-11-27	GAUTHIER, MYRIAM	Métro - 2e semestre 2024 - Achat de titres de transport pour l'unité	Police	Activités policières	6 292,53 $	-
LES SOLUTIONS OFFICE EQUIPEMENT INC.	DEU60444	2024-11-01	FORTIN, LUC	DPM / PB-190395-38-ACHAT IMPRIMANTE 1ERE INSTALLATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 287,88 $	-
SAUVER REMORQUAGES	1687958	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA // VER-R003-2324 - Service de remorquage pour les	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	6 278,67 $	1618162
SAUVER REMORQUAGES	1687944	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA // VER-R002-2324 - Service de remorquage pour les	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	6 278,67 $	1618161
SAUVER REMORQUAGES	1687939	2024-11-19	SAOUMAA, MICHAEL	SCONCA // VER-R001-2324 - Service de remorquage pour les	Concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	Déblaiement et chargement de la neige	6 278,67 $	1618160
LES CARROSSERIES LE BARON INC.	274571	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522322	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 277,26 $	-
VERSALYS	1688639	2024-11-22	SAUVE, FRANCOIS	Formation Efficlasse Outlook de 11 participants de la Division des	Police	Activités policières	6 225,86 $	-
AON PARIZEAU INC.	1689468	2024-11-28	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV, Cautionnement tri de résidus verts 100 000$, Cautionnement matières	Environnement	Matières recyclables - matières	6 220,51 $	-
UNIVAR CANADA LTD.	DEP48121	2024-11-14	MITSAK, MOHAMMED	BS - UPI - 2 Tôtes de thiosulfate de calcium Captor 30% (Stéphane	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 210,01 $	-
BATTERIES DIXON INC.	DIC1138851	2024-11-25	CONSTANTINO, DANIEL	PAIEMENT DE VIEILLE FACTURE DE CORE (2022 À 2024)	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 195,00 $	-
MP REPRODUCTIONS INC.	1677708	2024-11-14	DIB, JAMIL JIMMY	SENV // BCO pour le service de numérisation chez le fournisseur MP	Environnement	Protection de l'environnement	6 194,26 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GOSSELIN PHOTO VIDEO INC	1687654	2024-11-18	SAUVE, FRANCOIS	Achat d'appareil photo et 2 cartes mémoires pour notre photographe. Voir devis en	Police	Activités policières	6 180,78 $	-
LASSONDE MARINE INC.	117939	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522624	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	6 166,70 $	-
EQUIPEMENT COMAIRCO LTEE	DEP47898	2024-11-11	TCHOKONDU, MONTHE PIERRE GHISLAIN	BS - UPC / Location de compresseur électrique. Éric Apperce	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 131,79 $	-
BUREAU PLAN INC.	1689675	2024-11-29	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ/ Achat-Table à haute ajustable en L	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 105,02 $	-
BUREAU PLAN INC.	1686273	2024-11-08	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ // Achat de 5 Table à haute ajustable- contrôleur électronique avec prise USB	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 105,02 $	-
CIM MAINTENANCE INC.	DEP41764	2024-11-14	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UAT / Formation logiciel Maximo 2023	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 103,98 $	-
LES SYSTEMES FONEX DATA INC.	1688140	2024-11-20	NUNES, DEMIS	STI - 68111.11 - Modernisation des télécommunications -	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 098,61 $	-
ESSOR ASSURANCES PLACEMENTS	DEU60356	2024-11-01	FORTIN, LUC	DPM / JL-188996-2-ASSURANCE ÉQUIPEMENTS STOCKÉS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 089,27 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP48039	2024-11-10	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Lampes, photocellules, trousse de maintenance	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 054,11 $	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	1633635	2024-11-27	DATTOLI, NICOLA	SENV / BCO 2024 - Achat de gaz d'utilisation courante pour les instruments	Environnement	Inspection des aliments	6 000,00 $	1614684
NORTHERN MICRO	DEP48159	2024-11-28	TURCOTTE, CAROLINE	24G01 BS05 UPEP Achat d'écrans pour postes d'accès au réseau de	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 994,14 $	1654704
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	1687613	2024-11-18	RINFRET, SIMON	SGPI BIODOME - BATTERIE ET LUMINAIRE - Jonathan L	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	5 943,00 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1685264	2024-11-05	DATTOLI, NICOLA	SENV / Achat de matériel de laboratoire et de produits chimiques pour analyses du	Environnement	Traitement des eaux usées	5 932,58 $	1630353
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154755	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522243	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 908,68 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REFTECH INTERNATIONAL INC.	DEU60636	2024-11-21	LAHAIE, DANIEL	DEEU / TRAVAUX EN URGENCE BRAS TOMBÉ INC 4	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 908,51 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035666	2024-11-26	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - NOV 2024 - 0000035666	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 870,90 $	-
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU60327	2024-11-04	MAHER, NATHALIE	DEEU / Filtre et tige pour WDG-5 analyseur combustion	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 865,66 $	-
TELUS	9702581799	2024-11-20	LAJEUNESSE, ISABELLE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	5 857,78 $	-
INFOPRD	1684998	2024-11-01	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM/ Paiement de facture pour un services	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 795,31 $	-
ROVA PRODUCTS CANADA INC.	1686506	2024-11-11	BASTIEN, MATHIEU	Achat d'équipements pour la Centrale 911	Police	Communications d'urgence 911	5 782,08 $	-
PUBLICITE J.L.	1685751	2024-11-06	BILODEAU, MATHIEU	Tasses et glacières Soumission J3024476-1	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	5 759,40 $	-
CDW CANADA INC.	DEU60405	2024-11-01	MAHER, NATHALIE	DEEU / JS-198607-17-ACHAT DE COMPOSANTES POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 758,46 $	-
MULTISERVICES RUSSEL	1688992	2024-11-27	DARCY, PENELOPE	GAG - Travaux de ragréage suite au démantèlement des anciennes composantes du	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	5 736,52 $	-
CODESPEC INC	DEP41472	2024-11-14	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS - UAT - Certification annuelle de 46 dispositifs anti-refoulement - M.Vallee -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 701,72 $	-
METRO NORAMCO	1685167	2024-11-04	DUPONT, MELANIE	Paiement de la facture 110854112 du 10 février 2024	Police	Activités policières	5 664,08 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035464	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT A - SEP. 2024 - 0000035464	Affaires juridiques	Affaires civiles	5 622,08 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP48174	2024-11-21	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Ensemble d'entretien de pompe Pulsar	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 572,13 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1688273	2024-11-21	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat de matériel de laboratoire et de produits chimiques pour Labo	Environnement	Traitement des eaux usées	5 523,43 $	1630195

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
KENWORTH MONTREAL	ROS1138302	2024-11-20	CADOTTE, ERIC	ACHAT DE PIÈCES MOTEUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 495,00 $	-
BEP BESTOBELL LTD	DEU60570	2024-11-14	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition transmetteur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 442,46 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1138827	2024-11-25	CADOTTE, ERIC	(2) INJECTEURS CUMMINS POUR RÉPARATION	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 434,01 $	-
KINEQUIP	1689371	2024-11-28	TABOR, ISABELLE	Kinequip. CO EST SPVM. Soumission par courriel 25 novembre 2024. Pour	Police	Activités policières	5 391,10 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15211	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521050	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 345,77 $	-
CLAUDE LEPAGE ELECTRIQUE (2012) INC.	1671246	2024-11-06	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI - Contrat de gré à gré. Service pour le remplacement de tous les	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	5 341,76 $	-
SPECTRA LOGIC CORPORATION	DEU60565	2024-11-26	ARNOULD, GUY	DEEU / CL-198607-23- ACHAT DE TAPES LTO-9 POUR LA SAUVEGARDE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 338,92 $	-
SANUVOX TECHNOLOGIES	DEU60610	2024-11-19	LAHAIE, DANIEL	DEEU / COMMANDE LAMPE UV POUR TRESOR CACHE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 328,12 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1137220	2024-11-11	CADOTTE, ERIC	6374773RX KIT VGT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 301,89 $	-
TECHNILIGNES	1688356	2024-11-21	DARCY, PENELOPE	SGPI/ Service de marquage de rue devant la caserne 26 selon les normes du MTQ.	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	5 289,86 $	-
BRENNTAG CANADA INC.	DEP44560	2024-11-27	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS 2024 - UDO - CHLORE GAZEUX 68KG ET CONSIGNE CYLINDRE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 279,40 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1137160	2024-11-08	CADOTTE, ERIC	Pivot de cab / PIN .875 x 6.25 TILT PIVOT / HARDWARE DIVERS	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 278,19 $	-
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	1684982	2024-11-01	BORNAIS, LUC	SENV / Acquisition de licence AutoCad	Environnement	Protection de l'environnement	5 265,02 $	-
MARMEN INC.	DEU60389	2024-11-01	LAHAIE, DANIEL	DEEU / AS-202081-1- REMISE À NEUF DE LA POMPE 668-M48-003 DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 249,37 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	093786	2024-11-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522831	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 229,81 $	-
9181-5084 QUEBEC INC	1687682	2024-11-18	RAMY, DALIA	SGPI_ Procéder au lignage et à la signalisation garage du 200 Bellechasse	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	5 221,82 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	1688732	2024-11-25	ARBIC, DENISE	SENV / Achat de matériel de laboratoire et de produits chimiques -Pour Labo	Environnement	Réseaux d'égout	5 160,56 $	1672578
SITE INTEGRATION PLUS INC.	DEP48149	2024-11-18	LARRIVEE, ALAIN	Généré par le réapprovisionnement 2024-11-18 10:10 AM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 118,15 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1127000	2024-11-20	CADOTTE, ERIC	F0203704 RESERVER FONDS DE POUR RESSORT IDEAL SELON	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	5 114,91 $	-
HUDON DESBIENS ST-GERMAIN	DEP45107	2024-11-26	BAOUANE, FATIMA	BCO 2024-UAT-Service de nettoyage de bris de lampe et décontamination du	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 091,88 $	-
BOUTY INC	1687226	2024-11-14	BEAUCHESNE, JULIE	Chaises pour la CIP	Police	Activités policières	5 086,65 $	-
SOCIETE TRAITEUR INC.	1685294	2024-11-05	MUNN, JONATHAN	MU_2024-171_Paiement de facture: Petit déjeuner et collation-café lors de	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	5 061,44 $	-
LE MAC URBAIN INC.	1688142	2024-11-20	SAUVE, FRANCOIS	Achat d'ordinateur Apple et garantie de 3 ans. Devis QUO-4766	Police	Activités policières	5 049,59 $	-
COMPUGEN INC.	DEP48234	2024-11-26	BEDARD, KIMBERLY	DEP / UAT / Achat de licence pour le parefeux d'urgence	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 034,55 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15760	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522319	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	5 028,39 $	-
JMS INDUSTRIEL	DEU60691	2024-11-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition chaîne	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 026,91 $	-
FRATERNITE DES POLICIERS ET POLICIERES DE	1687046	2024-11-13	BEAUCHESNE, JULIE	Jeux mondiaux des policiers et pompiers Birmingham Alabama 2025 - contribution	Police	Activités policières	5 000,00 $	-
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEP48086	2024-11-13	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO- TRN- Thermographie électrique- Usine et réservoirs- RDS-	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 982,70 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MAGASINS BEST BUY LTEE	1688627	2024-11-22	GOBEILLE, PHILIPPE	SGPMRS - Appareil électronique, téléviseur et accessoire.	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 967,42 $	-
COMPUGEN INC.	1685174	2024-11-04	PALLU, TATIANE	SUM // Achat de 4 ordinateurs portable et 4 station d'accueil. L'entente	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	4 953,23 $	1654697
ENVELOPPE LAURENTIDE INC	1685492	2024-11-06	MOUSSEAU, FRANCE	FIN / Acquisition de 100 000 enveloppes fenêtres	Finances et évaluation foncière	Évaluation	4 921,81 $	-
SITE INTEGRATION PLUS INC.	DEP48150	2024-11-18	LARRIVEE, ALAIN	Généré par le réapprovisionnement 2024-11-18 10:00 AM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 918,67 $	-
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES & SOLUTIONS	DEU60598	2024-11-19	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de décalcaireur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 918,03 $	-
CONCEPT CONTROLS INC.	DEP48105	2024-11-20	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Gaz d'étalonnage	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 911,31 $	-
COOPER EQUIPMENT RENTALS LIMITED	DEU57160	2024-11-22	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / ENTRETIEN, SECTEUR BOUES / LOCATION D'UN CHARIOT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 901,79 $	-
SHELLEX GROUPE CONSEIL INC.	DEP37372	2024-11-14	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	SP - UDB - VALIDATION PLATEFORME ADOUCISSEURS -	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 898,98 $	-
TRANSELEC / COMMON INC.	DEP47943	2024-11-07	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Appel de service pour travaux dans la chambre N-4-21	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 871,42 $	-
TELECON INC	1688143	2024-11-20	NUNES, DEMIS	STI - 60006.01 Couverture sans-fil étendue (WI-FI) - Prestation de services	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 868,85 $	-
CONCEPT CONTROLS INC.	1686486	2024-11-11	BEAUCHESNE, JULIE	calibration de 3 masques portacount 8048	Police	Activités policières	4 868,53 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035668	2024-11-26	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - NOV 2024 - 0000035668	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 833,62 $	-
SCAN PLUS TECHNOLOGIE DETECTION INC.	DEP48132	2024-11-15	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Inspection des circuits de drainage dans le périmètre extérieur des	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 829,42 $	-
DISTRIBUTION CRANE SUPPLY DIVISION DE	DEU60664	2024-11-22	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition pièce plomberie secteur boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 819,12 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ENGRENAGES LASALLE INC.	DEP48138	2024-11-20	NEBACH, ABDELLAH	DRE / ERP / Pièces pour 22-1747 et O-10-17	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 818,92 $	-
JEAN-GUY POIRIER	DEP48045	2024-11-07	DAOUST, YVON	DEP / UAT / Mise à jours des actifs et Maintenance préventive Maximo - JG	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 800,00 $	-
PROTECTIVE CLOTHING SOLUTIONS	1685187	2024-11-04	RILLART, STEVE	SSIM // DIVOS | Achat de matériel et combinaisons pour intervenants GIMD	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 793,17 $	-
KAHOOT! AS	1682499	2024-11-22	GUILBAULT, MARTIN	SSIM// Achat d'application Kahoot pour production de quiz de formation.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 788,83 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1138647	2024-11-22	ROY, PATRICK	STEERING BOX, MODELE TAS85 - (OEM) CAMION INCENDIE PIERCE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 766,49 $	-
GENEQ INC.	DEU60748	2024-11-29	LAVOIE, PHILIPPE	DEEU / IM-198054-72-ACHAT JAR TEST POUR LABO TERRAIN	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 766,43 $	-
BELL CANADA	1688145	2024-11-20	NUNES, DEMIS	STI - 78045 - Aménagement et rehaussement TI -	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 745,96 $	-
MSEI MULTISCIENCES EXPERTISES INC.	1684868	2024-11-01	DIB, JAMIL JIMMY	SENV / Demande de service pour la revue technique des valeurs	Environnement	Protection de l'environnement	4 724,44 $	-
ECHAFAUDAGES FAST (MONTREAL) INC.	DEP48200	2024-11-22	MITSAK, MOHAMMED	BS - UPI / Location de 3 échafauds pour installation de points d'ancrages sur les	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 724,44 $	-
LES SOUDURES DU FUTUR INC	DEP48157	2024-11-19	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO-Appel de service-Travaux-soudage sur une conduite d'eau. Cameson	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 724,44 $	-
879142 ALBERTA LTD.	1686984	2024-11-13	BOUCHERIT, NASSIM	STI // Renouvellement - contrat d'entretien de Faro Zone 3D SKU : FARO10051	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 724,44 $	-
NIVELAXE INC.	1689286	2024-11-27	THELLEND, STEVE	DDT - Service d'arpentage pour le projet de construction des ilots de	Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension	Construction d'infrastructures de voirie	4 724,44 $	-
C.C CONNECTIONS	1685752	2024-11-06	LANDRY, ROBERT	Cablage au QG 1441 St-Urbain	Police	Activités policières	4 692,39 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15724	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522320	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 679,97 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
COMPUGEN INC.	1688189	2024-11-20	BROSSAULT, STEPHANE	Dell CAG B04 Mobile Precision Workstation 3591 CTO, 15.6"FHD NVIDIA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 671,94 $	-
AREO-FEU LTEE	1689299	2024-11-27	GOYETTE, STEPHANE	SSIM- DST- Hydraulique DM 24-0998/ Entretien et réparation outils Genesis tel	Sécurité incendie de Montréal	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 665,06 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1530197	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522730	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 657,34 $	-
WAINBEE LIMITEE	DEU60524	2024-11-11	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / RÉAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 656,73 $	-
GFL SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	1685230	2024-11-05	ABEL, STEEVE	Location des 5 remorques pour le mois d'octobre 2024 pour les matières	Police	Activités policières	4 612,81 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1687698	2024-11-19	PICARD, CATHERINE	Achat de vêtements et accéssoires pour les UNITÉS SPÉCIALISÉES -	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 604,87 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035368	2024-11-08	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - LOT D - OCT. 2024 - 0000035368	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 551,21 $	-
CAMIONS INTER-ANJOU INC.	ROS1138093	2024-11-19	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE 110563 A INTER ANJOU POUR UNE POMPE DE CABINE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 543,03 $	-
TELECON INC	DEP47881	2024-11-01	LARRIVEE, ALAIN	24G01 SP03 Installer une nouvelle FO pour raccorder le commutateur de contrôle	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 528,32 $	-
CYCLO CHROME INC.	SPV1136741	2024-11-05	CABALLERO, PATRICIO	ENTREPOSAGE & ENTRETIEN VÉLOS FLOTTE SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 519,28 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	1688059	2024-11-20	ARBIC, DENISE	SENV / Achat de produits chimiques (solvants et bouchons Qorpak) pour	Environnement	Traitement des eaux usées	4 510,54 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1687440	2024-11-15	GODEFROY, FABRICE	SENV / Achat de filtres en quartz échantillonnage PM10 et PST Hi-vol pour	Environnement	Protection de l'environnement	4 473,94 $	-
GROUPE SANTE PHYSIMED INC.	DEP48151	2024-11-18	LARRIVEE, ALAIN	BS - UAT - Clinique de vaccination personnel de la DEP - 2 factures	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 469,47 $	-
SHELLEX GROUPE CONSEIL INC.	DEP38263	2024-11-14	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS - UDB - Service pour analyse du planchers et structure du pont roulant BP	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 469,32 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
HBGC INGENIEURS	1686250	2024-11-08	RAMY, DALIA	SGPI/ SP_Évaluation de la capacité portante de la dalle de béton intérieur du	Gestion et planification des immeubles	Activités policières	4 461,97 $	-
ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC.	DEU57254	2024-11-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Entretien, MV / Service technique d'entetien de pont-roulant	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 455,58 $	-
COMPUGEN INC.	1686102	2024-11-08	CAYOUETTE-ASHBY, EVE-LYNE	SEPLV // Achat d'ordinateurs DELL de contrôle et écran hall pour la	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 441,30 $	1654697
GROUPE THOMAS MARINE INC.	135274	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522146	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 429,35 $	-
LES PRODUCTIONS CAROL ALLAIN	1685501	2024-11-06	BIBEAU, CHANTAL	SSIM/ Service de conférence: La cohésion	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	4 425,10 $	-
GENEQ INC.	DEU60588	2024-11-18	FLEURY, CAROLE	DEEU / SR - MÉLANGEUR POUR ÉVALUATION DES BOUES -	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 419,98 $	-
SOLUTIONS XL-ID INC.	1685979	2024-11-07	BOUCHERIT, NASSIM	STI // Renouvellement - Contrat de support à distance annuel Serveur	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 367,48 $	-
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1688359	2024-11-21	LANDRY, ROBERT	Achat d'outils divers pour les cols bleus	Police	Activités policières	4 365,91 $	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	1688631	2024-11-22	LAROCHE, LAURENT	SENV / Paiement de facture - Frais pour bouteille de gaz Hélium et autres - Pour	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	4 361,18 $	-
GISELE GAUTHIER TRAITEUR	1688749	2024-11-25	LACHANCE, ROGER	SENV / Paiement de facture - Inauguration du CTMO St-Laurent - Accueil des	Environnement	Protection de l'environnement	4 352,26 $	-
DHP SHERBROOKE INC.	DEP48048	2024-11-07	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Pompe hydraulique pour les camions outils	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 350,68 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1688938	2024-11-26	GOYETTE, STEPHANE	SSIM- DST- Hydraulique DM 24-0814 et 24-0815/ Achat de régulateur pour	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 346,48 $	-
LES PRODUITS SANITAIRES LEPINE INC.	DEU60685	2024-11-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 345,43 $	-
SON-IMAGE-SYSTEMES POUR LA	DEP43794	2024-11-15	MITSAK, MOHAMMED	BS -UPI / Service d'étude du système d'appel général pour l'Usine Pierrefonds	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 312,89 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GESTION PFB	1687671	2024-11-18	RAMY, DALIA	SGPI/ Travaux requis pour enlèvement d'un escalier existant ÉDIFICE DU 200	Gestion et planification des immeubles	Communications d'urgence 911	4 246,89 $	-
JOHN COCKERILL CY-BO INC.	DEU57868	2024-11-22	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / ENTRETIEN / REMPLACE LE BC DEU56941 / REPARATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 231,00 $	-
LES EMBALLAGES CROWN	1688964	2024-11-26	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE SPVM - SAC PLASTIQUE	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	4 212,10 $	-
BETON FUSION	1674976	2024-11-08	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV, Service clé en main de réfection de 4 bordures de béton (sciage, coffrage,	Environnement	Matériaux secs - traitement	4 199,50 $	-
1-800-GOT-JUNK	1689379	2024-11-28	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ// paiement de facture pour service de nettoyage/ramassage des	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 189,00 $	-
BARRIAULT ELECTRIQUE INC.	1657220	2024-11-19	BUTEAU, FRANCOIS	SGPI / Changement des appareils d'éclairage au périmètre des bâtiments de	Gestion et planification des immeubles	Matières recyclables - autres	4 187,68 $	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP48044	2024-11-07	TISSEUR, YANNICK	DEP / UDB / Appareil de protection respiratoire autonome 3M RTR048	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 181,51 $	-
CDW CANADA INC.	DEU60411	2024-11-01	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / JS-150798-102-MATERIEL DIVERS POUR CABINETS RÉSEAUTIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 173,03 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15381	2024-11-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521644	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 160,83 $	-
TELTECH TELECOMMUNICATION INC.	1688135	2024-11-20	NUNES, DEMIS	STI - 68111 - Modernisation des Télécommunications - Acquisition et la mise en	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 150,04 $	-
ASSOCIATION SECTORIELLE - FABRICATION	DEP43947	2024-11-06	FREVE, ALEXANDRA	BS - UAT / Service de formation prévention des risques électriques pour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 140,93 $	-
WM QUEBEC INC.	DEP44502	2024-11-08	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2024 - UPC - Service de collecte des déchets (benne de 2	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 139,73 $	-
SPMEDICAL	1685644	2024-11-06	GOYETTE, STEPHANE	SSIM- DST- Fourniture médical DM 24-0902 à 24-0904/ Achat de fournitures	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 127,58 $	-
IMPLECHO LLC	DEP47991	2024-11-18	FREVE, ALEXANDRA	DEP / UAT / EQUIPEMENT COMMUNICATION AUDIO FORMATION- IMPLECHO	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 125,20 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
OSCARDO INC	50712	2024-11-04	ALTAMURA, JONATHAN	Marchandises pour fins de revente	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	4 101,73 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1687698	2024-11-19	PICARD, CATHERINE	Achat de vêtements et accéssoires pour les UNITÉS SPÉCIALISÉES -	Bilan	Vêtement et équipement de travail	4 080,30 $	1643722
PNEUS RATTE INC.	br1530383	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522414	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	4 078,92 $	-
PNEUS METRO INC.	ROS1137298	2024-11-11	NEGRONI, ANTOINE	PNEUS	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	4 073,51 $	-
AUTOMATISATION JACMAR INC	DEP47983	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Adapteur de programmation, amplificateurs séparateurs,	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 037,31 $	-
VEOLIA ES CANADA SERVICES	DEP45770	2024-11-27	BAOUANE, FATIMA	UAT / Service de pompage, transport et temps pour disposition résidus et	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 029,92 $	-
DESCHENES & FILS LTEE	DEU60512	2024-11-08	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition matériel fonte atelier plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 016,63 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035705	2024-11-26	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - NOV 2024 - 0000035705	Affaires juridiques	Affaires civiles	4 015,77 $	-
ESRI CANADA LIMITED	1685060	2024-11-04	SANANIKONE, SANIT	STI / Acquisition de la Formation ArcGIS Entreprise - Flux de travaux	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 008,03 $	-
FNX-INNOV INC.	DEU57284	2024-11-21	FLEURY, CAROLE	DEEU / Laboratoire / Remplacement du DEU50543 fermé / Services	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 001,34 $	-
SOLOTECH INC	1689189	2024-11-27	LESSARD, DANNY	SSIM/ Paiement de facture annuelle pour le contrat de service Privilège Ville de	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 989,52 $	-
CODESPEC INC	DEP45881	2024-11-18	MITSAK, MOHAMMED	DEP / UPI / Certification des DAR 2024, 2025 et 2026, entente d'achat	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 983,58 $	1615878
COLLEGE CANADIEN DE POLICE	91401946	2024-11-26	KOCEIR, RADHIA	Formation: Unsolved & Historical Death Investig du 18 au 27 juin	Police	Activités policières	3 965,88 $	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	094180	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522179	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 960,89 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
EBI ENVIROTECH INC.	DEP48008	2024-11-18	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Appel de service pour le nettoyage d'une chambre d'aqueduc	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 934,98 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1529885	2024-11-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522137	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 929,28 $	-
SANTINEL INC.	DEU59231	2024-11-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Inscriptions pour la formation « 88528 - Secourisme en milieu de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 897,14 $	-
CDA 9352-6978 QUEBEC INC.	1688791	2024-11-25	GODEFROY, FABRICE	SENV / Installation d'une clôture métallique de 6 pieds de haut sur la dalle de	Environnement	Protection de l'environnement	3 853,03 $	-
CERIU	1686129	2024-11-08	COTE, JEAN-FRANCOIS	GAG - Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 800,54 $	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEU60708	2024-11-28	LAHAIE, DANIEL	DEEU / SB-198404-14-ACHAT D'UN APPAREIL DE CALIBRATION DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 772,03 $	-
CENTRE DE SERVICES SCOLAIRES DE	DEP48223	2024-11-26	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / MECE / Formation sur la connaissance et les	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 766,78 $	-
REPARATION D'AUTO CREMAZIE 2010	13596	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522212	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 762,88 $	-
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEU60609	2024-11-19	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition transmetteur instrumentation	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 760,80 $	-
HARNOIS ENERGIES INC.	DEU53591	2024-11-22	BELLEMARE, STEPHANE	BS DEEU INTERCEPTEURS - BC OUVERT 2023 - ENTENTE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 721,84 $	1497225
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035383	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035383	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 713,93 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15705	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522206	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 696,28 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1137832	2024-11-15	BLOUIN, BERTRAND	1845915 VOLANT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 691,13 $	-
MICHELIN AMERIQUE DU NORD (CANADA	DIC1130385	2024-11-04	CONSTANTINO, DANIEL	PNEUS ALAIN LAMBERT HIVER 24-25	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 688,09 $	1598679

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CEGEP DE SAINT-LAURENT	DEP47068	2024-11-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEP / UAT / PAIEMENT FACTURE 240774 / FORMATION OPA	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 685,06 $	-
CONVERGINT TECHNOLOGIES LTD.	1687796	2024-11-19	TABOR, ISABELLE	Convergint Technologies. 201 Laurier SPVM. Devis PB11737832P. Nouveau	Police	Activités policières	3 682,70 $	-
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU	1684951	2024-11-01	ROY, GREGORY	SMRA / Acquisition de vignette de conformité pour véhicule assujettis au PEP	Materiel roulant et ateliers	Sout. mat. et tech. - Gestion des véhicules et	3 680,00 $	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP47543	2024-11-27	BEDARD, KIMBERLY	DEP / RÉS / Entretien des treuils de chambre gros volumes	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 679,73 $	-
CRIAQ	1688457	2024-11-21	POULIN, VALERIE	SDE// Achat de 2 laisser-passé de l'industrie	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et	3 674,56 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1138823	2024-11-25	BLOUIN, BERTRAND	5272750 CLAMP DPF	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 670,79 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	DEU60695	2024-11-26	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition lithium planification eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 665,53 $	-
BOO! DESIGN INC.	1688658	2024-11-22	SAUVE, FRANCOIS	Frais de graphisme-Dépliant J'agis	Police	Activités policières	3 637,82 $	-
PROFESSIONNELS EN REGLEMENT DES DIFFERENDS	1688304	2024-11-21	BEAUCHESNE, JULIE	Coaching en médiation pour la DRP.	Police	Activités policières	3 622,07 $	-
DOCUMENS TRADUCTION INC.	1688249	2024-11-20	BOUKHEZAR, ABDELMALEK	STI - Services professionnels de traduction. Année 2024.	Technologies de l'information	Gestion de l'information	3 608,26 $	-
GETINGE CANADA LIMITEE	1685455	2024-11-05	ARBIC, DENISE	SENV / Contrat de service annuel pour le stérilisateur (modèle 533) pour la durée	Environnement	Inspection des aliments	3 600,00 $	-
SERVICE DE REMORQUAGE DIRECT INC.	SPV1136726	2024-11-05	CABALLERO, PATRICIO	REMOQUAGE POUR VÉHICULES SPVM.	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 595,82 $	-
CONVAL QUEBEC	DEP48054	2024-11-10	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI-Acquisition- Pièce ozone. Cameson Saintelmy	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 594,92 $	-
PRE LABS INC.	1688137	2024-11-20	NADEAU, ALAIN	Pre Labs. GTI SPVM. Soumission 1444. Pour l'achat de 45 pochettes pour	Police	Activités policières	3 590,57 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BOUTY INC	1687070	2024-11-13	NICHOLS, JEAN-MATHIEU	SSIM/ Achat de chaises de bureau pour la DSPI. Entente 1437088.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 576,71 $	1437088
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	117707	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522197	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 573,70 $	-
PONT ROULANT PROTECH INC.	DEP45493	2024-11-27	MITSAK, MOHAMMED	BS - UPI / Inspection des équipements de levage et accessoires. Christopher	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 559,08 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15579	2024-11-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521955	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 554,89 $	-
TROIS DIAMANTS AUTOS (1987) LTEE	DIC1122747	2024-11-25	THIBAULT, MAXIME	REAPPRO DE TAPIS DE CHARGER	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 552,65 $	-
KOMUTEL INC	1688473	2024-11-29	TANGUAY, JOHANNE	Réparation d'un serveur HD Komutel	Police	Activités policières	3 551,93 $	-
BAKER HUGHES ENERGY SERVICES	DEU60451	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 550,68 $	-
STOKER POMPE INC	1686892	2024-11-13	COTE, JEAN-FRANCOIS	Pompe WA1-10 HYDROMATIC HP-1/3,V-115,10'CABLE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 543,33 $	-
WM QUEBEC INC.	DEP41111	2024-11-15	LEFEBVRE, PHILIPPE	BCO2023 - UPC - Service de collecte des déchets (benne de 2 verges)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 542,45 $	-
PLENTY O PATCHES	1686203	2024-11-08	NADEAU, ALAIN	Achat de dégraissant pour armes	Police	Activités policières	3 538,08 $	-
ALFAGOMMA CANADA INC.	DEP48029	2024-11-06	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Raccord rapide grandeurs varieés	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 529,43 $	-
RESEAU INTERSECTION	int0070	2024-11-11	KOCEIR, RADHIA	Séminaire Intersection/MSP 24 - DAD PF-241023-01 (11 personnes)	Police	Activités policières	3 522,33 $	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015954	2024-11-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522144	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 520,00 $	-
BOULONS PLUS	DEP46575	2024-11-26	BAOUANE, FATIMA	UAT / Achat de boulons et écrous pour l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 517,12 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LA CENTRALE A IMAGES INC.	1681861	2024-11-25	LESSARD, DANNY	SSIM//Service de production imagerie et vidéos pour capsules de	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	3 502,70 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1137086	2024-11-08	LUSSIER, STEPHANIE	0031090000 POMPE JABSCO POUR MOUSSE MODEL 23920-9223	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 498,19 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035381	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035381	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 497,40 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1137053	2024-11-07	NEGRONI, ANTOINE	BIELLE D'ACCOUPLEMENT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 477,99 $	-
PILOT P.B. INC.	DEU60506	2024-11-23	LAHAIE, DANIEL	DEEU / OUTILLAGE POUR ATELIER D'USINAGE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 450,78 $	-
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1685906	2024-11-07	LANDRY, ROBERT	Achat d'items pour installation de réseau	Police	Activités policières	3 446,74 $	-
ROYAL PHOTO INC	1688216	2024-11-20	SAUVE, FRANCOIS	Achat d'équipements informatiques pour notre vidéaste.Devis SQ07121	Police	Activités policières	3 427,87 $	-
NORBEC COMMUNICATION	1685924	2024-11-07	LANDRY, ROBERT	Achat de stand à speaker	Police	Activités policières	3 417,35 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15059	2024-11-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:520806	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 400,55 $	-
P.E.S. CANADA INC.	SPV1136468	2024-11-04	CABALLERO, PATRICIO	APPUIE-BRAS POUR VÉHICULE SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 391,10 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1138213	2024-11-20	CHIHAB, TARIK	REMPLACEMENT FLEXIBLE ECHAPPEMENT ENTREE DPF	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 347,60 $	-
TECHNO FEU INC	MAD1137261	2024-11-11	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	347-13233 hose de tete de def 2 pour stock	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 344,51 $	-
JAS FILTRATION INC.	DEU60579	2024-11-18	FORTIN, LUC	DEEU / SL-200045-5-SYSTÈME DE VENTILATION À	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 335,02 $	-
P.E.S. CANADA INC.	SPV1137735	2024-11-14	CABALLERO, PATRICIO	SIRÈNE POUR VÉHICULES SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 327,79 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035382	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035382	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 307,11 $	-
DRAINAVAC INC.	DEP46705	2024-11-01	GODIN, DANIEL	BCO2024 - ERP - Service technique pour le nettoyage des chambres de vannes	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 307,11 $	-
EVOQUA WATER TECHNOLOGIES LLC	DEU60462	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de diffuseur d'air	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 303,48 $	-
JUKADO INC.	1688344	2024-11-21	BEAUCHESNE, JULIE	GTI: Équipements pour la salle Tatami	Police	Activités policières	3 298,51 $	-
10642541 CANADA INC.	1687879	2024-11-19	BEAUCHESNE, JULIE	Formation pour le programme de mentorat pour EDI.	Police	Activités policières	3 286,11 $	-
FACTA GLOBAL INC.	1687069	2024-11-13	BEAUCHESNE, JULIE	GTI: Équipements pour divers plateaux au Centre E-C	Police	Activités policières	3 272,76 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60736	2024-11-28	FLEURY, CAROLE	DEEU / Acquisition électrode pH entennoir	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 261,99 $	-
MARMEN INC.	DEU60594	2024-11-18	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 244,11 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEU60546	2024-11-13	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition divers pièces atelier plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 230,57 $	1657298
WOLSELEY CANADA INC.	DEP48183	2024-11-21	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / Achat pièces système chloration (Ateliers)	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 226,42 $	-
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU60550	2024-11-13	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition cellule détection	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 215,77 $	-
D. MARKS UNIFORMS LTD.	1634775	2024-11-05	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	DST - BCO 2024 Pantalons / tuniques pour la Garde d'honneur - Service	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 212,09 $	-
TENAQUIP LIMITED	1685953	2024-11-07	RILLART, STEVE	SSIM/ Achat de matériels Tenaquip pour intervenants GIMD.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 183,57 $	-
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC -	1683847	2024-11-01	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	SSIM- DST- hydraulique DM 24-0907 et 24-0908/ Achat de bille torlon et nylon.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 160,12 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GROUPE THOMAS MARINE INC.	135496	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522623	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 152,18 $	-
DESJARDINS ASSURANCES VIE SANTE RETRAITE	de241112dasresshum	2024-11-13	CHAN FAH, YANICK	Contrat Q1637 - CDFS - Ville de Montréal - Période: 2024-10-01 au 2024-10-31	Police	Activités policières	3 150,68 $	-
TRAITEUR L.T.	1687326	2024-11-14	MALO, SYLVAIN	Paiement de la facture de journée de formation poste pour le PDQ38	Police	Activités policières	3 150,28 $	-
QUINCAILLERIE PONT MERCIER LTEE	1685089	2024-11-04	DUPONT, MELANIE	Achat d'équipement pour la Section Surveillance - Soumission 97044 du 28 oct	Police	Activités policières	3 150,10 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1138680	2024-11-22	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	394-18491 PO A LA DEMANDE DE MARTIN DESGAGNÉ POUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 149,64 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1138864	2024-11-25	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	347-13383 PO A LA DEMANDE DE MARTIN DESGAGNÉ POUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 149,62 $	-
9507-3425 QUEBEC INC.	1686518	2024-11-11	RIVARD, SIMON	Forfait pré-payé pension rive-nord - Unité canine	Police	Activités policières	3 149,62 $	-
ISOLATION ALGON (2000) INC	DEU60658	2024-11-21	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique analyse isolant	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 149,62 $	-
ENTRETIEN DE PONT-ROULANT PRO-ACTION INC.	DEU58579	2024-11-12	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Entretien / ST d'inspection de ponts-roulants	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 149,62 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	DIC1123813	2024-11-25	CONSTANTINO, DANIEL	PNEUS MPK ÉTÉ 2024	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 148,11 $	1598635
LE GROUPE GESFOR, POIRIER, PINCHIN	DEP46673	2024-11-27	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	UAT / Service d'évaluation des particules fongiques totales aéroportées pour	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 147,52 $	-
RADWELL INTERNATIONAL-CANADA	DEU60596	2024-11-19	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition contacteurs auxiliaires atelier électricité	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 134,60 $	-
HEBDRAULIQUE INC.	ROS1130430	2024-11-11	NEGRONI, ANTOINE	FOURNIR PO A HEBDRAULIQUE SELON SOUMISSION S99-136556	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 131,28 $	-
PLOMBERIE ET CHAUFFAGE ALAIN DAIGLE	1685280	2024-11-05	DARCY, PENELOPE	GAG - Acquisition et l'installation de deux robinets. Reconstruction de	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	3 129,86 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1136763	2024-11-05	NEGRONI, ANTOINE	F0205402 RESERVER DES FONDS DE $ POUR RESSORT IDEAL POUR	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	3 117,79 $	-
CODESPEC INC	DEP48087	2024-11-13	LEFEBVRE, PHILIPPE	UPC / Correctifs suite à l'inspection annuelle des DAR 2024	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 114,35 $	1615878
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc72724	2024-11-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521928	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 109,14 $	-
PRODUCTION J.G. INC.	1688612	2024-11-22	GOBEILLE, PHILIPPE	SGPMRS Frais d impression.	Grands parcs, mont Royal et sports	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 107,87 $	-
BG DISTRIBUTION	DEU60452	2024-11-01	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition cadenas	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 097,13 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035409	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035409	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 078,76 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035408	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035408	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 078,76 $	-
SECURITE LANDRY INC	1647822	2024-11-14	BILODEAU, MATHIEU	SSIM / SSIM-DST - DM24-0068 - Achat de STEIN-Petit Sac a corde VALUT 4	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 076,13 $	-
SOLUSCAN 3D INC.	1682021	2024-11-08	ST-GERMAIN, ISABELLE	SEPLV - Offre de service #1255 : Relevé 3D et modélisation 3D des salles	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	3 070,00 $	-
SOLUTIONS GTR INC.	DEP47598	2024-11-08	MITSAK, MOHAMMED	BS_UPI_2024_Oxynet combo 20 L. Alexandra Hlass	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 065,80 $	-
AIR LIQUIDE CANADA INC	DEU57755	2024-11-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BC OUVERT 2024 - TRAITEMENT DES BOUES - LOCATION DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 037,95 $	-
P.T.S. ELECTRIQUE LTEE	DEP48217	2024-11-25	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS /UPC_2024_Détecteur de tension /APPAREIL POUR VERIFICATION DE	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 033,31 $	-
GOODYEAR CANADA INC.	SPV1137758	2024-11-14	CABALLERO, PATRICIO	PNEUS D'HIVER VÉHICULES SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	3 023,80 $	1598678
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEU60528	2024-11-12	LAHAIE, DANIEL	DEEU / commande cpvc UTO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 022,63 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
DEPENSES OPERATIONNELLES - SPVM	cr240927b	2024-11-27	PREVOST, SYLVIE	Enquêtes spéciales	Police	Activités policières	3 000,00 $	-
LES SERVICES D.L.	DEU60297	2024-11-21	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service professionnel d'attestation périodique RBQ pour	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 992,14 $	-
WM QUEBEC INC.	1688438	2024-11-21	RILLART, STEVE	SSIM/ Paiement de facture pour les frais d'utilisation de conteneur.	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 983,61 $	-
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU60457	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 980,07 $	-
PROTECTION INCENDIE MCI	DEP46096	2024-11-27	VINCENT, SIMON	UAT / Service de test, maintenance, recharge extincteurs pour l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 977,97 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1137879	2024-11-16	BLOUIN, BERTRAND	5496045RX VGT POUR MOTEUR 74838774	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 974,30 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP48098	2024-11-20	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Reactif de chlore et colorimetre de poche	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 973,13 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	118155	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522749	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 969,91 $	-
GROUPE D'AMOURS INC.	1687948	2024-11-19	GAUTHIER, MYRIAM	ESDS - serviettes en sublimation - réf facture 22581	Police	Activités policières	2 967,31 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP48148	2024-11-18	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÈS / Pièces Analyseur de chlore SWAN	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 962,26 $	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP48038	2024-11-07	DALLAIRE, DOMINIC	BS - ULA / Inspection des équipements de sécurité. Pascal Normandeau	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 960,90 $	-
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP48226	2024-11-26	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS / UDO/Acquisition-Matériel-SST-Dalot-filtre-Section 1-&2. Cameson	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 948,81 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1530347	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522268	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 944,77 $	-
LA COOP STE-MARTHE	1635356	2024-11-19	DORION, MARC ANDRE	Ripe 2024 / Cavalerie SPVM	Police	Activités policières	2 934,40 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES PRODUCTIONS FLIP IMAGE INC.	1688614	2024-11-28	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV / Paiement de facture - Service professionnels - Travaux exécutés à l'Éco-	Environnement	Matériaux secs - traitement	2 932,56 $	-
DESJARDINS FORD LTEE	be72161	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522328	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 928,10 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc73520	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522572	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 926,51 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15017	2024-11-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521058	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 915,14 $	-
ADVANCED BATTERY SYSTEMS INC	1688077	2024-11-20	DUPONT, MELANIE	Achat de batterie pour la Section surveillance	Police	Activités policières	2 913,40 $	-
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15955	2024-11-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522689	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 911,05 $	-
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035370	2024-11-07	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - OCT 2024 - 0000035370	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 905,13 $	-
EQUIFAX CANADA CO.	1635392	2024-11-11	DEHAES, JEAN-PHILIPPE	Factures 2024 / Compte 001VC00849	Police	Activités policières	2 899,60 $	-
GUTHRIE WOODS PRODUCTS LIMITED	1686171	2024-11-08	RILLART, STEVE	SSIM/ Paiement de facture pour l'achat de jetons d'allégeances GSN-GIMD-	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 867,52 $	-
THEMIS MULTIFACTUM INC.	33013	2024-11-21	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - THEMIS MULTIFACTUM INC. - Ville de Montréal contre Kristina	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 853,93 $	-
METROHM CANADA, INC.	DEU60681	2024-11-25	NEBACH, ABDELLAH	DEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 850,72 $	-
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	DEU60682	2024-11-25	ARNOULD, GUY	DEEU / Renouvellement de l'abonnement annuel Vault du 9 décembre 2024 au 8	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 844,11 $	-
AV-TECH INC.	DEP46144	2024-11-27	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	UAT / Service d'entretien guérites et tourniquets de 3 usines de la DEP	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 834,66 $	-
CHROMATOGRAPHIC SPECIALTIES INC	1685389	2024-11-05	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat de divers produits chimiques pour le labo Crémazie pour	Environnement	Traitement des eaux usées	2 834,14 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RICHARD MARCHAND	1642755	2024-11-14	GUILBAULT, MARTIN	SSIM / BCO 2024 - Service professionnel - Conception pédagogique pour le centre	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 805,00 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1530710	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522411	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 804,80 $	-
MINISTERE DES TRANSPORTS CENTRE DE	1688601	2024-11-22	LAFONTAINE, ERIC	Facture réparation ACCEF F-158902	Police	Activités policières	2 802,85 $	-
A.J. THEORET ENTREPRENEUR ELECTRICIEN	DEP48088	2024-11-13	MITSAK, MOHAMMED	BS_UPI_2024_CHANGÉ DES FIXTURES DANS LE LABORATOIRE MATÉRIEL	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 789,43 $	-
DNV GL USA, INC.	1686036	2024-11-07	LESSARD, DANNY	SSIM/ Paiement de facture pour: Cours virtuel : SA-01 Phast training participante:	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	2 786,40 $	-
SANI-DEPOT	1685510	2024-11-06	GOYETTE, STEPHANE	SSIM-DST PR DM 24-0817 Achat de lingettes humides désinfectantes -	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 785,74 $	-
METRO NORAMCO	DEU60513	2024-11-11	MAHER, NATHALIE	DEEU / CB-198054-68-ACHAT DE CABLES POUR TRANSMETTEUR DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 776,92 $	-
M.D. CHARLTON CO.LTD.	1689083	2024-11-26	TABOR, ISABELLE	M.D. Charlton. GTI SPVM. Soumission 4062843. Achat de munitions	Police	Activités policières	2 759,35 $	-
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU60458	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 742,57 $	-
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU60650	2024-11-21	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 734,92 $	-
METAL M-PACT INC.	DEU60496	2024-11-07	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition métal atelier mécanique - usinage	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 712,88 $	-
CWB GROUP - INDUSTRY SERVICES	DEP48113	2024-11-14	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Paiement de facture / Renouvellement cwb pour soudeur ville mtl	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 703,43 $	-
CANADIAN LIFE SCIENCE	1686192	2024-11-08	LEE, MEI SHEUNG	SENV / Achat des consommables (flacons, bouchons pour flacons et	Environnement	Traitement des eaux usées	2 701,33 $	-
GARAGE DEGUIRE INC	30026	2024-11-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522380	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 689,57 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BOUTY INC	1687453	2024-11-15	LECOURS, SYLVAIN	SIM / SIM-Formation. Achat de 16 Fauteuils Toleo visiteur plastique 4P. sans	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 680,96 $	1438620
COPIBEC	1688651	2024-11-22	SAUVE, FRANCOIS	Licence des droits d'auteurs du mois de décembre 2024 à novembre 2025	Police	Activités policières	2 677,18 $	-
NORBEC COMMUNICATION	1685268	2024-11-05	LANDRY, ROBERT	Achat de meuble pour PTM	Police	Activités policières	2 677,18 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1137904	2024-11-18	DESJARDINS, LOUISE	RESERVER FOND CHEZ RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 673,44 $	-
KIA DE BROSSARD	1559477	2024-11-21	ST-PIERRE, DAVE	SMRA / Acquisition d□un VUS hybride rechargeable	Materiel roulant et ateliers	Administration, finances et approvisionneme	2 670,33 $	-
VWR INTERNATIONAL CO.	1685262	2024-11-05	BEAUPARLANT, MARTIN	SENV / Achat de matériel de laboratoire et de produits chimiques pour les analyses	Environnement	Traitement des eaux usées	2 666,68 $	1630195
AL CARRIERE EXTINCTEUR (1991) LTEE	1685079	2024-11-04	TRUDEL, SIMON	SGPI, Travaux Correctif Système d'Incendie de la Biosphère.	Gestion et planification des immeubles	Musées et centres d'exposition	2 665,00 $	-
METAUX PROFUSION INC.	DEU60637	2024-11-21	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 664,58 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1137675	2024-11-14	RAHMAT, JABRANE	pièce moteur camion #383-15092	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 660,32 $	-
SPROUT SOCIAL INC	1687764	2024-11-19	LEONG, CINDY	SEPLV // Contrat pour l'utilisation de la plateforme de gestion des réseaux pour	Espace pour la vie	Musées et centres d'exposition	2 657,38 $	-
COMPUGEN INC.	1688991	2024-11-26	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ// Achat d'ordinateur et d'accessoires entente : 1654697	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 649,14 $	1654697
GESTION PFB	1667034	2024-11-19	TABOR, ISABELLE	Gestion PFB. Cavalerie SPVM. Soumission SO-01580 et SO1699.	Police	Activités policières	2 640,17 $	-
E.M.S. SEIMEC INC.	DEP48058	2024-11-10	NEBACH, ABDELLAH	DEP / RÉS / Vérification de la faisabilité de modifier de 100 hp a 150 hp	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 624,69 $	-
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY	1688818	2024-11-25	BASSIGNOT, LAURE	SENV / Achat de matériel de laboratoire et de produits chimiques - Pour labo	Environnement	Réseaux d'égout	2 619,46 $	1672600

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TECHNO FEU INC	ROS1137854	2024-11-15	BLOUIN, BERTRAND	281847 PLATEAU DEGOUTEMENT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 616,89 $	-
REMATECH DIVISION BREMO	DEU60366	2024-11-19	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique d'inspection de la membrane élastomère du	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 616,23 $	-
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	DEU60493	2024-11-08	MAHER, NATHALIE	DEEU / JS-198607-21-ACHAT DE COMPOSANTES POUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 604,99 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1137381	2024-11-12	LUSSIER, STEPHANIE	576528 ECU MODULE VDC (309461KM / 6146 HRE)	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 603,91 $	-
GARAGE DEGUIRE INC	29637	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522152	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 600,49 $	-
LOUIS FILLION ELECTRONIQUE INC	1685368	2024-11-05	COALLIER, RHEAUME	Achat d'écouteurs pour la Section technologie en enquête	Police	Activités policières	2 597,18 $	-
TECHNO FEU INC	ROS1138264	2024-11-21	LUSSIER, STEPHANIE	281847 (720821) BOITIER DE CHAUFFRETTE AVEC DRAIN	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 595,89 $	-
DISTRIBUTION CRANE SUPPLY DIVISION DE	DEU60537	2024-11-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition clapet non-	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 594,82 $	-
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	DEU60448	2024-11-01	FILION, SERGE	DPM / JL-195981-3-ACHAT DE LICENCES SOLIDCAD	Service de l'eau	Réseaux d'égout	2 581,60 $	-
VEOLIA ES CANADA SERVICES	DEP45574	2024-11-27	BAOUANE, FATIMA	UAT / Service de pompage, transport et temps pour disposition résidus et	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 581,53 $	-
VERTIMA INC.	1623633	2024-11-04	COURVILLE, JANOS	Gré-à-Gré - Services d'accompagnateur LEED. Projet d'aménagement en	Gestion et planification des immeubles	Administration, finances et approvisionneme	2 573,76 $	-
UNIVAR CANADA LTD.	DEP47303	2024-11-04	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UDB / Huile pour remplacement serpentin de refroidissement moteur HP8	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 573,54 $	-
ULINE CANADA CORP	1686234	2024-11-08	CLOUTIER, MARIE-JOSEE	Achat de panneau de séparation de table	Police	Activités policières	2 572,36 $	-
LACBUS DE L'AUTOMOBILE INC.	020847	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522450	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 555,22 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION
FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
REMATECH DIVISION BREMO	DEU57128	2024-11-21	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Entretien, Boues / Service technique d'entretien du convoyeur de	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 550,04 $	-
MATHESON VALVES & FITTING LTD	DEU60714	2024-11-28	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition de bobine	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 549,52 $	-
ESRI CANADA LIMITED	1687743	2024-11-18	BOUKHEZAR, ABDELMALEK	STI // 74551.02 Système d information	Technologies de l'information	Administration, finances et approvisionneme	2 548,00 $	-
MOTION CANADA	DEU60693	2024-11-25	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition diviseur débit	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 538,09 $	-
M2D LEADERSHIP	DEU58334	2024-11-22	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / MESURE ET ÉVALUATION DE 3 CANDIDATS (Jonathan	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 519,70 $	-
ESRI CANADA LIMITED	1688971	2024-11-26	VAYSSIERES, FLORIANE	Ajout de 10 blocs de crédits d'hébergement pour la plateforme ArcGIS Online	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 519,70 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1137635	2024-11-13	NEGRONI, ANTOINE	VOLANT DE DIRECTION / CAPTEUR ANGLE AIRBAG	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 515,16 $	-
PLASTIPRO CANADA LTEE	1688794	2024-11-25	PICARD, CATHERINE	REAP INVENTAIRE SPVM - BALISE CONIQUE SOUS ENTENTE PERMANENTE	Bilan	Travaux publics, aménagement extérieur	2 514,45 $	1601317
9492-9734 QUEBEC INC	177332	2024-11-23	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522789	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 513,74 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	118157	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522745	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 513,14 $	-
THOMSON REUTERS	1687791	2024-11-19	KOCEIR, RADHIA	18 codes criminels 2025 (facture 6163511475)	Police	Activités policières	2 511,00 $	-
MABAREX INC	DEP48172	2024-11-21	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Capteur de protection de mise à terre	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 506,94 $	-
FUJITSU CONSEIL (CANADA) INC.	1689485	2024-11-28	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ// Service professionnel FUJITSU d'analyse et le formatage des adresses	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 493,45 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc73401	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522457	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 477,73 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
ROY BELANGER AVOCATS S.E.N.C.R.L.	0000035715	2024-11-26	GHENCIAN, NARCIS GIANNY	Affaires juridiques - ROY BÉLANGER - LOT B - NOV 2024 - 0000035715	Affaires juridiques	Affaires civiles	2 477,70 $	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP47980	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEP / UAT / Multimètre, process mètre, crimpeur pour électriciens	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 464,68 $	-
CHEM ACTION INC.	DEP48256	2024-11-28	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Vanne de contre-pression Chemline	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 455,66 $	-
TELECON INC	1686264	2024-11-13	LECAVALIER, MARC	SGPI - AOP 23-19959. Services de câblage et décâblage en	Gestion et planification des immeubles	Autres - Administration générale	2 450,25 $	1613723
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc72857	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522543	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 437,38 $	-
PRODUCTION ELECTRONIQUE INC.	SPV1138157	2024-11-19	CABALLERO, PATRICIO	ANTENNES ET PIÈCES D'INSTALLATION ANTENNE SUR	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 432,56 $	-
CARROSSERIE IBERVILLE INC.	015947	2024-11-06	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522143	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 425,97 $	-
9337-5384 QUEBEC INC.	DEU60508	2024-11-08	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique soudure PVC réservoir	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 425,21 $	-
VIABILITE INC.	DEP48126	2024-11-15	DALLAIRE, DOMINIC	DEP / UDB / Paiement de facture / Inspection des pièces d'une pompe - Visite	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 425,21 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP48055	2024-11-10	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UAT / REAPP / Tete racleur, dessicant, kopkit, iodure	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 408,28 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1531221	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522412	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 407,65 $	-
DOMINION & GRIMM INC.	1688761	2024-11-25	BELZIL, STEVE	Paiement facture 1409962 pour les Crimes économiques	Police	Activités policières	2 403,29 $	-
MATHEW GRAVEL D.PS.	20241029mg	2024-11-08	BALAN, CRISTINA-IONELA	AffairesCiviles - Mathew Gravel - : Panagiotis Marinis contre Ville de Montréal	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 400,00 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1138907	2024-11-26	RAHMAT, JABRANE	VGT TURBO #347-21203	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 398,08 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
GARAGE DEGUIRE INC	29879	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522171	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 397,65 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP48011	2024-11-05	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPI / Sonde d'azote ammoniacal (Stéphane Dumas).	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 396,87 $	-
CENTRE DE L'AUTO RENE DOYON	60627a	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522357	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 391,56 $	-
MAXI-METAL INC.	MAD1138640	2024-11-22	DIAS MOREIRA, PEDRO MIGUEL	347-13383 FRABRICATION DE STRUCTURE DE CAMION SELON	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 388,47 $	-
HYPERTEC SYSTEMES INC	1687061	2024-11-13	RASSY, SABRINA	STI // 72050.02 - 911 PG | Aménagements Déménagements -	Technologies de l'information	Communications d'urgence 911	2 388,47 $	-
MAWASHI SCIENCE & TECHNOLOGIE	1667462	2024-11-12	KOCEIR, RADHIA	soumission SPVM 24036-rev1/ habit T-Red bleu -sac de transport et casque de	Police	Activités policières	2 379,89 $	-
VISION SOLUTIONS DE PROCEDES INC.	DEU60638	2024-11-21	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 369,14 $	-
P.E.S. CANADA INC.	SPV1138160	2024-11-19	CABALLERO, PATRICIO	LUMIÈRE BIDIRECTIONNELLE POUR VÉHICULE SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 362,22 $	-
TUBOQUIP	DEU53583	2024-11-21	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS DEEU INTERCEPTEURS - BC OUVERT 2023 - PIECES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 349,05 $	-
GROUPE CONSEIL EN APPAREILS SOUS	DEP44063	2024-11-27	MARTINEZ, DANIEL	BS - UAT / Service d'inspection périodique de réservoir pour l'Usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 335,98 $	-
PUBLICITE J.L.	1687141	2024-11-14	LECOURS, SYLVAIN	Challenge coin Soumission J3024498	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 330,72 $	-
HEBDRAULIQUE INC.	ROS1138058	2024-11-19	LUSSIER, STEPHANIE	PAYER FACTURE HEBDRAULIQUE : C99-458538	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 322,13 $	-
HAZMASTERS INC.	DEU60715	2024-11-28	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition trousse ÉPI Entretien	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 312,61 $	-
RADIATEUR PLUS	66383	2024-11-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522078	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 312,45 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
BUREAU PLAN INC.	1687802	2024-11-19	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ// Achat de Table de réunion avec base T avec niveleurs.	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 309,72 $	-
ADF DIESEL RIVE-SUD INC.	DEU60616	2024-11-20	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service technique reconditionnement pompe intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 309,72 $	-
COMITARE CONSEIL INC.	DEP45319	2024-11-28	VINCENT, SIMON	UAT / Formation et coaching PDCA pour RDO à l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 309,72 $	-
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	SPV1138004	2024-11-18	CABALLERO, PATRICIO	TAPIS & ACCESSOIRES POUR FORD EXPLORER SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 303,64 $	1401636
DAS TRUCK INC.	1687361	2024-11-14	GUILBAULT, MARTIN	SSIM/ Paiement de facture pour le service de traiteur: Food truck pour la soirée	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 292,40 $	-
COMPUGEN INC.	1686236	2024-11-08	CLOUTIER, MARIE-JOSEE	Achat de 11 stations d'accueils	Police	Activités policières	2 286,63 $	-
AMBULANCE ST-JEAN	1689334	2024-11-27	ARBIC, DENISE	SENV / Paiement de facture - Formation CNESST-WCB donnée à des employés de	Environnement	Hyg. du milieu - Soutien tech. et fonct. - À répartir	2 284,53 $	-
SPI SANTE SECURITE INC.	DEU60754	2024-11-29	LAHAIE, DANIEL	CL - DETECTEUR ALTAIR 4X POUR O.TIBERI	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 276,09 $	-
SANTINEL INC.	1685457	2024-11-05	TABOR, ISABELLE	Trousse intermédiaire petite et affiches	Police	Activités policières	2 272,82 $	-
9217-2089 QUEBEC INC.	040518	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522174	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 269,81 $	-
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP47981	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEP / MAG UDB / REAPP / Kit d'étalonage, pont saline, réactif pour colorimètre	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 263,23 $	-
TELUS COMMUNICATIONS INC.	35621166067	2024-11-04	PROKO, ENTELA	Forfaits cellulaires pour les modems LTE SIM_compte 35621166	Technologies de l'information	Gestion de l'information	2 261,96 $	-
PNEUS ET MECANIQUE ST-LAURENT	154802	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522226	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 256,33 $	-
LES PRODUITS ENERGETIQUES GAL INC.	DEP38053	2024-11-14	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	BS - UAT - LOCATION 6 MOIS AIR CLIMATISÉ INDUSTRIEL - 3	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 254,62 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
TEKRAN INSTRUMENT CORPORATION	DEU60712	2024-11-27	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition équipement	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 249,89 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	117888	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522340	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 244,06 $	-
SKALAR INC	1685402	2024-11-05	LEE, MEI SHEUNG	SENV / Achat des pièces de remplacement et consommables pour	Environnement	Traitement des eaux usées	2 243,64 $	-
GUILLEVIN INTERNATIONAL CIE	DEP45810	2024-11-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	MAG UAT REAPP / Achat de lubrifiant, attache pour le magasin de l'Usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 241,09 $	-
MCMASTER-CARR SUPPLY CO.	DEU60530	2024-11-12	LAHAIE, DANIEL	DEEU /PIECES ENTRETIEN	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 234,57 $	-
ENVELOPPE LAURENTIDE INC	1686732	2024-11-12	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE- Divers enveloppes	Bilan	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 233,94 $	-
16138543 CANADA INC.	1688882	2024-11-26	LUSSIER, MARIE-JOSEE	Achat d'équipement pour le GTI	Police	Activités policières	2 226,89 $	-
SOUDURE F.L.F. INC.	1688412	2024-11-21	BORNAIS, LUC	SENV, déplacement au KM, unité mobile temps simple a l'heure	Environnement	Protection de l'environnement	2 209,99 $	-
FREEDOM MOBILE INC.	138312	2024-11-25	LAJEUNESSE, ISABELLE	Utilité publique - Électricité, téléphonie, Gaz Métro...	Police	Activités policières	2 204,74 $	-
DELTA SCIENTIFIC LABORATORY	DEU60459	2024-11-01	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition produit chimique	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 200,54 $	-
DISTRIBUTION CONCEPT PLUS	1685388	2024-11-05	BEAUCHESNE, JULIE	Ceinturons pour SST - Maxime Brodeur.	Police	Activités policières	2 196,20 $	-
ALBECO INC.	DEU60711	2024-11-27	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / Réapprovisionnement / Acquisition roulements	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 194,66 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1136549	2024-11-04	LUSSIER, STEPHANIE	FLYWHEEL HOUSING ET GASKET	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 189,18 $	-
LES SYSTEMES CYBERKAR	9745	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522371	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 189,16 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
RESTAURANT ZINZIN INC.	1685385	2024-11-05	VILLENEUVE, SERGE	SSIM // Paiement de facture pour le service de traiteur-Cérémonie de remise de la	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 181,12 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	118161	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522741	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 170,67 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1530731	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522593	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 167,30 $	-
BINATEK INC	1685606	2024-11-06	ABEL, STEEVE	Achat de deux imprimantes LEXMARK pour les dactyloscopistes à	Police	Activités policières	2 166,94 $	-
CENTRE DE PNEUS EXCELLENCE	013839	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522417	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 165,38 $	-
NETZSCH CANADA INC	DEU60531	2024-11-12	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 161,69 $	-
COMPUGEN INC.	DEU60487	2024-11-13	MAHER, NATHALIE	DEEU / CB-198607-19-ACHAT MS SQL 2022 POUR LE CONTRÔLE DES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 160,94 $	-
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEU60521	2024-11-11	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 152,26 $	-
LES INSTRUMENTS I.T.M. INC./I.T.M.	DEP47346	2024-11-04	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / Calibration/inspection HI-POT PHENIX	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 152,25 $	-
POMPACTION INC.	DEP48160	2024-11-20	NEBACH, ABDELLAH	BS - UPC-Acquisition-Pieces pour Hypo. Rémi Vachon	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 151,48 $	-
ALBECO INC.	DEU60654	2024-11-21	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 136,45 $	-
MERSON AUTOMOTIVE INC.	147196	2024-11-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521890	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 134,32 $	-
HONEYWELL LTEE	DEP46502	2024-11-14	GODIN, DANIEL	BCO2024-2026 - ERP - Entretien ventilation/chauffage	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 131,91 $	-
BRIDGESTONE CANADA INC.	SPV1138352	2024-11-20	CABALLERO, PATRICIO	PNEUS HIVER POUR VÉHICULE SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 122,98 $	1598635

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
MIDAS L'EXPERT ENTRETIEN	116470	2024-11-02	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521961	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 121,20 $	-
NORBEC COMMUNICATION	1689788	2024-11-29	LANDRY, ROBERT	Achat de Matrox pour le CCTI secondaire au QG	Police	Activités policières	2 115,50 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc73873	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522709	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 111,98 $	-
LES CONSULTANTS VERRET INC.	1688919	2024-11-26	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ// paiement de facture-service de formation de clientèle difficile du 6	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 099,75 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	MAD1136931	2024-11-07	OUIMET, GUY	RESERVER FONDS VÉHICULE 241	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 099,75 $	-
BELL MOBILITE INC	1685564	2024-11-06	CLOUTIER, MARIE-JOSEE	Frais récurrent mensuel Bell mobilité	Police	Activités policières	2 099,75 $	-
CENTRE BEAUMONT PNEUS ET	094642	2024-11-16	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522398	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 097,46 $	-
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	DEU60597	2024-11-19	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition moteur électrique atelier intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 072,45 $	-
GOSSELIN PHOTO VIDEO INC	1685180	2024-11-04	RENAUD, FRANCIS ERIC	Achat d'équipement pour le module Moralité	Police	Activités policières	2 065,27 $	-
CLOTURES SPEC II INC.	1686157	2024-11-08	SAINT-MLEUX, FREDERIC	SENV/GMR , Service clé en main d'ajustement de barrière (panneau de droite	Environnement	Matériaux secs - traitement	2 063,00 $	-
FISHER SCIENTIFIQUE	DEU60735	2024-11-28	FLEURY, CAROLE	DEEU / Acquisition armoire produit dangereux Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 062,61 $	-
C.I.L. ORION	1687940	2024-11-19	CHARTIER, SEBASTIEN	Achat d'équipement pour le GTI	Police	Activités policières	2 054,64 $	-
STANEX INC.	DEP47198	2024-11-11	MITSAK, MOHAMMED	BS - UPI / INSPECTION ANNUELLE SYSTEME ALARME INCENDIE - 2024.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 050,41 $	-
ACKLANDS - GRAINGER INC.	DEP48184	2024-11-21	TISSEUR, YANNICK	DEP / RÉS / 8 UNITÉ VESTE POLAIRE IGN,CSA Z462,RÉFL.RÉSISTANCE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 049,19 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
PRESTON PHIPPS INC	DEU60757	2024-11-29	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition équipement plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 044,63 $	-
LONGUE POINTE CHRYSLER DODGE JEEP	bc73270	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522264	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 042,68 $	-
THIBAULT & ASSOCIES - L'ARSENAL	ROS1137158	2024-11-08	NEGRONI, ANTOINE	FUSE BOX	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 040,55 $	-
TENAQUIP LIMITED	DEU60529	2024-11-14	BERNARD, DOMINIQUE	DEEU / CASES POUR LE DEPARTEMENT DE FORMATION AU	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 039,38 $	-
GESTION PFB	1686085	2024-11-07	DARCY, PENELOPE	SGPI - Fourniture et l'installation de deux (2) seuils en pente, à la jonction	Gestion et planification des immeubles	Gestion des installations - Séc. incendie	2 035,61 $	-
AEVITAS INC.	DEP45541	2024-11-25	BAOUANE, FATIMA	BS - ULA / Élimination déchet chimique (aluminate). Raffaele Di	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 034,66 $	-
COMMUNICATION MARKETING TANGO INC.	1687117	2024-11-14	GUILBAULT, MARTIN	SSIM/ Achat de tasse et bouteille avec logo CF.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 034,65 $	-
SERVICE NATIONAL DES SAUVETEURS	1685628	2024-11-06	VILLENEUVE, SERGE	SSIM/ Paiement de facture pour les Brevets Interventions Nautique: BR-	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 033,00 $	-
TOROMONT CAT (QUEBEC)	DEP48215	2024-11-25	LEFEBVRE, PHILIPPE	BS - UDO-Location et installation d'une Génératrice, Cameson	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 032,56 $	-
RESSORT IDEAL LTEE	ROS1137785	2024-11-14	DESJARDINS, LOUISE	RESERVER FOND CHEZ RESSORT IDEAL POUR REPARATION DE	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	2 029,94 $	-
LE GARAGE SYLVAIN JOUBERT	118121	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522755	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 029,82 $	-
WAJAX LTEE	DEU60474	2024-11-05	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 018,03 $	-
GROUPE PRO-VERT	1665651	2024-11-15	EKILA, YVES	SENV/GMR, Gré à gré - Gestion des opérations de l'écocentre LaSalle pour la	Environnement	Matériaux secs - traitement	2 017,33 $	-
PRUD'HOMME TECHNOLOGIES INC.	DEP48155	2024-11-19	DALLAIRE, DOMINIC	Généré par le réapprovisionnement 2024-11-18 11:50 AM.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 015,97 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CHAMPLAIN CHRYSLER DODGE JEEP	ba15670	2024-11-13	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:521998	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 010,81 $	-
PNEUS RATTE INC.	br1531360	2024-11-20	Système PARCAUTOSPVM	Entretien et réparation SPVM NoFactMaximo:522499	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	2 010,69 $	-
VEOLIA WATER TECHNOLOGIES TREATMENT	DEU57894	2024-11-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / REMPLACE LE BON DE COMMANDE DEU57585 FAIRE VENIR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 005,29 $	-
OUTIL PAC INC	1686446	2024-11-11	BORNAIS, LUC	SENV/GMR, Ensemble marteau 1-3/4 sds max m18 fuel ,Kit hex impact 1/4 m18	Environnement	Protection de l'environnement	2 005,16 $	-
COMPUGEN INC.	1687486	2024-11-15	LEBRUN, ISABELLE	SUM / Achat de 5 licences MS-Project 2024 pour la DGPPE1.	Urbanisme et mobilité	Autres - Transport	1 964,85 $	-
COMPUGEN INC.	1687486	2024-11-15	LEBRUN, ISABELLE	SUM / Achat de 5 licences MS-Project 2024 pour la DGPPE1.	Urbanisme et mobilité	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	1 309,90 $	-
JOLICOEUR LTEE	1638280	2024-11-13	LAROCHE, LAURENT	SENV / BCO 2024 - Location de Sarraus pour le Laboratoire Crémazie //	Environnement	Traitement des eaux usées	1 224,86 $	1613426
LOGISTIK UNICORP INC.	1685337	2024-11-08	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - Réappro stock magasin SPVM- cadet	Bilan	Vêtement et équipement de travail	1 187,51 $	-
JOLICOEUR LTEE	1638280	2024-11-13	LAROCHE, LAURENT	SENV / BCO 2024 - Location de Sarraus pour le Laboratoire Crémazie //	Environnement	Inspection des aliments	1 166,67 $	1613426
WOLSELEY CANADA INC.	DEU60642	2024-11-22	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / Acquisition divers pièces atelier plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 119,48 $	1657298
WOLSELEY CANADA INC.	DEU60546	2024-11-14	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition divers pièces atelier plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	933,55 $	1657298
UBA INC.	DEP47989	2024-11-01	VINCENT, SIMON	DEP / UAT / Paiement de facture / Hypochlorite	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	892,39 $	-
LES SPECIALITES TURNBULL LIMITEE	DEU60466	2024-11-26	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / AS-198054-69-REMISE À NEUF DES DEUX MACHINES DE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	587,93 $	-
FORTIER AUTO (MONTREAL) LTEE.	SPV1138004	2024-11-19	CABALLERO, PATRICIO	TAPIS & ACCESSOIRES POUR FORD EXPLORER SPVM	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	558,23 $	1401636

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
LES SERVICES D.L.	DEU60297	2024-11-22	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Service professionnel d'attestation périodique RBQ pour	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	419,95 $	-
LOGISTIK UNICORP INC.	1685821	2024-11-14	NOEL, ANNE-MARIE	SPVM / REAPPRO / INVENTAIRE - Vêtements accessoires SPVM divers	Bilan	Vêtement et équipement de travail	347,36 $	-
EBI ENVIROTECH INC.	DEP48008	2024-11-04	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Appel de service pour le nettoyage d'une chambre d'aqueduc	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	309,71 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1137220	2024-11-15	CADOTTE, ERIC	6374773RX KIT VGT	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	288,72 $	-
DHP SHERBROOKE INC.	DEP48048	2024-11-18	GODIN, DANIEL	DRE / ERP / Pompe hydraulique pour les camions outils	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	186,94 $	-
ON POWER SYSTEMS INC.	DEU60485	2024-11-28	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	SB-198404-13-MAN DE DEUX ASSC DU BÂTIMENT DES ATELIERS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	180,70 $	-
GLOBOCAM (ANJOU) INC. - GLOBOCAM	ROS1137879	2024-11-22	BLOUIN, BERTRAND	5496045RX VGT POUR MOTEUR 74838774	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	157,48 $	-
CONCEPT CONTROLS INC.	1686486	2024-11-27	BEAUCHESNE, JULIE	calibration de 3 masques portacount 8048	Police	Activités policières	125,98 $	-
COMPUGEN INC.	1688991	2024-11-26	LEVEILLE, MARIE-LYNE	SAJ// Achat d'ordinateur et d'accessoires entente : 1654697	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	109,70 $	-
CDW CANADA INC.	DEU60411	2024-11-18	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / JS-150798-102-MATERIEL DIVERS POUR CABINETS RÉSEAUTIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	103,05 $	-
NETZSCH CANADA INC	DEU60531	2024-11-26	NEBACH, ABDELLAH	DEEU / REAPPRO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	78,74 $	-
D. MARKS UNIFORMS LTD.	1634775	2024-11-11	IBARRA IZQUIERDO, GABRIELA	DST - BCO 2024 Pantalons / tuniques pour la Garde d'honneur - Service	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	52,49 $	-
LES SOLUTIONS OFFICE EQUIPEMENT INC.	DEU60527	2024-11-26	FORTIN, LUC	deeu / Demande d'achat d'accessoires d'imprimante chantier - Xerox AltaLink	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	39,90 $	-
WOLSELEY CANADA INC.	DEU60546	2024-11-14	LAHAIE, DANIEL	DEEU / Acquisition divers pièces atelier plomberie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	36,75 $	-

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU

1er AU 30 NOVEMBRE 2024

NOM FOURNISSEUR	BON DE COMMANDE/ FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE/ ARRONDISSEMENT	ACTIVITÉ	MONTANT	ENTENTE
CDW CANADA INC.	DEU60411	2024-11-13	DUHAIME RIOPEL, BENOIT	DEEU / JS-150798-102-MATERIEL DIVERS POUR CABINETS RÉSEAUTIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11,43 $	-
KENWORTH MONTREAL	ROS1137675	2024-11-20	RAHMAT, JABRANE	pièce moteur camion #383-15092	Materiel roulant et ateliers	Gestion des équipements - Séc. incendie	8,62 $	-
CARDINAL HEALTH CANADA INC	1683149	2024-11-26	GOYETTE, STEPHANE	SSIM- DST- Fourniture médicale DM 24-0897 à 24-0899/ Achat de gants	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2,10 $	-
							96 539 757,88 $	

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 07.01

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1247404001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance du Bilan de l'usage de l'eau potable 2023 et approuver la transmission du formulaire de l'usage de l'eau potable au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

Il est recommandé :
1. de prendre connaissance du Bilan de l'usage de l'eau potable 2023 constituant une exigence de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable;
2. d'approuver la transmission du formulaire de l'usage de l'eau par le Service de l'eau au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH);
3. d'assurer la mise en oeuvre des actions à réaliser exigées par la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable (SQEEP).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-20 17:32

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1247404001**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des réseaux d'eau , Division Gestion durable de l'eau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Prendre connaissance du Bilan de l'usage de l'eau potable 2023 et approuver la transmission du formulaire de l'usage de l'eau potable au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH)

CONTENU

CONTEXTE

Au printemps 2018, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a rendu publique une nouvelle Stratégie québécoise d'économie d'eau potable (SQEEP) pour la période 2019-2025 avec de nouveaux objectifs et de nouvelles exigences à atteindre pour les municipalités, dont :

- atteindre la moyenne canadienne de consommation d'eau résidentielle d'ici 2025;
- réduire de 20 % la distribution d'eau par personne par jour en 2025 par rapport à 2015;
- atteindre un indice de fuite des infrastructures (IFI) modéré, selon la méthodologie de l'American Water Works Association (AWWA);
- assurer la pérennité des infrastructures : réduction progressive de l'écart entre ce qui est réellement investi et les besoins en investissement pour assurer le maintien des actifs de l'eau et le rattrapage du déficit de maintien d'actifs.

Le MAMH exige des municipalités de rendre compte chaque année des mesures mises en œuvre dans le cadre de la SQEEP. Ce dossier comprend donc deux livrables :

1. Un bilan sur l'usage de l'eau potable 2023. Celui-ci présente une synthèse des données relatives à la production et à la distribution d'eau potable à Montréal, ainsi que les principales mesures d'économie d'eau potable mises en œuvre au cours de l'année 2023 en vue de répondre aux nouveaux objectifs et aux mesures exigées dans la SQEEP 2019-2025.
2. Un formulaire sur l'économie d'eau potable exigé par le MAMH comprenant :

- un audit de l'eau de l'AWWA;
- un état des actions mises en œuvre au regard des exigences de la SQEEP;
- une évaluation des coûts des services d'eau et des besoins d'investissements pour les dix prochaines années.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0692 - 21 décembre 2023 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2022
CG22 0744 - 22 décembre 2022 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2021

CG21 0704 - 23 décembre 2021 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau 2020

CG20 0649 - 17 décembre 2020 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2019

CG19 0568 - 19 décembre 2019 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2018

CG18 0398 - 24 août 2018 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2017

CG17 0297 - 28 août 2017 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2016

CG16 0449 - 25 août 2016 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2015

CG15 0441 - 17 août 2015 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2014

CG14 0331 - 21 août 2014 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2013

CM13 0685 - 26 août 2013 - Dépôt du Bilan de l'usage de l'eau potable 2012

DESCRIPTION

Le bilan de l'usage de l'eau potable 2023 fait état de divers constats : stabilisation de la consommation des industries, commerces et institutions (ICI) et résidentielle et diminution marquée de la production d'eau potable.
Rappel des exigences de la SQEEP et résultats de la Ville de Montréal :

- Atteindre la moyenne canadienne de consommation d'eau résidentielle d'ici 2025 : la moyenne canadienne de consommation d'eau résidentielle est de 220 L/p/j. Pour la Ville de Montréal, la moyenne est pour 2023 de 315 L/p/j.
- Réduire de 20 % la distribution d'eau par personne par jour en 2025 par rapport à 2015 : la distribution d'eau par personne par jour a diminué de 28 % sur le territoire de la Ville de Montréal depuis 2015. Il y a donc atteinte de l'objectif demandé.
- Atteindre un indice de fuite des infrastructures (IFI) modéré (cote B), selon la méthodologie de l'AWWA : l'IFI est désormais l'outil de référence pour mesurer la performance des réseaux d'aqueduc. La SQEEP fixe un objectif d'obtenir une cote B sur une échelle de A à D (de faible indice de fuite à indice de fuite très élevé). Avec une cote de D pour les réseaux d'Atwater - Charles-J.-Des Baillets et Lachine, ces indices reflètent l'ampleur des efforts qu'il reste à faire pour améliorer la performance des réseaux alimentés par ces usines. Le réseau de Pierrefonds obtient une cote de B, soit l'indice demandé.
- Assurer la pérennité des infrastructures : réduction progressive de l'écart entre ce qui est réellement investi et les besoins en investissements pour assurer le maintien des actifs de l'eau et le rattrapage du déficit de maintien d'actifs. Selon la méthodologie du MAMH, la valeur de remplacement des actifs de l'eau est estimée à 42 G$. En 2023, les dépenses totales des services d'eau ont été de 984 M$. Les coûts de fonctionnement ont été de l'ordre de 462 M$, soit 289 M$ pour l'exploitation des actifs (ex. : main-d'œuvre, énergie, produits chimiques), 42 M$ pour les frais généraux d'administration

et 132 M$ pour le coût de la dette. À cela s'ajoutent 522 M$ en investissements dans les infrastructures (ex. : renouvellement des conduites, mise aux normes des usines, construction d'ouvrages de rétention). L'agglomération bénéficie d'un financement gouvernemental de 207 M$, ce qui représente 40 % de ses investissements réels. L'audit de l'eau du MAMH démontre qu'il y a un écart entre les besoins et les dépenses réelles et s'établit à 577 M$. En 2023, les besoins en investissements sur 10 ans sont de 11 G$ (pour l'agglomération, les besoins en investissements sont de 13 G$). Selon l'audit du MAMH, le coût total des services de l'eau a été estimé à 3,65 $ par mètre cube d'eau distribuée ce qui est supérieur aux 1,14 $ par mètre cube d'eau récolté en revenus. Cette répartition est basée sur la quote-part traditionnelle de 82,6 % pour la municipalité locale contre 17,4 % pour les villes liées.

Globalement, le Bilan de l'usage de l'eau 2023 présente les autres données suivantes :

- La production d'eau pour l'agglomération fut de 479 millions de m^3, soit une diminution de 5 % par rapport à 2022. Cela est la deuxième plus forte diminution, après celle de 2022, depuis 20 ans;
- La distribution d'eau potable fut de 415 millions de m^3 pour la Ville de Montréal et de 64 millions de m^3 pour les villes liées;
- Depuis 2001, la production d'eau potable de l'agglomération est passée de 1 120 litres par personne par jour à 612 litres par personne (L/p/j) par jour en 2023, soit une diminution de 45 %;
- La distribution d'eau potable par personne par jour sur le territoire de la Ville de Montréal a diminué de 28 % depuis 2015 (603 L/p/j en 2022 vs 838 L/p/j en 2015);
- La consommation d'eau du secteur résidentiel a diminué de 6 %, soit une consommation de 315 litres par personne par jour; celle des ICI est restée stable;
- Le taux de pertes et de surconsommations inconnues pour la Ville de Montréal est estimé à 20 % en 2023. Ce taux est légèrement inférieur à l'année 2022, qui s'explique par la diminution des fuites sur les réseaux conjuguée à une période estivale qui a été pluvieuse. Le volume de ces pertes a été réduit de 70 % depuis 2001, soit de 197 Mm^3.

Au chapitre des mesures mises en oeuvre, les principales sont décrites ci-après :

- L'équipe responsable de la recherche de fuites du Service de l'eau a localisé 368 fuites non apparentes. 189 % du territoire de la Ville de Montréal a été couvert en 2023 contre 186 % en 2022;
- 28 km de conduites d'aqueduc principales et secondaires ont été renouvelées. Au total, ce sont 712 km de conduites d'aqueduc qui ont été renouvelées depuis 2006, soit plus de 16 % de ces réseaux;
- Un total de 20 511 compteurs d'eau sont en exploitation dans les industries, commerces et institutions (ICI) dans le cadre du programme de mesure de la consommation d'eau (MCE) à Montréal (22 600 pour l'agglomération);
- Trois nouveaux secteurs de suivi de distribution ont été mis en fonction en 2023. Ainsi, un total de 19 secteurs de régulation de pression (SRP) et dix SSD sur le territoire de l'agglomération ont été implantés dans le cadre du projet d'optimisation du réseau depuis 2012;
- Des campagnes de sensibilisation ont été faites par la Patrouille bleue et la Patrouille verte sous la supervision du Regroupement des éco-quartiers. Leurs principales activités ont été la sensibilisation et vérification de l'état des gouttières, la distribution

de pommes de douche à débit réduit (1 600 pommes distribuées) et la promotion des produits économiseurs d'eau (2 200 personnes rencontrées et 3 500 produits ont été remis (pommes de douche et produits économiseurs d'eau), la promotion de l'arrosage extérieur responsable (175 infractions relevées et 1 500 personnes sensibilisées) et la sensibilisation des citoyens dans deux villes liées sur les enjeux de la gestion de l'eau et des bonnes pratiques (1 600 personnes rencontrées).

Considérant que les objectifs de consommation résidentielle et de pertes en eau ne sont pas atteints, le MAMH exige dans le cadre de la SQEEP :

- De faire une recherche de fuites deux fois par année sur l'ensemble de la longueur du réseau, et ce, d'ici le 1e septembre 2025. Le MAMH a donc défini cette recherche en pourcentage : le contrôle actif des fuites doit être équivalent à 200 % de la longueur du réseau. En 2023, nous avons inspecté 189 % de la longueur du réseau, soit 1,89 fois l'ensemble du territoire. Des recherches de fuites ont donc été faites une deuxième fois dans l'année sur 89 % du réseau.
- De réduire les délais de réparation de fuites à un maximum de 5 jours du côté municipal et de 20 jours du côté privé ainsi que de mettre en place une directive d'ici le 1e septembre 2022. La directive est maintenant mise en place et l'objectif d'ici le 1e septembre 2025 est de respecter les délais.
- De mettre en place des SRP d'ici le 1e septembre 2025. En 2023, près de 70 % des travaux ont été réalisés (le MAMH demande que 50 % des travaux soient réalisés).
- De mettre en place une directive pour éliminer les fuites et les débordements constatés aux réservoirs d'ici le 1e septembre 2023. La directive a été mise en place pour le présent bilan. La réalisation de 50 % des travaux devra être faite d'ici le 1e septembre 2025.
- De sensibiliser les citoyens par quatre options proposées d'ici le 1e septembre 2024, tel que participer à un programme de sensibilisation citoyenne, offrir des incitatifs financiers pour l'installation d'équipements WaterSense, appliquer la réglementation sur l'utilisation de l'eau, rendre visibles les tarifications et taxes pour les services d'eau et d'installer des compteurs d'eau dans au moins 10 % des immeubles résidentiels, jusqu'à concurrence d'au moins 1 000 immeubles résidentiels pour améliorer l'estimation de la consommation résidentielle : toutes ces options ont été réalisées.
- De mettre en place quatre actions pour montrer l'exemple en tant que municipalité d'ici le 1e septembre 2024, tel que mettre en place une directive sur les bonnes pratiques d'arrosage, avoir une directive sur le remplacement de toilettes, urinoirs et robinets WaterSense, mettre en place une directive sur les purges permanentes, de mettre en place une directive pour signaler et réparer rapidement les fuites d'eau dans les immeubles municipaux et d'avoir une réserve financière dédiée aux infrastructures d'eau : toutes ces actions ont été réalisées.
- D'inclure et mettre à jour une forme de tarification volumétrique dans la réglementation municipale sur le financement des services d'eau d'ici le 1e septembre 2023 pour les municipalités qui installent ou qui ont installé des compteurs d'eau dans les immeubles non résidentiels : cela a été fait, la facturation volumétrique ayant débuté en 2023.

JUSTIFICATION

L'analyse des demandes d'aide financière pour les projets d'infrastructures d'eau est conditionnelle au dépôt aux instances d'un bilan annuel de l'usage de l'eau et à la transmission du formulaire sur l'usage de l'eau au MAMH.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Ce bilan rend compte des efforts entrepris par la Ville en matière d'économie d'eau potable en vue d'atteindre les objectifs de la SQEEP. Les actions émises dans la SQEEP permettent à la Ville d'être plus résiliente face aux changements climatiques, notamment par la réduction de la production de l'eau potable et la diminution de l'eau reçue à la station d'épuration par temps sec. La connaissance des usages de l'eau et la sensibilisation des citoyens sur son utilisation sont des actions importantes pour la Ville. (voir grille ci-jointe)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence de dépôt d'un bilan annuel aux instances et de transmission du formulaire du MAMH pourrait entraîner une suspension dans l'analyse des demandes d'aide financière pour les infrastructures de l'eau tel qu'indiqué au formulaire en pièce jointe au GDD

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation : décembre 2024
Transmission du formulaire au MAMH en décembre 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marianne BOURQUE, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2024-11-13
Audrey MAURICE	Jean L LAMARRE	

Contrôleuse de projet

Tél : 438-871-8947
Télécop. :

Chef de la division de la gestion durable de l'eau

Tél : 514-219-3649
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
directeur(-trice) des reseaux d'eau
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247404001

Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction des réseaux d'eau, Division Gestion durable de l'eau*

Projet : Bilan de l'usage de l'eau potable 2023

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***12 : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.***			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le Bilan de l'usage de l'eau potable apporte de la connaissance et de la transparence sur la gestion de l'eau à Montréal au public intéressé. Il peut contribuer à la prise de décision dans le cadre de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Bilan 2023 de la Stratégie municipale d'économie d'eau potable

Bilan incomplet.
L'approbation du bilan est requise pour accéder à la majoration écoresponsable du PRIMEAU 2023 relative à la SQEEP.

RAPPORT 2023 SUR LA GESTION DE L'EAU POTABLE

POUR PRÉSENTATION AU CONSEIL MUNICIPAL

De la ville de

MONTRÉAL

Code géographique : 66023

Région administrative : Montréal (6)

Complété par

Audrey Maurice
le

Bilan incomplet.
L'approbation du bilan est requise pour accéder à la majoration écoresponsable du PRIMEAU 2023 relative à la SQEEP.

Mesures et recommandations

Précision des données des audits de l'eau de l'AWWA	
Atteindre un résultat de validité des données supérieur à 50 % pour tous les audits de l'eau de l'AWWA d'ici le 1er septembre 2022. Si le résultat est inférieur à 50 %, une augmentation d'au moins 5 % par année est requise annuellement.	**Action réalisée.**

Réglementation municipale	
Mettre à jour la réglementation municipale sur l'utilisation de l'eau concernant les systèmes de climatisation sans boucle de recirculation, les urinoirs à réservoir de chasse automatique, l'arrosage, les piscines, les spas et le délai de réparation des tuyaux privés d'approvisionnement défectueux de façon similaire au modèle fourni par le MAMH sur le site Web de la SQEEP. **Cette action devait être réalisée pour le 1er septembre 2021.**	**Action réalisée.**
Pour les municipalités qui installent ou qui ont installé des compteurs d'eau dans les immeubles non résidentiels, inclure et mettre à jour une forme de tarification volumétrique dans la réglementation municipale sur le financement des services d'eau. **Cette action devait être réalisée pour le 1er septembre 2023.**	**Action réalisée.**

Contrôle actif des pertes d'eau	
Mettre en place une directive pour éliminer les fuites et les débordements constatés aux réservoirs, d'ici le **1er septembre 2023.** Réaliser 50% des travaux d'ici le **1er septembre 2025.**	**Une directive a été mise en place.** **La municipalité doit réaliser 50 % des travaux d'ici le 1er septembre 2025.**
Réaliser un contrôle actif des fuites sur 200 % de la longueur équivalente des réseaux où l'objectif de pertes d'eau n'est pas atteint, d'ici le **1er septembre 2025.**	**La municipalité doit réaliser un contrôle actif des fuites sur 200 % de la longueur équivalente des réseaux où l'objectif des pertes d'eau n'a pas été atteint, d'ici le 1er septembre 2025.**
Réaliser un contrôle actif des fuites par l'intermédiaire d'une écoute sur un échantillon de robinets d'arrêt accessibles d'ici le **1er septembre 2025.**	**Action réalisée.**
Mettre en place une directive pour réduire les délais de réparation des fuites à un maximum de 5 jours du côté municipal et de 20 jours du côté privé, d'ici le **1er septembre 2025.**	**Action réalisée.**
Depuis le bilan 2021, si la pression moyenne du point représentatif de zone (PRZ) est supérieure à 60 m (85 psi; 588 kPa), réaliser une analyse de rentabilité concernant la mise en place d'un secteur de régulation de pression (SRP), dans un délai de 2 ans**.**	**Action réalisée. La mise en place de SRP est rentable.**
Si cela est rentable, mettre en place des SRP, d'ici le **1er septembre 2025.**	**Action réalisée. La mise en place de SRP est rentable.**

Sensibilisation des citoyens	
Si l'objectif de consommation résidentielle n'est pas atteint au Bilan 2023, sensibiliser annuellement les citoyens à la valeur de l'eau par au moins quatre actions reconnues dans le cadre de la SQEEP d'ici le **1er septembre 2025**.	**4 actions sont requises pour le 1er septembre 2025.** **La municipalité a réalisé 5 actions au bilan 2023.**
Si l'objectif de consommation résidentielle n'est pas atteint au Bilan 2023, montrer annuellement l'exemple en tant que municipalité en mettant en place au moins quatre actions reconnues dans le cadre de la SQEEP d'ici le **1er septembre 2025**.	**4 actions sont requises pour le 1er septembre 2025.** **La municipalité a réalisé 5 actions au bilan 2023.**

Installation de compteurs d'eau	
Si la municipalité dépasse un des objectifs à un bilan subséquent, l'installation de compteurs d'eau dans tous les immeubles non résidentiels (Industriels, commerciaux, institutionnels, mixtes ciblés et municipaux) et d'un échantillon de 380 compteurs d'eau dans le secteur résidentiel sera requise progressivement dans un délai de 3 ans.	Secteur résidentiel
	Secteur non résidentiel
Relever les compteurs d'eau **annuellement**.	L'installation des compteurs d'eau doit être accompagnée d'une relève de ceux-ci. Il faut relever les données de compteurs d'eau au moins une fois par année, idéalement en début d'année civile.

Commentaires généraux

Bilan incomplet.
L'approbation du bilan est requise pour accéder à la majoration écoresponsable du PRIMEAU 2023 relative à la SQEEP.

Audit de l'eau

Indicateurs de performance par réseau de distribution

Résultats pour le réseau 1 : Lachine	Résultat 2023	Objectif 2023
Indice de fuites dans les infrastructures :	11,8	≤ 3,1
Résultat de validité des données :	64	≥ 50
Pression moyenne du réseau :	51 mètres d'eau	

L'objectif de pertes d'eau de ce réseau n'est pas atteint.
Pour ce réseau, il est recommandé de mettre en place un programme de contrôle actif des fuites sur 200 % de sa longueur équivalente et d'écouter un échantillon de robinets d'arrêt accessibles.

Résultats pour le réseau 2 : Pierrefonds	Résultat 2023	Objectif 2023
Indice de fuites dans les infrastructures :	3,3	≤ 3,2
Résultat de validité des données :	63	≥ 50
Pression moyenne du réseau :	47 mètres d'eau	

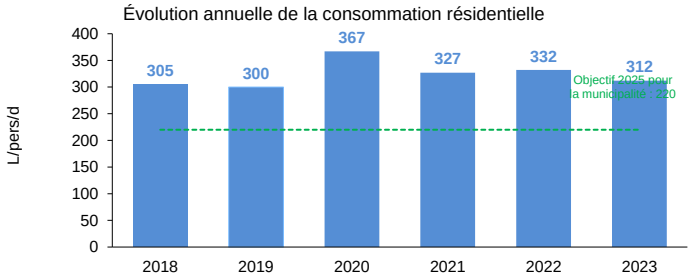
L'objectif de pertes d'eau de ce réseau n'est pas atteint.
Pour ce réseau, il est recommandé de mettre en place un programme de contrôle actif des fuites sur 200 % de sa longueur équivalente et d'écouter un échantillon de robinets d'arrêt accessibles.

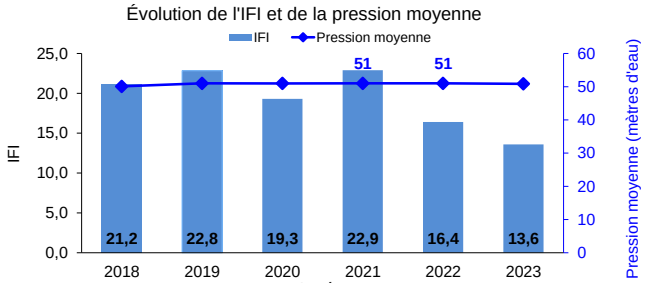
Résultats pour le réseau 3 : Atwater-Des Baillets	Résultat 2023	Objectif 2023
Indice de fuites dans les infrastructures :	14,6	≤ 4,0
Résultat de validité des données :	64	≥ 50
Pression moyenne du réseau :	51 mètres d'eau	

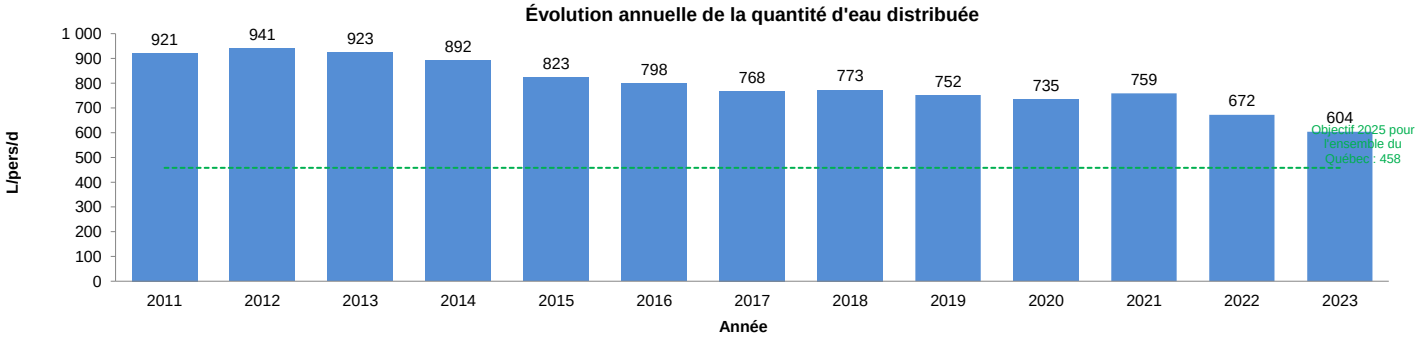
L'objectif de pertes d'eau de ce réseau n'est pas atteint.
Pour ce réseau, il est recommandé de mettre en place un programme de contrôle actif des fuites sur 200 % de sa longueur équivalente et d'écouter un échantillon de robinets d'arrêt accessibles.

Indicateurs de performance pour l'ensemble de la municipalité

Résultats pour l'ensemble de la municipalité	Résultat 2023	Objectif 2023
Indice de fuites dans les infrastructures (IFI) :	13,6	≤ 3,9
Consommation résidentielle estimée :	312 L/pers/d	≤ 220 L/pers/d
Quantité d'eau distribuée :	604 L/pers/d	







Bilan incomplet.
L'approbation du bilan est requise pour accéder à la majoration écoresponsable du PRIMEAU 2023 relative à la SQEEP.

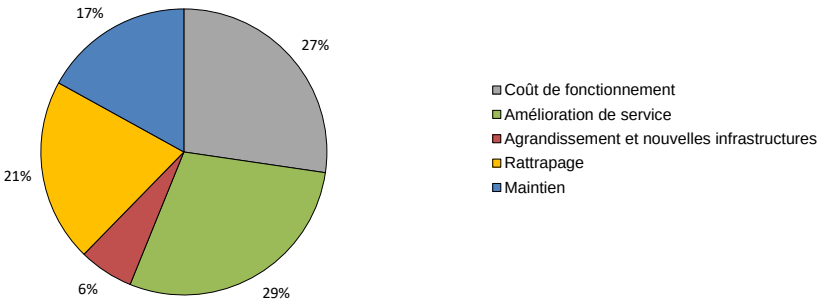
COÛT

SECTION 5 - COÛT ET REVENUS AFFECTÉS AUX SERVICES D'EAU

5.1 Coût des services d'eau

Composante du coût des services d'eau	Coût unitaire - Compétence Locale	Coût unitaire - Compétence d'agglomération	Coût unitaire - Total
Coût de fonctionnement	0,42 $/m³	0,57 $/m³	1,00 $/m³
Besoins d'investissement en maintien d'actif régulier	0,35 $/m³	0,27 $/m³	0,62 $/m³
Besoins d'investissement en rattrapage de maintien d'actifs	0,24 $/m³	0,52 $/m³	0,75 $/m³
Besoins d'investissement en amélioration de service	0,38 $/m³	0,67 $/m³	1,05 $/m³
Besoins d'investissement en agrandissement et nouvelles infrastructures	0,00 $/m³	0,23 $/m³	0,23 $/m³
Coût des services d'eau	1,39 $/m³	2,26 $/m³	3,65 $/m³

Répartition des composantes du coût des services d'eau

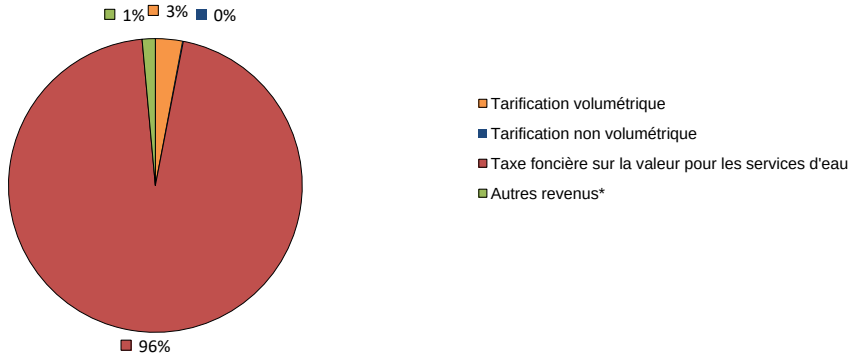


5.2 Revenus affectés aux services d'eau

Composante des revenus affectés aux services d'eau	Revenus unitaires - Compétence Locale	Revenus unitaires - Compétence d'agglomération	Revenus unitaires - Total
Tarification volumétrique	0,03 $/m³	0,01 $/m³	0,03 $/m³
Tarification non volumétrique	0,00 $/m³	0,00 $/m³	0,00 $/m³
Taxe foncière sur la valeur pour les services d'eau	0,50 $/m³	0,59 $/m³	1,09 $/m³
Autres revenus*	0,01 $/m³	0,00 $/m³	0,00 $/m³
Revenus affectés aux services d'eau	0,54 $/m³	0,60 $/m³	1,14 $/m³

* Les autres revenus incluent les services rendus, les transferts des gouvernements pour le fonctionnement, les excédents de fonctionnement affectés, les réserves financières et les fonds réservés pour les services d'eau.

Répartition composantes des revenus affectés aux services d'eau



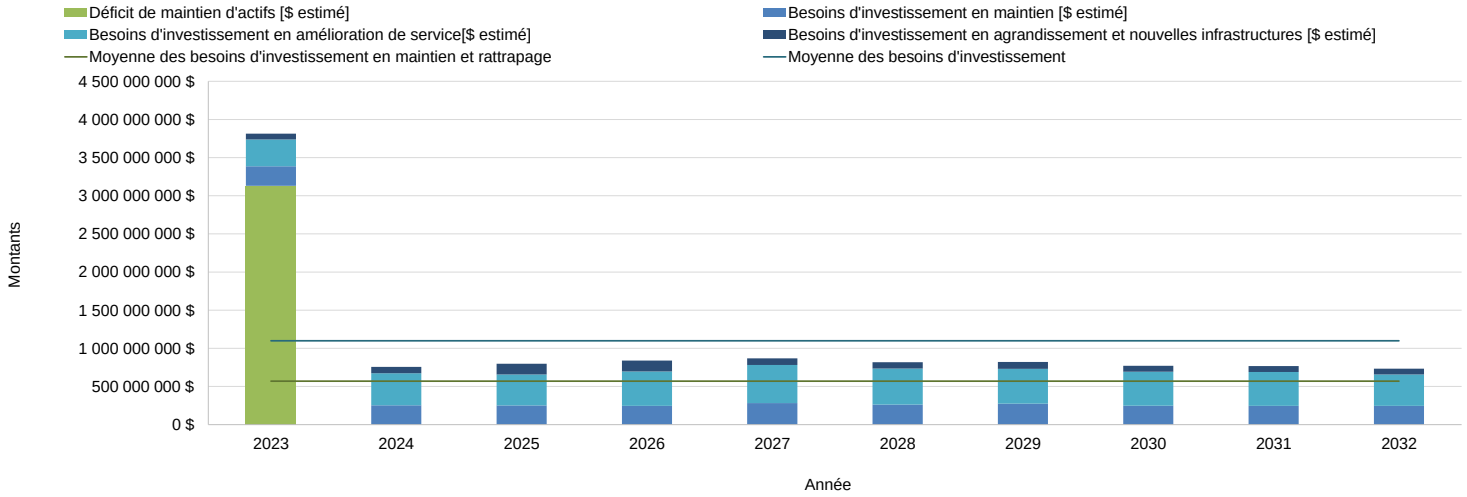
Bilan incomplet.
L'approbation du bilan est requise pour accéder à la majoration écoresponsable du PRIMEAU 2023 relative à la SQEEP.

SECTION 6 - BESOINS D'INVESTISSEMENT, INVESTISSEMENTS ET PROJECTION DU DÉFICIT DE MAINTIEN D'ACTIFS

6.1 Besoins d'investissement pour les infrastructures d'eau

	Maintien	Rattrapage	Amélioration de service	Agrandissement et nouvelles infrastructures	Total
2023	254 862 103 $	3 131 131 921 $	351 722 911 $	75 448 492 $	3 813 165 427 $
2024	253 486 813 $	-	420 605 475 $	83 416 088 $	757 508 376 $
2025	251 830 683 $	-	405 105 683 $	140 598 416 $	797 534 782 $
2026	246 981 237 $	-	451 199 600 $	141 444 240 $	839 625 077 $
2027	281 807 049 $	-	500 126 186 $	87 532 872 $	869 466 107 $
2028	262 478 649 $	-	472 501 329 $	83 508 600 $	818 488 578 $
2029	275 413 809 $	-	455 237 425 $	91 273 000 $	821 924 234 $
2030	247 891 489 $	-	446 676 248 $	76 818 000 $	771 385 737 $
2031	246 371 649 $	-	443 679 591 $	76 818 000 $	766 869 240 $
2032	246 123 849 $	-	410 869 673 $	76 818 000 $	733 811 522 $
Total	2 567 247 330 $	3 131 131 921 $	4 357 724 122 $	933 675 708 $	10 989 779 081 $

6.2 Évolution des besoins d'investissement pour les infrastructures d'eau



Pour toute aide supplémentaire, communiquez avec l'équipe de la SQEEP : Coordonnées de l'équipe de soutien technique de la SQEEP
Pour plus d'information sur la SQEEP, consultez le site Web : Site web de la SQEEP

Bilan de l'usage de l'eau potable

2023



Table des matières

Faits saillants 2023 ..... **3**

Introduction **5**

La Stratégie québécoise d'économie d'eau potable 2019-2025 en bref **6**

Montréal et les objectifs de la SQEEP **8**

Les services d'eau de l'agglomération de Montréal **9**

La production d'eau potable de l'agglomération 10
La distribution de l'eau potable sur le territoire de la Ville de Montréal 11
Répartition de la distribution d'eau sur le territoire de la Ville de Montréal 12
Évolution entre les années 2015 et 2023 13
Consommation ICI 14
Consommation résidentielle 15
L'indice de fuites des infrastructures 16

Les coûts et besoins d'investissement des services d'eau **19**

Les activités contribuant à l'économie d'eau potable en 2023 ..... **20**

Le renouvellement des réseaux 20
Chantiers réalisés sur les conduites principales 21
La recherche de fuites et les réparations sur le réseau d'aqueduc 22
Le centre de formation Maxim'eau 24
L'optimisation du réseau d'aqueduc 25
Mesure de la consommation d'eau dans les ICI 26
La sensibilisation et la réglementation favorisant l'économie d'eau 27

Faits saillants 2023

Le bilan de l'usage de l'eau potable 2023 fait état de divers constats, entre autres : diminution marquée pour une deuxième année de la production d'eau potable, stabilisation de la consommation des industries, commerces et institutions (ICI), poursuite des travaux de renouvellement des conduites, augmentation de la précision des données et sensibilisation de la population sur les bons usages de l'eau potable.

La production totale d'eau potable pour l'agglomération a été de
480 millions de mètres cubes (Mm^3)
soit une baisse de 25 Mm^3 par rapport à 2022, ce qui représente la deuxième plus forte diminution depuis plus de 20 ans

Le volume d'eau distribué sur le territoire de la Ville de Montréal a été de
415 millions de mètres cubes (Mm^3)

La consommation d'eau résidentielle à Montréal a été estimée à
315 litres par personne par jour (L/p/j)

La production d'eau a été de
612 litres par personne par jour (L/p/j)
dans l'agglomération de Montréal et de 603 L/p/j pour la Ville de Montréal, soit des baisses de 9 % et 10 % par rapport à 2022. Ces chiffres incluent les consommations d'eau des secteurs résidentiels et ICI, les surconsommations non mesurées et les pertes.

Depuis 2019,
l'indice de fuites des infrastructures (IFI)
est devenu le principal indicateur pour mesurer la performance des trois réseaux de distribution d'eau de la Ville de Montréal. Celui-ci est modéré pour le réseau de Pierrefonds et très élevé pour ceux de Lachine et Atwater—Charles-J.-Des Baillets.



Crédit © Arrondissement Ville-Marie.

Parmi les interventions de la Ville visant à pérenniser les actifs de l'eau et à favoriser une gestion responsable de l'eau, soulignons :

28 km
de conduites principales et secondaires renouvelées

Un contrôle actif des fuites couvrant
189 %
du réseau de la Ville

22 598 compteurs d'eau
en exploitation dans les ICI de l'agglomération,
dont **20 511** à Montréal

L'exploitation de
29 secteurs
de régulation de pression et de suivi de la distribution dans l'agglomération

Les Patrouilles bleue et verte ont sensibilisé
1 500 personnes
en leur distribuant des produits économiseurs d'eau

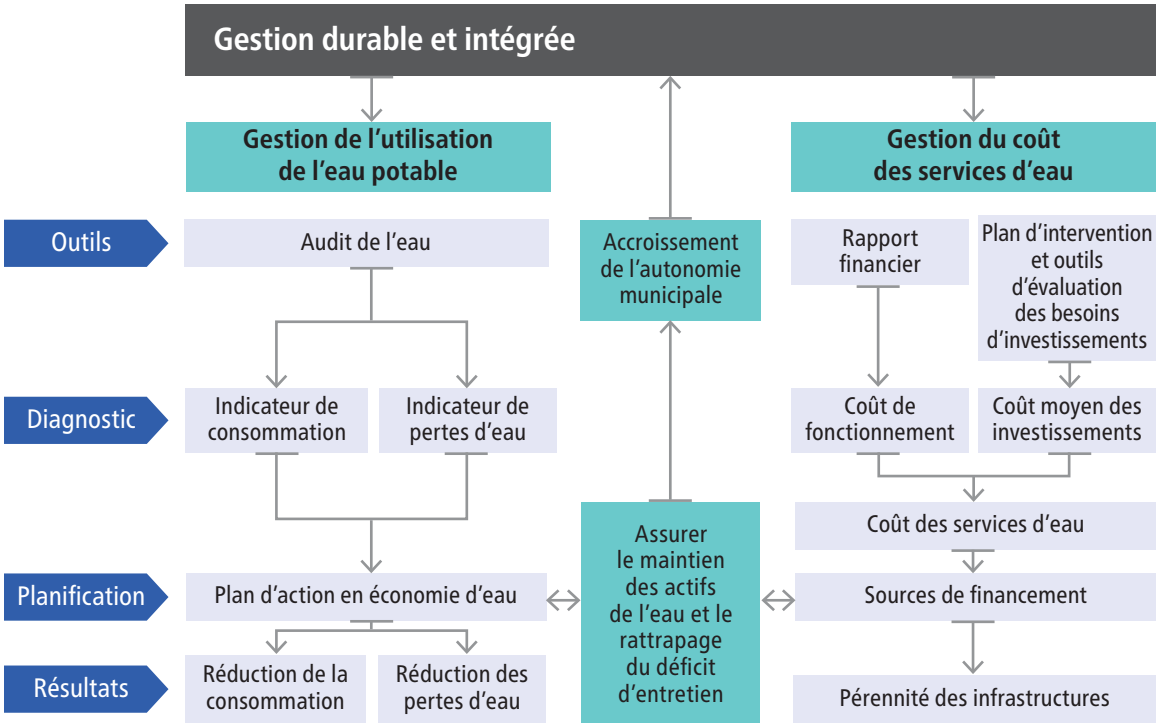


Crédit © Arrondissement Ville-Marie.

Introduction

Depuis 2011, le Service de l'eau produit un bilan de l'usage de l'eau potable, et ce annuellement, afin de rendre compte des exigences de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable (SQEEP). Avec une diminution de la production d'eau par personne de plus de 30 %, Montréal a largement dépassé l'objectif demandé dans la première SQEEP pour la période 2011-2017. Au printemps 2018, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a rendu publique une nouvelle SQEEP pour la période 2019-2025 avec de nouveaux objectifs et de nouvelles exigences à atteindre pour les municipalités. Depuis 2019, le Bilan de l'usage de l'eau potable se doit de rendre compte des réalisations de Montréal au regard de cette nouvelle SQEEP 2019-2025. Le bilan 2023 est marqué par la poursuite des travaux, la réalisation des activités et le maintien du niveau de service attendu par la collectivité.

La Stratégie québécoise d'économie d'eau potable 2019-2025 en bref



La nouvelle SQEEP 2019-2025 contient trois grands objectifs :

1. La réduction de 20 % de la quantité d'eau distribuée par personne par rapport à l'année 2015 et une consommation d'eau résidentielle similaire à la moyenne canadienne. Cet objectif vise à ramener la production et la consommation d'eau à des niveaux comparables aux villes nord-américaines.
2. L'atteinte d'un indice de fuites des infrastructures de l'eau (IFI) modéré de catégorie B sur une échelle de A à D. L'IFI est utilisé mondialement et il est considéré comme un meilleur indicateur de l'état d'un réseau d'aqueduc que le taux de pertes utilisé auparavant.
3. La réduction progressive de l'écart entre ce qui est réellement investi et les besoins d'investissements pour assurer le maintien des actifs de l'eau et le rattrapage du déficit d'entretien.


USINE ATWATER
VILLE DE MONTRÉAL

Montréal et les objectifs de la SQEEP

Le tableau suivant présente les résultats de Montréal au regard des objectifs d'économie d'eau potable de la SQEEP 2011-2017 ainsi que les résultats relatifs aux objectifs d'économie d'eau potable de la nouvelle SQEEP 2019-2025.

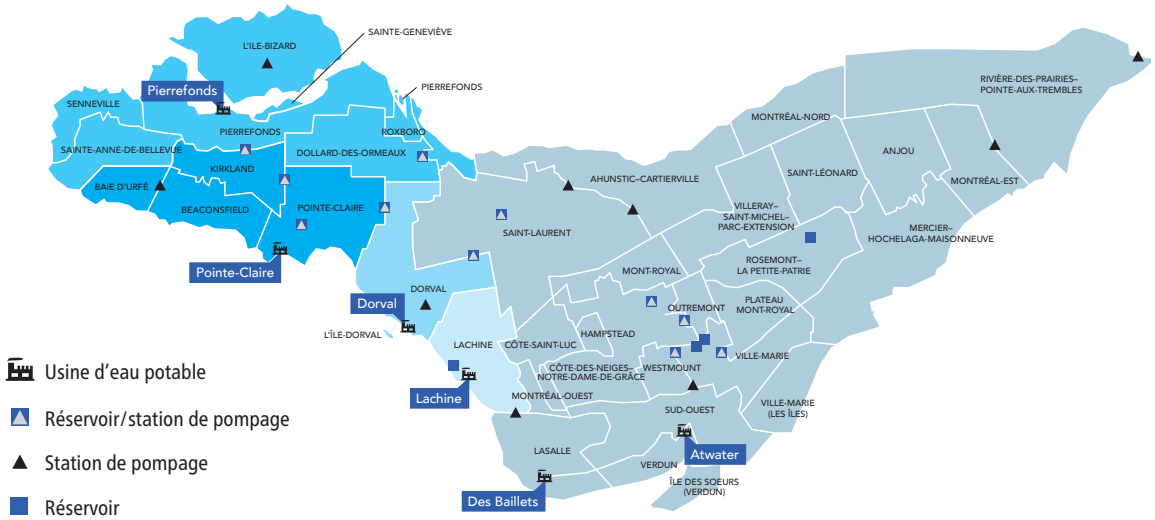
	Objectifs de la SQEEP pour les municipalités	Évaluation de la performance	Résultats de Montréal
SQEEP 2011-2017	Réduction de 20 % de la distribution d'eau par personne d'ici 2017 par rapport à 2001.	Objectif dépassé.	Réduction de 32 % de la production d'eau par personne par jour en 2017 par rapport à 2001. Légère hausse de la production en 2018 portant la réduction à 29 % par rapport à 2001.
	Réduction du taux de pertes à 20 % du volume d'eau distribué.	Objectif non atteint. Le taux de pertes ne constitue plus un objectif dans la SQEEP 2019-2025 puisqu'il est désormais reconnu qu'il ne peut constituer une bonne mesure de la performance d'un réseau.	Taux de pertes stable à environ 30 %, mais le volume de pertes a diminué de plus de 50 % depuis 2001 en parallèle à la réduction de la productiond'eau potable. La qualité des données de distribution et de consommation s'améliore et elle permet de réduire graduellement la marge d'incertitude entourant les volumes de pertes et des surconsommations non mesurées.
SQEEP 2019-2025	Réduire de 20 % la distribution d'eau par personne par jour en 2025 par rapport à 2015 (objectif provincial). Atteindre la moyenne canadienne de consommation d'eau résidentielle d'ici 2025 (220 L/p/j).	La distribution d'eau par personne par jour sur le territoire de la Ville de Montréal a diminué de 28 % depuis 2015, donc l'objectif demandé par le MAMH est atteint. En 2023, la consommation résidentielle été de 315 litres par personne par jour, soit une diminution de la consommation par rapport à 2022[1]. Étant donné que l'objectif résidentiel n'est pas atteint, la Ville doit sensibiliser la population à la valeur de l'eau et également montrer l'exemple en tant que municipalité par au moins quatre actions distinctives, ce qui est fait.	
	Audit de l'eau selon la méthodologie de l'AWWA[2] afin d'atteindre un indice de fuites dans les infrastructures (IFI) modéré (cote B sur une échelle de A à D).	Indice de fuites très élevé pour les réseaux Lachine et Atwater– Charles-J.-Des Baillets (cote D), et indice de fuites modéré pour celui de Pierrefonds (cote B)[3]. Étant donné que l'objectif des pertes d'eau n'est pas atteint, la Ville doit poser des actions précises : réaliser un contrôle actifs des fuites sur ses réseaux, optimiser le temps de réparation de fuites et mettre en place des secteurs de régulation de pression. Toutes ces actions sont faites.	
	Réduction progressive de l'écart entre ce qui est réellement investi et des besoins d'investissements pour assurer le maintien des actifs de l'eau et le rattrapage du déficit d'entretien.	L'écart entre les besoins et les revenus est significatif et il se creuse en fonction des nouveaux besoins, principalement dus à l'adaptation des changements climatiques.	

1. Voir : consommation résidentielle p. 15
2. American Water Works Association
3. Les explications des cotes sont précisées dans la section dédiée à l'indice de fuites dans les infrastructures p. 17

Les services d'eau de l'agglomération de Montréal

Le Service de l'eau est responsable de l'alimentation en eau potable pour l'ensemble des 16 villes liées de l'agglomération. Six usines produisent l'eau potable et sa distribution est réalisée par le biais de cinq réseaux distincts de distribution sur le territoire de l'agglomération. Cette eau est emmagasinée dans 14 réservoirs et mise en réseau au moyen de neuf postes de surpression. Dans le cas des six réservoirs aménagés sur le Mont-Royal, la gravité assure une pression suffisante pour alimenter différents secteurs de Montréal. Enfin, des interconnexions sont prévues entre les réseaux afin de maintenir l'alimentation en eau advenant une défaillance de l'un d'eux.

Territoires desservis par les usines de production d'eau potable en 2023



Territoires desservis par usine

Pointe-Claire · Pierrefonds · Lachine · Dorval · Atwater—Charles-J.-Des Baillets

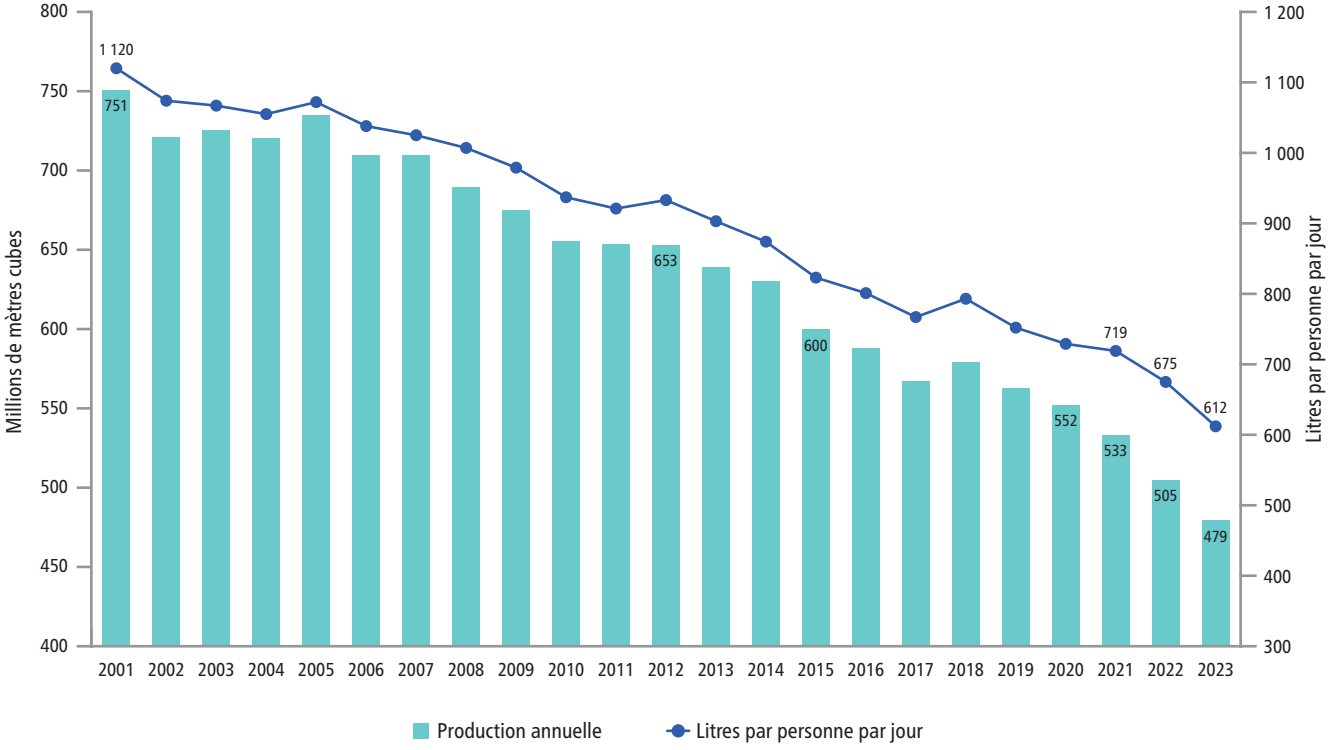
D'une longueur de 794 km, le réseau principal d'eau potable de l'agglomération est constitué de conduites principales de grands diamètres qui transportent l'eau vers les réseaux secondaires. Ceux-ci alimentent directement en eau potable les résidences ainsi que les ICI. Le réseau secondaire de Montréal mesure 3 662 km et celui des autres villes liées mesure 968 km.

Une fois l'eau potable utilisée par les résidences et les ICI de l'agglomération, celle-ci est collectée par le biais des conduites d'égouts qui acheminent les eaux usées à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (la Station).

La production d'eau potable de l'agglomération

En 2023, la production totale d'eau potable destinée à l'agglomération de Montréal a été de 479 millions de mètres cubes d'eau[4] contre 505 millions de mètres cubes en 2022. C'est donc une diminution de 5 % de la production par rapport à 2022 qui a été observée (26 millions de mètres cubes). Quant à la production d'eau potable par personne par jour à l'échelle de l'agglomération de Montréal, elle est passée de 675 litres en 2022 à 612 litres en 2023, soit une diminution de 5 %. C'est la deuxième plus importante diminution qui peut être expliquée, entre autres, par la diminution des fuites sur les réseaux conjuguée à une période estivale qui a été pluvieuse (moins d'arrosage).

Volume d'eau potable produit pour l'ensemble de l'agglomération



4. Cela n'inclut pas le volume d'eau exporté annuellement vers la Ville de Charlemagne.

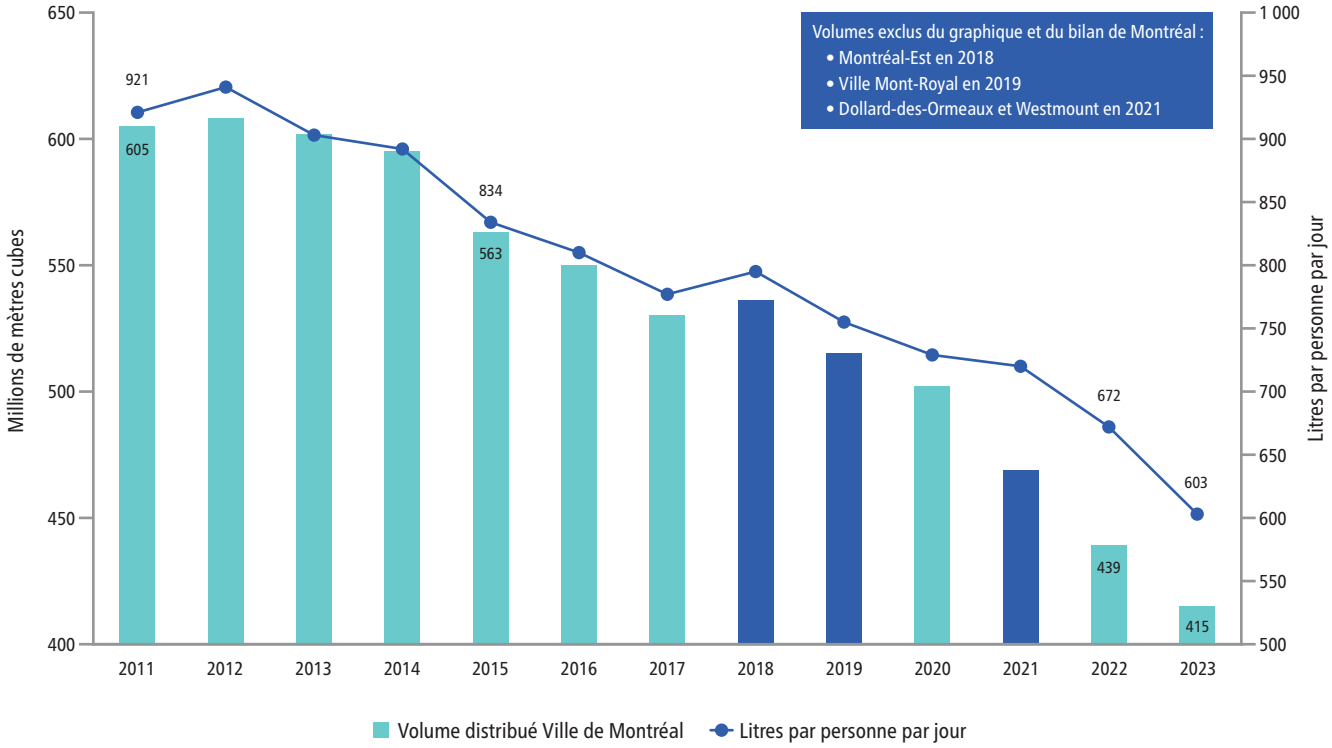


La distribution de l'eau potable sur le territoire de la Ville de Montréal

Pour estimer l'eau distribuée uniquement sur le territoire de la Ville de Montréal, il faut retrancher les volumes transportés vers les villes liées de l'agglomération et vers la Ville de Charlemagne. Au total, 65 millions de mètres cubes d'eau ont été exportés. Ainsi, la distribution d'eau potable destinée à la Ville de Montréal s'est établie en 2023 à 415 millions de mètres cubes. La quantité d'eau potable distribuée par personne est obtenue en divisant la distribution totale par le nombre de personnes. Sur le territoire de la Ville de Montréal, cette moyenne se situe ainsi à 603 L/p/j, soit une baisse de 10 % par rapport à 2022 (672 L/p/j). C'est la plus forte diminution observée depuis la production du Bilan. Enfin, au regard de l'objectif provincial de réduction de 20 % du volume distribué par personne par jour d'ici 2025, la réduction se situait en 2023 au-delà de la cible demandée, soit 28 % par rapport à 2015. En effet, en 2015, la distribution d'eau par personne pour Montréal était de 837 L/p/j. L'objectif a d'ailleurs été atteint en 2022, soit trois années avant ce qui était demandé.

Étant donné l'exclusion de certaines villes liées du bilan de Montréal ces dernières années, il est normal que certaines baisses importantes des volumes surviennent (voir le graphique ci-dessous). Il est pertinent de mentionner que globalement, l'eau est consommée de façon similaire entre les 15 villes liées et Montréal puisque l'eau distribuée à Montréal représente 88 % de l'eau distribuée de l'agglomération et que Montréal représente 87 % de la population de l'agglomération.

Volume d'eau distribué sur le territoire de la Ville de Montréal





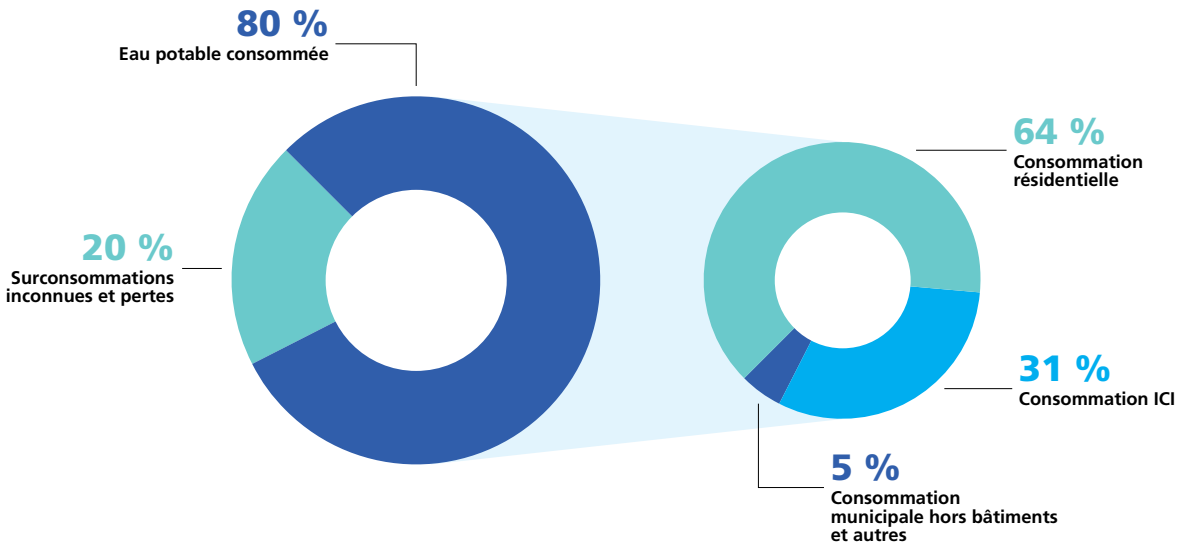
Répartition de la distribution d'eau sur le territoire de la Ville de Montréal

Le calcul pour estimer les surconsommations inconnues et les pertes est basée sur la répartition des volumes d'eau consommés par les secteurs résidentiels et ICI, ainsi qu'une estimation de la consommation municipale hors bâtiment (principalement de l'eau utilisée pour les purges et rinçages lors de la réhabilitation et la reconstruction de conduites). Il convient de préciser que ces données ne concernent que le territoire de la Ville de Montréal et non l'ensemble de l'agglomération. Au cours des dernières années, les données se sont grandement améliorées.

En effet, la précision des données s'accroît avec le nombre de compteurs en exploitation, les échantillonnages de plus en plus représentatifs et le raffinement méthodologique des estimations pour les catégories d'usages partiellement mesurées.

Globalement, en 2023, il est estimé que 80 % de l'eau est consommée par les secteurs résidentiels, ICI et consommation municipale et que 20 % de l'eau est considérée comme des surconsommations inconnues et des pertes tant sur le réseau public que privé. L'estimation du taux de pertes comporte toujours une certaine marge d'erreur compte tenu des incertitudes persistantes.

Distribution d'eau potable



Évolution entre les années 2015 et 2023

								Tendance
En millions de mètres cubes	**2001**	**2015**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2023/2015**
Production totale	750	600	563	553	534	505	479	↓ 121 Mm^3 / ↓ 20 %
Estimation volume distribué à la Ville de Montréal		542	505	496	469	439	415	↓ 127 Mm^3 / ↓ 23 %
Taux de surconsommations et pertes estimées en %	40 %	30 %	30 %	26 %	30 %	22 %	20 %	
Volume des surconsommations et pertes estimées	280	169	156	132	140	95	83	↓ 86 Mm^3/ ↓ 51 %

L'indicateur du taux de surconsommations et de pertes ne représente pas les seules fuites en réseau, mais tous les volumes non comptabilisés comme les purges, l'utilisation des bornes d'incendie, etc. C'est la raison pour laquelle il est important de considérer le volume des surconsommations et des pertes. Pour une seconde année, une diminution importante de la production d'eau potable a été observée.

Depuis 2001, ce volume a été réduit de 70 %, soit plus de 197 Mm^3. Le MAMH utilise maintenant l'IFI comme indicateur de la performance du réseau, car il est un meilleur indicateur que le taux de pertes.

C'était un biais majeur à seulement regarder le taux de pertes. Il faut garder à l'esprit que le Service de l'eau agit essentiellement sur la réduction des fuites sur le réseau public d'aqueduc. Or, selon l'AWWA, pour les grandes villes avec une densité de plus de 20 branchements par kilomètre de conduites, la majorité des fuites seraient de petites fuites qui sont difficiles à déceler sur les branchements de service. Or la Ville de Montréal présente une densité moyenne de 60 branchements de service par kilomètre de conduites !

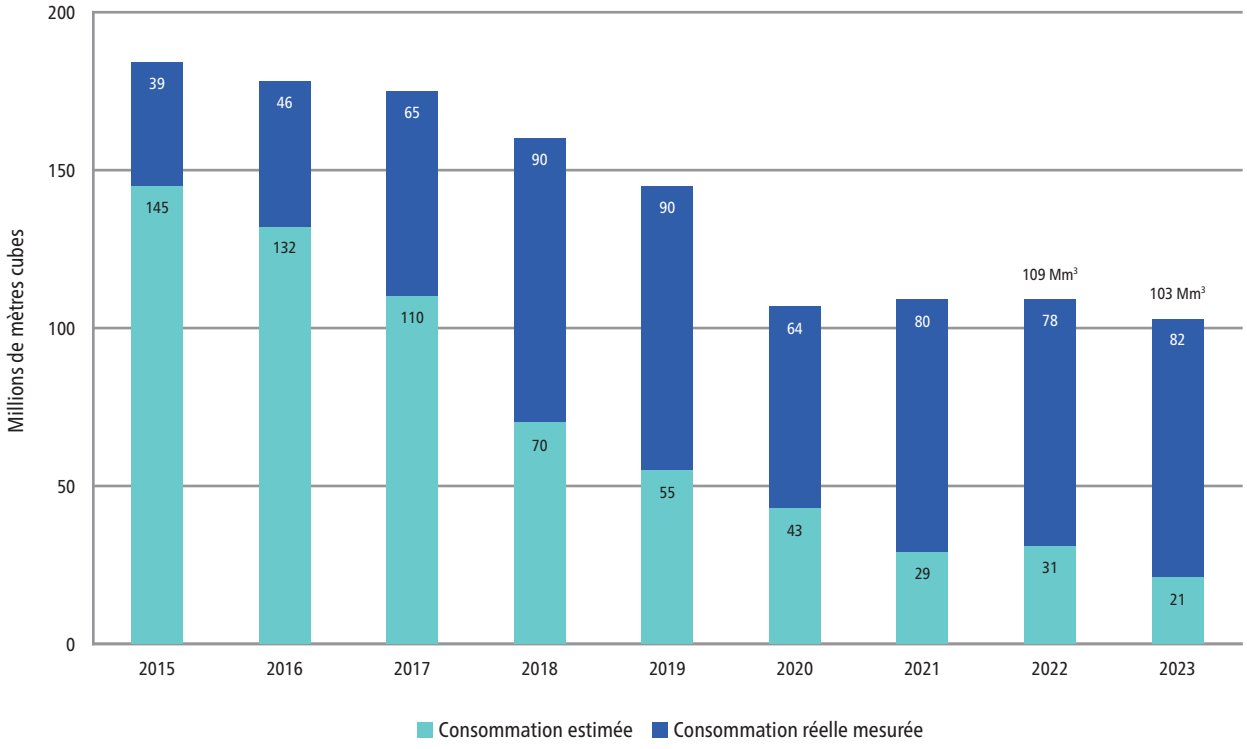
Consommation ICI

Avec des données de compteurs recueillies auprès de 81 % des ICI en 2023, les valeurs de consommation pour ce secteur continuent de gagner en précision. Rappelons qu'en 2015, ce sont seulement 30 % des ICI qui étaient mesurés.

Depuis 2015, et ce, jusqu'en 2019, une diminution constante et graduelle de cette consommation était observable, soit une baisse moyenne de 6 % par année. Cette variation à la baisse était expliquée par l'augmentation de volumes réels comparativement aux volumes estimés, donc de la précision des données. En 2020, année du début de la pandémie, une importante baisse est survenue par rapport à 2019, soit une diminution de 26 %.

Une stabilisation de la consommation est observée depuis cette période. Il est bon de se rappeler qu'à ses débuts, la priorité d'installation des compteurs était pour les grandes usines et industries. L'estimation étant basée sur les ICI avec des compteurs, il y a peut-être lieu de croire qu'il y a eu de la surestimation dans les premières années où le pourcentage d'ICI avec des compteurs était moindre.

Consommation – secteur ICI

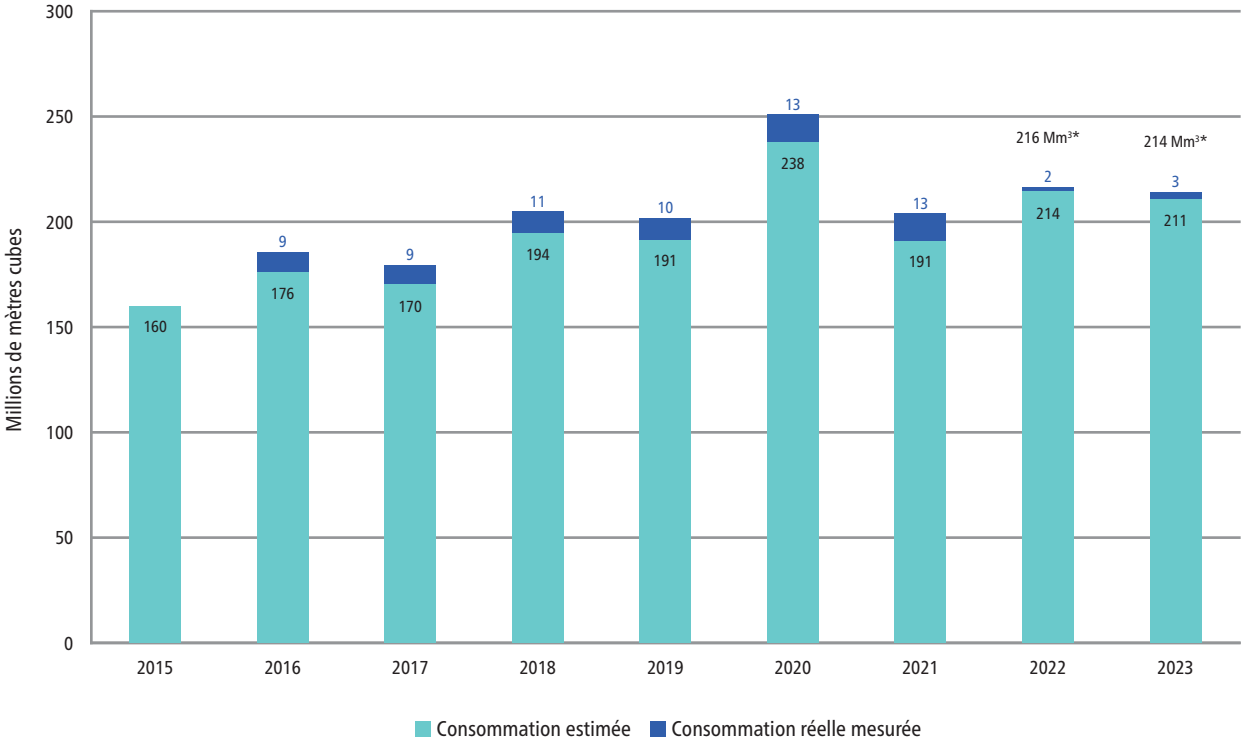


En 2023, la facturation de la consommation des ICI a débuté selon le *Règlement relatif à la tarification de l'eau fournie aux immeubles non résidentiels.* Il est pertinent de donner un exemple sur la sensibilisation de la consommation annuelle d'un propriétaire à la suite de la facturation transmise. À la réception de sa facture, un propriétaire d'un dépanneur a communiqué avec la Ville pour avoir des explications sur sa haute consommation d'eau. L'inspecteur qui s'est rendu sur place a constaté que le réfrigérateur à bières était un appareil de refroidissement à l'eau, sans boucle de recirculation et qui, en plus, avait une valve qui ne fonctionnait plus. Ainsi, sa consommation d'eau potable s'élevait à 25 000 litres d'eau par jour! Il a pu sensibiliser le propriétaire à la quantité d'eau gaspillée qui s'écoulait directement dans l'égout. Soulignons qu'un climatiseur refroidi à l'eau consomme en moyenne de 2 000 à 10 000 litres d'eau par jour, alors que des milliers de commerces et de résidences continuent illicitement d'utiliser de tels appareils. Cette eau surcharge le réseau d'égout jusqu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte où elle est traitée.

Consommation résidentielle

L'estimation de la consommation résidentielle à Montréal a toujours été basée essentiellement sur les données des compteurs installés dans les immeubles résidentiels de l'arrondissement de Saint-Laurent. L'estimation est basée sur les volumes réels mesurés dans les différentes catégories d'immeubles : maisons unifamiliales, duplex, triplex et mutliplex. À titre indicatif et pour exemple, la consommation dans une maison unifamiliale est plus élevée que celle d'un logement dans un multiplex (arrosage, piscine, salles de bain multiples, etc.). C'est donc la moyenne obtenue dans une maison mesurée qui est associée pour l'ensemble des maisons unifamiliales à Montréal. La même chose est faite pour les autres types de bâtiment. Il est bon de rappeler qu'en 2022, à la suite d'une étude statistique, les catégories ont été divisées selon leurs aires d'étages. En effet, une corrélation significative entre la superficie d'étage et la consommation d'eau a été observée : plus l'aire d'étage est importante, plus il y a de la consommation. Ce postulat a été observé dans les maisons unifamiliales, les duplex, les triplex et les quadruplex. Pour ce qui est des multiplex, aucune tendance en ce sens n'a été observée et une moyenne par logement a été utilisé. La moyenne de la consommation résidentielle a donc été estimée à 315 L/p/j pour 2023. Il est à noter que l'estimation de la consommation résidentielle est un processus continu d'amélioration selon les analyses et les données récoltées.

Consommation – secteur résidentiel



** À la suite de l'arrêt de la facturation selon la consommation dans l'arrondissement de Saint-Laurent, le nombre de propriétés avec des compteurs a diminué, d'où la baisse de la proportion de la consommation réelle mesurée.*

Il convient aussi de souligner qu'il y a beaucoup de pertes et gaspillages d'eau sur les appareils de plomberie dans les bâtiments. Par exemple, une seule fuite sur un robinet ou une toilette peut facilement représenter un gaspillage de 500 litres d'eau par jour, alors qu'il y a environ 800 000 logements dans la Ville.

Globalement, à la suite des différentes visites de sensibilisation faites par les équipes sur le terrain, il a été observé que 20 % des maisons visitées avaient au moins une fuite d'eau. Cela peut expliquer en partie pourquoi la consommation d'eau par personne à Montréal est largement supérieure à la consommation dans des villes comparables au Canada. Cela nuit aussi à l'objectif de la SQEEP qui est d'atteindre la moyenne canadienne de consommation d'eau résidentielle d'ici 2025. Il faut également souligner que la majorité des citoyennes et citoyens canadiens, à l'extérieur du Québec, sont facturés selon la consommation volumétrique.

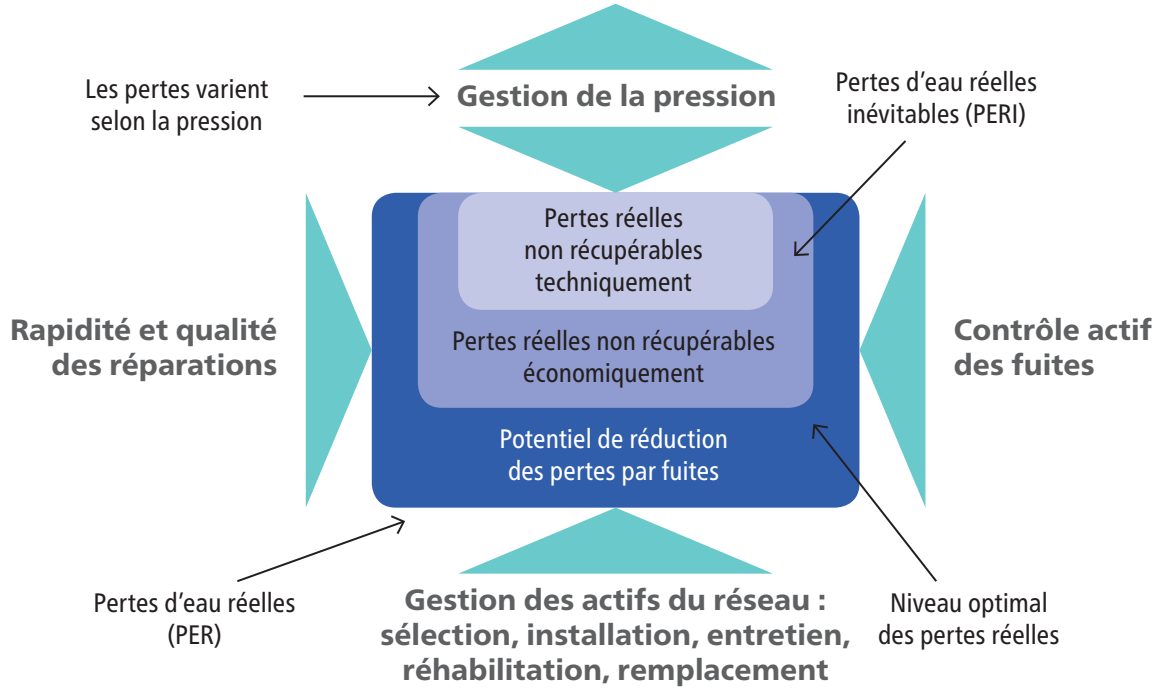
L'indice de fuites des infrastructures

Depuis 2019, et comme il a été demandé dans la SQEEP 2019-2025, l'indice de fuites des infrastructures (IFI) est venu remplacer le taux de pertes comme indicateur de la performance d'un réseau d'aqueduc.

L'IFI est obtenu en comparant le volume des pertes d'eau réelles (PER) aux pertes d'eau réelles inévitables (PERI). Autrement dit, l'IFI représente le ratio PER/PERI. Les PER regroupent les fuites sur les conduites d'aqueduc, les fuites et les débordements aux réservoirs ainsi que les fuites aux branchements de service dans l'emprise publique. Quant aux PERI, elles représentent la limite technique optimale des fuites qui pourrait être atteinte si toutes les meilleures technologies actuelles étaient appliquées avec succès dans un réseau en bonne condition. Ce volume minimum de pertes d'eau est calculé grâce à une formule développée par l'International Water Association (IWA). L'IFI devient donc la norme internationale pour mesurer et comparer la performance des réseaux d'eau potable et à laquelle le Québec a adhéré. Rappelons que selon cette norme, les quatre principales méthodes d'intervention pour réduire les pertes réelles sont : la gestion de la pression, le contrôle actif des fuites, la gestion des actifs du réseau ainsi que la rapidité et la qualité des réparations. Le Service de l'eau applique d'ailleurs activement ces quatre méthodes. L'objectif étant d'atteindre un niveau de pertes qui soit économiquement optimal, sachant qu'il y aura toujours des pertes inévitables.

Le calcul de l'IFI se fait au moyen d'un logiciel d'audit de l'eau développé par l'American Water Works Association (AWWA). Les nombreuses consommations non mesurées (ex. : purges, rinçages, chantiers, usages municipaux, etc.) contribuent, si elles sont sous-estimées comme consommation autorisée, à maintenir l'IFI au-delà de la limite supérieure ou à sa limite, car l'excédent sera alors comptabilisé dans les pertes. Comme tout indice, l'IFI n'est pas parfait, car l'âge du réseau et la grosseur des conduites n'entrent pas actuellement dans l'équation qui permet de le calculer. Même si un réseau ancien est bien entretenu, celui-ci ne peut jamais avoir une performance équivalente à un réseau récent.

La SQEEP 2019-2025 demande aux villes d'atteindre à terme un IFI de catégorie B, soit un IFI entre 2 et 4 selon la taille du réseau.



Source : AWWA, Manuel M36, version française, 2009

L'IFI est réparti en quatre catégories :

A : niveau de fuite faible, IFI < 2

B : niveau de fuite modéré, IFI entre 2 et 4

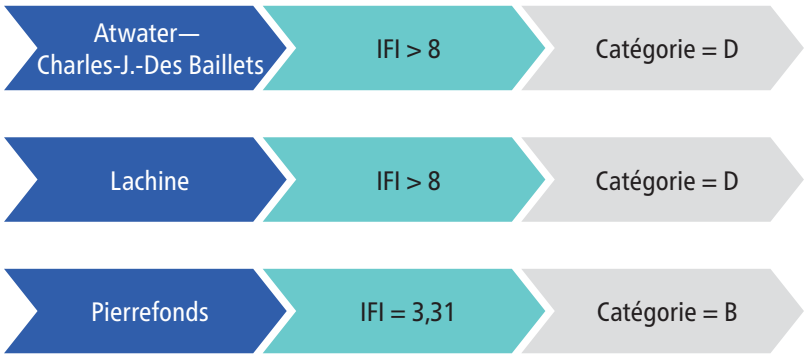
C : niveau de fuite élevé, IFI entre 4 et 8

D : niveau de fuite très élevé, IFI > 8

Indice de fuites dans les infrastructures pour les trois réseaux alimentant la Ville de Montréal

Les IFI calculés pour deux des trois réseaux de Montréal sont supérieurs à l'objectif demandé par la SQEEP. L'IFI du réseau de Pierrefonds est de catégorie B et les IFI des réseaux Atwater—Charles-J.-Des Baillets et Lachine demeurent de catégorie D.

L'IFI met donc en évidence la nécessité de pouvoir mesurer les différentes catégories de consommation d'eau afin de ne plus les compter par défaut dans les pertes réelles (PER). Par contre, les fuites sur les branchements à l'extérieur des bâtiments ne sont pas mesurées, elles sont donc considérées comme des pertes. Il y a au moins 270 000 branchements sur le territoire de la Ville de Montréal et une seule fuite sur un branchement peut représenter jusqu'à 10 000 litres d'eau potable par jour perdus dans le sol.







Les coûts et besoins d'investissement des services d'eau

Assurer la pérennité des services d'eau nécessite des dépenses d'opération et des investissements importants pour exploiter les actifs et pour maintenir leur capacité fonctionnelle. À cela s'ajoutent des investissements essentiels pour réduire le déficit de maintien des actifs et pour améliorer l'offre de service, notamment en matière d'adaptation aux changements climatiques ou de projets d'envergure, tels que le projet d'ozonation.

En 2023, les dépenses totales ont été de 984 M$. Les coûts de fonctionnement ont été de l'ordre de 462 M$, soit 289 M$ pour l'exploitation des actifs (ex. : main-d'œuvre, énergie, produits chimiques), 42 M$ pour les frais généraux d'administration et 132 M$ pour le coût de la dette. À cela s'ajoutent 522 M$ en investissements dans les infrastructures (ex. : renouvellement des conduites, mise aux normes des usines, construction d'ouvrages de rétention).

Les projets d'infrastructures de l'eau à Montréal sont largement financés par les revenus fiscaux des contribuables et par le financement gouvernemental. À ce titre, Montréal a bénéficié d'un financement gouvernemental de 207 M$ en 2023, ce qui représente 40 % de ses investissements réels.

Néanmoins, comme le démontre la mise à jour des besoins en investissements, l'écart entre ceux-ci et les dépenses réelles demeure significatif et s'établit à 577 M$. En 2023, les besoins en investissements pour Montréal sur 10 ans ont été de 11 G$[5].

Il est pertinent d'indiquer que les coûts de projets sont en croissance depuis plusieurs années, et avec un budget similaire octroyé annuellement, le taux moyen de renouvellement, qui était de 50 km entre 2015 et 2019, a diminué à 31 km/an. Il est justifié de craindre que la baisse de la capacité de renouvellement se poursuive avec l'augmentation des coûts de travaux mettant en péril la capacité de la Ville à réduire le déficit de maintien d'actifs.

Finalement, le coût de l'eau s'établit à 3,65 $ par mètre cube d'eau distribuée en 2023, ce qui est supérieur aux revenus récoltés par mètre cube d'eau, soit 1,14 $. Ce coût est calculé selon la méthodologie standard du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation qui tient compte des besoins d'investissements et des coûts de fonctionnement pour l'ensemble des actifs dont le Service de l'eau est responsable.

5. Pour l'agglomération, les besoins en investissements sont de 13 G$.

Les activités contribuant à l'économie d'eau potable en 2023

Le renouvellement des réseaux

En 2023, le taux de renouvellement global du réseau principal et du réseau secondaire a été de 0,6 %. Ce taux est inférieur aux années précédentes étant donné la hausse importante des coûts de remplacement des entrées de service en plomb qui ont été priorisées ainsi qu'une réduction budgétaire au programme de réhabilitation. Depuis 2006, ce sont 712 km de conduites qui ont ainsi été renouvelées, soit plus de 16 % de ces deux réseaux combinés.

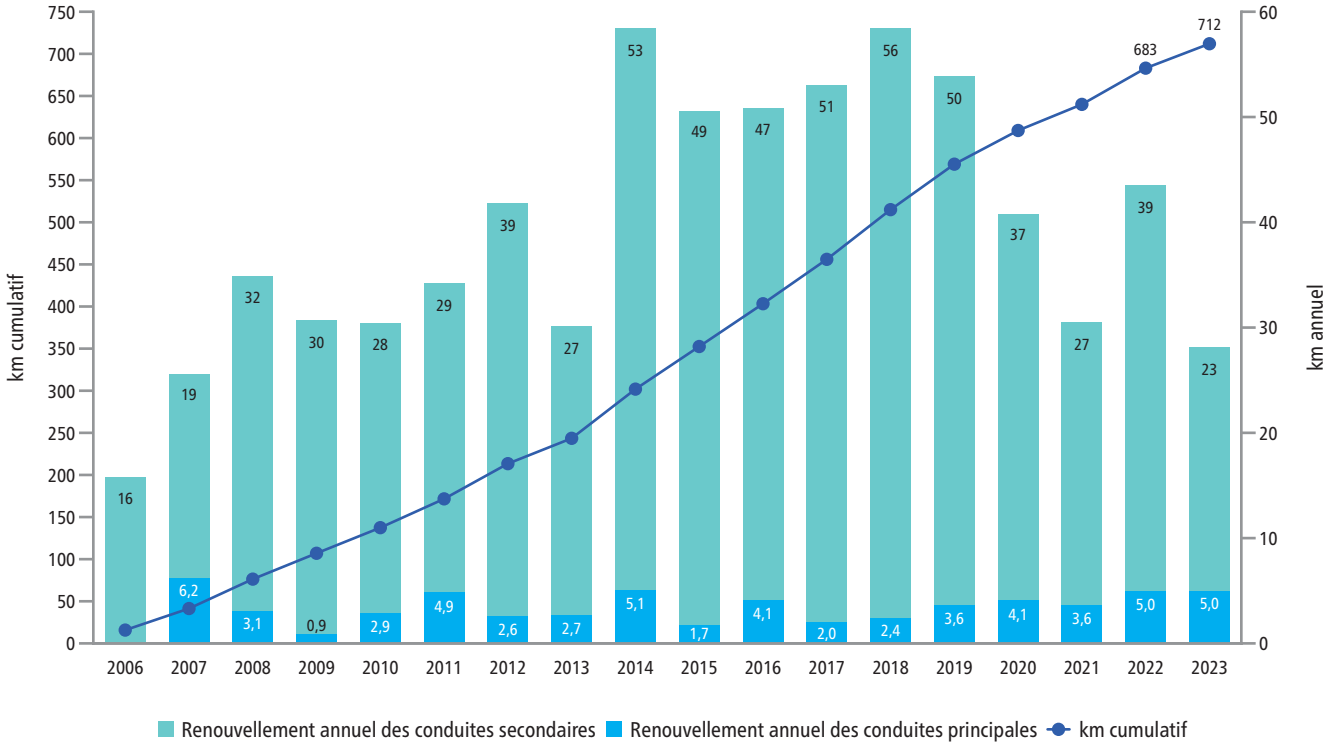
Le renouvellement du réseau principal de l'agglomération

En 2023, 5 km des conduites principales ont été renouvelés. Cela représente, depuis 2006, près de 60 km de conduites renouvelées, soit 7,5 % du réseau primaire.

Le renouvellement du réseau secondaire de la Ville de Montréal

En 2023, 23 km des conduites secondaires ont été renouvelés, soit 0,6 % de la longueur de ce réseau. Globalement, 652 km de conduites ont été renouvelés depuis 2006, soit 18 % du réseau secondaire.

Renouvellement des conduites d'eau potable



Chantiers réalisés sur les conduites principales

En 2023, 5 km de conduites principales ont été renouvelés. D'importants chantiers sur ces conduites ont été terminés en 2023, ce qui a permis, entre autres, de sécuriser l'approvisionnement en eau dans certains arrondissements et villes liées. Voici les principaux :

- Chantier de la rue Guy entre les rues William et Saint-Jacques. Le projet consistait à remplacer une conduite d'eau potable existante de 600 mm de diamètre en fin de vie datant de 1901 sur une longueur de 465 m.
- Chantier de l'avenue Somerled entre l'avenue Beaconsfield et le chemin de la Côte-Saint-Luc. Le projet consistait à remplacer une conduite d'eau potable existante de 750 mm de diamètre datant de 1930 sur une longueur de 800 m. Ce projet a permis de sécuriser l'approvisionnement en eau potable de l'arrondissement Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce et villes liées de Montréal-Ouest et de Côte-Saint-Luc.
- Chantier de la rue Champlain entre les rues Sherbrooke et La Fontaine. Le projet consistait à remplacer une conduite d'eau potable existante de 1050 mm de diamètre datant de 1927 sur une longueur de 650 m en incluant toutes les autres infrastructures souterraines (électricité, gaz, égout et conduite d'eau potable secondaire) et du réaménagement de surface complet. Le projet a permis de sécuriser l'approvisionnement en eau potable des arrondissements Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et de la Ville de Montréal-Est.

Photos du chantier de la rue Champlain



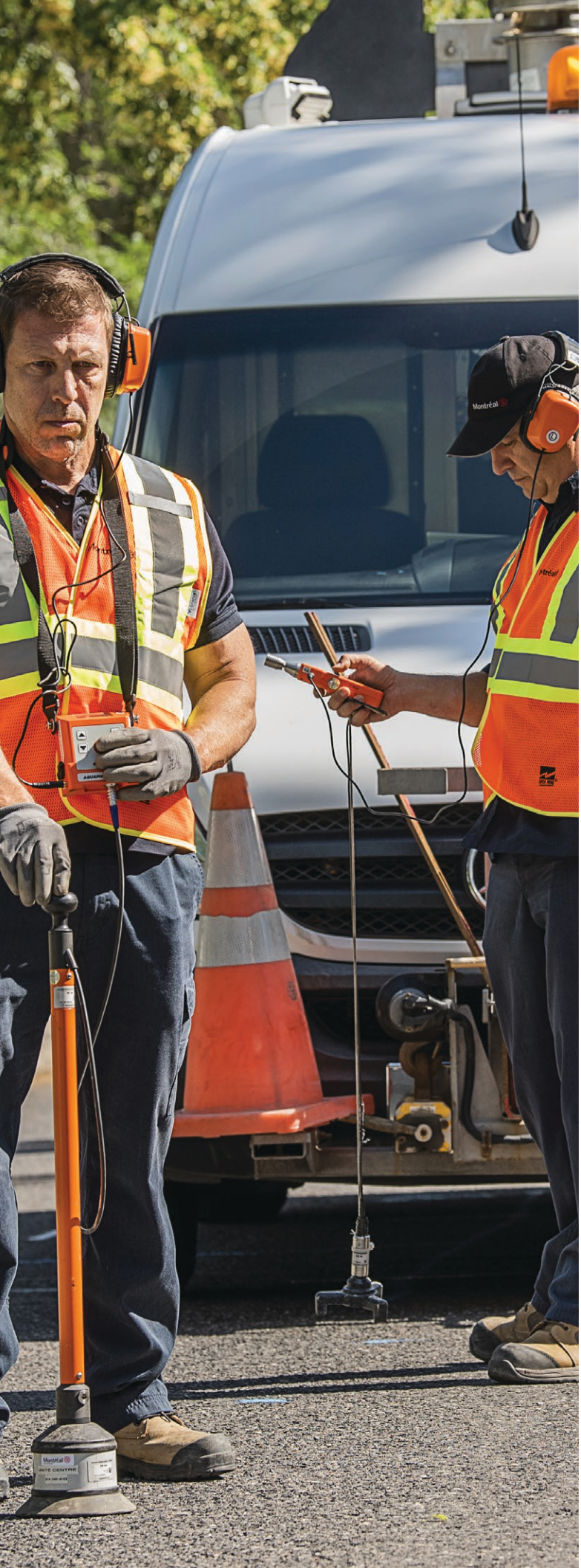
Installation en tranchée d'une conduite d'eau potable en béton-acier précontraint de 1 050 mm de diamètre. D'autres infrastructures sont en construction en arrière plan.



Vue d'ensemble sur une tranchée partagée où plusieurs infrastructures sont en reconstruction (conduite d'eau principale, conduite d'eau secondaire, regard d'égouts, puisard et câbles électriques). Un bel exemple d'un projet intégré.



Construction d'une chambre de vannes souterraines coulée en place. Vue sur la tuyauterie et des accessoires qui se retrouvent dans cette chambre souterraine.



La recherche de fuites et les réparations sur le réseau d'aqueduc

En 2023, l'équipe ARSO[6] dédiée à la recherche de fuites sur le réseau d'aqueduc a achevé 87 % de sa deuxième écoute sur les possibilités de fuites identifiées lors de la première auscultation du réseau d'aqueduc. L'équipe ARSO a localisé 368 fuites sur les conduites et branchement de services publics, ainsi que 55 fuites sur les bornes d'incendies et les vannes, pour un total de 423 fuites. 74 % des fuites localisées par cette équipe correspondaient à des fuites non signalées[7] dans le cadre du programme de recherche systématique de fuites.

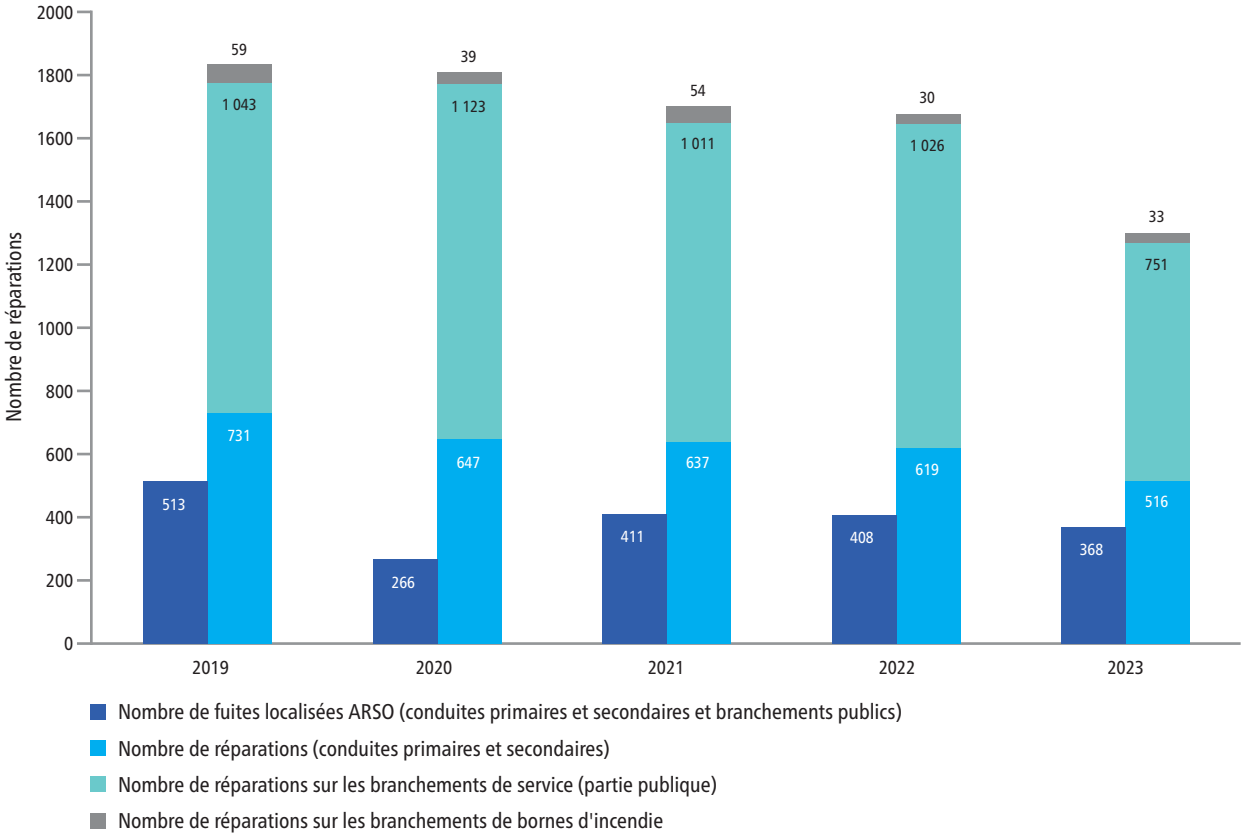
En combinant la recherche de fuites effectuées par l'équipe ARSO et par les arrondissements, 1 302 fuites ont été localisées sur le réseau public d'aqueduc en 2023, soit une baisse de 23 % par rapport à 2022. En 2022, les fuites avaient diminué de moins de 2 % par rapport à l'année précédente, ce qui indique une meilleure santé du réseau en 2023. Au total, 1366 interventions de réparations de fuites ont été effectuées en 2023.

En 2023, deux des trois réseaux de Montréal étaient soumis à l'obligation d'être auscultés puisque la cible de l'IFI n'était pas atteinte en 2022. Ainsi, le réseau de Lachine a atteint 190 % d'auscultation et le réseau Atwater—Charles-J.-Des Baillets a atteint 189 %. Même si le réseau de Pierrefonds n'était pas soumis à cette obligation, la Ville a maintenu sa surveillance grâce à l'activité annuelle d'inspection des bornes d'incendie et a ainsi fait 188 % d'auscultation.

6. ARSO : analyse réseau et soutien aux opérations
7. Fuite qui n'apparaît pas en surface, mais qui est détectable par des équipements de localisation



Recherche de fuites et réparations sur le réseau d'aqueduc







Le centre de formation Maxim'eau

L'année 2023 représente un jalon important pour le centre de formation Maxim'eau. En effet, depuis mai 2023, le centre a été officiellement reconnu comme un diffuseur agréé par deux ministères clés : le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ainsi que le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs. Cette reconnaissance concerne le parcours du tronc commun qui est maintenant reconnu officiellement comme formation OPA (Préposé(e) à l'aqueduc) qui est préalable à l'obtention d'un certificat dans le cadre du Programme de qualification des opérateurs en eau potable. Ce statut de diffuseur reconnu est le fruit de nombreux efforts et d'un engagement constant envers l'excellence éducative et le développement des compétences du Service de l'eau. Le centre de formation se distingue désormais comme un acteur majeur dans le paysage de la formation professionnelle. Le Service est fier de cette réalisation et est déterminé à continuer d'innover pour offrir des programmes de formation de qualité, adaptés aux besoins actuels et futurs des personnes qui œuvrent à entretenir et réparer nos réseaux d'aqueduc.

En 2023, le projet concernant la mise en place d'une culture de planification des interventions d'entretien basée sur les meilleures pratiques et d'un outil informatique de gestion de la maintenance (Maximo) a été synonyme de consolidation des acquis dans les arrondissements nouvellement intégrés au projet. De plus, beaucoup d'efforts de l'équipe ont été concentrés, en collaboration avec le Service de la technologie de l'information, à l'optimisation de l'outil de la gestion de la maintenance assistée par ordinateur et à la mise en place de nouvelles fonctionnalités afin de permettre à l'outil de supporter l'ensemble des opérations.

Le progiciel Maximo a pour but premier de soutenir la planification des interventions afin de s'assurer d'avoir tout ce qui est nécessaire (pièces, permis, équipements, main d'œuvre, etc.) à la réalisation des travaux au moment opportun. Il permet d'introduire des maintenances préventives au calendrier afin de diminuer les urgences avec le temps.

Il nous permet aussi de :

- Prioriser ce qu'il y a à faire
- Suivre en temps réel les interventions en cours sur le terrain
- Documenter ce qui a été réalisé

Maximo offre la possibilité d'avoir une traçabilité et un historique détaillés pour un bon suivi auprès des citoyennes et citoyens ou des requérantes et requérants. Il permet également de visualiser l'état des actifs du Service de l'eau et de contribuer à la planification autant en terme de budget que de ressources humaines en fonction des interventions requises. Avec de la rigueur dans la cohérence des données intégrées dans Maximo, plusieurs indicateurs d'aide à la décision sont mis en place. En résumé, il est un pas dans la gestion des réseaux pilotée par les données.

L'optimisation du réseau d'aqueduc

L'optimisation du réseau par l'implantation des secteurs de régulation de pression (SRP) et des secteurs de suivi de distribution (SSD) fait partie des meilleures pratiques recommandées par l'AWWA. Elle s'appuie sur la mesure en temps réel des débits et des pressions du réseau de distribution. Ceux-ci permettent d'en détecter les anomalies, de les diagnostiquer et d'intervenir pour y remédier afin d'éviter les pertes de service pour sa population. Les SRP font aussi un suivi de la distribution, mais permettent surtout de :

- réduire le nombre de bris sur les conduites secondaires et sur les entrées de service tout en maintenant une performance hydraulique adéquate avec une eau de qualité égale;
- diminuer ainsi la fréquence de travaux d'urgence qui ont un impact significatif sur la qualité de vie des citoyennes et des citoyens;
- prolonger la durée de vie utile des conduites.

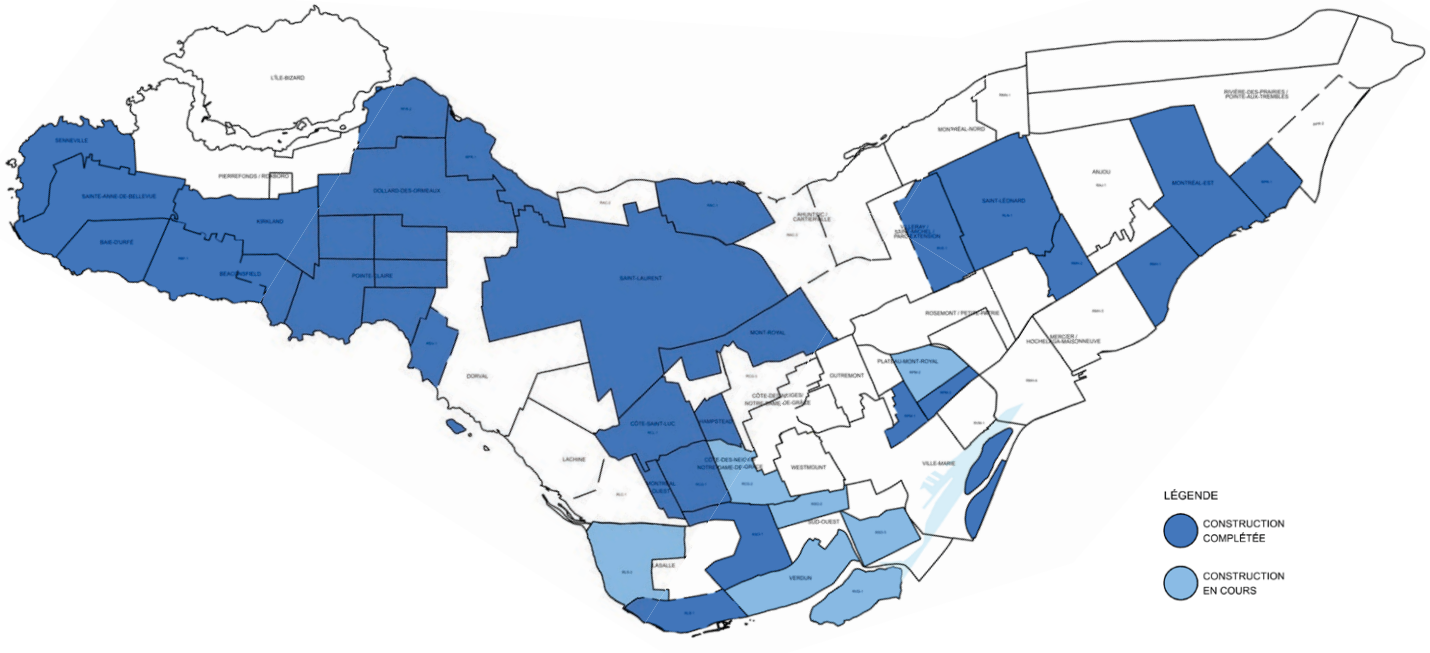
Il y a maintenant, dans l'agglomération de Montréal, 19 SRP et 10 SSD implantés sur le réseau de distribution ainsi que 31 sites de mesures de débit et de pression sur le réseau de transport, pour un total de 180 mesures de débits et de pression. À ceux-ci, il faut ajouter 6 SRP et 3 SSD ainsi que 6 sites de mesure du débit à différents niveaux d'avancement. À terme, plus de 210 mesures de débit et de pression seront prises en continu sur les réseaux de distribution et de transport de l'eau. La carte ci-après représente ces 29 SRP et SSD implantés.





Exemple d'une chambre de régulation de pression : régulateur avec transmetteur de position et pilote électronique, débitmètre, robinet de prise pour vérification, transmetteurs de pression, pompe, chauffage et déshumidificateur.

Les secteurs de régulation de pression et de suivi de la distribution en 2023

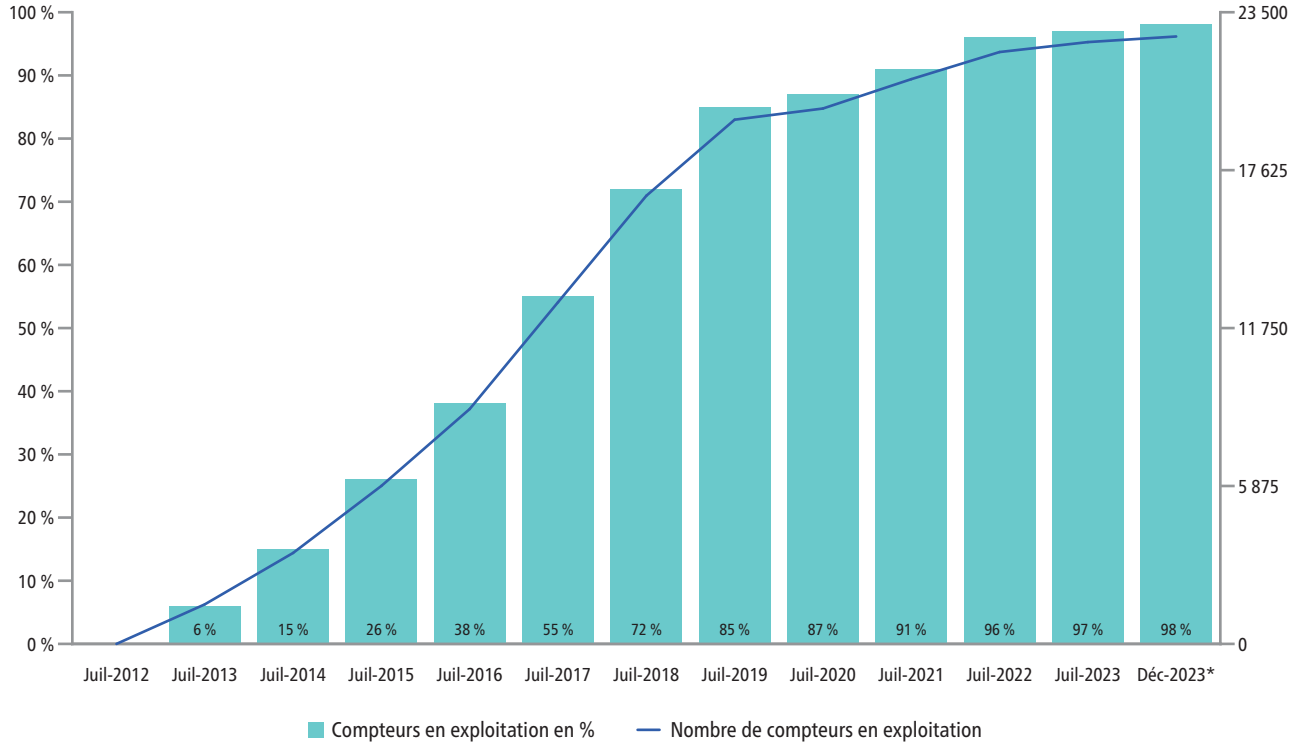


Mesure de la consommation d'eau dans les ICI

En 2011, dans le cadre de la Stratégie montréalaise de l'eau, la Ville de Montréal s'est engagée à livrer 16 200 compteurs opérationnels dans les industries, les commerces et les institutions (ICI) dans un délai de six ans.

Les objectifs du projet ont ensuite été revus à la hausse pour atteindre 23 000 compteurs en dix ans, tout en gardant la cible initiale comme une balise intermédiaire. À la suite du ralentissement d'installation de compteurs relié à la pandémie, une année supplémentaire a été accordée au projet. Celui-ci s'est terminé en 2023.

Un total de 22 598 compteurs étaient en exploitation au 31 décembre 2023 dans l'agglomération, dont 20 511 à Montréal. Le projet d'installation de compteurs s'est donc officiellement terminé à 98 % de son objectif. Le projet est entré en phase d'exploitation des compteurs et permettra non seulement d'améliorer la précision des bilans annuels, mais aussi d'intervenir plus efficacement auprès des ICI qui surconsomment de l'eau potable, notamment ceux abritant encore des systèmes de refroidissement ou de climatisation utilisant de l'eau potable sans boucle de recirculation (ceux-ci étant interdits depuis le 1er janvier 2018). L'exploitation des compteurs sert également à la nouvelle tarification de l'eau, dont une partie de l'eau est facturée au volume et est effective depuis le début de l'année.



La sensibilisation et la réglementation favorisant l'économie d'eau

Patrouille bleue

La Patrouille bleue est un des principaux moyens utilisés par le Service de l'eau pour mener des activités de sensibilisation sur la gestion responsable de l'eau. Cette patrouille, constituée d'étudiantes et d'étudiants, est sous la supervision du Regroupement des éco-quartiers (REQ) et en est à sa 14e édition. Son mandat est d'une durée de 4 semaines à chaque année. Plus de 80 000 personnes ont été sensibilisées depuis ses débuts. En 2023, la Patrouille bleue a mené ses activités selon trois volets :

1. **Soutenir les activités de distribution des pommes de douche dans les points de service des éco-quartiers concernés**

   En 2023, ce sont 15 éco-quartiers dans 13 arrondissements de la Ville de Montréal qui avaient la responsabilité de distribuer les produits économiseurs d'eau. Près de 750 trousses et pommes de douche à débit réduit ont été distribuées. Les pommes de douche permettent de réduire d'environ 10 % la consommation d'eau d'un ménage et d'économiser jusqu'à 60 $ d'électricité par année. Depuis le début du programme, ce sont plus de 4 300 produits économiseurs d'eau qui ont été offerts gratuitement à la population montréalaise dans tous les arrondissements.

2. **Les bonnes pratiques et la réglementation sur l'économie d'eau potable**

   Les membres de la Patrouille bleue ont sensibilisé les résidentes et les résidents sur le gaspillage important d'eau provenant des fuites et des appareils de plomberie et des réparations appropriées. Des pastilles colorées détectant des fuites et la perméabilité des systèmes d'étanchéité des toilettes résidentielles ont été distribuées par le porte-à-porte et à des kiosques d'animation.

   Ils ont également invité la population à respecter la réglementation sur l'usage de l'eau potable (Règlement 13-023) lorsque des usages proscrits étaient constatés en matière d'arrosage extérieur. Au total, 179 infractions au règlement ont été détectées au cours de la période d'activité de la Patrouille bleue associées à l'utilisation de l'aspergeur amovible en dehors des périodes permises et à l'écoulement sur la rue ou les propriétés voisines.

3. **Quoi ne pas jeter à l'égout**

   De plus, cette année, les membres de la Patrouille ont sensibilisé la population à un nouveau sujet : le respect des égouts. En effet, de nombreuses matières sont rejetées directement à l'égout ou par le biais des toilettes et celles-ci sont une source potentielle de problèmes. Ils avaient donc pour objectif de sensibiliser la population aux problèmes et aux bénéfices de ne pas jeter les matières proscrites dans l'égout. Pour les aider, ils avaient à leur disposition des cartons-quiz. Au total, c'est 1 914 cartons-quiz qui ont été distribués et c'est plus de la moitié des personnes interpellées par le sujet qui étaient intéressées d'en apprendre davantage. Du personnel des centres de la petite enfance et des garderies (67 en tout) se trouvait parmi les personnes informées.





Patrouille verte

La Patrouille verte en était à sa 19e édition. Cette patrouille est une escouade de sensibilisation ayant pour objectif d'informer, de sensibiliser et d'éduquer la population montréalaise durant la saison estivale sur différents sujets environnementaux, dont la gestion durable de l'eau. Une équipe de 46 étudiantes et étudiants répartis dans 16 arrondissements et 4 villes liées était à la barre de la Patrouille verte en 2023. Cette patrouille est, comme la Patrouille bleue, encadrée par le REQ, mais également par 17 organismes éco-quartiers locaux et par les responsables de l'environnement dans les villes liées et les arrondissements. Cette Patrouille prend la relève des mandats de la Patrouille bleue, qui elle se termine à la fin du printemps. Un total de 9 247 personnes ont été sensibilisées aux trois mandats reliés à la gestion durable de l'eau :

1. **Soutenir les activités de distribution des pommes de douche dans les points de service des organismes porteurs du programme éco-quartiers concernés**

   Ce volet vise à promouvoir les produits économiseurs d'eau (pommes de douche et trousses complètes).

   Rappelons que ce projet a été fait en partenariat avec Hydro-Québec et le REQ et vise à réduire la consommation d'eau chaude et ainsi diminuer la facturation d'électricité des ménages. La patrouille a également participé à la distribution de ces produits en sensibilisant plus de 841 Montréalaises et Montréalais lors de kiosques d'échanges.





2. **Les bonnes pratiques et la réglementation sur l'économie d'eau potable**

   Les membres de la Patrouille verte ont été formés pour sensibiliser la population au Règlement sur les usages de l'eau (13-023), entre autres pour identifier les situations où le règlement n'est pas respecté et pour les bonnes pratiques horticoles aqua-responsables en ce qui a trait à l'irrigation. Un total de 48 infractions au règlement ont été détectées principalement reliées à l'utilisation d'un système automatique et asperseur amovible en dehors des heures permises et à l'écoulement sur la rue ou sur les propriétés voisines. Des dépliants expliquant la réglementation ont été remis aux propriétaires.

3. **Quoi ne pas jeter à l'égout**

   En 2023, les membres de la Patrouille verte ont sensibilisé, tout comme la Patrouille bleue, la population sur ce qui ne se jette pas à l'égout. Tout au long de l'année, de nombreuses matières sont rejetées directement à l'égout ou par le biais des toilettes et celles-ci sont une source potentielle de problèmes, que ce soit dans le réseau d'égout, à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et même au milieu aquatique (ex. : graisses, lingettes, etc.). La population a donc été sensibilisée aux problèmes et aux bénéfices de ne pas jeter les matières proscrites dans l'égout. Ce sont plus de 75 % des personnes interpellées sur le sujet qui étaient intéressées d'en apprendre plus et ce sont environ 1 200 cartons-quiz qui ont été distribués.

Montréal

Montréal.ca

Ville de Montréal (2024-00-00) 000_00

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1247428005

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 5 716 061,17 $, taxes et contingences incluses, pour la location à court terme de camionnettes, voitures compactes et sous-compactes, fourgonnettes et VUS dans le cadre du contrat accordé à La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada (lots 1, 2, 3, 5, 6 et 8) et Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc. (lots 4 et 7) (CG23 0033) majorant ainsi le montant total du contrat de 10 785 021,08 $ à 16 501 082,25 $, taxes incluses

Il est recommandé

1. D'exercer l'option de renouvellement de 12 mois et d'autoriser une dépense additionnelle de 4 763 384,31 $, taxes incluses, pour la location à court terme de camionnettes, voitures compactes et sous-compactes, fourgonnettes et VUS dans le cadre des ententes-cadres conclues avec La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada (lot 1, 2, 3, 5, 6 et 8) et Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc. (lot 4 et 7), majorant ainsi le montant total du contrat de 10 785 021,08 $ à 16 501 082,25 $, taxes incluses ;

Firmes	Articles	Dépenses additionnelles (taxes incluses)	Montant (taxes incluses)
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA	Lot 1	2 164 899,92 $	6 249 616,75 $
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA	Lot 2	630 421,15 $	1 819 895,01 $
	Lot 3	238 865,97 $	

LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA			689 556,47 $
LOCATION SAUVAGEAU INC./SAUVAGEAU RENTAL INC.	Lot 4	500 798,32 $	1 445 700,81 $
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA	Lot 5	677 976,19 $	1 957 176,54 $
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA	Lot 6	181 951,04 $	525 254,89 $
LOCATION SAUVAGEAU INC./SAUVAGEAU RENTAL INC.	Lot 7	203 363,61 $	587 068,53 $
LA COMPAGNIE DE LOCATION D'AUTOS ENTERPRISE CANADA	Lot 8	165 108,12 $	476 632,88 $

2. d'autoriser une dépense de 952 676,86 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-08 14:11

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247428005**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction ateliers mécaniques et de proximité , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de renouvellement de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 5 716 061,17 $, taxes et contingences incluses, pour la location à court terme de camionnettes, voitures compactes et sous-compactes, fourgonnettes et VUS dans le cadre du contrat accordé à La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada (lots 1, 2, 3, 5, 6 et 8) et Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc. (lots 4 et 7) (CG23 0033) majorant ainsi le montant total du contrat de 10 785 021,08 $ à 16 501 082,25 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements, ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et des services centraux, de manière écoresponsable et dans un environnement sécuritaire.
De façon ponctuelle, les arrondissements et services centraux de la Ville doivent effectuer de la location de véhicules légers (camionnettes 4X2 et 4X4, voitures sous-compactes et compactes, mini-fourgonnettes et véhicules utilitaires sport (VUS)), avec diverses accessoires.

Les besoins en location varient et peuvent être requis sur une base journalière, hebdomadaire ou mensuelle, selon les unités d'affaires. La location de véhicules permet également de répondre aux différents besoins imprévus, parfois difficiles à combler rapidement avec le parc de véhicules existant.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0033 - 26 janvier 2023 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada (lot 1, 2, 3, 5, 6 et 8) et Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc. (lot 4 et 7) pour la location à court terme de camionnettes, voitures compactes et sous-compactes, fourgonnettes et VUS - Entente d'approvisionnement de deux (2) ans avec option de renouvellement d'un (1) an - (Montant estimé des ententes : 10 785 021,08$, taxes incluses (contrat : 8 987 515,57$ + contingences: 1 797 503,51 $)) - Appel d'offres public 22-19586 - (deux (2) soumissionnaires)
CG21 0666 - 2 décembre 2021 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes La compagnie de location d'Autos Enterprise Canada (Enterprise Rent-A-Car Canada Company) (lot 1, 2 et

3) et Locations Sauvageau Inc. (lot 4 et 5)
pour la location à court terme de camionnettes, de voitures et de fourgonnettes, pour une durée de douze (12) mois, avec deux (2) options de prolongation de douze (12) mois - (Montant estimé des ententes : 3 025 017,26 $, taxes incluses (contrat : 2 630 449,80 $ + variation des quantités 394 567,46 $)) - Appel d'offres public 21-18919 - (deux soumissionnaires)

CG20 0117 - 26 mars 2020 - Autoriser la prolongation, pour une période de douze (12) mois, de l'entente-cadre conclue avec Location Discount (23137292 QC inc.) pour la location à court terme de camionnettes à l'usage de toute la Ville et les services corporatifs (CG18 0178). Appel d'offres public 17-15854 (groupe I). Le montant estimé pour la période de prolongation est de 869 527,18$ (taxes incluses)

CG18 0178 – 29 mars 2018 - Conclure avec la Location Discount (23137292 QC inc.), une entente-cadre (1266097) d'une durée de vingt quatre (24) mois avec option de prolongation, à l'usage de tout la Ville et les services corporatifs – Appel d'offres public 17-15854 (2 soumissionnaires) (montant évalué des ententes 2 578 279,88 $, taxes incluses)

DESCRIPTION

De façon plus précise, le présent dossier décisionnel vise à exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois prévue au contrat pour la location à court terme de camionnettes, voitures compactes et sous-compactes, fourgonnettes et VUS.

Option de renouvellement
Il est mentionné dans les documents d'appel d'offres du contrat qu'à son expiration, celui-ci peut être renouvelé pour une (1) période additionnelle de douze (12) mois avec les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans le contrat, sous réserve d'une variation des prix conformément à la clause 2.04.03.

Indexation de prix
Les prix sont ajustés annuellement, à la date d'anniversaire du contrat, en fonction du taux de variation sur douze (12) mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal, publié par Statistique Canada, dans la dernière édition disponible à la date d'anniversaire du contrat sous la référence «Indice des prix à la consommation, moyenne annuelle, non désaisonnalisé numéro: 18-10-0005-01 ».

Les firmes La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada et Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc. ont été avisées, par une lettre envoyée le 12 septembre 2024, de l'intention de la Ville de Montréal d'exercer ce renouvellement, en vertu des dispositions du contrat (copie des lettres en pièce jointe au présent sommaire décisionnel).

JUSTIFICATION

Le pourcentage d'utilisation de l'entente-cadre précédente par lot est le suivant :

Lot 1: 41,23 %

Lot 2: 91,41 %

Lot 3: 13,22 %

Lot 4: 77,14 %

Lot 5: 67,09 %

Lot 6: 28,73 %

Lot 7: 80,98 %

Lot 8: 63,56 %

Conformément aux documents d'appel d'offres 22-19586, le contrat permet (1) une option de renouvellement de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer ce renouvellement, selon les mêmes termes et conditions que le contrat initial.

Les raisons nous incitant à recommander l'exercice de l'option de renouvellement sont principalement :

- la poursuite d'une saine gestion contractuelle;
- l'opportunité de profiter des prix obtenus lors de l'appel d'offres;
- la qualité du service rendu par les fournisseurs actuels.

Considérant que la pénurie de véhicules est derrière nous, nous avons jugé qu'il était nécessaire d'effectuer une vigie du marché. Cette démarche nous a confirmé que le renouvellement constituait l'option la plus avantageuse pour la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Montant totaux incluant l'option de renouvellement :
Lot 1 - Location de camionnettes 4X2

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**Total (taxes incluses)**
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	4 901 660.20 $	2 597 879,90 $	**7 499 540,10 $**

Lot 2 - Location de camionnettes 4X4

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**Total (taxes incluses)**
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	1 427 368,63 $	756 505,37 $	**2 183 874,01 $**

Lot 3 - Location de camionnettes 4X2 avec benne basculante

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**Total (taxes incluses)**
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	540 828,60 $	286 639,16 $	**827 467,76 $**

Lot 4 - Location de voitures sous-compactes et compactes

Fournisseur	Montant initial du contrat	Dépense additionnelle	**Total**

	pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**(taxes incluses)**
Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc.	1 133 882,99 $	600 957,98 $	**1 734 840,97 $**

Lot 5 - Location de fourgonnettes, toit haut

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**Total (taxes incluses)**
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	1 535 040,42 $	813 571,42 $	**2 348 611,84 $**

Lot 6 - Location de fourgonnettes, toit bas

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**Total (taxes incluses)**
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	411 964,62 $	218 341,25 $	**630 305,87 $**

Lot 7 - Location de mini-fourgonnettes

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**Total (taxes incluses)**
Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc.	460 445,90 $	244 036,33 $	**704 482,23 $**

Lot 8 - Location de véhicules utilitaire sport (VUS)

Fournisseur	Montant initial du contrat pour 24 mois (contingences et taxes incluses)	Dépense additionnelle pour 12 mois (contingences et taxes incluses)	**Total (taxes incluses)**
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada	373 829,71 $	198 129,75 $	**571 959,46 $**

Les adjudicataires, La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada et Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc., s'engagent à honorer le contrat pour douze (12) mois supplémentaires générant une dépense de 4 763 384,31 $, incluant les taxes.

Une provision pour contingences de 20 %, soit 952 676,86 $, incluant les taxes, a été ajoutée pour pallier les éventuels imprévus.

La dépense totale à autoriser du renouvellement s'élève à 5 716 061,17 $, incluant les taxes et contingences.

Les dépenses de consommation seront prélevées à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs, et ce au rythme des besoins à combler.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques.
Ce dossier répond à la priorité 17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes. La création d'entente d'achat fait partie de la définition des mécanismes d'innovation et de collaboration interne favorisant la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières par son accès à des prix compétitifs. L'utilisation d'entente d'achat permet la mise en commun des différents besoins des arrondissements en matière de location afin d'atteindre des volumes d'achats plus importants, ce qui facilite l'obtention de meilleurs prix.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout retard dans l'approbation de ces ententes obligera les arrondissements à poursuivre de multiples locations sous forme de gré à gré. Cette façon de faire alourdirait tout le processus de suivi des contrats, de reddition des comptes et sous-entend une lourdeur administrative additionnelle tout en privant la Ville d'économies avantageuses.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Renouvellement du 18 janvier 2025 au 17 janvier 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Renée VEILLETTE, Service de l'approvisionnement
Charles CARON, Service des finances et de l’évaluation foncière

Lecture :

Charles CARON, 26 septembre 2024
Renée VEILLETTE, 26 septembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Leslie Guesley LOISEAU
Agente de recherche

Tél : N/A
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-26

Wasiu YESUFU
Chef de section

Tél : N/A
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE
Directeur de service
Tél : N/A
Approuvé le : 2024-10-07

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247428005*
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : *Exercer l'option de renouvellement de douze (12) mois pour la location à court terme de camionnettes, voitures compactes et sous-compactes, fourgonnettes et VUS et autoriser une dépense additionnelle de 5 716 061,17 $ taxes et contingences incluses, dans le cadre du contrat accordé avec les firmes La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada (lot 1, 2, 3, 5, 6 et 8) et Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc. (lot 4 et 7) (CG23 0033), majorant ainsi le montant total du contrat de 10 785 021,08 $ à 16 501 082,25 $ taxes incluses.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La création d'entente d'achat fait partie de la définition des mécanismes d'innovation et de collaboration interne favorisant la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières par son accès à des prix compétitifs. L'utilisation d'entente d'achat permet la mise en commun des différents besoins des arrondissements en matière de location afin d'atteindre des volumes d'achats plus importants ce qui facilite l'obtention de meilleurs prix.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Docusign Envelope ID: D51A31A8-AEEF-4AA6-99AF-6E4B768C1866

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 12 septembre 2024

Monsieur William Knowlton
Vice-Président
La Compagnie de Location d'Autos Enterprise Canada
200-5830 ch. de la Côte-de-Liesse
Mont-Royal (Québec) H4T 1B1

Courriel : brian.tessier@ehi.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres nº 22-19586
Location à court terme de camionnettes, voitures compactes et sous-compactes, fourgonnettes et VUS - Entente d'approvisionnement 2 ans avec option de renouvellement d'un an – Lots 1, 2, 3, 5, 6 et 8

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Pour les lots 1, 2, 3 et 5, sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Pour les lots 6 et 8, sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 18 janvier 2025 au 17 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à marc-andre.deshaies@montreal.ca **au plus tard le 24 septembre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Signed by: William Knowlton 43089FB036FE4A2... 13-09-2024

Nom en majuscules et signature | Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature | Date

Marc-André Deshaies pour Renée Veillette
Agent d'approvisionnement II

Courriel : marc-andre.deshaies@montreal.ca

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 12 septembre 2024

Monsieur Mario Normand
Directeur de succursales
Location Sauvageau inc. / Sauvageau rental inc.
521 Côte Joyeuse
Saint-Raymond (Québec) G3L 4A9

Courriel : mario.normand@sauvageau.qc.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 22-19586
Location à court terme de camionnettes, voitures compactes et sous-compactes, fourgonnettes et VUS - Entente d'approvisionnement 2 ans avec option de renouvellement d'un an – Lots 4 et 7

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Pour le lot 4, sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 26 janvier 2025 au 25 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Pour le lot 7, sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 18 janvier 2025 au 17 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à marc-andre.deshaies@montreal.ca **au plus tard le 24 septembre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments ~~distingués~~.

J'accepte le renouvellement : _____ 13/09/2024
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Marc-André Deshaies pour Renée Veillette
Agent d'approvisionnement II

Courriel : marc-andre.deshaies@montreal.ca

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1247567040

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Équipement SH inc., pour l'aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de Montréal - Dépense totale de 1 004 253,45 $, taxes incluses (contrat : 873 263,87 $ + contingences : 130 989,58 $) - Appel d'offres public 24-20659 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Équipement SH inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'aménagement de cent quatre-vingt-quinze (195) véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 873 263,87 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20659;

2. d'autoriser une dépense de 130 989,58 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement d'Équipement SH inc.;
4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-30 10:52

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1247567040

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Équipement SH inc., pour l'aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de Montréal - Dépense totale de 1 004 253,45 $, taxes incluses (contrat : 873 263,87 $ + contingences : 130 989,58 $) - Appel d'offres public 24-20659 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le cadre de sa planification pour l'année 2025, le SMRA a identifié le besoin d'aménager cent quatre-vingt-quinze (195) véhicules identifiés Ford Explorer 2025 et 2026. L'aménagement de ces véhicules permettra le remplacement d'unités qui seront mises au rancart pour cause de désuétude.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, numéro 24-20659. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) durant quarante-quatre (44) jours, soit du 26 août 2024 au 10 octobre 2024. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, un seul addenda a été émis.

Sommaire de l'addenda

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	24 septembre 2024	Report de la date d'ouverture des soumissions au jeudi 10 octobre 2024.	Non

La durée de validité de la soumission est de cent quatre-vingts (180) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 8 avril 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0013 - 26 janvier 2023 - Accorder des contrats aux firmes Équipement SH inc, 911 Pro inc et P.E.S. Canada inc pour l'aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Police

interceptor utilitaire 2023 - Dépense totale de 851 033,46 $, taxes incluses (contrat : 773 666,78 $ + contingences : 77 366,68 $) - Appel d'offres public 22-19600 - (trois (3) soumissionnaires).
CE22 1579 - 6 octobre 2022 - Accorder un contrat à 911 Pro Inc., pour la fourniture et installation de feux d'urgence et composantes connexes sur véhicules utilitaires de marque et modèle Ford Police Interceptor Hybrid 2022 - Dépense totale de 359 192,18 $, taxes incluses (contrat : 299 326,82 $ $ + contingences : 59 865,36 $) - Appel d'offres public 22-19418 - (trois soumissionnaires)

CG22 0552 - 23 septembre 2022 - Accorder un contrat à 911 Pro inc., pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîtes en fibre de verre sur véhicules légers. - Dépense totale de 971 045,28 $, taxes incluses (contrat : 809 204,40 $ + contingences : 161 840,88 $) - Appel d'offres public 22-19295 - (trois soumissionnaires)

DA225382007 - 4 août 2022 - Accorder des contrats aux firmes Les systèmes Cyberkar inc. et 911 Pro Inc. pour la fourniture et l'installation de feux d'urgence, composantes connexes et boîtes en fibre de verre sur véhicules légers. - Dépense totale de 117 194,56 $, taxes incluses (contrat : 97 662,13 $ + contingences : 19 532,43 $) - Appel d'offres public 22-19295 - (trois soumissionnaires et un soumissionnaire conformes

CG22 0410 - 16 juin 2022 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes Jacques Olivier Ford inc., Equipement SH inc. et Les systèmes cyberkar inc. pour l'acquisition de véhicules hybrides certifiés Police et d'équipements pour des véhicules du Service de police de Montréal, pour une durée de trois (3) ans. - (Montant estimé des ententes : 13 091 424,58 $, taxes incluses (contrat : 11 409 417,91 $ + contingences : 1 682 006,67 $)) - Appel d'offres public 22-19113 - (deux et trois soumissionnaires conformes)

DA225302004- 01 juin 2022 - Conclure des ententes-cadre avec les firmes 911 pro inc., Equipement SH inc. et les systèmes cyberkar inc. pour l'acquisition d'équipements nécessaires aux véhicules du Service de police de la Ville de Montréal, pour une durée de trois (3) ans - (Montant estimé des ententes : 781 322,09 $, taxes incluses (contrat : 710 292,81 $ + contingences: 71 029,28 $)) - Appel d'offres public 22-19113

CG21 0481 - 26 août 2021 - Accorder un contrat à Venne Ford Garage P. Venne inc. (lot #1) et un contrat à Jacques Olivier Ford inc. (lot #2) pour l'acquisition de véhicules Ford, utilitaires hybrides Police Interceptor Utility et pour des camionnettes à motorisation hybride complète - Dépense totale de 6 755 345,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18788 - (4 soum., lot #1) (2 soum., lot #2)

DESCRIPTION

De façon plus précise, le SMRA désire faire aménager cent quatre-vingt-quinze (195) véhicules identifiés Ford Explorer 2025 et 2026 afin de répondre aux besoins du Service de police de Montréal (SPVM).
Détail du coût unitaire

Numéro de lot	Description	Quantité prévisionnelle	Prix unitaire (sans taxes)	Montant total (sans taxes)
1	Aménagement de Ford Explorer 2025 et 2026	195	3 895,00 $	759 525,00 $

Modalité d'adjudication
Le contrat est adjugé globalement au plus bas soumissionnaire conforme.

Prix
Pendant la durée initiale du contrat, les prix sont ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC), conformément aux modalités prévues à l'annexe 2.04.01. Le donneur

d'ordre se réserve le droit de bénéficier d'une variation des prix à la baisse, le cas échéant.

Annexe 2.04.01
Les prix sont ajustés annuellement, à la date d'anniversaire du contrat, en fonction du taux de variation sur douze (12) mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date d'anniversaire du contrat sous la référence 18-10-0004-01.

Les prix sont ajustés selon les règles d'application ci-dessous.
La formule d'indexation est la suivante :

P1 = P0 * [M0IPC/M-1IPC]

P1 : Prix indexé;
P0 : Prix en vigueur avant l'indexation prévue pour l'année en cours;
M0IPC : Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les douze (12) mois suivant le début du contrat ou suivant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements;
M-1IPC Moyenne de la valeur mensuelle des indices IPC pour les douze (12) mois précédant le début du contrat ou précédant la dernière indexation, selon le plus tardif de ces deux événements.

Délais d'aménagement
Le délai d'aménagement est de cinq (5) jours ouvrables par véhicules en production. L'adjudicataire mentionne qu'il est en mesure d'aménager quatre (4) à six (6) véhicules par semaine.

Garantie
Les travaux d'aménagements effectués par l'adjudicataire sont garantis durant une période d'un (1) an.

JUSTIFICATION

Lors de l'appel d'offres, il y a eu sept (7) preneurs du cahier des charges. Trois (3) soumissions ont été déposées (42,9%). Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec les preneurs n'ayant pas remis de soumission afin de connaître leurs motifs de désistement:

- un (1) preneur mentionne qu'il s'est procuré les documents pour consultation seulement;
- un (1) preneur mentionne qu'il n'offre pas les produits demandés;
- deux (2) preneurs n'ont pas répondu à la demande du Service de l'approvisionnement.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Équipement SH inc.	873 263,87 $	130 989,58 $	1 004 253,45 $
911 PRO inc.	967 428,39 $	145 114,26 $	1 112 542,65 $
Garage Ste-Marie inc.	1 131 095,31 $	169 664,30 $	1 300 759,61 $
Dernière estimation réalisée ($)	901 961,63 $	135 294,24 $	1 037 255,87 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 28 697,76 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 3,18 %

Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*	94 164,52 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	10,78 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données disponibles sur le marché.

L'écart de 10,78 % entre la deuxième plus basse soumission et la plus basse soumission pourrait s'expliquer par le fait qu'Équipement SH inc. semble avoir une capacité de production supérieure à 911 PRO inc., l'adjudicataire est en mesure d'aménager plusieurs véhicules à la fois contrairement à 911 PRO inc. ce qui pourrait expliquer l'écart de prix entre les deux soumissionnaires.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, ont été effectuées par le Service de l'approvisionnement le 11 octobre 2024.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le plus bas soumissionnaire conforme, Équipement SH inc., s'engage à réaliser la totalité du mandat pour un montant de 873 263,87 $, incluant les taxes.
Un montant équivalent à 15 % du montant total octroyé, soit 130 989,58 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

La dépense sera financée par le règlement d'emprunts RCG 22-006 Remplacement véhicules & équipements Ville, SPVM et SIM CG23 0138. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération en vertu d'éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030.
L'aménagement des cent quatre-vingt-quinze (195) véhicules est requis pour permettre l'utilisation de ceux-ci par le SPVM. Par le fait même, cela devient possible de remplacer les appareils désuets afin de bonifier le parc de véhicules et ce, en améliorant la condition des unités qui le composent et en offrant une fiabilité accrue de ceux-ci. Les aspects mentionnés précédemment sont essentiels à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SPVM offerte aux citoyens en lien avec la priorité 19.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de ce fait, les frais d’entretien et de réparation

ainsi que les délais d’immobilisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réception des premiers véhicules aménagés: Février 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Renée VEILLETTE)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Safae LYAKHLOUFI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Francois ST-AMAND
Agent de recherche

Tél : s.o.
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Wasiu YESUFU
chef de section

Tél : n/a
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dave ST-PIERRE

Directeur de service
Tél :
Approuvé le : 2024-10-28

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247567040
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Accorder un contrat à Équipement SH inc., pour l'aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de Montréal - Dépense totale de 1 004 253,45 $, taxes incluses (contrat : 873 263,87 $ + contingences : 130 989,58 $) - Appel d'offres public 24-20659 - (trois soumissionnaires)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 19			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** L'aménagement des cent quatre-vingt-quinze (195) véhicules est requis pour permettre l'utilisation de ceux-ci par le SPVM. Par le fait même, cela devient possible de remplacer les appareils désuets afin de bonifier le parc de véhicules et ce, en améliorant la condition des unités qui le composent et en offrant une fiabilité accrue de ceux-ci. Les aspects mentionnés précédemment sont essentiels à l'offre de milieux de vie sécuritaires et de qualité du SPVM offert aux citoyens en lien avec la priorité 19.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247567040

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Équipement SH inc., pour l'aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de Montréal - Dépense totale de 1 004 253,45 $, taxes incluses (contrat : 873 263,87 $ + contingences : 130 989,58 $) - Appel d'offres public 24-20659 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20659_Intervention_«SMRA».pdf

24-20659_Sommaire_Tableau de vérification.pdf

PV - 24-20659.pdf

24-20659_DetCah.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Renée VEILLETTE
Agente d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514 872-1057

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-24

Denis LECLERC
Chef de Section
Tél : 514 872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20659 — No du GDD : 1247567040

Titre de l'appel d'offres : Aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de Montréal (SPVM)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 26 - 8 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 26 - 9 - 2024

Ouverture faite le : 10 - 10 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 24 - 9 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 44 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 42,86

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 8 - 4 - 2025

Date d'échéance révisée : 8 - 4 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ÉQUIPEMENT SH INC.	873 263,87 $	√	1
911PRO INC.	967 428,39 $		
GARAGE STE-MARIE INC.	1 131 095,31 $		

Information additionnelle

La soumission de l'entreprise ÉQUIPEMENT SH INC. est conforme administrativement. Les vérifications usuelles ont été terminées le 11 octobre 2024.

Quatre (4) des sept (7) preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants:
- pour consultation seulement;
- le produit demandé ne se situe pas dans son secteur d'activité;
- deux (2) n'ont pas soumis de motif de désistement.

Préparé par : Renée Veillette — Le 24 - 10 - 2024

Numéro de l'appel d'offres : 24-20659
Titre : Aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de Montréal (SPVM)
Date de publication sur le SÉAO : 26 août 2024
Date d'ouverture des soumissions : 10 octobre 2024
Addenda : 1 dernier émit le: 24 septembree2024

		ÉQUIPEMENT SH INC.		911PRO INC.	GARAGE STE-MARIE INC.
	Numéro de fournisseur VDM	513092		117645	71295
	Numéro NEQ	1171530869		1149634850	1146378642
Lot	**Description**	**Prix unitaire**	**Montant total**	**Montant total**	**Montant total**
1	Aménagement de 195 véhicules Ford Explorer du Service de la police de Montréal (SPVM)	3 895,00 $	759 525,00 $	841 425,00 $	983 775,00 $
	TPS 5 %		37 976,25 $	42 071,25 $	49 188,75 $
	TVQ 9,9975 %		75 762,62 $	83 932,14 $	98 131,56 $
	Montant total		873 263,87 $	967 428,39 $	1 131 095,31 $
	Signature	Oui		Oui	Oui
	Signataire	Stéphanie Drolet		James Dixon	Luc Ste-Marie
	Achat du cahier des charges sur le SÉAO	Oui		Oui	Oui
	Vérification au Registre des entreprises du Québec (REQ)	Oui		Oui	Oui
	Vérification au Registre des entreprises non admissibles (RENA)	Oui		Oui	Oui
	Vérification Liste des Personnes ayant contrevenu «PGC»	Oui		Oui	Oui
	Vérification au Registre des Personnes inadmissibles RGC»	Oui		Oui	Oui
	Vérificationdans la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)	Oui		Oui	Oui
	Annexe 7 - Charte de la langue française signée	Oui - # 2		Oui - # 2	Oui - # 2
	Vérification de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation	Oui		Oui	Oui
	Si requis, copie du certificat de francisation	N/A moins de 50 personnes		N/A moins de 50 personnes	N/A moins de 50 personnes
	Liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française	Oui		Oui	Oui
	Lettre d'engagement cautionnement d'exécution 5 % et/ou un chèque certifié, un mandat-poste ou une traite bancaire d'un montant équivalant à CINQ POUR CENT (5%) du montant total du Contrat, tiré d'une Institution Financière et fait à l'ordre de la VILLE DE MONTRÉAL	Lettre engagement pour l'émission d'un cautionnement d'exécution		Lettre engagement pour l'émission d'un cautionnement d'exécution	Chèque
	Vérification cautionnement- Registre des entreprises autorisées à contracter «AMF»	Oui		Oui	N/A
	Les renseignements complémentaires dûment complétés	Oui		Oui	Oui
	Autres conditions de conformité ou documents requis	À évaluer lors de la conformité technique par le requérant			
	La liste des sous-contractants	Document remis		Document remis	Document remis
	Lorsque requis, les annexes du devis techniques dûment complétées	Document remis		Document remis	Document remis

Soumission(s) rejettée(s)
Correction - Erreur de calcul
Plus bas soumissionnaire conforme

Vérifié par : Renée Veillette **Date : 11 octobre 2024**

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

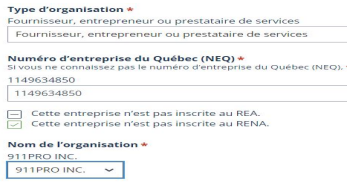
Liste des commandes

Numéro: 24-20659
Numéro de référence: 20013594
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Ville de Montréal - Aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de Montréal (SPVM) - Service du matériel roulant et des ateliers
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

7 résultats **Résultats 1 à 7**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

First Line Véhicules d'Urgence 669 chemin du Lac Boucherville QC CAN J4B6W8 www.first-line.ca	Non diffusé	Tristan Giguère Téléphone: 450-286-0750 Courriel: tristan@first-line.ca	**Transaction: (20066070)** 2024-10-08 22:44	20016306 - Addenda no 1 (Report de la date d'ouverture) Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
DISTRIBUTIONS MARANDA INC. 880 2ème rang Acton Vale QC CAN J0H1A0 http://maranc	Non diffusé	Dominic Lapointe Téléphone: 4504646084 Courriel: dlapointe@serdengroup.com	**Transaction: (20041870)** 2024-08-28 21:37	20016306 - Addenda no 1 (Report de la date d'ouverture) Devis 2024-09-24 à 16:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
P.E. BOISVERT AUTO LTÉE 2 Marie-Victorin Boucherville QC CAN J4B1V5	Non diffusé	Michel Morin Téléphone: 4506551301 Courriel: mmorin@boisvertford.com	**Transaction: (20055087)** 2024-09-17 16:47	20016306 - Addenda no 1 (Report de la date d'ouverture) Devis 2024-09-24 à 16:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Équipement SH inc. 109 Tsse Pierre Sainte-Sophie QC CAN J5J1A4 http://v	Non diffusé	Jonathan Bouffard Téléphone: 5142965413 Courriel: info@911.sh	**Transaction: (20041288)** 2024-08-27 17:04	20016306 - Addenda no 1 (Report de la date d'ouverture) Devis 2024-09-24 à 16:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Garage Ste-Marie 2151 boulevard Barrette Notre-Dame-de-Lourdes (Lanaudière) QC CAN J0K1K0 garagest	Publique	luc ste-marie Téléphone: 450-753-3640 Courriel: garagestemarieinc@hotmail.com	**Transaction: (20058252)** 2024-09-23 08:34	20016306 - Addenda no 1 (Report de la date d'ouverture) Devis 2024-09-24 à 16:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Ville de Lévis. 9009, boul. du Centre-Hospitalier 2e étage Lévis QC CAN G6X1L4 http://www.ville.levis.qc.ca	Donneur d'ouvrage	Denis Roussy Téléphone: 4188354960 Courriel: droussy@ville.levis.qc.ca	**Transaction: (20060899)** 2024-09-27 06:47	20016306 - Addenda no 1 (Report de la date d'ouverture) Devis

				Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
911PRO INC. 1240 rue Labadie Longueuil QC CAN J4B1C7 http://911pro.  	Non diffusé	James Dixon Téléphone: 4506559111 Courriel: info@911pro.com	**Transaction: (20040604)** 2024-08-26 14:18	20016306 - Addenda no 1 (Report de la date d'ouverture) Devis 2024-09-24 à 16:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247567040

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Accorder un contrat à Équipement SH inc., pour l'aménagement de 195 véhicules identifiés Ford Explorer du Service de police de Montréal - Dépense totale de 1 004 253,45 $, taxes incluses (contrat : 873 263,87 $ + contingences : 130 989,58 $) - Appel d'offres public 24-20659 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247567040 - Amén intérieur 195 Ford Explorer SPVM AO24-20659.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Safae LYAKHLOUFI
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Diane ZAMBLE
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier - HDV

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1247567041

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes St-Laurent suspension d'automobile Canada inc. (lot 1) et Ressort Idéal ltée (lots 2 et 3) pour le service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds, pour une durée de 4 ans, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 3 027 268,76 $, taxes incluses (contrat : 2 522 723,97 $ + contingences : 504 544,80 $) - Appel d'offres public 24-20704 (3 soumissionnaires, un seul conforme par lot)

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
1. de conclure des ententes-cadre avec les firmes ci-après désignées, plus bas soumissionnaires conformes pour chacun des articles, d'une durée de quatre (4) ans, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, le service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds pour le Service du matériel roulant et des ateliers, pour les sommes maximales indiquées en regard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20704;

Firmes	Articles	Montant (taxes incluses)
St-Laurent suspension d'automobile Canada inc.	Lot 1 service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds - Secteur Ouest.	711 982,69 $
Ressort Ideal Ltee	Lot 2 - service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds - Service d'incendie de Montréal (SIM).	786 199,05 $
Ressort Ideal Ltee	Lot 3 service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds - Secteur Est.	1 024 542,23 $

2. d'autoriser une dépense de 504 544,80 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de St-Laurent suspension d'automobile Canada inc.et Ressort Ideal Ltee;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération pour les services acquis pour les véhicules de la sécurité publique et à 4,4 % pour les services acquis pour les autres véhicules.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-14 16:34

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1247567041

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes St-Laurent suspension d'automobile Canada inc. (lot 1) et Ressort Idéal ltée (lots 2 et 3) pour le service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds, pour une durée de 4 ans, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 3 027 268,76 $, taxes incluses (contrat : 2 522 723,97 $ + contingences : 504 544,80 $) - Appel d'offres public 24-20704 (3 soumissionnaires, un seul conforme par lot)

CONTENU

CONTEXTE

Le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) a pour mission d'assurer la disponibilité et la fiabilité des véhicules et équipements ainsi que d'offrir divers services et produits spécialisés adaptés aux besoins des arrondissements et services centraux, de façon écoresponsable et dans un milieu sécuritaire.
Dans le but d'atteindre ses objectifs, lors des opérations d'entretien ou de réparation de ses véhicules lourds, les différents ateliers mécaniques de la Ville de Montréal font appel à des services de réparation et d'entretien pour les suspensions, les directions ainsi que les alignements de ses véhicules lourds.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public, No 24-20704. Il a été publié dans Le Devoir et dans le Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) durant trente-trois (33) jours, soit du 4 septembre 2024 au 8 octobre 2024. La stratégie de sollicitation du marché était sans particularité. Le délai accordé aux soumissionnaires était suffisant. Durant l'appel d'offres public, un seul addenda a été émis.

Sommaire de l'addenda

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	9 septembre 2024	Une (1) question et réponse concernant le critère d'admissibilité en lien avec la distance maximale requise entre les garages de la Ville de Montréal et les installations des fournisseurs potentiels.	Non

La durée de validité de la soumission est de cent-vingt (120) jours suivant la date d'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 5 février 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0155 - 24 mars 2022 - Conclure une entente-cadre avec St-Laurent suspensions d'automobile du Canada inc. pour les services de réparation et d'entretien de suspensions, de directions et d'alignements de camions lourds pour le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) - Secteur Ouest, jusqu'au 21 octobre 2024 - Montant estimé de l'entente : 824 934,53 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 21-19070 (2 soum.)
CG21 0710 - 23 décembre 2021 - Approuver la résiliation, à compter du 1er décembre 2021, de l'entente-cadre conclue avec Les Ressorts LaSalle inc. (CG20 0516) pour le service de réparation et d'entretien de suspension, de direction et d'alignement de camions lourds - Lot 1 - Secteur Ouest pour une période de quatre ans, au montant estimé de 1 130 872,26 $, taxes incluses - Appel d'offres 20-18139

CM20 0989 - 19 octobre 2020 - Conclure trois ententes-cadres, pour une période de quatre ans, avec les firmes suivantes : Les Ressorts LaSalle inc. (Lot 1; 1 130 872,26 $) et Ressorts Idéal ltée (Lot 2; 649 051,39 $ et Lot 3; 657 144,33 $), taxes incluses pour chacun des lots, pour le service de réparation et d'entretien de suspension, de direction et d'alignement de camions lourds - Appel d'offres public 20-18139 (3 soum.)

CE16 1929 - 7 décembre 2016 - 1 - de conclure deux ententes-cadres, pour une période de 24 mois, pour la fourniture d'un service de réparation et d'entretien des suspensions et alignements des camions lourds; 2 - d'accorder à Ressort Idéal ltée, plus bas soumissionnaire conforme pour les secteurs Est sans SIM et Est SIM, et à St-Laurent Suspensions d'Automobile Canada inc., plus bas soumissionnaire pour le secteur Ouest, les contrats à cette fin, aux prix de leur soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 16-15245 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel; 3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce, au rythme des besoins à combler.

DESCRIPTION

De façon plus précise, le présent dossier vise la fourniture de services de réparation et d'entretien de suspensions, de directions et d'alignements de camions lourds pour le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) pour les ateliers du Service d'incendie de Montréal (SIM), les ateliers du Secteur Ouest et du Secteur Est.
Ces ententes-cadres permettront aux différents ateliers d'avoir accès aux services de réparation et d'entretien de suspensions, de directions et d'alignements de camions lourds que le SMRA ne fournit pas à l'interne.

L'appel d'offres a été constitué de trois (3) lots, ceux-ci font référence à :

- la fourniture de services de réparation et d'entretien de suspensions, de directions et d'alignements de camions lourds;
- la quantité d'heures prévisionnelles et le taux horaire facturé par l'atelier mécanique;
- le montant estimé des achats de pièces inclut le pourcentage de majoration de prix du fournisseur.

Durée des ententes-cadres
À moins d'une fin prématurée, conformément aux autres dispositions du contrat, les ententes-cadre expirent après une période de quatre (4) ans à compter de la date de début d'exécution ou au moment de l'épuisement du budget alloué par le donneur d'ordre, selon la première de ces éventualités.

Modalité d'adjudication
Le contrat est adjugé partiellement à un ou plusieurs soumissionnaires.

Prix
Pendant la durée initiale des ententes-cadres, les prix sont fermes et ne pourront faire l'objet d'aucun ajustement.

Quantité
Les quantités inscrites aux documents d'appel d'offres sont à titre indicatif seulement. Le donneur d'ordre ne s'engage pas à commander la totalité. L'adjudicataire ne peut aucunement réclamer le paiement de la différence entre les quantités inscrites aux documents d'appel d'offres et celles que le donneur d'ordre commande réellement. Le donneur d'ordre se réserve le droit de retirer certains biens en cours d'exécution du contrat, et ce, sans encourir quelque responsabilité que ce soit envers quiconque.

Garantie
Une garantie d'un (1) an sur les pièces et la main-d'œuvre est exigée par la Ville de Montréal pour un usage normal du véhicule. L'adjudicataire devra démontrer le cas échéant s'il y a usage abusif. L'adjudicataire sera l'unique responsable de la garantie pour les pièces et les travaux effectués.

JUSTIFICATION

Pour le lot #1, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges. Deux (2) soumissions ont été déposées (67%). Une (1) soumission a été jugée non conforme techniquement.
Pour les lots #2 et #3, il y a eu trois (3) preneurs du cahier des charges. Une (1) soumission a été déposée (33%).

Le Service de l'approvisionnement a pris contact avec le preneur n'ayant pas remis de soumission afin de connaître le motif du désistement. Ce dernier mentionne qu'il ne possède pas le minimum d'années d'expérience requise pour soumissionner sur ce contrat.

Lot 1 - Secteur Ouest

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
St-Laurent suspension d'automobile Canada inc.	711 982,69 $	142 396,54 $	854 379,23 $
Dernière estimation réalisée ($)	841 272,08 $	168 254,42 $	1 009 526,50 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 129 279,39 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 15,37 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Lot 2 - SIM

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Ressort Ideal Ltee	786 199,05 $	157 239,81 $	943 438,86 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 080 765,00 $	216 153,00 $	1 296 918,00 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 294 565,95 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)			- 27,26 %

((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100	

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions.*

Lot 3 - Secteur Est

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Ressort Ideal Ltee	1 024 542,23 $	204 908,45 $	1 229 450,68 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 409 478,53 $	281 895,71 $	1 691 374,24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			- 384 936,30 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			- 27,31 %

**Les calculs des écarts sont effectués sans les contingences et avec les taxes applicables au moment de l'ouverture des soumissions*

Pour estimer la dépense, les professionnels du SMRA ont utilisé les données disponibles sur le marché.

Les écarts favorables à la Ville de Montréal pourraient s'expliquer par le pourcentage attribué aux escomptes sur pièces offert par les soumissionnaires. En effet, la moyenne d'escompte utilisée lors de l'estimation est de 35 %, par contre, les escomptes offerts par les soumissionnaires oscillent entre 50 % et 64 %, ce qui pourrait expliquer les écarts favorables ci-haut mentionnés.

Les vérifications requises à l'effet que l'adjudicataire n'est pas inscrit au RENA (Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics) et qu'il ne s'est pas rendu non conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle ont été effectuées par le service de l'approvisionnement le 11 octobre 2024.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001, mis à jour le 31 mars 2022, une évaluation de l'adjudicataire sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s’agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande émis devra faire l’objet d’une approbation sur les ententes pour un montant maximal de 3 027 280,75 $. Un montant équivalent à 20 % du montant total octroyé, soit 504 544,80 $, taxes incluses, a été ajouté à titre de provision pour contingences pour des travaux ou fournitures supplémentaires imprévisibles au moment de la préparation des documents de l'appel d'offres.

Voici les différents montants liés aux ententes-cadres:

Numéro de lot	**Adjudicataire**	**Description des items**	**Montant total (taxes incluses)**	**Contingences 20 % (taxes incluses)**
1	St-Laurent suspension d'automobile Canada inc.	Secteur Ouest	711 982,69 $	142 396,54 $
2	Ressort Ideal Ltee	Secteur Est - SIM	786 199,05 $	157 239,81 $
3	Ressort Ideal Ltee	Secteur Est - Sans SIM	1 024 542,23 $	204 908,45 $

		Total	**2 522 723,97 $**	**504 544,80 $**

Les sommes nécessaires seront financées par le budget de fonctionnement des ateliers du SMRA. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputée au budget d'agglomération.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération pour les services acquis pour les véhicules de la sécurité publique.
Cette dépense sera assumée à 4,4 % par l'agglomération pour les services acquis pour les autres véhicules.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
La création de cette entente-cadre fait preuve d'un mécanisme d'innovation et de collaboration interne favorisant la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières, et permet donc d'atteindre à la priorité 17 du plan Montréal 2030.

Ce dossier ne contribue pas à la diminution des vulnérabilités climatiques et les particularités de ce dossier ne s'appliquent pas aux engagements en matière d'inclusion, d'équité et d'accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas conclure ces ententes-cadres alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville des économies de volume. De plus, ces services sont requis afin de maintenir le parc automobile du SMRA en bonne condition; ne pas conclure ces ententes-cadres pourrait également mettre en péril le bon fonctionnement des véhicules réduisant ainsi leur durée de vie utile.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Création des ententes-cadres : Janvier 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alimata MEITE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Charles CARON, Service des finances et de l’évaluation foncière
Safae LYAKHLOUFI, Service des finances et de l’évaluation foncière

Lecture :

Charles CARON, 5 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-10-30
Jean-Francois ST-AMAND Agent de recherche	Wasiu YESUFU chef de section
Tél : s.o. **Télécop. :**	**Tél :** 000-0000 **Télécop. :** 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dominic G GARNEAU
directeur(-trice) - ateliers mecaniques
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-12

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247567041
Unité administrative responsable : *33 - Service Du Matériel Roulant Et Des Ateliers*
Projet : Conclure des ententes-cadre avec les firmes St-Laurent suspension d'automobile Canada inc. lot 1 et Ressort Ideal Ltee lot 2 et 3 pour le service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds pour le Service du matériel roulant et des ateliers, pour une durée de quatre ans, sans option de prolongation - (Montant estimé des ententes : 3 027 268,76 $, taxes incluses (contrat : 2 522 723,97 $ + contingences : 504 544,80 $)) - Appel d'offres public 24-20704 - (trois soumissionnaires, un seul conforme par lot)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité 17			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La création de cette entente-cadre fait preuve d'un mécanisme d'innovation et de collaboration interne favorisant la rationalisation et la mutualisation des ressources, notamment financières et permet à la priorité 17 du plan Montréal 2030.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment :		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (REA)

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **jeudi, 31 octobre 2024 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : RESSORT IDEAL LTEE
Adresse du siège social : 8950, RUE PASCAL-GAGNON, , SAINT-LÉONARD, QC, H1P 1Z3, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 1100316177
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1144048361

Autres noms d'affaires

- CENTRE DE VÉRIFICATION MÉCANIQUE IDÉAL
-
- IDEAL SPRINGS LTD.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

!

Complément au Registre des entreprises autorisées à contracter

En vertu de l'article 21.45 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, vous trouverez ici la liste identifiant:

- Les entreprises dont l'autorisation est suspendue ou expirée alors qu'un contrat ou un sous-contrat public requérant cette autorisation est en cours d'exécution
- Les entreprises auxquelles l'AMP a imposé des mesures de surveillance ou d'accompagnement, en vertu de l'article 21.41.1

L'entreprise dont l'autorisation est suspendue ou expirée:

- ne peut soumissionner sur un nouvel appel d’offres ou conclure un nouveau contrat public pour lequel une autorisation est requise;
- doit poursuivre l’exécution de tout contrat ou sous-contrat public auquel elle est partie.

© Autorité des marchés publics, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247567041

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec les firmes St-Laurent suspension d'automobile Canada inc. (lot 1) et Ressort Idéal ltée (lots 2 et 3) pour le service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds, pour une durée de 4 ans, sans option de prolongation - Montant estimé des ententes : 3 027 268,76 $, taxes incluses (contrat : 2 522 723,97 $ + contingences : 504 544,80 $) - Appel d'offres public 24-20704 (3 soumissionnaires, un seul conforme par lot)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20704 AMP Ressorts Idéal.pdf 24-20704 PV.pdf 24-20704 Detcah.pdf

24-20704 Intervention.pdf 24-20704 TCP.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alimata MEITE
Agente d'approvisonnement II

Tél : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Denis LECLERC
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens Service de l'approvisionnement , Direction acquisition
Tél : 514-217-3536
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20704 — No du GDD : 1247567041

Titre de l'appel d'offres : Service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds pour le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA)

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité par le SAppro

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 4 - 9 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 8 - 10 - 2024

Ouverture faite le : 8 - 10 - 2024

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 9 - 9 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

LOT 1

Nbre de preneurs : 3 — Nbre de soumissions reçues : 2 — % de réponses : 67

Nbre de soumissions rejetées : 1 — % de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
RESSORT IDEAL LTEE	Technique

LOTS 2 et 3

Nbre de preneurs : 3 — Nbre de soumissions reçues : 1 — % de réponses : 66,67

Nbre de soumissions rejetées : 0 — % de rejets :

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 5 - 2 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs — Date d'échéance révisée : 5 - 2 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
ST-LAURENT SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC.	711 982,69 $	√	1
RESSORT IDEAL LTEE	786 199,05 $	√	2
RESSORT IDEAL LTEE	1 024 542,23 $	√	3

Information additionnelle

Le fournisseur n'ayant pas déposé de soumission a donné la raison suivante de son désistement:
- Nous n'avons pu soumissionner puisque nous avons créer une nouvelle division de mécanique. Malgré le fait que nous sommes dans le domaine depuis longtemps, la nouvelle compagnie ne possède pas le nombre d'année minimale requise.

Préparé par : Alimata Méité — Le 31 - 10 - 2024

Numéro de l'appel d'offres : 24-20704

Titre : Service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds pour le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA)

Date d'ouverture des soumissions : 8 octobre 2024

			RESSORT IDEAL LTEE		ST-LAURENT SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC.	
Numéro du lot	**Description du lot**	**Quantité prévisionnelle**	**Prix unitaire $ / Escompte %**	**Montant total (Sans taxes)**	**Prix unitaire $ / Escompte %**	**Montant total (Sans taxes)**
1	Année 1 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	775	90,00 $	69 750,00 $	90,00 $	69 750,00 $
	Année 2 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	775	90,00 $	69 750,00 $	95,00 $	73 625,00 $
	Année 3 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	775	90,00 $	69 750,00 $	100,00 $	77 500,00 $
	Année 4 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	775	90,00 $	69 750,00 $	105,00 $	81 375,00 $
	Pièces TW Distribution escomptés selon PDSF (1)	450 000,00 $	64%	162 000,00 $	50%	225 000,00 $
	Montant estimé des achats de pièces autres que TW distribution (2)	1	92 000,00 $	92 000,00 $	92 000,00 $	92 000,00 $
			Total avant taxes	533 000,00 $		619 250,00 $
			TPS (5%)	26 650,00 $		30 962,50 $
			TVQ (9,975%)	53 166,75 $		61 770,19 $
			Montant avec taxes	**612 816,75 $**		**711 982,69 $**
2	Année 1 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	1 000	90,00 $	90 000,00 $		
	Année 2 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	1 000	90,00 $	90 000,00 $		
	Année 3 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	1 000	90,00 $	90 000,00 $		
	Année 4 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	1 000	90,00 $	90 000,00 $		
	Pièces TW Distribution escomptés selon PDSF (1)	580 000,00 $	64%	208 800,00 $		
	Montant estimé des achats de pièces autres que TW distribution (2)	1	115 000,00 $	115 000,00 $		
			Total avant taxes	683 800,00 $		
			TPS (5%)	34 190,00 $		
			TVQ (9,975%)	68 209,05 $		
			Total avec taxes	**786 199,05 $**		
3	Année 1 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	1 300	90,00 $	117 000,00 $		
	Année 2 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	1 300	90,00 $	117 000,00 $		
	Année 3 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	1 300	90,00 $	117 000,00 $		
	Année 4 - Taux horaire facturé par l'atelier mécanique (main d'oeuvre)	1 300	90,00 $	117 000,00 $		
	Pièces TW Distribution escomptés selon PDSF (1)	760 000,00 $	64%	273 600,00 $		
	Montant estimé des achats de pièces autres que TW distribution (2)	1	149 500,00 $	149 500,00 $		
			Total avant taxes	891 100,00 $		
			TPS (5%)	44 555,00 $		
			TVQ (9,975%)	88 887,23 $		
			Total avec taxes	**1 024 542,23 $**		

Vérifié par : Alimata Méité **Date :** 11 octobre 2024

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20704
Numéro de référence: 20014947
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Service de réparation et d'entretien de suspension, direction et alignement de camions lourds pour le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA)
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

3 résultats **Résultats 1 à 3**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
ST-LAURENT SUSPENSIONS D'AUTOMOBILE CANADA INC. 1142 St-amour Montréal QC CAN H4S1J2 http://stlaurentsuspensions.com	Publique	Hugues Gagnon Téléphone: 5143361910 Courriel: huguesgagnon@mecamobile.com	**Transaction: (20044924)** 2024-09-05 08:08	20013906 - Addenda 1 Devis 2024-09-09 à 13:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
RESSORT IDEAL LTEE 8950 Pascal Gagnon Montréal QC CAN H1P1Z3 ressortideal.com	Publique	Mario Colonnello Téléphone: 514321-0055 Courriel: mario@ressortideal.com	**Transaction: (20044904)** 2024-09-05 06:43	20013906 - Addenda 1 Devis 2024-09-09 à 13:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
9429-5300 Québec inc. 4475 Laurier Est Saint-Hyacinthe QC CAN J2R2B3	Publique	Simon Lavallée Téléphone: 4502783342 Courriel: transports.elly@outlook.com	**Transaction: (20051847)** 2024-09-12 13:57	20013906 - Addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245588003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Wolseley Canada inc., pour la fourniture de robinets-vannes pour le réseau d'égouts et d'aqueducs de la Ville de Montréal, pour une période de 24 mois incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale estimée de 1 886 618,73 $, taxes incluses (contrat: 1 640 538,03 $ + variation de quantités: 246 080,70 $) - Appel d'offres public 24-20606 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre d'une durée de vingt-quatre (24) mois, par laquelle Wolseley Canada inc., plus bas soumissionnaire conforme, s'engage à fournir à la Ville, sur demande pour une somme maximale de 1 640 538,03 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20606;

2. d'autoriser une dépense de 246 080,70 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services corporatifs, et ce, au rythme des besoins à combler ;

4. de procéder à une évaluation du rendement de l'adjudicataire.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-13 14:33

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245588003

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure une entente-cadre avec Wolseley Canada inc., pour la fourniture de robinets-vannes pour le réseau d'égouts et d'aqueducs de la Ville de Montréal, pour une période de 24 mois incluant une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale estimée de 1 886 618,73 $, taxes incluses (contrat: 1 640 538,03 $ + variation de quantités: 246 080,70 $) - Appel d'offres public 24-20606 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier a pour objet la conclusion d'une entente-cadre pour la fourniture sur demande de robinets-vannes, principalement destinée à l'entretien du réseau d'égouts et d'aqueducs de la Ville de Montréal. Cette entente-cadre sera mise à la disposition de toutes les unités d'affaires et les arrondissements de la Ville de Montréal.

En août 2021, le contrat pour la fourniture de robinets-vannes a été octroyé, conformément aux documents de l'appel d'offres public 21-18446, au plus bas soumissionnaire conforme, soit à la firme Albert-Viau division d'Emco Corporation, pour un montant total estimé de 1 910 681,72 $, taxes incluses. Cette entente-cadre était valide pour une période de trente-six (36) mois se terminant le 25 août 2024, incluant une option de prolongation de douze mois. En avril 2024, le Service de l'approvisionnement a anticipé que la consommation complète de l'entente-cadre serait atteinte en août 2024 et a procédé au lancement d'un appel d'offres afin de combler les besoins de robinets-vannes.

L'appel d'offres public 24-20606 a été publié sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) ainsi que dans le journal Le Devoir le 5 août 2024. La publication s'est déroulée sur une période de 46 jours calendaires. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 19 septembre 2024. Les soumissions reçues sont valides pour une période de quatre-vingt-dix jours, soit jusqu'au 18 décembre 2024.

Quatre addendas ont été émis au cours de la période de sollicitation.

Addenda	Date d'émission	Description	Impact sur le prix
1	2024-08-05	Ajout du formulaire de déclaration d'intégrité	Non
2	2024-08-14	Remplace et annule addenda 1 pour les	Non

		modalités de l'ajout de la déclaration d'intégrité	
3	2024-08-27	Report de la date d'ouverture	Non
4	2024-09-11	Report de la date d'ouverture	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0432 – 25 août 2021 - Conclure une entente-cadre avec Albert-Viau division d'Emco Corporation, pour une période de trente-six mois, pour la fourniture, sur demande, de robinets-vannes - Appel d'offres public 21-18446 (4 soum.) (Montant estimé : 1 910 681,72 $.)

CG16 0301 - 19 mai 2016 - Conclure une entente-cadre avec Albert Viau, division Emco Corporation, pour une période de soixante mois, pour la fourniture, sur demande, de robinets-vannes, avec deux options de prolongation de douze (12) mois - Appel d'offres public 16-14425 (5 soum.) (Montant estimé : 1 650 663.07$.)

CG 14 0509- 27 novembre 2014 - Exercer la première option de prolongation des ententes-cadres conclues avec St- Germain Égouts et Aqueducs et Albert Viau, division Emco Corporation, pour une période de douze mois, soit du 27 novembre 2014 au 26 novembre 2015, pour la fourniture, sur demande, de robinets-vannes et tuyaux en fonte ductile et autoriser une dépense additionnelle de 436 316,80 $, incluant les taxes.

DESCRIPTION

La présente entente-cadre vise la fourniture sur demande de robinets-vannes à toutes les unités d'affaires et les arrondissements de la Ville de Montréal. Ces robinets-vannes sont utilisés par les équipes d'entretien qui effectuent les travaux de réparation et de maintenance du réseau d'aqueducs et d'égouts de la Ville. Les produits sont disponibles pour la mise en inventaire au Centre de distribution de la Ville de Montréal et à l'ensemble de ses magasins.
L'appel d'offres a été élaboré en collaboration avec le Service de l'eau et les arrondissements utilisateurs des produits.

Les quantités inscrites au bordereau de prix sont fournies à titre indicatif seulement. Elles reposent sur l'historique de consommation des trente-six (36) derniers mois et sur les prévisions de consommation pour une période de vingt-quatre (24) mois et n'engagent aucunement la Ville pour quelque quantité que ce soit.

Les prix sont ajustés annuellement, soit à l'anniversaire de l'entente, selon l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) publié par Statistique Canada, selon la catégorie des produits fabriqués de métal et matériaux de construction (P63), à la hausse ou à la baisse.

JUSTIFICATION

La conclusion d'une entente-cadre permettra d'assurer la constance et la facilité de l'approvisionnement.
Preneurs du cahier des charges (4) :
- Albert-Viau division de EMCO Corporation;
- Réal Huot inc.;
- St-Germain Égouts et Aqueducs inc.;
- Wolseley Canada inc.

Soumissionnaires (4) :
- Albert-Viau division de EMCO Corporation;
- Réal Huot inc.;

- St-Germain Égouts et Aqueducs inc.;
- Wolseley Canada inc.

Les quatre soumissionnaires ont été déclarés conformes

Octroi au plus bas soumissionnaire conforme.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Wolseley Canada inc	1 640 538,03 $	246 080,70 $	1 886 618,73 $
St-Germain Égouts et Aqueducs inc.	1 659 158,29 $	248 873,74 $	1 908 032,03 $
Albert Viau, division de EMCO Corporation	1 740 437,06 $	261 065,56 $	2 001 502,62 $
Réal-Huot inc.	1 747 833,20 $	262 174,98 $	2 010 008,18 $
Dernière estimation réalisée	1 897 551,13 $	284 632,67 $	2 182 183,80 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) (l'adjudicataire – estimation) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100			(295 565,07 $) (13.50 %)
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) (la deuxième plus basse – la plus basse) Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) ((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100			21 413,30 $ 1.14%

Le prix proposé par le plus bas soumissionnaire est 13,5 % plus bas que l'estimation. Cet écart s'explique par une augmentation des prix des matières premières et du transport moins importante que prévu par l'estimation dans le coût des articles.

Avant d'entamer l'analyse proprement dite des soumissions, nous avons procédé aux vérifications d'usage liées à une éventuelle inscription de l'un des soumissionnaires sur l'une des listes qui nous obligerait à considérer le rejet ou la restriction de certaines des soumissions reçues.

Aucun des soumissionnaires dans ce dossier n'est déclaré non conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle.

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA).

Aucun des soumissionnaires n'est inscrit à la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI).

Ce contrat, étant d'une valeur supérieure à 500 000,00 $, devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Le présent dossier d'appel d'offres n'exige pas la présentation d'une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

L'adjudicataire recommandé, par sa soumission, affirme être conforme en tout point au

Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à l'article 477.4 de la Loi sur les cités et villes (LCV), le Service de l'approvisionnement a effectué un estimé préalable de la dépense s'élevant à 1 897 551,13 $, taxes incluses, pour les vingt-quatre (24) prochains mois.
Cette estimation repose sur l'historique de consommation des trente-six (36) derniers mois et est calculée en fonction des prix moyens de ces articles, plus une majoration moyenne annuelle de 4.5 % sur trois (3) ans. Cette majoration correspond à l'évolution moyenne de l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) pour la catégorie des Produits fabriqués de métal et matériaux de construction (P63)au cours des trente-six (36) derniers mois (du début de l'entente en août 2021 jusqu'à avril 2024), telle que publiée par Statistique Canada dans son rapport mensuel d'avril 2024, ce rapport étant le plus récent au moment de l'établissement de l'estimé préalable en avril 2024.

Le montant estimé de l'entente-cadre pour la période de vingt-quatre (24) mois est de :

1 426 865,00 $ + 71 343,25 $ (TPS) + 142 329,78 $ (TVQ) = 1 640 538,03 $

Un montant équivalant à 15 % du montant total octroyé, soit 246 080,70 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles variations de quantité au contrat pour un montant total estimé de 1 886 618,73 $, taxes incluses.

Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire. Les achats seront effectués sur demande, selon les besoins des utilisateurs. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit.

Cette dépense sera assumée à 90 % par les arrondissements et à 10 % par l'agglomération en vertu de l'utilisation de cette entente-cadre par le Service de l'eau.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 afin d'offrir à l'ensemble des citoyens des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques.

Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant la négociation à la pièce, en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

La conclusion d'une entente-cadre, outre la constitution de volumes économiques profitables, permettra d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des services (ou produits) obtenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la conclusion d'une entente-cadre et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l’adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement émettra une entente- cadre avec la firme retenue.
Début du contrat : 20 décembre 2024
Fin du contrat : 19 décembre 2026
Fin de la première année de prolongation: 19 décembre 2027

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amelie TREVISAN
conseiller(-ere) en approvisionnement

Tél : - -
Télécop. : 514-872-2519 -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Marie-Josee HOTTE
chef(fe) de division - acquisition

Tél : 514-838-4480
Télécop. : 514-872-2519

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jonathan MUNN
directeur(-trice) acquisitions

Tél :
Approuvé le : 2024-11-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
Tél :
Approuvé le : 2024-11-12

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245588003
Unité administrative responsable : Service de l'approvisionnement
Projet : Fourniture de robinets-vannes

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? # 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité et une réponse de proximité à leurs besoins.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Soutenir les infrastructures afin d'accroitre la rationalisation et la mutualisation des ressources			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**X**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20606

Conformité

Soumissionnaires	Données	
	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Wolseley	**1 426 865,00 $**	**1 640 538,03 $**
St-Germain	**1 443 060,05 $**	**1 659 158,29 $**
Albert Viau	**1 513 752,61 $**	**1 740 437,06 $**
Réal Huot	**1 520 185,43 $**	**1 747 833,20 $**

⚠ **Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.**

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20606
Numéro de référence: 20011463
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Fourniture sur demande de robinets-vannes
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

4 résultats **Résultats 1 à 4**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

EMCO CORPORATION 2140 Le Chatelier Laval QC CAN H7L5B4	Non diffusé	Charles-André Thibeault Téléphone: 5149413920 Courriel: cthibeault@emcoltd.com	**Transaction: (20030433)** 2024-08-09 13:53	20008141 - 24-20606 Addenda #1 Devis Téléchargement 20010050 - 24-20606 Addenda #2 Devis 2024-08-14 à 15:45 - Courriel 20012105 - 24-20606 Addenda #3 - Report Devis 2024-08-27 à 10:15 - Courriel 20014315 - 24-20606 Addenda 4 - Report Devis

				2024-09-11 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ST-GERMAIN ÉGOUTS ET AQUEDUCS INC. 3800, boul. Sir Wilfrid-Laurier, (voie de service de la 116) Saint-Hubert QC CAN J3Y6T1	Non diffusé	Joëlle Bourdages Téléphone: 4506716171 Courriel: jbourdages@st-germain.ca	**Transaction: (20045899)** 2024-09-06 14:42	20008141 - 24-20606 Addenda #1 Devis Téléchargement 20010050 - 24-20606 Addenda #2 Devis Téléchargement 20012105 - 24-20606 Addenda #3 - Report Devis Téléchargement 20014315 - 24-20606 Addenda 4 - Report Devis 2024-09-11 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
RÉAL HUOT INC. 2550, avenue Dalton Québec QC CAN G1P3S4 www.realhuot.ca	Publique	Éric Therrien Téléphone: 8198202121 Courriel: etherrien@realhuot.ca	**Transaction: (20028022)** 2024-08-05 14:31	20008141 - 24-20606 Addenda #1 Devis Téléchargement 20010050 - 24-20606 Addenda #2 Devis 2024-08-14 à 15:45 - Courriel 20012105 - 24-20606 Addenda #3 - Report Devis 2024-08-27 à 10:15 - Courriel 20014315 - 24-20606 Addenda 4 - Report Devis 2024-09-11 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
WOLSELEY CANADA INC. 148 Rue d'Amsterdam Saint-Augustin-de-Desmaures QC CAN G3A2R1	Publique	Marc-André Dutil Téléphone: 450-688-9292 Courriel: marc-andre.dutil@wolseleyinc.ca	**Transaction: (20035364)**	20008141 - 24-20606 Addenda #1 Devis Téléchargement

	2024-08-16 16:33	20010050 - 24-20606 Addenda #2 Devis Téléchargement 20012105 - 24-20606 Addenda #3 - Report Devis 2024-08-27 à 10:15 - Courriel 20014315 - 24-20606 Addenda 4 - Report Devis 2024-09-11 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1244073002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme sans but lucratif, pour une durée de trois ans (2025-2027), pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et lignes directrices dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant n'excédant pas 80 000 $ (non taxable) par année, soit un total de 240 000 $ pour la durée de l'entente.

Il est recommandé :
d'approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme sans but lucratif, pour une durée de trois ans (2025-2027), pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et lignes directrices dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant n'excédant pas 80 000 $ (non taxable) par année, soit un total de 240 000 $ pour la durée de l'entente.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-15 11:44

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1244073002**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme sans but lucratif, pour une durée de trois ans (2025-2027), pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et lignes directrices dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant n'excédant pas 80 000 $ (non taxable) par année, soit un total de 240 000 $ pour la durée de l'entente.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal est membre de l'Association des Transports du Canada (ATC) depuis 1958 et participe activement à ses activités. Comme en fait état son Plan stratégique dynamique diffusé en 2017, l'ATC est une association technique nationale à but non lucratif axée sur l'infrastructure routière et le transport urbain. Ses membres corporatifs (plus de 500) comprennent tous les ordres de gouvernement, des entreprises du secteur privé, des établissements universitaires et d'autres associations. L'ATC sert à ses membres et à leurs milliers d'employés de forum neutre et non partisan pour partager des idées et de l'information, accroître les connaissances et mettre en commun des ressources pour traiter les enjeux et relever les défis en matière de transport.
L'ATC a célébré son centenaire en 2014 à Montréal, la ville où elle a été créée en 1914, et avec plus de 100 ans d'histoire dans le domaine du transport, poursuit aujourd'hui son importante production de publications répertoriant les pratiques exemplaires et encourageant l'harmonisation de ces pratiques entre les différentes administrations pancanadiennes. Bien que l'ATC n'établisse pas de normes, elle est une des principales sources de lignes directrices concernant la planification, la conception, la construction, la gestion, l'exploitation et l'entretien de routes, d'autoroutes et de systèmes et de services et d'infrastructures de transport urbain.

La Ville est présente au sein des principaux comités de l'organisation (voir organigramme en pièce jointe), dont le Conseil d'administration ainsi que les Conseils techniques (Panel des ingénieurs en chef; conseil des infrastructures et de la gestion des actifs; conseil de la sécurité, de la conception et des opérations; conseil de l'environnement et des changements climatiques; conseil de la mobilité; conseil de la technologie; et groupe de travail sur les véhicules connectés et automatisés).

Sous l'autorité des conseils techniques, des comités permanents préparent des projets de

lignes directrices et de guides de bonnes pratiques d'exploitation adaptés aux nouvelles réalités canadiennes. Les mandats de ces comités permanents couvrent une multitude de sujets dont :

- la gestion des actifs;
- la construction;
- l'entretien et l'exploitation;
- les chaussées;
- Les sols et matériaux;
- Les ouvrages d'art (ponts, tunnels et autres);
- la conception géométrique;
- la sécurité routière;
- les techniques et la gestion de la circulation;
- les changements climatiques;
- les questions environnementales;
- la législation environnementale;
- la planification et la recherche en transport urbain;
- le financement des transports;
- la gestion de la mobilité;
- les transports actifs;
- les systèmes de transport intelligents;
- les applications numériques en transport;
- l'éducation, les ressources humaines et le développement professionnel dans le domaine des transports.

L'Association représente une tribune importante pour faire valoir le point de vue d'une ville de grande envergure telle que Montréal. Notons également que le gouvernement du Québec profite de cette tribune pour tester ses concepts et éventuellement, lorsque les guides sont adoptés, les intégrer dans les normes québécoises sur les ouvrages routiers, notamment les Tomes concernant la conception, la signalisation routière, la construction routière, l'entretien, les matériaux, les ouvrages d'art, les abords de la route, les dispositifs de retenue et les ouvrages connexes. Dès lors, certaines règles normatives auxquelles les villes du Québec, dont Montréal, doivent se soumettre (Tome V - signalisation routière) deviennent une partie constituante du Code de la sécurité routière.

Le modèle de financement des projets d'étude permet de procéder à l'engagement de firmes externes mandatées par l'ATC et ce, grâce à l'engagement financier volontaire de ses membres qui contribuent monétairement aux projets en fonction de leurs besoins, intérêts et capacités de payer.

Les contributions sont mises en commun et seulement les membres contribuant financièrement font partie du comité directeur du projet visé. Ce comité directeur oriente et influence la teneur et le contenu du projet. L'expérience des projets réalisés à ce jour démontre que cette façon de faire permet entre autres d'élaborer des guides de bonnes pratiques et des lignes directrices de très grande qualité, mieux adaptés à la réalité urbaine des villes qui investissent dans ces projets.

La conception du réseau routier a évolué grandement partout au Canada. De ce fait, la participation aux différents projets de l'ATC constitue un atout majeur pour la Ville qui contribue ainsi à modifier les façons de faire. Les thèmes comme l'approche Vision zéro en sécurité routière, l'adaptation aux changements climatiques, la transition écologique et l'arrivée des véhicules automatisés sont au coeur des préoccupations de l'ATC et des villes canadiennes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0045 - 27 janvier 2022 - Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme sans but lucratif (CG12 0476), pour une durée de trois ans, pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et lignes directrices dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant n'excédant pas 80 000 $ (non taxable) par année, soit un total de 240 000 $ pour la durée de l'entente.
CG19 0295 - 20 juin 2019 - Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme sans but lucratif (CG12 0476), pour une durée de trois ans, pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et lignes directrices dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant n'excédant pas 80 000 $ (non taxable) par année, soit un total de 240 000 $ pour la durée de l'entente.

CG16 0130 - 25 février 2016 - Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme à but non lucratif (CG12 0476), pour une durée de trois ans, pour le versement d'une contribution financière pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et normes dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant total de 240 000 $ pour la durée de l'entente / Approuver le projet de convention à cet effet

CG12 0476 - 20 décembre 2012 - Approuver un projet de convention d'une durée initiale de 3 ans entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme sans but lucratif, pour l'élaboration de différents ouvrages reliés à la préparation de guides et de normes dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant annuel n'excédant pas 80 000 $, non taxable.

CG10 0444 - 16 décembre 2010 - Approuver un projet d'entente qui prendra fin le 31 décembre 2012 entre la Ville et l'Association des Transports du Canada, organisme à but non lucratif, pour l'élaboration de différents ouvrages reliés à la préparation de guides et de normes pour la construction et l'exploitation d'actifs de voirie, pour un montant de 167 500 $, non taxable

CE10 0717 - 12 mai 2010 - Mandater la Direction des transports à participer à l'organisation du Congrès de l'Association des transports du Canada qui soulignera son 100e anniversaire à Montréal en 2014.

DESCRIPTION

Il est proposé de renouveler l’entente avec l’Association des Transports du Canada pour l'élaboration de différents ouvrages reliés à la préparation de guides de bonnes pratiques et de lignes directrices concernant la planification, la conception, la construction, la gestion, l'exploitation et l'entretien de l'environnement routier et des infrastructures, systèmes et services de transport urbain.
L’élaboration des guides et des lignes directrices fait partie intégrante du processus d’ingénierie pour mener à terme la réalisation de projets sécuritaires en fonction de la réalité en pleine évolution dans le domaine des transports et de la mobilité durable. Ce sont des outils dont doivent disposer entre autres, les professionnels au sein des services municipaux de notre ville ainsi que les firmes de génie-conseil qui ont à réaliser nos projets de rue. Ce sont aussi des outils auxquels les arrondissements peuvent recourir pour aménager le réseau de rues locales sous leur responsabilité. Plutôt que d'improviser pour chacun des projets de nouvelles façons de faire qui pourraient répondre aux préoccupations actuelles des municipalités, il est préférable et surtout plus économique et plus productif de mettre en commun les ressources compétentes au niveau national pour ainsi élaborer des outils de plus grande qualité, surtout que les grandes villes canadiennes vivent en général des problématiques et défis similaires et poursuivent les mêmes objectifs de mobilité durable. À titre indicatif, une liste non exhaustive de projets complétés antérieurement ainsi que la liste

des projets actifs initiés au cours des dernières années par les divers comités permanents de l'ATC sont fournies en pièces jointes au présent dossier.

Toute participation à un projet de l'ATC dans le cadre de l'entente doit obtenir l'aval du directeur de la direction des projets d'aménagement urbain qui en évalue la pertinence et approuve, en concertation avec les gestionnaires des unités d'affaires assumant la dépense, le cas échéant, le montant de la contribution financière.

Le projet d'entente (voir document juridique joint au présent dossier) définit les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'ATC afin que cette dernière puisse réaliser les projets. L'entente prévoit qu'en considération de la participation financière de la Ville, l'ATC s'engage, pour chacun des projets dans lesquels la Ville investit, à :

- assigner un conseiller technique pour le suivi de chacun des Projets;
- permettre aux représentants de la Ville de participer aux assemblées et aux diverses activités du Comité directeur du Projet;
- permettre à la Ville d'avoir une incidence sur la gestion et le déroulement des Projets en tant que membre du Comité directeur de Projet;
- s'occuper de la logistique requise pour les réunions du Comité directeur ainsi que pour les conférences téléphoniques ou multimédias, notamment convocation et salle de réunions;
- produire les comptes rendus des réunions du Comité directeur et à rendre compte de l'avancement des Projets lors des réunions du conseil d'administration de l'ATC;
- transmettre tous les documents nécessaires pour l'avancement du Projet sous format électronique directement aux représentants de la Ville ou permettre l'accès à un dépôt électronique, le cas échéant;
- préparer les documents contractuels ainsi que les Termes de référence pour lancer les appels d'offres conformément aux politiques d'adjudication de contrat de l'ATC, à partir des instructions du Comité directeur;
- assister le comité directeur lors de l'analyse des soumissions;
- octroyer le contrat et assurer la gestion et la mise en œuvre des Projets;
- effectuer les paiements conformément aux Termes de référence du Projet;
- tenir la Ville indemne de toute poursuite et prendre fait et cause pour celle-ci relativement à la réalisation et au paiement des contrats;
- fournir à la Ville une copie électronique ainsi qu'une copie officielle (papier) du rapport du Projet lorsque terminé;
- n'entreprendre aucun travail susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale déterminée par le Comité bénévole lors du lancement d'un Projet sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du Comité directeur;
- assumer tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention;
- tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des Projets réalisés et rendre accessibles au Directeur, aux fins de suivi ou de vérification, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces Projets;
- conserver les pièces justificatives, comptes, dossiers ou documents de toute nature relatifs à la présente convention pour une durée de cinq (5) ans suivant la fin de la présente convention;
- se conformer, le cas échéant, aux exigences de l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes du Québec;
- faire état de la participation financière de la Ville dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet;
- associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet.

Pour sa part la Ville de Montréal s'engage, en considération du respect par l'ATC de toutes les obligations auxquelles elle souscrit, à lui verser, sur présentation de factures pour chacun des projets autorisés par le directeur de la Direction des projets d'aménagement urbain, la somme pour laquelle elle s'est engagée, étant entendu que la somme maximale payable par la Ville pour la totalité de ces projets ne peut excéder quatre-vingt mille dollars (80 000,00 $) par année, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant.

JUSTIFICATION

Le présent sommaire propose le renouvellement de l'entente de collaboration avec l'Association des Transports du Canada pour les raisons suivantes :

- la Ville de Montréal participe activement aux activités de l'ATC depuis sa création et profite ainsi de l'expertise réunie au sein de cet organisme pour élaborer conjointement des outils dont elle a besoin pour réaménager la rue et relever les multiples défis de la mobilité durable;
- La participation des professionnels de la Ville aux travaux des comités de l'ATC contribue à l'enrichissement de son expertise interne et à son rayonnement;
- l'Association des transports du Canada est un forum unique en son genre au Canada;
- la formule de financement groupé utilisée par l'ATC permet d'obtenir les ouvrages produits pour une fraction du prix réel;
- la formule ouverte d'engagement permet de payer au moment opportun, au démarrage effectif de chaque projet étude;
- L'entente spécifie une contribution annuelle maximale sans minimum exigible. En d'autres mots, il n'y a pas d'obligation de contribuer à chaque année de l'entente. La Ville contribue lorsqu'elle est intéressée et qu'elle le peut.

De plus, le processus développé par l'ATC profite de la synergie découlant de la présence des principales organisations canadiennes impliquées dans le domaine du transport et de la circulation pour produire conjointement les guides et les lignes directrices qui façonneront l'environnement urbain. Afin de concilier les points de vue et d'accélérer la production, le processus élaboré par l'ATC comprend l'engagement de firmes canadiennes mandatées pour résoudre les problématiques soulevées par les municipalités et autres instances gouvernementales participantes et réaliser les projets qui sont encadrés et approuvés par les organismes constituant les comités directeurs. Seulement les organisations ayant contribué au financement sont autorisées à participer au comité directeur du projet et ainsi orienter la firme en fonction des besoins particuliers qu'ils définissent.

Depuis plusieurs années déjà, le domaine du transport et de la mobilité urbaine est en constante transformation et le sera davantage depuis la pandémie de la Covid-19 et à la nouvelle normalité qui en découle. Il est ainsi impératif de revoir les manuels et guides d'aménagement géométrique selon les nouvelles préoccupations qui préconisent un plus grand partage de la chaussée entre les divers utilisateurs, notamment les usagers vulnérables et les nouvelles mobilités. Le développement du transport actif et collectif, le développement durable, la prise en compte des facteurs humains et les aménagements contextuels sont des exemples des nouvelles valeurs auxquelles les municipalités adhèrent et auxquelles les outils de travail devront répondre. Les thèmes comme l'approche Vision zéro et les systèmes sûrs en sécurité routière, l'adaptation aux changements climatiques, la transition écologique, l'équité et l'arrivée des véhicules automatisés et autres nouveaux modes de déplacement font partie des sujets qui préoccupent l'ATC et l'ensemble de la communauté des transports.

Il est à noter que, face aux changements de paradigme dans le domaine de la mobilité, l'ATC

a adapté sa structure organisationnelle en 2019 pour mieux répondre aux besoins de ses membres (voir organigramme prévu au Guide à l'intention des conseils et comités de l'ATV en pièce jointe).

Le montant annuel de contribution maximale de 80 000 $ a été déterminé à l'interne en fonction des dépenses des années antérieures et des besoins futurs anticipés. Il n'a pas été modifié depuis 2011.

Cette entente permet aux services municipaux concernés de la Ville de participer aux projets qui leur sont proposés au moment où le projet débute. En effet, un projet ne débute que lorsque la somme des engagements des membres (gouvernements fédéral et provinciaux, municipalités et autres) atteint le montant d'argent nécessaire au lancement. Ceci peut engendrer un délai entre le moment où l'on donne son accord à contribuer au financement du projet et le début des travaux et conséquemment le paiement. Cette façon de faire (par le biais d'une entente préalable) permet également à la Ville de faire les paiements à temps évitant ainsi de pénaliser l'ATC par des délais administratifs indus.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les fonds requis pour contribuer au financement des projets menés par l'ATC proviendront de différentes sources. Les crédits sont prévus au budget de fonctionnement ou au budget du PTI des différents services centraux de la Ville (ex. Infrastructures du réseau routier, Urbanisme et mobilité; Bureau de la transition écologique et de la résilience (BTER) et Environnement), selon le sujet traité. Le cas échéant, d'autres unités d'affaires de la Ville pourront aussi participer lorsque l'opportunité se présentera.
Ainsi, la contribution au financement des projets de l'ATC dans le cadre de l'entente visée par le présent dossier n'aura pas d'incidence sur le cadre budgétaire de la Ville.

Les dépenses à engager dans le cadre de l'entente seront assumées par la Ville centre ou par l'agglomération, selon la nature des projets auxquels la Ville choisira de contribuer.

La participation financière de la Ville à un Projet devient exigible lorsque l'ATC aura réussi à obtenir des membres intéressés la proportion minimale du coût du Projet requise pour son lancement (À ce jour fixée à 75% de la totalité du montant prévu pour la réalisation complète du Projet visé).

L'ATC ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030. Il ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. (voir grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'entente en vigueur entre la Ville et l'ATC vient à échéance le 31 décembre 2024. Une décision favorable dans le présent dossier permettrait de renouveler cette entente pour une autre période de trois ans et ainsi de poursuivre cette collaboration fructueuse.
Une décision défavorable aurait par contre pour effet de mettre fin à cette collaboration et de priver ainsi les services concernés d'un accès direct à un important bassin d'expertise et d'un moyen de développement peu coûteux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est nécessaire mais la visibilité de la Ville est assurée par le fait que le nom de la Ville de Montréal sera inscrit dans les manuels auxquels elle aura participé.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature de l'entente-cadre : janvier 2025;
Possibilité de participation de la Ville aux projets de l'ATC : 2025-2027.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohamed Thameur SOUISSI
Ingénieur - conseiller technique

Tél : 514 708-7536
Télécop. : 514 872-9458

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-10

Hugues BESSETTE
Directeur

Tél : 514 872-5798
Télécop. : 514 872-9458

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : 514 872-5798
Approuvé le : 2024-11-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : 514 501-8756
Approuvé le : 2024-11-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1244073002*
Unité administrative responsable : *Direction des projets d'aménagement urbain*
Projet : Approuver le renouvellement de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal et l'Association des Transports du Canada (ATC), organisme sans but lucratif, pour une durée de trois ans (2025-2027), pour l'élaboration de différents ouvrages de référence tels que guides de bonnes pratiques et lignes directrices dans le domaine du transport et de la circulation, pour un montant n'excédant pas 80 000 $ (non taxable) par année, soit un total de 240 000 $ pour la durée de l'entente.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité no 3 : Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous.
- Priorité no 12 : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.
- Priorité no 16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.
- Priorité no 17 : Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.
- Priorité no 20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité no 3 :

- En participant à la réalisation des projets de l'ATC, la ville contribuera à la définition de bonnes pratiques de mobilité durable et pourra ainsi les appliquer sur son territoire.

Priorité no 12 :

- La participation de la Ville aux travaux et projet du conseil de la Technologie de l'ATC lui permet d'assurer une excellente veille technologique dans le domaine des transports et favorise le partage avec les autres membres de l'ATC.

Priorité no 16 :

- L'ATC est non seulement le forum par excellence au Canada pour échanger avec des experts du domaine des transports, elle permet aux professionnels de la Ville de tisser des liens de collaboration fructueux avec les plus grandes villes canadiennes ainsi que d'autres organismes nord-américains et internationaux.

Priorité no 17 :

- L'implication dans les projets de l'ATC offre à nos professionnels d'excellentes opportunités pour développer une culture d'innovation.

Priorité no 20 :

- L'implication dans les projets de l'ATC s'accompagne d'une visibilité pour la Ville puisque tous les livrables produits dans le cadre de ces projets incluront une mention de la participation de celle-ci et de ses professionnels qui la représentent au sein du comité directeur de projet.

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			 **X** **X** **X** **X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			 **X** **X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Association des transports du Canada

Guide à l'intention des conseils et comités de l'ATC

Avril 2022

Version 1.1

Table des matières

1 Introduction 3

2 À propos des conseils et comités de l'ATC . . . 6

3 Devenir bénévole de l'ATC 15

Annexe A : Calendrier des activités des conseils et comités de l'ATC

Annexe B : Descriptions détaillées des conseils

Association des transports du Canada

1 Introduction

1.1 À qui s’adresse ce guide?

1.2 À propos de l’ATC

Association des transports du Canada

Association des transports du Canada

1.1

À qui s'adresse ce guide?

- **Toute personne** curieuse de connaître l'ATC ou qui souhaite faire du bénévolat au sein d'un conseil ou d'un comité.
- **Les bénévoles** qui veulent un « rappel » sur les activités des conseils et comités, ou qui ont des questions précises.

Remarque : le présent guide ne s'applique pas aux comités directeurs de projet qui guident les projets à financement groupé de l'ATC (cliquez ici pour de plus amples renseignements).

Association des transports du Canada

1.2

À propos de l'ATC

- **Nous sommes une association technique à but non lucratif** dont les activités sont axées sur les infrastructures routières et autoroutières, ainsi que sur le transport urbain.
- **Nous servons de tribune neutre** pour le partage d'idées et d'informations, l'acquisition de connaissances et la mise en commun des ressources.
- **Nous comptons environ 500 organisations membres,** y compris des gouvernements, des entreprises et des établissements universitaires.
- **Nous comptons environ 800 bénévoles individuels** d'organisations membres au sein des conseils et comités de l'ATC.
- **Nous employons environ 15 personnes** au Secrétariat de l'ATC, situé à Ottawa.

Voir le dernier *Bilan de l'année* de l'ATC.

Voir le Plan stratégique de l'ATC.

2 À propos des conseils et comités de l'ATC

2.1 **Structure des conseils et comités**

2.2 **Quel est leur rôle?**

2.3 **Quand se réunissent-ils?**

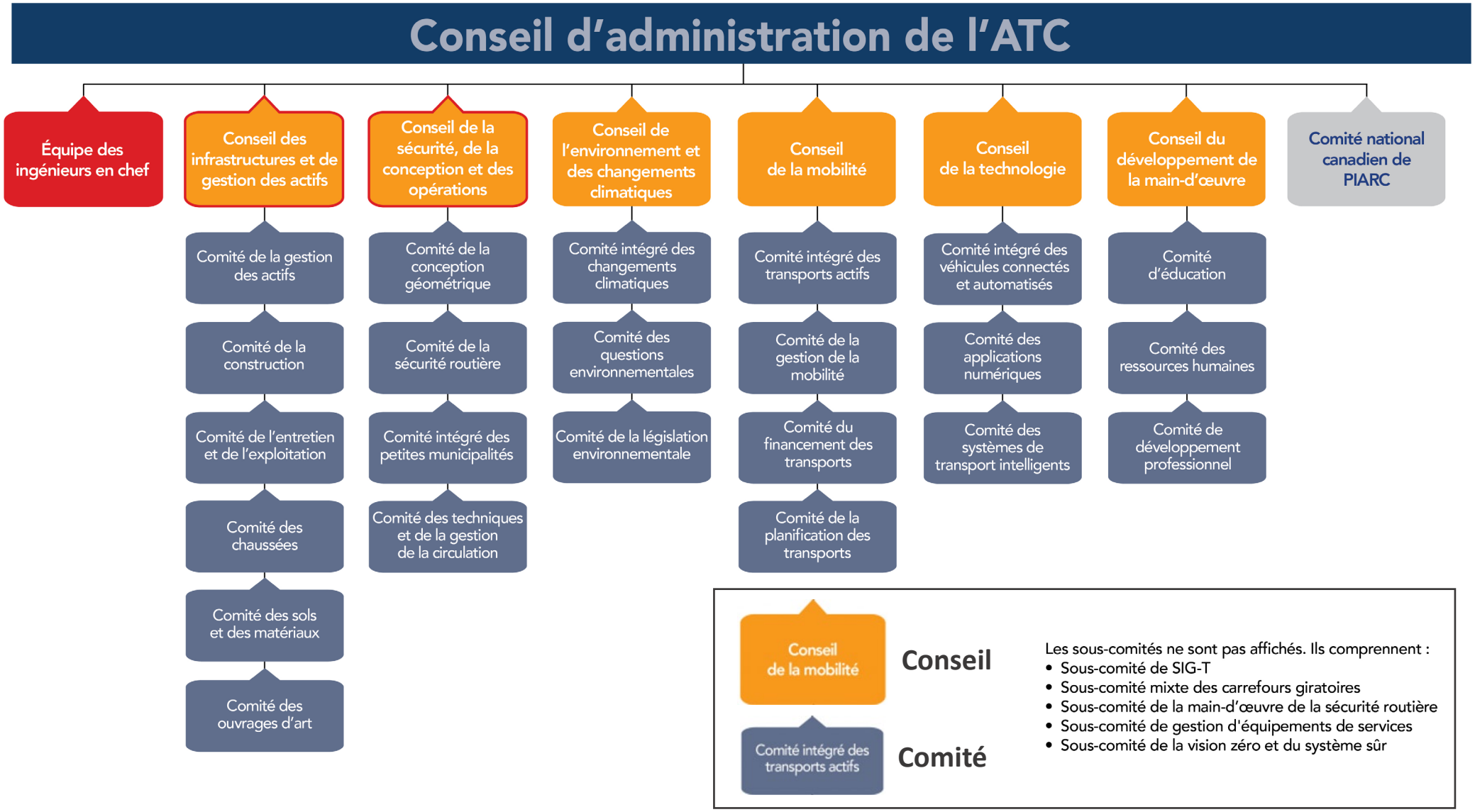
2.4 **Que se passe-t-il pendant les réunions?**

2.5 **Qui est responsable?**

2.6 **Comment les bénévoles partagent-ils l'information?**

2.1 Structure des conseils et comités

Association des transports du Canada



Association des transports du Canada

2.2

Quel est leur rôle?
(1/3)



Voir la page Web des conseils et comités de l'ATC.

Voir le dernier numéro des *Nouvelles des conseils de l'ATC*.

Association des transports du Canada

2.2

Quel est leur rôle?
(2/3)

Conseils de l'ATC

- Guider le travail technique dans l'un des six domaines d'intervention.
- Échanger des connaissances et des mises à jour organisationnelles.
- Définir les problèmes émergents.
- Coordonner et superviser les comités.
- Approuver les descriptions de projets proposés.
- Approuver les produits livrables des projets avant leur publication.
- Approuver les lauréats des prix de l'ATC.

Association des transports du Canada

2.2

Quel est leur rôle?
(3/3)

Comités de l'ATC

- Échanger des connaissances et des mises à jour organisationnelles.
- Définir les problèmes émergents.
- Faire rapport aux conseils sur les activités et les résultats.
- Planifier et offrir des séances aux congrès de l'ATC.
- Créer des sous-comités ou des groupes de travail pour étudier des sujets clés.
- Proposer des projets d'élaboration de lignes directrices, de synthèses de pratiques ou de rapports de recherche.
- Mener des projets bénévoles.

Association des transports du Canada

2.3

Quand se réunissent-ils?

Réunions techniques du printemps. Les conseils et les comités tiennent des réunions en ligne chaque année au mois d'avril.

Réunions techniques de l'automne. Les conseils et les comités tiennent des réunions en personne chaque automne, immédiatement avant le congrès et l'exposition de l'ATC.

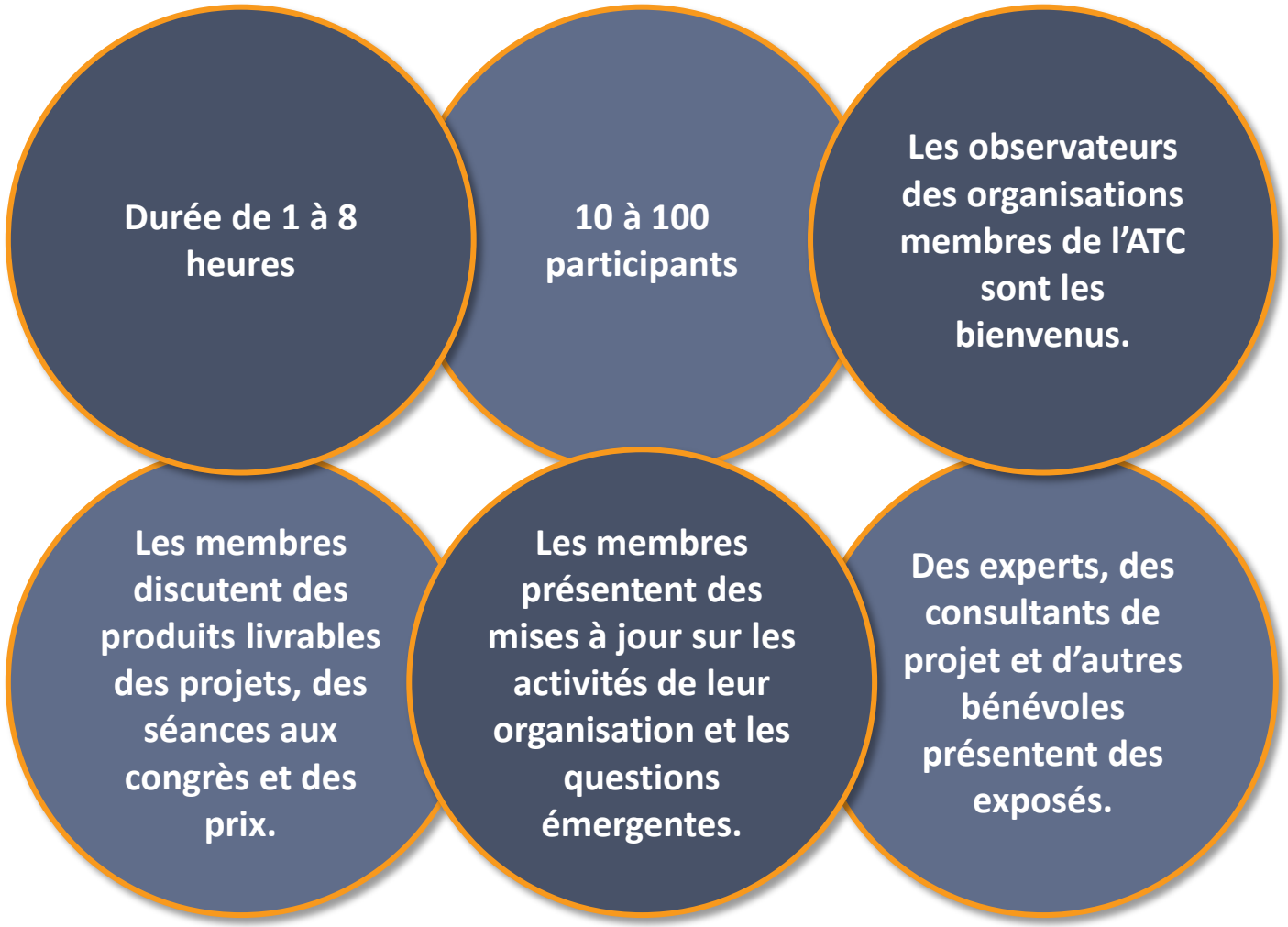
- Les dates et les ordres du jour des réunions techniques du printemps et de l'automne sont affichés au préalable sur le site Web de l'ATC.
- De nombreux groupes de bénévoles de l'ATC tiennent également des réunions en ligne à d'autres moments, pour mener leurs activités et échanger de l'information (p. ex., des dîners-causeries).

Les réunions en ligne ont lieu les jours de semaine entre 11 h et 16 h (heure de l'Est) avec Zoom ou Teams.

Association des transports du Canada

2.4

Que se passe-t-il pendant les réunions?



Association des transports du Canada

2.5

Qui est responsable?

Les comités de direction des conseils sont composés du président et du vice-président (élus par les membres du conseil pour un mandat de deux ans), du président de chaque comité supervisé par le conseil et d'un représentant du conseil d'administration de l'ATC.

- Le président siège à l'Équipe des ingénieurs en chef et fait rapport au conseil d'administration chaque automne.

Les comités de direction des comités sont composés du président, du vice-président et du secrétaire (élus par les membres du comité pour un mandat de deux ans).

- Le président siège au comité de direction du conseil d'administration et fait rapport au conseil à chaque réunion.

Association des transports du Canada

2.6

Comment les bénévoles partagent-ils l'information?

- **Les réunions par courriel et en ligne** permettent aux membres dirigeants des conseils et des comités de communiquer avec les autres membres, avec le soutien du personnel de l'ATC.
- **Les réunions en personne** leur permettent de faire du réseautage, de se rencontrer en petits groupes et d'établir des relations.
- **Le site SharePoint de l'ATC** permet l'élaboration de documents en collaboration et la sauvegarde des informations sur les réunions et les projets.

3 Devenir bénévole de l’ATC

3.1 **Puis-je devenir bénévole?**

3.2 **Qu’est-ce que cela m’apporte?**

3.3 **Qu’est-ce qu’on attend de moi?**

3.4 **Comment puis-je devenir bénévole?**

Association des transports du Canada

3.1

Puis-je devenir bénévole?

Oui, si vous êtes :

- prêt à contribuer aux activités d'un conseil ou d'un comité de l'ATC;

et :

- un employé d'une organisation membre de l'ATC;

  ou

- un membre individuel de l'ATC (étudiant à temps plein, retraité, personne en transition d'emploi).

Aucune restriction d'âge ou d'expérience.

Les jeunes professionnels sont les bienvenus.

Nous encourageons la diversité des membres et des organisations.

Association des transports du Canada

3.2

Qu’est-ce que cela m’apporte?

Connexions. Rencontrez des pairs, faites-vous des amis et créez des réseaux professionnels durables.

Connaissances. Renseignez-vous sur les défis communs, les pratiques émergentes et qui fait quoi.

Compétences en leadership. Organisez une séance à un congrès, dirigez un projet ou siégez au comité de direction d’un conseil ou d’un comité.

Satisfaction. Redonnez à une industrie dynamique, contribuez aux meilleures pratiques et soutenez d’autres spécialistes.

Association des transports du Canada

3.3

Qu’est-ce qu’on attend de moi?

Participer. Les membres des conseils et des comités doivent assister à au moins une réunion en personne ou en ligne chaque année.

Contribuer. Préparer, réviser, partager, discuter, voter, collaborer, créer, célébrer.

Déclarer tout conflit d’intérêts. Éviter la promotion commerciale, soutenir la transparence et l’équité.

Il n’y a pas de frais pour assister aux réunions des conseils ou des comités de l’ATC.

Association des transports du Canada

3.4

Comment puis-je devenir bénévole?

Il suffit de demander! Communiquez avec le personnel de l'ATC par courriel ou par téléphone pour que votre nom soit ajouté à la liste des bénévoles.

Vous voulez en savoir plus avant de vous engager? Les employés des organisations membres de l'ATC sont invités à participer aux réunions en personne ou en ligne en tant qu'observateurs.

Ne vous imposez pas de limites. De nombreux bénévoles se joignent à plus d'un conseil ou comité, et ils peuvent jouer un rôle important en tant qu'agents de liaison entre les groupes.

Il n'y a pas de nombre limite de mandats pour les bénévoles de l'ATC – et certains contribuent pendant des décennies.

Annexe A :
Calendrier des activités des conseils et comités de l'ATC

Association des transports du Canada

Calendrier des événements pour les conseils et comités de l'ATC

(à l'exclusion des réunions autres que les réunions techniques du printemps et de l'automne)

Janvier

- **Congrès de l'ATC :** propositions de résumés
- **Prix d'excellence technique de l'ATC :** les finalistes soumettent des demandes détaillée
- **Prix de contribution bénévole et prix des jeunes professionnels de l'ATC :** mises en candidature

Mars

- **Réunions techniques du printemps :** ordres du jour publiés

Avril

- **Réunions techniques du printemps :** en ligne
- **Prix de l'ATC (tous) :** lauréats approuvés par les conseils et le conseil d'administration
- **Congrès de l'ATC :** ébauches des présentations et des documents

Juin

- **Prix de l'ATC (tous) :** lauréats annoncés

Juin, juillet et août

- **Prix de réalisation technique de l'ATC :** finalistes présentés aux webinaires de l'ATC

Septembre

- **Réunions techniques de l'automne :** ordres du jour publiés
- **Réunions techniques de l'automne :** en personne
- **Réunion du conseil d'administration :** les présidents des conseils présentent des mises à jour annuelles
- **Congrès et exposition de l'ATC :** en personne

Octobre

- **Congrès de l'ATC :** les comités soumettent des sujets pour les séances techniques de l'année suivante

Novembre

- **Prix de réalisation technique de l'ATC :** les candidats soumettent des résumés

Décembre

- **Prix de réalisation technique de l'ATC :** les finalistes sont avisés
- **Congrès de l'ATC :** appel de propositions lancé

Association des transports du Canada

Annexe B :
Descriptions détaillées des conseils

Conseil de l’environnement et des changements climatiques

Conseil des infrastructures et de gestion des actifs

Conseil de la mobilité

Conseil de la sécurité, de la conception et des opérations

Conseil de la technologie

Conseil du développement de la main-d’œuvre

Équipe des ingénieurs en chef

Conseil de l’environnement et des changements climatiques



Portée

- Changements climatiques – atténuation et adaptation
- Impact sur l’environnement – évitement et atténuation
- Législation et réglementation environnementales
- Systèmes de gestion environnementale

Membres

Toutes les organisations membres de l’ATC peuvent nommer un employé comme membre votant à ce conseil. Les membres auxiliaires (sans droit de vote) de toute organisation membre de l’ATC sont les bienvenus.

Comités

- Comité intégré des changements climatiques
- Comité de la législation environnementale
- Comité des questions environnementales

Pour obtenir des renseignements détaillés sur le mandat et d’autres renseignements, veuillez consulter le site Web de l’ATC.

Association des transports du Canada

Conseil des infrastructures et de gestion des actifs

Portée

- Sols et matériaux
- Chaussées
- Ouvrages d'art
- Gestion des actifs
- Construction
- Entretien

Membres

Membres votants

- Représentants désignés des juridictions des ingénieurs en chef de l'ATC

Membres sans droit de vote

- Présidents des comités créés par ce conseil
- Personnes nommées par d'autres organisations
- Les membres auxiliaires (sans droit de vote) de toute organisation membre de l'ATC sont les bienvenus

Comités

- Comité de gestion des actifs
- Comité des chaussées
- Comité de la construction
- Comité des sols et des matériaux
- Comité de l'entretien et de l'exploitation
- Comité des ouvrages d'art

Pour obtenir des renseignements détaillés sur le mandat et d'autres renseignements, veuillez consulter le site Web de l'ATC.

Association des transports du Canada

Conseil de la mobilité

Portée

Planification, surveillance, gouvernance et financement des réseaux de transport, en particulier dans les zones urbaines.

Comprendre et gérer la demande de transport.

Offrir des services de mobilité liés au transport actif, au transport en commun et à d'autres modes de transport dans les collectivités de toutes tailles.

Membres

Toutes les organisations membres de l'ATC peuvent nommer un employé comme membre votant à ce conseil. Les membres auxiliaires (sans droit de vote) de toute organisation membre de l'ATC sont les bienvenus.

Comités

- **Comité intégré des transports actifs**
- **Comité du financement des transports**
- **Comité de la gestion de la mobilité**
- **Comité de la planification des transports**

Pour obtenir des renseignements détaillés sur le mandat et d'autres renseignements, veuillez consulter le site Web de l'ATC.

Association des transports du Canada

Conseil de la sécurité, de la conception et des opérations

Portée

- Programmes de sécurité routière
- Conception géométrique
- Techniques de la circulation
- Questions prioritaires pour les petites municipalités

Membres

Membres votants

- Représentants désignés des juridictions des ingénieurs en chef de l'ATC

Membres sans droit de vote

- Présidents des comités créés par ce conseil
- Personnes nommées par d'autres organisations
- Les membres auxiliaires (sans droit de vote) de toute organisation membre de l'ATC sont les bienvenus

Comités

- Comité de la conception géométrique
- Comité intégré des petites municipalités
- Comité de la sécurité routière
- Comité des techniques et de la gestion de la circulation

Pour obtenir des renseignements détaillés sur le mandat et d'autres renseignements, veuillez consulter le site Web de l'ATC.

Association des transports du Canada

Conseil de la technologie



Portée

- Systèmes de transport intelligents
- Véhicules connectés et automatisés
- Électrification des véhicules
- Gestion des données
- Cybersécurité
- Villes intelligentes

Membres

Toutes les organisations membres de l'ATC peuvent nommer un employé comme membre votant à ce conseil. Les membres auxiliaires (sans droit de vote) de toute organisation membre de l'ATC sont les bienvenus.

Comités

- Comité des applications numériques
- Comité des systèmes de transport intelligents (STI)
- Comité intégré des véhicules connectés et automatisés (VCA)

Pour obtenir des renseignements détaillés sur le mandat et d'autres renseignements, veuillez consulter le site Web de l'ATC.

Association des transports du Canada

Conseil du développement de la main-d'œuvre



Portée

- Recruter et retenir du personnel professionnel et technique
- Renforcer le leadership et gérer les connaissances dans les organisations membres de l'ATC
- Encourager les établissements postsecondaires à élaborer des programmes liés au transport et à améliorer les programmes existants
- Encourager les étudiants à se renseigner et à trouver un emploi dans le secteur des transports

Membres

Toutes les organisations membres de l'ATC peuvent nommer un employé comme membre votant à ce conseil. Les membres auxiliaires (sans droit de vote) de toute organisation membre de l'ATC sont les bienvenus.

Comités

- Comité d'éducation
- Comité des ressources humaines
- Comité du développement professionnel

Pour obtenir des renseignements détaillés sur le mandat et d'autres renseignements, veuillez consulter le site Web de l'ATC.

Association des transports du Canada

Équipe des ingénieurs en chef

L'Équipe des ingénieurs en chef est un forum spécial qui permet aux 23 ingénieurs en chef de l'ATC (représentant les organismes de transport fédéraux, provinciaux-territoriaux et municipaux) et aux présidents des conseils de partager de l'information et de cerner les problèmes émergents dans tous les domaines du travail technique de l'ATC.

Portée

- **Tous les domaines de travail technique de l'ATC**
- **Encourager la collaboration entre les conseils**
- **Approuver les directives techniques nationales pour publication**

Membres

Membres votants

- **Ingénieurs en chef nommés par les gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux**

Membres sans droit de vote

- **Présidents des conseils, groupes de travail et comités nationaux qui relèvent du CA de l'ATC**
- **Personnes nommées par d'autres organisations externes**
- **Les membres auxiliaires (sans droit de vote) de toute organisation membre de l'ATC sont les bienvenus.**

Pour obtenir des renseignements détaillés sur le mandat et d'autres renseignements, veuillez consulter le site Web de l'ATC.

Association des transports du Canada

Contactez-nous

Visitez : www.tac-atc.ca

Par courriel : secretariat@tac-atc.ca

Par téléphone : 613-736-1350

Association des transports du Canada

PUBLICATIONS ANTÉRIEURES DE L'ATC

(Octobre 2024)

Document d'information sur une pratique émergente : Les trottoirs et les pistes cyclables traversants (2023)

Les trottoirs et les pistes cyclables traversants donnent la priorité aux piétons et aux cyclistes sur les véhicules à moteur…

Vision Zéro et approche du système sûr : notions élémentaires pour le Canada (2023)

La sécurité routière fait l'objet d'une attention plus importante que jamais sur la scène mondiale, comme le témoigne la deuxième…

Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC : PARTIE 4 – Panneaux et dispositifs indiquant des travaux temporaires (2022)

Les Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC s'inscrit en complément du Manuel canadien de la signalisation routière (MCSR). Il encourage l'uniformité…

Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC : PARTIE 3 – Panneaux d'information et de direction (2022)

Les Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC s'inscrit en complément du Manuel canadien de la signalisation routière (MCSR). Il encourage l'uniformité…

Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC : PARTIE 2 – Panneaux d'avertissement (2022)

Les Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC s'inscrit en complément du Manuel canadien de la signalisation routière (MCSR). Il encourage l'uniformité…

Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC : PARTIE 1 – Panneaux de réglementation (2022)

Les Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC s'inscrit en complément du Manuel canadien de la signalisation routière (MCSR). Il encourage l'uniformité…

TROUSSE : Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC, Parties 1-4 (2022)

Les Modèles de panneaux de signalisation de l'ATC s'inscrit en complément du Manuel canadien de la signalisation routière (MCSR). Il…

Développement du personnel hautement qualifié pour l'ère des véhicules connectés et automatisés (2022)

Développement du personnel hautement qualifié pour l'ère des véhicules connectés et automatisés identifie les tendances clés en matière de technologie…

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES : Évaluation des produits de stabilisation du sol et des matériaux (2022)

Pour de plus amples renseignements sur le sujet, consultez la ligne directrice nationale, Guide d'évaluation des produits de stabilisation du…

Guide d'évaluation des produits de stabilisation du sol et des matériaux (2022)

Le Guide d'évaluation des produits de stabilisation du sol et des matériaux traite de la stabilisation des structures de chaussée…

Prise de décision axée sur la performance pour la gestion des actifs : Enseignements tirés et Boite à outils du praticien (2021)

Les organismes de transport sont de plus en plus tenus de réaliser des investissements en utilisant des compromis et des…

PAQUET : Manuel canadien de la signalisation routière, Sixième édition (2021)

Ce paquet regroupe une copie imprimée et une copie électronique du Manuel canadien de la signalisation routière, sixième édition (2021)…

Manuel canadien de la signalisation routière, Sixième édition (2021)

Le Manuel canadien de la signalisation routière (MCSR) est un outil essentiel pour les professionnels impliqués dans la gestion et…

DOSSIER D'INFORMATION : Comprendre les modifications apportées à la Loi sur les pêches, à la Loi sur l'évaluation d'impact et à la Loi sur les eaux navigables canadiennes (2021)

En 2019, deux projets de loi du Parlement sont entrés en vigueur après un examen complet des processus environnementaux et…

Comprendre le transport des marchandises au Canada : tendances et pratiques exemplaires (2021)

Comprendre le transport des marchandises au Canada propose une entrée en matière détaillée du sujet à l'intention des spécialistes des…

Performance de sécurité des infrastructures cyclables au Canada (2020)

Performance de sécurité des infrastructures cyclables au Canada caractérise la performance en matière de sécurité de divers types d'installations cyclables…

PAQUET : Guide canadien de conception géométrique des routes (GCG), chapitres 1 à 11 (2017, 2020)

Le Guide canadien de conception géométrique des routes (GCG) de l'ATC est un outil de référence incontournable pour les spécialistes…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 11 – Routes spéciales (2020)

GCG Chapitre 11 – Routes spéciales offre des conseils sur la conception des routes spéciales, telles que les routes rurales…

Intégration de la santé et des transports au Canada (2019)

Les systèmes de transport ont traditionnellement été conçus principalement pour les véhicules motorisés dans le but de permettre la circulation…

Publications

Notions élémentaires – Best Practices for Pothole Repairs in Canada (2019)

Ce document de notions élémentaires repose sur le contenu du Best Practices for Potholes in Canada (2019) de l'Association des…

Guide de contrôle des passages pour piétons (2018)

Le Guide de contrôle des passages pour piétons favorise l'uniformité dans la mise en place des systèmes de contrôle des…

Guide des modèles de règles de la route du Canada (2018)

Le Guide des modèles de règles de la route au Canada présente un ensemble générique de règles régissant la circulation…

Guide canadien de modération de la circulation (deuxième édition) (2018)

Ce guide présente la modération de la circulation en tant que méthode de réduction de la vitesse et du débit…

Notions élémentaires sur le modération de la circulation (2018)

Ce document de notions élémentaires repose sur le contenu du Guide canadien de modération de la circulation (deuxième édition) de…

Lignes directrices pour définir et mesurer la congestion urbaine (2017)

Les Lignes directrices pour définir et mesurer la congestion urbaine aident les intervenants et les chercheurs à définir, mesurer, et…

Lignes directrices pour l'utilisation des panneaux d'affichage de la vitesse (2017)

Les Lignes directrices pour l'utilisation de panneaux d'affichage de la vitesse reflètent les meilleures pratiques et fournissent des recommandations pour…

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES : Lignes directrices pour définir et mesurer la congestion urbaine (2017)

Pour de plus amples renseignements sur le sujet, consultez la Lignes directrices pour définir et mesurer la congestion urbaine, PTM-DMUC-F,…

Notions élémentaires sur l'utilisation des panneaux d'affichage de la vitesse (2017)

Pour plus d'informations à ce sujet, voir les Lignes directrices pour l'utilisation des panneaux d'affichage de la vitesse (PTM-SDD-F). Available…

Guide des pratiques de surveillance de la circulation pour les provinces et les municipalités du Canada (2017)

Le Guide des pratiques de surveillance de la circulation pour les provinces et les municipalités du Canada fournit les premières…

Guide de conception, de construction, d'entretien et d'inspection des murs de soutènement de sol stabilisé mécaniquement (2017)

Les murs de soutènement de sol stabilisé (MSSM) sont depuis longtemps utilisés comme technologie mature de soutènement du sol mais…

Notions élémentaires sur les murs de soutènement de sol stabilisé mécaniquement

Pour de plus amples renseignements sur le sujet, consultez la Guide de conception, de construction, d'entretien et d'inspection des murs…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 3 – Tracé et configurations des voies (2017)

GCG Chapitre 3 – Tracé et configurations des voies traite essentiellement des procédures de conception et des domaines de définition…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 1 – Philosophie de la conception (2017)

GCG Chapitre 1 – Philosophie de la conception offre une introduction des objectifs de la conception, à son approche évolutive…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 10 – Échangeurs (2017)

GCG Chapitre 10 – Échangeurs fournit un sommaire des facteurs humains pertinents et des critères de justification des échangeurs. On…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 9 – Carrefours (2017)

GCG Chapitre 9 – Carrefours fournit des directives de conception pour les carrefours, dont notamment les carrefours giratoires, les carrefours…

Guide canadien de conception géométrique des routes: Chapitre 8 – Accès (2017)

GCG Chapitre 8 – Accès fournit des lignes directrices sur la gestion des accès pour un large éventail de classes…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 7 – Aménagement des abords de route (2017)

GCG Chapitre 7 – Aménagement des abords de route présente des concepts de sécurité routière et l'utilisation d'une analyse quantitative…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 6 – Conception intégrée pour piétons (2017)

GCG Chapitre 6 – Conception intégrée pour piétons offre des conseils et des exemples sur la façon d'intégrer de manière…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 5 – Conception intégrée pour cyclistes (2017)

GCG Chapitre 5 – Conception intégrée pour cyclistes offre des conseils et des exemples sur la façon d'intégrer de manière…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 4 – Éléments des profils en travers (2017)

GCG Chapitre 4 – Éléments du profil en travers fournit des indications sur les procédures de conception et sur les…

Guide canadien de conception géométrique des routes : Chapitre 2 – Contraintes, classification et uniformité de la conception (2017)

GCG Chapitre 2 – Contraintes, classification et uniformité de la conception traite de la façon dont les contraintes de conception,…

Guide de gestion des charges pour les chaussées à faible capacité (2017)

Le Guide de gestion des charges pour les chaussées à faible capacité fournit une synthèse de pratiques canadiennes et internationales…

Guide canadien de conception des carrefours giratoires (2017)

Le Guide canadien de conception des carrefours giratoires (GCCG) fournit des renseignements et des conseils sur la planification, la conception,…

Publications

Notions élémentaires sur les Carrefours giratoires au Canada (2017)

2017

Pour de plus amples renseignements sur le sujet, consultez la Guide canadien de conception des carrefours giratoires (PTM-CRDG-F), disponible pour…

Lignes directrices nationales sur la sécurité en zone de travaux routiers au Canada (2016)

Le document Lignes directrices nationales sur la sécurité en zone de travaux routiers vise à promouvoir et à encourager l'utilisation…

Notions élémentaires : Sécurité des zones de travaux au Canada (2016)

Pour en savoir plus, consultez les Lignes directrices nationales sur la sécurité en zone de travaux routiers au Canada (2016)…

Lignes directrices pour la coordination de la relocalisation d'équipements de services publics (2016)

These guidelines are designed as a template that public agencies can refer to for developing a process for the coordination…

Synthèse des meilleures pratiques en matière de gestion d'actifs de transport pour le Canada (2016)

Cette synthèse de pratiques est fondée sur de l'information obtenue par une analyse documentaire poussée, un sondage ciblé des organismes…

Cinquième enquête sur les indicateurs de transports urbains (2016)

La cinquième enquête sur les indicateurs de transports urbains (ITU) est la plus récente enquête de la série. Ces enquêtes…

Notions élémentaires sur les meilleures pratiques en matière de gestion d'actifs de transport pour le Canada (2016)

Le présent dossier de notions élémentaires présente un aperçu des pratiques de gestion des actifs de transport suivies par les…

Se déplacer intelligemment – Inventaire des options de réduction de la consommation d'énergie et des émissions de GES dans les villes canadiennes (2016)

À la lumière des impacts et risques majeurs associés aux changements climatiques, les municipalités et organismes régionaux de différentes régions…

Conception et mise en oeuvre de services de transports en commun : Lignes directrices à l'intention des petites collectivités (2016)

La conception et la mise en oeuvre du service de transport en commun fournissent des conseils aux professionnels en planification…

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES : Développement durable des ponts (2015)

Also available in English: PRIMER: Sustainability Considerations for Bridges (2015)

…

NOTIONS ÉLÉMENTAIRES : L'affichage numérique et par projection de la publicité : Réglementation et évaluation de la sécurité routière (2015)

2015

Pour plus de amples informations, référez-vous à la publication, version anglaise uniquement, intitulée Digital and Projected Advertising Displays: Regulatory and…

DOSSIER D'INFORMATION : Rues complètes : Politiques et pratiques au Canada (2015)

Le présent dossier d'information a pour but de rendre compte du statut des rues complètes au sein des agences de…

Guide canadien pour des routes plus vertes (2015)

Le Guide canadien pour des routes plus vertes (GCRV) encourage la croissance intelligente et la mise en place de solutions…

L'évolution et l'héritage de l'enseignement dans le domaine des transports au Canada (2014)

L'évolution et l'héritage de l'enseignement dans le domaine des transports du Canada a été rédigé en tant que projet de…

Synthèses des pratiques de gestion environnementale (2014)

La Synthèse des pratiques de gestion environnementale pour la construction, l'exploitation et l'entretien des routes est un recueil de pratiques…

Guide de justification des feux de circulation et des feux pour piétons (2014)

Ce manuel fournit un guide d'utilisation de la Procédure canadienne d'établissement de la matrice de justification des feux de circulation…

Évolution des pratiques de collecte de données sur les déplacement des personnes (2014)

L'évolution des pratiques de collecte de données sur les déplacements des personnes fournit un cadre pratique et complet de coordination,…

Comité responsable	Projet bénévole	Objectif / description du projet
Comité d'éducation	**Enseignement postsecondaire en dessin géométrique**	Accroître l'utilisation du Guide canadien de conception géométrique des routes pour l'enseignement
	Travaux de laboratoire pour le « big data » et l'analyse	Compilation de travaux pratiques pour aider les étudiants à se familiariser avec la gestion de flux de données volumineux et les outils logiciels avancés
Comité de la conception géométrique	**Adaptation aux changements climatiques**	Examen des chapitres du *Guide canadien de conception géométrique des routes* pour identifier les besoins et les opportunités d'amélioration des orientations
	Mise à jour au *Guide canadien de conception géométrique des routes* de 2017 - Chapitre 10, Échangeurs	Mettre à jour le contenu pour tenir compte des types d'échangeur et de leur évaluation, de la gestion des accès à faible coût, des échangeurs urbains, des bretelles d'accès et des modes actifs.
	Véhicules surdimensionnés /spéciaux	Analyse juridictionnelle des pratiques pour les phases de planification et de conception liées aux véhicules surdimensionnés/spéciaux
Comité de la construction	**Mise à jour des directives de coordination des services publics**	Mise à jour des deux guides de coordination des services publics pour s'aligner sur les nouvelles ASCE 38-22 et ASCE 75-22
Comité de l'entretien et de l'exploitation	**Analyse comparative des pratiques d'entretien hivernal**	Enquête auprès des juridictions
Comité de la gestion des actifs	**Guide pour créer des plans de gestion des actifs de transport**	Élaborer un rapport décrivant les étapes à suivre pour créer un plan de gestion des actifs de transport
	Registre des praticiens	Sonder les juridictions pour identifier les classes d'actifs et les propriétaires de classes d'actifs d'autres juridictions
Comité de la sécurité routière	**Échange de diamants divergents**	En cours
	Effets du vieillissement et du sexe sur les accidents mortels et blessants	Une introduction aux effets de l'âge et du sexe sur les modèles d'accidents, la gravité des blessures et d'autres résultats de l'analyse documentaire à partager avec les municipalités et/ou à prendre en compte lors de la mise en œuvre de contre-mesures et de l'approche d'un système sûr.
Comité des chaussées	**Analyse comparative de l'état de la chaussée**	En cours
Comité des questions environnementales	**Gestion des espèces envahissantes**	Élaborer une synthèse des meilleures pratiques en ce qui concerne les activités de prévention que les organismes de transport peuvent mener de façon viable et réaliste.
	Normaliser la mesure des ouvrages de passage pour la faune	Évaluer et uniformiser les méthodes de mesure des structures de passage pour la faune. Créer un inventaire des passages fauniques au Canada.
Comité des ressources humaines	**Recrutement et rétention des employés**	Identifier les défis et les réponses connexes dans les organisations membres de l'ATC
Comité des sols et des matériaux	**Utilisation de l'asphalte mélangé à chaud au Canada**	Préparer un document de travail sur l'état actuel de l'utilisation d'asphalte mélangé à chaud au Canada.

Comité responsable	Projet bénévole	Objectif / description du projet
Comité des systèmes de transport intelligents	**Notions élémentaires des STI en milieu rural**	Examen des opportunités et applications émergentes pour les STI sur les routes rurales
Comité des techniques et de la gestion de la circulation	**Amélioration du panonceau RB-11S2**	Élaborer un concept approprié pour l'amélioration des panneaux réglementaires de durée déterminée. Réviser la section A2.4.2 du MCSR afin d'y inclure une amélioration facultative de signalisation active pour les panonceaux supplémentaires de sorte à permettre aux usagers de la route de comprendre plus rapidement et plus efficacement la signalisation, ce qui rendra les zones scolaires plus sûres.
	Application et affichage des flèches rouges et vertes	Examiner le besoin de flèches rouges aux carrefours signalisés existants et examiner les directives régissant l'utilisation de flèches vertes.
	Application de délinéateurs sur poteau	Un rapport sera rédigé à partir d'une analyse documentaire et d'un examen des pratiques des organismes
	Bonnes pratiques pour la désignation des noms de rue	Produire un guide des bonnes pratiques pour la désignation des noms de rue fondé sur le *Guide de bonnes pratiques – Panneaux de signalisation odonymique* (AQTR, 2010).
	Contrôle automatisé de la vitesse - panneaux de signalisation	Enquête auprès des administrations gouvernementales et analyse documentaire. En fonction des résultats, les étapes suivantes peuvent inclure l'élaboration de recommandations en vue de nouveaux dispositifs et d'essais de compréhension.
	Déploiement de navettes automatisées - panneaux de signalisation	Enquête auprès des administrations gouvernementales, analyse documentaire, élaboration de recommandations et tests de compréhension en vue de leur ajout dans le MCSR.
	Examen des exigences d'espacement des panneaux de signalisation	Examiner le *Guide de conception géométrique* et le *Manuel de la signalisation routière* pour déterminer les exigences d'espacement des intersections et des feux de circulation indiquées dans ces deux documents.
	Guidage des marquages de chaussée pour passages pour piétons non standards	Fournir des instructions claires aux praticiens concernant l'utilisation de couleurs/formes non standard pour le marquage de la chaussée aux passages pour piétons.
	Justification de l'installation de feux de circulation aux intersections situées à proximité de passages à niveau	Examiner les pratiques en vue de l'ajout de lignes directrices dans le MCSR.
	Lignes directrices sur la synchronisation des clignotants pour piétons	Élaborer des lignes directrices sur la synchronisation des clignotants aériens et des FRCR pour les passages pour piétons afin de promouvoir l'uniformité au Canada
	Panneau anti-sifflement pour les passages à niveau avec arrêt du sifflement	Un rapport sera complété sous peu
	Panneau « Partageons la route »	Examiner les options d'essais de compréhension en vue de leur ajout dans le MCSR.

Comité responsable	Projet bénévole	Objectif / description du projet
	Symboles pour le transport actif - planches à roulettes, scooters, appareils d'aide à la mobilité et patins à roues alignées	Examiner les options d'essais de compréhension en vue de leur ajout dans le MCSR.
	Synchronisation de la signalisation pour le transport actif – dispositifs adaptés aux planches à roulettes, scooters, appareils d'aide à la mobilité et patins à roues alignées	Examiner les pratiques en vue de l'ajout de lignes directrices dans le MCSR.
	Traversée aux îlots de virage à droite	Examiner la faisabilité d'inclure des traversées aux îlots de virage à droite dans le MCSR, ainsi que recommander des modifications associées aux modèles de règles de la route du Canada
	Utilisation des feux de circulation pour la gestion de la vitesse	Examiner l'applicabilité des feux de signalisation aux fins de gestion de la vitesse
Comité du développement professionnel	**Pratiques de développement professionnel**	Enquête auprès des organisations membres de l'ATC sur les pratiques de formation, de mentorat et de gestion des connaissances
Comité intégré des transports actifs	**Aperçu du transport actif**	Compilation des innovations et des réussites observées partout au Canada
Conseil de la technologie	**Cadre d'harmonisation des données pour les autorités routières**	Document de travail sur les défis et les opportunités d'harmonisation des paramètres des principaux ensembles de données des autorités routières

Transportation Association of Canada
Association des transports du Canada

Projets à financement groupé

Projets en cours et engagements des partenaires (31 octobre 2024)

Partenaires engagés	Revêtements en AMC pour les tabliers de pont au Canada	Flèche jaune clignotante : synthèse des pratiques	Guide canadien de sécurité routière	Éléments des profils en travers : recensement et synthèse des pratiques	Utilisation du revêtement d'asphalte recyclé dans les mélanges d'asphalte	Conception et exploitation de routes collectrices et d'artères à basse vitesse : synthèse des pratiques
Gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux						
Canada			X	X	X	
Alberta	X		X		X	
Colombie-Britannique			X		X	
Manitoba			X		X	
Nouveau-Brunswick			X		X	
Terre-Neuve-et-Labrador	X		X			
Territoires du Nord-Ouest	X		X			X
Nouvelle-Écosse			X	X		
Ontario			X	X	X	
Île-du-Prince-Édouard			X		X	X
Québec	X	X	X	X	X	X
Saskatchewan	X		X	X	X	
Yukon	X		X			
Municipalités siégeant à l'Équipe des ingénieurs en chef						
Calgary		X	X	X		
Edmonton	X		X			X
Halifax		X	X	X	X	X
Moncton			X	X		X
Montréal		X	X			X
Ottawa		X	X			X
Saskatoon	X	X	X			X
Toronto		X	X	X	X	X
Vancouver		X	X	X		X
Winnipeg	X		X		X	X
Autres						
Region of Waterloo (ON)						X
Hamilton (ON)						X
Kelowna (BC)		X				
York Region (ON)					X	
Insurance Corp. of British Columbia			X	X		
TransLink			X			
Inst. cdn des ingénieurs en transports			X	X		X
Ontario Good Roads Association					X	
Ass'n cdn des prof. de la séc. routière			X			
McAsphalt Industries	X					
Mississauga (ON)						X
Conseil national de recherches Canada					X	
Saskatchewan Government Insurance			X			
G. Ho Engineering Consultants			X			
Kamloops (BC)			X			
Guelph (ON)						X
Kingston (ON)						X
Whitehorse (YK)						X
Asphalt Institute of Canada					X	
Colas Canada					X	
Bitume Québec					X	
True North Safety Group			X			
Tetra Tech					X	
Ontario Road Builders' Association					X	
Bunt and Associates		X	X			
Totaux du projet						
Nombre de partenaires	10	10	32	12	20	19
Fonds engagés	$ 110,000	$ 105,000	$ 667,000	$ 115,000	$ 202,500	$ 139,000
Fonds requis	$ 160,000	$ 105,000	$ 800,000	$ 125,000	$ 150,000	$ 100,000
Différence	$ 50,000	$ -	$ 133,000	$ 10,000	$ (52,500)	$ (39,000)
Pourcentage des fonds engagés	69%	100%	83%	92%	135%	139%
			Remarque : Le Conseil d'administration de l'ATC a versé une contribution supplémentaire de 200 000 $ à ce projet.	Remarque : Le Conseil d'administration de l'ATC a versé une contribution supplémentaire de jusqu'à 40 000 $ à ce projet.		

ENTENTE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **Association des transports du Canada** personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est le 401-1111, Promenade Prince of Wales, Ottawa, Ontario, K2C 3T2, agissant et représentée par madame Sarah Wells, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 10790 0516 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1012844235 TQ0002

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme constitue un forum d'échange sur les différents enjeux de la mobilité et du transport;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation des Projets, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser ses Projets en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes*, auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description des Projets;

2.2 « **Projets** » : les projets de l'Organisme pour la réalisation desquels la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lesquels sont plus amplement décrits à l'Annexe 1;

2.3 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.4 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.5 « **Responsable** » : Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.6 « **Unité administrative** » : Direction des projets d'aménagement urbain - Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville;

2.7 « **Conseil responsable** » : l'un des six conseils de l'Organisme : conseil des infrastructures et de gestion des actifs; conseil de la sécurité, de la conception et des opérations; conseil de l'environnement et des changements climatiques; conseil de la mobilité; conseil de la technologie et conseil du développement de la main-d'œuvre. Un conseil est composé de membres recrutés par invitation et formant un éventail représentatif des intervenants des transports que regroupe l'Organisme;

2.8 « **Comité de bénévoles** » **:** Comité technique permanent ou groupe de travail qui s'intéresse à un domaine précis. Il est composé de représentants désignés par les membres de l'Organisme ainsi que d'un

gestionnaire désigné par l'Organisme parmi son personnel permanent;

2.9 « **Comité directeur** » **:** comité directeur de Projet composé de représentants désignés par les membres de l'Organisme qui ont contribué au financement du Projet et d'un gestionnaire de Projet désigné par l'Organisme parmi son personnel permanent.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser les Projets.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation des Projets

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation des Projets. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation des Projets et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.1.3 assigner un gestionnaire à titre de conseiller technique pour le suivi de chacun des projets;

4.1.4 permettre aux représentants de la Ville de participer aux assemblées et aux diverses activités du Comité directeur du Projet;

4.1.5 permettre à la Ville d'avoir une incidence sur la gestion et le déroulement des Projets en tant que membre du Comité directeur;

4.1.6 s'occuper de la logistique requise pour les réunions du Comité directeur ainsi que pour les conférences téléphoniques ou multimédias, notamment les convocations et les salles de réunions;

4.1.7 produire les comptes rendus des réunions du Comité directeur et à rendre compte de l'avancement des projets lors des réunions du conseil d'administration de l'Organisme;

4.1.8 transmettre tous les documents nécessaires pour l'avancement du Projet sous format électronique directement aux représentants de la Ville ou permettre l'accès à un dépôt électronique, le cas échéant;

4.1.9 préparer les documents contractuels ainsi que les Termes de référence pour lancer les appels d'offres conformément aux politiques d'adjudication de contrat de l'Organisme, à partir des instructions du Comité directeur;

4.1.10 assister le comité directeur lors de l'analyse des soumissions;

4.1.11 octroyer le contrat et assurer la gestion et la mise en œuvre des Projets;

4.1.12 effectuer les paiements conformément aux Termes de référence du Projet;

4.1.13 tenir la Ville indemne de toute poursuite et prendre fait et cause pour celle-ci relativement à la réalisation et au paiement des contrats;

4.1.14 fournir à la Ville une copie électronique ainsi qu'une copie officielle (papier) du rapport du Projet lorsque terminé;

4.1.15 n'entreprendre aucuns travaux susceptibles d'entraîner un dépassement de la somme maximale déterminée par le Comité de bénévoles lors du lancement d'un Projet sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation du Comité directeur;

4.1.16 assumer tous les frais relatifs à l'exécution de la présente convention;

4.1.17 tenir des comptes et des registres appropriés, précis et exacts à l'égard des Projets réalisés et rendre accessibles au Responsable, pour fins de suivi ou de vérification, tous les livres comptables et registres se rapportant à ces Projets.

4.1.18 conserver les pièces justificatives, comptes, dossiers ou documents de toute nature relatifs à la présente convention pour une durée de cinq (5) ans suivant la fin de la présente convention;

4.1.19 se conformer, le cas échéant, aux exigences de l'article 107.9 de la Loi sur les cités et villes (du Québec).

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document

d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 décembre de chaque année écoulée et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 décembre 2025 pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre d'une année pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre- vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation des Projets.

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourraient être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de deux cent quarante mille dollars (240 000$), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation des Projets.

5.2 Versements

La Ville versera à l'Organisme, sur présentation d'une facture pour chacun des projets approuvés par le Responsable, la somme pour laquelle elle s'est engagée.

Le montant total déboursé par la Ville pour l'ensemble des projets initiés dans une même année ne peut dépasser quatre-vingt mille dollars (80 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation des Projets ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers;

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans les Projets reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2027.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 401-1111, Promenade Prince of Wales, Ottawa, Ontario, K2C 3T2, et tout avis doit être adressé à l'attention de sa directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, Montréal, Québec, H3C 0G4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le 10e jour de octobre 2024

Association des transports du Canada

Par : _____

Sarah Wells, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération, le e jour de ……. 2024 (Résolution CG……...).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DES PROJETS

Financement groupé en recherche et développement

Il s'agit de projets à financement groupé amorcés lorsqu'un besoin est identifié par les comités de bénévoles et appuyé par le Conseil responsable et culminant en une étude permettant l'élaboration de documents techniques, de lignes directrices ou de guides de bonnes pratiques dans les domaines des transports et des routes.

L'Organisme n'établit pas de normes mais demeure la principale source de documents techniques liés aux routes, bonnes pratiques et lignes directrices nationales en transport citées dans plusieurs administrations à travers le Canada.

Le projet à financement groupé constitue un véhicule qui permet à l'Organisme de coordonner, d'appuyer et d'entreprendre des projets proposés par ses membres et ses conseils responsables.

La promotion des nouveaux projets à financement groupé de l'Organisme est effectuée auprès des membres et d'autres publics par divers supports promotionnels (site Web de l'Organisme, Bulletins de nouvelles de l'organisme, etc.).

Les membres sont invités à contribuer au financement des Projets en fonction de leur niveau d'intérêt et/ou besoin, pour devenir partenaires du projet et siéger sur son comité directeur. Une fois que les sommes nécessaires sont accumulées, le Projet est lancé par l'Organisme.

En devenant partenaires d'un projet à financement groupé, les membres :

- Contribuent au rehaussement des fonds de recherche et maximisent l'efficacité de leurs ressources limitées;
- Atteignent de plus larges perspectives;
- Travaillent avec des experts de renom provenant de tous les coins du pays et œuvrant dans diverses disciplines;
- Accèdent à un réseau puissant d'experts chevronnés dans le domaine des transports qui contribuent à la réalisation des Projets ou les valident;
- Accèdent aux professionnels de l'Organisme expérimentés dans le partage des ressources, la sous-traitance et la gestion des initiatives collaboratives.

Le succès des projets à financement groupé est indéniable. Plus de 100 Projets évalués à plus de 10 millions de dollars ont été entrepris grâce à la contribution financière de plus de 80 partenaires et au travail de plusieurs intervenants des secteurs public et privé. Ce succès s'explique entre autres par les faits suivants :

- Les livrables découlant du travail effectué sont publiés au nom de l'Organisme, une association nationale respectée dans le domaine des transports;
- Les fonds des projets ne proviennent pas d'une source unique, minimisant ainsi les discussions et désaccords sur les priorités;
- La valeur et le besoin d'un projet dans le domaine des transports sont facilement évalués en fonction du niveau d'intérêt manifesté par les membres.

Un Projet passe en général par les étapes suivantes :

- Projet soulevé en discussion pendant une réunion; l'enjeu, la recherche requise ou le produit requis est défini. On décide de recommander le projet à financement groupé.

- La description du projet est établie (Titre; historique; objectifs principaux; principales tâches à accomplir pour atteindre les objectifs; livrables attendus; détermination des ressources requises (efforts d'expertise et durée); partenaires de financement potentiels).
- Estimation du niveau d'effort lié à la tâche de l'expert-conseil.
- Recommandation au conseil ou groupe de travail responsable de mettre en œuvre le Projet.
- Approbation du conseil responsable.
- Approbation du concept du Projet par le conseil d'administration de l'Organisme.
- Estimation des coûts de gestion et de traduction.
- Lancement de l'invitation aux partenaires de financement potentiels.
- Une fois que la somme des engagements des partenaires atteint un montant suffisant pour couvrir tous les coûts du Projet liés aux services de l'expert-conseil, à la gestion de l'Organisme et à la traduction des éléments livrables, les factures sont soumises aux partenaires.
- Les partenaires de financement sont invités à nommer des représentants au sein du Comité directeur du Projet.
- Un gestionnaire de projet est nommé à l'Organisme.
- Le comité directeur de projet établit le plan du projet et le cadre de référence de l'expert conseil. Le gestionnaire de projet à l'Organisme et le personnel de la bibliothèque peuvent participer à l'analyse préliminaire de la documentation spécialisée et à la préparation du cadre de référence.
- Sous la supervision du comité directeur de projet, le gestionnaire de projet de l'Organisme sollicite des lettres d'intérêt et des soumissions auprès d'experts-conseils et du milieu universitaire.
- Un expert-conseil est choisi pour réaliser le projet.
- Le contrat est préparé et signé. Tout au long du projet, le gestionnaire de projet de l'Organisme vérifie les points de repère, accepte les factures et autorise les paiements à l'expert-conseil conformément au contrat.
- Durant le projet, à la demande du président du comité directeur, le gestionnaire de projet de l'Organisme organise des réunions, produit les ordres du jour, prépare et distribue les procès-verbaux.
- À la demande du comité directeur, des invités possédant des compétences spécialisées peuvent être invités à participer à certaines réunions.
- L'expert-conseil participe aux réunions du comité directeur lorsqu'il y est invité.
- L'expert-conseil présente des rapports d'étape et les éléments livrables préliminaires au gestionnaire de projet de l'Organisme.
- Le gestionnaire de projet de l'Organisme distribue le matériel produit par l'expert-conseil au comité directeur.
- Les membres du comité directeur examinent les documents soumis par l'expert-conseil tout au long du projet et donnent leurs commentaires au gestionnaire de projet de l'Organisme.
- Le gestionnaire de projet de l'Organisme compile les commentaires et les présente au comité directeur et à l'expert-conseil.
- Les livrables du projet sont examinés et approuvés par le Comité directeur au nom des partenaires de financement.
- On présente les livrables au Comité de bénévoles qui a recommandé le projet.

- On décide de recommander la publication des éléments livrables du projet au nom de l'Organisme.
- On présente les éléments livrables au conseil/groupe de travail responsable et on donne suite à la recommandation de publier les livrables au nom de l'Organisme.
- Approbation du conseil/Groupe de travail responsable.
- On effectue la mise en page et le formatage de la publication de l'Organisme.
- La publication est traduite.
- Le prix de la publication est établi et la mise en vente de la publication est effectuée. Chaque partenaire reçoit une copie gratuite du livrable et bénéficie pour une durée limitée d'un tarif réduit pour commander d'autres copies, le cas échéant.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248042004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 145,56 m² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de cinq ans, soit du 1er septembre 2024 au 31 août 2029 - Dépense totale de 144 362,61 $, taxes incluses. Bâtiment 8202

1. d'approuver le bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Ile-de-Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 145,56 m², pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de cinq ans, soit du 1er septembre 2024 au 31 août 2029 - Dépense totale de 144 362,61 $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions prévus à ladite convention;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-18 09:07

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248042004**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 145,56 m² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de cinq ans, soit du 1er septembre 2024 au 31 août 2029 - Dépense totale de 144 362,61 $, taxes incluses. Bâtiment 8202

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er avril 2013, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) sous-louait de Boscoville des locaux (pavillons 7 et 9), situés au 10950, boulevard Perras à Montréal, propriété de la Société québécoise des Infrastructures (SQI). Différentes formations obligatoires y étaient offertes dans le cadre du maintien des compétences des policiers.
La Ville a transmis un avis de résiliation le 28 mars 2024 pour résilier le bail actuel du pavillon 9. La date effective de la résiliation du bail étant le 30 juin 2024.

Le SPVM a demandé au SSI de négocier un nouveau bail pour une superficie locative moindre avec le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal.

Le bail a été négocié de gré à gré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0671 - 24 novembre 2022- Approuver le projet de convention de bail pour le pavillon 9 par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal (CIUSSS), des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 14 142,70 pieds carrés, pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de trois ans, soit du 8 novembre 2022 au 7 novembre 2025.
CG22 0175 - 24 mars 2022- Approuver un projet de convention de bail par lequel la Ville de Montréal loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces d'une superficie de 24 731 pi² , situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, pour les besoins du centre de formation du Service de police de

la Ville de Montréal, pour un terme d'un an, soit du 8 novembre 2021 au 7 novembre 2022.

CG 20 0456- 24 septembre 2020 - Approuver le sous-bail par lequel la Ville sous-loue de Boscoville, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 24 731 pi² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme d'un an, soit du 8 novembre 2020 au 7 novembre 2021.

CG19 0574- 19 décembre 2019- Approbation de la convention de sous-bail avec Boscoville pour une période d'un an, à compter du 8 novembre 2019.

DA198042004- 16 septembre 2019- Approbation de la convention de sous-bail avec Boscoville pour une période de 5 mois, à compter du 8 juin 2019.

CG16 0247- 21 avril 2016 - Approbation du renouvellement de sous-bail avec Boscoville 2000 pour une durée de 3 ans, soit du 1er avril 2016 au 31 mars 2019.

CG13 0397- 26 septembre 2013 - Approbation de sous-bail avec Boscoville 2000 pour une durée de 3 ans - du 1er avril 2013 au 31 mars 2016.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande le bail par lequel la Ville loue du CIUSSS des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, d'une superficie de 145,56 m², utilisés pour les besoins du SPVM, incluant 6 espaces extérieurs de stationnement réservés sans frais additionnels pour la Ville ainsi que l'utilisation du terrain de soccer synthétique, les vestiaires et les blocs sanitaires. Le terme du bail est de cinq ans, soit du 1er septembre 2024 au 31 août 2029.
La dépense totale du loyer pour la durée du bail est de 98 372,61$, incluant les taxes applicables.

Le SPVM accepte "tel quel" le pavillon 9, sans exiger des travaux d'aménagement.

Le bail a été négocié de gré à gré.

Le Bailleur accorde au Locataire une (1) option de renouvellement du Bail, pour une période de cinq (5) ans, commençant le 1er septembre 2029 et se terminant le 31 août 2034.

JUSTIFICATION

La formation continue des policiers du SPVM est à la fois obligatoire et essentielle pour assurer le maintien et le développement des compétences professionnelles. Ce bail permettra au SPVM de poursuivre sa mission auprès de ses policiers spécifiquement pour l'entraînement des groupes d'intervention.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉPENSES LOCATION

	Loyer annuel pour la période du 1er septembre 2024 au 31 août 2029
Loyer annuel	77 280,00$
Frais d'énergie annuels pour le terrain de soccer synthétique (1 656,00$/an)	8 280,00$
TPS	4 278,00$
TVQ	8 534,61$
Loyer total	**98 372,61$**

Ristourne TPS	(4 278,00)$
Ristourne TVQ	(4 267,30)$
Dépense nette pour le terme	89 827,31$

Le taux de location pour ce type de location incluant le terrain dans ce secteur, excluant les frais d'exploitation, oscille entre 118,40$/m² et 182,98$/m².
Le loyer de base annuel pour la durée du bail 2024-2029 représente 145,09 $/m², incluant les frais d'exploitation et d'utilisation d'un terrain de soccer synthétique, de vestiaires et de blocs sanitaires, en plus de 6 espaces extérieurs de stationnement.

Le loyer comprend les taxes foncières et les frais d'exploitation, à l'exclusion des frais d'entretien ménager, lesquels frais seront assumés par le SGPI.

Le loyer est prévu au budget de fonctionnement du SSI.

La dépense totale du loyer pour la durée du bail 2024-2029, incluant les taxes applicables, est de 98 372,61 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Pendant la durée du bail, le Bailleur et le Locataire respectivement pourront bénéficier d'une option de résiliation totale ou partielle en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de trois (3) mois avant la date de résiliation, sans pénalité pour le Locataire.

	Frais d'entretien ménager du 1er septembre 2024 au 31 août 2029
Frais (8 000,00$/année)	40 000,00$
TPS	2 000,00 $
TVQ	3 990,00 $
Total des frais annuels	**45 990,00 $**
Ristourne TPS	(2 000,00)$
Ristourne TVQ	(1 995,00)$
Dépense nette pour le terme	41 995,00$

Le SGPI assumera les frais annuels d'entretien ménager de 8,000$.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du bail et conformément aux informations susdites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus d'approuver la convention de bail, le SPVM devra trouver de nouveaux espaces pour les formations qui se donnent à Boscoville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Sylvie ROUSSEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Fady DAGHER, Service de police de Montréal
Martin M BERNIER, Service de police de Montréal
Alain NADEAU, Service de police de Montréal
Isabelle TABOR, Service de police de Montréal
Simon L LALIBERTÉ, -

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabrina ZITO
Conseillère en immobilier et expertise immobilière

Tél : 514-297-1315
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-04-03

Nicole RODIER
Chef de division - Division des locations

Tél : 514-609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine FORTIN
Directrice service de la stratégie immobilière
Tél : 514-501-3390
Approuvé le : 2024-06-11

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248042004
Unité administrative responsable : *SSI*
Projet : *N/A*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (Stratégie 2030).			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** La formation continue des policiers du SPVM est à la fois obligatoire et essentielle pour assurer le maintien et le développement des compétences professionnelles.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE BAIL POUR LE PAVILLON 9

ENTRE : **CENTRE INTÉGRÉ UNIVERSITAIRE DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL,** un établissement légalement constitué en vertu de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales et la Loi sur les services de santé et les services sociaux, ayant son siège au 5415, Boulevard de l'Assomption, Montréal, Québec, H1T 2M4, représenté par Jonathan Brière, président- directeur général adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare.

Ci-après nommée le « **Bailleur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution no _____.

Ci-après nommée le « **Locataire** »

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

En vertu du décret numéro 435-2021 daté du vingt-quatre (24) mars deux mille vingt et un (2021), la Société Québécoise des Infrastructures (SQI) a transféré la responsabilité afférente aux Lieux loués décrits à l'article 2 au Bailleur.

Le Bailleur loue, par les présentes, au Locataire (pour les besoins du SPVM) qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Paraphes	
Bailleur JB	Locataire

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et équipements de l'Immeuble, excluant les stationnements intérieur et extérieur, qui ne sont pas loués ou désignés pour l'être et qui sont disponibles ou désignés.

1.2 **Bail** : le présent bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : les bâtiments dans lesquels sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Expert** : tout architecte, ingénieur, comptable agréé, arpenteur-géomètre ou autre professionnel qui, dans chaque cas, sera désigné, comme étant qualifié pour exécuter les fonctions pour lesquelles ses services seront retenus.

1.6 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues par le Locataire pour les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cette catégorie, incluant, sans limitation, les primes d'assurance, la surveillance, la gestion de l'immeuble, l'entretien et les réparations intérieurs et extérieurs de l'Immeuble et des Lieux loués. Toutes les Dépenses de nature capitalisable sont exclues des Frais d'exploitation de l'Immeuble. Sont également exclues des Frais d'exploitation les Taxes foncières ainsi que toutes dépenses encourues, incluant, sans limitation, les frais engagés pour faire respecter les baux et les pertes résultant des loyers impayés.

1.7 **Immeuble** : l'Édifice, le terrain sur lequel est érigé l'Édifice ainsi que les espaces de stationnement décrits à l'article 2.3.

1.8 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.9 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

lieu, le montant tenant lieu de telles taxes, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.10 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.11 **Transformations** : toutes modifications apportées à l'Immeuble, y compris aux Lieux loués.

1.12 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques de l'occupant, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire ou le Bailleur lorsque ces travaux ne peuvent être accomplis que par ce dernier, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire ou le Bailleur lorsque ces travaux, ne peuvent être accomplis que par ce dernier pendant la durée du Bail.

1.13 **Travaux de base** : les travaux requis et réalisés, excluant les Travaux d'aménagement, pour rendre et maintenir l'Immeuble conforme aux lois et règlements applicables, incluant, sans limitation, l'enveloppe de l'Édifice, les murs périphériques et la dalle des Lieux loués ainsi que tous les systèmes mécaniques et électriques de l'Édifice, à l'exclusion de la distribution dans les Lieux loués.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** Des locaux situés dans le pavillon 9 (Centre sportif) comprenant notamment les salles 9-005, 9-006, 9-007, 9-103, 9-104, 9-105, 9-105A et 9-106, ainsi que tous les espaces extérieurs hachurés en rouge à l'Annexe A ci-jointe, incluant notamment le terrain de soccer synthétique, sur le campus Boscoville au 10 950, boulevard Perras, à Montréal, province de Québec, H1C 1B3 (ci-après les « Lieux loués »).

Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 1 248 884 du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

2.2 **<u>Superficie des Lieux loués</u> :** La Superficie des Lieux loués a été établie à **145,56 mètres carrés** pour le pavillon 9.

2.3 **<u>Stationnement</u>** : Les Lieux loués comprennent également six (6) espaces de stationnement à l'extérieur de l'Édifice réservées et identifiées à l'usage exclusif du Locataire, le tout sans frais additionnels.

ARTICLE 3
<u>DURÉE</u>

3.1 **<u>Durée</u>** : Le Bail est consenti pour un terme de **cinq ans (5) ans qui commencera 1er septembre 2024 et se terminera le 31 août 2029** (ci-après la « Durée »).

Pendant la durée du Bail, le Bailleur et le Locataire respectivement pourra bénéficier d'une option de résiliation totale ou partielle en signifiant à l'autre partie un préavis écrit de trois (3) mois avant la date de résiliation, sans pénalité pour le Locataire.

3.2 **<u>Renouvellement</u>** : Le Bailleur accorde au Locataire une (1) option de renouvellement du Bail, pour une période de **cinq (5) ans, commençant le 1er septembre 2029 et se terminant le 31 août 2034**. Si le Locataire désire se prévaloir de l'option de renouvellement, il donne un avis écrit au Bailleur, de son intention de renouveler le Bail au plus tard le **1er mars 2029**. A la réception de cet avis, le Bailleur aura trente (30) jours pour faire part de son acceptation ou de son refus de renouvellement du Bail. Advenant l'accord des Parties, tous les termes et conditions énumérés au Bail demeureront les mêmes en ce qui concerne cette option de renouvellement, sauf que l'option de renouvellement ne sera plus applicable**. Le loyer de base sera le même que pour la période du 1er septembre 2024 au 31 août 2029.**

3.3 **<u>Reconduction tacite</u>** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement.

Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, il sera réputé ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux loués après l'échéance du Bail ou de l'option de renouvellement en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Le Bailleur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de cent quatre-vingts (180) jours.

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la Durée du Bail, le loyer de base forfaitaire payable par le Locataire au Bailleur sera payable par des versements mensuels, égaux et consécutifs de **mille deux cent quatre-vingt-huit dollars (1,288.00$)**, plus les taxes applicables. Ledit loyer de base est payable d'avance le premier jour ouvrable de chaque mois à compter de la première journée du Bail. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant.

4.2 **Frais additionnel** : Le loyer inclut tous les Frais d'exploitation, à l'exclusion des frais d'entretien de ménager dans les Lieux loués ainsi que les frais d'énergie pour le terrain de soccer qui représentent un montant annuel maximum de **mille six cent cinquante-six dollars (1,656.00$)**, plus les taxes applicables, payable par le Locataire au Bailleur sur présentation d'une facture et des pièces justificatives.

Pour fins de précision, le Locataire effectuera lui-même l'entretien ménager dans les Lieux loués.

ARTICLE 5
REMISE À LA FIN DU BAIL

5.1 **Remise en état** : À l'échéance du Bail, le Locataire pourra, à son choix, abandonner les aménagements ou les enlever, en tout ou en partie, incluant le mobilier intégré, auquel cas il devra remettre les Lieux loués dans l'état de leur réception, compte tenu de leur vieillissement ou de l'usure normale. Le nettoyage des Lieux loués après le départ du Locataire sera fait par le Bailleur, aux frais du Locataire.

De plus, le Bailleur devra, sans frais, remettre au Locataire dans les dix (10) jours

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

suivants la fin du Bail, toute la signalisation du Locataire et, dans la mesure où ceux-ci appartiennent au Locataire, les serrures numériques, les chemins de clés, ainsi que toutes les composantes du système d'alarme.

Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux loués après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Bailleur et ce dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ADDITIONNELS

6.1 **Travaux sous la responsabilité du Locataire** : Le Locataire pourra, à ses frais, après en avoir avisé le Bailleur par écrit, effectuer des Travaux d'aménagement additionnels à ceux réalisés au début du Bail dans les Lieux loués. Dans son avis, le Locataire devra décrire la nature et l'étendue des travaux visés.

Le Locataire retiendra les services de l'Expert de son choix.

Toutefois, si ces travaux sont de telle nature qu'ils ne peuvent être réalisés que par le Bailleur, notamment si ces travaux influent sur la structure ou les systèmes électromécaniques des Lieux loués, ces travaux seront effectués par le Bailleur, à la demande du Locataire. Le Bailleur ne pourra refuser ou tarder à donner son approbation sans motifs raisonnables.

6.2 **Travaux sous la responsabilité du Bailleur** : Si le Locataire demande au Bailleur d'effectuer ces Travaux d'aménagement additionnels, un prix pour ces travaux devra être négocié avant leur réalisation et, à cet effet, le Bailleur devra fournir au Locataire les informations requises à l'établissement d'un juste prix.

À défaut d'entente sur le prix, le Bailleur s'engage à remettre au Locataire, dans les meilleurs délais, des directives concernant les travaux à être réalisés et à demander pour ces travaux des prix à trois (3) entrepreneurs désignés par le Locataire. L'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme devra être retenu par le Bailleur.

Dans tous ces cas, le Bailleur devra, sous sa seule et entière responsabilité, faire réaliser tous les travaux, soit au prix convenu et par l'entrepreneur de son choix, soit par l'entrepreneur ayant soumis la plus basse soumission conforme au prix soumis.

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

Dans ce dernier cas, le Bailleur pourra majorer d'au plus cinq pour cent (5%) ce prix, incluant les frais d'administration et de gestion ainsi que les profits.

Le Bailleur devra réaliser les travaux dans le délai convenu avec le Locataire.

6.3 **Paiement** : Il est convenu entre les parties que le coût total des Travaux d'aménagement additionnels payé par le Bailleur, incluant tous les coûts chargés par l'entrepreneur et le coût de financement, seront amortis sur la période comprise entre la fin des travaux et la fin du Bail ou payés comptant, au choix du Locataire.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU BAILLEUR

Le Bailleur s'engage à ses frais à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués, ainsi qu'aux blocs sanitaires et les vestiaires du pavillon 9, au Locataire et à ses employés, en tout temps pendant la durée du Bail.

7.2 **Respect des exigences** : fournir et maintenir les Lieux loués ainsi que l'Immeuble conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables. Il produira à ses frais, sur demande du Locataire, les certificats requis (systèmes électromécaniques, protection des incendies, plans d'évacuation, etc.).

7.3 **Entretien intérieur** : maintenir, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, leurs améliorations et Transformations ainsi que l'Édifice en bon état et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations. De plus, le Bailleur devra effectuer l'entretien et le remplacement, au besoin, des équipements électromécaniques et de protection.

7.4 **Entretien extérieur** : maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides ;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre les abrasifs et du fondant lorsque requis ;

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

7.5 **Bris de vitres** : remplacer, en cas de bris, les vitres intérieures et extérieures nonobstant la cause (feu, vol, vandalisme ou autre).

7.6 **Graffitis** : nettoyer avec des produits et du matériel adéquat lorsque des graffitis apparaissent à l'intérieur et à l'extérieur de l'Édifice.

7.7 **Température** : chauffer, ventiler, climatiser et maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une température et un taux d'humidité selon les besoins du Locataire.

7.8 **Air frais** : maintenir dans les Lieux loués, en tout temps, une gestion d'air frais respectant les normes en vigueur.

7.9 **Eau** : fournir le service d'eau domestique (froide et chaude) selon les besoins du Locataire.

7.10 **Éclairage** : remplacer tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé.

7.11 **Électricité** : fournir l'électricité nécessaire à l'utilisation des Lieux loués selon les besoins du Locataire.

7.12 **Assurance** : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Bailleur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $), limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé au Bailleur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locataire.

7.13 **Sécurité incendie** : assurer, à ses frais, la protection des occupants des Lieux loués, en prenant à sa charge la vérification, l'entretien et la réparation des équipements dans les Lieux loués, notamment le système d'alarme-incendie, les extincteurs, les panneaux d'éclairage d'urgence et le système de gicleurs.

Faire parvenir au Locataire, au plus tard le 1er avril de chaque année, une copie

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

d'une attestation de mise à jour annuelle du plan de sécurité incendie signée par un préventionniste d'une entreprise spécialisée dans la préparation de plans de mesures d'urgence.

Fournir un plan d'évacuation des Lieux loués, conformément aux règles en vigueur, en prenant soins d'harmoniser les informations et directives avec les exigences des occupants de l'Édifice en matière de sécurité et d'évacuation.

Procéder, conformément aux règles en vigueur, à l'inspection des extincteurs portatifs et autres équipements de sécurité des Lieux Loués et effectuer, avec l'accord du Locataire, tous les travaux requis d'amélioration, réparation, ajustements et remplacements requis.

7.14 Voies d'accès : voir à ce que l'accès de la voie publique à l'Édifice soit pavé.

7.15 Communication et affichage : adresser toute communication au Locataire en français et voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements, à savoir que tel affichage soit rédigé en français ou qu'il soit exprimé en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

7.16 Désignation de responsables et remise des clés : fournir au Locataire une liste complète des noms, adresses et numéros de téléphone des employés, préposés et mandataires du Bailleur qui recevront les plaintes du Locataire, le cas échéant, et qui peuvent être rejoints en tout temps en cas d'urgence ou de panne de tout service qui doit être assuré par le Locataire en vertu du Bail, et ce, en vue d'effectuer les réparations qui pourraient être nécessaires au rétablissement de ces mêmes services dans les meilleurs délais. De plus, le Bailleur devra remettre les clés uniquement au représentant désigné par le Locataire.

7.17 Transformations : prendre toutes les mesures requises pour minimiser les inconvénients et assurer la jouissance paisible des Lieux loués s'il désire effectuer, à ses frais, des Transformations ou des Travaux de base. Le Bailleur devra, au préalable, avoir obtenu l'autorisation écrite du Locataire avant d'entreprendre des travaux dans les Lieux loués.

7.18 Stationnement : assurer au Locataire la pleine jouissance des espaces de stationnement.

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de Bail seulement.

8.2 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins de formation auprès des policiers du SPVM. Le Locataire ne sera pas obligé d'occuper ni d'opérer dans les Lieux loués et ceci ne constituera pas un changement de forme ou de destination des Lieux loués. Le Locataire aura accès aux Lieux loués, vingt-quatre (24) heures par jour, sept (7) jours par semaine.

8.3 **Responsabilité et assurance** : tenir le Bailleur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Bailleur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Bailleur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants. **Le Locataire déclare qu'il s'auto-assure et en conséquence, il ne sera tenu de souscrire à aucune assurance de quelque nature que ce soit.**

8.4 **Avis** : aviser immédiatement le Bailleur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.5 **Réparations** : permettre au Bailleur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans l'Immeuble ou dans les Lieux loués, d'examiner ces derniers et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.6 **Visites** : permettre, pendant les six (6) derniers mois du Bail, à toute personne intéressée à louer les Lieux loués de les visiter, les jours ouvrables entre neuf heures (9h00) et dix-sept heures (17h00).

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

ARTICLE 9

DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locataire, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Bailleur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables, les modalités de relocalisation du Locataire.

Le Bailleur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Bailleur devra, si des locaux dans l'Édifice sont disponibles, relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu au Bail. Si aucun local n'est disponible dans l'Édifice, alors le Bailleur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à l'occupation, le Bailleur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Bailleur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible mais au plus tard, dans les soixante (60) jours de tels dommages ou destruction, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, sauf faute de sa part, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Bailleur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de relocalisation prévue ci-après.

Le Bailleur devra entre-temps relocaliser, à ses frais, le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués et le loyer sera ajusté en conséquence, étant entendu que le Locataire ne sera jamais appelé à payer un loyer supérieur à celui prévu aux présentes.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Bailleur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU BAILLEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Bailleur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Bailleur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire, le Bailleur devra assumer tous les frais engagés par le Locataire pour remédier à ce défaut et, s'il n'acquitte pas ces frais lorsqu'il en sera requis, le Locataire est autorisé à déduire ces frais du loyer ou de tout autre montant payable par le Locataire au Bailleur en vertu du Bail.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Bailleur pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locataire. Le Bailleur devra rembourser au Locataire les dépenses raisonnables ainsi encourues. À défaut par le Bailleur d'en effectuer le remboursement lorsqu'il en

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

sera requis, le Locataire pourra déduire ces dépenses du loyer ou de tout autre montant payable par lui au Bailleur en vertu du Bail.

Par ailleurs, l'encaissement par le Bailleur d'un chèque après toutes telles déductions ne constituera pas en soi une acceptation par le Bailleur d'une telle déduction.

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

10.2 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, le Locataire aura toujours le droit, au lieu de remédier au défaut du Bailleur ou de retenir une partie du loyer, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de l'inexécution de l'une des obligations qui doivent être assumées par le Bailleur en vertu du Bail, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Bailleur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumée par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution;

alors, le Bailleur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Bailleur. Dans ce cas, le Locataire pourra présenter au Bailleur un plan de correction accompagné d'un échéancier.

ARTICLE 12
AMIANTE

12.1 **Déclaration** : Le Bailleur déclare qu'il n'y a pas d'amiante friable dans l'Édifice.

12.2 **Test d'air** : Le Bailleur s'engage, dès la découverte d'amiante friable dans l'Édifice, à en informer le Locataire. Le Bailleur devra alors, à ses entiers frais, réaliser un test

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

d'air par année, le tout selon les normes et règlements du milieu de travail (CSST). Le Bailleur fournira au Locataire, sans frais, une copie des résultats de ces tests d'air.

12.3 Correctifs : Le Bailleur s'engage de plus, si les résultats des tests d'air ne respectent pas les normes prescrites, à apporter les correctifs nécessaires à ses frais et à soumettre son plan d'action au Locataire dans les meilleurs délais.

12.4 Défaut : Advenant le défaut du Bailleur de respecter ses engagements, le Locataire pourra, à son choix, mettre fin au Bail.

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 Rubriques : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 Renonciation : Le fait que le Bailleur ou le Locataire n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Bailleur ou du Locataire ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 Accord complet : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

13.4 Force majeure : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre, qu'elle soit déclarée ou non.

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

13.5 **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec.

13.6 **Équipements de communication** : Sur demande du Locataire, le Bailleur s'engage à mettre à la disposition de celui-ci, libre de tout Loyer de quelque nature que ce soit ou autres frais, un espace sur le toit de l'Édifice, afin de permettre au Locataire d'y installer, à n'importe quel temps au cours du Bail, des équipements de communication, comme par exemple: antenne parabolique, satellites, soucoupes, antenne mobile de réception et transmission possiblement montée sur une tour, systèmes de transmission de données utilisant la fibre optique et tout autre équipement de même nature, le tout sujet à la réglementation municipale ou gouvernementale.

Toutes les dépenses reliées à un tel équipement (incluant les coûts d'installation, d'entretien, de réparation, les coûts d'énergie et autres) seront assumés par le Locataire. De plus, le Locataire sera responsable d'obtenir à ses frais tout permis requis pour opérer un tel équipement.

ARTICLE 14
RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

14.1 **Règlement** : Le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Bailleur déclare en avoir pris connaissance.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

- Annexe A : Plan des Lieux loués et du stationnement

15.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

Paraphes	
Bailleur JB	Locataire

ARTICLE 16

ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 Adresses : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes:

► Pour le Bailleur :

CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTRÉAL
Direction de la logistique
Pavillon Lahaise, aile 505
7401, rue Hochelaga
Montréal, Québec, H1N 3M5

► Pour le Locataire :

VILLE DE MONTRÉAL
Direction des transactions immobilières
Service de la gestion et de la planification immobilière
Division des locations
303, rue Notre Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

16.2 Modification : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur ou par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur ou courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par télécopieur ou courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

ARTICLE 17
ENQUÊTE DE SÉCURITÉ

17.1 **Pouvoir** : Le Bailleur, ses administrateurs, actionnaires, dirigeants et gestionnaires, le cas échéant, pourraient, à la discrétion du Locataire, faire l'objet d'une enquête de sécurité en cours du Bail. Le Bailleur devra aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout transfert de propriété de l'Immeuble ou de tout changement d'administrateur, d'actionnaire, de dirigeant et de gestionnaire qui pourrait survenir pendant la durée du Bail. Tout nouveau propriétaire de l'Immeuble ou administrateur, actionnaire, dirigeant et gestionnaire du Bailleur pourrait également faire l'objet d'une enquête de sécurité, à la demande du Locataire.

17.2 **Résiliation** : Si les obligations stipulées à l'article 17.1 ne sont pas respectées ou si les résultats de toute enquête de sécurité réalisée par le Locataire ne sont pas à l'entière satisfaction de celui-ci, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Bailleur un préavis écrit de trente (30) jours à cet effet, sans dévoiler les résultats de l'enquête ni les méthodes utilisées qui demeureront confidentielles, le tout sans indemnité ni compensation de quelque nature que ce soit pour le Locataire, les personnes ayant fait l'objet de toute telle enquête et les tiers.

17.3 **Accès** : Sur demande du Locataire, le Bailleur devra fournir au Locataire une liste de ses employés (réguliers et suppléants), mandataires et sous-traitants qui auront accès aux Lieux loués. Cette liste devra contenir toutes les informations personnelles requises pour permettre au Locataire de réaliser adéquatement ses enquêtes de vérifications des antécédents. Suite à ces enquêtes, seules les personnes acceptées par le Locataire auront accès aux Lieux loués. Le Locataire devra maintenir cette liste à jour et aviser le Locataire par écrit, sans délai, de tout remplacement ou d'ajout d'employés, de mandataires et sous-traitants.

17.4 **Responsabilité** : Le Bailleur sera responsable de l'exactitude des renseignements fournis au Locataire pour les fins précitées et il s'engage à tenir le Locataire indemne de toute réclamation ou poursuite, de quelque nature que ce soit, relative à une enquête de sécurité ainsi réalisée par le Locataire.

ARTICLE 18
CONDITION SPÉCIALE

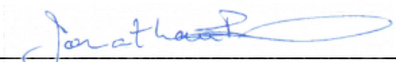
18.1 **Condition spéciale** : Le présent Bail est conditionnel à l'approbation finale des instances décisionnelles du Locataire. La remise au Bailleur d'un exemplaire du présent Bail dûment signé et paraphé par le représentant dûment autorisé du Locataire attestera que ladite approbation a été obtenue.

Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé, à Montréal, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

LE BAILLEUR : **CIUSSS DE L'EST-DE-L'ILE-DE-MONTRÉAL**

Le 16 jour du mois de octobre 2024.

Par : 
M. Jonathan Brière, président-directeur général adjoint

LE LOCATAIRE : **VILLE DE MONTRÉAL**

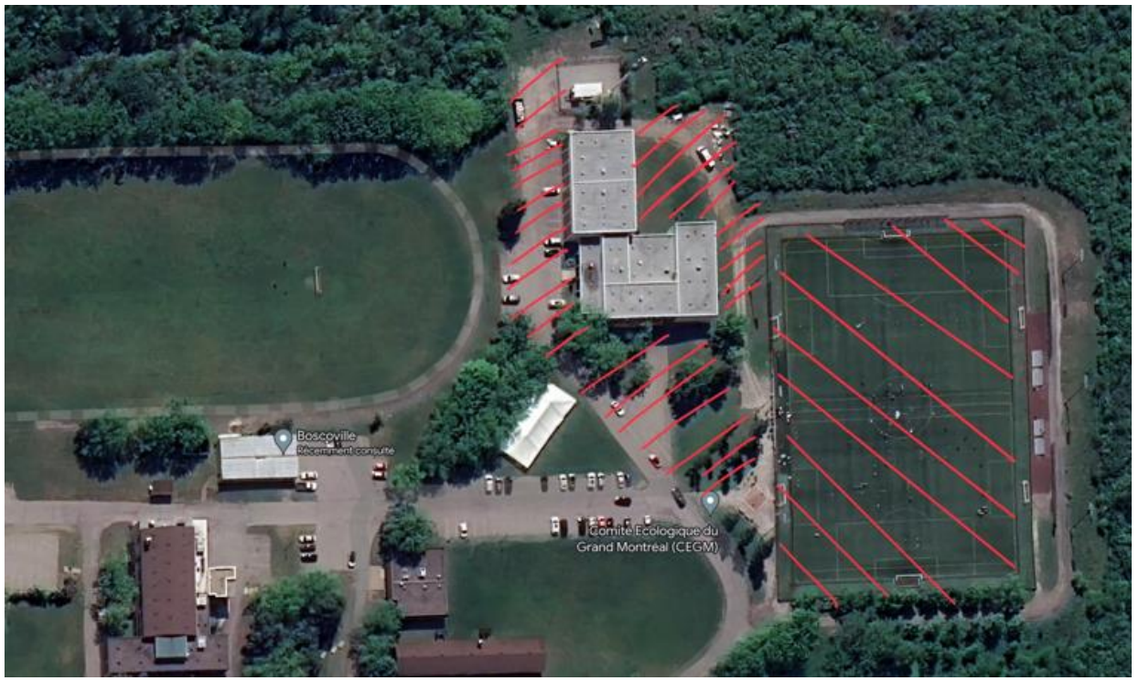
Le ____ jour du mois de _____ 2024.

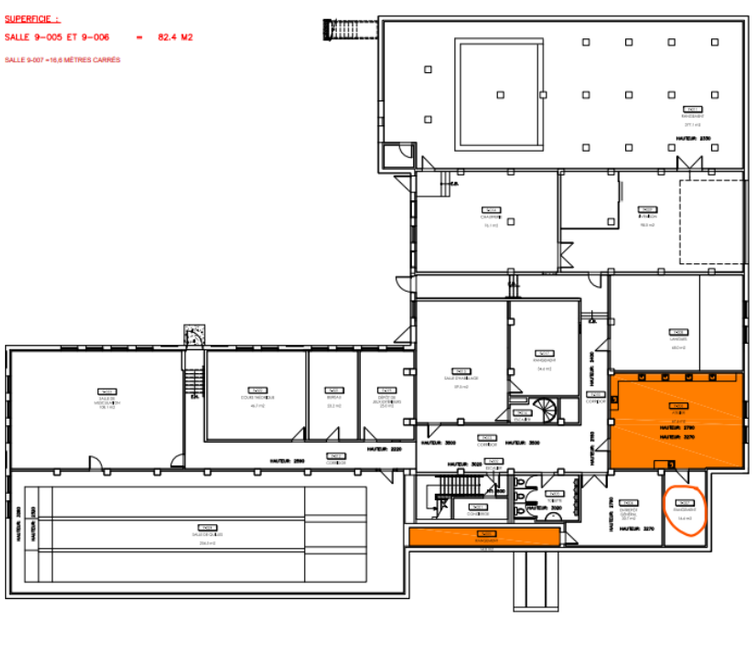
Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le présent Bail a été approuvé par le Conseil d'agglomération le _____.
Résolution no _____.

Paraphes	
Bailleur JB	Locataire

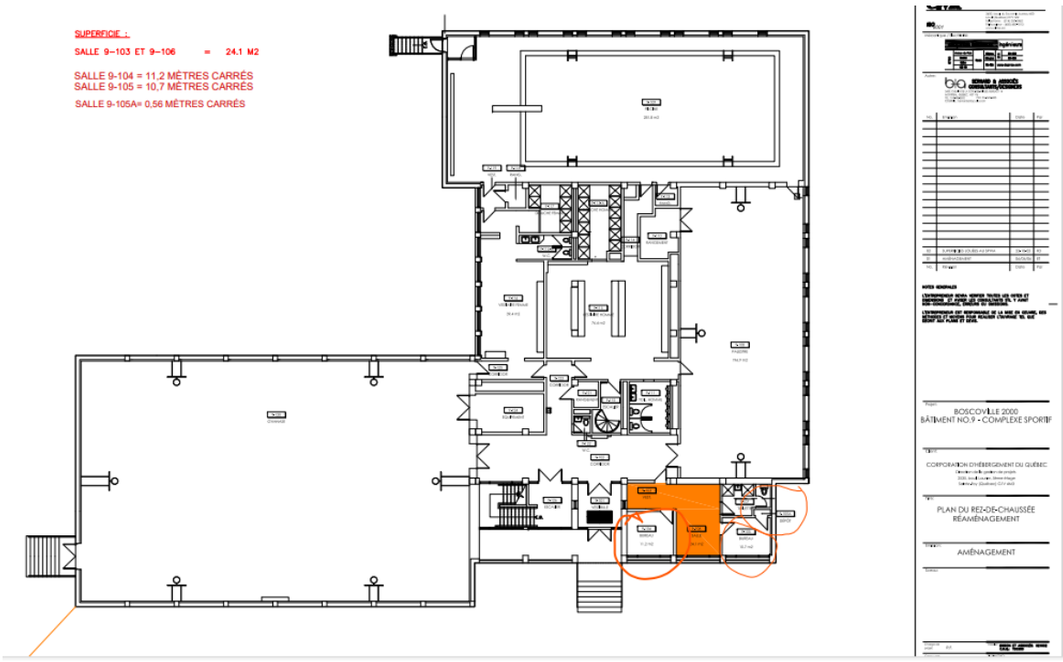
ANNEXE A







Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire



Paraphes	
Bailleur *JB*	Locataire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248042004

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Objet :	Approuver le bail par lequel la Ville loue du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, des espaces situés au 10950, boulevard Perras, pavillon 9, à Montréal, d'une superficie de 145,56 m² pour les besoins du centre de formation du Service de police de la Ville de Montréal, pour un terme de cinq ans, soit du 1er septembre 2024 au 31 août 2029 - Dépense totale de 144 362,61 $, taxes incluses. Bâtiment 8202

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1248042004 - 10950 bl Perras SPVM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvie ROUSSEAU
Préposée au budget,
Tél : 514 872-4232

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-06-10

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248042009

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de modification de bail intervenue entre la Ville de Montréal et Logistec Services Maritimes SRI (anciennement Gestion Immobilière SETL inc.) afin, entre autres, de modifier la durée du bail pour l'occupation de l'aire commerciale des lieux loués, pour un terme de 5 ans, à compter de la prise de possession par l'entrepreneur, sur le terrain connu comme étant le lot 4 683 647 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 749,95 mètres carrés situé sur la rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour les besoins du projet du collecteur industriel, conditionnel à l'octroi du contrat par la Ville à un entrepreneur et à l'approbation des instances compétentes de la Ville de Montréal pour la construction du collecteur industriel, moyennant un loyer total de 392 710,21 $ taxes incluses (Ouvrage #6653).

Il est recommandé:

1- D'approuver la convention de modification de bail intervenue entre la Ville de Montréal et Logistec Services Maritimes SRI afin, entre autres, de modifier la durée du bail pour l'occupation de l'aire commerciale des lieux loués, pour un terme de 5 ans à compter de la prise de possession par l'entrepreneur de la Ville, sur le terrain connu comme étant le lot 4 683 647 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 749,95 mètres carrés situé sur la rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour les besoins du projet du collecteur industriel, conditionnel à l'octroi du contrat à un entrepreneur et à l'approbation des instances compétentes de la Ville de Montréal pour la construction du collecteur industriel, moyennant un loyer total de 392 710,21 $ taxes incluses.

2- Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-22 13:16

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248042009**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention de modification de bail intervenue entre la Ville de Montréal et Logistec Services Maritimes SRI (anciennement Gestion Immobilière SETL inc.) afin, entre autres, de modifier la durée du bail pour l'occupation de l'aire commerciale des lieux loués, pour un terme de 5 ans, à compter de la prise de possession par l'entrepreneur, sur le terrain connu comme étant le lot 4 683 647 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 749,95 mètres carrés situé sur la rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour les besoins du projet du collecteur industriel, conditionnel à l'octroi du contrat par la Ville à un entrepreneur et à l'approbation des instances compétentes de la Ville de Montréal pour la construction du collecteur industriel, moyennant un loyer total de 392 710,21 $ taxes incluses (Ouvrage #6653).

CONTENU

CONTEXTE

Le 20 avril 2023, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal a approuvé le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue pour une période de 5 ans, le terrain constitué du lot 4 683 647 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal. Les lieux loués par la Ville comprennent une aire commerciale et une aire industrielle.
Le bail initial prévoyait que la Ville de Montréal doive occuper la section commerciale avant le 1er avril 2024 à défaut de quoi la Ville devait renégocier à nouveau la permission d'occuper la section commerciale. Pour plusieurs raisons le Service de l'eau (SE) n'a pas été en mesure d'octroyer le contrat dans le délai imparti, conséquemment, le SE a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) afin de négocier avec Logistec la possibilité d'occuper à nouveau l'aire commerciale des lieux loués pour un terme de 5 ans à compter de la prise de possession par l'entrepreneur de la Ville.

Le présent sommaire a pour but de faire approuver ladite convention de modification de bail, laquelle fut négociée de gré à gré.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0166 - 20 avril 2023 - Approuver le projet de convention de bail par lequel la Ville de

Montréal loue de Gestion Immobilière SETL inc., pour une période de cinq ans, le terrain constitué du lot 4 683 647 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé sur la rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour les besoins du projet du collecteur industriel, conditionnel à l'octroi du contrat à un entrepreneur et à l'approbation des instances compétentes de la Ville de Montréal pour la construction du collecteur industriel - Dépense totale de 713 672,82 $, taxes incluses.
CG19 0331- 20 juin 2019- Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 31 000 000 $ pour le financement des travaux de prolongement du collecteur industriel situé dans l'arrondissement d'Anjou et la Ville de Montréal-Est.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire approuver la convention de modification de bail intervenue entre la Ville de Montréal et Logistec, afin entre autres, de modifier la durée du bail pour l'occupation de l'aire commerciale des lieux loués, pour un terme de 5 ans à compter de la prise de possession par l'entrepreneur de la Ville, sur le terrain connu comme étant le lot 4 683 647 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 749,95 mètres carrés situé sur la rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour les besoins du projet du collecteur industriel, conditionnel à l'octroi du contrat par la Ville à un entrepreneur et à l'approbation des instances compétentes de la Ville de Montréal pour la construction du collecteur industriel, moyennant un loyer total de 392 710,21 $ taxes incluses.
Le bail expirera à la fin des travaux de construction du collecteur industriel sur la propriété, dans la mesure où la fin des travaux survient avant l'expiration de la durée du bail.

JUSTIFICATION

Le SE a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, de gérer les eaux pluviales et d'assainir les eaux usées pour assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures. Cela dit, le nouveau projet du "collecteur industriel" est un projet prioritaire et majeur de la Direction de l'épuration des eaux usées divisé en 3 phases. Il s'agit d'un projet de construction d'un égout séparatif (sanitaire et pluvial) qui s'étend sur une longueur de 3 900 mètres. Les phases 1 et 2 du projet ont déjà été complétées par le passé et mises en service (en 1996 et 2001 respectivement). La troisième et dernière phase fera l'objet d'un futur appel d'offres et consiste à construire le lien entre la phase 1 en amont et la phase 2 en aval. Plus précisément, cette troisième et dernière phase consiste en la construction d'environ 2,430 mètres linéaires de collecteur gravitaire pluvial et sanitaire (1,600 mètres dans le roc et 830 mètres dans les sols). Les travaux de cette troisième phase permettront la mise en service totale du collecteur. Les eaux usées provenant de l'Est de Montréal et de certains développements futurs pourront ainsi être acheminées à la station d'épuration des eaux usées pour y être traitées tandis que les eaux de pluie seront dirigées vers le fleuve St-Laurent.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent tableau représente le nouveau loyer défrayé par le SE pour la location de ce site

	Loyer total pour la période du 1er juin 2025 au 31 mai 2030
Loyer avant taxes - Aire industrielle	156 529,98 $
Loyer avant taxes - Aire commerciale	185 031,42 $
Loyer total avant taxes	341 561,39 $
TPS	17 078,07 $

TVQ	34 070,75 $
Loyer total taxes incluses	**392 710,21 $**
Ristourne TPS	(17 078,07) $
Ristourne TVQ	(17 035,37) $
Loyer net de taxes	358 596,77 $

Pour le détail annuel du loyer consultez le fichier « Détail annuel du loyer » en pièce jointe.

Le taux de location pour le terrain dans ce secteur est conforme à l'évaluation effectuée par la Division des analyses immobilières du SSI. Le loyer annuel pour la durée du bail représente un montant de 16,14$/ m² pour l'aire commerciale et 3,33$/ m² pour le reste de la superficie des lieux loués, le tout conformément aux dispositions du bail.

La dépense est prévue et assumée au PDI 2023-2032 du SE, via le règlement d'emprunt RCG 19-020.

La dépense totale du loyer pour la durée du bail, incluant les taxes applicables, est de 392 710,31 $. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, car le SE est de compétence d'agglomération.

Par ailleurs et conformément aux dispositions du bail, le locateur s'engage à effectuer à ses frais la relocalisation d'un maximum de 2 rangées de conteneurs situées à proximité des lieux loués, pour des raisons de sécurité en lien avec les travaux de construction du collecteur industriel.

.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusions, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du bail et conformément aux informations susdites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le refus d'approuver cette convention de modification de bail, le projet du collecteur industriel de la Direction de l'épuration des eaux usées ne pourra se réaliser. Ce dossier est également tant attendu par plusieurs promoteurs, afin de développer davantage l'Est de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n’est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

n/a

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sylvain CARRIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Hugo ST-DENIS, Service de l'eau
Rosa Yris ALVAREZ DE GARCIA, Service de l'eau

Lecture :

Rosa Yris ALVAREZ DE GARCIA, 30 août 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sabrina ZITO
Conseillère en immobilier et expertise immobilière

Tél : 514-297-1315
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-28

Nicole RODIER
Cheffe de division - Division des locations immobilières

Tél : 514-609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice de service par intérim - Service de la stratégie immobilière
Tél :
Approuvé le : 2024-11-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248042009
Unité administrative responsable : *SSI*
Projet : *collecteur industriel*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole (Stratégie 2030).			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Ce dossier est attendu par plusieurs promoteurs, afin de développer davantage l'Est de Montréal.			

Section B - Test climat

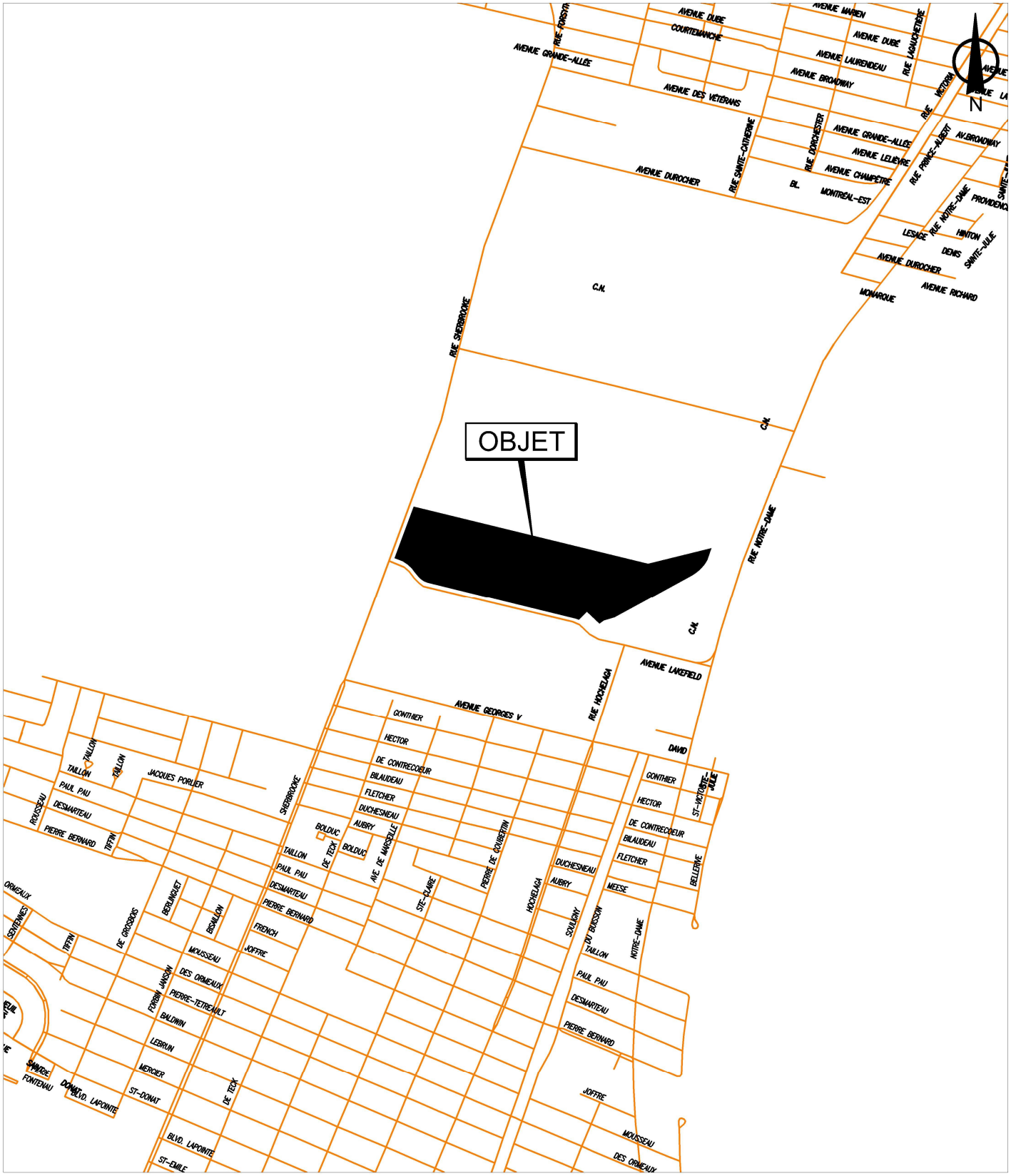
Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

	1er juin 2025 au 31 décembre 2025	1er janvier 2026 au 31 décembre 2026	1er janvier 2027 au 31 décembre 2027	1er janvier 2028 au 31 décembre 2028	1er janvier 2029 au 31 décembre 2029	1er janvier 2030 au 31 mai 2030	**Loyer total du 1er juin 2025 au 31 mai 2030**
Loyer avant taxes - Aire industrielle	18 261,81 $	31 306,00 $	31 306,00 $	31 306,00 $	31 306,00 $	13 044,17 $	156 529,98 $
Loyer avant taxes - Aire commerciale	54 155,50 $	92 383,00 $	38 492,92 $	- $	- $	- $	185 031,42 $
Loyer total avant taxes	72 417,31 $	123 689,00 $	69 798,92 $	31 306,00 $	31 306,00 $	13 044,17 $	341 561,39 $
TPS	3 620,87 $	6 184,45 $	3 489,95 $	1 565,30 $	1 565,30 $	652,21 $	17 078,07 $
TVQ	7 223,63 $	12 337,98 $	6 962,44 $	3 122,77 $	3 122,77 $	1 301,16 $	34 070,75 $
Loyer total taxes incluses	83 261,80 $	142 211,43 $	80 251,30 $	35 994,07 $	35 994,07 $	14 997,53 $	392 710,21 $
Ristourne TPS	(3 620,87) $	(6 184,45) $	(3 489,95) $	(1 565,30) $	(1 565,30) $	(652,21) $	(17 078,07) $
Ristourne TVQ	(3 611,81) $	(6 168,99) $	(3 481,22) $	(1 561,39) $	(1 561,39) $	(650,58) $	(17 035,37) $
Loyer net de taxes	76 029,12 $	129 857,99 $	73 280,14 $	32 867,39 $	32 867,39 $	13 694,74 $	358 596,77 $



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES LOCATIONS

Montréal-Est

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-4075-01
Mandat: -
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 24-03-2022

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248042009

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Objet :	Approuver la convention de modification de bail intervenue entre la Ville de Montréal et Logistec Services Maritimes SRI (anciennement Gestion Immobilière SETL inc.) afin, entre autres, de modifier la durée du bail pour l'occupation de l'aire commerciale des lieux loués, pour un terme de 5 ans, à compter de la prise de possession par l'entrepreneur, sur le terrain connu comme étant le lot 4 683 647 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 749,95 mètres carrés situé sur la rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour les besoins du projet du collecteur industriel, conditionnel à l'octroi du contrat par la Ville à un entrepreneur et à l'approbation des instances compétentes de la Ville de Montréal pour la construction du collecteur industriel, moyennant un loyer total de 392 710,21 $ taxes incluses (Ouvrage #6653).

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité, à sa forme et à son contenu, le projet de modification de bail ci-joint entre Logistec Services Maritimes SRI et la Ville de Montréal, dans le cadre du projet du Collecteur industriel, lequel a été préparé selon les instructions du service client.

Afin de nous assurer que sa teneur rencontrait toutes les précisions et exigences demandées, nous avons soumis le projet de bail au responsable du dossier au Service de la Stratégie Immobilière, division des locations, lequel lui était satisfaisant. Nous avons ensuite reçu la confirmation du représentant du Locateur à l'effet qu'il approuve le projet d'acte soumis et a procédé à sa signature.

Ce projet de modification de bail, s'il est approuvé par les instances municipales, liera la Ville si toutes les conditions établies au bail initial et la présente modification sont respectées.

(N/D 24-002061)

FICHIERS JOINTS



Convention de modification de Bail_14112024_Signée IS_novembre2024.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sylvain CARRIER
Notaire
Tél : 438-777-2293

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-20

Sylvain CARRIER
Notaire
Tél : 438-777-2293
Division : Droit notarial

CONVENTION DE MODIFICATION DU BAIL

ENTRE : **LOGISTEC SERVICES MARITIMES SRI**, personne morale légalement constituée en vertu de la *Business Corporations Act* (S.B.C. 2002, c. 57) de la Colombie-Britannique, immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1179989513, ayant son siège au 745 rue Thurlow, suite 2400, en la ville de Vancouver, province de Colombie-Britannique, V6E 0C5, Canada, et son domicile élu au 600, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 1400, à Montréal, province de Québec, H3B 4L2, agissant aux présentes et ici représentée par Ingrid Stefancic, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du 14 novembre 2024 et dont copie demeure annexée aux présentes à l'Annexe A,

Ci-après nommée le « **Locateur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ,c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de :

a) la résolution numéro CG06 0006 ; et

b) la résolution numéro CG_____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du_____ 2024 ;

Ci-après nommée le « **Locataire** »

Le Locateur et le Locataire sont également désignées collectivement comme les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE GESTION IMMOBILIÈRE SETL INC., et le Locataire ont conclu un bail le 24 août 2023 (le « Bail Initial »), concernant une parcelle de terrain sur le lot 4 683 647 du cadastre du Québec, d'une superficie totale de 162 879 pi² et située au 10 000 rue Sherbrooke Est, à Montréal (les « Lieux loués »), pour un terme de cinq (5) ans, commençant après l'octroi du contrat de construction du Collecteur industriel à l'Entrepreneur, plus particulièrement à la date de prise de possession des Lieux loués par l'Entrepreneur;

ATTENDU QUE depuis la signature dudit Bail Initial, SETL Real Estate Management ULC, résultant de la continuation et de la conversion subséquente de GESTION IMMOBILIÈRE SETL INC. en tant que SETL REAL ESTATE MANAGEMENT ULC aux termes des lois de la Colombie-Britannique en date du 14 juin 2024, a cédé la Propriété, telle qu'elle est définie au Bail Initial, au Locateur aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 28 782 197, sujet aux baux en vigueur;

ATTENDU QUE le Locataire désire apporter certaines modifications au Bail Initial, aux termes et conditions stipulés ci-dessous (ci-après la « Convention de modification du

Paraphes	
Locateur	Locataire
JS.	

bail ») et que le Locateur y consent ;

ATTENDU QUE le Bail Initial et la présente Convention de modification du bail sont collectivement nommés le « Bail » ;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et que le Locateur en a reçu copie ;

ATTENDU QUE le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail; et

ATTENDU QUE le Locateur déclare ne pas être inscrit sur le *Registre des personnes écartées* en vertu du *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* adopté conformément à la *Loi sur les cité et villes* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, IL EST CONVENU ENTRE LES PARTIES DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

1. Le préambule fait partie intégrante de la présente Convention de modification du Bail.

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2. Les Lieux loués sont décrits à l'article 2 du Bail Initial.

ARTICLE 3
MODIFICATIONS

3. Modifications :

3.1 Les Parties conviennent **d'ajouter** après le paragraphe 2.2 du Bail Initial le paragraphe suivant :

> **2.3 Relocalisation des lieux loués** :
>
> Le Locateur pourra faire une demande écrite au Locataire afin de relocaliser l'Aire commerciale telle que définie au Bail (l'« **Avis de relocalisation** »). Cette demande de relocalisation par le Locateur ne sera possible que si le Locateur détient, à ce moment, un permis de construction valide ainsi qu'un contrat avec un entrepreneur lui permettant de faire un projet de développement sur l'Aire commerciale ou s'il démontre à la Ville un besoin opérationnel raisonnable concernant l'Aire commerciale. Le cas échéant, le Locateur devra transmettre au Locataire en même temps que l'Avis de relocalisation, le permis de construction valide, le contrat de l'entrepreneur et l'échéancier de celui-ci démontrant sa mobilisation sur l'Aire commerciale.
>
> Le Locataire aura quatre-vingt-dix (90) jours suivant ledit Avis de relocalisation pour se relocaliser à ses frais dans la zone prévue à l'annexe C (« **Zone de relocalisation** ») de la présente Convention. Il est entendu entre les Parties que le Locateur devra permettre en tout temps l'accès au Locataire et à l'Entrepreneur à la Zone de relocalisation des Lieux loués. Le loyer sera ajusté selon la superficie occupée par le Locataire au même taux unitaire prévu au premier paragraphe de l'article 4.1 du Bail et continuera à s'appliquer tant que le Locataire occupe une parcelle de la Propriété. Le coût de la relocalisation sera assumé par le

Paraphes	
Locateur	Locataire
LS.	

Locataire.

Il est attendu entre les Parties que le Locataire ne pourra être relocalisé qu'une seule fois pendant la Durée, et que dans la Zone de relocalisation.

3.2 Les Parties conviennent de **remplacer** les articles 3.1 et 3.2 du Bail Initial par les articles suivants :

« 3.1 Durée :

Le présent Bail est consenti, pour un terme de cinq (5) ans (ci-après la « **Durée** ») commençant après l'octroi du contrat de construction du Collecteur industriel à l'Entrepreneur, plus particulièrement à la date de prise de possession des Lieux loués par l'Entrepreneur (la « **Date de commencement** »).

À cet effet, le Locataire confirmera par écrit au Locateur la Date de commencement dans les dix (10) jours suivants la réception de l'échéancier de réalisation des travaux fourni par l'Entrepreneur (l'« **Avis du Locataire** »).

Malgré la Durée stipulée ci-dessus, le présent Bail expirera à la fin des travaux de construction du Collecteur industriel sur la Propriété, dans la mesure où la fin des travaux survient avant l'expiration de la Durée. Le Locataire s'engage à déployer tous les efforts possibles pour prioriser les travaux de construction du Collecteur industriel sur la Propriété avec diligence dès que le contrat de construction sera octroyé.

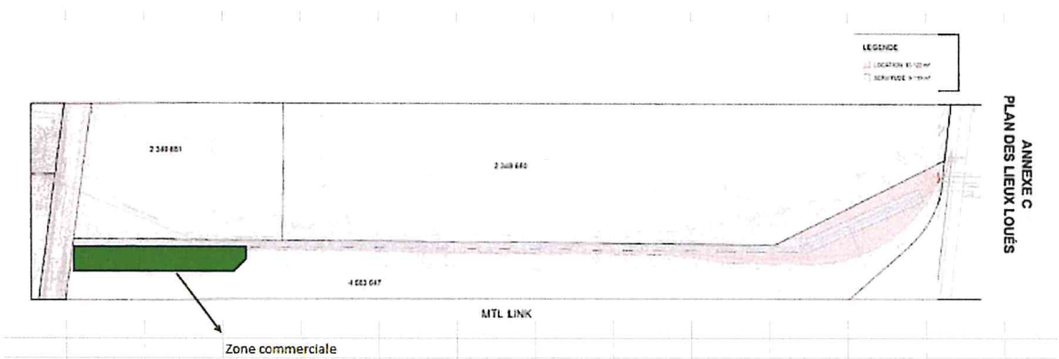
3.2 Résiliation :

Nonobstant la Durée stipulée ci-dessus, le Locataire pourra, en tout temps au cours du Bail, résilier le présent Bail, sur simple avis écrit à cet effet au Locateur au moins trente (30) jours avant la date effective de la résiliation et ce, sans indemnité ou dommage au Locateur pour telle résiliation avant l'expiration de la Duréedu Bail. »

3.3 Les Parties conviennent de remplacer l'annexe C du Bail Initial par la suivante :

Annexe C

Plan des lieux loués



Paraphes	
Locateur	Locataire
JS.	

Zone de relocalisation



ARTICLE 4
AUTRES CONDITIONS

À l'exception de ce qui précède, tous les termes et conditions du Bail Initial demeurent inchangés et en vigueur et, sauf stipulations contraires, les mots et expressions utilisés aux présentes auront la même signification et la même portée que ceux utilisés dans le Bail Initial.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé, électroniquement, par l'entremise de leur représentant dûment autorisé, à la date indiquée en regard de leur signature respective et elles acceptent de recevoir leur exemplaire de la présente Convention de modification de bail signé électroniquement.

Le 14 novembre 2024

LOCATEUR

Ingrid Stefancic

par : Ingrid Stefancic

Le _____ 2024

VILLE DE MONTRÉAL

_____

par : Me Domenico Zambito

Paraphes	
Locateur	Locataire
IS.	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248042009

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Objet :	Approuver la convention de modification de bail intervenue entre la Ville de Montréal et Logistec Services Maritimes SRI (anciennement Gestion Immobilière SETL inc.) afin, entre autres, de modifier la durée du bail pour l'occupation de l'aire commerciale des lieux loués, pour un terme de 5 ans, à compter de la prise de possession par l'entrepreneur, sur le terrain connu comme étant le lot 4 683 647 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 5 749,95 mètres carrés situé sur la rue Sherbrooke Est à Montréal-Est, pour les besoins du projet du collecteur industriel, conditionnel à l'octroi du contrat par la Ville à un entrepreneur et à l'approbation des instances compétentes de la Ville de Montréal pour la construction du collecteur industriel, moyennant un loyer total de 392 710,21 $ taxes incluses (Ouvrage #6653).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD 1248042009 - DRE.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-03

Francis PLOUFFE
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1249633010

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour le renouvellement du contrat d'entretien des logiciels IBM selon le programme du manufacturier « Passeport Avantage », pour la période du 1er février 2025 au 31 janvier 2026, pour une somme maximale de 1 008 686,30 $, taxes incluses.

Il est recommandé:

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour le renouvellement du contrat d'entretien des logiciels IBM selon le programme du manufacturier « Passeport Avantage », pour la période du 1er février 2025 au 31 janvier 2026, pour une somme maximale de 1 008 686,30 $, taxes incluses ;

2. d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des TI, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-23 13:17

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249633010**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour le renouvellement du contrat d'entretien des logiciels IBM selon le programme du manufacturier « Passeport Avantage », pour la période du 1er février 2025 au 31 janvier 2026, pour une somme maximale de 1 008 686,30 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La Ville utilise une variété de logiciels IBM, acquis au fil des années, pour déployer des solutions corporatives qui répondent à ses besoins en infrastructure informatique et en solutions d'affaires, afin d'offrir des services essentiels aux citoyennes et citoyens.

Le portefeuille des logiciels IBM couvre essentiellement les catégories de solutions informatiques suivantes :

- une solution corporative de sauvegarde des données corporatives de la Ville (IBM Spectrum Protect);
- une solution pour gérer les clés permettant de chiffrer les périphériques matériels tels que les disques et les bandes de sauvegarde (IBM Security Guardium Key Lifecycle Manager);
- une solution de gestion des échanges de données entre les systèmes centraux de la

Ville incluant le progiciel SIMON (IBM MQ);
- des solutions spécialisées pour les statistiques utilisées, entre autres, pour la gestion des opérations policières (IBM SPSS);
- un progiciel coopératif spécialisé dans la gestion des actifs municipaux utilisé notamment par les usines et les réseaux de distribution du Service de l'eau, le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM);
- une solution pour gérer les clés permettant de chiffrer les périphériques matériels tels que les disques et les bandes de sauvegarde.

Suivant la mise en place de notre nouvelle plate-forme de stockage central, l'implémentation d'une application serveur de clés qui s'intègre à nos produits de stockage IBM est nécessaire afin de maintenir les meilleures pratiques de l'industrie de la sécurité de l'information. Il s'agit d'un logiciel développé par IBM pour gérer en toute sécurité les clés permettant de chiffrer les périphériques matériels tels que les disques et les bandes.

De plus, d'autres logiciels IBM sont déployés depuis plusieurs années pour soutenir les opérations et la résilience de l'infrastructure informatique de la Ville. En ce sens, IBM Storage Protect est un logiciel de sauvegarde et de récupération de données. Ce qui nous permet d'optimiser les coûts d'archivage grâce à une protection physique contre les coupures de micro-délais de traitement des échanges internes de donnée et à un accès direct et intuitif aux données stockées dans les lecteurs de bande et les bibliothèques de notre stockage central.

Dans ce contexte, le renouvellement du contrat de maintenance des logiciels IBM permet de conserver les droits d'utilisation des dernières versions supportées des logiciels IBM et d'accéder aux services de soutien technique et aux correctifs de rustine de sécurité qui sont nécessaires pour le maintien et la stabilité des solutions en place. Il est à noter que les produits Maximo d'IBM sont maintenant sous une autre entente contractuelle, afin de respecter les types de licences de ces produits distincts d'IBM.

Depuis le 30 septembre 2022, le CAG offre à l'ensemble des organismes publics au Québec, la possibilité d'accéder au catalogue des produits IBM par l'entremise de revendeurs préqualifiés (contrat IBM – 999738270). En ce sens, le Service des TI a adhéré à cette entente pour une durée de 3 ans et permet ainsi de procéder aux renouvellements annuels du contrat de maintenance des logiciels IBM.

Le présent dossier vise à accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour le renouvellement du contrat d'entretien des logiciels IBM selon le programme du manufacturier « Passeport Avantage », pour la période du 1er février 2025 au 31 janvier 2026, pour une somme maximale de 1 008 686,30 $ taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0343 - 20 juin 2024 - Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour la conversion des licences IBM Maximo de la version 7 à 8 ainsi que le support et la maintenance, pour la période du 1er juillet 2024 au 30 juin 2027, pour une somme maximale de 3 999 353,52 $, taxes incluses;
CG23 0707 - 21 décembre 2023 - Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour le renouvellement du contrat d'entretien des logiciels IBM selon le programme du manufacturier « Passeport Avantage », pour la période du 1er février 2024 au 31 janvier 2025, pour une somme maximale de 2 046 283,70 $, taxes incluses;

CG22 0768 - 22 décembre 2022 - Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par

l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour l'entretien, l'acquisition et les droits d'utilisation des logiciels IBM selon le programme du manufacturier « Passeport Avantage », pour la période du 1er février 2023 au 31 janvier 2024, pour une somme maximale de 1 887 252,99 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le contrat de maintenance des logiciels IBM est une adhésion aux modalités de gestion des droits d'auteurs et des services de support défini par le programme Passeport Avantage du manufacturier IBM qui détient les droits exclusifs sur le code source de ses logiciels.
Ainsi le programme Passeport Avantage définit entre autres :

· les droits et les obligations de chacune des parties pour l'utilisation des logiciels sous licences;
· les objectifs de services de soutien technique offerts 24 heures par jour directement par le manufacturier;
· les modalités d'accès aux mises à jour et aux rustines de sécurité, dès que IBM les rend disponibles, et ce sans frais additionnels, pour l'ensemble des logiciels IBM utilisés par la Ville.

JUSTIFICATION

Le maintien et la continuité opérationnelle des systèmes informatiques utilisant les produits et logiciels IBM sont indispensables pour assurer la prestation de services à la Ville et à ses citoyennes et citoyens. En ce sens, il est requis de procéder au renouvellement du contrat de maintenance Passeport Avantage pour l'ensemble des licences de logiciels IBM détenues par la Ville.

L'estimation de ce contrat correspond au montant exact de celle indiquée au dossier, soit 1 008 686,30 $, taxes incluses, car elle est basée sur les prix du catalogue disponible via le CAG.

Le CAG a signé une entente de gré à gré pour la fourniture des produits IBM, valide jusqu'en 2025 pour l'ensemble des organismes du gouvernement du Québec et pour les municipalités du Québec. En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du CAG ou par l'entremise de celui-ci. La Ville de Montréal peut donc se prévaloir des services de la firme Novipro inc., par l'entremise du CAG, selon les termes et conditions qui ont été négociés entre les deux parties.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le cadre de contrat.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, la firme Novipro inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 1 008 686,30 $, taxes incluses.

La dépense de 1 008 686,30 $, taxes incluses (921 065,04 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Cette dépense concerne l'entretien et le support d'équipements informatiques corporatifs IBM, incluant les souscriptions pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui est de compétence d'agglomération, en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations. Sont maintenant exclus les produits Maximo d'IBM, qui sont gérés via une autre entente contractuelle. Ce qui explique la diminution de la valeur du contrat octroyé.

La facturation se fera sur une base annuelle à compter de février 2025.

Tableau comparatif, coûts d'acquisition et d'utilisation des années antérieures :

Période	Coût total annuel (selon soumission)	Écart annuel $	Écart annuel %
1er février 2023 au 31 janvier 2024	934 130,96 $	N/A	N/A
1er février 2025 au 31 janvier 2026	1 008 686,30 $	74 555,34 $	7,98 %

En tenant compte des composantes équivalentes entre les deux périodes ci-haut, l'écart de 7,98% est expliqué par l'augmentation tarifaire du manufacturier IBM pour la période de renouvellement.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du présent contrat est essentiel afin de limiter les risques opérationnels en cas de panne de systèmes et permet de maintenir à jour certains systèmes informatiques essentiels au bon fonctionnement de l'organisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : 1er février 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martin JACQUES
Conseiller analyse - controle de gestion

Tél : 438-864-5905
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-09

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : -
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : -
Approuvé le : 2024-11-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249633010
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction infrastructures technologiques, Division infrastructures technologiques
Projet : Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour le renouvellement du contrat d'entretien des logiciels IBM selon le programme du manufacturier « Passeport Avantage », pour la période du 1er février 2025 au 31 janvier 2026, pour une somme maximale de 1 008 686,30 $, taxes incluses.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Cette acquisition permettra d'assurer la pérennité des applications et la continuité des services.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249633010

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division infrastructures technologiques
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Novipro inc., par l'entremise de son entente avec le Centre d'acquisition gouvernemental (CAG), pour le renouvellement du contrat d'entretien des logiciels IBM selon le programme du manufacturier « Passeport Avantage », pour la période du 1er février 2025 au 31 janvier 2026, pour une somme maximale de 1 008 686,30 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1249633010.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Gilles BOUCHARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245540002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 195 000 $ à l'organisme Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal pour soutenir le projet de sécurité alimentaire "Cultiver l'Espoir" pour la période s'échelonnant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet.

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier de 195 000 $ à l'organisme Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal afin de soutenir le projet de sécurité alimentaire "Cultiver l'Espoir" pour la période s'échelonnant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027.

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier.

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-18 16:17

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245540002**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 195 000 $ à l'organisme Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal pour soutenir le projet de sécurité alimentaire "Cultiver l'Espoir" pour la période s'échelonnant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plus de 25 ans, le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal (RMPIM) conçoit des solutions concrètes pour lutter contre l'insécurité alimentaire et favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation de précarité.
Le projet "Cultiver l'Espoir" est un projet d'agriculture biologique périurbaine qui se déroule dans les secteurs du Bois-de-la-Roche (BDLR) et du Cap-Saint-Jacques (CSJ) du Grand parc de l'Ouest (GPO).

Dans les trois (3) dernières années (2022 à 2024), la contribution financière de la Ville de Montréal à ce projet a totalisé 195 000 $.

La convention de contribution financière liée à l'entente en cours vient à échéance le 31 décembre 2024. L'organisme sollicite à nouveau un soutien financier à la Ville pour poursuivre le projet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0127 – 20 mars 2024 – Accorder un soutien financier maximal de 65 000 $ à Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal, un organisme à but non lucratif de bienfaisance afin de soutenir leur programme "*Cultiver l'Espoi r* , rétroactivement du 1er mars 2024 au 31 décembre 2024 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG23 0025 – 26 janvier 2023 – Accorder un soutien financier maximal de 65 000 $ à

Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal afin de soutenir le programme *Cultiver l'Espoi r* , pour une durée d'un (1) an rétroactivement, du 1er janvier au 31 décembre 2023 / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG21 0469 – 26 août 2021 – Approuver l'addenda 1 à la convention de contribution financière entre la Ville et le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal (CE20 0182), pour le *projet Cultiver l'Espoir* , prolongeant sa durée pour une période d'un (1) an, du 1er janvier au 31 décembre 2022 / Autoriser une dépense supplémentaire de 65 000 $, taxes non applicables, majorant ainsi le montant initial de la contribution financière de 125 000 $ à 190 000 $.

DESCRIPTION

Le projet "Cultiver l'Espoir" permet de cultiver et d'approvisionner les organismes communautaires en légumes frais, biologiques et locaux. D'ici 2027, le projet permettra la récolte de 443 075 livres de légumes biologiques cultivés sur une superficie de 9,5 ha. RMPIM est responsable des opérations agricoles sur le territoire et opère via un règlement d'occupation du domaine public (voir GDD #1245540003).

Le soutien financier demandé servira à couvrir les frais des opérations liées au maintien et à l'augmentation de la superficie cultivée, de 6 à 9,5 hectares, comprenant les travaux de réparations, les matériaux et la main-d'œuvre.

Le soutien financier demandé correspond à 8,48 % de la valeur totale du projet.

JUSTIFICATION

Ce projet permet de soutenir les organismes œuvrant en sécurité alimentaire de l'agglomération de Montréal en assurant un approvisionnement durable en légumes frais tout au long de l'année, incluant en saison hivernale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le soutien financier maximal de 195 000 $ (taxes non-applicables) sera imputé à même le budget de fonctionnement du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.

Pour la durée totale de la convention, qui s'échelonne sur trois (3) ans, les montants seront répartis comme suit :

REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL	2022	2023	2024	SOUTIEN RECOMMANDÉ 2025-2027
Projet "Cultiver l'Espoir"	65 000 $	65 000 $	65 000 $	195 000 $
Pourcentage (%) de la valeur du soutien par rapport au projet global	7,99 %	12,92 %	15,51 %	8,48 %

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, puisqu'elle concerne les parcs-nature qui sont une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (art.19, al.12, LCCMCA).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Montréal 2030
Accélérer la transition écologique / priorité No 2 : « Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision ».

Renforcer la solidarité, l'équité et l'inclusion / priorité No 6 : « Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire ».

Plan climat 2020-2030
Action 22 du chantier B « Mobilité, urbanisme et aménagement » : développer l'agriculture urbaine.

Plan d'action Solidarité, équité et inclusion sociale 2021-2025
Action 1.1 - volet sécurité alimentaire : « Soutien financier aux initiatives ciblant les groupes vulnérables à l'insécurité alimentaire ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas octroyer de contribution à l'organisme réduirait significativement le nombre de ménages pouvant s'approvisionner gratuitement en légumes frais et biologiques sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Janvier 2025 - Début de la convention;
Décembre 2027 - Fin de la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Tiffany AVERY-MARTIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascal LYNCH CARON
Agent de developpement d'activites culturelles physiques et sportives

Tél : 514 821-8030
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Marie-Pascale RICHARD
Cheffe de division, par intérim - Division gestion des parcs-nature, de la biodiversité et des berges

Tél : 514 220-1255
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Tél : 514 236-5925
Approuvé le : 2024-11-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245540002*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports*
Projet : *Convention de contribution financière : Regroupement Partage*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision

6. Tendre vers l'élimination de la faim et améliorer l'accès à des aliments abordables et nutritifs sur l'ensemble du territoire

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 2. : Un accès à une agriculture biologique périurbaine par la production maraîchère de plus de 20 ha au parc agricole du Bois-de-la-Roche et au parc-nature du Cap–Saint-Jacques. Valorisation des terres agricoles montréalaises comme solution durable pour la sécurité et l'autonomie alimentaire.

Priorité 6. : Un accès pour des milliers de Montréalais en situation de précarité financière à une alimentation plus saine en visant à leur assurer un approvisionnement de légumes frais et biologiques par la production, la transformation et la distribution locale.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CULTIVER L'ESPOIR

Demande de soutien financier 2025-2026



Cultiver l'Espoir, c'est plus d'un million de portions de légumes redistribués à la communauté

Qu'est-ce qu'une portion de légumes ?

Une portion de légumes, c'est l'équivalent de 80 à 100 grammes, soit une poignée de radis ou une tasse de salade crue. Une portion de légumes, ce n'est pas beaucoup...

Mais c'est précieux

C'est le potage partagé en famille. C'est la collation donnée à l'enfant qui rentre de l'école. C'est ce qui donne la couleur au repas de bienvenue préparé par le voisin pour les nouveaux arrivés. C'est la base du plat que la popote roulante donne à la vieille dame qui nourrit les oiseaux le matin.

Et à plus grande échelle, consommée tous les jours, c'est la clé de la santé et du bien-être à long terme.

Une portion de légumes c'est une portion de santé, d'inclusion et de dignité que nous partageons avec chaque membre de la communauté par le biais du programme Cultiver l'Espoir.







Le Regroupement Partage

Depuis plus de 25 ans, le Regroupement Partage conçoit des solutions concrètes pour lutter contre l'insécurité alimentaire et favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation de précarité.

Fort de son expertise et de celle de chacun de ses partenaires et grâce à la générosité de ses donateurs et de ses bénévoles, le Regroupement Partage met en œuvre deux programmes phares, au Québec — Cultiver l'Espoir et l'Opération Sac à Dos — et soutient activement les organisations locales et régionales qui les déploient sur le terrain.
Le Regroupement Partage contribue ainsi au développement d'un vaste réseau de solidarité au sein de la communauté.

Cultiver l'Espoir

Cultiver l'Espoir est l'initiative d'agriculture périurbaine portée par le Regroupement Partage. Le programme a pour mission de contribuer à l'approvisionnement durable des organismes communautaires en légumes frais, biologiques et locaux, été comme hiver. Ce programme est né de diverses observations et d'une réflexion au regard des faits suivants :



Les organismes communautaires rencontrent des difficultés à s'approvisionner en légumes frais, surtout pendant l'hiver et ne peuvent donc pas en distribuer à la population défavorisée



Une alimentation saine contribue à une bonne santé physique et mentale et devrait être accessible à tous, quel que soit le statut social.



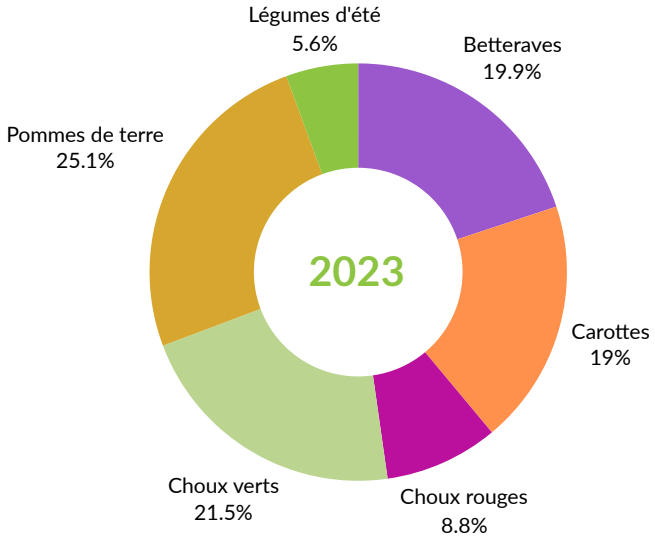
La protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques imposent la création de un circuits courts de distribution de légumes à Montréal pour encourager l'agriculture locale et responsable



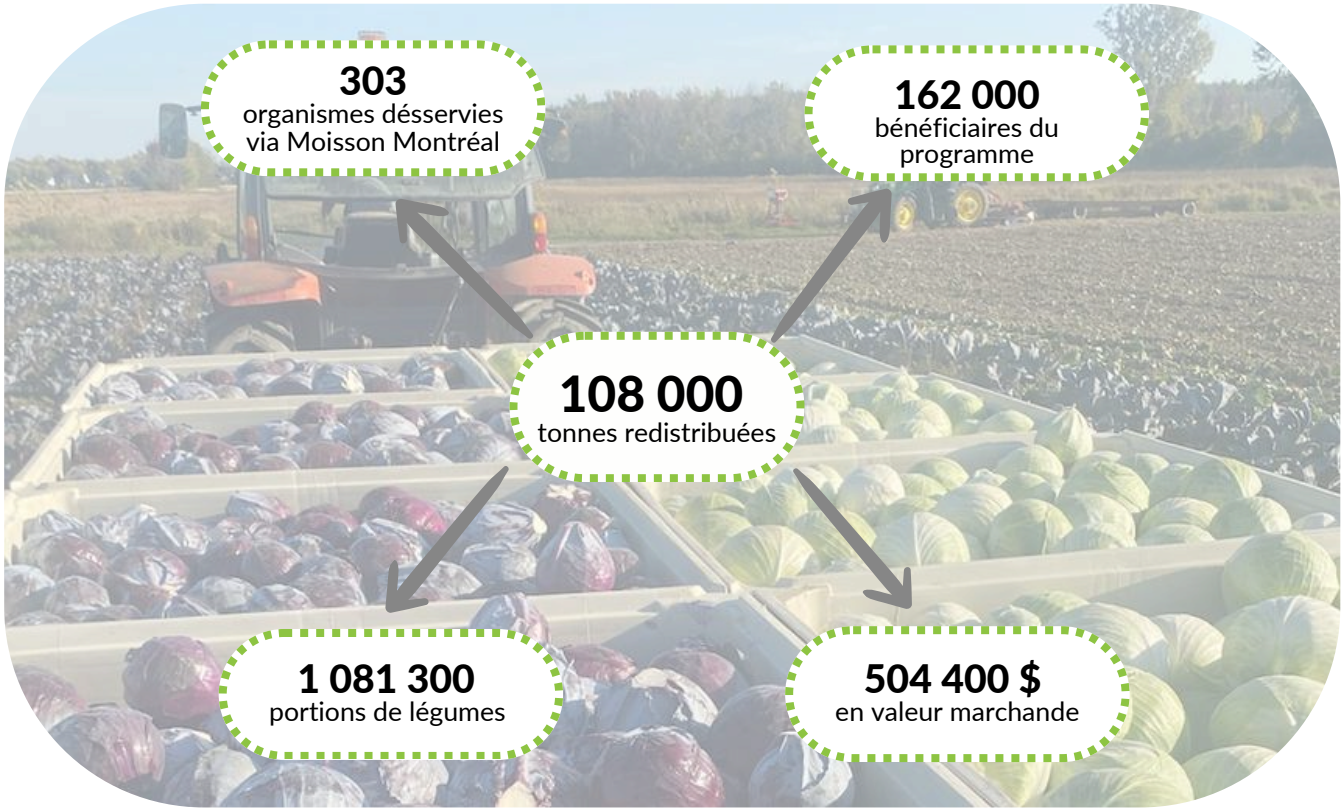
La Ville de Montréal possède des terres agricoles sous-exploitées dans l'ouest de l'île que nous pouvions valoriser

Production locale et durable, consommation tout au long de l'année

Cultiver l'Espoir est spécialisé dans la culture de légumes à longue durée de vie. Le choix des légumes cultivés est basé sur leur rendement, leur valeur nutritionnelle, l'accessibilité culturelle et leur durée de conservation afin de répondre au besoin des banques alimentaires en légumes frais pendant l'hiver, lorsque la quantité de légumes produits localement diminue considérablement, aussi bien dans les épiceries que sur les étagères des organisations communautaires. Cultiver l'Espoir promeut ainsi une alimentation saine, responsable, et accessible, tout au long de l'année.



En 2023, Cultiver l'Espoir a produit **144 tonnes** de légumes. **75% de ces légumes,** soit 108 tonnes, ont été distribués gratuitement aux ménages défavorisés par des organismes communautaires !



Une solution solidaire

La force du programme réside dans sa capacité à rassembler différents acteurs, issus de divers horizons. En concertation avec ces partenaires clés, Cultiver l'Espoir mobilise et mutualise les ressources nécessaires à une production et à une distribution juste, équitable et efficace de ses légumes. Nous sommes fiers de compter parmi les principaux partenaires opérationnels du programme :

Pour remplir sa mission, Cultiver l'Espoir compte sur l'ensemble de la communauté québécoise puisqu'une partie de la récolte est vendue au grand public pour subventionner la partie distribuée gratuitement.

Ainsi, Cultiver l'Espoir permet à chacun de bénéficier de légumes produits localement et, par le simple fait de les acheter, d'aider ses concitoyennes et concitoyens. C'est un modèle d'affaires durable, qui peut être développé non seulement à Montréal, mais aussi à l'échelle de la province.



De plus, les activités de bénévolat, les événements d'éducation populaire et la formation des stagiaires agricoles du programme permettent aux membres de la communauté de mieux connaître l'origine de leurs aliments et d'apprécier l'importance de la protection de l'environnement dans le domaine de l'agriculture.

En tout point, Cultiver l'Espoir crée un cercle vertueux dans lequel le fait de prendre soin de la communauté à la protection de notre environnement, et vice versa.

Un grand changement

En décembre 2023, D3-Pierres, collaborateur agricole et partenaire de Cultiver l'Espoir depuis ses débuts, a annoncé sa fermeture. Cette triste nouvelle remettait en question l'avenir du programme dont la structure reposait en partie sur l'expertise agricole de l'équipe de D3-Pierres.

Cependant, convaincu par le soutien ardent de notre réseau grandissant de partenaires et la nécessité évidente de l'existence d'un tel programme, le Regroupement Partage a pris la décision audacieuse de devenir une entreprise agricole enregistrée à part entière, et d'acheter des équipements agricoles essentiels à la continuation et à l'expansion éventuelle du programme.



Projections 2024

Récoltes prévues

70 tonnes

Portions redistribuées

500 000 portions

Revenus autogénérés

153 700 $

Pour la saison 2024, afin d'assurer une bonne gestion et une transition en douceur pour cette première année après la fermeture de D3-Pierre, nous avons pris la décision de réduire nos surfaces cultivées à 4,5ha, et de n'embaucher que le minimum de personnel nécessaire pour les travailler.

Les obstacles n'ont pas manqué cette saison, et bien d'autres viendront avec les récoltes, mais la saison 2024 s'annonce déjà très prometteuse, surtout grâce à nos partenaires qui ont renouvelé leur engagement dans le programme. Ce soutien essentiel nous permettra de terminer cette saison de transition en bonne position pour monter en puissance la saison prochaine.

Objectifs 2025-2026



Pour l'année 2025-2026, les objectifs du programme Cultiver l'Espoir sont les suivants :

Raugmenter la superficie cultivée à 6 ha

- Reprendre où nous étions en 2023 et produire 121 tonnes de légumes biologiques
- Distribuer **au moins 75%** de nos légumes aux banques alimentaires et organismes communautaires

Raugmenter la capacité d'entreposage

- Renouveler l'entente de mutualisation de l'entrepôt avec Moisson Montréal
- Louer un entrepôt externe et l'utiliser pendant l'hiver comme base d'opération pour la vente de légumes
- Entamer le processus de réaménagement de l'entrepôt à la ferme

Diversifier notre profil de vente

- Intégrer un nouveau partenaire provenant du milieu communautaire afin de répliquer le partenariat de vente à prix coûtant que nous avons développé avec Moisson Montréal.
- Démarcher certains grands distributeurs alimentaires afin de développer de nouveaux partenariats de vente.

Notre demande

L'atteint de ces objectifs, notamment l'augmentation de la superficie cultivée, nécessite un investissement accru dans le programme, que nous cherchons à réaliser grâce à une combinaison de subventions, de dons et de revenus de vente.

C'est donc dans un esprit de solidarité que nous vous approchons pour contribuer 10 % du financement du programme par un don de **75 000 $**, pour l'année 2025-2026. Ces fonds serviraient à couvrir les frais de opération liés au maintien et à l'augmentation de la superficie cultivée, comprenant les travaux de réparations, les matériaux et la main-d'œuvre.

Ce programme novateur d'agriculture périurbaine et le soutien municipal qu'il reçoit constituent un modèle de partenariat dont les autres villes de la province et du pays pourraient s'inspirer. Ainsi, son soutien au programme Cultiver l'Espoir, entre autres gestes significatifs, permettait à la Ville de Montréal de se démarquer comme étant un chef de file dans le domaine de la production agricole juste, locale et écoresponsable.

Ensemble, nous avons le pouvoir de donner de la dignité et *CULTIVER L'ESPOIR* !



Prévisions budgétaires 2025-2026

Source de revenus	Montant
Revenus de vente et de location	279 510 $
Ville de Montréal, Service des grands parcs	75 000 $
MAPAQ	30 000 $
Agriculture Canada	14 000 $
Ville de Montréal - Changer d'échelle en économie sociale	75 000 $
Fondation	105 000 $
Entreprises	45 000 $
Dons d'individus	5 000 $
Valeur dons	136 640 $
Autofinancement (Soirée des célébrités)	20 000 $
Total	**785 150 $**

Dépense	Montant
Salaire travailleurs agricoles (5 personnes) *	162 531 $
Salaire superviseur agricole *	70 818 $
Salaires coordinateur CL *	54 343 $
Salaires assistant au superviseur	29 484 $
Stagiaires agricoles	8 984 $
Services professionnels	6 150 $
Frais travailleurs	9 000 $
Intrants agricoles	59 544 $
Réparations	30 000 $
Achats d'équipements	39 000 $
Prêt équipement - Capital + intérêt	36 992 $
Assurances	18 000 $
Location tracteur	27 376 $
Emballage	10 816 $
Entreposage	5 600 $
Certifications (Ecocert & Aliments du Québec)	3 065 $
Déplacements	2 885 $
Frais de bureau	3 300 $
Frais de déchargement de légumes	2 001 $
Frais de transport	13 334 $
Valeur dons	136 640 $
Frais communications	7 000 $
Total de dépenses	**736 863 $**
Bénéfices nets	**48 287 $**

*Tous les salaires comprennent les charges sociales liées à l'emploi

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse est située au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 106, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* ;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci--après appelée la « **Ville** »

ET : **REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**, personne morale à but non lucratif, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 5789, rue d'Iberville, Montréal, Québec, H2G 288, agissant et représentée par madame Audrey Renaud, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare ;

Numéro d'inscription T.P.S. : 876 578 022 RR0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1 023 126 733
Numéro d'inscription d'organisme de charité : 876 578 022 RP0001

-Ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme est un organisme à but non lucratif qui travaille à l'avancement et au développement de solutions durables en sécurité alimentaire sur le territoire de l'île de Montréal ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de leur projet tel que défini à l'Annexe 1 de la présente convention ;

ATTENDU QUE l'Organisme est responsable de la mise en œuvre du Projet et est propriétaire des récoltes ;

ATTENDU QUE l'Organisme intervient à la présente Convention à titre de producteur agricole biologique dans le cadre du Projet ;

ATTENDU QUE l'Organisme garant qu'un minimum de 70 % de la récolte sera remise à des organismes communautaires qui les distribueront à des familles montréalaises dans le besoin dans le cadre du Projet ;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement ;

ATTENDU QUE l'Organisme a remis à la Ville une copie détaillée du projet de contribution financière "Cultiver l'Espoir";

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après, appelé la « **Convention** ») ;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti suivant la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci ;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis copie de ce règlement à l'Organisme ;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci-.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	La description du projet “Cultiver l’Espoir”;
« **Annexe 2** » :	Désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Annexe 3** » :	Les exigences de la Ville en matière de reddition de compte;
« **Annexe 4**» :	La description des lots mis à la disposition de l’Organisme dans le cadre du projet;
« **Projet** » :	Désigne le projet de l’Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l’Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	Désigne le document présentant le profil de l’Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	Désigne les rapports d’activités, les rapports d’étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d’atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	Désigne le ou la Chef(fe) de division de l’Unité administrative;
« **Unité administrative** » :	Désigne la Division gestion des parcs-nature et biodiversité, Section Gestion des parcs-nature de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville ainsi que les lots mis à la disposition du Projet conformément à l'annexe 4 exclusivement aux fins de la réalisation du Projet, tel que décrit à l'annexe 1. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue à l'article 5.1 de la présente convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.2.3 s'assurer du maintien de la certification Ecocert, ou de tout autre organisme de certification, des légumes produits et conditionnés;

4.2.4 L'Organisme devra également transmettre une copie à la Ville de toutes les informations et les documents requis pour cette certification.

4.3 Respect des lois

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français ; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme dans les installations ou locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci- n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après, le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'**Annexe 2**, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après, la « **Publication** »), et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet ; la Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable -;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'**Annexe 2**, le cas échéant.

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces

paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard **30 jours suivant le 31 décembre** de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre 2025 pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre d'une année-calendrier pour les 2 années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci- soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après le **31 décembre 2027** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre **ses états financiers** au plus tard **quatre-vingt-dix (90) jours** après la fin de son exercice financier soit le ou vers le **30 juin de chaque année.**

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 Remise de documents et conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 Responsabilité

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de soixante-cinq mille dollars (65 000,00 $), incluant toutes les taxes, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025 :

5.2.1.1 un premier versement au montant de vingt-deux mille sept cent cinquante dollars (22 750,00 $) au plus tard le 31 mars 2025 sur dépôt du tableau d'achat de commande des semences, correspondant à 35 % de la somme totale;

5.2.1.2 un deuxième versement au montant de vingt-neuf mille deux cent cinquante dollars (29 250,00 $), au plus tard le 30 juin 2025, sur dépôt du rapport d'étape des activités du projet, correspondant à 45 % de la somme totale;

5.2.1.3 un troisième versement au montant de treize mille dollars (13 000,00 $), au plus tard 30 jours après la fin du 31 décembre 2025, sur réception du rapport final des activités du projet et du bilan de promotion et publicité, correspondant à 20 % de la somme totale.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les

versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2.2 Pour l'année 2026 :

5.2.2.1 un premier versement au montant de vingt-deux mille sept cent cinquante dollars (22 750,00 $) au plus tard le 31 mars 2026 sur dépôt du tableau d'achat de commande des semences, correspondant à 35 % de la somme totale;

5.2.2.2 un deuxième versement au montant de vingt-neuf mille deux cent cinquante dollars (29 250,00 $), au plus tard le 30 juin 2026, sur dépôt du rapport d'étape des activités du projet, correspondant à 45 % de la somme totale;

5.2.2.3 un troisième versement au montant de treize mille dollars (13 000,00 $), au plus tard 30 jours après la fin du 31 décembre 2026, sur réception du rapport final des activités du projet et du bilan de promotion et publicité, correspondant à 20 % de la somme totale.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.2.3 Pour l'année 2027 :

5.2.3.1 un premier versement au montant de vingt-deux mille sept cent cinquante dollars (22 750,00 $) au plus tard le 31 mars 2027 sur dépôt du tableau d'achat de commande des semences, correspondant à 35 % de la somme totale;

5.2.3.2 un deuxième versement au montant de vingt-neuf mille deux cent cinquante dollars (29 250,00 $), au plus tard le 30 juin 2027, sur dépôt du rapport d'étape des activités du projet, correspondant à 45 % de la somme totale;

5.2.3.3 un troisième versement au montant de treize mille dollars (13 000,00 $), au plus tard 30 jours après la fin de cette entente, sur réception du rapport final des activités du projet et du bilan de promotion et publicité, correspondant à 20 % de la somme totale.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.4.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle--ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle--ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection de cinq millions de dollars (5 000 000 $) de dollars pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

AR

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci--après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle--ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet le **1er janvier 2025,** suite à la signature des deux parties et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 décembre 2027.**

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de

la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle--ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci- doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci- convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente convention

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droits liés

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droits respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 5789, rue d'Iberville, Montréal, Québec, H2G 288, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle

AR

adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20____

VILLE DE MONTRÉAL

Par :

_____
Me Domenico Zambito, Greffier adjoint

(REGROUPEMENT DES MAGASINS-PARTAGE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL (PROJET CULTIVER L'ESPOIR)

Par : 

_____
Audrey Renaud, Directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _17___jour de octobre__ 2024___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

Description du projet "Cultiver l'Espoir"

Mission

Depuis plus de 25 ans, le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal (aussi appelé « Regroupement Partage ») conçoit des solutions concrètes pour lutter contre l'insécurité alimentaire et favoriser l'inclusion sociale des personnes en situation de précarité.

Fort de son expertise et de celle de chacun de ses partenaires et grâce à la générosité de ses donateurs et de ses bénévoles, le Regroupement Partage met en œuvre deux programmes phares, au Québec — Cultiver l'Espoir et l'Opération Sac à Dos — et soutient activement les organisations locales et régionales qui les déploient sur le terrain. Le Regroupement Partage contribue ainsi au développement d'un vaste réseau de solidarité au sein de la communauté.

Cultiver l'Espoir est un projet novateur d'économie sociale en agriculture biologique périurbaine porté par l'Organisme et déployé sur les terres agricoles mises à sa disposition par la Ville de Montréal. Sa mission est, entre autres, d'assurer aux organismes œuvrant en sécurité alimentaire à Montréal un approvisionnement durable en légumes frais, été comme hiver.

Depuis la création du projet, le choix des légumes cultivés est basé sur leur rendement, leur valeur nutritive et leur durée de conservation afin de pouvoir combler les besoins en légumes frais durant les périodes creuses de l'hiver. Ainsi, depuis 2015, l'Organisme a cultivé 5 variétés de légumes de garde : betteraves, carottes, choux, pommes de terre et rutabagas. Ce projet est né de diverses observations et d'une réflexion au regard des faits suivants :

- Les groupes montréalais travaillant en sécurité alimentaire rencontrent des difficultés à s'approvisionner en légumes frais, surtout pendant les périodes creuses de l'hiver et ne peuvent donc pas en distribuer à la population défavorisée;
- La Ville de Montréal possède des terres agricoles sous-exploitées dans l'ouest de l'île que nous pouvons valoriser;
- Une saine alimentation contribue à une bonne santé physique et mentale et, par conséquent, favorise la prévention des maladies chroniques et de meilleurs

résultats scolaires et professionnels;

- L'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique sont au cœur des enjeux sociaux. Il est donc essentiel de créer un circuit court de distribution de légumes à Montréal en encourageant l'agriculture locale et responsable pour réduire nos émissions et protéger l'accès aux aliments frais pour les populations vulnérables.

Le modèle d'affaires du projet Cultiver l'Espoir consiste à vendre une partie de la production à des supermarchés, des institutions et d'autres partenaires pour subventionner l'autre partie distribuée à prix réduit à des organisations communautaires œuvrant dans le domaine de la sécurité alimentaire et d'offrir gratuitement le reste de la production à la population dans le besoin. Il s'agit d'un modèle financièrement durable qui nous permet d'améliorer l'autonomie alimentaire de l'île de Montréal pendant l'hiver, lorsque notre dépendance à des produits importés est à son maximum.

À terme, le projet Cultiver l'Espoir sera le plus grand projet d'agriculture périurbaine de ce type au Canada. Maintenant reconnu auprès de la communauté pour ses impacts positifs et novateurs dans les secteurs environnementaux, alimentaires et en développement durable ainsi que pour la lutte contre la pauvreté, le projet contribue activement au rayonnement et au développement de la Métropole, tant au niveau national qu'international, en renforçant son image sociale, solidaire et innovante.

Un modèle de concertation multipartite et sociale

Cultiver l'Espoir se démarque comme étant un modèle idéal d'action multisectorielle et collective qui contribue de manière durable à la lutte contre la pauvreté et à la création d'un système alimentaire accessible et respectueux. Le projet mobilise l'expertise et les ressources d'acteurs majeurs de la Métropole issus d'horizons divers (communautaire, privé, publique, institutionnel, philanthropique).

Ainsi, l'Organisme est fier de compter parmi ses partenaires principaux :

Montréal

La Ville de Montréal, qui met à disposition les terres agricoles au parc-nature du Cap-Saint-Jacques et au parc agricole du Bois-de-la Roche, ainsi que son expertise technique et son soutien financier indéniable.

Métro Inc., détaillant en aliments qui achète et revend une portion de la production biologique de Cultiver l'Espoir, favorisant ainsi un commerce social et écoresponsable

Moisson Montréal, organisme de bienfaisance œuvrant contre l'insécurité alimentaire et pour l'accès à une saine alimentation, qui entrepose et aide avec la distribution aux ménages désavantagés des légumes Cultiver l'Espoir.

Collectif Récolte, entreprise sociale dont la mission est d'avancer des solutions mutualisées pour renforcer un système alimentaire plus local et durable, qui gère plusieurs projets de mutualisation de ressources dont Cultiver l'Espoir fait partie.

La situation actuelle : projet Cultiver l'Espoir 2025-2027

En 2024, l'Organisme a pu cultiver 4,5 hectares au total : 3,5 hectares de légumes de longue conservation (choux, pommes de terre, carottes, betteraves) au parc agricole du Bois de la Roche et 1 hectare de légumes d'été (ail, courgettes, courges, céleris et choux frisés) au Cap St-Jacques. D'autres champs, notamment ceux identifiés comme nécessitant un travail important d'après les études de sol réalisées en 2020 et 2022, ont fait l'objet d'une gestion des engrais verts afin d'améliorer leur qualité et de les rendre aptes à être cultivés dans le futur. Nonobstant ces changements provisoires, la pratique d'une agriculture biologique et respectueuse et la distribution de la majorité des légumes produits à des organismes communautaires seront maintenues en priorité.

Afin d'assurer la rentabilité du projet en 2025-2027 et de permettre sa pérennité et sa croissance au courant des 3 prochaines années, le Regroupement Partage a amorcé une révision de son modèle d'affaires, notamment en ajustant la portion des légumes vendus par rapport à celle qui est donnée. Certains légumes seront vendus à prix courant à des partenaires sélectionnés qui en ont les moyens financiers, tandis que d'autres seront vendus à prix coûtant à des organismes de soutien alimentaire. Une partie sera toujours distribuée gratuitement. L'objectif de ce changement est de s'assurer

que des légumes frais et locaux sont toujours mis à la disposition d'organisations communautaires qui, en d'autres circonstances, n'y auraient pas accès, mais de le faire d'une manière qui soit viable pour le programme à long terme.

Cultiver l'Espoir : Une solution gagnante pour une économie sociale

Comme l'a démontré sa productivité et son adaptabilité face aux crises multiples de ces dernières années, le projet Cultiver l'Espoir a la capacité de produire plusieurs millions de portions de légumes frais et biologiques de manière écoresponsable et financièrement durable. Les conséquences socioéconomiques désastreuses de la hausse galopante des prix et, plus largement, les incertitudes climatiques grandissantes nous enjoignent quant à elles de développer et de pérenniser le projet pour le bien de tous.

Forte de ce constat et du vif intérêt que suscite le modèle novateur d'agriculture biologique et durable du projet Cultiver l'Espoir, l'équipe de l'Organisme souhaite cultiver un total de 6 hectares, pour l'année 2025, 8 hectares pour l'année 2026 et 9,5 hectares pour l'année 2027, afin d'en remettre tout au long de l'année aux personnes souffrant d'insécurité alimentaire à Montréal et d'offrir à l'ensemble de la communauté la possibilité de bénéficier d'un approvisionnement local écoresponsable et durable, tout en soutenant un programme socialement indispensable.

Orientations stratégiques 2025 - 2027

Pour atteindre notre objectif d'offrir un maximum de produits frais, biologiques et locaux à la population québécoise, nous nous concentrons sur 5 orientations principales :

- L'augmentation importante de la surface cultivée et la diversification de notre production pour mieux répondre aux besoins de nos partenaires commerciaux et des organisations communautaires.
- La consolidation de nos partenariats existants et le développement de nouveaux partenariats afin d'optimiser notre logistique de la chaîne de froid et de maximiser la valeur ajoutée de nos produits.
- La diversification de notre profil de vente, à la fois en intégrant de nouvelles variétés et de nouveaux partenaires qui partagent nos valeurs et en développant de nouvelles relations avec les organisations communautaires qui achètent régulièrement des

légumes.

- Acquisition ou location d'un espace de stockage réfrigéré supplémentaire, afin de permettre une gestion efficace des volumes accrus de légumes et une distribution continue sur une plus longue période de l'année.
- Le maintien d'une bonne rotation des cultures et, en attendant les travaux sur les champs visés par le rapport *Pleine Terre*, l'ensemencement d'engrais verts sur les terres destinées à une future culture (champs 2, 6 et 11).

Ces changements nous permettront d'augmenter nos revenus de vente à long terme et, par conséquent, de distribuer gratuitement beaucoup plus de légumes, tout en réduisant le besoin de financement externe.

CONCLUSION

Le soutien financier pluriannuel de la Ville de Montréal permettra d'acheter les matériaux et les semences nécessaires pour cultiver plus de légumes, de réorienter notre réseau de vente, de choisir et cultiver de nouvelles variétés de cultures venant en aide directe à un plus grand nombre de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire en les approvisionnant en légumes frais, biologiques et locaux.

Qui plus est, ce soutien essentiel nous fournira une base solide pour poursuivre nos prochains objectifs, dont le succès représentera un gain significatif dans le mouvement vers un système alimentaire juste et durable.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que le Regroupement Partage doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de la présente convention.

1 ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1.1 Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur sa mission et la fréquence prévue de ces communications.

1.2 Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

1.3 S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

1.4 Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme définis à la clause 2.2.

1.5 Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2 COMMUNICATIONS

2.1 Reconnaissance de la Ville

2.1.1 Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture, à la signature de la convention, etc.

2.1.2 Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

2.1.3 Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet Cultiver l'Espoir est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- Le Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet « Cultiver l'Espoir » ;
- « Le projet « Cultiver l'Espoir » est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;
- Le projet « Cultiver l'Espoir » est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2.2 Relations médias et événements publics

2.2.1 Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :

- Mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- Inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins vingt (20) jours ouvrables à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;

- Advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  -En informer la personne responsable de la Ville;
  -Coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;

- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;

- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :

  -Le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
  -Les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2.2.2 Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

2.3 Publicité et promotion

2.3.1 Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées,

soit :

- pour une publication sur LinkedIn: https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.

- pour une publication sur Facebook :

-@AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

-@mtlville pour les autres types de projets ;

- pour une publication sur Twitter;

-@AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique;

- @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2.3.2 Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

2.3.3 Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

2.3.4 Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

2.3.5 Lors **d'un événement public ou d'activités sur un site et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance :**

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

2.3.6 Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

2.4 Bilan de visibilité

2.4.1 Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin de chaque année de la convention. Y inclure :

- Une courte description du projet (30-50 mots) ;
- Une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;

- Une revue de presse couvrant le Projet ;
- Des photos de la Mission ;
- Toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- Des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :

- Le nombre d'abonnés ;
- Le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
- La portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
- Le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
- Le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
- Le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3 MODALITÉS

3.1 Normes graphiques et linguistiques

3.1.1 Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

3.1.2 Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3.1.3 Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

3.2 Approbations

3.2.1 Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- Le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- Le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.
- Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.
- Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3.3 Contacts

3.3.1 **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville, écrire à** visibilite@montreal.ca pour :

- Offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;

- Obtenir le logo de la Ville ;
- Faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

3.3.2 Mairie de Montréal

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme [nom à insérer].

ANNEXE 3

EXIGENCES DE LA VILLE EN MATIÈRE DE REDDITION DE COMPTES

1. Comité de partenariat

Les parties s'engagent à former un comité de partenariat intégrant au moins un (2) représentants de la VILLE et au moins deux (2) représentants de l'Organisme. Ce comité de partenariat se réunira au moins (2) fois par année et au besoin sur demande de la Ville ou de L'ORGANISME. Le comité aura pour mandat :

- d'évaluer l'avancement et l'atteinte des objectifs de la présente convention ;
- d'aborder des problématiques particulières reliées à l'entretien et à la culture des terres et de trouver des solutions ;
- de travailler à la résolution de différends et/ou de problèmes ;
- de participer à trouver une solution durable pour la mise en place des infrastructures nécessaires au développement de la culture biologique du projet Cultiver l'Espoir (exemples : entreposage de proximité pour les légumes et la machinerie agricole, salle de conditionnement des légumes) ;
- de travailler à la poursuite du projet Cultiver l'Espoir pour les années futures.

2. Reddition de compte à remettre à la Ville par l'Organisme

Ces livrables seront attendus à être remis aux échéances inscrites dans le tableau-synthèse ici, et ce, pour les 3 années de la présente convention :

Rapport d'étape des activités du projet :

Le rapport d'étape doit présenter un tableau sommaire de la planification maraichère à venir pour l'année en cours :

- les types de légumes à cultiver par numéro de lots agricoles ;
- le nombre d'hectares totaux prévus pour la production maraîchère ;
- les lots utilisés et les opérations culturales envisagés ;

Rapport final des activités du projet :

Un rapport final faisant état des activités et des réalisations du projet Cultiver l'Espoir. Cette section doit présenter les bénéfices ou retombées obtenus incluant minimalement les éléments suivants :

- le volume total de légumes récoltés ;
- les types de légumes cultivés ;
- le nombre d'hectares totaux cultivés ;
- les lots utilisés et les opérations culturales réalisées ;
- les quantités de légumes donnés et vendus ;
- recettes totales des ventes de légumes ;
- toutes autres retombées économiques pertinentes.

3. Remise des états financiers de l'organisme et de la reddition de compte du projet :

Remise des états financiers de l'Organisme (incluant l'état des fins pour lesquelles les sommes versées par la Ville ont été utilisées dans le cadre du projet Cultiver l'Espoir).

LIVRABLES ATTENDUS (BASE ANNUELLE)	ÉCHÉANCIER (POUR LES ANNÉES 2025 À 2027)												SUIVI DE GESTION		
													Reçu		Commentaires
	janv	fév	mar	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	Oui	Non	
Assurances responsabilités	Dans les 10 jours suivants la signature de la convention														art.10
Reddition de compte du projet												X			art. 4.5.1
États financiers et rapport annuel de l'Organisme						X									art. 4.5.5
Tableau des achats de commande de semences			X												art. 5.2.1.1 art. 5.2.2.1 art. 5.2.3.1
Rapport d'étape des activités du projet						X									art. 5.2.1.2 art 5.2.2.2 art 5.2.3.2
Rapport final des activités du projet												X			art. 5.2.1.3 art 5.2.2.3 art 5.2.3.3
Bilan de visibilité												X			art.4.4
Copies des permis et autorisations				X											art. 4.2
Rapport d'accident et/ou d'incident	Ponctuel dans les 24 heures suivant l'accident ou l'incident														Pour tout accident et/ou incident
Règlements généraux et lettres patentes	Si ce n'est déjà transmis ou si modification, 30 jours suivant la signature de la présente convention														art. 4.6.1

ANNEXE 4

Description des lots mis à la disposition de l'Organisme dans le cadre du Projet

Les légumes biologiques ou les engrais verts sont cultivés sur les lots J1, J2, 9-12-14 du Grand parc de l'Ouest - secteur du Cap St-Jacques (**Figure 1**) ainsi que les lots 1-2-3-4-5-6-7-8-10-11A, 11B du Grand parc de l'Ouest - secteur du Bois-de-la-Roche (**Figure 2**).

Figure 1

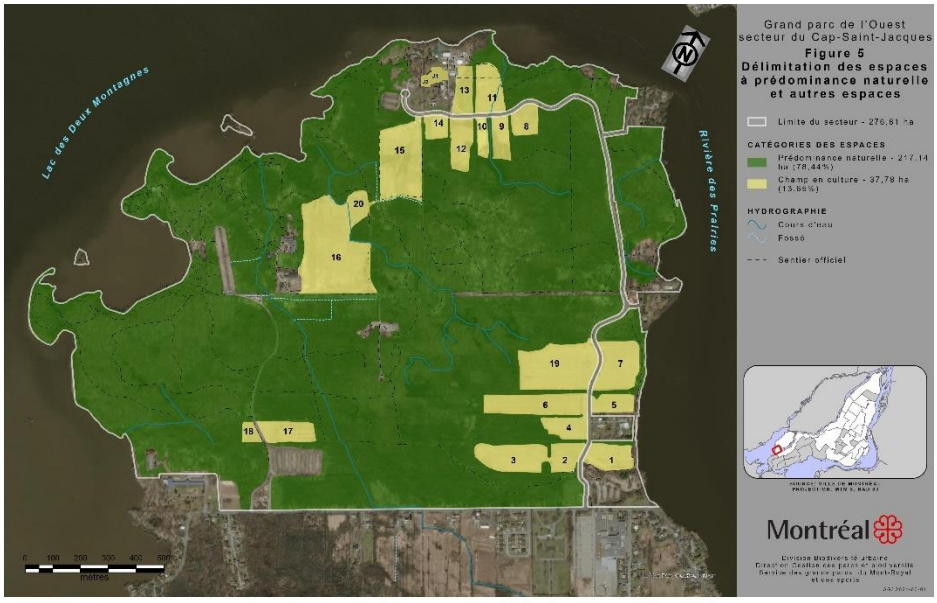


Figure 2



Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245540002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Gestion des parcs-nature
Objet :	Accorder un soutien financier de 195 000 $ à l'organisme Regroupement des Magasins-Partage de l'île de Montréal pour soutenir le projet de sécurité alimentaire "Cultiver l'Espoir" pour la période s'échelonnant du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1245540002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tiffany AVERY-MARTIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Valérie LAVIGNE
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248554002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 2 ans et autoriser la dépense additionnelle de 7 689 388,37$, taxes incluses, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 3 arrondissements de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. (CG20 0386), majorant le montant total du contrat de 13 803 290,74 $ à 21 492 679,11 $, taxes incluses

Il est recommandé

1. Exercer l'option de prolongation de 2 ans et autoriser la dépense additionnelle de 6 028 800,93 $, taxes incluses, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 3 arrondissements de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. (CG20 0386), majorant le montant total du contrat de 13 803 290,74 $ à 21 492 679,11 $, taxes incluses ;
2. d'autoriser une dépense de 310 543,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 496 508,62 $, taxes incluses, à titre de budget de variation de quantités;
4. d'autoriser une dépense de 853 535,29 $, taxes incluses, à titre de budget d'ajustement de prix (indexation);
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-25 09:06

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1248554002**
Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 2 ans et autoriser la dépense additionnelle de 7 689 388,37$, taxes incluses, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 3 arrondissements de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. (CG20 0386), majorant le montant total du contrat de 13 803 290,74 $ à 21 492 679,11 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q.; Chapitre E- 20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 17 de cette Loi, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement assume cette responsabilité pour l'agglomération.
En vertu de ces articles, l'agglomération de Montréal octroie des contrats à des entreprises exploitant des lieux d'enfouissement techniques (LET) et des postes de transbordement d'ordures ménagères afin d'assurer l'élimination des résidus ultimes générés et collectées sur le territoire de l'agglomération.

En 2019, considérant le nombre important de contrats à renouveler, le Service de l'environnement a revu sa stratégie de renouvellement des contrats de collecte, de transport et d'élimination des ordures ménagères de concert avec le Service de l'approvisionnement. Ainsi, l'option privilégiée est de solliciter le marché plus régulièrement, tous les deux (2) ans, et de façon équilibrée (via trois « blocs de renouvellement de contrats »). Il est à noter que, conformément aux orientations de sa stratégie de renouvellement, l'agglomération de Montréal a approuvé deux (2) contrats d'élimination le 27 août 2020 dans le cadre d'un premier bloc de renouvellement de contrats (CG20 0386), suivi de treize (13) contrats d'élimination (incluant deux (2) contrats de collecte, transport et élimination (CTÉ)) le 16 juin 2022 dans le cadre du second bloc de renouvellement de contrats (CG22 0407), puis finalement neuf (9) contrats d'élimination le 15 juin 2023 dans le cadre du troisième et dernier bloc de renouvellement de contrats (CG23 0330).

Ayant ainsi terminé un cycle complet de renouvellement des contrats de collecte de la Ville

de Montréal et d'élimination de l'agglomération de Montréal, le Service de l'environnement a élaboré une nouvelle stratégie de renouvellement des contrats de collecte, transport et élimination (CTÉ) 2024-2030. Cette stratégie vise encore une fois à doter la Ville d'un cadre contractuel permettant de fonctionner de manière stratégique et de favoriser l'innovation et l'optimisation. Elle vise également à assurer une cohérence avec les travaux d'alignement stratégique et les priorités organisationnelles, ainsi qu'à contrôler la hausse des coûts des contrats de collecte, de transport et d'élimination. Cette stratégie s'articule cette fois-ci en cinq (5) « blocs » de contrats distincts .

Découlant de cette nouvelle stratégie, le présent sommaire décisionnel a pour objet l'application de l'option de prolongation de deux ans (vingt-quatre (24) mois) prévue au contrat octroyé à Recyclage Notre-Dame Inc dans le cadre le premier bloc d'octroi de contrats mentionné ci-dessus (CG20 0386). Cette prolongation vise l'élimination des ordures ménagères en provenance de trois arrondissements de la Ville de Montréal : Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce [secteur régie], Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Léonard. Cette prolongation permettra de maintenir des prix jugés fortement concurrentiels dans le contexte actuel. Elle est requise pour respecter la répartition des contrats dans les cinq blocs évoqués ci-dessus, ainsi que pour maintenir la concordance des contrats d'élimination avec les contrats de collecte et transport des matières résiduelles qui font l'objet également d'une demande de prolongation dans le cadre d'un sommaire décisionnel distinct.

Ce sommaire vise également à autoriser une dépense additionnelle pour 2025 dans le cadre de la période initiale du contrat en vigueur, afin de répondre à la dépense plus rapide que prévue des sommes initialement octroyées. Cela s'explique par 1) l'augmentation de l'inflation (indice du prix à la consommation (IPC)) plus élevée que celle anticipée au moment de l'octroi des contrats, et 2) la diminution plus faible qu'anticipée des tonnages d'ordures ménagères prévisionnels sur la durée du contrat (augmentation des quantités d'ordures ménagères à éliminer par rapport aux prévisions établies au moment du recueil des besoins). Il est donc requis d'autoriser une dépense additionnelle en guise de budget d'ajustement de prix et de variation des quantités. Il est à noter que les sommes initialement octroyées en guise de budget de contingence seront complètement affectées aux dépenses supplémentaires requises.

De plus et bien que non requis, le consentement de l'adjudicataire a été obtenu par le Service de l'approvisionnement le 20 août 2024 (voir le document *Lettre d'intention 20-18152 - Recyclage-Notre-Dame _signée.pdf* en pièce jointe).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0330 – 15 juin 2023 – Accorder sept contrats à WM Québec inc. et neuf contrats à Recyclage Notre-Dame inc. pour des services d'élimination d'ordures ménagères, pour une période variant de 48 à 60 mois, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 68 151 232,85 $, taxes incluses - Appel d'offres publics 23-19726 (4 soum.)
CG22 0407 – 22 juin 2022 – Accorder trois contrats à Complexe Enviro Connexions ltée, trois contrats à GFL Environmental inc., trois contrats à Recyclage Notre-Dame inc., et deux contrats à WM Québec inc., pour des services d'élimination d'ordures ménagères, ainsi que deux contrats à 9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires) pour des services de collecte, de transport et d'élimination de matières résiduelles, pour une période variant de 12 à 60 mois, avec la possibilité de deux périodes de prolongations de 12 mois - Dépense totale de 64 786 880,14 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres publics 22-19058 (5 soum.)

CG20 0386 – 27 août 2020 – Accorder un contrat à Les Entreprises Raylobec inc. (15 831 707 $), et un contrat à Recyclage Notre-Dame inc. (13 803 290 $), pour l'élimination des

ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois incluant une option de prolongation de deux ans - Dépense totale de 29 634 997 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres publics 20-18152 (8 soum.)

DESCRIPTION

Sous la compétence du conseil d'agglomération, le présent sommaire concerne l'exercice de la prolongation de deux ans (vingt-quatre (24) mois) prévue à la clause 15.02 du contrat 20-18152 d'élimination des ordures ménagères, pour la période du 1er novembre 2025 au 31 octobre 2027.
Cette prolongation vise l'élimination des ordures ménagères de trois territoires :

- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce [secteur régie]
- Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
- Saint-Léonard

Le contrat inclut la réception des ordures ménagères au poste de transbordement de Recyclage Notre-Dame (9000 avenue Marien, Montréal-Est, Québec, H1B 4W3) et leur enfouissement au lieu d'élimination technique (LET) de Berthierville (1001 chemin St-Joseph, Saint-Thomas, Québec, J0K 3L0).

Le contrat prévoit que les services seront payés au poids des matières collectées ($/tonne). Le prix unitaire est ajusté selon l'indice des prix à la consommation (IPC) sur une base annuelle, à la date d'anniversaire du contrat.

Le portrait actualisé des besoins estimés d'élimination des territoires de l'agglomération concernés pour la période visée en quantités d'ordures ménagères projetées est le suivant :

Quantité d'ordures ménagères projetées par territoire, 2025-2027 (en tonnes)

Territoires	**2025 (2 mois)**	**2026 (12 mois)**	**2027 (12 mois)**	**Total**
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	3 360	19 950	19 750	43 060
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	4 640	27 510	27 230	59 380
Saint-Léonard	2 890	17 160	16 990	37 040
Total	**10 890**	**64 620**	**63 970**	**139 480**

Il est à noter que pour chacune des années de prolongation, la quantité prévue représente la moyenne annuelle de la période initiale du contrat. Comme les projections actuelles sont supérieures à la moyenne des années du contrat, le dossier prévoit l'ajout d'un budget de variation de quantités équivalent à l'écart entre le besoin estimé et les quantités prévues pour la période de prolongation.

JUSTIFICATION

L'exercice de l'option de renouvellement de ce contrat vise à maintenir le service d'élimination des ordures ménagères collectées dans trois (3) arrondissements de la Ville de Montréal. Cette prolongation s'inscrit dans la stratégie 2024-2030 de renouvellement des contrats de collecte, de transport et d'élimination des matières résiduelles établie par le Service de l'environnement. La prolongation permet aussi de bénéficier des prix concurrentiels obtenus lors de l'appel d'offres 20-18152 pendant deux (2) années supplémentaires.
De plus, dans le cadre de la période initiale du contrat en vigueur, la demande d'augmentation de la valeur du contrat est justifiée considérant l'utilisation plus rapide que prévue des sommes initialement octroyées et qui s'explique principalement par l'augmentation

de l'inflation (indice du prix à la consommation (IPC)) plus élevée que celle anticipée au moment de l'octroi des contrats : (cumul de 15,7 % sur trois ans plutôt que les 6 % estimés pour les premiers trente-six (36) mois du contrat) et par la diminution plus faible que prévue des tonnages d'ordures ménagères prévisionnels sur la durée du contrat, soit une hausse des services requis (augmentation des quantités d'ordures ménagères à éliminer) par rapport aux quantités octroyées. Il est à noter que tout le budget de contingence alloué lors de l'octroi du contrat a déjà été utilisé pour absorber une partie de ce besoin supplémentaire.

Après vérification, l'entreprise Recyclage Notre-Dame dispose d'une attestation de contracter/sous-contracter avec un organisme public délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) (voir pièce jointe). Elle n'est pas inscrite :

- au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- sur la liste des entreprises à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville de Montréal;
- au Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au règlement sur la gestion contractuelle.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La durée de la prolongation est de deux ans (vingt-quatre (24) mois) et s'étend sur trois (3) années financières. La somme totale requise s'élève à 7 689 388,37 $ taxes incluses, et inclut :

1) Pour les 24 mois de la période de prolongation :
   a) la valeur du service demandé, soit 6 028 800,93 $;
   b) un budget de contingences de 310 543,54 $, représentant 5,0 % de la valeur du montant de cette prolongation,
   c) un budget de variation de quantité de 154 061,22 $;
   d) un budget d'ajustement de prix annuel selon l'indice du prix à la consommation (IPC) estimée à 2,0 % à partir du 1er novembre 2026 pour un total de 182 069,79 $;
2) Un ajustement de la valeur des contrats pour la période initiale de celui-ci de 1 013 912,90 $ (342 447,40 $ en variation de quantité et 671 465,50 $ en budget d'indexations de prix).

L'augmentation totale représente 55,7 % de la valeur initiale du contrat.

La répartition du coût annuel se présente comme suit :

Élimination	**2025**	**2026**	**2027**	**Total**
Contrat - période prolongée	502 400,08 $	3 014 400,47 $	2 512 000,39 $	6 028 800,93 $
Contingences - période prolongée	25 622,40 $	154 246,87 $	130 674,26 $	310 543,54 $
Variation - période prolongée	12 711,32 $	76 522,16 $	64 827,74 $	154 061,22 $
Indexation - période prolongée	10 048,00 $	70 536,97 $	101 484,82 $	182 069,79 $
Variation de quantité - ajustement	342 447,40 $	- $	- $	342 447,40 $
Indexation - ajustement	671 465,50 $	- $	- $	671 465,50 $
Total - taxes incluses	1 564 694,71 $	3 315 706,46 $	2 808 987,20 $	7 689 388,37 $

Les détails du calcul se retrouvent dans la pièce jointe (voir *20-18152_Aspect*

financier_volet élimination - prolongation RND.xlsx).

Redevance gouvernementale pour l'élimination

Une redevance indexée annuellement de 35,70 $ (coût net prévu pour 2025) par tonne éliminée est exigée par le gouvernement du Québec. Cette redevance est indexée de 2 $ le 1er janvier de chaque année. Le montant des redevances équivaut à environ 5 950 457,03 $ (coût net) pour vingt-quatre (24) mois et n'est pas inclus dans les coûts des contrats de ce sommaire décisionnel. Dans le cadre du paiement de cette redevance, la Ville reçoit en retour une somme équivalente par le Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles sous forme de subventions pour financer des activités liées à la préparation, à la mise en oeuvre et à la révision des plans de gestion des matières résiduelles.

Imputation

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement de la Direction de la gestion des matières résiduelles, Division collecte, transport et traitement du Service de l'Environnement, au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles. Elle sera entièrement assumée par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements liés aux changements climatiques relativement aux priorités suivantes (voir Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe) :

- Priorité 1: Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050;
- Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Il est à noter qu'en signant la Déclaration du réseau mondial C40 Cities sur l'objectif « zéro déchet », la Ville s'est également engagée à diminuer de 15 % le volume de déchets produits par chaque habitant, de réduire de 50% le volume de déchets destinés à l'enfouissement et d'augmenter de 70% le taux de récupération d'ici 2030,

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation des contrats visés par ce sommaire décisionnel est nécessaire compte tenu de la fin des contrats prévue pour le 31 octobre 2025. La prolongation de ces contrats permettra d'assurer la gestion des résidus ultimes destinés à l'élimination provenant de trois (3) arrondissements : Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, Mercier–Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Léonard. Les services liés à ces contrats sont nécessaires pour permettre à la Ville de poursuivre et de s'acquitter de ses obligations de salubrité et d'atteinte des objectifs de détournement de l'enfouissement des matières résiduelles, édictées par le gouvernement par l'entremise de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, du Plan de Gestion des Matières Résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), et du Plan Directeur de Gestion des Matières Résiduelles de l'agglomération de Montréal (PDGMR) 2020-2025.
Il est recommandé de procéder à l'octroi de cette prolongation dès que possible afin de confirmer à l'adjudicataire l'intention de la Ville pour le maintien du service pour une période supplémentaire de deux ans avant que la Ville ne sollicite à nouveau le marché par appel d'offres public pour des besoins similaire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives du Service des ressources humaines et des communications, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la prolongation : 1er novembre 2025
Fin des contrats : 31 octobre 2027

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications
Stéphanie MOREL, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Stéphanie MOREL, 7 novembre 2024
Karolanne PERREAULT, 24 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francis GIRARD-BRISSON
Conseiller en planification

Tél : 438-226-6781
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - opérations - gestion des matières résiduelles

Tél : 514-258-0429
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

DIRECTION

Éric BLAIN
directeur de la gestion des matières résiduelles et infrastructures par intérim
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-28

Roger LACHANCE
directeur de service - environnement
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248554002*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement, Direction de la gestion des matières résiduelles, Division collecte, transport et traitement des matières résiduelles*
Projet : *AO 20-18152 Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #2 : Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050* *Priorité #5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Les contrats d'élimination des ordures ménagères prévoient une baisse annuelle des quantités de matières résiduelles envoyées à l'élimination, en cohérence avec les cibles du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération montréalaise.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Sommaire

Contrats taxes incluses	Total contrat - CG 20 0386	2025	2026	2027	Total - prolongation	Grand total
Contrat	13,145,990.74 $	502,400.08 $	3,014,400.47 $	2,512,000.39 $	6,028,800.93 $	19,174,791.67 $
Indexation		681,513.50 $	70,536.97 $	101,484.82 $	853,535.29 $	853,535.29 $
Variation de quantité		355,158.73 $	76,522.16 $	64,827.74 $	496,508.62 $	496,508.62 $
Contingences de 5%	657,300.00 $	25,622.40 $	154,246.87 $	130,674.26 $	310,543.54 $	967,843.54 $
Grand total	13,803,290.74 $	1,564,694.71 $	3,315,706.46 $	2,808,987.20 $	7,689,388.37 $	21,492,679.11 $

	Tonnage	prix unitaire		IPC Début nov 2025 mois en 2025 2	1.02000000 mois en 2026 12	1.0404 mois en 2027 10	Total 24
			Tonnage annuel	**3,319**	**19,915**	**16,596**	**39,830**
Côte-des-Neiges-Notre-de-Grâce Privé	39,830	**41.72 $**		141,228.22 $	850,193.87 $	720,263.91 $	**1,711,686.01 $**
5%				7,061.41 $	42,509.69 $	36,013.20 $	**85,584.30 $**
9.975%				14,087.51 $	84,806.84 $	71,846.33 $	**170,740.68 $**
Total avec taxes				**162,377.14 $**	**977,510.41 $**	**828,123.43 $**	**1,968,010.98 $**
Ristourne TPS 100%				7,061.41 $	42,509.69 $	36,013.20 $	**85,584.30 $**
50%				7,043.76 $	42,403.42 $	35,923.16 $	**85,370.34 $**
Dépense nette				148,271.98 $	892,597.29 $	756,187.08 $	**1,797,056.34 $**
			Tonnage annuel	**4,337**	**26,023**	**21,686**	**52,046**
Mercier-Hochelaga-Maisonneuve	52,046	**41.72 $**		184,543.41 $	1,110,951.30 $	941,171.37 $	**2,236,666.08 $**
5%				9,227.17 $	55,547.57 $	47,058.57 $	**111,833.30 $**
9.975%				18,408.20 $	110,817.39 $	93,881.84 $	**223,107.44 $**
Total avec taxes				**212,178.78 $**	**1,277,316.26 $**	**1,082,111.78 $**	**2,571,606.82 $**
Ristourne TPS 100%				9,227.17 $	55,547.57 $	47,058.57 $	**111,833.30 $**
50%				9,204.10 $	55,408.70 $	46,940.92 $	**111,553.72 $**
Dépense nette				193,747.51 $	1,166,360.00 $	988,112.29 $	**2,348,219.80 $**
			Tonnage annuel	**2,819**	**16,912**	**14,093**	**33,824**
Saint-Léonard	33,824	**41.72 $**		119,932.29 $	721,992.41 $	611,654.70 $	**1,453,579.40 $**
5%				5,996.61 $	36,099.62 $	30,582.73 $	**72,678.97 $**
9.975%				11,963.25 $	72,018.74 $	61,012.56 $	**144,994.54 $**
Total avec taxes				**137,892.15 $**	**830,110.77 $**	**703,249.99 $**	**1,671,252.91 $**
Ristourne TPS 100%				5,996.61 $	36,099.62 $	30,582.73 $	**72,678.97 $**
50%				5,981.62 $	36,009.37 $	30,506.28 $	**72,497.27 $**
Dépense nette				125,913.92 $	758,001.78 $	642,160.98 $	**1,526,076.67 $**
			Tonnage annuel	**10,475**	**62,850**	**52,375**	**125,700**
Ensemble des territoires	125,700	**41.72 $**		445,703.92 $	2,683,137.58 $	2,273,089.98 $	**5,401,931.48 $**
5%				22,285.20 $	134,156.88 $	113,654.50 $	**270,096.57 $**
9.975%				44,458.97 $	267,642.97 $	226,740.73 $	**538,842.67 $**
Total avec taxes				**512,448.08 $**	**3,084,937.44 $**	**2,613,485.20 $**	**6,210,870.72 $**
Ristourne TPS 100%				22,285.20 $	134,156.88 $	113,654.50 $	**270,096.57 $**
50%				22,229.48 $	133,821.49 $	113,370.36 $	**269,421.33 $**
Dépense nette				467,933.40 $	2,816,959.07 $	2,386,460.34 $	**5,671,352.81 $**
	5%		**Tonnage annuel**	**524**	**3,143**	**2,619**	**6,285**
Contingence de 5%	6,285	**41.72 $**		22,285.20 $	134,156.88 $	113,654.50 $	**270,096.57 $**
5%				1,114.26 $	6,707.84 $	5,682.72 $	**13,504.83 $**
9.975%				2,222.95 $	13,382.15 $	11,337.04 $	**26,942.13 $**
Total avec taxes				**25,622.40 $**	**154,246.87 $**	**130,674.26 $**	**310,543.54 $**
Ristourne TPS 100%				1,114.26 $	6,707.84 $	5,682.72 $	**13,504.83 $**
50%				1,111.47 $	6,691.07 $	5,668.52 $	**13,471.07 $**
Dépense nette				23,396.67 $	140,847.95 $	119,323.02 $	**283,567.64 $**
			Tonnage annuel	**14,000**	**0**	**0**	**14,000**
Indexation de prix	14,000	**41.72 $**		584,010.00 $	- $	- $	**584,010.00 $**
5%				29,200.50 $	- $	- $	**29,200.50 $**
9.975%				58,255.00 $	- $	- $	**58,255.00 $**
Total avec taxes				**671,465.50 $**	**- $**	**- $**	**671,465.50 $**
Ristourne TPS 100%				29,200.50 $	- $	- $	**29,200.50 $**
50%				29,127.50 $	- $	- $	**29,127.50 $**
Dépense nette				613,137.50 $	- $	- $	**613,137.50 $**
			Tonnage annuel	**7,260**	**1,559**	**1,299**	**10,118**
Variation de quantité	10,118	**41.72 $**		308,900.83 $	66,555.47 $	56,384.20 $	**431,840.50 $**
5%				15,445.04 $	3,327.77 $	2,819.21 $	**21,592.03 $**
9.975%				30,812.86 $	6,638.91 $	5,624.32 $	**43,076.09 $**
Total avec taxes				**355,158.73 $**	**76,522.16 $**	**64,827.74 $**	**496,508.62 $**
Ristourne TPS 100%				15,445.04 $	3,327.77 $	2,819.21 $	**21,592.03 $**
50%				15,406.43 $	3,319.45 $	2,812.16 $	**21,538.05 $**
Dépense nette				324,307.26 $	69,874.93 $	59,196.37 $	**453,378.55 $**
			Tonnage annuel	**32,259**	**67,552**	**56,293**	**156,103**
Ensemble des territoires + contingence et variation de quantité	156,103	**41.72 $**		1,360,899.94 $	2,883,849.94 $	2,443,128.68 $	**6,687,878.56 $**
5%				68,045.00 $	144,192.50 $	122,156.43 $	**334,393.93 $**
9.975%				135,749.77 $	287,664.03 $	243,702.09 $	**667,115.89 $**
Total avec taxes				**1,564,694.71 $**	**3,315,706.46 $**	**2,808,987.20 $**	**7,689,388.37 $**
Ristourne TPS 100%				68,045.00 $	144,192.50 $	122,156.43 $	**334,393.93 $**
50%				67,874.88 $	143,832.02 $	121,851.04 $	**333,557.94 $**
Dépense nette				1,428,774.82 $	3,027,681.95 $	2,564,979.73 $	**7,021,436.50 $**

2024				35.70 $	37.80 $	39.90 $	
Redevances - coût net				1,151,494.33 $	2,553,142.72 $	2,245,819.98 $	**5,950,457.03 $**

Traitement :1001.001000.103159.04313.54503.014403.0000.000000.000000.00000.00000
Redevances: 1001.001000.103162.04313.54503.014468.0000.000000.000000.00000.00000

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 18 juillet 2024

Monsieur François Boivin
Recyclage Notre-Dame Inc.
8155 Larrey
Montréal (Québec) H1J 2L5

Courriel : fboivin@ebiqc.com

Objet : Appel d'offres nº 20-18152
Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures Ménagères LOT 1

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 31 décembre 2024 au 31 décembre 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les dix (10) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution de 10%, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00

Un ajustement des prix pourra également être appliqué selon les clauses de l'annexe 2.03.02 du contrat, (calcul selon les variations de l'IPC).

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous confirmer avoir pris connaissances de cette lettre et des termes de renouvellement du contrat, en signant à l'endroit prévu à cette effet à la page suivante puis de **retourner cette lettre signée dans les cinq prochains jours** par courriel à :

genevieve.leary@montrreal.ca et c.c. andres.larmat@montreal.ca

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Geneviève Leary
Agente d'approvisionnement II
Courriel : genevieve.leary@montreal.ca

LN91Fbssp

Par la présente, je confirme avoir pris connaissance des termes et conditions du renouvellement du contrat *AO 20-18152 Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures Ménagères LOT 1* :

Signature

FRANCOIS BOIVIN
Nom en lettre moulées

20 août 2024
Date

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248554002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 2 ans et autoriser la dépense additionnelle de 7 689 388,37$, taxes incluses, pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 3 arrondissements de la Ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à l'entreprise Recyclage Notre-Dame inc. (CG20 0386), majorant le montant total du contrat de 13 803 290,74 $ à 21 492 679,11 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1248554002-ENV.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-25

Marie-France MILORD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1244368004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 75 000 $, toutes taxes comprises, à Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude permettant de brosser un portrait de l'état du vélo au Québec en 2025, incluant un volet sur l'évolution de l'utilisation du vélo à Montréal / Approuver le projet de convention prévu à cette fin

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier non récurrent de 75 000 $, toutes taxes comprises, à Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude permettant de brosser un portrait de l'état du vélo au Québec en 2025, incluant un volet sur l'évolution de l'utilisation du vélo à Montréal ;

2. d'approuver à cette fin un projet de convention entre la Ville et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-07 14:23

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1244368004**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 75 000 $, toutes taxes comprises, à Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude permettant de brosser un portrait de l'état du vélo au Québec en 2025, incluant un volet sur l'évolution de l'utilisation du vélo à Montréal / Approuver le projet de convention prévu à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

L'état du vélo au Québec est un portrait de l'univers cycliste québécois et montréalais et de ses tendances. L'origine de cette enquête quinquennale remonte à 1995, année où le ministère des Transports du Québec s'est doté d'une première *Politique sur le vélo.*
Réalisé tous les cinq ans par Vélo Québec, ce projet permet d'établir un portrait exhaustif de l'usage du vélo et de mesurer l'évolution de sa pratique au fil du temps. Il s'agit d'une référence incontournable pour l'ensemble des organismes gouvernementaux oeuvrant en urbanisme, en transport, en santé publique, en loisir et en développement durable.

Au fil des ans, la pertinence du contenu de *L'état du vélo au Québec* a convaincu plusieurs autres partenaires gouvernementaux et municipaux de se joindre à l'enquête, ce qui a permis d'en bonifier l'étendue et la portée pour rejoindre de nombreux publics. Lors de l'édition 2020, six ministères, sociétés d'état et organismes régionaux ainsi que neuf des dix municipalités les plus peuplées du Québec, dont Montréal, ont pris part au projet qui a fait l'objet d'un rapport détaillé disponible en ligne et d'une publication à grand tirage diffusée lors d'événements et de colloques au Québec, au Canada, aux États-Unis et en Europe.

En prévision de la prochaine édition prévue en 2025, Vélo Québec Association sollicite une contribution financière de la Ville de Montréal d'un montant de 75 000 $ et l'invite à se joindre aux différents partenaires municipaux et gouvernementaux qui sont invités à appuyer financièrement la réalisation de ce projet (voir les détails à l'annexe 1 du projet de convention - document juridique).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE19 1658 (20 octobre 2019) : Accorder un soutien financier non récurrent de 55 000$, à l'organisme Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude permettant de dresser un portrait de l'état du vélo au Québec en 2020, incluant un volet sur l'évolution de l'utilisation

du vélo à Montréal;
CE15 0404 (11 mars 2015) : Accorder un soutien financer non récurrent de 50 000 $ à Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude permettant de dresser un portrait de l'état du vélo au Québec en 2015, incluant un volet sur l'évolution de l'utilisation du vélo à Montréal, pour la période du 2 mars 2015 au 31 août 2016;

CE10 0660 (5 mai 2010) : Accorder un soutien financier de 50 000$ à Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude portant sur l'état du vélo Québec en 2010 et l'évolution de l'utilisation du vélo à Montréal;

CE05 2292 (23 novembre 2005) : Accorder une contribution financière maximale de 30 000 $ à Vélo Québec afin de réaliser une étude sur l'état du vélo au Québec en 2005.

DESCRIPTION

Depuis plusieurs années, une tendance globale s'observe dans de nombreux pays: le vélo est reconnu et encouragé comme un mode de transport à part entière. Son développement et sa croissance sont accompagnés par des politiques publiques ambitieuses et il a détrôné, dans de nombreuses villes, l'automobile comme mode de déplacement. Le Québec n'échappe pas à cette tendance.
Cette septième édition de *L'état du vélo au Québec* vise à prendre la mesure de la popularité grandissante de la pratique du vélo. Elle permettra d'actualiser le portrait des cyclistes et leurs habitudes de déplacement. Elle permettra également de mesurer l'impact des aménagements cyclables des dernières années dans de nombreuses villes du Québec, dont Montréal. Cette nouvelle édition sera l'occasion également de mesurer plus finement la diversité des pratiques du vélo qui se développent sans cesse, que ce soit les vélos cargos, ou plus largement les vélos à assistance électrique.

Plus spécifiquement, l'étude conduira à la production d'un rapport qui rassemblera l'ensemble des données disponibles sur le vélo à partir des cinq grands thèmes suivants :

- **Les habitudes d'utilisation du vélo et les saines habitudes de vie** : le profil démographique et social des utilisateurs, la fréquence et la durée des déplacements, les motifs d'utilisation, les types de voies empruntées, le recours aux vélos en libre-service, l'essor des vélos à assistance électrique et des vélos cargos, la naissance de la cyclomobilité professionnelle au Québec, etc.

- **Les environnements favorables au transport actif** : un portrait des politiques, des investissements et des aménagements facilitant les déplacements actifs au niveau municipal et gouvernemental; incluant en matière de vélo une reprise des éléments couverts dans les éditions précédentes : la progression du réseau cyclable et son utilisation, l'offre de stationnements vélo publics et privés, la complémentarité entre vélo et transports publics et l'influence des vélos en libre-service.

- **La sécurité routière** : un portrait en lien avec les études récentes dans le domaine de la santé publique et les statistiques de la Société d'assurance automobile du Québec, des données sur le vol et sur le port du casque.

- **La pratique récréotouristique** : un portrait de la pratique récréotouristique du vélo, la consolidation de la pratique du vélo de plein air (vélo de montagne, fatbike) et l'émergence rapide du phénomène gravelle, etc.

- **L'économie et les retombées positives du vélo** : un aperçu de l'impact de la pratique sur la santé de la population, de la pratique cyclotouristique et du parc de vélos au Québec (taux de possession, types de vélos, ventes annuelles, industrie manufacturière, marché de détail et comparaison avec l'étranger), les résultats d'études sur les retombées économiques du tourisme à vélo et de l'industrie

(manufactures et marché) en 2024; des données sur les coûts de la mobilité associés à la pratique du vélo.

Le projet de convention vise à définir les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet (voir document juridique joint au dossier décisionnel).

JUSTIFICATION

Pour la Ville de Montréal qui a déjà participé aux éditions antérieures, cette étude contribue à documenter les stratégies et orientations en lien avec le *Plan d'urbanisme et de mobilité 2050* (PUM), ou encore avec le *Plan climat 2020-2030.*
Les données issues de cette étude permettront aussi à la Ville de répondre plus efficacement aux besoins de la population cycliste et de celle qui souhaiterait utiliser le vélo si les conditions s'y prêtaient.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant unique de 75 000 $ sera versé en 2024 (à la signature de la convention), conformément à l'entente à intervenir avec Vélo Québec Association. Cette somme est prévue au budget de fonctionnement 2024 de la Division planification des réseaux et programmation des aménagements du Service de l'urbanisme et de la mobilité.
La contribution totale de la Ville provient entièrement du budget d'agglomération. (voir l'intervention du service des finances)

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de son caractère théorique. Bien qu'importante, l'étude ne vise qu'à dresser un portrait de l'évolution de la pratique du vélo à Montréal dans le contexte québécois et à établir le profil des habitudes des cyclistes montréalais. Aucune action concrète liée à l'acceptation de ce dossier n'a d'impact sur les priorités du *Plan stratégique Montréal 2030* (voir Grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le dossier est approuvé :
-La Ville tirera profit de cette initiative collective et pourra disposer d'un portrait complet, et à jour, de l'état du vélo sur son territoire et ce, à un faible coût (<19% du coût global);
-Les données recueillies pourront servir à positionner Montréal par rapport à d'autres villes de taille similaire au Canada, aux États-Unis et ailleurs dans le monde;
-La planification de nouveaux aménagements cyclables sera d'autant plus facilitée puisque la Ville disposera d'informations à jour sur les besoins, les préférences et le profil des cyclistes montréalais;

Si le dossier est refusé :
-La Ville devra se référer à des données désuètes qui datent de 2020 et même avant;
-Il sera difficile pour la Ville de mesurer les progrès au chapitre de l'utilisation du vélo à Montréal;
-Il sera difficile, faute de données récentes, de comparer Montréal à d'autres grandes villes de taille similaire;
-La planification de nouveaux aménagements cyclables deviendra un exercice plus complexe puisqu'il lui sera impossible de bien connaître les besoins et les habitudes de la clientèle cycliste à qui ils sont destinés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération n'est prévue pour le moment.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

-Fin décembre : signature de la convention par les deux parties;
-Janvier 2025 : Début de l'étude;
-Juin 2026 : Dévoilement des résultats de l'étude et publication.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Michel D BÉDARD
Conseiller(ere) en amenagement- c/e

Tél : 514 872-0180
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-30

Floriane VAYSSIERES
Chef de division

Tél : 514 820-7218
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et

valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-06

mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier :1244368004

Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité

Projet : Accorder un soutien financier non récurrent de 75 000$, toutes taxes comprises, à Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude permettant de brosser un portrait de l'état du vélo au Québec en 2025, incluant un volet sur l'évolution de l'utilisation du vélo à Montréal, et approuver le projet de convention prévu à cette fin

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? .			*X*
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? N/A			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** N/A			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			 **X** **X** **X** **X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			 **X** **X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			 **X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			 **X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11,4), ayant son siège social au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci--après appelée la « **Ville** »

ET : **VÉLO QUÉBEC ASSOCIATION**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C38) 2009, ch. 23)), dont l'adresse principale est le 1251, Rue Rachel Est, à Montréal, province de Québec, H2J 2J9, agissant et représentée par Jean-François Rheault, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription TPS : 105504229RT
Numéro d'inscription TVQ : 1000613874TQ001

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme intervenant de première ligne au chapitre de la promotion de l'utilisation du vélo à Montréal, que ce soit à des fins de loisir ou de tourisme, ou comme moyen de transport;

ATTENDU QUE l'Organisme encourage sans relâche l'utilisation de la bicyclette afin d'améliorer l'environnement, la santé et le bien-être des citoyens;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financièr, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);
ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui--ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	Désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	Désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	Désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	Désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	Désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;

« **Responsable** » :	Désigne la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	Désigne le Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle--ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux--ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 30 juin de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 30 juin 2025 pour la première année et la période du 1er juillet 2025 au 30 juin 2026 de l'année suivante pour la seconde année;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle--ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après- la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout

document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de soixante-quinze mille dollars (75 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Une somme maximale de soixante-quinze mille dollars (75 000 $) dans les trente jours de la signature de la présente convention;

Ce versement est conditionnel à ce que l'Organisme respecte les termes et conditions de la présente convention. De plus, ce versement prévu ci-dessus inclue toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le

Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci-.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci-.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de (inscrire le montant en lettres – minimum de deux millions) de dollars ((inscrire le montant en chiffres) $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention

(ci-après- les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci- et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 30 juin 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci- et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci- doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci- convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1251, rue Rachel Est, Montréal (Québec) H2J 2J9, et tout avis doit être adressé à l'attention de monsieur Jean-François Rheault, Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan 6e étage, Montréal (Québec) H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante].

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à Montréal_____

Le ____e jour de _____ 2024___

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à Montréal_____

Le ____e jour de _____ 2024___

VÉLO QUÉBEC ASSOCIATION

Par : _____
Jean-François Rheault
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le comité exécutif de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2024 (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

L'état du vélo au Québec : bref historique

L'état du vélo au Québec est un portrait de l'univers cycliste québécois et de ses tendances. L'origine de cette enquête quinquennale remonte à 1995, année où le ministère des Transports du Québec s'est doté d'une première *Politique sur le vélo*.

Réalisé tous les cinq ans, ce projet permet d'établir un portrait exhaustif de l'usage du vélo et de mesurer l'évolution de sa pratique au fil du temps. C'est une référence incontournable pour l'ensemble des organismes gouvernementaux œuvrant en urbanisme, en transport, en santé publique, en loisir et en développement durable. Il permet également d'assurer un message uniforme et cohérent à l'intention des médias et du grand public.

Au fil des ans, la pertinence du contenu de *L'état du vélo au Québec* a convaincu plusieurs autres partenaires gouvernementaux et municipaux de se joindre à l'enquête, ce qui a permis d'en bonifier l'étendue et la portée pour rejoindre de nombreux publics. Lors de l'édition 2020, six ministères, sociétés d'état et organismes régionaux, ainsi que neuf des dix municipalités les plus peuplées du Québec ont pris part au projet qui a fait l'objet d'un rapport détaillé disponible en ligne et d'une publication à grand tirage diffusée lors d'évènements et de colloques au Québec, au Canada, aux États-Unis et en Europe.

2025 : une septième édition pour prendre la mesure de la popularité de la pratique depuis la pandémie

Depuis plusieurs années, une tendance globale s'observe dans de nombreux pays : le vélo est reconnu et encouragé comme un mode de transport à part entière, son développement et sa croissance sont accompagnés par des politiques publiques ambitieuses, et il a détrôné dans de nombreuses villes l'automobile comme outil de déplacement. La pandémie est venue donner une impulsion supplémentaire à ce mouvement de fond, plaçant également le vélo comme une activité récréotouristique de premier choix dans de nombreuses régions du globe. Le Québec n'échappe pas à cette tendance. La septième édition de l'État du vélo au Québec permettra de prendre la mesure de la popularité grandissante de la pratique du vélo que nous expérimentons depuis 5

ans maintenant. Elle permettra d'actualiser le portrait des cyclistes et de leurs habitudes de déplacement initié il y a 30 ans, nourrissant ainsi l'une des plus importantes bases de données au monde sur les habitudes des cyclistes dans une région donnée. Cette mise à jour permettra également de mesurer l'impact des aménagements cyclables des dernières années dans de nombreuses villes du Québec, mais aussi le développement et la structuration de l'offre récréotouristique, notamment en vélo de montagne.

Cette nouvelle édition permettra également de mesurer plus finement la diversité des pratiques du vélo qui se développe sans cesse, que ce soit avec les vélos-cargo, ou plus largement avec la place grandissante des vélos à assistance électrique, ou encore l'émergence de nouvelles pratiques récréotouristiques comme le vélo de gravier, et la consolidation du vélo de montagne comme activité physique phare au Québec.

Face à ces changements profonds et rapides, il est nécessaire d'actualiser le portrait du vélo au Québec et dans ses principales villes, et d'ainsi contribuer par la diffusion d'informations à l'élaboration de stratégies pour accroître la pratique du vélo, et de cibler les investissements nécessaires et prioritaires en matière de politiques et d'infrastructures cyclables et piétonnes pour les prochaines années.

Méthodologie

Une étude aussi complète s'appuie sur une méthodologie rigoureuse et met à profit plusieurs sources d'informations. Un sondage panquébécois faisant suite à ceux des six éditions précédentes constitue la source de données principale sur les cyclistes et leurs habitudes de déplacement. Un échantillon de répondants représentatif de la population assurera une validité statistique des données du Québec dans son ensemble. Cet échantillon sera augmenté pour chacune des municipalités participantes, de façon à avoir là aussi une validité statistique, et à produire une étude détaillée pour ces villes.

L'analyse de données des enquêtes origine-destination et des comptages de cyclistes effectués depuis 1995 fournira des indications précieuses sur l'évolution de l'utilisation du vélo au Québec. Ces données seront également mises en perspectives avec celles provenant de nombreuses municipalités et organismes (gestionnaires de réseaux cyclables, Société des traversiers, ministère des Transports), et en particulier du réseau de compteurs automatiques permanents mis en place sur la Route verte en 2009, et bonifié au fil des ans.

Dans cette démarche, nous nous appuierons sur l'expertise de plusieurs collaborateurs externes issus du monde de la recherche, comme la Chaire Mobilité à Polytechnique.

Proposition de recherche

Une des principales forces de l'état du vélo au Québec est la profondeur de ses données : nous disposons désormais d'un portrait sur 30 ans de l'évolution des pratiques cyclistes au Québec. Ainsi, en plus des informations permettant d'apprécier l'évolution du portrait du vélo au Québec, nous explorerons de nouvelles thématiques afin de faire état de l'évolution des pratiques cyclistes au Québec.

La recherche conduira à la production d'un rapport qui rassemblera l'ensemble des données disponibles sur le vélo ainsi qu'une analyse de l'évolution de la part modale du vélo dans les grandes municipalités du Québec :

- **les habitudes d'utilisation du vélo et les saines habitudes de vie :** le profil démographique et social des utilisateurs, la fréquence et la durée des déplacements, les motifs d'utilisation, les types de voies empruntées, le recours aux vélos en libre-service, l'essor des vélos à assistance électrique et des vélos- cargo, la naissance de la cyclomobilité professionnelle au Québec, etc.

- **les environnements favorables au transport actif :** un portrait des politiques, des investissements et des aménagements facilitant les déplacements actifs au niveau municipal et gouvernemental ; incluant en matière de vélo une reprise des éléments couverts dans les éditions précédentes de l'étude : la progression du réseau cyclable et de son utilisation, l'offre de stationnement vélo public et privé, la complémentarité entre vélo et transports publics et l'influence des vélos en libre-service.

- **la sécurité routière :** un portrait en lien avec les études récentes dans le domaine de la santé publique et les statistiques de la Société d'assurance automobile du Québec, des données sur le vol, sur le port du casque.

- **la pratique récréotouristique** : un portrait de la pratique récréotouristique du vélo, la consolidation de la pratique du vélo de plein air (vélo de montagne, fatbike) et l'émergence rapide du phénomène gravelle, etc.

- **l'économie et les retombées positives du vélo** : un aperçu de l'impact de la pratique sur la santé de la population, de la pratique cyclotouristique et du parc de vélos au Québec (taux de possession, types de vélos, ventes annuelles, industrie manufacturière, marché de détail et comparaison avec l'étranger), les résultats d'études sur les retombées économiques du tourisme à vélo et de l'industrie (manufactures et marché) en 2024 ; des données sur les coûts de la mobilité associés à la pratique du vélo

Par l'étendue des sujets abordés, *L'état du vélo au Québec en 2025* permettra d'évaluer les différents efforts consentis à la promotion du vélo comme moyen de transport, loisir et activité touristique, et d'identifier et d'optimiser le type d'intervention requis pour les années à venir.

Notre proposition à la ville de Montréal

Vélo Québec Association amorce les travaux préparatoires de la septième édition de *L'état du vélo au Québec*. Les résultats de *L'état du vélo au Québec en 2025* paraîtront en version papier et en version électronique en juin 2026. Publié en français et en anglais, il fera partie des outils visant à promouvoir les efforts des différents partenaires de l'étude pour augmenter l'utilisation du vélo à des fins de transport, de tourisme et de loisir, au bénéfice de la santé, de l'environnement et de milieux de vie accueillants et de qualité.

De plus, la Ville de Montréal bénéficiera d'un rapport numérique personnalisé (Zoom sur Montréal) mettant en lumière ses propres résultats et permettant des comparaisons avec les autres municipalités québécoises, selon le même modèle que ce qui a été produit dans les précédentes éditions de l'étude.

L'état du vélo au Québec est devenu, au fil des ans, une référence incontournable pour l'ensemble du milieu municipal, pour le ministère des Transports et de la Mobilité durable et auprès des chercheurs universitaires. Elle permet d'assurer un message uniforme et cohérent à l'intention des médias, des partenaires et du public en général.

La formule proposée met à contribution d'autres partenaires. En plus de la collaboration des ministères de l'Éducation, des Transports et de la Mobilité durable, de l'Autorité régionale de transport métropolitain, du ministère de la Santé et des Services sociaux, cette étude repose sur la collaboration des villes de Gatineau, Laval, Longueuil, Québec, Saguenay, Sherbrooke, Lévis, Terrebonne, Boucherville et Trois-Rivières.

Pour la Ville de Montréal, qui a déjà participé aux éditions 2020, 2015, et 2010 cette étude a des retombées multiples et contribue à documenter les stratégies et les orientations en lien avec le Plan d'urbanisme et de mobilité 2050 (PUM 2050), ou encore l'état d'avancement du Plan climat 2020 – 2030 de la Ville. Les données issues de l'état du vélo permettent aussi de répondre le plus efficacement possible aux besoins de la population cycliste et de celle qui souhaiterait utiliser le vélo si les conditions s'y prêtaient.
Pour une quatrième occasion nous proposons donc d'associer la Ville de Montréal à cette grande enquête.

Budget

La réalisation du projet, tel qu'il est libellé dans le présent document, est conditionnelle à l'atteinte des objectifs de financement formulés dans le budget présenté ici. Comme vous pouvez le constater, et eu égard à l'importance de Montréal dans l'ensemble du Québec, une contribution de 75 000$ de la part de la Ville nous paraît nécessaire afin de pouvoir mener cette étude.

REVENUS	
Contributions municipales *Contribution de Montréal*	250 000$ *75 000$*
Contributions gouvernementales	150 000 $
TOTAL DES REVENUS	**400 000 $**
DÉPENSES	
Salaires et charges sociales	160 000 $
Honoraires professionnels	140 000 $
Production et documentation	35 000$
Promotion et site web	25 000$
Frais de gestion	40 000 $
TOTAL DE DÉPENSES	**400 000 $**

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

[Non applicable]

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1244368004

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division planification des réseaux et programmation des aménagements
Objet :	Accorder une contribution financière non récurrente de 75 000 $, toutes taxes comprises, à Vélo Québec Association pour la réalisation d'une étude permettant de brosser un portrait de l'état du vélo au Québec en 2025, incluant un volet sur l'évolution de l'utilisation du vélo à Montréal / Approuver le projet de convention prévu à cette fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1244368004.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-06

Julie MOTA
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1249859003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division gestion des actifs TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Cloud Software Group, pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour des licences logicielles WebFocus, pour la période du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2027, pour une somme maximale de 194 844,23 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Cloud Software Group, pour la période du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2027, pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour des licences logicielles WebFocus, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 194 844,23 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 23 octobre 2024 ;

2. d'autoriser le directeur de la Direction gestion du territoire, du Service des TI, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-23 13:20

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249859003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division gestion des actifs TI
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Cloud Software Group, pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour des licences logicielles WebFocus, pour la période du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2027, pour une somme maximale de 194 844,23 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La Ville de Montréal utilise la solution d'intelligence d'affaires WebFocus, cet outil facilite notamment la visualisation des données et la génération de rapports sous forme de tableaux ou de graphiques, et permet de répondre aux besoins de différents services tels que le Service des finances, le Service des ressources humaines ainsi que le Service des TI. Ces services l'exploitent pour accéder aux informations de leurs entrepôts de données, avec un large éventail de tableaux de bord et de rapports à leur disposition. Actuellement, plus de 238 utilisateurs actifs exploitent des applications intégrées de la gamme de produits WebFocus.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à Cloud Software Group (anciennement connu sous le nom de Tibco Canada), pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support pour les licences logicielles WebFocus, et ce, pour la période du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2027, pour une somme maximale de 194 844,23 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0558 – 30 septembre 2021. Accorder un contrat de gré à gré à Tibco (Canada) inc. (anciennement connu sous le nom de Information Builders Canada inc.) pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 30 décembre 2021 au 30 décembre 2024, pour une somme maximale de 177 826,97 $, taxes incluses - Fournisseur unique.

CG18 0658 – 20 déc. 2018 - Accorder un contrat de gré à gré à Information Builders (Canada) inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 30 décembre 2018 au 29 décembre 2021, pour une somme maximale de 166 016,55 $, taxes incluses.

CG15 0754 - 20 décembre 2014 - Accorder un contrat de gré à gré à Information Builders (Canada) Inc. pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support pour les licences logiciels WebFocus, pour la période du 30 décembre 2015 au 29 décembre 2018, ainsi que pour des services de formation et de mentorat pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 168 492,94 $, taxes incluses.

CG12 0482 - 20 décembre 2012 - Autoriser le renouvellement de gré à gré du contrat avec Information Builders (Canada) Inc. pour l'entretien des licences WebFocus, pour la période du 30 décembre 2012 au 29 décembre 2015 pour une somme maximale de 194 012,67 $, taxes incluses.

CG09 0470 - 3 décembre 2009 - Approuver un addenda au contrat octroyé à Information Builders Inc. pour l'acquisition d'une licence additionnelle du logiciel WebFOCUS Developer Studio (20 usagers) au montant de 27 076,50 $, taxes incluses.

CG07 0492 - 20 décembre 2007 - Octroyer un contrat à Information Builders inc. pour l'acquisition de trois licences d'entreprise version Windows du logiciel Webfocus Reporting Server - au montant de 337 049,00 $ taxes incluses.

DESCRIPTION

La maintenance des licences de la firme Cloud Software Group consiste en un ensemble de pratiques visant à assurer la performance, la disponibilité et la sécurité de ces solutions logicielles. Cela comprend des mises à jour régulières pour corriger les bogues, améliorer les fonctionnalités et garantir la compatibilité avec les dernières technologies.

Elle inclut également un support technique dédié pour la gamme de produits par le contrat ainsi qu’un accès privilégié à des ressources techniques et spécialisées de la firme Cloud Software Group.

L'entretien de ces licences se concentre sur la pérennité, la stabilité et l’adaptabilité du système dans un environnement en constante évolution.

JUSTIFICATION

Malgré l’existence sur le marché de plusieurs outils de visualisation de données, peu d’entre eux parviennent à répondre aux besoins spécifiques, tels que la création de tableaux pour les rapports des budgets annuels, avec l’efficacité et les résultats offerts par le logiciel de WebFocus.

Les processus de création de tableaux pour les rapports des budgets annuels sont souvent très complexes et nécessitent des fonctionnalités avancées, telles que la consolidation de données provenant de multiples sources, des calculs complexes, des projections financières

et une personnalisation fine des rapports.
WebFocus excelle dans les rapports structurés, en particulier pour des cas d'usage complexes comme le suivi et la gestion des budgets. Il permet de créer des rapports extrêmement personnalisés et détaillés qui répondent précisément aux besoins de chaque service, tout en offrant des options puissantes pour la mise en forme, la segmentation et la présentation de données budgétaires complexes.

La Ville peut accorder de gré à gré ce contrat de support et d'entretien à la firme Cloud Software Group pour la fourniture des services d'entretien et de support pour le logiciel WebFocus, et ce, en vertu des articles 573.3 paragraphe (6)(b) et 573.3 paragraphe (9) de la Loi sur les cités et ville, puisque la firme maintient le code source WebFOCUS et il est donc le seul fournisseur exclusif.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le présent dossier.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, Cloud Software Group n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 194 844,23$, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

Description	2025	2026	2027	Grand total
Renouvellement du contrat d'entretien et de support pour les licences logicielles WebFocus.	57 741,89$	64 670,92 $	72 431,42 $	194 844,23 $

La dépense de 194 844,23 $, taxes incluses (177 918,75 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Une augmentation de 12 % pour les années 2 et 3 est attribuable au changement de modèle de licence du fournisseur; ce dernier passe d'un modèle de licences perpétuelles avec support et maintenance à un modèle basé sur l'abonnement. À la suite de négociations, le fournisseur a consenti à maintenir le support et la maintenance des licences perpétuelles pour les 3 prochaines années. Au terme de cette période, la Ville devra adopter le nouveau modèle d'abonnement pour bénéficier de ces services.

Tableau comparatif sur l'historique et chronologie des tarifs annuels des trois dernières années :

Période	Tarif (taxes incluses)
2022	58 105,76 $
2023	59 267,91 $

2024	60 453 ,30 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement de ce contrat d'entretien et de support technique permettra notamment :

- d'assurer la continuité et la durabilité des services, sans risque ni impact ;
- d'avoir une version à jour et les mises à niveau des logiciels ;
- d'accéder au déploiement de nouvelles solutions qui permettront de répondre notamment aux besoins immédiats et futurs de l'organisation tout en offrant des possibilités d'évolution et de transition technologiques qui satisferont (à moyen/long terme) les attentes et exigences des usagers et clients ;
- de générer un retour sur investissement à moyen/long terme (RSI) par des économies d'échelle et par une meilleure maîtrise, efficacité et rentabilité financière (direct et indirect) du coût du capital sur achat, des actifs matériel / logiciel et des divers projets informatiques / technologiques et opérationnels à venir ;
- d'améliorer également les indicateurs de performances attendus du Service des TI dont celui de la maîtrise des coûts totaux, de la gestion stratégique des investissements selon les enveloppes budgétaires autorisées et en optimisant ses ressources matérielles et logicielles utilisées au sein de l'organisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Loubna ABDELKAFI
Conseillère, Analyse et contrôle de gestion

Tél : 438-951-7829
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Sanit SANANIKONE
chef(fe) de division - intelligence d'affaires et geomatique

Tél : 514-868-0776
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ghayath HAIDAR
directeur(-trice) solutions d'affaires

Tél :
Approuvé le : 2024-11-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1249859003**
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction,Division Performance TI et sourçage.
Projet : Accorder un contrat de gré à gré à Cloud Software Group, pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour les licences logicielles WebFocus, pour la période du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2027, pour une somme maximale de 194 844,23 $ taxes incluses (fournisseur exclusif).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
#12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective. #17 Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

#12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies

émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.

- Assurer la continuité et la durabilité des services, sans risque ni impact.
- Avoir une version à jour et les mises à niveau des logiciels ;

#17 Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche

D'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.

- Générer un retour sur investissement à moyen/long terme (RSI) par des économies d'échelle et par une meilleure maîtrise, efficacité et rentabilité financière (direct et indirect) du coût du capital sur achat, des actifs matériel / logiciel et des divers projets informatiques / technologiques et opérationnels à venir ;
- Améliorer également les indicateurs de performances attendus du service des TI dont celui de la maîtrise des coûts totaux, de la gestion stratégique des investissements selon les enveloppes budgétaires autorisées et en optimisant ses ressources matérielles et logicielles utilisées au sein de l'organisation.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

October 08, 2024

VILLE DE MONTREAL,
801, rue Brennan, Montreal
QC-H3C 0G4, Canada

Att: Loubna Abdelkafi

Re: Proprietary Information

Dear :Ms. Abdelkafi

Through its acquisition of TIBCO Software (Ireland) Limited. ("TIBCO"), Cloud Software Operations (Ireland) Limited ("Cloud") is the developer and publisher of the TIBCO FOCUS®, TIBCO WebFOCUS®, TIBCO® Data Migrator, TIBCO iWay® Service Manager, and TIBCO Omni Gen® products (formerly known as the IBI FOCUS, WebFOCUS, iWay and Omni product families) comprised of proprietary software to which Cloud holds trademarks, copyrights, and other intellectual property rights. Cloud maintains the source code for the products and therefore is the only provider of the updates, maintenance, and support services for such software products once under license.

If you have questions regarding this notice or require any additional information, please do not hesitate to contact your account executive.

Sincerely,

Meera Nair
Legal Counsel

Cloud Software Group Inc.

Invoice

Number: Q-206054
Date: 10/23/2024

Bill to: VILLE DE MONTREAL
C.P.4500, SUCC. B
Montreal, H3B 4B5
Canada

Ship to: VILLE DE MONTREAL
801, rue Brennan 5e etage
Montreal, QC H3C 0G4
Canada

Customer PO Number	Customer Contact	Terms	Due Date	Currency
	Janick MILOT	Net 30	12/1/2024	CAD
Customer ID	**Sales Person**	**Ship Date**	**Ship VIA**	**Order Number**
199158	Chris Cedeno	12/31/2024	Electronic Only	Q-206054

Item Code	Product Name	Quantity
PID-00010520	TIBCO Maintenance, ibi Silver ** Dates for this item: 2024-12-31 to 2027-12-30	1

Sub Total:	CAD 194,844.23
Tax:	CAD 0.00
Total:	CAD 194,844.23

Invoice

Special Instructions:

Proforma Notes:

Billing Schedule:

schedule - 01
Billing Start Date: 12/31/2024
Billing Invoice Date: 12/31/2024
Bill Amount: CAD 57,741.89
Billing End Date: 12/30/2025

schedule - 02
Billing Start Date: 12/31/2025
Billing Invoice Date: 12/1/2025
Bill Amount: CAD 64,670.92
Billing End Date: 12/30/2026

schedule - 03
Billing Start Date: 12/31/2026
Billing Invoice Date: 12/1/2026
Bill Amount: CAD 72,431.42
Billing End Date: 12/30/2027

In consideration of the pricing terms and payment of the fees set forth herein, Customer agrees that any restrictions related to annual price increases included in the Agreement for any period beyond the initial term and one year thereafter, shall no longer apply. Any commodities included on this invoice are subject to shipping restrictions under applicable laws, including but not limited to United States and/or European Union export laws, and are authorized for delivery only to the destination shown. Diversion contrary to such applicable laws is prohibited.

Taxes, if any, listed in this document are an estimate only and the exact amount of taxes due will be stated in the official invoice submitted by Cloud Software Operations (Ireland) Limited.

With the exception of Ireland, Switzerland, the Netherlands, Australia, South Africa, Japan, and Mexico, the supply is exempt from VAT/GST in the seller's country on the basis that the customer will self-assess VAT/GST in its own country.

Invoice

Cloud Software Operations (Ireland) Limited VAT Number: IE 6417689V
PAYMENT INSTRUCTIONS
For renewal questions, please contact Chris Cedeno at ccedeno@tibco.com

Please indicate the following on Purchase Orders:
Products and services set forth above are purchased solely under the terms and conditions of the existing agreement(s) between CS Group and its Affiliates and the Customer. In all other cases, the terms located at https://www.cloud.com/content/dam/cloud/documents/legal/end-user-agreement.pdf ("EUA") apply. No other terms apply. In the event of any inconsistencies between the existing agreement and EUA, the terms of the EUA prevail.

** An additional fee of 1.5% per month shall be charged for payments not received within terms of invoice.

PURCHASE ORDER:
Cloud Software Operations (Ireland) Limited
Block P3, 2nd Floor, East Point Business Park,
Fairview, Dublin 3, D03 N8K5,
Ireland

PAYMENT BY WIRE TRANSFER:
Beneficiary Customer: Cloud Software Operations (Ireland) Limited
Beneficiary Customer Account: 0018128012
IBAN: IE92CITI99005118128012
Beneficiary Bank: CITIBANK EUROPE PLC
Beneficiary Bank SWIFT ID: CITIIE2X
Wire Payment in CAD

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249859003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction stratégies_pratiques d'affaires et performance , Division gestion des actifs TI
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à Cloud Software Group, pour le renouvellement du contrat d'entretien et de support technique pour des licences logicielles WebFocus, pour la période du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2027, pour une somme maximale de 194 844,23 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1249859003 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-15

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1239915003

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Abroger la résolution du conseil municipal CM14 0394 adoptée à la séance du 29 avril 2014 / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède, sans contrepartie financière, à l'organisme à but non lucratif Pavillon Bien-Aimé, à des fins de construction de logements sociaux, un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 4 244 352 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-est de la rue Dulongpré et de la rue Lachapelle, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 850,5 m². Ref.: 31H12-005-0947-04 / Dossier # 20-0043-T

Il est recommandé :
1. d'abroger la résolution du conseil municipal CM14 0394 adoptée à la séance du 29 avril 2014;

2. d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal cède, sans contrepartie monétaire, à l'organisme à but non lucratif Pavillon Bien-Aimé, à des fins de construction de logements sociaux, un immeuble situé à l'angle sud-est de la rue Dulongpré et de la rue Lachapelle, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 850,5 m² connu comme étant le lot 4 244 352 du cadastre du Québec, le tout selon les conditions stipulées au projet d'acte;

3. d'autoriser la Ville à signer l'acte de vente conditionnellement à la confirmation écrite du Service de l'habitation confirmant l'engagement définitif de la subvention demandée dans le cadre du Programme AccèsLogis pour la réalisation du projet.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-22 13:17

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1239915003**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Abroger la résolution du conseil municipal CM14 0394 adoptée à la séance du 29 avril 2014 / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède, sans contrepartie financière, à l'organisme à but non lucratif Pavillon Bien-Aimé, à des fins de construction de logements sociaux, un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 4 244 352 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-est de la rue Dulongpré et de la rue Lachapelle, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 850,5 m². Ref.: 31H12-005-0947-04 / Dossier # 20-0043-T

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'habitation (le SH), a mandaté le Service de la stratégie immobilière (le SSI), afin de vendre à l'organisme à but non lucratif Pavillon Bien-Aimé (l'OBNL), un terrain vacant, situé à l'angle sud-est de la rue Dulongpré et de la rue Lachapelle (l'Immeuble), dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (l'Arrondissement), pour la construction de 39 logements sociaux (le Projet), tel qu'illustré, à titre indicatif, aux plans A et P en annexe. L'Immeuble provient de la réserve foncière de la Ville de Montréal.

Le Projet sera financé dans le cadre du Programme de subvention AccèsLogis (le Programme). Ce Programme est administré par le SH sur le territoire de l'agglomération, à titre de mandataire de la Société d'habitation du Québec (la SHQ).

L'OBNL s'est officiellement constitué le 27 juillet 2016 et a pour mission d'offrir en location des unités résidentielles à des personnes à revenu faible ou modeste, ou encore à une clientèle ayant des besoins particuliers en matière d'habitation.

Ce dossier vise également à abroger la résolution du conseil municipal CM14 0394 adoptée à la séance tenue le 29 avril 2014, puisque la vente visée par cette résolution, à la

Coopérative d'Habitation Lachapelle de Cartierville, ne s'est pas concrétisée étant donné que l'engagement définitif des subventions dans le cadre du Programme pour le Projet n'a pas été obtenu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM14 0394 **-** 29 avril 2014 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville vend à «COOPÉRATIVE D'HABITATION LACHAPELLE DE CARTIERVILLE» pour les fins de construction d'un projet de logements sociaux et communautaires, un terrain vague localisé sur le côté sud de la rue Dulongpré, à l'est du boulevard Laurentien (dans l'axe de la rue Lachapelle), constitué du lot 4 244 352 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, pour la somme de 396 000 $ plus les taxes.
D11 0941029 - 7 décembre 2011 - Approuver le projet de remplacement des lots 1 435 432 et 1 435 486 du cadastre du Québec, situé au nord-est du boulevard Laurentien, entre la rue De Louisbourg et la rue Dulongpré, préparé par monsieur Bernard Léveillé, arpenteur-géomètre, le 17 juillet 2008, minute 19121.

CA08 090336 - 8 octobre 2008 - Approuver un acte par lequel la Ville cède par emphytéose à «Les YMCA du Québec» le lot 1 435 432 et une partie du lot 1 435 486 (maintenant lot 4 244 353) pour y ériger et gérer un complexe aquatique, sportif et communautaire.

CA08 090334 - 8 octobre 2008 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal achète de «Les YMCA du Québec» un immeuble ayant front sur le boulevard Laurentien dans l'arrondissement de Ahuntsic-Cartierville constitué des lots 1 435 432 et 1 435 486 pour la somme de 3 006 996,10 $, plus les taxes applicables.

CA08 090277 - 2 septembre 2008 - Adopter, en vertu du *Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 09007), une résolution visant à autoriser la construction d'un complexe sportif et d'une résidence multifamiliale sur un terrain compris entre la rue Dulongpré, le boulevard Laurentien et les rues Louisbourg et Grenet et constitué des lots 1 435 432 et 1 435 486 du cadastre du Québec.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour but d'abroger la résolution du conseil municipal CM14 0394 adoptée à la séance du 29 avril 2014 et d'approuver le projet d'acte par lequel la Ville cède à l'OBNL, à des fins de construction de logements sociaux, l'Immeuble connu et désigné comme étant le lot 4 244 352 du cadastre du Québec, ayant une superficie de 850,5 mètres carrés, le tout sujet aux conditions stipulées au projet d'acte.
Le projet résidentiel totalisera 39 logements sociaux, dont 26 unités seront réalisées dans le cadre du volet 1 (projet pour clientèle à revenu faible ou modeste) et 13 unités dans le cadre du volet 3 (projet pour clientèles ayant des besoins particuliers) du Programme.

L'engagement définitif des subventions du Programme devra être confirmé préalablement à la signature de l'acte de vente, lequel ne comporte aucune clause résolutoire.

L'OBNL s'engage à ériger et à occuper, conformément à la réglementation applicable à l'Immeuble, un bâtiment résidentiel de 3 étages dont la construction devrait être complétée au plus tard dans les trente-six (36) mois suivant la signature de l'acte.

Le projet d'acte de vente ci-joint, a été rédigé par le notaire de l'OBNL, Me Marie-Ève Bouchard Angers, notaire (le Notaire instrumentant), sur la base du modèle approuvé par le Service des affaires juridiques (SAJ) auquel il est substantiellement conforme. L'acte de vente relève entièrement de la responsabilité du Notaire instrumentant quant à sa validité et à sa forme. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du

Notaire instrumentant. Le SSI a reçu une confirmation à l'effet que l'OBNL est d'accord avec le projet d'acte soumis et qu'il s'engage à le signer sans modification.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet ce dossier décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

· L'Arrondissement a confirmé son accord à la réalisation du Projet de logements sociaux de l'OBNL;
· Le Projet de logements sociaux est admissible au Programme AccèsLogis et l'engagement définitif des subventions est prévu pour le mois de février 2025;
· Ce Projet de 39 logements contribuera à atteindre les objectifs du Chantier Montréal abordable;
· Ultimement, ce Projet générera des retombées fiscales annuellement au chapitre de la taxe foncière générale.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il a été convenu entre le SH et le Service des finances que la vente de l'Immeuble se ferait à la valeur aux livres. Cette valeur est établie à 0 $. À titre indicatif, la valeur marchande de l'Immeuble a été estimée à 1 370 000 $ par la Division des analyses immobilières du SSI en date du 25 septembre 2024.
L'Immeuble est issu d'un lot de plus grande étendue, soit 12 719,20 m² qui a été acquis au montant de 3 006 996 $, le 17 novembre 2008.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en matière de changements climatiques parce que la conclusion de la vente n'a pas d'impact sur cet enjeu.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus de donner suite à ce dossier pourrait mettre en péril le financement du présent Projet qui permettra la construction d'un bâtiment comprenant 39 logements sociaux et qui générera des retombées fiscales récurrentes annuelles pour la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Engagement définitif des subventions: février 2025
- Signature de l'acte de vente: février 2025
- Début du chantier septembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Clotilde TARDITI, Service de l'habitation
Clément CHARETTE, Ahuntsic-Cartierville

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Evelyne LABROSSE
Conseillère en Transactions Immobilieres

Tél : 438-860-4386
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-05

Dany LAROCHE
chef(fe) de division transactions immobilieres

Tél : 514-449-4842
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
directrice de service - Strategie immobiliere
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2024-11-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1239915003

Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière

Projet : Abroger la résolution du conseil municipal CM14 0394 adoptée à la séance du 29 avril 2014. / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède, sans contrepartie financière, à l'organisme à but non lucratif Pavillon Bien-Aimé, à des fins de construction de logements sociaux, un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 4 244 352 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-est de la rue Dulongpré et de la rue Lachapelle, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 850,5 m². Ref.: 31H12-005-0947-04 / Dossier # 20-0043-T

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

7- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

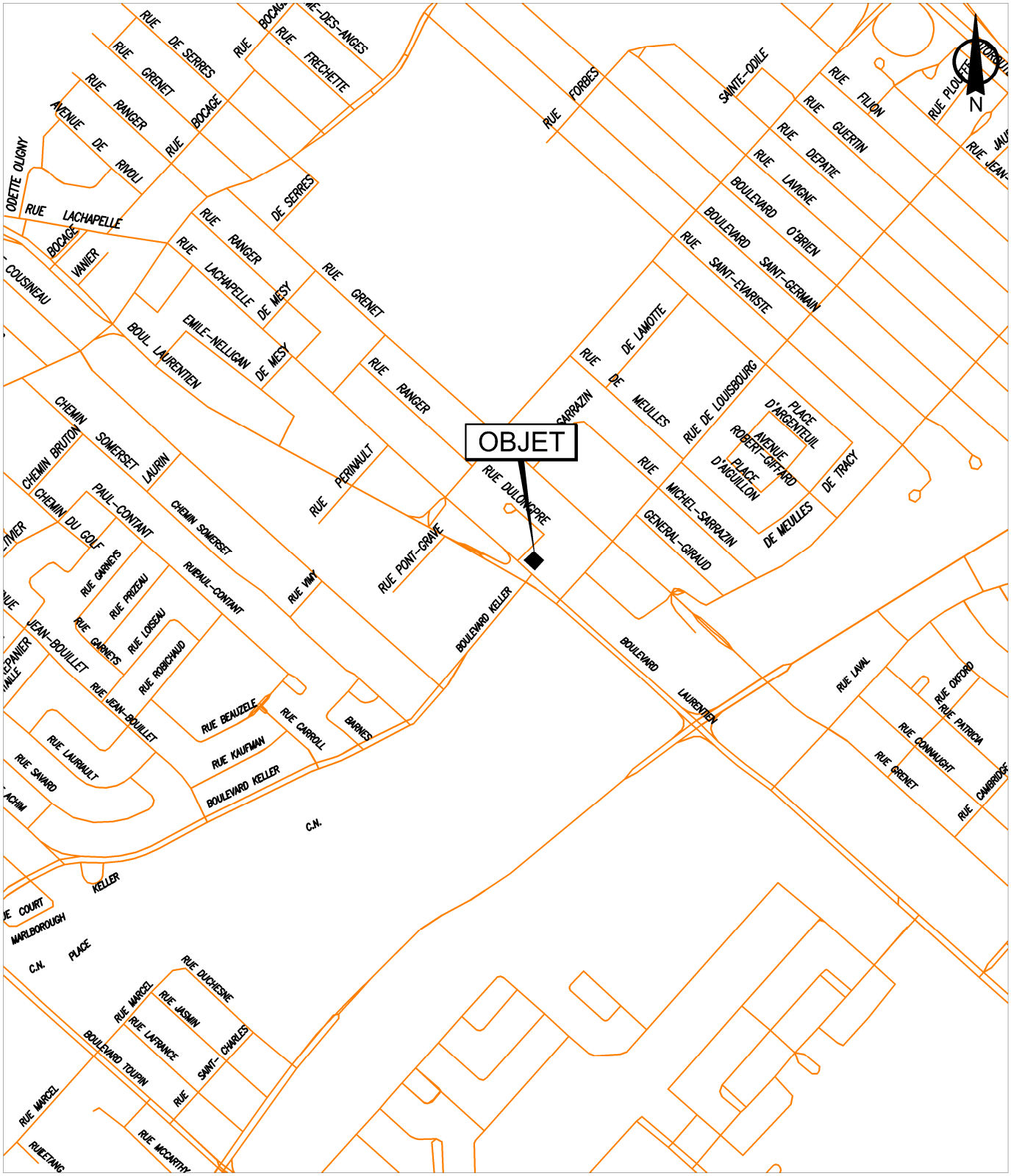
7- La cession du terrain appartenant à la Ville de Montréal à l'organisme à but non lucratif « Pavillon Bien-Aimé » permettra la réalisation de nouveaux logements sociaux au sein du programme Accès Logis Québec.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● **Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990** ● **Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030** ● **Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales** ● **Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050**			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Ahuntsic - Cartierville

Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-0947-04
Mandat: 20-0043-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 21-02-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Ahuntsic - Cartierville
Montréal

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-0947-04
Mandat: 20-0043-T
Dessinateur: JR
Échelle: 1:500
Date: 21-02-2020

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Dossier 24F01960819

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ

Le

DEVANT Me Marie-Eve BOUCHARD ANGERS, notaire à Montréal, province de Québec.

C O M P A R A I S S E N T :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (chapitre C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par ●

dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* et des résolutions suivantes :

a) de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, c. C-19); et

b) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt trois (23) janvier deux mille six (2006); et

c) de la résolution numéro CG24 ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ● deux mille vingt-quatre (2024).

Une copie certifiée conforme de ces résolutions demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée le « la Ville »

E T :

PAVILLON BIEN-AIMÉ, personne morale sans but lucratif dûment constituée en vertu de la Partie 3 de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant son siège social au 2125, rue Saint-Patrick, Montréal, province de Québec, H3K 0B9, agissant et représentée par Victor MATTE, son président, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration en date du

laquelle n'est pas modifiée ni révoquée. Une copie certifiée de cette résolution demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par ladite représentante en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée « l'**Acquéreur** »

LESQUELLES parties, préalablement à la vente qui fait l'objet des présentes, déclarent ce qui suit :

ATTENDU QUE La Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ., c. C-19) et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Acquéreur.

ATTENDU que la Ville est propriétaire d'un terrain situé au coin des rues Lachapelle et Dulongpré, arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, à Montréal, province de Québec.

ATTENDU que l'Acquéreur désire acquérir ce terrain pour fins de développement résidentiel dans le cadre du programme intitulé « AccèsLogis ».

EN CONSÉQUENCE, les parties conviennent de ce qui suit :

DÉFINITIONS

Sujet aux définitions contenues aux présentes, les termes ci-dessous commençant par une lettre majuscule ont la signification suivante :

Bâtiment : Une construction résidentielle comprenant trois (3) étages, ayant une emprise au sol d'environ six cent quatre-vingts (680) mètres carrés;

OBJET DU CONTRAT

La Ville vend, à l'Acquéreur qui accepte, l'immeuble dont la désignation suit (ci-après nommé « l'**Immeuble** »), savoir:

DÉSIGNATION

Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro QUATRE MILLIONS DEUX CENT QUARANTE-QUATRE MILLE TROIS CENT CINQUANTE-DEUX (4 244 352) au CADASTRE DU QUEBEC, circonscription foncière de Montréal.

SERVITUDES

La Ville déclare qu'aucune servitude n'est publiée contre l'immeuble.

ORIGINE DU DROIT DE PROPRIÉTÉ

VILLE DE MONTRÉAL est propriétaire de l'immeuble pour l'avoir acquis de LES YMCA DU QUÉBEC, aux termes d'un acte de vente reçu devant Me Jean R. ROY, notaire, le dix-sept (17) novembre deux mille huit (2008) et inscrit au livre foncier de la circonscription foncière de Montréal le même jour sous le numéro 15 762 249.

GARANTIE

La présente vente est faite sans aucune garantie et aux risques et périls de l'Acquéreur. Notamment, l'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres ainsi qu'à l'égard de l'état et de la qualité du sol et du sous-sol de l'Immeuble (les « **Sols** ») et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé, le cas échéant, incluant, sans limitation, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente vente, l'Acquéreur l'achetant à ses seuls risques et périls qu'il ait effectué ou non une vérification des titres, une étude de caractérisation des Sols et une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

En conséquence, l'Acquéreur renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble, le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la présente vente.

DOSSIER DE TITRES

La Ville ne fournira pas de dossier de titres, ni certificat de recherche, ni état certifié des droits réels, ni certificat de localisation, ni plan à l'Acquéreur relativement à l'immeuble.

POSSESSION

L'Acquéreur devient propriétaire de l'immeuble à compter de ce jour avec possession et occupation immédiates.

DÉCLARATIONS DE LA VILLE

La Ville fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

1. L'immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

2. Il est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et au sens de la *Loi sur les impôts*.

3. L'immeuble n'est pas un bien patrimonial classé ou un paysage culturel patrimonial désigné et n'est pas situé dans une aire de protection d'un immeuble patrimonial classé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel*.

4. Il a le pouvoir et la capacité de posséder et de vendre l'immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies.

OBLIGATIONS DE L'ACQUÉREUR

D'autre part, l'Acquéreur s'oblige à ce qui suit :

1. Prendre l'immeuble dans l'état où il se trouve actuellement, sujet à toute servitude, le cas échéant, l'Acquéreur déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction, plus particulièrement quant à l'état et à la qualité des sols, reconnaissant l'acquérir sans aucune garantie à cet égard et à ses seuls risques et périls.

2. Destiner l'immeuble à des fins de développement résidentiel dans le cadre du programme intitulé « AccèsLogis » et maintenir cette destination conformément aux règles de ce programme.

3. Prendre à sa charge toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou qui pourront être imposées sur l'immeuble, pour toute période commençant à la date des présentes.

4. Ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'immeuble du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester l'évaluation municipale pour tout autre motif.

5. Vérifier lui-même auprès de toutes les autorités compétentes, y compris la Ville, que tout aménagement ou construction qu'il entend réaliser sur l'immeuble ainsi que toute destination qu'il entend lui donner sont conformes aux lois et règlements en vigueur.

6. Payer les frais et honoraires pour la préparation du présent acte, son inscription au registre foncier et les copies requises, dont deux (2) pour la Ville.

DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

Les parties conviennent que les seules relations juridiques les liant sont constatées par le présent contrat qui annule toutes ententes précédentes, écrites ou verbales, concernant l'immeuble.

OBLIGATION DE CONSTRUIRE

L'Acquéreur s'engage, dans un délai maximum de 36 mois de la date des présentes, à compléter la construction d'un Bâtiment résidentiel sur l'immeuble, comptant trente-neuf (39) unités de logements sociaux dans le cadre du programme gouvernemental « AccèsLogis », dont le coût de réalisation est évalué à SEIZE MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT MILLE NEUF CENT SOIXANTE ET UN DOLLARS (16 680 961,00 $), le tout en conformité avec les lois et règlements en vigueur.

PRIX

Cette vente est consentie sans contrepartie financière, DONT QUITTANCE TOTALE ET FINALE.

DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC

Le prix de vente exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente vente est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* (L.R.C. (1985), chapitre E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, chapitre T-0.1), l'Acquéreur effectuera lui-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération de la Ville.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

L'Acquéreur déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S.: 755647534 RT 0001
T.V.Q.: 1224026052 TQ 0001

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE

L'Acquéreur reconnaît avoir reçu et pris connaissance de la Politique de gestion contractuelle de la Ville adoptée en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (chapitre C-19).

AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

a) La Ville : à l'attention du Chef de division, Mise en valeur du territoire, Direction de l'habitation, Division du développement résidentiel, au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, à Montréal, province de Québec, H2Y 3Y8; avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6.

b) L'Acquéreur : 2125, rue Saint-Patrick, Montréal, province de Québec, H3K 0B9.

Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit au vendeur sa nouvelle adresse, l'Acquéreur fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

CLAUSES INTERPRÉTATIVES

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, coopératives, compagnies ou corporations.

L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte, de sorte que si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes ou leur force exécutoire.

Le silence de la Ville ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation à tel droit ou recours.

MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Les parties font les déclarations suivantes :

1. Les dénominations sociales et adresses de la Ville et de l'Acquéreur dans la comparution sont exactes.

2. L'immeuble est situé sur le territoire de la Ville de Montréal.

3. Le montant de la contrepartie pour le transfert de l'immeuble, selon la Ville/cédant et l'Acquéreur/cessionnaire est de ZÉRO DOLLAR (0,00 $).

4. Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon la Ville/cédant et l'Acquéreur/cessionnaire est de QUATRE CENT QUARANTE-SIX MILLE CINQ CENTS DOLLARS (446 500,00 $).

5. Le montant du droit de mutation est de QUATRE MILLE NEUF CENT TRENTE DOLLARS (4 930,00 $).

6. Il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1. de la loi.

DONT ACTE, à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, les parties signent en présence du notaire soussigné.

L'Acquéreur, à Montréal, le

PAVILLON BIEN-AIMÉ
Par:

_____

La Ville, à Montréal, le

VILLE DE MONTRÉAL
Par:

_____

_____
Me Marie-Eve BOUCHARD ANGERS, notaire

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL DEMEURÉ EN MON ÉTUDE

Registraire des entreprises Québec

Rechercher une entreprise au registre

État de renseignements d'une personne morale au registre des entreprises

Renseignements en date du 2024-10-25 11:34:12

État des informations

Identification de l'entreprise

Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	1172031974
Nom	Pavillon Bien-Aimé

Adresse du domicile

Adresse	2125 RUE Saint-Patrick MONTREAL Québec H3K0B9 Canada

Adresse du domicile élu

Adresse	Aucune adresse

Immatriculation

Date d'immatriculation	2016-07-27
Statut	Immatriculée
Date de mise à jour du statut	2017-10-23
Date de fin d'existence prévue	Aucune date de fin d'existence n'est déclarée au registre.

Forme juridique

Forme juridique	Personne morale sans but lucratif
Date de la constitution	2016-07-27 Constitution
Régime constitutif	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)
Régime courant	QUÉBEC : Loi sur les compagnies, Partie 3 (RLRQ, C. C-38)

Dates des mises à jour

Date de mise à jour de l'état de renseignements	2023-09-20

Date de la dernière déclaration de mise à jour annuelle	2023-09-20 2023
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2024	2025-03-01
Date de fin de la période de production de la déclaration de mise à jour annuelle de 2023	2024-03-01

Faillite

L'entreprise n'est pas en faillite.

Fusion, scission et conversion

Aucune fusion ou scission n'a été déclarée.

Continuation et autre transformation

Aucune continuation ou autre transformation n'a été déclarée.

Liquidation ou dissolution

Aucune intention de liquidation ou de dissolution n'a été déclarée.

Activités économiques et nombre de salariés

1er secteur d'activité

Code d'activité économique (CAE)	9999
Activité	Autres services
Précisions (facultatives)	Développement de logement social et communautaire

2e secteur d'activité

Aucun renseignement n'a été déclaré.

Nombre de salariés

Nombre de salariés au Québec

Aucun

Proportion de salariés qui ne sont pas en mesure de communiquer en français au travail

Non tenue de déclarer cette information

Administrateurs, dirigeants et fondé de pouvoir

Liste des administrateurs

Nom de famille	Sauvé
Prénom	Murielle
Date du début de la charge	2016-07-27
Date de fin de la charge	

Fonctions actuelles	Secrétaire
Adresse du domicile	8976 av. San-Francisco Brossard (Québec) J4X2S8 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Banga
Prénom	Lucien
Date du début de la charge	2016-07-27
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	5316 rue David Saint-Hubert Québec J3Z1G7 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Lefrançois
Prénom	Johanne
Date du début de la charge	2016-07-27
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Vice-président
Adresse du domicile	103-11975 rue Dulongpré Montréal (Québec) H4J2N3 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Poulin
Prénom	Jacqueline
Date du début de la charge	2016-07-27
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Administrateur
Adresse du domicile	203-11975 rue Dulongpré Montréal (Québec) H4J2N3 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Matte
Prénom	Victor
Date du début de la charge	2017-08-31
Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Président
Adresse du domicile	302-2145 rue Saint-Patrick Montréal (Québec) H3K0C1 Canada
Adresse professionnelle	

Nom de famille	Marcotte
Prénom	Yves
Date du début de la charge	2021-07-05

Date de fin de la charge	
Fonctions actuelles	Trésorier
Adresse du domicile	9207 place De Montgolfier Montréal (Québec) H2M1Z9 Canada
Adresse professionnelle	

Dirigeants non membres du conseil d'administration

Aucun dirigeant non membre du conseil d'administration n'a été déclaré.

Fondé de pouvoir

Aucun fondé de pouvoir n'a été déclaré.

Administrateurs du bien d'autrui

Aucun administrateur du bien d'autrui n'a été déclaré.

Établissements

Aucun établissement n'a été déclaré.

Documents en traitement

Aucun document n'est actuellement traité par le Registraire des entreprises.

Index des documents

Documents conservés

Type de document	Date de dépôt au registre
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2023	2023-09-20
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2022	2022-09-16
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2021	2021-11-16
Lettres patentes supplémentaires	2021-11-04
Déclaration de mise à jour courante	2021-07-09
Déclaration de mise à jour courante	2021-07-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2020	2021-07-09
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2019	2019-11-11
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2018	2018-11-12
DÉCLARATION DE MISE À JOUR ANNUELLE 2017	2017-10-23
Déclaration initiale	2017-10-23
Avis (arrêté) de révocation de radiation	2017-10-23
Radiation d'office pour non conformité à une obligation	2017-07-24
Demande de mise à jour faite à un assujetti	2017-05-08
Lettres patentes	2016-07-27

Index des noms

Date de mise à jour de l'index des noms	2017-07-24

Nom

Nom	Versions du nom dans une autre langue	Date de déclaration du nom	Date de déclaration du retrait du nom	Situation
Pavillon Bien-Aimé		2016-07-27		En vigueur

Autres noms utilisés au Québec

Aucun autre nom utilisé au Québec n'a été déclaré.

Québec

© Gouvernement du Québec

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1239915003

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Abroger la résolution du conseil municipal CM14 0394 adoptée à la séance du 29 avril 2014 / Approuver un projet d'acte par lequel la Ville cède, sans contrepartie financière, à l'organisme à but non lucratif Pavillon Bien-Aimé, à des fins de construction de logements sociaux, un terrain vacant connu et désigné comme étant le lot 4 244 352 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé à l'angle sud-est de la rue Dulongpré et de la rue Lachapelle, dans l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, d'une superficie de 850,5 m². Ref.: 31H12-005-0947-04 / Dossier # 20-0043-T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Aucun impact financier lié à la à la vente de l'immeuble à 0 $.

FICHIERS JOINTS

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-15

Ibtissam ABDELLAOUI
Agente de gestion des ressources financieres
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1242952001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver le projet d'accord de contribution avec Transports Canada relatif à l'octroi d'une subvention maximale de 45 877 836 $ pour la mise en oeuvre du volet municipal du projet de prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard de l'Assomption de façon à raccorder directement le pont Vickers de l'Administration Portuaire de Montréal au réseau supérieur du ministère des Transports et de la Mobilité Durable du Québec, en partenariat avec ce dernier et conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil Exécutif du Gouvernement du Québec (L.R.Q. c. M-30)

Il est recommandé de :
Approuver le projet d'accord de contribution avec Transports Canada relatif à l'octroi d'une subvention maximale de 45 877 836 $ pour la mise en œuvre du volet municipal du projet de prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard de l'Assomption de façon à raccorder directement le pont Vickers de l'Administration Portuaire de Montréal au réseau supérieur du Ministère des transports et de la mobilité durable du Québec, en partenariat avec ce dernier et conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil Exécutif du Gouvernement du Québec (L.R.Q. c. M-30)

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-22 14:29

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1242952001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Planification des déplacements dans l'agglomération
Projet :	Plan de transport
Objet :	Approuver le projet d'accord de contribution avec Transports Canada relatif à l'octroi d'une subvention maximale de 45 877 836 $ pour la mise en oeuvre du volet municipal du projet de prolongement de l'avenue Souligny et du boulevard de l'Assomption de façon à raccorder directement le pont Vickers de l'Administration Portuaire de Montréal au réseau supérieur du ministère des Transports et de la Mobilité Durable du Québec, en partenariat avec ce dernier et conditionnellement à l'obtention d'un décret d'autorisation en vertu de la Loi sur le ministère du Conseil Exécutif du Gouvernement du Québec (L.R.Q. c. M-30)

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, la Ville de Montréal a signé avec le ministère des Transports du Québec (MTQ) un cadre de collaboration visant à améliorer les accès au Port de Montréal, tout en réduisant les nuisances associées au camionnage pour les populations riveraines. Un premier volet dans le corridor de l'A-25 (projet 59025, grand projet A-25) visait les mouvements d'entrée au Port pour les camions porte-conteneurs. Ce projet réalisé en partenariat avec le MTQ a été lancé en 2014 et mis en service fin 2018.
Le second volet, plus complexe et situé dans le secteur Assomption Sud, consiste à concentrer la majorité des mouvements de sortie des camions porte-conteneurs du Port à destination du nord, de l'est et du sud en une seule issue raccordée en écoulement libre au réseau supérieur. Il s'agit du projet 59027 Assomption-Souligny, lequel s'accompagne de plusieurs interventions sur les réseaux municipaux visant notamment à bonifier les réseaux de transport actif et à améliorer l'assainissement des eaux de ruissellement, qui provoquent actuellement d'importantes surverses unitaires au fleuve. De plus, ce projet s'accompagne d'un programme massif de plantation et de verdissement des espaces en rive des nouveaux liens.

Admissible au programme du Fonds national des corridors commerciaux (FNCC) de Transports Canada, ce second volet a fait l'objet d'une demande de subvention de la Ville de Montréal auprès du gouvernement fédéral. Le 10 avril 2018, la Ville a reçu la correspondance officielle confirmant l'acceptation de sa demande. Après la réception d'une première ébauche d'un gabarit d'entente du fédéral en août 2020, la Ville a entamé des négociations pour finaliser ce contrat d'entente avec la collaboration du gouvernement du Québec.

En parallèle, le concept du projet et ses prémisses ont continué d'évoluer suite à son

passage à l'Office de la consultation publique de Montréal (OCPM) au printemps 2019. Il a notamment été décidé le 12 septembre 2024 de préserver le site Steinberg, un intrant pour le mandat d'optimisation du scénario qui vise l'annonce d'un concept final d'ici le printemps 2025. La forme exacte du projet n'influence pas la contribution de Transports Canada, pour autant que les prémisses du programme soient conservées.

En juillet 2024, la Ville et les deux paliers de gouvernement ont convenu du texte de l'accord de contribution, conditionnellement à la signature d'un accord formel entre Transports Canada (TC) et la Ville de Montréal. L'accord de contribution devra être préalablement autorisé par un décret du gouvernement du Québec, conformément à l'article 3.11 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q. c. M-30). Des démarches ont été entreprises à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM23 1278 – 20 novembre 2023 - Approuver l'entente de contribution financière entre Sa Majesté le Roi du chef du Canada et la Ville de Montréal, entrant en vigueur à la date de la dernière signature par les deux parties et se terminant le 31 mars 2024, pour un montant maximal de 8 000 000 $, en vue d'y aménager des espaces verts dans l'est de l'île de Montréal, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve dans le Secteur Assomption Sud - Longue-Pointe (ASLP)
CG23 0029 – 26 janvier 2023 - Approuver un projet d'acte par lequel la Ville achète, de gré à gré, d'Hydro-Québec, un terrain dans le projet du secteur l'Assomption-Longue-Pointe, d'une superficie totale de 23 235 mètres carrés, afin de permettre le prolongement du boulevard de l'Assomption, qui sera versé dans le domaine privé, lequel est constitué d'une partie du lot 5 566 588 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, pour un montant de 26 056 816 $, plus les taxes applicables / Imputer les revenus de loyers ainsi que cette dépense à hauteur de 73,54 % pour un montant de 19 161 672 $, plus les taxes applicables.

CG22 0577 – 22 septembre 2022 - Approuver la promesse bilatérale par laquelle la Société québécoise des infrastructures s'engage à vendre à la Ville de Montréal, un terrain vacant, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, dans le cadre du projet de prolongement du boulevard de l'Assomption, pour le prix de 2 456 212 $, plus les taxes applicables / Inscrire au registre du domaine public de la Ville le lot 6 254 912 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

CG22 0576 – 22 septembre 2022 - Approuver une promesse bilatérale par laquelle la Ville achète, de gré à gré, d'Hydro-Québec, un terrain dans le projet du Secteur l'Assomption-Longue-Pointe, pour la prolongation du boulevard l'Assomption lequel est connu et désigné comme une partie du lot 5 566 588 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour un montant de 19 161 672 $, plus les taxes applicables.

CE18 1201 - 4 juillet 2018 - Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) afin d'assurer la tenue d'une démarche de consultation publique portant sur la vision de développement économique et urbain du secteur Assomption Sud - Longue-Pointe.

CE17 1491 – 23 août 2017 - Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) afin d'assurer la tenue d'une démarche de consultation publique portant sur les orientations préliminaires de développement économique et d'aménagement urbain sur le projet de parc d'entreprises voué à la logistique à valeur ajoutée dans le secteur Assomption Sud - Longue-Pointe.

CG16 0757 - 22 décembre 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer les travaux de prolongement du boulevard de l'Assomption et de l'avenue Souligny dans le cadre du projet du boulevard Notre-Dame Est.

CM12 0092 – 20 février 2012 – Déclaration sur le développement du Port de Montréal

DESCRIPTION

L'approbation d'un accord de contribution avec Transports Canada permettrait à la Ville de Montréal de mettre en œuvre à moindres frais pour les contribuables de l'agglomération le volet municipal du projet 59027 Assomption-Souligny. Seules les dépenses attribuables à la Ville de Montréal seront éligibles à cette contribution fédérale. Elle ne s'applique pas aux dépenses des partenaires principaux de la Ville que sont le ministère des transports et de la mobilité durable du Québec (MTMD) et l'Administration portuaire de Montréal (APM).
Outre le prolongement des axes routiers permettant le raccordement du pont Vickers de l'APM à l'avenue Souligny du MTMD, toutes les dépendances de ces réseaux routiers (pistes cyclables, trottoirs, drainage séparatif, éclairage, plantations, aménagement paysager, etc.) sont éligibles à la contribution fédérale.

Les acquisitions (terrains, immeubles) requises pour le projet ne sont pas éligibles au FNCC. Toutefois, diverses dépenses telles la main-d'oeuvre capitalisable et les frais de consultation publique sont éligibles au programme de subvention. Une liste détaillée des dépenses admises et exclues se trouve au texte d'entente de contribution (voir document juridique). Seules les dépenses postérieures à la signature de l'entente de contribution seront admissibles au programme.

JUSTIFICATION

L'approbation de cet accord permettra à la Ville de Montréal de réduire ses dépenses pour la mise en œuvre du projet 59027 Assomption-Souligny et de récupérer jusqu'à un montant maximal de 45 877 836 $, provenant de la contribution de Transports Canada.
La signature d'un tel accord contribuera aux objectifs de Montréal de réduire les nuisances associées aux déplacements des véhicules lourds, notamment la réduction de la congestion récurrente dans le secteur, et de bonifier l'offre en transports actifs.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant total de la contribution réduira l'impact budgétaire du projet 59027 Assomption-Souligny sur le portefeuille du SUM et dont le financement est prévu à la programmation du PDI 2025-2034.
L'accord de contribution de 45 877 836 $ avec Transports Canada permettra le remboursement de dépenses liées à la conception et à la mise en œuvre du projet 59027 Assomption-Souligny et de ses dépendances. La Ville de Montréal procédera de façon traditionnelle au paiement à ses fournisseurs des dépenses admissibles puis soumettra à Transports Canada des rapports trimestriels, selon les modalités de l'entente de contribution, faisant état des dépenses réalisées afin d'en percevoir le remboursement. Le remboursement des dépenses à la Ville de Montréal par Transports Canada se fera proportionnellement à la progression des services professionnels et des travaux de mise en œuvre. Les seconds seront remboursés à 50% par le fédéral, tandis que les premiers ne peuvent dépasser les 15% de la contribution totale de Transports Canada. Les modalités de remboursement détaillées sont prévues au texte de l'entente de collaboration. La Ville doit soumettre sa réclamation finale en fonction de la fin du programme FNCC le 31 mars 2028.

Les modalités liées aux dépenses de projet de la Ville de Montréal feront l'objet d'une résolution ultérieure du CG en lien avec le point de passage en exécution (DAP-C) du projet.

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de gestion des déplacements, notamment pour son lien avec une entité fédérale (l'APM), le réseau supérieur

du MTMD (Souligny) et la mise en place d'un réseau de voies cyclables prévues au plan vélo de 2019.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030 parce qu'il ne concerne qu'une entente de contribution financière de Transports Canada. Les dossiers décisionnels ultérieurs du projet qui va en bénéficier viendront toutefois détailler la contribution de ce projet à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (voir Grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le fait de ne pas approuver cet accord de contribution aurait un impact financier important pour la Ville dans le cadre de la réalisation du projet en collaboration avec ses partenaires principaux (MTMD et l'APM). L'accord de contribution vient en effet assurer une saine rigueur budgétaire pour les contribuables de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

À la suite de l'approbation de l'accord de contribution, une stratégie de communication visant cet accord pourrait être discutée par la Ville de Montréal (Direction des communications corporatives) et ses partenaires au projet, selon les modalités prévues à l'entente de collaboration. À noter que l'octroi de la contribution fédérale a déjà fait l'objet d'une allocution publique conjointe par le ministre des Transports du Canada (Marc Garneau) et un représentant du Comité exécutif de la Ville de Montréal (Sylvain Ouellet) le 14 mai 2018. Le projet 59027 Assomption-Souligny aura évidemment son propre programme de communications, distinct du contexte de la signature de l'entente de collaboration avec Transports Canada; notamment, une annonce publique aura lieu dans les premiers mois de 2025 pour annoncer le scénario retenu.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1- Hiver 2024-25 : obtention du décret M-30 de la part du gouvernement du Québec et signature officielle de l'entente de collaboration avec Transports Canada;
2- Printemps 2025 : approbation du concept et point de passage en exécution.

Une reddition de compte finale auprès de Transports Canada doit être faite en fonction de la date de fin du programme FNCC, soit le 31 mars 2028.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Daniel BEAULIEU
Chargé de planification

Tél : 514-299-1105
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-07

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
chef(fe) de division - grands projets

Tél : 438-872-3997
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1242952001
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité, direction des projets d'aménagement urbain, division des grands projets de mobilité
Projet : Entente de contribution avec Transports Canada

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**X**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ENTENTE DE CONTRIBUTION

CANADA – VILLE DE MONTRÉAL

FONDS NATIONAL DES CORRIDORS COMMERCIAUX

ENTENTE POUR LE PROJET D'AMÉLIORATION DES ACCÈS AU PORT DE MONTRÉAL-PHASE 2

ENTRE : **SA MAJESTÉ LE ROI DU CHEF DU CANADA**, représenté par le ministre des Transports, lui-même représenté par la sous-ministre adjointe des programmes (le « Canada »)

(ci-après désignée le « Canada »)

ET

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito greffier adjoint , dûment autorisé aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6 et en vertu de l'article 96 de *la Loi sur les cités et villes;*

(ci-après désignée le « Bénéficiaire »)

nommés individuellement ci-après la « Partie » et collectivement ci-après les « Parties ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Canada est responsable du Programme intitulé Fonds national des corridors commerciaux (ci-après le « Programme »);

ATTENDU QUE le Bénéficiaire a présenté au Canada une demande pour le financement du Projet qui est admissible à une contribution financière du Canada en vertu du Programme;

ATTENDU QUE le Bénéficiaire est responsable d'exécuter le Projet et que le Canada souhaite y contribuer financièrement;

ET ATTENDU QUE le Bénéficiaire est autorisé à conclure la présente Entente en conformité avec l'article 3.11 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* (RLRQ, c. M-30), le tout tel qu'il appert du [DÉCRET MINISTÉRIEL NO XXX], en date du [DATE];

PAR CONSÉQUENT, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. INTERPRÉTATION

1.1. DÉFINITIONS

En plus des termes définis dans les dispositions du préambule et ailleurs dans l'Entente, un terme débutant par une lettre majuscule a le sens qui lui est donné dans le présent article.

« Aide financière totale » désigne les fonds provenant de toutes sources pour les Dépenses admissibles du Projet, y compris les fonds des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et des municipalités.

« Bien » désigne tout bien réel ou personnel, ou tout bien immeuble ou meuble acquis, acheté, construit, rénové ou amélioré, en tout ou en partie, grâce aux fonds versés par le Canada en vertu des modalités de la présente Entente.

« Composante(s) du Projet » désigne les composantes du Projet décrites à l'Annexe B.2 (Composantes et trésorerie du Projet).

« Contrat » désigne une entente écrite entre le Bénéficiaire et une Tierce partie en vertu de laquelle cette dernière s'engage à fournir un produit ou un service relativement au Projet en échange d'une contrepartie financière.

« Date d'achèvement du Projet » désigne la date à laquelle toutes les activités prévues et financées par cette Entente ont été complétées et qui ne doit pas dépasser le 31 décembre 2027.

« Date d'achèvement substantiel » désigne la date à laquelle le Projet peut être utilisé dans le but pour lequel il a été entrepris, comme il est décrit à l'Annexe B.1 (Description du Projet), comme il sera établi à l'Annexe F (Déclaration d'achèvement substantiel).

« Date de fin de l'Entente » désigne le 31 mars 2028.

« Date d'entrée en vigueur » désigne la date de la dernière signature de la présente Entente.

« Date de réclamation finale » désigne trois (3) mois après la Date d'achèvement du Projet et ne doit pas dépasser le 31 mars 2028 ».

« Déclaration d'achèvement substantiel » désigne une déclaration présentée essentiellement sous la forme prévue à l'Annexe F (Déclaration d'achèvement substantiel).

« Dépenses admissibles » désigne les coûts engagés qui sont directement liés au Projet et que le Canada considère comme admissibles conformément à l'Annexe A (Dépenses admissibles et non admissibles).

« Entente » désigne la présente entente de contribution pour le Projet et toutes ses annexes et les modifications qui peuvent y être apportées.

« Exercice financier » désigne la période qui commence le 1er avril d'une année et qui prend fin le 31 mars de l'année suivante.

« Période d'aliénation des Biens » désigne la période débutant à la Date d'entrée en vigueur et se terminant vingt-cinq (25) ans après la Date de fin de l'Entente.

« Projet » désigne le projet décrit à l'Annexe B (Le Projet).

« Tierce partie » désigne toute personne ou entité juridique, autre que l'une des Parties, qui participe à la mise en œuvre du Projet en vertu d'un Contrat.

1.2. INTÉGRALITÉ DE L'ENTENTE

La présente Entente constitue l'intégralité de l'entente entre les Parties. Les documents, négociations, dispositions, engagements ou ententes antérieurs relativement à l'objet de l'Entente n'ont pas de conséquence juridique, à moins d'être inclus par référence à la présente Entente. Aucune déclaration ni garantie, explicite, implicite ou autre, n'est faite par les Parties, sauf ce qui est expressément prévu dans la présente Entente.

1.3. DURÉE DE L'ENTENTE

La présente Entente entre en vigueur à la Date d'entrée en vigueur et prend fin à la Date de fin de l'Entente, sauf si elle est résiliée par une des Parties ou conformément aux modalités prévues à la présente Entente.

1.4. ANNEXES

Les annexes suivantes font partie intégrante de l'Entente :

Annexe A — Dépenses admissibles et non admissibles

Annexe B — Le Projet

Annexe C — Exigences en matière de présentation de rapports

Annexe D — Certificat(s) de conformité pour les réclamations

Annexe E – Protocole de communication

Annexe F – Déclaration d'achèvement substantiel

2. OBJET DE L'ENTENTE

L'objet de la présente Entente vise à établir les modalités en vertu desquelles le Canada versera sa contribution financière au Bénéficiaire pour la réalisation du Projet.

3. OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1. ENGAGEMENTS DU CANADA

a) Le Canada versera une contribution financière au Bénéficiaire ne dépassant pas cinquante pour cent (50 %) des Dépenses admissibles totales du Projet, jusqu'à concurrence de quarante-cinq millions huit cent soixante-dix-sept mille huit cent trente-six dollars (45 877 836 $).

b) Le Canada versera la contribution conformément aux modalités de la présente Entente et la répartition planifiée présentée à l'Annexe B.2 (Composantes et trésorerie du Projet).

c) Si la contribution totale du Canada à l'égard du Projet dépasse cinquante pour cent (50%) du total des Dépenses admissibles, le Canada peut recouvrir l'excédent auprès du Bénéficiaire ou réduire sa contribution d'un montant équivalent à l'excédent.

d) Si l'Aide financière totale reçue ou due à l'égard du total des coûts du Projet dépasse cent pour cent (100 %), le Canada peut recouvrir l'excédent auprès du Bénéficiaire ou réduire sa contribution d'un montant équivalent à l'excédent.

e) Les Parties reconnaissent qu'en ce qui a trait au Projet, le rôle du Canada se limite à verser une contribution financière au Bénéficiaire et que le Canada ne participera d'aucune façon à la mise en œuvre et à l'exploitation du Projet. Le Canada n'est ni décideur ni maître d'œuvre du Projet.

*3.*2. ENGAGEMENTS DU BÉNÉFICIAIRE

a) Le Bénéficiaire complètera le Projet conformément aux modalités de la présente Entente

b) Le Bénéficiaire sera responsable de tous les coûts du Projet, y compris les dépassements de coûts, le cas échéant.

c) Le Bénéficiaire doit aviser le Canada rapidement de l'Aide financière totale reçue ou due dans le cadre du Projet.

d) Le Bénéficiaire doit rembourser au Canada tout paiement reçu pour des dépenses non admissibles, les excédents, les contributions non dépensées et les paiements excédentaires, conformément aux modalités de la présente Entente.

e) Le Bénéficiaire est responsable de l'exploitation, de l'entretien et de la réparation continus de tout Bien lié au Projet pendant la Période d'aliénation de Biens.

f) Le Bénéficiaire informera rapidement le Canada de tout fait ou de tout événement qui pourrait compromettre en tout ou en partie le Projet.

g) Pendant la durée de l'Entente, le Bénéficiaire fournira au Canada des mises à jour trimestrielles sur l'état du Projet, sur les dépenses et les prévisions du Projet, comme il est décrit à l'Annexe B (le Projet).

3.3. CRÉDITS ET NIVEAUX DE FINANCEMENT

a) Nonobstant l'obligation du Canada à effectuer des paiements en vertu de la présente Entente, cette obligation est annulée si, au moment où le paiement est dû en vertu de la présente Entente, le Parlement du Canada n'a pas voté un crédit suffisant et constituant une autorisation légale d'effectuer le paiement.

b) Le financement en vertu de l'Entente peut être réduit ou résilié suite à un préavis de 30 jours selon ce qu'en décide le Canada compte tenu de la réduction des crédits ou des niveaux de financement ministériels en ce qui a trait aux paiements de transfert, du Programme au titre duquel la présente Entente a été conclue ou selon d'autres modalités, tel qu'attesté par une loi de crédits ou les budgets principal et supplémentaire des dépenses de la Couronne fédérale.

c) Le Canada informera immédiatement le Bénéficiaire de la réduction ou l'annulation du financement, dès qu'il a connaissance de ce fait. Le Canada ne sera pas responsable des dommages et intérêts directs, indirects, exemplaires ou punitifs, peu importe la forme d'action, que ce soit dans le cadre d'un contrat, d'un préjudice extracontractuel ou pour tout autre motif, émanant de cette réduction ou d'une

cessation de financement.

d) Si, suite à une réduction du financement, le Bénéficiaire détermine qu'il n'a plus les moyens pour réaliser le projet, il disposera alors d'une période de trente (30) jours pour informer le Canada par écrit qu'il se retire de l'entente.

3.4. MODIFICATIONS APPORTÉES AU PROJET

a) Le Bénéficiaire s'engage à informer promptement le Canada s'il procède à des modifications sur la portée, l'emplacement, ou l'échéancier du Projet, tels que décrits à l'annexe B (Le Projet). Dans ces cas, le Bénéficiaire fournira au Canada les informations disponibles à l'égard des effets de ces modifications sur les coûts de réalisation et de tout autre impact sur le Projet et son financement.

b) Dans l'éventualité où les changements indiqués à l'article 3.4 a) requerraient une modification à l'Entente, celle-ci sera effectuée conformément à l'article 17.12 (Modifications).

3.5. INCAPACITÉ DE MENER À TERME LE PROJET

Si, à un moment quelconque pendant la durée de la présente Entente, le Bénéficiaire détermine pour quelque raison que ce soit, qu'il ne sera pas possible de compléter le Projet tel que convenu initialement, le Bénéficiaire avisera le Canada et le Canada pourra suspendre ses obligations en matière de financement. Dans les soixante (60) jours suivant la réception d'une demande adressée par le Canada, le Bénéficiaire doit lui fournir un résumé des mesures qu'il envisage prendre pour résoudre la situation. En cas de désaccord quant aux mesures requises afin de régler la situation, les Parties se réfèreront à l'article 13 (Règlement de Différends).

4. DÉCLARATIONS ET GARANTIES DU BÉNÉFICIAIRE

Le Bénéficiaire déclare et garantit au Canada ce qui suit :

a) le Bénéficiaire a la capacité et le pouvoir de conclure la présente Entente et d'exécuter le Projet;

b) le Bénéficiaire jouit des pouvoirs relatifs à la propriété des Biens;

c) toute l'information présentée au Canada dans le cadre de la présente Entente est vraie et exacte et a été préparée de bonne foi et au meilleur des capacités, de la compétence et du jugement du Bénéficiaire.

d) toute personne, société ou organisation dont le Bénéficiaire a retenu les services contre rétribution, qui est chargée de communiquer verbalement ou par écrit avec tout employé ou toute autre personne représentant le Canada pour son compte, concernant toute question relative à la conclusion de la présente Entente ou tout avantage qui en découle, et qui doit être enregistrée en vertu de la *Loi sur le lobbying* (L.R.C. (1985), ch. 44), est enregistrée en vertu de cette *Loi*;

e) le Bénéficiaire n'a pas versé de paiement ou toute autre compensation, et n'en versera pas, à toute personne, société ou organisation avec laquelle

cette personne fait des affaires qui doit être inscrite aux termes de la *Loi sur le lobbying* (L.R.C. (1985), ch. 44) et qui est subordonnée à la contribution ci-dessous ou calculée en fonction de celle-ci ou qui négocie les modalités, en tout ou en partie, de la présente Entente;

f) le Bénéficiaire ne fait l'objet d'aucune action, poursuite, enquête ou de tout autre procédure en cours ou, à sa connaissance, il n'en est pas menacé et il n'existe aucune ordonnance ni aucun jugement ni décret d'un tribunal ou d'un organisme gouvernemental, qui pourraient restreindre ou limiter sa capacité d'exécuter les activités visées par la présente Entente. Le Bénéficiaire s'engage à aviser le Canada immédiatement au cas où de telles actions ou poursuites seraient intentées contre lui pendant la durée de la présente Entente.

5. ATTRIBUTION DE CONTRATS

Le Bénéficiaire s'assurera que tous les Contrats seront attribués d'une manière transparente, concurrentielle et conformément aux règles de passation des contrats applicables, ainsi que celles des accords en matière de droit commercial intergouvernemental ou international qui lui sont applicables.

6. LOIS APPLICABLES ET DROIT EN VIGUEUR

Les Parties se conformeront aux lois et règlements applicables, notamment les lois en matière environnementale. La présente Entente est régie par les lois et les règlements applicables au Québec.

7. RÉCLAMATIONS ET PAIEMENTS

7.1. MODALITÉS DE PAIEMENT

a) Le Canada ne paiera pas d'intérêts pour ne pas avoir versé de paiement aux termes de la présente Entente.

b) Le Canada ne paiera aucune réclamation présentée après la Date de réclamation finale à moins d'être acceptée par le Canada.

7.2. RÉCLAMATIONS PÉRIODIQUES

a) Le Bénéficiaire présentera au Canada des réclamations aux trois (3) mois couvrant les Dépenses admissibles du Projet. Chaque réclamation doit comporter ce qui suit :

   i. une attestation délivrée par un représentant autorisé par écrit par le Bénéficiaire dans la forme établie à l'Annexe D.1 (Certificat de conformité pour les réclamations périodiques) indiquant que les renseignements

présentés à l'appui de la réclamation sont exacts;

ii. la ventilation des Dépenses admissibles réclamées, conformément à l'Annexe B.2 (Composantes et Trésorerie du Projet) et une liste des factures et documents à l'appui des Dépenses admissibles réclamées dans la forme établie par les Parties;

iii. tout rapport prévu conformément à l'Annexe C (Modalités en matière de présentation de rapports);

iv. à la demande du Canada, suivant un préavis raisonnable, tout document à l'appui des Dépenses admissibles réclamées.

b) Le Canada effectuera un paiement à la suite de l'examen et de l'approbation de la réclamation, assujettie aux modalités de l'Entente.

7.3. RÉCLAMATION FINALE ET RAJUSTEMENTS FINAUX

a) Le Bénéficiaire doit présenter au Canada une réclamation finale, avant la Date de réclamation finale couvrant les Dépenses admissibles du Bénéficiaire. La réclamation finale doit comprendre les éléments suivants :

i. une attestation délivrée par un représentant autorisé par écrit par le Bénéficiaire dans la forme établie à l'Annexe D.2 (Certificat de conformité pour la réclamation finale) indiquant que les renseignements présentés à l'appui de la réclamation sont exacts;

ii. la ventilation des Dépenses admissibles réclamées, conformément à l'Annexe B.2 (Composantes et trésorerie du Projet) et une liste des factures et documents à l'appui des Dépenses admissibles réclamées, dans la forme établie par les Parties;

iii. une confirmation de l'Aide financière totale conformément à l'alinéa de l'article 3.2 c) de l'Entente (Engagements du Bénéficiaire) dans la forme établit à l'Annexe D.2 (Certificat de conformité pour la réclamation finale);

iv. tout rapport prévu conformément à l'Annexe C (Modalités en matière de présentation de rapports);

v. une Déclaration d'achèvement substantiel, dûment remplie; conformément à l'annexe F;

vi. sur demande du Canada, tout document mentionné à l'Annexe F (Déclaration d'achèvement substantiel).

b) la réception de la réclamation finale, mais avant l'émission du paiement final, les Parties procéderont ensemble à la conciliation finale de toutes les réclamations

et de tous les paiements relativement au Projet, et elles feront tous les rajustements requis le cas échéant.

7.4. RETENUE DES CONTRIBUTIONS

Le Canada peut retenir, pour le dernier paiement, jusqu'à dix pour cent (10 %) de sa contribution aux dépenses admissibles réclamées en vertu de l'Entente. Une partie du montant retenu par le Canada peut être versée à la discrétion du Canada. Tout montant restant retenu par le Canada sera versé lorsque les rajustements finaux ont été complétés au titre de l'article 7.3 (Réclamation finale et Rajustements finaux) et que le Bénéficiaire respecte toutes ses obligations en vertu de l'Entente.

8. PRÉSENTATION DE RAPPORTS

Toute présentation de rapports sur le Projet sera entreprise conformément à l'Annexe C (Modalités en matière de présentation de rapports).

9. VÉRIFICATIONS ET ÉVALUATION

9.1. VÉRIFICATION DE L'ENTENTE

a) Le Canada peut effectuer un audit de la présente Entente, à ses frais, concernant l'utilisation de la Contribution pour l'exécution du Projet. À ces fins, le Bénéficiaire s'engage à permettre l'audit des comptes et registres en lien avec le Projet par le Canada lorsqu'il a reçu un préavis raisonnable.

b) Le Bénéficiaire convient de fournir au Canada tous les rapports de vérification pertinents en lien avec le Projet qu'il effectue en temps normal.

c) Les Parties s'engagent à prendre promptement toute action corrective, convenue par les Parties, rendue nécessaire en réponse aux conclusions et recommandations de toute vérification effectuée.

9.2. ÉVALUATION

Le Bénéficiaire pourrait être invité à participer à l'évaluation du Programme. Si le Bénéficiaire est invité, il convient de fournir au Canada des renseignements de nature publique sur les activités admissibles réalisées pendant la durée de l'Entente de façon à ce que le Canada puisse effectuer à ses frais une évaluation du Programme.

9.3. CONSERVATION DE L'INFORMATION

Le Bénéficiaire s'assurera de conserver des registres et des comptes financiers exacts et en bonne et due forme, incluant sans toutefois s'y limiter, des Contrats, des factures, des déclarations, des reçus et des documents justificatifs relatifs au Projet, pendant au moins six (6) ans après la Date de fin de l'Entente.

9.4. ACCÈS

Le Bénéficiaire donnera au Canada et à ses représentants désignés un accès raisonnable et en temps opportun, sans frais à tous les documents aux fins d'audit,

d’évaluation et d’assurance de la conformité avec la présente Entente.

Le Bénéficiaire permettra que les représentants qu'il désignera puissent, en tout temps convenable et comme ils le jugent utile, à la suite d'un préavis raisonnable, examiner les lieux des travaux.

10. COMMUNICATIONS

10.1 PROTOCOLE DE COMMUNICATION

Les parties conviennent de suivre le protocole de communications indiqué à l’Annexe E (Protocole de communications).

11. RECONNAISSANCE DE LA CONTRIBUTION DU CANADA

Le Bénéficiaire reconnaîtra la contribution du Canada dans les affiches et les communications avec le public produites dans le cadre de chaque Projet ou de l’Entente d’une façon acceptable pour les parties à moins que le Canada n’indique par écrit au Bénéficiaire qu’une telle reconnaissance n’est pas requise.

12. INFORMATION PUBLIQUE

Le Bénéficiaire reconnaît que son nom, le montant accordé par le Canada, la nature générale des activités et tout rapport produit par le Canada, notamment en matière d’évaluation ou de vérification du Programme relativement à la présente Entente peut être rendu public par le Canada.

13. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

a) Les Parties se tiendront informées de toute question qui pourrait être litigieuse par la communication de renseignements et s’efforceront de résoudre, de bonne foi, tout différend potentiel.

b) S’il survient une question litigieuse, les Parties l’examineront de concert et s’efforceront de résoudre de bonne foi tout différend potentiel dès que possible et dans tous les cas dans les vingt (20) jours ouvrables suivant la réception de l’avis portant sur une question litigieuse.

c) Dans les cas où les Parties ne s’entendent pas sur un règlement, elles pourront examiner d’autres modes de règlement des différends disponibles pour résoudre le différend.

d) Tout paiement relatif à un différend, ainsi que les obligations corrélatives seront suspendues, temporairement, jusqu’à ce que le différend soit réglé.

e) Les Parties conviennent que rien dans le présent article n’aura d’incidence sur les droits du Canada de résilier l’Entente, et rien ne les modifiera.

14. DÉFAUT

Le non-respect par le Bénéficiaire d'une ou plusieurs des modalités substantielles de la présente Entente représente un cas de défaut.

14.1. DÉCLARATION DE LA MISE EN DÉFAUT

Le Canada peut déclarer le Bénéficiaire en défaut de l'Entente si le Canada informe le Bénéficiaire du cas de défaut et le Bénéficiaire n'a pas remédié au cas de défaut, dans les trente (30) jours ouvrables suivant la réception de l'avis ou n'a pas démontré à la satisfaction du Canada qu'il a pris les mesures nécessaires pour remédier au cas de défaut, et qu'il en a avisé le Canada.

14.2. RECOURS EN CAS DE DÉFAUT

En cas de défaut au titre de la présente Entente, le Canada peut suspendre ou mettre fin à toute obligation du Canada de verser ou de continuer à verser une contribution financière dans le cadre du Projet, ou résilier l'Entente, hormis les Dépenses admissibles au moment de la déclaration de la mise en défaut.

15. LIMITE DE LA RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

15.1. DÉFINITION DE « PERSONNE »

Dans cet article, le terme « personne » comprend, sans s'y limiter, une personne, le Bénéficiaire, une tierce partie, une personne morale, ou tout autre entité juridique, et leurs cadres, préposés, employés ou mandataires.

15.2. LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

En aucun cas, le Canada, ses cadres, fonctionnaires, préposés, employés ou mandataires ne seront tenus responsables de dommages-intérêts contractuels ou extracontractuels ou autres, en ce qui concerne :

a) tout dommage au bien d'une personne ou toute perte ou destruction du bien d'une personne découlant de la réalisation du Projet par le Bénéficiaire ;

b) toute obligation d'une personne, y compris une obligation découlant d'un prêt, d'un contrat de location-acquisition ou de toute autre obligation à long terme, contractée en lien avec la réalisation du Projet;

en lien avec la présente Entente ou le Projet sauf dans la mesure où ces dommages-intérêts résultent d'un préjudice causé par la faute lourde ou intentionnelle d'un cadre, fonctionnaire, préposé, employé ou mandataire du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

15.3. INDEMNISATION

Le Bénéficiaire s'engage à indemniser en tout temps le Canada et ses cadres, fonctionnaires, employés ou agents, et à les dégager de toutes actions, de réclamations, demandes, pertes, coûts, dommages, poursuites ou autres procédures, que ce soit de responsabilité contractuelle, délictuelle (y compris la négligence) ou autre, intentées par qui que ce soit et de quelque manière que ce soit, ou occasionnées par :

a) toute blessure, y compris le décès, et tout préjudice, y compris une perte économique ou la violation des droits, infligés à une personne;

b) tout dommage au bien d'une personne ou toute perte ou destruction du bien d'une personne;

c) toute obligation d'une personne, y compris une obligation découlant d'un prêt, d'un contrat de location-acquisition ou de toute autre obligation à long terme;

en lien avec la présente Entente ou le Projet, sauf dans la mesure où ces réclamations, demandes, pertes, coûts, dommages, poursuites, actions en justice ou autres procédures résultent de la négligence ou de la violation de l'Entente de la part d'un officier, préposé, employé ou mandataire du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

16. BIENS

a) Les Biens acquis, achetés, construits, rénovés ou améliorés, en partie ou en totalité, pendant la durée du Projet seront la responsabilité du Bénéficiaire et demeureront en sa possession.

b) Nonobstant toute autre disposition de la présente Entente, le Bénéficiaire préservera, conservera et utilisera tout Bien aux fins du Projet, et il n'aliénera aucun Bien pendant la Période d'aliénation des Biens à moins que le Canada ne soit informé de l'aliénation par écrit.

c) À moins qu'il n'en soit convenu autrement par le Canada, si le Bénéficiaire vend, loue, grève d'une hypothèque, aliène ou utilise tout Bien autrement qu'aux fins prévues par la présente Entente, soit directement ou indirectement, au cours de la Période d'aliénation des Biens, le Bénéficiaire pourrait être tenu de rembourser au Canada les fonds fédéraux reçus pour le Bien, et cela, en proportion avec la durée de vie restante du Bien.

d) Dans le cas où le Bénéficiaire cède ses droits, titres et intérêts à l'égard d'un Bien en faveur d'un organisme du gouvernement du Québec, d'un organisme municipal ou d'une personne morale de droit public, le Canada n'exige pas le

remboursement en tout ou en partie des fonds fédéraux reçus pour le Bien.

17. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

17.1. BÉNÉFICE DU PUBLIC

Les Parties reconnaissent que leur contribution au Projet est faite pour le bénéfice du public.

17.2. SURVIE

Les droits et obligations des Parties, qui, de par leur nature, dépassent la fin ou la résiliation de la présente Entente, survivront à la fin ou la résiliation de la présente Entente.

17.3. CRÉANCE DE LA COURONNE FÉDÉRALE

Toute somme due au Canada par le Bénéficiaire en vertu de la présente Entente constituera une créance envers la Couronne fédérale, que le Bénéficiaire remboursera dans une manière convenue entre les Parties.

17.4. INTÉRÊTS PAYABLES SUR LA CRÉANCE DE LA COURONNE FÉDÉRALE

Les sommes dues par le Bénéficiaire à la Couronne fédérale porteront intérêt conformément au Règlement sur les intérêts et les frais administratifs (fédéral).

17.5. CHAMBRE DES COMMUNES ET SÉNAT

Aucun membre de la Chambre des communes ou du Sénat du Canada ne sera admis à recevoir une partie de la contribution ou à en tirer un quelconque avantage qui n'est pas autrement accessible au public. Si une telle situation survient, la Partie qui en est informée doit en aviser l'autre Partie dans les meilleurs délais.

17.6. CONFLIT D'INTÉRÊTS

Aucun ancien fonctionnaire, fonctionnaire actuel, ni titulaire d'une charge publique à qui s'applique toute loi, toute ligne directrice, tout code ou toute politique du Canada ou du Québec en rapport avec l'après-mandat, l'éthique et les conflits d'intérêts ne tirera directement avantage de la présente Entente, à moins que la prestation ou la réception de ces avantages ne soit conforme à ces lois, lignes directrices, politiques et codes. Si une telle situation survient, la Partie qui en est informée doit en aviser l'autre Partie dans les meilleurs délais.

17.7. AUCUN MANDAT, AUCUN PARTENARIAT, AUCUNE COENTREPRISE, ETC.

Aucune disposition de la présente Entente, ni action des Parties n'établit, ni n'est censée établir, un partenariat, une coentreprise, une entente mandant-mandataire ou une relation employeur-employé de quelque façon ou à quelque fin que ce soit

entre le Canada et le Bénéficiaire ou entre le Canada et une Tierce partie. Chaque Partie convient de ne pas se représenter elle-même, y compris dans le cadre d'une Entente avec une Tierce partie, comme un partenaire, un employé ou un mandataire de l'autre Partie.

17.8. AUCUN POUVOIR DE REPRÉSENTATION

Aucune disposition de la présente Entente ne doit être interprétée de façon à autoriser une personne, y compris une Tierce Partie, à conclure un contrat ou à contracter des obligations au nom de l'une ou l'autre Partie ou à agir à titre de mandataire de l'une ou l'autre Partie. Le Bénéficiaire prendra les mesures nécessaires pour s'assurer que toute Entente conclue entre le Bénéficiaire et une Tierce Partie comporte une telle disposition.

17.9. CESSION

Une Partie ne peut pas transférer ou céder ses droits et ses obligations en vertu de la présente Entente sans que l'autre Partie n'ait préalablement donné son consentement par écrit. Sans ce consentement par écrit, le transfert ou la cessation sera nul.

17.10. SIGNATURE DES DIFFÉRENTS EXEMPLAIRES

La présente Entente et tous les documents visés par cette Entente ou remis conformément à celle-ci ou en rapport avec celle-ci peuvent être signés et remis en un certain nombre d'exemplaires (y compris par signature numérique, télécopie ou autre moyen de transmission électronique, tel que le courrier électronique en format PDF), de la même manière que si toutes les Parties avaient signé et remis le même document, et tous les exemplaires constituent ensemble un seul et même document original.

17.11. DIVISIBILITÉ

Si, pour quelque raison que ce soit, une disposition de la présente Entente qui ne constitue pas une condition fondamentale de l'Entente intervenue entre les Parties est jugée nulle ou inexécutable, en tout ou en partie, et que les deux Parties acceptent, cette disposition sera considérée comme étant dissociable et rayée de la présente Entente, mais toutes les autres modalités de l'Entente continueront d'être valables et exécutoires.

17.12. MODIFICATIONS

La présente Entente, y compris ses annexes, ne peut être modifiée que par écrit, avec l'accord des Parties et l'obtention des autorisations requises.

17.13. RENONCIATION

Une Partie ne peut renoncer à un droit découlant de la présente Entente que par écrit; la tolérance ou l'indulgence manifestée par cette Partie ne constituera pas une renonciation à son droit.

17.14. AVIS

a) Tout avis, toute information ou tout document exigé en vertu de la présente Entente doit être donné par écrit au représentant identifié, soit par courrier, par courriel, par messager, par télécopieur ou remis en mains propres, aux coordonnées suivantes, à moins de précision contraire d'une Partie :

Canada :

Directeur général, Programmes d'infrastructure et de transport
Transports Canada
Place de Ville, Tour C, 19e étage
330 rue Sparks
Ottawa, Ontario K1A 0N5
TC.NTCF-FNCC.TC@tc.gc.ca

Bénéficiaire :

M. Domenico Zambito, avocat
Greffier adjoint et chef de division,
Service du greffe – Division de la réglementation, de l'accès à l'information et des élections
Ville de Montréal
155 rue Notre-Dame Est, rez-de-chaussée
Montréal, Québec, H2Y 1B5
domenico.zambito@montreal.ca

b) Un tel avis sera réputé reçu par le destinataire :

i. lorsque celui-ci aura reçu le document par le destinataire s'il s'agit d'un document remis en mains propres;

ii. lorsque celui-ci aura reçu la confirmation de réception du document par le destinataire s'il s'agit d'un document envoyé par le courrier, par courriel ou par télécopieur;

iii. lorsque celui-ci aura signé l'accusé de réception en cas de courrier recommandé ou de transmission par messager.

Si une Partie change de représentant ou de coordonnées, elle doit en aviser l'autre Partie dans les meilleurs délais.

18.SIGNATURES

La présente Entente est signée au nom de Sa Majesté le Roi du chef du Canada par le ministre des Transports lui-même représenté par la Sous-ministre adjointe, et au nom de la Ville de Montréal par le Greffier adjoint.

SA MAJESTÉ LE ROI DU CHEF DU CANADA	VILLE DE MONTRÉAL
Par : Stephanie Hébert Sous-ministre adjointe, Programmes, Transports Canada	Par : Domenico Zambito, Greffier adjoint,
Date	Date

ANNEXE A – DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

ANNEXE A.1: DÉPENSES ADMISSIBLES

Toutes les dépenses admissibles doivent :

- être raisonnables et directement liées au Projet,
- être engagées entre la date d'entrée en vigueur et la date de réclamation finale; et
- relever des catégories de dépenses suivantes :

a) salaires et avantages sociaux du personnel (rémunérations; part de l'employeur aux cotisations à l'assurance-emploi, au Régime de pensions du Canada/Régime de rentes du Québec et au Régime d'assurance invalidité; assurance privée; avantages sociaux du personnel travaillant au Projet/aux activités où le Bénéficiaire peut prouver l'optimisation des ressources);
b) honoraires professionnels au titre des services sous-traités;
c) dépenses liées à la préparation (par exemple, la préparation du site), aux travaux de construction, à la remise en état et à l'amélioration des biens;
d) achat ou location de technologies, de matériel, de logiciels, de données et de systèmes;
e) licences et permis;
f) dépenses liées à la sensibilisation du public et à la mobilisation des Autochtones, à la diffusion des renseignements et aux documents de communication, et autres coûts connexes;
g) dépenses de voyage, notamment les coûts d'hébergement, la location de véhicules et les tarifs au kilomètre, les billets d'autobus, de train, d'avion ou de taxi, les indemnités de repas et les frais accessoires (dont les montants sont fondés sur les tarifs et les indemnités que l'on trouve dans les politiques et directives établies);
h) dépenses administratives (y compris les coûts d'administration générale, les loyers, les frais d'assurance, la location d'équipements de bureau et les frais d'adhésion);
i) location de salles de réunion et d'équipements audio-vidéo;
j) dépenses d'accueil, conformément aux politiques et aux directives du gouvernement fédéral;
k) dépenses liées aux télécommunications, à l'analyse des données et aux services de validation des données;
l) coûts de formation relatifs aux nouvelles technologies, aux équipements, aux logiciels et aux systèmes;
m) pour les Projets administrés par un partenariat public-privé (PPP), dépenses de préparation d'une analyse de rentabilisation d'un PPP et d'autres coûts se rapportant à l'exécution d'un Projet par l'entremise d'un PPP;
n) coûts d'ingénierie et des examens environnementaux, y compris les évaluations environnementales et les Programmes de suivi, ainsi que les coûts des activités d'assainissement, des mesures d'atténuation et des mesures de suivi relevées dans le cadre des évaluations environnementales;
o) coûts des consultations environnementales;

Lorsque la contribution de Transports Canada est inférieure à 100 % des dépenses admissibles totales, les dépenses admissibles ci-dessus peuvent englober celles qui ont un rapport avec les contributions en nature. Les contributions en nature peuvent revêtir la forme :

- de marchandises, services ou biens qu'utilise le Bénéficiaire pour lesquels des frais sont engagés, mais aucune somme n'est échangée;
- de dons de marchandises, de services ou de biens au Bénéficiaire pour lesquels aucuns frais ne sont engagés et aucune somme n'est échangée.

Les dons ne peuvent pas être remboursés, mais ils peuvent faire partie des dépenses totales admissibles du Projet et des activités du Bénéficiaire.

Dans le cas des projets d'immobilisations, Transports Canada ne consacrera pas plus de 15 % de sa contribution totale aux dépenses décrites aux paragraphes b), f), g), h), i), j), n), et o).

En dépit de l'exigence établie ci-dessus, selon laquelle toutes les dépenses admissibles doivent être engagées entre la date d'entrée en vigueur et la date de réclamation finale, les dépenses admissibles décrites aux paragraphes b), f), g), h), i), j), n), et o) peuvent être engagées entre la date de signature de l'entente et la date de la réclamation finale.

Les dépenses d'accueil sont admissibles, mais elles doivent faire partie de la portion des dépenses admissibles totales du Projet qui revient au Bénéficiaire. À moins que le Canada en convienne autrement, les frais de déplacement, l'hébergement et les indemnités journalières sont établis dans la Directive sur les voyages du Conseil national mixte.

ANNEXE A.2 : DÉPENSES NON ADMISSIBLES

Certains coûts ne sont pas admissibles au financement et, par conséquent, ne seront pas considérés dans le calcul des coûts totaux admissibles du Projet. Les dépenses non admissibles incluent :

a) les coûts engagés avant la date d'entrée en vigueur et après et la date de réclamation finale;
b) les coûts d'acquisition de terrains, de biens immobiliers ou autres, les frais de financement et le paiement d'intérêts sur des prêts;
c) les coûts d'achat de matériel roulant ou d'équipement mobile;
d) les coûts de location de terrains, d'édifices et d'autres installations;
e) les frais juridiques;
f) les coûts d'élaboration d'une proposition;
g) la taxe de vente provinciale, la taxe sur les produits et services et la taxe de vente harmonisée qui donnent au demandeur ou à un tiers le droit à un remboursement de taxe et tous les autres coûts admissibles à des remboursements;
h) les réparations générales et l'entretien des travaux d'un Projet et de structures connexes;
i) les dépenses liées aux télécommunications, à l'analyse des données et aux services de validation des données.

ANNEXE B – LE PROJET

ANNEXE B.1 : DESCRIPTION DE PROJET

Description du Projet :

Le Projet aux fins de la présente Entente s'inscrit dans le cadre d'un projet d'aménagement plus large qui consiste à assurer une connectivité directe entre l'Administration portuaire de Montréal (APM) et le réseau supérieur du ministère des transports et du développement durable du Québec (MTMD) de façon à soulager la rue Notre-Dame et à assurer à l'APM un mouvement continu des conteneurs depuis ses terminaux, sans avoir à passer par des feux de circulation partagés avec la circulation ambiante du secteur.

Le Projet viendra aussi prolonger le boulevard de l'Assomption entre les rues Notre-Dame et le réseau supérieur du MTMD, permettant de raccorder la nouvelle voie étagée en sortie du port (pont Vickers) au futur prolongement de l'Avenue Souligny.

Le Projet aux fins de la présente Entente représente la portion attribuable à la Ville de Montréal d'un projet d'ensemble réalisé en partenariat avec le MTMD et l'APM. Cette portion sera consignée dans une entente de réalisation qui sera convenue entre la Ville et le MTMD. Les volets Ville et MTMD pourront être construits soit individuellement, soit par le biais d'une maîtrise d'œuvre attribuée à l'un des deux partenaires pour ne former qu'un seul chantier. Les travaux attribuables à la Ville et éligibles à la présente Entente seront clairement identifiés dans l'entente de réalisation Ville-MTMD.

Objectifs :

Les travaux visés par le Projet s'harmonisent avec les grands objectifs du Fonds national des corridors commerciaux (FNCC) puisqu'ils viennent soutenir la fluidité du commerce canadien, en diminuant les contraintes de capacité et les goulots d'étranglement, et en renforçant l'interconnexion et l'exploitabilité modale.

Plus spécifiquement, le Projet permettra notamment :

- D'augmenter la résilience des corridors commerciaux en assurant au port une sortie garantie des camions du port, même en cas d'événements météorologiques.
- D'innover du point de vue de la gestion des eaux tout en offrant une protection face aux changements climatiques.
- De tirer parti des investissements massifs de l'APM et de tous les paliers de gouvernement dans les ouvrages de transport de la Métropole, en particulier en permettant au port de récolter les fruits de tous ses efforts pour améliorer son rendement et consolider sa position enviable sur les marchés internationaux.

Activités :

Les activités liées à la réalisation du Projet consistent, sans s'y limiter, à effectuer toute la planification, la conception et la construction pour les travaux décrits ci-après :

- Prolongement du Boulevard L'Assomption et de l'avenue Souligny
- Création d'un axe combiné Assomption-Souligny
- Élargissement et reconfiguration de la rue Notre-Dame
- Réaménagement de la rue Dickson
- Travaux d'ouvrages d'art
- Travaux de drainage des chaussées, d'alimentation en eau potable et d'égouts
- Travaux d'éclairage, de feux de circulation et de systèmes de transport intelligents
- Travaux d'aménagement du paysage, de plantation et de verdissement

Résultats du Projet :

Dans l'objectif de montrer comment le Projet contribuera à améliorer la capacité des corridors de commerce nationaux, le Bénéficiaire doit faire la collecte de données de rendement et présenter des rapports en fonction des indicateurs de rendement auxquels contribuera le Projet soit :

Résultats du projet				
Catégorie	Résultat	Indicateur	Donnée de référence	Cible
GAINS D'EFFICACITÉ	Redirection de l'achalandage en véhicules lourds et diminution des trajets	Pourcentage de véhicules lourds rue Notre-Dame (%)	20 %	15 %
	Gains de temps entre le point de sortie du Port et l'Avenue Souligny	Temps de parcours moyen d'un camion porte-conteneurs en période de pointe(s)	330 secondes	97 secondes
ENVIRON-NEMENT	Réduction des GES émis par les camions en sortie du Port	Émissions annuelles de (tonnes de CO_2)	2300 Tonnes métrique émises par an	676 Tonnes métriques émises par an
	Diminution du nombre des rejets des égouts unitaires	Volume annuel mesuré aux surverses du	250 000 – 500 000 m^3 de rejet des égouts	0 – 525 m^3 de rejet des égouts unitaires dans le

	dans le fleuve Saint-Laurent	bassin drainant où se situe le Projet (m^3)	unitaires dans le fleuve Saint-Laurent	fleuve Saint-Laurent
	Diminution des nuisances dans les secteurs résidentiels avoisinants	Plaintes annuelles des résidents en lien avec les nuisances reliées aux transport	30 plaintes	15 plaintes
SÉCURITÉ	Diminution des accidents blessés graves	Nombre annuel	0,4 accidents avec blessés graves	0 accidents avec blessés graves
	Diminution des accidents blessés légers	Nombre annuel	8 accidents avec blessés légers	6 accidents avec blessés légers
	Diminution des accidents matériels seulement	Nombre annuel	110 accidents matériels seulement	82 accidents matériels seulement

Ces données sont recueillies seulement à des fins de mesure du rendement et de reddition de comptes à l'égard des Canadiens.

ANNEXE B.2 : Composantes et trésorerie du Projet

Description de la Composante du Projet ou du Projet (Étapes techniques et financières principales, emplacement, méthodes de construction, etc.)	**Total estimatif des dépenses du Projet**	**Total estimatif des Dépenses admissibles (50%)**	**Contribution estimative du Canada**	**Contribution estimative aux Dépenses admissibles par Partie, par Exercice financier**				
				Contributeur	2024-25	2025-26	2026-27	2027-28
Étude d'avant-projet, Plan et devis, Surveillance des travaux, Ingénierie (15% maximum des dépenses admissibles du projet)	16 924 673 $	16 924 673 $	6 067 590 $	Canada	259 807 $	382 763 $	2 745 010 $	2 680 010 $
				Bénéficiaire	259 807 $	382 763 $	2 745 010 $	7 469 503 $
Travaux d'ouvrages d'art, Travaux de voirie, Décontamination	121 327 745 $	121 327 745 $	39 810 246 $	Canada	0 $	2 944 333	21 115 458 $	15 750 455 $
				Bénéficiaire	0 $	2 944 333	21 115 458 $	57 457 708 $
Acquisitions	42 557 144 $							
Total	180 809 562 $	138 252 418 $	45 877 836 $	Canada	259 807 $	3 327 096 $	23 860 468 $	18 430 465 $
				Bénéficiaire	259 807 $	3 327 096 $	23 860 468 $	64 927 211 $

Pour plus de précision, il est entendu que la contribution totale du Canada ne peut pas dépasser le montant indiqué à l'article 3.1 (Contribution par le Canada).

ANNEXE C — MODALITÉS EN MATIÈRE DE PRÉSENTATION DE RAPPORTS

ANNEXE C.1 : RAPPORT D'ÉTAPE

Le Bénéficiaire soumettra un rapport d'étape au moins quatre fois par année, sauf si le Canada l'en dispense pour une année donnée. Le rapport d'étape comprendra les renseignements suivants :

a) une description générale de l'avancement du Projet;

b) une mise à jour des données sur les indicateurs de rendement énumérés à l'Annexe B.1 (description du Projet) en comparaison avec le début du Projet. Le Bénéficiaire s'assurera que les processus de collecte de données appropriés sont en place pour permettre la saisie et le signalement des indicateurs de rendement utilisés pour mesurer l'atteinte des résultats du Projet;

c) les questions, les domaines de préoccupation et les facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur la réalisation, le calendrier ou le budget du Projet selon les plans initiaux ainsi que les stratégies d'atténuation proposées pour régler la situation.

ANNEXE C.2 : RAPPORT FINAL

Le Bénéficiaire présentera un rapport final au Canada dans le cadre de la réclamation finale. Le rapport final comprendra :

a) une description générale des principales réalisations du Projet, y compris toute modification apportée aux activités et aux calendriers initiaux;

b) une mise à jour des données sur les indicateurs de rendement énumérés à l'Annexe B.1 (description du Projet) en comparaison avec le début du Projet.

c) une ventilation des Dépenses admissibles réclamées dans la présente Entente pour la réconciliation finale des Dépenses admissibles.

ANNEXE D — CERTIFICAT DE CONFORMITÉ POUR LES RÉCLAMATIONS

ANNEXE D.1 : CERTIFICAT DE CONFORMITÉ POUR LES RÉCLAMATIONS PÉRIODIQUES

Eu égard à l'Entente conclue entre Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représentée par le ministre des Transports et la Ville de Montréal (ci-après le « Bénéficiaire »), représenté par _____(nom), concernant le Projet d'amélioration des accès au Port de Montréal — Phase 2 (ci-après l'« Entente »).

Je, _____(Nom), de la ville de _____, province/territoire de _____, déclare ce qui suit :

1. J'assume la fonction de _____ auprès du Bénéficiaire à ai ce titre pris connaissance des énoncés exposés dans la présente déclaration et estime que celle-ci est véridique.
2. Je suis dûment autorisé par le Bénéficiaire à remettre le présent Certificat.
3. J'ai lu et compris l'Entente et la réclamation périodique du Bénéficiaire en date du même jour que le présent certificat. Je suis au courant des activités et affaires du Bénéficiaire, et j'ai fait les examens ou mené les enquêtes nécessaires avant de remettre ce certificat et pour m'assurer que l'information qu'il contient est vraie et exacte.
4. Les dépenses réclamées consistent de Dépenses admissibles conformément à l'Entente.

En date du _____20___

_____
Signature

Dûment autorisé

ANNEXE D.2 : CERTIFICAT DE CONFORMITÉ POUR LA RÉCLAMATION FINALE

Eu égard à l'Entente conclue entre Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représentée par le ministre des Transports et la Ville de Montréal (ci-après le « Bénéficiaire »), représenté par _____(nom), concernant le Projet d'amélioration des accès au port de Montréal — Phase 2 (ci-après l'« Entente »).

Je, _____(Nom), de la ville de _____, province/territoire de _____, déclare ce qui suit :

1. J'assume la fonction de _____ auprès du Bénéficiaire et ai à ce titre pris connaissance des énoncés exposés dans la présente déclaration et estime que celle-ci est véridique.
2. Je suis dûment autorisé par le Bénéficiaire à remettre le présent Certificat.
3. J'ai lu et compris l'Entente et la réclamation finale du Bénéficiaire en date du même jour que le présent certificat. Je suis au courant des activités et affaires du Bénéficiaire, et j'ai fait les examens ou mené les enquêtes nécessaires avant de remettre ce certificat et pour m'assurer que l'information qu'il contient est vraie et exacte.
4. Les dépenses réclamées consistent de Dépenses admissibles conformément à l'Entente.
5. Le Projet tel que défini dans l'Entente a été réalisé.
6. L'Aide financière totale reçue ou due pour le Projet conformément au paragraphe 3.2 c) (Engagements du Bénéficiaire) est : [INCLURE TOUT L'AIDE FINANCIERE RECU OU DUE]

En date du _____20___

_____
Signature

Dûment autorisé

ANNEXE E – PROTOCOLE DE COMMUNICATION

ANNEXE E.1 : OBJECTIF

Ce Protocole de communications décrit les rôles et les responsabilités de chacune des Parties à l'Entente relativement aux activités de communication liées au Projet financé.

Ce Protocole de communication guidera la planification, l'élaboration et la mise en œuvre de toutes les activités de communication, de sorte que les communications à l'intention de la population canadienne seront efficaces, structurées, continues et coordonnées.

Les dispositions de ce Protocole de communication s'appliquent à toutes les activités de communication relatives au Projet financé aux termes de la présente Entente. Ces activités de communication sont, entre autres, des événements publics ou médiatiques, des communiqués, des rapports, des produits ou des messages destinés au Web et aux médias sociaux, des blogues, des affiches de projet, de l'affichage numérique, des publications, des histoires de réussite et des vignettes, des compilations de photos, des vidéos, des campagnes publicitaires, des campagnes de sensibilisation, des éditoriaux et des produits multimédias.

ANNEXE E.2 : PRINCIPES DIRECTEURS

Les Parties reconnaissent l'importance de gérer la mise en œuvre d'activités de communication cohérentes en se fondant sur le principe de la collaboration et de la discussion transparente et ouverte.

Les activités de communication menées en vertu de ce Protocole doivent faire en sorte que les Canadiens soient informés des investissements effectués dans les infrastructures pour aider à améliorer leur qualité de vie et qu'ils reçoivent de chaque Partie de l'information uniforme sur les projets financés et leurs avantages.

Chaque partie peut mener des activités de communication sous réserve des dispositions du présent protocole. Les activités de communication menées conjointement par le Canada et le Bénéficiaire devraient reconnaître le financement de tous les contributeurs au Projet.

ANNEXE E.3 : COMMUNICATIONS SUR LE PROGRAMME

Le Canada se réserve le droit de respecter ses obligations de communiquer des renseignements aux Canadiens sur le Programme et l'utilisation des fonds par le biais de produits et d'activités de communication.

Le Canada et le Bénéficiaire, si ce dernier le souhaite et à son entière discrétion, peuvent également inclure un message général concernant le Programme et un aperçu de ce Projet à titre d'exemple dans leurs propres produits et activités de communication. La Partie qui mènera ces activités reconnaîtra le financement des Parties.

Le Canada et le Bénéficiaire conviennent qu'ils n'interviendront pas indûment afin d'empêcher l'autre Partie ou d'autres contributeurs d'utiliser, à leurs propres fins, des produits de communications publiques liés au Projet qui ont été mis en place collectivement ou individuellement par les Parties, et s'ils se trouvent sur le Web, il sera possible de s'y connecter.

ANNEXE E.4 : COMMUNICATIONS OPÉRATIONNELLES

Le Bénéficiaire est le seul responsable des communications opérationnelles liées au Projet, y compris, mais sans s'y limiter, les appels d'offres ainsi que les avis de construction et de sécurité publique. Les communications opérationnelles décrites ci-dessus seront effectuées en conformité avec les lois et politiques applicables au Bénéficiaire, notamment en ce qui concerne la langue de communication.

Le Canada et le Bénéficiaire informent rapidement l'autre Partie des demandes de renseignements importantes reçues des médias ou si un intervenant principal éprouve des difficultés par rapport au Projet.

ANNEXE E.5 : ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES ET ANNONCES RELATIVES AU PROJET

Les événements médiatiques sont, entre autres, les conférences de presse, les annonces publiques, les événements ou cérémonies officiels, les messages sur les médias sociaux et les communiqués.

Les Parties conviennent d'organiser régulièrement des événements médiatiques au sujet du financement et de l'avancement du Projet. Les principales étapes pourront être soulignées à l'aide d'événements publics, de communiqués ou d'autres moyens.

Chacune des Parties à l'Entente ou d'autres contributeurs peuvent demander la tenue d'un événement médiatique conjoint.

Les événements médiatiques liés au financement ou à la promotion du Projet n'ont lieu que lorsque toutes les Parties ont été informées et ont donné leur accord.

Celui qui demande la tenue d'un événement médiatique conjoint donne à l'autre Partie un préavis d'au moins trente (30) jours ouvrables pour l'informer de son intention d'organiser un tel événement. Les deux Parties doivent s'entendre sur l'emplacement et la date de l'événement.

La Partie qui organise ces activités donnera à l'autre Partie l'occasion d'y participer en y affectant un représentant désigné, et fera état du financement de tous les contributeurs. Le Canada et le Québec choisiront leur propre représentant désigné.

Tout le matériel de communication conjoint lié à des événements médiatiques doit être approuvé par le Canada et faire état du financement des Parties.

Tout le matériel de communication conjoint sera produit en français et une traduction en anglais, sur support distinct, sera rendue disponible par le Canada selon les besoins

ANNEXE E.6 : AFFICHAGE

Le Canada et le Bénéficiaire peuvent chacun mettre en place une affiche indiquant leur contribution financière au Projet, aux frais de celui à qui appartient l'affiche. Toute installation d'affiche devra se faire suite à l'autorisation du Bénéficiaire et à un endroit désigné par celui-ci.

Les affiches devraient être installées dans un endroit visible et de choix, qui tient compte de la sécurité et de la visibilité des piétons et de la circulation routière.

ANNEXE E.7 : COÛTS DES COMMUNICATIONS

L'admissibilité des coûts liés aux activités de communication qui fournissent des renseignements publics quant à la présente Entente sera assujettie à l'Annexe A (Dépenses admissibles et non admissibles) et doit être accordée à l'avance par le Canada.

ANNEXE E.8 : DIFFÉRENDS, SURVEILLANCE ET CONFORMITÉ

En cas de désaccord ou de questions litigieuses, il faut se reporter à l'article 13 (Règlement des différends) de la présente Entente.

ANNEXE E.9 : CAMPAGNES PUBLICITAIRES

Puisque la publicité peut être un moyen efficace de communiquer avec le public, le Canada et le Bénéficiaire peuvent, à leurs frais, organiser une campagne de publicité ou d'information publique concernant l'entente ou le Projet. Toutefois, une telle campagne doit respecter les dispositions de la présente Entente. Dans l'éventualité d'une telle campagne, chaque Partie accepte d'informer l'autre Partie de son intention, et de le faire au moins vingt (20) jours ouvrables avant le lancement de la campagne.

ANNEXE F — DÉCLARATION D'ACHÈVEMENT SUBSTANTIEL

Eu égard à l'Entente conclue entre Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représentée par le ministre des Transports, et la Ville de Montréal (ci-après le « Bénéficiaire »), représenté par _____(nom), concernant le Projet d'amélioration des accès au port de Montréal — Phase 2 (ci-après l'« Entente »).

Je, _____(nom), de la ville de _____,

province/territoire de _____, déclare ce qui suit :

1. J'assume la fonction de _____auprès du Bénéficiaire, et j'ai à ce titre pris connaissance des énoncés exposés dans cette Déclaration d'achèvement substantiel;

2. L'ensemble des travaux couverts par le Projet amélioration des accès au port de Montréal — Phase 2 et décrits à l'Annexe B (Le Projet) de l'Entente :
   a. Ont été effectués en grande partie entre le (DATE) et le (DATE);
   b. Ont été exécutés conformément aux exigences de conception et de construction et à toutes les autres normes et caractéristiques usuelles pour permettre au public l'utilisation sécuritaire, ininterrompue et sans obstruction de ces ouvrages.
   c. Ont été exécutés en respectant les mesures de mitigation et de suivis environnementaux prescrits et recommandés.
   d. Ont résulté à l'atteinte du stade d'Achèvement substantiel, conformément à l'Entente, le _____ jour de _____ 20__.

Déclaration faite à _____ (ville), _____
(Province/Territoire)

ce _____ jour de _____, 20_____.

_____
Signature

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1249222002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Construction SAVCO inc. pour l'exécution des travaux de restauration et la rénovation patrimoniale de la maison Smith située au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 363 962,41 $, taxes incluses (contrat : 2 629 879,09 $ + contingences : 525 975,82 $ + incidences : 208 107,50 $) - Appel d'offres public 24-6148 - 10 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à Construction SAVCO inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour des travaux de restauration et la rénovation patrimoniale de la maison Smith située au parc du Mont-Royal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 2 629 879,09 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-6148;
2. d'autoriser une dépense de 525 975,82 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 208 107,50 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de Construction SAVCO inc.;
5. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-20 14:38

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249222002**
Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	Site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Objet :	Accorder un contrat à Construction SAVCO inc. pour l'exécution des travaux de restauration et la rénovation patrimoniale de la maison Smith située au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 363 962,41 $, taxes incluses (contrat : 2 629 879,09 $ + contingences : 525 975,82 $ + incidences : 208 107,50 $) - Appel d'offres public 24-6148 - 10 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) met en œuvre un projet de restauration et de rénovation de la maison Smith située au 1260, chemin Remembrance, dans le parc du Mont-Royal, sur le site patrimonial du même nom.
Intérêt patrimonial du site de la maison Smith
Construite en 1858 par le maçon André Auclair à des fins de résidence de villégiature pour un riche marchand de l'époque, M. Hosea Ballou Smith, la maison est le seul témoin bâti érigé avant la création du parc du Mont-Royal en 1876. On lui reconnaît, ainsi qu'à son site d'implantation et à sa clairière, d'importantes valeurs historiques, paysagères, architecturales et sociales. Aujourd'hui, la maison Smith abrite un pôle d'accueil et de services pour les usagers et usagères du parc. Elle constitue un important lieu de rencontre et de diffusion des attributs de la montagne grâce aux activités qui y sont organisées et aux expositions qui y sont présentées.

Pour toutes ces raisons, la maison est hautement fréquentée et, dans cette mesure, la Ville désire procéder à certains travaux de restauration et de rénovation de manière à protéger le patrimoine, mais aussi à maintenir des services essentiels à la clientèle, dont les services sanitaires.

Le portique actuel a été construit lors des travaux de rénovation sur le bâtiment en 1999. La majorité de ses composantes ont atteint leur fin de vie utile. Une campagne de restauration

des murs de moellon au-dessus du niveau du sol a été effectuée en 2015 afin de traiter des problèmes d'infiltration d'eau dans les murs de fondation de la maison. À ce jour, la fondation n'est pas drainée adéquatement, certaines sections du drain français sont inopérantes et des dégradations ont été constatées sur la membrane d'étanchéité et dans les joints de mortier intérieurs et extérieurs du mur de fondation.

Le projet s'inscrit dans les grands objectifs du *Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal* (PPMVMR) adopté en 2009, du *Plan de conservation du site patrimonial du Mont-Royal (Ministère de Culture et des Communications, 2018)* ainsi que dans le *Plan nature et sports - Montréal des Sommets* qui vise notamment la protection des composantes identitaires du mont Royal.

Les documents d'appel d'offres ont été préparés par la firme Les Architectes FABG inc. et ses sous-traitants, mandatée en 2023 par le biais d'un appel d'offres public.

Autorisations
Le programme de réaménagement du parc du Mont-Royal est considéré comme un programme d'envergure récurrent, il fait l'objet d'un suivi par les comités de gouvernance des projets/programmes d'envergure.

Le Conseil du patrimoine de Montréal a émis un avis favorable au projet. L'avis final est joint.

Le projet a également obtenu un avis favorable du Comité consultatif d'urbanisme de l'arrondissement de Ville-Marie, sous certaines conditions, qui ont été comblées. L'avis est également joint.

Appel d'offres
Le processus de sollicitation du marché suivi pour ce dossier est un appel d’offres public ouvert à tous les entrepreneurs répondant aux exigences des clauses administratives incluses au cahier des charges.

L’appel d’offres a été lancé le 11 septembre 2024 et devait se terminer le 8 octobre 2024. L’addenda 3 a reporté l’ouverture des soumissions au 15 octobre 2024 et l'addenda 4 a , de nouveau, reporté l'ouverture des soumissions au 24 octobre 2024. La durée initiale était donc de 27 jours, mais la durée réelle a été de 43 jours.

L’appel d’offres a été publié sur le site Internet de la Ville de Montréal et sur celui du Système électronique d’appel d’offres (SÉAO) du gouvernement du Québec durant toute la période d’appel d’offres. Il a aussi été annoncé dans le journal Le Devoir.

Six addenda ont été émis et rendus disponibles aux preneurs du cahier des charges dans les délais prescrits :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	2024-09-26	Réponse à une question et réémissions des plans.	Non
2	2024-09-27	Précisions au cahier des charges et réponses aux questions des soumissionnaires.	Non
3	2024-10-02	Report de la date d'ouverture des soumissions, émission du bordereau de soumission révisé, précisions au cahier des charges et plans et réponses aux questions des soumissionnaires.	Oui

4	2024-10-10	Report de la date d'ouverture des soumissions, émission du bordereau de soumission révisé, précisions au cahier des charges et plans, réponses aux questions des soumissionnaires.	Oui
5	2024-10-17	Précisions au cahier des charges et plans, émission du bordereau de soumission révisé, réponses aux questions des soumissionnaires.	Oui
6	2024-10-21	Réponses aux questions des soumissionnaires.	Non

Les soumissions sont valides 120 jours suivant la date d'ouverture, soit jusqu'au 21 février 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0161 – 20 avril 2023 – Octroi d'un contrat à Les Architectes FABG inc., pour la fourniture de services professionnels en architecture et en ingénierie pour la restauration et la rénovation patrimoniale de la maison Smith située au parc du Mont-Royal, pour une somme de 520 353,86 $, taxes incluses, dans le cadre de la restauration et de rénovation patrimoniale de la maison Smith (dossier 1237292001).
CG09 01 30 – 30 avril 2009 – Adopter le Plan de protection et de mise en valeur du Mont-Royal.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'octroi d'un contrat pour l'exécution des travaux de restauration et la rénovation patrimoniale de la maison Smith située au parc du Mont-Royal.
Les travaux comprennent notamment :

- Remplacement du portique de l'entrée principale;
- Remplacement requis du système de drainage sanitaire sous dalle au sous-sol;
- Restauration et étanchéisation nécessaires du mur de fondation;
- Réaménagement de l'entrée nord et amélioration de l'accessibilité universelle;
- Remplacement requis du drain français et mise aux normes du réseau de drainage pluvial;
- Reconfiguration de l'escalier d'issue extérieur du sous-sol;
- Travaux de rénovation des toilettes hommes et femmes au sous-sol;
- Mise aux normes de la toilette du rez-de-chaussée afin de la rendre accessible;
- Mise aux normes de l'entrée d'eau;
- Amélioration de la gestion des eaux pluviales;
- Travaux d'aménagement paysager au pourtour du bâtiment;

Pour ce projet, un montant de 525 975,82 $, taxes incluses, est requis à titre de budget de contingences, représentant 20 % de la valeur du contrat. Ce montant est nécessaire considérant le caractère patrimonial du bâtiment, et afin de faire face aux imprévus qui pourraient surgir durant la réalisation des travaux, dont notamment des conditions de site inattendues lors des travaux de démolition et d'excavation.

En ce qui a trait au budget d'incidences, un montant de 208 107,50 $, taxes incluses, est requis, représentant 8,5 % de la valeur du contrat. Ce montant est nécessaire pour couvrir

les services et travaux suivants, sans s'y restreindre :

- Services professionnels d'un laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux;
- Services professionnels pour la surveillance environnementale (gestion des sols);
- Services professionnels pour la supervision archéologique et biologiste au chantier;
- Services spéciaux d'équipements;
- Frais pour la signalisation;
- Frais pour les redevances et la traçabilité des sols contaminés excavés (Traces Québec);
- Autres besoins durant le chantier, si requis.

JUSTIFICATION

Le processus d'adjudication suivi pour ce contrat est un octroi au plus bas soumissionnaire conforme.
Sur les 18 preneurs du cahier des charges, 10 ont déposé une soumission (56 %) et 8 n'ont pas déposé de soumission (44 %). Les preneurs n'ayant pas soumis d'offres n'ont pas transmis l'avis de désistement pour faire connaître la raison de leur désistement.

Les soumissions déposées se sont avérées conformes.

La soumission du plus bas soumissionnaire Construction SAVCO inc. présentait une erreur de calcul mineure. Le montant corrigé de cette soumission est de 2 629 879,09 $, taxes incluses, ce qui ne change pas l'ordre des soumissionnaires.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (Taxes incluses)	**AUTRES (Contingences)** (Taxes incluses)	**TOTAL** (Taxes incluses)
CONSTRUCTION SAVCO INC	**2 629 879,09 $**	**525 975,82 $**	**3 155 854,91 $**
Axe Construction inc.	2 730 039,33 $	546 007,87 $	3 276 047,20 $
Afcor Construction inc.	2 911 167,00 $	582 233,40 $	3 493 400,40 $
St-Denis Thompson inc.	2 940 945,53 $	588 189,11 $	3 529 134,64 $
Maçonnerie Rainville & Frères inc.	2 983 601,25 $	596 720,25 $	3 431 141,44 $
Groupe DCR	2 988 342,82 $	597 668,56 $	3 586 011,38 $
XO Construction inc.	3 125 020,50 $	625 004,10 $	3 750 024,6 $
Procova inc.	3 267 589,50 $	653 517,90 $	3 921 107,40 $
Gilca inc.	3 498 496,90 $	699 699,38 $	4 198 196,28 $
Construction L.Morin inc.	4 020 722,68 $	804 144,54 $	4 824 867,22 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 464 891,54 $	492 978,31 $	2 957 869,85 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)			197 985,06 $

(la plus basse conforme - estimation)	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100)	6,69 %
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la dernière estimation ($) (la plus basse conforme - estimation)	120 192,29 $
Écart entre la deuxième plus basse conforme et la dernière estimation (%) ((la plus basse conforme - estimation) / estimation) x 100)	3,81 %

L'estimation de contrôle a été élaborée par la firme Les Architectes FABG inc. et ses sous-traitants, qui a élaboré les plans et devis, durant la période de sollicitation du marché et tient compte des addenda émis pendant celle-ci.

L'analyse des soumissions a permis de constater un écart de 6,69 % entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de contrôle.

Un écart de 3,81 % a également été constaté entre la deuxième plus basse soumission conforme et l'adjudicataire recommandé.

Sur la base de cette analyse, le SGPMRS recommande d'octroyer le contrat à Construction SAVCO inc., plus bas soumissionnaire conforme.

Conformité de l'adjudicataire

Les vérifications requises ont été faites afin de valider que l'adjudicataire recommandé :

- N'est pas inscrit au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'a pas de restriction imposée sur son permis de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- N'est pas rendu non conforme en vertu du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville de Montréal* et n'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

L'autorisation à contracter délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise pour ce contrat, car celui-ci n'est pas visé par la *Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics* .

En conformité avec l'encadrement administratif portant sur l'évaluation du rendement des adjudicataires, puisque la dépense nette de ce contrat d'exécution de travaux est supérieure à 1 000 000 $, une évaluation du rendement sera effectuée.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense maximale à considérer est de 3 363 962,41 $, taxes incluses, qui comprend :

- Le coût brut du contrat pour un montant de 2 629 879,09 $, taxes incluses (2 401 430,15 $, net de ristournes);
- Un budget de contingences de 525 975,82 $, taxes incluses (480 286,03 $, net de ristournes);
- Un budget d'incidences de 208 107,50 $, taxes incluses (190 029,89 $, net de ristournes).

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération en vertu de la compétence du

parc du Mont-Royal et représente un coût net de 3 071 746,06 $ en considérant les ristournes pour la TPS et la TVQ.

Un montant de 2 121 455,74 $, net de ristournes sur les taxes, sera financé par le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) via le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération 5022028 - RCG 22-028 Travaux de protection des immeubles CG22 0533.

Un montant de 950 290,32 $, net de ristournces sur les taxes, sera financée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) via le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération 5022032 - RCG 22-032 Réaménag. réhabili. parc MR CG22 0581.

Pour donner suite à ce dossier, le budget requis de 3 071 746,06 $ est prévu et disponible au PDI 2025-2034 du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) et est réparti comme suit pour chacune des années :

Projet investi	2025	2026
34250 - Programme de réaménagement du parc du Mont-Royal	2 815 766,06 $	255 980,00 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (ADS+).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le processus d'octroi de ce contrat doit être complété à court terme pour honorer le calendrier de réalisation du projet et offrir les services essentiels à la clientèle, dont les services sanitaires.
L'octroi de ce contrat au mois de décembre 2024 permettra à l'entrepreneur d'optimiser la réalisation des travaux et de livrer le projet dans les délais requis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives. Un affichage à message variable et autres outils seront utilisés pour communiquer des informations sur la disponibilité des services aux usagers et usagères.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'ordre de débuter les travaux est prévu au mois de janvier 2025 et la fin des travaux en janvier 2026, selon le délai contractuel spécifié au cahier des charges.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérification effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :

Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Mohamed BECHIR BOUZAIDI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Clément ARNAUD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Annie LONGPRÉ, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Clément ARNAUD, 15 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie ALLARD
architecte paysagiste

Tél : 514.754.3775
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-07

Jasmin CORBEIL
c/d Aménagement des espaces publics et réalisation

Tél : 514.820.7092
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin BOULIANNE
directeur(-trice)-amenagement parcs et espaces publics
Tél : 514.214.0922
Approuvé le : 2024-11-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(-trice) de service - grands parcs, verdissement et mont-royal
Tél : 514.236.5925
Approuvé le : 2024-11-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249222002*
Unité administrative responsable : *Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports.*
Projet : *Restauration et rénovation patrimoniale de la maison Smith du Parc du Mont-Royal.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Liste des priorités Montréal 2030 :

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les principaux résultats et bénéfices attendus sont :

Priorités Montréal 2030

- *Amélioration de l'accessibilité universelle, en répondant aux besoins de mobilité des personnes les plus vulnérables grâce au réaménagement de l'entrée nord et la toilette de RDC, augmentant ainsi la qualité de vie des visiteurs de ce parc - priorité 19.*

- *Conservation et mise en valeur de l'actif en assurant la pérennité des activités à la Maison Smith grâce au réaménagement et la restauration patrimoniale du portique de l'entrée principale.*

Transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en oeuvre de Montréal 2030

- *Développement d'une collaboration entre 2 unités d'affaires abordant l'enjeu du maintien de la qualité des paysages et des expériences, de l'acceptabilité sociale des changements dans l'équilibrage la sécurité pour l'ensemble de la population qui fréquente les lieux.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**x**		

Section C - ADS+*

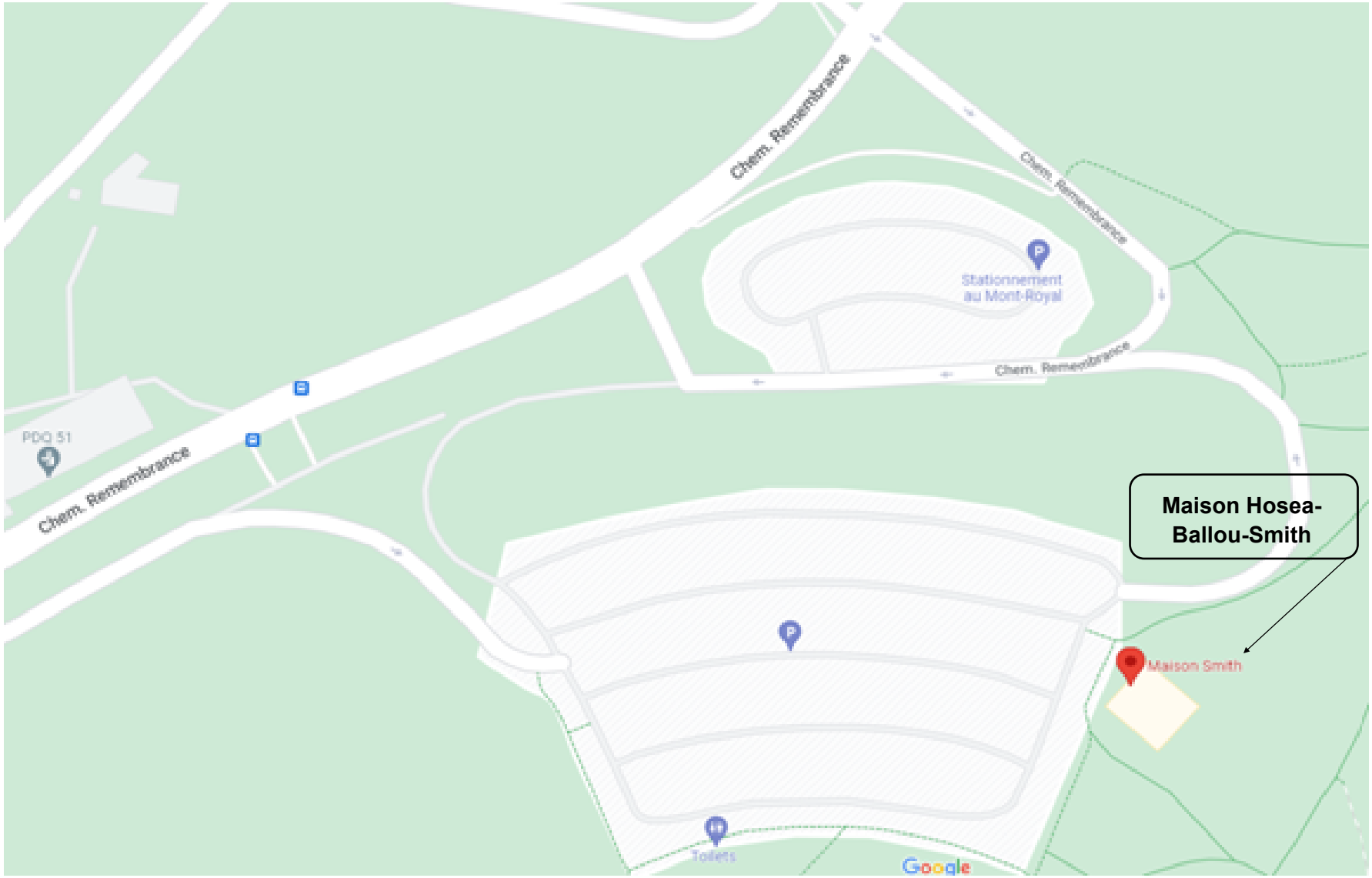
Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

PLAN DE LOCALISATION DU PROJET



PLAN DE LOCALISATION DU PROJET



CONSEIL
DU PATRIMOINE
DE MONTRÉAL

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL
Émis le 18 juin 2024 à la suite de la réunion du 24 mai 2024

Projet de restauration et rénovation de la maison Smith

A24-SC-07

Localisation :	1260, chemin Remembrance Arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Situé à l'intérieur des limites du site patrimonial cité du Mont-Royal Situé dans un secteur de valeur patrimoniale exceptionnelle au Plan d'urbanisme (Parc du Mont-Royal)
Reconnaissance provinciale :	Situé à l'intérieur des limites du site patrimonial déclaré du Mont-Royal
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) est l'instance consultative de la Ville de Montréal en matière de patrimoine (règlement 02-136). Il émet un avis à la demande du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports (SGPMRS) de la Ville de Montréal, conformément au paragraphe 9 de l'article 12.1 de son règlement.

CONTEXTE DE LA DEMANDE

L'avis du Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) est sollicité afin de se prononcer sur les travaux de rénovation de la maison Smith, située dans le parc du Mont-Royal. Le projet lui a été soumis par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, le Service de la gestion et de la planification des immeubles et le Service de l'urbanisme et de la mobilité, de l'Arrondissement de Ville-Marie.

Auparavant, le projet de rénovation de la maison Smith a été soumis au CPM à deux reprises, donnant lieu à un avis préliminaire en 2020 (A20-SC-02) et un second en 2024 (A24-SC-02). En 2020, le CPM a aussi émis un avis préliminaire (A20-SC-03) sur le projet de réaménagement des abords de la maison Smith.

HISTORIQUE DU SITE ET LOCALISATION[1]

La maison Smith est située sur le mont Royal. Plusieurs vestiges attestent de la fréquentation de la montagne par les Autochtones depuis plusieurs millénaires, faisant ainsi du site un secteur d'intérêt archéologique à fort potentiel selon le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal. En 1844 et 1845, Hosea Ballou Smith, riche marchand et homme d'affaires, acquiert deux propriétés sur la montagne et s'y fait construire une résidence secondaire (la maison Smith) en 1858. Œuvre du maître maçon André Auclair, la maison est faite de moellons de pierre et comprend un sous-sol,

[1] Contenu tiré essentiellement de la recherche préalable à l'évaluation de l'intérêt patrimonial de la maison Hosea-Ballou-Smith et de l'énoncé patrimonial du site de la maison Hosea-Ballou-Smith (Ville de Montréal, 2014).

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

un rez-de-chaussée et deux étages. Elle est coiffée d'un toit en pavillon à quatre versants percés de lucarnes à pignon et de hautes cheminées en pierre. Le domaine Smith, qui comprend plusieurs dépendances en plus de la maison, est situé dans l'entremont, un sous-secteur un peu plus boisé de la clairière qui se distingue des différentes zones du mont Royal par son caractère pastoral, sa topographie douce et ondulée et ses larges aires gazonnées ponctuées d'arbres.

En 1869, la Ville de Montréal entame les procédures d'expropriation sur la montagne dans le but de créer un parc public et devient propriétaire de la maison Smith en 1872. La Ville fait appel aux services de l'architecte paysagiste Frederick Law Olmsted pour la conception du parc, inauguré en 1876. De 1871 à 1934, la maison Smith est successivement occupée par ses deux gardiens de parc. Sous leur gouverne, les abords de la maison Smith sont aménagés selon les principes de l'horticulture ornementale, se distançant ainsi de l'approche paysagère promue par Olmsted. Dans les années 1950 et 1960, le secteur de la maison se transforme radicalement avec la construction successive de deux tours de télédiffusion de Radio-Canada (1952; 1962), du pavillon du lac aux Castors (1958) et, surtout, avec la mise en place d'infrastructures afin de répondre à l'utilisation accrue de l'automobile. Suivant les plans des architectes paysagistes Clarke et Rapuano, la voie panoramique Camilien-Houde/Remembrance est réalisée entre 1958 et 1962 et un vaste stationnement comptant 1378 places est aménagé aux abords de la maison Smith. Ces interventions concourent avec la démolition des dépendances de la maison.

Témoignant de la volonté de conserver et de mettre en valeur le patrimoine de la montagne, le site patrimonial du Mont-Royal est créé en 1987 et le premier plan de mise en valeur du mont Royal est adopté en 1992. Depuis 1989, l'organisme Les amis de la montagne occupe les locaux de la maison Smith et contribue à en faire le principal lieu d'accueil du parc du Mont-Royal. Quant au secteur plus large de la clairière, il demeure le principal pôle d'activités et d'animation du parc du Mont-Royal, été comme hiver.

En 2005, un projet de construction d'une terrasse attenante à la maison Smith est présenté au CPM et reçoit un avis favorable. En 2015, des travaux de restauration sont amorcés, mais ceux-ci sont arrêtés après la première phase.





La maison Smith et ses abords (à gauche) et une vue aérienne du secteur (à droite). La maison Smith est encerclée en rouge. (Source : Google Maps, 2019)

DESCRIPTION DU PROJET

Les travaux envisagés dans le présent mandat visent principalement la mise aux normes et l'optimisation des accès à la maison dont le portique de l'entrée principale, de même que le remplacement du système de drainage sanitaire sous dalle au sous-sol. Il est également prévu de procéder à l'étanchéisation et au drainage des fondations qui présentent des signes d'infiltration et de dégradation. Ces travaux doivent être réalisés dans un premier temps pour permettre le maintien de l'offre de service aux citoyens et pour minimiser l'impact des excavations au pourtour de la maison.

ANALYSE DES ENJEUX

Pour effectuer l'analyse et formuler un avis au sujet du projet de rénovation de la maison Smith, le Conseil du patrimoine de Montréal s'est appuyé sur la documentation fournie par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, dont :

- Une présentation des interventions proposées pour la maison Smith (datée du 24 mai 2024);
- Une stratégie de conservation pour la maison Smith (datée de janvier 2020)
- L'énoncé d'intérêt patrimonial de la maison Smith (daté du 3 juin 2014);
- Les avis préliminaires A20-SC-02 et A20-SC-03 (tous deux datés du 18 mars 2020) ainsi que l'avis préliminaire A24-SC-02 (daté du 23 février 2024) formulés par le CPM.

Le CPM apprécie les avancées réalisées dans les travaux projetés depuis la dernière présentation du projet. Il souhaite porter à l'attention des demandeurs certaines considérations notables liées à l'importance d'une planification d'ensemble du site, au traitement du portique d'entrée et au réaménagement du sous-sol.

Planification des abords

D'entrée de jeu, le CPM est conscient que le projet de réaménagement des abords de la maison Smith et de la voie Camilien-Houde fera l'objet d'une présentation distincte lors d'une réunion ultérieure. Il rappelle néanmoins que les deux projets sont indissociables et il réitère les inquiétudes formulées à cet égard dans son dernier avis (A24-SC-02). Même si les deux interventions ne sont pas effectuées en même temps, le CPM souhaite qu'elles puissent être planifiées conjointement comme un ensemble cohérent.

Bien que les orientations pour l'aménagement du site soient en cours de définition, le CPM préconise une lecture d'ensemble de l'histoire du site. Afin d'éviter toute confusion pouvant laisser croire que la maison Smith a fait partie de l'aménagement conçu par Frederick Law Olmsted et en prévision d'une possible mise en valeur de vestiges de la ferme Smith, il serait plus cohérent de s'appuyer sur l'aménagement existant avant l'avènement du plan d'Olmsted. Par exemple en ce qui concerne les sentiers permettant d'atteindre la maison, le chemin d'accès était anciennement oblique et d'allure formelle. Par conséquent, les références provençales présentées à titre d'images d'ambiance représentant les intentions d'aménagement ne reflètent pas une direction souhaitable pour le concept d'aménagement paysager. En effet, le paysage entourant la maison Smith aurait avantage à évoquer un paysage campagnard, tel qu'aménagé autour d'une maison rurale. Ainsi, des aménagements plus formels, comprenant par

exemple des bosquets et un chemin d'accès, correspondraient mieux au parti choisi. Une documentation photographique présentée dans l'étude patrimoniale rend bien l'organisation spatiale, la topographie et la végétation qui a précédé l'aménagement d'Olmsted et pourrait servir d'inspiration au nouvel aménagement.

Le CPM apprécie que des aménagements extérieurs temporaires soient prévus afin de desservir la clientèle du café et de permettre la continuité des services offerts pendant les travaux. Il s'interroge cependant sur la manière dont sera traitée la topographie du site pour permettre l'installation de mobilier de terrasse sur une surface régulière; cet aspect n'ayant pas été traité dans les documents de présentation.

De plus, le CPM incite les requérants à inclure dans leur projet d'aménagement le potentiel archéologique que présentent les anciens bâtiments secondaires démolis.

Portique d'entrée

Le CPM constate que le nouveau portique proposé reprend des composantes d'inspiration néoclassique dans une version contemporaine et simplifiée, ce qui lui apparaît comme une stratégie justifiée. Le concept architectural du portique n'est toutefois pas entièrement défini à cette étape-ci, bien que les intentions présentées soient claires. Le CPM, soucieux de la qualité et de la durabilité du portique, souhaite que les détails de conception, de matérialité et de mise en œuvre soient exemplaires.

Réaménagement au sous-sol

Le CPM craint que la configuration proposée crée des conflits d'usages entre les utilisateurs des toilettes et les visiteurs de l'exposition sur la géologie du Mont-Royal présentée au sous-sol. Il invite les concepteurs à réfléchir à des moyens de favoriser une cohabitation harmonieuse entre ces usages afin de favoriser une meilleure visibilité de l'exposition dont l'ampleur et la qualité du contenu méritent l'attention des visiteurs. Il souligne l'importance de valoriser le gabbro se trouvant au sous-sol, un rare artefact du patrimoine glaciaire, qui serait le seul exemple à Montréal de pierre portant des traces de glaciers. Le projet de réaménagement fournit l'opportunité d'éliminer les obstacles visuels nuisant à la visite de l'exposition et de créer un espace libre autour du gabbro qui permettrait d'offrir le recul nécessaire pour en apprécier les qualités. Le CPM regrette qu'il semble difficilement envisageable d'aménager les toilettes dans l'autre partie du sous-sol, ce qui aurait mieux servi la mise en valeur de l'exposition et du gabbro. Si elles doivent demeurer au même endroit, le CPM suggère d'étudier la possibilité de maintenir leur orientation initiale, à 90 degrés de la proposition présentée, permettant ainsi une meilleure cohabitation avec l'espace muséal.

L'accès secondaire du sous-sol qui sera réaménagé est présenté comme un escalier extérieur non couvert. Le CPM craint que cela ne présente un risque d'infiltration d'eau et croit qu'il serait préférable de prévoir un moyen de protéger la porte d'entrée contre les précipitations, par exemple à l'aide d'une marquise.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis favorable au projet de rénovation de la maison Smith. Il rappelle l'importance d'assurer la cohérence d'ensemble du site par une planification conjointe des interventions à l'immeuble et son environnement. Le CPM émet les recommandations suivantes :

1. Penser l'évolution de l'immeuble avec son environnement et les usages extérieurs projetés et intégrer les interventions à l'immeuble dans la planification des aménagements aux abords de celui-ci;
2. Adopter une vision d'aménagement paysager du site fondée sur le paysage campagnard qui prévalait avant l'aménagement du parc du Mont-Royal selon les plans de Frederick Law Olmsted;
3. Assurer une conception exemplaire et détaillée du portique, mariant fonctionnalité et finesse architecturale;
4. S'assurer que le plan de réaménagement du sous-sol favorise une cohabitation harmonieuse des usages et l'appréciation de l'exposition et du gabbro.

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,



Denis Boucher
Le 18 juin 2024

Note adressée au demandeur :
Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

ANNEXE

SUIVI DES RECOMMANDATIONS

Projet de restauration et rénovation de la maison Smith

A24-SC-07 (AVIS)

Fiche adressée au demandeur de l'avis

Note : Cette grille a pour but d'informer le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) et le conseil municipal ou d'arrondissement, s'il y a lieu, des mesures entreprises par le demandeur à la suite des recommandations du présent avis.

Veuillez remplir le tableau ci-contre et inclure l'annexe au dossier qui sera transmis au conseil municipal ou d'arrondissement et en transmettre une copie par courriel au CPM pour information.

Veuillez aussi noter que ce tableau demeure un outil de travail afin de favoriser les échanges et de faciliter la compréhension de l'évolution du projet.

	Recommandations*	**Suivi effectué** *(texte à inclure, si applicable)*
1	Penser l'évolution de l'immeuble avec son environnement et les usages extérieurs projetés et intégrer les interventions à l'immeuble dans la planification des aménagements aux abords de celui-ci ;	L'aménagement immédiat à la maison Smith sera développé dans un autre mandat à venir, en adoptant une vision d'aménagement paysager du site fondé sur le paysage campagnard de la propriété Smith avant l'aménagement du parc du Mont-Royal. La planification des aménagements prendra en considération l'évolution de l'immeuble avec son environnement, les usages extérieurs projetés ainsi que le réaménagement global des abords de la maison Smith et de la requalification de la voie Camillien-Houde. La terrasse proprement dite sera redéfinie dans ce projet permanent. Au lieu d'une terrasse construite en bois de facture contemporaine telle que l'existante (à être démolie), il est visé de prévoir une terrasse en parterre, intégrée au sol, plus discrète et suscitant une ambiance pastorale et champêtre, ceci dans le but de laisser place au corps de la maison et de la mettre en valeur.

2	Adopter une vision d'aménagement paysager du site fondée sur le paysage campagnard qui prévalait avant l'aménagement du parc du Mont-Royal selon les plans de Frederick Law Olmsted ;	Cet élément sera couvert dans le cadre du projet intégré du chemin Remembrance et ses abords piloté par le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM).
3	Assurer une conception exemplaire et détaillée du portique, mariant fonctionnalité et finesse architecturale ;	Le nouveau porche d'entrée avec colonne et toiture à fronton sera entièrement construit en bois. Plusieurs détails de moulurations permettront de raffiner la construction afin que le porche s'intègre avec le bâtiment d'origine, et de la tôle à la canadienne sera installée sur la toiture.
4	S'assurer que le plan de réaménagement du sous-sol favorise une cohabitation harmonieuse des usages et l'appréciation de l'exposition et du gabbro.	Le réaménagement du secteur des toilettes crée un espace ouvert permettant d'apprécier davantage l'exposition ainsi que le gabbro.

* *Recommandations de la section « Avis et recommandations du Conseil du patrimoine de Montréal » de l'avis.*

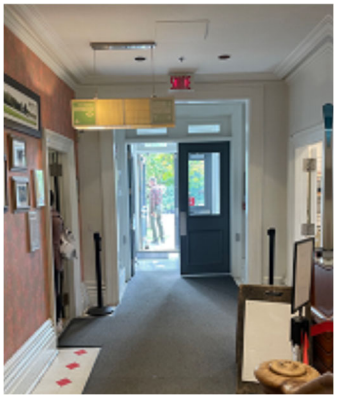
Exécution des travaux de restauration et rénovation patrimoniale de la maison Smith

Photos permettant une appréciation globale du projet.

•Remplacement du portique de l'entrée principale;

AVANT





APRÈS





•Réaménagement de l’entrée nord et amélioration de l’accessibilité universelle;

AVANT



APRÈS



•Reconfiguration de l’escalier d’issue extérieur du sous-sol;

AVANT



APRÈS

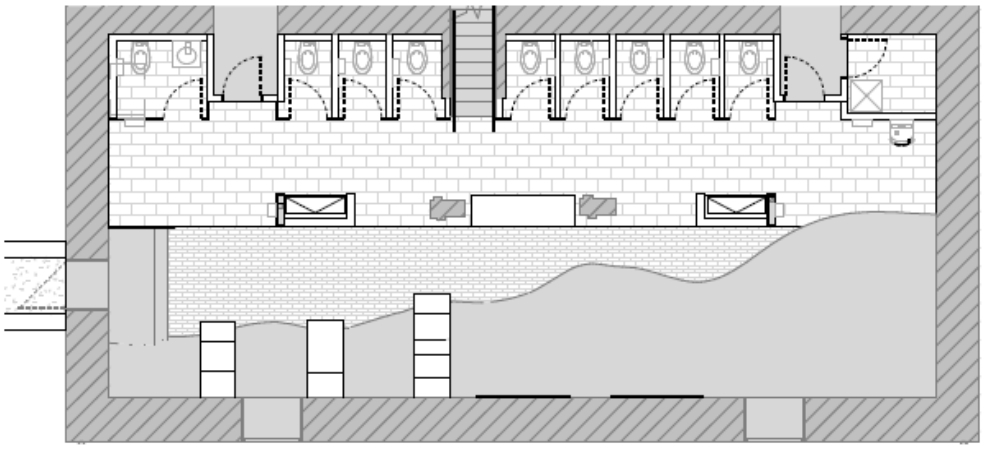


•Travaux de rénovation des toilettes hommes et femmes au sous-sol;

AVANT



APRÈS







•Restauration et étanchéisation nécessaires du mur de fondation et nouvelles margelles;

AVANT





APRÈS



Nom du service : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des Sports
Nom de la direction, division, etc. :
Direction de l'aménagement des parcs et espaces publics
Division Aménagement des espaces publics et réalisation

RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES
Date de publication : 10 septembre 2024
Date d'ouverture : 24 octobre 2024

Liste des preneurs des cahiers des charges

	PRENEURS DU CAHIER DES CHARGES
1	CONSTRUCTION SAVCO INC.
2	NORGEREQ LTÉE
3	ACQ Provinciale
4	MAÇONNERIE RAINVILLE & FRÈRES INC.
5	XO Construction Inc.
6	OMH de Montréal (OMHM)
7	Groupe DCR
8	GILCA INC.
9	AXE CONSTRUCTION INC.
10	PROCOVA INC.
11	CONSTRUCTION L. MORIN INC.
12	CONSTRUCTION PCL INC.
13	CONCEPTION PLHP INC.
14	Afcor Construction Inc.
15	TRO-CHAÎNES INC.
16	ST-DENIS THOMPSON INC.
17	Seguin Morris Inc.
18	ATWILL-MORIN MAÇONNERIE
19	
20	
21	
22	
23	
24	
25	
26	
27	
28	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249222002

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction aménagement des parcs et espaces publics , Réalisation
Objet :	Accorder un contrat à Construction SAVCO inc. pour l'exécution des travaux de restauration et la rénovation patrimoniale de la maison Smith située au parc du Mont-Royal - Dépense totale de 3 363 962,41 $, taxes incluses (contrat : 2 629 879,09 $ + contingences : 525 975,82 $ + incidences : 208 107,50 $) - Appel d'offres public 24-6148 - 10 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1249222002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-15

Valérie LAVIGNE
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245035004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division solutions voirie_parcs et infrastructure
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la 1re option de prolongation, d'une durée de 24 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 3 598 867,79 $, taxes incluses, pour la prestation de services sur demande, en termes d'expertise et de compétence pour la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau de la Ville, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme CIMA+ S.E.N.C (CG22 0050), majorant ainsi le montant total de la dépense de 5 225 843,70 $ à 8 824 711,49 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'exercer la 1re option de prolongation, d'une durée de 24 mois et autoriser une dépense additionnelle de 3 598 867,79 $, taxes incluses, pour la prestation de services sur demande, en termes d'expertise et de compétence pour la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau de la Ville, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme CIMA+ S.E.N.C (CG22 0050), majorant ainsi le montant total de la dépense de 5 225 843,70 $ à 8 824 711,49 $, taxes incluses ;
2. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des TI et du Service de l'eau, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-22 15:56

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245035004**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division solutions voirie_parcs et infrastructure
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer la 1re option de prolongation, d'une durée de 24 mois, et autoriser une dépense additionnelle de 3 598 867,79 $, taxes incluses, pour la prestation de services sur demande, en termes d'expertise et de compétence pour la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau de la Ville, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec la firme CIMA+ S.E.N.C (CG22 0050), majorant ainsi le montant total de la dépense de 5 225 843,70 $ à 8 824 711,49 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le 27 janvier 2022, la Ville a conclu une entente-cadre avec la firme CIMA+ S.E.N.C pour la prestation de services sur demande en termes d'expertise et de compétence pour la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau de la Ville (CG22 0050) avec une option de prolongation.

Le 23 février 2023, la Ville a octroyé 4 contrats (CG23 0059) visant l'acquisition d'équipements de télécommunication industriels (équipements de commutation industriels, points d'accès Wi-Fi et passerelles cellulaires industrielles).

L'entente-cadre de prestation de services actuellement en place a permis d'installer les équipements acquis via les 4 contrats. En effet, elle a démontré son efficacité et a permis au Service de l'eau d'augmenter la résilience et la sécurité de ses infrastructures permettant ainsi d'offrir un service essentiel à la population.

Le présent dossier vise donc à exercer la 1re option de prolongation, d'une durée de 24 mois et autoriser une dépense additionnelle de 3 598 867,79 $, taxes incluses, pour la prestation de services sur demande, en termes d'expertise et de compétence pour la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau de la Ville, dans le cadre de l'entente-cadre avec la firme CIMA+ S.E.N.C (CG22 0050), majorant ainsi le montant total de la dépense de 5 225 843,70 $ à 8 824 711,49 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0059 – 23 février 2023 - Accorder quatre (4) contrats aux firmes ITI inc. (lot 1 - (3 soumissionnaires, 1 seul conforme), lot 3 - (6 soumissionnaires), lot 4 - (4 soumissionnaires)) et Bell Canada (lot 2 - (3 soumissionnaires)), pour une durée de 12 mois, pour l'acquisition d'équipements de télécommunication industriels - Dépense totale : 1 628 899, 80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19552.
CG22 0050 - 27 janvier 2022 - Conclure une entente-cadre avec la firme CIMA+ S.E.N.C pour la fourniture sur demande de prestations de services en termes d'expertises et de compétence pour la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau de la Ville, pour une période de 36 mois, pour une somme maximale de 5 225 843,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public 21-18932 - (2 soumissionnaires).

DA214990001 - 29 septembre 2021 - Approuver une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations, qui sera utilisée par le Service des technologies de l'information (STI), dans le cadre des appels d'offres en services professionnels inhérents aux prestations de service en technologie de l'information.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à prolonger, d'une durée de 24 mois, l'entente-cadre de prestation de service avancée en termes d'expertise et de compétence pour une mise à niveau des infrastructures technologiques du Service de l'eau de la Ville.

Le Service de l'eau possède des infrastructures technologiques pour traiter l'eau potable et les eaux usées dans chacune de ses usines, et gère également le réseau de distribution et de collecte des eaux. Il comprend six usines d'eau potable, deux stations d'épuration des eaux usées, des réservoirs et bassins de rétention et plus d'une vingtaine de stations de pompage de grandes tailles. À cet effet, la Ville met en place un vaste chantier de modernisation de ses infrastructures des technologies de l'information et des technologies opérationnelles. De nombreux systèmes et outils doivent évoluer ou être mis à niveau dans les prochaines années.

JUSTIFICATION

Au cours des dernières années, l'entente-cadre de prestation de services a été utilisée avec grand succès pour la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau. Ci-joint les principales réalisations :

- Renforcement du réseau de télécommunication du Service de l'eau ;
- Configuration de 155 commutateurs ;
- Réalisation d'une étude portant sur la qualité du réseau sans fil ainsi qu'une stratégie pour son amélioration et un plan d'installation ;
- Élaboration d'une procédure de configuration de 120 passerelles cellulaires ;
- Réalisation des analyses de besoins pour l'automatisation et la gestion des codes sources SCADA/automates industriels.

Cette mise à niveau doit être faite continuellement pour assurer une résilience et une sécurité accrue de ces infrastructures essentielles.

La prolongation de contrat de prestation de services, indexée de l'IPC (3,30%), permettra de continuer d'assister le Service de l'eau dans la mise à niveau de ses infrastructures.

Enfin, en exerçant l'option des deux années de prolongation, la Ville sera en mesure de continuer à soutenir, à respecter ses obligations et à fournir des services de qualité au Service de l'eau.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les prestations de services spécialisés portant sur la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau de la Ville seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au PDI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI et du Service de l'eau pour la durée des contrats. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets et pourraient occasionner des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente permettra notamment de continuer de :

- maximiser la capacité pour résoudre les enjeux de désuétude d'équipements de télécommunications du Service de l'eau;
- limiter les risques croissants de défaillance des équipements et de vulnérabilité, avec possibilité d'impact opérationnel sur un service essentiel pour la population.

Les prestations de services devant être rendues à la Ville seront définies de façon précise, par projet spécifique de prestation de services dans le temps, avec des livrables définis à l'avance selon les besoins de la Ville.

Ce contrat couvrira essentiellement les requis associés au projet majeur #70191 Infrastructures des usines de l'eau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alain LARRIVÉE, Service de l'eau

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 793 - 3407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Yassine BENTALEB
Chef de division - solutions d'affaires - systèmes corporatifs

Tél : 514-927-3818
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Ghayath HAIDAR
directeur(-trice) solutions d'affaires

Tél : 514-567-7133
Approuvé le : 2024-11-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-11-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245035004*
Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information , Direction gestion du territoire , Division solutions voirie, parcs et infrastructure*
Projet # *70191 : Infrastructures des usines de l'eau.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

12 : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.
16 : Propulser Montréal comme laboratoire vivant et ville de savoir en favorisant les maillages entre l'administration municipale, le milieu de l'enseignement supérieur, les centres de recherche et les acteurs de la nouvelle économie montréalaise ainsi qu'avec les acteurs et réseaux de villes à l'international.
17 : Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le présent contrat permet la libération publique des données corporatives (données ouvertes), l'amélioration des solutions en

intelligence d’affaires pour les services et arrondissements et la livraison des projets visant à consommer et analyser des données.

Cela permettra de livrer des projets d'intelligence artificielle et de profiter pleinement de la valeur des données dont la Ville dispose.

Ces projets s’inscrivent des mandats de démocratisation et d'ouverture des données et de mieux positionner Montréal comme leader mondial en développement de technologies liées à l'intelligence artificielle.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 5 septembre 2024

Monsieur Jasmin Bergeron, ing., M. ing. / P. Eng., M. Eng.
Directeur
CIMA+ S.E.N.C.
900-740, rue Notre-Dame Ouest
Montréal, Québec H3C 3X6

Courriel : jasmin.bergeron@cima.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 21-18932
Prestations de services avancés en technologie de l'information (TI) et en technologie des opérations (TO) pour la mise à niveau des infrastructures du Service de l'eau de la Ville de Montréal

---

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif **du 27 janvier 2025 au 26 janvier 2027** et ce, selon les termes et conditions du Contrat avec une augmentation des prix de l'ordre de **3.30%** (selon l'indice de prix à la consommation prévu au contrat).

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à mestapha.damou@montreal.ca **au plus tard le 11 septembre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Signé numériquement par Jasmin Bergeron
DN: E=Jasmin.Bergeron@cima.ca, CN=Jasmin Bergeron, OU=Usagers, OU=09, OU=210, OU=Cima, DC=cima, DC=plus
Date: 2024.09.25 11:44:03-04'00'

Nom en majuscules et signature _____ Date _____

Je refuse le renouvellement : _____

Nom en majuscules et signature _____ Date _____

Mestapha Damou
Agent d'approvisionnement II

Courriel : mestapha.damou@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1249286006

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Autoriser une aide financière de 4 771 622 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour la construction d'un immeuble de 82 logements situé dans la Cité de Dorval / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024, un montant de 1 431 487 $ et pour 2025 et les années suivantes, un montant de 3 340 135 $ / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal

Il est recommandé:

1. D'autoriser une aide financière de 4 771 622 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour la construction d'un immeuble de 82 logements situé dans la Cité de Dorval et qui fait l'objet par la suite d'un remboursement de la Communauté Métropolitaine de Montréal;
2. D'autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024, un montant de 1 431 487 $ et pour 2025 et les années suivantes, un montant de 3 340 135 $;
3. D'approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal;
4. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-25 13:10

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249286006**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Autoriser une aide financière de 4 771 622 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour la construction d'un immeuble de 82 logements situé dans la Cité de Dorval / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024, un montant de 1 431 487 $ et pour 2025 et les années suivantes, un montant de 3 340 135 $ / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal

CONTENU

CONTEXTE

Le projet a été adopté, par le gouvernement du Québec, via le décret 1350-2024 le 28 août 2024, en vertu duquel la Société d'habitation du Québec (la « **SHQ** ») consentira une subvention à l'Office municipal d'habitation de Montréal (l'« **Organisme** ») pour son projet via une entente de subvention, signée entre l'Organisme et la SHQ, pour la réalisation et l'exploitation du projet (l'« **Entente SHQ** »).

L'Entente SHQ prévoit que le projet doit être appuyé par une contribution municipale totale de 7 957 621 $. Étant donné que le don du terrain par la Ville de Dorval représente une valeur de 3 185 999$, la contribution financière requise est d'un montant de 4 771 622 $.

Le financement de ce projet par la Ville de Montréal est possible en vertu du deuxième paragraphe de l'article 91 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1) qui lui permet d'accorder une aide visant « la création et la poursuite, sur son territoire ou hors de celui-ci, de toute initiative de bien-être de la population ». En vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.0), le conseil d'agglomération est compétent pour accorder la présente contribution financière compte tenu de la nature du projet et de sa compétence exclusive en matière de logement social.

La ville de Montréal traite donc le dossier de contribution financière qui est de la compétence de l'agglomération. Cela permet notamment d'assurer l'uniformité du traitement des dossiers sur le territoire de l'île de Montréal et de faciliter la planification budgétaire.

La part de la Ville de Montréal (la « **Ville** ») est remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (la « **CMM** »).

Le présent sommaire concerne la convention de contribution financière entre la Ville et l'Organisme, laquelle ne vise que la réalisation du projet; le suivi en exploitation sera assuré par la SHQ.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0653 – 21 novembre 2024 - Autoriser une aide financière de 3 465 705 $ à Habitation Laprairie, dans le cadre du décret 1475-2024 de la SHQ, pour la construction d'un immeuble de 52 logements situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest;

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'Entente SHQ, l'Organisme a soumis un projet de construction modulaire neuve, de 82 logements, qui comprend des studios, des 1 cc et des 2 cc, destinés aux personnes âgées autonomes de 55 ans et plus, au 750 avenue Dawson, à Dorval.

Les coûts de travaux sont de 28,5 M$. À ce montant s'ajoutent, les honoraires professionnels, le coût des études et des dépenses connexes, ainsi que les taxes applicables. Le coût de réalisation de 32 593 465 $ est financé par les contributions suivantes :

11 929 055 $: Subvention SHQ : contribution de

9 602 138$: Prêt hypothécaire
6 150 000 $: Subvention fonds logement abordable (SCHL)
4 771 622 $: Contribution Ville (CMM)
140 650 $: Subvention Novoclimat :

Dans le cadre de l'Entente SHQ, l'Organisme s'engage à maintenir les loyers conformes aux maximaux prévus dans le Programme d'habitation abordable Québec, et ce, pour une période de 35 ans. De plus, pour être admissible à la location d'un logement construit dans le cadre du projet, un ménage doit avoir un revenu égal ou inférieur au seuil de revenu maximal prévu à la grille des seuils de revenus maximaux admissibles de la SHQ.

La contribution de la Ville est conditionnelle à ce que l'Entente SHQ demeure en vigueur et que l'Organisme respecte en tout temps l'ensemble de ses obligations dans le cadre de cette entente.

JUSTIFICATION

Le projet:

- Permets d'accroître l'offre de logements salubres, adéquats et abordables pour des personnes âgées de 55 ans et plus, ayant des revenus faibles ou modestes;
- A reçu l'acceptation finale de la SHQ dans le cadre de l'Entente SHQ en date du 28 août 2024;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière non récurrente maximale de 4 771 622 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation.

Cette dépense sera compensée par un revenu équivalent provenant de la CMM.

Le calendrier de versement de la contribution financière sera fait tel que le prévoit la convention de contribution entre la Ville et l'Organisme:

- Signature de la convention Ville-Organisme : 30% de la contribution
- Signature du contrat de construction de l'entrepreneur : 20% de la contribution
- 50% d'avancement des travaux : 30% de la contribution
- À la fin des travaux, soit à l'émission du certificat d'achèvement substantiel des travaux : 20% de la contribution

La contribution financière concerne une compétence de l'agglomération de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, étant donné que le présent projet vise la réalisation de logements destinés à une clientèle à revenus modestes, que l'organisme bénéficiaire est un office municipal d'habitation, que les loyers seront maintenus abordables pour une période de plus de 20 ans et~~,~~ que certains logements bénéficieront du programme de supplément au loyer (PSL).

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Bien que situé à l'extérieur du territoire de la Ville de Montréal, et tel qu'indiqué à la Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe du sommaire décisionnel, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au plan urbain, le projet permettra de revitaliser un secteur par la construction d'un immeuble sur un terrain vacant.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue, en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

S/O

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BELANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carol-Anne LANGLOIS
Conseillère en développement de l'habitation

Tél : (514) 466-3622
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-11-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-11-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249286006
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : Dorval - Modulaire

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Priorité No 7 - Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu? Création de 82 logements pour les personnes âgées autonomes de 55 ans et plus.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249286006

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Autoriser une aide financière de 4 771 622 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour la construction d'un immeuble de 82 logements situé dans la Cité de Dorval / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024, un montant de 1 431 487 $ et pour 2025 et les années suivantes, un montant de 3 340 135 $ / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente convention de contribution financière est approuvée quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2024-11-22 - Convention contribution financière(Dorval)_VF VISÉE.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BELANGER
Avocate - Division du droit contractuel
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-22

Ariane BELANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Division du droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

22 novembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL,** personne morale constituée le 8 mai 2001 en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (R.L.R.Q.), c. S-8, ayant son siège au 400, boul. Rosemont, Montréal, Québec H2S 0A2, agissant et représentée par Pierre Choquette, directeur général adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Numéro d'inscription T.P.S. : 10397 6700 RT0001
Numéro d'inscription T.V.Q. : 1006092949 TQ001

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ., c. S-8), la Société d'habitation du Québec (ci-après la « **SHQ** ») a pour objet de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation et de favoriser le développement et la mise en œuvre de programmes de construction, d'acquisition, d'aménagement, de restauration et d'administration d'habitation;

ATTENDU QUE la SHQ peut, avec l'autorisation du gouvernement du Québec, mettre en œuvre les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE la SHQ a approuvé les orientations d'un nouveau programme d'aide à la construction de logements abordables;

ATTENDU QUE par le décret numéro 8-2022 du 12 janvier 2022, modifié par le décret numéro 1144-2022 du 22 juin 2022, par le décret numéro 1044-2023 du 21 juin 2023 et par le décret 21-2024 du 17 janvier 2024, la SHQ a été autorisée par le gouvernement du Québec à mettre en œuvre ce nouveau programme selon le cadre normatif prévu au décret 21-2024, soit le programme d'habitation abordable Québec (ci-après le « **PHAQ** »);

ATTENDU QUE l'Organisme a soumis une demande de subvention à la SHQ pour la réalisation de son Projet (tel que ce terme est défini à l'article 2) et que la candidature de l'Organisme ainsi que son Projet ont été formellement approuvés par la SHQ;

ATTENDU QUE le décret numéro 1350-2024 du 28 août 2024 autorise la SHQ à verser une subvention maximale 11 929 055 $ pour la réalisation du Projet (ci-après la « **Subvention SHQ** » et tel que ce terme est plus amplement défini à l'article 2.12 de la présente convention);

ATTENDU QU'une entente de réalisation et d'exploitation prévoyant l'octroi par la SHQ de cette subvention et garantissant le maintien dans le temps de l'immeuble et de son caractère social et abordable, lie l'Organisme et la SHQ pour la réalisation du Projet (ci-après l'« **Entente de réalisation et d'exploitation SHQ** »);

ATTENDU QU'une contribution municipale d'un montant de 7 957 621 $ est exigée dans l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

ATTENDU QUE la Cité Dorval a fait don à l'Organisme d'un terrain, connu et désigné comme étant le lot numéro 1 523 331 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, représentant une contribution de 3 185 999 $;

ATTENDU QUE l'Organisme est un office municipal d'habitation qui a pour mission d'améliorer les conditions de vie de familles et de personnes à faible revenu, à revenu modique, à revenu modeste ou ayant des besoins spéciaux en matière de logement en offrant des logements et des services de qualité, tout en favorisant leur pouvoir d'influence et d'action;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite une contribution de la part de la Ville pour compléter la contribution municipale exigée dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en lui accordant la Contribution municipale (tel que ce terme est défini à l'article 2);

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière (ci-après la « **Convention** »), prévoir les conditions se rattachant à la Contribution municipale;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes,* auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet de l'Organisme et ses données spécifiques;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné au sous-paragraphe 4.5.1 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : les documents minimalement exigés aux fins de la Reddition de compte conformément à la présente Convention;

2.4 « Contribution municipale » : la contribution financière versée par la Ville prévue au paragraphe 5.1 de la présente Convention;

2.5 « Coûts de réalisation admissibles » : dans le cadre de la réalisation du Projet, exclusivement l'ensemble des coûts afférents à la réalisation de la partie résidentielle du Projet incluant les coûts liés à l'acquisition des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet et les frais connexes, les dépenses liées à la préparation et au développement du Projet incluant les permis, les coûts relatifs aux honoraires professionnels liés à la réalisation d'études et de rapports, à la conception et au suivi des travaux, les coûts de construction liés à la partie résidentielle du Projet (main-d'œuvre, matériaux, acquisition technologique, matériel de contrôle) et les dépenses liées à l'aménagement standard du terrain. Il est entendu entre les Parties que le paiement de capital, d'intérêts et de frais pour

des prêts engagés, ainsi que les frais de gestion et d'exploitation du Projet une fois réalisé sont expressément exclus des Coûts de réalisation admissibles;

2.6 « Logement » : un lieu destiné à une occupation résidentielle, incluant une chambre ou un studio, loué ou offert en location de manière temporaire ou permanente. N'est pas inclus un lieu occupé à des fins de villégiature ou situé dans un établissement hôtelier;

2.7 « Logement abordable » : un Logement dont le loyer respecte le loyer maximum reconnu par la SHQ dans le cadre du PHAQ, conformément à son cadre normatif;

2.8 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la Contribution municipale. Le Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1 et prévoit la réalisation des unités de Logement abordable dont la typologie est présentée à cette annexe. Le Projet est réalisé sur les immeubles dont la désignation cadastrale apparaît à l'Annexe 1;

2.9 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les documents et les informations qui doivent être transmis au Responsable pour la durée de la présente Convention ainsi que tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, lesquels devront être conformes aux exigences prévues à la présente Convention et à la satisfaction du Responsable. Les documents minimalement exigés dans le cadre de la Reddition de compte sont prévus à l'Annexe 3;

2.11 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.12 « **Subvention SHQ** » : aux fins de la présente Convention, correspond à la subvention octroyée par la SHQ à l'Organisme conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

2.13 « **Unité administrative** » : le Service de l'habitation de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la Contribution municipale à l'Organisme, afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 réaliser le Projet conformément aux conditions prévues à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ et à la présente Convention et, de ce fait, assurer la réalisation de Logements abordables;

4.1.2 utiliser la Contribution municipale uniquement dans le cadre de la réalisation du Projet pour la réalisation de Logements abordables dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ, conformément à ses exigences et exclusivement pour acquitter les Coûts de réalisation admissibles afférents à celui-ci. En aucun cas, la Contribution municipale ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.3 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement, et les risques associés à la réalisation du Projet ainsi que tous les coûts qui ne sont pas visés par les Coûts de réalisation admissibles, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure au montant de la Contribution municipale;

4.1.4 maintenir en vigueur et respecter en tout temps l'intégralité des termes et conditions prévus à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ, incluant toute nouvelle condition advenant la modification de cette dernière convention.

L'Organisme s'engage à aviser sans délai le Responsable de toute situation de défaut conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ ou, encore, si l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ est modifiée ou prend fin, pour quelque raison que ce soit, et ce, dès la survenance de l'un ou l'autre de ces événements;

4.1.5 signer et maintenir en vigueur, jusqu'à la réalisation complète du Projet, un contrat de construction avec un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables, en conformité avec chacune des exigences prévues au paragraphe 4.3 de la présente Convention.

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Entrepreneur et entreprises en règle

4.3.1 s'assurer et exiger que toute personne exécutant les travaux dans le cadre du Projet soit un entrepreneur en règle et détenant la licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;

4.3.2 dans le cadre de la réalisation du Projet, s'assurer et exiger qu'aucun entrepreneur inscrit ou entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ne soit impliqué dans le Projet, et ce, incluant, notamment, tout fournisseur ou sous-traitant;

4.3.3 s'assurer et exiger de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet qu'il souscrive un contrat d'assurance chantier tous risques ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, et dans lesquels l'Organisme et la Ville devront être désignés comme assurés additionnels.

4.4 Respect des lois

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.4.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente Convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4.4 dans l'éventualité où l'Organisme communiquerait ou partagerait ces renseignements personnels à la Ville, avoir préalablement obtenu le consentement de la personne concernée par ceux-ci ou y être autrement autorisé par la loi.

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de la Contribution municipale par rapport à l'aide accordée par les autres personnes qui auraient contribué au Projet;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet, conformément au Protocole de visibilité;

4.5.3 respecter toute autre modalité prévue au Protocole de visibilité.

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera et en conformité avec l'Annexe 3, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Nonobstant l'alinéa 1 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), tout document exigé dans le cadre de la Reddition de compte doit être transmis au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour la Contribution municipale et faisant état des fins pour lesquelles elle a été utilisée;

4.6.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables

et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme de la Contribution municipale non engagée à la Date de terminaison dans la réalisation du Projet.

4.7 Remise de documents

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.8 Responsabilité

4.8.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente Convention;

4.8.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura

dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.8.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.9 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

4.9.1 lorsque la Contribution municipale est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Information continue

4.10.1 informer par écrit et sans délai le Responsable de toute situation de défaut aux termes de la présente Convention ou de toute situation ou événement qui pourrait mener à un tel défaut;

4.10.2 informer par écrit et sans délai le Responsable de tout renseignement ou information concernant le Projet, incluant tout renseignement ou information permettant au Responsable de s'assurer du respect de la présente Convention par l'Organisme et de voir à son application. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Organisme s'engage notamment à informer le Responsable de tout ajustement au montant de la Subvention SHQ ou de toute communication ou information susceptible d'avoir un impact sur la présente Convention, incluant la Contribution municipale;

4.10.3 transmettre, sur demande du Responsable et sans délai, tout document, information ou renseignement qu'il pourra raisonnablement demander en lien avec le Projet.

4.11 Interdiction d'aliéner les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet

4.11.1 ne pas aliéner, céder, transférer, disposer ou transporter les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, en tout ou en partie, sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville, laquelle pourra, le cas échéant, exiger toute condition qu'elle jugera nécessaire et appropriée, selon les circonstances;

4.11.2 pour l'application du sous-paragraphe 4.11.1, est réputé constituer une aliénation tout acte en vertu duquel l'Organisme octroie à un tiers tout droit, titre ou intérêt sur ou à l'égard de ces immeubles. Cela inclut, mais sans y être limité, une servitude ou tout autre démembrement du droit de propriété, à l'exception d'une servitude d'utilité publique et d'une hypothèque.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution municipale

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution municipale d'une somme maximale de quatre millions sept-cent-soixante-et-onze mille six cent vingt-deux dollars (4 771 622 $) (incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant) devant être affectée au paiement des Coûts de réalisation admissibles dans le cadre du Projet.

5.2 Versement de la Contribution municipale et documents exigés

5.2.1 La Contribution municipale sera versée selon les modalités suivantes, à la condition que l'Organisme ait respecté chacune des conditions prévues ci-dessous et qu'il ait transmis au Responsable tout document ou renseignement pouvant être raisonnablement demandé par ce dernier avant chacun des versements pour s'assurer du respect par l'Organisme de la présente Convention :

5.2.1.1 Un premier versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la signature de la présente Convention par les Parties, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- Une copie de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ signée par la SHQ et l'Organisme;
- une preuve que l'Organisme est propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, soit une copie de l'index aux immeubles à jour ou une copie certifiée conforme de l'acte de vente;
- Une copie des documents exigés conformément au sous-paragraphe 4.7.1 de la présente Convention;
- Une copie des polices ou des certificats d'assurance exigés conformément à l'article 9 de la présente Convention.

5.2.1.2 Un deuxième versement représentant vingt pour cent (20 %) de la Contribution municipale, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- une copie du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables;
- Une copie des polices ou des certificats d'assurance démontrant la souscription des contrats d'assurances exigés conformément au sous-paragraphe 4.3.3 de la présente Convention.

5.2.1.3 Un troisième versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Un certificat émis par un architecte attestant de l'état d'avancement des travaux dans le cadre du Projet à un pourcentage d'au moins cinquante pour cent (50 %).

5.2.1.4 Un dernier versement représentant le solde de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable du document suivant, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Une copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux (CAST) émis par l'architecte du Projet.

5.2.2 Nonobstant ce qui précède, chaque versement de la Contribution municipale à l'Organisme demeure en tout temps conditionnel à ce que :

- l'Organisme ait respecté chacun des termes et des conditions prévus à la présente Convention;
- l'Organisme soit propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet;
- l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ soit toujours en vigueur et à ce que l'Organisme ne soit pas en défaut conformément à celle-ci.

5.2.3 Les Parties conviennent que tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la Contribution municipale

5.3.1 L'Organisme doit rembourser à la Ville toute somme n'ayant pas été utilisée conformément à la présente Convention;

5.3.2 Le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution municipale si la réalisation du Projet ne requiert pas la somme maximale. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée à l'Organisme, il s'engage à rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable à cet effet, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme;

5.3.3 Si le montant de la Subvention SHQ est ajusté à la baisse, la Contribution municipale pourrait être réduite proportionnellement à la Subvention SHQ réellement octroyée à l'Organisme par la SHQ dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ. Dans l'éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée, l'Organisme devra rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l'Organisme;

5.3.4 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer la Contribution municipale d'un montant équivalent à toute somme due à la Ville par l'Organisme.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville*, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser la Contribution municipale octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention ou s'il est en défaut en vertu de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

7.1.2 si l'Organisme n'a pas remédié à un défaut en vertu de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ et que la SHQ exerce alors ses recours contre l'Organisme ou ses biens;

7.1.3 si l'Organisme fait une fausse déclaration, si une déclaration cesse d'être vraie ou s'il commet une fraude en rapport avec la présente Convention;

7.1.4 si l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ prend fin, pour quelque raison que ce soit;

7.1.5 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.6 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.7 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement de la Contribution municipale tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente Convention, sur simple avis écrit du Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2 ou 7.1.3, la Ville peut résilier la présente Convention sans délai, dès la survenance de l'événement, sur simple avis écrit du Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.4 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.4, 7.1.5, 7.1.6 ou 7.1.7, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des paragraphes 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due et l'Organisme devra dès lors cesser toute utilisation de la Contribution municipale. Ce dernier devra également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, que celles-ci aient été engagées ou non dans le Projet. L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 9
ASSURANCES

9.1 L'Organisme doit souscrire auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet (incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts) jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement ainsi qu'un contrat

d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans lesquels la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

9.2 De plus, chacun des contrats d'assurance susmentionnés doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

9.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des polices ou des certificats d'assurance.

9.4 L'Organisme doit fournir, à chaque année, les certificats de renouvellement des contrats d'assurance visés par le présent article 9, au moins quinze (15) jours avant leur échéance.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapport**s ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

10.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'ORGANISME

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui

permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente Convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

Sous réserve d'une autorisation préalable et écrite de la Ville, l'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 2125, rue Saint-Patrick, Montréal, Québec, H3K 0B9, et tout avis doit être adressé à l'attention de Murielle Sauvé, Directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal (Québec) H2Y 3Y8 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont sur la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le ___e jour de _____2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par :_____
Domenico Zambito, Greffier adjoint

Le ___e jour de _____2024

OFFICE MUNICIPAL D'HABITATION DE MONTRÉAL

Par :_____
Pierre Choquette, Directeur général adjoint

Cette Convention a été approuvée par le par le conseil d'agglomération, le e jour de …… 2024 (Résolution CG ……..).

ANNEXE 1
Description du Projet et données spécifiques

Nom du bénéficiaire : Office municipal d'habitation de Montréal

Nom du Projet : Résidence Harmonie-Dorval

Adresse du Projet : 750 avenue Dawson, Dorval

Désignation cadastrale du Projet (immeuble(s) sur le(s)quel(s) est réalisé le Projet) : 1 523 331

Droit de propriété : Propriétaire

Type d'occupation : Logement permanent

Nombre de bâtiments : 1

Description du Projet : Construction neuve ☒ Rénovation ☐

Description des Logements :

Typologie	**Nombre de logements**	**Clientèle**
Chambres		
Studios	8	Personnes âgées 55 ans et plus
Logements de 1 c.c.	72	Personnes âgées 55 ans et plus
Logements de 2 c.c.	2	Personnes âgées 55 ans et plus
Logements de 3 c.c.		
Logements de 4 c.c.		
Logements de 5 c.c. et plus		
Total	**82**	

SUBVENTION SHQ

Montant de la subvention SHQ : 11 929 055 $

Montant de la Contribution municipale de la Ville : 4 771 622 $

Montant de la Contribution municipale de la Cité de Dorval : 3 185 999 $

À_____, le_____

Office municipal d'habitation de Montréal

Par :_____
Pierre Choquette, Directeur général adjoint

ANNEXE 2
Protocole de visibilité

Toutes les communications relatives à cette entente devront se faire en collaboration avec le gouvernement du Québec, la Ville et autres parties prenantes impliquées financièrement dans le projet et une visibilité devra leur être attribuée à des fins de positionnement publique et de marketing. Elles doivent être approuvées par les Parties et, à cette fin, leur être soumises dans les meilleurs délais en considérant au minimum quinze (15) jours ouvrables (dans la mesure du possible) avant leur diffusion.

La tenue d'actions à portée publique telles que communiqué de presse, conférence de presse, cérémonie officielle, photo, vidéo, ou toute autre forme de communication publique, doit se faire en collaboration avec les Parties.

- Aviser quinze (15) jours ouvrables à l'avance la SHQ, qui fera le lien avec la Ville, de toute intention d'effectuer une forme de communication publique ou de support marketing mettant de l'avant les parties impliquées.

- Faire approuver les moyens de communication selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus par la SHQ, qui fera le lien avec la Ville et les autres parties prenants liées au Projet;

- Offrir à la SHQ et à tout(e) représentant(e) qu'elle désignera, ainsi qu'à tout(e) représentante de la Ville, la possibilité de participer aux activités de relations publiques, médiatiques ou de communication, quelle qu'elle soit;

- S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française (RLRQ, chapitre C11).

L'Organisme s'engage également à respecter les exigences décrites ci-dessous :

Multimédia

- Dans la mesure du possible, prendre ou obtenir des photos ou des vidéos qui montrent l'évolution du Projet à des moments clés et les envoyer à communications@shq.gouv.qc.ca en précisant :

    - Nom du Projet;
    - Date de la captation visuelle;
    - Phase du Projet.

- Ces photos et vidéos seront libres de droits et pourront être utilisées par la SHQ et la Ville sur différentes plateformes (site Web, réseaux sociaux, articles, etc.) à des fins de marketing et de positionnement public.

Reconnaissance des contributions

Apposer la signature visuelle de la SHQ et celle de la Ville sur tous les outils de communication qu'ils soient imprimés ou électroniques. Si cet ajout n'est pas possible, ajouter la mention suivante :

- Avec le soutien des gouvernements du Canada et du Québec et de la Ville de Montréal.

Relations publiques et médiatiques

- Message écrit officiel : Proposer à la SHQ ainsi qu'à la Ville la possibilité d'inclure un message officiel d'un(e) représentant(e) politique dans toutes les communications écrites (incluant les communiqués de presse), au moins vingt (20) jours ouvrables avant la date limite de livraison du matériel.

Annonce ou événement public

- Inviter un(e) représentant(e) politique du gouvernement du Québec ainsi que de la Ville à participer au moins quinze (15) jours ouvrables avant l'événement. Une fois la participation confirmée, valider les règles protocolaires à respecter et les coordonner;

- Proposer un scénario de déroulement pour approbation;

- Assurer l'accréditation média du personnel délégué par le gouvernement ainsi que de ses collaborateurs, comme les relationnistes, photographes, etc.;

Veiller à ce que les personnes pouvant paraître dans une captation visuelle autorisent l'utilisation de leur image et prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés.

ANNEXE 3

Documents requis aux différentes étapes – Reddition de compte

---

Pour permettre le versement de la Contribution municipale l'Organisme doit obligatoirement fournir les documents suivants :

Aux fins du 1er versement – 30 % :

- Copie de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ signée;
- Preuve que l'Organisme est propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, soit une copie de l'index aux immeubles à jour ou une copie certifiée conforme de l'acte de vente
- Copie des règlements généraux de l'Organisme et de ses lettres patentes;
- Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance responsabilité civile de l'Organisme;
- Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet.

Aux fins du 2e versement – 20 % :

- Copie signée du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et l'entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet;
- Copie des polices ou des certificats d'assurance de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet – polices ou des certificats d'assurance chantier tous risques et d'assurance responsabilité civile.

Aux fins du 3e versement – 30 % :

- Copie du certificat de l'architecte confirmant l'avancement des travaux dans le cadre du Projet minimalement à 50 %.

Aux fins du dernier versement - solde :

- Copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux du Projet (CAST) émis par un architecte.

AUTRES DOCUMENTS À FOURNIR DANS LE CADRE DE LA REDDITION DE COMPTE :

Dès que ceux-ci sont en possession de l'Organisme, mais au plus tard dix-huit (18) mois suivant la fin des travaux du Projet, tel qu'indiqué au certificat de fin des travaux émis par un architecte :

- Certificat émis par un architecte attestant de la fin des travaux dans le cadre du Projet;
- État audité des coûts de réalisation du Projet;
- Confirmation du montant de la subvention réelle de la SHQ octroyée dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;
- Certificat de localisation relatif au Projet après travaux;
- Tout autre document relatif au Projet pouvant être exigé par le Responsable.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249286006

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Autoriser une aide financière de 4 771 622 $ à l'Office municipal d'habitation de Montréal pour la construction d'un immeuble de 82 logements situé dans la Cité de Dorval / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation selon l'entente, pour 2024, un montant de 1 431 487 $ et pour 2025 et les années suivantes, un montant de 3 340 135 $ / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et l'Office municipal d'habitation de Montréal

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-22

Ibtissam ABDELLAOUI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1243714003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Exercer l'option de prolongation de douze (12) mois, sans dépense additionnelle, pour des services professionnels en gestion de projet de construction du Service de l'eau, dans le cadre d'un contrat accordé à CIMA + S.E.N.C. (CG22 0572).

Il est recommandé :
1 - d'exercer l'option de prolongation de douze (12) mois, sans dépense additionnelle, pour des services professionnels en gestion de projet de construction du Service de l'eau, dans le cadre du contrat accordé à CIMA+ S.E.N.C. (CG22 0572).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-20 17:41

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243714003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Exercer l'option de prolongation de douze (12) mois, sans dépense additionnelle, pour des services professionnels en gestion de projet de construction du Service de l'eau, dans le cadre d'un contrat accordé à CIMA + S.E.N.C. (CG22 0572).

CONTENU

CONTEXTE

Différents rejets contribuent à altérer la qualité de l'eau du fleuve Saint-Laurent. Une des principales causes de la contamination microbiologique des eaux du fleuve demeure les rejets de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte qui correspond à approximativement 99.8 % du volume des eaux usées domestiques du territoire de l'île de Montréal et à près de 45 % des eaux usées domestiques du Québec.
Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. En mars 2015 (résolution CG15 0163). La majorité des composantes et des équipements de l'unité d'ozonation sont fabriqués et prêts à être installés. En plus de la fabrication des équipements, le projet comprend sept lots de construction dont les trois premiers sont en cours.

La Ville a octroyé le 22 septembre 2022 le contrat pour des services professionnels en gestion de projet (AO 22-19351) pour encadrer la construction du projet de désinfection à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte à CIMA + S.E.N.C. au montant de 9 100 101,08 $ taxes et contingences incluses (CG22 0572). Contractuellement, ce mandat vient à échéance le 30 décembre 2024 ou au moment de l'épuisement du budget alloué, avec une (1) option de prolongation de douze (12) mois.

Ce mandat permet entre autres d'outiller et d'accompagner le Service de l'eau de la Ville de Montréal dans son rôle de maître d'œuvre en matière de santé et sécurité et de donneur d'ouvrage pour l'ensemble des lots de construction en cours au projet de désinfection ainsi que la gestion de construction associée, incluant notamment la planification et l'expertise en estimation requise dans l'exécution des travaux.

Avec le début des travaux des lots 4, 5 et 6 en novembre 2024, et l'octroi du nouveau contrat de gestion de la construction prévue en décembre, il est requis d'assurer adéquatement l'intérim entre ces deux mandats, d'ici à ce que le nouveau gestionnaire de construction soit pleinement fonctionnel. Dans ce contexte, le présent sommaire décisionnel vise à autoriser le prolongement du mandat initial pour poursuivre les activités en cours avec CIMA + S.E.N.C..

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0572 - 22 septembre 2022 - Accorder un contrat à à CIMA + S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion de projet - Dépense totale 9 100 101,08 $ taxes et contingences incluses (contrat 8 272 819,17 $ et contingences : 827 281,91 $) - Appel d'offres public 22-19351, (4 soumissions, 1 conforme).

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel vise à exercer la prolongation de douze (12) mois, sans majoration de la dépense autorisée, pour la fourniture de services professionnels en gestion de projet conformément aux documents d'appel d'offres public 22-19351.
La Direction des projets majeurs du Service de l'eau souhaite prolonger l'entente contractuelle visée afin d'assurer l'intérim avant l'entrée en fonction du nouveau gestionnaire de construction ayant fait objet de l'appel d'offres 24-20581 et dont l'octroi est présenté dans le GDD 1249897003. Ce dernier devrait être fonctionnel vers la fin du mois de février 2025.

JUSTIFICATION

Les travaux de construction des lots 4 (CG24 0447), 5 (CG24 0446) et 6 (CG24 0577) représentent une valeur de plus de 390 millions de dollars, taxes incluses. Des ordres de débuter les travaux ont été prononcés en date du 4 novembre 2024 pour les lots 4 et 5, et du 2 décembre 2024 pour le lot 6. Dans ce contexte, il est essentiel d'assurer la continuité des services offerts afin d'assurer notre rôle de maitre d'œuvre, mais également pour éviter tout impact préjudiciable à la réalisation des travaux de construction en cours.
Conformément aux documents de l'appel d'offres 22-19351, le contrat offre une (1) option de prolongation de douze (12) mois. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer l'option de prolongation selon les mêmes termes et conditions du contrat.
La firme CIMA + S.E.N.C. accepte de poursuivre la fourniture de services professionnels pour douze (12) mois additionnels, selon les termes et conditions de l'entente contractuelle (voir lettre d'acceptation de la prolongation en pièce jointe). Par ailleurs, CIMA + S.E.N.C. est informée et accepte que le contrat soit résilié lorsque le mandat du nouveau gestionnaire de construction débutera.

La firme CIMA + S.E.N.C., en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle, n'est pas inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Elle n'est pas listée comme entreprise à licence restreinte de la Régie du bâtiment. Cette firme ne fait pas partie de la liste des entreprises à rendement insatisfaisant. Elle détient une autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) de contracter ou sous contracter avec un organisme public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier vise la prolongation de contrat pour une durée de douze (12) mois. Une dépense totale de 9 100 101,08 $ (taxes incluses) a été autorisée (CG22 0572) et le montant engagé en date du 4 octobre 2024 s'élève à 5 749 305,62 $ (taxes incluses) laissant un montant disponible de 3 350 795,46 $ (taxes incluses). Cette prolongation

n'exige pas d'autoriser des fonds additionnels mais l'utilisation de fonds déjà disponibles.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.
Cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques (voir la grille d'analyse en pièce jointe)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il est important d'obtenir la prolongation de l'entente contractuelle afin d'encadrer adéquatement la santé et la sécurité au chantier face à notre responsabilité de maitre d'œuvre, en plus d'assurer la continuité des travaux sur le terrain. Tout risque ou retard dans l'exécution du projet de la désinfection entraîne des coûts supplémentaires ainsi qu'un retard par rapport à la conformité aux exigences de réduction de la contamination microbiologique du fleuve Saint-Laurent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par la Direction des communications corporatives

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur de la prolongation : Janvier 2025
Validité jusqu'en : Décembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Émilie PAPILLON
Chef de section - Planification et grands projets

Tél : 514 466-4391
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Rodolphe KOHLER
chef(fe) de division - conception_et construction

Tél : 514-214-9759
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc F FORTIN
Directeur - projets majeurs
Tél :
Approuvé le : 2024-11-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-11-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243714003*
Unité administrative responsable : **Service de l'eau, Direction des projets majeurs**
Projet : Services professionnels en gestion de projet de construction

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Le « Lot 2 » représente la deuxième étape du projet de désinfection des eaux usées à l'ozone de la station d'épuration Jean-R. Marcotte. Ce projet est nécessaire à la finalité de l'œuvre du projet de désinfection qui aura des retombées importantes pour l'environnement et l'écosystème du fleuve St-Laurent à l'égard des contaminants qui agissent sur la faune et flore du St-Laurent.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Le 20 janvier 2023

CIMA+ S.E.N.C.
A/S MONSIEUR DENIS THIVIERGE
3400, BOUL DU SOUVENIR
BUR. 600
LAVAL (QC) H7V 3Z2

Nº de décision : 2023-DAMP-1092
Nº de client : 3000148732
Nº d'entreprise du Québec : **3340563140**

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. CIMA+ S.E.N.C. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **19 janvier 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 30 octobre 2024

Monsieur Daniel Martinez-Sgur
Associé / Premier Directeur principal / Gestion de projet
CIMA +
900–740, rue Notre-Dame Ouest
Montréal (Québec) H3C 3X6

Courriel : daniel.martinez-sgur@cima.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres nº 22-19351
Services professionnels en gestion de projet de construction.

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 31 décembre 2024 au 30 décembre 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à francesca.raby@montreal.ca **au plus tard le 4 novembre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : _____ 2024-11-04

Nom en majuscules et signature — Date

Daniel Martinez-Sgur, M.Arch., MGPA

Je refuse le renouvellement : _____ _____

Nom en majuscules et signature — Date

F. Raby

Francesca Raby
Agente d'approvisionnement II

Courriel : francesca.raby@montreal.ca

Tableau de suivi financier de projet

Description du contrat	# contrat	Date de lancement AO	Date de fermeture AO	Nb de soumissionnaires	Adjudicataire	Montant soumis (taxe net)	Estimation	# GDD	Avancement
Acquisition des équipements et mise en service des équipements pour ozonation	12-12107	2013-07-22	2014-03-10	2	SUEZ	$ 116 893 401	$ 64 373 574	1153334001 1203438018 1227482026	T4-2028
Service de conception du projet de désinfection à l'ozone	13-12645	2013-10-07	2014-02-05	4	SNC	$ 33 588 512	$ 11 820 590	1143334014 1211541012 1227482025	T4-2024
Conception et construction du poste électrique pour désinfection	7057-AE	2016-06-30	2016-10-19	3	GE	$ 28 435 356	$ 35 223 781	1177526003	Complété
Service de gestion de construction	22-19351	2022-06-13	2022-07-19	1	CIMA	$ 8 309 605	$ 8 071 928	1227482019 1243714003	T1-2025
Fourniture de vanne/batardeaux Iles-aux-vaches	20-18227	2020-08-05	2020-10-08	1	GROUPE LAR	$ 7 069 386	$ 6 210 799	1203438036 1213438018	Complété
Services professionnels en ingénierie et architecture -Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6	24-20342	2024-04-24	2024-05-30	1	Atkins Réalis	$ 11 285 019	$ 11 936 362	1249897002	T4-2029
Lot 1 - Travaux de modification des sturctures d'évacuation hydrauliques du projet de Désinfection (Siphons et scellement)	DP21028-186359-C	2021-10-12	2022-02-10	2	Pomerleau	$ 103 464 406	$ 71 529 353	1229459005 1233367001 1246511001	Complété
Lot 2 – Travaux civils et béton	DP22013-189804-C	2022-03-22	2022-06-30	3	Pomerleau	$ 63 953 362	$ 92 376 962	1227482016 1243714002	Complété
Lot 3 - Travaux de structure et architecture	DP22014-189805-C	2022-06-21	2022-10-04	3	Sidcan	$ 62 031 632	$ 79 481 055	1227482035	T4-2024
Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour les bâtiments pompage , refroidissement et groupe électrogène 710, 711 et 712	DP22029-188994-C2	2024-01-23	2024-06-20	2	Pomerleau	$ 100 541 354	$ 145 365 669	1243714001	T4-2028
Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22030-188992-C2	2024-01-23	2024-07-04	2	Deric	$ 167 981 439	$ 159 513 646	1245606001	T4-2028
Lot 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715	DP22031-189807-C2	2024-01-23	2024-09-10	2	Pomerleau	88 031 894,72	122 483 217	1241219001	T4-2028
Achat d'équipement de production d'oxygène et autres services associés pour le projet de désinfection	22-19515	2022-01-26	2022-04-21	1	Air Product	$ 77 760 591	$ 75 234 976	1232742003	T4-2028
Services professionnels pour la conception et la surveillance des travaux d'une Unité de Production d'Oxygène (UPO)	22-19334	2022-11-09	2023-01-12	1	Atkins Réalis	$ 6 583 557	$ 6 816 940	1232742001	T4-2028
Services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a	24-20581	2024-08-28	2024-10-22	4	AXOR	$ 25 600 741	$ 22 495 952	1249897003	Octroi
						$ 901 530 258	**$ 912 934 804**		
						Total soumissions ($)	Total estimations ($)		

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1249563011

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 6 mois et autoriser une dépense additionnelle de 104 535,10 $, taxes incluses, pour les services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à Cofomo Québec inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (CG23 0574), majorant ainsi le montant total du contrat de 362 057,93 $ à 466 593,03 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de prolongation de 6 mois et autoriser une dépense additionnelle de 104 535,10 $, taxes incluses, pour les services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à Cofomo Québec inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (CG23 0574), majorant ainsi le montant total du contrat de 362 057,93 $ à 466 593,03 $, taxes incluses ;

2. d'autoriser le directeur de la Direction espaces de travail et services aux utilisateurs à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville ;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,1% par l'agglomération, pour un montant de 52 372,09 $ et de 49,9% par la ville centre, pour un montant de 52 163,01 $.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-23 12:56

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249563011**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 6 mois et autoriser une dépense additionnelle de 104 535,10 $, taxes incluses, pour les services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à Cofomo Québec inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (CG23 0574), majorant ainsi le montant total du contrat de 362 057,93 $ à 466 593,03 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La Ville est en pleine transformation numérique, les outils informatiques sont de plus en plus nombreux et sont essentiels aux opérations ainsi qu'à l'optimisation des processus. La Ville de Montréal vise à connecter l'ensemble de ses employés, à partir d'un terminal (ordinateur, tablette ou cellulaire) à un actif informationnel de la Ville, via un réseau lui donnant accès à cet actif (réseau filaire, Wi-Fi ou cellulaire) tout en augmentant la cybersécurité et l'efficacité des connexions.

Le Service des TI s'est donné pour objectif de moderniser la gestion de son parc informatique à travers l'acquisition de la solution infonuagique de gestion de l'informatique de l'utilisateur final «Workspace One». Cet outil, qui a été acquis en 2021 de la firme ESI Technologies de l'information inc. (revendeur de la licence au nom de VMware), suite à l'appel d'offres public 20-18467 (CG21 0218), permet de mieux gérer le cycle de vie des

actifs de la Ville.

Le 19 octobre 2023, la Ville a accordé un contrat de gré à gré à Cofomo Québec inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) dans le but de profiter des services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques et cela afin d'assurer un déploiement harmonieux de la solution (CG23 0574).

Le déploiement de la solution optimise la gestion et le contrôle des équipements informatiques. La Ville met en place une gestion moderne de ses appareils, comprenant la migration d'AirWatch vers Workspace ONE, l'implémentation d'un catalogue de logiciels en libre-service, ainsi que l'adoption de la méthode Zero Touch.

Le Service des TI supporte au-delà de 20 000 utilisateurs pour lesquels le centre de services TI reçoit plus de 200 000 requêtes, incidents et demandes de service par année.

La continuité du déploiement de la solution WorkSpace One (UEM) est essentielle afin d'optimiser la gestion et le contrôle des équipements informatiques de type bureautique de la Ville, soit sommairement : 20 000 ordinateurs fonctionnant principalement sous Windows, plus de 1 000 ordinateurs Touchbook avec connexion LTE, plus de 9 000 appareils mobiles iOS et Android ainsi qu'environ 400 MacOS.

Le présent dossier vise donc à exercer l'option de prolongation de 6 mois et autoriser une dépense additionnelle de 104 535,10 $, taxes incluses, pour les services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à Cofomo Québec inc. par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG23 0574) majorant ainsi le montant total du contrat de 362 057,93 $, taxes incluses $ à 466 593,03 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0574 – 19 octobre 2023 - Accorder un contrat de gré à gré à Cofomo Québec inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour les services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques, pour une période de 14 mois, pour une somme maximale de 362 057,93 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 9 313,50 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagiques pour le compte des organismes publics.

CG23 0249 - 18 mai 2023 - Accorder un contrat à ESI Technologie de l'information inc., pour la prestation de services des activités de rôle-conseil et de service d'implantation liés à la solution VMWare Workspace ONE UEM pour une période de deux ans, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune - Dépense totale de 397 353,60 $, taxes incluses - Appel d'offres public 23-19730 (2 soum.)

CG22 0397 - 16 juin 2022 - Accorder un contrat de gré à gré à Cofomo Québec inc. par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour les prestations de services en migration et intégration de solutions infonuagiques, pour une période de 12 mois, pour une somme maximale de 489 263,70 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion du MCN, pour une somme de maximale de 9 785, 27 $, taxes incluses.

CG21 0218 - 22 avril 2021 - Accorder un contrat à la firme ESI Technologies de l'information inc., pour l'acquisition d'une solution infonuagique de gestion de l'informatique de l'utilisateur final (EUC/UEM) pour une durée de quatre (4) ans, soit du 26 mars 2021 au 25 mars 2025 avec trois (3) options de prolongation de vingt-quatre (24) mois chacune, pour un montant maximal de 6 918 074,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18467) - (4 soumissionnaires - 2 conformes).

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne le renouvellement de la banque d'heures des services professionnels dans le cadre du projet 68122.04 Gestion des actifs TI.

Cofomo inc. continuera d'offrir son service d'accompagnement à l'équipe afin d'intégrer des nouveaux équipements et dans la poursuite de l'implantation des différents modules de cet outil.

Plus précisément, les livrables attendus sont les suivants :

- Compléter la migration des appareils gérés par AirWatch;
- Collaborer avec l'équipe de livraison afin de mettre en place le Zero Touch;
- Agir en tant qu'expert Workspace ONE avec l'équipe de livraison ;
- Standardiser les configurations sur les d'appareils partagés ;
- Standardiser les configurations sur les d'appareils en mode kiosque ;
- Les modes partagé et kiosque permettant l'optimisation des actifs de la Ville.

JUSTIFICATION

La prolongation du contrat des services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques permettra la poursuite de l'amélioration de la gestion et le contrôle des équipements informatiques de type bureautique de la Ville, selon l'échéancier et les objectifs annoncés, permettant ainsi aux équipes de la Ville une gestion complète, sécuritaire à travers tout le cycle de vie des actifs informatique de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 104 535,10 $, taxes incluses (95 454,48 $ net de taxes), sera imputée au PDI 2023-2032 du Service des TI au projet 68122 - Gestion des services aux utilisateurs et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 22-006 et de compétence locale 22-007.

Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 50,1 %. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La prolongation de contrat aura comme principaux impacts de :

- finaliser les activités d'implantation du catalogue logiciel et du ZeroTouch. Ce qui aura comme impact d'accélérer le déploiement logiciel et matériel à nos utilisateurs tout en réduisant le temps d'intervention requis par nos équipes de soutien. La migration d'AirWatch vers Workspace ONE va améliorer le niveau de disponibilité de notre service de gestion des appareils mobiles et diminuer notre niveau d'effort afin de maintenir le service.

- mettre l’accent sur la standardisation afin de faciliter la mise en service de nouvelles configurations. Cette prolongation va également nous permettre de démarrer les activités de migration des configurations Windows permettant d’optimiser nos façons de configurer les ordinateurs en adéquation avec la réalité du télétravail.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d’opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed AROUSSI
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-809-6616
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-11

Marie-Claire UMURAZA
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 514 434-8699
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

DIRECTION

Antoine FUGULIN-BOUCHARD
Directeur - Espaces de travail et services aux utilisateurs
Tél : 438-221-1706
Approuvé le : 2024-11-15

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249563011*
Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information*
Projet : *Exercer l'option de prolongation de 6 mois et autoriser une dépense additionnelle de 104 535,10 $, taxes incluses, pour les services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à Cofomo Québec inc. par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) (CG23 0574) majorant ainsi le montant total du contrat de 362 057,93 $, taxes incluses $ à 466 593,03 $, taxes incluses.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** • poursuivre l'amélioration de la gestion et le contrôle des équipements informatiques; • optimiser nos façons de configurer les ordinateurs en adéquation avec la réalité du télétravail; • Consolider le transfert d'expertise aux équipes de la Ville qui seront responsables de la plateforme en production.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249563011

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 6 mois et autoriser une dépense additionnelle de 104 535,10 $, taxes incluses, pour les services professionnels en migration et intégration de solutions infonuagiques, dans le cadre du contrat de gré à gré accordé à Cofomo Québec inc., par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (CG23 0574), majorant ainsi le montant total du contrat de 362 057,93 $ à 466 593,03 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1249563011.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-19

François FABIEN
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1249563012

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 513 075,94 $, taxes incluses, pour la prestation de services permettant l'ajout d'heures pour l'intégration de la solution de gestion électronique des documents, dans le cadre du contrat accordé à la firme Constellio inc. (CG22 0570), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 420 506,25 $ à 3 933 582,19 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 513 075,94 $, taxes incluses, pour la prestation de services permettant l'ajout d'heures pour l'intégration de la solution de gestion électronique des documents, dans le cadre du contrat accordé à la firme Constellio inc. (CG22 0570), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 420 506,25 $ à 3 933 582,19 $, taxes incluses ;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,1% par l'agglomération, pour un montant de 257 051,05 $.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-22 15:49

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249563012**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 513 075,94 $, taxes incluses, pour la prestation de services permettant l'ajout d'heures pour l'intégration de la solution de gestion électronique des documents, dans le cadre du contrat accordé à la firme Constellio inc. (CG22 0570), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 420 506,25 $ à 3 933 582,19 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le 20 mai 2021, la Ville a accordé un contrat pour l'acquisition d'un système de gestion électronique de documents (GED), afin de répondre aux besoins pour la gestion des documents électroniques pour l'ensemble des services et arrondissements de la Ville de Montréal (CG21 0278). La GED est une plateforme normalisée dans le catalogue applicatif du Service des TI pour toutes les unités d'affaires.

Constellio est un logiciel de GED conçu pour optimiser la gestion documentaire.

La GED permet de gérer, de stocker et d'organiser les documents électroniques et analogiques au sein d'une organisation de manière centralisée et sécurisée, conformément aux lois, normes et réglementations en vigueur. Elle permet d'effectuer la gestion du cycle de vie complet des documents, de leur création à leur destruction, en respectant les lois sur les archives et sur l'accès à l'information. La GED aide également à se conformer à la Loi 25 en

encadrant la gestion de la collecte, la conservation, l'utilisation et la destruction des renseignements personnels. De plus, la GED garantit une traçabilité avec des audits, permet d'appliquer une sécurité granulaire pour les utilisateurs, les groupes, les rôles et le contenu (documents, dossiers) et offre des fonctionnalités de gestion des versions et de recherche avancée grâce aux métadonnées.

Le présent dossier vise donc à autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 513 075,94 $, taxes incluses, pour la prestation de services permettant l'ajout d'heures pour l'intégration de la solution de gestion électronique des documents, dans le cadre du contrat accordé à la firme Constellio inc. (CG22 0570), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 420 506,25 $ à 3 933 582,19 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0570 – 22 septembre 2022 - Accorder un contrat à la firme Constellio inc., pour la fourniture de prestation de services pour l'intégration de la solution de gestion électronique des documents pour une période de trois ans, avec une option de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 3 420 506,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19343 (1 seul soum.)

CG21 0278 - 20 mai 2021 - Accorder un contrat à la firme Constellio inc., pour la fourniture de services d'une solution de gestion électronique de documents et du soutien pour une durée de quatre (4) ans, soit du 1er juin 2021 au 31 mai 2025 avec trois (3) options de prolongation de vingt-quatre (24) mois chacune, pour un montant maximal de 4 966 920,00 $, taxes incluses - Appel d'offres public (20-18092) - (4 soumissionnaires - 1 conforme) / Autoriser un ajustement à la base budgétaire du Service des TI de 215 900 $ au net en 2023 et un ajustement récurrent de 431 800 $ au net à compter de 2024.

DA214990001 - 29 septembre 2021 - Approuver une grille standard d'évaluation des soumissions, avec critères et pondérations, qui sera utilisée par le Service des technologies de l'information (STI), dans le cadre des appels d'offres en services professionnels inhérents aux prestations de service en technologie de l'information.

DESCRIPTION

La Ville veut se transformer et tirer profit de ses documents comme facteurs d'harmonisation de la fonction de gestion documentaire et archivistique.

La première étape du déploiement de la solution consistait à préparer, configurer et monter l'environnement technologique de la GED Constellio à la Ville. Ensuite, nous avons commencé les plans et démarches de migration des documents pour chaque unité de la Ville.

À ce titre, plusieurs unités de la Ville ont été déployées et d'autres sont en travaux. La cadence du projet a augmenté et nous utilisons un plus grand volume de services professionnels, tout en respectant l'enveloppe budgétaire du projet. Cette stratégie nous permet de mener plusieurs projets de front avec les mêmes équipes.

L'expertise du fournisseur a été cruciale pour naviguer sur ces défis et assurer une intégration harmonieuse et réussie de la solution de GED dans notre environnement technologique et dans les unités qui ont été déployées.

Étant donné la nature évolutive des projets touchant le déploiement de la solution, notamment pour le rehaussement des systèmes, le Service des TI compte se prévaloir de crédits additionnels pour la durée du contrat. La variation des quantités requises est de 15

% pour les heures de prestation de services pour une somme maximale de 513 075,94 taxes incluses, le tout conformément à l'article 18 du Règlement de gestion contractuelle.

JUSTIFICATION

L'apport d'efforts additionnels offert par le fournisseur est requis, afin de maintenir la cadence du projet et d'assurer la poursuite des activités de déploiements de la GED dans les unités, le tout en respectant l'enveloppe budgétaire du projet investi (71350 - Gestionnaire électronique de documents).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense de 513 075,94$, taxes incluses (468 506,72 $ net de taxes), sera imputée au PDI 2024-2033 du Service des TI au projet 71350 - Gestionnaire électronique de documents et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 22-006 et de compétence locale 22-007.

Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 50,1%. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette augmentation de la banque d'heures est nécessaire afin de maintenir la cadence de réalisation de projets et d'accroître la capacité de réalisation de la Ville. Cela permettra d'avoir l'accompagnement nécessaire à la poursuite des activités de déploiement de la GED dans les unités de la Ville.

Les heures ajoutées assureront la disponibilité des ressources pour garantir une continuité optimale des services et minimiser les interruptions dans les processus de déploiement. De plus, elles permettront de bénéficier de l'expertise technique du fournisseur, essentielle pour assurer la continuation des déploiements et le rehaussement technologique dans l'environnement de la Ville. Cette expertise est cruciale pour anticiper et résoudre rapidement les problèmes techniques et intégrer les nouvelles technologies de manière fluide et efficace. En outre, cela permettra de respecter les délais du projet et de répondre aux besoins spécifiques de chaque unité de la Ville, assurant ainsi une mise en œuvre harmonieuse et réussie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed AROUSSI
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-809-6616
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-11

Marie-Claire UMURAZA
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 514 434-8699
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Antoine FUGULIN-BOUCHARD
Directeur - Espaces de travail et services aux utilisateurs
Tél : 438-221-1706
Approuvé le : 2024-11-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-11-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249563012*
Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information*
Projet : *Autoriser une dépense additionnelle de 513 075,94 $, taxes incluses, pour la fourniture de prestation de services pour l'intégration de la solution de gestion électronique des documents, dans le cadre du contrat accordé à la firme Constellio inc (CG22 0570), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 420 506,25 $, taxes incluses à 3 933 582,19 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19343.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *(12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** • *l'intégration de la solution de gestion documentaire uniforme avec les environnements technologiques et affaires de la Ville, permettra de gérer, stocker et d'organiser les documents électroniques et analogiques au sein de la Ville de manière centralisée et sécurisée, conformément aux Lois, normes et règlementations en vigueur. Aussi, les employés de la Ville, pourront retrouver un document peu importe sa localisation dans l'écosystème de la Ville (GED, serveurs de fichiers, espace de collaboration);* • *l'optimisation des processus d'affaires en lien avec la conservation et la publication des documents, incluant la publication* des documents sur le site web de la Ville; • *maintenir la cadence du projet et assurer la poursuite des activités de déploiements de la GED dans les unités.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249563012

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 513 075,94 $, taxes incluses, pour la prestation de services permettant l'ajout d'heures pour l'intégration de la solution de gestion électronique des documents, dans le cadre du contrat accordé à la firme Constellio inc. (CG22 0570), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 420 506,25 $ à 3 933 582,19 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds_ 1249563012.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245942006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division architecture d'entreprise-infra_télécom_sécurité et ops
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantité de 187 232,65 $, taxes incluses, permettant l'ajout d'heures pour des services spécialisés en architecture de sécurité TI, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (lot 5) (CG22 0685) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 370 340,12 $ à 1 557 572,77 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantité de 187 232,65 $, taxes incluses, permettant l'ajout d'heures pour des services spécialisés en architecture de sécurité TI, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (lot 5) (CG22 0685) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 370 340,12 $ à 1 557 572,77 $, taxes incluses ;

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des TI, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-25 12:09

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245942006**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité de l'information , Division architecture d'entreprise-infra_télécom_sécurité et ops
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantité de 187 232,65 $, taxes incluses, permettant l'ajout d'heures pour des services spécialisés en architecture de sécurité TI, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (lot 5) (CG22 0685) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 370 340,12 $ à 1 557 572,77 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Le 24 novembre 2022, la Ville a conclu des ententes-cadres d'une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestation de services spécialisés en sécurité de l'information (CG22 0685).

Le 21 novembre 2024, la Ville a conclu de nouvelles ententes-cadres pour la fourniture sur demande de prestation de services spécialisés en sécurité de l'information (CG24 0655). Au moment de l'octroi de ces ententes-cadres, l'entente actuelle pour le lot 5 – Architecture de sécurité TI (CG22 0685) sera consommée en totalité, nécessitant ainsi une majoration de la valeur du contrat afin de permettre à la Ville d'assurer la continuité des opérations et d'effectuer un transfert de connaissances entre les ressources lors de la passation des mandats.

Dans ce contexte, une majoration de la valeur du contrat est nécessaire afin de permettre à

la Ville d'effectuer un transfert de connaissances entre les ressources lors de la passation des mandats vers le nouvel adjudicataire.

Le présent dossier vise donc à autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantité de 187 232,65 $, taxes incluses, permettant l'ajout d'heures pour des services spécialisés en architecture de sécurité TI, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (lot 5) (CG22 0685) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 370 340,12 $ à 1 557 572,77 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0655 – 21 novembre 2024 - Conclure des ententes-cadres avec Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1), M3P Conseils inc. (lot 2), Bell Canada (lot 3), Levio conseils inc. (lots 4 et 6) et YRH inc. (lot 5) pour la fourniture sur demande de services spécialisés en sécurité de l'information et en analyse de marché et architecture de radiocommunication, pour une durée de 36 mois (Montant estimé de l'entente : 5 972 923,77 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20523 (9 soumissionnaires)

CG22 0685 – 24 novembre 2022 - Conclure des ententes-cadres avec In Fidem (Atos Services Digitaux Québec inc.) (lot 1), Levio Conseils inc. (lots 5 et 6), Intellisec Solutions inc. (lot 4) et Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. (lot 8), pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Montant estimé des ententes : 4 647 010,35 $, taxes incluses - Appel d'offres public 22-19401 - (lots 1 et 4 : 6 soum.) - (lot 5 : 7 soum.) - (lot 6 : 5 soum.) - (lot 8 : 3 soum.)

CG19 0587 - 19 décembre 2019 - Conclure des ententes-cadres avec les firmes suivantes : Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 1 pour une somme de 64 386,00 $, taxes incluses, lot 2 pour une somme de 482 895,00 $, taxes incluses, lot 4 pour une somme de 216 153,00 $, taxes incluses et lot 6 pour une somme de 845 066,25 $, taxes incluses), Landry et associés (lot 3 pour une somme de 266 742,00 $, taxes incluses, lot 5 pour une somme de 409 885,88 $, taxes incluses et lot 9 pour une somme de 273 640,50 $, taxes incluses), Cofomo inc. (lot 7 pour une somme de 2 000 565,00 $, taxes incluses) et En toute confiance inc. (In fidem inc.) (lot 8 pour une somme de 190 398,60 $, taxes incluses) pour une durée de 30 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en sécurité de l'information - Appel d'offres public (19-17753) - (8 soumissionnaires)

CG17 0497 - 28 septembre 2017 - Conclure quatre (4) contrats de services professionnels avec les firmes suivantes : Cofomo inc. (lot 1 pour une somme de 2 106 054,56 $, taxes incluses, et lot 3 pour une somme de 1 344 057,75 $, taxes incluses), Conseillers en gestion et informatique CGI inc. (lot 2 pour une somme de 1 460 596,41 $, taxes incluses), ainsi que Les solutions Victrix inc. (lot 5 pour une somme de 1 432 588,50 $, taxes incluses) pour une durée de 24 mois, pour la fourniture sur demande de prestations de services spécialisés en automatisation, modernisation et évolution de la bureautique et des télécommunications / Appel d'offres 17-16212 - 7 soumissionnaires au total / Approuver les projets de convention à cette fin.

DESCRIPTION

La prestation de services consiste à établir les architectures détaillées, élaborer les solutions techniques et définir les standards technologiques de systèmes de sécurité, en conformité avec les orientations de l'architecture d'entreprise et du service exploitant.

Afin d'utiliser et de répondre aux besoins des unités d'affaires, le Service des TI a besoin de ressources spécialisées en architecture de sécurité TI.

JUSTIFICATION

Le contrat initial prévoyait une banque d'heures pour de l'expertise standard de 1 008 heures et 9 072 heures pour de l'expertise avancée.

Ces banques d'heures ont été consommées plus rapidement que prévu, car la cadence des demandes et des livraisons des mandats liés à l'architecture a dû être accélérée afin d'assurer la livraison de ces mandats jugés prioritaires.

Cette entente a prouvé son efficacité dans la livraison des différents mandats. La majoration de l'entente actuelle est donc nécessaire afin de pallier la transition vers le nouvel adjudicataire pour les services spécialisés en architecture de sécurité TI et afin d'assurer le maintien de la cadence de réalisation de projets.

La majoration de 15% du contrat initial ajoutera 151 heures en expertise standard et 1360 heures en expertise avancée dans la banque d'heures de l'entente pour la prestation de services spécialisés en architecture de sécurité TI.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les dépenses seront assumées au PTI et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée du contrat. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente.

Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment, selon la nature des projets et pourraient encourir des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La majoration de l'entente avec Levio Conseils inc. permettra :

- d'assurer une transition entre l'entente actuelle et le nouvel adjudicataire dans la réalisation des livrables de la Ville et le partage de risque ;
- le maintien de la cadence de réalisation de projets.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine L LAREAU
Conseillère en analyse et contrôle de gestion - Division Stratégies et pratiques d'affaires et performance

Tél : 514-654-0544
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-11

Jerome BARBE
chef(fe) de division - infrastructures et operations de securite

Tél : 438-777-1943
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
directeur(-trice) - securite de l'information

Tél : 514-945-8929
Approuvé le : 2024-11-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245942006
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction Sécurité de l'information
Projet : Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantité de 187 232,65 $, taxes incluses, permettant l'ajout d'heures pour des services spécialisés en architecture de sécurité TI, dans le cadre de l'entente-cadre conclue avec Levio Conseils inc. (lot 5) (CG22 0685) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 370 340,12 $ à 1 557 572,77 $, taxes incluses.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
#12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** #12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective. • Assurer la continuité et la durabilité des services, sans risque ni impact. • Le maintien de la cadence de réalisation des projets.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1249569008

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Deloitte S.E.N.R.L/s.r.l. un contrat de services professionnels pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de chaque programme d'aide financière - Dépense totale 122 735,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20714 - 1 soumissionnaire

Il est recommandé:

1. d'accorder au seul soumissionnaire Deloitte S.E.N.R.L/s.r.l, ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 24 mois, le contrat pour la fourniture de de services professionnels (rapports d'audits) dans le cadre de chaque programme d'aide financière, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 122 735,81 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20714;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée 100% en tant que dépense mixte d'administration générale.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-28 08:12

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249569008**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme Deloitte S.E.N.R.L/s.r.l. un contrat de services professionnels pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de chaque programme d'aide financière - Dépense totale 122 735,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20714 - 1 soumissionnaire

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ont signé des protocoles d'aide financière dans le cadre des programmes de subvention suivants :

- Taxe sur l'Essence et Contribution du Québec (TECQ) 2019-2024;
- Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU);
- Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

Ces protocoles ont pour objectif d'établir les obligations de la Ville et du Ministère relativement au versement par le Ministère d'une aide financière aux fins de réaliser les travaux reconnus admissibles selon le programme.
Pour toucher l'aide financière octroyée, la Ville doit présenter au Ministère une déclaration finale qu'elle aura fait auditer au préalable selon les modalités de chaque programme de subvention.

L'appel d'offres 24-20714 a été publié le 30 septembre 2024 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO), et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 24 octobre 2024 au Service du greffe. La durée de la publication a été de vingt-trois (23) jours.

Les soumissions sont valides durant quatre-vingt-dix (90) jours, soit jusqu'au 22 janvier 2024.

Deux (2) addenda ont été publiés afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques sur le contrat :

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
1	17 octobre 2024	Réponses aux questions des soumissionnaires	oui

2	21 octobre 2024	Réponses aux questions des soumissionnaires	aucun

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune.

DESCRIPTION

Le mandat de l'auditeur consiste à émettre les rapports requis dans le cadre des programmes de subvention Taxe sur l'Essence et Contribution du Québec (TECQ) 2019-2024, Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU) et Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ)selon les modalités de la mission d'audit ainsi que les modèles de rapport qui sont disponibles sur la page du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

Le prestataire de services est tenu d'émettre les rapports d'audits demandés sur une période de deux ans pour les mandats relatifs aux programmes suivants:

- Taxe sur l'Essence et Contribution du Québec (TECQ) 2019-2024: émettre les rapports au plus tard 3 mois après l'octroi du contrat
- Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU): émettre les rapports au plus tard 9 mois après l'octroi du contrat
- Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ): émettre les rapports au plus tard 24 mois après l'octroi du contrat

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 24-20714, il y a eu quatre (4) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO mais un seul soumissionnaire. Les raisons de désistement sont énumérées à l'intervention du Service de l'approvisionnement. L'analyse de conformité de l'offre a permis de constater que le soumissionnaire est conforme.
Les membres du comité de sélection se sont rassemblés le 6 novembre 2024. Le résultat du comité de sélection est le suivant :

Soumission conforme	Pointage intérimaire	Pointage final	Prix soumis (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
Deloitte S.E.N.R.L/s.r.l	89.33	9.32	122 735,81$	122 735,81$

Les membres du comité de sélection recommandent de retenir l'offre de la firme Deloitte S.E.N.R.L/s.r.l. pour un contrat de services professionnels pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de chaque programme d'aide financière.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville (LFRI);
- Ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation;
- Est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville (RGC).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour toucher l’aide financière octroyée dans le cadre des programmes TECQ, FIMEAU et FCCQ, la Ville doit présenter au Ministère une déclaration finale qu’elle aura fait auditer au préalable selon les modalités de chaque programme de subvention. L'aide financière attendue peut atteindre 823M$ dans le cadre de la TECQ, 52,4M$ dans le cadre du FIMEAU et 140M$ dans le cadre du FCCQ.
La dépense totale s'élève à 122 735,81$ taxes incluses. Cette dépense représente un coût net de 112 074,15$ $ lorsque diminuée des ristournes de taxes fédérale et provinciale. Cette dépense est entièrement assumée en tant que dépense mixte d'administration générale.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une exigence administrative du MAMH concernant les programmes de subvention.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n’est pas octroyé, la Ville ne pourra pas réclamer l'aide financière octroyée dans le cadre des programmes d'aide financière: 823M$ dans le cadre de la TECQ, 52,4M$ dans le cadre du FIMEAU et 140M$ dans le cadre du FCCQ.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il y a une stratégie de communication élaborée comme recommandé par la Direction des communications corporatives

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : décembre 2024
Audit TECQ: mars 2025
Audit FIMEAU: juin 2025
Audit FCCQ: décembre 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Francesca RABY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ouiam OUTMANI
Agente de recherche

Tél : 4388717681
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-11

Etienne DRAPEAU
Chef de division- Planification stratégique et performance

Tél : (438) 824-6058
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
Tél :
Approuvé le : 2024-11-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-11-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1249569008**

Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction, Division Planification stratégique et performance

Projet : Accorder à la firme Deloitte S.E.N.R.L/s.r.l. un contrat de services professionnels pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de chaque programme d'aide financière - Dépense totale 122 735,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20714 - 1 soumissionnaire

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***19. Offrir à l'ensemble des montréalaises et montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*** • *aucune contribution*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* • *aucune contribution*.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1249569008

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Objet :	Accorder à la firme Deloitte S.E.N.R.L/s.r.l. un contrat de services professionnels pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de chaque programme d'aide financière - Dépense totale 122 735,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20714 - 1 soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20714_PV.pdf

24-20714_Liste des commandes SEAO.pdf

24-20714_Tableau comité sélection Intervention Gdd.pdf

24-20714_Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Francesca RABY
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4907

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Etienne LANGLOIS
C/S app.strat.en biens
Tél : 514-872-5241
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20714

No du GDD : 1249569008

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de chaque programme d'aide financière.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 30 - 9 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 24 - 10 - 2024

Ouverture faite le : 24 - 10 - 2024

Date du comité de sélection : 7 - 11 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 2

Date du dernier addenda émis : 21 - 10 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 23 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 1

% de réponses : 25

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 1 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 22 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom de la firme	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. Pointage intérimaire : 89,33 Pointage final : 9,32	122 735,81 $	√	

Information additionnelle

Les trois (3) raisons de désistement sont les suivantes : (1) nous ne sommes pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés, (1) notre carnet de commandes est complet présentement (manque de capacité) et (1) pas de réponse malgé une relance.

Nous n'avons pas négocié le prix avec le seul soumissionnaire conforme car le prix soumis est plus bas que l'estimation et que la LCV article 573.3.3 stipule : lorsque le prix proposé accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation établie par la municipalité.

Préparé par : Francesca Raby

Le 13 - 11 - 2024

24-20714 - Services professionnels pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de chaque programme d'aide financière.

FIRME	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.	89,33	122 735,81 $	**9,32**	**1**
	-		-	
	-		-	
	-		-	
	-		-	
Agent d'approvisionnement				

Comité	
Date	**mercredi 06-11-2024**
Heure	**9 h 00**
Lieu	**Vidéoconférence**
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	**25**

⚠ **Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.**

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20714
Numéro de référence: 20021279
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services professionnels pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de chaque programme d'aide financière - Service de l'eau
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

4 résultats **Résultats 1 à 4**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

DELOITTE S.E.N.C.R.L./S.R.L. 8 Adelaide Street West Suite 200 Toronto ON CAN M5H0A9	Publique	Anaelle Plaza Téléphone: 5143699858 Courriel: rfpsqc@deloitte.ca	**Transaction: (20063138)** 2024-10-02 11:04	20019537 - 24-20714 Addenda #1 Devis 2024-10-17 à 12:55 - Courriel 20019884 - 24-20714 Addenda #2 Devis 2024-10-21 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Raymond Chabot Grant Thornton & Cie S.E.N.C.R.L. 600, rue de La Gauchetière Ouest, bureau 2000 Montréal QC CAN H3B4L8 www.rcgt.com	Non diffusé	Fabrice Mc Innes Téléphone: 514 878-2991 Courriel: mcinnes.fabrice@rcgt.com	**Transaction: (20063015)** 2024-10-02 08:47	20019537 - 24-20714 Addenda #1 Devis 2024-10-17 à 12:55 - Courriel 20019884 - 24-20714 Addenda #2 Devis 2024-10-21 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
BDO CANADA S.R.L./S.E.N.C.R.L. 1000 de la Gauchetière West Suite 200 Montréal QC CAN H3B4W5 https://www.bdo.ca/fr-ca	Non diffusé	Richard Yeghiayan Téléphone: 5149310841 Courriel: ryeghiayan@bdo.ca	**Transaction: (20063289)** 2024-10-02 15:40	20019537 - 24-20714 Addenda #1 Devis 2024-10-17 à 12:55 - Courriel 20019884 - 24-20714 Addenda #2 Devis 2024-10-21 à 10:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
MNP S.E.N.C.R.L., s.r.l. 1155, boul. René-Lévesque O. 23e étage Montréal QC CAN H3B2K2	Publique	Sylvie Ranger Téléphone: 5143435247 Courriel: sylvie.ranger@mnp.ca	**Transaction: (20063052)** 2024-10-02 09:26	20019537 - 24-20714 Addenda #1 Devis 2024-10-17 à 12:55 - Courriel 20019884 - 24-20714 Addenda #2 Devis 2024-10-21 à 10:35 - Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249569008

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Objet :	Accorder à la firme Deloitte S.E.N.R.L/s.r.l. un contrat de services professionnels pour la fourniture de rapport d'audits dans le cadre de chaque programme d'aide financière - Dépense totale 122 735,81 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20714 - 1 soumissionnaire

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1249569008-DSP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Pierre BLANCHARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1246025006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Ministre de la cybersécurité et du numérique, pour une période de cinq (5) ans à compter du 1er juillet 2024, des espaces situés à l'intérieur de la voûte de télécommunication sur le Mont-Royal (1100, chemin Camilien-Houde), pour y maintenir et y opérer des équipements de radiocommunication, moyennant une recette totale de 1 220 867,82 $, non taxable. Bâtiment 0128-105.

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de convention de bail par lequel la Ville loue au Ministre de la cybersécurité et du numérique, pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er juillet 2024, des espaces situés à l'intérieur de la voûte de télécommunication sur le Mont-Royal, pour ses besoins de radiocommunication, moyennant un loyer total de 1 220 867,82 $, non taxable, le tout selon les termes et conditions prévus à ladite convention;
2. d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-25 11:00

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246025006**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Ministre de la cybersécurité et du numérique, pour une période de cinq (5) ans à compter du 1er juillet 2024, des espaces situés à l'intérieur de la voûte de télécommunication sur le Mont-Royal (1100, chemin Camilien-Houde), pour y maintenir et y opérer des équipements de radiocommunication, moyennant une recette totale de 1 220 867,82 $, non taxable. Bâtiment 0128-105.

CONTENU

CONTEXTE

Le Ministre de la cybersécurité et du numérique (MCN) loue plusieurs sites de radiofréquence pour ses besoins opérationnels de radiocommunication. À cet effet, et ce depuis 2011, le MCN loue des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du Mont-Royal (Voûte), car il s'agit d'un site central qui permet d'assurer une couverture adéquate du territoire de Montréal.
Le bail est venu à échéance le 30 juin 2024 et les parties ont convenu de mettre en place une nouvelle convention de bail, pour une période de cinq (5) ans, débutant le 1er juillet 2024 et se terminant le 30 juin 2029. Le retard dans ce dossier s'explique par les négociations entre les parties qui ont été plus longues que prévu.

En conséquence, le Service des technologies de l'information (STI) a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) pour négocier ce bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG12 0292 - 23 août 2012 - Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue au Centre de services partagés du Québec (CSPQ), pour une période de 1 an, avec un droit de renouvellement pour 10 ans, rétroactivement au 1er juillet 2011, des espaces dans l'immeuble situé au 1100, chemin Camilien-Houde, afin d'installer, de maintenir et d'opérer des équipements de radiocommunications. Le bail se termine le 30 juin 2014 et il a été renouvelé automatiquement jusqu'au 30 juin 2024, tel que prévu dans ledit projet de bail.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à approuver le projet de bail par lequel la Ville loue au MCN, un espace locatif situé à l'intérieur de la Voûte, située sur le Mont-Royal au 1100, chemin

Camilien-Houde, pour une période de cinq (5) ans, à compter du 1er juillet 2024, moyennant des recettes totales de 1 220 867,82 $, non taxable, pour y loger des équipements de radiocommunication.

JUSTIFICATION

Le Service des technologies de l'information (STI) et le Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI) sont en accord avec cette occupation, puisque la Voûte dispose de plusieurs espaces pour l'accueil d'équipements de radiocommunications. Les activités du MCN dans les installations de la Ville ne causent aucun préjudice aux équipements de la Ville qui se trouvent sur les lieux. Le projet de bail permet au MCN de pouvoir répondre à son objectif de fournir des services à la population.
À compter du 1er juillet 2029, le bail sera reconduit automatiquement, pour trois (3) termes de cinq (5) ans chacun, selon les mêmes termes et conditions que le bail, à moins que le MCN fasse parvenir un avis écrit contraire à la Ville, au moins cent vingt (120) jours avant l'expiration de chaque terme. Une option de résiliation permet à chacune des parties de mettre fin au bail sur préavis écrit de six (6) mois à cet effet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Recettes anticipées pour cette location (non taxable) :

	2024 (6 mois)	**2025 (12 mois)**	**2026 (12 mois)**	**2027 (12 mois)**	**2028 (12 mois)**	**2029 (6 mois)**	**Recettes totales (5 ans)**
Recettes totales ($)	117 300 $	236 946 $	241 684,92 $	246 518,62 $	251 448,99 $	126 969,29 $	1 220 867,82 $

Le loyer antérieur était de 201 600 $, pour l'année se terminant au 30 juin 2024 et il a été indexé de 16,37 % au 1er juillet 2024. À compter du 1er juillet 2025, le loyer sera indexé annuellement de 2 %.

Les frais d'énergie, la climatisation, une génératrice d'urgence et l'entretien ménager du site sont inclus dans ce loyer.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.
Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature du bail et conformément aux informations susdites.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Afin d'assurer les besoins de radiocommunication au bénéfice de toute la population, ce site de radiocommunication est essentiel aux opérations du MCN.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Demis NUNES, Service des technologies de l'information
James CADIEUX, Service des technologies de l'information
Karim TADJINE, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Karim TADJINE, 12 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Ève QUESNEL
Conseillère en immobilier

Tél : 438-350-6231
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-12

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514-609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice de service - Stratégie immobilière
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2024-11-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *GDD no.1246025006*
Unité administrative responsable : *SSI – Division des locations*
Projet : Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au MCN, pour une période de cinq (5) ans à compter du 1er juillet 2024, des espaces situés à l'intérieur de la voûte de télécommunication sur le Mont-Royal, pour y maintenir et y opérer des équipements de radiocommunication. Bâtiment 0128-105.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *En innovant dans la technologie, afin d'offrir aux montréalais des services de télécommunication de qualité.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

BAIL

ENTRE :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006.

ci-après nommée le « **Locateur** »

ET :

LE MINISTRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE, pour et au nom du gouvernement du Québec, représenté par le sous-ministre adjoint à la télécommunication et au centre de service dûment autorisé par application des articles 17 et 63 de la loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (L.Q. 2021, chapitre 33), ayant un établissement au 1500 Cyrille-Duquet, 1er étage, Québec, (Québec), G1N 4T5.

ci-après nommée le « **Locataire** »

(ci-après collectivement nommées les « **Parties** »)

LESQUELLES PARTIES, PRÉALABLEMENT AU BAIL QUI FAIT L'OBJET DES PRÉSENTES, DÉCLARENT CE QUI SUIT :

CONSIDÉRANT QUE le Locateur administre des espaces dans la Voûte lui appartenant, située au 1100, voie Camilien-Houde, Ville de Montréal, H3H 1A1, sur le Mont-Royal, dans la province de Québec, sis aux coordonnées géographiques « Latitude Nord 45° 30' 30'' N et Longitude Ouest 73° 35' 24'' » (ci-après appelé le « **Site** ») ;

CONSIDÉRANT QUE le Locataire exploite un réseau de radiocommunication;

CONSIDÉRANT QUE le Locataire a besoin d'espaces pour installer des équipements de radiocommunication chez le Locateur;

CONSIDÉRANT QUE le Locateur administre des espaces situés dans la Voûte, à Montréal, sur le Mont-Royal;

CONSIDÉRANT QUE les Parties ont convenu de procéder à la signature du présent bail pour maintenir l'installation d'équipements sur le Site;

ATTENDU QUE le Locataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) ;

ATTENDU QUE le Locateur déclare ne pas être une entreprise inscrite au *Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)* et s'engage à maintenir ce statut pendant toute la durée du Bail.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante de la présente convention.

Locataire	Locateur
D.R.	

2. OBJET

Le Locateur accorde au Locataire le droit d'utiliser un (1) espace (ci-après appelé les « **Lieux** »), dans la Voûte, pour y installer, maintenir et opérer des équipements de radiocommunication.

Le Locataire prend les Lieux avec tous les droits les grevant ainsi que les ouvrages de quelque nature que ce soit s'y trouvant. Le Locataire devra respecter les droits des tiers rattachés à toutes telles occupations.

Par ailleurs, le Locataire s'engage à respecter toutes les exigences raisonnables du Locateur, relativement à l'accès au Site.

3. DROIT DU LOCATAIRE

Le Locateur accorde au Locataire les droits suivants, à savoir :

a) Le droit d'exploiter, pour son usage propre, seize (16) ensembles d'émetteur-récepteur en mode duplex opérant dans la bande UHF (400 MHz), micro-ondes (10 550 MHz) et la bande VHF (138-174 MHz) ;

b) Le droit d'utiliser pour son usage propre huit (8) espaces supplémentaires pour les équipements de filtration, les batteries et le chargeur;

c) Le droit d'utiliser les espaces dans l'emplacement du Locateur situés au pied du pylône pour y installer ses appareils susmentionnés;

d) Le droit pour le personnel d'entretien du Locataire de circuler pour se rendre et de pénétrer dans le Site accompagné par un représentant du Locateur. À cette fin, le Locataire devra obtenir tous les permis requis pour circuler en véhicule dans le parc Mont-Royal. Le Locateur devra émettre tous tels permis dans les meilleurs délais suivant la demande du Locataire. Pour obtenir l'assistance d'un représentant du Locateur, le Locataire devra communiquer avec le Centre d'expertise de radiocommunication au (438) 993-2099 et/ou écrire à la Division festivals et événements du Service de la Culture pour les permis de circulation à l'adresse suivant : festivals.evenements@montreal.ca ;

e) Le droit de faire installer des lignes téléphoniques par la compagnie de téléphone locale. Les lignes téléphoniques doivent se terminer dans les cabinets d'équipement du Locataire.

4. OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

a) Assumer les frais d'installation et d'entretien de ses équipements ainsi que tout autres frais encourus du fait de son occupation des Lieux, à l'exception toutefois des frais d'énergie électrique et d'entretien ménager des Lieux, lesquels seront assumés par le Locateur.

b) Fournir les équipements nécessaires au multicouplage d'émission et de réception des appareils de radiocommunication.

c) Fournir les plans et schémas de connexion et d'installation de ses équipements.

d) Fournir les fiches techniques de ses équipements.

e) Permettre aux représentants du Locateur de vérifier les travaux effectués par le Locataire.

f) Obtenir, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur pour toute modification qu'il voudra apporter à son installation initiale telle qu'approuvée par le Locateur.

g) Garder, en tout temps, les Lieux propres.

Locataire	Locateur

h) Renoncer à réclamer au Locateur tout dommage quel qu'il soit, tenter de disposer de toute réclamation ou à assister le Locateur dans sa défense contre toute telle réclamation découlant du fait du Locataire ou de ses agents ou employés.

Chaque Partie, respectivement, doit être responsable pour tous dommages aux Lieux et qui seraient causés par sa propre faute ou négligence ou celle de ses agents ou employés.

i) Respecter en tout temps les lois et règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux en vigueur ainsi que les instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant du Locateur.

j) Aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux.

k) Permettre au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans les Lieux, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

5. CONDITIONS D'UTILISATION

a) Le Locateur fournit l'énergie électrique 120/208 volts C.A. 60Hz nominal provenant d'Hydro-Québec et d'une génératrice d'urgence qui lui appartient pour alimenter les appareils situés dans les Lieux qui consomment, au total, un maximum de 600 watts.

b) Le Locateur permet au Locataire de multicoupler son équipement sur l'une des antennes existantes du pylône que le Locateur aura préalablement identifiée.

c) Le Locateur permet au Locataire d'utiliser les supports de câbles existants dans les Lieux.

d) Tout déplacement des installations du Locataire, quelle qu'en soit la cause, est aux frais du Locataire.

e) L'installation des équipements et le raccordement de ceux-ci aux sources d'énergie électrique sont aux frais du Locataire.

f) Le Locataire fournit tous les filtres de couplage d'émission et de réception nécessaires pour raccorder ses appareils à l'antenne.

g) Le Locataire doit s'assurer que la fréquence radio qu'il met en service ne cause pas d'interférence et ne produit pas d'intermodulation aux équipements existants.

h) Il est strictement interdit au Locataire de faire quelque réglage que ce soit sur les filtres de couplage des autres usagers et les coûts associés à tous changements de fréquence, si les fréquences d'utilisation sont modifiées, sont aux frais du Locataire.

i) Dans le cas d'interférence avec d'autres systèmes radio présents sur le site, le Locataire doit établir lui-même, à ses frais, que toute telle interférence n'est pas causée par son appareillage.

j) S'il est établi que l'appareillage du Locataire cause de l'interférence avec d'autres systèmes radio présents sur le site et qu'il devient nécessaire d'ajouter des circulateurs, filtres ou autres accessoires pour le couplage des appareils du Locataire, ce dernier doit les fournir et les installer à ses frais.

k) À l'occasion de l'installation ou de l'entretien de ses équipements, le Locataire doit, avant d'ouvrir le circuit d'antenne pour y raccorder ses équipements, s'assurer de ne pas interrompre des communications prioritaires des autres usagers.

l) En cas d'urgence, le Locataire doit fournir l'accès à son équipement.

m) Le Locateur assume tous les coûts d'entretien ménager des Lieux.

n) Le Locateur assume la climatisation des Lieux ainsi que tous les frais d'entretien des équipements de climatisation.

Locataire	Locateur
D.R.	

o) Le Locataire doit soumettre une demande de licence radio auprès d'Industrie Canada afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter ses équipements sur les Lieux. Le Locataire doit également payer le coût annuel de la licence radio payable à Industrie Canada.

6. CONDUITE RÉPRÉHENSIBLE

a) Lorsque l'utilisation des Lieux est partagée avec d'autres utilisateurs, le personnel du Locataire y ayant accès doit avoir une conduite irréprochable.

b) Si des mésententes surviennent entre les usagers ou que des plaintes parviennent au Locateur faisant état de conduite répréhensible, le Locateur pourra exiger qu'une tierce personne indépendantes, désignée par elle, accompagne le personnel de certains usagers ou de tous les usagers à l'occasion d'installations ou de visites d'entretien. Si le Locataire est ainsi accompagné, il devra assumer les frais occasionnés.

c) Nonobstant le paragraphe b) ci-dessus, si le personnel du Locataire a une conduite répréhensible sur les Lieux, alors le Locateur, sous réserve de tous ses autres droits et recours et après avoir donné au Locataire la possibilité de corriger la situation, pourra à son entière discrétion résilier le présent Bail sur simple préavis écrit de trente (30) jours à cet effet expédié au Locataire.

7. MULTICOUPLAGE

Le Locateur se réserve le droit de modifier les équipements de multicouplage des systèmes de radiocommunication installés sur l'emplacement dont elle est propriétaire. Le multicouplage utilisé respectera cependant toutes les règles techniques qui ont cours en radiocommunication et sera appliqué après consultation avec les usagers.

8. LOYER

Le Bail est consenti en considération des loyers suivants, payables en dollars canadiens, lesquels sont établis en fonction des équipements du Locataire et du tarif fixé par le Locateur.

Ainsi, pour la période du 1er juillet 2024 au 30 juin 2025, le loyer annuel sera de DEUX CENT TRENTE-QUATRE MILLE SIX CENT DOLLARS (234 600,00$), payable par versements mensuels égaux et consécutifs de DIX-NEUF MILLE CINQ CENT CINQUANTE DOLLARS (19 550,00 $) chacun, non-taxable, vingt (20) jours après présentation de facture, chaque mois.

À compter du 1er juillet 2025, et à chacune des années subséquentes, le loyer annuel sera équivalent au loyer annuel de l'année précédente majoré de deux pour cent (2 %), auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Le Locataire pourra, pendant la durée de ce Bail, sur préavis de trois (3) mois donné au Locateur, ajouter ou retirer d'autres équipements dans les Lieux. Dans ce cas, le loyer annuel sera ajusté à compter de la date de tout tel ajout ou retrait.

Tous les versements de loyer sont payables vingt (20) jours après présentation de facture, chaque mois, sans demande préalable de la Ville et sans aucune réduction, compensation ni déduction, à l'ordre de la « Ville de Montréal ». Toute somme non payée à échéance portera intérêts, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal sur les sommes dues au Locateur. Le taux en vigueur à la date des présentes est de dix pour cent (10 %) par année.

Toute référence à une taxe dans ce Bail est sans préjudice à toute exemption à laquelle le Locataire pourrait avoir droit en vertu de toute loi ou règlement international, fédéral, provincial ou municipal.

Locataire	Locateur
D.R.	

9. CESSION, SOUS-LOCATION

Le Locataire ne peut céder, ni sous-louer, ni autrement disposer de ses droits dans le présent Bail sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit du Locateur.

10. INCOMPATIBILITÉ

Advenant une incompatibilité entre leurs appareillages respectifs, les Parties conviennent de collaborer pour en déterminer la cause et, une fois cette dernière établie, la partie responsable s'engage à prendre aussitôt, à ses entiers frais, tous les moyens requis pour supprimer toute telle incompatibilité.

Si, pour remédier convenablement à une incompatibilité, il s'avère moins coûteux ou plus simple du point de vue technique de modifier les appareils de l'une ou l'autre des Parties, celles-ci s'engagent à effectuer cette modification, et ce, même si leur appareillage n'est pas la cause directe de l'incompatibilité, sous réserve toutefois que cette modification ne nuise ni au fonctionnement ni au rendement de leurs équipements et que le coût de toute telle modification soit assumé par la partie responsable de l'incompatibilité.

11. RESPONSABILITÉ

Les Parties ne pourront être tenues responsables de l'interruption du service et des dommages causés aux équipements ou aux installations de l'une ou de l'autre qui résultent de cause naturelle, d'un cas de force majeure, d'une grève, d'un arrêt de travail, de sabotage, de vol, d'incendie ou de vandalisme, ou de toute autre cause indépendante de leur volonté ou qui survient sans leur faute ou négligence grossière.

12. RÉSILIATION PAR LE LOCATEUR

Le Locateur se réserve en tout temps le droit de résilier ce Bail pour les motifs suivants :

a) si le Locataire cesse ses opérations de quelque façon que ce soit; ou

b) si le Locataire fait défaut de remplir l'une ou l'autre des conditions et obligations qui lui incombent en vertu des présentes.

Pour ce faire, le Locateur doit transmettre un avis de résiliation au Locataire énonçant les motifs de résiliation et le Locataire aura trente (30) jours pour remédier aux défauts énoncés à l'avis, à défaut de quoi le présent Bail sera automatiquement résilié à compter de la date de réception de cet avis, sans préjudice aux droits du Locateur de réclamer toute somme, tous frais ou déboursés encourus, le tout sans aucune compensation ni indemnité, pour quelque cause ou raison que ce soit, pour le Locataire. Le Locateur agissant de bonne foi et raisonnablement, sera la seule et unique juge aux fins de déterminer si le Locataire a remédié aux défauts énoncés dans le délai imparti.

13. RÉSILIATION UNILATÉRALE

Chacune des Parties pourra résilier le présent Bail sur préavis écrit de six (6) mois à cet effet à l'autre partie, le tout sans préjudice ni compensation, de quelque nature que ce soit, de part et d'autre.

14. REMISE EN ÉTAT

À la fin du Bail, le Locataire devra, à ses frais, enlever les équipements ainsi que les systèmes électriques, téléphoniques et de fibres optiques. De plus, le Locataire devra disposer des débris et remettre les Lieux dans leur état initial, sauf l'usure normale. Tous les travaux devront être réalisés dans les trente (30) jours suivant la fin du Bail, le tout à l'entière satisfaction du Locateur agissant raisonnablement. Si le Locataire refuse ou néglige d'effectuer les travaux requis dans le délai stipulé ci-dessus, le Locateur pourra, sans y être tenu et sans préjudice à tous ses autres droits et recours, effectuer tous les travaux qu'elle jugera nécessaires, le tout à sa seule discrétion et aux frais raisonnables du Locataire. Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit du Locateur et ce

Locataire	Locateur
D.R.	

dernier pourra en disposer à sa guise, sans qu'il ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

15. DURÉE

Le présent Bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans, débutant le 1er juillet 2024 et se terminant le 30 juin 2029 (ci-après appelé le « **Terme initial** »). Le Terme initial du Bail et l'ensemble des durées de renouvellement, le cas échéant, constituent la Durée du bail.

16. OPTION DE RENOUVELLEMENT

À la condition que le Locataire ne soit pas en défaut de remplir l'une des conditions du Bail, le Locateur accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour (3) trois termes additionnels et consécutifs de cinq (5) ans chacun (ci-après appelé « **Terme additionnel** »), aux mêmes termes et conditions. À l'échéance du Terme initial, du premier ou deuxième Terme additionnel, le cas échéant, le Bail se renouvellera automatiquement pour un terme additionnel de cinq (5 ans), à moins que le Locataire avise le Locateur par écrit, au moins cent vingt (120) jours avant l'échéance du Terme initial, ou avant l'échéance de premier ou deuxième Terme additionnel, le cas échéant, de son intention de ne pas renouveler le présent Bail.

Nonobstant ce qui est prévu au présent article, les renouvellements du bail et de ses avenants ne pourront avoir pour effet de prolonger ledit bail au-delà de trente-neuf (39) ans à compter de la date de début du Bail.

17. RECONDUCTION TACITE

Ce Bail ne pourra être reconduit tacitement. Ainsi, si le Locataire ne donne pas avis de son intention de se prévaloir d'une option de renouvellement dans le délai prescrit, elle sera réputée ne pas vouloir exercer toute telle option de renouvellement et, dans ce cas, le Bail se terminera de plein droit à son échéance.

Si le Locataire continue néanmoins à occuper les Lieux après l'échéance du Bail ou du Terme additionnel en cours, selon le cas, tous les termes et conditions du Bail continueront de s'appliquer et auront plein effet durant cette période d'occupation prolongée par le Locataire. Le Locateur pourra mettre fin à cette occupation prolongée par le Locataire sur préavis écrit de soixante (60) jours.

18. ASSURANCES

En tant que ministère du gouvernement de la province du Québec, le Locataire pratique l'auto-assurance. Il assumera donc tous les dommages découlant de sa responsabilité civile ainsi que les dommages à ses biens sur les Lieux loués, sous réserve d'une disposition à l'effet contraire dans le présent Bail et sans quant aux recours que le Locataire pourrait faire valoir qui ne sont pas autrement limités par le présent Bail.

19. DOMMAGE ET DESTRUCTION

Si, pendant la durée du Bail, les Lieux sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, les Lieux sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'usage prévu aux présentes, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux.

Si le Locateur décide de ne pas procéder aux réparations, il en en avisera le Locataire dans un délai n'excédant pas trente (30) jours du sinistre, et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction. Ainsi, le Locateur devra rembourser le Locataire, au prorata, tout montant de loyer prépayé.

Si le Locateur décide de procéder aux réparations, le Bail demeurera en vigueur et le Locateur s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux jusqu'à la réintégration

Locataire	Locateur
D.R.	

complète du Locataire dans ceux-ci. En aucun cas le Locateur ne pourra être tenu responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part du Locateur, ses employés ou agents.

20. AVIS

Chacune des Parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main, soit signifié par huissier ou soit encore transmis par courrier électronique aux adresses suivantes :

Pour le Locataire :

Direction générale de la radiocommunication
MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE
1500-E, rue Cyrille-Duquet, 1er étage
Québec (Québec) G1N 4T5

Courriel : Location.site@mcn.gouv.qc.ca

Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la stratégie immobilière
Division des locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Télécopieur : (514) 280-3597
Courriel : immeubles.locations@montreal.ca

Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des Parties négligeait d'avis l'autre d'un changement d'adresse, cette Partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être remis de la main à la main, signifié par huissier ou transmis par courrier électronique et l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise ou de sa signification.

21. DIVERS

Ce Bail est régi par les lois du Québec.

Les rubriques précédant les clauses de ce Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, coopératives, compagnies, corporations et sociétés par actions.

En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

Le fait que l'une ou l'autre des dispositions de ce Bail soit jugée invalide, illégale ou non exécutoire, n'affecte pas la validité, la légalité et le caractère exécutoire des autres dispositions des présentes.

Les Parties conviennent que ce Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre

Locataire	Locateur
D.R.	

elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une modification écrite ou une nouvelle convention toute aussi formelle que le présent Bail.

Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution de telle obligation ou à l'exercice de tel droit.

Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac ou de fumer dans les Lieux. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans les Lieux à sa demande.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé, électroniquement, à la date indiquée en regard de leur signature respective et acceptent de recevoir leur copie de la convention signée électroniquement.

Tous les exemplaires signés des présentes constituent autant d'originaux, d'une seule et même entente. Est également valide l'exemplaire signé transmis par courriel et pourra être considéré comme un original.

Le _____e jour du mois de _____ 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Nom : _____
Domenico Zambito, Greffier adjoint

Le 11 e jour du mois de novembre 2024

LE MINISTRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE

Nom : _____
Dave Roussy, Sous-ministre adjoint à la télécommunication et au centre de service

Locataire	Locateur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246025006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des locations
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville de Montréal loue au Ministre de la cybersécurité et du numérique, pour une période de cinq (5) ans à compter du 1er juillet 2024, des espaces situés à l'intérieur de la voûte de télécommunication sur le Mont-Royal (1100, chemin Camilien-Houde), pour y maintenir et y opérer des équipements de radiocommunication, moyennant une recette totale de 1 220 867,82 $, non taxable. Bâtiment 0128-105.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS



1246025006 - Certification de fonds.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-19

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245711001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un contrat à Afcor Construction inc., pour réaliser les travaux de décarbonation du Garage des Carrières - Dépense totale de 11 440 909,31 $, taxes incluses (contrat : 9 614 209,50 $ + contingences : 1 442 131,43 $ + incidences 384 568,38 $) - Appel d'offres public IMM-15811 - (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder à Afcor Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de décarbonation du Garage des Carrières, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 9 614 209,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15811;
2. d'autoriser une dépense de 1 442 131,43 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
3. d'autoriser une dépense de 384 568,38 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences;
4. de procéder à une évaluation du rendement d'Afcor Construction inc.;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 50,1 % par l'agglomération pour un montant de 5 731 895,56 $ et à 49,90 % par la Ville centrale, pour un montant de 5 709 013,75 $ taxes incluses.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-22 14:24

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245711001**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un contrat à Afcor Construction inc., pour réaliser les travaux de décarbonation du Garage des Carrières - Dépense totale de 11 440 909,31 $, taxes incluses (contrat : 9 614 209,50 $ + contingences : 1 442 131,43 $ + incidences 384 568,38 $) - Appel d'offres public IMM-15811 - (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Plan de mise en œuvre (PMO) pour une économie verte 2030 (PEV) du gouvernement du Québec, le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP) et la Ville de Montréal (la Ville) ont signé, le 28 mars 2022, une convention de subvention (Entente) afin de permettre à cette dernière de réaliser les mesures de son Plan climat 2020-2030 répondant au PMO. L'Entente a pour objectif de soutenir le financement de projets porteurs en matière de lutte contre les changements climatiques, dont une large contribution servira à accélérer la décarbonation du parc immobilier municipal de la Ville (Programme) qui vise la carboneutralité de celui-ci en 2030.

Le Service de la gestion et planification des immeubles (SGPI) a planifié une stratégie de mise en œuvre du Programme et a identifié les bâtiments parmi les grands émetteurs du parc immobilier afin d'améliorer leur performance énergétique, de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) et d'améliorer leur résilience face aux aléas climatiques. Le garage des Carrières fait partie de ces bâtiments.

Cette action contribuera ainsi à l'atteinte des objectifs du Programme en réduisant l'émission des GES de ce bâtiment à leur minimum et en modernisant les méthodes de contrôle afin d'apporter un confort optimal aux usagers.

L'appel d'offres public n° IMM-15811, publié le 30 août 2024 sur le Système électronique d'appel d'offres (SEAO) du gouvernement du Québec, sur le site internet de la Ville de Montréal et dans le journal Le Devoir, a donné aux soumissionnaires un délai de soixante (60) jours pour obtenir les documents et déposer leurs soumissions. La validité des soumissions est d'une période de cent-vingt (120) jours à partir de la date de dépôt des soumissions, soit jusqu'au 26 février 2025.

Onze (11) addendas ont été émis durant la période de soumission et la nature de ceux-ci est

résumée dans le tableau suivant :

Addendas	Dates d'émissions	Descriptions	Impacts monétaires
1	04-09-2024	Émission des devis et plans de performance en protection incendie.	Oui
2	05-09-2024	Modification des requis pour un disjoncteur d'un panneau électrique pour une borne de recharge.	Oui
3	09-09-2024	Réponses aux questions des soumissionnaires.	Non
4	12-09-2024	Prolongation des dates de visites et report de la date d'ouverture de soumission.	Non
5	18-09-2024	Réponses aux questions des soumissionnaires. Ajout de l'annexe T : Déclaration d'intégrité.	Non
6	26-09-2024	Réponses aux questions des soumissionnaires. Ajout de l'annexe B : Cautionnement de soumission et lettre d'engagement.	Non
7	02-10-2024	Report de la date d'ouverture de soumission. Modification des plans de structure. Modification du bordereau de prix.	Oui
8	07-10-2024	Réponses aux questions des soumissionnaires. Ajout des dessins de contrôle et fiches techniques.	Oui
9	15-10-2024	Report de la date d'ouverture de soumission.	Non
10	18-10-2024	Réponses aux questions des soumissionnaires.	Non
11	23-10-2024	Réponses aux questions des soumissionnaires.	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1517847 – 31 Janvier 2024 - Octroyer un contrat à Aedifica Inc. pour les services professionnels en architecture et en ingénierie pour l'élaboration des plans et devis.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à octroyer un contrat à Afcor Construction inc., plus bas soumissionnaire conforme, pour l'exécution des travaux de décarbonation du garage des Carrières (#0113).
Les travaux consistent notamment à :

- Démanteler des unités de ventilation, des systèmes de régulation automatique et des réseaux de distribution de gaz naturel;
- Fournir et installer de nouvelles unités de traitement d'air, ventilateurs d'évacuation, chaudières (à gaz et électriques), et unités d'aérothermie;
- Installer un nouveau système de chauffage;
- Modifier la distribution électrique existante et installer de nouveaux équipements

électriques (panneaux, transformateurs, disjoncteurs);
- Fournir et installer garde-corps, échelles d'accès et traitement acoustique;
- Démanteler et installer de nouvelles structures en acier, renforts pour les arches principales et pieux pour certaines unités.

Le montant des contingences est de 1 442 131,42 $, taxes incluses, soit 15 % du montant du contrat. Le montant des contingences pourrait couvrir les directives de changement émises par la Ville au cours de l'exécution des travaux.

Le montant des incidences est de 384 568,38 $, taxes incluses, soit 4 % du coût du contrat et servira à rémunérer notamment les services suivants :

- Les services de contrôle de chantier;
- Les tests de laboratoires requis;
- Un spécialiste en hygiène industrielle;
- L'agent de mise en service mandaté par la Ville.

JUSTIFICATION

Au cours de l'appel d'offres, il y a eu douze (12) preneurs du cahier des charges sur le site SÉAO.
Trois (3) preneurs du cahier des charges ont déposé leur soumission, ce qui représente 25 % du nombre total.

Sur les neuf (9) autres preneurs du cahier des charges, aucune des firmes n'a retourné l'appel pour faire connaître le motif de son désistement.

L'analyse de la conformité des soumissions a révélé que les trois (3) soumissionnaires ont été jugés conformes.

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (Taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences - Taxes incluses)	**TOTAL** (Taxes incluses)
AFCOR construction inc.	9 614 209,50 $	1 442 131,43 $	11 056 340,93 $
Procova Inc.	10 049 964,75 $	1 507 494,71 $	11 557 459,46 $
Groupe DCR	11 923 455,93 $	1 788 518,39 $	13 711 974,32 $
Dernière estimation réalisée ($) incluant impact monétaire addendas	8 948 170,82 $	1 342 225,62 $	10 290 396,45 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			666 038,68 $ 7,4 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x*			435 755,25 $ 4,5 %

100	

Le montant des soumissions et de l'estimation comprend les taxes applicables.

L'estimation finale a été élaborée par les professionnels externes ayant préparé les documents d'appel d'offres. L'écart entre la plus basse soumission et l'estimation fournie par les professionnels du projet, incluant les addendas, est de 7,4 %. Cet écart s'explique principalement par la sous-estimation des coûts des travaux de renforcement des arches par les professionnels.

L'analyse des soumissions démontre qu'Afcor Construction inc. est le plus bas soumissionnaire conforme. Les professionnels recommandent, en conséquence, d'octroyer le contrat à cette firme.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- A déposé une attestation de Revenu Québec valide avec sa soumission;
- N'a pas de restriction imposée sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'est pas inscrit sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville;
- Est conforme en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville;
- Détient une attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP) valide jusqu'au 6 novembre 2025.

Ce contrat de construction étant d'une valeur supérieure à 1 000 000 $, il devra faire l'objet d'une évaluation du rendement de son adjudicataire, conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale est de 11 440 909,30 $, et la dépense totale nette de ristourne est de 10 447 075,15 $
Ce montant comprend :

- Le prix forfaitaire de 9 614 209,50 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux (coût total brut, avant contingences et incidences);
- Le montant des contingences est de 1 442 131,43 $, taxes incluses, soit 15 % du coût du contrat. Ce montant pourrait couvrir les directives de changement émises par la Ville au cours de l'exécution des travaux.

Des incidences générales de 4 %, soit 384 568,38 $, taxes incluses, serviront à couvrir les frais de suivi de chantier des spécialistes en hygiène industrielle, ainsi que les tests de qualité d'air requis et tous les autres tests de laboratoires.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centrale et l'agglomération pour ce contrat est établi sur l'occupation du bâtiment par le MRA comme unité de soutien. La dépense est assumée et répartie de la façon suivante : 50,1 % pour l'agglomération et 49,9 % pour la Ville centrale.

Le projet bénéficie du programme de subvention Plan pour une économie verte - Décarbonation des Immeubles Municipaux (PEV-DIM) du gouvernement du Québec.

Après l'analyse des professionnels, il est estimé que la subvention pourrait couvrir environ 61.8 % du coût total des travaux.

Le projet est prévu au PDI 2024-2033 du Service de la gestion et de la planification des immeubles, au programme de protection des bâtiments industriels (66460) :

- 66460 - règlement d'emprunt RCG 24-018 à 50,1 % pour un montant de 5 731 895,56 $, taxes incluses;
- 66460 - règlement d'emprunt 24-009 à 49,9 % pour un montant de 5 709 013, 75 $, taxes incluses.

Cette dépense sera répartie comme suit : 90 % en 2025 et 10 % en 2026.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en changements climatiques. Ce dossier ne contribue pas aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du contrat de construction doit avoir lieu au plus tard au mois de décembre 2024 afin de respecter le calendrier de réalisation du projet. Un retard quant à l'octroi du contrat de construction se répercuterait sur l'approvisionnement des équipements, ce qui aurait pour conséquence de décaler temporellement les travaux qui doivent impérativement être terminés avant la fin du mois de mars 2026, afin de respecter les engagements de la Ville en regard de l'Entente.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue à cette étape du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : Décembre 2024
Fin du contrat : Mars 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christophe FEVRE, Service de la gestion et planification des immeubles
Thays TORRES, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Christophe FEVRE, 15 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Djabre HABRE
gestionnaire de projets immobiliers

Tél : 438-864-1779
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Vincent LEBLANC
chef(fe) de division - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-402-0493
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jabiz SHARIFIAN
Directrice - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-893-1820
Approuvé le : 2024-11-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere

Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-11-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245711001*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et planification des immeubles, Direction de la gestion des projets immobiliers, Division projets industriels*
Projet : *Décarboner le garage des Carrières.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Priorité 1 : Réduire le pourcentage d'émissions de GES par un remplacement des systèmes de ventilation.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 7 novembre 2022

AFCOR CONSTRUCTION INC.
A/S MONSIEUR ALAIN SYLVESTRE
2385, RUE DE LA MÉTROPOLE
LONGUEUIL (QC) J4G 1E5

N° de décision : 2022-DAMP-1593
N° de client : 3000666994
N° d'entreprise du Québec : 1148887467

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. AFCOR CONSTRUCTION INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **6 novembre 2025**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Chantal Hamel
Directrice des affaires juridiques et du contentieux

Projet :	*Remplacement des systèmes de ventilation -1350 Des Carrières*
Nom d'ouvrage :	*Garrage des Carrières*
No. D'ouvrage:	*113*
No. De contrat :	
No. Du projet :	*IM-PR-21-1001*
No. Du GDD :	*1245711001*
Date :	*11-nov-24*
Étape :	*Octroi de contrat de construction*

				Budget $	TPS 5,0 % $	TVQ 9,975 % $	TOTAL $
Contrat	Contrat de base*			8 362 000,00 $	418 100,00 $	834 109,50 $	9 614 209,50 $
	Variation quantités*			0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Contingences		**15%**	1 254 300,00 $	62 715,00 $	125 116,43 $	1 442 131,43 $
	Total - Contrat :			**9 616 300,00 $**	**480 815,00 $**	**959 225,93 $**	**11 056 340,93 $**
Incidences	Incidences spécifiques		0%	0,00 $	0,00 $	0,00 $	0,00 $
	Incidences générales		4%	334 480,00 $	16 724,00 $	33 364,38 $	384 568,38 $
	Total - Incidences :		**4%**	**334 480,00 $**	**16 724,00 $**	**33 364,38 $**	**384 568,38 $**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)			**9 950 780,00 $**	**497 539,00 $**	**992 590,31 $**	**11 440 909,31 $**
Ristournes	**TPS**	100%			-497 539,00 $		-497 539,00 $
	TVQ	50%				-496 295,15 $	-496 295,15 $
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)						**10 447 075,15 $**

*** prix déposé par le plus bas soumissionnaire**

Méthode d'estimation des contingences : Elles ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant l'incertitude reliée au projet.

Rythme prévu des décaissements : 10 % en 2024

ANALYSE DE LA CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

Titre de l'appel d'offre	**N° de l'appel d'offre**
Décarbonation du Garage des Carrières, remplacement des unités de ventilation	IMM-15811
Nom du soumissionnaire	**N° SEAO**
Afcor Construction Inc.	20015269
Rang du soumissionnaire à l'ouverture	**Prix total soumis (incluant les taxes)**
1	9 614 209,50 $
Nom et titre du responsable de la conformité	**N° GDD d'octroi**
Djabre Habré, Gestionnaire de projet immobilier	
Signature du responsable de la conformité	**Date de signature**

CONSTAT FINAL — **Conforme**

#	RÉF. IAS	ÉLÉMENTS À VÉRIFIER — QUESTIONS	CONSTAT	CONFORME/ NON CONFORME	COMMENTAIRES (*cette section ne simprime pas)
		CONFORMITÉ DES PRIX			
1	3.8 & 3.9	**Prix**			
		§ Est-ce un contrat à prix unitaires ?	Non	n/a	
		o Si OUI, est-ce qu'il y a une/des erreur(s) de calcul, d'écriture ou des omissions ? (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix unitaire)	n/a	n/a	
		o Si OUI, est-il possible de les corriger ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si aucune erreur n'est observée ou si ce n'est pas un contrat à prix unitaire) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	n/a	n/a	
		§ Est-ce un contrat à prix forfaitaire?	Oui	Conforme	
		o Si OUI, est-ce que le prix total du forfait est indiqué à la section A- Sommaire ? **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si ce n'est pas un contrat à prix forfaitaire)	Oui	Conforme	
		ADMISSIBILITÉ DU SOUMISSIONNAIRE			
2	2.6.5	**Inscription au Registre des entreprises du Québec (REQ)**			
		§ Si le soumissionnaire doit être inscrit au Registraire des entreprises du Québec (REQ), est-ce qu'il détient une immatriculation (NEQ) valide au Québec à la date de l'ouverture des soumissions? (voir la procédure de vérification de l'immatriculation au REQ) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
3	2.11.1	**Autorisation de contracter de l'Autorité des marchés publics (AMP)** * Les seuils doivent inclure, le cas échéant, le montant de la dépense qui serait engagée si toutes les options de renouvellement étaient exercées.			
		Est-ce que le contrat à octroyer comporte une dépense égale ou supérieure à 5 M$ et concerne de travaux de construction?	Oui	Conforme	
		§ Si vous avez répondu OUI, est-ce qu'à la date du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire détenait une autorisation de l'AMP ou avait introduit une demande de renouvellement au moins 90 jours avant la date d'échéance de cette autorisation. (voir la procédure de vérification de l'AMP d'un soumissionnaire) **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé** (Mettez n/a si le contrat comporte une dépense inférieure à 5 M$ et concerne des travaux de construction) En cas de doute, valider avec votre gestionnaire.	Oui	Conforme	
4	2.11.3	**Inscription au Registre des entreprises non admissibles (RENA)**			
		§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA)? (voir la procédure de vérification RENA) **§ Si OUI, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire à moins d'une dérogation du MAMH.**	Non	Conforme	
5	2.11.4	**Licence de la Régie du Bâtiment du Québec (RBQ)**			
		§Est-ce que le soumissionnaire a joint une copie de la licence requise ?	Oui	Conforme	
		§ Est-ce que le soumissionnaire détient une licence d'entrepreneur appropriée, valide, non restreinte aux fin de l'obtention d'un Contrat public et émise par la Régie du bâtiment du Québec ? (voir la procédure de vérification de la RBQ)	Oui	Conforme	
6	2.11.5	**Attestation de Revenu Québec (RQ)**			
		§ Le soumissionnaire a-t-il un établissement au Québec (tel que définit dans les IAS)?	Oui	Conforme	
		§ Si OUI,			
		o a-t-il joint une copie de son attestation RQ valide à la date d'ouverture des soumission ? (voir la procédure de vérification de l'attestation RQ ?) (Mettez n/a si le soumissionnaire ne détient pas un établissment au Québec)	Oui	Conforme	
		§ Si NON,			
		o a-t-il joint l'annexe D « Absence d'établissement au Québec » dûment signée ? (Mettez n/a si le soumissionnaire détient pas un établissment au Québec)	n/a	n/a	
7	RGC Art. 1 (6°) et 24	**Inscription au Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement sur la gestion contractuelle** *** Inclure le signataire, les administrateurs et les actionnaires inscrits au REQ**			
		§ Est-ce que le soumissionnaire ou des personnes qui lui sont liées sont inscrites à la Liste des fournisseurs inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC)?	Non	Conforme	
		§ Si OUI, est-ce que le soumissionnaire est visé par une exception prévue aux articles 29 et 30 du RGC et qu'une justification sera incluse au sommaire décisionnel **Si vous répondez "Non" le contrat ne peut pas lui être octroyé.** (Mettez n/a si le soumissionnaire ou des personnes liées ne sont pas inscrites à la liste des fournisseurs innadmissibles en vertu du RGC)	n/a	n/a	
8	3.3.1	**Inscription sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI)**			
		§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la Liste des fournisseurs à rendement insatisfaisant (LFRI)? § Si OUI, aviser le requérant et celui-ci doit justifier au sommaire décisionnel sa décision d'accorder ou non le contrat au sommissionnaire inscrit.	Non	Conforme	
9	2.13	**Conformité à la Charte de langue française**			
		§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit sur la liste des entreprises certifiées par l'Office québécois de la langue française ?	Non	Mineure	
		§ Est-ce que le soumissionnaire est inscrit à la liste des entreprises non conformes au processus de francisation ? **Si vous répondez "OUI", le contrat ne peut pas lui être octroyé**	Non	Conforme	
		Validation - Charte de la langue française § Est-ce que l'annexe S Charte de la langue française est complétée et signée, et selon la case cochée par le soumissionnaire (1,2,3,4), :	Oui	Conforme	
		a) Si le soumissionnaire a coché la case 1, 2 ou 3 de l'annexe S Charte de la langue française, le soumissionnaire répond aux exigences de la Charte.	Oui	Conforme	

10	2.13	b) Si le soumissionnaire a coché la case 4 de l'annexe S Charte de la langue française, est-ce que celui-ci a transmis l'un des documents indiqués ci-dessous dans la déclaration ou qu'il apparaît sur la liste des entreprises certifiées par l'Office: * un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF; * une attestation d'application d'un programme de francisation en vigueur délivrée par l'OQLF; * une attestation d'inscription à l'OQLF suivant laquelle l'entreprise doit remplir, dans le délai prescrit par la Charte, les obligations en lien avec la transmission de «l'analyse de la situation linguistique» à l'OQLF. ou qu'il a transmis un des documents requis, le soumissionnaire est conforme aux exigences de la Charte. (Mettez n/a si le soumissionnaire a coshé la case 1, 2 ou 3)	n/a	n/a	
		c) **A moins que le soumissionnaire ne soit inscrit sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation**, s'il a omis de fournir ou de compléter un des documents requis au moment du dépôt de sa soumission, le responsable du dossier doit lui accorder un délai minimum de cinq (5) jours ouvrables pour que le soumissionnaire puisse remédier à la situation. (Mettez "√" si un délai doit être accordé) (Mettez n/a si non applicable)	n/a	n/a	

CONFORMITÉ DE LA SOUMISSION

11	2.10.1	**Garantie de soumission**			
		§ Une garantie de soumission est elle exigée ?	Oui	Conforme	
		§ Une garantie de soumission au montant demandé dans les documents d'appel d'offres est-elle jointe ? (Mettez n/a si aucune garantie de soumission n'est exigée)	Oui	Conforme	
		§ Si le total de la soumission est ***inférieur à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle sous l'une des formes suivantes (i, ii ou iii) ? (Mettez n/a si non applicable)			
		i Chèque visé :	Non	n/a	
		o Est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)	n/a	n/a	
		o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)	n/a	n/a	
		o Est-ce qu'une information différente de celles précédemment enumérées, est erronée ou omise sur le chèque ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de chèque visé)	n/a	n/a	
		ii Cautionnement de soumission :	Non	n/a	
		o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)	n/a	n/a	
		o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)	n/a	n/a	
		o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de cautionnement de soumission)	n/a	n/a	
		iii Lettre de garantie bancaire irrévocable :	Non	n/a	
		o La lettre est-elle complété en utilisant l'annexe C du CCAG « Lettre de garantie bancaire irrévocable et inconditionnelle », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)	n/a	n/a	
		o La lettre est-elle signée ? (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)	n/a	n/a	
		o L'institution financière émettrice est-elle autorisée à faire affaires au Québec ? (voir la procédure de vérification au REQ) (Mettez n/a si la garantie de soumission n'est pas sous forme de lettre de garantie irrévocable)	n/a	n/a	
		§ Si le total de la soumission est ***supérieur ou égal à 500 000 $*** (incluant les taxes), la garantie de soumission est-elle jointe sous forme de Cautionnement de soumission ? (Mettez n/a si le total de la soumission est inférieur à 500 000 $ (incluant les taxes)	Oui	Conforme	
		o Le cautionnement est-il complété en utilisant l'annexe B du CCAG « Cautionnement de soumission et lettre d'engagement », disponible au cahier des charges ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
		o Le cautionnement de soumission est-il signé ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
		o La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en cautionnement délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
12	2.10.2	**Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire**			
		§ Une lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire est elle exigée ?	Oui	Conforme	
		§ Est-ce que la « Lettre d'intention d'assurer un soumissionnaire » conformément à l'annexe H du CCAG est jointe ? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
		§ Est-ce que les montants de garanties inscrits sur la lettre correspondent aux exigences d'assurances du CCAS du cahier des charges? (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
		§ La compagnie d'assurance émettrice détient-elle un permis d'assureur en responsabilité civile délivré par l'AMF ? (voir la procédure de vérification de l'AMF d'une compagnie d'assurance) (Mettez n/a si non applicable)	Oui	Conforme	
13	2.1	**Obtention du cahier des charges sur SEAO**			
		§ Est-ce que le soumissionnaire s'est procuré lui-même le cahier des charges sur le SEAO (même NEQ) ? **Si NON, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionaire**. En cas de doute, valider avec votre gestionnaire	Oui	Conforme	
14	2.3.5 à 2.3.7	**Visite supervisée des lieux**			
		§ Si une visite obligatoire était prévue dans le cadre de cet appel d'offres, est-ce que le soumissionnaire a effectué cette visite? **Si NON, le contrat ne peut être accorde à ce soumissionnaire.** (Mettez n/a si aucune visite n'est prévue)	Oui	Conforme	
15	2.6.1	**Formulaires non modifiés**			
		▪ La soumission est-elle complétée sur le formulaire de soumission fourni au cahier des charge de la Ville ?	Oui	Conforme	
16	2.6	**Formulaire de soumission signé**			
		§ Est-ce que la soumission est signée? **Si vous avez répondu NON à la question, le contrat ne peut être accordé à ce soumissionnaire.**	Oui	Conforme	
17	3.2	**Regroupement de personnes (aussi appelé consortium)**			
		§ Y a-t-il formation d'un regroupement ?	Non	Conforme	
		§ Si OUI, était il permis dans les IAS ? (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
		§ Si OUI, est-ce que chacun des membres du regroupement répond aux exigences d'admissibilité et de conformité (Vous devez refaire la vérification des points applicables avec chacun des membres) (Mettez n/a si aucune consortium n'est formé)	n/a	n/a	
18	2.6	**Format**			
		§ Est-ce que la soumission est présentée selon le nombre et le format d'exemplaires requis ?	Oui	Conforme	
		§ Si des ratures sont présentes sur le formulaire de soumission, sont-elles paraphées ? (mettez n/a si aucune rature observée)	n/a	n/a	

AUTRE CONFORMITÉ (Complétez avec les exigences supplémentaires requises)

19					
20					
21					
22					
23					

A COMPLETER PAR LE RESPONSABLE DE LA CONFORMITE APRES L'ANALYSE COMPLETE (Conforme ou non conforme)	CONSTAT FINAL
RESULTAT FINAL	Conforme

REMARQUE

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: IMM 15811
Numéro de référence: 20015269
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Remplacement des unités de ventilation au 1350, des Carrières
Organisation: Ville de Montréal - Gestion et planification Immobilière

12 résultats **Résultats 1 à 12**

Trier par Sélection **Nombre par page** 2

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
◯ Gestion Gama Construction inc. 7725 rue Cordner, suite 111 Montréal QC CAN H8N2X2	Non diffusé	Gabriel Boutin Téléphone: 5144272870 Courriel: info@gestiongama.com	**Transaction: (20051968)** 2024-09-12 18:46	20013356 - Addenda 1 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20013421 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20013896 - Addenda 3 Devis Téléchargement 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis Téléchargement 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8 Devis

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-10-09 à 08:25 - Courriel 20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ Afcor Construction Inc. 2385 de la Métropole Longueuil QC CAN J4G1E5 http://afcor.ca	Publique	Pier-Yves Sylvestre Téléphone: 4506700407 Courriel: estimation@afcor.ca	**Transaction: (20043990)** 2024-09-03 11:10	20013356 - Addenda 1 Devis 2024-09-04 à 16:10 - Courriel Plan 2024-09-04 à 16:10 - Messagerie 20013421 - Addenda 2 Devis 2024-09-05 à 10:05 - Courriel 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Courriel Plan 2024-10-04 à 11:55 - Messagerie Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Courriel 20018398 - Addenda 8

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel 20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
◯ Tuyauterie Expert inc 9000 Elmslie Montréal QC CAN H8R1V6 https://tuyauterie.ca/	Non diffusé	Nina Maximciuc Téléphone: 514-365-3663 Courriel: n.maximciuc@tuyauterie.ca	**Transaction: (20043918)** 2024-09-03 09:53	20013356 - Addenda 1 Devis 2024-09-04 à 16:10 - Courriel Plan 2024-09-04 à 16:10 - Courriel 20013421 - Addenda 2 Devis 2024-09-05 à 10:05 - Courriel 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20018398 - Addenda 8 Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel 20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ PLOMBERIE CHARBONNEAU INC. 1955 rue Cabot Montréal QC CAN H4E1E2 https://www.plomberie.com	Publique	Hugo Allaire Téléphone: 514-766-3531 Courriel: hallaire@plomberie.com	**Transaction: (20060320)** 2024-09-26 11:16	20013356 - Addenda 1 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20013421 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20013896 - Addenda 3 Devis Téléchargement 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis Téléchargement 20015409 - Addenda 5 Devis Téléchargement 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8 Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ VENTILATION MANIC INC. 12,905 rue Jean-Grou, Bureau 200 Montréal QC CAN H1A3N6 http://www.ventilationmanic.com	Publique	Daniel Turner Téléphone: 5144987903 Courriel: dturner@ventilationmanic.com	**Transaction: (20042717)** 2024-08-30 08:26	20013356 - Addenda 1 Devis 2024-09-04 à 16:10 - Courriel Plan 2024-09-04 à 16:10 - Courriel 20013421 - Addenda 2 Devis 2024-09-05 à 10:05 - Courriel 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8 Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
◯ LE GROUPE CENTCO INC. 6500 St-Jacques O Montréal QC CAN H4B1T6 http://www.centco.com	Publique	Sébastien Hamel Téléphone: 5144834550 Courriel: shamel@centco.com	**Transaction: (20044236)** 2024-09-03 16:12	20013356 - Addenda 1 Devis 2024-09-04 à 16:10 - Courriel Plan 2024-09-04 à 16:10 - Courriel 20013421 - Addenda 2 Devis 2024-09-05 à 10:05 - Courriel 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8 Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel 20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ Corrado Entrepreneur Général 4000 boulevard le Corbusier, Bureau 200 Laval QC CAN H7L5R2 https://www.corradoconstruction.ca/	Publique	Kévin Corrado Téléphone: 4385184936 Courriel: estimation@corradoconstruction.ca	**Transaction: (20045722)** 2024-09-06 09:55	20013356 - Addenda 1 Devis Téléchargement Plan Téléchargement 20013421 - Addenda 2 Devis Téléchargement 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8 Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel 20019177 - Addenda 9 - Report de date

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ GILCA INC. 107-29 Gaston-Dumoulin Blainville QC CAN J7C6B4 www.gilca.ca	Non diffusé	Département Estimation Téléphone: 514-797-0077 Courriel: cs@gilca.ca	**Transaction: (20043857)** 2024-09-03 08:23	20013356 - Addenda 1 Devis 2024-09-04 à 16:10 - Courriel Plan 2024-09-04 à 16:10 - Courriel 20013421 - Addenda 2 Devis 2024-09-05 à 10:05 - Courriel 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8 Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
◯ ACQ Provinciale 9200 boul Métropolitain Montréal QC CAN H1K4L2	Non diffusé	Luc Claveau Téléphone: 5143548249 Courriel: claveaul@acq.org	**Transaction: (20042696)** 2024-08-30 06:54	20013356 - Addenda 1 Devis 2024-09-04 à 16:10 - Courriel Plan 2024-09-04 à 16:10 - Courriel 20013421 - Addenda 2 Devis 2024-09-05 à 10:05 - Courriel 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8 Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel 20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
◯ Groupe DCR 1490, Joliot-Curie, suite 101 Boucherville QC CAN J4B7L9 www.groupedcr.com	Publique	Anais Louboutin Téléphone: 5145258109 Courriel: anais.louboutin@groupedcr.com	**Transaction: (20042725)** 2024-08-30 08:34	20013356 - Addenda 1 Devis 2024-09-04 à 16:10 - Courriel Plan 2024-09-04 à 16:10 - Courriel 20013421 - Addenda 2 Devis 2024-09-05 à 10:05 - Courriel 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8 Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel 20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
◯ LAMBERT SOMEC INC. 1505 rue des Tanneurs Québec QC CAN G1N4S7 https://www.lambertsomec.com	Publique	Lucie Deschênes Téléphone: 4186871640 Courriel: estimation@lambertsomec.com	**Transaction: (20042976)** 2024-08-30 14:43	20013356 - Addenda 1 Devis 2024-09-04 à 16:10 - Courriel Plan 2024-09-04 à 16:10 - Courriel 20013421 - Addenda 2 Devis 2024-09-05 à 10:05 - Courriel 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8 Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				2024-10-09 à 08:25 - Courriel 20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
◯ PROCOVA INC. 1924, rue Vallieres Laval QC CAN H7M3B3 http://www.procova.ca	Publique	Étienne Archambault Téléphone: 4506683393 Courriel: estimation@procova.ca	**Transaction: (20042863)** 2024-08-30 11:26	20013356 - Addenda 1 Devis 2024-09-04 à 16:10 - Courriel Plan 2024-09-04 à 16:10 - Courriel 20013421 - Addenda 2 Devis 2024-09-05 à 10:05 - Courriel 20013896 - Addenda 3 Devis 2024-09-09 à 11:55 - Courriel 20014554 - Addenda 4 - Report de date et ajout de dates de visites Devis 2024-09-12 à 11:05 - Courriel 20015409 - Addenda 5 Devis 2024-09-18 à 14:45 - Courriel 20016601 - Addenda 6 Devis 2024-09-26 à 13:15 - Courriel 20017911 - Addenda 7 _ Report de date Devis 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Plan 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-10-04 à 11:55 - Téléchargement 20018398 - Addenda 8

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
				Devis 2024-10-09 à 08:25 - Courriel 20019177 - Addenda 9 - Report de date Devis 2024-10-15 à 15:45 - Courriel 20019850 - Addenda 10 Devis 2024-10-21 à 07:15 - Courriel 20020384 - Addenda 11 Devis 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-23 à 15:30 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245711001

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets industriels
Objet :	Accorder un contrat à Afcor Construction inc., pour réaliser les travaux de décarbonation du Garage des Carrières - Dépense totale de 11 440 909,31 $, taxes incluses (contrat : 9 614 209,50 $ + contingences : 1 442 131,43 $ + incidences 384 568,38 $) - Appel d'offres public IMM-15811 - (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1245711001 - Travaux décarbonation Garage des Carrières - 61% PDIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-20

Sonia RODI
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1249973003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Quantum Électrique Inc. pour la mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent - Dépense totale de 4 493 636,91 $, taxes incluses (contrat : 3 660 804 $ + contingences : 732 160,80 $ + incidences: 100 672,11 $) - Appel d'offres public DEEU-IP24011-162266-C - (Trois soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à l'entreprise Quantun Électrique Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 660 804,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (DEEU-IP24011-162266-C);

2. d'autoriser une dépense de 732 160,80 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. d'autoriser une dépense de 100 672,11 $, taxes incluses, à titre de budget d'incidences

4. de procéder à une évaluation du rendement de Quantun Électrique Inc;

5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-20 17:39

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1249973003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Quantum Électrique Inc. pour la mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent - Dépense totale de 4 493 636,91 $, taxes incluses (contrat : 3 660 804 $ + contingences : 732 160,80 $ + incidences: 100 672,11 $) - Appel d'offres public DEEU-IP24011-162266-C - (Trois soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a pour mission d'assainir les eaux usées pour l'ensemble de la collectivité montréalaise. À ce titre, elle opère et entretient de nombreuses installations et équipements sur tout le réseau intercepteur. Dans le cadre de son programme décennal d'immobilisations, la DEEU réalise plusieurs projets de mise à niveau de ses infrastructures autant sur le réseau d'égouts qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Un premier appel d'offres, IP19046-162226-C, avait été publié en 2022 et annulé par la suite pour des raisons administratives. Un second appel d'offres a donc été préparé et les plans, les devis, l'estimation, la description des travaux ont été révisés pour mieux répondre aux besoins de la Ville.

Ce projet vise à effectuer des travaux majeurs de mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent, construite en 1982 et située dans l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville de Montréal. Cette structure de régulation est actuellement non fonctionnelle en raison de bris d'équipements et requiert des travaux de mise à niveau et de réaménagement pour améliorer la sécurité du personnel et des installations, la pérennité des équipements et un meilleur contrôle des débits d'eaux usées acheminés du collecteur Saint-Laurent à l'intercepteur nord. Il est également prévu de construire un nouveau bâtiment à proximité de la structure. Ce nouveau bâtiment permettra d'améliorer l'accès aux équipements principaux et minimisera considérablement la nécessité d'entrées en espaces clos. De plus, le nouveau bâtiment

augmentera la résilience de la structure de régulation face aux pannes électriques grâce à l'ajout d'une génératrice, tout en respectant les qualités architecturales du secteur.

L'appel d'offres IP24011-162266-C a été publié le 16 août 2024 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 10 octobre 2024 au Service du greffe. La durée de publication initiale était de 34 jours. Elle a été prolongée à 55 jours, afin de donner plus de temps aux preneurs du cahier des charges pour préparer leur soumission. Les soumissions sont valides pour une période de 120 jours, soit jusqu'au 7 février 2025

Sept (7) addendas ont été publiés, afin d'apporter certaines précisions administratives et techniques.

Addenda	Date d'émission	Description	Impact monétaire
#1	2024-08-29	Clarifications techniques et réponses à des questions et ajout d'information sur la gestion de la mobilité (ajout d'items au bordereau)	Oui
#2	2024-09-05	Clarifications techniques, administratives et réponses à des questions + report de date d'ouverture (+14 jours)	Non
#3	2024-09-13	Réponse/clarification concernant la valeur d'un équipement Ville à installer et réponses à des questions pour la discipline mécanique du bâtiment	Non
#4	2024-09-19	Réponse/clarification administrative concernant la façon dont les addendas sont joints à la soumission et réponses à des questions pour le volet génie civil	Non
#5	2024-09-20	Ajout d'un item provisoire au bordereau et ajout d'un article pour la discipline civile à la suite de questions	Oui
#6	2024-09-26	2e report de date d'ouverture (+7 jours) et réponses à des questions et demande d'équivalence pour un isolant, une membrane et un apprêt (architecture)	Non
#7	2024-10-02	Réponse/clarification à une question concernant la responsabilité des demandes de permis d'occupation et réponses à une question sur des équipements pour la discipline électrique	Non
#8	2024-10-04	Réponses à une question concernant les coûts reliés aux demandes de permis d'occupation et clarification concernant le bordereau de soumission	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

Le projet consiste à effectuer des travaux majeurs de réfections à la structure de régulation Saint-Laurent afin d'assurer une mise à niveau complète des équipements et d'en assurer une fiabilité opérationnelle à long terme.
Les travaux incluent la fourniture de la main-d'œuvre, du matériel, des équipements, de la supervision ainsi que l'outillage nécessaire à la réalisation des travaux de construction.

Le contrat inclut entre autres :

- Des travaux de démantèlement et de démolition;
- Le retrait et le remplacement d'équipements mécaniques et électriques;
- La mise en place d'un système de pompage temporaire assurant la sécurité des travailleurs;
- La construction d'un nouveau bâtiment incluant l'ajout d'un groupe électrogène d'urgence permettant le fonctionnement de la structure de régulation, en cas de panne du réseau électrique;
- La fourniture et l'installation de nouveaux équipements de ventilation, de contrôle et de chauffage;
- Une mise aux normes des installations afin de respecter les exigences relatives à la santé-sécurité du personnel.

Le coût des travaux s'élève à 3 660 804 $, taxes incluses.

Compte tenu des imprévus reliés à l'âge et à l'état des installations, un budget additionnel de 732 160,80 $, taxes incluses, soit 20 % de la valeur des coûts des travaux est ajouté à des fins de contingences.

Des dépenses incidentes seront nécessaires pour le contrôle de la qualité des matériaux lors des travaux. Un budget de 100 672,11 $ taxes incluses, soit 2,75 % de la valeur des coûts des travaux est donc ajouté.

JUSTIFICATION

Onze (11) entreprises se sont procuré les documents d'appels d'offres et trois (3) d'entre elles ont déposé une soumission correspondant à un pourcentage de soumissions reçues de 27 %. L'analyse de conformité des offres a permis de constater que les trois soumissions reçues étaient conformes. La liste des preneurs du cahier des charges est annexée au dossier.
Les raisons de non-participation fournies à la Ville sont :

1) Le Fournisseur est sous-traitant ou fournit des prix en sous-traitance (2);

2) Notre horaire de travail est trop chargé (1);

3) Le projet ne nous correspondait pas (1);

4) Nous sommes fabricants de béton préfabriqué. Nous ne soumissionnons jamais les projets, nous achetons les plans pour travailler nos prix (1);

5) Nous achetons certains projets publics afin de les rendre disponibles via notre salle de plans, à nos clients, soient des entrepreneurs spécialisés. Notre entreprise ne participe pas aux soumissions (1);

6) Pas de réponse (2).

Le tableau ci-dessous résume les soumissions reçues

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Quantum Électrique Inc.	3 660 804,00 $	732 160,80 $	4 392 964,80 $
Coffrage Alliance Ltée	3 884 046,36 $	776 809,27 $	4 660 855,63 $

Construction Deric Inc.	4 577 000,00 $	915 400,00 $	5 492 400,00 $
Dernière estimation réalisée ($)	3 081 887,97 $	616 377,59 $	3 698 265,56 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)*			694 699,24 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			18,78 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)*			267 890,83 $
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			6,10 %

L'écart entre la plus basse soumission conforme et l'estimation est défavorable à la Ville par un montant de 694 699,24 $, taxes incluses, soit 18,78 %.

Une analyse des écarts entre la soumission la plus basse et la dernière estimation révèle que les trois disciplines techniques ayant le plus d'impact représentent 60 % de la valeur du contrat : la structure, la mécanique de procédé, et le génie civil. L'écart principal, défavorable à la Ville, se situe au niveau de ces disciplines. Ces écarts peuvent être attribués au fait que ce chantier comporte des travaux en espace clos, ce qui a conduit les soumissionnaires à évaluer les travaux en tenant compte d'un facteur de risque plus élevé. De plus, ces travaux auront lieu dans un quartier résidentiel, ce qui présente des risques de mobilité imprévisibles lors du dépôt des soumissions.

L'écart entre le plus bas soumissionnaire conforme et le deuxième plus bas soumissionnaire conforme s'élève à 267 890,83 $, taxes incluses, soit 6,10 %.

Le présent contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP). L'adjudicataire recommandé, l'entreprise Quantum Électrique Inc. a joint à sa soumission son attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP), une copie est en pièce jointe. Son attestation a été renouvelée le 2 juin 2023 et elle est valide jusqu'au 2 juin 2025.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

· N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
· N'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
· N'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
· Ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation;
· Est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation de rendement de l'adjudicataire.

À cet effet, il est recommandé d'octroyer le contrat à l'entreprise Quantum Électrique inc., au prix de sa soumission, soit 3 660 804 $ taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres publique numéro DEEU-IP24011-162266-C.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour ce projet est de 4 392 964,80 $ taxes et contingences incluses, soit un montant net de 4 011 362,40 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales de 381 602,40 $.
Le contrat avec Quantum Électrique Inc. est fait pour un montant de 3 660 804 $, taxes incluses, soit un montant net de 3 342 802 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales de 318 002 $.

Les dépenses pour des travaux contingents sont prévues pour un montant de 732 160,80 $ (20 % de la valeur du contrat), taxes incluses, soit un montant net de 668 560,40 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales de 63 600,40 $.

Les dépenses pour des travaux incidents sont prévues pour une montant de 100 672,12 $ (2,75 % de la valeur du contrat), taxes incluses, soit une montant net de 91 927,06 $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales de 8 745,06 $.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération par le règlement d'emprunt RCG-22-007. Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce projet contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 (voir la grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe).
2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La DEEU est consciente que l'impact sur les citoyens habitant à proximité des travaux ne sera pas négligeable lors du chantier et des efforts ont été mis en place pour atténuer leurs effets et en améliorer l'acceptabilité.
De plus, des efforts de coordination avec le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) sont en place pour assurer une cohabitation des chantiers qui seront en cours en 2025 et 2026 dans ce secteur.

Afin de minimiser l'impact sur les citoyens et les commerçants, un plan de gestion de la mobilité a été élaboré en collaboration avec un consultant et revu par l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville. Les différentes phases du projet sont détaillées dans le Devis Technique Spécial Infrastructure - Mobilité (DTSI-M), dont un extrait est disponible pour consultation en pièce jointe. De plus, un agent de liaison sera présent sur le site pendant les travaux pour informer les citoyens et répondre aux questions.

Dans la mesure où ce dossier n'est pas approuvé ou est retardé, les impacts évalués sont :

- Une augmentation des bris et la non-disponibilité des équipements attribuable au vieillissement;
- Augmentation possible des débordements à la rivière des Prairies;
- Risque de surcharge dans l'intercepteur nord, ce qui peut mettre à risque l'opération de la station de pompage de la station d'épuration en temps de pluie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat de construction : décembre 2024
Début des travaux : février 2025
Fin des travaux : mai 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stephane COHEN
Chargé de projet - ingenierie usine

Tél : 438-920-0994
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Nathalie MAHER
surintendant(e) - ingenierie d'usine procedes (service eau)

Tél : 438-837-2242
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphane BELLEMARE
directeur(-trice) - traitement des eaux usees
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249973003
Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées
Projet : Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Permet de diminuer les volumes de débordements au milieu récepteur afin de mieux protéger les milieux riverain et aquatique sensibles en fonction des objectifs environnementaux de rejet (OER) établis en partenariat avec le Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP), ce qui est un exemple du fait d'enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Benjamin Sauvé

De: _Boîte Autorisation AMP <autorisation@amp.quebec>
Envoyé: 2 juin 2023 14:12
À: _Boîte Autorisation AMP
Objet: IMPORTANT - Prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Confirmation de la prolongation de la validité de votre autorisation de contracter

Bonjour,

Comme votre entreprise détient une autorisation de contracter valide au 2 juin 2023, nous confirmons par la présente que **la durée de votre autorisation est prolongée de deux ans.**

Par conséquent, le présent courriel peut être présenté aux organismes publics au moment du dépôt de futures soumissions en vue de l'obtention d'un contrat ou d'un sous-contrat public.

Nous vous remercions de votre attention.

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Direction de l'intégrité
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335-5550
525, boulevard René-Lévesque Est, 1er étage, bureau 1.25, Québec (Québec) G1R 5S9
directionlcop@amp.quebec

Service de l'eau
Direction de l'épuration des eaux usées
12001, boul. Maurice-Duplessis
Montréal (Québec) H1C 1V3

Contrat IP24011-162266

MISE À NIVEAU DES STRUCTURES DE RÉGULATION DE SAINT-LAURENT

INFRASTRUCTURES
DEVIS TECHNIQUE SPÉCIAL
MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ

Révision	Date	Par	Émission
00	11 juillet 2024	Dina Khuon, ing.	Pour appel d'offres

Préparé par :



Dina Khuon, ing.
Nº OIQ : 5087770

Vérifié par :



Jean-François Duquette, ing.
Nº OIQ : 142727

Juillet 2024

AVIS

Le présent document doit être utilisé dans son intégralité. L'Entrepreneur doit tenir compte du fait que certaines clauses du présent document peuvent être complétées, modifiées ou annulées par d'autres documents du Cahier des charges. Une lecture diligente de tous les documents du Cahier des charges est nécessaire. Tout changement apporté au contenu du présent document est précisé dans un document distinct, soit dans les instructions aux Soumissionnaires, dans le cahier des clauses administratives spéciales ou dans le devis technique spécial.

Table des matières

1. OBJET M-5
2. DOMAINE D'APPLICATION M-6
3. LOIS, RÈGLEMENTS, NORMES ET RÉFÉRENCES M-10
4. DÉFINITIONS ET ACRONYMES M-11
5. GÉNÉRALITÉS ET EXÉCUTION DES TRAVAUX M-12
5.1 COORDINATION OPÉRATIONNELLE M-12
5.2 PERMIS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC M-12
5.4 SIGNALISATION LUMINEUSE M-12
5.5 ÉQUIPE SPÉCIALISÉE EN MAINTIEN DE LA MOBILITÉ ET EN SIGNALISATION M-12
5.6 EXIGENCES GÉNÉRALES M-13
5.7 SÉQUENCE DE RÉALISATION ET DESCRIPTION DES TRAVAUX M-14
5.8 CONCEPTS DE MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ M-15
6. MATÉRIAUX M-29
6.1 CLÔTURES AUTOPORTANTES TEMPORAIRES M-29
7. DESCRIPTION DES ITEMS DU BORDEREAU M-30
8. NON-CONFORMITÉS AUX EXIGENCES M-31

Annexes :

M1 – Croquis de phasage
M2 – Chemins de détour et itinéraires facultatifs

/*vp*

1. OBJET

Le devis technique spécial infrastructures *DTSI-M Maintien et gestion de la mobilité* définit les clauses spécifiques au présent contrat pour lesquelles l'Entrepreneur doit se conformer, notamment les grandes phases et le séquencement des travaux à réaliser.

2. DOMAINE D'APPLICATION

La zone des travaux se situe principalement sur la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent dans l'arrondissement de Ahuntsic-Cartierville.

Le tableau A suivant présente le milieu et les caractéristiques géométriques du secteur en travaux en date de l'appel d'offres.

Tableau A – Milieu et caractéristiques géométriques du secteur en travaux

Rue Lighthall, de la rue Clark au boulevard Saint-Laurent	
Sens de la circulation :	Sens unique, direction est;
Géométrie :	Une voie en direction est; Stationnement autorisé de chaque côté de la chaussée; Trottoir de chaque côté de la chaussée;
Largeur de la chaussée :	± 11,0 mètres au total;
Catégorie :	Locale;
Réseau de camionnage :	Interdit excepté la livraison locale;
Transport en commun :	Aucun service;
Zonage :	Résidentiel;
Commerces/Zones de livraison :	Présence de ruelles entre le boulevard Gouin O. et le boulevard Henri-Bourassa O.;
Feux de circulation :	Non;
Signalisation :	Stationnement : • Côté nord: Interdit lundi de 12h à 13h du 1er avril au 1er décembre; • Côté sud: Interdit mardi de 12h à 13h du 1er avril au 1er décembre; Vitesse affichée : 30 km/h;
Écoles / Corridors scolaires / CPE :	Aucun;
Services d'urgence :	Aucun;
Mobilier sur la chaussée :	Aucun;
Autres particularités :	Aucun.

Boulevard Saint-Laurent, du boulevard Gouin au boulevard Henri-Bourassa	
Sens de la circulation :	Double sens, direction nord et sud;
Géométrie :	Une voie par direction séparée par un terre-plein; Stationnement autorisé de chaque côté de la chaussée; Trottoir de chaque côté de la chaussée;
Largeur de la chaussée :	± 7,5 mètres en direction nord; ± 8,9 mètres en direction sud et ± 6,0 mètres au niveau de la saillie à l'intersection avec le boulevard Henri-Bourassa;
Catégorie :	Artère secondaire;
Réseau de camionnage :	Interdit excepté la livraison locale;
Transport en commun :	Boulevards Saint-Laurent et Gouin O.: • Ligne STM 69; Boulevard Henri-Bourassa O.: • Lignes STM 69, 164, 171, 380;
Zonage :	Résidentiel;
Commerces/Zones de livraison :	École D'Esthétique Et D'Électrolyse France Laure Paris (#10720), Bar Ahuntsic (#10710), Olive et Brioche (#10709);
Feux de circulation :	Oui; À l'intersection avec le boulevard Henri-Bourassa;
Signalisation :	Arrêt interdit : • Côté est : à l'intersection avec le boulevard Henri-Bourassa; • Côté ouest : aux arrêts d'autobus; Stationnement : • Côté est: Interdit mercredi de 10h à 11h du 1er avril au 1er décembre, stationnement 2h du lundi au vendredi de 8h à 19h; • Côté ouest: Interdit mardi de 9h à 10h du 1er avril au 1er décembre; Vitesse affichée : 30 km/h;
Écoles / Corridors scolaires / CPE :	• École Ahuntsic (#10615); • Garderie Les Bourgeons du Bonheur (#10580); • Corridor scolaire sur le boulevard Saint-Laurent;
Services d'urgence :	Caserne 35 (#10827, rue Lajeunesse);
Mobilier sur la chaussée :	Aucun;
Autres particularités :	Stationnements SRRR.

Rue Clark, du boulevard Henri-Bourassa au boulevard Gouin	
Sens de la circulation :	Sens unique, direction sud entre boulevard Gouin et rue Lighthall; Sens unique direction nord entre rue Lighthall et boulevard Henri-Bourassa;
Géométrie :	Une voie en direction sud entre boulevard Gouin et rue Lighthall; Une voie en direction nord entre rue Lighthall et boulevard Henri-Bourassa; Stationnement autorisé de chaque côté de la chaussée; Trottoir de chaque côté de la chaussée;
Largeur de la chaussée :	± 9,0 mètres entre boulevard Gouin et rue Lighthall; ± 9,4 mètres entre rue Lighthall et boulevard Henri-Bourassa;
Catégorie :	Locale;
Réseau de camionnage :	Interdit excepté la livraison locale;
Transport en commun :	• Aucun service;
Zonage :	Résidentiel;
Commerces/Zones de livraison :	Dépanneur Le Service (# 51 boulevard Henri-Bourassa);
Feux de circulation :	Non;
Signalisation :	Stationnement : • Côté est: Interdit lundi de 12h à 13h du 1er avril au 1er décembre; • Côté ouest: Interdit mardi de 12h à 13h du 1er avril au 1er décembre; Zone de livraison lundi au vendredi de 7h à 12h; Vitesse affichée : 30 km/h;
Écoles / Corridors scolaires / CPE :	• Garderie Charlot et Charlotte (#25 boulevard Henri-Bourassa);
Services d'urgence :	Aucun;
Mobilier sur la chaussée :	Aucun;
Autres particularités :	Aucune.

3. LOIS, RÈGLEMENTS, NORMES ET RÉFÉRENCES

En complément des lois, règlements, normes et références citées dans le DTNI-8A, l'Entrepreneur doit également considérer les lois, règlements, normes et références suivantes pour les besoins du présent contrat *:*

- Aucune norme particulière.

4. DÉFINITIONS ET ACRONYMES

En complément des définitions et acronymes inclus dans le DTNI-8A, l'Entrepreneur doit considérer les définitions suivantes pour les besoins du présent contrat :

- Aucune exigence complémentaire.

5. GÉNÉRALITÉS ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

5.1 COORDINATION OPÉRATIONNELLE

En référence à l'article 5.4 du DTNI-8A, l'Entrepreneur doit considérer qu'il y a une coordination opérationnelle à effectuer avec les différents partenaires de la Ville de Montréal et avec le milieu environnant au Chantier (autres Chantiers/évènements).

Ci-dessous une liste des travaux et évènements connus en date de l'appel d'offres. Cette liste est émise à titre indicatif uniquement :

Travaux dans l'arrondissement de Ahuntsic-Cartierville,

- travaux d'aménagement d'un Réseau Express Vélo et d'un service rapide par bus sur le boulevard Henri-Bourassa Est;
- travaux de mail de protection rue Prieur Ouest / boulevard Saint-Laurent.

5.2 PERMIS D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

En référence à l'article 5.3 du DTNI-8A, l'Entrepreneur doit obtenir un permis d'occupation temporaire du domaine public auprès de l'arrondissement de Ahuntsic-Cartierville.

5.4 SIGNALISATION LUMINEUSE

- Aucune exigence complémentaire.

5.5 ÉQUIPE SPÉCIALISÉE EN MAINTIEN DE LA MOBILITÉ ET EN SIGNALISATION

En complément de l'article 5.5 du DTNI-8A, la main-d'œuvre fournie par l'Entrepreneur devra également satisfaire les conditions suivantes :

- le coordonnateur en maintien et gestion de la mobilité doit avoir un minimum de trois (3) ans d'expérience pertinente dans le domaine. Le rôle et les tâches de ce dernier ne peuvent pas être assumés par le chargé de projet attitré au projet.

Le Directeur se réserve le droit, lors de son analyse, de rejeter le personnel qui n'aura pas démontré la qualification requise. L'Entrepreneur aura alors l'obligation de présenter de nouveaux effectifs, même si cela l'amène à devoir changer de sous-traitant en signalisation si applicable et aucune compensation ne lui sera versée à cet effet.

5.6 EXIGENCES GÉNÉRALES

L'Entrepreneur doit :

- en complément à l'article 5 du DTNI-8A, l'Entrepreneur doit fournir le service de nettoyage des trottoirs, des corridors piétons et des voies dans l'emprise du Chantier ainsi qu'à l'extérieur des limites du Chantier. Pour ce service, il doit prévoir :

  - une équipe de nettoyage;
  - un camion de balayage mécanique avec l'option de lavage à haute pression d'eau.

  À la demande du Directeur, l'Entrepreneur doit fournir le service de nettoyage dans un délai maximal de vingt-quatre (24) heures. La date et les heures de nettoyage ainsi que les endroits ciblés seront indiqués par le Directeur. L'Entrepreneur doit considérer que la durée de chaque service de nettoyage doit être de minimum quatre (4) heures. Suite au passage de l'équipe de nettoyage, les trottoirs, corridors piétons et voies de circulation doivent être libres de granulats et débris, et ce, à la satisfaction du Directeur;

- en référence à l'article 5.2 du DTNI-8A, à moins d'indication contraire, maintenir tous les mouvements permis aux intersections;
- en référence à l'article 5.2 du DTNI-8A, mettre en place des panneaux de changement de l'état de chaussée T-D-340 et des panneaux de chaussée cahoteuse T-D-360, au début et à la fin de chaque zone de transition. Les panneaux doivent être maintenus en place, si les conditions les requièrent ou sur exigence du Directeur, durant toute la durée des travaux, y compris si aucune activité ne se déroule au chantier. L'Entrepreneur doit aussi prévoir de mettre en place un chanfrein afin d'assurer une transition plus douce lorsque le resurfaçage n'est pas complété;
- en référence à l'article 5.7 du DTNI-8A, il est à noter que faire descendre les cyclistes de leurs vélos n'est pas autorisé dans le cadre du présent mandat, sauf indication contraire au tableau B;
- en référence à l'article 5.10 du DTNI-8A et lorsqu'indiqué à l'annexe M2, prévoir la fabrication et l'installation sous les panneaux permanents « Accès interdit aux camions » du panonceau « Excepté détour » tel que présenté au DTNI-8A. Ces panonceaux doivent être installés sur les axes utilisés temporairement comme chemin de détour où les camions sont normalement interdits de passage;
- en référence à l'article 5.12 du DTNI-8A, positionner les roulottes, les véhicules de chantier ainsi que les matériaux utilisés du même côté de la rue pour que l'accès puisse se faire en ligne droite;
- en référence à l'article 7.6 du DTNI-8A, accéder à son chantier durant les interventions sur le boulevard Saint-Laurent de façon à nuire le moins possible aux conditions de circulation. Il doit ainsi limiter ses entrées et sorties au chantier durant les périodes de pointe soit entre 7h30 et 9h00 et entre 16h30 et 18h;
- en référence à l'article 7.7 du DTNI-8A, lors des travaux d'excavation, travailler sur des tronçons de 30 mètres maximum et les déplacer selon l'avancement des travaux. Pour les autres travaux, l'Entrepreneur doit effectuer les travaux sur des tronçons de 100 mètres maximum;
- en référence à l'article 7.7 du DTNI-8A, se coordonner avec le Directeur s'il exige une présence policière pour gérer la mobilité au moment de l'entrave. Les coûts rattachés aux prestations policières sont assumés par la Ville de Montréal;

- en complément à l'article 7.7.3 du DTNI-8A, l'Entrepreneur doit prévoir la flèche de signalisation (lumineuse) sur le boulevard Saint-Laurent.

5.7 SÉQUENCE DE RÉALISATION ET DESCRIPTION DES TRAVAUX

Afin de minimiser l'impact des travaux sur la mobilité et le milieu environnant, ceux-ci doivent être réalisés selon une séquence particulière. Les principes de gestion de la mobilité représentent les grandes phases de travaux à réaliser et l'Entrepreneur doit insérer les travaux non nommés au devis à l'intérieur des grandes phases des travaux de façon à minimiser leurs impacts.

Le tableau B, situé à la section 5.8, détaille les concepts de maintien de la mobilité pour chaque phase de travaux, selon la séquence suivante :

- **PHASE 1 : Construction du bâtiment technique et de la chambre électrique;**
- **PHASE 2A : Travaux de démantèlement du massif existant sur la rue Lighthall du côté nord de la chaussée;**
- **PHASE 2B : Travaux de démantèlement du massif existant sur la rue Lighthall du côté sud de la chaussée;**
- **PHASE 3A : Travaux de construction du nouveau massif sur la rue Lighthall du côté sud de la chaussée;**
- **PHASE 3B : Travaux de construction du nouveau massif sur la rue Lighthall du côté nord de la chaussée;**
- **PHASE 4 : Travaux de raccordement à la conduite de gaz;**
- **PHASE 5 : Travaux dans la chambre souterraine;**
- **PHASE 6 : Installation des poutrelles temporaires;**
- **PHASE 7 : Installation et maintien de la conduite de pompage temporaire;**
- **PHASE 8 : Installation de la vanne;**
- **PHASE 9 : Enlèvement des poutrelles;**
- **PHASE 10 : Installation de la génératrice;**
- **PHASE 11 : Pavage final.**

Durant les travaux de la phase 1, l'Entrepreneur doit compléter les travaux nécessitant d'entraver le garage du #15 Lighthall dans un délai maximal de deux (2) semaines. Les travaux de la phase 5 doivent être réalisés en hiver durant la période sèche.

Les travaux d'installation du nouveau poteau électrique et de raccordement sont réalisés par Hydro-Québec. Les nouveaux massifs devront être construits avant de procéder au raccordement. L'Entrepreneur devra se coordonner avec Hydro-Québec pour la réalisation de ces travaux.

Aucune entrave de longue durée n'est autorisée pour les travaux des phases 6 et 9 sur le boulevard Saint-Laurent et l'Entrepreneur doit se démobiliser à la fin de chaque quart de travail. L'Entrepreneur est autorisé à réaliser la fermeture complète de la direction sud sur le boulevard Saint-Laurent seulement pour l'installation et le maintien de la conduite de pompage temporaire de la phase 7.

L'Entrepreneur doit gérer les piétons à l'aide d'un signaleur lors de l'installation de la conduite de pompage temporaire et il doit aménager une rampe pour traverser par-dessus la conduite à l'intersection Lighthall / Saint-Laurent. Lors du maintien de la conduite temporaire sur la chaussée, l'Entrepreneur doit assurer l'accès au #15 Lighthall ainsi que la circulation piétonne sur le trottoir du côté nord de la chaussée.

Les chemins de détour à mettre en place durant les fermetures complètes sont présentés à l'annexe M-2.

L'Entrepreneur n'est pas autorisé à aménager sa zone d'entreposage en chantier.

Les différentes phases de travaux, décrites ci-haut, incluent tous les travaux connexes tels que les excavations, les remblais, les réfections de coupe, la remise en état des lieux, la coupe d'arbres, la disposition d'équipements et de structures à démanteler, la pose de poutrelles appartenant à la Ville dans la chambre souterraine Saint-Laurent, l'entretien des lieux et le déneigement si requis, plaques temporaires et/ou remblais temporaires durant les travaux de massif en rue.

L'Entrepreneur peut présenter un autre séquencement des travaux, notamment adapter la chronologie des interventions ou combiner des phases de travaux. Toutefois, celui-ci doit être approuvé par le Directeur et ne doit pas être plus contraignant en termes d'impact pour les usagers comme pour le milieu que celui présenté au présent devis technique.

Dans le cas où le nouveau séquencement proposé par l'Entrepreneur est approuvé, ce dernier doit en assumer l'entière responsabilité et ne sera dédommagé d'aucune façon. Le paiement des items du bordereau de Maintien et gestion de la mobilité demeure le même que celui prévu dans la soumission.

5.8 CONCEPTS DE MAINTIEN ET GESTION DE LA MOBILITÉ

Le tableau B suivant présente les concepts de maintien de gestion de la mobilité pour chaque phase de travaux.

Les croquis de phasage des travaux sont présentés à l'annexe M1. Ces croquis ne constituent pas des plans de signalisation ou une séquence de travaux. Le phasage et la séquence des travaux présentés par l'Entrepreneur doivent être adaptés selon les conditions spécifiques du milieu et tenir compte des exigences du présent devis et du DTNI-8A.

Les chemins de détour et itinéraires facultatifs sont présentés à l'annexe M2. Les chemins de détour pourraient devoir être adaptés au terrain en fonction de la présence de chantiers avoisinants ou d'évènements spéciaux.

Tableau B - Principes de maintien et gestion de la mobilité

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 1 Construction du bâtiment technique	**Rue Lighthall** Entrave partielle **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du côté nord de la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres et interdire le stationnement entre la rue Clark et la ruelle; – Fermer complètement la ruelle entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale; – Fermer complètement l'accès au niveau de la rue Lighthall depuis la ruelle entre les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O. Aménager la fermeture afin de permettre les entrées et sorties des résidents et les diriger vers les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O.; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Prévoir la fermeture étanche du trottoir du côté nord au niveau des travaux; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 2A Travaux de démantèlement du massif existant du côté nord de la chaussée sur la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent	**Rue Lighthall** Entrave partielle **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du côté nord de la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres et interdire le stationnement entre la rue Clark et le #10742 Saint-Laurent; – Fermer complètement la ruelle entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale; – Fermer complètement l'accès au niveau de la rue Lighthall depuis la ruelle entre les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O. Aménager la fermeture afin de permettre les entrées et sorties des résidents et les diriger vers les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O.; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Prévoir la fermeture étanche du trottoir du côté nord au niveau des travaux; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 2B Travaux de démantèlement du massif existant du côté sud de la chaussée sur la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent	**Rue Lighthall** Entrave partielle **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du côté nord de la rue Lighthall entre la rue Clark et l'entrée charretière du #45 avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres entre la rue Clark et le #30 et interdire le stationnement entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent; – Entraver partiellement la chaussée, du côté sud de la rue Lighthall entre la rue Clark et boulevard Saint-Laurent avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres et interdire le stationnement entre la rue Clark et le #4 Lighthall; – Fermer complètement la ruelle entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale; – Fermer complètement l'accès au niveau de la rue Lighthall depuis la ruelle entre les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O. Aménager la fermeture afin de permettre les entrées et sorties des résidents et les diriger vers les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O.; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Prévoir la fermeture étanche du trottoir du côté sud au niveau des travaux; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 3A Travaux de construction du nouveau massif du côté sud de la chaussée sur la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent	**Rue Lighthall** Entrave partielle **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du côté nord de la rue Lighthall entre la rue Clark et l'entrée charretière du #45 avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres entre la rue Clark et le #20 et interdire le stationnement entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent; – Entraver partiellement la chaussée, du côté sud de la rue Lighthall entre la rue Clark et boulevard Saint-Laurent avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres et interdire le stationnement entre la rue Clark et le #4 Lighthall; – Fermer complètement la ruelle entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale; – Fermer complètement l'accès au niveau de la rue Lighthall depuis la ruelle entre les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O. Aménager la fermeture afin de permettre les entrées et sorties des résidents et les diriger vers les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O.; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Prévoir la fermeture étanche du trottoir du côté sud au niveau des travaux; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 3B Travaux de construction du nouveau massif du côté nord de la chaussée sur la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent	**Rue Lighthall** Entrave partielle **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave **Horaire de travail** Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h **Horaire de l'entrave** 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du côté nord de la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres et interdire le stationnement entre la rue Clark et le #10742 Saint-Laurent; – Fermer complètement la ruelle entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale; – Fermer complètement l'accès au niveau de la rue Lighthall depuis la ruelle entre les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O. Aménager la fermeture afin de permettre les entrées et sorties des résidents et les diriger vers les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O.; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Prévoir la fermeture étanche du trottoir du côté nord au niveau des travaux; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 4 Travaux de raccordement à la conduite de gaz	**Rue Lighthall** Fermeture complète **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Fermer complètement la rue Lighthall avec maintien de la circulation locale; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Prévoir la fermeture étanche du trottoir du côté nord au niveau des travaux; – Mettre la rue Lighthall à double sens entre les intersections avec le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark et la zone des travaux; – Inverser le sens de la rue Clark en direction sud entre la rue Lighthall et le boulevard Henri-Bourassa O.; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 5 Travaux dans la chambre souterraine	**Rue Lighthall** Entrave partielle **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du côté nord de la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres et interdire le stationnement entre la rue Clark et la ruelle; – Fermer complètement la ruelle entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale; – Fermer complètement l'accès au niveau de la rue Lighthall depuis la ruelle entre les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O. Aménager la fermeture afin de permettre les entrées et sorties des résidents et les diriger vers les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O.; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 6 Installation des poutrelles	**Rue Lighthall** Aucune entrave **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Entrave partielle Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du boulevard Saint-Laurent entre le #10757 et le boulevard Henri-Bourassa avec maintien d'une voie de circulation par direction d'une largeur minimale de 3,5 mètres; – Interdire le stationnement des deux côtés de la chaussée entre le boulevard Henri-Bourassa O. et le #10787 Saint-Laurent; – Obliger le virage à droite de la rue Lighthall vers le boulevard Saint-Laurent; – Prévoir une coordination avec la STM pour relocaliser les arrêts 50282 et 50291.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 7 Installation et maintien de la conduite de pompage temporaire	**Rue Lighthall** Entrave partielle **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Fermeture complète de la direction sud avec maintien de la circulation locale Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée sur la rue Lighthall entre la ruelle et le boulevard Saint-Laurent avec maintien d'une voie de circulation d'une largeur minimale de 3,5 mètres; – Fermer complètement la direction sud sur le boulevard Saint-Laurent entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale et maintien de la direction nord; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Prévoir une rampe pour traverser par-dessus la conduite temporaire au niveau de l'intersection Lighthall / Saint-Laurent; – Prévoir la présence de signaleurs pour gérer les piétons durant l'installation et l'enlèvement de la conduite de pompage temporaire; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps; – Obliger le virage à droite de la rue Lighthall vers le boulevard Saint-Laurent; – Prévoir une coordination avec la STM pour relocaliser les arrêts 50282 et 50291.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 8 Installation de la vanne	**Rue Lighthall** Entrave partielle **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du côté nord de la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres et interdire le stationnement entre la rue Clark et la ruelle; – Fermer complètement la ruelle entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale; – Fermer complètement l'accès au niveau de la rue Lighthall depuis la ruelle entre les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O. Aménager la fermeture afin de permettre les entrées et sorties des résidents et les diriger vers les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O.; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 9 Enlèvement des poutrelles	**Rue Lighthall** Aucune entrave **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Entrave partielle Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du boulevard Saint-Laurent entre le #10757 et le boulevard Henri-Bourassa avec maintien d'une voie de circulation par direction d'une largeur minimale de 3,5 mètres; – Interdire le stationnement des deux côtés de la chaussée entre le boulevard Henri-Bourassa O. et le #10787 Saint-Laurent; – Obliger le virage à droite de la rue Lighthall vers le boulevard Saint-Laurent; – Prévoir une coordination avec la STM pour relocaliser les arrêts 50282 et 50291.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 10 Installation de la génératrice	**Rue Lighthall** Entrave partielle **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Entraver partiellement la chaussée, du côté nord de la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent avec maintien d'une (1) voie de circulation d'une largeur minimale de 3,2 mètres et interdire le stationnement entre la rue Clark et la ruelle; – Fermer complètement la ruelle entre les boulevards Gouin et Henri-Bourassa avec maintien de la circulation locale; – Fermer complètement l'accès au niveau de la rue Lighthall depuis la ruelle entre les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O. Aménager la fermeture afin de permettre les entrées et sorties des résidents et les diriger vers les boulevards Gouin O. et Henri-Bourassa O.; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

No Phase et description des travaux	Occupation, heures de l'entrave et heures de travail permises	Conditions minimales à respecter concernant l'occupation du domaine public
Phase 11 Pavage final	**Rue Lighthall** Fermeture complète **Rue Clark** Aucune entrave **Boulevard Saint-Laurent** Aucune entrave Horaire de travail Lundi à vendredi 7h à 19h Samedi 8h à 19h Dimanche 9h à 19h Horaire de l'entrave 24h/24h	– Fermer complètement la rue Lighthall entre la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent avec maintien de la circulation locale; – Maintenir un trottoir et une traverse pour piétons au niveau des intersections avec la rue Clark et le boulevard Saint-Laurent en tout temps; – Prévoir la fermeture étanche du trottoir du côté nord au niveau des travaux; – Mettre la rue Lighthall à double sens entre les intersections avec le boulevard Saint-Laurent et la rue Clark et la zone des travaux; – Inverser le sens de la rue Clark en direction sud entre la rue Lighthall et le boulevard Henri-Bourassa O.; – Maintenir l'accès aux bâtiments en tout temps.

6. MATÉRIAUX

6.1 CLÔTURES AUTOPORTANTES TEMPORAIRES

En référence à l'article 6.11 du DTNI-8A, l'Entrepreneur doit séparer ses aires de stockage de matériaux et machineries situés hors de son aire de travail à l'aide de clôtures autoportantes. Ces clôtures doivent également sécuriser autour des excavations.

7. DESCRIPTION DES ITEMS DU BORDEREAU

Famille 2000 - Panneaux complémentaires

Sous-Famille 2100 - Panneaux complémentaires

II-8A-2102 - Panneaux complémentaires

La quantité de panneaux complémentaires prévus pour ce projet est de 11 m^2.

8. NON-CONFORMITÉS AUX EXIGENCES

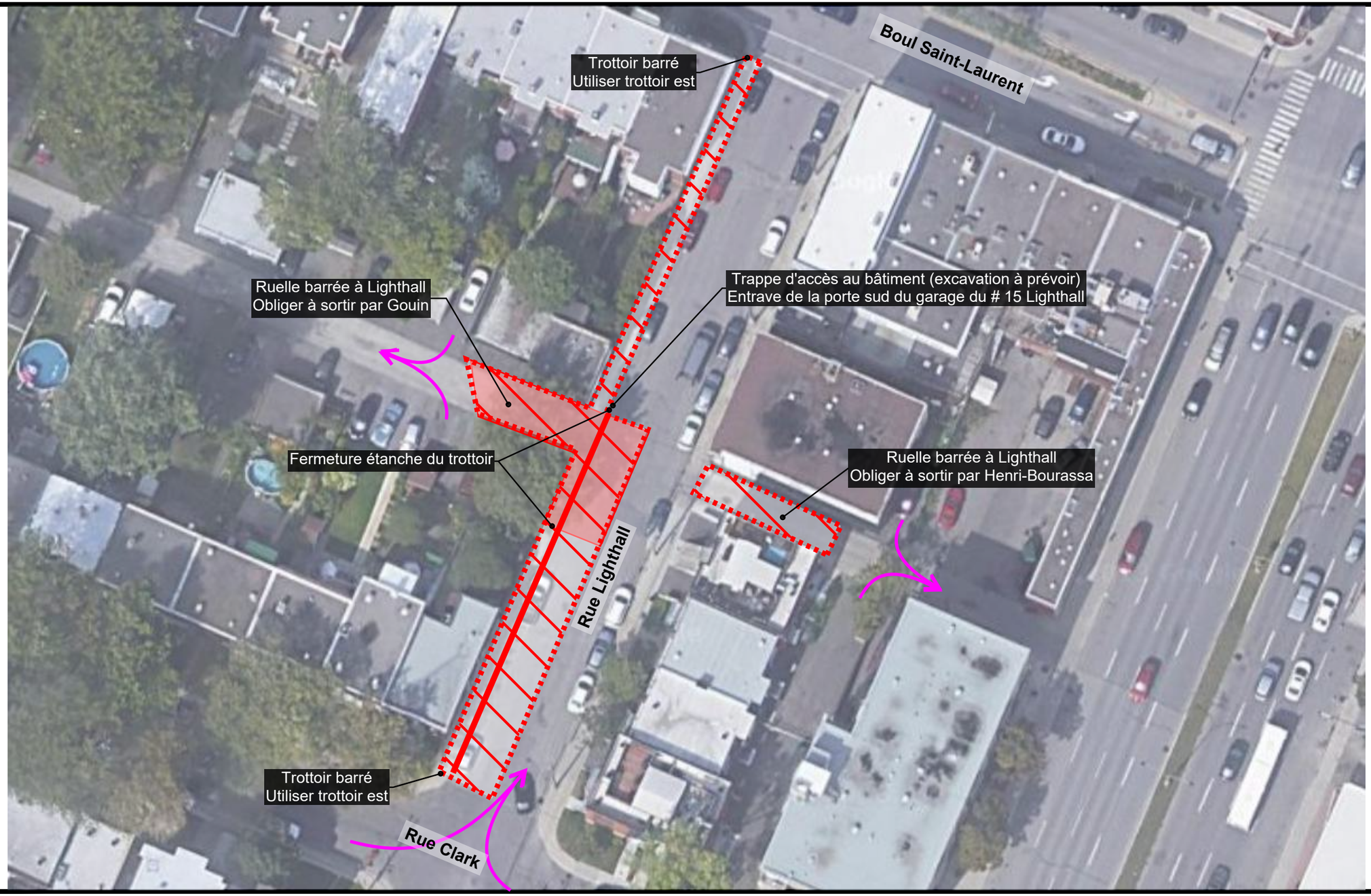
Aucune exigence complémentaire.

Mise à niveau des structures de régulation de Saint-Laurent

Annexe M1

Croquis de phasage

* Cette annexe comporte 14 pages incluant celle-ci.



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

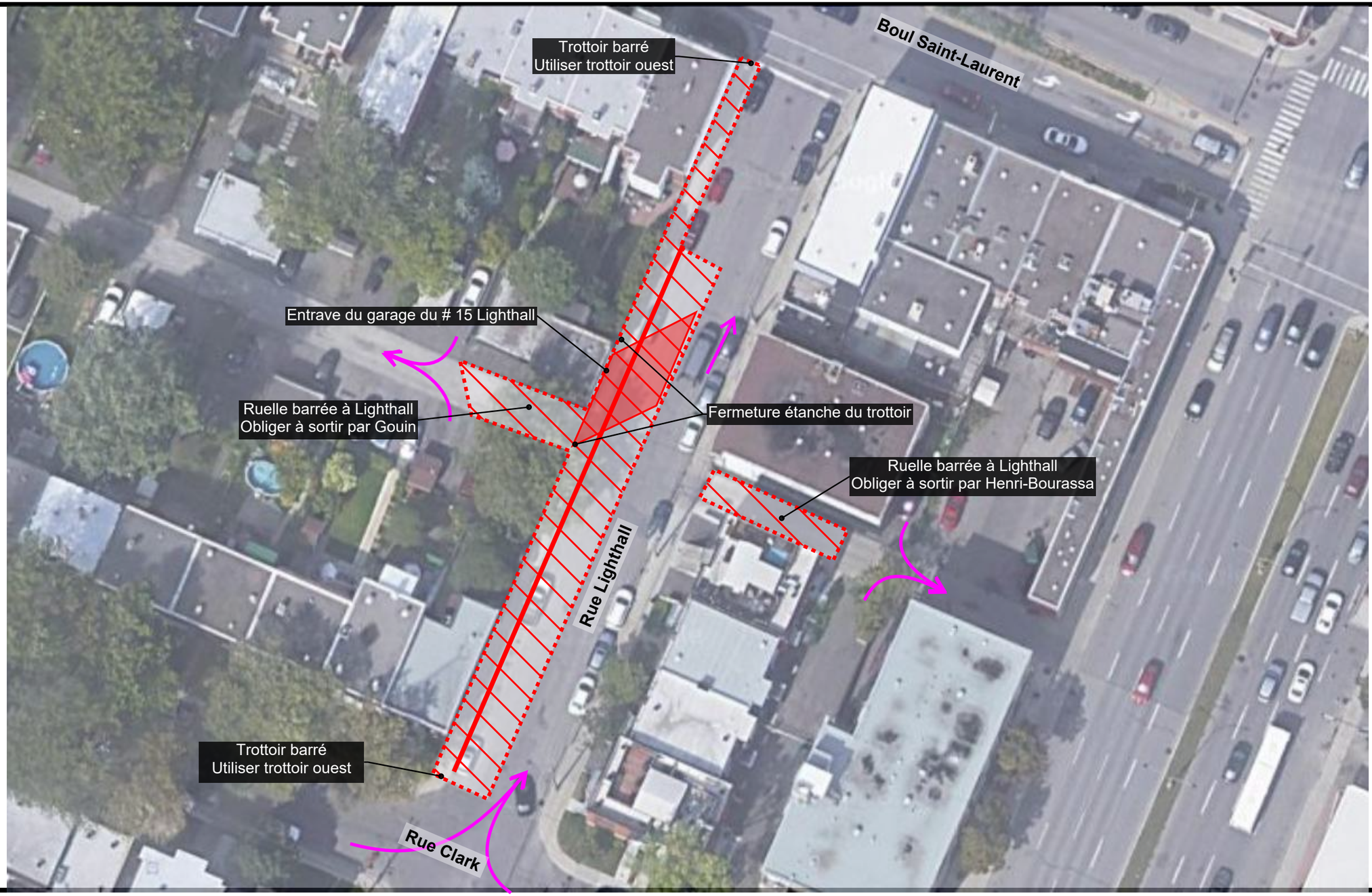
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 1: Construction du bâtiment technique

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 1 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

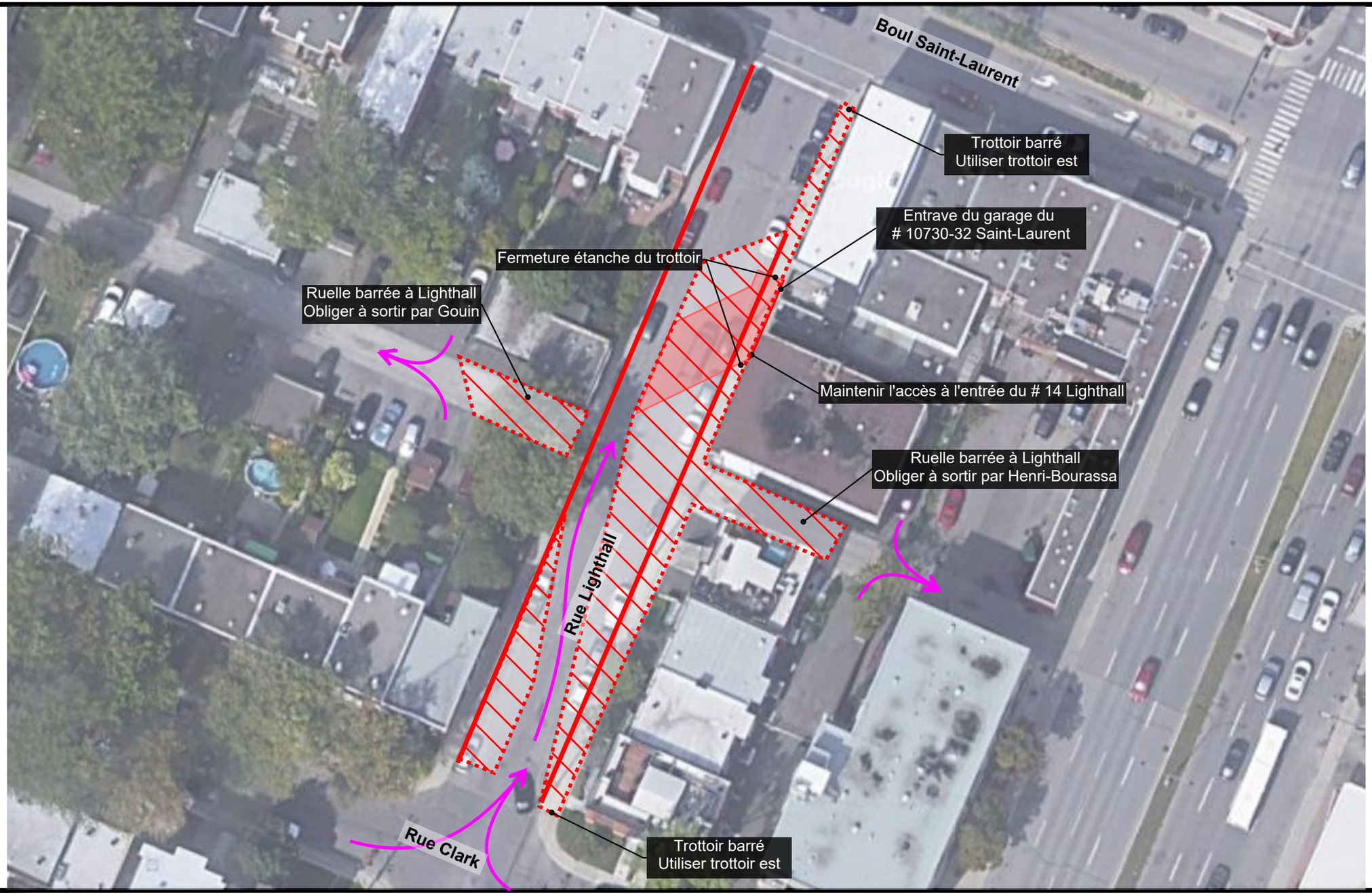
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 2A: Démantèlement du massif existant du côté nord de la chaussée

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 2 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

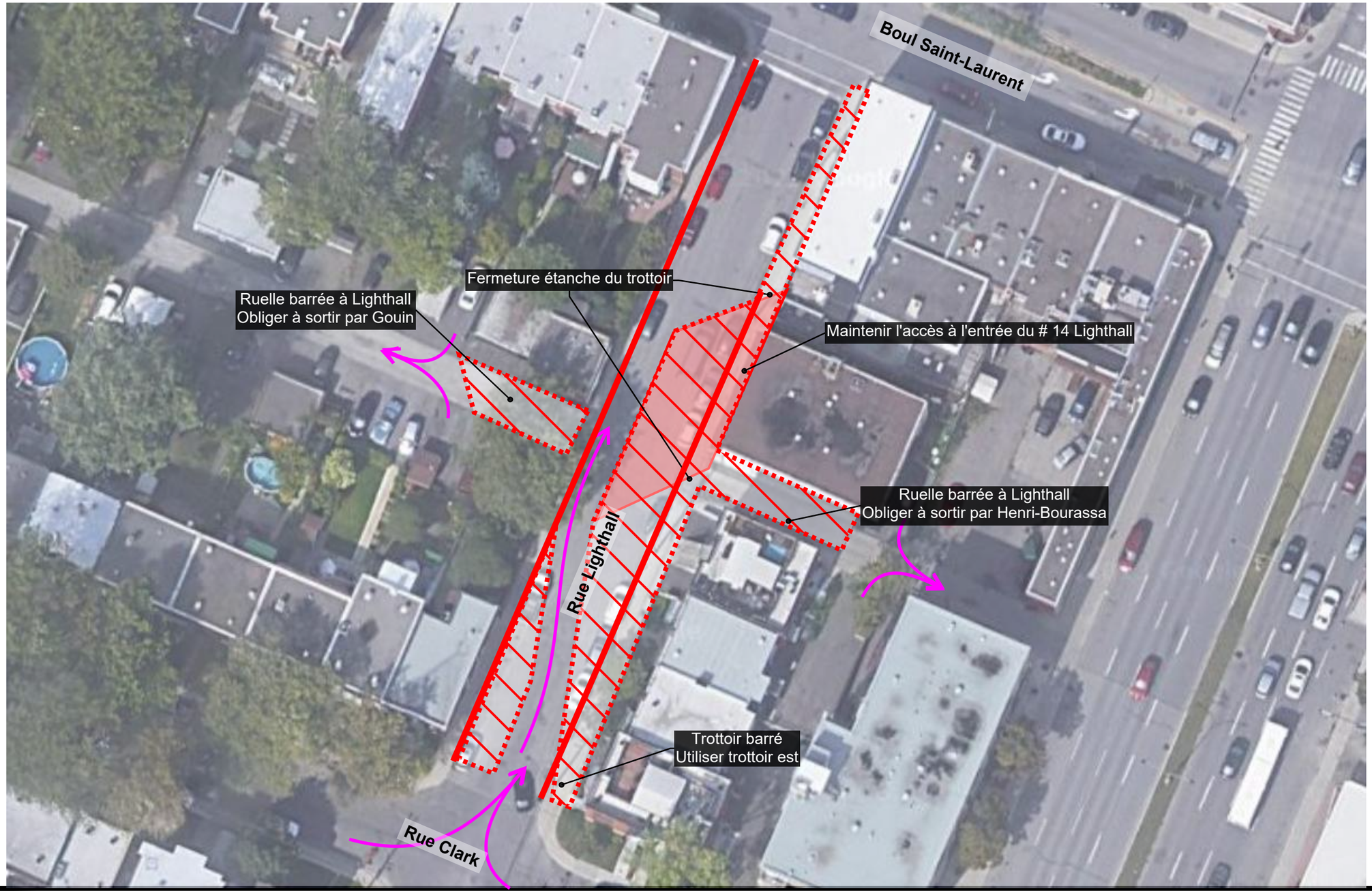
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 2B: Démantèlement du massif existant du côté sud de la chaussée

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 3 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

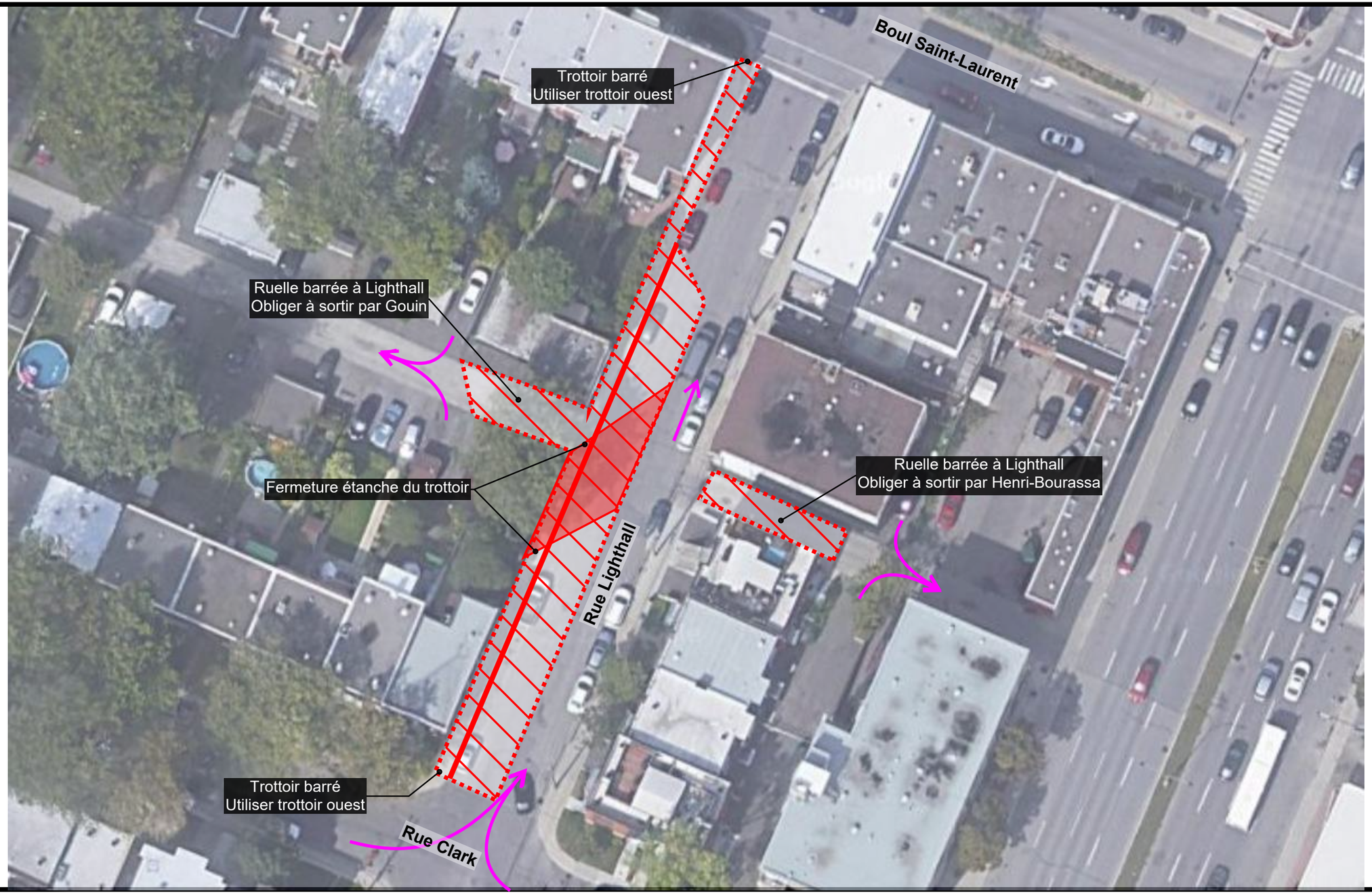
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 3A: Construction du nouveau massif du côté sud de la chaussée

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 4 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 3B: Construction du nouveau massif du côté nord de la chaussée

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 5 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

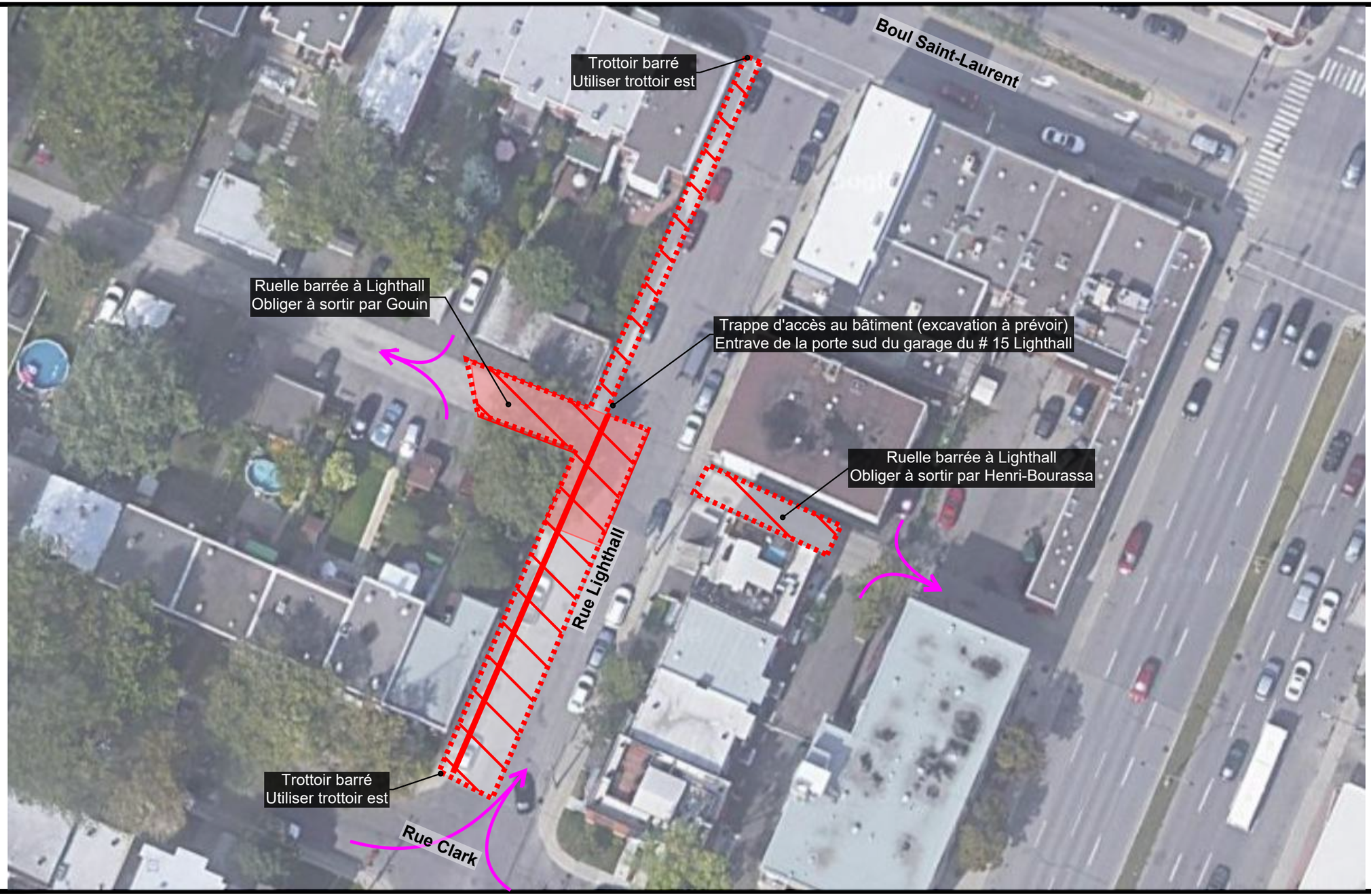
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 4: Travaux de raccordement de la conduite de gaz

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 6 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

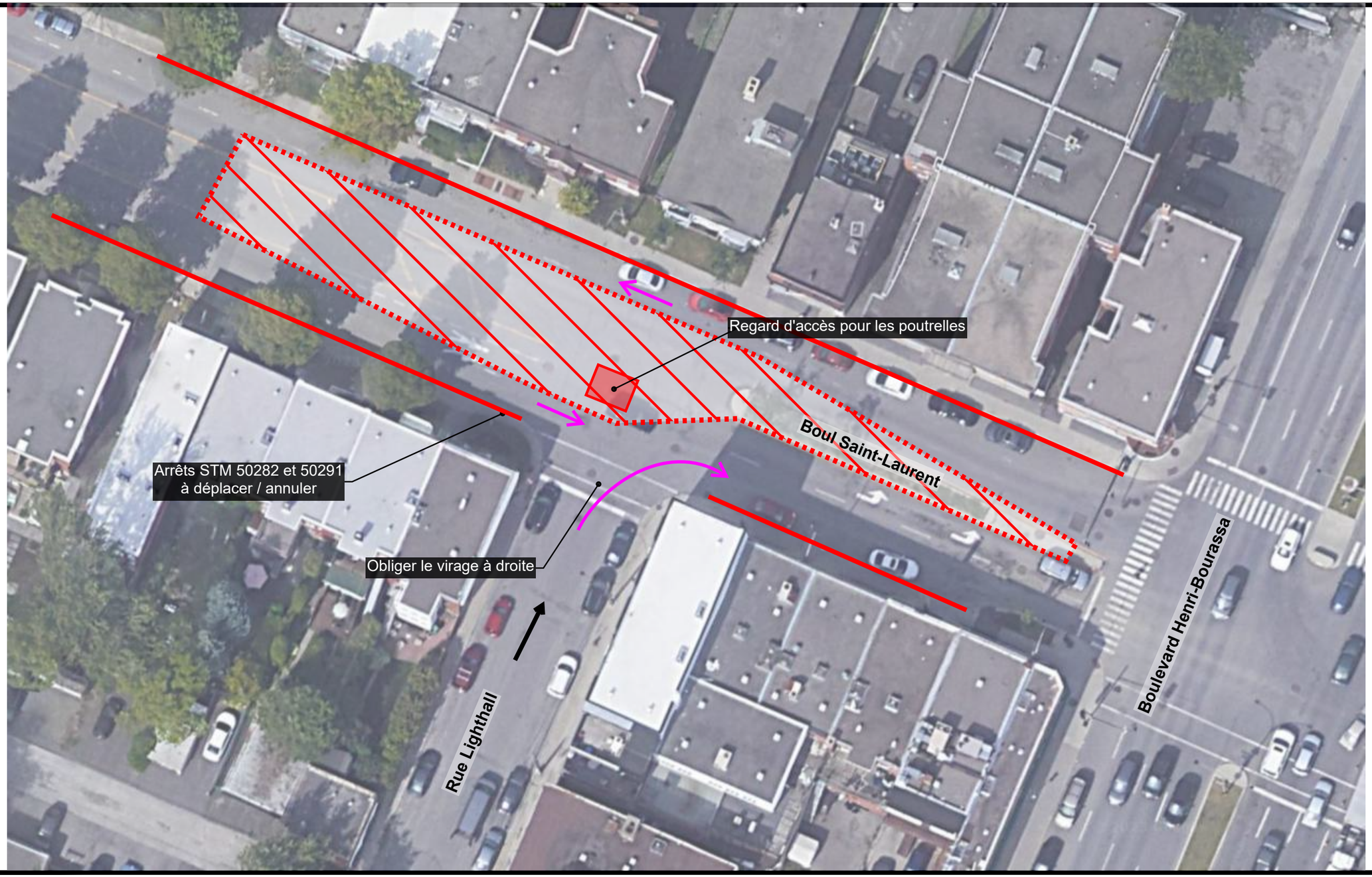
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 5: Travaux dans chambre souterraine

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 7 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

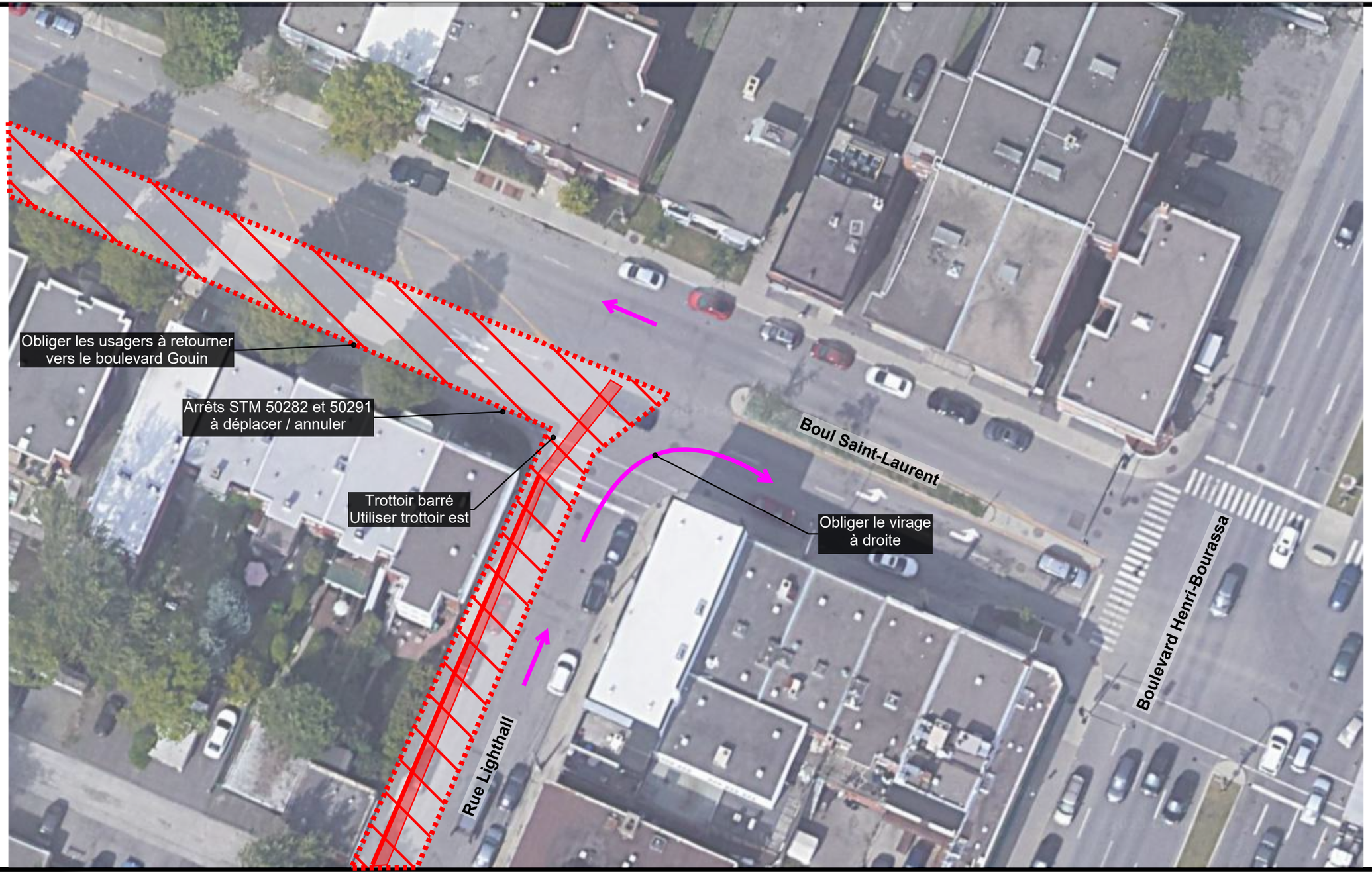
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 6: Installation des poutrelles

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 8 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

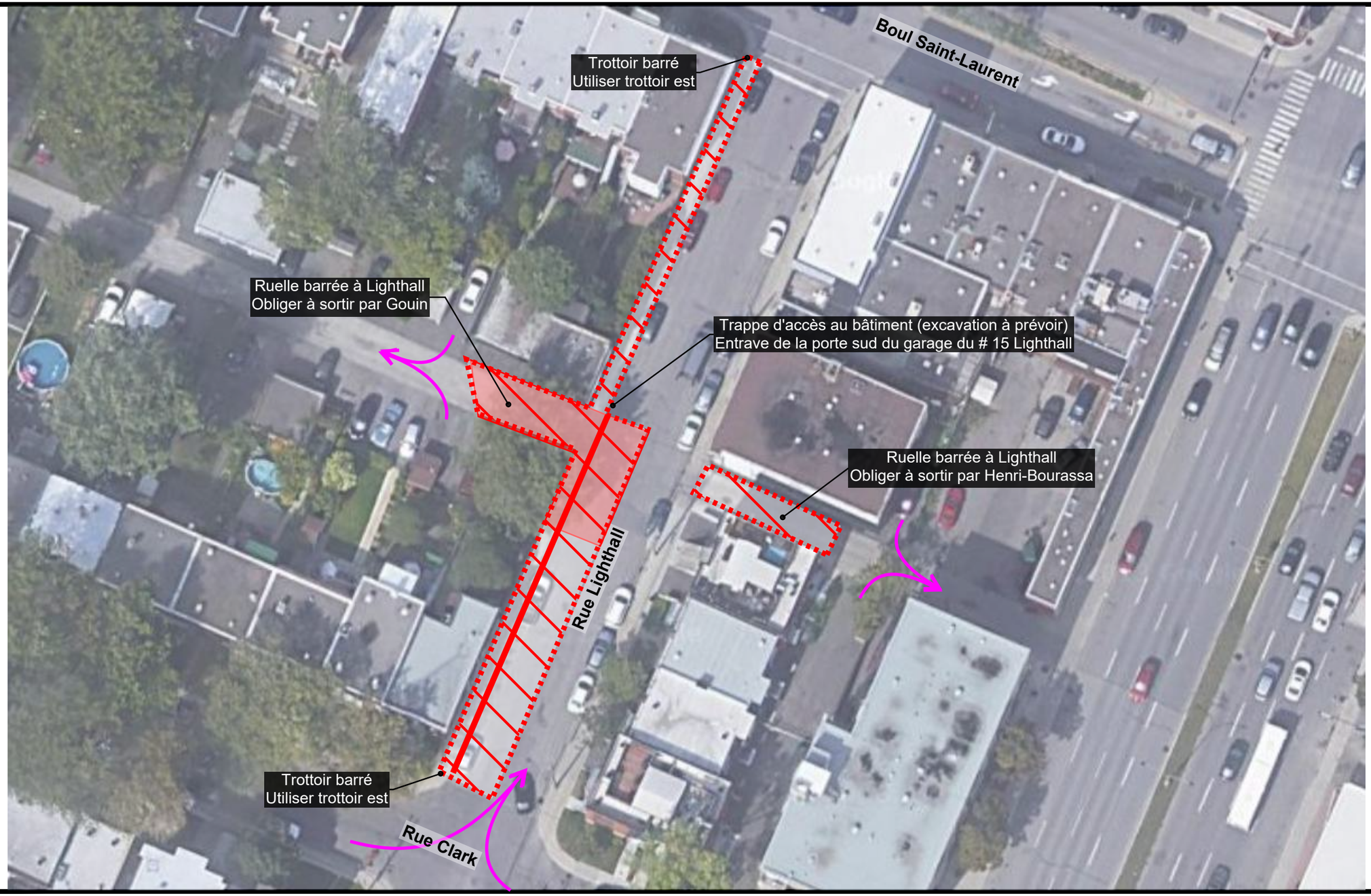
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 7: Installation de la conduite de pompage temporaire

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 9 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

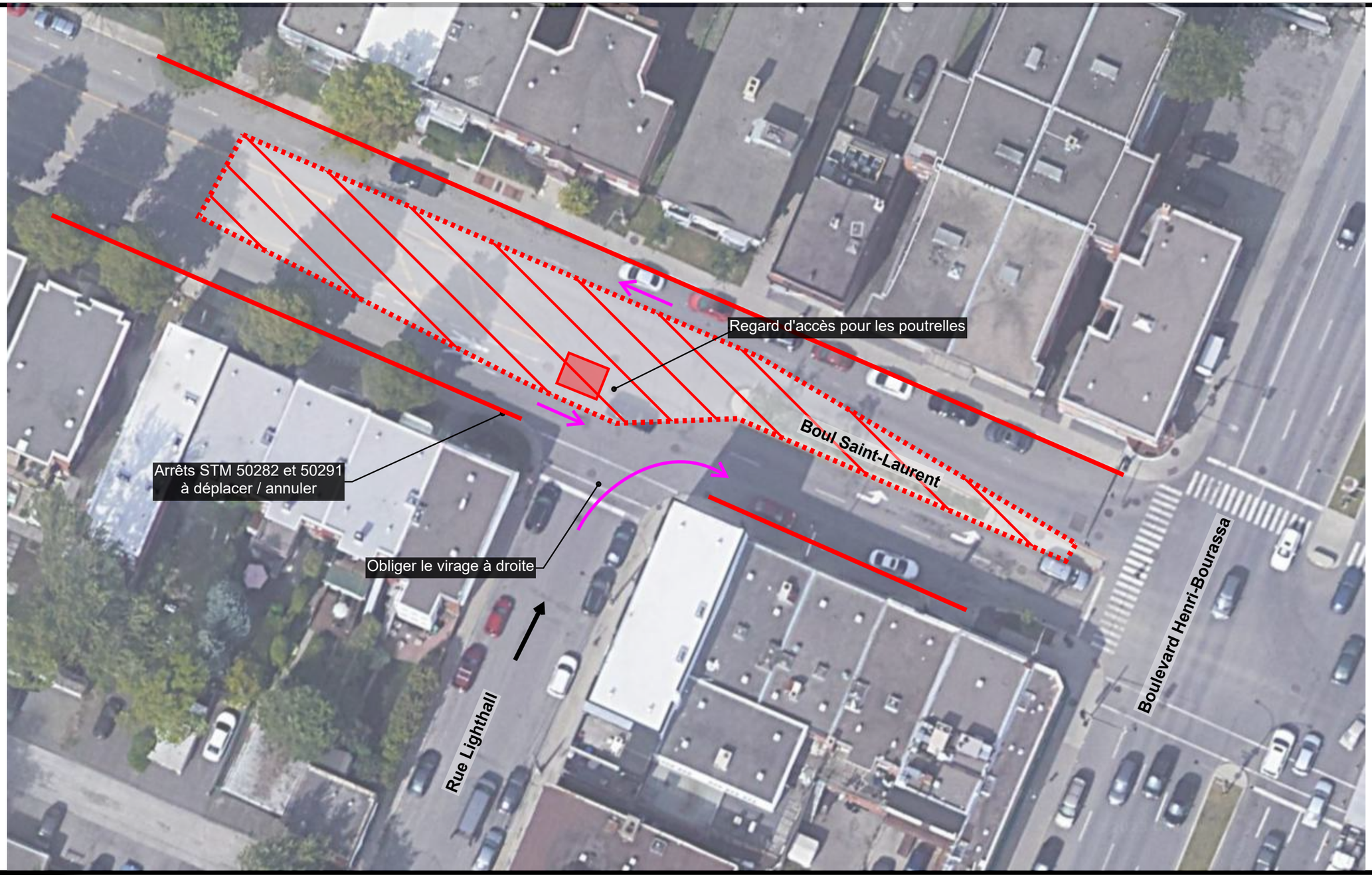
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 8: Installation de la vanne

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 10 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

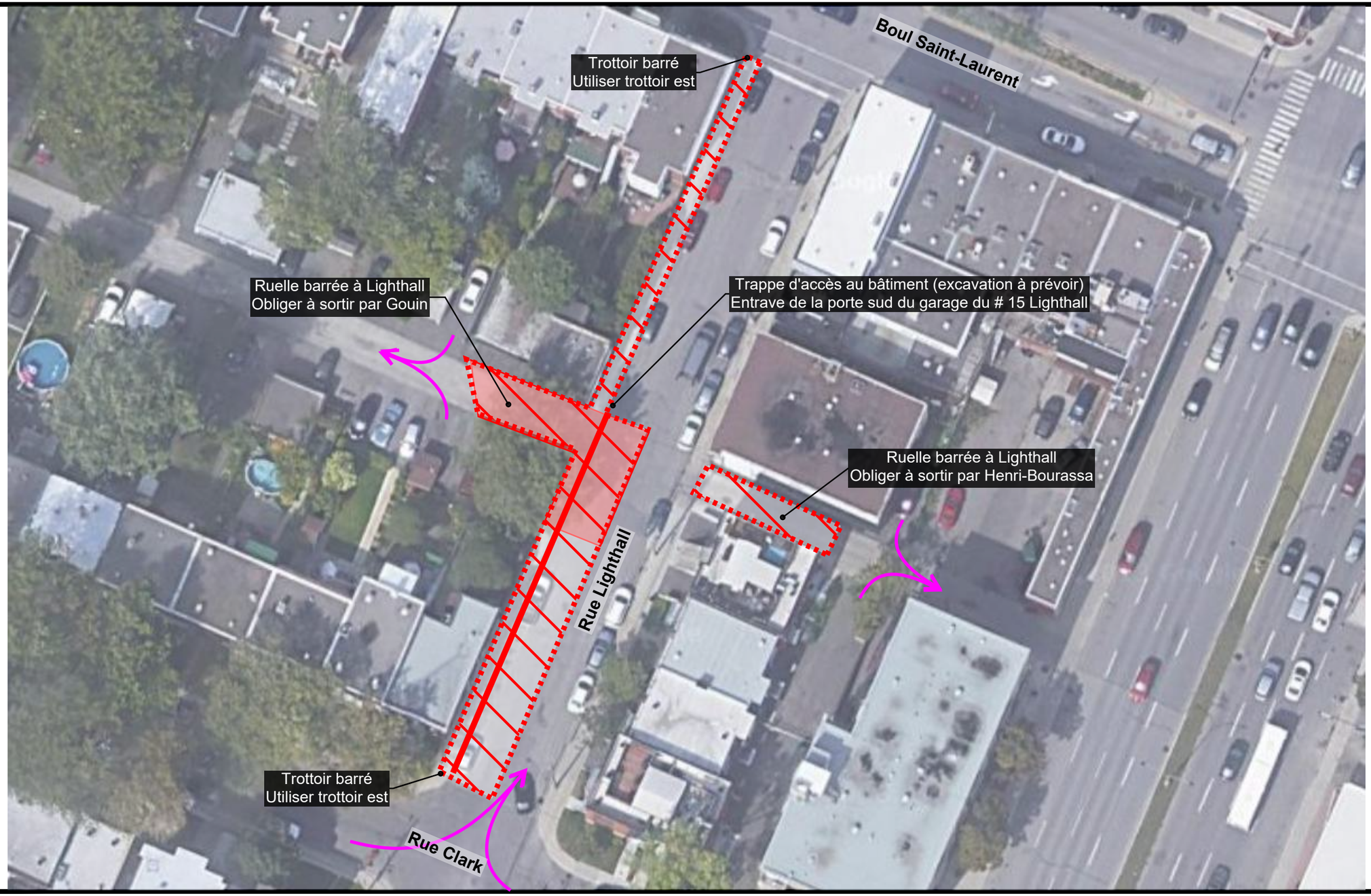
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 9: Enlèvement des poutrelles

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 11 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 10: Installation de la génératrice

Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 12 / 13



Clôtures de chantier à installer autour des excavations

Montréal

Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Sens de la circulation
- Voie fermée
- Stationnement interdit

Titre : Phase 11: Pavage final

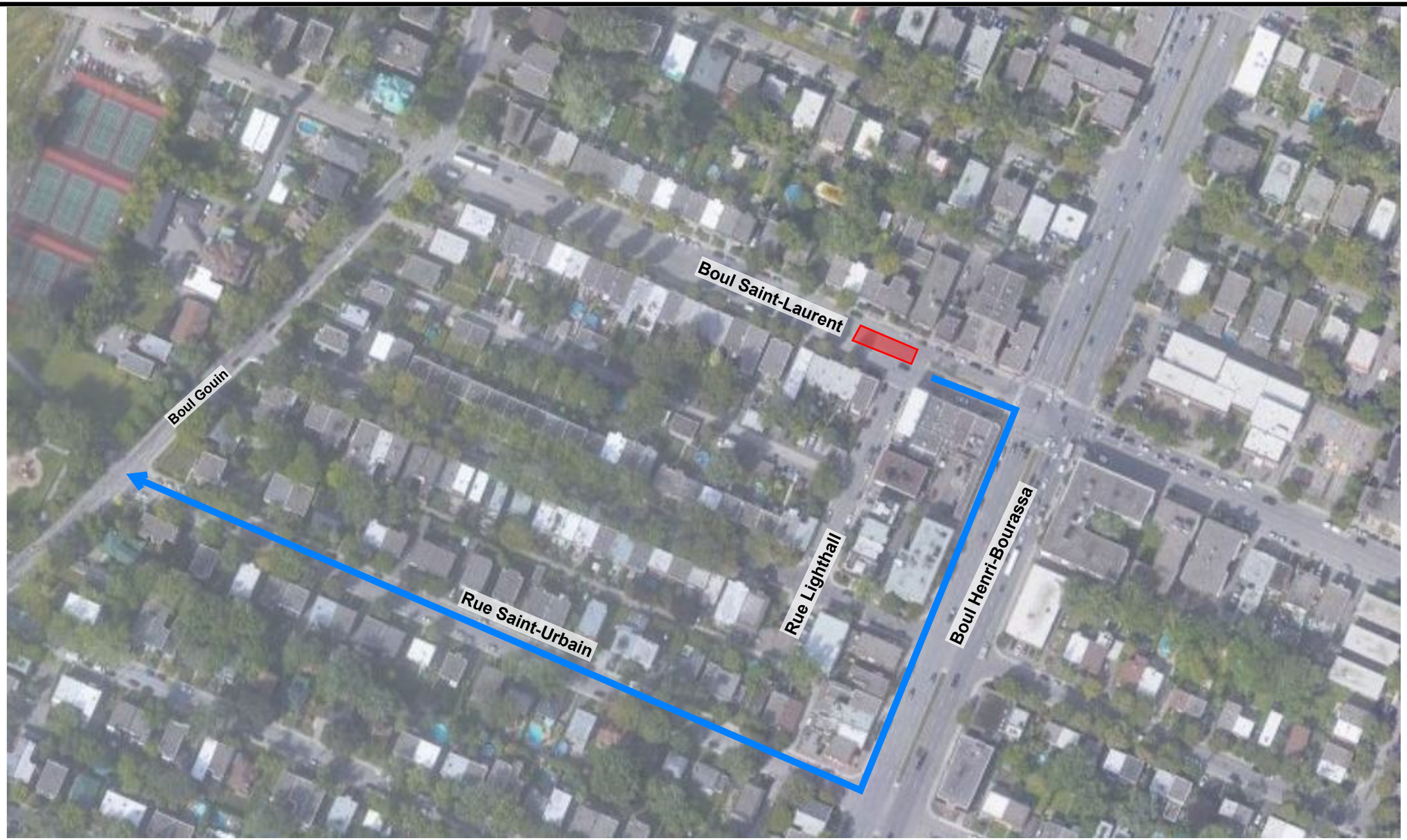
Préparé par: Dina Khuon, ing.	Date: 2024-06-26	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 13 / 13

Mise à niveau des structures de régulation de Saint-Laurent

Annexe M2

Chemins de détour et itinéraires facultatifs

* Cette annexe comporte 4 pages incluant celle-ci.



Montréal

Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

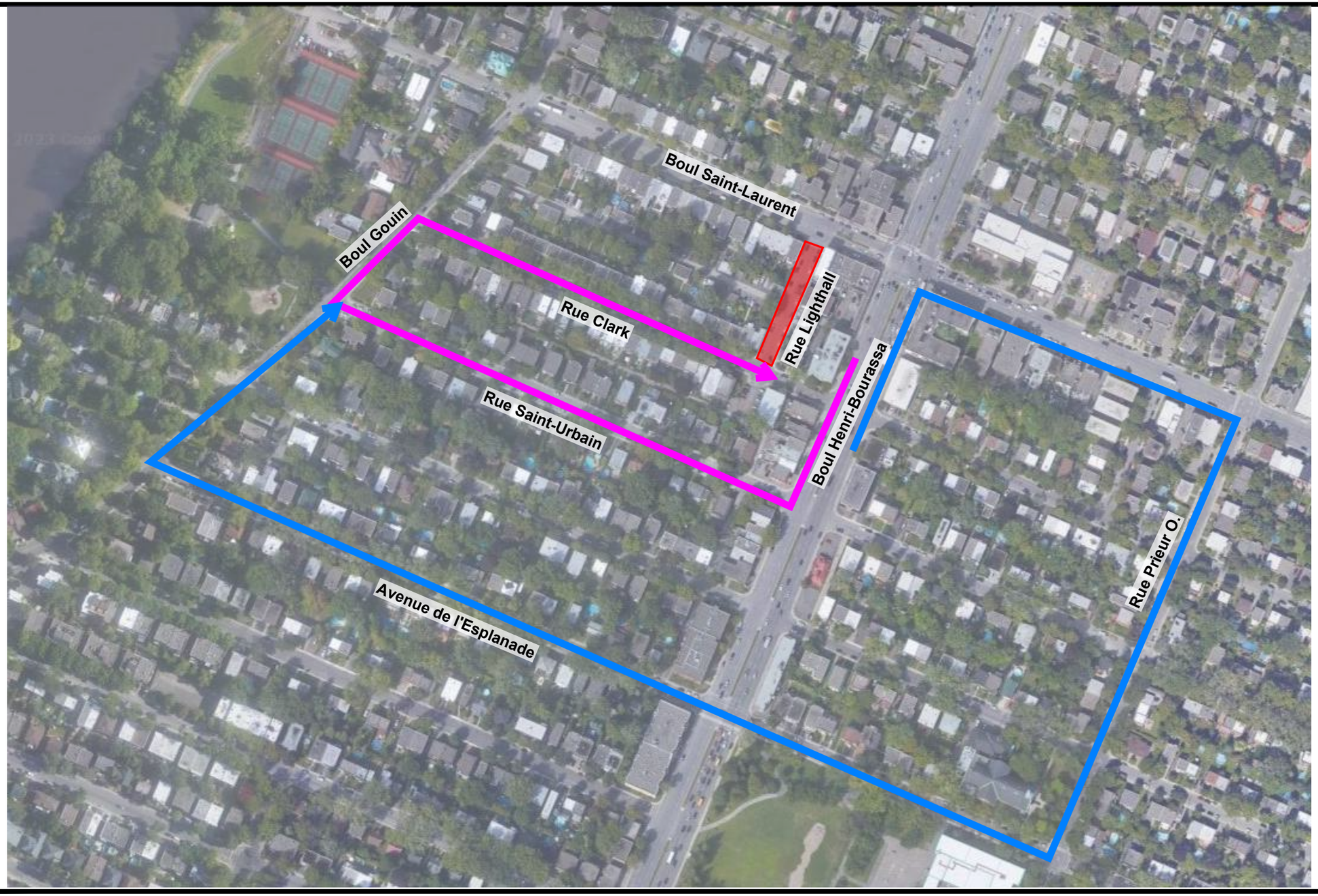
LÉGENDE

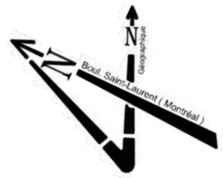
Zone des travaux

Détour rue Lightall vers boulevard Gouin

Titre : Chemin de détour pour boulevard Saint-Laurent direction nord

Préparé par: Dina Khuon, CPI	Date: 2024-06-25	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 1 / 3





Montréal

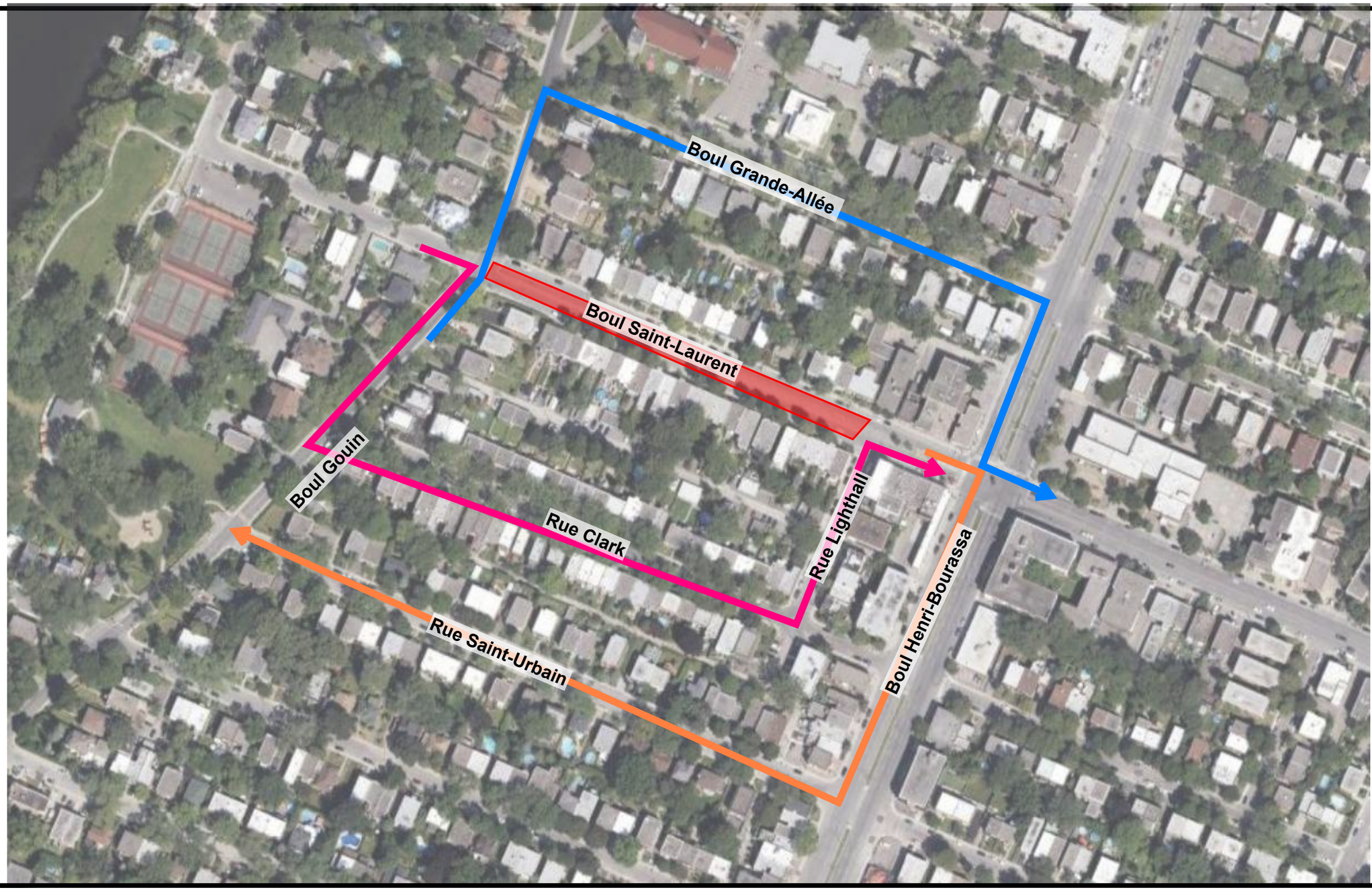
Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Détour boulevard Henri-Bourassa direction ouest vers rue Clark
- Détour boulevard Henri-Bourassa direction est vers rue Clark

Titre : Chemin de détour pour boulevard Henri-Bourassa vers rue Clark

Préparé par: Dina Khuon, CPI	Date: 2024-06-25	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 2 / 3



Montréal

Mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent

LÉGENDE

- Zone des travaux
- Détour rue Lightall vers boulevard Gouin
- Détour boulevard Gouin direction est vers boulevard Saint-Laurent direction sud
- Détour boulevard Gouin direction ouest vers boulevard Saint-Laurent direction sud

Titre : Chemin de détour pour boulevard Saint-Laurent direction sud

Préparé par: Dina Khuon, CPI	Date: 2024-06-25	Soumission: 21-18602
Vérifié par: Jean-François Duquette, ing.	Échelle : n/a	Feuille No.: 3 / 3

Liste des commandes

Numéro: DEEU-IP-24011-162266-C
Numéro de référence: 1853120
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'Eau

11 résultats **Résultats 1 à 10**

Trier par Sélectionner

Nombre par page 10

Organisation	Diffusion	Contact	Date et heure de la commande	Addenda envoyé
Groupe DCR 1490, Joliot-Curie, suite 101 Boucherville QC CAN J4B7L9 www.groupedcr.com	Publique	Anais Louboutin Téléphone: 5145258109 Courriel: anais.louboutin@groupedcr.com	**Transaction: (20035126)** 2024-08-16 09:53	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Devis 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de

régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Courriel

				Bordereau numérique 2024-09-26 à 12:25 - Courriel 20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-02 à 14:40 - Courriel 20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ENVIRONNEMENT ROUTIER NRJ INC. 23 av Milton Lachine Montréal QC CAN H8R1K6 http://www.nrj.ca	Publique	Cynthia Nadeau Téléphone: 5144810451 Courriel: soumission@nrj.ca	**Transaction: (20041199)** 2024-08-27 14:31	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Devis 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent

Devis
2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique

				2024-09-26 à 12:25 - Courriel 20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-02 à 14:40 - Courriel 20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LE GROUPE LML LTÉE 360 boul du Séminaire Nord Bureau 22 Saint-Jean-sur-Richelieu QC CAN J3B5L1 http://www.groupelml.ca	Non diffusé	Koon Fung Ho Téléphone: 4503471996 Courriel: estimation@groupelml.ca	**Transaction: (20037498)** 2024-08-20 14:51	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Devis 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis

2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique

				2024-09-26 à 12:25 - Courriel 20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-02 à 14:40 - Courriel 20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
COFFRAGE ALLIANCE LTÉE 2000 rue De Lierre Laval QC CAN H7G4Y4 http://www.coffrage-alliance.ca	Publique	Caroline Lantin Téléphone: 5143265200 Courriel: estimation@delierre.com	**Transaction: (20037374)** 2024-08-20 11:07	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Devis 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis

2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique

				2024-09-26 à 12:25 - Courriel 20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-02 à 14:40 - Courriel 20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ARMATURES BOIS-FRANCS INC. 249 boul de la Bonaventure Victoriaville QC CAN G6T1V5 http://www.abf-inc.com	Non diffusé	Geneviève Beaudoin Téléphone: 8197587501 Courriel: estimation@abf-inc.com	**Transaction: (20038846)** 2024-08-22 14:55	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Devis 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis

2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique

				2024-09-26 à 12:25 - Courriel 20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-02 à 14:40 - Courriel 20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LE GROUPE LÉCUYER LTÉE 17 Du Moulin Saint-Rémi QC CAN J0L2L0 http://www.lecuyerbeton.com	Publique	David Guay Téléphone: 4504543928 Courriel: ventes@lecuyerbeton.com	**Transaction: (20040312)** 2024-08-26 08:34	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Devis 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis

2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique

				2024-09-26 à 12:25 - Courriel 20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-02 à 14:40 - Courriel 20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Filtrum inc. 430 rue des Entrepreneurs Québec QC CAN G1M1B3 http://www.filtrum.qc.ca	Publique	Samuelle Auger-Chrétien Téléphone: 8196990144 Courriel: soumission@filtrum.ca	**Transaction: (20038100)** 2024-08-21 14:58	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Messagerie Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Courriel Devis 2024-08-29 à 12:00 - Courriel 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis

2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Messagerie
Bordereau numérique

				2024-09-26 à 12:25 - Courriel 20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-02 à 14:40 - Courriel 20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Messagerie
QUANTUM ÉLECTRIQUE INC. 1421 rue Michelin Laval QC CAN H7L4S2 http://www.quantumelectrique.com	Publique	Simon Gibouleau Téléphone: 4389437738 Courriel: sgibouleau@quantumelectrique.com	**Transaction: (20037463)** 2024-08-20 13:55	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Devis 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis

2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique

				2024-09-26 à 12:25 - Courriel 20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-02 à 14:40 - Courriel 20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ACQ Provinciale 9200 boul Métropolitain Montréal QC CAN H1K4L2	Non diffusé	Luc Claveau Téléphone: 5143548249 Courriel: claveaul@acq.org	**Transaction: (20036126)** 2024-08-18 13:01	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Devis 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis

2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique

				2024-09-26 à 12:25 - Courriel 20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-02 à 14:40 - Courriel 20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-04 à 09:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
NORDMEC CONSTRUCTION INC. 390, rue Siméon, local 3 Mont-Tremblant QC CAN J8E2R2	Publique	Yanick Gougeon Téléphone: 8194295555 Courriel: yanick@nordmec.ca	**Transaction: (20038163)** 2024-08-21 16:31	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Messagerie Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Courriel Devis 2024-08-29 à 12:00 - Courriel 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis

2024-09-05 à 13:50 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 13:50 - Courriel

20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-13 à 08:50 - Courriel

20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-19 à 15:40 - Courriel

20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-20 à 14:55 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-20 à 14:55 - Courriel

20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Plan
2024-09-26 à 12:25 - Messagerie
Bordereau numérique

2024-09-26 à 12:25 - Courriel

20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-10-02 à 14:40 - Courriel

20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-10-04 à 09:35 - Courriel
Bordereau numérique
2024-10-04 à 09:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Messagerie

Construction Deric inc. 5145 rue Rideau Québec QC CAN G2E5H5 http://www.groupederic.ca	Publique	Isabelle Vézina - alexandre.coulombe@groupederic.ca Téléphone: 4187812228 Courriel: isabelle.vezina@groupederic.ca	**Transaction: (20035089)** 2024-08-16 09:13	20012642 - Addenda 1 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Plan 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement Devis 2024-08-29 à 12:00 - Téléchargement 20013486 - Addenda 2 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-09-05 à 13:50 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 13:50 - Courriel 20014708 - Addenda 3 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-09-13 à 08:50 - Courriel 20015647 - Addenda 4 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-09-19 à 15:40 - Courriel 20015863 - Addenda 5 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-09-20 à 14:55 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-20 à 14:55 - Courriel 20016594 - Addenda 6 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent Devis 2024-09-26 à 12:25 - Courriel

Plan
2024-09-26 à 12:25 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-26 à 12:25 - Courriel

20017474 - Addenda 7 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-10-02 à 14:40 - Courriel

20017840 - Addenda 8 - DEEU-IP-24011-162266-C - Mise à niveau de l'édicule de régulation Saint-Laurent
Devis
2024-10-04 à 09:35 - Courriel
Bordereau numérique
2024-10-04 à 09:35 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249973003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
Objet :	Accorder un contrat à l'entreprise Quantum Électrique Inc. pour la mise à niveau de la structure de régulation Saint-Laurent - Dépense totale de 4 493 636,91 $, taxes incluses (contrat : 3 660 804 $ + contingences : 732 160,80 $ + incidences: 100 672,11 $) - Appel d'offres public DEEU-IP24011-162266-C - (Trois soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1249973003- DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Anne GUIGNARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.26

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245965002

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de l'entente-cadre 1485550 pour une période de douze (12) mois pour la fourniture de services professionnels d'architecture et ingénierie pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers dans le cadre du contrat accordé au regroupement des firmes Groupe Marchand Architecture et Design inc. et Les services EXP inc. (CG21 0368) - Sans dépense supplémentaire

Il est recommandé :

1. d'exercer l'option de prolongation de l'entente cadre 1485550 pour une période de douze (12) mois, afin de fournir des services professionnels d'architecture et d'ingénierie pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers, dans le cadre du contrat accordé au regroupement des firmes Groupe Marchand Architecture et Design inc. et Les services EXP inc. (CG21 0368) - Sans dépense supplémentaire.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-22 14:26

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245965002**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de l'entente-cadre 1485550 pour une période de douze (12) mois pour la fourniture de services professionnels d'architecture et ingénierie pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers dans le cadre du contrat accordé au regroupement des firmes Groupe Marchand Architecture et Design inc. et Les services EXP inc. (CG21 0368) - Sans dépense supplémentaire

CONTENU

CONTEXTE

Du montant de 6 014 297,23 $, taxes incluses, octroyé en 2021, il reste actuellement un solde de 4 358 165,47 $, taxes incluses. L'entente-cadre est venue à échéance le 16 juin 2024.
Cependant, la DGPI doit prolonger la durée de l'entente-cadre et utiliser une partie du solde de celle-ci afin de conclure les projets toujours en cours.

Des neuf (9) projets attribués à l'adjudicataire, trois (3) sont encore en cours :

- Un (1) a été réceptionné, mais il reste les services de l'année de garantie;
- Un (1) projet est en conception et doit se terminer en mai 2025;
- Un (1) projet est en chantier et doit se terminer en février 2025.

La prolongation permettra de finaliser les services professionnels requis, d'ajuster les bons de commande en fonction de ces services et de payer les honoraires dus. Une évaluation du fournisseur est prévue au contrat et suivra la conclusion des derniers mandats en cours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0368 - 17 juin 2021 - Conclure une (1) entente-cadre pour la fourniture de services professionnels en architecture et ingénierie pour divers projets de la Direction de la gestion des projets immobiliers pour une période de trente-six (36) mois, avec possibilité d'une (1) prolongation de douze (12) mois, avec les firmes suivantes : LOT 1 Patrimoine - GMAD (architectes) et Les Services EXP inc. (ingénierie), pour un montant de 6 014 297,23 $, taxes incluses (contrat : 4 374 034,35 $ + contingences 1 093 508,59 $ + incidences 546 754,29 $) - Appel d'offres public (21-18716) (1 seul soumissionnaire)

DESCRIPTION

Pour les trois (3) projets encore en cours, l'adjudicataire a comme mission de prendre en charge la fourniture des services professionnels en architecture et ingénierie (mécanique, électricité, structure et génie civil) pour les phases de conception et de construction ainsi que pour la période de garantie, tel que décrit dans les documents d'appel d'offres intitulés « Contrat », « Devis - Services professionnels - Architecture et ingénierie » et leurs annexes. La coordination technique et administrative des professionnels du présent demeure la responsabilité de la firme d'architectes.
Les firmes ont à rendre, pour leur discipline respective, les services professionnels sommairement décrits ci-dessous :

- Les relevés et les études préliminaires;
- L'estimation des coûts des travaux selon l'avancement des plans et devis;
- Les plans et devis;
- Les documents de présentation du projet au comité consultatif d'urbanisme
- Les documents de la demande de permis;
- Les documents d'appel d'offres;
- La surveillance des travaux;
- Les suivis durant la période de garantie.

Des services additionnels sont prévus au contrat :

- Rédaction de programme fonctionnel et technique (PFT);
- Patrimoine - études complémentaires;
- Patrimoine - stratégie de conservation;
- Inventaire des composants (fin des travaux);
- Plans d'évacuation;
- Surveillance de chantier accrue;
- Architecture de paysage;
- Services consultatifs spécialisés;
- Expertises techniques en cas de litige.

Les mandats des trois (3) projets encore en cours ont été attribués suite à l'entente préalable avec le Directeur et suite à l'émission d'un bon de commande pour chaque projet. La rémunération des professionnels est mixte, c'est-à-dire que les services de base sont à pourcentage, selon les modalités prévues aux documents contractuels, tandis que les services additionnels sont à taux horaire.

JUSTIFICATION

Solde de l'entente-cadre : 4 358 165,47 $, taxes incluses.
Services de base : 2 855 705,65 $
Contingences : 955 705,53 $
Incidences : 546 754,29 $

Les projets en cours desservis par l'entente-cadre sont :

- Rénovation de la maison Le Ber-Le Moyne du musée Lachine (conception);
- Démantèlement partiel et sécurisation de l'ancienne station de pompage Craig (année garantie);
- Construction d'un vestibule pressurisé à la Cité des Hospitalières (chantier).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'une option sans frais additionnels.
Il s'agit d'une entente-cadre sans imputation budgétaire pour la fourniture de services professionnels d'architecture et ingénierie pour divers projets de la DGPI. Les mandats en cours ont été attribués et chaque bon de commande a fait l'objet d'une approbation de crédits.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le prolongement de cette entente, les projets en cours subiront les impacts suivants :

- Rénovation de la maison Le Ber-Le Moyne du musée Lachine : la conception devra être arrêtée et recommencée par une nouvelle équipe de professionnels;
- Démantèlement partiel et sécurisation de l'ancienne station de pompage Craig : n'obtiendra pas les services requis pendant l'année de garantie;
- Construction d'un vestibule pressurisé à la Cité des Hospitalières : le chantier devra être arrêté le temps de remplacer l'équipe de surveillants des professionnels et l'entrepreneur pourra réclamer des frais de prolongation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue à cette étape du projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin des projets en cours :

- Rénovation de la maison Le Ber-Le Moyne du musée Lachine : fin de conception en mai 2025;
- Démantèlement partiel et sécurisation de l'ancienne station de pompage Craig : réception provisoire totale effectuée le 19 août 2024;
- Construction d'un vestibule pressurisé à la Cité des Hospitalières : réception provisoire totale prévue en février 2024.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Eddy DUTELLY, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Eddy DUTELLY, 15 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carlos ORTEGA
gestionnaire de projets immobiliers

Tél : 514-214-3701
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Annie LONGPRÉ
chef(fe) de division par interim - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-770-2058
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jabiz SHARIFIAN
Directrice - gestion de projets immobiliers

Tél : 514-893-1820
Approuvé le : 2024-11-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directrice de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-11-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245965002*
Unité administrative responsable : *SGPI-DGPI- Division des projets corporatifs*
Projet : *Entente cadre 1485550 (différents projets)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire* *19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins* *20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *18. Un accès universel et équitable aux services de la Ville.* *19. Des liens sociaux et culturels forts.* *20. Un milieu culturel dynamique et représentatif de la diversité montréalaise.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**x**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de la gestion et de la planification immobilière
Direction de la gestion des projets immobiliers
303, rue Notre-Dame Est -3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Le 13 novembre 2024

M. Alain-Serge Marchand, architecte, président
GMAD – Groupe Marchand architecture et désign inc.
555 boul. René-Lévesque O., bureau 1700
Montréal, Qc, H2Z 1B1
asm@gmad.ca

Objet : Adjudication de contrat

Titre de l'appel d'offres :	Services professionnels en architecture et ingénierie
Appel d'offres n° :	21-18716
Contrat n° :	Entente cadre 1485550

Monsieur,

Par la présente, nous vous informons que la Ville de Montréal désire prolonger la durée de l'entente cadre citée en rubrique adjugée par la résolution numéro CG21 0368, adoptée à la séance tenue le 17 juin 2021 par son conseil d'agglomération afin de permettre de compléter les mandats en cours.

À cet effet, vous devez nous communiquer votre accord par retour de correspondance.

Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées.

Annie Longpré
Signature numérique de Annie Longpré
Date : 2024.11.13 17:01:31 -05'00'

Annie Longpré, architecte MOAQ
Chef de division, projets corporatifs, SGPI, Ville de Montréal

c. c. : Neel Rughani, architecte.
Carlos Ortega, chef d'équipe, Division des projets corporatifs
Stéphanie Morel, chef de section, Service de l'approvisionnement, Ville de Montréal

M. Alain-Serge Marchand, architecte président
gmad
1700 - 555 boul. René-Lévesque O.,
Montréal (Québec) H2Z 1B1

Le 14 novembre 2024

Mme Annie Longpré, architecte MOAQ
Chef de division, projets corporatifs,
SGPI Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est -3e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Acceptation de prolongation de l'entente cadre

Madame,

Nous accusons réception de votre lettre datée du 13 novembre 2024, dans laquelle vous exprimez le désir de la Ville de Montréal de prolonger la durée de notre entente cadre n° 1485550 pour permettre de compléter les mandats en cours.

Nous sommes heureux de confirmer notre accord à cette prolongation. Nous nous engageons à continuer à fournir des services professionnels en architecture et ingénierie de haute qualité pour assister la Ville de Montréal dans la réalisation de ses projets immobiliers.

Nous vous remercions de votre confiance renouvelée et restons à votre disposition pour toute coordination nécessaire au bon déroulement des projets.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Cordialement,



Alain-Serge Marchand
Architecte, président gmad

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.27

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1247100005

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 6 mois de l'entente-cadre, pour les services de réparation des réservoirs (FRP) d'hypochlorite de l'usine d'eau potable Atwater, dans le cadre du contrat accordé à Composites Idéal inc. (Lot 1) (CG22 0026) sans dépense additionnelle

Il est recommandé
d'exercer l'option de prolongation de 6 mois de l'entente-cadre, pour les services de réparation des réservoirs (FRP) d'hypochlorite de l'usine d'eau potable Atwater, dans le cadre du contrat accordé à Composites Idéal inc.(Lot 1) (CG22 0026), sans dépense additionnelle.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-20 17:40

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247100005**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division Exploitation des usines , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 6 mois de l'entente-cadre, pour les services de réparation des réservoirs (FRP) d'hypochlorite de l'usine d'eau potable Atwater, dans le cadre du contrat accordé à Composites Idéal inc. (Lot 1) (CG22 0026) sans dépense additionnelle

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau de la Ville de Montréal a pour mission de fournir de l'eau potable à la collectivité montréalaise, gérer les eaux pluviales et assainir les eaux usées afin d'assurer la santé et la sécurité publiques et protéger l'environnement, maintenant et pour les générations futures.
La Direction de l'eau potable (DEP) de la Ville de Montréal exploite six (6) usines de production d'eau potable, dont les usines Atwater et Charles-J.-Des Baillets qui produisent et distribuent l'eau potable à la majorité de la population montréalaise. Ces usines ont recours à l'hypochlorite de sodium dans leur procédé de production pour assurer la désinfection de l'eau avant sa distribution aux citoyens. L'hypochlorite de sodium est entreposé dans des réservoirs fabriqués en résine renforcée de fibres de verre (FRP). Chacune de ces usines en possède six (6) de grande taille. Ces réservoirs ont été installés il y a près de 8 à 10 ans.

La DEP, lors de ses opérations d'entretien, a mené des inspections qui ont démontré que ces réservoirs sont dans un état de dégradation avancé et doivent être remplacés prochainement. D'ici là, des réparations substantielles doivent être effectuées sur ces réservoirs afin d'assurer la continuité des opérations de ces usines. Ainsi, dans le cadre de son programme de maintenance préventive, la DEP a procédé à quelques réparations partielles de la barrière anticorrosion et des couches structurales de ces réservoirs entre 2019 et 2021.

Le présent dossier vise à prolonger le contrat conclu avec Composites Idéal inc. (Lot 1) , pour poursuivre la réparation qui a débuté le 15 octobre 2024 afin de prolonger la durée de vie des réservoirs d'hypochlorite de sodium de l'usine Atwater. L'entente-cadre a été conclue

suite à l'appel d'offres 21-18976 et l'entente porte le numéro 1518897.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0026 - 31 janvier 2022 - Conclure des ententes-cadres avec Composites Idéal Inc. (Lot #1) et 9163-0806 Québec Inc. (Les Entreprises Fibromoule) (Lot #2) pour les services de réparation des réservoirs (FRP) d'hypochlorite aux usines d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets, pour une durée de 36 mois, avec une option de prolongation de six mois - Dépense totale de 733 131,19 $, taxes et contingences incluses, pour le Lot #1 et de 652 701,19 $, taxes et contingences incluses, pour le Lot #2 - Appel d'offres public 21-18976 (Lot #1 : 2 soum., Lot #2 : 2 soum.)

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à exercer l'option de prolongation de six (6) mois comme prévu au contrat et au dossier décisionnel d'octroi (1217343002) de l'entente-cadre de service de réparation des réservoirs (FRP) d'hypochlorite à l'usine d'eau potable Atwater. La lettre d'acceptation de la prolongation par le fournisseur est en pièce jointe. La prolongation n'est applicable que pour le lot 1 qui est pour l'usine Atwater. La prolongation est sans frais supplémentaires et le montant de l'entente est maintenu à un maximum de 733 131,19 $, taxes et contingences incluses. La prolongation permettra de reporter la fin de l'entente-cadre au 26 juillet 2025 ou jusqu'au moment de l'épuisement du budget alloué au contrat, selon la première éventualité.
L'ensemble des services visés par ce contrat consiste à prendre en charge la réparation complète des réservoirs d'hypochlorite de l'usine Atwater et se résume principalement à:

- Apporter une expertise et des recommandations sur les méthodes de réparation de fibre de verre de chaque unité mise hors service (en collaboration avec la Ville et/ou son Professionnel désigné);
- Fournir des avis d'ingénieurs en cas de modification de la conception initiale du réservoir ou des réparations atteignant les couches de résines structurales;
- Fournir les produits et effectuer les réparations de FRP entendues avec la Ville ou son représentant.

JUSTIFICATION

L'échéancier initial a dû être reporté à plusieurs reprises et les travaux de réparation ont finalement débuté le 15 octobre 2024 et devrait se terminer au printemps 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La prolongation est sans frais supplémentaire et le montant maximal de l'entente est maintenu à 733 131,19 $, taxes incluses, soit un contrat de 610 942,66 $ et des contingences de 122 188,53 $.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que celui-ci ne peut être rattaché aux priorités élaborées dans le plan Montréal 2030. Voir grille ci-jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant un refus de prolonger la durée de l'entente-cadre, les impacts majeurs seraient les

suivants :

- Arrêt des travaux de réfection;
- Préparation d'un nouvel appel d'offres pour terminer les travaux;
- Production d'eau potable à risque en raison de la vétusté des réservoirs dont les travaux de réfection ne seront pas complétés;

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ce dossier ne comporte aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin des travaux de réparation : Avril 2025
Fin de l'entente-cadre: 26 juillet 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Guillaume RICHARD
Ingénieur de procédé

Tél : 438-988-5163
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-15

Simon VINCENT
Chef de l'exploitation des usines et des réservois d'eau potable

Tél : 514-872-9979
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
directeur(-trice) - production de l' eau potable
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247100005

Unité administrative responsable : *Direction de l'eau potable*

Projet : Exercer l'option de prolongation d'une durée de 6 mois à l'entente-cadre accordée à la firme Composites Idéal inc. (Lot #1) pour les services de réparation des réservoirs (FRP) d'hypochlorite de l'usine d'eau potable Atwater, aucune dépense supplémentaire

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?		X	
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? • *S.O.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** • *S.O.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**s.o.**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**s.o.**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**s.o.**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**s.o.**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**s.o.**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**s.o.**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**s.o.**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **dimanche, 06 octobre 2024 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : COMPOSITES IDÉAL INC.
Adresse du siège social : 468, BOUL DES ÉRABLES, , SALABERRY-DE-VALLEYFIELD, QC, J6T 6G4, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 1100134596
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1172921299

Autres noms d'affaires
• IDEAL COMPOSITES INC.

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

525, boul. René-Lévesque Est
1er étage, bureau 1.25
Québec (Québec) G1R 5S9
Téléphone (sans frais) : 1 888 335-5550
www.amp.quebec

Le 30 septembre 2024

COMPOSITES IDÉAL INC.
468, BOUL DES ÉRABLES
SALABERRY-DE-VALLEYFIELD QC J6T 6G4

Objet : Accusé de réception - Demande de mise à jour annuelle de l’entreprise autorisée

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de mise à jour annuelle de l’entreprise autorisée ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	1100134596
N° de demande :	2400146047

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité des marchés publics et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 888 335-5550.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés publics

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Le 10 octobre 2024

Monsieur, Philippe Dion
Composites Idéal Inc.
468, boulevard des Érables
Salaberry-de-Valleyfield (Québec) J6T 6G4

Courriel : pdion@compositesideal.com

Objet : Recommandation de renouvellement de contrat
Appel d'offres nº 21-18976 (Entente #1518897)
Services de réparation des réservoirs (FRP) d'hypochlorite aux usines d'eau potable Atwater et Charles-J.-Des Baillets – Lot 1 : Usine ATWATER

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 27 janvier 2025 au 26 juillet 2025, et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à francesca.raby@montreal.ca **au plus tard le 15 octobre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : _____ 2024/10/10
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

F. Raby

Francesca Raby
Agente d'approvisionnement II
Courriel : francesca.raby@montreal.ca

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.28

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1244501006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Prolonger jusqu'au 30 juin 2025, la promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de l'école Maïmonide, un terrain vacant d'une superficie approximative de 1 077,8 m², localisé à l'angle des rues Bourdon et Tait, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour le prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, à des fins de piste cyclable. N/Réf. : 31H12-005-0153-01 Mandat 21-0395-T

Il est recommandé :

d'approuver la prolongation de la promesse jusqu'au 30 juin 2025, par laquelle la Ville s'engage à acquérir de l'école Maïmonide, un terrain vacant d'une superficie approximative de 1 077,8 m², localisé à l'angle des rues Bourdon et Tait, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour le prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, à des fins de piste cyclable, le tout selon les termes et conditions stipulés à l'amendement.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-25 11:00

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1244501006**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Prolonger jusqu'au 30 juin 2025, la promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de l'école Maïmonide, un terrain vacant d'une superficie approximative de 1 077,8 m², localisé à l'angle des rues Bourdon et Tait, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour le prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, à des fins de piste cyclable. N/Réf. : 31H12-005-0153-01 Mandat 21-0395-T

CONTENU

CONTEXTE

L'école Maïmonide (Vendeur) et la Ville de Montréal (Ville) ont signé en mai 2023 une promesse bilatérale dans laquelle la Ville s'engage à acquérir du Vendeur, un terrain vacant d'une superficie approximative de 1 077,8 m², localisé à l'angle des rues Bourdon et Tait, dans l'arrondissement de Saint-Laurent (Immeuble), le tout pour le prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, à des fins de piste cyclable. Cette promesse arrive à échéance le 31 décembre 2024.
Aux termes de cette promesse, le Vendeur s'est engagé à réaliser les conditions suivantes :

- le bénéficiaire du droit de premier refus devra avoir renoncé à tel droit à l'encontre de l'Immeuble ou avoir confirmé le non exercice de tel droit;
- l'Immeuble devra avoir été immatriculé au Registre foncier;
- les mainlevées hypothécaires devront avoir été obtenues à l'encontre de l'Immeuble;
- le Vendeur devra avoir acquis le lot projeté 6 443 894 du cadastre du Québec;

N'ayant pas réalisé ses engagements, le Vendeur a communiqué avec la Ville pour prolonger la promesse.

Le présent sommaire vise à prolonger la validité de la promesse de six mois, soit jusqu'au 30 juin 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0115 - 23 mars 2023 - Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de l'école Maïmonide, un terrain vacant connu comme étant une partie du lot 1 239 537 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 1 077,8 mètres carrés, localisé à l'angle des rues Bourdon et Tait, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, à des fins de piste cyclable, pour le prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, le cas échéant**.**

DESCRIPTION

Amendement à la promesse
L'article 24 de la promesse stipule :

> *La présente Promesse, une fois signée par les Parties, constitue un engagement bilatéral, irrévocable et conditionnel des Parties, valide jusqu'à 23 heures 59, le* ***31 décembre 2024*** *. Les Parties peuvent convenir de reporter cette date au moyen d'un écrit signé par elles. Si toutes et chacune des conditions préalables à la vente, énumérées à l'article 14 des présentes, n'ont pas été réalisées à la date mentionnée ci-dessus, la présente Promesse deviendra nulle et non avenue .*

Cette prolongation est nécessaire considérant que :

- le Vendeur n'a pas reçu la renonciation au droit de premier refus;
- les mainlevées hypothécaires ne sont pas publiées;
- le lot n'est pas immatriculé au Registre foncier

Tous les autres articles de la promesse demeurent les mêmes.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- il est impossible pour le Vendeur de réaliser ses engagements d'ici le 31 décembre 2024;
- l'acquisition de l'Immeuble est requis pour l'aménagement d'une piste cyclable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût de cette acquisition est déjà réservé par le GDD 1224501003.
Le coût total de cette acquisition est de 318 900 $, plus les taxes applicables.

Cette acquisition d'un montant maximal de 334 805,14 $ net de ristourne, sera financée à 100 % par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération numéro RCG-18006 programme d'acquisition de terrain CG 18 0069 de l'agglomération de Montréal.

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au PDI 2025-2034 au projet 45000 - Réseau express vélo et développement du réseau cyclable.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements d'accessibilité universelle. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en inclusions et en équité parce que la conclusion de la promesse n'a pas d'impact sur ces enjeux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout délai ou refus d'approbation par les instances risque de compromettre l'acquisition de cet Immeuble.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2024: Signature de la prolongation

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Helene CARRIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michel D BÉDARD, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Shahid HUSSAIN, Saint-Laurent
Ève LEDUC, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Shahid HUSSAIN, 22 novembre 2024
Ève LEDUC, 22 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine LEFORT

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Dany LAROCHE

Conseillère en immobilier

Tél : 514 978-3588
Télécop. :

Chef de division des transactions

Tél : 514-449-4842
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
directetrice de service - Strategie immobiliere
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2024-11-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1244501006
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*
Projet : Approuver la prolongation de la promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de l'école Maïmonide, un terrain vacant d'une superficie approximative de 1 077,8 m², localisé à l'angle des rues Bourdon et Tait, dans l'arrondissement Saint-Laurent, pour le prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, le cas échéant, à des fins de piste cyclable.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

2. Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- *Contribution à l'atteinte de l'objectif de protéger 10% du territoire et maintien de la biodiversité. – priorité 2*
- *Contribution à l'offre de mobilité active par la mise en place d'infrastructures pour les piétons et cyclistes. – priorité 3*



Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT

ENTRE : **ÉCOLE MAÏMONIDE**, personne morale sans but lucratif, constituée par lettres patentes le vingt-cinq (25) août mil neuf cent soixante-huit (1968) en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1143868983, ayant son siège au 1900, rue Bourdon, ville de Montréal, province de Québec, H4M 2X7, agissant et représentée par madame Esther Krauze, sa présidente-sortante, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 17janvier deux mille vingt-trois (2023), et dont copie demeure annexée aux présentes comme Annexe A.

(ci-après nommée le « **Vendeur** »)

ET : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG23 0115, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) mars deux mille vingt-trois (2023).

Copie de ces résolutions demeure annexée aux présentes comme Annexe B.

(ci-après nommée l'« **Acheteur** »)

Le Vendeur et l'Acheteur sont ci-après collectivement nommés les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le Vendeur est propriétaire d'un immeuble vacant connu et désigné comme étant une partie du lot 1 239 537 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, étant plus amplement défini ci-dessous comme étant l'Immeuble;

ATTENDU QUE le Vendeur a conclu une entente de principe avec Quorum Bourdon inc. pour acquérir le lot projeté 6 443 894 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE le Vendeur souhaite vendre à l'Acheteur l'Immeuble décrit au paragraphe 2 de la présente promesse seulement si l'acquisition du lot projeté 6 443 894 se réalise;

ATTENDU QUE le Vendeur a reçu copie du Règlement sur la gestion contractuelle adoptée par l'Acheteur en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR

ATTENDU QUE le Vendeur est disposé à procéder à la vente et l'Acheteur à procéder à l'acquisition de l'Immeuble, selon les conditions et modalités énoncées aux présentes (la « **Promesse** »).

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, les Parties conviennent de ce qui suit :

1. <u>Objet</u>

Par les présentes et sous réserves des conditions prévues aux présentes, le Vendeur s'engage à vendre à l'Acheteur, qui s'engage à acquérir, l'immeuble dont la désignation suit, le tout au prix et aux conditions prévus aux présentes.

2. <u>Description de l'Immeuble</u>

Un terrain vacant situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connu et désigné comme étant une partie du lot UN MILLION DEUX CENT TRENTE-NEUF MILLE CINQ CENT TRENTE-SEPT (1 239 537 Ptie), du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie approximative de 1077,8 m², tel que montré à titre indicatif au plan joint en annexe comme Annexe C.

(Ci-après nommé l'« **Immeuble** »)

3. <u>Prix et mode de paiement</u>

3.1 Le prix d'achat sera de **TROIS CENT DIX-HUIT MILLE NEUF CENTS** dollars canadiens **(318 900 $ CA)** (« **Prix d'Achat** ») que l'Acheteur convient de payer au Vendeur à la Date de Clôture par chèque. Le notaire instrumentant retiendra ce chèque représentant le Prix d'Achat jusqu'à ce que l'acte de vente soit publié et porté au registre foncier sans inscription préjudiciable au titulaire du droit publié. Le notaire instrumentant devra confirmer par écrit au Vendeur qu'il a en sa possession le chèque au montant du Prix d'Achat et libellé à l'ordre du Vendeur, et ce, avant la signature de l'acte de vente.

3.2 Il est entendu et convenu que le Prix d'Achat n'inclut pas la taxe sur les produits et services (TPS) ni la taxe de vente du Québec (TVQ). Le cas échéant, le paiement desdites taxes est à l'entière responsabilité de l'Acheteur.

3.3 Dans l'éventualité où le Prix d'Achat est requis pour rembourser les hypothèques affectant l'Immeuble et/ou tout arrérage de taxes municipales et scolaires, le Prix d'Achat sera versé dans le compte en fidéicommis du conseiller juridique du Vendeur, afin que celui-ci procède auxdits remboursements. À cet effet, un contrat de service professionnel devra être signé entre le Vendeur et son conseiller juridique et une copie de ce contrat devra être transmise à l'Acheteur préalablement à la signature de l'acte de vente.

4. <u>Vérification diligente par l'Acheteur</u>

L'Acheteur a jusqu'au trente (30) juin deux mille vingt-trois (2023) (la « **Période de Vérification Diligente** ») pour effectuer, selon les modalités prévues aux présentes, les expertises nécessaires afin de se satisfaire des éléments suivants :

- les titres de propriété du Vendeur relativement à l'Immeuble et la condition environnementale de l'Immeuble.

5. <u>Options de l'Acheteur durant la Période de Vérification Diligente</u>

5.1 Avant la fin de la Période de Vérification Diligente, l'Acheteur doit :

(a) Aviser le Vendeur par écrit qu'il se déclare satisfait des résultats de sa vérification diligente;

ou

(b) Aviser le Vendeur par écrit de son insatisfaction quant aux éléments suivants de sa vérification diligente :

- problématique liée aux titres de propriété; ou

- la présence d'une contamination qui démontre une incompatibilité entre la qualité du sol et l'usage projeté de l'Immeuble (piste multifonctionnelle et talus), conformément à la politique du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC).

5.2 Si l'Acheteur néglige de donner l'un des avis prévus au paragraphe 5.1 dans les délais convenus, celui-ci sera réputé être satisfait des résultats de sa vérification diligente et procèdera ainsi à l'acquisition de l'immeuble selon les termes des présentes.

5.3 Si l'Acheteur remet l'avis écrit visé au paragraphe 5.1(b), le Vendeur devra aviser par écrit l'Acheteur, dans les soixante (60) jours suivant la réception de l'avis de l'Acheteur, soit :

(a) Qu'il est incapable, ou qu'il refuse, à sa seule discrétion, de régler les insatisfactions soulevées par l'Acheteur. Le cas échéant, l'Acheteur aura alors un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'avis du Vendeur pour l'informer par écrit, soit (i) qu'il renonce à son insatisfaction et se déclare satisfait des résultats de la vérification diligente, ou (ii) qu'il maintient son insatisfaction; dans ce dernier cas, la présente Promesse sera automatiquement résiliée sans possibilité de recours de part et d'autre;

OU

(b) Qu'il est disposé à s'engager à régler les insatisfactions soulevées par l'Acheteur, avant ou à la Date de Clôture ou à toute autre date convenue entre les Parties. Le cas échéant, les Parties devront négocier de bonne foi les modalités permettant au Vendeur de régler les insatisfactions dans les délais convenus.

6. <u>Droit d'Inspection</u>

6.1 Au cours de la Période de Vérification Diligente, moyennant la remise au Vendeur d'un préavis de 72 heures, l'Acheteur sera autorisé à effectuer, dans la mesure du possible en dehors des heures d'école, les tests, expertises et inspections requis relativement à l'Immeuble qui doivent être effectués sur les lieux. Ces tests, expertises ou inspections devront débuter et se terminer au cours de la Période de Vérification Diligente. Toutefois, sans restreindre le caractère général de ce qui précède, durant la Période de Vérification Diligente et par la suite jusqu'à la Date de Clôture, l'Acheteur pourra accéder à l'Immeuble à ses propres frais et risques avec le consentement préalable du Vendeur et, si requis en présence d'un représentant de ce dernier.

6.2 Les tests, inspections et expertises effectués par l'Acheteur ou ses représentants seront réalisés aussi rapidement que possible, au cours de la Période de Vérification Diligente, aux frais et risques de l'Acheteur. Un représentant du Vendeur pourra être présent durant les tests et inspections visés.

6.3 L'Acheteur s'engage à agir de façon diligente dans la conduite de ses tests, inspections et expertises et à ne pas troubler ou nuire aux activités du Vendeur. Les dommages causés à l'Immeuble, le cas échéant, par suite de l'accès de l'Acheteur à celui-ci, ou en raison des tests, inspections, expertises ou autre activité de l'Acheteur ou de ses représentants en rapport avec l'Immeuble ou toute partie de celui-ci, seront promptement réparés par l'Acheteur. L'Acheteur indemnisera le Vendeur à l'égard de toute poursuite, frais, responsabilité ou dommages découlant, le cas échéant, de l'accès de l'Acheteur à l'Immeuble, de ses tests, inspections, expertises ou toute autre activité réalisées par l'Acheteur

ou par ses représentants aux fins de la vérification diligente de l'Immeuble, conformément au présent paragraphe ou à tout autre paragraphe de la présente Promesse.

6.4 L'Acheteur déclare qu'il s'auto-assurance et en conséquence, il ne sera pas tenu de souscrire aucune assurance de quelque nature que ce soit.

6.5 Les obligations de l'Acheteur stipulées au paragraphe 6.3 des présentes subsistent malgré la résiliation de la présente Promesse.

7. Documentation

Dans les cinq (5) jours suivant la date de signature de la Promesse, le Vendeur fournira à l'Acheteur une copie de tous les rapports, opinions ou autres résultats découlant de tous travaux et services rendus relativement à l'Immeuble et réalisés par lui ou pour son compte, qu'il aurait en sa possession, le cas échéant.

Les expertises et documents d'information, s'il en est, communiqués par le Vendeur ne constituent d'aucune façon de la part de ce dernier une représentation écrite ou verbale relativement à l'état, aux questions financières, à la conformité aux lois, règles et règlements, à l'usage, la quantité, à la qualité, à la durabilité, à la condition environnementale, à la condition structurale, à la condition physique de l'Immeuble, ou au fait que l'Immeuble est propre à l'usage auquel l'Acheteur le destine. L'Acheteur reconnaît que la responsabilité du Vendeur n'est nullement engagée. L'Acheteur dégage, à cet effet, le Vendeur de toute responsabilité en regard desdites expertises et documents.

8. Déclarations du Vendeur

Le Vendeur fait les déclarations suivantes et s'en porte garant :

a) Il est une personne morale résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) ch. 1 (5^{e} suppl.)) et au sens de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3) et l'acte de vente contiendra également une déclaration à cet effet.

b) Il (i) est dûment constitué, existe valablement et est en règle aux termes des lois de son territoire de constitution; et (ii) possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour détenir en propriété ses biens et pour exercer son activité dans les lieux où elle est actuellement exercée et de la façon dont elle l'est.

c) Il possède les pouvoirs et l'autorité nécessaires pour signer cette Promesse et pour exécuter ses obligations nées des présentes. La signature par le Vendeur de la présente Promesse et l'exécution de ses obligations qui en découlent ont fait l'objet de toutes les autorisations nécessaires. Sous réserves de l'approbation des créanciers hypothécaires du Vendeur, la signature de la présente Promesse par le Vendeur ainsi que l'exécution de ses obligations n'exigent aucune mesure, ni aucun consentement de quiconque, ni aucun enregistrement ou envoi d'avis auprès de quiconque, ni aucune mesure, ni aucun consentement aux termes d'une loi applicable au Vendeur.

d) La présente Promesse constitue une obligation valable et exécutoire du Vendeur.

e) La signature de cette Promesse, la réalisation des opérations qui y sont prévues, l'exécution par le Vendeur de ses obligations nées des présentes et l'observation par celui-ci des dispositions de la Promesse n'entraînent pas (i) une violation des dispositions des documents constitutifs ou des règlements du Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ces documents ou règlements; (ii) une violation sur un point important des engagements ou une inexécution des obligations découlant d'un contrat, d'une entente, d'un acte ou d'un engagement auquel est partie ou assujetti le Vendeur, ou un défaut sur un point important aux termes de ces contrats, entente, acte ou engagement; et (iii) la violation de toute loi lui étant applicable.

f) Le Vendeur déclare qu'il n'existe aucune requête ou action ni aucun recours, poursuite, enquête ou procédure en cours ou imminente devant quelque tribunal,

ni devant quelque commission, conseil, bureau ou agence gouvernementale pouvant affecter négativement la valeur, l'usage ou la viabilité de l'Immeuble ou de quelque partie de celui-ci ou l'aptitude du Vendeur à se conformer à ses obligations en vertu des présentes.

9. Garantie

L'Immeuble sera vendu avec la seule garantie du droit de propriété et sans aucune autre garantie et aux risques et périls de l'Acheteur, plus particulièrement, en ce qui concerne l'état et la qualité des sols de l'Immeuble.

10. Possession et occupation

L'Acheteur deviendra propriétaire, avec possession et occupation, à compter de la signature de l'acte de vente.

11. Transfert de risques

Malgré la signature de la présente Promesse, le Vendeur continuera à assumer les risques et responsabilités liés à l'Immeuble, et ce, jusqu'à la Date de Clôture. L'Acheteur n'assumera les risques de perte ou dommage qu'à compter de la signature de l'acte de vente.

12. Engagements du Vendeur

Le Vendeur prend les engagements suivants :

a) de préserver, entretenir et gérer l'Immeuble en y apportant tout le soin nécessaire comme le ferait un propriétaire prudent et diligent pour qu'à la Date de Clôture, l'état de l'Immeuble soit comparable à celui constaté par l'Acheteur lors de son inspection.

b) de faire en sorte qu'il n'existe aucune hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque ni aucun bail, offre de location, droit d'occupation ou autre contrat ou entente affectant l'Immeuble et pouvant lier l'Acheteur lors de l'acquisition de l'Immeuble.

c) de payer promptement, jusqu'à la signature de l'acte de vente, tout impôt, taxe, cotisation ou autre charge réclamé par quelque autorité gouvernementale ou municipale ayant juridiction relativement à cette période.

d) de déployer les meilleurs efforts dans la poursuite des démarches pour l'acquisition du lot 6 443 894 du cadastre du Québec.

e) de prendre à sa charge et obtenir de la part de ses créanciers hypothécaires la mainlevée de leurs droits hypothécaires à l'encontre de l'Immeuble, et ce, préalablement à la signature de l'acte de vente, pourvu que l'Acheteur a fourni au Vendeur le nouveau numéro de lot associé à l'Immeuble.

f) de prendre à sa charge et obtenir de la part du vendeur de l'Immeuble, soit Valeant Canada Limitée, aux droits de ICN Canada Limitée, la renonciation ou la confirmation du non-exercice de son droit de premier refus résultant de l'acte de vente publié au registre foncier le 2 août 1988, sous le numéro 4 056 441, et ce, préalablement à l'opération cadastrale faisant l'objet de l'article 13 ci-dessous, à défaut de quoi la présente promesse d'achat deviendra nulle et non avenue.

13. Opération cadastrale préalable à la vente

L'Acheteur prendra à sa charge les frais reliés à l'opération cadastrale requise afin de créer un lot distinct pour l'Immeuble. L'Acheteur mandatera un arpenteur-géomètre pour procéder à ladite opération cadastrale dès qu'il aura été satisfait des résultats de sa vérification diligente.

INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR

Le Vendeur s'engage à signer le plan d'opération cadastrale qui sera préparé par les arpenteurs-géomètres de l'Acheteur dès sa réception afin de permettre la réalisation de la transaction immobilière faisant l'objet de la présente Promesse.

Le Vendeur prendra toutefois à sa charge et sera responsable d'obtenir de la part de ses créanciers hypothécaires, le cas échéant, leur consentement préalable à cette modification cadastrale, le tout conformément à l'article 3044 du *Code civil du Québec*.

14. Conditions préalables à la vente

La signature de l'acte de vente est conditionnelle à la réalisation de l'ensemble des conditions suivantes :

a) l'Acheteur devra avoir avisé le Vendeur qu'il est satisfait des résultats de sa vérification diligente ou en être réputé satisfait, conformément à l'article 5 des présentes;

b) le Vendeur ne devra pas être en défaut de respecter l'un ou l'autre des engagements prévus à l'article 12 des présentes;

c) le bénéficiaire du droit de premier refus mentionné au paragraphe 12 f) ci-dessus devra avoir renoncé à tel droit à l'encontre de l'Immeuble ou avoir confirmé le non-exercice de tel droit;

d) l'Immeuble devra avoir été immatriculé au registre foncier, conformément à l'opération cadastrale mentionnée à l'article 13 des présentes;

e) les mainlevées hypothécaires mentionnées au paragraphe 12 e) devront avoir été obtenue à l'encontre de l'Immeuble;

f) le Vendeur devra avoir conclu une entente avec le propriétaire du lot projeté 6 443 894 du cadastre du Québec pour l'acquisition de ce dernier et fixer la date de signature de l'acte de vente ou avoir déjà acquis ledit lot à la date de signature de l'acte de vente pour l'Immeuble. Les Parties conviennent que la conclusion des deux transactions pour l'acquisition de l'Immeuble par l'Acheteur et celle du lot projeté 6 443 894 du cadastre du Québec par le Vendeur sont intimement liées pour le Vendeur, sans quoi le Vendeur n'aurait pas signé la présente Promesse d'achat;

g) le cas échéant, le projet d'acte de vente devra avoir été approuvé par les autorités municipales compétentes de l'Acheteur.

15. Obligation particulière de l'Acheteur

L'acte de vente devra contenir une disposition par laquelle l'Acheteur s'engage à ériger une clôture, à ses frais, le long de la ligne séparative entre l'Immeuble et la propriété résiduelle du Vendeur. Cette clôture devra être érigée dans un délai d'au plus soixante (60) jours de la fin des travaux d'aménagement de la piste multifonctionnelle et du talus.

Il est entendu qu'il y aura une clôture temporaire de chantier durant les travaux, assurant la sécurité du périmètre de la propriété du Vendeur.

16. Clôture de l'acte de vente

Les Parties s'engagent à signer l'acte de vente et tous les autres documents accessoires requis, s'il en est, pour donner plein effet à la présente Promesse devant le notaire choisi par l'Acheteur, et ce, dans les quinze (15) jours ouvrables suivant la plus tardive des dates mentionnées aux paragraphes c) à g) de l'article 14 ci-dessus ou à toute autre date dont les Parties peuvent mutuellement convenir (appelée, aux fins des présentes, la « **Clôture** » ou la « **Date de Clôture** »).

17. Taxes et impositions foncières

INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR
CK	

L'Acheteur déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

En conséquence, l'Acheteur remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la Date de Clôture, toute portion des taxes municipales ou de sommes en tenant lieu payées en trop.

De plus, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Vendeur, le cas échéant, à compter de la Date de Clôture, toute portion des taxes scolaires payées en trop, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée.

Tout remboursement de taxes municipales ou scolaires ou de sommes en tenant lieu, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant de la vente.

18. <u>Ajustements</u>

Outre les taxes et impositions foncières, les ajustements usuels relativement à l'Immeuble seront effectués à la Date de Clôture, le cas échéant.

19. <u>Frais</u>

L'Acheteur devra assumer les frais de sa vérification diligente et de la préparation de l'acte de vente, des documents accessoires à l'acte de vente, à sa publication au registre foncier et des copies requises, dont une copie conforme pour le Vendeur. Les Parties assumeront les frais de leurs propres conseillers juridiques, consultants et experts, le cas échéant.

L'acte de vente, qui devra reproduire toutes les modalités et conditions pertinentes de la présente Promesse, et les documents accessoires à celui-ci seront préparés et reçus par le notaire désigné par l'Acheteur.

L'Acheteur devra soumettre au Vendeur un projet d'acte de vente au plus tard soixante (60) jours suivant la Période de Vérification Diligente.

La radiation des hypothèques existantes et toute renonciation ou annulation des autres charges existantes, le cas échéant, seront à la charge du Vendeur et à ses frais.

20. <u>Taxe sur les produits et services (TPS) et taxe de vente du Québec (TVQ)</u>

Le cas échéant, la taxe sur les produits et services et la taxe de vente du Québec seront à la charge de l'Acheteur. Les numéros d'enregistrement de l'Acheteur sont : (TPS) 121364749 RT 0001 et (TVQ) 1006001374 TQ0002.

Le Vendeur s'engage à transmettre ses numéros d'enregistrement à l'Acheteur dans les meilleurs délais suivant la signature de la Promesse afin que cette information puisse être insérée dans le projet d'acte de vente.

21. <u>Indivisibilité de la Promesse</u>

La présente Promesse constitue l'intégralité et la totalité de l'entente conclue entre les Parties et aucun autre document ou entente verbale antérieur ou concomitant n'est admis pour modifier de quelque façon que ce soit les dispositions de la présente Promesse ou son interprétation, à moins qu'une telle modification ne soit contresignée par les Parties.

22. <u>Entente complète</u>

Lorsque l'acte de vente sera signé, il constituera l'entente complète entre les Parties quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente Promesse.

23. <u>Cession de la Promesse</u>

La présente Promesse s'appliquera au profit des Parties aux présentes et elle liera celles-ci de même que leurs successeurs respectifs et leurs ayants droit autorisés. Aucune des

INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR
	

Parties ne peut céder la présente Promesse sans l'approbation préalable de l'autre partie. Le cas échéant, le cessionnaire doit s'engager à respecter les modalités et conditions énoncées dans la présente Promesse et à exécuter la totalité des obligations incombant, selon le cas, à l'Acheteur ou au Vendeur en vertu des présentes.

24. <u>Validité de la Promesse</u>

La présente Promesse, une fois signée par les Parties, constitue un engagement bilatéral, irrévocable et conditionnel des Parties, valide jusqu'à 23 heures 59, le **31 décembre 2024** Les Parties peuvent convenir de reporter cette date au moyen d'un écrit signé par elles. Si toutes et chacune des conditions préalables à la vente, énumérées à l'article 14 des présentes, n'ont pas été réalisées à la date mentionnée ci-dessus, ou celle prolongée d'un commun accord, la présente Promesse deviendra nulle et non avenue.

25. <u>Avis</u>

Si un avis, une demande, un accord ou un consentement est exigé ou peut être donné en vertu des présentes, il doit être effectué par écrit et livré en personne ou expédié par poste certifiée, service de messagerie ou par courriel, comme suit :

Si l'avis est destiné au Vendeur :

ÉCOLE MAÏMONIDE
À l'attention de M^{e} Esther Krauze, présidente-sortante
1900, rue Bourdon, Montréal (Québec) H4M 2X7
Téléphone : 514 788-0990
Courriel : ekrauze@lette.ca

Si l'avis est destiné à l'Acheteur :

VILLE DE MONTRÉAL
À l'attention de Mme Catherine Lefort, conseillère en immobilier
Division des transactions immobilières
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, Notre-Dame Est, 2^{e} étage, Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Téléphone : 514 978-3588
Courriel : catherine.lefort@montreal.ca

Tout avis ou autre document est réputé donné et reçu le jour de sa livraison en mains propres ou, s'il est expédié par la poste, deux (2) jours suivant la date de la mise à la poste, ou, s'il est transmis par courriel, il sera considéré comme reçu le jour et l'heure de sa transmission. L'Acheteur et le Vendeur peuvent, en remettant un avis écrit à l'autre partie, indiquer une autre adresse ou un autre courriel auxquels les avis peuvent être transmis.

26. <u>Interprétation</u>

Le préambule fait partie intégrante de la présente Promesse.

Les titres des articles et paragraphes ne font pas partie des présentes et ne sont utilisés que pour en faciliter la lecture et permettre d'y référer plus rapidement, mais en aucun cas ils n'ont pour effet de guider dans l'interprétation des dispositions qui précèdent ou d'en constituer une description exacte.

L'emploi du prénom masculin singulier pour désigner l'Acheteur ou le Vendeur est réputé approprié, peu importe que l'Acheteur ou le Vendeur soit un individu, une société de personnes, une société par actions ou un groupe d'au moins deux individus. Le singulier comprend le pluriel et vice versa et le texte doit alors se lire avec les modifications grammaticales nécessaires. Les expressions « les présentes », « aux présentes », « des présentes » et autres expressions de ce genre se rapportent à la présente Promesse dans son intégralité et non pas uniquement au paragraphe ou à la clause spécifique où elles apparaissent, sauf de convention expresse.

27. <u>Délais</u>

INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR
EK	

Tous les délais contenus aux présentes sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence de la présente Promesse, sauf force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant. Ils sont calculés de la façon suivante :

27.1 le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance l'est;

27.2 lorsqu'il est exprimé en mois, le délai expire le dernier jour du mois qui porte le même quantième que l'acte, l'événement, la décision ou la notification qui fait courir le délai; à défaut d'un quantième identique, le délai expire le dernier jour du mois;

27.3 le délai expire le dernier jour à 23 heures 59; celui qui expirerait normalement un samedi ou un jour férié, tel qu'énuméré à l'article 61 de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16), est prolongé au premier jour ouvrable qui suit.

28. <u>Droit applicable</u>

La présente Promesse et l'acte de vente auquel il est fait référence à la présente Promesse, de même que toutes les relations entre l'Acheteur et le Vendeur seront exclusivement régis par le droit en vigueur dans la province de Québec.

29. <u>Exemplaires</u>

La Promesse peut être signée en plusieurs exemplaires distincts qui, individuellement, constitue un original, mais qui, collectivement, constituent un seul et même document. Chaque exemplaire ainsi signé peut être numérisé et transmis par courriel et cet exemplaire ainsi transmis a le même effet qu'un original.

30. <u>Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle</u>

L'Acheteur a adopté le *Règlement* du conseil d'agglomération *sur la gestion contractuelle* conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et il a remis une copie de ce Règlement au Vendeur. L'acte de vente contiendra également une déclaration à cet effet.

31. <u>Courtier</u>

Le Vendeur aux présentes reconnait et déclare qu'à la signature de la présente Promesse, aucun courtier n'est impliqué dans la présente transaction. Advenant que le Vendeur requière les services d'un courtier ou d'un tiers pour conclure présente transaction, le Vendeur devra alors assumer seul le paiement des honoraires du courtier ou du tiers de qui il aura retenu les services.

INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR
	

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT, À MONTRÉAL, COMME SUIT :

SIGNÉE le 16e jour de mai 2023

ÉCOLE MAÏMONIDE

Par : _____

Nom : Me Esther Krauze

Titre : Présidente-sortante

SIGNÉE le 18e jour de mai 2023

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____

Nom : Me Domenico Zambito

Titre : Greffier adjoint

N/Réf. : 31H12-005-0153-01 / Mandat 21-0395-T

Liste des Annexes :

- Annexe A : Résolution du Vendeur
- Annexe B : Résolutions de l'Acheteur
- Annexe C : Plan(s) de l'Immeuble

Cette entente a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le 23e jour de mars 2023. (Résolution: CG23 0115).

INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR
EK	

ANNEXE A

RÉSOLUTION DU VENDEUR

INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR
	

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL D'UNE RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ÉCOLE MAÏMONIDE TENUE LE 17 JANVIER 2023

« **Résolution CA20230117-3**

IL EST RÉSOLU : **D'APPROUVER** la Promesse bilatérale de vente et d'achat par laquelle l'École Maïmonide s'engage de vendre à la Ville de Montréal, un terrain vacant situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent, connu et désigné comme étant une partie du lot UN MILLION DEUX CENT TRENTE-NEUF MILLE CINQ CENT TRENTE-SEPT (1 239 537 Ptie), du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie approximative de 1077,8 m², tel que montré à titre indicatif au plan joint en annexe, pour un prix de 318,000.00$, plus les taxes applicables, le tout sujet au termes et conditions prévus au projet de Promesse bilatérale de vente et d'achat soumis au conseil d'administration pour approbation;

D'AUTORISER la signature devant le notaire instrumentant de la Ville de Montréal, de l'acte de vente qui résulterait et devant être conforme à ladite Promesse bilatérale de vente et d'achat;

QU'Esther Krauze, sa présidente-sortante, soit autorisée et elle l'est par les présentes, à signer pour et au nom de l'École Maïmonide ladite Promesse bilatérale de vente et d'achat, ainsi que l'acte de vente qui en résulterait et à y faire tous changements appropriés, à y stipuler toutes autres clauses, conditions et obligations qu'elle jugerait nécessaires ou utiles ainsi qu'à signer tous documents accessoires pour donner effet aux présentes. »

Je, soussigné, Isaac Benizri, président de l'École Maïmonide, certifie par les présentes que les résolutions qui précèdent sont une copie conforme des résolutions adoptées par le conseil d'administration de l'École Maïmonide le 17 janvier 2023, lesquelles sont toujours en vigueur sans amendement ni modification.

Le 10 mai 2023

Isaac Benizri
Président

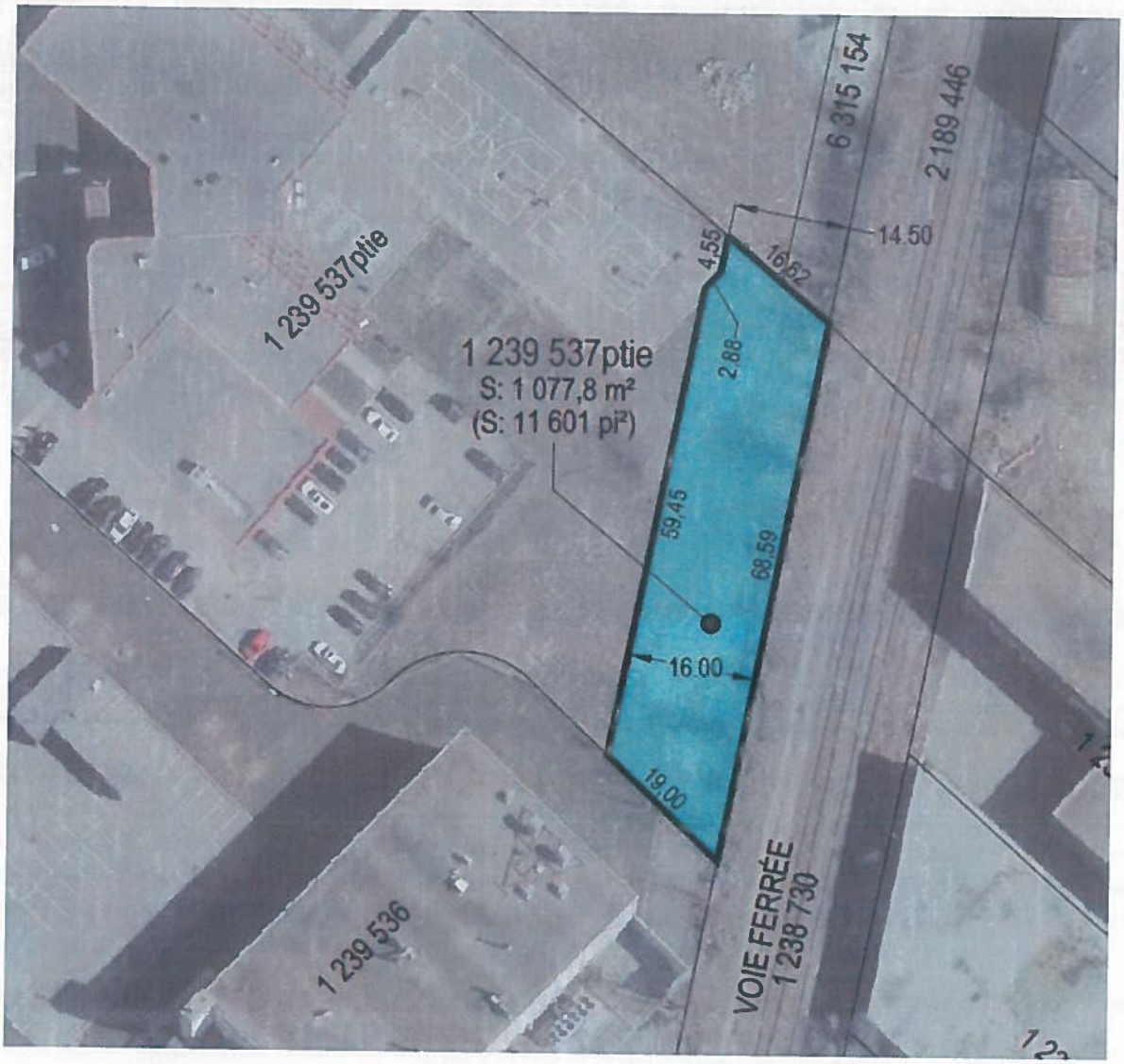
ANNEXE B

RÉSOLUTIONS DE L'ACHETEUR

INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR
EK	

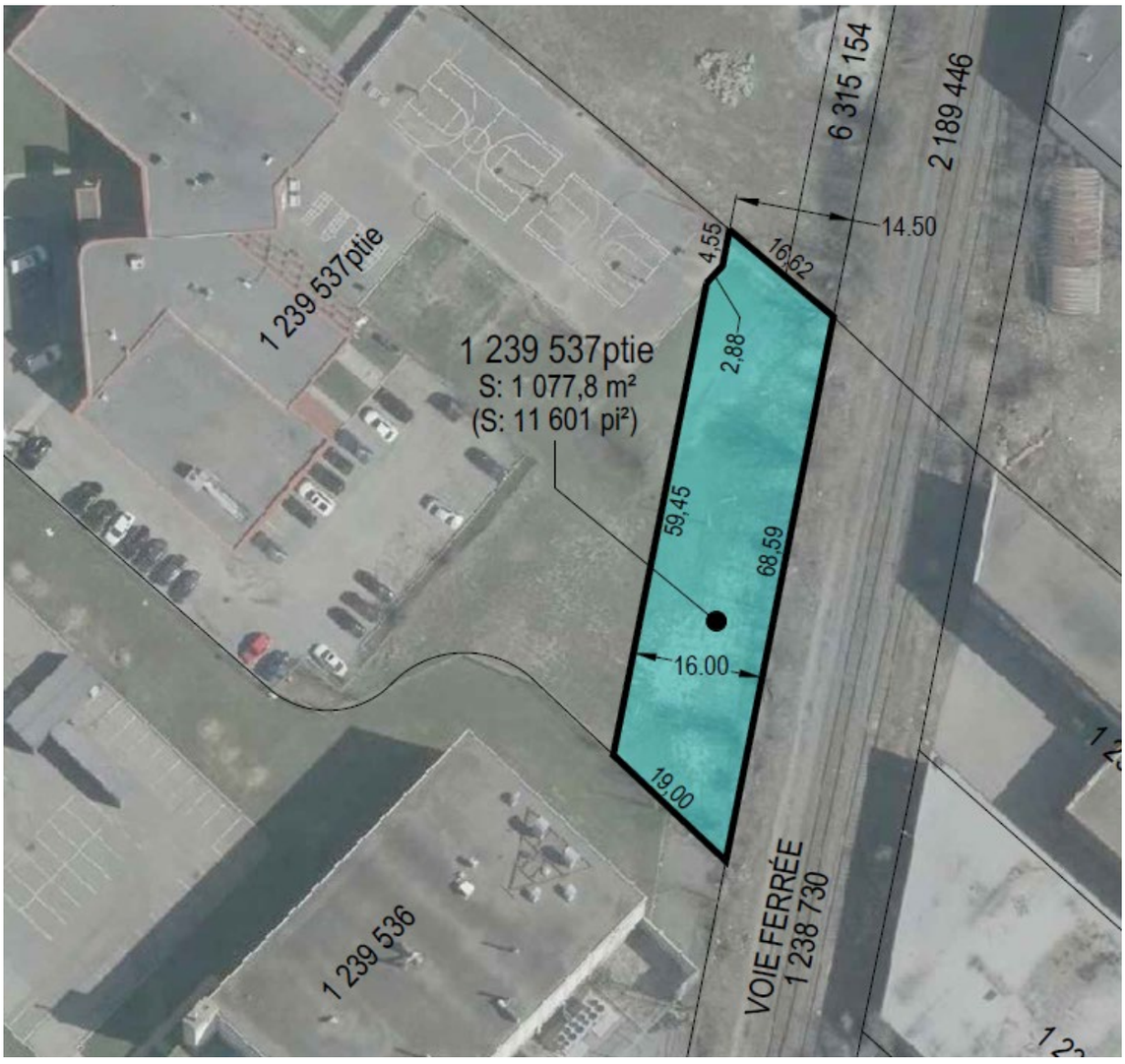
ANNEXE A

PLAN(S) DE L'IMMEUBLE



ANNEXE C

PLAN(S) DE L'IMMEUBLE



INITIALES DU VENDEUR	INITIALES DE L'ACHETEUR
CK	

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 23 mars 2023 Séance tenue le 23 mars 2023	Résolution: CG23 0115

Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de l'école Maïmonide, un terrain vacant connu comme étant une partie du lot 1 239 537 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 1 077,8 mètres carrés, localisé à l'angle des rues Bourdon et Tait, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, à des fins de piste cyclable, pour le prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, le cas échéant

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 8 mars 2023 par sa résolution CE23 0295;

Il est proposé par M. Alex Norris

appuyé par Mme Dominique Ollivier

Et résolu :

1- d'approuver une promesse bilatérale par laquelle la Ville de Montréal s'engage à acquérir de l'école Maïmonide, un terrain vacant connu et désigné comme étant une partie du lot 1 239 537 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie approximative de 1 077,8 mètres carrés, situé à l'arrière de l'école sis au 1900, rue Bourdon, dans l'arrondissement St-Laurent, à des fins de piste cyclable, pour un prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, le tout selon les termes et conditions stipulés à la promesse de vente bilatérale;

2- d'autoriser la signature de l'acte de vente résultant de la présente promesse, pourvu que cet acte de vente, soit, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, substantiellement conforme à la promesse;

3- si l'acte de vente est substantiellement conforme à la promesse, verser le terrain connu aujourd'hui comme étant une partie du lot 1 239 537 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 1 077,8 mètres carrés, au domaine public;

4- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1224501003
/gd

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 24 mars 2023

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE

Extrait authentique du procès-verbal de la séance du conseil d'agglomération

Montréal	Assemblée du 23 janvier 2006 Séance(s) tenue(s) le(s) 23 janvier 2006 Numéro de la résolution CG06 0006

Article 30.05 **Signature des contrats, actes ou documents autorisés par le conseil d'agglomération**

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 11 janvier 2006, par sa résolution CE06 0026,

Il est

Proposé par le conseiller Claude Dauphin
Appuyé par le conseiller Frank Zampino

Et résolu :

d'autoriser la greffière à signer, pour et au nom de la ville, les contrats, actes ou documents dont la passation ou l'exécution est autorisée par le conseil d'agglomération, y compris ceux dont la conclusion ou l'exécution est déléguée conformément à la loi.

Un débat s'engage.

Adopté à l'unanimité.

Gérald Tremblay
Maire

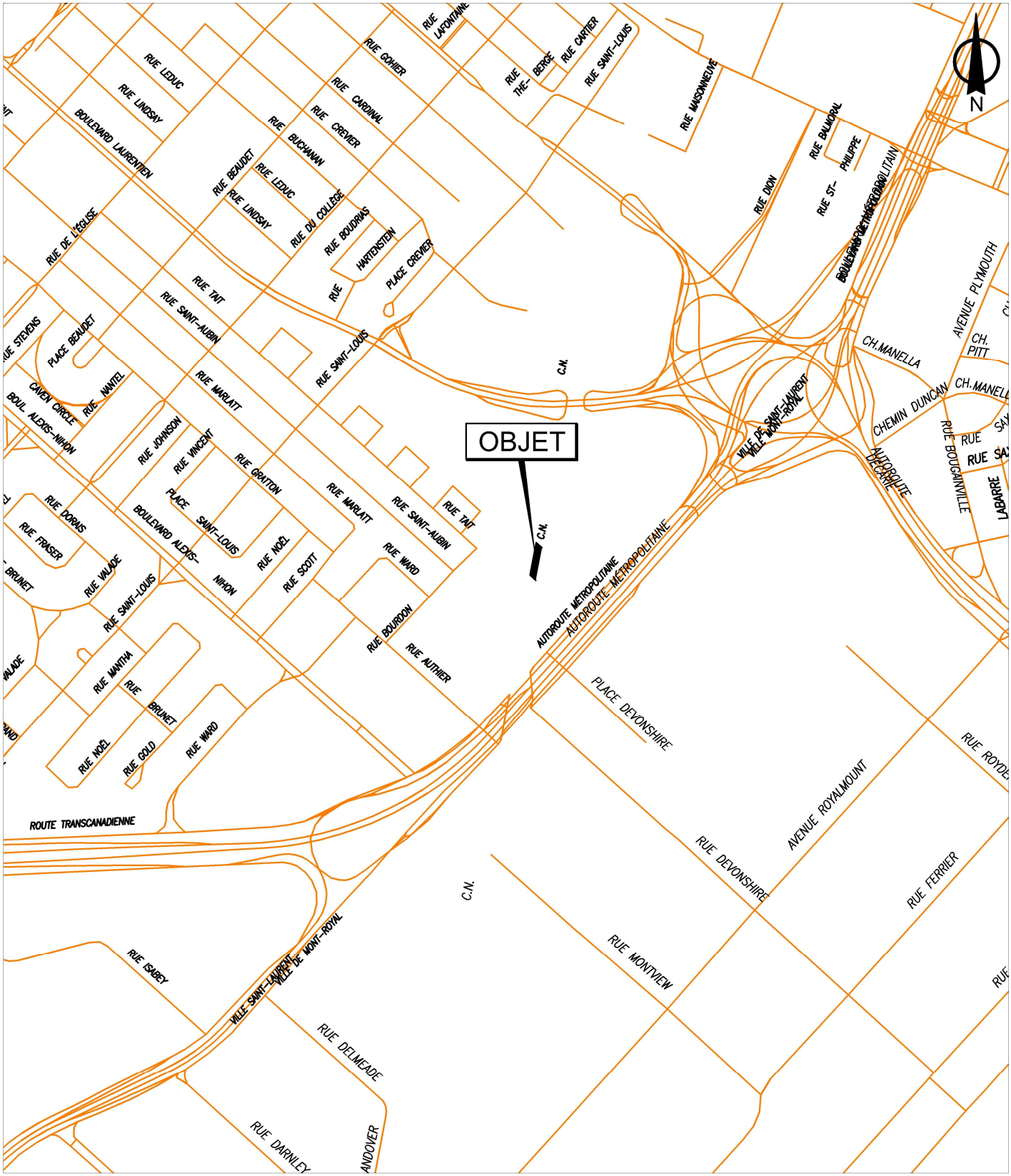
Colette Fraser
Greffière adjointe

(certifié conforme)

GREFFIÈRE ADJOINTE

COPIE CERTIFIÉE

GREFFIER DE LA VILLE



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIRECTION DES TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
DIVISION DES TRANSACTIONS

Saint-Laurent
Montréal

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H12-005-0153-01
Mandat: 21-0395-T
Dessinateur: JR
Échelle: -
Date: 12-05-2022

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



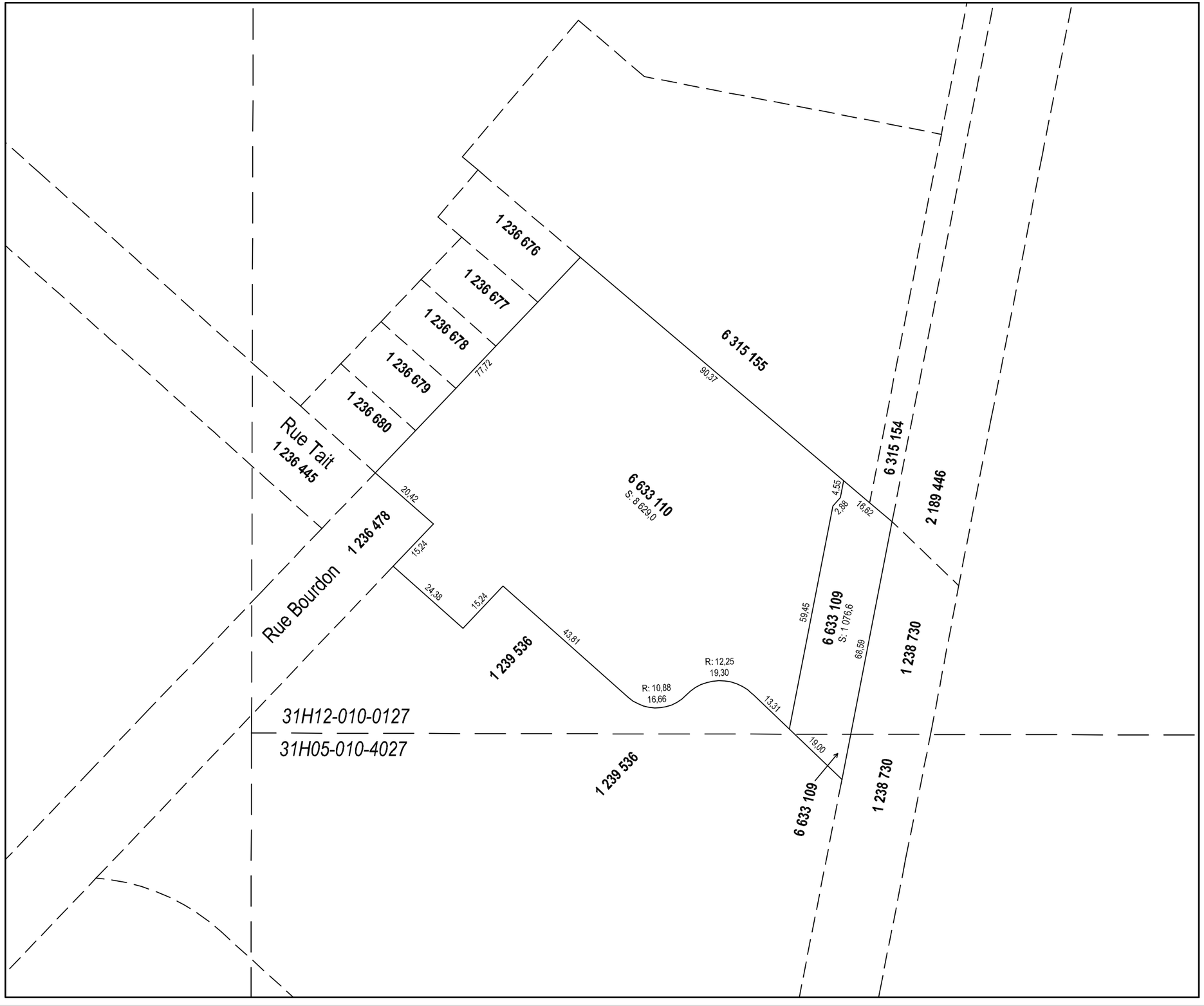
SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H12-005-0153-01
Mandat: 21-0395-T
Dessinateur: JR/LA
Échelle: 1:800
Date: 12 mai 2022
Révision: 2 février 2023

Saint-Laurent
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

PLAN CADASTRAL



Un document joint complète ce plan cadastral

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

DOSSIER: 1394773

Références au(x) feuillet(s) cartographique(s) :

31H12-010-0127

31H05-010-4027

Projection : MTM

Fuseau : 8

Échelle : 1: 1000

PLAN CADASTRAL PARCELLAIRE

CADASTRE DU QUÉBEC

Circonscription foncière: Montréal

Municipalité(s): Montréal (Ville)

Lot(s) soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre, (L.R.Q., c. C-1)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Boisbriand

Signé numériquement par: Éric Chalifour
a.-g. (Matricule 2183)

Minute: 8702 datée du 22 avril 2024

Dossier ag: P24-131(25666) Dessin: 24131L01.dwg

Copie authentique de l'original,
le

Pour le ou la ministre

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1244501006

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Prolonger jusqu'au 30 juin 2025, la promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à acquérir de l'école Maïmonide, un terrain vacant d'une superficie approximative de 1 077,8 m², localisé à l'angle des rues Bourdon et Tait, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour le prix de 318 900 $, plus les taxes applicables, à des fins de piste cyclable. N/Réf. : 31H12-005-0153-01 Mandat 21-0395-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et sa forme le projet d'addenda à la promesse bilatérale ci-joint. Nous avons reçu la confirmation du représentant du Vendeur à l'effet qu'il est d'accord avec ce projet d'addenda et qu'il s'engage à la signer sans modification.

ND 24-002406

FICHIERS JOINTS

2024-11-20 Addenda_prom (version finale).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Helene CARRIER
Notaire, division droit notarial
Tél : 438-831-7411

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-20

Caroline BOILEAU
Notaire et cheffe de division
Tél : 514-589-7571
Division : Droit notarial

ADDENDA À UNE PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT

ENTRE : **ÉCOLE MAÏMONIDE**, personne morale sans but lucratif, constituée par lettres patentes le vingt-cinq (25) août mil neuf cent soixante-huit (1968) en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), immatriculée au Registraire des entreprises du Québec sous le numéro 1143868983, ayant son siège au 1900, rue Bourdon, ville de Montréal, province de Québec, H4M 2X7, agissant et représentée par madame Esther Krauze, sa présidente, dûment autorisée aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ et dont copie demeure annexée aux présentes comme Annexe A.

Ci-après nommée le « **Vendeur** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG24 ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ● deux mille vingt-deux (2024).

Copie de ces résolutions demeure annexée aux présentes comme Annexe B.

Ci-après nommée l'« **Acheteur** ».

Le Vendeur et l'Acheteur sont ci-après collectivement nommés les « **Parties** ».

ATTENDU QUE le 18 mai 2023, le Vendeur s'est engagé, selon les termes et conditions prévus dans une promesse bilatérale à vendre à l'Acheteur et l'Acheteur s'est engagé à acquérir du Vendeur un immeuble vacant situé dans l'arrondissement de Saint-Laurent, à Montréal, connu et désigné comme étant une partie du lot UN MILLION DEUX CENT TRENTE-NEUF MILLE CINQ CENT TRENTE-SEPT (1 239 537 Ptie), du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant une superficie approximative de 1077,8 m², tel que montré à titre indicatif au plan joint en annexe comme Annexe C. (ci-après nommé l'« Immeuble »);

ATTENDU QUE la durée de validité de ladite promesse se termine le 31 décembre 2024;

ATTENDU QUE les Parties requièrent une prolongation du délai de validité de ladite promesse, tel que prévu au paragraphe 24 de la promesse bilatérale;

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Les Parties confirment leur acceptation de prolonger le délai prévu au paragraphe 24 de la promesse bilatérale de SIX (6) mois et ce, jusqu'au **31 JUIN 2025**. Les Parties ratifient tous les autres termes et conditions contenues à la promesse bilatérale.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ L'ADDENDA À LA PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT, À MONTRÉAL, COMME SUIT :

SIGNÉE le _____ jour de _____ 2024

ÉCOLE MAÏMONIDE

Par : _____
Nom : Me Esther Krauze

SIGNÉE le _____ jour de _____ 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Nom : Me Domenico Zambito

N/Réf. : 31H12-005-0153-01 / Mandat 21-0395-T

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.29

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248527005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc., pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 382 900,56 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Il est recommandé:
1. d'accorder un contrat de gré à gré à la firme Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc., pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 382 900,56 $, taxes incluses ;

2. d'autoriser le directeur de la direction sécurité publique et justice, du Service des TI, à signer tous documents relatifs, pour et au nom de la Ville ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-22 15:49

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1248527005**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc., pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 382 900,56 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La Ville de Montréal utilise des technologies modernes pour gérer l'ensemble du processus d'émission et de gestion des constats d'infraction et utilise le système d'émission de constats informatisés (SÉCI), qui compte près de 800 dispositifs.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a octroyé en 2007 à la firme Groupe

Techna inc. un contrat pour la fourniture et l'entretien du SÉCI (CG07 0102) suite à un appel d'offres public (07-10329). Le 21 janvier 2016, le Groupe Techna inc. a été acquis par ACCEO Solutions inc.

Dans sa planification stratégique, le Service des TI prévoit assurer la modernité du SÉCI en mettant à jour cette application. Ce dossier s'inscrit directement dans cette stratégie, car ACCEO (GTechna) inc. assure la maintenance et le support, incluant les mises à jour du SÉCI.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à la firme Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc., pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 382 900,56 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0710 – 21 décembre 2023 - Approuver le renouvellement du contrat pour l'entretien du logiciel du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc. (CG07 0102), pour une somme maximale de 374 931,41 $, taxes incluses.

CG20 0578 – 19 novembre 2020 - Accorder un contrat de gré à gré à Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc., pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2023, pour une somme maximale de 1 185 119,94 $, taxes incluses (fournisseur exclusif).

CG19 0359 - 22 août 2019 - Autoriser une dépense additionnelle de 14 299,56 $, taxes incluses, pour combler l'ajustement contractuel de 3 % des années 2019 et 2020 du Système d'émission de constats informatisés (SÉCI), utilisé par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), dans le cadre du contrat accordé au Groupe Techna inc. (Division d'ACCEO Solutions inc.), majorant ainsi le montant total du contrat de 10 787 417,16 $ à 10 801 716,72 $, taxes incluses.

CG17 0328 - 24 août 2017- Autoriser une dépense additionnelle de 1 555 110,82 $, taxes incluses, pour la mise à jour (en 2017) de l'application Système d'émission de constats informatisés (SÉCI), l'acquisition et l'implantation (en 2017) du module des rapports d'accident électroniques, le renouvellement du contrat d'entretien du SÉCI et l'entretien du module rapports d'accident électroniques, pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 dans le cadre du contrat accordé à Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc. (CG07 0102, modifiée) majorant ainsi le montant total du contrat de 9 232 306,34 $ à 10 787 417,16 $, taxes incluses / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des TI de 78 700 $ au net à compter de 2018 / Approuver un projet d'addenda no 4 à cet effet.

CG16 0378 - 22 juin 2016 - Approuver le renouvellement du contrat pour l'entretien du logiciel du système d'émission de constats informatisés (SÉCI), pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2017, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe Techna Inc. (CG07 0102), pour la somme maximale de 227 965,02 $, taxes incluses, conformément à l'article 15.2 de la convention initiale et à la proposition de cette firme en date du 31 mars 2016.

CG15 0622 - 29 octobre 2015 - Approuver le renouvellement du contrat intervenu avec le Groupe Techna Inc. pour l'entretien du logiciel du système d'émission de constats informatisés (SÉCI), pour la somme maximale de 221 325,26 $, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016, le tout conformément à l'article 15.2 de la convention initiale (CG07 0102) et à la proposition en date du 29 mai 2015.

CG14 0513 - 27 novembre 2014 - Approuver le renouvellement du contrat intervenu avec le Groupe Techna Inc. pour l'entretien du logiciel du système d'émission de constats informatisés (SÉCI), pour la somme maximale de 214 878,89 $, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2015, le tout conformément à l'article 15.2 de la convention initiale (CG07 0102) et à la proposition en date du 4 septembre 2014.

CG13 0451 - 28 novembre 2013 - Approuver le renouvellement du contrat intervenu avec le Groupe Techna Inc. pour l'entretien des imprimantes et du logiciel du système d'émission de constats informatisés (SÉCI), pour la somme maximale de 396 202,17 $, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014, conformément à l'article 15.2 de la convention initiale (CG07 0102) et à la proposition en date du 12 septembre 2013.

CG13 0173 - 30 mai 2013 - Approuver le projet d'entente intermunicipale, d'une durée de 3 ans, renouvelable pour des termes de 2 ans, avec la Ville de Laval pour la fourniture du système d'émission des constats informatisés (SÉCI) / Approuver le projet d'addenda no 3 modifiant la convention intervenue avec Groupe Techna Inc. (CG07 0235 et CG09 0436), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 607 813 $ à 8 171 935 $, taxes incluses / Autoriser un budget additionnel des revenus et dépenses pour 2013 / Ajuster la base budgétaire du SPVM pour les années 2014, 2015 et 2016.

CG09 0436 - 24 septembre 2009 - Autoriser une dépense additionnelle de 338 625 $ relative à l'acquisition d'une solution clé en main pour le système d'émission de constats informatisés (SÉCI) afin de permettre à la Ville de Montréal de réaliser la phase 2 du projet / Approuver à cette fin un projet d'addenda no 2 à la convention intervenue entre Groupe Techna Inc. et la Ville de Montréal (CG07 0102).

CG07 0235 - 21 juin 2007 - Approuver la nouvelle répartition de la dépense de 7 269 188 $, incluant la TVQ, dans le cadre du contrat octroyé à Groupe Techna Inc. pour la fourniture d'un système d'émission des constats informatisés (CG07 0102).

CG07 0102 - 26 avril 2007 - Octroyer un contrat à Groupe Techna Inc. pour la fourniture d'un système d'émission des constats informatisés (SÉCI) au montant total approximatif 7 269 188 $, taxes incluses, appels d'offres public 07-10329.

DESCRIPTION

Le renouvellement du contrat d'entretien du SÉCI inclut :

- l'utilisation des licences logicielles;
- l'entretien des licences logicielles (SÉCI et module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec, SAAQ);
- les mises à jour sur une base régulière de l'application SÉCI sur le serveur central, les postes de travail mobiles (PTM), les ultraportables robustes (UPR), les postes de travail dans les postes de quartier (PDQ) et, finalement, sur les téléphones cellulaires.

JUSTIFICATION

Ce contrat permet d'assurer une protection pour la Ville visant à conserver les droits d'utilisation du logiciel tant qu'elle juge que ce dernier demeure adéquat pour répondre aux

besoins d'affaires.

Considérant qu'ACCEO (Gtechna) est le seul et unique détenteur des droits de propriété intellectuelle requis pour rendre les services de maintenance prévus au contrat de maintenance, les parties conviennent pour le renouvellement du contrat de maintenance et support d'appliquer l'ajustement au taux le plus élevé entre un pourcentage de 3% ou l'IPC annuel de la région de Montréal, dans le dossier présent, le pourcentage de 3% a été calculé.

Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (b) et 573.3 (9) de la Loi sur les cités et villes, concernant les contrats accordés de gré à gré, s'appliquent à ce dossier, car son objet découle de l'utilisation d'un logiciel et vise à assurer l'entretien d'équipements spécialisés qui doit être effectué par le fabricant ou son représentant. À noter que la firme ACCEO (GTechna) a développé et installé la solution, et est le propriétaire du code source. ACCEO (GTechna) est, de plus, l'unique fournisseur pour la mise à jour du système SÉCI dans sa globalité et sur toutes les plateformes utilisées par le SPVM.

Après vérification, la firme ACCEO (GTechna) n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 382 900,56 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit:

Dépenses non capitalisables (BF)
La dépense de 382 900,56 $, taxes incluses (349 639,25$ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.
Tableau comparatif, coûts d'acquisition et d'utilisation des années antérieures :

Période	Tarif (taxes incluses)	Écart en %
2023	405 038,05 $	N/A
2024	371 748,08 $	(8,22%) *
2025	382 900,56 $	3%

* L'écart à la baisse entre l'année 2023 et 2024 s'explique par le transfert des licences utilisées par l'AMD (CG23 0641).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le renouvellement du contrat d'entretien permet un fonctionnement optimal du système SÉCI et il permet également de recevoir les correctifs de sécurité nécessaires à son exploitation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications

corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdenour HASSAINE
Conseiller Analyste Contrôle de Gestion

Tél : 438-223-5693
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Nassim BOUCHERIT
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 438-777-8982
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin PAGÉ
directeur(-trice) solutions d'affaires

Tél : 514-280-3456
Approuvé le : 2024-11-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-11-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248527005

Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information, Direction, Division.

Projet : Accorder un contrat de gré à gré à la firme Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc. , pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 382 900,56 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
#12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective. #17 Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

#12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies

émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.

- Assurer la continuité et la durabilité des services, sans risque ni impact.
- Avoir une version à jour et les mises à niveau des logiciels ;

#17 Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche

D'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes.

- Générer un retour sur investissement à moyen/long terme (RSI) par des économies d'échelle et par une meilleure maîtrise, efficacité et rentabilité financière (direct et indirect) du coût du capital sur achat, des actifs matériel / logiciel et des divers projets informatiques / technologiques et opérationnels à venir ;
- Améliorer également les indicateurs de performances attendus du service des TI dont celui de la maîtrise des coûts totaux, de la gestion stratégique des investissements selon les enveloppes budgétaires autorisées et en optimisant ses ressources matérielles et logicielles utilisées au sein de l'organisation.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Date : 15 octobre 2024

Destinataire : Martin Pagé, Directeur Ti – Sécurité Publique et Justice, ville de Montréal

Objet : Fournisseur unique – format électronique du code de la route – Éditions SR

Bonjour,

GTechna vous confirme que nous travaillons avec le seul fournisseur de la solution citée en objet avec Les Éditions SR, 541 rue Saint-Louis Terrebonne Qc J6W 1J1 Canada.

Si vous avez besoin de plus amples explications, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Directeur Ti - Sécurité Publique et Justice

Service des technologies de l'information

Michel Cousineau | Conseillers aux ventes | T.514.953.9898 x117 | F.514.387.6220

www.gtechna.com

Service de police de la Ville de Montréal

Barème des coûts - Période 2025-1-1 au 2025-12-31

Support Ville de Montréal (CAD)

Support du 2025-01-01 au 2025-12-31				
Qte (an)	**Description**	**Unité**	**Total**	**#**
1.00	Support SW logiciel SECI (PO 1334082) (241,787.01 +3.0%) Période du 2025-01-01 au 2025-12-31	249,040.62	249,040.62	**1**
1.00	Support SW Rapport de collision - Officer Rapport de collision - Officer mobile - Interface SAAQ (PO 1228276) (78,895.94 +3.0%) Période du 2025-01-01 au 2025-12-31	81,262.82	81,262.82	**2**
1.00	Support HW Imprimante 4" Zebra ZQ520, 13 unités Escouade Mobilité SN: XXRBJ190102147 XXRBJ190200569 XXRBJ190200572 XXRBJ190200578 XXRBJ190200579 XXRBJ190200580 XXRBJ190200581 XXRBJ190200583 XXRBJ190200584 XXRBJ190200585 XXRBJ190200587 XXRBJ190200588 XXRBJ190200589 (PO 1349646) (13x 203.58) +3.0% Période du 2025-01-01 au 2025-12-31	2,725.97	2,725.97	**3**
5%	TPS	333,029.41	16,651.47	
9.975%	TVQ	333,029.41	33,219.68	
		Total ②	**382,900.56**	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248527005

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction sécurité publique et justice , Division sécurité publique
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Groupe Techna inc., une division d'ACCEO Solutions inc., pour le renouvellement du contrat de support et d'entretien du système d'émission de constats informatisés (SÉCI) et du module rapport d'accidents de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ), pour la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025, pour une somme maximale de 382 900,56 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1248527005 - Certification de fonds - PDS Brennan.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.30

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1247019003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 170 000 $ au Collectif de la gastronomie québécoise - Table Ronde pour le projet « Incubateur et accélérateur pour le secteur de la gastronomie » pour la période du 1er décembre 2024 au 31 mars 2027, et un soutien de 250 000 $ conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 170 000 $ au Collectif de la gastronomie québécoise - Table Ronde pour le projet « Incubateur et accélérateur pour le secteur de la gastronomie » pour la période du 1er décembre 2024 au 31 mars 2027, et un soutien de 250 000 $ conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-22 09:09

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247019003**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 170 000 $ au Collectif de la gastronomie québécoise - Table Ronde pour le projet « Incubateur et accélérateur pour le secteur de la gastronomie » pour la période du 1er décembre 2024 au 31 mars 2027, et un soutien de 250 000 $ conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Collectif de la gastronomie québécoise - Table Ronde (Table Ronde) est un organisme à but non lucratif qui a comme mission d'accélérer le développement et l'évolution du secteur de la gastronomie et de la production de niche au Québec, pour la propulsion de son rayonnement à l'échelle locale et internationale, ainsi que sa démocratisation au grand public. L'organisme a vu le jour en 2021. La Table Ronde rassemble plus de cent entrepreneurs en restauration indépendante au Québec, pour un total de 160 établissements, dont plus de la moitié sont à Montréal.
La Ville de Montréal n'a jamais financièrement appuyé la Table Ronde dans le passé.

Le présent dossier porte sur une demande de contribution financière au Service de développement économique (SDÉ) pour le projet « Incubateur et accélérateur pour le secteur de la gastronomie ». Le volet incubateur vise à accompagner des restauratrices et restaurateurs montréalais dans le développement et la mise sur pied de nouveaux projets porteurs alors que le volet accélérateur vise à mettre sur pied des cohortes de femmes restauratrices à potentiel. Sur une période de deux ans, le projet vise dans l'ensemble à accompagner 36 restaurateurs, dont au moins 24 seront montréalais.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune décision antérieure

DESCRIPTION

Le projet se divise en deux grands volets : le volet incubateur, et le volet accélérateur.
1) Incubateur
L'incubateur a pour objectif l'essor de nouveaux projets par des entrepreneurs en

gastronomie. Ce seront six projets montréalais par année qui seront soutenus. Ces projets peuvent être l'ouverture d'un restaurant ici ou d'une filiale à l'étranger, la diversification de revenus en restauration par l'ajout d'activités (ex. vente aux détails de produits dérivés alimentaires), l'intégration de l'agriculture urbaine, etc. Pour ce faire, l'incubateur vise à pallier les défis rencontrés par les entrepreneurs, tels : le manque d'outils de gestion, l'absence de réflexes entrepreneuriaux, l'accès limité à des experts. Concrètement, l'incubateur de la Table Ronde propose aux entrepreneurs de la gastronomie de bénéficier d'un accompagnement individualisé par un comité d'experts. Ce comité composé de restaurateurs et d'experts en affaires vise à offrir une vision stratégique et des conseils pratiques. Il jouera aussi le rôle de mentor et de coach afin d'orienter et d'offrir des recommandations spécifiques à chaque projet. Le tout sera étalé sur deux rencontres. L'incubateur propose aussi une séance de groupe à la fin du programme, du coaching individuel personnalisé et une trousse d'accompagnement. En résumé, chaque entrepreneur bénéficiera de :

• 1 rendez-vous privé de préparation avec la Table Ronde et un expert-gestionnaire
• 2 rencontres avec le comité d'experts
• 40 à 50 heures en moyenne de coaching
• 1 session de co-développement en groupe, avec les 6 entrepreneurs, en clôture, avec invités spéciaux
• 1 invitation au Forum annuel de la Table Ronde (AGA)

Afin de recruter les participants à l'incubateur, il est prévu de faire un appel de candidatures. Ces candidatures seront évaluées et une sélection des six dossiers les plus porteurs sera faite.

2) Accélérateur
L'accélérateur a pour objectif d'aider douze femmes restauratrices du Québec par année, dont au moins six établies à Montréal, à faire face à la complexité organisationnelle et aux défis de leadership liés à la croissance rapide. Cette croissance rapide amène plusieurs enjeux : lourdeur des responsabilités opérationnelles quotidiennes, transfert de connaissances intergénérationnel, défis spécifiques aux femmes entrepreneures (i.e. financement et accès aux réseaux professionnels), etc. Dans ce contexte, l'objectif de l'accélérateur est de stimuler l'innovation continue, faciliter la croissance soutenue, renforcer les compétences de leadership féminin, promouvoir le transfert de connaissances et valoriser les femmes dans le secteur de la gastronomie. Concrètement, les entrepreneures seront réunies sous forme de groupes avec des paires ayant des défis similaires. Un réseau d'experts sera mis à la disposition de ces femmes, à travers des diagnostics, des formations de groupe, des séances de co-développement, du coaching personnalisé, un jumelage avec des mentors et un accompagnement. En résumé, chaque entrepreneure bénéficiera de :

• 1 diagnostic financier d'entreprise
• 1 test psychométrique, avec analyse
• 4 à 5 rendez-vous privés avec le gestionnaire de programme
• 5 sessions de co-développement en groupe (avec invités spéciaux)
• 1 invitation à C2 Montréal (à confirmer)
• 1 invitation au Forum annuel de la Table Ronde (AGA)
• 40 à 50 heures de coaching
• 3 à 4 rencontres avec un mentor
• 1 événement de graduation
• Diffusion du profil d'entreprise
• Possibilité de recevoir une bourse de distinction en fin de programme

Afin de recruter les participantes, un appel à candidatures sera lancé afin de faire connaître le programme et d'inciter les femmes entrepreneures du milieu de la gastronomie à poser leur candidature. Une sélection sera ensuite effectuée pour choisir douze profils variés et qui présentent un bon potentiel de croissance.

JUSTIFICATION

Les deux volets du projet sont pertinents et répondent à des enjeux réels portés par le milieu. En effet, il existe encore peu ou pas d'outils et de structures d'accompagnement sur mesure pour le domaine de la restauration gastronomique, d'un point de vue entrepreneurial. De plus, il s'agit d'un secteur vivant de nombreuses difficultés, qui ont été exacerbées par la pandémie (i.e. ressources humaines, inflation, enjeux règlementaires, etc.). Les femmes sont une clientèle pour qui ces enjeux sont encore plus présents, dans un domaine qui demeure encore majoritairement masculin. Enfin, la gastronomie est un domaine essentiel à la vitalité culturelle montréalaise, à son essor économique et à son rayonnement international. Cela se concrétise notamment par l'arrivée du Guide Michelin à Montréal.
Le secteur de la gastronomie est en effervescence à Montréal et poursuit sa structuration. Même si différentes initiatives ont eu lieu dans le passé, la Table Ronde agit pour la première fois comme organisme fédérateur de l'écosystème gastronomique montréalais et québécois. L'appui à ce projet viendra renforcer le rôle de la gastronomie à Montréal, en contribuant à l'élever à un niveau supérieur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 420 000 $ à la Table Ronde. Les crédits au montant de 170 000 $ sont prévus au budget de fonctionnement de la Direction de l'entrepreneuriat (SDÉ). Un montant de 250 000 $ sera conditionnel à la signature de la nouvelle entente Réflexe pour les années 2025, 2026 et 2027 (axe Stimuler l'innovation). Le tableau suivant illustre les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien accordé	Versements				Soutien Ville / Global Projet
		Soutien recommandé 2024	1er versement (2024)	2e versement (2025)	3e versement (2026)	4e versement (2027)	
Collectif de la gastronomie québécoise - Table Ronde	Incubateur et accélérateur pour le secteur de la gastronomie	420 000 $	170 000 $	50 000 $	175 000 $	25 000 $	36,8 %

Les versements prévus en 2025, 2026 et 2027 sont conditionnels à la signature de la nouvelle entente d'aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie permettant l'octroi de contributions financières dans le cadre du présent projet pour la mise en oeuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal et ce ministère.

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le soutien de la Ville de Montréal permettra de mobiliser les joueurs majeurs du secteur de la gastronomie autour d'objectifs communs, afin de positionner Montréal comme ville culturelle gastronomique et contribuer à son rayonnement international.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La convention financière inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier du projet est prévu à la convention.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sandrine GILBERT-BLANCHARD
Commissaire

Tél : 438-368-4556
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Simon DÉCARY
chef de division p.i.

Tél : 438 368 4431
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO

directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247019003*
Unité administrative responsable : *Service du développement économique*
Projet : *Incubateur et accélérateur pour le secteur de la gastronomie*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	x		
2. À quelles **priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 14 : Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité* *Priorité 15 : Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire* *Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Priorité 14 : Le projet a comme objectif d'outiller les entrepreneurs de la restauration afin d'assurer une croissance et une pérennité, dans un secteur où le taux de survie des entreprises est faible, et où peu d'offres d'accompagnement existe* *Priorité 15 : La gastronomie fait partie intégrante de la vitalité culturelle de Montréal et ce projet soutient directement les restaurateurs, qui sont à la fois des artistes et des entrepreneurs* *Priorité 20 : La gastronomie joue un rôle clé dans le rayonnement de Montréal à l'échelle nationale et internationale et ce projet contribuera à ce positionnement en venant fédérer le secteur autour d'un nouveau projet porteur*			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes (LCV);

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **COLLECTIF DE LA GASTRONOMIE QUÉBÉCOISE – TABLE RONDE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 102-121 rue Elmire, Montréal, Québec, H2T 1J9, agissant et représentée par Debbie Zakaib, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'elle le déclare;

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme agit comme fédérateur et accélérateur pour le développement et l'évolution du secteur de la gastronomie et de la restauration indépendante;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne le Directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement

pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 mars de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 décembre pour la première année et la période du 1er janvier d'une année au 31 décembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une

copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 **Séance du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de **quatre cent vingt mille** dollars (**420 000** $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2024 :

5.2.1.1 une somme maximale de **cent soixante dix mille** dollars (**170 000** $) à la signature de la Convention et au dépôt d'un plan de projet pour l'édition 2025 à la satisfaction du Responsable;

5.2.2 Pour l'année 2025 :

5.2.2.1 une somme maximale de **cinquante mille** dollars (**50 000** $) dans les trente jours suivants le dépôt du plan de projet pour l'édition 2026 ainsi qu'un bilan intérimaire à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2026 :

5.2.3.1 une somme maximale de **cent vingt cinq mille dollars** (**175 000** $) dans les trente jours suivants le dépôt du bilan de l'édition 2025 à la satisfaction du Responsable;

5.2.4 Pour l'année 2027 :

5.2.4.1 une somme maximale de **vingt cinq mille** dollars (**25 000** $) dans les trente jours suivants le dépôt du bilan de l'édition 2026 ainsi que le rapport final à la satisfaction du Responsable;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Les versements 2025, 2026 et 2027 sont conditionnels à la reconduction de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal ou à la conclusion d'une convention d'aide financière et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie permettant l'octroi de contributions financières dans le cadre du présent projet.

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme n'est pas tenu de souscrire un contrat d'assurance spécifique pour le Projet.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le **31 mars 2027**.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 102-121 rue Elmire, Montréal, Québec, H2T 1J9, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 28-1001, rue Robert-Bourassa, Montréal, Québec, H3B 4L4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Signé à Montréal

Le 22e e jour de novembre 2024

COLLECTIF DE LA GASTRONOMIE QUÉBÉCOISE – TABLE RONDE

Par : _____
Debbie Zakaib, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 2024 (Résolution CG_____).

ANNEXE 1
PROJET

SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROJET

INCUBATEUR ET ACCÉLÉRATEUR POUR LE SECTEUR DE LA GASTRONOMIE

DESCRIPTION DU PROJET

Le projet se divise en deux grands volets: le volet incubateur, et le volet accélérateur.

1) Incubateur
L'incubateur a pour objectif l'essor de nouveaux projets par des entrepreneurs en gastronomie. Ce seront six projets montréalais par année qui seront soutenus. Ces projets peuvent être l'ouverture d'un restaurant ici ou d'une filiale à l'étranger, la diversification de revenus en restauration par l'ajout d'activités (ex. vente aux détails de produits dérivés alimentaires), l'intégration de l'agriculture urbaine, etc. Pour ce faire, l'incubateur vise à pallier les défis rencontrés par les entrepreneurs, tels : le manque d'outils de gestion, l'absence de réflexes entrepreneuriaux, l'accès limité à des experts. Concrètement, l'incubateur de la Table Ronde propose aux entrepreneurs de la gastronomie de bénéficier d'un accompagnement individualisé par un comité d'experts. Ce comité composé de restaurateurs et d'experts en affaires vise à offrir une vision stratégique et des conseils pratiques. Il jouera aussi le rôle de mentor et de coach afin d'orienter et d'offrir des recommandations spécifiques à chaque projet. Le tout sera étalé sur deux rencontres. L'incubateur propose aussi une séance de groupe à la fin du programme et du coaching individuel personnalisé. En résumé, chaque entrepreneur bénéficiera de:

• 1 rendez-vous privé de préparation avec la Table Ronde et un expert-gestionnaire
• 2 rencontres avec le comité d'experts
• 30 heures en moyenne de coaching
• 1 session de co-développement en groupe, avec les 6 entrepreneurs, en clôture, avec invités spéciaux
• 1 invitation au Forum annuel de la Table Ronde (AGA)

Afin de recruter les participants à l'incubateur, il est prévu de faire un appel de candidatures. Ces candidatures seront évaluées et une sélection des six dossiers les plus porteurs sera faite.

2) Accélérateur
L'accélérateur a pour objectif d'aider douze femmes restauratrices du Québec par année, dont au moins six établies à Montréal, à faire face à la complexité organisationnelle et aux défis de leadership liés à la croissance rapide. Cette croissance rapide amène plusieurs enjeux: lourdeur des responsabilités opérationnelles quotidiennes, transfert de connaissances intergénérationnel, défis spécifiques aux femmes entrepreneures (i.e. financement et accès aux réseaux professionnels), etc. Dans ce contexte, l'objectif de l'accélérateur est de stimuler l'innovation continue, faciliter la croissance soutenue, renforcer les compétences de leadership féminin, promouvoir le transfert de connaissances et valoriser les femmes dans le secteur de la gastronomie. Concrètement, les entrepreneures seront réunies sous forme de groupes avec des paires ayant des défis similaires. Un réseau d'experts sera mis à la disposition de ces femmes, à travers des diagnostics, des formations de groupe, des séances de co-développement, du coaching personnalisé, un jumelage avec des mentors et un accompagnement. En résumé, chaque entrepreneure bénéficiera de:

• 1 diagnostic financier d'entreprise
• 1 test psychométrique, avec analyse
• 4 à 5 rendez-vous privés avec le gestionnaire de programme

• 5 sessions de co-développement en groupe (avec invités spéciaux)
• 1 invitation à C2 Montréal (à confirmer)
• 1 invitation au Forum annuel de la Table Ronde (AGA)
• 30 heures de coaching
• 3 à 4 rencontres avec un mentor
• 1 événement de graduation
• Diffusion du profil d'entreprise
• Possibilité de recevoir une bourse de distinction en fin de programme

Afin de recruter les participantes, un appel à candidatures sera lancé afin de faire connaître le programme et d'inciter les femmes entrepreneures du milieu de la gastronomie à poser leur candidature. Une sélection sera ensuite effectuée pour choisir douze profils variés et qui présentent un bon potentiel de croissance.

RÉSUMÉ DES OBJECTIFS ET DES ACTIONS PRÉVUES

Objectifs annuels

Objectifs	Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs de suivi	Cibles
Assurer la croissance des restaurateurs montréalais par le déploiement de projets de développement porteurs grâce à un incubateur	Mettre sur pied un incubateur	Offrir un accompagnement personnalisé Offrir une vision stratégique et des conseils pratiques Offrir une orientation et des recommandations spécifiques pour les projets ainsi que des conseils opérationnels Offrir un soutien entrepreneurial Partager les expériences des participants et favoriser les échanges	1. Nombre de rendez-vous privés avec des experts de la Table Ronde 2. Nombre de rencontres avec le comité expert 3. Nombre d'heures de coaching 4. Nombre de sessions de co-développement 5. Nombre de participation au Forum Annuel (AGA) 6. Nombre d'entrepreneurs soutenus	1. 1 rendez-vous privé par entrepreneur soutenu 2. 2 rencontres par entrepreneur soutenu 3. Au moins 30 heures 4. 1 session 5. 1 participation par entrepreneur soutenu 6. 6 entrepreneurs montréalais
Propulser l'essor d'entreprises de restauration indépendante à fort potentiel de croissance, détenues par des femmes	Mettre sur pied un accélérateur	Stimuler la croissance et l'innovation dans le secteur de la gastronomie Favoriser des échanges ciblés et des apprentissages spécifiques Développer les	1. Nombre de diagnostic financier 2. Nombre de test psychométrique 3. Nombre de rendez-vous privés avec le gestionnaire du programme 4. Nombre de sessions	1. 1 diagnostic 2. 1 test psychométrique 3. Au moins 4 rendez-vous 4. 5 sessions

		compétences de leadership des entrepreneures Surmonter les défis opérationnels Partager des expériences et résoudre collectivement des problèmes Bénéficier des perspectives variées du groupe Offrir une visibilité aux participantes du programme	de co-développement 5. Nombre de participation au Forum annuel (AGA) 6. Nombre d'heures de coaching 7. Nombre de rencontres avec le mentor 8. Nombre d'entrepreneures soutenues	 5. 1 participation 6. Au moins 30 heures 7. Au moins 3 rencontres 8. 12 entrepreneures (dont au moins 6 montréalaises)

BUDGET PRÉVISIONNEL

INCUBATEUR	Année 1	Année 2	Total Budgété
REVENUS			
Subventions/Contributions financières			
Municipales	90000	90000	180000
Sous total (1)	**90000**	**90000**	**180000**
Revenus autonomes			
Apport de l'organisme	10000	10000	20000
Frais d'inscription	12000	12000	24000
Commandites en argent			
À confirmer	10000	10000	20000
À confirmer	5000	5000	10000
Commandites en nature			
À confirmer	10000	10000	20000
Sous total (2)	**47000**	**47000**	**94000**
Total des produits (sous total 1 + sous total 2)	**137000**	**137000**	**274000**
DÉPENSES			
Salaires et avantages sociaux			
Salaires	25000	25000	50000
Autres charges directes			
Entretien et réparation - frais de réunion	1000	1000	2000
Honoraires professionnels	59000	59000	118000
Publicité et promotion	1000	1000	2000
Sous total (3)	**86000**	**86000**	**172000**
Frais d'administration			
Déplacements	5000	5000	10000
Fournitures de bureau	1000	1000	2000
Frais de représentation	10000	10000	20000

Honoraires professionnels	1000	1000	2000
Autres frais de gestion (5% maximum)	6000	6000	12000
Frais de contingence, s'il y a lieu (5% maximum)	3000	3000	6000
Bourses distinction (non payées par la Ville)	15000	15000	30000
Commandites en service (non payées par la Ville)	10000	10000	20000
Sous total (4)	**51000**	**51000**	**102000**
Total des charges (sous total 3 + sous total 4)	**137000**	**137000**	**274000**

ACCÉLÉRATEUR	**Année 1**	**Année 2**	**Total Budgété**
REVENUS			
Subventions/Contributions financières			
Municipales	120000	120000	240000
Provinciales	120000	120000	240000
Sous total (1)	**240000**	**240000**	**480000**
Revenus autonomes			
Apport de l'organisme	18500	18500	37000
Frais d'inscription	21600	21600	43200
Commandites en argent			
À confirmer	25000	25000	50000
Commandites en nature			
Tourisme Montréal (à confirmer)	30000	30000	60000
Mentorat	12000	12000	24000
À confirmer	10000	10000	20000
Sous total (2)	**117100**	**117100**	**234200**
Total des produits (sous total 1 + sous total 2)	**357100**	**357100**	**714200**
DÉPENSES			
Salaires et avantages sociaux			
Salaires	70000	70000	140000
Autres charges directes			
Entretien et réparation - frais de réunion	10000	10000	20000
Honoraires professionnels	132000	132000	264000
Publicité et promotion	30000	30000	60000
Sous total (3)	**242000**	**242000**	**484000**
Frais d'administration			
Déplacements	10000	10000	20000
Fournitures de bureau	1000	1000	2000
Frais de représentation	12000	12000	24000
Honoraires professionnels	1000	1000	2000
Autres frais de gestion (5% maximum)	14100	14100	28200
Frais de contingence, s'il y a lieu (5% maximum)	5000	5000	10000
Bourses distinction (non payées par la Ville)	20000	20000	40000
Commandites en service (non payées par la Ville)	52000	52000	104000
Sous total (4)	**115100**	**115100**	**230200**
Total des charges (sous total 3 + sous total 4)	**357100**	**357100**	**714200**

DÉPENSES ADMISSIBLES

L'utilisation de la contribution financière dans le cadre du Projet doit respecter les exigences en matière de dépenses admissibles (voir tableau ci-après).

Dépenses admissibles	Dépenses non admissibles
Seules sont admissibles les dépenses **directement liées** à la réalisation du projet. Il peut s'agir : • des coûts de main-d'œuvre des employés affectés au projet (avantages sociaux compris); • des coûts de location d'équipement ou de locaux; • des frais liés à l'achat de matériel périssable ou non réutilisable; • des frais d'étude et d'expertise-conseil (honoraires professionnels); • des frais de déplacement; • d'autres frais afférents à la réalisation du projet, qui doivent être détaillés; • des frais de gestion, jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; • des frais de contingence (imprévus), jusqu'à concurrence de 5 % du total des dépenses admissibles énumérées ci-dessus; • les dépenses liées à l'achat de certains équipements.	• Les dépenses liées au financement courant d'un organisme et à la rémunération de son personnel non impliqué dans le projet; • La rémunération du personnel chargé du développement d'affaires de l'organisme; • Les dépenses effectuées avant que le projet n'ait été officiellement accepté par la Ville. • La visibilité accordée à la Ville en vertu de plans de communication et de promotion de l'organisme à l'égard du projet à réaliser.

SECTION 2 : REDDITION DE COMPTES

Reddition de comptes	Date de dépôt
Plan de projet 2025	Au plus tard le **6 décembre 2024**
Plan de projet 2026 et bilan intérimaire	Au plus tard le **1er décembre 2025**
Rapport d'étape 1 (bilan année 2025)	Au plus tard le **31 mars 2026**
Rapport d'étape 2 (bilan année 2026) et reddition de comptes finale	Au plus tard le **31 mars 2027**

Les rapports énumérés dans le tableau ci-dessus devront minimalement comprendre les éléments suivants :

1. **Bilan des activités et résumé des objectifs et des actions réalisées**

L'Organisme s'engage à fournir une mise à jour du tableau Résumé des objectifs et des actions prévues en indiquant toutes les actions et les livrables réalisées ainsi que les cibles réelles. L'organisme doit fournir une explication si l'une des actions ou livrables prévues n'est pas réalisée ou s'il y a un écart avec les cibles prévues.

Rapport **Rapport**

d'étape	final
•	•

2. **Protocole de visibilité (Rapports d'étape et final)**

L'Organisme s'engage à fournir une liste des activités de communication (incluant les retombées obtenues) conformément à l'Annexe 2.

Rapport d'étape	Rapport final
•	•

3. **Données et statistiques**

En plus des indicateurs et cibles mentionnés dans le tableau Résumé des objectifs et des actions prévues, la Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme :

- d'autres indicateurs en lien avec le Projet.
- de fournir une liste des bénéficiaires du Projet/Événement, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.

L'Organisme s'engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

Rapports d'étape	Rapport final
•	•

4. **Aspects budgétaires**

L'Organisme s'engage à fournir le budget réel détaillant les dépenses et les revenus du Projet, en indiquant les écarts avec le budget prévisionnel présenté dans la demande initiale. Ce budget réel doit indiquer de façon spécifique et distincte les fins pour lesquelles la contribution de la Ville a été utilisée.

La Ville pourrait demander les preuves (ex. factures) de l'utilisation des fonds.

Rapports d'étape	Rapport final
•	•

5. **Évaluation du rendement du Projet par l'organisme**

La Ville de Montréal considère que le Projet doit lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités, notamment :

Montréal 2030

Priorité 14	Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la

	prospérité
Priorité 15	Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
Priorité 20	Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

Actions en développement économique 2023-2025

Orientation « Montréal économique INNOVANT »

Action 2.1	Renforcer le soutien à la commercialisation des innovations
Action 2.2	Propulser la croissance des PME par l'adoption de pratiques innovantes

À cet effet, l'Organisme doit expliquer dans quelle mesure le projet a contribué à l'atteinte des priorités de la Ville citées ci-haut.

Rapports d'étape	Rapport final
•	•

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que le **COLLECTIF DE LA GASTRONOMIE QUÉBÉCOISE – TABLE RONDE** (ci-après l'« Organisme ») doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente conclue avec cette dernière (ci-après l'« Entente »).

1. ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME

1. Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

2. Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

3. S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

4. Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

5. Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2. COMMUNICATIONS

1. Reconnaissance de la Ville

1. Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2. Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire;

- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu;

- S’assurer de reconnaître équitablement l’ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires;

- Ajouter l’une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l’insertion du logo n’est pas possible.

3. Inclure l’une des mentions suivantes, selon la nature de l’Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d’activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l’entente [nom de l’Entente] »;

- « [Nom de l’Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] »;

- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal »;

- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2. **Relations médias et événements publics**

1. **Lors d’une annonce importante ou d’un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l’une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;

- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif **au moins vingt (20) jours ouvrables** à l’avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;

- advenant la participation d’un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :

    - en informer la personne responsable de la Ville,

    - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l’avance et valider les règles protocolaires en matière d’événements publics ;

- Assurer l’accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu’elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;

- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;

- Lors d’une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s’assurer que :

    - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;

- les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2. Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

3. **Publicité et promotion**

1. Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn : https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.

- pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @mtlville pour les autres types de projets ;

- pour une publication sur Twitter :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2. Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

3. Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

4. Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

5. **Lors d'un événement public ou d'activités sur un site** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;

- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;

- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

6. Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

4. **Bilan de visibilité**

1. Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
    - le nombre d'abonnés ;
    - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
    - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
    - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
    - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. **MODALITÉS**

1. **Normes graphiques et linguistiques**

1. Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

2. Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3. Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

2. **Approbations**

1. Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;

- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

2. Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3. Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3. **Contacts**

1. **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

2. **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :

Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247019003

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Objet :	Accorder un soutien financier de 170 000 $ au Collectif de la gastronomie québécoise - Table Ronde pour le projet « Incubateur et accélérateur pour le secteur de la gastronomie » pour la période du 1er décembre 2024 au 31 mars 2027, et un soutien de 250 000 $ conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe avec le gouvernement du Québec, pour les années 2025, 2026 et 2027 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDÉ - 1247019003 - Collectif de la gastronomie québécoise - Table Ronde.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Agente comptable analyste
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-20

Dominique BALLO
Conseiller budgétaire
Tél :
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.31

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248721001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois pour les services de nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne dans les écocentres de l'agglomération de Montréal, et autoriser une dépense additionnelle de 150 377,72 $, taxes incluses, dans le cadre de trois (3) contrats accordés aux entreprises Excavations Vidolo Ltée (CG22 0239) et Groupe Villeneuve Inc. (CE22 0536, CG22 0239), majorant le montant total des contrats de 415 519,00 $ à 565 896,72 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1- d'exercer l'option de prolongation de douze (12) mois pour le nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne dans les écocentres et autoriser une dépense additionnelle de 150 377,72 $ taxes incluses, dans le cadre de trois (3) contrats accordés aux entreprises Excavations Vidolo Ltée (CG22 0239) et Groupe Villeneuve Inc. (CE22 0536, CG22 0239), majorant ainsi le montant total des contrats de 415 519,00 $ à 565 896,72 $, taxes incluses.

Adjudicataire	Contrats	2025
Excavations Vidolo Ltée	Lot 1 : Service de nettoyage, par tracteur-chargeur, à 4 écocentres (La Petite-Patrie, Côte-des-Neiges, Saint-Michel et Acadie) + banque d'heures pour tout écocentre.	57 222,50 $
Groupe Villeneuve Inc.	Lot 2: Service de nettoyage avec balai mécanique et camion-citerne, à 3 écocentres (Saint-Michel,	64 769,79 $

	LaSalle et Saint-Laurent).	
Groupe Villeneuve Inc.	Lot 3: Service de nettoyage avec balai mécanique et camion-citerne, à 3 écocentres (Acadie, La Petite-Patrie et Côte-des-Neiges)	28 385,43$
Total - taxes incluses		**150 377,72 $**

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-25 08:52

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248721001**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois pour les services de nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne dans les écocentres de l'agglomération de Montréal, et autoriser une dépense additionnelle de 150 377,72 $, taxes incluses, dans le cadre de trois (3) contrats accordés aux entreprises Excavations Vidolo Ltée (CG22 0239) et Groupe Villeneuve Inc. (CE22 0536, CG22 0239), majorant le montant total des contrats de 415 519,00 $ à 565 896,72 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RRLQ, chapitre E- 20. 001 - Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles sont des compétences d'agglomération. En vertu de l'article 17 de la loi précitée, la municipalité centrale peut agir à l'égard des matières résiduelles constituant les compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement de la Ville de Montréal assume cette responsabilité pour l'agglomération.
La Ville exploite un réseau de sept (7) écocentres pour l'agglomération de Montréal dont les principales activités consistent à recevoir les matières résiduelles de citoyens et à les transférer vers des sites pour qu'elles soient recyclées, valorisées ou éliminées.

Lorsque se déroulent les opérations de dépôt et de manipulation des diverses matières résiduelles dans les espaces attitrés, des débris peuvent se retrouver sur les plateformes de tri, dans les espaces de circulation des citoyens et des camionneurs, et peuvent également tomber dans l'espace entre la plateforme et les conteneurs. Ainsi, dans le cadre de ses opérations d'entretien des équipements et des infrastructures du réseau des écocentres et afin de maintenir des opérations sécuritaires pour les usagers et les employés, et éviter de devenir une source de nuisance pour le voisinage, la Direction de la gestion des matières

résiduelles (DGMR) doit s'assurer que les écocentres sont dans un bon état de propreté. Les services de nettoyage permettent notamment :

- De renforcer la sécurité des usagers des sites en retirant les divers débris qui peuvent se trouver sur les plateformes ;
- D'assurer une circulation plus sécuritaire pour les véhicules des citoyens et les camions de collecte, en diminuant le risque de crevaison ou d'impact avec des débris sur le sol ;
- De s'assurer qu'il n'y a pas de débris qui pourraient compromettre leur bon positionnement dans les espaces où les conteneurs sont déposés.

Le 13 avril 2022, à la suite de l'appel d'offres public 22-19179, le comité exécutif de la Ville de Montréal octroyait un (1) contrat à Groupe Villeneuve Inc., pour le lot 3, pour le service de nettoyage avec balai mécanique et par camion-citerne dans les écocentres Acadie, La Petite-Patrie et Côte-des-Neiges pour une période de 32 mois pour une dépense totale de 81 391,51 $, taxes incluses (CE22 0536) .

Le 28 avril 2022, à la suite du même l'appel d'offres public 22-19179, le conseil d'agglomération octroyait deux (2) contrats à Excavations Vidolo Ltée (lot 1) et Groupe Villeneuve Inc. (lot 2) pour les services de nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne dans les écocentres de l'agglomération de Montréal, pour une période de 32 mois pour une dépense totale de 334 127,49 $, taxes incluses (CG22 0239).

Les contrats en vigueur pour ces services arriveront à échéance le 31 décembre 2024, et une option de prolongation de 12 mois est prévue à ceux-ci en vertu de l'article 15.02 du document Contrat. Ainsi, à la demande du Service de l'environnement, les consentements des adjudicataires ont été obtenus par le Service de l'approvisionnement le 16 octobre 2024. Les copies des confirmations ont été incluses en pièces jointes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0239 - 28 avril 2022 **-** Accorder deux (2) contrats aux firmes Excavations Vidolo Ltée et Groupe Villeneuve Inc., pour le service de nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne des écocentres de l'agglomération de Montréal, pour une période de 32 mois - Dépenses totales de 334 127,49 $, taxes incluses (Contrat 1 : 148 319,32 $; Contrat 2 : 185 808,17 $) - Appel d'offres public # 22-19179 - (1 seul soumissionnaire. pour chacun des lots 1 et 2)
CE22 0536 - 13 avril 2022 **-** Accorder un (1) contrat à Groupe Villeneuve Inc., pour le service de nettoyage par balai mécanique et par camion-citerne des écocentres de l'Acadie, La Petite-Patrie et de Côte-des-Neiges, pour une période de 32 mois - Dépenses totales de 81 391,51 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 22-19179

CG20 0116 - 26 mars 2020 - Accorder un contrat à Entrepreneur Paysagistes Strathmore (1997) ltée pour le service de chargement des matières résiduelles de l'écocentre Saint-Laurent, pour une période de 32 mois, avec possibilité de prolongation d'un an - Dépense de 718 019 $, taxes incluses;

CG19 0571 - 19 décembre 2019 - Accorder un contrat à Excavations Vidolo ltée pour le service de chargement des matières résiduelles de l'écocentre LaSalle, pour une durée de 34 mois avec possibilité de prolongation d'un an - Dépense totale de 804 857 $, taxes incluses - Autoriser une ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de l'environnement de 6 256 $ en 2021 et de 10 694 $ en 2022 - Ajustement total de 16 951 $

CE15 1766 - 30 septembre 2015 - Accorder deux (2) contrats d'une durée de 36 mois, au montant total de 210 650 $ taxes incluses, aux entreprises Excavations Vidolo Ltée et Balai

Le Permanent Inc., pour le service de nettoyage avec un tracteur-chargeur et avec un balai mécanique de six (6) écocentres

DESCRIPTION

Le présent sommaire décisionnel a pour objectif l'application de la prolongation de 12 mois prévue pour les trois (3) lots découlant de l'appel d'offres 22-19179 qui arrivent à échéance le 31 décembre 2024 :
- Lot 1 : Service de nettoyage, par tracteur-chargeur de 4 écocentres (La Petite-Patrie, Côte-des-Neiges, Saint-Michel et Acadie) + banque d'heures pour tout écocentre ;
- Lot 2: Service de nettoyage avec balai mécanique et camion-citerne de 3 écocentres (Saint-Michel, LaSalle et Saint-Laurent) ;
- Lot 3: Service de nettoyage avec balai mécanique et camion-citerne de 3 écocentres (Acadie, La Petite-Patrie et Côte-des-Neiges).

Le service de nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne, est un service essentiel qui permet de maintenir les écocentres en bon état de fonctionnement. Le prestataire de services doit effectuer le nettoyage selon la fréquence et les indications spécifiques émises dans le Devis technique.

Les travaux de nettoyage par tracteur-chargeur s'effectuent sur une fréquence hebdomadairepour le nettoyage des débris accumulés au bord des quais, puisque cette accumulation empêche le bon positionnement des conteneurs par le transporteur. Le tracteur-chargeur nettoie également la zone de déversement des conteneurs surchargés où se trouvent des débris souvent trop gros pour être ramassés à la main par les employés. Ces travaux se font conformément à un calendrier de service établi et coordonné par le prestataire de services et les transporteurs de conteneurs.

Le balai mécanique, quant à lui, nettoie la plateforme et les zones de circulation et de déchargement. Ce service est effectué hebdomadairement aux écocentres Saint-Michel, LaSalle et Saint-Laurent, soit près de 35 semaines par année (pas de nettoyage par le balai mécanique durant la période hivernale).

Aux écocentres Acadie, La Petite-Patrie et Côte-des-Neiges, le service s'effectue toutes les deux semaines, soit près de 18 semaines par année, compte tenu d'une accumulation moins rapide de débris à ces sites.

JUSTIFICATION

L'application de l'option de renouvellement de 12 mois pour ces contrats vise à maintenir le service de nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne des écocentres de l'agglomération de Montréal en 2025.
Ces services sont requis dans le cadre des opérations d'entretien des équipements et des infrastructures du réseau des écocentres afin de maintenir des opérations sécuritaires pour les usagers et les employés, et éviter de devenir une source de nuisance pour le voisinage.
Les services de nettoyage permettent notamment :

- De renforcer la sécurité des usagers des sites en retirant les divers débris qui peuvent se trouver sur les plateformes ;
- D'assurer une circulation plus sécuritaire pour les véhicules des citoyens et les camions de collecte, en diminuant le risque de crevaison ou d'impact avec des débris sur le sol ;
- De s'assurer qu'il n'y a pas de débris qui pourraient compromettre leur bon positionnement dans les espaces où les conteneurs sont déposés.

Il est à noter que jusqu'à présent, les fournisseurs livrent un service de qualité. De plus,

dans le contexte actuel, les coûts unitaires de ces services sont jugés concurrentiels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La prolongation des contrats concernés vise une période de 12 mois s'étalant sur une (1) année financière. La somme requise pour la présente prolongation des contrats est évaluée à 150 377,72, incluant les taxes et l'ajustement de prix de 2,5%, prévu dans le cadre de ces contrats tel que stipulé à l'article 2.03.01 du document Contrat effectué chaque année à la date anniversaire (1er mai). Le montant total de la prolongation représente 36,19 % du montant total des contrats octroyés (415 519 $).
La répartition des augmentations par contrat se présente comme suit:

Adjudicataire	Contrats	2022 - 2024	2025	Total
Excavations Vidolo Ltée	Lot 1 : Service de nettoyage, par tracteur-chargeur de 4 écocentres (La Petite-Patrie, Côte-des-Neiges, Saint-Michel et Acadie) + banque d'heures pour tout écocentre.	148 319,32 $	57 222,50 $	205 541,82 $
Groupe Villeneuve Inc.	Lot 2: Service de nettoyage avec balai mécanique et camion-citerne de 3 écocentres (Saint-Michel, LaSalle et Saint-Laurent).	185 808,17 $	64 769,79 $	250 577,96 $
Groupe Villeneuve Inc.	Lot 3: Service de nettoyage avec balai mécanique et camion-citerne de 3 écocentres (Acadie, La Petite-Patrie et Côte-des-Neiges)	81 391,51 $	28 385,43$	109 776,94 $
Total - taxes incluses		**415 519 $**	**150 377,72 $**	**565 896,72 $**

Cette dépense sera imputée au budget de fonctionnement du Service de l'environnement, à la Division collecte, transport et élimination des matières résiduelles, au poste budgétaire des entretiens et réparations - Immeuble et terrain. Cette dépense sera entièrement financée par l'agglomération de Montréal.

Les détails du calcul se retrouvent dans la pièce jointe (voir 22-19179_Prolongation_*Aspect financier_2025.xlsx).*

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements relatifs à la lutte contre les changements climatiques en lien avec les priorités suivantes (voir Grille d'analyse Montréal
2030 en pièce jointe) :

- Priorité 1: Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 ;
- Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les écocentres représentent un important levier pour assurer la saine gestion des matières résiduelles sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Le service de nettoyage des écocentres permet de les maintenir en bon état de propreté, de fonctionnement et de reenforcer la sécurité des lieux.
L'arrêt du service de nettoyage des écocentres pourrait créer des préjudices, accélérer la dégradation des infrastructures, faire augmenter le nombre de plaintes citoyennes pour des raisons de salubrité et de nuisance, et ultimement mener à la fermeture de certains d'entre eux.

L'attribution des prolongations de contrats permettra de maintenir un état des lieux conforme aux standards de salubrité et de sécurité propres à ces sites, et ainsi offrir un service aux citoyens sans interruption en raison de débris entravant les opérations normales des écocentres, et tout ceci à des taux concurrentiels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début de la prolongation : 1 janvier 2025
Fin des contrats : 31 décembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications
Stéphanie MOREL, Service de l'approvisionnement

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-11-19

Samir AINAS
Agent technique en environnement

Tél : 438 824-7207
Télécop. :

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - opérations gmr

Tél : 514-258-0429
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric BLAIN
directeur de la gestion des matières résiduelles et infrastructures par intérim
Tél : 514-206-0797
Approuvé le : 2024-11-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur de service - environnement

Tél : 514-795-4732
Approuvé le : 2024-11-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248721001*

Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*

Projet : Exercer l'option de prolongation de douze (12) mois pour le service de nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne dans les écocentres de l'agglomération de Montréal, et autoriser une dépense additionnelle de 150 377,72 $ taxes incluses, dans le cadre de trois (3) contrats accordées aux entreprises Excavations Vidolo Ltée (CG22 0239) et Groupe Villeneuve Inc. (CE22 0536, CG22 0239) majorant le montant total des contrats de 415 519 $ à 565 896,72 $, taxes incluses.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Transition écologique

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Les écocentres représentent un important levier afin d'assurer la saine gestion des matières résiduelles sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Le service de nettoyage des écocentres permet de les maintenir en bon état de propreté, de fonctionnement et de resserrer l'aspect sécuritaire des lieux.

L'arrêt du service de nettoyage aux écocentres pourrait créer des préjudices, accélérer la dégradation des infrastructures, faire augmenter le nombre de plaintes citoyennes pour des raisons de salubrité et de nuisance, et ultimement mener à la fermeture de certains de ceux-ci.

L'octroi des présents contrats de prolongation permettra de maintenir un état des lieux qui soit conforme aux standards de salubrité et de sécurité propres à ces sites, et ainsi offrir un service aux citoyens sans interruption en raison de débris entravant les opérations normales des écocentres.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

*Section C - ADS+**

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**

2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 15 octobre 2024

Monsieur Marco Viviani
Excavations Vidolo Ltée
2122 Rue Regent
Montréal (Québec) H4A 2P9

Courriel : vidoloexcavation@bell.net

Objet : Recommandation de renouvellement de contrat - 12 mois
Appel d'offres no 22-19179
Service de nettoyage aux écocentres de l'Agglomération de Montréal par tracteur-chargeur, par balai-mécanique et par camion-citerne - Lot 1

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution de 10%, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Un ajustement des prix pourra également être appliqué selon les clauses de l'annexe 2.03.01 du contrat, (DEUX, CINQ POUR CENT (2.5%), à la date d'anniversaire du Contrat).

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous confirmer avoir pris connaissances de cette lettre et des termes de renouvellement du contrat, en signant à l'endroit prévu à cette effet à la page suivante. Vous êtes priez de nous retourer la lettre signée **au plus tard le 25 octobre 2024** par courriel à : garry.dessejour@montrreal.ca et c.c. andres.larmat@montreal.ca

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Garry Desséjour
Agent d'approvisionnement II
Courriel : garry.dessejour@montreal.ca

LN91Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

15 octobre 2024

Par la présente, je confirme avoir pris connaissance des termes et conditions du renouvellement du contrat AO 22-19179 - Service de nettoyage aux écocentres de l'Agglomération de Montréal, par tracteur-chargeur, par balai-mécanique et par camion-citerne - Lot 1

Signature

MARCO VIVIANI
Nom en Lettre moulées

16/octobre/2024
Date

LN31Fbssp

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 15 octobre 2024

Monsieur Steve Villeneuve
Groupe Villeneuve Inc
18050 J.A Bombardier
Mirabel (Québec) J7J 2H8

Courriel : svilleneuve@groupevilleneuve.com

Objet : Recommandation de renouvellement de contrat - 12 mois
Appel d'offres no 22-19179
Service de nettoyage aux écocentres de l'Agglomération de Montréal par tracteur-chargeur, par balai-mécanique et par camion-citerne - Lot 2 - Lot 3

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Si la prolongation de ce contrat est autorisée, vous devrez fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi de la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution de 10%, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00.

Un ajustement des prix pourra également être appliqué selon les clauses de l'annexe 2.03.01 du contrat, (DEUX, CINQ POUR CENT (2.5%), à la date d'anniversaire du Contrat).

Nous vous saurions gré de bien vouloir nous confirmer avoir pris connaissances de cette lettre et des termes de renouvellement du contrat, en signant à l'endroit prévu à cette effet à la page suivante. Vous êtes priez de nous retourer la lettre signée **au plus tard le 25 octobre 2024** par courriel à : garry.dessejour@montrreal.ca et c.c. andres.larmat@montreal.ca

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Garry Desséjour
Agent d'approvisionnement II
Courriel : garry.dessejour@montreal.ca

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

15 octobre 2024

Par la présente, je confirme avoir pris connaissance des termes et conditions du renouvellement du contrat AO 22-19179 - Service de nettoyage aux écocentres de l'Agglomération de Montréal, par tracteur-chargeur, par balai-mécanique et par camion-citerne - Lot 2 - Lot 3

Signature

Steve Villeneuve
Nom en Lettre moulées

16 octobre 2024
Date

LN91Fbssp

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248721001

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Exercer l'option de prolongation de 12 mois pour les services de nettoyage par tracteur-chargeur, par balai mécanique et par camion-citerne dans les écocentres de l'agglomération de Montréal, et autoriser une dépense additionnelle de 150 377,72 $, taxes incluses, dans le cadre de trois (3) contrats accordés aux entreprises Excavations Vidolo Ltée (CG22 0239) et Groupe Villeneuve Inc. (CE22 0536, CG22 0239), majorant le montant total des contrats de 415 519,00 $ à 565 896,72 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1248721001-GMR.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-21

Marie-Claude JOLY
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.32

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1247231073

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver une entente d'union avec la Société de transport de Montréal (STM) visant l'exécution des travaux de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM (phase 2) et de travaux d'infrastructures et de réaménagement du domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie, incluant l'appel d'offres relatif à l'exécution de ces travaux, des services ainsi que divers contrats connexes.

Il est recommandé :

d'approuver une entente d'union avec la Société de transport de Montréal (STM) visant l'exécution des travaux de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM (phase 2) et de travaux d'infrastructures et de réaménagement du domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie, incluant l'appel d'offres relatif à l'exécution de ces travaux, des services ainsi que divers contrats connexes.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-22 13:12

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1247231073**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division des grands projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver une entente d'union avec la Société de transport de Montréal (STM) visant l'exécution des travaux de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM (phase 2) et de travaux d'infrastructures et de réaménagement du domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie, incluant l'appel d'offres relatif à l'exécution de ces travaux, des services ainsi que divers contrats connexes.

CONTENU

CONTEXTE

La station de métro Berri-UQAM, située au cœur de Montréal, est l'une des plus importantes et des plus fréquentées du réseau de métro de Montréal. Elle sert de point de convergence pour trois lignes majeures, facilitant ainsi le déplacement de milliers de passagers quotidiennement.
La dégradation progressive de la membrane d'étanchéité de la toiture de la station menace non seulement la sécurité et le confort des usagers, mais aussi l'intégrité structurelle de l'une des infrastructures de transport en commun les plus stratégiques de la ville. De plus, pour protéger les systèmes techniques du réseau et améliorer l'accessibilité et la fonctionnalité de la station, la Société de transport de Montréal (STM) souhaite construire un poste d'épuisement et un ascenseur de service.

Vu l'ampleur du projet, les travaux de la STM se déroulent en deux phases :

- Phase 1, complétée : réparation et renforcement de la membrane d'étanchéité de la station au niveau du boulevard de Maisonneuve entre les rues Sanguinet et Berri.
- Phase 2, faisant l'objet de ce dossier : rénovation et renforcement de la membrane d'étanchéité dans le secteur sous le boulevard de Maisonneuve entre les rues Berri et Saint-Christophe, ainsi qu'une portion de la rue Berri entre les rues Ontario et Sainte-Catherine, et sous une portion du parc Émilie-Gamelin; construction d'un poste d'épuisement et d'un ascenseur de service.

Lors de la Phase 1, pour la réalisation des travaux de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM, la STM et la Ville ont convenu, dans le cadre d'une entente conclue le 16 novembre 2022, que la STM effectuerait une remise en état révisée d'une partie du domaine public impacté par ses travaux, soit sur le boulevard de

Maisonneuve entre les rues Berri et Sanguinet. La zone de cette remise en état révisée est identifiée en jaune comme Zone B dans l'Annexe 1 de l'entente ci-jointe. Il a été convenu que la STM diminuerait la portée de la remise en état de l'aménagement en surface du domaine public lors de l'exécution de la Phase 1 pour intégrer des travaux de bonification de cet aménagement dans les travaux de la Phase 2.

Pour la phase 2, les travaux de la STM nécessiteront de démolir et de reconstruire plusieurs dizaines de mètres du boulevard de Maisonneuve et de la rue Berri au-delà de leur intersection. La Ville de Montréal (Ville) projette également de réaménager le domaine public sur ces deux axes, dans le but d'améliorer l'esthétique, la sécurité et l'accessibilité de ces espaces pour les citoyens. De plus, les infrastructures d'eau, de réseau d'énergie, de télécommunications et de gaz de ces rues vieillissent.

La Ville saisit donc l'opportunité que présente une collaboration avec la STM pour optimiser ces interventions avec l'objectif de réduire leur impact pour les citoyens.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0200 - 18 avril 2024 / CM24 0361 - 15 avril 2024 - Approuver une entente avec la Société de transport de Montréal (STM) portant sur la conception des travaux dans le cadre du projet de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM (phase 2) et de certains travaux de réaménagement du domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie. (1244520001);

CA24 240138 - 9 avril 2024 - Accepter l'offre du conseil municipal, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement et de bonification du domaine public, incluant la gestion des arbres enlevés et déplacés, dans le cadre de l'entente de collaboration entre la Ville et la STM pour le projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM et les travaux connexes dans le parc Émilie-Gamelin et sur le boulevard De Maisonneuve. (1248853003);

CM24 0307 - 19 mars 2024 - Offrir au Conseil d'arrondissement de Ville-Marie, en vertu du 1er alinéa de l'article 85 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, c. C-11.4), de prendre en charge la conception, la coordination et la réalisation des travaux de réaménagement et de bonification du domaine public, incluant la gestion des arbres enlevés et déplacés, dans le cadre de l'entente de collaboration entre la Ville et la STM pour le projet de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM et les travaux connexes dans le parc Émilie-Gamelin et sur le boulevard De Maisonneuve. (1247231023).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'adoption de l'entente qui balisera la collaboration entre la Ville et la STM dans le cadre de cette phase du projet. Plus spécifiquement, la présente entente vise à unir la Ville de Montréal et la Société de transport de Montréal (STM) pour solliciter le marché dans le cadre d'appels d'offres, octroyer des contrats de travaux et des contrats connexes. Elle établit la structure de gouvernance, les rôles et responsabilités au sein de l'équipe de projet intégrée Ville-STM, les processus de gestion principaux, et les règles de partage de coûts.
En plus des travaux de rénovation de la station Berri-UQAM prévus par la STM, les travaux visés par l'entente comprennent notamment :

- la reconstruction et la mise à niveau des infrastructures d'aqueduc et d'une partie de l'égout;

- la reconstruction et la bonification des réseaux d'énergie et de télécommunications de la

Commission des services électriques de Montréal (CSEM);

- la reconstruction et la bonification du réseau de gaz naturel d'Énergir;

- la reconstruction des trottoirs agrandis et respectant les normes d'accessibilité universelle;

- la reconstruction de la piste cyclable du boulevard de Maisonneuve ainsi que de pistes cyclables unidirectionnelles sur la rue Berri selon une configuration qui favorise la sécurité de tous les usagers de la route;

- l'inclusion de fosses d'arbres et de terre-pleins plantés contribuant au verdissement ;

- la bonification de l'éclairage ;

- la signalisation lumineuse ajustée selon la nouvelle configuration de la rue.

Cette entente balise aussi le cadre de collaboration des mandats connexes et des mandats internes, tel que décrit à l'Annexe 5, notamment :

- les services professionnels externes de surveillance, incluant ceux de la CSEM et d'Énergir ;

- les services professionnels externes d'un laboratoire, incluant ceux de la CSEM et d'Énergir ;

- les services associés à la gestion des obligations en lien avec Traces Québec;

- les mandats internes Ville de fermeture de vannes d'aqueduc et de synchronisation des feux de circulation ;

- le mandat interne STM lié au Transport et à l'Assistance ;

- le mandat interne STM lié aux services d'estimation ;

- les services liés aux communications publiques ;

- les travaux associés aux branchements d'Hydro-Québec ;

- les services liés à la gestion de la vermine ;

- les services de la main d'oeuvre interne STM pour la gestion documentaire ;

- les services d'une firme spécialisée externe pour accompagner les Parties dans la gestion de la maîtrise d'oeuvre, au besoin ;

- le contrat d'installation de caméras de chantier pour fins de surveillance et sécurité pendant les travaux ;

- le mandat interne STM lié à la gestion administrative de l'appel d'offres et du Contrat.

Afin de faciliter la compréhension de la portée et de la coordination des travaux du projet, ceux-ci ont été regroupés en trois zones, illustrées à l'Annexe 1 ci-jointe, et décrites ci-dessous :

- Zone A : portions du boulevard de Maisonneuve entre les rues Berri et la rue Saint-Christophe, et de la rue Berri de part et d'autre du boulevard De Maisonneuve où se déroulent les travaux de la phase 2 du projet Berri-UQAM de la STM. Le réaménagement en surface dans cette zone permettra d'améliorer l'espace public à la suite des travaux d'infrastructures nécessaires pour

compléter les travaux liés aux actifs de la STM.

- Zone B : portions du boulevard de Maisonneuve entre les rues Sanguinet et Berri. Les travaux de la STM au niveau de la station ont été complétés lors de la phase 1 de la STM, régie par une entente précédente. Comme le revêtement de surface n'avait pas été complété, il sera inclus aux travaux de la Phase 2.
- Zone C : Cette zone englobe des espaces de la rue Berri au-delà de la Zone A, au nord jusqu'à la rue Ontario et au sud jusqu'à la rue Sainte-Catherine, et le tronçon du boulevard De Maisonneuve à l'est de la Zone A jusqu'à la rue Saint-André. Le projet inclut ainsi l'ensemble des interventions nécessaires dans les segments qui seront fermés à la circulation véhiculaire pour permettre la réalisation des travaux de la STM dans la Zone A, et assure la continuité des améliorations du domaine public et la mise à niveau des interventions souterraines.

Par cette entente, la Ville mandate la STM pour solliciter le marché pour des travaux dans ses réseaux souterrains et ceux de la CSEM et de ses partenaires (Bell, Énergir, Hydro-Québec), ainsi que pour le réaménagement des rues du secteur visé.

L'entente détaillée a été élaborée avec le Service des affaires juridiques de la Ville et la Société de transport de Montréal.

JUSTIFICATION

Cette démarche collaborative entre la Ville et la STM est non seulement un exemple d'optimisation des ressources et de coordination des efforts en vue d'améliorer la qualité de vie urbaine, mais elle témoigne également d'un engagement envers la durabilité et l'accessibilité des espaces publics. L'ensemble du projet reflète une volonté de réaliser des améliorations tangibles pour les résidents et les usagers du transport en commun, en harmonisant les impératifs d'infrastructure de transport avec les besoins et attentes en matière d'espace public urbain.

Objectifs du projet pour la Ville

Cette entreprise s'inscrit dans une démarche de valorisation urbaine, mettant l'accent sur l'embellissement, l'accessibilité, et l'intégration environnementale des espaces publics concernés.

- Embellissement des espaces publics : Le projet vise à transformer visuellement les zones affectées par les travaux de la STM en espaces attrayants et accueillants pour les résidents et les visiteurs.
- Amélioration de l'accessibilité : Une attention particulière est portée à rendre ces zones accessibles à tous, incluant l'installation d'aménagements spécifiques pour les personnes à mobilité réduite.
- Intégration environnementale : Le projet prévoit l'intégration d'éléments verts et durables, contribuant à la résilience et à la qualité écologique de l'espace urbain.

Optimisation des chantiers publics

La collaboration entre la Ville de Montréal et la Société de Transport de Montréal (STM) pour la réalisation de ce projet est essentielle, compte tenu de l'impact significatif des travaux sur l'espace public et la nécessité d'une coordination étroite pour minimiser les désagréments pour les citoyens et les usagers du métro. En effet, la réalisation indépendante de chacun de ces chantiers résulterait en une séquence tout aussi étendue au niveau des entraves du domaine public, et bien plus étendue dans le temps.

Dans l'esprit de la Charte des Chantiers, ce projet est conçu pour que les interventions de toutes les entités publiques municipales requises dans l'aire des entraves soient réalisées en parallèle de la Phase 2 de la STM, permettant une synergie optimale entre les interventions sur le réseau de transport et l'amélioration de l'espace public.

L'entente visée par ce dossier autorise cette collaboration étroite entre la Ville et la STM, et permet de viser une cohérence et une efficacité maximale dans la mise en œuvre des travaux.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette entente n'inclut pas d'engagement financier de la part de la Ville à ce stade-ci car l'octroi du contrat d'exécution de travaux ainsi que divers contrats connexes énumérés à l'Annexe 5 de l'entente feront l'objet d'un sommaire décisionnel distinct. L'Entente prévoit plutôt les règles de répartition des coûts des travaux et de l'attribution de contrats ou mandats connexes entre la Ville et la STM, respectivement aux Annexes 4 et 5 de l'Entente.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas directement à l'atteinte des objectifs de la stratégie Montréal 2030, comme il vise l'adoption d'une entente.
Le projet visé par l'entente, dont l'octroi du contrat fera l'objet d'un dossier subséquent, contribue à l'atteinte des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), à la diminution des vulnérabilités climatiques, et à l'accessibilité universelle, et plus particulièrement aux objectifs 1 et 3 de la stratégie Montréal 2030 (1 - Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050; 3 - Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous)

La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La signature de cette entente est requise pour permettre, dès le début 2025, le lancement de l'appel d'offres visant la réalisation des travaux de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM et de travaux d'infrastructures et de réaménagement du domaine public.
Un retard dans l'approbation de cette entente aurait un effet en cascade sur les autres étapes de l'échéancier, augmentant le risque de réparations d'urgence qui nuiraient au service du réseau de métro de la STM. De plus, le retard dans la réalisation de ce projet pourrait retarder la réalisation d'autres projets dans le secteur dont l'accès se fait par les rues où se dérouleront les travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Comme convenu avec la Direction des Communications Corporatives, aucune opération de communication n'est prévue à cette étape. Pour les étapes subséquentes, un plan de communications conjoint sera convenu entre la Ville et la Société de transport de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Signature de l'Entente d'exécution: à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées.
Appel d'offres pour les travaux: début 2025
Octroi visé pour les travaux : août 2025
Début des travaux : début 2026
Fin des travaux : 2029

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Christiane RAIL, Ville-Marie
Ève LEDUC, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Magalie PARE, Service des ressources humaines et des communications
Marie-Ève BOIVIN, Ville-Marie
France L LEGAULT, Service des ressources humaines et des communications
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Sophie LEPINE, Ville-Marie

Lecture :

Alain DUFRESNE, 21 novembre 2024
Sophie LEPINE, 21 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

François NIRO
conseiller(-ere) en planification

Tél : 514-868-5055
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-15

Anjali MISHRA
chef(fe) de division - grands projets

Tél : 514-872-3449
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Directeur

Tél : 514 243-8284
Approuvé le : 2024-11-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
directeur(-trice) de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél :
Approuvé le : 2024-11-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1247231073
Unité administrative responsable : Division des grands projets (DGP)
Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU)
Service des infrastructures du réseau routier (SIRR)
Projet : Approuver une entente d'union avec la Société de transport de Montréal (STM) visant l'appel d'offres et l'exécution des travaux de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM (phase 2) et de travaux d'infrastructures et de réaménagement du domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			X
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Aucune contribution			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Aucune contribution			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

AVIS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL[1]
Émis le 24 mars 2023, à la suite de la réunion du 24 février 2023

Réaménagement du boulevard De Maisonneuve et de la rue Berri– Secteur de la place Émilie-Gamelin

A23-SC-02

Localisation :	Rue Berri, entre les rues Ontario et Sainte-Catherine; Boulevard de Maisonneuve, entre les rues Berri et Saint-Christophe; Coin Nord-Ouest de la Place Émilie-Gamelin. Arrondissement de Ville-Marie
Reconnaissance municipale :	Aucune
Reconnaissance provinciale :	Le tronçon traverse l'aire de protection du bien patrimonial classé du clocher de l'Église-de-Saint-Jacques (LPC[2])
Reconnaissance fédérale :	Aucune

Le Conseil du patrimoine de Montréal (CPM) émet un avis favorable à la demande formulée par le Service de l'urbanisme et de la mobilité, conformément au paragraphe 8 de l'article 12.1 de son règlement puisqu'il s'agit d'un projet de réaménagement du domaine public dans l'aire de protection d'un bien patrimonial classé.

HISTORIQUE ET LOCALISATION[3]

Durant les années 1950 et 1960, la Ville de Montréal ouvre graduellement une nouvelle grande artère traversant le centre-ville. Celle-ci est créée par le raccordement de voies existantes : l'avenue Western, les rues Saint-Luc, Burnside, Ontario (en partie) et De Montigny, qui sont unies en 1966 sous le toponyme honorant le fondateur de Montréal, Paul Chomedey de Maisonneuve (1612-1676). D'ouest en est, la voie débute à la rue West Broadway et se termine à la rue du Havre. Elle traverse les arrondissements de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce et de Ville-Marie. Depuis 2008, une piste cyclable (nommée Claire-Morissette) de trois mètres de largeur se trouve le long du boulevard, du campus Loyola de l'Université Concordia jusqu'à la rue du Havre.

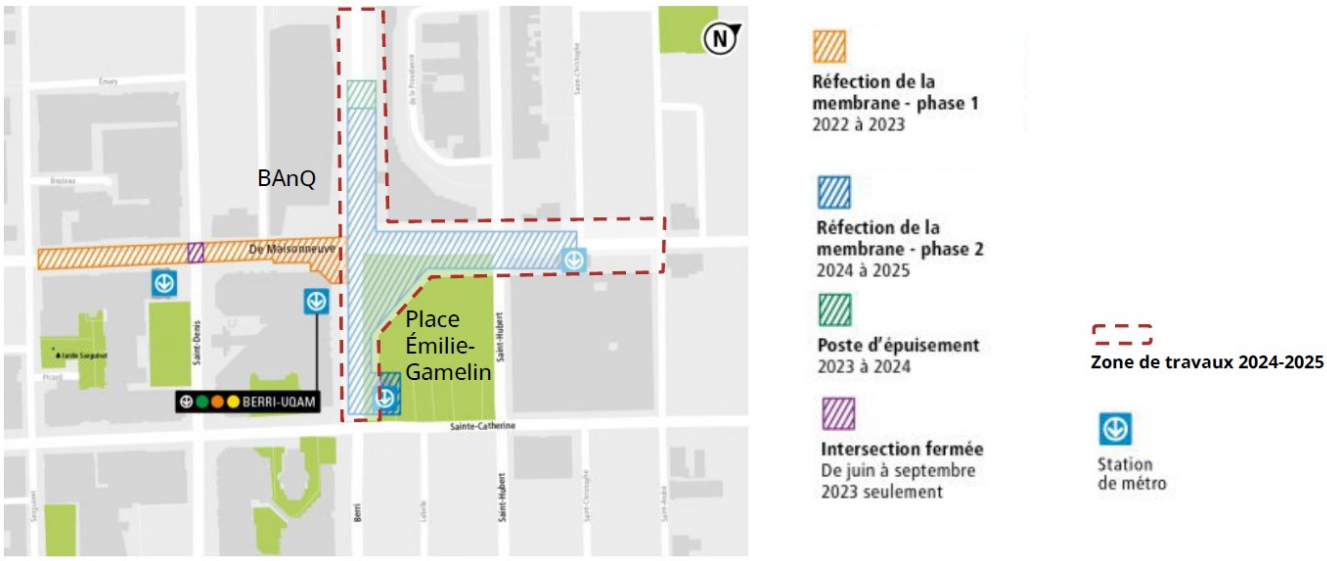
La voie traverse le quartier Saint-Jacques occupé en partie, jusque dans les années 1920, par la bourgeoisie francophone. La rue De Montigny est surtout résidentielle et elle est complètement occupée au début du XX^{e} siècle. La

[1] Le Conseil du patrimoine de Montréal est l'instance consultative de la Ville de Montréal en matière de patrimoine (règlement 02-136).
[2] Loi sur le patrimoine culturel
[3] Tiré et adapté de Ville de Montréal, « Le boulevard Maisonneuve et ses intersections », par Geneviève Létourneau-Guillon, En ligne, https://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_pageid=5677,64787580&_dad=portal&_schema=PORTAL, consulté en septembre 2022.

Conseil du patrimoine de Montréal
Édifice Chaussegros-de-Léry
303, rue Notre-Dame Est, bureau 6A-26
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
514 872-4055
ville.montreal.qc.ca/cpm

présence de l'Université de Montréal, rue Saint-Denis, a valu l'appellation de Quartier latin à ce secteur, celui-ci étant constitué autour des bâtiments de l'Université Laval à Montréal (devenue Université de Montréal en 1920), dont l'immeuble principal est érigé en 1895. Quelques décennies plus tard, le secteur renoue avec son ancienne vocation universitaire grâce à l'arrivée de l'Université du Québec à Montréal (1969). Le pavillon Judith-Jasmin est ouvert, dix ans après sa fondation, dans le quadrilatère anciennement occupé par l'église de Saint-Jacques, l'orphelinat et le jardin d'enfance Saint-Alexis. Le clocher et le transept sud de l'église, deux biens patrimoniaux classés, sont intégrés au nouveau pavillon.

La place Émilie-Gamelin se trouve également à l'intérieur du territoire d'intervention de la présente demande. Se trouvant sur un espace ayant été complètement éventré dans les années 1960 afin de permettre la construction du métro, puis recouvert, la place Émilie-Gamelin que nous connaissons aujourd'hui a été aménagée à la fin des années 1980 puis ouverte en 1992. Elle met en scène des composantes morphologiques de Montréal et on y trouve l'œuvre d'art *Gratte-ciel, cascade d'eau / rues, ruisseau…* une construction de l'artiste Melvin Charney.



Plan du secteur à l'étude (Source : Ville de Montréal, 2022)

DESCRIPTION DU PROJET[4]

Des travaux majeurs de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM sont prévus par la STM en 2022-2025. La Ville saisit cette opportunité pour modifier les aménagements de surface afin de fournir aux citoyens des lieux publics de qualité. Ces aménagements répondent aux objectifs d'amélioration de l'expérience de l'usager, de la mobilité et de la sécurité. Ces aménagements visent aussi à favoriser le transfert modal vers des modes plus respectueux de l'environnement.

La STM réalisera ces travaux en 2 phases :

- Phase 1 (2022-2023): Boulevard De Maisonneuve entre les rues Saint-Denis et Berri.
- Phase 2 (2024-2025): Boulevard De Maisonneuve et la rue Berri impliquant l'excavation de l'intersection Berri/De Maisonneuve et de ses abords, ainsi que du quadrant nord-ouest de la place Émilie-Gamelin.

Le chantier de la première phase est donc en cours et la deuxième phase est à l'étape d'avant-projet préliminaire.

En ce qui a trait aux rues, le concept d'aménagement élaboré propose :

- L'élargissement de la piste cyclable bidirectionnelle sur le boulevard de Maisonneuve et la mise en place de pistes cyclables unidirectionnelles de part et d'autre de la chaussée sur la rue Berri;
- L'ajout d'un terre-plein planté d'arbres.

En ce qui concerne les interventions proposées pour la portion nord de la place Émilie-Gamelin, le concept d'aménagement prévoit :

- Remplacer ou abattre 37 arbres;
- Ajouter une rampe d'accessibilité pour accéder à la place en provenance du boulevard De Maisonneuve;
- Remplacer le mobilier urbain (trois tables, trois lampadaires et trois poubelles) en privilégiant une solution plus pérenne et inclusive.

Enfin, ces modifications auront comme effet de réduire le nombre de voies de circulation, d'apaiser les vitesses de circulation et de sécuriser les intersections pour l'ensemble des usagers.

ANALYSE DES ENJEUX

Pour effectuer son analyse, le CPM s'est appuyé sur :

- Sa rencontre tenue le 24 février 2023 avec des représentants du Service de l'urbanisme et de la mobilité ainsi que de l'Arrondissement de Ville-Marie;
- La documentation transmise par l'Arrondissement le 14 et le 21 février 2023;

[4] Description tirée de la documentation fournie par le Service de l'urbanisme et de la mobilité, 2022

- Son avis préliminaire (A22-SC-14) émis le 7 décembre 2022 pour le même projet, ainsi que son avis final (A22-SC-09) émis le 30 septembre 2022 et portant sur les travaux touchant le boulevard De Maisonneuve entre la rue Saint-Denis et la rue Berri.

D'emblée, le CPM réitère qu'il voit d'un bon œil le projet et les propositions faites par les requérants qui, en plus de pérenniser et de sécuriser les corridors de transport actif, montrent des efforts de végétalisation d'un secteur plutôt minéralisé du Quartier latin, surtout au nord de la place Émilie-Gamelin. Le CPM apprécie également qu'ils aient saisi l'occasion d'améliorer la qualité des espaces urbains du secteur, une qualité qui contribue à une meilleure appréciation du contexte des immeubles classés, notamment par l'atténuation des effets de la circulation automobile et la bonification des espaces publics situés dans leurs aires de protection. Il note que les impacts visuels sur ces biens sont minimes, voire inexistants.

Place Émilie-Gamelin

Bien que la place Émilie-Gamelin ne soit pas considérée comme un espace patrimonial, elle est tout de même devenue, au fil du temps, un repère urbain d'importance, le cœur battant du quartier latin. Elle jouit d'une histoire de plus de 30 ans durant laquelle elle a fait œuvre de point de repère dans ce secteur animé du centre-ville de Montréal. Elle est également intimement liée aux grands aménagements et équipements structurants du secteur, pensons-ici à l'UQAM, à la BAnQ et à la station de métro Berri-UQAM, la plus achalandée de tout le système. Elle est également le résultat d'un programme d'aménagement réfléchi qui comporte plusieurs composantes qui font référence à des éléments de l'histoire et de la morphologie de Montréal (le Mont-Royal et ses flancs, l'eau qui descend la montagne, la minéralisation de la ville et finalement les jardins de rue. On y retrouve également une œuvre d'art réalisée par Melvin Charney et mise en lumière depuis 2014. Dans cet ordre d'idées, le CPM apprécie grandement que les requérants aient inclus dans leur réflexion et dans leur documentation le concept initial des concepteurs de la place Émilie-Gamelin.

Le CPM comprend que les 30 années d'utilisation de la Place permettent de dégager des enseignements pour guider les interventions projetées en lien avec le concept initial de cette dernière. Le CPM estime que la proposition de design de la partie nord-ouest de la place s'avère en continuité avec le concept initial sans mimétisme et demeure sobre et fonctionnelle. Il serait cependant pertinent de mieux communiquer le concept d'aménagement de la place ainsi que les occupations antérieures du site, telle la Maison de la Providence et dont la place actuelle porte le nom de sa fondatrice.

Le CPM souhaite toutefois partager une inquiétude relative au coin nord-ouest de la place. S'inquiétant de la potentielle dégradation des couvres-sol situés à l'intersection de la rue Berri et du boulevard De Maisonneuve, le CPM est rassuré d'apprendre que ces derniers seront quelque peu surélevés. Il les invite tout de même à poursuivre la réflexion, notamment sur les espaces à utiliser, pour assurer une certaine pérennité à ces aménagements.

Projets environnants

Dans son avis préliminaire (A22-SC-09 daté du 30 septembre 2022), le CPM disait souhaiter comprendre comment les travaux relatifs au boulevard De Maisonneuve, à la rue Berri et à la place Émilie-Gamelin s'inscrivent, à plus grande échelle, dans le secteur et avec les autres interventions en cours ou à venir dans un plan d'ensemble.

Pour les interventions à venir, il convient d'assurer une grande cohérence dans le design et les objectifs d'aménagement des phases subséquentes par souci d'harmonisation. De plus, le CPM recommande de tenir compte des autres interventions et projets envisagés dans le secteur pour éviter la multiplication de chantiers dans un environnement fortement éprouvé. Le CPM recommande en outre de recourir à toutes les mesures de mitigation possibles pour atténuer les impacts des travaux.

AVIS ET RECOMMANDATIONS DU CONSEIL DU PATRIMOINE DE MONTRÉAL

Le CPM émet un avis favorable à la demande formulée par le Service de l'urbanisme et de la mobilité quant au projet de réaménagement du boulevard De Maisonneuve et de la rue Berri aux abords de la place Émilie-Gamelin, estimant que la proposition améliore la situation existante et qu'elle ne nuit pas aux caractéristiques patrimoniales à l'origine de la demande d'avis. Pour la suite du projet, il émet les recommandations suivantes :

01. Intégrer des moyens de communication explicites sur la nature et le concept de la place Émilie-Gamelin et les occupations antérieures du site;
02. Prévoir des aménagements pérennes et résilients pour le coin nord-ouest de la place pour contrer la dégradation de ces derniers, notamment en ce qui concerne les plantations;
03. Assurer la cohérence de l'ensemble des interventions en cours et à venir dans le secteur afin d'harmoniser le design des différentes phases et autres interventions, d'éviter une multiplication des chantiers et d'atténuer l'impact des interventions.

Note adressée au demandeur :

Veuillez vous référer au document « Suivi des recommandations » (transmis en annexe).

Le président du Conseil du patrimoine de Montréal,

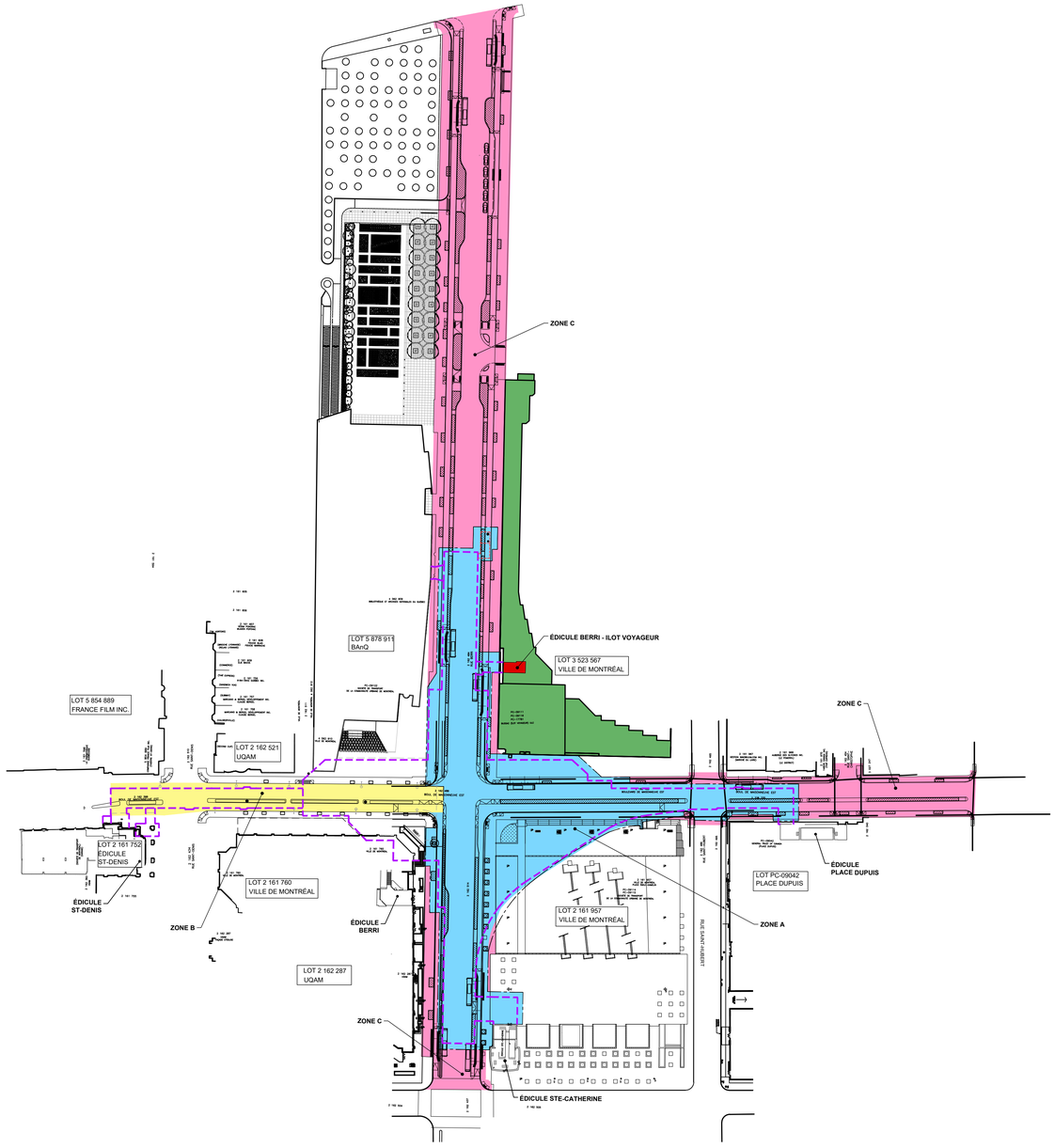


Denis Boucher

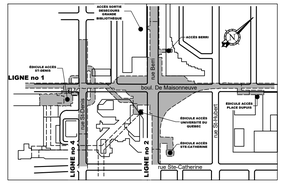
Le 24 mars 2023

Il revient aux représentants de l'Arrondissement ou du service responsable du dossier de joindre cet avis au sommaire décisionnel et de le diffuser au requérant et aux consultants externes, le cas échéant.

Date d'impression : 2024-02-14 3:44pm



Plan clé:



Notes:

Ce document d'ingénierie est la propriété de la STM et protégé par la loi. Il est destiné exclusivement aux fins qui y sont mentionnées. Toute reproduction ou adaptation, partielle ou totale, est strictement prohibée sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la STM.

Ce dessin doit être imprimé sur un papier format 1051 x 594 afin de respecter l'échelle indiquée.

POUR INFORMATION SEULEMENT

no / rév.	description

plans en référence

no	date	description	vérifié	app. adm.

révisions

Émetteur:

GRANDS PROGRAMMES
DE MAINTIEN DES ACTIFS MÉTRO

Sceau:

Client:

Localisation:

LIGNE 1
1S46 Berri-UQAM

Titre du contrat:

Berri-UQAM
Réfection de la membrane et nouveau poste d'épuisement

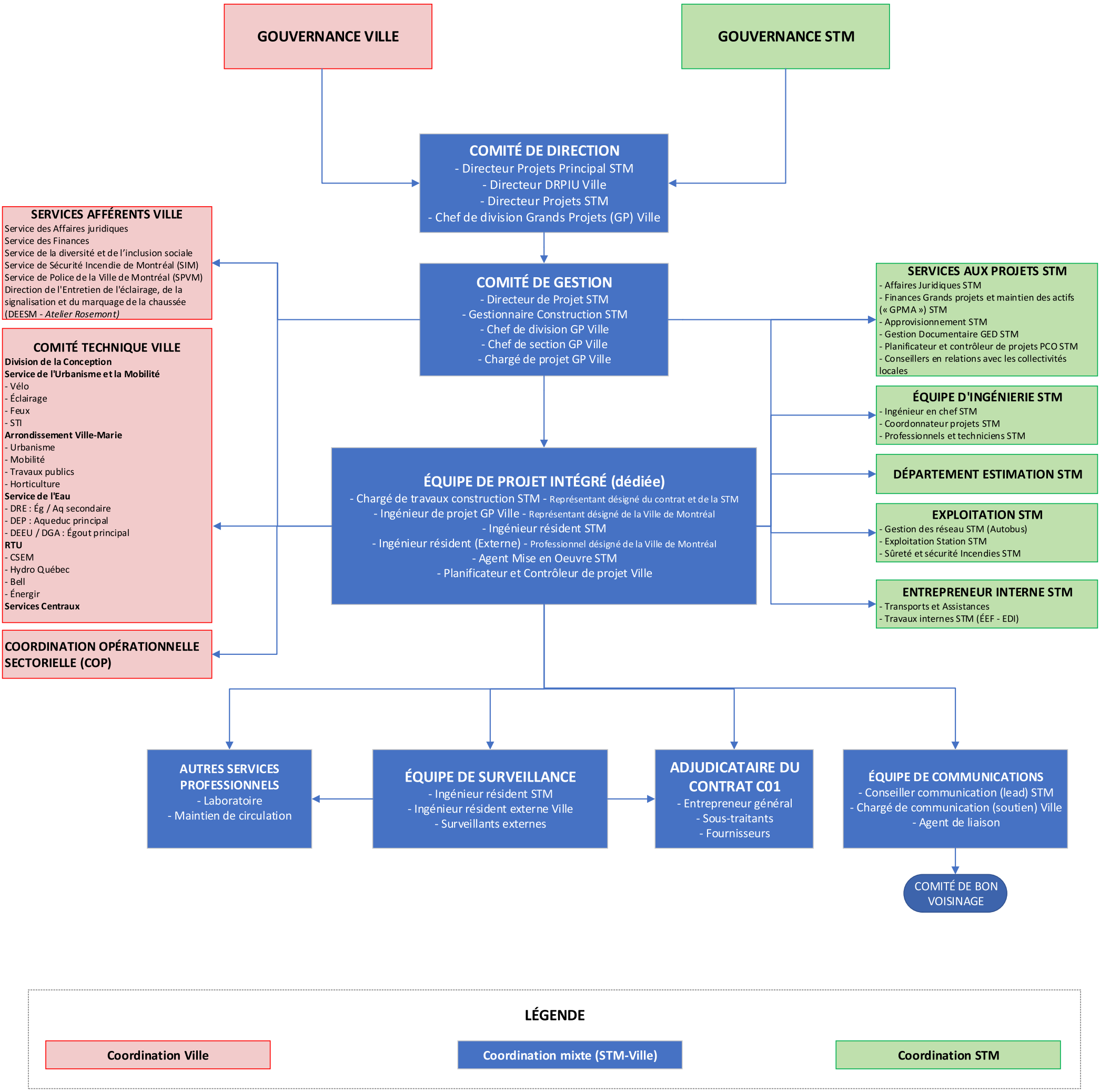
Titre du dessin:

Architecture
Plan d'ensemble

Préparé par: A. Paquin, arch	Approbation administrative: D. Chartray, ing.
Dessiné par: T-L. Mac	Vérifié par: A. Paquin, arch
Numéro d'appel d'offres: 60000125xx	Échelle: 1:1000 / Unité de mesure: MM
Numéro du plan:	Date:
Numéro du projet / contrat: 46.32.21-C01	Feuille: 0000

FORMAT: A1A (1051x594), 2020-11

ANNEXE 2 - Gouvernance et structure de projet



Annexe 3 – Rôles, responsabilités et mandats - Structure de projet

1. INTRODUCTION

1.1. Cette annexe donne la structure de projet mise en place par la Ville et la STM dans le cadre du Projet Berri. Les rôles, responsabilités et mandats dans le cadre de cette structure de projets y sont définis.

1.2. La présente annexe est supplétive à l'Entente d'exécution. En cas de contradiction, l'Entente d'exécution a préséance.

2. DÉFINITIONS

Dans la présente annexe uniquement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient :

2.1. **« Équipe de projet intégré » :** unité de projet créée et mandatée pour assurer la gestion et la réalisation des Travaux. Elle est composée de représentants de la Ville et de la STM dédiés au Projet, à moins de stipulation contraire dans la présente annexe;

2.2. **« Comité de gestion » :** comité composé de représentants de la Ville et de la STM, dont le mandat est de superviser le travail de l'Équipe de projet intégré;

2.3. **« Projet » :** ensemble des activités liées à la gestion (coûts, qualité, risques, échéanciers) des Travaux, des mandats connexes, de l'Entente, et des parties prenantes;

2.4. **« RTU » :** réseaux techniques urbains, lesquels désignent, de manière non limitative, les infrastructures du réseau électrique d'Hydro-Québec, de la Commission des services électriques de Montréal, le réseau de gaz naturel, les réseaux de câblodistribution, de téléphonie et autres réseaux de communication et de diffusion ainsi que les composantes du système de gestion de la circulation de la Ville.

2.5. **« Travaux » :** toutes les activités et tous les travaux requis afin de mener à bien le Projet, planifiés et réalisés de façon intégrée et conjointe par la Ville et la STM, lesquels incluent, sans s'y limiter :

2.5.1. Travaux de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM, couvrant le secteur sous le boulevard de Maisonneuve entre les rues Berri et Saint-Christophe et sous une portion de la rue Berri entre Ontario et Sainte-Catherine;

2.5.2. Travaux de construction d'un poste d'épuisement;

2.5.3. Travaux structuraux liées à un ascenseur non-clientèle sous le parc Émilie-Gamelin;

2.5.4. Travaux de réaménagement du domaine public et de réfection des infrastructures souterraines :

- Aménagement de la rue : chaussée, trottoirs, pistes cyclables et îlots;
- Aménagement du parc Émilie-Gamelin, plus particulièrement l'aménagement de la pointe Nord/Ouest, y compris, sans s'y limiter la spécification des types d'arbres à y planter;
- Fosses d'arbres et plantations;
- Éclairage de rue, électricité et feux de circulation;
- Caméras de surveillance, s'il y a lieu;
- Bornes de paiement et bornes de recharge pour stationnement, s'il y a lieu;
- Mobilier urbain;
- Égouts et aqueducs;

2.5.5. Travaux de déplacement des RTU, là où cela est requis pour la STM et la Ville et mises à niveau des RTU. Les mises à niveau se font à la demande des entreprises propriétaires des RTU à leurs entiers frais;

À moins qu'ils ne soient autrement définis dans la présente annexe, tous les autres termes définis et utilisés aux présentes ont le sens qui leur est attribué dans l'Entente d'exécution.

3. STRUCTURE DE PROJET

3.1. Mandat de l'Équipe de projet intégré

3.1.1. L'Équipe de projet intégré a pour mandat d'assurer la gestion du Projet et la réalisation des Travaux, ce qui inclut les activités suivantes :

- Assure la gestion de la réalisation des Travaux et du Projet à l'intérieur du budget et de l'échéancier prévus, mettre en œuvre les mesures correctives lors d'écart;
- Assure la supervision de l'équipe de surveillance des Travaux;
- Assure la supervision du contrôle et du suivi de la qualité des Travaux et met en œuvre les mesures correctives, au besoin;
- Gère et coordonne la maîtrise d'œuvre des Travaux à moins qu'elle soit confiée à l'Adjudicataire;
- Identifie les risques et met les mesures d'atténuation en place et en assure le suivi;
- Coordonne la sollicitation du marché, l'octroi des Contrats connexes ainsi que l'exécution des Mandats interne prévus à l'Annexe 5 en concertation avec les services de soutien de la STM et de la Ville;
- Assure le traitement des modifications au Contrat et aux Contrats connexes, des différends et des réclamations découlant de la réalisation du Projet avec les services concernés de chaque Partie, le cas échéant;

- Gère les diverses parties prenantes du Projet en concertation avec les services internes et consultants externes mandatés par la STM ou par la Ville, sauf si autrement prévu à l'Entente d'exécution;
- Produit les rapports de suivi et de reddition de comptes aux personnes et instances concernées;
- Gère et coordonne le Contrat et les Contrats connexes relatifs au Projet impliquant une ou les Parties, sauf si autrement prévu à l'Entente d'exécution;
- Répartit les coûts finaux du Projet entre la STM et la Ville selon les modalités de l'Entente d'exécution;
- Procède à la livraison du Projet;
- Assure l'ensemble du processus de clôture du Projet, incluant l'archivage des documents, la fermeture financière et l'élaboration des leçons apprises.

3.1.2. Voici une liste non exhaustive des rapports et de leur fréquence à émettre par l'Équipe de projet intégré :

- Rapports mensuels, trimestriels et annuels du tableau de bord comportant notamment les informations suivantes :
  - Description de l'avancement du Projet (coûts, échéancier, avancement physique des Travaux);
  - Risques principaux, mesure de mitigation, niveau de risque;
  - Pour le Contrat : les indicateurs de performance clés associés à sa réalisation selon les règles de l'art;
  - Date de début du Projet, dates de fin prévue du Projet et des principaux jalons;
  - Liste des changements et des changements potentiels au Projet ainsi que leur statut;
  - Liste des litiges et des litiges potentiels relatifs au Projet;
  - Liste des Mandats connexes avec les indicateurs performance clés selon les règles de l'art;
  - Avancement et déboursés des Mandats connexes;
  - Plan de déboursés mensuel du Projet;
- Rapports mensuels des commentaires et plaintes relatives au Projet (Ville et STM).

3.2. Rôles et responsabilité des ressources de l'Équipe de projet intégré

Les principaux rôles et responsabilités des ressources humaines composant l'Équipe de projet intégré sont décrits ci-après. La description des postes réfère à la structure de projet présentée à l'annexe 2 « Gouvernance et structure de projet ».

La structure et la composition de l'Équipe de projet intégré pourrait évoluer sur décision du Comité de gestion, dans le but de répondre aux besoins et de livrer le Projet de façon efficiente selon les conditions souhaitées. Le nombre de chacune des ressources ci-dessous sera décidé conjointement par les Parties.

3.2.1. Chargé de travaux construction STM

Employé de la STM au poste de chargé de travaux construction;

Représentant désigné du Contrat;

Représentant désigné de la STM.

Principales responsabilités :

- Facilite le travail des membres de l'Équipe de projet intégré et gère les processus de gestion de contrat en collaboration avec l'ingénieur de projets GP (Grands Projets) Ville;
- Coordonne et participe aux réunions du Projet (incluant les réunions de chantier) avec l'Adjudicataire, les promoteurs, les sous-traitants, les professionnels et les représentants des parties prenantes en collaboration avec l'ingénieur de projets GP Ville;
- Analyse et formule des recommandations aux demandes de changements de l'Adjudicataire concernant la STM;
- Assure le suivi de l'échéancier de construction en collaboration avec l'ingénieur de projet GP Ville et le PCO (ci-après défini);
- Assure le respect du processus de gestion des modifications au Contrat (Annexe 6) en collaboration avec l'ingénieur de projets GP Ville;
- S'assure de la fermeture du Projet et du transfert de l'ouvrage en collaboration avec l'ingénieur de projets GP Ville;
- Coordonne tous les services de la STM et leurs besoins;
- Coordonne les travaux avec les parties prenantes, en collaboration avec l'ingénieur de projets GP Ville;
- Coordonne la reddition de comptes, le budget, l'échéancier, la gestion des risques, la qualité des Travaux;
- Coordonne toutes activités et Mandats connexes reliés au Projet en collaboration avec l'ingénieur de projets GP Ville;
- Participe à la résolution de problèmes rencontrés en chantier, en collaboration avec l'ingénieur de projet GP Ville, l'ingénieur résident STM, l'ingénieur résident externe Ville, le surveillant des Travaux et l'Adjudicataire;
- Vérifie les factures de l'Adjudicataire et recommande leur approbation en collaboration avec l'ingénieur de projets GP Ville.

3.2.2. Ingénieur de projet GP Ville

Employé de la Ville au poste d'Ingénieur de projet GP;

Représentant désigné de la Ville – agissant en support au représentant désigné de la STM auprès de l'Adjudicataire.

Principales responsabilités :

- Facilite le travail des membres de l'Équipe de projet intégré et gère les processus de gestion de contrat en collaboration avec le chargé de travaux construction STM;
- Coordonne et participe aux réunions du Projet (incluant les réunions de chantier) avec l'Adjudicataire, les promoteurs, les sous-traitants, les professionnels et les représentants des parties prenantes en collaboration avec le chargé de travaux construction STM;
- Assure le lien entre le comité technique de la Ville et les besoins du chantier;
- Selon les besoins en chantier, assure le lien entre les entreprises responsables des RTU (CSEM, Bell, HQ. Énergir);
- Assure le lien avec les différents services de la Ville impliqués dans le cadre du Projet;
- Analyse et formule des recommandations en réponses aux demandes de changements de l'Adjudicataire qui concernent la Ville;
- Assure le suivi de l'échéancier de construction du Projet en collaboration avec le chargé de travaux construction STM et le PCO (ci-après défini);
- Assure le respect du processus de gestion des modifications au Contrat (annexe 6) en collaboration avec le chargé de travaux construction STM;
- S'assure de la fermeture du Projet et du transfert de l'ouvrage en collaboration avec le chargé de travaux construction STM;
- Coordonne tous les services de la Ville et des RTU ainsi que leurs besoins;
- Coordonne les travaux avec les parties prenantes en collaboration avec le chargé de travaux construction STM;
- Coordonne la reddition de comptes, le budget, l'échéancier, la gestion des risques et la qualité des Travaux;
- Coordonne toutes activités et Mandats connexes liés au Projet avec le chargé de travaux construction STM;
- Participe à la résolution de problèmes rencontrés en chantier, en collaboration avec chargé de travaux construction STM, l'ingénieur résident STM, l'ingénieur résident externe Ville, le surveillant des Travaux et l'Adjudicataire;
- Vérifie les factures de l'Adjudicataire et recommande leur approbation en collaboration avec le chargé de travaux construction STM.

3.2.3. Ingénieur résident STM

Employé de la STM au poste d'ingénieur résidant STM;

Membre de l'Équipe de projet intégré qui peut ne pas être dédié complètement au Projet.

Principales responsabilités :

- Selon les besoins en chantier, assure le lien entre le département d'ingénierie de la STM et le chargé de travaux construction STM;
- Supporte et coordonne le surveillant des Travaux dans ses tâches pour les Travaux reliés au Projet STM;
- Reçoit, coordonne et répond aux questions techniques concernant les Travaux du Projet STM adressées par l'Adjudicataire et ses sous-traitants en phase de réalisation;
- Analyse les problèmes techniques d'exécution des Travaux en chantier, recherche les solutions adéquates et fournit les directives ou recommandations de modifications au Contrat aux autres membres de l'Équipe de projet intégré;
- Prépare et transmet aux autres membres de l'Équipe de projet intégré les directives techniques de chantier relatives à l'exécution des Travaux du Projet STM;
- Élabore les plans de surveillance de la qualité pour les Travaux reliés au Projet STM et en assure l'application;
- Vérifie et approuve les méthodes de travaux de l'Adjudicataire liées au Projet STM;
- Valide le plan d'inspection et d'essais en chantier de l'Adjudicataire et s'assure de son respect;
- Participe aux réceptions provisoire et définitives des Travaux;
- Coordonne les changements relatifs au Projet STM en collaboration avec les autres membres de l'Équipe de projet intégré.

3.2.4. Ingénieur résident externe – Ville

Ressource externe identifiée comme le professionnel désigné de la Ville.

Principales responsabilités :

- Selon les besoins en chantier, assure le lien avec l'ingénieur de projet GP Ville;
- Supporte et coordonne le surveillant des Travaux dans ses tâches pour les Travaux du Projet Ville;
- Reçoit, coordonne et répond aux questions techniques concernant les Travaux du Projet Ville soulevées par l'Adjudicataire et ses sous-traitants en phase de réalisation;

- Analyse les problèmes techniques d'exécution des Travaux en chantier, recherche les solutions adéquates et fournit les directives ou recommandations de modification au Contrat aux autres membres de l'Équipe de projet intégré;
- Prépare et transmet aux autres membres de l'Équipe de projet intégré les directives techniques de chantier relatives à l'exécution des Travaux du Projet Ville;
- Élabore les plans de surveillance de la qualité pour les Travaux du Projet Ville et en assure l'application;
- Vérifie et approuve les méthodes de travaux de l'Adjudicataire liées au Projet Ville;
- Vérifie et approuve les fiches techniques et dessins d'atelier de l'Adjudicataire, reliés aux Travaux du Projet Ville;
- Valide le plan d'inspection de l'Adjudicataire et s'assure de son respect;
- Participe aux réceptions provisoire et définitive des Travaux;
- Coordonne les changements relatifs au Projet Ville en collaboration avec les autres membres de l'Équipe de projet intégré;
- Soutient l'ingénieur de projet GP Ville dans la coordination des RTU;
- Coordonne les activités du laboratoire et du professionnel responsable du maintien de la circulation.

3.2.5. **Agent Mise en Œuvre (MEO)– STM**

Employé de la STM au poste d'agent MEO.

Principales responsabilités :

- Assiste les membres de l'Équipe de projet intégré dans toutes les tâches connexes de gestion, d'administration et de suivi contractuel technique;
- Rédige les ordres du jour des réunions, comptes rendus, correspondances, etc.;
- S'assure du classement des documents du Projet;
- Met à jour les différents registres de suivi;
- S'assure de la revue de qualité des livrables de l'Équipe de projet intégré (lettres, rapports, etc.);
- Tient à jour le registre des dénonciations et quittances, rentre les données pour l'établissement des décomptes et valide la documentation justificative pour permettre la facturation à temps des items et du matériel;
- Tient à jour tous les outils de gestion nécessaires au bon fonctionnement du Projet et des besoins de l'Entente d'exécution;
- Participe à la rédaction de correspondances officielles destinées à l'Adjudicataire, émet des documents liés à la gestion contractuelle, met à jour les outils de suivis, en conformité avec les normes et pratiques en vigueur;
- Réceptionne et gère les factures découlant du Projet;

- Responsable du classement des documents contractuels et de suivi du Projet.

3.2.6. Planificateur et Contrôleur de Projet Ville (PCO)

Employé de la Ville au poste de PCO;

Membre de l'Équipe de projet intégré qui peut ne pas être dédié complètement au Projet.

Principales responsabilités :

- Assiste les membres de l'Équipe de projet intégré dans toutes les tâches liées à la planification et au contrôle du Projet;
- Soutient le chargé de travaux construction STM et l'ingénieur de projet GP Ville dans leur coordination des coûts et de l'échéancier du Projet;
- Alimente les tableaux de bord et produit les rapports prévus à l'article 3.1.2;
- Élabore la structure de découpage du Projet;
- Assure le suivi de la gestion des risques, des coûts et de l'échéancier en collaboration avec le Planificateur et Contrôleur de Projet STM (voir annexe 2);
- Produit et suit les indicateurs de performance pour les coûts de la Ville;
- Effectue le suivi et le traitement des factures, des Contrats connexes, du Contrat et des avenants en collaboration avec l'agent MEO;
- Assure la production des documents administratifs requis par la Ville.

3.2.7. Équipe de surveillance

Professionnels d'une firme externe à qui sera octroyé un Contrat connexe relatif à la surveillance des Travaux du Projet;

L'ingénieur résident externe Ville pilotera cette équipe de surveillance, appuyé par l'ingénieur résident STM pour les Travaux du Projet STM et l'ingénieur projets GP Ville pour les Travaux du Projet Ville.

Principales responsabilités de l'équipe de surveillance des Travaux que la STM s'engage à intégrer au Contrat connexe de surveillance des Travaux :

- Effectue divers contrôles durant la réalisation des Travaux, s'assure que les travaux sont conformes aux plans et devis et documente le tout;
- Émet les rapports journaliers de chantier;
- Valide l'état des Travaux en vue de recommander les réceptions provisoires et finales;
- Coordonne les activités liées à la réalisation des Travaux avec les parties prenantes (exemple le laboratoire mandaté dans le Contrat connexe à cet effet, les RTU, etc.);
- Participe à la planification des Travaux en fonction des implications sur les opérations;

- Coordonne avec les intervenants internes des Parties l'assistance à fournir à l'Adjudicataire et à ses sous-traitants;
- Analyse les problèmes en cours de construction du Projet et participe à la détermination de la solution appropriée afin de minimiser les impacts;
- Analyse les décomptes progressifs de l'Adjudicataire et valide l'état des Travaux en vue d'en recommander le paiement;
- Signale toute non-conformité des Travaux et s'assure que les correctifs soient apportés afin de rencontrer les exigences et les modalités du Contrat;
- Reçoit, vérifie, compile et transmet les quantités réalisées dans le cadre du Contrat à l'ingénieur résident externe Ville;
- Effectue toutes autres tâches connexes;
- Émet les rapports journaliers de chantier.

3.2.8. Équipe d'ingénierie de la STM et comité technique de la Ville

Employés ou personnes de l'externe désignés par la Ville et la STM responsables de la conception des plans et devis du Projet.

Principales responsabilités :

- Coordonne l'ingénierie détaillée de son organisation avec l'ingénierie détaillée de l'autre Partie (toutes disciplines) lors de toute directive d'ingénierie au Contrat;
- Supporte l'Administrateur STM pendant l'appel d'offres public en répondant aux questions des soumissionnaires dans le but d'émettre des addendas, au besoin;
- Émettre les plans et devis émis pour construction;
- Assure une passation de dossier d'un point de vue technique à l'équipe de surveillance avant le début des Travaux;
- Épaule les membres de l'Équipe de projet intégré concernant les enjeux techniques pendant les Travaux du Projet;
- Prépare et émet les directives d'ingénierie nécessaires;
- Apporte le soutien nécessaire à l'équipe de surveillance dans la préparation et l'émission des listes d'anomalies;
- Prépare toute la documentation requise pour la fermeture technique du Projet.

3.2.9. Services afférents Ville

Les services de la Ville afférents au Projet sont les équipes multidisciplinaires de la Ville en charge de soutenir la gouvernance de la Ville dans la gestion et la conduite du Projet.

L'ingénieur de projets GP Ville, soutenu par la Gouvernance de la Ville, aura la responsabilité de coordonner toutes les activités nécessaires par les services de la Ville pour la bonne réalisation du Projet.

Voici la liste non exhaustive des services concernés :

- Service des Affaires Juridiques;
- Service des Finances;
- Service de la diversité et de l'inclusion sociale;
- Service de Sécurité Incendie de Montréal (SIM);
- Service de Police de la Ville de Montréal (SPVM);
- Direction de l'Entretien de l'éclairage, de la signalisation et du marquage de la chaussée (DEESM - Atelier Rosemont);
- Tous autres services Ville requis pour la réalisation du Projet.

3.2.10. Services aux projets de la STM et autres départements

Les services aux projets de la STM et autres départements sont les équipes multidisciplinaires de la STM en charge de soutenir la STM dans la gestion et la conduite du Projet.

Le chargé de travaux construction STM, soutenu par la gouvernance de la STM, aura la responsabilité de coordonner toutes les activités nécessaires par les services de la STM pour la bonne réalisation du Projet.

Voici la liste non exhaustive des services concernés :

- Affaires Juridiques STM;
- Finances Grands projets et maintien des actifs (« GPMA ») STM;
- Approvisionnement STM;
- Gestion documentaire GED STM;
- Planificateur et Contrôleur de Projets (PCO) STM;
- Conseillers en relations avec les collectivités locales;
- Exploitation STM, incluant :
  - Gestion des réseau STM (Autobus);
  - Exploitation Station STM;
  - Sûreté et sécurité Incendies STM;
- Entrepreneur Interne STM, incluant :
  - Transports et Assistances STM;
  - Travaux internes STM (ÉEF – EDI);
  - Service d'estimation du Projet
- Employés de la STM au département d'estimation de la STM.

Principales responsabilités :

- Fournit l'estimation de contrôle des Travaux du Projet avant l'ouverture des soumissions;
- Pour tous changements au Contrat évalués à plus de 20 000 $, fournit une évaluation du changement et une confirmation du montant final approuvé;
- Soutient les membres de l'Équipe de projet intégré selon les besoins en estimation.

3.2.11. L'Équipe Communications

Employés ou mandataires de la STM (responsable) et de la Ville (soutien) responsables :

- Des communications (interne ou externe) du Projet;
- Des relations avec les parties prenantes comportant entre autres les riverains, commerçants et institutions touchées par le Projet.

Sans s'y limiter, cette équipe regroupe :

- Conseillers en communications;
- Conseillers corporatifs;
- Agent de liaison;
- Conseillers en relations avec les collectivités locales.

Les principales responsabilités de cette équipe sont les suivantes :

- Met en œuvre le plan de communication du Projet incluant toutes les annonces avant, durant et après le Projet, notamment, toutes les communications aux riverains et usagers du secteur, conformément à l'Annexe 7;
- Établit, proposer et mettre en œuvre la stratégie de communication et d'interaction avec le public et les riverains;
- Diffuse l'information sur le Projet et son état d'avancement aux différentes instances publiques;
- Assure le maintien à jour d'un site d'information au sujet des Travaux;
- Désigne un agent de liaison responsable d'assurer un lien direct entre les riverains et usagers du secteur impactés par le Projet et les Parties;
- Conçoit et fait produire l'habillage de chantier, la signalétique directionnelle, les affiches informatives, et tout autre élément physique permettant d'identifier le chantier et les Parties;
- Garde un lien constant avec les membres de l'Équipe de projet intégré et participe aux rencontres appropriées pour rester informé des avancements, étapes à venir, et toute autre information pertinente à communiquer aux parties prenantes;
- S'assure de la cohérence des stratégies de communication ou de relations publiques avec le Projet;

- Planifie, organise et dirige les comités de bon voisinage et les séances d'information;
- Établit, propose et met en œuvre le plan de gestion des parties prenantes externes (ex. riverains institutionnels, commerciaux, résidents, etc.), les informe, les accompagne tout le long des Travaux par une communication de proximité et pour ainsi favoriser l'acceptabilité sociale du Projet;
- Assure les suivis avec les parties prenantes au besoin, et tient informés les membres de l'Équipe de projet intégrée en cas d'enjeux récurrents ou ayant des répercussions importantes;
- S'assure de demeurer informé des enjeux propres au secteur, assure un lien constant avec les riverains, commerces et institutions pour poser ou requérir de la personne pertinente de l'Équipe de projet intégrée les actions appropriées au besoin;
- Émet des rapports, sur une base mensuelle, du suivi des commentaires et des plaintes des parties prenantes du Projet;
- Fait le lien avec le département d'affaires publiques de la Ville et de la STM pour gérer les relations média et obtenir les lignes de presse nécessaires pour répondre aux demandes;
- Contribue à de la fermeture du Projet.

4. COMITÉ DE GESTION ET COMITÉ DE DIRECTION

4.1. Comité de gestion

4.1.1. Composition

Le comité de gestion est composé des membres suivants :

- Directeur de projets STM;
- Gestionnaire construction STM;
- Chef de division GP Ville;
- Chef de section GP Ville;
- Chargé de projets GP Ville.

4.1.2. Responsabilités

Le comité de gestion a notamment les responsabilités suivantes :

- Veille à l'atteinte des objectifs du Projet;
- Définit l'échéancier global du Projet;
- Valide les orientations et s'assure que le Projet se déroule conformément à cet échéancier ainsi qu'à la portée et au budget du Projet approuvés par les Parties;

- Assure, au besoin, la mise en œuvre des mesures correctives nécessaires au respect de la portée, de l'échéancier et du budget du Projet;
- Valide les risques associés au Projet et les mesures de mitigation;
- Supervise la gestion des risques du Projet et recommande l'utilisation de l'enveloppe de contingences approuvées par chaque Partie lorsque requis;
- Veille à la collaboration de l'ensemble des parties prenantes;
- Fait valider les rapports de suivi et de reddition de comptes par les différentes instances concernées;
- Assure le respect des orientations stratégiques du Projet établies par les gouvernances des Parties;
- Veille à l'application des ententes conclues avec les partenaires et fournisseurs;
- Résout les différends de niveau 1 entre les Parties;
- Fait les représentations requises sur l'avancement du Projet au comité de direction;
- Approuve le plan de communication.

4.1.3. Fonctionnement

Le Comité de gestion se réunit sur une base bimensuelle, ou selon les besoins.

4.2. Comité de direction

4.2.1. Composition

Le comité de direction est composé des membres suivants :

- Directeur de projets principal STM;
- Directeur de projets STM;
- Directeur de la réalisation des projets en infrastructures urbaines (DRPIU) Ville;
- Chef de division GP Ville.

4.2.2. Responsabilités

Le comité de direction a notamment les responsabilités suivantes :

- Supporte le comité de gestion et l'Équipe de projet intégré. Leur donne les orientations à suivre;
- Résout les différends de niveau 2, et supérieurs, entre les Parties;
- Fait les représentations requises sur l'avancement du Projet à la gouvernance de chaque Partie.

5. PROCESSUS DE GESTION DES DIFFÉRENDS ENTRE LES PARTIES

5.1. Situations de différends

5.1.1. Dans le cadre du Projet, un différend est défini comme un désaccord entre les Parties.

5.1.2. Voici une liste non-exhaustive de sujets potentiels de différend :

- Désaccord entre les Parties lors d'un processus de gestion d'une modification au Contrat (montant négocié, portée, délais, etc.);
- Désaccord entre les Parties sur un montant de facturation;
- Désaccord entre les Parties sur le règlement d'une réclamation (avis de différend ou avis de réclamation) vis-à-vis de l'Adjudicataire;
- Désaccord entre les Parties sur la gestion du Projet;
- Désaccord entre les Parties sur l'interprétation de l'Entente d'exécution.

5.2. Modalités à suivre lors des différends

5.2.1. Lorsqu'un différend sera rencontré, le Chargé de travaux construction STM et l'Ingénieur de projet GP Ville doivent dresser, dans les meilleurs délais, un état de situation complet indiquant clairement les éléments suivants :

- Description du différend;
- Enjeux du différend;
- Arguments et impacts du point de vue de chaque Partie;
- Proposition de solutions.
- Les différends sont réglés par étape selon les niveaux présentés au tableau ci-dessous.

5.2.2. À défaut d'unanimité à un niveau, ce différend doit alors être soumis au niveau suivant jusqu'à ce qu'il y ait unanimité à un des niveaux.

Niveaux de règlements de différends		
Niveau	Ville	STM
0	Équipe de projet intégré	
1	Comité de gestion	
2	Comité de direction	
3	Directeur DRPIU Ville et sa hiérarchie directe	Directeur de Projet Principal et sa hiérarchie directe

5.2.3. Les Parties s'engagent à mettre toute leur bonne volonté, dans les meilleurs délais, pour le bien du Projet, afin de régler les différends.

Annexe 4 : Partage des coûts

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
1.0	**Frais généraux et installations temporaires**					
1.1		**Assurances et cautionnements**	**1**	**Forfaitaire**	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.2		**« Mobilisation, démobilisation et frais de chantier »**				
1.2.1		Mobilisation et frais de chantier	1	Forfaitaire	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.2.2		Démobilisation, nettoyage et remise en état des lieux	1	Forfaitaire	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.3		**« Maintien de l'organisation de chantier »**				
1.3.1		Personnel et matériels nécessaires à l'encadrement et à la supervision du maintien de l'organisation de chantier	1	Forfaitaire	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.3.2		Personnel, matériel, équipements et machineries nécessaires au fonctionnement et à l'entretien du chantier	1	Forfaitaire	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.3.3		Location des locaux de chantier incluant les installation sanitaires (Adjudicataire)	1	Forfaitaire	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.3.4		Location des locaux de chantier incluant les installation sanitaires (Donneurs d'ouvrages)	1	Forfaitaire	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.3.5		Services requis	1	Forfaitaire	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.3.6		Mobilisation, maintien et démobilisation liés au phasage de travaux	1	Forfaitaire	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.3.7		Santé et sécurité du travail	1	Forfaitaire	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.4		**Logiciel informatique de suivi de projet et tablettes**	**1**	**Forfaitaire**	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.5		**Gestion de l'eau dans le puits d'épuisement**	**1**	**Forfaitaire**	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.6		**Contrôle de vibrations et relevés des structures avoisinantes Apareils de mesure - Sismographe**	**1**	**Forfaitaire**	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
1.7		**Habillage de chantier**	**1**	**Forfaitaire**	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
2.0	**Architecture - Travaux STM**					
2.1		**Démolition - Travaux d'architecture**	**1**	**Forfaitaire**	**0%**	**100%**
2.2		**Ouvrages métalliques**	**1**	**Forfaitaire**	**0%**	**100%**
2.3		**Imperméabilisation au bitume caoutchouté appliqué à chaud**	**1**	**Forfaitaire**	**0%**	**100%**
3.0	**Structure - Travaux STM**					
3.1		**Poste d'épuisement**				
3.1.1		Soutènement et excavation	1	Forfaitaire	0%	100%
3.1.2		Démolition locale mur station	1	Forfaitaire	0%	100%
3.1.3		Étanchéité	1	Forfaitaire	0%	100%
3.1.4		Construction du poste d'épuisement	1	Forfaitaire	0%	100%
3.2		**Ascenseur non clientèle (surplomb)**				
3.2.1		Démolition	1	Forfaitaire	0%	100%
3.2.2		Reconstruction	1	Forfaitaire	0%	100%
3.3		**Travaux toit station et tunnel interstation Berri-Sherbrooke**				
3.3.1		Réparation superficielle de la dalle - Détail D18 plan 2802	40	m²	0%	100%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
3.3.2		Réparation en surface de la dalle - Détail D22 plan 2802	15	m²	0%	100%
3.3.3		Réparation du béton de pente - Détail D30 plan 2803	90	m²	0%	100%
3.3.4		Réparation superficielle des piédroits - Détail D20 plan 2802	5	m²	0%	100%
3.3.5		Réparation en surface des piédroits - Détail D21 plan 2802	3	m²	0%	100%
3.3.6		Coulis de réparation de 6 mm	150	m²	0%	100%
3.3.7		Démolition - reconstruction dalle de toit axe A	1	Forfaitaire	0%	100%
3.3.8		Démolition - reconstruction joint de dalle (poutres en T)	1	Forfaitaire	0%	100%
3.3.9		Construction d'un muret périphérique en béton armé	1	Forfaitaire	0%	100%
3.3.10		Système de drainage par forage - Détail 151E	1	Forfaitaire	0%	100%
3.3.11		Injection époxy (sauf résine) - Toit de la station	30	m.l.	0%	100%
3.3.12		Injection acrylique (sauf résine) - Toit de la station	12	m.l.	0%	100%
3.3.13		Résine epoxy - Toit de la station	30	litres	0%	100%
3.3.14		Résine acrylique - Toit de la station	12	litres	0%	100%
3.3.15		Construction d'une chape de protection et d'un muret, plan 2803	1	Forfaitaire	0%	100%
3.4		**Travaux Parc Émilie Gamelin**				
3.4.1		Démolition fondations existantes	1	Forfaitaire	0%	100%
3.4.2		Système de soutènement des terres protection œuvre d'art	1	Forfaitaire	0%	100%
3.4.3		Reconstruction des fondations	1	Forfaitaire	0%	100%
3.4.4		Nouvelles marches de béton préfabriqué	1	Forfaitaire	0%	100%
3.5		**Réparation de la poutre de transfert 39"x30" corridor sortie Place Dupuis**				
3.5.1		Réparation en surface de la poutre	1	Forfaitaire	0%	100%
3.5.2		Soutènement temporaire (zone publique)	1	Forfaitaire	0%	100%
4.0	**Mécanique - Travaux STM**					
4.1		**Protection incendie - Travaux de démolition**	**1**	**Forfaitaire**	0%	100%
4.2		**Protection incendie - Travaux de construction**	**1**	**Forfaitaire**	0%	100%
4.3		**Système d'irrigation parc Émilie-Gamelin**	**1**	**Forfaitaire**	0%	100%
5.0	**Civil - Travaux STM**					
5.1		**Travaux divers**				
5.1.1		Levés de terrain	1	Forfaitaire	0%	100%
5.2		**Chaussée**				
5.2.1		Excavation supplémentaire en profondeur pour membrane - MG 112	670	m³	0%	100%
5.2.2		Remblayage supplémentaire en profondeur pour membrane - MG 112	670	m³	0%	100%
5.2.3		Excavation (poste d'épuisement)	1185	m³	0%	100%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
5.2.4		Remblayage pour conduite de drainage (poste d'épuisement) - Remblai pompable	1	Forfaitaire	0%	100%
5.2.5		Remblayage (poste d'épuisement)	1040	m³	0%	100%
5.3		**Égout**				
5.3.1		Fourniture et installation de drain perforé pour membrane et raccordement à l'existant, 200 mm en PEHD	6	Mètre linéaire	0%	100%
5.3.2		Fourniture et installation de la conduite de drainage en PVC DR-35, 250 mm (poste d'épuisement)	5	Mètre linéaire	0%	100%
5.3.3		Fourniture et installation de tuyau en fonte ductile, Classe 350, 100 mm (poste d'épuisement) incluant les joints d'étanchéité, les brides, les colliers de colonne montante les systèmes de retenue et toute la quincaillerie	20	Mètre linéaire	0%	100%
5.3.4		Fourniture et installation de clapet anti-retour pour conduite de 100 mm (poste d'épuisement)	2	Unité	0%	100%
5.3.5		Fourniture et installation d'une conduite de 100 mm, fonte incluant coudes, raccords, brides, joints d'étanchéité, joints d'accouplement et toute la quincailleire requise (Évents - poste d'épuisement)	2	Mètre linéaire	0%	100%
5.3.6		Fourniture et installation d'une conduite de 100 mm, PVC DR-35 incluant, coudes, raccords, joints, brides et toute la quincaillerie (Évents - poste d'épuisement)	8	Mètre linéaire	0%	100%
5.3.7		Fourniture et installation d'une base en béton préfabriquée BL-1 type 9 ou équivalent approuvé	1	Unité	0%	100%
5.3.8		Fourniture et installation des matériaux pour trous de drainage (Détail 10/6501)	1	Forfaitaire	0%	100%
5.3.9		Fourniture et installation d'un poteau d'évent décoratif et toute la quincaillerie requise (Détail 6/6501)	1	Unité	0%	100%
5.3.10		Fourniture et mise en place du drain en pierre - Muret (Détail 7/6501)	26	Mètre linéaire	0%	100%
5.3.11		Fourniture et mise en place du drain en pierre - Jonction Station/Tunnel (Détail 8/6501)	14	Mètre linéaire	0%	100%
5.3.12		Fourniture et installation d'une conduite en PVC, DR-35 150 mm incluant les coudes et raccords (Évents - membrane)	18	Mètre linéaire	0%	100%
5.3.13		Fourniture et installation d'un regard d'égout circulaire à installer, y compris le cadre ajustable et le couvercle et garniture d'étanchéité, diam. int. 1200 mm	2	Unité	0%	100%
5.4		**Aqueduc (Protection Incendie)**				
5.4.1		Borne STM Bleue à remplacer	5	Unité	0%	100%
5.4.2		Fourniture et installation des tuyaux, PEHD DR-11, 75 mm, Raccordement borne bleue incluant réduit fusionné 150x75 en PEHD, adaptateurs, joints mécaniques, coudes, raccords et toute la quincaillerie requise	85	Mètre linéaire	0%	100%
5.4.3		Fourniture et installation des tuyaux, PEHD DR-11, 50 mm, Réseau humide incluant réduit, joints mécaniques, et toute la quincaillerie requise	3	Mètre linéaire	0%	100%
5.4.4		Fourniture et installation des tuyaux en cuivre, 50 mm, Réseau humide incluant adaptateurs, joints mécaniques, coudes, Tés et toute autre quincaillerie requise	12	Mètre linéaire	0%	100%
5.4.5		Fourniture et installation d'une vanne, Réseau humide	5	Unité	0%	100%
5.4.6		Fourniture et installation des tuyaux pour Protection incendie, fonte ductile 100 mm, Classe 52, Zone 36, incluant coude, raccords, système de retenue et toute autre quincaillerie	16	Mètre linéaire	0%	100%
5.4.7		Fourniture et installation des tuyaux d'entrée d'eau pour Protection incendie, fonte ductile, 150 mm, Classe 52, Zone 36 incluant coude, raccords, vanne et système de retenue, vanne et toute autre quincaillerie	6	Mètre linéaire	0%	100%
5.4.8		Contrôle et essais sur les conduites en protection incendie STM (réseau sec et réseau humide)	1	Forfaitaire	0%	100%
5.4.9		Démolition des tuyaux en cuivre du réseau humide 50 mm	100	Mètre linéaire	0%	100%
5.4.10		Démolition des tuyaux en cuivre du réseau sec 65 mm	85	Mètre linéaire	0%	100%
5.4.11		Démolition des tuyaux en cuivre de 100 mm en fonte, zone 36	16	Mètre linéaire	0%	100%
5.4.12		Démolition des tuyaux en cuivre de 150 mm en fonte, zone 36	6	Mètre linéaire	0%	100%
6.0	**Maintien de la circulation**					
6.1		**Signalisation temporaire horizontale (Marquage de chaussée)**	**1**	**Forfaitaire**	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
6.2		**Signalisation temporaire verticale**	**1**	**Forfaitaire**	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
6.3		**Aménagements temporaires (pistes cyclables, glissière de chantier, démolition de terre-plein, rampes d'accès etc.)**	**1**	**Forfaitaire**	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
7.0	AQUEDUC SEC. RECONSTRUCTION					
7.1	II-1A-1102	CONDUITE D'EAU PROPOSÉE 150 MM EN FONTE DUCTILE CLASSE 350 (TRANCHÉE UNIQUE)	5	m	100%	0%
7.2	II-1A-1103	CONDUITE D'EAU PROPOSÉE 200 MM EN FONTE DUCTILE CLASSE 350 (TRANCHÉE UNIQUE)	650	m	85%	15%
7.3	II-1A-1105	CONDUITE D'EAU PROPOSÉE 300 MM EN FONTE DUCTILE CLASSE 350 (TRANCHÉE UNIQUE)	475	m	84%	16%
7.4	II-1A-3101	CONDUITE D'EAU À ABANDONNER PAR REMPLISSAGE	6	m³	100%	0%
7.5	II-1A-3102	CONDUITE D'EAU À ENLEVER	55	m	50%	50%
7.6	II-1A-4101	BRANCHEMENT D'EAU DE 50 MM ET MOINS EN EXCAVATION SUR CONDUITE PROPOSÉE	15	unité	77%	23%
7.7	II-1A-4501	BRANCHEMENT D'EAU DE 100 MM SUR CONDUITE PROPOSÉE	2	unité	75%	25%
7.8	II-1A-4502	BRANCHEMENT D'EAU DE 150 MM SUR CONDUITE PROPOSÉE	3	unité	100%	0%
7.9	II-1A-4503	BRANCHEMENT D'EAU DE 200 MM SUR CONDUITE PROPOSÉE	1	unité	100%	0%
7.10	II-1A-5102	CHAMBRE DE VANNE PRÉFABRIQUÉE 1750 X 1550 SUR CONDUITE PROPOSÉE DE 200 MM	5	unité	90%	10%
7.11	II-1A-5104	CHAMBRE DE VANNE PRÉFABRIQUÉE 1750 X 1550 SUR CONDUITE PROPOSÉE DE 300 MM	2	unité	100%	0%
7.12	II-TS-1102	CHAMBRE DE VANNE PRÉFABRIQUÉE 1800 X 1165 SUR CONDUITE PROPOSÉE DE 200 MM (TYPE MV-235-D)	1	unité	100%	0%
7.13	II-1A-5301	CHAMBRE DE VANNE À ABANDONNER	4	m³	100%	0%
7.14	II-1A-6103	NOUVELLE VANNE 200 MM SUR CONDUITE PROPOSÉE	2	unité	50%	50%
7.15	II-1A-6105	NOUVELLE VANNE 300 MM SUR CONDUITE PROPOSÉE	3	unité	83%	17%
7.16	II-1A-7101	POTEAU D'INCENDIE SUR UNE CONDUITE PROPOSÉE	3	unité	100%	0%
7.17	II-1A-7203	POTEAU D'INCENDIE À ABANDONNER	2	unité	100%	0%
7.18	II-1A-8101	ESSAIS ET CONTRÔLE SUR LES CONDUITES D'EAU	1	GLOBAL	75%	25%
7.19	II-1A-8102	DÉSINFECTION DES CONDUITES D'EAU	1	GLOBAL	75%	25%
7.20	II-1A-18301	ISOLANT THERMIQUE	850	m²	56%	44%
7.21	II-1B-1101	RÉSEAU D'ALIMENTATION TEMPORAIRE	1	GLOBAL	75%	25%
8.0	ÉGOUTS UNITAIRES ET SANITAIRE					
8.1	II-1A-10107	CONDUITE D'ÉGOUT PROPOSÉE 750 MM EN TBA CLASSE IV (TRANCHÉE UNIQUE)	45	m	100%	0%
8.2	II-1A-10301	CONDUITE D'ÉGOUT PROPOSÉE 300 MM EN PVC DR-35 (TRANCHÉE UNIQUE)	50	m	50%	50%
8.3	II-1A-13101	BRANCHEMENT D'ÉGOUT SUR CONDUITE PROPOSÉE	4	unité	50%	50%
8.4	II-1A-14109	BLOC DE RACCORDEMENT SUR CONDUITE D'ÉGOUT EXISTANTE DE 750 MM	1	unité	100%	0%
8.5	II-1A-15101	PUISARD DE RUE SUR CONDUITE PROPOSÉE	8	unité	81%	19%
8.6	II-1A-15201	PUISARD DE RUE SUR CONDUITE EXISTANTE AVEC PERCEMENT	48	unité	91%	9%
8.7	II-1A-15405	PUISARD À ENLEVER	23	unité	78%	22%
8.8	II-1A-16101	REGARD D'ÉGOUT PRÉFABRIQUÉ 1200 MM PROPOSÉ	1	unité	50%	50%
8.9	II-1A-16102	REGARD D'ÉGOUT PRÉFABRIQUÉ 1500 MM PROPOSÉ	1	unité	100%	0%
8.10	II-1A-16104	REGARD D'ÉGOUT PRÉFABRIQUÉ 2100 MM PROPOSÉ	1	unité	100%	0%
8.11	II-1A-16201	REGARD-PUISARD PRÉFABRIQUÉ PROPOSÉ	2	unité	50%	50%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
8.12	II-1A-17101	INSPECTION AVANT TRAVAUX, ESSAIS ET CONTRÔLE SUR LES CONDUITES D'ÉGOUT	1	GLOBAL	87%	13%
8.13	II-1A-18101	FOSSE D'EXPLORATION PAR EXCAVATION	150	m³	87%	13%
8.14	II-7A-2301	GESTION DES SOLS B-C (INFRA)	1200	t	87%	13%
8.15	II-7A-2302	GESTION DES SOLS >C (INFRA)	200	t	87%	13%
9.0	BELL TRAVAUX REMBOURSÉS PAR BELL POUR AMÉNAGEMENT (REV./DÉP.)					
9.1	UP-BT-1009	BRISER CONDUITS NON BÉTONNÉS PLANS 401 ET 403	303,5	m	91%	9%
9.2	UP-BT-1021	BRISER CONDUITS BÉTONNÉS PLANS 401@403	1354,5	m	15%	85%
9.3	UP-BT-1010	PRIME POUR LE BRIS D'UN CONDUIT BÉTONNÉ OU NON BÉTONNÉ CONTENANT UN OU PLUSIEURS CÂBLES PLAN 402 et 403	888,7	m	21%	79%
9.4	UP-BT-1011	CONSTRUIRE CONDUITS BÉTONNÉS DE TYPE CPCV-1 PLANS 401, 402 ET 403	2127,5	m	25%	75%
9.5	UP-BT-1012	PRIME POUR LA MISE EN PLACE DE CONDUITS FENDUS PLAN 402 et 403	888,7	m	21%	79%
9.6	UP-BT-1020	PROTÉGER LES CÂBLES DANS UNE BOÎTE EN BOIS ET ENLEVER BOÎTE EN BOIS PLANS 402 ET 403	354	m	36%	64%
10.0	CHAUSSÉE SOUPLE, CONSTRUCTION					
10.1	II-1A-5303	SECTION DE CHEMINÉE DE CHAMBRE DE VANNE À REMPLACER	0,6	m	50%	50%
10.2	II-1A-5401	CADRE AJUSTABLE ET TAMPON DE CHAMBRE DE VANNE	1	unité	50%	50%
10.3	II-1A-5402	CADRE FIXE ET TAMPON DE CHAMBRE DE VANNE	1	unité	50%	50%
10.4	II-1A-6301	EXTENSION FLOTTANTE DE BOUCHE À CLÉ DE VANNE À REMPLACER	2	unité	50%	50%
10.5	II-1A-15406	SECTION DE PUISARD À REMPLACER	0,6	m	100%	0%
10.6	II-1A-15501	CADRE AJUSTABLE ET GRILLE DE PUISARD DE RUE	2	unité	100%	0%
10.7	II-1A-16403	SECTION DE CHEMINÉE DE REGARD À REMPLACER	2,7	m	78%	22%
10.8	II-1A-16501	CADRE AJUSTABLE ET TAMPON DE REGARD	8	unité	81%	19%
10.9	II-1A-16502	CADRE FIXE ET TAMPON DE REGARD	1	unité	50%	50%
10.10	II-3B-1101	PRÉPARATION DES SOLS D'INFRASTRUCTURE (Voir DTSI-V, art. 7.5)	10090	m²	75%	25%
10.11	II-3B-1201	FONDATION DE TRANSITION SABLE MG 112	9695	m²	69%	31%
10.12	II-3B-1402	FONDATION INFÉRIEURE MR-1 OU MR-2	248	m²	100%	0%
10.13	II-3B-1403	FONDATION SUPÉRIEURE MG 20 Épaisseur de 100mm à 250 mm	10090	m²	69%	31%
10.14	II-3B-1501	DALLE DE TRANSITION	313,25	m²	61%	39%
10.15	II-3B-1601	GÉOTEXTILE DE RENFORCEMENT	9592	m²	70%	30%
10.16	II-3B-2221	ENROBÉ BITUMINEUX EC-10, 2B, 2, PG 64U-28T ÉPAISSEUR 20 MM	83	t	50%	50%
10.17	II-3B-2347	ENROBÉ BITUMINEUX ESG-10, 1A, 1, PG 64U-28T ÉPAISSEUR 60 MM	1582	t	68%	32%
10.18	II-3B-2517	ENROBÉ BITUMINEUX GB-20, 2B, 2, PG 64E-28 ÉPAISSEUR 90 MM	334	t	71%	29%
10.19	II-3B-2701	ENROBÉ TEMPORAIRE 50 MM	42,39	t	50%	50%
10.20	II-3B-2801	LIANT D'ACCROCHAGE 0,2 L/M²	3215,8	m²	60%	40%
10.21	II-3B-2803	LIANT D'ACCROCHAGE 0,3 L/M²	8399	m²	69%	31%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
10.22	II-3B-2804	VÉHICULE DE TRANSFERT DE MATÉRIAUX	1463,92706	t	68%	32%
10.23	II-3B-3105	DALLE DE BÉTON DE CHAUSSÉE RIGIDE 250 MM (chaussée mixte)	5080	m²	70%	30%
10.24	II-3B-3110	DALLE DE BÉTON DE CHAUSSÉE RIGIDE 300 MM (Arrêt d'autobus)	823,2	m²	58%	42%
10.25	II-3B-4302	RÉFECTION DE COUPE – CHAUSSÉE MIXTE AVEC TRAFIC LOURD	62,75	m²	89%	11%
10.26	II-3B-4403	RÉFECTION DE COUPE DE RUELLE - CHAUSSÉE MIXTE	27	m²	100%	0%
10.27	II-3B-6108	PLANAGE DE CHAUSSÉE SUR 60 MM D'ÉPAISSEUR	1861	m²	100%	0%
10.28	II-3B-8401	ABAT-POUSSIÈRE	34939,2	L	66%	34%
10.29	II-3B-8501	ENTRÉE POUR VÉHICULES OU POUR ROUTE TEMPORAIRE EN PIERRE	35	t	87%	13%
10.30	II-TS-3011	TRANCHÉE POUR CONDUITE DE GAZ (Voir DTSI-V, art. 5.10 et 7.8)	159,4	m	73%	27%
10.31	II-TS-3012	TRANCHÉ POUR BRANCHEMENT DE GAZ (Voir DTSI-V, art. 5.10 et 7.8)	1	unité	50%	50%
10.32	II-TS-3014	SEPARATEUR DE CIRCULATION DE TYPE JERSEY	120	m	100%	0%
10.33	II-TS-3075	MARQUAGE DE LA CHAUSSEE DE COURTE DUREE (Voir DTSI-V, art. 7.13)	1	GLOBAL	75%	25%
10.34	II-TS-3079	MARQUAGE DE LA CHAUSSEE DE MOYENNE DUREE À BASE DE RÉSINE ÉPOXYDIQUE PISTES CYCLABLES (Voir DTSI-V, art. 7.14)	1	GLOBAL	75%	25%
10.35	II-TS-3421	GÉOTEXTILE ANTI REMONTÉE DE FISSURES (Voir DTSI-V, art. 7.15)	1935	m²	74%	26%
10.36	II-TS-3923	DALLE DE BÉTON FONDATION PISTE CYCLABLE Épaisseur de 150 mm (Voir DTNI-3A)	1568,4	m²	74%	26%
10.37	II-TS-3923	Dalle de béton À GRANULATS EXPOSÉS, 150 mm épaisseur	344,25	m²	63%	37%
10.38	II-7A-2202	GESTION HORS SITE DES SOLS B-C	687	t	69%	31%
11.0	TROTTOIRS ET BORDURES, CONSTRUCT					
11.1	II-1A-16403	SECTION DE CHEMINÉE DE REGARD À REMPLACER	7,5	m	80%	20%
11.2	II-1A-16502	CADRE FIXE ET TAMPON DE REGARD	20	unité	80%	20%
11.3	II-TS-1649	CADRE ET TAMPON À REMPLACER AVEC DALLE PROJETÉE AU NIVEAU FINAL DE LA PISTE CYCLABLE (Voir DTSI-V, art. 5.6)	5	unité	80%	20%
11.4	II-3A-1101	TROTTOIR MONOLITHIQUE EN BÉTON	232	m²	73%	27%
11.5	II-3A-1102	TROTTOIR BOULEVARD EN BETON	5382,39	m²	79%	21%
11.6	II-3A-1103	TROTTOIR STRUCTURAL POUR FOSSE D'ARBRE	975,96	m²	79%	21%
11.7	II-3A-1104	TROTTOIR BOULEVARD À GRANULATS EXPOSÉS	4	m²	50%	50%
11.8	II-3A-1201	TREILLIS MÉTALLIQUE	547	m²	86%	14%
11.9	II-3A-1202	PLAQUES PODOTACTILES	251,95	m	75%	25%
11.10	II-3A-1302	TROTTOIR TEMPORAIRE EN ENROBÉ	107	m²	69%	31%
11.11	II-3A-2101	BORDURE EN BÉTON	2	m	100%	0%
11.12	II-3A-2201	BORDURE DE GRANIT GUILLOTINÉE CONVENTIONNELLE 150 MM DE LARGEUR	2413,4	m	76%	24%
11.13	II-3A-2202	BORDURE DE GRANIT GUILLOTINÉE CONVENTIONNELLE 300 MM DE LARGEUR	1022	m	73%	27%
11.14	II-3A-2205	MUSOIR EN GRANIT GUILLOTINÉ	17,56	m²	75%	25%
11.15	II-3A-2301	BORDURE DE GRANIT SCIÉE CONVENTIONNELLE 150 MM DE LARGEUR Travaux Parc-Bordure de granite noir cambrien pour aire de plantation	34	m	100%	0%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
11.16	II-3A-2401	DRAIN POUR BORDURE DE GRANIT	347	m	75%	25%
11.17	II-3A-3101	TERRE-PLEIN CENTRAL EN BÉTON <= 1650 MM	25,99	m²	100%	0%
11.18	II-3A-3102	TERRE-PLEIN CENTRAL EN BÉTON > 1650 MM	82,64	m²	100%	0%
11.19	II-3A-4101	ÎLOT EN BÉTON	8,9	m²	97%	3%
11.20	II-3A-6101	MARCHES EN BÉTON	2	m²	50%	50%
11.21	II-3A-7101	BANDE EN RIVE EN ENROBÉ SANS TRAFIC LOURD	32,7	m²	100%	0%
11.22	II-3A-7102	BANDE EN RIVE EN ENROBÉ AVEC TRAFIC LOURD	1,7	m²	100%	0%
11.23	II-3A-7103	REVÊTEMENT EN PIERRE CONCASSÉE	1	m²	100%	0%
11.24	II-3A-7104	NIVELLEMENT DE PAVÉS ET DALLES DE BÉTON EXISTANTS	11,1	m²	70%	30%
11.25	II-3A-7202	RÉPARATION DE COURS D'EAU – CHAUSSÉE MIXTE AVEC TRAFIC LOURD	6,9	m²	100%	0%
11.26	II-3A-7204	RÉPARATION DE COURS D'EAU – CHAUSSÉE SOUPLE AVEC TRAFIC LOURD	88,35	m²	100%	0%
11.27	II-3A-8201	GÉOTEXTILE ANTI MAUVAISES-HERBES	2495	m²	78%	22%
11.28	II-3A-8301	EXCAVATION POUR INFRASTRUCTURE VERTE DRAINANTE, FOSSE D'ARBRE OU FOSSE DE PLANTATION	2495	m³	78%	22%
11.29	II-3B-1101	PRÉPARATION DES SOLS D'INFRASTRUCTURE Travaux Parc	1026	m²	50%	50%
11.30	II-TS-3004	NOUVEAU BOLLARD En fonte et acier (Voir DTSI-V, art. 5,8)	87	unité	79%	21%
11.31	II-TS-3004	NOUVEAU BOLLARD Voir DTSI-V, art. 5.9)	8	unité	88%	13%
11.32	II-TS-3013	SIGNALISATION VERTICALE (Voir DTSI-V, art. 5.11)	1	GLOBAL	75%	25%
11.33	II-TS-3024	PAVES DE BETON Rue Savoie et Int. Ste-Catherine (Voir DTSI-V, art. 5.12)	164	m²	100%	0%
11.34	II-TS-3027	TRAPPE D'ACCÈS (Voir DTSI-V, art. 5.13)	1	unité	100%	0%
11.35	II-TS-3049	MANCHON Manchon pour Parcomètre (Voir DTSI-V, art. 5.14)	5	unité	100%	0%
11.36	II-TS-3056	CADRE ET GRILLE POUR FOSSE DE PLANTATION (Voir DTSI-V, art. 5.15)	29	unité	71%	29%
11.37	II-TS-3425	ENLÈVEMENT DE BORDURE Temporaire (Voir DTSI-V, art. 5.12)	98	m	50%	50%
11.38	II-TS-3426	CORNIÈRE EN ACIER Voir DTSI-V, art. 5.16)	2	m	100%	0%
11.39	II-TS-3430	MEMBRANE ANTI-RACINAIRE (Voir DTSI-V, art 5.17)	378	m²	81%	19%
11.40	II-TS-3908	DALLE POUR ABRIBUS (Voir DTSI-V, art. 5.17)	13,86	m²	75%	25%
11.41	II-TS-3921	MORTIER DE CIMENT (Voir DTSI-V, art. 7.18)	60	m²	75%	25%
11.42	II-TS-3923	DALLE DE BÉTON Pour station VAELS telle que spécifié dans DNI-5C-301	16,8024	m²	88%	12%
11.43	II-TS-3927	DALLE EN GRANIT Dalle en granite à récupérer et à réinstaller (Parc-Émilie Gamelin) Voir DTSI-V, art. 7.20)	200	m²	50%	50%
11.44	II-TS-3939	PAVÉ DE GRANIT Pavé collé sur trottoir structural (Voir DTSI-V, art. 5.18)	26,685	m²	75%	25%
11.45	II-TS-3940	ÎLOT EN GRANIT (Voir DTSI-V, art. 5.19)	26,45	m²	69%	31%
11.46	II-TS-3942	PIÈCE DE GRANITE APPUIS ISCHIATIQUES	29	m	100%	0%
11.47	II-TS-3942	PIÈCE DE GRANITE Seuil de marche Travaux Parc -Marche de granite noir cambrien en pallier (Voir DTSI-V,	32	m	100%	0%
11.48	II-TS-3943	RECOUVREMENT EN GRANITE Travaux Parc- Reconstruction de muret de granite noir (DTSI-V, art. 7.21)	56	m²	100%	0%
11.49	II-TS-3944	INSTALLATION DE MOBILIER Table à piquenique accessible universellement (Voir DTSI-V, art. 5.21)	2	unité	100%	0%
11.50	II-TS-3944	INSTALLATION DE MOBILIER Corbeille à rebut (Voir DTSI-V, art. 5.21)	22	unité	100%	0%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
11.51	II-TS-3944	INSTALLATION DE MOBILIER Corbeille à recyclage (Voir DTSI-V, art. 5.21)	22	unité	100%	0%
11.52	II-TS-3944	INSTALLATION DE MOBILIER Fontaine à boire (Voir DTSI-V, art. 5.21)	1	unité	100%	0%
11.53	II-TS-3944	INSTALLATION DE MOBILIER Banc (Voir DTSI-V, art. 5.21)	20	unité	100%	0%
11.54	II-TS-3944	INSTALLATION DE MOBILIER Support à vélo (Voir DTSI-V, art. 5.21)	80	unité	100%	0%
11.55	II-TS-3944	INSTALLATION DE MOBILIER Main courante dans le parc Emilie-Gamelin (Voir DTSI-V, art. 5.21)	1	unité	100%	0%
11.56	II-TS-3944	INSTALLATION DE MOBILIER Table à picnic standard (Voir DTSI-V, art. 5.21)	3	unité	100%	0%
11.57	II-TS-3945	TROTTOIR BOULEVARD AVEC FINI DE JET DE SABLE (Voir DTSI-V, art. 5.22)	35	m²	100%	0%
11.58	II-TS-3946	MARCHE EN BÉTON PRÉFABRIQUÉ Récupérées et réinstallées (Voir DTSI-V, art. 7.20.1)	139	m²	50%	50%
11.59	II-TS-3946	MARCHE EN BÉTON PRÉFABRIQUÉ Marche à fournir et à installer (Voir DTSI-V, art. 7.20.2)	16	m²	100%	0%
11.60	II-TS-3949	APPUI ISCHIATIQUE de 1200 mm (Voir annexe V9)	22	unité	100%	0%
11.61	II-TS-3949	APPUI ISCHIATIQUE de 600 mm (Voir annexe V9)	4	unité	100%	0%
11.62	II-4A-4203	SECTION DE CHEMINÉE DE PUITS D'ACCÈS CSEM À REMPLACER	7,5	m	80%	20%
11.63	II-12A-1101	LEVÉS TERRAIN PROGRESSIFS	1	GLOBAL	75%	25%
11.64	II-12A-1201	PLANS DE LOCALISATION DES INFRASTRUCTURES	1	GLOBAL	75%	25%
11.65	IP-1C-1107	ABATTAGE PAR DÉMONTAGE	54	unité et diamètre(DHP)	61%	39%
11.66	IP-3A-1101	GAZON EN PLAQUES POUR TERRAIN STANDARD	240,4	m²	62%	38%
11.67	IP-TS-3002	PAILLIS (Voir DTSI-V, art 7.21)	1803,14	m²	73%	27%
11.68	IP-TS-3010	AMÉNAGEMENT PAYSAGER EXISTANT (Voir DTSI-V, art 7.22)	15,8	m²	50%	50%
11.69	IP-TS-3026	SURFACE EN CRIBLURE DE PIERRE Travaux Parc (surface de criblure de pierre compactée) Voir DTSI-V, art. 7.23	553	m²	50%	50%
11.70	IP-5A-112	TERREAU MÉLANGE 2 POUR LITS DE PLANTATION DE VIVACES ET D'ANNUELLES	3565	m³	66%	34%
11.71	IP-5B-1101	FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBRES FEUILLUS	198	unité	59%	41%
11.72	IP-5B-1103	FOURNITURE ET PLANTATION D'ARBUSTES FEUILLUS	1150	unité	100%	0%
11.73	IP-5B-1105	FOURNITURE ET PLANTATION DE VIVACES	4300	unité	100%	0%
11.74	IP-5B-1105	FOURNITURE ET PLANTATION DE VIVACES Thymus serpyllum	310	unité	100%	0%
11.75	II-7A-2301	GESTION DES SOLS B-C (INFRA)	767	t	52%	48%
12.0	**ÉCLAIRAGE DE RUE**					
12.1	**II-5A-1100-Fourniture et installation de câblage**					
12.1.1	II-5A-1106	2 X #6 RWU90-XLPE + 1 VERT #6 Distribution	2300	m	72%	28%
12.1.2	II-5A-1107	2 X #4 RWU90-XLPE + 1 VERT #6 Alimentation	70	m	65%	35%
12.1.3	II-5A-1110	2 X #6 RWU90-XLPE Prise 2 câbles	450	m	65%	35%
12.1.4	II-5A-1112	3 X #6 RWU90-XLPE Prise 3 câbles	1300	m	65%	35%
12.2	**II-5A-1300-Enlèvement de câblage et accessoires**					
12.2.1	II-5A-1301	ENLÈVEMENT DE CÂBLAGE	1	GLOBAL	65%	35%
12.3	**II-5A-2100-Enlèvement d'un lampadaire**					

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
12.3.1	II-5A-2103	LAMPADAIRE SIMPLE ENTRE 5 M ET 11 M	28	unité	71%	29%
12.3.2	II-5A-2104	LAMPADAIRE DOUBLE ENTRE 5 M ET 11 M	6	unité	50%	50%
12.4	**II-5A-2200-Installation d'un lampadaire**					
12.4.1	II-5A-2203	LAMPADAIRE SIMPLE ENTRE 5 M ET 11 M	28	unité	71%	29%
12.4.2	II-5A-2204	LAMPADAIRE DOUBLE ENTRE 5 M ET 11 M	6	unité	50%	50%
12.5	**II-5A-3100-Fourniture de fût, caisson et protecteur**					
12.5.1	II-5A-3105	FÛT DNI-5A-3302 9 M avec Tenon	5	unité	50%	50%
12.5.2	II-5A-3106	FÛT DNI-5A-3305	4	unité	100%	0%
12.5.3	II-5A-3107	FÛT DNI-5A-3307	2	unité	50%	50%
12.5.4	II-5A-3122	CAISSON DNI-6M-4303	2	unité	75%	25%
12.6	**II-5A-3200-Installation de fût, caisson et protecteur**					
12.6.1	II-5A-3201	INSTALLATION D'UN CAISSON	2	unité	75%	25%
12.6.2	II-5A-3204	FÛT ENTRE 5 M ET 8 M	6	unité	83%	17%
12.6.3	II-5A-3205	FÛT ENTRE 8 M ET 11 M	5	unité	80%	20%
12.7	**II-5A-4100-Fourniture d'une console**					
12.7.1	II-5A-4103	CONSOLE DNI-5A-3400 1,8 M	5	unité	80%	20%
12.7.2	II-5A-4108	CONSOLE DNI-5A-3403	1	unité	50%	50%
12.7.3	II-5A-4109	CONSOLE DNI-5A-3405 CÔTÉ RUE	4	unité	100%	0%
12.7.4	II-5A-4109	CONSOLE DNI-5A-3405 CÔTÉ PIÉTON	32	unité	75%	25%
12.8	**II-5A-4200-Installation d'une console**					
12.8.1	II-5A-4203	INSTALLATION D'UNE CONSOLE SIMPLE POUR LAMPADAIRE DÉCO-FONCTIONNEL ET FONCTIONNEL	44	unité	73%	27%
12.9	**II-5A-5100-Founiture d'un luminaire**					
12.9.1	II-5A-5104	LUMINAIRE DNI-5A-3517 MODÈLE DJ	8	unité	63%	38%
12.9.2	II-5A-5105	LUMINAIRE DNI-5A-3518 MODÈLE OL	34	unité	74%	26%
12.9.3	II-5A-5114	LUMINAIRE DNI-5A-3550 MODÈLE LT	5	unité	80%	20%
12.9.4	II-5A-5115	LUMINAIRE DNI-5A-3551 MODÈLE MM	1	unité	50%	50%
12.10	**II-5A-5200-Installation d'un luminaire**					
12.10.1	II-5A-5202	INSTALLATION D'UN LUMINAIRE DÉCO-FONCTIONNEL	55	unité	73%	27%
12.11	**II-5A-5300-Enlèvement d'un luminaire**					
12.11.1	II-5A-5302	ENLÈVEMENT D'UN LUMINAIRE DÉCO-FONCTIONNEL	8	unité	50%	50%
12.12	**II-5A-6100-Fourniture d'un coffret**					
12.12.1	II-5A-6103	COFFRET DE CONTRÔLE DNI-5A-3607	2	unité	75%	25%
12.13	**II-5A-6200-Installation d'un coffret**					
12.13.1	II-5A-6201	INSTALLATION D'UN COFFRET DE CONTRÔLE OU BRANCHEMENT	2	unité	75%	25%
12.14	**II-5A-6300-Enlèvement d'un coffret**					

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
12.14.1	II-5A-6301	ENLÈVEMENT D'UN COFFRET DE CONTRÔLE OU BRANCHEMENT	5	unité	70%	30%
12.15	**II-5A-8100-Fourniture et installation d'une prise de courant**					
12.15.1	II-5A-8101	FOURNITURE ET INSTALLATION D'UNE PRISE DE COURANT	4	unité	88%	13%
12.16	**II-5A-9100-Cellule photo-électrique**					
12.16.1	II-5A-9101	FOURNITURE ET INSTALLATION D'UNE CELLULE PHOTO-ÉLECTRIQUE	1	unité	100%	0%
12.17	**II-5A-10100-Mise à la terre**					
12.17.1	II-5A-10101	MISE À LA TERRE DANS UN PUITS D'ACCÈS	2	unité	75%	25%
12.18	**II-5A-11100-Essais**					
12.18.1	II-5A-11101	ESSAIS	1	GLOBAL	75%	25%
12.19	**II-5A-12100-Transport de matériaux fournis par la Ville**					
12.19.1	II-5A-12101	TRANSPORT DE MATÉRIAUX FOURNIS PAR LA VILLE	1	GLOBAL	75%	25%
12.20	**II-5A-12200-Transport des matériaux à retourner**					
12.20.1	II-5A-12201	TRANSPORT DE MATÉRIAUX À RETOURNER À LA VILLE	1	GLOBAL	75%	25%
12.20.2	II-5A-12202	TRANSPORT DE MATÉRIAUX À RETOURNER À LA CSEM	1	GLOBAL	75%	25%
12.21	**II-TS-5000-Items spéciaux - éclairage**					
12.21.1	II-TS-5001	MAINTIEN DE L'ÉCLAIRAGE	1	GLOBAL	65%	35%
12.21.2	II-TS-5002	INGÉNIERIE POUR MAINTIEN DE L'ÉCLAIRAGE	1	GLOBAL	65%	35%
12.21.3	II-TS-5101	FOURNITURE ET INSTALLATION DE COMPTEUR À VÉLO	2	unité	100%	0%
12.21.4	II-TS-5103	ENLÈVEMENT DE COMPTEUR À VÉLO	1	unité	100%	0%
12.21.5	II-TS-5104	2 X #8 RWU90-XLPE + 1#10 VERT COMPTEUR DE VÉLO	20	m	100%	0%
12.21.6	II-TS-5160	CONSOLE RAC 307 (FOURNITURE)	2	unité	50%	50%
12.21.7	II-TS-5161	ÉCLAIRAGE PARC ZONE STM	1	GLOBAL	50%	50%
12.21.8	II-TS-5162	REMPLACEMENT DE PRISE DE COURANT	17	unité	71%	29%
12.21.9	II-TS-5163	FOURNITURE ET INSTALLATION D'ÉPI (HAUT DE FÛT)	5	unité	70%	30%
12.21.10	II-TS-5164	PRISES DE COURANT MURALES DANS LE PARC	1	GLOBAL	0%	100%
13.0	**FEUX DE CIRCULATION, SIGNAL LUMIN**					
13.1	**II-6AC-1100-Corde de doublage**					
13.1.1	II-6AC-1101	CORDE DE DOUBLAGE	1137	m	76%	24%
13.2	**II-6AC-2100-Câbles d'alimentation**					
13.2.1	II-6AC-2101	CÂBLE « B » DE DEUX (2) MONOCONDUCTEURS	54	m	50%	50%
13.2.2	II-6AC-2102	CÂBLE « B » DE TROIS (3) MONOCONDUCTEURS	58	m	72%	28%
13.2.3	II-6AC-2151	CÂBLE « BSTI » DE TROIS (3) MONOCONDUCTEURS CALIBRE 12 AWG	74	m	50%	50%
13.2.4	II-6AC-2162	CÂBLE « J »	52	m	71%	29%
13.2.5	II-6AC-2163	CÂBLE « V »	1463	m	71%	29%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
13.3	**II-6AC-2200-Câbles de commande**					
13.3.1	II-6AC-2201	CÂBLE « A »	110	m	100%	0%
13.3.2	II-6AC-2202	CÂBLE « KD »	180	m	50%	50%
13.3.3	II-6AC-2205	CÂBLE « KR »	55	m	50%	50%
13.3.4	II-6AC-2208	CÂBLE « R »	30	m	100%	0%
13.3.5	II-6AC-2209	CÂBLE « S »	25	m	70%	30%
13.3.6	II-6AC-2210	CÂBLE « W »	64	m	50%	50%
13.3.7	II-6AC-2211	CÂBLE « Z »	1338	m	72%	28%
13.3.8	II-6AC-2212	CÂBLE DE RACCORDEMENT « A »	105	m	67%	33%
13.3.9	II-6AC-2213	CÂBLE DE RACCORDEMENT « R »	239	m	65%	35%
13.4	**II-6AC-3100-Câbles de télécommunication**					
13.4.1	II-6AC-3102	CÂBLE « T »	289	m	50%	50%
13.5	**II-6TB-1100-Installation d'un nouveau coffret de contrôleur de feux de circulation**					
13.5.1	II-6TB-1101	INSTALLATION ET MEO DU CONTRÔLEUR PRÉPROGRAMMÉ PAR LA VILLE SUR UN FÛT	6	unité	75%	25%
13.6	**II-6TB-1200-Remise en opération ou relocalisation d'un contrôleur de feux de circulation**					
13.6.1	II-6TB-1201	REMISE EN OPÉRATION D'UN CONTRÔLEUR ASSISTÉE PAR LA VILLE	1	unité	100%	0%
13.7	**II-6TB-1300-Démantèlement de contrôleur de feux de circulation**					
13.7.1	II-6TB-1301	DÉMANTÈLEMENT D'UN CONTRÔLEUR ÉLECTRONIQUE	6	unité	75%	25%
13.8	**II-6TB-2100-Coffret d'alimentation ancienne génération**					
13.8.1	II-6TB-2101	DÉMANTÈLEMENT D'UN COFFRET D'ALIMENTATION ANCIENNE GÉNÉRATION	3	unité	67%	33%
13.9	**II-6TB-2200-Coffret de branchement**					
13.9.1	II-6TB-2204	RACCORDEMENT D'UN COFFRET DE BRANCHEMENT INTÉGRÉ AU COFFRET DU CONTRÔLEUR DE FEUX DE CIRCULATION	3	unité	67%	33%
13.10	**II-6TB-3100-Coffret de télécommunication**					
13.10.1	II-6TB-3103	RELOCALISATION D'UN COFFRET DE TÉLÉCOMMUNICATION	1	unité	50%	50%
13.11	**II-6TC-1100-Travaux de tirage de câbles**					
13.11.1	II-6TC-1101	REMPLACEMENT DE CÂBLES EN CONDUIT	594	m	79%	21%
13.11.2	II-6TC-1102	INSTALLATION DE CÂBLES ÉLECTRIQUES EN CONDUIT	416	m	76%	24%
13.11.3	II-6TC-1103	INSTALLATION DE CÂBLES DE FIBRE OPTIQUE EN CONDUIT	10	m	100%	0%
13.11.4	II-6TC-1104	ENLÈVEMENT DE CÂBLES EN CONDUIT	335	m	73%	27%
13.12	**II-6TC-2100-Épissures de câbles de signal dans un fût ou un caisson**					
13.12.1	II-6TC-2101	CÂBLE « A »	5	unité	100%	0%
13.12.2	II-6TC-2103	CÂBLE « R »	2	unité	100%	0%
13.12.3	II-6TC-2105	CÂBLE « Z »	60	unité	76%	24%
13.13	**II-6TC-2200-Épissures de câbles de contrôle et de télémétrie**					
13.13.1	II-6TC-2203	CÂBLE « S »	1	unité	100%	0%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
13.14	**II-6TC-3100-Travaux d'installation de connecteurs pour câbles de télécommunication**					
13.14.1	II-6TC-3102	CÂBLE O	2	unité	75%	25%
13.15	**II-6TC-4400-Entrée de câbles**					
13.15.1	II-6TC-4402	DÉMANTÈLEMENT D'ENTRÉE DE CÂBLES	1	unité	50%	50%
13.16	**II-6TC-6100-Raccordement du réseau équipotentiel (conducteur de masse – D ou V)**					
13.16.1	II-6TC-6101	RACCORDEMENT DANS UN FÛT OU DANS UN CAISSON	69	unité	76%	24%
13.17	**II-6TC-6200-Thermographie**					
13.17.1	II-6TC-6201	THERMOGRAPHIE D'UN PUITS D'ACCÈS DE LA CSEM	25	unité	78%	22%
13.18	**II-6TD-1100-Installation de détecteur**					
13.18.1	II-6TD-1101	INSTALLATION D'UN DÉTECTEUR DE PRÉSENCE	3	unité	67%	33%
13.18.2	II-6TD-1102	INSTALLATION D'UN DÉTECTEUR POUR COMPTAGE ET CLASSIFICATION	2	unité	50%	50%
13.19	**II-6TD-1200-Configuration et essais de détecteur**					
13.19.1	II-6TD-1202	CONFIGURATION ET ESSAIS D'UN DÉTECTEUR POUR COMPTAGE ET CLASSIFICATION	2	unité	50%	50%
13.20	**II-6TD-1300-Démantèlement de détecteur**					
13.20.1	II-6TD-1301	DÉMANTÈLEMENT D'UN DÉTECTEUR DE PRÉSENCE	3	unité	67%	33%
13.21	**II-6TE-1100-Têtes de feux de circulation**					
13.21.1	II-6TE-1101	INSTALLATION D'UN MONTAGE DE « FC » À UNE (1) TÊTE DE FEUX	41	unité	74%	26%
13.21.2	II-6TE-1102	INSTALLATION D'UN MONTAGE DE « FC » À DEUX (2) TÊTES DE FEUX	17	unité	68%	32%
13.21.3	II-6TE-1103	PRÉPARATION ET RACCORDEMENT DE MONTAGE « FC » – INSTALLATION D'UN MONTAGE DE « FC » À TROIS (3) TÊTES DE FEUX	1	unité	100%	0%
13.21.4	II-6TE-1106	INSTALLATION DE MONTAGE « FC » SUR FÛT	62	unité	76%	24%
13.21.5	II-6TE-1107	ENLÈVEMENT DE MONTAGE « FC »	61	unité	71%	29%
13.21.6	II-6TE-1108	INSTALLATION D'UNE TÊTE DE FEUX À UNE POTENCE	12	unité	75%	25%
13.21.7	II-6TE-1109	ENLÈVEMENT D'UNE TÊTE DE FEUX À UN POTENCE	5	unité	70%	30%
13.21.8	II-6TE-1111	CHANGEMENT D'UNE LENTILLE SUR UNE LANTERNE EXISTANTE SUR SITE	19	unité	89%	11%
13.22	**II-6TE-1200-Feux sonores**					
13.22.1	II-6TE-1201	INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE FEUX SONORES	4	unité	75%	25%
13.22.2	II-6TE-1202	ENLÈVEMENT D'UN SYSTÈME DE FEUX SONORES	4	unité	75%	25%
13.23	**II-6TE-1400-Bouton piéton**					
13.23.1	II-6TE-1401	INSTALLATION DE BOUTON PIÉTON SUR FÛT OU POTEAU DE BOIS	3	unité	83%	17%
13.23.2	II-6TE-1402	ENLÈVEMENT DE BOUTON PIÉTON SUR FÛT OU POTEAU DE BOIS	4	unité	75%	25%
13.24	**II-6TE-1500-Mise à la terre et décontacteur**					
13.24.1	II-6TE-1501	RACCORDEMENT DANS UN PUITS D'ACCÈS DE LA CSEM	3	unité	83%	17%
13.24.2	II-6TE-1503	INSTALLATION D'UN DÉCONTACTEUR	5	unité	80%	20%
13.25	**II-6TE-2100-Équipements de télécommunications**					
13.25.1	II-6TE-2103	INSTALLATION D'UNE ANTENNE RF	3	unité	83%	17%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
13.25.2	II-6TE-2104	ENLÈVEMENT D'UNE ANTENNE RF	4	unité	88%	13%
13.26	**II-6TE-2200-Équipements de systèmes de transport intelligents**					
13.26.1	II-6TE-2201	INSTALLATION D'UN SYSTÈME DE CAMÉRA STI	1	unité	100%	0%
13.26.2	II-6TE-2202	ENLÈVEMENT D'UN SYSTÈME DE CAMÉRA STI	1	unité	100%	0%
13.27	**II-6TM-1100-Installation de fût**					
13.27.1	II-6TM-1101	INSTALLATION DE FÛT DE MOINS DE 6 M	20	unité	63%	38%
13.27.2	II-6TM-1102	INSTALLATION DE FÛT DE 6 À 11 M	15	unité	80%	20%
13.28	**II-6TM-1200-Enlèvement de fût**					
13.28.1	II-6TM-1201	ENLÈVEMENT DE FÛT DE MOINS DE 6 M	19	unité	66%	34%
13.28.2	II-6TM-1202	ENLÈVEMENT DE FÛT DE 6 À 11 M	10	unité	80%	20%
13.29	**II-6TM-2100-Installation de potence**					
13.29.1	II-6TM-2101	INSTALLATION DE POTENCE DE 1 À 3 M DE LONGUEUR	8	unité	81%	19%
13.29.2	II-6TM-2102	INSTALLATION DE POTENCE DE 4 M À 5 M DE LONGUEUR	4	unité	75%	25%
13.30	**II-6TM-2200-Enlèvement de potence**					
13.30.1	II-6TM-2201	ENLÈVEMENT DE POTENCE DE 1 À 3 M DE LONGUEUR	3	unité	67%	33%
13.30.2	II-6TM-2202	ENLÈVEMENT DE POTENCE DE 4 M À 5 M DE LONGUEUR	2	unité	75%	25%
13.31	**II-6TM-4100-Installation et enlèvement de rallonge de fût**					
13.31.1	II-6TM-4101	INSTALLATION DE RALLONGE DE FÛT	2	unité	75%	25%
13.31.2	II-6TM-4102	ENLÈVEMENT DE RALLONGE DE FÛT	3	unité	83%	17%
13.32	**II-6TM-4200-Installation de caisson de service en acier**					
13.32.1	II-6TM-4201	INSTALLATION DE CAISSON SUR UNE BASE AVEC RECOUVREMENT D'ASPHALTE OU DE GAZON	5	unité	80%	20%
13.33	**II-TS-6000-Items spéciaux - feux de circulation**					
13.33.1	II-TS-6003	OBTURATION D'UN TROU DANS UN FÛT	15	unité	67%	33%
13.33.2	II-TS-6006	FOURNITURE ET INSTALLATION DE CONDUIT FLEXIBLE	4	unité	75%	25%
13.33.3	II-TS-6009	ENLÈVEMENT D'UN PANNEAU OU D'UN PANONCEAU	36	unité	78%	22%
13.33.4	II-TS-6010	INSTALLATION D'UN PANNEAU OU D'UN PANONCEAU	20	unité	100%	0%
13.33.5	II-TS-6012	MAINTIEN DES FEUX DE CIRCULATION EN OPÉRATION	1	GLOBAL	75%	25%
13.33.6	II-TS-6013	INGÉNIERIE POUR MAINTIEN DES FEUX DE CIRCULATION	1	GLOBAL	86%	14%
13.33.7	II-TS-6014	TRANSPORT DES MATÉRIAUX FOURNIS PAR LA VILLE DE MONTRÉAL	7	unité	79%	21%
13.33.8	II-TS-6015	TRANSPORT DES MATÉRIAUX À RETOURNER À LA VILLE	7	unité	79%	21%
13.33.9	II-TS-6017	MOBILISATION / DÉMOBILISATION	7	unité	79%	21%
13.34	**II-TS-6000-Items spéciaux - feux de circulation**					
13.34.1	II-TS-6019	ENLÈVEMENT D'UN DÉCONTACTEUR	2	unité	75%	25%
13.34.2	II-TS-6021	INSTALLATION D'UN CAPUCHON SUR UN FÛT FC	10	unité	90%	10%
13.34.3	II-TS-6022	ENLÈVEMENT D'UN CAPUCHON SUR UN FÛT FC	4	unité	75%	25%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
13.34.4	II-TS-6023	FOURNITURE ET INSTALLATION D'UNE ENTRÉE DE CÂBLE	2	unité	100%	0%
13.34.5	II-TS-6024	ENLÈVEMENT D'UNE ENTRÉE DE CÂBLE	2	unité	100%	0%
13.34.6	II-TS-6025	TERMINAISON DE FIBRE OPTIQUE – FUSION PIGTAIL	1	unité	100%	0%
13.34.7	II-TS-6026	FUSION DE FIBRES (PA)	1	unité	100%	0%
14.0	**CSEM C.1776**					
14.1	**MASSIF DE BETON**					
14.1.1	1	1 CONDUIT BÉTON	239	m	100%	0%
14.1.2	1	1 CONDUIT BÉTONNÉ 50 mm	9	m	100%	0%
14.1.3	2	2 CONDUITS BÉTON	182	m	100%	0%
14.1.4	3	3 CONDUITS BÉTON	35	m	100%	0%
14.1.5	4	4 CONDUITS BÉTON	33	m	91%	9%
14.1.6	6	6 CONDUITS BÉTON	178	m	100%	0%
14.1.7	8	8 CONDUITS BÉTON	115	m	100%	0%
14.1.8	9	9 À 12 CONDUITS BÉTON	557	m	100%	0%
14.1.9	10	13 À 16 CONDUITS BÉTON	213	m	100%	0%
14.1.10	11	17 À 20 CONDUITS BÉTON	326	m	100%	0%
14.1.11	13	25 À 28 CONDUITS BÉTON	5	m	100%	0%
14.2	**DIVERS CONDUITS**					
14.2.1	52	CORDE DE TIRAGE	1565	m	100%	0%
14.2.2	53	BRIS. CONDUIT AVEC CÂBLES	17815	m	47%	53%
14.2.3	54	BRIS. CONDUIT SANS CÂBLE	25036	m	53%	47%
14.2.4	55	REC. CONDUIT AVEC CÂBLES	17815	m	47%	53%
14.2.5	56	REC. CONDUIT SANS CÂBLE	25036	m	53%	47%
14.2.6	58	PLAQUE D'ACIER 5 MM	500	m²	100%	0%
14.2.7	59	PLAQUE ACIER/SERVICE EAU	10	unité	100%	0%
14.2.8	60	PLAQUE D'ACIER 10 MM	50	m²	100%	0%
14.3	**R.A.S., SERVICES ET BASES**					
14.3.1	4354	BASE DNI-4A-100 armée rég	53	unité	100%	0%
14.3.2	4354	BASE DNI-4A-300 armée irr	11	unité	100%	0%
14.3.3	4354	BASE DNI-4A-102 armée fosse	10	unité	100%	0%
14.3.4	4354	BASE DNI-4A-103 armée 90kn	3	unité	100%	0%
14.3.5	4354	BASE DNI-4A-110 Bixi	4	unité	100%	0%
14.3.6	101	BRISER BASE	88	unité	100%	0%
14.3.7	102	PROTECTEUR EN ACIER BASE	81	unité	100%	0%

Montréal stm

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Bordereau de soumission

Répartition pour entente de réalisation

Seq	No Item	Nom de l'item	Quantité	Unité	VDM (Central + Arrond. +CSEM + BELL)	STM
14.4	**PUITS D'ACCES**					
14.4.1	4235	4235 PA modifié type 41 1 h.l.: 3.6m	1	unité	100%	0%
14.4.2	4009	4009 PA modifié Type 40 H.L: 1.32m	1	unité	0%	100%
14.4.3	4011	4011 PA modifié type 45 2 H.L:3.6m	4	unité	100%	0%
14.4.4	131	PUITS D'ACCÈS NO 45	6	unité	100%	0%
14.4.5	133	PUITS D'ACCÈS NO 47	1	unité	100%	0%
14.4.6	151	PUITS D'ACCÈS PREF. NO 45P	7	unité	100%	0%
14.5	**BRISER,ABAN.,RECONSTRUIRE**					
14.5.1	161	BRISER PA EXISTANT >= #40	11	unité	100%	0%
14.5.2	162	ABANDONNER PA EXISTANT	4	unité	100%	0%
14.6	**DIVERS - PUITS D'ACCES**					
14.6.1	181	PERC/RÉP. MUR PA 1 - 6C.	2	unité	100%	0%
14.7	**CHAMBRES TRANSFORMATEURS**					
14.7.1	221	PROTEC. ET SUPP.DE CÂBLES	429	unité	94%	6%
14.7.2	222	CÂBLES DANS COFFRAGES	55	unité	91%	9%
14.8	**EXCAVATIONS**					
14.8.1	242	EXC/REMBL. PIERRE PRÉMÉL.	50	m³	100%	0%
14.8.2	243	EXC/REMBL. SANS RETRAIT	50	m³	100%	0%
14.8.3	246	BRIS OBSTRUCTION SOUTER.	65	m³	92%	8%
14.9	**ARTICLES DIVERS**					
14.9.1	286	BÉTON INCLUANT COFFRAGE	2	m³	100%	0%
14.9.2	287	MUR DE SOUTÈNEMENT	110	m²	100%	0%
14.10	**CODES SPECIAUX**					
14.10.1	4028	SUPPLÉMENT CONDUIT 115mm	15623	m	100%	0%
14.10.2	4499	MUR EN SOUS-OEUVRE	1	unité	100%	0%
14.11	**CODES SPECIAUX NOUVEAUX**					
14.11.1	4600	BOÎTE DE BOIS Boite de bois PA	1	unité	0%	100%
14.12	**AUTRES ARTICLES**					
14.12.1	311	RÉDUCTEUR CONDUIT	4	unité	100%	0%

Préparé par : Marina Zempulski Onuki, ing. Contrôleuse de projets (PCO)

Marina Zempulski Onuki

Signature numérique de Marina Zempulski Onuki
Date : 2024.11.11 13:51:11 -05'00'

Annexe 5: «Liste des Contrats connexes et des Mandats internes»

Reconstruction infrastructures et réaménagement rues Berri et Maisonneuve, Réfection membrane, structure Berri-UQAM

Titre du contrats ou incidence connexe ou du mandats interne	Description	Contrat à un tiers ou mandat interne	Partie responsable de la conclusion du contrat (Appel d'offres ou gré à gré)	Gestion du mandat	Prestataire de services ou Partie visée	Clés de partage de coûts entre les Parties	
						Ville	STM
Surveillance chantier	Mandat de surveillance au chantier dont les responsabilités apparaissent à l'Annexe 3	Contrat de services Professionnels	STM	STM avec la collaboration de la Ville	À venir (Appel d'offres)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Laboratoire	Services associés à l'administration et aux tests de laboratoire: CONTRÔLE EXCAVATION ET GESTION DES SOLS : Gestion des sols contaminés Traces Québec (billets camion etc...) + caractérisation CONTRÔLE MEMBRANE : Faire le contrôle qualité de la pose de la membrane CONTRÔLE QUALITÉ BÉTON : Faire le contrôle qualité lors des coulées de béton (tests et conformité) CONTRÔLE DES ENROBÉS BITUMINEUX : Faire le contrôle qualité de la mise en place des enrobés bitumineux CONTRÔLE REMBLAI/COMPACTION : Faire le contrôle de la compaction	Contrat de services Professionnels	STM	STM avec la collaboration de la Ville	À venir (Appel d'offres)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Traces Québec (article 9.9.6 de l'Entente)	Services associés à la gestion des obligations en lien avec TRACES QUÉBEC relativement aux sols excavés.	Mandat interne	Non applicable	Ville	Traces Québec	Conformément à l'article 9.9.6 de l'Entente	Conformément à l'article 9.9.6 de l'Entente
CSEM	Services de la CSEM associés aux travaux de déplacement touchant : - la surveillance; - le contrôle de la qualité des travaux (laboratoire); - frais généraux.	Mandat confié à la CSEM	Non applicable	Ville	CSEM	Prorata des coûts de travaux liés au déplacement du réseau CSEM payable par la Ville en vertu de l'Annexe 4	Prorata des coûts de travaux liés au déplacement du réseau CSEM payable par la STM en vertu de l'Annexe 4
ENERGIR	Services d'Énergir associés à la surveillance et au contrôle qualité des travaux touchant le réseau d'Énergir Travaux relatifs au réseau d'Énergir réalisés par l'entrepreneur spécialisé d'Énergir	Contrat	Ville et STM	Ville et STM	ÉNERGIR	Selon le montant fixe établi par chaque Partie avec ENERGIR (Projet # 60-005046)	Selon le montant fixe établi par chaque Partie avec ENERGIR (Projet # 40-008390)
Maintien de la circulation	Mandat de surveillance bureau et assistance technique en maintien de la circulation	Contrat de services Professionnels	Ville	Ville	À venir (Appel d'offres)	100%	0%
Fermeture vannes aqueduc de la Ville	Travaux réalisés par le Service de l'eau de la Ville liés aux fermetures de vannes d'aqueduc	Mandat interne Ville	Non applicable	Ville	Ville (service interne)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Synchronisation des feux de circulation	Travaux réalisés par le Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville liés à la synchronisation des feux de circulation	Mandat interne Ville	Non applicable	Ville	Ville (service interne)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Transport & Assistance STM	Requis pour les travaux intérieurs en station	Mandat interne STM	Non applicable	STM	STM (service interne)	0%	100%
Service d'estimation (article 7.1.8 de l'Entente)	Mandat pour les besoins d'estimation au courant du Projet: - Estimation de contrôle pendant la période d'appel d'offres - Support d'estimation pendant la réalisation du Contrat pour les directives de changement	Mandat interne STM	Non applicable	STM	STM (service interne)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Services du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)	Services des agents du SPVM pour les changements de phases aux feux de circulation problématiques	Mandat interne Ville	Non applicable	Ville	Ville (service interne)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Service Autobus (STM)	Mandat pour déviation/modification des lignes d'autobus impactées par les fermetures de rues et tous autres services requis (modification abris bus, affichage, soutient, communication, etc...)	Mandat interne STM	Non applicable	STM	STM (Autobus)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Communications Publiques (article 6.3 de l'entente)	Services liés aux communications publiques, incluant, sans s'y limiter : - Avis de travaux et accroches portes - Habillage de chantier - Panneaux informatifs et directionnels - Relation avec les collectivités locales - Agent de liaison - Comité de bon voisinage et toute autre responsabilité prévue à l'Annexe 3.	Mandat interne STM	Non applicable	STM avec le soutien de la Ville	STM (service interne)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Travaux associés aux branchements d'Hydro-Quebec	Services HQ associés aux travaux touchant le réseau HQ incluant notamment: la surveillance et le contrôle de la qualité des travaux; frais généraux.	Contrat	Ville	Ville	Hydro-Québec	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Gestion de la vermine	Gestion de la vermine à cause des travaux du Projet. Sera décidé pendant le chantier en fonction de la situation	Contrat d'exécution de travaux	Ville	Ville	À venir (Gré à gré)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Gestion documentaire GED (article 4.7 de l'Entente).	Services de la main d'œuvre interne de la STM pour la gestion documentaire GED.	Mandat interne STM	Non applicable	STM	STM (service interne)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Gestion de la maitrise d'œuvre (article 9.4.1 de l'Entente)	Services d'une firme spécialisée pour accompagner les Parties dans la gestion de la maîtrise d'oeuvre, au besoin (voir article 9.4.1 de l'entente)	Contrat de services Professionnels	STM	STM	À venir (Contrat à donner)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Caméras de chantier	Installation de caméras de chantier pour visibilité des rues Berri et Maisonneuve, pendant les travaux du Projet pour des fins de surveillance et sécurité	Contrat	STM	STM	À venir (Gré à gré)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)
Mandat associé à la gestion administrative de l'appel d'offres et du Contrat (article 7.1.1 de l'Entente).	Services de l'équipe d'approvisionnement de la STM	Mandat interne STM	Non applicable	STM	STM (service interne)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)	Prorata Coûts Travaux (conformément à l'article 9.9.2.3)

Annexe 6 – Processus de gestion des modifications

1- Introduction

Le présent document décrit le processus de gestion des modifications qui sera coordonné et géré par l'Équipe de projet intégré dans le respect des lois applicables, notamment l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes,* 102.1 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* et le Règlement concernant la gestion contractuelle de la STM (R-175).

Les équipes STM, notamment celles de la chaine de l'approvisionnement, sont en soutien à l'Équipe de projet intégré pour la gestion contractuelle des modifications.

La gestion informatique des modifications sera faite via le logiciel *Contract Management* et réalisée par le chargé de travaux construction STM en collaboration avec le chargé de projets GP Ville et l'agent MEO STM.

Le processus inclura l'émission des formulaires suivants (annexés à ce document) adaptés pour le Contrat et chacune des Parties devra les faire approuver par leurs instances compétentes ou le représentant dûment autorisé de celles-ci:

- **Formulaire DIM :** Demande interne de modification ;
- **Formulaire DI :** Directive d'ingénierie ;
- **Formulaire DC :** Demande de changement ;
- **Formulaire CC :** Changement au Contrat.

2- Processus de gestion des modifications

Étape 1 : Identification du besoin de modification

Cette première étape sert à identifier le besoin/intrant. Celui-ci peut être de plusieurs natures, incluant notamment :

- Demande venant de l'Adjudicataire
- Une condition particulière de chantier
- Un besoin additionnel d'une des Parties ou d'une partie prenante du Projet
- Une intention de modification d'une des Parties

L'Équipe de projet intégrée doit alors remplir le formulaire DIM de « Demande interne de modification » qui a pour objectif :

- D'expliquer et justifier le besoin/intrants
- D'estimer les coûts (ou crédits) engendrés par la modification visée
- Demander l'autorisation aux instances compétentes de chaque Partie ou à leur représentant dûment autorisé

Étape 2 : Directive d'ingénierie (SI REQUIS)

Si la modification requiert une modification aux plans et/ou devis techniques, alors une directive d'ingénierie doit être émise. Il doit y avoir autant de directives d'ingénierie que de disciplines concernées par la modification.

La directive d'ingénierie comprend :

- Un formulaire DI « Directive d'Ingénierie » (rempli par le professionnel) qui explique la portée de la modification dans la discipline concernée.
- Tous les documents techniques modifiés requis pour détailler la portée de la modification en cours :
    - Plans techniques
    - Devis techniques
    - Tout autre document requis

<u>Étape 3 : Demande de changement</u>

Une demande de changement doit être transmise à l'Adjudicataire conformément au Contrat.

Une demande de changement comprend :

1- Le formulaire DC « Demande de changement » qui indique :
    - La description et portée du changement
    - La nature du changement (Forfaitaire ou Exécutoire tel que ces termes sont définis ci-après)

2- Les directives d'ingénierie (formulaire DI) – si requis

Il y a deux (2) nature de changement possibles. Soit Forfaitaire, soit Exécutoire.

Changement « Forfaitaire » : L'Adjudicataire et les Parties doivent trouver un accord sur le montant de la modification avant de commencer les travaux et d'engager les coûts.

Une DC Forfaitaire est basée en fonction du bordereau des prix du Contrat ou en fonction d'un montant forfaitaire convenu avec l'Adjudicataire.

Les Travaux ne pourront pas être exécutés avant de recevoir le changement au contrat (CC) autorisé par chaque Partie.

Changement « Exécutoire » : Suivant la réception du formulaire DC, l'Adjudicataire doit exécuter les Travaux et, par la suite, trouver un accord sur le montant de la modification. L'autorisation de chaque Partie doit être obtenue **<u>avant</u>** de transmettre la demande de changement à l'Adjudicataire.

Une DC Exécutoire est basée en fonction du bordereau des prix du Contrat, sur un montant forfaitaire convenu avec l'Adjudicataire ou est calculée en régie contrôlée (temps-matériel avec preuves de bons de travail et factures).

<u>SI LA DC EST FORFAITAIRE :</u>
Étape 4 : Changement au Contrat (Formulaire CC)
Étape 5 : Exécution des Travaux

SI LA DC EST EXÉCUTOIRE :
Étape 4 : Exécution des Travaux
Étape 5 : Changement au Contrat (Formulaire CC)

Étape 4 : Changement au Contrat

Le formulaire CC « Changement au Contrat » doit être rempli et donne les informations suivantes :

- Description et portée du changement ;
- Indique l'impact monétaire de la modification (+$ ou - $) ;
- Indique l'impact de la modification sur l'échéancier ;
- Signatures des Parties et de l'Adjudicataire ;
- Toutes les précisions requises doivent être annexées (échanges, négociations, vérifications estimations, bons de travail, etc.) dans le but de décrire la portée technique de la modification.

Logigramme explicatif du processus de Gestion des Modifications

BESOIN / INTRANT : (au choix)

- Demande de changement de l'adjudicataire
- Condition particulière
- Besoin additionnel interne ou externe
- Intention de modification du demandeur

FORMULAIRE DIM
DIM – Demande Interne de Modification

- Explique et justifie l'intrant
- Estime les coûts engendrés ($)
- Demande l'autorisation de procéder à l'ingénierie et à la modification

DOCUMENT INTERNE – PAS TRANSMIS À L'ADJUDICATAIRE

Si requis

CONCEPTION

FORMULAIRE DI
DI – Directive d'Ingénierie

TRANSMIS À L'ADJUDICATAIRE annexée à la DC

- Document technique d'ingénierie/architecture
- Modification de plans et sections de devis si requis
- Description détaillée de la portée technique de la modification

Annexé

FORMULAIRE DC : Demande de changement

TRANSMIS À L'ADJUDICATAIRE

Donne les informations suivantes à l'Adjudicataire :

- Description et portée du changement
- Une ou plusieurs directives d'ingénierie peuvent être annexées, décrivant la portée technique du changement
- Indique la nature du changement (**Forfaitaire ou Exécutoire)** :

Proposition forfaitaire (Crédit ou Extra)
L'Adjudicataire et STM/VdM doivent trouver un accord **avant** de commencer les travaux et d'engendrer les coûts

Changement Exécutoire :
Autorisation d'engendrer les coûts (réalisation de la modification), au choix :

- Montant forfaitaire : réalisation des travaux **et ensuite** négociation d'un montant forfaitaire
- Régie contrôlée : réalisation des travaux en temps et matériel (bons de travail et facture)

NÉGOCIATIONS

Aide du département de l'estimation

ENTENTE TROUVÉE

RÉALISATION DES TRAVAUX

FORMULAIRE | CC – Changement au Contrat |Modification Contractuelle

TRANSMIS À L'ADJUDICATAIRE

- Description et portée du changement
- Indique l'impact monétaire de la modification (+$ ou - $)
- Indique l'impact de la modification sur l'échéancier
- Demande l'autorisation à l'Adjudicataire (signature)
- Demande l'autorisation aux différents seuils requis (signatures) à la Ville de Montréal et à la STM
- Toutes les précisions requises doivent être annexées (échanges, négociations, vérifications estimations, bons de travail si requis) peuvent être annexées, décrivant la portée technique du changement

P

Annexe 7 – Stratégie Communication

RACI : communications et relations avec les collectivités locales

Item	Responsable	Approuve	Collabore	Informé
MAIN-D'ŒUVRE : COMMUNICATIONS				
Main-d'œuvre communication : création et mise à jour de la page web, bulletins électroniques.	Communications STM	Équipe projet intégrée	Communications Ville	
BIENS ET SERVICES : COMMUNICATIONS				
Avis de travaux	Communications STM	Équipe projet intégrée	Communications Ville	
Accroche-portes	Adjudicataire	Équipe projet intégrée	Communications STM	Communications Ville
Habillage de chantier	Communications STM	Communications Ville	Équipe projet intégrée (Étape de l'installation)	
Panneaux informatifs et directionnels	Communications STM	Communications Ville	Équipe projet intégrée (Étape de l'installation)	
Traduction et photographe	Communications STM	Communications Ville	N/A	
MAIN-D'ŒUVRE : RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES				
Main-d'œuvre RACL	RACL STM	Équipe projet intégrée pour informations spécifiques	Communications STM au besoin	Comité communications (STM + Ville)

Item	Responsable	Approuve	Collabore	Informé
Agent.e de liaison	RACL STM	Équipe projet intégrée pour informations spécifiques		Comité communications (STM + Ville) au besoin
BIENS ET SERVICES : RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES				
Séance d'information virtuelle	RACL STM	Équipe projet intégrée	Équipe projet intégrée Communications STM	Comité communications (STM + Ville)
Comité de bon voisinage	RACL STM	Équipe projet intégrée	Communications STM Bureau de projet conjoint pour informations spécifiques	Comité communications (STM + Ville)
Planification, tournée des riverains, rencontres, communication personnalisée, etc.	RACL STM	Équipe projet intégrée	Communications STM Équipe projet intégrée pour informations spécifiques	Comité communications (STM + Ville)
Gestion des réclamations des parties prenantes externes	Bureau de projet conjoint	Directeur de projet Ville et STM	RACL STM, communications Ville	
Gestion des parties prenantes externes, plaintes	RACL STM	Bureau de projet conjoint	Bureau de projet conjoint	

Grands jalons

Communications

Étape	Autres équipes impliquées	Jalon
Pré-mise en œuvre		
Élaboration des documents et stratégie de communication	RACL (STM)	12 mois avant début des travaux
Élaboration de questions-réponses	Affaires publiques	12 mois avant début des travaux
Mise en œuvre		
Avis pour la séance d'information	RACL	1 à 4 mois avant début des travaux
Avis de début de chantier : site web, feuillets, communiqués aux milieux associatifs, bulletin d'information électronique	Affaires publiques Médias sociaux (au besoin)	1 à 4 mois avant début des travaux + en continu
Habillage de chantier		Conception 4 à 6 mois avant début des travaux + optimisation et maintien en continu
Affichage directionnel : commerces et institutions, passages piétons, etc.		1 mois avant début des travaux + optimisation et maintien en continu

Relations avec les collectivités locales

Étape	Moyen	Jalon
Pré-mise en œuvre		
Analyse des parties prenantes	Répertoires et visites terrain	24 mois avant début des travaux
Rencontre #1 : avec les riverains : présentation globale du projet	Rencontres individuelles grands riverains	18 mois avant début des travaux
Rencontre #2 : phasage détaillé	Rencontres individuelles grands riverains	12 mois avant début des travaux
Séance d'information publique		1 à 4 mois avant début des travaux
Mise en œuvre		
Comités de bon voisinage (à déterminer)		2 à 3 rencontres par année, pendant toute la durée des travaux
Suivis personnalisés avec les riverains et commerçants du secteur	Agent de liaison	En continu
Suivis personnalisés avec les grandes institutions du secteur	Agent de liaison + équipe RACL	En continu

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1247231073

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division des grands projets
Objet :	Approuver une entente d'union avec la Société de transport de Montréal (STM) visant l'exécution des travaux de réfection de la membrane de la station Berri-UQAM (phase 2) et de travaux d'infrastructures et de réaménagement du domaine public dans l'arrondissement de Ville-Marie, incluant l'appel d'offres relatif à l'exécution de ces travaux, des services ainsi que divers contrats connexes.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente entente est approuvée quant à sa validité et à sa forme. Les Annexes 1 à 7 sont en "pièces jointes" au présent sommaire décisionnel.

FICHIERS JOINTS

2024-11-20 Entente exécution STM-VDM - Berri phase 2 - VF4 Propre.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate - Droit contractuel
Tél : 438-825-0355

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-20

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

15 novembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE D'UNION VISANT L'APPEL D'OFFRES ET L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DU PROJET INTRÉGRÉ BERRI-UQAM-PHASE 2 ET LES SERVICES REQUIS DANS LE CADRE DE CE PROJET INTÉGRÉ

ENTRE

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec), H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

(ci-après, la « **Ville** »)

ET

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL, personne morale de droit public, dûment constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), ayant son siège au 800, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 1170, Montréal, Québec, H5A 1J6, agissant et représentée aux fins des présentes par Marie-Claude Léonard, Directrice générale et Nicole N. Barezi, Secrétaire corporative, dûment autorisées aux fins des présentes en vertu du *Règlement prévoyant l'exercice du pouvoir du conseil d'administration et du directeur général, et la signature de certains actes, documents ou écrits de la Société de transport de Montréal* (R-011);

(ci-après, la « **STM** »)

(La Ville et la STM sont ci-après collectivement désignées les « **Parties** » ou, individuellement, une « **Partie** »)

ATTENDU QUE la STM est une entreprise publique qui a pour mission de gérer et développer le réseau de transport collectif par bus et par métro sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE la STM réalisera la Phase 2 des travaux de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM, couvrant le secteur sous le boulevard de Maisonneuve entre les rues Berri et Saint-Christophe et sous une portion de la rue Berri entre les rues Ontario et Sainte-Catherine, ainsi que la construction d'un poste d'épuisement sur la rue Berri et un ascenseur non-clientèle dans le parc Émilie Gamelin (le « **Projet STM** »). La zone de ces travaux est identifiée en bleu comme Zone A dans le plan annexé aux présentes à l'**Annexe 1** (la « **Zone A** »);

ATTENDU QUE la STM et la Ville ont convenu, dans le cadre d'une entente conclue le 16 novembre 2022, que la STM effectuerait une remise en état révisée d'une partie du domaine public impacté par la Phase 1 des travaux de réfection de la membrane d'étanchéité de la station de métro Berri-UQAM, soit sur le boulevard de Maisonneuve entre les rues Berri et Sanguinet (l'« **Entente Remise en état** ») par laquelle la STM assume un montant équivalent à son obligation de remettre en état le domaine public impacté par ses travaux, déduction faite de certains frais, une telle somme devant alors être déduite des coûts associés aux travaux du Projet Ville (ci-après défini). La zone de cette remise en état révisée est identifiée en jaune comme Zone B à l'**Annexe 1** (la « **Zone B** »);

ATTENDU QUE dans le cadre du Projet STM, la STM va réaliser des interventions dans le Parc Émilie-Gamelin, ce dernier relevant de la compétence de l'arrondissement Ville-Marie (l'« **Arrondissement** ») en vertu du *Règlement intérieur de la Ville sur la délégation du conseil de*

la ville aux conseils d'arrondissement de certains pouvoirs relatifs à des parcs et d'équipements ainsi qu'à l'aménagement et au réaménagement du domaine public dans le secteur du centre-ville (08-056);

ATTENDU QUE la Ville souhaite bénéficier de la mise en place du chantier relatif aux travaux du Projet STM pour i) réaliser des travaux de réaménagement du domaine public et de réfection des infrastructures souterraines à l'intérieur de la Zone A, ii) ajouter une zone de travaux au Nord jusqu'à la rue Ontario, au Sud jusqu'à la rue Sainte-Catherine et à l'Est jusqu'à la rue Saint-André, identifiée en rose comme Zone C à l'**Annexe 1** (la « **Zone C** ») et iii) compléter, dans la Zone B, des travaux de réaménagement en surface (collectivement, le « **Projet Ville** »);

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt du public que l'ensemble des travaux du Projet STM et du Projet Ville (collectivement, le « **Projet** » ou le « **Projet Berri** ») soient réalisés en même temps;

ATTENDU QUE la Ville a la compétence de conclure la présente Entente, incluant à l'égard des obligations relevant de la compétence de l'Arrondissement;

ATTENDU QUE les Parties peuvent s'unir dans le but d'exécuter et réaliser les travaux et services du Projet, et ce, conformément aux articles 572.1 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et 92.4 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01) (l'« **Union** »);

ATTENDU QUE les Parties ont conclu le 3 mai 2024 une entente visant les conditions et modalités associées aux services professionnels pré-construction du Projet, incluant notamment les services professionnels de conception du Projet (l'« **Entente de conception** »);

ATTENDU QUE l'Entente de conception prévoit que les Parties entreprennent les démarches associées à la conclusion d'une entente relative à l'Union, notamment en ce qui concerne l'appel d'offres et la réalisation des travaux du Projet;

ATTENDU QUE la Ville et la STM ont respectivement chacune adopté un Règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et de l'article 103.2 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01) et que chacune des Parties en a reçu copie.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE ET ANNEXES

Le préambule ainsi que les annexes suivantes font partie intégrante de la présente Entente :

Annexe 1 : Plan des zones du Projet Berri (« **Annexe 1** »)
Annexe 2 : Gouvernance et structure de projet (« **Annexe 2**)
Annexe 3 : Rôles, responsabilités et mandats – Structure de projet (« **Annexe 3** »)
Annexe 4 : Partage des coûts (« **Annexe 4** »)
Annexe 5 : Liste des Contrats connexes et des Mandats internes (« **Annexe 5** »)
Annexe 6 : Processus de gestion des modifications (« **Annexe 6** »)
Annexe 7 : Stratégie de communication (« **Annexe 7** »)

En cas de contradiction, l'Entente a préséance sur les Annexes.

2. OBJET

2.1. La présente entente a pour objet d'établir les droits et obligations des Parties dans le cadre de l'Union et la réalisation des travaux et services relatifs au Projet Berri (« **Entente d'exécution** » ou « **Entente** »).

2.2. Les zones impactées par le Projet, soit la Zone A, la Zone B et la Zone C, sont plus amplement détaillées à l'**Annexe** 1 de la présente Entente.

3. DURÉE

3.1. La présente Entente entre en vigueur au moment de sa signature par les Parties. Sous réserve de l'article 12, elle prend fin lorsque toutes les obligations en découlant auront été exécutées par les Parties.

3.2. Il est toutefois entendu que la fin de la présente Entente, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de cette Entente qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

4. GÉNÉRALITÉS

4.1. Les Parties conviennent que le *Règlement concernant la gestion contractuelle* de la STM (R-175) sera celui applicable au Contrat (ci-après défini) découlant de l'Union relative à l'exécution des travaux dans le cadre du Projet Berri. Nonobstant ce qui précède, la Section VI du *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG 18-024) continuera de s'appliquer relativement aux actes internes de gestion contractuelle de la Ville.

4.2. Sous réserve des articles 4.3 et 4.4, les Parties reconnaissent qu'elles sont conjointement responsables de l'obtention de tous permis et autorisations requis aux fins du Projet Berri sauf pour les permis et autorisations devant être obtenus par l'adjudicataire du contrat de réalisation des travaux du Projet Berri (l'« **Adjudicataire** ») conformément au contrat à être formé entre l'Adjudicataire, la STM et la Ville (le « **Contrat** »). Elles sont toutefois individuellement responsables des permis et autorisations devant être obtenus pour leur seul projet spécifique. Nonobstant ce qui précède, la STM est responsable de l'obtention, à ses entiers frais, du permis d'abattage d'arbres pour la Zone A.

4.3. La Ville s'engage à gérer et coordonner l'ensemble des démarches auprès de la Commission des services électriques de Montréal (« **CSEM** ») et de l'Arrondissement de même que de tout autre organisme, instances ou services relevant de la Ville aux fins de la réalisation de l'ensemble des objets et démarches de la présente Entente et plus globalement de l'ensemble du Projet Berri, incluant la conception et la coordination des déplacements du réseau de la CSEM. Pour tous frais payables en vertu du présent article, chaque Partie assume la part associée à son projet définie aux Annexes 4 et 5. La Ville reconnaît que les organismes à sa charge ne pourront adresser directement à la STM de réclamations en lien avec la conception ou l'exécution des travaux du Projet Berri, étant entendu que la Ville recevra de telles réclamations qui seront ensuite traitées en collaboration entre les Parties. Advenant que des coûts soient payables suivant de telles réclamations, ils seront partagés entre les Parties conformément au partage prévu aux Annexes 4 et 5 ou, à défaut d'y être prévu, conformément à l'article 9.9.7 en faisant les adaptations nécessaires.

4.4. Les Parties reconnaissent que la Ville est responsable de la gestion et de la coordination du déplacement des réseaux techniques urbains (« **RTU** ») rendu nécessaire par le Projet Berri et que les frais sont assumés suivant les Annexes 4 et 5. La Ville reconnaît que ces RTU ne pourront adresser directement à la STM de réclamations en lien avec la conception

ou l'exécution des travaux du Projet Berri, étant entendu que la Ville recevra de telles réclamations qui seront ensuite traitées en collaboration entre les Parties. Advenant que des coûts soient payables suivant de telles réclamations, ils seront partagés entre les Parties conformément au partage prévu aux Annexes 4 et 5 ou, à défaut d'y être prévu, conformément à l'article 9.9.7 en faisant les adaptations nécessaires.

4.5. La Ville s'engage à gérer et coordonner avec les entreprises responsables des RTU et la CSEM tout rehaussement et incidences sur coûts connexes de l'Annexe 5 qu'elles pourraient demander de leur réseau. À cet effet, la Ville reconnait que les entreprises responsables des RTU et la CSEM ne pourront adresser directement à la STM des réclamations en lien avec ce qui précède, étant entendu que la Ville recevra de telles réclamations qui seront ensuite traitées en collaboration entre les Parties. Advenant que des coûts soient payables suivant de telles réclamations, ils seront partagés entre les Parties conformément à l'article 9.9.7 en faisant les adaptations nécessaires.

4.6. Dans le but d'assurer une gestion efficace du Contrat, les Parties conviennent qu'elles devront mettre sur pied une équipe composée des professionnels requis pour la réalisation respective de leur projet (« **Équipe de projet intégré** ») au plus tard au début du Contrat. Les représentants de chaque équipe verront à assurer la bonne gestion du Projet Berri selon les rôles et responsabilités définis à l'Annexe 3. Ils devront être disponibles en tout temps pendant la réalisation de l'ensemble des étapes du Projet Berri détaillées à l'article 5.

4.7. La gestion documentaire du Projet Berri constitue un Mandat interne (défini ci-après) de la STM assujetti aux modalités de l'article 11.

5. ÉTAPES DE RÉALISATION (TRAVAUX)

Les Parties reconnaissent que la séquence de réalisation des travaux du Projet Berri est ventilée comme suit :

i. Pré appel d'offres
ii. Appel d'offres
iii. Analyse et octroi du Contrat
iv. Gestion et exécution du Contrat
v. Fin du Contrat

6. PRÉ APPEL D'OFFRES POUR LES TRAVAUX

6.1. Estimations des projets

6.1.1. Chaque Partie effectue à ses frais l'estimation des travaux du Projet avant le lancement de l'appel d'offres. La STM est responsable à ses frais de la mise en commun de ces estimations. Pour plus de clarté, la STM est responsable d'effectuer l'estimation de l'ensemble des travaux à réaliser dans la Zone A et la Ville sera responsable de l'estimation de l'ensemble des travaux à réaliser dans les Zones B et C.

6.1.2. Les Parties devront s'entendre sur le montant final de l'estimation devant être considérée aux fins du Projet.

6.1.3. D'un commun accord entre l'Administrateur Ville (ci-après défini) et le directeur de projet de la STM, un réajustement des estimations et partages établis en vertu de l'article 9.9.2 pourra être exercé en cours d'appel d'offres mais aucun réajustement ne sera fait après l'ouverture des soumissions.

6.1.4. Les Parties, avant le lancement de l'appel d'offres, devront s'assurer de la disponibilité de l'entièreté des fonds nécessaires suivant les estimations, incluant une variation à la hausse de 25 % de ces estimations, étant entendu que les fonds ne seront affectés de façon définitive au Projet que lors de l'adjudication du Contrat par les instances respectives des Parties.

6.2. **Préparation des documents d'appel d'offres (« DAO »)**

6.2.1. Les Parties conviennent que les documents produits conformément à l'Entente de conception seront intégrés aux DAO. Ces documents incluent, sans limitation, le gabarit d'appel d'offres consolidé, les plans et devis et le bordereau de prix.

6.2.2. La STM soumettra à la Ville la proposition de gabarit d'appel d'offres consolidé en vue du lancement de l'appel d'offres pour le Projet Berri et ce, conformément aux dispositions pertinentes de l'Entente de conception.

6.2.3. L'ensemble des DAO porteront l'en-tête de la STM ainsi que celui de la Ville.

6.2.4. Les Parties détermineront conjointement, dans le cadre de l'élaboration des DAO, les conditions d'admissibilité auxquelles devra répondre l'Adjudicataire.

6.2.5. Toutes les garanties et assurances suivantes devront être exigées dans les DAO et être délivrées au bénéfice de la Ville et de la STM.

- Une assurance responsabilité civile générale;
- Une assurance chantier;
- Une garantie de soumission sous forme de cautionnement de soumission;
- Une garantie d'exécution sous forme de cautionnement d'exécution.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, la STM et la Ville devront être désignées comme assurées additionnelles dans toutes les polices d'assurance requises en vertu des DAO et produites par l'Adjudicataire. Les DAO devront également prévoir le transfert et la cession en faveur de la STM ou de la Ville, selon le cas, de toutes les garanties sur les ouvrages ou matériaux fournis par l'Adjudicataire ou ses sous-traitants à l'égard du Projet STM ou du Projet Ville, et ce, dès la fin des travaux du Projet.

6.2.6. Les DAO devront être approuvés par l'Administrateur STM et le Directeur de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines de la Ville ou le représentant qu'il désigne (« l'**Administrateur Ville** ») avant le lancement de l'appel d'offres conformément à l'Entente de conception.

6.3. **Communications publiques**

6.3.1. La STM assurera le Mandat interne (défini ci-après) associé aux communications publiques, incluant notamment la tenue d'un comité de bon voisinage, pour l'ensemble du Projet Berri conformément aux Annexes 3 et 7.

6.3.2. La Ville s'engage à collaborer avec la STM dans l'élaboration de tous plans de communication, lesquels devront être approuvés par les Parties.

6.3.3. Les frais relatifs aux communications publiques prévues au présent article 6.3 seront assumés par les Parties conformément au partage établi à l'Annexe 5.

6.4. **Rendement insatisfaisant**

6.4.1. Les Parties conviennent d'appliquer le processus existant d'évaluation du rendement des fournisseurs adopté par la Ville. La Ville est responsable de coordonner l'évaluation du rendement de l'Adjudicataire.

6.4.2. Les DAO intégreront une clause à l'effet que les Parties se réservent la possibilité de refuser toute soumission pour le Contrat, d'un entrepreneur qui, au cours des deux années précédant la date d'ouverture des soumissions, a fait l'objet d'une évaluation de rendement insatisfaisant par la Ville.

7. APPEL D'OFFRES (TRAVAUX)

7.1. **Déroulement de l'appel d'offres**

7.1.1. Les Parties conviennent que la STM assure le Mandat interne (défini ci-après) associé à la gestion administrative de l'appel d'offres, lequel est assujetti aux modalités de l'article 11. Elle sera responsable de la publication de l'appel d'offres relatif à l'exécution des travaux du Projet Berri sur les plateformes pertinentes et conformément aux lois applicables, incluant sur le Système électronique d'appel d'offres (le « **SÉAO** »).

7.1.2. La STM nommera un administrateur de contrat (« **Administrateur STM »**) responsable d'assurer le bon déroulement du processus d'appel d'offres. Cet administrateur aura pour responsabilité également de recevoir les demandes et interrogations des potentiels soumissionnaires et d'y répondre par l'émission d'un addenda, le cas échéant, et ce, en collaboration avec l'Administrateur Ville désigné conformément à l'article 6.2.6, lequel supportera l'Administrateur STM.

7.1.3. La STM est responsable, par l'entremise de l'Administrateur STM, de préparer et publier tout addenda aux DAO en cours d'appel d'offres dans le respect des lois applicables, et ce, après avoir obtenu l'autorisation préalable de l'Administrateur Ville conformément à l'article 7.1.5.

7.1.4. L'Administrateur Ville sera responsable de coordonner et centraliser les implications des professionnels de la Ville dans le processus d'appel d'offres relatif aux travaux du Projet Berri.

7.1.5. En cas de nécessité d'informations additionnelles ou d'approbation d'addenda à l'appel d'offres, l'Administrateur Ville disposera d'un délai de trois (3) jours ouvrables suivant une demande de l'Administrateur STM à cet effet, afin de formuler une réponse, sauf si autrement convenu entre eux. Dans le cas de la publication d'un addenda, en cas d'absence de réponse pour un point traitant du Projet Ville, la STM n'émettra pas d'addenda. En cas d'absence de réponse pour un point traitant du Projet STM, la STM pourra tenir pour acquis qu'elle peut publier l'addenda sans autres validations.

7.1.6. Sous réserve de l'article 7.1.5 *in fine*, les Parties conviennent que les addendas à être publiés en cours d'appel d'offres devront être signés par l'Administrateur STM et l'Administrateur Ville.

7.1.7. Les Parties devront procéder à une estimation de contrôle avant l'ouverture des soumissions déposées en réponse à l'appel d'offres. Pour la réalisation de l'estimé de contrôle, les Parties s'entendent qu'il s'agit d'un Mandat interne (ci-après défini) de la STM assujetti aux modalités de l'article 11. Les Parties devront valider l'estimation réalisée par la STM et fournir les données requises à l'établissement de celle-ci au meilleur de leur connaissance.

7.1.8. Les Parties conviennent que la procédure portant sur la réception et l'examen des plaintes formulées conformément à l'article 103.2.1 *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. 30.01) et l'article 573.3.1.3 *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), dans le cadre de l'appel d'offres du Projet, sera celle adoptée par la STM, étant entendu que cette dernière en informera la Ville dans les meilleurs délais.

8. ANALYSE ET OCTROI (TRAVAUX)

8.1. Ouverture et analyse

8.1.1. L'ouverture de l'appel d'offres du Projet Berri se fera au bureau de la STM en présence d'un représentant de chaque Partie.

8.1.2. La Ville et la STM effectueront une analyse de la recevabilité des soumissions en collaboration et chacune statuera individuellement sur celle-ci en vue de l'octroi du Contrat. Si l'une d'entre elles arrive à la conclusion qu'une soumission est irrecevable, cela aura pour effet d'entrainer le rejet de la soumission pour les deux Parties. À cet effet, si l'une ou l'autre des Parties constate un élément ou une irrégularité qui pourrait concerner l'autre Partie, elles s'engagent mutuellement à s'en informer.

8.1.3. La publication des résultats de l'appel d'offres sur le SÉAO sera effectuée par l'Administrateur STM.

8.1.4. Les Parties auront toutes deux accès à l'ensemble des soumissions, étant entendu que la STM en transmettra une copie à l'Administrateur Ville.

8.1.5. Pendant la période entre l'ouverture des soumissions et l'octroi du Contrat, les communications avec les soumissionnaires se feront strictement par l'entremise de l'Administrateur STM qui est tenu d'obtenir l'autorisation préalable de l'Administrateur Ville relativement au contenu de toutes communications.

8.1.6. Les Parties conviennent de procéder à l'analyse des soumissions dans un délai maximal de vingt (20) jours calendrier à compter de l'ouverture des soumissions, à moins que l'Administrateur Ville et le directeur de projet de la STM ne conviennent d'un délai plus long.

8.2. Adjudication

8.2.1. Chaque Partie devra procéder à un octroi du Contrat par ses instances décisionnelles compétentes, étant entendu que le Contrat entre l'Adjudicataire retenu aux termes du processus d'appel d'offres et les Parties constituera un seul et même contrat tripartite.

8.2.2. Le Contrat sera réputé être formé une fois que la STM et la Ville achemineront un avis d'adjudication signé conjointement et adressé au plus bas soumissionnaire conforme.

8.2.3. Le Contrat sera octroyé suivant la règle du plus bas soumissionnaire conforme.

8.2.4. Les Parties s'engagent à déployer tous les efforts nécessaires afin d'octroyer le Contrat, dans les cent-vingt (120) jours de l'ouverture des soumissions.

8.2.5. Les Parties s'engagent à initier et faire cheminer leurs processus d'autorisation de façon concomitante.

9. GESTION ET EXÉCUTION DU CONTRAT

9.1. Démarrage et suivi

9.1.1. Les Parties conviennent, suivant l'Adjudication du Contrat, de tenir une rencontre de démarrage conjointe avec l'Adjudicataire.

9.1.2. Les Parties conviennent qu'elles tiendront des rencontres périodiques afin d'effectuer le suivi du Contrat et ce, minimalement aux deux semaines.

9.2. Communication avec l'Adjudicataire

Les Parties conviennent que la STM assumera la responsabilité des communications relevant de la gestion contractuelle avec l'Adjudicataire, pendant la durée du Contrat, par l'entremise de son représentant désigné, à moins qu'il soit convenu par l'Équipe de projet intégré que l'Administrateur Ville assume ces communications pour des gestes spécifiques.

9.3. Plaintes et réclamations de tiers

9.3.1. Les Parties conviennent de collaborer dans l'analyse des plaintes et réclamations de tiers (à l'exclusion de l'Adjudicataire) pouvant découler de l'exécution du Projet. Ainsi, telles plaintes et réclamations reçues par une des Parties devront être portées à la connaissance de l'autre Partie dans les meilleurs délais afin d'être traitées par la suite par les Parties.

Si une plainte ou une réclamation est recevable et que des sommes sont payables à un tiers après avoir fait l'objet des processus d'analyse internes des Parties, celles-ci conviennent de donner suite au paiement de telle plainte ou réclamation, afin de protéger la réputation des Parties, en payant à parts égales le montant de la réclamation pour ne pas nuire au traitement de celle-ci étant entendu que les Parties se réservent leurs droits et recours advenant que le partage du paiement doive être revu entre elles.

9.3.2. Les Parties reconnaissent que si une réclamation est portée à l'attention de la STM, cette dernière pourrait, si elle le juge requis, informer le réclamant de l'existence de l'article 585 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

9.3.3. Si un litige découle d'une réclamation formulée par un tiers, les Parties conviennent de traiter cette dernière suivant les mêmes principes que ceux formulés ci-après à l'article 10.3 en y apportant les adaptations nécessaires.

9.4. Maitrise d'œuvre

9.4.1. La maitrise d'œuvre du Projet sera confiée à l'Adjudicataire, à moins de recommandations contraires de la part de la *Commission des normes de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail* (CNESST). Le cas échéant, le partage des coûts liés à la maitrise d'œuvre sera assumé en fonction du partage prévu à l'Annexe 5.

9.5. Modifications au Contrat

9.5.1. Toute modification au Contrat devra être préalablement approuvée par chaque Partie dans le respect des lois applicables, notamment l'article 573.3.0.4 de la *Loi sur les cités et villes,* 102.1 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* et le

Règlement concernant la gestion contractuelle de la STM. Du côté de la Ville, sa gestion interne du budget pour les variations des quantités, le cas échéant, et celui alloué aux contingences est faite conformément à la Section VI du *Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle* (RCG 18-024).

9.5.2. Le coût de toute modification au Contrat sera assumé par chacune des Parties en fonction des modalités prévues à l'article 9.9. Les Parties conviennent que la gestion des modifications au Contrat se fera conformément à la procédure prévue à l'Annexe 6 (Processus de gestion de modifications).

9.6. **Bureau de chantier**

9.6.1. Les Parties conviennent qu'un bureau de chantier doit être mis sur pied pour l'exécution des travaux du Projet, lequel sera mis à la disposition uniquement des équipes de mise en œuvre affectées au Projet Berri, identifiées à l'Annexe 3, et ce, entre le début des travaux du Projet et la Réception provisoire (ci-après défini).

9.6.2. Les Parties conviennent que les DAO contiendront une obligation pour l'Adjudicataire de louer et d'aménager ce bureau de chantier, à proximité de la zone de chantier.

9.6.3. Les frais relatifs à la mise sur pied de ce bureau de chantier, de même que son aménagement seront assumés par les Parties, à titre de frais généraux, conformément à ce qui est prévu à l'Annexe 4. Chaque Partie financera seule les dépenses nécessaires pour équiper adéquatement ses employés respectifs (équipements informatiques, écrans d'ordinateurs, téléphones, EPI, etc.) pour qu'ils puissent assumer leurs responsabilités.

9.7. **Délais de réponses**

9.7.1. Durant toute l'exécution du Contrat, les Parties conviennent de fournir une réponse à toute demande de l'autre Partie dans un délai maximal de dix (10) jours calendrier et de quarante-huit (48) heures dans le cas d'une demande qualifiée de prioritaire (ayant une incidence sur le chemin critique, relative à la sécurité ou qualifiée ainsi par le Comité de gestion défini à l'Annexe 3), à défaut de quoi l'acceptation par l'autre Partie, si applicable, sera réputée.

9.7.2. Malgré les délais prévus à l'article 9.7.1, les Parties s'engagent à respecter les délais de réponse ci-dessous selon la situation prévue :

9.7.2.1. Réponse à une QRT (Question Réponse Technique) : moins de 5 jours ouvrables;

9.7.2.2. Émission d'une DI (Directive d'ingénierie) : moins de 48 heures ouvrables si le chemin critique est impacté ou si le Comité de gestion défini à l'Annexe 3 la désigne comme prioritaire, sinon moins de 10 jours ouvrables;

9.7.2.3. Signature de formulaires liés à la gestion des modifications : moins de 48 heures par signature.

9.7.3. Les délais prévus aux articles 9.7.1 et 9.7.2 commencent à courir à compter de la réception d'une demande formulée par l'une des Parties à l'autre par courriel.

9.8. **Différends entre les Parties**

9.8.1. Les Parties conviennent que tout différend entre elles découlant de la présente Entente ou dans le cadre de la réalisation du Projet Berri, sera traité conformément à l'Annexe 3 pour règlement.

9.8.2. Dans les cas d'un différend portant sur un élément critique à l'exécution des travaux du Projet, les Parties conviennent d'autoriser les travaux à l'intérieur d'un délai non préjudiciable au Projet sous réserve de réviser ultérieurement ledit différend, incluant notamment le partage des coûts, le cas échéant.

9.9. **Modalités financières**

9.9.1. Suivant l'octroi du Contrat par leurs instances respectives, les Parties s'engagent respectivement au paiement de toutes les dépenses leur étant dévolues en vertu de la présente Entente.

9.9.2. Afin de déterminer la contribution leur étant dévolue dans le Contrat, les Parties conviennent d'établir comme suit le pourcentage payable par chacune d'elles, et ce, pour chaque item du bordereau de prix (les « **Clés de partage** »), tel que présenté en Annexe 4 :

9.9.2.1. Pour les coûts de construction du Projet dans la Zone A, chaque Partie assume entièrement ceux associés exclusivement à son projet respectif. Elles assument en parts égales les coûts des travaux, y compris ceux visant la CSEM et les RTU (sauf pour les coûts visés aux articles 4.5 et 9.9.4), qui auraient dû être effectués par chacune d'elles advenant une réalisation distincte et indépendante du Projet Ville et du Projet STM.

(Dans le seul but de préciser ce qui précède, pour les coûts partagés, cela vise notamment et par exemple : les travaux relatifs à la démolition et reconstruction de trottoirs pour les travaux sur les infrastructures en tréfonds de la STM ainsi que ceux relatifs à la démolition et reconstruction des mêmes trottoirs pour la réfection par la Ville.)

9.9.2.2. Les coûts de construction du Projet dans les Zones B et C sont entièrement assumés par la Ville.

9.9.2.3. Pour les frais généraux de l'Adjudicataire et les autres frais globaux accessoires à la réalisation des travaux prévus au Contrat, lesquels sont énumérés aux sections 1 et 6 de l'Annexe 4 (les « Frais généraux »), les Parties conviennent que ceux-ci seront partagés selon le Prorata Coûts Travaux (ci-après défini).

Les Parties conviennent que lorsqu'il est question du « Prorata Coûts Travaux » dans la présente Entente, cela vise le prorata des coûts des travaux que doit assumer une Partie, lequel est établi selon la formule ci-après :

(Total des coûts de construction excluant les Frais généraux, du Projet Ville ou du Projet STM, selon le cas) **divisé** par (Total des coûts de construction du Contrat excluant les Frais généraux)

9.9.3. Les Parties conviennent que les Clés de partage seront utilisées tout au long de l'exécution du Contrat afin d'identifier les sommes payables par chacune

conformément à l'article 9.9.2. Ces Clés de partage ne pourront être réajustées après l'ouverture des soumissions tel que prévu à l'article 6.1.3.

9.9.4. Les Parties reconnaissant que les coûts payables par la Ville en vertu de l'Annexe 4 incluent ceux relatifs à tout rehaussement demandé par les entreprises responsables des RTU et la CSEM, lesquels sont à la charge exclusive de la Ville conformément à l'article 4.5, étant entendu que la Ville gérera elle-même le remboursement de ces frais par les entreprises responsables des RTU et la CSEM. La Ville est également responsable de l'incidence d'un rehaussement sur les coûts prévus à l'Annexe 5.

9.9.5. Pour les frais en lien avec les Contrats connexes et les Mandats internes (tous deux ci-après définis), les Parties conviennent qu'elles assument les coûts suivant le partage prévu à l'Annexe 5.

9.9.6. Pour les frais de suivi de dispositions de sols payés par la STM et de redevances y étant attachées payées par la Ville, dans le cadre du Projet Berri, les Parties reconnaissent que ces frais seront assumés en parts égales entre elles pour ceux de la Zone A et à la charge exclusive de la Ville pour les Zones B et C.

9.9.7. Nonobstant l'article 9.9.3, lors d'une modification au Contrat, les Parties conviennent de créer une nouvelle clé de partage pour celle-ci conformément aux principes prévus aux articles 9.9.2.1 à 9.9.2.3 et de partager les coûts suivant la nouvelle clé de partage. Dans le cas d'une modification visant un seul projet, la Partie dont le projet est visé assume seule les coûts de la modification de même que les coûts directs découlant de cette modification, y compris les retards sur l'échéancier.

9.9.8. Les Parties paient directement à l'Adjudicataire leur contribution aux coûts du Projet sur présentation de factures émises par l'Adjudicataire conformément au partage prévu à l'Annexe 4.

9.9.9. Les Parties conviennent d'exiger de l'Adjudicataire une facturation individuelle et mensuelle. Lors de ce décompte mensuel, chaque Partie assume le pourcentage lui étant dévolu selon le partage établi au présent article pour l'item facturé.

9.9.10. Les Parties conviennent de mettre en place une procédure de contrôle des coûts pour s'assurer que le Projet se réalise à l'intérieur du budget du Projet et en respectant l'engagement financier des Parties, incluant les contingences de travaux.

9.9.11. Conformément à l'Entente Remise en état, la STM assume un montant équivalent à son obligation légale de remettre en état le domaine public impacté par ses travaux dans la Zone B, déduction faite de certains frais. Les Parties opéreront compensation de cette somme de celle qui est payable par une des Parties à l'autre pour le Projet Berri.

9.10. **Échéancier**

9.10.1. Les Parties s'engagent à maintenir un échéancier à jour tout au long du Projet Berri.

9.10.2. Les Parties s'engagent à déployer leurs meilleurs efforts afin que le Projet Berri soit complété au plus tard **cinquante** (**50) mois** après l'adjudication du Contrat.

9.11. **Défaut de l'Adjudicataire**

La décision de transmettre un avis de défaut à l'Adjudicataire aux termes du Contrat, le cas échéant, devra être prise d'un commun accord entre les Parties.

10. FIN DU CONTRAT

10.1. **Droit de propriété**

10.1.1. Chaque Partie deviendra propriétaire des ouvrages réalisés pour son compte.

10.2. **Garanties**

10.2.1. À la fin des travaux du Projet, les garanties seront dévolues à chaque Partie en fonction de la propriété des actifs respectifs.

10.3. **Traitement des réclamations de l'Adjudicataire, règlements, litiges et quittances**

10.3.1. Les Parties conviennent de collaborer en vue de faire valoir et de présenter leurs arguments dans le cadre de toute réclamation de l'Adjudicataire, règlement, quittance ou litige avec l'Adjudicataire découlant du Projet Berri et, le cas échéant, de limiter le montant total des dommages qui pourraient être payables à ce titre.

10.3.2. Les Parties veilleront, dans le cadre des cas mentionnés ci-haut, à déployer leurs meilleurs efforts afin de préserver en tout temps la réputation des Parties et le traitement efficace des réclamations face à l'Adjudicataire.

10.3.3. Les Parties conviennent également de mettre en commun leurs ressources afin de présenter une position commune si possible.

10.3.4. Les Parties s'abstiendront de faire valoir devant l'Adjudicataire quelque fait, argument, élément technique ou autre de nature à nuire à la position de l'autre Partie, sauf si une telle divulgation est absolument nécessaire, auquel cas les Parties conviendront des modalités de divulgation.

10.3.5. En cas de nécessité, les Parties conviennent de se désigner chacune un(e) avocat(e) responsable du dossier. Les Parties auront également la possibilité de nommer conjointement ou séparément un(e) avocat(e) externe chargé(e) de les représenter, si possible et requis.

10.3.6. Les Parties conviennent que la collaboration prévue au présent article n'entraîne aucune renonciation à faire valoir tous les droits et recours qu'elles pourraient faire valoir l'une à l'égard de l'autre.

10.3.7. Les Parties reconnaissent que si une réclamation ou un litige est porté à l'attention de la STM ou lui est signifié, cette dernière pourrait, si elle le juge requis, informer le réclamant de l'existence des articles 585 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19).

10.4. **Réception provisoire**

La réception provisoire des travaux du Projet Berri vise l'acceptation, avec ou sans réserve, des travaux réalisés par l'Adjudicataire. Elle est prononcée conjointement par la STM et la Ville et annoncée par l'Administrateur STM et l'Administrateur Ville (« **Réception provisoire** ») suivant les clauses du Contrat.

10.5. **Réception définitive**

La réception définitive des travaux du Projet Berri vise l'acceptation sans réserve de l'ensemble des travaux réalisés par l'Adjudicataire. Elle est prononcée conjointement par la STM et la Ville et annoncée par l'Administrateur STM et l'Administrateur Ville (« **Réception définitive** ») suivant les clauses du Contrat.

10.6. **Fermeture du Contrat**

Les Parties conviennent que l'Équipe de projet intégré assurera la fermeture du Contrat, laquelle inclut, notamment et sans limitation, la réception provisoire partielle, la Réception provisoire, la Réception définitive, le suivi de la correction des déficiences, la libération des retenues contractuelles, la gestion des documents contractuels (réception et archivage), la gestion des réclamations et la fermeture financière.

11. CONTRATS CONNEXES ET MANDATS INTERNES

11.1. Les Parties conviennent de se mandater respectivement afin de conclure des contrats avec des tiers (les « **Contrats connexes** »), ou pour la réalisation à l'interne de certains services ou travaux (les « **Mandats internes** ») requis dans le cadre du Projet Berri, énumérés à l'Annexe 5 notamment et sans limitation pour les fins suivantes : surveillance, estimation, laboratoire et autres services rendus nécessaires pour la réalisation du Projet Berri selon les partages prévus à l'Annexe 5, le tout dans le respect des articles 477.4, 572.1 et 573 à 573.3.4 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et 92.1 à 108.2 de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01).

11.2. Le règlement sur la gestion contractuelle applicable à chaque Contrat connexe sera celui de la Partie mandatée pour conclure celui-ci.

11.3. Les Parties conviennent qu'elles tiendront des rencontres périodiques afin d'effectuer le suivi des Contrats connexes et Mandats internes, et ce, minimalement aux deux semaines.

11.4. Pour la facturation des Contrats connexes et Mandats internes prévus à l'Annexe 5, les Parties conviennent de se facturer mutuellement sur une base mensuelle les frais et honoraires devant être assumés par l'autre Partie, le tout accompagné des pièces justificatives le cas échéant, aucun intérêt ne pouvant être facturé à l'autre Partie.

11.5. Les Parties conviennent que les rôles et responsabilités associés aux Contrats connexes et Mandats internes sont plus amplement décrits à l'Annexe 5.

11.6. Lorsqu'une Partie est responsable de la conclusion d'un Contrat connexe de services, elle s'engage à acquérir du prestataire de services tous les droits de propriété intellectuelle relatifs aux rapports, études, plans et devis et autres documents produits ou préparés dans le cadre du Contrat connexe, le cas échéant.

12. RÉSILIATION

12.1. Les Parties conviennent que la présente Entente sera résiliée de plein droit dans les cas suivants :

12.1.1. Si la STM n'a pas obtenu les subventions des instances gouvernementales nécessaires au financement de sa part du Projet Berri à la date d'expiration de la période de validité des soumissions prévue aux DAO relatifs au Contrat ou de toute prolongation de celle-ci, le cas échéant;

12.1.2. Si les instances décisionnelles d'une Partie décident de ne pas procéder à l'octroi du Contrat conformément à l'article 8.2.1.

12.2. Advenant une résiliation en vertu du présent article, chaque Partie reconnait qu'elle :

12.2.1. doit remettre à l'autre Partie une copie de tous les rapports, études, données, notes et tous autres documents qu'elle a préparés dans le cadre du Projet Berri ainsi que ceux qu'elles a obtenus dans le cadre d'un Contrat connexe (les « **Documents** »);

12.2.2. accorde, par les présentes, à l'autre Partie une licence irrévocable, perpétuelle, mondiale, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à publier, à adapter, à modifier, à traduire et à copier les Documents en tout ou en partie;

12.2.3. doit aviser tout contractant de cesser toutes activités en lien avec les Contrats connexes dont elle est responsable et lui demander d'émettre une facture finale pour les dépenses engagées en date de l'avis de résiliation. Elle doit aussi mettre fin à ces Contrats connexes;

12.2.4. doit cesser toutes activités dans le cadre d'un Mandat interne;

12.2.5. doit émettre à l'autre Partie une facture finale faisant état de sa part payable en vertu de la présente Entente pour les dépenses qu'elle a engagées à la date de la résiliation en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

13. DIVERS

13.1. La présente Entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2. Une disposition de la présente Entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3. Sauf disposition contraire à la présente Entente, le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4. Sauf disposition contraire à la présente Entente, aucune modification aux termes de la présente Entente n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chaque Partie.

13.5. La présente Entente est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6. Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

13.7. La présente Entente lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8. Sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ, c. A-2.1), les Parties reconnaissent que tout information, donnée ou autre renseignement fourni dans le cadre de la présente Entente sont de nature confidentielle et chacune des Parties s'engage à ne pas divulguer de tels information, donnée ou renseignement, ni à en faire quelque utilisation que ce soit à l'extérieur du cadre expressément prévu aux présentes, sauf si autorisée préalablement par écrit à ce faire par l'autre Partie ou s'il y a une ordonnance d'un tribunal compétent. Les dispositions du présent paragraphe survivront à toute résiliation de la présente Entente et resteront en vigueur nonobstant telle résiliation.

13.9. Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Entente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de la STM

La STM fait élection de domicile au :

800, rue De La Gauchetière Ouest
Bureau 1170
Montréal (Québec) H5A 1J6

Tout avis doit être adressé à l'attention de M^e^ Nicole Barezi, Secrétaire corporatif (si par courriel : affaires-juridiques@stm.info) avec copie à Lyne Dubois, Directrice de projet Direction grands programmes de maintien des actifs (si par courriel : lyne.Dubois@stm.info).

Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, la STM fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au :

800, rue Brennan
Montréal (Québec) H3C 0G4

Tout avis doit être adressé à l'attention de l'Administrateur Ville (si par courriel : anjali.mishara@montreal.ca).

Pour le cas où elle changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la STM sa nouvelle adresse, la Ville fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Tout avis doit contenir la référence au projet visé par la présente Entente « Projet intégré STM-VDM Berri ».

13.10. La présente Entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE COMME SUIT :

VILLE DE MONTRÉAL

À Montréal, le 2024

_____
Me Domenico Zambito, Greffier adjoint

SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL

À Montréal, le 2024

_____
Marie-Claude Léonard, Directrice générale

À Montréal, le 2024

_____
Nicole N. Barezi, Secrétaire corporative

Cette Entente a été approuvée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ 2024 (résolution CG24 _____).

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.33

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248379004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à l'École des Entrepreneurs du Québec (ÉEQ) en 2025 et de 400 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe (2025-2029) avec le gouvernement du Québec, pour les années 2026 et 2027 pour le projet : « L'ÉEQ au service de l'entrepreneuriat montréalais » / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'octroyer une contribution financière de 400 000 $ à l'organisme « École des entrepreneurs du Québec » en 2025 et de 400 000 $, conditionnellement à la signature de l'entente Réflexe (2025 - 2029) avec le gouvernement du Québec, pour les années 2026 et 2027, dans le cadre de la réalisation du projet l'ÉEQ au service de l'entrepreneuriat montréalais;

2. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier pour une période de deux ans, se terminant le 31 décembre 2026 ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-25 13:18

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248379004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à l'École des Entrepreneurs du Québec (ÉEQ) en 2025 et de 400 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe (2025-2029) avec le gouvernement du Québec, pour les années 2026 et 2027 pour le projet : « L'ÉEQ au service de l'entrepreneuriat montréalais » / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier concerne une contribution financière à l'École des entrepreneurs du Québec (ÉEQ) de 800 000 $ sur deux ans pour la réalisation de son projet : **«** *L'ÉEQ au service de l'entrepreneuriat montréalais* ».

L'ÉEQ a pour mission de développer les compétences des entrepreneurs de tous horizons en offrant un milieu d'apprentissage accessible, innovant et collaboratif.

L'organisme est reconnu comme la principale ressource en formation en compétences entrepreneuriales à Montréal. Par cette action, il contribue à stimuler la vitalité économique du territoire, à assurer la création d'entreprises et à les soutenir lors des étapes de démarrage et de consolidation de leur plan d'affaires, cruciales à leur survie.

Le projet vise à renforcer les compétences des entrepreneurs montréalais par différents canaux. L'ÉEQ adapte son offre de services aux besoins multiples des entrepreneurs afin de leur permettre de :
l Trouver des réponses rapides et concrètes à des questionnements précis;
l Participer à des activités visant à tisser des liens, rencontrer d'autres entrepreneurs et échanger sur des pratiques;
l Retrouver facilement et dans un seul lieu une offre complète d'activités de développement des compétences;
l Pouvoir s'outiller, tester et faire évoluer son modèle d'affaires en appliquant des pratiques éthiques, solidaires et écoresponsables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG 240205 - 18 avril 2024 -Accorder un soutien financier non récurrent de 270 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec afin de réaliser les éditions 2024, 2025 et 2026 du Défi OSEntreprendre / Approuver un projet de convention à cet effet.

CG23 0323 - 15 juin 2023 - Accorder un soutien financier non récurrent de 208 799 $ à l'École des Entrepreneurs du Québec pour le déploiement du projet pilote : S'outiller pour assurer la croissance durable / Approuver un projet de convention à cet effet.
CG23 0073 - 23 février 2023 - Accorder un soutien financier non récurrent de 90 000 $ à l'École des entrepreneurs

du Québec afin de réaliser la 25e édition de Défi OSEntreprendre / Approuver un projet de convention à cet effet.
CG22 0575 - 27 janvier 2022 - Accorder une contribution financière maximale et non récurrente de 1 890 000 $ sur trois ans dont 1 350 000 $ à l'École des entrepreneurs du Québec et 540 000 $ à La Piscine pour la réalisation des projets sélectionnés dans le cadre de l'appel à propositions « Agir pour le soutien à la croissance » / Approuver les projets de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Les besoins des entrepreneurs en devenir et en phase de démarrage se multiplient face aux changements rapides que connaît l'environnement externe des entreprises. Cela nécessite la mise en place de solutions diversifiées pour répondre à leurs besoins en formation et en actualisation des compétences entrepreneuriales. Le projet proposé par l'ÉEQ s'inscrit dans cette dynamique. Il s'articule autour de quatre axes complémentaires :

1. Animation et consolidation du réseau d'entrepreneurs montréalais / cible : 30 activités offertes par an.
   L'ÉEQ souhaite animer, tout au long de l'année, un réseau dynamique d'entrepreneurs montréalais, favorisant les liens, l'entraide et l'intelligence collective de la communauté des PME.
   Pour dynamiser la communauté, l'ÉEQ mettra en place des activités ponctuelles et récurrentes réalisées par des animateurs et spécialistes. Une partie de la programmation sera dédiée à la transition écologique et à des thématiques d'actualité comme l'intelligence artificielle et la gestion des ressources humaines dans des contextes incertains.

2. Hub virtuel montréalais de compétences entrepreneuriales via la plateforme ÉEQ / cible : plateforme livrée en décembre 2025, suivi des indicateurs, du développement et suivi de la performance en 2026.
   Une multitude de formations et de services est disponible aux entrepreneurs désireux d'améliorer leurs compétences, mais cette offre est éparpillée et souvent difficile d'accès.
   La création du hub virtuel fera évoluer l'actuelle plateforme d'éducation de l'ÉEQ (regroupant plus de 3 000 usagers et 15 partenaires de contenu) vers un site unique centralisant toute l'offre de formation à Montréal, qu'elle émane de l'ÉEQ ou d'autres partenaires.
   Pour les acteurs de l'écosystème, la plateforme permettra de visualiser et de regrouper des données tout en partageant le suivi des dossiers. Cet outil pourra également faire la promotion des services et programmes offerts par la Ville de Montréal à ses entrepreneurs.
3. Soutien à la réussite des entrepreneurs en démarrage / cible : 500 entrepreneurs formés par an.
   L'ÉEQ assurera le développement des compétences essentielles pour les futurs entrepreneurs montréalais, combinant formations en ligne et accompagnement en présentiel par des spécialistes. L'initiative inclura également la création et la diffusion de 15 capsules de formation sur l'économie circulaire, permettant aux entrepreneurs d'intégrer l'écoresponsabilité dès le début de leur démarche.
4. Projet pilote pour les fournisseurs des grands donneurs d'ordre / cible : 6 entreprises participantes par an.
   Ce pilote, mené avec le pôle IDÉOS HEC, vise à expérimenter une formation et un accompagnement court et flexible pour aider les petites entreprises montréalaises à répondre aux critères ESG adoptés par les grands donneurs d'ordre.

La participation de la Ville dans le projet représente 41 % du montant total estimé. La contribution des autres principaux bailleurs est présentée dans le tableau suivant :

Nom des partenaires du projet	**Apport $ Année 1**	**Apport $ Année 2**
Mouvement des accélérateurs (MAIN)	100 000 $	100 000 $
Desjardins	65 000 $	65 000 $
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE)	100 000 $	100 000 $

Coûts totaux estimés du projet : 958 755 $ pour l'année 1 et 998 755 $ pour l'année 2.

JUSTIFICATION

Le projet s'attaque ainsi à deux principaux enjeux, prioritaires pour la Direction de l'entrepreneuriat de la Ville :

Des petites entreprises de plus en plus fragilisées par le contexte actuel : Se distinguant par l'ampleur et la rapidité des changements en cours, ainsi que par l'évolution rapide en matière de transition écologique, de démographie et de technologie, le projet vise à former et à accompagner les entrepreneurs de diverses manières dans l'acquisition des compétences nécessaires pour faire face aux enjeux complexes auxquels ils sont confrontés.

Une offre de services de qualité présente, mais mal organisée et peu accessible : La Ville bénéficie aujourd'hui d'un écosystème riche en expertise, mais ses acteurs ont du mal à se coordonner en un continuum de services facilement navigable pour les entrepreneurs. La plateforme qui sera développée par l'ÉEQ ambitionne d'être un outil efficace pour répondre à cet enjeu. Ce projet mobilise proactivement plusieurs organismes montréalais de

l'écosystème.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale de 800 000 $ à l'ÉEQ. Les crédits à accorder en 2025 au montant de 400 000 $ sont prévus au budget du Service du développement économique - Fonds régions et ruralité. Un montant de 400 000 $ sera conditionnel à la signature de la nouvelle entente Réflexe (2025-2029) pour les années 2026 et 2027 (axe Facilitant – bonifier l'offre de services de la Ville).

Le tableau suivant illustre les soutiens accordés ces dernières années à l'organisme par la Ville (SDÉ) pour le même type de projet ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Soutien accordé			Soutien recommandé 2023-2026	Versements			Soutien Ville / Global projet
		2022	2023	2024 - 2025 - 2026		1er versement 2025	2e versement 2026	3e versement 2027	
École des entrepreneurs du Québec	**L'ÉÉQ au service de l'entrepreneuriat Montréalais**	**-**	**-**	**-**	**800 000 $**	**400 000 $**	**350 000 $**	**50 000 $**	**41 %**
	OS Entreprendre 2023 / 2024-26	-	90 000 $	270 000 $ (90 M$ par année)					
	Projet Pilote: S'outiller pour une croissance durable	-	100 000 $	108 799 $					
	Agir pour le soutien à la croissance (parcours)	150 000 $	300 000 $	2024 : 450 000 $ 2025 : 300 000 $ 2026 : 150 000 $					

Les versements prévus en 2026 et 2027 sont conditionnels à la signature de la nouvelle entente d'aide financière d'un montant maximal de 200 000 000 $ et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie permettant l'octroi de contributions financières dans le cadre du présent projet pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal et ce ministère.

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération parce qu'elle concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

MONTRÉAL 2030

Le projet s'inscrit dans les priorités suivantes :

4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité
14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La contribution municipale à l'organisme permettrait d'accroître et de renforcer le tissu entrepreneurial montréalais. Il catalyse l'esprit entrepreneurial des citoyens et stimule l'économie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'entente de contribution inclut un protocole de visibilité, approuvé par le Service des communications, qui doit être appliqué par l'organisme (voir Annexe 2 de la convention jointe).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Démarrage du projet : janvier 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Abdelkodous YAHYAOUI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catalina BONILLA
Commissaire développement économique

Tél : 514 886 6479
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-20

Simon DÉCARY
commissaire - developpement economique

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO

directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248379004
Unité administrative responsable : SDÉ
Projet : L'ÉEQ au service de l'entrepreneuriat montréalais.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 4. Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité 14. Appuyer l'innovation et la créativité des entreprises, des commerces et des organisations pour accroître leur résilience économique et générer de la prospérité.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 4 : transformation des modèles d'affaires en écoresponsables, sensibilisation à l'économie circulaire. 14 : augmenter les compétences des entrepreneurs pour faire face aux aléas. Augmenter l'innovation au sein des entreprises. Soutenir le tissu entrepreneurial.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC,** personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 505, Boulevard René Lévesque, bureau 300, Montréal, Québec, H2Z 1Y7, agissant et représentée par Michel Fortin, Directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

ci-après appelée l'« **Organisme** »

La Ville et l'Organisme sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de développer les compétences des entrepreneurs de tous les horizons en offrant un milieu d'apprentissage accessible, innovant et collaboratif ;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation de son Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes* auquel il pourrait être assujetti;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Organisme;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Annexe 1** » :	désigne la description du Projet;
« **Annexe 2** » :	désigne le protocole de visibilité mentionné au paragraphe 4.4 de la présente convention, le cas échéant;
« **Projet** » :	désigne le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;
« **Rapport annuel** » :	désigne le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;
« **Reddition de compte** » :	désigne les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées; de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document ou information exigés par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	désigne Dieudonné Ella Oyono, Directeur par intérim de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;
« **Unité administrative** » :	désigne le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser son Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution financière versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 **Réalisation du Projet**

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme

4.1.2 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement et risques associés à la réalisation du Projet, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la contribution financière prévue au paragraphe 5.1 de la présente convention.

4.2 **Autorisations et permis**

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés concernant le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 **Respect des lois**

4.3.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.3.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.3.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tout tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour

son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard.

4.4 **Promotion et publicité**

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant, dans tout document, toute communication, toute activité, toute publicité, tout affichage, tout rapport de recherche ou tout document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention, et faire en sorte que ceux-ci reflètent, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville, notamment par rapport aux autres partenaires au Projet, étant entendu qu'ils doivent être préalablement approuvés par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements concernant le Projet et respecter toute autre modalité prévue au protocole de visibilité, joint à l'Annexe 2, le cas échéant.

4.5 **Aspects financiers**

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable; cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 31 décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31 octobre pour la première année et la période du 1 novembre d'une année au 30 novembre de l'année suivante pour les années subséquentes;

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple

demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

4.5.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville, conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente convention, copie de ses états financiers vérifiés au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours suivant la fin de son exercice financier;

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.6 **Remise de documents et conseil d'administration**

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et, à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme.

4.7 **Responsabilité**

4.7.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente convention;

4.7.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts

et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente convention;

4.7.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.8 **Séance du conseil municipal ou du comité exécutif**

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 **Contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville convient de lui verser une contribution financière maximale de huit cent mille dollars (800 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 **Versements**

La contribution financière sera versée à l'Organisme comme suit :

5.2.1 Pour l'année 2025 :

5.2.1.1 une somme maximale de quatre cent mille dollars (400 000 $) dans les 30 jours de la signature de la présente Convention ;

5.2.2 Pour l'année 2026 :

5.2.2.1 une somme maximale de trois cent mille dollars (350 000 $) trente jours après le dépôt et l'analyse de la Reddition de comptes à la satisfaction du Responsable;

5.2.3 Pour l'année 2027 :

5.2.3.1 une somme maximale de cent mille dollars (50 000 $) dans les 30 jours de la remise de la Reddition de comptes finale à la satisfaction du Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

Les versements prévus en 2026 et en 2027 sont conditionnels à la signature de la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 200 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal ou à la conclusion d'une convention d'aide financière et d'une planification conjointe entre la Ville et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie permettant l'octroi de contributions

5.3 **Ajustement de la contribution financière**

Toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet doit être remise à la Ville à la fin de la présente convention sauf si une résolution dûment adoptée par l'instance compétente de la Ville autorise l'Organisme à la conserver. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle* de la Ville, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser toute somme versée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, la contribution financière ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

L'Organisme déclare et garantit :

7.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci.

7.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu.

7.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et, notamment, ceux lui permettant de consentir la licence prévue au paragraphe 9.2 de la présente convention.

7.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 8
ASSURANCES

8.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance responsabilité civile

accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme assurée additionnelle. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne doit être applicable à la Ville.

8.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur.

8.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 9
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

9.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente convention (ci-après les « **Rapports** ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

9.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

ARTICLE 10
DÉFAUT

10.1 Il y a défaut :

10.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente convention;

10.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

10.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

10.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

10.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 10.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville pourra résilier la présente convention, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

10.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 10.1.2, 10.1.3 ou 10.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

10.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des paragraphes 10.2 ou 10.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

ARTICLE 11
DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa dernière signature et se termine, sous réserve des articles 10 et 12, au plus tard le 31 décembre 2026.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 12
RÉSILIATION ET SUSPENSION

12.1 La Ville peut résilier la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Le Responsable avise l'Organisme par écrit de son intention de présenter à l'instance compétente de la Ville une recommandation à cet effet. À la réception de cet avis, l'Organisme doit soumettre dans un délai de dix (10) jours tous les rapports et documents exigés par le Responsable en joignant toutes les pièces justificatives requises.

12.2 Lorsque l'avis d'intention fait état d'une résiliation de la présente convention, l'Organisme doit, dès réception de cet avis, cesser immédiatement l'exécution de toutes activités pouvant engager des coûts à être financés à même la contribution financière versée par la Ville, en attendant la décision de l'instance compétente de la Ville et, dans l'intervalle, respecter les instructions émises par le Responsable. La Ville n'acquittera que le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet en date de l'avis d'intention.

12.3 En cas de résiliation, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme reçue de celle-ci et non encore engagée dans le Projet. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées.

12.4 Le Responsable peut suspendre l'exécution de la présente convention, en tout temps, pourvu qu'il avise par écrit l'Organisme de cette suspension. Ce dernier doit se conformer aux instructions émises par le Responsable à ce sujet.

12.5 Lorsque le Responsable informe l'Organisme qu'il peut reprendre la réalisation du Projet, celui-ci doit le faire selon les conditions et le délai convenus avec le Responsable.

12.6 La résiliation ou la suspension de la présente convention ne donnent droit à l'Organisme à aucune compensation ou indemnité et celui-ci convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation ou de la suspension de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Représentations de l'Organisme**

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 **Modification à la présente convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 **Ayants droit liés**

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 505, Boulevard René Lévesque O, bureau 300, Montréal, Québec, H2Z 1Y7, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 1001, boulevard Robert-Bourassa, 28e étage Montréal, Québec, H3B 4L4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

13.10 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à _____

Le ____e jour de _____ 20_____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
(Inscrire le nom et le titre de la personne autorisée)

Signé à Montréal

Le 18e jour de novembre 2024

ÉCOLE DES ENTREPRENEURS DU QUÉBEC



Par : _____
Michel Fortin, Directeur général

Cette convention a été approuvée par le (inscrire le nom de l'instance décisionnelle finale qui doit approuver la convention) de la Ville de Montréal, le _____e jour de _____ 20___ (Résolution _____).

ANNEXE 1

PROJET

L'ÉEQ lance un nouveau projet pour mieux répondre aux besoins des entrepreneurs montréalais. Voici les principaux points :

1. **Objectifs** :
   - Répondre rapidement à des questions précises.
   - Organiser des activités pour créer des liens entre entrepreneurs.
   - Centraliser les activités de développement des compétences.
   - Aider les entrepreneurs à tester et améliorer leurs modèles d'affaires de manière éthique et écoresponsable.
2. **Axes du projet** :
   - **Réseau d'entrepreneurs** : 30 activités par an pour animer et consolider un réseau d'entrepreneurs montréalais.
   - **Hub virtuel** : Une plateforme centralisée pour toutes les formations et services, prévue pour décembre 2025.
   - **Soutien aux entrepreneurs en démarrage** : Formation de 500 entrepreneurs par an, avec un focus sur l'économie circulaire.
   - **Projet pilote Convertgence** : Formation et accompagnement pour aider les petites entreprises à répondre aux critères ESG des grands donneurs d'ordre.

Ce projet vise à renforcer les compétences des entrepreneurs et à favoriser une communauté entrepreneuriale dynamique et solidaire à Montréal.

Objectifs	Actions à réaliser	Livrables prévus	Indicateurs de suivi	Date prévue de réalisation
Animer le réseau d'entrepreneurs de l'ÉEQ	Animation de clinique thématique axée sur la pratique (incluant des cliniques de connexion)	20	Nombre de clinique + nombre et profil des participants	1 activité par mois (sauf juillet et août)
	Facilitation activités de co-développement face à un environnement VICA	20	Nombre d'activité de co-développement + nombre et profil des participants	1 activité par mois (sauf juillet et août)
	Organisation de conférences / webinaires axés sur des thématiques d'actualité (compétences du futur, intelligence artificielle, TÉ ++)	20	Nombre de conférences et webinaires + nombre et profil des participants	1 activité par mois (sauf juillet et août)

Recenser et rendre disponible, en un endroit unique, l'offre montréalaise en développement des compétences entrepreneuriales	Contacter tous les organismes sur le territoire susceptibles d'offrir des activités de développement des compétences entrepreneuriales	1 cartographie de l'offre de service en développement des compétences entrepreneuriales	80% des organismes rejoints	Mi-novembre 2024
	Adapter la plateforme EEQ en plateforme neutre	1 plateforme neutre	MVP plateforme neutre	nov-24
	Signature d'ententes avec les partenaires ayant un intérêt à intégrer la plateforme	20 ententes de partenariats signées	Ententes signées	En continu
	Adaptation du format (au besoin) et intégration des activités de développement des compétences sur la plateforme neutre de l'ÉEQ	x nombre de partenaire intégré sur la plateforme + x nombre d'activités de DC complémentaires à celle de l'ÉEQ	70 activités DC complémentaires	En continu
Se doter d'une base de donées commune liée au DC des entrepreneurs montréalais par le biais de la plateforme neutre	Créer un comité de vigie des données	Création du comité	Liste des membres (dont 1 membre de la VDM), objectifs du comité et calendrier de rencontre	nov-24
	Définir une stratégie de données	Liste des objectifs et données à monitorer	Tableau de bord	janv-24
	Monitorer et analyser les données	Résultats d'analyse de données et recommandations	Mémoires, résultats de recherche	En continu
	Définir une stratégie de divulgation des résultats	1 stratégie de divulgation	Nombre de rencontre auprès des décideurs du secteur public et privé en matière de DC entrepreneuriales, nombre de communiqué de presse, nombre de parution dans les médias de masse, notre de campagne de promotion sur les réseaux sociaux	En continu
Offrir une solution pratique, flexible et modulable pour	Développement d'une série de 12 capsules sur le sujet de l'économie circulaire	12 capsules	Échéancier du développement des capsules	janv-25

stimuler la création et/ou la reprise d'entreprises	Développement d'un produit répondant aux enjeux de l'année 2			oct-25
	Mise en place et promotion du laboratoire d'expertise	Nombre de visites	Rapport des visites (profil des entrepreneurs et sujets traités)	En continu
	Élaborer un système de référencement	Nombre de référencements	Rapport des référencements	En continu
Collecter les données (de base) des entrepreneurs participants aux activités de l'ÉEQ	Élaboration d'un tableau de bord	Nombre d'entrepreneurs	Liste des entrepreneurs participants	En continu
		Nombre d'activités	Liste des activités et calendrier	En continu
		Profil des entrepreneurs	Profil sociodémographique	En continu
		Profil des entreprises	Profil socioéconomique	En continu
		Satisfaction	Selon l'échelle Kirkpatrick	En continu
Projet pilote Convertgence pour les fournisseurs des grands donneurs d'ordre	Élaboration d'un programme de développement des compétences	Nombre d'entrepreneurs formés	Liste des entrepreneurs participants	janv-25
	Bonifier le programme en année 2	Nombre d'entrepreneurs formés	Liste des entrepreneurs participants	oct-25

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

Ce protocole définit les dispositions que l'Organisme doit respecter afin d'accorder une visibilité à la Ville dans le cadre de l'entente.

1. **ENGAGEMENTS DE L'ORGANISME**

1. Présenter et faire approuver un plan de communication visant à fournir une visibilité à la mesure du soutien de la Ville ; ce plan devra énumérer les moyens que l'Organisme utilisera pour communiquer des renseignements sur le Projet, et la fréquence prévue de ces communications.

2. Faire approuver tous les outils de communication, à l'exception des publications sur les réseaux sociaux, selon les exigences, les modalités et les délais prévus à la présente annexe.

3. S'assurer que les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les clauses de la présente annexe.

4. Offrir à la Ville la possibilité de participer aux événements médiatiques et publics, comme défini à la clause 2.2.

5. Ne pas diffuser une première communication publique avant d'avoir obtenu l'autorisation de la personne responsable de la Ville.

2. **COMMUNICATIONS**

1. ***Reconnaissance de la Ville***

1. Faire état de la contribution de la Ville lors des communications publiques et des communications écrites au moment le plus opportun, tel qu'au lancement ou à la clôture du Projet, à la signature de l'Entente, etc.

2. Apposer le logo de la Ville sur tous les outils de communication imprimés, numériques ou électroniques, selon les modalités décrites à la section 3 de ce protocole :

- S'assurer que ce logo est mis en évidence si la Ville est l'unique ou le principal partenaire ;
- Inclure le logo de la Ville parmi ceux des autres partenaires du Projet, s'il y a lieu ;
- S'assurer de reconnaître équitablement l'ensemble de la contribution de la Ville dans la réalisation du Projet advenant la présence de plusieurs partenaires ;
- Ajouter l'une des mentions définies à la clause 2.1.3, lorsque l'insertion du logo n'est pas possible.

3. Inclure l'une des mentions suivantes, selon la nature de l'Entente, minimalement une fois pour chacun des supports écrits, tels que les réseaux sociaux, le site Web, les communiqués de presse ou le programme d'activités :

- « Le projet [Nom du Projet] est réalisé avec le soutien de la Ville de Montréal dans le cadre de l'entente [nom de l'Entente] » ;
- « [Nom de l'Organisme] remercie la Ville de Montréal pour son soutien financier dans la réalisation du projet [nom du Projet] » ;
- « Le projet [Nom du Projet] est offert avec la collaboration de la Ville de Montréal » ;

- Le projet « [Nom du projet] est réalisé en partenariat avec la Ville de Montréal ».

2. ***Relations médias et événements publics***

1. **Lors d'une annonce importante ou d'un événement public :**

- mentionner verbalement la contribution de la Ville en employant l'une des mentions définies à la clause 2.1.2 ;
- inviter par écrit un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal ou du comité exécutif au moins **vingt (20) jours ouvrables** à l'avance, comme défini à la clause 3.3.2 ;
- advenant la participation d'un-e représentant-e politique de la mairie de Montréal et du comité exécutif :
  - en informer la personne responsable de la Ville,
  - coordonner et effectuer le suivi avec le cabinet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance et valider les règles protocolaires en matière d'événements publics ;
- Assurer l'accréditation média des personnes représentant la Ville ainsi que de celles qu'elles ont mandatées (photographe, vidéaste, relationniste, etc.) ;
- Prendre en charge la gestion des droits des photos, des vidéos et de tout autre matériel qui pourraient être diffusés sur les plateformes de la Ville à des fins strictement promotionnelles et non commerciales ;
- Lors d'une captation visuelle (télédiffusion, webdiffusion, etc.), s'assurer que :
  - le logo de la Ville apparaît dans le champ de vision ;
  - les personnes présentes sont informées, par écrit ou verbalement, que l'événement fait l'objet d'une captation et que celles qui pourraient être reconnaissables dans la vidéo ont autorisé l'utilisation de leur image.

2. Offrir par écrit à la mairie de Montréal la possibilité d'inclure un message officiel dans le programme de l'Organisme, **au moins trente (30) jours ouvrables** avant la date de la diffusion ou de l'impression, et informer la personne responsable de la Ville advenant l'acceptation de l'offre.

3. ***Publicité et promotion***

1. Diffuser sur les réseaux sociaux une publication servant exclusivement à reconnaître la contribution de la Ville en s'assurant d'y inclure l'une des mentions définies à la clause 2.1.3 et un lien vers les plateformes appropriées, soit :

- pour une publication sur LinkedIn :
  - https://www.linkedin.com/company/ville-de-montr-al/.
- pour une publication sur Facebook :
  - @AffairesEconomieInnovationMTL pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @mtlville pour les autres types de projets ;
- pour une publication sur Twitter :
  - @AffairesMtl pour les projets en lien avec le savoir, les affaires et le développement économique,
  - @MTL_Ville pour les autres types de projets ;

2. Mentionner le Projet dans le site Web de l'Organisme et ajouter un hyperlien vers la page www.montreal.ca, si applicable.

3. Lorsque des vidéos ou des animations sont réalisées dans le cadre du Projet, s'assurer d'intégrer le logo de la Ville, conformément aux modalités définies à la section 3.

4. Convenir des visuels pertinents (vidéo, photo, etc.) avec la personne responsable de la Ville et, si applicable, les lui remettre libres de droits avant le lancement de la campagne de communication, afin que la Ville puisse les utiliser pour promouvoir son engagement si elle le souhaite.

5. **Lors d'un événement public ou d'activités <u>sur un site</u>** et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables à l'avance** :

- la diffusion gratuite d'une vidéo de 15 à 30 secondes produite par la Ville afin de promouvoir l'engagement de celle-ci auprès de la population ;
- la diffusion d'un message rédigé par la Ville et destiné aux participants, advenant la présence d'un animateur sur le site ;
- la possibilité d'installer des bannières promotionnelles ou un kiosque (d'une dimension maximale de 10 pi x 20 pi, alimenté en électricité et situé à un emplacement gratuit dans un secteur fréquent) ou tout autre support jugé pertinent par les organisateurs et la personne responsable de la Ville afin que celle-ci puisse avoir une visibilité sur le site ou interagir avec le public.

6. Fournir un espace publicitaire gratuit dans le programme imprimé ou numérique, **au moins quinze (15) jours ouvrables à l'avance** ; le matériel sera fourni par la Ville.

4. ***Bilan de visibilité***

1. Remettre un bilan à la personne responsable de la Ville **au plus tard trente (30) jours ouvrables** après la fin du Projet. Y inclure :

- une courte description du projet (30-50 mots) ;
- une copie des éléments de communication qui ont été mis sur pied ;
- une revue de presse couvrant le Projet ;
- des photos du Projet ;
- toute mesure d'évaluation pertinente, comme les résultats d'un sondage de satisfaction et le nombre de participants ;
- des statistiques pour chacun des médias utilisés, dont :
  - le nombre d'abonnés ;
  - le nombre de publications ou de vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - la portée ou fréquence des publications ou des vidéos mentionnant le soutien de la Ville ou arborant le logo de celle-ci ;
  - le nombre d'impressions et de clics pour les autres médias numériques ;
  - le nombre de visiteurs uniques pour les pages du site Web où la Ville a une visibilité (grâce à un logo ou à une mention) ;
  - le taux PEB/nombre d'occasions (radio, télé, affichage, quotidien) si la Ville a une visibilité dans ces médias (grâce à un logo ou à une mention).

3. **MODALITÉS**

1. ***Normes graphiques et linguistiques***

1. Respecter les directives sur l'utilisation du logo définies dans le Complément au Protocole de visibilité de la Ville.

2. Respecter l'ordre convenu pour le positionnement des logos de la Ville et des autres partenaires sur tous les outils de communication.

3. Ne pas utiliser le nom ou le logo de la Ville, en tout ou en partie, en dehors du contexte de l'Entente sans l'autorisation de la Ville.

2. ***Approbations***

1. Soumettre pour approbation **à la personne responsable de la Ville** :

- le plan de communication défini à la clause 1.1 **dans un délai raisonnable** pour lui permettre de l'évaluer et de fournir une rétroaction ;
- le communiqué de presse, tout document média et les textes soulignant la contribution de la Ville, **au moins dix (10) jours ouvrables** avant leur diffusion.

2. Soumettre pour approbation au **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville** le positionnement des logos sur toutes les communications imprimées, numériques et électroniques du Projet, **au moins quinze (15) jours ouvrables** avant leur impression ou diffusion.

3. Advenant la participation d'un-e représentant-e politique à un événement médiatique, soumettre pour approbation à la **mairie de Montréal** le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet **au moins quinze (15) jours ouvrables** à l'avance.

3. ***Contacts***

1. **Service de l'expérience citoyenne et des communications de la Ville**

Écrire à visibilite@montreal.ca pour :

- offrir l'un des éléments de visibilité spécifiés dans ce Protocole ;
- obtenir le logo de la Ville ;
- faire approuver le positionnement des logos sur les outils de communication en s'assurant de joindre une copie de ces outils en basse résolution.

2. **Mairie de Montréal**

Pour rejoindre la mairie de Montréal afin d'offrir ou de faire approuver un élément de visibilité concernant un-e représentant-e politique, écrire à mairesse@montreal.ca

IMPORTANT :
Lors de toute communication avec la mairie de Montréal ou le Service de l'expérience citoyenne et des communications, s'assurer de préciser dans sa demande que le Projet est subventionné par le biais de l'Entente ou du programme.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248379004

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Objet :	Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à l'École des Entrepreneurs du Québec (ÉEQ) en 2025 et de 400 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe (2025-2029) avec le gouvernement du Québec, pour les années 2026 et 2027 pour le projet : « L'ÉEQ au service de l'entrepreneuriat montréalais » / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

Accorder un soutien financier non récurrent de 400 000 $ à l'École des Entrepreneurs du Québec (ÉEQ) en 2025 et de 400 000 $, conditionnellement à la signature de la nouvelle entente Réflexe (2025-2029) avec le gouvernement du Québec, pour les années 2026 et 2027 pour le projet : « L'ÉEQ au service de l'entrepreneuriat montréalais » / Approuver un projet de convention à cet effet

FICHIERS JOINTS

GDD 1248379004 _ Soutien financier Ecole des entrepreneurs du Qc.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Abdelkodous YAHYAOUI
Agent de gestion des ressources financières
Tél : 514 872 1738

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-25

Habib NOUARI
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0984
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245520001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Abroger les résolutions CE24 1356, CM24 0950 et CG24 0493 / Accorder un contrat au regroupement formé de FNX-INNOV inc., AECOM Consultant inc. et Real Paul Architecte inc., pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une période de quatre ans - Dépense totale de 6 650 974,92 $, taxes incluses (contrat : 5 636 419,43 + dépenses admissibles : 450 913,55 $ + contingences : 563 641,94 $) - Appel d'offres 24-20437 (2 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1- d'abroger les résolutions CE24 1356, CM24 0950 et CG24 0493;

2- d'accorder un contrat au regroupement formé de FNX-INNOV, AECOM et REAL PAUL pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une période de quatre ans - Dépense totale de 6 650 974,92 $, taxes incluses (contrat : 5 636 419,43 + dépenses admissibles : 450 913,55 $ + contingences : 563 641,94 $) - AO: 24-20437 (2 soumissionnaires).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-25 14:03

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 19 septembre 2024 Séance tenue le 19 septembre 2024	Résolution: CG24 0493

Accorder un contrat à FNX-innov pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une période de quatre ans - Dépense totale de 6 650 974,92 $, taxes incluses (contrat : 5 636 419,43 + dépenses admissibles : 450 913,55 $ + contingences : 563 641,94 $) - Appel d'offres public 24-20437 (2 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 4 septembre 2024 par sa résolution CE24 1356;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Luc Rabouin

Et résolu :

1- d'accorder à FNX-innov inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de quatre ans, le contrat pour la fourniture de services professionnels, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 636 419,43 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20437;

2- d'autoriser une dépense de 450 913,55 $, taxes incluses, à titre de dépenses admissibles;

3- d'autoriser une dépense de 563 641,94 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

4- de procéder à une évaluation du rendement de FNX-innov inc.;

5- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.12 1245520001
/gd

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Domenico ZAMBITO
_____
Greffier adjoint

(certifié conforme)

_____
Domenico ZAMBITO
Greffier adjoint

Signée électroniquement le 20 septembre 2024

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1245520001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Abroger les résolutions CE24 1356, CM24 0950 et CG24 0493 / Accorder un contrat au regroupement formé de FNX-INNOV inc., AECOM Consultant inc. et Real Paul Architecte inc., pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une période de quatre ans - Dépense totale de 6 650 974,92 $, taxes incluses (contrat : 5 636 419,43 + dépenses admissibles : 450 913,55 $ + contingences : 563 641,94 $) - Appel d'offres 24-20437 (2 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

L'objet du GDD #1245520001 contient une erreur matérielle qui laisse croire que la Ville octroie le contrat seulement à FNX-INNOV alors que, la soumission contient trois firmes signataires soit FNX-INNOV, AECOM et REAL PAUL Architecte. Ainsi, dans l'objet du GDD et dans la section Justification du GDD, le nom de la firme « FNX-INNOV » doit être interprété comme étant « FNX-INNOV, AECOM et REAL PAUL ».
Également, le présent addenda vise à modifier l'objet du Dossier Décisionnel #1245520001 (CG24 0493) par :
« Accorder un contrat au regroupement formé de FNX-INNOV, AECOM et REAL PAUL pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une période de quatre ans - Dépense totale de 6 650 974,92 $, taxes incluses (contrat : 5 636 419,43 + dépenses admissibles : 450 913,55 $ + contingences : 563 641,94 $) - AO: 24-20437 (2 soumissionnaires) ».

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Samuel LAUNAY
ingenieur(e)

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.34

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245520001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme FNX-innov pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une periode de quatre ans - Dépenses totale de 6 650 974,92 $ taxes incluses (Contrat : 5 636 419,43, dépenses admissibles : 450 913,55 $, contingence : 563 641,94 $) - AO: 24-20437 (deux soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. d'accorder à FNX-innov, firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de quatre ans, le contrat pour la fourniture de services professionnels, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 5 636 419,43 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public (24-20437);
2. d'autoriser une dépense de 450 913,55 $, taxes incluses, à titre de dépenses admissibles;
3. d'autoriser une dépense de 563 641,94 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;
4. de procéder à une évaluation du rendement de FNX-innov;
5. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-08-22 13:46

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245520001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la firme FNX-innov pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une periode de quatre ans - Dépenses totale de 6 650 974,92 $ taxes incluses (Contrat : 5 636 419,43, dépenses admissibles : 450 913,55 $, contingence : 563 641,94 $) - AO: 24-20437 (deux soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

La station d'épuration des eaux usées J.R Marcotte, située au 12001 Boulevard Maurice-Duplessis, Montréal H1C 1V3, génère annuellement environ 270 000 tonnes humides de boue déshydratée à une siccité de 33 %. Cette boue déshydratée est incinérée dans les quatre (4) incinérateurs à foyers multiples et produit approximativement 45 000 tonnes de cendre humides annuellement.
Les quatre (4) incinérateurs à foyers multiples actuellement en opération datent de 1988 et font l'objet d'investissements annuels importants en termes d'entretien puisqu'ils s'approchent de la fin de leur vie utile et produisent une quantité importante d'émissions atmosphériques et de gaz à effets de serre (GES). La Ville de Montréal souhaite donc les remplacer d'ici à 2033 par la construction d'une nouvelle Usine de Traitement et de Valorisation des Boues (UTVB) .

À la suite d'une « étude de faisabilité sur les solutions de remplacement des incinérateurs à foyers multiples de la station Jean-R Marcotte » de AXOR - FNX INNOV en juin 2020, la Ville a défini le scénario de traitement qu'elle souhaite développer. Ce scénario se compose de deux voies de traitement des boues primaires :

- 60 % des boues : Déshydratation des boues primaires puis Incinération à Lit Fluidisé (ILF)
- 40 % des boues : Épaississement et digestion anaérobie puis déshydratation du digestat et séchage thermique.

La digestion anaérobie est un processus biologique naturel de décomposition des boues d'épuration par des microorganismes qui s'activent dans des conditions anaérobies, c'est-à-dire sans oxygène. Ce processus se déroule dans un bioréacteur fermé (digesteur) qui convertit une partie des solides en biogaz et les solides restants en digestat. Le séchage

thermique consiste à sécher les digestats déshydratés.

L'incinération à lit fluidisé est une combustion à haute température des boues municipales. Cette technologie est plus récente que les incinérateurs à foyers multiples et opère à des plus hautes températures. Cette température plus élevée permet de produire moins de N_2O, un puissant GES qui est près de 300 fois plus élevé que le PRP (potentiel de réchauffement planétaire) du CO_2.

Le projet UTVB permettra, entre autres, de diversifier la production de biosolides (cendre et digestat séché) ayant un fort potentiel de valorisation agricole.

C'est dans ce contexte qu'un appel d'offres public a été lancé. Cet appel d'offres vise donc l'acquisition de services professionnels nécessaires à la réalisation d'une étude de conception en vue de la préparation des plans et devis définitifs (contrat subséquent).

L'appel d'offres no 24-20437 a été publié le 08 mai 2024 sur le site du Système électronique d'appel d'offres (SÉAO) et dans le Journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 27 Juin 2024 au Service du greffe. La durée de la publication a été de 49 (quarante neuf) jours. Les soumissions sont valides durant cent quatre-vingt (180) jours, soit jusqu'au 24 décembre 2024.

Sept (7) addendas ont été publiés.

Numéro d'addenda	Raison	Impacts budgétaires
Addenda 1	Réponses aux questions et report de date de l'ouverture des soumissions	Oui
Addenda 2	Réponses aux questions	Non
Addenda 3	Avis de changement de l'adresse du service de greffe	Non
Addenda 4	Réponses aux questions, modification du bordereau et report de date pour les visites	Oui
Addenda 5	Réponses aux questions et report de date de l'ouverture des soumissions	Non
Addenda 6	Réponses aux questions	Non
Addenda 7	Réponses aux questions et modifications du bordereau	Oui

Le contrat expire après une période de QUARANTE-HUIT (48) mois à compter de la date de début d'exécution ou au moment de l'épuisement du budget alloué, selon la première de ces éventualités.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Il n'y a pas de décision antérieure spécifique à ce contrat mais un contrat pour la préparation d'une étude de faisabilité sur les solutions de remplacement des incinérateurs à foyers multiples a été réalisé en 2018 dans le cadre des activités du projet UTVB
CG18 0348 - 21 JUIN 2018 - Accorder un contrat à AXOR Experts-Conseils inc pour des services professionnels en ingénierie pour la préparation d'une étude de faisabilité sur les solutions de remplacement des incinérateurs à foyers multiples de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte de la Ville de Montréal - Appel d'offres public 18-16667 -(3 soumissionnaires) (Montant du contrat initial: 536 933,25 $, taxes incluses, majoré avec la résolution CG21 0127 à 643 933,25 $, taxes incluses)

DESCRIPTION

Plus précisément, le présent dossier vise à octroyer le contrat pour l'acquisition de service professionnel d'ingénieur et d'architecture et ce, sur une base de taux unitaire (taux horaires).
Le contrat vise l'acquisition de service multidisciplinaire en ingénierie dont les principaux domaines d'expertise sont les suivants :

- Procédé expert en traitement des boues municipales ;
- Électrique expert en projet industriel;
- Mécanique du bâtiment;
- Mécanique;
- Automatisation;
- Efficacité énergétique;
- Structure;
- Civil;
- Géotechnique.

De plus, il vise l'acquisition de service professionnel suivants : planificateur, estimateur, spécialiste en gestion des actifs, agronome, biologiste, arpenteur, architecte.

Une indexation des prix soumis au bordereau est prévue selon l'indice des prix à la consommation (IPC),

JUSTIFICATION

Deux (2) soumissions ont déposé sous la forme de regroupement :

- AtkinsRéalis (représentant du regroupement) & atelier sens;
- FNX-innov (représentant du regroupement), AECOM & Réal Paul architectes.

Ces deux (2) soumissionnaires ont été évalués conformes à la suite d'une analyse de conformité.

Des vingts preneurs du cahier des charges, deux ont soumissionné (AtkinsRéalis et FNX-innov). Des dix-huit (18) preneurs du cahier des charges qui n'ont pas soumissionné, seulement quatorze (14) ont donné une raison de leur désistement. Une firme a indiqué qu'elle a dû effectuer une sélection parmi les projets en cours et que le nôtre n'a pas été retenu, deux firmes ont indiqué que notre contrat ne se situe pas dans leurs secteur d'activités, une firme a indiqué que leurs ressources sont mobilisées sur d'autres projets majeurs, deux firmes ont indiqué qu'elles n'ont pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de préparer une soumission dans le délai alloué, une firme a indiqué que ses engagements dans d'autres projets ne lui permettent pas d'effectuer le nôtre dans le délai requis, deux preneurs sont des entreprises publique et municipale et cinq firmes sont sous-traitants ou font parti du regroupement.

Les membres du comité de sélection se sont rassemblés le 18 Juillet 2024. Les résultats du comité de sélection sont les suivants :

Soumissions conformes	Note intermédiaire	Note finale	Prix soumis (taxes incl.)	Dépenses admissibles 8% (taxes incl.)	Contingences 10% (taxes incl.)	Total (taxes incl.)

AtkinsRéalis (2ème meilleure note finale)	72,3	0,14	5 503 691,60 $	440 295,33 $	550 369,16 $	6 494 356,08 $
FNX-innov (adjudicataire)	**78,4**	**0,15**	**5 636 419,43 $**	**450 913,55 $**	**563 641,94 $**	**6 650 974,92 $**
Estimation (Ville)			5 239 209,54 $	419 136,76 $	523 920,95 $	6 182 267,26 $
Écart entre l'adjudicataire et l'estimation de la Ville ($)			397 209,88 $	31 776,79 $	39 720,99 $	468 707,66 $
Écart entre l'adjudicataire et l'estimation de la Ville (%)						7,58 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'estimation de la Ville ($)						312 088,82 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note meilleure note finale et l'estimation de la Ville (%)						5,05 %

Le montant de la dépense à autoriser est de 6 650 974,92 $, incluant les dépenses admissibles (8%), les contingences (10 %) et les taxes.

Un montant équivalant à 8% du prix soumis, soit 450 913,55 $, taxes incluses, est prévu pour des dépenses tel que, sans s'y limité, la fourniture et l'installation d'équipements de mesure nécessaires au mandat d'efficacité énergétique, la réalisation des essais nécessaires à l'évaluation de la durée de vie résiduelle des incinérateurs ainsi que la réalisation des relevés 3D des différents procédés existants.

Les membres du comité de sélection recommandent de retenir l'offre de la firme **FNX-innov** pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et valorisation des boues (UTVB). Cette firme a obtenu le plus haut pointage final selon les critères d'évaluation préalablement établis et connus de tous les soumissionnaires.

Les validations requises ont démontré que l'adjudicataire recommandé :

- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'a pas de restrictions imposées sur sa licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ);
- N'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- Ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation;
- Est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville.

Conformément à l'encadrement C-OG-APP-D-22-001, ce contrat fera l'objet d'une évaluation

de rendement de l'adjudicataire.

Le présent contrat est visé par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (LIMCP). L'adjudicataire recommandé, l'entreprise FNX-innov a joint à sa soumission son attestation de l'Autorité des Marchés Publics (AMP), une copie est en pièce jointe.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant de la dépense à autoriser est de 6 650 974,92 $, incluant les dépenses admissibles (8%), les contingences (10 %) et les taxes.
Après la ristourne de taxes, le montant net à emprunter est de 6 073 226,61 $.

Un montant équivalant à 10 % du montant total octroyé, soit 563 641,94 $, taxes incluses, a été ajouté en prévision des possibles contingences au contrat.

Le projet sera financé par le règlement d'emprunt 24-028

MONTRÉAL 2030

Le projet de l'UTVB contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle (voir la grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'absence d'une entente pourrait entraîner le non-respect des échéanciers prévus et reporter le projet pour la construction de l'Usine de Traitement et de Valorisation des Boues (UTVB) ce qui constitue un risque dans la continuité du service de traitement des boues en cas de défaillance des incinérateurs à foyers multiples actuels.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service de l'expérience citoyenne et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : septembre 2024
Début du contrat : octobre 2024
Fin du contrat : octobre 2028

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Danielle DION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lydia DOUIDA
Cheffe de section

Tél : 514-912-4589
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-30

Rodolphe KOHLER
chef(fe) de division - conception_et construction

Tél : 514-214-9759
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc F FORTIN
Directeur - projets majeurs
Tél :
Approuvé le : 2024-08-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-08-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245520001
Unité administrative responsable : Service de l'eau, *Direction des projets majeurs*
Projet : Accorder un contrat de services professionnels, pour une durée de quatre ans, à la firme FNX-innov pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et valorisation des boues (UTVB) d'un montant de 6 650 974,92 $ (Contrat : 5 636 419,43, dépenses admissibles : 450 913,55 $, contingence : 563 641,94 $, taxes incluses) - AO: 24-20437 (deux soumissionnaires).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- Priorité 1 : Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050.
- Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.
- Priorité 20 : Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le projet UTVB permettra, entre autres, de :

- Maximiser la valorisation des biosolides issus du traitement des boues et ce, en cohérence avec les objectifs du plan directeur de gestion des matières résiduelles (PDGMR) de la ville de Montréal.
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre. Par rapport au traitement actuel des boues par des incinérateurs à lits multiples, le projet UTVB permettra la réduction d'environ :

- 61 % des émissions de GES du secteur des boues ;
- 26 % des émissions de GES corporatif de la Ville de Montréal.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 7 février 2024

FNX-INNOV INC.
A/S MONSIEUR RICHARD HÉLIE
433, RUE CHABANEL O
BUR. 1200
MONTRÉAL (QC) H2N 2J8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 2400127297

Objet : Changement de NEQ de FNX-INNOV INC.

Monsieur,

L'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») a été informée du changement de NEQ de l'entreprise FNX-INNOV INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau NEQ de l'entreprise est dorénavant le 1179406682 et qu'aucun autre changement, hormis le NEQ n'a été apporté à l'entreprise FNX-INNOV INC. autorisée le 27 JANVIER 2023.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le changement a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'AMP.

Pour toute question, veuillez communiquer avec Chantal au 1 418 646-0222.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La direction de l'admissibilité et du soutien juridique

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 27 janvier 2023

FNX-INNOV INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
433, RUE CHABANEL O
BUR. 1200
MONTRÉAL (QC) H2N 2J8

N° de décision : 2023-DAMP-1318
N° de client : 3001642376
N° d'entreprise du Québec : 1174002437

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. FNX-INNOV INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **26 janvier 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1245520001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Objet :	Accorder un contrat à la firme FNX-innov pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une periode de quatre ans - Dépenses totale de 6 650 974,92 $ taxes incluses (Contrat : 5 636 419,43, dépenses admissibles : 450 913,55 $, contingence : 563 641,94 $) - AO: 24-20437 (deux soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20437_PV.pdf
24-20437_Intervention.pdf
24-20437_Liste des commandes Seao p.1.pdf
24-20437_Liste des commandes Seao p.2 (1).pdf
24-20437_Comité Sélection_Résultats Gdd.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danielle DION
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-13

Etienne LANGLOIS
conseiller(-ere) en approvisionnement
Tél : 514-872-2988
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20437

No du GDD : 1245520001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et valorisation des boues (UTVB) de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 5 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 7

Ouverture originalement prévue le : 11 - 6 - 2024

Date du dernier addenda émis : 20 - 6 - 2024

Ouverture faite le : 27 - 6 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Date du comité de sélection : 18 - 7 - 2024

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 20

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 10

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 24 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 24 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes			Montant soumis (TTI)	√	# Lot
AtkinsRealis Canada inc.	Intérimaire: 72,3	Final: 0,14	5 943 986,92 $		
FNX-Innov inc.	Intérimaire: 78,4	Final: 0,15	6 087 332,98 $	√	

Information additionnelle

Les dix-huit (18) raisons de désistement sont les suivantes : (1) nous avons dû effectuer une sélection parmi les projets en cours et votre projet n'a pas été retenu, (2) votre projet ne se situe pas dans notre secteur d'activités, (1) mobilisation de nos ressources sur d'autres projets majeurs, (2) nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer votre soumission dans le délai alloué, (1) nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dnas le délai requis, (2) entreprise publique et municipale, (5) firmes qui sont sous-traitants ou font parti du regroupement et (4) aucune réponse malgré deux relances.

Préparé par : Francesca Raby

Le 22 - 7 - 2024

24-20437 - Services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et valorisation des boues (UTVB) de la station d'épuration des eaux usées.

FIRME	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
AtkinsRealis Canada inc.	72,30	5 943 986,92 $	0,14	2
FNX-Innov inc.	78,40	6 087 332,98 $	0,15	1
	-		-	
	-		-	
	-		-	
Agent d'approvisionnement				

Comité	
Date	jeudi 18-07-2024
Heure	9 h 00
Lieu	Vidéoconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	10

⚠ **Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.**

Liste des commandes

Numéro: 24-20437
Numéro de référence: 1845327
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et valorisation des boues (UTVB) - station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

20 résultats **Résultats 1 à 10**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

ATELIER ARCHI- INC. 5605 rue De Gaspé, Suite 502 Montréal QC CAN H2T2A4	Non diffusé	Daniel Lapalme Téléphone: 5142777876 Courriel: pero@archi.ca	0 2024-05-08 17:36	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis

				2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
AtkinsRéalis Canada Inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3 https://www.atkinsrealis.com/	Non diffusé	Pascale Sinclair Téléphone: 4186219700 Courriel: infrastructure2@atkinsrealis.com	0 2024-05-09 14:52	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

TÉTRA TECH QI INC. 600 - 7275, rue Sherbrooke Est Montréal QC CAN H1N1E9	Non diffusé	Caroline Champagne Téléphone: 5142570707 Courriel: caroline.champagne@tetratech.com	0 2024-05-09 12:07	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
FNX-INNOV INC. 2111, boulevard Fernand-Lafontaine Longueuil QC CAN J4G2J4 http://www.fnx-innov.com	Non diffusé	Sophie Pelletier Téléphone: 4506866008 Courriel: offresdeservice@fnx-innov.com	0 2024-05-08 16:18	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique

				2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES EXP INC. 150 rue marchand, bureau 600 Drummondville QC CAN J2C4N1	Non diffusé	Isabelle Milette Téléphone: 8198036651 Courriel: isabelle.milette@exp.com	0 2024-05-08 11:45	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement

				20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
JOHNSTON-VERMETTE GROUPE CONSEIL INC. 6110, rue Christophe-Pélissier Trois-Rivières QC CAN G9A5C9 http://www.johnston-vermette.com	Non diffusé	Julie Brisson Téléphone: 8193733553 Courriel: julie.brisson@johnston-vermette.com	0 2024-05-16 12:49	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique

				2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Société de transport de Montréal 800 rue de la Gauchetière Ouest Bureau 1170, portail Nord-Ouest, rez-de-chaussée Montréal QC CAN H5A1J6 http://www.stm.info	Donneur d'ouvrage	Chatel Moise Téléphone: 5143500800 Courriel: chatel.moise@stm.info	0 2024-05-15 12:24	
Municipalité de Saint-Donat 490, rue Principale Saint-Donat QC CAN J0T2C0 http://www.saint-donat.ca	Donneur d'ouvrage	Anik Jacob Téléphone: 8194242383 Courriel: approvisionnement@saint-donat.ca	0 2024-05-28 16:26	65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis Aucun 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis Aucun
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal QC CAN H2Z1B1 https://www.stantec.com	Non diffusé	Claudine Talbot Téléphone: 4182104610 Courriel: opportunitesqc@stantec.com	0 2024-05-09 14:57	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7

				Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSULTANTS AECOM INC. 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal QC CAN H2X3P4 http://www.aecom.com	Non diffusé	Wendy Klacko Téléphone: 5147891411 Courriel: appels.offres@aecom.com	0 2024-05-21 13:16	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis Aucun 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

© Gouvernement du Québec, 2024

⚠ **Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.**

Liste des commandes

Numéro: 24-20437
Numéro de référence: 1845327
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services professionnels d'ingénierie et d'architecture pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et valorisation des boues (UTVB) - station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

20 résultats **Résultats 11 à 20**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

SID LEE ARCHITECTURE INC. 2050-1 Place Ville Marie Montréal QC CAN H3B2C4 http://www.sidleearchitecture.com	Non diffusé	Maryse Gauthier Téléphone: 5142826834 Courriel: maryse.gauthier@sidleearchitecture.com	0 2024-05-20 11:08	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis Aucun 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel

				20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Solinov 4150 Boulevard Matte, suite 200 Brossard QC CAN J4Y2Z2 http://www.solinov.com	Non diffusé	Benoit Beaudoin Téléphone: 4506592200 Courriel: bbeaudoin@solinov.com	0 2024-05-14 18:53	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7

				Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Atelier SENS 3009, boul. Industriel Laval QC CAN H7L3W9 http://www.ateliersens.ca	Non diffusé	Stéphanie Bastien Téléphone: 4509338989 Courriel: fangers@ateliersens.ca	0 2024-06-04 15:07	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis Aucun 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis Aucun Bordereau numérique Aucun 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis Aucun 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis Aucun 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
QARBONEX SERVICES INC. 1265 Grand rang Saint-François Saint-Pie QC CAN J0H1W0	Non diffusé	Raphael Duquette Téléphone: 5146223825 Courriel: r.duquette@qarbonex.com	0 2024-05-24 08:22	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:13 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda

				4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis Aucun 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis Aucun 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GHD CONSULTANTS LTÉE 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal QC CAN H4S1C7 http://www.ghd.com	Non diffusé	Stéphanie Guindon Téléphone: 5143335151 Courriel: soumissions.quebec@ghd.com	0 2024-05-09 10:32	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2

				Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique Courriel Devis Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC. 700-276 rue Saint-Jacques Montréal QC CAN H2Y1N3 www.provencherroy.ca	Non diffusé	Laetitia Olivieri Téléphone: 5148443938 Courriel: lolivieri@provencherroy.ca	0 2024-05-09 12:54	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 -

				Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec QC CAN G2K0M5	Non diffusé	Linda Pichette Téléphone: 5818145984 Courriel: ao.quebec@wsp.com	0 2024-05-13 08:08	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6

				Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Veolia Eau Technologies Canada Inc. 4105 rue Sartelon St-Laurent Montréal QC CAN H4S2B3	Non diffusé	Denis Girard et Ghislaine Campeau Téléphone: 5143347230 Courriel: vwtcanada.soumissions-tenders@veolia.com	0 2024-05-10 10:59	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique

					2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CIMA+ S.E.N.C. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval QC CAN H7V3Z2 http://www.cima.ca	Non diffusé	Annie Boivin Téléphone: 5143372462 Courriel: annie.boivin@cima.ca	0 2024-05-09 15:50		62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:12 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

RÉAL PAUL ARCHITECTE INC. 5605 avenue de Gaspé bureau 403 Montréal QC CAN H2T2A4 https://www.realpaul-architecte.com	Non diffusé	Geneviève Chemouil Téléphone: 5149540003 Courriel: real.paul@realpaul-architecte.com	0 2024-05-15 08:43	62729 - 24-20437 Addenda #3 Devis 2024-05-29 à 09:13 - Téléchargement 63346 - 24-20437_Addenda 4+Bordereau de prix V1 Devis 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement Bordereau numérique 2024-06-03 à 15:54 - Téléchargement 65521 - 24-20437 Addenda #2 Devis 2024-05-21 à 13:55 - Téléchargement 65634 - 24-20437 Addenda #1 - Report de date et Q&R Devis 2024-05-16 à 14:55 - Téléchargement 20000101 - 24-20437_Addenda 5 Devis 2024-06-10 à 16:15 - Courriel 20001400 - 24-20437_Addenda 6 Devis 2024-06-17 à 13:40 - Courriel 20002104 - 24-20437 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Devis 2024-06-20 à 12:35 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245520001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Objet :	Accorder un contrat à la firme FNX-innov pour la fourniture de services professionnels pour la réalisation de l'étude de conception du projet de construction de l'usine de traitement et de valorisation des boues (UTVB), pour une periode de quatre ans - Dépenses totale de 6 650 974,92 $ taxes incluses (Contrat : 5 636 419,43, dépenses admissibles : 450 913,55 $, contingence : 563 641,94 $) - AO: 24-20437 (deux soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD 1245520001 - DPM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-06

Jean-François BALLARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.35

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1248290005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda à l'acte de cession du 20 octobre 2017, par lequel le gouvernement du Québec accorde à la Ville de Montréal, une prolongation de délai jusqu'au 31 octobre 2025, pour réaliser la vente d'un premier terrain sur le site de l'ancien hippodrome, situé à l'ouest du boulevard Décarie et au sud de la rue Paré, lequel fait partie intégrante du futur écoquartier Namur-Hippodrome dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. N/Réf. : 31H05-005-7856-01 Dossier #24-0270-T

Il est recommandé :

- d'approuver un projet d'addenda à l'acte de cession du 20 octobre 2017, par lequel le gouvernement du Québec accorde à la Ville de Montréal, une prolongation de délai jusqu'au 31 octobre 2025, pour réaliser la vente d'un premier terrain sur le site de l'ancien hippodrome, situé à l'ouest du boulevard Décarie et au sud de la rue Paré, lequel fait partie intégrante du futur écoquartier Namur-Hippodrome dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce, le tout sujet aux termes et conditions stipulés audit projet d'addenda.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-25 15:09

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248290005**

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'addenda à l'acte de cession du 20 octobre 2017, par lequel le gouvernement du Québec accorde à la Ville de Montréal, une prolongation de délai jusqu'au 31 octobre 2025, pour réaliser la vente d'un premier terrain sur le site de l'ancien hippodrome, situé à l'ouest du boulevard Décarie et au sud de la rue Paré, lequel fait partie intégrante du futur écoquartier Namur-Hippodrome dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. N/Réf. : 31H05-005-7856-01 Dossier #24-0270-T

CONTENU

CONTEXTE

Le 20 octobre 2017, la Ville de Montréal a acquis de la Société nationale du cheval de course (SONACC) et du gouvernement du Québec le site de l'ancien hippodrome (Site) localisé dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce (Arrondissement). Le Site constitue le dernier terrain vacant de cette ampleur parmi les secteurs centraux de Montréal et fait l'objet d'une démarche de planification par le Service de l'urbanisme et de la mobilité de la Ville, en collaboration avec l'Arrondissement et les services centraux concernés.
En mai 2023, un tout nouveau partenariat a été mis sur pied avec la création du Groupe d'accélération pour l'optimisation du projet de l'hippodrome (GALOPH). La Ville de Montréal, les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que le secteur de l'habitation, de l'immobilier, du communautaire et de l'économie sociale se sont ainsi réunis avec pour mandat l'élaboration d'un plan d'affaires permettant la réalisation de cet ambitieux projet urbain, particulièrement complexe en raison de son envergure, des infrastructures requises et des nombreux partenaires impliqués. Le GALOPH est donc pressenti pour réaliser la planification détaillée, en étroite collaboration avec la Ville, du déploiement des infrastructures et du développement immobilier du Site.

Dans le but de permettre à GALOPH d'accomplir son mandat, le gouvernement du Québec et la Ville ont convenu d'amender l'acte de cession, et ce, afin de reporter le délai exigeant la vente d'un premier terrain au plus tard 6 années suivant la date de signature de l'acte, soit avant le 20 octobre 2023 (Article 6.1.9). Ainsi, compte tenu de la prolongation du mandat du GALOPH, le gouvernement du Québec consent à repousser au 31 octobre 2025 l'échéance de la Ville pour la vente d'un premier terrain sur le Site.

Le présent sommaire a pour but de soumettre pour approbation aux autorités municipales, le projet d'addenda à l'acte de cession du 20 octobre 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0275 - 15 juin 2017 - Abroger la résolution CG13 0233 / Approuver le projet d'acte de cession par lequel la Société nationale du cheval de course (SONACC) et le gouvernement du Québec cèdent à la Ville de Montréal un emplacement connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal, situé à l'ouest du boulevard Décarie et au sud de la rue Paré, d'une superficie de 434 756,8 mètres carrés, dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce, et ce, sans contrepartie monétaire immédiate, mais sujet aux conditions stipulées au projet d'acte

DESCRIPTION

Approuver un projet d'addenda en vertu duquel le gouvernement du Québec accorde à la Ville un délai supplémentaire, jusqu'au 31 octobre 2025, pour réaliser son obligation à débuter le transfert de parcelles de terrain prévu à l'article 6.1.9 de l'acte de cession intervenu devant M^{e} Patrick Fluet, notaire, le 20 octobre 2017, et inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 23 449 516.
Ainsi, l'article 6.1.9 de l'acte de cession est remplacé par le suivant :

« 6.1.9 Débuter le Transfert de parcelles de l'Immeuble au plus tard le 31 octobre 2025; »

Tous les autres termes et conditions de l'acte de cession demeurent inchangés.

JUSTIFICATION

Le Service de la stratégie immobilière (SSI) soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour approbation, pour les motifs suivants :

- Le délai exigeant la vente d'un premier terrain sur le Site est arrivé à échéance le 20 octobre 2023;
- Le gouvernement du Québec et l'ensemble des intervenants municipaux sont favorables à une prolongation du délai.

Considérant les étapes à franchir pour bien planifier le développement du Site, le SSI est d'avis qu'il est préférable de prolonger le délai pour concrétiser la première vente, et ce, jusqu'au 31 octobre 2025.

L'addenda à l'acte de cession du 20 octobre 2017 sera fait sous seing privé, sans publication au registre foncier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le projet d'addenda n'implique aucune compensation financière.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, mais il ne s'applique pas aux engagements en changement climatique parce qu'il vise à prolonger le délai pour réaliser la vente d'un premier terrain sur le Site.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un refus d'approuver le présent dossier décisionnel mettrait la Ville à risque, car le délai pour concrétiser une première transaction sur le Site est expiré.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Signature de l'addenda;
- Effectuer une première transaction sur le Site avant le 31 octobre 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux règlements, aux politiques et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Patrick FLUET)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Ariane QUIRION LAMOUREUX, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Thierry DUFORT
Conseiller en immobilier expertise immobiliere

Tél : 438-402-1894
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-06-17

Dany LAROCHE
Chef de division - Division des transactions

Tél : 514-449-4842
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directrice du Service de la stratégie immobilière
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2024-11-22

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248290005
Unité administrative responsable : Service de la stratégie immobilière – Division des transaction immobilières.
Projet : Projet d'addenda à l'acte de cession du 20 octobre 2017 – prolongation de délai

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Priorité 7 : Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable.

Priorité 9 : Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.

Priorité 18 : Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire; et

Priorité 19 : Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Pour l'ensemble des priorités ci-devant mentionnées, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, et ce, par la vente éventuelle de terrains visant à favoriser la construction de logements abordables pérennes sur le site de l'ancien Hippodrome.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

2017 -10- 23 15:20
Heure : minute

23 449 516

L'AN DEUX MILLE DIX-SEPT,
le vingt octobre (20-10-2017).

DEVANT **M^e^ Patrick FLUET**, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

C O M P A R A I S S E N T :

SOCIÉTÉ NATIONALE DU CHEVAL DE COURSE, personne morale légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), émises le dix (10) décembre mil neuf cent quatre-vingt-treize (1993), immatriculée sous le numéro 1143186212 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, c. P-44.1), ayant son siège au 7440, boulevard Décarie, à Montréal, province de Québec, H4P 2H1, autrefois connue sous le nom de Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) inc., laquelle est en liquidation depuis le vingt-huit (28) mars deux mille douze (2012) aux termes du *Décret numéro 295-2012* du vingt-huit (28) mars deux mille douze (2012) du gouvernement du Québec.

La Société nationale du cheval de course est ici représentée par Mark Bernier, CPA, CA, Associé, Raymond Chabot inc., ayant sa place d'affaires au 140, Grande Allée Est, Bureau 200 à Québec, province de Québec, GIR 5P7, son liquidateur nommé à cette fonction par le gouvernement du Québec, le 31 juillet 2012. Une copie de la nomination du liquidateur demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire délégué.

Ci-après nommée le « **Cédant** »

E T

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4) (« la **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CM17 0706, adoptée par le conseil municipal à sa séance du treize (13) juin deux mille dix-sept (2017); et

b) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

c) de la résolution numéro CG17 0275, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du quinze (15) juin deux mille dix-sept (2017).

Une copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire instrumentant.

Ci-après nommée la « **Ville** »

E T

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Carlos Leitão, ministre des Finances, ayant ses bureaux au 12, rue Saint-Louis, à Québec, province de Québec, G1R 5L3.

Ci-après nommé le « **Gouvernement** »

Lesquels, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

1. PRÉAMBULE

1.1 ATTENDU QUE le Cédant est propriétaire des lots mentionnés aux paragraphes 3.1 et 3.2 des présentes;

1.2 ATTENDU QUE le Cédant, le Gouvernement et la Ville ont signé une entente de principe concernant la cession de certains lots de l'hippodrome de Montréal, aux termes de laquelle le Cédant s'engage à céder à la Ville, à certaines conditions, les lots mentionnés aux paragraphes 3.1 et 3.2 des présentes;

1.3 ATTENDU QUE la présente cession a été autorisée par le Gouvernement aux termes du *Décret numéro 294-2012* du vingt-huit (28) mars deux mille douze (2012);

1.4. ATTENDU QU'aux termes de l'article 13 de la *Loi concernant la Société nationale du cheval de course* (RLRQ, c. S-18.2.0.1, maintenant abrogée), en cas de dissolution de ladite société, les biens de celle-ci, après le paiement des dettes, sont dévolus à l'État;

1.5 ATTENDU QUE les lots mentionnés aux paragraphes 3.1 et 3.2 des présentes sont situés dans une zone dite « institutionnelle », conformément aux règlements de la Ville, et que ce zonage doit être modifié pour permettre leur mise en valeur dans le cadre d'un développement immobilier;

1.6 ATTENDU QUE le conseil d'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce a adopté, à sa séance du vingt-deux (22) juin deux mille quinze (2015), la résolution CA15 170213, approuvant le projet particulier PP-83 visant le redéveloppement du site de l'ancien hippodrome de Montréal situé au 7440, boulevard Décarie, consistant en la démolition des principaux bâtiments, en vertu *du Règlement sur les projets particuliers de construction, de modification ou d'occupation d'un immeuble* (RCA02 17017);

1.7 ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au Cédant et au Gouvernement; en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de ladite politique est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires), tel que la Ville le confirme.

2. DÉFINITIONS

Sujets aux autres définitions contenues aux présentes et qui sont applicables à certaines dispositions particulières, dans la présente entente, les termes ci-dessous ont la signification suivante :

2.1 « Avis d'intention » : L'avis écrit envoyé par la Ville au Gouvernement signifiant son intention de procéder à un Transfert;

2.2 « **Cession** » : La cession, la vente ou tout autre acte translatif de propriété de tout ou partie de l'Immeuble par la Ville à une Paramunicipale;

2.3 « **Date butoir** » : Le jour du quatorzième (14e) anniversaire de la date de signature du présent acte;

2.4 « **Déconstruction** » : Le démantèlement des Installations incluant leur fondation, à l'exception de la station de pompage et des infrastructures souterraines (aqueduc, égouts, etc.). La Déconstruction inclut également la relocalisation sur l'Immeuble, selon les besoins de conservation du site, notamment pour le fonctionnement de la station de pompage, de l'entrée électrique sise sur le lot UN MILLION SIX CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE TRENTE-CINQ (1 679 035).

La Déconstruction comprend de plus, les éléments suivants : i) la démolition sélective des matériaux, de manière à en optimiser la réutilisation ou la récupération; ii) la disposition des rebuts provenant du démantèlement des Installations; et iii) le nettoyage et le nivellement des sites de démolition en conformité avec les niveaux de sol du site ainsi que leur verdissement; le tout conformément aux lois et règlements en vigueur;

2.5 « **Étude environnementale** » : Les études de nature environnementale effectuées à la demande de la Ville par des experts reconnus, comprenant un diagnostic exhaustif sur le niveau de contamination des sols et de l'eau souterraine de l'Immeuble et une évaluation des coûts de décontamination pour que les sols et l'eau souterraine soient conformes aux critères prévus aux Lois environnementales;

2.6 « **Frais de Déconstruction** » : Les sommes déboursées par la Ville pour procéder à la Déconstruction, déclarées conformément au paragraphe 6.1.3 des présentes, comprenant notamment, les honoraires professionnels, les frais de toute Étude environnementale additionnelle et, le cas échéant, les coûts de décontamination afférents à la Déconstruction pour que les sols et l'eau souterraine soient conformes aux critères prévus aux Lois environnementales;

2.7 « **Frais de la Ville** » : Les sommes déboursées par la Ville pour effectuer l'Étude environnementale ainsi que les coûts reliés à la mise à jour des études portant sur le lien Cavendish-Cavendish, déclarées conformément aux paragraphes 6.1.5 et 6.1.11 des présentes;

2.8 « **Frais du Gouvernement** » : Les sommes déboursées par le Cédant ou par le Gouvernement pour assurer l'entretien et le gardiennage des Installations depuis la signature de l'entente de principe jusqu'à la signature du présent acte de cession, déclarées conformément au paragraphe 6.2.1 des présentes, incluant les sommes déboursées à titre de taxes foncières municipales et scolaires, ainsi que tous honoraires professionnels tels que, mais sans limitation, les honoraires d'évaluateurs, d'avocats et de notaires, le tout jusqu'à concurrence de cinq millions de dollars (5 000 000 $);

2.9 « **Immeuble** » : L'immeuble décrit aux paragraphes 3.1 et 3.2 des présentes;

2.10 « **Installations** » : Les bâtiments et leurs dépendances ainsi que tout autre ouvrage érigé sur l'Immeuble;

2.11 « **Lois environnementales** » : La *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2) ainsi que les règlements pris en vertu de celle-ci;

2.12 « **Organisme** » : Un organisme sans but lucratif ou tout autre organisme ou société que la Ville peut légalement subventionner, à l'exception d'une Paramunicipale;

2.13 « **Paramunicipale** » : Un organisme sans but lucratif constitué à la demande de la Ville conformément au chapitre V de l'Annexe C de la Charte;

2.14 « **Prix de vente** » : La somme obtenue à la suite de tout Transfert;

2.15 « **Prix moyen du marché** » : correspond au produit de la superficie en mètre carré du terrain visé par un Transfert et du quotient entre la valeur foncière totale (imposable et non imposable) non étalée et uniformisée des terrains des catégories « Résidentielle », « Commerciale » et « Services » divisée par le total de la superficie des terrains des catégories correspondantes en mètre carré (code U.M. 5), selon le sommaire du rôle d'évaluation foncière de l'arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce correspondant au plus récent sommaire du rôle d'évaluation foncière de la Ville de Montréal remis au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire;

2.16 « **Terrain résiduel** » : Toute partie de l'Immeuble qui n'a pas fait l'objet d'un Transfert ou d'une promesse de Transfert à la Date butoir ainsi que toute partie de l'Immeuble ayant fait l'objet d'une Cession et pour laquelle une Paramunicipale n'a reçu aucune promesse de Transfert à la Date butoir;

2.17 « **Transfert** » : La cession, la vente ou tout autre acte translatif de propriété de tout ou partie de l'Immeuble à un Organisme ou à un tiers, permettant, conformément au Zonage, la mise en valeur de l'Immeuble par un développement immobilier;

2.18 « **Valeur marchande** » : La valeur marchande de tout ou partie de l'Immeuble telle que définie par les normes de pratique d'un membre de l'Ordre des évaluateurs agréés du Québec (OEAQ), établie suivant les règles et procédures décrites aux articles 7.1 et 7.2 des présentes. Sauf disposition contraire des présentes, la Valeur marchande doit tenir compte du niveau de contamination des sols et de l'eau souterraine de l'Immeuble ainsi que du Zonage;

2.19 « **Zonage** » : Les règlements de zonage de la Ville permettant de mettre tout ou partie de l'Immeuble en valeur et d'y réaliser un développement immobilier.

CES FAITS ÉTANT DÉCLARÉS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

3. OBJET DU CONTRAT

Le Cédant cède à la Ville qui accepte, un immeuble situé en la ville de Montréal, arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce, portant l'adresse 7440, boulevard Décarie, étant une partie de l'hippodrome de Montréal connu, désigné et composé des lots suivants :

DÉSIGNATION

3.1 Le lot numéro **DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-HUIT (2 384 988)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal; et

3.2 Le lot numéro **DEUX MILLIONS SIX CENT QUARANTE-HUIT MILLE DEUX CENT VINGT-TROIS (2 648 223)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit Immeuble et avec les Installations, étant entendu toutefois que ces Installations feront l'objet d'une Déconstruction par la Ville, conformément aux dispositions du paragraphe 6.1.2 des présentes.

4. CONDITIONS GÉNÉRALES

4.1 Garantie

La Ville reconnaît que l'Immeuble est cédé par le Cédant et acquis par la Ville « tel quel », aux entiers risques et périls de la Ville, sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, ni légale ni conventionnelle, de la part du Cédant en faveur de la Ville. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la Ville reconnaît que la présente cession est faite sans aucune garantie de quelque nature que ce soit quant à la condition environnementale de l'Immeuble.

La Ville s'engage à indemniser, protéger et prendre faits et cause pour le Cédant, Raymond Chabot inc., ses associés et ses représentants, sans limite de temps, contre tous recours, réclamations, demandes, poursuites et autres procédures pris par toute personne en raison de la condition environnementale de l'Immeuble, y compris toute migration qui en découle.

4.2 Possession

La Ville devient propriétaire de l'Immeuble à compter de ce jour, avec possession et occupation immédiates.

4.3 Dossier de titres

Le Cédant ne fournira pas de dossier de titres à la Ville relativement à l'Immeuble, ni certificat de recherches, ni état certifié des droits réels, ni plan, à l'exception du certificat de localisation préparé par Richard McClish, arpenteur-géomètre, le vingt-cinq (25) février deux mille dix (2010), sous le numéro 10226 de ses minutes, dont la Ville a reçu copie et se déclare satisfaite.

5. ATTESTATIONS

5.1 Attestations du Cédant

Le Cédant déclare et atteste que :

5.1.1 Il est aux droits de la Société nationale du cheval de course suite à sa nomination à titre de liquidateur, le 31 juillet 2012, par le Gouvernement;

5.1.2 Il a acquis l'Immeuble aux termes des actes suivants :

i) vente par Société d'habitation et de développement de Montréal à Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) inc. reçue devant Me André Auclair, notaire, le vingt-huit (28) mai mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le deux (2) juin mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), sous le numéro 5 013 802; et

ii) vente par Société de développement de Montréal à Société de promotion de l'industrie des courses de chevaux (SPICC) inc. reçue devant Me Linda Boucher, notaire, le trente (30) octobre mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le quatre (4) novembre mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit (1998), sous le numéro 5 051 489;

5.1.3 L'Immeuble est libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque;

5.1.4 La Société d'habitation et de développement de Montréal (« SHDM ») a renoncé à l'exercice de son droit de préemption relativement à la cession de l'Immeuble, tel qu'en fait foi la résolution 12-023 adoptée par le conseil d'administration de la SHDM, le treize (13) mars deux mille douze (2012), dont copie demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le Cédant en présence du notaire délégué;

5.1.5 Les impôts fonciers ou sommes qui en tiennent lieu relatifs à l'Immeuble et qui sont échus ont été acquittés, sans subrogation, jusqu'à ce jour;

5.1.6 L'Immeuble est grevé des servitudes suivantes :

5.1.6.1 une servitude d'utilités publiques par Jeanne Vermette en faveur de La Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec) reçue devant Me Claude Beauregard, notaire, le vingt (20) décembre mille neuf cent cinquante-sept (1957), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le vingt-sept (27) décembre mille neuf cent cinquante-sept (1957), sous le numéro 1 314 032;

5.1.6.2 une servitude d'utilités publiques par Jeanne Vermette en faveur de La Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec) reçue devant Me Georges Beauregard, notaire, le vingt-trois (23) décembre mille neuf cent cinquante-deux (1952), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le trente (30) décembre mille neuf cent cinquante-deux (1952), sous le numéro 987 841;

5.1.6.3 une servitude d'utilités publiques par Jeanne Vermette en faveur de La Commission hydroélectrique de Québec (Hydro-Québec) reçue devant Me Georges Beauregard, notaire, le quatre (4) mars mille neuf cent quarante-huit (1948), dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, le quatre (4) mars mille neuf cent quarante-huit (1948), sous le numéro 727 781;

5.1.7 Il n'existe, après vérifications raisonnables, aucun bail, offre de location, droit d'occupation, contrat de service, contrat d'emploi, contrat d'administration, contrat de gestion ou autre contrat ou entente, de quelque nature que ce soit, pouvant lier la Ville lors de l'acquisition de l'Immeuble;

5.1.8 Il a le pouvoir et la capacité de céder l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont été accomplies;

5.1.9 Il n'est pas un non-résident au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1(5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

5.1.10 Il reconnaît avoir reçu de la Ville, préalablement à la date des présentes, copie de l'Étude environnementale.

5.2 Attestations de la Ville

La Ville déclare et atteste que :

5.2.1 Elle est une personne morale de droit public résidente canadienne au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. (1985) c. 1 (5^{e} suppl.)) et de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

5.2.2 Elle a le pouvoir et la capacité d'acquérir l'Immeuble sans autres formalités que celles qui ont déjà été accomplies;

5.2.3 Le lien Cavendish-Cavendish est une route qui relève de sa responsabilité et elle s'engage à inscrire ce dernier au plan de transport de l'agglomération et à son programme triennal d'immobilisation;

5.2.4 Elle acquiert l'Immeuble afin de le développer et le mettre en valeur suivant l'adoption du Zonage. À cet égard, le développement de l'Immeuble à son plein potentiel tiendra compte de l'importance de la Cité scientifique située à proximité, du redéveloppement du triangle Namur/Jean-Talon, de la capacité véhiculaire de l'autoroute Décarie et de l'inscription du lien Cavendish-Cavendish au Plan de transport de l'agglomération de Montréal et au programme triennal d'immobilisation.

6. OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1 Obligations de la Ville

La Ville s'engage et s'oblige à :

6.1.1 Prendre l'Immeuble, incluant notamment les réseaux d'aqueduc, d'égout pluvial et d'égout sanitaire, dans l'état où il se trouve actuellement, y compris sa condition environnementale, sujet à toute servitude, le cas échéant, déclarant l'avoir vu et examiné à sa satisfaction;

6.1.2 Procéder à la Déconstruction au plus tard vingt-quatre (24) mois suivant la date de signature du présent acte et assumer les Frais de Déconstruction;

6.1.2.1 Permettre au Gouvernement d'agir à titre d'observateur dans le cadre des contrats qui seront accordés par la Ville concernant les services professionnels relatifs à la Déconstruction et concernant l'exécution des travaux de Déconstruction. Le Gouvernement pourra notamment demander à la Ville de lui transmettre copie des plans et devis lorsque ceux-ci seront entièrement complétés ainsi que toute autre information qu'il jugera utile et que la Ville pourrait détenir;

6.1.3 Faire parvenir au Gouvernement, au plus tard trente (30) mois suivant la date de signature du présent acte, un relevé des sommes déboursées à titre de Frais de Déconstruction, ainsi que les pièces justificatives relatives à ces déboursés;

6.1.4 Payer les frais et honoraires des présentes, de leur publication et des copies requises pour toutes les parties;

6.1.5 Mettre à jour, à ses frais, les études relatives aux coûts reliés à la réalisation du lien Cavendish-Cavendish et faire parvenir au Gouvernement un relevé des sommes déboursées pour effectuer ces études ainsi que les pièces justificatives relatives à ces déboursés;

6.1.6 Aviser le Gouvernement de tout nouveau règlement de zonage de la Ville ou toute modification au zonage par rapport à celui qui existe en date des présentes relativement à l'Immeuble;

6.1.7 Établir et transmettre au Gouvernement un échéancier de développement immobilier de l'Immeuble au plus tard cinq (5) années suivant la date de signature du présent acte;

6.1.8 Faire parvenir au Gouvernement, au plus tard trente (30) jours après un Transfert, un relevé des défalcations visées par le paragraphe 7.3.5 ainsi que les pièces qui les justifient;

6.1.9 Débuter le Transfert de parcelles de l'Immeuble au plus tard six (6) années suivant la date de signature du présent acte;

6.1.10 N'effectuer aucun Transfert tant et aussi longtemps que le Zonage ne sera pas en vigueur. Pour plus de clarté, la présente restriction ne s'applique pas à une Cession;

6.1.11 Remettre au Gouvernement, au plus tard à la signature du présent acte, un relevé des sommes déboursées pour effectuer l'Étude environnementale de l'Immeuble, ainsi que les pièces justificatives détaillées relatives à ces déboursés;

6.1.12 Partager avec le Gouvernement le Prix de vente ou, dans le cas d'un Terrain résiduel, la Valeur marchande suivant la procédure établie au paragraphe 7.2 ou 7.3 des présentes, selon le cas;

6.1.13 Faire assumer par tout Organisme ou tiers, partie à un Transfert, l'obligation de réaliser un développement immobilier sur tout ou partie de l'Immeuble acquis aux termes de tel Transfert, de procéder, préalablement à tout développement immobilier, à sa décontamination, le cas échéant, selon les critères applicables dans les Lois environnementales selon le Zonage permis et de fournir à la Ville un rapport provenant d'experts reconnus dans le domaine confirmant que l'ensemble de la partie de l'Immeuble acquise a été décontaminée conformément aux Lois environnementales et aux règles de l'art (« Rapport de décontamination »);

6.1.14 Faire assumer par toute Paramunicipale, partie à tout acte de Cession, toutes et chacune des obligations souscrites par la Ville aux termes du présent acte, notamment et sans limiter la généralité de ce qui précède, celles faisant l'objet du paragraphe 6.1.12, et de l'article 7 des présentes, sans libérer la Ville;

6.1.15 Transmettre au Gouvernement, préalablement à tout Transfert, un Avis d'intention.

6.2 Obligations du Cédant

Le Cédant s'engage et s'oblige à :

6.2.1 Faire parvenir à la Ville, au plus tard soixante (60) jours après la signature du présent acte, un relevé des sommes déboursées à titre de Frais du Gouvernement, ainsi que les pièces justificatives relatives à ces déboursés.

6.2.2 Tenir la Ville indemne de tout dommage, réclamation ou poursuite qui pourrait être formulé, en raison de la présente cession, par tout locataire de l'Immeuble ou par toute autre personne en raison de l'existence de tout contrat visé au paragraphe 5.1.7, à moins que tel dommage, réclamation ou poursuite ne soit attribuable aux actions ou aux décisions de la Ville.

6.3 Obligation du Gouvernement

Le Gouvernement s'engage et s'oblige à :

6.3.1 Tenir le Cédant, Raymond Chabot inc., ses associés et ses représentants, indemnes de tout dommage, réclamation ou poursuite qui pourrait être formulé, en raison de la présente cession, par tout locataire de l'Immeuble ou par toute autre personne en raison de l'existence de tout contrat visé au paragraphe 5.1.7, à moins que tel dommage, réclamation ou poursuite ne soit attribuable aux actions ou aux décisions du Cédant.

7. DÉTERMINATION DE LA VALEUR MARCHANDE ET PARTAGE DU PRIX DE VENTE OU DE LA VALEUR MARCHANDE

7.1 Détermination de la Valeur marchande de l'Immeuble

La « **Valeur marchande de l'Immeuble** » doit être établie par la Ville et le Gouvernement par suite du Zonage et préalablement à tout Transfert.

Cette valeur correspond à la Valeur marchande estimée pour l'ensemble de l'Immeuble, en tenant compte de sa division envisagée pour réaliser le développement immobilier permis par le Zonage.

7.2 Détermination de la Valeur marchande dans les cas de Transferts partiels ou pour les Terrains résiduels

La Valeur marchande doit être établie par la Ville et le Gouvernement dans les cas de Transfert de toute partie de l'Immeuble. Il en est de même de tout Terrain résiduel.

7.2.1 La Ville et le Gouvernement détermineront la Valeur marchande de toute partie de l'Immeuble dans les délais prévus ci-dessous :

7.2.1.1 Dans le cas du Transfert de toute partie de l'Immeuble : préalablement au Transfert, dans un délai d'au plus soixante (60) jours suivant la date de l'Avis d'intention;

7.2.1.2 Pour tout Terrain résiduel : dans un délai d'au plus soixante (60) jours suivant la Date butoir.

7.2.2 Advenant un différend entre le Gouvernement et la Ville sur l'établissement de la Valeur marchande ou de la Valeur marchande de l'Immeuble, le Gouvernement et la Ville conviennent de se conformer à la procédure suivante :

7.2.2.1 la Ville et le Gouvernement désigneront conjointement, dans un délai de trente (30) jours suivant le différend, un arbitre à qui ils remettront copie de tout document pertinent permettant à l'arbitre de procéder à une évaluation. Cet arbitre doit être un évaluateur agréé membre de l'OEAQ;

7.2.2.2 L'arbitre disposera d'un délai de trente (30) jours suivant sa désignation pour préparer un rapport d'évaluation. Le rapport d'évaluation doit exposer la méthode d'évaluation retenue pour en déterminer la valeur. La Valeur marchande ainsi déterminée par l'arbitre est finale et liera la Ville et le Gouvernement.

7.3 Partage du Prix de vente

7.3.1 Le Prix de vente servira en premier lieu à payer les Frais de Déconstruction, puis les Frais du Gouvernement, (jusqu'à concurrence d'un remboursement de 5 000 000 $), et ensuite les Frais de la Ville, jusqu'à ce que toutes les sommes dues à la Ville et au Gouvernement, à titre de frais, soient entièrement remboursées.

7.3.2 Une fois le remboursement total des frais conformément au paragraphe précédent, la Ville s'engage, jusqu'à la Date butoir, à payer au Gouvernement la moitié du plus élevé de la Valeur marchande ou du Prix de Vente de chaque partie de l'Immeuble faisant l'objet d'un Transfert.

7.3.3 Lorsqu'une partie de l'Immeuble fait l'objet d'un Transfert à un Organisme pour un Prix de vente inférieur à sa Valeur marchande, ou si la Ville se réserve à tout moment une partie de l'Immeuble à des fins municipales, elle doit payer au Gouvernement la moitié du Prix moyen du marché pour cette partie de l'Immeuble.

7.3.4 En ce qui concerne tout Terrain résiduel, la Ville s'engage à décontaminer les sols et l'eau souterraine de ce Terrain résiduel conformément aux critères applicables dans les Lois environnementales en fonction du Zonage, à fournir un Rapport de décontamination et à verser au Gouvernement, au plus tard quinze (15) années suivant la date de signature du présent acte :

7.3.4.1 la moitié de la Valeur marchande, établie conformément à la procédure prévue au paragraphe 7.2 ci-dessus; ou

7.3.4.2 toute autre compensation tenant lieu de contrepartie convenue avec le Gouvernement, étant entendu toutefois que cette compensation devra être équivalente aux sommes qu'aurait à payer la Ville en vertu du paragraphe 7.3.4.1, après les défalcations visées au paragraphe 7.3.5.

À défaut par la Ville de payer au Gouvernement, à la date prévue ci-dessus, les sommes déterminées en vertu du paragraphe 7.3.4.1, ou de lui verser la compensation convenue en vertu de l'article 7.3.4.2, la Ville s'engage à céder au Gouvernement, sur demande de ce dernier et sans contrepartie monétaire, tout Terrain résiduel dont les sols et l'eau souterraine auront été au préalable décontaminés conformément aux critères applicables dans les Lois environnementales en fonction du Zonage et à fournir au Gouvernement un Rapport de décontamination.

7.3.5 La Ville peut, sur la moitié de la Valeur marchande, du Prix de vente ou du Prix moyen du marché qu'elle doit payer au Gouvernement, défalquer la moitié de toute commission, de tous honoraires professionnels, tels que, mais sans limitation : les honoraires d'évaluateur, d'avocat, de notaire, d'arpenteur-géomètre, d'archéologue ou de biologiste, et du coût de toute opération cadastrale;

Toutefois, la Ville, ou une Paramunicipale, le cas échéant, ne peut défalquer aucun montant, sans l'autorisation préalable du ministre, lorsque le montant total des défalcations est égal ou excède 2,5% de la Valeur marchande de l'Immeuble.

7.3.6 Sauf en ce qui concerne les sommes payables au Gouvernement en vertu du paragraphe 7.3.4, toute somme due au Gouvernement, en vertu du présent article 7.3, est payable dans un délai de soixante (60) jours suivant l'encaissement total ou partiel par la Ville du Prix de vente payable aux termes d'un Transfert.

7.4 Partage différé

Aucun partage ne sera fait entre le Gouvernement et la Ville eu égard à quelque contrepartie que ce soit reçue par la Ville à l'occasion d'une Cession. Toutefois, suivant toute Cession, les obligations souscrites par la Ville aux termes du présent acte sont, à compter de telle Cession, les obligations de la Paramunicipale, sans libérer la Ville. Pour les fins susdites, la moitié des frais visés à l'article 7.3.5 engagés par la Paramunicipale pour mettre en valeur toute partie de l'Immeuble acquise aux termes d'une Cession pourra être défalquée du Prix de vente ou de la Valeur marchande ou du Prix moyen du marché à payer au Gouvernement, selon le cas, pourvu toutefois que telles sommes n'aient pas déjà été payées par la Ville à l'occasion de la Cession, ou que ces sommes n'aient pas déjà fait l'objet d'une réclamation par la Ville. Les taxes foncières payables par la Paramunicipale pendant qu'elle détient tout ou partie de l'Immeuble sont toutefois exclues des frais pouvant être défalqués.

Les sommes ainsi défalquées ne pourront, conformément à l'article 7.3.5, excéder 2,5% de la Valeur marchande de l'Immeuble.

8. CESSION DE LA VILLE AU GOUVERNEMENT

La Ville s'engage, si le Zonage n'a pas été mis en vigueur au plus tard six (6) années suivant la date de signature du présent acte, à céder l'Immeuble, sans contrepartie, au Cédant ou au Gouvernement sur instructions à être données par le Gouvernement. La Ville s'engage alors à signer sur demande tout acte de cession ou tout autre document en faveur du Cédant ou du Gouvernement, le cas échéant.

9. RÉPARTITIONS

La Ville déclare que les immeubles lui appartenant sont exempts de taxes foncières, municipales et scolaires, en vertu des dispositions de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (RLRQ, c. F-2.1). En conséquence, la Ville remboursera au Cédant ou au Gouvernement, le cas échéant, toute portion de taxes municipales, compensation ou sommes en tenant lieu qui aurait été payée en trop. Par ailleurs, le Comité de gestion de la taxe scolaire de l'Île de Montréal remboursera au Cédant ou au Gouvernement, le cas échéant, toute portion de taxes scolaires, compensation ou sommes en tenant lieu qui aurait été payée en trop, sous réserve des dispositions de l'article 245 de la loi précitée. De plus, le Cédant reconnaît que tout remboursement de taxes municipales ou scolaire, le cas échéant, se fera uniquement après la modification du rôle d'évaluation foncière résultant des présentes.

10. CONSIDÉRATION

Cette cession est faite sans contrepartie monétaire immédiate, mais en considération du partage, entre la Ville et le Gouvernement, du Prix de vente ou, dans le cas d'un Terrain résiduel, de la Valeur marchande, de tout ou partie de l'Immeuble, conformément aux conditions prévues aux présentes.

11. DÉCLARATIONS RELATIVES À LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES (T.P.S.) ET À LA TAXE DE VENTE DU QUÉBEC (T.V.Q.)

La considération exclut la T.P.S. et la T.V.Q.

En conséquence, si la présente cession est taxable selon les dispositions de la *Loi sur la taxe d'accise* (L.R. 1985, ch. E-15) et celles de la *Loi sur la taxe de vente du Québec* (RLRQ, c. T-0.1), la Ville effectuera elle-même le paiement de ces taxes auprès des autorités fiscales concernées, à l'entière exonération du Cédant.

La Ville déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 121364749RT0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ0002;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.
Le Cédant déclare que ses numéros d'inscrit aux fins de l'application de ces taxes sont les suivants :

T.P.S. : 140699240RT0001;
T.V.Q. : 1219464254TQ0001;

et que ces inscriptions n'ont pas été annulées, ni ne sont en voie de l'être.

12. DÉCLARATION RELATIVE À L'AVANT-CONTRAT

La présente cession donne suite à l'entente intitulée « *Entente de principe concernant la cession des lots de l'Hippodrome de Montréal* ». Les parties confirment que l'objectif de celle-ci est réalisé par la conclusion de la présente cession, et ce, bien que les termes de cette dernière s'en écartent à certains égards. En conséquence, en cas d'incompatibilité entre ladite entente et la présente cession, les dispositions du présent acte prévaudront.

13. ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement aux présentes est suffisant, s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire à l'adresse indiquée ci-dessous :

13.1 La Ville : À l'attention de la directrice du Service de la gestion et de la planification immobilière, au 303, rue Notre-Dame Est, 3^{e} étage, Montréal, H2Y 3Y8;

Avec une copie conforme à l'attention du greffier de la Ville, au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

13.2 Le Cédant : À l'attention de Mark Bernier, Associé, Raymond Chabot inc., au 140, Grande Allée Est, bureau 200, à Québec, province de Québec, G1R 5P7;

13.3 Le Gouvernement : À l'attention de monsieur Luc Monty, sous-ministre, ministère des Finances, au 12, rue Saint-Louis, Québec, province de Québec, G1R 5L3.

14. CLAUSES INTERPRÉTATIVES

14.1 Les déclarations préliminaires comprises dans le Préambule font partie intégrante du présent acte.

14.2 Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés et personnes morales.

14.3 L'insertion de titres aux présentes est aux fins de référence seulement et n'affecte aucunement leur interprétation.

14.4 Chaque disposition des présentes est indépendante et distincte de sorte que, si l'une quelconque de ces dispositions est déclarée nulle ou non exécutoire, ceci n'affectera aucunement la validité des autres dispositions des présentes qui conserveront tout leur effet.

14.5 Toutes les obligations et les droits du Cédant aux termes du présent acte peuvent être exécutés par le Cédant ou par le Gouvernement, au choix de ce dernier. Suivant la terminaison du processus de liquidation du Cédant, toutes les obligations non encore exécutées par le Cédant sont des obligations du Gouvernement.

14.6 Lors du calcul d'un délai, les règles suivantes s'appliquent :

14.6.1 le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est, à moins qu'il ne s'agisse pas d'un jour ouvrable;

14.6.2 les jours qui ne sont pas des jours ouvrables (les samedis, dimanches et jours fériés) sont comptés aux fins des délais; cependant, lorsque la date d'échéance ou la date limite n'est pas un jour ouvrable, celle-ci est reportée au premier jour ouvrable suivant;

14.6.3 lorsque le délai est exprimé en mois, le délai expire le jour du dernier mois qui porte le même quantième que l'acte, l'événement, la décision ou la notification qui fait courir le délai; à défaut d'un quantième identique, le délai expire le dernier jour du mois.

15. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

Le Cédant et la Ville déclarent ce qui suit :

a) le nom du cédant au sens de ladite loi est : Société nationale du cheval de course;

b) le nom du cessionnaire au sens de ladite loi est : Ville de Montréal;

c) le domicile du cédant est au : 7440, boulevard Décarie, à Montréal, province de Québec, H4P 2H1;

d) le siège du cessionnaire est au : 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6;

e) l'Immeuble est entièrement situé sur le territoire de la ville de Montréal;

f) le montant de la contrepartie pour le transfert de l'Immeuble, selon le cédant et le cessionnaire, est de : ZÉRO DOLLAR (0,00 $);

g) le montant de l'évaluation porté au rôle pour l'année courante s'élève à la somme de CINQUANTE-DEUX MILLIONS HUIT CENT TRENTE-CINQ MILLE SIX CENTS DOLLARS (52 835 600 $) [évaluation municipale (52 835 600 $) X facteur comparatif 2017 (1,00)];

h) le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation, selon le cédant et le cessionnaire, est de : CINQUANTE-DEUX MILLIONS HUIT CENT TRENTE-CINQ MILLE SIX CENTS DOLLARS (52 835 600 $);

i) le montant du droit de mutation est de : UN MILLION TROIS CENT ONZE MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-DIX DOLLARS (1 311 890 $);

j) le cessionnaire est un organisme public défini à l'article 1 de la loi précitée et bénéficie, en conséquence, de l'exonération du droit de mutation conformément à l'article 17a) de ladite loi;

k) il n'y a pas de transfert à la fois d'un immeuble corporel et de meubles visés à l'article 1.0.1 de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro soixante-quatorze (74) des minutes du notaire instrumentant soussigné.

LES PARTIES SIGNENT comme suit, en présence des notaires soussignés, après leur avoir déclaré avoir pris connaissance du présent acte et les avoir exemptés de leur en donner lecture :

À Québec, le seize (16) octobre deux mille dix-sept (2017), en présence de M^e^ Louise COSSETTE, notaire, à Québec.

SOCIÉTÉ NATIONALE DU CHEVAL DE COURSE

(SIGNÉ Mark Bernier)
Par : Mark Bernier, CPA, CA, Associé, Raymond Chabot inc., son liquidateur nommé à cette fonction par le gouvernement du Québec, le 31 juillet 2012.

Je, soussignée, M^e^ Louise COSSETTE, notaire à Québec, atteste avoir reçu la signature du représentant de la Société nationale du cheval de course, à Québec, le seize (16) octobre deux mille dix-sept (2017).

(SIGNÉ Louise COSSETTE, notaire)
M^e^ Louise COSSETTE, notaire

À Québec, le douze (12) octobre deux mille dix-sept (2017), en présence de M^e^ Julie LABBÉ, notaire, à Québec.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(SIGNÉ Carlos Leitão)
Par : Carlos Leitão, ministre des Finances

Je, soussignée, M^e^ Julie LABBÉ, notaire à Québec, atteste avoir reçu la signature de monsieur Carlos Leitão, ministre des Finances du gouvernement du Québec, à Québec, le douze (12) octobre deux mille dix-sept (2017).

(SIGNÉ Julie LABBÉ, notaire)
M^e^ Julie LABBÉ, notaire

VILLE DE MONTRÉAL, en date et lieu des présentes.

(SIGNÉ Yves Saindon)
Par : Yves Saindon

(SIGNÉ Patrick FLUET, notaire)
M^e^ Patrick FLUET, notaire

POUR COPIE CONFORME à la minute des présentes demeurée en mon étude.

Patrick Fluet, Notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248290005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'addenda à l'acte de cession du 20 octobre 2017, par lequel le gouvernement du Québec accorde à la Ville de Montréal, une prolongation de délai jusqu'au 31 octobre 2025, pour réaliser la vente d'un premier terrain sur le site de l'ancien hippodrome, situé à l'ouest du boulevard Décarie et au sud de la rue Paré, lequel fait partie intégrante du futur écoquartier Namur-Hippodrome dans l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce. N/Réf. : 31H05-005-7856-01 Dossier #24-0270-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le projet d'addenda ci-joint, préparé par le bureau du ministre des Finances.

FICHIERS JOINTS

2024-11-13 Addenda_acte_de_cession_corrigé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrick FLUET
Notaire,
Tél : 514-816-9435

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Patrick FLUET
Notaire
Tél : 514-816-9435
Division : Division du droit notarial, Direction des affaires civiles

Addenda à l'Acte de cession du 20 octobre 2017

Entre : GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur Eric Girard, ministre des Finances, ayant ses bureaux au 390, boulevard Charest Est, à Québec, province de Québec, G1K 3H4.

Ci-après nommé le « **Gouvernement** »

ET : VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le 1er janvier 2002 en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (« la **Charte** »), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé en vertu de la Charte, de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et :

a) de la résolution CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du 23 janvier 2006; et

b) de la résolution CG24_____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ 2024.

Ci-après nommée la « **Ville** »

Lesquels, préalablement à la convention faisant l'objet des présentes, déclarent d'abord ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE le 20 octobre 2017, la Société nationale du cheval de course, représentée par Mark Bernier, CPA, CA, Associé, Raymond Chabot inc., son liquidateur, a cédé à la Ville de Montréal, personne morale de droit public, les lots suivants :

- Le lot numéro **DEUX MILLIONS TROIS CENT QUATRE-VINGT-QUATRE MILLE NEUF CENT QUATRE-VINGT-HUIT (2 384 988)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;
- Le lot numéro **DEUX MILLIONS SIX CENT QUARANTE-HUIT MILLE DEUX CENT VINGT-TROIS (2 648 223)** du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QU'en contrepartie de cette cession, la Ville s'est engagée auprès du GOUVERNEMENT à, notamment, :

- Débuter le Transfert de parcelles de l'Immeuble au plus tard six (6) années suivant la date de signature de l'Acte de cession, soit le 20 octobre 2023;

- Partager avec le Gouvernement le Prix de vente ou, dans le cas d'un Terrain résiduel, la Valeur marchande suivant la procédure établie au paragraphe 7.2 ou 7.3 de l'Acte de cession, selon le cas et tels que ces expressions sont définies à l'Acte de cession;

ATTENDU QUE le Groupe d'accélération pour l'optimisation du projet de l'Hippodrome (GALOPH) a été mis sur pied au printemps 2023;

ATTENDU QUE, afin notamment de tenir compte des travaux du GALOPH et avec l'accord du Gouvernement, la Ville a dû reporter le début du Transfert de parcelles de l'Immeuble à une date ultérieure au 20 octobre 2023;

ATTENDU QUE, la Ville et le Gouvernement consentent à repousser au 31 octobre 2025 l'échéance au terme de laquelle la Ville doit débuter le Transfert de parcelles de l'Immeuble;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 6.1.9 de l'Acte de cession est remplacé par le suivant :

« 6.1.9 Débuter le Transfert de parcelles de l'Immeuble au plus tard le 31 octobre 2025; ».

2. Tous les autres termes et conditions de l'Acte de cession demeurent inchangés.

3. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par les parties.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé le présent addenda :

POUR LE GOUVERNEMENT :

Le Ministre

Date : _____

_____
Eric Girard
Ministre des Finances

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL

Date : _____

_____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.36

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1249920005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à vendre à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. l'immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 Rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour la somme de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, et s'engage à faire don du système de tri du verre. / À toute fin que de droit, fermer et retirer du domaine public le lot 6 047 879 du cadastre du Québec à compter du 1er janvier 2025. / Autoriser la résiliation du Contrat de service liant LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC et la Ville de Montréal pour l'opération du centre de tri de matières recyclables de Lachine à compter du 1er janvier 2025. N/Ref. : 31H05-005-6648-01 / Mandat 24-0090-T

Il est recommandé :

1. à toute fin que de droit, de fermer et retirer le lot 6 047 879 du cadastre du Québec du domaine public en date du 1er janvier 2025;

2. d'approuver le projet de promesse bilatérale par lequel la Ville s'engage à vendre à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. , l'Immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec et situé au 1131 rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine, le tout d'une superficie totale de 28 057, 5 m², ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour un montant total de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, le cas

échéant, et par lequel la Ville s'engage à faire don du système de tri du verre;

3. d'autoriser la signature de l'acte de vente, en autant que, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, l'acte de vente dans sa forme finale soit substantiellement conforme à la promesse bilatérale jointe au présent sommaire décisionnel;

4. d'autoriser la signature de l'acte de donation mobilière du système de tri du verre, en autant que, de l'avis du Service des affaires juridiques de la Ville, l'acte de donation mobilière dans sa forme finale soit substantiellement conforme à la promesse bilatérale jointe au présent sommaire décisionnel;

5. d'autoriser la résiliation du contrat de service existant entre LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. et la Ville de Montréal concernant l'opération du centre de tri à compter du 1er janvier 2025, et d'autoriser la signature des documents nécessaires à cet effet, le cas échéant;

6. d'imputer le revenu conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-22 09:08

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1249920005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à vendre à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. l'immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 Rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour la somme de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, et s'engage à faire don du système de tri du verre. / À toute fin que de droit, fermer et retirer du domaine public le lot 6 047 879 du cadastre du Québec à compter du 1er janvier 2025. / Autoriser la résiliation du Contrat de service liant LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC et la Ville de Montréal pour l'opération du centre de tri de matières recyclables de Lachine à compter du 1er janvier 2025. N/Ref. : 31H05-005-6648-01 / Mandat 24-0090-T

CONTENU

CONTEXTE

La Direction générale de la Ville de Montréal a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) pour vendre de gré à gré le Centre de tri des matières recyclables de Lachine (CTRM Lachine) à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC (Via), actuel opérateur du site.
Adopté en 2022, le Règlement portant sur la modernisation du système de collecte sélective des matières recyclables opèrera un changement de gouvernance de la gestion des matières recyclables le 1er janvier 2025. La responsabilité opérationnelle et financière de la gestion des matières recyclables, de la collecte à la valorisation, reviendra désormais aux producteurs de ces matières. Ces derniers seront imputables de la performance du système mis en place par l'intermédiaire d'un organisme désigné : Éco Entreprise Québec (ÉEQ), qui déterminera notamment la liste des matières recyclables acceptées, la destination de ces

matières et les standards de qualité.

Avant le 1er janvier 2025, les propriétaires/opérateurs de centre de tri doivent s'entendre avec ÉEQ sur une offre de service portant sur la capacité de tri ainsi que sur les bonnes pratiques de maintenance et d'entretien, les standards de qualité et les autres normes à respecter.

Après analyse, la vente de gré à gré du CTMR Lachine à Via, son opérateur actuel est l'action la plus pertinente financièrement pour la Ville. Une telle vente assurera :

· la continuité des opérations du site, évitant un bris de service possible si la vente était effectuée à un autre opérateur;
· la continuité de la mission sociale du site, puisque Via est une entreprise à vocation sociale, employant des personnes avec des limitations fonctionnelles;

Il est à noter qu'avec la permission de la Ville, dans le contexte de réalisation de cette vente, Via a déposé une offre de service auprès d'ÉEQ et conclu en juin 2024 un contrat pour l'opération du site sous le nouveau régime de la Responsabilité élargie des producteurs (REP). Ce contrat (l'Entente) prendra effet le 1er janvier 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0315 – 18 juin 2020 Approuver la signature d'un contrat avec La Société V.I.A. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans pour une somme de 59 580 113 $ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 59 580 113 $ – Contrat de gré à gré CE20 0612 – 6 mai 2020 Autoriser le dépôt d'une demande auprès du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) afin que la Ville obtienne l'autorisation de la Ministre pour conclure un contrat de services dont la dépense est supérieure à 1 000 000 $ avec une entreprise non inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter (REA) alors qu'elle devrait l'être (art. 573.3.3.3 LCV et 25.0.3 (3) de la LCOP)

CE20 0244 – 19 février 2020 Autoriser le dépôt d'une demande de dérogation à l'article 573.3.1 de la Loi sur les cités et villes au Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) afin de pouvoir conclure un contrat de type « gré à gré » d'une valeur supérieure à 101 100 $ avec un organisme à but non lucratif pour l'opération du centre de tri des matières recyclables de Lachine;

CE19 0527 – 3 avril 2019 Approuver le projet d'acte de donation par lequel Éco Entreprise Québec donne à la Ville de Montréal un système de traitement du verre à installer au nouveau centre de tri des matières recuyclables situé dans l'Arrondissement de Lachine;

CG16 0260 – 21 avril 2016 Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain vague, aux fins d'implantation d'un centre de tri des matières recyclables, propriété de la compagnie Day & Ross inc., d'une superficie approximative de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine et de budgéter une dépense de 7 450 380 $, incluant les taxes. N/Réf. : 31H05-005-6648-01

DESCRIPTION

Ce dossier décisionnel a pour but d'approuver un projet de promesse bilatérale par lequel la Ville s'engage à vendre à Via, qui s'engage à l'accepter, un immeuble connu comme le CTMR Lachine constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec, avec bâtiment dessus érigé situé au 1131, rue François Lenoir, dans l'arrondissement Lachine (l'Immeuble) et tous ses

équipements en permettant l'opération, soit de manière non exhaustive, les équipements de pesée, de tri, de mise en ballot, et d'entreposage.
La Vente de l'Immeuble et de ses équipements se fera sans garantie, aux risques et périls de Via. Le montant total de la transaction est de 55 015 000 $, dont 32 130 000 $ représente la valeur du terrain et du bâtiment, et 22 885 000 $ la valeur des équipements permettant l'opération du CTMR Lachine.

Le montant des équipements ainsi cédés ne comprend pas la valeur du système de tri du verre (STV), lequel a été acquis par la Ville par la donation d'ÉEQ. Conformément au souhait d'ÉEQ, la Ville fera don à son tour du STV à Via. Le STV sera donné à Via sans garantie et à ses risques et périls.

À noter qu'une partie de l'Immeuble sera grevée d'une servitude d'utilités publiques, dont l'emprise est représentée par la bordure rose sur le croquis préliminaire en pièce jointe. Compte tenu des délais, cette servitude sera établie à même l'acte de vente, ou à défaut, le dit acte comprendra un engagement de Via à constituer toutes les servitudes requises en faveur de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM), de Bell Canada, d'Hydro-Québec et d'Energir afin de régulariser la présence de toutes installations existantes pouvant leur appartenir ainsi que toutes les servitudes d'utilités publiques requises, le cas échéant. La Ville a mandaté un arpenteur pour faire établir les descriptions techniques de ces servitudes et une copie conforme de ces descriptions techniques seront remises à Via.

Via exploite actuellement le CTMR Lachine en vertu du contrat pour le traitement des matières recyclables et concernant l'exploitation du centre de tri signé avec la Ville (Contrat de service). Ce Contrat de service doit être résilié en date du 1er janvier 2025 pour permettre la prise d'effet de l'Entente entre Via et ÉEQ à la même date.

La vente est conditionnelle à ce que :

· Via fournisse à la Ville dans les quarante-cinq (45) jours suivant la signature par les parties de la présente promesse, une confirmation écrite de son prêteur hypothécaire qu'il obtiendra un emprunt hypothécaire de 1er rang;
· Via se déclare satisfait de sa vérification diligente;
· la Ville publie un avis de décontamination de l'Immeuble au registre foncier et fournisse un certificat de localisation.

Dans les circonstances, afin d'assurer la continuité des services de traitement des matières recyclables et au cas où l'échéancier de ces démarches ne permettrait pas de transiger avant le 1er janvier 2025, la Ville consent, à partir du 1er janvier 2025, à louer les lieux à Via selon les modalités du bail faisant l'objet du sommaire décisionnel 1244069002 (Bail) permettant à chacune des parties de réaliser les conditions prévues à la promesse. Le Bail prendra automatiquement fin à la plus rapprochée des dates suivantes : (a) soit le trente-et-un (31) mars deux mille vingt-cinq (2025); ou (b) soit à la date de signature de l'acte de vente de l'Immeuble par la Ville à Via.

À toute fin que de droit, le lot 6 047 879 doit être fermé et retiré du domaine public afin de concrétiser la vente ainsi que la donation du STV et, le cas échéant, permettre la location en vertu du Bail. Cette fermeture et retrait devront prendre effet le 1er janvier 2025.

Le dossier sera présenté à la Commission permanente sur l'examen des contrats puisqu'il s'agit d'une transaction immobilière conclue de gré à gré dont le montant, avec les taxes applicables, dépasse 20 000 000 $.

JUSTIFICATION

Le SSI soumet ce sommaire décisionnel aux autorités municipales compétentes, pour

approbation, pour les motifs suivants :

· Via opère déjà le site ce qui diminue les risques de bris de service lié au changement de gouvernance;
· Via est une entreprise à vocation sociale et la transaction permettra de pérenniser des emplois pour des personnes ayant des limitations fonctionnelles;
· Le prix de vente est conforme à la valeur marchande selon l'évaluation effectuée par une firme externe spécialisée en date du 27 mars 2024;
· Les intervenants municipaux sont favorables à cette vente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette transaction représente une entrée de fonds de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, le cas échéant. Via paiera le prix de vente à la signature de l'acte de vente. Le produit de la vente sera comptabilisé au budget de fonctionnement du SSI conformément aux informations inscrites à l'intervention du Service des finances.

Le coût aux livres du terrain, bâtiment et équipements au 19 novembre 2024 est de 46 764 339 $.

À titre indicatif, la valeur du STV tel qu'il a été établi en mars 2024 par une firme externe spécialisée a été évaluée à 2 590 000 $.

La responsabilité relative au paiement de la TPS et de la TVQ est supportée par Via.

Via assumera les frais d'administration de 565$ taxes incluses.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et à l'atteinte des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier ne s'applique pas aux engagements en changements climatiques car il s'agit de la vente d'un immeuble.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus d'approuver ce dossier décisionnel compromettrait l'Entente entre EEQ et Via et la mise en place de la REP, et pourrait occasionner un bris de service de la collecte de recyclage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives et la Direction des affaires publiques et du protocole.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décembre 2024 : Signature du Bail

Hiver 2025: Signature de l'acte de vente et de l'acte de donation mobilière

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karinne CARMONI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexis CARON-DIONNE, Service de l'environnement
Maxime ROBERGE, Service de l'environnement
Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications
Sophie LALONDE, Service de la gestion et planification des immeubles

Lecture :

Maxime ROBERGE, 23 octobre 2024
Alexis CARON-DIONNE, 23 octobre 2024
Sophie LALONDE, 23 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Aurelie GRONDEIN
Conseillère en immobilier

Tél : 438 865-1137
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-18

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions immobilières

Tél : 514-449-4842
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
Directeur(-trice) de service - strategie immobiliere
Tél :
Approuvé le : 2024-11-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249920005*
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*
Projet : *Vente du centre de tri des matières recyclables de Lachine*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

5. Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

8. Lutter **contre le racisme et les discriminations systémiques**, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 5

La vente du CTMR Lachine s'inscrit dans la mise en place de la Responsabilité élargie des producteurs dont l'objectif global est d'accroitre l'efficacité du traitement des matières recyclables.

Priorité 8

L'acquéreur est un OBNL dont la mission sociale est d'intégrer les personnes en situation de handicap au travail.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
29 MAI 2020
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONTRAT POUR LE TRAITEMENT DES MATIÈRES RECYCLABLES ET CONCERNANT L'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de Ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

(Ci-après nommée : « **la Ville** »)

ET : **LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC.,** corporation légalement constituée en vertu de la Partie 3 de la Loi sur les compagnies, par lettres patentes délivrées le 10 mai 1977, ayant son siège au 1200, des Riveurs, Lévis, Québec, G6Y 9G2, ici représentée et agissant par Monsieur Jean-Sébastien Daigle, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil d'administration, dont une copie conforme est jointe en annexe;

(Ci-après nommée « **l'Entrepreneur** »)

Individuellement appelée « Partie » et collectivement les « **Parties** »

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville a adopté un règlement sur la gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la Loi sur les cités et villes et qu'elle a remis une copie de ce règlement à l'Entrepreneur.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

0. DÉFINITIONS

Dans le présent contrat, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

• Annexe 1 :	Le Plan des Installations
• Annexe 2 :	Le Devis d'opérations.
• Annexe 3 :	Les exigences pour l'utilisation du système de traitement du verre fourni par EEQ.
• Annexe 4 :	Le formulaire de cautionnement d'exécution.
• Certificat d'autorisation	Certificat d'autorisation émis par le ministère du Développement durable de l'Environnement et de la Lutte au changement climatique en vertu des articles 22 et 32 de la Loi sur la Qualité de l'environnement.
• Clients :	La Ville et les municipalités liées du Secteur Ouest ayant conclu une entente avec la Ville pour le traitement des Matières.
• Amélioration	Action de modifier un bien meuble ou immeuble, d'ajouter de nouvelles composantes ou d'ajouter de nouveaux équipements, dans le but d'améliorer les performances, de s'ajuster à de nouvelles exigences ou d'optimiser les procédés de travail.
• Autres clients :	Les personnes autres que les Clients avec lesquelles la Ville a conclu une entente pour le traitement des Matières.

• Centre de tri ou CTMR:	Le Centre de tri situé au 1131, rue François-Lenoir, arrondissement Lachine, Montréal.
• Collecte sélective :	Service municipal assurant le ramassage des Matières de porte en porte ou à un point de dépôt, et leur transport vers le Centre de tri. Le mode de récupération qui permet de cueillir des Matières résiduelles de toutes provenances pour en favoriser la Valorisation. La collecte sélective procède par apport volontaire à un point de dépôt ou par une collecte de porte en porte.
• CRD:	Résidus de construction, rénovation et démolition.
• Directeur ou responsable :	Le directeur du Service de l'environnement de la Ville ou son représentant désigné, responsable du contrat.
• Élimination :	Mode d'élimination des Rejets par dépôt définitif dans un Lieu d'enfouissement technique (LET) autorisé par le MDDELCC et le Directeur. Toute opération visant à déposer ou rejeter de manière définitive des Matières résiduelles dans l'environnement, notamment par la mise en décharge, l'Entreposage ou l'incinération, y compris les opérations de traitement ou de Transport de Matières résiduelles effectuées en vue de leur élimination.
• ÉEQ	Éco Entreprise Québec.
• Entreposage :	L'action d'entreposer ou de mettre en entrepôt, de façon temporaire, des objets, tels que des Matières à des endroits prévus à cet effet.
• Frais de gestion	Le coût payé par la Ville à l'Entrepreneur pour le Traitement des Matières ainsi que toutes activités ou frais requis à l'opération du Centre de tri, plus la TPS et la TVQ. Le calcul du montant est établi à l'article 6 du présent contrat.
• Installations (Site) :	Le Centre de tri et les terrains qui l'entourent, ce qui comprend le bâtiment, les biens meubles qui s'y trouvent et les équipements qui le composent.
• Maintenance	Les mesures requises pour entretenir ou conserver un bien matériel ou immatériel dans un état fonctionnel afin que celui-ci soit en mesure d'assurer un service déterminé de façon optimale. La Maintenance regroupe ainsi les actions de dépannage, de réparation, d'entretien, de réglage, de révision, de contrôle, de vérification ou de remplacement pour cause d'usure ou de bris.
• Matières :	Les Matières résiduelles acheminées et reçues au Centre de tri.
• Matière nouvelle	Toute Matière n'appartenant pas aux catégories des fibres cellulosiques, du verre, des plastiques 1,2,3,4,5 et 7 ou du métal qui peut être destinée à une méthode de traitement en vue d'être recyclée et que les Parties ont convenu de traiter ou dont le traitement est imposé par une autorité gouvernementale autre que la Ville.
• Matières proscrites	La VILLE proscrit, dans la Collecte sélective, les Matières énumérées dans la liste non exhaustive présentée ci-dessous: ▪ CRD ▪ Encombrants ▪ Matières organiques (résidus alimentaires, résidus verts, arbre de Noël, etc.) ▪ Peintures et autres RDD

- Produits pharmaceutiques
- Seringues et autres déchets biomédicaux.

• Matières recyclables	Matières résiduelles qui peuvent être recyclées pour un nouvel usage ou pour le même usage qu'à son origine.
• Matières recyclables conformes	Toutes les Matières recyclables acceptées et désignées par la VILLE à son *Règlement sur les services de collecte*, r. 16-049, au *Règlement du conseil d'agglomération visant à favoriser la cohérence des interventions en ce qui concerne l'exercice des compétences relatives aux matières résiduelles* RCG 17-009 ainsi que les matières listées à la section 3.4 b).
• Matières résiduelles	Tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, tout matériau ou tout produit ou, de manière plus générale, tout bien meuble abandonné ou que le détenteur destine à l'abandon.
• MDDELCC	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.
• Mode pêle-mêle	Mode de collecte ou de réception des Matières non préalablement triées en différentes catégories.
• PDGMR :	Le plan directeur de gestion des matières résiduelles de l'agglomération de Montréal.
• Personne vivant avec une limitation fonctionnelle (handicap) :	Toute personne répondant à la définition légale de « personne handicapée », telle qu'elle est énoncée dans la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale, ayant une déficience entraînant une incapacité significative et persistante et qui est sujette à rencontrer des obstacles dans l'accomplissement d'activités courantes.
• RDD	Résidus domestiques dangereux.
• Recyclage :	L'utilisation, dans un procédé manufacturier, d'une Matière en remplacement d'une matière vierge.
• Rejets	Matières non désignées dans la Règlementation de la Ville, Matières proscrites, et Matières recyclables conformes non captées par le procédé de Tri, issues des Matières à traiter de la Ville et reçues au Centre de tri qui seront envoyées à l'enfouissement ou à une autre filière de traitement autorisée par le Directeur.
• Secteur Ouest	La liste des territoires énumérés à l'article 1.3 du Devis d'opération.
• Taux de Rejets :	Proportion de la quantité de Rejets par rapport à la totalité des Matières déposées au Centre de tri.
• Tonne :	L'unité de masse du système métrique valant 1 000 kilogrammes.
• Traitement :	L'action de recevoir et de séparer les différentes Matières par type en vue de les mettre en marché aux fins de Recyclage, ce qui inclut la réception, le pré-tri, le Tri, la mise en ballots, l'Entreposage, la mise en marché le chargement et le Transport (s'il y a lieu) des Matières.
• Transbordement :	L'action d'acheminer des Matières reçues au Centre de tri n'ayant à y subir aucun Traitement avant leur Transport. La Matière recyclable est ainsi reçue au Centre de tri seulement aux fins de transit.
• Transport :	Tout déplacement de Matière entre le Centre de tri et tout autre lieu.
• Tri :	L'action de séparer les Matières en catégories en vue de

leur Valorisation ou Élimination.

- Valorisation : Toute opération visant le réemploi, le Recyclage, le compostage, la régénération ou toute autre action qui ne constitue pas de l'Élimination, à obtenir, à partir de Matières résiduelles, des éléments ou des produits utiles ou de l'énergie.

1. OBJET

Le présent contrat a pour objet d'établir les conditions et les modalités relatives au Traitement, par l'Entrepreneur, des quantités de Matières prévues à l'article 3.4.1 du Devis d'opération, transportées par la Ville ou des entrepreneurs spécialisés pour le compte des Clients au Centre de tri.

Ces Matières à trier sont issues de la Collecte sélective en Mode pêle-mêle du territoire de l'agglomération de Montréal, du Secteur Ouest. Les clientèles desservies par la Collecte sélective résidentielle ainsi qu'Institutionnelle, Commerciale et Industrielle (ICI) sont assimilables à de la Collecte sélective résidentielle. Les Matières à trier sont livrées, en vrac ou en sacs, par camions compacteurs de différents types.

Pour ce faire, l'Entrepreneur s'engage envers la Ville, sous réserve de l'autorisation pouvant être donnée de temps à autre par le Directeur en vertu de l'article 3.3.3 des présentes, à exploiter le Centre de tri pour les fins exclusives des Clients, avec pour objectif la maximisation du Traitement, le tout dans le respect des exigences contenues aux présentes, ce qui comprend, mais sans s'y limiter :

- L'opération du Centre de tri;
- L'entretien, la Maintenance et l'Amélioration des Installations;
- La mise en marché des produits triés;
- L'assistance auprès de la Ville dans les travaux aux Installations réalisés par la Ville.

Par ailleurs, le service d'exploitation inclut aussi la création d'emplois et l'intégration de Personnes vivant avec une limitation fonctionnelle.

2. DURÉE

La durée du présent contrat est de dix (10) ans, débutant à compter du 15 juillet 2020.

Toutefois, le présent contrat ne pourra entrer en vigueur avant que ne soit résilié le contrat conclu par la Ville avec La compagnie de recyclage de papiers MD pour la Conception-construction-exploitation-entretien d'un centre de tri des matières recyclables (CTMR), Appel d'offres public 17-5849 (« contrat 17-5849 »). Dans l'éventualité où la résiliation de ce contrat 17-5849 est postérieure au 15 juillet 2020, la date de début du présent contrat concordera avec la date de résiliation du contrat 17-5849, étant entendu que la date de fin du contrat sera ajustée en conséquence pour que la durée du contrat soit toujours de dix (10) ans. La Ville avisera par écrit l'Entrepreneur de la date de résiliation prévue pour le contrat 17-5849 et ce, au moins trente (30) jours avant la résiliation de ce contrat.

Au terme de 10 ans, le contrat peut être prolongé au gré des Parties pour une période additionnelle de 5 ans. Si l'une ou l'autre des Parties ne souhaite pas prolonger le contrat, elle doit en informer l'autre par écrit au plus tard douze (12) mois avant la fin de la période initiale de 10 ans. Toute prolongation du contrat demeure assujettie aux lois et règlements applicables, notamment aux règles contenues à la Loi sur les cités et villes, et à l'approbation de l'autorité compétente de la Ville.

3. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

3.1. Généralités

L'Entrepreneur s'engage et s'oblige envers la Ville à fournir les services de Traitement et pour ce faire, à exploiter le Centre de tri aux fins de rendre ces

services aux Clients, ce qui implique principalement :

a) L'exploitation et l'entretien du Centre de tri pour le Traitement des Matières des Clients, incluant leurs mandataires respectifs;

b) De viser l'intégration de travailleurs correspondant à la définition de Personnes vivant avec une limitation fonctionnelle dans une proportion de 60 % du total de sa main d'œuvre en fonction de la capacité d'embauche et la situation locale propre à Montréal.

c) La Maintenance des Installations ;

d) L'assistance à la réalisation des travaux d'Amélioration décidés par la Ville pour l'optimisation du Centre de tri, dont les modifications aux immobilisations et aux équipements;

e) Une gestion transparente et une étroite collaboration avec le Directeur dans le cadre de l'exécution du contrat, incluant le partage des informations disponibles et demandées par la Ville;

f) Le respect des exigences du contrat entre la Ville et ÉEQ sur l'utilisation du système de traitement du verre, lesquelles exigences sont prévues à l'annexe 3 des présentes;

g) L'opération du Centre de tri en respectant les exigences contenues au Devis d'opérations qui définit les paramètres techniques de l'opération des Installations et des cibles de performance, joint à l'annexe 2. Ce Devis d'opérations sera révisé au minimum une (1) fois chaque année ou lorsque des changements aux Installations ou conditions d'opérations le justifient. Les modifications à ce Devis devront être approuvées par le Directeur.

3.2. Gestion des opérations et maintenance du Centre de tri

Dans le cadre de la gestion des opérations et de la Maintenance du Centre de tri, l'Entrepreneur s'engage et s'oblige envers la Ville à effectuer toutes les opérations requises aux fins de rendre le service de Traitement, ce qui implique notamment :

a) d'opérer et entretenir les Installations dans le respect des critères prévus au Devis d'opérations et à l'article 3 des présentes;

b) de faire la réception, le Tri et la Valorisation des Matières acheminées par les Clients, en préconisant une gestion de type «premier entré, premier sorti», l'Élimination par enfouissement ou l'incinération des Matières recyclables étant spécifiquement proscrites, à moins d'une autorisation écrite du Directeur;

c) d'assurer la réception des Matières conformément à l'horaire établi dans le Devis d'opération;

d) d'assurer la vente ou la Valorisation des Matières, incluant la valorisation énergétique des Rejets, lorsqu'elle est approuvée conformément à l'article 3.6.5 des présentes, ainsi que le Transport et l'Élimination des Rejets;

e) de maintenir en bon état de fonctionnement toutes les Installations qui lui sont confiées et assurer la Maintenance des Installations, et de façon non limitative, la Maintenance et les réparations de l'ensemble des équipements et des composantes des systèmes de mécanique de bâtiment et systèmes électriques ainsi que l'entretien de la cour extérieure;

f) de se conformer aux règles de bonne pratique de l'industrie et aux recommandations des fabricants et des fournisseurs d'équipements;

g) de fournir à la Ville un plan directeur de maintien des Installations incluant un programme de maintenance préventive des équipements, tel que décrit dans le Devis d'opération. Ce plan directeur doit être mis à jour annuellement pour inclure la Maintenance de tout nouvel équipement et toute nouvelle pratique de maintenance;

h) de réaliser le programme de Maintenance préventive ainsi approuvé durant toute la durée du contrat en utilisant un logiciel spécialisé de planification et de gestion de l'entretien;

i) de réaliser les expertises et études techniques nécessaires à l'exercice de son mandat;

j) d'effectuer le déneigement des Installations et la Maintenance des aires de circulation et d'accès du Centre de tri et de la balance;

k) de collaborer aux divers programmes de sensibilisation élaborés par la Ville et s'assurer de la disponibilité d'un représentant lors des visites du Centre de tri;

l) de collaborer, lors des visites scolaires, des journées portes ouvertes, des relations avec les médias et s'assurer de la disponibilité d'un représentant lors de ces événements;

m) de prévenir la détérioration des Installations, s'assurer du maintien de la qualité de l'air, de l'étanchéité et de la résistance aux intempéries du Centre de tri, de l'état de surfaces et finis d'origine et maintenir tous les services du bâtiment fonctionnels ou de les améliorer;

n) d'assurer la propreté et l'état ordonné des Installations ;

o) de contrôler l'émission et l'éparpillement de Matières par l'équipement, la machinerie et le vent, et ce, autant à l'intérieur qu'à l'extérieur;

p) sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Entrepreneur doit assurer le nettoyage du terrain de manière à ce qu'il soit propre et libre de toutes Matières provenant des opérations, en tenant compte du fait qu'il est interdit d'entreposer quelque Matière ou équipement que ce soit à l'extérieur du Centre de tri;

q) s'il n'a pas agi avec diligence, et que des Matières se sont éparpillées sur des terrains autres que ceux de la Ville, l'Entrepreneur doit aussi les nettoyer à ses frais, lesquels ne peuvent être inclus aux Frais de gestion prévus à l'article 6. De plus, il doit maintenir, en tout temps, les corridors, escaliers, aires de circulation et portes d'accès libres de toutes matières ou de tous encombrements. Aucun Entreposage à l'air libre n'est autorisé à l'extérieur du Centre de tri. À défaut de respecter cette obligation, la Ville pourra effectuer ou faire effectuer le nettoyage aux frais de l'Entrepreneur;

r) de préparer les bilans financiers et les rapports mensuels et annuels d'opération, dont ceux décrits à l'article 3.14 et au Devis d'opérations;

s) d'assumer tous les frais d'exploitation du Centre de tri et tous les frais inhérents à la réalisation du contrat et au respect de ses obligations, incluant les frais reliés à la santé et à la sécurité, sous réserve des dispositions du présent contrat à l'effet contraire;

t) de payer les taxes municipales découlant des activités reliées au Centre de tri le cas échéant;

u) d'assurer le respect des règlementations environnementales en vigueur et le Certificat d'autorisation en tout temps, entre autres en effectuant la gestion des effluents vers les égouts sanitaires et pluviaux selon les normes et l'entretien des systèmes d'écoulement, de pompage ainsi que le bassin de rétention pour le maintien de leur intégrité et efficacité;

v) de fournir et entretenir un système d'acquisition de données transactionnelles pour la balance camion incluant les informations demandées au Devis d'opération. Ces données doivent être conservées pour la totalité de la durée du contrat;

w) de prendre les mesures requises afin de respecter les règles et cibles de performance établies dans le Devis d'opérations;

x) lorsqu'il effectue la Maintenance des Installations, utiliser des biens d'une qualité au moins égale et de génération plus récente, tout en favorisant l'intégration des principes de développement durable.

Le traitement fiscal des opérations de Maintenance, la Partie qui en assume le paiement et le niveau d'approbation qu'elles requièrent sont prévus dans l'Annexe A du Devis d'opération.

3.3. Performance

3.3.1. L'entrepreneur s'engage et s'oblige envers la Ville à :

a) Prendre les mesures requises pour permettre de recevoir et de traiter les Matières en provenance des Collectes sélectives de Clients en Mode pêle-mêle, et ce, en fonction de la capacité du Centre de tri établi dans le Devis d'opération;

b) Être en mesure de pallier les variations quotidiennes des tonnages reçus en provenance des Collectes sélectives avec l'obligation de les entreposer à l'intérieur du Centre de tri avec les portes fermées;

c) Être en mesure et accepter de traiter les Matières reçues en vrac selon trois modes de Collecte sélective :

- matière unique (exemple : chargement de carton);
- matières en deux catégories (fibres et contenants séparés);
- matières pêle-mêle

d) Effectuer la réception des Matières à l'intérieur du bâtiment du Centre de tri seulement, aux endroits spécifiés au plan joint en Annexe 1 et n'entreposer aucune Matière à l'extérieur, à l'exception des Matières dans des conteneurs pour le Transport des Rejets, métaux en vrac ou verre ou toute autre matière spécifiée au Devis d'opération.

e) Effectuer la réception des Matières de manière continue, c'est-à-dire sans interruption, durant toutes les heures d'opération prévues au Devis d'opération.

f) Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer l'optimisation et la maximisation de la vente des Matières recyclables;

g) Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la continuité des opérations de Traitement en maintenant un plan de contingence opérationnel durant toute la durée du contrat.

Au minimum, le Plan des contingences contiendra les actions et les mesures qui seront prises dans le cas où surviendrait :

- Une panne d'alimentation ou d'équipement;
- Des problématiques d'odeurs sur le Site;
- Des problématiques de visibilité (brouillard ou autre) sur le Site;
- Une augmentation significative du nombre d'oiseaux et une augmentation du risque pour la sécurité aérienne;
- L'apparition sur le Site d'un RDD non autorisé ou d'un déchet non identifiable et potentiellement dangereux;
- Un manque de débouché pour les Matières recyclables conformes triées.

3.3.2. L'Entrepreneur pourra, suivant l'approbation du Directeur, acheminer de la Matière issue de la Collecte sélective en provenance des Clients, vers un autre centre de tri. Les coûts de Traitement et de Transport devront être ajoutés à ceux du Centre de tri.

3.3.3. L'Entrepreneur pourra également, suivant l'approbation du Directeur, recevoir de la Matière issue de la collecte sélective en provenance d'Autres clients. Dans un tel cas, les coûts de Traitement de telles Matières ne peuvent être ajoutés aux frais d'exploitation prévus pour le calcul des Frais de gestion de l'article 6 et devront être facturés par l'Entrepreneur aux Autres clients. Le Traitement de Matières provenant des Autres clients ne doit pas augmenter les Frais de gestion qui seraient normalement assumés par la Ville.

3.4. <u>Qualité du tri</u>

L'entrepreneur doit opérer le Centre de tri de manière à obtenir la meilleure qualité possible compte tenu du potentiel des équipements fournis pour chacune des Matières incluant les Rejets. Il doit viser à :

a) fournir une qualité de fibres, de plastiques, de métaux et de verre triés

conformément aux standards de qualité acceptés par les récupérateurs de la province de Québec. Cette exigence de qualité peut être ajustée en fonction de la capacité de l'équipement à fournir cette qualité et des conditions économiques offertes par le ou les récupérateurs. Cette garantie de qualité s'applique à toutes les catégories de Matières recyclables listées au point b);

b) de façon non limitative, l'Entrepreneur doit trier et valoriser les matières suivantes selon 4 catégories principales, soit les plastiques, les fibres, le verre et le métal. Le détail des catégories à trier est défini dans le Devis d'opération.

c) Les taux de captation et de qualité visés sont définis dans le Devis d'opérations.

L'Entrepreneur et la Ville peuvent convenir, par écrit, de l'ajout de Matière nouvelle ou du retrait de toute autre catégorie de Matières recyclables contenues dans les Matières pour le Traitement.

L'Entrepreneur doit fournir et suivre un programme de contrôle de la qualité qui sera mis à la disposition du Directeur, incluant un programme de caractérisation complet des Matières de l'ensemble des Matières reçues et expédiées.

L'Entrepreneur devra également collaborer si la Ville décide de mandater une tierce partie pour effectuer des caractérisations sur les Matières entrantes, les produits triés ou les Rejets.

3.5. Récupérateurs locaux

Afin de réduire l'impact du Transport des Matières et dans le respect des principes de développement durable, l'Entrepreneur s'engage à offrir en priorité les Matières recyclables aux récupérateurs locaux. L'Entrepreneur devra, à prix égaux, retenir des récupérateurs selon les priorités suivantes :

a. Un récupérateur dans la Communauté Métropolitaine de Montréal;

b. Un récupérateur dans la province de Québec;

c. Un récupérateur dans le Nord-Est de l'Amérique du Nord;

d. Tout autre récupérateur.

La Ville peut obliger l'Entrepreneur à céder une ou des Matières triées à un récupérateur spécifique. Dans un tel cas, la Ville s'engage à négocier avec l'Entrepreneur un mode de compensation qui s'avère juste et raisonnable compte tenu de la valeur de cette Matière triée.

3.6. Élimination des rejets et RDD

3.6.1. (article omis).

3.6.2. Les RDD triés le plus tôt possible dans le processus doivent être isolés dans une zone d'entreposage sécuritaire avant leur Transport vers un lieu de gestion autorisé selon la loi et les règlementations en vigueur.

3.6.3. L'Entrepreneur doit effectuer le Transport et l'Élimination des Rejets et en assumer les coûts. Le Directeur pourrait alternativement demander que l'Élimination des Rejets soit faite dans le cadre d'autres contrats de la Ville.

3.6.4. Aucune Matière Recyclable reçue et triée au Centre de tri ne peut être acheminée vers un lieu d'Élimination à moins d'un consentement express donné de façon exceptionnelle par le Directeur. Dans ce cas, le Transport et l'Élimination de telles Matières recyclables sont effectués aux frais de l'Entrepreneur et la quantité ainsi éliminée est comptabilisée dans le calcul du Taux de Rejets.

3.6.5. La valorisation énergétique des Rejets, s'il y a lieu, doit être approuvée par le Directeur.

3.7. Remplacement, renouvellement, amélioration et modernisation

3.7.1. La Ville a le droit, à ses frais, de remplacer, de renouveler, d'améliorer, de moderniser et d'apporter toute modification ou tout ajout qu'elle estime à propos

d'apporter au Centre de tri même si ces Améliorations, modernisations, modifications ou ajouts modifient les conditions d'opérations. Ces travaux peuvent être apportés à la suite de changements dans la règlementation applicable, parce qu'ils ont été recommandés par l'Entrepreneur ou simplement parce que la Ville décide qu'ils doivent être réalisés. Ces travaux peuvent aussi être consécutifs à de nouveaux ouvrages ou de nouvelles installations réalisés par la Ville. La Ville s'engage toutefois, dans un tel cas, à prendre des mesures ayant pour effet de limiter les impacts sur les opérations de l'Entrepreneur.

3.7.2. (article omis).

3.7.3. L'Entrepreneur peut acquérir à ses frais tous équipements dont il désire conserver la propriété. Il doit au préalable requérir l'approbation écrite du Directeur.

Le Directeur ne peut refuser de donner son accord sans motif raisonnable et il doit répondre dans les trente (30) jours de la demande qui lui est faite. Les dépenses d'immobilisation de tels équipements sont toutefois exclues des coûts admissibles pour le calcul des Frais de gestion annuels. De plus, le consentement écrit du Directeur ne peut aucunement constituer un engagement pour la Ville à acquérir ces équipements à la fin du contrat.

3.7.4. Obligation de l'Entrepreneur de collaborer

Lorsque la Ville décide de remplacer, de renouveler, d'améliorer, de moderniser et d'apporter toute modification ou ajout au Centre de tri suivant son droit mentionné à l'article 3.7.1 du présent contrat, l'Entrepreneur doit aider la Ville et lui permettre d'exécuter ou de faire exécuter ces travaux et collaborer à la réalisation de ceux-ci, même si aucun accord n'est intervenu quant aux modifications des conditions d'opérations pendant la durée des travaux. Les dispositions de l'article du présent contrat s'appliquent si aucun accord n'intervient.

3.7.5. Obligation de l'Entrepreneur de prendre en charge les nouvelles installations

Lorsque la Ville décide de remplacer, de renouveler, d'améliorer, de moderniser et d'apporter toute modification ou tout ajout aux Installations et que les travaux ont été réalisés, ces remplacements, renouvellements, Améliorations, modifications, ajouts ainsi que les travaux réalisés sont réputés faire partie des Installations et l'Entrepreneur doit, si la Ville en fait la demande, les prendre en charge, les exploiter et les entretenir à compter de la date fixée par la Ville.

L'Entrepreneur ne peut refuser de prendre en charge, d'exploiter et d'entretenir les nouveaux biens et ouvrages même si aucun accord n'est intervenu quant aux modifications de sa rémunération. Le dernier alinéa de l'article 13 s'applique si aucun accord n'intervient.

3.7.6 Assujettissement à la Loi sur les cités et villes quant à l'adjudication des contrats

L'Entrepreneur accepte d'être assujetti aux dispositions de la *Loi sur les cités et villes* (« LCV ») quant à l'adjudication de ses contrats.

À cet effet, l'Entrepreneur doit adopter un règlement sur la gestion contractuelle comprenant les diverses mesures mentionnées à l'article 573.3.1.2 de la LCV, y compris les règles de passation des contrats qui comportent une dépense d'au moins 25 000$ et inférieure au seuil d'appels d'offres publics.

Dans ces conditions, l'Entrepreneur peut décider de remplacer, de renouveler, de réparer, d'améliorer, de moderniser ou d'apporter toute modification ou tout ajout qu'il estime à propos d'apporter aux Installations après autorisation écrite de la Ville, suivant les modalités établies à l'article 7 du Devis d'opération.

3.7.7 Améliorations apportées par l'Entrepreneur

L'Entrepreneur peut proposer des projets d'Amélioration et de modernisation. La Ville ne peut refuser de donner son accord sans motif raisonnable. Sans pour autant limiter la généralité de ce qui précède, constitue notamment un motif raisonnable, le fait que la Ville ne dispose pas des crédits suffisants pour approuver la dépense

qu'occasionnerait le projet d'Amélioration ou de modernisation ou le fait que tel projet ne démontre pas, de façon probante, un impact positif.

L'Entrepreneur doit, lorsqu'il procède à des Améliorations ou modernisations des Installations utiliser des biens de bonne qualité tout en favorisant l'intégration des principes de développement durable.

Le traitement fiscal de telles Améliorations ou modernisation, la Partie qui en assume le paiement et le niveau d'approbation qu'elles requièrent si elles sont approuvées, sont précisés aux conditions prévues dans l'Annexe A du Devis d'opération.

3.7.8 L'Entrepreneur doit, aussitôt que possible, aviser la Ville lorsqu'il constate une défectuosité, un dommage ou une avarie au bâtiment, et ce, aussitôt que possible suivant telle constatation, de façon à permettre à la Ville de prendre les mesures qui s'imposent pour assurer la conservation du bâtiment.

3.8. Matériel, biens meubles, pièces de rechange, matériaux et produits

3.8.1. Matériel et biens meubles

L'Entrepreneur doit, à ses frais, avoir à sa disposition en tout temps le matériel et les biens meubles, incluant l'appareillage, l'outillage et les équipements suffisants et en bon état de fonctionnement pour être en mesure de satisfaire à ses obligations.

3.8.2. Pièces de rechange, matériaux et produits

L'Entrepreneur doit, à ses frais, acquérir, maintenir et posséder en tout temps en réserve les pièces de rechange, matériaux et produits suffisants pour être en mesure de satisfaire ses obligations.

3.8.3. Pièces de rechange, matériaux et produits de la Ville

La Ville remet à l'Entrepreneur les pièces de rechange, matériaux et produits qu'elle possède en inventaire. Une liste de ces pièces de rechange, matériaux et produits sera préparée conjointement par les Parties.

3.9. Droit de regard

La Ville a un droit de regard sur l'exécution du présent contrat, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, sur la qualité des opérations, sur la qualité de la Maintenance des Installations, sur la performance du Centre de tri, sur les modifications au procédé de traitement, sur le contrôle de l'opération de la balance et sur tout aspect relié aux obligations de l'Entrepreneur.

En tout temps, l'Entrepreneur doit être en mesure de démontrer à la Ville qu'il s'acquitte bien de toutes ses obligations et qu'il assure le bon état et la bonne performance des Installations qui lui sont confiées.

L'Entrepreneur doit tenir à jour et mettre à la disposition de la Ville les renseignements utiles quant à l'exploitation du Centre de tri, aux travaux de Maintenance et autres, aux inspections, aux expertises et aux essais qui ont été effectués.

De plus, sur demande de la Ville, l'Entrepreneur doit permettre l'accès à tous documents ou contrats, permettant de s'assurer du respect par l'Entrepreneur de ses engagements dans le cadre du présent contrat.

L'Entrepreneur doit mettre à la disposition du Directeur un bureau exclusif à accès limité sur les lieux du site. Ce bureau est identifié comme le bureau de la Ville aux plans de l'annexe 1.

L'Entrepreneur doit rendre accessible pour des visites l'ensemble des Installations à la demande du Directeur, suivant un avis dans un délai raisonnable en fonction des circonstances. Lors de la planification des visites, le Directeur effectuera tout en son possible pour minimiser les interférences avec l'opération du Centre de tri durant les visites. La Ville s'assurera que tous les participants aux visites respectent les exigences de santé et de sécurité de l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur ne doit effectuer aucune visite des Installations sans avoir obtenu au préalable une autorisation du Directeur. Les rencontres et les inspections effectuées par les associés, partenaires, les récupérateurs ou les sous-traitants de l'Entrepreneur ne sont pas considérées comme des visites.

3.10. Inspection

Le Directeur peut, en tout temps, inspecter ou faire inspecter le Centre de tri, afin de vérifier l'exécution et le respect des obligations prévues au contrat.

3.11. Personnel

3.11.1. Personnel de direction

L'Entrepreneur doit s'assurer d'avoir toujours à son emploi, agissant sur le site des Installations, un personnel de direction ayant la compétence et l'expérience nécessaires à l'accomplissement des opérations du Centre de tri.

L'Entrepreneur doit avoir sur le Site, un directeur de l'exploitation des Installations ayant au moins 5 ans d'expérience dans l'exploitation d'équipements et de procédés industriels s'apparentant à un centre de tri de matières recyclables et d'envergure comparable, dont au moins 3 ans dans un poste de direction.

Il doit posséder une bonne expertise en regard des approches techniques et méthodes reconnues dans le domaine industriel ainsi que toutes les aptitudes à coordonner la réalisation de projets et ses interventions envers la Ville doivent s'inspirer d'une approche client-fournisseur.

L'Entrepreneur pourra également affecter, à l'exécution du contrat, un chargé de projets ayant au moins (3) trois ans d'expérience pertinente, idéalement en milieu manufacturier. Cette personne aura pour mandat d'assurer la gestion de projets qui lui sont confiés, de participer à l'amélioration continue du procédé et d'assurer la coordination des différents projets effectués par la Ville.

3.11.2. Main-d'œuvre

En outre du personnel de direction dont il est question à l'article 3.11.1 du présent contrat, l'Entrepreneur doit s'assurer, à ses frais, d'employer le nombre de personnes nécessaire pour satisfaire à toutes et à chacune de ses obligations en vertu du présent contrat. Le personnel du Centre de tri doit posséder les compétences et qualifications requises pour la bonne exécution de leurs tâches.

Le contrat a pour objet la prestation d'un service et l'Entrepreneur est un exploitant indépendant aux seules fins de fournir un service à la Ville. Ni l'Entrepreneur lui-même ni aucun de ses employés n'est un, fonctionnaire ou un mandataire de la Ville.

L'Entrepreneur accepte d'être seul et unique responsable du versement de toutes les cotisations et de toutes les retenues à la source à effectuer pour ses employés.

3.12. Lois et règlements

En tout temps, l'Entrepreneur s'engage à respecter les lois et règlements municipaux, provinciaux et fédéraux en vigueur.

3.13. Santé et sécurité

Dans le cadre de l'exploitation du Centre de tri, l'Entrepreneur doit assurer le respect des meilleures pratiques en santé et sécurité au travail. À ce titre, il agit comme employeur et maître d'œuvre et doit favoriser la prévention et faire preuve d'une attitude proactive.

3.13.1. Le 30 janvier de chaque année, l'Entrepreneur doit fournir les documents attestant qu'il s'est conformé à la Loi sur la santé et la sécurité du travail du Québec et qu'il est en règle avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (ci-après la « CNESST »).

3.13.2. L'entrepreneur devra fournir au Directeur des indicateurs sur la fréquence et la sévérité des accidents.

3.13.3. L'Entrepreneur devra aviser le Directeur dans les vingt-quatre (24) heures suivant tout accident grave.

3.13.4. La Ville peut, aux frais de l'Entrepreneur, suppléer au défaut de ce dernier de se conformer à la Loi sur la santé et la sécurité du travail et déduire ce montant à même les sommes dues ou à devenir dues à l'Entrepreneur, pour quelque motif que ce soit.

L'Entrepreneur doit remplir les obligations dévolues à l'employeur en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, de la loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles et des règlements adoptés en vertu des dites lois.

3.14. Suivis d'exploitation

3.14.1. Rapports à fournir

Avant le 25e jour de chaque mois à compter du premier mois d'opération, l'Entrepreneur doit fournir mensuellement à la Ville un rapport d'opération complet de ses activités pour le mois précédent. Le contenu des rapports et le mode de transmission sont précisés dans le Devis d'opérations

L'Entrepreneur doit fournir à la Ville, avant le 30 juin de chaque année du contrat, des états financiers audités ainsi qu'un sommaire de ses activités.

3.14.2. Rencontres de coordination

De façon fréquentielle et en fonction des besoins de part et d'autre, l'Entrepreneur organisera des rencontres de coordination pour discuter des résultats, des projets et des enjeux au niveau des opérations du Centre de tri. L'Entrepreneur s'engage à assurer une correspondance permanente avec le Directeur pour toutes questions ou tous échanges associés au présent contrat.

3.15. Requis en début de contrat

L'Entrepreneur doit réaliser et soumettre au Directeur pour son approbation au cours des 12 premiers mois du présent contrat à moins qu'un délai différent soit indiqué :

a) Un plan complet d'exploitation (opération et entretien) des Installations;

b) Un plan complet des mesures d'urgence ;

c) Un plan de contingences pour assurer la continuité du service et respecter l'ensemble des obligations reliées au présent contrat en toute circonstance autre qu'un cas de force majeure, incluant entre autres une solution de traitement alternative dans un autre centre de tri pendant les périodes de Maintenance ou en cas de panne importante;

d) Un programme de santé et sécurité au travail pour prévenir les dommages, les blessures et les pertes et assurer la protection de tous les travailleurs, les sous-traitants, les recycleurs, les visiteurs ou toutes autres personnes présentes sur le Site;

e) Un programme environnemental qui définit les rôles et responsabilités des personnes impliquées, surveille et documente la conformité avec les exigences règlementaires;

f) Un programme spécifique pour prévenir, mitiger et gérer le péril aviaire en respect du Devis d'opération, à la satisfaction du Directeur.

À la suite de l'approbation de ces plans et programmes par le Directeur, l'Entrepreneur devra s'assurer de leur application en tout temps. L'Entrepreneur et le Directeur conviendront également de la méthode de suivi approprié pour chacun des éléments ci-haut.

3.16. Communication et information

3.16.1. Confidentialité

L'Entrepreneur a l'obligation de s'assurer que lui, ses employés, ses sous-traitants et ses consultants ne divulguent aucune information en lien avec le contrat à des tiers sans le consentement préalable et écrit du Directeur, sauf lorsque les divulgations sont exigées par la loi.

3.16.2. Relations avec le public et les médias

Toutes les relations avec le public et les médias concernant le contrat et tout ce qui s'y rattache, notamment les Installations, sont faites exclusivement par la Ville. L'entrepreneur doit référer toutes les demandes à cet effet au Directeur.

Le représentant de l'Entrepreneur doit, à la demande du Directeur, se rendre disponible pour participer à des réunions ou rencontres que la Ville déciderait de tenir avec les personnes de son choix concernant les Installations ou le contrat.

Toutes les plaintes relatives au contrat et tout ce qui s'y rattache, notamment aux Installations ou à son exploitation, doivent être acheminées par le représentant de l'Entrepreneur au Directeur. La Ville traitera toutes les plaintes et sollicitera la participation de l'Entrepreneur pour résoudre les problèmes et formuler des réponses.

L'Entrepreneur convient de permettre à la Ville, à ses mandataires autorisés et à des soumissionnaires de contrats publics, de documenter, photographier ou filmer les Installations ainsi que les activités qui s'y déroulent, sous réserve de l'approbation de l'Entrepreneur pour la prise d'images de ses employés. La Ville peut en diffuser le contenu à des fins de communication ou de promotion.

À la demande du Directeur, l'Entrepreneur doit préparer et rendre les Installations accessibles à des soumissionnaires de contrats publics, au public et aux médias, notamment pour des visites guidées de groupes.

Suivant l'accord préalable du Directeur, l'Entrepreneur peut organiser des visites visant à sensibiliser la population sur les bienfaits du recyclage.

3.17. Garantie d'exécution

L'Entrepreneur doit fournir, dans les quinze (15) jours suivant le début du contrat, une garantie d'exécution d'un montant de un million de dollars (1 000 000 $) devant être émise par une compagnie d'assurance détenant un permis d'assureur délivré par l'Autorité des marchés financiers et l'autorisation à exercer l'activité d'assurance cautionnement au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r.1), elle doit aussi être dûment autorisée à faire affaire au Canada et ayant un établissement au Québec.

Ce cautionnement devra être maintenu en vigueur durant toute la durée du contrat et devra être renouvelé annuellement, avant le 1er décembre de chaque année. Il devra être conforme au formulaire usuel de la Ville, joint à l'Annexe 4.

3.18. Assurance biens des entreprises

L'Entrepreneur doit prendre note que la Ville ne souscrit à aucune assurance afin de couvrir le Centre de tri et ses équipements ou un autre bien, de quelque nature que ce soit, reliés à l'exploitation.

En somme, aucun bien meuble ou immeuble relié au présent contrat n'est assuré par la Ville.

En conséquence de ce qui précède, l'Entrepreneur doit fournir et maintenir en vigueur une police d'assurance biens des entreprises et pour laquelle la Ville sera également désignée comme assurée additionnelle. Cette police d'assurance biens des entreprises doit couvrir toutes les Installations.

La police d'assurance doit être en vigueur pendant toute la durée du contrat et la limite de garantie par événement ne doit pas être inférieure à la pleine valeur de remplacement du Centre de tri.

La police doit comprendre comme garanties additionnelles l'interruption des affaires, frais supplémentaires, frais de nettoyage des biens sol et eaux incluant le déversement accidentel de polluants.

Cette police est non résiliable sauf pour non-paiement de la prime, moyennant un préavis écrit de trente (30) jours de l'assureur envoyé à l'assuré désigné. Cet avis doit également être acheminé à la Ville par l'assureur en même temps qu'à l'assuré désigné ainsi que par l'Entrepreneur dès sa réception.

En cas de sinistre, l'indemnité d'assurance payée en vertu de cette police le serait à la Ville à l'égard des Installations, mais à l'exclusion des équipements acquis par l'Entrepreneur dont il désire conserver la propriété conformément à l'article 3.7.3.

3.19. Assurance responsabilité

À concurrence de cinq millions de dollars (5 000 000 $) par événement et d'une franchise de cinquante mille dollars (50 000 $), l'Entrepreneur est tenu de fournir et de maintenir, durant toute la durée du contrat :

- Une assurance responsabilité civile formule étendue le protégeant ainsi que la Ville, qui sera une assurée nommée, contre la responsabilité pécuniaire qu'ils peuvent encourir pour quelque raison que ce soit, du fait de la propriété, de l'occupation, de l'exploitation et de l'usage du Centre de tri et des biens utilisés, en raison de dommages matériels, moraux ou corporels subis par qui que ce soit, incluant les dommages causés à la propriété de la Ville. Cette police d'assurance doit être émise par une compagnie d'assurances détenant un permis délivré par l'Autorité des marchés financiers et détenant une autorisation à exercer l'activité d'assurance au sens du Règlement d'application de la Loi sur les assurances (chapitre A-32, r. 1). Elle doit couvrir la responsabilité pour les produits et travaux complétés, la responsabilité locative et la responsabilité réciproque des assurés (cross liability).
- La police d'assurance doit inclure une clause stipulant que, sauf en ce qui a trait à la réduction de limites par suite de la survenance d'un sinistre couvert, l'assureur s'engage à donner au greffier de la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, un préavis de trente (30) jours de toute réduction ou résiliation de ladite police d'assurance.
- L'Entrepreneur s'engage à fournir, à l'entrée en vigueur du présent contrat et, par la suite, de façon annuelle, la preuve de cette couverture d'assurance sous forme d'un certificat d'assurance accompagné d'un avenant d'assurance.

3.20. Limitation de responsabilité

Il est expressément entendu que la Ville n'encourt aucune responsabilité contractuelle ou extracontractuelle du fait de l'interruption temporaire ou définitive de l'une ou de la totalité des activités visées par le présent contrat.
Le cas échéant, l'Entrepreneur est tenu de souscrire une assurance pour perte de revenus ou d'exploitation ou autres protections qu'il jugera à propos.

4. DROITS ET OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1. Généralités

Pendant la durée du présent contrat, la Ville doit :

a) Sous réserve des autres dispositions du présent contrat, acheminer au Centre de tri les Matières récupérées par ses programmes de Collecte sélective du secteur Ouest tel que défini au Devis d'opérations;

b) Mettre à la disposition de l'Entrepreneur les équipements décrits à l'article 4.2;

c) Assurer un suivi de la qualité des Matières provenant de la Collecte sélective. La Ville s'engage à faire les meilleurs efforts pour limiter la réception de matière non visée par la règlementation provinciale provenant de la Collecte sélective, que ce soit par des campagnes de sensibilisation ou des interventions spécifiques en lien avec une matière problématique;

d) Mettre les efforts afin d'équilibrer les quantités de Matières collectées les différents jours de la semaine;

e) Fournir à l'Entrepreneur vingt-quatre heures par jour, trois cent soixante-cinq jours par année l'accès à un représentant autorisé de la Ville;

f) Collaborer avec l'Entrepreneur et tenir compte des recommandations qu'il formule, de temps à autre, eu égard aux équipements qui sont les mieux adaptés ou à même de lui permettre d'atteindre ses objectifs compte tenu de l'évolution des Matières à traiter et des procédés de Traitement des Matières.

g) Collaborer étroitement avec l'Entrepreneur dans le cadre de l'exécution du contrat, incluant le partage d'informations disponibles et demandées en lien avec l'exécution du contrat.

4.2. Équipements fournis

Font partie des équipements fournis par la Ville à l'Entrepreneur : les équipements de pesée, de tri, de mise en ballots, d'entreposage des Matières, la mécanique de bâtiment, les équipements d'électricité, d'éclairage, de ventilation et de chauffage.

Les équipements de bureau, le mobilier, le matériel roulant et les équipements de télécommunication ne sont pas fournis par la Ville.

5. CONDITIONS FINANCIÈRES ET MODALITÉS DE PAIEMENT

5.1. Paiements

La Ville paiera chaque mois les Frais de gestion établis à la section 6.1.

6. ÉTABLISSEMENT DES FRAIS DE GESTION

6.1. Calcul des Frais de gestion

Les Frais de gestion sont établis selon la formule suivante :

Frais de gestion = Frais d'exploitation (A) – Revenus nets de vente (B) + Prime de 5% sur les revenus nets de vente (C)

Lorsque les Frais de gestion sont négatifs, l'Entrepreneur remet à la Ville le montant des Frais de gestion calculés conformément à la formule ci-dessus.

(A) Frais d'exploitation :

Les frais d'exploitation du Centre de tri suivants à la charge de l'Entrepreneur (nets de TPS et de TVQ) :

- frais d'administration
- frais corporatifs au prorata de l'ensemble des tonnes traitées par l'Entrepreneur sur les différents sites qu'il exploite;
- salaires et bénéfices marginaux (incluant temps supplémentaire et sous-traitance);
- frais d'achat de broche pour la presse;
- frais de Transport et d'Élimination des Rejets provenant des Matières des Clients;
- Frais de Transport des produits triés;
- carburant, électricité et gaz;
- location d'équipement et outillage;
- assurances et cautionnements;
- taxes municipales, taxes scolaires et en lieu de taxe;
- déneigement;
- frais de Maintenance et d'Améliorations des Installations payés par

l'Entrepreneur:

- frais de services techniques et professionnels;
- fournitures, matériaux, pièces et lubrifiants;
- vêtements de travail et équipements de sécurité.
- fournitures de bureau;
- frais d'intérêts;
- frais d'audit;
- amortissement des véhicules roulants, des équipements de procédé, des équipements de bureau, du mobilier et des systèmes de communication;

(B) *Revenus nets de vente :*
Les revenus nets de vente sont la propriété de l'Entrepreneur.

Les revenus nets de vente se composent des revenus de vente des Matières moins les frais de courtage et de Transport; sont également appliqués en diminution les frais de disposition des Matières dont le prix est inférieur à 0 $ et ce, excluant les Rejets.

(C) *Prime de 5% sur les revenus nets de vente :*
Résultat du calcul *(B) revenus nets de vente* multiplié par 5%

Le montant annuel minimum garanti de la prime de 5 % sur les revenus nets de vente est de 400 000 $.

Le calcul des frais de gestion réels doit être audité par une firme de Comptables professionnels agrées du Québec (CPA) externe et soumis par l'Entrepreneur avant le 30 juin suivant la fin de l'année financière précédente. Si le rapport relève des inexactitudes, les modifications et les ajustements devront être apportés.

La Ville pourra procéder à une vérification des comptes ou documents de l'Entrepreneur pour valider les frais de gestion. En conséquence, l'Entrepreneur s'engage à mettre à la disposition du vérificateur de la Ville tous les comptes et tous les documents jugés utiles incluant la remise de copies des documents pour permettre au vérificateur de remettre son rapport afin de venir valider les Frais de gestion audités et permettre au vérificateur de la Ville d'effectuer, à la place d'affaires de l'Entrepreneur, toutes vérifications jugées utiles. La Ville s'engage à tenir confidentielles les données ainsi transmises et à faire respecter cet engagement par ses vérificateurs et par tout employé, fonctionnaire, mandataire ou sous-traitant qui auront accès à ces données.

Au 30 septembre de chaque année, l'Entrepreneur doit fournir les prévisions budgétaires de l'année subséquente, lesquelles devront être établies en concertation avec la Ville. Il doit également fournir une extrapolation des résultats anticipés pour l'année courante.

7. REMISE DES INSTALLATIONS À LA FIN DU CONTRAT

À la fin du contrat, l'Entrepreneur doit remettre à la Ville les Installations dans un bon état de réparation équivalent à celui prévalant au moment du début du présent contrat sous réserve de l'usure normale. Sans limiter la généralité de ce qui précède, les systèmes de ventilation, de chauffage, de climatisation et les systèmes mécaniques, électriques et d'éclairage doivent être en bon état de fonctionnement et rencontrer les performances pour lesquelles ils ont été conçus, compte tenu de l'usure normale.

L'inventaire des pièces doit être complet. En tenant compte de l'usure normale et de leur âge, les éléments structuraux et architecturaux ainsi que les aménagements de terrain doivent être dans un bon état et dépourvus de déficiences résultant d'une application incomplète du plan directeur de maintien des actifs.

La Ville s'engage à acquérir les équipements partiellement amortis à la fin du contrat, dont

l'Entrepreneur a fait l'acquisition, et ce, pour le montant résiduel non amorti à la date de fin du contrat. La Ville s'engage également à payer les intérêts qui pourraient être dus sur le coût d'acquisition de ces équipements entre la date de fin du contrat et l'achat des équipements par la Ville. L'amortissement des équipements se fait de façon linéaire.

Les Parties conviennent que le présent contrat ne peut être compris comme accordant une propriété superficiaire à l'Entrepreneur et à ce titre, les articles 1116 à 1118 du *Code civil du Québec* ne s'appliquent pas en l'espèce.

8. DÉFAUT ET RÉSILIATION

8.1 L'Entrepreneur est en défaut lorsqu'il ne respecte pas les lois et règlements qui lui sont applicables, lorsqu'il ne respecte pas l'un ou l'autre des engagements et obligations auxquels il a souscrit en vertu du présent contrat, s'il devient insolvable ou déclaré en faillite, ou s'il est reconnu coupable de fraudes, malversation, détournement de revenus ou de dépenses;

En cas de défaut, la Ville avise par écrit l'Entrepreneur et lui donne l'ordre d'y remédier dans le délai indiqué par le Directeur, avec copie à la caution.

Si l'Entrepreneur devient insolvable ou est déclaré en faillite, ou s'il est reconnu coupable de fraude, malversation, détournement de revenus ou de dépenses, il est constitué en défaut sans nécessité d'avis.

Dans la mesure où l'Entrepreneur ne remédie pas au défaut dans le délai accordé ou à tout autre délai additionnel consenti, ou s'il est constitué en défaut sans nécessité d'avis, la Ville peut, sans limiter l'exercice de ses droits prévus au *Code civil du Québec*, se prévaloir, séparément ou cumulativement des recours suivants :

a) Exécuter ou faire exécuter par un tiers les obligations de l'Entrepreneur, en lieu et place de celui-ci, à ses frais;

b) Suspendre le versement des sommes prévues au présent contrat;

c) Intenter les procédures judiciaires appropriées afin de forcer l'exécution en nature des engagements de la Ville;

d) Résilier le présent contrat;

e) Exiger des dommages et intérêts en réparation du préjudice subi, y compris les frais et honoraires professionnels engagés pour des recours intentés en vertu du paragraphe c) susmentionné, s'il y a lieu.

f) Signifier un avis à la caution d'exécuter les obligations et remplir les conditions prévues au présent Contrat dans un délai indiqué à l'avis, à défaut de quoi la caution devra verser à la Ville la différence entre le prix qui aurait été payé à l'Entrepreneur et celui à qui sera dévolue la prestation de services prévus au présent contrat, ainsi que tout coût occasionné à la Ville par l'inexécution de l'Entrepreneur des obligations et conditions prévues au présent contrat.

8.2 La Ville peut mettre fin au contrat en tout temps. Le Directeur avise l'Entrepreneur par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin au contrat. À la réception de cet avis, l'Entrepreneur doit soumettre au Directeur tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés dans le cadre du présent contrat et émettre une facture finale faisant état de la valeur des frais de gestion, qui demeurent impayés à la date de l'avis du Directeur en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

La Ville acquittera le coût des Frais de gestions encourus jusqu'à la date de la résiliation.

9. FORCE MAJEURE

Ni la Ville, ni l'Entrepreneur, ne sera tenu responsable de l'inexécution d'aucune de leurs obligations en vertu du présent contrat, ou des pertes ou dommages subis par l'autre Partie,

si cette inexécution, ces pertes ou ces dommages sont causés au cours et à la suite d'un événement de force majeure, tel qu'une guerre, une inondation, un incendie, un sabotage, une émeute ou autres causes constituant une force majeure au sens du Code civil du Québec.

La Partie touchée doit en donner avis sans délai à l'autre Partie et indiquer dans cet avis, le plus précisément possible, l'effet de cette force majeure sur sa capacité d'exécuter ses obligations conformément au présent contrat.

Sous réserve des paragraphes précédents, l'inexécution d'une obligation, en raison d'une cause résultant d'une force majeure, ne constitue pas un cas de défaut en vertu de ce contrat et n'entraîne pas de dommages-intérêts ni de recours en exécution de l'obligation.

Advenant qu'une telle inexécution résultant de la force majeure dure pendant une période excédant trois (3) mois, la Ville peut mettre fin au contrat par avis écrit à cet effet à l'Entrepreneur.

Advenant toute inexécution en raison d'une cause résultant d'une force majeure et visant les opérations du Centre de tri, qui sont de la responsabilité de l'Entrepreneur, ce dernier s'engage à tout mettre en œuvre afin de pallier cette inexécution.

10. CESSION

La Ville peut, en tout temps, pendant la durée du présent contrat, céder ses droits et obligations dans le présent contrat à tout organisme municipal ou paramunicipal dûment constitué, sur simple avis écrit à cet effet à l'Entrepreneur.

L'Entrepreneur ne peut, en aucun temps, pendant la durée du présent contrat, céder ses droits et obligations dans le présent contrat à tout autre organisme.

11. ÉLECTION DE DOMICILE ET AVIS:

Aux fins des présentes, les Parties déclarent élire domicile dans le district judiciaire de Montréal.

Aux fins du présent contrat et de son application, l'Entrepreneur élit domicile au 1200, des Riveurs, à Lévis.

Aux fins du présent contrat et de son application, la Ville élit domicile au 275 Rue Notre-Dame Est, Montréal.

Tout avis ou communication écrite, requis en vertu du présent contrat, doit être adressé comme suit :

- L'Entrepreneur :
  La Société Vie, Intégration, Apprentissage pour Handicapés V.I.A. Inc.
  M. Jean-Sébastien Daigle, président-directeur général
  1200, des Riveurs
  Lévis (Québec) G6Y 9G2

  Copie par courriel à son représentant désigné

- La Ville :
  Ville de Montréal
  Service du greffe
  a/s du greffier
  275, rue Notre-Dame Est,
  Montréal, province de Québec, H2Y 1C6

  Copie par courriel au Directeur ou à son représentant désigné

12. SUIVI ADMINISTRATIF

La Ville confie la responsabilité de l'administration et de l'application du présent contrat au

Directeur.

Pour sa part, l'Entrepreneur confie la responsabilité de l'administration et de l'application du présent contrat au président-directeur général de La Société vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A. Inc.

13. INTERPRÉTATION

Le présent contrat est conclu au Québec et doit être interprété suivant les lois applicables dans cette province et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal. La division du présent contrat en articles et paragraphes est utilisée aux fins de références et n'affecte pas l'interprétation de ce contrat.

La renonciation à un droit par une Partie au bénéfice de l'autre ou toute libération par une Partie d'une obligation de l'autre n'est valable que si elle est expresse, faite par écrit et autorisée par l'autorité compétente.

Aucun acte, omission ou défaut d'agir de la part d'une Partie ne peut être interprété comme une renonciation de sa part à ses droits en vertu du présent contrat.

Toute modification au présent contrat doit être écrite pour être valable et effective et approuvée par écrit par chacune des Parties.

En cas d'adoption par une autorité gouvernementale de lois ou règlements ayant pour effet d'imposer à la Ville de nouvelles obligations en matière de gestion des Matières résiduelles ou Matières recyclables, nécessitant des changements ou invalidant certaines dispositions du présent contrat, les Parties conviennent de négocier tout ajustement rendu nécessaire par une telle modification.

14. AUTORISATION DE CONTRACTER

Le présent contrat est assujetti au Décret 435-2015 et la Ville a obtenu l'autorisation du Ministère des affaires municipales et de l'habitation pour le conclure en dépit du fait que l'Entrepreneur ne dispose pas d'une autorisation délivrée par l'Autorité des marchés publics (AMP). Toutefois, l'Entrepreneur doit s'assurer d'obtenir, dans les meilleurs délais, l'autorisation requise de l'AMP.

Une fois obtenue l'autorisation délivrée par l'AMP, l'Entrepreneur doit la maintenir, pendant toute la durée du présent contrat.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé le présent contrat en trois (3) exemplaires aux lieux et aux dates ci-dessous mentionnées.

Ville de Montréal :

Signé
à _____

_____
Yves Saindon
Greffier
Date : _____

La Société vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A. Inc. :

Signé
à Lévis

_____
Jean-Sébastien Daigle
Président-directeur général
Date : 21-07-2020

_____
~~Réjean Blais~~ Julie Suzanne Doyon
Présidente du conseil d'administration
Date : 25-08-2020

ANNEXE A DU DEVIS D'OPÉRATION

	Réparation/remplacement				Amélioration/modernisation			
	Approbation	Qui paie ?	Octroi	Capitalisable	Approbation	Qui paie ?	Octroi	Capitalisable
10 000 et moins	Aucune	VIA	gré à gré	non	Aucune	VIA	gré à gré	non
10 001 à 24 999	Aucune	VIA	gré à gré	non	Approbation du Directeur	VIA	gré à gré	Au choix du Directeur
25 000 à 100 000	Avis écrit au Directeur	VIA	Selon les termes du Règlement sur la gestion contractuelle adopté par VIA ou à défaut, la Loi sur les cités et villes	non	Approbation du Directeur	VIA ou Ville au choix du Directeur	Selon les termes du Règlement sur la gestion contractuelle adopté par VIA ou à défaut, la Loi sur les cités et villes	Au choix du Directeur
100 001 et plus	Selon délégation de pouvoir Ville	Ville	Selon la Loi sur les cités et villes	Selon la recommandation faite par le Directeur à l'instance décisionnelle compétente	Selon délégation de pouvoir Ville	Ville	Selon la Loi sur les cités et villes	Selon la recommandation faite par le Directeur à l'instance décisionnelle compétente

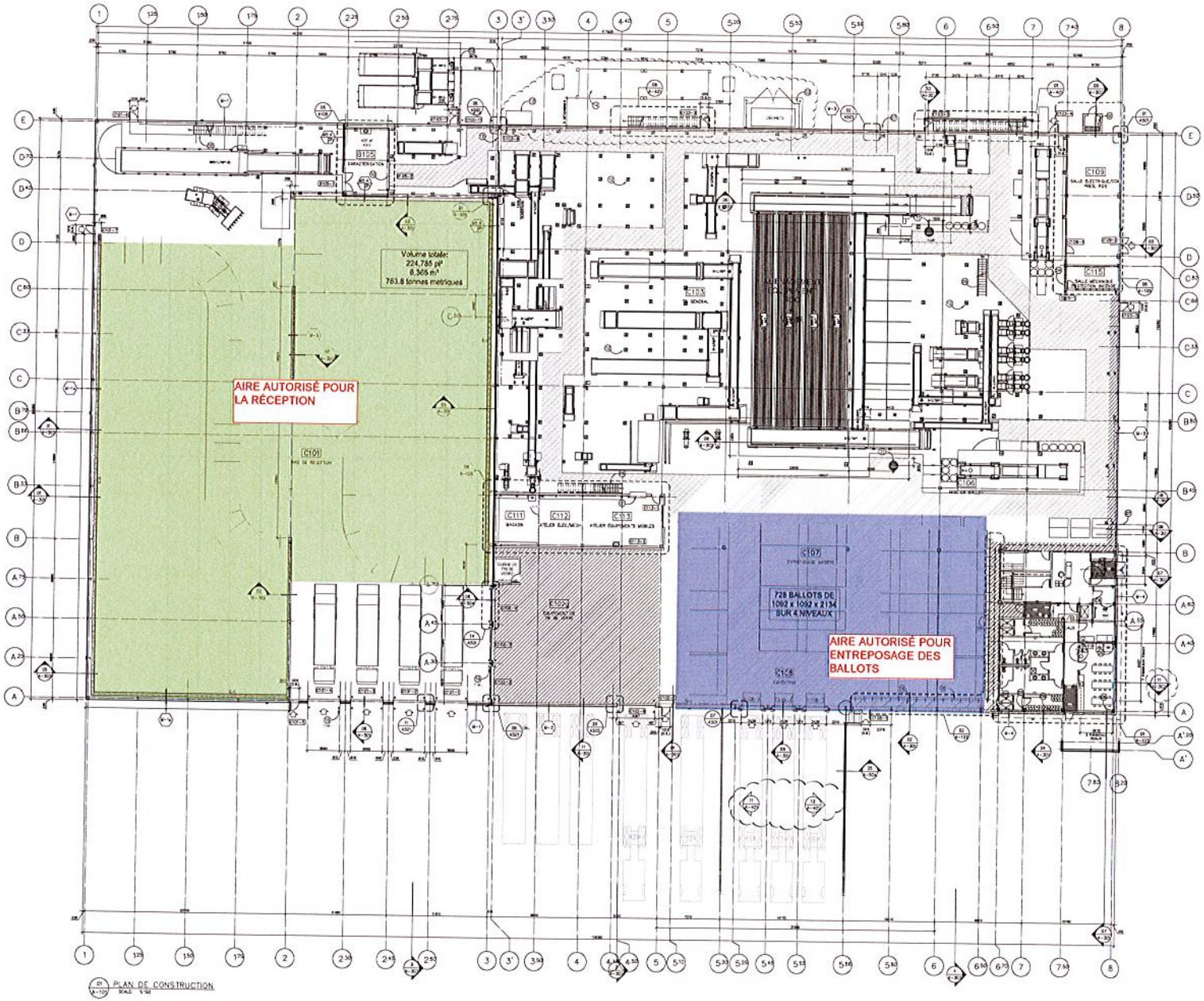
Plans

CONTRAT POUR LE TRAITEMENT ET LA MISE EN MARCHÉ DE MATIÈRES RECYCLABLES ET CONCERNANT L'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI

ANNEXE 1

Version signature du contrat

Date	Justification	Approuvé par
2020-	Signature du contrat	Arnaud Budka



01 PLAN DE CONSTRUCTION
A-110 SCALE: 1:100

LÉGENDE

MD
POHERLEAU
MACHINEX

BÉLANGER BCA
exp
Groupe ROUSSEAU LEFEBVRE

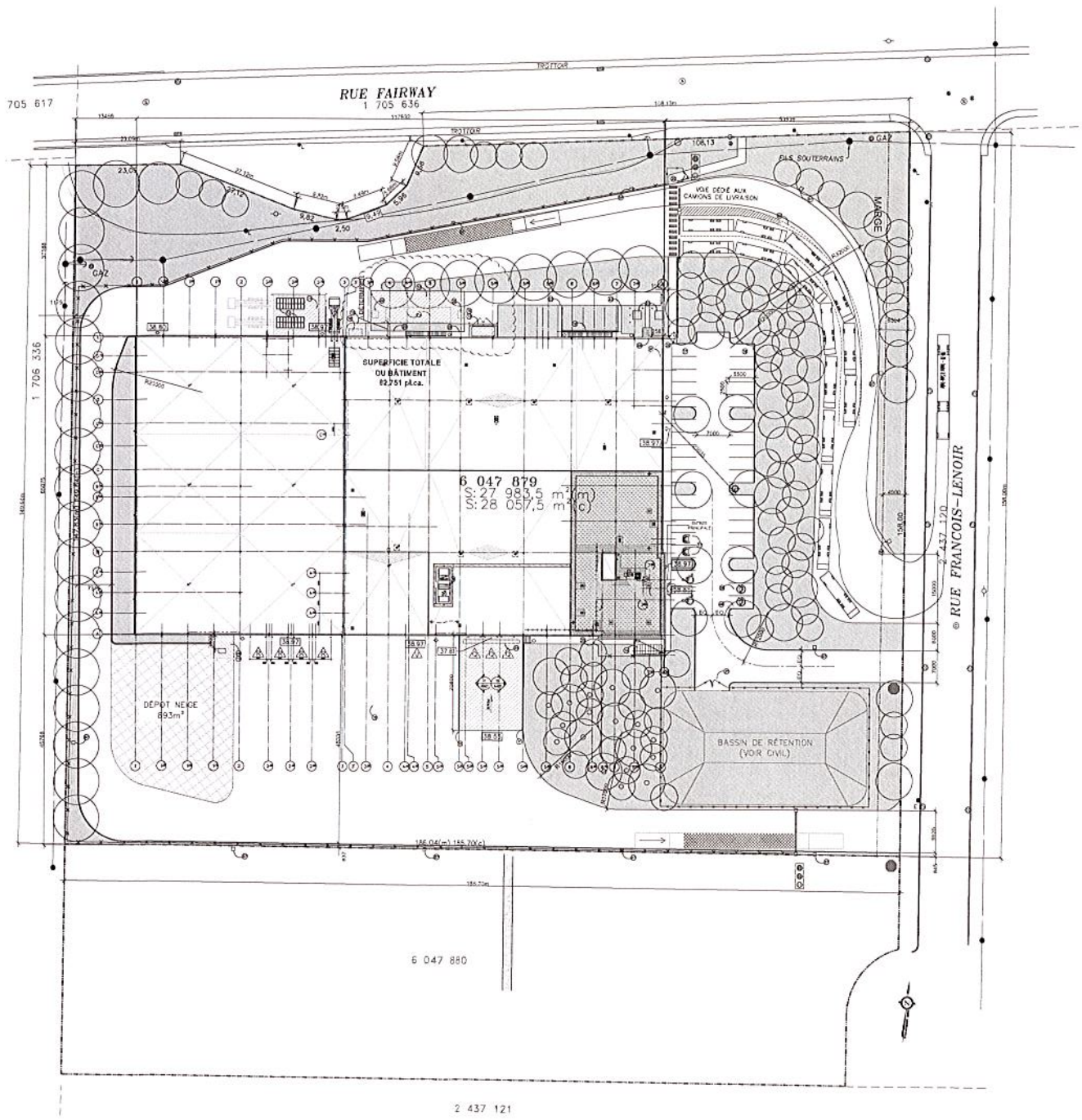
NO	DESCRIPTION	PAR	DATE
1	POUR 100% RÉVISÉ	CHR	2018.06.08
0	POUR RECIRCULATION DÉFINITIVE	CHR	2018.04.27
7	POUR POHERLEAU	CHR	2018.04.17
6	POUR PERMIS	DU	2018.03.21
5	APPROBATION 100%	CHR	2018.03.19
4	PLANS 75%	DU	2018.02.16
3	Émis pour PIA	AT	2018.02.08
2	RE-Émis PLANS 30%	AT	2018.02.02
C	Émis pour PIA	DU	2018.01.23
B	Émis pour ATELIER T&D	DU	2018.01.16
A	PLANS 30%	AT	2017.12.20

Montréal

CENTRE DE TRI - CTMR
FRANÇOIS LENOIR
MONTRÉAL, QUÉBEC
PLAN DE CONSTRUCTION
REZ-DE-CHAUSSÉE

PROJET	BRIEF
1171	14645
CONTRÔLE QUAL.	CONTRÔLE PROJ.
DESSINÉ PAR	VÉRIFIÉ PAR
DVS	AR
DATE	ÉCHELLE
2018-03-12	1:100

ESTIMATION A-101 Plan Construction_print.dwg



PLAN D'IMPLANTATION

Montréal

CENTRE DE TRI + CTVR

FRANÇOIS LENOIR
MONTRÉAL, QUÉBEC

PLAN D'IMPLANTATION

DOSSIER	IMPRIMÉ
1171	14645
CONTRÔLÉ PAR :	CONTRÔLÉ PAR :
DESSINÉ PAR	VÉRIFIÉ PAR
DJ	AR
DESSINATEUR	SP
DATE	ÉCHELLE
2018-03-12	1:300
PAGE	A-100

Devis d'opération

CONTRAT POUR LE TRAITEMENT DES MATIÈRES RECYCLABLES ET CONCERNANT L'EXPLOITATION DU CENTRE DE TRI

ANNEXE 2

Version signature du contrat

Date	Justification	Approuvé par
2020-	Signature du contrat	Arnaud Budka

1 Généralités

1.1 Objet

1.1.1 Ce document présente les paramètres techniques d'opérations incluant mais sans s'y limiter la capacité du Centre de tri et la performance qui doit être visée par l'Entrepreneur.

1.2 Révision

1.2.1 Le Devis d'exploitation sera révisé annuellement ou lorsque des changements aux conditions d'exploitation le justifieront

1.2.2 Les changements devront être approuvés par le Directeur suite à une demande écrite.

1.3 Territoires visés

La liste des territoires composants le secteur Ouest de l'agglomération de Montréal : est la suivante :

- Ahuntsic-Cartierville
- Baie-d'Urfé
- Beaconsfield
- Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- Côte Saint-Luc
- Dollard-des-Ormeaux
- Dorval
- Hampstead
- Île-Bizard–Sainte-Geneviève
- Kirkland
- Lachine
- LaSalle
- Le Sud-Ouest
- Montréal-Ouest
- Outremont
- Pierrefonds-Roxboro
- Pointe-Claire
- Sainte-Anne-de-Bellevue
- Saint-Laurent
- Senneville
- Verdun
- Ville-Marie
- Westmount
- Mont-Royal

2 Administration et gestion

2.1 Suivi des opérations

De façon fréquentielle et en fonction des besoins de part et d'autre, l'Entrepreneur organisera des rencontres de coordination pour discuter des résultats, des projets et des enjeux au niveau des opérations du Centre de tri. L'Entrepreneur s'engage à assurer une correspondance permanente, aux besoins de la Ville pour toutes questions ou échanges associées au présent contrat. Un ordre du jour doit être produit par l'Entrepreneur pour ces réunions.

2.1.1 L'Entrepreneur devra fournir mensuellement un rapport d'opération contentant les éléments suivants :

- Tonnage de Matières à trier réceptionnées
- Tonnage de chargements complets ou partiels des Matières refusées incluant la raison du refus
- Tonnage de Matières triées
- Tonnage de Rejets expédiés
- Tonnage de chaque type de Matières vendues et expédiées incluant les RDD
- Disponibilité du Centre de tri
- Nombre d'heures d'arrêts planifiés
- Nombre d'heures d'arrêts non-planifiés
- Efficacité du Centre de tri (tonnage/heure)
- Inventaire (Rejets, Matières non triée, Matière triée)

2.1.2 L'Entrepreneur devra fournir mensuellement un rapport sur la vente des Matières contentant les éléments suivants :

- Tonnage de chaque type de Matières vendues et expédiées
- Prix mensuel moyen obtenus global et pour chacune des Matières ($/t)
- Destination de chaque Matières (nom de la compagnie, adresse, nom du contact, téléphone du contact, utilisation prévue de chaque type de matières)

2.1.3 Les rapports prévus dans cette section devront être fournis avec la facturation par courrier et en version électronique. La version électronique devra être en format « excel ».

2.2 Audits matières

2.2.1 Afin de connaître la composition des Matières entrantes, la performance des Installations et de compléter la réception définitive des Installations si elle n'est pas complétée avant le début du présent contrat, la Ville procédera à des caractérisations des Matières au Centre de tri.

2.2.2 La Ville retiendra à ses frais les services d'une entreprise spécialisée indépendante pour la réalisation des caractérisations de la Matière entrante, des Rejets et de la Matière sortante. Les caractérisations se feront selon les critères suivants:

- Matières recyclables à trier entrantes : 50 échantillons de 50 kg par an
- Matières vendues : 25 échantillons de 25 kg par an pour chaque type requis sauf verre

- Verre vendu : 25 échantillons de 2 kg par an pour chacune des granulométries
- Rejets : 25 échantillons de 25 kg par an

2.2.3 L'Entrepreneur devra collaborer avec l'entreprise externe chargée de faire les caractérisations des Matières entrantes et sortantes et devra fournir la main d'œuvre et la machinerie requises pour recueillir les échantillons et les transporter jusque dans la salle de caractérisation selon les directives de l'entreprise spécialisé.

2.3 Visite des Installations

2.3.1 L'Entrepreneur est responsable de tenir à l'accueil un registre des visiteurs et/ou des groupes de visite indiquant, entre autres, la date et les heures d'entrée et de sortie.

3 Opérations

3.1 Horaire de réception

3.1.1 Assurer la réception des Matières du lundi au vendredi de 7h à 23h et, à la demande du Directeur, jusqu'à 5 samedis par année de contrat de 10h à 19h, suivant un préavis de 7 jours;

3.1.2 Assurer la réception des Matières recyclables durant les jours fériés à l'exception de la journée de Noel et de celle du jour de l'An.

3.2 Réception, acceptation et refus des Matières recyclables

3.2.1 L'Entrepreneur doit peser toute la Matière reçue sur le site ou expédiée et enregistrer l'information suivante.

<u>Réception</u>

- Date
- Heure d'entrée
- Heure de départ
- Nom du centre
- Nom du collecteur
- Numéro de transaction
- Numéro d'identification du camion
- Provenance des matières
- Type de matériel
- Poids à l'entrée (plein) (kg)
- Poids à la sortie (vide) (kg)

- Poids net (kg)
- Identification du responsable de la pesée

Expédition

- Date
- Nom du centre
- Nom de l'acheteur ou destination
- Nombre de ballots de matière expédiée
- Type de matière expédiée
- Poids net (kg) de matière par type

3.2.2 L'Entrepreneur doit être en mesure de respecter un délai d'attente ne dépassant pas 20 minutes entre les pesées avant et après déchargement et 30 minutes total sur le Site;

3.2.3 L'autorisation des déchargements se fait à l'aide de code d'accès que les transporteurs doivent inscrire à la borne de la balance. L'Entrepreneur est en charge de maintenir la liste des codes autorisés et de la modifier selon les contrats en vigueur sur demande du Directeur

3.2.4 L'Entrepreneur devra collaborer à la mise en place d'un système électronique d'autorisation des livraisons en place des codes d'accès utilisé présentement.

3.3 Résidus domestiques dangereux (RDD)

3.3.1 L'Entrepreneur est responsable d'inspecter les Matières recyclables à trier livrées au Centre de tri pour y identifier la présence de Résidus domestiques dangereux (RDD) idéalement avant le début du Traitement ou au plus tard à l'étape du pré-tri. L'Entrepreneur doit retirer les RDD identifiés, les ségréger dans une zone d'entreposage sécuritaire avant leur transport vers un lieu de traitement autorisé selon la loi et les règlements en vigueur.

3.4 Tri des Matières recyclables

3.4.1 L'Entrepreneur doit être mesure de traiter jusqu'à 100 000 Tonnes par année ou 10 000 Tonnes par mois de Matières à trier pour accommoder les variations mensuelles.

3.4.2 L'Entrepreneur est responsable de trier les Matières en respect de la capacité des Installations.

3.4.3 L'Entrepreneur ne pourra exploiter le Centre de tri à une capacité supérieure à sa capacité maximale de conception, soit 40 t/h t/a sans avoir obtenu au préalable une autorisation écrite du Directeur ou au-delà de 120 000 sans avoir en plus un Certificat d'autorisation à cet effet.

3.4.4 Lorsque les Matières sont acceptées, l'Entrepreneur doit débuter le Tri le plus tôt possible. Toutes les Matières doivent pouvoir être traitées par priorité selon l'ordre d'arrivée (système premier entré, premier sorti).

3.4.5 Un maximum des matières recyclables conformes entrantes doit être mis en marché sur une base mensuelle selon les catégories suivantes :

- Fibres :
  - Imprimés sur papier journal
  - Autres emballages et imprimés de fibres
  - Carton ondulé
  - Contenants multicouches
- Verre :
  - Verre mélangé
- Métal :
  - Métaux ferreux
  - Aluminium non consigné
  - Aluminium consigné
- Plastique :
  - PET
  - HDPE
  - Autres plastiques rigides #3, #4,#5 et #7
  - Gros plastiques
  - Pellicules plastiques

3.4.6 Les taux de captation et qualité par Matière recyclable demandé à cette section doivent être atteint sur une base mensuelle. Les taux devront être confirmés lors de la fin de la mise en service et pourront être ajustés pour répondre à une évolution du marché sur approbation du Directeur.

	Taux captation minimal	Ballots optimal	Seuil min dans ballot optimal	% Pureté	base pureté	Commentaires
Imprimés sur papier journal	98%	journal	80%	95%	% fibre	Si ce grade est produit
Papier mixte (combinaison de journal, mix et carton plat)	90%	SO	SO	90%	% fibre	pour marché domestique
Carton (OCC)	98%	Ondulé	80%	90%	% OCC	
Contenants multicouches	93%	Multicouches	80%	à venir	à venir	qualité à définir avec acheteurs lorsqu'identifiés
PET TOTAL	95%	PET	80%			
PET CLAIR	à venir	à venir	à venir	95%	% PET clair	à définir suivant mise en service
PET COLORÉ	à venir	à venir	à venir	à venir	% PET	à définir suivant mise en service
HDPE TOTAL	95%	HDPE	80%	à venir		
HDPE Naturel	à venir	à venir	à venir	90%	% HDPE Nat	à définir suivant mise en service
HDPE Coloré	à venir	à venir	à venir	80%	% HDPE	à définir suivant mise en service
Autres plastiques rigides	80%	SO	SO	à venir		à définir suivant mise en service et selon marchés identifiés
Pellicules plastiques / sacs de plastique	75%	Pellicules	60%	à venir		à définir suivant mise en service
Métaux ferreux	97%	Ferreux	97%	85%	% métaux	
Aluminium consigné	95%	Alu consigné	90%	97%	% aluminium	Pureté selon exigences pour consigne en vrac
Aluminium non-consigné	95%	Alu noin-consigné		90%	% aluminium	
Verre toutes granulométries	95%	Verre	95%	88%	% verre, incluant CSP	pureté à revoir après mise en service système ÉEQ

3.4.7 Les Matières recyclables doivent être triées pour respecter les spécifications du marché de la revente.

4 Services et utilités

4.1 Système d'égout pluvial et sanitaire

4.1.1 L'Entrepreneur est responsable de s'assurer que les effluents s'écoulant vers les égouts sanitaires de la Ville respectent la règlementation en vigueur et le Certificat d'autorisation en tout temps.

4.1.2 L'Entrepreneur est responsable de s'assurer que les effluents s'écoulant vers les égouts pluviaux ou le point de rejet désigné de la Ville et les milieux naturels respectent la règlementation en vigueur et le Certificat d'autorisation en tout temps.

4.1.3 L'Entrepreneur est responsable de s'assurer que les systèmes d'écoulement et de pompage des eaux sanitaires et pluviales soient maintenus en bonne condition et libre de tout débris, déblais, sable, gravier, et tous autres matériaux qui pourraient bloquer ou autrement affecter l'efficacité de drainage des eaux pluviales.

5 Entretien, réparation et remplacement

5.1 Programme d'entretien

5.1.1 L'Entrepreneur est responsable de la gestion de l'entretien comprenant les éléments reconnus dans l'industrie. Sans limiter la généralité de ce qui précède, la gestion de l'entretien doit inclure les éléments suivants :

a) Fourniture et utilisation d'un logiciel spécialisé de planification et de gestion de l'entretien. Dans un but d'uniformité entre les différents centre de traitement du service de l'environnement, le logiciel Maximo est préféré mais une alternative pourrait être acceptée par le Directeur;

b) Élaboration des procédures d'entretien en respect des données des fabricants;

c) Formation du personnel;

d) Gestion des sous-entrepreneurs;

e) Élaboration d'un programme prévisionnel de maintenance préventive;

f) Élaboration d'un historique de l'entretien effectué;

g) Élaboration d'une liste de pièces de remplacement et de consommables;

h) Élaboration d'un calendrier de gros entretien-renouvellement des équipements;

5.1.2 Rédiger et exécuter un programme de gestion de l'entretien couvrant l'ensemble des Installations, équipements et véhicules qu'il exploite et devant rencontrer les objectifs de fiabilité qu'il fixera selon ses obligations contractuelles.

5.1.3 Le programme de gestion de l'entretien doit respecter les bonnes pratiques dans le domaine et les instructions des fabricants d'équipement.

5.1.4 Le programme doit au minimum comprendre l'entretien correctif (palliatif ou curatif) et préventif (systématique et/ou conditionnel).

5.1.5 De façon générale, le programme de gestion de l'entretien a comme objectif de maintenir les Installations en bon état, apte à la réception, au Tri des Matières recyclables selon sa disponibilité et performance contractuelle et atteindre la durée de vie pour laquelle elles ont été conçues.

5.1.6 Le programme de gestion de l'entretien doit viser à maintenir la sécurité, la protection de l'environnement, les performances du procédé, à prévenir la corrosion et l'usure prématurée, à maintenir l'intégrité mécanique et structurelle et à maintenir les performances exigées au contrat, et les fonctionnalités d'origine des équipements ou de les améliorer si l'Entrepreneur le juge requis.

5.2 Entretien extérieur sur le Site

5.2.1 L'Entrepreneur est responsable d'entretenir toutes les aires extérieures du Site, incluant le déneigement et le déglaçage, l'aménagement paysager complet (arrosage, tonte du gazon, contrôle des mauvaises herbes, protection des arbustes pour l'hiver, etc.).

5.2.2 L'Entrepreneur doit ramasser les Matières provenant des opérations qu'elles se trouvent sur le Site ou sur les terrains voisins afin d'assurer la propreté des lieux et du voisinage.

5.2.3 L'Entrepreneur doit éliminer ou gérer l'eau stagnante sur le Site pour minimiser toute forme de nuisance dont la prolifération des insectes, l'attraction de la vermine et le dégagement d'odeurs.

5.3 Entretien de la balance

5.3.1 L'Entrepreneur doit entretenir et faire calibrer la balance par une entreprise spécialisée.

5.3.2 La balance devra être calibrée au moins deux fois par année et le certificat devra être fourni au Directeur.

6 Environnement, sécurité, protection et propreté

6.1 Propreté

6.1.1 L'Entrepreneur ne doit pas entreposer du matériel, des pièces ou des équipements à l'extérieur du Centre de tri, à moins qu'il n'ait obtenu au préalable une autorisation écrite du Directeur, et en tout respect de la règlementation locale et du Certificat d'autorisation.

6.2 Contrôle et gestion des nuisances

6.2.1 L'Entrepreneur est responsable de mettre en place et d'exécuter les contrôles requis pour que l'exploitation du Centre de tri ne cause aucune nuisance sur ou en périphérie du Site, incluant l'éparpillement de Matières, les poussières, les dépôts sauvages, les odeurs, les bruits et vibrations excessifs, en provenance des Installations et vers l'extérieur des limites du Site.

6.2.2 À n'importe quel moment, si des problèmes de nuisance comme la propreté du Site et du voisinage , les poussières, les odeurs, la vermine, les oiseaux, les dépôts sauvages, le bruit et la vibration, la pollution lumineuse ou toute autre nuisance est générée sur le Site, l'Entrepreneur est responsable de prendre les mesures correctives appropriées dans son plan de contingence immédiatement lorsqu'il prend connaissance du problème ou qu'il en est informé par le Directeur ou un tiers.

6.2.3 Si le plan de contingence ne donne pas les résultats escomptés et que les problèmes de nuisance ne sont pas résolus à la satisfaction du Directeur, le Directeur en informera dûment l'Entrepreneur, et pourra mandater une tierce partie experte pour analyser le problème et émettre des mesures correctives ou prendre en charge les activités et travaux appropriés pour résoudre le problème, en créditant les coûts associés des factures mensuelles ou de toute autre retenue contractuelle, le cas échéant. L'Entrepreneur doit accepter les recommandations de tierces parties expertes et les mettre en œuvre à ses propres frais, à la demande du Directeur.

6.3 Contrôle et gestion des poussières

6.3.1 L'Entrepreneur doit appliquer les mesures suivantes pour contrôler la concentration de poussières dans les Installations et celle produite par les opérations se déroulant sur le Site :

a) Nettoyer régulièrement les surfaces pavées extérieures avec un balai mécanique pour minimiser l'accumulation de débris et de Matières;

b) Balayer régulièrement l'accumulation de Matières et de Rejets sur les planchers des zones de circulation, de réception, d'expédition et de Tri;

c) Nettoyer aussi fréquemment que requis les conduites du système

de ventilation, de transport de matériel et de collecte de poussière afin d'éliminer l'encrassement et la croissance de microorganismes dans les conduites et les équipements;

d) Nettoyer périodiquement les poutres structurales, les appareils d'éclairage, les puits de lumière, les équipements et les autres surfaces de la section du bâtiment abritant les opérations de déchargement, de Tri et d'expédition.

6.4 Gestion du péril aviaire et autres vecteurs

6.4.1 L'Entrepreneur doit réaliser et mettre en place un programme spécifique pour prévenir, mitiger et gérer le péril aviaire en respect des critères du Certificat d'autorisation, à la satisfaction du Directeur

6.4.2 Au minimum, ce programme doit inclure les mesures suivantes :

a) Installation de dispositifs adéquats sur les surfaces pouvant servir de perchoir pour les oiseaux;

b) Plan d'aménagement paysager conçu pour minimiser les zones propices au repos et à l'alimentation des oiseaux;

c) Formation obligatoire pour le dénombrement d'oiseaux (MEBI) pour les employés;

d) Mettre en place un registre des interventions et des tâches réalisées;

e) Garder les portes fermées du bâtiment de réception et d'expédition, sauf pour permettre l'entrée/sortie des camions;

f) Minimiser le temps d'attente des camions sur le Site en assurant l'efficacité des opérations de déchargement et de gestion des mouvements de camion sur le Site.

g) L'Entrepreneur est responsable de voir à ce que les Installations et l'exploitation ne causent aucune augmentation du risque que représente la présence d'oiseaux pour la sécurité aérienne.

6.4.3 L'Entrepreneur peut retenir les services d'une compagnie de gestion parasitaire pour surveiller et contrôler les parasites (insectes nuisibles, petit animaux, etc.) à la satisfaction du Directeur.

6.5 Inspection journalière du Site

6.5.1 L'Entrepreneur doit réaliser une inspection journalière (tournée) du Site au début et à la fin de chaque journée de travail pour vérifier la propreté du Site, le niveau d'odeur et s'assurer que le Centre de tri est opéré en respect des exigences du Certificat d'autorisation. Les résultats de ces inspections doivent être inscrits dans un journal de bord.

6.6 Suivi environnemental

6.6.1 L'Entrepreneur est responsable de mesurer et de consigner à

l'intérieur d'un registre toutes les données nécessaires à la déclaration des émissions de gaz à effet de serre (GES) selon le Plan de surveillance rédigé par la Ville de Montréal, les exigences des normes de la série ISO- 14064 et les autres exigences des autorités compétentes.

6.6.2 Un programme de gestion environnemental qui définit les rôles et responsabilités des personnes impliquées, surveille et documente la conformité avec les exigences règlementaires

À l'intérieur de ce programme, une certification à la norme ISO 14 001 est requise au plus tard 12 mois suivant la date de début du contrat et devra être maintenu jusqu'à la fin du contrat Les documents relatifs à la certification et au système de suivi devront être remis à la Ville à la fin du contrat.

7- OCTROI DE CONTRATS

Les modalités concernant l'octroi des contrats, la Partie responsable du paiement, leur niveau d'approbation ainsi que leur traitement fiscal est déterminé à l'annexe A du présent document. Lorsque l'octroi d'un contrat requiert l'approbation du Directeur, ce dernier s'engage à fournir une réponse à l'Entrepreneur dans un délai de 30 jours suivant la réception de la demande. Si la dépense que représente ce contrat est égale ou supérieure à 100 001$, la réponse que fournira le Directeur aura pour objet d'aviser l'Entrepreneur s'il compte ou non recommander aux instances décisionnelles compétentes, l'octroi de tel contrat.

ANNEXE 4

CAUTIONNEMENT D'EXÉCUTION

Numéro de cautionnement : . . . . . .
Numéro de l'Autorité des marchés financiers : . . . . . .

a) La . . . . . (*nom de la compagnie d'assurances*), ayant un établissement dans la province de Québec situé au . . . . . (*adresse complète de l'établissement*), ici représentée par . . . . . (*nom et titre du représentant*), joignable au numéro (*numéro de téléphone au bureau*) . . . . . pendant les heures normales de bureau et par courriel (*adresse courriel*) ....., dûment autorisé(e), (ci-après appelée la *Caution*), après avoir pris connaissance du contrat intervenu entre la Ville de Montréal (ci-après appelée la Ville) et La Société vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A. (ci-après « VIA »), ayant un établissement situé au . . . . . (*adresse complète de l'établissement*), ici représenté(e) par . . . . . (*nom et titre du représentant*), dûment autorisé(e), pour . . . . . (*description de l'objet du contrat*), lequel contrat a été conclu entre la Ville et VIA le . . . . . e jour du mois de . . . . . 20. . . ., Résolution n. _____, s'oblige solidairement avec VIA envers la Ville à exécuter le contrat, la Caution ne pouvant toutefois être appelée à payer plus de un million de dollars (1 000 000 $), incluant les taxes.

b) La Caution consent à ce que la Ville et VIA puissent en tout temps faire des modifications au contrat et à ce que la Ville accorde tout délai nécessaire à l'exécution du contrat.

c) VIA est le seul responsable d'aviser la Caution des changements au contrat comportant une variation de plus de dix pour cent (10%) du prix initial. Le défaut de donner cet avis n'affecte toutefois pas la validité du présent cautionnement.

d) En cas d'inexécution du contrat par VIA, la Caution doit, dans les quinze (15) jours suivant l'avis qui lui sera donné par le représentant de la Ville, entreprendre et poursuivre avec diligence l'exécution du contrat, à défaut de quoi la Ville peut faire compléter l'exécution du contrat aux frais de la Caution et de VIA.

e) Le présent cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront les seuls compétents.

f) VIA intervient aux présentes pour y consentir.

EN FOI DE QUOI, LA CAUTION ET VIA PAR LEURS REPRÉSENTANTS DÛMENT AUTORISÉS, ONT SIGNÉ LE PRÉSENT DOCUMENT À ....., CE ...e JOUR DE ..... 20... .

CAUTION

_____ Par: _____

Témoin .....

_____ Par: _____

Témoin **La société vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A. inc.**

Système de traitement du verre

CONTRAT POUR LE TRAITEMENT DES MATIÈRES RECYCLABLES ET CONCERNANT L'EXPLOITATION

DU CENTRE DE TRI

ANNEXE 3

Version signature du contrat

Date	Justification	Approuvé par
2020-	Signature du contrat	Arnaud Budka

1. GÉNÉRALITÉS

1.1. Contexte

1.1.1. Créé à l'initiative des entreprises qui mettent sur le marché québécois des contenants, des emballages et des imprimés, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) est un organisme privé sans but lucratif agréé par RECYC-QUÉBEC en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement depuis 2005. Éco Entreprises Québec (ÉEQ) est l'organisme qui élabore le Tarif et perçoit la contribution des entreprises, laquelle est ensuite redistribuée afin de financer les services municipaux de collecte sélective au Québec.

1.1.2. Dans le cadre de son plan Verre l'innovation, ÉEQ investit dans plusieurs centres de tri avec comme objectif d'améliorer le recyclage du verre issu de la collecte sélective au Québec. ÉEQ fournira un système de traitement du verre pour le nouveau centre de tri de la Ville de Montréal de manière à permettre le traitement performant du verre de Montréal et ainsi en faire l'un des plus gros générateurs de verre de qualité issu de la collecte sélective au Québec. Ce système sera installé par l'entreprise (l'installateur) choisie par ÉEQ .

1.1.1. Dans le cadre de son plan *Verre l'innovation*, ÉEQ travaille également à développer une diversité de marchés pour le verre issu de la collecte sélective au Québec.

1.1.3. Clauses relative à l'installation ne sont valables que si l'installation n'est pas complétée au début du contrat.

1.2. Révision

1.2.1. Le devis d'exploitation sera révisé annuellement ou lorsque des changements aux conditions d'exploitation le justifieront

1.2.2. Les changements devront être approuvés par le Directeur suite à une demande écrite.

2. RESPONSABILITÉ

2.1. Ville

2.1.1. La Ville rend disponible à l'Entrepreneur le système de traitement du verre fourni par ÉEQ pour utilisation et intégration aux autres équipements du centre de tri.

2.2. Éco Entreprises Québec

2.2.1. ÉEQ fournit à la Ville les équipements du système de traitement du verre, incluant leurs panneaux de contrôle.

2.2.2. ÉEQ fournit également à la Ville l'installation des équipements du système de traitement du verre, le raccordement électrique des moteurs des équipements

et des instruments jusqu'au panneau principal de contrôle du système de traitement du verre, ainsi que le raccordement des plaques chauffantes aux 2 panneaux secondaires, et le raccordement des conduites d'air comprimé du système de traitement du verre jusqu'au point de raccordement spécifié.

2.2.3. ÉEQ et son installateur, incluant leurs sous-traitants, se conforment aux directives de l'Entrepreneur concernant la santé-sécurité, l'accès au Centre de tri ainsi que toutes directives relevant du rôle de maître d'œuvre.

2.2.4. ÉEQ pourra prendre livraison jusqu'à 2000 tonnes de verre produit par le système de traitement du verre afin de tester des débouchés pendant la première année d'utilisation des équipements. ÉEQ se réserve le droit d'acheminer ce verre, à ses frais, vers des conditionneurs/recycleurs de son choix par l'entremise de l'Entrepreneur ou un tiers transporteur.

2.3. Entrepreneur

2.3.1. L'Entrepreneur doit donner une formation sur la santé-sécurité au Centre de tri au personnel de ÉEQ et de l'installateur du système choisi par ÉEQ.

2.3.2. L'Entrepreneur doit permettre l'accès au secteur requis pour l'installation du système au personnel de ÉEQ, de l'installateur, ainsi que leurs sous-traitants autorisés ASP et qu'ils suivent une formation sur les risques spécifiques au CTMR donné par l'Entrepreneur.

2.3.3. L'Entrepreneur doit permettre l'accès au site à ÉEQ lors de l'opération pour la réalisation d'activités de suivi des performances des équipements (caractérisations et autres indicateurs de performance). Chaque visite sera précédée d'un avis d'au moins 24 heures. Des visites du système de traitement du verre, dans le cadre d'activités de relation publique organisées par ÉEQ pourront également avoir lieu avec l'approbation du Directeur.

2.3.4. L'Entrepreneur doit fournir les services (air comprimé, électricité, protection incendie, communication) tel que requis pour le raccordement du système de traitement du verre.

2.3.5. L'Entrepreneur est responsable d'assurer l'alimentation en continu du système de traitement de verre par convoyeur.

2.3.6. L'Entrepreneur doit collaborer avec la Ville, ÉEQ et l'installateur choisi par ce dernier afin d'intégrer adéquatement le système de traitement du verre aux autres équipements du centre de tri.

2.3.7. L'Entrepreneur est responsable d'opérer le système de traitement du verre conformément aux exigences du contrat s'appliquant au reste des Installations.

2.3.8. L'Entrepreneur est responsable d'entretenir le système de traitement du verre selon les recommandations du fabricant et de l'installateur du système et selon les exigences du contrat.

2.3.9. L'Entrepreneur est responsable de la mise en marché du verre produit et de la gestion des rejets au même titre que pour les autres matières incluses au contrat à l'exception du verre dont ÉEQ pourrait se porter propriétaire. Le verre produit ne doit en aucune façon être envoyé dans des sites d'enfouissement. Le verre produit doit être acheminé vers des conditionneurs/recycleurs aux fins de recyclage. Toutefois, par mesure exceptionnelle, et ce pour une période limitée dans le temps, et sur approbation du Directeur seulement, le verre peut être valorisé comme matériel de recouvrement ou utilisé pour les fonds de routes dans des sites d'enfouissement, si les lois et règlements le permettent.

2.3.10. L'Entrepreneur doit prendre les moyens nécessaires pour favoriser la valorisation des rejets du système de traitement du verre.

2.3.11. L'Entrepreneur doit déléguer le personnel requis pour suivre les formations données par ÉEQ ou l'installateur du système sur l'opération, la maintenance et l'entretien ainsi que sur l'échantillonnage et la caractérisation du verre.

2.3.12. L'Entrepreneur s'engage à collaborer avec ÉEQ concernant la logistique permettant la réalisation des tests de débouchés, tel que mentionné à l'article 2.2.4.

3. DESCRIPTION DU PROCÉDÉ DE TRAITEMENT

3.1. Description

3.1.1. Le système de traitement du verre fourni par ÉEQ débute au convoyeur d'alimentation

3.1.2. Le système comprend un convoyeur réversible pour l'alimentation du système. En cas de bris ou de blocage de l'un des équipements, ce convoyeur réversible permet de dévier le verre vers la réserve de rejets sous le système

3.1.3. Un tamis permettra la séparation en deux granulométries en plus de séparer certains contaminants

3.1.4. L'aspiration des contaminants légers se fera par deux équipements de type Zig Zag.

3.2. Capacité du système

3.2.1. Le système est conçu pour traiter un débit maximal de 6,2 tonnes à l'heure de verre issu d'équipements de séparation granulométrique tels que des cribles ou d'un trommel qui seront installés en amont du système de traitement du verre par l'Entrepreneur.

4. EXIGENCES OPÉRATIONNELLES DU SYSTÈME

4.1. Intrants

4.1.1. Afin de rencontrer les spécifications de qualité du verre produit à la sortie et décrit à l'article 4.2, le verre à l'entrée du système de traitement du verre doit respecter les critères suivants :

Critères du verre à l'entrée du système	
Densité minimale (tonne/m³)	0.7 (tonne/m³)
Débit maximal verre à l'entrée (tonne/heure)	6,2 (tonne/heure)
Taux d'humidité maximal	6 %
Composition massique minimale en verre	85 %
Composition massique maximale en matières organiques	1 %
Composition massique de bouchons de métal, opercules et couvercles	1 %
Granulométrie à l'entrée du système de traitement du verre	Le verre alimentant le système de traitement du verre ne doit pas subir de broyage ou de réduction excessive de sa taille
Inclusions	Bouteilles de verre entières de 300 mm ou moins, couvercles, papier, plastiques provenant de la collecte sélective
Exclusions	Bois, textiles, petits aimants permanents (« pot magnets »), longs objets autres que du verre de plus de 200 mm et matières résiduelles dangereuses tels que matières radioactives, produits pétroliers, seringues et aiguilles, ainsi que les métaux ferreux et non-ferreux hors-formats ou denses.

4.1.2. Le système ne peut être utilisé que pour le traitement du verre issu de la matière triée au centre de tri de la Ville de Montréal situé à Lachine.

4.2. Qualité du verre produit

4.2.1. Le verre sera produit en 2 grades soit :

- Environ 12mm et moins
- Environ 12mm à 50mm.

Le verre produit d'environ 12mm et moins ne doit pas contenir plus de 5 % de contaminants.

La qualité du verre d'environ 12mm à 50mm ne doit pas contenir plus de 4-7 % de contaminants.

Dans tous les cas, la qualité globale du verre produit est tributaire de la qualité de l'opération et de l'entretien du système de même que du respect de la qualité de la matière à l'entrée spécifié à l'article 4.1.1.

4.3. Contaminants rejetés

4.3.1. L'Entrepreneur est responsable de la manipulation et de la gestion des contaminants extraits du verre. Les contaminants proviendront des systèmes d'aspiration, du tamis ainsi que des cyclones.

4.4. Mise en marché du verre

4.4.1. L'Entrepreneur doit s'assurer que le verre produit est recyclé. Aucun enfouissement du verre n'est autorisé.

4.4.2. L'Entrepreneur doit divulguer le tonnage, la destination et le prix du verre pour chacun des grades produits.

4.5. Accès au système

4.5.1. L'Entrepreneur doit permettre l'accès au système à ÉEQ et à ses sous-traitants pour effectuer un suivi de la performance du système fourni. ÉEQ et ses sous-traitants peuvent prélever des échantillons du verre entrant et du verre sortant ainsi qu'à différents endroits du système de traitement du verre.

4.6. Échantillonnage, caractérisation et suivi de la performance

4.6.1. Un programme de suivi d'indicateurs de performance, incluant des activités d'échantillonnage et de caractérisation du verre doit être mis en place et doit être suivi. Des échantillons du verre entrant ainsi que sortant doivent être prélevés. L'échantillonnage du verre expédié doit se poursuivre pour toute la durée du contrat selon les exigences opérationnelles.

4.6.2. Les indicateurs de performance comprennent notamment le taux de pureté du verre sortant, la qualité de l'air ambiant, le taux de recyclage, la destination du verre, le taux de capture du verre, le taux d'humidité du verre, la densité du verre, le temps d'opération, les temps d'arrêt non planifiés, le temps d'entretien, le prix de vente du verre par granulométrie et la destination des rejets.

5. INTÉGRATION DES ÉQUIPEMENTS

5.1. Installation

5.1.1. Lors de l'installation, l'Entrepreneur conserve le rôle de maître d'œuvre du chantier. L'installateur de ÉEQ doit agir comme sous-traitant de l'Entrepreneur pour l'installation du système de traitement du verre. Il doit notamment suivre l'ensemble des règles de santé-sécurité établie par le maître d'œuvre.

5.1.2. L'Entrepreneur doit fournir et prendre en charge les coûts liés à la surveillance du chantier en tout temps pendant la période d'installation et de mise en marche, en y affectant notamment les ressources compétentes nécessaires et les équipements de protection en incendie. Durant toute la période d'installation, une surveillance de chantier doit être assurée (24h/24).

5.1.3. L'Entrepreneur est responsable de préparer et de maintenir le lieu d'installation du système de traitement du verre propre et libre de matériaux ou d'équipements. Seules les personnes autorisées peuvent pénétrer le périmètre pour la durée de l'installation. Aucune circulation de véhicules autres que ceux nécessaires à l'installation du système n'est autorisée durant l'installation.

5.1.4. L'Entrepreneur doit fournir l'accès à la salle à manger et aux installations sanitaires pour l'équipe d'installation.

5.1.5. La durée d'installation prévue est de 1 mois, ce qui comprend l'installation mécanique, le raccordement électrique des équipements du système de traitement du verre et leur démarrage en autant que les travaux soient effectués sur un quart de travail de douze heures de jour et un quart de travail de douze heures de nuit (24h).

5.1.6. L'Entrepreneur doit fournir l'alimentation électrique ainsi que l'éclairage appropriée pour toute la durée des travaux d'installation.

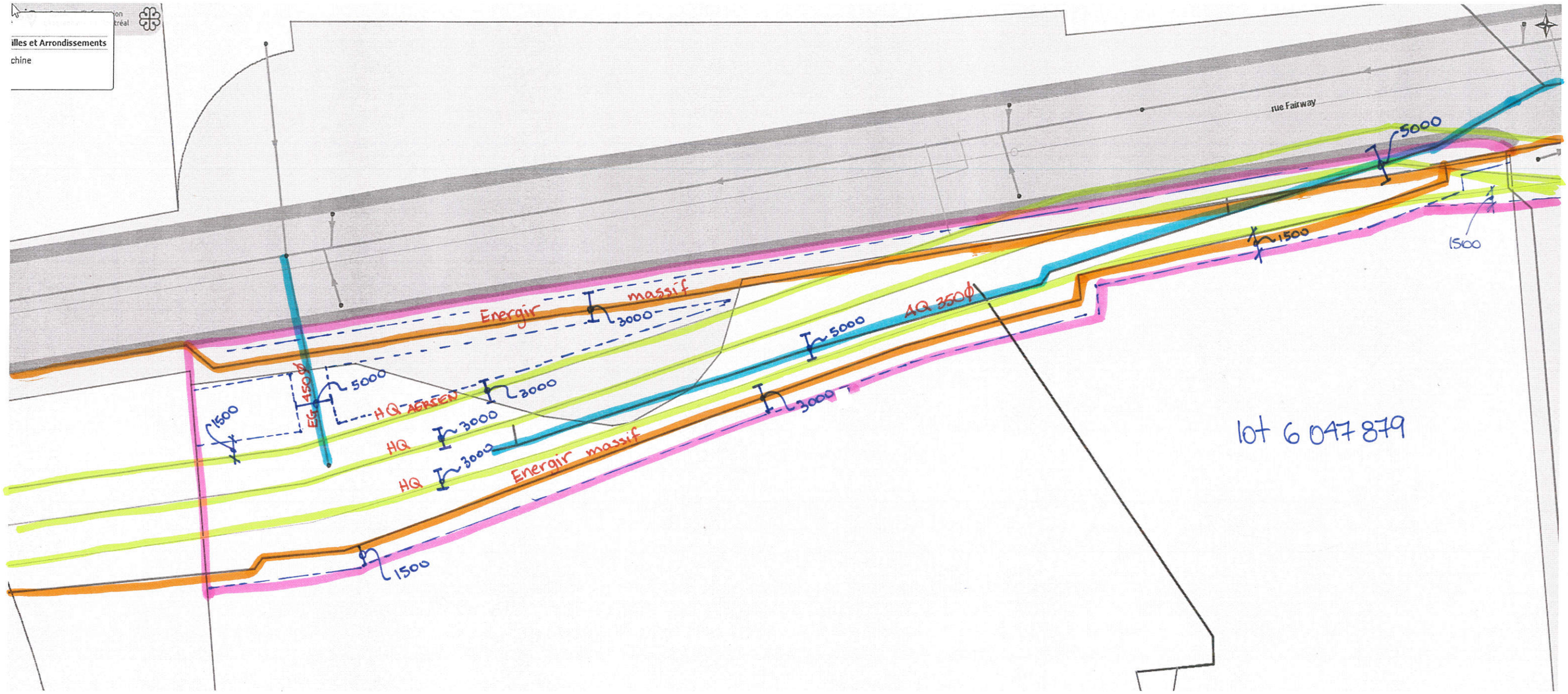
5.2. Électricité

5.2.1. La séquence de contrôle à l'intérieur des limites du système de traitement du verre ne peut être modifiée que par ÉEQ ou son installateur dans le but d'améliorer la sécurité, la fiabilité ou la performance du système.

5.3. Sécurité machine

5.3.1. Le système de traitement du verre fourni par ÉEQ comprend les gardes de sécurité machine, arrêts d'urgence, arrêts temporaires et autres dispositifs de sécurité machine requis.

5.3.2. Les équipements fournis par ÉEQ doivent être intégrés avec les autres équipements du centre de tri aux procédures de verrouillage des équipements.

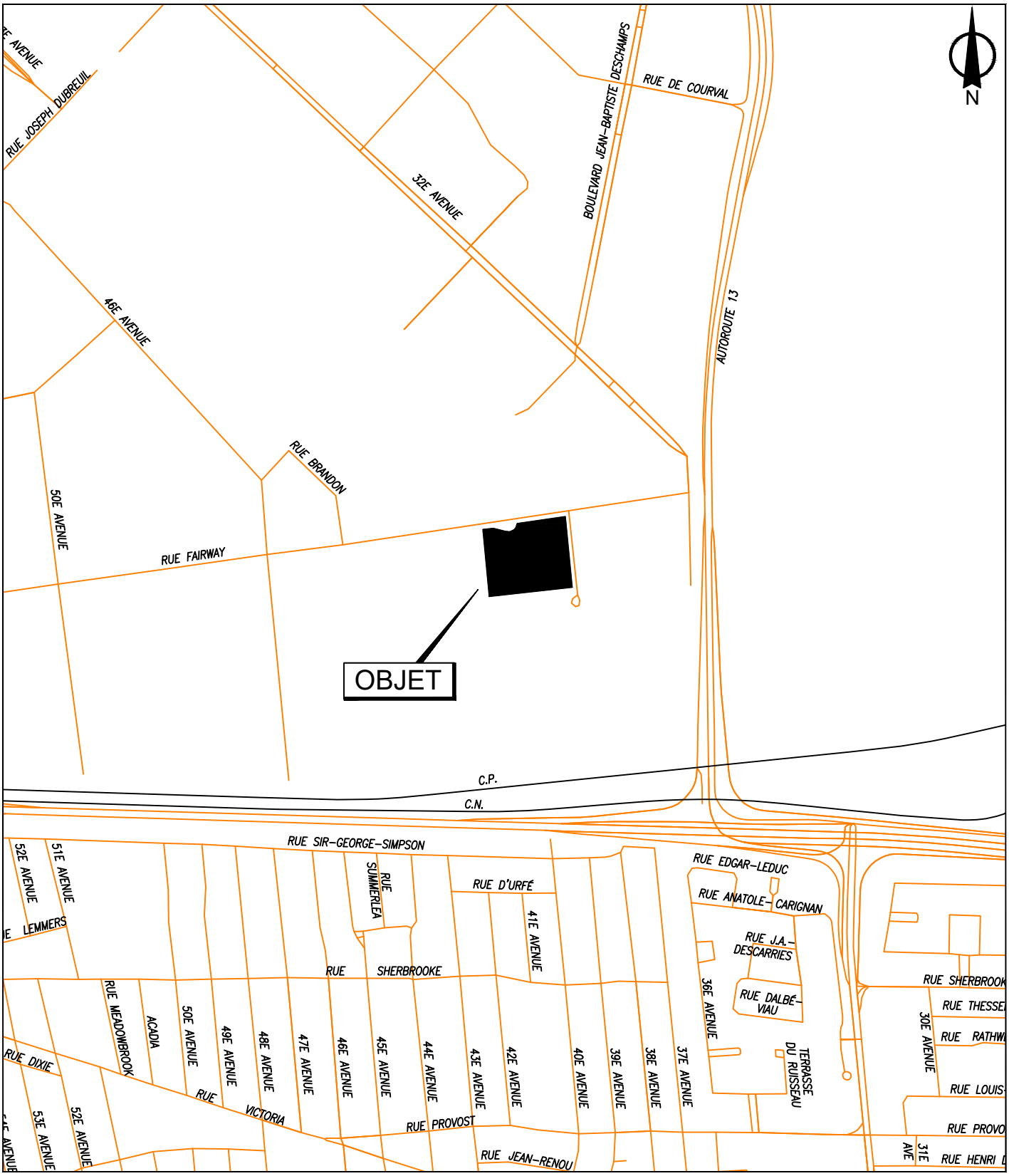


Energir

Hydro-Québec

Conduites EG/AQ

limite de la servitude

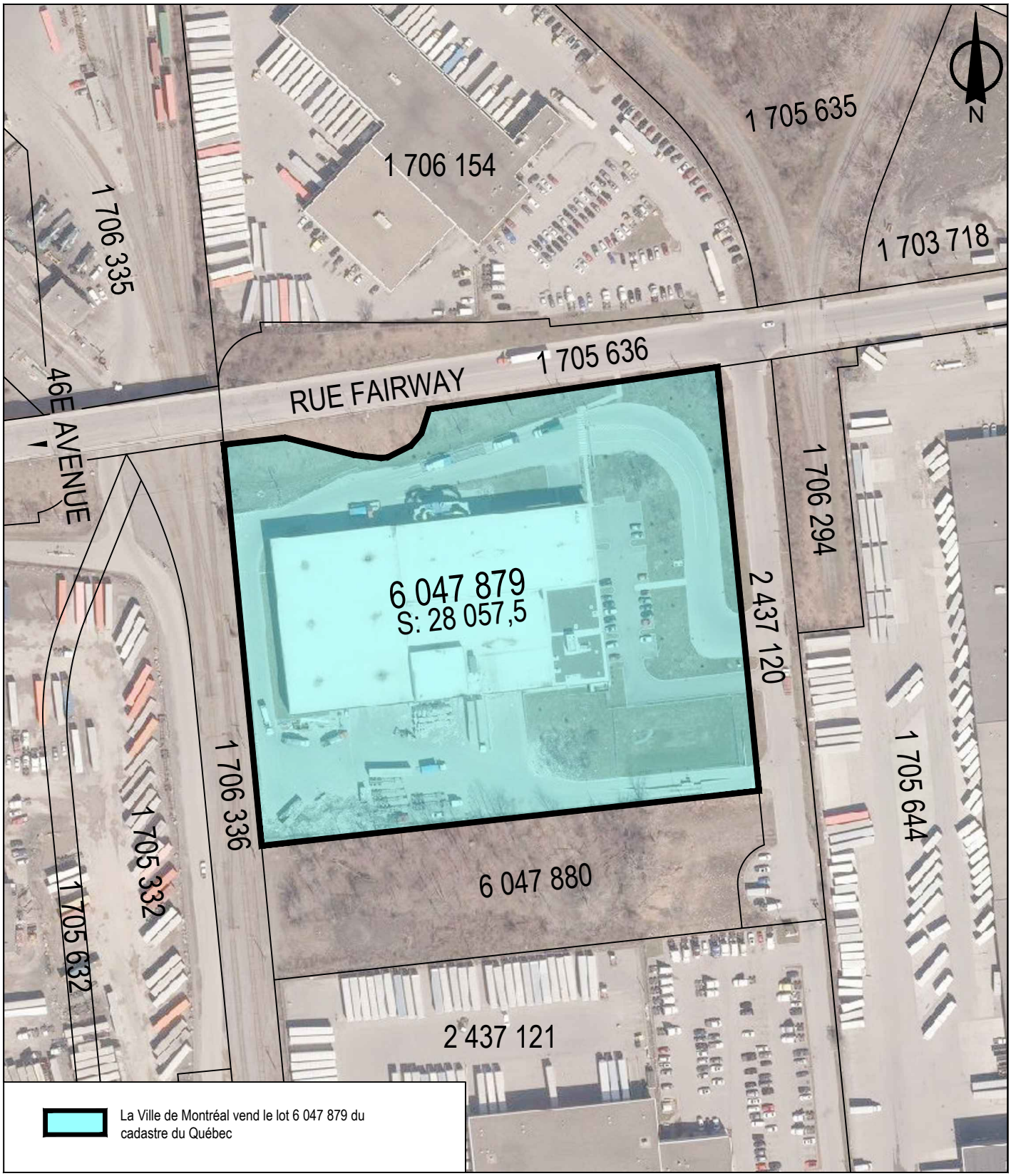


SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan A: plan de localisation
Dossier: 31H05-005-6648-01
Mandat: 24-0090-T
Dessinateur: LA
Échelle: - - -
Date: 7 août 2024

Lachine
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement



SERVICE DE LA STRATÉGIE IMMOBILIÈRE
DIVISION DES TRANSACTIONS

Plan P: plan de cadastre & orthophoto
Dossier: 31H05-005-6648-01
Mandat: 24-0090-T
Dessinateur: LA
Échelle: 1:2000
Date: 7 août 2024

Lachine
Montréal

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249920005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à vendre à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. l'immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 Rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour la somme de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, et s'engage à faire don du système de tri du verre. / À toute fin que de droit, fermer et retirer du domaine public le lot 6 047 879 du cadastre du Québec à compter du 1er janvier 2025. / Autoriser la résiliation du Contrat de service liant LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC et la Ville de Montréal pour l'opération du centre de tri de matières recyclables de Lachine à compter du 1er janvier 2025. N/Ref. : 31H05-005-6648-01 / Mandat 24-0090-T

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme la promesse bilatérale ci-jointe, laquelle a été signée par l'Acquéreur en date du 18 novembre 2024. N.D. 24-000289

FICHIERS JOINTS

2024-11-18 Promesse signée par Via.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karinne CARMONI
notaire
Tél : 438-868-6529

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Karinne CARMONI
notaire
Tél : 438-868-6529
Division :

PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT ET DE DONATION MOBILIÈRE DU SYSTÈME DE TRI DU VERRE

LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC., corporation légalement constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, C. C-38), par lettres patentes données le neuf (9) mai mille neuf cent soixante-dix-sept (1977) et enregistrées le dix (10) mai mille neuf cent soixante-dix-sept (1977), ayant son siège au 1200, rue des Riveurs, Lévis, Québec, G6Y 9G2 agissant et représentée par Jean-Sébastien Daigle, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 13 novembre 2024, et dont copie de ladite résolution est jointe aux présentes à titre d'Annexe A;

Ci-après nommée l' « **Acquéreur** ».

ET

VILLE DE MONTREAL, personne morale de droit public constituée le premier (1er) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (ci-après nommée la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par _____, dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du _____ ;

copies de ces résolutions demeurent annexées aux présentes à titre d'Annexe B.;

Ci-après nommée la « **Ville** ».

L'Acquéreur et la Ville sont ci-après collectivement nommés les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire du centre de tri des matières recyclables de Lachine (« **CTMR** »), étant un immeuble connu et désigné comme étant le lot 6 047 879 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE l'Acquéreur désire acquérir de la Ville l'immeuble décrit au paragraphe précédent du présent préambule, ainsi que tous les équipements permettant les opérations du CTMR, comprenant le système de tri du verre;

ATTENDU QUE la Ville a l'autorité pour vendre le CTMR et ses équipements de gré à gré.

PAR LES PRÉSENTES, la Ville s'engage à vendre à l'Acquéreur, qui accepte de l'acheter, l'Immeuble ainsi que les Équipements, tel que définis ci-dessous, le tout suivant les termes et conditions prévus à la présente promesse. Quant au système de tri du verre, la Ville s'engage à le donner à l'Acquéreur, qui accepte, par acte de donation mobilière, lequel sera signé au même moment que l'acte de vente de l'Immeuble et des Équipements, le tout suivant les termes et conditions prévus à la présente promesse.

1. DESCRIPTION DES BIENS VENDUS OU DONNÉS

1.1 L'immeuble vendu visé par la présente promesse est un terrain avec bâtiment principal sis au 1131, rue François-Lenoir, à Montréal, province de Québec, dans l'arrondissement de Lachine, connu et désigné comme étant le lot **SIX MILLIONS QUARANTE-SEPT MILLE HUIT CENT SOIXANTE-DIX-NEUF (6 047 879**) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, tel qu'identifié à l'Annexe C ci-jointe, ayant une superficie de vingt-huit mille cinquante-sept mètres carrés et cinq dixièmes (28 057,5 m^2).

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »;

1.2 Les biens meubles vendus visés par la présente promesse sont les équipements permettant les opérations du CTMR, à l'exception du système de tri du verre. À titre informatif, une liste non exhaustive de ces équipements étant jointe comme Annexe D.

Ci-après nommés les « **Équipements** ».

1.3 Le bien donné visé par la présente promesse est le système de tri du verre qui comprend les équipements mentionnés à l'Annexe E ci-jointe

Ci-après nommé le « **Système de tri du verre** ».

2. PRIX ET MODE DE PAIEMENT DE L'IMMEUBLE ET DES ÉQUIPEMENTS

2.1 Concernant l'acquisition de l'Immeuble et des Équipements, le prix, que l'Acquéreur convient de payer à la Ville et que la Ville convient d'accepter est de **CINQUANTE-CINQ MILLIONS QUINZE MILLE DOLLARS (55 015 000,00$)** (le « **Prix d'Achat** »);

2.2 Pour plus de précision, le prix d'achat de l'Immeuble est de **TRENTE-DEUX MILLIONS CENT TRENTE MILLE DOLLARS (32 130 000,00$)** et le prix d'achat des Équipements est de **VINGT-DEUX MILLIONS HUIT CENT QUATRE-VINGT-CINQ MILLE DOLLARS (22 885 000,00$).**

2.3 L'Acquéreur déclare que la totalité du Prix d'achat sera financé par un emprunt hypothécaire. Dans le délai indiqué par le Conseiller juridique de l'Acquéreur (« **Conseiller Juridique de l'Acquéreur** »), l'Acquéreur fera verser à celui-ci, le Prix d'achat correspondant au montant devant être obtenu sous forme de nouvel emprunt hypothécaire conformément à l'article 3 ci-dessous. Le Prix d'Achat, sera conservé en fidéicommis par le Conseiller Juridique de l'Acquéreur jusqu'à ce que l'acte de vente (« **Acte de vente** ») visé aux présentes ait été dûment signé et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière dans laquelle l'Immeuble est situé et que cet Acte de vente ait été inscrit au registre foncier sans entrées adverses ou inscriptions préjudiciables à l'Acquéreur.

2.4 Il est entendu et convenu que le Prix d'Achat n'inclut pas la taxe sur les produits et services (TPS) ni la taxe de vente du Québec (TVQ). Le cas échéant, le paiement desdites taxes est à l'entière responsabilité de l'Acquéreur.

Les numéros d'inscrit de la Ville sont : TPS : 121364749 RT0001 et TVQ : 1006001374 TQ0002. De plus, les numéros d'inscrit de l'Acquéreur sont : TPS : R107599888 et TVQ : 1006184720 TQ0002LR.

3. EMPRUNT HYPOTHÉCAIRE

3.1 L'Acquéreur s'engage à entreprendre de bonne foi, dans les plus brefs délais et à ses frais, toutes les démarches nécessaires pour obtenir un emprunt de CINQUANTE-CINQ MILLIONS QUINZE MILLE DOLLARS (55 015 000,00$) garanti par hypothèque.

3.2 L'Acquéreur déclare d'ailleurs avoir reçu une lettre d'intérêt de son institution financière, dont une copie est jointe aux présentes à titre d'Annexe G.

3.3 La présente promesse est conditionnelle à ce que l'Acquéreur fournisse à la Ville, dans les quarante-cinq (45) jours suivant la signature par les Parties de la présente promesse, une confirmation écrite de son prêteur hypothécaire qu'il obtiendra un emprunt hypothécaire de 1er rang au montant prévu au paragraphe 3.1.

3.4 En l'absence cette confirmation, la Ville pourra à sa discrétion, dans les cinq (5) jours suivant l'expiration du délai prévu au paragraphe 3.3 ou suivant la réception d'un avis de refus, aviser l'Acquéreur, par écrit :

a) Qu'elle accorde un délai supplémentaire à l'Acquéreur pour obtenir son emprunt hypothécaire. Advenant que l'Acquéreur ne

réussisse pas à obtenir, dans le délai stipulé à l'avis de la Ville, la confirmation écrite du prêteur hypothécaire à lui consentir l'emprunt recherché, cette promesse deviendra nulle et non avenue. Par ailleurs, la réception d'une telle confirmation dans ce délai aura pour effet de satisfaire pleinement aux engagements contenus au présent article ;

b) Qu'elle exige de celui-ci qu'il fasse immédiatement et à ses frais, auprès d'un autre prêteur hypothécaire, une nouvelle demande d'emprunt hypothécaire conforme aux conditions énoncées au paragraphe 3.1. Advenant que l'Acquéreur ne réussisse pas à obtenir, dans le délai stipulé à l'avis de la Ville, la confirmation écrite de cet autre prêteur hypothécaire à lui consentir l'emprunt recherché, cette promesse deviendra nulle et non avenue. Par ailleurs, la réception d'une telle confirmation dans ce délai aura pour effet de satisfaire pleinement aux engagements contenus au présent article ;

OU

c) Qu'elle rend cette promesse nulle et non avenue.

4. FRAIS ADMINISTRATIFS

L'Acquéreur s'engage à payer les frais d'administration dû en vertu du paragraphe 1 de l'article 110 du règlement 23-044, soit le *Règlement sur les tarifs (exercice financier 2024)*, adopté par le conseil municipal à sa séance du dix-huit (18) décembre deux mille vingt-trois (2023) et en vigueur depuis le vingt-deux (22) décembre deux mille vingt-trois (2023), d'un montant de CINQ CENT SOIXANTE-CINQ DOLLARS (565,00$), par chèque séparé et remis concurremment à la présente promesse.

5. POSSESSION

L'Acquéreur deviendra propriétaire de l'Immeuble et des Équipements à compter de la date de signature de l'Acte de vente, celui-ci ayant déjà l'occupation de l'Immeuble. Il deviendra également propriétaire du Système du tri du verre à compter de la date de signature de l'acte de donation mobilière (« Acte de donation mobilière »).

Dans le cas où la signature de l'Acte de vente et de l'Acte de donation mobilière a lieu avant le 1er janvier 2025, les Parties conviennent que l'Acquéreur deviendra

propriétaire de l'Immeuble, des Équipements et du Système de tri du verre le 1er janvier 2025, conformément à l'article 22 des présentes.

6. GARANTIE

L'Acquéreur acquiert l'Immeuble sans aucune garantie et à ses risques et périls. Le Système de tri du verre est également donné à l'Acquéreur sans aucune garantie et à ses risques et périls.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité relative aux titres de l'Immeuble, celui-ci l'achetant à ses seuls risques et périls, qu'il ait effectué ou non une vérification des titres. Quant à l'état et à la qualité des sols et du sous-sol (ci-après les « **Sols** ») de l'Immeuble et de toute construction, bâtiment ou ouvrage qui y est érigé le cas échéant, incluant sans limitation, l'état de tout bâtiment, construction ou ouvrage le cas échéant, les matériaux composant le remblai, la présence potentielle de tout contaminant, polluant, substance toxique, matière ou déchet dangereux dans ou sur l'Immeuble faisant l'objet de la présente promesse, l'Acquéreur reconnaît que la Ville n'a aucune responsabilité, celui-ci l'achetant également à cet égard à ses seuls risques et périls, et ce, qu'il ait effectué ou non une étude de caractérisation des Sols ou une inspection de toute construction, bâtiment ou ouvrage, le cas échéant.

L'Acquéreur reconnaît qu'il ne peut en aucune manière invoquer la responsabilité de la Ville pour quelque motif que ce soit, tels les opinions ou rapports pouvant avoir été émis par les employés ou les mandataires de la Ville et il renonce à toute réclamation, action ou poursuite contre la Ville, notamment, à l'égard des titres, de la condition des Sols de même que des bâtiments, constructions et ouvrages situés sur l'Immeuble le cas échéant, telles obligations devant lier également les ayants droit de l'Acquéreur. En outre, l'Acquéreur s'engage à tenir la Ville indemne de tout recours ou réclamation que des tiers pourraient exercer à la suite de la vente donnant suite à la présente promesse.

L'Acquéreur acquiert les Équipements dans l'état où ils se trouvent, et ce, sans aucune garantie de bon fonctionnement.

7. TITRES

La Ville ne sera tenue de fournir à l'Acquéreur aucun dossier de titres, certificat de recherche, état certifié des droits réels ou plan à l'égard de l'Immeuble, des Équipements et du Système de tri du verre.

8. CERTIFICAT DE LOCALISATION

La Ville s'engage à fournir à l'Acquéreur un certificat de localisation représentant l'état actuel de l'Immeuble, et ce, dans les meilleurs délais possibles suivant la signature de la présente promesse.

9. VÉRIFICATION DILIGENTE DES TITRES DE L'IMMEUBLE PAR L'ACQUÉREUR

9.1 L'Acquéreur se déclare satisfait des titres de propriété de l'Immeuble, à l'exception de toute irrégularité qui pourrait être soulevée dans le certificat de localisation.

Compte tenu de ce qui précède, à compter de la réception du certificat de localisation par l'Acquéreur, ce dernier disposera de dix (10) jours à compter de ladite réception pour aviser la Ville, par écrit, de son insatisfaction quant à toute irrégularité qui pourrait être soulevée dans ledit certificat de localisation.

9.2 Si l'Acquéreur néglige de donner l'avis prévu au paragraphe précédent dans les délais convenus, celui-ci sera réputé être satisfait dudit certificat de localisation.

9.3 Si l'Acquéreur remet l'avis écrit visée au paragraphe 9.1, la Ville avisera par écrit l'Acquéreur, dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis de l'Acquéreur, soit :

(a) Qu'elle est incapable, ou qu'elle refuse, à sa seule discrétion, de régler les insatisfactions soulevées par l'Acquéreur. Le cas échéant, l'Acquéreur aura alors un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'avis de la Ville pour l'informer par écrit, soit (i) qu'il renonce à son insatisfaction et se déclare satisfait du certificat de localisation, ou (ii) qu'il maintient son insatisfaction; dans ce dernier cas, la présente Promesse sera automatiquement résiliée sans possibilité de recours de part et d'autre;

ou

(b) Qu'elle est disposée à s'engager à régler les insatisfactions soulevées par l'Acquéreur, avant ou à la date de la signature de l'Acte de vente ou à toute autre date convenue entre les Parties. Le cas échéant, les Parties devront négocier de bonne foi les modalités permettant à la Ville de régler les insatisfactions dans les délais convenus.

9.4 Nonobstant l'article 31 des présentes, il est entendu entre les Parties que le calcul des délais mentionnés au présent article sera suspendu pendant toute la période allant du 19 décembre 2024 au 6 janvier 2025 inclusivement.

10. VÉRIFICATION DILIGENTE DES SOLS DE L'IMMEUBLE

10.1 L'Acquéreur dispose d'un délai maximal de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de signature par les Parties de la présente promesse (« **Période de vérification diligente pour les sols** ») pour effectuer, à ses frais, selon les modalités prévues aux présentes, les expertises nécessaires afin de se satisfaire de la condition environnementale et géotechnique.

10.2 Avant la fin de la Période de vérification diligente pour les sols, l'Acquéreur doit :

a) aviser le Vendeur par écrit de son insatisfaction quant à la présence la présence d'une contamination qui démontre une incompatibilité entre la qualité du sol et l'usage projeté de l'Immeuble, conformément à la politique du ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC); ou

b) aviser la Ville par écrit qu'il se déclare satisfait des résultats de sa vérification diligente.

10.3 Si l'Acquéreur néglige de donner l'avis prévu au paragraphe précédent dans les délais convenus, celui-ci sera réputé en être satisfait.

10.4 Si l'Acquéreur remet l'avis écrit visée au paragraphe 10.1, la Ville avisera par écrit l'Acquéreur, dans les dix (10) jours suivant la réception de l'avis de l'Acquéreur, soit :

(a) Qu'elle est incapable, ou qu'elle refuse, à sa seule discrétion, de régler les insatisfactions soulevées par l'Acquéreur. Le cas échéant, l'Acquéreur aura alors un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de l'avis de la Ville pour l'informer par écrit, soit (i) qu'il renonce à son insatisfaction et se déclare satisfait du résultat de sa vérification diligente, ou (ii) qu'il maintient son insatisfaction; dans ce dernier cas, la présente Promesse sera automatiquement résiliée sans possibilité de recours de part et d'autre;

ou

(b) Qu'elle est disposée à s'engager à régler les insatisfactions soulevées par l'Acquéreur, avant ou à la date de la signature de l'Acte de vente ou à toute autre date convenue entre les Parties. Le cas échéant, les Parties devront négocier de bonne foi les modalités permettant à la Ville de régler les insatisfactions dans les délais convenus. À défaut de convenir d'une entente préalablement au 31 mars 2025, la présente Promesse sera automatiquement résiliée sans possibilité de recours de part et d'autre.

10.5 Si l'Acquéreur néglige de donner l'avis prévus au paragraphe 10.1 dans les délais convenus, celui-ci sera réputé être satisfait de sa vérification diligente à l'égard des sols de l'Immeuble.

11. DROIT D'INSPECTION

Au cours de la Période de Vérification Diligente pour les sols, l'Acquéreur sera autorisé à effectuer, pendant les heures normales de bureau, les tests, expertises et inspections requis qui doivent être effectués sur les lieux. Ces tests, expertises ou inspections devront débuter et se terminer au cours de la Période de Vérification Diligente des sols. Les tests, inspections et expertises effectués par l'Acquéreur ou ses représentants seront réalisés aux frais et risques de l'Acquéreur. L'Acquéreur devra à ses frais remettre les lieux en état après la complétion des test, inspections et expertises effectués par l'Acquéreur, l'Acquéreur acceptant d'indemniser la Ville pour tous dommages causés à l'Immeuble par ces tests, inspections et expertises.

12. TAXES ET IMPOSITIONS FONCIÈRES

L'Acquéreur s'engage à prendre à sa charge, à compter de la date de signature de l'Acte de vente, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou pourront être imposées sur l'Immeuble.

Dans le cas où la signature de l'Acte de vente a lieu avant le 1er janvier 2025, l'Acquéreur s'engage à prendre à sa charge, à compter du 1er janvier 2025, toutes les taxes et impositions foncières, générales et spéciales, qui sont ou pourront être imposées sur l'Immeuble.

13. ÉVALUATION MUNICIPALE

L'Acquéreur s'engage à ne faire aucune demande pour diminution de l'évaluation de l'Immeuble, du fait qu'il aurait été acquis pour un prix moindre que l'évaluation municipale telle qu'établie au rôle foncier de l'année courante, l'Acquéreur se réservant toutefois le droit de contester l'évaluation municipale pour tout autre motif.

14. OBLIGATIONS ET DÉCLARATIONS DE LA VILLE

14.1 La Ville déclarera dans l'Acte de vente et dans l'Acte de donation mobilière qu'elle est une personne morale résidente canadienne au sens de *la Loi de l'impôt sur le revenu* (L.R.C. 1985, ch. 1 (5e suppl.)) et au sens de la *Loi sur les impôts* (RLRQ, c. I-3);

14.2 La Ville fera en sorte qu'il n'existe aucune hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque affectant l'Immeuble, les Équipements et le Système de tri du verre et pouvant lier l'Acquéreur lors de l'acquisition de l'Immeuble, à l'exception d'un avis de contamination par la Ville de Montréal, signé sous seing privé le vingt-trois (23) janvier deux mille dix-neuf (2019) et publié au bureau de la

publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, sous le numéro 24 387 276. À cet effet, la Ville devra publier à ses frais au registre foncier un avis de décontamination au plus tard le 31 mars 2025.

14.3 La Ville déclare l'Immeuble est utilisé à des fins de centre de tri des matières recyclables et que cet usage est conforme aux règlements municipaux en vigueur au moment de la signature de la présente promesse.

15. OBLIGATIONS ET DÉCLARATIONS DE L'ACQUÉREUR

15.1 L'Acquéreur déclare et déclarera également dans l'Acte de vente avoir examiné l'Immeuble et les Équipements et en être satisfait et avoir vérifié auprès des autorités compétentes que la destination qu'il entend donner à l'Immeuble est conforme aux lois et règlements en vigueur ;

15.2 L'Acquéreur déclare et déclarera dans l'Acte de donation mobilière avoir examiné le Système de tri du verre et en être satisfait;

16. CLAUSES PARTICULIÈRES À L'ACTE DE DONATION DU SYSTÈME DE TRI DU VERRE

a) **Clause d'insaisissabilité :** La donation du Système de tri du verre sera réputée faite à titre insaisissable pour une période de cinquante (50) ans suivant la date de signature de l'Acte de donation mobilière. Cette stipulation d'insaisissabilité est justifiée par l'intérêt sérieux et légitime d'assurer que le Système de tri du verre demeure pour les fins caritatives en vertu desquelles la donation est faite par la Ville, la Ville l'ayant elle-même reçu par donation de Éco Entreprise Québec aux mêmes fins.

b) L'Acte de donation mobilière devra prévoir que l'Acquéreur souscrit à l'engagement suivant :

L'Acquéreur s'engage à ne pas vendre, céder ou disposer du Système de tri du verre, en totalité ou en partie (collectivement, une « **Cession** ») sans le consentement préalable écrit de Éco Entreprises Québec (« **ÉEQ** »), sauf si toutes les conditions suivantes sont rencontrées :

1. La Cession est effectuée par donation, à titre gratuit;
2. La Cession est effectuée dans le cadre de la vente, cession ou disposition de l'ensemble des actifs du CTMR;
3. La Cession est effectuée en faveur d'un opérateur de centre de tri du Québec (l'« **Opérateur** ») qui a conclu ou s'est engagé à conclure un contrat avec ÉEQ à titre d'organisme de gestion désigné en vertu du Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles (Québec) ou de tout successeur de ÉEQ à ce titre, et

qui n'est pas en défaut en vertu dudit contrat ou des conditions d'octroi dudit contrat à la satisfaction de ÉEQ;

4. L'Acquéreur obtient de l'Opérateur une représentation et garantie à l'effet que le Système de tri du verre ne sera jamais vendu, cédé ou disposé autrement que dans les conditions prévues aux sous-paragraphes 1,2 et 3, et qu'en cas de toute telle vente, cession ou disposition, cet Opérateur obtiendra des représentations et garanties similaires d'un futur opérateur.

17. ENGAGEMENT À CRÉER DES SERVITUDES

L'Acquéreur déclare savoir qu'il existe des installations pouvant appartenir à la Commission des services électriques de Montréal (« **CSEM** »), à Bell Canada, à Hydro-Québec et à Energir, le tout tel que montré approximativement sur le plan annexé à titre d'Annexe H.

Afin de régulariser et de permettre le maintien de ces installations sur l'Immeuble, la Ville s'engage à mandater, dans les plus brefs délais et à ses frais, un arpenteur-géomètre dans le but de produire les descriptions techniques nécessaires à la création des servitudes requises, Ces servitudes seront créées dans l'Acte de vente à moins que les descriptions techniques ne soient pas finalisées avant la date de signature de l'Acte de vente. Dans ce cas, les Parties conviennent que ces servitudes seront créées par l'Acquéreur après la signature de l'Acte de vente. Une clause dans l'Acte de vente prévoira que l'Acquéreur s'engage à constituer toutes les servitudes susmentionnées requises ainsi que toute servitude d'utilités publiques requises, le cas échéant. Il est convenu que la Ville remettra à l'Acquéreur une copie conforme des descriptions techniques obtenues dans les meilleurs délais.

18. TRANSFERT DES RISQUES

Malgré la signature de la présente promesse, l'Acquéreur assumera les risques afférents à l'Immeuble, aux Équipements ainsi qu'au Système de tri du verre à compter de la date de signature de l'Acte de vente, le tout, sous réserves des termes et modalités mentionnés au contrat pour le traitement des matières recyclables et concernant l'exploitation du centre de tri (le « **Contrat de services** ») signé entre les Parties, dont copie est jointe aux présentes à titre d'Annexe F et du bail prévu au paragraphe 23 des présentes (le « **Bail** »).

Dans le cas où la signature de l'Acte de vente a lieu avant le 1er janvier 2025, l'Acquéreur assumera les risques afférents à l'Immeuble, aux Équipements ainsi qu'au Système de tri du verre à compter du 1er janvier 2025, le tout, sous réserves des termes et modalités mentionnés au contrat pour le traitement des matières recyclables et concernant l'exploitation du centre de tri (le « **Contrat de services** ») signé entre les Parties, dont copie est jointe aux présentes à titre d'Annexe F.

19. FRAIS

L'Acquéreur devra assumer les frais de la préparation de l'Acte de vente et de l'Acte de donation mobilière, des documents accessoires à ces actes et à leurs publications requises au registre foncier et au Registre des droits personnels et réels mobiliers (le « **RDPRM** »), aux coûts relatifs à l'expédition des copies requises, dont une pour la Ville. Chaque partie assumera les frais de ses propres conseillers juridiques, consultants et experts, le cas échéant. L'Acte de vente ainsi que l'Acte de donation mobilière, qui devront reproduire toutes les modalités et conditions pertinentes de la présente promesse, et les documents accessoires à ceux-ci seront préparés et reçus par Conseiller juridique de l'Acquéreur. Ces documents seront toutefois assujettis à l'approbation des conseillers juridiques de la Ville.

20. AJUSTEMENTS

Outre les taxes et impositions foncières, les ajustements usuels relativement à l'Immeuble seront effectués à la date de signature de l'Acte de vente. Dans le cas où la signature de l'Acte de vente a lieu avant le 1er janvier 2025, la date d'ajustement sera la date du 1er janvier 2025, conformément à l'article 22 des présentes.

21. CESSION DE LA PROMESSE

Les Parties ne pourront transférer ou autrement céder leurs droits, obligations, titres et intérêts dans la présente promesse.

22. CLÔTURE DE LA TRANSACTION

Quant à l'Immeuble et aux Équipements, les Parties s'engagent à signer l'Acte de vente et tous les autres documents accessoires requis, s'il en est, pour donner plein effet à la présente promesse, devant le Conseiller juridique de l'Acquéreur le ou avant le 31 mars 2025.

Quant au Système de tri du verre, les Parties s'engagent à signer l'Acte de donation mobilière et tous les autres documents accessoires requis, s'il en est, pour donner plein effet à la présente promesse, devant le Conseiller juridique de l'Acquéreur le même jour que la signature de l'Acte de vente.

Dans le cas où la signature de l'Acte de vente et de l'Acte de donation mobilière a lieu avant le 1er janvier 2025, les Parties conviennent que la date de prise d'effet entre les Parties sera la date du 1er janvier 2025.

23. PROMESSE IRRÉVOCABLE

Les Parties reconnaissent que la présente promesse est irrévocable. À défaut par l'une des Parties de respecter l'un de ses engagements prévus à la présente promesse l'autre partie pourra intenter tout recours prévu par la loi notamment un recours en passation de titre.

Dans l'éventualité où l'Acquéreur refuse ou néglige de donner suite à la présente promesse ou fait défaut ou refuse de signer l'Acte de vente ou l'Acte de donation mobilière dans le délai mentionné à l'article précédent, la présente promesse pourra devenir nulle et non avenue, au choix de la Ville, pourvu que la Ville ne soit pas elle-même en défaut.

24. FIN DE LA CONVENTION D'EXPLOITATION ET LOCATION DE L'IMMEUBLE

L'Acquéreur confirme avoir signé une entente avec ÉEQ pour le traitement et le tri des matières recyclables et que cette entente entrera en vigueur à compter du 1er janvier 2025. Afin de s'assurer que l'Acquéreur puisse continuer à opérer le CTMR du 1er janvier 2025 jusqu'à la signature de l'Acte de vente, les Parties conviennent qu'ils mettront fin au Contrat de service à compter du 1er janvier 2025 et qu'ils signeront le Bail concurremment à la signature des présentes, lequel prendra fin dès la signature de l'Acte de vente et de l'Acte de donation mobilière.

25. INDIVISIBILITÉ DE LA PROMESSE

La présente promesse est indivisible, les Parties reconnaissant que l'Acquéreur désire devenir propriétaire de l'Immeuble, des Équipements et du Système de tri du verre, comme un tout. Ainsi, l'Acquéreur ne pourra être tenu d'acheter qu'une partie si, pour quelque motif que ce soit, la Ville ne pouvait lui vendre la totalité de celui-ci.

26. AVIS

Tout avis, document ou autre communication à être donné aux termes des présentes devra être donné par écrit et sera suffisamment donné s'il est livré personnellement ou par courriel aux personnes et adresses suivantes :

À l'Acquéreur :

LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC.
1200, des Riveurs,
Lévis (Québec) G6Y 9G2
À l'attention de Jean-Sébastien Daigle
Adresse courriel : jsdaigle@societevia.com

À la Ville :

VILLE DE MONTRÉAL
À l'attention du Directeur(trice) du Service de la stratégie immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Adresse courriel : [annie.gerbeau@montreal.ca]

Chacune des Parties aux présentes aura le droit de spécifier une adresse (civique ou courriel) ou un autre élément différent de celui prévu ci-dessus en donnant un avis à cet effet à l'autre partie de la façon prévue au présent paragraphe.

27. LOIS APPLICABLES

La présente promesse et son acceptation, l'Acte de vente, l'Acte de donation mobilière et tous les autres documents, contrats et engagements auxquels il est fait référence à la présente promesse, de même que toutes les relations entre la Ville et l'Acquéreur seront exclusivement régis par le droit en vigueur dans la province de Québec.

28. ENTENTE COMPLÈTE

Lorsque l'Acte de vente et l'Acte de donation mobilière seront signés, ils constitueront l'entente complète entre les Parties quant à son objet, lequel annulera toutes les ententes précédentes à ce sujet, notamment la présente promesse, le Bail ainsi que le Contrat de services.

29. INTITULÉS

Les titres des paragraphes ou de chapitres ne font pas partie des présentes et ne sont utilisés que pour en faciliter la lecture et permettre d'y référer plus rapidement, mais en aucun cas ils n'ont pour effet de guider dans l'interprétation des dispositions qui précèdent ou d'en constituer une description exacte.

30. INTERPRÉTATION

L'emploi du prénom masculin singulier pour désigner la Ville ou la Ville est réputé approprié, peu importe que la Ville ou la Ville soit un individu, une société de personnes, une société par actions ou un groupe d'au moins deux individus, sociétés de personnes ou sociétés par actions. Le singulier comprend le pluriel et vice versa et le texte doit alors se lire avec les modifications grammaticales nécessaires. Les expressions « les présentes », « aux présentes », « des

présentes » et autres expressions de ce genre se rapportent à la présente promesse dans son intégralité et non pas uniquement au paragraphe ou à la clause spécifique où elles apparaissent, sauf de convention expresse.

31. DÉLAIS

Tous les délais contenus aux présentes sont de rigueur et constituent une condition qui est de l'essence de la présente promesse, sauf force majeure, auquel cas les délais seront étendus d'autant. Ils sont calculés de la façon suivante :

31.1 le jour qui marque le point de départ n'est pas compté, mais celui qui marque l'échéance ou la date limite du délai l'est.

31.2 lorsqu'il est exprimé en mois, le délai expire le jour du dernier mois qui porte le même quantième que l'acte, l'événement, la décision ou la notification qui fait courir le délai; à défaut d'un quantième identique, le délai expire le dernier jour du mois.

31.3 le délai expire le dernier jour à 24 heures 00; celui qui expirerait normalement un samedi ou un jour férié, tel qu'énuméré à l'article 61 de la *Loi d'interprétation* (RLRQ c. I-16), est prolongé au premier jour ouvrable qui suit.

32. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté un Règlement du conseil d'agglomération sur la gestion contractuelle conformément aux dispositions de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et elle a remis une copie de ce Règlement à l'Acquéreur. L'Acte de vente et l'Acte de donation mobilière contiendra une déclaration à cet effet.

33. COURTIER

Les Parties aux présentes reconnaissent et déclarent qu'aucun courtier n'a été mandaté pour la vente de l'Immeuble.

34. DOMAINE PUBLIC

Si l'Immeuble fait partie du domaine public de la Ville, la présente promesse est conditionnelle à ce que la Ville retire l'Immeuble de son domaine public.

35. SIGNATURE

Les Parties conviennent que la présente promesse peut être signée en plusieurs exemplaires distincts qui, individuellement, constitue un original mais qui,

collectivement, constituent un seul et même document. Les parties aux présentes consentent à l'utilisation de la signature par voie électronique et conviennent que la présente promesse peut être signée soit par signature manuscrite ou par signature électronique et qu'elle peut être livrée par voie électronique (en format PDF) ou autrement. Les parties acceptant une telle signature électronique comme étant une signature originale des parties.

[*les signatures apparaissent à la page suivante*]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE

Le 18 novembre 2024

LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC.

Jean-Sébastien Daigle
Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18
Pour valider, aller à cnq.org/valider

Par: Jean-Sébastien Daigle

Le _____ 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par:

Cette promesse a été approuvée par la résolution #_____ de la Ville.

N/Réf. : 31H05-005-6648-01

p. j. Résolution de l'Acquéreur (Annexe A)
Résolution(s) de la Ville (Annexe B)
Plan de l'Immeuble (Annexe C)
Liste non exhaustive des Équipements (Annexe D)
Liste des équipements visés par le Système de tri du verre (Annexe E)
Contrat de service (Annexe F)
Lettre d'intérêt de Desjardins (Annexe G)
Plan montrant les installations publiques situées sur l'immeuble (Annexe H)

ANNEXE A

RÉSOLUTION DE L'ACQUÉREUR

LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC.

(la « **Société** »)

COPIE CONFORME D'UNE RÉSOLUTION du conseil d'administration de la Société datée du 13 novembre 2024.

« PROMESSE BILATÉRALE DE VENTE ET D'ACHAT ET DE DONATION MOBILIÈRE DU SYSTÈME DE TRI DU VERRE

ATTENDU QUE la Ville de Montréal (la « **Ville** ») est propriétaire du centre de tri des matières recyclables de Lachine (le « **CTMR** »);

ATTENDU QUE la Société exploite actuellement le CTMR en vertu du contrat pour le traitement des matières recyclables et concernant l'exploitation du centre de tri signé entre la Société et la Ville, lequel sera révoqué par les Parties en date du 1er janvier 2025;

ATTENDU QUE la Société a signé un contrat relatif au tri des matières résiduelles de la collecte sélective avec Éco Entreprises Québec pour le CTMR, lequel débutera au 1er janvier 2025 ;

ATTENDU QUE la Société désire acquérir de la Ville l'immeuble correspondant au lot 6 047 879 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ainsi que tous les équipements apparaissant en annexe de ladite promesse bilatérale de vente et d'achat à intervenir entre la Société et la Ville;

ATTENDU QUE la Société a étudié à cet effet le projet de promesse bilatérale de vente et d'achat, lequel document lui a été soumis pour fins d'approbation et d'acceptation (la « **Promesse** »).

PAR CONSÉQUENT, IL EST PROPOSÉ PAR MME ANNE ROULEAU, APPUYÉE PAR M. ANTHONY DUFOUR ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

1. **D'APPROUVER** la Promesse telle que rédigée;

2. **D'AUTORISER** Jean-Sébastien Daigle à signer, pour et au nom de la Société, la Promesse, ainsi que tout engagement, convention ou entente relatif à la présente résolution, le tout suivant les modalités, conditions et termes qu'il jugera à propos d'accepter, et avec toutes les modifications de forme et de substance qu'il jugera à propos d'y apporter, sa seule signature constituant une preuve concluante et décisive de l'approbation par la Société;

3. **QU'**en plus de tous les autres pouvoirs déjà accordés à Jean-Sébastien Daigle, que celui-ci soit autorisé, et il est autorisé, à signer, exécuter et livrer, pour et au nom de la Société, tous les documents, et à poser tous les gestes qui pourraient être ou devenir nécessaires ou utiles afin de donner plein effet à la présente résolution et la signature de la Promesse. »

C:\Users\Utilisateur\AppData\Local\Microsoft\Windows\INetCache\Content.Outlook\183JR6RS\9.1.3_Resoadm VIA_Promesse d'achat_à signer (002).doc

CERTIFICAT

Je soussigné, Julie Suzanne Doyon, présidente de la Société, certifie que la présente résolution a été adoptée à une assemblée du conseil d'administration tenue ce jour et dûment convoquée à cette fin. Je certifie qu'il y avait quorum à ladite assemblée et que la résolution a été adoptée à l'unanimité des administrateurs présents. Je certifie que cette résolution est toujours en vigueur et qu'elle n'a pas été amendée.

Ce 13 novembre 2024

Julie Suzanne Doyon, présidente

ANNEXE B

RÉSOLUTION(S) DE LA VILLE

À JOINDRE

ANNEXE C

PLAN DE L'IMMEUBLE



INTIALES DE L'ACQUÉREUR	DATE (AAAA-MM-JJ)	INITIALES DE LA VILLE	DATE (AAAA-MM-JJ)
Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider	2024-11-18		

ANNEXE D
LISTE NON EXHAUSTIVE DES ÉQUIPEMENTS

Liste des équipements d'opérations

Équipement	N. série	Description
AB-42	WT-021L	TUNNEL D'AIR
AB-42	WT-021L	MOTEUR
AB-25	WT-022L	TUNNEL D'AIR
AB-25	WT-022L	MOTEUR
AB-16	WT-023L	TUNNEL D'AIR
AB-16	WT-023L	MOTEUR
AB-77_1	AB-078L	SYSTEME DE TRANSPORT PNEUMATIQUE POUR SAC PLASTIQUE
AB-77_1	AB-078L	MOTEUR
AB-88	STA-057L	SOUFFLANTE PET CLAIR
AB-88	STA-057L	MOTEUR
AB-89	STA-058L	SOUFFLANTE PET COULEUR
AB-89	STA-058L	MOTEUR
AB-91	STA-059L	SOUFFLANTE HDPE NATUREL
AB-91	STA-059L	MOTEUR
AB-92	STA-060L	SOUFFLANTE HDPE COULEUR
AB-92	STA-060L	MOTEUR
AB-97	STA-061L	SOUFFLANTE PLASTIQUES 3 @ 7
AB-97	STA-061L	MOTEUR
AB-98	STA-062L	SOUFFLANTE CONTENANTS MULTICOUCHES
AB-98	STA-062L	MOTEUR
AB-118	STA-063L	SOUFFLANTE CANETTES CONSIGNÉES
AB-118	STA-063L	MOTEUR
AB-119	STA-064L	SOUFFLANTE ALUMINIUM NON CONSIGNÉ
AB-119	STA-064L	MOTEUR
ADS-45	PFE2-004L	SYSTÈME D'ASPIRATION DES SACS DE PLASTIQUES
ADS-45		MOTEUR BLOWER
ADS-45		MOTEUR DRUM
ADS-45		MOTEUR UNITÉ HYDRAULIQUE
AS-305_1	AB-077L	SYSTEME DE TRANSPORT PNEUMATIQUE (sous mezz)

AS-305_1	AB-077L	MOTEUR
AS-305_2	SA-120L	SÉPARATEUR PARTICULES LÉGÈRES
AS-305_2	SA-120L	MOTEUR BLOWER CYCLONE
AS-305_2	SA-120L	MOTEUR ROTARY
AS-314_1		SYSTEME DE TRANSPORT PNEUMATIQUE (avant syst verre)
AS-314_1		MOTEUR
AS-314_2		SÉPARATEUR PARTICULES LÉGÈRES
AS-314_2		MOTEUR BLOWER CYCLONE
AS-314_2		MOTEUR ROTARY
B-6	CCA4-324L	CONVOYEUR DE REPRISE DES RÉSERVES 72''
B-6	CCA4-324L	MOTEUR
B-7	CCA4-325L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DE LA PRESSE HORIZONTALE B-8 72''
B-7	CCA4-325L	MOTEUR
B-8	PL3-009L	MACHINEXBALER * PRESSE HORIZONTALE
B-8	PL3-009L	MOTEUR POMPE 1
B-8	PL3-009L	MOTEUR POMPE 2
B-8	PL3-009L	MOTEUR FAN COOLER
B-8	PL3-009L	MOTEUR POMPE DE RECIRCULATION
B-8	PL3-009L	HEATER
B-8	PL3-009L	HEATER
B-5	CSRT-1099L	CONVOYEUR DE REPRISE DES RÉSERVES 48''
B-5	CSRT-1099L	MOTEUR
B-5	CSRT-1099L	MOTEUR
B-10	CCA4-327L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DE LA PRESSE HORIZONTALE B-12 72''
B-10	CCA4-327L	MOTEUR
B-9	CCA4-326L	CONVOYEUR DE REPRISE DES RÉSERVES 72''
B-9	CCA4-326L	MOTEUR
B-11	CSRT-1100L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DE LA PRESSE HORIZONTALE B-12 72''
B-11	CSRT-1100L	MOTEUR
B-12	PL3-010L	MACHINEXBALER * PRESSE HORIZONTALE
B-12	PL3-010L	MOTEUR POMPE 1
B-12	PL3-010L	MOTEUR POMPE 2
B-12	PL3-010L	MOTEUR FAN COOLER
B-12	PL3-010L	MOTEUR POMPE DE RECIRCULATION
B-12	PL3-010L	HEATER

INTIALES DE L'ACQUÉREUR	DATE (AAAA-MM-JJ)	INITIALES DE LA VILLE	DATE (AAAA-MM-JJ)
Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à coq.org/valider	2024-11-18		

B-12	PL3-010L	HEATER
BDF-1	BFD-036L	CONVOYEUR + TAMBOUR D'ALIMENTATION 96''
BDF-1	BFD-036L	MOTEUR
BDF-1	BFD-036L	MOTEUR
BO-202	OS-020L	OUVREUR À SACS
BO-202	OS-020L	MOTEUR GROS DRUM
BO-202	OS-020L	MOTEUR PETIT DRUM
C-79	CSRST-1094L	CONVOYEUR TRANSFERT CONTENANTS MULTI COUCHES ET PLASTIQUE 3 @ 7 60''
C-79	CSRST-1094L	MOTEUR
C-80	CSO3-001L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE PLASTIQUES MIXTES / MULTICOUCHES 96''
C-80	CSO3-001L	MOTEUR
C-82	CC6-380L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-82	CC6-380L	MOTEUR
C-83	CSR4-1455L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-83	CSR4-1455L	MOTEUR
C-84	CSRT-1095L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-84	CSRT-1095L	MOTEUR
C-93	CC6-381L	CONVOYEUR DE TRANSFERT CONTENANTS MULTI-COUCHES 24''
C-93	CC6-381L	MOTEUR
C-94	CSR4-1456L	CONVOYEUR DE TRANSFERT CONTENANTS MULTI-COUCHES 48''
C-94	CSR4-1456L	MOTEUR
C-95	CSR4-1457L	CONVOYEUR TRANSFERT CONTENANTS MULTI COUCHES ET PLASTIQUE 3 @ 7 48''
C-95	CSR4-1457L	MOTEUR
C-74	CSRT-1092L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''
C-74	CSRT-1092L	MOTEUR
C-75	CSO3-005L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE HDPE 96''
C-75	CSO3-005L	MOTEUR
C-77	CC6-379L	CONVOYEUR DE TRANSFERT HDPE 30''
C-77	CC6-379L	MOTEUR
C-204	CSR4-1472L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES GROS PLASTIQUES 48''
C-204	CSR4-1472L	MOTEUR
C-205	CSR4-1473L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES GROS PLASTIQUES 48''
C-205	CSR4-1473L	MOTEUR
C-5	CSRT-1073L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU CARTON 72''
C-5	CSRT-1073L	MOTEUR

C-6	CSRT-1074L	CONVOYEUR DE QC DU CARTON 60''
C-6	CSRT-1074L	MOTEUR
C-7	CSRT-1075L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SOUS OCC 72''
C-7	CSRT-1075L	MOTEUR
C-123	CSR4-1468L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 30''
C-123	CSR4-1468L	MOTEUR
C-124	CSRT-1103L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 60''
C-124	CSRT-1103L	MOTEUR
C-125	CSRT-1104L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 60''
C-125	CSRT-1104L	MOTEUR
C-18	CSRT-1078L	CONVOYEUR DE TRANSFERT 60''
C-18	CSRT-1078L	MOTEUR
C-2	CCA4-323L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION INCLINÉ 72''
C-2	CCA4-323L	MOTEUR
C-200	CSR4-1469L	CONVOYEUR TRANSFERT VERS OUVREUR À SAC 48''
C-200	CSR4-1469L	MOTEUR
C-201	CSR4-1470L	CONVOYEUR TRANSFERT VERS OUVREUR À SAC 48''
C-201	CSR4-1470L	MOTEUR
C-203	CSR4-1471L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES GROS PLASTIQUES 48''
C-203	CSR4-1471L	MOTEUR
C-3	CSRT-1072L	CONVOYEUR DE PRÉ-TRI 72''
C-3	CSRT-1072L	MOTEUR
C-8	CSH-008L	CONVOYEUR DE TRANSFERT - NAVETTE 72''
C-8	CSH-008L	MOTEUR
C-8	CSH-008L	MOTEUR
C-8	CSH-008L	MOTEUR
C-9	CSRT-1076L	CONVOYEUR DE TRANSFERT 60''
C-9	CSRT-1076L	MOTEUR
C-49	CSRT-1084L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 72''
C-49	CSRT-1084L	MOTEUR
C-50	CSRT-1085L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''
C-50	CSRT-1085L	MOTEUR
C-32	CSRT-1130L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 72''
C-32	CSRT-1130L	MOTEUR
C-48	CC8-095L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS
C-48	CC8-095L	MOTEUR
C-34	CSR4-1445L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SOUS BALLISTIQUE 60''

C-34	CSR4-1445L	MOTEUR
C-107	CSR4-1461L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 30''
C-107	CSR4-1461L	MOTEUR
C-65	CSR4-1452L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-65	CSR4-1452L	MOTEUR
C-72	CSR4-1453L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES PET 24''
C-72	CSR4-1453L	MOTEUR
C-64	CSR4-1451L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-64	CSR4-1451L	MOTEUR
C-68	CSO3-006L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE PET / FIBRE 127.5''
C-68	CSO3-006L	MOTEUR
C-68	CSO3-006L	MOTEUR ROULEAU
C-70	CC6-377L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES FIBRES 30''
C-70	CC6-377L	MOTEUR
C-71	CC6-378L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES PET 24''
C-71	CC6-378L	MOTEUR
C-73	CSR4-1454L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''
C-73	CSR4-1454L	MOTEUR
C-300	CSR4-1474L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2'' ET MOINS 48''
C-300	CSR4-1474L	MOTEUR
C-301	CSR4-1475L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2'' ET MOINS 24''
C-301	CSR4-1475L	MOTEUR
C-66	CSRT-1091L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''
C-66	CSRT-1091L	MOTEUR
C-40	CSO3-002L	MOTEUR
C-40	CSO3-002L	MOTEUR ROULEAU
C-40 A	CSO3-002L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE NETTOYAGE DE FIBRE #3 127.5''
C-43	CC6-373L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-43	CC6-373L	MOTEUR
C-44	CSR4-1448L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS
C-44	CSR4-1448L	MOTEUR
C-46	CSRT-1083L	CONVOYEUR DE TRI DES FIBRES 60''
C-46	CSRT-1083L	MOTEUR
C-47	CC6-374L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 48''
C-47	CC6-374L	MOTEUR
C-17	CSR4-1442L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES FIBRES 36''

C-17	CSR4-1442L	MOTEUR
C-23	CSO3-003L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE NETTOYAGE DE FIBRE #2 127.5''
C-23	CSO3-003L	MOTEUR
C-23	CSO3-003L	MOTEUR ROULEAU
C-26	CC6-371L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-26	CC6-371L	MOTEUR
C-27	CSRT-1080L	CONVOYEUR DE QC DU PAPIER JOURNAL 60''
C-27	CSRT-1080L	MOTEUR
C-30	CC6-372L	CONVOYEUR DE RETOUR DES CONTENANTS 48''
C-30	CC6-372L	MOTEUR
C-31	CSR4-1443L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 48''
C-31	CSR4-1443L	MOTEUR
C-51	CSRT-1086L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''
C-51	CSRT-1086L	MOTEUR
C-14	CSO3-004L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE NETTOYAGE DE FIBRE #1 127.5''
C-14	CSO3-004L	MOTEUR
C-14	CSO3-004L	MOTEUR ROULEAU
C-35	CSR4-1446L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 48''
C-35	CSR4-1446L	MOTEUR
C-52	CSRT-1087L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''
C-52	CSRT-1087L	MOTEUR
C-12	CSRT-1077L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DU SÉPARATEUR BALISTIQUE 72''
C-12	CSRT-1077L	MOTEUR
C-122	CSR4-1467L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 30''
C-122	CSR4-1467L	MOTEUR
C-21	CSRT-1079L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DU SÉPARATEUR BALISTIQUE 72''
C-21	CSRT-1079L	MOTEUR
C-302	CSR4-1476L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2'' ET MOINS 24''
C-302	CSR4-1476L	MOTEUR
C-303	CSR4-1477L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2'' ET MOINS 24''
C-303	CSR4-1477L	MOTEUR
C-304	CSR4-1478L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2'' ET MOINS 24''
C-304	CSR4-1478L	MOTEUR
C-36	CSR4-1447L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 72''
C-36	CSR4-1447L	MOTEUR
C-37	CSRT-1081L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''

C-37	CSRT-1081L	MOTEUR
C-38	CSRT-1082L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION BALLISTIQUE 72''
C-38	CSRT-1082L	MOTEUR
C-62	CSRT-1090L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''
C-62	CSRT-1090L	MOTEUR
C-108	CSRT-1101L	CONVOYEUR DE TRI DES CONTENANTS 30''
C-108	CSRT-1101L	MOTEUR
C-111	CSR4-1462L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 30''
C-111	CSR4-1462L	MOTEUR
C-28	CC8-093L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES FIBRES 60''
C-28	CC8-093L	MOTEUR
C-29	CC8-094L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES FIBRES 60''
C-29	CC8-094L	MOTEUR
C-400	CC8-098L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SAC PLASTIQUE 24''
C-400	CC8-098L	MOTEUR
C-101	CSR4-1458L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 24''
C-101	CSR4-1458L	MOTEUR
C-110	CC6-386L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 24''
C-110	CC6-386L	MOTEUR
C-308	CC6-391L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2'' ET MOINS LEGER 24''
C-308	CC6-391L	MOTEUR
C-57	CC8-096L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ACIER 24''
C-57	CC8-096L	MOTEUR
C-106	CSR4-1460L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 30''
C-106	CSR4-1460L	MOTEUR
C-78	CSRT-1093L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES PET / HDPE 48''
C-78	CSRT-1093L	MOTEUR
C-85	CSO3-007L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE QC / RECIRCULATION RECYCLABLES 127.5''
C-85	CSO3-007L	MOTEUR
C-87	CSRT-1096L	CONVOYEUR DE QC PET CLAIR / PET COULEUR 48''
C-87	CSRT-1096L	MOTEUR
C-90	CSRT-1097L	CONVOYEUR DE QC HDPE NATUREL / HDPE COULEUR 48''
C-90	CSRT-1097L	MOTEUR
C-99	CC6-382L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 24''
C-99	CC6-382L	MOTEUR
C-100	CC6-383L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 24''

C-100	CC6-383L	MOTEUR
C-104	CC6-385L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 24''
C-104	CC6-385L	MOTEUR
C-96	CSRT-1098L	CONVOYEUR DE QC CONTENANTS MULTI COUCHES ET PLASTIQUE #3 @ 7 48''
C-96	CSRT-1098L	MOTEUR
C-102	CC6-384L	CONVOYEUR DE TRANSFERT 24''
C-102	CC6-384L	MOTEUR
C-103	CC6-389L	CONVOYEUR DE TRANSFERT 24''
C-103	CC6-389L	MOTEUR
C-116	CSRT-1102L	CONVOYEUR DE RESERVE ALUMINIUM 36''
C-116	CSRT-1102L	MOTEUR
C-116	CSRT-1102L	MOTEUR HOIST
C-403	CC8-099L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SAC PLASTIQUE 30''
C-403	CC8-099L	MOTEUR
C-404	CCC-203L	CONVOYEUR DE RÉSERVE FILM 84''
C-404	CCC-203L	MOTEUR
C-53	CSRT-1088L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''
C-53	CSRT-1088L	MOTEUR
C-56	CC6-376L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ACIER 24''
C-56	CC6-376L	MOTEUR
C-309	CSR4-1479L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS 24''
C-309	CSR4-1479L	MOTEUR
C-55	CC6-375L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ACIER 30''
C-55	CC6-375L	MOTEUR
C-58	CSRT-1089L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''
C-58	CSRT-1089L	MOTEUR
C-60	CSR4-1449L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ALUMINIUM 24''
C-60	CSR4-1449L	MOTEUR
C-61	CSR4-1450L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 48''
C-61	CSR4-1450L	MOTEUR
C-105	CSR4-1459L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 30''
C-105	CSR4-1459L	MOTEUR
C-112	CSR4-1463L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 30''
C-112	CSR4-1463L	MOTEUR
C-115	CSR4-1465L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ALUMINIUM 24''
C-115	CSR4-1465L	MOTEUR

C-307	CC8-097L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS LEGER 24''
C-307	CC8-097L	MOTEUR
C-401	CC6-392L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SAC PLASTIQUE 24''
C-401	CC6-392L	MOTEUR
C-114	CSR4-1464L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ALUMINIUM 24''
C-114	CSR4-1464L	MOTEUR
C-117	CSR4-1466L	CONVOYEUR DE TRI DE L'ALUMINIUM 24''
C-117	CSR4-1466L	MOTEUR
C-120	CC6-387L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 18''
C-120	CC6-387L	MOTEUR
C-121	CC6-388L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 18''
C-121	CC6-388L	MOTEUR
C-306	CC6-390L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS LEGER 24''
C-306	CC6-390L	MOTEUR
C-310	CSR4-1660L	CONVOYEUR CSR4 36''
C-310	CSR4-1660L	MOTEUR
C-313	CSR4-1661L	CONVOYEUR CSR4 24''
C-313	CSR4-1661L	MOTEUR
C-315	CSR4-1662L	CONVOYEUR CSR4 24''
C-315	CSR4-1662L	MOTEUR
C-316	CSR4-1663L	CONVOYEUR CSR4 24''
C-316	CSR4-1663L	MOTEUR
CP-126	TSC3-011L	COMPACTEUR DÉCHETS #1
CP-126	TSC3-011L	MOTEUR
CP-126	TSC3-011L	FAN/RADIATEUR
CP-126	TSC3-011L	HEATER
CP-127	TSC3-012L	COMPACTEUR DÉCHETS #2
CP-127	TSC3-012L	MOTEUR
CP-127	TSC3-012L	FAN/RADIATEUR
CP-127	TSC3-012L	HEATER
ECS-59	ECS-114L	SÉPARATEUR À COURANT DE FOUCAULT 2000MM 80''
ECS-59	ECS-114L	MOTEUR COURROIE
ECS-59	ECS-114L	MOTEUR ROTOR
ECS-113	ECS-115L	SÉPARATEUR À COURANT DE FOUCAULT 1000MM 40''
ECS-113	ECS-115L	MOTEUR COURROIE
ECS-113	ECS-115L	MOTEUR ROTOR
ECS-312		SEPARATEUR A COURANT DE FOUCAULT / EDDY CURRENT 40''

ECS-312		MOTEUR COURROIE
ECS-312		MOTEUR ROTOR
HYD-13	HYD-032L	UNITE PUISSANCE POUR MMF
HYD-13	HYD-032L	MOTEUR
HYD-13	HYD-032L	MOTEUR
HYD-13	HYD-032L	HEATER
HYD-500	HYD-033L	Unité de puissance flap réserves
M-109	MAG-156L	CROSS-BELT MAGNET
M-109	MAG-156L	MOTEUR
M-109	MAG-156L	TRANSFORMATEUR
M-54	MAG-155L	SÉPARATEUR MAGNÉTIQUE
M-54	MAG-155L	MOTEUR
M-54	MAG-155L	TRANSFORMATEUR
M-311		MAGNÉTIQUE POUR 2" ET MOINS
M-311		MOTEUR
MDS-715	MDS-542L	Réserves à fond incliné
MMF-1	WF2-148L	MACHMOTIONFLOOR * RÉSERVES GROS PLASTIQUES
MMF-2	WF2-149L	MACHMOTIONFLOOR * RÉSERVES CARTONS
MMF-3	WF2-150L	MACHMOTIONFLOOR * FIBRES
MMF-4	WF2-151L	MACHMOTIONFLOOR * FIBRES
OS-81	SOM3Z-001L	MACHHYSPEC - OPTIQUE PLASTIQUES MIXTES / MULTICOUCHES 96''
OS-76	SOM3Z-005L	MACHHYSPEC - OPTIQUE HDPE 96''
OS-69	SOM3Z-006L	MACHHYSPEC - OPTIQUE PET / FIBRE 127.5''
OS-41	SOM3Z-002L	MACHHYSPEC - OPTIQUE NETTOYAGE FIBRE #3 127.5''
OS-24	SOM3Z-003L	MACHHYSPEC - OPTIQUE NETTOYAGE FIBRE #2 127.5''
OS-15	SOM3Z-004L	MACHHYSPEC - OPTIQUE NETTOYAGE FIBRE #1 127.5''
OS-86	SOM3Z-007L	MACHHYSPEC - OPTIQUE QC / RECIRCULATION RECYCLABLES 127.5''
PP-63	EP2-001L	PERFORATEUR À PLASTIQUE
PP-63	EP2-001L	MOTEUR 1
PP-63	EP2-001L	MOTEUR 2
RV-402	RV-002L	VANNE ROTATIVE POUR LES FILMS PLASTIQUES
RV-402	RV-002L	MOTEUR
S-4	OCC-063L	SÉPARATEUR CARTON 96''
S-4	OCC-063L	MOTEUR
S-4	OCC-063L	MOTEUR
S-4	OCC-063L	MOTEUR

INITIALES DE L'ACQUÉREUR	DATE (AAAA-MM-JJ)	INITIALES DE LA VILLE	DATE (AAAA-MM-JJ)
Jean-Sébastien Daigle Signé avec Consign'O Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider	2024-11-18		

S-4	OCC-063L	MOTEUR UNITÉ HYDRAULIQUE
S-39	SEPB2-007L	SÉPARATEUR BALLISTIQUE (2" ET MOINS) 10 LATTES
S-39	SEPB2-007L	MOTEUR
S-39	SEPB2-007L	MOTEUR BLOWER
S-22	SEPB2-008L	SÉPARATEUR BALLISTIQUE (5" ET PLUS) 10 LATTES
S-22	SEPB2-008L	MOTEUR
S-22	SEPB2-008L	MOTEUR BLOWER
S-13	SEPB2-009L	SÉPARATEUR BALLISTIQUE (5" ET PLUS) 10 LATTES
S-13	SEPB2-009L	MOTEUR
S-13	SEPB2-009L	MOTEUR BLOWER
S-67	DS3-012L	SÉPARATEUR PARTICULES FINES (2" ET MOINS) 96''
S-67	DS3-012L	MOTEUR
S-10	SS3-003L	SÉPARATEUR SCALPEUR (5" ET MOINS) 72''
S-10	SS3-003L	MOTEUR
S-11	DS3-010L	SÉPARATEUR PARTICULES FINES (2" ET MOINS) 72''
S-11	DS3-010L	MOTEUR
S-19	SS3-002L	SÉPARATEUR SCALPEUR (5" ET MOINS) 72''
S-19	SS3-002L	MOTEUR
S-20	DS3-011L	SÉPARATEUR PARTICULES FINES (2" ET MOINS) 72''
S-20	DS3-011L	MOTEUR
Dust	N/D	**Dépoussiéreur**
Dust	N/D	Section sacs
Dust	N/D	Section dépoussiérage
Dust	N/D	Ventilateur section sacs
Dust	N/D	Ventilateur section dépoussiérage
Dust	N/D	Convoyeur à Vis
Dust	N/D	Vanne rotative dépoussiéreur
Dust	N/D	Volet évacuation section sacs
Dust	N/D	Volet évacuation section dépoussiérage
Dust	N/D	volet incendie section sacs
Dust	N/D	volet incendie section dépoussiérage
Dust	N/D	Presse à briquette
Dust	N/D	Panneau de contrôle
MDS-716	MDS-543L	Murs MMF
MDS-720	MDS-544L	Réserve aluminium
COMP	COMP-041L	Système air comprimé
COMP	N/D	Compresseur 1

COMP	N/D	Compresseur 2
COMP	N/D	Compresseur 3
COMP	N/D	Compresseur 4
COMP	N/D	Assécheur
COMP	N/D	Compresseur verre
COMP	N/D	Séparateur huile
COMP	N/D	réservoir 1 humide
COMP	N/D	réservoir 2 sec
COMP	N/D	réservoir 3 sec
EI&C	N/D	Équipements électriques et contrôle
EI&C	N/D	Équipements contrôle salle opération
EI&C	N/D	Équipements contrôle salle électrique
EI&C	N/D	Équipements contrôle dans le champ
Balances		Balance entrée
		Balance de sortie

ANNEXE E

ÉQUIPEMENTS COMPOSANT LE SYSTÈME DE TRI DU VERRE

Liste des équipements du Système de tri du verre

N. série	Description
LUBO-0010	Convoyeur de montée
LUBO-0020	Convoyeur « bypass »
LUBO-0040	Convoyeur réversible
LUBO-0030	Convoyeur alimentation tamis
LUBO-0050	Tamis Spaleck
LUBO-0090	Convoyeur alimentation - grossier
LUBO-0120	Convoyeur sous le tamis
LUBO-0130	Convoyeur alimentation - fines
Trennso-31	Ventilateur - grossier
LUBO-0110	« zig-zag » grossier (et 2 rotary)
Trennso-23	Cyclone - grossier
Trennso-25	Rotary cyclone - grossier
Trennso-14	Ventilateur - fines
LUBO-0140	« zig-zag » fines (et 2 rotary)
Trennso-8	Cyclone - fines
Trennso-10	Rotary cyclone - fines
LUBO-0070	Convoyeur des rejets

ANNEXE F
CONTRAT DE SERVICES

INTIALES DE L'ACQUÉREUR	DATE (AAAA-MM-JJ)	INITIALES DE LA VILLE	DATE (AAAA-MM-JJ)
Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider	2024-11-18		

ANNEXE G
LETTRE D'INTÉRÊT DE DESJARDINS

Desjardins
Entreprises

25 octobre 2024

Jean-Sébastien Daigle
Société VIA
Président-Directeur Général

Objet : Projet Acquisition des équipements et bâtisse du Centre de tri de Lachine

Monsieur,

Par la présente, Desjardins Entreprises, via les comptes nationaux, est grandement disposé à supporter son client, La Société VIA, dans son projet d'acquisition des équipements et bâtisse du projet ci-haut mentionné.

Nous comprenons que ce type de transaction nécessitera un apport important de financement de notre part et nous vous informons que nous avons un grand intérêt dans ce projet afin de supporter la Société VIA dans son plan de croissance. Société VIA est membre Desjardins depuis sa fondation en 1977 et nous sommes fiers d'être votre partenaire depuis ces nombreuses années. Nous sommes entièrement satisfaits de l'utilisation que la société fait de ses facilités de crédits.

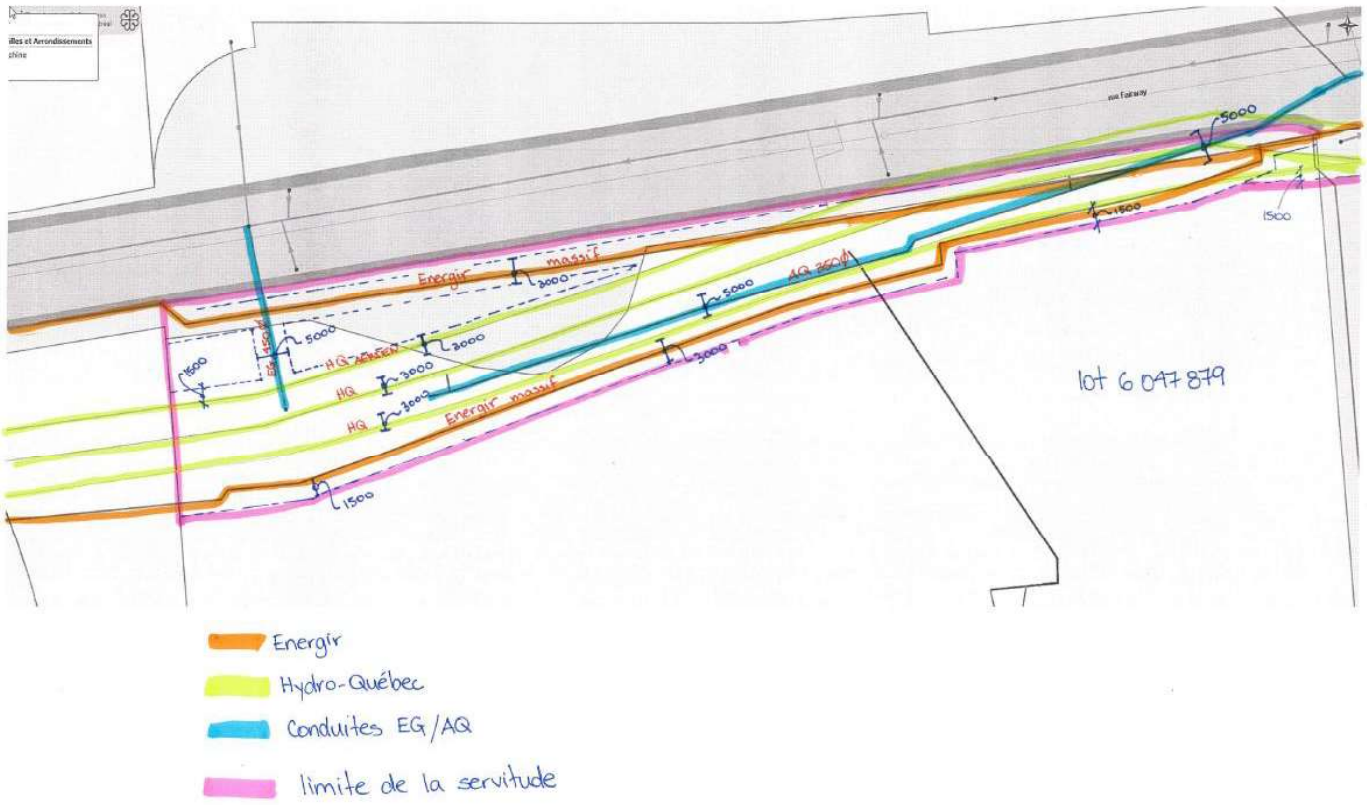
Le dossier est en analyse afin de produire une esquisse de financement dans les meilleurs délais.

Espérant le tout à votre satisfaction, nous demeurons disponibles si vous souhaitez davantage d'information.

Stéphane Pageau
Directeur général et Chef de marché
Comptes nationaux Est du Québec

Martin Durand
Directeur
Comptes Nationaux Est du Québec

ANNEXE H
PLAN MONTRANT LES INSTALLATIONS PUBLIQUES SITUÉES SUR L'IMMEUBLE



INITIALES DE L'ACQUÉREUR	DATE (AAAA-MM-JJ)	INITIALES DE LA VILLE	DATE (AAAA-MM-JJ)
Jean-Sébastien Daigle Signé avec consignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider	2024-11-18		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249920005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à vendre à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. l'immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 Rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour la somme de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, et s'engage à faire don du système de tri du verre. / À toute fin que de droit, fermer et retirer du domaine public le lot 6 047 879 du cadastre du Québec à compter du 1er janvier 2025. / Autoriser la résiliation du Contrat de service liant LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC et la Ville de Montréal pour l'opération du centre de tri de matières recyclables de Lachine à compter du 1er janvier 2025. N/Ref. : 31H05-005-6648-01 / Mandat 24-0090-T

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD1249920005 - Vente CTMR Lachine.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières

Tél : (514) 872-8914

Co-auteur: Mustapha CHBEL, conseiller

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-20

Nathalie FILLION
Directrice, direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514-712-4378

budgétaire, direction du conseil et du soutien financier
Service des finances et de l'évaluation foncière

Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Dossier # : 1249920005

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à vendre à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. l'immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 Rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour la somme de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, et s'engage à faire don du système de tri du verre. / À toute fin que de droit, fermer et retirer du domaine public le lot 6 047 879 du cadastre du Québec à compter du 1er janvier 2025. / Autoriser la résiliation du Contrat de service liant LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC et la Ville de Montréal pour l'opération du centre de tri de matières recyclables de Lachine à compter du 1er janvier 2025. N/Ref. : 31H05-005-6648-01 / Mandat 24-0090-T



SMCE249920005.pdf

Dossier # :1249920005

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 19 décembre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE249920005

Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à vendre à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. l'immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 Rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour la somme de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, et s'engage à faire don du système de tri du verre. / À toute fin que de droit, fermer et retirer du domaine public le lot 6 047 879 du cadastre du Québec à compter du 1er janvier 2025. / Autoriser la résiliation du Contrat de service liant LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC et la Ville de Montréal pour l'opération du centre de tri de matières recyclables de Lachine à compter du 1er janvier 2025. N/Ref. : 31H05-005-6648-01 / Mandat 24-0090-T

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE249920005

Approuver un projet de promesse bilatérale par laquelle la Ville s'engage à vendre à LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC. l'immeuble connu comme le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 Rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en permettant l'opération, à l'exception du système du tri du verre, pour la somme de 55 015 000 $, plus les taxes applicables, et s'engage à faire don du système de tri du verre. / À toute fin que de droit, fermer et retirer du domaine public le lot 6 047 879 du cadastre du Québec à compter du 1er janvier 2025. / Autoriser la résiliation du Contrat de service liant LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC et la Ville de Montréal pour l'opération du centre de tri de matières recyclables de Lachine à compter du 1er janvier 2025. N/Ref. : 31H05-005-6648-01 / Mandat 24-0090-T

À sa séance du 27 novembre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- *Contrat de plus de 20 M$*

Le 4 décembre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service de la stratégie immobilière ont expliqué que le Centre de tri des matières recyclables de Lachine est actuellement opéré par un OBNL, la Société VIA. Toutefois, au 1er janvier 2025, un changement important est attendu concernant la gouvernance du traitement et de la collecte des matières recyclables en raison de l'entrée en vigueur du Règlement sur la modernisation de la collecte sélective. Ce changement impose que les opérateurs

de centre de tri signent désormais des ententes avec Éco entreprises Québec (ÉEQ), qui détiendra la responsabilité opérationnelle et financière de la gestion des matières recyclables.

Considérant que les activités de tri des matières recyclables ne relèveront plus de la responsabilité des municipalités, la Ville a décidé de se départir de cette infrastructure afin de se détacher de toutes obligations à l'endroit de ÉEQ. L'opérateur actuel a montré de l'intérêt à conclure une vente de gré à gré avec la Ville. D'ailleurs, cette transaction permet d'éviter un bris de service à la population et elle offre la chance à la Société VIA, qui emploie des personnes avec des limitations fonctionnelles, de poursuivre sa mission sociale. Cette vente inclut le terrain, le bâtiment et l'ensemble des équipements pour opérer le centre, mais elle exclut le système du tri du verre, qui sera transféré à l'organisme par donation mobilière, car il avait été préalablement donné à la Ville par ÉEQ. La valeur marchande a été établie par une firme externe d'évaluation à 55 015 000$, qui est aussi le prix de vente.

Bien que la Ville aurait souhaité que la transaction se conclue au 1er janvier 2025, afin que la Société VIA puisse démarrer l'opération du centre de tri sous le nouveau régime, certaines démarches conditionnelles à la vente ne sont pas terminées. L'acte de vente sera donc signé ultérieurement, au plus tard le 31 mars 2025. Dans l'intervalle, la Ville et la Société VIA signeront un bail temporaire afin de permettre à l'organisme d'occuper les lieux.

Pour conclure, les responsables ont recommandé de vendre de gré à gré le centre de tri et ses équipements à la Société VIA et de lui faire don du système de tri du verre.

Au terme de la présentation, la Commission a voulu savoir ce qu'il adviendra de la responsabilité entourant les opérations du centre de tri entre la date du 1er janvier et la signature de l'acte de vente, prévue au plus tard le 31 mars. Les personnes invitées ont précisé que le contrat entre la Société VIA et ÉEQ prend effet le 1er janvier, donc tout ce qui a trait à l'opérationnalité du centre de tri relèvera de VIA et ÉEQ. La Ville consent un bail pour donner une occupation légale des lieux à l'opérateur jusqu'à la signature de vente. Les commissaires font remarquer qu'il est inscrit dans l'entente de 2020 qu'en cas de résiliation, la Ville devait couvrir les frais de gestion encourus par la Société VIA. Qu'en est-il de ces frais? D'après les responsables, les seuls frais que la Ville aura à payer sont les coûts usuels d'exploitation, qui se termineront au 31 décembre de cette année.

Enfin, la Commission a voulu savoir si la Ville a obtenu un certain gain dans cette transaction. Le Service a précisé que le terrain a sans doute gagné de la valeur, mais le bénéfice net pourra être calculé au moment de conclure la transaction.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de la stratégie immobilière, Direction des transactions, Division des transactions immobilières pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- Contrat de plus de 20 M$

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE249920005 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.37

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1247231075

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de trente-six (36) mois, avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1 : 11 091 293,33 $), WSP Canada inc. (entente-cadre n°2 : 11 136 164,62 $) et Les Services EXP inc. (entente-cadre n°3 : 11 224 871,28$ $), pour la conception de travaux d'infrastructures routières, d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal, avec une option de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune. Dépenses maximales de 33 452 329,23 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 24-20624 - 5 soumissionnaires./ Autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats, pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

Il est recommandé :
1. de conclure trois (3) ententes-cadres, avec les firmes ci-après désignées ayant obtenu les plus hauts pointages en fonction des critères de sélection préétablis, d'une durée de 36 mois, lesquelles s'engagent à fournir à la Ville, sur demande, les services professionnels, pour la conception de travaux d'infrastructures routières d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal, pour les sommes maximales inscrites à l'égard de chacune d'elles, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20624;

Firme	Montant maximal (Taxes incluses)	Contrat (Lot)
FNX-INNOV inc.	11 091 293,33 $	1
WSP Canada inc.	11 136 164,62 $	2
Les Services EXP inc.	11 224 871,28 $	3

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et des arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler;

3. de procéder à une évaluation du rendement des firmes: FNX-INNOV inc., WSP Canada inc. et Les Services EXP inc;

4. d'autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats, pour un maximum de deux (2) prolongations de douze (12) mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les enveloppes budgétaires n'ont pas été épuisées, selon les termes et conditions des documents d'appel d'offres.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-14 15:31

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1247231075**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de trente-six (36) mois, avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1 : 11 091 293,33 $), WSP Canada inc. (entente-cadre n°2 : 11 136 164,62 $) et Les Services EXP inc. (entente-cadre n°3 : 11 224 871,28$ $), pour la conception de travaux d'infrastructures routières, d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal, avec une option de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune. Dépenses maximales de 33 452 329,23 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 24-20624 - 5 soumissionnaires./ Autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats, pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

CONTENU

CONTEXTE

Compte tenu de l'ampleur des programmes annuels, des besoins futurs en réfection d'infrastructures et des investissements prévus, et afin de pouvoir atteindre les objectifs de réalisation visés, la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU) du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) désire s'adjoindre le support de firmes d'experts-conseils relativement à des services professionnels en conception pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures. Ces services professionnels sont principalement requis pour supporter l'équipe de la Division de la conception des travaux et seront utilisés lorsque requis pour répondre aux demandes en période de pointe.
Les dernières ententes étaient valides pour une période de trois ans, soit jusqu'au mois d'octobre 2023. Deux ententes ont pu être prolongées jusqu'au 21 octobre 2025 et elles seront épuisées avant la fin de cette période, et ce dû à l'augmentation des services requis par la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines, par les autres services centraux et par les arrondissements qui les utilisent.

Dans ce contexte, le lancement d'un appel d'offres public a été requis afin de conclure trois (3) ententes-cadres de services professionnels valides pour une période de trente-six mois (36) mois avec un maximum de deux (2) périodes de additionnelles de douze (12) mois

chacune, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

L'appel d'offres #24-20624 a été publié du 7 août 2024 au 24 septembre 2024. La soumission est valide pendant les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 23 décembre 2024.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée initiale de publication était de 36 jours, soit jusqu'au 12 septembre 2024. Cependant, elle fut prolongée de 12 jours, soit jusqu'au 24 septembre 2024, afin de permettre à un maximum de firmes de déposer des soumissions.
Six (6) addenda ont été émis :

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact Financier
14 août 2024	Réponse à une question - Demande de report refusée	0$
26 août 2024	Ajout de catégorie de ressources au bordereau, préciser certains articles du devis et dans la grille d'évaluation - réponses aux questions	0$
30 août 2024	Report d'ouverture, amendement au devis, précision dans la grille d'évaluation - réponses aux questions	0$
10 septembre 2024	Réponses au questions - Report d'ouverture au 24 septembre	0$
13 septembre 2024	Amendement au bordereau et au devis :Remplacement d'un nom de panneau selon le tome V + Précision dans la grille d'évaluation	0$
20 septembre 2024	Déverrouiller les cellules du bordereau du lot 3	0$

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0514 - 22 octobre 2020 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes : Les Services EXP Inc. (8 310 278,03 $ taxes incluses), FNX-INNOV inc. (8 569 546,65 $ taxes incluses), SNC- Lavalin inc. (8 577 871,53 $ taxes incluses), pour la conception de travaux d'infrastructures routières d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal / Appel d'offres public 20-18138 - (5 soumissionnaires conformes) / Autoriser le Directeur de la Direction des infrastructures à prolonger les contrats, pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées. (1207231069)
CG17 0094 - 30 mars 2017 : Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec Cima + s.e.n.c. (6 563 232,90 $, taxes incluses), Les Services EXP inc. (6 143 522,41 $, taxes incluses) et Axor Experts-Conseils inc. (5 461 488,41 $, taxes incluses) pour des services en conception, dans le cadre des programmes de réfection et de développement des infrastructures sur le territoire de l'agglomération de Montréal - Appel d'offres public 16-15643 (7 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin (1177231016);

CG15 0548 - Le 24 septembre 2015 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec AXOR Experts-Conseils inc. (4 840 849,91 $, taxes incluses) et CIMA+ s.e.n.c. (4 030 448,63 $, taxes incluses), pour des services en conception dans le cadre des programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussée, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, de feux de circulation et de réaménagement géométrique - Appel d'offres public 15-14461 - 7 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cet effet (1154822053);

CG14 0214 - Le 1er mai 2014 - Conclure des ententes-cadres de services professionnels avec les firmes suivantes pour une période de 36 mois: Axor Experts-Conseils Inc (4 924 120,55 $ taxes incluses), Les Services exp inc. (4 662 810,55 $ taxes incluses), pour des services professionnels en conception pour le programme de réfection et de développement d'infrastructures. Appel d'offres public 14-13372 - 13 soumissionnaires / Approuver les projets de conventions à cette fin (1144822026).

DESCRIPTION

Conclure trois (3) ententes-cadres pour la fourniture sur demande de services professionnels en conception, incluant des travaux de carottage au besoin, pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures d'égout, d'aqueduc, de chaussée, de trottoir, de piste cyclable, d'éclairage extérieur, de réaménagement géométrique et d'aménagement urbain.
Pour répondre aux besoins de conception et de préparation de plans et devis et, afin d'améliorer le délai de réalisation des services de conception demandés aux firmes, des services techniques pour des travaux de carottage dans les chaussées ont été demandés. En effet, des quantités et des prix unitaires par activité de carottage ont été intégrés aux documents de l'appel d'offres 24-20624.

En considérant l'augmentation des investissements prévus pour le développement et la réfection des infrastructures urbaines dans les prochaines années, la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines désire octroyer trois (3) ententes-cadres pour un montant total maximum de 33 452 329,23 $, taxes incluses

À la suite du lancement de l'appel d'offres public #24-20624, il est recommandé de retenir les services des trois (3) firmes suivantes :

Contrat 1 - FNX-INNOV inc. 11 091 293,33$, taxes incluses
Contrat 2 - WSP Canada inc. 11 136 164,62$, taxes incluses
Contrat 3 - Les Services EXP inc. 11 224 871,28$ taxes incluses

Total: 33 452 329,23$, taxes incluses

Il s'agit d'ententes-cadres à taux horaires par catégorie d'employés.

Les bordereaux de soumission à taux horaires par catégorie d'employés ont été préparés en fonction des prévisions de consommation pour les trente-six (36) prochains mois. Les heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission pour chacun des contrats-cadres et pour chacune des catégories d'employés sont basées sur les besoins estimés et utilisés seulement aux fins d'un scénario permettant de déterminer la meilleure proposition de prix.

La durée des trois (3) contrats-cadres est établie sur une période maximale de trente-six (36) mois à compter de la signature de la convention ou jusqu'à épuisement du montant maximal des soumissions, selon la première des deux éventualités. Si des fonds sont toujours disponibles aux contrats, avant la fin de la période de trois ans, sur avis écrit du Directeur donné à l'adjudicataire, les présents contrats pourront être prolongés pour une période d'un an, pour un maximum de deux (2) prolongations.

JUSTIFICATION

Compte tenu de l'envergure des programmes de réfection et de développement des infrastructures prévus pour les années à venir, le nombre de ressources humaines nécessaires pour assurer une conception de plans et devis adéquate, est élevé. Le SIRR n'a pas les ressources suffisantes pour répondre aux besoins en période de pointe, il est donc avantageux pour la Ville que les activités de conception soient réalisées par une firme externe. Un représentant de la Ville assurera la gestion du projet alors que la firme assistera le représentant pour veiller au respect de la conception des plans et devis.
Les enveloppes budgétaires des trois (3) ententes-cadres précédentes (CG20 0514) sont pratiquement épuisées. Le solde résiduel des 2 ententes prolongées est de 2 759 758 $, soit 11 % de la somme maximale de 25 457 696 $ octroyée initialement. Par conséquent, la DRPIU désire octroyer trois (3) nouveaux contrats afin de s'assurer de la disponibilité des firmes en période de pointe et permettre la réalisation du carnet de commandes.

Documents d'appel d'offres

Le système de pondération et d'évaluation des offres, à deux enveloppes, obligatoire et applicable à tous les appels d'offres de services professionnels, a été utilisé.

Les documents d'appel d'offres ont été préparés de façon à ce que trois (3) contrats (lots) soient attribués de la même valeur aux soumissionnaires qui auront obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation des propositions. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix.

Dans les bordereaux des prix, les honoraires professionnels sont établis par les soumissionnaires d'une part à taux horaire par catégorie d'employés.

Estimations

Les estimations internes préparées au moment de lancer l'appel d'offres ont été établies en fonction des heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux de soumission selon les taux horaires établis lors des anciens processus pour des services équivalents. Il est à noter que les stratégies utilisées par chacune des firmes leur sont propres et ne sont pas divulguées.

Analyse des soumissions

Sur les dix (10) preneurs du cahier des charges, un total de cinq (5) soumissions ont été reçues dans le cadre de l'appel d'offres. La liste des preneurs du cahier des charges est présentée à l'intervention du Service de l'approvisionnement.
Les cinq (5) soumissions jugées recevables ont été soumises au comité de sélection, formé de quatre (4) personnes, pour évaluation. Les soumissions répondent à tous les critères établis par le Service de l'approvisionnement et ont été évaluées en fonction de la grille de pointage applicable aux contrats de services professionnels.
Le comité de sélection s'est rencontré le vendredi, 25 octobre 2024, à 13 h 00 par Visioconférence.

L'appel d'offres prévoit que l'attribution des contrats soit faite aux soumissionnaires qui ont obtenu le meilleur pointage final suite à l'évaluation qualitative des propositions et du prix soumis. Un pointage intérimaire a été établi suite à l'évaluation qualitative de l'offre de services et la note finale a ensuite été établie à l'aide d'une formule impliquant le pointage intérimaire et le prix. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à la firme qui obtient le plus haut pointage final.

Par ailleurs, tel que spécifié aux conditions de l'appel d'offres, pour une même firme, si la soumission présentée est retenue pour un des lots, elle est automatiquement rejetée pour les lots suivants et toutes les offres financières (enveloppes B) déposées pour ces autres

lots sont retournées au soumissionnaire sans être ouvertes. Les contrats sont octroyés par ordre décroissant de leur valeur. La Ville procède à l'octroi de chaque contrat à l'équipe qui obtient le plus haut pointage final. Les cinq (5) soumissionnaires n'ont présenté qu'une (1) seule équipe.

Contrat lot 1: 11 091 293,33 $, pointage intérimaire de 79,83 et note finale de 0,117;
Contrat lot 2: 11 136 164,62 $, pointage intérimaire de 79,67 et note finale de 0,116;
Contrat lot 3: 11 224 871,28 $, pointage intérimaire de 87,33 et note finale de 0,122.

Contrat - lot 1:

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**TOTAL** (taxes incluses)
FNX-INNOV Inc.	79,83	0,117	11 091 293,33 $
WSP Canada Inc.	79,67	0,116	11 136 164,62 $
Les Services EXP. Inc.	87,33	0,116	11 856 520,94 $
Stantec Experts-Conseils Inc.	79,33	0,105	12 290 484,87 $
ATKINSREALIS Canada Inc.	84,17	0,099	13 521 956,81 $
Dernière estimation réalisée			13 890 129,75 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			- 2 798 836,42 $ - 20,15 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*			44 871,29 $ 0,40 %

Contrat - lot 2:

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**TOTAL** (taxes incluses)
WSP Canada Inc.	79,67	0,116	11 136 164,62 $
Les Services EXP. Inc.	87,33	0,116	11 856 520,94 $
Stantec Experts-Conseils Inc.	79,33	0,105	12 290 484,87 $
ATKINSREALIS Canada Inc.	84,17	0,099	13 521 956,81 $
Dernière estimation réalisée			13 890 129,75 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			- 2 753 965,13 $ - 19,83 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)*			720 356,32 $ 6,47 %

Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*	

Contrat - lot 3:

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE INTÉRIM	NOTE FINALE	TOTAL (taxes incluses)
Les Services EXP. Inc.	87,33	0,122	11 224 871,28 $
Stantec Experts-Conseils Inc.	79,33	0,105	12 290 484,87 $
ATKINSREALIS Canada Inc.	84,17	0,099	13 521 956,81 $
Dernière estimation réalisée			13 890 129,75 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*			- 2 665 258,47 $ - 19,19 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre celui ayant obtenu la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*			1 065 613,59 $ 9,49 %

L'analyse et l'évaluation des soumissions sont présentées de façon détaillées dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

Les écarts favorables à la Ville entre les soumissions des firmes ayant obtenu les meilleures notes totales et les estimations à l'interne sont les suivants :

Contrat lot 1 : -2 798 836,42 $ (-20,15 %)
Contrat lot 2 : -2 753 965,13 $ (-19,83 %)
Contrat lot 3 : -2 665 258,47 $ (-19,19 %)

La Division conception estime que ces écarts pourraient s'expliquer par le contexte actuel. En effet, les conditions économiques de plusieurs entreprises sont difficiles de sorte que l'obtention de contrats publics à long terme est, selon nous, une avenue intéressante pour les firmes de génie-conseil qui désirent réduire les incertitudes face aux mois à venir. Les écarts étant favorables à la Ville, la Division de la conception des travaux appuie la recommandation d'octroi des contrats.

Les adjudicataires recommandés ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) et sont conformes en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville de Montréal. Les adjudicataires recommandés détiennent leur attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP). Les copies des attestations des firmes se retrouvent en pièces jointes au dossier.

La Ville procédera à l'évaluation de rendement des adjudicataires dans le cadre des présents contrats de services professionnels, conformément aux critères indiqués dans la section Contrat des documents d'appels d'offres.

Le présent dossier répond à deux (2) des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats:

Les contrats de services professionnels sont d'une valeur excédant 2 000 000 $;
- Pour le contrat 1: un écart de plus de 20% a été constaté entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire, FNX-INNOV inc., soit 20,15%;
- Pour le contrat 3: la firme Les Services EXP inc. en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent, les contrats précédents sont énumérés à la rubrique "Décisions antérieures".

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il s'agit d'ententes-cadres sans imputation budgétaire qui permettra de couvrir plusieurs mandats. Les différents mandats seront effectués sur demande par la DRPIU, qui assurera la gestion de ces services, la disponibilité des crédits et le suivi des enveloppes.
Chacun des mandats confiés aux différentes firmes devra faire l'objet d'une autorisation de dépense à l'aide d'un bon de commande, en conformité avec les règles prévues aux différents articles du Règlement de délégation de pouvoir en matière d'entente-cadre.
L'autorisation sera aussi faite selon la provenance des crédits déjà affectés aux différents projets identifiés par chacun des requérants (services centraux, arrondissements et villes liées). Ces mandats pourraient donc encourir des dépenses d'agglomération dans le cadre de projets touchant des travaux réalisés sur le réseau cyclable pan montréalais ou sur le réseau des conduites d'eau principales.

La dépense maximale d'honoraires professionnels est de 33 452 329,23 $, taxes incluses, pour les trois (3) ententes-cadres.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que ces ententes-cadres ne sont pas imputables à un ou des projets précis pour lesquels nous pouvons quantifier ou qualifier les engagements.
La grille d'analyse Montréal 2030 se retrouve en pièces jointes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les enveloppes des précédentes ententes-cadres dont bénéficient le SIRR et les arrondissements seront bientôt épuisées. Par conséquent, il est nécessaire d'octroyer de nouvelles ententes-cadres. Il est à noter que les objectifs d'investissements de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines dépendent de l'obtention d'ententes-cadres de services professionnels autant en conception qu'en surveillance des travaux pour les programmes de réfection et de développement d'infrastructures.
Advenant le cas où l'octroi des contrats est reporté à une date ultérieure au 23 décembre 2024, soit la date d'échéance de validité des soumissions, les plus bas soumissionnaires conformes pourraient alors retirer leur soumission. Il faudrait donc procéder à un autre processus d'appel d'offres et assumer les frais associés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début des services : janvier 2025

Fin des services : Décembre 2027 ou jusqu'à épuisement du montant maximal du contrat.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Stephane ALLARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Marie PERREAULT
ingenieure - cheffe d'équipe

Tél : 514-884-9214
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-04

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean CARRIER
Directeur

Tél : 514 243-8284
Approuvé le : 2024-11-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Nathalie M MARTEL
Directrice de service - infrastructures du reseau routier et transports
Tél :
Approuvé le : 2024-11-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247231075*
Unité administrative responsable : *Service des infrastructures du réseau routier, Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines, Division de la conception des travaux*
Projet : *24-20624 Services professionnels pour la conception de travaux d'infrastructures routières d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Aucune contribution*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S/O*			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 7 février 2024

FNX-INNOV INC.
A/S MONSIEUR RICHARD HÉLIE
433, RUE CHABANEL O
BUR. 1200
MONTRÉAL (QC) H2N 2J8

N° de client : 3001642376
N° de référence : 2400127297

Objet : Changement de NEQ de FNX-INNOV INC.

Monsieur,

L'Autorité des marchés publics (l'« AMP ») a été informée du changement de NEQ de l'entreprise FNX-INNOV INC. au Registraire des entreprises du Québec.

Ainsi, le nouveau NEQ de l'entreprise est dorénavant le 1179406682 et qu'aucun autre changement, hormis le NEQ n'a été apporté à l'entreprise FNX-INNOV INC. autorisée le 27 JANVIER 2023.

Ce faisant, nous vous confirmons par la présente que le changement a été modifié au Registre des entreprises autorisées tenu par l'AMP.

Pour toute question, veuillez communiquer avec Chantal au 1 418 646-0222.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La direction de l'admissibilité et du soutien juridique

amp

AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS | TRANSPARENCE ÉQUITÉ SAINE CONCURRENCE

Le 27 janvier 2023

FNX-INNOV INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOIS GAUDREAU
433, RUE CHABANEL O
BUR. 1200
MONTRÉAL (QC) H2N 2J8

N° de décision : 2023-DAMP-1318
N° de client : 3001642376
N° d'entreprise du Québec : 1174002437

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. FNX-INNOV INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **26 janvier 2026**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Le 20 novembre 2023

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
1595, CLARK BLVD
BRAMPTON (ON) L6T 4V1

Nº de décision : 2023-DAMP-3211
Nº de client : 2700027173
Nº d'entreprise du Québec : 1167268128

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **19 novembre 2028**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis X. Lavoie
Directeur de l'intégrité des entreprises

Le 10 novembre 2021

WSP CANADA INC.
A/S MONSIEUR ANDRÉ JR. DESAUTELS
1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O
BUREAU 11
MONTRÉAL (QC) H3H 1P9

N° de décision : 2021-DAMP-1679
N° de client : 2700018263

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public

Cette décision annule et remplace la décision 2021-DAMP-1679 du 5 août 2021.

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés publics (l'« **AMP** ») accorde à l'entreprise mentionnée ci-dessus, le renouvellement de son autorisation de contracter ou de sous-contracter avec un organisme public, conformément à la Loi sur les contrats des organismes publics (la « **LCOP** »), RLRQ, c. C-65.1. WSP CANADA INC. demeure donc inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter (le « **REA** ») tenu par l'AMP.

L'autorisation est valide jusqu'au **4 août 2024**, et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'AMP de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour plus de détails sur vos obligations ou pour consulter le REA, consultez le site Web de l'AMP au http://www.amp.quebec/.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

La directrice de l'admissibilité et du soutien juridique



Chantal Hamel

From: Boîte Intégrité
To: Coelho, Manuela
Subject: AMP
Date: November 20, 2024 8:59:28 AM
Attachments: image001.png
image002.png
image003.png

Bonjour,

Nous vous confirmons par ce présent courriel que l'entreprise WSP CANADA INC. est autorisée à contracter au-dessus des seuils avec les organismes publics québécois conformément à la loi sur les contrats des organismes publics.

WSP CANADA INC. est par le fait même au Registre des entreprises autorisées jusqu'au 2026-08-04.

Pour toute autre question, veuillez communiquer avec la direction de l'intégrité.

Cordialement,

amp
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

Direction de l'intégrité
Autorité des marchés publics
T. 1 888 335 -5550
directionlcop@amp.quebec

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mardi, 19 novembre 2024 à 19:30**

Fiche de l'entreprise

Nom : WSP CANADA INC.
Adresse du siège social : 1600, BOUL RENÉ-LÉVESQUE O, 11E ÉTAGE, MONTRÉAL, QC, H3H 1P9, CANADA

Numéro de client à l'AMP : 2700018263
Numéro d'entreprise du Québec (NEQ) : 1148357057

Autres noms d'affaires

- ÉQUIPE LGT-PLURITEC
-
- ÉQUIPE MRA LGT
-
- LGT

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247231075

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de trente-six (36) mois, avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1 : 11 091 293,33 $), WSP Canada inc. (entente-cadre n°2 : 11 136 164,62 $) et Les Services EXP inc. (entente-cadre n°3 : 11 224 871,28$ $), pour la conception de travaux d'infrastructures routières, d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal, avec une option de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune. Dépenses maximales de 33 452 329,23 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 24-20624 - 5 soumissionnaires./ Autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats, pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20624-PV.pdf
24-20624_DetCah.pdf
24-20624_TABLEAU_SP_6X6 LOT 1.pdf
24-20624_TABLEAU_SP_6X6 LOT 2.pdf
24-20624_TABLEAU_SP_6X6 LOT 3.pdf
24-20624-Intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stephane ALLARD
Agent d'approvisionnement niveau 2
Tél : 514-872-1000

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Elie BOUSTANI
Chef de Section - Direction Acquisition
Tél : 514 838-4519
Division : Service Approvisionnement

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20624

No du GDD : 1247231075

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels pour la conception de travaux d'infrastructures routières, d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 7 - 8 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 6

Ouverture originalement prévue le : 12 - 9 - 2024

Date du dernier addenda émis : 20 - 9 - 2024

Ouverture faite le : 24 - 9 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 47 jrs

Date du comité de sélection : 25 - 10 - 2024

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 23 - 12 - 2024

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 23 - 12 - 2024

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis	√	# Lot
AtkinsRrealis	$ 13 521 956,81		1
FNX-Innov	$ 11 091 293,33	√	
Les Services EXP	$ 11 856 520,94		
Stantec Expert-Conseils	$ 12 290 484,87		
WSP Canada	$ 11 136 164,62		

AtkinsRealis	$ 13 521 956,81		2
Les Services EXP	$ 11 856 520,94		
Stantec Expert-Conseils	$ 12 290 484,87		
WSP Canada	$ 11 136 164,62	√	

AtkinsRealis	$ 13 521 956,81		3
Les Services EXP	$ 11 224 871,28	√	
Stantec Expert-Conseils	$ 12 290 484,87		

Information additionnelle

10 soumissionnaires ont acheté le cahier des charges, 5 ont déposé une offre. 3 ont complété le formulaire de non-participation. Raisons invoquées: Partenaires en ingénierie n'étaient pas disponibles pour mener le projet, Nous voulions évaluer de potentiels partenariats possibles et finalement, nous avons changé d'idée, Offre restrictive, volume d'heures trop élevé ciblant uniquement les grandes firmes. 6 addendas ont été publiées (2 reports de date)

Préparé par : Stéphane Allard Le 13 - 11 - 2024

24-20624 - Services professionnels pour la conception de travaux d'infrastructures routières d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal LOT 1

FIRME	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
ATKINSREALIS CANADA INC	84,17	13 521 956,81 $	0,099	5
FNX-INNOV INC	79,83	11 091 293,33 $	0,117	1
Les services EXP	87,33	11 856 520,94 $	0,116	3
Stantec Experts-Conseils	79,33	12 290 484,87 $	0,105	4
WSP CANADA	79,67	11 136 164,62 $	0,116	2

Agent d'approvisionnement

Comité	
Date	vendredi 25-10-2024
Heure	13 h 00
Lieu	Virtuel

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

24-20624 - Services professionnels pour la conception de travaux d'infrastructures routières d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal LOT 2

FIRME	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
ATKINSREALIS CANADA INC	84,17	13 521 956,81 $	0,099	4
FNX-INNOV INC	79,83	CONTRAT LOT 1		
Les services EXP	87,33	11 856 520,94 $	0,116	2
Stantec Experts-Conseils	79,33	12 290 484,87 $	0,105	3
WSP CANADA	79,67	11 136 164,62 $	0,116	1
Agent d'approvisionnement				

Comité	
Date	vendredi 25-10-2024
Heure	13 h 00
Lieu	Virtuel

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	50

24-20624 - Services professionnels pour la conception de travaux d'infrastructures routières d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal LOT 3

FIRME	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
ATKINSREALIS CANADA INC	84,17	13 521 956,81 $	0,099	3
FNX-INNOV INC	79,83	CONTRAT LOT 1		
Les services EXP	87,33	11 224 871,28 $	0,122	1
Stantec Experts-Conseils	79,33	12 290 484,87 $	0,105	2
WSP CANADA	79,67	CONTRAT LOT 2		

Comité	
Date	vendredi 25-10-2024
Heure	13 h 00
Lieu	Virtuel

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Facteur «K»	50

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20624
Numéro de référence: 20012107
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services professionnels pour la conception de travaux d'infrastructures routières, d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal.
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

10 résultats **Résultats 1 à 10**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

FNX-INNOV INC. 2111, boulevard Fernand-Lafontaine Longueuil QC CAN J4G2J4 http://www.fnx-innov.com	Non diffusé	Sophie Pelletier Téléphone: 4506510981 Courriel: offresdeservice@fnx-innov.com	**Transaction: (20032260)** 2024-08-12 11:47	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis 2024-08-30 à 14:45 - Courriel 20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel

				Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal QC CAN H2Z1B1 https://www.stantec.com	Publique	Sylvie Prevost Téléphone: 4509801474 Courriel: sylvie.prevost@stantec.com	**Transaction: (20033062)** 2024-08-13 10:12	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis 2024-08-30 à 14:45 - Courriel 20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSULTANTS AECOM INC. 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal QC CAN H2X3P4 http://www.aecom.com	Non diffusé	Wendy Klacko Téléphone: 5142878500 Courriel: wendy.klacko@aecom.com	**Transaction: (20029647)** 2024-08-08 10:28	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel

				20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis 2024-08-30 à 14:45 - Courriel 20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
AtkinsRéalis Canada Inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3 https://www.atkinsrealis.com/	Non diffusé	Pascale Sinclair Téléphone: 4186219700 Courriel: infrastructure2@atkinsrealis.com	**Transaction: (20029832)** 2024-08-08 15:00	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis 2024-08-30 à 14:45 - Courriel 20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel

				Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES EXP INC. - Compte principal 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal QC CAN H3A3C8	Non diffusé	Isabelle Milette - Compte principal Téléphone: 8198036651 Courriel: isabelle.milette@exp.com	**Transaction: (20029412)** 2024-08-07 17:29	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis 2024-08-30 à 14:45 - Courriel 20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
TETRA TECH QI INC. 600 - 7275, rue Sherbrooke Est Montréal QC CAN H1N1E9 www.tetratech.com	Non diffusé	Caroline Champagne (S) Téléphone: 4384692443 Courriel: caroline.champagne@tetratech.com	**Transaction: (20029586)** 2024-08-08 09:29	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis

				2024-08-30 à 14:45 - Courriel 20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SHELLEX GROUPE CONSEIL INC. 29 rue East Park Salaberry-de-Valleyfield QC CAN J6S1P8 https://www.shellex.ca	Non diffusé	Anny-Claude Langevin Téléphone: 450 492 2229 Courriel: aclangevin@shellex.ca	**Transaction: (20029598)** 2024-08-08 09:40	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis 2024-08-30 à 14:45 - Courriel 20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec QC CAN G2K0M5 https://www.wsp.com/fr-ca	Non diffusé	Alexandre Olesiuk Téléphone: 437-983-8700 Courriel: alexandre.olesiuk@wsp.com	**Transaction: (20032296)** 2024-08-12 13:18	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis 2024-08-30 à 14:45 - Courriel 20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
BC2 GROUPE CONSEIL INC. 85 rue Saint-Paul Ouest Bureau 300 Montréal QC CAN H2Y3V4 http://www.groupebc2.com	Non diffusé	Olivier Perron Collins Téléphone: 5145073600 Courriel: suiviao@groupebc2.com	**Transaction: (20029892)** 2024-08-08 16:31	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis 2024-08-30 à 14:45 - Courriel

				20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Lemay CO Inc. 3500, rue Saint-Jacques Montréal QC CAN H4C1H2 http://www.lemay.com	Non diffusé	Offres Proposals Téléphone: 514 932-5101 Courriel: offres.proposals@lemay.com	**Transaction: (20030210)** 2024-08-09 09:12	20010023 - 24-20624 - Addenda 1 - Question-Réponse Devis 2024-08-14 à 15:05 - Courriel 20011967 - 24-20624 - Addenda 2 - Modificaitons-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20011969 - 24-20624 - Addenda 2 - Modifications-Questions-Réponses Bordereau numérique 2024-08-26 à 14:25 - Courriel Devis 2024-08-26 à 14:25 - Courriel 20012971 - 24-20624 Addenda 3 Devis 2024-08-30 à 14:45 - Courriel 20014240 - 24-20624 Addenda 4 Devis 2024-09-13 à 10:30 - Courriel 20014873 - 24-20624 Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20014874 - 24-20624 Annexe 1_ Grille et critères de pondération_ Addenda 5 Devis 2024-09-13 à 17:05 - Courriel 20015745 - 24-20624 Addenda 6 Bordereau numérique 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Devis 2024-09-20 à 10:55 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

© Gouvernement du Québec, 2024

Dossier # : 1247231075

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures du réseau routier , Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines , Division de la conception des travaux
Objet :	Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de trente-six (36) mois, avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1 : 11 091 293,33 $), WSP Canada inc. (entente-cadre n°2 : 11 136 164,62 $) et Les Services EXP inc. (entente-cadre n°3 : 11 224 871,28$ $), pour la conception de travaux d'infrastructures routières, d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal, avec une option de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune. Dépenses maximales de 33 452 329,23 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 24-20624 - 5 soumissionnaires./ Autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats, pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.



SMCE247231075.pdf

Dossier # :1247231075

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 19 décembre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE247231075

Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de trente-six (36) mois, avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1 : 11 091 293,33 $), WSP Canada inc. (entente-cadre n°2 : 11 136 164,62 $) et Les Services EXP inc. (entente-cadre n°3 : 11 224 871,28$ $), pour la conception de travaux d'infrastructures routières, d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal, avec une option de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune. Dépenses maximales de 33 452 329,23 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 24-20624 - 5 soumissionnaires./ Autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats, pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE247231075

Conclure des ententes-cadres de services professionnels pour une durée de trente-six (36) mois, avec les trois (3) firmes suivantes : FNX-INNOV inc. (entente-cadre n°1 : 11 091 293,33 $), WSP Canada inc. (entente-cadre n°2 : 11 136 164,62 $) et Les Services EXP inc. (entente-cadre n°3 : 11 224 871,28$ $), pour la conception de travaux d'infrastructures routières, d'égout, d'eau potable, de voirie, d'aménagement urbain et d'éclairage de rues sur le territoire de l'agglomération de Montréal, avec une option de deux (2) prolongations de douze (12) mois chacune. Dépenses maximales de 33 452 329,23 $, taxes incluses. Appel d'offres public no 24-20624 - 5 soumissionnaires./ Autoriser le Directeur de la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines à prolonger les contrats, pour un maximum de 2 prolongations de 12 mois, et ce, uniquement, si au terme des 36 mois, les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées.

À sa séance du 27 novembre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrats de services professionnels de plus de 2 M$ répondant aux conditions suivantes :
    - Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appels d'offres et la soumission de l'adjudicataire (Lot 1);
    - L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Lot 3).

Le 4 décembre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables ont expliqué que la Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines (DRPIU) souhaite

s'adjoindre de l'expertise de firmes de génie-conseil pour l'appuyer dans la réalisation de divers projets, particulièrement durant la période de pointe. En effet, le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) requiert un grand nombre de ressources pour la conception de plan et devis en raison de l'ampleur des programmes de réfection et de développement des infrastructures urbaines à venir dans les prochaines années.

Les ententes précédentes étant presque toutes épuisées, un appel d'offres a été publié du 7 août au 24 septembre 2024 afin de conclure trois ententes-cadres. Durant la période de publication, six addendas ont été émis, lesquels n'avaient pas d'impact financier, mais deux ont mené à un report de la date d'ouverture des soumissions. Il y a eu dix preneurs du cahier des charges, dont cinq ont déposé une soumission. L'attribution des contrats s'est faite selon le meilleur pointage. Ainsi, le lot 1 a été octroyé à FNX-INNOV inc., avec un écart de (-20,15 %) avec l'estimation, le lot 2 à WSP Canada inc., avec un écart de (-19,83 %) et le lot 3 à Les Services EXP inc. avec un écart de (-19,19 %). Comme l'ont précisé les personnes-ressources, les estimations ont été préparées à l'interne par la Division de la conception des travaux. Elles tiennent compte de la moyenne des taux historiques de 2024 pour des services de même nature et des heures prévisionnelles inscrites aux bordereaux. Les écarts seraient probablement attribuables au contexte du marché actuel en génie-conseil, où les conditions économiques sont difficiles. Les contrats publics offrent aux firmes une certaine prévisibilité et réduisent les incertitudes relatives aux mois à venir.

Pour terminer, les responsables ont recommandé d'aller de l'avant avec l'octroi des ententes-cadres aux trois firmes.

Durant la période d'échanges, la Commission a notamment voulu obtenir des précisions sur l'addenda n^{o} 1 pour lequel la demande de report a été refusée. Les personnes invitées ont expliqué que cette demande a été reçue quelques jours après la publication de l'appel d'offres. Les discussions avec le Service de l'approvisionnement ont permis de constater que cette firme sollicite systématiquement un report de date à la suite de la publication d'un appel d'offres, sans même que des questions aient été demandées. Cette requête ne semblait donc pas fondée. Les membres ont également voulu savoir si les écarts majeurs en faveur de la Ville reflétaient un ralentissement du marché, si les prix étaient revenus aux niveaux prépandémiques ou s'il s'agissait simplement d'une surestimation. Selon le Service, les prix obtenus demeurent plus élevés que ceux des contrats octroyés en 2020. Cette augmentation est potentiellement due à l'inflation. D'autre part, l'association des firmes de génie (AFG) a demandé à la Ville de mieux ventiler les heures dans le bordereau de prix (addenda n^{o} 2). La Ville a donc ajouté des catégories de ressources au bordereau, avec des taux horaires différents, conformément à l'expérience. Cette nouveauté a pu exercer une influence sur le prix.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des infrastructures du réseau routier, Direction de la réalisation des projets d'infrastructures urbaines, Division de la conception des travaux pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrats de services professionnels de plus de 2 M$ répondant aux conditions suivantes :*
    - *Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appels d'offres et la soumission de l'adjudicataire (Lot 1);*
    - *L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent (Lot 3).*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE247231075 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.38

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1249897003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Groupe AXOR INC. pour les services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte pour une période de cinq (5) ans avec la possibilité de deux (2) périodes de prolongation de douze (12) mois chacune. Dépense totale 28 036 149,30 $, taxes incluses (Contrat: 25 839 768,94 $ + Contingences: 2 196 380,36 $) - Appel d'offres public 24-20581 (4 soumissionnaires)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Groupe Axor inc., ce dernier ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour des services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation de la Station Jean-R. Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 25 839 768,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20581 ;

2. d'autoriser une dépense de 2 196 380,36 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences;

3. de procéder à une évaluation du rendement de Groupe Axor inc.;

4. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-15 11:46

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249897003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Groupe AXOR INC. pour les services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte pour une période de cinq (5) ans avec la possibilité de deux (2) périodes de prolongation de douze (12) mois chacune. Dépense totale 28 036 149,30 $, taxes incluses (Contrat: 25 839 768,94 $ + Contingences: 2 196 380,36 $) - Appel d'offres public 24-20581 (4 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) traite toutes les eaux usées sanitaires de l'île de Montréal, ainsi que les eaux de pluie des réseaux unitaires. Dans l'optique d'améliorer la qualité des eaux traitées et de réduire la contamination microbiologique des eaux du fleuve Saint-Laurent, un procédé de désinfection à l'ozone sera ajouté à la fin du traitement existant. Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. La presque totalité des composantes et des équipements de l'unité d'ozonation sont fabriqués. Les travaux de construction des appels d'offre DP21028-186359-C (lot 1), DP22013-189804-C (lot 2) et DP22014-189805-C (lot 3) sont complétés à l'été 2024.
Le projet « désinfection à l'ozone » est assujetti au cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en « exécution ». En date du 27 novembre 2023, le Comité de Coordination des Projets d'Envergure (CCPE) a recommandé au Comité Exécutif d'autoriser le mandat d'exécution révisé pour la
partie du projet intitulée « Désinfection à l'ozone ». Le 13 décembre 2023, le Comité Exécutif mandatait le Service de l'eau (numéro de mandat: SMCE238074020) à poursuivre la réalisation de la phase d'exécution.

Ainsi, les appels d'offres pour les travaux de construction des lots 4, 5 et 6 ont été publiés sur le SEAO le 24 janvier 2024. Les contrats de construction des lots 4, 5 et 6 sont octroyés. Les travaux des lots 4 et 5 ont débuté le 4 novembre 2024 alors que ceux du lot 6 sont prévus pour démarrer vers le 2 décembre 2024.

Le présent appel d'offres 24-20581 vise les services professionnels de gérance de construction des lots 4, 5, 6 et 8a.

Titre de l'appel d'offres : 24-20581

Services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation. Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte

L'appel d'offres 24-20581 a été publié sur le site SEAO ainsi que dans le Journal Le Devoir le 28 août 2024. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 22 octobre 2024. Les soumissions ont un délai de validité de quatre-vingt-dix (90) jours soit jusqu'au 20 janvier 2025. Neuf (9) addendas ont été publiés durant la période d'appel d'offres

Dans le cadre de cet appel d'offres, neuf (9) addenda ont été publiés :

No Addenda	Date de publication	Description	Impact budgétaire
1	4 septembre 2024	Clarifications	Non
2	20 septembre 2024	Clarifications & réponses aux questions	Oui
3	23 septembre 2024	Réponses aux questions	Non
4	24 septembre 2024	Clarifications, réponses aux questions et modification du bordereau de prix	Oui
5	26 septembre 2024	Report de date d'ouverture des soumissions	Non
6	10 octobre 2024	Réponses aux questions et modification du bordereau de prix	Oui
7	15 octobre 2024	Bordereau numérique	Non
8	16 octobre 2024	Réponses aux questions	Non
9	16 octobre 2024	Réponses aux questions	Non

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0577 - 24 octobre 2024 - Lot 6 - Accorder un contrat à Pomerleau Inc. pour le « LOT 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte » - Dépense totale de 96 406 401,67 $, taxes incluses (contrat: 91 268 120,64 $ + contingences: 4 563 406,03 $ + incidences: 574 875,00 $) - Appel d'offres public DP22031-189807-C-2 (deux (02) soumissionnaires).

CG24 0446 - 22 août 2024 - Lot 5 - Accorder un contrat à Construction Deric inc. pour des travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 714 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte - Lot 5 - Dépense totale de 183 961 575,49 $, taxes incluses (contrat : 174 654 000,46 $ + contingences : 8 732 700,02 $ + incidences : 574 875 $) - Appel d'offres public DP22030-188992-C-2 (2 soum.)

CG 24-0447 - 22 août 2024 - Lot 4 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour des travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour les bâtiment 710, 711 et 712 du projet de désinfection de la station Jean-R.-Marcotte - Lot 4 - Dépense totale de 110 105 890,60 $, taxes incluses (contrat : 104 315 252,95 $ + contingences : 5 215 762,65 $ + incidences : 574 875 $) -

Appel d'offres public DP22029-188994-C-2 (2 soum.)

CG 24 0445 - 22 août 2024 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et architecture à AtkinsRéalis Canada inc. pour la surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6 du projet de désinfection de la Station Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 12 358 567,25 $, taxes incluses (contrat : 11 770 064,05 $ + contingences : 588 503,20 $) - Appel d'offres public 24-20342 (1 seul soum.)

CG22 0693 – 24 novembre 2022 : Accorder un contrat à Sidcan inc., pour le lot 3 « Travaux structure et architecture », dans le cadre du projet de désinfection par ozonation à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 67 932 724,66 $, taxes incluses (contrat : 64 360 705,50 $ + contingences : 3 218 035,28 $ + incidences : 353 983,88 $) - Appel d'offres public DP22014-189805-C (3 soum., 2 conformes)

CG22 0572 - 22 septembre 2022 - Accorder un contrat à à CIMA + S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion de projet - Dépense totale 9 100 101,08 $ taxes et contingences incluses (contrat 8 272 819,17 $ et contingences : 827 281,91 $) - Appel d'offres public 22-19351, (4 soumissions, 1 conforme).

CG22 0500 – 25 août 2022 Accorder un contrat à Pomerleau inc., pour le Lot 2 - Travaux civils et béton dans le cadre du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. - Dépense totale de 68 476 961,40 $, taxes, contingences et incidences incluses (contrat : 64 840 661,33 $ + contingences : 3 242 033,07 $ + incidences : 394 267 $) - Appel d'offres public DP22013-189804-C

CG22 0194 – 24 mars 2022 - Accorder un contrat à Pomerleau inc. Pour le Lot 1 - Travaux de modifications des structures d'évacuation hydraulique du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 93 192 324,92 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public DP21028-186359-C

CG15 0163 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat à la compagnie Degrémont Ltée pour la fabrication, la livraison et la mise en service de l'unité d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 98 950 000 $, taxes incluses – Appel d'offres public 12-12107 – 2 soumissionnaires, un seul conforme.

DESCRIPTION

Le procédé d'ozonation vise à injecter l'ozone dans l'eau d'effluents circulant dans les puits ouest et est, à la sortie de la station d'épuration, à l'aide des équipements de procédé qui seront installés dans les bâtiments de la désinfection. Les travaux de construction des lots 4, 5 et 6 font appel au savoir-faire et à l'expérience d'entrepreneurs spécialisés dans le domaine de la mécanique de bâtiment et mécanique de procédé, d'électricité du bâtiment et d'électricité industrielle, d'instrumentation, de contrôle, de sécurisation de site et d'informatique.
Le contrat faisant l'objet de l'appel d'offres 24-20581 vise essentiellement l'acquisition de services de professionnels d'une équipe multidisciplinaire en gérance de construction afin de couvrir principalement la gestion des contrats des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection.

Ce mandat permet, entre autres, d'outiller et d'accompagner le Service de l'eau dans son rôle de maître d'œuvre en matière de santé et sécurité et de donneur d'ouvrage. Il permet d'assurer la gestion des contrats de travaux de construction des lots 4,5, 6 et 8a du projet de désinfection incluant notamment la planification, la logistique d'approvisionnement, l'expertise en estimation, les services d'agents de prévention en santé & sécurité pour la maîtrise d'oeuvre, les services de gestion documentaire, les services de gardiennage du site de construction, les services d'entretien ménager des roulottes du maître d'oeuvre et

finalement, les services de gestion et coordination de la mise en service requises dans l'exécution des travaux. Le service de gestion et coordination de mise en service concerne toutes les mises en service partielles des équipements et la mise en service globale de l'usine de d'ozonation

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres 24-20581, il y a eu onze (11) preneurs du Cahier des charges sur le site SÉAO. La liste des preneurs du cahier des charges fait partie de l'intervention du service de l'approvisionnement. Cinq (5) soumissions ont été déposées par les firmes CIMA+ S.E.N.C., SOCANIN Inc., Groupe AXOR Inc., Construction MACOGEP Inc. et PROGESYS. L'analyse du contenu des soumissions a permis de constater que toutes les soumissions sont conformes administrativement et techniquement à l'exception de la soumission de la firme PROGESYS. Cette dernière ne détient pas l'autorisation de l'AMF.
Le 7 novembre 2024, un comité de sélection s'est réuni pour procéder à l'évaluation qualitative des soumissions conformes selon la grille d'évaluation de l'Appel d'offres. Le tableau joint à l'intervention du service de l'approvisionnement montre les résultats obtenus par chacun des soumissionnaires. Le comité a donc procédé à l'ouverture des enveloppes des propositions financières pour les quatre (4) firmes ayant obtenu la note de passage de 70%.

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM.**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**Autres Contingences 8,5 %** (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Groupe AXOR Inc.	74,2%	0,0326	25 839 768,94 $	2 196 380,36 $	28 036 149,30 $
CIMA+ S.E.N.C.	76,5%	0,0318	27 211 708,13 $	2 312 995,19 $	29 524 703,32 $
SOCANIN Inc.	72,3%	0,0303	27 176 129,11 $	2 309 970,97 $	29 486 100,08 $
Construction MACOGEP Inc.	76,3%	0,0301	28 645 202,05 $	2 434 842,17 $	31 080 044,22 $
Dernière estimation réalisée			23 132 395,13 $	1 966 253,58 $	25 098 648,71 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire ($) VOICI LA FORMULE : (l'adjudicataire – estimation)					2 937 500,59 $
Écart entre la dernière estimation et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(l'adjudicataire – estimation)/estimation) x 100]					11,7 %
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire ($) VOICI LA FORMULE : (2e meilleure note finale – adjudicataire)					1488554,02 $
Écart entre celui ayant obtenu la 2e note finale et l'adjudicataire (%) VOICI LA FORMULE : [(2e meilleure note finale – adjudicataire)/adjudicataire) x 100]					5,31 %

L'écart entre la dernière estimation et la soumission de l'adjudicataire est défavorable à la Ville de 11,7 % pour un montant de 2 937 500,59 $. L'écart entre la deuxième soumission conforme et l'adjudicataire est défavorable à la Ville de 5,31%. L'écart ente la soumission de l'adjudicataire et la dernière estimation serait causé par les conditions du marché et

l'utilisation de ressources spécialisées requises pour des projets de cette envergure.

Les validations requises par les service de l'approvisionnement ont démontré que le contrat est assujetti à l'autorisation de l'AMP et que l'adjudicataire recommandé :

- Détient l'autorisation de l'AMP;
- N'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- N'est pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- Est conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville;
- Ne fait pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire sera effectuée (Articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement C-OG-APP-D-21-001 - Encadrements administratifs - 1.Thèmes). Le dossier doit faire l'objet d'un passage à la Commission permanente sur l'examen des contrats (CEC) selon le critère suivant : "Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$, quatre (4) soumissions conformes ont été reçues suite à un appel d'offres.

En vertu du Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008), le dossier sera soumis à ladite commission pour étude , car il répond au critère suivant :

- le contrat comporte une dépense de plus de 20 M$

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale pour ce projet est de 28 036 149,30 $ taxes incluses, soit 25 600 741.24$ $ lorsque diminué des ristournes fédérales et provinciales et comprend :

- Le contrat avec Groupe AXOR inc. pour un montant de 25 839 768,94 $, taxes incluses;

- Les dépenses pour les contingences et l'indexation des taux horaires pour un montant de 2 196 380,36 $

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense est financée par emprunt par le règlement RCG 22-015 à la charge des contribuables de l'agglomération

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques (voir la grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Impact(s) majeur(s)
Si le présent contrat n'est octroyé, la Ville ne pourra pas assurer la gestion des trois contrats de construction des lots 4, 5 et 6 faute d'effectifs suffisants et par manque

d'expertise dans certains champs d'expertise. Les travaux des lots 4 et 5 ont débuté le 4 novembre 2024. Le contrat de construction du lot 6 est prévu pour débuter le 2 décembre 2024. La non adjudication du présent contrat causera des problèmes à la gestion des contrats des travaux de construction des lots 4,5 et 6. L'absence de l'équipe de gérance engendrera un manquement dans le suivi des échéanciers, des retards dans le traitement des demandes des entrepreneurs et à la gestion administrative des contrats en général. Tous ces facteurs réunis causeront des retards et des coûts supplémentaires au projet ainsi qu'un retard par rapport à la conformité aux exigences de réduction de la contamination microbiologique du fleuve Saint-Laurent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par la Direction des communications corporatives pour l'ensemble du projet de désinfection.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Octroi du contrat : 19 décembre 2024
- Début du contrat : janvier 2025
- Fin du contrat : décembre 2029

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signature de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Claudie DE BELLEFEUILLE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-11-11

Ahcene LOUNNAS
Ingenieur(e)

Tél : 514 654-4524
Télécop. :

Rodolphe KOHLER
chef(fe) de division - conception_et construction

Tél : 514-314-9759
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc F FORTIN
Directeur - projets majeurs
Tél :
Approuvé le : 2024-11-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-11-15

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1249897003**
Unité administrative responsable : Service de l'Eau
Projet : Services professionnels de gérance de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du projet Désinfection de la Station Jean-R. - Marcotte

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

7- Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

7 – Le traitement des eaux usées à l'ozone permettra d'éliminer les bactéries, les antibiotiques et autres substances chimiques et éviter leur déversement dans le fleuve Saint-Laurent, ce qui améliorera la qualité du milieu aquatique du fleuve.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20581

No du GDD : 1249897003

Titre de l'appel d'offres : Services Professionnels de gérance de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 8 - 8 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 1 - 10 - 2024

Ouverture faite le : 22 - 10 - 2024

Date du comité de sélection : 7 - 11 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 9

Date du dernier addenda émis : 16 - 10 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 74 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 11

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 45,45

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 20

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Progesys Inc.	Administratif, ne détient pas l'autorisation des marchés publics (AMP)

Durée de la validité initiale de la soumission : 90 jrs

Date d'échéance initiale : 20 - 1 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 20 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Groupe Axor Inc. Pointage intérimaire 74,2, Pointage final 0,0326	25 839 768,94 $	√	
CIMA + Pointage intérimaire 76,5, Pointage final 0,0318	27 211 708,13 $		
Socanin Inc. Pointage intérimaire 72,3, Pointage final 0,0303	27 176 129,11 $		
Groupe Macogep Pointage intérimaire 76,3, Pointage final 0,0301	28 645 202,05 $		

Information additionnelle

Raisons de désistement: N'a pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres et préparer la soumission dans les délais alloués (1), pas éligible pour soumissionner car détient un autre contrat en lien avec le même projet (1), ne peut agire en tant que sous-traitant (1), agit en sous-traitance d'un soumissionnaire (1), ne se situe pas dans notre secteur d'activité (1), demeure sans réponse malgré les relances téléphoniques et par courriel (1)

Préparé par : Claudie De Bellefeuille

Le 13 - 11 - 2024

Tableau de suivi financier de projet

Description du contrat	# contrat	Date de lancement AO	Date de fermeture AO	Nb de soumissionnaires	Adjudicataire	Montant soumis (taxe net)	Estimation	# GDD	Avancement
Acquisition des équipements et mise en service des équipements pour ozonation	12-12107	2013-07-22	2014-03-10	2	SUEZ	$ 116 893 401	$ 64 373 574	1153334001 1203438018 1227482026	T4-2028
Service de conception du projet de désinfection à l'ozone	13-12645	2013-10-07	2014-02-05	4	SNC	$ 33 588 512	$ 11 820 590	1143334014 1211541012 1227482025	T4-2024
Conception et construction du poste électrique pour désinfectior	7057-AE	2016-06-30	2016-10-19	3	GE	$ 28 435 356	$ 35 223 781	1177526003	Complété
Service de gestion de construction	22-19351	2022-06-13	2022-07-19	1	CIMA	$ 8 309 605	$ 8 071 928	1227482019 1243714003	T1-2025
Fourniture de vanne/batardeaux Iles-aux-vaches	20-18227	2020-08-05	2020-10-08	1	GROUPE LAR	$ 7 069 386	$ 6 210 799	1203438036 1213438018	Complété
Services professionnels en ingénierie et architecture -Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6	24-20342	2024-04-24	2024-05-30	1	Atkins Réalis	$ 11 285 019	$ 11 936 362	1249897002	T4-2029
Lot 1 - Travaux de modification des sturctures d'évacuation hydrauliques du projet de Désinfection (Siphons et scellement)	DP21028-186359-C	2021-10-12	2022-02-10	2	Pomerleau	$ 103 464 406	$ 71 529 353	1229459005 1233367001 1246511001	Complété
Lot 2 – Travaux civils et béton	DP22013-189804-C	2022-03-22	2022-06-30	3	Pomerleau	$ 63 953 362	$ 92 376 962	1227482016 1243714002	Complété
Lot 3 - Travaux de structure et architecture	DP22014-189805-C	2022-06-21	2022-10-04	3	Sidcan	$ 62 031 632	$ 79 481 055	1227482035	T4-2024
Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour les bâtiments pompage , refroidissement et groupe électrogène 710, 711 et 712	DP22029-188994-C2	2024-01-23	2024-06-20	2	Pomerleau	$ 100 541 354	$ 145 365 669	1243714001	T4-2028
Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22030-188992-C2	2024-01-23	2024-07-04	2	Deric	$ 167 981 439	$ 159 513 646	1245606001	T4-2028
Lot 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715	DP22031-189807-C2	2024-01-23	2024-09-10	2	Pomerleau	88 031 894.72	122 483 217	1241219001	T4-2028
Achat d'équipement de production d'oxygène et autres services associés pour le projet de désinfection	22-19515	2022-01-26	2022-04-21	1	Air Product	$ 77 760 591	$ 75 234 976	1232742003	T4-2028
Services professionnels pour la conception et la surveillance des travaux d'une Unité de Production d'Oxygène (UPO)	22-19334	2022-11-09	2023-01-12	1	Atkins Réalis	$ 6 583 557	$ 6 816 940	1232742001	T4-2028
Services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a	24-2058	2024-08-28	2024-10-22	4	AXOR	$ 25 600 741	$ 22 918 412	1249897003	Octroi
Lot 8 A - Construction du système de réserve d'oxygène liquide (LOX) Lot 8 B - Construction de l'usine de production d'oxygène UPO	À venir								À venir
						$ 901 530 258	**$ 913 357 263**		
						Total soumissions ($)	Total estimations ($)		

24-20581 - Services Professionnels de gérance de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte

FIRME	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Groupe Axor Inc.	74,2	25 839 768,94 $	0,0326	1
Cima+	76,5	27 211 708,13 $	0,0318	2
Groupe Macogep	76,3	28 645 202,05 $	0,0301	4
Socanin Inc.	72,3	27 176 129,11 $	0,0303	3
	-		-	
Agent d'approvisionnement				

Comité	
Date	jeudi 07-11-2024
Heure	09h30
Lieu	Téléconférence

Multiplicateur d'ajustement
10000

Facteur «K»	10

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20581
Numéro de référence: 20015300
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services Professionnels de gérance de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte - Service de l'eau
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

11 résultats **Résultats 1 à 10**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

SOCANIN INC. Suite 202 - 470 Sir Wilfried Laurier Mont-Saint-Hilaire QC CAN J3H6K3 socanin.com	Non diffusé	Account Receivable Téléphone: 4502812228 Courriel: ar@socanin.com	**Transaction: (20041778)** 2024-08-28 15:00	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis 2024-09-04 à 10:20 - Courriel 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis 2024-09-20 à 08:30 - Courriel 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis 2024-09-23 à 13:35 - Courriel 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel 20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel

				20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GROUPE AXOR INC. 1555, rue Peel, bureau 1100 Montréal QC CAN H3A3L8 www.axor.com	Non diffusé	François Demers Téléphone: 514-232-3366 Courriel: fdemers@axor.com	**Transaction: (20044266)** 2024-09-03 17:03	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis 2024-09-04 à 10:20 - Courriel 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis 2024-09-20 à 08:30 - Courriel 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis 2024-09-23 à 13:35 - Courriel 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel 20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel 20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSULTANTS AECOM INC. 85 Rue Sainte-Catherine Ouest Montréal QC CAN H2X3P4 http://www.aecom.com	Non diffusé	Wendy Klacko Téléphone: 5142878500 Courriel: wendy.klacko@aecom.com	**Transaction: (20042261)** 2024-08-29 11:31	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis 2024-09-04 à 10:20 - Courriel 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis 2024-09-20 à 08:30 - Courriel 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis 2024-09-23 à 13:35 - Courriel 20016211 - 24-20581 Addenda #4

				Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel 20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel 20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
IGF axiom Inc. 2250, boulevard Saint-Martin Est, bureau 200 Laval QC CAN H7E5A4 http://www.igfaxiom.com	Non diffusé	Marylène Hudon Téléphone: 514 645-3443 Courriel: dda@igfaxiom.com	**Transaction: (20065443)** 2024-10-07 14:10	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis Téléchargement 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis Téléchargement 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis Téléchargement 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis Téléchargement 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel

				20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel 20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
STANTEC EXPERTS-CONSEILS LTÉE 200-555 Boulevard René-Lévesque Ouest Montréal QC CAN H2Z1B1 https://www.stantec.com	Publique	Claudine Talbot Téléphone: 4182104610 Courriel: claudine.talbot@stantec.com	**Transaction: (20042158)** 2024-08-29 09:23	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis 2024-09-04 à 10:20 - Courriel 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis 2024-09-20 à 08:30 - Courriel 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis 2024-09-23 à 13:35 - Courriel 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel 20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel 20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
WSP CANADA INC. 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec QC CAN G2K0M5 https://www.wsp.com/fr-ca	Non diffusé	Linda Pichette Téléphone: 5818145984 Courriel: linda.pichette@wsp.com	**Transaction: (20051643)** 2024-09-12 09:29	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis Téléchargement 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis 2024-09-20 à 08:30 - Courriel 20015989 - 24-20581 Addenda #3

				Devis 2024-09-23 à 13:35 - Courriel 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel 20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel 20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CONSTRUCTION MACOGEP INC. - HISTORIQUE RECENT 1 225, rue Roy Est, bureau 202 Montréal QC CAN H2W1M5 www.macogep.com	Non diffusé	Anne-Marie Froment Téléphone: 514 223 9001 Courriel: amfroment@macogep.com	**Transaction: (20044913)** 2024-09-05 07:40	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis Téléchargement 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis 2024-09-20 à 08:30 - Courriel 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis 2024-09-23 à 13:35 - Courriel 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7

				Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel 20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel 20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
PROGESYS INC. 4440 Rue Garand Laval QC CAN H7L5Z6 www.progesys.ca	Non diffusé	Alexandre Michaud-Morasse Téléphone: 4506677646 Courriel: amichaudmorasse@progesys.ca	**Transaction: (20051652)** 2024-09-12 09:34	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis Téléchargement 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis 2024-09-20 à 08:30 - Courriel 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis 2024-09-23 à 13:35 - Courriel 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel 20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel 20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SERVICES EXP INC. - Compte principal 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal QC CAN H3A3C8	Non diffusé	Isabelle Milette Téléphone: 8198036651 Courriel: isabelle.milette@exp.com	**Transaction: (20058554)** 2024-09-23 14:37	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis Téléchargement 20015692 - 24-20581 Addenda #2

				Devis Téléchargement 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis Téléchargement 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel 20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel 20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
AtkinsRéalis Canada Inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 8ème étage Montréal QC CAN H2Z1Z3 https://www.atkinsrealis.com/	Non diffusé	Pascale Sinclair Téléphone: 4186219700 Courriel: infrastructure2@atkinsrealis.com	**Transaction: (20042178)** 2024-08-29 09:47	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis 2024-09-04 à 10:20 - Courriel 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis 2024-09-20 à 08:30 - Courriel 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis 2024-09-23 à 13:35 - Courriel 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel

Bordereau numérique
2024-10-10 à 16:45 - Courriel

20019082 - 24-20581 Addenda #7
Bordereau numérique
2024-10-15 à 10:10 - Courriel
Devis
2024-10-15 à 10:10 - Courriel

20019212 - 24-20581 Addenda #8
Devis
2024-10-16 à 07:55 - Courriel

20019343 - 24-20581 Addenda #9
Devis
2024-10-16 à 14:25 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20581
Numéro de référence: 20015300
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre:
Services Professionnels de gérance de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte - Service de l'eau
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

11 résultats **Résultats 11 à 11**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

CIMA+ s.e.n.c. 1145, boul. Lebourgneuf 300 Québec QC CAN G2K2K8 http://www.cima.ca	Non diffusé	Sean Patrick Caron-Bonin (UtilSp) Téléphone: 514 337-2462 Courriel: vigie@cima.ca	**Transaction: (20041671)** 2024-08-28 11:47	20013263 - 24-20581 Addenda #1 Devis 2024-09-04 à 10:20 - Courriel 20015692 - 24-20581 Addenda #2 Devis 2024-09-20 à 08:30 - Courriel 20015989 - 24-20581 Addenda #3 Devis 2024-09-23 à 13:35 - Courriel 20016211 - 24-20581 Addenda #4 Devis 2024-09-24 à 13:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-24 à 13:05 - Courriel 20016493 - 24-20581 Addenda #5 - Report Devis 2024-09-26 à 07:50 - Courriel 20018816 - 24-20581 Addenda #6 Devis 2024-10-10 à 16:45 - Courriel Bordereau numérique 2024-10-10 à 16:45 - Courriel 20019082 - 24-20581 Addenda #7 Bordereau numérique 2024-10-15 à 10:10 - Courriel Devis 2024-10-15 à 10:10 - Courriel 20019212 - 24-20581 Addenda #8 Devis 2024-10-16 à 07:55 - Courriel 20019343 - 24-20581 Addenda #9 Devis 2024-10-16 à 14:25 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249897003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
Objet :	Accorder un contrat à Groupe AXOR INC. pour les services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte pour une période de cinq (5) ans avec la possibilité de deux (2) périodes de prolongation de douze (12) mois chacune. Dépense totale 28 036 149,30 $, taxes incluses (Contrat: 25 839 768,94 $ + Contingences: 2 196 380,36 $) - Appel d'offres public 24-20581 (4 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1249897003- DPM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-12

Anne GUIGNARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249897003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division conception
Objet :	Accorder un contrat à Groupe AXOR INC. pour les services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte pour une période de cinq (5) ans avec la possibilité de deux (2) périodes de prolongation de douze (12) mois chacune. Dépense totale 28 036 149,30 $, taxes incluses (Contrat: 25 839 768,94 $ + Contingences: 2 196 380,36 $) - Appel d'offres public 24-20581 (4 soumissionnaires)



SMCE249897003.pdf

Dossier # :1249897003

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 19 décembre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE249897003

Accorder un contrat à Groupe AXOR INC. pour les services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation. Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte pour une période de cinq (5) ans avec la possibilité de deux (2) périodes de prolongation de douze (12) mois chacune. Dépense totale 28 036 149,30 $, taxes incluses (Contrat: 25 839 768,94 $ + Contingences: 2 196 380,36 $) - Appel d'offres public 24-20581 (4 soumissionnaires)

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE249897003

Accorder un contrat à Groupe AXOR INC. pour les services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a du Projet Désinfection et de mise en service de l'usine d'ozonation. Station d'épuration des eaux usées Jean-R. - Marcotte pour une période de cinq (5) ans avec la possibilité de deux (2) périodes de prolongation de douze (12) mois chacune. Dépense totale 28 036 149,30 $, taxes incluses (Contrat: 25 839 768,94 $ + Contingences: 2 196 380,36 $) - Appel d'offres public 24-20581 (4 soumissionnaires)

À sa séance du 27 novembre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrat de plus de 20 M$

Le 4 décembre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat dans le cadre d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables du Service de l'eau ont expliqué que les travaux de construction des lots 1, 2 et 3, pour le projet d'usine d'ozonation, sont complétés. Les contrats pour les lots 4, 5 et 6 ont été octroyés et l'ordre de débuter les travaux a été donné en novembre et décembre, ils doivent donc commencer en 2025.

Il est important de savoir que la Ville est maître d'œuvre pour ce chantier. Cela signifie qu'elle doit assumer le rôle de coordination entre les divers intervenants, faire le suivi de chantier et assurer le respect des normes de sécurité sur le chantier. Pour ce faire, la Ville veut s'adjoindre des services d'une firme pour la gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a et pour la mise en service du projet. Le contrat comprend, sans s'y restreindre, le suivi et le respect du budget des lots de construction 4, 5 et 6; la planification et la coordination interlots avec les trois entrepreneurs; la

gestion des aspects logistiques d'approvisionnements des équipements qui proviennent de divers endroits à travers le Canada et les États-Unis; ainsi que l'organisation et la coordination des activités de mise en service.

Avant de s'attarder aux résultats de l'appel d'offres, publié du 28 août au 22 octobre 2024, les représentants ont tenu à préciser que le Service a lancé un appel d'intérêt afin de connaître les principaux enjeux au contrat et procéder à des ajustements au besoin. Cette démarche semble avoir porté fruit, car la Ville a reçu cinq soumissions, dont l'une s'est avérée non conforme. Quant aux résultats, Groupe AXOR inc. a déposé la meilleure offre, laquelle présente un écart de 11,70 % avec l'estimation et de 5,31 % avec le deuxième plus bas soumissionnaire. L'écart avec l'estimation serait attribuable aux conditions du marché et des taux à la hausse pour certaines ressources spécialisées, comme les agents de prévention, car ils sont plus difficiles à combler.

Enfin, les invités ont indiqué que le contrat présentait certains enjeux. En effet, l'ordre de débuter les travaux pour les lots 4,5 et 6 ayant été donné, tout report entraînerait des risques sur le suivi des échéanciers, sur la logistique entourant la livraison des équipements ainsi que sur le respect des obligations en matière de santé et de sécurité. Le Service a conclu en recommandant de poursuivre le processus d'octroi avec la firme Groupe AXOR pour permettre la bonne gérance de construction des lots 4, 5, 6 et 8a et de la mise en service de l'usine d'ozonation.

Au terme de la présentation, les commissaires ont questionné les invités sur l'expérience de Groupe AXOR en gestion de grands chantier et sur la note intérimaire qu'elle a obtenu, qui est de 74,2 %, alors que la note de passage des de 70 %. Les responsables ont expliqué que les exigences dans l'appel d'offres étaient très élevées et que les firmes doivent répondre à de nombreux critères, dont certains sont en lien avec l'expérience pour des projets d'envergures et celle des personnes clées au contrat. Le comité a estimé que la firme adjudicatrice répondait à tous ces critères.

Des clarifications ont également été demandées au sujet de l'estimation et des écarts. Comme l'ont précisé les représentants, l'estimation a été réalisée à l'interne, d'après des contrats de gérance passés et les taux ont été revus à la hausse, car les critères sont plus élevés pour ce contrat. Pour ce qui est de l'écart, certes certains taux horaires déposés par la firme étaient plus élevés que l'historique, mais il faut aussi dire que le contrat s'étend sur une période de cinq ans. Une différence de quelques dollars de l'heure, multipliés par des milliers d'heures, l'écart grimpe rapidement. Finalement, la Commission a voulu savoir si les équipements seront testé avant leur installation. Le Service a répondu par l'affirmative, tous les gos d'équipements sont testés en usine et sur place pour assurer leur bon fonctionnement avant la mise en service.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service de l'eau, Direction des projets majeurs, Division conception pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrat de plus de 20 M$*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE249897003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.39

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1247472001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des projets spéciaux_soutien général et services à la clientèle , Division de la perception
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder des contrats de services professionnels à la firme Valade et associés, huissiers de justice inc., et à la firme Hainault Gravel, huissiers de justice inc. pour exécuter les décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux (2) options de prolongation d'une année - Montant estimé de 3 486 866 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20690 (2 soumissionnaires).

Il est recommandé :

1. D'accorder des contrats de services professionnels d'huissiers de justice pour exécuter les décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal à deux firmes (2) d'huissiers privés : Valade et associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel, huissiers de justice inc.;

2. D'autoriser une dépense estimée à 3 486 866 $ (taxes incluses) pour la période de 36 mois avec deux (2) options de prolongation d'une année, débutant le 1er février 2025 et se terminant le 31 janvier 2028 pour la somme totale des contrats pour la fourniture de services professionnels d'huissiers de justice;

3. D'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-11-18 11:42

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et

conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247472001**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des projets spéciaux_soutien général et services à la clientèle , Division de la perception
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Accorder des contrats de services professionnels à la firme Valade et associés, huissiers de justice inc., et à la firme Hainault Gravel, huissiers de justice inc. pour exécuter les décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux (2) options de prolongation d'une année - Montant estimé de 3 486 866 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20690 (2 soumissionnaires).

CONTENU

CONTEXTE

Le percepteur des amendes est désigné par décret du ministre de la Justice aux fins de l'exécution des jugements rendus à la cour municipale de la Ville de Montréal (ci-après la cour municipale). Les recours prévus par le Code de procédure pénale (chapitre c. C-25.1) et le Code de procédure civile (chapitre c. C-25.01) afin de recouvrer les sommes dues à la Ville de Montréal sont initiés par la Division de la perception des amendes. L'Huissier de justice a la compétence exclusive pour exécuter les instructions du percepteur des amendes dans le cadre des saisies biens-meubles et de l'opération Sabot de Denver.

En vertu de la Loi sur les cités et villes (chapitre, c. C-19), diverses dispositions autorisent la Ville de Montréal à conclure des ententes de gré à gré avec des firmes d'huissiers. Toutefois, le processus d'appel d'offres est tout de même privilégié par le Service des affaires juridiques dans le but de pouvoir qualifier les quelques firmes d'huissiers quant à leur capacité à offrir les services requis.

L'appel d'offres 24-20690 du Service de l'approvisionnement a été publié le 28 août 2024 dans le journal Le Devoir ainsi que dans le système électronique SEAO. La période de soumission s'est terminée le 1 octobre 2024 à 13 h 30. Les soumissions ont un délai de validité de cent quatre-vingts (180) jours.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0500 - 21 septembre 2023 : Exercer l'option de prolongation d'un an, jusqu'au 31 janvier 2025, des contrats accordés aux firmes d'huissiers Charron Boissé Lévesque, huissiers de justice inc., Valade et Associés, huissiers de justice inc. et Paquette et Associés huissiers de justice, (CG21 0040) et autoriser une dépense additionnelle de 1 438 808,02 $, taxes

incluses, pour la fourniture des services professionnels requis aux fins de la signification des diverses procédures et de l'exécution des jugements de la cour municipale de la Ville de Montréal, majorant ainsi le montant total des contrats de 4 316 424,06 $, taxes incluses, à un montant total approximatif de 5 755 232,08 $, taxes incluses.
CG21 0040 - **28 janvier 2021** : Accorder un contrat de services professionnels pour les services d'huissiers de justice aux fins de la signification des actes et de l'exécution des jugements de la cour municipale de la Ville de Montréal à trois firmes d'huissiers privés : Charron Boissé Lévesque, huissiers de justice inc., Valade et associés, huissiers de justice inc., et Paquette et associés, huissiers de justice, pour une période de 36 mois avec option de prolongation d'une année - Montant estimé de 4 316 424,06 $, taxes incluses.

SMCE207472001 - 06 janvier 2021

DA208996009 (30 novembre 2020) à **DA208996001 (7 novembre 2020**) : Ratifier une dépense de 202 936,39 $ taxes incluses et un contrat de gré à gré, pour la période du 9 octobre 2020 au 19 novembre 2020 aux firmes d'huissiers Paquette et associés, Hainault-Gravel, huissiers de justice inc et Valade et associés relativement aux services professionnels d'huissiers de justice

CG19 0020 - 31 janvier 2019 : Accorder des contrats de services professionnels d'huissiers de justice aux fins de la signification des actes et de l'exécution des jugements de la cour municipale à Paquette & associés, huissiers de justice s.e.n.c.r.l., Valade et associés, huissiers de justice inc. et Hainault Gravel huissiers de justice inc., pour une période de 24 mois sans option de prolongation - Dépense totale estimée à 1 548 025,55 $, taxes incluses.

CG17 0559 - 14 décembre 2017 : Accorder deux contrats de gré à gré à Hainault Gravel huissiers de justice inc. et à Paquette et associés s.e.n.c.r.l., huissiers de justice, pour la fourniture de services professionnels pour l'année 2018, pour une somme totale de 1 439 220,34, taxes incluses.

CG17 0338 - 24 août 2017 : Autoriser la résiliation de la convention de services professionnels entre la Ville de Montréal et Valade et associés huissiers de justice.

CG15 0682 - 26 novembre 2015 : Accorder 4 contrats de services professionnels de gré à gré aux firmes Hainault Gravel, huissiers de justice inc., Paquette et associés, s.e.n.c.r.l., huissiers de justice, Saulnier Robillard Lortie, huissiers de justice inc. et Valade et Associés, huissiers de justice, pour la somme de 1 677 301,68 $, par année pour les années 2016 et 2017 - Dépense totale de 3 354 603,36 $, taxes incluses.

CG11 0118 - 14 avril 2011 : Accorder un contrat de services professionnels aux quatre (4) firmes d'huissiers de justice pour la fourniture de services professionnels d'huissiers de justice pour la somme de 9 209 500 $ pour les années 2011 à 2015 inclusivement.

CE11 0164 - 17 février 2011 : Autorisation de lancer un appel d'offres pour la rétention de services professionnels d'huissiers de justice pour les années 2011 à 2015 inclusivement.

CG10 0449 - 16 décembre 2010 : Autoriser la prolongation, jusqu'au 30 avril 2011, des contrats intervenus avec six (6) firmes d'huissiers.

CG07 0489 - 20 décembre 2007 : Autoriser une dépense de 5 525 700 $ pour la fourniture de services professionnels d'huissiers de justice et approuver six (6) projets de convention.

CE07 1481 - 12 septembre 2007 : Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la fourniture de services professionnels d'huissiers de justice pour les années 2008, 2009 et 2010.

DESCRIPTION

Tel qu'il le fait depuis quelques années déjà, le Service des affaires juridiques désire octroyer un contrat de service d'huissiers de justice à trois firmes distinctes dans le but d'assurer les services liés à l'exécution des jugements et la signification des procédures de la cour municipale.

Toutefois, seules deux (2) firmes se sont qualifiées au terme de l'Appel d'offres 24-20690, c'est pourquoi ce dossier décisionnel ne concerne que deux (2) firmes d'huissiers. Les besoins du Service des affaires juridiques en matière d'exécution ne pouvant être comblés par l'offre de service de deux (2) firmes d'huissiers, un (1) nouvel appel d'offres public sera lancé dans les plus brefs délais afin de conclure un contrat de service avec une troisième firme d'huissiers.

L'avis d'exécution (ci-après nommé AVEX) est la procédure qui permet d'entamer les démarches d'exécution forcée, notamment la saisie biens-meubles dont celle par l'immobilisation des véhicules via l'opération Sabot de Denver.

L'estimation du nombre de procédures est toujours un exercice difficile à effectuer puisque celles-ci sont intimement liées au nombre de poursuites en matière criminelle et pénale ainsi qu'un nombre de jugements émis.

Néanmoins, dans le but de fournir certaines données aux soumissionnaires afin de leur permettre de démontrer qu'ils sont en mesure de répondre à nos besoins, nous leur avons soumis, dans l'appel d'offres, le nombre de procédures transmises entre les années 2021 à 2023.

Au moment de l'appel d'offres, l'estimation financière a été calculée sur les données disponibles à ce moment, soit la moyenne des dépenses effectuées pour les services d'huissiers pour exécuter les différentes décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal. Des explications supplémentaires apparaissent dans la section Aspects financiers du présent dossier décisionnel afin de justifier une dépense à la hauteur de 3 486 866 $ pour trois (3) ans.

Ainsi, chacune des deux firmes se verra attribuer approximativement 50 % du nombre de procédures comme prévu au devis, et ce, jusqu'à ce qu'une 3e firme soit désignée au terme du processus d'octroi à être complété dans les plus brefs délais. Par la suite, cette répartition sera de 33,33 % pour chaque firme.

JUSTIFICATION

Le recours aux firmes d'huissiers de justice est essentiel dans le cadre des opérations de la cour municipale afin d'exécuter les décisions de justice.
Les firmes d'huissiers privées sont en mesure d'effectuer les actes requis en matière d'exécution forcée dont notamment l'opération Sabot de Denver et la saisie des biens-meubles.

Les validations requises ont démontré que le contrat est assujetti à l'autorisation de l'AMP et que les deux (2) adjudicataires recommandés :

- Ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- Ne sont pas sur la liste des firmes à rendement insatisfaisant de la Ville;
- Sont conforme en vertu du Règlement de gestion contractuelle de la Ville;
- Ne font pas partie de la liste des entreprises non conformes au processus de francisation.

Un seul addenda a été émis durant la période d'appel d'offres.

No addenda	Date	Objet	Impact/remarque
1	20 sept 2024	**1 question-réponse**	aucun

La période de soumission s'est terminée le 1er octobre avec la réception de trois (3) soumissions sur les quatre (4) preneurs qui ont acheté le cahier des charges. De ce nombre, un soumissionnaire a dû être retiré des potentiels adjudicataires dû à la date d'achat du cahier des charges trois (3) jours après l'ouverture des soumissions.

Les soumissions conformes ont été analysées par un comité de sélection ayant eu lieu le 15 octobre 2024 à 13 h 30 selon les critères suivants :

- Présentation de l'offre 10 %
- Compréhension du mandat et de la problématique 20 %
- Capacité de production et échéancier 25 %
- Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20 %
- Expérience et expertise des chargés de projet et de son équipe 25 %

Le résultat de l'analyse et de l'évaluation des soumissions a été déposé en pièce jointe au présent dossier.

Au terme du processus, les firmes suivantes ont obtenu les pointages ci-après :

- Valade & associés, huissiers de justice inc. 83,67 %
- Hainault Gravel , huissiers de justice inc. 75,00 %

Chacune de celles-ci possède l'autorisation de l'autorité des marchés publics (AMP).

Valade et associés, huissiers de justice inc. ainsi que Hainault Gravel, huissiers de justice inc. sont deux des adjudicataires retenus au terme du comité de sélection. Puisque le contrat de services professionnels est d'une valeur supérieure à 2 M$ et que la firme Valade et associés en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent, ces contrats doivent être soumis pour examen à la Commission permanente sur l'examen des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En matière d'exécution, les honoraires sont soit payés en totalité par le défendeur, soit partiellement ou entièrement assumés par la Ville, mais ils seront alors imputés aux dossiers des défendeurs en constituant des revenus pour la Ville.
Tableau comparatif des dépenses réelles d'honoraires d'huissiers de justice par année.

Périodes	3 Firmes d'huissiers - exécution et signification		
	exécution	signification	Total
	Coût	Coût	Coût
2021	320 087,57 $	419 258,53 $	739 346,10 $
2022	410 208,33 $	569 294,53 $	979 502,86 $
2023	432 201,06 $	421 841,00 $	854 042,10 $
2024	569 773,66 $	566 439,00 $	1 136 212,70 $

Le tableau ci-dessus représente les coûts associés aux démarches des trois (3) firmes d'huissiers à contrat avec la Ville des années 2021 à 2024. En regard de cette estimation, il faut tenir compte d'une éventuelle variation de ce montant en fonction du type de procédures remises, des démarches effectuées et des résultats obtenus.

Il est important de préciser que ces contrats ne comportent aucune obligation contractuelle minimum quant au nombre de procédures à répartir ni d'honoraires à payer aux firmes d'huissiers de justice et que le Service des affaires juridiques peut, en fonction de la performance des firmes, moduler la répartition des mandats.

La moyenne des coûts pour les années 2021 à 2024 était de 309 000 $ environ par année et par firme, le nouveau contrat prévoit des coûts de 581 144 $ par année et par firme. Ce montant a été établi en fonction de la valeur des services rendus pour les années 2021 à 2024.

Le coût total des contrats octroyés aux deux firmes pour ce sommaire décisionnel est de 3 486 866 $, pour une période de 36 mois (du 1er février 2025 au 31 janvier 2028).

La cour municipale est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030. Voir la pièce jointe.
La future mise en place de la cour numérique permettra, à terme, de réduire le nombre d'impressions de documents.

Le Service des affaires juridiques se garde à l'affût de nouveaux procédés pouvant avoir un impact positif sur la transition écologique et répondre aux priorités du plan climat 2020-2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Tenir une rencontre de démarrage.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Danielle DION)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Celine D'AOUST)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

David LANDRY, Service des affaires juridiques
Celine D'AOUST, Service des finances et de l'évaluation foncière
Etienne LANGLOIS, Service de l'approvisionnement
Danielle DION, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Danielle DION, 14 novembre 2024
Celine D'AOUST, 14 novembre 2024
Etienne LANGLOIS, 13 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sonia BORDELEAU
c/s émission des procédures

Tél : 514-820-4277
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Alice FERRANDON
chef(fe) de division - perception des amendes

Tél : 438 871-1734
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Guy PICARD
directeur(-trice)-projets speciaux, soutien general et service a la clientele
Tél : 514-825-7721
Approuvé le : 2024-11-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur du Service des affaires juridiques et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2024-11-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1247472001*
Unité administrative responsable : *Division de la perception* de la *Direction des projets spéciaux, soutien général et service à la clientèle*
Projet : *s/o*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1247472001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des projets spéciaux_soutien général et services à la clientèle , Division de la perception
Objet :	Accorder des contrats de services professionnels à la firme Valade et associés, huissiers de justice inc., et à la firme Hainault Gravel, huissiers de justice inc. pour exécuter les décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux (2) options de prolongation d'une année - Montant estimé de 3 486 866 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20690 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20690_Liste des commandes _ SEAO.pdf
24-20690_PV.pdf
24-20690_Intervention.pdf
24-20690_Résultat global GDD.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Danielle DION
Agent d'approvisionnement, niv 2
Tél : 514 872-5253

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Etienne LANGLOIS
conseiller(-ere) en approvisionnement
Tél : 514-872-2988
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20690

No du GDD : 1247472001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels d'huissiers de justice pour la cour municipale de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Autre (voir les précisions dans la section "Information additionnelle")

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 8 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 1 - 10 - 2024

Ouverture faite le : 1 - 10 - 2024

Date du comité de sélection : 15 - 10 - 20241

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 20 - 9 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 33 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 4

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 75

% de rejets : 33,33

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC	non conforme administratif- cette firme n'apparait pas sur la liste des preneurs de cahiers sur SEAO a l'ouverture des soumissions

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 30 - 3 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 30 - 3 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
VALADE ET ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE INC note 83,67%	sans prix	√	
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC note 75%	sans prix	√	

Information additionnelle

Le preneur de cahier qui n'a pas soumissionné n'a pas la capacité de le faire présentement. Son carnet de commande est complet. A noter que les prix sont fixés et ferme par une table reglementée gouvernementale. Une partie du lot est attribué a chacun des fournisseurs conformes ayant obtenu la note de passage de 70%

Préparé par : Danielle Dion

Le 17 - 10 - 2024

24-20690 - Services professionnels d'huissiers de justice pour la cour municipale de la Ville de Montreal

FIRME	Pointage intérimaire 100%	Prix $	Rang
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC	75,00	N/A	2
VALADE ET ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE INC	83,67	N/A	1
0	-		
0	-		
Agent d'approvisionnement			

Comité	
Date	mardi 15-10-2024
Lieu	en virtuel
	Multiplicateur d'ajustement
	10000
Facteur «K»	50

Québec

English
Nous joindre

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ **Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.**

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20690
Numéro de référence: 20014465
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Services professionnels d'huissiers de justice pour la cour municipale de la Ville de Montréal
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

4 résultats **Résultats 1 à 4**

Trier par Sélection **Nombre par page** 1

PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L. 215, rue Saint-Jacques, bur. 600 Montréal QC CAN H2Y1M6 www.paquette.ca	Publique	Simon Beauchesne-Paquette Téléphone: 5142281123 Courriel: sbp@paquette.ca	**Transaction: (20042058)** 2024-08-29 06:01	20015700 - 24-20690_addenda 1 Devis 2024-09-20 à 09:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC. 465 rue Saint-Jean, suite 301 Montréal QC CAN H2Y2R6 https://hainault-gravel-huissiers.com	Non diffusé	Robert Hainault Téléphone: 4504433322 Courriel: direction@hainault-gravel-huissiers.com	**Transaction: (20043019)** 2024-08-30 16:58	20015700 - 24-20690_addenda 1 Devis 2024-09-20 à 09:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Charron Boissé Lévesque, Huissiers de justice Inc. 407, BOUL. ST-LAURENT SUITE 700 Montréal QC CAN H2Y2Y5	Non diffusé	CAROLE CHARRON Téléphone: 5148783143 Courriel: martinboisse@huissier.qc.ca	**Transaction: (20064322)** 2024-10-04 11:26	20015700 - 24-20690_addenda 1 Devis Téléchargement Mode privilégié (plan): Courriel
VALADE ET ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE INC. 410, rue Saint-Nicolas Suite 540 Montréal QC CAN H2Y2P5 https://www.huissiersvalade.com/	Publique	Charles Valade Téléphone: 514-842-2345 Courriel: cvalade@valade.net	**Transaction: (20044589)** 2024-09-04 11:42	20015700 - 24-20690_addenda 1 Devis 2024-09-20 à 09:10 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1247472001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des projets spéciaux_soutien général et services à la clientèle , Division de la perception
Objet :	Accorder des contrats de services professionnels à la firme Valade et associés, huissiers de justice inc., et à la firme Hainault Gravel, huissiers de justice inc. pour exécuter les décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux (2) options de prolongation d'une année - Montant estimé de 3 486 866 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20690 (2 soumissionnaires).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1247472001 - Contrat huissiers.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Celine D'AOUST
Conseillere budgétaire, Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Arianne ALLARD
cheffe section

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RAPPORT DE LA COMMISSION SUR L'EXAMEN DES CONTRATS

CG : 20.39

2024/12/19 16:00

(2)

Dossier # : 1247472001

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des projets spéciaux_soutien général et services à la clientèle , Division de la perception
Objet :	Accorder des contrats de services professionnels à la firme Valade et associés, huissiers de justice inc., et à la firme Hainault Gravel, huissiers de justice inc. pour exécuter les décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux (2) options de prolongation d'une année - Montant estimé de 3 486 866 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20690 (2 soumissionnaires).

SMCE247472001.pdf

Dossier # :1247472001

Montréal

Service du greffe
Division du soutien aux commissions permanentes,
aux conseils consultatifs et au Bureau de la présidence du conseil

Commission permanente sur l'examen des contrats

Présidence
Dominic Perri
Arrondissement de Saint-Léonard

Vice-présidences
Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Valérie Patreau
Arrondissement d'Outremont

Membres
Caroline Braun
Arrondissement d'Outremont

Julie Brisebois
Village de Senneville

Daphney Colin
Arrondissement de Rivière-des-Prairies– Pointe-aux-Trembles

Nathalie Goulet
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

Julien Henault-Ratelle
Arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

Enrique Machado
Arrondissement de Verdun

Peter McQueen
Arrondissement de Côte-des-Neiges – Notre-Dame-de-Grâce

Sylvain Ouellet
Arrondissement de Villeray– Saint-Michel–Parc-Extension

Le 19 décembre 2024

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres

Mandat SMCE247472001

Accorder des contrats de services professionnels à la firme Valade et associés, huissiers de justice inc., et à la firme Hainault Gravel, huissiers de justice inc. pour exécuter les décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux (2) options de prolongation d'une année - Montant estimé de 3 486 866 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20690 (2 soumissionnaires).

ORIGINAL SIGNÉ
Dominic Perri
Président

ORIGINAL SIGNÉ
Katherine Fortier
Coordonnatrice,
Soutien aux commissions permanentes

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations à ce processus.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats (11-007)* et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008)*.

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM23 0447) et du conseil d'agglomération (CG23 0205).

Mandat SMCE247472001

Accorder des contrats de services professionnels à la firme Valade et associés, huissiers de justice inc., et à la firme Hainault Gravel, huissiers de justice inc. pour exécuter les décisions de justice de la cour municipale de la Ville de Montréal, pour une période de 36 mois avec deux (2) options de prolongation d'une année - Montant estimé de 3 486 866 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20690 (2 soumissionnaires).

À sa séance du 27 novembre 2024, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats pour étudier le présent contrat, qui répondait au critère ci-dessous :

- Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ répondant à la condition suivante :
    - L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.

Le 4 décembre 2024, les membres de la Commission ont étudié la conformité du processus d'octroi relatif à ce mandat lors d'une séance de travail à huis clos tenue en visioconférence. Au cours de cette séance, les responsables ont expliqué que le Service des affaires juridiques a recours à des contrats de service avec des firmes d'huissiers de justice dans le cadre des opérations de la cour municipale afin d'exécuter des décisions de justice. La cour municipale a compétence à la fois en matière pénale et criminelle, le volume est donc très important. Les services d'huissiers sont utilisés pour l'exécution des jugements et la signification de procédures, entre autres pour la transmission de requêtes, subpoenas, citations à comparaître, ainsi que toutes les démarches de perceptions comme les saisies biens-meubles et à l'opération sabot de Denver.

Les personnes invitées expliquent qu'il est nécessaire d'avoir plus d'une firme pour répondre aux exigences et à la volumétrie très élevées du nombre de procédures.

L’expérience tirée des contrats précédents et de la saine gestion du risque ont permis de constater qu’un nombre impair, dans ce cas-ci trois, est l'idéal pour répondre à la demande, conserver un équilibre et établir un dialogue constructif. Il faut savoir que les honoraires des huissiers sont régis par deux encadrements légaux, l’un en matière pénale et l’autre concernant les tarifs d’honoraires des huissiers de justice. Ce qui signifie que la tarification des actes est fixe. Il est aussi important de mentionner que la valeur des contrats pour 2025-2027 est une projection, puisqu’il peut s’avérer difficile d’avoir une idée juste de la demande.

Les responsables précisent également que la Ville est visée par l’exception prévue à l’article 573 de la Loi sur les cités et villes, ce qui l’exempte de procéder par appel d’offres public. Cependant le Service privilégie le processus d’appel d’offres pour assurer une meilleure transparence ainsi que pour sonder le marché et valider la capacité des firmes à offrir le service. Un appel d’offres a donc été publié afin de conclure des ententes avec trois firmes. Parmi les trois soumissions reçues, l’une s’est avérée non conforme, car elle s’était procuré le cahier des charges hors délai. L’un des adjudicataires, Valade et associés, en est à son troisième contrat consécutif. D’après les responsables, il existe très peu de firmes en mesure de répondre aux besoins et aux exigences de la Ville. Historiquement, il y aurait seulement quatre firmes capables de remplir l’ensemble des critères de la Ville. D’ailleurs, la Ville prévoit de publier très prochainement un appel d’offres afin de pouvoir bénéficier des services d’une troisième firme.

Pour terminer, les invités ont tenu à préciser que Valade et associés a rempli de façon très satisfaisante ses obligations contractuelles au sein du contrat en cours. Le Service recommande de poursuivre le processus d’octroi avec les deux firmes adjudicatrices.

Au terme de la présentation, la Commission a questionné le Service sur son intention de publier un nouvel appel d’offres. Vous mentionnez que peu de firmes ont la capacité de répondre aux exigences de la Ville, croyez-vous que l’appel d’offres suscitera l’intérêt de soumissionnaires? Les personnes invitées croient qu'il y a de fortes chances que la firme ayant été déclarée non-conforme dépose une soumission. Il est aussi possible que celle s’étant désistée pour le présent appel d’offres, décide de participer à l’appel d’offres.

Durant la présentation, les responsables ont affirmé que le nombre idéal de firmes est de trois. Les membres ont voulu savoir s’il serait envisageable d’augmenter ce nombre afin de donner la possibilité à de plus petites firmes de soumissionner. D’après le Service, un appel d’offres de cette nature a la particularité d’être accès sur la qualification des compétences techniques et la capacité d’absorption du marché. Peu de firmes ont cette agilité. Cela dit, les responsables sont pleinement conscients qu’il faut réfléchir à la capacité du marché à répondre aux demandes croissantes de la Ville, d’autant plus que le métier d’huissier fait face à de nombreux changements, notamment à la suite d'une récente réforme.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les ressources du Service des affaires juridiques, Direction des projets spéciaux - soutien général et services à la clientèle, Division de la perception pour leurs interventions au cours de la séance de travail et adresse la conclusion suivante au conseil :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération, en l'occurrence :

- *Contrats de services professionnels d'une valeur de plus de 2 M$ répondant à la condition suivante :*
    - *L'adjudicataire en est à son troisième octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent.*

Considérant les renseignements soumis aux commissaires;

Considérant les nombreuses questions adressées aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie par la Commission des différents aspects liés à ce dossier :

À l'égard du mandat SMCE247472001 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.40

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1246019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division infrastructures usines et réservoirs , Section bureau de projets d'usines et réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Résilier, d'un commun accord, le contrat accordé à l'entreprise 9392-5790 Québec inc. (Construction Somos), d'une valeur totale de 204 325,38 $, taxes incluses pour la construction d'installations communes et sanitaires pour les employés à la station de pompage Châteaufort (CG23 0506) / Autoriser un paiement de 6 049,80 $ à titre de dommages-intérêts liquidés

Il est recommandé :
1. de résilier le contrat octroyé à 9392-5790 Québec inc. (Construction Somos) pour la construction d'installations communes et sanitaires pour les employés à la station de pompage Châteaufort d'une valeur totale de 204 325,38 $ (CG23 0506);

2. d'autoriser un paiement de 6 049,80 $, à titre de dommages-intérêts liquidés;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-04 14:23

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246019001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division infrastructures usines et réservoirs , Section bureau de projets d'usines et réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Résilier, d'un commun accord, le contrat accordé à l'entreprise 9392-5790 Québec inc. (Construction Somos), d'une valeur totale de 204 325,38 $, taxes incluses pour la construction d'installations communes et sanitaires pour les employés à la station de pompage Châteaufort (CG23 0506) / Autoriser un paiement de 6 049,80 $ à titre de dommages-intérêts liquidés

CONTENU

CONTEXTE

Lors de l'assemblée ordinaire du 21 septembre 2023, le conseil d'agglomération a octroyé un contrat à 9392-5790 Québec inc. (Construction Somos), pour la construction d'installations communes et sanitaires pour les employés à la station de pompage Châteaufort au prix de sa soumission, soit 173 893,94 $ par la résolution CG23 0506 à la suite du processus d'appel d'offres 10420 lancé le 27 avril 2023.

Le 25 octobre 2023, la Ville de Montréal (Ville) a envoyé la lettre d'adjudication de contrat au fournisseur 9392-5790 Québec inc. (Construction Somos), dans laquelle il est spécifié que l'ordre de début des travaux sera transmis ultérieurement.

Le 11 mars 2024, la Ville a reçu une lettre de l'Entrepreneur lui demandant la résiliation du contrat, invoquant le fait que l'ordre de démarrer les travaux n'avait toujours pas été donné. En effet, selon l'article 8 du cahier des clauses administratives spéciales, l'ordre de débuter les travaux aurait dû être fait au troisième trimestre de 2023. Par conséquent, une augmentation du prix du projet a été demandée par l'Entrepreneur en lien avec les fluctuations des coûts des matériaux de construction pour l'année en cours.

Le 5 avril 2024, le Service de l'eau a envoyé au fournisseur l'avis de résiliation de contrat conformément à l'article 4.5.2.2 du cahier des clauses administratives générales.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0506 - 1234268001 - Le 21 septembre 2023 - Accorder un contrat à 9392-5790 Québec inc./Construction Somos, pour la construction d'installations communes et sanitaires pour les employés à la station de pompage Châteaufort - Dépense totale de 204 325,38 $, taxes incluses (contrat :173 893,94 $ + contingences : 26 084,09 $ + incidences : 4 347,35 $) - Appel d'offres public 10420 (2 soum., 1 seul conforme).

DESCRIPTION

Le présent dossier est pour résilier le contrat 9392-5790 Québec Inc. (Construction Somos) pour la construction d'installations communes et sanitaires pour les employés à la station de pompage Châteaufort.

Comme l'ordre de démarrage des travaux n'a jamais été donné par la Ville et que les travaux n'ont jamais eu lieu, une entente de résiliation de contrat a été conclue avec 9392-5790 Québec inc. (Construction Somos) en date du 5 avril 2024.

En conséquence, en vertu de l'article 4.5.2 Résiliation du Cahier des clauses administratives générales, faisant partie des documents d'appel d'offres, la Direction de l'eau potable désire résilier le contrat avec 9392-5790 Québec Inc. (Construction Somos).

JUSTIFICATION

La résiliation du contrat s'effectue d'un commun accord, comme décrit dans l'avis de résiliation envoyé à l'Entrepreneur le 5 avril 2024. Dans lequel il est mentionné que la raison de la résiliation porte sur le non-respect contractuel de la Ville de donner l'ordre de débuter les travaux au troisième trimestre de 2023 conformément à l'article 8 du cahier des clauses administratives spéciales et que l'Entrepreneur ne peut pas maintenir le prix de sa soumission en date d'aujourd'hui.

Les démarches ont été effectuées avec le support du Service des affaires juridiques de la Ville. Cette résiliation est conforme à l'article 4.5.2.2 des clauses administratives générales du cahier des charges de la Ville de Montréal qui stipule que la Ville peut, en tout temps et à sa discrétion, résilier le contrat malgré le fait que l'Entrepreneur ne soit pas en défaut.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette résiliation de contrat engendre des dépenses pour la Ville. Conséquemment, conformément à l'article 4.5.2.2 b) du cahier des clauses administratives générales, la Ville doit payer à l'Entrepreneur un montant à titre de dommages-intérêts liquidés couvrant tout préjudice subi par ce dernier. Le montant payable à l'Entrepreneur est calculé selon le barème de l'article 4.5.2.2 b) du cahier des clauses administratives générales.

Lors de l'octroi du contrat, la dépense associée au projet était de 204 325,38 $, taxes incluses (contrat :173 893,94 $ + contingences : 26 084,09 $ + incidences : 4 347,35 $). Aux fins de l'application de l'article 4.4.2.2 b), le solde contractuel constitue la différence entre le prix total du contrat, excluant les taxes (TPS et TVQ) et les contingences. Selon l'article 4.5.2.2 b), le montant payable à l'Entrepreneur est de 4 % de 151 245,00 $ (sans taxes) soit 6 049,80 $ (sans taxes).

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que

celui-ci ne peut être rattaché aux priorités élaborées dans le plan Montréal 2030. Voir la grille d'analyse en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette résiliation nous permettra de libérer l'Entrepreneur de ses obligations.

Un nouvel appel d'offres pourrait être lancé pour poursuivre le projet en intégrant de nouveaux paramètres au projet.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-23
Stephane OUELLET Ingénieur	Serge Martin PAUL chef(fe) de division - ingenierie - production de l'eau potable
Tél : 514-603-8400 **Télécop. :**	**Tél :** - - **Télécop. :** -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Alain LARRIVÉE
directeur(-trice) - production de l' eau potable
Tél : - -
Approuvé le : 2024-10-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-10-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1246019001

Unité administrative responsable : Service de l'eau, Direction de l'eau potable, Division infrastructures usines et réservoirs, Section bureau de projets d'usines et réservoirs

Projet : Résilier, d'un commun accord, le contrat accordé à l'entreprise 9392-5790 Québec Inc./Construction Somos,

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***19. Offrir à l'ensemble des montréalaises et montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*** • *aucune contribution*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246019001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Division infrastructures usines et réservoirs , Section bureau de projets d'usines et réservoirs
Objet :	Résilier, d'un commun accord, le contrat accordé à l'entreprise 9392-5790 Québec inc. (Construction Somos), d'une valeur totale de 204 325,38 $, taxes incluses pour la construction d'installations communes et sanitaires pour les employés à la station de pompage Châteaufort (CG23 0506) / Autoriser un paiement de 6 049,80 $ à titre de dommages-intérêts liquidés

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1246019001-DEP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Pierre BLANCHARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.41

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1249834002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Amazon Web Services Canada inc. (AWS Canada), par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour la mise en place d'une plateforme commune d'hébergement de solutions infonuagiques pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, pour une somme maximale de 2 627 274,54 $ (frais de gestion et taxes inclus)

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat de gré à gré à Amazon Web Services Canada inc.(AWS Canada), par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour la mise en place d'une plateforme de solutions infonuagiques pour la période du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, pour une somme maximale de 2 627 274,54 $, (frais de gestion et taxes inclus) ;

2. d'autoriser le directeur de la Direction infrastructures et opérations, du Service des TI, à signer tous documents relatifs à ce contrat, pour et au nom de la Ville ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-25 16:24

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249834002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Amazon Web Services Canada inc. (AWS Canada), par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour la mise en place d'une plateforme commune d'hébergement de solutions infonuagiques pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, pour une somme maximale de 2 627 274,54 $ (frais de gestion et taxes inclus)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision pour les dix prochaines années, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La vision du Service des TI consiste à utiliser la technologie comme levier de la performance de la Ville. Son rôle est d'assurer le maintien et le soutien de la modernisation des services technologiques clés de la Ville. Pour ce faire, le Service des TI offre un appui aux unités de la Ville au niveau des initiatives citoyennes ainsi qu'aux projets de transformation organisationnelle.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

Dans les années à venir, le Service des TI projette d'établir des solutions infonuagiques pour répondre aux besoins diversifiés des différents services de la Ville et assurer une continuité des opérations.

Le Service des TI utilise actuellement plusieurs solutions sur différentes plateformes qui sont :

- le progiciel IBM Maximo qui est la solution de gestion et de maintenance des actifs utilisés à la Ville de Montréal par le Service du matériel roulant

et des ateliers (SMRA) dans le cadre du projet 71550.3 ;
- la plateforme Camunda qui est la solution d'orchestration actuelle qui est utilisée à l'interne pour l'ensemble des projets par la Direction engagement numérique. Cette solution rencontre actuellement des limites (dégradation de performance, arrêt du support par le manufacturier, instance non redondante, limitation de la capacité). À la suite d'une analyse approfondie, la Ville a décidé de migrer vers la solution AWS Step functions d'Amazon ;
- la gestion électronique des documents (GED) est une solution qui permet d'organiser et de gérer les documents pour l'ensemble des services et arrondissements de la Ville de Montréal.

Le Service des TI entend consolider les contrats infonuagiques en faisant converger les besoins sur des plateformes infonuagiques corporatives et limiter ainsi les efforts opérationnels dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. La Ville de Montréal en tant qu'organisme public du Québec, dispose d'un accès au catalogue d'offres infonuagiques du ministère de la Cybersécurité et du Numérique. Ce nouveau levier dans l'acquisition de solutions dans le nuage a permis de sélectionner, suite à une analyse approfondie le fournisseur Amazon Web pour l'hébergement des différentes solutions. Dans ce sens, la mise en place d'une plateforme commune d'hébergement de solutions infonuagiques chez Amazon a pour but de garantir la sécurisation et l'exploitation des solutions d'infrastructure basées sur les plateformes et logiciels infonuagiques.

En accord avec la stratégie de la Ville en matière de déploiement de solutions innovantes, la Ville a utilisé la plateforme Amazon pour envoyer des notifications à la population par messagerie. Ces notifications incluent des avis d'ébullition d'eau, des alertes pour le service de déneigement, des alertes incendie provenant du SIM, des notifications d'annulation provenant du service des loisirs, etc. (CG23 0008). La nouvelle entente permettra à la Ville d'héberger sur la même plateforme les nouvelles solutions que sont :

- la gestion des flux de processus d'affaires tel que l'émission d'un permis, la gestion de pétition en ligne, la synchronisation des statuts entre divers systèmes, etc. ;
- l'infrastructure du progiciel IBM Maximo servant à la gestion des actifs municipaux (à noter qu'une instance de Maximo doit s'exécuter sur Red Hat OpenShift (ROSA). Il s'agit de l'environnement technologique requis afin de permettre à la solution MAS de fonctionner. Ce produit n'est plus disponible au catalogue du MCN, il fera l'objet d'une acquisition séparée subséquente) ;
- l'amélioration de l'efficacité et la fiabilité des opérations quotidiennes de la gestion des processus d'affaires dans la Direction engagement numérique en remplacement de la plateforme Camunda ;
- l'hébergement d'une sauvegarde de la gestion électronique des documents (GED).

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat de gré à gré à la firme Amazon Web Services Canada inc. (AWS Canada) par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour la mise en place d'une plateforme commune d'hébergement de solutions infonuagiques, pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, pour une somme maximale de 2 575 759,35 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 51 515,19 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagiques pour le compte des organismes publics.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC 1608003 - 15 aout 2023 - Accorder un contrat à Amazon Web Services inc. (AWS), par l'entremise de son entente EC-031401 avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) - pour Gestion des actifs - GMAO - Acquisition d'un hébergement d'un environnement de développement pour des licence de Maximo pour la période du 2 août 2023 au 1er juillet 2024 pour une somme maximale de 85 081,50 $ taxes incluses.

CG23 0008 - 26 janvier 2023 - Accorder un contrat de gré à gré à la firme Amazon Web Services inc. (AWS), par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour la mise en place d'une plateforme commune de notification massive de la population par messagerie (SMS, courriel et autres type de messagerie), pour une période de 36 mois, soit du 17 mars 2023 au 16 mars 2026, pour une somme maximale de 442 653,75 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 8 853,08 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics.

BC 1519388 - 18 février 2022 - Accorder un contrat à Amazon Web Services inc. (AWS), par l'entremise de son entente EC-031401 avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) pour la notification massive de la population par messagerie (SMS) pour la période du 1er février 2022 au 16 mars 2023 pour une somme maximale de 51 738,75$ taxes incluses.

BC 1441574 - 17 novembre 2020 - Accorder un contrat à Amazon Web Services inc. (AWS), par l'entremise de son entente EC-031401 avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) pour la notification massive de la population par messagerie (SMS) pour la période du 17 novembre 2020 au 31 janvier 2022 pour une somme maximale de 16 989,98 $ taxes incluses.

DESCRIPTION

Le contrat de ressources infonuagiques permet la consommation des services infonuagiques en plus de bénéficier des services de maintenance et de support des produits offerts dans l'entente du MCN utilisée par la Ville.

Le contrat ainsi que tous les avenants connexes sont conclus directement avec Amazon Web Services Canada inc. (AWS Canada) selon les modalités du MCN. Ce contrat permet la consommation et la continuité des opérations des solutions hébergées ainsi que des évolutions futures sur les fondations infonuagiques corporatives Amazon incluant les services suivants :

- droits d'utilisation des services ;
- accès aux correctifs et évolutions techniques ;
- assistance nécessaire afin de maintenir l'exploitation des produits et assurer la continuité des opérations ;
- maintien d'une zone d'accueil sécurisée pour accueillir les solutions infonuagiques actuelles et futures de la Ville.

JUSTIFICATION

Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), qui agit à titre de courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics, offre un catalogue de solutions infonuagiques IaaS, PaaS et SaaS valide pour l'ensemble des organismes du gouvernement du Québec ainsi que les municipalités du Québec.

En vertu de l'article 573.3.2 de la Loi sur les cités et villes, une municipalité peut se procurer tout bien meuble ou tout service auprès du MCN ou par l'entremise de celui-ci. La Ville de Montréal peut donc se prévaloir des services de la firme Amazon Web Services Canada inc.

(AWS Canada), par l'entremise du MCN, selon les termes et conditions qui ont été négociés entre les deux parties.

Les offres présentes dans le catalogue du MCN pouvant potentiellement répondre aux besoins de la Ville ont été étudiées et évaluées par le Service des TI. L'offre de la firme Amazon Web Services Canada inc. (AWS Canada) répond en tout point aux besoins de la Ville.

Conformément à l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001 émis le 31 mars 2022, une évaluation de risque n'est pas requise étant donné que le contrat est octroyé de gré à gré.

Après vérification, la firme Amazon Web Services Canada inc. (AWS Canada) n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

L'estimation de ce contrat de 2 575 759,35 $, taxes incluses, sur les trois prochaines années est basée sur :

- l'historique des consommations antérieures pour l'envoi des SMS ;
- les prix en vigueur dans le catalogue du MCN ;
- l'établissement de la fondation infonuagique pour accueillir les différents services selon les standards de la Ville; (dans l'infonuagique, il est requis de mettre en place des services de base comme les services de réseau, de sécurité, de surveillance, d'authentification, etc. Ces services génèrent des coûts qui sont requis dans l'utilisation de services infonuagiques) ;
- l'augmentation de la volumétrie anticipée des notifications par SMS compte tenu de la croissance du nombre de comptes citoyens dans le DCI et l'augmentation du nombre d'avis-alertes émis par la Ville ;
- l'estimation de la volumétrie anticipée pour l'hébergement de Maximo V8 ;
- l'estimation de la volumétrie anticipée pour l'application Step Functions qui est destinée à remplacer la solution Camunda qui est désuète ;
- l'intégration progressive d'une nouvelle application telle que la gestion électronique des documents (GED) pour l'archivage des données S3 sur Cloud ;
- la mise en place de plateformes de données autogérées (fully managed plateforms).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 2 627 274,54 $ taxes incluses et sera reparti comme suit :

Tableau de répartition des coûts (taxes incluses)

Description	2025 du 1er février au 31 décembre	2026 du 1er janvier au 31 décembre	2027 du 1er janvier au 31 décembre	2028 du 1er janvier au 31 janvier	Total
Montant du service infonuagique	650 373,59 $	860 851,34 $	977 343,06 $	87 191,36 $	2 575 759,35 $
Frais de gestion du	51 515,19 $				51 515,19 $

MCN					
Montant total	701 888,78 $	860 851,34 $	977 343,06 $	87 191,36 $	2 627 274,54 $

La dépense maximale de 2 627 274,54 $, taxes incluses (2 399 051,84 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information._Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

L'utilisation des services AWS Canada est facturée en fonction de leurs utilisations. Les paiements se feront mensuellement.

Des frais de gestion de 2% sur la valeur estimée de ce contrat pour un montant de 51 515,19 $, taxes incluses seront perçus par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique, à titre de courtier en infonuagique pour le compte des organismes publics. Ces frais sont payables une seule fois en début de contrat.

Tableau comparatif des coûts d'acquisition et d'utilisation :

Description	2024	2025 (11 mois)	2026	2027	2028 (1 mois)
Hébergement progiciel IBM Maximo		308 697,08 $	413 469, 47 $	483 975,84 $	42 880,71 $
PinPoint/Envoi SMS	129 807,00 $	194 846,69 $	246 386,23 $	282 693,89 $	24 832,10 $
Step Functions		62 118,92 $	78 843,59 $	75 735,77 $	7 210,73 $
Fondations Amazon (Landing Zone)		84 710,90 $	122 152,05 $	134 937,56 $	12 267,82 $
Total	129 807, 00 $	650 373,59 $	860 851,34 $	977 343,06 $	87 191,36 $

En ce qui concerne le nouveau contrat comparé à celui de 2024, l'augmentation des coûts s'explique principalement par l'ajout de nouvelles solutions et la consolidation d'un hébergement commun sur la plateforme Amazon. Les augmentions par année s'expliquent essentiellement par la hausse du prix de liste du fournisseur et l'augmentation anticipées des volumes estimés au fil des années.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi du présent contrat permettra à la Ville :

- de continuer à offrir les services de notifications et des alertes par messagerie (SMS et courriel) aux citoyennes et citoyens de la Ville ;
- de_déployer le nouveau moteur de gestion de processus ;
- d'héberger la solution de gestion et de maintenance corporative assistée par ordinateur ;
- de_simplifier la mise en place des services infonuagiques pour répondre aux besoins applicatifs de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Date de début du contrat : 1er février 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Adama SANOGO
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 4388656921
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-21

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : -
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél :	-
Approuvé le :	2024-11-01

Tél :	438-998-2829
Approuvé le :	2024-11-24

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249834002
Unité administrative responsable : Service des TI - Direction Infrastructures et opérations
Projet : Accorder un contrat de gré à gré à la firme Amazon Web Services Canada inc. (AWS Canada), par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour la mise en place d'une plateforme commune d'hébergement de solutions infonuagiques pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, pour une somme maximale de 2 855 217,72 $, taxes incluses, ainsi que des frais de gestion payables au MCN, pour une somme maximale de 57 104,35 $, taxes incluses, à titre de courtier en infonuagiques pour le compte des organismes publics.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'octroi du présent contrat permettra à la Ville de :

- *continuer à offrir les services de notifications et des alertes par messagerie (SMS, courriel) aux citoyennes et citoyens de la Ville ;*
- *déployer le nouveau moteur de gestion de processus ;*
- *héberger la solution de gestion et de maintenance corporative assistée par ordinateur ;*
- *simplifier la mise en place des services infonuagiques pour répondre aux besoins applicatifs de la Ville.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

CS- ANNEXE B – CONDITIONS DU FOURNISSEUR

- **Contrat Entreprise AWS**

Le document débute à la page suivante.

AWS Enterprise Agreement	Contrat Entreprise AWS
This AWS Enterprise Agreement (this "**Agreement**") is made and entered into by and among Amazon Web Services, Inc. ("**AWS, Inc.**"), Amazon Web Services EMEA SARL ("**AWS Europe**") and the customer specified on this Cover Page ("**Customer**"). AWS, Inc. and AWS Europe are collectively referred to herein as "**AWS**." In consideration of the mutual promises contained in this Agreement, AWS and Customer agree to all terms of the Agreement effective as of the date the last party signs this Agreement (the "**Effective Date**"). Defined terms used in this Agreement with initial letters capitalized have the meanings given in Section 13 below.	Le présent Contrat Entreprise AWS (le présent « **Contrat** ») est conclu entre Amazon Web Services, Inc. (« **AWS, Inc.** »), Amazon Web Services EMEA SARL (« **AWS Europe** ») et le client indiqué sur la présente page (le « **Client** »). AWS, Inc. et AWS Europe sont appelées collectivement « **AWS** » dans les présentes. En contrepartie des promesses mutuelles énoncées dans le présent Contrat, AWS et le Client conviennent de toutes les modalités du présent Contrat avec effet à la date à laquelle la dernière partie signe les présentes (la « **Date d'effet** »). Les termes portant la majuscule qui sont utilisés dans le présent Contrat ont le sens qui leur est donné à l'article 13 ci-après.
Amazon Web Services, Inc. **By:** _____ **Name:** _____ **Title:** _____ **Signature Date:** _____ **Address:** **410 Terry Avenue North** **Seattle, WA 98109-5210** **Attention: AWS General Counsel** **Fax: 206-266-7010** **Amazon Web Services EMEA SARL** **By:** _____ **Name:** _____ **Title:** _____ **Signature Date:** _____ **Address:** **5 rue Plaetis** **L-2338 Luxembourg** **Attention: AWS General Counsel** **Fax: 352 2789 0057**	**Amazon Web Services, Inc.** **Signature :** _____ **Nom :** _____ **Titre :** _____ **Date de signature :** _____ **Adresse :** **410 Terry Avenue North** **Seattle, WA 98109 5210** **À l'attention du chef du contentieux d'AWS** **N° de télécopieur : 206 266-7010** **Amazon Web Services EMEA SARL** **Signature :** _____ **Nom :** _____ **Titre :** _____ **Date de signature :** _____ **Adresse :** **5, rue Plaetis** **L-2338 Luxembourg** **À l'attention du chef du contentieux d'AWS** **N° de télécopieur : 352 2789 0057**

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

Customer Name: _____

By: _____
Name: _____
Title: _____
Signature Date: _____

Address:

_____
_____
Attention: _____
Fax: _____

Nom du Client : _____

Signature : _____
Nom : _____
Titre : _____
Date de signature : _____

Adresse :

_____
_____
À l'attention de _____
N° de télécopieur : _____

1. Use of the Service Offerings.

1.1 Generally. Customer may access and use the Service Offerings in accordance with this Agreement. Service Level Agreements apply to certain Services. Customer's use of the Service Offerings will comply with the terms of this Agreement.

1.2 AWS Account.

(a) Generally. To access the Services, Customer must create one or more AWS Enterprise Accounts. Unless explicitly permitted by the Service Terms, Customer will only create one AWS Enterprise Account per email address. All AWS Enterprise Accounts will be covered by this Agreement. For all AWS Enterprise Accounts, this Agreement supersedes any acceptance of the AWS Customer Agreement by Customer or any of its employees acting on behalf of Customer. If any of Customer's AWS accounts do not meet the definition of an "AWS Enterprise Account," those accounts will be governed by the AWS Customer Agreement.

(b) Account Servicing. AWS Europe is solely responsible for providing the Service Offerings and for all of AWS's obligations under this Agreement with respect to AWS Enterprise Accounts associated with a location in Europe, the Middle East, or Africa. AWS, Inc. is solely responsible for providing the Service Offerings and for all of AWS's obligations under this Agreement with respect to all other AWS Enterprise Accounts (including AWS Enterprise Accounts associated with a location in the United States). AWS determines the location associated with each AWS

1. Utilisation des Services offerts

1.1 Dispositions générales Le Client peut accéder aux Services offerts et les utiliser conformément au présent Contrat. Des Contrats de niveau de service s'appliquent à certains Services. Le Client doit utiliser les Services offerts en se conformant aux modalités du présent Contrat.

1.2 Compte AWS

a) Dispositions générales Pour accéder aux Services, le Client doit créer un ou plusieurs Comptes entreprise AWS. Le Client peut créer un seul Compte entreprise AWS par adresse de courrier électronique, à moins que les Conditions de service ne lui permettent expressément d'en créer plusieurs. Tous les Comptes entreprise AWS sont régis par le présent Contrat. Pour tous ces comptes, le présent Contrat remplace toute acceptation du Contrat client AWS par le Client ou l'un ou l'autre de ses employés agissant pour son compte. Si l'un ou l'autre des comptes AWS du Client ne remplit pas les critères énoncés dans la définition du terme « Compte entreprise AWS », le compte en question sera régi par le Contrat client AWS.

b) Prestation des services AWS Europe est entièrement responsable de la prestation des Services offerts et de l'exécution de toutes les obligations qui incombent à AWS aux termes du présent Contrat relativement aux Comptes entreprise AWS qui sont associés à un emplacement situé en Europe, au Moyen-Orient ou en Afrique. AWS, Inc. est entièrement

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

Enterprise Account in the manner described on the AWS Site. A list of the countries and territories located in Europe, the Middle East, or Africa for purposes of this Section 1.2(b) is available on the AWS Site.

1.3 Third-Party Content. Third-Party Content may be used by Customer at Customer's election. Third-Party Content is governed by this Agreement unless accompanied by separate terms and conditions, which may include separate fees and charges.

1.4 Customer Affiliates. Any Customer Affiliate may use the Service Offerings under its own AWS Enterprise Account(s) under the terms of this Agreement by executing an addendum to this Agreement with AWS, as mutually agreed by AWS and the Customer Affiliate.

2. Changes.

2.1 To the Service Offerings. AWS may change or discontinue any of the Service Offerings, from time to time. For any AWS Enterprise Accounts enrolled in AWS Support at the Developer-level tier or above (or any successor service providing such communications alerts), AWS will provide at least 12 months prior Notice to Customer if AWS decides to discontinue a Service that it makes generally available to its customers and that Customer is using. AWS will not be obligated to provide Notice under this Section 2.1 if the discontinuation is necessary to address an emergency or threat to the security or integrity of AWS, respond to claims, litigation, or loss of license rights related to third-party intellectual property rights, or comply with the law or requests of a government entity.

2.2 To the Service Level Agreements. AWS may change Service Level Agreements from time to time, but will provide 90 days' prior Notice to Customer before materially reducing the benefits offered to Customer under any Service Level Agreement(s) that are available as of the Effective Date.

3. Privacy and Security.

3.1 AWS Security. AWS will implement reasonable and appropriate measures for the AWS Network (as determined by AWS) designed to help Customer secure Customer Content against accidental or unlawful loss, access or disclosure (the "**Security Objectives**") in accordance with the AWS Security Standards. AWS may modify the AWS Security Standards from time to time, but will continue to provide at least the same level of security

responsable de la prestation des Services offerts et de l'exécution de toutes les obligations qui incombent à AWS aux termes du présent Contrat relativement à tous les autres Comptes entreprise AWS (y compris ceux qui sont associés à un emplacement situé aux États-Unis). AWS établit l'emplacement associé à chaque Compte entreprise AWS de la manière décrite sur le Site d'AWS. Aux fins du présent alinéa 1.2b), on peut consulter la liste des pays et des territoires situés en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique sur le Site d'AWS.

1.3 Contenu de tiers Le Client peut utiliser du Contenu de tiers à son gré. Le Contenu de tiers est régi par le présent Contrat, sauf s'il est accompagné de modalités distinctes, ce qui peut comprendre des frais distincts.

1.4 Membres du groupe du Client L'un ou l'autre des Membres du groupe du Client peut utiliser les Services offerts dans le cadre de son propre Compte entreprise AWS conformément aux modalités du présent Contrat en concluant avec AWS un addenda au présent Contrat dont AWS et lui-même pourraient convenir mutuellement.

2. Modification

2.1 Modification des Services offerts AWS peut modifier les Services offerts ou cesser de les offrir. Dans le cas des Comptes entreprise AWS abonnés au service de soutien AWS au niveau développeur ou à un niveau supérieur (ou à tout service le remplaçant qui prévoit l'envoi d'alertes), AWS donnera un Avis préalable d'au moins 12 mois au Client si elle décide de mettre fin à un Service qu'elle offre à ses clients en général et que le Client utilise. AWS n'est pas tenue de donner un Avis aux termes du présent paragraphe 2.1 si elle met fin à un Service pour réagir à une situation d'urgence ou à une situation qui menace sa sécurité ou son intégrité, pour se défendre dans le cadre d'une réclamation, d'un litige ou de la perte de droits d'utilisation de la propriété intellectuelle d'un tiers, pour se conformer aux lois ou pour répondre aux demandes d'une autorité gouvernementale.

2.2 Modification des Contrats de niveau de service AWS peut modifier les Contrats de niveau de service, mais elle doit donner un Avis préalable de 90 jours au Client avant de réduire considérablement les avantages qu'elle lui a offerts aux termes d'un tel contrat qui est en vigueur à la Date d'effet.

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

as is described in the AWS Security Standards on the Effective Date.

3.2 Data Privacy. Customer may specify the AWS regions in which Customer Content will be stored. Customer consents to the storage of Customer Content in, and transfer of Customer Content into, the AWS regions Customer selects. AWS will not access or use Customer Content except as necessary to maintain or provide the Service Offerings, or as necessary to comply with the law or a binding order of a governmental body. AWS will not (a) disclose Customer Content to any government or third party, or (b) subject to Section 3.3, move Customer Content from the AWS regions selected by Customer; except in each case as necessary to comply with the law or a binding order of a governmental body (such as a subpoena or court order). Unless it would be in violation of a court order or other legal requirement, AWS will give Customer reasonable Notice of any legal requirement or order referred to in this Section 3.2, to enable Customer to seek a protective order or other appropriate remedy. AWS will only use Account Information in accordance with the Privacy Notice, and Customer consents to such usage. The Privacy Notice does not apply to Customer Content.

3.3 Service Attributes. To provide billing and administration services, AWS may process Service Attributes in the AWS region(s) where Customer uses the Service Offerings and the AWS regions in the United States. To provide Customer with support services initiated by Customer and investigate fraud, abuse or violations of this Agreement, AWS may process Service Attributes where AWS maintains its support and investigation personnel.

3.4 AWS Information Security Program. As of the Effective Date, the AWS Information Security Management System (ISMS) is ISO 27001 certified. AWS will maintain an information security program designed to provide at least the same level of protection as evidenced by that certification on the Effective Date.

3.5 Audits of Technical and Organizational Measures. Upon Customer's request, and provided that the parties have an applicable NDA in place, AWS will provide to Customer a copy of the AWS System and Organization Controls 1, Type 2 report or such alternative industry standard reports or certifications that are substantially equivalent as reasonably determined by AWS. AWS will make this documentation available to Customer via AWS Artifact (or an alternative means

3. Protection des données et sécurité

3.1 Sécurité d'AWS AWS doit prendre des mesures raisonnables et appropriées à l'égard du réseau d'AWS (selon ce qu'elle établit) en vue d'aider le Client à sécuriser le Contenu du Client contre la perte, la divulgation ou l'accès accidentel ou illicite (les « **Objectifs de sécurité** »), conformément aux Normes de sécurité d'AWS. AWS peut modifier les Normes de sécurité d'AWS, mais elle doit continuer à offrir au moins le même degré de sécurité que celui qui est décrit dans ces normes à la Date d'effet.

3.2 Protection des données Le Client peut indiquer les régions d'AWS où le Contenu du Client sera stocké. Le Client consent au stockage du Contenu du Client dans les régions d'AWS qu'il choisit et au transfert de ce contenu à ces régions. AWS n'accède pas au Contenu du Client et ne l'utilise pas, sauf dans la mesure où cela est nécessaire pour gérer ou fournir les Services offerts ou pour se conformer à la loi ou à une ordonnance exécutoire rendue par un organisme gouvernemental. AWS a) ne divulgue pas le Contenu du Client à un gouvernement ou à un tiers ni b) sous réserve du paragraphe 3.3, ne déplace le Contenu du Client des régions d'AWS que ce dernier a choisies, sauf, dans un cas comme dans l'autre, dans la mesure où cela est nécessaire pour se conformer à la loi ou à une ordonnance exécutoire rendue par un organisme gouvernemental (comme une assignation à témoigner ou une ordonnance d'un tribunal). Sauf si cela devait contrevenir à une ordonnance d'un tribunal ou à une autre exigence prévue par la loi, AWS doit informer le Client de l'exigence ou de l'ordonnance mentionnée au présent paragraphe 3.2 raisonnablement à l'avance afin de lui permettre d'obtenir une ordonnance préventive ou d'exercer un autre recours approprié. AWS utilise les Renseignements sur le compte en se conformant strictement à l'Avis concernant la protection des données, et le Client consent à une telle utilisation. L'Avis concernant la protection des données ne s'applique pas au Contenu du Client.

3.3 Attributs de service Pour fournir des services de facturation et d'administration, AWS peut traiter des Attributs de service dans les régions d'AWS où le Client utilise les Services offerts et dans les régions d'AWS situées aux États-Unis. Pour fournir au Client les services de soutien que celui-ci demande et enquêter en cas de fraude, d'abus ou de violation du présent

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

accessible via the AWS Site) and this documentation will be treated as Confidential Information of AWS under the NDA.

4. Customer Responsibilities.

4.1 Customer Content. Customer is solely responsible for the development, content, operation, maintenance, and use of Customer Content. Customer agrees that Customer Content will not violate any of the Policies or any applicable law.

4.2 Customer's Security and Redundancy. Customers have a variety of options to choose from when configuring their accounts, and for all sensitive or otherwise valuable content AWS recommends that Customer uses strong security and redundancy features, such as access controls, encryption, and backup. Customer is responsible for properly configuring and using the Service Offerings in a manner that provides security and redundancy of its AWS Enterprise Accounts and Customer Content, such as, for example, using enhanced access controls to prevent unauthorized access to AWS Enterprise Accounts and Customer Content, using encryption technology to prevent unauthorized access to Customer Content, and ensuring the appropriate level of backup to prevent loss of Customer Content.

4.3 Log-In Credentials and Account Keys. AWS log-in credentials and private keys generated by the Services are for Customer's internal use only and Customer may not sell, transfer or sublicense them to any other entity or person, except that Customer may disclose its private key to its agents and subcontractors (including any of its Affiliates who are acting as an agent or subcontractor of Customer) performing work on behalf of Customer. Except to the extent caused by AWS's breach of this Agreement, as between the parties, Customer is responsible for all activities that occur under its AWS Enterprise Accounts.

4.4 End Users. If Customer uses the Services to provide services to, or otherwise interact with, End Users, then Customer, and not AWS, will have the relationships (e.g., via executed contracts between Customer and End Users or via online terms of service) with End Users. Therefore Customer, and not AWS, is responsible for End Users' use of Customer Content and the Service Offerings. To the extent that Customer enables End Users to access the Services or Customer Content, Customer will ensure that all End Users comply with any applicable obligations of Customer under this Agreement and that any

Contrat, AWS peut traiter des Attributs de service à l'endroit où se trouve son personnel chargé des services de soutien et des enquêtes.

3.4 Programme de sécurité de l'information d'AWS À la date d'effet, le Système de gestion de la sécurité de l'information (SGSI) d'AWS est certifié ISO 27001. AWS met en œuvre un programme de sécurité de l'information conçu en vue d'offrir au moins le même degré de protection que celui qui est attesté par cette certification à la Date d'effet.

3.5 Vérification des mesures techniques et organisationnelles À la demande du Client et à la condition que les parties aient conclu une Entente de non-divulgation applicable, AWS fournira au Client une copie du rapport *AWS System and Organization Controls 1, Type 2* ou d'un autre rapport ou d'une autre attestation standard du secteur qui est essentiellement équivalent, selon ce qu'elle établit de façon raisonnable. AWS mettra ce document à la disposition du Client par l'intermédiaire d'AWS Artifact (ou par un autre moyen accessible par l'intermédiaire du Site d'AWS), ce document étant considéré comme un renseignement confidentiel d'AWS aux termes de l'Entente de non-divulgation.

4. Responsabilités du Client

4.1 Contenu du Client Le Client est entièrement responsable du développement, de l'exploitation, de la mise à jour et de l'utilisation du Contenu du Client et des renseignements qui y figurent. Il s'engage à faire en sorte que le Contenu du Client ne viole aucune des Politiques d'AWS ni aucune loi applicable.

4.2 Sécurité et redondance Le Client peut choisir parmi toute une gamme d'options lorsqu'il configure ses comptes et, lorsqu'il s'agit de contenu sensible ou précieux, AWS lui recommande d'utiliser des dispositifs de sécurité et de redondance solides, comme les contrôles de l'accès, le chiffrement et la sauvegarde. Il incombe au Client de bien configurer les Services offerts et de les utiliser adéquatement de manière à assurer la sécurité et la redondance de ses Comptes entreprise AWS et du Contenu du Client, par exemple en utilisant des contrôles de l'accès évolués pour empêcher l'accès non autorisé aux Comptes entreprise AWS et au Contenu du Client et des technologies de chiffrement pour empêcher l'accès

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

terms of any agreement with each End User are not inconsistent with this Agreement. AWS does not provide any support or services to End Users unless AWS has a separate agreement with Customer or an End User obligating AWS to provide support or services to End Users. Customer is responsible for providing customer service (if any) to End Users.

5. Fees and Payment.

5.1 Service Fees. Unless otherwise stated on the AWS Site, AWS will invoice Customer at the end of each month for all applicable fees and charges accrued for use of the Service Offerings, as described on the AWS Site, during the month. Customer will pay AWS all invoiced amounts within 30 days of the date of the invoice (other than Disputed Amounts). For any Disputed Amounts, Customer will provide Notice to AWS, including the basis for the dispute (including any supporting documentation), and the parties will meet within 30 days of the date of the Notice to resolve the dispute. If the parties fail to resolve the dispute within such 30 day period, AWS may, at its option, limit (in full or in part) Customer's or any End User's right to access or use the Service Offerings until the dispute is resolved. All amounts payable by Customer under this Agreement will be paid to AWS without setoff or counterclaim and without deduction or withholding, provided that Disputed Amounts will be handled as set forth above. Fees and charges for any new Service or new feature of a Service will be effective when AWS posts updated fees and charges on the AWS Site, unless expressly stated otherwise in a Notice. AWS may increase or add new fees and charges for any existing Service by giving Customer at least 60 days' prior Notice. AWS may charge Customer interest at the rate of 1.5% per month (or the highest rate permitted by law, whichever is less) on all late payments.

5.2 Taxes. Each party will be responsible, as required under applicable law, for identifying and paying all taxes and other governmental fees and charges (and any penalties, interest, and other additions thereto) that are imposed on that party upon or with respect to the transactions and payments under this Agreement. All fees payable by Customer are exclusive of Indirect Taxes. AWS may charge and Customer will pay applicable Indirect Taxes that AWS is legally obligated or authorized to collect from Customer. Customer will provide such information to AWS as reasonably required to determine whether AWS is obligated to collect Indirect Taxes from Customer. AWS will not collect, and Customer will not pay, any Indirect Tax for

non autorisé au Contenu du Client et en prévoyant des niveaux de sauvegarde appropriés pour empêcher la perte du Contenu du Client.

4.3 Identifiants de connexion et clés de compte Les identifiants de connexion AWS et les clés privées générés par les Services sont réservés à l'usage interne du Client et ce dernier ne peut les vendre ou les transférer à quiconque ni accorder une sous-licence permettant leur utilisation par quiconque; toutefois, le Client peut divulguer ses clés privées à ses mandataires et à ses sous-traitants (y compris l'un ou l'autre des Membres de son groupe qui agit à titre de mandataire ou de sous-traitant du Client) qui exécutent des travaux pour son compte. Sauf dans la mesure où AWS viole le présent Contrat, entre les parties, le Client est responsable de toutes les activités relatives à ses Comptes entreprise AWS.

4.4 Utilisateurs finaux Si le Client utilise les Services pour fournir des services à des Utilisateurs finaux ou interagir avec ceux-ci d'une autre manière, c'est le Client, et non AWS, qui entretiendra la relation avec eux (p.ex., au moyen de contrats conclus entre le Client et les Utilisateurs finaux ou de modalités de service en ligne). Par conséquent, le Client, et non AWS, est responsable de l'utilisation que les Utilisateurs finaux font du Contenu du Client et des Services offerts. Si le Client permet aux Utilisateurs finaux d'accéder aux Services ou au Contenu du Client, il devra s'assurer que tous les Utilisateurs finaux se conforment aux obligations qui lui incombent aux termes du présent Contrat et que les modalités des conventions qu'il conclut avec chacun des Utilisateurs finaux n'entrent pas en conflit avec le présent Contrat. AWS n'offre aucun service de soutien ou autre aux Utilisateurs finaux, sauf si elle conclut une convention distincte avec le Client ou un Utilisateur final qui l'oblige à fournir de tels services aux Utilisateurs finaux. Il incombe au Client de fournir le service à la clientèle (s'il y a lieu) aux Utilisateurs finaux.

5. Frais et paiement

5.1 Frais de service Sauf indication contraire sur le Site d'AWS, AWS facture au Client, à la fin de chaque mois, tous les frais applicables à l'utilisation des Services offerts durant le mois, comme il est indiqué sur le Site d'AWS. Le Client doit régler toutes les sommes facturées à l'intérieur de la période de 30 jours qui suit la date de la facture (sauf les Sommes faisant l'objet

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

which Customer furnishes AWS a properly completed exemption certificate or a direct payment permit certificate for which AWS may claim an available exemption from such Indirect Tax. All payments made by Customer to AWS under this Agreement will be made free and clear of any deduction or withholding, as may be required by law. If any such deduction or withholding (including but not limited to cross-border withholding taxes) is required on any payment, Customer will pay such additional amounts as are necessary so that the net amount received by AWS is equal to the amount then due and payable under this Agreement. AWS will provide Customer with such tax forms as are reasonably requested in order to reduce or eliminate the amount of any withholding or deduction for taxes in respect of payments made under this Agreement.

6. Temporary Limitation of Access and Use Rights. AWS may temporarily limit (in full or in part, as set forth in this Section 6) Customer's or any End User's right to access or use the Service Offerings upon Notice to Customer (which will be reasonable prior notice unless AWS reasonably believes immediate limitation is necessary) if AWS reasonably determines that Customer's or an End User's use of the Service Offerings poses a security risk or threat to the function of the Service Offerings, or poses a security or liability risk or threat to AWS, its Affiliates or any third party. AWS will only limit Customer's right to access or use the instances, data or portions of the Service Offerings that caused the security or liability risk or threat. AWS will restore Customer's access and use rights promptly after Customer has resolved the issue giving rise to the limitation. Customer remains responsible for all fees and charges for the Service Offerings during the period of limitation.

7. Term; Termination.

7.1 Term. The term of this Agreement will commence on the Effective Date and will remain in effect until terminated pursuant to this Agreement. Any Notice of termination of this Agreement must include a Termination Date.

7.2 Termination.

(a) Termination for Convenience. Customer may terminate this Agreement for any reason by providing AWS Notice. AWS may terminate this Agreement for any reason by providing Customer at least two years' Notice.

(b) Termination for Cause.

d'une contestation). Dans le cas des Sommes faisant l'objet d'une contestation, le Client doit donner un Avis à AWS indiquant les motifs de la contestation (y compris les documents à l'appui) et les parties doivent se rencontrer à l'intérieur de la période de 30 jours qui suit la date de l'Avis afin de régler le différend. Si elles ne règlent pas le différend à l'intérieur de la période de 30 jours, AWS pourra, à son gré, limiter (en totalité ou en partie) le droit du Client ou d'un Utilisateur final d'accéder aux Services offerts ou de les utiliser jusqu'à ce que le différend soit réglé. Le Client doit verser toutes les sommes qu'il doit à AWS aux termes du présent Contrat sans compensation ou contre-réclamation et sans déduction ou retenue, étant entendu que les Sommes faisant l'objet d'une contestation seront traitées de la manière indiquée ci-dessus. Les frais relatifs à un nouveau Service ou à une nouvelle fonctionnalité d'un Service prennent effet au moment où AWS affiche une mise à jour des frais sur le Site d'AWS, sauf indication expresse à l'effet contraire dans un Avis. AWS peut augmenter les frais ou en ajouter de nouveaux relativement à un Service existant en donnant un Avis préalable d'au moins 60 jours au Client. AWS peut facturer de l'intérêt au Client au taux de 1,5 % par mois (ou le taux le plus élevé permis par la loi, selon le moins élevé de ces taux) sur tous les paiements en retard.

5.2 Taxes et impôts Il incombe à chaque partie, conformément aux lois applicables, d'établir et de payer les taxes et impôts et les autres charges gouvernementales (et les pénalités, l'intérêt et les autres sommes qui s'y ajoutent) qui lui sont imposés relativement aux opérations et aux paiements prévus par le présent Contrat. Les frais payables par le Client ne comprennent pas les Impôts indirects. AWS peut facturer les Impôts indirects applicables que la loi l'oblige ou l'autorise à percevoir auprès du Client et le Client doit les payer. Le Client doit fournir à AWS les renseignements dont celle-ci a raisonnablement besoin pour établir si elle a l'obligation de lui facturer des Impôts indirects. AWS ne perçoit pas les Impôts indirects à l'égard desquels le Client lui fournit un certificat d'exemption dûment rempli ou une autorisation de paiement direct qui lui permet de demander une exemption des Impôts indirects en question, et le Client n'a pas à payer de tels impôts. Tous les paiements que le Client fait à AWS aux termes du présent Contrat sont libres et quittes de toute

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

(i) By Customer or AWS. Either Customer or AWS may terminate this Agreement for cause if the other is in material breach of this Agreement and the material breach remains uncured for a period of 30 days from receipt of Notice by the breaching party.

(ii) By AWS. AWS may terminate this Agreement for cause (a) upon 90 days' Notice to Customer if AWS has the right to limit Customer's or any End User's right to access or use the Service Offerings under Section 6 and Customer has not cured the condition giving rise to that right to limit within such 90 day period, or (b) upon 30 days' Notice to Customer in order to comply with applicable law or requirements of governmental entities.

7.3 Effect of Termination.

(a) Generally. Upon the Termination Date:

(i) except as provided in Section 7.3(b), all of Customer's rights under this Agreement immediately terminate;

(ii) Customer remains responsible for all fees and charges Customer has incurred through the Termination Date;

(iii) Customer will immediately return or, if instructed by AWS, destroy all AWS Content in Customer's possession (except for AWS Content that is publicly available on the AWS Site); and

(iv) Sections 1.2(b), 4, 5, 7.3, 8.1, 8.3, 8.4, 9, 10.3, 11, 12 and 13 will continue to apply in accordance with their terms.

(b) Post-Termination Retrieval of Customer Content. During the 90 days following the Termination Date, AWS will not take action to remove any Customer Content as a result of the termination from any AWS Enterprise Account that is open on the Termination Date. In addition, during such period, AWS will allow Customer to retrieve any remaining Customer Content from the Services, unless (i) prohibited by law or the order of a governmental or regulatory body or it could subject AWS or its Affiliates to liability, or (ii) Customer has not paid all amounts due under this Agreement, other than Disputed Amounts. For any use of the Services during such period, the terms of this Agreement will apply and Customer will pay the applicable fees at the rates under Section 5 (including, without limitation, applicable fees for

déduction ou retenue qui pourrait être requise par la loi. Si une telle déduction ou retenue (y compris une retenue d'impôt transfrontalière) est requise à l'égard d'un paiement, le Client versera la somme supplémentaire qui est nécessaire pour que la somme nette reçue par AWS corresponde à la somme exigible aux termes du présent Contrat. AWS fournit au Client les formulaires d'impôt qui sont raisonnablement requis pour réduire ou éliminer les retenues ou déductions d'impôt relatives aux paiements faits aux termes du présent Contrat.

6. Limitation temporaire de l'accès et des droits d'utilisation AWS peut limiter temporairement (en totalité ou en partie, comme il est indiqué au présent article 6) le droit du Client ou d'un Utilisateur final d'accéder aux Services offerts ou de les utiliser en donnant un Avis au Client (qui doit être un avis préalable raisonnable, à moins qu'AWS n'ait des motifs raisonnables de croire qu'il est nécessaire de limiter ce droit avec effet immédiat) si elle juge, en agissant raisonnablement, que l'utilisation que le Client ou un Utilisateur final en fait constitue un risque ou une menace sur le plan de la sécurité des fonctions des Services offerts ou sur le plan de la sécurité ou de la responsabilité d'AWS, des Membres de son groupe ou d'un tiers. Le cas échéant, AWS limite seulement le droit du Client d'accéder aux occurrences, aux données ou aux parties des Services offerts qui constituent le risque ou la menace en question ou de les utiliser. AWS rétablit les droits d'accès et d'utilisation du Client dès que ce dernier a réglé le problème qui a entraîné la limitation des droits. Le Client demeure responsable de tous les frais relatifs aux Services offerts pendant la durée de la limitation des droits.

7. Durée et résiliation

7.1 Durée Le présent Contrat prend effet à la Date d'effet et demeure en vigueur jusqu'à ce qu'il soit résilié conformément à ses modalités. Tout Avis de résiliation du présent Contrat doit préciser une Date de résiliation.

7.2 Résiliation

a) Résiliation au gré du Client ou d'AWS Le Client peut résilier le présent Contrat pour quelque raison que ce soit en donnant un Avis à AWS. AWS peut résilier le présent Contrat pour quelque

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

storage). No later than the end of this 90 day period, Customer will close all AWS Enterprise Accounts.

8. Proprietary Rights.

8.1 Customer Content. As between Customer and AWS, Customer (or Customer's licensors) own all right, title, and interest in and to Customer Content. Except as provided in this Agreement, AWS obtains no rights under this Agreement from Customer (or Customer's licensors) to Customer Content.

8.2 Service Offerings License. AWS or its licensors own all right, title, and interest in and to the Service Offerings, and all related technology and intellectual property rights. Subject to the terms of this Agreement, AWS grants Customer a limited, revocable, non-exclusive, non-sublicensable, non-transferrable license to do the following: (a) access and use the Services solely in accordance with this Agreement; and (b) copy and use the AWS Content solely for Customer's permitted use of the Services. Except as provided in this Section 8.2, Customer obtains no rights under this Agreement from AWS, its Affiliates, or their licensors to the Service Offerings, including without limitation any related intellectual property rights. Some AWS Content may be provided to Customer under a separate license, such as the Apache License, Version 2.0, which will be identified to Customer in the notice file or on the download page, in which case that license will govern Customer's use of that AWS Content.

8.3 License Restrictions. Neither Customer nor any End User may use the Service Offerings in any manner or for any purpose other than as expressly permitted by this Agreement. Neither Customer nor any End User may, or may attempt to (a) modify, alter, tamper with, repair, or otherwise create derivative works of any Content included in the Service Offerings (except to the extent Content included in the Service Offerings is provided to Customer under a separate license that expressly permits the creation of derivative works), (b) reverse engineer, disassemble, or decompile the Service Offerings or apply any other process or procedure to derive the source code of any software included in the Service Offerings, (c) access or use the Service Offerings in a way intended to avoid incurring fees or exceeding usage limits or quotas, or (d) resell or sublicense the Service Offerings. Customer may only use the AWS Marks in accordance with the Trademark Use Guidelines. Customer will not misrepresent or embellish the relationship between AWS and Customer (including by expressing or implying that AWS supports, sponsors,

raison que ce soit en donnant un Avis d'au moins deux ans au Client.

b) Résiliation pour un motif valable

(i) Par le Client ou AWS Le Client ou AWS peut résilier le présent Contrat pour un motif valable si l'autre partie a commis une violation substantielle du présent Contrat et que cette violation n'est pas corrigée à l'intérieur de la période de 30 jours qui suit la réception d'un Avis à cet égard de la partie qui a commis la violation.

(ii) Par AWS AWS peut résilier le présent Contrat pour un motif valable a) en donnant un Avis de 90 jours au Client si elle a le droit de limiter le droit du Client ou d'un Utilisateur final d'accéder aux Services offerts ou de les utiliser conformément à l'article 6 et que le Client n'a pas corrigé la situation ayant donné lieu au droit de limitation à l'intérieur de cette période de 90 jours ou b) en donnant un Avis de 30 jours au Client si elle le fait dans le but de se conformer aux lois applicables ou aux exigences des autorités gouvernementales.

7.3 Effet de la résiliation

a) Dispositions générales À la Date de résiliation, les dispositions suivantes s'appliquent :

(i) sauf pour ce qui est prévu à l'alinéa 7.3b), tous les droits du Client aux termes du présent Contrat s'éteignent immédiatement;

(ii) le Client demeure responsable de tous les frais qu'il a engagés jusqu'à la Date de résiliation;

(iii) le Client doit remettre immédiatement à AWS ou, à la demande d'AWS, détruire la totalité du Contenu d'AWS qui se trouve en sa possession (sauf le Contenu d'AWS qui est accessible au public sur le Site d'AWS);

(iv) les articles 4, 5, 9, 11, 12 et 13, les paragraphes 7.3, 8.1, 8.3, 8.4 et 10.3 et l'alinéa 1.2b) continueront à s'appliquer conformément à leurs modalités.

b) Récupération du Contenu du Client après la résiliation Pendant la période de 90 jours qui suit la Date de résiliation, AWS ne prend aucune mesure en vue de retirer le Contenu du Client d'un Compte entreprise AWS qui est ouvert à cette date en

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

endorses, or contributes to Customer or Customer's business endeavors). Customer will not imply any relationship or affiliation between AWS and Customer except as expressly permitted by this Agreement.

8.4 Suggestions. If Customer elects to provide any Suggestions to AWS or its Affiliates, AWS and its Affiliates will be entitled to use the Suggestions without restriction.

9. Third-Party Claims.

9.1 Policies and End User Disputes. Customer will defend, indemnify and hold harmless AWS, its Affiliates, and their respective employees, officers, directors, and representatives against any Losses arising from or related to any third-party claim that arises from a violation of the Policies by Customer or any End User, or that arises from any dispute between Customer and any End User.

9.2 Intellectual Property.

(a) Subject to the limitations in this Section 9, AWS will defend Customer and its employees, officers, and directors against any third-party claim alleging that the Services infringe or misappropriate that third party's intellectual property rights, and will pay the amount of any adverse final judgment or settlement.

(b) Subject to the limitations in this Section 9, Customer will defend AWS, its Affiliates, and their respective employees, officers, and directors against any third-party claim alleging that any Customer Content infringes or misappropriates that third party's intellectual property rights, and will pay the amount of any adverse final judgment or settlement.

(c) No party will have obligations or liability under this Section 9.2 arising from infringement by combinations of the Services or Customer Content, as applicable, with any other product, service, software, data, content, or method. In addition, AWS will have no obligations or liability arising from Customer's or any End User's use of the Services after AWS has notified Customer to discontinue such use. The remedies provided in this Section 9.2 are the sole and exclusive remedies for any third-party claims of infringement or misappropriation of intellectual property rights by the Services or by Customer Content.

conséquence de la résiliation. En outre, pendant cette période, elle permet au Client de retirer le Contenu du Client restant des Services, sauf (i) si cela est interdit par la loi ou une ordonnance rendue par un organisme gouvernemental ou de réglementation ou si cela était susceptible d'exposer AWS ou les Membres de son groupe à engager leur responsabilité ou (ii) si le Client n'a pas réglé toutes les sommes exigibles aux termes du présent Contrat, à l'exception des Sommes faisant l'objet d'une contestation. L'utilisation des Services pendant cette période est assujettie aux modalités du présent Contrat et le Client doit payer les frais applicables selon les tarifs indiqués à l'article 5 (y compris les frais de stockage applicables). Au plus tard à la fin de la période de 90 jours, le Client doit fermer tous les Comptes entreprise AWS.

8. Droits de propriété

8.1 Contenu du Client Entre le Client et AWS, le Client ou ses concédants de licence sont propriétaires de tous les droits sur le Contenu du Client. Sauf disposition contraire du présent Contrat, AWS n'obtient aucun droit sur le Contenu du Client aux termes du présent Contrat du Client ou de ses concédants de licence.

8.2 Licence d'utilisation des Services offerts AWS ou ses concédants de licence sont propriétaires de tous les droits sur les Services offerts et de tous les droits sur la technologie et la propriété intellectuelle connexes. Sous réserve des modalités de la présente convention, AWS octroie au Client une licence restreinte, révocable, non exclusive, incessible et non susceptible de faire l'objet d'une sous-licence qui lui permet a) d'accéder aux Services et de les utiliser en se conformant strictement au présent Contrat et b) de copier et d'utiliser le Contenu d'AWS uniquement dans le cadre de l'utilisation autorisée qu'il fait des Services. Sauf pour ce qui est prévu au présent paragraphe 8.2, le Client n'obtient aucun droit sur les Services offerts aux termes du présent Contrat d'AWS, des Membres de son groupe ou de leurs concédants de licence, y compris les droits de propriété intellectuelle connexes. Une partie du Contenu d'AWS peut être mise à la disposition du Client aux termes d'une licence distincte, comme la licence Apache, version 2.0, comme il sera indiqué dans le fichier des avis ou sur la page de téléchargement, auquel cas la licence en question régira l'utilisation que le Client fera du Contenu d'AWS.

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

(d) For any claim covered by Section 9.2(a), AWS will, at its election, either: (i) procure the rights to use that portion of the Services alleged to be infringing; (ii) replace the alleged infringing portion of the Services with a non-infringing alternative; (iii) modify the alleged infringing portion of the Services to make it non-infringing; or (iv) terminate the allegedly infringing portion of the Services or this Agreement.

9.3 Process. The obligations under this Section 9 will apply only if the party seeking defense, payment or indemnity from another party: (a) gives that party prompt Notice of the claim; (b) permits that party to control the defense and settlement of the claim; and (c) reasonably cooperates with that party (at that party's expense) in the defense and settlement of the claim. In no event will AWS or Customer agree to any settlement of any claim that involves any commitment, other than the payment of money, without the written consent of the other.

10. AWS Warranties and Warranty Disclaimers.

10.1 AWS Warranties. AWS represents and warrants to Customer that the Services will perform substantially in accordance with the Documentation.

10.2 Mutual Warranties. Customer and AWS each represents and warrants to the other that (a) it has full power and authority to enter into and perform this Agreement, (b) the execution and delivery of this Agreement has been duly authorized, (c) it will comply with all applicable laws, rules, regulations and ordinances in the performance of this Agreement (and, in the case of Customer, the use of the Service Offerings), and (d) its performance hereunder does not breach any other agreement to which it is bound.

10.3 Warranty Disclaimers. EXCEPT AS EXPRESSLY SET FORTH IN SECTION 10.1 AND SECTION 10.2, AND EXCEPT TO THE EXTENT PROHIBITED BY LAW, AWS, ITS AFFILIATES AND ITS LICENSORS MAKE NO REPRESENTATIONS OR WARRANTIES OF ANY KIND, WHETHER EXPRESS, IMPLIED, STATUTORY OR OTHERWISE, REGARDING THE SERVICE OFFERINGS OR THE THIRD-PARTY CONTENT, AND DISCLAIM ALL OTHER WARRANTIES, INCLUDING ANY IMPLIED OR EXPRESS WARRANTIES (A) OF MERCHANTABILITY, SATISFACTORY QUALITY, FITNESS FOR A PARTICULAR PURPOSE, NON-INFRINGEMENT, OR QUIET ENJOYMENT, (B) ARISING OUT OF ANY COURSE OF DEALING OR USAGE OF TRADE, (C) THAT THE SERVICE OFFERINGS OR THIRD-PARTY CONTENT WILL BE UNINTERRUPTED, ERROR

8.3 Restrictions de la licence Ni le Client ni aucun Utilisateur final ne peut utiliser les Services offerts d'une manière ou à une fin autre que celles qui sont permises expressément par le présent Contrat. Ni le Client ni aucun Utilisateur final ne peut faire ou tenter de faire ce qui suit : a) modifier, falsifier ou réparer le Contenu compris dans les Services offerts ou créer des œuvres dérivées à partir de celui-ci (sauf si un élément du Contenu compris dans les Services offerts est fourni au Client aux termes d'une licence distincte qui permet expressément la création d'œuvres dérivées); b) désosser, désassembler ou décompiler les Services offerts ou appliquer tout autre processus ou procédé en vue d'obtenir le code source d'un logiciel compris dans les Services offerts; c) accéder aux Services offerts ou les utiliser de manière à éviter d'engager des frais ou de dépasser les limites ou les quotas d'utilisation; d) revendre les Services offerts ou accorder une sous-licence à leur égard. Le Client peut seulement utiliser les Marques d'AWS conformément aux Directives en matière de marques. Le Client ne doit faire aucune déclaration trompeuse au sujet de la relation qui existe entre lui et AWS ni embellir cette relation (y compris en déclarant ou en suggérant qu'AWS l'appuie ou le commandite ou appuie ou commandite ses activités commerciales ou y contribue). Il ne doit pas suggérer qu'il existe une relation ou une affiliation entre lui et AWS, sauf dans la mesure où cela est permis expressément par le présent Contrat.

8.4 Suggestions Si le Client décide de faire des Suggestions à AWS ou aux Membres de son groupe, AWS et les Membres de son groupe auront le droit de les utiliser sans restriction.

9. Réclamations de tiers

9.1 Politiques d'AWS et différends avec les Utilisateurs finaux Le Client doit indemniser AWS, les Membres de son groupe et leurs employés, dirigeants, administrateurs et représentants respectifs des Pertes qui découlent des réclamations faites par des tiers à la suite de la violation des Politiques d'AWS par le Client ou par l'un ou l'autre des Utilisateurs finaux ou d'un différend survenu entre le Client et l'un ou l'autre des Utilisateurs finaux, les en tenir quittes et assurer leur défense dans une telle situation.

9.2 Propriété intellectuelle

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

FREE, OR FREE OF HARMFUL COMPONENTS, AND (D) THAT ANY CONTENT, INCLUDING CUSTOMER CONTENT OR THIRD-PARTY CONTENT, WILL BE SECURE OR NOT OTHERWISE LOST OR DAMAGED.

11. Limitations of Liability.

11.1 Liability Disclaimers. EXCEPT FOR PAYMENT OBLIGATIONS ARISING UNDER SECTION 9.1, NEITHER AWS NOR CUSTOMER, NOR ANY OF THEIR AFFILIATES OR LICENSORS, WILL BE LIABLE TO THE OTHER UNDER ANY CAUSE OF ACTION OR THEORY OF LIABILITY, EVEN IF A PARTY HAS BEEN ADVISED OF THE POSSIBILITY OF SUCH DAMAGES, FOR (A) INDIRECT, INCIDENTAL, SPECIAL, CONSEQUENTIAL OR EXEMPLARY DAMAGES, (B) THE VALUE OF CUSTOMER CONTENT, (C) LOSS OF PROFITS, REVENUES, CUSTOMERS, OPPORTUNITIES, OR GOODWILL, OR (D) UNAVAILABILITY OF THE SERVICE OFFERINGS (THIS DOES NOT LIMIT ANY SERVICE CREDITS THAT MAY BE AVAILABLE UNDER SERVICE LEVEL AGREEMENTS).

11.2 Damages Cap. EXCEPT FOR PAYMENT OBLIGATIONS ARISING UNDER SECTION 9, THE AGGREGATE LIABILITY UNDER THIS AGREEMENT OF EITHER AWS OR CUSTOMER, AND ANY OF THEIR RESPECTIVE AFFILIATES OR LICENSORS, WILL NOT EXCEED THE LESSER OF (A) THE AMOUNTS PAID BY CUSTOMER TO AWS UNDER THIS AGREEMENT FOR THE SERVICES THAT GAVE RISE TO THE LIABILITY DURING THE 12 MONTHS BEFORE THE LIABILITY AROSE, OR (B) USD $20,000,000; PROVIDED, HOWEVER THAT NOTHING IN THIS SECTION 11 WILL LIMIT CUSTOMER'S OBLIGATION TO PAY AWS FOR CUSTOMER'S USE OF THE SERVICE OFFERINGS PURSUANT TO SECTION 5, OR ANY OTHER PAYMENT OBLIGATIONS UNDER THIS AGREEMENT.

12. Miscellaneous.

12.1 Assignment. Neither Customer nor AWS may assign or otherwise transfer this Agreement or any of its rights and obligations under this Agreement without the prior written approval of the other; except that either Customer or AWS may assign or otherwise transfer this Agreement without the consent of the other (a) in connection with a merger, acquisition or sale of all or substantially all of its assets, or (b) to any Affiliate or as part of a reorganization, or (c) in the case of AWS, with respect to specific AWS Enterprise Accounts, to an Affiliate. Effective upon such assignment or transfer, subject to the assignee/transferee's consent, the assignee/transferee is deemed substituted for the assignor/transferor as a party

a) Sous réserve des restrictions énoncées au présent article 9, AWS doit assurer la défense du Client et de ses employés, dirigeants et administrateurs dans le cadre de toute réclamation faite par un tiers alléguant que les Services portent atteinte à ses droits de propriété intellectuelle ou les détournent et, si l'issue de la réclamation est défavorable, il lui incombe de régler le montant du jugement ou du règlement définitif.

b) Sous réserve des restrictions énoncées au présent article 9, le Client doit assurer la défense d'AWS, des Membres de son groupe et de leurs employés, dirigeants et administrateurs respectifs dans le cadre de toute réclamation faite par un tiers alléguant que le Contenu du Client porte atteinte à ses droits de propriété intellectuelle ou les détourne et, si l'issue de la réclamation est défavorable, il lui incombe de régler le montant du jugement ou du règlement définitif.

c) Aucune des parties n'aura quelque obligation ou responsabilité que ce soit aux termes du présent paragraphe 9.2 en cas d'atteinte causée par la combinaison des Services ou du Contenu du Client, selon le cas, avec d'autres produits, services, logiciels, données, contenus ou méthodes. En outre, AWS n'aura aucune obligation ou responsabilité si le Client ou un Utilisateur final continue d'utiliser les Services après avoir été avisé par AWS de cesser de le faire. Les recours prévus par le présent paragraphe 9.2 sont les seuls recours qui peuvent être exercés en cas de réclamation faite par un tiers pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle ou détournement de ces droits par les Services ou le Contenu du Client.

d) Dans l'éventualité d'une réclamation visée par l'alinéa 9.2a), AWS peut prendre l'une ou l'autre des mesures suivantes : (i) obtenir les droits qui lui permettraient d'utiliser la partie des Services qui font l'objet de l'allégation d'atteinte, (ii) remplacer la partie des Services qui font l'objet de l'allégation d'atteinte par des Services réguliers, (iii) modifier la partie des Services qui font l'objet de l'allégation d'atteinte de façon à ce qu'ils soient réguliers ou (iv) cesser de fournir la partie des Services qui fait l'objet de l'allégation d'atteinte ou résilier le présent Contrat.

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

to this Agreement and the assignor/transferor is fully released from all of its obligations and duties to perform under this Agreement. Subject to the foregoing, this Agreement will be binding upon, and inure to the benefit of the parties and their respective permitted successors and assigns.

12.2 Counterparts; Facsimile. This Agreement may be executed by facsimile or by electronic signature in a format approved by AWS, and in counterparts, each of which (including signature pages) will be deemed an original, but all of which together will constitute one and the same instrument.

12.3 Entire Agreement. This Agreement incorporates the Policies by reference and is the entire agreement between Customer and AWS regarding the subject matter of this Agreement. This Agreement supersedes all prior or contemporaneous representations, understandings, agreements, or communications between Customer and AWS, whether written or verbal, regarding the subject matter of this Agreement (including, as set forth in Section 1.2(a), any acceptance of the AWS Customer Agreement by Customer or any of its employees acting on behalf of Customer). AWS will not be bound by any term, condition or other provision which is different from or in addition to the provisions of this Agreement (whether or not it would materially alter this Agreement) including for example, any term, condition or other provision (a) submitted by Customer in any order, receipt, acceptance, confirmation, correspondence or other document, (b) related to any online registration, response to any Request for Bid, Request for Proposal, Request for Information, or other questionnaire, or (c) related to any invoicing process that Customer submits or requires AWS to complete. If the terms of this Agreement are inconsistent with the terms contained in any Policy, the terms contained in this Agreement will control, except that the Service Terms will control over this Agreement. No modification or amendment of any portion of this Agreement will be effective unless in writing and signed by the parties to this Agreement.

12.4 Force Majeure. Except for payment obligations, no party will be liable for any delay or failure to perform any obligation under this Agreement where the delay or failure results from any cause beyond its reasonable control, including acts of God, labor disputes or other industrial disturbances, electrical or power outage, utilities or telecommunications failures, earthquake, storms

9.3 Processus Les obligations prévues par le présent article 9 s'appliqueront seulement si la partie qui demande la défense, le paiement ou l'indemnisation de l'autre partie a) donne un avis de la réclamation à la partie en question, b) permet à la partie en question de contrôler la défense et le règlement de la réclamation et c) collabore avec la partie en question dans une mesure raisonnable (aux frais de celle-ci) dans le cadre de la défense et du règlement de la réclamation. AWS ou le Client ne peut en aucun cas accepter le règlement d'une réclamation qui comporte quelque engagement que ce soit, sauf s'il s'agit du paiement d'une somme d'argent, sans le consentement écrit de l'autre partie.

10. Garanties d'AWS et exonération de garanties

10.1 Garanties d'AWS AWS déclare et garantit au Client que les Services fonctionneront essentiellement conformément aux Documents.

10.2 Garanties mutuelles Le Client et AWS font les déclarations et donnent les garanties suivantes à l'autre partie : a) elle a tous les pouvoirs nécessaires pour conclure et exécuter le présent Contrat; b) la signature et la remise du présent Contrat ont été dûment autorisées; c) elle s'engage à se conformer aux lois, aux règles, aux règlements et aux ordonnances applicables dans le cadre de l'exécution du présent Contrat (et, dans le cas du Client, dans le cadre de l'utilisation des Services offerts); d) son exécution aux termes des présentes ne viole aucune autre convention par laquelle elle est liée.

10.3 Exonération de garanties SAUF POUR CE QUI EST ÉNONCÉ EXPRESSÉMENT AUX PARAGRAPHES 10.1 ET 10.2 ET SAUF DANS LA MESURE OÙ LA LOI L'INTERDIT, AWS, LES MEMBRES DE SON GROUPE ET SES CONCÉDANTS DE LICENCE NE FONT AUCUNE DÉCLARATION NI NE DONNENT AUCUNE GARANTIE DE QUELQUE NATURE QUE CE SOIT, EXPLICITE, IMPLICITE, D'ORIGINE LÉGISLATIVE OU AUTRE, RELATIVEMENT AUX SERVICES OFFERTS OU AU CONTENU DE TIERS ET ILS DÉCLINENT TOUTE AUTRE GARANTIE, Y COMPRIS LES GARANTIES IMPLICITES OU EXPLICITES A) DE QUALITÉ MARCHANDE, DE QUALITÉ SATISFAISANTE, D'ADAPTABILITÉ À UNE FIN PARTICULIÈRE, D'ABSENCE DE CONTREFAÇON OU DE JOUISSANCE PAISIBLE, B) DÉCOULANT D'HABITUDES COMMERCIALES ÉTABLIES, C) SELON LESQUELLES LES SERVICES OFFERTS OU LE CONTENU DE TIERS NE

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

or other elements of nature, blockages, embargoes, riots, acts or orders of government, acts of terrorism, or war.

12.5 Governing Law; Venue. The laws of the Province of Quebec, without reference to conflict of law rules, govern this Agreement and any dispute of any sort that might arise between the parties. Any dispute relating in any way to the Service Offerings or this Agreement will only be adjudicated in a state, provincial or federal court located in the judicial district of Montreal or the judicial district of Quebec. Each party consents to exclusive jurisdiction and venue in these courts. Notwithstanding the foregoing, any party may seek injunctive relief in any state, provincial, federal, or national court of competent jurisdiction for any actual or alleged infringement of such party's, its Affiliates' or any third party's intellectual property or other proprietary rights. The United Nations Convention for the International Sale of Goods does not apply to this Agreement.

12.6 Trade Compliance. In connection with this Agreement, each party will comply with all applicable import, re-import, sanctions, anti-boycott, export, and re-export control laws and regulations, including all such laws and regulations that apply to a U.S. company, such as the Export Administration Regulations, the International Traffic in Arms Regulations, and economic sanctions programs implemented by the Office of Foreign Assets Control. Customer is solely responsible for compliance with applicable laws related to the manner in which Customer chooses to use the Service Offerings, including (i) Customer's transfer and processing of Customer Content, (ii) the provision of Customer Content to End Users, and (iii) specifying the AWS region in which any of the foregoing occur. Customer represents that Customer and the entities that own or control Customer, and the financial institutions used to pay AWS under this Agreement, are not subject to sanctions or otherwise designated on any list of prohibited or restricted parties, including but not limited to the lists maintained by the United Nations Security Council, the U.S. Government (e.g., the U.S. Department of Treasury's Specially Designated Nationals list and Foreign Sanctions Evaders list, and the U.S. Department of Commerce's Entity List), the European Union or its member states, or other applicable government authority.

12.7 Independent Contractors. AWS and Customer are independent contractors, and this Agreement will not be construed to create a partnership, joint venture, agency, or employment relationship. Neither Customer nor AWS,

SUBIRONT AUCUNE INTERRUPTION, NE COMPORTERONT AUCUNE ERREUR OU SERONT LIBRES D'ÉLÉMENTS NUISIBLES ET D) SELON LESQUELLES LA TOTALITÉ DU CONTENU, Y COMPRIS LE CONTENU DU CLIENT OU LE CONTENU DE TIERS, SERA SÉCURISÉ OU NE SERA PAS PERDU OU ENDOMMAGÉ DE QUELQUE MANIÈRE QUE CE SOIT.

11. Limites de responsabilité

11.1 Exonération de responsabilité SAUF POUR CE QUI EST DES OBLIGATIONS DE PAIEMENT QUI POURRAIENT NAÎTRE AUX TERMES DU PARAGRAPHE 9.1, NI AWS NI LE CLIENT NI AUCUN DES MEMBRES DE LEURS GROUPES OU DE LEURS CONCÉDANTS DE LICENCE RESPECTIFS NE PEUT ÊTRE TENU RESPONSABLE ENVERS L'AUTRE PARTIE, QUELLE QUE SOIT LA CAUSE D'ACTION OU LA THÉORIE DE RESPONSABILITÉ, MÊME SI UNE PARTIE A ÉTÉ INFORMÉE DE LA POSSIBILITÉ DE TELS DOMMAGES, A) DES DOMMAGES INDIRECTS, PARTICULIERS OU PUNITIFS, B) DE LA VALEUR DU CONTENU DU CLIENT, C) DE LA PERTE DE PROFITS, DE RECETTES, DE CLIENTS, D'OCCASIONS D'AFFAIRES OU D'ACHALANDAGE OU D) DU FAIT QUE LES SERVICES OFFERTS NE SONT PAS DISPONIBLES (CELA NE LIMITE PAS LES CRÉDITS DE SERVICE QU'IL POURRAIT ÊTRE POSSIBLE D'OBTENIR AUX TERMES DE CONTRATS DE NIVEAU DE SERVICE).

11.2 Plafond des dommages SAUF POUR CE QUI EST DES OBLIGATIONS DE PAIEMENT QUI POURRAIENT NAÎTRE AUX TERMES DE L'ARTICLE 9, LA RESPONSABILITÉ GLOBALE QUI INCOMBE À AWS OU AU CLIENT ET AUX MEMBRES DE LEURS GROUPES OU À LEURS CONCÉDANTS DE LICENCE RESPECTIFS AUX TERMES DE LA PRÉSENTE CONVENTION NE PEUT EXCÉDER LE MOINDRE DES CHIFFRES SUIVANTS, SOIT A) LES SOMMES QUE LE CLIENT A VERSÉES À AWS AUX TERMES DE LA PRÉSENTE CONVENTION EN CONTREPARTIE DES SERVICES QUI ONT DONNÉ LIEU À LA RESPONSABILITÉ PENDANT LA PÉRIODE DE 12 MOIS AYANT PRÉCÉDÉ LA DATE À LAQUELLE LA RESPONSABILITÉ A PRIS NAISSANCE OUI B) 20 000 000 $ US; TOUTEFOIS, AUCUNE DISPOSITION DU PRÉSENT ARTICLE 11 NE LIMITE L'OBLIGATION QUI INCOMBE AU CLIENT DE VERSER À AWS LES FRAIS RELATIFS À L'UTILISATION DES SERVICES OFFERTS CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5 OU TOUTE AUTRE OBLIGATION DE PAIEMENT PRÉVUE PAR LA PRÉSENTE CONVENTION.

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

nor any of their respective Affiliates, is an agent of the other for any purpose or has the authority to bind the other.

12.8 Language. Communications and Notices made or given pursuant to this Agreement may be drafted in English or French. If AWS provides a translation of the English language version of this Agreement, the French language version shall prevail over the English version, but ambiguity will be interpreted in favor of AWS.

12.9 Nondisclosure; Publicity. If the parties have an NDA, then the NDA is incorporated by reference into this Agreement, except that the security provisions in Section 3, not the NDA, apply to Customer Content. Except to the extent permitted by applicable law, neither Customer nor AWS will issue any press release or make any other public communication with respect to this Agreement or Customer's use of the Service Offerings. AWS and Customer agree that the contents of this Agreement are not publicly known and will not be disclosed by them.

12.10 Notice.

(a) General. Except as otherwise set forth in Section 12.10(b), to give notice to a party under this Agreement, each party must contact that other party as follows: (i) by facsimile transmission; or (ii) by personal delivery, overnight courier or registered or certified mail. Notices must be sent to the fax number of the other party listed on the Cover Page to this Agreement or addressed to the address of the other party listed on the Cover Page to this Agreement, or such other fax number or address as a party may subsequently provide in writing to the other party. Notices provided by personal delivery will be effective immediately. Notices provided by facsimile transmission or overnight courier will be effective one business day after they are sent. Notices provided by registered or certified mail will be effective three business days after they are sent.

(b) Electronic Notice. AWS may provide notice to Customer (i) under Sections 2.2 or 5.1 by (A) sending a message to the email address then associated with at least one of Customer's AWS Enterprise Accounts, or (B) posting a notice on the AWS Site, (ii) under Section 6 or Attachment A by sending a message to the email address then associated with Customer's applicable AWS Enterprise Account, and (iii) under Section 2.1 by sending a message to the email address then associated with at least one of Customer's AWS Enterprise Accounts (or such other email

12. Dispositions diverses

12.1 Cession Ni AWS ni le Client ne peut céder ou transférer d'une autre manière le présent Contrat ou l'un ou l'autre des droits que celui-ci lui confère et des obligations qu'il lui impose sans l'approbation préalable écrite de l'autre partie; toutefois, le Client ou AWS peut céder le présent Contrat ou le transférer d'une autre manière sans le consentement de l'autre partie a) dans le cadre d'une fusion, d'une acquisition ou de la vente de la totalité ou de la quasi-totalité de son actif, b) à l'un ou l'autre des Membres de son groupe ou dans le cadre d'une restructuration ou c) dans le cas d'AWS, en ce qui a trait à un Compte entreprise AWS donné, à un Membre de son groupe. Avec effet au moment de la cession ou du transfert, sous réserve du consentement du cessionnaire, ce dernier est réputé avoir remplacé le cédant à titre de partie au présent Contrat et le cédant est entièrement libéré de toutes les obligations qui lui incombent aux termes du présent Contrat. Sous réserve de ce qui précède, le présent Contrat lie les parties et leurs successeurs et ayants droit autorisés respectifs et s'applique à leur profit.

12.2 Exemplaires et transmission par télécopieur Le présent Contrat peut être signé par télécopieur ou par voie électronique dans un format approuvé par AWS et en plusieurs exemplaires dont chacun (y compris les pages de signature) sera réputé constituer un original et qui tous ensemble constitueront un seul et même document.

12.3 Intégralité de l'entente Les Politiques d'AWS sont intégrées au présent Contrat par renvoi. Le présent Contrat constitue l'entente intégrale intervenue entre le Client et AWS relativement à l'objet des présentes et remplace toutes les déclarations, ententes, conventions ou communications préalables ou simultanées entre le Client et AWS, écrites ou verbales, ayant trait à l'objet des présentes (y compris, comme il est indiqué à l'alinéa 1.2a), toute acceptation du Contrat client AWS par le Client ou l'un ou l'autre de ses employés qui agit pour son compte). AWS ne sera pas liée par une modalité, une condition ou une autre disposition qui diffère des dispositions du présent Contrat ou s'y ajoute (sans égard au fait que cette disposition modifierait substantiellement le présent Contrat ou non), y compris, par exemple, une modalité, une condition ou une autre disposition a) soumise par le Client dans une commande, un reçu, une

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

address as agreed upon by the parties) or via a support case. Any notices provided by posting on the AWS Site will be effective upon posting and notices provided by email will be effective when AWS sends the email.

12.11 No Third-Party Beneficiaries. Except as set forth in Section 9, this Agreement does not create any third-party beneficiary rights in any individual or entity that is not a party to this Agreement.

12.12 No Waivers. The failure by a party to enforce any provision of this Agreement will not constitute a present or future waiver of such provision nor limit such party's right to enforce such provision at a later time. All waivers by a party must be provided in a Notice to be effective.

12.13 Severability. If any portion of this Agreement is held to be invalid or unenforceable, the remaining portions of this Agreement will remain in full force and effect. Any invalid or unenforceable portions will be interpreted to give effect to the intent of the original portion. If such construction is not possible, the invalid or unenforceable portion will be severed from this Agreement but the rest of the Agreement will remain in full force and effect.

13. Definitions. Defined terms used in this Agreement with initial letters capitalized have the meanings given below:

"**Acceptable Use Policy**" means the policy located at http://aws.amazon.com/aup (and any successor or related locations designated by AWS), as it may be updated by AWS from time to time.

"**Account Information**" means information about Customer that Customer provides to AWS in the creation or administration of an AWS Enterprise Account. For example, Account Information includes names, usernames, phone numbers, email addresses and billing information associated with an AWS Enterprise Account.

"**Affiliate**" means any entity that directly or indirectly controls, is controlled by or is under common control with that party.

"**API**" means an application program interface.

"**AWS Content**" means Content that AWS or any of its Affiliates makes available related to the Services or on the AWS Site to allow access to and use of the Services, including APIs; WSDLs; sample code; software libraries;

acceptation, une confirmation, un élément de correspondance ou un autre document, b) ayant trait à une inscription en ligne ou à une réponse à une demande de soumissions, de propositions ou de renseignements ou à un autre questionnaire ou c) ayant trait à un processus de facturation que le Client soumet à AWS ou lui demande de remplir. Si les modalités du présent Contrat entrent en conflit avec les modalités d'une Politique d'AWS, les modalités du présent Contrat t en question auront préséance, mais les Conditions de service auront préséance sur le présent Contrat. Une modification de quelque partie que ce soit du présent Contrat ne peut prendre effet que si elle est faite par écrit et signée par les parties au présent Contrat.

12.4 Cas de force majeure Sauf pour ce qui est des obligations de paiement, aucune des parties ne peut être tenue responsable d'un défaut d'exécution des obligations prévues par le présent Contrat, ou d'un retard dans une telle exécution, si le défaut ou le retard est attribuable à une cause raisonnablement indépendante de sa volonté, y compris un cas de force majeure, un conflit de travail ou une autre perturbation des relations de travail, une panne d'électricité, une panne des services publics ou des services de télécommunication, un tremblement de terre, une tempête ou une catastrophe naturelle, un blocus, un embargo, une émeute, une mesure ou un ordre émanant du gouvernement, un acte de terrorisme ou une guerre.

12.5 Lois applicables et lieu Le présent Contrat et les différends de quelque type que ce soit qui pourraient survenir entre les parties sont régis par les lois de la province de Québec, sans égard aux règles relatives aux conflits de lois. Les différends ayant trait de quelque manière que ce soit aux Services offerts ou au présent Contrat peuvent être tranchés uniquement par un tribunal d'État, provincial ou fédéral situé dans le district judiciaire de Montréal ou dans le district judiciaire de Québec . Chaque partie consent à l'exclusivité de compétence et de lieu de ces tribunaux. Nonobstant ce qui précède, l'une ou l'autre des parties peut tenter d'obtenir une injonction auprès d'un tribunal d'État,provincial, fédéral ou national compétent en cas d'atteinte, ou d'atteinte alléguée, à ses droits de propriété intellectuelle ou autres droits de propriété ou aux droits de propriété intellectuelle ou autres droits de propriété des Membres de son groupe

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

command line tools; proofs of concept, templates, and other related technology (including but not limited to any of the foregoing that are provided by any AWS personnel). AWS Content does not include the Services or Third-Party Content.

"**AWS Customer Agreement**" means AWS's standard user agreement located on the AWS Site at http://aws.amazon.com/agreement (and any successor or related locations designated by AWS), as may be updated by AWS from time to time.

"**AWS Enterprise Account**" means any AWS account that (a) is listed on Attachment A, as that list may be updated from time to time as described in Attachment A, (b) is opened by Customer using a Customer-issued email address (with an email domain name that is owned by Customer), and (c) includes Customer's full legal name in the "Company Name" field associated with the AWS account.

"**AWS Marks**" means any trademarks, service marks, service or trade names, logos, and other designations of AWS and its Affiliates that AWS may make available to Customer in connection with this Agreement.

"**AWS Network**" means AWS's data center facilities, servers, networking equipment, storage media, and host software systems (e.g., virtual firewalls) that are within AWS's control and are used to provide the Services.

"**AWS Security Standards**" means the security standards attached to this Agreement as Attachment B.

"**AWS Site**" means http://aws.amazon.com (and any successor or related locations designated by AWS), as may be updated by AWS from time to time.

"**Content**" means software (including machine images), data, text, audio, video, or images.

"**Customer Content**" means Content that Customer or any End User transfers to AWS for processing, storage or hosting by the Services in connection with an AWS Enterprise Account and any computational results that Customer or any End User derive from the foregoing through its use of the Services. For example, Customer Content includes Content that Customer or any End User stores in Amazon Simple Storage Service. Customer Content does not include Account Information.

ou d'un tiers. La *Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises* ne s'applique pas au présent Contrat.

12.6 Conformité aux règles commerciales Dans le cadre du présent Contrat, chaque partie doit se conformer aux lois et aux règlements applicables en matière d'importation, de réimportation, de sanctions, d'anti-boycottage, d'exportation et de réexportation, y compris les lois et les règlements qui s'appliquent aux sociétés américaines, comme les *Export Administration Regulations*, les *International Traffic in Arms Regulations* et les programmes de sanctions économiques mis en œuvre par l'*Office of Foreign Assets Control*. Le Client a la responsabilité entière de se conformer aux lois applicables qui régissent la façon dont il choisit d'utiliser les Services offerts, y compris la façon dont il (i) transfère et traite le Contenu du Client, (ii) fournit le Contenu du Client aux Utilisateurs finaux et (iii) indique la région d'AWS où l'une ou l'autre des opérations qui précèdent sont réalisées. Le Client déclare que ni lui-même ou les entités auxquelles il appartient ou qui le contrôlent, ni les institutions financières par l'intermédiaire desquelles il fait les paiements dus à AWS aux termes du présent Contrat, ne sont assujettis à des sanctions ni ne figurent sur une liste des personnes interdites ou faisant l'objet de restrictions, y compris les listes tenues par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le gouvernement américain (p.ex., les listes *Specially Designated Nationals* et *Foreign Sanctions Evaders* du département du Trésor américain et la *Entity List* du département du Commerce américain), l'Union européenne ou ses États membres ou d'autres autorités gouvernementales applicables.

12.7 Entrepreneurs indépendants AWS et le Client sont des entrepreneurs indépendants et le présent Contrat ne doit pas être interprété comme créant une société de personnes, une coentreprise, une relation mandant-mandataire ou une relation d'emploi. Ni le Client ni AWS ni aucun des Membres de leurs groupes respectifs n'est un mandataire de l'autre partie à quelque fin que ce soit ni n'a le pouvoir de lier l'autre partie.

12.8 Langue Lles communications et Avis prévus par le présent Contrat peuvent être rédigés en anglais ou en français. Si AWS fait traduire la version anglaise du présent Contrat, la version française aura

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

"**Disputed Amounts**" means amounts disputed by Customer in a Notice and in good faith as billing errors.

"**Documentation**" means the user guides and admin guides (in each case exclusive of content referenced via hyperlink) for the Services located at http://aws.amazon.com/documentation (and any successor or related locations designated by AWS), as such user guides and admin guides may be updated by AWS from time to time.

"**End User**" means any individual or entity that directly or indirectly through another user (a) accesses or uses Customer Content, or (b) otherwise accesses or uses the Service Offerings under an AWS Enterprise Account. The term "End User" does not include individuals or entities when they are accessing or using the Services or any Content under their own AWS account, rather than under an AWS Enterprise Account.

"**Indirect Taxes**" means applicable taxes and duties, including, without limitation, VAT, GST, excise taxes, sales and transactions taxes, and gross receipts tax.

"**Losses**" means any damages, losses, liabilities, costs and expenses (including reasonable attorneys' fees).

"**NDA**" means the Mutual Nondisclosure Agreement between Customer and Amazon.com, Inc., dated [_____], 201__.

"**Notice**" means any notice provided in accordance with Section 12.10.

"**Policies**" means the Acceptable Use Policy, Privacy Notice, and the Service Terms.

"**Privacy Notice**" means the privacy notice located at http://aws.amazon.com/privacy (and any successor or related locations designated by AWS), as may be updated by AWS from time to time.

"**Service**" means each of the services made available by AWS or its Affiliates for which Customer registers via the AWS Site (or by such other means made available by AWS), including those web services described in the Service Terms. Services do not include Third-Party Content.

"**Service Attributes**" means Service usage data related to an AWS Enterprise Account, such as resource identifiers, metadata tags, security and access roles, rules, usage policies, permissions, usage statistics and analytics.

préséance sur la version anglaise mais toute ambiguïté du Contrat sera interprétée en faveur de AWS.

12.9 Non-divulgation et publicité Si les parties ont conclu une Entente de non-divulgation, celle-ci est intégrée au présent Contrat par renvoi; toutefois, le Contenu du Client est régi par les dispositions en matière de sécurité énoncées à l'article 3, et non à celles de l'Entente de non-divulgation. Sauf dans la mesure où cela est permis par les lois applicables, ni le Client ni AWS ne doit publier de communiqué de presse ni communiquer quoi que ce soit au public relativement au présent Contrat ou à l'utilisation que le Client fait des Services offerts. AWS et le Client conviennent que le contenu du présent Contrat n'est pas connu du public et s'engagent à ne pas le divulguer.

12.10 Avis

a) Dispositions générales Sauf disposition contraire à l'alinéa 12.10b), pour donner un Avis à l'autre partie aux termes du présent Contrat, chaque partie doit (i) envoyer l'Avis par télécopieur ou (ii) remettre l'Avis en mains propres ou l'envoyer par service de messagerie de 24 heures ou par courrier recommandé ou certifié. Les Avis doivent être envoyés au numéro de télécopieur ou à l'adresse de l'autre partie qui figure à la première page du présent Contrat, ou à tout autre numéro de télécopieur ou à toute autre adresse qu'une partie pourrait indiquer ultérieurement à l'autre partie par écrit. Les Avis remis en mains propres prennent effet immédiatement. Les Avis envoyés par télécopieur ou par service de messagerie de 24 heures prennent effet un jour ouvrable après l'envoi. Les Avis envoyés par courrier recommandé ou certifié prennent effet trois jours ouvrables après l'envoi.

b) Avis électroniques AWS peut donner un Avis au Client (i) aux termes du paragraphe 2.2 ou 5.1 A) en envoyant un message à l'adresse de courrier électronique associée à ce moment-là au moins à l'un des Comptes entreprise AWS du Client ou B) en affichant un Avis sur le Site d'AWS, (ii) aux termes de l'article 6 ou de l'annexe A en envoyant un message à l'adresse de courrier électronique associée à ce moment-là au Compte entreprise AWS applicable du Client et (iii) aux termes du paragraphe 2.1 en envoyant un message à l'adresse de courrier électronique associée à ce moment-là au moins à l'un des Comptes entreprise AWS du Client (ou à une autre adresse de

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

"**Service Level Agreement**" means all service level agreements that AWS offers with respect to the Services and post on the AWS Site, as they may be updated by AWS from time to time. The service level agreements that AWS offers with respect to the Services are located at https://aws.amazon.com/legal/service-level-agreements (and any successor or related locations designated by AWS), as may be updated by AWS from time to time. "**Service Offerings**" means the Services, the AWS Content, the AWS Marks, and any other product or service provided by AWS under this Agreement. Service Offerings do not include Third-Party Content. "**Service Terms**" means the rights and restrictions for particular Services located at http://aws.amazon.com/serviceterms (and any successor or related locations designated by AWS), as may be updated by AWS from time to time. "**Suggestions**" means all suggested improvements to the Service Offerings that Customer provides to AWS. "**Term**" means the term of this Agreement described in Section 7.1. "**Termination Date**" means the effective date of termination provided in a Notice in accordance with Section 7. "**Third-Party Content**" means Content of a third party made available on the AWS Marketplace or on developer forums, sample code repositories, public data repositories, community-focused areas of the AWS Site, or any other part of the AWS Site that allows third parties to make available software, products, or data. "**Trademark Use Guidelines**" means the guidelines and trademark license located at http://aws.amazon.com/trademark-guidelines/ (and any successor or related locations designated by AWS), as may be updated by AWS from time to time.	courrier électronique dont les parties ont convenu) ou dans le cadre d'une demande de soutien. Les Avis affichés sur le Site d'AWS prennent effet au moment où AWS les affiche et ceux qui sont envoyés par courrier électronique prennent effet au moment où AWS envoie le courriel. **12.11 Aucun tiers bénéficiaire** Sauf pour ce qui est énoncé à l'article 9, le présent Contrat ne confère aucun droit de tiers bénéficiaire à quelque personne physique ou morale que ce soit qui n'est pas partie aux présentes. **12.12 Aucune renonciation** Si l'une des parties n'exige pas l'exécution d'une disposition du présent Contrat, cela ne constituera pas une renonciation, actuelle ou future, de sa part à l'exécution de la disposition en question ni ne limitera son droit d'en exiger l'exécution à une date ultérieure. Les renonciations ne prennent effet que si elles font l'objet d'un Avis. **12.13 Divisibilité** Si une partie de la présente convention est déclarée invalide ou inexécutoire, les autres parties continueront d'avoir plein effet. La partie invalide ou inexécutoire sera interprétée comme donnant effet à l'intention de la partie originale. Si une telle interprétation n'est pas possible, la partie invalide ou inexécutoire sera retranchée du présent Contrat, mais le reste de celle-ci continuera d'avoir plein effet. **13. Définitions** Les termes portant la majuscule qui sont utilisés dans le présent Contrat ont le sens qui leur est donné ci-après : « **API** » désigne une interface de programmation d'applications. « **Attributs de service** » désigne les données relatives à l'utilisation des Services dans le cadre d'un Compte entreprise AWS, comme des identificateurs de ressources, des champs de métadonnées, des rôles de sécurité et d'accès, des règles, des politiques d'utilisation, des autorisations, des statistiques d'utilisation et des analyses. « **Avis** » désigne un avis donné conformément au paragraphe 12.10. « **Avis concernant la protection des données** » désigne l'avis concernant la protection des données qui est affiché à l'adresse http://aws.amazon.com/fr/privacy (et à toute adresse qui la remplace ou s'y rapporte

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

	qu'AWS pourrait désigner), en sa version mise à jour par AWS. « **Charte d'utilisation** » désigne la politique affichée à l'adresse http://aws.amazon.com/fr/aup (et à toute adresse qui la remplace ou s'y rapporte qu'AWS pourrait désigner), en sa version mise à jour par AWS, le cas échéant. « **Compte entreprise AWS** » désigne un compte AWS a) qui figure dans la liste qui est présentée à l'annexe A, telle que cette liste pourrait être mise à jour de la manière décrite à l'annexe A, b) que le Client ouvre au moyen d'une adresse de courrier électronique qu'il a créée (avec un nom de domaine du courrier électronique qui lui appartient) et c) à l'égard duquel il indique son nom légal complet dans le champ « Nom de la société ». « **Conditions de service** » désigne les droits et les restrictions relatifs à certains Services qui sont affichés à l'adresse http://aws.amazon.com/fr/serviceterms (et à toute adresse qui la remplace ou s'y rapporte qu'AWS pourrait désigner), en leur version modifiée par AWS, le cas échéant. « **Contenu** » désigne des logiciels (y compris des images de machine), des données, du texte, des éléments audio ou vidéo ou des images. « **Contenu d'AWS** » désigne le Contenu qu'AWS ou l'un ou l'autre des Membres de son groupe rend disponible relativement aux Services ou sur le Site d'AWS afin de permettre l'accès aux Services et leur utilisation, y compris des API, des WSDL, des exemples de codes, des bibliothèques de logiciels, des outils de lignes de commande, des preuves de la conception, des modèles et d'autres technologies connexes (y compris l'un ou l'autre des éléments qui précèdent qui sont fournis par le personnel d'AWS). Le Contenu d'AWS ne comprend ni les Services ni le Contenu de tiers. « **Contenu de tiers** » désigne le Contenu d'un tiers qui est disponible sur le portail AWS Marketplace ou dans des forums de développeurs, des référentiels d'exemples de codes, des référentiels de données publiques, des pages dédiées à la communauté du Site d'AWS ou d'autres parties de ce site qui permettent à des tiers de rendre des logiciels, des produits ou des données disponibles. « **Contenu du Client** » désigne le Contenu que le Client ou un Utilisateur final transfère à AWS à des fins de

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

	traitement, de stockage ou d'hébergement au moyen des Services dans le cadre d'un Compte entreprise AWS et les résultats computationnels que le Client ou l'Utilisateur final en tire au moyen de l'utilisation des Services. Par exemple, le Contenu du Client comprend le Contenu que le Client ou un Utilisateur final stocke au moyen du service de stockage *Amazon Simple Storage Service*. Le Contenu du Client ne comprend pas les Renseignements sur le compte. « **Contrat client AWS** » désigne le contrat de l'utilisateur standard d'AWS qui est affichée sur le Site d'AWS à l'adresse http://aws.amazon.com/fr/agreement (et à toute adresse qui la remplace ou s'y rapporte qu'AWS pourrait désigner), en sa version mise à jour par AWS, le cas échéant. « **Contrat de niveau de service** » désigne tous les Contrats de niveau de service qu'AWS offre relativement aux Services et affiche sur le Site d'AWS, en leur version mise à jour, le cas échéant. Ces contrats sont affichés à l'adresse https://aws.amazon.com/fr/legal/service-level-agreements (et à toute adresse qui la remplace ou s'y rapporte qu'AWS pourrait désigner), en leur version mise à jour par AWS, le cas échéant. « **Date de résiliation** » désigne la date d'effet de la résiliation qu'une partie indique dans un Avis qu'elle donne conformément à l'article 7. « **Directives en matière de marques** » désigne les directives et la licence relative aux marques de commerce qui sont affichées à l'adresse http://aws.amazon.com/fr/trademark-guidelines/ (et à toute adresse qui la remplace ou s'y rapporte qu'AWS pourrait désigner), en leur version mise à jour par AWS, le cas échéant. « **Documents** » désigne les guides de l'utilisateur et les guides administratifs (dans chaque cas, à l'exception du contenu auquel renvoient les liens hypertexte) relatifs aux Services qui sont affichés à l'adresse http://aws.amazon.com/fr/documentation (et à toute adresse qui la remplace ou s'y rapporte qu'AWS pourrait désigner), en leur version mise à jour par AWS, le cas échéant. « **Durée** » désigne la durée du présent Contrat, qui est stipulée au paragraphe 7.1.

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

	« **Entente de non-divulgation** » désigne l'Entente de non-divulgation mutuelle conclue entre le Client et Amazon.com, Inc., datée du _____ 201__. « **Impôts indirects** » désigne les taxes, les impôts et les charges, y compris la TVA, la TPS, les taxes d'accise, les taxes sur les ventes et les opérations et les taxes sur les recettes brutes. « **Marques d'AWS** » désigne les marques de commerce, les marques de service, les noms commerciaux, les logos et d'autres désignations ou appellations d'AWS et des Membres de son groupe qu'AWS met à la disposition du Client dans le cadre du présent Contrat. « **Membre du groupe** » désigne une entité qui, directement ou indirectement, contrôle la partie en question, est contrôlée par celle-ci ou est contrôlée par la même entité que celle-ci. « **Normes de sécurité d'AWS** » désigne les normes de sécurité énoncées à l'annexe B du présent Contrat. « **Pertes** » désigne les dommages, les pertes, les responsabilités, les coûts et les frais (y compris les honoraires d'avocat raisonnables). « **Politiques d'AWS** » désigne la Charte d'utilisation, l'Avis concernant la protection des données et les Conditions de service. « **Renseignements sur le compte** » désigne les renseignements sur le Client que ce dernier fournit à AWS dans le cadre de la création ou de l'administration d'un Compte entreprise AWS. Par exemple, les Renseignements sur le compte comprennent les noms, les noms d'utilisateur, les numéros de téléphone, les adresses de courrier électronique et les renseignements sur la facturation associés à un Compte entreprise AWS.

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

« **Réseau d'AWS** » désigne les centres de données, les serveurs, le matériel du réseau, les supports de données et les systèmes de logiciels hôtes (p.ex., les pare-feu virtuels) qu'AWS contrôle et utilise pour fournir les Services.

« **Service** » désigne chacun des services d'AWS ou des Membres de son groupe auxquels le Client s'abonne sur le Site d'AWS (ou par d'autres moyens offerts par AWS), y compris les services Web qui sont décrits dans les Conditions de service. Les Services ne comprennent pas le Contenu de tiers.

« **Services offerts** » désigne les Services, le Contenu d'AWS, les Marques d'AWS et tout autre produit ou service qu'AWS fournit aux termes du présent Contrat. Les Services offerts ne comprennent pas le Contenu de tiers.

« **Site d'AWS** » désigne le site situé à l'adresse http://aws.amazon.com/fr (et à toute adresse qui la remplace ou s'y rapporte qu'AWS pourrait désigner), en sa version mise à jour par AWS, le cas échéant.

« **Sommes faisant l'objet d'une contestation** » désigne les sommes que le Client conteste de bonne foi comme étant des erreurs de facturation.

« **Suggestions** » désigne toutes les améliorations que le Client suggère à AWS relativement aux Services offerts.

« **Utilisateur final** » désigne une personne physique ou morale qui, directement ou par l'intermédiaire d'un autre utilisateur, a) accède au Contenu du Client ou l'utilise ou b) accède aux Services offerts ou les utilise au moyen d'un Compte entreprise AWS. Le terme « Utilisateur final » ne comprend pas les personnes physiques ou morales qui accèdent aux Services ou au Contenu ou les utilisent au moyen de leur propre compte AWS, plutôt qu'au moyen d'un Compte entreprise AWS.

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

Attachment A	Annexe A
AWS Account ID(s):	**Numéro de compte AWS :**
The list above includes any Master Account or Member Accounts joined to such accounts via AWS Organizations, as described in the Service Terms. Customer may add AWS accounts to the list above or remove AWS accounts from the list above by providing notice to AWS via email to aws-contratspecifique-courtier@amazon.com, that includes (1) Customer's full name, (2) the Enterprise Agreement number (which begins with "CC" and is found on the upper right corner of each page of this Agreement), and (3) the AWS Account ID of each added or removed AWS account. Upon Notice, AWS may replace the notification process or make available another means of adding and removing AWS accounts to the list above.	La liste présentée ci-dessus comprend tous les comptes principaux et tous les comptes membres liés à ces comptes au moyen d'AWS Organizations, comme il est décrit dans les Conditions de service. Le Client peut ajouter des comptes AWS à la liste présentée ci-dessus ou retrancher des comptes AWS de cette liste en envoyant à AWS un avis par courrier électronique à l'adresse aws-contratspecifique-courtier@amazon.com; cet avis doit comprendre (1) le nom complet du Client, (2) le numéro du Contrat Entreprise AWS (qui commence par « CC » et se trouve dans le coin supérieur droit de chaque page du présent Contrat) et (3) le numéro du compte AWS de chaque compte ajouté ou retranché. Sur remise de l'Avis, AWS peut remplacer le processus de notification ou mettre à la disposition du Client un autre moyen d'ajouter des comptes AWS à la liste présentée ci-dessus ou d'en retrancher.
Attachment B **AWS Security Standards**	**Annexe B** **Normes de sécurité d'AWS**
Capitalized terms not otherwise defined in this document have the meanings assigned to them in the applicable AWS Enterprise Agreement. **1. Information Security Program.** AWS will maintain an information security program (including the adoption and	Les termes portant la majuscule qui ne sont pas définis dans les présentes ont le sens qui leur est donné dans le Contrat Entreprise AWS. **1. Programme de sécurité de l'information** AWS met en œuvre un programme de sécurité de l'information

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

enforcement of internal policies and procedures) designed to (a) satisfy the Security Objectives, (b) identify reasonably foreseeable and internal risks to security and unauthorized access to the AWS Network, and (c) minimize security risks, including through risk assessment and regular testing. AWS will designate one or more employees to coordinate and be accountable for the information security program. The information security program will include the following measures:

1.1 Network Security. The AWS Network will be electronically accessible to employees, contractors and any other person as necessary to provide the Services. AWS will maintain access controls and policies to manage what access is allowed to the AWS Network from each network connection and user, including the use of firewalls or functionally equivalent technology and authentication controls. AWS will maintain corrective action and incident response plans to respond to potential security threats.

1.2 Physical Security

1.2.1 Physical Access Controls. Physical components of the AWS Network are housed in nondescript facilities (the "**Facilities**"). Physical barrier controls are used to prevent unauthorized entrance to the Facilities both at the perimeter and at building access points. Passage through the physical barriers at the Facilities requires either electronic access control validation (e.g., card access systems, etc.) or validation by human security personnel (e.g., contract or in-house security guard service, receptionist, etc.). Employees and certain contractors are assigned photo-ID badges that must be worn while the employees and contractors are at any of the Facilities. Visitors and any other contractors are required to sign-in with designated personnel, must show appropriate identification, are assigned a visitor ID badge that must be worn while the visitor or contractor is at any of the Facilities, and are continually escorted by authorized employees or contractors while visiting the Facilities.

1.2.2 Limited Employee and Contractor Access. AWS provides access to the Facilities to those employees and contractors who have a legitimate business need for such access privileges. When an employee or contractor no longer has a business need for the access privileges assigned to him/her, the access privileges are promptly revoked, even if the employee or contractor continues to be an employee of AWS or its affiliates.

1.2.3 Physical Security Protections. All access points (other than main entry doors) are maintained

(y compris l'adoption et l'application de politiques et de méthodes internes) conçu de façon à lui permettre a) de remplir ses Objectifs de sécurité, b) de repérer les risques internes et raisonnablement prévisibles sur le plan de la sécurité et de l'accès non autorisé au Réseau d'AWS et c) de réduire au minimum les risques sur le plan de la sécurité, y compris au moyen de l'évaluation des risques et de contrôles réguliers. AWS désigne un ou plusieurs employés qui coordonnent le programme de sécurité de l'information et en assument la responsabilité. Ce programme comprend les mesures suivantes :

1.1 Sécurité du réseau Le Réseau d'AWS est accessible aux employés, aux entrepreneurs et à d'autres personnes par voie électronique dans la mesure où cela est nécessaire pour fournir les Services. AWS met en œuvre des contrôles et des politiques qui lui permettent de gérer le type d'accès au réseau d'AWS qu'elle autorise à partir de chaque connexion au réseau et pour chaque utilisateur, y compris le recours à des pare-feu ou à des technologies et contrôles d'authentification qui fonctionnent essentiellement de la même façon. AWS dispose aussi d'un plan de mesures correctives et d'un plan d'intervention en cas d'incident pour pouvoir intervenir en cas de menaces à la sécurité.

1.2 Sécurité physique

1.2.1 Contrôles de l'accès physiques Les composantes matérielles du Réseau d'AWS sont hébergées dans des installations sans signes distinctifs (les « **Installations** »). Des barrières empêchent l'entrée non autorisée dans les Installations tant au long du périmètre de celles-ci qu'aux points d'accès. Aux barrières, l'accès et contrôlé par voie électronique (p. ex., par un système d'accès par carte) ou par le personnel de sécurité (p. ex., par un gardien de sécurité contractuel ou interne ou une réceptionniste). Les employés et certains entrepreneurs sont munis de cartes d'identité avec photo qu'ils doivent porter lorsqu'ils sont à l'intérieur des Installations. Les visiteurs et les autres entrepreneurs doivent signer le registre des visiteurs devant le personnel désigné et présenter une pièce d'identité appropriée, après quoi ils reçoivent une carte de visiteur qu'ils doivent porter lorsqu'ils sont à l'intérieur des Installations, où ils sont toujours accompagnés par des employés ou des entrepreneurs autorisés.

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

in a secured (locked) state. Access points to the Facilities are monitored by video surveillance cameras designed to record all individuals accessing the Facilities. AWS also maintains electronic intrusion detection systems designed to detect unauthorized access to the Facilities, including monitoring points of vulnerability (e.g., primary entry doors, emergency egress doors, roof hatches, dock bay doors, etc.) with door contacts, glass breakage devices, interior motion-detection, or other devices designed to detect individuals attempting to gain access to the Facilities. All physical access to the Facilities by employees and contractors is logged and routinely audited.

2. Continued Evaluation. AWS will conduct periodic reviews of the security of its AWS Network and adequacy of its information security program as measured against industry security standards and its policies and procedures. AWS will continually evaluate the security of its AWS Network and associated Services to determine whether additional or different security measures are required to respond to new security risks or findings generated by the periodic reviews.

3. Security Events

3.1 Security Event Notification. If AWS knows of a breach of the security measures described in these AWS Security Standards that resulted in either (a) any unlawful access to any Customer Content stored on AWS's equipment or in AWS's facilities, or (b) any unauthorized access to such equipment or facilities, where in either case such access results in loss, disclosure, or alteration of Customer Content (each a "**Security Event**"), AWS will promptly: (x) notify Customer of the Security Event; and (y) take reasonable steps to mitigate the effects and to minimize any damage resulting from the Security Event. If requested by Customer, AWS will provide Customer with reasonable and appropriate details relevant to the cause, nature and Customer impact of the Security Event; provided that AWS will not be required to provide this information if Customer is not enrolled in AWS Support at the Business or Enterprise level.

3.2 Security Event Management and Response. If AWS reports a Security Event under Section 3 of the AWS Security Standards and Customer opens an AWS technical support case at the "critical" level, then AWS will take the following measures unless otherwise agreed between the parties:

1.2.2 Accès limité des employés et des entrepreneurs AWS donne accès aux Installations aux employés et aux entrepreneurs qui ont légitimement besoin de ces privilèges d'accès dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Lorsqu'un employé ou un entrepreneur n'a plus besoin des privilèges d'accès qui lui ont été attribués, ceux-ci sont révoqués sans délai, même si l'employé ou l'entrepreneur demeure au service d'AWS ou d'un Membre de son groupe.

1.2.3 Mesures de sécurité physiques Tous les points d'accès (sauf les portes d'entrée principales) sont verrouillés. Les points d'accès aux Installations sont munis de caméras de surveillance qui filment toutes les personnes qui accèdent aux Installations. AWS dispose également de systèmes de détection d'intrusion électroniques conçus en vue de détecter l'accès non autorisé aux Installations, y compris des systèmes de surveillance des points de vulnérabilité (p. ex., les portes d'entrée principales, les portes de sortie d'urgence, les trappes de toit, les portes des quais de chargement), au moyen de contacts de porte, de détecteurs de bris de vitre, de détecteurs de mouvements à l'intérieur ou d'autres dispositifs destinés à détecter les personnes qui tentent d'obtenir accès aux Installations. L'accès aux Installations par les employés et les entrepreneurs est consigné et vérifié régulièrement.

2. Évaluation continue AWS vérifie périodiquement la sécurité du Réseau d'AWS et le caractère adéquat de son programme de sécurité de l'information par rapport aux normes de sécurité du secteur et à ses politiques et méthodes. Elle évalue continuellement la sécurité du Réseau d'AWS et des Services connexes afin d'établir si elle doit prendre des mesures de sécurité supplémentaires ou différentes pour être en mesure de contrer les risques à la sécurité qui font leur apparition ou de donner suite aux conclusions tirées des examens périodiques.

3. Événements de sécurité

3. 1 Notification d'événement de sécurité Si AWS a connaissance d'une violation des mesures de sécurité décrites dans les présentes Normes de sécurité d'AWS qui a entraîné a) l'accès illégal au Contenu du Client stocké sur l'équipement d'AWS ou dans les installations d'AWS, ou b) l'accès non autorisé à cet équipement ou à ces installations et que, dans les deux cas, cet accès

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

(a) AWS will assign one or more Cloud Support Engineers, Technical Account Managers or similar personnel (the "**Event Responder**") to coordinate with Customer, monitor details of the Security Event, investigate and diagnose Customer concerns, and work with AWS subject matter experts in connection with the Security Event;

(b) AWS will use commercially reasonable efforts to have the Event Responder respond to Customer's technical support case within 15 minutes of AWS's receipt of the case; and

(c) If needed and appropriate, the Event Responder will arrange for direct interaction between Customer and subject matter experts in connection with the Security Event.

This Section 3.2 will only apply if Customer is enrolled in AWS Support at the Enterprise level during the Security Event and for the duration of the period AWS is providing benefits under this Section 3.2.

entraîne la perte, la divulgation ou la modification du Contenu du Client (chacun, un « **événement de sécurité** »), AWS fera sans délai ce qui suit : (x) informer le Client de l'événement de sécurité; (y) prendre des mesures raisonnables pour atténuer les effets et réduire les dommages qui en résultent. Si le Client le demande, AWS lui fournira des renseignements raisonnables et appropriés relativement à la cause de l'événement de sécurité, à sa nature et à son incidence sur le Client; toutefois, AWS ne sera pas tenue de fournir ces renseignements si le Client n'est pas abonné à la formule de soutien technique Affaires (Business) ou Entreprise (Enterprise) d'AWS Support.

3.2 Gestion des événements de sécurité et intervention Si AWS signale un événement de sécurité conformément à l'article 3 des Normes de sécurité d'AWS et que le Client ouvre un billet de soutien technique AWS portant la mention « critique », sauf entente à l'effet contraire entre les parties, AWS prendra les mesures suivantes :

a) AWS désignera un ou plusieurs ingénieurs du soutien technique infonuagique, gestionnaires de compte techniques ou membres du personnel technique (l'« **Intervenant** ») et les chargera de s'organiser avec le Client, de surveiller les renseignements relatifs à l'événement de sécurité, de faire enquête et d'évaluer les préoccupations du Client, et de travailler de concert avec des experts en la matière d'AWS relativement à l'événement de sécurité;

b) AWS fera des efforts raisonnables sur le plan commercial afin que l'Intervenant réponde au billet de soutien technique du Client dans les 15 minutes suivant la réception du billet;

c) Au besoin et s'il le juge opportun, l'Intervenant prendra les mesures nécessaires pour établir un contact direct entre le Client et les experts d'AWS relativement à l'événement de sécurité.

Le présent article 3.2 ne s'appliquera que si le Client est abonné à la formule de soutien technique Entreprise d'AWS Support au moment où l'événement de sécurité se produit et pendant la période où AWS offre des services aux termes du présent article 3.2.

Proprietary and Confidential Information - Trade Secret/ Informations exclusives et confidentielles - Secret commercial
©2018 Amazon.com, Inc. or its affiliates / ©2018 Amazon.com, Inc. ou ses filiales

- **Conditions de Service AWS**
  https://aws.amazon.com/fr/service-terms/

- **Politique d'AWS en matière d'utilisation acceptable**
  https://aws.amazon.com/fr/aup/?nc1=h_ls

- **Avis concernant la protection des données**
  https://d1.awsstatic.com/legal/privacypolicy/

- **Contrats de niveau de service AWS**
  https://aws.amazon.com/fr/legal/service-level-agreements/

- **Directives relatives aux marques déposées AWS et conditions de licence**
  https://aws.amazon.com/fr/trademark-guidelines/

- **Conditions générales d'utilisation du Site AWS**
  https://aws.amazon.com/fr/terms/

CS- ANNEXE A – ANNEXE MODIFICATIVE

AM-1 CONDITIONS DU FOURNISSEUR

Les conditions du fournisseur présentées à l'annexe **CS-ANNEXE B** du Contrat spécifique sont constituées des documents suivants :

1. **Contrat Entreprise AWS**
2. **Conditions de Service AWS** (https://aws.amazon.com/fr/service-terms/), sauf en cas de conflit avec les modalités du Contrat Entreprise AWS, auquel cas, les modalités des Conditions de Service AWS auront préséance conformément à l'article **12.3** du Contrat Entreprise AWS. Nonobstant ce qui précède, l'article 12.5 *Lois applicables et lieu* du Contrat Entreprise AWS prend préséance sur quelque disposition à l'effet contraire dans les Conditions de Service AWS applicables au Contrat spécifique.

Les documents qui suivent font également partie des conditions du fournisseur. L'ordre dans lequel ils sont présentés n'a pas d'impact sur leur interprétation :

- **Politique d'AWS en matière d'utilisation acceptable**
  https://aws.amazon.com/fr/aup/?nc1=h_ls
- **Avis concernant la protection des données**
  https://aws.amazon.com/fr/privacy/

- **Contrats de niveau de service AWS**
  https://aws.amazon.com/fr/legal/service-level-agreements/
- **Directives relatives aux marques déposées AWS et conditions de licence**
  https://aws.amazon.com/fr/trademark-guidelines/
- **Conditions générales d'utilisation du Site AWS**
  https://aws.amazon.com/fr/terms/

Dans la mesure où le Client se qualifie et souhaite négocier un Addenda de tarification privée, le Client devra signer l'Addenda de tarification privée AWS applicable à sa situation :

a. Addenda de tarification privée AWS – Inter-service
b. Addenda de tarification privée AWS – Service unique
c. Addenda de tarification privée AWS - Support

Toute référence à la notion de *Services* ou *Services offerts* aux conditions du fournisseur désigne les solutions infonuagiques.

AM-2 INTERPRÉTATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le Contrat spécifique est constitué des documents énumérés à la clause **CS-2 INTERPRÉTATION - Documents contractuels, et ce, malgré toute autre disposition à l'effet contraire prévue aux *Conditions du fournisseur*, notamment à l'article 12.3 du Contrat Entreprise AWS.**

En cas de conflits dans l'interprétation des documents énumérés à cette clause, et sous réserve d'indication contraire prévue à la présente Annexe modificative, les termes qui prévaudront seront ceux des documents énumérés dans l'ordre de priorité prévu à **AM-1**.

Conformément à l'article **1.2a)** du Contrat Entreprise AWS, le Contrat Entreprise AWS remplace toute autre acceptation (« Click and Accept ») par le client du Contrat client AWS tel que défini au Contrat Entreprise AWS.

Langue du contrat

En cas de conflit entre les versions anglaise et française du Contrat Entreprise AWS, la version française aura préséance sur la version anglaise mais toute ambiguïté du Contrat Entreprise AWS sera interprétée en faveur d'AWS.

Nonobstant ce qui est prévu à l'article 12.8 du Contrat Entreprise AWS, tout Avis émis par le Client ou le Courtier en vertu du Contrat spécifique ainsi que tout Avis légal d'AWS en vertu du Contrat spécifique sera rédigé en français.

Pour les fins du paragraphe précédent, un « Avis légal d'AWS » est un avis émanant du département des affaires juridiques d'AWS.

Conditions générales d'utilisation du Site AWS – section *Opinions, commentaires, communications et autre contenu.*

Seuls les opinions, commentaires, communications et autre contenu de même type émis par un utilisateur dans le cadre d'un blogue, ou autre moyen destiné à de telles fins, sont visés par les droits pouvant être octroyés à AWS énumérés à la section intitulée *Opinions, commentaires, communications et autre contenu* des Conditions générales d'utilisation du Site AWS. Ce qui précède est ajouté à titre interprétatif et ne constitue pas une modification des Conditions générales d'utilisation du Site AWS.

AM-3 LOIS APPLICABLES ET TRIBUNAL COMPÉTENT

Le Contrat spécifique est régi par le droit applicable au Québec tel que le prévoient la clause **CS-2 INTERPRÉTATION- Lois applicables et tribunal compétent** du Contrat spécifique, et l'article **12.5** du Contrat Entreprise AWS.

Conformément à l'article **12.5** du Contrat Entreprise AWS, et nonobstant ce qui est prévu à la clause **CS-2 INTERPRÉTATION- Lois applicables et tribunal compétent** du Contrat spécifique, tout recours exercé dans le cadre du Contrat spécifique doit être intenté

dans le district judiciaire de Québec ou de Montréal.

AM-4 DATE DE DÉBUT DU CONTRAT

La date du début du contrat correspondra à la date de la dernière signature du contrat spécifique.

AM-5 MODALITÉS DE PRIX

Les modalités de prix sont celles prévues aux conditions du fournisseur à l'article **5.1 Frais de service** du Contrat Entreprise AWS et complètent les dispositions de la clause **CS-8 PRIX** du Contrat spécifique. Il est de la responsabilité du Client de s'assurer de respecter le montant maximum du Contrat spécifique. Le client demeure ainsi responsable du paiement de toutes les sommes dues au fournisseur pour les solutions consommées, au-delà du montant maximal, le cas échéant.

AM-6 DURÉE DU CONTRAT

La durée du contrat est celle prévue à la clause **CS-7 DURÉE DU CONTRAT** du Contrat spécifique et ce, malgré toutes dispositions à l'effet contraire prévues *aux Conditions du fournisseur*, notamment à l'article **7. Durée et résiliation** du Contrat Entreprise AWS.

Considérant les modalités de paiement du fournisseur, il est de la responsabilité du Client de s'assurer de respecter la durée maximale du Contrat spécifique. Le client demeure ainsi responsable du paiement de toutes les sommes dues au fournisseur pour les solutions consommées, incluant les solutions consommées au-delà de la durée maximale du contrat, le cas échéant.

AM-7 RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR ET INDEMNISATION

Les modalités relatives à la responsabilité du fournisseur et du client prévues aux *Conditions du fournisseur*, notamment à l'article **11. Limites de responsabilité** du Contrat Entreprise AWS remplacent la clause **CS-17 RESPONSABILITÉ DU FOURNISSEUR** du Contrat spécifique.

Le processus d'indemnisation du fournisseur, en lien avec les niveaux de service, est celui prévu aux différents documents Contrat de niveau de service AWS et remplace la clause **CS-9 INDEMNISATION** du Contrat spécifique.

AM-8 MODALITÉS DE PAIEMENT

Les modalités de paiement des offres du fournisseur prévues à l'article **5.1 Frais de service** du Contrat Entreprise AWS remplacent les dispositions prévues à la clause **CS-10 MODALITÉS DE PAIEMENT** du Contrat spécifique.

La présentation des factures au client se fait par l'entremise du système du fournisseur, tel que décrit au Site d'AWS.

AM-9 ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE

La clause **CS-20 ASSURANCE – RESPONSABILITÉ CIVILE** du Contrat spécifique est remplacée par la clause suivante :

> « Assurance.
>
> a) Pendant la Durée, AWS souscrira et conservera une « assurance responsabilité civile des entreprises » prévoyant un montant de garantie d'au moins 2 000 000 $ par événement et un plafond global général de 2 000 000 $.
>
> b) Si le Client lui en fait la demande par écrit, AWS lui fournira un exemplaire de son certificat d'assurance ou un document similaire qui remplacerait un tel certificat, attestant la couverture d'assurance requise. AWS fournira ce document au plus une fois par année. »

AM-10 PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET CONFIDENTIELS

La clause **CS-15 ENGAGEMENT DE PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS ET CONFIDENTIELS** du Contrat spécifique est remplacée par les modalités et conditions prévues au Contrat Entreprise AWS, notamment par les articles **3.1 Sécurité d'AWS, 3.2** ***Protection des données*****, 3.4 Programme de sécurité de l'information, 10.2 Garanties mutuelles** et **l'annexe B** du Contrat Entreprise AWS.

AM-11 RÉSILIATION

Les modalités relatives à la résiliation du Contrat spécifique prévues à la clause **CS-24 RÉSILIATION** sont remplacées par les dispositions prévues aux *Conditions du fournisseur*, notamment à l'article **7. Durée et résiliation** du Contrat entreprise AWS. Si le Client et le Fournisseur ont conclu un Addenda de tarification privée AWS, les modalités relatives à la résiliation seront alors celles prévues à l'Addenda en question.

AM-12 CESSION DE CONTRAT

Les modalités de cession du Contrat spécifique prévues à la clause **CS-26 CESSION DE CONTRAT** sont complétées par l'article **12.1 Cession** du Contrat Entreprise AWS.

De plus, le fournisseur s'engage à aviser le Courtier de toute cession d'entreprise conformément à l'article **12.1 Cession** du Contrat Entreprise AWS.

AM-13 CONDITIONS DU FOURNISSEUR NON APPLICABLES

Les articles suivants des différentes Conditions du fournisseur **ne sont pas applicables** dans le contexte du Contrat spécifique :

- L'article **1.4** du Contrat entreprise AWS.

AM-14 APPLICATION DE LA TPS ET DE LA TVQ

La clause **CS-11 APPLICATION DE LA TPS ET DE LA TVQ** du Contrat spécifique est remplacée par l'article **5.2 Taxes et impôts** du Contrat entreprise AWS.

AM-15 SITUATION DE FORCE MAJEURE

L'article **12.4 Cas de force majeure** du Contrat entreprise AWS remplace la clause **CS-29 SITUATION DE FORCE MAJEURE** du Contrat spécifique.

AM-16 MODIFICATIONS DU CONTRAT

Nonobstant l'article **12.3 Intégralité de l'entente** *in fine* du Contrat entreprise AWS, et sous réserves des dispositions prévues à la clause **CS-31 MODIFICATION DU CONTRAT** du Contrat spécifique, aucune modification aux modalités du Contrat spécifique n'est permise, à moins d'avoir été préalablement validée par le Courtier.

AM-17 RÈGLEMENTS DES DIFFÉRENDS

La clause CS-**32 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS** du Contrat spécifique est remplacée par ce qui suit :

> « Si un différend survient dans le cours de l'exécution du contrat ou sur son interprétation, le Client et le fournisseur s'engagent, avant d'exercer tout recours, à déployer des efforts raisonnables afin d'en arriver à une solution amiable à ce différend, selon les modalités à convenir entre les parties. »

Document Descriptif Des Services (Solutions) AWS!



Document descriptif des Services (Solutions) qualifiées d'AWS par l'intermédiaire du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) –Catalogue d'offres infonuagiques

Version 3.0

2/16/2022

Table des matières

Section 1.0 - Introduction
Section 1.1 - Personnes-ressources

Section 2.0- Services qualifiées
Section 2.1 - Services AWS qualifiées

Section 3.0– Information descriptive d'AWS
Section 3.1 - Taux de disponibilité des solutions
Section 3.2 - Banc d'essai
Section 3.3 - Types d'engagements contractuels possibles et modalités de paiement connexes
Section 3.4 - Services prévente offerts
Section 3.5 - Modalités pour l'obtention des prix
Section 3.6 - Étapes et échéancier pour l'établissement d'un contrat spécifique
Section 3.7 - Activités et dispositions entrées et de sortie
Section 3.8 - Assistance technique aux administrateurs
TI Section 3.9 - Matériel de formation
Section 3.10 - Gouvernance

Section 4.0 - Comment ajouter des Numéro comptes AWS au Contrat Entreprise

Section 5.0 - Sites Web principaux

Annexe A : Étapes et échéancier pour l'établissement d'un contrat spécifique avec AWS

Annexe B: Ouvrir un compte AWS à titre de client aux termes du Contrat spécifique
- **A. Créez votre compte**
- **B. Ajoutez un mode de paiement**
- **C. Activez vos services AWS**
- **D. Vérifiez votre numéro de téléphone**
- **E. Sélectionnez un plan de support**
- **F. Sélectionnez la devise de paiement de vos factures**

À DES FINS D'UTILISATION ET DE DISTRIBUTION INTERNES UNIQUEMENT / DOCUMENT CONFIDENTIEL ET EXCLUSIF D'AMAZON WEB SERVICES, INC.

Section 1.0 – Introduction

AWS tient à vous remercier de l'avoir choisie à titre de fournisseur de services de gestion et d'exécution de l'offre ou des offres infonuagiques AWS. Nous savons que vous aviez le choix entre plusieurs fournisseurs de services infonuagiques et nous sommes fiers d'avoir été retenus. Nous espérons avoir la possibilité de vous fournir des services hors pair pendant de nombreuses années et sommes persuadés que notre collaboration sera fructueuse.

En coordination avec le contrat spécifique en infonuagique (le « Contrat spécifique »), AWS a rédigé le présent document descriptif. **N.B. :** Toute référence à la notion Services ou Services offerts dans ce document descriptif désigne les solutions infonuagiques. Si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements aux sujets de ce document, veuillez communiquer avec votre directeur de comptes ou avec l'une ou l'autre des personnes dont les coordonnées sont indiquées à la section 1.1.

Section 1.1 - Personnes-ressources

<table>
<tr><th colspan="2">Renseignements généraux au sujet des contrats ou des ventes
aws-contratspecifique-courtier@amazon.com</th></tr>
<tr><td>Directrice de contrats

Maria Peloso
Contrats commerciaux, directrice
Amazon Web Services Canada, Inc.
awsmaria@amazon.com
Téléphone : 416 309-6326</td><td>Directeur des ventes

Alexandre Deschênes
Directeur des ventes, secteur public Amazon Web Services Canada, Inc.
deschen@amazon.com
Téléphone : 418 455-0894</td></tr>
<tr><td>Directeur de contrats

Derrick Nanda
Contrats commerciaux, directeur
Amazon Web Services Canada, Inc.
dtnanda@amazon.com
Téléphone : 819 269-3295</td><td>Directeur de comptes majeurs

Yoven Cunjamalay
Directeur de comptes,
secteur public Amazon Web Services Canada, Inc.
yoven@amazon.com
Téléphone : 438 921-0134</td></tr>
<tr><td>Directeur de comptes majeurs

Eric Mueller
Directeur de comptes,
secteur public Amazon Web Services Canada, Inc.
erimuel@amazon.com
Téléphone : 514 409-0096</td><td>Directeur de comptes majeurs

Ismael Touré
Directeur de comptes,
secteur public Amazon Web Services Canada, Inc.
ismatour@amazon.com
Téléphone : 418 609-6065</td></tr>
<tr><td>Architecte de solutions principal

Louis Caron
Architecte de solutions principal
Amazon Web Services Canada, Inc.
loucaron@amazon.com
Téléphone : 514-708-8853</td><td>Personne-ressource au MCN
Courtier en infonuagique

Direction du Courtier en infonuagique
Direction principale en services contractuels
Ministère de la Cybersécurité et du numérique
courtier.infonuagique@mcn.gouv.qc.ca</td></tr>
</table>

À DES FINS D'UTILISATION ET DE DISTRIBUTION INTERNES UNIQUEMENT / DOCUMENT CONFIDENTIEL ET EXCLUSIF D'AMAZON WEB SERVICES, INC.

Section 2.0 –Services qualifiées

Section 2.1 – Services AWS qualifiées – Les Services qui peuvent être achetés aux termes du Contrat spécifique (les « Services qualifiées ») sont présentés dans le catalogue d'offres infonuagiques du Courtier en infonuagique qui se trouve à l'adresse suivante:
http://www.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/catalogue/ - Section Produits et services / Technologies de l'information (catalogue d'offres infonuagiques).

N.B. : Le Contrat spécifique ne peut servir à acheter des services professionnels à AWS.

Section 3.0 - Information descriptive d'AWS

Section 3.1 – Taux de disponibilité des solutions

• **Sur le site Web d'AWS, où puis-je trouver des renseignements qui me permettraient de mieux comprendre les conditions de service AWS applicables?**

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les conditions de service applicables aux solutions AWS, veuillez consulter les documents suivants :

- Contrats de niveau de service (SLA) AWS
- http://www.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/catalogue/. Section Produits et services / Technologies de l'information (catalogue d'offres infonuagiques)
- Produits et Solutions AWS

Section 3.2 – Banc d'essai

• **Comment puis-je mettre la plateforme, les Services AWS à l'essai gratuitement?**

L'offre gratuite d'AWS (AWS Free Tier) vous permet de mettre la plateforme, les services AWS à l'essai gratuitement.

Essais : ces offres gratuites sont des offres d'essai à court terme qui démarrent au moment de la première utilisation. Lorsque votre période d'essai se termine, vous payez simplement les tarifs standard de paiement à l'utilisation (voir la page de chaque service pour vous renseigner sur la tarification). Vous trouverez de plus amples renseignements à ce sujet ici : AWS Free Tier

N.B. : Pour utiliser ces offres gratuites, vous devez ouvrir un compte AWS. Voir l'Annexe B pour le processus d'ouverture d'un compte AWS. Avant la fin de votre période d'essai gratuite et avant de commencer à utiliser vos Services payants, vous **devez** communiquer avec le MCN à l'adresse courtier.infonuagique@mcn.gouv.qc.ca pour demander qu'un Contrat spécifique soit conclu avec AWS. Le processus et les délais nécessaires pour lapréparation du contrat spécifique sont décrits dans l'Annexe A. Il incombe en tout temps au client de payer tous les frais exigibles à AWS en échange des Services qu'il utilise.

À DES FINS D'UTILISATION ET DE DISTRIBUTION INTERNES UNIQUEMENT / DOCUMENT CONFIDENTIEL ET EXCLUSIF D'AMAZON WEB SERVICES, INC.

Section 3.3 – Types d'engagements contractuels possibles et modalités de paiement connexes

• **Quelles sont les différentes options de paiement à l'égard des Services AWS?**

La tarification à l'utilisation vous permet de gagner en réactivité et de vous adapter facilement à l'évolution de vos besoins, sans dépassement de budget. Grâce au modèle de paiement à l'utilisation, vous pouvez adapter votre activité en fonction de vos besoins, sans avoir à vous reposer sur des prévisions. Ainsi, vous limitez les risques de sur-capacité ou de sous-capacité.

En ne payant que les Services que vous utilisez, vous simplifiez le processus d'approvisionnement, vous permettez à votre entreprise de devenir parfaitement élastique et vous êtes libre de vous concentrer sur les innovations et les inventions.

Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, veuillez consultez : Tarification AWS

Vous pouvez communiquer avec le directeur de compte AWS dont les coordonnées sont indiquées dans la section 1.1 pour obtenir les informations sur la possibilité d'obtenir des escomptes de volume.

NB : Des conditions spécifiques s'appliquent à ce programme.

Section 3.4 – Services prévente offerts

• **À qui dois-je m'adresser pour obtenir de plus amples renseignements sur AWS ou les Services infonuagiques AWS avant de signer un Contrat spécifique?**

AWS offre une multitude d'outils et d'information en libre-service pour vous aider au démarrage et tout au long de l'utilisation de nos services infonuagiques. Pour des besoins ou questions spécifiques, AWS dispose de spécialistes techniques pouvant vous accompagner ponctuellement. Pour obtenir de plus amples renseignements ou de l'aide, vous pouvez communiquer avec le directeur de comptes AWS pertinent dont les coordonnées sont indiquées à la section 1.1.

Section 3.5 – Modalités pour l'obtention des prix

• **Comment puis-je calculer combien me coûteront les Services AWS?**

• **Calculateur mensuel simple.** Que ce soit pour une seule instance ou pour plusieurs dizaines de Services, vous pouvez estimer votre facture mensuelle à l'aide du Calculateur de coûts mensuels AWS. Ce dernier permet d'estimer des prix individuels ou combinés et d'utiliser des modèles pour évaluer des solutions complètes.

Pour obtenir le calculateur mensuel simple d'AWS : Calculateur de coûts mensuels AWS

• **Calculateur du coût total de possession (TCO).** Le calculateur de TCO vous offre la possibilité d'évaluer les économies que vous réalisez en utilisant AWS et de les comparer avec des environnements sur site et en colocalisation. Le calculateur de TCO compare votre infrastructure actuelle et l'offre la plus économique d'AWS. Il tient compte de tous les frais liés à l'exécution d'une solution, y compris les locaux, l'alimentation électrique et le refroidissement, pour un comparatif de coûts réaliste et de bout en bout.

Pour obtenir le calculateur de TCO : Calculateur du coût total de possession (TCO) AWS

• **Tarification.** AWS utilise le principe du paiement à l'utilisation pour la tarification des Services qualifiées. Avec AWS, vous ne payez que les Services dont vous avez besoin. La tarification d'AWS est similaire à celle des services comme l'eau courante et l'électricité. Vous ne payez que les Services que vous utilisez et, si vous cessez de vous en servir, aucun coût additionnel ou frais de résiliation ne vous seront facturés.

Pour obtenir de plus amples renseignements : Tarification AWS

• **Une fois que vous vous êtes familiarisé avec les Services d'AWS, vous pouvez contrôler efficacement vos coûts grâce aux options tarifaires suivantes :**

•**Instances Réservées Amazon EC2.** Si une partie de votre utilisation est stable, les instances réservées (IR) Amazon EC2 vous permettent de bénéficier d'une réduction de coût appréciable (jusqu'à 75 %) par rapport à la tarification à la demande, ainsi que d'une réservation de capacité quand elles sont exécutées dans une zone de disponibilité spécifique.

Pour obtenir de plus amples renseignements : Instances réservées Amazon EC2

• **Tarification des instances Spot Amazon EC2.** Avec les instances Spot, vous payez le prix Spot en vigueur pendant la durée d'exécution de vos instances. Les prix Spot sont définis par Amazon EC2 et ajustés graduellement en fonction des tendances à long terme en matière d'offre et de demande de capacité d'instance Spot. Les instances Spot sont offertes avec une réduction pouvant aller jusqu'à 90 % par rapport au tarif des instances à la demande.

Pour obtenir de plus amples renseignements : Tarification des instances Spot Amazon EC2

Section 3.6 – Étapes et échéancier pour l'établissement d'un contrat spécifique
Veuillez vous reporter à l'Annexe A ci-jointe.

Section 3.7 – Activités et dispositions d'entrée et de sortie
• **Comment faut-il s'y prendre pour acheter, utiliser et payer les services infonuagiques?**
Si vous êtes un client du MCN, vous devrez communiquer avec le MCN afin d'entreprendre le processus contractuel qui vous permettra d'acheter les Services AWS qui sont énumérés dans le catalogue d'offres infonuagiques du MCN par courriel à l'adresse courtier.infonuagique@mcn.gouv.qc.ca.

Reportez-vous également à l'Annexe B section 1.0 – Ouvrir un compte AWS à titre de client suivant les modalités du Contrat spécifique et à l'Annexe B section 2.0 – Bons de commande, facturation et activation des Services.

• **Comment faut-il s'y prendre pour savoir quelles sont les charges de travail qui pourront migrer vers le nuage et prévoir la somme de travail qui sera nécessaire pour y parvenir?**
Le processus d'adoption du nuage est unique à chaque entreprise. Le guide de migration vers le nuage (https://aws.amazon.com/fr/cloud-migration/) décrit les étapes à franchir. Pour vous aider à élaborer un plan efficace en vue de l'adoption du nuage et de la migration vers celui-ci, il pourrait être utile de remplir le questionnaire qui est joint à l'outil préparatoire à l'adoption de l'infonuagique (https://cloudreadiness.amazonaws.com/). En outre, avant de formuler votre stratégie de migration, nous vous conseillons d'avoir recours à la stratégie fondée sur les six « R », qui est expliquée à l'adresse https://aws.amazon.com/blogs/enterprise-strategy/6-strategies-for-migrating-applications-to- the-cloud/.

Si vous envisagez de concevoir et de suivre un processus accéléré en vue de l'adoption du nuage, le cadre AWS Cloud Adoption Framework (https://aws.amazon.com/professional-services/CAF/) pourrait

vous aider à élaborer une démarche globale à l'échelle de votre entreprise et tout au long du cycle de vie informatique. Ce cadre subdivise le processus en six domaines d'action, appelés « perspectives ». Chacune des perspectives regroupe les responsabilités distinctes qui incombent à des intervenants qui partagent certaines fonctions ou qui sont gérées par ceux-ci. Les fonctionnalités de l'ordre de l'entreprise sont regroupées dans les perspectives Entreprise, Personnel et Gouvernance. Les fonctionnalités d'ordre technique sont regroupées dans les perspectives Plateforme, Sécurité et Exploitation.

N.B. : Le Contrat spécifique ne peut servir à acheter des services professionnels à AWS.

• **Comment s'y prendre pour mieux connaître les pratiques exemplaires en matière d'architecture infonuagique?**
L'outil AWS Well-Architected (« infrastructure correctement architecturée ») (https://aws.amazon.com/fr/architecture/well-architected/) a été élaboré afin d'aider les architectes de l'infonuagique à élaborer une infrastructure qui offre sécurité, efficacité des performances, résilience et efficacité à leurs applications. L'infrastructure correctement architecturée repose sur cinq piliers, soit l'excellence de l'exploitation, la sécurité, la fiabilité, l'efficacité des performances et l'optimisation des coûts, et offre une démarche cohérente permettant aux clients et aux partenaires d'évaluer différentes architectures et de concevoir des architectures qui évolueront au fil du temps.

Vous trouverez en outre de nombreuses ressources sur la page consacrée à l'architecture AWS, y compris des schémas d'architecture de référence, des déploiements quick start, des livres blancs et des réponses aux questions fréquemment posées par les clients : Centre d'architecture AWS.

• **Comment s'y prendre pour fermer son compte AWS?**
Si vous n'avez plus besoin de votre compte AWS, l'utilisateur racine du compte peut le fermer. AWS ne peut pas clôturer les comptes en votre nom.

Pour obtenir de plus amples renseignements :

- Clôture d'un compte (AWS Billing and Cost Management)
- Clôture d'un compte AWS (AWS Organizations)
- Suppression du compte principal et suppression de l'organisation

• **Quels sont les services dont je pourrais me prévaloir pour transférer mon contenu à destination ou en provenance du nuage AWS?**
Les clients d'AWS demeurent propriétaires de leurs données et les contrôlent et ils peuvent les retirer du nuage AWS à quelque moment que ce soit. Ils peuvent se servir des services et outils infonuagiques AWS pour stocker leurs données dans le nuage AWS ou les retirer. Le texte qui suit décrit certains de ces outils et services natifs AWS.

• AWS Storage Gateway – AWS Storage Gateway est un service qui permet à des applications logicielles sur support matériel de stocker des données dans le nuage de manière à intégrer l'environnement informatique sur support matériel de l'entreprise à l'infrastructure de stockage d'AWS de façon transparente et en toute sécurité.
• AWS Snowball – AWS Snowball est une solution de transport de données au moyen d'appareils sécurisés qui transfèrent des volumes de données de l'ordre de plusieurs pétaoctets à destination et en provenance du nuage AWS.

• Amazon Elastic Container Service (Amazon ECS) – Ce service utilise la technologie Docker. Comme les conteneurs qu'un client crée sur Docker fonctionnent sur support matériel de la même manière que dans le nuage AWS, ils peuvent être transférés facilement dans un sens ou dans l'autre.

Il existe également de nombreux moyens d'exporter des images et des données virtuelles en provenance d'AWS, dont les suivants :

• VM Import/Export vous permet d'importer des images de machine virtuelle de votre environnement de virtualisation existant vers Amazon EC2 et de les réexporter. Cela vous permet d'effectuer la migration d'applications et de charges de travail vers Amazon EC2, de copier votre catalogue d'images de machine virtuelle dans Amazon EC2 ou de créer un référentiel d'images de machine virtuelle à des fins de sauvegarde et de reprise après sinistre.

• Si vous utilisez VMware vSphere, vous pourrez également utiliser AWS Connector for vCenter pour exporter une image virtuelle à partir d'Amazon EC2. Pour obtenir de plus amples renseignements, vous pouvez consulter la page intitulée « Exportation d'une instance EC2 migrée » qui se trouve dans le guide de l'utilisateur d'AWS Management Portal for vCenter à l'adresse https://docs.aws.amazon.com/fr_fr/amp/latest/userguide/migrate-vms.html.

• AWS Database Migration Service (AWS DMS) vous permet d'effectuer la migration de vos bases de données. AWS DMS est en mesure d'assurer la migration de vos données à destination et en provenance des bases de données commerciales et en code ouvert les plus couramment utilisées.

Section 3.8 – Assistance technique aux administrateurs TI

• **Quels sont les services de soutien technique qu'AWS met à la disposition de ses clients?**

Bénéficiez de conseils et de l'assistance nécessaires pour atteindre vos objectifs. AWS Support met des spécialistes, des technologies et des programmes à votre disposition afin d'accompagner votre réussite. Pour obtenir de plus amples renseignements : https://aws.amazon.com/fr/premiumsupport/plans/

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de la tarification de la formule AWS Support : https://aws.amazon.com/fr/premiumsupport/pricing/

N.B. : Le Contrat spécifique peut servir à acheter des services d'assistance technique. Cependant, le Contrat spécifique ne peut servir à acheter des services professionnels AWS.

Section 3.9 – Matériel de formation

• **Comment puis-je en apprendre davantage au sujet des Services AWS?**

La formation et la certification AWS (AWS Training and Certification) vous aident à perfectionner et à valider vos compétences en infonuagique de façon à pouvoir bénéficier davantage du nuage. Nous proposons des formations numériques. Vous pouvez donc choisir de faire votre apprentissage des pratiques exemplaires en ligne à votre propre rythme.

• **Documentation AWS –** Ce site contient de la documentation complète sur les Services et les spécifications des Services offerts par AWS. https://docs.aws.amazon.com/documentation

• **Mise en route avec le Centre de ressources** – Des concepts fondamentaux aux didacticiels pour débutants, trouvez les informations dont vous avez besoin pour commencer à développer sur AWS. Mise en route avec le Centre de ressources

• **Centre de connaissances AWS**. **En quoi le service AWS peut-il vous aider?** Centre de connaissances AWS

• **Portail AWS TechChat sur le site Web :** https://aws.amazon.com/podcasts/aws-techchat/

• **Enregistrer et configurer vos préférences en matière de courrier électronique d'AWS ici**

Section 3.10 – Gouvernance

• **Quelles solutions AWS m'offre-t-elle pour vérifier au fur et à mesure l'utilisation que je fais des Services AWS ou limiter l'accès aux fonctions d'approvisionnement?**

AWS fournit de nombreux outils de gestion des coûts qui vous permettent de consulter, d'organiser, de comprendre, de contrôler et d'optimiser le coût de vos Services AWS et l'utilisation que vous en faites, y compris les outils suivants :

- AWS Cost Management
- AWS Billing and Cost Management
- https://aws.amazon.com/fr/aws-cost-management/
- https://aws.amazon.com/fr/premiumsupport/knowledge-center/tags-billing-cost-center-project/
- AWS Cost Explorer
- Exploration de vos données à l'aide de Cost Explorer
- AWS Budgets
- Création d'un budget
- AWS Trusted Advisor
- https://aws.amazon.com/fr/premiumsupport/technology/trusted-advisor/
- AWS Tagging Strategies
- AWS Cloudwatch

• **AWS Service Catalog** permet aux entreprises de créer et gérer des catalogues de services informatiques qui sont approuvés en vue d'une utilisation sur AWS. Ces services informatiques peuvent comprendre toutes les solutions depuis les images de machine virtuelle, les serveurs, les logiciels et les bases de données, jusqu'aux architectures d'application à plusieurs niveaux complètes. Avec
AWS Service Catalog, vous pouvez gérer de manière centralisée les services informatiques généralement déployés, atteindre une gouvernance cohérente et satisfaire à vos exigences en matière de conformité, tout en permettant aux utilisateurs de déployer rapidement seulement les services informatiques approuvés dont ils ont besoin.

- AWS Service Catalog

Section 4.0 – Comment ajouter des Numéro de comptes AWS au Contrat Entreprise

Le Client peut ajouter des comptes AWS à la liste présentée à l'Annexe A - Numéro de compte AWS du Contrat Entreprise AWS en envoyant à AWS un avis par courrier électronique à l'adresse aws-contratspecifique-courtier@amazon.com cet avis doit comprendre (1) le nom complet du Client, (2) le numéro du Contrat spécifique qui se trouve sur la première page du contrat et (3) le numéro du compte AWS de chaque compte ajouté ou retranché. Sur remise de l'Avis, AWS peut remplacer le processus de notification ou mettre à la disposition duClient un autre moyen d'ajouter des comptes AWS à la liste présentée

ci-dessus ou d'en retrancher.

Section 5.0 - Sites Web principaux

- **Site Web principal d'AWS –** Le site Web principal d'AWS contient des renseignements sur tous les Services AWS qui sont offerts. https://aws.amazon.com/fr/

- **Documentation AWS –** Ce site contient de la documentation complète sur les Services et les spécifications des Services offerts par AWS. https://docs.aws.amazon.com/documentation

- **Console de gestion AWS –** Ce site constitue le tableau de bord à partir duquel vous pouvez gérer votre compte. C'est ici que vous pouvez gérer tous les aspects de votre environnement AWS au moyen d'une interface utilisateur sur le Web simple et intuitive. https://aws.amazon.com/fr/console/

- **Sécurité AWS –** Ce site est consacré à l'infrastructure de sécurité intégrée et disponible qu'offre l'environnement infonuagique d'AWS. https://aws.amazon.com/fr/security/

- **Conformité AWS –** Ce site contient des renseignements supplémentaires au sujet de la conformité aux lois et aux règlements applicables. https://aws.amazon.com/fr/compliance/

- **Site Web contenant la liste des Services AWS qualifiés par le MCN –** Le site Web contient des renseignements sur les modalités conclues par le MCN et AWS et le lien qui les unit. http://www.approvisionnement-quebec.gouv.qc.ca/catalogue/. Section Produits et services / Technologiesde l'information (catalogue d'offres infonuagiques).

Annexe A : Étapes et échéancier pour l'établissement d'un contrat spécifique avec AWS

No	Activité	Responsable	Délai
1.	Une fois que l'autorisation du dirigeant a été obtenue, s'il y a lieu, communiquer par courriel avec le Courtier pour prévoir la rencontre de démarrage à l'adresse : courtier.infonuagique@mcn.gouv.qc.ca	Client	Selon le client
2.	Transmettre au client les informations requises pour la rencontre de démarrage, dont le fichier des besoins à remplir.	Courtier	1 jour ouvrable
3.	Transmettre au Courtier les informations requises à la rencontre.	Client	Selon le client
4.	Préparer la rencontre de démarrage.	Courtier	1 jour ouvrable
5.	Tenir la rencontre de démarrage par conférence téléphonique.	Courtier	30 min
6.	Rédiger le compte rendu de la rencontre de démarrage, établir l'échéancier de réalisation du contrat spécifique et rédiger le document pour la cueillette d'informations administratives et les transmettre au client.	Courtier	1 jour ouvrable
7.	Préparation et exécution d'un accord de non-divulgation par le Fournisseur et le client.	Fournisseur	Selon le Fournisseur et le client
8.	Obtenir l'autorisation financière pour le contrat et valider l'admissibilité du fournisseur. À cette étape, le client s'assure également que son service juridique ait pris connaissance de toutes les conditions contractuelles applicables.	Client	Selon le client
9.	Remplir le document pour la cueillette d'informations administratives au Courtier. Transmettre ce document au Courtier avec la confirmation de l'obtention de l'autorisation financière et, s'il y a lieu, les questions d'ordre juridique.	Client	Selon le client
10.	Le courtier demande l'annexe CS-ANNEXE B (Contrat Entreprise AWS) du fournisseur	Courtier	Selon le Fournisseur
11.	Répondre aux questions d'ordre juridique, s'il y a lieu. Remplir le gabarit de contrat au moyen des informations administratives fournies par le client et des documents contractuels du fournisseur. Envoyer le contrat et toutes ses annexes pour validation au client.	Courtier	3 jours ouvrables
12.	Valider les documents préparés par le Courtier et transmettre par courriel son approbation ou ses commentaires au Courtier	Client	Selon le client

À DES FINS D'UTILISATION ET DE DISTRIBUTION INTERNES UNIQUEMENT / DOCUMENT CONFIDENTIEL ET EXCLUSIF D'AMAZON WEB SERVICES, INC.

13.	Transmettre l'information décrite à l'étape 7b de l'annexe B au Fournisseur à l'adresse e-mail aws-contratspecifique-courtier@amazon.com	Client	Selon le Fournisseur et le client
14.	Envoyer au fournisseur l'adresse courriel du signataire du client, ainsi que le contrat complet prêt à être signé (avec la signature du Courtier sur la page couverture) dans un seul document PDF à l'adresse : aws-contratspecifique-courtier@amazon.com pour obtenir son approbation de la conformité des documents contractuels.	Courtier	1 jour ouvrable
15.	Approuver la conformité des documents contractuels préparés par le Courtier en y apposant le timbre d'AWS ou transmettre les commentaires au Courtier, le cas échéant. Si le client doit signer le contrat de façon traditionnelle, se référer à la note 1 en page de page[1]. Intégrer le contrat conforme dans le système de Docusign d'AWS qui transmettra par courriel au signataire du client un avis pour la signature du contrat.	Fournisseur	2 à 3 jours ouvrables
16.	Signer électroniquement le contrat spécifique, incluant le Contrat Entreprise AWS du fournisseur présenté à l'annexe CS-ANNEXE B.	Client	Selon le client
17.	Signer électroniquement le contrat spécifique, incluant le Contrat Entreprise AWS. Le Courtier en recevra une copie automatiquement.	Fournisseur	5 jours ouvrables
18.	Vérifier si le contrat spécifique, le Contrat Entreprise AWS et toutes les annexes applicables ont été dûment remplis et signés. Communiquer avec le fournisseur si les documents sont incomplets.	Client	Selon le client
19.	Transmettre une copie du contrat signé au Courtier.	Client	5 jours ouvrables

[1] Si exceptionnellement le contrat doit être signé de façon traditionnelle par le client plutôt que par le système Docusign d'AWS, le Courtier doit transmettre le contrat approuvé par AWS au client par courriel. Celui-ci signe le contrat spécifique incluant le Contrat Entreprise AWS présenté à l'annexe CS-ANNEXE B et le retourne au Courtier qui en valide la conformité. Le Courtier transmet par la suite le contrat à signer à AWS. Le Courtier le reçoit et en valide la conformité. Il est par la suite transmis au client. Le client doit par la suite réaliser l'étape 16 de l'annexe A.

Annexe B --- Ouvrir un compte AWS

Comment créer et activer un nouveau compte Amazon Web Services?

A. Créez votre compte

Étape 1: Accédez à la page d'accueil Amazon Web Services et cliquez sur **Connectez-vous à la Console.**

Étape 2: Saisissez les informations de compte demandées, puis cliquez sur **Créer un nouveau compte AWS**.

> **Remarque**: si le bouton **Créer un nouveau compte AWS** n'apparaît pas, sélectionnez **Connexion à un autre compte**, puis choisissez **Créer un nouveau compte AWS**.

Étape 3: Saisissez les informations de votre compte, puis sélectionnez **Continuer**.

Étape 4a: Choisissez Professionnel et saisissez les informations requises.

Étape 4b: Veuillez poursuivre en remplissant le formulaire suivant. Pour passer à l'étape suivante de la création de votre compte AWS, vous devez cocher la boîte associée au texte « Veuillez cocher cette case pour indiquer que vous avez lu et accepté les conditions générales du Contrat client AWS ». Cochez la case et cliquez sur **Créer un compte et Continuer**. **N.B.** Même si vous effectuez cette opération relativement aux modalités du Contrat client AWS, les modalités **du Contrat spécifique régiront l'utilisation des Services AWS qualifiés** par le client qui est autorisé à faire des achats aux termes du Contrat spécifique. Après avoir rempli le formulaire, veuillez cliquer sur le bouton « Créer un compte et continuer ».

B. Ajoutez un mode de paiement

Étape5: Si vous ne voulez pas utiliser votre carte de crédit en tant que moyen de paiement principal, quittez la page et entrez l'adresse https://aws.amazon.com/fr/dans votre navigateur.

Étape 6a: Cliquez sur le menu déroulant en haut à droite intitulé **Mon Compte** et sélectionnez **Paramètres de compte**.

Étape 6b: Sélectionnez **Sign In** et connectez-vous avec les identifiants que vous avez définis lors de l'étape 3.

Étape 7a: Récupérez votre identifiant **ID de compte** dans la section **Mon compte** > **Paramètres de compte**.

Étape 7b: Fournissez les informations suivantes à l'adresse e-mail aws-contratspecifique-courtier@amazon.com avec une copie à votre Directeur de comptes AWS.
Ces informations apparaîtront sur vos factures. Les factures du compte seront envoyées par e-mail au format PDF à toute adresse e-mail définie en tant qu'adresse e-mail de contact de facturation:

Numéro de compte AWS:
Nom de l'entreprise:
Nom du responsable de facturation:
Numéro de téléphone de facturation:
E-mail de facturation:
Adresse de facturation:
Bon de commande (si nécessaire):

N.B.: S'il est nécessaire que votre organisation envoie un bon de commande à AWS, tous les bons de commande **doivent être envoyés directement à AWS par courriel à l'adresse aws-contratspecifique-courtier@amazon.com.** Si *nécessaire*, AWS inclura le numéro de bon de commande sur les factures associées. Comme prévu dans le Contrat spécifique entre vous et AWS régissant votre utilisation des services, AWS continue de vous fournir des services selon les termes de cet accord préexistant plutôt que selon les termes du bon de commande. Si le bon de commande prévoit que le Service doit être fourni pendant une période déterminée ou qu'un certain montant ne doit pas être dépassé, AWS continuera de facturer les Services que vous utiliserez après

l'expiration de la durée en question ou au-delà du montant à ne pas dépasser. Vous pouvez annuler les Services à quelque moment que ce soit sans pénalité.

Un bon de commande peut comprendre plusieurs identifiants de compte, mais le même identifiant de compte ne peut être utilisé pour plusieurs bons de commande, à moins que les périodes d'exécution des différents bons de commande ne coïncident pas. Pour ajouter un ou plusieurs nouveaux comptes à un bon de commande existant, veuillez envoyer un bon de commande mis à jour à aws-contratspecifique-courtier@amazon.com en indiquant clairement le numéro de compte AWS qui s'y applique et tous les renseignements décrits dans Étape 7b. Un bon de commande révisé **est valide et exécutoire uniquement à partir du moment où il est accepté par AWS**.

C. Activez vos services AWS

Étape 8a: Après avoir reçu la confirmation d'AWS que la facturation a été configurée pour votre compte, vous pourrez activer vos services. Pour ce faire, vous devrez vous connecter via AWS Management Console.

Étape 8b: Lorsque vous cliquez sur un service dans la console AWS, l'écran d'enregistrement s'affiche. Cliquez sur le lien de **l'option #1: Terminez votre inscription AWS.**

D. Vérifiez votre numéro de téléphone

Étape 9: Choisissez si vous souhaitez vérifier votre compte par SMS ou par appel vocal. Saisissez un numéro de téléphone auquel vous pouvez être contacté et saisissez le code indiqué. Sélectionnez **Appelez-moi maintenant** et **saisissez le code PIN** que vous avez reçu par message texte ou appel vocal. Cliquez sur **Continuer**.

E. Sélectionnez un plan de support AWS

Étape 10: Sur cette page **sélectionnez l'un des plans de support** disponibles. Pour la description des plans de support disponibles et leurs avantages, consultez Comparer les formules AWS Support.

F. Sélectionnez la devise de paiement de vos factures

Étape 1: Connectez-vous à AWS Management Console à l'adresse https://console.aws.amazon.com/billing/home#/

Étape 2: Sur la barre de navigation, sélectionnez le nom de votre compte, puis cliquez sur **Mon compte.**

Étape 3: Faites défiler l'écran jusqu'à la section **Préférences de devise pour le paiement** et cliquez sur **Modifier**.

Étape 4: Sélectionnez la devise de votre choix pour régler vos factures, puis cliquez sur **Mettre à jour**.

MUTUAL NONDISCLOSURE AGREEMENT

This Mutual Nondisclosure Agreement (this "Agreement"), effective as of _____ (the "Effective Date"), is made between Amazon.com, Inc., a Delaware corporation ("Amazon.com"), and _____ _____ ("Company"). In connection with the parties' commercial relationship or discussions about a possible relationship or transaction (the "Relationship"), each party may receive confidential information from the other party. Accordingly, Amazon.com and Company hereby agree as follows:

1. Affiliates; Confidential Information. The term "Affiliate" means, with respect to either party, any entity that directly or indirectly controls, is controlled by or is under common control with that party, and the term "Confidential Information" means all nonpublic information concerning the Relationship disclosed by either party, its Affiliates, or their agents (as applicable, such entities collectively, the "Disclosing Party") to the other party, its Affiliates, or their agents (collectively, the "Receiving Party") that is designated as confidential or that, given the nature of the information or the circumstances surrounding its disclosure, reasonably should be considered as confidential. Confidential Information includes, without limitation (i) nonpublic information relating to the Disclosing Party's technology, products, services, processes, data, customers, business plans and methods, promotional and marketing activities, finances and other business affairs, (ii) third-party information that the Disclosing Party is obligated to keep confidential, and (iii) the nature, content and existence of a Relationship, discussions or negotiations between the parties.

ENTENTE DE NON-DIVULGATION MUTUELLE

La présente entente de non divulgation mutuelle (la présente « Entente »), prenant effet à compter du _____ (la « Date d'effet »), est conclue entre Amazon.com, Inc., société du Delaware (« Amazon.com »), et _____, _____ (la « Société »). Dans le cadre de la relation commerciale qui existe entre les parties ou de toutes discussions entre elles en vue d'une éventuelle relation ou transaction (la « Relation »), chaque partie peut recevoir des informations confidentielles de la part de l'autre partie. Ainsi, Amazon.com et la Société conviennent par les présentes de ce qui suit :

1. Membres du groupe; Informations confidentielles. Le terme « Membre du groupe » désigne, par rapport à l'une ou l'autre des parties, toute entité qui, directement ou indirectement, contrôle cette partie, est contrôlée par cette partie ou est contrôlée par la même personne que cette partie, et le terme « Informations confidentielles » désigne toutes les informations non publiques concernant la Relation qui sont divulguées par l'une ou l'autre des parties, les Membres de son groupe ou leurs mandataires (selon le cas, ces entités sont conjointement dénommées la « Partie divulgatrice ») à l'autre partie, aux Membre de son groupe ou à leurs mandataires (conjointement dénommés la « Partie destinataire ») et qui sont qualifiées de confidentielles ou qui, étant donné la nature des informations ou des circonstances entourant leur divulgation, devraient raisonnablement être considérées comme confidentielles. Les Informations confidentielles comprennent, sans restriction (i) les informations non publiques relatives à la technologie, aux produits, aux services, aux processus, aux données, aux clients, aux plans d'affaires et aux méthodes, aux activités de promotion et de marketing, aux finances et aux autres affaires commerciales de la Partie divulgatrice, (ii) les informations de tiers que la Partie divulgatrice est

tenue de garder confidentielles et (iii) la nature, le contenu et l'existence d'une Relation, de discussions ou de négociations entre les parties.

2. Exclusions. Confidential Information does not include any information that (i) is or becomes publicly available without breach of this Agreement (provided, however, information that is rumored or reported does not become public based only on such rumors or reports), (ii) was known by the Receiving Party prior to its receipt from the Disclosing Party, (iii) is disclosed to the Receiving Party from any third party, except where the Receiving Party knows, or reasonably should know, that such disclosure constitutes a wrongful or tortious act, or (iv) is independently developed by the Receiving Party without use of any Confidential Information.

2. Exclusions. Le terme « Informations confidentielles » n'inclut aucune information qui (i) est ou devient accessible au public sans violation de la présente Entente (sous réserve, cependant, qu'une information qui fait l'objet d'une rumeur ou est rapportée ne devient pas publique uniquement sur la foi de ces rumeurs ou rapports), (ii) était connue de la Partie destinataire préalablement à sa réception de la part de la Partie divulgatrice, (iii) est divulguée à la Partie destinataire par un tiers, sauf si la Partie destinataire sait, ou devrait raisonnablement savoir, que cette divulgation constitue un acte illégal ou délictuel, ou (iv) est développée de manière indépendante par la Partie destinataire sans utiliser aucune Information confidentielle.

3. Use and Disclosure of Confidential Information. The Receiving Party will use Confidential Information only in connection with the Relationship. Except as provided in this Agreement, the Receiving Party will not disclose Confidential Information to anyone without the Disclosing Party's prior written consent. The Receiving Party will take reasonable measures to avoid disclosure, dissemination or unauthorized use of Confidential Information.

3. Utilisation et divulgation d'Informations confidentielles. La Partie destinataire utilisera les Informations confidentielles uniquement dans le cadre de la Relation. Sauf dans les cas prévus dans la présente Entente, la Partie destinataire ne divulguera aucun Information confidentielle à quiconque sans le consentement écrit préalable de la Partie divulgatrice. La Partie destinataire prendra des mesures raisonnables pour éviter la divulgation, la diffusion ou l'utilisation non autorisée des Informations confidentielles.

4. Receiving Party Personnel; Affiliates. The Receiving Party will restrict the possession, knowledge and use of Confidential Information to its directors, officers, employees, contractors, agents, legal and accounting advisers, and entities controlled by the Receiving Party (collectively, "Personnel") who (i) have a need to know Confidential Information in connection with the Relationship, (ii) are informed of the confidential nature of the Confidential Information, and (iii) have obligations with respect to the Confidential Information that are consistent with this Agreement. Each of

4. Personnel de la Partie destinataire; Membres du groupe. La Partie destinataire restreindra la possession, la connaissance et l'utilisation des Informations confidentielles à ses administrateurs, dirigeants, salariés, entrepreneurs, mandataires, conseillers juridiques et comptables et aux entités contrôlées par la Partie destinataire (conjointement dénommés le « Personnel ») qui (i) ont besoin de connaître les Informations confidentielles dans le cadre de la Relation, (ii) sont informées de la nature confidentielle des Informations confidentielles et (iii) ont des obligations conformes à la présente Entente relativement aux Informations confidentielles. Amazon.com et la Société

Amazon.com and the Company will ensure that its Affiliates comply with this Agreement.

5. Disclosures to Governmental Entities. The Receiving Party may disclose Confidential Information as required to comply with orders of governmental entities that have jurisdiction over it or as otherwise required by law.

6. Ownership of Confidential Information. All Confidential Information will remain the exclusive property of the Disclosing Party. The Disclosing Party's disclosure of Confidential Information will not constitute an express or implied grant to the Receiving Party of any rights to or under the Disclosing Party's patents, copyrights, trade secrets, trademarks or other intellectual property rights. Except to the extent permitted by applicable law in the absence of any express license or other grant of rights, neither party will use any trade name, trademark, logo or any other proprietary rights of the other party (or any of its Affiliates) in any manner without prior written authorization of such use by a Vice President of such other party.

7. Notice of Unauthorized Use. The Receiving Party will notify the Disclosing Party promptly upon discovery of any unauthorized use or disclosure of Confidential Information or any other breach of this Agreement by the Receiving Party. The Receiving Party will cooperate with the Disclosing Party to help the Disclosing Party regain possession of such Confidential Information and prevent its further unauthorized use and disclosure.

8. Return of Confidential Information. Subject to compliance with orders of governmental entities that have jurisdiction over it or as otherwise required by law, the Receiving Party will return or destroy all tangible materials or portions thereof constituting

s'assureront toutes deux que les Membres de leur groupe se conforment à la présente Entente.

5. Divulgations à des autorités gouvernementales. La Partie destinataire peut divulguer des Informations confidentielles afin de se conformer aux ordonnances d'autorités gouvernementales compétentes à son égard ou si le droit applicable le requiert.

6. Propriété des Informations confidentielles. Toutes les Informations confidentielles demeureront la propriété exclusive de la Partie divulgatrice. La divulgation des Informations confidentielles par la Partie divulgatrice ne saurait constituer un octroi exprès ou implicite à la Partie destinataire de quelque droit que ce soit sur les brevets, droits d'auteur, secrets commerciaux, marques de commerce ou autres droits de propriété intellectuelle de la Partie divulgatrice ou aux termes de ceux-ci. Sauf dans la mesure prévue par le droit applicable, en l'absence de toute licence expresse ou de tout autre octroi de droits, aucune partie n'utilisera un nom commercial, une marque de commerce, un logo ou un autre droit exclusif de l'autre partie (ou de l'un ou l'autre des Membres de son groupe) de quelque manière que ce soit sans l'autorisation écrite préalable d'un vice-président de cette autre partie.

7. Avis d'utilisation non autorisée. La Partie destinataire enverra un avis à la Partie divulgatrice dans les plus brefs délais si elle découvre une utilisation ou divulgation non autorisée d'Informations confidentielles ou toute autre violation de la présente Entente par la Partie destinataire. La Partie destinataire coopérera avec la Partie divulgatrice pour l'aider à reprendre possession de ces Informations confidentielles et à empêcher qu'elles fassent de nouveau l'objet d'une utilisation ou d'une divulgation non autorisée.

8. Restitution des Informations confidentielles. Sous réserve du respect des ordonnances d'autorités gouvernementales compétentes à l'égard de la Partie destinataire ou des dispositions du droit applicable, la Partie destinataire restituera ou détruira tous les

Confidential Information (including, without limitation, all summaries, copies and excerpts of Confidential Information) promptly following the Disclosing Party's written request.

supports tangibles ou parties de ces supports qui constituent des Informations confidentielles (notamment des synthèses, copies et extraits d'Informations confidentielles) dans les plus brefs délais à la suite d'une demande écrite de la Partie divulgatrice.

9. Injunctive Relief. The Receiving Party acknowledges that a breach of its obligations under this Agreement could cause irreparable harm to the Disclosing Party as to which monetary damages may be difficult to ascertain or an inadequate remedy. The Receiving Party therefore agrees that the Disclosing Party will have the right, in addition to its other rights and remedies, to seek injunctive relief for any violation of this Agreement.

9. Injonction. La Partie destinataire reconnaît qu'une violation des obligations qui lui incombent aux termes de la présente Entente pourrait causer un préjudice irréparable à la Partie divulgatrice à l'égard duquel des dommages intérêts pécuniaires pourraient difficilement être évalués ou constitueraient un recours inadéquat. La Partie destinataire accepte donc que la Partie divulgatrice dispose du droit, outre ses autres droits et recours, de solliciter une injonction en cas de violation de la présente Entente.

10. Scope; Termination. This Agreement covers Confidential Information disclosed by the Disclosing Party on and after the Effective Date. This Agreement automatically will terminate upon the earlier of (i) termination of all written agreements between the parties or their Affiliates regarding the Relationship, or (ii) if no agreements are executed, termination of discussions between the parties or their Affiliates regarding the Relationship or delivery of written notice terminating this Agreement; provided, however, that (i) each party's obligations with respect to the other party's Confidential Information will survive for three (3) years following termination, and (ii) Sections 6, 9, 10, and 11 will survive indefinitely.

10. Champ d'application; résiliation. La présente Entente vise les Informations confidentielles divulguées par la Partie divulgatrice à compter de la Date d'effet. La présente Entente sera résiliée immédiatement à la première des deux éventualités suivantes, soit (i) la résiliation de toutes les entente écrites entre les parties ou les Membres de leur groupe à l'égard de la Relation, ou (ii) si aucune entente n'a été signée, la fin des discussions entre les parties ou les Membres de leur groupe à l'égard de la Relation ou la remise d'un avis écrit résiliant la présente Entente, étant toutefois entendu que (i) les obligations de chaque partie à l'égard des Informations confidentielles de l'autre partie restent valables pendant trois (3) ans après la résiliation et (ii) les articles 6, 9, 10 et 11 demeurent en vigueur indéfiniment.

11. Miscellaneous.

11.1 This Agreement constitutes the entire agreement between the parties relating to the matters discussed herein and supersedes all prior communications and agreements between the parties with respect thereto. This Agreement may be amended, modified, or waived only with the mutual written consent of the parties hereto. This Agreement will not be assignable by either party without the

11. Divers.

11.1 La présente Entente constitue l'entente intégrale conclue entre les parties concernant les questions évoquées dans les présentes et remplace toutes les communications et ententes préalables entre les parties au sujet de ces questions. La présente Entente peut être modifiée ou faire l'objet d'une renonciation uniquement avec le consentement écrit mutuel des parties aux présentes. Aucune partie ne

prior written consent of the other party; provided that prior written consent will not be required for any assignment by a party to an Affiliate. Subject to the limitations set forth in this Agreement, this Agreement will inure to the benefit of and be binding upon the parties and their respective successors and assigns.

peut céder la présente Entente sans le consentement écrit préalable de l'autre partie, étant toutefois entendu que le consentement écrit préalable ne sera pas nécessaire si la cession est effectuée en faveur d'un Membre du groupe de la partie cédante. Sous réserve des restrictions énoncées dans la présente Entente, la présente Entente lie les parties ainsi que leurs successeurs et ayants droit respectifs et s'applique en leur faveur.

11.2 The Disclosing Party acknowledges that the Receiving Party may now have, or in the future may develop or receive, information that is the same as, or similar to, Confidential Information without having breached this Agreement. Nothing in this Agreement (a) prevents the Receiving Party from using, for any purpose and without compensating the Disclosing Party, information retained in the memory of the Receiving Party's Personnel who have had access to Confidential Information or (b) obligates the Receiving Party to restrict the scope of employment of the Receiving Party's Personnel; provided, however, that this section does not create a license under any copyright or patent of the Disclosing Party.

11.2 La Partie divulgatrice reconnaît que la Partie destinataire pourrait posséder à présent, ou pourrait développer ou recevoir à l'avenir, des informations identiques ou similaires aux Informations confidentielles sans avoir violé la présente Entente. Aucune disposition de la présente Entente a) n'empêche la Partie destinataire d'utiliser, à quelque fin que ce soit et sans indemniser la Partie divulgatrice, des informations conservées dans la mémoire du Personnel de la Partie destinataire qui a eu accès aux Informations confidentielles ni b) n'oblige la Partie destinataire à restreindre la portée des fonctions de son Personnel, sous réserve, cependant, que la présente clause ne crée pas de licence en vertu de tout droit d'auteur ou brevet de la Partie divulgatrice.

11.3 If a provision of this Agreement is held invalid under any applicable law, such invalidity will not affect any other provision of this Agreement that can be given effect without the invalid provision. Further, all terms and conditions of this Agreement will be deemed enforceable to the fullest extent permissible under applicable law, and, when necessary, the court is requested to reform any and all terms or conditions to give them such effect.

11.3 Si une clause de la présente Entente est jugée invalide en vertu du droit applicable, cela n'aura aucun effet sur les autres clauses de la présente Entente qui peuvent avoir effet sans la clause invalide. En outre, toutes les modalités de la présente Entente seront réputées exécutoires dans la plus large mesure possible en vertu du droit applicable et, si cela est nécessaire, le tribunal est prié de modifier ces modalités en vue de leur donner ainsi effet.

11.4 This Agreement will be governed by internal laws of the Province of Quebec, without reference to its choice of law rules. Exclusive jurisdiction over and venue of any suit arising out of or relating to this Agreement will be in the provincial and federal courts located in the judicial district of Montreal or in the judicial district of Quebec, and each of the

11.4 La présente Entente est régie par les lois de la province de Québec, sans référence aux règles relatives au choix de la législation applicable. Chacune des parties aux présentes consent à l'exclusivité de compétence et de lieu des tribunaux provinciaux et fédéraux situés dans le district judiciaire de Montréal ou dans le district judiciaire de

parties hereto consents to the personal jurisdiction of, and venue in, those courts.

11.5 All notices hereunder will be given in writing, will refer to this Agreement and will be personally delivered or sent by overnight courier, electronic mail, or registered or certified mail (return receipt requested) to the address set forth below the parties' signatures at the end this Agreement.

This Agreement has been prepared and executed in the French and English languages, in case of any contradiction between the French text and the English text, the French text shall prevail but any ambiguity will be interpreted in favor of AWS.

The parties have executed this Agreement as of the Effective Date.

Amazon.com, Inc.

By/Par : _____, its/son _____

Print Name/Nom:

_____

Date Signed/Date de signature:

_____

Courier/Adresse par courrier: 410 Terry Ave. N., Seattle, WA 98109-5210

Mail/Adresse postale: P.O. Box 81226, Seattle, WA 98108-1226

Email/Courrier électronique: contracts-legal@amazon.com

Attention/ À l'attention du: General Counsel

Québec, en cas de poursuites judiciaires découlant de la présente Entente.

11.5 Tous les avis en vertu des présentes seront donnés par écrit, renverront à la présente Entente et seront remis en personne ou envoyés par service de messagerie du lendemain, courrier électronique ou courrier recommandé ou certifié (avec accusé de réception) à l'adresse des parties indiquée ci-dessous sous leur signature.

La présente Entente a été rédigée et signée en français et en anglais. En cas de contradiction entre la version française et la version anglaise, la version française aura préséance mais toute ambiguïté de cette Entente sera interprétée en faveur de AWS.

Les parties ont signé le présent Accord à la Date d'effet.

Company/Société:

_____

By/Par: _____, its/son _____

Print Name/Nom:

_____

Date Signed/Date de signature:

_____

Mail/Adresse postale:

_____

Email/Courrier électronique:

_____

Attention/À l'attention de:

_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249834002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division plateformes et automatisation
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré à la firme Amazon Web Services Canada inc. (AWS Canada), par l'entremise de son entente avec le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), pour la mise en place d'une plateforme commune d'hébergement de solutions infonuagiques pour une période de 36 mois, soit du 1er février 2025 au 31 janvier 2028, pour une somme maximale de 2 627 274,54 $ (frais de gestion et taxes inclus)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1249834002.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-07

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.42

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1248021009

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Compétence d'agglomération :	Entente-cadre avec la Bibliothèque nationale du Québec
Projet :	-
Objet :	Approuver l'avenant 1 de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministère de la Culture et des Communications entérinée le 30 septembre 2021 par le conseil d'agglomération / Autoriser une dépense de 13 997 461 $ par année pour les années 2024 et 2025 et une dépense de 13 997 461 $ majorée de l'indice des prix à la consommation pour l'année 2026, à BAnQ, sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi à 2%, à partir de l'année 2026

Il est recommandé :
1- d'approuver l'avenant 1 de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec et le ministère de la Culture et des Communications entérinée le 30 septembre 2021 par le conseil d'agglomération;

2- d'autoriser une dépense de 13 997 461 $ par année pour les années 2024 et 2025 et une dépense de 13 997 461 $ majorée de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour l'année 2026, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi à
2 %, à partir de l'année 2026;

3- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-10-28 11:02

Signataire : Nadia BASTIEN

directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1248021009**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 e) favoriser le développement de son réseau de bibliothèques et promouvoir celui-ci ainsi que le réseau de musées municipaux comme lieux d'accès au savoir et à la connaissance
Compétence d'agglomération :	Entente-cadre avec la Bibliothèque nationale du Québec
Projet :	-
Objet :	Approuver l'avenant 1 de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministère de la Culture et des Communications entérinée le 30 septembre 2021 par le conseil d'agglomération / Autoriser une dépense de 13 997 461 $ par année pour les années 2024 et 2025 et une dépense de 13 997 461 $ majorée de l'indice des prix à la consommation pour l'année 2026, à BAnQ, sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi à 2%, à partir de l'année 2026

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministère de la Culture et des Communications (MCC), ci-après nommées les Parties signent, depuis plusieurs années, des ententes-cadres prévoyant une contribution annuelle de la Ville, pour financer une partie des dépenses de fonctionnement de BAnQ, afin de :

- Maintenir l'offre de services aux Montréalais et l'offre de services de BAnQ au réseau des bibliothèques locales de la Ville ;

- Permettre à BAnQ, dans son rôle de diffuseur auprès de l'ensemble des bibliothèques publiques du Québec, d'accroître la richesse de ses collections, de s'appuyer notamment sur l'expertise de la Ville et d'offrir aux bibliothèques locales la fonction d'appoint anciennement assumée par la bibliothèque centrale de Montréal et de bénéficier de la contribution financière de la Ville ;

- Développer la Grande Bibliothèque, qui agit comme bibliothèque ressource pour l'ensemble des Québécois et comme bibliothèque centrale pour les Montréalaises et Montréalais et les bibliothèques locales de la Ville en offrant, notamment, mais non limitativement :

- une vaste collection universelle, pour l'emprunt et la consultation, de même que des collections spécialisées telles que la collection nationale, la collection de documents adaptés, une collection en bibliothéconomie et sciences de l'information ;
- des services spécialisés tels que le Centre emploi-carrière, le Service québécois du livre adapté, l'expertise de son personnel en bibliothéconomie et sciences de l'information ;
- un portail Internet offrant des collections et des services accessibles à distance ;
- une riche programmation culturelle mettant essentiellement en valeur le patrimoine documentaire ;
- un équipement culturel exceptionnel avec des espaces modernes et de qualité pour le travail et la découverte.

Le 30 septembre 2021, la Ville de Montréal a adopté la nouvelle entente-cadre pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG21 0576 – 30 septembre 2021 : Approuver le projet d'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la ministre de la Culture et des Communications, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 2021 / Autoriser une dépense de 12 195 826 $ pour 2021 et une dépense annuelle de 12 195 826 $, pour les années 2022 à 2025, majorée de l'indice des prix à la consommation (IPC), à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) / Autoriser un ajustement récurrent à la base budgétaire du Service de la culture pour l'indexation du montant total de la contribution financière selon l'indice des prix à la consommation (IPC), et ce, pour les exercices de 2023 à 2025
CG20 0342 – 30 juin 2020 : Aviser Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la ministre de la Culture et des Communications de l'intention de la Ville de renégocier les termes de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et la ministre de la Culture et des Communications. Mandater le Service de la culture et le Bureau des relations gouvernementales et municipales de la Ville de Montréal pour renégocier les termes de ladite entente-cadre (CG16 0493).

CG16 0493 – 25 août 2016 : Approuver le projet d'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministre de la Culture et des Communications, pour une période de cinq ans à compter du 1er janvier 2016 / Accorder la somme de 11 408 314 $ pour 2016 et de 11 408 314 $, majorée de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les années 2017 à 2020, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) / Autoriser un virement budgétaire de 3 008 014 $ en 2016 en provenance des dépenses contingentes imprévues d'administration vers le Service de la culture.

CM05 0065 - 24 janvier 2005 : Approuver la lettre d'entente entre la Ville de Montréal, la Bibliothèque nationale du Québec et le syndicat des fonctionnaires municipaux de Montréal; Approuver la lettre d'entente entre la Ville de Montréal, la Bibliothèque nationale du Québec et le syndicat des professionnelles et professionnels municipaux de Montréal; Autoriser la directrice générale adjointe Service du développement culturel et de la qualité du milieu de vie et le directeur principal Service de la gestion stratégique, du capital humain et de la diversité ethnoculturelle à signer les dites lettres d'entente tripartites; Approuver l'entente entre la Ville de Montréal et la Bibliothèque nationale du Québec concernant les ressources humaines.

CM03 1039 - 18 décembre 2003 : Approuver un projet d'entente-cadre entre la Ville de Montréal, la Bibliothèque Nationale du Québec et la ministre de la Culture et des Communications du Québec relativement à la Bibliothèque Nationale du Québec concernant

entre autres la vente de la collection de la Bibliothèque centrale de Montréal (BCM) à la Bibliothèque Nationale du Québec.

CM02 0577 - 19 août 2002 : Approuver un projet d'entente entre la Ville de Montréal et la Bibliothèque Nationale du Québec concernant la collection et les ressources matérielles de la Bibliothèque centrale de Montréal.

CE00 00521 - 8 mars 2000 : Approuver le projet d'entente-cadre entre la Ville, la ministre de la Culture et des Communications et la Grande Bibliothèque du Québec.

CE97 02271 - 12 novembre 1997 : Approuver les orientations de l'exposé de la Ville de Montréal à la Commission parlementaire sur le concept de la Grande Bibliothèque du Québec.

DESCRIPTION

La durée de cette entente-cadre était de cinq (5) ans et débutait le 1er janvier 2021 pour se terminer le 31 décembre 2025, inclusivement.
Selon les modalités, la présente entente-cadre serait reconduite aux mêmes conditions par périodes de cinq (5) ans, à moins que l'une des parties n'avise les autres par un préavis de six (6) mois, de son intention d'en renégocier les modalités.

Contexte inflationniste

La Ville a informé BAnQ, dans les derniers mois, qu'elle souhaitait réviser la contribution financière annuelle de cette entente parce qu'au moment de la signature de l'entente 2021-2025, l'indice des prix à la consommation (IPC) oscillait entre 1 % et 2 % par année.

Or, l'IPC appliqué au calcul de la contribution pour 2022 s'est élevé à 3,7 %, 6,6 % pour 2023 et a atteint 5,1 % pour 2024.

Puisque le calcul de l'indexation de la contribution annuelle se fait toujours sur la contribution indexée de l'année précédente, l'ajustement à l'IPC entraîne une augmentation fulgurante de la contribution de la Ville à BAnQ. Cette augmentation a été estimée à un total de 1 562 723 $ entre 2022 et 2024.

L'objectif de la révision de la contribution financière

Limiter les coûts et donner davantage de prévisibilité budgétaire pour les années à venir, pour la Ville de Montréal.

Il a été convenu avec BAnQ d'effectuer ces modifications

- Pour la période du 1er janvier 2021 au 30 septembre 2024, la contribution financière est indexée le premier janvier de chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation (ci-après l'« IPC Montréal »), comme publié par Statistique Canada pour l'année précédente.

- Pour la période du 1er octobre 2024 au 31 décembre 2025, ne pas appliquer l'indexation qui résulterait du total de l'IPC Montréal, comme publié par Statistique Canada pour l'année précédente.

- Pour les périodes subséquentes, à compter du 1er janvier 2026, appliquer l'indexation le premier janvier de chaque année en fonction de l'IPC Montréal, comme publié par Statistique Canada pour l'année précédente, sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi entre les Parties, à 2 %.

- Afin de faire appliquer les nouvelles modalités voulant que l'indexation annuelle soit de l'IPC Montréal ou jusqu'à un maximum de 2 %, il a été convenu de prolonger l'entente-cadre d'une année pour la terminer au 31 décembre 2026.

JUSTIFICATION

La Ville et BAnQ se complètent et unissent leurs efforts pour la promotion de la lecture et du livre à Montréal, tant au sein de leurs organisations respectives qu'en collaboration avec différents acteurs des milieux montréalais et québécois.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Entente-cadre 2021-2026				
Années	2023	2024	2025	2026
Taux de l'IPC	6,60% réel	3,825% ajusté	0,00% ajusté	2,00% maximum
Montants maximum	13 481 783 $	13 997 461 $	13 997 461 $	14 277 410 $

Le taux de 3,825 % représente la moyenne de l'IPC Montréal de 5,1 % (taux réel pour 2024) appliquée pour 9 mois de l'année 2024 et de 0 % pour les 3 derniers mois de l'année 2024.

Comme il a été convenu, pour la période du 1er octobre 2024 au 31 décembre 2025, il n'y aura pas d'indexation et le montant budgété pour l'année 2025 demeurera le même que l'année 2024.

Comme il a été convenu, pour les exercices financiers subséquents, à compter du 1er janvier 2026, l'indexation annuelle sera de l'IPC Montréal ou jusqu'à un maximum de 2 %, la contribution indexée maximale budgétée pour les années suivantes sera plafonnée à 2 %.

Le Service de la culture dispose du budget nécessaire pour les années 2024, 2025 et 2026.

Toutefois, lors du renouvellement de l'entente-cadre, pour les années subséquentes à 2026, il faudra prévoir un ajustement de la base budgétaire pour tenir compte de l'indexation du montant total de la contribution financière selon l'IPC Montréal, sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi à 2 %.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 notamment en matière de soutien de la vitalité culturelle, de réponse de proximité aux besoins des Montréalaises et Montréalais et du rayonnement de la métropole.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Depuis 2004, année de l'entrée en vigueur de la première entente-cadre entre les Parties, BAnQ, assume la mission et le rôle de bibliothèque centrale de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Yvette MUNEZERO)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BELANGER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification

Tél : 514-318-9295
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-22

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-10-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248021009*
Unité administrative responsable : *Service de la culture*
Projet : Approuver l'avenant 1 de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministère de la Culture et des Communications entérinée le 30 septembre 2021 par le conseil d'agglomération pour : 1) Modifier certaines modalités prévues à l'entente-cadre, à compter du 1er octobre 2024, relatives à la contribution financière annuelle de la Ville, pour financer une partie des dépenses de fonctionnement de BAnQ ; 2) Prolonger la durée de l'entente-cadre d'un an, jusqu'au 31 décembre 2026. / Autoriser une dépense de 13 997 461 $ par année pour les années 2024 et 2025 et une dépense de 13 997 461 $ majorée de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour l'année 2026, à Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi à 2 %, à partir de l'année 2026.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

- l'action 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
- l'action 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;
- l'action 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

- l'action 15 - Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire;
  - La Bibliothèque nationale acquiert, traite et conserve l'ensemble de l'édition québécoise, tout en assurant la mise en valeur des collections patrimoniales qu'elle constitue jour après jour depuis 1968. Celles-ci réunissent tous les documents publiés au Québec ainsi que ceux dont l'auteur ou le sujet sont liés au Québec.

- l'action 19 - Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins;
  - Depuis 2005, Bibliothèque centrale de Montréal et bibliothèque publique de tous les Québécois

- l'action 20 - Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole;
  - La Grande Bibliothèque est un lieu d'exploration et de découverte au cœur de Montréal. Elle met à la disposition de tous les Québécois des millions de documents physiques et numériques représentatifs du savoir universel. Une multitude d'activités culturelles et d'apprentissage pour petits et grands sont offertes sur place et en ligne.

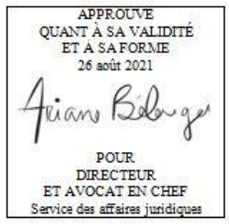
Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		X	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		X	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



ENTENTE-CADRE

(Bibliothèque et Archives nationales du Québec)

ENTRE : **LA VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public légalement constituée par la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4), ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, représentée par Me Yves Saindon, assistant-greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

(ci-après la « **VILLE** »),

ET : **BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC**, personne morale de droit public instituée par la *Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec* (RLRQ, c. B-l.2), ayant son siège au 2275, rue Holt, Montréal (Québec) H2G 3H1, représentée par Mme Marie Grégoire, présidente-directrice générale, dûment autorisée en vertu de cette loi tel qu'elle le déclare;

(ci-après « **BAnQ** »),

ET : **LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, pour et au nom du gouvernement, Madame Nathalie Roy, dûment autorisée tel qu'elle le déclare;

(ci-après la « **MINISTRE** »).

La VILLE, BAnQ et la MINISTRE sont également collectivement désignées comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE BAnQ a pour mission de rassembler, de conserver de manière permanente et de diffuser le patrimoine documentaire québécois publié et tout document qui s'y rattache et qui présente un intérêt culturel, de même que tout document relatif au Québec et publié à l'extérieur du Québec. Elle doit offrir un accès démocratique au patrimoine documentaire constitué par ses collections, à la culture et au savoir et agir, à cet égard, comme catalyseur auprès des institutions documentaires québécoises;

ATTENDU QUE BAnQ peut notamment susciter la coopération entre les bibliothèques publiques et les autres réseaux de bibliothèques et agir comme bibliothèque d'appoint pour l'ensemble des bibliothèques publiques du Québec;

ATTENDU QUE la VILLE offre à ses citoyens un service public de bibliothèques sous la forme d'un réseau de bibliothèques locales;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a autorisé des investissements importants pour la construction de l'édifice de diffusion de BAnQ situé à Montréal, ci-après la « **Grande Bibliothèque** », pour l'achat de documents et d'équipements informatiques et pour le traitement documentaire, qui constituent des avantages dont bénéficient, au premier chef, les Montréalais;

ATTENDU QUE le 26 janvier 2004, la VILLE a cédé à BAnQ la collection de sa Bibliothèque centrale, constituée depuis 1902 des collections encyclopédiques et universelles de prêt et de référence uniques au Québec, aux termes de l'entente intitulée « PROJET D'ENTENTE-CADRE SUR LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC (19 décembre 2003) », ci-après l'« **Entente initiale de 2004** »;

ATTENDU QUE depuis cette date, BAnQ assure l'enrichissement de cette collection et qu'en conséquence l'aide financière de la MINISTRE à la VILLE, pour l'acquisition de documents, a été réduite de 2 %;

ATTENDU QU'une entente signée le 15 février 2005 a établi les modalités de prêt de personnel de la VILLE à BAnQ, ci-après l'« **Entente de prêt de personnel de 2005** »;

ATTENDU QU'en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), la détermination des services offerts à la population par le réseau des bibliothèques publiques, à l'exclusion de ceux offerts par la Grande Bibliothèque de BAnQ, relève des conseils d'arrondissements;

ATTENDU QUE l'article 23 de la *Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec* (RLRQ, c. B-1.2) établit que la VILLE contribue annuellement aux dépenses de fonctionnement de BAnQ dans les

conditions et selon les modalités convenues entre la MINISTRE et la VILLE, et que cette entente est soumise à l'approbation du gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu, pour la MINISTRE et la VILLE, de convenir de la contribution de la VILLE au budget de fonctionnement de BAnQ afin de maintenir l'offre de services aux Montréalais et l'offre de services de BAnQ au réseau des bibliothèques locales de la VILLE;

ATTENDU QUE, le 19 août 2016, les Parties ont conclu une entente, afin de permettre à BAnQ, dans son rôle de diffuseur auprès de l'ensemble des bibliothèques publiques du Québec, d'accroître la richesse de ses collections, de s'appuyer notamment sur l'expertise de la VILLE et d'offrir aux bibliothèques locales la fonction d'appoint anciennement assumée par la bibliothèque centrale de Montréal et de bénéficier de la contribution financière de la VILLE, ci-après l'« Entente-cadre de 2016 »;

ATTENDU QUE l'Entente-cadre de 2016 s'est terminée le 1er janvier 2021, conformément au terme qui y est stipulé;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent signer une nouvelle entente, aux mêmes fins, mais dont les termes et modalités ont été renégociés entre elles, la VILLE ayant avisé BAnQ et la MINISTRE de ses intentions à cet égard en date du 30 juin 2020;

ATTENDU QU'à compter de sa signature par les Parties, la présente entente remplace l'Entente-cadre de 2016, et ce, rétroactivement à compter du 1er janvier 2021;

ATTENDU QUE les principes directeurs qui ont guidé les Parties jusqu'à maintenant et qui les guideront dans l'application de cette entente et dans l'élaboration des ententes à venir sont les suivants :

- la VILLE et BAnQ :
    - se dotent d'instruments menant à un partenariat privilégié tout en étant chacun maître d'œuvre de leurs activités propres;
    - développent leur collection respective et l'offre de services dans un esprit de complémentarité pour les usagers;
    - s'entendent pour s'informer mutuellement de leurs interventions et de leurs résultats en regard de l'application de la présente entente;
- la VILLE développe et élargit son réseau de bibliothèques à l'ensemble des 19 arrondissements;
- BAnQ développe la Grande Bibliothèque, qui agit comme bibliothèque ressource pour l'ensemble des Québécois et comme bibliothèque centrale pour les Montréalais et les bibliothèques locales de la VILLE. La Grande Bibliothèque offre, notamment, mais non limitativement :
    - une vaste collection universelle, pour l'emprunt et la consultation, de même que des collections spécialisées telles que la collection nationale, la collection de documents adaptés, une collection en bibliothéconomie et sciences de l'information;
    - des services spécialisés tels que le Centre emploi-carrière, le Service Québécois du livre adapté, l'expertise de son personnel en bibliothéconomie et sciences de l'information;
    - un portail Internet offrant des collections et des services accessibles à distance;
    - une riche programmation culturelle mettant essentiellement en valeur le patrimoine documentaire;
    - un équipement culturel exceptionnel avec des espaces modernes et de qualité pour le travail et la découverte;
- BAnQ génère des impacts positifs eu égard aux investissements mutuels des Parties dans le réseau des bibliothèques de Montréal;

ATTENDU QUE la VILLE a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle en a remis une copie à BAnQ et à la MINISTRE.

LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente entente-cadre a pour objet de :

1.1 Déterminer les obligations de la VILLE et de BAnQ concernant :

1.1.1. La prise en charge par BAnQ des activités de bibliothèque centrale de Montréal, conformément à l'annexe A;

1.1.2. Le prêt de personnel de la VILLE à BAnQ;

1.1.3. Le développement d'un réseau intégré de communication visant notamment l'efficacité et l'efficience dans la gestion de leurs activités respectives tout en reconnaissant la responsabilité de la VILLE de relier entre elles les bibliothèques locales;

1.1.4. Le partage d'informations.

1.2 Déterminer les obligations de la MINISTRE et de la VILLE relativement à la contribution financière annuelle de la VILLE aux dépenses de fonctionnement de BAnQ pour l'offre de services de la Grande Bibliothèque aux Montréalais et au réseau des bibliothèques locales, conformément à l'annexe A.

2. OBLIGATIONS ENTRE LA VILLE ET BAnQ

2.1 DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIONS ET CONSERVATION

2.1.1 BAnQ développe sa collection en complémentarité avec celles des bibliothèques de la VILLE; cette complémentarité s'exprime, entre autres, en termes de maintien ou de développement de collections répondant à des besoins spécifiques et offertes à la fois dans les bibliothèques de la VILLE et à BAnQ.

2.1.2 BAnQ et la VILLE conviennent que certains documents gardent une valeur documentaire et doivent être conservés et rendus accessibles, même après leur retrait des rayonnages de la Grande Bibliothèque de BAnQ. Ce principe est précisé dans la *Politique de développement de la Collection universelle de BAnQ* adoptée par BAnQ.

2.2 PRÊT DE PERSONNEL DE LA VILLE À BAnQ

Les conditions et modalités de prêt des employés de la VILLE visés par le transfert de responsabilités à BAnQ font l'objet de l'Entente de prêt de personnel de 2005, laquelle demeure en vigueur et s'applique aux fins du présent article jusqu'au terme qui y est stipulé.

2.3 COMITÉ DE COORDINATION

2.3.1. BAnQ et la VILLE constituent un comité de coordination dont le mandat est d'assurer :

a) le suivi de la présente entente;

b) la détermination de modalités particulières d'application de la présente entente;

c) l'échange entre la VILLE et BAnQ d'informations relatives à la présente entente.

2.3.2. BAnQ et la VILLE s'entendent sur la composition de ce comité et sur les mandats qui lui sont confiés, étant entendu qu'il est composé d'un nombre égal de représentant(s) de chaque partie désigné(s), pour BAnQ, par la présidente-directrice générale de BAnQ et pour la VILLE, par la directrice générale adjointe – Qualité de vie de la Direction Générale ou son représentant dûment autorisé.

2.3.3. Le comité de coordination se réunit au moins deux fois par an et, au besoin, à la demande de la VILLE ou BAnQ.

2.3.4. BAnQ assure le secrétariat de ce comité et sa présidence est assumée à tour de rôle par un représentant de la VILLE et un représentant de BAnQ.

2.4 COLLABORATION ET PARTAGE D'INFORMATIONS

2.4.1. La VILLE et BAnQ s'engagent à mettre en place une collaboration suivie visant au développement des services, des collections et des programmations de leurs bibliothèques, au rapprochement de leurs réseaux informatiques respectifs, à la collaboration professionnelle, au référencement mutuel dans leurs outils de communication et assurant la présence de la Grande Bibliothèque dans les portraits

statistiques du réseau des bibliothèques de la VILLE.

2.4.2. BAnQ s'engage à fournir à la VILLE, annuellement ou sur demande du Directeur du Service de la culture ou son représentant dûment autorisé, les données disponibles et pertinentes, notamment sur la fréquentation et l'utilisation des services par les Montréalais, et ce, de manière à ce que la VILLE puisse effectuer un suivi sur sa contribution financière et être informée des services offerts à la Grande Bibliothèque.

2.4.3. La VILLE s'engage à fournir à BAnQ :

a) annuellement ou sur demande, les données disponibles et pertinentes sur les bibliothèques montréalaises, notamment en matière de fréquentation et d'utilisation des services offerts dans son réseau de bibliothèques;

b) les données pertinentes quant aux dépenses relatives à son personnel au service de BAnQ, notamment :

- trimestriellement, la liste des employés payés par la VILLE et travaillant à BAnQ et une copie du registre de paie de la VILLE pour ces employés;
- annuellement, le détail des charges sociales associées aux salaires de ces employés;
- le tout, sous réserve des lois applicables.

3. OBLIGATIONS ENTRE LA VILLE ET LA MINISTRE

3.1. CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE LA VILLE

La MINISTRE et la VILLE conviennent que :

3.1.1 La contribution financière annuelle de la VILLE aux dépenses de fonctionnement de BAnQ est de DOUZE MILLIONS CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE HUIT CENT VINGT-SIX (12 195 826 $) laquelle :

a) inclut une augmentation annuelle de cinq millions cent quatre-vingt-quinze mille huit cent vingt-six dollars (5 195 826 $) par rapport à l'Entente initiale de 2004;

b) inclut le salaire et les avantages sociaux des employés de la VILLE prêtés à BAnQ;

c) est versée en considération du rôle de bibliothèque centrale de la VILLE assumé par la Grande Bibliothèque, au chapitre des ressources humaines, des acquisitions, de la conservation et du traitement de documents et des services aux Montréalais et aux bibliothèques locales, tels que décrits à l'annexe A;

d) est indexée le premier janvier de chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation (ci-après l' « **IPC Montréal** »), tel que publié par Statistiques Canada pour l'année précédente, ci-après la « Contribution financière indexée ». Il est toutefois entendu entre les Parties que la contribution financière au montant de DOUZE MILLIONS CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE HUIT CENT VINGT-SIX dollars (12 195 826 $) devant être versée par la VILLE pour l'année 2021 a déjà été indexée.

3.1.2 La Contribution financière indexée est répartie annuellement de la façon suivante :

a) un montant de six millions de dollars (6 000 000 $) est versé à BAnQ par la VILLE le 1er avril de chaque année, sous réserve du premier versement de la Contribution financière pour l'année 2021 qui sera versé au plus tard dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente entente par les Parties;

b) le salaire et les avantages sociaux des employés de la VILLE prêtés à BAnQ, sont assumés par la VILLE selon la période de paie de cette dernière;

c) la différence entre la Contribution financière indexée et les montants déjà versés ou assumés conformément aux clauses a) et b) de l'article 3.1.2, est versée, au plus tard le 15 janvier suivant, et ce, après réception par BAnQ de la conciliation du montant final à verser préparée par la VILLE.

On entend par les mots « salaires et avantages sociaux » le salaire normal, les heures supplémentaires, les primes et autres avantages versés aux employés de la VILLE, incluant la part de l'employeur aux régimes de retraite, les assurances, l'assurance emploi, et ce, à compter de la date du prêt de l'employé. De plus, tout montant rétroactif versé à un employé référant à des périodes antérieures au prêt ne doit pas être déduit de la contribution financière de la VILLE.

4. MODES AMIABLES DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

4.1 Si un différend survient dans le cours de l'exécution de la présente entente ou sur son interprétation, les Parties s'engagent, avant d'exercer tout recours, à rechercher une solution amiable à ce différend et, si besoin est, à faire appel à un médiateur, selon les modalités à convenir, pour les assister dans ce règlement.

4.2 À cet effet, les Parties aux présentes s'engagent à participer à au moins une rencontre de médiation en y déléguant une personne en autorité de décision : le médiateur sera choisi par les Parties.

4.3 En cas de différend ou de litige relativement à l'interprétation ou à l'application de la présente convention, les lois du Québec s'appliquent et les tribunaux du Québec, district de Montréal, ont juridiction.

5. RÉSILIATION

5.1 Chacune des Parties se réserve le droit de résilier la présente entente pour l'un des motifs suivants :

a) Une partie fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu de la présente convention;

b) Une partie a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou a fait aux autres Parties de fausses représentations.

5.2 Pour ce faire, la partie qui souhaite résilier l'entente adresse un avis écrit de résiliation à la partie en défaut énonçant le motif de résiliation. S'il s'agit d'un motif de résiliation prévu :

a) au paragraphe a) de la clause précédente, la partie en défaut doit remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi la présente entente est automatiquement résiliée, la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai;

b) au paragraphe b) de la clause précédente, la résiliation prend effet de plein droit à compter de la date de la réception de l'avis par la partie en défaut.

Pour la VILLE, l'avis de résiliation sera transmis par le Directeur général de la Direction Générale ou son représentant dûment autorisé indiquant son intention de recommander aux instances compétentes la résiliation de l'entente.

5.3 BAnQ a alors droit aux frais, déboursés et sommes représentant la valeur réelle des activités réalisées et visés par la présente entente jusqu'à la date de sa résiliation. Ceux-ci seront payés par la VILLE à condition que BAnQ transmette à cette dernière l'ensemble des pièces justificatives détaillant le montant réclamé à ce titre.

6. ANNEXE ET PRÉAMBULE

Le préambule et l'*Annexe A* mentionnée à la présente entente font partie intégrante de la présente entente, les Parties déclarant avoir pris connaissance de l'*Annexe A* et l'avoir acceptée. En cas de conflit entre cette annexe et la présente convention, cette dernière prévaudra.

7. MODIFICATION

Toute modification au contenu de la présente entente doit faire l'objet d'une entente écrite et signée par les Parties. Cette entente ne peut changer la nature de la convention et elle en fait partie intégrante.

8. ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

8.1 Malgré la date de sa dernière signature par les Parties, la présente entente entre en vigueur rétroactivement à compter du 1er janvier 2021 et produira ses effets entre les Parties jusqu'au 31 décembre 2025, inclusivement.

8.2 La présente entente est reconduite aux mêmes conditions par périodes de cinq (5) ans, à moins que l'une des Parties n'avise les autres par un préavis de six (6) mois, de son intention d'en renégocier les modalités.

9. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Entente complète

La présente entente constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

Divisibilité

Une disposition de la présente entente jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

Représentations

BAnQ et la MINISTRE ne sont pas mandataires de la VILLE et ne peuvent, par leurs actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente entente est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de BAnQ

BAnQ fait élection de domicile au 2275, rue Holt, Montréal (Québec) H2G 3H1, et tout avis doit être adressé à l'attention de Mme Marie Grégoire, présidente-directrice générale.

Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice générale adjointe – Qualité de vie de la Direction Générale.

Élection de domicile de la MINISTRE

La MINISTRE fait élection de domicile au 225, Grande Allée Est, Bloc B, 1er étage, Québec (Québec) G1R 5G5, et tout avis doit être adressé à M. Ian Morissette, sous-ministre adjoint aux politiques et aux sociétés d'État.

Exemplaire ayant valeur d'original

La présente entente peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LA PRÉSENTE ENTENTE EN TROIS (3) EXEMPLAIRES À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

LA VILLE DE MONTRÉAL

Me Yves Saindon
Assistant-greffier

Date

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

Madame Marie Grégoire Présidente-directrice générale	Date

LA MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

Madame Nathalie Roy	Date

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …… 2021 (Résolution CG …….).

ANNEXE A

SYNTHÈSE DE L'OFFRE DE SERVICES PAR BAnQ AUX MONTRÉALAIS ET AUX BIBLIOTHÈQUES LOCALES DE MONTRÉAL

1. OBJET

1.1. La présente annexe porte sur l'offre de services de BAnQ aux Montréalais et aux bibliothèques locales de Montréal, et plus particulièrement, sur les points suivants conformément à la présente *Annexe A* :

l'abonnement (article 2), le prêt et le retour des documents (article 3), le soutien au prêt et à la référence (article 4), la référence (article 5), les heures d'ouverture (article 6), l'harmonisation des politiques de services entre BAnQ et les bibliothèques locales de la VILLE (article 7), le développement de nouvelles clientèles (article 8) et la promotion du livre et de la lecture (article 9).

1.2. Depuis 2004, date de l'entrée en vigueur de l'Entente-cadre sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec, BAnQ (principalement la Grande Bibliothèque) assume la mission et le rôle de bibliothèque centrale du réseau de Montréal.

1.3. Ainsi, comme les bibliothèques locales, elle a pour mission auprès de tous les Montréalais de démocratiser l'accès à l'information, à la connaissance, à la culture et au loisir.

1.4. Aussi, comme les bibliothèques locales, elle agit selon les principes d'accessibilité, de gratuité, d'universalité, de collaboration, de coopération et de complémentarité.

1.5. Elle joue le rôle de bibliothèque centrale et à ce titre elle ajoute profondeur et amplitude aux collections et services offerts dans les bibliothèques locales et s'assure d'en faciliter l'accès aux Montréalais. Elle est la vitrine principale du réseau pour les Montréalais et contribue à son rayonnement international.

1.6. Compte tenu des liens privilégiés qui unissent BAnQ (principalement la Grande Bibliothèque) et le réseau des bibliothèques montréalaises, tant sur le plan de la proximité de ses usagers que du soutien financier de la VILLE, BAnQ maintient un lien étroit avec la VILLE dans ses activités liées à la visibilité et à la promotion du livre et de la lecture.

1.7. Sur le plan de leurs activités, BAnQ et la VILLE conviennent de s'informer mutuellement afin d'enrichir et de diffuser les activités envisagées dans leur programmation respective et commune.

1.8. Ainsi, la Grande Bibliothèque offre aux Montréalais tous les services gratuits d'une bibliothèque centrale, dont l'accès libre à la très grande majorité des collections de BAnQ.

1.9. BAnQ rend également accessibles :

1.9.1. aux Montréalais tous les nouveaux services directs mis en place par elle, selon ses politiques de tarification;

1.9.2. à la VILLE l'auditorium et les salles de conférence de la Grande Bibliothèque, dans la mesure de leur disponibilité, et ce, sans frais de location. La VILLE assumera les coûts afférents à l'utilisation de ces espaces.

2. L'ABONNEMENT

En matière d'abonnement, BAnQ offre les services suivants :

2.1. Abonnement gratuit pour les Montréalais et pour tous les résidents du Québec;

2.2. Abonnement gratuit pour les entreprises et les organismes établis à Montréal, selon les modalités définies par BAnQ;

2.3. Émission d'une carte d'abonné dont la durée et les modalités sont déterminées par la politique de prêt et d'abonnement de BAnQ.

3. LE PRÊT ET LE RETOUR DES DOCUMENTS

En matière de prêt et de retour de documents, BAnQ offre les services suivants :

3.1. Prêt gratuit aux abonnés de BAnQ pour une grande partie des documents de la collection de BAnQ selon des modalités et une réglementation à déterminer par BAnQ. La collection patrimoniale québécoise de BAnQ est consultée sur place seulement;

3.2. Renouvellement par BAnQ sur place, en ligne ou par téléphone, du prêt des documents de sa collection selon des modalités et une réglementation déterminées par BAnQ. Cette réglementation sera notamment liée aux paramètres suivants : volume de la collection et nombre d'abonnés;

3.3. Prêt entre bibliothèques (P.E.B.), c'est-à-dire la possibilité pour BAnQ d'emprunter des documents à d'autres bibliothèques publiques, universitaires, spécialisées ou centres de documentation, pour ses usagers et ceux des bibliothèques locales lorsque les documents ne sont disponibles dans aucune des bibliothèques locales. Ces prêts entre bibliothèques s'effectueront selon des modalités et une réglementation déterminées par BAnQ, dans le respect des dispositions de la *Loi sur le droit d'auteur* (L.R.C. 1985, c. C-42);

3.4. Conformément à la situation qui prévalait à la bibliothèque centrale de Montréal, ce service exclut le prêt interbibliothèques entre BAnQ et les bibliothèques locales, c'est-à-dire la possibilité pour les usagers des bibliothèques locales de faire venir à leur bibliothèque des documents de la collection de BAnQ et vice versa. BAnQ et la VILLE s'engagent à évaluer les diverses possibilités, tel que d'étendre le prêt interbibliothèques entre la Grande Bibliothèque et les bibliothèques locales, afin de faciliter l'accès aux documents à l'ensemble des Montréalais;

3.5. Retour interbibliothèques des documents pendant les heures d'ouverture et en dehors des heures via une chute à livres ou autres moyens, c'est-à-dire la possibilité de remettre à BAnQ des documents empruntés dans les bibliothèques locales et vice versa. Les documents reçus à BAnQ seront envoyés à un seul point de tri à déterminer par la VILLE. Certains documents peuvent être exclus du retour interbibliothèques, par règlement établi par BAnQ ou par la VILLE pour son réseau de bibliothèques locales;

3.6. Retour à BAnQ en dehors des heures d'ouverture, via une chute à livres ou autres moyens, des documents empruntés dans sa collection.

4. LE SOUTIEN AU PRÊT ET À LA RÉFÉRENCE

En matière de soutien au prêt et à la référence, BAnQ offre les services suivants, notamment, mais non limitativement :

4.1. Accès aux collections de documents logés à BAnQ, sur tous supports, de même que l'accès aux documents ou services auxquels BAnQ est abonnée;

4.2. Accès aux équipements offerts par BAnQ à ses usagers : locaux, mobilier, équipement informatique, imprimantes, photocopieurs, etc.;

4.3. Réservation à BAnQ, sur place, en ligne ou par téléphone des documents de sa collection de prêts, selon des modalités et une réglementation déterminées par BAnQ;

4.4. Possibilité de reproduire des documents à partir de photocopieurs, de lecteurs de microdocuments et d'imprimantes reliées aux postes multimédias, dans le respect des dispositions de la Loi sur le droit d'auteur;

4.5. Demande de reproduction (photocopie, numérisation) par téléphone, en ligne, par télécopieur et par courrier selon les politiques, normes et procédures déterminées par BAnQ et dans le respect des dispositions de la Loi sur le droit d'auteur;

4.6. Service de reproduction (photocopie, numérisation) pour les documents de la collection de BAnQ non disponibles dans les bibliothèques locales, plus spécialement pour les revues et les journaux; service offert aux usagers des bibliothèques locales selon les politiques, normes et procédures déterminées par BAnQ et dans le respect des dispositions de la Loi sur le droit d'auteur;

4.7. Réception, par BAnQ, des documents élagués par les bibliothèques locales dont BAnQ ne possède pas déjà un exemplaire. L'envoi de ces documents à BAnQ se fait sur une base volontaire;

4.8. Les bibliothèques locales devront procéder elles-mêmes aux vérifications et s'assurer qu'il s'agit bien d'un titre unique avant de le transférer à BAnQ. Pour ce faire, le personnel des bibliothèques locales aura accès facilement au catalogue complet de BAnQ. BAnQ verra à intégrer ces documents dans ses collections selon les éléments relatifs à l'élagage et à la conservation de sa politique de développement de collection.

5. LA RÉFÉRENCE

En matière de référence, BAnQ offre les services suivants :

5.1. Accueil et orientation sur place;

5.2. Accueil téléphonique : service téléphonique sur les services de BAnQ, et pour les bibliothèques locales, sur les adresses, numéros de téléphone et heures d'ouverture;

5.3. Visites guidées;

5.4. Localisation téléphonique, par BAnQ, des documents de sa collection, selon des modalités et une réglementation déterminées par BAnQ;

5.5. Consultation sur place de tous les documents de la collection de BAnQ;

5.6. Accès à des lecteurs de microdocuments, selon les conditions d'utilisation déterminées par BAnQ;

5.7. Accès à des postes de consultation de cédéroms, selon les conditions d'utilisation déterminées par BAnQ;

5.8. Accès à des postes de consultation Internet, selon les conditions d'utilisation déterminées par BAnQ;

5.9. Aide à la recherche sur place, par téléphone, en ligne et par courrier, selon les modalités et une réglementation déterminées par BAnQ;

5.10. Service de référence complémentaire à celui offert par les bibliothèques locales, faisant appel à des ressources professionnelles et des documents plus spécialisés;

5.11. Accessibilité aux collections et service de soutien à la recherche pour le personnel du Service de la culture de la VILLE;

5.12. Référence rapide sur place, par téléphone et en ligne;

5.13. Accès dans les bibliothèques locales au catalogue complet de BAnQ, et accès à BAnQ au catalogue des bibliothèques locales; cet accès à l'ensemble du catalogue des bibliothèques locales sera possible dans le cadre, soit d'un catalogue collectif des bibliothèques de la VILLE, soit d'un catalogue collectif des bibliothèques publiques du Québec;

5.14. Accès aux catalogues d'autres bibliothèques;

5.15. Maintien du rôle de première bibliothèque ressource vers laquelle les bibliothèques locales pourront orienter leurs usagers;

5.16. Communication directe entre le personnel des bibliothèques locales et le personnel de BAnQ afin d'assurer un suivi rapide des demandes de référence des usagers des bibliothèques locales;

5.17. Conseil de lecture à ses usagers;

5.18. Accès à un laboratoire de langues, selon les conditions d'utilisation déterminées par BAnQ.

6. LES HEURES D'OUVERTURE

BAnQ vise un maximum de jours d'ouverture par semaine à l'intérieur d'une plage minimale de 64 heures/semaine, incluant les vendredis soirs.

7. L'HARMONISATION DES POLITIQUES DE SERVICES

BAnQ et la VILLE conviennent qu'il est souhaitable d'harmoniser leurs politiques de services et s'engagent à rechercher une harmonisation aussi grande que possible en matière de services à la clientèle.

8. LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES CLIENTÈLES

En matière de développement de nouvelles clientèles, BAnQ offre, notamment, des services aux clientèles spécifiques suivantes :

8.1. Nouveaux arrivants, membres des communautés culturelles, handicapés visuels, auditifs ou autres, personnes en recherche d'emploi ou en transition de carrière;

8.2. Soutien au personnel des bibliothèques locales en matière de clientèles spécifiques, telles que les personnes en recherche d'emploi ou en transition de carrière, les nouveaux arrivants, les membres des communautés culturelles, les personnes ayant des handicaps visuels, auditifs ou moteurs.

9. LA PROMOTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE

La VILLE et BAnQ se complètent ou unissent leurs efforts pour la promotion de la lecture et du livre à Montréal, tant au sein de leurs organisations respectives qu'en collaboration avec différents acteurs du milieu montréalais et québécois.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248021009

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver l'avenant 1 de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministère de la Culture et des Communications entérinée le 30 septembre 2021 par le conseil d'agglomération / Autoriser une dépense de 13 997 461 $ par année pour les années 2024 et 2025 et une dépense de 13 997 461 $ majorée de l'indice des prix à la consommation pour l'année 2026, à BAnQ, sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi à 2%, à partir de l'année 2026

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Avenant 1 à l'entente-cadre intervenue entre la Ville, BAnQ et le ministère de la Culture et des Communications est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2024-10-18-24_299_BAnQ_MTL_MCC_Avenant_20241016_final VISÉ.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BELANGER
Avocate - Division du droit contractuel
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-24

Ariane BELANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Division du droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

18 octobre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE-CADRE
(Bibliothèque et Archives nationales du Québec)

AVENANT 1

ENTRE : **LA VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public légalement constituée par la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal (Québec) H2Y 1C6, représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19);

(ci-après la « **VILLE** »),

ET : **BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC**, personne morale de droit public instituée par la *Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec* (RLRQ, c. B-l.2), ayant son siège au 2275, rue Holt, Montréal (Québec) H2G 3H1, agissant par M^me^ Marie Grégoire, présidente-directrice générale, dûment autorisée en vertu de cette loi;

(ci-après « **BAnQ** »),

ET : **LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS**, pour et au nom du gouvernement, M. Mathieu Lacombe;

(ci-après le « **MINISTRE** »).

La VILLE, BAnQ et le MINISTRE sont également collectivement désignés comme les « **Parties** ».

ATTENDU QUE, les Parties ont conclu une entente, conformément au décret numéro 1438-2021 du 17 novembre 2021, prévoyant la contribution annuelle de la VILLE aux dépenses de fonctionnement de BAnQ, pour la période du 1^er^ janvier 2021 au 31 décembre 2025 (ci-après l'« **Entente-cadre de 2021** »);

ATTENDU QUE le MINISTRE et la VILLE souhaitent modifier certaines modalités prévues à l'Entente-cadre de 2021 relatives à la contribution financière annuelle de cette dernière aux dépenses de fonctionnement de BAnQ à compter du 1^er^ octobre 2024;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent prolonger la durée de l'Entente-cadre de 2021 jusqu'au 31 décembre 2026;

ATTENDU QUE la clause 7 de l'Entente-cadre de 2021 prévoit que toute modification au contenu de cette entente doit faire l'objet d'une entente écrite et signée par les Parties et que cette entente ne peut changer la nature de la convention et elle en fait partie intégrante.

EN CONSÉQUENCE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le paragraphe d) de la clause 3.1.1 de l'Entente-cadre de 2021 est remplacé par le suivant :

   « d) est indexée, selon le cas :

      i. pour la période du 1^er^ janvier 2021 au 30 septembre 2024, le premier janvier de chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation (ci-après l'« **IPC Montréal** »), comme publié par Statistique Canada pour l'année précédente. Il est toutefois entendu entre les Parties que la contribution financière au montant de DOUZE MILLIONS CENT QUATRE-VINGT-QUINZE MILLE HUIT CENT VINGT-SIX dollars (12 195 826 $) devant être versée par la VILLE pour l'année 2021, a déjà été indexée;

ii. pour les périodes subséquentes, à compter du 1er janvier 2026, le premier janvier de chaque année en fonction de l'IPC Montréal, comme publié par Statistique Canada pour l'année précédente sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi à 2%.

(ci-après la « **Contribution financière indexée** »). »

2. Le paragraphe e) suivant est inséré après le paragraphe d) de la clause 3.1.1 de l'Entente-cadre de 2021 :

« e) n'est pas indexée pour la période du 1er octobre 2024 au 31 décembre 2025. »

3. La clause 8.1 de l'Entente-cadre de 2021 est remplacée par la suivante :

« Malgré la date de sa dernière signature, la présente entente entre en vigueur le 1er janvier 2021 et se termine le 31 décembre 2026.

Il est toutefois entendu entre les Parties que la terminaison de la présente entente, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison. »

4. Malgré la date de sa dernière signature, le présent avenant entre en vigueur le 1er janvier 2021.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé le présent avenant.

LA VILLE DE MONTRÉAL

_____ _____

Domenico Zambito
Greffier adjoint

Date

BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC

_____ _____

Marie Grégoire
Présidente-directrice générale

Date

LE MINISTRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

_____ _____

Mathieu Lacombe

Date

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ____e jour de _____ 2024 (Résolution CG_____).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248021009

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Approuver l'avenant 1 de l'entente-cadre entre la Ville de Montréal, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et le ministère de la Culture et des Communications entérinée le 30 septembre 2021 par le conseil d'agglomération / Autoriser une dépense de 13 997 461 $ par année pour les années 2024 et 2025 et une dépense de 13 997 461 $ majorée de l'indice des prix à la consommation pour l'année 2026, à BAnQ, sans dépasser un taux d'indexation annuel maximum établi à 2%, à partir de l'année 2026

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1248021009 Certification de fonds.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Yvette MUNEZERO
Préposée au budget
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-23

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.43

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1244069002

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à la Société Vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A Inc.(VIA) à compter du 1er janvier 2025, un immeuble connu comme étant le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec, d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en opération, et se terminant à la date la plus rapprochée entre le 31 mars 2025 ou la date de signature de l'acte de vente du centre de tri par la Ville à VIA, moyennant un loyer de 315 000 $ avant les taxes.

Il est recommandé :
1- d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à la Société Vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A Inc.(VIA) à compter du 1er janvier 2025, un immeuble connu comme étant le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec, d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en opération, et se terminant à la date la plus rapprochée entre le 31 mars 2025 ou la date de signature de l'acte de vente du centre de tri par la Ville à VIA, moyennant un loyer de 315 000 $ avant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus projet de bail;

2- d'imputer cette recette conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-20 09:29

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1244069002

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à la Société Vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A Inc.(VIA) à compter du 1er janvier 2025, un immeuble connu comme étant le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec, d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en opération, et se terminant à la date la plus rapprochée entre le 31 mars 2025 ou la date de signature de l'acte de vente du centre de tri par la Ville à VIA, moyennant un loyer de 315 000 $ avant les taxes.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le printemps 2024, la Ville de Montréal et la Société Vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A Inc. (VIA) négocient de gré à gré pour l'acquisition par VIA du Centre tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131, rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec d'une superficie de 28 057,5 m².
VIA, est un organisme sans but lucratif dont la mission est orientée vers l'inclusion sociale et il se distingue en tant qu'entreprise adaptée opérant à travers son réseau de centres de tri. VIA vise à créer des opportunités d'emploi pour les personnes vivant avec des limitations fonctionnelles, tout en contribuant activement à la préservation de l'environnement en promouvant des pratiques de recyclage responsables.

VIA a déposé une offre de service auprès d'Éco Entreprise Québec et conclu en juin 2024 un contrat pour l'opération du site sous le nouveau régime de la Responsabilité élargie des producteurs. Pour être en mesure de respecter son contrat, VIA doit, être d'ici le 1er janvier 2025, soit propriétaire du site ou bien détenir un droit d'occupation par bail.

Après plusieurs discussions et actions pour l'acquisition du site, les représentants de VIA ont avisé la Ville qu'il sera difficile pour eux de respecter la date du 1er janvier 2025 afin de devenir propriétaire. Conséquemment, les parties ont convenu de faire un bail pour une durée de 3 mois pour permettre l'acquisition du Centre tri des matières recyclables de Lachine

Le présent sommaire a pour but de faire approuver ce projet de bail.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG20 0315 – 18 juin 2020- Approuver la signature d'un contrat avec La Société V.I.A. pour le traitement des matières recyclables pour une période de 10 ans pour une somme de 59 580 113 $ taxes incluses et autoriser une dépense totale de 59 580 113 $ – Contrat de gré à gré
CE20 0612 – 6 mai 2020 -Autoriser le dépôt d'une demande auprès du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) afin que la Ville obtienne l'autorisation de la Ministre pour conclure un contrat de services dont la dépense est supérieure à 1 000 000 $ avec une entreprise non inscrite au Registre des entreprises autorisées à contracter (REA) alors qu'elle devrait l'être (art. 573.3.3.3 LCV et 25.0.3 (3) de la LCOP)

CE20 0244 – 19 février 2020 - Autoriser le dépôt d'une demande de dérogation à l'article 573.3.1 de la Loi sur les cités et villes au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) afin de pouvoir conclure un contrat de type « gré à gré » d'une valeur supérieure à 101 100 $ avec un organisme à but non lucratif pour l'opération du centre de tri des matières recyclables de Lachine;

CG16 0260 – 21 avril 2016 - Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen d'un terrain vague, aux fins d'implantation d'un centre de tri des matières recyclables, propriété de la compagnie Day & Ross inc., d'une superficie approximative de 37 054 m², situé à l'intersection des rues Fairway et François-Lenoir, dans un secteur industriel de l'arrondissement de Lachine et de budgéter une dépense de 7 450 380 $, incluant les taxes.
N/Réf. : 31H05-005-6648-01

DESCRIPTION

Ce dossier décisionnel a pour but d'approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à VIA à compter du 1er janvier 2025, un immeuble connu comme étant le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec, d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en opération, et se terminant à la date la plus rapprochée entre le 31 mars 2025 ou la date de signature de l'acte de vente du centre de tri par la Ville à VIA, moyennant un loyer de 315 000 $ avant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus projet de bail.
Le projet de bail prévoit que VIA devra :

- Voir lui-même, et à ses frais, à l'aménagement, à l'entretien et au nettoyage des lieux loués il fera toute réparation et la transformation due à son usage normal à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment.
- Prendre les lieux loués dans l'état où ils se trouvent présentement et n'utiliser les lieux loués qu'à des fins de centre de tri.
- Réparer et entretenir tous les équipements d'opération et de nettoyage de verre.

De plus, VIA pourra résilier le bail en signifiant à la Ville un préavis écrit de 10 jours à cet effet.

JUSTIFICATION

Le Service des stratégies immobilières est en accord avec cette transaction puisque le bail permettra à VIA d'obtenir le délais requis pour acquérir l'immeuble et ainsi permettre la continuité des opérations du site, évitant un bris de service.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le tableau suivant représente la recette pour la période du 1er janvier 2025 au 31 mars 2025.

	Loyer mensuel	Loyer du 1er janvier au 31 mars 2025
Loyer avant taxes	105 000,00 $	315 000,00 $
TPS 5%	5 250,00 $	15 750,00 $
TVQ 9,975%	10 473,75 $	31 421,25 $
Loyer taxes incluses	120 723,75 $	362 171,25 $

Le SSI estime que la valeur locative pour cet immeuble oscille entre 75 000 $ et 105 000 $ par mois.

VIA assumera tous les frais d'exploitation de l'immeuble et les taxes foncières le cas échéant.

Le montant pour frais administratifs pour la conclusion de bail ne s'applique pas puis que VIA est un OBNL.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et à l'atteinte des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats aux engagements en changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus d'approuver ce dossier décisionnel compromettrait l'entente entre Éco Entreprise Québec et VIA et pourrait occasionner un bris de service de la collecte de recyclage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Karinne CARMONI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Roger LACHANCE, Service de l'environnement
Éric BLAIN, Service de l'environnement

Lecture :

Éric BLAIN, 5 novembre 2024
Roger LACHANCE, 31 octobre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Joel GAUDET
Conseiller en immobilier

Tél : 514-237-0706
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Nicole RODIER
Chef de division

Tél : 514 609-3252
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
directrice de service - Stratégie immobilière
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2024-11-04

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : . 1244069002
Unité administrative responsable : *Service de la stratégie immobilière*
Projet : Location du centre de tri des matières recyclabes de Lachine

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*x*		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

5. Tendre vers un avenir **zéro déchet**, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles

8. Lutter **contre le racisme et les discriminations systémiques**, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Priorité 5

La vente du CTMR Lachine s'inscrit dans la mise en place de la Responsabilité élargie des producteurs dont l'objectif global est d'accroitre l'efficacité du traitement des matières recyclables.

Priorité 8

L'acquéreur est un OBNL dont la mission sociale est d'intégrer les personnes en situation de handicap au travail.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1244069002

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , -
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à la Société Vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A Inc.(VIA) à compter du 1er janvier 2025, un immeuble connu comme étant le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec, d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en opération, et se terminant à la date la plus rapprochée entre le 31 mars 2025 ou la date de signature de l'acte de vente du centre de tri par la Ville à VIA, moyennant un loyer de 315 000 $ avant les taxes.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le bail ci-joint, lequel a été signé par le Locataire en date du 18 novembre 2024. N.D. : 24-000289

FICHIERS JOINTS

2024-11-18 Bail signé par Via.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Karinne CARMONI
notaire
Tél : 438-868-6529

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Karinne CARMONI
notaire
Tél : 438-868-6529
Division :

BAIL

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public constituée en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4), ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Domenico Zambito, Greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de :

a) la résolution numéro CG06 0006 ; et

b) la résolution numéro CG _____, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du_____ 2024 et dont copie est annexée à titre d'Annexe A;

T.P.S. : 121364749RT 0001;
T.V.Q. : 1006001374TQ 0002;

Ci-après, appelée le « **Locateur** »

ET : **LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC.**, personne morale sans but lucratif, légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) par lettres patentes délivrées le 10 mai 1977, ayant son siège au 1 200 rue des Riveurs, Lévis, Québec, G9Y 9G2, agissant et représentée par Jean-Sébastien Daigle, président-directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes aux termes d'une résolution du conseil d'administration adoptée le 13 novembre 2024 et dont copie est annexée à titre d'Annexe B;

T.P.S. : R107599888
T.V.Q. : 1006184720TQ 0002LR

Ci-après, appelée le « **Locataire** »

Le Locateur et le Locataire sont également désignés collectivement comme les «Parties »

LESQUELLES PARTIES DÉCLARENT PRÉALABLEMENT CE QUI SUIT :

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024-11-18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

ATTENDU QUE le Locateur est propriétaire du centre de tri des matières recyclables de Lachine (« **CTMR** ») étant un immeuble situé au 1131, rue François-Lenoir, à Montréal, province de Québec, H8T 3P9, connu et désigné comme étant le lot 6 047 879 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

ATTENDU QUE les Parties ont signé une promesse bilatérale aux termes de laquelle le Locataire s'engage à acquérir le CTMR ainsi que tous les équipements permettant les opérations du CTMR, comprenant le système de tri du verre, lequel est donné par le Locateur au Locataire aux termes de ladite promesse ;

ATTENDU QUE le Locateur à l'autorité pour louer le CTMR et ses équipements de gré à gré;

ATTENDU QUE le Locataire exploite actuellement le CTMR en vertu du contrat pour le traitement des matières recyclables et concernant l'exploitation du centre de tri signé entre les Parties, lequel sera révoqué par les Parties en date du 1er janvier 2025;

ATTENDU QUE le Locataire a pour mission de créer des emplois pour les personnes vivant avec des limitations fonctionnelles, tout en contribuant activement à la préservation de l'environnement en promouvant des pratiques de recyclage responsables;

ATTENDU QUE le Locateur souhaite que le Locataire puisse continuer d'exploiter le CTMR jusqu'à la date d'acquisition du CTMR par le Locataire;

ATTENDU QUE le Locateur consent à louer au Locataire les Lieux loués pour la durée du Bail, telle qu'elle est déterminée à l'article 3 des présentes, le tout aux termes et conditions prévus au présent Bail.

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

Le Locateur loue, par les présentes, au Locataire, qui accepte, les Lieux loués décrits à l'article 2, le tout sujet aux clauses et conditions suivantes, à savoir :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans ce Bail et ses annexes, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes et expressions qui suivent prennent la signification suivante :

1.1 **Aires et installations communes** : aires, installations, aménagements et

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

équipements de l'Immeuble.

1.2 **Bail** : le présent Bail, incluant le préambule et les annexes.

1.3 **Dépenses de nature capitalisable** : dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues.

1.4 **Édifice** : le bâtiment dans lequel sont situés les Lieux loués décrit à l'article 2.

1.5 **Frais d'exploitation** : toutes les dépenses habituellement encourues pour les Lieux loués sans limitation pour l'énergie, le relampage, les contrats de service généralement reconnus pour les immeubles locatifs de cet usage, l'entretien ménager, les primes d'assurance, la surveillance, l'entretien et les réparations mineures, l'entretien préventif des systèmes mécaniques, l'entretien et le remplacement des équipements d'opération du CTMR incluant le système de tri du verre**.**

1.6 **Immeuble** : l'Édifice et le terrain sur lequel est érigé l'Édifice.

1.7 **Lieux loués** : les espaces loués au Locataire décrits à l'article 2.

1.8 **Taxes foncières** : les taxes municipales et scolaires, incluant la taxe générale ainsi que toutes taxes spéciales imposées sur la valeur ou une autre caractéristique de l'Immeuble ou partie de celui-ci (frontage, superficie, stationnements, etc.) et, s'il y a lieu, le montant tenant lieu de telles taxes que doit assumer le Locateur, selon les lois en vigueur, à l'exclusion de toute autre taxe ou impôt, notamment toute taxe sur le capital et toute taxe ou impôt sur les grandes corporations.

1.9 **Taxes de vente** : la taxe fédérale sur les produits et services (TPS), la taxe de vente provinciale (TVQ), toutes taxes les remplaçant ou toutes nouvelles taxes payables par le Locateur ou le Locataire, selon le cas, suivant les modalités des lois applicables.

1.10 **Transformations** : toutes modifications apportées par le Locateur ou le Locataire aux Lieux loués.

1.11 **Travaux d'aménagement** : les travaux requis par le Locataire pour adapter les Lieux loués aux besoins spécifiques du Locataire et réalisés par le Locataire, ou tous autres travaux d'aménagement à être réalisés par le Locataire pendant la durée du Bail.

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

ARTICLE 2
LIEUX LOUÉS

2.1 **Désignation :** La totalité de l'Immeuble sis au 1 131, rue François-Lenoir, connu comme étant le Centre de tri de Lachine, à Montréal, province de Québec, tel que montré sur le plan joint au Bail comme Annexe C. Cet emplacement est connu et désigné comme étant le lot 6 047 879 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

2.2 **Superficie locative des Lieux loués :** La Superficie brute de l'Édifice est fixée à quatre-vingt-cinq mille trois cent soixante et onze pieds carrés (85 371 pi^2) tel que montré sur le plan joint au Bail à l'Annexe C.

La Superficie brute du terrain est fixée à deux cent seize mille six cent vingt-six pieds carrés (216 626 pi^2) tel que montré sur le plan joint au Bail à l'Annexe C.

2.3 **Équipement d'opération et équipements du système de tri du verre :** Le Locateur par le présent Bail loue tous les équipements d'opération incluant le système de tri du verre tel que décrit à l'Annexe D.

ARTICLE 3
DURÉE

3.1 **Durée** : Le Bail débutera à compter du premier (1^{er}) janvier deux mille vingt-cinq (2025) et se terminera à la plus rapprochée des deux dates suivantes :

a) soit le trente-et-un (31) mars deux mille vingt-cinq (2025);

b) soit à la date de signature de l'acte de vente de l'Immeuble par le Locateur au Locataire.

3.2 **Reconduction tacite** : Nonobstant les dispositions de l'article 1878 du *Code civil du Québec*, le Bail ne pourra être reconduit tacitement.

3.3 **Résiliation :** Nonobstant le terme fixé pour la durée des présentes, le Locataire pourra résilier le Bail en signifiant au Locateur un préavis écrit de dix (10) jours à cet effet. Si la date de résiliation n'est pas le premier (1^{er}) du mois, le Loyer sera calculé au prorata du nombre de jours d'occupation des Lieux loués par le Locataire. De plus, comme la Loi le prévoit, la réunion de la qualité de propriétaire pour les Lieux loués aura pour effet d'annuler le présent Bail à la date de signature de l'acte de vente.

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

ARTICLE 4
LOYER

4.1 **Loyer** : Pour la période du premier (1er) janvier deux mille vingt-cinq (2025) au trente-et-un (31) mars deux mille vingt-cinq (2025), le Bail est consenti en considération d'un loyer total de trois cent quinze mille dollars **(315 000,00 $)**, qui sera payable par **TROIS (3)** versements mensuels égaux et consécutifs, de cent cinq mille dollars **(105 000,00 $)** chacun, auxquels s'ajoutent les Taxes de vente, d'avance le premier (1er) jour de chaque mois. Si cette date ne coïncide pas avec le premier (1er) jour du mois, un ajustement du loyer devra être fait pour ce mois au prorata du nombre de jours restant dans ce mois. Il en sera de même pour le dernier mois du Bail, le cas échéant.

4.2 **Loyer additionnel :** En plus de payer son loyer tel que décrit à l'article 4.1, Le Locataire devra assumer, en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, les Taxes foncières telles que décrites aux articles 1.8 et 8.16. Une facture additionnelle sera transmise au Locataire par le service des finances du Locateur et devra être payée selon les conditions émises sur la facture. De plus, le Locataire devra assumer tous les Frais d'exploitation tel que prévu à l'article 1.5.

4.3 **Paiement** : Les Parties conviennent que tout paiement effectué par le Locataire au Locateur durant l'occupation des Lieux Loués sera réputé à la satisfaction de la dette la plus ancienne, sans tenir compte de la nature de la dette ou du montant, nonobstant toute loi ou usage à ce sujet. Toute dérogation expresse ou tacite à la méthode d'imputation des paiements établie aux présentes devra avoir préalablement fait l'objet du consentement écrit du Locateur, lequel relève de son entière discrétion. Le Locataire consent à verser au Locateur une somme de trente dollars (30 $) à titre de frais administratifs pour chaque chèque sans provision suffisante émis par lui à l'ordre du Locateur. Toute somme en retard payable en vertu des présentes, y compris celles payables à titre d'intérêts, portera intérêt au taux annuel établi par le Service des finances du Locateur dans le contexte de recouvrement. Le Locataire devra effectuer tout paiement par voie électronique, à moins d'obtenir une autorisation écrite du Locateur, autorisant le Locataire à procéder autrement.

ARTICLE 5
CESSION, SOUS-LOCATION ET ABANDON DES LIEUX

5.1 **Modalités de cession, sous-location :** Le Locataire ne peut pas sous-louer les Lieux loués ou céder le Bail, en totalité ou en partie, ni permettre l'utilisation de la totalité ou d'une partie des Lieux loués par un tiers.

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

ARTICLE 6
TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT

6.1 Tous Travaux d'aménagement apporté aux Lieux Loués pendant l'occupation du Locataire dans les Lieux loués sera exécutée par le Locataire, le tout sujet à l'approbation préalable écrite du Locateur.

Tous Travaux d'aménagement aux Lieux Loués devront être exécutés de façon à ne pas nuire au bon fonctionnement des opérations de l'Immeuble, et ce, selon l'évaluation discrétionnaire du Locateur.

Le Locataire ne pourra, sans le consentement écrit et préalable du Locateur, faire aucun changement, amélioration, installation ou ajout aux Lieux Loués, soit avant ou pendant la durée du Bail.

Le Locataire devra utiliser des entrepreneurs qualifiés et détenant les licences, accréditations et permis requis, approuvés par le Locateur, lesquels seront coordonnés par le Locateur, aux frais du Locataire, si les travaux proposés visent ou affectent la structure de l'Immeuble ou ses principales composantes, tels les entrées électriques, le système de ventilation, etc.

Si le Locateur doit assumer des frais de gardiennage, de surveillance, de supervision et/ou de coordination, de travaux, et/ou des honoraires professionnels, le Locataire devra lui rembourser lesdits frais.

Si le Locataire entreprend des Travaux d'aménagement affectant d'une quelconque manière les murs, planchers, plafonds, systèmes ou autres composantes majeures de l'Édifice, le Locataire devra, au préalable, soumettre au Locateur des plans et devis décrivant les travaux et obtenir son consentement écrit. Le Locateur se réserve le droit de :

a) refuser de tels Travaux d'aménagement ;

b) effectuer lui-même les Travaux d'aménagement, aux frais du Locataire, selon les directives et l'échéancier du Locateur. Le Locataire devra en défrayer le coût et payer au Locateur un montant additionnel équivalent à quinze pour cent (15%) de ce coût afin d'indemniser le Locateur pour l'administration et la coordination des Travaux d'aménagement ;

c) autoriser les Travaux d'aménagement selon les directives mentionnées ci-haut. L'approbation écrite du Locateur ne libère en rien le Locataire de son obligation de s'assurer que les travaux qu'il pourrait exécuter soient conformes aux lois et règlements en vigueur qui s'appliquent.

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024-11-18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur s'engage à :

7.1 **Accès** : donner libre accès aux Lieux loués aux employés du Locataire pendant la durée du Bail.

7.2 **Dépenses de nature capitalisable** : Le Locateur devra, à ses frais, réaliser les dépenses reliées à l'Immeuble qui concernent les travaux de remise à neuf (rénovation) ou de remplacement de tout système, structure, ouvrage ou construction, notamment de système architectural, structural, de fenêtres, du toit, de système mécanique ou électrique et la réfection du stationnement, dont la dépense est habituellement capitalisable selon les pratiques comptables reconnues. Il est convenu entre les Parties qu'étant donné le contexte dans lequel le Bail est octroyé, le Locateur ne réalisera aucune dépense de nature capitalisable pendant la durée du Bail. Dans le cas où une telle dépense devait être réalisée, le Locateur pourra refacturer le Locataire pour cette dépense.

7.3 **Assurance :** Le Locateur déclare qu'il s'auto-assure et qu'il ne sera tenu de fournir aucune preuve d'assurance.

ARTICLE 8
OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locataire s'engage à :

8.1 **Publication** : prendre à sa charge le coût de la publication du Bail, le cas échéant, sous la forme d'un avis de bail seulement.

8.2 **Immatriculation** : En ce qui concerne la personne morale avec qui le Bail est consenti, le Locataire devra maintenir un statut en vigueur et immatriculé. Advenant que la personne morale soit radiée, dissoute ou liquidée au registre des entreprises du Québec, le Bail prendra fin automatiquement, dans les quinze (15) jours suivant un avis écrit à cet effet par le Locateur.

8.3 **État :** prendre les Lieux loués dans l'état et dans la condition où ils se trouvent actuellement, le tout à ses risques et périls et sans aucune représentation ni garantie de quelque nature que ce soit, implicite ou explicite, de la part du Locateur.

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

8.4 **Usage** : n'utiliser les Lieux loués qu'à des fins d'exploitation du CTMR.

8.5 **Respect des exigences** : maintenir les Lieux loués conformes aux exigences des lois, codes, règlements, ordonnances et décrets applicables.

8.6 **Entretien ménager** : effectuer, à ses frais, l'entretien ménager des Lieux loués.

8.7 **Entretien intérieur** : maintenir, à ses frais, en tout temps au cours du Bail, les Lieux loués, en bon état et propres à l'occupation et il devra, dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux réparations et Transformations dues à son usage normal, à ses frais, à l'exception des travaux inhérents à la structure du bâtiment.

8.8 **Entretien extérieur** : Maintenir l'extérieur de l'Immeuble propre et en bon état, et dès qu'il en sera requis, remédier à tout défaut et procéder aux correctifs nécessaires, notamment :

a) tondre la pelouse et entretenir les plates-bandes, les trottoirs, les haies, les clôtures, les espaces de stationnement et tous autres éléments paysagers extérieurs, le tout sans faire l'utilisation de pesticides et d'herbicides;

b) enlever la neige et la glace sur toutes les voies d'accès, dégager les marches, les entrées, les sorties d'urgence, les trottoirs, les espaces de stationnement et répandre des abrasifs et du fondant, lorsque requis;

c) nettoyer les graffitis;

d) laver les vitres extérieures et les remplacer s'il y a lieu.

8.9 **Entretien des systèmes de climatisation et de gicleurs :** le Locataire devra s'assurer que les systèmes de climatisation et de gicleurs de l'Édifice sont en bon état de fonctionnement et conformes aux lois et règlements en vigueur. De plus, le Locataire sera seul responsable de l'entretien desdits systèmes de climatisation et de gicleurs pour toute la durée du Bail.

8.10 **Bris de vitres** : remplacer, à ses frais, en cas de bris par le Locataire et/ou en cas de feu, vol ou vandalisme ou autre, les vitres intérieures et extérieures. Aux fins de clarté, nonobstant ce qui précède, le maintien des vitres intérieures et extérieures en bon état de fonctionnement est de la responsabilité du Locataire.

8.11 **Entreposage** : Le Locataire ne doit pas posséder dans les Lieux Loués des matières combustibles, inflammables, explosives, toxiques ou dangereuses et n'utilisera dans les Lieux loués aucune autre source d'énergie que l'électricité de l'Immeuble.

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

8.12 <u>Modification au Lieux loués</u> : n'effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Lieux loués sans avoir soumis, au moins trente (30) jours à l'avance, les plans et devis exacts et détaillés des travaux, et obtenu, au préalable, l'autorisation écrite du Locateur.

8.13 <u>Éclairage</u> : remplacer, à ses frais, tout ballast, ampoule, fusible ou tout tube fluorescent défectueux ou grillé dans les Lieux Loués.

8.14 <u>Responsabilité et assurance</u> : souscrire et maintenir en vigueur, pendant la durée du Bail, à ses frais, une assurance de responsabilité civile formule générale contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, incluant la responsabilité contractuelle découlant du Bail, que le Locateur peut encourir pour quelque raison que ce soit du fait de la propriété, de la location, de l'opération, de l'occupation ou de l'usage de l'Immeuble, accordant une protection pour une somme minimum de **cinq millions de dollars (5 000 000,00 $),** limite globale, par personne et par événement, pour blessures corporelles ou dommages matériels subis par qui que ce soit, y compris le Locataire. Cette police d'assurance doit contenir un avenant à l'effet qu'elle n'est ni annulable ni modifiable sans un avis préalable de trente (30) jours adressé par le Locataire au Locateur et une copie de cette police et de cet avenant devra être fournie au Locateur. Le Locataire devra faire parvenir une copie du certificat d'assurance incluant les avenants au Locateur le 1er janvier de chaque année et sur demande.

8.15 <u>Responsabilité</u> : tenir le Locateur indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toutes réclamations, de tous jugements y compris les frais, et prendre le fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre ce dernier résultant directement ou indirectement de cette location, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants ;

Se tenir responsable de tous dommages qu'il pourra causer aux Lieux Loués résultant de ses activités ou de l'entreposage de ses produits ou matériaux et également par bris ou vandalisme survenus dans les Lieux Loués pendant ses périodes d'occupation.

8.16 <u>Taxes foncières</u> : assumer le paiement des Taxes foncières, des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

8.17 <u>Nuisance</u> : Le Locataire ne devra poser aucun geste de nature à nuire aux droits, aux affaires ou à la réputation du Locateur. Le Locataire devra mettre fin à de tels actes ou activités sur réception d'un avis écrit du Locateur à cet effet.

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valide

8.18 **Circulation** : Le Locataire ne doit laisser ou permettre que soit laissé aucun objet qui puisse entraver la circulation dans les passages, entrées, trottoirs, corridors, vestibules, halls, ascenseurs, escaliers et issues de secours;

8.19 **Odeurs, poussière ou bruits :** le Locataire garantit qu'aucune odeur nauséabonde, poussière ne sera causée par l'exploitation de ses affaires à l'intérieur des Lieux Loués. Le Locataire devra éviter tout bruit ou son excessif. Aucun équipement muni d'un haut-parleur ne devra être entendu en dehors des Lieux loués. De plus, le Locataire convient qu'il ne causera pas de nuisance ou de perturbation dans les Lieux Loués et/ou dans l'Immeuble. Conséquemment, le Locataire convient que si de tels bruits, poussières, nuisances, odeurs nauséabondes ou autres perturbations se manifestaient, il devra prendre les mesures nécessaires pour rectifier la situation, et ce, à ses frais. Dans l'éventualité où le Locataire serait en défaut d'entreprendre les mesures nécessaires, dans les quarante-huit (48) heures de la demande écrite du Locateur, et de les compléter dans un délai raisonnable, le Locateur pourra alors, à sa discrétion et sans préjudice à ses autres droits :

a) aviser le Locataire qu'il doit cesser toutes ses activités dans les Lieux Loués et le Locataire devra alors cesser ses activités immédiatement et ce, sans possibilité de réclamer quelque dommage que ce soit au Locateur à ce titre;

b) prendre immédiatement toutes les dispositions nécessaires et raisonnables dans les circonstances afin de corriger la situation. Dans ce cas, le Locateur aura alors droit de se faire rembourser par le Locataire, sur demande, tous les coûts encourus ;

c) mettre fin au Bail si le Locataire ne peut corriger la situation.

8.20 **Avis** : aviser immédiatement le Locateur, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux loués ou à ses accessoires.

8.21 **Réparations** : permettre, le cas échéant, au Locateur de faire toutes réparations urgentes et nécessaires à l'Immeuble, d'examiner les Lieux loués et d'y entrer à ces fins ou pour toute autre fin qu'il pourrait juger nécessaire à l'exploitation ou à l'entretien de l'Immeuble ou ses équipements, sans aucune réduction de loyer ni indemnité, pourvu que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

8.22 **Affichage** : voir à ce que tout affichage placé à l'intérieur des Lieux loués et des Aires et installations communes soit conforme à la *Charte de la langue française* et ses règlements.

8.23 **Système d'alarme** : Le Locataire peut s'il le désire installer un système d'alarme-intrusion dans les Lieux loués et ce, à la condition qu'il autorise le Locateur à pénétrer

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

dans les Lieux loués pour des raisons exceptionnelles. Il devra donc fournir les informations nécessaires au Locateur pour donner accès aux Lieux loués.

8.24 **Remise des Lieux Loués** : remettre à ses frais, à l'expiration du terme, les Lieux Loués dans leur état initial à moins qu'il en soit décidé autrement par les parties.

8.25 **Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics** : se comporter de manière à ce qu'il ne devienne, en aucun temps, pendant la durée du Bail, une entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics. À cet effet, le Locataire déclare ne pas y être inscrit en date de la signature du Bail.

8.26 **Accès :** Permettre au Locateur ou à ses représentants autorisés d'accéder aux Lieux loués pendant les heures normales d'affaires afin de vérifier si le Locataire respecte les obligations du Bail. De plus, sur réception d'une demande écrire, le Locataire devra fournir au Locateur tous les documents demandés, afin de permettre au Locateur de valider le respect des obligations du présent Bail.

8.27 **Équipements** : Réparer et entretenir tous les équipements d'opération du CTMR incluant le système de tri du verre décrits à l'Annexe D. Le Locataire prend les équipements dans l'état ou ils se trouvent et il reconnait que le Locateur ne donne aucune garantie de fonctionnement et que le Locateur ne fera aucun remplacement de ces équipements.

ARTICLE 9
DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS

Si, pendant la durée du Bail, l'Édifice ou les Lieux loués sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis du Locateur, les Lieux loués sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'occupation, on appliquera alors les règles suivantes :

9.1 **Destruction partielle** : Dans le cas d'une destruction partielle des Lieux loués, le Locateur s'engage à aviser par écrit le Locataire, dans un délai de trente (30) jours, de la durée des travaux de réparation et si applicables.

Le Locateur devra procéder à la réparation des Lieux loués avec toute la diligence nécessaire. Le loyer sera alors réduit et réparti selon la partie encore utilisable des Lieux loués jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Pour la partie non utilisable des Lieux loués, le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.2 **Destruction totale** : Si les Lieux loués sont devenus totalement impropres à

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

l'occupation, le Locateur pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux loués.

S'il décide de ne pas procéder aux réparations, le Locateur en avisera le Locataire par écrit le plus tôt possible et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux loués et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction.

S'il décide de procéder aux réparations, le Locateur devra le faire avec toute la diligence nécessaire, et le Locataire sera exempté du paiement du loyer pour toute la période allant de la date de tels dommages ou destruction jusqu'à la date de réintégration complète du Locataire dans les Lieux loués.

Le Locateur ne sera pas tenu de relocaliser le Locataire dans des locaux comparables aux Lieux loués.

9.3 **Résiliation** : Nonobstant ce qui précède, chacun du Locataire ou du Locateur aura toujours le droit, tant dans les cas de destruction partielle que dans ceux de destruction totale, et ce, même si le Locateur décide de procéder aux réparations, de mettre fin au Bail et il sera alors tenu de ne payer que le loyer jusqu'à la date de tels dommages ou destruction, à l'exclusion de toute autre somme.

ARTICLE 10
DÉFAUT DU LOCATEUR

10.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locataire signifierait au Locateur un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumées par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locateur ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les trente (30) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué par le Locataire dans cet avis, si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locataire est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locataire pourra, sans autre avis au Locateur, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locataire.

Pour les réparations jugées urgentes et nécessaires par le Locataire, pour la conservation ou l'usage des Lieux loués, le Locataire pourra y procéder, sous réserve de tous ses autres droits et recours, après en avoir informé ou tenté d'en informer le Locateur.

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

Le droit du Locataire prévu ci-dessus de procéder aux réparations jugées par lui urgentes et nécessaires ne s'appliquera pas dans les cas de « DOMMAGES ET DESTRUCTION DES LIEUX LOUÉS » prévus à l'article 9.

10.2 **Résiliation** : À l'expiration du délai de l'avis donné au Locateur, le Locataire aura le droit de mettre fin au Bail si le Locateur n'a pas remédié au défaut.

Nonobstant ce qui précède, en cas de refus des autorités compétentes de la Ville d'approuver les dépenses nécessaires pour remédier au défaut, le Locateur aura le droit, au lieu de remédier au défaut, de mettre fin au Bail, moyennant un préavis raisonnable au Locataire.

ARTICLE 11
DÉFAUT DU LOCATAIRE

11.1 **Modalités** : Dans le cas où le Locateur signifierait au Locataire un avis écrit de l'inexécution de l'une des obligations qui doit être assumées par ce dernier en vertu du Bail, et si le Locataire ne remédie pas à ce défaut :

a) dans les quinze (15) jours à compter de la réception de cet avis écrit ; ou

b) dans le délai moindre indiqué dans cet avis s'il y a urgence ou si, en raison de la nature de cette inexécution, le Locateur est susceptible de subir une perte ou un dommage;

alors, le Locateur pourra, sans autre avis au Locataire, prendre les mesures qui peuvent selon lui s'avérer nécessaires pour remédier à ce défaut et, sous réserve de tous les autres droits et recours du Locateur, le Locataire doit assumer tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut. Tous les frais raisonnables engagés par le Locateur pour remédier à ce défaut seront facturés au Locataire, comme un Loyer additionnel et sera payable le 1er du mois, suivant la réception de la facture. Si le Locataire n'acquitte pas ces frais raisonnables engagés par le Locateur selon l'échéance prévue sur la facture, cette somme sera considérée comme étant du Loyer impayé et le Locateur pourra mettre en défaut le Locataire, conformément aux dispositions du Bail.

Les évènements suivants sont considérés comme étant une inexécution de l'une des obligations du Locataire, selon les dispositions du présent Bail et si Locataire ne remédie pas à ce défaut suivant un avis écrit de 15 jours, sans autre avis, le Locateur pourra résilier le Bail :

a) le Locataire fait défaut de se conformer à toute disposition du Bail prévoyant le

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

paiement du Loyer, du Loyer additionnel, des Taxes foncières et/ou de tout autre montant devant être payé par le Locataire au Locateur en vertu du présent Bail. Si la résultante d'un tel défaut est que le Bail est résilié, le Locataire aura toujours l'obligation de payer les sommes dues jusqu'à pleine compensation;

b) le Locataire ne respecte pas les obligations prévues à l'article 8.2 ou abandonne ou tente d'abandonner les Lieux loués avant l'expiration du Bail que tel abandon soit à la connaissance ou non du Locateur OU que les Lieux loués sont utilisés par toute autre personne ou compagnie autre que celle qui y a droit en vertu des présentes OU quelque procédure d'exécution d'un jugement rendu contre le Locataire ou en vertu du Bail est entrepris OU un agent agissant en vertu d'un acte du Bail est entrepris OU un agent agissant en vertu d'un acte de fiducie ou d'un acte d'hypothèque prend possession des actifs du Locataire;

c) le Locataire est en défaut de se conformer à tout autre engagement contenu aux présentes et/ou tente de se décharger de toute autre obligation stipulée au présent Bail et que ce défaut perdure pendant quinze (15) jours après qu'un nouvel avis écrit à cet effet ait été donné au Locataire par le Locateur, à moins qu'il soit impossible de remédier à tel défaut en toute diligence durant telle période de quinze (15) jours, auquel cas le Locataire aura droit d'obtenir, s'il en fait la demande écrite au Locateur avant l'expiration dudit délai, toute prolongation de temps raisonnable afin de permettre de remédier à tel défaut.

En sus, si le Bail est résilié, le Locataire aura quinze (15) jours (« **Période de remise des Lieux loués** ») suivant la date de résiliation, pour disposer de ses biens dans les Lieux loués ou pour informer le Locateur qu'il abandonne ses biens dans les Lieux loués.

À l'échéance de la Période de remise des Lieux loués, si le Locataire n'a pas signifié au Locateur son intention d'abandonner ses biens ou si le Locataire n'a pas retiré ses biens des Lieux loués, ceux-ci seront considérés comme abandonnés. Le Locateur pourra reprendre immédiatement possession des Lieux loués, sans autre avis et sans nécessiter d'intenter une procédure judiciaire, et disposer des biens du Locataire à sa guise, sans possibilité pour le Locataire de réclamer ou de poursuivre le Locateur pour ce motif.

ARTICLE 12
RÈGLEMENTS D'IMMEUBLE – BIFFÉ INTENTIONNELLEMENT

ARTICLE 13
DIVERS

13.1 **Rubriques** : Les rubriques précédant les clauses du Bail n'y figurent que pour la

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec Consign-O cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

13.2 **Renonciation** : Le fait que le Locataire ou le Locateur n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution d'une obligation du Locataire ou du Locateur ou à l'exercice d'un droit d'une partie, qui garde son plein effet.

13.3 **Accord complet** : Les parties conviennent que le Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une nouvelle convention écrite toute aussi formelle que la présente.

Le présent article n'a pas pour effet de rendre caduque la promesse bilatérale de vente et de donation mobilière, signée entre les Parties quant à l'Immeuble et les Équipements d'opération, incluant le système de tri du verre, faisant l'objet des présentes et signée concurremment aux présentes.

13.4 **Force majeure** : Aucune des parties ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu du Bail si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, pandémie, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre qu'elle soit déclarée ou non.

13.5 **Lois applicables** : Le Bail est régi par les lois du Québec. Tout différend ou toute procédure judiciaire découlant directement ou indirectement de ce Bail devra être soumis exclusivement aux tribunaux compétents situés dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 **Services additionnels :** Si le Locataire requiert des services additionnels à ceux décrits au présent Bail ou s'il désire obtenir des services en dehors des heures fixées par le Locateur, il devra alors en faire la demande suffisamment à l'avance pour permettre au Locateur de lui fournir de tels services. Les coûts et les frais encourus par le Locateur pour rendre tels services additionnels seront augmentés de quinze pour cent (15%), aux fins de tenir compte des frais d'administration, et seront payables par le Locataire sur réception d'une facture à cet effet. Le Locateur ne sera toutefois pas tenu de fournir au Locataire de tels services additionnels.

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

13.7 **Aucune publicité :** Le Locataire ne pourra imprimer, publier, exposer, diffuser, afficher ou autrement offrir en tout ou en partie les Lieux Loués à des fins de cession, transfert ou sous-location et ne devra permettre à aucun courtier ou aucune autre personne de le faire, à moins que le texte complet, le format et le médium n'aient été préalablement approuvés par écrit par le Locateur.

13.8 Omis intentionnellement

13.9 **Abandon des Lieux Loués :** Le Locataire ne devra, en aucun cas, laisser les Lieux Loués vacants ou les abandonner pendant la durée du présent Bail sans avoir obtenu préalablement le consentement écrit du Locateur.

13.10 **Faillite et insolvabilité :** Advenant que le Locataire fasse cession de ces biens en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité qu'il fasse une proposition à ses créanciers, qu'il prenne ou tente de tirer quelque avantage d'une loi régissant la faillite et l'insolvabilité, ou qu'un syndic ou séquestre soit nommé pour administrer les biens du Locataire ou une partie de ceux-ci, le présent Bail prendra fin automatiquement à l'avènement de n'importe laquelle des éventualités qui précèdent, sans avis ni délai, et le Locateur aura le droit de recouvrer immédiatement tout arrérage de Loyer Minimum, de Loyer Additionnel, ainsi que tous les loyers impayés pour la période du 1er janvier 2025 au 31 mars 2025.

13.11 **Expropriation :** Si les Lieux Loués sont expropriés en totalité ou en partie, le Locateur pourra résilier le Bail moyennant un préavis transmis au Locataire, donné dans les dix jours (10) jours de la date de réception de l'avis d'expropriation. Le Locateur n'aura aucune obligation envers le Locataire et ne sera tenu responsable de quelque dommage que ce soit subi par le Locataire.

ARTICLE 14
RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

14.1 **Règlement** : Le Locateur a adopté un règlement sur la gestion contractuelle conformément à l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et le Locataire déclare en avoir pris connaissance.

ARTICLE 15
ANNEXES

15.1 **Énumération** : Les documents suivants sont annexés au Bail et en font partie intégrante :

► Annexe A : Résolution du Locateur

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

► Annexe B : Résolution du Locataire
► Annexe C : Plan des Lieux loués
► Annexe D : Liste des équipements loués

15.2 **Interprétation** : En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

ARTICLE 16
ÉLECTION DE DOMICILE

16.1 **Adresses** : Chacune des parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par courrier électronique :

► Pour le Locateur :

VILLE DE MONTRÉAL
Service de la gestion et de la planification immobilière
303, rue Notre-Dame Est, 2ème étage
Montréal, Québec, H2Y 3Y8

En cas d'urgence, le Locataire devra communiquer avec le 514-872-1234 ou par courriel à : immeubles.centreappels@ville.montreal.qc.ca

Pour les demandes financières ou pour toute autre demande, le Locataire devra communiquer par courriel à : immeubles.locations@montreal.ca

► Pour le Locataire :

LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC.
Jean-Sébastien Daigle
Adresse : 1 200 rue des Riveurs
Lévis, Québec, G9Y 9G2
Téléphone : 418-717-6722
Courriel : jsdaigle@societevia.com

16.2 **Modification** : Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

16.3 Avis : Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par courrier électronique. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par courrier électronique, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

Toute transmission d'avis par courrier électronique doit être accompagnée d'un envoi par la poste, sous pli recommandé, du texte original de cet avis portant la signature manuscrite du représentant autorisé pour valoir comme avis valide aux termes du Bail.

ARTICLE 17
COURTIER

17.1 Commission : Toute commission ou autre rémunération de quelque nature que ce soit payable à un courtier ou agent mandaté par le Locataire relativement à la présente location sera assumée exclusivement par ce dernier, le tout à la complète exonération du Locateur.

ARTICLE 18

DÉCLARATION – CHARTE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Modalité: *Loi sur la langue officielle et commune du Québec* : la Loi prévoit des modifications à la Charte de la langue française (la Charte) et à d'autres lois s'appliquant aux organismes municipaux. Ces nouvelles dispositions ont pour objectif d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français et prévoient notamment des obligations relatives à la passation de tout contrat par les municipalités, quelle que soit sa valeur et sa nature (article 152.1 de la Charte). En vertu de ces nouvelles dispositions, toute entreprise ayant un établissement au Québec et qui emploie durant une période de 6 mois, 50 personnes ou plus doit, pour se voir octroyer un contrat, se conformer aux nouvelles exigences de la Charte. Par conséquent, le Locataire doit s'assurer que le Locateur respecte les dispositions de la Charte.

À cet effet, le Locateur déclare qu'il respecte et va continuer de respecter les exigences du chapitre V du titre II de la *Charte de la langue française* (« La francisation des entreprises ») et notamment que son nom ne figure pas sur la liste des entreprises non conformes au processus de francisation qui est publiée et tenue à jour par l'Office québécois de la langue française (OQLF).

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

Le Locateur déclare qu'il respecte toutes les conditions de la Loi et que dans la mesure ou le Locateur a un établissement au Québec et emploie 50 personnes ou plus au Québec, et ce, depuis 6 mois ou plus, qu'il déclare détenir l'un ou l'autre des documents ci-dessous énumérés :

- un certificat de francisation en vigueur délivré par l'OQLF
- une attestation d'application d'un programme de francisation de l'OQLF;
- un accusé de réception de l'analyse de sa situation linguistique confirmant qu'il a transmis à l'OQLF l' « analyse de la situation linguistique »;
- une attestation d'inscription délivrée par l'OQLF datée de moins de trois (3) mois;

Le Locateur déclare également qu'il s'engage à transmettre à l'OQLF, dans le délai prescrit par la *Charte de la langue française*, une « analyse de la situation linguistique ».

Le Locateur déclare également qu'il n'a pas reçu d'offre de l'OQLF de mettre en place les services d'apprentissage du français fournis par Francisation Québec ou que, si le Locateur a reçu une telle offre, a accepté celle-ci et n'a pas fait défaut de respecter les modalités convenues avec Francisation Québec.

EN FOI DE QUOI, Les Parties conviennent que le présent Bail peut être signé en plusieurs exemplaires distincts qui, individuellement, constitue un original mais qui, collectivement, constituent un seul et même document. Les parties aux présentes consentent à l'utilisation de la signature par voie électronique et conviennent que le présent Bail peut être signé soit par signature manuscrite ou par signature électronique et qu'il peut être livré par voie électronique (en format PDF) ou autrement. Les parties acceptant une telle signature électronique comme étant une signature originale des parties.

Le _____ 2024

LOCATEUR

_____

par : Domenico Zambito, Greffier adjoint

Le 18 novembre 2024

Paraphes	
Locateur	Locataire

Jean-Sébastien Daigle
Signé avec ConsignO Cloud le 2024-11-18
Pour valider, aller à cnq.org/valider

LOCATAIRE

Jean-Sébastien Daigle
Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18
Pour valider, aller à cnq.org/valider

par : Jean-Sébastien Daigle

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

Annexe A

Résolution du Locateur

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec SignNow Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

Annexe B

Résolution du Locataire

LA SOCIÉTÉ VIE, INTÉGRATION, APPRENTISSAGE POUR HANDICAPÉS V.I.A. INC.

(la « **Société** »)

COPIE CONFORME D'UNE RÉSOLUTION du conseil d'administration de la Société datée du 13 novembre 2024.

« BAIL À INTERVENIR ENTRE LA SOCIÉTÉ ET VILLE DE MONTRÉAL (la « Ville »)

ATTENDU QUE la Ville est propriétaire du centre de tri des matières recyclables de Lachine (le « **CTMR** »);

ATTENDU QUE la Société exploite actuellement le CTMR en vertu du contrat pour le traitement des matières recyclables et concernant l'exploitation du centre de tri signé entre la Société et la Ville, lequel sera révoqué par les Parties en date du 1er janvier 2025;

ATTENDU QUE la Société a signé un contrat relatif au tri des matières résiduelles de la collecte sélective avec Éco Entreprises Québec pour le CTMR, lequel débutera au 1er janvier 2025 ;

ATTENDU QUE la Société désire acquérir de la Ville, au plus tard le 31 mars 2025, l'immeuble correspondant au lot 6 047 879 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ainsi que tous les équipements permettant les opérations du CTMR;

ATTENDU QU'il est opportun pour la Société de signer un bail avec la Ville afin de couvrir la période allant du 1er janvier 2025 au 31 mars 2025 et de lui permettre de poursuivre l'exploitation du CTMR jusqu'à l'acquisition;

ATTENDU QUE la Société a étudié à cet effet le projet de bail à intervenir avec la Ville, lequel document lui a été soumis pour fins d'approbation et d'acceptation (le « **Bail** »).

PAR CONSÉQUENT, IL EST PROPOSÉ PAR M. DENIS BEAUMONT, APPUYÉ PAR M. MICHEL HENRY ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

1. **D'APPROUVER** le Bail tel que rédigé;

2. **D'AUTORISER** Jean-Sébastien Daigle à signer, pour et au nom de la Société, le Bail, ainsi que tout engagement, convention ou entente relatif à la présente résolution, le tout suivant les modalités, conditions et termes qu'il jugera à propos d'accepter, et avec toutes les modifications de forme et de substance qu'il jugera à propos d'y apporter, sa seule signature constituant une preuve concluante et décisive de l'approbation par la Société;

3. **QU'**en plus de tous les autres pouvoirs déjà accordés à Jean-Sébastien Daigle, que celui-ci soit autorisé, et il est autorisé, à signer, exécuter et livrer, pour et au

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

nom de la Société, tous les documents, et à poser tous les gestes qui pourraient être ou devenir nécessaires ou utiles afin de donner plein effet à la présente résolution et au Bail. »

CERTIFICAT

Je soussigné, Julie Suzanne Doyon, présidente de la Société, certifie que la présente résolution a été adoptée à une assemblée du conseil d'administration tenue ce jour et dûment convoquée à cette fin. Je certifie qu'il y avait quorum à ladite assemblée et que la résolution a été adoptée à l'unanimité des administrateurs présents. Je certifie que cette résolution est toujours en vigueur et qu'elle n'a pas été amendée.

Ce 13 novembre 2024

Julie Suzanne Doyon, présidente

Vu le 13/11/2024

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

Annexe C

Plan des Lieux loués



Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

Annexe D

Liste des équipements loués

Liste des équipements du Système de tri du verre

N. série	Description
LUBO-0010	Convoyeur de montée
LUBO-0020	Convoyeur « bypass »
LUBO-0040	Convoyeur réversible
LUBO-0030	Convoyeur alimentation tamis
LUBO-0050	Tamis Spaleck
LUBO-0090	Convoyeur alimentation - grossier
LUBO-0120	Convoyeur sous le tamis
LUBO-0130	Convoyeur alimentation - fines
Trennso-31	Ventilateur - grossier
LUBO-0110	« zig-zag » grossier (et 2 rotary)
Trennso-23	Cyclone - grossier
Trennso-25	Rotary cyclone - grossier
Trennso-14	Ventilateur - fines
LUBO-0140	« zig-zag » fines (et 2 rotary)
Trennso-8	Cyclone - fines
Trennso-10	Rotary cyclone - fines
LUBO-0070	Convoyeur des rejets

Liste des équipements d'opérations

Équipement	N. série	Description
AB-42	WT-021L	TUNNEL D'AIR
AB-42	WT-021L	MOTEUR
AB-25	WT-022L	TUNNEL D'AIR
AB-25	WT-022L	MOTEUR

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/07/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

AB-16	WT-023L	TUNNEL D'AIR
AB-16	WT-023L	MOTEUR
AB-77_1	AB-078L	SYSTEME DE TRANSPORT PNEUMATIQUE POUR SAC PLASTIQUE
AB-77_1	AB-078L	MOTEUR
AB-88	STA-057L	SOUFFLANTE PET CLAIR
AB-88	STA-057L	MOTEUR
AB-89	STA-058L	SOUFFLANTE PET COULEUR
AB-89	STA-058L	MOTEUR
AB-91	STA-059L	SOUFFLANTE HDPE NATUREL
AB-91	STA-059L	MOTEUR
AB-92	STA-060L	SOUFFLANTE HDPE COULEUR
AB-92	STA-060L	MOTEUR
AB-97	STA-061L	SOUFFLANTE PLASTIQUES 3 @ 7
AB-97	STA-061L	MOTEUR
AB-98	STA-062L	SOUFFLANTE CONTENANTS MULTICOUCHES
AB-98	STA-062L	MOTEUR
AB-118	STA-063L	SOUFFLANTE CANETTES CONSIGNÉES
AB-118	STA-063L	MOTEUR
AB-119	STA-064L	SOUFFLANTE ALUMINIUM NON CONSIGNÉ
AB-119	STA-064L	MOTEUR
ADS-45	PFE2-004L	SYSTÈME D'ASPIRATION DES SACS DE PLASTIQUES
ADS-45		MOTEUR BLOWER
ADS-45		MOTEUR DRUM
ADS-45		MOTEUR UNITÉ HYDRAULIQUE
AS-305_1	AB-077L	SYSTEME DE TRANSPORT PNEUMATIQUE (sous mezz)
AS-305_1	AB-077L	MOTEUR
AS-305_2	SA-120L	SÉPARATEUR PARTICULES LÉGÈRES
AS-305_2	SA-120L	MOTEUR BLOWER CYCLONE
AS-305_2	SA-120L	MOTEUR ROTARY
AS-314_1		SYSTEME DE TRANSPORT PNEUMATIQUE (avant syst verre)
AS-314_1		MOTEUR
AS-314_2		SÉPARATEUR PARTICULES LÉGÈRES
AS-314_2		MOTEUR BLOWER CYCLONE
AS-314_2		MOTEUR ROTARY
B-6	CCA4-324L	CONVOYEUR DE REPRISE DES RÉSERVES 72''

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

B-6	CCA4-324L	MOTEUR
B-7	CCA4-325L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DE LA PRESSE HORIZONTALE B-8 72''
B-7	CCA4-325L	MOTEUR
B-8	PL3-009L	MACHINEXBALER * PRESSE HORIZONTALE
B-8	PL3-009L	MOTEUR POMPE 1
B-8	PL3-009L	MOTEUR POMPE 2
B-8	PL3-009L	MOTEUR FAN COOLER
B-8	PL3-009L	MOTEUR POMPE DE RECIRCULATION
B-8	PL3-009L	HEATER
B-8	PL3-009L	HEATER
B-5	CSRT-1099L	CONVOYEUR DE REPRISE DES RÉSERVES 48''
B-5	CSRT-1099L	MOTEUR
B-5	CSRT-1099L	MOTEUR
B-10	CCA4-327L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DE LA PRESSE HORIZONTALE B-12 72''
B-10	CCA4-327L	MOTEUR
B-9	CCA4-326L	CONVOYEUR DE REPRISE DES RÉSERVES 72''
B-9	CCA4-326L	MOTEUR
B-11	CSRT-1100L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DE LA PRESSE HORIZONTALE B-12 72''
B-11	CSRT-1100L	MOTEUR
B-12	PL3-010L	MACHINEXBALER * PRESSE HORIZONTALE
B-12	PL3-010L	MOTEUR POMPE 1
B-12	PL3-010L	MOTEUR POMPE 2
B-12	PL3-010L	MOTEUR FAN COOLER
B-12	PL3-010L	MOTEUR POMPE DE RECIRCULATION
B-12	PL3-010L	HEATER
B-12	PL3-010L	HEATER
BDF-1	BFD-036L	CONVOYEUR + TAMBOUR D'ALIMENTATION 96''
BDF-1	BFD-036L	MOTEUR
BDF-1	BFD-036L	MOTEUR
BO-202	OS-020L	OUVREUR À SACS
BO-202	OS-020L	MOTEUR GROS DRUM
BO-202	OS-020L	MOTEUR PETIT DRUM
C-79	CSRST-1094L	CONVOYEUR TRANSFERT CONTENANTS MULTI COUCHES ET PLASTIQUE 3 @ 7 60''
C-79	CSRST-1094L	MOTEUR

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

C-80	CSO3-001L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE PLASTIQUES MIXTES / MULTICOUCHES 96''
C-80	CSO3-001L	MOTEUR
C-82	CC6-380L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-82	CC6-380L	MOTEUR
C-83	CSR4-1455L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-83	CSR4-1455L	MOTEUR
C-84	CSRT-1095L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-84	CSRT-1095L	MOTEUR
C-93	CC6-381L	CONVOYEUR DE TRANSFERT CONTENANTS MULTI-COUCHES 24''
C-93	CC6-381L	MOTEUR
C-94	CSR4-1456L	CONVOYEUR DE TRANSFERT CONTENANTS MULTI-COUCHES 48''
C-94	CSR4-1456L	MOTEUR
C-95	CSR4-1457L	CONVOYEUR TRANSFERT CONTENANTS MULTI COUCHES ET PLASTIQUE 3 @ 7 48''
C-95	CSR4-1457L	MOTEUR
C-74	CSRT-1092L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''
C-74	CSRT-1092L	MOTEUR
C-75	CSO3-005L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE HDPE 96''
C-75	CSO3-005L	MOTEUR
C-77	CC6-379L	CONVOYEUR DE TRANSFERT HDPE 30''
C-77	CC6-379L	MOTEUR
C-204	CSR4-1472L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES GROS PLASTIQUES 48''
C-204	CSR4-1472L	MOTEUR
C-205	CSR4-1473L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES GROS PLASTIQUES 48''
C-205	CSR4-1473L	MOTEUR
C-5	CSRT-1073L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU CARTON 72''
C-5	CSRT-1073L	MOTEUR
C-6	CSRT-1074L	CONVOYEUR DE QC DU CARTON 60''
C-6	CSRT-1074L	MOTEUR
C-7	CSRT-1075L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SOUS OCC 72''
C-7	CSRT-1075L	MOTEUR
C-123	CSR4-1468L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 30''
C-123	CSR4-1468L	MOTEUR
C-124	CSRT-1103L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 60''
C-124	CSRT-1103L	MOTEUR

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

C-125	CSRT-1104L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 60''
C-125	CSRT-1104L	MOTEUR
C-18	CSRT-1078L	CONVOYEUR DE TRANSFERT 60''
C-18	CSRT-1078L	MOTEUR
C-2	CCA4-323L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION INCLINÉ 72''
C-2	CCA4-323L	MOTEUR
C-200	CSR4-1469L	CONVOYEUR TRANSFERT VERS OUVREUR À SAC 48''
C-200	CSR4-1469L	MOTEUR
C-201	CSR4-1470L	CONVOYEUR TRANSFERT VERS OUVREUR À SAC 48''
C-201	CSR4-1470L	MOTEUR
C-203	CSR4-1471L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES GROS PLASTIQUES 48''
C-203	CSR4-1471L	MOTEUR
C-3	CSRT-1072L	CONVOYEUR DE PRÉ-TRI 72''
C-3	CSRT-1072L	MOTEUR
C-8	CSH-008L	CONVOYEUR DE TRANSFERT - NAVETTE 72''
C-8	CSH-008L	MOTEUR
C-8	CSH-008L	MOTEUR
C-8	CSH-008L	MOTEUR
C-9	CSRT-1076L	CONVOYEUR DE TRANSFERT 60''
C-9	CSRT-1076L	MOTEUR
C-49	CSRT-1084L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 72''
C-49	CSRT-1084L	MOTEUR
C-50	CSRT-1085L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''
C-50	CSRT-1085L	MOTEUR
C-32	CSRT-1130L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 72''
C-32	CSRT-1130L	MOTEUR
C-48	CC8-095L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS
C-48	CC8-095L	MOTEUR
C-34	CSR4-1445L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SOUS BALLISTIQUE 60''
C-34	CSR4-1445L	MOTEUR
C-107	CSR4-1461L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 30''
C-107	CSR4-1461L	MOTEUR
C-65	CSR4-1452L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-65	CSR4-1452L	MOTEUR
C-72	CSR4-1453L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES PET 24''

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

C-72	CSR4-1453L	MOTEUR
C-64	CSR4-1451L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-64	CSR4-1451L	MOTEUR
C-68	CSO3-006L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE PET / FIBRE 127.5''
C-68	CSO3-006L	MOTEUR
C-68	CSO3-006L	MOTEUR ROULEAU
C-70	CC6-377L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES FIBRES 30''
C-70	CC6-377L	MOTEUR
C-71	CC6-378L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES PET 24''
C-71	CC6-378L	MOTEUR
C-73	CSR4-1454L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''
C-73	CSR4-1454L	MOTEUR
C-300	CSR4-1474L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS 48''
C-300	CSR4-1474L	MOTEUR
C-301	CSR4-1475L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS 24''
C-301	CSR4-1475L	MOTEUR
C-66	CSRT-1091L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''
C-66	CSRT-1091L	MOTEUR
C-40	CSO3-002L	MOTEUR
C-40	CSO3-002L	MOTEUR ROULEAU
C-40 A	CSO3-002L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE NETTOYAGE DE FIBRE #3 127.5''
C-43	CC6-373L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''
C-43	CC6-373L	MOTEUR
C-44	CSR4-1448L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS
C-44	CSR4-1448L	MOTEUR
C-46	CSRT-1083L	CONVOYEUR DE TRI DES FIBRES 60''
C-46	CSRT-1083L	MOTEUR
C-47	CC6-374L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 48''
C-47	CC6-374L	MOTEUR
C-17	CSR4-1442L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES FIBRES 36''
C-17	CSR4-1442L	MOTEUR
C-23	CSO3-003L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE NETTOYAGE DE FIBRE #2 127.5''
C-23	CSO3-003L	MOTEUR
C-23	CSO3-003L	MOTEUR ROULEAU
C-26	CC6-371L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 30''

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

C-26	CC6-371L	MOTEUR
C-27	CSRT-1080L	CONVOYEUR DE QC DU PAPIER JOURNAL 60''
C-27	CSRT-1080L	MOTEUR
C-30	CC6-372L	CONVOYEUR DE RETOUR DES CONTENANTS 48''
C-30	CC6-372L	MOTEUR
C-31	CSR4-1443L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 48''
C-31	CSR4-1443L	MOTEUR
C-51	CSRT-1086L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''
C-51	CSRT-1086L	MOTEUR
C-14	CSO3-004L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE NETTOYAGE DE FIBRE #1 127.5''
C-14	CSO3-004L	MOTEUR
C-14	CSO3-004L	MOTEUR ROULEAU
C-35	CSR4-1446L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 48''
C-35	CSR4-1446L	MOTEUR
C-52	CSRT-1087L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''
C-52	CSRT-1087L	MOTEUR
C-12	CSRT-1077L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DU SÉPARATEUR BALISTIQUE 72''
C-12	CSRT-1077L	MOTEUR
C-122	CSR4-1467L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 30''
C-122	CSR4-1467L	MOTEUR
C-21	CSRT-1079L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION DU SÉPARATEUR BALISTIQUE 72''
C-21	CSRT-1079L	MOTEUR
C-302	CSR4-1476L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS 24''
C-302	CSR4-1476L	MOTEUR
C-303	CSR4-1477L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS 24''
C-303	CSR4-1477L	MOTEUR
C-304	CSR4-1478L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS 24''
C-304	CSR4-1478L	MOTEUR
C-36	CSR4-1447L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 72''
C-36	CSR4-1447L	MOTEUR
C-37	CSRT-1081L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''
C-37	CSRT-1081L	MOTEUR
C-38	CSRT-1082L	CONVOYEUR D'ALIMENTATION BALLISTIQUE 72''
C-38	CSRT-1082L	MOTEUR
C-62	CSRT-1090L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 36''

Paraphes	
Locateur	Locataire
	Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

C-62	CSRT-1090L	MOTEUR
C-108	CSRT-1101L	CONVOYEUR DE TRI DES CONTENANTS 30''
C-108	CSRT-1101L	MOTEUR
C-111	CSR4-1462L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 30''
C-111	CSR4-1462L	MOTEUR
C-28	CC8-093L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES FIBRES 60''
C-28	CC8-093L	MOTEUR
C-29	CC8-094L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES FIBRES 60''
C-29	CC8-094L	MOTEUR
C-400	CC8-098L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SAC PLASTIQUE 24''
C-400	CC8-098L	MOTEUR
C-101	CSR4-1458L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 24''
C-101	CSR4-1458L	MOTEUR
C-110	CC6-386L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 24''
C-110	CC6-386L	MOTEUR
C-308	CC6-391L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS LEGER 24''
C-308	CC6-391L	MOTEUR
C-57	CC8-096L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ACIER 24''
C-57	CC8-096L	MOTEUR
C-106	CSR4-1460L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 30''
C-106	CSR4-1460L	MOTEUR
C-78	CSRT-1093L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES PET / HDPE 48''
C-78	CSRT-1093L	MOTEUR
C-85	CSO3-007L	CONVOYEUR ACCÉLÉRATION - OPTIQUE QC / RECIRCULATION RECYCLABLES 127.5''
C-85	CSO3-007L	MOTEUR
C-87	CSRT-1096L	CONVOYEUR DE QC PET CLAIR / PET COULEUR 48''
C-87	CSRT-1096L	MOTEUR
C-90	CSRT-1097L	CONVOYEUR DE QC HDPE NATUREL / HDPE COULEUR 48''
C-90	CSRT-1097L	MOTEUR
C-99	CC6-382L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 24''
C-99	CC6-382L	MOTEUR
C-100	CC6-383L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 24''
C-100	CC6-383L	MOTEUR
C-104	CC6-385L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 24''

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024-11-18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

C-104	CC6-385L	MOTEUR
C-96	CSRT-1098L	CONVOYEUR DE QC CONTENANTS MULTI COUCHES ET PLASTIQUE #3 @ 7 48''
C-96	CSRT-1098L	MOTEUR
C-102	CC6-384L	CONVOYEUR DE TRANSFERT 24''
C-102	CC6-384L	MOTEUR
C-103	CC6-389L	CONVOYEUR DE TRANSFERT 24''
C-103	CC6-389L	MOTEUR
C-116	CSRT-1102L	CONVOYEUR DE RESERVE ALUMINIUM 36''
C-116	CSRT-1102L	MOTEUR
C-116	CSRT-1102L	MOTEUR HOIST
C-403	CC8-099L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SAC PLASTIQUE 30''
C-403	CC8-099L	MOTEUR
C-404	CCC-203L	CONVOYEUR DE RÉSERVE FILM 84''
C-404	CCC-203L	MOTEUR
C-53	CSRT-1088L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''
C-53	CSRT-1088L	MOTEUR
C-56	CC6-376L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ACIER 24''
C-56	CC6-376L	MOTEUR
C-309	CSR4-1479L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS 24''
C-309	CSR4-1479L	MOTEUR
C-55	CC6-375L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ACIER 30''
C-55	CC6-375L	MOTEUR
C-58	CSRT-1089L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 60''
C-58	CSRT-1089L	MOTEUR
C-60	CSR4-1449L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ALUMINIUM 24''
C-60	CSR4-1449L	MOTEUR
C-61	CSR4-1450L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 48''
C-61	CSR4-1450L	MOTEUR
C-105	CSR4-1459L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES VALORISABLES 30''
C-105	CSR4-1459L	MOTEUR
C-112	CSR4-1463L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES REJETS 30''
C-112	CSR4-1463L	MOTEUR
C-115	CSR4-1465L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ALUMINIUM 24''
C-115	CSR4-1465L	MOTEUR

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

C-307	CC8-097L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS LEGER 24''
C-307	CC8-097L	MOTEUR
C-401	CC6-392L	CONVOYEUR DE TRANSFERT SAC PLASTIQUE 24''
C-401	CC6-392L	MOTEUR
C-114	CSR4-1464L	CONVOYEUR DE TRANSFERT ALUMINIUM 24''
C-114	CSR4-1464L	MOTEUR
C-117	CSR4-1466L	CONVOYEUR DE TRI DE L'ALUMINIUM 24''
C-117	CSR4-1466L	MOTEUR
C-120	CC6-387L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 18''
C-120	CC6-387L	MOTEUR
C-121	CC6-388L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DES CONTENANTS 18''
C-121	CC6-388L	MOTEUR
C-306	CC6-390L	CONVOYEUR DE TRANSFERT DU 2" ET MOINS LEGER 24''
C-306	CC6-390L	MOTEUR
C-310	CSR4-1660L	CONVOYEUR CSR4 36''
C-310	CSR4-1660L	MOTEUR
C-313	CSR4-1661L	CONVOYEUR CSR4 24''
C-313	CSR4-1661L	MOTEUR
C-315	CSR4-1662L	CONVOYEUR CSR4 24''
C-315	CSR4-1662L	MOTEUR
C-316	CSR4-1663L	CONVOYEUR CSR4 24''
C-316	CSR4-1663L	MOTEUR
CP-126	TSC3-011L	COMPACTEUR DÉCHETS #1
CP-126	TSC3-011L	MOTEUR
CP-126	TSC3-011L	FAN/RADIATEUR
CP-126	TSC3-011L	HEATER
CP-127	TSC3-012L	COMPACTEUR DÉCHETS #2
CP-127	TSC3-012L	MOTEUR
CP-127	TSC3-012L	FAN/RADIATEUR
CP-127	TSC3-012L	HEATER
ECS-59	ECS-114L	SÉPARATEUR À COURANT DE FOUCAULT 2000MM 80''
ECS-59	ECS-114L	MOTEUR COURROIE
ECS-59	ECS-114L	MOTEUR ROTOR
ECS-113	ECS-115L	SÉPARATEUR À COURANT DE FOUCAULT 1000MM 40''
ECS-113	ECS-115L	MOTEUR COURROIE

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/07/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

ECS-113	ECS-115L	MOTEUR ROTOR
ECS-312		SEPARATEUR A COURANT DE FOUCAULT / EDDY CURRENT 40''
ECS-312		MOTEUR COURROIE
ECS-312		MOTEUR ROTOR
HYD-13	HYD-032L	UNITE PUISSANCE POUR MMF
HYD-13	HYD-032L	MOTEUR
HYD-13	HYD-032L	MOTEUR
HYD-13	HYD-032L	HEATER
HYD-500	HYD-033L	Unité de puissance flap réserves
M-109	MAG-156L	CROSS-BELT MAGNET
M-109	MAG-156L	MOTEUR
M-109	MAG-156L	TRANSFORMATEUR
M-54	MAG-155L	SÉPARATEUR MAGNÉTIQUE
M-54	MAG-155L	MOTEUR
M-54	MAG-155L	TRANSFORMATEUR
M-311		MAGNÉTIQUE POUR 2" ET MOINS
M-311		MOTEUR
MDS-715	MDS-542L	Réserves à fond incliné
MMF-1	WF2-148L	MACHMOTIONFLOOR * RÉSERVES GROS PLASTIQUES
MMF-2	WF2-149L	MACHMOTIONFLOOR * RÉSERVES CARTONS
MMF-3	WF2-150L	MACHMOTIONFLOOR * FIBRES
MMF-4	WF2-151L	MACHMOTIONFLOOR * FIBRES
OS-81	SOM3Z-001L	MACHHYSPEC - OPTIQUE PLASTIQUES MIXTES / MULTICOUCHES 96''
OS-76	SOM3Z-005L	MACHHYSPEC - OPTIQUE HDPE 96''
OS-69	SOM3Z-006L	MACHHYSPEC - OPTIQUE PET / FIBRE 127.5''
OS-41	SOM3Z-002L	MACHHYSPEC - OPTIQUE NETTOYAGE FIBRE #3 127.5''
OS-24	SOM3Z-003L	MACHHYSPEC - OPTIQUE NETTOYAGE FIBRE #2 127.5''
OS-15	SOM3Z-004L	MACHHYSPEC - OPTIQUE NETTOYAGE FIBRE #1 127.5''
OS-86	SOM3Z-007L	MACHHYSPEC - OPTIQUE QC / RECIRCULATION RECYCLABLES 127.5''
PP-63	EP2-001L	PERFORATEUR À PLASTIQUE
PP-63	EP2-001L	MOTEUR 1
PP-63	EP2-001L	MOTEUR 2
RV-402	RV-002L	VANNE ROTATIVE POUR LES FILMS PLASTIQUES
RV-402	RV-002L	MOTEUR
S-4	OCC-063L	SÉPARATEUR CARTON 96''

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

S-4	OCC-063L	MOTEUR
S-4	OCC-063L	MOTEUR
S-4	OCC-063L	MOTEUR
S-4	OCC-063L	MOTEUR UNITÉ HYDRAULIQUE
S-39	SEPB2-007L	SÉPARATEUR BALLISTIQUE (2" ET MOINS) 10 LATTES
S-39	SEPB2-007L	MOTEUR
S-39	SEPB2-007L	MOTEUR BLOWER
S-22	SEPB2-008L	SÉPARATEUR BALLISTIQUE (5" ET PLUS) 10 LATTES
S-22	SEPB2-008L	MOTEUR
S-22	SEPB2-008L	MOTEUR BLOWER
S-13	SEPB2-009L	SÉPARATEUR BALLISTIQUE (5" ET PLUS) 10 LATTES
S-13	SEPB2-009L	MOTEUR
S-13	SEPB2-009L	MOTEUR BLOWER
S-67	DS3-012L	SÉPARATEUR PARTICULES FINES (2" ET MOINS) 96''
S-67	DS3-012L	MOTEUR
S-10	SS3-003L	SÉPARATEUR SCALPEUR (5" ET MOINS) 72''
S-10	SS3-003L	MOTEUR
S-11	DS3-010L	SÉPARATEUR PARTICULES FINES (2" ET MOINS) 72''
S-11	DS3-010L	MOTEUR
S-19	SS3-002L	SÉPARATEUR SCALPEUR (5" ET MOINS) 72''
S-19	SS3-002L	MOTEUR
S-20	DS3-011L	SÉPARATEUR PARTICULES FINES (2" ET MOINS) 72''
S-20	DS3-011L	MOTEUR
Dust	N/D	**Dépoussiéreur**
Dust	N/D	Section sacs
Dust	N/D	Section dépoussiérage
Dust	N/D	Ventilateur section sacs
Dust	N/D	Ventilateur section dépoussiérage
Dust	N/D	Convoyeur à Vis
Dust	N/D	Vanne rotative dépoussiéreur
Dust	N/D	Volet évacuation section sacs
Dust	N/D	Volet évacuation section dépoussiérage
Dust	N/D	volet incendie section sacs
Dust	N/D	volet incendie section dépoussiérage
Dust	N/D	Presse à briquette

Paraphes	
Locateur	Locataire Jean-Sébastien Daigle Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18 Pour valider, aller à cnq.org/valider

Dust	N/D	Panneau de contrôle
MDS-716	MDS-543L	Murs MMF
MDS-720	MDS-544L	Réserve aluminium
COMP	COMP-041L	Système air comprimé
COMP	N/D	Compresseur 1
COMP	N/D	Compresseur 2
COMP	N/D	Compresseur 3
COMP	N/D	Compresseur 4
COMP	N/D	Assécheur
COMP	N/D	Compresseur verre
COMP	N/D	Séparateur huile
COMP	N/D	réservoir 1 humide
COMP	N/D	réservoir 2 sec
COMP	N/D	réservoir 3 sec
EI&C	N/D	Équipements électriques et contrôle
EI&C	N/D	Équipements contrôle salle opération
EI&C	N/D	Équipements contrôle salle électrique
EI&C	N/D	Équipements contrôle dans le champ
Balances		Balance entrée
		Balance de sortie

Paraphes
Locateur | Locataire
Jean-Sébastien Daigle
Signé avec ConsignO Cloud le 2024/11/18
Pour valider, aller à cnq.org/valider

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1244069002

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction , -
Objet :	Approuver un projet de bail par lequel la Ville loue à la Société Vie, intégration, apprentissage pour handicapés V.I.A Inc.(VIA) à compter du 1er janvier 2025, un immeuble connu comme étant le Centre de tri des matières recyclables de Lachine, situé au 1131 rue François-Lenoir, dans l'arrondissement de Lachine et constitué du lot 6 047 879 du cadastre du Québec, d'une superficie de 28 057,5 m², ainsi que les équipements en opération, et se terminant à la date la plus rapprochée entre le 31 mars 2025 ou la date de signature de l'acte de vente du centre de tri par la Ville à VIA, moyennant un loyer de 315 000 $ avant les taxes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1244069002 - Société VIA.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Agente de gestion des ressources financières
Tél : (514) 872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Mustapha CHBEL
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0470
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.44

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1247362002

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la 2e prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 7 931 134,40 $, taxes incluses pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, dans le cadre des ententes cadres conclues avec Suncor Énergie inc. pour la fourniture d'essence et Corporation Parkland pour la fourniture de mazout (CG21 0490) majorant ainsi le montant total du contrat pour la fourniture d'essence de 31 519 296,67 $ à 39 450 431,07 $, taxes incluses pour Suncor Énergie inc.

Il est recommandé au conseil d'agglomération:
1. d'exercer l'option de la 2e prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 7 931 134,40 $, taxes incluses pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, dans le cadre des ententes cadres conclues avec Suncor Énergie inc. pour la fourniture d'essence et Corporation Parkland pour la fourniture de mazout (CG21 0490) majorant ainsi le montant total du contrat pour la fourniture d'essence de 31 519 296,67 $ à 39 450 431,07 $, taxes incluses pour Suncor Énergie inc.

2. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements ou des services, et ce, au rythme des besoins à combler.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-13 10:19

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1247362002**

Unité administrative responsable :	Service de l'approvisionnement , Direction acquisition , Division acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la 2e prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 7 931 134,40 $, taxes incluses pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, dans le cadre des ententes cadres conclues avec Suncor Énergie inc. pour la fourniture d'essence et Corporation Parkland pour la fourniture de mazout (CG21 0490) majorant ainsi le montant total du contrat pour la fourniture d'essence de 31 519 296,67 $ à 39 450 431,07 $, taxes incluses pour Suncor Énergie inc.

CONTENU

CONTEXTE

En 2021, le Service de l'approvisionnement a procédé au lancement d'un appel d'offres public ayant pour objet la fourniture et la livraison sur demande de divers carburants en vrac (essence ordinaire sans-plomb, super sans-plomb, diesel coloré standard, diesel coloré pour génératrice, diesel arctique et mazout) pour le regroupement de la Ville de Montréal, prévoyant deux options de prolongation de douze mois chacune.
Les contrats, au montant de:

- 31 519 296,67 $, taxes et variation des quantités incluses (27 408 084,06 $ + variation des quantités 4 111 212,61 $), octroyé à Suncor Énergie inc. pour la fourniture d'essence ordinaire et super,
- 1 339 118,28 $, taxes et variation des quantités incluses (1 164 450,68 $ + variation des quantités 174 667,60 $), octroyée à Corporation Parkland pour la fourniture de mazout,

sont en vigueur depuis le 4 janvier 2022, et ce, pour une période de trente-six (36) mois (durée initiale de vingt-quatre (24) mois et une prolongation de douze (12) mois).

En date du mois d'octobre 2024, la consommation sur les ententes-cadres est de 22 936 581,86 $, taxes incluses, soit 84 % du contrat octroyé pour l'essence et de 453 318,35 $, taxes incluses, soit 39 % du contrat octroyé pour le mazout. La faible consommation sur l'entente-cadre de mazout s'explique par le fait que plusieurs bâtiments de la Ville sont passés au chauffage électrique.

Le montant estimé pour la deuxième période de prolongation est de 7 931 134,40 $, taxes incluses, pour le contrat de fourniture d'essence, majorant ainsi le montant total de

l'entente-cadre de 31 519 296,67 $ à 39 450 431,07 $, taxes incluses pour Suncor Énergie inc. Pour le contrat de fourniture de mazout, considérant la faible consommation, la deuxième période de prolongation ne requiert aucune augmentation de la valeur du contrat, maintenant ainsi le montant de l'entente-cadre à 1 339 118,28 $, taxes incluses pour Corporation Parkland.

Il s'agit de montants d'achats prévisionnels puisque la Ville n'est pas tenue d'acquérir de quantités spécifiques.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0626 - 23 novembre 2023 - Exercer la première option de prolongation de 12 mois pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, dans le cadre des contrats accordés à Suncor Énergie inc. pour la fourniture d'essence (ordinaire sans-plomb et super sans-plomb) et Corporation Parkland pour la fourniture de mazout (CG21 0490), majorant ainsi les montants totaux estimés des contrats de 19 409 592,27 $ à 31 519 296,67 $, taxes et variation des quantités incluses, pour Suncor Énergie inc. et de 885 922,00 $ à 1 339 118,28 $, taxes et variation des quantités incluses, pour Corporation Parkland
CG21 0490 - 26 août 2021 - Conclure des ententes-cadres avec Suncor Énergie inc., Harnois Énergies inc. et Pétroles Crevier inc. pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour une durée de 24 mois, incluant deux options de prolongation - Montant estimé des ententes : Suncor Énergie inc. (19 409 592,27 $, taxes et variation des quantités incluses) - Harnois Énergies inc. (1 327 421,07 $, taxes et variation des quantités incluses) et Pétroles Crevier inc. (885 922 $, taxes et variation des quantités incluses) - Appel d'offres public 21-18803 (5 soum.)

CG20 0594 – 19 novembre 2020 - Conclure des ententes-cadres avec Énergie Valero inc. (6 245 290,28 $), Suncor Énergie inc. (243 752,86 $), Philippe Gosselin & Associés limitée (178 814,77 $) et Mazout G. Belanger inc. (278 231,09 $) pour la fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal, pour une durée d'un an sans possibilité de prolongation - Dépense totale de 6 946 089 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18226 (7 soumissionnaires, 2 non conformes)

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel vise à exercer la deuxième prolongation de douze (12) mois prévue aux contrats visant la fourniture sur demande de divers carburants en vrac (essence ordinaire sans-plomb et super sans-plomb et mazout) pour le regroupement de la Ville de Montréal. Ce regroupement comprend les Services corporatifs, les Arrondissements de la Ville ainsi que les onze villes liées ayant signifié leur participation à ce projet. Les carburants sont requis afin d'assurer les besoins opérationnels de la Ville. Ils répondent à certains besoins énergétiques de la Ville et de ses partenaires, tant au niveau des véhicules, des équipements fixes et mobiles que pour les équipements de chauffage de plusieurs immeubles municipaux. Ces ententes-cadres seront mises à la disposition de toutes les unités d'affaires de la Ville de Montréal.
Le Service de l'approvisionnement souhaite prolonger les présentes ententes-cadres afin de bénéficier des termes et conditions obtenus lors de l'appel d'offres public 21-18803, ce qui réduira les délais ainsi que les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Les prévisions ont été établies au moyen de l'historique de consommation, de l'estimation des futurs besoins de la Ville, de ses partenaires, et de l'évolution moyenne des prix minimaux à la rampe de chargement de Montréal publié par la Régie de l'énergie du Québec et de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal.

JUSTIFICATION

Conformément aux documents de l'appel d'offres 21-18803, les contrats offrent deux options de prolongation de douze (12) mois chacune. Le présent sommaire décisionnel vise à exercer la deuxième année de prolongation selon les mêmes termes et conditions du contrat, pour les contrats visant la fourniture sur demande d'essence (ordinaire sans-plomb et super sans-plomb) et de mazout.
Les raisons nous incitant à recommander la prolongation de ces ententes-cadres sont principalement la satisfaction du service rendu par ces fournisseurs, de même que les prix compétitifs obtenus.

Les prix des articles seront ajustés tous les lundis, en fonction de la variation des prix minimaux à la rampe de chargement de Montréal publiés par la Régie de l'énergie du Québec le vendredi précédent, et ce, pour toute la durée de la prolongation.

Les escomptes (-) ou les majorations (+) sur les prix selon la Régie de l'énergie du Québec soumis au bordereau sont fixes pour toute la durée de la prolongation.

Les prix du transport et livraison soumis au bordereau seront indexés, au début de la période de prolongation, selon le taux de variation sur douze (12) mois de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date anniversaire du contrat sous la référence *Tableau 18-10-0004-01 Indice des prix à la consommation mensuel, non désaisonnalisé.*

Tous changements de taxes, canadiennes ou québécoises, sur les carburants seront applicables à leur date d'entrée en vigueur respective.

L'analyse de la situation actuelle du marché nous incite à recommander la prolongation des ententes-cadres actuelles.

Les firmes Suncor Énergie inc. et Corporation Parkland ont confirmé leur consentement à prolonger les contrats actuellement en vigueur pour la fourniture sur demande d'essence (ordinaire sans-plomb et super sans-plomb) et mazout, soit du 4 janvier 2025 au 3 janvier 2026 (copie des lettres en pièce jointe du présent sommaire décisionnel).

En date du 21 octobre 2024, les adjudicataires sont conformes au Règlement sur la gestion contractuelle et ne sont pas inscrits au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA). Nous n'avons pas à obtenir l'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) pour prolonger ces contrats.

Conséquemment, il est recommandé de prolonger les ententes-cadres existantes qui nous garantissent les mêmes conditions pour douze (12) mois supplémentaires, et ce, à compter du 4 janvier 2025.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le Service de l'approvisionnement a effectué une estimation de la prolongation des ententes-cadres s'élevant à 7 931 134,40 $, taxes incluses pour le contrat de fourniture d'essence pour une période de douze (12) mois, à compter du 4 janvier 2025. Pour le contrat de fourniture de mazout, considérant la faible consommation, le Service de l'approvisionnement a estimé que la prolongation de l'entente-cadre ne requiert aucune somme supplémentaire pour une période de douze (12) mois, à compter du 4 janvier 2025. Ces estimations sont basées sur l'historique de consommation des trente-trois (33) derniers mois, des besoins futurs de la Ville et de ses partenaires et sont calculées en fonction des derniers prix moyens payés pour ces produits, de l'évolution moyenne des prix minimaux à la rampe de chargement de Montréal publié par la Régie de l'énergie du Québec et de l'Indice des prix à la consommation (IPC) pour la région de Montréal.

Montant estimé de la prolongation pour l'entente-cadre de fourniture d'essence (ordinaire et super):

6 898 138,21 $ + 344 906,91$ (TPS) + 688 089,29 $ (TVQ) = 7 931 134,41 $ -

Aucune somme supplémentaire pour l'entente-cadre de mazout.

Il s'agit d'entente-cadre sans imputation budgétaire. Chaque bon de commande devra faire l'objet d'une approbation de crédit. Les quantités prévisionnelles exprimées n'engagent aucunement la Ville à acheter le minimum ou encore la totalité de ces quantités.

MONTRÉAL 2030

Bien que ce dossier traite d'entente-cadre pour la fourniture de différents types de carburant, le Service du matériel roulant et des ateliers continue à œuvrer pour l'atteinte des objectifs de réduction de GES (gaz à effet de serre), de qualité de l'air (émission de particules dans l'air) et d'élimination de nuisances sonores, tels que définis dans les orientations du Plan stratégique Montréal 2030. Dans ce sens, il faut souligner que ces ententes-cadres ont pour but de rationaliser et d'optimiser l'utilisation des carburants par le regroupement des activités entre les divers arrondissements et services centraux.
Le Service du matériel roulant et des ateliers travaille à réduire le recours aux énergies fossiles en faisant l'acquisition de véhicules et équipements hybrides ou électriques, moins énergivores, ainsi qu'en sensibilisant ses clients à la révision de leurs besoins afin de les conseiller pour que des choix plus écologiques soient faits.

Le Service de la gestion et de la planification des immeubles travaille à réduire la consommation de mazout en passant au chauffage électrique pour plusieurs immeubles municipaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'achat de ces carburants est essentiel pour assurer les opérations courantes de la Ville. Ces ententes-cadres visent l'approvisionnement des carburants en vrac et la livraison dans les réservoirs de la Ville de Montréal. L'alternative à ces ententes-cadres serait l'acquisition des carburants à la pompe de détaillants.
Les ententes-cadres découlant de ce processus permettront à la Ville de réaliser d'importantes économies comparativement au prix à la pompe. Dans cette optique, la sécurité et le maintien de l'approvisionnement en carburant est nécessaire pour les membres du regroupement de la Ville de Montréal.

L'absence d'une entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement en obligeant l'acquisition des carburants à la pompe de détaillants en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

La prolongation des ententes-cadres permettra, outre la constitution de volumes économiques profitables, d'assurer la constance, la facilité d'approvisionnement, le niveau de qualité des produits obtenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une communication sera transmise aux utilisateurs afin de les informer de la prolongation des deux ententes-cadres et des modalités d'achat convenues.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

À la suite de l'adoption de la résolution, le Service de l'approvisionnement prolongera les

ententes-cadres existantes.
Début de la deuxième année de prolongation 4 janvier 2025
Fin de la deuxième année de prolongation 3 janvier 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Simona RADULESCU TOMESCU
Conseillère en approvisionnement

Tél : 514 872-5282
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Lina PICHÉ
Chef de division

Tél : 514-868-5740
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jonathan MUNN
directeur(-trice) acquisitions

Tél :
Approuvé le : 2024-11-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ROBIDOUX
directeur(-trice) de service - approvisionnement
Tél :
Approuvé le : 2024-11-12

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 9 août 2024

Madame Karine Léveillé
Directrice de compte, Transport Routier Commercial
Produit Suncor Énergie, s.e.n.c. (SEPP)
11701 rue Sherbrooke Est,
Montréal (Québec) H1B 1C3

Courriel : kleveille@suncor.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 21-18803
Lot 1 - Essence (ordinaire et super)
Fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 4 janvier 2025 au 3 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution au montant de 20 000,00 $, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00 (4.06).

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à renee.veillette@montreal.ca **au plus tard le 16 août 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Karine Léveillé KL — Nom en majuscules et signature — 9 août 2024 — Date

Je refuse le renouvellement : _____ — Nom en majuscules et signature — _____ — Date

Renée Veillette
Agente d'approvisionnement II

Courriel : renee.veillette@montreal.ca

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 9 août 2024

Madame Bahia Belghache
Superviseuse, Planification et Administration des ventes
Corporation Parkland, Division Commercial
1155 boulevard René-Levesque ouest
Montréal (Québec) H3B 0C9

Courriel : bahia.belghache@parkland.ca

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 21-18803
Lot 3 - Mazout (mazout °1 et mazout °2)
Fourniture de divers carburants en vrac pour le regroupement de la Ville de Montréal

---

Madame,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 4 janvier 2025 au 3 janvier 2026 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les QUINZE (15) jours de l'envoi la confirmation du renouvellement, un cautionnement d'exécution au montant de 20 000,00 $, selon les exigences prévues au Contrat, poste 4.00 (4.06).

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à renee.veillette@montreal.ca **au plus tard le 16 août 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec la soussignée.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement :

Martin Perreault — 15 Aout 2024
Nom en majuscules et signature — Date

Je refuse le renouvellement :

Nom en majuscules et signature — Date

Renée Veillette
Agente d'approvisionnement II

Courriel : renee.veillette@montreal.ca

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.45

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1246684005

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 310 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville dans le dossier de la Ligue des Noirs majorant ainsi les crédits de 863 000 $ à 1 173 000 $.

Autoriser une dépense additionnelle de 310 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville dans le dossier de la Ligue des Noirs majorant ainsi les crédits de 863 000 $ à 1 173 000 $.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-11-15 17:10

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246684005**

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 310 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville dans le dossier de la Ligue des Noirs majorant ainsi les crédits de 863 000 $ à 1 173 000 $.

CONTENU

CONTEXTE

Le 7 août 2019, la Cour supérieure a autorisé l'action collective initiée par la Ligue des noirs et monsieur Lamontagne au nom de toutes les personnes racisées interpellées, arrêtées ou détenues, entre le 14 août 2017 et le 11 janvier 2019, sans justification, à la suite d'une intervention proactive d'un policier de la Ville de Montréal. La réclamation était évaluée en demande à 170 M$.
Une action collective comme celle en l'espèce engendre une charge de travail considérable et nécessite l'implication d'une équipe d'avocats.

Il avait été choisi de recourir aux services d'un cabinet externe, en l'occurrence IMK (Me Raphaël Lescop – Barreau 2001). Me Lescop bénéficie d'une très bonne connaissance du droit municipal à laquelle s'ajoute une vaste expérience en action collective. Son taux horaire et celui des avocats qui l'assistent est conforme à celui de la grille tarifaire adoptée en 2023 par le comité exécutif.

Le procès a initialement eu lieu pendant 20 jours devant la Cour supérieure, d'abord entre les 8 février et le 6 mars 2023. Une réouverture de preuve a suivi en juin 2023, avec des auditions en juin 2024, compte tenu du débat d'experts au sujet des inférences pouvant être tirées des rapports de chercheurs universitaires retenus par le SPVM.

Le 3 septembre 2024, la Cour supérieure a rendu son jugement en vertu duquel un recouvrement collectif était en grande partie ordonné sur la base d'une preuve statistique en fonction d'indices retenus par la Cour.

Le 2 octobre 2024, la Ville a donné aux avocats le mandat d'interjeter appel.

C. S. : 500-06-000967-196
N/D : 19-000112

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0026 - 25 janvier 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 280 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats dans le cadre du contrat accordé à IMK (DA213219042), majorant ainsi le montant total du contrat de 583 000 $ à 863 000 $, taxes incluses.
DA226413010 - 21 mars 2022 - Retenir les services du cabinet Accuracy afin de procéder à une analyse de quantification dans le cadre du dossier de l'action collective entreprise par la Ligue des noirs du Québec contre la Ville de Montréal et réserver la somme de 90 000,00 $, taxes et déboursés inclus (C.S.M.: 500-06-000967-196; N/D: 19-000112; Imputation: Agglomération).

DA213219042 - 22 novembre 2021 - Retenir les services du cabinet IMK pour représenter la Ville dans le dossier d'action collective de la Ligue des noirs et autoriser à cette fin la réserve de la somme de 100 000 $, taxes incluses (N/D: 19-000112) Imputation: Agglomération.(2213219042)

DA226684023 – 1er septembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 148 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville dans le dossier de la Ligue des noirs majorant ainsi les crédits de 100 000 $ à 248 000 $. N/D : 19-000112. Imputation agglomération (2226684023)

CG23 0132- 23 mars 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 335 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville dans le dossier de la Ligue des Noirs majorant ainsi les crédits de 248 000 $ à 583 000 $. N/D : 19-000112. Imputation : agglomération (1236684001)

DESCRIPTION

Autoriser une dépense additionnelle de 310 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville dans le dossier de la Ligue des Noirs majorant ainsi les crédits de 863 000 $ à 1 173 000 $.

JUSTIFICATION

Les crédits initialement réservés pour la préparation du procès, son déroulement et la production des contre-expertises ont été entièrement utilisés et il alors est nécessaire de les majorer à cause de l'appel.
Les avocats externes évaluent à 310 000 $, taxes incluses, les honoraires additionnels que nécessitent la préparation de la déclaration d'appel, du mémoire et l'audition éventuelle devant la Cour d'appel. Compte tenu de l'ampleur du travail requis, cette évaluation correspond à la nôtre et nous en recommandons l'approbation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant qu'il est recommandé au comité exécutif d'approuver est de 310 000 $ taxes incluses pour les honoraires de la firme IMK.
La dépense sera imputée à l'agglomération (budget de 2025) puisque les faits reprochés dans ce dossier sont en lien avec des gestes posés par le SPVM qui est un service de compétence d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030. Voir pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en lien avec la Division des relations de presse.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Iulia Ramona BOAR BUCSA)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Paule BIRON
Avocate et cheffe de division - Responsabilité

Tél : 514 868-5256
Télécop. : 514 872-2828

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Isabelle BUREAU
Directrice des affaires civiles et avocate en chef adjointe par intérim

Tél : 514 589-7304
Télécop. : 514 872-2828

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Isabelle BUREAU
Directrice des affaires civiles et avocate en

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur du Service des affaires juridiques

chef adjointe par intérim
Tél : 514 589-7304
Approuvé le : 2024-11-14

et avocat en chef de la Ville
Tél : 514-872-2919
Approuvé le : 2024-11-15

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1246684005
Unité administrative responsable : *[Services des affaires juridiques, Direction des affaires civiles, Division Responsabilité.]*
Projet : *[s/o]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *[**Comment répondre :** Indiquez les principaux résultats/bénéfices attendus en lien aux priorités Montréal 2030 identifiées ou aux transformations organisationnelles qui sous-tendent la mise en œuvre de la planification stratégique. Illustrez les changements attendus à l'aide de données quantitatives ou qualitatives (selon leur disponibilité).* *Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.* *Supprimez les présentes instructions après avoir répondu à la question.]*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246684005

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles , Division Responsabilité
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 310 000 $, taxes incluses, pour les services professionnels des avocats du cabinet IMK mandatés pour la représentation de la Ville dans le dossier de la Ligue des Noirs majorant ainsi les crédits de 863 000 $ à 1 173 000 $.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1246684005 - IMK.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Iulia Ramona BOAR BUCSA
Agente comptable analyste
Tél : 514 872 0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-11

Celine D'AOUST
Conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.46

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1243714002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 584 732,76 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux civils et béton du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Lot 2) dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc., majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 68 476 961,40 $ à 70 061 694,16 $, taxes incluses (CG22 0500)

Il est recommandé
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 1 584 732,76 $, taxes incluses, à titre de budget de contingence, pour les travaux du Lot 2 (Travaux civils et béton du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte) dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc. (CG22 0500), majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 68 476 961,40$ à 70 061 694,15 $, taxes incluses;

2. d'autoriser le transfert de 369 842,24 $ taxes incluses correspondant aux frais incidents non utilisés au projet vers le budget de contingences de manière à augmenter globalement ce budget d'une valeur de 1 954 575 $ taxes incluses;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-21 15:04

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243714002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 584 732,76 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux civils et béton du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Lot 2) dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc., majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 68 476 961,40 $ à 70 061 694,16 $, taxes incluses (CG22 0500)

CONTENU

CONTEXTE

Différents rejets contribuent à altérer la qualité de l'eau du fleuve Saint-Laurent. Une des principales causes de la contamination microbiologique des eaux du fleuve demeure les rejets de la station d'épuration des eaux usées Jean-R. Marcotte qui correspond à approximativement 99.8 % du volume des eaux usées domestiques du territoire de l'île de Montréal et à près de 45 % des eaux usées domestiques du Québec.
Le choix technologique de l'ozonation comme procédé de désinfection des eaux usées a été fait et des audiences publiques ont été tenues au printemps de 2008. En mars 2015 (résolution CG15 0163). La majorité des composantes et des équipements de l'unité d'ozonation sont fabriqués et prêts à être installés. En plus de la fabrication des équipements, le projet comprend sept lots de construction dont les trois premiers sont en cours.

La Ville a octroyé le 22 août 2022 le contrat pour les travaux civils et béton du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Lot 2) à Pomerleau inc. au montant de 68 476 961,40 $, taxes, contingences et incidences incluses (CG22 0500). La portion de ce montant prévu pour les contingences était de 3 242 033,07 $ incluant les taxes applicables, soit 5% du prix de la soumission tandis que la portion d'incidence était de 394 267 $ incluant les taxes.

La réception provisoire totale des travaux ayant été prononcée le 1er septembre 2023, le présent sommaire décisionnel vise l'augmentation de l'enveloppe des contingences du contrat

dans le but de payer le boni à l'entrepreneur et de régler trois dossiers de changement toujours en attente.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0500 - 22 août 2022 – Accorder un contrat à Pomerleau inc. pour le Lot 2- Travaux civils et béton du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte. - Dépense totale de 68 476 961,40 $, taxes incluses (contrat: 64 840 661,33 $ + contingences: 3 242 033,07 $ + incidences:: 394 267 $) - Appel d'offres public DP22013-189804-C - (3 soumissionnaires conformes).

DESCRIPTION

Le contrat de construction a débuté le 3 octobre 2022 avec l'ordre de débuter les travaux. L'entrepreneur avait l'obligation de compléter les travaux selon deux jalons contractuels:

· 304 jours calendrier pour la réalisation des travaux des bâtiments 714 et 715 (3 août 2023)

· 365 jours calendrier pour compléter la réalisation de l'ensemble des travaux (3 octobre 2023)

En vertu du contrat, l'entrepreneur a droit à un boni de performance à raison de 25 000 $/jour calendrier s'il devance l'un ou l'autre des jalons, jusqu'à concurrence de 1 500 000 $. Or, les travaux du premier jalon ont été complétés le 26 juin 2023 et ceux du deuxième jalon avec la réception provisoire totale prononcée le 1er septembre 2023. L'entrepreneur a terminé ses travaux 67 jours cumulatifs avant la fin de son délai contractuel pour la construction des bâtiments. Étant donné que celui-ci a fait certains travaux différés, la Ville a déterminé que le nombre de jours payable est de 56 jours pour totaliser un boni de 1 400 000 $.

Le tableau ci-dessous résume les postes budgétaires du projet (tous les montants incluent les taxes) et l'augmentation demandée pour la phase de construction :

	Coût initial $ (tx incl) (CG22 0500)		Après augmentation des contingences (tx incl)	
Contrat de base	64 840 661,33 $		64 840 661,33 $	
Contingences	3 242 033,07 $	5%	5 196 608,07 $	8,0%
Incidences générales	394 267,00 $		24 424,76 $	
Dépense totale	68 476 961,40 $		70 061 694,15 $	2,3%

La dépense totale du contrat de construction incluant le contrat de base, les contingences et les incidences générales augmente d'un montant de 1 954 575 $, ce qui totalise 70 061 694,15 $, soit une augmentation de 2,3 % de la dépense totale initiale prévue.
Le budget d'incidence n'ayant pas servi au contrat, il est proposé de liquider l'engagement afin de limiter l'augmentation globale des montants.

JUSTIFICATION

Tout au long de l'exécution du projet (Lot 2), de nombreux ajustements de conception ont été nécessaires en raison de plusieurs facteurs : la séparation du projet original en lots de construction, la coordination interdisciplinaire, les conditions de chantier, etc. Les

contingences budgétaires allouées au projet, représentant 5 % de la valeur du contrat, se sont révélées insuffisantes pour couvrir toutes les modifications requises. En conséquence, un budget additionnel de 300 000 $ est sollicité pour permettre le règlement des dossiers en suspens et ainsi clore le contrat.
L'augmentation des contingences est également essentielle afin de permettre de payer les bonis de l'entrepreneur. Ces derniers n'avaient pas été réservés à l'origine, d'abord parce qu'il était impossible d'anticiper la productivité de l'entrepreneur, mais également parce que la somme allouée aux contingences ne le permettait pas. Afin de réduire la demande de fonds supplémentaires, les incidences seront liquidées pour réduire l'augmentation des coûts globaux du contrat.

Les montants faisant l'objet de la présente demande sont prévus au budget du projet octroyé dans le mandat d'exécution révisé obtenu le 13 décembre 2023.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un montant de 1 954 575 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences est requis. Ceci représente un montant de 1 784 787,50 $ net de ristournes de taxes.
Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention pour la certification de fonds du Service des finances.
Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.
Cette dépense est financée par emprunt à la charge des contribuables de l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats des engagements en changements climatiques (voir la grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans augmentation du budget des contingences, la Ville n'est pas en mesure de tenir son engagement contractuel envers Pomerleau inc. lié à sa performance dans l'exécution des jalons lors de la réalisation des travaux du Lot 2.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication est élaborée par la Direction des communications corporatives

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Décompte final : Janvier 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Émilie PAPILLON
Chef de section - Planification et grands projets

Tél : 514 466-4391
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Rodolphe KOHLER
chef(fe) de division - conception_et construction

Tél : 514 214-9759
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc F FORTIN
Directeur - projets majeurs
Tél :
Approuvé le : 2024-11-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243714002*
Unité administrative responsable : **Service de l'eau, Direction des projets majeurs**
Projet : Lot 2- Travaux civils et béton du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Enraciner la **nature en ville**, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Le « Lot 2 » représente la deuxième étape du projet de désinfection des eaux usées à l'ozone de la station d'épuration Jean-R. Marcotte. Ce projet est nécessaire à la finalité de l'œuvre du projet de désinfection qui aura des retombées importantes pour l'environnement et l'écosystème du fleuve St-Laurent à l'égard des contaminants qui agissent sur la faune et flore du St-Laurent.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Tableau de suivi financier de projet

Description du contrat	# contrat	Date de lancement AO	Date de fermeture AO	Nb de soumissionnaires	Adjudicataire	Montant soumis (taxe net)	Estimation	# GDD	Avancement
Acquisition des équipements et mise en service des équipements pour ozonation	12-12107	2013-07-22	2014-03-10	2	SUEZ	$ 116 893 401	$ 64 373 574	1153334001 1203438018 1227482026	T4-2028
Service de conception du projet de désinfection à l'ozone	13-12645	2013-10-07	2014-02-05	4	SNC	$ 33 588 512	$ 11 820 590	1143334014 1211541012 1227482025	T4-2024
Conception et construction du poste électrique pour désinfectior	7057-AE	2016-06-30	2016-10-19	3	GE	$ 28 435 356	$ 35 223 781	1177526003	Complété
Service de gestion de construction	22-19351	2022-06-13	2022-07-19	1	CIMA	$ 8 309 605	$ 8 071 928	1227482019 1243714003	T1-2025
Fourniture de vanne/batardeaux Iles-aux-vaches	20-18227	2020-08-05	2020-10-08	1	GROUPE LAR	$ 7 069 386	$ 6 210 799	1203438036 1213438018	Complété
Services professionnels en ingénierie et architecture -Surveillance des travaux de construction des lots 4, 5 et 6	24-20342	2024-04-24	2024-05-30	1	Atkins Réalis	$ 11 285 019	$ 11 936 362	1249897002	T4-2029
Lot 1 - Travaux de modification des sturctures d'évacuation hydrauliques du projet de Désinfection (Siphons et scellement)	DP21028-186359-C	2021-10-12	2022-02-10	2	Pomerleau	$ 103 464 406	$ 71 529 353	1229459005 1233367001 1246511001	Complété
Lot 2 – Travaux civils et béton	DP22013-189804-C	2022-03-22	2022-06-30	3	Pomerleau	$ 63 953 362	$ 92 376 962	1227482016 1243714002	Complété
Lot 3 - Travaux de structure et architecture	DP22014-189805-C	2022-06-21	2022-10-04	3	Sidcan	$ 62 031 632	$ 79 481 055	1227482035	T4-2024
Lot 4 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour les bâtiments pompage , refroidissement et groupe électrogène 710, 711 et 712	DP22029-188994-C2	2024-01-23	2024-06-20	2	Pomerleau	$ 100 541 354	$ 145 365 669	1243714001	T4-2028
Lot 5 - Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, d'électricité et d'automatisation pour le bâtiment production ozone 714	DP22030-188992-C2	2024-01-23	2024-07-04	2	Deric	$ 167 981 439	$ 159 513 646	1245606001	T4-2028
Lot 6 : Travaux de construction de mécanique du bâtiment et de procédé, de tuyauterie, d'électricité, de télécom et d'automatisation pour le bâtiment 715	DP22031-189807-C2	2024-01-23	2024-09-10	2	Pomerleau	88 031 894.72	122 483 217	1241219001	T4-2028
Achat d'équipement de production d'oxygène et autres services associés pour le projet de désinfection	22-19515	2022-01-26	2022-04-21	1	Air Product	$ 77 760 591	$ 75 234 976	1232742003	T4-2028
Services professionnels pour la conception et la surveillance des travaux d'une Unité de Production d'Oxygène (UPO)	22-19334	2022-11-09	2023-01-12	1	Atkins Réalis	$ 6 583 557	$ 6 816 940	1232742001	T4-2028
Services professionnels de gérance des travaux de construction des lots 4, 5, 6 et 8a	24-2058	2024-08-28	2024-10-22	4	AXOR	$ 25 600 741	$ 22 495 952	1249897003	Octroi
						$ 901 530 258	**$ 912 934 804**		
						Total soumissions ($)	Total estimations ($)		

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1243714002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des projets majeurs , Division construction
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 1 584 732,76 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux civils et béton du projet de désinfection de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Lot 2) dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc., majorant ainsi la dépense maximale du contrat de 68 476 961,40 $ à 70 061 694,16 $, taxes incluses (CG22 0500)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1243714002-DPM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Anne GUIGNARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.47

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1249351003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec la firme Centre de téléphone mobile ltée (lots 1 et 2) pour la fourniture d'accessoires et de batteries pour les terminaux d'utilisateurs de la Ville, pour une période de 24 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune (Montant estimé des ententes: 2 305 177,79 $, taxes incluses) – Appel d'offres public 24-20556 (3 soumissionnaires)

Il est recommandé :
1. de conclure des ententes-cadres avec la firme Centre de téléphone mobile ltée, plus bas soumissionnaire conforme pour chacun des lots, d'une durée de 24 mois, laquelle s'engage à fournir à la Ville, sur demande, des accessoires et des batteries pour les terminaux d'utilisateurs (TDU) de la Ville, pour les sommes maximales indiquées, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20556 ;

Firmes	Lots	Montant (taxes incluses)
Centre de téléphone mobile ltée	Lot 1	874 094,31 $
Centre de téléphone mobile ltée	Lot 2	1 431 083,48 $

2. de procéder à une évaluation du rendement de la firme Centre de téléphone mobile ltée ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-23 12:53

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249351003**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec la firme Centre de téléphone mobile ltée (lots 1 et 2) pour la fourniture d'accessoires et de batteries pour les terminaux d'utilisateurs de la Ville, pour une période de 24 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune (Montant estimé des ententes: 2 305 177,79 $, taxes incluses) – Appel d'offres public 24-20556 (3 soumissionnaires)

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

La solution de radiocommunication de la Ville de Montréal, SÉRAM, a été déployée en trois phases :

- Phase 1 Infrastructure : Acquisition, installation, gestion et maintenance d'un réseau de surface composé d'antennes, d'émetteurs et de récepteurs dispersés sur le territoire de l'agglomération de Montréal, de systèmes d'enregistrement, de serveurs et de consoles radio.

- Phase 2 Équipements : Acquisition, installation et maintenance de terminaux d'utilisateur (TDU) comprenant des radios mobiles, des radios portatives, des postes

fixes et des accessoires.

- Phase 3 Réseau du métro : Réseau souterrain composé de points de transmission et de réception distribués sur l'ensemble du réseau du métro de Montréal.

Aujourd'hui, la Ville gère une flotte de plus de 11 000 terminaux d'utilisateur (TDU), incluant des radios portatives, des radios mobiles et des postes fixes. Ces équipements assurent les communications et soutiennent les opérations de la majorité des services municipaux tels que la sécurité publique, les services centraux, les arrondissements et les villes liées. Ces équipements seront opérationnels jusqu'en 2029.

Par le présent sommaire décisionnel, la Ville souhaite mettre en place un véhicule contractuel pour permettre l'acquisition d'accessoires et de batteries radio, garantissant ainsi une utilisation optimale des TDU.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé l'appel d'offres public n°24-20556 le 5 juin 2024. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le Journal Le Devoir.

Compte tenu du report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 54 jours, soit jusqu'au 30 juillet 2024.

Au total, quatre addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée	Impact sur le prix
1	2024 - 07 - 02	Report de la date d'ouverture, et précisions à la suite de questions techniques et administratives	oui
2	2024 - 07 - 10	Précisions à la suite de questions techniques et administratives	oui
3	2024 - 07 - 19	Report de la date d'ouverture	non
4	2024 - 07 - 23	Précisions à la suite de questions techniques et administratives	non

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 30 juillet 2024. La durée de la validité des soumissions est de 180 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 26 janvier 2025.

Le présent dossier vise donc à accorder deux ententes-cadres à la firme Centre de téléphone mobile, pour la fourniture d'accessoires et de batteries pour les terminaux d'utilisateurs (TDU) de la Ville, pour une dépense maximale de 2 305 177,79 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0443 - 22 août 2024 - Conclure une entente-cadre avec la firme Centre de téléphone mobile ltée pour la fourniture de divers services pour la maintenance des terminaux

d'utilisateurs du réseau de communication du Service évolué de radiocommunication de l'agglomération de Montréal (SÉRAM), pour une période de 60 mois, avec deux options de prolongation de 12 mois chacune, pour une somme maximale de 5 494 724,24 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20441 - (1 seul soumissionnaire)
CG23 0265 – 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle à titre de budget de variation de quantités de 749 273 $ permettant l'acquisition des radios portatives dans les lots de la Sécurité publique, respectivement le lot 1, 2, et 3 de l'entente octroyée à Motorola (CG13 0239), majorant ainsi le montant total de l'entente de 36 630 725,71 $ à 37 282 409,12 $.

CG20 0572 - 19 novembre 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 155,72 $, taxes incluses, pour l'ajout de maintenance 2e niveau de soutien (Lot 3), dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239), pour une période de 38 mois, soit du 1er avril 2020 au 31 mai 2023, majorant ainsi le montant du contrat de 35 512 042,27 $ à 35 514 197,99 $, taxes incluses.

CG16 0389 – 22 juin 2016 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 112 670,20 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada Inc. (CG13 0239), majorant ainsi le montant total du contrat de 32 399 372,07 $ à 35 512 042,27 $, taxes incluses.

CG15 0386 – 18 juin 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 642 227,09 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Motorola Solutions Canada Inc. (CG13 0239), afin d'ajouter des éléments compatibles aux équipements prévus au projet SERAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 757 144,98 $ à 32 399 372,07 $, taxes incluses.

CG15 0279 —- 30 avril 2015 - Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour l'acquisition, l'installation et la maintenance de terminaux d'utilisateurs (TDU) et accessoires, de services de maintenance 2e niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour le lot 9, pour une somme maximale de 2 606 901,70 $, taxes incluses – Appel d'offres public 14-13812 (2 soumissionnaires).

CG15 0143 - 26 mars 2015 - Autoriser une dépense additionnelle de 87 381,00 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239), majorant ainsi le montant total du contrat de 31 669 763,98 $, à 31 757 144,98 $, taxes incluses.

CG14 0188 - 1er mai 2014 - Autoriser une dépense additionnelle de 210 696,98 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à la firme Motorola Solutions Canada inc. (CG13 0239) afin d'acquérir et installer, à la suite d'une demande de changement, des accessoires pour les radios mobiles du SIM et de corriger l'erreur dans le bordereau de soumission du lot 4 du projet SÉRAM, majorant ainsi le montant total du contrat de 31 459 067 $ à 31 669 763,98 $, taxes incluses.

CG13 0239 - 20 juin 2013 - Accorder à Motorola Solutions Canada inc., le contrat pour la fourniture et l'installation de terminaux d'utilisateur (TDU) et accessoires, de services de support 1er Niveau et de maintenance 2e Niveau (pour une période de 10 ans débutant au moment de l'acquisition desdits équipements), de location de TDU et d'acquisition sur le catalogue d'accessoires, pour les lots 1 à 8, pour une somme maximale de 31 459 067 $, taxes incluses (Appel d'offres public 12-12217 – 1 soum.).

DESCRIPTION

Le présent dossier concerne deux lots d'accessoires spécialisés qui permettront une exploitation maximale des équipements (TDU) de la Ville. Ces lots se déclinent comme suit :

Lots	Portée
Lot 1 - Accessoires radio	Ce lot permettra l'acquisition de plus de vingt types d'accessoires pour la Ville tels que des étuis, oreillettes, combinés microphone/haut-parleur, chargeurs, antennes, etc.
Lot 2 - Batteries radio	Ce lot concerne uniquement l'acquisition de deux types de batteries. La batterie de type 1 est dédiée aux radios APX2000 (du SPVM et des arrondissements). La batterie de type 2 est destinée aux radios du Service des incendies (SIM).

JUSTIFICATION

Sur un total de sept preneurs du cahier des charges, trois preneurs (43 %) ont déposé des offres alors que quatre (57 %) n'ont pas soumissionné. De ces quatre firmes, trois d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement.

Les raisons des désistements invoquées sont :

- une firme considère n'avoir pas eu le temps d'étudier l'appel d'offres et de préparer une soumission dans le délai alloué ;
- une firme stipule une incapacité à répondre aux exigences demandées ;
- une firme affirme que son carnet de commandes est complet.

Suite à l'évaluation des soumissions, les trois soumissionnaires ont été jugés conformes d'un point de vue administratif.

Les propositions des soumissionnaires se déclinent comme suit :

Lot 1 – Accessoires radio

SOUMISSIONS CONFORMES	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Centre de téléphone mobile LTÉE	874 094,31 $		874 094,31 $
Groupe CLR INC	1 055 289,69 $		1 055 289,69 $
Jalec INC	1 135 393,50 $		1 135 393,50 $
Dernière estimation réalisée ($)	1 106 288,40 $		1 106 288,40 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			*(232 041,13) $* *(21) %*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			*181 186,3 $* *21 %*

Lot 2 – Batteries radio

SOUMISSIONS CONFORMES	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
Centre de téléphone mobile LTÉE	1 431 083,48 $		1 431 083,48 $
Jalec INC	1 672 678,15 $		1 672 678,15 $
Groupe CLR INC	1 850 941,48 $		1 850 941,48 $
Dernière estimation réalisée ($)	2 114 278,61 $		2 114 278,61 $
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*			*(683 195,13) $* *(32) %*
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*			*214 594,67 $* *17 %*

Le prix soumis par l'adjudicataire est 21% plus bas que l'estimation pour le lot 1 et 32 % plus bas pour le lot 2.

Ces écarts s'expliquent de la façon suivante :

- Il s'agit du deuxième appel d'offres public visant à mieux aligner les besoins de la Ville avec le marché. Lors du premier appel d'offres, une seule soumission avait été reçue. Le Service des TI a ajusté sa stratégie en tenant compte de la conjoncture, notamment en réduisant la durée du contrat à deux ans. Cette révision a favorisé une meilleure concurrence, aboutissant à trois soumissions conformes.
- Le Service des TI a élaboré sa dernière estimation en se basant sur des prix de liste du marché. L'adjudicataire s'est donc démarqué par des prix plus agressifs démontrant ainsi une volonté de remporter le présent contrat et se positionner sur le marché de niche.

Un écart de 21 % pour le lot 1 et de 17 % pour le lot 2 est observé entre le deuxième plus bas soumissionnaire conforme et l'adjudicataire. Ces différences s'expliquent par les stratégies commerciales et les politiques de marges bénéficiaires variées des fournisseurs, visant à gagner des parts de marché en proposant des prix plus compétitifs.

L'autorisation de l'Autorité des marchés publics (AMP) n'est pas requise dans le présent dossier.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Centre de téléphone mobile ltée sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Après vérification, la firme Centre de téléphone mobile ltée n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et n'est pas inscrite sur

la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 2 305 177,79 $, taxes incluses, et sera réparti comme suit :

Unité administrative	Montant
Lot 1 – Accessoires – BF du Service des TI	744 916,32 $
Lot 1 – Accessoires - Consommation au rythme des besoins – diverses unités administratives	129 177,99 $
Total Lot 1 - accessoires	**874 094,31 $**
Lot 2 – Batteries - BF du Service des TI	1 148 544,00 $
Lot 2 – Batteries - Consommation au rythme des besoins – diverses unités administratives	282 539,48 $
Total Lot 2 - Batteries	**1 431 083,48 $**
Total entente-cadre	**2 305 177,79 $**

Service des technologies de l'information :

Des dépenses de 744 916,32 $ taxes incluses (680 207,89 $ net de taxes) pour le Lot 1_- Accessoires radio et de 1 148 544,00 $ taxes incluses (1 048 773,76 $ net de taxes) pour le lot 2 Batteries seront imputées au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputées au budget d'agglomération.

Dépenses	**2025** (Janvier à décembre)	**2026** (Janvier à décembre)
Lot 1 – Accessoires – BF du Service des TI	372 458,16 $	372 458,16 $
Lot 2 – Batteries - BF du Service des TI	574 272,00 $	574 272,00 $
Service des TI	946 730,16 $	946 730,16 $

Diverses unités administratives :

Lot 1 – Accessoires radio

Une dépense maximale de 129 177,99 $ taxes incluses (117 956,72 $ net de taxes), pour la fourniture d'accessoires des terminaux d'utilisateurs du SÉRAM, se fera au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PDI par les diverses unités administratives de la Ville de Montréal pour la durée du contrat et pourraient occasionner des dépenses d'agglomération.

Lot 2 – Batteries radio

Une dépense maximale de 282 539,48 $ taxes incluses (257 996,20 $ net de taxes), pour la fourniture de batteries des terminaux d'utilisateurs du SÉRAM, se fera au rythme de l'expression des besoins. Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement et/ou au PDI par les diverses unités administratives de la Ville de Montréal pour la durée du contrat et pourraient occasionner des dépenses d'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'octroi de ce contrat est essentiel pour fournir les accessoires nécessaires au bon fonctionnement des terminaux d'utilisateur du SÉRAM dans le but de répondre aux besoins de radiocommunications de la Ville.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Joanne FILION)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nagat GUESSOD AHMED
Conseillere analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872 7016
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-11

Demis NUNES
chef division reseaux de telecommunications

Tél : 514-887-9047
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Miguel COBO
directeur(-trice) - infrastructures et operations

Tél : -
Approuvé le : 2024-11-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1249351003
Unité administrative responsable : Service des technologies de l'information
Projet : Accorder des entente-cadres à la firme Centre de téléphone Mobile pour la fourniture d'accessoires du lot 1 (3 soumissionnaires) et la fourniture de batteries du lot 2 (3 soumissionnaires), pour une période de 24 mois avec deux options de prolongation de 12 mois chacune pour un montant maximal 2 305 177,79 $ taxes incluses – Appel d'offres public 24-20556.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *11. Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique.* *12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.*			

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1249351003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division connectivité aux utilisateurs
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec la firme Centre de téléphone mobile ltée (lots 1 et 2) pour la fourniture d'accessoires et de batteries pour les terminaux d'utilisateurs de la Ville, pour une période de 24 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune (Montant estimé des ententes: 2 305 177,79 $, taxes incluses) – Appel d'offres public 24-20556 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20556_DetCah.pdf
24-20556_Intervention_Lot 1.pdf
24-20556_Intervention_Lot 2.pdf
24-20556_PV.pdf
24-20556_TCP_lot 1.pdf
24-20556_TCP_lot 2.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Joanne FILION
Agente approvisionnement niveau II

Tél : 514-000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-15

Hicham ZERIOUH
Chef de section - approvisionnement statégique en biens
Tél : 438-505-1138
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20556 — No du GDD : 1249351003

Titre de l'appel d'offres : Fourniture d'accessoires (lot 1) et de batteries (lot 2) pour des terminaux d'utilisateurs de la gamme APX) **LOT 1**

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 6 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 9 - 7 - 2024

Ouverture faite le : 30 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : na - na - na

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 54 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 42,86

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 26 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Centre de téléphone mobile Ltée.	874 094,31 $	√	1
Groupe CLR	1 055 280,69 $		1
Jalec Inc.	1 135 303,50 $		1

Information additionnelle

Il y a eu sept (7) preneurs de cahier de charges et parmi ceux-ci aucun organisme public n'a commandé les cahiers de charges sur le SEAO.

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n'ayant pas soumissionné pour cet appel d'offres nous indique les raisons de désistements suivantes:

1- Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.

2- Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué.

3- Nous ne sommes pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés.

4- Les réponses aux questions #41, #54, #55 de l'addenda 4 sont trop contraignantes pour notre entreprise.

Une firme n'a pas donné suite à notre demande.

Préparé par : Joanne Filion Le 14 - 11 - 2024

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20556

No du GDD : 1249351003

Titre de l'appel d'offres : Fourniture d'accessoires (lot 1) et de batteries (lot 2) pour des terminaux d'utilisateurs de la gamme APX) LOT 2

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 5 - 6 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 9 - 7 - 2024

Ouverture faite le : 30 - 7 - 2024

Date du comité de sélection : na - na - na

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 23 - 7 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 54 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 7

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 42,86

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 1 - 2025

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 26 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Centre de téléphone mobile Ltée.	1 431 083,48 $	√	2
Groupe CLR	1 850 941,48 $		2
Jalec Inc.	1 672 678,15 $		2

Information additionnelle

Il y a eu sept (7) preneurs de cahier de charges et parmi ceux-ci aucun organisme public n'a commandé les cahiers de charges sur le SEAO.

Un suivi auprès des preneurs du cahier des charges n’ayant pas soumissionné pour cet appel d'offres nous indique les raisons de désistements suivantes:

1- Nos engagements dans d'autres projets ne nous permettent pas d'effectuer le vôtre dans le délai requis.

2- Nous n'avons pas eu le temps d'étudier votre appel d'offres et de préparer notre Soumission dans le délai alloué.

3- Nous ne sommes pas en mesure de respecter les délais de livraison demandés.

4- Les réponses aux questions #41, #54, #55 de l'addenda 4 sont trop contraignantes pour notre entreprise.

Une firme n'a pas donné suite à notre demande.

Préparé par : Joanne Filion Le 14 - 11 - 2024

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20556 - Lot 1

Agent d'approvisionnement
Joanne Filion

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT1	**Accessoires**	Centre de téléphone mobile Ltée							760 247,28 $	874 094,31 $
		Groupe CLR							917 834,91 $	1 055 280,69 $
		Jalec inc							987 513,37 $	1 135 393,50 $

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Montréal

Tableau comparatif des prix

No de l'appel d'offres
24-20556 - Lot 2

Agent d'approvisionnement
Joanne Filion

Conformité	Oui

									Données	
Num. du Lot	Descreption du lot	Soumissionnaires	Num. d'Item	Description d'item	Qté par période	Unité de mesure	Nombre de périodes	Prix unitaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
LOT2	**Batteries**	Centre téléphonie Mobile Ltée							1 244 691,00 $	1 431 083,48 $
		Jalec Inc.							1 454 819,00 $	1 672 678,15 $
		Groupe CLR							1 609 864,30 $	1 850 941,48 $

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

English
Nous jo

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système. Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20556
Numéro de référence: 1856811
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Fourniture d'accessoires et de batteries pour des terminaux d'utilisateurs de la gamme APX
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

7 résultats **Résultats 1 à 7**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

MOTOROLA SOLUTIONS CANADA INC. 200 bld de la Technologie suite 300 Gatineau QC CAN J8Z3H6 http://www.motorolasolutions.com	Non diffusé	Daniel Vandal Téléphone: 5147020556 Courriel: daniel.vandal@motorolasolutions.com	0 2024-06-06 09:48	20003669 - 24-20556 Addenda 01_report de date Devis 2024-07-02 à 15:00 - Courriel 20005018 - 24-20556 Addenda 02 Devis 2024-07-10 à 10:15 - Courriel 20006593 - 24-20556 Addenda 03 Devis 2024-07-19 à 11:25 - Courriel 20006916 - 24-20556 Addenda 04_Questions et modifications Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel 20006918 - 24-20556_Cahiers de réponses aux exigences Bordereau numérique 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
CENTRE DE TÉLÉPHONE MOBILE LTÉE 9680, boul. du Golf Anjou Montréal QC CAN H1J2Y7 http://www.ctmmobile.com	Non diffusé	Antonella Iannazzo Téléphone: 5145260221 Courriel: ventesmontreal@ctmmobile.com	0 2024-06-05 13:27	20003669 - 24-20556 Addenda 01_report de date Devis 2024-07-02 à 15:00 - Courriel 20005018 - 24-20556 Addenda 02

				Devis 2024-07-10 à 10:15 - Courriel 20006593 - 24-20556 Addenda 03 Devis 2024-07-19 à 11:25 - Courriel 20006916 - 24-20556 Addenda 04_Questions et modifications Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel 20006918 - 24-20556_Cahiers de réponses aux exigences Bordereau numérique 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
JALEC INC. 479 Ch.St-Louis Saint-Étienne-de-Beauharnois QC CAN J0S1S0	Non diffusé	Jacques Sauvé Téléphone: 4504295573 Courriel: jalecinc@videotron.ca	0 2024-06-06 12:45	20003669 - 24-20556 Addenda 01_report de date Devis 2024-07-02 à 15:00 - Courriel 20005018 - 24-20556 Addenda 02 Devis 2024-07-10 à 10:15 - Courriel 20006593 - 24-20556 Addenda 03 Devis 2024-07-19 à 11:25 - Courriel 20006916 - 24-20556 Addenda 04_Questions et modifications Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel 20006918 - 24-20556_Cahiers de réponses aux exigences Bordereau numérique 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
878146000 185 The West Mall 1700 Etobicoke ON CAN M9C5L5 http://CDW.ca	Non diffusé	Faith Cappleman Téléphone: 6472885700 Courriel: tenderrequests@cdw.ca	0 2024-06-06 08:34	20003669 - 24-20556 Addenda 01_report de date Devis 2024-07-02 à 15:00 - Courriel 20005018 - 24-20556 Addenda 02 Devis 2024-07-10 à 10:15 - Courriel 20006593 - 24-20556 Addenda 03 Devis 2024-07-19 à 11:25 - Courriel

				20006916 - 24-20556 Addenda 04_Questions et modifications Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel 20006918 - 24-20556_Cahiers de réponses aux exigences Bordereau numérique 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
La Compagnie de Téléphone Bell du Canada ou Bell Canada(ancien historique) 1, Carrefour Alexander-Graham-Bell Aile A5 Québec QC CAN H3E3B3	Non diffusé	Philippe Robitaille Téléphone: 4186914039 Courriel: receptionao@bell.ca	0 2024-06-05 14:47	20003669 - 24-20556 Addenda 01_report de date Devis 2024-07-02 à 15:00 - Courriel 20005018 - 24-20556 Addenda 02 Devis 2024-07-10 à 10:15 - Courriel 20006593 - 24-20556 Addenda 03 Devis 2024-07-19 à 11:25 - Courriel 20006916 - 24-20556 Addenda 04_Questions et modifications Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel 20006918 - 24-20556_Cahiers de réponses aux exigences Bordereau numérique 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
GROUPE CLR INC. 7820 Henri Bourassa ouest Montréal QC CAN H4S1P4	Non diffusé	Sophie Tremblay Téléphone: 5143333400 Courriel: stremblay@groupeclr.com	0 2024-06-05 10:55	20003669 - 24-20556 Addenda 01_report de date Devis 2024-07-02 à 15:00 - Courriel 20005018 - 24-20556 Addenda 02 Devis 2024-07-10 à 10:15 - Courriel 20006593 - 24-20556 Addenda 03 Devis 2024-07-19 à 11:25 - Courriel 20006916 - 24-20556 Addenda 04_Questions et modifications Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel 20006918 - 24-20556_Cahiers de réponses aux exigences Bordereau numérique

				2024-07-23 à 13:00 - Courriel Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
ENTREPRISE D'ELECTRICITE DU CENTRE-VILLE INC. 5591 rue Pare Montréal QC CAN H4P1P7 http://www.accesradio.com	Non diffusé	Sylvain Bouchard Téléphone: 5147355248 Courriel: sbouchard@accesradio.com	0 2024-06-06 14:19	20003669 - 24-20556 Addenda 01_report de date Devis 2024-07-02 à 15:00 - Courriel 20005018 - 24-20556 Addenda 02 Devis 2024-07-10 à 10:15 - Courriel 20006593 - 24-20556 Addenda 03 Devis 2024-07-19 à 11:25 - Courriel 20006916 - 24-20556 Addenda 04_Questions et modifications Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel 20006918 - 24-20556_Cahiers de réponses aux exigences Bordereau numérique 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Devis 2024-07-23 à 13:00 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249351003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction infrastructures technologiques , Division connectivité aux utilisateurs
Objet :	Conclure des ententes-cadres avec la firme Centre de téléphone mobile ltée (lots 1 et 2) pour la fourniture d'accessoires et de batteries pour les terminaux d'utilisateurs de la Ville, pour une période de 24 mois, avec 2 options de prolongation de 12 mois chacune (Montant estimé des ententes: 2 305 177,79 $, taxes incluses) – Appel d'offres public 24-20556 (3 soumissionnaires)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds_GDD 1249351003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Gilles BOUCHARD
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.48

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1246716008

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 150 238,26 $, dans le cadre du contrat accordé à Keleny inc., pour les services d'interprètes et de traducteurs judiciaires au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 12 mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2025 (CG22 0039), majorant ainsi le montant total du contrat de 600 953,05 $ à 751 191,31 $, taxes incluses

Il est recommandé

1. d'exercer l'option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 150 238,26 $ taxes incluses dans le cadre du contrat accoré à Keleny inc, pour les services d'interprètes et de traducteurs judiciaires au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 12 mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2025 (CG22 0039), majorant ainsi le montant total du contrat de 600 953,05 $ à 751 191,31 $, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires pour les dépenses sont prévus au budget de fonctionnement du Service de police de la Ville de Montréal.

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-11-27 09:02

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246716008**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 150 238,26 $, dans le cadre du contrat accordé à Keleny inc., pour les services d'interprètes et de traducteurs judiciaires au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 12 mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2025 (CG22 0039), majorant ainsi le montant total du contrat de 600 953,05 $ à 751 191,31 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La population de l'île de Montréal desservie par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) présente une diversité culturelle et linguistique. Conséquemment, l'offre de service se doit d'être adaptée afin que le SPVM puisse adéquatement répondre aux besoins des citoyens et s'assurer que ces derniers comprennent leurs droits et les explications fournies. En ce sens, le service d'interprétariat légalisé est nécessaire pour l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

La traduction de communications et de documents est tout aussi importante en raison de cette réalité montréalaise, en plus de la nécessité d'être en mesure d'obtenir des versions légalisées de traduction, à la demande du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP).

Selon le suivi de l'état de situation, le montant maximal prévu au contrat arrivera a échéance dans les prochaines semaines. Afin de poursuivre les activités liées au contrat, le SPVM exerce l'option de prolongation prévu au contrat d'appel d'offres public 21-19022 pour une durée d'un an ou jusqu'au maximum atteint, soit de 150 238.26 $, majorant ainsi le total du contrat de 600 953,05 $ à 751 191,31 $ taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0039 - 27 janvier 2022 - Accorder un contrat à la firme La Compagnie Keleny Company (Keleny inc.) pour la fourniture de services professionnels d'interprètes et de traducteurs judiciaires requis au Service de police de la Ville de Montréal pour la somme totale de 600 953,05 $, taxes incluses, pour une durée de 4 ans, avec une option d'une année de prolongation pour chacun des deux (2) lots - Appel d'offres public 21-19022 (1 soumissionnaire). La durée du contrat s'étend rétroactivement du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025
DA12610002 - Accorder un contrat gré à gré, au montant de 55 561,29 $, à la Compagnie Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprétation et de traduction légalisées pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour la période du 1er mai au 31 août 2021, avec possibilité de prolongation du 1er septembre au 31 décembre 2021, aux mêmes termes , coûts et conditions.

CG 16 0709 - 22 décembre 2016 - Accorder un contrat à la Compagnie Keleny inc. pour la fourniture de services professionnels d'interprétariat judiciaire pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de 48 mois, pour une somme maximale de 305 632.29 $, taxes incluses - Appel d'offre public numéro 16-15518 (1 soumissionnaire).

CG 12 0285 - 23 août 2012 - Accorder un contrat à la compagnie Keleny inc. pour les services professionnels d'interprétariat judiciaire et de traduction légalisée, réservés à l'usage exclusif du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour une période de 48 mois, soit du 1er juillet 2012 au 30 juin 2016 pour la somme maximale de 258 693,75 $, taxes incluses - Appel d'offres public 12-11810 (1 soumissionnaire).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à se prévaloir de l'option de prolongation d'un an, tel que prévu au contrat de l'appel d'offres 21-19022. Le contrat prévoyait un montant total de 600 953.05$, taxes incluses, pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2025. Toutefois, en octobre 2024, la Direction des services spécialisés (DSS) du SPVM, responsable du contrat pour l'ensemble des unités, prévoit un dépassement du montant octroyé au plus tard en janvier 2025.

JUSTIFICATION

Le SPVM a recourt aux services d'interprète et de traducteur dans le cadre d'enquêtes criminelles. Suite à l'évaluation des dépenses réelles et des factures en attente de traitement et à venir, DSS prévoit que le budget total octroyé au contrat arrivera à terme dans les prochaines semaines. Suite à ce constat sur l'état de situation, la DSS a communiqué avec le Service de l'approvisionnement de la Ville de Montréal. Une lettre de demande de renouvellement a été envoyée au fournisseur. Ce dernier a accepté le renouvellement pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2025. Ce document se trouve en pièce jointe au présent dossier décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent dossier vise à exercer l'option de prolongation d'une durée d'un an pour les services de traduction et d'interprétariat selon les tarifs et modalités prévus au contrat au montant de 150 238,26 $. L'estimation des coûts de 2025 est basée sur les estimations présentées au précédent dossier décisionnel. La prévision pour 2025 est assujettie à une variation du coût total à la hausse ou à la baisse et ce, selon les besoins opérationnels du SPVM. En effet, l'augmentation des tarifs est actuellement prévu au contrat. Le nombre de dossiers à traiter est, quant à lui, sujet à fluctuation. Conséquemment, le SPVM devra effectuer un nouvel appel d'offres au cours de l'année 2025 et ce, avant d'atteindre le seuil maximal de l'année de prolongation, soit 150 238,26 $ taxes incluses.
Estimation annuelle prévue au contrat et dépenses réelles:

Sommaire de la dépense d'interprétation et de traduction légalisée (KELENY) de la Direction des services spécialisés					
	option de prolongation	*3 ans*	*Au 10 oct. 2024*		
	2025	Cumulatif	2024	2023	2022
Dépenses lots 1 et 2 (taxes incluses)	150 238,26 $	557 402,69 $	191 828,06 $	195 657,46 $	169 917,17 $
Factures à traiter au 10 octobre 2024 lots 1 et 2		7 277,92 $	7 277,92 $		
Prévision des factures à venir au 31 décembre 2024 lots 1 et 2		36 272,44 $	36 272,44 $		
Total (taxes incluses)	150 238,26 $	600 953,05 $	235 378,42 $	195 657,46 $	169 917,17 $
Montant prévu au contrat selon les ententes 1518590 et 1518638 au contrat 21-19022 (lots 1 et 2)	751 191,31 $	600 953,05 $	150 238,26 $	150 238,26 $	150 238,26 $

Les crédits budgétaires pour les dépenses sont prévus au budget de fonctionnement de la DSS du SPVM. Les fonds requis sont priorisés dans le cadre du processus budgétaire du SPVM.

Conséquemment ce dossier n'a aucun impact sur le cadre financier de la Ville de Montréal.

L'imputation budgétaire est détaillée dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Le dossier contribue à l'atteinte des résultats en lien avec les priorités du Plan stratégique Montréal 2030 par les engagements, inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Il s'agit d'un service nécessaire et essentiel dans le cadre des opérations policières. Sans l'option de prolongation du présent contrat, le SPVM se retrouve sans services professionnels, permettant le traitement de dossier d'enquête et de rencontre auprès de la clientèle non francophone.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Nancy AYOTTE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Josée LUSSIER
chef(fe) de section - soutien general

Tél : 514 - 973 -4514
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-11

Daniel DA CUNHA GONCALVES
inspecteur(-trice)-chef police

Tél : 514-280-7750
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marc CHARBONNEAU
Directeur adjoint
Tél : 514 280-2602
Approuvé le : 2024-11-21

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
Tél :
Approuvé le : 2024-11-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1246716008
Unité administrative responsable : Direction des services spécialisés
Projet : Autoriser l'option de prolongation au contrat 21-19022

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

18. Assurer la protection et le respect des droits humains ainsi que l'équité sur l'ensemble du territoire.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu ?

- La population de l'île de Montréal desservie par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) présente une diversité culturelle et linguistique. Conséquemment, l'offre de service se doit d'être adaptée afin que le SPVM puisse adéquatement répondre aux besoins des citoyens et s'assurer que ces derniers comprennent leurs droits et les explications fournies. En ce sens, le service d'interprétariat légalisé est nécessaire pour l'ensemble du territoire de la Ville de Montréal.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 18 octobre 2024
Monsieur Paul Keleny
Président
La compagnie Keleny
440 rue Saint-Antoine Est
Montréal (QC) H2& 1As

Courriel : paul@keleny.com

Objet : Renouvellement de contrat
Appel d'offres n° 21-19022
Services professionnels de traduction et d'interprêtes pour le SPVM

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander le renouvellement du contrat ci-haut mentionné.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, le renouvellement du contrat serait effectif du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025 et ce, selon les termes et conditions du Contrat.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à stephane.allard@montreal.ca **au plus tard le 25 octobre 2024** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant le renouvellement du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte le renouvellement : Paul Keleny — Nom en majuscules et signature — 2024-10-25 — Date

Je refuse le renouvellement : _____ Nom en majuscules et signature — _____ Date

Stéphane Allard
Agent d'approvisionnement II

Courriel : stephane.allard@montreal.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246716008

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services spécialisés , -
Objet :	Exercer l'option de prolongation et autoriser une dépense additionnelle de 150 238,26 $, dans le cadre du contrat accordé à Keleny inc., pour les services d'interprètes et de traducteurs judiciaires au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une période de 12 mois, soit du 1er janvier au 31 décembre 2025 (CG22 0039), majorant ainsi le montant total du contrat de 600 953,05 $ à 751 191,31 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1246716008 - Option Keleny inc.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nancy AYOTTE
Conseillère budgétaire
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier
Tél : en télé-travail

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Chantal BOISVERT
chef(fe) de section - conseil et soutien financiers

Tél : - -
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.49

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1249973004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'entente à intervenir entre Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par l'Agence Parcs Canada, Voies navigables au Québec, et la Ville de Montréal pour accéder et circuler sur et au-dessus des terrains du lieu historique national du Canal-de-Lachine, au 5001 rue Saint-Patrick à Montréal, aux fins de la réfection de la station de pompage Saint-Rémi, le tout aux conditions stipulées dans ladite entente.

Il est recommandé :

1. d'approuver l'entente à intervenir entre Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par l'Agence Parcs Canada, Voies navigables au Québec, et la Ville de Montréal pour accéder et circuler sur et au-dessus des terrains du lieu historique national du Canal-de-Lachine, au 5001 rue Saint-Patrick à Montréal, aux fins de la réfection de la station de pompage Saint-Rémi, le tout aux conditions stipulées dans ladite entente;

2. d'autoriser le directeur de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte à signer l'entente;

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-12-02 08:22

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1249973004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver l'entente à intervenir entre Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par l'Agence Parcs Canada, Voies navigables au Québec, et la Ville de Montréal pour accéder et circuler sur et au-dessus des terrains du lieu historique national du Canal-de-Lachine, au 5001 rue Saint-Patrick à Montréal, aux fins de la réfection de la station de pompage Saint-Rémi, le tout aux conditions stipulées dans ladite entente.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a pour mission d'assainir les eaux usées pour l'ensemble de la collectivité montréalaise. À ce titre, elle opère et entretien de nombreuses installations et équipements sur tout le réseau intercepteur. Dans le cadre de son programme décennal d'immobilisations, la DEEU réalise plusieurs projets de mise à niveau de ses infrastructures autant sur le réseau d'égouts qu'à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte.
Dans le cadre des travaux du projet de mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (Résolution CG24 0438), le chantier de construction sera localisé sur les terrains du lieu historique national de Canal-de-Lachine sous la responsabilité de Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par l'Agence Parcs Canada (« Agence Parcs Canada »). En conséquence, il est requis que l'Agence Parcs Canada permette à la Ville d'accéder et de circuler sur et au-dessus de ces terrains aux fins desdits travaux.

Pour ce faire l'Agence Parcs Canada requiert la conclusion d'une entente d'accès et de circulation (jointe à ce sommaire).

Cette entente doit donc être approuvée afin de permettre le début des travaux.

La Ville peut conclure cette entente avec l'Agence Parcs Canada, conformément à l'article 3.13 de la *Loi sur le ministère du conseil exécutif* et au Décret 831-76 adopté par le gouvernement du Québec.

Selon un acte d'échange intervenu le 6 juin 1995 entre la Ville et Sa Majesté la Reine du Canada (acte 4 785 913), cette dernière a consenti un droit de superficie à la Ville notamment sur le terrain où se trouve la station de pompage. Elle a également renoncé en faveur de la Ville à la règle de l'accession sur ce terrain, de sorte que tout ce que la Ville érige sur ce terrain lui appartient. Par conséquent, la Ville peut restaurer et agrandir la station de pompage et elle en sera propriétaire. Ce droit superficiaire est consenti pour la durée d'utilisation du tunnel Saint-Rémi.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0438 - 22 août 2024 - Accorder à l'entreprise St-Denis Thompson inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution des travaux de mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 6 399 188,87 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public DEEU-IP24010-168542-C

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à approuver l'entente de dégagement de responsabilité entre Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par l'Agence Parcs Canada et la Ville de Montréal pour autoriser les travaux de mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi, située 5001 rue Saint-Patrick à Montréal.
L'entente vise principalement (voir document joint) :
· À autoriser le Titulaire (Ville de Montréal) à accéder et à circuler sur et au-dessus des terrains de l'Agence Parcs Canada aux fins de la réfection de pompage Saint-Rémi;
· À définir les modalités d'utilisation du site par le Titulaire pendant les travaux incluant les considérations environnementales et les mesures de sécurité;
· À spécifier que le Titulaire devra dédommager l'Agence Parcs Canada en cas de dommages découlant directement ou indirectement de la faute, négligence ou omission du Titulaire dans l'usage des lieux visés, le tout suivant les conditions prévues à l'entente à cet effet;
· À indiquer que le Titulaire doit effectuer une surveillance archéologique lors des travaux d'excavation;
· À définir les recommandations et mesures d'atténuation environnementales que le Titulaire se doit de respecter.

La Ville est et sera également propriétaire de toutes les composantes du projet et responsable de leur exploitation, entretien et réparation.

JUSTIFICATION

Le présent sommaire vise à approuver l'entente d'accès et de circulation entre Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par l'Agence Parcs Canada et la Ville de Montréal afin de permettre le début des travaux sur les terrains de l'Agence Parcs Canada.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucune intervention financière n'est requise pour ce sommaire

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en matière de changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que celui-ci ne peut être rattaché aux priorités élaborées dans le Plan Montréal 2030 (Voir la grille d'analyse en pièce jointe)

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation de l'entente est nécessaire pour permettre le début des travaux du projet de mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi (Résolution CG24 0438).

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est élaborée en accord avec le Service des ressources humaines et des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation de l'entente d'accès et de circulation : 21 décembre 2024
Début des travaux : 6 janvier 2025
Fin des travaux : 1 septembre 2026

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stephane COHEN
Chargé de projet - ingenierie usine

Tél : 438-920-0994
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-12

Nathalie MAHER
surintendant(e) - ingenierie d'usine procedes (service eau)

Tél : 438-837-2242
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Stéphane BELLEMARE
directeur(-trice) - traitement des eaux usees
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-11-29

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1249973004*
Unité administrative responsable : *Service de l'eau, Direction de l'épuration des eaux usées, Division ingénierie et procédé*
Projet : *Mise à niveau de la station de pompage du tunnel Saint-Rémi.*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			**X**
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Modification de la portée de l'analyse d'impact basée sur un mécanisme approprié d'évaluation environnementale

Nom du projet initial évalué pour l'analyse d'impact : CLAC-TR-23-001 Ville de Montréal Réfection station de pompage du Tunnel Saint Rémi

1. Mise en contexte :

La ville de Montréal souhaite effectuer la réfection de la station de pompage du tunnel Saint Rémi au 5001 rue Saint-Patrick. La partie hors-sol du bâtiment existant sera démolie. Ensuite, la ville construira un nouveau bâtiment plus grand que l'actuel qui abritera un groupe d'électrogène. De l'excavation, à diverses profondeurs, est requise. La signalisation sera utilisée pour indiquer les détours sur la piste polyvalente et la zone des travaux.



Figure 1. Carte des travaux (CCU & CEDD, 2024).



Figure 2. Réfection de la station de pompage du Tunnel Saint Rémi (Google Earth, 2024; CCU & CEDD, 2024).

2. Description des travaux

Les interventions additionnelles sont les suivantes :

Installation d'un nouveau réservoir d'hydrocarbure

Un nouveau réservoir d'hydrocarbure sera installé pour alimenter une nouvelle génératrice d'urgence, qui permettra d'éviter l'inondation du tunnel Saint Rémi en temps de pluie durant une panne de courant électrique. Le réservoir aura un volume de 1786 L et sera installé directement sous la génératrice dans le nouveau bâtiment de la station de pompage.

3. Échéancier des interventions

Date de début prévue pour les travaux : 23 septembre 2024 au 28 novembre 2025

4. Effets environnementaux additionnels

Aucun impact environnemental négatif supplémentaire n'est anticipé durant ces travaux. Les mesures indiquées dans l'EICP couvrent bien les interventions prévues.

5. Mesures d'atténuation supplémentaires

Dans le cas de la mise hors service permanente du réservoir d'hydrocarbure

- Voir à ce que les liquides et les boues soient complètement enlevés et éliminés.
- Purger (vider) les vapeurs des réservoirs jusqu'à moins de 10 % de la limite inférieure d'inflammabilité et contrôler la présence de vapeur à l'aide d'un détecteur de gaz inflammable.

- Effectuer la mise hors service de manière à prévenir tout effet nocif, immédiat ou à long terme, sur l'environnement et à ne pas constituer un danger pour la vie ou la santé humaine.

Étiquetage des réservoirs d'hydrocarbure

- Apposer une étiquette sur le point de remplissage du réservoir décrivant le plan d'urgence en cas de déversement et le type de carburant et la capacité.

6. Signatures

Préparé par : Matthieu Paradis, Conseiller de la gestion des ressources culturelles, DGAAPC	
Paradis, Matthieu Signé numériquement par Paradis, Matthieu ND : C=CA, O=GC, OU=PCA-APC, CN="Paradis, Matthieu" Raison : Je suis l'auteur du document Emplacement : Date : 2024.07.03 16:02:54-04'00' Foxit PDF Editor Version: 13.0.1	Date :
Préparé par : Siena Daudelin Agente gestion des ressources, l'UVNQ	
Daudelin, Siena Signé numériquement par Daudelin, Siena ND : C=CA, O=GC, OU=PCA-APC, CN="Daudelin, Siena" Raison : J'ai vérifié ce document Emplacement : Date : 2024.07.03 16:06:08-04'00' Foxit PDF Editor Version: 13.0.1	Date :
Transmis à : Malgorzata Szczurowska Agente des biens immobiliers, l'UVNQ	
Szczurowska, Malgorzata Signé numériquement par Szczurowska, Malgorzata ND : C=CA, O=GC, OU=PCA-APC, CN="Szczurowska, Malgorzata" Raison : Je suis l'auteur du document Emplacement : Date : 2024.07.26 14:35:45-04'00' Foxit PDF Editor Version: 13.0.1	Date :

1. Mesures d'atténuation

Avant le début des travaux :

1) Définir clairement les caractéristiques environnementales et les habitats sensibles du chantier et les éviter, et établir le calendrier des travaux de manière à éviter les périodes critiques du cycle biologique de la faune. Au besoin, remplir le tableau des périodes cruciales sur le plan de l'environnement [*intégré devis civil, art. 4 protection de la faune*].
2) Les travaux à proximité des plans d'eau ou les zones humides nécessiteront d'un plan de contrôle de l'érosion et des sédiments spécifique au site.
3) Planifier les opérations de façon à éviter les périodes humides, venteuses et pluvieuses ou les périodes de sécheresse pouvant favoriser l'érosion et la sédimentation.
4) Les travaux sur le rivage, dans les plans d'eau ou les zones humides nécessiteront d'un plan de contrôle de l'érosion et des sédiments spécifique au site.
5) Avant le début des travaux, élaborer un plan d'intervention en cas de déversement [*intégré devis civil, art. 13.5 et protection de la faune*].
6) Tous les travaux et activités seront conformes aux Mesures de Protection du poisson et de son habitat de Pêches et Océans Canada et ne doivent pas rejeter de substances nocives dans un plan d'eau [*intégré devis civil, art. 2.3*].

7) Travailler avec un conseiller en gestion des ressources culturelles et des spécialistes de la gestion des ressources culturelles (archéologues, historiens et conseillers en patrimoine bâti) afin d'évaluer les impacts d'une intervention sur les ressources culturelles et de définir les mesures d'atténuation nécessaires [*intégré devis CCAS art 21.4*].
8) Choisir des endroits où la nécessité d'enlever de la végétation est réduite au minimum, par exemple dans des secteurs déjà touchés et près de routes ou de sentiers [*intégré devis civil en annexe, par ingénieur Forestier L. Nadeau*].

Conditions propres au chantier / à l'aire de rassemblement / à l'aire de stockage :

9) Identifier les personnes-ressources clés, définir leurs responsabilités et leurs rôles respectifs et communiquer cette information à l'ensemble des travailleurs sur place avant le début des travaux.
10) Veiller à ce que les personnes affectées au projet/aux activités passent en revue les mesures d'atténuation et les considérations propres au chantier avec le personnel désigné de Parcs Canada avant le début des travaux.
11) Délimiter clairement le chantier et les zones d'accès restreint à l'aide de piquets, de ruban de signalisation biodégradable ou d'un autre moyen afin de réduire au minimum l'empreinte perturbée; enlever les repères une fois le projet terminé [*intégré au plan civil*].
12) Délimiter les aires de rassemblement, les aires de dépôt du matériel/équipement et les aires de stationnement au sein d'une empreinte perturbée existante (p. ex. route, surface en gravier, aire déjà perturbée à forte résilience) ou les faire approuver par le personnel désigné de Parcs Canada.
13) Pour accéder au chantier, s'y déplacer et y exécuter les travaux de construction, utiliser des routes ou des sentiers existants, des aires déjà perturbées ou d'autres aires approuvées par le personnel désigné de Parcs Canada [*intégré au plan civil*].

Gestion du Faune :

14) Sensibiliser les travailleurs sur place des conflits potentiels avec la faune et les mesures à suivre dans ces cas en lisant les mesures suivantes.
15) Sensibiliser les travailleurs sur place aux espèces en péril et s'assurer que, par la suite, ils signalent immédiatement toute observation fortuite au personnel désigné de Parcs Canada [*Inclus au devis civil art.4.1*].
16) En cas de découverte de nids, de terriers ou de dortoirs actifs, arrêter les travaux et communiquer immédiatement avec le personnel désigné de Parcs Canada afin d'obtenir des directives [*Inclus au devis civil art.4.1*].
17) Dans la mesure du possible, réaliser les activités pendant les heures de clarté, afin d'éviter les périodes cruciales de recherche de nourriture (crépuscule et aube). Consulter le personnel de Parcs Canada pour obtenir des conseils propres au chantier [*Inclus au CCAS art.8*].
18) Réduire au minimum la période pendant laquelle les trous creusés restent à ciel ouvert et les recouvrir ou les clôturer avant de les laisser sans surveillance, afin de réduire les risques de blessures des animaux [*Inclus au CCAS art.20*].
19) Ne jamais s'approcher d'un animal sauvage ou le harceler (p. ex. le nourrir, l'appâter ou l'attirer). Si des animaux sauvages sont observés à l'intérieur ou à proximité du chantier, leur donner la possibilité de quitter les lieux [*Inclus au devis civil art.4*].

20) Informer immédiatement le personnel désigné de Parcs Canada de tout conflit possible (p. ex. comportement agressif ou intrusion persistante), de tout signe de détresse ou de toute mortalité [*Inclus au devis civil art.4*].
21) Réduire au minimum le temps pendant lequel les excavations restent ouvertes. La pente des côtés ne doit pas être supérieure à 1:1 et il faut veiller à ce que les animaux sauvages et les humains puissent en sortir en toute sécurité. Couvrir ou clôturer les zones d'excavation plus petites lorsqu'elles sont laissées sans surveillance afin de réduire le risque de blessure pour la faune [*Inclus au devis civil art.6*].

Végétation :

22) Signaler toutes les activités d'enlèvement de la végétation et en faire approuver les plans au préalable par le personnel désigné de Parcs Canada [*Inclus à l'article 3, protection de la flore*].
23) Enlevez le moins de végétation possible; n'abattre des arbres que s'il est indispensable de le faire pour mener à bien le projet ou pour assurer la sécurité des visiteurs ou du personnel [*Inclus à l'article 3, protection de la flore*].
24) Aucun arbre ne doit être abattu sans l'autorisation du Représentant de Parcs Canada [*Inclus à l'article 3, protection de la flore*].
25) À la demande du Représentant de Parcs Canada, les arbres et arbustes endommagés seront remplacés lors de la phase de réhabilitation à la fin des travaux [*Inclus à l'article 3, protection de la flore*].
26) Protéger les racines des arbres jusqu'à la périphérie du feuillage pour éviter les perturbations et les dommages. Éviter de circuler ainsi que de décharger ou d'entreposer des matériaux au-dessus du réseau racinaire [*Inclus à l'annexe 2, du devis civil*].
27) Préserver la structure et la stabilité des racines.
28) S'il faut reverdir le chantier, utiliser un mélange de plantes, de terre et de graines indigènes approuvé par le personnel désigné de Parcs Canada.

Espèces exotiques envahissantes :

29) Tous les équipements de construction provenant de l'extérieur du site doivent être lavés à l'extérieur du lieu patrimonial protégé avant l'arrivée afin de minimiser les risques d'introduction d'espèces envahissantes. La preuve que cette mesure d'atténuation a été appliquée peut être demandée avant que l'équipement ne soit autorisé à pénétrer dans le lieu patrimonial protégé [*Inclus à l'article 3, protection de la flore*].
30) Travailler dans des zones non infestées avant de passer aux zones infestées.
31) Faire approuver par le personnel désigné de Parcs Canada la terre, le gravier, le bois de construction non traité, les produits de lutte contre l'érosion et la sédimentation ou les autres matériaux applicables provenant de l'extérieur du lieu patrimonial protégé.
32) Ne pas utiliser les matières organiques (p. ex. couche arable, matériaux d'emprunt et de remblai, gravier) prélevées sur le chantier de construction dans d'autres parties du lieu patrimonial protégé.
33) Réduire au minimum la surface de sol perturbée, les travaux d'enlèvement de la végétation et la superficie du sol exposé (p. ex. recouvrir les matériaux stockés des bâches, planter des espèces indigènes, couvrir avec du paillis naturel/des couvre-sols).

34) Stabiliser et reverdir les parcelles perturbées le plus rapidement possible. Si la saison de croissance est trop avancée, stabiliser le sol pour prévenir l'érosion et reverdir le printemps suivant.
35) Surveiller les parcelles perturbées et reverdies jusqu'à ce que la végétation indigène y ait repoussé et que la propagation d'espèces exotiques envahissantes soit évitée.

Expérience du visiteur et sécurité publique :

36) Dans la mesure du possible, planifier les activités bruyantes de manière qu'elles aient lieu en dehors de la saison touristique de pointe ou ajuster les heures de travaux bruyants à la quiétude des visiteurs qui fréquentent [inclus au devis civil art 2.6].
37) Fermer le chantier lorsque des activités de construction, de réparation ou d'entretien sont en cours et utiliser des panneaux appropriés pour le délimiter et pour signaler les dangers. Envisager des déviations ou des itinéraires de rechange temporaires, au besoin [*inclus au devis de mobilisation*].
38) S'il n'est pas possible de fermer le secteur, maintenir une distance de travail sécuritaire entre les activités de construction et les visiteurs. S'il faut contrôler la circulation, affecter un signaleur à cette tâche dans le chantier ou la zone dangereuse [*inclus au devis de mobilisation*].
39) Veiller à ce que les routes et sentiers d'accès des visiteurs en dehors du chantier soient exempts de matériaux, de déchets, de machinerie ou d'équipement de construction [*inclus au devis de mobilisation*].

Ressources culturelles :

40) Le personnel désigné de Parcs Canada doit veiller à ce que les travailleurs sur place reçoivent une formation appropriée de sensibilisation aux ressources culturelles.
41) Éviter les ressources culturelles et les sites archéologiques connus ou potentiels.
42) Le cas échéant, **appliquer toute mesure d'atténuation supplémentaire (voir la section Mesures d'atténuation supplémentaires**) précédemment définie par un archéologue ou un conseiller en ressources culturelles de Parcs Canada pour le chantier [*intégré devis CCAS art 21.4*].
43) En cas de découvertes de ressources culturelles (c.-à-d. vestiges structuraux et/ou concentrations d'artefacts, etc.) effectuées en l'absence d'un archéologue, cesser les travaux dans le secteur immédiat de la découverte, sécuriser les lieux et communiquer avec le personnel désigné de Parcs Canada qui, de concert avec l'archéologue de l'équipe d'Archéologie Terrestre et le conseiller en gestion des ressources culturelles de Parcs Canada, donnera des directives supplémentaires sur les mesures nécessaires pour protéger et conserver la ou les dites ressources [*intégré devis CCAS art 21.4*].

Gestion de bruit [*inclus au devis civil art 2.6*] :

44) Déterminer les limites de bruit (p. ex. endroit, période de l'année), surtout près des zones très fréquentées par les visiteurs du parc (p. ex. terrains de camping, aires de pique-nique) ou à proximité des zones sensibles et de la faune, et les intégrer aux plans et aux spécifications.
45) Maintenir l'équipement et la machinerie lourde en bon état de fonctionnement (par exemple, silencieux adéquat, entretien régulier).
46) Utiliser les dispositifs d'atténuation du bruit fournis avec certains équipements ou outils (par exemple, les panneaux latéraux des compresseurs).

47) Arrêter les équipements motorisés s'ils ne sont pas utilisés pendant une période prolongée.
48) Dans la mesure du possible, situer les équipements fixes à l'écart des zones sensibles au bruit ou de manière à réduire leur impact sur le niveau de bruit ambiant.

Utilisation de l'équipement :

49) Dans la mesure du possible, utiliser de la machinerie à faible pression ou à chenilles de caoutchouc ou des tapis d'accès afin de réduire au minimum la perturbation et le compactage du sol.
50) Choisir l'équipement adapté à la nature du travail à exécuter (p. ex. éviter d'utiliser la machinerie lourde si des outils manuels ou de petites machines peuvent convenir).
51) Équiper de patins caoutchoutés la machinerie lourde utilisée sur des surfaces asphaltées ; réparer les dommages causés aux surfaces asphaltées de façon à les ramener à leur état original.
52) Avant l'arrivée sur le chantier, veiller à ce que l'équipement soit correctement réglé, propre et exempt de contaminants, en bon état de marche, exempt de fuites (p. ex. carburant, huile ou graisse) et doté de pare-étincelles et de dispositifs anti-émissions standards.
53) Ranger, entretenir et ravitailler la machinerie sur une surface plane, à l'extérieur de la périphérie du feuillage[1] des arbres et au-dessus de la ligne naturelle des hautes eaux, de manière à empêcher toute substance nocive de pénétrer dans l'eau. Élargir la zone tampon en fonction du niveau de risque et des conditions du chantier.
54) Effectuer le ravitaillement sur un tapis à carburant imperméable avec une berme ou à l'intérieur d'un contenant. Les fuites et les déversements occasionnés par le ravitaillement doivent être nettoyés et reportés et les matériaux contaminés éliminés de façon appropriée. Ne jamais déposer ou disperser le carburant dans l'environnement ou dans un plan d'eau [*inclus au devis civil art 2.4.2*].
55) Nettoyer les outils et l'équipement à l'extérieur du chantier. Si les travaux de nettoyage doivent être réalisés sur le chantier, le faire dans une zone appropriée à au moins 30 m de tout plan d'eau [*inclus au devis civil art 2.4.4*].
56) Assujettir les génératrices à essence pour les empêcher de bouger pendant qu'elles sont en marche et les installer sur un tapis à carburant imperméable avec une berme ou dans un contenant pouvant recevoir 110 % de leur volume de carburant.
57) Les débris ne doivent pas pénétrer dans les plans d'eau et doivent être récupérés dans la mesure du possible, le cas échéant.

Excavation :

58) Suivez les lignes directrices mentionnés dans le document « Bonnes pratiques de gestion des déblais et sols contaminés » (Annexe A) [*inclus au CCAS art 21.6*].
59) Réduire au minimum les modifications de la surface du sol qui ont un effet négatif sur les caractéristiques d'infiltration et de ruissellement et maintenir ou rétablir un drainage de surface efficace à la fin du projet.
60) Ne pas déverser de matériaux en dehors des limites de la zone des travaux. Si des matériaux tombent par inadvertance en dehors des limites de la zone des travaux, les retirer rapidement de manière à ne pas endommager les arbres ou la végétation [*inclus au devis civil art 2.3.2*].

[1] La surface définie par la circonférence du couvert végétal, là où l'eau s'égoutte sur le sol.

61) Remblayer et compacter les excavations dès que possible.
62) En cas d'arrêt du travail pendant les intempéries (p. ex. conditions hivernales défavorables à la construction, fortes pluies), établir un contrôle des sédiments et de l'érosion et un plan d'urgence pour les sols dénudés ou l'entreposage de matériaux d'excavation.
63) Planifier la récupération de la terre végétale et du sous-sol pour réduire au minimum la manipulation et la circulation sur les sols.
64) Entreposer la terre végétale séparément du sous-sol. Ne jamais empiler le sous-sol sur la terre végétale.
65) Stabiliser et réparer toutes les zones érodées avant la préparation de la surface, tel que déterminé par le personnel désigné de Parcs Canada, en utilisant des matériaux locaux si possible.
66) Ne pas laisser l'équipement compacter la terre végétale après son remplacement, ce qui doit coïncider avec l'ensemencement ou d'autres travaux de végétalisation.
67) Déterminer les lieux d'entreposage des sols lors de l'élaboration des plans de construction. L'entreposage du sol doit se faire sur les zones déjà perturbées (p. ex. les aires de stationnement, les routes, les sentiers, le terrain de camping et l'aire d'entreposage) de façon qu'il n'y ait pas de compactage du sol à l'extérieur de la zone de construction, sauf indication contraire [*inclus au plan civil*].
68) Prévoir de séparer la terre végétale entreposée des déblais d'au moins 1 m. Utiliser un matériau approprié (p. ex. un géotextile) pour séparer les composants du sol lorsque l'espace est limité.
69) Entreposer les matériaux empilés sur un terrain plat, loin des zones de drainage, des plans d'eau, du sous-sol, des déblais, des activités de construction et des opérations quotidiennes, sauf indication contraire; suivre le plan de contrôle de l'érosion et des sédiments ou le plan de protection de l'environnement.
70) Limiter la hauteur des tas de terre à 2 m, sauf approbation du personnel désigné de Parcs Canada.
71) Éviter les pertes de terre végétale. Par exemple :
    a) Ne pas entreposer la terre dans des zones sujettes aux vents violents.
    b) Entourer le sol de bermes ou construire des barricades dans les zones à forte pente.
    c) Couvrir et fixer le tas de terre avec un géotextile foncé lorsque l'entreposage dure plus d'une semaine.
    d)
72) Si un surplus de terre végétale est disponible après la remise en état du site :
    a) Il peut être utilisé pour combler les dépressions autour du site du projet avec l'approbation du personnel désigné de Parcs Canada;
    b) Prendre des dispositions pour l'élimination ou la mise en réserve pour d'autres projets en consultation avec le personnel désigné de Parcs Canada.

Lutte contre l'érosion et la sédimentation :

73) Choisir des mesures de lutte contre l'érosion et la sédimentation qui correspondent à la nature et à la durée du projet et les appliquer avant le début des travaux, en particulier si ceux-ci ont lieu à moins de 30 m d'un plan d'eau.
74) Inspecter et entretenir régulièrement les structures de lutte contre l'érosion et la sédimentation pendant toutes les phases du projet et modifier les mesures au besoin.
75) Utiliser des produits de lutte contre l'érosion et la sédimentation qui réduisent au minimum les risques d'empêtrement pour la faune et qui sont fabriqués avec des matériaux biodégradables à

100 % (p. ex. jute, sisal ou fibre de coco) dans la mesure du possible. Veiller à ce que les matériaux de soutien soient eux aussi biodégradables. Faire approuver par le personnel désigné de Parcs Canada l'utilisation de paille ou de foin pour la lutte contre l'érosion et la sédimentation.

76) Limiter la durée d'exposition du sol. Réaliser les activités par étapes dans la mesure du possible et remettre en état les parcelles perturbées dès que possible.
77) Contenir et stabiliser les déchets au-dessus de la ligne naturelle des hautes eaux ou au-dessus de la berge des plans d'eau avoisinants afin de les empêcher de pénétrer de nouveau dans l'eau.
78) Éviter que les matériaux empilés n'endommagent ou n'ensevelissent des ressources culturelles connues.
79) Réutiliser sur place les matériaux de déblai, sauf en présence d'indicateurs d'une contamination possible.
80) Assécher les trous creusés (sans faire dévier l'eau directement dans un plan d'eau), les remblayer et compacter les matériaux de remblayage le plus rapidement possible.
81) Pendant les périodes de dégel, compacter les matériaux de remblayage avant la remise en place de la terre végétale. Distribuer cette terre de façon égale sur la parcelle excavée.
82) Maintenir des mesures efficaces de lutte contre la sédimentation et l'érosion jusqu'à la reprise de la végétation dans les zones perturbées.
83) Retirer les produits temporaires de lutte contre l'érosion et la sédimentation, surtout les matériaux non biodégradables, dès qu'ils ne sont plus nécessaires.

Installations de manutention et de nettoyage du béton

84) Empêcher les eaux de lavage, le béton, les débris et les sédiments utilisés dans les routes, les barrières, les glissières de sécurité ou d'autres infrastructures connexes de pénétrer directement dans l'eau ou indirectement en établissant et en maintenant une séparation efficace entre les travaux de bétonnage et les entrées des collecteurs d'eaux pluviales, les installations de drainage ouvertes et les plans d'eau.
85) S'assurer que la taille et le nombre de fosses ou de bermes utilisées comme installations de nettoyage du béton sont suffisants pour contenir les déchets liquides et les déchets de béton, qu'elles sont situées dans des zones plates et qu'elles ne se trouvent pas dans des environnements sensibles [*inclus au devis civil art 2.4.4*].
86) Recouvrir l'installation d'une toile de polyéthylène d'une épaisseur minimale de 10 mm et exempte de trous, de déchirures ou d'autres défauts [*inclus au devis civil art 2.4.4*].
87) S'assurer que le sol sous la structure de nettoyage est exempt de roches ou d'autres débris qui pourraient causer des déchirures ou des trous dans le matériau de revêtement en plastique.
88) Laver l'excédent de béton des camions-malaxeurs, des goulottes ou des bacs dans des installations de nettoyage du béton approuvées ou le recueillir dans un sac imperméable pour l'éliminer. Ramener les grandes quantités de béton excédentaire à la centrale de dosage pour qu'elles soient éliminées [*inclus au devis civil art 2.4.4*].
89) Si des malaxeurs de béton sont situés dans un lieu patrimonial protégé, ils doivent être exploités conformément aux règlements applicables en matière de contrôle des poussières, des émissions atmosphériques et de la qualité de l'eau.
90) Remplir et restaurer les dépressions ou autres perturbations du sol causées par l'enlèvement des installations temporaires de nettoyage du béton [remise en état prévu au CCAS et bordereau].

91) Maintenir des installations de nettoyage du béton ayant une capacité de rétention adéquate, y compris un franc-bord final d'au moins 100 mm [*inclus au devis civil art 2.4.4*].
92) Enlever le béton des installations de nettoyage lorsqu'il a durci. L'éliminer à l'extérieur du lieu patrimonial protégé conformément aux règlements provinciaux et fédéraux..
93) Inspecter les installations temporaires de nettoyage du béton tous les jours et après de fortes pluies pour vérifier l'absence de fuites, repérer tout dommage aux revêtements en plastique et aux parois latérales (p. ex. déchirures dans le revêtement en PVC, sacs de sable manquants) et déterminer si elles ont été remplies à plus de 75 % de leur capacité [*inclus au devis civil art 2.4.4*].
94)
95) Recueillir l'eau de lavage lors du nettoyage des zones et des équipements utilisés lors des activités de bétonnage et éliminer l'eau de lavage avec la boue [*inclus au devis civil art 2.4.4*].
96) Ne pas jeter de béton humide inutilisé sur le sol nu pour qu'il durcisse sur les sites de construction [*inclus au devis civil art 2.4.4*].
97) Lors de la livraison du béton pour des travaux à proximité de l'eau, où la zone tampon de 30 m ne peut pas être respectée (p. ex. travaux sur un pont), mettre en place des mesures supplémentaires pour éviter les déversements dans l'environnement (p. ex. des bacs de collecte/égouttage et des bermes revêtues d'un matériau imperméable [comme du plastique et une couche de sable], et des réservoirs de carburant à double paroi).
98) Maintenir une isolation complète de tout le béton coulé sur place et du coulis avec les eaux poissonneuses jusqu'à ce qu'il soit bien durci.
99) Si l'on constate que des matériaux en béton pénètrent dans des plans d'eau, il faut surveiller la turbidité et le pH et mettre en place un système de diffusion du CO_2 pour neutraliser les niveaux de pH.

Pavage, resurfaçage et nivellement

100) Ne pas niveler et ne pas laisser le matériel se déverser en dehors de la zone de travail délimitée, à moins d'un mètre du bord de la forêt, ou dans un ruisseau, un plan d'eau ou un milieu humide. Tout matériel tombé par inadvertance en dehors des limites de travail sera enlevé rapidement de manière à ne pas endommager la végétation ou la qualité de l'eau.
101) Le pavage ne doit pas être entrepris pendant une pluie continue afin d'empêcher la pénétration dans l'eau du béton, de l'asphalte ou des composés de rapiéçage et d'étanchéité directement ou indirectement.
102) Réduire au minimum les modifications de la surface qui pourraient avoir un effet négatif sur les caractéristiques d'infiltration et de ruissellement et maintenir un drainage de surface efficace pour limiter le ruissellement direct dans les eaux de surface.
103) Suivre les directives et les méthodes du fabricant pour une utilisation correcte lors de la manipulation et de l'application de produits d'étanchéité ou d'autres composés.
104) Réduire au minimum l'application de couches d'étanchéité ou d'accrochage dans des conditions humides :
    a) N'appliquer les couches d'étanchéité que sur des surfaces sèches et pas dans les 2 heures suivant un épisode de pluie.
    b) N'appliquer les couches d'accrochage que si aucune pluie n'est prévue avant de recouvrir d'asphalte la surface enduite d'une couche d'accrochage. En cas de pluie imprévue, veiller à

ce que les eaux de ruissellement des surfaces récemment enduites d'une couche d'étanchéité ne se déversent pas dans les eaux de surface.

105) Effectuer le marquage de la chaussée conformément aux méthodes standard appliquées dans le lieu patrimonial protégé pour le contrôle des produits de peinture, tant lors du transport que de la manipulation.

Démolition :

106) Avant le début des activités de démolition, toutes les structures doivent être inspectées par du personnel expérimenté de Parcs Canada ou approuvé par Parcs Canada afin de détecter la présence d'animaux sauvages (p. ex. chauves-souris, nids, tanières). Si des animaux sauvages sont découverts, les travaux cesseront dans les environs immédiats et le personnel désigné de Parcs Canada sera contacté pour obtenir des instructions.
107) Avant le début des travaux de démolition, les systèmes hydrauliques et septiques, les conduites et / ou les champs doivent être identifiés et les précautions prises lors de l'utilisation d'équipements lourds pour éviter de les endommager.
108) Les fosses septiques résiduelles, les conduites d'eau et les puits inutilisables doivent être enlevés, scellés ou mis hors service conformément à la législation fédérale ou provinciale applicable.
109) En cas de contamination non documentée, cesser immédiatement les travaux et contacter le personnel désigné de Parcs Canada.
110) Assurez-vous que les déchets issus des travaux de démolition ne pénètrent pas dans les plans d'eau (p. ex. utilisez des bâches pour capturer les débris). Tous les déchets qui tombent dans un plan d'eau seront immédiatement récupérés, à condition que la sécurité des travailleurs ne soit pas compromise et que l'élimination puisse être effectuée sans perturbation excessive des sédiments de fond.

Nettoyage du chantier et gestion des déchets :

111) Conserver dans un véhicule, un bâtiment sécurisé ou des contenants à l'épreuve de la faune tous les produits susceptibles d'attirer les animaux (p. ex. produits pétroliers, nourriture humaine, contenants de boissons recyclables et déchets). Dans la mesure du possible, séparer les déchets alimentaires des déchets de construction et les éliminer tous les jours.
112) Tous les matériaux récupérables, non combustibles et non dangereux seront enlevés, réutilisés et recyclés dans la mesure du possible. Les matériaux restants considérés comme des déchets et des débris de démolition doivent être éliminés dans une installation d'élimination agréée
113) Sécuriser tous les déchets (p. ex. déchets et matériaux de construction, déblais, végétation) au-dessus de la ligne naturelle des hautes eaux afin d'empêcher qu'ils ne pénètrent dans les plans d'eau avoisinants.
114) Sauf indication contraire, confiner les déchets et les transporter vers un lieu d'enfouissement approuvé en dehors du site de Parcs Canada; couvrir les déchets pendant le transport.
115) Toute matière dangereuse (par exemple, bardeaux d'asphalte, bois traité à la créosote, amiante, peinture au plomb, moisissures, excréments d'animaux, peintures, produits pour l'automobile, équipement électrique) et les polluants tels que carburants et solvants trouvés sur le site seront séparés et les matériaux seront éliminés sur des sites d'élimination certifiés par les provinces ou les territoires [*prévu au bordereau 2.1 architecture*].

116) Éliminer les matières contaminées dans des décharges agréées par le gouvernement provincial ou territorial hors du site de Parcs Canada [*prévu au bordereau 2.1 architecture*].
117) Retirer tous les matériaux de construction du chantier à la fin du projet. Éviter de les faire brûler, sauf si Parcs Canada l'autorise.
118) Le cas échéant, entretenir régulièrement les installations sanitaires portatives et éliminer les déchets accumulés dans une installation d'élimination appropriée. Les installations portatives doivent avoir une capacité suffisante et être gérées de façon à éviter que des déchets ne soient rejetés dans l'environnement récepteur [*inclus au devis CCAS art 27.2.1.1*].
119) Nettoyer les outils et l'équipement à l'extérieur des lieux patrimoniaux protégés afin d'éviter le rejet d'eau de lavage qui pourrait contenir des substances nocives..
120) Contenir et enlever tous les déchets en temps voulu et de manière approuvée, et les éliminer dans une installation d'élimination approuvée, à l'extérieur des lieux patrimoniaux protégés, sauf indication contraire [*inclus au devis CCAS art 27.2.1.1*].
121) Recueillir les déchets créés lors de l'application ou de l'enlèvement des revêtements de protection (par exemple, les abrasifs de sablage, les particules de peinture, la rouille et la graisse) et les conserver pour les éliminer dans des endroits appropriés.
122) Vider les conteneurs d'entreposage des déchets de construction lorsqu'ils sont remplis à 90 %. Fournir des couvercles pour les conteneurs de déchets, s'assurer qu'ils sont à l'épreuve de la faune s'il y a des éléments d'attraction, et couvrir les piles de déchets pendant le transport (y compris les conteneurs de déchets et le contenu des camions).
123) Séparer sur place toute matière dangereuse[2] et les polluants tels que les carburants et les solvants. Éliminer les matériaux contaminés dans les lieux d'élimination certifiés par la province ou le territoire.

Plans d'intervention en cas de déversement et gestion des matières dangereuses :

124) Veiller à ce que tous les travailleurs sur place reçoivent une séance d'information sur le plan d'intervention en cas de déversement et soient au courant de l'emplacement et du mode d'emploi des trousses d'intervention et des dispositifs de confinement.
125) Respecter tous les règlements et les codes applicables à la gestion et à la manipulation des déchets dangereux.
126) Veiller à ce qu'il y ait l'équipement de confinement des déversements sur le chantier. Une trousse d'intervention d'urgence en cas de déversement, y compris des matériaux absorbants et des bermes pouvant contenir 110 % du plus grand déversement qui pourrait être associé aux travaux, doit être disponible à chaque lieu de déversement possible (lieux où l'équipement est en marche et points de ravitaillement, de lubrification et de réparation).
127) Confiner et nettoyer tous les déversements dès qu'il est possible de le faire sans danger. En cas de déversement majeur, cesser tous les autres travaux jusqu'à ce que le déversement ait été adéquatement confiné et nettoyé.
128) Signaler immédiatement tout déversement au personnel désigné de Parcs Canada et à la personne à contacter en cas d'urgence. En cas de déversement majeur, appeler la première personne-ressource [*inclus devis civil art.13.5*].

[2] Par exemple, bardeaux d'asphalte, bois traité à la créosote, amiante, peinture au plomb, moisissures, excréments d'animaux, peintures, produits automobiles, équipement électrique...

129) Tout matériaux considérés comme présentant un risque de contamination des sols, des eaux de surface ou des eaux souterraines doit être éliminé de manière appropriée hors site, conformément aux lois, politiques et réglementations en vigueur (consulter l'équipe de gestion de l'environnement).
130) Utiliser et ranger les produits pétrochimiques, la peinture et les produits chimiques de manière à empêcher toute substance nocive de pénétrer dans l'eau.
131) En cas de découverte de déchets dangereux ou de matières potentiellement contaminées pendant l'excavation/construction, interrompre les travaux et sécuriser les matières sur place de façon à prévenir la contamination du milieu environnant, y compris par lixiviation. Communiquer avec le personnel désigné de Parcs Canada pour obtenir d'autres instructions.

Mesures d'atténuation supplémentaires

132) Quelques mesures d'atténuation supplémentaires peuvent être nécessaires pour s'assurer que tous les impacts potentiels sont atténués :
    - Une surveillance archéologique des travaux d'excavation est requise. L'intervention sera réalisée dans un secteur où le canal de Lachine a été remblayé, mais où des structures, dont le mur de la voie navigable, sont toujours présentes. Les nombreuses interventions effectuées dans ce même secteur au cours des dernières années ont démontré la présence de nombreuses ressources archéologiques tant structurelles qu'occupationnelles (concentration d'artéfacts, traces d'occupation du sol, etc.) [*inclus au devis CCAS art. 20.4*].
    - Les voies d'accès des véhicules et les aires de mobilisation seront limitées aux rues actuelles, aux terrains de stationnement, aux zones de substrat rocheux exposées et aux zones fortement perturbées. Si cela n'est pas possible, l'utilisation d'un revêtement de protection tel que des tapis de protection, toiles géotextiles avec un soulèvement de copeaux de bois ou du gravier granulaire « A » est requis afin de protéger les ressources archéologiques pouvant se trouver dans le secteur.

Annexe A

Bonnes pratiques de gestion des déblais et sols contaminés

ANNEXE A

Bonnes pratiques de gestion des déblais et sols contaminés

Parcs Canada, en tant que propriétaire des sols, est responsable de la bonne gestion des sols contaminés et doit s'assurer que ceux-ci sont gérés conformément à la réglementation.

A1. Avant de procéder à des travaux de forages ou d'excavation, le demandeur doit présenter pour approbation à Parcs Canada son plan de gestion des sols contaminés (incluant une description détaillée des méthodes de travail préalablement à la mobilisation).

A2. Les sols excavés et les eaux résiduelles doivent être gérés selon les lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux applicables en matière de gestion des sols contaminés, tant à ce qui a trait à l'entreposage temporaire, à leur caractérisation et à leur disposition ou valorisation.

A3. Lors de la disposition des sols hors site, le demandeur devra conserver tout document ou manifeste de transport attestant de leur disposition dans des sites autorisés par le MELCC selon leur degré de contamination. Il devra présenter à Parcs Canada les bordereaux de disposition, les certificats d'analyse fournis au site de disposition et tout rapport de travaux.

A4. L'entreposage temporaire des sols contaminés doit être fait conformément aux normes reconnues du MELCC. Les précautions nécessaires doivent être prises pour éviter la contamination des sols sous-jacents et adjacents, minimalement :

a. Ségréguer les sols selon leur niveau de contamination, ou selon la stratigraphie observée.

b. Entreposer les sols sur des toiles de polyéthylène et les recouvrir de toiles du même type ou dans tout autre type de dispositif de confinement hermétique. Les toiles devront être fixées solidement afin d'éviter qu'elles soient soulevées par le vent.

c. Remettre en place les sols le plus rapidement possible suivant les niveaux de contamination initialement observés ou selon le profil stratigraphique initial.

d. En tout temps, s'assurer que les sols ne migrent pas vers d'autres milieux, soit par voie aérienne, par ruissellement ou par transit de véhicule.

A5. Éviter d'excaver lors de fortes pluies ou de grands vents.

A6. À la demande de Parcs Canada, le demandeur devra mettre un recouvrement minimal de 30 cm de sols propres en remplacement des sols en place. Les sols excédentaires devront alors être gérés et disposés hors site aux frais du demandeur.

A7. Les sols excavés ne peuvent pas être réutilisés ailleurs sur le site sauf si certaines conditions sont rencontrées et que Parcs Canada donne son autorisation. En aucun cas des sols excavés ne peuvent être remblayés au-dessus de sols de meilleure qualité (augmentant la contamination du secteur).

A8. Lorsqu'il y a des sols de surface à remplacer, une membrane géotextile doit être installée pour délimiter la zone restaurée du sol non remanié.

A9. Le demandeur doit fournir les informations relatives aux surfaces restaurées (ex. profondeur, superficie, géolocalisation).

A10. Tout sol importé sur la propriété de Parcs Canada doit être une terre de culture répondant aux plus récentes normes des municipalités et du Bureau de Normalisation du Québec. Le demandeur doit démontrer que les sols importés sont propres (niveau de contamination inférieure au critère A du MELCC) et exempts d'espèces indésirables.

A11. À la fin des travaux, le promoteur doit nettoyer et remettre en état le site et les voies empruntées durant les travaux, incluant la pose d'un recouvrement de surface (ex. gazon, asphalte).

A12. Le nouveau matériel (terre végétale, remblai contrôlé) doit faire l'objet d'une bonne compaction afin d'éviter tout affaissement, minimiser l'érosion et favoriser la reprise de la végétation.

A13. Le demandeur doit s'assurer que les eaux résiduelles et les eaux de nettoyage soient récupérées, confinées échantillonnées et traitées (le cas échéant) afin de respecter les normes de rejet applicables. Si un système de traitement (bassin de sédimentation portatif, filtres ou autres installations de ce genre) doit être utilisé, celui-ci doit empêcher les contaminants et les sédiments de ruisseler vers les égouts et les plans d'eau. Utiliser les moyens nécessaires pour définir le mode d'élimination adéquat des sédiments captés et des eaux résiduaires.

A14. Des mesures efficaces pour limiter l'apport de sédiments provenant du chantier vers le milieu aquatique (ex. barrière à sédiments, bermes, trappe à sédiments, bassin de sédimentation, stabilisation temporaire des talus, déviation des eaux vers des zones de végétation) doivent être mises en place et entretenues pendant toute la durée du chantier. Les mesures doivent demeurer efficaces lors de la fermeture temporaire du chantier et lors des périodes de crues ou de fortes pluies.

A15. Le demandeur doit se conformer à toutes les exigences particulières établies par Parcs Canada en ce qui a trait à la surveillance archéologique. Dans le cas où Parcs Canada établit qu'aucune surveillance archéologique n'est requise pour les travaux et qu'un vestige archéologique (vestige de construction ou d'aménagement, objet et fragment d'objet) fait l'objet d'une découverte fortuite lors des excavations, le promoteur doit suspendre les travaux dans le secteur immédiat de la découverte et avertir le représentant

de Parcs Canada afin de valider les mesures nécessaires pour protéger et conserver ledit vestige archéologique.

A16. En tout temps durant les travaux, le demandeur doit avoir en sa possession une trousse de récupération des hydrocarbures afin d'intervenir rapidement en cas de déversement. En cas de déversement accidentel, le demandeur doit informer immédiatement les autorités de Parcs Canada et rapporter l'événement au service d'urgence environnementale d'Environnement Canada au 1-866-283-2333, s'il s'agit d'un déversement en milieu terrestre, ou la Garde-Côtière canadienne au 1-800-363-4735, si le déversement est dans l'eau.

A17. La machinerie doit être ravitaillée à plus de trente (30) mètres du canal avec un dispositif de confinement pour éviter tout déversement et contamination du sol.

A18. De l'huile biodégradable doit être utilisée pour toute machinerie qui circule à proximité du canal ou de tout milieu aquatique.

A19. Le demandeur doit s'assurer que la machinerie soit en bon état, ne présente aucune fuite, soit propre et exempte d'espèces envahissantes et de mauvaises herbes nuisibles à son arrivée sur le site et pendant la durée des travaux. La machinerie qui entre en contact avec du sol contaminé doit être nettoyée adéquatement avant d'être utilisée dans d'autres secteurs. À la fin des travaux, la machinerie qui est entrée en contact avec des espèces exotiques envahissantes doit être bien nettoyée afin d'éviter la dispersion dans de nouveaux secteurs.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249973004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Division ingénierie et procédés
Objet :	Approuver l'entente à intervenir entre Sa Majesté le Roi du Chef du Canada, représenté par l'Agence Parcs Canada, Voies navigables au Québec, et la Ville de Montréal pour accéder et circuler sur et au-dessus des terrains du lieu historique national du Canal-de-Lachine, au 5001 rue Saint-Patrick à Montréal, aux fins de la réfection de la station de pompage Saint-Rémi, le tout aux conditions stipulées dans ladite entente.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente entente est approuvée quant à sa validité et à sa forme, à l'exclusion des annexes qui sont d'ordre technique. Ces dernières sont en "pièces jointes" du présent sommaire décisionnel.

FICHIERS JOINTS

2024-11-28 Entente d'acces et de circulation VF VISE - sans annexes.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate - Droit contractuel
Tél : 438-825-0355

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-28

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 438-825-0355
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

28 novembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTENTE D'ACCÈS ET DE CIRCULATION
CLAC-TR-23-001

SA MAJESTÉ LE ROI DU CHEF DU CANADA POUR LES BESOINS DE L'AGENCE PARCS CANADA (ci-après « PARCS CANADA ») acquiesce à la demande de la Ville de Montréal (ci-après le « TITULAIRE ») d'accéder et de circuler sur et au-dessus des terrains du lieu historique national du Canal-de-Lachine, au 5001 rue Saint-Patrick à Montréal, tel qu'illustré sur le plan de localisation joint aux présentes en tant qu'annexe « A » (ci-après appelé les « LIEUX »), aux fins de la réfection de la station de pompage Saint-Rémi, le tout aux conditions suivantes :

GÉNÉRALITÉS

1. Le TITULAIRE s'engage à prendre fait et cause et à sa charge et à tenir PARCS CANADA indemne et à couvert de toute réclamation ou demande en justice, émanant d'un tiers, dirigée soit contre PARCS CANADA, soit contre ses employés ou mandataires pour tout dommage de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la faute, négligence ou omission du TITULAIRE dans l'usage des LIEUX, à l'exception des réclamations ou poursuites résultant de la faute intentionnelle ou de la faute lourde de PARCS CANADA, ses employés et mandataires dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur emploi. Plus particulièrement, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, découlant de toute violation ou tout défaut d'exécution du TITULAIRE aux termes de la présente entente et au besoin, assumera, à ses frais, la contestation en justice de telle réclamation ou poursuite et le cas échéant, indemnisera PARCS CANADA, ses employés ou mandataires de toute condamnation en capital, intérêts et dépens prononcée contre l'un ou l'autre, tout comme s'il s'agissait d'une condamnation contre le TITULAIRE lui-même.

2. Le TITULAIRE s'engage à dédommager PARCS CANADA, ses employés ou mandataires de tout dommage, perte, blessure ou dépenses qui pourraient leur être occasionnés par suite de la faute, négligence ou omission du TITULAIRE dans l'usage des LIEUX et plus particulièrement, mais sans restreindre la généralité de ce qui précède, par suite de toute violation ou tout défaut d'exécution du TITULAIRE aux termes de la présente entente et par suite de tout accident ou incident dommageable pouvant survenir au cours de la présente entente.

3. Le TITULAIRE confirme par la signature des présentes ce qui suit :

   Le TITULAIRE fonctionne sur le principe de l'auto-assurance et de ce fait, aucun document de preuve d'assurance ne peut donc être fourni. Le TITULAIRE dispose à même son budget annuel d'un crédit afin de pourvoir aux réclamations pour dommages ainsi qu'au paiement des condamnations judiciaires. Ainsi, s'il s'avérait que des dommages quels qu'ils soient étaient causés dans le cadre des travaux effectués sur le terrain de PARCS CANADA et que la responsabilité en était imputable au TITULAIRE ou à ses préposés agissant dans le cadre de leurs fonctions, le montant de ces dommages sera assumé par le TITULAIRE lui-même.

4. Le TITULAIRE ne doit jamais de quelque façon que ce soit, nuire aux activités ou aux travaux d'entretien effectués par PARCS CANADA sur la propriété du lieu historique national du Canal-de-Lachine. Les accès devront permettre à PARCS CANADA d'intervenir en tout temps, lorsque requis, pour ses activités ou travaux d'entretien sur les LIEUX.

5. Chaque fois qu'il le juge opportun, PARCS CANADA peut reporter, interrompre ou annuler les activités du TITULAIRE ou l'utilisation de sa propriété par cette dernière, sans s'exposer pour autant à une pénalité ni engager sa responsabilité.

6. Le TITULAIRE et PARCS CANADA reconnaissent que chaque partie est tenue de respecter, dans le cadre des travaux de réfection de la station de pompage Saint-Rémi, les dispositions législatives relatives aux langues officielles qui leurs sont respectivement applicables.

CONTACTS D'URGENCE

7. Le TITULAIRE doit aviser PARCS CANADA soixante-douze (72) heures avant le début des travaux et au plus tard vingt-quatre (24) heures après avoir quitté les LIEUX en contactant l'équipe de la Gestion intégrée du territoire de l'Unité des voies navigables au Québec par courriel à l'adresse suivante : interventions@pc.gc.ca.

8. Si un incident survient au moment des travaux, le TITULAIRE doit immédiatement communiquer par téléphone avec le contremaître des Ateliers de Lachine au 514 283-8303 et par courriel à l'adresse suivante : interventions@pc.gc.ca dans le but d'assurer une coordination efficace des services d'urgences et de la couverture médiatique. En dehors des heures normales de travail, le TITULAIRE doit communiquer avec le Service de répartition d'urgence de PARCS CANADA au 1 888 762-1422.

ACCÈS

9. Le TITULAIRE doit s'assurer que seulement le minimum de véhicules requis se rende sur les LIEUX. Les véhicules et la machinerie accèderont aux LIEUX via la rue Saint-Patrick.

10. PARCS CANADA n'est pas responsable de détours, travaux ou fermetures de rues pouvant empêcher l'accès aux LIEUX décrits au point 9. Il est de la responsabilité du TITULAIRE de se tenir informé de l'accessibilité des points d'accès.

TRAVAUX AUTORISÉS

11. Le TITULAIRE est autorisé à empiéter sur les terrains du lieu historique national du Canal-de-Lachine afin de compléter les travaux de réfection de la station de pompage Saint-Rémi, plus amplement décrits dans les plans signés par un ingénieur préalablement soumis à PARCS CANADA. Le TITULAIRE est autorisé à utiliser les LIEUX pour fin de démolition de la partie hors-sol du bâtiment existant, construction d'un nouveau bâtiment sur cette partie et agrandissement de ce dernier pour abriter un groupe électrogène. PARCS CANADA exige que le TITULAIRE fasse appel à un (des) ingénieur(s) possédant l'expertise requise si jamais les plans devaient être modifiés.

12. De plus, le TITULAIRE est autorisé à utiliser les LIEUX comme zone de mobilisation, d'entreposage et d'excavation. La circulation de pelles mécaniques ou retroexcavatrices, camions de transport, bétonnières et camionnettes est également autorisée.

13. Des protections adéquates doivent être mises en place par le TITULAIRE afin d'éviter tout débris dans le canal ou tout dommage aux équipements de PARCS CANADA. Par ailleurs, tous les débris ou matériaux qui se trouvent ou pourraient se retrouver sur le site devront être récupérés par le TITULAIRE, y compris tout débris ou matériau tombé ou déversé dans la voie navigable.

14. Le TITULAIRE doit s'assurer que sa méthode de travail n'ait aucun impact sur les murs et les berges du canal, et à cet égard, le TITULAIRE doit valider les distances minimales requises selon le niveau d'eau dans le canal pour la distribution des charges pour ses équipements.

PROTECTION DES RESSOURCES CULTURELLES

15. En cas de découvertes fortuites de ressources culturelles (c.-à-d. des vestiges structurels, des artefacts et/ou des concentrations d'artefacts) effectuées en l'absence d'un archéologue, le responsable du projet/contracteur devra impérativement suspendre les travaux dans le secteur immédiat de la découverte et communiquer avec PARCS CANADA par courriel à l'adresse suivante : interventions@pc.gc.ca qui, prendra alors les mesures nécessaires pour protéger et conserver la ou lesdites ressources.

CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES

16. Le TITULAIRE doit se conformer aux lois et règlements des gouvernements fédéral, provincial et municipal pouvant s'appliquer à l'égard des travaux et notamment, aux dispositions de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* ainsi que des règlements et directives établies sous l'empire de cette loi.

17. Le TITULAIRE doit de plus, s'assurer de respecter en tout temps les recommandations et mesures d'atténuations suivantes, joint aux présentes en tant qu'annexe « B », notamment :

    a) Établir et délimiter une aire de protection autour des arbres et arbustes à protéger (clôtures, rubans, barrières, etc.) afin de ne pas les endommager ou affecter le réseau racinaire. En cas d'impossibilité, installer un système de protection des troncs et du système racinaire (p. ex., planches de bois, matériel non compactant avec géotextile, etc.). En aucun cas un arbre ne peut être utilisé comme support.

    b) Ne pas peinturer, endommager ou marquer des éléments naturels (p. ex., roches, arbres) présents sur le chantier et aux alentours pour fins d'arpentage ou autres.

    c) Prendre des mesures pour éviter toute perturbation envers la faune. Prendre note que le fossé adjacent la zone de circulation est occupé par diverses espèces, dont certaines à statut particulier; faire preuve de prudence lors des déplacements.

    d) Si des nids, des espèces en péril ou d'autres animaux sauvages sont découverts, communiquer avec le personnel désigné de Parcs Canada.

    e) Maintenir les véhicules, l'équipement et la machinerie propres et en bon état de fonctionnement (p. ex., aucune fuite, silencieux adéquat, entretien régulier).

    f) Maintenir les chemins d'accès des visiteurs et les routes en dehors de la zone de mobilisation exempts de matériaux de construction, de déchets, de machines et d'équipement.

    g) Ravitailler la machinerie à plus de trente (30) mètres du canal avec un dispositif de confinement pour éviter tout déversement et contamination du sol.

    h) Conserver des trousses de déversement suffisantes pour contenir et nettoyer 100 % du plus grand déversement possible de carburant ou de produits chimiques sur le site, à chaque endroit de déversement potentiel, y compris tous les sites où l'équipement est utilisé.

    i) En cas d'incident environnemental, aviser Parcs Canada, le service d'urgence d'Environnement Canada (1-866-283-2333), le service Urgence-environnement du Québec (1-866-694-5454) et la Garde côtière

canadienne (1-800-363-4735) pour tout déversement dans l'eau et/ou de source inconnue et toute autre autorité compétente en matière d'urgence environnementale. Remplir sans délais un rapport d'incident concernant les déversements d'hydrocarbures.

j) Contenir et enlever tous les déchets en temps voulu, et les éliminer dans une installation d'élimination approuvée, à l'extérieur des LIEUX.

MESURES DE SÉCURITÉ

18. Le TITULAIRE doit, à ses frais, sécuriser la zone de travaux en procédant à la pose de clôtures ou barrières périphériques solides, qui ne peuvent être déplacées, autour de la zone de travaux, et de cadenas, afin de sécuriser le chantier en dehors des heures usuelles de travail.

19. PARCS CANADA n'assurera pas la sécurité des matériaux ou des équipements entreposés sur les LIEUX.

20. Le TITULAIRE s'engage à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des usagers des LIEUX pendant la réalisation des travaux et à ne pas encombrer inutilement l'espace. La mise en place et le maintien (puis le retrait) d'une signalisation adéquate (ex : panneaux de signalisation, barils de signalisation, rubans, piquets) et, le cas échéant, l'utilisation de signaleurs, sont la responsabilité du TITULAIRE.

21. Deux signaleurs postés en amont et en aval des LIEUX devront gérer la circulation sur la piste polyvalente pendant que les véhicules ou la machinerie se positionnent sur celle-ci ou à proximité de celle-ci. Le TITULAIRE doit également s'assurer de ne pas bloquer la piste polyvalente pour des périodes prolongées et en tout temps et limiter la durée de fermeture de celle-ci.

22. Les véhicules ou machinerie circulant au lieu historique national du Canal-de-Lachine doivent être identifiés et avoir en tout temps les feux d'urgence et un gyrophare. Le TITULAIRE doit limiter la vitesse de circulation des véhicules sur la piste à 10 km/h et s'arrêter lors de croisement avec les cyclistes ou piétons.

23. À défaut de se conformer aux exigences de PARCS CANADA en ce qui a trait aux dispositions des présentes, PARCS CANADA pourra, vingt-quatre (24) heures après signification d'un avis écrit au TITULAIRE, prendre toutes les mesures nécessaires à la sécurisation du chantier et du détour de la piste. Tous les frais encourus seront par la suite facturés au TITULAIRE.

TUNNEL PROTECTEUR ET DÉTOUR DE PISTE

24. Tel que préalablement convenu, le TITULAIRE doit, à ses frais, procéder à l'aménagement, à l'éclairage, à la signalisation et à l'entretien d'un tunnel de protection au-dessus de la piste polyvalent, tel qu'illustré au plan joint aux présentes en tant qu'annexe « C ».

25. Le TITULAIRE doit aviser PARCS CANADA soixante-douze (72) heures avant le début des travaux de la construction et de déconstruction du tunnel en contactant l'équipe de la Gestion intégrée du territoire de l'Unité des voies navigables au Québec par courriel à l'adresse suivante : interventions@pc.gc.ca afin que PARCS CANADA puisse informer les usagers de travaux au-dessus de la piste et du détour à venir.

26. Pendant la construction et la déconstruction dudit tunnel, le TITULAIRE doit, à ses frais, procéder à l'aménagement, à la signalisation et à l'entretien du détour de la piste, tel qu'illustré à l'annexe « D » jointe aux présentes.

27. Le TITULAIRE doit placer de la signalisation en amont et en aval de la zone de travaux dans le but d'informer les usagers de la piste polyvalente qu'ils s'approchent d'une zone de travaux et qu'un détour est nécessaire.

28. Le détour devra respecter les conditions suivantes :

    a) Le TITULAIRE doit s'assurer de l'entretien et de la sécurité du chemin de détour pendant toute la durée du détour.

    b) Le TITULAIRE doit s'assurer de bien sécuriser les panneaux afin d'éviter que ceux-ci se retrouvent dans le canal. Dans l'éventualité que des panneaux se retrouvent dans le canal, le TITULAIRE doit récupérer ces composantes le plus rapidement possible afin d'éviter des dommages aux biens de PARCS CANADA.

    c) LE TITUAIRE demeurera le responsable du plan de détour pendant toute la période des travaux.

REMISE EN ÉTAT

29. Le TITULAIRE doit, à la fin des travaux, remettre en état les LIEUX le plus près de leur état initial qui correspond à l'état avant le début des travaux, et ce, à la satisfaction de PARCS CANADA, à l'exception de toute construction réalisée par le TITULAIRE sur les LIEUX.

30. S'il y a lieu, la réfection du tronçon de la piste polyvalente endommagé devra se faire selon les plans préalablement approuvés.

31. Toute section de pelouse sur les terrains de PARCS CANADA qui est endommagée par les travaux du TITULAIRE doit être remplacée à ses frais. Un support de terre végétale d'une épaisseur minimale de 100 mm doit être mis en place. L'engazonnement doit se faire obligatoirement avec de la pelouse en plaque de type Pâturin de Kentucky. Il est de la responsabilité du TITULAIRE, au moyen d'un arrosage, d'assurer la prise complète de la pelouse. Les deux premières tontes de pelouses seront sous la responsabilité du TITULAIRE. Toute section de pelouse qui n'est pas faite doit être remplacée et entretenue selon les exigences ci-haut mentionnées.

32. À défaut de se conformer aux exigences de PARCS CANADA pour la remise en état des LIEUX, PARCS CANADA pourra, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la signification d'un avis écrit au TITULAIRE, effectuer les travaux nécessaires qui seront par la suite facturés au TITULAIRE.

33. Le TITULAIRE ne peut enlever de végétation sans autorisation préalable de PARCS CANADA. Il doit s'assurer de protéger la flore environnante et éviter d'endommager les surfaces végétalisées et les arbres. Si un arbre doit être retiré pour procéder aux travaux, ou s'il est endommagé par les travaux, le TITULAIRE s'engage à verser un dédommagement minimal de 1500,00$ (MILLE CINQ CENT DOLLARS) par arbre retiré ou endommagé à PARCS CANADA.

34. La gestion des plaintes des usagers de PARCS CANADA reliées aux travaux est de la responsabilité du TITULAIRE.

35. Le TITULAIRE ou l'entrepreneur doit avoir une copie de la présente entente en sa possession sur les LIEUX en tout temps pendant la durée des travaux.

La présente entente sera valide pour la durée des travaux prévus soit :
Du 6 janvier 2025 au 1er septembre 2026 (incluant la démobilisation et la remise en état).

Nous acceptons les conditions mentionnées ci-haut :

_____
Stéphane BELLEMARE
Signataire autorisé pour la Ville de Montréal

_____
Signataire autorisé pour PARCS CANADA
Mélanie LOTTINVILLE
Directrice par intérim, Voies navigables au Québec

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.50

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1248009009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 681 385,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal majorant ainsi le montant total du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., de 10 688 099,65 $ à 11 369 485,19 $, taxes incluses (CG20 0391)

Il est recommandé :

1. Autoriser une dépense additionnelle de 681 385,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal majorant ainsi le montant total du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., de 10 688 099,65 $ à 11 369 485,19 $, taxes incluses (CG20 0391) ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera financée à 56,07 % par la Ville centrale et à 43,93 % par l'agglomération.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-20 17:30

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248009009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 681 385,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal majorant ainsi le montant total du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., de 10 688 099,65 $ à 11 369 485,19 $, taxes incluses (CG20 0391)

CONTENU

CONTEXTE

L'hôtel de ville est le bâtiment phare de l'Administration municipale et de la Maison des citoyens de Montréal. Il est situé au coeur de la *« Cité administrative historique »* de Montréal. Le bâtiment de l'hôtel de ville de Montréal est protégé en vertu de la *Loi sur le patrimoine culturel.*
Le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville englobe les travaux qui visent à maintenir ou à rétablir l'état physique du bâtiment afin d'assurer la santé et la sécurité des personnes, de poursuivre son utilisation, et ce, tout en réduisant l'indice de vétusté et les risques de défaillances techniques.

Le projet porte sur :

- La mise en valeur et la restauration patrimoniale de l'édifice de l'hôtel de ville;
- La mise aux normes du bâtiment, notamment des systèmes électromécaniques et de sécurité incendie;
- L'amélioration de l'accessibilité à la maison des citoyennes et des citoyens tout en assurant une accessibilité universelle;
- La flexibilité des aménagements et l'optimisation de l'allocation des espaces.

La portée détaillée du programme de travaux a été établie selon les besoins prioritaires qui répondent aux objectifs du projet dans le respect des paramètres (budget, échéancier, portée).

Le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu son point de passage en Exécution.

Le projet intègre des mesures de développement durable dans le but d'obtenir la certification

« *LEED V4 exploitation et entretien des bâtiments existants* » de niveau Or.

Le projet est réalisé selon le mode « *Gérance de construction* » : les phases de conception et de construction sont ainsi réalisées en lots et l'exécution des travaux est scindée en plus de 50 lots de travaux, incluant le présent lot L2201 « Plomberie et chauffage », s'effectuant successivement ou concurremment et donnant lieu à des contrats distincts que la Ville contracte directement avec des entrepreneurs spécialisés.

L'inauguration de l'hôtel de ville de Montréal a eu lieu le 7 juin 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1309 - 28 août 2024 - Exercer l'option de prolongation de six (6) mois et autoriser une dépense additionnelle de 97 737,95 $, taxes incluses, pour la fourniture des services professionnels en gestion financière du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme CIMA+ s.e.n.c., majorant ainsi le montant total du contrat de 97 737,95 $ à 195 475,90 $, taxes incluses.
CG24 0461 - 22 août 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 109 582,67 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0283), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 826 377,88 $ à 1 935 960,55 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0356 - 20 juin 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 603 618,75 $, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de HVAC inc., pour les travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 716 276,42 $ à 9 319 895,17 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0355 - 20 juin 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 48 771,06 $, taxes incluses, pour le règlement de la réclamation de Summa Métal Architectural et Structural inc., pour les travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0249), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 407 236,51 $ à 1 456 007,57 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0354 - 20 juin 2024 - Accorder un contrat à Ceveco inc., pour l'exécution des travaux du lot 3103 « Rétention des eaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 134 041,65 $, taxes incluses (contrat : 945 034,71 $ + contingences : 189 006,94 $) - Appel d'offres public IMM-15855 - (2 soumissionnaires).

CG24 0264 - 16 mai 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 160 965 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour les services professionnels en gérance de construction du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 24 368 838,46 $ à 24 529 803,46 $, taxes incluses.

CG24 0263 - 16 mai 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 139 752,11 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 10 548 347,54 $ à 10 688 099,65 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0262 - 16 mai 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 590 628,87 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0601 « Ébénisterie », contrat accordé à 9250-6518 Québec Inc. (Ébénisterie Architecturale Labelle), dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG22 0189), majorant ainsi le montant total du contrat de 3 543 773,25 $ à 4 134 402,12 $, taxes et contingences incluses.

CG24 0207 - 18 avril 2024 - Autoriser une dépense additionnelle de 84 369,71 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'acquisition et l'installation de mobiliers pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot A », contrat accordé à Artopex Inc., dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG23 0194), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 024 873,05 $ à 2 109 242,76 $, taxes incluses.

CE24 0521 - 10 avril 2024 - Exercer l'option de prolongation de six (6) mois et autoriser une dépense additionnelle de 72 318,36 $, taxes incluses, pour les services de gardien de sécurité du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à B&M Groupe Sécurité Inc. (CE23 1088), majorant ainsi le montant total du contrat de 241 014,22 $ à 313 332,57 $, taxes incluses.

CG24 0074 - 22 février 2024 - Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette inc., pour le lot 2604 « Électricité - Éclairage et travaux connexes » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 237 968,94 $, taxes incluses (contrat : 1 031 640,78 $ + contingences : 206 328,16 $) - Appel d'offres public IMM-15892 - (1 soum. conforme).

CG24 0073 - 22 février 2024 - Accorder un contrat à DL Héritage inc., pour le lot L0506 « Restauration des portes de laiton et de bronze » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 679 721,62 $, taxes incluses (contrat : 566 434,69 $ + contingences : 113 286,94 $) - Appel d'offres public IMM-15891 (2 soum.).

CG23 0727 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 123 460,16 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L1401 « Ascenseurs et monte-charges », dans le cadre du contrat accordé à Ascenseurs Maxi inc., pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0077), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 539 751,76 $ à 2 663 211,92 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0720 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 96 234,08 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture », dans le cadre du contrat accordé à Guy Brunelle inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 834 028,65 $ à 930 262,73 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0719 - 21 décembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 262 012,39 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs », dans le cadre du contrat accordé à ITR Acoustique MTL inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0042), majorant ainsi le montant total du contrat de 12 164 860,89 $ à 12 426 873,28 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0646 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 17 082,41 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'acquisition et l'installation de mobiliers pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot D », contrat accordé à Groupe Ameublement Focus inc. dans le

cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG23 0378), majorant ainsi le montant total du contrat de 136 659,29 $ à 153 741,70 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0645 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 33 260,43 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour l'acquisition et l'installation de mobiliers pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot C », contrat accordé à Groupe Ameublement Focus Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG23 0377), majorant ainsi le montant total du contrat de 266 083,43 $ à 299 343,85 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0648 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 467 693,01 $, taxes incluses pour les services professionnels en gérance de construction du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 23 901 145,45 $ à 24 368 838,46 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention de modification No 4 à cet effet.

CG23 0647 - 23 novembre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 146 904,04 $, taxes incluses pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 11 208 035,19 $ à 13 354 939,24 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention de modification No 4 à cet effet.

CG23 0620 - 23 novembre 2023 - Accorder un contrat de services professionnels à CIMA+ s.e.n.c., pour un chargé de projet spécialisé en coordination de chantier, pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, pour une période de six mois, avec une option de prolongation de six mois - Dépense totale de 105 457,02 $, taxes incluses (contrat : 91 701,76 $ + contingences : 13 755,26 $) - Appel d'offres public 23-20050 (1 soum.).

CE23 1670 - 25 octobre 2023 - Recommandé d'accorder au seul soumissionnaire conforme CIMA+ s.e.n.c., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de six mois, avec une option de prolongation de six mois, le contrat pour les services professionnels pour un chargé de projet spécialisé en coordination de chantier, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 91 701,76 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-20050.

CG23 0559 - 19 octobre 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 145 443,38 $, taxes incluses, à titre de budget des contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0801 « Portes, cadres et quincaillerie », contrat accordé à Les agences Robert Janvier ltée dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0580), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 672 598,81 $ à 1 818 042,19 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0385 - 24 août 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 37 483,27 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature », contrat accordé à St-Denis Thompson inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019) majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 792 722,57 $ à 2 830 205,84 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0379 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Applied Électronique Limitée pour la réalisation des travaux du lot L2703 - Fourniture et installation des systèmes audiovisuels -

Lot 3 Salle du conseil et Salle Peter McGill, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 054 553,20 $, taxes incluses (contrat : 878 794,33 $, taxes incluses + contingences : 175 758,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15853 (2 soumissionnaires).

CG23 0378 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot D Mobilier rembourré » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 136 659,29 $, taxes incluses (contrat : 113 882,74 $ taxes incluses + contingences : 22 776,55 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19640 (1 soumissionnaire).

CG23 0377 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot C Mobilier des espaces collaboratifs et des cabines » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 266 083,43 $, taxes incluses (contrat : 221 736,19 $ taxes incluses + contingences : 44 347,24 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19640 (1 soumissionnaire).

CG23 0384 - 24 août 2023 - Accorder à Colliers Maîtres de projets inc. un contrat pour les services spécialisés en gestion de déménagement pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 253 864,80 $, taxes incluses (contrat : 211 554 $ + contingences : 42 310,80 $) - Appel d'offres public 23-20027 (1 soum.).

CG23 0438 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Sectus Technologies inc. pour l'acquisition, l'installation et la calibration de systèmes de détection de sécurité dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 171 772,65 $, taxes incluses (contrat : 143 143,88 $ + contingences : 28 628,78 $) - Appel d'offres public 23-20008 (1 soum.).

CG23 0383 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à Les Solutions Spacesaver inc., pour l'acquisition et l'installation de rayonnage pour les voûtes des archives, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 100 002,41 $, taxes incluses (contrat : 916 668,68 $ + contingences : 183 333,74 $) - Appel d'offres public 23-19928 (3 soum.).

CG23 0439 - 24 août 2023 - Accorder un contrat à 9123-4823 Québec inc. (Xsolutions) pour la réalisation des travaux de construction du lot L2704 - Réseau de câblage structuré, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 509 930,90 $, taxes incluses (contrat : 1 258 275,75 $ + contingences : 251 655,15 $ - Appel d'offres public IMM-15878 (3 soum.).

CG23 0385 - 24 août 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 37 483,27 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature », contrat accordé à St-Denis Thompson inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019) majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 792 722,57 $ à 2 830 205,84 $, taxes et contingences incluses.

CE23 1095 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Solotech Inc. pour la réalisation des travaux du lot L2702 - Fourniture et installation des systèmes audiovisuels lot 2, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 190 307,20 $, taxes incluses (contrat : 991 922,67 $, taxes incluses + contingences : 198 384,53 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15854 (1 soumissionnaire).

CE23 1094 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Applied Électronique Limitée pour la réalisation des travaux du lot L2703 - Fourniture et installation des systèmes audiovisuels - Lot 3 Salle du conseil et Salle Peter McGill, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 054 553,20 $, taxes incluses (contrat : 878 794,33 $, taxes incluses + contingences : 175 758,87 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15853 (2 soumissionnaires).

CE23 1093 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot D Mobilier rembourré » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 136 659,29 $, taxes incluses (contrat : 113 882,74 $ taxes incluses + contingences : 22 776,55 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19640 (1 soumissionnaire).

CE23 1092 - 28 juin 2023 - Accorder un contrat à Groupe Ameublement Focus Inc., pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot C Mobilier des espaces collaboratifs et des cabines » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 266 083,43 $, taxes incluses (contrat : 221 736,19 $ taxes incluses + contingences : 44 347,24 $, taxes incluses) - Appel d'offres public 22-19640 (1 soumissionnaire).

CE23 1088 - 28 juin 2023 - d'accorder à B&M Groupe Sécurité inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les services de gardien de sécurité pour le lot L0135 « Gardien de sécurité », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 209 577,57 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 23-19961.

CG23 0328 - 15 juin 2023 - Accorder à la firme MACOGEP INC. un contrat pour les services professionnels spécialisés d'experts-conseils en analyse de dossiers de réclamation pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 423 429,94 $, taxes incluses (contrat : 352 858,28 $ + contingences : 70 571,66 $) - Appel d'offres public 23-19872 (3 soumissionnaires - 1 seul conforme).

CE23 0308 - 15 juin 2023 - Accorder à ITI Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour la réalisation des travaux de construction pour les travaux du lot L2705 « Insertion de liens télécom et câblage structuré intermédiaire », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 114 509,45 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres de demande de prix 15679.

CE23 0819 - 24 mai 2023 - Approuver la résiliation du contrat accordé à Neptune Security Services inc. pour les services de gardien de sécurité dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CE23 0074).

CG23 0227 - 18 mai 2023 - Autoriser une réduction des dépenses à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés à une demande pour une installation électrique existante avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal réduisant ainsi le montant de 398 772,31 $, taxes incluses, du contrat initial, approuvé par la résolution CG21 0433.

CG23 0264 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 548 603,21 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 18 437 467,01 $ à 18 986 070,22 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0263 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 158 487,29 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2501 « Régulation et contrôle », contrat accordé à SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ACCS dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0364), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 822 603,82 $ à 1 981 091,11 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0262 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 486 919,13 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 229 357,30 $ à 8 716 276,42 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0261 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 217 941,32 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », contrat accordé à Toitures Trois Étoiles Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 416 618,59 $ à 1 634 559,91 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0260 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 146 110,23 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés », contrat accordé à Summa métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0283), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 680 267,65 $ à 1 826 377,88 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0259 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 332 045,33 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG19 0324), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 870 478,77 $ à 9 202 524,09 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0258 - 18 mai 2023 - Autoriser une dépense additionnelle de 162 913,83 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux », contrat accordé à Unicel Architectural Corp. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0123), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 954 965,92 $ à 2 117 879,74 $, taxes et contingences incluses.

CG23 0195 - 20 avril 2023 - Exercer l'option de prolongation de 12 mois et autoriser une dépense additionnelle de 289 737 $, taxes incluses, pour la fourniture de services professionnels spécialisés en coordination de chantier du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à la firme GLT+ (CG22 0038), majorant ainsi le montant total du contrat de 289 737 $ à 531 184,50 $, taxes incluses.

CG23 0194 - 20 avril 2023 - Accorder à Artopex Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'acquisition et l'installation de mobiliers neufs pour les aires de bureaux lot L1202 « Lot A - Mobilier de bureau et espaces de travail », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 687 394,21 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19640.

CG23 0031 - 26 janvier 2023 - Accorder à St-Denis Thompson Inc., seul soumissionnaire ayant présenté une soumission conforme, le contrat pour le lot 0101 « Travaux de conditions générales », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 3 448 171,50 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IMM-15852.

CE23 0074 - 18 janvier 2023 - d'accorder à Neptune Security Services Inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour les services de gardien de sécurité pour le lot L0134 « Services de gardien de sécurité », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 262 253,38 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 22-19615.

CG22 0779 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle au contrat de base de 1 609 078,23 $, taxes incluses, incluant une dépense additionnelle aux contingences de 524 522,42 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 598 956,96 $ à 11 208 035,19 $, taxes et contingences incluses - Approuver l'avenant no 3 à cet effet.

CG22 0780 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 2 735 848,38 $, taxes incluses (contrat 2 378 998,59 $, taxes incluses + contingence 356 849,79 $, taxes incluses) pour les services professionnels en gérance de construction du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau Inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 21 165 297,07 $ à 23 901 145,45 $, taxes incluses / Approuver l'avenant no. 3 à cet effet.

CG22 0778 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 193 168,44 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages », contrat accordé à Échafauds Plus (Laval) Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0142), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 480 958,07 $ à 1 674 126,52 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0775 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 169 473,15 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique », contrat accordé à Summa Métal Architectural et Structural Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0447), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 974 470,61 $ à 1 143 943,76 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0776 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 404 424,22 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 17 033 042,79 $ à 18 437 467,01 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0777 - 22 décembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 199 446,02 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité », contrat accordé à Informatique Pro-Contact Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0443), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 764 543,07 $ à 963 989,08 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0623 – 27 octobre 2022 - Exercer l'option de renouvellement et autoriser une dépense additionnelle de 173 842,20 $, taxes et contingences incluses, pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à CIMA+ S.E.N.C (CG21 0454), majorant ainsi le montant total du contrat de 173 842,20 $ à 347 684,40 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0618 – 27 octobre 2022 - Accorder un contrat à Produit Énergétiques GAL., pour la location d'équipement pour le lot 0178 « chauffage temporaire » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 299 394,90 $, taxes incluses (contrat : 249 495,75 $, taxes incluses + contingences : 49 899,15 $, taxes incluses) - Appel d'offres public IMM-15753 - (1 soumissionnaire conforme).

CE22 1702 – 19 octobre 2022 - Octroyer un contrat à la Firme Atelier Laboutique Inc. pour la fourniture de services d'ébénisterie artisanale visant la restauration de mobiliers patrimoniaux existants pour la salle du conseil, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 461 795,65 $, taxes incluses (contrat : 369 436,52 $ + contingences : 92 359,13 $) - Appel d'offres public 22-19464 (2 soumissionnaires).

CE22 1552 – 28 septembre 2022 - Exercer l'option de renouvellement prévue au contrat et d'autoriser une dépense additionnelle de 154 526,40 $, taxes incluses, pour des services professionnels en gestion financière dans le cadre du contrat accordé à CIMA+ S.E.N.C (CE20 1920), majorant ainsi le montant total du contrat de 309 052,80 $ à 463 579,20 $, taxes incluses.

CG22 0560 – 22 septembre 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 163 455,99 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture », dans le cadre du contrat accordé à Toitures Trois Étoiles Inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0493), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 253 162,60 $ à 1 416 618,59 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0501 – 25 août 2022 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc., pour la réalisation des travaux de construction du lot L0908 « Restauration et finition architecturale » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 22 835 072,65 $, taxes incluses (contrat : 18 268 058,12 $, taxes incluses + contingences : 4 567 014,53 $, taxes incluses) - Appel d'offres public IMM-15763 - (1 soumissionnaire).

CG22 0468 – 25 août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 532 912,92 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0084), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 4 085 665,71 $ à 4 618 578,63 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0467 – 25 août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 92 710,21 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtements de sols souples », contrat accordé à 9028-4043 Québec Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0446), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 960 212,85 $ à 1 052 923,06 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0469 – 25 août 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 232 396,30 $, taxes

incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et Armature », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 560 326,28 $ à 2 792 722,57 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0395 – 16 juin 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 96 234,08 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture », dans le cadre du contrat accordé à Guy Brunelle Inc., pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0445), majorant ainsi le montant total du contrat de 737 794,58 $ à 834 028,65 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0394 – 16 juin 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 162 373,44 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente », dans le cadre du contrat accordé à Summa Métal Architectural et Structural Inc. pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0249), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 244 863,07 $ à 1 407 236,51 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0329 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 285 624,89 $, taxes incluses, pour les services professionnels en gérance de construction dans le cadre du contrat accordé à Pomerleau Inc. (CG18 0555), majorant ainsi le montant du contrat de 13 701 506,39 $ à 18 987 131,28 $, taxes incluses.

CG22 0325 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 165 553,94 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtements de sols souples », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à 9028-4043 Québec Inc. (CG21 0446), majorant ainsi le montant total du contrat de 794 658,91 $ à 960 212,85 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0326 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 92 059,84 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mongrain Inc. (CG21 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 683 947,76 $ à 776 007,60 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0324 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 316 647,71 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 15 716 395,08 $ à 17 033 042,79 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0323 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 136 337,36 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 8 093 019,94 $ à 8 229 357,30 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0327 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 657 657,00 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville Inc. (CG20

0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 890 690,54 $ à 10 548 347,54 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0322 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 403 637,80 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs », contrat accordé à ITR Acoustique MTL Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0042), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 10 761 223,10 $ à 12 164 860,89 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0328 – 19 mai 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 224 899,64 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature », contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0019), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 2 335 426,63 $ à 2 560 326,28 $, taxes et contingences incluses.

CE22 0820 – 11 mai 2022 - Accorder un contrat à la firme GLT+ Inc. pour les services professionnels spécialisés en économie de la construction d'une durée de 2 ans pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 413 164,96 $, taxes incluses (contrat : 359 273,88 $ + contingences : 53 891,08 $) - Appel d'offres public 22-19167 (3 soumissionnaires).

CG22 0189 – 24 mars 2022 - Accorder un contrat à 9250-6518 Québec Inc., (Ébénisterie Architecturale Labelle), pour la réalisation des travaux de construction du lot L0601 « Ébénisterie » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 3 543 773,25 $, taxes incluses (contrat : 2 953 144,37 $ + contingences : 590 628,87 $) - Appel d'offres public IMM-15758 - (1 soumissionnaire).

CG22 0182 – 24 mars 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 263 660,67 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 « Démolition sélective », contrat accordé à Démospec déconstruction Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG21 0447), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 1 010 699,24 $ à 1 274 359,91 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0109 – 24 février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 283 818,95 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux du lot L0701 « Toiture », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée (CG21 0546), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 805 269,90 $ à 2 089 088,85 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0108 – 24 février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 180 138,41 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG21 0019), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 155 288,22 $ à 2 335 426,63 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0107 – 24 février 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 68 431,40 $, taxes incluses, à titre de contingences, pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation », pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Mongrain Inc. (CG21 0208), majorant ainsi le montant total du contrat de 615 516,36 $ à 683 947,76 $, taxes et

contingences incluses.

CG22 0038 – 27 janvier 2022 - Accorder un contrat à la firme GLT+ pour la fourniture de services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 289 737,00 $, taxes incluses (contrat : 241 447,50 $ + contingences : 48 289,50 $) - Appel d'offres public 21-18912 (1 soumissionnaire).

CG22 0035 – 27 janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 574 946,41 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité », contrat accordé à Les installations électriques Pichette Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0387), majorant ainsi le montant total du contrat de 15 141 448,67 $ à 15 716 395,08 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0034 – 27 janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 436 871,16 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie », contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville Inc., dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0391), majorant ainsi le montant total du contrat de 9 453 819,38 $, à 9 890 690,54 $, taxes et contingences incluses.

CG22 0033 – 27 janvier 2022 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 081 384,54 $, taxes incluses, à titre de contingences pour la réalisation des travaux de construction du lot L2301 « Ventilation », contrat accordé à HVAC Inc. dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal (CG20 0197), majorant ainsi le montant total autorisé du contrat de 7 011 635,40 $ à 8 093 019,94 $, taxes et contingences incluses.
CG21 0584 du 30 septembre 2021 - Autoriser une dépense additionnelle au contrat de base de 867 534,45 $, taxes incluses, et une dépense additionnelle aux contingences de 526 447,61 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé aux firmes Beaupré Michaud et Associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 8 204 974,90 $ à 9 598 956,96 $, taxes et contingences incluses / Approuver l'avenant no 1 à cet effet.

CG21 0546 du 30 septembre 2021 - Accorder un contrat à Les entreprises Cloutier & Gagnon (1988) Ltée pour la réalisation des travaux de construction de la toiture, lot L0701, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 805 269,90 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15699 (3 soum.).

CG21 0493 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Toiture Trois Étoiles Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0708 « Solins, gouttières et accessoires de toiture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 253 162,60 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15755 (2 soum.).

CG21 0454 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels spécialisés en coordination de chantier d'une durée de 12 mois avec une option de renouvellement de 12 mois pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 173 842,20 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public 21-18591 (1 soum.).

CG21 0447 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Démospec déconstruction Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0202 « Démolition sélective » dans le cadre

du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 010 699,24 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15694 (2 soum.).

CG21 0446 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à 9028-4043 Québec Inc. faisant affaire avec sous Bousada pour la réalisation des travaux de construction du lot L0903 « Revêtement de sols souples » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 794 658,91 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15685 (4 soum.).

CG21 0445 du 26 août 2021 - Accorder un contrat à Guy Brunelle Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0902 « Peinture » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 737 794,58 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15680 (3 soum.).

CG21 0433 du 26 août 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec Distribution, pour la fourniture de services associés au raccordement du bâtiment au réseau électrique avec accroissement de charge pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 478 526,77 $, taxes et contingences incluses.
CG21 0377 du 17 juin 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 569 345,56 $, taxes incluses, à titre de contingences pour réaliser les travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville, dans le cadre du contrat accordé à St-Denis Thompson Inc. (CG19 0324), majorant ainsi la dépense totale de 8 301 133,20 $ à 8 870 478,77 $, taxes et contingences incluses.

CG21 0283 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0502 « Métaux ouvrés » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 680 267,65 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15686 (1 soum.).

CG21 0249 du 20 mai 2021 - Accorder un contrat à Summa métal Architectural et Structural Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0505 « Structure d'acier de la salle polyvalente » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 244 863,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15673 (1 soum.).
CG21 0208 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Mongrain Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0703 « Ignifugation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 615 516,36 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15684 (1 soum.).

CG21 0192 du 22 avril 2021 - Accorder un contrat à Le Groupe Lefebvre M.R.P. Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0706 « Imperméabilisation » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 326 454,27 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0142 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Échafauds Plus (Laval) pour la réalisation des travaux de construction du lot L0176 « Échafaudages » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 480 958,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15683 (2 soum., 1 seul conforme).

CG21 0124 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Vitrerie RD Ltée pour la réalisation des

travaux de construction du lot L0804 « Vitrage intérieur » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 647 915,32 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15676 - (1 seul soum.).

CG21 0123 du 25 mars 2021 - Accorder un contrat à Unicel Architectural Corp. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0805 « Murs rideaux » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 1 954 965,92 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15678 - (1 seul soum.).

DB219057007 du 9 mars 2021 - Autoriser un rehaussement de 21 731,65 $ (incluant taxes), du contrat gré à gré, à J. Flams transport & excavation pour le déneigement du chantier de construction de l'hôtel de ville lors de la saison 2020-2021 dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. (DA208864003) Majorant ainsi le montant total à autoriser de 20 598,92 $, taxes incluses, incluant contingences à 42 330,57 $, taxes incluses, prévisions et contingences).

CG21 0084 du 25 février 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0100 « Entrepreneur général » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 4 085 665,71 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15682 (1 soum.).

DB219057005 du 15 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à WILLIAM SCOTSMAN pour la location de roulottes de chantier pour les travailleurs dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 100 520,34 $, taxes incluses (contrat : 91 382,13 $ + contingences : 9 138,21 $).

DB219057004 du 5 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à Groupe PRODEM pour la démolition de dalles et de bordures de béton dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 102 316,26 $, taxes incluses (contrat: 93 014,78 $ + contingences: 9 301,48 $).

DB219057003 du 5 février 2021 - Accorder un contrat de gré à gré à UCIT Online Security Inc. (DBA Stealth Monitoring) pour un système de surveillance par caméras du chantier dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 97 700,01 $, taxes incluses (contrat: 88 818,19 $ + contingences : 8 881,82 $).

DB219057002 du 5 février 2021 - Accorder un contrat sur invitation de 66 225,60 $ (incluant taxes) à Expert nettoyage EXPN pour le nettoyage et désinfection des aires de repos et des installations sanitaires dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 79 470,72 $ (incluant taxes et contingences).

DA218115001 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat de 19 643,48 $ (incluant taxes) à Béton concept A.M. pour la réalisation des travaux de construction du Lot 0304 « Renforts de carbone » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal et autoriser une dépense maximale de 23 572,18 $ (incluant taxes et contingences) – Appel d'offres publiques IMM-15671.

CG21 0042 du 28 janvier 2021- Accorder un contrat à ITR Acoustique MTL Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0901 « Systèmes intérieurs » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 10 761 223,10 $, taxes incluses (contrat : 9 357 585,30 $ + contingences

: 1 403 637,80 $) – Appel d'offres public IMM-15526 - (2 soumissionnaires).

CG21 0019 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0301 « Béton, coffrage et armature » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 2 155 288,22 $, taxes incluses (contrat : 1 874 163,67 $ + contingences : 281 124,55 $) – Appel d'offres public IMM-15529 - (1 soumissionnaire).

CG21 0017 du 28 janvier 2021 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L3104 « Excavation, blindage et remblais » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal – Dépense totale de 1 172 802,49 $, taxes incluses (contrat : 1 019 828,25 $ + contingences : 152 974,24 $) - Appel d'offres public IMM-15530 (1 seul soumissionnaire).

CG21 0015 du 28 janvier 2021 - Autoriser un ajustement de 141 736,05 $, taxes incluses, à titre de contingences, dans le cadre du contrat de construction à 9130-9989 Québec Inc. (Groupe Prodem) pour réaliser les travaux de construction du lot L0201 «Démolition et décontamination» faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville (CG20 0037), majorant ainsi le montant total à autoriser de 4 110 345,43 $ (taxes et contingences incluses) à 4 252 081,48 $ (taxes et contingences incluses).

DB219057001 du 12 janvier 2021 - Autoriser une dépense additionnelle de 5 518,80 $ (incluant taxes) à Plomberie Benoît Prévost Division drainage pour les travaux de vérification de la plomberie dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal. Cette dépense additionnelle majore la dépense maximale totale à 10 761,66 $ (incluant les taxes).

CE20 1920 du 2 décembre 2020 - Accorder un contrat à la firme CIMA+ S.E.N.C., pour des services professionnels en gestion financière (construction) pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 309 052,80 $, taxes incluses - Appel d'offres public 20-18407 (4 soumissionnaires conformes et 2 non conformes).

CE20 1623 du 28 octobre 2020 - Accorder un contrat à Axia Services pour la fourniture de main-d'œuvre de gardien de sécurité pour des services de surveillance continue des lieux, une période de 2 ans, dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 467 704,64 $, taxes incluses (contrat : 406 699,69 $ + contingences : 61 004,95 $) - Appel d'offres public 20-18238 - (8 soumissionnaires).

CG20 0447 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Summa Métal Architectural et Structural Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0501 « Charpente métallique » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 974 470,61 $, taxes incluses (contrat : 847 365,75 $ + contingences : 127 104,86 $) - Appel d'offres public IMM-15519 - (3 soumissionnaires, 2 conformes).

CG20 0443 du 24 septembre 2020 - Accorder un contrat à Informatique Pro-Contact Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2701 « Communication et sécurité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 764 543,07 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15514 (2 soum., 1 seul conforme).

CG20 0391 du 27 août 2020 - Accorder un contrat à Plomberie Richard Jubinville Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de

Montréal - Dépense totale de 9 453 819,38 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15509 (2 soum.).
CG20 0387 du 27 août 2020 - Accorder un contrat à Les installations électriques Pichette Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L2601 « Électricité » dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal - Dépense totale de 15 141 448,67 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public IMM-15511 (4 soum.).
CM20 0820 du 24 août 2020 - Approuver le dépôt d'une demande d'aide financière dans le cadre du Programme Éco Performance pour le projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal visant la transition et l'innovation énergétiques, donnant droit à une subvention évaluée à 272 116,00 $ pour réaliser des travaux de récupération de chaleur et d'ajustement de systèmes mécaniques.

CG20 0136 du 26 mars 2020 - Autoriser une dépense additionnelle de 3 204 321,84 $, taxes incluses, pour les services professionnels en gérance de construction dans le cadre du contrat accordé à la firme POMERLEAU Inc. (CG18 0555) majorant ainsi le montant total du contrat de 10 497 184,55 $ à 13 701 506,39 $, taxes incluses.

CG20 0031 du 30 janvier 2020 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour la réalisation des travaux de construction du lot L0602 « Restauration fenêtres » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 8 536 217,70 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15432 (1 soum.).

CG19 0384 du 22 août 2019 - Accorder un contrat de construction à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L0803 « Nouvelles fenêtres de bois » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 1 374 919,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public IMM-15431 (1 soum.).

CG19 0324 du 20 juin 2019 - Accorder à St-Denis Thompson Inc. le contrat pour la réalisation des travaux de construction du lot L0401 « Maçonnerie » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville – Dépense totale de 8 301 133,20 $, taxes incluses | Appel d'offres public IMM-15429 (4 soum.).

CG19 0184 du 18 avril 2019 - Accorder un contrat à St-Denis Thompson Inc. pour réaliser les travaux de construction du lot L3101 « Excavation, remblais, soutènement et imperméabilisation » faisant partie du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville - Dépense totale de 4 696 657,85 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres public IMM-15426 (3 soum.).

CG18 0606 du 22 novembre 2018 - Autoriser une dépense additionnelle de 1 270 565,32 $, taxes incluses, soit 1 052 228,01 $, taxes incluses, pour les services de base en architecture et ingénierie, 157 834,20 $, taxes incluses, pour les contingences (15 %) et 60 503,11 $, taxes incluses, pour les incidences (5 %), dans le cadre du contrat des services professionnels en architecture et en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) au projet de restauration patrimoniale, mise aux normes et certification LEED de l'hôtel de ville accordé aux firmes Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et associés (CG17 0372), majorant ainsi le montant total du contrat de 7 344 658,32 $ à 8 615 223,64 $, taxes, contingences et incidences incluses.

CG18 0555 du 25 octobre 2018 - Autoriser une dépense de 12 675 350,34 $, taxes, contingences et incidences incluses, pour les services professionnels en gérance de construction liés au projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville / Approuver le contrat par lequel Pomerleau Inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 12 071 762,23 $,

taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 18-16961.

CG17 0372 du 24 août 2017 - Autoriser une dépense de 7 344 658,32 $, taxes incluses, pour des services professionnels en architecture, en ingénierie (électromécanique, charpente et civil) ainsi que pour des services professionnels de divers consultants afin de réaliser les plans et devis ainsi que la surveillance de travaux liés à la mise aux normes et à la certification LEED de l'hôtel de ville - Contrat 15193 - Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant / Approuver un projet de convention par lequel Beaupré Michaud et associés, Architectes, NCK Inc. et Martin Roy et associés, équipe ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 6 994 912,69 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16188 et selon les conditions stipulées au projet de convention.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à autoriser une dépense additionnelle pour le règlement de la réclamation de Plomberie Richard Jubinville inc. pour un montant de 681 385,54 $, taxes incluses, concernant les travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », afin de donner suite aux négociations survenues entre les parties dans le but de régler le différend conformément à l'article 5.1.12.2 du cahier des clauses administratives générales.

JUSTIFICATION

Les parties sont parvenues à une entente de règlement suivant laquelle la Ville versera à Plomberie Richard Jubinville inc. la somme de 681 385,54 $, taxes incluses, en guise de compensation totale et finale de la réclamation. Cette réclamation est la conséquence de retards dans l'exécution des travaux non attribuables à l'entrepreneur.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement de la réclamation de 681 385,54 $, taxes incluses, représente une dépense additionnelle au contrat initial, portant ainsi le coût total du contrat (contingences incluses) à 11 369 485,19 $, taxes incluses.
Ce montant additionnel fait partie de l'enveloppe globale approuvée dans le cadre du projet de L'hôtel de ville.

Ces budgets proviennent du PDI 2024-2033 du Service de la gestion et de la planification des immeubles (SGPI).

Cette dépense additionnelle sera couverte selon la répartition suivante :

- Un montant de 382 052,87 $, taxes incluses, sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence municipale 21-027;
- Un montant de 299 332,67 $, taxes incluses, sera financé par le Règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 21-011.

Le taux de répartition de la dépense entre la Ville centrale et l'agglomération pour ce contrat est établi sur la base du pourcentage d'occupation des espaces dans l'édifice de l'hôtel de ville.

La répartition de L'hôtel de ville en 2024 est de 43,93 % d'agglo et de 56,07 % de corpo, selon les taux d'occupation qui évoluent dans le temps.

Cette dépense sera réalisée à 100 % en 2024.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte de Montréal 2030, des engagements en changement climatique et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tout report de l'approbation de cette majoration au contrat de Plomberie Richard Jubinville inc. pour le lot L2201 risquerait de compromettre le règlement de l'entente globale négociée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune stratégie de communication n'est prévue dans le cadre de ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Gustavo RIBAS, Direction générale
Eve MALÉPART, Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle

Lecture :

Gustavo RIBAS, 14 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Éric ST-HILAIRE

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Annie LONGPRÉ

Concepteur des aménagements - projets corporatifs

Tél : 438-925-1952
Télécop. :

Cheffe de division par interim, division de sprojets corporatifs

Tél : 514-770-2058
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jabiz SHARIFIAN
chef(fe) de division - gestion de projets immobiliers
Tél :
Approuvé le : 2024-11-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sophie LALONDE
directeur(-trice) de service - gestion et planification immobiliere
Tél : 514-872-1049
Approuvé le : 2024-11-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248009009*
Unité administrative responsable : *Service de la gestion et de la planification immobilière, Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs*
Projet : *Projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

1. *Réduire de 55 % les **émissions de GES** sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050*
10. *Accroître la **participation et l'engagement des citoyennes et citoyens** à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision*
11. *Offrir une **expérience citoyenne** simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique*
12. *Miser sur la **transparence, l'ouverture et le partage des données** ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*
15. *Soutenir la **vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif**, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire*

.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Le projet vise l'obtention de la certification LEED V4 Exploitation et entretien des bâtiments existants de niveau Or. L'édifice deviendra carboneutre suite à l'intégration de nouvelles sources d'énergies renouvelables dont l'aérothermie pour réduire de façon significative sa consommation énergétique.

10. Avec ce projet, nous recherchons la pérennité d'un bâtiment historique qui répond aux besoins d'aujourd'hui et de demain tout en créant un véritable lieu d'échange. Tout en maintenant ses éléments patrimoniaux, un accent a été mis sur l'atteinte des plus hauts standards d'accessibilité universelle, mais également sur l'augmentation du nombre d'espaces ouverts à la population montréalaise ainsi qu'aux touristes locaux et internationaux. Grâce aux mesures de restauration patrimoniale et aux travaux de modernisation rendus nécessaires, l'hôtel de ville de Montréal sera un lieu convivial et accueillant adapté aux besoins des citoyennes et des citoyens et à la vie démocratique

11. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.

12. La population montréalaise pourra profiter d'espaces citoyens plus ouverts et accessibles dans le nouvel hôtel de ville de Montréal. Le projet actualisé de l'hôtel de ville comprend notamment l'ajout d'un espace muséal avec l'installation de bornes interactives et l'aménagement d'une exposition permanente sur la démocratie municipale et l'histoire de la Cité administrative et de l'hôtel de ville ainsi que la création d'un coin café qui respectent les plus hauts standards de l'accessibilité universelle. De plus, de nouveaux lieux pourront être découverts lors de visites, tels que le balcon de la salle du conseil historiquement fermé au public.

15. De nouveaux éléments ont été intégrés pour renforcer l'appropriation citoyenne du lieu et deux nouvelles œuvres d'art seront installés et accompagneront le quotidien des personnes qui visitent l'hôtel de ville. L'exécution des travaux de restauration de la fenestration, de la maçonnerie, des plâtres et des boiseries sont exécutés par des artisanats qui agissent en tant qu'experts. Ils sont retenus et se démarquent des travailleurs habituels de la construction par leur savoir-faire ainsi que par leurs connaissances, leurs compétences et leurs expertises uniques

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

SGPI

Division de la gestion immobilière
Section Corporatif

No. de projet: IM-PR-15-0006 **Projet: Rénover l'Hôtel de Ville_Phase 2**
Nom d'ouvrage : Restauration patrimoniale et mise aux normes de l'hôtel de ville
No. de l'ouvrage: 001

No. Contrat: 15509
Lot 2201: Plomberie et chauffage
No. GDD: 1248009009
Étape: Octroi de contrat

Plomberie Richard Jubinville inc.

				Tps 5,0%	Tvq 9,975%	Total
Contrat:	**Montants pour travaux forfaitaires**	**%**	**$**			
	Conditions générales (incluant admin. & profit)	2,1%	152 100,00	7 605,00	15 171,98	**174 876,98**
	Équilibrage	0,8%	56 500,00	2 825,00	5 635,88	**64 960,88**
	Calorifuge	11,0%	790 020,00	39 501,00	78 804,50	**908 325,50**
	Plomberie	21,1%	1 505 150,00	75 257,50	150 138,71	**1 730 546,21**
	Réseaux de gaz	0,1%	10 300,00	515,00	1 027,43	**11 842,43**
	Réservoir de carburant, enlèvement et installation	0,1%	7 000,00	350,00	698,25	**8 048,25**
	Chauffage et eau refroidie	62,0%	4 436 030,00	221 801,50	442 493,99	**5 100 325,49**
	Parasismique	1,1%	78 000,00	3 900,00	7 780,50	**89 680,50**
	Mise en marche / Mise en service des installations	1,0%	74 900,00	3 745,00	7 471,28	**86 116,28**
	Allocation	0,6%	40 000,00	2 000,00	3 990,00	**45 990,00**
	Sous-total :	**100,0%**	**7 150 000,00**	**357 500,00**	**713 212,50**	**8 220 712,50**
	Contingences	15,0%	1 072 500,00	53 625,00	106 981,88	1 233 106,88
	Rehaussement contingences 01	5,3%	379 970,57	18 998,53	37 902,06	436 871,16
	Rehaussement contingences 02	8,0%	572 000,00	28 600,00	57 057,00	657 657,00
	Rehaussement contingences 03	1,7%	121 550,00	6 077,50	12 124,61	139 752,11
	Rehaussement contingences 04	8,3%	592 638,00	29 631,90	59 115,64	681 385,54
	Total - Contrat :		**9 888 658,57**	**494 432,93**	**986 393,69**	**11 369 485,19**
Incidences:	Dépenses générales					
	Dépenses spécifiques					
	Total - Incidences :	0,0%	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Coût des travaux (Montant à autoriser)		**9 888 658,57**	**494 432,93**	**986 393,69**	**11 369 485,19**
Ristournes:	Tps 100,00%			494 432,93		494 432,93
	Tvq 50,0%				493 196,85	493 196,85
	Coût après rist. (Montant à emprunter)		**9 888 658,57**	**0,00**	**493 196,85**	**10 381 855,42**

2024-11-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248009009

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et planification des immeubles , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets corporatifs
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 681 385,54 $, taxes incluses, à titre de budget de contingences, pour les travaux de construction du lot L2201 « Plomberie et chauffage », dans le cadre du projet de restauration patrimoniale et de mise aux normes de l'hôtel de ville de Montréal majorant ainsi le montant total du contrat accordé à Plomberie Richard Jubinville inc., de 10 688 099,65 $ à 11 369 485,19 $, taxes incluses (CG20 0391)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1248009009 - Augmentation travaux du lot L2201 Hôtel-de-Ville.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Agent comptable analyste - Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-15

Sonia RODI
Conseillère budgétaire

Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.51

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1248554003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle d'un montant total de 990 540,69 $, taxes incluses, à titre de budget d'indexation pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 2 arrondissements et 8 villes liées de l'agglomération de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Raylobec inc. (CG20 0386), majorant ainsi le montant total du contrat de 15 831 707,21 $ à 16 822 247,91 $, taxes incluses

Il est recommandé

1. d'autoriser une dépense additionnelle de 990 540,69 $, taxes incluses, à titre de budget d'indexation, pour l'élimination des ordures ménagères provenant de 2 arrondissements et 8 villes liées de l'agglomération de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Raylobec Inc (CG20 0386), majorant ainsi le montant total du contrat de 15 831 707,21 $ à 16 822 247,91 $, taxes incluses;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-25 10:50

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248554003**

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Élimination et la valorisation des matières résiduelles
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle d'un montant total de 990 540,69 $, taxes incluses, à titre de budget d'indexation pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 2 arrondissements et 8 villes liées de l'agglomération de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Raylobec inc. (CG20 0386), majorant ainsi le montant total du contrat de 15 831 707,21 $ à 16 822 247,91 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 16 et du paragraphe 6 de l'article 19 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q.; Chapitre E- 20. 001, Loi 75), l'élimination et la valorisation des matières résiduelles est une compétence d'agglomération. En vertu de l'article 17 de cette Loi, la municipalité centrale peut agir pour ce qui est des matières constituant des compétences d'agglomération non seulement sur son territoire, mais aussi sur celui de toute autre municipalité liée. Le Service de l'environnement assume cette responsabilité pour l'agglomération.
En vertu de ces articles, l'agglomération de Montréal octroie des contrats à des entreprises exploitant des lieux d'enfouissement techniques (LET) et des postes de transbordement d'ordures ménagères afin d'assurer l'élimination des résidus ultimes générés sur le territoire de l'agglomération.

Dans le cadre de la Stratégie de renouvellement des contrats de collecte, de transport et d'élimination des ordures ménagères 2019-2023, le conseil d'agglomération a octroyé le 27 août 2020, un contrat pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de deux (2) arrondissements et huit (8) villes liées de l'agglomération de Montréal à l'entreprise Les Entreprises Raylobec inc., à la suite de l'appel d'offres public 20-18152 (CG20 0386), pour un montant total de 15 831 707,21 $ sur une période de 60 mois.

Après analyse de la consommation des sommes prévues au contrat, il a été constaté que celles-ci ne seront pas suffisantes pour assurer le service jusqu'à la fin prévue du contrat prévue le 31 octobre 2025.

Cela s'explique par :

1) L'augmentation plus importante que prévu durant les trois premières années du contrat de

l'indice des prix à la consommation (IPC), référence utilisée lors de l'ajustement annuel des tarifs, par rapport à l'estimation initiale ;

2) La hausse des quantités de matières résiduelles acheminées à l'élimination causée par les pluies diluviennes du 9 août 2024. En effet, les citoyens dont les résidences ont été touchées par les inondations ont dû se départir rapidement d'une quantité importante d'objets personnels, de meubles et de résidus de construction. De plus, pour éviter les risques de contamination, l'ensemble de ces matières a dû être envoyé à l'élimination. Les territoires de l'ouest de l'agglomération ont été particulièrement touchés, notamment les territoires visés par le contrat d'élimination des ordures ménagères avec Les entreprises Raylobec Inc à Vaudreuil. Entre le 9 août et le 30 septembre 2024, les territoires qui y déversent des matières ont éliminé 12 350 tonnes de plus que durant la même période l'année précédente. Ce tonnage représente près de 4,85% du tonnage prévisionnel pour ce contrat. À cet effet, les contingences de 5 % prévues lors de l'octroi du contrat seront affectées à cette variation de quantités.

Il est par conséquent recommandé d'autoriser une dépense additionnelle de 990 540,69 $ taxes incluses dans le cadre du contrat à Les Entreprises Raylobec Inc, en guise de budget d'ajustement de prix (indexation) pour compléter la période de 60 mois prévue au contrat en 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0330 – 15 juin 2023 – Accorder sept contrats à WM Québec inc. et neuf contrats à Recyclage Notre-Dame inc. pour des services d'élimination d'ordures ménagères, pour une période variant de 48 à 60 mois, avec la possibilité de deux périodes de prolongation de 12 mois - Dépense totale de 68 151 232,85 $, taxes incluses - Appel d'offres publics 23-19726 (4 soum.)
CG22 0407 – 22 juin 2022 – Accorder trois contrats à Complexe Enviro Connexions ltée, trois contrats à GFL Environmental inc., trois contrats à Recyclage Notre-Dame inc., et deux contrats à WM Québec inc., pour des services d'élimination d'ordures ménagères, ainsi que deux contrats à 9064-3032 Québec inc. (JR Services Sanitaires) pour des services de collecte, de transport et d'élimination de matières résiduelles, pour une période variant de 12 à 60 mois, avec la possibilité de deux périodes de prolongations de 12 mois - Dépense totale de 64 786 880,14 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres publics 22-19058 (5 soum.)

CG20 0386 – 27 août 2020 – Accorder un contrat à Les Entreprises Raylobec inc. (15 831 707 $), et un contrat à Recyclage Notre-Dame inc. (13 803 290 $), pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 13 territoires de l'agglomération de Montréal, pour une période de 60 mois incluant une option de prolongation de deux ans - Dépense totale de 29 634 997 $, taxes et contingences incluses - Appel d'offres publics 20-18152 (8 soum.)

DESCRIPTION

Sous la compétence du conseil d'agglomération, le présent sommaire traite de l'autorisation d'une dépense additionnelle au contrat 20-18152 d'élimination des ordures ménagères avec Les Entreprises Raylobec Inc, pour la période initiale du contrat allant jusqu'au 31 octobre 2025 d'un montant total de 990 540,69 $ taxes incluses.
La dépense additionnelle vise à maintenir le service d'élimination des ordures ménagères collectées dans deux (2) arrondissements et huit (8) villes liées de l'agglomération de Montréal : Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Kirkland, Pierrefonds-Roxboro, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue et Senneville.

Le contrat inclut la réception des ordures ménagères au poste de transbordement de

Raylobec (325 Rue Marie-Curie, Vaudreuil-Dorion, Québec, J7V 5V5) et leur enfouissement au lieu d'élimination technique (LET) du Complexe Enviro Connexions (3779 Chem. des Quarante-Arpents, Terrebonne, Québec, J6V 9T6). Le contrat prévoit que les services seront payés au poids des matières collectées ($/tonne). Le prix unitaire est ajusté selon l'indice des prix à la consommation (IPC) sur une base annuelle, à la date d'anniversaire du contrat.

JUSTIFICATION

La demande d'augmentation de la valeur du contrat est justifiée compte tenu de l'utilisation plus rapide que prévu des sommes octroyées et s'explique par l'augmentation de l'inflation (indice du prix à la consommation (IPC)) à un rythme plus élevé que celui anticipé au moment de l'octroi du contrat (cumul de 15,7 % sur trois ans plutôt que les 6 % estimés pour les premiers 36 mois du contrat).

Il est à noter que le budget de contingences de 5% alloué lors de l'octroi du contrat sera utilisé pour absorber la hausse des quantités de matières résiduelles éliminées à la suite des pluies diluviennes du 9 et 10 août 2024.

Après de nouvelles vérifications, Les Entreprises Raylobec inc. n'est toujours pas inscrite :

- Au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA);
- Sur la Liste des firmes à rendement insatisfaisant (LFRI) de la Ville de Montréal;
- Au Registre des personnes inadmissibles ou ayant contrevenu au Règlement sur la gestion contractuelle.

Cette entreprise détient son attestation de l'Autorité des marchés publics (AMP).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'ajout d'un budget d'ajustement de prix pour ce contrat accordé à Les Entreprises Raylobec inc. issu de la résolution (CG20 0386), représente un montant de 990 540,69 $ taxes incluses. Au total, les montants supplémentaires requis représentent 5,9 % de la valeur totale du contrat, majorant ainsi le contrat de 15 831 707,21 $ à 16 822 247,91 $. Ces sommes seront requises pendant l'année financière 2025 et se présentent comme suit (toutes taxes incluses).

Les Entreprises Raylobec Inc.	Contrat (60 mois)	Ajout 2025	Total
Contrat	15 077 816,39 $	- $	15 077 816,39 $
Contingences	753 890,82 $	- $	753 890,82 $
Indexation	- $	990 540,69 $	990 540,69 $
Total taxes incluses	15 831 707,21 $	990 540,69 $	16 822 247,91 $

Les détails du calcul se retrouvent en pièce jointe.

Redevance gouvernementale pour l'élimination

Une redevance de 35,70 $ (coût net prévu pour 2025), indexée annuellement par tonne éliminée est exigée par le gouvernement du Québec. Cette redevance est indexée de 2,00 $ le 1er janvier de chaque année. Le montant des redevances équivaut à environ 521 157,95 $ (coût net) pour dix (10) mois et n'est pas inclus dans les coûts des contrats de ce sommaire décisionnel. Dans le cadre du paiement de cette redevance, la Ville reçoit en retour une somme équivalente par le Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles sous forme de subventions pour financer des

activités liées à la préparation, à la mise en oeuvre et à la révision des plans de gestion des matières résiduelles.

Imputation

Cette dépense sera imputée du budget de fonctionnement de la Direction de la gestion des matières résiduelles, Division collecte, transport et traitement du Service de l'Environnement, au poste budgétaire des services techniques - gestion des matières résiduelles. Elle sera entièrement assumée par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements liés aux changements climatiques relativement aux priorités suivantes (voir Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe) :

- Priorité 1: Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050 ;
- Priorité 5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

Il est à noter qu'en signant la Déclaration du réseau mondial C40 Cities sur l'objectif « zéro déchet », la Ville s'est également engagée à diminuer de 15 % le volume de déchets produits par chaque habitant, de réduire de 50% le volume de déchets destinés à l'enfouissement et d'augmenter de 70% le taux de récupération d'ici 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La dépense additionnelle demandée dans le cadre de ce sommaire décisionnel est nécessaire compte tenu de la fin des contrats prévue le 31 octobre 2025 et de la dépense plus rapide que prévue des sommes allouées. La dépense additionnelle permettra d'assurer la gestion des résidus ultimes destinés à l'élimination provenant des deux (2) arrondissements et huit (8) villes liées : Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Dollard-des-Ormeaux, Dorval, L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève, Kirkland, Pierrefonds-Roxboro, Pointe-Claire, Sainte-Anne-de-Bellevue et Senneville jusqu'à la date de fin de contrat.
Ne pas accorder cette augmentation de valeurs du contrat impliquerait la nécessité de devoir solliciter le marché en urgence, ce qui pourrait mettre à risque l'offre de service aux citoyens dans les territoires concernés. Il est à noter que le processus de renouvellement de ce contrat est déjà en cours. Celui-ci tient compte de l'échéance prévue du contrat prévue le 31 octobre 2025.

Les services liés à ce contrat sont nécessaires pour permettre à l'agglomération de Montréal de poursuivre et de s'acquitter de ses obligations de salubrité et d'atteinte des objectifs de détournement de l'enfouissement des matières résiduelles, édictées par le gouvernement par l'entremise de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles, du Plan de Gestion des Matières Résiduelles de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), et du Plan Directeur de Gestion des Matières Résiduelles de l'agglomération de Montréal (PDGMR) 2020-2025.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec la Direction des communications corporatives, aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Fin du contrat : 31 octobre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Samia KETTOU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications
Stéphanie MOREL, Service de l'approvisionnement

Lecture :

Karolanne PERREAULT, 14 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Francis GIRARD-BRISSON
Conseiller en planification

Tél : 438-226-6781
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Frédéric SAINT-MLEUX
chef de section - opérations - gestion des matières résiduelles

Tél : 514-258-0429
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric BLAIN
directeur de la gestion des matières résiduelles et infrastructures par intérim
Tél : 514-206-0797
Approuvé le : 2024-11-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement

Tél : 514-795-4732
Approuvé le : 2024-11-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248554003*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement, Direction de la gestion des matières résiduelles, Division collecte, transport et traitement des matières résiduelles*
Projet : *AO 20-18152 Collecte et transport de matières résiduelles et élimination d'ordures ménagères*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité #2 : Réduire de 55% les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050* *Priorité #5 : Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Les contrats d'élimination des ordures ménagères prévoient une baisse annuelle des quantités de matières résiduelles envoyées à l'élimination, en cohérence avec les cibles du Plan directeur de gestion des matières résiduelles 2020-2025 de l'agglomération montréalaise.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**x**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**x**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Sommaire

Contrats taxes incluses	Total contrat - CG 20 0386	Ajustement 2025	Grand total
Contrat	15,077,816.39 $	0.00 $	15,077,816.39 $
Contingences de 5%	753,890.82 $	0.00 $	753,890.82 $
Indexation	0.00 $	990,540.69 $	990,540.69 $
Grand total	15,831,707.21 $	990,540.69 $	16,822,247.91 $

	mois en 2025
	10
Indexation de prix	861,527.02 $
5%	43,076.35 $
9.975%	85,937.32 $
Total avec taxes	**990,540.69 $**
Ristourne TPS 100%	43,076.35 $
50%	42,968.66 $
Dépense nette	904,495.68 $

2025		35.70 $
Redevances - coût net		521,157.95 $

Traitement :1001.001000.103159.04313.54503.014403.0000.000000.000000.00000.00000
Redevances: 1001.001000.103162.04313.54503.014468.0000.000000.000000.00000.00000

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248554003

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , Division collecte_transport et traitement des matières résiduelles
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle d'un montant total de 990 540,69 $, taxes incluses, à titre de budget d'indexation pour l'élimination des ordures ménagères en provenance de 2 arrondissements et 8 villes liées de l'agglomération de Montréal, dans le cadre du contrat accordé à Les Entreprises Raylobec inc. (CG20 0386), majorant ainsi le montant total du contrat de 15 831 707,21 $ à 16 822 247,91 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD1248554003-GMR.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Samia KETTOU
Préposée au budget
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-19

Marie-Claude JOLY
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.52

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1249286007

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 6 115 000 $ à Maison étudiante pour la construction d'un immeuble comportant 236 logements abordables situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Maison étudiante / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation, selon l'entente, pour un montant de 6 115 000 $

Il est recommandé:

1. D'accorder une contribution financière maximale de 6 115 000 $ à Maison étudiante pour la construction d'un immeuble, comportant 236 logements abordables, situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest;
2. D'approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Maison étudiante;
3. D'autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au Service de l'habitation, selon l'entente, pour un montant de 6 115 000 $;
4. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-12-02 08:46

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249286007**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 6 115 000 $ à Maison étudiante pour la construction d'un immeuble comportant 236 logements abordables situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Maison étudiante / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation, selon l'entente, pour un montant de 6 115 000 $

CONTENU

CONTEXTE

Le gouvernement du Québec a adopté le décret 1351-2024 le 28 août 2024 en vertu duquel la Société d'habitation du Québec (la « **SHQ** ») consentira une subvention à Maison étudiante (l'« **Organisme** ») via une entente de subvention pour la réalisation et d'exploitation d'un projet de logements pour étudiants qui a été signée entre l'Organisme et la SHQ (l'« **Entente SHQ** »).
L'Organisme a sollicité une contribution financière de la part de la Ville de 6 115 000 $, équivalent à 40,1% de la contribution SHQ. La contribution Ville ne vise que les Logements abordables, tels que définis dans la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal (la « Ville ») et l'Organisme.

La part de la Ville est remboursée par la Communauté métropolitaine de Montréal (la « **CMM** »).

Le présent sommaire concerne la convention de contribution financière entre la Ville et l'Organisme, laquelle ne vise que la réalisation du projet; le suivi en exploitation sera assuré par la SHQ.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Dans le cadre de l'Entente SHQ, l'Organisme a soumis un projet de construction neuve, au 926-938, rue Saint-Maurice et 405, rue de l'Inspecteur, dans l'arrondissement du Sud-Ouest. Le projet comprendra 285 logements, incluant 236 Logements abordables composés de studios et de 1 cc, destinés aux étudiants ayant des revenus faibles ou modestes.
Le coût total de réalisation du projet, incluant les Logements abordables et les logements réguliers, est de 87 333 106 $. Le projet est financé par les contributions suivantes :

Subvention Entente SHQ : 15 235 000 $
Fonds pour le logement abordable (SCHL): contribution de 21 375 000 $ et prêt de 44 608 106 $
Contribution Ville (CMM) : 6 115 000 $

La convention de contribution entre la Ville et l'Organisme prévoit que la contribution municipale ne pourra être utilisée que pour les 236 unités de Logements abordables destinées aux étudiants ayant des revenus faibles ou modestes.

Dans le cadre de l'Entente SHQ, l'Organisme s'engage à maintenir les loyers, des Logements abordables du projet, conformes aux loyers maximaux du Programme d'habitation abordable Québec (PHAQ) pour une période de 35 ans. De plus, pour être admissible à la location d'un Logement abordable construit dans le cadre du projet, un ménage doit avoir un revenu égal ou inférieur au seuil de revenu maximal prévu à la grille des seuils de revenus maximaux admissibles rendue publique par la SHQ.

JUSTIFICATION

Le projet:

· Correspond à la volonté de la Ville d'accroître l'offre de logements salubres, adéquats et abordables sur le territoire montréalais;
· Contribue à l'atteinte des objectifs du Chantier Montréal abordable;
· A reçu l'acceptation finale de la SHQ dans le cadre de l'Entente SHQ en date du 28 août 2024;

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une contribution financière non récurrente maximale de 6 115 000 $ provenant du budget de fonctionnement du Service de l'habitation.
Cette dépense sera compensée par un revenu équivalent provenant de la CMM.

Le calendrier de versement de la contribution financière sera fait tel que le prévoit la convention de contribution entre la Ville et l'Organisme, étant entendu que chaque versement est sujet au respect des conditions préalables prévues pour celui-ci: :

· Signature de la convention Ville-Organisme : 30% de la contribution
· 25 % d'avancement des travaux : 30% de la contribution
· 50% d'avancement des travaux : 30% de la contribution
· Suivant l'état audité des coûts des travaux : 10% de la contribution

La contribution financière concerne une compétence de l'agglomération de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, étant donné que le présent projet vise la réalisation de logements destinés à une clientèle à revenus modestes, que l'organisme bénéficiaire est un OBNL et que les loyers seront maintenus abordables pour une période de plus de 20 ans.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Comme indiqué à la Grille d'analyse Montréal 2030 en pièce jointe du sommaire décisionnel, ce dossier contribue à l'atteinte des résultats du plan Montréal 2030 ainsi qu'aux engagements en matière d'inclusion et d'équité.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Au plan urbain, le projet permettra de revitaliser le site occupé par des immeubles dégradés. Au plan social, le projet constitue un apport au secteur pour permettre une mixité urbaine et sociale dans un secteur de grand intérêt.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec la direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Catherine DOSTALER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Carol-Anne LANGLOIS
-

Tél : -
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-25

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-11-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-12-01

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1249286007

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 6 115 000 $ à Maison étudiante pour la construction d'un immeuble comportant 236 logements abordables situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Maison étudiante / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation, selon l'entente, pour un montant de 6 115 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

2024-11-28 - Convention VdeM_Maison étudiante - VF visée.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-28

Catherine DOSTALER
Avocate, division droit contractuel
Tél : (438) 368-3220
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

28 novembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Numéro d'inscription TPS : 121364749
Numéro d'inscription TVQ : 1006001374

ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **MAISON ÉTUDIANTE**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 209-460, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal, Québec, H3B 1A7, agissant et représentée par Mme Isabelle Thérien, Directrice Investissement et partenariats majeurs, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

Numéro°d'inscription TPS : 1227247173
Numéro d'inscription TVQ : 71929 5339

ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'en vertu de la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ., c. S-8), la Société d'habitation du Québec (ci-après la « **SHQ** ») a notamment pour objets de stimuler le développement et la concertation des initiatives publiques et privées en matière d'habitation, de favoriser la construction, l'acquisition, l'aménagement, la restauration et l'administration d'habitation ainsi que de mettre à la disposition des citoyens du Québec des logements à loyer modique ou à loyer modeste;

ATTENDU QUE la SHQ peut, avec l'autorisation du gouvernement du Québec, mettre en œuvre les programmes lui permettant de rencontrer ses objets;

ATTENDU QUE la SHQ a approuvé les orientations d'un nouveau programme d'aide à la construction de logements abordables;

ATTENDU QUE par le décret numéro 8-2022 du 12 janvier 2022, modifié par le décret numéro 1144-2022 du 22 juin 2022, par le décret numéro 1044-2023 du 21 juin 2023 et par le décret 21-2024 du 17 janvier 2024, la SHQ a été autorisée par le gouvernement du Québec à mettre en œuvre ce nouveau programme selon le cadre normatif prévu au décret 21-2024, soit le programme d'habitation abordable Québec (ci-après le « **PHAQ** »);

ATTENDU QUE l'Organisme est un organisme à but non lucratif dont la mission vise notamment à construire et à administrer des résidences étudiantes de niveau universitaire;

ATTENDU QUE l'Organisme a acquis, préalablement à la signature de la présente convention, des immeubles connus et désignés comme étant les lots numéros 5 069 561 et 1 179 377 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros 926-938 rue Saint-Maurice et 405 rue de l'Inspecteur, lesquelles seront en partie démolies pour construire un bâtiment résidentiel dans l'arrondissement Le Sud-Ouest dans le cadre du Projet (tel que ce terme est défini à l'article 2) de l'Organisme;

ATTENDU QUE les lots 5 069 561 et 1 179 377 susmentionnés correspondront au lot 6 612 300 suivant la modification cadastrale en cours;

ATTENDU QUE l'Organisme a soumis une demande de subvention à la SHQ pour la réalisation de son Projet et que la candidature de l'Organisme ainsi que son Projet ont été formellement approuvés par la SHQ;

ATTENDU QUE le décret numéro 1351-2024 du 28 août 2024 autorise la SHQ à verser une subvention maximale de 15 235 000 $ pour la réalisation du Projet;

ATTENDU QU'une entente de réalisation et d'exploitation prévoyant l'octroi par la SHQ de cette subvention et garantissant le maintien dans le temps de l'immeuble et de son caractère social et abordable, lie l'Organisme et la SHQ pour la réalisation du Projet (ci-après l'« **Entente de réalisation et d'exploitation SHQ** »);

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite une contribution de la part de la Ville;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en lui accordant la Contribution municipale (tel que ce terme est défini à l'article 2);

C D.

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière (ci-après la « **Convention** »), prévoir les conditions se rattachant à la Contribution municipale;

ATTENDU QUE l'Organisme a pris connaissance de l'article 573.3.5 de la *Loi sur les cités et villes,* auquel il pourrait être assujetti à la conclusion de la présente Convention ou en cours d'exécution de celle-ci;

ATTENDU QUE la Ville a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle en a remis une copie à l'Organisme.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet de l'Organisme et ses données spécifiques;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné au sous-paragraphe 4.5.1 de la présente Convention;

2.3 « **Annexe 3** » : les documents minimalement exigés aux fins de la Reddition de compte conformément à la présente Convention;

2.4 « **Annexe 4** » : l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

2.5 « **Contribution municipale** » : la contribution financière versée par la Ville prévue au paragraphe 5.1 de la présente Convention;

C D.

2.6 « **Coûts de réalisation admissibles** » : dans le cadre de la réalisation du Projet, exclusivement l'ensemble des coûts afférents à la réalisation des Logements abordables du Projet incluant les coûts liés à l'acquisition des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet et les frais connexes, les dépenses liées à la préparation et au développement du Projet incluant les permis, les coûts relatifs aux honoraires professionnels liés à la réalisation d'études et de rapports, à la conception et au suivi des travaux, les coûts de construction liés aux Logements abordables du Projet (main-d'œuvre, matériaux, acquisition technologique, matériel de contrôle) et les dépenses liées à l'aménagement standard du terrain. Les coûts afférents à la réalisation des espaces communs peuvent être inclus proportionnellement à la superficie des Logements abordables sur la superficie du Projet. Il est entendu entre les Parties que le paiement de capital et d'intérêts pour des prêts engagés, ainsi que les frais de gestion et d'exploitation du Projet une fois réalisé sont expressément exclus des Coûts de réalisation admissibles.

Les Parties conviennent que le Responsable peut exclure des Coûts de réalisation admissibles toute portion qu'il considère ne pas être liée, directement ou indirectement, à la réalisation des Logements abordables du Projet;

2.7 « **Logement** » : un lieu destiné à une occupation résidentielle, incluant une chambre ou un studio, loué ou offert en location dont la durée du bail ne peut excéder douze mois, à moins que s'ajoute la période non écoulée du bail précédent à la suite de la vacance du logement;

2.8 « **Logement abordable** » : un Logement dont le loyer correspond au loyer maximum de la grille du PHAQ reconnu par la SHQ lors des cinq premières années d'exploitation du Projet. Le loyer fixé lors de la première année d'exploitation sert de loyer

C D.

de référence à partir duquel, pour les années suivantes, il peut être indexé annuellement selon les règles applicables en matière de fixation des loyers pourvu que le loyer maximum reconnu par la SHQ soit respecté. Pour les années subséquentes, le loyer peut être indexé selon les règles applicables en matière de fixation de loyer. Cette définition est tirée du cadre normatif du PHAQ, tel qu'adopté le 17 janvier 2024 et mis à jour de temps à autre, étant entendu que la présente définition sera modifiée à chaque mise à jour du cadre normatif du PHAQ;

2.9 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la Contribution municipale. Le Projet est plus amplement décrit à l'Annexe 1 et prévoit notamment la réalisation des unités de Logement abordable dont la typologie est présentée à cette annexe. Le Projet est réalisé sur les immeubles dont la désignation cadastrale apparaît à l'Annexe 1;

2.10 « **Rapport annuel** » : le document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.11 « **Reddition de compte** » : les documents et les informations qui doivent être transmis au Responsable pour la durée de la présente Convention ainsi que tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, lesquels devront être conformes aux exigences prévues à la présente Convention et à la satisfaction du Responsable. Les documents minimalement exigés dans le cadre de la Reddition de compte sont prévus à l'Annexe 3;

2.12 « **Responsable** » : la Directrice de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.13 « **Subvention SHQ** » : aux fins de la présente Convention, correspond à la subvention octroyée par la SHQ à l'Organisme conformément à

C D.

l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

2.14 « **Unité administrative** » : le Service de l'habitation de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions du versement de la Contribution municipale à l'Organisme, afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 réaliser le Projet conformément aux conditions prévues à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ et à la présente Convention et, de ce fait, assurer la réalisation de Logements abordables;

4.1.2 utiliser la Contribution municipale uniquement dans le cadre de la réalisation du Projet pour la réalisation de Logements abordables dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ, conformément à ses exigences et exclusivement pour acquitter les Coûts de réalisation admissibles afférents à celui-ci. En aucun cas, la Contribution municipale ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme;

4.1.3 assumer tous les coûts, incluant tout dépassement, et les risques associés à la réalisation du Projet ainsi que tous les coûts qui ne sont pas visés par les Coûts de réalisation admissibles, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure au montant de la Contribution municipale;

4.1.4 maintenir en vigueur et respecter en tout temps l'intégralité des termes et conditions prévus à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ, incluant toute nouvelle condition advenant la modification de cette dernière convention.

C D.

L'Organisme s'engage à aviser sans délai le Responsable de toute situation de défaut conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ ou, encore, si l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ est modifiée ou prend fin, pour quelque raison que ce soit, et ce, dès la survenance de l'un ou l'autre de ces événements;

4.1.5 signer et maintenir en vigueur, jusqu'à la réalisation complète du Projet, un contrat de construction avec un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables, en conformité avec chacune des exigences prévues au paragraphe 4.3 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées.

4.3 Entrepreneur et entreprises en règle

4.3.1 s'assurer et exiger que toute personne exécutant les travaux dans le cadre du Projet soit un entrepreneur en règle et détenant la licence appropriée de la Régie du bâtiment du Québec;

4.3.2 s'assurer et exiger qu'aucun entrepreneur inscrit ou entreprise inscrite au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ne soit impliqué dans le Projet, et ce, incluant notamment tout fournisseur ou sous-traitant;

4.3.3 s'assurer et exiger de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet qu'il souscrive un contrat d'assurance chantier tous risques ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, et dans lesquels l'Organisme et la Ville devront être désignés comme assurés additionnels.

C D.

4.4 Respect des lois

4.4.1 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4.2 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage de l'Organisme sur toute propriété de la Ville, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de ses installations, le cas échéant;

4.4.3 dans la mesure où l'Organisme traiterait ou aurait accès à des renseignements personnels pendant la durée de la présente Convention, traiter de manière confidentielle ces renseignements personnels et se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, étant toutefois expressément convenu par les Parties que tel traitement par l'Organisme sera fait exclusivement pour son propre compte et non pour celui de la Ville et que celle-ci n'encourra aucune responsabilité à cet égard;

4.4.4 dans l'éventualité où l'Organisme communiquerait ou partagerait ces renseignements personnels à la Ville, avoir préalablement obtenu le consentement de la personne concernée par ceux-ci ou y être autrement autorisé par la loi.

4.5 Promotion et publicité

4.5.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de la Contribution municipale, notamment par rapport à l'aide accordée par les autres contributeurs au Projet;

4.5.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet, conformément au Protocole de visibilité;

4.5.3 respecter toute autre modalité prévue au Protocole de visibilité.

4.6 Aspects financiers

4.6.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les

C D.

paramètres que le Responsable lui communiquera et en conformité avec l'Annexe 3, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable;

Nonobstant l'alinéa 1 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), tout document exigé dans le cadre de la Reddition de compte doit être transmis au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.6.2 tenir une comptabilité du Projet distincte de celle concernant les autres projets ou secteurs d'activités de l'Organisme pour la Contribution municipale et faisant état des fins pour lesquelles elle a été utilisée;

4.6.3 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment, les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives; de plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres comptables et de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.6.4 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier;

4.6.5 transmettre au Responsable, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états financiers au plus tard cent cinquante (150) jours suivant la fin de son exercice financier;

4.6.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre au Responsable, ainsi qu'au Vérificateur général de la Ville conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, pour chaque année de la présente Convention, copie de ses états

C D.

financiers vérifiés au plus tard cent cinquante (150) jours suivant la fin de son exercice financier.

La transmission au Vérificateur général de la Ville doit être faite par courriel à l'adresse conformitecontractuelle@bvgmtl.ca (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1);

4.6.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les trente (30) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme de la Contribution municipale non engagée à cette date dans la réalisation du Projet.

4.7 Remise des documents

4.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes.

4.8 Responsabilité

4.8.1 tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit découlant directement ou indirectement de la présente Convention;

4.8.2 prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre eux par des tiers et indemniser la Ville en capital, intérêts et frais de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcée contre eux ainsi que de toute somme qu'elle aura dû débourser pour défendre leurs intérêts avant ou après un tel jugement en raison de la présente Convention;

4.8.3 malgré ce qui précède, l'Organisme n'est pas tenu d'indemniser la Ville ou de prendre son fait et cause lorsque cette obligation découlerait directement d'une faute lourde ou intentionnelle commise par la Ville ou ses employés, représentants et mandataires.

4.9 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

4.9.1 lorsque la Contribution municipale est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire

C D.

de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.10 Information continue

4.10.1 informer par écrit et sans délai le Responsable de toute situation de défaut aux termes de la présente Convention ou de toute situation ou événement qui pourrait mener à un tel défaut;

4.10.2 informer par écrit et sans délai le Responsable de tout renseignement ou information concernant le Projet, incluant tout renseignement ou information permettant au Responsable de s'assurer du respect de la présente Convention par l'Organisme et de voir à son application. Sans limiter la généralité de ce qui précède, l'Organisme s'engage notamment à informer le Responsable de tout ajustement au montant de la Subvention SHQ, de la réception d'une contribution privée dans le cadre du Projet ou de toute communication ou information susceptible d'avoir un impact sur la présente Convention, incluant la Contribution municipale;

4.10.3 transmettre, sur demande du Responsable et sans délai, tout document, information ou renseignement qu'il pourra raisonnablement demander en lien avec le Projet.

4.11 Interdiction d'aliéner les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet

4.11.1 ne pas aliéner, céder, transférer, disposer ou transporter les immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, en tout ou en partie, sans obtenir préalablement l'autorisation écrite de la Ville, laquelle ne pourra s'opposer sans motif raisonnable, mais pourra, le cas échéant, exiger toute condition qu'elle jugera nécessaire et appropriée, selon les circonstances;

4.11.2 pour l'application du sous-paragraphe 4.11.1, est réputé constituer une aliénation tout acte en vertu duquel l'Organisme octroie à un tiers tout droit, titre ou intérêt sur ou à l'égard de ces immeubles. Cela inclut, mais sans y être limité, une servitude ou tout autre démembrement du droit de propriété, à l'exception d'une servitude d'utilité publique et d'une hypothèque.

C D.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution municipale

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution municipale d'une somme maximale de six millions cent quinze mille dollars (6 115 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée au paiement des Coûts de réalisation admissibles dans le cadre du Projet.

5.2 Versement de la Contribution municipale et documents exigés

5.2.1 La Contribution municipale sera versée selon les modalités suivantes, à la condition que l'Organisme ait respecté chacune des conditions prévues ci-dessous et qu'il ait transmis au Responsable tout document ou renseignement pouvant être raisonnablement demandé par ce dernier avant chacun des versements pour s'assurer du respect par l'Organisme de la présente Convention.

5.2.1.1 Un premier versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la signature de la présente Convention par les Parties, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- Une preuve à l'effet que les conditions pour le premier versement de la Subvention SHQ au compte en fidéicommis du notaire de l'Organisme conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ sont rencontrées;

- Une preuve que l'Organisme est propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, soit une copie de l'index aux immeubles à jour ou une copie certifiée conforme de l'acte de vente;

- Une copie d'un acte de quittance générale et finale signé par Gestion Jacques Poitras inc. (ci-après, le « **Vendeur** ») concernant l'hypothèque publiée sous le numéro 28 394 099;

C D.

- Une preuve que l'Organisme a transmis l'Avis de confirmation (tel que ce terme est défini à l'acte de vente relatif aux immeubles sur lesquels est réalisé le Projet) au Vendeur avant le 31 décembre 2024;
- Une copie des documents exigés conformément au sous-paragraphe 4.7.1 de la présente Convention;
- Une copie des polices ou des certificats d'assurance exigés conformément à l'article 9 de la présente Convention;
- Une copie du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et un entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet, incluant les Logements abordables;
- Une copie des polices ou des certificats d'assurance démontrant les contrats d'assurance exigés conformément au sous-paragraphe 4.3.3 de la présente Convention;
- Toutes les factures et pièces justificatives afférentes aux coûts des travaux et aux dépenses encourues par l'Organisme justifiant le premier versement de la Contribution municipale pour le remboursement des Coûts de réalisation admissibles.

5.2.1.2 Un deuxième versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale, à la condition que l'Organisme ait remis au Responsable les documents suivants et que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- Une preuve à l'effet que la SHQ a fait le premier versement de la Subvention SHQ au compte en fidéicommis du notaire de l'Organisme conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;
- Un certificat émis par un architecte attestant de l'état d'avancement des travaux dans le cadre du Projet à un pourcentage d'au moins vingt-cinq pour cent (25 %);

C D.

- Toutes les factures et pièces justificatives afférentes aux coûts des travaux et aux dépenses encourues par l'Organisme justifiant le deuxième versement de la Contribution municipale pour le remboursement des Coûts de réalisation admissibles.

5.2.1.3 Un troisième versement représentant trente pour cent (30 %) de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable des documents suivants, à la condition que celui-ci l'ait jugé suffisant et satisfaisant, agissant raisonnablement :

- Un certificat émis par un architecte attestant de l'état d'avancement des travaux dans le cadre du Projet à un pourcentage d'au moins cinquante pour cent (50 %);

- Toutes les factures et pièces justificatives afférentes aux coûts des travaux et aux dépenses encourues par l'Organisme justifiant le troisième versement de la Contribution municipale pour le remboursement des Coûts de réalisation admissibles.

5.2.1.4 Un dernier versement représentant le solde de la Contribution municipale suivant la transmission par l'Organisme au Responsable des documents suivants, à la condition que celui-ci les ait jugés suffisants et satisfaisants, agissant raisonnablement :

- Une copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux (CAST) émis par l'architecte du Projet;

- Toutes les factures et pièces justificatives afférentes aux coûts des travaux et aux dépenses encourues par l'Organisme justifiant le dernier versement de la Contribution municipale pour le remboursement des Coûts de réalisation admissibles;

- Un état audité des coûts de réalisation du Projet.

5.2.2 Nonobstant ce qui précède, chaque versement de la Contribution municipale à l'Organisme demeure en tout temps conditionnel à ce que :

C D.

- l’Organisme ait respecté chacun des termes et des conditions prévus à la présente Convention;
- l’Organisme soit propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet;
- l’Entente de réalisation et d’exploitation SHQ soit toujours en vigueur et à ce que l’Organisme ne soit pas en défaut conformément à celle-ci.

5.2.3 Les Parties conviennent que tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la Contribution municipale

5.3.1 L'Organisme doit rembourser à la Ville toute somme n'ayant pas été utilisée conformément à la présente Convention.

5.3.2 Le Responsable pourra réduire le montant de la Contribution municipale si la réalisation du Projet ne requiert pas la somme maximale, notamment si les Coûts de réalisation admissibles s’avèrent inférieurs à ceux initialement prévus par l’Organisme ou si le Projet de l’Organisme bénéficie de sources de financement additionnelles à celles initialement prévues. Dans l’éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée à l’Organisme, il s’engage à rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable à cet effet, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l’Organisme.

5.3.3 Si le montant de la Subvention SHQ est ajusté à la baisse, la Contribution municipale pourrait être réduite proportionnellement à la Subvention SHQ réellement octroyée à l’Organisme par la SHQ dans le cadre de l’Entente de réalisation et d’exploitation SHQ. Dans l’éventualité où la totalité de la Contribution municipale a été versée, l'Organisme devra rembourser à la Ville, dans les trente (30) jours suivant une demande du Responsable, le montant déterminé par ce dernier en tenant compte des sommes ayant été versées en trop à l’Organisme.

5.3.4 La Ville se réserve le droit de suspendre ou de diminuer la Contribution municipale d'un montant équivalent à toute somme due à la Ville par l'Organisme.

C D.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour des versements effectués en retard.

5.5 Remboursement ou recouvrement de la Subvention SHQ

Si la Subvention SHQ est remboursée ou recouvrée en tout ou en partie et pour quelque raison que ce soit, l'Organisme devra rembourser la Contribution municipale dans la même proportion que ce remboursement ou ce recouvrement de la Subvention SHQ.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

6.3 L'Organisme doit informer le Responsable, sans délai et par écrit, de l'existence de toute situation de conflit d'intérêts réel, potentiel ou apparent, dont, notamment :

6.3.1 de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants avec la Ville ou avec l'Organisme;

6.3.2 de tout contrat conclu avec un autre organisme ou entité qui compte, au sein de son conseil d'administration ou parmi ses dirigeants, un membre du conseil d'administration ou un dirigeant de l'Organisme;

6.3.3 de tout contrat conclu avec une personne liée, au sens du *Règlement sur la gestion contractuelle de la Ville*, à l'Organisme, à l'un des membres de son conseil d'administration ou l'un de ses dirigeants, le tout, en faisant les adaptations nécessaires;

6.3.4 de toute commission, tout salaire, tous honoraires, tout rabais ou tout avantage quelconque pouvant découler de la présente Convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement, versés à l'une ou

C D.

l'autre des personnes physiques ou morales visées aux sous-paragraphes 6.3.1 à 6.3.3.

6.4 L'Organisme doit utiliser la Contribution municipale octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention ou s'il est en défaut en vertu de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;

7.1.2 si l'Organisme n'a pas remédié à un défaut en vertu de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ et que la SHQ exerce alors ses recours contre l'Organisme ou ses biens;

7.1.3 si l'Organisme fait une fausse déclaration, si une déclaration cesse d'être vraie ou s'il commet une fraude en rapport avec la présente Convention;

7.1.4 si l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ prend fin, pour quelque raison que ce soit;

7.1.5 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.6 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.7 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement de la Contribution municipale tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la Ville peut résilier la présente Convention, sur simple avis écrit

C D.

du Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2 ou 7.1.3, la Ville peut résilier la présente Convention sans délai, dès la survenance de l'événement, sur simple avis écrit du Responsable, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.4 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.4, 7.1.5, 7.1.6 ou 7.1.7, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.5 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 7.4, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme, et ce, même si elles ont déjà été engagées. De plus, dès réception de l'avis du Responsable prévu au paragraphe 7.2 à l'effet qu'il a l'intention de recommander aux instances de la Ville de résilier la présente Convention s'il n'est pas remédié au défaut dans le délai imparti, l'Organisme doit s'abstenir de conclure tout contrat ayant pour effet d'utiliser toute partie de la Contribution municipale non encore engagée dans le Projet.

7.6 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

ARTICLE 8
DURÉE

8.1 La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve de l'article 7, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations.

8.2 Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison, incluant, sans limitation, le paragraphe 5.5.

C D.

ARTICLE 9
ASSURANCES

9.1 L'Organisme doit souscrire auprès d'une compagnie d'assurances dûment autorisée et détenant une licence délivrée par l'Autorité des marchés financiers, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet (incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts) jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement ainsi qu'un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale d'au moins deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans lesquels la Ville est désignée comme assurée additionnelle.

9.2 De plus, chacun des contrats d'assurance susmentionnés doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme, ou l'assureur.

9.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie des polices ou des certificats d'assurance.

9.4 L'Organisme doit fournir, chaque année, les certificats de renouvellement des contrats d'assurance visés par le présent article 9, au moins quinze (15) jours avant leur échéance.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1 Les droits de propriété intellectuelle rattachés aux rapports, documents, photos, vidéos, données et autres remis à la Ville dans le cadre de la présente Convention (ci-après les « **Rapport**s ») appartiennent exclusivement à l'Organisme, tout comme les droits de propriété y afférents.

10.2 L'Organisme accorde par les présentes à la Ville une licence irrévocable, pour la durée maximale prévue par la loi, sans limites territoriales, libre de redevances et pouvant faire l'objet de sous-licences l'autorisant à utiliser, à reproduire, à adapter, à modifier, à communiquer, à publier, à diffuser, à traduire, à conserver et à copier les Rapports en tout ou en partie, sous quelque forme ou support que ce soit à des fins municipales.

C D.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES DE L'ORGANISME

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, tout travail écrit, toute représentation ou toute activité ayant lieu sous son contrôle concernant le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente Convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

C D.

12.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

L'Organisme s'engage à faire promptement toute modification à la présente Convention pouvant être requise, à la discrétion de la Ville, suivant toute modification à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ, étant entendu, pour plus de certitude, que toute modification à celle-ci ayant pour effet de créer une situation moins avantageuse pour la Ville que celle dans laquelle elle se trouvait auparavant n'aura pas à être reflétée dans la présente Convention.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

Sous réserve d'une autorisation préalable et écrite de la Ville, l'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

C D.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 209-460, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal, Québec, H3B 1A7, et tout avis doit être adressé à l'attention d'Isabelle Thérien, Directrice Investissement et partenariats majeurs, avec copie conforme à Me Jessica Major. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 303, rue Notre-Dame Est, 4e étage, Montréal, Québec, H2Y 3Y8, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

[Les signatures sont à la page suivante]

C D.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ AU LIEU ET À LA DATE INDIQUÉS EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Signé à Montréal

Le ____ jour de _____

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito
Greffier adjoint

Signé à _____

Le ____jour de _____

MAISON ÉTUDIANTE

Par : _____
Isabelle Thérien
Directrice Investissement et partenariats majeurs

Cette Convention a été approuvée par le par le conseil d'agglomération, le e jour de ……..…… (Résolution CG …….).

C D.

ANNEXE 1

Description du Projet et données spécifiques

Nom du Projet : Le Cardinal

Adresse du Projet : 926-938, rue Saint-Maurice et 405, rue de l'Inspecteur, Montréal (Québec)

Désignation cadastrale du Projet : lots 5 069 561 et 1 179 377 cadastre du Québec (ces lots correspondront au lot 6 612 300 suivant la modification cadastrale en cours)

Droit de propriété : Propriétaire

Nombre de bâtiments : 1

Description du Projet : La rénovation du bâtiment situé sur le lot 5 069 561 et son agrandissement via la construction d'une partie neuve, le tout pour en faire un bâtiment comportant des Logements et des espaces communs destinés à la clientèle étudiante.

Description des Logements

Typologie	**Nombre de Logements abordables**	**Nombre de Logements réguliers**	**Clientèle**
Studios	175		Étudiants à revenus faibles ou modestes
Logements de 1 c.c.	61		Étudiants à revenus faibles ou modestes
Logements de 2 c.c.		25	Étudiants
Logements de 3 c.c.		24	Étudiants
Total	236	49	

SUBVENTIONS

Subvention - FNCIL (SCHL)	21 375 000 $
Subvention – Ville de Montréal	6 115 000 $
Subvention – Société d'habitation du Québec	15 235 000 $

PRÊTS

Prêt hypothécaire/FNCIL (SCHL)	44 608 106 $

COÛT TOTAL PRÉVU DU PROJET: 87 333 106 $

Signé à _____

Le ___jour de _____

MAISON ÉTUDIANTE

Par : _____
Isabelle Thérien
Directrice Investissement et partenariats majeurs

ANNEXE 2

Protocole de visibilité

L'Organisme doit se conformer aux directives qui sont établies par la SHQ relativement à la visibilité qu'il donnera au Projet en respectant les exigences suivantes :

- La tenue de conférences de presse ou de cérémonies officielles doit se faire en collaboration avec les Parties;

- Aviser vingt (20) jours ouvrables à l'avance la SHQ, qui fera le lien avec la Ville, de toute intention d'effectuer une forme de communication publique : événement, conférence de presse, communiqué, sous réserve d'événements imprévus nécessitant des communications publiques dans des délais courts, auquel cas l'Organisme et la SHQ verront à agir ensemble dans les meilleurs délais;

- Sans préciser le délai, l'Organisme devra aussi prévoir une période d'approbation raisonnable et obligatoire des autres formes de communication du Projet telles que : site Web, médias sociaux, publicité, affichage, rapport de recherche, document d'information, etc.

- Faire approuver les moyens de communication selon les exigences, les modalités et les délais d'approbation prévus par la SHQ, qui fera le lien avec la Ville;

- Offrir à la SHQ et à tout(e) représentant(e) qu'elle désignera, ainsi qu'à tout(e) représentante de la Ville, la possibilité de participer aux activités de relations publiques, médiatiques ou de communication, quelle qu'elle soit;

- S'assurer que tous les sous-traitants engagés respectent les obligations en matière de communication et de normes de visibilité ainsi que la Charte de la langue française (RLRQ, chapitre C11).

L'Organisme s'engage également à respecter les exigences décrites ci-dessous :

Multimédia

- Prendre des photos ou faire des vidéos qui montrent l'évolution du Projet à des moments clés (au moins cinq (5)) et les envoyer à communications@shq.gouv.qc.ca en précisant :
    - Nom et numéro de référence du Projet;

- Date de la captation visuelle;
- Phase du Projet.

Ces photos et vidéos seront libres de droits et pourront être utilisées par la SHQ, la Société canadienne d'hypothèques et de logement et la Ville sur différentes plateformes (site Web, réseaux sociaux, articles, etc.).

Reconnaissance des contributions

- Apposer la signature visuelle de la SHQ et celle de la Ville sur tous les outils de communication qu'ils soient imprimés ou électroniques. Si cet ajout n'est pas possible, ajouter la mention suivante (la valeur de la subvention détermine la préséance des deux gouvernements) :

  Avec le soutien des gouvernements du Canada et du Québec et de la Ville de Montréal.

Relations publiques et médiatiques

- Message écrit officiel : Proposer à la SHQ ainsi qu'à la Ville la possibilité d'inclure un message officiel d'un(e) représentant(e) politique dans toutes les communications écrites (incluant les communiqués de presse), au moins vingt (20) jours ouvrables avant la date limite de livraison du matériel.

Annonce ou événement public

- Inviter un(e) représentant(e) politique du gouvernement du Québec ainsi que de la Ville à participer au moins vingt (20) jours ouvrables avant l'événement. Une fois la participation confirmée, valider les règles protocolaires à respecter et les coordonner;

- Proposer un scénario de déroulement pour approbation;

- Assurer l'accréditation média du personnel délégué par le gouvernement ainsi que de ses collaborateurs, comme les relationnistes, photographes, etc.;

- Veiller à ce que les personnes pouvant paraître dans une captation visuelle autorisent l'utilisation de leur image et prendre en charge la gestion des droits quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés.

ANNEXE 3
Documents requis aux différentes étapes – Reddition de compte

---

Pour permettre le versement de la Contribution municipale l'Organisme doit obligatoirement fournir les documents suivants :

Aux fins du 1er versement – 30 % :

- Preuve à l'effet que les conditions pour le premier versement de la Subvention SHQ au compte en fidéicommis du notaire de l'Organisme conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ sont rencontrées;
- Preuve que l'Organisme est propriétaire de chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet, soit une copie de l'index aux immeubles à jour ou une copie certifiée conforme de l'acte de vente;
- Copie d'un acte de quittance générale et finale signé par le Vendeur concernant l'hypothèque publiée sous le numéro 28 394 099;
- Preuve que l'Organisme a transmis l'Avis de confirmation (tel que ce terme est défini à l'acte de vente relatif aux immeubles sur lesquels est réalisé le Projet) au Vendeur avant le 31 décembre 2024;
- Copie des règlements généraux de l'Organisme et de ses lettres patentes;
- Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance responsabilité civile de l'Organisme;
- Copie de la police ou du certificat d'assurance relatif à la couverture d'assurance pour chacun des immeubles sur lesquels est réalisé le Projet;
- Copie signée du contrat de construction intervenu entre l'Organisme et l'entrepreneur en construction assurant la réalisation du Projet;
- Copie des polices ou des certificats d'assurance de l'entrepreneur qui réalisera les travaux dans le cadre du Projet – couverture d'assurance chantier tous risques et d'assurance responsabilité civile;
- Factures et pièces justificatives relativement au remboursement des Coûts de réalisation admissibles.

Aux fins du 2e versement – 30 % :

- Preuve à l'effet que la SHQ a fait le premier versement de la Subvention SHQ au compte en fidéicommis du notaire de l'Organisme conformément à l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;
- Copie du certificat de l'architecte confirmant l'avancement des travaux dans le cadre du Projet minimalement à 25 %;
- Factures et pièces justificatives relativement au remboursement des Coûts de réalisation admissibles.

Aux fins du 3e versement – 30 % :

- Copie du certificat de l'architecte confirmant l'avancement des travaux dans le cadre du Projet minimalement à 50 %;
- Factures et pièces justificatives relativement au remboursement des Coûts de réalisation admissibles.

Aux fins du dernier versement :

- Copie du certificat d'achèvement substantiel des travaux du Projet (CAST) émis par un architecte;
- Factures et pièces justificatives relativement au remboursement des Coûts de réalisation admissibles;
- État audité des coûts de réalisation du Projet.

AUTRES DOCUMENTS À FOURNIR DANS LE CADRE DE LA REDDITION DE COMPTE :

Dès que ceux-ci sont en possession de l'Organisme, mais au plus tard dix-huit (18) mois suivant la fin des travaux du Projet, tel qu'indiqué au certificat de fin des travaux émis par un architecte :

- Certificat émis par un architecte attestant de la fin des travaux dans le cadre du Projet;
- Confirmation du montant de la subvention réelle de la SHQ octroyée dans le cadre de l'Entente de réalisation et d'exploitation SHQ;
- Certificat de localisation relatif au Projet après travaux;
- Tout autre document relatif au Projet pouvant être exigé par le Responsable.

ANNEXE 4

Entente de réalisation et d'exploitation SHQ

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249286007

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder une contribution financière maximale de 6 115 000 $ à Maison étudiante pour la construction d'un immeuble comportant 236 logements abordables situé dans l'arrondissement du Sud-Ouest / Approuver la convention de contribution financière entre la Ville de Montréal et Maison étudiante / Autoriser des budgets revenus et dépenses équivalents au service de l'habitation, selon l'entente, pour un montant de 6 115 000 $

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds 1249286007.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-29

Ibtissam ABDELLAOUI
Agente de gestion des ressources financières

Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.53

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1248542002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Approuver deux amendements à l'entente de partenariat liant Éco Entreprise Québec (ÉEQ) et la Ville de Montréal sur la gestion et le financement des activités liées aux matières recyclables dans le cadre de la mise en oeuvre de la modernisation de la collecte sélective

Il est recommandé:
d'approuver les amendements 2 et 3 liant Éco Entreprise Québec (ÉEQ) et la Ville de Montréal sur la gestion et le financement des activités liées aux matières recyclables dans le cadre de la mise en oeuvre de la modernisation de la collecte sélective.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-12-02 14:38

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248542002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Projet :	-
Objet :	Approuver deux amendements à l'entente de partenariat liant Éco Entreprise Québec (ÉEQ) et la Ville de Montréal sur la gestion et le financement des activités liées aux matières recyclables dans le cadre de la mise en oeuvre de la modernisation de la collecte sélective

CONTENU

CONTEXTE

Le Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles issues de la Loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective est entré en vigueur le 7 juillet 2022 (ci-après « le Règlement »).
Ce règlement prévoit une modernisation du système de collecte sélective selon une approche de responsabilité élargie des producteurs (REP) et transfère la responsabilité opérationnelle et financière de la gestion des matières recyclables (GMR), de leur collecte jusqu'à leur valorisation, aux producteurs de ces matières. En octobre 2022, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) a été désigné organisme de gestion désigné (OGD) et représente les producteurs. Dans le cadre de la modernisation de la collecte sélective, ces derniers, via ÉEQ, seront imputables de la performance du système mis en place.

Toutefois, les municipalités vont conserver un rôle central. Les contrats de collecte et transport continueront en particulier à être octroyés par la municipalité, mais sur la base d'un cahier des charges techniques approuvé par l'OGD. Les coûts de collecte/transport des matières recyclables par des entrepreneurs privés et associés au niveau de service approuvé par ÉEQ seront pris en charge à 100 % par ce dernier.

Selon le Règlement, les services de collecte/transport seront à la charge de l'OGD pour toutes les clientèles selon l'échéancier suivant:

- Au plus tard le 1er janvier 2025 : résidentiel, ICI assimilables au résidentiel, ICI déjà desservis, secteur de l'éducation;
- Au plus tard, le 7 juillet 2027 : tous les autres commerces et institutions, dont les universités;
- Au plus tard, le 24 octobre 2028 : ensemble des lieux identifiés pour la génération hors

foyer;
- Au plus tard, le 7 juillet 2030 : toutes les industries.

Actuellement, la Ville est « compensée » pour ses dépenses liées aux matières recyclables en fonction des modalités du Règlement sur la compensation pour les services municipaux fournis en vue d'assurer la récupération et la valorisation de matières résiduelles. Toutefois, dans le cas de Montréal, la compensation des coûts de gestion des matières recyclables s'établit entre 66% et 71% en 2023, 2024 et 2025.

Le 25 janvier 2024, le conseil d'Agglomération a approuvé l'entente de partenariat entre la Ville *(ou l'Agglomération dans le cas des éléments en lien avec les écocentres)* et ÉEQ (CG24 0027), (ci-après l'Entente).

La Ville et ÉEQ se préparent à la transition et ont vu des opportunités de bonifier et de préciser l'Entente.

En novembre 2024, ÉEQ a modifié unilatéralement le lieu de livraison indiqué à l'Annexe C pour certains arrondissements du Territoire d'application. Ce premier changement découle de l'application des articles 18.3 et 18.7 de l'Entente et est considéré comme l'**Amendement 1** par ÉEQ et la Ville. La Ville a pris acte de ces changements et a avisé les parties prenantes concernées (entrepreneurs et responsables en arrondissement).

Le présent sommaire décisionnel a pour objectif d'entériner deux amendements à l'entente de partenariat entre la Ville et ÉEQ :

Amendement 2: Prise en charge logistique temporaire du traitement des matières visées par la modernisation de la collecte sélective et collectées en écocentre ou dans des points de dépôts pour l'année 2025 (aérosols vides, verre). (compétence Agglo)
Amendement 3: Encadrement des activités du remboursement des activités de collecte/transport des matières recyclables effectuées en régie interne sur la durée de l'Entente. (compétence Locale)

À la demande d'ÉEQ et afin d'assurer le maintien du service, la Ville conservera une grande partie de la gestion des bacs roulants en 2025. L'article 42.1 de l'Entente prévoit le remboursement des dépenses dans le cas où la ville reprend cette activité. Aussi, la Ville a reçu une confirmation écrite d'ÉEQ qui confirme le remboursement de ces activités pour l'année 2025.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0027 – 25 janvier 2024 – Approuver l'entente de partenariat liant Éco Entreprise Québec (ÉEQ) et la Ville de Montréal sur la gestion et le financement des activités de collecte et transport des matières recyclables dans le cadre de la mise en oeuvre de la modernisation de la collecte sélective

DESCRIPTION

Amendement 2: Compétence Agglo (Traitement des matières recyclables)
L'Entente avec ÉEQ encadre le transport des matières recyclables récupérées dans les Écocentres ou les Points d'apport volontaire de façon exclusive (contenants d'aérosols vides) ou optionnelle (contenants de verre). Toutefois, la prise en charge du traitement des aérosols récupérés en écocentre et du verre récupéré dans deux points de dépôts à Ahuntsic-Cartierville n'était pas précisée dans l'Entente. Pour éviter un bris de service, ÉEQ a demandé à la Ville de les prendre en charge pour l'année 2025. L'amendement #2 vise alors à donner cette responsabilité à la Ville pour l'année 2025.

Les objectifs de l'amendement 2 sont:

- d'entériner les rôles et responsabilités de chacun en lien avec le traitement de matières récupérées en écocentre ou en point de dépôt pour 2025
- d'éviter les bris de service.

Les impacts opérationnels pour la Ville sont les suivants :

- Octroyer un contrat de conditionnement du verre pour l'année 2025 et demander le remboursement des dépenses à ÉEQ de manière trimestrielle
- Prolonger le contrat de traitement des aérosols dans les sept écocentres et demander le remboursement des dépenses à ÉEQ de manière trimestrielle

.
Amendement 3: Compétence Locale (Collecte/Transport des matières recyclables)
L'Entente couvre les modalités de remboursement des services de collecte et de transport des matières recyclables effectués par des sous-traitants, mais pas ceux réalisés en régie interne, car ces informations n'avaient pas été fournies par ÉEQ lors de la signature de l'Entente. En septembre 2024, ÉEQ a envoyé une fiche informative détaillant les dépenses admissibles ou exclues et les modalités de remboursement. L'amendement 3 vise à intégrer les activités de régie dans l'Entente et d'y ajouter des précisions aux termes et conditions liés à la facturation de ces derniers.
Cette modification de l'entente couvre les activités de collecte/transport en bordure de rue des arrondissements Ahuntsic-Cartierville, Plateau Mont-Royal, Le Sud-Ouest, et Villeray Saint-Michel Parc Extension qui effectuent de 50% à 100% des collectes des matières recyclables avec des équipes de régie interne. Cela couvre également les activités de collecte des matières recyclables hors foyer. Le Service de l'environnement aura la responsabilité de colliger les coûts liés à la rémunération et charges sociales, les frais de fonctionnements, les frais de location et les frais liés aux immobilisations et les présenter à ÉEQ.

Les objectifs de l'amendement 3 sont:

- Sécuriser les remboursements de toutes les dépenses en lien avec la gestion des matières recyclables en régie interne dès le 1er janvier 2025
- Encadrer les demandes de remboursements à ÉEQ (dépenses admissibles, pièces justificatives)

Les impacts opérationnels pour la Ville sont les suivants :

- Les différents services et arrondissements devront veiller à identifier toutes les dépenses admissibles en lien avec la collecte/transport des matières recyclables pour les services réalisés en régie interne.

JUSTIFICATION

Amendement 2: Compétence Agglo (Traitement des matières recyclables)
L'amendement 2 a été rédigé à la demande d'ÉEQ. La signature de cet amendement permet d'éviter une interruption de service au 1er janvier 2025 pour le traitement du verre récupéré dans les points de dépôt d'Ahuntsic-Cartierville et des aérosols collectés dans les écocentres.

Amendement 3: Compétence Locale (Collecte/Transport des matières recyclables)
La signature de cet amendement était prévue dans l'Entente. L'amendement 3 a été rédigé

après la réception de la fiche informative sur le "Remboursement des dépenses pour les services de collecte et de transport effectués en régie interne" envoyée par ÉEQ le 13 septembre 2024. Les responsables techniques et financiers des quatre arrondissements concernés, ainsi que les Services du matériel roulant et des ateliers, Service de la gestion et de la planification des immeubles, un responsable des ressources humaines, et des responsables des finances corporatives et locales ont été consultés en amont de la rédaction de l'amendement pour assurer que le contenu couvre leurs dépenses liées à la collecte/transport des matières recyclables.

L'Entente et l'amendement 3 font référence au "Formulaire de déclaration des dépenses réelles engagées pour la collecte et le transport des Matières recyclables". Ce formulaire est en développement au sein de la plateforme numérique d'ÉEQ, il n'est donc pas joint à l'Entente. Toutefois, l'amendement 3 cadre les catégories de dépenses qui doivent y figurer.

La signature de cet amendement permet d'assurer le remboursement de l'ensemble des coûts admissibles liés à la collecte des matières recyclables en régie interne dès le 1er janvier 2025 et pour toute la durée de l'entente.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Amendement 2: Compétence Agglo (Traitement des matières recyclables)
La durée de l'amendement 2 est de treize (13) mois et touche deux (2) années financières.
La signature de l'amendement 2 avec ÉEQ conduira au remboursement de 100% des montants engagés pour le paiement des services de traitement des aérosols récupérés en écocentre et du verre récupérés en point de dépôt.

Les montants réels seront remboursés trimestriellement à la Ville par ÉEQ sur présentation des factures.

Amendement 3: Compétence Locale (Collecte/Transport des matières recyclables)
La durée de l'amendement 3 est de cinquante-huit mois et touche cinq (5) années financières.
La signature de l'amendement 3 avec ÉEQ conduira au remboursement des montants engagés pour la collecte/transport des matières recyclables effectuée en régie.

Des montants estimés sur les dépenses de l'année précédente seront remboursés trimestriellement à la Ville par ÉEQ. Avant le 31 mars de l'année suivante, la Ville enverra les dépenses réelles à ÉEQ pour procéder aux ajustements financiers nécessaires pour que la Ville soit remboursée à 100% des coûts cités à l'amendement 3 (remboursements additionnels ou crédit sur le prochain remboursement).

MONTRÉAL 2030

Ces amendements contribueront à l'amélioration du taux de détournement des matières recyclables de l'enfouissement et contribueront ainsi à la priorité suivante de la vision Montréal 2030 :

-Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les amendements présentés ci-dessus ont pour objectif d'éviter des bris de service pour 2025 mais aussi d'encadrer les remboursements des dépenses en lien avec les matières recyclables.
Advenant le cas où l'amendement 2 avec ÉEQ ne serait pas signé, la prise en charge du

traitement du verre et des aérosols serait officiellement à la charge d'ÉEQ et il y aurait un risque élevé de bris de service et, par conséquent, des impact environnementaux. Advenant le cas où l'amendement 3 avec ÉEQ ne serait pas signé, le remboursement des activités effectuées en régie ne sera pas encadré, ce qui priverait potentiellement la ville de Montréal de revenus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Entrée en vigueur de la modernisation de la collecte sélective: 1er janvier 2025
Entrée en vigueur de l'amendement 2: 1er décembre 2024
Entrée en vigueur des amendements 3 et 4: 1er janvier 2025
Fin de l'amendement 2: 31 décembre 2025
Fin de l'amendement 3: 31 octobre 2030 (même date de fin que l'Entente)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Denis DUROCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Alexandra GAUTHIER-BLAKE, Service des finances et de l'évaluation foncière
Karolanne PERREAULT, Service des ressources humaines et des communications

Lecture :

Karolanne PERREAULT, 27 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marion CORDIER
Conseillère en planification

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-27

Éric BLAIN
Directeur - Gestion des matières résiduelles et infrastructure

Tél :	514-280-0918	**Tél :**	514-206-0797
Télécop. :		**Télécop. :**	-

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Éric BLAIN
Directeur - Gestion des matières résiduelles et infrastructure
Tél : 514-206-0797
Approuvé le : 2024-12-02

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Roger LACHANCE
directeur(-trice) de service - environnement
Tél : 514-795-4732
Approuvé le : 2024-12-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248542002*
Unité administrative responsable : *Service de l'environnement*
Projet : *N/A*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles*** *La modernisation de la collecte sélective est encadrée par le Règlement portant sur un système de collecte sélective de certaines matières résiduelles qui cible des taux de récupération et de recyclage ambitieux. En signant des amendements à l'entente de partenariat avec ÉEQ, la Ville s'engage à aider ÉEQ à l'atteinte de ces cibles en fournissant des services en lien avec les matières recyclables (Collecte/transport, sensibilisation, etc.). Le recyclage des contenants, emballages et imprimés permet de valoriser un maximum de matières.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ***5. Tendre vers un avenir zéro déchet, plus durable et propre pour les générations futures, notamment par la réduction à la source et la valorisation des matières résiduelles***			

Les taux prescrits au Règlement sont disponibles ici: https://www.environnement.gouv.qc.ca/matieres/consigne-collecte/collecte-selective-modernisee.htm

Synthèse des cibles du Règlement:

Taux prescrits – Collecte sélective

Catégories	**Récupération** (à compter de 2027)	**Valorisation**[1] (de 2027 à 2029)	**Valorisation**[2] (à compter de 2030)	**Valorisation locale**[3] (à compter de 2030)
Carton	85 % + 5 % après 5 ans À terme 90 %	75 %	75 % + 5 % aux 5 ans À terme 85 %	90 %
Imprimés, contenants et emballages en fibres autres que du carton	80 % + 5 % après 5 ans À terme 85 %	70 %	70 % + 5 % aux 5 ans À terme 85 %	90 %
Plastiques rigides de type PEHD	80 % + 5 % aux 5 ans À terme 90 %	65 %	65 % + 10 % aux 5 ans À terme 85 %	90 %
Plastiques rigides de type PET	80 % + 5 % aux 5 ans À terme 90 %	70 %	70 % + 5 % aux 5 ans À terme 85 %	80 %
Autres plastiques rigides	75 % + 5 % aux 5 ans À terme 85 %	65 %	65 % + 10 % aux 5 ans À terme 75 %	75 %
Plastiques souples	50 % + 5 % aux 5 ans À terme 85 %	40 %	40 % + 10 % aux 5 ans À terme 80 %	50 %
Verre	70 % + 5 % après 5 ans À terme 75 %	65 %	65 % + 10 % aux 5 ans À terme 85 %	70 %
Métaux autres que l'aluminium	75 % + 5 % aux 5 ans À terme 90 %	70 %	70 % + 10 % aux 5 ans À terme 80 %	50 %
Aluminium	55 % + 5 % aux 5 ans À terme 80 %	45 %	45 % + 10 % aux 5 ans À terme 85 %	50 %

1 Calculé sur les quantités acheminées à un conditionneur.
2 Calculé sur les quantités acheminées à un lieu de valorisation accepté.
3 Un maximum de 30 % du total, en poids, des matières ayant été acheminées à un lieu de valorisation locale, peut être valorisé localement mais ailleurs qu'au Québec, aux fins de l'établissement de l'atteinte de l'ensemble des taux de valorisation locale.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion		**X**	
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale		**X**	
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**X**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248542002

Unité administrative responsable :	Service de l'environnement , Direction de la gestion des matières résiduelles , -
Objet :	Approuver deux amendements à l'entente de partenariat liant Éco Entreprise Québec (ÉEQ) et la Ville de Montréal sur la gestion et le financement des activités liées aux matières recyclables dans le cadre de la mise en oeuvre de la modernisation de la collecte sélective

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

La présente intervention ne vise que les amendements 2 et 3 jointes ci-après.

FICHIERS JOINTS

2024-12-02 - Amendement 2 - ÉEQ & VILLE - Visé.pdf

2024-12-02 - Amendement 3 - ÉEQ & VILLE - Visé.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Denis DUROCHER
avocat
Tél : 514-868-4130

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-02

Mikael BENOIT
Avocat et chef de division par intérim
Tél : 514-872-6852
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
2 décembre 2024
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

DEUXIÈME AMENDEMENT À L'ENTENTE DE PARTENARIAT

2024-12-02 – Projet V14

Entre: Éco Entreprises Québec, personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 600, Montréal (Québec) H3H 1P9, agissant aux présentes par Madame Maryse Vermette, présidente-directrice générale, dûment autorisé par la résolution 151.4.4.2 du conseil d'administration adoptée le 25 août 2023;

ci-après appelée « **ÉEQ** »

Et: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

ci-après appelée « **Organisme signataire** »

ÉEQ et l'Organisme signataire étant chacun une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu l'« Entente de partenariat no. EEQOM-66023-1444 » (ci-après l'« Entente initiale ») le 19 février 2024 (Résolution no. CG24 0027) qui comporte les termes et conditions liés aux différents services de collecte et de transport des Matières recyclables ainsi qu'aux activités d'ISÉ et de première ligne qui s'y rapportent que l'Organisme signataire a accepté de rendre à ÉEQ moyennant paiement;

ATTENDU QU'en vertu des articles 18.3 et 18.7 de l'Entente initiale, ÉEQ a modifié unilatéralement le lieu de livraison indiqué à l'Annexe C pour certains arrondissements du Territoire d'application le 18 novembre 2024 (le « **Premier amendement** » et collectivement avec l'Entente initiale, l'« **Entente** »);

ATTENDU QU'en vertu de l'Annexe D de l'Entente, l'Organisme signataire est responsable de rendre les services de collecte et de transport des Matières recyclables récupérées dans les Écocentres et Points d'apport volontaire qui y sont décrits;

ATTENDU QU'ÉEQ a demandé à l'Organisme signataire de lui rendre des services complémentaires à ceux mentionnés dans l'Entente en ce qui a trait au tri, au conditionnement et à la valorisation de certaines Matières recyclables récupérées en écocentre, pour l'année 2025;

ATTENDU QUE l'Organisme signataire est disposé à rendre lesdits services complémentaires à ÉEQ pour l'année 2025;

ATTENDU QU'ÉEQ reste responsable de rendre les services de tri, de conditionnement et de valorisation des Matières recyclables pêle-mêle récupérées en Porte-à-porte et en Écocentres et Points d'apport volontaire, et des contenants ou emballages de protection en polystyrène expansé récupérés en Écocentres et Points d'apport volontaire;

ATTENDU QUE les Parties désirent modifier l'Entente afin de prévoir les modalités liées auxdits services complémentaires;

ATTENDU QUE l'Organisme signataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes,* qu'elle a remis une copie de ce règlement à ÉEQ puisque ledit règlement fait partie intégrante de la présente Entente.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 4 (Propriété de la Matière) de l'Annexe D de l'Entente est modifié par l'ajout du deuxième alinéa suivant:

« Malgré ce qui précède, ÉEQ devient propriétaire des Matières recyclables suivantes dès qu'elles sont déposées dans les contenants de collecte à l'Écocentre ou au Point d'apport volontaire uniquement à compter du 1er janvier 2026:

a. Contenants aérosols vides;
b. Contenants de verre. »

2. Le Chapitre III (Dispositions financières) de l'Annexe D de l'Entente initiale est modifié par l'ajout de l'article 5.4 suivant:

« 5.4 Période de transition

Pour la période débutant à la date de transition indiquée au troisième alinéa de l'article 4.1 de l'Entente et jusqu'au 31 décembre 2025, l'Organisme signataire effectue, pour le compte d'ÉEQ, les services de tri, de conditionnement et de valorisation des Matières recyclables récupérées aux lieux sous la gestion de l'Organisme signataire, indiqués aux tableaux du Chapitre IV de la présente annexe et appartenant aux catégories de Matières recyclables suivantes:

a. Contenants aérosols vides;
b. Contenants de verre.

En contrepartie des services rendus, ÉEQ paie à l'Organisme signataire le remboursement de toutes les dépenses qu'il a engagées relativement à la fourniture de ces services. L'Organisme signataire doit déduire tout revenu, ristourne ou autre gain lié à la vente des Matières recyclables visées au présent article.

Pour être admissible à recevoir le remboursement, l'Organisme signataire doit avoir rendu les services prévus et doit fournir les

renseignements suivants dans la Plateforme de gestion contractuelle :

a. Les documents attestant l'adjudication du contrat au Cocontractant et les documents du contrat;
b. Une facture émise par l'Organisme signataire à l'intention de ÉEQ pour les services rendus;
c. Les quantités acheminées à chacun des conditionneurs ou à chacun des lieux de valorisation, selon le cas, et ce, par catégorie de matières et par Écocentre ou Point d'apport volontaire.

Les Matières recyclables récupérées pêle-mêle sont exclues de l'application du présent article. »

3. L'article 3.4 (Lieu de livraison) de l'Annexe D de l'Entente est modifié par l'ajout du troisième alinéa suivant :

« Malgré ce qui précède, pour la période débutant à la date de transition indiquée au troisième alinéa de l'article 4.1 (Entrée en vigueur et échéance) de l'Entente et jusqu'au 31 décembre 2025, si l'Organisme signataire effectue, pour le compte d'ÉEQ, les services de tri, de conditionnement et de valorisation des Matières recyclables récupérées aux lieux sous la gestion de l'Organisme signataire conformément à l'article 5.4 de la présente annexe, il peut effectuer tout changement de lieu de livraison qu'il juge nécessaire en informant ÉEQ par écrit de sa décision. »

4. Tous les autres termes et conditions de l'Entente demeurent inchangés et continuent de régir les Parties dans la mesure où ils ne sont pas modifiés par le présent amendement.

5. Le présent amendement à l'Entente entre en vigueur le 1er décembre 2024, et ce, nonobstant la date de sa signature par les Parties.

(*Signatures à la page suivante*)

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE:

Le _____

Éco Entreprises Québec

Par:_____
Maryse Vermette, présidente-directrice générale

Le _____

Ville de Montréal

Par:_____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint



TROISIÈME AMENDEMENT À L'ENTENTE DE PARTENARIAT

2024-11-28 - Projet V16

Entre : **Éco Entreprises Québec**, personne morale légalement constituée, ayant son siège social au 1600, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 600, Montréal (Québec) H3H 1P9, agissant aux présentes par Madame Maryse Vermette, présidente-directrice générale, dûment autorisé par la résolution 151.4.4.2 du conseil d'administration adoptée le 25 août 2023;

ci-après appelée « **ÉEQ** »

Et : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

ci-après appelée « **Organisme signataire** »

ÉEQ et l'Organisme signataire étant chacun une « **Partie** » et collectivement les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu l'« Entente de partenariat no. EEQOM-66023-1444 » (ci-après l'« **Entente initiale** ») le 19 février 2024 (Résolution no. CG24 0027) qui comporte les termes et conditions liés aux différents services de collecte et de transport des Matières recyclables ainsi qu'aux activités d'ISÉ et de première ligne qui s'y rapportent que l'Organisme signataire a accepté de rendre à ÉEQ moyennant paiement;

ATTENDU QU'en vertu des articles 18.3 et 18.7 de l'Entente initiale, ÉEQ a modifié unilatéralement le lieu de livraison indiqué à l'Annexe C pour certains arrondissements du Territoire d'application le 18 novembre 2024 (le « **Premier amendement** »);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 18 de l'Entente initiale les Parties ont convenu d'un deuxième amendement par lequel elles ont modifié les modalités relatives à la responsabilité du tri, du conditionnement et de la valorisation de certaines Matières recyclables récupérées en Écocentres et Points d'apport volontaire pour l'année 2025 (le « **Deuxième amendement** » et collectivement avec le Premier amendement et l'Entente initiale, l'« **Entente** »);

ATTENDU QUE l'Entente prévoit que l'Organisme signataire s'est engagé à rendre des services à ÉEQ et qu'à cette fin, il peut choisir, à son entière discrétion, de les réaliser lui-même (régie interne) ou d'en confier la réalisation à un Cocontractant, et ce, partiellement ou totalement;

ATTENDU QUE le présent amendement vise notamment à mettre en vigueur les clauses relatives aux services que l'Organisme signataire peut décider de rendre à ÉEQ en régie

interne en vertu de l'Entente et à ajouter des précisions aux termes et conditions liés à la facturation de ces derniers;

ATTENDU QUE l'Organisme signataire a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes,* qu'elle a remis une copie de ce règlement à ÉEQ puisque ledit règlement fait partie intégrante de la présente Entente.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 26.2 (Régie interne) de l'Entente est modifié par le remplacement de son deuxième alinéa :

> « Le cas échéant, à titre de fournisseur de services de collecte et de transport des Matières recyclables, l'Organisme signataire s'engage à respecter les obligations prévues à l'Entente qui sont applicables à un Cocontractant dans la mesure où cela est possible en vertu des conventions collectives applicables. »

2. L'article 41.1.3 (Paiement du remboursement) de l'Entente est modifié par le remplacement de son deuxième alinéa et l'ajout d'un troisième et d'un quatrième alinéa :

> « Dans le cas où les services sont effectués en régie interne, le paiement du remboursement des dépenses que l'Organisme signataire a engagées pour la fourniture des services de collecte et de transport des Matières recyclables correspond aux dépenses réelles des services rendus en régie interne établies par l'Organisme signataire et facturées à ÉEQ au moyen du formulaire de déclaration des dépenses réelles engagées pour la collecte et le transport des Matières recyclables élaboré par ÉEQ. Les dépenses réelles soumises à ÉEQ seront globales, c'est-à-dire à l'échelle du Territoire d'application.
>
> En plus d'indiquer les dépenses réelles pour les services rendus en régie interne au formulaire énoncé ci-dessus, lorsque certains coûts énumérés ci-après concernent plusieurs fins, dont celles visées par l'Entente (mixité d'utilisation), l'Organisme signataire justifiera le montant des dépenses réelles pour ces coûts indiqué audit formulaire en transmettant des fichiers de calculs générés produits par l'Organisme signataire. Dans ces cas, les dépenses réelles seront le résultat de calculs de répartition pour déterminer et facturer uniquement les dépenses encourues ou engagées pour rendre les services prévus par l'Entente. Les fichiers de calculs seront présentés selon le format proposé par l'Organisme Signataire.
>
> Les coûts suivants sont admissibles pour établir les dépenses réelles engagées pour rendre les services de collecte et de transport des Matières recyclables en régie interne :
>
> i. Les rémunérations, incluant le coût des avantages sociaux (régime de retraite et assurance collective), charges sociales et le coût en financement auprès de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail assumées et payées par l'Organisme signataire aux

employés suivants (ou au gouvernement, le cas échéant), pour rendre les services en régie interne à ÉEQ :

- Chauffeurs;
- Opérateurs;
- Éboueurs;
- Contremaîtres, superviseurs;
- Mécaniciens, soudeurs;
- Journaliers, préposés.

ii. Les frais de fonctionnement suivants, assumés et payés par l'Organisme signataire pour les services rendus à ÉEQ :

- Assurances pour les différentes immobilisations;
- Carburant et autres produits consommés pour les véhicules et la machinerie;
- Immatriculations pour les véhicules;
- Frais de réparation, d'entretien et de nettoyage des différentes immobilisations, incluant pièces de rechange et produits consommés;
- Frais liés au nettoyage d'un déversement;
- Électricité, chauffage des infrastructures et bâtiments;
- Vêtements, chaussures, accessoires et équipements de protection individuelle pour les employés.

iii. Les frais de location suivants, assumés et payés par l'Organisme signataire pour les services rendus à ÉEQ :

- Location de bâtiments ou de locaux;
- Location de véhicules, de machinerie et d'équipements.

iv. Les frais d'immobilisations corporelles suivants, assumés et payés par l'Organisme signataire pour les services rendus à ÉEQ dont :

- Infrastructures;
- Bâtiments;
- Véhicules;
- Machinerie et outillage;
- Équipement informatique et technologique.

Dans ces cas, l'Organisme signataire doit tenir compte de ce qui suit pour établir le montant de sa dépense réelle engagée :

- ÉEQ rembourse le montant correspondant à l'amortissement annuel du coût des immobilisations, ainsi que les frais annuels de financement (intérêts) de ces immobilisations, le cas échéant.
- L'amortissement annuel doit être calculé selon la méthode d'amortissement et la durée de vie utile utilisées par l'Organisme signataire dans la préparation de ses états financiers.
- La dépense d'amortissement et les frais de financement déclarés à ÉEQ par l'Organisme signataire doivent concorder avec les montants

présentés aux états financiers audités de l'Organisme signataire pour l'année visée.

v. Toutes taxes assumées et payées par l'Organisme signataire pour les services rendus à ÉEQ à l'exception des taxes remboursées par d'autres paliers gouvernementaux.

Lorsque l'Organisme signataire déclare ses dépenses réelles au moyen du formulaire de déclaration des dépenses réelles engagées pour la collecte et le transport des Matières recyclables, l'Organisme signataire doit respecter les règles suivantes:

i. Les dépenses déclarées à ÉEQ par l'Organisation signataire doivent être attribuables aux services de collecte et de transport des Matières recyclables de la Collecte sélective réalisés en régie interne (par exemple, lorsqu'un camion de collecte est utilisé pour d'autres voies de collecte en plus des Matières recyclables, les coûts facturés par l'Organisme signataire doivent représenter seulement l'utilisation du camion pour la collecte et le transport des Matières recyclables).

ii. Le cas échéant, l'aide financière gouvernementale accordée à l'Organisme signataire qui concerne les services qu'il doit rendre en régie interne à ÉEQ doit être déduite des dépenses déclarées à ÉEQ.

iii. Toutes les pièces justificatives liées aux dépenses déclarées à ÉEQ doivent être disponibles pour permettre à ÉEQ de les consulter sur demande.

iv. Les coûts suivants ne sont pas admissibles pour établir les dépenses réelles engagées pour rendre les services de collecte et de transport des Matières recyclables en régie interne :

- Le coût des terrains où se situent les infrastructures et les bâtiments;
- Les frais d'administration et de gestion qui sont déjà couverts par l'Entente initiale;
- Toute autre activité ou tout service déjà remboursé ou compensé par ÉEQ. »

Le paiement du remboursement des dépenses réelles encourues pour les services rendus en régie interne pour l'année en cours s'effectue au moyen de versement de montants provisoires basés sur les dépenses réelles déclarées par l'Organisme signataire à ÉEQ pour l'année précédente, selon les modalités suivantes :

- La somme totale des dépenses réelles de l'année précédente, déclarées par l'Organisme signataire, est utilisée comme base pour calculer le montant provisoire du paiement du remboursement de l'année en cours. Ce montant provisoire est divisé et payé à l'Organisme signataire en quatre (4) versements trimestriels égaux.

- Un ajustement de fin d'année permet de réviser le montant provisoire pour l'établissement du montant final du paiement du remboursement en fonction des dépenses réelles engagées par l'Organisme signataire au

cours de l'année. À moins d'une situation exceptionnelle, la demande d'ajustement sera envoyée au plus tard le 31 mars de l'année suivante par l'Organisme signataire.

3. L'article 41.2.3 (Paiement du remboursement) de l'Entente est modifié par le remplacement de son deuxième alinéa par le suivant :

« Dans le cas où les services sont effectués en régie interne, le paiement du remboursement des dépenses que l'Organisme signataire a engagées pour la fourniture des services de collecte et de transport des Matières recyclables correspond aux dépenses réelles des services rendus en régie interne établies par l'Organisme signataire et facturées à ÉEQ au moyen du formulaire de déclaration des dépenses réelles engagées pour la collecte et le transport des Matières recyclables élaboré par ÉEQ. Les modalités de l'article 41.1.3 de l'Entente s'appliquent à la déclaration des dépenses réelles et au paiement du remboursement par ÉEQ. »

4. L'article 42.4.3 (Paiement du remboursement) de l'Entente est modifié par le remplacement de son deuxième alinéa par le suivant :

« Dans le cas où les services sont effectués en régie interne, le paiement du remboursement des dépenses que l'Organisme signataire a engagées pour la fourniture des services de collecte et de transport des Matières recyclables correspond aux dépenses réelles des services rendus en régie interne établies par l'Organisme signataire et facturées à ÉEQ au moyen du formulaire de déclaration des dépenses réelles engagées pour la collecte et le transport des Matières recyclables élaboré par ÉEQ. Les modalités de l'article 41.1.3 de l'Entente s'appliquent à la déclaration des dépenses réelles et au paiement du remboursement par ÉEQ. »

5. L'article 1 du Chapitre II (Dispositions générales modifiant l'Entente) de l'Annexe C (Clientèles desservies et modalités détaillées des services de collecte et de transport sur le territoire d'application) de l'Entente initiale est retiré.

6. Tous les autres termes et conditions de l'Entente demeurent inchangés et continuent de régir les Parties dans la mesure où ils ne sont pas modifiés par le présent amendement.

7. Le présent amendement entre en vigueur le 1er janvier 2025.

(*Signatures à la page suivante*)

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE:

Le _____

Éco Entreprises Québec

Par:_____
Maryse Vermette, présidente-directrice générale

Le _____

Ville de Montréal

Par:_____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Dossier # : 1243956004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 196 797 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Le Pas de la Rue en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la première phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver l'addenda 3 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 2e rang en faveur de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544.

Il est recommandé:

D'accorder une contribution financière supplémentaire de 196 797 $ à l'organisme à but non lucratif Le Pas de la Rue;

D'approuver le projet d'Addenda 3 modifiant la convention de contribution financière;

D'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 2e rang pour et au nom de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544;

D’imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-12-02 11:46

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243956004**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 d) maintenir, avec l'appui de ses partenaires gouvernementaux, des mesures d'aide aux populations vulnérables favorisant l'accès à un logement convenable et abordable
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 196 797 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Le Pas de la Rue en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la première phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver l'addenda 3 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 2e rang en faveur de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544.

CONTENU

CONTEXTE

Le Comité Exécutif du 14 avril 2021 (CE21 0591) a autorisé l'octroi d'une contribution financière de 4 579 839 $ à Le Pas de la Rue (Organisme) pour l'acquisition et la conversion d'un immeuble non résidentiel et d'un second lot permettant l'ajout d'une construction modulaire préfabriquée pour un total de 19 studios dans l'arrondissement Hochelaga-Maisonneuve dans le cadre de la première phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL).
Le 21 avril 2021, une convention de contribution financière (Convention) entre la Ville de Montréal (Ville) et l'Organisme a été conclue afin de définir les modalités et conditions du versement de cette contribution financière.

Afin de garantir le respect des conditions énoncées dans la Convention, un acte de garantie hypothécaire de 1er rang en faveur de la Ville d'un montant équivalent à la contribution financière accordée, soit 4 579 839$, a été consenti par l'Organisme et publié au registre au

bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544 le 21 avril 2021.

Au cours de la même période, des modifications administratives ont été apportées pour permettre l'avancement du projet (voir la section des décisions antérieures). Le projet de 19 unités, dédié aux personnes itinérantes ou à risque de l'être et âgée de 55 ans et plus, a été achevé le 30 novembre 2022.

Dans le cadre de la réalisation du projet, des travaux de réhabilitation des sols étaient nécessaires. Sans possibilité d'obtenir une aide financière, le groupe a comblé un manque à gagner de 196 797 $ à même ses fonds propres pour la somme de 172 728 $ et en recourant à une somme de 24 069 $ provenant d'une marge de crédit hypothécaire de 500 000 $ contracté auprès de la Caisse d'économie solidaire Desjardins garantie par une hypothèque de 1er rang. La Ville a cédé son rang hypothécaire pour cette marge de crédit, ce qui a été autorisé par l'Addenda 2 à la convention (CE21 1854) de sorte que sa garantie hypothécaire au montant de 4 579 839 est passée en deuxième rang. Dans le cadre de ce processus, deux hypothèques immobilières de 500 000 $ ont été enregistrées au bénéfice de la Caisse alors qu'une seule était autorisée. L'addenda 3 prévoit que l'Organisme devra obtenir la radiation de ces hypothèques, lesquelles seront remplacées par une seule et unique hypothèque en faveur de la Caisse d'un montant de 500 000$ qui respecte les termes de l'addenda 2.

En ce sens, le présent sommaire a pour objectif d'octroyer une contribution financière supplémentaire à l'Organisme, d'approuver un addenda (no 3) à la Convention et d'autoriser la directrice du Service de l'habitation, à signer un nouvel acte hypothécaire de 2ième rang au montant de 4 776 636 $ représentant le montant ajusté de la contribution financière, et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE21 1854 (27 octobre 2021) d'approuver le projet d'addenda 2 modifiant la convention de contribution financière; d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer au nom de la Ville, à titre de créancier hypothécaire de PAS de la rue, un acte de consentement à la modification cadastrale pourvu que cet acte ait pour seule fin la renumérotation des lots faisant l'objet de l'hypothèque de la Ville; d'autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer au nom de la Ville, un acte de cession de rang par lequel la Ville cède son premier rang hypothécaire en faveur de la Caisse d'économie solidaire, prêteur principal de PAS de la rue, pourvu que l'hypothèque de la Caisse respecte les conditions prévues au présent dossier décisionnel.

- CE21 0651 (28 avril 2021) d'approuver le projet d'addenda 1 modifiant la convention de contribution financière intervenue entre la Ville de Montréal et l'organisme à but non lucratif Pas de la Rue (CE21 0591), dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL), afin de renoncer à l'assurance pour l'immeuble exigée à la date d'acquisition du lot 1 295 500, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé sur la rue Notre Dame Est, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve.

- CE21 0591 (14 avril 2021) d'accorder un soutien financier de 4 579 839 $ à l'organisme à but non lucratif Le Pas de la Rue, pour l'acquisition des lots 1 295 499 et 1 295 500, du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situés sur la rue Notre Dame Est, dans l'arrondissement de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve pour la réalisation d'un projet de 19 studios, dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL);

- CG21 0045 (28 janvier 2021). Autoriser la ratification de la convention avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL) permettant le transfert de 56 798 417 $ destinés à la réalisation de 12 projets d'habitation pour personnes en situation d'itinérance ou vulnérables

- Autoriser un budget additionnel de revenus et de dépenses équivalant à la subvention attendue de 56 798 417 $;

- CE20 2091 (31 décembre 2020). Autorisation accordée au directeur général à signer la convention, à être ratifiée par le conseil d'agglomération conditionnellement à l'obtention du décret d'autorisation, avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) dans le cadre de l'Initiative de création rapide de logements (ICRL) et encaisser la somme de 56 798 417 $ destinée à des projets d'habitation pour personnes sans-abri ou vulnérables ; autorisation de demander à la SCHL d'accepter exceptionnellement que le pouvoir de livrer et d'exécuter les obligations de la convention soit autorisé au plus tard le 28 janvier 2021 (1200640001);

- CE20 1874 (27 novembre 2020). Autorisation du dépôt d'un Plan sommaire d'investissement dans le cadre de l'Initiative pour la création rapide de logement et approbation de la stratégie de présentation de la Ville auprès de la SCHL (1208320004).

DESCRIPTION

Contribution financière supplémentaire

Depuis l'approbation en avril 2021 et la fin du chantier au mois de novembre 2022, l'ensemble des travaux ont été réalisés et tous les fournisseurs (professionnels, entrepreneur et sous-traitants) ont été payés.

Par contre, l'impossibilité d'obtenir une aide financière pour la réhabilitation des sols de 196 797 $ a eu pour conséquence de forcer l'organisme à utiliser ses fonds propres pour financer les travaux et à recourir davantage à la marge de crédit hypothécaire autorisée par la Caisse avec l'autorisation de la Ville.

La contribution financière supplémentaire proposée vise donc à rembourser l'organisme pour la somme qu'il a utilisé à même son fonds de roulement pour la réalisation des travaux de réhabilitation des sols et à le compenser pour l'endettement supplémentaire occasionné par la situation.

Pour ce faire, la Ville vise à faire approuver une contribution supplémentaire maximale de 196 197 $ provenant de l'enveloppe des sommes récoltées pour la réalisation de logement social dans le cadre de l'application du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM).

La Ville a publié sur l'immeuble une hypothèque au montant de la subvention initiale soit, 4 579 839 $, afin de s'assurer du respect des conditions prévues à la Convention.

Ainsi, il est recommandé d'approuver un nouvel acte hypothécaire en faveur de la Ville, d'un montant de 4 776 636 $, qui inclut la mainlevée de l'hypothèque initiale de 4 579 839 $.

Cette nouvelle inscription hypothécaire permettra à la Ville d'accorder la mainlevée de l'hypothèque initiale en sa faveur au bénéfice d'une nouvelle hypothèque de deuxième rang au montant total de la contribution, soit de 4 776 636 $.

Addenda 3 à la Convention

Un addenda à la convention sera requis afin d'inclure:
- L'augmentation de la contribution financière d'un montant maximal de 196 797 $ $;

- L’inscription d’une nouvelle garantie hypothécaire de deuxième rang en faveur de la Ville remplaçant ainsi l'hypothèque existante pour un montant correspondant à la contribution financière totale, soit 4 779 636 $.

JUSTIFICATION

Dans un contexte où l’Organisme n’a pas été en mesure d’obtenir une aide financière pour la réhabilitation des sols, l’obtention d’une contribution financière supplémentaire permettra à l’Organisme de le compenser pour l’augmentation de son prêt et de le rembourser pour la somme de son fonds de roulement utilisée pour pallier au manque à gagner au financement du projet.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d’autoriser une dépense de contribution financière additionnelle non récurrente maximale de 196 797 $ $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l’offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) .
Ces dépenses seront assumées par le budget de fonctionnement du Service de l’habitation. Cette contribution financière supplémentaire de 196 797 $ $ sera versée selon les modalités prévues à la à l’addenda 3.

Les contributions financières rattachées à ce projet concernent l'aide destinée à loger une population vulnérable faisant face à un risque d’itinérance, une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Le détail sur la provenance des fonds et les imputations budgétaires se retrouvent dans l'intervention du Service des finances.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion et équité.

La fiche d’analyse est jointe au sommaire décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L’aide additionnelle permettra à l’Organisme de rembourser la somme qu’il a utilisé à même son fonds de roulement pour la réalisation des travaux de réhabilitation des sols et à supporter le service de la dette pour son prêt.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication est prévue, en accord avec la direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N.A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la

conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline SILVA)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane BELANGER)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Antoine JOLIN GIGNAC
Conseiller en developpement - habitation

Tél : 438-829-0048
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-27

Hafsa DABA
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : 514-868-7688
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-11-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-12-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243956004*
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet :
Le Pas de Rue– Studios Mercier

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Objectif 7. Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Le projet permettra d'offrir 19 nouveaux logements abordables à des femmes immigrantes seules ou monoparentales.

Le projet constitue un apport important dans un contexte où les ressources en logement pour les clientèles vulnérables s'avèrent insuffisantes pour répondre aux besoins, notamment avec le contexte socio-économique actuel.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1243956004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 196 797 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Le Pas de la Rue en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la première phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver l'addenda 3 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 2e rang en faveur de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et sa forme, le projet d'acte d'hypothèque immobilière ci-joint de second rang en faveur de la Ville, comportant une mainlevée de l'hypothèque immobilière publiée sous le numéro 26 234 544. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant. N.D:24-002748

FICHIERS JOINTS

2024-11-26 Projet-d'acte-d'hyp-avec-mainlevée (Pas de la rue).rtf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-28

Caroline SILVA
Notaire
Tél : 438 349-0828
Division :

Hypothèque immobilière

DEVANT M^e^ Tommy Fréchette, notaire à Montréal, province de Québec, Canada

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, c. C-11.4) (la « Charte »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Clotilde TARDITI, directrice du service de l'habitation, dûment autorisée en vertu de la résolution numéro CG24 ___, adoptée par le conseil d'agglomération du _____() _____deux mille vingt-quatre (2024), copie certifiée de cette résolution demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Un avis d'adresse pour le Créancier a été inscrit au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de **Montréal**, sous le numéro **6 019 444**.

Ci-après nommée le « **Créancier** »

ET :

LE PAS DE LA RUE, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 1575, boulevard René-Lévesque Est, Montréal, province de Québec, H2L 4L2, agissant et représentée par _____, _____, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le _____ (__) _____ deux mille vingt-quatre (2024) et dont un extrait certifié conforme demeure annexé à l'original des présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée le « **Débiteur** »

Le Créancier et le Débiteur sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELS en vue de l'hypothèque faisant l'objet des présentes, conviennent et déclarent ce qui suit :

PRÉAMBULE

ATTENDU QU'une convention de contribution financière est intervenue entre le Créancier et le Débiteur, le trente-et-un décembre deux mille vingt (31 décembre 2020) aux termes de laquelle le Créancier a consenti d'octroyer au Débiteur une contribution financière au montant de **QUATRE MILLIONS CINQ CENT SOIXANTE-DIX-NEUF MILLE HUIT CENT TRENTE-NEUF DOLLARS (4 579 839,00 $)**, laquelle a été modifiée par trois addendas, dont le troisième, conclu le _____ 2024, prévoit une contribution financière supplémentaire de **CENT QUATRE-VINGT-SEIZE MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-DIX-SEPT DOLLARS ET QUINZE CENTS (196 797,15 $)** (ci-après, collectivement, et telle que celle-ci peut être à nouveau amendée, amendée et réitérée, suppléée, remplacée ou autrement modifiée de temps à autres, la « **Convention** »).

ATTENDU QU'aux termes de la Convention, le Débiteur s'est engagé à consentir une hypothèque immobilière grevant l'immeuble ci-après désigné afin de garantir le remboursement de toute somme payable au Créancier et l'accomplissement des obligations du Débiteur découlant de la Convention.

1. PRÉLIMINAIRES

Dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par les présentes, les conditions et définitions contenues dans la Convention font partie intégrante du présent acte.

Les obligations du Débiteur et l'hypothèque qu'il constitue en vertu des présentes ne seront ni amoindries ni modifiées de quelque façon que ce soit par toute convention qui pourrait intervenir entre le Créancier et le Débiteur, notamment si la Convention est modifiée ou que le Créancier accepte des délais, ou si le Créancier s'abstient d'exercer ses droits et recours, quels qu'ils soient. De plus, l'hypothèque et les autres droits créés aux présentes subsisteront, et ce, tant et aussi longtemps que toute somme payable au Créancier en vertu de la Convention, le cas échéant, n'aura pas été remboursée dans son intégralité et que les obligations constituées aux termes de la Convention et des présentes n'auront pas été accomplies.

Le fait pour les Parties de remplacer la Convention n'opérera pas novation, nonobstant toute loi ou usage à ce contraire.

2. OBLIGATIONS GARANTIES PAR L'HYPOTHÈQUE

La présente garantie hypothécaire est consentie afin de garantir l'exécution des obligations du Débiteur et des droits du Créancier découlant de la Convention et des obligations souscrites aux termes des présentes et notamment afin de garantir (i) la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à la Convention, (ii) maintien d'une offre locative abordable (iii) toutes autres obligations consenties aux termes de la Convention (ci-après

collectivement appelées les « **Obligations** »).

Si, de l'avis du Créancier, agissant raisonnablement, le Débiteur ne remplit pas les Obligations ci-dessus garanties par l'hypothèque, le Créancier pourra, en ses lieu et place et sous réserve de ses autres droits et recours, conclure les contrats et ententes, afin de corriger le défaut du Débiteur et remplir les obligations de ce dernier, et effectuer périodiquement des paiements aux entrepreneurs et autres personnes intéressées. Le Créancier pourra exiger le remboursement immédiat de ces sommes, avec intérêt sur celles-ci au taux ci-après stipulé, à compter de la date de leur décaissement.

Le Débiteur accomplira tous les actes et signera tous les documents nécessaires pour que l'hypothèque constituée par les présentes ait plein effet et soit constamment opposable aux tiers.

3. HYPOTHÈQUE PRINCIPALE

En garantie de l'accomplissement des Obligations envers le Créancier, le Débiteur hypothèque en faveur du Créancier pour la somme de **QUATRE MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE-SEIZE MILLE SIX CENT TRENTE-SIX DOLLARS ET QUINZE CENTS (4 776 636,15 $),** l'immeuble dont la désignation suit :

DÉSIGNATION

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **SIX MILLIONS QUATRE CENT TRENTE-ET-UN MILLE SEPT CENT QUATORZE (6 431 714)**, du cadastre du Québec, circonscription foncière de **Montréal**.

Avec bâtisse y érigée portant le numéro 9695 rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H1L 3P9.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

Tel que le tout se trouve présentement sans exception ni réserve, avec et sujet à toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées à l'Immeuble.

Avec tout ce qui est ou sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement à l'Immeuble et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi.

L'hypothèque et les autres garanties constituées aux termes des présentes prendront effet à compter de la date des présentes afin de garantir l'accomplissement des Obligations.

4. ASSURANCES

Le Débiteur s'oblige à faire assurer contre l'incendie et tout autre risque et perte habituellement couverts tous les bâtiments qui sont ou seront affectés par la présente hypothèque jusqu'à concurrence de leur pleine valeur de remplacement, ainsi que pour la responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle le Créancier est désigné comme coassuré.

Le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner au Créancier, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par le Débiteur ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable au Créancier.

Le Débiteur s'oblige par les présentes à faire insérer dans ces polices, à titre de mandataire du Créancier, la clause hypothécaire en faveur du Créancier, à dénoncer à l'assureur les droits hypothécaires de ce dernier, à remettre au Créancier ces polices, lesquelles contiendront les clauses usuellement stipulées dans les polices couvrant le même genre de risques, à maintenir celles-ci en vigueur jusqu'à l'accomplissement complet des Obligations et à fournir au Créancier au moins quinze (15) jours avant leur échéance le certificat de leur renouvellement.

À défaut par le Débiteur de se conformer à ces diverses obligations, le Créancier, sous réserve de ses autres recours, pourra souscrire pour le compte du Débiteur toute nouvelle assurance et réclamer le remboursement immédiat des primes avec intérêt du jour du paiement, au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal. Il pourra aussi, aux frais du Débiteur, notifier la présente hypothèque à toute compagnie d'assurances intéressée qui n'en aurait pas été avisée, copie ou extrait des présentes pouvant servir à cette notification au besoin.

Le Débiteur avisera sans délai le Créancier de tout sinistre et ne devra entreprendre aucun travail de réparation ou de réfection avant que ce dernier n'ait examiné les lieux et approuvé les travaux projetés au préalable et par écrit. En cas de perte de l'Immeuble, toute indemnité d'assurance devra être versée directement au Créancier, jusqu'à concurrence du montant de la contribution prévue aux termes de la Convention. Nonobstant toute loi, usage ou coutume à ce contraire, le Créancier pourra conserver l'indemnité ou la remettre, en totalité ou en partie, au Débiteur pour lui permettre de reconstruire ou réparer l'Immeuble, sans que, dans l'un ou l'autre cas, son hypothèque ou ses autres droits ne soient diminués ou affectés de quelque

manière que ce soit, si ce n'est par la signature d'une quittance notariée constatant la réduction du présent acte.

5. HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE

Pour garantir le paiement de toute somme d'argent non garantie par l'hypothèque principale ci-dessus créée, notamment les sommes déboursées par le Créancier pour la protection de sa créance hypothécaire, telles que, mais sans limitation, primes d'assurance, taxes, frais et autres accessoires, une hypothèque additionnelle équivalant à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus est créée par le Débiteur. En conséquence, le Débiteur hypothèque l'Immeuble de même que tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers, en faveur du Créancier pour une somme additionnelle égale à vingt-cinq pour cent (25 %) du montant indiqué à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus.

6. HYPOTHÈQUE DES LOYERS

Pour garantir davantage ses obligations, le Débiteur hypothèque par les présentes, jusqu'à concurrence de la même somme et pour les mêmes fins que celles indiquées à la clause « HYPOTHÈQUE PRINCIPALE » ci-dessus ainsi que pour la même somme et pour les mêmes fins que celles indiquées à la clause intitulée « HYPOTHÈQUE ADDITIONNELLE » ci-dessus, tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurance qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, ces loyers.

Le Débiteur s'engage à remettre au Créancier, sur demande, tous les baux affectant l'Immeuble ainsi que toute police d'assurance couvrant ces loyers.

Tant qu'il ne sera pas en défaut et que le Créancier n'aura pas avisé le Débiteur de son intention de les percevoir, le Créancier autorise le Débiteur à continuer à percevoir les loyers à leur échéance.

En cas de défaut, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, se prévaloir de cette hypothèque en la notifiant aux locataires, de même qu'en leur notifiant, ainsi qu'au Débiteur, qu'il percevra désormais les loyers exigibles. Il pourra renouveler les baux ou en consentir de nouveaux au nom du Débiteur aux conditions qu'il jugera convenables. Le montant des loyers perçus servira, à sa discrétion, à se payer une commission de cinq pour cent (5 %) des revenus bruts à titre de frais

d'administration, à payer les taxes, le coût des réparations ainsi que toute autre dépense, le tout sans que ses droits ou ses hypothèques soient diminués ou affectés de quelque manière que ce soit, ou, en tout ou en partie, au choix du Créancier, à payer les versements de capital, les intérêts ainsi que les frais exigibles aux termes des présentes. Le Créancier pourra également exercer ces droits par l'entremise d'un mandataire et le Débiteur s'engage à collaborer avec le Créancier ou son mandataire pour faciliter la perception des loyers. D'avance, le Débiteur ratifie les actes d'administration du Créancier et accepte les états soumis par ce dernier comme équivalant à une reddition de comptes. Le Créancier ne sera responsable d'aucune perte ni d'aucun dommage subi en raison de son administration.

7. CHARGES ET CONDITIONS

7.1. Frais

Le Débiteur paiera les frais et honoraires des présentes, les frais d'arpentage, d'évaluation et d'inspection de l'Immeuble, de vérification environnementale, les frais de publicité et tous les autres déboursés, incluant ceux relatifs à tout renouvellement, avis, hypothèque, renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée s'y rapportant. Le Créancier est autorisé à retenir, à même le produit de la contribution prévue aux termes de la Convention, les sommes suffisantes pour les acquitter. Le Débiteur paiera également, lorsque les Obligations auront été accomplies, avec ou sans subrogation, les frais et honoraires de quittance et mainlevée, le cas échéant, de la présente hypothèque.

7.2. Mise en défaut du Débiteur

Le seul écoulement du temps pour accomplir l'une quelconque des obligations prévues aux présentes constituera le Débiteur en défaut, sans nécessité d'aucun avis ou mise en demeure.

7.3. Hypothèques ou charges prioritaires

Le Débiteur s'engage à ce qu'en tout temps l'Immeuble demeure libre de toute priorité, hypothèque ou charge quelconque pouvant primer les droits du Créancier, à moins que le Créancier y consente préalablement par écrit. Il s'oblige, sur demande et à ses frais, à remettre au Créancier toute renonciation, cession de rang, quittance ou mainlevée que ce dernier jugera nécessaire pour conserver la primauté de ses droits sur l'Immeuble.

7.4. Radiation des droits hypothécaires ou prioritaires

Le Créancier est, par les présentes, autorisé à faire radier, aux frais du Débiteur, à même le produit de la Convention, toute inscription hypothécaire

et charge quelconque qui pourraient grever l'Immeuble et primer l'hypothèque consentie aux termes des présentes, à l'exception, le cas échéant, de celles ci-après déclarées. Au cas d'insuffisance de deniers, le Créancier est habilité à ne plus faire d'avance et à exiger, malgré le terme convenu, le remboursement des sommes déjà déboursées, sous réserve de ses autres droits et recours.

7.5. Paiement des taxes, impositions et cotisations

Le Débiteur s'oblige à acquitter régulièrement toutes les taxes, impositions et cotisations fédérales, provinciales, municipales et scolaires, générales ou spéciales, qui peuvent ou pourront, en tout temps, affecter et grever l'Immeuble par priorité sur les droits du Créancier, et il remettra au Créancier, le cas échéant, dans les trente (30) jours de l’échéance de ces taxes, impositions ou cotisations, des reçus démontrant leur paiement complet, sans subrogation en faveur de tiers.

7.6. Remboursement des sommes déboursées par le Créancier

Le Débiteur remboursera au Créancier, sur demande, toute somme déboursée par ce dernier pour payer des primes d'assurance, taxes, impositions, cotisations ou tous autres frais découlant de la Convention ou ayant été faits pour conserver sa garantie ou pour assurer l'exécution de toute obligation du Débiteur, avec intérêts sur ces sommes au taux applicable en vertu du Règlement sur les taxes de la Ville de Montréal à compter de la date de leur déboursement par le Créancier.

7.7. Conservation de l'Immeuble

Le Débiteur conservera en bon état, les bâtisses érigées ou qui seront érigées sur l'Immeuble, ainsi que tous les biens qui y sont ou qui y seront incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement et qui sont considérés comme immeubles en vertu de la loi, de façon à ne pas diminuer la garantie du Créancier.

Si le Débiteur néglige de maintenir l'Immeuble en bon état, d'y faire les réparations nécessaires après en avoir reçu la demande du Créancier ou si l'Immeuble est laissé vacant ou à l'abandon, le Créancier pourra, sous réserve de ses autres droits et recours, pénétrer dans les lieux pour y effectuer les travaux requis ou prendre toute autre mesure appropriée, aux frais du Débiteur.

Le Débiteur ne pourra faire aucune modification importante à l'Immeuble, ni en changer la destination, sans avoir obtenu le consentement préalable écrit du Créancier.

Le Débiteur ne pourra consentir de servitude ou autre démembrement

du droit de propriété sans l'autorisation préalable écrite du Créancier.

Le Débiteur s’engage à respecter toutes les lois et tous les règlements pouvant affecter l’Immeuble, et le cas échéant, à prendre sans délai toutes les mesures nécessaires pour se conformer à toute norme édictée par ces lois et règlements.

7.8. Inspection de l’Immeuble

Le Débiteur consent à ce que le Créancier puisse inspecter ou faire inspecter l’Immeuble afin de s’assurer que les biens hypothéqués sont bien conservés et que l’Immeuble est conforme aux normes environnementales ainsi qu’à toute autre loi ou tout autre règlement pouvant l’affecter.

7.9. Remise de documents

Le Débiteur s’engage à remettre au Créancier, sans délai, copie de tout avis, ordonnance ou acte de procédure émis en vertu des lois, règlements ou normes environnementales affectant l’Immeuble et qui lui est notifié, signifié ou inscrit sur l’Immeuble, de toute demande que le Débiteur voudrait faire pour se conformer à de telles exigences ainsi que de tout permis, attestation, certificat d’autorisation, certificat de conformité ou tout autre document obtenu à ces fins.

Il s'engage aussi à remettre au Créancier, si celui-ci lui en fait la demande, tous les documents relatifs à l'Immeuble. Ce dernier pourra retenir ces documents jusqu'à l’accomplissement complet des Obligations.

7.10. Électricité et gaz

Le Débiteur s’engage à acquitter, au plus tard quarante-cinq (45) jours après leur expédition, tout compte d’électricité et de gaz naturel qui peut lui être transmis. Il autorise irrévocablement les fournisseurs d’électricité et de gaz naturel à fournir au Créancier tout renseignement qu’il pourra leur demander relativement au paiement de ces comptes.

8. DÉCLARATIONS DU DÉBITEUR

Le Débiteur fait les déclarations suivantes, qu'il certifie être vraies et qui sont essentielles à la Convention, à savoir :

a) l'Immeuble lui appartient en pleine et entière propriété et est libre de toute priorité, hypothèque et charge quelconque, SAUF :

- Une hypothèque immobilière en faveur de la CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS reçue par Me Tommy

FRÉCHETTE, notaire, le treize (13) avril deux mille vingt-deux (2022) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 159 837, laquelle sera radiée incessamment;

- Une hypothèque immobilière en faveur de la CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS reçue par Me Tommy FRÉCHETTE, notaire, le onze (11) mai deux mille vingt-deux (2022) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 27 230 923, laquelle sera radiée incessamment;

- Une hypothèque immobilière en faveur de la CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS reçue par Me Tommy FRÉCHETTE, notaire, le _____ et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro _____.

- Une hypothèque immobilière en faveur de la Ville de Montréal reçue par Me Tommy FRÉCHETTE, notaire, le vingt-et-un avril deux mille vingt-et-un (2021) et publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544, laquelle sera radiée aux termes du présent acte, **la présente étant une hypothèque de deuxième rang.**

b) aucune construction, addition, réparation, rénovation ou modification de l'Immeuble n'est en cours et le coût de celles qui auraient été apportées à l'Immeuble au cours des six derniers mois a été intégralement acquitté;

c) toutes les taxes, impositions ou cotisations municipales ou scolaires, imposées sur l'Immeuble, ont été acquittées;

d) aucun accessoire permanent de l'Immeuble et, en particulier, aucun appareil de chauffage, de ventilation, de réfrigération, de nettoyage et d'éclairage, aucun ascenseur ou autre service de l'Immeuble n'a fait l'objet d'un contrat de vente conditionnelle, d'un contrat de location, d'un contrat de crédit-bail ou d'une hypothèque; tous ces accessoires sont la propriété du Débiteur et ont été entièrement payés et ceux d'entre eux qui n'ont pas été incorporés à l'Immeuble de façon à en faire partie intégrante ont été, à demeure, matériellement attachés ou réunis à l'Immeuble et sont eux-mêmes immeubles.

9. DÉFAUTS

Le Débiteur sera en défaut si lui ou tout propriétaire subséquent de l'Immeuble :

a) ne se conforme pas à l'une ou l'autre des Obligations;

b) fait cession de ses biens, est mis en faillite ou en liquidation, devient insolvable, fait une proposition concordataire ou se prévaut de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*;

c) n'obtient pas la mainlevée de toute hypothèque légale de la construction inscrite contre l'Immeuble dans les dix (10) jours de son inscription, sauf s'il en conteste de bonne foi la validité et s'il fournit au Créancier toute garantie supplémentaire requise par ce dernier pour assurer la protection de ses droits, auquel cas cette obligation sera suspendue jusqu'au jugement final à intervenir;

d) n'obtient pas la mainlevée de toute saisie opérée contre l'Immeuble en exécution d'un jugement;

e) n'obtient pas la mainlevée de tout préavis d'exercice d'un droit hypothécaire ou d'un autre droit inscrit contre l'Immeuble ou ne remédie à tout défaut aux termes de toute autre hypothèque ou charge affectant l'Immeuble;

f) fait aux présentes une déclaration qui s'avère fausse ou inexacte;

g) vend, cède, aliène tout ou partie de l'Immeuble, ou consent un droit réel sur tout ou partie de l'Immeuble, tels une servitude ou un démembrement du droit de propriété, sans le consentement préalable écrit du Créancier;

Advenant tout cas de défaut, le Créancier aura le droit, sous réserve de ses autres droits et recours :

a) d'exiger le paiement immédiat de la totalité des sommes qui lui sont dues aux termes des obligations garanties par la présente hypothèque en capital, frais et accessoires;

b) d'exécuter toute obligation non respectée par le Débiteur en ses lieu et place et aux frais de ce dernier;

c) de percevoir les loyers provenant de la location de l'Immeuble;

d) d'exercer les recours hypothécaires que lui reconnaît la loi, après avoir signifié et inscrit un préavis d'exercice de ses droits hypothécaires

et respecté le délai imparti pour le délaissement du bien, le tout conformément aux articles 2748 et suivants du *Code civil du Québec.*

10. ÉLECTION DE DOMICILE

Le Débiteur fait élection de domicile à l'adresse mentionnée aux présentes. Si le Créancier ne peut le rejoindre à cette adresse ou à la dernière adresse fournie par écrit par ce dernier, celui-ci fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour Supérieure du district de Montréal.

11. SOLIDARITÉ

Si le terme « Débiteur » comprend plus d'une personne, chacune d'elles est solidairement responsable envers le Créancier des obligations qui y sont stipulées.

12. INDIVISIBILITÉ

Les obligations du Débiteur sont indivisibles et pourront être réclamées en totalité de chacun de ses héritiers, légataires ou représentants légaux conformément à l'article 1520 du *Code civil du Québec*. Il en sera de même, le cas échéant, à l'égard de toute caution ou acquéreur de l'Immeuble ainsi qu'à l'égard de leurs héritiers.

13. RÈGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE DU CRÉANCIER

Le Créancier a adopté le *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et il a remis une copie de ce règlement au Débiteur.

14. RÉQUISITION DE MAINLEVÉE

Le Créancier, en sa qualité de créancière détenant une hypothèque consentie par le Débiteur aux termes d'un acte reçu par M^{e} Tommy Fréchette, notaire, le vingt-et-un (21) avril deux mille vingt-et-un (2021) dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544, accorde mainlevée pure et simple et consent à la radiation de l'inscription de tous les droits hypothécaires et autres droits réels résultant dudit acte.

15. CLAUSE INTERPRÉTATIVE

Chaque fois que le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel, et vice versa, et tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin. Le mot « Immeuble », employé sans autre indication dans le présent acte, comprend le fonds de terre, les bâtisses y

érigées ou qui pourront y être érigées, de même que les biens qui y sont ou qui pourront y être incorporés, attachés, réunis ou unis par accession ou autrement.

DONT ACTE à Montréal,

LE

SOUS le numéro

des minutes du notaire soussigné

LECTURE FAITE, les Parties déclarent accepter l'utilisation de procédés technologiques pour clore le présent acte, puis signent en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Par : Clotilde TARDITI

LE PAS DE LA RUE

_____
Par :

_____
M^e^ Tommy FRÉCHETTE, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1243956004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 196 797 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Le Pas de la Rue en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la première phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver l'addenda 3 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 2e rang en faveur de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

L'addenda 3 à la convention de contribution financière est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

2024-11-28 - Addenda 3 Pas de la Rue_VF - VISÉ.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane BELANGER
Avocate - Division du droit contractuel
Tél : 514 475-9934

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-29

Ariane BELANGER
Avocate
Tél : 514 475-9934
Division : Division du droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME

28 novembre 2024

POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ADDENDA 3

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE POUR L'EXPLOITATION DE LOGEMENTS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE FÉDÉRALE POUR LA CRÉATION RAPIDE DE LOGEMENTS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes*;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **LE PAS DE LA RUE**, personne morale légalement constituée en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38) dont l'adresse principale est le 1575 boul. René-Lévesque Est, Montréal, Québec, H2L 4L2, agissant et représenté par Luis-Carlos Cuasquer, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans le présent addenda comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les Parties ont conclu, le 21 avril 2021, une convention de contribution financière pour l'exploitation de logements dans le cadre de l'Initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL-1), laquelle a été approuvée par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE21 0591 adoptée le 14 avril 2021;

ATTENDU QUE la convention de contribution financière a été modifiée par les Parties dans le cadre de l'addenda 1, lequel a été approuvé par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE21 0651 adoptée le 28 avril 2021(ci-après l'« **Addenda 1** »);

ATTENDU QUE la convention de contribution financière a à nouveau été modifiée par les Parties dans le cadre de l'addenda 2, lequel a été approuvé par le comité exécutif de la Ville en vertu de la résolution CE21 1854 adoptée le 27 octobre 2021 (ci-après l'« **Addenda 2** »);

ATTENDU QUE la convention de contribution modifiée conformément à l'Addenda 1 et l'Addenda 2 est ci-après désignée comme la « **Convention initiale** »;

ATTENDU QUE la construction des Logements dans le cadre du Projet visé par la Convention initiale est terminée;

ATTENDU QUE le Projet est présentement en exploitation;

ATTENDU QUE, dans le cadre de la réalisation du Projet, l'Organisme comptait recevoir une subvention pour lui permettre d'assumer les frais liés à la décontamination de l'Immeuble;

ATTENDU QUE l'Organisme n'a pas obtenu la subvention prévue pour la décontamination de l'Immeuble en raison d'une inadmissibilité au Programme de subvention relatif à la réhabilitation de terrains contaminés;

ATTENDU QUE la Ville souhaite accorder à l'Organisme une contribution financière supplémentaire maximale de cent quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-dix-sept dollars (196 797 $), l'absence de financement pour la décontamination de l'Immeuble ayant généré un manque à gagner dans le cadre du Projet;

ATTENDU QUE la Ville souhaite que la contribution financière supplémentaire bénéficie au Projet de l'Organisme tel que défini à la Convention initiale et devant être réalisé et exploité conformément aux conditions et modalités qui sont prévues à cette dernière convention;

ATTENDU QUE l'Immeuble est grevé, en faveur de la Ville, d'une hypothèque immobilière de deuxième (2^{e}) rang au montant de quatre millions cinq cent soixante-dix-neuf mille huit cent trente-neuf dollars (4 579 839 $) garantissant le respect par l'Organisme de toute somme payable à la Ville en vertu de la Convention (tel que ce terme est défini ci-après) et l'accomplissement par l'Organisme de toutes les obligations envers la Ville qui y sont prévues;

ATTENDU QU'en raison de ce qui précède, il y a lieu de modifier la Convention initiale intervenue entre les Parties conformément au présent addenda 3 (ci-après l'« **Addenda 3 »** et collectivement avec la Convention initiale, la **« Convention** »), notamment pour prévoir le versement d'une contribution financière supplémentaire en faveur de l'Organisme;

POUR CES MOTIFS, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. PRÉAMBULE ET DÉFINITIONS

1.1 Le préambule fait partie intégrante du présent Addenda 3.

1.2 Tous les termes définis à la Convention initiale s'appliquent au présent Addenda 3, que le présent Addenda 3 réfère expressément ou non aux termes ou expressions définis dans la Convention initiale.

2. MODIFICATIONS

2.1 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 5.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

> « **5.1 Contribution financière**
>
> En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser une Contribution financière d'une somme maximale de quatre millions sept cent soixante-seize mille six cent trente-six dollars (4 776 636 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant. »

2.2 Les Parties conviennent de remplacer le texte de l'article 8.1 de la Convention initiale par le texte suivant :

> « **8.1** Afin de garantir le remboursement de toute somme payable à la Ville en vertu de la présente Convention et l'accomplissement de toutes les obligations de l'Organisme envers la Ville prévues aux présentes, l'Organisme s'engage à grever l'Immeuble en faveur de la Ville, comme suit :
>
> - une garantie hypothécaire de deuxième (2e) rang de quatre millions sept cent soixante-seize mille six cent trente-six dollars (4 776 636 $) assortie d'une hypothèque additionnelle de vingt-cinq pour cent (25 %) de ce montant, grevant l'Immeuble ainsi que tout ce qui y est ou y sera incorporé, attaché, réuni ou uni par accession ou autrement et qui est considéré comme immeuble en vertu de la loi, et grevant également tous les loyers présents et futurs provenant de la location de l'Immeuble ou d'une partie de celui-ci, ainsi que les indemnités d'assurance payables en vertu de toute police d'assurances qui couvre ou pourra couvrir, le cas échéant, l'Immeuble et ces loyers (ci-après l'« **Hypothèque** »), étant entendu que toute hypothèque inscrite contre l'Immeuble en faveur de la Ville avant la signature de l'Addenda 3 sera radiée conformément aux termes de cette Hypothèque.
>
> Les Parties conviennent que tout versement de la contribution financière prévue à l'article 5.1 de la présente Convention effectué à compter de la signature de l'Addenda 3 est conditionnel à ce que l'Hypothèque grève l'Immeuble.
>
> L'acte de l'Hypothèque devra être approuvé par le Service des affaires juridiques de la Ville avant sa publication et être instrumenté par le notaire de l'Organisme aux frais de ce dernier. »

3. AUTRES DISPOSITIONS

3.1 La Ville s'engage à verser à l'Organisme une partie de la Contribution financière prévue à la Convention, soit la somme maximale de cent quatre-vingt-seize mille sept cent quatre-vingt-dix-sept dollars (196 797 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, représentant la contribution financière supplémentaire maximale prévue au présent Addenda 3 (ci-après la « **Contribution supplémentaire** ») conformément aux modalités prévues ci-après.

3.2 Les Parties conviennent que la Contribution supplémentaire doit être affectée aux Coûts de réalisation du Projet, plus particulièrement aux coûts ayant été engagés par l'Organisme dans le cadre de la décontamination de l'Immeuble.

3.3 Nonobstant l'article 5.2.2 de la Convention, les Parties conviennent que la Contribution supplémentaire sera versée à l'Organisme par la Ville dans les trente (30) jours suivant la réalisation de l'ensemble des conditions suivantes, à la satisfaction du Responsable:

- La Ville détient une bonne et valable hypothèque de deuxième (2^{e}) rang sur l'Immeuble d'un montant de quatre millions sept cent soixante-seize mille six cent trente-six dollars (4 776 636 $);
- L'Organisme a remis au Responsable toutes les factures et les pièces justificatives en lien avec la décontamination de l'Immeuble, lesquelles justifient les dépenses de l'Organisme à cet égard en raison de l'absence de subvention dans le cadre du Programme de subvention relatif à la réhabilitation de terrains contaminés;
- L'Organisme a remis au Responsable une copie signée de la quittance ou de la mainlevée des hypothèques immobilières en faveur de la Caisse d'économie solidaire Desjardins enregistrées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 27 159 837 et 27 230 923;
- L'Organisme a remis au Responsable tout autre document ou renseignement demandé par ce dernier;
- L'Organisme a respecté tous les termes et conditions prévus à la Convention.

3.4 Toute disposition prévue au présent Addenda 3 fait partie intégrante de la Convention initiale.

3.5 Tous les termes et conditions de la Convention initiale qui ne sont pas modifiés par le présent Addenda 3 demeurent inchangés et continuent d'avoir effet conformément aux termes de la Convention initiale.

4. ENTRÉE EN VIGUEUR

4.1 Le présent Addenda 3 entre en vigueur à la date de signature la plus tardive par les Parties.

[Les signatures sont à la page suivante]

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ LE PRÉSENT ADDENDA 3 À L'ENDROIT ET À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Montréal, le .....e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito
Greffier adjoint

Montréal, le .....e jour de 2024

LE PAS DE LA RUE

Par : _____
Luis-Carlos Cuasquer
Directeur général

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2024 (Résolution CG ……...…….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1243956004

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division projets
Objet :	Accorder une contribution financière supplémentaire maximale de 196 797 $ provenant du volet social du Règlement visant à améliorer l'offre en matière de logement social, abordable et familial (RMM) à l'organisme à but non lucratif Le Pas de la Rue en complément du soutien financier reçu dans le cadre de la première phase de l'initiative fédérale pour la création rapide de logements (ICRL) / Approuver l'addenda 3 modifiant la convention de contribution financière/ Autoriser la directrice du Service de l'habitation à signer l'acte hypothécaire de 2e rang en faveur de la Ville de Montréal et la mainlevée de l'hypothèque initiale en faveur de la Ville de Montréal créée aux termes de l'acte hypothécaire publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 26 234 544.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

GDD 1243956004 intervention Brenan.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposé au budget
Tél : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-29

Ibtissam ABDELLAOUI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : - -
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.55

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1246756001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Urbania pour la production d'une série web pour Espace pour la vie - Dépense totale : 133 531,97 $, taxes incluses (1 soumissionnaire conforme)

Il est recommandé:

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme Urbania un contrat pour la production d'une série web pour Espace pour la vie, pour une somme maximale de 133 531,97$ $, taxes incluses, le tout selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-22 09:17

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1246756001**

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Urbania pour la production d'une série web pour Espace pour la vie - Dépense totale : 133 531,97 $, taxes incluses (1 soumissionnaire conforme)

CONTENU

CONTEXTE

En tant que musée de l'environnement, la Biosphère présente une programmation située à l'intersection de la science, de l'art et de l'engagement citoyen. Afin de se conformer aux attentes d'Environnement et Changement climatique Canada, qui en finance les opérations à hauteur de 3M$ par an, et notamment les activités de développement et de mise en oeuvre de programmes éducatifs, la Biosphère se doit de réaliser sa mission auprès de la population de tout le pays. C'est à travers ses productions numériques et une diffusion pancanadienne que l'institution atteint cet objectif.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

La Biosphère souhaite octroyer un contrat à Urbania pour la conception et la production d'une série web de six épisodes portant sur les émotions climatiques. Celle-ci fera écho à l'exposition Émolab, qui sera présentée à la Biosphère à compter de septembre 2025, tout en constituant un contenu médiatique à part entière.
Pour joindre l'ensemble des publics canadiens, la websérie sera produite en français et en anglais.

JUSTIFICATION

La démarche de demande de prix pour un contrat sous le seuil d'appel d'offres public a été déployée avec l'accompagnement du service de l'approvisionnement. 6 firmes ont été sollicitées et 4 prix ont été reçus. À la suite de l'évaluation des propositions selon la grille indiquée dans le devis, 2 firmes ont obtenu la note de passage. Le plus bas soumissionnaire conforme s'étant désisté, la firme Urbania est le seul soumissionnaire conforme.
L'estimation pour ce projet était de 109 226,25$. L'écart de 16% entre l'estimation et le prix de la soumission s'explique par la production de la version anglaise. En effet, différents

processus peuvent être utilisés pour produire une version anglaise, que ce soit de tourner dans les deux langues, de sous-titrer, de faire une doublure ("voice over") ou autre moyen au niveau graphique ou sonore, qui génèrent tous des coûts différents. Les moyens utilisés doivent correspondre au concept proposé par les firmes. Comme cette variable n'était pas connue au moment de l'estimation, une différence appréciable est possible avec les éventuels prix.

SOUMISSIONS CONFORMES	NOTE FINALE	PRIX SOUMIS (taxes incluses)	AUTRES (taxes incluses)	TOTAL (taxes incluses)
La Guérilla	83,7	130 352,97$	0$	130 352,97$
Urbania	88,3	133 531,97$	0$	133 531,97$
Dernière estimation réalisée ($)				109 226,25$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($)				21 126,66$
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)				16%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)				3179,06$
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)				2%

Il est à noter qu'Espace pour la vie obtient une ristourne de 100% sur les taxes et que le montant final hors taxe s'élève à 116 140$, soit à 86,8% du seuil d'appel d'offres public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme maximale de 133 531,97$ taxes incluses, est prévu au service Espace pour la vie (budget de la Biosphère). Conséquemment, ce dossier n'a aucune incidence sur le cadre financier de la Ville. Cette dépense sera assumée entièrement par l'agglomération. Rappelons que le budget de la Biosphère est financé à 100 % par le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030, notamment la priorité 12, Miser sur la transparence, l’ouverture et le partage des données ainsi que l’appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.
La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans ce projet, la Biosphère ne pourra atteindre les objectifs fixés par Environnement et Changement climatique Canada.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un plan de communication pour la promotion de la websérie sera mis en place lors de sa diffusion.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conception du projet : Janvier à mars 2025

- Tournage et production : Avril à mai 2025
- Post-production : Juin à août 2025
- Diffusion : Dès septembre 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Alexandre BEAUDIN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fiorella NUNEZ CARPIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Anne-Josée DIONNE
Conseillère en planification

Tél : 514-809-3490
Télécop. : 514-868-4979

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-29

Cindy LEONG
chef(fe) de division - communications et marketing (espace pour la vie)

Tél : 438-861-1426
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Julie JODOIN
Directrice de service - espace pour la vie
Tél : 438 923-4305
Approuvé le : 2024-11-07

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1246756001
Unité administrative responsable : Service Espace pour la vie
Projet : conception et production d'une websérie de six épisodes portant sur les émotions climatiques

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? **12. Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective**			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** **Interpeller les jeunes adultes à travers le pays en s'adressant à leurs préoccupations face aux enjeux climatiques et leur offrir des pistes de solutions pour faire face aux défis de la transition socioécologique.**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)? ● **Sensibilisation des parties prenantes à l'adaptation aux changements climatiques**	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1246756001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Objet :	Accorder un contrat à Urbania pour la production d'une série web pour Espace pour la vie - Dépense totale : 133 531,97 $, taxes incluses (1 soumissionnaire conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Firme inviter.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Alexandre BEAUDIN
Agent d'approvisionnement niveau 1

Tél : 514-872-5463

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-29

Denis LECLERC
chef(fe) de section - approvisionnement strategique en biens
Tél : 514-217-3536
Division : Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

- **La Guérilla**

  Francis Bourque
  Président / Producteur
  francis@laguerilla.com

- **Urbania média**

  MARIE-CLAUDE BOURDEAU
  DIRECTRICE VENTES ET STRATÉGIE DE CONTENU
  marie-claude@urbania.ca
  T 514 989 9500 C 514 913 5582

- **Toast studio**

  Sandy Suissa
  Directrice, service conseil // Account services director
  suissa@gotoast.ca
  514-844-2647 x.410
  m. 514-441-2020

- **Version 10**

  Développement d'affaires
  cgaudette@version10.ca

- **Goba studio**

  Nicolas Gouin
  Associé | Photographe | Réalisateur |
  gobastudio.com
  nicolas@gobastudio.com
  +1 (514) 519-8212

- **Frangin (Québec)**

  creation@frangin.co

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1246756001

Unité administrative responsable :	Service de l'Espace pour la vie , Bureau marketing et communications , Division rayonnement et relations avec les publics
Objet :	Accorder un contrat à Urbania pour la production d'une série web pour Espace pour la vie - Dépense totale : 133 531,97 $, taxes incluses (1 soumissionnaire conforme)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EPLV - 1246756001 - Urbania.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fiorella NUNEZ CARPIO
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-06

Sabiha FRANCIS

Tél :
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et en vertu de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes.

Ci-après, appelée : la **« Ville »**

ET :

URBANIA Studios de création inc., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 914 Notre-Dame Ouest #100, Montréal, Québec, H3C 1J9, agissant et représentée par Marie-Claude Bourdeau dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare.

Ci-après, appelé : le **« Contractant »**

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté un *Règlement sur la gestion contractuelle* en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ce règlement au Contractant;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 16 août 2024 relatifs aux services professionnels d'une firme de production vidéo (Projet Émotions climatiques) pour Espace pour la vie;

1.2 « **Annexe 2** » : l'offre de services présentée par le Contractant le 6 septembre 2024;

1.3 « **Directeur** » : le directeur de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

1.4 « **Unité administrative** » : le Service de l'Espace pour la vie.

ARTICLE 2
INTERPRÉTATION

2.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

2.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 3
OBJET

La Ville retient les services professionnels du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointe(s) aux présentes, pour produire une websérie de 6 épisodes en français et en anglais pour la Biosphère.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les deux parties, suivant la date la plus tardive ou à compter de toute date ultérieure fixée par le Directeur et, sous réserve de l'article 11 (RÉSILIATION), prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses obligations.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utile à l'exécution des obligations de ce dernier, prévues à la présente convention, documents qui seront considérés comme exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, tout rapport, toute proposition ou tout autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter avec diligence, les obligations prévues à la présente convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations à cette fin, étant entendu que le Contractant demeure maître des moyens à mettre en œuvre pour exécuter ses obligations;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées conformément à la somme prévue à l'article 8.1 et précisant le taux et le montant des taxes applicables, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada aux fins de la TPS et par Revenu Québec aux fins de la TVQ;

6.9 dans la mesure où le Contractant fait des représentations à la Ville à l'effet que son activité ou ses services ne sont pas taxables, prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne en capital, intérêts et frais, eu égard à toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales pour le paiement des taxes;

6.10 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique ce dernier, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et du déroulement des activités faisant l'objet de la présente convention;

6.11 n'entreprendre aucun travail susceptible d'entraîner un dépassement de la somme maximale ci-dessous mentionnée sans avoir obtenu, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville;

6.12 se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

6.13 adresser toute communication à la Ville en français; il en est de même pour l'affichage et la signalisation, notamment, l'affichage du Contractant dans les locaux de la Ville et à l'extérieur sur le domaine de la Ville, lesquels devront respecter l'article 58 de la Charte de la langue française, à savoir qu'ils soient rédigés en français, ou qu'ils soient exprimés en français et dans une autre langue, avec nette prédominance du français sur l'autre langue en terme de visibilité.

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de **CENT TRENTE-TROIS MILLE TROIS CENT TRENTE ET UNDOLLARS (133 531,97 $)**, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant, sur présentation d'une facture. La prétention du Contractant selon laquelle son activité ou les services rendus aux termes de la présente convention ne sont pas taxables n'engage aucunement la responsabilité de la Ville et, dans un tel cas, aucune somme additionnelle ne sera versée par la Ville au Contractant à titre de taxes.

8.2 Les factures adressées à la Ville par le Contractant sont payables dans les trente (30) jours de leur réception. Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

8.3 Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

8.4 Le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour paiements effectués en retard.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

9.1 La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.1.

ARTICLE 10
DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

En considération du paiement de toute somme prévue à l'article 8.1, le Contractant :

10.1 accorde à la Ville une licence non exclusive, pour une durée de trois (3) ans à partir de la date de diffusion, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment d'utiliser, de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter ou de modifier les Contenus décrits à l'Annexe A de la présente convention (les « **Contenus** »), entre autres par l'utilisation de rognage, de retouches, d'apposition de filtres ou de texte, ou par l'assemblage ou l'incorporation avec d'autres contenus et de les communiquer au public et les diffuser, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, sur tout support et dans tous les médias, y compris, mais sans y être limité, les médias électroniques et le site Internet de la Ville, et ce, pour toute fin en lien avec les institutions d'Espace pour la vie et leurs activités, produits et services, y compris, mais sans y être limité, leurs promotion, publicité et couverture médiatique. Pour plus de certitude : (i) cette licence exclut toutefois le droit d'intégrer les Contenus dans des produits dérivés destinés à la vente au public; et (ii) afin de permettre à la Ville d'exercer ses droits octroyés aux présentes, le Contractant convient et reconnaît que la Ville pourra également permettre à des tiers d'exercer les droits ci-dessus;

10.2 garantit (i) être le titulaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur et de tout droit de propriété intellectuelle dans les Contenus, y compris dans toute autre œuvre qui y serait incorporée; (ii) qu'il détient les droits et les autorisations requises afin de consentir la présente licence, sans nécessité pour la Ville d'obtenir des autorisations, de libérer des droits ou de payer quelques redevances ou royautés à quiconque pour l'exercice par la Ville, et des tiers autorisés en vertu du paragraphe 10.1 (ii) ci-dessus, des droits octroyés aux présentes; et (iii) que les Contenus, incluant toute autre œuvre qui y serait incorporée, ne violent ni ne violeront aucun droit, y compris, mais sans s'y limiter, droits à l'image, droits à la vie privée, droits d'auteur, droits moraux et marques de commerce;

10.3 tient la Ville et les tiers autorisés en vertu du paragraphe 10.1 (ii) ci-dessus, indemnes de toute réclamation quant à ces droits ou découlant de la violation de ces représentations, s'engage à prendre fait et cause pour ceux-ci dans toute action intentée contre eux en raison de ces droits ou de la violation de ces représentations et à les l'indemniser de tout jugement rendu à leur encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps. Le Directeur avise le Contractant par écrit de son intention de recommander à la Ville de mettre fin à la présente convention. Sur réception de cet avis, le Contractant doit soumettre au Directeur tous les rapports, toutes les études, toutes les données, toutes les notes et tous les autres documents préparés dans le cadre de la présente convention et émettre une facture finale faisant état de la valeur des travaux ou services rendus et de la valeur des biens fournis, le cas échéant, qui demeurent impayés à la date de l'avis du Directeur en joignant toutes les pièces justificatives à l'appui de telle facture.

11.2 La Ville acquittera le coût des services rendus à la date de l'avis du Directeur. Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
SURVIE DE CERTAINES OBLIGATIONS

La terminaison de la présente convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 **Entente complète**

La convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les parties.

13.2 **Divisibilité**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et leur force exécutoire.

13.3 **Absence de renonciation**

Le silence de l'une ou l'autre des parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou tel recours.

13.4 **Modification à la Convention**

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux parties.

13.5 **Lois applicables et juridiction**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.6 **Cession**

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre partie.

13.7 **Avis et élection de domicile**

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile du Contractant

Le Contractant fait élection de domicile au 914 Notre-Dame Ouest #100, Montréal, Québec, H3C 1J9 et tout avis doit être adressé à l'attention du Marie-Claude Bourdeau. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, le Contractant fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 4101 Sherbrooke Est à Montréal, province de Québec, H1X 2B2 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

13.8 **Exemplaire ayant valeur d'original**

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, A LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Domenico Zambito, greffier adjoint

Le e jour de 2024

URBANIA Studios de création inc.

Par : _____
Marie-Claude Bourdeau, directrice ventes et stratégie de contenu

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 20__ (Résolution CG …….).

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.56

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1248862003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Division gestion de portefeuille et d'administration
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 46 500,71 $ à titre de contribution aux dépenses admissibles sur 5 ans (2024 à 2028) dans le cadre du soutien financier accordé au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) (CG23 0565), majorant ainsi le montant total du soutien financier de 625 000 $ à 671 500,71 $ toutes taxes comprises / Approuver un projet d'addenda à cet effet.

Il est recommandé:
1. d'autoriser une dépense additionnelle de 46 500,71 $ à titre de contribution aux dépenses admissibles sur 5 ans (2024 à 2028) dans le cadre du soutien financier accordé au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) (CG23 0565), majorant ainsi le montant total de 625 000 $ à 671 500,71 $ toutes taxes comprise;

2. d'approuver le projet d'addenda à la convention de contribution financière intervenue entre la ville de Montréal et CERIU (CG23 0565);

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 24,7% par l'agglomération et à 75,3% par la ville centre.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-12-09 11:20

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248862003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Division gestion de portefeuille et d'administration
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 46 500,71 $ à titre de contribution aux dépenses admissibles sur 5 ans (2024 à 2028) dans le cadre du soutien financier accordé au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) (CG23 0565), majorant ainsi le montant total du soutien financier de 625 000 $ à 671 500,71 $ toutes taxes comprises / Approuver un projet d'addenda à cet effet.

CONTENU

CONTEXTE

L'objet du présent sommaire décisionnel concerne une addenda à la convention de contribution financière, approuvée initialement par le conseil d'agglomération le 19 octobre 2023 (CG23 0565).

Lors de la signature de cette entente en octobre 2023, plusieurs aspects n'ont pas été considérés dont l'augmentation annuelle de 2% ainsi que la taxation en vigueur, TPS, et TVQ du volet cotisation.

Nous présentons ce sommaire décisionnel au conseil d'agglomération, afin de corriger la situation et refléter la valeur réelle de la contribution financière requise, qui est passé de 625 000 $ à 671 500,71 $ toutes taxes comprises, sur cinq ans (2024 à 2028).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0565 - 19 octobre 2023 - Accorder un soutien financier total de 625 000 $ sur cinq ans (2024 à 2028) au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) à titre de contribution aux dépenses admissibles de cet organisme **.**
CE22 1660 – 10 mars 2022 - Accorder un soutien financier de 10 000 $ à l'organisme Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) dans le cadre du Congrès INFRA 2022 qui se tiendra du 21 au 22 novembre 2022 à Montréal. Approuver un projet de convention à cet effet.

CE21 1868 - 3 novembre 2021 - Accorder un soutien financier de 10 000 $ à l'organisme Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) dans le cadre du Congrès INFRA 2021 qui se tiendra du 29 novembre au 30 novembre 2021 à Montréal.

Approuver un projet de convention à cet effet

CE20 1863 - 25 novembre 2020 - Accorder un soutien financier de 10 000 $ à l'organisme Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) dans le cadre du Congrès INFRA 2020 qui se tiendra du 30 novembre au 2 décembre 2020 à Montréal. Approuver un projet de convention à cet effet.

CE20 1031 - 08 juillet 2020 - Accorder une contribution financière totale de 150 000 $ sur trois ans (2020 à 2022) à hauteur de 50 000 $ par année au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU), afin de participer à titre de membre «grand fondateur» au projet d'Observatoire - Gestion de l'espace urbain, création pilotée par le CERIU.

CE19 1657 - 30 octobre 2019 - Accorder un soutien financier de 10 000 $, à l'organisme Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) dans le cadre du Congrès INFRA 2019, qui se tiendra du 02 au 04 décembre 2019 à Montréal. Approuver un projet de convention à cet effet.

CE19 1069 – 26 juin 2019 - Confirmer l'intérêt de la Ville de Montréal à participer à titre de membre «grand fondateur» au projet d'Observatoire - Gestion de l'espace urbain, création pilotée par le Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU).

CE18 1240 - 01 août 2018 - Accorder un soutien financier de 10 000 $, à l'organisme Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) dans le cadre du Congrès INFRA 2018, qui se tiendra du 19 au 21 novembre 2018 à Québec. Approuver un projet de convention à cet effet.

CM18 0380 – 26 mars 2018 - Accorder un contrat de services professionnels de gré à gré au CERIU, pour un montant maximal de 139 924,58 $ taxes incluses, afin de réaliser une étude d'identification des zones potentielles et des bénéfices associées à la galerie multi-réseaux (GMR) sur le territoire de la Ville de Montréal, et ce en partenariat avec l'Université Concordia.

CE17 0253 – 01 mars 2017 - Autoriser une contribution financière de 15 000 $ au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU), pour le financement d'un projet d'élaboration d'un guide d'auscultation des voies cyclables. - Approuver un projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

Le sommaire décisionnel propose un amendement à l'article 2 de l'entente initiale (engagements de la ville). Il recommande d'autoriser une dépense additionnelle de 46 500,71 $ majorant ainsi le soutien financier total au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) de 625 000$ à 671 500,71 $ toutes taxes comprises, sur cinq ans (2024 à 2028), à titre de contribution aux dépenses admissibles.
Cette augmentation vise à corriger la non-intégration de l'indexation annuelle et à régulariser le calcul de la taxation applicable. Pour rappel, le projet de convention approuvé par le conseil d'agglomération le 19 octobre 2023 portait sur les éléments suivants:

- Volet Cotisation : 60 000 $ par an (incluant une augmentation de 2 % par an, à moins d'une cotisation spéciale). Ce montant est sujet aux taxes (TPS et TVQ) en vigueur:

· 75 laissez-passer-jours au congrès annuel Infra du CERIU;

· Un siège au conseil d'administration (CA) du CERIU pour le représentant de la ville de Montréal désigné par celle-ci;

· Un siège aux différents Conseils Permanents (CP) du CERIU pour le représentant de la ville de Montréal désigné par celle-ci;

· L'accès gratuit à la bibliothèque virtuelle sur le site du CERIU (comprend 1 500 publications techniques et présentations vidéo du CERIU) pour tous les employés de la ville de Montréal**;**

· 25 % de rabais sur le prix régulier des formations spécialisées offertes par le CERIU.

- Volet Partenaire fondateur de l'Observatoire : 50 000 $ par an (montant non taxable).

· Accorder un siège au Conseil scientifique de l'OBSERVATOIRE au représentant de la ville de Montréal désigné par celle-ci;

· Informer la ville, via son représentant désigné, au minimum 15 jours ouvrables, avant de procéder à tout changement dans la nature du projet, de ses livrables ou de son échéancier de réalisation;

· Transmettre tous les livrables des mandats de recherche de la présente entente lors de leur publication et pour chaque année du partenariat;

· Transmettre, annuellement, au plus tard début février de chaque année de partenariat, un rapport ou bilan ou état des lieux de l'OBSERVATOIRE;

· Transmettre à la ville de Montréal, sur demande, tout document ou renseignement pertinent à l'utilisation de la contribution financière, et ce jusqu'à 5 années suivant le dernier versement à l'année 5 de partenariat;

· Associer le partenaire, en tant que partenaire fondateur, à toutes les actions de communications de l'OBSERVATOIRE.

- Volet Congrès Infra : 12 500 $ par an (montant non taxable).

· Identifier la ville de Montréal en tant que partenaire OR du congrès avec la visibilité habituelle associée à ce type de partenariat;

· 6 laissez-passer-jours (LP) supplémentaires au congrès annuel Infra du CERIU et 25 % de rabais sur le tarif régulier des inscriptions, sans limite du nombre de participants.

· Un siège sur les comités de travail pour lesquels la ville nomme un représentant.

JUSTIFICATION

Cette augmentation vise à corriger la non-intégration de l'indexation annuelle et à régulariser le calcul de la taxation applicable.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette contribution financière d'un montant total de 671 500,71 $ toutes taxes comprises, pour les années 2024 à 2028 sera octroyée au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) à même le budget de fonctionnement du Service de l'eau, du Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) et du Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM).
Le montant total de 640 315,50 $, net de ristourne, sera imputé à parts égales entre les trois unités d'affaires.

Cette dépense sera assumée à 24.7 % par l'agglomération et à 75.3 % par la Ville centre.

Le détail des informations comptables se trouve dans l'intervention du Service des finances.

Total des montants taxes incluses, qui seront versés par la Ville pour les années 2024-2028:

	2024	2025	2026	2027	2028	Total des versements 2024-2028
cotisation taxable et indexée de 2%	68 985 $	70 364,70 $	71 771,99 $	73 207,43 $	74 671,58 $	359 000,71 $
volet partenaire non taxable	50 000 $	50 000 $	50 000 $	50 000 $	50 000 $	250 000 $
volet congrès non taxable	12 500 $	12 500 $	12 500 $	12 500 $	12 500 $	62 500 $
TOTAL	131 485 $	132 864,70 $	134 271,99 $	135 707,43 $	137 171,58 $	671 500,71 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle, compte tenu de sa nature. (voir Grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Une décision défavorable ferait en sorte que la Ville perdrait les multiples avantages découlant du partenariat de longue date avec le CERIU et priverait ce dernier de revenus indispensables pour accomplir sa mission.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

2024: versement de la première tranche de la subvention et entrée en vigueur de la convention
2025 à 2028 : versement des contributions subséquentes au plus tard le 30 janvier de chaque année.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Marie-Antoine PAUL)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantal MORISSETTE, Service de l'eau
Nathalie M MARTEL, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mona NOVAC
Contrôleuse de projet

Tél : 514-280-2098
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-22

Damien LE HENANFF
chef(fe) de division - gestion de portefeuille et administration

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248862003*
Unité administrative responsable : ***Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction, Division gestion de portefeuille et d'administration***
Projet : Autoriser l'augmentation du soutien financier total au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) de 625 000$ à 671 500,71 $ toutes taxes comprises, sur cinq ans (2024 à 2028), à titre de contribution aux dépenses admissibles. Approuver un projet d'annexe à la convention à cet effet.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			***x***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *« s.o »*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *« s.o »*			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**x**

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ADDENDA ENTENTE ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET LE CERIU

ENTRE : **CENTRE D'EXPERTISE ET DE RECHERCHE EN INFRASTRUCTURES URBAINES (CERIU),** personne morale, régie par la *Loi canadienne sur les organisations* à *but non lucratif,* ayant sa place d'affaires au 999, boulevard Maisonneuve Ouest, bureau 1600, CP 25 Montréal, Québec, H3A 3L4, agissant et représentée par Catherine Lavoie, ingénieure M. Sc. Présidente-directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes telle qu'elle le déclare;

Ci-après, appelée la « **CERIU** »

ET : **VILLE DE MONTRÉAL,** PERSONNE MORALE DE DROIT PUBLIC AYANT SON HÔTEL DE VILLE AU 275, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL, QUÉBEC, H2Y 1C6, AGISSANT ET REPRÉSENTÉE PAR M^E^ DOMENICO ZAMBITO, GREFFIER ADJOINT, DÛMENT AUTORISÉ AUX FINS DES PRÉSENTES EN VERTU DE LA RÉSOLUTION CG 0060 ET EN VERTU DE L'ARTICLE 96 DE LA *LOI SUR LES CITÉS ET VILLES*

Ci-après, appelée la « **Ville** »

Le **CERIU** et la **VILLE** sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente Entente comme une« **PARTIE»** ou les« **PARTIES».**

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville accorde à CERIU un soutien financier total de 625 000 $ sur cinq ans (2024 à 2028) au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) à titre de contribution aux dépenses admissibles de cet organisme, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution 0565 en date du 19 octobre 2023 (ci-après la « Convention initiale »)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. De remplacer l'article 2 et 3 de la Convention initiale par les articles suivantes :

« **2. ENGAGEMENTS DE LA VILLE**

La **VILLE** accorde au **CERIU** une aide financière de de 671 500,71 $ à titre de contribution aux dépenses admissibles du CERIU sur une période de 5 ans. Ses dépenses couvrent plusieurs volets des activités du CERIU :

- Volet Cotisation : 60 000 $ par an (incluant une augmentation de 2 % par an, à moins d'une cotisation spéciale). Ce montant est sujet aux taxes (TPS et TVQ) en vigueur.
- Volet Partenaire fondateur de l'Observatoire : 50 000 $ par an. Ce montant est

non taxable.

- Volet Congrès Infra : 12 500 $ par an. Ce montant est non taxable.

3. MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

Le montant de la contribution financière prévue est versé par la **VILLE** au **CERIU** selon les modalités suivantes et en tenant compte de 2 % d'augmentation par année (*à moins d'une cotisation spéciale*), au plus tard le 30 janvier de chaque année :

a. Un premier versement d'un montant de 131 485,00 $ en 2024 correspondant à l'année 1 du partenariat;

   i. Cotisation taxes incluses de 68 985,00 $;

   ii. Volet partenariat de l'Observatoire non taxable de 50 000,00$;

   iii. Volet congrès non taxable de 12 500,00 $.

b. Un deuxième versement d'un montant de 132 864,70 $ en 2025, correspondant à l'année 2 du partenariat;

   i. Cotisation taxes incluses de 70 364,70 $;

   ii. Volet partenariat de l'Observatoire non taxable de 50 000,00$;

   iii. Volet congrès non taxable de 12 500,00 $.

c. Un troisième versement d'un montant de 134 271,99 $ en 2026, correspondant à l'année 3 du partenariat;

   i. Cotisation taxes incluses de 71 771,99 $;

   ii. Volet partenariat de l'Observatoire non taxable de 50 000,00$;

   iii. Volet congrès non taxable de 12 500,00 $.

d. Un quatrième versement d'un montant de 135 707,43 $ en 2027, correspondant à l'année 4 du partenariat;

   i. Cotisation taxes incluses de 73 207,43 $;

   ii. Volet partenariat de l'Observatoire non taxable de 50 000,00$;

   iii. Volet congrès non taxable de 12 500,00 $.

e. Un dernier versement d'un montant de 137 171,58 $ en 2028, correspondant à l'année 5 du partenariat.

i. Cotisation taxes incluses de 74 671,58 $;

ii. Volet partenariat de l'Observatoire non taxable de 50 000,00$;

iii. Volet congrès non taxable de 12 500,00 $. »

2. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

3. Le présent addenda entre en vigueur à la date de la dernière signature.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le .....e jour de ..... 20__

CERIU

Par : _____ Catherine lavoie 2024.12.09 07:25:50 -05'00'
Catherine Lavoie, ing. M. Sc., Présidente directrice générale

La présente convention a été approuvée par le conseil d'agglomération, le e jour de ……. 2024 (Résolution CG …….).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248862003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction , Division gestion de portefeuille et d'administration
Objet :	Autoriser une dépense additionnelle de 46 500,71 $ à titre de contribution aux dépenses admissibles sur 5 ans (2024 à 2028) dans le cadre du soutien financier accordé au Centre d'expertise et de recherche en infrastructures urbaines (CERIU) (CG23 0565), majorant ainsi le montant total du soutien financier de 625 000 $ à 671 500,71 $ toutes taxes comprises / Approuver un projet d'addenda à cet effet.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds 1248862003_SUM.xlsx

GDD 1248862003_Info_Comptable VF .xlsx

SIRR - 1248862003 - CERIU (majoration).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Antoine PAUL
Préposée au budget
Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan
Tél : 514 872-0766

Pierre Blanchard
Conseiller budgétaire - PDS Eau-Environnement

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-25

Julie MOTA
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0766

Julie Godbout & Catherine Tougas
Service des finances - PDS Développement

Division : Service des finances et de l'évaluation foncière
Division conseil et soutien financier
Point de service Brennan

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.57

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1249563013

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sigma RH Solutions inc., pour la fourniture d'une solution infonuagique de gestion du personnel électoral, pour une période de 4 ans, avec 2 options de prolongation de 4 ans chacune - Dépense totale de 1 536 123,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20674 - (1 seul soumissionnaire conforme).

Il est recommandé :

1. d'accorder au seul soumissionnaire conforme Sigma RH Solutions inc., ce dernier ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 4 ans, le contrat pour la fourniture d'une solution infonuagique de gestion du personnel électoral, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 536 123,49 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 24-20674 ;

2. de procéder à une évaluation du rendement de Sigma RH Solutions inc;

3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par la Ville centre.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-12-05 20:44

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1249563013**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Sigma RH Solutions inc., pour la fourniture d'une solution infonuagique de gestion du personnel électoral, pour une période de 4 ans, avec 2 options de prolongation de 4 ans chacune - Dépense totale de 1 536 123,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20674 - (1 seul soumissionnaire conforme).

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal (Ville) s'est dotée d'une vision se déployant sur une période de 10 ans, Montréal 2030, afin d'affronter les défis d'aujourd'hui et de mieux se préparer à ceux de demain. Les efforts mis en place par le Service des technologies de l'information (Service des TI) s'inscrivent directement dans cette lignée.

La mission du Service des TI est de soutenir la modernisation et assurer le maintien des services technologiques clés de la Ville afin d'améliorer les services à la population et soutenir la transformation numérique.

Les projets TI visent les 3 échelles d'intervention du Plan stratégique 2030 (humain, quartier, métropole) dans la livraison de technologies qui enrichissent la fondation de la vie montréalaise.

À la suite du bilan opérationnel de l'élection 2021, un exercice d'évaluation des besoins a permis d'identifier plusieurs pistes d'optimisation TI dans le cadre du processus électoral de la Ville. En collaboration avec le Service des TI, le Service du greffe a démarré un projet de modernisation de ses outils électoraux (74994 - Gestion administrative du processus électoral).

Considérant que plus de 12 000 personnes sont appelées à travailler lors des élections municipales et des limitations de plus en plus importantes de la solution de gestion du personnel acquise en 2009, la mise en place d'une nouvelle solution de gestion du personnel électoral faisait partie des priorités identifiées par le Service du greffe. L'utilisation des applications déjà existantes à la Ville, pour l'embauche et la gestion des employés de la Ville, a été évaluée. Toutefois, puisque ces applications Ville ne sont pas adaptées au mode de fonctionnement d'une élection qui est de nature événementielle, elles n'ont pas été retenues.

Le Service des TI a sollicité le marché avec un premier appel d'offres public (23-20248) qui jumelait le besoin courant avec celui d'une solution de gestion de la liste électorale, mais n'a reçu aucune offre. Par la suite, deux appels d'offres publics ont été publiés simultanément, soit l'appel d'offres public 24-20490 (Gestion de la liste électorale) et l'appel d'offres public 24-20491 (Gestion du personnel électoral), mais aucune des soumissions reçues n'était conforme.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé, en date du 12 août 2024, l'appel d'offres public 24-20674. Cet appel d'offres public a été publié sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec (SÉAO) ainsi que dans le journal Le Devoir.

Un délai de 5 semaines a été initialement accordé aux soumissionnaires pour préparer et déposer leur soumission.

À la suite d'un report de la date d'ouverture des soumissions, la durée réelle de la période d'appel d'offres était de 49 jours, soit jusqu'au 1er octobre 2024.

Au total, quatre addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée	Impact monétaire
1	2024-08-15	Précisions suite à des questions techniques et administratives	Non
2	2024-08-21	Précisions suite à des questions techniques et administratives	Non
3	2024-09-05	Report de la date d'ouverture, et précisions suite à des questions techniques et administratives	Non
4	2024-09-16	Précisions suite à des questions techniques et administratives	Non

La réception et l'ouverture des soumissions ont été effectuées le 1er octobre 2024. La durée de la validité des soumissions est de 120 jours calendrier suivant leur ouverture, soit jusqu'au 28 janvier 2025.

Il faut noter que le processus de sollicitation de marché en était à sa troisième itération à la suite de l'échec des deux appels d'offres précédents, le premier le 23-20248 qui jumelait le besoin courant avec celui d'une solution de gestion de la liste électorale n'a pas reçu d'offres et le suivant le 24-20491 n'a pas obtenu de soumission conforme.

Le présent dossier vise donc à accorder un contrat à Sigma RH Solutions inc., pour la fourniture d'une solution infonuagique de gestion du personnel électoral, pour une somme maximale de 1 536 123,49 $, taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DA249563003 - 2 avril 2024 - Approuver la grille d'évaluation et de pondération des soumissionnaires dans le cadre de l'appel d'offres public pour l'acquisition d'une solution infonuagique de gestion du personnel du scrutin et de services professionnels.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise l'acquisition et la mise en place d'une solution infonuagique de

gestion du personnel offrant entres autres :

- Portail de postulation en ligne;
- Gestion des dossiers de postulants;
- Gestion du processus d'embauche;
- Gestion des dossiers d'employés;
- Gestion des affectations de travail, des présences et de la rémunération des employés;
- Portail des employés;
- Extraction de données et production de rapports;

Une banque d'heures de services professionnels est aussi prévue au contrat afin de procéder aux modifications requises à la solution si les besoins opérationnels ou changements réglementaires le justifient.

Les frais reliés à l'utilisation et à l'implantation de la solution sont forfaitaires et les services professionnels sur demande seront facturés à l'heure.

JUSTIFICATION

Sur un total de 8 preneurs du cahier des charges, 2 preneurs (25%) ont déposé des offres alors que 6 (75 %) n'ont pas soumissionné. De ces 6 firmes, 2 d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement.

Les raisons de désistements invoquées sont :

- une firme affirme qu'elle n'a pas de solution existante pour notre besoin ;
- une firme affirme qu'elle n'a pas eu le temps de répondre à l'Appel d'offres et préparer une soumission ;
- les autres firmes n'ont pas répondu.

Sur un total de 2 soumissionnaires, les 2 soumissionnaires sont déclarés conformes d'un point de vue administratif. De ce nombre 1 soumissionnaire est déclaré non conforme d'un point de vue technique.

L'évaluation de la soumission a été effectuée selon une grille de pondération et des critères d'évaluation préalablement approuvée par la direction du Service de l'approvisionnement en date du 2 avril 2024 (DA249563003).

Le résultat de cette évaluation est le suivant :

SOUMISSIONS CONFORMES	**NOTE INTÉRIM**	**NOTE FINALE**	**PRIX SOUMIS** (taxes incluses)	**AUTRES** (Contingences + variation de quantités) (taxes incluses)	**TOTAL** (taxes incluses)
Adjudicataire	72,1	0,80	**1 536 123,49 $**		**1 536 123,49 $**
Dernière estimation réalisée			1 175 044,50 $		1 175 044,50 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					361 078,99 $

Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*	30,73%

Après l'analyse des offres reçues par le comité de sélection, celui-ci recommande de retenir l'offre de services de la firme Sigma RH Solutions Inc. puisque la firme a obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis.

En vertu de l'article 573.3.3 de la L.C.V. dans le cas où une municipalité a, à la suite d'une demande de soumission, reçu une seule soumission conforme, elle peut s'entendre avec le soumissionnaire pour conclure le contrat à un prix moindre que celui proposé dans la soumission, sans toutefois changer les autres obligations, lorsque le prix proposé accuse un écart important dans l'estimation établie par la municipalité. Sigma RH Solutions inc., étant l'unique soumissionnaire conforme, et vu que le prix soumissionné initialement est de 36,21 % plus élevé que l'estimation de la Ville pour cette acquisition, le Service de l'approvisionnement a procédé à une négociation avec le soumissionnaire qui a accepté une révision de son prix de 1 600 509,49 $ à 1 536 123,49 $, soit une baisse de 64 386,00 $.

L'offre soumise par Sigma RH Solutions inc. est supérieure de 30,73 % par rapport à l'estimation de la Ville réalisée suite au processus de vigie de marché ainsi que les prix obtenus pour des contrats semblables. L'écart est principalement dû aux coûts élevés du marché pour de tels solutions spécifiques au domaine municipal et la nature du marché où opère cette firme soit un marché de niche.

Une évaluation du rendement de l'adjudicataire Sigma RH Solutions inc. sera effectuée conformément aux articles 5.5, 5.6, 5.7 et 5.8 de l'encadrement administratif C-OG-APP-D-22-001.

Après vérification, la firme Sigma RH Solutions inc. n'est pas inscrite sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA), le Registre des personnes inadmissibles en vertu du Règlement de gestion contractuelle (RGC) et la liste des firmes à rendement insatisfaisant.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 1 536 123,49 $, taxes incluses (1 402 685,49 $ net de taxes) et sera réparti comme suit :

Tableau de répartition des coûts (taxes incluses)

Description	**TOTAL**
Coût de l'implantation de la solution - PDI du Service des TI	220 809,49 $
Coût de licences - BF du Service du Greffe	942 795,00 $
Banque d'heures (SP) - consommation au rythme des besoins	372 519,00 $
TOTAL	1 536 123,49 $

Dépenses non capitalisables infonuagiques (PDI)

La dépense de 220 809,49 $$, taxes incluses, (201 628,49 $ net de taxes) sera imputée au PDI 2024-2033 du Service des TI au projet investi 74994 – Gestion administrative du processus électoral, et sera financée par le règlement d'emprunt de compétence locale 24-005.

Cette dépense sera assumée à 100% par la Ville centre.

Dépenses non capitalisables (BF)

La dépense de 942 795,00 $, taxes incluses (860 897,50 $ net de taxes) sera imputée au budget de fonctionnement (BF) du Service du greffe et sera répartie comme suit :

	2025	2026	Total
Coût droits d'utilisation - BF Service du greffe	482 895,00 $	459 900,00 $	942 795,00 $

Banques d'heures de services professionnels :

Les dépenses pour un montant maximal de 372 519,00 $, taxes incluses (340 159,50 $ net de taxes) seront assumées au PDI du Service des TI et/ou au budget de fonctionnement du Service du greffe pour la durée des contrats. Les prestations de services spécialisés seront utilisées au fur et à mesure de l'expression des besoins. Tous les besoins futurs de prestations de services seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements budgétaires, les virements budgétaires et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature des projets.

Estimation des années de prolongation :

Le présent contrat pourrait bénéficier de deux options de prolongation de 48 mois chacune, pour une somme de 2 479 987,00 $, taxes incluses. Si la Ville exerce les options de prolongation, les prix seront ajustés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) tel que prévu au contrat.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les bénéfices escomptés de cette solution sont les suivants :

- Se conformer aux exigences des lois dans le contexte du cadre électoral montréalais ;
- Améliorer l'accessibilité aux données pour les employé.es;
- Améliorer la gestion du personnel électoral dans un cadre opérationnel de type événementiel.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction acquisition (Patrick DUMOULIN)

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Johane MORIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Mohammed AROUSSI
conseiller(-ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514-809-6616
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-25

Marie-Claire UMURAZA
chef(fe) de division - solutions d'affaires - systemes corporatifs

Tél : 514-434-8699
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Antoine FUGULIN-BOUCHARD
Directeur - Espaces de travail et services aux utilisateurs
Tél : 438-221-1706
Approuvé le : 2024-11-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Richard GRENIER
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 438-998-2829
Approuvé le : 2024-12-05

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1249563013**

Unité administrative responsable : *Service des technologies de l'information*

Projet : Accorder un contrat à Sigma RH Solutions Inc., pour la fourniture d'une solution infonuagique de gestion du personnel électoral, pour une période de 4 ans, avec 2 options de prolongation de 4 ans chacune - Dépense totale de 1 536 123,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20674 - (1 seul soumissionnaire conforme).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *12) Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** • Se conformer aux exigences des lois dans le contexte du cadre électoral montréalais ; • Améliorer l'accessibilité aux données pour les employé-es; • Améliorer la gestion du personnel électoral dans un cadre opérationnel de type événementiel.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction acquisition

Dossier # : 1249563013

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Objet :	Accorder un contrat à Sigma RH Solutions inc., pour la fourniture d'une solution infonuagique de gestion du personnel électoral, pour une période de 4 ans, avec 2 options de prolongation de 4 ans chacune - Dépense totale de 1 536 123,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20674 - (1 seul soumissionnaire conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

24-20674 DetCah.pdf 24-20674_Tableau des résultats.pdf 24-20674 Intervention.pdf

PV - 24-20674.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patrick DUMOULIN
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-28

Hicham ZERIOUH
Chef de section
Tél : 514-000-0000
Division : Acquisition

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 24-20674 — No du GDD : 1249563013

Titre de l'appel d'offres : Solution infonuagique de gestion du personnel électoral et services professionnels.

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 12 - 8 - 2024

Ouverture originalement prévue le : 17 - 9 - 2024

Ouverture faite le : 1 - 10 - 2024

Date du comité de sélection : 11 - 11 - 2024

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 16 - 9 - 2024

Délai total accordé aux soumissionnaires : 49 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de réponses : 25

% de rejets : 50

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
LES SOLUTIONS VICTRIX INC.	Soumission non-conforme techniquement.

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 29 - 1 - 2025

Date d'échéance révisée : 29 - 1 - 2025

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
SIGMA-RH SOLUTIONS INC.	1 536 123,49 $	√	

Information additionnelle

En vertu de l'article 573.3.3 de la L.C.V., n'ayant reçu qu'une seule soumissions conforme dans le cadre de cet appel d'offres et que le prix soumis accuse un écart important avec celui prévu dans l'estimation de la Ville, une négociation portant uniquement sur le prix a été effectuée. Le soumissionnaire a reduit son prix de 64 386,00$ (TTI) pour un montant total de 1 536 123,49$ (TTI). Malgré une relance auprès des preneurs de cahiers de charges n'ayant pas déposé de soumission, un seul fournisseur a répondu en mentionnant qu'il n'avait pas eu le temps de préparer une soumission.

Préparé par : Patrick Dumoulin — Le 27 - 11 - 2024

24-20674 - Solution infonuagique de gestion du personnel électoral et services professionnels

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Profil du soumissionnaire et projets de référenceProfil du soumissionnaire et projets de référence 20%	Équipe de projet 20%	Plan de projet et méthodologie d'implantation 20%	Exigences non obligatoires 10%	Sécurité de l'information 10%	Soutien, maintenance, hébergement et conditions d'utilisation 15%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Sigma-RH solutions inc.	4,00	12,50	15,00	14,50	8,00	6,50	11,63	72,1	1 536 123,49 $	0,80	1
								-		-	
								-		-	
								-		-	
								-		-	

Agent d'approvisionnement	Patrick Dumoulin

Comité	
Date	lundi 11-11-2024
Heure	13 h 00
Lieu	Vidéoconférence Teams
Multiplicateur d'ajustement	10000
Facteur «K»	50

Québec

Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec

⚠ Vous êtes un fournisseur et vous vous connectez pour la première fois au nouveau SEAO? Consultez la page d'aide pour faciliter votre transition dans le nouveau système ou visionnez le webinaire pour vous guider dans la configuration de votre compte.

Vous souhaitez afficher et récupérer l'historique associé à votre ancien compte SEAO, consultez la procédure de récupération des profils pour compléter l'importation de vos données.

Liste des commandes

Numéro: 24-20674
Numéro de référence: 20012758
Type de l'avis: Avis d'appel d'offres
Statut: En attente des résultats d'ouverture
Titre: Solution infonuagique de gestion du personnel électoral et services professionnels
Organisation: Ville de Montréal - Service de l'approvisionnement

8 résultats **Résultats 1 à 8**

Trier par Sélection **Nombre par page**

1

KnowInk 1232 Bayview Street Pickering ON CAN L1W1E6	Publique	jonathon Hollins Téléphone: 4162064038 Courriel: jonathon.hollins@knowink.com	**Transaction: (20035231)** 2024-08-16 12:00	20010178 - 24-20674 Addenda 1 Devis Téléchargement 20011242 - 24-20674 Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:45 - Courriel 20013572 - 24-20674 Addenda 3 Devis 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel 20015000 - 24-20674 Addenda 4 Devis 2024-09-16 à 14:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Arche Technologies de l'Information Inc. (Historique) 2043 St-Zotique Est Montréal QC CAN H2G1J4 https://archeti.com	Publique	Marc Cassuto Téléphone: 5147747734 Courriel: marc.cassuto@gmail.com	**Transaction: (20044275)** 2024-09-03 18:19	20010178 - 24-20674 Addenda 1 Devis Téléchargement 20011242 - 24-20674 Addenda 2 Devis Téléchargement 20013572 - 24-20674 Addenda 3

				Devis 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel 20015000 - 24-20674 Addenda 4 Devis 2024-09-16 à 14:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
LES SOLUTIONS VICTRIX INC. 1100, boul. René-Lévesque Ouest Bureau 1900 Montréal QC CAN H3B4N4 http://www.victrix.ca/	Non diffusé	Mathieu Plamondon Téléphone: (418) 780-8181 Courriel: mplamondon@victrix.ca	**Transaction: (20036585)** 2024-08-19 10:00	20010178 - 24-20674 Addenda 1 Devis Téléchargement 20011242 - 24-20674 Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:45 - Courriel 20013572 - 24-20674 Addenda 3 Devis 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel 20015000 - 24-20674 Addenda 4 Devis 2024-09-16 à 14:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Langlois Avocats, S.E.N.C.R.L. 1250, boul. René-Lévesque Ouest, 20e étage Montréal QC CAN H3B4W8	Non diffusé	Nicolas Petit Téléphone: 4388447805 Courriel: marketing@langlois.ca	**Transaction: (20052706)** 2024-09-13 11:20	20010178 - 24-20674 Addenda 1 Devis Téléchargement 20011242 - 24-20674 Addenda 2 Devis Téléchargement 20013572 - 24-20674 Addenda 3 Devis Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Bordereau numérique Téléchargement Ne pas recevoir
ERNST & YOUNG S.R.L. / S.E.N.C.R.L. 900, de Maisonneuve Ouest Bureau 2300 Montréal QC CAN H3A0A8 http://www.ey.com/CA/en/Home	Publique	Linda Sangwa Téléphone: 6135986918 Courriel: quebec.rfps@ca.ey.com	**Transaction: (20034760)** 2024-08-15 17:37	20010178 - 24-20674 Addenda 1 Devis Téléchargement 20011242 - 24-20674 Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:45 - Courriel 20013572 - 24-20674 Addenda 3

				Devis 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel 20015000 - 24-20674 Addenda 4 Devis 2024-09-16 à 14:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Levio Conseils inc. 1015, avenue Wilfrid-Pelletier Bureau 530 Québec QC CAN G1W0C4 www.levio.ca	Non diffusé	Kathy Tremblay Téléphone: 4189143623 Courriel: kathy.tremblay@levio.ca	**Transaction: (20032411)** 2024-08-12 15:12	20010178 - 24-20674 Addenda 1 Devis 2024-08-15 à 10:50 - Courriel 20011242 - 24-20674 Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:45 - Courriel 20013572 - 24-20674 Addenda 3 Devis 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel 20015000 - 24-20674 Addenda 4 Devis 2024-09-16 à 14:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
Groupe In-RGY Consultation inc. 390, rue Le Moyne Montréal QC CAN H2Y1Y3 http://www.in-rgy.com	Non diffusé	Patrice Boulanger Téléphone: 5148626661 Courriel: patrice.boulanger@in-rgy.com	**Transaction: (20033988)** 2024-08-14 15:22	20010178 - 24-20674 Addenda 1 Devis 2024-08-15 à 10:50 - Courriel 20011242 - 24-20674 Addenda 2 Devis 2024-08-21 à 14:45 - Courriel 20013572 - 24-20674 Addenda 3 Devis 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel Bordereau numérique 2024-09-05 à 16:05 - Courriel 20015000 - 24-20674 Addenda 4 Devis 2024-09-16 à 14:40 - Courriel Mode privilégié (plan): Courriel
SIGMA-RH SOLUTIONS INC. 4545, avenue Pierre-De Coubertin Etage 10 Montréal QC CAN H1V0B2 https://www.sigma-rh.com	Publique	Olivier Laroche Téléphone: 5143523814 Courriel: ventes@sigma-rh.com	**Transaction: (20032996)** 2024-08-13 09:04	20010178 - 24-20674 Addenda 1 Devis 2024-08-15 à 10:50 - Courriel 20011242 - 24-20674 Addenda 2

Devis
2024-08-21 à 14:45 - Courriel

20013572 - 24-20674 Addenda 3
Devis
2024-09-05 à 16:05 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 16:05 - Courriel
Bordereau numérique
2024-09-05 à 16:05 - Courriel

20015000 - 24-20674 Addenda 4
Devis
2024-09-16 à 14:40 - Courriel

Mode privilégié (plan): Courriel

Québec

© Gouvernement du Québec, 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1249563013

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction espaces de travail et services aux utilisateurs , Division solutions espaces de travail
Objet :	Accorder un contrat à Sigma RH Solutions inc., pour la fourniture d'une solution infonuagique de gestion du personnel électoral, pour une période de 4 ans, avec 2 options de prolongation de 4 ans chacune - Dépense totale de 1 536 123,49 $, taxes incluses - Appel d'offres public 24-20674 - (1 seul soumissionnaire conforme).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1249563013 Certification de fonds - PDS Brennan.xls

GDD 1249563013 contrat Sigma RH, certification de fonds Serv. Greffe.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Johane MORIN
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-05

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.58

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1248379005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 666 667 $ à Concertation régionale de Montréal et prolonger la période de soutien jusqu'au 30 avril 2025, dans le cadre du soutien à la compétence de développement local et régional du Fonds régions et ruralité / Approuver l'addenda 2 à la convention initiale (CG24 0061)

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier supplémentaire de 666 667 $ à Concertation régionale de Montréal et de prolonger la période de soutien jusqu'au 30 avril 2025, dans le cadre du soutien à la compétence de développement local et régional du Fonds régions et ruralité;

2. d'approuver la convention modifiant la convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-12-06 08:39

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248379005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 666 667 $ à Concertation régionale de Montréal et prolonger la période de soutien jusqu'au 30 avril 2025, dans le cadre du soutien à la compétence de développement local et régional du Fonds régions et ruralité / Approuver l'addenda 2 à la convention initiale (CG24 0061)

CONTENU

CONTEXTE

L'organisme Concertation régionale de Montréal est un organisme à but non lucratif créé en 2015, dans la foulée de la dissolution de la CRÉ de Montréal par le gouvernement du Québec. Sa mission est de favoriser et d'animer le développement régional par la concertation ainsi que d'animer et de soutenir des initiatives régionales innovantes et structurantes.
Depuis sa création, l'organisme a reçu de l'agglomération des contributions financières récurrentes provenant du Fonds régions et ruralité du ministère des Affaires Municipales et de l'Habitation (MAMH).

Le présent dossier vise à augmenter le montant de la contribution financière de 666 667 $ pour porter l'aide financière à un montant total de 2 715 667 $, modifier les versements prévus en 2025 et allonger la période de soutien jusqu'au 30 avril 2025.

La dernière entente conclue entre le Service du développement économique et l'organisme a été modifiée par l'adoption de l'addenda 1 (CG24 0384 du 20 juin 2024). Elle est en vigueur jusqu'au 31 décembre 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0384 - 20 juin 2024 - Approuver l'addenda 1 à la convention approuvée à Concertation régionale de Montréal (CG24 0061) afin d'augmenter le montant de 1 024 500 $ pour un montant total de 2 049 000 $ et prolonger la période de soutien jusqu'au 31 décembre 2024 - Soutien à la compétence de développement local et régional du Fonds régions et ruralité pour l'année 2024.
CG24 0061 - 22 février 2024 **-** Accorder une contribution financière non récurrente de 1 024 500 $ à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation de leur projet dans le cadre de la mise en oeuvre du volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional - du Fonds régions et ruralité, pour la période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024 / Approuver le projet de convention à cette fin**.**
CG23 0071 - 23 février 2023 **-** Approuver un soutien financier d'une valeur maximale de 2 048 876 $ à Concertation régionale de Montréal, pour la réalisation d'activités de concertation et de mobilisation durant la période 2023, dans le cadre de l'Entente sur le Fonds régions et ruralité - Volet 2 - Soutien à la compétence de développement local et régional.
CG20 0606 - 19 novembre 2020 - Approbation d'une entente de délégation en matière de développement local et régional avec Concertation régionale de Montréal, d'une valeur totale maximale de 3 958 700 $, pour la mise en

oeuvre d'actions de concertation durant la période 2021-2022, dans le cadre de l'entente sur le Fonds régions et ruralité - volet 2, conditionnellement à l'autorisation de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

DESCRIPTION

Le renouvellement de l'entente triennale entre la Ville et l'organisme est en préparation et nécessitera une analyse avec plusieurs services de la Ville, dont le Service des affaires juridiques. Étant donné que la Ville est le premier bailleur de fonds de l'organisme et que ce dernier manque de liquidités pour assurer son fonctionnement jusqu'à la conclusion de ladite entente, il est proposé de bonifier la contribution financière et d'allonger la période de soutien actuel pour une période de quatre (4) mois supplémentaires.
La contribution additionnelle vise à accomplir les mêmes objectifs que le projet initial, à savoir :

- Accélérer la transition écologique;
- Favoriser la parité, l'équité et l'inclusion;
- Renforcer la vie démocratique;
- Mobiliser des communautés par la concertation régionale pour expérimenter et agir.

JUSTIFICATION

L'entente FRR prévoit l'utilisation du fonds à des mesures de développement local et régional. Le projet d'addenda entre la Ville et Concertation régionale de Montréal est conforme aux modalités d'affectation du volet 2 de l'entente FRR, notamment la mobilisation des communautés et le soutien à la réalisation de projets pour améliorer les milieux de vie.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense totale maximale de 666 667 $ La somme requise est prévue au budget du Service du développement économique - Fonds régions et ruralité.
Le tableau suivant illustre les montants accordés durant les dernières années à l'organisme ainsi que les versements prévus pour le soutien financier recommandé :

Organisme	Projet	Montant accordé 2024	Montant recommandé Addenda 2	Montant total	Versements				Soutien Ville / Global projet
					1er Versement / 2024	2e versement / 2024	3e Versement / 2025	4e Versement / 2025	
Concertation régionale de Montréal	Fonds Régions et ruralités	**2 049 000 $**	**666 667 $**	**2 715 667 $**	**800 000 $**	**1 000 000 $**	**715 667 $**	**200 000 $**	**86 %**

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu à l'Article 19 (11.1) de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 pour des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle. La grille d'analyse du projet est jointe au dossier initial (CG 240061).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Poursuite des activités de concertation de l'Organisme sur le territoire de l'agglomération.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avril 2025 : fin du projet et de la convention

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Fiorella NUNEZ CARPIO)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catalina BONILLA
Commissaire développement économique

Tél : 514 8866479
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-28

Simon DÉCARY
commissaire - developpement economique

Tél : 000-0000
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Payam ESLAMI
directeur(-trice) - entrepreneuriat

Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-04

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-12-04

ADDENDA 2

MODIFIANT LA CONVENTION APPROUVÉE PAR RÉSOLUTION CG24 0061

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Domenico Zambito, greffier adjoint, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après, appelée la « **Ville** »

ET : **CONCERTATION RÉGIONALE DE MONTRÉAL**, personne morale, constituée sous l'autorité de la partie III de la Loi sur les compagnies (RLRQ, c. C38), dont l'adresse principale est le 425, boulevard de Maisonneuve Ouest, suite 1100, Montréal, Québec, H3A 3G5, agissant et représenté par Richard Deschamps, président, dûment autorisée aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après, appelé le « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE les Parties ont conclu une convention dans laquelle la Ville verse une contribution financière à l'Organisme pour la réalisation de son Projet, laquelle a été approuvée par le conseil d'agglomération **(CG24 0061)** du (ci-après, la « Convention initiale »);

ATTENDU QUE l'addenda 1 **(CG 240384),** a fait une augmentation de la contribution initiale pour un total de 2 049 000 et de prolonger la période de soutien jusqu'au 31 décembre 2024;

ATTENDU QUE le renouvellement de l'entente triennale est en préparation;

ATTENDU QUE les Parties conviennent de modifier la Convention initiale en fonction des ajustements ou adaptations requis;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 5.1 de la convention initiale est remplacé par le suivant :

« En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de **DEUX MILLIONS SEPT CENT QUINZE MILLE SIX CENT SOIXANTE-SEPT DOLLARS (2 715 667 $)**, incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet ».

2. L'article 5.2 de la convention initiale est remplacé par le suivant :

« La somme sera remise à l'Organisme en quatre versements :

En 2024 :

- un premier versement au montant de **HUIT CENT MILLE DOLLARS (800 000 $)** dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention;

- un deuxième versement au montant **D'UN MILLION DOLLARS (1 000 000 $)**, 30 jours après la signature de l'addenda 1 et après approbation du rapport d'étape à la satisfaction du Responsable;

En 2025 :

- un troisième versement au montant de **SEPT CENT QUINZE MILLE SIX CENT SOIXANTE-SEPT DOLLARS (715 667 $)**, 30 jours après la signature de l'addenda 2 et après approbation du rapport annuel 2024 à la satisfaction du Responsable;

- un quatrième versement de **DEUX CENT MILLE DOLLARS (200 000 $)** après le dépôt et l'analyse de la réception de la Reddition de comptes à la satisfaction du Responsable,

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant ».

3. L'article 10 de la convention initiale est remplacé par le suivant :

« La présente Convention prend effet le 1er janvier 2024 et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 30 avril 2025.

Il est toutefois entendu que la terminaison de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, ne met pas fin à toute disposition de la Convention qui, implicitement ou explicitement, doit demeurer en vigueur malgré sa terminaison ».

4. L'annexe 1 de la convention initiale est remplacé par la nouvelle annexe 1 du projet

(voir l'annexe 1)

5. Le présent addenda entre en vigueur à la date de sa signature par la dernière des Parties.

6. Tous les autres termes et conditions de la Convention initiale demeurent inchangés.

7. Cet addenda peut être signé séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux, mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise à la même valeur qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2024

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Domenico Zambito, greffier adjoint

Le e jour de 2024

Concertation régionale de Montréal

Par : _____
Richard Deschamps, président

Cet addenda a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2024 (Résolution CG …….).

ANNEXE 1 PROJET

a. Définition du Projet

RENOUVELLEMENT DE L'ENTENTE ENTRE L'AGGLOMERATION DE MONTREAL ET CONCERTATION MONTREAL

En avril 2015, le conseil d'agglomération de Montréal reconnaissait Concertation Montréal (CMTL) comme **son interlocuteur privilégié** en matière de concertation intersectorielle et de développement régional (résolution CG15 0275 – 30 avril 2015).

OBJECTIFS ET PROJETS

Soutenir l'agglomération de Montréal dans sa compétence de développement local et régional :

* En soutenant la réalisation de projets structurants et
* En mobilisant les communautés

Pour ce faire, Concertation Montréal utilisera la synergie de ses **grands projets** pour soutenir le développement de Montréal, soit : la mobilisation des communautés par **la concertation régionale** pour expérimenter et agir, afin d'accélérer **la transition écologique**, de favoriser **la parité, la diversité et l'inclusion** et de renforcer **la vie démocratique**.

Ces projets structurants ont été priorisés pour combler des chaînons manquants dans le développement de l'écosystème montréalais.

Le Projet aura lieu entre **le 1 janvier 2024 et le30 avril 2025.**

Les projets sont présentés dans les deux d'action suivants :

- Plan d'action allant du 1 janvier 2024 au 31 décembre 2024
- Plan d'action allant du 1 janvier 2025 au 30 avril 2025.

I : PLAN D'ACTION allant du 1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

Objectif
Soutenir l'agglomération de Montréal dans sa compétence de développement local et régional
* En mobilisant les communautés et
* En soutenant la réalisation de projets structurants.
Pour ce faire, Concertation Montréal utilisera la synergie de ses 4 grands projets pour soutenir le développement de Montréal, soit : la mobilisation des communautés par **la concertation régionale** pour expérimenter et agir, afin d'accélérer **la transition écologique**, de favoriser **la parité, la diversité et l'inclusion** et de renforcer **la vie démocratique**. Ces projets structurants ont été priorisés pour combler des chaînons manquants dans le développement de l'écosystème montréalais.

Nom de l'activité et groupes visés	Objectifs (Quoi?)	Activités (Comment?)	Cibles (Combien? Pour qui?)	Coût	Financement complémentaire
Projet 1 : Projet structurant pour accélérer la transition écologique **Objectif: Mobiliser les institutions, les organisations, les entreprises et les citoyen.ne.s pour transformer leurs pratiques, de façon à accélérer la transition écologique.**					
Réseaux à effet de levier en transition écologique Villes liées Entreprises OBNL	Concertation des villes liées de l'agglomération de Montréal et mise en contact avec les grandes organisations qui oeuvrent à la transition écologique. Augmentation de la capacité des professionnel.le.s des villes liées et des entreprises à mettre en oeuvre des pratiques innovantes et des démarches en transition écologique grâce à la concertation. Sensibilisation des acteurs et actrices des milieux municipaux et commerciaux à l'importance de la transition écologique et aux pratiques responsables et circulaires.	Animer une table en environnement mettant en relation les villes liées, les OBNL et les entreprises environnementales pour créer des opportunités de formation, de rencontres et de collaboration. Accompagner et outiller les professionnel.le.s des villes liées et les entreprises pour la mise en oeuvre de nouvelles pratiques dans leurs projets écoresponsables. Réunir l'information et les outils à l'intention des professionnel.le.s des villes liées. Participer et partager notre expertise au sein de comités et rencontres partenaires.	8 rencontres, incluant des formations, visites sur le terrain et webinaires ; 30 professionnel.le.s municipaux et 6 organisations du secteur environnemental mises en relations 5 recherches ciblées effectuées ou projets structurants appuyés 1 banque d'outils web alimenté mensuellement : veille médiatique et recension de bonnes pratiques 4 comités, ateliers, événements ou démarches de partenaires soutenus	200 000 $	N/A
Communauté de pratique textile et habillement Entreprises OBNL Institutions Regroupements Citoyen.ne.s	Identification des conditions de succès au développement d'une filière du réemploi et du recyclage des textiles et développement de projets en ce sens. Acquisition, par les entreprises, des connaissances nécessaires à l'adoption de pratiques responsables et circulaires. Sensibilisation des acteurs et actrices du milieu et des citoyen.ne.s aux pratiques responsables et circulaires, incluant la réduction à la source. Rayonnement de la thématique de l'écoresponsabilité et de la circularité dans le secteur du textile.	Animer la communauté de pratique textile et habillement Organiser une série d'ateliers dédiée à l'industrie pour mettre de l'avant des bonnes pratiques : "En mode circularité". Contribuer activement à outiller et créer des liens entre les acteurs et actrices de l'industrie. Développer et animer des activités de sensibilisation pour le grand public, notamment dans des écoles. Stimuler la recherche dans le secteur en participant à des comités de pilotage, en soutenant la rédaction de mémoires et en proposant des objets d'études pour des travaux de session universitaires. Transition des activités vers d'autres sources de financement ou fin progressive avant la fin de l'année 2024.	15 entreprises de la communauté de pratique formées et accompagnées 100 professionnel.le.s du secteur du textile formé.e.s 4 événements, comités, ateliers ou démarches de partenaires soutenus 4 activités ou évènements de sensibilisation 200 citoyen.ne.s informé.e.s ou sensibilisé.e.s 4 projets de recherches ou d'études soutenus	250 000 $	N/A

Projet 2 : Projet structurant pour favoriser la parité, la diversité et l'inclusion **Objectif: Mettre de l'avant des modèles féminins ou issus de la diversité montréalaise et accompagner les milieux et les organisations souhaitant développer une approche plus inclusive dans les lieux décisionnels et dans le secteur des sciences, technologie, ingénierie et mathématique (STIM) et des technologies de l'information et des communications (TIC).**					
Banque de candidatures de la diversité Leaders socioéconomiques OBNL Institutions	Création d'opportunités de maillages entre, d'une part, des organisations, institutions et entreprises recherchant une relève au sein de leur C.A. et de leurs comités et, d'autre part, des candidatures représentant la diversité. Développement des compétences en gouvernance des candidat.e.s de la diversité. Amélioration des pratiques des organisations pour une gouvernance inclusive et pour le recrutement de personnes de la diversité.	Solliciter de nouvelles inscriptions et effectuer un tri dans la Banque pour optimiser la pertinence des 705 candidatures actuellement inscrites. Organiser des évènements et créer des occasions de maillage en faisant la promotion de la Banque, entre autres auprès des entreprises d'économie sociale. Accompagner individuellement des organisations qui cherchent des candidat.e.s de la diversité en leur proposant des candidatures adaptées à leurs besoins. Mener le Groupe des Trente, un programme d'engagement dont la mission est d'inspirer une relève diversifiée en gouvernance pour enrichir les lieux décisionnels (MIFI) Mener le Groupe des Vingt, un programme d'accompagnement dédié à 20 représentant.e.s d'organisations souhaitant être soutenu.e.s et outillé.e.s afin d'enrichir leur conseil d'administration de leaders et professionnel.le.s expérimenté.e.s issu.e.s de la diversité (MIFI)	150 nouvelles adhésions à la banque de candidature de la diversité 1 évènement Trouve ton C.A. réunissant 100 candidat.e.s et 50 organisations 75 maillages facilités recensés 15 fonctionnaires de la Ville et 40 OBNL et entreprises d'économie sociale rencontré.e.s pour les inviter à utiliser la Banque 40 organisations accompagnées dans leur recherche 100 partages d'appels de candidature dans nos réseaux	350 000 $	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration = 400 000 $
Femmes en science, technologie, informatique et mathématique (STIM) Femmes OBNL Entreprises	Développement du leadership et accélération du cheminement professionnel de jeunes femmes intéressées par les technologies. Renforcement de la concertation sur la question de la parité et de la diversité dans le secteur des technologies.	Réunir une communauté de femmes engagées dans le cadre de l'évènement **Techno au féminin**, en partenariat avec Espace pour la Vie, pour favoriser les maillages entre la relève et les entreprises. Mobiliser et faire rayonner les talents des ambassadrices formées, grâce au soutien du MEI, pour susciter l'intérêt des filles du secondaire envers les technologies. Participer et partager notre expertise au sein de comités et rencontres partenaires.	1 soirée de réseautage Techno au féminin, pour 80 fillles et 10 organisations et entreprises 3 maillages entre filles et entreprises, incluant des bourses et des stages offerts 19 jeunes ambassadrices mobilisées 3 participations à des mobilisations de partenaires	170 000 $	Ministère de l'Économie et de l'Innovation = 100 000 $ Regroupement des cégeps de Montréal = 44 000 $
Parité dans les lieux décisionnels Femmes Villes	Renforcement de la concertation sur la question de la parité dans les lieux décisionnels. Développement du leadership et accélération du cheminement	Évaluer l'impact du contenu de formation, de la programmation et du mode présentiel, hybride et virtuel des anciennes cohortes depuis la création du programme. Animer la communauté de pratique des anciennes du RJFL.	3 focus group réalisés 1 questionnaire envoyé aux participantes de toutes les cohortes 1 communauté de pratique de 180 anciennes du RJFL fédérée	78 800 $	N/A

OBNL	professionnel de jeunes femmes leaders dans tous les secteurs.	Animer durant 8 mois une cohorte du **Réseau jeunes femmes leaders (RJFL)**, proposant un réseau de soutien par les pairs, des activités de formation et des rencontres avec des leaders reconnues. Accompagner individuellement les participantes pour solutionner des problématiques rencontrées dans leur carrière.	20 femmes professionnelles exerçant ou aspirant à un rôle de leadership accompagnées 3 formations qualifiantes proposées 1 rencontre organisées avec des femmes leaders reconnues		
Projet 3 : Projet structurant pour renforcer la vie démocratique **Objectif: Contribuer à ce que l'entièreté de la population montréalaise, dans toute sa diversité, puisse s'exprimer dans les instances démocratiques et prendre sa place dans nos institutions et organisations. Cela pour que la prise en compte des points de vue des enfants, des jeunes et des femmes permette un meilleur arrimage entre les projets municipaux et les besoins de ces populations.**					
Participation citoyenne des femmes Femmes Instances municipales	Développement de l'intérêt des femmes envers les instances démocratiques municipales et d'une meilleure compréhension de leur fonctionnement et des enjeux de la collectivité montréalaise. Évaluation de l'impact des outils développés dans le cadre de MTElles pour la mise en place de pratiques innovantes et inclusives de démocratie participative afin d'éliminer les obstacles à la participation des femmes.	Bonifier, promouvoir et animer les activités de formation et de simulation d'un conseil municipal dans le cadre d'une cohorte **Cité Elles**. Évaluer l'impact du projet **MTElles** lancé en 2017, en partenariat avec la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ), et en concertation avec les partenaires initiaux, incluant les organismes et institutions. Effectuer des recherches et rencontres exploratoires pour actualiser le contenu de la trousse MTElles. Réfléchir en concertation à une nouvelle initiative permettant de tirer profit des enseignements du projet MTElles, en fonction des résultats de l'évaluation.	4 activités de formation ; 60 femmes formées 20 organisations mobilisées pour l'évaluation du projet MTElles : 2 focus group et 1 sondage pour connaître l'impact et l'utilisation, ou non, de la trousse MTElles par les organisations 1 mobilisation pour identifier un projet permettant d'actualiser le projet MTElles	200 000 $	N/A
Participation citoyenne des jeunes Jeunes Instances municipales OBNL	Développement de l'intérêt des jeunes envers les instances démocratiques municipales et d'une meilleure compréhension de leur fonctionnement et des enjeux de la collectivité montréalaise. Renforcement de la capacité de mobilisation des jeunes membres des **Conseils jeunesse d'arrondissement (CJA).** Renforcement de la capacité de mobilisation du **Forum jeunesse de l'île de Montréal (FJÎM)**. Sensibilisation des élu.e.s municipaux quant à leur potentiel d'impact sur la persévérance scolaire, notamment via l'aménagement des espaces entourant	Organiser des **Soirées à l'hôtel de ville** pour permettre la rencontre entre des jeunes et des élu.e.s. Former et accompagner des jeunes membres de CJA. Former et accompagner les responsables administratifs des CJA. Partager aux élu.e.s l'information quant au potentiel d'actions des CJA et aux outils d'accompagnement produits par CMTL. Soutenir le FJÎM dans son rôle de mobilisation et de formation des jeunes sur le monde municipal. Encourager les élu.e.s municipaux à poser des actions concrètes pour la persévérance scolaire, soit en février pour les Journées de la persévérance scolaire, en juin pour les Journées des finissant.e.s, ou en septembre pour la Rentrée scolaire. Organiser des activités de consultation auprès des jeunes et des enfants en soutien à la Ville.	1 Soirée à l'Hôtel de Ville impliquant 1 arrondissement et permettant à 20 jeunes de 2 organisations jeunesse de rencontrer 5 élu.e.s 50 jeunes membres et 10 responsables administratifs de CJA formé.e.s et accompagné.e.s 9 arrondissements sans CJA sensibilisés 1 recueil "Les CJA en action, recueil de fiches illustrant leurs fonctions" publié 1 entente de collaboration signée avec le FJÎM pour qu'il organise un événement jeunesse et forme 100 jeunes sur le monde municipal 100 élu.e.s municipaux sollicité.e.s et 25 actions concrètes menées pour la réussite éducative 6 rencontres de concertations menées avec les partenaires du RRM 2 consultations dans le cadre des Quartiers inclusifs	300 000 $	N/A

	les écoles, l'accès aux bibliothèques et équipements sportif, etc.		résilients (QIR) 30 jeunes consultés		
Participation citoyenne des enfants (4 à 12 ans) Enfants Instances municipales	Prise de conscience par les instances municipales de l'importance de considérer les opinions des enfants, incluant les plus vulnérables. Renforcement des compétences de l'ensemble des partenaires en matière de consultation des enfants.	Organiser des rencontres individuelles et des activités de sensibilisation pour promouvoir les consultations auprès des enfants de 4 à 12 ans. Organiser des activités participatives auprès des 4 à 12 ans. Partager son expertise au sein d'instances de concertation en enfance et d'évènements. Participer au Portrait des saines habitudes de vie des enfants dans le cadre de Montréal Physiquement Active. Collaborer avec le service des bibliothèques et l'OCPM dans le cadre de projets de consultation des enfants.	80 fonctionnaires et acteur.trice.s socioéconomiques sensibilisé.e.s 60 enfants consultés lors d'activités participatives Participation à 2 instances régionales en matière de petite enfance 2 ateliers animés lors d'évènements 1 rapport méthodologique diffusé 2 projets en collaboration	200 000 $	Montréal physiquement active : 10 000$
Projet 4 : Mobilisation des communautés par la concertation régionale pour expérimenter et agir Objectif: Soutenir l'écosystème de la concertation et des OBNL montréalaises en jouant pleinement notre rôle d'unique organisation reconnue par l'agglomération de Montréal comme son interlocutrice privilégiée en matière de concertation intersectorielle et de développement régional (résolution CG15 0275 – 30 avril 2015)					
Concertation et gouvernance Leaders socioéconomiques OBNL Institutions Citoyen.ne.s	Connaissance plus fine des enjeux soulevés par les projets portés par CMTL de la part des leaders montréalais, soit la transition écologique, la parité, diversité et inclusion et la vie démocratique. Partage de bonnes pratiques et mutualisation d'expertise entre les organisations de concertation sectorielle pour augmenter leurs compétences et renforcer leurs capacités et celles de leurs membres. Amélioration des pratiques de gouvernances des OBNLs. Rayonnement de la concertation montréalaise, de ses impacts sur le développement régional et de modèles inspirants.	Assurer la diffusion d'informations et d'outils utiles auprès des leaders montréalais. Organiser des activités regroupant des leaders montréalais, notamment les Rendez-vous CMTL, les rencontres du C.A. et l'assemblée des membres de CMTL. Animer des rencontres intersectorielles et une table d'organisations de concertation sectorielle. Accompagner des OBNL et des personnes susceptibles de développer leurs compétences en gouvernance. Publier une typologie des modèles montréalais de concertation et faire connaître leurs avantages. Publier une enquête sur les facteurs favorisant l'intérêt et l'engagement des candidat.e.s au sein des conseils d'administration d'OBNL.	400 leaders montréalais rejoints par notre Infolettre et des milliers d'autres par nos réseaux sociaux 100 organisations rejoints lors d'activités ou mobilisés autour d'enjeux spécifiques 12 OBNL mobilisés à la table des organisations montréalaises de concertation 20 OBNL et 75 personnes accompagnées en gouvernance 1 étude de cas sur une dizaine d'expériences de concertation menées à Montréal produite et diffusée 1 enquête lancée lors d'un évènement et diffusée	300 000 $	N/A
			CONTRIBUTION VILLE DE MONTRÉAL	2 049 000 $	
			TOTAL DES AUTRES SOURCES DE REVENUS	554 000 $	
			GRAND TOTAL DES BUDGETS DES 4 PROJETS	**2 603 000 $**	

II : PLAN D'ACTION allant du 1 janvier 2025 au 30 avril 2025

Objectifs (SMART)	Activités principales	Cibles	Résultats attendus		Budget prévisionnel
Volet 1 : Développer la région par la concertation **Projet 1.1 Concerter les écosystèmes sectoriels afin d'accélérer l'adoption de pratiques innovantes pour le développement de Montréal**					
Projet 1.1 Concerter les écosystèmes sectoriels afin d'accélérer l'adoption de pratiques innovantes pour le développement de Montréal					
Entretenir les nombreux réseaux de CMTL afin de mobiliser rapidement des leaders pertinent.e.s pour le développement de la métropole par différentes stratégies de communications incluant l'instauration d'un CRM, un accompagnement individuel en gouvernance, l'invitation à des évènements rassembleurs et l'animation du membership de CMTL regroupant 8 collèges d'affinité représentant tous les secteurs d'activités.	Cartographier efficacement le réseau de CMTL en instaurant un CRM qui optimisera l'entretien de liens actifs avec les participant.e.s aux différentes activités menées par CMTL, ainsi qu'avec les membres, les partenaires et les différents écosystèmes montréalais.	Analyse des besoins et choix du fournisseur	Contribuer à la mutualisation des savoirs et des ressources et, ultimement, à l'amélioration des pratiques en gouvernance et au renforcement des écosystèmes sectoriels montréalais impliqués dans les 5 projets de cette Entente. Faire émerger des idées de collaboration et des solutions innovantes qui permettront d'enrichir des projets bénéfiques pour le développement de Montréal et de gérer plus efficacement les ressources limitées qui sont à la disposition des organisations.		22 057,20 $
	Offrir un accompagnement en gouvernance et en concertation à 30 organisations partenaires et 40 individus en poste décisionnel. À noter : la possibilité d'accompagner les Quartiers inclusifs résilients (QIR) est à évaluer	7 OBNL et 15 personnes accompagnées			13 560,19 $
	Organiser des évènements mobilisateurs sur des thématiques favorisant le développement régional, incluant 1 assemblée des membres et 2 RV de CMTL sur des thématiques liées à l'entente.	1 évènement rassembleur 50 organisations mobilisées par even.			20 165,86 $
Renforcer les synergies entre les organisations et accélérer l'adoption de pratiques innovantes en mettant en réseau des secteurs qui travaillent trop souvent en silos, notamment par l'animation d'une Table des concertations montréalaises réunissant 10 regroupements sectoriels montréalais.	Organiser et animer la Table des concertations montréalaises, une communauté de pratique réunissant 10 directions générales de concertations sectorielles pour identifier des besoins communs et des pistes de collaboration et de mutualisation, au bénéfice des priorités régionales.	1 rencontre de la Table réunissant 10 regroupements			3 514,30 $
Contribuer au transfert de connaissances en effectuant et partageant des études ou des recherches sur des sujets ciblés en collaboration avec les partenaires.	Effectuer et partager des études. À noter : inclut une recherche sur l'écosystème économique avec le SDÉ. Répertorier les pratiques inspirantes en concertation. Créer des modes d'emploi et des outils de communication utiles aux OBNL montréalaises.	Finalisation de l'étude sur la cartographie de l'économie sociale 2 outils de transfert de connaissances produits			3 514,30 $
Projet 1.2 : Accompagner des démarches de concertation					

Regrouper tous les acteurs de l'écosystème d'affaires montréalais en logistique urbaine autour de 2 à 3 tables de travail en lien avec des enjeux spécifiques.	Créer et coordonner des tables de travail sur la logistique urbaine composées de membres de l'industrie, de la Ville et de chercheurs pour définir les problématiques, identifier les pistes de solutions en lien avec le plan d'action et la vision et développer des projets pilotes. Conceptualiser, planifier et réaliser des ateliers issus des tables de travail pour faire rayonner les travaux auprès de l'ensemble de l'écosystème d'affaires montréalais en logistique urbaine et pour cocréer la mise en œuvre du plan et les prochaines actions. Collecter des informations par la création d'un outil d'autodiagnostic et l'envoi de sondages pour l'évaluation des pratiques et motivations des organisations. Partager ces informations au sein d'un site partagé et d'une infolettre pour faciliter le regroupement, l'archivage, les échanges, le partage d'informations et le suivi des avancements du plan d'action de la Ville.	1 atelier sur le futur plan d'action en logistique urbaine 1 table de travail sur un enjeu spécifique en lien avec le plan en logistique urbaine 1 infolettre Début de la création d'une plate-forme de partage de ressources	Établir et maintenir un dialogue régulier et continu avec l'écosystème pour comprendre ses besoins. Stimuler l'intérêt pour la collaboration au sein de l'écosystème. Développer et maintenir l'adhésion de l'écosystème à la vision montréalaise en logistique urbaine, voire qu'ils deviennent des porteurs. Obtenir leur collaboration pour la mise en œuvre du premier plan d'action. Cocréer, de concert avec eux, les prochaines actions grâce à leur expertise. Recueillir les informations des transporteurs et commerçants.		47 703,59 $
Pour permettre à la Ville de renforcer le lien avec les villes liées autour de la Feuille de route, organiser annuellement une rencontre de la Table environnement (financement externe) permettant de présenter des initiatives municipales en économie circulaire. Soutenir le SDÉ pour créer un comité aviseur externe qui se réunira 3 fois par année, ainsi que 2 sous-comités qui se réuniront 2 fois par année, et aura comme mandat de conseiller l'administration municipale sur les mesures à prendre pour accélérer le déploiement de l'économie circulaire sur le territoire de la Ville. Pour permettre à la Ville de préserver des liens dans le secteur du textile, inviter le SDÉ à 2 activités de la communauté de pratique textile et habillement (financement FAQDD).	*(Financement externe) Animer une table en environnement mettant en relation les villes liées, les OBNL, les institutions et les entreprises environnementales pour créer des opportunités de formation, de rencontres et de collaboration. *Soutenir le SDÉ dans la création du comité aviseur externe: organiser et coordonner les rencontres annuelles, organiser et soutenir la création de sous-comités, organiser annuellement une journée de visite d'entreprises en économie circulaire. *(FAQDD) Impliquer la communauté de pratique textile et habillement dans le cadre du projet "En mode surcyclage". (MEIE) En 2025, impliquer la communauté de pratique textile et habillement dans l'élaboration d'un webinaire sur la Responsabilité élargie des producteurs textile.	1 rencontre de la Table environnement pour présenter des initiatives municipales innovantes en économie circulaire 1 comité aviseur externe avec 1 rencontre 2 activités de la communauté de pratique textile et habillement auxquelles le SDÉ sera invité à participer	S'assurer de la compréhension des villes liées face à l'importance d'intégrer l'économie circulaire dans leurs projets en transition écologique. Soutenir une partie de l'écosystème pour atteindre les objectifs et les priorités de la feuille de route montréalaise en économie circulaire. Conseiller l'administration municipale sur les mesures à prendre pour accélérer le déploiement de l'économie circulaire sur le territoire de la Ville de Montréal. Positionner la ville de Montréal comme leader incontournable en économie circulaire.		84 119,61 $

Volet 2 : Favoriser la parité, la diversité et l'inclusion **Projet 1.1 Concerter les écosystèmes sectoriels afin d'accélérer l'adoption de pratiques innovantes pour le développement de Montréal** **Projet 2.1 Renforcer les capacités de la Ville et des organisations montréalaises sur les questions de parité, diversité et inclusion**					
Offrir à un bassin de candidat.e.s de groupes sous-représentés à haut potentiel des opportunités d'implication ou de carrières dans les milieux où la représentativité n'est pas atteinte. Développer et faire rayonner les compétences des groupes sous-représentés par le biais de cohortes et d'évènements.	Groupe des 30 regroupant 30 leaders par année et une communauté de pratique de près de 200 leaders pour inspirer une relève diversifiée en gouvernance	1 cohorte du Groupe des 30 par an	Augmenter la représentation des groupes sous-représentés, ainsi que leur capacité d'influence au sein des lieux décisionnels, des conseils d'administration et de postes de haute direction. Créer des maillages entre des organisations recherchant une relève au sein de leurs instances et des candidatures membres de groupes sous-représentés.		306 914,84 $
	Réseau jeunes femmes leaders (RJFL) regroupant 20 femmes par année et une communauté de pratique de près de 200 femmes pour soutenir leur développement professionnel et renforcer leur leadership	1 cohorte du RJFL par an			
	Techno au Féminin+ mobilisant des jeunes femmes et professionnelles pour inspirer une relève féminine dans les carrières technologiques.	Préparation et mobilisation des partenaires pour les évènements prévus au printemps et à l'automne			
	Maintenir la banque de candidatures de la diversité et la présenter aux partenaires pour en encourager l'usage. À noter : inclut une présentation aux équipes du SDÉ prévue. Organiser 4 activités de maillage ou de recrutement par année. À noter : inclut 2 activités en recrutement inclusif avec le Service des RH de la Ville.	1200 profils inscrits à la banque 100 appels à candidature affichés ou relayés 10 maillages facilités et recensés 1 activité de maillage ou de recrutement mobilisant 100 candidat.e.s et 50 organisations par année			
Améliorer les pratiques des organisations pour une gouvernance diversifiée par un accompagnement individuel, par le développement d'outils de formation, par l'animation d'une communauté de pratiques pour soutenir la mutualisation des ressources ou par la concertation autour de projets innovants visant à faciliter l'inclusion et la rétention des groupes sous-représentés.	Accompagner les OBNL pour améliorer leurs pratiques EDI, de façon individuelle ou au sein d'une communauté de pratique (Groupe des 20). Développer une boîte à outils et des modules de formation en gouvernance inclusive à leur intention. À noter : en ciblant en priorité les OBNL soutenus par le SDÉ et le SDIS.	7 OBNL et 8 personnes accompagnées en gouvernance 3 formations et 100 personnes formées recrutement d'une communauté de pratique réunissant 20 organisations 1 boîte à outils en développement	Développer une meilleure compréhension des facteurs déterminant pour l'accueil, la rétention et l'exercice de l'influence des groupes sous-représentés et améliorer les pratiques des organisations.		

	Coordonner une table regroupant les acteurs œuvrant auprès des entrepreneurs de la diversité ethnoculturelle pour faciliter la concertation et l'émergence de pistes d'action pour mutualiser les ressources et mieux répondre aux besoins.	Analyse des besoins et recommandations	Faciliter la mutualisation des ressources entre les organisations et les canaux de communications avec la Ville en vue d'adopter des pratiques plus inclusives.		6 264,13 $
Volet 3 : Renforcer la vie démocratique **Projet 1.1 Concerter les écosystèmes sectoriels afin d'accélérer l'adoption de pratiques innovantes pour le développement de Montréal**					
Projet 3.1 Accroître la participation citoyenne					
Susciter l'engagement envers la politique municipale et la participation citoyenne par 10 et 12 activités annuelles visant la dynamisation de l'hôtel de ville.	Organiser des initiatives ou évènements visant à dynamiser l'engagement envers la politique municipale chez les groupes sous-représentés et à favoriser les échanges avec les élu.e.s de leur arrondissement. À noter : Plusieurs de ces activités se dérouleront à l'hôtel de ville et impliqueront une collaboration étroite avec le Bureau de la présidence.	3 activités à l'hôtel de ville Rencontres de démarrage pour bonifier les activités proposées 1 outils d'accompagnement 4 à 5 organisations mobilisées	Dynamiser la vie démocratique montréalaise et valoriser l'hôtel de ville. Créer et renforcer les ponts et opportunités d'échanges entre les personnes élues et les citoyen.ne.s.		66 442,97 $
Renforcer la participation égalitaire des femmes à la vie démocratique municipale et au sein des instances locales en mettant en place des actions structurantes afin d'augmenter l'utilisation de la Trousse d'outils MTElles développée entre 2017 et 2020 en collaboration avec la Coalition montréalaise des Tables de quartier (CMTQ) et Relais-femmes.	Développer du contenu de formation et adapter les outils de la trousse MTElles sur la participation citoyenne égalitaire des femmes au besoin des organisations et aux critères de l'ADS+. Préparer des activités en fonction des résultats de l'évaluation globale de l'outil menée en 2024. Animer des formations auprès des employé.e.s des organisations. Créer une campagne de sensibilisation en mettant de l'avant les pratiques prometteuses clés. Organiser un évènement rassembleur pour promouvoir les bonnes pratiques.	2 rencontres (formations, ateliers, réseautage) 20 personnes formées 15 personnes mobilisées			22 216,59 $
Soutenir Élections Montréal en mesurant l'appréciation des électrices et des électeurs en lien avec les services et le vote dans le cadre de l'élection générale de 2025. En complémentarité des actions d'Élections Montréal, profiter des élections municipales pour mobiliser la population sur la question de la participation électorale en développant et en animant un comité citoyens experts ainsi qu'une campagne de sensibilisation et d'éducation ciblée.	Pour favoriser la participation électorale, coordonner des travaux entourant l'évaluation et la mesure de l'appréciation et de l'expérience des électeurs et électrices à la suite de l'élection générale de 2025. Développer et animer un comité citoyen composé de citoyen.ne.s expert.e.s qui émettra des recommandations pour faciliter l'accès au vote et mobiliser plusieurs segments de population qui ne votent pas ou peu. Animer une campagne de sensibilisation et d'éducation auprès des personnes qui n'ont pas encore le droit de vote (nouveaux arrivants, enfants et jeunes de 4 à 18 ans). À noter : ces activités nécessiteront une collaboration étroite avec Élections Montréal.	7 citoyen.ne.s expert.e.s recruté.e.s pour le comité citoyen 1 rencontre 3 focus group réunissant les populations cibles	Mieux connaître l'appréciation des électrices et des électeurs en lien avec les services et le vote dans le cadre de l'élection générale de 2025. Mieux connaître et mesurer les défis des électrices et des électeurs, notamment en matière d'accessibilité universelle, au regard des services offerts et des endroits de vote.		35 156,00 $

			Adapter les pratiques électorales en fonction de l'appréciation des électrices et des électeurs, de l'évolution démographique et des tendances participatives. Amplifier les taux de vote et la participation citoyenne sous toutes ses formes.		
Projet 3.2 Soutenir des pratiques inclusives dans les instances démocratiques de la Ville de Montréal					
Pour soutenir le développement de projets novateurs, mobilisation d'un réseau de 10 professionnel.le.s montréalais.e.s par la création et l'animation d'une communauté de pratiques permettant de canaliser l'intelligence collective sur la question de la participation citoyenne des enfants.	Développer des outils et pratiques innovantes en participation des enfants. Valoriser les pratiques innovantes et outils issus des projets avec la Ville et de la communauté de pratiques. Créer des outils d'évaluation spécifiques aux consultations auprès des enfants et offrir un accompagnement pour leur utilisation.	1 rencontre de la communauté de pratiques 15 professionnel.le.s mobilisé.e.s Création d'outils (selon les besoins identifiés par les membres de la communauté de pratiques) 1 présentation dans un évènement 30 adultes sensibilisé.e.s à la participation citoyenne des enfants par année 1 outil d'évaluation finalisé	Soutenir l'intelligence collective montréalaise en créant un réseau d'acteurs pouvant agir en synergie. Dynamiser les pratiques de consultation auprès des enfants et leur permettre de prendre conscience de l'impact qu'elles et ils peuvent avoir en donnant leur avis.		59 602,59 $
Poursuite de 2 projets novateurs en consultation des enfants et des jeunes se déployant au sein de Services de la Ville : "Une bibliothèque qui me ressemble" et participation des jeunes et des enfants dans le cadre du déploiement des 3 QIR.	Déployer un projet-pilote dans 3 bibliothèques du réseau, préparer le matériel nécessaire et consulter des enfants qui utilisent le dispositif. (Phase 2) Accompagner le Service des bibliothèques et le Service de l'expérience citoyenne et des communications en vue de la centralisation du projet à la Ville. Déployer le projet dans le réseau des 45 bibliothèques: selon les besoins du Service des bibliothèques, accompagner, documenter et évaluer le projet. (Phase 3)	2 rencontres de suivi et de planification	Créer un dispositif de consultation pérenne des enfants en bibliothèque, y compris hors les murs. Augmenter la fréquentation, le sentiment d'appartenance et l'appropriation par les enfants et les familles isolées des bibliothèques de quartier, des installations culturelles et des espaces publics.		19 739,25 $

	Soutenir la participation des jeunes et des enfants dans le cadre du déploiement des 3 Quartiers inclusifs et résilients (QIR) : Se concerter avec les coordinations et partenaires QIR afin de bien comprendre le besoin et identifier le cadre de consultation. Créer les méthodologies et consulter les jeunes, enfants et partenaires jeunesse sur le terrain. Accompagner les partenaires dans l'appropriation d'une démarche de consultation.	méthodologie et rencontres préparatoires avec le QIR Nord-Est	Mettre à profit le laboratoire d'innovation que sont les QIR pour amorcer un changement de pratiques, plus inclusif des enfants et des jeunes dans la participation citoyenne.		
Renforcer la capacité de mobilisation des jeunes en accompagnant 10 Conseils jeunesse d'arrondissement (CJA) dans le développement de leur conseil, la formation de leur responsable et des jeunes membres.	Renforcer la capacité de mobilisation des jeunes en accompagnant les responsables et les jeunes au sein des Conseils jeunesse d'arrondissement (CJA) existants. Faire rayonner les actions des CJA et accompagner les arrondissements dans la création d'un CJA. Accompagner et former les jeunes sur les sujets qui les intéressent et sont pertinents à leur rôle de représentant jeunesse de leur arrondissement. Mettre à contribution les membres des CJA dans différentes activités en vie démocratique pour valoriser la voix des jeunes.	Organisation de 1 rencontres de la communauté de pratique rassemblant les responsables Participation à 3 rencontres de CJA 1 outil de promotion des CJA en développement en aprtenariat avec Sports et Loisirs de l'île de Montréal 1 événements interconseils organisés (consultation, échange, formation)	Renforcer, valoriser et soutenir l'engagement jeunesse au sein des arrondissements montréalais. Former de nouveaux leaders en soutenant les activités déployées par les jeunes, et en les mettant en lien avec différents organismes, programmes à la suite de leur parcours. Soutenir les responsables administratifs des CJA dans leur accompagnement de groupe jeunesse afin de mieux les outiller en tant que professionnel.		49 616,30 $
En étroite collaboration avec l'équipe du SDIS, organiser et coordonner un grand évènement rassembleur réunissant environ 200 personnes (dont 150 jeunes) visant à mettre en valeur des projets soutenus par la Ville tout en créant un espace d'échange et de rencontre.	Concevoir, planifier, organiser et coordonner la logistique de l'évènement jeunes du SDIS. Rechercher 50 projets jeunesse financés par les programmes Ville en établissant des critères de sélection appropriés pour l'événement. Inviter et mobiliser les participant.e.s : organiser des activités en amont en partenariat avec des organisations jeunesse afin de préparer les jeunes à la rencontre.	1 liste de projets jeunesse validée au début 2025 1 concept, déroulement, budget et échéancier validés au début 2025 15 organisations rencontrées en amont afin de sensibiliser à l'événement 1 évènement réalisé (sauf changement de date par le SDIS) mobilisant environ 200 personnes	Développer une proposition de vision commune de la Ville de Montréal 2030 sur le plan social (sécurité urbaine, lutte aux discriminations et à la pauvreté, cohabitation sociale, intégration des nouveaux arrivants).		61 708,63 $

En étroite collaboration avec l'équipe du SDIS, organiser et coordonner le Grand Rendez-vous Solidarité, Équité et Inclusion 2025 réunissant 150 partenaires et visant à faire rayonner les résultats du Plan 2021-2025. Concevoir et organiser des moyens et activités consultations publiques pour recueillir les idées, besoins et les préoccupations des groupes marginalisés en lien avec le Plan solidarité équité et inclusion 2026-2030 du SDIS.	Mobiliser les partenaires du Plan SEI, développer le concept d'un événement, prévoir l'animation, la récolte d'idées et s'assurer du bon déroulement global de l'évènement et de l'évaluation de son impact. Développer une proposition de démarche de consultation inclusive sur le Plan SEI, mobiliser, concevoir les activités et outils, puis les déployer, récolter les résultats et les analyser.	2 concepts préliminaires proposés au début 2025 1 démarche de consultation proposée au début 2025 2 rencontres de planification avec les acteurs concernés	Faire rayonner les grands résultats du Plan SEI 2021-2025 et consulter différents acteurs en vue de faire émerger les grandes orientations et objectifs du prochain Plan SEI 2026-2030. Valoriser les voix des groupes sous-représentés lors de l'adoption de plans d'actions par la Ville.		62 558,63 $
			TOTAUX		**865 115,72 $**
			Contribution Ville de Montréal		**666 667 $**

b. Données et statistiques (indicateurs) reliés au projet

La Ville pourrait, à l'occasion, demander d'autres indicateurs en lien avec le Projet.
La Ville pourrait, à l'occasion, demander à l'Organisme de fournir une liste des bénéficiaires du Projet, et ce, à des fins de sondage de satisfaction et d'évaluation.
L'Organisme s'engage à informer les bénéficiaires du Projet qu'il est financé par la Ville et qu'à ce titre il peut lui transmettre leurs coordonnées.

c. Section - Reddition de comptes (*réf. article 5.2 de la convention*)

Rapport final	Rapport final prévu pour le 30 juin 2025

Les rapports d'étape et final devraient minimalement inclure les éléments inscrits dans le tableau ci-après :

	Rapport d'étape	**Rapport final**
Bilan des activités réalisées	n/a	Obligatoire
Résumé de l'atteinte des objectifs et des actions réalisées	n/a	Obligatoire

Données et statistiques ● L'Organisme devra fournir à la Ville des données issues de la liste d'indicateurs mentionnés au point b) de la présente Annexe 1	n/a	Obligatoire
Preuve d'utilisation des fonds	n/a	Obligatoire
● Mise à jour du budget	n/a	Obligatoire
Évaluation du rendement du Projet par l'organisme La Ville considère que le Projet devait lui permettre de contribuer à l'atteinte de ses priorités. À cet effet veuillez : ● Expliquer dans quelle mesure le Projet a permis d'atteindre les orientations de la Ville mentionnées dans le projet. ● Évaluer le rendement de votre Projet en lien avec les différents objectifs prévus, et ce, selon votre propre jugement.	n/a	Obligatoire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248379005

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat , Division Créativité et innovation
Objet :	Accorder un soutien financier supplémentaire de 666 667 $ à Concertation régionale de Montréal et prolonger la période de soutien jusqu'au 30 avril 2025, dans le cadre du soutien à la compétence de développement local et régional du Fonds régions et ruralité / Approuver l'addenda 2 à la convention initiale (CG24 0061)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDÉ 1248379005 - Concertation régionale de Montréal (addenda 2).xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fiorella NUNEZ CARPIO
Préposée au budget
Tél :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-29

Dominique BALLO
Conseiller budgetaire
Tél :
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1243074019

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à affecter à la réserve financière générale pour le service de l'eau des sommes équivalentes aux revenus prélevés au moyen des quotes-parts et autres revenus relatifs au Service de l'eau (exercice financier 2025)

Il est recommandé :

- d'adopter une résolution visant à affecter les sommes mentionnées aux paragraphes a) à e), prises à même le fonds général et que les revenus mentionnés aux paragraphes f) et g), sont affectés à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau.

a) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part pour le service de l'eau;

b) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable;

c) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes;
d) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de toute quote-part exigée en vertu d'un règlement d'emprunt visant le financement de travaux afférents aux infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, admissibles au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec ou de tout paiement comptant effectué en vertu d'un tel règlement, le cas échéant;

e) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de toute quote-part exigée en vertu d'un règlement d'emprunt visant le financement de travaux afférents aux infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et de la contribution du Québec ou de tout paiement comptant effectué en vertu d'un tel règlement, le cas échéant.

f) les revenus de toute subvention dédiée au service de l’eau;

g) les revenus de tout mode de tarification exigé par le conseil d’agglomération pour la fourniture du service de l’eau.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-19 15:33

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1243074019

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à affecter à la réserve financière générale pour le service de l'eau des sommes équivalentes aux revenus prélevés au moyen des quotes-parts et autres revenus relatifs au Service de l'eau (exercice financier 2025)

CONTENU

CONTEXTE

La réserve financière de l'eau d'agglomération est alimentée par l'affectation des sommes en provenance, notamment des quotes-parts dédiées à la gestion de l'eau.
Cette réserve a été créée par le conseil d'agglomération de Montréal en vertu des articles 569.7 et 569.8 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) pour le financement des dépenses liées à la fourniture du service de l'eau, sans restriction.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0746 – 21 décembre 2023 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2024)
CG22 0782 – 22 décembre 2022 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2023)
CG22 0064 – 27 janvier 2022 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2022)
CG20 0696 – 17 décembre 2020 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2021)
CG19 0610 – 19 décembre 2019 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2020)
CG18 0689 – 20 décembre 2018 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2019)
CG18 0026 – 25 janvier 2018 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2018)
CG16 0680 – 16 décembre 2016 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2017)
CG15 0737 – 10 décembre 2015 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2016)
CG14 0557 – 12 décembre 2014 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2015)
CG14 0056 – 20 février 2014 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau (exercice financier 2014)

DESCRIPTION

Les articles 569.7 et 569.8 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) énoncent les règles entourant la création d'une réserve financière. La résolution par laquelle la réserve d'agglomération a été créée prévoit ce que le conseil d'agglomération projette comme montant et mode de financement.
La réserve financière générale pour le service de l'eau est constituée :

1. des sommes que la municipalité centrale affecte annuellement et qu'elle prend sur son fonds général ou sur ses revenus provenant :
    a. de tout mode de tarification exigé par le conseil d'agglomération pour la fourniture du service de l'eau
    b. de toute subvention ou autre forme de libéralité dédiée au service de l'eau.
2. des intérêts produits par le capital affecté à la réserve.

JUSTIFICATION

La création de la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau s'expliquait par le changement de régime légal et par la volonté de l'Administration de poursuivre le plan d'investissement et son mode de financement.
La réserve financière générale pour le service de l'eau doit être alimentée par une affectation du fonds général.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour l'exercice financier de 2025, la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau sera alimentée par une affectation du fonds général de 343,7 M$.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements liés aux changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature de la décision qui vise le dépôt de documents financiers prévu par le cadre législatif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

L'affectation à cette réserve financière s'inscrit dans le processus d'adoption du budget de 2025.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra GAUTHIER-BLAKE
Conseillère en planification budgetaire

Tél : 514-872-4136
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-18

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

Tél : 438 951-7597
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 451-1839
Approuvé le : 2024-11-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243074019*
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
Projet : *Adopter une résolution visant à affecter à la réserve financière générale pour le service de l'eau des sommes équivalentes aux revenus prélevés au moyen des quotes-parts et autres revenus relatifs au Service de l'eau (exercice financier 2025)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1243074018

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération

Il est recommandé d'adopter une résolution visant à affecter une somme de 175,9 M$ à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-19 15:32

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243074018**

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération

CONTENU

CONTEXTE

La Ville s'est doté d'un Programme décennal d'immobilisations (PDI) pour maintenir adéquatement les actifs municipaux, tout en assurant le développement de la Ville. Cette approche de planification sur 10 ans s'accompagne d'une stratégie de paiement au comptant des immobilisations (PCI). Ainsi, l'administration municipale a mis en place en 2014 la réserve financière destinée au financement de dépenses en immobilisations de l'agglomération. Les montants annuels versés dans cette réserve vise à financer au comptant des dépenses d'immobilisations.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0747 – 21 décembre 2023 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération
CG22 0783 – 22 décembre 2022 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération
CG22 0065 – 27 janvier 2022 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération
CG20 0697 – 17 décembre 2020 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération
CG20 0707 – 17 décembre 2020 – Règlement modifiant le Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération (RCG 14-007-2)
CG19 0611 – 19 décembre 2019 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération
CG18 0690 – 20 décembre 2018 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération
CG18 0034 – 25 janvier 2018 – Règlement modifiant le Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération (RCG 14-007-1)
CG18 0027 – 25 janvier 2018 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération
CG16 0681 – 16 décembre 2016 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération
CG15 0738 – 10 décembre 2015 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération

CG14 0558 – 12 décembre 2014 – Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération
CG14 0106 – 27 février 2014 – Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération (RCG 14-007)

DESCRIPTION

Les articles 569.1 à 569.6 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) énoncent les règles entourant la création d'une réserve financière. Le règlement par lequel la réserve d'agglomération a été créée prévoit ce que le conseil d'agglomération projette comme montant et mode de financement. Les montants versés dans cette réserve doivent être utilisés au financement de dépenses en immobilisations. L'Administration souhaite mettre l'accent sur des travaux de réhabilitation d'infrastructures municipales.

JUSTIFICATION

L'administration municipale convient de la nécessité d'investir dans la remise en état des infrastructures de la Ville et d'accroître le paiement comptant des immobilisations. Pour ce faire, elle a décidé d'alimenter une réserve financière destinée au financement de dépenses en immobilisations.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

En 2025, un montant de 175,9 M$ sera affecté à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération à même le fonds général.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements liés aux changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature de la décision qui vise le dépôt de documents financiers prévu par le cadre législatif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité au dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra GAUTHIER-BLAKE
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514-872-4136
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-16

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

Tél : 438 951-7597
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 451-1839
Approuvé le : 2024-11-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-19

VILLE DE MONTRÉAL

RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE DESTINÉE À FINANCER DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS D'AGGLOMÉRATION

Il est résolu que la somme de 175,9 M$ prise à même le fonds général, conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001), est affectée à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération.

GDD1243074018

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243074018*
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
Projet : *Adopter une résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.03

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1243074015

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2025)

Il est recommandé d'adopter la Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2025).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-19 15:29

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243074015**

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter une résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2025)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, tel que le précise l'article 118.79 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001). Cette loi prévoit aussi que ces dépenses sont réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif (article 118.80 de cette loi).
Depuis 2017, le potentiel fiscal des villes liées de l'agglomération est composé de la somme de leur richesse foncière uniformisée, communément appelée la RFU, et de la valeur de leurs immeubles non résidentiels et industriels, pondérée par un facteur de 2,68. Cette formule est rendue pérenne à partir de 2022 avec la publication de l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du 30 novembre 2021 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2021, GOQ 2, 7384).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0748 – 21 décembre 2023 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2024)
CG22 0784 – 22 décembre 2022 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2023)
CG22 0066 – 27 janvier 2022 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2022)
CG20 0698 – 17 décembre 2020 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2021)
CG19 0612 – 19 décembre 2019 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2020)
CG18 0691 – 20 décembre 2018 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2019)
CG18 0028 – 25 janvier 2018 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2018)
CG17 0376 – 24 août 2017 – Résolution établissant les quotes-parts révisées (exercice financier 2017)

DESCRIPTION

LA QUOTE-PART GÉNÉRALE ET LES AUTRES QUOTES-PARTS BASÉES SUR LE POTENTIEL FISCAL

La présente a pour but d'établir la quote-part générale ainsi que d'autres quotes-parts basées sur le potentiel fiscal de l'exercice financier 2025 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération.

- Le calcul du potentiel fiscal de chacune des municipalités liées a permis de déterminer les pourcentages contributifs suivants pour l'exercice financier 2025 :

Villes liées	Quotes-parts - Générales - Service de l'eau - Déficit cumulé au 31 décembre 2023
Ville de Montréal	**81,93703 %**
Villes reconstituées	**18,06297 %**
Baie-D'Urfé	0,57744 %
Beaconsfield	0,98503 %
Côte-Saint-Luc	1,18027 %
Dollard-des-Ormeaux	1,82234 %
Dorval	2,82935 %
Hampstead	0,46940 %
Kirkland	1,26212 %
L'Île-Dorval	0,00316 %
Montréal-Est	0,78272 %
Montréal-Ouest	0,25128 %
Mont-Royal	2,29180 %
Pointe-Claire	2,83684 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	0,35020 %
Senneville	0,14262 %
Westmount	2,27841 %
Agglomération de Montréal	**100,00000 %**

Les quotes-parts suivantes sont réparties selon les pourcentages apparaissant dans le tableau ci-dessus :

La quote-part générale

Il s'agit de la quote-part qui finance toute dépense qui ne fait pas l'objet d'un autre mode de financement. Elle sert notamment à financer les activités suivantes : la sécurité publique (à l'exception du service des premiers répondants), le transport, la valorisation des matières résiduelles, le logement social, les parcs d'agglomération et la culture.

La quote-part pour le service de l'eau

Cette quote-part spécifique sert à financer l'ensemble des dépenses pour le service de l'eau, à l'exception de celles financées par la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable, de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes ou d'un autre mode de financement.

La quote-part pour le déficit d'agglomération cumulé
Cette quote-part spécifique est nécessaire pour acquitter le déficit d'agglomération cumulé au 31 décembre 2023. Ce déficit s'élevait à 78,2 M$. Toutefois, une quote-part spécifique est déjà levée en 2024, de 32,8 M$, pour financer le déficit à l'issue de l'exercice 2022. Par différence, il demeure ainsi une somme de 45,4 M$ à financer.

- La loi prévoit une particularité en ce qui a trait à la quote-part pour le service des premiers répondants : la Ville de Côte-Saint-Luc n'est pas considérée comme faisant partie des municipalités liées pour le calcul de cette quote-part spécifique. En effet, cette dernière assume le financement de son propre service de premiers répondants et ne contribue pas au financement de celui offert aux autres municipalités liées.

  Ces dépenses sont donc réparties en proportion du potentiel fiscal de l'exercice financier de 2025 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération en excluant la Ville de Côte-Saint-Luc.

  Les pourcentages contributifs sont les suivants :

Villes liées	Quotes-parts Premiers répondants
Ville de Montréal	**82,91566 %**
Villes reconstituées	**17,08434 %**
Baie-D'Urfé	0,58434 %
Beaconsfield	0,99680 %
Côte-Saint-Luc	s.o.
Dollard-des-Ormeaux	1,84411 %
Dorval	2,86314 %
Hampstead	0,47501 %
Kirkland	1,27719 %
L'Île-Dorval	0,00319 %
Montréal-Est	0,79207 %
Montréal-Ouest	0,25428 %
Mont-Royal	2,31917 %
Pointe-Claire	2,87072 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	0,35438 %
Senneville	0,14432 %
Westmount	2,30562 %
Agglomération de Montréal	**100,00000 %**

JUSTIFICATION

Les dépenses d'agglomération doivent être financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées. Une résolution permettant d'établir les quotes-parts est nécessaire afin que les municipalités liées connaissent le montant qui leur sera réclamé pour l'exercice

financier 2025).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les quotes-parts visées par la présente résolution procureront à l'agglomération les revenus suivants :
La quote-part générale : 2 715,1 M$;
La quote-part pour le service de l'eau : 198,5 M$;
La quote-part pour les déficits des exercices antérieurs : 45,4 M$;
La quote-part pour le service des premiers répondants : 9,6 M$.

Ces sommes seront versées dans le fonds général de la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Cette résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2025) sera en vigueur pour l'exercice financier de 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrement administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dieuvy SYLFRARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-2060
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-12

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

Tél : 438 951-7597
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 451-1839
Approuvé le : 2024-11-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243074015*
Unité administrative responsable : *Service des Finances, Direction du budget et de la planification fiscale, Division planification budgétaire et fiscale*

Projet : *Adopter une résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2024)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) priorité(s) du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? s.o.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu? s.o.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1243074015

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Objet :	Adopter une résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier de 2025)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1243074015 - Résolution QP générale 2025.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
Tél : 514-589-7591

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division

Tél : 514-872-0128
Division : Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

RÉSOLUTION ÉTABLISSANT LA QUOTE-PART GÉNÉRALE ET D'AUTRES QUOTES-PARTS (EXERCICE FINANCIER 2025)

Vu les articles 118.79 et 118.80 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du 30 novembre 2021 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2021, GOQ 2, 7384) (ci-après désigné « l'arrêté ») pris en vertu de l'article 118.80 de la Loi;

1. Dans la présente résolution, les mots suivants signifient :

« municipalité liée » : une municipalité énumérée à l'article 4 de la Loi;

« potentiel fiscal de 2025 » : le potentiel fiscal pour l'exercice 2025 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération de la municipalité centrale, établi selon les règles prescrites par l'arrêté.

2. Aux fins du financement de dépenses faites par la municipalité centrale dans l'exercice d'une compétence d'agglomération, il sera perçu des municipalités liées les quotes-parts suivantes, établies sur la base du potentiel fiscal de 2025 :

1° la quote-part générale qui finance toute dépense qui ne fait pas l'objet d'un autre mode de financement;

2° la quote-part pour le service de l'eau qui finance toute dépense relative au service de l'eau qui ne fait pas l'objet de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable, de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes ou d'un autre mode de financement;

3° la quote-part pour le service des premiers répondants qui finance les dépenses liées à l'exercice de l'élément de sécurité publique que constitue le service des premiers répondants. La Ville de Côte-Saint-Luc n'est pas une municipalité liée pour la répartition de ces dépenses;

4° la quote-part pour le financement du déficit d'agglomération cumulé au 31 décembre 2023.

3. Les quotes-parts établies conformément à l'article 2 sont présentées à l'annexe A.

4. La présente résolution s'applique à l'exercice financier 2025.

ANNEXE A
QUOTES-PARTS PAR VILLES LIÉES

GDD 1243074015

ANNEXE A
QUOTES-PARTS PAR VILLES LIÉES

Pourcentages contributifs pour les quotes-parts 2025

Villes liées	Quotes-parts - Générales - Service de l'eau - Déficit cumulé au 31 décembre 2023	Quotes-parts Premiers répondants
Ville de Montréal	**81,93703 %**	**82,91566 %**
Villes reconstituées	**18,06297 %**	**17,08434 %**
Baie-D'Urfé	0,57744 %	0,58434 %
Beaconsfield	0,98503 %	0,99680 %
Côte-Saint-Luc	1,18027 %	s.o.
Dollard-des-Ormeaux	1,82234 %	1,84411 %
Dorval	2,82935 %	2,86314 %
Hampstead	0,46940 %	0,47501 %
Kirkland	1,26212 %	1,27719 %
L'Île-Dorval	0,00316 %	0,00319 %
Montréal-Est	0,78272 %	0,79207 %
Montréal-Ouest	0,25128 %	0,25428 %
Mont-Royal	2,29180 %	2,31917 %
Pointe-Claire	2,83684 %	2,87072 %
Sainte-Anne-de-Bellevue	0,35020 %	0,35438 %
Senneville	0,14262 %	0,14432 %
Westmount	2,27841 %	2,30562 %
Agglomération de Montréal	**100,00000 %**	**100,00000 %**

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.04

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245449003

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Senneville

Il est recommandé :

- d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Senneville (127 immeubles), conformément à l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-14 15:32

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245449003**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Senneville

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente. La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0587 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0585 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0584 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0211 - 18 avril 2024 Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Senneville (127 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 127 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de la Ville de Senneville ainsi qu'une résolution du conseil de cette ville approuvant cette liste et appuyant son adoption est jointe au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de la Ville de Senneville a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, comme les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de la municipalité.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Réalisation de l'inventaire pour le reste du territoire de l'agglomération :

- Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER	**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2024-11-04
Soraya BASSIL	Seraya SPEER	

conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-0352
Télécop. :

cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-14

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245449003*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Senneville*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s. o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s. o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

PROVINCE DE QUÉBEC
VILLAGE DE SENNEVILLE

Extrait du procès-verbal de la séance extraordinaire du conseil municipal tenue au Centre communautaire George-McLeish, situé au 20, avenue Morningside, le 29 octobre 2024 à 19 h 00, à laquelle sont présents :

Extract of the minutes of the special sitting of the Municipal Council held at the George-McLeish Community Centre, 20, Morningside Avenue, on October 29, 2024, at 7:00 p.m., at which were present:

La mairesse / The Mayor	Julie Brisebois
Les conseillers / Councillors	Stephen Lee, Pierre Matuszewski, Michelle Jackson Trepanier, Dennis Dicks et Tanya Narang
Sont absents / Absent	Christopher Jackson
Sont également présents/ Also present	Robert Malek, Directeur Général/Director General Hamlyne Guirand, Assistante-Greffière/Assistant Clerk

Résolution 2024-10-989

3.1. Approbation et adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale

CONSIDÉRANT que la Loi modifiant la *Loi sur le patrimoine culturel, et d'autres dispositions législatives*, prévoit que les agglomérations et MRC du Québec doivent adopter un inventaire des immeubles construits avant 1940 et ayant une valeur patrimoniale, sur leur territoire;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'agglomération de Montréal et de le soumettre au Conseil d'agglomération pour adoption;

CONSIDÉRANT que le Village de Senneville a collaboré avec la Division du patrimoine de la Ville de Montréal à la réalisation de l'inventaire des immeubles qui ont été construits avant 1940 de son territoire;

CONSIDÉRANT que les membres du conseil ont pris connaissance de ladite liste d'inventaire des immeubles;

Il est **Proposé** par la Conseillère Tanya Narang
Appuyé par le Conseiller Dennis Dicks
et **RÉSOLU :**

QUE le conseil municipal approuve la liste d'inventaire des immeubles construits avant 1940 et ayant une valeur patrimoniale sur son territoire et recommande son adoption au conseil d'agglomération.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

3.1. Approval and adoption of the inventory of buildings with heritage value and built before 1940

CONSIDERING that the Act to amend the *Cultural Heritage Act, and other legislative provisions*, provides that the agglomerations and RCMs of Quebec must adopt an inventory of buildings with heritage value and build before 1940 on their territory;

CONSIDERING that under the *Act respecting the exercise of certain municipal powers in certain agglomerations*, the City of Montreal, as the central municipality, is responsible for coordinating the inventory for the entire territory of the agglomeration of Montreal and submitting it to the Agglomeration Council for adoption;

CONSIDERING that the Village of Senneville collaborated with the Heritage Division of the City of Montreal to produce an inventory of buildings with heritage value and build before 1940 in its territory;

CONSIDERING that the members of the council have taken note of the said inventory list of buildings;

It is **Moved** by Councillor Tanya Narang
Seconded by Councillor Dennis Dicks
and **RESOLVED**:

THAT the municipal council approves the inventory list of buildings with heritage value and build before 1940 on its territory and recommends its adoption to the agglomeration council.

UNANIMOUSLY ADOPTED.

Donné à Senneville le 29 octobre 2024

Given in Senneville on October 29, 2024

COPIE CERTIFIÉE CONFORME/ TRUE COPY

Hamlyne Guirard, Assistante-Greffière/Assistant Clerk

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE[3]	NOM[2]
i663-SEN-4068777-001	2	2	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068743	5	5	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068779	8	8	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068744	9	9	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068745-001	11	11	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068783	12	12	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068746-001	13	13	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068746-002	13	13	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068784-001	14	14	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068747-001	15	15	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068786-001	16	16	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068790	24	24	avenue		Elmwood	X		
i663-SEN-4068619-001	8	8	avenue		Laberge	X		
i663-SEN-4068855-001	9	9	avenue		Muir Park	X		
i663-SEN-4068662-001	32	32	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-4068662-002	32	32	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-4068668-001	44	44	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-4068668-002	44	44	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-4068669	46	46	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-4068670-001	48	48	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-4068670-002	48	48	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-4068672-001	56	56	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-4068673-001	58	58	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-4068673-002	58	58	avenue		Pacific	X		
i663-SEN-5027380	5	5	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4068995-001	14	14	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4068995-002	14	14	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069002-001	15	15	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069002-002	15	15	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069003-001	17	17	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069004-001	19	19	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069004-002	19	19	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069005	21	21	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069006-001	23	23	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069007-001	27	27	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069007-002	27	27	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069008	29	29	avenue		Phillips	X		
i663-SEN-4069009-001	31	31	avenue		Phillips	X		

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE[3]	NOM[2]
i663-SEN-4068878-001	234	234	rue		Sainte-Anne	X		
i663-SEN-4068879	250	250	rue		Sainte-Anne	X		
i663-SEN-4068883	254	254	rue		Sainte-Anne	X		
i663-SEN-4068885-001	258	262	rue		Sainte-Anne	X		
i663-SEN-4068623-001	16	16	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068629-001	26	26	chemin	de	Senneville	X		Château Rose
i663-SEN-4068629-002	26	26	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068630-001	28	28	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068610	31	31	chemin	de	Senneville	X		Maison William-George-MacVicar-Stuart
i663-SEN-4068631	34	34	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-5028199	34	34	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068612-001	37	37	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068901	73	73	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068903-001	79	79	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068903-002	79	79	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068925-001	80	80	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068904	83	83	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068907-001	89	89	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068930	90	90	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068909	95	95	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068933	98	98	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068910-001	101	101	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068934	102	102	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068935-001	108	108	chemin	de	Senneville	X		Maison Étienne-Crevier
i663-SEN-4068935-003	108	108	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068911-001	109	111	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068912-001	113	117	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068912-004	113	117	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068936-001	118	118	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068913-003	149	165	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068913-004	149	165	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068940	160	160	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068915-002	163	163	chemin	de	Senneville	X		Maison John-Bethune-Abbott-Hillcote
i663-SEN-4068943-001	166	166	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068945-001	170	170	chemin	de	Senneville	X		Maison John-C.-Abbott (Domaine Boisbriant)

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE[3]	NOM[2]
i663-SEN-4068946-001	170	176	chemin	de	Senneville	X		Loge au gardien de la maison John C-Abbott (Domaine Boisbriant)
i663-SEN-4068946-006	170	176	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-8001107	170	176	chemin	de	Senneville	X		Moulin le Ber
i663-SEN-5028284-002	178	178	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068948-001	180	180	chemin	de	Senneville	X		Maison John-Launcelot-Todd
i663-SEN-4068948-002	180	180	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068950-003	200	200	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068950-004	200	200	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068951-002	202	202	chemin	de	Senneville	X		Maison Charles-Meredith-Elspeth-Angus (Bally Bawn)
i663-SEN-4068952	208	208	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068953-001	210	210	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068955-001	216	216	chemin	de	Senneville	X		Domaine Pine Bluff (Richard-Bladworth-Angus), pavillon du gardien
i663-SEN-4068956-004	218	218	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068916-001	219	219	chemin	de	Senneville	X		Domaine Pine Bluff cottage
i663-SEN-4068916-002	219	219	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068916-004	219	219	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068962-001	238	238	chemin	de	Senneville	X		Maison Edith-Angus-Wanklyn
i663-SEN-4068962-003	238	238	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068963-002	240	240	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-5028213-001	240	240	chemin	de	Senneville	X		Maison Harry-Abbott (Birchfield)
i663-SEN-4068964-001	241	241	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068964-004	241	241	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-5028212-001	246	246	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068966-001	249	249	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068967-002	251	251	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068968-001	255	255	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068979-001	258	258	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068969-002	259	265	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068980-001	260	260	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068981-001	264	264	chemin	de	Senneville	X		Maison Frédérick-Cleveland-Morgan (Le Sabot)
i663-SEN-4068981-002	264	264	chemin	de	Senneville	x		Tour de la maison Frédérick-Cleveland-Morgan (Le Sabot)

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	TYPE	LIEN	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE[3]	NOM[2]
i663-SEN-4068972-001	283	283	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068972-002	283	283	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068973-001	285	285	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068986	286	286	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068974-001	287	287	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068975-001	289	291	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4079736-001	290	290	chemin	de	Senneville	X		Maison Louis-Joseph-Forget ou Bois-de-la-Roche
i663-SEN-4079736-002	290	290	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4079737-001	292	294	chemin	de	Senneville	X		Grange-étable du domaine du Bois-de-la-Roche
i663-SEN-4079737-002	292	294	chemin	de	Senneville	X		Écurie du domaine du Bois-de-la-Roche
i663-SEN-4079737-003	292	294	chemin	de	Senneville	X		Maison du fermier du domaine du Bois-de-la-Roche
i663-SEN-4079737-005	292	294	chemin	de	Senneville	X		Maison Eustache-Rouleau
i663-SEN-4079737-006	292	294	chemin	de	Senneville	X		École du domaine du Bois-de-la-Roche
i663-SEN-4079737-007	292	294	chemin	de	Senneville	X		Caveau à légumes du domaine du Bois-de-la-Roche
i663-SEN-4079737-008	292	294	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068976-001	293	293	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068976-002	293	293	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4068988-001	296	296	chemin	de	Senneville	X		Maison Joseph-Lalonde
i663-SEN-4068988-002	296	296	chemin	de	Senneville	X		
i663-SEN-4079737-004	297	297	chemin	de	Senneville	X		Maison des employés du domaine du Bois-de-la-Roche
i663-SEN-4068724	22	22	avenue		Tunstall	X		
i663-SEN-4068699-001	23	23	avenue		Tunstall	X		
i663-SEN-4068699-002	23	23	avenue		Tunstall	X		
Total	**127**							

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou usuel de l'immeuble. (3) Si l'immeuble n'as pas d'adresse

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.05

2024/12/19 16:00

(1)

Dossier # : 1245326001

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Cabinet du directeur
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le Plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Il est recommandé :
d'approuver le plan d'organisation policière, soumis par le Service de police de la Ville de Montréal et de le transmettre pour approbation au ministre de la Sécurité publique, le tout conformément à la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1).

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-11-12 16:13

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1245326001**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Cabinet du directeur
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Approuver le Plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 81.1 de la *Loi sur la police*, les municipalités mettant à jour, au besoin ou à la demande du Ministre, leur plan d'organisation policière établissant, entre autres, que le corps de police municipale qui les desserts fournit les services du niveau requis ont l'obligation de soumettre leur plan respectif à l'approbation du Ministre.
Aussi, le *Règlement sur les services policiers* que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence est entré en vigueur le 24 juillet 2008 (Décret 695-2008 du 25 juin 2008 (2008) 140 G.O. 2, 4002 ; chapitre P-13.1, r. 6).

Par ailleurs, le Ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal ont signé en date du 25 août 2023, une entente prévoyant les conditions et les modalités pour l'octroi, par le Ministre de la sécurité publique, à la Ville de Montréal, d'une subvention maximale de 225 000 000 $, pour les exercices financiers compris entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2027, afin de soutenir financièrement l'augmentation de 225 ressources policières de l'effectif du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) jusqu'au 31 décembre 2028.

À ce sujet, la Ville de Montréal s'engageait à transmettre au plus tard le 30 juin 2023 son plan d'organisation policière préliminaire mis à jour ainsi qu'une version finale au plus tard le 31 août 2023, conformément à l'article 81.1 de la *Loi sur la police.* Le dossier a pris du retard car nous devions attendre l'approbation du Ministère de la sécurité public (MSP)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE23 1359 – 16 août 2023 : Approuver un projet d'entente entre le ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal (Ville) pour le versement d'une subvention maximale de 225 000 000 $ par le ministre, à la Ville, pour les exercices financiers compris entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2027 / autoriser à cette fin la réception de la subvention de 225 000

000 $ par la Ville / autoriser l'augmentation de 225 policiers à temps complet de l'effectif du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) jusqu'au 31 décembre 2028 / autoriser le directeur général adjoint - Sécurité urbaine et conformité à signer l'entente / imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrite au dossier décisionnel.
CG09 0511 - 17 décembre 2009 : Approuver le plan d'organisation policière soumis par le Service de police de la Ville de Montréal et de le transmettre pour approbation au ministre de la Sécurité publique, le tout conformément à la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1).

DESCRIPTION

Le plan d'organisation policière du SPVM est conçu selon les précisions apportées dans le Guide de rédaction produit par la Direction de l'organisation et des pratiques policières du ministère de la Sécurité publique (MSP). Il met en évidence l'environnement de travail du SPVM, tant sur les plans organisationnel, géographique que démographique, ainsi que les axes de développement que la Direction du SPVM entend suivre au cours des prochaines années.
Le présent plan d'organisation policière présente minutieusement la manière dont les activités d'un niveau de service 5 sont offertes par le SPVM. En effet, son offre de service s'inscrit dans le contexte singulier d'une métropole avec, notamment, une forte concentration de personnes dont les conditions de vie les rendent plus vulnérables en se retrouvant dans des situations de détresse qui nécessitent des interventions policières adaptées et adéquates.

La réalité des interventions d'aujourd'hui auprès des populations montréalaises, qui revêtent souvent un caractère social et sont d'une grande complexité, amène le SPVM à revoir constamment ses façons de faire afin d'augmenter ses expertises, crée des liens avec une multitude de partenaires, tant internes qu'externes, ainsi qu'avec d'autres secteurs d'intervention (santé et services sociaux, scolaires, etc.) et élargit le réseau d'experts et de ressources en fonction des besoins des citoyens montréalais.

Le présent plan d'organisation policière s'inscrit dans la continuité du modèle montréalais pour une ville sécuritaire, basé sur quatre axes indissociables dont les actions doivent être menées simultanément, soit :

· Axe 1 - Prévenir et réduire l'insécurité : il permet de renforcer à la fois la sécurité et le sentiment de sécurité.
· Axe 2 - Bâtir des milieux de vie de qualité : il permet de consolider le filet social.
· Axe 3 - Mobiliser la communauté et promouvoir son adhésion : il favorise l'autonomisation et la participation publique permettant aux programmes et investissements d'être en adéquation avec les besoins et les aspirations de toutes les populations, et ce, à l'image du projet Immersion.
· Axe 4 - Incarner la coresponsabilité : il démontre la responsabilité partagée que constitue la sécurité urbaine. À ce sujet, la Ville de Montréal et le SPVM collabore activement avec un large éventail de partenaires impliqués dans la sécurité publique. Citons ici, la participation du SPVM au Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal et la mise en place des équipes mixtes comme ESUP et EMRII ainsi que la stratégie intégrée et concertée en itinérance.

Mentionnons également la place de la sécurité routière et des enjeux de circulation pour les Montréalais, dans le plan d'organisation policière, et ce, en raison de leurs impacts directs sur le sentiment de sécurité, sur la qualité de vie, ainsi que sur la santé économique de Montréal.

Le présent dossier vise donc l'approbation du plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Pour réaliser sa mission et atteindre le plein emploi, le SPVM requiert un effectif total de 4 714 ressources policières permanentes.
En raison des particularités sociodémographiques et territoriales de la Ville de Montréal, le SPVM se doit d'être constamment à la recherche de pratiques innovantes afin d'assurer sa mission et de mettre en œuvre une offre de service qui prend en compte les problématiques criminelles et sociales émergentes.

Depuis 25 ans, la philosophie de la police de proximité guide les pratiques du SPVM. Cependant, en regard des nouvelles réalités auxquelles les policiers et policières sont quotidiennement confrontés, le SPVM a amorcé des réflexions dans le but de moderniser son modèle policier et son offre de service, tout en préservant sa philosophie de police de proximité.

Le rapprochement avec toutes les populations est donc au cœur des récentes actions et initiatives mises en œuvre par le SPVM. Le présent plan d'organisation policière s'arrime avec le modèle montréalais pour une ville sécuritaire dont tous les axes fondateurs permettent de se rapprocher des communautés.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Le plan d'organisation policière s'inscrit dans la vision du Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal. Il s'arrime avec les 3 grandes orientations suivantes :

- Solidarité, équité et inclusion (priorité 8)
- Démocratie et participation (priorités 10)
- Quartiers vivants (priorité 19)

Le plan d'organisation policière se concrétisera dans la planification stratégique 2024-2026 dont se dotera le SPVM et dont les orientations s'inscriront également dans le modèle montréalais pour une ville sécuritaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le plan d'organisation policière permettra au SPVM de remplir et réussir sa mission première dans le cadre des orientations du Plan stratégique 2030.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications du Service de police de la ville de Montréal sera responsable d'assurer le volet médiatique opérationnel et de coordonner les sorties dans les médias.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie BEAUCHESNE
chef(fe) de section - soutien general

Tél : (514) 207-1380
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-01-30

Daniel FARIAS
inspecteur(-trice)-chef police

Tél : 514-280-2363
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2024-08-26

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245326001
Unité administrative responsable : SPVM
Projet : *Approuver le Plan d'organisation policière du service de police de la Ville de Montréal (SPVM).]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	non	s. o.
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

8 *– Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, 'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;*

10 *– Accroitre la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision*

19 *– Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

8 *– Avec son Plan d'organisatin policière, le SPVM renforcera sa structure opérationnelle; ce qui lui permettra de consolider le filet social et d'offrir ainsi aux citoyens et citoyennes de la Ville de Montréal une meilleure qualité de vie.*

10 – Le Plan d'organisatin policière favorisera la mobilisation de la communauté et sa participation aux programmes relatifs à ses besoins notament en matière de sécurité

19 *– Le Plan d'organisatin policière viendra prévenir et réduire l'insécurité et renforcer le sentiment de sécurité de la population montréalaise.*

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

SPVM





PLAN D'ORGANISATION POLICIÈRE

Service de police de la Ville de Montréal

2023

Montréal

Décembre 2023

© Service de police de la Ville de Montréal

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 7

2. DESCRIPTION DU TERRITOIRE ET DE SA POPULATION 8

DONNÉES SUR LE TERRITOIRE COUVERT PAR LE SPVM 8
CARTE POLICIÈRE 13

3. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT CRIMINEL ET SOCIAL 16

ÉVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ 16
AUTRES PROBLÉMATIQUES 25
SÉCURITÉ ROUTIÈRE 25
TENDANCES & CRIMINALITÉ DE L'AVENIR DANS LA MÉTROPOLE 29
ÉVÉNEMENTS PUBLICS D'ENVERGURE ET MANIFESTATIONS 31
SÉCURITÉ PUBLIQUE À LA FRONTIÈRE DES ENJEUX SOCIAUX 32
DEMANDES D'INTERVENTION 36

4. RÉPARTITION DE L'EFFECTIF 38

5. ORGANIGRAMME 41

6. ORGANISATION DU SPVM 42

DIRECTION DU SERVICE 42
Cabinet du directeur 42
Section recherche et développement stratégique 43
Division des communications 43
Bureau de la vérification et de l'évaluation 44
DIRECTION DES SERVICES DE PROXIMITÉ 44
PDQ 44
Enquêtes 46
Division de la prévention et de la sécurité urbaine 47
Service de la région ouest 50
Division de la gendarmerie ouest 50
Division des enquêtes criminelles ouest 58
Section des enquêtes régionales Ouest 58
Section des enquêtes par projet Ouest 59
Service de la région sud 60
Division de la gendarmerie sud 61
Section du métro 66
Division des enquêtes criminelles sud 67
Section des enquêtes régionales Sud 67
Section des enquêtes par projet Sud 68
Section des enquêtes et soutien organisationnel Sud 69
Service de la région nord 70
Division de la gendarmerie nord 70
Division des enquêtes criminelles nord 76
Section des enquêtes régionales Nord 77
Section des enquêtes par projet Nord 77
Section des enquêtes et soutien organisationnel Nord 78
Service de la région est 79
Division de la gendarmerie est 80
Division des enquêtes criminelles est 85
Section des enquêtes régionales Est 86
Section des enquêtes par projet Est 86
Section des enquêtes et soutien organisationnel Est 87
DIRECTION DES SERVICES SPÉCIALISÉS 88
Service des enquêtes spécialisées 88
Section ACCES et produits de la criminalité 88
Section du crime organisé 89
Section des agressions sexuelles 91
Section des crimes économiques 92
Section des crimes majeurs 92
Section de l'exploitation sexuelle 93
Section en violence conjugale 93
Service de l'expertise en enquêtes criminelles 94
Section des technologies en enquête 94
Section de l'identification judiciaire 95
Section de la surveillance 95
Section du service aux cours 96

Section de l'analyse et du renseignement *97*
Section du renseignement spécialisé *98*
Service du soutien en gendarmerie *99*
Division de la planification opérationnelle *99*
Section service d'ordre *100*
Section antiterrorisme et mesures d'urgence *100*
Division des opérations spécialisées et tactiques *100*
Section groupe tactique d'intervention *101*
Sections soutien et interventions spécialisées Sud-Ouest et Nord-Est *101*
Section Vigie du territoire *101*
Division de la centrale 911 ..... *102*
Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière *102*
Section inspection du remorquage *102*
Section sécurité routière *103*
Section des patrouilles spécialisées *105*
DIRECTION DES SERVICES ORGANISATIONNELS 106
Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles *107*
Division de l'information policière *107*
Section du soutien aux rapports d'événement *107*
Section rapports du citoyen *108*
Section centrale d'information policière *108*
Section qualité des données policières *108*
Section de l'accès à l'information et archives *109*
Division des ressources et de l'innovation technologiques *109*
Section projets technologiques *109*
Section exploitation des équipements technologiques *110*
Section évolution M-IRIS *110*
Division des ressources matérielles *110*
Section des ressources matérielles *110*
Section logistique *111*
Service de la formation et des relations professionnelles *111*
Division de la formation et du développement institutionnel *111*
Section développement des compétences technologiques *112*
Section développement et pratiques policières *112*
Section gestion de la formation *112*
Section développement des compétences en interventions policières *113*
Section attraction et intégration à la fonction policière *113*
Division des relations professionnelles *114*
Section programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) *114*
Service de l'intégrité *115*
Division des normes professionnelles *115*
Section des enquêtes *116*
Section discipline et liaison *116*
Section sécurité et probité organisationnelle *116*
ENCADREMENT 117
INFRASTRUCTURES 119
PARC AUTOMOBILE 122

7. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET RÉALISATIONS MAJEURES DU SPVM 123

8. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PAR NIVEAU DE SERVICE 128

9. ÉTABLISSEMENT D'UN ÉCHÉANCIER D'IMPLANTATION 320

10. ACRONYMES 321

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Évolution de la population recensée sur le territoire du SPVM……..…11
Tableau 2 - Évolution de la criminalité (2017-2022)……..…16
Tableau 3 - Évolution des crimes contre la personne (2017-2022)……...17
Tableau 4 - Évolution des crimes contre la personne lors desquels une arme à feu était présente (2017-2022)……18
Tableau 5 – Type de dossiers traités par l'ESDS……..……20
Tableau 6 - Évolution des crimes contre la propriété (2017-2022)……..……20
Tableau 7 – Résultats des opérations de l'équipe de vols de véhicule moteur……..…...21
Tableau 8 - Évolution des autres infractions au Code criminel (2017-2022)……..…...22
Tableau 9 - Évolution des autres lois et règlements (2017-2022)……..……22
Tableau 10 – Effectif policier selon le grade……..……38

Tableau 11 – Effectif civil selon la fonction……39
Tableau 12 – Répartition des postes permanents autorisés (policiers et civils) par secteur d'activité……40
Tableau 13 – Nombre de dossiers traités par section des enquêtes régionales……..……46
Tableau 14 – Système de classement des plaintes aux sections des enquêtes régionales……47
Tableau 15 – Inventaire des moyens de transport utilisés au SPVM……..…….122

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Évolution du taux global de la criminalité (par 100 000 habitants) 23
Figure 2 – Évolution de l'indice de gravité de la criminalité 23
Figure 3 – Évolution du taux de crimes contre la personne (par 100 000 habitants)..……..24
Figure 4 – Évolution de l'indice de la gravité des crimes violents..... 24
Figure 5 – Évolution du taux de crimes contre la propriété (par 100 000 habitants)..... 25
Figure 6 – Évolution de l'indice de la gravité des crimes sans violence 25
Figure 7 – Évolution du nombre de collisions mortelles et avec blessés..... 26
Figure 8 – Évolution du taux de collisions par 1 000 détenteurs de permis..... 27
Figure 9 – Évolution du nombre de collisions mortelles 27
Figure 10 – Évolution du nombre de collisions avec blessés graves..... 28
Figure 11 – Évolution du nombre de collisions avec blessés légers..... 28
Figure 12 – Évolution du nombre de collisions avec dommages matériels 29
Figure 13 – Évolution du nombre d'appels répartis par priorité (P1, P2 et P3)..... 36
Figure 14 – Évolution du temps moyen de réponse – Répartition de l'appel à l'arrivée sur les lieux par priorité..... 37

Légende des couleurs employées pour les unités

Direction
Service
Division
Section
Module

Le *Plan d'organisation policière* est conçu selon les précisions apportées dans le Guide de rédaction produit par la Direction de l'organisation et des pratiques policières du ministère de la Sécurité publique (MSP). Il vous permettra de connaître davantage l'environnement de travail du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), tant sur les plans organisationnel, géographique que démographique, ainsi que de prendre connaissance des axes de développement que la Direction du Service entend suivre au cours des prochaines années.

Le 24 juillet 2008, le *Règlement sur les services policiers* que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec (SQ) doivent fournir selon leur niveau de compétence est entré en vigueur. L'article 353.12 de la *Loi sur la police* oblige les municipalités à soumettre un plan d'organisation policière à l'approbation du ministre de la Sécurité publique démontrant comment le corps de police qui les dessert fournit les services du niveau requis.

Le Service de police de la Ville de Montréal s'est conformé à cette obligation et transmet à l'Administration municipale son **Plan d'organisation policière**.

1. INTRODUCTION

Le Service de police de la Ville de Montréal est le deuxième service de police municipal en importance au Canada et le huitième en Amérique du Nord. Il dessert l'ensemble de l'Île de Montréal, soit un territoire d'une superficie de 498 km^2, où habitaient, en 2021[1], plus de deux millions de Montréalais. C'est près de 6 000 employés civils et policiers qui travaillent ensemble et collaborent avec de nombreux partenaires locaux, provinciaux et internationaux pour répondre aux besoins des Montréalais en matière de sécurité.

Le SPVM a pour mission de protéger la vie et les biens des citoyens, de maintenir la paix et la sécurité publique, de prévenir et combattre le crime et de faire respecter les lois et les règlements en vigueur (articles 48 et 69 de la *Loi sur la police*, L.R.Q. c. P-13.1). Il relève des élus municipaux qui en déterminent les effectifs, mais dont l'organisation est conjointement approuvée par le conseil d'agglomération et le ministre de la Sécurité publique sur la base des plans d'organisation policière qui lui sont soumis. Il est régi par la *Loi sur la police* et doit fournir un niveau de service 5, tel que désigné par le gouvernement dans le *Règlement sur les services policiers*.

Le Plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal est divisé comme suit :

La première section décrit brièvement le territoire couvert par le SPVM ainsi que la population qu'il dessert. La carte policière attachée permet de repérer sur le territoire les 29 postes de quartier (PDQ) répartis en quatre régions.

L'évolution de la criminalité est présentée en deuxième partie, ainsi qu'un examen des statistiques relatives à la sécurité routière et à la couverture opérationnelle des événements publics et manifestations de tout ordre ayant lieu sur le territoire. Cette partie réserve également une brève démonstration de la complexité et de l'ampleur que présentent les enjeux du maintien de l'ordre et de la paix dans les dossiers sociaux. Enfin, cette section est conclue par une présentation des données sur les appels de service.

La répartition globale de l'effectif est présentée en troisième partie alors que la quatrième, quant à elle, expose la structure du SPVM, soit son organigramme qui est composé de 1 direction, 3 directions adjointes, 11 services, 21 divisions, 52 sections et 29 PDQ.

Pour sa part, la cinquième partie dresse le portrait de l'organisation du SPVM. En ce sens, cette partie énonce les missions et services offerts par l'ensemble des unités du SPVM. Pour chacune de ces unités, le nombre de ressources humaines policières et civiles autorisées est compilé dans un tableau. Finalement, cette partie réserve une explication sur l'encadrement, sur les infrastructures associées, ainsi que sur l'inventaire du parc automobile.

La sixième partie expose les orientations stratégiques et les réalisations majeures du SPVM en 2022, tandis que la suivante présente les activités par niveau de service pour le SPVM. Finalement, un échéancier d'implantation est présenté en huitième partie.

[1] Dernier profil du recensement de Statistique Canada.

2. DESCRIPTION DU TERRITOIRE ET DE SA POPULATION

Le territoire couvert par le SPVM est celui de l'agglomération de Montréal, laquelle est composée de 19 arrondissements :

- ⇨ Ahuntsic-Cartierville
- ⇨ Anjou
- ⇨ Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce
- ⇨ Lachine
- ⇨ LaSalle
- ⇨ Le Plateau-Mont-Royal
- ⇨ Le Sud-Ouest
- ⇨ L'Île-Bizard/Sainte-Geneviève
- ⇨ Mercier/Hochelaga-Maisonneuve
- ⇨ Montréal-Nord
- ⇨ Outremont
- ⇨ Pierrefonds-Roxboro
- ⇨ Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles
- ⇨ Rosemont/La Petite-Patrie
- ⇨ Saint-Laurent
- ⇨ Saint-Léonard
- ⇨ Verdun
- ⇨ Ville-Marie
- ⇨ Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension

et de 15 villes de banlieue reconstituées le 1er janvier 2006 :

- ⇨ Baie-d'Urfé
- ⇨ Beaconsfield
- ⇨ Côte-Saint-Luc
- ⇨ Dollard-des-Ormeaux
- ⇨ Dorval
- ⇨ Hampstead
- ⇨ Kirkland
- ⇨ L'Île-Dorval
- ⇨ Montréal-Est
- ⇨ Montréal-Ouest
- ⇨ Mont-Royal
- ⇨ Pointe-Claire
- ⇨ Sainte-Anne-de-Bellevue
- ⇨ Senneville
- ⇨ Westmount

DONNÉES SUR LE TERRITOIRE COUVERT PAR LE SPVM

Géographie

L'agglomération de Montréal est implantée sur un territoire de 625 km^2 composé de 20% d'eau et 80% de terres réparties en 75 îles, dont 13 aménagées, bordées de 267 km de rives[2]. Nous y comptons également 30 kilomètres de sentiers de motoneige ainsi que 1 049 kilomètres de piste cyclable. Plus de 21 000 travailleurs montréalais utilisent d'ailleurs le vélo pour se rendre à leur lieu de travail[3]. Aucun sentier hors route n'y est toutefois présent.

Territoire terrestre

La superficie terrestre de l'agglomération de Montréal est de 498 km^2 (*50 de longueur maximale x 16 km de largeur maximale*). La superficie urbanisée représente 82% de l'agglomération (408 km^2), incluant les espaces industriels qui ne comptaient que pour 8% de la surface globale de l'agglomération en 2020 (40 km^2)[4].

Les aires protégées mesurent 108 km^2 incluant une zone agricole protégée d'une surface de 20,5 km^2.

Les parcs représentent 9% de la superficie (45 km^2) et incluent le réseau des 19 grands parcs de l'agglomération.

Territoire nautique

Le port de Montréal est le plus important de l'Est du pays. Par ailleurs, le territoire nautique du SPVM comporte six plans d'eau navigables :

1. *Fleuve St Laurent* : Celui-ci couvre la portion sud du territoire de l'île. Il débute à l'ouest au port de Montréal et se termine à l'est à Pointe-aux-Trembles. Ce secteur ainsi que ses

[2] Communauté métropolitaine de Montréal (2022). Portraits territoriaux 2021

[3] Statistique Canada (2022) *Recensement de la population de 2021*

[4] Communauté métropolitaine de Montréal (2021) Occupation du sol 2020

grandes marinas sont prisés par le tourisme nautique. Le fleuve se caractérise par un achalandage constant. D'ailleurs, chaque année, plusieurs services d'ordre, tel que la Formule 1, les feux Loto-Québec, les spectacles sur les îles, sont effectués. Le module nautique de la section des patrouilles spécialisées du SPVM est sollicité, en collaboration avec la Sureté du Québec (SQ) et le Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL), sur les enjeux de cohabitation entre les activités commerciales du port et les activités évènementielles et de plaisance.

2. *Rapides de Lachine* : Ce secteur représente 14 mètres de dénivelé entre le lac Saint-Louis et le port de Montréal. Les Rapides de Lachine incluent des îles habitées (Chèvres, Hérons, Diable, etc.) qui appartiennent à Montréal. On y retrouve des pêcheurs, des, surfeurs, kayakistes et des riverains insulaires. Ce secteur est considéré comme étant à risque en raison de ses rapides.

3. *Canal de Lachine* : Ce sont cinq écluses opérationnelles qui se situent entre l'arrondissement de Lachine et le port de Montréal. Le Canal de Lachine accueille plusieurs plaisanciers en transit d'une extrémité à l'autre. Le module nautique du SPVM coopère avec les éclusiers de Parc Canada pour des appels et des opérations en vertu de la *Loi sur la marine marchande de 2001*.

4. *Lac St-Louis* : Ce secteur comprend une dizaine de marinas, de clubs de pêche et de clubs de voile/canot-kayak. À cela s'ajoute la présence de nombreux plaisanciers en voilier ou en bateau à moteur. À cet effet, Sainte-Anne de Bellevue et sa promenade attirent un grand nombre de plaisanciers. À lui seul, le secteur du Lac St-Louis génère 35% des appels répondus par le module nautique du SPVM.

5. *Lac des deux montagnes* : Ce secteur est particulièrement occupé à l'automne en raison des activités reliées à la chasse aux canards. Il s'agit d'un lac qui est plutôt achalandé avec plusieurs marinas situées du côté nord.

6. *Rivière des prairies* : Ce secteur est partagé entre la Ville de Montréal et celle de Laval. Cette étendue d'eau est très prisée des plaisanciers, attirant de nombreux amateurs de navigation en plus des habitants riverains. Ce plan d'eau est caractérisé par la présence de rapides, ce qui le rend d'autant plus attractif pour les amateurs de sports nautiques et les amateurs de sensations fortes. Cependant, il est important de noter qu'une partie de cette zone est exposée à des risques d'inondations au printemps. Cette menace saisonnière requiert une vigilance accrue de la part des autorités locales et des résidents pour minimiser les impacts potentiels.

Le module nautique du SPVM collabore avec le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Garde côtière canadienne pour les situations de recherche et sauvetage. Notons toutefois l'exception du Canal de Lachine où la Garde côtière canadienne n'intervient pas. La police a le mandat premier d'assurer la sécurité sur ses plans d'eau. Ceci se fait principalement par la patrouille, la réponse aux appels, les opérations et l'application réglementaire.

Démographie

La population recensée à Montréal en 2021 a dépassé le seuil des deux millions. Il s'agit d'une variation en pourcentage de 3,2% depuis le précédent recensement de 2016[5]. La plus grande partie de cette croissance a été réalisée avant la pandémie, alors que la population de l'agglomération a augmenté à un des rythmes les plus rapides de son histoire. La croissance alors observée reposait sur une forte progression des migrations internationales. Au cours de la période 2019-2020, Montréal a été la deuxième destination la plus populaire des nouveaux immigrants, après Toronto[6].

Malgré une nette contraction de sa population au cours des deux premières années de la pandémie, l'agglomération de Montréal a repris sa croissance depuis le déconfinement. Le nombre d'habitants était estimé à 2,04 millions d'habitants au 1er juillet 2022. Cela correspond à une légère hausse de 14 000 habitants, soit 0,07% par rapport à l'année 2021[7].

Le nombre record de 37 000 nouveaux immigrants arrivés à Montréal entre le 1er juillet 2021 et le 30 juin 2022 surpasse de 76% le niveau enregistré avant la pandémie en 2018-2019. La province

[5] Statistique Canada (2022) Recensement de la population de 2021

[6] Petramala et al. (2021) Fastest Metropolitan Areas in 2020, Center of Urban Research and Land Development

[7] Institut de la Statistique du Québec (2023) Fiches démographiques: les régions administratives du Québec en 2022

enregistre aussi une hausse marquée des admissions de résidents non permanents et détenteurs d'un permis de séjour (travailleurs temporaires, étudiants étrangers et demandeurs d'asile) : 87 000 admis au Québec en 2022, en hausse de 38% par rapport à 2019. Or, dans les récentes années, plus de la moitié de ces personnes ont choisi de s'installer sur le territoire de l'agglomération montréalaise. Ces nombres excluent la présence d'un groupe extrêmement vulnérable de migrants sans permis et sans statut qui se concentrent dans les plus grandes villes du pays. Leur présence estimée varie grandement, entre 20 000 et 500 000[8].

La densité moyenne de l'agglomération de Montréal était de 4 022 hab./km² en 2021[9]. En considérant plutôt l'ensemble de la zone urbanisée composée de la ville centrale et de ses banlieues, la densité de population du grand Montréal est estimée la quatrième plus forte en Amérique du Nord, après New-York, Los Angeles et Toronto[10]. L'agglomération de Montréal constitue le cœur de la région métropolitaine de Montréal, composée de la ville centre et ses banlieues et qui correspond à la grande zone urbanisée. Selon les méthodologies employées, la métropole se classe au seizième rang[11] et même au huitième rang[12] des plus grandes métropoles nord-américaines.

Montréal compte de plus en plus de résidents domiciliés directement au cœur du centre des affaires: malgré l'impact de la pandémie, le centre-ville de Montréal a enregistré la deuxième plus forte croissance démographique du Canada entre 2016 et 2021, soit 24,2%. La revitalisation du noyau urbain a mené à l'ajout de 21 000 nouveaux habitants.

De 2016 à 2021, 38 000 nouveaux logements ont été ajoutés au parc immobilier montréalais. L'agglomération dénombrait 910 000 logements privés occupés en 2021, soit 5% de plus par rapport à 2016. La proportion des locataires se maintient à 60%. L'agglomération disposait en 2021 de 64 000 logements sociaux et communautaires, dont un tiers dans des HLM et un quart dans des coopératives d'habitation[13]. La part des ménages montréalais avec des besoins impérieux en matière de logement est en hausse pour atteindre 15% des locataires.

La structure par âge de Montréal est particulière en raison de la plus forte présence de jeunes adultes. L'agglomération de Montréal compte 120 000 étudiants post-secondaires. Cela en fait la deuxième ville avec le plus d'étudiants en Amérique du Nord.

Les personnes dont la langue principale à la maison est l'anglais représentent un quart de la population. Celles dont la langue maternelle n'est pas une langue officielle comptent pour le tiers de la population. Près de 50 000 personnes sont incapables de s'exprimer en français ou en anglais (2% de la population).

La diversité ethnoculturelle reste une des caractéristiques essentielles de l'agglomération. Près de deux habitants sur cinq déclarent appartenir aux minorités visibles. Plus de la moitié de la population indique une origine ethnoculturelle autre que canadienne, québécoise, française ou britannique. Montréal est aussi habitée par 11% de Musulmans, 4% de Juifs, 2% d'Hindous, 2% de Bouddhistes et 1% de Sikhs.

La vie touristique reprend à Montréal alors qu'on y compte plus de 200 salles de spectacles, et sportives de renom. En 2022, 8 millions de touristes ont visité l'agglomération, pour atteindre 80% du niveau prépandémique. Également en 2022, le nombre de croisiéristes passant par le port de Montréal a atteint 50 000 personnes, l'équivalent de la moitié de son niveau prépandémique[14].

[8] Citoyenneté et Immigration du Gouvernement du Canada (2022) Populations sans papiers

[9] Statistique Canada (2022) Recensement de la population de 2021

[10] New Geography (2022) Ten Densest Canada & US Urban Areas

[11] Communauté métropolitaine de Montréal (2021) Observatoire du Grand Montréal

[12] Neil Simonetti (2022) Comparing North American Metropolitan Areas, Bryn Athyn College

[13] Ville de Montréal (2022) Répartition des logements sociaux et communautaires

[14] Port de Montréal (2023) Le port et ses activités en chiffres

Tableau 1 – Évolution de la population recensée sur le territoire du SPVM

Année	Population recensée
1986	1 752 361
1991	1 775 691
1996	1 775 788
2001	1 812 723
2006	1 854 442
2011	1 886 481
2016	1 942 044
2021	2 004 265

Source des données : Statistique Canada 2021

Économie

La valeur de l'activité économique montréalaise s'élevait à 145,6 milliards de dollars en 2020. Le poids économique de l'agglomération de Montréal dans l'ensemble du Québec est demeuré stable au cours des dix dernières années: il compte pour le tiers des richesses créées dans la province (34,8%)[15].

Le rapport de dépendance économique de Montréal (*paiement de transferts gouvernementaux par tranche de 100$ du revenu d'emploi total*) était de 20$ en 2019, soit une valeur 20% inférieure à l'indicateur équivalent pour l'ensemble du Québec. Ainsi, les coûts sociaux associés à la population montréalaise sont plus faibles, alors que leur contribution à la production économique de la province est plus grande[16].

Le chômage a fortement diminué. Montréal était en 2022 la région qui comptait la plus forte proportion de personnes en emploi (64%). De même, 26% de tous les travailleurs québécois étaient domiciliés à Montréal, un sommet depuis 2006. Avec la reprise post-pandémique, la population active de l'agglomération de Montréal a atteint le niveau record de 1 150 000 personnes en janvier 2023. Il s'agit d'une hausse de 1,5% par rapport à février 2022[17].

Toutes industries confondues, l'agglomération comptait 63 000 entreprises en 2021. Si ce nombre a peu varié au cours de la dernière décennie, la transition vers une économie du savoir s'est accentuée[18]. Le profil d'affaire sectoriel de l'agglomération indique une concentration des activités liées à l'industrie de l'information, l'industrie culturelle, la gestion de sociétés et d'entreprises, la fabrication de produits informatiques, les finances et assurances ainsi que les services d'enseignement.

L'agglomération accueille 70 organisations internationales (OI), dont 5 sièges de l'ONU, ce qui la classe au 3e rang des plus importantes villes d'OI en Amériques du Nord[19]. Onze établissements universitaires ont pignon sur rue dans l'agglomération. Les effectifs à l'enseignement universitaire atteignaient 188 000 personnes en 2021-2022 (dont 35 000 étudiants étrangers)[20].

La reprise des activités au port industriel de Montréal a permis de réaliser en 2022 le transit de 36 millions de tonnes métriques de marchandises, en atteignant 90% du niveau prépandémique.

La valeur marchande des 36 exploitations agricoles de l'agglomération est estimée à 86 millions de dollars bien qu'elle ne compte que pour 0,12% du capital agricole de la province[21].

15 Ville de Montréal (2022) Coup d'œil: produit intérieur brut

16 Institut de la Statistique du Québec (2023) Rapport de dépendance économique selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec

17 Ville de Montréal (2023) Indicateurs sélectionnés

18 Statistique Canada (2021) Registre des entreprises

19 Montréal International (2023) *Organisations internationales*

20 Gouvernement du Québec (2023) *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec*

21 Statistique Canada (2022) *Recensement de l'agriculture de 2021*

Transport de personnes

L'important réseau routier de l'agglomération couvrait en 2020 une surface de 105 km^2 qui occupait 21% de la superficie totale du sol[22]. En 2019, cela représentait pour la seule Ville de Montréal 4 050 km de voies de circulation (1 950 km en artériel et 2 100 km en local). Ce sont 581 ouvrages qui couvrent le territoire de l'île de Montréal, dont 304 ponts et passerelles, ainsi que 5 tunnels.

Chaque 24 heures, 4,6 millions de déplacements sont réalisés sur le territoire de l'agglomération. En moyenne, 570 000 trajets quotidiens sont effectués à Montréal par des personnes dont le domicile est situé dans une banlieue hors de l'agglomération.

La moitié des déplacements est faite à bord d'un véhicule automobile privé[23]. En 2018, il y avait 1,01 auto par logis montréalais, soit 80% de moins que le ratio équivalent pour la couronne nord ou la couronne sud de l'agglomération. Pourtant, la popularité des véhicules personnels semble s'accentuer. Ainsi, les habitants de l'agglomération avaient immatriculé 983 000 véhicules en 2020, une hausse soutenue de 5% en cinq ans. Le parc automobile montréalais a augmenté 60% plus vite que la population.[24]

Près de la moitié des travailleurs domiciliés à Montréal consacrent plus de 30 minutes à leur trajet domicile - travail. La durée de ce trajet est supérieure à une heure dans le cas d'un travailleur sur onze. Cent mille travailleurs montréalais ont des horaires atypiques et travaillent en soirée ou de nuit.

La Société de transport de Montréal (STM) opère 224 lignes d'autobus et un métro de 71 km avec 68 stations (dont 64 sur le territoire de l'agglomération et quatre stations de correspondance) pour 166 millions de déplacements effectués en 2021. Durant la période de pointe du matin, 327 000 déplacements s'effectuent en transport collectif. Il y a cinq lignes de train de banlieue présentement en opération. Le service de transport adapté pour les personnes à mobilité réduite a effectué 2,1 millions de déplacements en 2020[25]. Sept navettes fluviales offrent aux Montréalais un service de transport en commun alternatif. Il existe aussi un service de traversier transportant les automobiles entre L'Île-Bizard et Laval.

L'agglomération de Montréal est desservie par 4 400 taxis[26]. La popularité de l'autopartage est croissante. Un record d'utilisation a été atteint en 2021, avec 30% plus de trajets réalisés avec la flotte des 800 véhicules[27].

Ayant retrouvé 80% du niveau prépandémique, le trafic à l'aéroport Montréal-Trudeau a été de 16 millions de passagers embarqués / débarqués en 2022. Les données pour les deux premiers mois de 2023 indiquent une reprise des activités à un seuil équivalent à celui de 2019[28].

22 Communauté métropolitaine de Montréal (2021) *Occupation du sol 2020*

23 Agence régionale de transport de Montréal (2020) *Enquête Origine-destination 2018*

24 Société de l'Assurance automobile du Québec (2021) *Données et statistiques 2020*

25 Société de transport de Montréal (2022) *Rapport d'activité 2021*

26 Bureau du taxi de Montréal (2018) *Statistiques de l'industrie du taxi 2017*

27 Communauto (2022) *Nouvelles*

28 Aéroport de Montréal (2023) *Trafic de passagers et mouvements aériens*

CARTE POLICIÈRE

Le territoire desservi par le SPVM est divisé en quatre régions dans lesquelles nous retrouvons 29 PDQ qui sont au service des citoyens.

Les Services régionaux

Le SPVM compte 4 services régionaux Nord/Sud/Est/Ouest où diverses unités relevant de la Direction des services de proximité, notamment les unités des enquêtes criminelles de premier niveau, celles de la gendarmerie ainsi que celles de soutien organisationnel (détention, etc.), pratiquent leurs activités.

Les services régionaux Nord/Sud/Est/Ouest comportent chacun deux divisions, une pour les enquêtes criminelles et l'autre pour la gendarmerie, et sont ainsi responsables de toutes les ressources de premier niveau tant aux enquêtes qu'à la gendarmerie. Les divisions de la gendarmerie Nord/Sud/Est/Ouest regroupent plusieurs PDQ.

Division de la gendarmerie Ouest

PDQ 1 : Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville

PDQ 3 : L'Île-Bizard, Pierrefonds, Roxboro, Sainte-Geneviève

PDQ 4 : Dollard-des-Ormeaux

PDQ 5 : Dorval, L'Île-Dorval, Pointe-Claire

PDQ 7 : Saint-Laurent

PDQ 8 : Lachine, Saint-Pierre

PDQ 9 : Côte-Saint-Luc, Hampstead, Montréal-Ouest, Notre-Dame-de-Grâce

PDQ 13 : LaSalle

PDQ 26 : Côte-des-Neiges, Mont-Royal, Outremont

Division de la gendarmerie Sud

PDQ 12 : Ville-Marie Ouest, Westmount

PDQ 15 : Saint-Paul, Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Ville-Émard

PDQ 16 : Île-des-Sœurs, Verdun

PDQ 20 : Ville-Marie Ouest, Parc du Mont-Royal

PDQ 21 : Ville-Marie Est, Île Notre-Dame, Île Sainte-Hélène, Vieux-Montréal

PDQ 22 : Centre-Sud

Division de la gendarmerie Nord

PDQ 10 : Bordeaux, Cartierville

PDQ 27 : Ahuntsic

PDQ 30 : Saint-Michel

PDQ 31 : Villeray, Parc-Extension

PDQ 35 : La Petite-Italie, La Petite-Patrie, Outremont

PDQ 38 : Le Plateau-Mont-Royal

PDQ 44 : La Petite-Patrie, Rosemont

Division de la gendarmerie Est

PDQ 23 : Hochelaga-Maisonneuve

PDQ 39 : Montréal-Nord

PDQ 42 : Saint-Léonard

PDQ 45 : Rivière-des-Prairies

PDQ 46 : Anjou

PDQ 48 : Mercier

PDQ 49 : Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles

La délimitation des PDQ repose sur un ensemble de critères :

- les principales frontières politiques;
- les quartiers déjà reconnus (historique, quartiers « naturels », etc.);
- le nombre de résidents;
- les barrières naturelles et les repères géographiques;
- les caractéristiques sociodémographiques de la population.

Organisation de la patrouille et surveillance stratégique

Au SPVM, ce sont plus de 2 700 policiers et 80 employés civils qui sont affectés à la gendarmerie. Pour l'ensemble des 29 PDQ, ce sont en moyenne 1 agent solo (pour les relèves de jour et de soir), ainsi que 3,2 duos (relève de jour), 3,3 duos (relève de soir) et 3,1 duos (relève de nuit) qui patrouillent et assurent la réponse aux appels d'urgence sur le territoire de Montréal. Les unités de soutien de la gendarmerie appuient les patrouilleurs des PDQ (ex. : unité canine, unité motards, unités de soutien en intervention spécialisée) en cas de besoin. Chaque PDQ est subdivisé en secteurs de patrouille. Les duos de chaque PDQ sont affectés à un ou plusieurs secteurs de patrouille. Les agents solos soutiennent les duos en effectuant des tâches qui permettent de libérer ces derniers pour la réponse aux appels et autres besoins de surveillance stratégique.

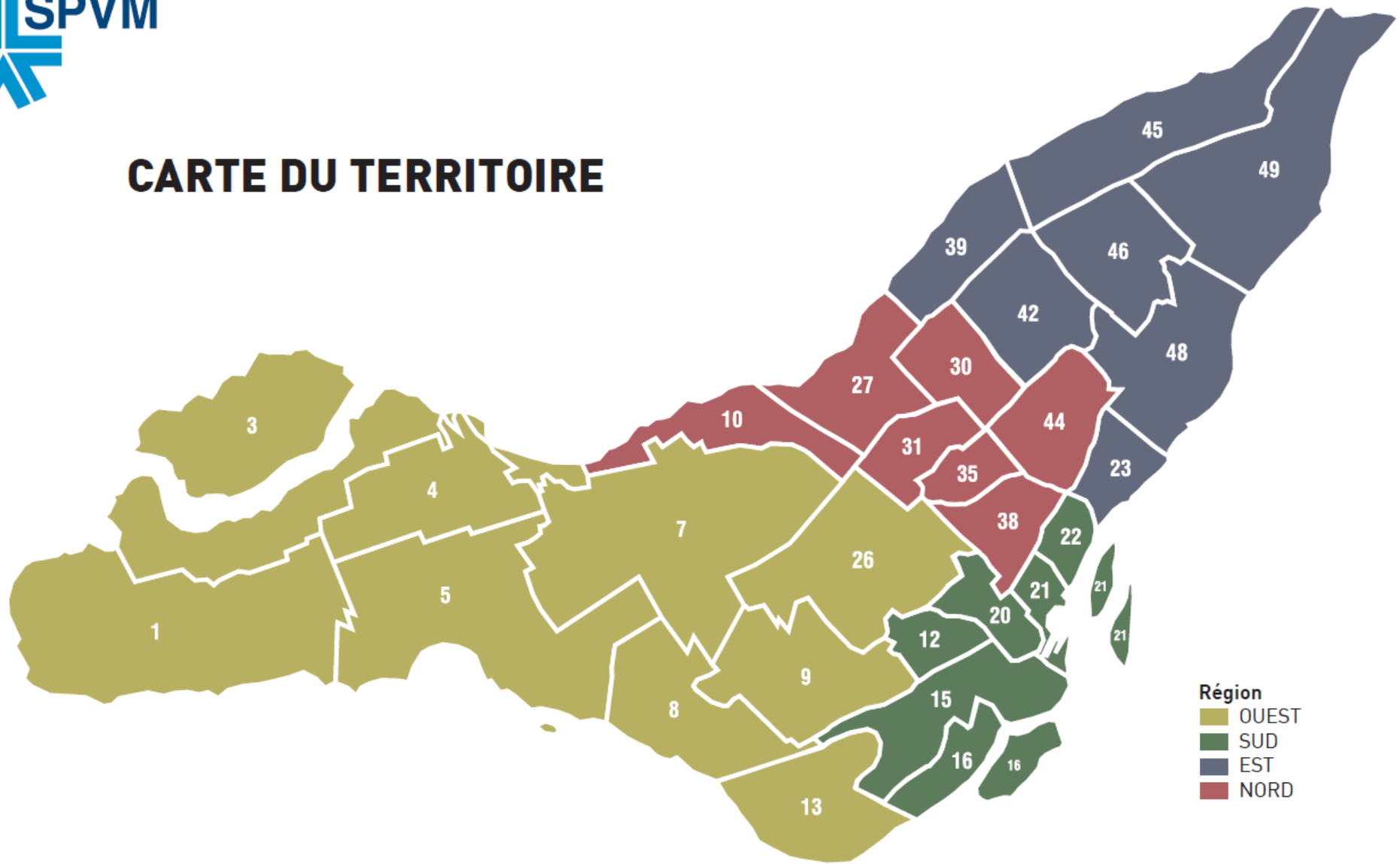
La surveillance stratégique du territoire est principalement effectuée par les patrouilleurs de la gendarmerie en fonction des enjeux locaux ciblés par les PDQ, les équipes de la planification opérationnelle (PO) et les équipes de renseignement criminel, ainsi que des besoins ponctuels dans certains secteurs (ex. : le Village, le quartier chinois, le parc Milton, certaines stations de métro du centre-ville, la Place Émilie Gamelin, les secteurs à haut risque pour la violence). Certaines installations névralgiques font aussi l'objet d'une surveillance accrue (ex. : installations du SPVM, tours cellulaires sur le Mont-Royal).

Carte du territoire

La carte de la page suivante illustre les limites des quatre régions ainsi que la répartition des PDQ à l'intérieur de ces régions.

SPVM

CARTE DU TERRITOIRE



8 septembre 2023

3. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT CRIMINEL ET SOCIAL

ÉVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ

Cette section présente l'évolution de la criminalité déclarée par le SPVM en vertu du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), qui « fait état des crimes signalés qui ont été confirmés par la police »[29]. Les tableaux 2 à 7 présentent l'évolution récente (depuis 2017) du nombre de délits par catégorie détaillée d'infractions[30]. Les figures 1 à 6 présentent, quant à elles, l'évolution des taux de criminalité[31] et de l'indice de gravité des crimes[32] sur le territoire du SPVM et dans l'ensemble du Québec au cours des quinze dernières années. Le tableau de l'évolution récente (depuis 2016) du nombre de délits par catégorie détaillée d'infractions est présenté[33] ainsi que les données sur l'évolution des taux de criminalité[34] et de l'indice de gravité des crimes[35] sur notre territoire et dans l'ensemble du Québec depuis 2004. Il convient de rappeler que seule une minorité des crimes sont signalés à la police : la dernière enquête sociale générale, réalisée en 2019, indique qu'au Canada, seulement 29 % des actes criminels sont signalés à la police et que cette proportion de signalements varie de 50 % pour les vols de véhicules et les introductions par effraction à 6% pour les agressions sexuelles.[36]

Bien que moins prononcés qu'en 2020, la pandémie de la COVID-19 a continué d'avoir des impacts sur les principaux indicateurs de la criminalité au cours de l'année 2021[37]. Pour une deuxième année, les gens ont été massivement confinés à leur résidence, plusieurs établissements commerciaux ont dû fermer pendant une certaine période, un couvre-feu a été en vigueur pendant les cinq premiers mois de l'année (du 9 janvier au 28 mai 2021) et le télétravail a été rendu obligatoire pour ceux dont la fonction le permettait. Ces informations sont à prendre en considération dans l'interprétation des résultats présentés ci-après.

Évolution de la criminalité récente

Tableau 2 - Évolution de la criminalité (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Crimes contre la personne	20 217	20 593	23 694	22 984	25 130	27 389	9,0%	21,6%
Crimes contre la propriété	53 796	50 705	51 642	45 477	46 400	56 224	21,2%	13,3%
Autres infractions au Code criminel	8 417	8 729	8 875	7 404	7 218	7 538	4,4%	-7,3%
Total des infractions au Code criminel	82 430	80 027	84 211	75 865	78 748	91 151	15,8%	13,6%
Autres lois et règlements	21 201	18 709	14 669	11 977	16 173	9 901	-38,8%	-40,2%
Total global	103 631	98 736	98 880	87 842	94 921	101 052	6,5%	4,4%

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Le bilan général des infractions au Code criminel a connu une hausse de 13,6 % en 2022 par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Plus spécifiquement, les crimes contre la

[29] Statistique Canada. Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC). https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=3302.
[30] Compte tenu des changements qui peuvent être apportés au fil des ans aux définitions des infractions, aux changements de catégories (comme ce fut le cas en 2017 pour la prostitution), ou aux procédures de déclaration, il est préférable, pour les infractions détaillées, de se limiter à l'évolution récente.
[31] Les données proviennent de Statistique Canada. Tableau 35-10-0179-01. Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées, services de police au Québec. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510017901
[32] Les données proviennent de Statistique Canada. Tableau 35-10-0187-01 Indice de gravité de la criminalité et taux de classement pondéré, services de police au Québec. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510018701
[33] Compte tenu des changements qui peuvent être apportés au fil des ans aux définitions des infractions, aux changements de catégories (comme ce fut le cas en 2017 pour la prostitution), ou aux procédures de déclaration, il est préférable, pour les infractions détaillées, de se limiter à l'évolution récente.
[34] Les données proviennent de Statistique Canada. Tableau 35-10-0179-01. Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées, services de police au Québec. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510017901
[35] Les données proviennent de Statistique Canada. Tableau 35-10-0187-01 Indice de gravité de la criminalité et taux de classement pondéré, services de police au Québec. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510018701
[36] Statistique Canada. La victimisation criminelle au Canada (2019). https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/85-002-x/2021001/article/00014-fra.pdf?st=bSF5urne
[37] Les données 2022 seront disponibles au printemps 2023.

personne et les crimes contre la propriété ont augmenté respectivement de 21,6 % et de 13,3 %, tandis que les autres infractions au Code criminel ont diminué de 7,3 % par rapport à cette période.

Crimes contre la personne

Tableau 3 - Évolution des crimes contre la personne (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Crimes contre la personne	**20 217**	**20 593**	**23 694**	**22 984**	**25 130**	**27 389**	**9,0%**	**21,6%**
Homicides	24	32	25	25	37	41	10,8%	43,4%
Autres infractions entraînant la mort	2	1	1	2	1	2	100,0%	42,9%
Tentatives de meurtre	89	106	122	131	139	100	-28,1%	-14,8%
Voies de fait	10 421	10 918	13 275	12 970	14 233	15 818	11,1%	27,9%
Agressions sexuelles	1 828	1 879	1 957	1 797	2 365	2 208	-6,6%	12,4%
Vols qualifiés	2 511	2 252	2 387	1 983	2 102	2 468	17,4%	9,8%
Autres infractions contre la personne	5 342	5 405	5 925	6 076	6 253	6 752	8,0%	16,4%

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Depuis quelques années, au Québec comme ailleurs au Canada, les crimes contre la personne présentent une tendance à la hausse. À Montréal, le nombre de crimes contre la personne rapportés en 2022 s'inscrit dans cette tendance et présente une augmentation de 21,6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 9,0 % par rapport à 2021. On dénombre 41 homicides sur le territoire du SPVM en 2022, ce qui représente une augmentation de 43,4 % par rapport à la moyenne de 2017 à 2021 et de 10,8 % depuis 2021. Les tentatives de meurtre, quant à elles, ont diminué de 14,8 % comparativement à la moyenne des cinq dernières années et de près de 30 % par rapport à 2021. Au total, on dénombre ainsi moins d'homicides et de tentatives de meurtre en 2022 (n = 143) qu'au cours des années 2019 à 2021 (moyenne = 161). La problématique de la violence armée contribue au portrait observé. En effet, la moitié des homicides et 60 % des tentatives de meurtre commis sur le territoire du SPVM en 2022 impliquaient la présence ou l'utilisation d'une arme à feu (voir Tableau 4).

Les voies de fait poursuivent la hausse observée avant la pandémie et présentent une augmentation de près de 30 % en 2022 par rapport à la moyenne de 2017 à 2021. La majorité des voies de fait rapportées au SPVM sont de niveau 1, c'est-à-dire qu'elles entraînent peu ou aucune blessure corporelle pour la victime. Les vols qualifiés sont en augmentation de 9,8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et présentent essentiellement un retour aux volumes observés avant la pandémie. En 2022, cette augmentation est principalement attribuable aux vols qualifiés dans un commerce et à la catégorie des autres vols qualifiés. Les autres infractions contre la personne présentent une hausse de 16,4 % comparativement à la moyenne de 2017 à 2021 et celle-ci est principalement liée à l'augmentation des menaces qui ont été signalées au SPVM en 2022.

Le nombre d'agressions sexuelles rapportées au SPVM en 2022 présente une légère baisse comparativement à 2021, mais une hausse de 12,4 % comparativement à la moyenne des cinq années précédentes. Il est toujours complexe d'interpréter la hausse et la baisse des infractions à caractère sexuel puisque celles-ci font partie des infractions les moins déclarées à la police par les victimes (voir note de bas de page numéro 36). Paradoxalement, on peut donc penser que la hausse importante observée en 2021, et qui s'est poursuivie en 2022, témoigne d'une plus grande sensibilisation de la population, mais également de l'établissement d'un lien de confiance entre les victimes et les acteurs du système judiciaire.

Violence conjugale et intrafamiliale

L'année 2022 a été marquée par le meurtre de nombreuses femmes au Québec, dont plusieurs dans un contexte de violence conjugale. À Montréal, ce sont huit femmes qui ont été assassinées en 2022 (19,5 % des 41 homicides), dont trois dans un contexte de violence conjugale ou intrafamiliale, ce qui représente 7 % des homicides enregistrés.

En 2022, le SPVM a répondu à 13 472 appels de service et enregistré 5 729 victimisations en contexte de violence conjugale. Cela représente 23,3 % de l'ensemble des crimes contre la personne enregistrés sur le territoire montréalais durant l'année. Rappelons que ces données représentent seulement la pointe de l'iceberg puisqu'il s'agit d'une des formes de délinquance fortement sous-déclarée.

Les événements de violence conjugale sont considérés comme prioritaires et chaque dénonciation enregistrée est prise en charge par les enquêteurs des sections des enquêtes régionales.

La Section de la violence conjugale (SVC), quant à elle, traite les plaintes de violence conjugale qui nécessitent une attention particulière, c'est-à-dire lorsque le niveau de dangerosité ou le risque d'homicide sont élevés. L'historique de violence conjugale dans le dossier, la gravité objective des voies de fait (par exemple, étranglement, lésions) et l'augmentation significative de la fréquence et la sévérité de la violence et du contrôle coercitif en sont des indices. Ayant débuté ses activités en 2021, cette équipe a également pour mandat d'encadrer les pratiques de prévention et d'enquête en matière de violence conjugale au sein du SPVM.

Armes à feu

Tableau 4 - Évolution des crimes contre la personne lors desquels une arme à feu était présente (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Nombre de crimes contre la personne lors desquels une arme à feu était présente*	**413**	**427**	**383**	**437**	**516**	**563**	**9,1%**	**29,4%**
Homicides	9 (9)**	13 (15)	10 (10)	5 (6)	17 (19)	18 (21)	5,9% (10,5%)	66,7% (78,0%)
Tentatives de meurtre	21 (24)	34 (39)	33 (39)	57 (78)	52 (71)	44 (60)	-15,4% (-15,5%)	11,7% (19,5%)
Décharges d'armes à feu	36	49	41	71	144	128	-11,1%	87,7%
Nombre d'armes à feu récupérées	**862**	**1 221**	**1 285**	**1 017**	**957**	**1 144**	**19,5%**	**7,1%**
Armes saisies	518	593	585	711	628	721	14,8%	19,6%
Armes remises volontairement	344	628	720	306	329	423	28,6%	-9,1%

* Sont inclus les crimes contre la personne (tout type confondu) où il y a mention, présence ou utilisation d'une arme à feu.
** nombre d'événements (nombre de victimes).
*** Les « armes saisies » comprennent les catégories suivantes : utilisée comme arme, saisie avec mandat, saisie sans mandat, saisie préventive, preuve, retrouvée, trouvée et abandonnée.
**** Les « armes remises volontairement » comprennent les catégories suivantes : amnistie, remise volontaire/désistement et remise par la population.

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Tel qu'il est possible de l'observer dans le tableau 4, les crimes contre la personne impliquant la présence ou l'utilisation d'une arme à feu ont augmenté de 29,4 % en 2022 comparativement à la moyenne de 2017 à 2021 et de 9,1 % par rapport à 2021. Plus spécifiquement, les homicides impliquant la présence ou l'utilisation d'une arme à feu ont augmenté en 2022 de 10,5 % comparativement à 2021 passant de 19 homicides à 21. Lorsque comparé à la moyenne des cinq dernières années, l'augmentation est encore plus importante en raison, notamment, d'un nombre d'homicides particulièrement bas en 2020. Les tentatives de meurtre ont, quant à elles, diminué de 15,5 % par rapport à 2021, mais présentent tout de même une augmentation de près de 20 % comparativement à la moyenne des cinq dernières années. On remarque que cette hausse des tentatives de meurtre commises à l'aide ou en la présence d'une arme à feu a débuté dès 2020.

Le nombre d'événements de décharges d'armes à feu a diminué de 11,1 % en 2022 comparativement à 2021, mais présente tout de même une augmentation de 87,7 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. À l'instar de l'année précédente, une plus grande sensibilisation de la population montréalaise au rôle qu'elle peut jouer pour aider le SPVM à lutter contre la violence armée et, par conséquent, la croissance du volume d'appels de service concernant les coups de feu permettrait d'expliquer une partie de la hausse observée. Le nombre d'armes à feu récupérées par le SPVM en 2022 est également en hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières années et par rapport à 2021. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des armes saisies à la suite du travail policier.

L'efficacité des mesures répressives

1. *Violence armée*

À la suite de la montée des événements de violence armée sur le territoire de Montréal en 2020 et grâce au financement des différents paliers gouvernementaux, plusieurs mesures additionnelles ont été mises en place au SPVM pour lutter contre ce type de violence.

Parmi les premières mesures à être mises en place, on dénombre les initiatives répressives et préventives suivantes :

- Février 2021 : Création de l'Équipe de lutte au trafic d'armes à feu (ELTA);
- Avril 2021 : Création de l'Équipe multisectorielle dédiée aux armes à feu (EMAF);
- Août 2021 : Création de l'Équipe intégrée de lutte au trafic d'armes à feu (EILTA) résultant de l'intégration d'ELTA et d'une section d'enquêteurs de la Sûreté du Québec spécialisés dans la lutte aux armes à feu;
- Septembre 2021 : Participation active du SPVM à l'opération CENTAURE lancée par le MSP;
- Septembre 2022 : Création du projet ARRET afin d'intensifier sa lutte contre la violence armée et de rétablir le sentiment de sécurité de la population. Cette équipe a pour mission d'accroître la pression sur les individus et groupes criminels violents présents sur le territoire de Montréal, par l'usage du renseignement, afin de perturber leurs activités;
- Octobre 2022 : Mise en place de l'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE). Agissant comme pivot entre les établissements scolaires, les PDQ et les différents acteurs institutionnels et communautaires, l'équipe vient bonifier les services de proximité déjà offerts par les PDQ, en plus d'accroître le soutien aux intervenants spécialisés qui œuvrent en milieu scolaire.

Les années 2021 et 2022 auront permis de recueillir du renseignement criminel de qualité, d'arrêter et de neutraliser des joueurs très actifs dans la violence armée. Fort de ces résultats, au printemps 2023, le SPVM a mis en place des mesures additionnelles pour lutter contre la violence dont :

- Mai – juin 2023 : Déploiement des COLLECTIFS dans les régions Est, Ouest et Sud de Montréal. S'inspirant du modèle de la dissuasion ciblée et de la stratégie d'activation des leviers (*pulling levers*) mis de l'avant dans plusieurs grandes villes américaines, ces équipes multidisciplinaires du SPVM réunissent des policiers et employés civils provenant de la gendarmerie, des enquêtes, du renseignement et de la prévention et ont pour objectifs de :
  - Mettre hors d'état de nuire les personnes impliquées dans la violence armée à Montréal en ciblant celles qui présentent des comportements à haut risque;
  - Offrir des solutions de rechange à la violence en termes de services adaptés (éducation, emploi, médiation, logement, soutien social, loisirs) aux individus, tant chez les suspects que les victimes impliqués dans la violence armée, et ce, avec le soutien de partenaires communautaires et institutionnels;
  - Cibler autant des suspects avérés ou potentiels que des victimes directes ou collatérales de la violence armée;
  - Consolider l'activation de tous les leviers légaux et juridiques existants chez nos partenaires (ex. : DPCP, services correctionnels).

La baisse de 30,5 % des principaux indicateurs de la violence armée (homicides, tentatives de meurtre, décharges d'armes à feu) depuis le début de la période estivale 2023, comparativement

à la même période l'an dernier, indique que les efforts intensifs fournis par les différentes équipes du SPVM portent fruit.

2. *Violences sexuelles*

En septembre 2022, le SPVM a reçu la confirmation de l'octroi d'un financement du ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) en prévention des violences sexuelles. En mai 2023, l'équipe de surveillance des délinquants sexuels (ESDS) prend son envol. En quelques mois (de mai à septembre 2023), l'ESDS a traité 133 dossiers. De plus, 592 délinquants sexuels ont été rencontrés par des agents attitrés au registre des délinquants sexuels à des fins de conformité, de cueillette et de validations de renseignements. L'intensification des mesures de surveillance à l'endroit des délinquants sexuels contribuent grandement à l'efficacité des mesures répressives quant aux crimes sexuels.

Ici-bas, un aperçu de certains des dossiers traités :

Tableau 5 – Type de dossiers traités par l'ESDS

Période du 8 mai au 8 septembre 2023	
Type de dossiers	**Nombre**
Liberté illégale	9
Comportements douteux	16
Actions indécentes	5
Crainte d'une infraction d'ordre sexuel envers un enfant (810.1 C.cr)	3
Crainte de sévices graves envers un adulte (810.2 C.cr)	3
Bris d'ordonnance de surveillance de longue durée	12
Bris de conditions d'ordonnance d'interdiction (161 C.cr)	11

Crimes contre la propriété

Tableau 6 - Évolution des crimes contre la propriété (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Crimes contre la propriété	**53 796**	**50 705**	**51 642**	**45 477**	**46 400**	**56 224**	**21,2%**	**13,3%**
Crimes d'incendie	406	353	370	386	383	401	4,7%	5,6%
Introductions par effraction	9 168	7 415	6 994	6 067	5 072	6 306	24,3%	-9,2%
Vols de véhicules moteur	4 816	4 345	4 321	4 789	6 527	9 583	46,8%	93,2%
Vols simples	24 864	24 298	23 879	18 806	19 473	23 754	22,0%	6,7%
Possession de biens volés	460	474	502	506	530	695	31,1%	40,6%
Fraudes	6 802	7 401	9 417	9 048	8 618	9 420	9,3%	14,1%
Méfaits	7 280	6 419	6 159	5 875	5 797	6 065	4,6%	-3,8%

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Après une baisse observée au cours des dernières années, les crimes contre la propriété ont augmenté de 13,3 % en 2022 par rapport à la moyenne de 2017 à 2021. Cette hausse est principalement liée aux vols de véhicules moteur et à la possession de biens volés ayant

respectivement augmenté de 93,2 % et de 40,6 % en 2022 par rapport à la moyenne de 2017 à 2021. En effet, le nombre de vols de véhicules moteur, une des formes les plus importantes de criminalité commise en réseau, connaît une hausse importante sur le territoire de Montréal depuis deux ans. La pandémie de COVID-19 ayant engendré des difficultés d'approvisionnement de toutes sortes, l'offre de véhicules neufs et de pièces s'est vue considérablement réduite tant dans la province, qu'en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Pourtant, la demande est demeurée tout aussi forte. L'attrait pour l'exportation de véhicules volés et la revente à l'étranger s'est ainsi accentué. Les efforts déployés par le SPVM pour contrer la violence armée au cours des dernières années tendent à démontrer que les vols de véhicule moteur constituent une source de financement importante des groupes criminalisés pour l'achat d'armes à feu.

Face à la recrudescence des vols de véhicules, le SPVM s'est allié avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et ses partenaires d'autres corps de police afin d'accroître l'efficacité des opérations visant à localiser, puis à saisir des véhicules volés et à augmenter les arrestations de personnes pouvant être liées aux réseaux d'exportation.

Les introductions par effraction présentent une hausse importante comparativement aux années 2020 et 2021. Cette catégorie d'infractions a toutefois diminué de plus de 9 % lorsque comparée à la moyenne des cinq dernières années. Il est encore trop tôt pour déterminer si cela est le fruit d'un changement dans les habitudes de vie des gens, mais le maintien du télétravail dans le quotidien pourrait contribuer à inscrire cette tendance dans les années à venir.

On observe un portrait similaire en ce qui a trait au nombre de méfaits rapportés au SPVM. En effet, cette catégorie d'infractions présente une légère diminution par rapport à la moyenne des cinq dernières années, malgré une augmentation entre 2021 et 2022. Les vols simples, les fraudes et les méfaits présentent des volumes similaires à ceux observés avant la pandémie. Toutes les catégories de vols (sac à main, à la tire, à l'étalage, etc.) ont augmenté en 2022 alors que la hausse des fraudes est principalement attribuable à un plus grand nombre de fraudes à l'identité et par carte de service (par exemple, carte bancaire).

L'efficacité des mesures répressives

La hausse des vols de véhicule moteur a amené le SPVM à travailler avec les services de police limitrophes touchés par cette problématique. En effet, en 2021, le SPVM recense 6 528 incidents de vols de véhicule moteur et 6 695 véhicules volés. En 2022, c'est 9 585 incidents et 9 749 véhicules volés qui furent comptabilisés.

En 2022, la Sureté du Québec (SQ) prend donc la gouvernance d'une équipe intégrée rassemblant des enquêteurs provenant de quinze (15) services policiers ainsi que d'autres partenaires pour contrer le vol de véhicule moteur.

L'équipe de vols de véhicule moteur en quelques chiffres :

Tableau 7 – Résultats des opérations de l'équipe de vols de véhicule moteur

Année 2022	
Résultat	**Nombre**
Dossiers et assistances	58
Véhicules récupérés	420
Conteneurs ciblés	239
Arrestations	31
Somme d'argent saisi	370 000$

De plus, la collaboration entre l'ASFC, le SPVM et Équité Association a permis de saisir **1 038 véhicules à moteur** au Port de Montréal en 2022.

Autres infractions au Code criminel

Tableau 8 - Évolution des autres infractions au Code criminel (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Autres infractions au Code criminel	**8 417**	**8 729**	**8 875**	**7 404**	**7 218**	**7 538**	**4,4%**	**-7,3%**
Relatives aux armes à feu*	501	436	344	251	376	433	15,2%	13,5%
Contre l'administration de la loi et la justice	6 991	7 046	7 335	5 820	5 553	5 928	6,8%	-9,5%
Autres infractions**	925	1 247	1 196	1 333	1 289	1 177	-8,7%	-1,8%

* Infractions relatives aux armes à feu et qui ne réfèrent pas à un crime contre la personne.
** Depuis le mois de février 2017, les événements se rapportant à la marchandisation sexuelle, comme le proxénétisme, sont classés dans la catégorie Crimes contre la personne, sous le regroupement Autres infractions contre la personne. Les seules infractions qui demeurent dans la catégorie « Prostitution » sont celles de « Communiquer pour des services sexuels à la vue d'une garderie, d'un terrain d'école ou terrain de jeu » et de « Gêner la circulation des piétons et des véhicules dans des endroits publics ou situés à la vue du public aux fins de l'achat ou de la vente de services sexuels ». Cette catégorie a donc été incluse dans les « autres infractions au Code criminel ».

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Les autres infractions au Code criminel présentent une diminution de 7,3 % en 2022 comparativement à la moyenne des cinq dernières années, mais une légère augmentation (4,4 %) par rapport à 2021. Le nombre d'infractions relatives aux armes à feu (donc les infractions qui ne réfèrent pas à un crime contre la personne) a augmenté de 15,2 % par rapport à 2021 et de 13,5 % par rapport à la moyenne de 2017 à 2021 et se rapproche des volumes observés avant la pandémie. Cette hausse est principalement due à une augmentation de la possession d'armes et à l'entreposage non sécuritaire d'une arme à feu.

Le nombre d'infractions contre l'administration de la loi et de la justice présente une baisse de 9,5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, mais une augmentation de 6,8 % par rapport à 2021. Cette augmentation de 2021 à 2022 est liée à la croissance des dossiers d'infractions aux règles de liberté sous caution, des évasions d'une garde légale et des méfaits publics.

Autres lois et règlements

Tableau 9 - Évolution des autres lois et règlements (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Autres lois et règlements	**21 201**	**18 709**	**14 669**	**11 977**	**16 173**	**9 901**	**-38,8%**	**-40,2%**
Loi réglementant certaines drogues et autres substances	3 164	2 726	2 083	1 844	1 683	1 602	-4,8%	-30,3%
Infractions aux lois fédérales	207	226	189	191	557	278	-50,1%	1,5%
Infractions aux lois provinciales	820	424	438	2 081	6 500	717	-89,0%	-65,1%
Règlements municipaux	17 010	15 333	11 959	7 861	7 433	7 304	-1,7%	-38,7%

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

La baisse de près de 40 % en 2022 des infractions aux autres lois et règlements comparativement à la moyenne des cinq dernières années est attribuable à la fin de l'application de la *Loi sur la santé publique* (loi provinciale) et la *Loi sur la mise en quarantaine* (loi fédérale). Ainsi, on retrouve des niveaux similaires à ce qui était observé avant la pandémie.

Bien que le nombre d'infractions liées à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* présente une diminution de la criminalité initiée par rapport aux années antérieures, plusieurs démantèlements de réseaux de production et de distribution de drogues ont été menés en 2022 par les équipes du SPVM. Ces opérations portent un coup dur aux groupes criminels et les privent de sources de revenus importantes qui peuvent même parfois servir à financer l'achat d'armes à feu. L'une de ces opérations, menée par la Division du crime organisé du SPVM, s'est

notamment soldée par une saisie qualifiée de record au Québec de 6,5 millions de comprimés d'amphétamines, d'une valeur estimée à plus de 32,5 M$.

Évolution des tendances criminelles 2008-2022 et comparaison provinciale

Le SPVM dessert près de 25 % de la population du Québec et environ 31 % des crimes recensés dans la province sont commis sur son territoire. Ainsi, la majorité des indicateurs permettant de comparer Montréal au reste de la province montre des niveaux plus élevés dans la région métropolitaine qu'ailleurs au Québec. C'est le cas notamment du taux de criminalité (avec et sans les délits de la route) ainsi que l'indice de gravité de la criminalité. On remarque toutefois que le taux de criminalité global a diminué plus fortement à Montréal (-35,2 %) que dans l'ensemble du Québec (-31,1 %) au cours des quinze dernières années et il en va de même pour l'indice de gravité des crimes (-31,6 % à Montréal et -27,7 % au Québec).

Figure 1 - Évolution du taux global de la criminalité[38] (par 100 000 habitants)

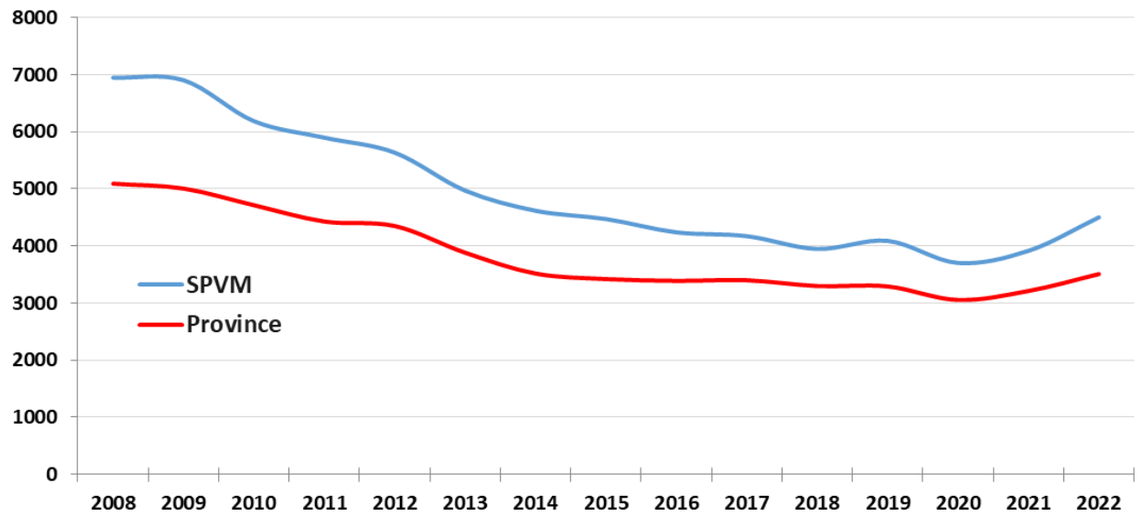
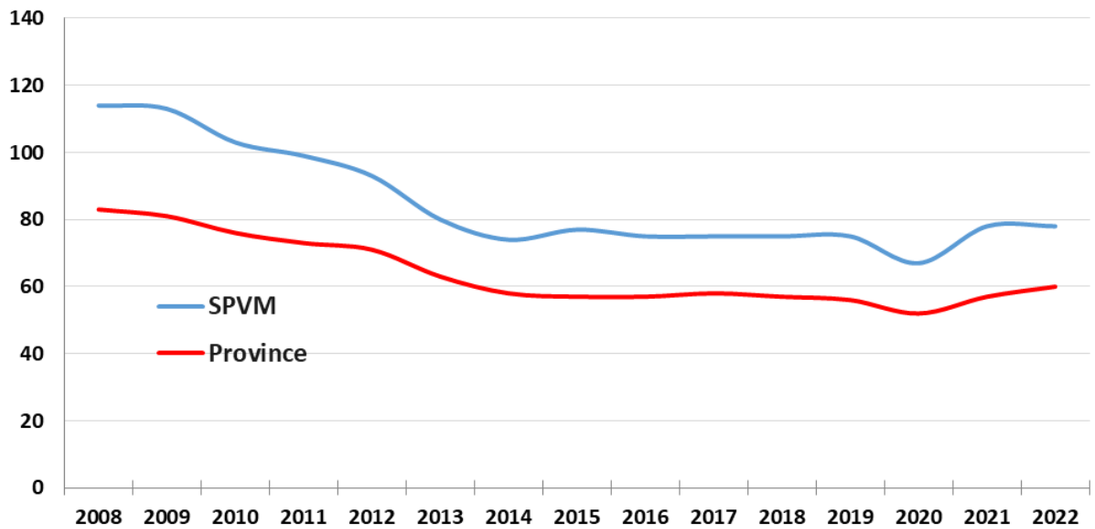


Figure 2 – Évolution de l'indice de gravité de la criminalité



[38] Le taux de criminalité global exclut les infractions relatives à la conduite de véhicules prévues dans le Code criminel et les infractions à d'autres lois fédérales, comme les infractions relatives aux drogues ainsi que les infractions à des lois provinciales.

Crimes contre la personne

Le taux de crimes contre la personne par 100 000 habitants a diminué de 7,5 % sur le territoire du SPVM depuis 2008 alors qu'il a augmenté de 16,8 % dans l'ensemble du Québec. Celui-ci demeure toutefois plus élevé à Montréal qu'ailleurs dans la province (1 345 pour Montréal comparativement à 1 270 pour le Québec). Quant à l'indice de gravité des crimes violents, il demeure plus élevé à Montréal malgré une diminution de 27,3 % passant de 150 en 2008 à 109 en 2022.

Figure 3 – Évolution du taux de crimes contre la personne (par 100 000 habitants)

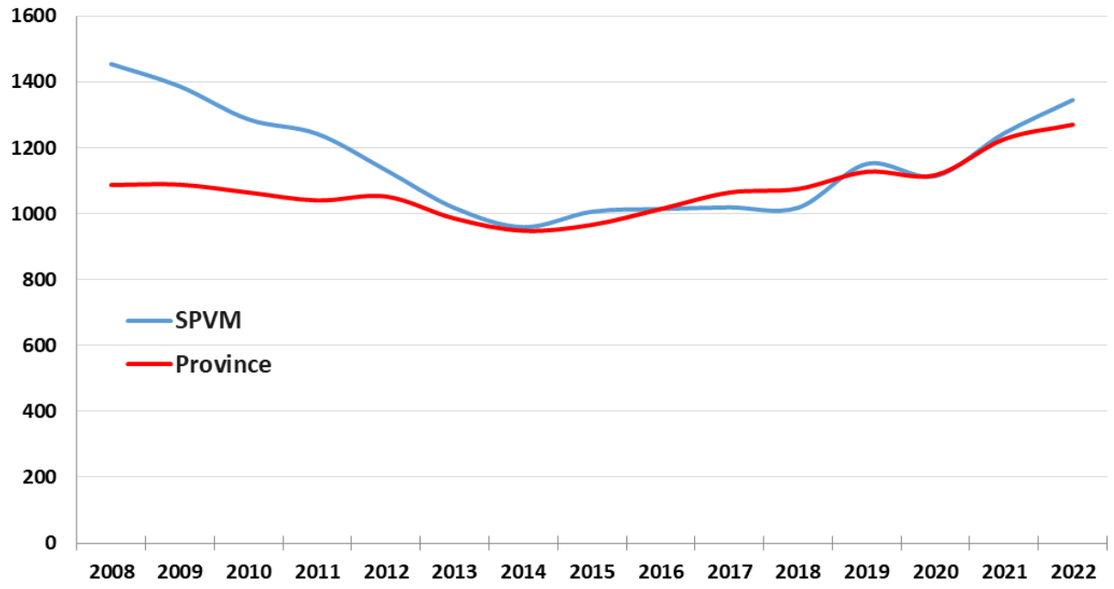
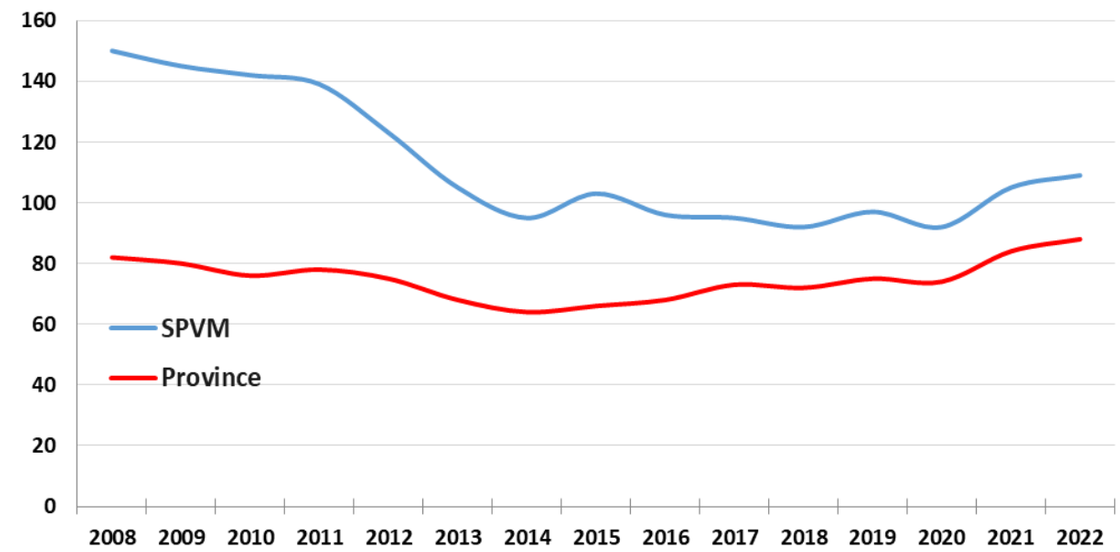


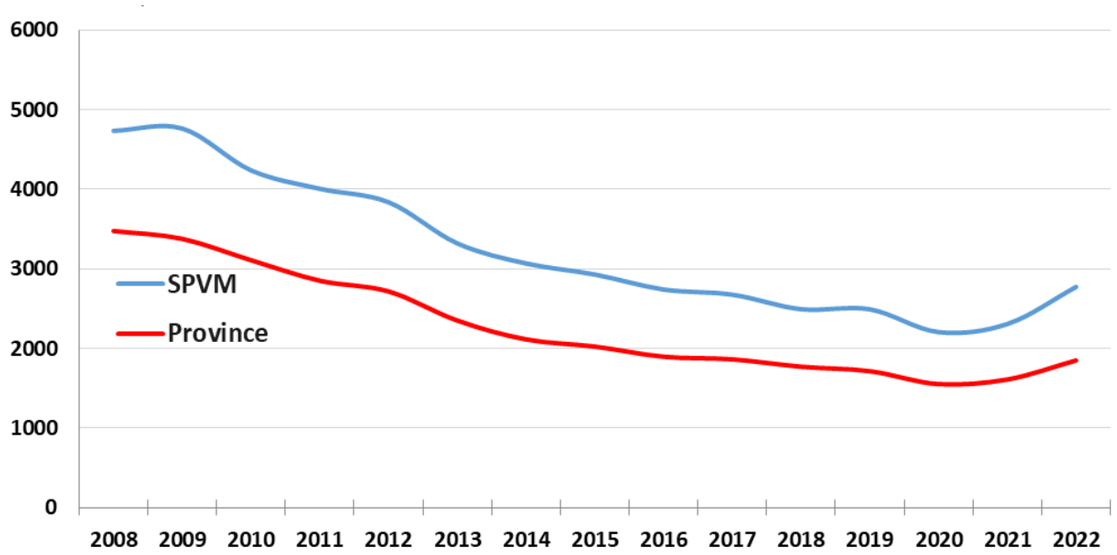
Figure 4 – Évolution de l'indice de la gravité des crimes violents



Crimes contre la propriété

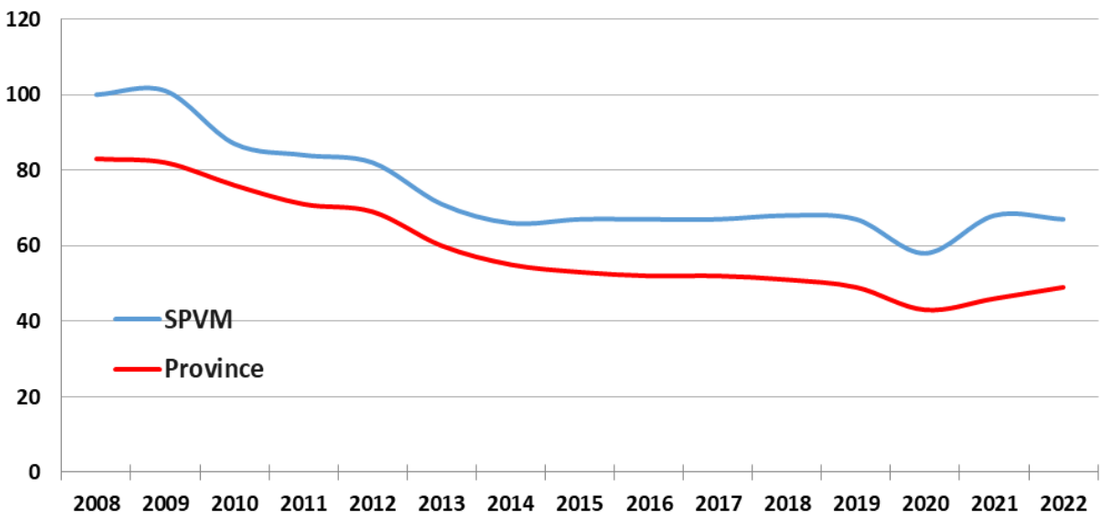
Les crimes contre la propriété représentent 62 % des infractions au Code criminel rapportées en 2022. Le taux de crimes contre la propriété par 100 000 habitants est plus élevé à Montréal que dans le reste de la province (2 774 comparativement à 1 851). Depuis 2008, celui-ci a diminué plus faiblement à Montréal (41,4 %) que dans l'ensemble du Québec (46,8 %).

Figure 5 – Évolution du taux de crimes contre la propriété (par 100 000 habitants)



Enfin, à titre indicatif, les données de Statistique Canada permettent de suivre l'évolution de l'indice de gravité de l'ensemble des crimes sans violence, catégorie qui inclut toutes les infractions sans violence prévues au Code criminel, y compris les délits de la route, les infractions relatives aux drogues et toutes les infractions à des lois fédérales. Cet indice a diminué de 33,0 % à Montréal et de 41,0 % dans l'ensemble du Québec depuis 2008.

Figure 6 – Évolution de l'indice de la gravité des crimes sans violence



AUTRES PROBLÉMATIQUES

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La sécurité routière et la circulation sont au cœur des préoccupations des Montréalais, car elles ont un impact direct sur le sentiment de sécurité, sur la qualité de vie des quartiers et des arrondissements, ainsi que sur la santé économique de Montréal.

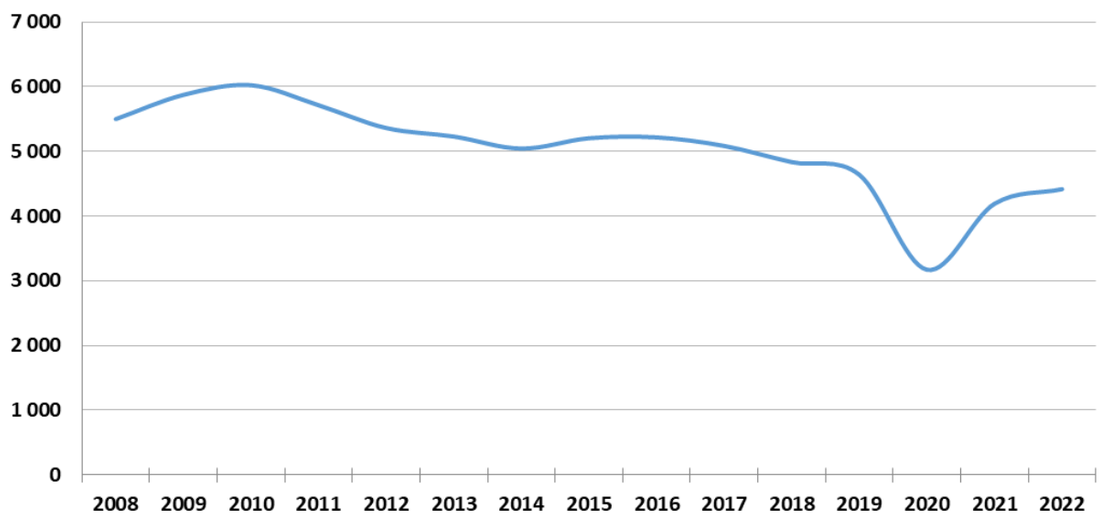
La Ville de Montréal a adhéré au plan d'action Vision Zéro dont l'objectif est d'avoir zéro décès et blessés graves sur ses routes d'ici 2040. À travers ce plan, dont le premier a vu le jour en 2019, la Ville s'engage de manière forte en faveur de la sécurité routière. La Vision Zéro permet de maintenir une mobilisation basée sur un modèle de gouvernance collaboratif, soit l'implication active et continue des parties prenantes dans toutes les décisions.

C'est ainsi que le SPVM agit dans le but d'améliorer la sécurité des déplacements et d'assurer un partage harmonieux du réseau routier entre tous les usagers, quels qu'ils soient. Ainsi, le SPVM tient chaque année de nombreuses opérations visant à promouvoir les règles de sécurité et les

bons comportements, et ce, partout sur le territoire montréalais. La période de la rentrée scolaire constitue une occasion choisie par le SPVM pour sensibiliser les usagers de la route à l'importance de faire preuve de prudence lorsqu'ils circulent aux abords des écoles, tout comme la période de chargement de la neige qui nécessite une plus grande vigilance. Cependant, plusieurs autres opérations thématiques se tiennent tout au long de l'année. Les opérations nationales concertées (ONC), auxquelles participent le SPVM et l'ensemble des corps policiers du Québec, portant sur l'alcool et la drogue au volant, la vitesse, la distraction au volant, et le partage sécuritaire de la route en sont quelques exemples.

En moyenne chaque année, sur le territoire du SPVM, sept collisions sur 10 comportent exclusivement des dommages matériels (71,8 % en 2022) et près de 30 %, des blessé(e)s légers. Malheureusement, près de 1 % des collisions recensées annuellement implique une personne blessée gravement ou décédée. Comme le montre la figure de la page suivante, le bilan routier s'améliore d'année en année : le nombre de collisions mortelles ou avec blessés a diminué de 19,7 % entre 2008 et 2022. Après de légères augmentations du nombre de collisions mortelles et avec blessés en 2009 et 2010, la tendance à l'amélioration du bilan s'est poursuivie jusqu'en 2014. Le bilan routier semble s'être stabilisé dans les années qui ont suivi avant une nouvelle baisse en 2019. En 2020, la pandémie de COVID-19 a eu des impacts importants sur les principaux indicateurs de la sécurité routière. En effet, le bilan général des collisions causant des blessures et des décès a connu une baisse de 32 %. On observe toutefois un retour à des niveaux semblables à ceux d'avant la pandémie pour les années 2021 et 2022, quoique légèrement plus bas.

Figure 7 – Évolution du nombre de collisions mortelles et avec blessés

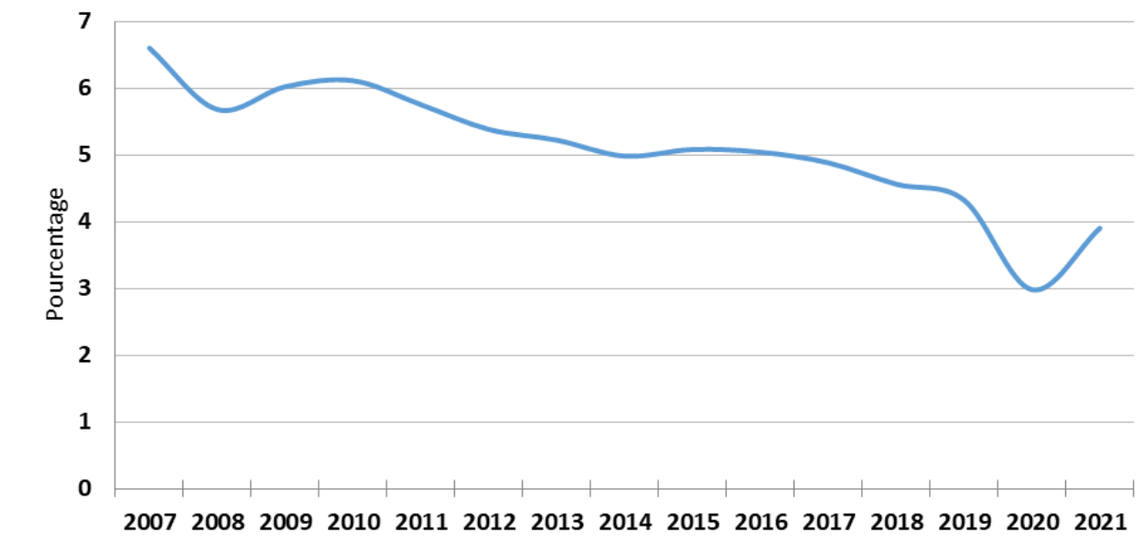


De 2007 à 2021[39], le nombre de détenteurs de permis de conduire dans la grande région montréalaise a augmenté de 11,1 % (966 042 en 2007 et 1 073 744 en 2021)[40]. Durant cette

[39] Le nombre de titulaires d'un permis de conduire ou d'un permis probatoires pour l'année 2022 n'est pas disponible au moment de la rédaction de ce rapport. Le taux de collisions par 1 000 détenteurs de permis est donc présenté pour la période de 2007 à 2021.
[40] Les données sur le nombre de détenteurs de permis de conduire proviennent de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

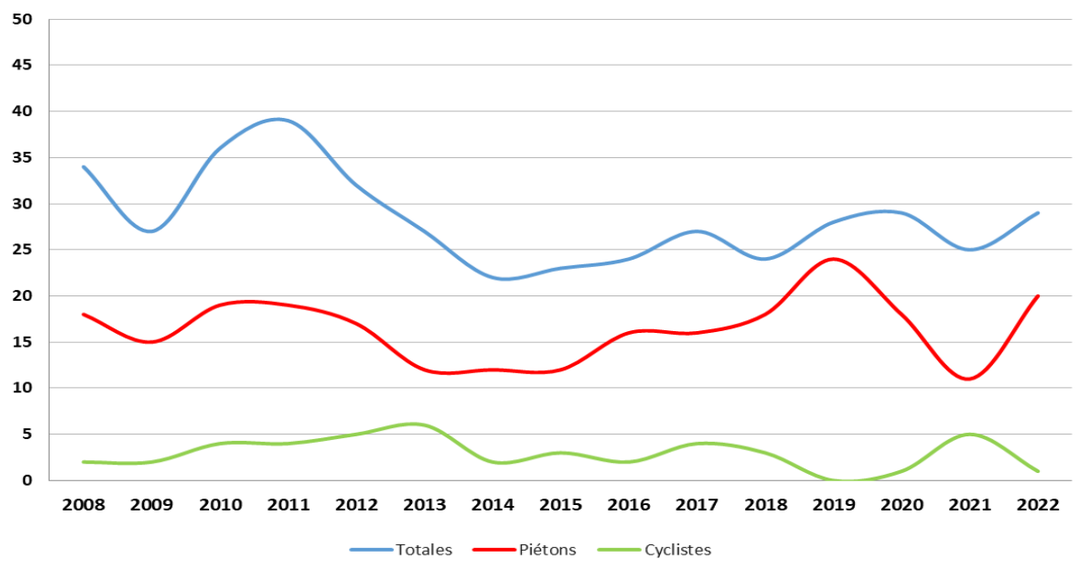
période, le taux de collisions par 1 000 détenteurs de permis a donc enregistré une diminution (40,9 %) plus importante que le nombre de collisions mortelles et avec blessés (-34,3 %).

Figure 8 – Évolution du taux de collisions par 1 000 détenteurs de permis[41]



Le nombre de collisions mortelles[42] est passé de 34 à 29 entre 2008 et 2022, ce qui représente une diminution de 14,7 %. Dans les dernières années, moins de 30 collisions mortelles se sont produites annuellement à Montréal (leur nombre varie de 22 à 29 depuis 2013). Au fil des ans, plus de la moitié des collisions mortelles impliquait des piétons (58,4 % en moyenne de 2008 à 2022). Pour leur part, les cyclistes sont impliqués en moyenne dans 10,5 % des collisions de ce type.

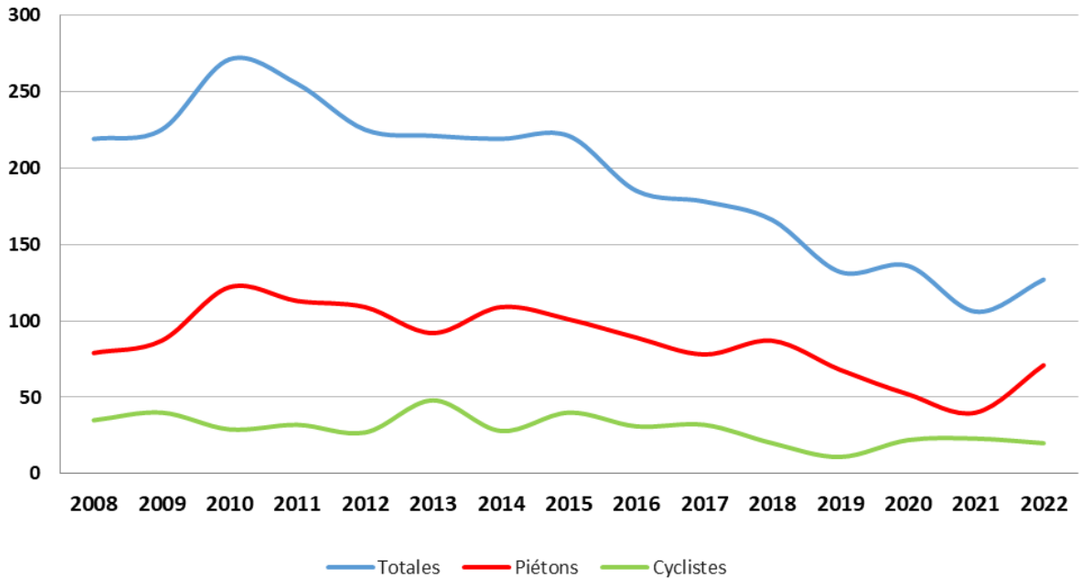
Figure 9 – Évolution du nombre de collisions mortelles



Le nombre de collisions avec des blessés graves a diminué de 42 % entre 2008 (219 collisions) et 2022 (127 collisions). Cette importante diminution des collisions avec blessés graves est en partie attribuable à la baisse du nombre de piétons (- 10,1 %) et de cyclistes (- 42,9 %) impliqués dans ce type de collisions.

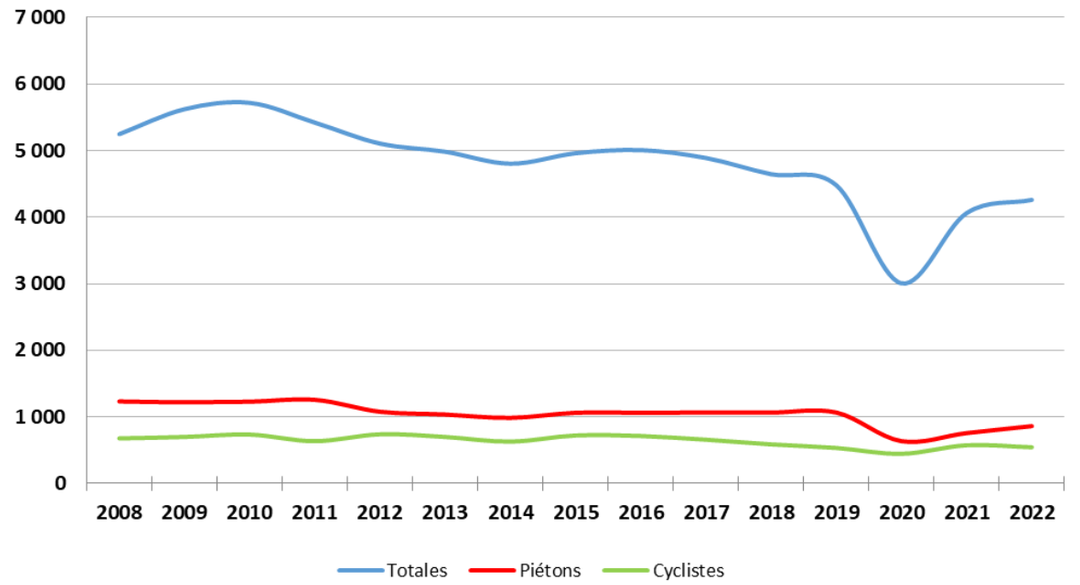
[42] La définition de décès de la route répond à la norme généralement reconnue à l'international, soit que les décès sont survenus à l'intérieur d'un délai de 30 jours suivant l'accident.

Figure 10 – Évolution du nombre de collisions avec blessés graves



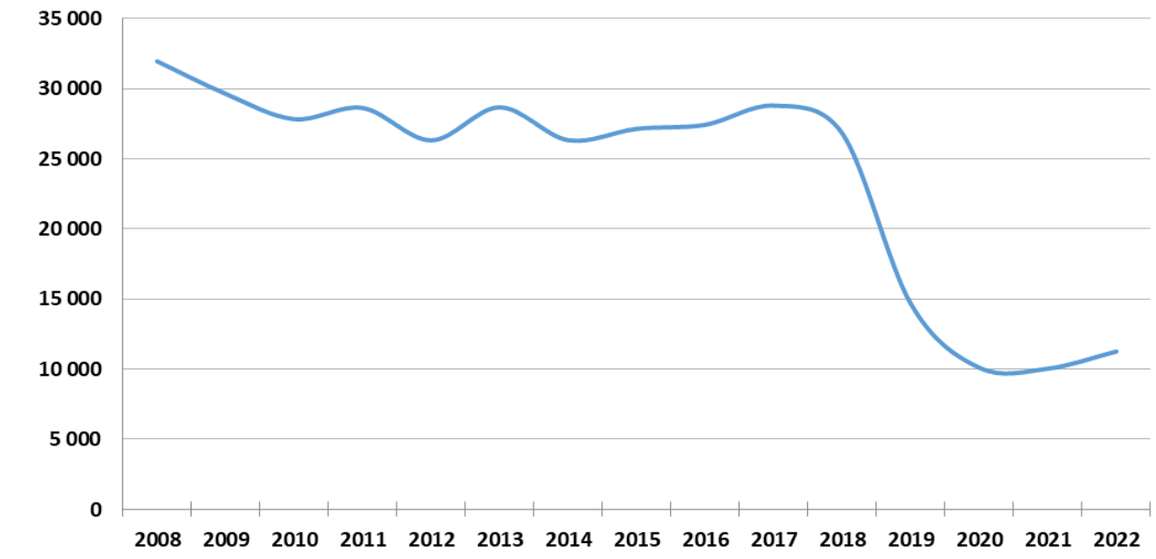
Le nombre de collisions avec blessés légers est passé de 5 246 à 4 259 entre 2008 et 2022, ce qui représente une diminution de 18,8 %. Durant cette période, le nombre de collisions avec blessés légers (rapportées) impliquant des piétons a diminué de 30,1 % et de 19,8 % pour les cyclistes. La proportion de collisions avec blessés légers impliquant des piétons ou des cyclistes est restée constante et correspond approximativement au tiers des collisions de ce type.

Figure 11 – Évolution du nombre de collisions avec blessés légers



Tel que présenté à la Figure 12, le nombre de collisions avec dommages matériels est resté relativement stable de 2008 à 2018 et présente une diminution importante dès 2019. L'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure explique la baisse du nombre de collisions enregistrées à partir de ce moment. En effet, depuis 2019, aucun rapport d'accident n'est complété par les policiers dans le cas de collisions impliquant uniquement des dommages matériels, sans suspect ni éléments d'enquête (de type « délit de fuite »). Le numéro de l'appel au 911 sert de référence pour les plaignants maintenant dirigés vers leur assureur.

Figure 12 – Évolution du nombre de collisions avec dommages matériels



TENDANCES & CRIMINALITÉ DE L'AVENIR DANS LA MÉTROPOLE

Bien que la criminalité à Montréal ait, de manière générale, diminué au cours des quinze dernières années, il demeure dans la métropole une concentration de facteurs qui sont habituellement associés à des taux élevés de criminalité. Cette convergence a pour effet d'affaiblir les mécanismes naturels de contrôle social et de favoriser un foisonnement de problèmes de criminalité, de désordre et d'insécurité (anonymat, densité et mobilité de la population, concentration de bars et autres lieux criminogènes, présence quotidienne d'une population flottante de plus de 300 000 non-résidents, présence de clientèles vulnérables importantes faisant appel aux ressources communautaires et institutionnelles uniques de Montréal, délabrement ou embourgeoisement de certains quartiers, etc.).

Enjeux de cohabitation & points chauds

Si les dernières décennies ont été marquées par une baisse des crimes contre la personne, le contexte social, économique et politique actuel amènent le SPVM à rester à l'affut à d'une potentielle augmentation générale des taux de crime contre la personne et la propriété dans la métropole au cours des prochaines années. Les conséquences psychosociales et économiques de la pandémie, le manque de ressources généralisées pour accueillir adéquatement les personnes issues de l'immigration, le manque criant de logements abordables pour les familles et les personnes vulnérables, l'insuffisance des ressources en santé et services sociaux, etc. laissent également entrevoir une augmentation de la détresse humaine, de la pauvreté et des problématiques sociales, laquelle exerce une pression importance sur la demande en services policiers. Concrètement, l'augmentation du nombre d'appels d'urgence pour des événements non-criminels, pour une réponse policière en sécurité urbaine (ex. : équipes mixtes et dédiées à des problématiques sociales précises) et la montée des enjeux de cohabitation entre les diverses populations sont quelques exemples des défis qui attendent le SPVM au cours des prochaines années.

De plus, ce caractère propre à Montréal engendre de nombreux problèmes de cohabitation, et ce, dans plusieurs quartiers. En effet, il y est possible d'identifier des points chauds où cette situation est particulièrement criante. En effet, le Village, le secteur Milton Parc, certaines artères commerciales du Plateau-Mont-Royal comme le boulevard St-Laurent, le Vieux-Montréal ainsi que le centre-ville sont particulièrement affectés par cette problématique. On y retrouve de nombreux endroits licenciés, des restaurants, des ressources destinées aux populations vulnérables (sites d'injection supervisés, maisons d'hébergement, etc.), des tours à bureaux, des tours à condos ainsi que des parcs. S'y côtoient donc des travailleurs, des étudiants, des résidents incluant des familles, des aînés et de jeunes professionnels, des personnes en situation d'itinérance, d'intoxication ou ayant des problèmes de santé mentale ainsi que des commerçants. Cette cohabitation ne se fait pas sans heurt et génère un lot d'appels important.

En ce qui concerne les établissements licenciés, force est de constater que les activités des bars associés aux groupes criminalisés ou à des événements de violence armée font l'objet d'une

surveillance active et d'opérations répressives par l'unité d'ÉCLIPSE et les enquêteurs de la moralité, et ce, plus particulièrement au centre-ville et sur le Plateau-Montréal. Des actions locales sont également portées dans chacune des régions (Nord, Sud, Est, Ouest) auprès d'établissements de plus petite envergure (ex. : bars locaux, cafés italiens).

Organisations & groupes criminels

Au Québec, c'est à Montréal que l'on retrouve le plus grand nombre d'opportunités criminelles et de délinquants pouvant intégrer des organisations criminelles et opérer des formes de criminalité aussi variées que la criminalité individuelle, le trafic de rue et la criminalité d'affaires sophistiquée.

Au fil des années, les membres du crime organisé des différentes souches (Hells Angels, crime organisé italien, crime organisé libanais, gang de rue, crime organisé Proche-Moyen-Orient, etc.) présents sur le territoire montréalais ont développé une panoplie de relations d'affaires avec des membres du crime organisé d'autres allégeances que la leur, leur permettant ainsi de diversifier, d'augmenter et de légaliser leurs sources de revenus. Par exemple, les individus liés au crime organisé italien, au crime organisé du Proche-Moyen-Orient, les motards et même les gangs de rue n'hésitent pas à faire affaire avec des membres du crime organisé latino-américain de Montréal. Ces relations entre groupes criminalisés ont une influence importante sur les nombreux conflits et actes de violence ici à Montréal, devenant maintenant un risque pour la sécurité publique montréalaise.

Sur le plan des marchés criminels qui demeurent d'intérêt à Montréal, notamment puisqu'ils sont souvent liés à des événements de violence sur le territoire, il y a le marché des stupéfiants, celui des paris sportifs, des fraudes, des vols de véhicules moteurs et des extorsions.

Enfin, les conflits actuels sur le territoire de Montréal impliquant les gangs de rue tendent à se regrouper pour unir leurs forces contre leurs ennemis communs. Les gangs s'affichent sur les réseaux sociaux et diffusent leur idéologie face aux conflits armés. Ils provoquent et attisent les conflits par le biais de leurs agissements et de leur message. Les événements de violence comportent un risque accru pour la sécurité du public étant donné l'insouciance des joueurs impliqués dans ces gangs qui n'ont pas peur d'utiliser des armes à feu à toute heure de la journée, peu importe la présence de personnes innocentes sur place. Leur attitude face à ces événements de violence et leur désinvolture face aux conséquences de leurs actes concernant les victimes collatérales sont de plus en plus préoccupantes. Leur financement provient principalement, selon les dernières informations, des vols de véhicules ainsi que de l'exécution de contrat de toute sorte (ex : incendie, décharge d'arme à feu, extorsion, meurtre) pour le crime organisé peu importe la faction.

En outre, l'internationalisation et la globalisation des marchés criminels nécessitent une infrastructure que seul le territoire de l'île de Montréal possède : aéroport international, installations portuaires, axes autoroutiers, circulation intense des biens et des personnes et concentration d'institutions financières propices au recyclage des produits de la criminalité. À cela s'ajoute la situation stratégique de Montréal qui en fait une plaque tournante de la criminalité internationale, particulièrement en matière de drogue, de blanchiment d'argent et d'exploitation sexuelle pour l'est de l'Amérique du Nord ainsi que pour l'entrée d'immigrants clandestins.

Sa situation géographique, sa vocation internationale et la concentration de l'expertise technique sur son territoire font de Montréal un site incontournable pour l'éclosion de nouvelles formes de criminalité d'affaires et de crimes reliés aux nouvelles technologies de l'information.

Nouvelles technologies de l'information

Dans son plus récent ouvrage *The Next Age of Uncertainty – How the World Can Adapt to a Riskier Future* (2022), l'ancien directeur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, décrit les défis économiques et la forte période de turbulences qui attend les ménages et les entreprises canadiennes au cours des prochaines années, voire décennies. De la collision qui est à prévoir entre les cinq grandes plaques tectoniques que sont le vieillissement de la population, les inégalités croissantes, l'endettement et les changements climatiques, seul le progrès technologique est identifié comme un vecteur positif sur la croissance économique des citoyens et des entreprises du pays (Dubuc, 2022).

Les années 90 ont été le théâtre de profonds changements dans les sociétés occidentales en ce qui a trait à la démocratisation d'Internet et l'engouement pour les nouvelles technologies (Rousseau, 2014). Les services policiers ne font pas exception à cette montée en puissante du domaine technologique. Les bienfaits sont aussi nombreux que variés : amélioration des

techniques de police scientifique et d'enquêtes, des outils de communications (passage au mobile, médias sociaux), de la performance des corps de police, etc.

Dans cette optique, à titre de 2e grand corps de police en importance au Canada et 8e en Amérique du Nord, le SPVM n'aura d'autre choix que d'entreprendre un important virage technologique pour faire face aux défis de demain.

Or, la désuétude technologique majeure (systèmes de gestion des événements et de la preuve, système de répartition assisté par ordinateur des appels d'urgence, acquisitions et maintien de logiciels de pointe, frais de formation et difficultés de recrutement/rétention de personnel qualifié) et le manque de financement chronique auxquels fait actuellement face le SPVM, comme plusieurs autres corps policiers, viennent atténuer les bénéfices associés au progrès technologique. C'est pourquoi cette situation devra faire l'objet d'une analyse approfondie par le SPVM. L'examen récent de l'évolution technologique des autres grands corps de police canadiens au cours de 2021-2022 par le SPVM a permis de constater le retard technologique du SPVM vis-à-vis de ces confrères canadiens (services de police de Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver).

Également, la cybercriminalité et ses diverses formes de criminalité seront aussi un enjeu d'importance sur lequel le SPVM devra travailler tant en matière de disponibilité de ressources spécialisées, mais également de démocratisation et de diffusion des connaissances de base auprès des policiers du terrain (patrouilleurs et enquêteurs) pour désengorger le volume de demandes à traiter par l'équipe de cyberenquête.

Par ailleurs, la complexification et l'alourdissement des tâches en enquête à laquelle on assiste depuis les dernières années viendront mettre une forte pression sur l'organisation et sa capacité d'offrir l'expertise et les ressources de soutien en enquêtes adéquates pour mener à terme les enquêtes (ex. : informatique judiciaire, gestion de la preuve vidéo, techniques de cyberenquête) tout en respectant les règles et les délais judiciaires de plus en plus strictes et contraignantes.

Enfin, les attentes grandissantes du public et des instances gouvernementales et autres en matière de transparence et de performance entraîneront une pression sur la capacité de l'organisation à se mesurer adéquatement (indicateurs de performance et tableaux de bord) et à rendre disponibles des données policières de qualité en sources ouvertes au public.

ÉVÉNEMENTS PUBLICS D'ENVERGURE ET MANIFESTATIONS

Annuellement, le SPVM doit assurer la sécurité de plusieurs centaines d'événements très variés qui se déroulent sur son territoire et auxquels des milliers de personnes participent (ex. : événements culturels et sportifs, manifestations, festivals, fêtes de quartier, opérations d'envergure pour répondre à une situation de crise, etc.).

Que ces événements soient récurrents ou non, longuement planifiés ou impromptus, pacifiques ou pas, d'envergure locale ou internationale et qu'ils regroupent des centaines ou des milliers de participants, ils ont en commun d'enclencher une opération policière lors de laquelle devra être maintenu le juste équilibre entre le respect des droits et des libertés individuels de notre société démocratique, et celui de maintenir la paix et l'ordre dans les espaces urbains au profit de la jouissance de tous les citoyens. Ces événements ont également en commun d'impliquer plusieurs partenaires stratégiques qui ont chacun leur rôle à jouer. De plus, dans bien des cas, la collaboration de la population est également nécessaire.

Les défis liés à la gestion de foule à Montréal sont de plus en plus nombreux. Non seulement il existe une grande multiplication et une diversification des causes et des formes prises par les rassemblements populaires, mais il y a de plus en plus d'imprévisibilités dans ceux-ci. De plus, il est fréquent que des groupes aux idées polarisées soient présents.

En fait, si les regroupements populaires avec présence de violence demeurent exceptionnels au Québec, la légitimité de la police est plus souvent dans la mire de nombreux manifestants et de plus en plus de policiers deviennent une nouvelle source d'intérêt pour ces manifestants issus de d'horizons divers.

Ces nouvelles réalités amènent constamment l'organisation à revisiter ses pratiques. Les stratégies actuelles adoptées pour faire respecter les lois et règlements en vigueur sont beaucoup plus évolutives et adaptables.

En 2020, le confinement lié à la COVID-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le nombre de rassemblements organisés, mais plutôt sur le type et le cadre dans lequel ils ont eu lieu. Ainsi, l'année a été marquée par des manifestations reliées aux mesures sanitaires, lesquelles ont engendré d'importants déploiements d'effectifs policiers.

En termes opérationnels, le SPVM doit s'assurer que tous ces événements se tiennent sans débordement et que tous les participants soient en sécurité. À ce titre, le SPVM couvre plus de 1 800 rassemblements populaires par année, des plus petits aux plus grands. En 2022, 1 959 services d'ordre ont été élaborés dont 470 manifestations.

Parmi les événements les plus notables de l'année 2022 sont :

- COP15;
- Défilé de la Saint-Patrick;
- Tour de l'Île de Montréal;
- Défilé et festivités de la Fête nationale;
- Festival de jazz;
- Grand prix F1 du Canada;
- Feux d'artifice;
- Francos (anciennement Francofolies);
- Marathon de Montréal;
- Manifestations de tout ordre.

La période estivale est particulièrement prisée par les organisateurs (de mai à octobre); les rassemblements se succèdent ou se chevauchent et engendrent ainsi pour le Service des contraintes supplémentaires. Il est à noter que le contexte international et social, ainsi que la montée du terrorisme (attaques aux véhicules-béliers par exemple), complexifient les stratégies en matière de sécurisation de ces événements.

Afin d'augmenter la présence policière (visibilité) lors d'événements spécifiques tels des manifestations, des services d'ordre festifs ou encore des activités sportives ou culturelles, le SPVM a recours à des ressources supplémentaires, principalement en provenance des PDQ, mais également de différents groupes ou unités spécialisées comme les Sections du soutien et interventions spécialisées, le Module motard, le Module de la cavalerie, différentes unités d'enquêtes et les policiers à vélo.

De plus, une équipe de médiation du SPVM a pour mandat de faire de la prévention et de contribuer à réduire les tensions et les risques de confrontation lors de manifestations ou de rassemblements organisés sur le territoire de l'île de Montréal. Le SPVM a fait appel à ses policiers médiateurs lors de multiples manifestations organisées depuis 2012, et ce, pour dialoguer avec les gens, répondre à leurs interrogations et démystifier le travail policier.

SÉCURITÉ PUBLIQUE À LA FRONTIÈRE DES ENJEUX SOCIAUX

Les grands centres urbains, comme Montréal, renferment une forte concentration de personnes dont les conditions de vie les rendent plus vulnérables à être victimes de délits, à en commettre ou à se retrouver dans des situations de détresse qui nécessitent une intervention policière.

C'est actuellement plusieurs centaines de fois par jour que les policiers sont appelés à intervenir auprès de personnes qui présentent des indices de vulnérabilité sociale et de santé. Ces interventions sont parfois reliées à des situations intrafamiliales problématiques, des dépendances aux drogues ou à l'alcool, des fugues, des situations de crise ou de maltraitance, de la délinquance et des pertes d'autonomie.

Une étude[43] a évalué que les policiers représentent le groupe de professionnels qui intervient le plus régulièrement auprès de ces personnes, en dehors des intervenants de santé et des services sociaux désignés. Les services policiers sont également reconnus pour être devenus, au fil des ans, une des voies d'accès vers les ressources de la santé et des services sociaux.

Par conséquent, la réalité des interventions d'aujourd'hui qui revêtent souvent un caractère social et sont d'une grande complexité, amène l'organisation à chercher constamment de nouvelles

[43] Borum, R., Deane, M. W., Steadman, H. J., & Morrissey, J. (1998). « Police perspectives on responding to mentally ill people in crisis: Perceptions of program effectiveness ». *Behavioral Sciences and the Law*, 16, 393-405.

avenues afin d'augmenter ses expertises, créer des liens avec une multitude de partenaires, tant internes qu'externes, avec d'autres secteurs d'intervention (santé et services sociaux, scolaires, etc.) et élargir le réseau d'experts et de ressources en fonction des besoins des différentes clientèles.

C'est dans ce contexte que le *Modèle montréalais pour une ville sécuritaire*[44] a vu le jour. Ce modèle est constitué de quatre axes indissociables dont les actions doivent être menées simultanément, soit :

- Axe 1 : Prévenir et réduire l'insécurité
- Axe 2 : Bâtir des milieux de vie de qualité
- Axe 3 : Mobiliser la communauté et promouvoir son adhésion
- Axe 4 : Incarner la coresponsabilité

L'axe 1 permet de renforcer à la fois la sécurité et le sentiment de sécurité. La Ville ainsi que le SPVM travaillent à prévenir l'émergence de la violence et à en atténuer les risques ainsi qu'à soutenir des interventions de proximité, de dissuasion ou de répression ciblées. Par exemple, le programme de financement *Prévention Montréal* vise à offrir des milieux de vie sécuritaires pour les enfants, les jeunes et leur famille en soutenant des projets d'organismes communautaires ce qui améliore la sécurité vécue et perçue chez les jeunes et dans les milieux où il est plus probable de vivre de l'insécurité. Au SPVM, nous faisons plus spécifiquement référence à l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (EMMIS), à l'Équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (ÉMIE), à la stratégie des Collectifs, aux patrouilleurs à pied, aux agents sociocommunautaires et ainsi qu'à la stratégie de dissuasion focalisée sur les groupes criminalisés.

L'axe 2 permet de consolider le filet social et d'offrir un accès équitable aux services ainsi que des opportunités sans racisme et discrimination, et ce, par la mise en œuvre d'une vaste gamme de mesures, par la Ville, en matière d'habitation, de transport, d'aménagement ainsi que de culture, sports et loisirs. Des initiatives en lien avec la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que la cellule d'intervention et de protection pour les migrants à statut précaire sont des exemples d'actions s'inscrivant dans cet axe.

L'axe 3 favorise l'autonomisation et la participation publique permettant aux programmes et investissements d'être en adéquation avec les besoins et les aspirations de toutes les populations. Pour ce faire, la Ville communique avec les populations, les informe et les invite à contribuer à la réflexion, à la définition et à la mise en œuvre d'interventions. Cela raffermit le lien de confiance entre le SPVM et les Montréalaises et Montréalais et contribue à leur adhésion aux actions policières. Concrètement, par exemple, le Conseil jeunesse de Montréal ainsi que les conseils d'arrondissement permettent aux jeunes d'exercer leur pouvoir d'influence et leur engagement à l'échelle de la Ville et de ses arrondissements dans les décisions qui les concernent.

Le projet Immersion est un autre exemple d'initiatives s'inscrivant dans l'axe 3. Ce projet a comme objectif de préparer les recrues policières en les familiarisant avec des situations locales réelles grâce à des expériences immersives, sans uniforme ni arme, en impliquant différents environnements, communautés et partenaires du SPVM. Cette initiative favorise une meilleure compréhension et un rapprochement entre les futurs policiers et policières et les diverses communautés et renforce la confiance des populations envers le SPVM.

L'axe 4 démontre la responsabilité partagée que constitue la sécurité urbaine; ce qui exige une action conjointe et coordonnée. La Ville collabore activement avec un large éventail de partenaires impliqués dans la sécurité publique. Les exemples sont nombreux : Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal (CoSSUM), les équipes mixtes comme ESUP et EMRII et la stratégie intégrée et concertée en itinérance.

Par ce modèle, la Ville de Montréal réaffirme sa détermination à agir et lance un appel à l'ensemble des partenaires afin d'accroître la collaboration et d'accélérer la mise en place d'actions pour maintenir le caractère sécuritaire de la métropole, particulièrement dans ses espaces publics.

Voici quelques exemples supplémentaires de plans ou de projets de prévention mis de l'avant par le SPVM. Ils sont le fruit d'une longue collaboration avec les partenaires municipaux, institutionnels et du milieu.

[44] Ville de Montréal (2023) *Modèle montréalais pour une ville sécuritaire*

Dossier autochtone

En juin 2015, le SPVM a conclu un Accord de collaboration avec le Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal (maintenant appelé « Réseau de la communauté autochtone à Montréal ») afin de favoriser des approches préventives, la compréhension et la communication ouverte entre le SPVM et les communautés autochtones de Montréal. L'Accord vise quatre objectifs :

1. normaliser le partenariat ;
2. contribuer à l'optimisation des compétences du personnel du SPVM;
3. accompagner la Communauté dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de prévention;
4. associer la communauté dans les stratégies d'intervention (prévention et réponse) quant aux femmes autochtones disparues (protocole).

Depuis la signature de cette entente, le SPVM continue à collaborer avec les organismes autochtones en fonction de l'évolution des besoins et a mis des ressources en place pour assurer une attention particulière à la communauté urbaine autochtone. Le poste d'agent de liaison autochtone (policier) a été créé et il est devenu permanent en 2022. Un poste de conseillère en développement communautaire aux relations avec les peuples autochtones (civile) a été également pourvu en mai 2022. Ces postes assurent des actions et suivis opérationnels et stratégiques en fonction des besoins de la communauté et des organismes ainsi qu'en fonction des besoins du personnel du SPVM en ce qui concerne le rapprochement avec la communauté.

Le SPVM participe à divers comités en lien avec le dossier autochtone afin de maintenir des échanges et collaborations avec les partenaires du terrain.

Une formation portant sur l'histoire des Premières Nations, des Inuit et des Métis est offerte aux policiers. Elle dresse également un portrait de la situation actuelle des personnes issues de ces communautés vivant en situation de vulnérabilité à Montréal et sur la façon de les guider vers des ressources d'aide.

Depuis 2014, des patrouilles conjointes se poursuivent entre policiers et intervenants du Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) afin de promouvoir une approche communautaire conjointe qui vise la valorisation et la sécurisation culturelle lors d'intervention non répressive qui aident à diminuer la méfiance et augmenter la confiance des personnes autochtones envers les policiers.

Le SPVM continue à collaborer au projet Iskweu, l'initiative du Foyer pour femmes autochtones de Montréal ainsi que d'autres projets qui cherchent à soutenir les femmes autochtones qui sont disparues ou qui peuvent être victimes d'acte criminels. L'Agent de liaison autochtone fait un suivi des dossiers de disparition et d'autres dossiers pertinents pour soutenir les familles ou intervenants.

Un diagnostic interne des relations, procès et pratiques qui existent au SPVM en ce qui concerne la communauté autochtone a été produit en novembre 2022 par la Division de la prévention et de la sécurité urbaine (DPSU). Des recommandations ont été émises à plusieurs égards. Ce diagnostic a mené à la rédaction d'un plan d'action en matière autochtone qui comprend les axes suivants : l'acquisition de connaissances; les projets et collaborations; le rapprochement, la concertation et les communications, ainsi que la prévention. Plusieurs éléments du plan sont déjà en cours de réalisation et renchérissent sur les objectifs nommés dans l'entente de collaboration de 2015.

Profilage racial et social

En 2018, un premier mandat fut confié à une équipe de recherche indépendante afin de répondre aux recommandations du *Rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise et de la Commission de la sécurité publique de la Ville de Montréal*. Ce premier mandat de recherche avait pour objectif principal de développer des indicateurs quantitatifs sur l'interpellation policière en lien avec l'identité racisée des personnes interpellées.

C'est notamment suite aux recommandations de ce rapport que le SPVM a élaboré et rendu publique la toute première politique sur l'interpellation policière, laquelle est entrée en vigueur en mars 2021. De plus, une équipe de « coach » en interpellation a été déployée afin de soutenir le personnel dans l'évolution de cette pratique policière et d'en favoriser son appropriation.

La recherche comportait toutefois des limites qui n'ont permis d'analyser que de façon partielle l'origine de ces résultats. Un second mandat a alors été confié aux mêmes chercheurs afin d'éclaircir les limites de celui-ci en plus d'évaluer l'impact de la nouvelle politique sur les interpellations policières.

La version finale du deuxième rapport, *Interpellations policières et profilage racial* (2e mandat), a été remise à la direction du SPVM le 16 juin 2023 par l'équipe de recherche indépendante.

Suivant le dépôt du deuxièmes rapport, le SPVM a élaboré certains engagements tels que :

- Faire une vigie des meilleures pratiques de formation et former les membres du SPVM sur les notions de racisme, racisme systémique et profilage racial ainsi que sur les mécanismes sociaux et cognitifs en jeu;
- Bonifier et mettre à jour la politique sur l'interpellation policière pour y préciser certains concepts, tels les faits observables, et mieux circonscrire les situations dans lesquelles l'interpellation doit être effectuée;
- Rendre l'équipe des *coachs* en interpellation pérenne et lui confier un mandat d'accompagnement et de formation du personnel policier;
- Faire une analyse approfondie des pratiques des autres provinces et des effets des décisions d'autres juridictions canadiennes en matière d'interpellation policière;
- Poursuivre les démarches visant à instaurer un processus de prise en charge des comportements individuels de profilage racial et social afin de soutenir les superviseurs et les gestionnaires;
- Accroître la diversité de son effectif, et ce, au sein de tous les paliers de l'organisation, notamment grâce au programme d'attestation d'études collégiales (AEC) Diversité et Profil social;
- Réviser les processus de sélection et de promotion afin s'assurer qu'ils sont exempts de biais discriminatoires à l'égard de tous les groupes, notamment les minorités visibles, ethniques et les femmes;
- Identifier les pratiques qui contribuent à accroître les discriminations en vue de les réduire par l'organisation d'activités de rapprochement.

De plus, et depuis 2021, le SPVM collabore avec le Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques, au Plan intégré de la Ville de Montréal, qui remplace le plan corporatif du SPVM.

Le SPVM a aussi participé au comité sectoriel issu du milieu policier en matière de profilage racial et social (MSP) et collaboré au développement de 4 capsules de prévention des biais, et ce, en partenariat avec l'ENPQ, la CDPDJ, la Déontologie policière et le MSP.

Finalement, le SPVM projette de rédiger un plan d'action sur les relations entre la police et les citoyens qui adressera, entre autres, les enjeux du profilage.

Café avec un policier

Depuis novembre 2014, plus de 21 postes de quartier (PDQ) participent régulièrement à l'activité connue sous le nom de « Café avec un policier ». L'une des clés de son succès réside dans sa capacité à éliminer les barrières physiques qui souvent séparent les policiers des citoyens. Ces rencontres informelles, dans une atmosphère conviviale, renforcent la confiance mutuelle entre la police et les membres des communautés, un élément essentiel pour garantir la sécurité publique et résoudre les problèmes.

Au fil des années, lors de la semaine de la police, se tient un événement d'envergure baptisé le « Grand café avec un policier provincial dans les transports en commun ». Ce rassemblement réunit plus d'une vingtaine de services policiers de la province en même temps. Cette initiative est coordonnée par la DPSU ainsi que la Section du métro du SPVM, avec la participation de ses partenaires du réseau Équinoxe, à savoir EXO, la STM, CN et CP. L'événement se déploie dans plus d'une douzaine de stations de métro et de gares de trains EXO.

DEMANDES D'INTERVENTION

En 2022, le personnel de la Centrale 911 a répondu à 1 486 201 appels nécessitant la présence d'un service d'urgence (service de police, service de sécurité incendie, service ambulancier). De ce nombre, plus de 435 000 appels (30 %) nécessitaient l'intervention du SPVM et ont été répartis aux policiers pour une prise en charge. Cette statistique demeure relativement stable d'une année à l'autre. On observe tout de même une légère augmentation (+2,5 %) dans le nombre d'appels répartis par rapport à 2021 et comparativement à la moyenne des cinq dernières années (+2,2 %).

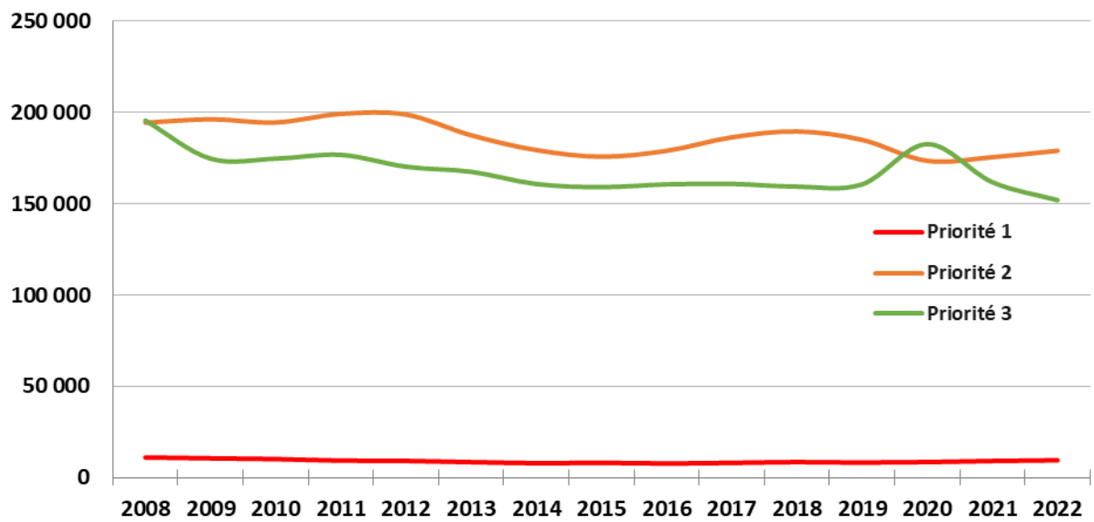
Au SPVM, les appels qui nécessitent un déplacement de policiers sur la route sont classés par priorité, soit :

Priorité P	assistance immédiate à un policier
Priorité 1	appel pour lequel la vie est en danger
Priorité 2	appels pour lesquels l'intégrité physique est menacée, mais inclut également d'autres types de situations urgentes
Priorité 3	crime contre la personne ou la propriété dont la vie ou l'intégrité physique ne sont plus menacées, aucun facteur de violence
Priorité 4	intervention non urgente
Priorité 5, 6 et 7	ne nécessitent pas de déplacement

Depuis 2008, on recense en moyenne chaque année, 8 937 appels de priorité 1 (2,5 %), 186 201 appels de priorité 2 (51,3 %) et 167 773 appels de priorité 3 (46,2 %). Les figures 13 et 14 présentent l'évolution de divers indicateurs en relation avec la réponse aux appels[45] de 2008 à 2022. Au cours de cette période, le nombre d'appels de service de priorité 1 à 3 a diminué globalement de 15 %. L'ensemble des priorités d'appels ont diminué pendant la période, allant d'une diminution de 7,9 % pour les appels de priorité 2 à une diminution de 22,3 % pour les priorités 3.

La hausse observée pour les appels de priorité 3 entre 2019 et 2020 s'explique par un important nombre d'appels pour signaler une situation contrevenant à la *Loi sur la santé publique* dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Bien qu'un retour à la normale soit observé depuis l'année 2021, le personnel du 911 a répondu à 15 569 appels en lien avec la crise sanitaire et plus de 15 800 rapports d'infraction généraux ou constats d'infraction ont dû être remis conformément à la *Loi sur la santé publique* pour cette seule année.

Figure 13 – Évolution du nombre d'appels répartis par priorité (P1, P2 et P3)

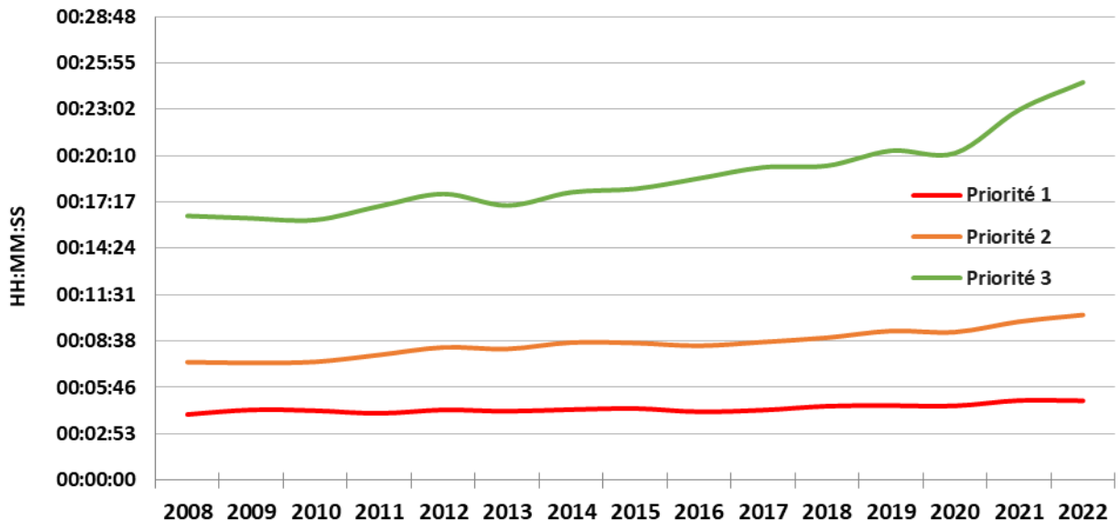


Le temps de réponse moyen des policiers pour des appels de priorité 1 est relativement stable depuis 2008 passant de 4 minutes 05 à 4 minutes 56, en 2022, entre la répartition de l'appel et l'arrivée sur les lieux. Bien qu'il n'existe pas de norme réglementaire en ce qui a trait au temps de réponse aux appels, le SPVM souhaite répondre le plus rapidement aux appels qui demandent une assistance immédiate. Les temps de réponse moyens aux appels de priorité 2 et 3 présentent une augmentation plus prononcée de 2008 à 2022. Plusieurs pistes d'explications potentielles

[45] Source : Rapports d'activités et Division de l'intelligence d'affaires – SPVM.

permettent de contextualiser cette hausse et mériteraient une réflexion approfondie. On pense notamment à la multiplication des chantiers routiers et des travaux d'amélioration des infrastructures touchant la grande région métropolitaine de Montréal. En 2020 et 2021 plus particulièrement, le taux d'absentéisme élevé des policiers dans les PDQ en raison de la pandémie contribue très certainement à la situation observée. Il en est de même pour la complexification des interventions qui sont effectuées par les patrouilleurs du SPVM. Cette combinaison d'un nombre de ressources plus limité sur le terrain et de la complexification des interventions a mis une pression importante sur les effectifs policiers depuis la pandémie. Ainsi, il est possible que certains appels anormalement longs aient contribué à l'augmentation de la durée moyenne.

Figure 14 – Évolution du temps moyen de réponse – Répartition de l'appel à l'arrivée sur les lieux par priorité



4. RÉPARTITION DE L'EFFECTIF[46]

Le *Règlement sur les services policiers* ainsi que l'article 353.12 de la nouvelle *Loi sur la police* obligent les municipalités à soumettre un Plan d'organisation policière à l'approbation du ministre de la Sécurité publique pour offrir le service de niveau de compétence requis.

Pour atteindre son plein emploi au 31 décembre 2024, le SPVM requiert un effectif policier permanent réel de **4 672**[47]. Afin de maintenir ce plein emploi, l'effectif autorisé global du SPVM doit être supérieur à l'effectif policier permanent afin de permettre une flexibilité au niveau de l'embauche et de la structure. Ceci dit, la répartition par grade de l'effectif réel peut dépasser la répartition par grade de l'effectif autorisé pour répondre aux besoins opérationnels, sans toutefois dépasser l'effectif global autorisé. Au 30 avril 2024, l'effectif autorisé était de 4 835 policiers et de 866 civils (excluant les brigadiers scolaires).

Tableau 10 – Effectif policier selon le grade

CADRES POLICIERS			POLICIERS SYNDIQUÉS		
	Autorisés	Réels		Autorisés	Réels
Directeur	1	1	Lieutenant	48	49
Directeur adjoint	3	3	Lieutenant-détective	91	92
Inspecteur-chef	13	14	Sergent	337	372
Inspecteur	21	23	Sergent-détective	714	701
Commandant	84	83	Agent	3 523	3 135
			Augmentation projetée d'effectif d'ici au 31 décembre 2024	N.A.	19
			Constable auxiliaire permanent[48]	N.A.	158
			Réservistes[49]	N.A.	22
Sous-total	**122**	**124**	**Sous-total**	**4 713**	**4 548**
Total autorisé : 4835 **Total réel : 4 672**					

[46] Répartition de l'effectif au 30 avril 2024
[47] Abolition de l'Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) au 31 mars 2024 (14 postes) et fin du contrat avec l'Aéroport de Montréal (ADM) au 31 décembre 2024 (28 postes).
[48] Afin de compenser la perte de prestation découlant de diverses absences des policiers (formation, SST, maladie, maternité et paternité, etc.), le SPVM dispose de constables auxiliaires permanents. Ceux-ci sont des recrues qui sont formées puis réparties dans les PDQ, le Métro ou les C.O. afin de combler les absences. Le nombre réel de constables auxiliaires permanents (CAP) varie annuellement et peut atteindre un maximum de 300.
[49] Il s'agit de policiers retraités ayant un statut de surnuméraire. Ainsi, 50 réservistes représentent 22 policiers en équivalent à temps complet.

Parmi l'effectif policier autorisé, certains postes fluctuent à travers le temps. C'est notamment le cas des postes issus de projets financés, des prêts de service et des libérations syndicales. Au 30 avril 2024, il y avait 5 postes civils et 235 postes policiers fluctuants répartis comme suit :

131 postes policiers dédiés à des projets financés[50], soit :

- 7 pour la Section en violence conjugale (SVC);
- 15 pour ACCEF;
- 7 pour ACCES alcool;
- 28 pour ACCES tabac;
- 28 pour ACCES cannabis;
- 28 pour l'unité aéroportuaire;
- 2 pour l'Équipe intégrée de lutte contre la pornographie juvénile (EILP-J);
- 4 pour l'Équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE);
- 6 pour l'Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE);
- 6 pour l'Équipe de surveillance des délinquants sexuels (ESDS).

À noter que les postes décrits ci-dessus sont inclus dans le détail des unités figurant à la Section 6 du POP.

104 postes policiers dédiés aux départs en pré-retraite, aux prêts de service et aux libérations syndicales ainsi répartis :

- 15 pour combler les départs en pré-retraite;
- 61 pour les prêts de service :
    - 9 pour ENRCO;
    - 4 pour Équipe d'enquêtes dédiées aux dossiers de meurtres et de disparitions liées au crime organisé;
    - 2 pour ENSALA;
    - 2 pour EISN;
    - 24 pour EILP,
    - 8 pour CLCC;
    - 9 pour EILTA;
    - 2 pour CQDAAF;
    - 1 pour ESEI.
- 28 pour les libérations syndicales, ABR, Caisse et prêt de service ÉNPQ.

5 postes civils dédiés au prêt de service EILP

Le SPVM compte également parmi ses rangs des cadets policiers. Au 30 avril 2024, il y avait 90,5 années-personnes dans la fonction de cadet actifs au SPVM.

Tableau 11 – Effectif civil selon la fonction

CADRES CIVILS	Autorisés	Réels	CIVILS SYNDIQUÉS	Autorisés	Réels
Cadres	50	41	Cols blancs	659	580
			Cols bleus	25	22
			Professionnels	132	110
Sous-total	**50**	**41**	**Sous-total**	**816**	**712**
Total autorisé : 866 **Total réel : 753**					

[50] À compter du 31 décembre 2024, 103 postes policiers seront dédiés à des projets financés puisque les 28 postes de l'unité aéroportuaire seront abolis.

En outre, le SPVM emploie, en équivalent années-personnes, 264,5 brigadiers scolaires pour assurer la sécurité de 538 traverses scolaires actives sur son territoire.

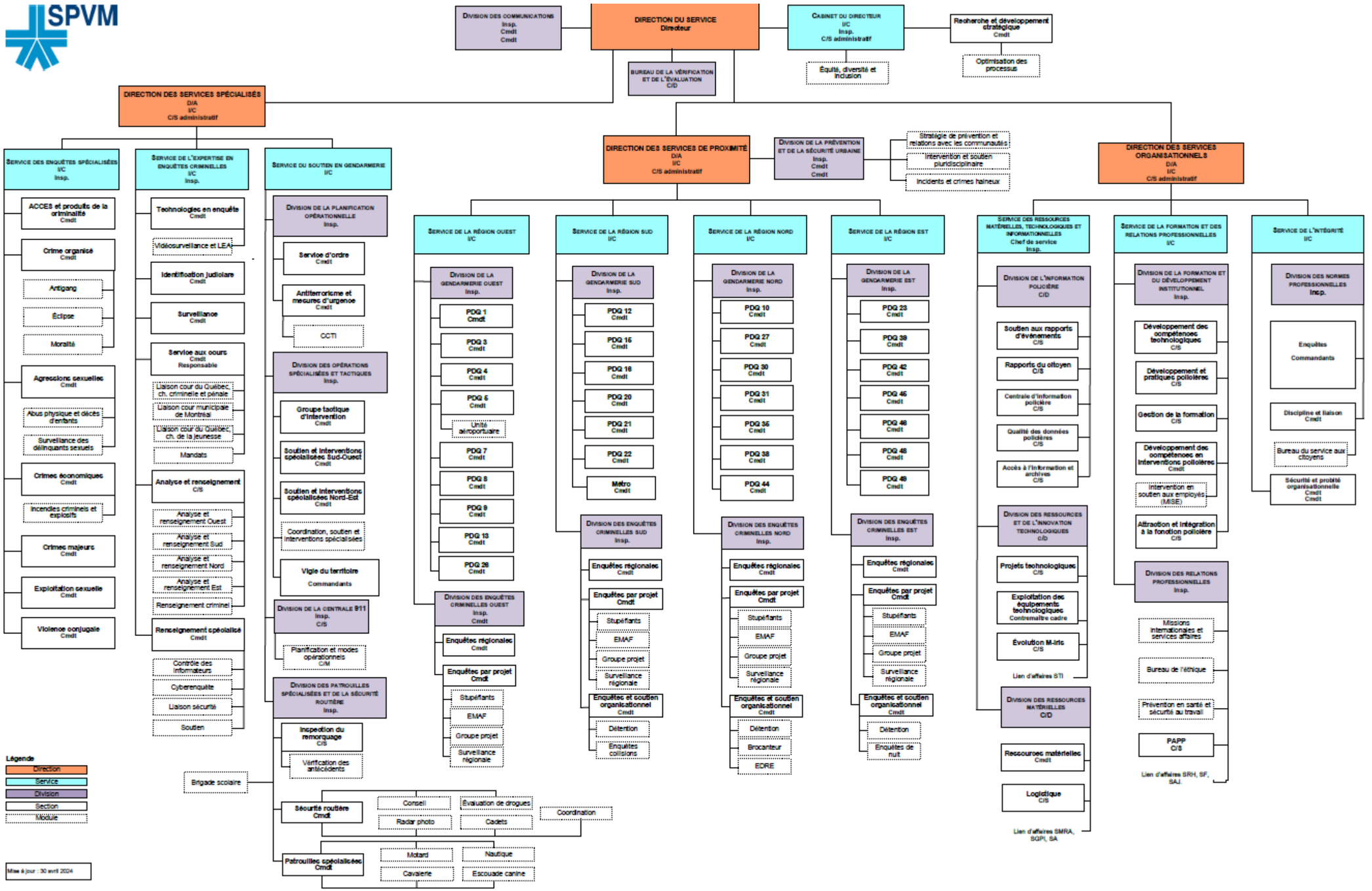
Le prochain tableau présente une synthèse des ressources policières et civiles utilisées pour chacune des catégories d'activité.

Tableau 12 – Répartition des postes permanents autorisés (policiers et civils) par secteur d'activité au 30 avril 2024[51]

Secteur d'activité	Poste policier	Poste civil	TOTAL
Activités administratives			
Direction/Administration	362	203	**565**
Activités policières			
Gendarmerie	2699	88	**2787**
Enquêtes	822	75	**897**
Services de soutien	914	497	**1411**
Mesures d'urgence	38	3	**41**
TOTAL	**4835**	**866**	**5 701**

[51] Le nombre de postes inclus les postes autorisés dans le cadre de projets financés et les postes en prêt de service à l'externe. Les 300 postes autorisés de constable auxiliaire permanent sont exclus.

5. ORGANIGRAMME



6. ORGANISATION DU SPVM[52]

DIRECTION DU SERVICE

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Directeur	1	Secrétaire de direction de premier niveau	1
Agent	2	Secrétaire de direction	1
Sous-total	**3**	**Sous-total**	**2**
Total : 5			

Le directeur est responsable de la direction du service de police ainsi que de l'organisation et de la conduite de ses opérations policières (article 114 de la *Charte de la Ville de Montréal*, métropole du Québec).

La direction du Service est composée des unités suivantes :

- Cabinet du directeur;
- Division des communications;
- Bureau de la vérification et de l'évaluation.

CABINET DU DIRECTEUR

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Chef de section – Soutien général - Cadre	1
Inspecteur	1	Secrétaire de direction	1
		Secrétaire d'unité administrative	2
		Agent de projets, promotions et événements spéciaux	1
		Conseiller en planification	3
Sous-total	**2**	**Sous-total**	8
Total : 10			

Afin d'appuyer le directeur dans ses fonctions, le Cabinet coordonne et assure l'uniformité des grands enjeux et des activités de chacune des directions. Il assure la liaison entre le bureau du directeur et les unités internes pour toutes demandes officielles. Il est responsable de l'arrimage avec les instances politiques que ce soit pour les redditions de compte, la coordination des activités, la communication des messages à véhiculer, etc. Il travaille ainsi en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires de la sécurité, ainsi qu'avec les instances gouvernementales et municipales. Il agit à titre de mémoire organisationnelle quant aux orientations, aux engagements et aux prises de position du directeur et de l'organisation. La Section de la recherche et du développement stratégique ainsi que le Module de l'équité, de la diversité et de l'inclusion sont sous sa gouverne.

Module de l'équité, diversité et inclusion

Ressources humaines autorisées
Civil
Conseiller en planification
Total : 1

Le Module de l'équité, de la diversité et de l'inclusion a pour mandat le développement d'un environnement sécuritaire et épanouissant pour les employés issus des diversités.

[52] Les effectifs policiers et civils qui sont inclus dans les tableaux de chacune des unités seront comptés en nombre de «personnes» en date du 31 octobre 2023. Pour leur part, les effectifs « cadets » ne seront pas comptabilisés comme effectif policier ou civil.

Section recherche et développement stratégique

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Commandant	1	Conseiller en planification	3
Total : 4			

La Section de la recherche et du développement stratégique soutient le Cabinet du directeur dans la réalisation de ses mandats. Il développe des stratégies organisationnelles permettant d'améliorer le modèle et l'offre de service du SPVM. Il met en œuvre et s'assure de la gestion de projets corporatifs afin de répondre aux attentes et aux besoins émergents des populations. Il réalise des analyses stratégiques permettant la modernisation et l'innovation des pratiques et de l'offre de service du SPVM. Elle est également mandataire de la coordination de la recherche scientifique ainsi que des stages universitaires.

Module de l'optimisation des processus

Ressources humaines autorisées	
Civil	
Conseiller en planification	2
Conseiller en analyse et contrôle de gestion	2
Total : 4	

Le Module de l'optimisation des processus supporte et appuie la Section de la recherche et du développement stratégique dans l'ensemble des mandats qui lui sont confiés ainsi que toutes les unités du SPVM lors de la révision des divers processus les concernant.

DIVISION DES COMMUNICATIONS

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Conseiller en communication	2
Commandant	2	Conseiller en planification	1
Sergent	1	Chargé de communication	10
Agent	6	Programmeur analyste	1
		Photographe	1
		Chargé de compte en communication visuelle	1
		Chargé de rédaction et de diffusion	1
		Préposé au soutien administratif	1
Sous-total	**10**	**Sous-total**	**18**
Total : 28			

La mission de la Division des communications est de conseiller et de soutenir les unités du SPVM en vue de développer, de réaliser et de diffuser des communications internes et externes. La Division agit en collaboration avec les différents secteurs d'activités du SPVM pour informer des actions et orientations de l'organisation ainsi que pour favoriser une communication bidirectionnelle, transparente et digne de confiance avec les citoyens, les partenaires et les médias.

BUREAU DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Chef vérification et évaluation – cadre	1
Lieutenant-détective	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Conseiller en analyse et contrôle de gestion	2
		Conseiller en vérification	1
		Vérificateur principal	1
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**6**
Total : 8			

La mission du Bureau de la vérification et de l'évaluation (BVÉ) consiste à faire du SPVM une organisation professionnelle, intègre, crédible, transparente, proactive et centrée sur sa mission première dont les pratiques opérationnelles et administratives sont conformes aux normes éthiques et professionnelles. De plus, le BVÉ assure les liens entre la fonction policière, la Loi sur la police, les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles en s'assurant que celles-ci sont gérées et utilisées avec efficience, efficacité et intégrité.

Le Bureau de la vérification et de l'évaluation est un outil d'aide à la décision dont la finalité est d'apporter une plus-value aux activités et aux processus administratifs, opérationnels et financiers, et ainsi contribuer à l'amélioration de la qualité des services et accroître la crédibilité de la reddition de compte. Les activités du BVÉ favorisent une gestion optimale des ressources en conformité avec les règles éthiques et professionnelles ainsi qu'avec la législation applicable.

DIRECTION DES SERVICES DE PROXIMITÉ

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Directeur adjoint	1	Chef de section – soutien général – cadre	1
Inspecteur-chef	1	Secrétaire de direction	1
		Préposé au soutien administratif	2
		Conseiller en planification	2
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**6**
Total : 8			

La Direction des services de proximité illustre la volonté du SPVM de mettre la sécurité et le sentiment de sécurité des montréalais et des montréalaises est au cœur de ses préoccupations. Cette direction inclue quatre services régionaux : Sud, Ouest, Nord et Est offrant ainsi une réponse opérationnelle forte et adaptée aux différents problèmes de sécurité de la Ville de Montréal car les postes de quartier (PDQ) deviennent le cœur de l'organisation.

Cette direction possède toutes les ressources de 1er niveau, tant à la gendarmerie qu'aux enquêtes, mais également en prévention pour répondre aux diverses problématiques (criminelles, sociales, territoriales, etc.) présentent sur le territoire. Cette direction soutient directement les postes de quartier qui peuvent ainsi répondre à la mission de sécurité des populations. Cette direction permet une synergie et un arrimage, à la fois efficace et efficient, entre les activités de gendarmerie, de prévention et d'enquête.

PDQ

Durant les cinq dernières années, une moyenne annuelle de 430 000 appels a été générée par la population. Lorsque les policiers de la gendarmerie doivent se déplacer, ils peuvent le faire soit en véhicule (en duo ou en solo), en véhicule électrique, à vélo, à motocyclette, en véhicule tout-terrain, *à* cheval, en bateau ou tout simplement à pied.

Ils offrent aux populations locales les services policiers de base, 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Ils ont la responsabilité d'assurer la sécurité publique sur le territoire qu'ils couvrent et de s'assurer que la mission du SPVM soit réalisée à leur niveau. Ils doivent s'adapter aux réalités locales et être en mesure d'adhérer le mieux possible aux structures municipales en place.

Chaque PDQ devient une équipe multidisciplinaire qui veille au développement du mieux-vivre ensemble en facilitant la concertation avec les partenaires et entre les intervenants sur le plan local. Lorsque les effectifs sont comblés, chaque PDQ est composé :

- d'une équipe de direction;
- de cinq groupes de réponse aux appels;
- d'un sixième groupe qui inclut les agents sociocommunautaires, un module d'actions par projet (MAP), les patrouilleurs à pied et à vélo et les agents de quartier - Sécurité routière (AQSR).
- Des membres civils (conseiller en développement communautaire, secrétaire, préposé à l'information policière de quartier).

Il revient à cette équipe multidisciplinaire des PDQ de mettre en place des actions locales, efficaces et intégrées en matière de sécurité publique. Ses champs d'activités, afin de bien s'accorder à la mission du SPVM et de bien servir les citoyens, sont les suivants :

- la patrouille, la réponse aux appels ainsi que le maintien de la paix et l'ordre (effectués par un nombre de policiers, variable en fonction du contexte : mois de l'année, jour de la semaine, température, événements prévus, etc.);
- la sécurité routière;
- la prévention du crime et les relations avec la communauté.

L'effectif du personnel policier est attribué à chaque PDQ en fonction des critères suivants :

- charge de travail sur appels;
- nombre de résidents et de commerces;
- superficie du territoire;
- population en déplacement (déplacements à l'origine et vers un quartier);
- circulation routière;
- criminalité de violence.

Ce sont au sein des PDQ que les nouvelles ressources policières intègrent le Service. Pour le SPVM, l'accueil et l'intégration des recrues sont des volets qui s'étendent bien plus loin que la première journée au poste de quartier. C'est un processus collectif qui permet de mettre en place un climat de confiance et de développer rapidement un sentiment d'appartenance et d'autonomie.

Le Programme d'accueil et d'intégration des recrues (PAIR) est un outil supplémentaire pour favoriser l'arrivée des recrues. Il s'agit d'une démarche structurée au sein de la convention collective visant une intégration plus efficace de la recrue. Plus particulièrement, ses objectifs sont de :

- Mettre en place des conditions gagnantes dans l'équipe et l'unité qui accueille la recrue;
- Faciliter l'intégration au sein de l'organisation afin de créer un sentiment d'appartenance;
- Encourager l'acquisition des connaissances et impliquer la recrue dans son développement personnel;
- Détecter les comportements à risque et mettre en place rapidement des mesures d'accompagnement de la recrue, afin d'amener une autonomie et un rendement appréciable.

L'agent PAIR est un interlocuteur unique, fiable et motivé qui accompagne la recrue et lui donne les explications et les conseils appropriés. Il établit un lien de confiance et de mentorat et facilite la transition pour l'arrivée en poste de la recrue. L'agent PAIR accompagne la recrue pendant 15 semaines à partir de son arrivée en poste de quartier.

Les MAP des PDQ regroupent des policiers avec différentes expertises pour donner une meilleure capacité d'agir en matière d'enquêtes, de collecte d'informations, de prévention, de répression, etc. Ils permettent d'innover et d'être créatif pour faire face aux problèmes rencontrés dans les différents territoires en préconisant une approche en résolution de problème. Les diverses expertises regroupées permettent, notamment de :

- reconnaître et identifier les problèmes;
- développer des stratégies à mettre en œuvre pour faire face à ces problèmes;

- établir les liens avec d'autres unités du SPVM (ex. : Division des enquêtes criminelles Ouest, Sud, Nord et Est);
- assurer la cohérence et la complémentarité des interventions auprès de tous les acteurs impliqués;
- mobiliser les partenaires;
- multiplier les contacts directs avec les citoyens;
- résoudre les problématiques.

L'une des caractéristiques principales des MAP est leur flexibilité. Le nombre de policiers impliqués peut varier en fonction de l'ampleur des projets élaborés. Un MAP est essentiellement composé de deux entités :

- une équipe de policiers, assignés pour une période d'un an, dont un superviseur et selon les projets, des agents de quartier dégagés de la relève de nuit;
- des membres du personnel des PDQ aux expertises spécifiques, supervisés par le commandant, qui se joignent à des projets en y jumelant leurs activités : agent(s) sociocommunautaire(s), agent(s) de quartier sécurité routière (AQSR) et cadet(s) policier(s).

Afin de décrire les 29 PDQ qui couvrent le territoire de l'île de Montréal, deux types de données sont présentés : un bref portrait de la population et un profil de la criminalité.

Il est à noter que les profils de la criminalité ont été réalisés avant l'intégration des PDQ 31 (Villeray) et 33 (Parc-Extension), alors que le nombre total de PDQ s'élevait à 30. Les analyses prennent par ailleurs compte des données démographiques de 2021 de Statistique Canada.

Enquêtes

En mars 2023, une extraction dans le système de gestion des incidents (M-IRIS) a été réalisée afin de chiffrer le flux des tâches d'enquête des sections des enquêtes régionales pour les années 2021 et 2022. Les données extraites sont les suivantes :

Tableau 13 – Nombre de dossiers traités par section des enquêtes régionales

Nombre de dossiers	Année 2021	Année 2022
Ouest	11 534	21 776
Sud	6 844	8 769
Nord	8 802	9 905
Est	8 425	13 572
TOTAL	**35 605**	**54 022**

Le système de filtrage des dossiers d'enquête des sections des enquêtes régionales comprend les étapes suivantes :

- Le signalement de l'incident par le citoyen;
- La rédaction d'un rapport d'incident par le patrouilleur;
- L'envoi du rapport d'incident au superviseur du poste de quartier (PDQ);
- La détermination du transfert de dossiers aux enquêtes par le superviseur du PDQ;
- L'envoi du dossier électronique à une boîte M-IRIS de la Division des enquêtes criminelles concernée.

Les boîtes M-IRIS des sections des enquêtes régionales sont gérées par des sergents-détectives occupant la fonction de contrôleur. On retrouve trois contrôleurs par division. Le travail de contrôleur est répartit principalement comme suit : l'évaluation et la catégorisation des plaintes par deux contrôleurs et l'accomplissement de certaines démarches d'enquête par un troisième contrôleur.

Des milliers de plaintes sont dirigés vers ces sections, un système de classement des dossiers existe dans M-IRIS. Les exemples énumérés ici-bas sont à titre informatif et ne représentent pas l'ensemble des plaintes et leurs classements.

Tableau 14 – Système de classement des plaintes aux sections des enquêtes régionales

Système de classement des plaintes	
Codage	**Type de dossiers**
BL 10	Prioritaire - ex : décès, disparition, violence conjugale, juvéniles et autres
BL 20	Urgent - ex : suspect identifié sans danger immédiat à la victime
BL 30	Non urgent - ex : suspect non identifié avec une possibilité d'images vidéo
BL 40	Traitement particulier de dossier qui ne se classifie pas dans les autres BL
BL 50	Travail à effectuer mandat – utilisé par la section des mandats

DIVISION DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ URBAINE

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Commandant	2	Conseiller en planification	1
Lieutenant	1	Conseiller en développement communautaire	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**4**	**Sous-total**	**4**
Total : 8			

Garante de la vision et de la cohérence organisationnelle en matière de prévention et de relations avec les citoyens, la Division de la prévention et de la sécurité urbaine (DPSU) coordonne et propose des orientations et des priorités corporatives en fonction de l'évolution des nouvelles tendances, des besoins et des attentes des citoyens montréalais.

Objectifs :

- Exercer une vigie sur les événements sociaux et géopolitiques sur le territoire et proposer des plans de réponses relatifs aux besoins identifiés;
- Veiller à l'harmonisation des actions corporatives, régionales et locales en matière de prévention et de relations avec la communauté, et ce, en lien avec les grandes priorités ainsi que la vision du Service;
- Favoriser des partenariats durables et stratégiques dans une dynamique de coproduction de la sécurité avec le milieu (approche réseau);
- Enrichir et partager les meilleures pratiques en prévention et en relation avec la communauté dans une perspective de performance organisationnelle;
- Identifier les besoins de sécurité de la communauté et agir afin d'assurer et préserver le sentiment de sécurité.

La Division regroupe trois modules, en plus de chapeauter le dossier des relations avec les peuples autochtones et le Bureau d'appréciation des citoyens (BAC) :

- Stratégie de prévention et relations avec les communautés
- Intervention et Soutien Pluridisciplinaire (MISP)
- Incidents et crimes haineux

Le Bureau d'appréciation des citoyens (BAC) effectue des suivis téléphoniques auprès de personnes qui ont eu une interaction avec le SPVM dans le cadre d'une intervention policière. Ces suivis permettent de mesurer leur satisfaction et de leur offrir un service optimal. Le BAC joue

ainsi un rôle dans l'amélioration continue, le renforcement des bonnes pratiques, le coaching du personnel et le suivi auprès des citoyens.

Module de la stratégie de prévention et des relations avec les communautés

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent	3
Agent	19
Total : 22	

Le Module de la stratégie de prévention et des relations avec les communautés regroupe l'ensemble des initiatives du SPVM réparties en quatre thématiques, communément appelées « dossiers sociaux », soit :

- Les personnes mentalement perturbées;
- Les personnes vivant en situation d'itinérance;
- La sécurité des aînés;
- La sécurité des jeunes de moins de 18 ans.

Plus concrètement, voici des initiatives coordonnées par ce module :

Équipe métro d'intervention et de concertation

Au mois de novembre 2020 a vu le jour l'Équipe métro d'intervention et de concertation (EMIC), une nouvelle équipe spécialisée issue d'un partenariat entre le SPVM, la Société de développement social (SDS) et la Société de transport de Montréal (STM). Celle-ci patrouille le réseau de métro afin d'offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance. Composée d'un policier, d'un intervenant social et d'un inspecteur de la STM, le travail de l'équipe a pour objectif de favoriser l'accès aux personnes en situation d'itinérance à des services correspondant à leur situation en considérant leurs besoins, en respectant leur volonté et en tenant compte de leurs capacités.

Équipe du réseau de la sécurité

Une équipe d'agents de concertation de la DPSU est spécifiquement dédiée au Réseau de sécurité. Les membres de cette équipe soutiennent les PDQ, les divisions des enquêtes criminelles Nord, Sud, Est et Ouest et les enquêtes spécialisées dans leurs activités de prévention et de résolution de problèmes, les accompagnent dans la recherche ou le développement de stratégies, programmes, projets ou outils de prévention. De plus, ils travaillent en étroite collaboration avec les mandataires et conseillers stratégiques des dossiers sociaux, de même qu'en complémentarité avec les partenaires internes ou externes dans les dossiers récurrents nécessitant un soutien plus complexe en matière de sécurité urbaine et prévention.

Intervention policière auprès des aînés maltraités

Le modèle d'intervention policière auprès des aînés maltraités (IPAM) tend à mieux habiliter les policiers à reconnaître les situations de maltraitance et à y intervenir en partenariat avec les services publics de la santé, des services sociaux et de la justice ainsi que des organismes communautaires. Le modèle IPAM comprend 57 actions déclinées en pratiques. Parmi ces pratiques, des outils de prévention ont été conçus en plusieurs langues. Un aide-mémoire pour la détection facilite la reconnaissance d'indices de maltraitance. Un mode de fonctionnement ainsi qu'une procédure d'intervention définissent les rôles de toutes les catégories de policiers dans la détection, l'intervention de première ligne, les suivis auprès des aînés en synergie avec ceux offerts par les services et organismes adéquats, l'enquête et le processus judiciaire. Les collaborations avec les services publics de santé et sociaux ainsi que les organismes communautaires sont précisés et renforcés. Le modèle IPAM a été implanté sur l'ensemble de l'île de Montréal en mai 2016. Une trousse comprenant des informations, un guide d'implantation, des fiches de synthèse et des outils sont disponibles en français et en anglais sur le site Internet du SPVM. Ce modèle a été développé en collaboration avec la Chaire de recherche sur la maltraitance envers les aînés de l'Université de Sherbrooke.

L'entrée en vigueur de la loi pour lutter contre la maltraitance envers les aînés et les personnes vulnérables a amené les parties concernées par celle-ci à mettre en place un processus d'intervention concerté (PIC). Le processus d'intervention concerté favorise des actions rapides, concertées et complémentaires de la part d'intervenants issus d'organisations représentées par

les ministères et organismes gouvernementaux dans le domaine de la santé et des services sociaux, de la justice et de la sécurité publique en vue de contrer la maltraitance chez les personnes aînées.

Le SPVM est impliqué dans ce processus qui permet de conseiller, de soutenir et de mettre en place des interventions en concertation avec les partenaires. Les agents de concertation du Réseau de sécurité assurent le suivi des cas portés à l'attention du SPVM via la plateforme Web spécifique au PIC. Dans chacune des 4 régions du SPVM, des lieutenants-détectives et des sergents-détectives ont été identifiés comme personne-ressource afin de s'assurer d'une communauté de pratique dynamique et active en matière de maltraitance aînée.

Projet ECHINOPS

Implanté en janvier 2022, ce projet propose une collaboration interdisciplinaire entre les professionnels en santé mentale du CIUSSS-EMTL et les policiers des postes de quartier 30 et 42 lors d'interventions auprès de citoyens dont l'état mental est perturbé. Selon le cas, l'équipe ECHINOPS regroupe des policiers, des intervenants du CLSC de Saint-Michel (infirmier ou psychiatre) et des intervenants des organismes communautaires.

Les interventions réalisées visent à prévenir des hospitalisations, à diminuer le nombre répété d'appels auprès des services d'urgence par ces mêmes personnes ou leurs proches, à offrir, avec le consentement de ces personnes, un accès rapide à des services répondant à leur état et à leurs besoins. De plus, la grande force du projet ECHINOPS est l'intégration d'un psychiatre au sein de l'équipe qui se déplace à domicile ou dans la communauté pour évaluer la santé mentale d'une personne lorsque requis. Il s'agit d'une première dans le cadre de telles interventions dans l'Est de Montréal.

Comité de concertation sur l'intervention policière en milieu scolaire

Depuis 2009, ce comité, présidé par le chef de la Division de la prévention et de la sécurité urbaine (DPSU) du SPVM, est constitué de représentants des cinq commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés de l'Île de Montréal. Ce comité a pour rôle de faciliter les liens entre le milieu scolaire et le SPVM notamment lorsque celui-ci intervient dans des écoles pour faire de la prévention ou lorsqu'il y a un besoin de soutien lors d'opérations particulières.

Module de l'intervention et du soutien pluridisciplinaire (MISP)

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Conseiller en développement communautaire	3
Sergent	3	Conseiller en planification	1
Agent	32	Agent de recherche	1
		Concepteur réalisateur programme de formation	1
Sous-total	**36**	**Sous-total**	**6**
Total : 42			

Le module d'intervention et de soutien pluridisciplinaire est composé de trois équipes : l'équipe de soutien en urgence psychosocial (ESUP), l'équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (EMRII) et l'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE).

Ce module se démarque par une composition variée d'équipes opérationnelles ayant comme objectif principal le soutien corporatif relatif à différents champs d'expertise complémentaires :

ESUP : L'équipe de soutien en urgences psychosociales est une équipe mixte (policiers / intervenants du réseau de la santé) ayant pour mandat la collaboration multidisciplinaire et le soutien du travail policier lors d'interventions impliquant des personnes en crise ou dont l'état mental est perturbé. Elle intervient directement en première ligne auprès de ces personnes sur des appels qui ont été au préalable sécurisés par les patrouilleurs.

EMRII : L'équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance a comme objectif d'assurer un travail de proximité afin de rejoindre des personnes en situation d'itinérance qui font régulièrement l'objet d'interventions policières et présentant des facteurs de vulnérabilité. Elle s'assure de les référer et les accompagner vers des services adaptés à leurs besoins afin d'améliorer leurs conditions de vie et ainsi favoriser leur réinsertion.

EMIE : L'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles a comme objectif principal la bonification de l'offre de service et de l'expertise d'intervention en milieu scolaire afin de soutenir l'ensemble des agents sociocommunautaires des postes de quartier. Elle agit notamment en soutenant les PDQ lors d'événements de violence armée dans les écoles, en participant au développement de plans stratégiques proactifs, en agissant à titre de pivot entre les établissements scolaires, les PDQ et les différents acteurs institutionnels et communautaires et en développant des outils de prévention sur la violence armée.

Module des incidents et des crimes haineux

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	2
Agent	2
Total : 5	

En mai 2016, le SPVM a instauré un module dédié aux incidents et crimes haineux (MICH). Cette équipe a le mandat d'analyser chaque signalement reçu par le SPVM qui comporte la codification haineuse. Le traitement des plaintes et des rapports d'événement est ainsi centralisé au sein de ce Module.

L'équipe travaille en transversalité, c'est-à-dire qu'elle enquête les discours haineux et intervient auprès des personnes qui les diffusent, en plus d'intervenir auprès de son entourage et de la population visée, de concert avec les partenaires communautaires. Le volet prévention de la radicalisation menant à la violence est également traité par cette équipe.

Sa mission est également de sensibiliser la population au phénomène des incidents et des crimes haineux afin qu'elle puisse reconnaître et dénoncer ces délits. Le Module travaille aussi conjointement avec les PDQ afin d'identifier les précurseurs de la haine et créer des plans de sécurisation des communautés.

SERVICE DE LA RÉGION OUEST

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Sergent	1	Agent de bureau	1
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**2**
Total : 4			

Le Service de la région Ouest est responsable de toutes les enquêtes de premier niveau ainsi que de l'ensemble des PDQ qui se situent à l'intérieur de son territoire. Cette structure a l'avantage de créer une forte synergie entre la gendarmerie et les enquêtes. Possédant tous les moyens, tant en enquête, qu'en gendarmerie, il devient ainsi facilitant de répondre aux différents problèmes de sécurité des populations desservies.

DIVISION DE LA GENDARMERIE OUEST

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Agent – Constable auxiliaire permanent	101
Total : 102	

PDQ 1

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	43		
Sous-total	**50**	**Sous-total**	**2**
Total : 52			

Secteurs desservis : Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue et Senneville

Limites territoriales

Nord	Jusqu'aux rues Gaucher, Antoine-Faucon et Angers, à Pierrefonds (exclues) jusqu'au lac des Deux-Montagnes (au niveau de Senneville)
Sud	Lac Saint-Louis
Est	Au nord de l'autoroute 40 : boul. de Salaberry, à Kirkland; au nord de l'autoroute 20 : Av. Windmill, Av. de la Roche, Av. Stillview, à Pointe-Claire (exclues)
Ouest	Lac des Deux-Montagnes

Portrait de la population

En 2021, le PDQ 1 dessert une population d'environ 48 000 habitants sur une superficie de 45 km^2. Fait remarquable, la population a diminué de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 1 compte 17 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 600 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 1 est l'un de ceux où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 788 infractions au Code criminel y ont été rapportées, soit environ deux infractions par jour, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Le nombre de crimes du PDQ 1 est moins élevé que la médiane et il se situe au dernier rang des 30 PDQ. Il se situe au dernier rang pour son taux de criminalité de 16,3 par 1000 résidents, qui est plus de deux fois moins élevé que la médiane (37,0) des 30 PDQ.

Le PDQ 1 se distingue par son très faible nombre de crimes contre la personne. Les 197 crimes rapportés en 2021, soit près de quatre fois moins que la médiane (781 crimes), le placent au 30^{e} rang. Il occupe également le 30^{e} rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 4,1 crimes. Il est le quartier où les taux de voies de fait et de vols qualifiés sont les moins élevés du territoire.

Il se distingue également par ses très faibles nombres (557) et taux (11,5) de crimes contre la propriété, qui le placent au 29^{e} et 28^{e} rang. Les nombres et les taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes sont parmi les moins élevés du territoire.

PDQ 3

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	65		
Sous-total	**72**	**Sous-total**	**2**
Total : 74			

Secteurs desservis : L'Île-Bizard, Pierrefonds, Sainte-Geneviève, Roxboro

Limites territoriales

Nord	Rivière-des-Prairies
Sud	Limite des secteurs Kirkland, Roxboro, Dollard-des-Ormeaux, Saint-Laurent (tous exclus)
Est	Autoroute 13 (exclue)
Ouest	Ch. de l'Anse-à-l'Orme; limite de Senneville (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 3 dessert une population d'environ 89 000 habitants sur une superficie de 51 km^2. La population a augmenté de 1,7 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 3 compte 33 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 1 000 logements inoccupés ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 3 est l'un de ceux où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 1 634 infractions au Code criminel y ont été rapportées comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Cet écart de 34% place le PDQ 3 au 26e rang des 30 PDQ. Son taux de criminalité de 18,3 crimes par 1000 résidents est un des moins élevés du territoire (28e rang). Il est deux fois moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 683 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 3, ce qui le place au 20e rang. Il occupe le 28e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 7,7 crimes, qui est 34% moins élevé que la médiane des 30 PDQ (11,6 crimes). Il est parmi les quartiers où les taux de de vols qualifiés sont les moins élevés du territoire (28e rang).

Il se distingue également par ses faibles nombres (839) et taux (9,4) de crimes contre la propriété, qui le placent aux 27e et 30e rangs respectivement. Les taux de vols simples, de fraudes et de vols de véhicules sont parmi les plus bas des PDQ (30e, 29e, et 30e rangs respectivement).

PDQ 4

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	4		
Agent	40		
Sous-total	**46**	**Sous-total**	**2**
Total : 48			

Secteur desservi : Dollard-des-Ormeaux

Limites territoriales

Nord	Rue Joseph-Paiement
Sud	Rue Saint-Régis
Est	Boul. Sunnybrooke
Ouest	Rue Somerset

Portrait de la population

Le PDQ 4 dessert une population d'environ 48 000 habitants sur une superficie de 15 km^2. Fait remarquable, la population a décru de 1,0 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 4 compte 17 000

logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 400 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (2 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 4 est l'un de ceux où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 790 infractions au Code criminel y ont été rapportées, soit un peu plus de deux infractions par jour, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Le nombre de crimes du PDQ 4 est significativement moins élevé que la médiane et le place au 29e rang des 30 PDQ. Il se situe au 29e rang pour son taux de criminalité de 16,3 par 1000 résidents, qui est plus de deux fois moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

Le PDQ 4 se distingue par son très faible nombre de crimes contre la personne. Les 258 crimes rapportés en 2021, soit trois fois moins que la médiane (781 crimes), le placent au 29e rang. Il occupe également le 29e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 5,3 crimes. Ses nombres d'agressions sexuelles, de voies de fait et de vols qualifiés sont parmi les plus bas du territoire.

Il se distingue également par ses très faibles nombres (490) et taux (10) de crimes contre la propriété, qui le placent au 29e rang des 30 PDQ. Les nombres et le taux d'introductions par effraction, les vols de véhicules-moteur, les vols simples, les fraudes et les méfaits du PDQ 4 sont parmi les moins élevés du territoire.

PDQ 5

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	64		
Sous-total	**71**	**Sous-total**	**2**
Total : 73			

Secteurs desservis : Dorval, L'Île-Dorval, Pointe-Claire

Limites territoriales

Nord	Av. Labrosse; av. Oneida; boul. Saint-Régis; limite de Dollard-des-Ormeaux (exclue)
Sud	Lac Saint-Louis (ch. du Bord-du-Lac--Lakeshore)
Est	Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal; limites de Lachine et de Saint-Laurent (exclues); av. Renaud; autoroute 13 (exclue)
Ouest	Av. de la Pointe-Claire; av. Stillview; av. de la Roche; limites de Kirkland et de Beaconsfield (exclues)

Portrait de la population

Le PDQ 5 dessert une population d'environ 53 000 habitants sur une superficie de 40 km^2. La population a augmenté de manière soutenue de 4,6 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 5 compte 22 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 1 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (4 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 5 en 2021 (1 640 crimes) est moins élevé (- 34%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 25e rang. Lorsque l'on tient compte de la population, il se situe au 22e rang avec un taux de criminalité de 31,1 crimes par 1000 résidents alors que la médiane de tous les PDQ est de 37.

En 2021, 472 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 5, ce qui le place au 27e rang. Le PDQ 5 affiche également un taux de crimes contre la personne (9 crimes par 1000

résidents) moins élevé que la médiane (11,6). Les taux de voies de fait (5,2) et de vols qualifiés (0,6) du PDQ 5 le placent au 25e rang dans les deux cas.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 5 (1 091 crimes) est sous la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 22e rang pour ces crimes. On y compte notamment plus de vols de véhicules-moteur que dans la plupart des PDQ (10e rang).

Le taux de crimes contre la propriété du PDQ 5 est 6% inférieur à la médiane et il occupe le 19e rang à ce chapitre. Son taux de vols de véhicules-moteur (4,7 crimes par 1000 résidents) le place au 5e rang. Ses taux de vols simples et d'introductions par effraction sont comparables à la plupart des PDQ.

PDQ 7

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	11	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	87		
Sous-total	**100**	**Sous-total**	**3**
Total : 103			

Secteur desservi : Saint-Laurent

Limites territoriales

Nord	Arrondissements Pierrefonds-Roxboro et Ahuntsic-Cartierville (boul. Henri-Bourassa
Sud	Villes de Côte-Saint-Luc et Mont-Royal (autoroute 40 - gare de triage Taschereau)
Est	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville (autoroute 15)
Ouest	Arrondissement Lachine Villes de Dollard-des-Ormeaux et Dorval (autoroute 13)

Portrait de la population

Le PDQ 7 dessert une population d'environ 102 000 habitants sur une superficie de 43 km^2. La population a augmenté de 3,2 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 7 compte 39 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 7 en 2021 (2 778 crimes) est plus élevé (11%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 12e rang. Il se situe au 25e rang pour son taux de criminalité de 27,2 crimes par 1000 résidents, ce qui est inférieur de 26% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 783 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 7, ce qui est équivalent à la médiane (781). Le taux de crimes contre la personne du PDQ 7 (7,7 crimes par 1000 résidents) est cependant inférieur au taux médian et les taux de voies de fait (4,4) et de vols qualifiés (0,9) sont moins élevés.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 7 (1 843) est 28% plus élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 9e rang. Il se classe au 1er rang pour le nombre de vols de véhicules-moteur (494), au 7e rang pour le nombre de fraudes, au 14e rang pour les introductions par effraction, au 12e rang pour le nombre de vols simples et au 18e rang pour les méfaits. Par contre, le taux de crimes contre la propriété du PDQ 7 (18,1) est inférieur au taux médian. Comparativement aux autres PDQ, les taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes sont moins élevés dans le PDQ 7, tandis que son taux de vols de véhicules-moteur (4,8) est 65% plus élevé que le taux médian (2,9).

PDQ 8

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	53		
Sous-total	**60**	**Sous-total**	**2**
Total : 62			

Secteurs desservis : Lachine, Saint-Pierre

Limites territoriales

Nord	Cour du CN (secteurs Saint-Laurent et Côte-Saint-Luc exclus); limite de Montréal-Ouest (exclue)
Sud	Lac Saint-Louis; canal de Lachine
Est	8000, rue Notre-Dame; limite de Montréal-Ouest (exclue)
Ouest	56^{e} Avenue; limite de Dorval (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 8 dessert une population d'environ 46 000 habitants sur une superficie de 18 km^2. La population a connu une augmentation soutenue de 4,2 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 8 compte 21 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 1 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (5 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 8 en 2021 (1 910 crimes) est moins élevé (-23%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 21e rang. Il se situe au 13e rang pour son taux de criminalité de 41,1 crimes par 1000 résidents.

En 2021, 750 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 8, soit un nombre comparable à la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 8 au 18e rang. Son taux de crimes contre la personne (16,1 crimes par 1000 résidents) est le 6e plus élevé du territoire. Le taux de voies de fait (9,5) y est plus élevé que le taux médian (6,5), ce qui le place au 5e rang. Le taux de vols qualifiés dans le PDQ 8 (1,1 par 1000 résidents) est, pour sa part, comparable à la médiane (1,0).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 8 (980) est 32% moins élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il occupe le 25e rang. Son taux pour ces crimes (21,1 crimes) est, pour sa part, légèrement inférieur (4%) à la médiane (22,1). Les taux de vols simples (8,3), d'introductions par effraction (2,2) et de fraudes (4,6) du PDQ 8 se comparent aux taux médians, tandis que celui des vols de véhicules moteurs (2,7) est légèrement inférieur à celui de la plupart des PDQ (médiane de 2,9).

PDQ 9

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	99		
Sous-total	**111**	**Sous-total**	**3**
Total : 114			

Secteurs desservis :

- Côte-Saint-Luc, Hampstead, Montréal-Ouest, Notre-Dame-de-Grâce

Limites territoriales

Nord	Gare de triage
Sud	Rue Pullman; rue Addington; rue Saint-Jacques
Est	Av. Macdonald; av. Connaught (exclue); Av. Claremont; limite de Westmount (exclue)
Ouest	Gare de triage (une partie); Club de golf Meadowbrook; Av. Connaught; limite de Montréal-Ouest (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 9 dessert une population d'environ 115 000 habitants sur une superficie de 19 km^2. La population a augmenté de 2,5% entre 2016 et 2021. Le PDQ 9 compte 51 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 4 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (7 % des logements).

Profil de criminalité

****Le profil de criminalité 2021 combine les données des PDQ 9 et 11 suite au jumelage**

En 2021, 3 082 infractions au Code criminel ont été rapportées dans le PDQ 9, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. En volume, il se situe au 7e rang des PDQ avec le plus grand nombre de crimes contre la personne (1 041) et au 13e rang pour ce qui est des crimes contre la propriété (1 723). Lorsqu'on pondère par la population toutefois, on remarque que les taux de crimes sont parmi les plus bas. Le PDQ 9 se situe au 26e rang pour son taux de criminalité de 27 par 1000 résidents, qui est moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

Les taux de crimes du PDQ 9 sont généralement inférieurs à ce qu'on retrouve dans les autres PDQ. Il occupe le 24e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 9,1 crimes et le 27e rang pour ce qui est de son taux de crimes contre la propriété (15). Plus spécifiquement, ses taux de vols qualifiés, de vols simples, d'introductions par effraction et de fraudes sont parmi les moins élevés du territoire.

PDQ 13

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	67		
Sous-total	**74**	**Sous-total**	**2**
Total : 76			

Secteur desservi : LaSalle

Limites territoriales

Nord	Canal Lachine (rue Saint-Patrick)
Sud	Fleuve Saint-Laurent (boul. LaSalle); Île-aux-Hérons
Est	Av. Gérald; rue Irwin; limite de Verdun et parc Angrignon (exclus)
Ouest	Rue Liette; limite de Lachine (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 13 dessert une population d'environ 82 000 habitants sur une superficie de 16 km^2. La population a fortement augmenté de 6,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 13 compte 36 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 2 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (5 % des logements). Deux ménages sur cinq (38 %) habitent leur logement actuel depuis moins de cinq ans.

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 13 en 2021 (2 635 crimes) est plus élevé (6%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 14e rang. Il se situe au 21e rang pour son taux de criminalité de 32 crimes par 1000 résidents, ce qui est inférieur de 14% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 949 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 13, soit 22% de plus que la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 13 au 10e rang. En termes de taux, le PDQ 13 (11,5 crimes par 1000 résidents) se rapproche davantage de la médiane de 11,6 par 1000 résidents pour les crimes contre la personne et se situe au 16e rang. Le taux de vols qualifiés (0,5) du PDQ 13 est 49% inférieur à la médiane, tandis que le taux de voies de fait (6,7) est comparable à la médiane (6,5).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 13 (1 494) est similaire au nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 15e rang. Par contre, son taux de crimes contre la propriété (18,2 crimes par 1000 résidents) est de 18% inférieur au taux médian (22,1 crimes) et il occupe le 24e rang. Les taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes du PDQ 13 sont tous moins élevés que ceux de la plupart des PDQ et son taux de vols de véhicules à moteur correspond à la médiane.

PDQ 26

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	2	Préposé à l'information policière de quartier	2
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	148		
Sous-total	**161**	**Sous-total**	**4**
Total : 165			

Secteur desservi : Côte-des-Neiges, Outremont, Ville Mont-Royal

Limites territoriales

Nord	Côte-de-Liesse
Sud	Voie Camillien-Houde (exclue); av. Willowdale (une partie); av. du Mont-Royal (une partie); Chemin de la Côte-Saint-Luc
Est	Av. Hutchison (adresses du côté ouest); boul L'Acadie (exclu) au nord de la voie ferrée
Ouest	Av. Macdonald; secteurs Hampstead et Côte-Saint-Luc (exclus)

Portrait de la population

Le PDQ 26 couvre une superficie de 23 km^2. Il est le plus peuplé du territoire : environ 148 000 personnes y résident. Le nombre d'habitants de ce PDQ 26 a augmenté de 3 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 26 compte 64 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 6 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (8 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 26 en 2021 (4 494 crimes) est plus élevé (80%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 3e rang. Par contre, il se situe au 23e rang pour son taux de criminalité de 30 crimes par 1000 résidents, ce qui est inférieur de 18% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 1 358 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 26 soit 74% de plus que la médiane des PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 26 au 3e rang. Les nombres de tentatives de meurtre, d'agressions sexuelles, de voies de fait et de vols qualifiés du PDQ 26 sont parmi les plus élevés du territoire. Par contre, le taux de crimes contre la personne du PDQ 26 (9,2 crimes par 1000 résidents) y est moins élevé de 21% que le taux médian des 30 PDQ (11,6 crimes), ce qui le place au 23e rang. Le taux de voies de fait du PDQ 26 est 20% moins élevé que le taux médian des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 26 (2 788) est presque deux fois plus élevé que la médiane des PDQ (1 444) et il se situe au 2e rang. Il se classe au 1er rang pour le nombre de fraudes, au 3e rang pour le nombre de vols simples et au 4e rang pour les introductions par effraction, les vols de véhicules et les méfaits. Par contre, son taux de crimes contre la propriété (19 crimes par 1000 résidents) est inférieur au taux médian. Les taux d'introductions par effraction, de méfaits, de fraudes et de vols de véhicules moteur y sont tous inférieurs à ceux de la majorité des PDQ.

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES OUEST

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Commandant	1	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	3
		Agent de bureau	2
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**6**
Total : 8			

La Division des enquêtes criminelles Ouest comprend deux sections, soit celle des enquêtes régionales ainsi que celle des enquêtes par projet. Cette division a donc l'entière responsabilité, à l'intérieur des limites de son territoire, des enquêtes de 1er niveau. Les enquêteurs de ces sections participent à des projets conjoints sur des problématiques récurrentes qui ont des répercussions sur le territoire de Montréal. C'est le cas notamment de l'équipe mixte de vols de véhicules et leur participation dans les projets ARRET et la force corporative à l'interne.

Section des enquêtes régionales Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	5
Sergent-détective	59
Total : 65	

Les Sections des enquêtes régionales sont responsables des enquêtes sur les crimes commis contre la personne ainsi que contre la propriété, en plus d'assister la gendarmerie dans la gestion d'événements criminels. Ces sections œuvrent sur un territoire donné et entrent donc en relation privilégiée avec les policiers qui sont affectés à la patrouille sur ces territoires.

Parmi les types de crimes qui intéressent ces unités, notons :

- les tentatives de meurtre;
- les voies de fait graves;
- les vols qualifiés;
- les voies de fait simples;

- la violence conjugale et violence intrafamiliale;
- les menaces de mort;
- les enlèvements parentaux;
- les introductions par effraction;
- les vols de/dans/sur véhicules;
- les vols de cargaison;
- les méfaits;
- la concentration de vols simples.

Les enquêteurs de ces sections sont aussi appelés à traiter des événements non criminels, tels : décès, suicides, disparitions d'adultes et fugues. Comme dans une enquête de nature criminelle, l'objectif est de faire la lumière sur les circonstances de l'événement par la cueillette d'informations, l'analyse de la scène et le suivi auprès des plaignants ou des partenaires externes.

Les enquêteurs traitent également les dossiers pour lesquels des suspects ont été arrêtés en flagrant délit ou des dossiers d'enquêtes qui nécessitent un traitement immédiat.

Section des enquêtes par projet Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	1
Total : 2	

Les quatre divisions des enquêtes criminelles (Oust, Sud, Nord et Est) comprennent la section des enquêtes par projet qui est composée des quatre modules suivants :

- Stupéfiants
- EMAF
- Groupe projet
- Surveillance régionale

Cette structure a l'avantage d'accroître la cohérence à l'intérieur même du SPVM en offrant un service identique d'une division à l'autre.

Module Stupéfiants Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	2
Agent	9
Total : 11	

Les modules stupéfiants mettent en place des projets à court et à moyen terme axés principalement sur les drogues de rue.

Module ÉMAF Ouest

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent-détective	6	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	1
Agent	2		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

L'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF), toutes régions confondues, travaille en complémentarité dans la réalisation d'opérations coordonnées en matière d'armes à feu. Elle vise à réduire les activités criminelles de groupes ciblés qui contribuent aux événements violents qui surviennent sur le territoire.

En 2021, deux EMAF, Sud-Ouest et Nord-Est, ont été créées. Ces deux équipes étaient en lien avec chacune des régions, avec diverses unités spécialisées ainsi qu'avec tous les postes de quartier aux prises avec des problématiques de violence armée.

Dans un souci d'efficience, de rapprochement avec les communautés mais également entre les enquêtes et la gendarmerie, quatre ÉMAF ont été créées afin que chaque région ait son propre module. Ceci permet de prendre en charge rapidement les dossiers d'enquête impliquant l'utilisation ou la possession d'armes à feu et de contribuer à la recherche d'informations pertinentes pour élucider les crimes.

L'ÉMAF agit de manière ciblée et coordonnée auprès des acteurs criminalisés identifiés comme potentiellement armés et/ou impliqués dans des activités liées aux armes à feu. Elle cherche à agir en amont afin de procéder à des arrestations d'individus en possession d'armes à feu, prévenant ainsi la commission de plusieurs crimes de violence.

Module Groupe projet Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	6
Total : 7	

Les modules Groupe projet mènent des enquêtes d'envergure axées principalement sur les problèmes locaux de chacune de leur région respective. Ils peuvent travailler sur des concentrations propres à leur territoire, par exemple une série de vols qualifiés ou d'introductions par effraction dans les résidences.

Module de la surveillance régionale Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	1
Agent	8
Total : 9	

Les modules de la surveillance régionale offrent un service de surveillance organisée aux différentes équipes d'enquête de leur région respective.

SERVICE DE LA RÉGION SUD

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1		
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**1**
Total : 3			

Le Service de la région Sud est responsable de toutes les enquêtes de premier niveau ainsi que de l'ensemble des PDQ qui se situent à l'intérieur de son territoire. Cette structure a l'avantage de créer une forte synergie entre la gendarmerie et les enquêtes. Possédant tous les moyens, tant en enquête, qu'en gendarmerie, il devient ainsi facilitant de répondre aux différents problèmes de sécurité des populations desservies. À cette structure s'ajoutent le module de la détention Sud ainsi que de celui des enquêtes collisions.

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Agent – Constable auxiliaire permanent	53
Total : 54	

PDQ 12

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	4		
Agent	47		
Sous-total	**53**	**Sous-total**	**2**
Total : 55			

Secteurs desservis : Ville-Marie Ouest, Westmount

Limites territoriales

Nord	Ch. de la Côte-des-Neiges (côté sud seulement)
Sud	Rue Saint-Antoine (entre l'av. Atwater et la rue Rose-de-Lima); autoroute Ville-Marie (exclue)
Est	Rue Guy (exclue)
Ouest	Av. Claremont; limite de Notre-Dame-de-Grâce (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 12 dessert une population d'environ 38 000 habitants sur une superficie de 5 km^2. La population s'est accrue de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 12 compte 19 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 3 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (14 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 12 en 2021 (1 697 crimes) est moins élevé (-32%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 23e rang. Il se situe au 7e rang pour son taux de criminalité de 45,1 crimes par 1000 résidents qui est supérieur de 22% au taux médian des 30 PDQ (37,0 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 538 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 12, soit 31% de moins que la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 12 au 23e rang. Par contre, son taux de crimes contre la personne (14,3 crimes par 1000 résidents) est plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (11,6 crimes). Le taux de voies de fait du PDQ 12 (9,3) est, lui aussi, plus élevé que la médiane (6,5), mais son taux de vols qualifiés (1,2) s'en approche davantage (1,0).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 12 (1 055) est moins élevé (de 27%) que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il occupe le 24e rang. Par contre, son taux de crimes contre la propriété (28 crimes) est le septième plus important du territoire. Les taux de vols simples (5e rang), d'introductions par effraction (7e rang) et de méfaits (5e rang) sont supérieurs à ceux de la majorité des PDQ. Par contre, le taux de vols de véhicules du PDQ 12 est moins élevé que la médiane et est l'un des plus faibles du territoire (28e rang).

PDQ 15

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	101		
Sous-total	**113**	**Sous-total**	**3**
Total : 116			

Secteurs desservis : Saint-Paul, Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Ville-Émard

Limites territoriales

Nord	Rue Saint-Antoine; rue Saint-Jacques; rue Saint-Rémi; rue Pullman
Sud	Canal de l'Aqueduc (boul. de La Vérendrye); Technoparc (autoroute Bonaventure exclue)
Est	Rue Guy; rue Ottawa; rue des Seigneurs; rue Saint-Patrick; rue Bridge
Ouest	Parc Angrignon; rue Irwin; rue Saint-Patrick; pont Monk; rue Notre-Dame; boul. Angrignon; limite de LaSalle (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 15 dessert une population d'environ 74 000 habitants sur une superficie de 12 km^2. La population a augmenté de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 15 compte 38 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (7 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 15 en 2021 (3 112 crimes) est plus élevé (25%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 8e rang. Il se situe au 10e rang pour son taux de criminalité de 42,1 crimes par 1000 résidents, ce qui est supérieur de 14% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 1 061 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 15, soit 36% de plus que la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 15 au 6e rang. Le taux de 14,4 crimes contre la personne par 1000 résidents est également plus élevé que celui de la majorité des PDQ, et place le PDQ 15 au 11e rang. Les taux de voies de fait (7,9) et de vols qualifiés (1,0) sont supérieurs ou similaires aux médianes des 30 PDQ (6,5 et 1,0 respectivement).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 15 (1 776) est plus élevé de 23% que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 11e rang. Par contre, son taux de crimes contre la propriété (24,0 crimes par 1000 résidents) s'approche davantage du taux médian (22,1 crimes) et il occupe le 10e rang. Les taux de vols simples (10), d'introductions par effraction (4) et de méfaits (3,6) du PDQ 15 sont plus élevés que ceux de la plupart des PDQ, tandis que ses taux de fraudes et de vols de véhicules-moteur sont parmi les moins élevés du territoire (24e et 21e rangs respectivement).

PDQ 16

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	64		
Sous-total	**71**	**Sous-total**	**2**
Total : 73			

Secteurs desservis : Île-des-Sœurs, Verdun

Limites territoriales

Nord	Canal de l'Aqueduc (boul. Champlain)
Sud	Fleuve Saint-Laurent (boul. LaSalle); île des Sœurs
Est	Rue May
Ouest	Rue Fayolle; limite de LaSalle (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 16 dessert une population d'environ 70 000 habitants sur une superficie de 9 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1,6 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 16 compte 35 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 2 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 16 en 2021 (2 397 crimes) est un peu moins élevé que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 17e rang. Il se situe au 20e rang pour son taux de criminalité de 34,1 crimes par 1000 résidents, qui est aussi inférieur au taux médian des 30 PDQ (37 crimes).

En 2021, 821 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 16, ce qui est comparable à la médiane (781 crimes) et le place au 12e rang. Le PDQ 16 affiche également un taux de crimes contre la personne (11,7 crimes par 1000 résidents) similaire à la médiane (11,6) ce qui le place au centre de la distribution (14e rang). Son taux de voies de fait (6,4) place le PDQ 16 au 17e rang, tandis que son taux de vols qualifiés (0,7) est moins élevé que celui de la plupart des PDQ (23e rang).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 16 (1 394 crimes) est inférieur de 3% à la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et, lorsqu'on tient compte de la population, son taux de crimes contre la propriété (19,8 crimes par 1000 résidents) est légèrement plus faible que la médiane du territoire (21e rang). Son taux de vols de véhicules moteurs (1,3) est parmi les moins élevés du territoire (29e rang). Ses taux de vols simples (9,3), de méfaits (2,1) et de fraudes (4,2) sont comparables à ceux de la plupart des PDQ, alors que celui des introductions par effraction (2,5) est légèrement plus élevé que la médiane.

PDQ 20

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	11		
Agent	83		
Sous-total	**96**	**Sous-total**	**2**
Total : 98			

Secteurs desservis : Centre-ville (Ville-Marie Ouest), parc du Mont-Royal

Limites territoriales

Nord	Ch. Camillien-Houde (parc du Mont-Royal)
Sud	Rue de la Commune
Est	Rue De Bleury
Ouest	Rue Guy

Portrait de la population

Le PDQ 20 dessert une population d'environ 41 000 habitants sur une superficie de 6 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de façon record de 36 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 20 compte 25 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Fait remarquable, il compte aussi près de 7 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (21 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 20 en 2021 (3 814 crimes) est 53% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 6e rang. Il se situe aussi au 2e rang pour son taux de criminalité de 93 crimes par 1000 résidents, qui est près de trois fois plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents). Ce taux de criminalité élevé est typique d'un quartier du centre-ville qui compte peu de résidents et une forte population « flottante », le taux étant calculé sur le nombre de résidents. Dans ce contexte, le nombre de crimes constitue une meilleure mesure que le taux pour rendre compte de la situation de la criminalité du PDQ 20.

En 2021, 982 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 20, ce qui le place au 9e rang. Les tentatives de meurtre sont significativement plus nombreuses dans le PDQ 20 que la médiane des 30 PDQ. Les agressions sexuelles, les vols qualifiés et les voies de fait y sont aussi plus nombreuses que dans la plupart des PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 20 (2 249 crimes) est le cinquième en importance sur territoire. Il est 56% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes). Le vol de véhicules moteur est moins élevé dans le PDQ 20 que dans la plupart des PDQ (24e rang). Le PDQ 20 est par ailleurs parmi les quartiers où on enregistre le plus de vols simples (4e rang), qui y sont deux fois plus nombreux que la médiane. Le nombre de méfaits y est le plus élevé du territoire (1er rang). Enfin, le nombre de cambriolages et de fraudes sont plus importants dans le PDQ 20 que dans la majorité des quartiers.

PDQ 21

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	105		
Sous-total	**117**	**Sous-total**	**3**
Total : 120			

Secteurs desservis : Centre-ville (Ville-Marie Est), Île Notre-Dame, Île Sainte-Hélène, Vieux-Montréal

Limites territoriales

Nord	Rue Sherbrooke
Sud	Fleuve Saint-Laurent (incluant l'île Notre-Dame et l'île Sainte-Hélène); av. Pierre-Dupuy
Est	Rue Saint-Timothée
Ouest	Rue De Bleury; rue McGill

Portrait de la population

Le PDQ 21 dessert une population d'environ 22 000 habitants sur une superficie de 4 km^2. Le nombre d'habitants a connu une très forte augmentation de 14 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 21 compte 13 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Fait remarquable, il compte aussi près de 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (19 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 21 en 2021 (4 605 crimes) est presque deux fois plus élevé que la médiane des 30 PDQ, ce qui le place au 2e rang. Il se situe au 1er rang pour son taux de criminalité de 207 crimes par 1000 résidents, qui est plus de cinq fois plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents). Ce taux de criminalité élevé est typique d'un quartier du centre-ville qui compte peu de résidents et une forte population «flottante», le taux étant calculé sur le nombre de résidents. Dans ce contexte, le nombre de crimes constitue une meilleure mesure que le taux pour rendre compte de la situation de la criminalité du PDQ 21.

En 2021, 1 202 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 21, ce qui le place au 5e rang. Les vols qualifiés (1er rang), les voies de fait (5e rang) et les agressions sexuelles (7e rang) sont plus nombreuses dans le PDQ 21 que les médianes des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 21 (2 333 crimes) est 62% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 3e rang à ce chapitre. Le nombre de vols simples (1 312) et d'introductions par effraction (246) du PDQ 21 sont supérieurs aux médianes des 30 PDQ. En revanche, les vols de véhicules à moteur et les fraudes y sont moins nombreux (respectivement 19e et 20e rangs).

PDQ 22

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	68		
Sous-total	**75**	**Sous-total**	**2**
Total : 77			

Secteur desservi : Centre-Sud

Limites territoriales

Nord	Rue Sherbrooke
Sud	Rue Notre-Dame; port de Montréal (une partie); fleuve Saint-Laurent
Est	Rue Lespérance; voie ferrée
Ouest	Rue Amherst

Portrait de la population

Le PDQ 22 dessert une population d'environ 34 000 habitants sur une superficie de 4 km^2. Le nombre d'habitants a nettement augmenté de 4% entre 2016 et 2021. Le PDQ 22 compte 19 000

logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (8 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 22 en 2021 (2 517 crimes) est comparable à la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 15e rang. Cependant, il se situe au 3e rang pour son taux de criminalité de 75 crimes par 1000 résidents, comparativement à un taux médian de 37 crimes pour les 30 PDQ. Le taux de criminalité du PDQ 22 est significativement supérieur à la médiane des PDQ.

En 2021, 745 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 22, ce qui est similaire à la médiane des 30 PDQ (781 crimes) et place le PDQ 22 au 19e rang. Le PDQ 22 affiche cependant un taux de crimes contre la personne (22 crimes par 1000 résidents) deux fois supérieur à la médiane de 12 par 1000 résidents et se situe au 3e rang. Les taux de voies de fait (12) et de vols qualifiés (2,4) y sont plus élevés que les taux médians de l'ensemble des PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 22 (1 511 crimes) est supérieur de 5% au taux médian des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 14e rang pour ces crimes. Il se situe cependant au 3e rang pour le taux de crimes contre la propriété. Les taux des vols simples, des introductions par effraction, des fraudes et des méfaits sont également parmi les plus élevés sur le territoire.

Section du métro

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent-détective	3		
Sergent	8		
Agent	73		
Sous-total	**86**	**Sous-total**	**2**
Total : 88			

Secteurs desservis : Lignes du réseau du métro de Montréal

Limites territoriales

Nord	Station Laurier
Sud	Station Jean-Drapeau
Est	Station Frontenac
Ouest	Station Lionel-Groulx

Depuis juin 2007, la Section du métro de Montréal assurait la sécurité dans les 64 stations du métropolitain qui desservent le territoire montréalais. En 2021, presque 15 ans après la création de la Section du métro, des changements ont été apportés afin d'optimiser les interventions policières. En effet, la Section du métro couvrait un territoire très vaste et les policiers se trouvaient parfois à devoir parcourir de longues distances pour intervenir dans certaines stations, ce qui pouvait poser des défis au niveau opérationnel. Afin d'optimiser la visibilité, le temps de réponse et la prise en charge des appels, le secteur central du réseau du métro de Montréal, soit 21 stations, demeure desservi par la Section du métro. Les PDQ 15, 26, 35 et 48 assurent la couverture de celles situées dans leur région respective.

Avec une moyenne quotidienne en semaine de plus de 900 000 usagers, le sentiment de sécurité est étroitement lié à la visibilité policière, notamment aux heures de grande affluence et lors d'événements spéciaux. En plus des usagers du réseau du transport en commun, le personnel policier est aussi appelé à interagir au quotidien avec les inspecteurs de la STM. Le personnel policier intervient, dans une large proportion, auprès de personnes en situation d'itinérance et des différents partenaires communautaires présents sur le terrain.

Les policiers qui patrouillent dans le métro effectuent leurs opérations dans le réseau intérieur de la Société de transport de Montréal (STM). Ils sont donc répartis depuis la bouche du métro (ou son entrée intérieure) jusqu'aux quais, en passant par les aires de circulation et les commerces intérieurs à certaines stations. Tous les ans, des millions d'usagers fréquentent le réseau du métro, lequel donne accès aux différents pôles d'intérêts économique et culturel de Montréal. Ce réseau abrite également nombre de commerçants pour qui la qualité de vie et la sécurité sont des facteurs importants.



Les policiers affectés à cette section sont présents dans les métros et dans les aires avoisinantes afin de veiller à la sécurité des usagers et des commerçants. Ils ont également pour mandat de réduire la fréquence des comportements inquiétants et des incivilités, et ce, afin d'assurer la quiétude de tous les citoyens. Les policiers s'assurent de faire respecter les lois et règlements en vigueur. Ils veillent, entre autres, à assurer la fluidité du réseau, notamment en contrecarrant les incivilités qui retardent les arrivées et les départs des rames de métro. Les policiers qui patrouillent dans le métro font le même travail que les policiers rattachés à un PDQ. Ils disposent donc de tous les services spécialisés, techniques et de soutien du SPVM pour faciliter leurs interventions sur le terrain.

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES SUD

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	3
		Agent de bureau	2
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**6**
Total : 7			

La Division des enquêtes criminelles Sud comprend trois sections, soit celle des enquêtes régionales, celle des enquêtes par projet ainsi que celle des enquêtes et du soutien organisationnel. Cette division a donc l'entière responsabilité, à l'intérieur des limites de son territoire, des enquêtes de 1er niveau. Les enquêteurs de ces sections participent à des projets conjoints sur des problématiques récurrentes qui ont des répercussions sur le territoire de Montréal. C'est le cas notamment de l'équipe mixte de vols de véhicules et leur participation dans les projets ARRET et la force corporative à l'interne. Elle est également responsable du module de détention Sud. Le module des enquêtes collisions fait aussi partie de cette division mais offre un service pour l'entièreté du territoire du SPVM.

Section des enquêtes régionales Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	5
Sergent-détective	59
Agent	1
Total : 66	

Les Sections des enquêtes régionales sont responsables des enquêtes sur les crimes commis contre la personne ainsi que contre la propriété, en plus d'assister la gendarmerie dans la gestion d'événements criminels.

Section des enquêtes par projet Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	1
Total : 2	

Les quatre divisions des enquêtes criminelles (Oust, Sud, Nord et Est) comprennent la section des enquêtes par projet qui est composée des quatre modules suivants :

- Stupéfiants
- EMAF
- Groupe projet
- Surveillance régionale

Cette structure a l'avantage d'accroître la cohérence à l'intérieur même du SPVM en offrant un service identique d'une division à l'autre.

Module Stupéfiants Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	3
Agent	8
Total : 11	

Les modules stupéfiants mettent en place des projets à court et à moyen terme axés principalement sur les drogues de rue.

Module ÉMAF Sud

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent-détective	6	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	1
Agent	2		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

L'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF), toutes régions confondues, travaille en complémentarité dans la réalisation d'opérations coordonnées en matière d'armes à feu. Elle vise à réduire les activités criminelles de groupes ciblés qui contribuent aux événements violents qui surviennent sur le territoire.

Module Groupe projet Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	6
Total : 7	

Les modules Groupe projet mènent des enquêtes d'envergure axées principalement sur les problèmes locaux de chacune de leur région respective. Ils peuvent travailler sur des concentrations propres à leur territoire, par exemple une série de vols qualifiés ou d'introductions par effraction dans les résidences.

Module de la surveillance régionale Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	1
Agent	8
Total : 9	

Les modules de la surveillance régionale offrent un service de surveillance organisée aux différentes équipes d'enquête de leur région respective.

Section des enquêtes et soutien organisationnel Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Total : 1	

La Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud comprend deux modules, soit la détention et les enquêtes collisions.

Module de la détention Sud

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Agent de bureau	1
Sergent	5		
Agent	48		
Sous-total	**54**	**Sous-total**	1
Total : 55			

Plusieurs services judiciaires sont offerts par les modules de la détention via leurs centres de détention. Ils accueillent le personnel et les prévenus, procèdent à l'écrou, à la fouille, mais également au bertillonnage le cas échéant autant pour les prévenus que pour les personnes en liberté. Les agents de soutien opérationnel agissent comme techniciens qualifiés en éthylomètre et peuvent donc administrer les tests d'alcoolémie. Ils assurent aussi le transport en fourgon cellulaire des personnes détenues vers les tribunaux ou vers un autre centre de détention. Ils font le contrôle de certains sujets en libération conditionnelle et veillent à l'exécution de certaines ordonnances de la Cour.

Depuis l'arrêt Reilly, la vidéocomparution a pris une place importante au sein des modules de détention puisqu'elle s'effectue directement à partir du centre de détention et qu'elle doit être réalisée dans le délai prescrit. Cette activité entraîne une charge de travail supplémentaire importante considérant le volume de prévenus reçus à chaque année.

Module des enquêtes collisions

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	4	Préposé à l'information policière de quartier	1
Agent	35		
Sous-total	**39**	**Sous-total**	**1**
Total : 40			

Le personnel du Module des enquêtes sur les collisions entreprend les démarches nécessaires pour élucider des accidents et des délits de fuite mortels ou avec blessés, des accidents majeurs ou ceux comportant un niveau élevé de médiatisation ou des collisions reliées aux poursuites automobiles impliquant le personnel du Service. À cet effet, il recueille les éléments de preuve lui permettant d'identifier les causes et les circonstances puis, au besoin, reconstitue la scène de la collision afin d'identifier les auteurs des collisions et de déterminer la possibilité ou non d'intenter des poursuites judiciaires devant les tribunaux.

SERVICE DE LA RÉGION NORD

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1		
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**1**
Total : 3			

Le Service de la région Nord est responsable de toutes les enquêtes de premier niveau ainsi que de l'ensemble des PDQ qui se situent à l'intérieur de son territoire. Cette structure a l'avantage de créer une forte synergie entre la gendarmerie et les enquêtes. Possédant tous les moyens, tant en enquête, qu'en gendarmerie, il devient ainsi facilitant de répondre aux différents problèmes de sécurité des populations desservies. À cette structure s'ajoutent les modules suivants :

- Détention Nord
- Brocanteur
- Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE)

DIVISION DE LA GENDARMERIE NORD

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Agent – Constable auxiliaire permanent	88
Total : 89	

PDQ 10

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	4		
Agent	46		
Sous-total	**52**	**Sous-total**	**2**
Total : 54			

Secteurs desservis : Bordeaux, Cartierville

Limites territoriales

Nord	Rivière-des-Prairies (boul. Gouin)
Sud	Boul. Henri-Bourassa; limite de Saint-Laurent (exclue)
Est	Rue Poincaré
Ouest	Boul. Pitfield (exclu)

Portrait de la population

Le PDQ 10 dessert une population d'environ 55 000 habitants sur une superficie de 10 km^2. La population s'est accrue de 1,3 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 10 compte 22 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 1 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 10 est l'un des quartiers où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 1659 infractions au Code criminel y ont été rapportées, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Cet écart de 33% place le PDQ 10 au 24e rang des 30 PDQ. Il se

situe au 24e rang pour son taux de criminalité de 30,3 par 1000 résidents, qui est 18% moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 527 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 10, ce qui le place au 24e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Il occupe également le 22e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 9,6 crimes.

Le nombre et le taux de crimes contre la propriété du PDQ 10 sont moins élevés que dans la plupart des PDQ (23e et 22e rangs respectivement). Les nombres et taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes du PDQ 10 sont tous inférieurs à ceux de la majorité des PDQ. Par contre, le taux de vols de véhicules y est plus élevé (11e rang).

PDQ 27

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10		
Agent	78		
Sous-total	**90**	**Sous-total**	**2**
Total : 92			

Secteur desservi : Ahuntsic

Limites territoriales

Nord	Rivière-des-Prairies (près du boul. Gouin)
Sud	Boul. Crémazie (à l'Est de Papineau, la limite Sud est rue Port-Royal (voie ferrée)
Est	Rue J.-J. Gagnier
Ouest	Rue Poincaré; voie ferrée (rue Meilleur)

Portrait de la population

Le PDQ 27 dessert une population d'environ 81 000 habitants sur une superficie de 13 km^2. Le nombre d'habitants a légèrement augmenté de 0,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 27 compte 38 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements). Deux ménages sur cinq (43 %) habitent leur logement actuel depuis moins de cinq ans.

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 27 en 2021 (2 770 crimes) est plus élevé (11%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 13e rang. Par contre, il se situe au 19e rang pour son taux de criminalité de 34,4 crimes par 1000 résidents, ce qui est inférieur de 7% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 805 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 27, soit un nombre un peu plus élevé que la médiane de 781 crimes, ce qui le place au 14e rang. Le taux de crimes contre la personne du PDQ 27 (10 crimes par 1000 résidents) est inférieur (de 14%) au taux médian des 30 PDQ (11,6 crimes), ce qui le place au 21e rang. Les taux de voies de fait (5,4) et de vols qualifiés (0,7) sont moins élevés que les taux médians des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 27 (1 797) est plus élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 10e rang. Il se classe au 6e rang pour le nombre de vols de véhicules moteur (331) et au 4e rang pour le nombre de fraudes (449), qui est près de deux fois supérieur au nombre médian (263). Par contre, son taux de crimes contre la propriété (22 crimes par 1000 résidents) correspond au taux médian (15e rang). Les taux de vols simples et de méfaits du PDQ 27 s'approchent des taux médians, tandis que son taux de fraudes et de vols de véhicules-moteur est plus élevé que la médiane des PDQ.

PDQ 30

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	60		
Sous-total	**67**	**Sous-total**	**3**
Total : 70			

Secteur desservi : Saint-Michel

Limites territoriales

Nord	Av. Charland; 57e Rue
Sud	Rue Bélanger (exclue)
Est	25e Avenue; 24e Avenue
Ouest	Rue D'Iberville (entre la rue Bélanger et le boul. Crémazie); av. Papineau (entre le boul. Crémazie et l'av. Charland)

Portrait de la population

Le PDQ 30 dessert une population d'environ 57 000 habitants sur une superficie de 9 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1,6 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 30 compte 24 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 1 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (5 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 30 en 2021 (2 286 crimes) s'approche de la médiane des 30 PDQ, ce qui le place au 18e rang. Il se situe au 14e rang pour son taux de criminalité de 40 crimes par 1000 résidents, ce qui est supérieur de 8% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 771 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 30, ce qui est similaire à la médiane des 30 PDQ (781 crimes). Le PDQ 30 occupe le 1er au chapitre du nombre de tentatives de meurtre (18) en 2021. En termes de taux des crimes contre la personne (13 crimes par 1000 résidents), le PDQ 30 occupe le 13e rang. Les taux de voies de fait (7,8) sont toutefois supérieurs aux médianes des 30 PDQ (6,5).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 30 (1 352) correspond au nombre médian pour les 30 PDQ et son taux pour ces crimes (23,6) est similaire au taux médian (22,1 crimes). Le taux d'introductions par effraction (1,7 par 1000 résidents) est 18% moins élevé que le taux médian (2,1). Par contre, les taux de méfaits et vols de véhicules-moteur sont supérieurs à ceux de la plupart des PDQ.

PDQ 31

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	2
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	104		
Sous-total	**116**	**Sous-total**	**4**
Total : 120			

Secteur desservi : Villeray, St-Michel, Parc-Extension

Limites territoriales

Nord	Boul. Crémazie
Sud	Voie ferrée au sud de la rue Beaumont (du boulevard L'Acadie à Avenue du Parc); Rue Jean-Talon (de la rue Marconi à l'av. Papineau); rue Bélanger (entre l'av. Papineau et la rue D'Iberville)
Est	Rue D'Iberville
Ouest	Boul. de l'Acadie (à la limite de Mont-Royal)

Portrait de la population

Le PDQ 31 dessert une population d'environ 88 000 habitants sur une superficie de 7 km^2. Le nombre d'habitants a très légèrement augmenté de 0,3 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 31 compte 43 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (7 % des logements).

Profil de criminalité

En 2021, 2 037 infractions au Code criminel ont été rapportées dans le PDQ 31, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Cet écart de 18% place le PDQ 31 au 20e rang. Il se situe au 18e rang pour son taux de criminalité de 34,7 par 1000 résidents, qui est 6% moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 645 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 31, ce qui le place au 21e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Il occupe le 19e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 11 crimes. Son taux de voies de fait (6,3) est 4% moins élevé que la médiane, tandis que son taux de vols qualifiés (0,9) s'en démarque un peu plus (13%).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 31 (1 260) est similaire au nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il occupe le 20e rang. Son taux de crimes contre la propriété de 21,5 par 1000 résidents le place au 17e rang. Les taux de vols simples (8,6) et d'introductions par effraction (2,1) du PDQ 31 sont similaires à la médiane des 30 PDQ. Son taux de fraudes (5,4) est toutefois supérieur à la médiane.

**** Les PDQ 31 et 33 ont été jumelés mais les profils (basés sur les données 2021) maintiennent la distinction présente cette année-là****

Le PDQ 33 est l'un de ceux où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 1 091 infractions au Code criminel y ont été rapportées comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Il se situe au 28e rang à ce chapitre. Cependant, il se situe au 15e rang pour son taux de criminalité de 37,5 par 1000 résidents, qui s'apparente à la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 432 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 33, ce qui le place au 28e rang. Les agressions sexuelles, les vols qualifiés et les voies de fait y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Il occupe cependant le 9e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 14,9 crimes. Ses taux de voies de fait (8,6) et de vols qualifiés (1,3) sont plus élevés que les taux médians des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 33 (592) est le deuxième moins élevé du territoire (28e rang). Il se classe notamment au dernier rang (30e) pour le nombre de fraudes, au 29e rang pour le nombre d'introductions par effraction et au 27e rang pour les vols simples. Son taux de crimes contre la propriété (20,4 crimes par 1000 résidents) est moins élevé que celui de la plupart des PDQ (médiane de 22,1), ce qui le place au 20e rang.

PDQ 35

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	59		
Sous-total	**66**	**Sous-total**	**2**
Total : 68			

Secteurs desservis : La Petite-Italie, La Petite-Patrie, Outremont

Limites territoriales

Nord	Rue Jean-Talon (de la voie ferrée à l'ouest de la rue Marconi jusqu'à l'av. Papineau); rue Bélanger (jusqu'à la rue D'Iberville exclue)
Sud	Voie ferrée (au sud de la rue des Carrières)
Est	Rue D'Iberville (exclue)
Ouest	Rue Durocher

Portrait de la population

Le PDQ 35 dessert une population d'environ 51 000 habitants sur une superficie de 5 km^2. Le nombre d'habitants a très légèrement diminué de 0,1 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 35 compte 28 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (7 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 35 en 2021 (2 103 crimes) est plus faible (-16%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 19e rang. Par contre, il se situe au 12e rang pour son taux de criminalité de 41 crimes par 1000 résidents, ce qui est supérieur de 12% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 576 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 35, soit 26% de moins que la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 35 au 22e rang. Le taux de crimes contre la personne du PDQ 35 (11,3 crimes par 1000 résidents) est un peu moins élevé (de 2%) que la médiane des PDQ (11,6 par 1000 résidents) et il se situe au 17e rang. Le taux de voies de fait (6,6) du PDQ 35 est comparable à la médiane, tandis que celui des vols qualifiés (1,1) est légèrement plus élevé que la plupart des PDQ (1,0).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 35 (1 273) est moins élevé de 12% que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 19e rang. Le nombre de vols de véhicules-moteur du PDQ 35 est 44% plus bas que la médiane des PDQ et il occupe le 22e rang pour ces crimes. À l'opposé, le nombre de fraudes est 17% plus élevé que la médiane des PDQ. Son taux de crimes contre la propriété (25,1 crimes par 1000 résidents) est plus élevé que le taux médian (22,1 crimes) et il occupe le 8e rang. Les taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes du PDQ 35 sont parmi les plus élevés du territoire.

PDQ 38

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	2
Sergent	11		
Agent	126		
Sous-total	**139**	**Sous-total**	**3**
Total : 142			

Secteur desservi : Le Plateau-Mont-Royal

Limites territoriales

Nord	Voie ferrée au sud du boul. Rosemont
Sud	Rue Sherbrooke
Est	Rue Montgomery
Ouest	Rue University (secteur sud) et rue Hutchison (secteur nord)

Portrait de la population

Le PDQ 38 dessert une population d'environ 106 000 habitants sur une superficie de 8 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1,7 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 38 compte 58 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 7 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (10 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 38 en 2021 (5 034 crimes) est plus de deux fois plus élevé (102%) que la médiane des 30 PDQ (2 495), ce qui le place au 1er rang. Il se situe au 5e rang pour son taux de criminalité de 47,6 crimes par 1000 résidents, soit un taux plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (37).

En 2021, 1 573 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 38, un nombre deux fois supérieur à la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 38 au 2e rang. Il se classe au 8e rang quant à son taux de crimes contre la personne (14,9 crimes par 1000 résidents) qui est 29% plus élevé que le taux médian de 11,6 crimes observé pour les 30 PDQ. Les taux de voies de fait (9,1) et de vols qualifiés (1,4) sont plus élevés que les taux médians.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 38 (3 079 crimes) est aussi beaucoup plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444) et il occupe le 1er rang. Son taux de crimes contre la propriété (29,1 crimes) est 32% plus élevé que la médiane (22,1 crimes) et il se place au 5e rang à ce chapitre. Les taux de vols simples, d'introductions par effraction et de méfaits sont parmi les plus élevés du territoire.

PDQ 44

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10		
Agent	74		
Sous-total	**86**	**Sous-total**	**2**
Total : 88			

Secteurs desservis : Rosemont

Limites territoriales

Nord	Rue Bélanger
Sud	Rue Sherbrooke
Est	Boul. Lacordaire
Ouest	Rue D'Iberville

Portrait de la population

Le PDQ 44 dessert une population d'environ 91 000 habitants sur une superficie de 10 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 2,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 44 compte 47 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 44 en 2021 (3 326 crimes) est 33% supérieur à la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 7e rang. Cependant, son taux de criminalité de 36,5 crimes par 1000 résidents est similaire au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents) et il se situe au 16e rang à ce chapitre.

En 2021, 1 033 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 44, ce qui le place au 8e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés sont plus nombreux dans le PDQ 44 que dans la plupart des PDQ. Le PDQ 44 affiche cependant un taux de crimes contre la personne (11,3 crimes par 1000 résidents) légèrement inférieur à la médiane des 30 PDQ (18e rang).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 44 (2 040 crimes) est 41% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes), ce qui le place au 6e rang. Il se situe au 5e rang des PDQ pour le nombre de vols simples et de fraudes et au 9e rang pour les vols de véhicules-moteur. Les écarts aux médianes s'amenuisent si on considère les taux par 1000 résidents plutôt que les nombres. Le taux de crimes contre la propriété du PDQ 44 est similaire au taux médian et il occupe le 14e rang à ce chapitre. Les taux d'introductions par effraction et de vols de véhicules se comparent aux taux médians. Le taux de fraudes est plus élevé que dans la majorité des quartiers (12e rang), tandis que le taux de vols simples est 13% supérieur au taux médian.

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES NORD

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	3
		Agent de bureau	1
		Commis de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**6**
Total : 7			

La Division des enquêtes criminelles Nord comprend trois sections, soit celle des enquêtes régionales, celle des enquêtes par projet ainsi que celle des enquêtes et du soutien organisationnel. Cette division a donc l'entière responsabilité, à l'intérieur des limites de son territoire, des enquêtes de 1er niveau. Les enquêteurs de ces sections participent à des projets conjoints sur des problématiques récurrentes qui ont des répercussions sur le territoire de Montréal. C'est le cas notamment de l'équipe mixte de vols de véhicules et leur participation dans les projets ARRET et la force corporative à l'interne. Elle est également responsable du module de détention Nord. Le module Brocanteur ainsi que l'équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE) font aussi partie de cette division mais offrent un service pour l'entièreté du territoire du SPVM.

Section des enquêtes régionales Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	5
Sergent-détective	59
Agent	1
Total : 66	

Les Sections des enquêtes régionales sont responsables des enquêtes sur les crimes commis contre la personne ainsi que contre la propriété, en plus d'assister la gendarmerie dans la gestion d'événements criminels.

Section des enquêtes par projet Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	1
Total : 2	

Les quatre divisions des enquêtes criminelles (Oust, Sud, Nord et Est) comprennent la section des enquêtes par projet qui est composée des quatre modules suivants :

- Stupéfiants
- EMAF
- Groupe projet
- Surveillance régionale

Cette structure a l'avantage d'accroître la cohérence à l'intérieur même du SPVM en offrant un service identique d'une division à l'autre.

Module Stupéfiants Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	7
Agent	4
Total : 11	

Les modules stupéfiants mettent en place des projets à court et à moyen terme axés principalement sur les drogues de rue.

Module ÉMAF Nord

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent-détective	6	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	1
Agent	2		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

L'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF), toutes régions confondues, travaille en complémentarité dans la réalisation d'opérations coordonnées en matière d'armes à feu. Elle vise à réduire les activités criminelles de groupes ciblés qui contribuent aux événements violents qui surviennent sur le territoire.

Module Groupe projet Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	6
Total : 7	

Les modules Groupe projet mènent des enquêtes d'envergure axées principalement sur les problèmes locaux de chacune de leur région respective. Ils peuvent travailler sur des concentrations propres à leur territoire, par exemple une série de vols qualifiés ou d'introductions par effraction dans les résidences.

Module de la surveillance régionale Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	1
Agent	8
Total : 9	

Les modules de la surveillance régionale offrent un service de surveillance organisée aux différentes équipes d'enquête de leur région respective.

Section des enquêtes et soutien organisationnel Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Total : 1	

La Section des enquêtes et du soutien organisationnel Nord comprend trois modules, soit la détention, Brocanteur et l'équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE).

Module de la détention Nord

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Agent de bureau	1
Sergent	5		
Agent	45		
Sous-total	**51**	**Sous-total**	1
Total : 52			

Plusieurs services judiciaires sont offerts par les sections de la détention via leurs centres de détention. Ils accueillent le personnel et les prévenus, procèdent à l'écrou, à la fouille, mais également au bertillonnage le cas échéant autant pour les prévenus que pour les personnes en liberté.

Module brocanteur

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Agent de bureau	1
Sergent-détective	3		
Agent	6		
Sous-total	**10**	**Sous-total**	**1**
Total : 11			

Le Module brocanteur encadre une activité commerciale particulière afin de protéger les citoyens lors d'achats dans les divers commerces de prêts sur gages ou d'articles d'occasion et de s'assurer du respect des lois et des règlements en vigueur. Le module assure aussi, à l'aide d'un partenariat avec le secteur privé, l'échange d'informations stratégiques entre les divers corps policiers et les gestionnaires de sécurité privée œuvrant dans le commerce de détail. Des analyses des transactions sont effectuées afin de déceler toute activité criminelle de recel et d'élucider certains crimes en reliant les objets volés aux lieux du crime. Cela permet d'identifier et de traduire les criminels devant la justice.

Module de l'Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE)

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	13
Total : 14	

L'Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE) a été mise en place en 2022 afin de traiter les dossiers relatifs aux disparitions, aux recherches de famille de personnes décédées et aux enlèvements (à l'exception de ceux sous la responsabilité de la Section des crimes majeurs), tout en arrimant les pratiques à celles du Guide d'enquête sur les disparitions et les enlèvements au Québec. Cette équipe travaille étroitement avec les unités de la gendarmerie ainsi qu'avec la Sûreté du Québec (SQ) puisque cette dernière assure la coordination provinciale des disparitions et des enlèvements au Québec.

L'EDRE permet notamment d'augmenter le nombre de personnes retrouvées qui sont portées disparues, d'augmenter les concordances entre les dossiers de personnes décédées non identifiées, de restes ou d'ossements et de ceux de disparitions et, finalement, d'obtenir des réponses au bénéfice d'un plus grand nombre de familles et leur offrir un suivi uniformisé et personnalisé.

SERVICE DE LA RÉGION EST

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Sergent	1		
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**1**
Total : 3			

Le Service de la région Est est responsable de toutes les enquêtes de premier niveau ainsi que de l'ensemble des PDQ qui se situent à l'intérieur de son territoire. Cette structure a l'avantage de créer une forte synergie entre la gendarmerie et les enquêtes. Possédant tous les moyens, tant en enquête, qu'en gendarmerie, il devient ainsi facilitant de répondre aux différents problèmes de sécurité des populations desservies. À cette structure s'ajoutent le module de la détention Est ainsi que celui des enquêtes de nuit.

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Agent – Constable auxiliaire permanent	58
Total : 59	

PDQ 23

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	72		
Sous-total	**79**	**Sous-total**	**2**
Total : 81			

Secteur desservi : Hochelaga-Maisonneuve

Limites territoriales

Nord	Rue Sherbrooke
Sud	Fleuve St-Laurent
Est	Voie ferrée (près de la rue Vimont)
Ouest	Voie ferrée (près de la rue Moreau)

Portrait de la population

Le PDQ 23 dessert une population d'environ 49 000 habitants sur une superficie de 6 km^2. La population a augmenté de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 23 compte 27 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 23 en 2021 (2 800 crimes) est plus élevé (12%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 11e rang. Il se situe au 4e rang pour son taux de criminalité de 57,8 crimes par 1000 résidents, comparativement à un taux médian de 37 crimes pour les 30 PDQ.

En 2021, 779 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 23, ce qui correspond à la médiane des 30 PDQ et le place au 16e rang. Le PDQ 23 affiche cependant un taux de crimes contre la personne (16,1 crimes par 1000 résidents) plus élevé que la médiane de 11,6 par 1000 résidents et se situe au 7e rang. Les taux de voies de fait (9) et de vols qualifiés (1,3) y sont plus élevés que les taux moyens de l'ensemble des PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 23 (1 735 crimes) est 20% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 12e rang pour ces crimes. Il se situe au 4e rang pour le taux de crimes contre la propriété. Le nombre d'introductions par effraction du PDQ 23 (320) est 108% plus élevé que la médiane (154), ce qui le place au 2e rang. Les écarts à la médiane sont moins importants pour les autres types de crimes contre la propriété. Par contre, les taux de vols simples (16), de méfaits (4,5) et de fraudes (5,2) par 1000 résidents y sont plus élevés que les taux moyens des 30 PDQ.

PDQ 39

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	94		
Sous-total	**106**	**Sous-total**	**3**
Total : 109			

Secteur desservi : Montréal-Nord

Limites territoriales

Nord	Boul. Gouin
Sud	Boul. Industriel
Est	Boul. Albert Hudon
Ouest	Rue Oscar

Portrait de la population

Le PDQ 39 dessert une population d'environ 88 000 habitants sur une superficie de 11 km^2. Le nombre d'habitants a fortement augmenté, de 5%, entre 2016 et 2021. Le PDQ 39 compte 36 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 2 000 logements vacants ou parfois occupés par visiteurs de passage (5 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 39 en 2021 (3 938 crimes) est plus élevé (58%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 4e rang. Le PDQ 39 se situe au 8e rang pour son taux de criminalité de 44,5 crimes par 1000 résidents, comparativement à un taux médian de 37 crimes pour les 30 PDQ.

En 2021, 1 616 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 39, ce qui le place au 1er rang. Les homicides, les tentatives de meurtre, les agressions sexuelles, les vols qualifiés et les voies de fait sont plus nombreux dans le PDQ 39 que la médiane des 30 PDQ. Le PDQ 39 affiche également un taux de crimes contre la personne (18,3 crimes par 1000 résidents) plus élevé que la médiane de 11,6 par 1000 résidents et se situe au 4e rang. Le taux de voies de fait (11,4) est presque deux fois plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (6,5).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 39 (1 933 crimes) est 34% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 7e rang pour ces crimes. Il se situe légèrement en dessous de la médiane pour le taux de crimes contre la propriété (16e rang). Le PDQ 39 a le 8e taux de vols de véhicules moteurs (4,3) en importance parmi les 30 PDQ. Il se distingue également des autres PDQ par son bas taux de fraudes (22e rang).

PDQ 42

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	63		
Sous-total	**70**	**Sous-total**	**3**
Total : 73			

Secteur desservi : Saint-Léonard

Limites territoriales

Nord	Rue J.-B.-Martineau; limite de Montréal-Nord (exclue)
Sud	Rue Paisley; rue Rina-Lasnier; rue Jean-Talon Est
Est	Rue du Champ-d'Eau; limite d'Anjou (exclue)
Ouest	25e Avenue et 24e Avenue (exclues)

Portrait de la population

Le PDQ 42 dessert une population d'environ 79 000 habitants sur une superficie de 14 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 42 compte 31 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 1 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (4 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 42 en 2021 (2 900 crimes) est plus élevé (16%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 10e rang. Par contre, il se situe au 17e rang pour son taux de criminalité de 36,5 crimes par 1000 résidents, ce qui est similaire au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 821 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 42, soit un nombre supérieur à la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 42 au 12e rang. Cependant, le taux de crimes contre la personne du PDQ 42 (10,3 crimes par 1000 résidents) est inférieur au taux médian des 30 PDQ (11,6 crimes), ce qui le place au 20e rang. Le taux de voies de fait (5,6) du PDQ 42 est inférieur à la médiane (20e rang) et celui de vols qualifiés (1,0) s'en approche.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 42 (1 903) est plus élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 8e rang. Il se classe au 3e rang pour le nombre de vols de véhicules-moteur (418), qui est presque deux fois supérieur au nombre médian (215). Son taux de crimes contre la propriété (23,9 crimes par 1000 résidents) est similaire au taux médian (22,1 crimes) et il occupe le 11e rang. Le taux de vols de véhicules-moteur du PDQ 42 (5,3) est également deux fois plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (2,8).

PDQ 45

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	4		
Agent	43		
Sous-total	**49**	**Sous-total**	**2**
Total : 51			

Secteur desservi : Rivière-des-Prairies

Limites territoriales

Nord	Rivière-des-Prairies (boul. Gouin)
Sud	Boul. Henri-Bourassa (limite des secteurs Pointe-aux-Trembles et Anjou)
Est	Autoroute 40 (exclue)
Ouest	Boul. Albert-Hudon; limite de Montréal-Nord (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 45 dessert une population d'environ 58 000 habitants sur une superficie de 23 km^2. Le nombre d'habitants a légèrement augmenté de 0,9% entre 2016 et 2021. Le PDQ 45 compte

22 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 600 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 45 est l'un des quartiers où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 1 525 infractions au Code criminel y ont été rapportées, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Cet écart de 39% place le PDQ 45 au 27e rang. Il se situe aussi au 27e rang pour son taux de criminalité de 26 crimes par 1000 résidents, qui est 29% moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 519 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 45, ce qui le place au 25e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Il occupe le 26e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence, avec 8,9 crimes par 1000 résidents. Le PDQ 45 arrive toutefois au 1er et 2e rang dans les volumes d'homicides et de tentatives de meurtres.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 45 (931) est 36% moins élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il occupe le 26e rang. Les introductions par effraction (28e rang), les vols simples (27e rang), de même que les méfaits (26e rang) y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Le taux de crimes contre la propriété du PDQ 45 (16 crimes par 1000 résidents) est l'un des moins élevé du territoire (26e rang). Ses taux d'introductions par effraction (1,2 crimes), de vols simples (4,5) et de méfaits (1,9) sont nettement moins élevés que les taux médians des 30 PDQ.

PDQ 46

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	40		
Sous-total	**47**	**Sous-total**	**2**
Total : 49			

Secteur desservi : Anjou

Limites territoriales

Nord	Boul. Henri-Bourassa (côté sud)
Sud	Av. des Closeries; av. Chénier; boul. Roi-René; av. de Chaumont
Est	Boul. du Golf; rue des Bâtisseurs; av. Jean-Desprez; av. Lionel-Daunais; av. Charles-Goulet
Ouest	Promenade des Riverains; av. des Ponts-de-Cé; av. des Jalesnes

Portrait de la population

Le PDQ 46 dessert une population d'environ 43 000 habitants sur une superficie de 14 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 46 compte 19 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 700 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 46 en 2021 (1 819 crimes) est moins élevé (-27%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 22e rang. Cependant, il se situe au 11e rang pour son taux de criminalité de 42,1 crimes par 1000 résidents, ce qui est plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 501 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 46, ce qui le place au 26e rang. Le PDQ 46 affiche un taux de crimes contre la personne (11,6 crimes par 1000 résidents) égal à la médiane et se situe au 15e rang. Le taux de voies de fait (5,8) du PDQ 46 est moins

élevé que celui de la plupart des PDQ (19e rang) et le taux de vols qualifiés (1,5) est le 5e plus élevé au SPVM.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 46 (1 257 crimes) est 13% moins élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 21e rang pour ces crimes. Les nombres d'introductions par effraction, de fraudes et de méfaits y sont moins élevés que dans la majorité des PDQ. Cependant, le taux de crimes contre la propriété du PDQ 46 (29,1 crimes par 1000 résidents) est 32% plus élevé que la médiane et il occupe le 6e rang à ce chapitre. Son taux de vols de véhicules (7,1 vols par 1000 résidents), notamment, est 154% plus élevé que le taux médian (2,8) et il occupe ainsi le 1er rang.

PDQ 48

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10		
Agent	87		
Sous-total	**99**	**Sous-total**	**2**
Total : 101			

Secteur desservi : Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve

Limites territoriales

Nord	Limites des arrondissements Saint-Léonard et Anjou
Sud	Fleuve Saint-Laurent
Est	Avenue Georges-V (exclue)
Ouest	Rue Lacordaire; boul. L'Assomption

Portrait de la population

Le PDQ 48 dessert une population d'environ 92 000 habitants sur une superficie de 19 km^2. Le nombre d'habitants a nettement augmenté de 4 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 48 compte 43 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (5 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 48 en 2021 (3 937 crimes) est 58% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 5e rang. Le PDQ 48 se situe au 9e rang pour son taux de criminalité de 42,8 crimes par 1000 résidents, comparativement à un taux médian de 37 crimes pour les 30 PDQ.

En 2021, le PDQ 48 a enregistré 1 335 crimes contre la personne, un nombre plus élevé que la médiane des PDQ et qui le place au 4e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés rapportés y sont plus nombreux que la médiane pour les 30 PDQ. Le PDQ 48 affiche également un taux de crimes contre la personne (14,5 crimes par 1000 résidents) plus élevé que la médiane de 11,6 par 1000 résidents et se situe au 10e rang.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 48 (2 269 crimes) est 57% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 4e rang pour ces crimes. Le PDQ 48 se situe au 6e rang pour les fraudes, les vols simples et les introductions par effraction et au 2e rang pour les vols de véhicules. En tenant compte de sa population, son taux de crimes contre la propriété (24,7 crimes par 1000 résidents) est également plus élevé que celui de la majorité des PDQ (9e rang).

PDQ 49

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	62		
Sous-total	**69**	**Sous-total**	**2**
Total : 71			

Secteurs desservis : Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles

Limites territoriales

Nord	Boul. Henri-Bourassa; autoroute Métropolitaine (exclue)
Sud	Fleuve Saint-Laurent; rue Notre-Dame Est
Est	Rivière-des-Prairies (boul. Gouin Est; 100e Avenue)
Ouest	Av. Georges-V

Portrait de la population

Le PDQ 49 dessert une population d'environ 54 000 habitants sur une superficie de 31 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 2,2% entre 2016 et 2021. Le PDQ 49 compte 24 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 700 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 49 en 2021 (2 472 crimes) est sensiblement équivalent (-1%) à la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 16e rang. Son taux de criminalité (45,6 crimes par 1000 résidents) est, par contre, supérieur de 23% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes). Il se situe au 6e rang à ce chapitre.

En 2021, 895 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 49, un nombre supérieur à la médiane des 30 PDQ (781 crimes) et qui place le PDQ 49 au 11e rang. Lorsqu'on tient compte de la population, son taux de crimes contre la personne (16,5 crimes par 1000 habitants) est supérieur au taux médian (11,6 crimes) et se situe au 5e rang. Les taux de voies de fait (6,5) et de vols qualifiés (1,3) du PDQ 49 s'apparentent aux taux médians des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 49 (1 277 crimes) est inférieur à la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 18e rang pour ces crimes. Le taux de crimes contre la propriété du PDQ 49 (23,5 crimes par 1000 résidents) est un peu plus élevé (7%) que la médiane des 30 PDQ (22,1 crimes).

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES EST

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	3
		Agent de bureau	2
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**6**
Total : 7			

La Division des enquêtes criminelles Est comprend trois sections, soit celle des enquêtes régionales, celle des enquêtes par projet ainsi que celle des enquêtes et du soutien organisationnel. Cette division a donc l'entière responsabilité, à l'intérieur des limites de son territoire, des enquêtes de 1er niveau. Les enquêteurs de ces sections participent à des projets conjoints sur des problématiques récurrentes qui ont des répercussions sur le territoire de

Montréal. C'est le cas notamment de l'équipe mixte de vols de véhicules et leur participation dans les projets ARRET et la force corporative à l'interne. Elle est également responsable du module de détention Est. Le module des enquêtes de nuit fait aussi partie de cette division mais offrent un service pour l'entièreté du territoire du SPVM.

Section des enquêtes régionales Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	5
Sergent-détective	59
Agent	1
Total : 66	

Les Sections des enquêtes criminelles régionales sont responsables des enquêtes sur les crimes commis contre la personne ainsi que contre la propriété, en plus d'assister la gendarmerie dans la gestion d'événements criminels.

Section des enquêtes par projet Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	1
Total : 2	

Les quatre divisions des enquêtes criminelles (Oust, Sud, Nord et Est) comprennent la section des enquêtes par projet qui est composée des quatre modules suivants :

- Stupéfiants
- EMAF
- Groupe projet
- Surveillance régionale

Cette structure a l'avantage d'accroître la cohérence à l'intérieur même du SPVM en offrant un service identique d'une division à l'autre.

Module Stupéfiants Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	3
Agent	8
Total : 11	

Les modules stupéfiants mettent en place des projets à court et à moyen terme axés principalement sur les drogues de rue.

Module ÉMAF Est

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent-détective	6	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	1
Agent	2		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

L'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF), toutes régions confondues, travaille en complémentarité dans la réalisation d'opérations coordonnées en matière d'armes à feu. Elle vise

à réduire les activités criminelles de groupes ciblés qui contribuent aux événements violents qui surviennent sur le territoire.

Module Groupe projet Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	6
Total : 7	

Les modules Groupe projet mènent des enquêtes d'envergure axées principalement sur les problèmes locaux de chacune de leur région respective. Ils peuvent travailler sur des concentrations propres à leur territoire, par exemple une série de vols qualifiés ou d'introductions par effraction dans les résidences.

Module de la surveillance régionale Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	1
Agent	8
Total : 9	

Les modules de la surveillance régionale offrent un service de surveillance organisée aux différentes équipes d'enquête de leur région respective.

Section des enquêtes et soutien organisationnel Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Total : 1	

La Section des enquêtes et du soutien organisationnel Est est composée de deux modules, soit celui de la détention et celui des enquêtes de nuit.

Module de la détention Est

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Agent de bureau	1
Sergent	5		
Agent	34		
Sous-total	**40**	**Sous-total**	1
Total : 41			

Plusieurs services judiciaires sont offerts par les sections de la détention via leurs centres de détention. Ils accueillent le personnel et les prévenus, procèdent à l'écrou, à la fouille, mais également au bertillonnage le cas échéant autant pour les prévenus que pour les personnes en liberté.

Module des enquêtes de nuit

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	4
Sergent-détective	23
Total : 27	

Le Module d'enquête de nuit est composé d'une équipe d'enquêteurs dédiée à la prise en charge des enquêtes pour l'ensemble des incidents qui surviennent sur le territoire du SPVM la nuit. Cette équipe soutient les unités d'enquêtes pour les urgences, les scènes de crime, les détenus et tout

autre dossier qui survient la nuit et qui requiert une attention immédiate avant qu'ils ne soient transférés aux unités concernées (niveau 2).

Les enquêteurs répondent aussi à une ligne d'urgence afin de bien orienter les patrouilleurs en enquête lors du quart de travail de nuit. Une intervenante du CAVAC travaille aussi dans leurs locaux et elle offre un service de première ligne aux victimes. Elle est disponible tant pour les enquêteurs que les patrouilleurs.

DIRECTION DES SERVICES SPÉCIALISÉS

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Directeur adjoint	1	Chef de section – Soutien général - Cadre	1
Inspecteur-chef	1	Secrétaire de direction	1
		Préposé au soutien administratif	2
		Agent de bureau	1
		Conseiller en planification	3
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**8**
Total : 10			

Cette direction assure un soutien opérationnel de 2ème niveau, et ce, tant à la gendarmerie qu'aux enquêtes. Cette direction contribue directement à la création de nouvelle synergie entre ces deux domaines d'affaires ainsi qu'à un meilleur arrimage entre ces sphères d'activités.

SERVICE DES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	2
Inspecteur	1		
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**2**
Total : 4			

Compte tenu de l'importance des enjeux de sécurité et de criminalité sur son territoire, le Service de police de la Ville de Montréal offre des services spécialisés en enquêtes qui sont regroupés au Service des enquêtes spécialisées (SES).

Tel que mentionné précédemment, une grande majorité des dossiers d'enquêtes est traitée par les divisions régionales des enquêtes criminelles (Sud, Ouest, Nord et Est). Il est toujours possible de transférer une enquête qui a débuté dans une division régionale vers une autre section du Service des enquêtes spécialisées, et ce, en prenant en considération le critère suivant :

- le délit ou l'enquête est relié à un dossier qui relève davantage du mandat d'une des sections du Service des enquêtes criminelles.

Des expertises dans certains domaines ont été développées pour assurer un service optimal auprès des populations et une efficacité au sein des enquêtes. Les sections spécialisées en enquête travaillent ainsi en étroite collaboration avec les unités de soutien du SPVM et une multitude de partenaires externes.

Section ACCES et produits de la criminalité

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	2
Lieutenant-détective	5	Préposé au soutien administratif	1
Sergent-détective	35	Conseiller en planification	1
Agent	54	Agent de bureau	3
Sous-total	**95**	**Sous-total**	**7**
Total : 102			

La Section ACCES et produits de la criminalité procède à des enquêtes pour priver les délinquants du profit de leurs crimes ainsi que des biens utilisés pour les commettre. La section a également pour mission de s'attaquer à l'économie souterraine qui résulte d'activités criminelles. Elle collabore avec plusieurs partenaires comme le ministère de la Sécurité publique (MSP), le Bureau de la Grande Criminalité et des Affaires Spéciales (BGCA), le Bureau de la lutte aux produits de la criminalité (BLPC), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), Revenu Québec et l'Agence de revenu du Québec ainsi que la Sûreté du Québec (SQ) et la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Quatre principales équipes composent cette section, soit ACCES Alcool, ACCES Tabac, ACCES Cannabis et UPC-ACCEF. Le premier volet est l'unité des produits de la criminalité (UPC-ACCEF) qui fait partie du programme ACCEF (Actions concertées contre les crimes économiques et financiers). Elle a pour objectifs de repérer, saisir et bloquer les profits illicites qui proviennent d'activités criminelles. L'unité adopte une vision élargie de la lutte aux activités illégales en ciblant les économies souterraines reliées au crime organisé, et par le fait même, combat l'évasion fiscale. L'unité s'attaque au phénomène du recyclage des produits de la criminalité en ciblant les individus et les organisations qui dissimulent la provenance de revenus acquis de manière illégale. Elle prend en charge des enquêtes qui impliquent des saisies monétaires importantes afin d'obtenir la confiscation de ces sommes d'argent devant les tribunaux. Elle conseille aussi l'ensemble des policiers sur les saisies monétaires, de biens de valeurs et de biens infractionnels dans le cadre de la commission d'infractions criminelles.

Le second volet regroupe les trois équipes qui effectuent la lutte à la contrebande de tabac, d'alcool, et de cannabis par l'intermédiaire du programme ACCES (Actions concertées pour contrer les économies souterraines). Les équipes ACCES Tabac/Alcool visent à protéger l'intégrité du système fiscal québécois en s'attaquant à l'importation, la fabrication et la distribution des produits de contrebande. Quant à ACCES Cannabis, elle intensifie la lutte à la contrebande en favorisant le transfert des consommateurs de cannabis vers l'offre légale tout en réduisant la part du marché de l'approvisionnement illégal. Elle permet d'augmenter la capacité de détection des infractions en matière de cannabis illicite et d'intervenir rapidement contre les réseaux locaux de vente au détail.

Section du crime organisé

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Agent de bureau	4
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**5**
Total : 6			

La Section du crime organisé regroupe les unités qui sont responsables des enquêtes sur des organisations criminelles qui contrôlent des territoires ou des quartiers, répondent à la demande de matières illicites et qui contribuent au financement des activités illégales. Le trafic d'armes à feu, le trafic et la production de stupéfiants, de tabac ou de cannabis, le prêt usuraire et divers crimes de violence ne sont qu'une infime partie des crimes commis par les organisations ciblées par cette section.

La Section du crime organisé collabore avec de multiples partenaires d'application de la loi et effectue la coordination des activités des différentes unités impliquées dans la lutte au crime organisé à tous les niveaux qu'elle chapeaute.

Les modules Éclipse et Moralité visent plus particulièrement les endroits licenciés ainsi que les individus criminalisés qui les fréquentent. L'augmentation du sentiment de sécurité des populations est au cœur de leur préoccupation.

Module de l'antigang

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	2
Sergent-détective	18
Agent	6
Total : 26	

Le module antigang effectue des projets d'enquête à long terme en matière de crime organisé ainsi que des enquêtes jugées sensibles. Il contribue également à la réalisation d'opérations qui visent à réduire les activités criminelles de groupes ciblés impliqués dans des événements violents qui surviennent sur le territoire.

Module ÉCLIPSE

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	6		
Agent	52		
Sous-total	**59**	**Sous-total**	1
Total : 60			

Depuis sa création en 2008, le mandat du groupe Éclipse a évolué afin de s'adapter aux nouvelles réalités. Ce module participe activement à la lutte à la criminalité sous toutes ses formes, en ciblant des individus actifs, recherchés ou qui créent de l'insécurité dans la population en étant visible dans les espaces publics et les établissements licenciés. Il travaille en étroite collaboration avec différentes sections d'enquête ainsi qu'avec les PDQ afin d'intervenir dans des secteurs ciblés en lien avec les événements qui surviennent sur le territoire. Ce module contribue ainsi à augmenter la visibilité policière sur l'ensemble du territoire montréalais en coordination avec les stratégies mises en place par les responsables d'unités du SPVM et leurs partenaires internes et externes.

En 2021, le Module Éclipse a été bonifié en termes d'effectifs ce qui lui permet de porter assistance aux unités d'enquête lors d'interventions planifiées ou auprès des PDQ lors d'événements ponctuels. Ce module joue un rôle important dans la lutte à la violence armée et contribue à la cueillette de renseignement ciblée sur le crime organisé, permet de contrer la criminalité de violence et de procéder à une cueillette de renseignement ciblée sur le crime organisé.

Module de la moralité

Ressources humaines	
Police	
Sergent-détective	2
Agent	13
Total : 15	

Le Module de la moralité couvre l'ensemble du territoire desservi par le SPVM dans la recherche et la poursuite des contrevenants de la *Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques*, les infractions liées aux mœurs ainsi qu'au jeu. Ce module travaille de concert avec la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) afin d'approuver l'octroi de permis et appliquer les décisions concernant les endroits licenciés. Il assure des opérations en matière d'infractions à connotations sexuelles, telles que l'obtention de services sexuels sur le domaine public (en regard des dispositions juridiques en vigueur), et en matière de paris et jeux illicites. Il collabore aussi à la réalisation de stratégies de prévention dont en lien avec la consommation sécuritaire d'alcool et des risques liés à l'intoxication involontaire.

Section des agressions sexuelles

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	5	Agent de bureau	1
Sergent-détective	37	Préposé aux renseignements policiers et à la surveillance policière	1
Sous-total	**43**	**Sous-total**	**3**
Total : 46			

La Section des agressions sexuelles concentre ses activités d'enquête sur les agressions sexuelles incluant les crimes sexuels en série perpétrés par un prédateur. Elle effectue les enquêtes relatives aux abus physiques et aux décès d'enfants (sauf homicide) sur le territoire de montréalais. Elle assure l'amélioration et le maintien des compétences des enquêteurs en matière d'entrevue d'enfants, de victimes et d'interrogatoire de suspects. Elle procède également à l'enregistrement des délinquants sexuels au registre national et en assure le suivi selon la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels.*

La Section des agressions sexuelles comprend le Module abus physiques et décès d'enfants, créé en 2021, qui prend charge toutes les enquêtes de cette nature lesquelles étaient auparavant traitées par les sections d'enquêtes régionales. Depuis l'automne 2022, elle comprend aussi l'Équipe de surveillance des délinquants sexuels.

Module abus physiques et décès d'enfants

Ressources humaines	
Police	
Sergent-détective	10
Total : 10	

Ce module prend en charge tous les cas de mauvais traitements ou de négligence, des signalements de la DPJ (Département de la protection de la jeunesse) où l'intégrité physique d'un enfant est menacé parce qu'il y aurait des abus physiques et/ou abandon; et des cas où un enfant, qui est sous la responsabilité d'un tiers, est sur le point de décéder suite à des blessures physiques ou de négligence. L'intégration de ce module au sein de la Section des agressions sexuelles permet d'assurer un traitement optimal des dossiers d'abus physiques, mais aussi d'assurer le partage des meilleures pratiques d'intervention et des ressources de soutien. Ce module offre aussi une disponibilité en tout temps.

Module de la surveillance des délinquants sexuels (SDS)

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Agent de recherche	1
Sergent-détective	8		
Agent	4		
Sous-total	13	**Sous-total**	1
Total : 14			

Cette équipe assure le suivi des prédateurs sexuels et le maintien du registre national des délinquants sexuels qui est une obligation des corps policiers par la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* (LERDS), et ce, pour toutes personnes condamnées pour une infraction à caractère sexuel qui habitent sur leur territoire. Plus précisément, cette équipe doit effectuer un suivi rigoureux en priorisant les dossiers et assurer un suivi des avis de non-conformité. Il y a plus de 2200 délinquants sexuels à contrôler annuellement, cela représente donc une charge de travail importante. L'ajout de ressources en 2022 visait à répondre aux besoins grandissants de cette équipe, mais aussi à augmenter les activités de prévention et de réalisation de projets auprès de la clientèle jeunesse afin de prévenir la violence sexuelle.

Section des crimes économiques

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	4	Agent de bureau	1
Sergent-détective	36		
Agent	2		
Sous-total	**43**	**Sous-total**	**2**
Total : 45			

La Section des crimes économiques élucide les crimes à caractère économique, tels que l'ensemble des fraudes d'ordre général ou financier, dont les fraudes et les vols à l'identité ainsi que toutes activités liées à la contrefaçon de documents, de pièces d'identité, de biens de luxe, de monnaie ou de tout autre bien. Cette section conseille aussi les unités internes et les partenaires en termes de prévention visant son créneau, en identifiant des stratagèmes actifs ou émergents en criminalité économique ainsi qu'en formulant des recommandations et des conseils de prévention. Elle participe aussi aux différentes coordinations avec les partenaires sur une base continue, par exemple, avec les services de police, l'Autorité des marchés financiers, l'Association des banquiers canadiens, etc. lorsqu'une coordination est nécessaire. Trois équipes composent la Section des crimes économiques soient :

- fraudes générales : les fraudes par carte de paiement, les vols d'identité, l'hameçonnage, les fraudes envers les grands-parents, les courriels frauduleux et autres arnaques;
- fraudes financières: les mandats d'inaptitude, les commissions secrètes, le détournement de fonds, Ponzi;
- Incendies criminels et explosifs.

Module des incendies criminels et explosifs

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	10
Total : 11	

Le Module des incendies criminels et explosifs a la responsabilité des incendies de nature criminelle, mortelle ou à risque élevé de décès, ceux désignés comme indéterminés par le Service d'incendie de Montréal ainsi que tout autre incendie que le SPVM estimerait nécessaire d'être pris en charge par les autorités policières. De plus, en raison de son expertise, cette unité traite les événements où une explosion s'est produite ou pour lesquels un engin explosif réel est identifié. Finalement, le module est responsable de la réponse enquête pour tout incident de type CBRNe (arme nucléaire, radiologique, biologique et chimique).

Section des crimes majeurs

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	4	Agent de bureau	3
Sergent-détective	32		
Sous-total	**37**	**Sous-total**	**4**
Total : 41			

La Section des crimes majeurs (SCM) a comme mandat de faire les enquêtes sur les crimes de meurtres et d'homicides non résolus (*cold case*), de tentatives ou complots de meurtre sur un policier, d'enlèvements avec demande de rançon ou d'un mineur dont la vie est en danger, de vols qualifiés et d'introductions par effraction perpétrés contre les institutions financières et de prise d'otages. Elle joue aussi un rôle essentiel lors de la gestion d'événements majeurs et spécifiques comme le déclenchement d'opération FILET, déclenchement d'Alerte AMBER et dans les enquêtes de décès multiples. De plus, cette section effectue des enquêtes à la demande du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), à la demande du coroner ainsi que lors de morts

suspectes. Elle offre aussi un service de négociateur et d'assistance dans certains dossiers d'abus d'enfants.

Section de l'exploitation sexuelle

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de recherche	2
Lieutenant-détective	3	Secrétaire d'unité administrative	1
Sergent-détective	27	Agent de bureau	1
Agent	3		
Sous-total	**34**	**Sous-total**	**4**
Total : 38			

La Section de l'exploitation sexuelle est composée de diverses équipes, soit le Proxénétisme (ES-PROX) et le programme Les Survivantes. Selon le mandat spécifique de chacune de ces équipes, ce sont principalement les événements ayant un lien avec l'exploitation sexuelle qui sont d'intérêt comme la pornographie juvénile, le leurre informatique et l'échange d'images intimes entre mineurs, la traite et l'exploitation d'êtres humains et le proxénétisme.

Cette section cherche à détecter des victimes d'exploitation sexuelle, en particulier des mineures, et à intervenir auprès de ceux qui les exploitent, ainsi qu'à repérer des activités de prostitution dans des endroits licenciés, de même que l'achat de services sexuels. Une partie importante des efforts de cette section est consacrée à lutter contre les proxénètes et les cyberprédateurs. Elle collabore aussi avec l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) qui est sous la gouverne de la SQ.

Le programme Les Survivantes permet d'apporter le soutien et l'accompagnement nécessaires aux victimes. Il s'agit d'un programme qui a fait ses preuves qui pose un filet de sécurité autour des victimes et dans lequel plusieurs ressources communautaires et de la santé publique sont mises à contribution afin de répondre aux besoins de chaque victime.

Section en violence conjugale

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de recherche	1
Lieutenant-détective	1		
Sergent-détective	5		
Agent	1		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

Le Module des enquêtes spécialisées en violence conjugale (MESVC) a été créé en 2021 à la suite de sommes octroyées par le ministère de la Sécurité publique. En 2023, le MESVC devient la Section de la violence conjugale (SVC) dont le principal mandat est d'encadrer les pratiques de prévention et d'enquête en matière de violence conjugale au sein du SPVM. L'équipe compte également sur le soutien d'un agent de liaison du Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Montréal.

Plus concrètement, la SVC permet :

- de mieux dispenser l'offre de services en privilégiant un accompagnement plus personnalisé aux victimes de violence conjugale;
- d'optimiser le référencement des agresseurs vers les ressources appropriées en renforçant, notamment, la collaboration avec les organismes du milieu et de la santé dans la prise en charge de cette clientèle;
- de consolider la structure en violence conjugale et intrafamiliale ainsi que sa communauté de pratiques existantes, au sein de laquelle un agent en violence conjugale et intrafamiliale agit à titre de personne-ressource dans chaque unité et centre d'enquêtes du Service.

Les différentes sections d'enquêtes criminelles régionales du SPVM continuent de traiter les dossiers de violence conjugale, mais ceux identifiés comme nécessitant des techniques d'enquêtes spécialisées ou un accompagnement plus personnalisé pour les victimes, en vertu de critères précis, sont pris en charge par la SVC.

SERVICE DE L'EXPERTISE EN ENQUÊTES CRIMINELLES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Inspecteur	1		
Sergent-détective	1		
Sous-total	**3**	**Sous-total**	**1**
Total : 4			

Ce service comporte six (6) sections qui offrent des services spécialisés à l'ensemble des directions et de manière plus importante, aux unités du Service des enquêtes spécialisées, soit :

- Technologies en enquête;
- Identification judiciaire;
- Surveillance;
- Service aux cours;
- Analyse et renseignement;
- Renseignement spécialisé.

Section des technologies en enquête

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	3	Technicien bureautique	2
Sergent-détective	11	Conseillère en analyse et contrôle de gestion	1
Agent	15	Technicien en analyse audio-vidéo	5
		Superviseur des services audiovisuels – cadre	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**30**	**Sous-total**	**11**
Total : 41			

La Section des technologies en enquête offre des services variés et en soutien aux unités d'enquête. D'abord, l'informatique judiciaire permet de rechercher et de prélever la preuve numérique en s'assurant que celle-ci soit admissible devant les tribunaux. Son domaine d'expertise vise l'extraction et l'analyse des données de tout dispositif informatique, notamment d'ordinateurs et d'appareils cellulaires. Quant à l'équipe de la gestion de la preuve, elle soutient les unités d'enquête dans la divulgation de la preuve en format électronique à la cour. Elle est particulièrement requise dans les dossiers d'enquêtes d'envergure, longues et complexes ou lorsqu'il y a de nombreuses techniques d'enquête utilisées produisant un volume élevé de documents et de données numériques. Finalement, la polygraphie sert à procéder aux examens polygraphiques ainsi qu'aux entrevues cognitives. Elle porte aussi assistance dans l'élaboration de plans d'entrevue et d'interrogatoire et à l'analyse de déclaration d'enquête (A.D.E.).

Le laboratoire d'expertise audiovidéo (LEA) et la vidéosurveillance sont responsables d'extraire la preuve audio et vidéo de sources résidentielles, commerciales, provenant de partenaires (OMHM, STM, 911) et même des caméras de sécurité urbaine. Ils s'assurent que la preuve audio et vidéo est compatible avec les équipements informatiques du SPVM et de la cour.

Section de l’identification judiciaire

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d’unité administrative	1
Lieutenant-détective	1	Photographe identification judiciaire	3
Sergent-détective	5	Dactyloscopiste	6
Sergent	2	Préposé à l’Information policière de quartier	5
Agent	43	Vérificateur compteur	1
		Mécanicien d’expertise	1
		Agent de bureau	2
		Préposé au soutien administratif	1
Sous-total	**52**	**Sous-total**	**20**
Total : 72			

La Section de l’identification judiciaire comprend plusieurs services tous en lien avec la manipulation des preuves. Elle effectue l’analyse et le traitement des scènes de crimes notamment avec la photographie judiciaire et la recherche et le prélèvement d’indices. Elle procède à l’analyse et au traitement des pièces à conviction à l’aide de différents procédés. Elle est responsable du Centre d’expertise des véhicules moteurs où il est possible d’effectuer des expertises mécaniques ainsi que l’authentification de véhicules afin de soutenir les enquêteurs dans toutes les tâches concernant un véhicule moteur. Elle assure aussi le contrôle de la qualité sur l’identification des criminels relevant du fichier national de la GRC et du Système intégré de la gestion de l’identification(AFIS) incluant le contrôle de qualité des fiches dactyloscopiques. Elle offre la production de portraits robots pour soutenir les enquêteurs dans l’identification de suspects. Finalement, la gestion des biens et effets est maintenant sous la responsabilité de cette section et regroupe les chambres aux effets, les voûtes des stupéfiants et d’argent, les possessions simples ainsi que le secteur du traitement des armes. Les agents aux biens et effets effectuent un travail de contrôle de qualité des effets déposés et voient au respect de la chaîne de possession et à l’entreposage des pièces à conviction. Ils assurent, au besoin, le transfert des effets pour expertise au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale et au Bureau des drogues de Santé Canada.

À noter que la Section identification judiciaire est sollicitée dans le cadre des enquêtes émanant du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI).

Section de la surveillance

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d’unité administrative	1
Lieutenant-détective	3	Préposé au soutien administratif	1
Sergent-détective	22	Préposé à l’information policière et surveillance électronique	10
Sergent	3	Préposé au renseignement policier et surveillance policière	2
Agent	78	Technicien en développement d’application en bureautique	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**107**	**Sous-total**	**16**
Total : 123			

La Section de la surveillance permet de soutenir l’ensemble des unités d’enquête dans l’atteinte de leurs objectifs en permettant le déploiement d’opérations clandestines, l’élaboration et l’installation d’outils technologiques de pointe. Elle regroupe plusieurs équipes dont la surveillance physique spécialisée, le module d’infiltration, le soutien technique ainsi que l’écoute électronique. Cette dernière se compose aussi de conseillers aux autorisations judiciaires qui assurent un soutien en matière de rédaction et d’exécution d’autorisations judiciaires, et ce, dans le respect des règles légales entourant la partie VI du Code criminel. Le module de protection de témoins fait maintenant partie de cette section.

La Section surveillance assure un suivi rigoureux de la formation continue pour les personnes effectuant la surveillance physique spécialisée par le biais du Module de formation et de contrôle de la qualité (MFCQ) et des agents d’amélioration continue et de contrôle de la qualité.

Cette section contribue grandement à de nombreuses enquêtes d'envergure au sein du SPVM, mais collabore aussi avec les équipes intégrées que ce soit par la surveillance, le recours à un agent d'infiltration ou par le soutien technique.

Section du service aux cours

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Responsable service aux cours – cadre	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**2**
Total : 3			

Les services offerts par la Section du service aux cours assurent le contrôle de la qualité et le suivi des dossiers d'accusation en matière criminelle et pénale qui sont soumis aux différentes cours de justice. Pour y arriver, la section est composée de quatre (4) modules, soit la liaison Cour du Québec, chambre jeunesse, la liaison Cour du Québec, chambre criminelle et pénale, la liaison Cour municipale de Montréal et les mandats. Elle agit comme intermédiaire entre les partenaires de justice et le SPVM afin de développer et d'assurer le respect des processus liés à l'administration de la justice. Elle procède également au suivi des dossiers concernant l'application de la Loi sur les boissons alcooliques et les appareils d'amusement et la Loi sur les permis d'alcool en partenariat avec la RACJ (Régie des alcools, des courses et des jeux).

Cette unité fait également le suivi des mandats de perquisition (Loi 86), le prélèvement d'acide désoxyribonucléique (ADN), le bertillonnage des détenus et des personnes en liberté et le suivi des comparutions/détentions à la Cour municipale de Montréal.

L'équipe agit en soutien aux opérations policières en ce qui a trait à l'inscription et le traitement de mandats d'arrestation, d'emprisonnement et ce, en collaboration avec l'ensemble des Cours du territoire desservi par le Service.

Module de la Liaison à la cour du Québec, chambre criminelle et pénale

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Agent de bureau principal	1
Sergent-détective	8	Agent de bureau	2
Sergent	1	Chargé de contrôle dossier poursuite	7
Agent	2	Commis de bureau	1
		Opérateur vidéo-clavier	1
		Préposé à l'Information policière de quartier	10
Sous-total	**12**	**Sous-total**	**22**
Total : 34			

Module de la Liaison à la cour municipale de Montréal

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Préposé à l'Information policière de quartier	5
Sergent	3	Chargé de contrôle dossier poursuite	6
Agent	24	Agent de bureau	2
Sous-total	**28**	**Sous-total**	**13**
Total : 41			

Module de la Liaison à la cour du Québec, chambre de la jeunesse

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Préposé à l'information policière de quartier	2
Agent	6	Agent de bureau	1
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**3**
Total : 10			

Module des mandats

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Préposé à l'information policière de quartier	6
Agent	6	Agent de bureau	2
		Commis de bureau	1
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**9**
Total : 16			

Section de l'analyse et du renseignement

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Secrétaire d'unité administrative	1
Agent de bureau	1
Total : 3	

Cette section est composée de cinq (5) modules (Ouest, Sud, Nord, Est et Renseignement criminel) qui ont comme mandat la création de produits qui soutiennent la prise de décision en matière d'actions policières, de réduction du crime et de prévention suivant une idéologie d'application de la loi axée sur le renseignement. Ainsi, cette section vise à obtenir une meilleure compréhension de l'environnement criminel qui lui permet par la suite de choisir les stratégies les plus efficaces pour intervenir.

Module de l'analyse et du renseignement (Sud, Ouest, Nord et Est)

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	4	Conseiller en planification	4
Sergent-détective	6	Agent de recherche	8
Agent	11		
Sous-total	**21**	**Sous-total**	**12**
Total : 33			

Les modules de l'analyse et du renseignement (Ouest, Sud, Nord et Est) établissent des liens sur les phénomènes criminels et affectant la sécurité de leur région, en vue de permettre, le plus efficacement possible, la priorisation et l'identification de solutions pour contrer les problématiques criminelles identifiées. Ils ont ainsi la responsabilité de dégager le portrait caractéristique de ces problématiques existantes ainsi que de comprendre les habitudes et les activités des individus criminalisés ou des groupes criminalisés pour orienter les enquêtes.

De plus, ces modules assurent la recherche et le contrôle des informations concernant les objets d'enquête ou les sujets criminalisés agissant sur le territoire du SPVM. Les personnes affectées à ces modules recueillent les renseignements pertinents aux enquêtes, les filtrent, les valident et les transmettent aux différentes unités, pour fin d'analyse et d'identification de stratégies qui favoriseront la prévention et la réduction de la criminalité existante sur l'ensemble du territoire.

Module du renseignement criminel

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	2	Conseiller en planification	3
Sergent-détective	8	Agent de recherche	13
Agent	15		
Sous-total	**25**	**Sous-total**	**16**
Total : 41			

Le Module du renseignement criminel offre à l'ensemble du SPVM une compréhension, une orientation et une analyse des tendances criminelles, des groupes criminalisés, des individus en termes de crime organisé et des phénomènes criminels afin de cibler, prioriser et intervenir auprès des menaces.

Ainsi, il évalue les menaces criminelles et du crime organisé sur le territoire en se basant sur l'analyse et sur le renseignement tactique, opérationnel ainsi que stratégique, et ce, de façon concertée et intégrée avec les partenaires. Il participe notamment au processus d'évaluation provinciale de la menace, de concert avec ses partenaires du milieu de l'application de la loi et plus particulièrement avec le Service de renseignement criminel du Québec (SRCQ). Des ressources y sont d'ailleurs prêtées afin d'assurer un partage de renseignement optimal.

Section du renseignement spécialisé

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Conseiller en planification	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**2**
Total : 3			

La Section des équipes en renseignement spécialisé, composée de quatre (4) modules, regroupe des équipes qui sont responsables de la cueillette et la gestion du renseignement spécialisé.

Module contrôle des informateurs

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	5
Agent	1
Total : 7	

Le Module du contrôle des informateurs soutient l'ensemble du personnel policier ou tout autre intervenant du système judiciaire face aux nombreux enjeux entourant la gestion d'un informateur dans un contexte de sécurité publique en tenant compte des considérations éthiques et des obligations légales. Il veille à la protection de l'identité des informateurs. Il assure également une vigie quant aux bris de sécurité ou aux méthodes de travail qui peuvent avoir une incidence sur le privilège de l'informateur ou sur sa sécurité, ainsi qu'à la sécurité légale des policiers impliqués dans la gestion de ceux-ci. Il assure également la mise à jour du partage des meilleures pratiques en la matière auprès des policiers.

Module cyberenquête

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Agent de recherche	1
Agent	9	Conseiller en planification	1
Sous-total	**10**	**Sous-total**	**2**
Total : 12			

Le Module cyberenquête possède une expertise en cybercriminalité, suit les tendances émergentes et complexes en la matière et diffuse auprès du personnel les connaissances nécessaires à la réalisation d'enquêtes touchant des infractions criminelles commises par la voie des technologies de l'information et de la communication. Les enquêteurs en cyberenquête agissent aussi à titre de témoin-expert en matière de cyberenquête et de médias sociaux.

Son rôle est ainsi de soutenir les enquêteurs des diverses unités d'enquêtes dans les dossiers impliquant l'Internet, les réseaux sociaux et les applications mobiles, notamment pour la cueillette, la préservation et la divulgation de la preuve Web. Il offre aussi de la cyberinfiltration pour des dossiers d'enquête tels du leurre et du proxénétisme. Ce module est disponible 24 heures sur 24 afin de répondre aux demandes impliquant un danger pour la vie ou la sécurité d'une personne.

Module de la liaison sécurité

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Conseiller en planification	1
Sergent-détective	4	Agent de recherche	3
Agent	4		
Sous-total	**9**	**Sous-total**	**4**
Total : 13			

Le Module de la liaison sécurité collecte le renseignement en lien avec des individus ou des groupes qui, par leurs actions, visent à perturber la paix, l'ordre et la sécurité publique ou qui sont susceptibles de commettre des actes criminels, à des fins terroristes ou à des fins de menace contre les institutions démocratiques en place. L'équipe assure un suivi quotidien de la situation concernant tout type de perturbation sociale à Montréal ainsi que des événements internationaux pouvant avoir un impact direct sur le territoire montréalais. Il produit des évaluations de la menace, des topos et des suivis dont le but est d'anticiper et de guider la direction du SPVM dans son intervention opérationnelle et dans ses enquêtes à ce sujet.

Module soutien

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Préposé aux renseignements policiers et à la surveillance policière	6
Agent	5	Agent de bureau	3
Sous-total	**6**	**Sous-total**	**9**
Total : 15			

Le Module du soutien comprend le service à la clientèle qui veille notamment aux vérifications quant à l'usage du renseignement au sein d'autorisations judiciaires, à l'obtention d'informations auprès de partenaires et à la répartition des informations reçues d'Info-Crime. Il effectue aussi les vérifications nécessaires pour les demandes de pardon provenant des citoyens. Il comprend également la gestion du Système automatisé de renseignements criminels (SARC) en effectuant le suivi des saisies de données des unités du SPVM, l'octroi d'accès ainsi que l'inscription pour la formation de nouveaux utilisateurs.

SERVICE DU SOUTIEN EN GENDARMERIE

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur-chef	1
Total : 1	

Le Service du soutien en gendarmerie exerce, dans son domaine d'expertise, un lien de coordination avec les divers partenaires externes et assure un rôle-conseil auprès de la direction du SPVM, et ce, grâce à ses quatre volets de responsabilité lui permettant de réaliser sa mission. Ces volets sont les suivants :

- Planification opérationnelle;
- Opérations spécialisées et tactiques;
- Centrale 911;
- Patrouilles spécialisées et sécurité routière.

DIVISION DE LA PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	2
		Agent de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**3**
Total : 4			

Section service d'ordre

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Commandant	1
Lieutenant	1
Lieutenant-détective	1
Sergent	5
Sergent-détective	1
Agent	2
Total : 11	

La Section du service d'ordre a pour mission de soutenir les PDQ et autres unités du SPVM dans la planification ainsi dans la gestion des événements d'envergure prévisibles ou imprévisibles.

Section antiterrorisme et mesures d'urgence

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Commandant	1
Lieutenant	1
Sergent-détective	1
Sergent	1
Agent	6
Total : 10	

La Section de l'antiterrorisme et des mesures d'urgence (SAMU) assume une position stratégique et de leader dans les événements liés à ses domaines d'activités d'affaires. Elle a pour mission de préparer l'organisation à faire face à des événements d'exception, offrir le support-conseil auprès des autres unités du Service et assurer la réponse et le commandement dans de telles situations. Elle voit à mobiliser l'ensemble du personnel policier dans les mandats antiterroriste et des mesures d'urgence; augmenter la vigilance individuelle et organisationnelle; moderniser l'offre de service en étant à la fine pointe des connaissances et des pratiques mondiales, et collaborer étroitement avec une multitude de partenaires afin de fournir un service de qualité aux citoyens montréalais.

De manière plus spécifique, elle élabore des stratégies de renforcement et des protocoles d'interventions multi organisationnelles, rédige des plans de réponse, offre diverses formations, participe à des exercices pour assurer l'interopérabilité et parfait ses connaissances avec ses partenaires.

Module CCTI

Ressources humaines	
Police	
Agent	10
Total : 10	

Les agents du Centre de commandement et de traitement de l'information (CCTI) agissent à titre de pivot en matière de suivi et d'information lors de situations qui nécessitent une certaine attention locale et organisationnelle. Pour ce faire, ils assurent le suivi des événements majeurs ou tout autre événement d'intérêt particulier afin d'en informer la direction et ce, 24 h/24.

DIVISION DES OPÉRATIONS SPÉCIALISÉES ET TACTIQUES

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Total : 1	

Section groupe tactique d'intervention

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	1		
Sergent-détective	4		
Sergent	2		
Agent	40		
Sous-total	**48**	**Sous-total**	**1**
Total : 49			

Les services de soutien offerts aux unités de réponses aux appels ou aux différentes sections d'enquêtes par le groupe tactique d'intervention (GTI) sont variés. Il s'agit d'interventions armées, planifiées ou non, de risques modérés et élevés, de tirs de précision longue distance, d'entrées forcées à l'aide d'explosifs ou de différentes techniques mécaniques, de la neutralisation d'explosifs, de la protection rapprochée de dignitaires ou témoin et de plongée sous-marine de recherche et récupération d'éléments de crime. Le GTI effectue également des interventions sur véhicule (Hi-Jack) ainsi qu'armées en hauteur (opération verticale) et en zone « arme nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique » (CBRNe).

Sections soutien et interventions spécialisées Sud-Ouest et Nord-Est

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	2	Secrétaire d'unité administrative	2
Sergent	20	Agent de bureau	1
Agent	160		
Sous-total	**182**	**Sous-total**	**3**
Total : 185			

Les membres du personnel offrent un soutien en tant que patrouilleurs réguliers, en répondant aux appels et en effectuant un travail de généraliste. Lorsque la situation l'exige, ces équipes mettent à la disposition du Service l'expertise qu'elles détiennent afin de contenir et gérer des foules, établir des périmètres de sécurité lors d'événements majeurs, effectuer des déplacements tactiques à haut risque, etc. Les policiers qui composent ces équipes s'avèrent être également des intervenants de première ligne lors de plans de mobilisation et ils sont impliqués dans la tenue de divers services d'ordre sur le territoire.

Module coordination, soutien et interventions spécialisées

Ressources humaines	
Police	
Sergent	6
Total : 6	

Sous la supervision directe de la Division des opérations spécialisées et tactiques, le Module de coordination, soutien et interventions spécialisées a pour mandat de s'assurer du maintien des compétences et de l'analyse des besoins en équipement et formation auprès de l'ensemble des groupes de soutien et interventions spécialisées.

Section Vigie du territoire

Ressources humaines	
Police	
Commandant de service	6
Total : 6	

Les chefs aux opérations s'assurent de la couverture opérationnelle et de la prise en charge des événements sur le territoire en dehors des heures ouvrables des officiers de direction. Ils

représentent également l'ensemble des cadres des unités aux mêmes périodes, agissent lorsque nécessaire et assurent les suivis auprès des personnes concernées.

DIVISION DE LA CENTRALE 911

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Chef de section – cadre	1
Sergent	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Superviseur CCU – cadre	10
		Chef d'équipe – Préposé aux communications d'urgence	10
		Préposé aux communications d'urgence	180
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**202**
Total : 204			

La Centrale 911 reçoit et traite annuellement plus de 1,4 million de demandes en provenance de citoyens montréalais, de policiers du SPVM et de partenaires. Cette division travaille en partenariat avec d'autres centres de répartition tels que ceux d'Urgences-santé et du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). Elle a pour mission de recevoir, d'analyser et de prioriser tous les appels urgents ou non destinés aux divers services d'urgence sur le territoire montréalais.

Si l'appel est destiné au SPVM, le personnel procède au traitement complet de celui-ci, incluant la répartition des ressources policières. S'il est destiné à un autre intervenant désigné comme tel, l'appelant est mis en communication avec ce dernier. Ce centre assure également la coordination des appels si plusieurs intervenants sont requis.

Cette division intègre le Module planification et modes opérationnels.

Module planification et modes opérationnels

Ressources humaines	
Civil	
Chef d'équipe – Préposé aux communications d'urgence	1
Chef de relève – Centrale 911 - cadre	1
Superviseur CCU – cadre	2
Agent de bureau	2
Total : 6	

DIVISION DES PATROUILLES SPÉCIALISÉES ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Total : 1	

Section inspection du remorquage

Ressources humaines			
Police		Civil	
Agent	2	Chef de section – cadre	1
		Inspecteur taxi et remorquage	4
		Préposé au soutien administratif	1
		Analyste juridique	1
		Agent de bureau	3
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**10**
Total : 12			

La Section de l'inspection du remorquage encadre les activités liées au remorquage par l'application du règlement sur le remorquage sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Ainsi le personnel de cette unité s'assure que les entreprises détiennent un permis d'exploitation et une

vignette d'identification pour chaque véhicule leur appartenant et que les opérateurs possèdent les permis appropriés.

Pour bien encadrer les activités de remorquage, cette section procède à des inspections sur route, à la réception de plaintes ainsi qu'à des enquêtes liées aux plaintes et activités de remorquage. Elle collabore de façon étroite avec l'ensemble des unités du SPVM et plus spécifiquement les PDQ.

Cette section encadre également la performance des entreprises de remorquage qui sont en lien d'affaire avec le SPVM, soit : le respect des clauses assorties aux contrats, les délais d'intervention, la capacité des fourrières, les heures d'ouverture, le service à la clientèle et l'engagement auprès du SPVM. Elle assure également un lien étroit avec la Section du crime organisé et le Bureau de l'inspecteur général.

Cette section chapeaute le service administratif de la gestion des alarmes (SAGA). Ce système coordonne la facturation des services reliés à la réponse aux appels d'alarme non fondés.

Module vérification des antécédents

Ressources humaines			
Police		Civil	
Agent	7	Préposé au soutien administratif	1
		Préposé à l'information policière	4
		Agent de bureau	7
		Secrétaire d'unité administrative	1
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**13**
Total : 20			

Ce module a pour rôle de traiter les demandes de vérification des antécédents judiciaires des personnes qui travaillent auprès des clientèles vulnérables (enfants, aînés, personne souffrant d'une déficience, etc.) sur le territoire de la Ville de Montréal, tout en respectant leur droit à la vie privée.

Section sécurité routière

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Opérateur vidéo-clavier	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**3**
Total : 5			

La Section de la sécurité routière comprend les cinq modules suivants : Conseil, Radar photo, Évaluation de drogues, Cadets et Coordination.

Cette section a pour mission de promouvoir la qualité de vie des citoyens en se préoccupant activement des problèmes de circulation, en augmentant le sentiment de sécurité des usagers de la route ainsi qu'en développant des moyens pour améliorer le bilan routier sur le territoire de l'île de Montréal. Pour ce faire, elle met en commun les compétences du personnel de chacun de ses modules afin de privilégier une approche fondée sur trois axes d'intervention, soit l'éducation, l'aménagement du réseau et l'application de la réglementation. Dans cette optique, cette unité s'associe à divers organismes et institutions, afin de faire de la sécurité routière un enjeu collectif.

En tant qu'unité de soutien spécialisée et corporative, elle fournit à l'ensemble du Service une expertise reconnue en matière de contrôle de la circulation, d'activités en rapport avec le remorquage et d'évaluation de la capacité affaiblie par les drogues. De plus, elle contribue à optimiser les connaissances et le développement professionnel du personnel policier en matière de sécurité routière.

Cette section chapeaute également le volet Radar-Photo qui est responsable de coordonner l'utilisation des appareils de contrôle automatisé mobiles (camions et remorques) aux endroits établis entre la Ville, le SPVM et le ministère des Transports et de la mobilité durable du Québec (MTQ). Les lieux désignés l'ont été pour augmenter la sécurité des usagers aux intersections où un nombre élevé de collisions a été remarqué et que l'intervention policière traditionnelle s'avère difficile ou impossible. Il doit également collaborer avec les divers partenaires dans la mise en

place de moyens pour améliorer le déroulement du module Radar-Photo. Il doit s'assurer de respecter les termes contractuels établis avec le MTQ et soutenir le Centre de traitement de la preuve lors de la rédaction des infractions.

Enfin, la Section de la sécurité routière conseille la direction du Service dans la définition des orientations stratégiques et agit à titre de porte-parole en matière de sécurité routière et auprès des différents médias et des diverses tribunes.

Module conseil

Ressources humaines	
Police	
Sergent-détective	1
Sergent	1
Agent	5
Total : 7	

Le personnel du Module de conseil organise les activités nécessaires à la réalisation de programmes et projets corporatifs de prévention et de répression en matière de sécurité routière et de circulation sur le territoire de la Ville de Montréal. Il assure une vigie dans le domaine tant du point de vue des lois et règlements, des nouveaux véhicules ou équipements utilisés sur le réseau routier qu'en ce qui concerne les bonnes pratiques en termes de prévention, d'éducation et de répression. Il met tout en œuvre pour procéder à l'analyse des problématiques reliées à la sécurité routière et à la circulation. Il identifie des solutions pertinentes et recommande, conséquemment, les moyens nécessaires pour favoriser le sentiment de sécurité des citoyens et améliorer le bilan routier. Il offre également un soutien adéquat aux PDQ en matière de résolutions de problèmes, d'application des lois ou de règlements, de la réalisation des programmes préventifs et corporatifs, et ce, en vue de traiter les problématiques de cette nature.

Module radar photo

L'objectif principal lié à l'utilisation des radars photo est d'améliorer la sécurité des usagers de la route et, par le fait même, le bilan routier. Cette technologie vise à changer le comportement des conducteurs afin de réduire le nombre d'accidents et de victimes de la route. Cela se traduit concrètement par l'évitement de drames humains et la réduction des coûts sociaux, et ce, au bénéfice de toute la collectivité. Deux remorques et deux camions radars photo sont utilisés dans différentes zones de la ville. Au préalable, des analyses sont menées afin de positionner l'équipement. Les radars photo sont placés dans les zones présentant de nombreux accidents, de la vitesse enregistrées ou des zones montrant de potentiels dangers pour les citoyens (zones scolaires, parcs, etc.). Lorsqu'une infraction est détectée, les informations de la plaque du véhicule sont envoyées au Centre de traitement de la preuve de la Sureté du Québec afin qu'une contravention soit émise.

Module évaluation de drogues

Ressources humaines	
Police	
Sergent	1
Agent	10
Total : 11	

Le Module de l'évaluation de drogues est constitué d'experts en la matière. Ces derniers procèdent à l'évaluation de drogues, comme prévu au *Règlement sur l'évaluation des facultés de conduite* afin de déterminer si la capacité de conduire du contrevenant est affaiblie par la drogue ou par une combinaison d'alcool et de drogues. De plus, ils assistent les patrouilleurs lors de leurs interventions liées à une capacité de conduite affaiblie (drogue ou alcool). Ils supportent ces derniers lors des épreuves de coordination des mouvements, puis ils guident et conseillent les patrouilleurs dans la détection des signes et symptômes reliés à la présence de drogues dans l'organisme.

Module cadets

La fonction principale des cadets en circulation est d'assurer la sécurité des citoyens et la fluidité des véhicules autour des chantiers de la Ville de Montréal. Un coordonnateur policier gère l'ensemble des demandes et répartit les effectifs selon les demandes de la Ville. Une analyse de

la complexité des chantiers et des besoins en cadets y est faite. Une formation en signalisation permet aux cadets d'assurer une circulation sécuritaire autour des chantiers. Les cadets étant souvent des étudiants, leur nombre varie selon les saisons.

Module Coordination

Ressources humaines	
Police	
Sergent	5
Agent	2
Total : 7	

Le Module de la coordination est constitué d'experts de contenu en matière de circulation. Les coordonnateurs travaillent en collaboration avec plusieurs partenaires pour trouver des mesures de mitigations qui pourront améliorer la fluidité de la circulation tout en assurant la sécurité des usagers de la route. C'est ainsi qu'ils représentent le Service sur différents comités, qu'ils se déplacent sur les événements majeurs pour prendre en charge la gestion de la circulation, qu'ils analysent la signalisation aux abords des chantiers routiers et en vérifient la conformité et qu'ils rédigent les plans d'urgence de circulation pour les endroits névralgiques du réseau montréalais. Ils assurent la gestion et le déploiement des cadets circulation sur les multiples chantiers de la Ville de Montréal. De plus, ils coordonnent la présence policière sur les chantiers lors des demandes de commercialisation par le service affaires.

Section des patrouilles spécialisées

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	2	Agent de bureau	1
Sous-total	**3**	**Sous-total**	**2**
Total : 5			

La Section des patrouilles spécialisées est composée de différents modules lui permettant de pallier toutes situations, par l'entremise de différents modes de patrouilles dits spécialisés. Elle coordonne les interventions des modules suivants : Escouade canine, Cavalerie, Nautique et Motard.

Module motard

Ressources humaines	
Police	
Sergent	4
Agent	32
Total : 36	

Le Module motard veille au respect des règles de sécurité routière et à la gestion de la circulation afin d'en assurer la fluidité.

Il participe également aux différents services d'ordre dirigé par la Division de la planification opérationnelle ainsi qu'aux demandes de services des diverses unités en rapport avec les problèmes de circulation.

Module cavalerie

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent	1	Palefrenier	4
Agent	12		
Sous-total	**13**	**Sous-total**	**4**
Total : 17			

Le Module de la cavalerie, par l'intermédiaire de patrouilles spécialisées à cheval, assure la sécurité publique sur le Mont-Royal, assiste les PDQ quant à la prévention et la répression du crime selon des besoins opérationnels ponctuels, et représente le SPVM lors de défilés et fêtes populaires.

Module nautique

Ressources humaines	
Police	
Sergent	1
Agent	11
Total : 12	

Le Module nautique veille à la sécurité publique et à l'application des lois sur les plans d'eau qui ceinturent l'île de Montréal, soutient les unités du SPVM par des patrouilles spécialisées en bateau dans le cadre de services d'ordre ou de besoins opérationnels ponctuels ainsi que la Garde côtière dans son mandat de sauvetage.

En hiver, ce module effectue une patrouille hebdomadaire sur des plans d'eau et agit, de plus, en tant qu'unité supplémentaire pour l'application du *Code de sécurité routière*.

Module escouade canine

Ressources humaines	
Police	
Sergent	1
Agent	15
Total : 16	

L'Escouade canine travaille auprès des PDQ, des enquêtes et des unités spécialisées qui œuvrent sur l'ensemble du territoire du SPVM. Les équipes cynophiles appliquent les lois et règlements lors de leurs patrouilles et interviennent selon leurs différentes spécialités : détection de stupéfiants et d'explosifs, recherche de personnes et d'objets et/ou protection du personnel policier lors d'événements d'envergure.

DIRECTION DES SERVICES ORGANISATIONNELS

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Directeur adjoint	1	Secrétaire de direction	1
Inspecteur-chef	1	Chef de section - administratif	1
		Conseiller	1
		Conseiller en planification	2
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**5**
Total : 7			

La Direction des services organisationnels (DSO) a pour mission de soutenir l'organisation en matière de ressources matérielles, technologiques et informationnelles. Elle assure également la probité du SPVM afin que son personnel et ses processus respectent les valeurs organisationnelles, les règles et les normes en vigueur. Elle est ainsi la gardienne des valeurs et des pratiques policières du SPVM. Elle assure également la gestion de la formation aux policiers et celles aux employés civils dont le travail est intimement lié aux opérations policières. Elle développe des outils et des procédures dans le but d'améliorer la prestation de service sur le terrain. Elle regroupe des unités dont les actions sont essentielles pour le bon déroulement des activités opérationnelles.

Les unités suivantes relèvent directement de la Direction des services organisationnels :

- Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles;
- Service de la formation et des relations professionnelles;
- Service de l'intégrité.

SERVICE DES RESSOURCES MATÉRIELLES, TECHNOLOGIQUES ET INFORMATIONNELLES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Chef de service	1
		Conseiller en planification	1
		Secrétaire d'unité administrative	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**3**
Total : 4			

Le Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles (SRMTI) appuie les unités du SPVM dans la réalisation de leur mission, et ce, grâce à ses trois divisions : Information policière, Ressources et de l'innovation technologiques et Ressources matérielles.

DIVISION DE L'INFORMATION POLICIÈRE

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Chef de division - cadre	1
		Conseiller en planification	3
		Agent de recherche	1
		Secrétaire d'unité administrative	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**7**
Total : 8			

Cette division comprend cinq sections, soit celles du Soutien aux rapports d'événements, des Rapports du citoyen, de la Centrale d'information policière, de la Qualité des données policières et de l'Accès à l'information et archives. Elle a pour mission de soutenir l'ensemble des unités du service et différents partenaires dans l'exécution de leur travail dans les domaines d'affaires suivants :

- rédaction de rapports des citoyens par téléphone et en ligne (Internet);
- rédaction des rapports d'événements par les policiers;
- saisie de données – assurance qualité des données;
- enquêtes au CRPQ par l'entremise de la centrale d'information;
- Archivage et demandes d'accès à l'information.

Section du soutien aux rapports d'événement

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Responsable de relève – cadre	2
Préposé à l'information policière de quartier	21
Total : 24	

La Section du soutien aux rapports d'événement assure le soutien à l'ensemble des policiers et des PIPDQ à la réalisation de rapports d'événements. Elle veille à ce que la qualité des données policières saisies dans les différents systèmes du SPVM convienne aux règles d'affaires et aux critères de qualité interne tout en s'assurant que les critères de conformité des instances légales externes tels que ceux du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) soient respectés.

Section rapports du citoyen

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent	1	Chef de section – cadre	1
Agent	4	Préposé à l'information policière de quartier	9
Sous-total	**5**	**Sous-total**	**10**
Total : 15			

Cette section offre aux citoyens la possibilité de transmettre ou rédiger les rapports d'événement par téléphone, ainsi qu'en ligne, via Internet, réduisant ainsi les déplacements des citoyens et des policiers. Ce service n'est offert que pour certains types de crimes, notamment lorsqu'il n'y a pas de suspect ou d'indice sur les lieux.

Section centrale d'information policière

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Préposé à l'information policière	37
Responsable de relève – cadre	5
Agent de vérification des données policières	2
Agent de bureau	1
Total : 46	

La Section centrale d'information policière œuvre 24 h/24, 7 j/7. Elle offre un soutien aux opérations du SPVM. Les préposés à l'information policière procèdent à diverses mises à jour en direct sur des personnes, des véhicules, des objets et des valeurs, en plus d'effectuer des recherches d'informations dans divers systèmes d'informations policières tels que : Montréal – inscription et recherche de l'information sur la sécurité (M-IRIS), CRPQ, CIPC, SARC, système d'émission des constats informatisés (SECI), système de gestion des dossiers administratifs correctionnels (DACOR), registre canadien des armes à feu en direct (RCAFED), plumitifs des différentes cours, etc.

Cette section a aussi la responsabilité de confirmer et d'exécuter les mandats du SPVM auprès de tout demandeur. C'est aussi cette unité qui saisit au CIPC les différentes promesses pour des comparutions futures remises aux agents du SPVM; elle est aussi responsable pour le SPVM de la commutation de messages via le CIPC avec les différents corps policiers du pays et des États-Unis.

Section qualité des données policières

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Analyste de l'intégrité des données policières	5
Préposé à l'information policière de quartier	4
Agent de vérification des données policières	11
Responsable de relève – cadre	1
Total : 22	

Cette section a pour mission d'assurer une qualité optimale des données inscrites dans les différents systèmes d'information policière pour le SPVM, et ce, dans le respect des normes, politiques et des procédures, et aussi au regard des critères de qualité interne et des critères établis par des organismes externes.

Cette unité est également responsable de produire les rapports statistiques officiels relatifs à l'information policière ainsi que le bilan annuel de la criminalité sur le territoire du SPVM.

Section de l’accès à l’information et archives

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Chef de section – cadre	1
		Analyste juridique	4
		Analyste en gestion de document et archives	1
		Technicien juridique principal	1
		Technicien en gestion de documents et archives	1
		Secrétaire d’unité administrative	1
		Agent de bureau	7
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**16**
Total : 17			

La Section de l’accès à l’information et des archives a pour mission de gérer l’ensemble des documents du SPVM, inhérents aux opérations policières ou administratives, à tous les stades de leur vie (actifs, semi-actifs et inactifs) sous toutes leurs formes (papier, électronique, magnétique, microfilm et autres), en conformité avec la législation à ce sujet.

De plus, la section assume également la responsabilité de répondre, dans le délai prescrit par la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, à toute demande d’accès à l’information qui lui est soumise.

DIVISION DES RESSOURCES ET DE L’INNOVATION TECHNOLOGIQUES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Sergent	1	Chef de division – cadre	1
		Conseiller en planification	1
		Préposé au soutien administratif	1
		Secrétaire d’unité administrative	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**4**
Total : 5			

La Division des ressources et de l’innovation technologiques comprend la Section des projets technologiques, la Section Exploitation des équipements technologiques et la Section Évolution M-IRIS. Cette division assure la liaison avec le Service des technologies de l’information (STI).

Section projets technologiques

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Conseiller en analyse et contrôle de gestion	3
Conseiller en planification	3
Total : 7	

La Section des projets technologiques voit à la planification, l’organisation et la coordination des projets de développement organisationnel menés par plusieurs équipes de travail multidisciplinaires (appelées équipes de projet). Les projets technologiques confiés à la Division sont névralgiques pour l’organisation, complexes et d’envergure. Leur portée est telle, qu’elle a des incidences directes sur les volets opérationnels et administratifs d’autres unités, ce qui implique une importante gestion des transformations. Ainsi, la section assure une gouvernance centralisée de ses grands projets de développement corporatifs et, par le fait même, développe au sein de l’organisation une expertise en gestion de projets.

Section exploitation des équipements technologiques

Ressources humaines	
Civil	
Chef de module radiocommunication et sonorisation – cadre	1
Électrotechnicien	11
Agent technique en électronique	4
Agent de distribution d'équipements municipaux	1
Agent de bureau	1
Total : 18	

La Section exploitation des équipements technologiques est responsable de l'installation et de l'entretien des équipements et composantes électroniques des systèmes informatisés, de radiocommunication et de télécommunication dont : les radios émetteurs-récepteurs, les alcootests, les cellulaires, les tablettes électroniques, les caméras de surveillance du SPVM ainsi que les composantes technologiques dans les véhicules du Service.

Section évolution M-IRIS

Ressources humaines			
Police		Civil	
Agent	7	Chef de section – cadre	1
		Agent de vérification des données policières	3
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**4**
Total : 11			

La Section est responsable d'assurer le maintien du système de gestion de dossiers de police, M-IRIS, et de son évolution. Plus concrètement, elle est responsable d'offrir un soutien aux unités et aux utilisateurs, ainsi que d'évaluer les besoins découlant de changements de l'organisation. L'équipe suit l'évolution apportée par le fournisseur de M-IRIS, évalue les bénéfices pour le SPVM, teste les nouvelles fonctionnalités avant leur implantation, en plus de s'assurer que le fonctionnement s'harmonise aux processus d'affaires du SPVM.

DIVISION DES RESSOURCES MATÉRIELLES

RESSOURCES HUMAINES	
Civil	
Chef de division – cadre	1
Secrétaire d'unité administrative	1
Préposé au soutien administratif	1
Analyste méthodes et procédés administratifs	1
Agent de bureau principal	1
Total : 5	

La Division des ressources matérielles regroupe les sections des Ressources matérielles et de la Logistique. Cette division assure la liaison avec les services centraux de la Ville de Montréal pour les domaines d'activités qui ont été regroupés graduellement depuis 2012, soit l'Approvisionnement, le Parc automobile (SMRA) et le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI). Pour ces domaines d'activités, la division est responsable de recueillir les besoins de l'organisation, de les analyser et de les évaluer, puis de veiller à leur réalisation en collaboration avec le Service central responsable de la mise en œuvre.

Section des ressources matérielles

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de distribution d'équipements municipaux	1
Lieutenant	1	Agent de gestion en télécommunications et équipements	1

Sergent	1	Conseiller en analyse et contrôle de gestion	2
Agent	2	Armurier	3
Sous-total	**5**	**Sous-total**	**7**
Total : 12			

La Section des ressources matérielles assure le service à la clientèle pour les commandes, la distribution et le développement des produits vestimentaires destinés au personnel policier de l'organisation. Elle assure aussi le contrôle du système de gestion des accès aux bâtiments du SPVM.

Un de ses constituants est l'armurerie, qui fournit aux policiers les armes, les munitions et les équipements spécialisés et en assure un suivi rigoureux. Elle procède aux différents tests balistiques et au suivi des équipements dont la durée d'utilisation dépend d'une date d'expiration. Les armuriers agissent en tant qu'experts-conseils en la matière dans le cadre de changement ou évolution d'armes et équipements spécialisés.

Section logistique

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Agent de bureau	4
Chauffeur et aide	5
Menuisier installateur	1
Total : 11	

La section Logistique est responsable des déménagements, des aménagements mineurs des locaux et des commandes de meubles et d'équipements en ressources matérielles. Elle est également responsable de la distribution du courrier interne, de l'impression des cartes d'accès pour le personnel et les fournisseurs du SPVM.

SERVICE DE LA FORMATION ET DES RELATIONS PROFESSIONNELLES

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Total : 2			

Le Service de la formation et des relations professionnelles est le gardien des valeurs et des pratiques policières du SPVM. Il assure également la gestion de la formation aux policiers et aux employés civils dont le travail est intimement lié aux opérations policières.

Cette direction est composée des unités suivantes :

- Division de la formation et du développement institutionnel;
- Division des relations professionnelles.

DIVISION DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Préposé au soutien administratif	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**2**
Total : 3			

En collaboration avec les partenaires concernés et les unités clientes, la Division de la formation et du développement institutionnel assure le développement et le maintien des compétences

propres à l'exercice des diverses fonctions du personnel policier et civil, et ce, dans les activités policières et de soutien aux opérations. Elle assure également le développement d'une relève compétente et disponible, lorsque requise, pour les secteurs clés de l'organisation.

Elle veille également au respect des exigences légales, notamment celles liées à la *Loi sur la police* et à la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre,* et elle assure le lien avec les organismes de formation externes, particulièrement l'École nationale de police du Québec (ÉNPQ).

Section développement des compétences technologiques

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Technicien formateur	8
Agent de formation et de contrôle de la qualité	13
Total : 22	

La Section du développement des compétences technologiques conçoit, met à jour et diffuse les formations en lien avec l'utilisation des banques de données policières et autres technologies utilisées au SPVM. Elle vise à satisfaire aux besoins des unités en termes de développement de leurs ressources. Elle outille les employés civils et policiers suite à leur embauche (recrues, PCU, PIP, PIPDQ, etc.) et les accompagne dans leur développement de carrière (parcours civils et policiers).

Section développement et pratiques policières

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent	1	Chef de section – cadre	1
Sergent-détective	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Agent	3	Préposé au soutien administratif	1
		Concepteur réalisateur programme de formation	6
Sous-total	**5**	**Sous-total**	**9**
Total : 14			

La Section du développement et des pratiques policières répond aux besoins des unités en termes de développement et les soutient dans la mise à jour et la création de nouvelles politiques organisationnelles. Elle conçoit, met à jour et adapte les formations internes. Elle coordonne et suit les parcours d'apprentissage. Elle est également responsable de la sélection des nouveaux formateurs. Elle définit et actualise les pratiques policières internes du SPVM.

Section gestion de la formation

Ressources humaines			
Police		Civil	
Agent	5	Chef de section – cadre	1
		Agent de bureau principal	1
		Agent de bureau	3
Sous-total	**5**	**Sous-total**	**5**
Total : 10			

Cette section est responsable de la gestion des acteurs impliqués dans la planification, la coordination, la logistique et le déploiement des projets de formation. Elle s'assure de satisfaire aux obligations et engagements en termes de formation et en rendre compte aux autorités en place. Plus concrètement, elle coordonne les déploiements de formation, elle assure la logistique des déploiements, elle gère la libération des formateurs, elle assure les activités du registriat et elle coordonne le Programme de formation initial en enquêtes (PFIE).

Section développement des compétences en interventions policières

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de bureau	1
Sergent	3		
Agent	38		
Sous-total	**42**	**Sous-total**	**1**
Total : 43			

La Section du développement des compétences en interventions policières est responsable du développement et du maintien des compétences dans les domaines de l'intervention policière dans sa globalité et spécifiquement au niveau de l'emploi la force, de la désescalade, de la formation routière et de l'utilisation des différentes armes de service. Elle s'assure de satisfaire aux obligations légales de requalifications annuelles en termes de maniement d'armes. Elle œuvre également dans des interventions post incident et dans la mise à niveau nécessaire pour le retour au travail à la suite d'absences prolongées. Cette section diffuse également la formation en conduite des différents véhicules utilisés par le Service. De plus, elle est responsable des « *coachs* » en emploi de la force, des instructeurs et maîtres-instructeurs en emploi de la force, ainsi que des instructeurs et maître-instructeur en formation routière.

Enfin, elle est responsable de la formation « Réponse en intervention de crise » (RIC). Le SPVM a créé une équipe de patrouilleurs volontaires pour répondre en priorité aux appels d'urgence qui impliquent des personnes en crise. L'équipe RIC a vu le jour à l'automne 2013 et le nombre de patrouilleurs ayant reçu la formation s'élève à plus de 350. Cette formation spécifique leur permet d'être en mesure de désamorcer rapidement ces situations d'urgence. Ces patrouilleurs peuvent également soutenir et conseiller leurs collègues concernant les meilleurs pratiques à appliquer auprès des personnes en crise en plus d'agir à titre de personne-ressource pour toute question liée à une intervention auprès d'une personne à l'état mental perturbé.

Module intervention en soutien aux employés (MISE)

Ressources humaines	
Police	
Sergent	1
Agent	4
Total : 5	

Le Module d'intervention en soutien aux employés (MISE) agit en amont sur les vulnérabilités potentielles auprès du personnel dans une approche de soutien et d'accompagnement par les pairs et pour les pairs. Cette philosophie de soutien est l'une des assises fondamentales du MISE qui préconise, dans ses stratégies de prévention, d'analyse et d'intervention, des moyens concrets pour assurer un soutien personnalisé aux employés et à leurs gestionnaires. Il permet donc de soutenir des employés du SPVM qui font face à une situation difficile ayant des répercussions sur l'exécution de leur travail et sur leur environnement. Il assiste aussi le gestionnaire ou le superviseur dans l'élaboration d'un plan d'accompagnement en matière de comportements à risque.

Section attraction et intégration à la fonction policière

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent	2	Chef de section – cadre	1
Agent	204	Agent de bureau	1
		Concepteur réalisateur programme de formation	1
		Préposé au soutien administratif	2
		Conseiller en développement communautaire	1
Sous-total	**206**	**Sous-total**	**6**
Total : 212			

La Section de l'attraction et de l'intégration à la fonction policière soutient les ressources humaines en matière d'attraction, elle accueille et forme les nouvelles recrues, elle gère le programme *Immersion MTL*, elle forme les agents PAIR et elle gère les stages des étudiants en techniques policières. Concrètement, elle coordonne le calendrier des inductions à travers des activités de recrutement. Elle développe le programme d'intégration à la fonction policière et du programme

PAIR. Elle soutient les unités et les agents PAIR dans leur mandat une fois en unité et elle maintient et développe les liens avec les partenaires communautaires et institutionnels.

DIVISION DES RELATIONS PROFESSIONNELLES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**1**
Total : 2			

La Division des relations professionnelles comprend une section soit le Programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) et trois modules : Missions internationales et services d'affaires, Bureau de l'éthique et Prévention en santé et sécurité au travail. Elle maintient également le lien d'affaires avec le Service des ressources humaines (SRH), le Service des finances (SF) et le Services des affaires juridiques (SAJ).

Section programme d'aide aux policiers et policières (PAPP)

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Psychologue	6
Total : 7	

Module missions internationales et services affaires

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Préposé au soutien administratif	1
Sergent-détective	2	Agent de bureau	1
Sergent	3		
Agent	1		
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**2**
Total : 9			

Le Module des missions internationales et des services affaires gère l'ensemble des activités qui entourent la participation de nos policiers au *Programme d'opérations policières internationales de paix et de maintien de la paix* et partage ainsi l'expertise et le savoir-faire des employés du SPVM, à l'échelle internationale. Le module met aussi en valeur l'ensemble des compétences et les meilleures pratiques du Service au bénéfice de nos partenaires d'affaires.

Bureau de l'éthique

Ressources humaines autorisées	
Civil	
Conseiller en planification	1
Total : 1	

La mission du Bureau de l'éthique est de favoriser le développement d'une culture d'éthique appliquée durable au SPVM. L'ensemble des mesures déployées vise à favoriser des actions et prises de décisions justes et raisonnables qui tiennent compte des normes en vigueur, mais aussi du contexte, des valeurs humaines, sociales, professionnelles ainsi qu'organisationnelles.

Module prévention en santé et sécurité au travail

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Agent	1	Conseiller en planification	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	2
Total : 3			

Dans le respect des lois et règlements en santé et sécurité au travail, le module de la prévention en santé et sécurité au travail a comme mission de développer, recommander et mettre en place des moyens ainsi que des programmes de prévention nécessaires pour prévenir les accidents de travail et les maladies professionnelles afin de protéger la santé, la sécurité et l'intégrité physique des employés du SPVM.

Le SPVM est aussi doté d'un comité général de coordination en santé et sécurité au travail. Dans une démarche paritaire, ce comité est composé de deux représentants désignés par l'employeur, deux représentants désignés par la Fraternité des policiers et des policières de Montréal, ainsi que deux représentants à la prévention.

SERVICE DE L'INTÉGRITÉ

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Agent de recherche	1
		Secrétaire d'unité administrative	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**3**
Total : 4			

Le Service de l'intégrité a pour mission d'appliquer le *Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal*, de coordonner les enquêtes criminelles en lien avec l'équipe mixte et effectuer les enquêtes disciplinaires qui lui sont confiées, et ce, dans le respect des lois et règlements en vigueur. Il assure le suivi des plaintes déontologiques déposées contre les policiers du SPVM. Il occupe un rôle de formation, de soutien et de conseil auprès des officiers en matière de discipline, de déontologie et sur la *Loi sur la police*. Il a également la responsabilité de répondre aux exigences de l'arrêt McNeil concernant les inconduites policières. Enfin, il assure la probité du SPVM afin que son personnel et ses processus respectent les valeurs organisationnelles, les règles et les normes en vigueur.

Le Service accomplit sa mission par le biais de ses trois sections : Enquêtes, Discipline et liaison et Sécurité et probité organisationnelle.

DIVISION DES NORMES PROFESSIONNELLES

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Total : 1	

Afin d'accomplir son mandat, la Division des normes professionnelles est composée de 3 unités :

- Section des enquêtes;
- Section de la discipline et liaison;
- Bureau du service aux citoyens.

Section des enquêtes

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Commandant	6	Agent de bureau	1
Sergent	2		
Sergent-détective	2		
Agent	1		
Sous-total	**11**	**Sous-total**	**1**
Total : 12			

Section discipline et liaison

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de recherche	1
Sergent	1	Agent de bureau	1
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**2**
Total : 4			

Bureau du service aux citoyens

Ressources humaines autorisées	
Police	
Agent	2
Total : 2	

Le Bureau du service aux citoyens relève de la section de la discipline et de la liaison. Sa mission est de répondre ou relayer les demandes d'information, d'enregistrer les commentaires transmis par la population au regard des services rendus, ainsi que d'enregistrer les plaintes relatives au comportement des agents (plainte en déontologie), dans le but de préserver et accroître la satisfaction et la confiance des citoyens à l'égard du SPVM. À cet effet, le BSC informe les citoyens de leurs droits et les oriente vers les recours possibles.

Section sécurité et probité organisationnelle

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	2	Agent de recherche	2
Lieutenant-détective	2	Préposé à l'information policière et à la surveillance	1
Sergent-détective	8	Secrétaire d'unité administrative	1
Agent	9	Préposé à l'information policière	2
		Agent de bureau	3
Sous-total	**21**	**Sous-total**	**9**
Total : 30			

La mission de la Section de la sécurité et la probité organisationnelle (SSPO) se décline en deux volets :

Le premier vise à maintenir une culture organisationnelle basée sur l'imputabilité et la responsabilisation de chacun des employés quant aux situations et aux comportements jugés à risque; le second vise à assurer une sécurité interne, notamment en offrant un service d'enquêtes d'accréditation sécuritaire.

Les activités de la section visent donc à agir en amont des vulnérabilités relatives aux ressources humaines, physiques et informationnelles et à maintenir la culture de la sécurité et probité au sein du personnel.

ENCADREMENT

L'ensemble des cadres, tant civils que policiers, gère une équipe de travail composée de personnel policier et civil, selon l'organigramme fixé. Ils délèguent les responsabilités, évaluent le rendement, veillent au développement professionnel du personnel, et ce, dans le respect des conventions collectives en vigueur ou des conditions de travail définies pour les cadres policiers et civils.

Les lieutenants exercent plusieurs contrôles administratifs liés à la gestion d'un PDQ et agissent à titre de personnes ressources et de « *coach* » pour initier les superviseurs, nouvellement promus, à l'exercice de leur nouvelle fonction. Ils offrent un soutien aux commandants de quartier dans l'évaluation des superviseurs et, au besoin, lors des processus d'encadrement de l'ensemble du personnel de l'unité.

Les lieutenants-détectives dirigent une équipe de travail principalement composée d'enquêteurs (sergents-détectives). Ils coordonnent, supervisent et gèrent le déroulement des enquêtes à mener sur les crimes commis sur le territoire. Ils dirigent et conseillent leurs employés. Ils s'assurent que les enquêtes ou les interventions policières soient menées à terme.

Les sergents-superviseurs de quartier dirigent une équipe de travail composée d'agents de quartier et de nouvelles recrues. Ils sont responsables de tout ce qui se déroule sur le territoire de leur quartier. Ils assurent la qualité de la réponse aux appels et l'approbation de tout rapport d'événement qui en découle. Ils sont les premiers intervenants pour le citoyen dans son quartier. Ils agissent comme commandant de scène lors d'événements majeurs survenant sur leur territoire. Ces sergents-superviseurs de quartier accueillent et orientent les membres de leur équipe, évaluent le rendement de leur personnel, veillent au partage de l'expertise et à l'amélioration des méthodes de travail. Ils dirigent et régissent le travail des policiers dans le respect des modes de fonctionnement et des procédures, de la convention collective, des règles de discipline et de déontologie, ainsi que de la législation en matière de santé et de sécurité au travail.

Les sergents d'unité de soutien sont responsables des équipes d'agents affectés aux unités en soutien de PDQ et aux unités d'enquête. Aussi, ces sergents accueillent et orientent aussi les nouveaux membres de leur équipe, évaluent le rendement de leur personnel, veillent au partage de l'expertise et à l'amélioration des méthodes de travail.

Formation reçue par le personnel d'encadrement

Le SPVM a développé des parcours de formation pour les cadres policiers qui vise le développement de compétence en supervision et de coordination du travail des équipes au quotidien. Ces compétences sont :

- Communication interpersonnelle : développer des relations interpersonnelles positives et favoriser la collaboration;
- Capacité d'influencer avec courage : faire valoir son point de vue et défendre des décisions difficiles pour atteindre les résultats attendus;
- Mobilisation d'équipes diversifiées : rallier vers les objectifs, reconnaitre la performance et contribuer au développement des membres de l'équipe;
- Gestion efficiente des opérations : organiser, déléguer et encadrer le travail effectué par l'équipe afin d'atteindre les objectifs;
- Orientation client : orienter les actions afin de fournir des services de qualité, répondre aux besoins de la clientèle et projeter une image positive de l'organisation.

Cette formation est construite afin d'aborder les concepts et les compétences de manière intégrée et transversale. Elle laisse peu de place aux exposés magistraux au profit d'activités favorisant le transfert et l'intégration des compétences. Ex : discussions/échanges, études de cas, questionnaires, journal de bord/bilans, simulations.

Elle privilégie le développement de la capacité d'analyse face aux diverses situations auxquelles un superviseur devra faire face plutôt que l'acquisition de simples connaissances.

Au terme de cette formation, le superviseur sera en mesure de :

- Identifier des stratégies facilitant son entrée dans une nouvelle fonction;
- Se familiariser avec les concepts de la communication en supervision afin d'optimiser le développement, le bien-être et la performance de son équipe;
- Identifier les indicateurs pouvant mener à une dégradation de la qualité des opérations ou du climat de travail (Assurer une vigie);

- Se familiariser avec les différents types de rencontres, leurs objectifs et comment s'y préparer;
- Se familiariser avec l'ensemble des ressources du superviseur et de son employé afin de rétablir une situation jugée indésirable;
- Développer une stratégie d'accompagnement, préparer et mener une rencontre d'employé dans le cadre d'un scénario;
- Se familiariser avec des stratégies de gestion efficace du temps de travail et de priorisation des tâches;
- Partager les bonnes pratiques en lien avec la supervision d'équipe.

INFRASTRUCTURES

La liste des infrastructures énumère tous les immeubles où sont installées les unités du SPVM.

QUARTIER GÉNÉRAL	1441, Saint-Urbain Montréal, H2X 2M6

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES	
Ouest	2805, boul. Thimens, Saint-Laurent H4R 1T4
Sud	980, rue Guy, Montréal, H3H 2K3
Nord	855, boul. Crémazie Est, Montréal, 1er étage, H2M 2T7
Est	7700, boul. Langelier, Saint-Léonard H1S 2Z6

PDQ	
PDQ 1	2883, boul. Saint-Charles Kirkland, H9H 3B5
PDQ 3	14680, boul. Pierrefonds, Pierrefonds, H9H 4Y6
PDQ 4	4139, boul. des Sources, Dollar-des-Ormeaux, H9B 2A6
PDQ 5	395, boul. Saint-Jean Pointe-Claire, H9R 3J2
PDQ 7	1761, rue Grenet, Saint-Laurent H4L 2R6
PDQ 8	170, 15e Avenue, Lachine, H8S 3L9
PDQ 9	5501 avenue Westminster, Côte-Saint-Luc H4W 2J2
PDQ 10	11756, boul. O'Brien, Montréal, H4J 1Y8
PDQ 12	21, rue Stanton, Westmount, H3Y 3B1
PDQ 13	8745, boul. LaSalle, LaSalle, H8P 1Z2
PDQ 15	1625, avenue de l'Église, Montréal, H4E 1G6
PDQ 16	750, rue Willibrord, Verdun, H4G 1T9
PDQ 20	1432, boul. Sainte-Catherine Ouest, Montréal, H3G 1R3
PDQ 21	1669, rue Berri, Montréal, H2L 4E9
PDQ 22	1200, avenue Papineau, Montréal, H2K 4R5
PDQ 23	4555, rue Hochelaga, Montréal, H1V 1C2
PDQ 26	7405, avenue Mountain Sights, Montréal, H4P 1W7
PDQ 27	1805, rue Fleury Est, Montréal, H2B 1H7
PDQ 30	8930, boul. Pie IX, Montréal, H1Z 4H9
PDQ 31	8225, ave. de l'Esplanade, Montréal, H2P 2R5
PDQ 35	920, rue Bélanger, Montréal, H2S 3P4
PDQ 38	1033, rue Rachel, Montréal, H2J 2J5
PDQ 39	6100, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal, H1G 5X3
PDQ 42	8181, boul. Lacordaire, Saint-Léonard H1R 2A3

PDQ 44	4807, rue Molson, Montréal, H1Y 0A2
PDQ 45	8200, boul. Maurice-Duplessis, Montréal, H1E 2Y5
PDQ 46	6850, boul. Joseph-Renaud, Anjou, H1K 3V4
PDQ 48	5646, rue Hochelaga, Montréal, H1N 3T1
PDQ 49	1498, boul. Saint-Jean-Baptiste Montréal, H1B 4A4

SECTIONS SOUTIEN ET INTERVENTIONS SPÉCIALISÉES	
Sud-Ouest	944, rue Saint-Paul Ouest, Montréal, H3C 1M8
Nord	855, boul. Crémazie Est, 1er étage, Montréal, H2M 2T7
Est	7700, boul. Langelier, Montréal, H1S 2Z6

DIVISION DES PATROUILLES SPÉCIALISÉES ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	
Section sécurité routière	4545, rue Hochelaga, Montréal, H1V 1C2 et 2260 Bennett, Montréal, H1V 2T5
Module de la cavalerie	1515, voie Camillien-Houde, Montréal, H3H 1A1
Module nautique	1800, chemin des Iroquois, Montréal, H8S 4J5
Module escouade canine	1515, voie Camillien-Houde, Montréal, H3H 1A1

SERVICES AUX COURS	
Module liaison, Cour du Québec, chambre criminelle et pénale	1, rue Notre-Dame Est, bureau 2.160, Montréal, H2Y 4A5
Module liaison, Cour municipale de Montréal	775, rue Gosford, bureau 520-3, Montréal, H2Y 3B9
Module liaison, Cour du Québec, chambre de la jeunesse	410, rue Bellechasse, bureau 00-044, Montréal, H2S 1X3

AUTRES UNITÉS	
Centre d'expertise - Identité	2350, rue Dickson, H1N 3L7
Section soutien aux rapports d'événements	944, rue Saint-Paul Ouest, 2e étage, Montréal, H3C 2K5
Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles	5000, rue d'Iberville, Montréal, H2H 2S6
Section identification judiciaire	7700, boul. Langelier, 2e étage, Saint-Léonard H1S 2Z6
Section des technologies en enquête	10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal, H1B 1B3
Service des enquêtes spécialisées et Service de l'expertise en enquêtes criminelles	10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal, H1B 1B3

Groupe tactique d’intervention	4545, rue Hochelaga, Montréal, H1V 1C2
Section du métro	888, boul. de Maisonneuve Est, Montréal, H2L 4S8
Unité aéroportuaire	975, boul. Roméo-Vachon Nord, Dorval, H4Y 1H1

PARC AUTOMOBILE

Depuis 2017, la gouvernance de la Section du parc automobile relève du Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal.

Tableau 15 – Inventaire des moyens de transport utilisés au SPVM

VÉHICULES DE PATROUILLE	**QUANTITÉ**
Identifiés (voiture, VUS, fourgonnettes), *dont 88 hybrides*	567
Identifiés électriques	3
Semi-identifiés	11
Semi-banalisés	6
Motocyclettes	38
Motomarines	2
VÉHICULES (AUTRES USAGES QUE LA PATROUILLE)	**QUANTITÉ**
Banalisés (voiture, VUS, fourgonnette)	476
Banalisés électriques	6
Semi-banalisés	28
VÉHICULES SPÉCIALISÉS (Identifiés ou banalisés)	**QUANTITÉ**
Poste de commandement mobile (PCM)	2
Autobus transport de troupes	5
Camions avec aménagements spécialisés (SIJ, Incendie, Équipements, etc.)	36
Camionnettes	18
Blindé	1
AUTRES MOYENS DE TRANSPORT	**QUANTITÉ**
Véhicules tout terrain (VTT)	4
Bateaux	5
Remorques	29
Chevaux	10
Vélos	345

7. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET RÉALISATIONS MAJEURES DU SPVM

La Ville de Montréal, en raison de ses particularités sociodémographiques et territoriales, demeure unique. En ce sens, le SPVM se doit d'être constamment à la recherche de pratiques innovantes afin d'assurer sa mission et de mettre en œuvre une offre de service qui prend en compte les problématiques criminelles et sociales émergentes.

Depuis 25 ans, la philosophie de la police de proximité guide les pratiques et est toujours bien vivante au sein du SPVM. Cependant, une révision du modèle policier du SPVM et de son offre de services à la population s'impose en regard des nouvelles réalités auxquelles les policiers sont quotidiennement confrontés, de l'évolution de la criminalité, des ressources à leur disposition et des attentes des citoyens. Le SPVM a ainsi amorcé des réflexions à l'interne dans le but de moderniser son modèle policier et son offre de service, tout en préservant sa philosophie de police de proximité.

Cette réflexion s'inscrit directement dans la vision du plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal et s'incarne dans les orientations et l'échelle suivantes :

- Orientation – Solidarité, équité et inclusion (priorité 9)
- Orientation – Démocratie et participation (priorités 11 et 12)
- Échelle – Des quartiers vivants (priorité 19)

La priorité 9 se traduit pour le SPVM notamment par une réflexion sur l'instauration de plans d'actions locaux en sécurité publique, sur l'amélioration de la désuétude des systèmes informationnels et technologiques du SPVM et sur la mise en place de tableaux de bord et de données en source ouverte. Le SPVM réfléchit notamment à bonifier et à moderniser son rapport en ligne, à améliorer les processus de communication et à favoriser les échanges avec toutes les populations ce qui s'inscrit dans les priorités 11 et 12. Le SPVM devra adapter son offre de service afin de s'inscrire dans la priorité 19 des quartiers vivants.

Suivant l'arrivée, au début de l'année 2023, du 42ème directeur du Service de police de la Ville de Montréal, une tournée de rencontres avec les unités du Service a eu lieu afin de discuter des préoccupations et de profiter de l'expertise des membres du SPVM dans l'élaboration des futures orientations stratégiques. L'ensemble de ces actions façonneront les assises de la planification stratégique 2024-2026 dont se dotera le SPVM et dont les orientations lui permettront de concrétiser sa vision pour les prochaines années. Ces orientations sont :

- **Orientation 1 : Se mériter la confiance de la population, de toutes les populations**.
    - Cette orientation vise à renforcer le lien « sacré » avec le citoyen, lequel est essentiel à la légitimité du travail policier. L'établissement d'un lien de confiance entre les populations et les policiers permet d'établir un respect mutuel, une meilleure connaissance de l'autre et une réciprocité dans les actions. Pour être efficaces, les policiers doivent pouvoir compter sur l'appui des populations, comprendre leurs réalités et faire preuve d'équité, de professionnalisme et d'un savoir-être irréprochable. De plus, cette orientation réfère à l'importance pour le SPVM d'être à l'image de la population qu'il dessert.

- **Orientation 2 : Être rassurant pour la population et être craint du monde criminel**.
    - Cette orientation met en lumière l'importance de renforcer le sentiment de sécurité de la population montréalaise tout en agissant sur la criminalité de manière proactive. Les actions du SPVM doivent avoir un effet dissuasif sur le monde criminel et rassurant pour la population afin que Montréal demeure une ville sécuritaire où il fait bon vivre. La présence active, la visibilité, l'accessibilité et l'expertise des policiers sur le terrain mèneront à l'intensification de la pression exercée sur le monde criminel afin d'agir sur son sentiment d'impunité.

- **Orientation 3 : Retrouver pleinement la capacité d'agir**
    - Pour mieux servir le citoyen et mobiliser ses employés, une organisation se doit d'être robuste, autonome et moderne. Confronté à d'importants défis (ex. : criminels, financiers, technologiques, sociaux) et dans un souci de s'adapter aux nouvelles réalités, le SPVM devra mettre en place les conditions essentielles à la réalisation de

sa mission tout en faisant preuve d'agilité, d'efficacité et d'efficience. En retrouvant notre capacité d'agir, c'est tout l'engagement et la fierté des employés policiers et civils qui seront ravivés et, par le fait même, l'excellence du service aux citoyens. Cette orientation est indispensable à la réalisation des deux premières orientations.

Par ailleurs, cet exercice s'harmonise avec le plan stratégique *Montréal 2030*, le Modèle montréalais pour une ville sécuritaire, l'approche Vision Zéro en sécurité routière, les positions qui sont et seront adoptées par le ministère de la Sécurité publique dans le cadre des réflexions sur la réalité policière au Québec (livre vert), ainsi qu'avec le projet de loi n° 14, lequel vient modifier les paramètres de la *Loi sur la police*.

Le rapprochement avec toutes les populations est au cœur des récentes actions et initiatives mises en œuvre par le SPVM. Il suffit de penser à l'augmentation du nombre de patrouilles à pied, à la mise en œuvre du Projet Immersion dont l'objectif est de faire vivre une expérience immersive aux recrues dans les différents milieux montréalais dans lesquels le personnel policier du SPVM interagit et intervient au quotidien et à la mise en œuvre du modèle montréalais pour une ville sécuritaire dont tous les axes fondateurs permettent de se rapprocher des communautés.

Parallèlement à cette réflexion, plusieurs réalisations majeures ont eu cours en 2022 qui s'inscrivent dans les orientations en matière de sécurité publique du plan *Montréal 2030*, dont celle d' : «offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins », notamment :

1. Poursuite des activités pour contrer les violences armées

Considérant l'ampleur de cette problématique qui ne se limite pas aux frontières de Montréal, il devient important pour le SPVM de travailler en collaboration avec les gouvernements, les autres services de police, les citoyens, ainsi que les partenaires communautaires et institutionnels. Une multitude d'initiatives gouvernementales ont d'ailleurs été mises en place pour lutter contre les armes à feu : augmentation des budgets, création d'équipes spécialisées (ELTA, EILTA, EMAF, CENTAURE, EMIE) et de comités concertés, etc. La lutte à la violence armée sur le territoire montréalais doit se travailler en responsabilité partagée entre une multitude d'acteurs institutionnels, politiques et communautaires. En plus des efforts de répression importants en matière de sécurité publique, il demeure primordial d'investir dans la prévention auprès des jeunes et dans les organisations communautaires et sportives, afin que les jeunes puissent s'occuper et développer un sentiment d'appartenance (Ducas, 2022).

Au cours de l'année 2022, le SPVM a notamment :

- Mis en œuvre un *Plan stratégique dans la lutte à la violence armée* dont les principales réalisations sont :

    - Le déploiement du projet ARRET (Action – Répression – Résolution – Engagement – Terrain) dont le but est d'accentuer la pression sur les éléments criminels à l'origine des événements de violence armée pour rehausser le sentiment de sécurité des citoyens. Concrètement, soixante-trois (63) policiers (48 agents, 4 sergents, 8 sergent-détectives, 2 lieutenants et 1 commandant) constituent cette équipe qui agit en complémentarité avec la stratégie québécoise de lutte contre la violence armée (CENTAURE) et les unités d'enquête (EMAF, EILTA, ECLIPSE) et de renseignement du SPVM. En décembre 2022, la Direction du SPVM a pris la décision de prolonger le projet jusqu'en juin 2023.

      Le projet ARRET applique principalement des mesures de « répression ciblée » en se concentrant sur les causes directes du problème. L'objectif est de cibler les comportements et les activités liés à la violence armée sur le territoire en mettant l'accent sur les sujets à haut risque, les lieux et les moments « chauds ».

      Il s'inscrit en complémentarité avec l'approche de dissuasion ciblée préconisée dans le modèle montréalais et actuellement développé par le Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal (CoSSUM) (initié par le MSP) réunissant la Ville de Montréal et les principaux partenaires.

    - La diffusion de la formation ENSALA pour les policiers visant une mise à niveau des connaissances en matière d'armes à feu (AAF).

- L'ajout de nouvelles caméras urbaines dans les quartiers à haut risque (total de 21).
- La participation active à la stratégie québécoise CENTAURE.
- Une collaboration encore plus étroite avec le DPCP dans les dossiers impliquant des AAF.
- La possibilité pour les médias d'accéder aux coulisses des opérations menées par les équipes œuvrant dans la lutte à la violence armée.
- La réactivation et renforcement des réseaux de sécurité locaux dans les PDQ.
- La participation active au Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal (CoSSUM).

- Conclu une entente quinquennale de 225M$ avec le MSP pour l'ajout d'effectifs policiers dont le décret est toujours en attente.

- Participé activement à l'organisation du *Forum montréalais pour la lutte contre la violence armée : s'unir pour la jeunesse* en collaboration avec la Ville de Montréal et l'Institut du Nouveau monde (INM). L'événement où se sont réunis des décideurs institutionnels, politiques et communautaires, a permis de déterminer des priorités de collaboration et d'initier la prise d'engagements en tenant compte de la mission et de l'expertise de chacun (INM 2022), et ce, dans l'objectif d'arriver à des solutions durables, notamment :
  - Création de l'Équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (ÉMIE) dont l'objectif principal est d'intervenir en amont dans le réseau scolaire grâce au couplage d'intervenants spécialisés dont les impératifs de prévention sont assurés par l'intégration de leurs forces respectives dans le cadre d'une stratégie d'intervention commune. Ce projet a bénéficié d'une aide financière de plus de 4 millions de dollars de la part du gouvernement du Québec.

- Participé activement aux travaux du Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal (CoSSUM) visant à identifier en concertation les meilleurs programmes et actions à prendre pour lutter contre la violence armée chez les jeunes. Le comité travaille présentement au déploiement d'un modèle de dissuasion ciblée qui s'inscrit dans les travaux du modèle montréalais de lutte à la violence armée. Fondé sur une approche de santé publique, ce modèle propose une dynamique d'intervention préventive graduelle, à trois niveaux. Cette intervention cible d'abord de manière générale les vulnérabilités socio-économiques pour empêcher l'apparition des facteurs de risque. Elle cible ensuite plus directement les facteurs de risque liés à la trajectoire délinquante d'un jeune pour finalement se concentrer sur les comportements délinquants par la répression et la réduction du risque de récidive et de cristallisation des comportements déviants.

2. Démonstration de faisabilité d'intégration de la caméra portative (CP) au téléphone intelligent

En janvier 2022, voyant les avancées technologiques et considérant le regain d'intérêt pour les CP à la suite de divers événements, le SPVM propose à l'administration municipale de Montréal de poursuivre la réflexion et les travaux dans le dossier. En raison des nombreux efforts déployés dans les projets Géolocalisation et répartition par proximité réelle et Réseau LTE – Service de sécurité publique visant entre autres à déployer des téléphones intelligents auprès des policiers de première ligne - ainsi qu'en raison des travaux effectués par le MSP sur les CP à l'échelle provinciale, il est alors décidé qu'une démonstration de faisabilité visant à tester l'intégration de la CP au téléphone intelligent sera effectuée par le SPVM (en collaboration avec le STI).

Au terme de cet exercice, la faisabilité proprement dite de la technologie de la caméra portative testée sur le téléphone intelligent (application mobile de caméra portative utilisant la caméra du téléphone) a été démontrée. Ceci étant dit, le téléphone testé n'a pas été conçu pour être utilisé dans un contexte professionnel policier (robustesse, limitation des outils, cohabitation des applications, ergonomie, etc.). En effet, le policier doit utiliser des outils dédiés, spécialisés et robustes qui lui permettent d'exécuter ses tâches parfaitement et efficacement. Pour l'instant, il n'existe pas de téléphone intelligent assez polyvalent pour permettre au policier d'exécuter efficacement toutes ses tâches habituellement exécutées à l'aide d'outils spécifiques et dédiés (ex. : Talkie-Walkie, CP, suite bureautique, Internet, applications de navigation). Bien qu'ailleurs

dans le monde, certains corps policiers utilisent un téléphone comme CP, leurs règles d'utilisation de la CP, leur réalité (climat) et leur taille (nombre de policiers sur le terrain) sont très différentes de celles du SPVM.

Dans ce contexte, le Service des technologies de l'information (STI) de la Ville de Montréal et le SPVM ont convenu de mettre un terme à la démonstration de faisabilité d'intégration de la CP au téléphone.

3. Actions en concertation avec le milieu

- En 2022, le territoire du sud-ouest de l'île de Montréal s'est ajouté à la couverture de services de l'Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) s'ajoutant ainsi aux territoires du centre-ville et du nord-est. Cette offre de service s'est toutefois terminée au 31 mars 2024.
- Cinq (5) conseillers en développement communautaire ont joint l'ECCR afin de renforcer le dialogue avec la population et les partenaires communautaires et résoudre des problématiques de cohabitation sociale et de sécurité urbaine vécues dans les quartiers, et ce, jusqu'à l'abolition de cette équipe au 31 mars 2024.
- Une conseillère en développement communautaire d'origine autochtone a été embauchée afin de créer un rapprochement entre la police et la communauté autochtone urbaine.
- Le projet ECHINOPS (Équipe – Communautaire – Hybride – Interventions – Novatrices – OSBL – Psychiatrie – SPVM) a été implanté en janvier 2022. Ce projet propose une collaboration interdisciplinaire entre les professionnels en santé mentale du CIUSSS-EMTL et les policiers des postes de quartier 30 et 42 lors d'interventions auprès de citoyens dont l'état mental est perturbé. Les interventions réalisées visent à prévenir des hospitalisations; à diminuer le nombre répété d'appels auprès des services d'urgence par ces mêmes personnes ou leurs proches; à offrir, avec le consentement de ces personnes, un accès rapide à des services répondant à leur état et à leurs besoins. De plus, le projet ECHINOPS intègre à son équipe un psychiatre qui se déplace à domicile ou dans la communauté pour évaluer la santé mentale d'une personne lorsque requis, une première dans le cadre de telles interventions dans l'Est de Montréal. Le projet ECHINOPS a obtenu le Prix d'Excellence Intersection, à l'occasion de la 28e édition du Séminaire Intersection.
- Le SPVM collabore avec l'Équipe mobile de médiation en intervention sociale (EMMIS), déployée par la ville de Montréal, afin d'agir rapidement dans l'espace public pour répondre aux situations de conflits, de détresse ou de cohabitation touchant les personnes vulnérables ou en difficulté.

4. Planification des activités liées à la sécurité de l'évènement COP15

Du 2 au 19 décembre 2022, la ville de Montréal a été l'hôtesse de la réunion du groupe de travail sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et de la 15e Conférence des Parties (CDP) à la *Convention sur la diversité biologique* (CDB). Ce dernier événement, couramment appelé «COP15», a réuni plus de 12 000 délégués et dignitaires provenant des 196 pays qui ont ratifié le traité. Le SPVM avait la mission d'assurer la sécurité du grand public, des représentants de gouvernements étrangers et organisations participant à l'événement COP15.

Pour remplir cette mission, le SPVM a mis en œuvre un comité de coordination visant à préparer l'organisation ainsi qu'à opérationnaliser cette importante planification. La COP15 représentait un événement sans précédent qui a nécessité la collaboration de plusieurs organisations policières et partenaires. Malgré une mobilisation exemplaire et très importante des ressources, les citoyens montréalais ont pu continuer de compter sur la présence de policiers pour assurer la réponse aux appels, poursuivre la lutte à la criminalité et voir au maintien de la paix et de la sécurité publique sur l'ensemble du territoire.

5. Mise en œuvre de zones d'échanges sécurisées

Le SPVM offre maintenant 11 zones d'échanges sécurisées pour les personnes qui effectuent des transactions en ligne sur des sites de ventes et d'échanges de biens afin d'aider à la prévention des fraudes.

6. Déploiement du Réseau sans fil MTLWIFI dans les édifices du SPVM

Après plus de deux ans de travaux et s'inscrivant dans la vision de faire de Montréal une ville intelligente de communications unifiées, le Service des ressources matérielles et technologiques

(SRMT) du SPVM, en collaboration avec la Direction infrastructures et opérations (DIO) du Service des technologies de l'information (STI), ont déployé des bornes d'accès du réseau MTLWiFi dans les édifices du SPVM le 1er décembre 2022. Ce réseau est l'un des réseaux sans fil gratuits les plus étendus au monde.

Que ce soit pour permettre aux citoyens de transmettre des preuves photo et vidéo aux policiers du Service sans frais, pour naviguer sur Internet à l'occasion des pauses repas ou toute autre raison, les citoyens et les employés du SPVM peuvent désormais se connecter gratuitement à Internet sur leurs appareils personnels dans les bâtiments du SPVM via ce vaste réseau sans fil.

7. Services 9-1-1 de prochaine génération

Dans le cadre du projet du gouvernement fédéral visant à permettre d'offrir des services d'urgence améliorés utilisant des réseaux de télécommunications de calibre international, le SPVM participe activement à un comité regroupant plusieurs services de la Ville de Montréal (ex. STI, SGPI, SIM).

8. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PAR NIVEAU DE SERVICE

Dans le but d'assurer une meilleure compréhension du tableau ci-dessous, les précisions suivantes doivent être considérées:

- Pour la **formation acquise ou à acquérir**, les informations qui ont été inscrites dans cette colonne correspondent aux cours préalables à l'obtention d'une fonction et non à l'exécution d'une activité. Lorsqu'un agent est muté dans une unité, il doit parfaire ses apprentissages afin d'être apte à réaliser les activités de la fonction occupée. Plusieurs formations spécialisées sont enseignées aux policiers au cours de leur carrière, et ce, afin de maintenir un niveau de connaissances optimal dans l'exécution de leur travail.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	Niveau 1						
	Gendarmerie						
1G1	Patrouille 24 heures	**Responsabilités :** • Assurer une présence policière supervisée 24 heures sur 24 et effectuer la surveillance du territoire • Protéger la vie, les droits et la propriété des citoyens • Préserver la paix publique	Une patrouille policière supervisée est effectuée 24 h/24, 7 j/7 et ce, sur l'ensemble du territoire du SPVM. Les agents, répartis dans 29 PDQ et 2 sections soutien et interventions spécialisées, travaillent en rotation (à l'exception des patrouilleurs solos et des agents de quartier sécurité routière qui ne travaillent pas de nuit). Ils sont affectés à un véhicule duo ou à un véhicule solo (de jour et de soir). Ils adoptent le mode de patrouille le plus approprié (à pied, à vélo, en auto), et ce, en fonction de	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ ➢ Section du métro **Service du soutien en gendarmerie** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées ➢ Module nautique ➢ Module de la cavalerie	✓ Arme de service Glock 19 et Glock 43 (fonctions particulières); ✓ Armes intermédiaires (Capsicum, bâton télescopique, arme à impulsion électrique) ✓ Casque, bouclier et bâton antiémeute; ✓ Armes de support, AIIP; ✓ Véhicules de patrouille identifiés, semi-banalisés, banalisés : ✓ 345 vélos identifiés (policiers/cadets); ✓ 4 véhicules tout-terrain (VTT) identifiés; ✓ 38 motos;	• Réponse en intervention de crise (RIC) • Coordonnateur d'information à la menace terroriste (CIMT) • Moniteur en emploi de la force • Formation vélo pour la patrouille régulière et le contrôle de foule	Les effectifs sont divisés en 5 groupes et l'horaire de travail est aménagé sur 3 relèves couvrant les périodes de jour, de soir et de nuit. Les heures de début et de fin varient de 30 minutes entre les PDQ limitrophes afin d'assurer une présence policière permanente sur le territoire. Le chevauchement entre les relèves est de 30 minutes. Les PDQ peuvent moduler en partie les effectifs affectés à

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Intégrer l'approche de police communautaire dans les pratiques opérationnelles • Effectuer des activités de détection et de prévention • Appliquer les lois et les règlements	l'activité à réaliser de sa mission policière. La Section du métro applique la mission policière en patrouillant dans les 21 stations centrales du réseau métro du territoire de l'île de Montréal. Le Module de la cavalerie patrouille sur le Mont-Royal, dans les lieux difficilement accessibles et pour les services d'ordre. Il participe également à des activités de rapprochements avec la communauté. Le Module Éclipse et le Module moralité patrouillent dans les lieux d'intérêts criminels du territoire.	**Section du crime organisé** ➢ Module moralité ➢ Module Éclipse	✓ 10 chevaux, écurie, remorque. <u>Mode de fonctionnement et ses procédures reliées au SPVM (MF)</u>	• Cavalier niveau 3 classique • Cavalier - formation interne : « aptitude et capacité équestre pour policier » • Diverses fonctions spécialisées en complémentarité pour les policiers patrouilleurs sur chaque relève	différentes tâches afin de répondre à des besoins spécifiques en mettant sur pied des « relèves intermédiaires » ou des « relèves spéciales ». 110 policiers à vélo dans les PDQ d'avril à décembre. Section des vélos corporatifs (manifestations, services d'ordre) : 65 policiers sur appel. Habiletés au contrôle de foule à vélo. Objectif : 1 à 2 armes à impulsion électrique (AIE) par relève dans les PDQ.
1G2	Réponse à toute demande d'aide d'un citoyen, répartition et prise en charge de celle-ci dans un délai raisonnable.	**Définitions :** • <u>Centre d'urgence 911</u> (service centralisé d'appels d'urgence) : Centre qui reçoit l'appel d'une personne qui a composé le code 911 sur un appareil de télécommunication	La Centrale 911 sert de porte d'entrée pour tous les appels d'urgence transmis par téléphone et messages texte sur le territoire de l'île de Montréal. L'analyse de l'appel permet au préposé d'y attribuer un code de priorité et de l'acheminer aux bons intervenants (SPVM, Urgences-santé (U-S), SIM,	**Division de la Centrale 911** ➢ Centrale 911 (analyse et répartition des appels) **Section des rapports du citoyen** ➢ Rapports du citoyen	✓ Plateforme téléphonique 911 ✓ Système informatique Positron à la prise d'appels ✓ Système informatique Altaris à la répartition des appels ✓ Géolocalisation SPVM	○ Formation - Analyse 911 (durée de 5 semaines) ○ Formation pour la répartition des appels SPVM (durée de 7 semaines)	<u>Centres de relève</u> Enregistrement et conservation des données numériques et vocales de la réception et de la répartition des appels.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		et qui dirige cet appel vers l'intervenant d'urgence prioritaire selon l'incident. • Centre de répartition des appels de police (service secondaire d'appels d'urgence) : Centre qui a la responsabilité d'assigner les ressources policières nécessaires pour assurer le secours requis à la suite d'un appel transféré notamment par un Centre d'urgence 911. **Responsabilités :** • Recevoir, répartir et prendre en charge les appels des citoyens qui ont besoin de	travaux publics, Énergir, Hydro-Québec, Garde côtière, etc.). Lorsque les appels sont destinés au SPVM, ils sont transmis au répartiteur approprié selon l'adresse de l'événement. Le répartiteur transmet l'appel aux patrouilleurs par le PTM et vocalement (appels prioritaires seulement), il assure une communication constante et traite les demandes de ressource supplémentaire. Le patrouilleur répond aux appels qui lui sont transmis et entreprend les premières démarches d'enquête. Rapports du citoyen Section qui a le mandat de rédiger des rapports d'événements (sans éléments de preuve) par téléphone (policier) et de valider les rapports informatiques (civils) transmis par les citoyens via le site Internet sécurisé du SPVM.	*Voir ressources 1G1*	✓ Application texto 911 (gens malentendants ou difficultés d'élocution) ✓ Poste de travail mobile (PTM) pour les patrouilleurs ✓ Système de télécommunication crypté (système évolué de radiocommunications de l'agglomération de Montréal (SÉRAM) ✓ Interopérabilité partenaires des services publics ✓ 2 centres de relève d'urgence ▪ Autonomie complète ▪ Génératrices	○ Guide opérationnel PARA ○ Procédures de basculement au centre de relève.	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'intervention de la police • Assigner du personnel disponible en tout temps pour répondre sans délai aux appels nécessitant une intervention urgente • Se rendre sur les lieux selon les priorités d'appel • Protéger, aider et supporter les personnes le nécessitant • Faire appel aux ressources nécessaires • Appliquer les principes du maintien de l'ordre par la résolution de problème • Ouvrir les dossiers requis et en assurer le suivi					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Acquérir et maintenir les systèmes en assurant la confidentialité des échanges • Maintenir un lien avec le 911 Gérer un système d'enregistrement des appels et de la radio communication					
1G3	Sécurité routière	**Responsabilités :** • Effectuer des opérations de surveillance ciblées • Collaborer avec les organismes partenaires (voirie, brigadiers scolaires, etc.) • Appliquer le CSR et les règlements municipaux en circulation • Évaluer la mise en place de nouvelles	La sécurité routière est une activité qui est réalisée par différentes unités. Les patrouilleurs, les agents de quartier en sécurité routière (AQSR) et les motards réalisent des activités de répression afin de faire respecter les lois et les règlements et ainsi assurer la sécurité des usagers et la fluidité de la circulation. La Section de la sécurité routière comporte 5 modules : • Module de la coordination : Vigie de la fluidité des axes routiers de l'île de Montréal.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées – Module motard	✓ Système d'émission de constats informatisés ✓ Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) ✓ Radar laser et Doppler ✓ Remorque radar ✓ ADA ✓ Véhicule identifié, semi-banalisé et banalisé ✓ Motos identifiées ✓ Garage mécanique (Transféré à la ville)	○ Cours circulation (CSR) ○ Formation cinémomètre ○ Interception à pied ○ Gestes et signaux <u>Agents motards</u> : ○ Permis de conduire classe 6A ○ Formation agent motard sur motocyclette	Les traverses scolaires sont de la responsabilité du Module conseil. La gestion des brigadiers scolaires est prise en charge par les PDQ et les agents AQSR assurent leur appréciation de rendement. Le Service de police de la Ville de Montréal, en partenariat avec le ministère des Transports du Québec, a accès à plusieurs caméras sur le territoire montréalais pour assurer une vigie

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		technologies d'intervention • Analyser les accidents • Orienter, par des moyens appropriés, les activités des policiers pour faire diminuer le nombre et la gravité des accidents • Assurer la gestion des activités reliées à la sécurité routière • Assurer la liaison avec les organismes internes et externes dans le domaine de la sécurité routière	• Module Radar photo : Surveillance stratégique des secteurs à risque identifiés par radar photo. • Module Cadets : Cadets de la circulation aux abords des chantiers de construction et commercialisation des services afin d'assurer la sécurité et la fluidité aux abords des chantiers de construction. • Module conseil : analyse et documente les problématiques afin de développer et de recommander des activités de prévention et de répression. • Module de l'évaluation de drogues : *voir 1E23* La Section de l'inspection du remorquage s'assure de la gestion des permis et protocoles de collaboration. La Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud : • Module enquête collision : *voir 1E19*	➢ Section de la sécurité routière : – Module de la coordination – Module de conseil ➢ Section de l'inspection du remorquage **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions			de la fluidité de la circulation, ce qui lui permet d'agir de façon proactive afin de réduire les risques d'accidents et de congestion.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1G4	Application de la Loi sur les véhicules hors route et surveillance des sentiers de véhicules tout-terrain et de motoneiges	**Responsabilités :** • Effectuer des opérations de surveillance ciblées sur les sentiers • Collaborer avec les organismes partenaires (associations de VTT, de motoneiges, etc.) • Appliquer le Code criminel, le CSR et les règlements afférents • Analyser les accidents impliquant des véhicules hors route • Évaluer la mise en place de nouvelles technologies d'intervention	La patrouille VTT se fait de façon aléatoire selon la disponibilité des effectifs sur les relèves à moins d'une activité planifiée telle un service d'ordre. Les VTT sont utilisés pour la patrouille des sentiers situés dans les parcs et pour atteindre les endroits difficiles d'accès. Il est possible de patrouiller sur les sentiers de motoneige avec les VTT, selon la quantité de neige en hiver et, en tout temps, durant les autres saisons.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest et Sud)** ➢ PDQ 3 et 21 (île Notre-Dame)	✓ 4 VTT identifiés ✓ 2 Remorques ✓ Attache remorque ✓ 2 Pare-brise pour l'hiver ✓ Casques ✓ Uniformes et vêtements adaptés à la fonction	○ Formation conduite VTT 1 journée	Utilisé pour la recherche des disparus dans les secteurs boisés en toute saison sur le territoire de l'île de Montréal. Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 0

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1G5	Sécurité nautique des plaisanciers circulant sur un plan d'eau	**Responsabilités :** • Effectuer des opérations de prévention et de surveillance ciblées sur les plans d'eau navigables • Appliquer la Loi sur la marine marchande et les règlements en découlant • Assurer une présence policière afin de prévenir et réprimer la commission d'infractions reliées, entre autres, au Code criminel et aux règlements municipaux	Le Module nautique intervient sur tous les plans d'eau ceinturant l'île de Montréal. Ses activités : • Veiller à l'application du Code criminel, de la Loi de la marine marchande et de ses règlements, de la Loi du ministère des Transports Canada et des règlements municipaux. • Effectuer des patrouilles, procède à des interceptions d'embarcations et des opérations de contrôle. • L'hiver, les policiers visitent en embarcation les îles ceinturant le territoire de l'île de Montréal afin d'y effectuer une patrouille. • Appliquer la Loi sur les véhicules hors route le long des rives où se pratique la pêche sur glace. • Assurer une présence sur les eaux lors de divers services d'ordre (Feux Loto-Québec, festivités nationales, etc.).	**Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité soutière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Module nautique	✓ 2 camions servant à remorquer les embarcations identifiées ✓ 4 embarcations de style zodiac et 1 chaloupe identifiées pour les patrouilles hivernales ✓ Chaque embarcation est munie de tous les équipements exigés par la Loi de 2001 sur la marine marchande ainsi que le Règlement sur les petits bâtiments ✓ Boîte à équipement avec divers outils (cartes, lampes, pinces, pompes, extincteurs, etc.) ✓ Trousse de premiers soins ✓ Équipements de sauvetage (bouée de secours, grappins, harnais, vestes de flottaison, etc.) <u>Équipements d'opération</u> :	○ Test piscine : prérequis à la fonction ○ Formation de calibre commercial : Small vessel operator profiency (SVOP) et Small vessel basic safety (SDV-BS) (80 heures) ○ Maintien des compétences annuellement (2 semaines)	Le Module nautique est permanent. Il peut se déplacer sur l'eau en saison hivernale. Il soutient les PDQ pour les recherches sur les rivages. Il collabore avec la Section du groupe tactique d'intervention (GTI) pour des recherches sur l'eau à l'aide de ses équipements spécialisés. Son personnel est accrédité pour appliquer la réglementation de Parcs Canada pour le contrôle de la chasse aux canards. Il contribue à la réponse au niveau des mesures d'urgence Il travaille en collaboration avec divers partenaires externes Travail de jour et soir. Ligne d'urgence 24h/ 7j Nombre d'opérations réalisées en 2022 pour tous les plans d'eau sous

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
					✓ Caméra submersible pour recherche jusqu'à 35 pieds ✓ Sacs étanches ✓ Costumes de plongée et accessoires ✓ Équipements électroniques ✓ Lunettes de vision nocturne ✓ Casques de communication ✓ Radars ✓ Appareils GPS ✓ Appareil de détection approuvé (ADA) ✓ Raquettes à neige		la responsabilité du SPVM (1G5) incluant le Fleuve Saint-Laurent (5G1) : • 1272 interceptions et inspections d'embarcation • 56 opérations nautiques planifiées incluant 8 OP alcool • 106 avertissements (AVNC) • 152 billets en vertu de la loi sur la marine marchande du Canada ont été donnés (LMMC)
1G6	Transport de prévenus	**Définition :** • Effectuer le transport des prévenus, notamment vers les établissements de détention après la comparution **Responsabilités :** • Assurer le contrôle et la coordination de tous les	L'agent de quartier ou du soutien et des interventions spécialisées effectue le transport du lieu de l'arrestation au module de la détention de sa région. Au besoin, les agents de détention assurent par la suite les transports suivants par fourgon cellulaire : • Des modules de la détention vers la cour municipale de	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Sections des enquêtes et soutien organisationnel**	✓ 2 fourgons cellulaires de 17 personnes ✓ 2 fourgons cellulaires de 10 personnes ✓ Menottes et entraves de pieds ✓ Détecteur de métal ✓ 3 blocs cellulaires	<u>Agents de détention</u> : ○ Qualification sur le fourgon cellulaire	Les vidéos comparutions pour la Cour municipale ont lieu 7 jours par semaine.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		transports de prévenus vers le palais de justice ou vers un centre de détention • Empêcher la personne détenue de s'évader en utilisant des menottes et des entraves selon le danger qu'elle représente • Prendre les moyens pour prévenir que la personne détenue se blesse, blesse une autre personne ou cause des dommages matériels • Voir au bien-être et à l'état de santé de la personne détenue	Montréal et les cours du Québec. • De la cour municipale de Montréal vers les centres de détention provinciale et les hôpitaux psychiatriques. • Lorsqu'un service de police extérieur détient une personne pour des mandats du SPVM; de leur poste ou unité de détention vers le module de détention (ce type de transport peut également être effectué par les patrouilleurs ou les agents d'intervention). • D'un hôpital vers les modules de détention lors de gardes de personnes détenues, effectuées par des agents de détention. • Lors d'arrestations multiples.	➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord ➢ Module Détention Est			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1G7	Délit de fuite	**Définition :** • Événement au cours duquel le conducteur d'un véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef impliqué dans un accident omet de rester sur les lieux ou d'y retourner immédiatement, de donner son nom et son adresse ou d'offrir l'assistance nécessaire à une personne qui a subi des blessures ou des dommages. **Responsabilités :** • Répondre à la plainte et sécuriser les victimes • Enquêter l'accident (rapport d'accident, relevés, indices, mesures, photographies) • Identifier les auteurs et soumettre une	Activité du patrouilleur : • se rendre sur les lieux; • assurer la sécurité des parties impliquées; • rechercher et identifier les témoins; • préserver les éléments de preuve; • vérifier si une infraction criminelle ou pénale (code criminel (CCR) et/ ou code de la circulation routière (CSR) a été commise; • rédiger les rapports et porter les accusations appropriées. Selon certains critères énoncés par procédure, les agents enquêteurs du Module enquête collision sont appelés afin de se rendre sur les lieux notamment s'il y a décès, risque de décès, blessures graves ou s'il s'agit d'un accident majeur afin de traiter la scène et de mener l'enquête. Un reconstitutionniste peut également être appelé sur les lieux (*voir fiche 2S3*). Activité de l'enquêteur :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions	*Si reconstitutionniste requis, voir équipements activité 2S3*	<u>Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud, Module des enquêtes sur les collisions</u> : ○ Protection de scène de crime ○ Circulation ○ Techniques d'enquêtes collision - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision – Capacité de conduite affaiblie (CCA) pour le reconstitutionniste ○ Diverses formations reconstitutionnistes (enfoncement, module coussin gonflable, etc.)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		demande d'intenter des procédures au procureur ou émettre un constat d'infraction	• prendre connaissance des rapports; • valider des informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et dépose le dossier d'accusation.				
1G8	Programmes de prévention	**Définition :** • Élaborer et réaliser des programmes de prévention de la criminalité **Responsabilités :** • Miser sur une approche communautaire • Collaborer avec les autres sections de la sécurité du territoire afin de déterminer les problèmes de sécurité et y remédier Développer, diffuser et mettre en œuvre des programmes de prévention en	Des programmes corporatifs sont mis en œuvre et coordonnés par la Division de la prévention et de la sécurité urbaine. Ils sont répartis dans les unités au SPVM pour leur mise en application selon le thème du programme ou le public ciblé (ex. : rentrée scolaire, piétons, vélos, aînés, etc.). Plusieurs programmes locaux sont aussi mis en place directement par les PDQ.	**Direction des services de proximité** ➢ Division de la prévention et de la sécurité urbaine ➢ Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est), PDQ **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section de la sécurité routière, Module conseil	✓ Kiosques ✓ Mascotte FLICK ✓ Comptoir mobile (véhicule pour activité communautaire) ✓ Pamphlets et autres outils de communication	○ Animation ○ Éthique ○ Français écrit ○ Formation sur la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA)	L'élaboration et la réalisation de ces programmes de prévention de la criminalité sont consacrées majoritairement aux ressources spécialisées citées sous cette rubrique. La participation à ces activités est applicable par tous les policiers au SPVM.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		concertation avec les partenaires (écoles, organismes, etc.)					
1G9	Protection d'une scène de crime	**Responsabilités :** • Établir un périmètre de sécurité et contrôler les accès autour d'une scène de crime jusqu'à ce que les enquêteurs, le policier judiciaire ou les techniciens en scène de crime aient terminé leur travail • Protéger l'intégrité de la scène de crime • Produire un rapport de protection de scène au responsable de l'enquête	Le patrouilleur se rend sur les lieux et évalue l'ampleur de la scène à couvrir, en prenant en considération divers facteurs lui permettant de réquisitionner les ressources appropriées. Son rôle : • protéger la scène de crime; • identifier les éléments de preuve; • délimiter le périmètre à protéger et contrôler les accès; • rédiger des rapports circonstanciés. Le superviseur assume le commandement de la scène à son arrivée et requiert la présence des enquêteurs ou des experts en scène de crime.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Équipement nécessaire à l'interdiction d'accès (rubans, cônes, barrières, etc.) et à la protection de la scène de crime ✓ Véhicules identifiés	○ Protection scène de crime	La Section de l'identification judiciaire est habilitée à traiter les scènes de crimes des enquêtes criminelles.
1G10	Capacité d'endiguement	**Définitions :** • <u>Capacité d'endiguement :</u> Établissement et	Les premiers patrouilleurs arrivés sur les lieux d'un événement doivent : • valider l'information;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ	*Pour les sections du soutien et interventions spécialisées, voir les équipements à l'activité 3S6*	*Sections soutien et interventions spécialisées, voir l'activité 3S6*	Mode de fonctionnement PO 230 Évaluation du niveau du risque

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		contrôle de périmètre lors d'une prise d'otage ou pour un tireur embusqué. • Prise d'otage : • Détention d'une personne contre son gré dans l'intention de contraindre un tiers à satisfaire aux exigences de son auteur. • <u>Tireur embusqué :</u> • Personne qui s'enferme dans un lieu et qui tire ou menace de tirer des coups de feu sur quelqu'un ou quelque chose, mettant ainsi la vie humaine en danger. **Responsabilités :** • Valider l'événement • Circonscrire et isoler rapidement la situation de façon à limiter les blessures	• localiser l'événement et l'isoler; • mettre en place un premier périmètre pour le contenir. Le superviseur de quartier se rend sur les lieux et réquisitionne au besoin les ressources spécialisées selon le niveau de risque et les équipements requis afin de mettre en place un endiguement. Il doit analyser les besoins d'évacuation et favoriser une résolution pacifique en évitant que la situation s'envenime. Les manœuvres d'endiguement sont évaluées selon le niveau de risque.	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées ➢ Section groupe tactique d'intervention (GTI)	*Pour la section du groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3*	*Groupe tactique d'intervention, voir l'activité 4S3*	Nombre approximatif d'opérations réalisées en 2022 : 2 190 (soit approximativement 6 opérations par jour)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		et les pertes de vie et éviter que la situation s'envenime Établir un périmètre de sécurité et, au besoin, faire évacuer les personnes présentes					
	Enquêtes						
1E1	Enlèvement	**Définition :** • Lorsqu'une personne est enlevée par la force ou par la ruse dans le but de la retenir contre son gré ou contre la volonté d'une personne qui en a légalement la garde. **Responsabilités :** • Établir les circonstances de l'enlèvement et colliger toutes les coordonnées de la victime (description physique et	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par la Section des enquêtes régionales concernée ou par celle des crimes majeurs. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • valider les informations; • entreprendre des démarches d'enquête; • préparer et déposer le dossier d'accusation. • Si la vie d'une personne est en danger ou s'il y a une demande de rançon, la Section des crimes	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		Sections des enquêtes régionales : o Programme de formation initiale en enquête (PFIE) Section des crimes majeurs : o Anglais intermédiaire o Entrevue filmée d'un suspect - ÉNPQ o Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants – ÉNPQ (pas obligatoire)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		psychologique, lien avec l'auteur, etc.) • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	majeurs entre en jeu et s'occupe de l'enquête.			○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs – collège canadien de la police (CCP)	
1E2	Agression sexuelle	**Définitions :** • Agression sexuelle : Attaque à caractère sexuel contre une personne. • Agression sexuelle armée : Attaque à caractère sexuel alors que l'agresseur porte, utilise ou menace d'utiliser une arme ou une imitation d'arme. • Agression sexuelle grave : Attaque à caractère sexuel qui blesse, mutile ou défigure le	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par la Section des agressions sexuelles. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • valider les informations; • entreprendre des démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des agressions sexuelles	✓ Deux réfrigérateurs pour conserver les prélèvements ✓ Véhicules banalisés ✓ Nombre de salles d'interrogatoire vidéo : 18 réparties dans 5 édifices afin d'offrir le service à l'ensemble du territoire.	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Anglais intermédiaire ○ Entrevue filmée d'un suspect - ÉNPQ ○ Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs – CCP (pas obligatoire)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		plaignant ou met sa vie en danger. • Comprend également les agressions sexuelles lors desquelles des lésions corporelles sont infligées et celles avec menace à un tiers. **Responsabilités :** • Faire réaliser un examen médico-légal dans un centre hospitalier • Référer les victimes au CLSC, au CAVAC ou tout autre organisme communautaire • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'intenter des procédures					
1E3	Infractions d'ordre sexuel	**Définition :** • Comprend notamment l'inceste, les contacts sexuels, les actions indécentes ou toute autre infraction à caractère sexuel non prévue. **Responsabilités :** • Faire réaliser un examen médico-légal dans un centre hospitalier, si approprié • Diriger les victimes vers un CLSC, le CAVAC ou tout autre organisme communautaire • Préserver la scène de crime et y	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par la section des enquêtes régionales concernée pour les infractions d'exhibitionnisme. Dans tous les autres cas, les enquêteurs de la Section des agressions sexuelles chapeauteront l'enquête. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • valider les informations; • entreprendre des démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des agressions sexuelles		<u>Sections des enquêtes régionales</u> : ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>Section des agressions sexuelles</u> : ○ Anglais intermédiaire ○ Entrevue filmée d'un suspect - ÉNPQ ○ Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants - ÉNPQ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs – CCP (pas obligatoire)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E4	Pornographie juvénile lorsqu'il y a flagrant délit	**Définition :** • Flagrant délit de possession, de production, d'impression, de publication, d'importation, de distribution ou de vente de pornographie juvénile. **Responsabilités :** • Identifier le matériel pornographique • Contacter la SQ pour vérifier si un réseau est impliqué • Préserver la scène de crime et y	L'enquêteur de la Section de l'exploitation sexuelle effectue les recherches nécessaires pour élucider les crimes commis à l'encontre de la clientèle vulnérable ou en situation de dépendance à leur entourage. Activités de l'enquêteur : • enquêter et valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section de l'exploitation sexuelle		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Anglais intermédiaire ○ Entrevue filmée d'un suspect - ÉNPQ ○ Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs – CCP (pas obligatoire)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E5	Voies de fait	**Définitions :** • Employer la force ou tenter ou menacer de le faire, directement ou indirectement, contre une autre personne sans son consentement. • Comprend tous les types de voies de fait, le harcèlement criminel, le fait de proférer des menaces, l'intimidation et les appels téléphoniques harassants ou indécents. **Responsabilités :**	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, selon la gravité des voies de fait (1er et 2e niveau) l'enquête est faite, soit par les patrouilleurs (flagrant délit), ou les enquêteurs de la Section des enquêtes régionales concernée. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • enquêter et valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Répondre à la plainte, mettre fin à la violence, assurer la sécurité et la protection de la victime • Diriger la victime vers les organismes d'aide • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E6	Accident de travail mortel, en collaboration avec la Sûreté du Québec (SQ)	**Définition :** Toute enquête relative à un accident de travail qui cause la mort. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt	En tant que corps policier offrant des services de niveau 5, le SPVM est autonome dans le traitement de ce type d'événement. Les policiers répondent à l'appel, puis sollicitent les enquêteurs des Sections enquêtes régionales concernées. Ces derniers déterminent si l'accident est d'ordre criminel ou non, rencontrent les témoins,	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales ➢ Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud,		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Agent enquêteurs collision et reconstitutionnistes voir 1E19*	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Établir le contact avec la SQ, afin de déterminer le niveau de collaboration • Procéder à l'enquête afin d'établir les circonstances du décès • Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu Collaborer avec les enquêteurs de la CSST	couvrent la scène et font appel aux enquêteurs de la commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST). Dans l'éventualité où l'accident de travail se produit alors qu'il y a utilisation d'un véhicule moteur, le Module enquête collision peut être sollicitée.	Module Enquêtes collisions			
1E7	Vol qualifié	**Définitions :** • Voler en employant la violence ou des menaces de violence contre une personne ou des biens. • L'usage d'une arme offensive ou de l'imitation d'une telle arme lors de la perpétration du vol qualifié est inclus.	Prise de rapport par le patrouilleur. De façon générale, les vols qualifiés sont traités par un enquêteur rattaché à la section des enquêtes criminelles concernées. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • enquêter et valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Porter secours aux victimes • Évaluer la possibilité de déclencher l'opération CENT • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation. En ce qui concerne les vols qualifiés commis dans les institutions financières ainsi que lors du transport de valeurs, la prise en charge initiale est faite par la Section des crimes majeurs (*voir l'activité 2E5*).				
1E8	Taxage	**Définition :** • Extorsion d'objets divers ou d'argent, souvent accompagnée de violence ou de menace de violence, commise habituellement par des jeunes aux dépens d'autres jeunes.	Prise de rapport initiale par le patrouilleur. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par l'enquêteur rattaché à la Section des enquêtes régionales concernée. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • enquêter et valider les informations;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Crime organisé ○ Filature ○ Moralité ○ Loi du système de justice pénale pour les adolescents (PDQ, sections des enquêtes criminelles et DPSU)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Protéger et sécuriser les victimes • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• entreprendre les démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation. Le volet prévention est assuré par le Module de la stratégie de prévention et des relations avec les communautés, sous la gouverne de la Division de la prévention et de la sécurité urbaine, qui offre un soutien aux agents de concertations et agents sociocommunautaires dans la préparation de leur plan d'intervention auprès de la clientèle cible sur le territoire.	**Division de la prévention et de la sécurité urbaine** ➢ Module de la stratégie de prévention et relations avec les communautés		<u>Sections enquêtes régionales</u> : ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>Division de la prévention et de la sécurité urbaine (DPSU)</u> ○ Animation ○ Éthique ○ Français écrit	
1E9	Extorsion sur des personnes vulnérables ou en situation de dépendance à leur entourage	**Définition :** • Extorsion d'objets divers ou d'argent, souvent accompagnée de violence ou de menace de violence, commise aux dépens de personnes vulnérables ou	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, selon la gravité de l'extorsion, l'enquête peut être confiée à une équipe spécifique ayant développé une expertise face à cette clientèle ou ce type de contrevenant (*voir section « Ressources humaines affectées ou non* »). Activités de l'enquêteur :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>DPSU</u>: ○ Animation ○ Éthique ○ Français écrit	* En 2013, le Projet de recherche-action IPAM voit le jour. Partenariat entre le SPVM et l'Université de Sherbrooke. Outil important pour les policiers du SPVM et de prévention en situation de maltraitance.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		dépendantes (ex. personnes âgées ou déficientes), par des membres de leur famille ou de leur entourage. **Responsabilités :** • Protéger et sécuriser les victimes • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Référer les victimes au CLSC, au CAVAC ou à tout autre organisme communautaire • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• prendre connaissance de la plainte; • enquêter et valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation. Le Module de la stratégie de prévention et des relations avec les communautés accorde une attention particulière à ce type de clientèle par l'intermédiaire de campagnes de prévention et d'information afin de mieux les préparer à faire face à ce type d'infraction.	**Division de la prévention et de la sécurité urbaine** ➢ Module de la stratégie de prévention et relations avec les communautés			Conférence pancanadienne sur ce projet novateur.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1E10	Introduction par effraction	**Définition :** • S'introduire en un endroit par effraction avec l'intention d'y commettre un acte criminel **Responsabilités :** • Analyser la criminalité par concentration • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Réponse à l'appel et prise de rapport par le patrouilleur; dans certains cas, prélève les empreintes digitales. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par la section des enquêtes régionales concernées. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • valider les informations; • entreprendre démarches d'enquête; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales	✓ Mini trousse pour scène de crime	PDQ : ○ Formation mini trousse (agent) Sections enquêtes régionales : ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	
1E11	Incendie	**Définitions :** • Causer, par le feu ou par une explosion, intentionnellement ou sans se soucier des conséquences, un dommage à un	Dans le cadre d'un événement (criminel ou non), le patrouilleur s'occupe de colliger les informations sur un rapport d'événement. Événements criminels :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service des enquêtes spécialisées**	✓ Vêtements et équipements de protection de type pompier pour les enquêteurs sur site. ✓ Camions de scène avec :	Module des incendies criminels : ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Crime organisé ○ Filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		bien ou des lésions corporelles à autrui. • Comprend les incendies de blocs appartements, de fermes et la fausse alarme d'incendie. • L'enquête d'incendie est menée par un corps de police lorsque la cause probable de l'incendie n'est pas manifestement accidentelle ou lorsque l'incendie est un cas spécifié par le corps de police (art. 45 de la Loi sur la sécurité incendie). **Responsabilités :** • Rencontrer le responsable incendie pour établir un périmètre de sécurité • S'assurer que la recherche du point	L'enquête est transférée et pilotée par la Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs. Activités de l'enquêteur : • analyser la scène de crime; • Valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête; • faire des demandes d'expertise; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	➢ Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs	▪ Équipements nécessaires afin d'expertiser la scène de crime; ▪ Trousse pour récupérer les pièces à conviction.	○ Investigation d'une scène d'incendie -ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'origine ou des foyers, des causes probables ainsi que des circonstances de l'incendie soit effectuée • Faire rapport du point d'origine ou des foyers d'incendie, des causes probables ainsi que des circonstances de l'incendie au service de sécurité incendie dans les meilleurs délais • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents, après avoir obtenu les autorisations judiciaires, lorsque cela est nécessaire Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'intenter des procédures					
1E12	Vol de véhicule	**Responsabilités :** • <u>Vol de véhicule</u> : - Inscrire au CRPQ; - Enquêter et analyser le *modus operandi*; - Collaborer avec les partenaires. • <u>Véhicule volé retrouvé</u> : Le corps de police responsable du territoire où a été retrouvé le véhicule doit : - Ouvrir le dossier; - Communiquer avec le corps de police d'où provient la plainte de vol	Prise de rapport par le patrouilleur (*voir remarque concernant le système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) utilisé au SPVM).* Lorsqu'il y a arrestation, l'enquête est transférée et pilotée par la section des enquêtes régionales concernée. Activités de l'enquêteur: • prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Module motard **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales	✓ Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI)	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	* À la suite d'un vol de véhicule, la plaque d'immatriculation du véhicule volé est diffusée sur les ordinateurs véhiculaires, inscrite au CIPC puis ajoutée dans l'une des banques de données du SRPI. Le patrouilleur peut donc détecter les véhicules déclarés volés à l'aide des caméras du SRPI ou tout simplement lors d'une enquête de routine.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		(rayer au CRPQ); - Faire réaliser l'expertise technique; - Analyser le modus operandi; - Informer le propriétaire et coordonner la libération du véhicule; - Demander d'intenter des procédures criminelles. Cette activité inclut la prise de véhicule sans permission.					
1E13	Production, trafic et possession de drogues illicites sur le plan local ou de rue	**Définition :** • Concerne la vente, la consommation personnelle et tous les types de production (intérieure et extérieure) pourvu que ce soit au niveau local et que	Dans le cas d'une possession simple, le patrouilleur procède à l'arrestation, rédige les rapports circonstanciés et saisit la drogue. Par la suite, le dossier est confié à un agent de la Section identification judiciaire (possessions simples, chambre à stupéfiants).	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section identification judiciaire (possessions simples,	✓ Équipement pour l'éradication des plants de marijuana ✓ Camion de transport	<u>Sections enquêtes par projet</u> : o Programme de formation initiale en enquête (PFIE) o Crime organisé o Filature o Loi du système de justice pénale	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		ce ne soit pas assimilable à un réseau. **Responsabilités :** • Procéder aux enquêtes relatives aux drogues illicites au regard des cas de flagrant délit (arrestation effectuée par les patrouilleurs, découverte de marijuana par le service des incendies, etc.) • Procéder à l'éradication à la suite de la découverte de plantations de marijuana • Saisir les substances illicites, les faire analyser, les remiser et les détruire • Détecter les infractions et les personnes en	Activités de l'agent de la Section identification judiciaire : • faire analyser les pièces à conviction; • préparer et déposer le dossier d'accusation; • disposer et détruire des drogues. S'il s'agit de trafic ou de possession en vue de faire du trafic, la démarche est pratiquement la même. Toutefois, l'enquête est transmise à un enquêteur de la Section des enquêtes par projet concernée du Module Stupéfiants. Les enquêteurs de la Section ACCES et produits de la criminalité ont la responsabilité exclusive du traitement de l'information, de l'enquête et du démantèlement d'une « serre » et des installations où se pratique la culture de marijuana.	Chambre à stupéfiants) **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes par projet, module Stupéfiants **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section ACCES et produits de la criminalité		pour les adolescents (section des enquêtes criminelles, PDQ et DPSU) ○ Notions de surveillance physique et dépisteur	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		infraction dans les écoles, les parcs et divers lieux publics • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures Alimenter les banques de données afférentes					
1E14	Prostitution de rue	**Responsabilités :** • Procéder aux enquêtes relatives à la sollicitation • Collaborer avec les organismes communautaires Cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Ce type d'événement relève du Module de la moralité de la Section du crime organisé. L'agent ou l'enquêteur intervient dans la rue par des interventions ponctuelles ou ciblées, selon des informations obtenues de la part des patrouilleurs ou par l'entremise de plaintes de citoyens au regard de la sollicitation. Activité de l'enquêteur : • enquêter et valider les informations; • procéder à l'arrestation du contrevenant;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section du Crime organisé** ➢ Module de la moralité		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Crime organisé ○ Filature ○ Moralité ○ Notions de surveillance physique et dépisteur	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
			• préparer et déposer le dossier d'accusation.				
1E15	Fraude par chèque, carte de crédit ou carte de débit, escroquerie, faux semblant, fausse déclaration.	**Définitions :** • Fraude par chèque : Toute fraude commise à l'aide d'un chèque, d'un chèque de voyage, d'un mandat, d'un mandat postal ou de toute copie de chèque. • Fraude par carte de débit et de crédit : Toute fraude commise à l'aide d'une carte de paiement émise à l'intention d'un client, mais demeurant la propriété de la société émettrice, laquelle société autorise l'utilisation de cette carte par le détenteur légitime pour avoir accès à des	Prise de rapport par le patrouilleur ou le rédacteur d'événements aux fraudes. Par la suite, l'enquête est pilotée par les enquêteurs de la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur: • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider les informations); • enquêter et amasser la preuve; • collaborer avec partenaires internes et externes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques	✓ Sac Faraday	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		comptes ou à du crédit. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E16	Escroquerie, faux semblant, fausse déclaration	**Définition :** • Comprend l'obtention frauduleuse de crédit, d'aliments, de logement ou de transport, le parjure, la fraude envers le consommateur, les ordonnances médicales falsifiées, l'usage de faux, la supposition de personne, le vol d'identité, le prêt usuraire et la publicité sympathique.	Prise de rapport par le patrouilleur ou par un rédacteur d'événements aux fraudes. Selon la nature du dossier, l'enquête est pilotée, soit par l'une des sections des enquêtes régionales ou par la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider les informations); • enquêter et amasser la preuve;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• collaborer avec partenaires internes et externes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.				
1E17	Vol simple et recel	**Définitions :** • Vol : Prendre ou détourner à son propre usage ou à l'usage d'une autre personne, une chose quelconque avec l'intention de priver son propriétaire de cette chose ou de son droit ou intérêt dans cette chose. • Recel : Délit commis par celui qui, en connaissance de cause, garde par-devers lui des choses enlevées, détériorées ou	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Prise de rapport par le patrouilleur. Lorsqu'il y a arrestation d'un suspect, le patrouilleur rédige le dossier d'accusation. Si aucun suspect n'est arrêté, le dossier est transféré à un enquêteur de l'une des sections des enquêtes régionales concernée. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales	✓ Mini-trousses pour scène de crime	PDQ : o Formation mini-trousse (agent) Sections des enquêtes régionales : o Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit. **Responsabilités :** • Analyser la criminalité par concentration • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E18	Biens infractionnels	**Définition :** • Biens situés au Canada ou non (à l'exception des substances désignées ou des biens immeubles, sauf si ces derniers ont été construits ou ont subi d'importantes modifications en	En tout temps, lorsqu'un crime est commis et qu'un bien a été utilisé pour perpétrer l'infraction, le policier ou l'enquêteur entreprend les démarches nécessaires pour le recouvrer. S'il y a lieu, le bien est saisi puis déposé dans l'une des chambres aux effets où il sera entreposé selon les règles	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales	✓ Sacs Faraday (blocage signaux cellulaires) ✓ Chambres aux effets	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>Service des enquêtes spécialisées</u> : ○ Cours spécifique sur les produits de la criminalité	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		vue de faciliter la perpétration d'une infraction désignée) qui servent ou donnent lieu à la perpétration d'une infraction désignée ou qui sont utilisés de quelque manière dans la perpétration d'une telle infraction ou d'un acte criminel, ou encore qui sont destinés à servir à cette fin. **Responsabilités :** • Appliquer les modalités des articles 490.1 à 490.9 du Code criminel • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	décrites à l'activité 1S7 : Garde des pièces à conviction. Dans le cas d'un récidiviste en matière de capacité de conduite affaiblie, le véhicule pourrait être saisi en tant que bien infractionnel et remorqué à la fourrière désignée. Le policier doit obtenir l'approbation d'un procureur, puis le faire transférer au site du centre de services partagés du Québec (CSPQ).	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section ACCES et des produits de la criminalité			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Assurer un suivi administratif de la disposition des biens					
1E19	Accident de véhicule	**Définitions :** • Enquête relative à un événement au cours duquel un dommage est causé par un véhicule en mouvement. Cela comprend : - les accidents matériels; - les accidents causant des lésions corporelles; - les accidents mortels. • Cette activité ne se limite pas aux accidents en vertu du CSR et concerne tous les types de véhicules	Le patrouilleur se rend sur les lieux, assure la sécurité des parties impliquées, recherche et identifie les témoins, préserve les éléments de preuve, rédige les rapports et vérifie si une infraction criminelle ou pénale a été commise, et le cas échéant, porte les accusations appropriées. Selon certains critères énoncés par procédure, les agents enquêteurs du Module enquête collision sont appelés afin de se rendre sur les lieux notamment s'il y a décès, risque de décès, blessures graves ou s'il s'agit d'un accident majeur afin de traiter la scène et de mener l'enquête. Un reconstitutionniste peut également être appelé sur les lieux (*voir fiche 2S3*). Activité de l'enquêteur : • prendre connaissance des rapports;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions	*Si reconstitutionniste requis, voir les équipements à l'activité 2S3* ✓ Centre d'expertise pour les véhicules	<u>Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud, Module des enquêtes sur les collisions</u> : ○ Protection de scène de crime ○ Circulation ○ Techniques d'enquêtes collision - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision - CCA pour le reconstitutionniste ○ Diverses formations reconstitutionnistes (enfoncement, module coussin gonflable, etc.)	L'agent enquêteur collision et les reconstitutionnistes sont disponibles en tout temps afin de soutenir les patrouilleurs dans les situations nécessitant leur expertise. En plus des accusations pénales et criminelles, dans les cas de décès sans accusations, l'enquêteur collision fait une enquête et doit remettre un rapport au Coroner. Le reconstitutionniste doit également effectuer l'analyse de la scène et soumettre un rapport au Coroner.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		moteurs et routiers, incluant les trains, mais exclut les aéronefs. • Inclut les enquêtes relatives aux accidents de travail mortel assimilables aux accidents de véhicule mortels. • Véhicule moteur : À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. • Véhicule routier : Véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails, les bicyclettes assistées et les fauteuils roulants mus électriquement; les	• valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers. **Responsabilités :** • C'est le travail du policier en enquête de collision. • Secourir les blessés • Examiner la scène afin d'y déceler les éléments pertinents (mesures, photos, etc.) • Rechercher les circonstances et les causes de l'accident • Remplir un rapport d'accident SAAQ R-1, lorsque nécessaire (art. 173 du CSR) • Soumettre un rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Demander d'intenter des procédures, lorsque requis					
1E20	Méfait	**Définition :** • Détruire ou détériorer un bien, le rendre dangereux, inutile, inopérant ou inefficace, empêcher, interrompre ou gêner son emploi, sa jouissance ou son exploitation légitime, empêcher, interrompre ou gêner une personne dans l'emploi, la jouissance ou l'exploitation légitime d'un bien. **Responsabilités :** • Préserver la scène de crime et y prélever les	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Prise de rapport par le patrouilleur. Lorsqu'il y a arrestation d'un suspect, le patrouilleur rédige le dossier d'accusation. Si aucun suspect n'est arrêté, le dossier est transféré à un enquêteur de l'une des sections des enquêtes criminelles concernée, du Service des enquêtes criminelles. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E21	Infraction criminelle causant la mort ou des lésions corporelles menaçant la vie, commise lors de la conduite d'un véhicule - en collaboration avec la SQ	**Définitions :** • Comprend le délit de fuite, la conduite dangereuse, la capacité de conduite affaiblie et la négligence criminelle causant la mort, lorsque ces crimes sont commis lors de la conduite d'un véhicule. • Inclut tous les véhicules moteurs, ainsi que les trains, les aéronefs (lésions corporelles) et les	Le patrouilleur se rend sur les lieux, assure la sécurité des parties impliquées, recherche et identifie les témoins, préserve les éléments de preuve et commence la rédaction des rapports. Il fait appel aux enquêteurs collision afin de traiter la scène et mener l'enquête. Dans ce type d'événement, il fera appel au reconstitutionniste qui recueillera les éléments de preuve en analysant la scène, permettant d'expliquer la séquence de la collision (*voir fiche 2S3*). Activité de l'enquêteur :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions	*Si reconstitutionniste requis, voir les équipements à l'activité 2S3*	<u>Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud, Module des enquêtes sur les collisions</u> : ○ Protection de scène de crime ○ Circulation ○ Techniques d'enquêtes collision - ÉNPQ Techniques d'enquêtes collision - CCA pour le reconstitutionniste	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		bateaux (art. 253 du Code criminel) • Véhicule moteur : À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. **Responsabilités :** • Secourir les blessés • Établir le contact avec la SQ, afin de déterminer le niveau de collaboration • Procéder à l'examen des lieux et du véhicule impliqué; • Préserver la scène de crime et prélever les éléments pertinents • Soumettre un rapport au coroner	• prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		et participer à son enquête, s'il y a lieu • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E22	Conduite dangereuse	**Définitions :** • Conduire un véhicule moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire (art. 253 du Code criminel) de façon dangereuse pour le public, eu égard aux circonstances, y compris la nature et l'état du lieu, ainsi que l'intensité de la circulation à ce moment ou raisonnablement prévisible dans ce lieu.	Le patrouilleur se rend sur les lieux, assure la sécurité des parties impliquées, recherche et identifie les témoins, préserve les éléments de preuve et commence la rédaction des rapports. Il fait appel aux enquêteurs collision qui entameront l'enquête. Il peut faire appel au reconstitutionniste (*voir fiche 2S3*) qui recueillera les éléments de preuve permettant d'expliquer la séquence de la conduite (*voir fiche 2S3*). Activité de l'enquêteur :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions	*Si reconstitutionniste requis, voir les équipements à l'activité 2S3*	<u>Module des enquêtes sur les collisions :</u> ○ Protection de scène de crime ○ Circulation ○ Techniques d'enquêtes collision - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision - CCA pour le reconstitutionniste Diverses formations reconstitutionnistes (enfoncement, module coussin gonflable, etc.)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Véhicule moteur : À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. **Responsabilités :** • Procéder à l'examen des lieux et du véhicule impliqué Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.				
1E23	Capacité de conduite affaiblie	**Définitions :** • Conduire un véhicule moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire (art. 253 du Code criminel) lorsque la capacité de conduite est affaiblie par l'alcool ou la drogue.	Si le policier soupçonne que le conducteur a les capacités de conduire affaiblies. Activité du patrouilleur : • utiliser appareil ADA; • faire passer les épreuves de coordination des mouvements; • arrêter le conducteur si motifs;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Sections des enquêtes et du soutien organisationnel** ➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord	✓ Appareil de détection approuvé ✓ Alcootest	Section de la sécurité routière, Module évaluation de drogues : o Technicien qualifié alcootest o Agent évaluateur	Nouvelle section d'agents évaluateur qui soutiendront les patrouilleurs 24h/24 et 7 jours semaines (suivront les trois relèves selon l'horaire des patrouilleurs et pour tout le territoire de Montréal).

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• <u>Véhicule moteur</u> : À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. **Responsabilités :** • Appliquer les règles relatives à la capacité de conduite affaiblie par l'alcool se retrouvant au Code criminel et au CSR • Initier la détection des conducteurs en facultés affaiblies Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• transporter échantillon haleine (*voir fiche 1S16*); • faire une demande de service Agent évaluateur pour évaluation (*voir remarque*); • procéder à l'arrestation le cas échéant; • effectuer les saisies appropriées et révocations; • préparer et rédiger dossier d'accusation. • Prélèvements sanguins.	➢ Module Détention Est **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section de la sécurité routière, Module évaluation de drogues			
1E24	Crime relié aux gangs criminalisés	**Définitions :** • Toute enquête relative à un crime	Les dossiers d'enquête reliés aux gangs criminalisés sont majoritairement traités par les Divisions des enquêtes	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)**		<u>Enquêtes</u> :	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		de son niveau de service lorsqu'un gang de rue est impliqué. • Gang de rue : Regroupement plus ou moins structuré d'adolescents ou de jeunes adultes, qui privilégient la force d'intimidation du groupe et la violence et qui accomplissent des actes criminels, dans le but d'obtenir pouvoir et reconnaissance ou de contrôler certaines sphères d'activités lucratives. **Responsabilités :** • Identifier les gangs de rue sur le territoire • Procéder à l'enquête du crime commis, cumuler les éléments de preuve et demander	criminelles concernées et par la Section du Crime organisé du Service des enquêtes spécialisées. Activité de l'enquêteur : • prendre connaissance des rapports; • analyser les scènes de crime; • s'occuper des détenus; • anticiper la criminalité émergente. Il est possible qu'un dossier soit transféré à la Section du crime organisé, selon l'ampleur du dossier, des crimes perpétrés et des membres de gang impliqués. De plus, la Section des crimes économiques est également appelée à traiter les dossiers relevant de son champ d'expertise.	➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes par projet **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé ➢ Section des crimes économiques		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Crime organisé ○ Filature ○ Loi du système de justice pénale pour les adolescents (PDQ, enquêtes et DPSU)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'intenter des procédures					
1E25	Objet suspect ou appel à la bombe, si négatif	**Définitions :** • Toute enquête relative à la découverte d'un objet suspect ou à un appel à la bombe, qui s'avèrent être négatifs. • Objet suspect : Toute forme de colis, enveloppe ou autre objet douteux dont le contenu pourrait dissimuler notamment des explosifs. • Engin explosif : Toute arme ou tout engin explosif ou incendiaire qui sont conçus pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels,	À la suite d'un appel ou d'une information d'un citoyen, le patrouilleur se dirige sur les lieux. Activité du patrouilleur : • valider les informations; • tenter de localiser l'objet en question (fouille extérieure); • réquisitionner l'aide du responsable des lieux pour fouille intérieure; • demander le support de l'Escouade canine. Les enquêteurs des sections des enquêtes criminelles concernées se rendent sur les lieux. Activités des enquêteurs : • effectuer l'enquête; • effectuer toute démarche en lien avec l'enquête.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Escouade canine		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		ou qui en ont la capacité; • Engin meurtrier : Toute arme ou tout engin qui sont conçus pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en ont la capacité, par l'émission, la dissémination ou l'impact de produits chimiques toxiques, d'agents biologiques, de toxines ou de substances analogues, ou de rayonnements ou de matières radioactives. **Responsabilités :** • Établir un périmètre de sécurité • Procéder à l'enquête, cumuler					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E26	Armes et découverte d'explosifs	**Définitions :** • Toute enquête relative à la possession d'armes prohibées et à autorisation restreinte, à l'usage dangereux d'armes, ainsi que les infractions relatives à l'entreposage des armes. • Toute enquête relative à la découverte d'explosifs (ex. obus). **Responsabilités :** • Établir un périmètre de sécurité (explosifs) • Disposer des armes et des explosifs trouvés de façon sécuritaire	À la suite d'une fouille, découverte d'explosifs ou d'armes (*voir fiche 1E25*). Activité du patrouilleur : • ériger un périmètre de sécurité; • demander l'assistance des enquêteurs et du GTI (*voir fiche 5S2*). Les enquêteurs des sections des enquêtes régionales concernées se rendent sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • débuter et effectuer toutes démarches en lien avec l'enquête; • recueillir la preuve; • assurer le suivi de l'enquête.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	✓ Ensemble de protection contre les déflagrations (bomb suit) ✓ Robot démineur ✓ Poudrière *Pour les autres équipements du Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3* *Pour les Incendies, voir les équipements à l'activité 1E11*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir l'activité 4S3* <u>Module des incendies criminels et explosifs</u> : ○ Crime organisé ○ Filature ○ Investigation d'une scène d'incendie - ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	S'il y a explosion, l'enquête est transférée au Module des incendies criminels.				
1E27	Utilisation de monnaie contrefaite	**Définition :** • Toute enquête relative à l'utilisation de monnaie contrefaite comme si elle était de bon aloi (art. 452 a du Code criminel). **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Centralisation de tous les dossiers à la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • enquêter et amasser la preuve; • collaborer avec partenaires internes et externes*; • préparer et déposer le dossier d'accusation. * La GRC sera mise à contribution afin d'obtenir l'expertise finale concernant la contrefaçon.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1E28	Décès survenu dans des circonstances obscures	**Définition :** • Toute enquête relative à un décès survenu dans des circonstances obscures (ex. noyade, suicide, etc.) **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt • Procéder à l'enquête afin d'établir les circonstances du décès • Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu • Transmettre le rapport approprié au pathologiste	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Activités du patrouilleur : • protéger la scène; • Identifier les témoins; • colliger les informations et la preuve. Par la suite, les enquêteurs de la section des enquêtes régionales concernée sont dépêchés sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • débuter l'enquête et analyse la scène; • amasser les faits et la preuve; • demander l'assistance de l'Identification judiciaire; • aviser et assurer le suivi auprès du coroner; • Identifier positivement la personne décédée avec l'assistance du coroner.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Poste de commandement mobile	<u>Section des enquêtes régionales</u> o Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Pour la Section de l'identification judiciaire, voir activité 2S1*	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1E29	Décès ou lésions corporelles menaçant la vie d'un enfant de moins de trois ans.	**Définition :** • Toute enquête relative au décès ou aux lésions corporelles menaçant la vie d'un enfant de moins de trois ans survenus dans des circonstances obscures. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt, s'il y a lieu • Établir le contact avec la SQ pour déterminer le niveau de collaboration • Procéder à l'enquête afin d'établir les	Les enquêteurs de la section des enquêtes régionales concernée sont dépêchés sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • commencer l'enquête et analyse la scène; • amasser les faits et la preuve; • demander l'assistance de l'identité judiciaire; • en cas de décès, aviser le coroner et la Section des crimes majeurs.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs ➢ Section des agressions sexuelles, Module abus physiques et décès d'enfants **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Poste de commandement mobile	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours exigé par la loi 86 de l'ÉNPQ (Crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants) ○ Entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Cours Enquête de crime majeur ○ Anglais intermédiaire II	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		circonstances du décès • Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu • Transmettre le rapport approprié au pathologiste					
1E30	Disparition	**Définition :** • Lorsqu'une personne s'absente de son lieu de résidence et que ses proches ou les gens qui en ont la garde s'inquiètent à son sujet compte tenu de ses habitudes, de son âge, de son état de santé ou de sa condition physique ou mentale. **Responsabilités :** • Recueillir immédiatement les détails pertinents à	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Activités du patrouilleur : • recueillir informations et faits pertinents; • effectuer les démarches afin de retrouver la personne; • aviser et demander l'assistance des enquêteurs. * Le superviseur de quartier peut réquisitionner des ressources supplémentaires afin d'effectuer des recherches en mobilisant un ou plusieurs groupes d'intervention ou de PDQ.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales ➢ Section des enquêtes et du soutien organisationnel Nord, Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements **Division des opérations spécialisées et tactiques**	✓ Carte de recherche ✓ Fiche signalétique ✓ Trousse de disparition (pour disparition chronique) ✓ Drône (possibilité)	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'orientation des recherches • Évaluer l'urgence de la situation, en tenant compte notamment de l'état de santé de la personne recherchée, de son âge et des conditions atmosphériques • Inscrire la personne disparue ou recherchée au CRPQ • Procéder à la recherche en fonction des détails recueillis • Pour une personne mineure, aviser le DPJ	La section des enquêtes régionales concernée se déplace sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • débuter immédiatement l'enquête - agir avec grande diligence si danger pour la vie, la santé ou la sécurité; • conseiller le commandant de scène;	➢ Sections soutien et interventions spécialisées			
1E31	Fugue	**Définition :** • Lorsqu'une personne mineure ayant manifesté directement ou par son comportement sa volonté de faire une fugue, s'enfuit	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Activités du patrouilleur : • recueillir informations et faits pertinents; • faire les démarches afin de retrouver la personne;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)**	✓ Rapport unique sur les disparitions ✓ Carte de recherche informatisée ✓ Rapport unique (journal opérationnel) ✓ Fiche signalétique	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		de son lieu de résidence, de sa famille d'accueil, de son centre d'accueil ou ne revient pas d'un congé provisoire. **Responsabilités :** • Signaler tous les cas de fugue au DPJ et l'informer s'il existe d'autres motifs raisonnables de croire que la sécurité ou le développement de la personne mineure est compromis, afin que celui-ci puisse demander l'émission d'une ordonnance judiciaire d'amener cette dernière devant lui, le cas échéant • Recueillir immédiatement les détails pertinents à l'orientation des recherches	• aviser et demander l'assistance des enquêteurs. * Le superviseur de quartier peut réquisitionner des ressources supplémentaires afin d'effectuer des recherches en mobilisant un ou plusieurs groupes d'intervention ou de PDQ. La section des enquêtes régionales concernée se déplace sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • débuter immédiatement l'enquête (agir avec grande diligence si danger pour la vie, la santé ou la sécurité; • conseiller le commandant de scène.	➢ Section des enquêtes régionales **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Rapport (guide pour l'enquêteur) ✓ Trousse de disparition (pour disparition chronique)		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Inscrire la personne recherchée au CRPQ • Procéder aux recherches en fonction des détails recueillis					
	Mesures d'urgence						
1M1	Contrôle de foule pacifique	**Définition :** • Gestion policière d'un rassemblement d'individus présentant peu de facteur de risque de perturbation sociale et qui est facilement contrôlable. **Responsabilités :** • S'assurer du maintien de la paix publique dans le respect des droits individuels et collectifs (les objectifs et les intentions	Au SPVM, ce type de contrôle de foule est considéré comme de la « gestion de foule ». Un service d'ordre est élaboré sous la responsabilité du chef de quartier en partenariat avec la section du renseignement spécialisé et les partenaires publics et privés. Ces événements sont gérés localement par les officiers des PDQ qui veillent à l'encadrement et au déroulement sécuritaire de ceux-ci. En raison de leur expertise dans le domaine de la gestion de la circulation, les agents motards et les agents de quartier en sécurité routière (AQSR) sont appelés à coopérer afin de	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section patrouilles spécialisées, Module motard **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Équipement de base d'un patrouilleur ✓ Veste pare-balles spécialisée ✓ Uniforme spécialisé et protections ✓ Casque antiémeute, boucliers et bâton ✓ Vélos *Pour les SIS, voir les équipements à l'activité 3S6*	Maintien des compétences du personnel pouvant être affecté à un service d'ordre de contrôle de foule.	Impromptus ou planifiés, les groupes d'intervention offrent divers services en soutien aux PDQ, aux unités d'enquêtes et à la Division de la planification opérationnelle pour les services d'ordre. Ils possèdent les certifications et les compétences pour l'utilisation de divers outils en maintien et rétablissement de l'ordre (MRO). Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 1835

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		annoncées sont de nature pacifique) • Rencontrer les groupes en cause pour établir une démarche harmonieuse et sécuritaire du déroulement de l'événement • Procéder à la cueillette des informations de même qu'à la reconnaissance des lieux • Développer un plan d'opération en service d'ordre qui prévoit la gestion de la circulation et la sécurité de la foule	dévier la circulation pour assurer la sécurité de la foule et la fluidité sur le réseau routier. Une rétroaction est complétée par la suite dans le but d'une optimisation continue des pratiques.				
1M2	Assistance policière lors de sauvetage	**Définition :** • Les événements concernés par les opérations de sauvetage sont : ➢ Aéronef perdu, en détresse ou écrasé (l'accide	Le Module nautique du Service est la seule présence régulière de patrouille sur les plans d'eau entourant l'Île de Montréal. Les patrouilleurs nautiques collaborent avec les premiers intervenants en sauvetage nautique : la Garde côtière canadienne, la Garde côtière	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière**	*Pour le Module nautique, voir les équipements à l'activité 1G5* <u>Trousse riveraine</u> ✓ Équipement de sauvetage riverain ✓ Gaffe ✓ Corde et mousqueton	*Formation voir 1G5* ○ Formation trousse riveraine (1 journée)	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : • 88 appels pour assistance policière lors de sauvetage

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		nt d'aéronef mortel est de niveau 3); ➢ Bateau perdu, en détresse ou naufragé; ➢ Évacuation médicale (endroits difficiles d'accès); ➢ Recherche de personnes disparues, entre autres, lors de désastres naturels. **Responsabilités :** • Répondre promptement à tout signalement nécessitant un sauvetage (venir en aide à des personnes dont la vie est immédiatement en danger)	auxiliaire et le Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal. Les agents des PDQ bordant un cours d'eau ont une formation en sauvetage riverain.	➢ Section patrouilles spécialisées, Module nautique	✓ Harnais ✓ Veste de sauvetage		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Tenter de secourir si les circonstances sont propices ou faire appel aux organismes compétents • Tenir à jour une liste des organismes ressources • Assister l'organisme responsable du sauvetage					
1M3	Assistance policière lors de recherche en forêt	**Responsabilités :** • Répondre promptement à tout signalement nécessitant la recherche en forêt d'une personne disparue • Recueillir immédiatement les détails pertinents à l'orientation des recherches (utiliser le guide prévu dans la pratique policière) • Dresser et tenir à jour une liste des	Selon le cas, les policiers répondent à l'appel et réquisitionnent les unités détenant l'expertise requise (ex. : disparition). Le territoire du SPVM ne comporte pas de forêt, mais comprend 8 parcs régionaux qui incluent des boisés.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section patrouilles spécialisées – Escouade canine – Module de la cavalerie **Division des opérations spécialisées et tactiques**	*Pour l'utilisation des VTT, voir l'activité 1G4* ✓ Raquette pour la neige ✓ Longue vue		Le SPVM peut coordonner leur recherche avec des bénévoles lorsqu'il n'y a aucun enjeu de protection d'une scène de crime. Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 0

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		bénévoles disponibles sur le territoire et pouvant effectuer des recherches en forêt • Développer un plan d'opération qui spécifie les rôles et fonctions des intervenants internes et externes		➢ Sections soutien et interventions spécialisées			
1M4	Assistance policière lors de sinistre	**Définition :** • Le *Plan national de sécurité civile* définit le sinistre comme étant : un événement dû à un phénomène naturel, une défaillance technologique ou un accident découlant ou non de l'intervention humaine, qui cause de graves préjudices aux personnes ou d'importants dommages aux biens et exige de la collectivité affectée	En réponse aux événements majeurs naturels ou anthropiques. Toutes les unités au SPVM sont amenées à contribuer au plan de réponse. La Section de l'antiterrorisme et des mesures d'urgence (SAMU) est avisée le plus rapidement possible pour prendre le commandement de l'opération (dans le cadre de sa mission « ordre et paix » à l'intérieur de la structure de la sécurité civile), établir les liens et solliciter la collaboration avec les partenaires requis.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Division de la planification opérationnelle** ➢ Section antiterrorisme et mesures d'urgence	✓ postes de commandement mobile ✓ autobus identifiés ✓ Remorque équipement SAMU		Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 0

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		des mesures inhabituelles, notamment une inondation, une secousse sismique, un mouvement de sol, une explosion, une émission toxique ou une pandémie. **Responsabilités :** • Porter secours lorsque requis et faire appel aux ressources nécessaires • Participer au processus de planification et effectuer les interventions reliées à la sécurité publique confiées par les autorités municipales afin de contrer ou de minimiser les impacts du sinistre appréhendé ou effectif					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Remplir son mandat en fonction du Plan national de sécurité civile					
	Services de soutien						
1S1	Recherche d'empreintes par poudrage et photographie sur une scène de crime	**Responsabilités :** • Effectuer, sur une scène de crime, des prélèvements et des photographies afin d'identifier l'auteur du crime • Prélever les empreintes latentes, s'occuper de la manutention et de la conservation des pièces qui nécessitent une expertise • Transmettre à un technicien en scène de crime et en identité judiciaire les	Les PDQ sont équipés de mini trousses qui peuvent être utilisées pour le prélèvement d'empreintes. Selon la nature de l'événement, le technicien de la Section de l'identification judiciaire peut être appelé sur les scènes de crime. Ses activités sont : • inspecter pour découvrir les indices; • recueillir les éléments de preuve matériels selon un ordre logique afin d'éviter leur perte; • effectuer le prélèvement d'empreintes digitales sur place ou en laboratoire; • faire des croquis, photographier les lieux, les pièces ou les victimes; • entreprendre les démarches appropriées pour préserver	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Mini trousses pour scène de crime *Si la Section de l'identification judiciaire est demandée sur les lieux, voir équipements de l'activité 2S1*	○ Cours scène de crime majeur ○ Formation au Collège canadien de la police à Ottawa ○ Cours donné par le Collège de protection civile du Canada en matière d'intervention CBRNe	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		empreintes latentes prélevées • Soumettre un rapport à l'enquêteur désigné	et conserver les éléments de preuve recueillis; • agir en soutien aux enquêtes et aux opérations.				
1S2	Production de mise en commun du renseignement criminel tactique et opérationnel relatif à des personnes, des groupes ou de phénomènes touchant leur territoire	**Définitions :** • Renseignement criminel : Produit d'un processus de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information concernant des personnes, des événements, des organisations, des phénomènes et des activités mettant en danger ou susceptibles de mettre en danger l'ordre et la sécurité publique dans un territoire donné • Renseignement criminel tactique : Appui accordé en matière de renseignement aux policiers et, en	Les activités de l'analyste : • décortiquer les informations dans la sphère d'activité dont il a la responsabilité afin de dégager le portrait caractéristique des problématiques; • suivre l'évolution et la structure des bandes criminalisées, des terroristes ou de groupes perturbateurs de l'ordre public; • identifier les sources de conflits, les regroupements délictuels, les concentrations criminelles et anticipe l'issue des tendances en matière de criminalité, de terrorisme ou de subversion; • construire des outils structurés de prise de décision et recommander des stratégies de prévention et de répression, de court, moyen ou long termes.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section renseignement spécialisé, Module liaison sécurité ➢ Section de l'analyse et du renseignement	✓ Système informatique spécialisé	○ Cours sur le crime organisé ○ Français écrit ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC) ○ Cours Analyse tactique de renseignements du Collège canadien de la police ○ Cours d'animation	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		particulier, au personnel des sections d'enquêtes criminelles lors d'une enquête particulière. • Renseignement criminel opérationnel : Outil de gestion qui permet l'identification et la surveillance des tendances de la criminalité, des concentrations d'infractions et de séries de crimes en lien avec un type d'activité criminelle. Il implique le recoupement systématique des données et des informations issues d'événements criminels dans un espace géographique donné. **Responsabilités :**					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Produire le renseignement criminel par la planification, la collecte, la validation, la collation, l'analyse et la diffusion du renseignement • Signaler à la patrouille et aux enquêtes la présence et le mouvement des personnes en libération conditionnelle sur le territoire • Maintenir un système de classement et de diffusion des renseignements • Fournir aux divisions opérationnelles le soutien nécessaire					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1S3	Contribution significative aux activités d'échanges de renseignements criminels entre les services de police et avec les organismes chargés de l'application de la loi	**Définitions :** • Renseignement criminel : Produit d'un processus de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information concernant des personnes, des événements, des organisations, des phénomènes et des activités mettant en danger ou susceptibles de mettre en danger l'ordre et la sécurité publique dans un territoire donné. • La contribution significative des corps de police à ces activités d'échange de renseignements est estimée en fonction de la nature et de l'incidence des phénomènes et de la criminalité observés sur le territoire desservi.	L'agent de renseignements entretient un réseau de contacts avec des partenaires internes et externes dans le but d'établir des liens sur les phénomènes à l'étude, en vue de permettre l'identification de solutions pour contrer les problématiques identifiées le plus efficacement possible. De plus, les membres de la section du renseignement travaillent continuellement en collaboration avec une multitude de partenaires externes.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section renseignement spécialisé, Module liaison sécurité ➢ Section de l'analyse et du renseignement	*Voir activité 1S2*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Voir activité 1S2*	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Organisme chargé de l'application de la loi : Organisme ayant un pouvoir limité prévu dans une loi fédérale ou provinciale précise. **Responsabilité :** • Assurer une liaison constante avec les corps de police et tous les organismes susceptibles d'aider le corps de police à prévenir et à résoudre le crime et le désordre public sur le territoire desservi					
1S4	Gestion des sources humaines d'information	**Définitions :** • Source humaine : Toute personne susceptible d'apporter des informations pertinentes et valides au processus d'exploitation du	La gestion des sources humaines d'information est consignée à la section Renseignement spécialisé. Chaque informateur est géré par un contrôleur unique ainsi qu'un contrôleur adjoint.	**Tous les policiers du SPVM** **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Renseignement spécialisé, Module du contrôle des informateurs			Tous les intervenants de la section Renseignement spécialisé ont une accréditation sécuritaire de la Section de la sécurité et de la probité organisationnelle.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		renseignement criminel. • Deux exemples de sources : <u>Informateur</u> : Personne qui fournit des renseignements non sollicités obtenus à la suite d'activité criminelle ou d'une association avec d'autres personnes impliquées dans des activités criminelles. • <u>Agent</u> : Personne chargée par les enquêteurs d'aider à la préparation des opérations contre une cible.					
1S5	Contribution, dans les délais prévus au *Guide de pratiques policières*, au Système d'analyse des	**Définition :** • Le SALVAC est une banque informatisée de données pertinentes aux crimes violents perpétrés au	Les enquêteurs extraient les informations requises du système SARC et font la rédaction des cahiers du système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALVAC).	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Toutes les unités concernées **Service des enquêtes spécialisées**	✓ Formulaire SALVAC	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC)	**Nombre de contributions au SALVAC** Année 2021 • Conforme : 2329 • Requis : 369 • Total : 2698

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	liens de la violence associée aux crimes (SALVAC), à la banque de données québécoise de renseignement criminel et à la banque d'empreintes digitales de la SQ	Canada. Cette banque permet d'établir des liens entre les crimes. • Il constitue le volet québécois d'une banque canadienne de données appelée ViCLAS. **Responsabilités :** • Remplir le formulaire SALVAC pour tous les cas prescrits et le transmettre au coordonnateur régional dans un délai de 30 jours suivant la prise de la plainte • Alimenter tout renseignement pertinent dans la banque de données québécoise de renseignement criminel	Suite à une recommandation du MSP, un Comité de travail a mis en place au sein du SPVM à l'automne 2020 afin d'être en mesure de répondre adéquatement aux exigences de la Loi sur la police (Annexe G) concernant la rédaction des cahiers SALVAC. Plusieurs démarches ont été entreprises par le biais de ce comité afin de pallier au retard accumulé et pour éviter que la situation perdure dans le temps, notamment avec : ▪ L'identification de personnes-ressources dans les unités concernées; ▪ L'identification d'un coordonnateur principal; ▪ La rédaction d'un guide de procédure à l'intention des enquêteurs; ▪ L'ajout d'une tâche automatique dans M-IRIS afin de créer un flux de travail lorsque la rédaction d'un cahier est exigée; ▪ Le recours à des ressources provenant du	➢ Toutes les unités concernées		○ Cours Analyse tactique de renseignements du Collège canadien de la police	Année 2022 • Conforme : 1625 • Requis : 886 • Total : 2511

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Faire parvenir les empreintes à la SQ afin qu'elles puissent être alimentées dans la banque de données appropriée et transmises à la GRC • Fournir toutes les informations nécessaires à l'alimentation	Comité de relocalisation afin de rédiger les cahiers antérieurs non faits; ▪ L'ajout d'une ressource agissant à titre d'agent-conseillère SALVAC pour assurer un suivi des cahiers SALVAC et assurer la liaison avec l'équipe provinciale (Sureté du Québec).				
1S6	Détention	**Définitions :** • <u>Détention</u> : Priver une personne de sa liberté, la limiter dans ses mouvements et la garder sous contrainte physique. • <u>Bloc cellulaire</u> : Endroit sécurisé et sous surveillance qui regroupe les services d'incarcération. **Responsabilités :**	L'agent de détention effectue la garde des détenus dans les blocs cellulaires, contrôle leurs effets, les escorte lors de leurs déplacements et s'assure de leur bien-être et de leur sécurité.	**Sections des enquêtes et du soutien organisationnel** ➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord ➢ Module Détention Est **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Service aux cours	✓ Sécurigare ✓ Cellules ✓ Cellule capitonnée ✓ Isoloirs pour appels à l'avocat ✓ Registre (système d'intégration des données policière (IDP) ✓ Comptoir d'écrou ✓ Bâtons détecteurs de métal ✓ Arme à impulsion électrique ✓ Système de surveillance par caméras		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Assurer la gestion du bloc cellulaire et s'assurer que la sécurité et les droits des personnes détenues sont respectés • Assurer la comparution des prévenus et coordonner leur transport, le cas échéant			✓ Chaises de contention ✓ Sacs Faraday		
1S7	Garde des pièces à conviction	**Définitions :** • <u>Pièce à conviction</u> : Toute chose susceptible de faire la preuve de la perpétration d'une infraction, saisie, reçue ou retenue aux fins d'enquête ou pour production devant les tribunaux. • <u>Salle de pièces à conviction</u> : Lieu d'entreposage sécuritaire dont l'accès est limité au	Chaque PDQ ainsi que les Divisions des enquêtes criminelles disposent d'une chambre aux effets. Sa gestion revient à un policier ou à un enquêteur, qui, à l'aide d'un système informatique, veille à l'enregistrement et l'entreposage de tous les effets saisis. • Il fait le lien avec les cours de justice pour le dépôt des pièces à conviction ainsi qu'avec le laboratoire de police scientifique ou les sections des technologies en enquête et de	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Identification judiciaire ➢ Section Technologies en enquête	✓ Chambre aux effets ✓ Système informatique M-IRIS ✓ Formulaire «contrôle des effets» ✓ Sacs Faraday (saisie appareil électronique et cellulaire)	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		personnel autorisé incluant les casiers transitoires et les locaux externes sous le contrôle du corps de police. **Responsabilités :** • Assurer l'intégrité des pièces, les étiqueter et soumettre le rapport approprié • Entreposer les pièces saisies dans la salle de pièces à conviction et garder à jour un registre des entrées et des sorties • Assurer la gestion des objets dont le corps de police prend possession et appliquer les règlements pour leur récupération ou leur disposition	l'identification judiciaire pour les expertises diverses. • Il veille à la disposition des biens selon les normes établies (remise au propriétaire, destruction, encan, etc.).				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1S8	Liaison judiciaire	**Responsabilités :** • Constituer le lien entre le corps de police et les différentes instances judiciaires • Intenter, au nom des membres du corps de police, des poursuites relevant du district judiciaire auquel il est assigné • Voir à la bonne marche et au suivi des procédures judiciaires • S'assurer de l'échange de renseignements entre le corps de police et les divers organismes de justice relativement à la progression et aux résultats des poursuites judiciaires • S'assurer de la qualité des dossiers opérationnels selon	Les agents des modules de liaison avec les cours agissent à titre d'intermédiaires afin que le processus judiciaire se déroule de manière efficace. Pour ce faire, ils vérifient le contenu et la disposition des dossiers d'accusation et font des recherches pour qu'ils soient complétés adéquatement. Impriment et transmettent puis assistent aux comparutions des prévenus et donnent suite aux directives de la cour.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Service aux cours – Module de liaison avec la Cour du Québec – Module de liaison avec la chambre de la jeunesse – Module de liaison avec la cour municipale de Montréal	✓ Système informatique M-IRIS ✓ Bureau de proximité	○ M-IRIS	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		les règles établies (divulgation de la preuve)					
1S9	Prélèvement d'une substance corporelle aux fins d'analyse génétique	**Responsabilités :** • Procéder au prélèvement de substances corporelles, au palais de justice ou à l'établissement de détention selon le cas, aux fins d'alimentation de la banque nationale de données génétiques, et ce, à la suite d'un jugement • Procéder au prélèvement de substances corporelles aux fins d'analyse génétique sur une scène de crime, sur un suspect ou sur une victime, aux fins de comparaison	Lors d'un événement, le patrouilleur, l'enquêteur ou le technicien en identification judiciaire peut être appelé à récupérer des morceaux de tissu ou des objets pouvant contenir des substances biologiques. Dans les cas d'agressions sexuelles, la victime est transportée dans un centre hospitalier désigné afin que le personnel médical y effectue les prélèvements requis. Le policier ira porter la trousse médicolégale, scellée et paraphée, ainsi que les rapports s'y rattachant dans un endroit à accès contrôlé et désigné à cette fin. Ces prélèvements seront, par la suite, analysés par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module enquêtes collisions **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	*Voir les équipements de l'activité 2S1* ✓ Deux réfrigérateurs pour conserver les prélèvements biologiques	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Voir activité 1S1*	Tous les enquêteurs de ces sections sont habilités à effectuer les prélèvements suite à l'obtention d'un mandat ADN.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1S10	Gestion des mandats et localisation des individus	**Définition :** • Évasion d'une garde légale : Lorsqu'une personne s'évade d'une garde légale ou est en liberté sans excuse légitime, y compris l'adolescent placé sous garde en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents. • Liberté illégale : Lorsqu'une personne n'est pas de retour d'une absence temporaire, néglige de se présenter à un centre de détention selon une ordonnance, n'est pas de retour d'une liberté provisoire ou fait l'objet d'une révocation de sa liberté provisoire.	À la suite d'une enquête au CRPQ, un patrouilleur peut avoir des informations lui laissant croire qu'un individu est recherché en vertu d'un mandat. Le patrouilleur doit valider avec la Centrale d'information policière le mandat et prendre les mesures nécessaires pour l'exécuter. Lorsque le suspect d'un crime grave est identifié positivement et que le fait de ne pas l'arrêter dans les meilleurs délais peut mettre en danger la vie ou la sécurité d'autrui (ex. : évasion de garde légale), l'enquêteur communique avec un préposé de la Centrale d'information policière pour faire inscrire la personne recherchée au CIPC. Ce dernier informe le Module Mandats. L'enquêteur entreprend également les démarches pour obtenir un mandat d'arrestation d'urgence.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Division de l'information policière** ➢ Section de la Centrale d'information policière **Section du Service aux Cours** ➢ Module Mandats		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Inclut tous les cas d'évasion de garde légale (ex. fourgon cellulaire, hôpital, etc.) et de liberté illégale, à l'exception de celles d'un établissement de détention (provincial ou fédéral), qui sont de niveau 6. **Responsabilités :** • Assurer le suivi des mandats sous la responsabilité du corps de police ou d'autres corps de police et son retour au greffe, lorsqu'il est exécuté • Rendre les mandats disponibles à l'exécutant en tout temps • Procéder à la recherche de l'individu concerné • Procéder à l'alimentation du					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		mandat au CRPQ et à sa radiation, lorsqu'il est exécuté					
1S11	Gestion des dossiers de police	**Définition :** • Dossier de police : Ensemble des informations détenues par un corps de police sur un individu ou un événement, et consignées sous la forme de rapports ou disponibles dans les banques de données accessibles au corps de police. **Responsabilités :** • Produire une procédure afin d'entourer l'archivage et la confidentialité des dossiers de police • Gérer les archives en s'assurant du respect et de l'application du calendrier de	La majorité des rapports sont générés ou archivés après numérisation dans le système informatique M-IRIS. Celui-ci permet d'assurer la conservation, la sécurité et l'intégrité des rapports. Les archives assurent la gestion des anciens rapports conservés sous forme papier uniquement. Un calendrier de conservation approuvé par les archives nationales (BAnQ) détermine les durées de conservation des rapports. Les durées sont calculées selon la liste des codes d'évènements produite par le CRPQ.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Division de l'information policière** ➢ Section accès à l'information et archives	✓ Système informatique M-IRIS ✓ Locaux des archives incluant une voûte sécurisée	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		conservation des dossiers • Répondre aux demandes de renseignement des citoyens et des organismes et transmettre l'information en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels					
1S12	Affaires publiques	**Responsabilités :** • Préparer la diffusion de l'information lors d'un événement opérationnel ou administratif dont la nature, la localisation, l'ampleur, ou encore les personnes impliquées constituent des situations	Les membres de la Division des communications sont responsables de la gestion des communications, tant à l'interne qu'à l'externe. Ils sont les porte-parole du SPVM. À ce titre, les relationnistes médias sont le point de référence de l'ensemble des médias pour l'obtention d'entrevues ou d'informations. De plus, la Division fait la promotion des programmes corporatifs établis par la direction du Service.	**Division des communications**	✓ Téléviseurs et enregistreurs numériques ✓ Caméras et encodeurs vidéo ✓ Salle de presse ✓ mascottes ✓ véhicules de mascottes (vélo, automobile) ✓ Véhicule identifié	○ Anglais intermédiaire II ○ Cours d'animation ○ Cours d'éthique ○ Cours de français écrit	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		recherchées par les médias • S'occuper des représentants des médias sur les lieux d'un événement • Diffuser les programmes de prévention élaborés par le corps de police • Assurer la liaison avec les médias • Assister le directeur lors de la préparation de communiqués de presse, de conférences de presse et de rencontres avec les représentants des médias • Coordonner les communications internes					
1S13	Alimentation et interrogation du Centre de renseignement	**Responsabilités :** • Saisir, au CRPQ, les renseignements	L'ensemble des policiers du SPVM peut être appelé à interroger les diverses données disponibles au CRPQ dans le	**Tous les policiers du SPVM**	✓ Terminal véhiculaire ✓ Ordinateurs portatifs et de table		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	s policiers du Québec (CRPQ)	pertinents détenus par les policiers • Effectuer les vérifications demandées au CRPQ et transmettre les renseignements nécessaires aux interventions policières • Respecter les conditions d'accès, d'utilisation et de maintien au CRPQ telles qu'elles sont définies dans le *Manuel des politiques et des procédures du* CRPQ	cadre de patrouille, de réponse aux appels, d'enquêtes ou de vérifications d'antécédents judiciaires. Le personnel civil ayant les accès peut également consulter le CRPQ, à la demande d'un policier. Tous les utilisateurs détiennent une clé d'authentification ainsi qu'un identifiant et un mot de passe du CRPQ. Les données inscrites sur les rapports d'événement sont également saisies au CRPQ.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'analyse et du renseignement			
1S14	Affaires internes	**Définitions :** • <u>Plainte disciplinaire</u> : Plainte relative à tout manquement ou omission concernant le devoir ou une obligation disciplinaire par un	La Division des normes professionnelles applique le Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal, coordonne les enquêtes criminelles en lien avec l'équipe mixte et effectue les enquêtes disciplinaires qui lui sont confiées dans le respect	**Division des normes professionnelles** ➢ Section des enquêtes ➢ Section de la discipline et liaison	✓ Salle d'entrevue	○ Anglais intermédiaire II ○ Français écrit ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		policier ou un employé civil du corps de police. • Plainte déontologique : Plainte relative à la conduite d'un policier visé par la Loi sur la police dans l'exercice de ses fonctions dans ses rapports avec le public constituant un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec. • Allégation de nature criminelle : Plainte relative à la conduite d'un policier constituant une infraction au Code criminel. **Responsabilités :** • Appliquer le règlement relatif à la discipline (art.	des lois et règlements en vigueur. • Il assure le suivi des plaintes déontologiques déposées contre des policiers du Service. • Il occupe un rôle de formation, de soutien et de conseil auprès des officiers en matière de discipline, de déontologie et de la Loi sur la Police. • Il assume la gestion des inconduites policières (McNeil).				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		256 de la Loi sur la police) • Transmettre les plaintes au Commissaire à la déontologie et assurer leur gestion • Réaliser les enquêtes relatives aux allégations criminelles, pour son organisation ou un autre corps de police, le cas échéant, et soumettre le dossier au procureur de la couronne • Assumer l'administration de la discipline, la liaison avec le commissaire à la déontologie policière et les différentes activités de contrôle administratif • Coordonner le dossier des remises de médailles et de					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		décorations au personnel concerné du corps de police et des remises de citations à des citoyens					
1S15	Moniteur pour l'utilisation d'équipements et de la force	**Définition :** • Moniteur accrédité par l'ENPQ qui dispense la formation et l'entraînement nécessaires à l'utilisation de : ➢ la force (intervention physique); ➢ les armes de service; ➢ les armes de support; ➢ les armes intermédiaires. **Responsabilités :** • Établir une politique sur le port, le transport et l'entreposage des armes de ses policiers, qu'ils	Le moniteur : • Dispense la formation et l'entraînement aux utilisateurs selon le champ de responsabilités (tir, intervention physique ou tactique). • Est responsable de la qualification des policiers lors d'un retour d'absence prolongée et des demandes spéciales de certification en matière d'usage de la force. L'instructeur : • Est le gardien de la norme de formation et des méthodes de fonctionnement en accord avec les principes directeurs édictés par L'ÉNPQ, le MSP et la direction du Service.	**Division de la formation et du développement institutionnel** ➢ Section du développement des compétences en interventions policières	✓ Salles de tir intérieures (x2) ✓ Champ de tir extérieur – Laval ✓ Munitions de pratique ✓ Salles avec simulateurs d'événements ✓ Locaux équipés pour formations en intervention physique ou théorique et mise en place de scénarios ✓ Équipements divers pour scénarios de simulation en intervention physique ✓ Réplique des armes à feu ✓ Armes intermédiaires de simulation ✓ Équipements de protection pour les comédiens	○ Cours d'intervention pédagogique, méthodes et techniques d'animation et de formation, pratiques éducatives et accompagnement des apprentissages ○ Brevet sur armes à feu ○ Armes intermédiaires d'impact à projectiles (AIIP) (40mm) - armes longues ○ Brevet sur arme à impulsion électrique ○ Moniteur en intervention haut risque	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		soient en service ou non • Préparer annuellement, pour la transmission au MSP, un rapport général d'utilisation des armes de service, des armes de support et des armes intermédiaires, à l'exception du bâton	• Évalue les tendances opérationnelles par une lecture structurée des événements en usage de la force • Conseille les différents paliers décisionnels en matière de formation en corrélation avec les constats établis à la suite de son analyse. • Est responsable du programme post-incident et accompagne les policiers dans leur retour aux tâches de patrouilleur, en accord avec les ressources humaines et les psychologues du Service.		✓ Équipement de protection pour les participants ✓ Véhicule pour scénarios de formation	○ moniteur simulateur de tir ○ moniteur en communication tactique	
1S16	Technicien qualifié d'alcootest	**Définition :** • Policier reconnu comme technicien qualifié en vertu de l'article 254 (1) du Code criminel. **Responsabilités :** • Prélever un échantillon	Lorsque requis et à la suite de l'arrestation d'un individu pour capacité de conduite affaiblie, le technicien qualifié alcootest effectue ces activités : • prélever deux échantillons d'haleine et rédige les rapports. • assister les patrouilleurs lorsqu'ils doivent utiliser une	**Sections des enquêtes et du soutien organisationnel** ➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord ➢ Module Détention Est	✓ Appareil alcootest Data Master ✓ Trousses sanguines ✓ Appareils de détection approuvés (ADA)	○ Formation de technicien alcootest (certification ÉNPQ) ○ Formation agent évaluateur (agents PDQ)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'haleine avec l'appareil • Remplir les rapports requis • Témoigner devant les tribunaux	trousse sanguine dans un centre hospitalier. • assurer la calibration et l'étalonnage des appareils de détection approuvés (ADA).				
1S17	Bertillonnage	**Définition :** • Système d'identification des criminels fondé principalement sur une technique de mensuration du corps humain et de ses diverses parties, utilisant notamment les empreintes digitales et les photographies d'une personne. **Responsabilité :** • Procéder à la collecte de données ainsi qu'à la prise d'empreintes et de photos qui permettent l'identification de	Le bertillonnage est effectué dans les unités de détention et à la détention de la cour municipale. Il peut être exécuté pendant la détention d'une personne ou il peut être effectué à la suite de la prise d'un rendez-vous. Les activités de l'agent au bertillonnage : • procéder à la prise des empreintes digitales du prévenu de façon informatique; • procéder à la prise d'une photo et à l'inscription de sa description physique.	**Sections des enquêtes et du soutien organisationnel** ➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord ➢ Module Détention Est **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Service aux cours	✓ Appareil Live scan et Live capture ✓ Système « AFIS » ✓ Système « M-IRIS »		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'individu afin d'en permettre la saisie • La responsabilité de s'assurer de la prise des empreintes et de la photographie du prévenu incombe au corps de police responsable des procédures judiciaires					
1S18	Collecte de renseignements pour l'enregistrement des délinquants sexuels visés par la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels	**Responsabilités :** • Colliger les renseignements sur les délinquants sexuels visés par une ordonnance d'enregistrement au Registre national des délinquants sexuels, selon les modalités prévues à la LERDS • Informer les délinquants de leurs obligations • Transmettre les renseignements au CQEDS	Lorsqu'un individu est reconnu coupable d'un crime sexuel par la cour, un agent de la Section des agressions sexuelles remplit le rapport « Renseignement tactique Registre national des délinquants sexuels ». Ce rapport est acheminé à la SQ qui alimente la banque de données. L'individu est rencontré annuellement, ou lors d'un changement d'adresse afin mettre à jour le rapport « Inscription au Registre national des délinquants sexuels ».	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des agressions sexuelles, module de surveillance des délinquants sexuels		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Français écrit ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC) (pas obligatoire) ○ Cours Analyse tactique de renseignements CCP (pas obligatoire) ○ Cours d'animation (pas obligatoire)	Clientèle à haut taux de récidive

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Valider les renseignements fournis par les délinquants selon les instructions fournies par le CQEDS • Procéder à la recherche des délinquants identifiés par le CQEDS comme étant en manquement de leurs obligations					
1S19	Intervention dynamique à risque faible	**Définition :** • Intervention dynamique, dans le but d'éviter la destruction de preuve, pour laquelle rien n'indique qu'il y a un danger pour l'intégrité physique des policiers ou celle du public. Cela est déterminé par l'analyse et l'évaluation de la situation qui sont basées, entre	Les interventions à risque faible peuvent être exécutées par des agents de PDQ, des agents du Groupe d'intervention ou par les agents du Groupe tactique d'intervention. Ces derniers s'investissent rapidement dans un endroit afin d'assurer la sécurité des policiers, des occupants des lieux et la préservation des éléments de preuve recherchés.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées ➢ Section du Groupe tactique d'intervention (GTI)	*Pour les patrouilleurs PDQ, voir les équipements à l'activité 1G1* *Pour les groupes d'intervention, voir les équipements à l'activité 3S6* *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3*	*Pour les groupes d'intervention, voir l'activité 3S6* *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir l'activité 4S3*	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 26

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		autres, sur la formation, l'expérience, les informations disponibles au moment de l'intervention et les considérations tactiques. **Responsabilités :** • Évaluer rigoureusement le risque en fonction des considérations • Respecter les droits des suspects lors d'une arrestation • Respecter les règles de saisie lors des perquisitions					
1S20	Alimentation de la banque de données québécoise sur les armes à feu récupérées	**Définition :** • Banque de données québécoise développée pour renforcer la lutte au trafic d'armes à feu et permettre aux		**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** • Section identification judiciaire • Responsable de la salle des pièces à conviction ou toute autre personne		• Selon le Règlement sur les armes à feu des agents publics, les corps policiers ont l'obligation d'alimenter leurs armes à feu	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		organisations policières de se conformer au Règlement sur les armes à feu des agents publics qui prévoit l'obligation de dresser l'inventaire des armes à feu que les corps • policiers ont en leur possession. **Responsabilité :** • Alimenter les renseignements sur les armes à feu protégées (saisies, trouvées, remises volontairement, amnistie) à la Banque de données québécoise sur les armes à feu recouvrées		appelée à prendre en charge les armes à feu recouvrées		d'agence dans le portail sécurisé élaboré par le bureau du Registre canadien des armes à feu.	
	Niveau 2						
	Enquêtes						

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
2E1	Meurtre avec arrestation imminente	**Définitions :** • Arrestation imminente : Dès le début de l'enquête, un suspect probable : a) est identifié, car : - il est arrêté sur les lieux, ou; - il se rapporte lui-même au corps policier comme étant l'auteur du crime, ou; - un témoin ou l'examen de la scène permettent son identification formelle. a) est localisé et sera arrêté dans les heures qui suivent	La prise en charge initiale de l'enquête est effectuée par la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe de la Section des crimes majeurs est dépêchée sur les lieux. Elle assure le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à son terme. Selon les besoins, des réquisitions de ressources supplémentaires ou spécialisées sont effectuées.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs	✓ Poste de commandement mobile	○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Cours de droit pénal ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire) ○ Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• <u>Identification formelle :</u> Un procureur informé de l'ensemble du dossier autorise les poursuites et l'émission d'un mandat d'arrestation. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Aviser le coroner • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
2E2	Négligence criminelle ayant causé la mort	**Définition :** • Causer la mort d'une personne en faisant quelque chose ou en	La prise en charge initiale de l'enquête est effectuée par la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe de la Section des crimes majeurs est	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	* Toute négligence criminelle causant la mort avec un véhicule moteur est traitée et menée par les agents

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		omettant de faire quelque chose qui montre une insouciance déréglée ou téméraire à l'égard de la vie ou de la sécurité de la personne. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Aviser le coroner • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	dépêchée sur les lieux. Elle assure le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à son terme. Selon les besoins, des réquisitions de ressources supplémentaires ou spécialisées sont effectuées (*voir remarques*).	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire) ○ Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	enquêteurs collision tel que décrit à 1 E21
2E3	Tentative de meurtre	**Définition :** • Par quelque moyen que ce soit, tenter de commettre un meurtre.	Selon les circonstances entourant l'événement, l'enquête est assurée par la division des enquêtes criminelles concernée.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	L'enquêteur entreprend les démarches nécessaires pour élucider le crime (enquête, cueillette de preuves, suivi auprès de la victime, localisation du suspect, etc.).	➢ Section des enquêtes par projet			
2E4	Accident de travail mortel	**Définition :** • Toute enquête relative à un accident de travail qui cause la mort. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt • Procéder à l'enquête afin d'établir les circonstances du décès	Les policiers répondent à l'appel, contactent les enquêteurs de la CSST et ceux des sections des enquêtes criminelles concernées. Les enquêteurs se déplacent sur les lieux. Activité de l'enquêteur : • analyser la scène; • collecter les faits et les éléments de preuve; • rédiger et déposer le dossier d'accusation, le cas échéant. Si nécessaire, selon le cas, ils font appel à la Section des crimes majeurs ou au Module	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module des enquêtes sur les collisions		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	Dans l'éventualité où l'accident de travail mortel se produit avec un véhicule moteur, le Module des enquêtes sur les collisions peut être sollicité.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu • Collaborer avec les enquêteurs de la CSST	des enquêtes sur les collisions (*voir remarque*).				
2E5	Vol qualifié dans les institutions financières et les transporteurs de biens de valeur	**Définition :** • Voler une institution financière ou un transporteur de biens de valeur en employant la violence ou des menaces de violence. **Responsabilités :** • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	La prise en charge initiale de l'enquête se fait toujours par la Section des crimes majeurs. L'enquêteur se déplace sur les lieux. Activité de l'enquêteur : • analyser la scène; • collecter les faits et les éléments de preuve; • assurer le suivi et le soutien aux victimes; • rédiger et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes de crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire) ○ Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
2E6	Incendie mortel	**Définitions :** • L'enquête d'incendie mortel est menée par un corps de police, qu'il soit de nature accidentelle ou non. • L'enquête d'incendie mortel est menée par un corps de police : ➢ de <u>niveau 2</u>, lorsque la cause de l'incendie est manifestement accidentelle. La mort doit être une cause directe de l'incendie; ➢ de <u>niveau 3</u>, lorsque la cause de l'incendie est non manifestement accidentelle ou que l'incendie est criminel, car c'est plutôt une	La prise en charge initiale de l'enquête est effectuée par la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe du Module des incendies criminels est dépêchée sur les lieux. Elle assure le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à terme. Selon les besoins, des réquisitions de ressources supplémentaires ou spécialisées sont effectuées.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs	✓ Camion de scène ✓ Mêmes équipements que 1E11	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours investigation d'une scène d'incendie donné par l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		enquête de meurtre. Si l'arrestation du suspect est imminente, c'est une enquête de meurtre de niveau 2. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Aviser le coroner • Établir les circonstances du décès • S'assurer que la recherche du point d'origine ou des foyers d'incendie, des causes probables ainsi que des circonstances de l'incendie soit effectuée. En faire rapport au service de sécurité incendie dans les meilleurs délais. • Procéder à l'enquête, cumuler					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
2E7	Incendies en série	**Définitions :** • Plusieurs incendies de biens immobiliers dont la quantité, la fréquence, la nature ou le contexte géographique ne peut s'expliquer par le seul fruit du hasard. • L'enquête d'incendie est menée par un corps de police lorsque la cause probable de l'incendie est non manifestement accidentelle. **Responsabilités :** • S'assurer que la recherche du point d'origine ou des causes probables des incendies soit effectuée et en faire rapport au service	L'enquêteur du Module des incendies criminels entreprend les démarches nécessaires pour élucider les crimes (enquête, protection de scènes de crime, cueillette de preuves, analyse, etc.). De plus, le superviseur du quartier concerné peut réquisitionner des ressources supplémentaires afin d'augmenter la présence policière, d'effectuer des patrouilles préventives et d'enquêter sur les personnes suspectes.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs	✓ Camion de scène *Mêmes équipements que 1E11*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours investigation d'une scène d'incendie donné par l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		de sécurité incendie dans les meilleurs délais • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
2E8	Incendie majeur d'édifices commerciaux, industriels, institutionnels, gouvernementaux et communautaires	**Définitions** : • Causer, par le feu ou par une explosion, intentionnellement ou sans se soucier des conséquences, des dommages de plus de 500 000 $ ou qui ont des impacts majeurs environnementaux, économiques, sociaux ou politiques à des édifices commerciaux, industriels, gouvernementaux, institutionnels ou communautaires. • L'enquête est réalisée par le	Dans le cadre d'un événement non criminel, le patrouilleur établit un périmètre de sécurité, effectue l'évacuation des lieux non affectés par le sinistre et s'occupe de colliger les informations sur un rapport d'événement. Lorsque criminel, l'enquêteur du Module des incendies criminels entreprend les démarches nécessaires pour élucider le crime (enquête, protection de la scène de crime, cueillette de preuves, demande d'expertise, etc.).	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service des enquêtes spécialisées** Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs	✓ Camion de scène *Mêmes équipements que 1E11*	◦ Cours crime organisé ◦ Cours de filature ◦ Cours investigation d'une scène d'incendie donné par l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		corps de police lorsque la cause de l'incendie n'est pas manifestement accidentelle. **Responsabilités :** • S'assurer que la recherche du point d'origine ou des foyers d'incendie, des causes probables ainsi que des circonstances de l'incendie soit effectuée et en faire rapport au service de sécurité incendie dans les meilleurs délais • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
2E9	Fraude commerciale et immobilière	**Définitions :** • Fraude commerciale : Fraude, dont la victime ou l'auteur implique un	Prise de rapport par le patrouilleur ou le rédacteur d'événements aux fraudes. Ensuite, l'enquête est pilotée par la Section des crimes économiques.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques	✓ Traitement de la preuve avec licence Adobe Pro	○ Cours crimes économiques CRI-1005 ÉNPQ	Enquêtes de longue durée; nécessitent parfois de gros déboursés pour expertises comptables.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		commerce, une entreprise ou toute autre entité légale, commise dans le cours du commerce. • Fraude immobilière : Fraude commise lors de transactions immobilières (terrains, immeubles ou autres biens immobiliers). **Responsabilités :** Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Activités de l'enquêteur: • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • Enquêter et amasser la preuve; • Collaborer avec partenaires internes et externes; • Préparer et déposer le dossier d'accusation.				La formation Enquêtes sur les crimes économiques a été révisée - nouveau titre CRI-1005 ÉNPQ).
2E10	Loterie illégale	**Définitions :** • Vise les infractions prévues à l'art. 206 (1) du Code criminel. • Inclut la vente pyramidale (système par lequel une personne qui désire mettre en marché un produit	Les plaintes relatives aux loteries illégales sont transmises à la Section du renseignement spécialisé et au Module de la moralité. L'enquêteur effectue une première évaluation pour vérifier la validité et la pertinence de la plainte. S'il y a lieu, il procède à une enquête complète pour élucider le crime.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé, Module Moralité ➢ Section ACCES et des produits de la criminalité **Service de l'expertise en enquêtes criminelles**		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours de moralité ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours sur la loi du système de justice pénale pour les adolescents	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		vend à des « gérants » ou des « distributeurs » des titres leur donnant le droit de recruter d'autres personnes pour leur vendre, à leur tour, des titres semblables) ainsi que l'exploitation d'une loterie non autorisée. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Il est possible qu'un dossier soit transféré à la Section ACCES et des produits de la criminalité selon l'ampleur du dossier, des crimes perpétrés et des membres impliqués.	➢ Section du Renseignement spécialisé			
2E11	Infraction criminelle causant la mort ou des lésions corporelles menaçant la vie, commise lors de la conduite d'un véhicule	**Définitions :** • Comprend le délit de fuite, la conduite dangereuse, la conduite avec les facultés affaiblies et la négligence criminelle causant la mort, lorsque ces crimes sont commis	Le patrouilleur se rend sur les lieux, assure la sécurité des parties impliquées, recherche et identifie les témoins, préserve les éléments de preuve et commence la rédaction des rapports. En tout temps, le module enquête collision est avisé. Les enquêteurs collision se déplacent sur les lieux ainsi qu'un reconstitutionniste (fiche 2S3).	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module des enquêtes sur les collisions	*Reconstitutionniste : voir les équipements à l'activité 2S3*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours circulation (CSR) ○ Cours enquêteur collision niveau 2, donné par l'ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision (3 et 4)	* Les interrogatoires vidéo pour ce type d'événement sont effectués par les enquêteurs qui ont reçu la formation requise, dispensée par l'ÉNPQ, en fonction du dossier (voir 5S8).

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		lors de la conduite d'un véhicule. • Inclut tous les véhicules moteurs, ainsi que les trains, les aéronefs (lésions corporelles) et les bateaux (art. 253 du Code criminel). • <u>Véhicule moteur :</u> À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. **Responsabilités :** • Secourir les blessés • Procéder à l'examen des lieux et du véhicule impliqué • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Soumettre un rapport au coroner	Activités de l'enquêteur : • commencer l'enquête; • analyser la scène; • recueillir les informations et les éléments de preuve; • interroger les gens impliqués* (*voir remarque*); • rédiger et déposer le dossier d'accusation. * Pour les dossiers dont le véhicule est l'arme du crime (agression armée) et pour les infractions de poursuites policières, la section des enquêtes criminelles concernée est mandataire du dossier. Les enquêteurs collision et le reconstitutionniste peuvent être appelés en support aux enquêteurs le cas échéant (MF-243-1).	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)*** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Formation Entrevue filmée d'un suspect interrogatoire vidéo pour S/D (ÉNPQ)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		et participer à son enquête, s'il y a lieu • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
2E12	Production, trafic et possession de drogues illicites visant les fournisseurs des revendeurs locaux ou de rue	**Responsabilités :** • Détecter les infractions visant les points de vente, les vendeurs ainsi que leurs fournisseurs (réseaux locaux et régionaux) • Procéder à l'éradication à la suite de la découverte de plantations de marijuana, ainsi qu'à la saisie et la gestion des biens qui y sont liés • Procéder aux enquêtes relatives aux serres hydroponiques de marijuana	Ce type de dossier est traité, s'il s'agit de dossiers à court ou moyen terme, par les enquêteurs du Module Stupéfiants de la Section des enquêtes par projet concernée. S'il s'agit d'enquêtes à long terme ou reliées à un groupe organisé, l'enquête sera relayée à même la Section du crime organisé à une équipe plus spécialisée, ou traitée par la Section ACCES et produits de la criminalité. Dans tous les cas, l'enquêteur aura recours à diverses techniques d'enquêtes afin de recueillir les preuves nécessaires pour élucider le crime. Activités des enquêteurs : • partager les informations entre les sections;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes par projet, Module Stupéfiants **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé ➢ Section ACCES et des produits de la criminalité et ACCES Cannabis* (*voir remarques*)		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours sur la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents ○ Cours notion de surveillance physique et dépisteur ○ Entrée dynamique ○ Justification policière (C-24) ○ Éthique	* La section ACCES et des produits de la criminalité assure une vigie afin d'identifier des dossiers ayant un potentiel de récupération d'actifs. La nouvelle section ACCES Cannabis, qui vise à contrer la vente et le trafic de cannabis par le crime organisé, se greffe à la Section ACCES déjà existante.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Alimenter les banques de données de renseignement criminel • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• assurer la chaîne de possession des items; • effectuer les demandes d'analyse de substances saisies; • coordonner le démantèlement et l'entreposage des biens reliés à la culture de cannabis.				
2E13	Vol de cargaison	**Définition :** • Pour les cas de véhicules lourds impliquant du cargo, il faut se référer au contenu et à l'objectif du voleur afin de définir s'il s'agit de traiter l'infraction comme un vol de véhicule ou comme un vol de cargaison. Implique habituellement une organisation structurée qui a la capacité de voler, entreposer et écouler la marchandise.	L'enquêteur de la section des enquêtes régionales concernée effectue les recherches nécessaires pour élucider les crimes commis et évalue si ceux-ci ont été commis par les groupes criminalisés. Si tel est le cas, il communique avec la Section du crime organisé qui pourra l'appuyer ou reprendre l'enquête au besoin.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Obtenir la description complète du contenu • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
2E14	Infraction criminelle commise par un réseau	**Définitions :** • Réseau criminel : Activités criminelles interdépendantes organisées en système et dirigées par des individus ou des groupes d'individus qui y imposent leurs règles par la force, dans le but de faire des profits ou	La Service des enquêtes spécialisées coordonne l'ensemble des activités des différentes unités impliquées dans la lutte au crime organisé à tous les niveaux. L'enquêteur doit travailler en étroite collaboration avec les partenaires corporatifs et policiers afin d'échanger de l'information et de bien évaluer l'étendue du réseau qui suscite l'investigation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ ACCES et produits de la criminalité ➢ Section du crime organisé ➢ Section des crimes économiques		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'obtenir des bénéfices. • <u>Éléments essentiels pour établir le réseau</u> : ➢ Identification d'un organigramme avec suspects ➢ Détermination du *modus operandi* ➢ Corroboration des faits ➢ Établissement d'une série **Responsabilités :** • Le corps de police qui a commencé l'enquête cumule les éléments nécessaires à l'identification du réseau. • Produire des analyses tactiques • Procéder à l'enquête • Demander d'intenter des					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		procédures, lorsque requis					
2E15	Tenir une maison de jeu ou de pari et tricher au jeu	**Définitions :** • Maison de jeu ou de pari : Tenir, se trouver sans excuse légitime ou permettre qu'un endroit soit utilisé comme maison de pari ou maison de jeu. • Tricher au jeu : Tricher en pratiquant un jeu, ou en tenant des enjeux ou en pariant avec l'intention de frauder quelqu'un. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête • Demander d'intenter des procédures, lorsque requis	Les plaintes relatives aux jeux sont acheminées et attribuées aux unités suivantes : • Section du crime organisé, Module de la moralité; • Section ACCES et des produits de la criminalité. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • enquêter et amasser la preuve; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé, Module Moralité ➢ Section ACCES et produits de la criminalité		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours de moralité ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	RACJ (Régie des alcools, des courses et des jeux)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
2E16	Infraction relative à la monnaie	**Définition :** • Inclut toutes les infractions relatives à la monnaie (art. 455 à 459 du Code criminel), notamment la contrefaçon, à l'exclusion de celle prévue au niveau 1 (utilisation de monnaie contrefaite). **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête • Demander d'intenter des procédures, lorsque requis	Les dossiers sont acheminés et attribués à la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur: • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • enquêter et amasser la preuve; • collaborer avec partenaires internes et externes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques	✓ Ordinateur et loupe spéciale pour vérifications	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	
	Mesures d'urgence						
2M1	Contrôle de foule avec risque d'agitation	**Définition :** • Gestion policière d'un rassemblement d'individus qui présente certaines caractéristiques	• L'approche initiale demeure la même que pour une gestion de foule pacifique. Toutefois, selon la nature du renseignement disponible, le volet	*Voir l'activité 1M1* **Division de la planification opérationnelle**	*Pour les patrouilleurs PDQ, voir les équipements à l'activité 1G1* *Pour le Groupe d'intervention, voir les*		Le plan d'opération : Situation – Mission – Exécution – Administration – Coordination (SMEAC) précisera les règles d'engagements en MRO

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		permettant de croire en la possibilité de perturbation de l'ordre social. **Responsabilités :** • S'assurer du maintien de la paix publique dans le respect des droits individuels et collectifs • Procéder à la collecte des informations de même qu'à la reconnaissance des lieux • Développer un plan d'opération qui prévoit notamment un service d'ordre, des phases d'intervention en fonction de l'attitude et des agissements de la foule et l'affectation d'un nombre suffisant de ressources auxquelles il est possible de recourir	contrôle de foule est pris en charge par la Section du service d'ordre qui fera appel à une équipe de commandement de la Division de la gendarmerie concernée ou à son équipe permanente du CCTI.	➢ Section du service d'ordre	*équipements à l'activité 3S6* ✓ Drône ✓ Centre de commandement et de traitement de l'information (CCTI) ✓ Centre de relève (PDQ 38)		et les phases de déploiement. Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 25

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		si l'évolution de la situation le nécessite • Enquêter sur l'événement • Rencontrer les organisateurs pour connaître leurs objectifs et leurs intentions, ainsi que la nature du rassemblement • Rencontrer l'organisme visé par le rassemblement • Expliquer le rôle du corps de police • Conseiller la mise sur pied d'un service d'ordre aux organisateurs de l'événement • Procéder à la collecte et à l'analyse des informations de concert avec l'unité de Renseignement opérationnel de la SQ					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Informer les services spécialisés concernés de la SQ par l'intermédiaire du CSO • Procéder à l'élaboration d'un plan conjoint d'opération SMEAC					
	Services de soutien						
2S1	Technicien en scène de crime et en identification judiciaire	**Responsabilités :** • Effectuer, sur des scènes de crime, des recherches, des analyses et des expertises afin d'identifier l'auteur du crime • Procéder à des mesures et confectionner des croquis • Procéder à la prise de photographies et à des enregistrements vidéos des	Le technicien fournit un soutien, en tant qu'expert, aux clientèles internes devant élucider divers crimes. Il s'associe à toute investigation qui requiert l'usage de méthodes et de techniques de travail qu'il maîtrise, afin de recueillir les pièces à conviction ou les éléments de preuve nécessaires à l'identification de suspects reliés aux crimes à l'étude. Par la suite, il démontre, à partir de l'analyse des éléments de preuve, de la comparaison d'empreintes, de prélèvements d'ADN, etc., qu'une personne a commis un crime ou qu'elle était présente sur les lieux.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Véhicules laboratoire et transport équipement ✓ Appareil Live scan et Live capture ✓ Système « AFIS » ✓ Système « IDP » ✓ Trousse de démontage ✓ Thermomètre laser ✓ Trieuse-développeuse ✓ Appareils photo ✓ Mainframe audio & vidéo ✓ Appareils ultrason ✓ Armoire chimique ✓ Boîtes de diffusion ✓ Caméscopes	○ Cours scène de crime majeur ○ Cours de formation donné par le Collège canadien de police ○ Cours sur la protection civile du Canada en matière CBRNe	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• scènes de crime et des indices prélevés • Prélever les indices, s'occuper de la manutention et de la conservation des pièces qui nécessitent une expertise • Exécuter des recherches par comparaisons d'empreintes • Effectuer la détection de trace de sang • Transmettre à un laboratoire les matériaux à expertiser et soumettre un rapport à l'enquêteur désigné			✓ Chambre noire portative ✓ Cisaille télescopique ✓ Convertisseur ✓ Remorque CBRNe ✓ Caméras vidéo et chargeurs ✓ Tente ✓ Combinaisons, bottes et gants CBRNe ✓ Détecteur agent chimique ✓ No Count radioactive décontaminant ✓ Chambre fumigène ✓ Trousse de produits chimiques ✓ Détecteur personnel Sor/r radiologique séries ✓ Balance haute précision Adma ✓ Sac Lowepro Lumina ✓ Équipements connexes		
2S2	Enquêteur en incendie (Module des incendies criminels SPVM)	**Responsabilités :** • Effectuer, sur des scènes d'incendie, les recherches, les analyses et les	L'enquêteur du Module des incendies criminels se rend sur les lieux d'événements majeurs ou de scènes de crime où sa présence est requise tels ceux où un décès est constaté dans	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques, Module	✓ Vêtements et équipements de protection en cas d'incendie	○ Cours en protection de scène de crime ○ Cours d'investigation d'une scène	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		expertises afin d'identifier l'origine et les causes de l'incendie lorsque la responsabilité relève du corps de police ou à la demande du service de sécurité incendie, lorsque cela s'applique • Prélever les indices pour l'analyse et s'occuper de la manutention et de la conservation des pièces qui nécessitent une expertise • Transmettre à un laboratoire les matériaux à expertiser • Soumettre un rapport à l'enquêteur dans les meilleurs délais	un incendie ou lors d'explosions, de colis suspects ou événement CBRNe. L'enquêteur incendie : • inspecter les lieux dans le but de découvrir l'origine et la cause de l'incendie; • photographier les éléments pertinents de la scène; • prélever des traces d'accélérant au besoin, d'articles de fumeur ou identifier des défectuosités électriques susceptibles d'avoir provoqué l'incendie; • enquêter pour résoudre le crime.	des incendies criminels et explosifs	✓ Camion utilisé comme un poste de commandement ainsi que divers outils (pelle, barre à clous, marteau), outils électriques, trousse de prélèvements	d'incendie donné par l'ÉNPQ ○ Cours d'enquête en incendie donné par l'ÉNPQ	
2S3	Reconstitutionniste de scène de collision	**Définition :** • Personne chargée d'analyser les lieux d'un accident de la	Le reconstitutionniste : • Se rend sur les scènes de collisions mortelles ou avec blessés graves, ou	**Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud**	✓ Camion technicien en collision ✓ Dart drag sled	○ Cours circulation (CSR)	Les reconstitutionnistes sont appelés à collaborer avec le bureau des enquêtes indépendantes (BEI) sur un territoire

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		route et les véhicules impliqués afin de reconstituer le déroulement de l'accident dans les moindres détails et d'en déterminer les causes probables. **Responsabilités :** • Rechercher, identifier et prélever les preuves physiques • Déterminer la vitesse à partir des expertises effectuées • Évaluer les facteurs environnementaux ou contributifs • Reconstituer la collision • Rédiger un rapport d'expertise • Témoigner à la Cour • Analyser les sites problématiques et proposer des	encore, susceptibles de donner lieu à des poursuites criminelles. • Inspecte celles-ci de manière à y découvrir tout indice pouvant expliquer les causes et les circonstances de la collision. • Prend des photographies et des mesures pour lui permettre de produire des plans de la scène à l'échelle. • Cumule toutes les informations utiles afin d'expliquer à la cour, les causes et les circonstances de la collision. • Détermine, à l'aide des indices recueillis et de l'analyse de ceux-ci, la preuve technique expliquant la séquence de la collision ainsi que les facteurs contributifs.	➢ Module des enquêtes sur les collisions	✓ Balance digitale DHAUS C-11 ✓ Appareil VERICOM ✓ Trousse de mesure par satellite TOPCON TECH TOTAL STATION ✓ Ensemble de mesures au laser robotisé Sokia RC-PR5 ✓ Ensemble de balances digitales LONGACRE ✓ Ensemble d'indicateurs de trajectoire CHARTRAND ✓ Abri rapide 10 x 10 ✓ Marteau pneumatique ✓ Caméras et trépieds	○ Cours enquêteur collision niveau 2 donné par l'ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision (3 et 4) ○ Techniques d'enquêtes collision - CCA pour le reconstitutionniste ○ Diverses formations reconstitutionnistes (enfoncement, module coussin gonflable, etc.).	défini à l'extérieur de l'île de Montréal. Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 90 dont 4 BEI

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		solutions (ex. infrastructures)					
2S4	Identification de véhicules	**Responsabilités :** • Procéder à l'identification et à l'authentification de véhicules • Réaliser des inspections à la demande de la SAAQ pour les : a) Véhicules artisanaux b) Clônes c) Véhicules ou les composantes reconstruites • Procéder à l'identification des VGA à la suite d'une demande transmise par le propriétaire du véhicule • Procéder à l'identification d'un	Les véhicules saisis sont conduits au Centre d'expertise du Service. Les policiers effectuent les validations et l'analyse de l'identification des véhicules.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Garage équipé d'un élévateur et outils	○ Cours ENQ-1021 (identification de véhicule) dispensé par l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		véhicule à la suite du remplacement de composantes majeures non identifiables par des • S'assurer de la légalité des remorques de plus de 900 kg • Collaborer au développement et au partage de nouvelles techniques d'identification					
2S5	Conception d'un portrait-robot par ordinateur	**Responsabilités :** • Rencontrer les victimes et les témoins ou analyser des photographies ou des images vidéo, afin de dégager le plus objectivement possible les caractéristiques physiques des auteurs des crimes	À la demande d'un enquêteur et pour permettre de faire avancer l'enquête, l'agent de la Section de l'identification judiciaire rencontre un témoin oculaire pouvant décrire le suspect. L'agent, à l'aide d'un logiciel informatique et des indications de la victime, reconfigure le visage du suspect.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Un ordinateur avec le logiciel E-FIT		Au Service, 1 policier au grade d'agent est formé à l'interne sur l'utilisation du logiciel E-FIT pour la réalisation de portrait-robot.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Réaliser des portraits robots au moyen d'un logiciel afin de permettre l'identification de personnes recherchées et de faire progresser les dossiers d'enquête					
2S6	Production et mise en commun du renseignement criminel stratégique relatif à des personnes, des groupes ou des phénomènes touchant leur territoire	**Définitions :** • Renseignement criminel : Produit d'un processus de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information concernant des personnes, des événements, des organisations, des phénomènes et des activités mettant en danger ou susceptibles de mettre en danger l'ordre et la sécurité publique dans un territoire donné.	L'analyste stratégique rassemble et décortique les multiples informations qu'il obtient de diverses sources concernant les activités et les particularités des acteurs de divers milieux criminels. Il dégage le portrait caractéristique de la criminalité urbaine et aéroportuaire. Il suit l'évolution et la structure des bandes criminalisées, des terroristes ou de groupes perturbateurs de l'ordre public. Il identifie les sources de conflits, les regroupements délictuels, les concentrations criminelles et anticipe également l'issue des tendances en matière de criminalité, de terrorisme ou de subversion.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'analyse et du renseignement ➢ Section du renseignement spécialisé, Module liaison sécurité	✓ Système automatisé de renseignement criminel (SARC)	○ Français écrit ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC) ○ Réussir la formation donnée par le Collège canadien de la police ○ Cours d'analyse tactique de renseignements du Collège canadien de la police ○ Cours d'animation	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Renseignement criminel stratégique : Outil de gestion qui vise à définir la nature, l'ampleur et le développement passé et prévisible du phénomène criminel. Aide le gestionnaire en matière de prévention et de répression de la criminalité et dans l'allocation et l'organisation conséquente des ressources.					
	Niveau 3						
	Enquêtes						
3E1	Meurtre	**Définition :** • Action de tuer volontairement ou non un être humain. **Responsabilités :**	Ce type d'événement relève initialement de la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe de la Section des crimes majeurs est dépêchée sur les lieux. Activités des enquêteurs :	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées**	✓ Poste de commandement mobile	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Faire constater le décès • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Aviser le coroner • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• assurer le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à terme; • effectuer toute réquisition de ressources supplémentaires ou spécialisées.	➢ Section des crimes majeurs		crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire) ○ Cours Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	
3E2	Enlèvement avec risques pour la vie	**Définition :** <u>Enlèvement</u> : • Lorsqu'une personne est enlevée par la force ou par la ruse dans le but de la retenir contre son gré ou contre la volonté d'une personne qui en a légalement la garde et qu'il pourrait y avoir un risque pour sa vie. **Responsabilités :**	Ce type d'événement relève initialement de la section des enquêtes régionales concernée. Activités des enquêteurs : • entreprendre et diriger des démarches d'enquêtes; • élaborer des stratégies d'enquête; • recueillir les informations et la preuve; • effectuer des recherches; • effectuer le suivi et sécuriser toutes personnes concernées.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs * **Service de l'expertise en enquêtes criminelles**	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire)	Demande la mobilisation de plusieurs ressources humaines et de sections du Service de l'expertise en enquêtes criminelles selon les besoins.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Établir les circonstances de l'enlèvement • Obtenir toutes les coordonnées de la victime (description physique et psychologique, lien avec l'auteur, etc.) • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Dans certains cas, la Section crimes majeurs chapeautera le déroulement de l'enquête et nécessitant le soutien et la participation de certaines sections du Service de l'expertise en enquêtes criminelles*			○ Cours Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	
3E3	Extorsion	**Définition :** • Sans justification ou excuse raisonnable et avec l'intention d'obtenir quelque chose, par menaces, accusations ou violence, induire ou tenter d'induire une personne, que ce soit ou non la personne menacée ou accusée, ou celle contre qui la violence est	Ce type d'événement relève de la section des enquêtes régionales concernée, qu'il s'agisse d'enlèvement, de séquestration avec extorsion ou de demande de rançon. Activités des enquêteurs : • entreprendre et diriger démarches enquêtes; • élaborer stratégies d'enquête; • recueillir informations et preuve; • effectuer recherches;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs ➢ Section du crime organisé		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>Section des crimes majeurs :</u> ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		exercée, à accomplir ou à faire accomplir quelque chose. **Responsabilités :** • Protéger et sécuriser les victimes • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• effectuer suivi et sécuriser toutes personnes concernées. Dans certains cas, la Section des crimes majeurs ou la Section du crime organisé chapeautera l'enquête.			décès de jeunes enfants (pas obligatoire) o Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ <u>DCO</u> : o Cours de filature o Cours sur le crime organisé	
3E4	Accident d'aéronef mortel	**Définition :** • Inclut tous les types d'aéronefs, y compris le parapente motorisé et les ultralégers. **Responsabilités :** • Porter les secours requis et assurer un	Événements se déroulant sur le territoire couvert par l'aéroport Montréal-Trudeau : • Exécution des plans d'intervention en collaboration avec les autorités aéroportuaires ainsi que Transport Canada et les autres partenaires.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division de la planification opérationnelle** ➢ Section de l'Antiterrorisme et mesures d'urgence			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		périmètre de sécurité • Faire constater les décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Exécuter une enquête policière afin d'établir les circonstances des décès • Collaborer avec les enquêteurs de Transport Canada Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu	Événements se déroulant à l'extérieur du territoire couvert par l'aéroport Montréal-Trudeau : • Déplacement des patrouilleurs sur les lieux de l'événement. • Assurer la sécurité de la scène et des occupants. • Valider ou invalider la présence d'éléments de preuve criminels. • Communiquer, par l'entremise de l'agent du CCTI, avec la Section de l'antiterrorisme et des mesures d'urgence (SAMU) qui assurera son rôle de commandement (événement criminel) ou de soutien (événement accidentel). • Collaborer avec des partenaires externes (ex. : bureau du coroner, bureau de la sécurité des transports (BST), Transport Canada, etc.). • * Certaines situations nécessiteront la participation de diverses sections.	➢ Section du service d'ordre **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
			* Les modalités entourant la façon dont l'activité est rendue seront redéfinies suite à la fermeture de l'unité aéroportuaire le 31 décembre 2024.				
3E5	Produits de la criminalité	**Définition :** • Biens, bénéfices ou avantages qui sont obtenus ou qui proviennent, au Canada ou à l'extérieur du Canada, directement ou indirectement : ➢ soit de la perpétration d'une infraction désignée; ➢ soit d'un acte ou d'une omission qui, au Canada, aurait constitué une infraction désignée. ➢ Comprend le recyclage des produits de la criminalité et le	La Section ACCES et produits de la criminalité est composée d'une équipe mixte dont la mission se décline en deux volets. Le premier : • Repérer, saisir et bloquer les profits illicites qui proviennent d'activités criminelles. • S'attaquer au blanchiment d'argent. • Identifier les nouvelles méthodes utilisées par les organisations criminelles pour effectuer le blanchiment d'argent. Le second : • Soutenir les autres unités du SPVM en matière de saisie de biens infractionnels et de produits de la criminalité.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section ACCES et produits de la criminalité	✓ *Currency Reading and Tracing System* (CRATS) : ordinateur, numériseur et écran; Supertext logiciels et serveur, appareil infrarouge *Forward Looking Infrared* (FLIR), ordinateurs, portables, caméras, béliers ✓ Coffre-fort, machines à compter l'argent	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Inspecteur en bâtiment (thermographie). Formation donnée par *Forward Looking Infrared* FLIR ○ Entrevue filmée d'un suspect. Formation donnée à l'ÉNPQ.	*Voir remarque 2E12*

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		blanchiment d'argent. **Responsabilités :** • Détecter les infractions et les personnes en infraction • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures • Saisir le bien	La section identifie également les nouvelles méthodes utilisées par les organisations criminelles pour effectuer du blanchiment d'argent.				
3E6	Production, trafic et possession de drogues illicites visant des fournisseurs de niveau supérieur	**Responsabilités :** • Détecter les infractions visant les points de vente, les vendeurs ainsi que leurs fournisseurs (réseaux de tout genre). Vise les organisations criminelles locales ou régionales qui fournissent les revendeurs.	Ce type de dossier est traité soit par la Section du crime organisé ou par la Section ACCES et produits de la criminalité. La section ACCES Cannabis a été mise sur pied afin de traiter les dossiers de trafic illégal de cannabis. Ces sections assurent la coordination des activités et le partage des informations au profit des autres sections. L'enquêteur au dossier :	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé ➢ Section ACCES et produits de la criminalité et ACCES Cannabis*	✓ *Currency Reading and Tracing System* (CRATS) : ordinateur, numériseur et écran; Supertext (logiciels et serveur), FLIR, ordinateurs, portables, caméras, béliers ✓ Coffre-fort, machines à compter l'argent	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	*Voir remarque 2 E12*

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Enquêter les laboratoires clandestins de drogues illicites. Inclut les laboratoires chimiques. • Saisir les substances illicites, les faire analyser, les remiser et les détruire • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• effectue diverses techniques d'enquêtes; • recueille les éléments de preuves nécessaires pour élucider le crime.				
3E7	Gangstérisme pour les délits du niveau de service applicable	**Définitions :** • Inclut 3 types de crimes, soit : ➢ celui qui participe ou contribue à des activités qui aident une organisation criminelle; ➢ celui qui participe à la	Il s'agit d'enquêtes majeures concernant les activités illégales commises par les organisations criminalisées œuvrant sur le territoire desservi par le SPVM. Ce type de dossier est traité par la Section du crime organisé. Les enquêteurs sont appelés à : • Participer activement à l'élaboration des stratégies à mettre en	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé	✓ Ordinateur, numériseur et écran; Supertext (logiciels et serveur), FLIR, ordinateurs, portables, caméras, béliers ✓ Équipement déplacement code B (laboratoires chimiques clandestins)	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Équipement déploiement Niveau B (laboratoires	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		perpétration d'actes criminels au profit d'une organisation criminelle; ➢ celui qui, faisant partie d'une organisation criminelle, donne l'ordre à une autre personne de participer à une infraction. • Fait référence aux articles 467.1 et suivants du Code criminel. **Responsabilités :** • Détecter les personnes en infraction • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	place dans le cadre d'enquêtes majeures. • Échanger et transmettre, avec les partenaires internes et externes, les informations qu'il possède au regard des dossiers à traiter. • Anticiper toute activité criminelle pouvant perturber la sécurité publique.			chimiques clandestins) ○ Justification policière (C-24) ○ Cours sur le contrôle d'informateur ○ Éthique ○ Anglais intermédiaire	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
3E8	Infraction criminelle commise par des organisations criminelles opérant sur une base interrégionale, en collaboration avec la SQ	**Définitions :** • Organisation criminelle : groupe, quel qu'en soit le mode d'organisation, composé d'au moins 3 personnes se trouvant au Canada ou à l'étranger, dont un des objets principaux ou une des activités principales est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs infractions graves (acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de 5 ans ou plus) qui, si elles étaient commises, pourraient lui procurer – ou procurer à une personne qui en fait partie – directement ou indirectement, un avantage matériel,	Il existe une étroite collaboration entre les différentes instances policières dans les domaines suivants : stupéfiants, terrorisme, armes à feu, gangs criminalisés, renseignements criminels.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Équipement déploiement Niveau B (laboratoires chimiques clandestins) ○ Justification policière (C-24) ○ Cours sur le contrôle d'informateur ○ Éthique ○ Anglais intermédiaire	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		notamment financier. • Opérant sur une base interrégionale : L'envergure de l'organisation fait en sorte que son action s'étend sur plusieurs régions. Par exemple, l'organisation dispose de plusieurs « filiales » situées dans d'autres régions du Québec (voir section « Notions générales »), du Canada ou du monde, à partir desquelles elle assume la gestion de l'organisation ou commet ou fait commettre des infractions. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures • Établir le contact avec la SQ, afin de déterminer le niveau de collaboration					
3E9	Pornographie juvénile	**Définition :** • Produire, imprimer, publier, avoir en sa possession en vue de la publication, de la distribution ou de la vente, importer, distribuer, vendre, ou avoir en sa possession de la pornographie juvénile. **Responsabilités :** • Identifier le matériel pornographique • Identifier le suspect • Préserver la scène de crime et y prélever les	Les enquêteurs sont appelés à : • effectuer et diriger les enquêtes; • recueillir les éléments de preuve; • colliger et déposer les dossiers d'accusation; • effectuer la fermeture des sites illicites; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes. * Tous les éléments de preuve numériques (ex. : ordinateurs) sont expertisés par la Section technologies en enquête	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section de l'exploitation sexuelle * **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section technologies en enquête	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs (pas obligatoire) ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ	* Membre du Comité « Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle » ** Il est à noter qu'il existe un protocole pour le partage des informations avec des partenaires à travers le monde.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
3E10	Proxénétisme	**Définition :** • Amener quelqu'un à se prostituer ou en retirer une partie ou la totalité des bénéfices (art. 212 du Code criminel). **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Les enquêteurs de cette section sont appelés à : • effectuer et diriger les enquêtes; • recueillir les éléments de la preuve; • monter et déposer les dossiers d'accusation; • assurer le suivi et le soutien constant auprès des victimes; • effectuer un travail d'analyse afin de relier les événements entre eux.	**Escouade intégrée de lutte au proxénétisme (EILP)** **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section de l'exploitation sexuelle		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de moralité ○ Filature ○ Cours sur les notions de surveillance physique et dépisteur ○ Cours sur la Loi du système de justice pénale pour les adolescents	EILP dirigée par la Section de l'exploitation sexuelle du SPVM. Regroupement d'enquêteurs spécialisés des services de police de Montréal, Laval, Longueuil Québec, Gatineau, SQ et de la GRC. Mission : lutter contre les réseaux de proxénétisme et de traite de personne à des fins d'exploitation sexuelle qui opèrent au Québec sur une base interrégionale, interprovinciale et internationale.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
3E11	Maison de débauche	**Définitions :** • Maison de débauche : Local qui, selon le cas : a) est tenu ou occupé ; b) est fréquenté par une ou plusieurs personnes ; à des fins de prostitution ou pour la pratique d'actes d'indécence. • Tenir, habiter, se trouver sans excuse légitime ou permettre qu'un local soit employé aux fins d'une maison de débauche. • Mener, transporter ou offrir de mener ou de transporter une autre personne à une maison de débauche, ou diriger ou offrir de	Le Module de la moralité entreprend les démarches nécessaires pour élucider tout événement de nature criminelle dont l'objet concerne la moralité. Entre autres, il recueille les informations pertinentes lui permettant de bâtir la preuve nécessaire pour conclure adéquatement les problématiques soulevées.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé, Module de la moralité		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de moralité ○ Filature ○ Cours sur les notions de surveillance physique et dépisteur ○ Cours sur la loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		diriger une autre personne vers une maison de débauche. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
3E12	Événement impliquant un corps de police, à la demande du ministre	**Définitions :** • Tout corps de police doit aviser le MSP dans l'heure qui suit lorsqu'un des événements suivants survient : ➢ Décès ou blessures graves laissant craindre pour la vie à l'occasion d'une intervention policière ou durant la détention. ➢ Blessures par balles	La responsabilité du dossier et sa prise en charge reviennent au Bureau des enquêtes indépendantes. Certaines sections spécialisées seront appelées à soutenir le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) lors de la tenue de ces enquêtes.	**BEI** * Collaboration de : **Services des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module des enquêtes sur les collisions		○ Technique d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		survenues lors de l'utilisation d'une arme à feu à l'occasion d'une intervention policière. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et soumettre un rapport au procureur, le cas échéant • Informer le MSP des résultats de l'enquête					
3E13	Méfait ou vol concernant des données informatiques	**Définition :** • Intrusion, dans un système informatique, par une personne autorisée ou non, soit pour y voler des données, soit pour y	L'enquête est chapeautée par la section des enquêtes régionales concernée. La Section technologies en enquête vient en support aux enquêteurs afin d'effectuer les expertises nécessaires pour ce type de crime.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service de l'expertise en enquêtes criminelles**	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Anglais intermédiaire II ○ Technique d'enquêtes sur les crimes majeurs	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		endommager les données et rendre ce système partiellement ou complètement inopérant. **Responsabilités :** • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures		➢ Section technologies en enquête		○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de moralité ○ Cours COMPTIA et N + COMPTIA	
3E14	Vol, usage illégal ou possession d'explosifs sans excuse légitime	**Définitions :** • <u>Explosifs</u> : Tout objet, substance ou autre énumérés dans la Loi sur les explosifs (Canada) et ses règlements ou dans la Loi sur les explosifs (Québec) et le	Ce type d'événement relève initialement de la section des enquêtes régionales concernée. Par la suite selon la gravité de l'acte, le dossier peut être transféré à la Section des crimes majeurs ou à la Section du crime organisé. Activités des enquêteurs :	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>DCO</u>: ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		règlement d'application de la Loi sur les explosifs. • Engin explosif : Toute arme ou tout engin explosif ou incendiaire qui sont conçus pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en ont la capacité. • Objet suspect : Toute forme de colis, enveloppe ou autre objet douteux dont le contenu pourrait dissimuler notamment des explosifs. **Responsabilités :** • Réaliser notamment les enquêtes relatives aux appels à la bombe ou au colis	• effectuer et diriger les enquêtes; • demander l'assistance d'un technicien en explosif (GTI) pour l'analyse de la scène et du matériel (colis suspect, engin explosif); • recueillir les informations et les éléments de preuves; • colliger et déposer les dossiers d'accusation.	➢ Section du crime organisé **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention		Section des crimes majeurs : ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II GTI : ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		suspect qui s'avèrent être positifs, s'il s'agit d'un engin explosif non relié à un événement terroriste • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
3E15	Décès ou lésions corporelles menaçant la vie d'un enfant de moins de trois ans	**Définition :** • Toute enquête relative au décès ou aux lésions corporelles menaçant la vie d'un enfant de moins de 3 ans, survenus dans des circonstances obscures.	Ce type d'événement relève initialement de la Section des enquêtes régionales concernée. Dans les circonstances entourant le décès d'un enfant de moins de 6 ans, la Section des crimes majeurs chapeaute l'enquête. Activités de l'enquêteur : • se déplacer sur les lieux;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Technique d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le	*Voir projet des crimes majeurs (1 E29)*

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt • Procéder à l'enquête afin d'établir les circonstances du décès • Faire rapport au coroner et participer à son enquête s'il y a lieu • Transmettre le rapport approprié au pathologiste	• effectuer les démarches d'enquête nécessaires; • demander l'assistance d'un technicien d'identification judiciaire pour l'analyse de la scène; • informer et assister la famille, le cas échéant. Lorsqu'il y a décès, l'enquêteur de la section des enquêtes criminelles concernée avise en tout temps le bureau du coroner.	➢ Section des agressions sexuelles, Module abus physiques et décès d'enfants **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire		décès de jeunes enfants ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II	
	Mesures d'urgence						
3M1	Intervention impliquant une personne barricadée et armée sans coup de feu et sans otage	**Définition :** • <u>Personne barricadée</u> : Personne qui s'enferme dans un lieu et dont le comportement est	L'intervention initiale des patrouilleurs doit privilégier la négociation et la reddition de la personne barricadée, philosophie qui doit être maintenue tout au long de l'intervention. La prise en charge	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Équipement d'enregistrement audio numérique (valise-enregistreuse) ✓ Voir équipements GTI et SIS	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>Crimes majeurs</u> : ○ Cours de filature	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 207

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		dangereux ou menaçant pour elle-même ou pour autrui. **Responsabilités :** • Valider l'événement • Circonscrire et isoler rapidement la situation de façon à limiter les blessures et les pertes de vie et éviter que la situation s'envenime • Établir un périmètre de sécurité et, au besoin, faire évacuer les personnes présentes • Élaborer des plans d'intervention et les mettre en application, le cas échéant	du volet enquête sera faite par la section des enquêtes régionales concernée afin de faire une première évaluation de l'ensemble des facteurs entourant l'intervention. Dans l'éventualité où une négociation doit s'amorcer, la prise en charge de l'événement se fera par la Section des crimes majeurs. Le soutien du Groupe tactique d'intervention sera généralement demandé pour ce type d'intervention, afin de se préparer à toute éventualité.	➢ Section du Groupe tactique d'intervention (GTI) **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Technique d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminels (SARC) GTI : ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	Services de soutien						
3S1	Filature	**Définition :** • Procédé de surveillance physique qui sert d'appui à l'enquête et vise à confirmer des faits ou des activités illicites. La filature permet également d'identifier des individus ou de localiser des endroits pertinents à l'enquête. **Responsabilité :** • Faire rapport à l'enquêteur désigné	La filature spécialisée doit être utilisé**e** lorsque le projet de surveillance nécessite l'utilisation de moyens d'enquête exclusifs à la Section technologie en enquête, afin d'optimiser la sécurité des personnes impliquées et le succès des opérations. Les autres unités du Service peuvent utiliser la filature auxiliaire pour combler des besoins opérationnels.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance	✓ Véhicules, équipements de communications, etc.	○ Cours filature ○ Cours filature auxiliaire ○ Appréciation par simulation (APS)	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 1 301
3S2	Extraction de banques de données informatiques	**Responsabilités :** • Extraire et analyser des données afin d'assister les différentes unités opérationnelles d'enquêtes en matière de perquisition	Le Module Cyberenquête en soutien à une unité d'enquête contribue aux activités suivantes : • l'extraction de données de tout support ou média informatiques; • l'analyse des données;	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section du renseignement spécialisé, Module cyberenquête	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Anglais intermédiaire II ○ Cours Scène de crime majeur ○ Cours crimes économiques ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de moralité	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		impliquant du matériel informatique ou électronique et la récupération de la preuve sur les différents supports • Conseiller et superviser les enquêteurs dans la rédaction de mandats de perquisition visant des ordinateurs ainsi que des systèmes et des supports informatiques ou électroniques • Perquisitionner les appareils qui ont servi à la perpétration de l'infraction • Extraire les données saisies (transfert des données sur un support de travail sécuritaire) • Analyser les données saisies	• témoignage expert à la cour.			○ Cours COMPTIA et N + COMPTIA	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		(recherche d'éléments de preuve en fonction de l'autorisation judiciaire) • Soumettre un rapport à l'enquêteur désigné • Faire les présentations nécessaires à la Cour					
3S3	Infiltration	**Définitions :** • Technique d'enquête spécialisée qui permet d'introduire un policier, en utilisant un subterfuge ou une supercherie, à une personne ou à l'intérieur d'un groupe de personnes qui s'adonnent à des activités criminelles, afin d'obtenir des renseignements probants, de la preuve directe, indirecte ou	L'agent d'infiltration utilise des techniques et des outils d'enquête singuliers et des scénarios d'interactions afin de s'immiscer adroitement dans divers milieux criminels. Il contribue aux activités suivantes : • contribuer à la cueillette d'informations et de preuves; • procéder à des transactions licites ou illicites; • agir comme agent couvreur à des fins de sécurité lors d'opérations policières. Le contrôleur-surveillance collabore auprès des agents	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance	✓ Véhicules, équipements de communications, etc. ✓ Local clandestin	○ Cours d'éthique de niveau universitaire ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours agents d'infiltration ÉNPQ	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 694

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		circonstancielle, soit par un achat, une vente ou des aveux afin d'identifier et de traduire devant les tribunaux les personnes ayant commis des infractions. • Cette activité : ➢ exclut les achats de boissons alcooliques et de produits du tabac faits par les policiers lors d'enquêtes portant sur le commerce illégal de ces 2 types de produits ➢ inclut ces achats s'ils sont faits dans un débit clandestin ou avec des personnes liées au crime organisé.	d'infiltration afin de les aider à s'immiscer dans les milieux criminels. Il contribue à ces activités : • analyse comptable complexe; • développement d'outils permettant de faciliter le travail des agents d'infiltration.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Comprend l'utilisation de rouleaux d'appât et de « reverse ». • Comprend l'infiltration informatique par Internet. **Responsabilités :** • Suivre les règles concernant la justification policière (C-24), telles qu'elles sont définies aux articles 25.1 à 25.4 du Code criminel • Lorsqu'il y a une opération d'infiltration relevant de sa compétence, le corps de police doit : • avoir la structure nécessaire, c'est-à-dire un coordonnateur, un agent couvreur et un agent d'infiltration formés;					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• gérer les identités fictives; • produire des procédures entourant la rigueur, l'éthique, la politique d'intervention et la sécurité; • coordonner des opérations ayant une ou des cibles et un objectif clairement identifiés; • assurer un suivi psychologique ponctuel.					
3S4	Analyse de déclaration pure	**Définition :** • Technique d'enquête visant à déterminer la véracité des dires d'une personne à partir de la déclaration écrite ou verbale qu'elle a faite. **Responsabilité :**	L'enquêteur spécialisé dans ce type d'activité procède à l'analyse des déclarations écrites : • évaluer la véracité des faits; • confirmer ou infirmer la version des témoins, victimes ou suspects lors d'un événement lié à la	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Technologies en enquête (polygraphie)		○ Anglais intermédiaire II ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect donné par l'ÉNPQ ○ Réussir la formation donnée par le Collège canadien de police	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Confirmer ou infirmer la version du témoin	présentation de la preuve.				
3S5	Équipe cynophile en matière de drogue, protection et pistage	**Définition :** • Équipe formée d'un maître-chien et de son chien qui effectue la recherche de personnes égarées, de criminels fugitifs, de pièces à conviction ou la détection de drogue.	Selon les besoins ponctuels des patrouilleurs et des unités spécialisées, une équipe cynophile peut être demandée sur les lieux d'un événement. Le maître guidera son chien lors : • d'opérations de détection; • d'interventions de protection; • de fouilles afin de localiser une personne ou un objet. Il possède les spécialisations pour la détection de stupéfiants, d'armes à feu et d'explosifs.	**Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Escouade canine	✓ Camionnettes banalisées adaptées pour le transport de chiens ✓ Équipements pour les chiens ✓ Camionnettes adaptées pour accueillir une poudrière convenant à l'entreposage sécuritaire des échantillons d'explosifs, pour la formation et le maintien des compétences	○ Formation de base de maître-chien généraliste et détection de stupéfiants ou d'explosifs	
3S6	Groupe d'intervention	**Définitions :** • Équipe devant circonscrire, isoler et contenir la source de danger, ou intervenir, le cas échéant, de façon à limiter les blessures et les pertes de vie lors d'une situation	L'agent d'intervention intervient à titre de patrouilleur sur le territoire des PDQ de leur région respective. Il peut être mobilisé de façon impromptue ou planifiée pour les activités suivantes : • la recherche de personnes disparues;	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Équipement de base du patrouilleur ✓ Équipement de contrôle de foule : • Boucliers balistiques • Casque et plaque balistique • Armure de corps • Pr-24	○ Formation initiale groupe d'intervention (4 semaines) ○ Maintien de compétences annuel (12 jours) ○ Qualification annuelle des spécialités	Équipe spécialisée intervention outillée ESIO (désincarcération) Chien dangereux Préposé aux irritants chimiques (PIC)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		impliquant une personne barricadée et armée sans coup de feu et sans otage. • <u>Personne barricadée</u> : Personne qui s'enferme dans un lieu et dont le comportement est dangereux ou menaçant pour elle-même ou pour autrui	• la protection de scène de crime; • l'endiguement et l'intervention à risque faible et modéré (sauf exception); • le soutien aux PDQ pour la réponse aux appels prioritaires; • le contrôle de foule lors d'événements festifs ou des manifestations.		• Irritants chimiques (maintien et rétablissement de l'ordre) ✓ Armes de périmètre ✓ Arme d'impact à projectiles (AIIP) ✓ Armes à impulsions électriques (AIE) ✓ Capsicum MK-9 ✓ Bélier ✓ Blindé ✓ Véhicules		
3S7	Intervention à risque modéré	**Définitions :** • Intervention qui représente une possibilité de danger pour l'intégrité physique des policiers ou celle du public. Cela est déterminé par l'analyse et l'évaluation de la situation qui sont basées, entre autres, sur la formation, l'expérience, les	Le Groupe tactique d'intervention (GTI) soutient le commandant de scène pour l'évaluation du risque et le type d'intervention requise. Si l'analyse du risque dévoile un risque modéré, l'intervention sera effectuée par le Groupe tactique d'intervention si : • l'endroit est occupé par plusieurs personnes qui se livrent à des activités illicites et qui présentent un risque d'affrontement;	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées ➢ Section du Groupe tactique et d'intervention	*Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3* *Pour les* Sections support et interventions spécialisées*, voir les équipements à l'activité 3S6.*		Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 557 interventions à risque modéré (3S7) et à risque élevé (4S2)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		informations disponibles au moment de l'intervention et les considérations tactiques. • Possibilité : Caractère de ce qui peut se réaliser. **Responsabilités :** • Évaluer rigoureusement le risque en fonction des considérations • Respecter les droits des suspects lors d'une arrestation • Respecter les règles de saisie lors des perquisitions	• le sujet pourrait résister et possède les capacités de commettre une agression physique grave; • le sujet pourrait utiliser une arme; • le lieu est difficile d'accès ou d'approche; • l'intervention nécessite des équipements spécialisés propres au GTI. Si ces situations ne sont pas confirmées, l'activité peut être réalisée par une section intervention.				
3S8	Assurer le retour au Québec d'un individu ayant contrevenu à une décision ou à une ordonnance de la Commission	**Définitions :** • Prendre charge d'un individu pour le ramener au Québec lorsque celui-ci est arrêté dans une autre province et que le juge de paix devant qui il est	L'enquêteur se réfère aux critères établis en tenant compte des éléments particuliers et de la nature de l'ordonnance. Ses activités : • évaluer le risque; • planifier le transfert;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	d'examen des troubles mentaux	conduit rend une ordonnance demandant le retour de l'individu au Québec. • <u>Évasion en contravention d'un ordonnance</u> : Lorsqu'une personne s'évade d'une garde légale ou est en liberté sans excuse légitime. **Responsabilités :** • Inscrire au CRPQ les conditions transmises aux corps de police lorsqu'une personne est déclarée inapte à subir son procès ou non-criminellement responsable pour cause de troubles mentaux. Le tribunal ou la CETM peut rendre une décision de détention dans un hôpital ou de	• réquisitionner les ressources; • prendre en charge la personne à ramener.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		libération conditionnelle comprenant des modalités de libération. • Assurer le suivi des décisions ou des ordonnances sous la responsabilité du corps de police ou d'autres corps de police et ramener la personne à l'établissement concerné, lui remettre une citation ou une sommation ou la détenir pour comparution, selon le cas • Rendre les ordonnances ou les décisions disponibles à la personne qui doit les exécuter, et ce, en tout temps • Procéder à la recherche de l'individu concerné					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Alimenter au CRPQ la décision ou l'ordonnance ainsi que sa radiation lorsqu'elle est terminée					
	Niveau 4						
	Enquêtes						
4E1	Meurtre ou tentative de meurtre commis par des organisations criminelles opérant sur une base interrégionale, en collaboration avec la SQ	**Définitions :** • <u>Organisation criminelle :</u> Groupe, quel qu'en soit le mode d'organisation, composé d'au moins trois personnes se trouvant au Canada ou à l'étranger, dont un des objets principaux ou une des activités principales est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs infractions graves (acte criminel	Ce type d'événement relève initialement de la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe de la Section des crimes majeurs est dépêchée sur les lieux. Dépendamment des circonstances et de la gravité des actes, les enquêteurs de la Section du crime organisé sont mis à contribution. • Activités des enquêteurs : assurer le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à terme; • assurer le commandement de l'événement et toute réquisition de ressources	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales ➢ Section des enquêtes par projet **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs ➢ Section du crime organisé	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II ○ Cours de filature <u>Division du crime organisé :</u> ○ Cours d'éthique de niveau universitaire	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		passible d'un emprisonnement maximal de 5 ans ou plus) qui, si elles étaient commises, pourraient lui procurer – ou procurer à une personne qui en fait partie – directement ou indirectement, un avantage matériel, notamment financier. • <u>Opérant sur une base interrégionale</u> : L'envergure de l'organisation fait en sorte que son action s'étend sur plusieurs régions. Par exemple, l'organisation dispose de plusieurs « filiales » situées dans d'autres régions du Québec (voir section « Notions générales »), du Canada ou du	supplémentaires ou spécialisées. (*Voir 3E1*)				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		monde, à partir desquelles elle assume la gestion de l'organisation ou commet ou fait commettre des infractions. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures • Établir le contact avec la SQ afin de déterminer le niveau de collaboration					
	Mesures d'urgence						
4M1	Contrôle de foule avec risque élevé d'agitation, de débordement et d'émeute, en partenariat avec la SQ	**Définition :** • Gestion policière d'un événement permettant de croire que l'ordre social va être perturbé avec possibilité de	L'approche initiale demeure la même que pour une gestion de foule avec risque d'agitation. Selon la nature du renseignement disponible, le volet contrôle de foule est pris en charge par la Section du service d'ordre de la gendarmerie et des	*Voir l'activité 2M1*	✓ Casque et boucliers antiémeute ✓ Bâton Pr24 ✓ Gants et jambières protecteurs ✓ Centre de commandement et de	*Voir 3S6 pour la formation des G. I.* ○ Formation interne en commandement terrain d'opération	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 2 Toutefois, compte-tenu de la COP15, événement exceptionnel, la SQ est venue pendant 20 jours de suite en décembre 2022.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		débordement et d'émeute. **Responsabilités :** • S'assurer du maintien de la paix publique dans le respect des droits individuels et collectifs • Développer un plan d'opération qui prévoit notamment un service d'ordre, des phases d'intervention en fonction de l'attitude et des agissements de la foule et l'affectation d'un nombre suffisant de ressources auxquelles il est possible de recourir si l'évolution de la situation le nécessite	enquêtes qui fera appel à son équipe permanente ou à l'une des équipes des Services de la gendarmerie qualifiée.		traitement de l'information ✓ Centre de relève ✓ Camion flûte (porte-voix) ✓ Camion équipement (logistique) ✓ Drône ✓ Autres équipements spécialisés *Pour le groupe d'intervention, voir les équipements à l'activité 3S6*		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Respecter le protocole de partenariat					
4M2	Intervention impliquant une personne barricadée et armée avec coup de feu	**Définitions :** • Personne barricadée : Personne qui s'enferme dans un lieu et dont le comportement est dangereux ou menaçant pour elle-même ou pour autrui. **Responsabilités :** • Valider l'événement • Circonscrire et isoler rapidement la situation de façon à limiter les blessures et les pertes de vie et éviter que la situation s'envenime • Établir un périmètre de sécurité et, au	Les interventions à risque élevé sont effectuées par le Groupe tactique d'intervention. Les Sections intervention du Service de la gendarmerie concernées sont sollicitées dans les démarches d'endiguement. La Section des enquêtes criminelles concernée est responsable de l'enquête initiale avant l'arrivée de la Section des crimes majeurs. Dans l'éventualité où une négociation doit avoir lieu, la Section des crimes majeurs y affecte son enquêteur négociateur.	*Voir l'activité 3M1*	*Pour le groupe d'intervention, voir les équipements à l'activité 3S6* *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3* ✓ Formation enquêteur négociateur	*Voir l'activité 3M1*	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 1

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		besoin, faire évacuer les personnes présentes • Élaborer des plans d'intervention et les mettre en application, le cas échéant					
	Services de soutien						
4S1	Surveillance électronique	**Responsabilités :** • Intercepter les communications privées ainsi que les téléavertisseurs et les enregistreurs de numéros • Écouter et analyser les conversations interceptées, produire des résumés • Effectuer les branchements et les débranchements	CETTE ACTIVITÉ SE DÉCLINE EN 4 SOUS-ACTIVITÉS : **<u>Surveillance électronique :</u>** L'agent de surveillance électronique a comme mandat de collaborer à la cueillette et à l'interprétation d'informations nécessaires à l'arrestation et à la mise en accusation de criminels. Pour ce faire, il intercepte et analyse différents types de communications à l'aide de dispositifs appropriés d'interception électronique.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance	✓ Équipement électronique ✓ Système d'interceptions des communications ✓ Véhicules ✓ Local clandestin	○ Anglais intermédiaire II ○ Filature ○ Spécialité serrurier	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		de lignes d'écoute et installer des caméras cachées • Désactiver et contourner des systèmes d'alarme • Contourner des serrures et des systèmes de surveillance par caméra • Ouvrir des coffres-forts • Installer et suivre des GPS • Effectuer des entrées subreptices • Conseiller les enquêteurs dans la préparation et la rédaction des affidavits	**Conseillers aux autorisations judiciaires :** Le conseiller aux autorisations judiciaires réalise les activités suivantes : • s'assurer du respect des critères édictés au Code criminel en matière d'écoute électronique;- • assister les enquêteurs dans la rédaction des demandes d'autorisation d'écoute électronique ou de mandat vidéo; • collaborer avec les mandataires désignés; • assister l'affiant lors de la présentation de la demande d'autorisation devant le juge. **Soutien technique :** Le technicien soutien technique a comme mandats : • De concevoir, installer ou opérer différents dispositifs de surveillance électronique utilisés dans le cadre				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
			d'enquêtes visant la cueillette. • De développer un réseau efficace relié à sa spécialisation et collaborer en créant ou en entretenant des liens privilégiés avec les organismes responsables de l'application de la loi, tels la GRC, la SQ, le SCRS et divers partenaires publics ou privés. **<u>Surveillance physique :</u>** L'agent de surveillance physique a comme mission de soutenir les différentes unités du Service dans le cadre d'enquêtes : • en observant et filant, avec l'aide des autres membres de son équipe, un sujet à son insu lors de ses déplacements afin de découvrir ses activités et identifier les personnes que ce dernier rencontre; • en recueillant et colligeant des				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
			renseignements et éléments pouvant contribuer à la progression des enquêtes.				
4S2	Intervention à risque élevé	**Définition :** • Intervention qui représente une probabilité de danger pour l'intégrité physique des policiers et celle du public. Cela est déterminé par l'analyse et l'évaluation de la situation qui sont basées sur la formation, l'expérience, les informations disponibles au moment de l'intervention et les considérations tactiques. • Probabilité : Élément qui porte à croire que le danger pourrait se concrétiser.	Le Groupe tactique d'intervention est en soutien au commandant de scène et aux unités demanderesses de service pour l'évaluation du risque et le type d'intervention requise, tant pour les opérations planifiées que non planifié. Les interventions à risque élevé sont de la responsabilité du Groupe tactique d'intervention. Les informations disponibles indiquent que : • le sujet résistera au-delà d'une agression physique grave; • le sujet pourrait se servir d'une arme à feu ou de toute autre arme contre le policier; • l'intervention nécessite des techniques ou de l'équipement spécialisé propre au GTI; • la présence de CBRNe sur les lieux;	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	✓ Armes à feu de différents calibres ✓ Protections balistiques (véhicules blindés, plaques, veste pare-balles, boucliers, jambières, visières, etc.) ✓ Armes intermédiaires (oléorésine capsicum (OC), AIE et AIIP) ✓ Gaz irritants ✓ Robot éclaireur, caméra télescopique, équipements optiques et vision de nuit ✓ Équipements pour ouvrir une brèche (bréchage) ✓ Équipements d'opérations verticales ✓ Équipements et armes de tireurs d'élite ✓ Véhicule subreptice pour interventions à haut risque avec la filature	○ Cours de base « Membre d'un groupe d'intervention » (FOR-3003), sanctionné par l'ÉNPQ, mais diffusé par le SPVM, avec les ajouts pour GTI. Il s'agit de la dernière étape du processus de sélection. ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 557 interventions à risque modéré (3S7) et à risque élevé (4S2)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Exclut l'utilisation de techniques qui nécessitent des explosifs, qui sont de niveau 5 (techniciens en explosifs). **Responsabilités :** • Évaluer rigoureusement le risque en fonction des considérations de manière à intervenir de la façon la plus sécuritaire possible • Respecter les droits des suspects lors d'une arrestation • Respecter les règles de saisie lors des perquisitions	• la structure d'intervention Filet est activée.				
4S3	Groupe tactique d'intervention (GTI)	**Définitions :** • Équipe permanente formée, équipée et entraînée de façon continue afin d'être	Le GTI est une unité de soutien aux unités de gendarmerie et d'enquêtes lors d'opérations planifiées et non planifiées à risque modéré et élevé (perquisitions et arrestations,	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	✓ Armes de différents calibres ✓ Armes à impulsions électriques ✓ Gaz irritants et masques à gaz	○ Cours de base «Membre d'un groupe d'intervention» (FOR-3003), sanctionné par	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		en mesure d'intervenir lors de situations comportant un haut niveau de risque. **Responsabilités :** • La mission première de ce groupe est d'intervenir lors de prise d'otage (niv. 5) ou de situation impliquant une personne barricadée et armée avec coup de feu (niv. 4). • Sa mission secondaire est d'intervenir lors d'une opération policière à risque élevé avec ou sans incidence criminelle, en soutien aux différentes unités opérationnelles. • Analyser et réviser les méthodes de travail afin que la	personnes barricadées ou en situation de crise, prises d'otages, incidents terroristes, etc.). Ce groupe spécialisé maintient et déploie les capacités opérationnelles suivantes : interventions armées à risques modéré et élevé, groupe d'assaut spécialisé (sauvetage d'otages, assauts tubulaires, etc.), tireurs d'élite, bréchage, opérations verticales, protection rapprochée, techniciens en explosifs, entrées forcées aux explosifs, CBRNe, plongée de recherche et récupération, patrouille GTI et module formation et contrôle de la qualité (MFCQ).		✓ Équipements spécialisés tels que : ▪ Night vision ▪ Casques et boucliers balistiques ▪ Outils d'ouverture de portes ▪ Béliers ▪ Mégaphone ▪ Protecteurs auditifs ▪ Téléphone satellite ▪ Équipements d'escalade et accessoires	l'ÉNPQ, mais diffusé par le SPVM avec les ajouts pour GTI. Il s'agit de la dernière étape du processus de sélection. ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		performance des policiers le composant soit constamment adaptée en fonction des meilleures pratiques					
	Niveau 5						
	Gendarmerie						
5G1	Sécurité nautique des plaisanciers circulant sur le fleuve Saint-Laurent	**Définition :** • Fleuve Saint-Laurent : Décrit dans l'axe des Grands Lacs vers l'estuaire du golfe du Saint-Laurent en passant par la voie maritime (navigable par la marine marchande). Exclut les deux rivières ceinturant les îles de Montréal et de Laval. • Les lacs Saint-Louis et Saint-Pierre sont	Le Module nautique veille à l'application du Code criminel, de la Loi de la marine marchande et de ses règlements, de la Loi du ministère des Transports Canada et des règlements municipaux sur le fleuve Saint-Laurent. Les policiers du module effectuent des patrouilles, procèdent à des interceptions d'embarcations et effectuent des opérations de contrôle.	**Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Module nautique	*Voir 1G5*	*Voir 1G5*	Nombre d'opérations réalisées en 2022 pour tous les plans d'eau sous la responsabilité du SPVM (1G5) incluant le Fleuve Saint-Laurent (5G1) : • 1272 interceptions et inspections d'embarcation • 56 opérations nautiques planifiées incluant 8 OP alcool • 106 avertissements (AVNC) • 152 billets en vertu de la loi sur la marine marchande

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		considérés comme le fleuve pour ce qui est de la sécurité nautique. En ce qui concerne la sécurité lors de l'organisation d'activités par un corps de police municipal, il faut tenir compte des limites territoriales des municipalités. **Responsabilités :** • Effectuer des opérations de surveillance ciblées sur le fleuve Saint-Laurent • Appliquer la Loi sur la marine marchande et les règlements qui en découlent • Assurer une présence policière afin de prévenir et de réprimer la commission d'infractions reliées, entre					du Canada ont été donnés (LMMC)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		autres, au Code criminel et aux règlements municipaux					
	Enquêtes						
5E1	Gestion d'événements terroristes	**Définition :** • Activités criminelles se déroulant au Québec, ou ayant des conséquences sur son territoire, et pouvant porter gravement atteinte à sa sécurité, soit à la préservation de l'intégrité des personnes, des biens, des services essentiels, de l'environnement et de l'État, dans le but de promouvoir une cause de nature politique, idéologique, religieuse ou sociale. Ces activités, préméditées et dirigées contre la société civile, visent	La section anti-terrorisme et mesures d'urgence (SAMU) • Enquêtes et démarches concernant toute réponse à un événement terroriste. * Plusieurs unités en soutien aux opérations peuvent être sollicitées notamment la Section du renseignement spécialisé qui évalue constamment l'évolution de la menace et par le fait même fournit à la SAMU des rapports d'analyse qui permettent au SPVM de planifier et mettre en place des stratégies d'intervention pour répondre efficacement à des événements à caractère terroriste.	**Division de la planification opérationnelle** ➢ Section de l'Antiterrorisme et des mesures d'urgence * **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire ➢ Section du renseignement spécialisé **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	*Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3* *Pour l'Identification judiciaire, voir les équipements à l'activité 2S1* ✓ Équipements CBRNe : SAMU : remorque avec équipements en réserve, SIS : Système d'accréditation	○ Anglais intermédiaire II ○ Cours d'éthique de niveau universitaire ○ Cours d'animation	Le SPVM fournit des ressources humaines à l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN), organe responsable des enquêtes ainsi qu'au groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) tous deux sous l'égide de la GRC. Le SPVM est partenaire au sein de la structure de gestion policière contre le terrorisme (SGCPT), depuis 2004.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		générallement à exercer une contrainte par la peur et l'intimidation sur une population, une organisation ou un gouvernement, afin de provoquer un changement pour la cause défendue. **Responsabilité :** • Jouer son rôle en fonction du « Plan québécois de gestion contre le terrorisme », par la prévention des événements terroristes, la préparation des intervenants et la réponse aux événements terroristes					
5E2	Importation et exportation de drogues, en collaboration avec la SQ / GRC	**Définition :** • Importation et exportation de substances désignées par la Loi réglementant	Ce type d'enquête est chapeauté par la Section du crime organisé. Activités de l'enquêteur (en collaboration avec la Sûreté du	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé	✓ CRATS : ordinateur, numériseur et écran; ✓ Supertext (logiciels et serveur);	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		certaines drogues et autres substances. **Responsabilités :** • Détecter les organisations criminelles qui importent et exportent des drogues • Établir le contact avec la SQ pour déterminer le niveau de collaboration • Collaborer avec les organismes partenaires œuvrant aux aéroports, aux ports et aux postes douaniers • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures • Saisir les substances illicites,	Québec et les corps policiers environnants): • effectuer les recherches nécessaires pour élucider ces types de crime; • élaborer des stratégies d'enquête; • mener les opérations.		✓ FLIR, ordinateurs, portables, caméras, béliers ✓ Coffre-fort, machines à compter l'argent		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		les faire analyser, les remiser et les détruire					
5E3	Trafic d'armes et d'explosifs	**Définitions :** • Fabriquer, céder, même sans contrepartie, ou offrir de fabriquer ou de céder une arme à feu ou des explosifs, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions ou munitions prohibées sachant que ce n'est pas autorisé en vertu de la Loi sur les armes à feu, de la Loi sur les explosifs, de tout autre loi fédérale ou de leurs règlements (art. 99 du Code criminel). • Comprend l'importation et l'exportation non autorisée d'armes	En temps normal, l'enquête initiale se fait par la section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, la responsabilité du dossier est assumée par la Section des crimes majeurs. L'enquêteur est appelé à : (en étroite collaboration avec les partenaires internes ainsi qu'avec les autres corps policiers au besoin.) : • recueillir les informations et la preuve nécessaire pour conclure son enquête; • monter et déposer le dossier d'accusations. * Au besoin, il demande l'assistance d'un technicien d'identification judiciaire pour l'analyse de la scène.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ * Section de l'identification judiciaire	✓ Équipement de surveillance *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements aux activités 4S3 et 5S2*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature GTI : ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2 Section identification judiciaire (SIJ) : voir 2S1	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		(art. 103 et 104 du Code criminel). **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
5E4	Enlèvement lorsque la victime est emmenée à l'extérieur du Québec	**Définition :** • <u>Enlèvement</u> : Lorsqu'une personne est enlevée par la force ou par la ruse dans le but de la retenir contre son gré ou contre la volonté d'une personne qui en a légalement la garde. **Responsabilités :** • Établir les circonstances de l'enlèvement et obtenir toutes les coordonnées de la victime (description physique et psychologique, le	L'enquête initiale se fait par la section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, la responsabilité du dossier est assumée par la Section des crimes majeurs. L'enquêteur est appelé à : • recueillir les informations et la preuve nécessaire pour conclure son enquête; • monter et déposer le dossier d'accusations.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours sur la loi du système de justice pénale pour les adolescents ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		lien avec l'auteur, etc.) • Faire la liaison avec Interpol et avec les Services nationaux des enfants disparus de la GRC si nécessaire (victime emmenée à l'extérieur du Canada) • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
5E5	Gageure et *bookmaking*	**Définition :** • Enquête relative à la gageure et au bookmaking, tels qu'ils sont définis à l'art 202 (1) du Code criminel. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander	Les enquêtes sont entreprises essentiellement à la suite de plaintes de citoyens. L'enquête initiale est commencée par la section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, la responsabilité du dossier est assumée par la Section du crime organisé. L'enquêteur est appelé à : • diriger et mener l'enquête; • recueillir les informations et éléments de preuve;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours de moralité ○ Cours sur les notions de surveillance physique et dépisteur	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'intenter des procédures	• monter et déposer le dossier d'accusations.				
5E6	Infraction criminelle commise par un réseau opérant sur une base interrégionale	**Définitions :** • Réseau criminel : Activités criminelles interdépendantes organisées en système et dirigées par des individus ou des groupes d'individus qui y imposent leurs règles par la force, dans le but de faire des profits ou d'obtenir des bénéfices. • Éléments essentiels pour établir le réseau : ➢ identification d'un organigramme avec suspects; ➢ détermination du *modus operandi*;	Une unité d'enquête est mandatée pour effectuer les enquêtes de crime en réseau. Elle collabore avec les services policiers impliqués lorsque les dossiers le requièrent. L'échange d'informations avec les différents partenaires interrégionaux est primordial afin de suivre l'activité criminelle du réseau et permet d'effectuer une analyse adéquate des acteurs criminogènes en fonction.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé		Section du crime organisé: ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		➢ corroboration des faits; ➢ établissement d'une série. • <u>Opérant sur une base interrégionale</u> : Les crimes ont été commis par le réseau sur le territoire de deux ou de plusieurs régions du Québec (voir section « Notions générales » pour la définition de région). ou Le crime ou les crimes ont été commis dans une seule région du Québec, mais le renseignement fait ressortir que des subdivisions du réseau opèrent dans d'autres régions du Québec. **Responsabilités :** • Le corps de police qui a commencé					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'enquête cumule les éléments nécessaires à l'identification du réseau. • Produire des analyses tactiques • Procéder à l'enquête • Demander d'intenter des procédures, lorsque requis					
5E7	Corruption de fonctionnaires judiciaires ou municipaux	**Définition :** • Tout crime de corruption commis par un fonctionnaire judiciaire ou municipal, tel qu'il est prévu aux articles 118 à 125 du Code criminel. Les définitions de fonctionnaire et de gouvernement prévues à l'article 118 du Code criminel sont élargies pour y	Cette activité est désormais de la responsabilité de l'unité permanente anticorruption (UPAC)				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		inclure les municipalités. **Responsabilités :** Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
5E8	Fraude commerciale et immobilière commise par une personne ou une entité visée par la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes et ses règlements d'application	**Définition :** Fraude impliquant commerces, entreprises ou autres entités légales, commises dans le cours du commerce ou fraude commise lors de transactions immobilières (terrains, immeubles ou autres biens immobiliers), et qui n'est pas de nature interrégionale ou reliée au crime organisé, dont le principal suspect est une personne ou une entité visée par la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des	Le(s) plaignant(s) appelle(nt) ou se présente(nt) directement au bureau de la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • enquêter et amasser la preuve; • collaborer avec des partenaires internes et externes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques ➢ Section ACCES et des produits de la criminalité	✓ Traitement de la preuve avec la licence Adobe Pro	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours crimes économiques	Enquête de longue durée; nécessitent parfois de gros déboursés pour expertises comptables.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		activités terroristes et ses règlements. **Responsabilités :** Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
	Mesures d'urgence						
5M1	Intervention héliportée	**Définition :** • Intervention exécutée au moyen d'un hélicoptère. Utilisée, par exemple, lors de la recherche de personnes perdues, pour la détection d'une personne en fuite ou lors de sauvetage **Responsabilités :** • Maîtriser les techniques liées aux divers types d'intervention :	Les demandes d'intervention aérienne sont acheminées à la Sûreté du Québec. Un policier du SPVM peut prendre place à bord de l'hélicoptère pour le suivi d'un événement. Ce dernier demeure en communication avec le centre de commandement et de traitement de l'information (CCTI) ou le commandant de scène, selon le cas. En cas de non-disponibilité du service pour des raisons opérationnelles ou exceptionnelles, la SQ verra à identifier une autre organisation pour suppléer au service d'intervention héliportée.	**Division de la planification opérationnelle** ➢ Section service d'ordre			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		➢ sauvetage; ➢ recherche; ➢ transport de troupes; ➢ etc.					
5M2	Contrôle de foule avec risque élevé d'agitation, de débordement et d'émeute	**Définition :** • Gestion policière d'un événement permettant de croire que l'ordre social va être perturbé avec possibilité de débordement et d'émeute. **Responsabilités :** • S'assurer du maintien de la paix publique dans le respect des droits individuels et collectifs • Développer un plan d'opération qui prévoit notamment un service d'ordre, des phases d'intervention en fonction de	Ce volet du contrôle de foule est pris en charge par la Section du service d'ordre et la direction du service d'ordre est sous l'autorité de son équipe permanente.	*Voir l'activité 4M1*	*Voir 4M1*		Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 26

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'attitude et des agissements de la foule et l'affectation d'un nombre suffisant de ressources auxquelles il est possible de recourir si l'évolution de la situation le nécessite					
5M3	Intervention lors d'une prise d'otage ou impliquant un tireur actif	**Définitions :** • Prise d'otage : Détention d'une personne contre son gré dans l'intention de contraindre un tiers à satisfaire aux exigences de son auteur. • Tireur actif : Individu armé dont les agissements constituent une menace constante (ne pouvant être confinée) pour la vie ou la sécurité de plusieurs personnes et qui	Les agents patrouilleurs et les agents des groupes d'intervention assurent la protection du périmètre externe. Le Service privilégie la négociation dans le but d'obtenir la reddition, toutefois, cela ne modifie en rien le devoir d'intervenir en cas de péril immédiat pour l'intégrité physique ou la vie. Le commandant de scène évalue la stratégie d'intervention et réquisitionne la présence du commandant Filet qui assume le commandement de l'opération. Si une intervention physique planifiée est requise, elle sera effectuée par le GTI.	*Voir l'activité 3M1*	*Voir l'activité 3M1*	*Voir l'activité 3M1*	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 0

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		peut obliger les policiers à utiliser des équipements ou des techniques d'intervention complexes pour isoler le danger, contrôler et rétablir la situation. **Responsabilités :** • Valider l'événement • Circonscrire et isoler rapidement la situation de façon à limiter les blessures et les pertes de vie et éviter que la situation s'envenime • Établir un périmètre de sécurité et, au besoin, faire évacuer les personnes présentes • Élaborer des plans d'intervention et les mettre en application, le cas échéant	La Section des enquêtes régionales concernée est responsable de l'enquête initiale avant l'arrivée de la Section des crimes majeurs. Dans l'éventualité où une négociation doit avoir lieu, la Section des crimes majeurs y affecte son enquêteur ayant la certification de négociateur.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	Services de soutien						
5S1	Plongée sous-marine	**Définition :** • Recherche subaquatique afin de retrouver les objets ou les véhicules se rapportant à un crime ou localiser le corps de personnes lors de noyade. • Le soutien des plongeurs peut être utile, notamment dans les cas suivants : ➢ opération de sauvetage et de recherche; ➢ sécurisation de sites (surveillance de VIP); ➢ recherche d'objets liés à un dossier opérationnel; ➢ noyade;	Le service est rendu par le Groupe tactique d'intervention. Activité des agents plongeurs : • effectuer des ratissages en milieu aquatique; • rechercher et repêcher notamment des corps humains, pièces à conviction (arme à feu) ou véhicules.	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	✓ Équipements, habits humides et accessoires de plongée ✓ Stroboscope ✓ Système de communication ✓ Ordinateur de plongée ✓ Câble de communication ✓ Bouteille de sécurité (Bail-out) ✓ Courantomètre ✓ Cylindre 100P13 ✓ Oxygénothérapie ✓ Génératrice ✓ Sac de renflouage ✓ Détecteur de métal Garett ✓ Zodiac (Air solide) ✓ Camion de plongée	○ Cours de plongée 1 et 2 (avant mutation) ○ Pour devenir plongeur au sein du GTI, le policier déjà muté doit compléter les cours de Sauvetage et de Dive Master, ainsi que la formation interne sur les procédures de plongée de recherche et récupération du GTI.	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		➢ expertise à la suite d'un accident impliquant des plongeurs. **Responsabilité :** • Soumettre un rapport au demandeur					
5S2	Désamorçage et manipulation d'explosifs impliquant le recours aux techniciens d'explosifs	**Définitions :** • Explosifs : Tout objet, substance ou autre énumérés dans la Loi sur les explosifs (Canada) et ses règlements ou dans la Loi sur les explosifs (Québec) et le règlement d'application de la Loi sur les explosifs. • Objet suspect : Toute forme de colis, enveloppe ou autre objet douteux dont le contenu pourrait dissimuler	Ce service est rendu par le Groupe tactique d'intervention. Activité des techniciens en explosifs : • neutraliser un engin explosif; • récupérer des pièces ou des engins explosifs.	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	*Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3 (plus autres équipements spécialisés)*	○ Pour devenir technicien en explosifs au sein du GTI, le policier déjà muté doit compléter le Cours de policier technicien des explosifs et radiographie du Collège canadien de police.	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		notamment des explosifs. • Engin explosif : Toute arme ou tout engin explosif ou incendiaire qui sont conçus pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en ont la capacité. **Responsabilités :** • Procéder à l'enlèvement et à la neutralisation d'objets suspects, d'explosifs ou d'engins explosifs abandonnés, avariés ou constituant un danger pour les personnes et les biens • Sécuriser la scène de crime après l'explosion et participer à la					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		reconstitution des engins utilisés					
5S3	Infiltration des plus hautes sphères de la hiérarchie criminelle	**Définition :** • Technique d'enquête spécialisée qui permet d'introduire un policier, en utilisant un subterfuge ou une supercherie, à une personne ou à l'intérieur d'un groupe de personnes qui s'adonnent à des activités dans les plus hautes sphères de la hiérarchie criminelle, afin d'obtenir des renseignements probants, de la preuve directe, indirecte ou circonstancielle, soit par un achat, une vente ou des aveux afin d'identifier e tde	Les règles d'infiltration des organisations criminelles sont régies par des procédures en matière de soutien en enquête. Les agents d'infiltration relèvent de la Section surveillance et leur affectation est encadrée par une procédure spécifique. Activité des agents d'infiltration : • être disponible pour toute unité du SPVM; • effectuer infiltration dans divers milieux criminalisés; • recueillir éléments de preuve pour dossiers d'envergures. • faciliter diverses méthodes d'enquête.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance	✓ Un soutien technologique est offert aux agents d'infiltration en conformité aux normes de sécurité en vigueur	○ Cours sur le crime organisé ○ Cours d'éthique de niveau universitaire ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		traduire devant les tribunaux les personnes ayant commis des infractions. **Responsabilités :** • Suivre les règles concernant la justification policière (C-24), telles qu'elles sont définies aux articles 25.1 à 25.4 du Code criminel • Lorsqu'il y a une opération d'infiltration relevant de sa compétence, le corps de police doit : ➢ avoir la structure nécessaire, c'est-à-dire un coordonnateur, un agent couvreur et un agent d'infiltration formés; ➢ gérer les identités fictives;					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		➢ produire des procédures entourant la rigueur, l'éthique, la politique d'intervention et la sécurité; ➢ coordonner des opérations ayant une ou des cibles et un objectif clairement identifiés; ➢ assurer un suivi psychologique ponctuel.					
5S4	Polygraphie et hypnose	**Définition :** • <u>Polygraphie</u> : Technique d'enquête qui requiert un appareil polygraphique dont au moins trois composantes peuvent enregistrer différentes réactions physiologiques du corps humain. Cette technique d'enquête vise à déterminer la véracité de la déclaration d'une	Relevant de la section de l'identification judiciaire, le polygraphiste assiste les enquêteurs, des différentes sections d'enquêtes afin d'obtenir soit des aveux de culpabilité ou tout élément de preuve. Activité du polygraphiste : • procéder aux tests polygraphiques; • effectuer des analyses de déclarations; • effectuer des séances d'hypnose.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section des technologies en enquête	✓ Équipement de technicien polygraphiste / Système de régie (vidéo)	○ Anglais avancé ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Cours de formation donné par le Collège canadien de la police	Le Service compte 2 polygraphistes, dont 1 formé en hypnose.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		personne. La personne visée doit satisfaire aux critères d'admissibilité requis. • Session d'hypnose : Entrevue effectuée par un hypno enquêteur avec une personne liée à un événement (seulement à titre de victime ou de témoin). **Responsabilités :** • Procéder à l'examen requis et produire un rapport écrit à l'enquêteur • Témoigner à la Cour, lorsque requis					
5S5	Équipe cynophile en matière d'explosifs, protection et pistage	**Définition :** • Équipe formée d'un maître-chien et de son chien qui effectue des opérations en matière de détection d'explosifs en	Relevant de l'Escouade canine, le maître-chien assiste les patrouilleurs, enquêteurs et les unités spécialisées. Activité des équipes cynophiles : • effectuer les fouilles en tout genre notamment à la recherche d'explosifs;	**Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Escouade canine	*Pour l'Escouade canine, voir équipements à l'activité 3S5* Plus : ✓ Véhicule de formation (sprinter) adapté pour le transport de 4 chiens avec mini poudrière	○ Formation de base maître-chien généraliste et en détection d'explosifs	* Le SPVM est doté d'équipes cynophiles avec chiens entraînés pour le travail généraliste (dépistage, recherches extérieures, recherches en bâtiment et protection) avec spécialisation pour la détection d'explosifs.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		coordination avec les techniciens en explosifs.	• participer aux opérations de protection de policiers;		pour entreposage et transport des explosifs nécessaires à l'entraînement des chiens (conforme aux normes de la loi provinciale sur les matières explosives)		
5S6	Renseignement de sécurité opérationnelle	**Définition :** • Enquête et collecte systématique d'informations en vue de produire du renseignement dont l'objectif est d'apporter un soutien aux unités opérationnelles pour la préservation de la paix sociale et de l'ordre public. **Responsabilités :** • Faire appel aux techniques de collectes spécifiques au renseignement de sécurité (ex. : développement de collaborateurs)	De concert avec les différents partenaires, la Section Analyse et renseignement effectue diverses activités. Activités des agents du renseignent : • recueillir les informations; • effectuer l'analyse et l'évaluation de ce qui sera diffusé; • colliger les rapports d'évaluation de menace, de situation ou de lecture d'environnement; • orienter les diverses unités dans leur planification; • coordonner les échanges entre les agences de renseignement et les unités opérationnelles.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Analyse et renseignement	✓ Équipement informatique ✓ Équipement de surveillance	○ Français écrit ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC) ○ Cours Analyse tactique de renseignements du Collège canadien de police ○ Cours d'animation	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Assurer une collecte dirigée des sources ouvertes • Analyser les informations, produire le renseignement (évaluation de la menace, état de la situation, profil de sujet d'intérêt, communiqué de renseignement de sécurité, etc.) et le diffuser aux autorités compétentes • Faire du dépistage sécuritaire					
5S7	Évaluation et protection des collaborateurs de justice	**Définitions :** • Évaluation : Processus servant à établir la crédibilité du témoignage d'un collaborateur de justice et à en mesurer la pertinence, en fonction des éléments de preuve qu'il	La Section du renseignement spécialisé gère l'évaluation et la protection des collaborateurs de justice. Elle veille à la mise en place et au respect des procédures qui régissent les divers types d'interventions reliées aux ententes spécifiques visant l'intégrité du système de justice.	**Service de l'expertise enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance ➢ Section du renseignement spécialisé		○ Cours sur le crime organisé ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		apporte et de sa nécessité pour l'établissement de la culpabilité du suspect, tout en considérant les obligations de protection qui en découleront. • Protection : Mesures particulières prises à l'égard de certains témoins pouvant vraisemblablement faire l'objet d'intimidation ou qui risquent d'être la cible de représailles, notamment de la part du crime organisé, et dont la sécurité peut sérieusement être mise en péril en raison du fait qu'ils ont collaboré avec les autorités. • Collaborateur de justice : Vise les					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		informateurs, les agents civils d'infiltration, les témoins repentis et les témoins spéciaux, de même que leurs proches et les membres de leurs familles qui risquent de voir leur vie ou leur sécurité mise en danger à la suite de la collaboration de l'un d'entre eux avec le système de justice à titre de témoin ou autrement. • Informateur ou indicateur : Personne, criminalisée ou non, qui transmet des renseignements à la police sur une base régulière ou ponctuelle, à titre gratuit ou contre rémunération.					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Agent civil d'infiltration ou agent source : Personne, criminalisée ou non, qui est prête, moyennant certains avantages, à agir comme agent d'infiltration pour fournir de l'information à la police ou pour lui permettre de recueillir des preuves de la commission de crimes. • Délateur ou témoin repenti : Individu qui a commis un crime, y a participé ou a fait partie d'un groupe à activités criminelles et qui, moyennant certains avantages, accepte de témoigner. • Témoin spécial : Personne qui, en raison du					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		témoignage qu'elle accepte de rendre dans une cause criminelle, voit sa sécurité, sa vie ou celle de ses proches mises en danger. **Responsabilité :** • Respecter les procédures mises en place et appliquer les ententes qui en découlent					
5S8	Support aux interrogatoires vidéo	**Définition :** • Forme de « coaching » par des spécialistes du comportement. **Responsabilités :** • Assister les enquêteurs lors de la préparation du plan d'interrogatoire • Conseiller le choix de l'aménagement de la salle, le profil	Seuls les enquêteurs qui ont reçu la formation requise, dispensée par l'ÉNPQ, sont autorisés à utiliser les salles équipées d'un système audiovisuel permettant l'enregistrement des entrevues et des interrogatoires des suspects, victimes et/ou témoins de crimes graves, sérieux ou hostiles.	**Service des enquêtes spécialisées** **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)**		Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		de l'interrogatoire, les stratégies à adopter (verbales, non verbales, analogies, etc.) • Rétroagir avec l'interrogateur lors de ses pauses • Informer l'interrogateur des informations possiblement mensongères (analyse de déclaration pure) du suspect • S'assurer que tous les points ont été couverts avant de terminer l'interrogatoire					
5S9	Utilisation d'agent civil d'infiltration	**Définition :** • Agent civil d'infiltration ou agent source : Personne, criminalisée ou non, qui est prête, moyennant certains avantages,	L'agent civil d'infiltration est employé par le SPVM et sous la responsabilité de la section d'enquêtes avec qui il a signé un contrat. Ce contrat doit également être entériné et signé par le MSP.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section du renseignement spécialisé **Service des enquêtes spécialisées**			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		à agir comme agent d'infiltration pour fournir de l'information à la police ou pour lui permettre de recueillir des preuves de la commission de crimes. **Responsabilité :** • Connaître et appliquer les règles régissant l'encadrement d'un agent civil d'infiltration					

9. ÉTABLISSEMENT D'UN ÉCHÉANCIER D'IMPLANTATION

Toute organisation policière doit être en continuelle adaptation face aux changements sociétaux auxquels elle est confrontée, et ce, afin de maintenir son offre de service. La nouvelle structure mise en œuvre par le SPVM, en octobre 2023, vise cet objectif. À ce remaniement structurel, s'ajoute les besoins de formation, notamment des enquêteurs. Le Programme de formation initiale en enquête est un cours offert uniquement par l'ENPQ qui s'adresse aux S/D et les AGT-ENQ. Il s'agit de la formation de base requise pour effectuer le travail d'enquête et doit être suivi à l'intérieur d'un délai de 30 mois suivant la nomination du policier-enquêteur. Actuellement, le SPVM se voit attribuer environ 9 places par groupe ce qui ne suffit pas pour former l'ensemble des policier en attente d'une place pour ce programme. Pour le début 2024, il restera 177 policiers à former.

En janvier 2023, un nouveau PFIE, d'une durée de 8 semaines, a été mis en place. Ce nouveau programme remplace l'ancienne mouture, d'une durée de 3 semaines, qui se terminera en décembre 2023. Le SPVM aura 7 policiers-enquêteurs qui seront formés dans le cadre de cette dernière formule et 9 policiers-enquêteurs ont participé à la première cohorte du nouveau programme.

En ce qui concerne les besoins de formation continue en enquête, ceux-ci varie selon l'unité d'appartenance du policier-enquêteur (agressions sexuelles, abus physique, crimes économiques, etc.). Annuellement, la Division de la formation et du développement institutionnel sollicite les différentes unités pour connaitre leurs besoins spécifiques et établir les priorités organisationnelles.

À l'automne 2023, la Division de la formation et du développement institutionnel a déployé la formation *Intégration à la fonction de sergent-détective*. Née du besoin de rendre les S/D nouveaux promus le plus autonomes possible dans leurs nouvelles fonctions sans toutefois recouper les notions qu'ils verront lors du programme de formation initiale en enquête policière de l'ÉNPQ, cette formation vise plusieurs objectifs :

- Rendre fonctionnel le S/D dans ses nouvelles tâches dans un contexte de métropole ;
- Soutenir l'intégration des nouveaux S/D dans la pratique ;
- Réduire les écarts de pratiques entre CO.

Cette formation d'une durée de 4 jours constitue la première étape d'un programme de formation complet s'adressant aux S/D nouveaux promus.

Pour atteindre son plein emploi, le SPVM a bénéficié d'une entente unissant la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique et prévoit déployer des efforts de recrutement additionnels, d'ici au 31 décembre 2024, afin d'augmenter de 225 ressources policières son effectif réel. L'équipe du recrutement a mis sur pied, dès 2023, une stratégie de recrutement afin de pourvoir les 225 postes d'agents supplémentaires. Celle-ci contient deux volets :

1) Plan de visibilité :
    - Kiosques, visites dans les cégeps et à l'ENPQ;
    - Mentorat;
    - Salon de l'emploi;
    - Initiative « Métier Policier ».

2) Plan de communication :
    - Slogan opération recrutement;
    - Collant sur les auto-patrouilles;
    - Présence dans les médias sociaux et à la radio;
    - Affiche publicitaire dans le métro;
    - Vidéo du Directeur Dagher faisant la promotion des avantages négociés dans la nouvelle CC;
    - Paiement des frais de scolarité de l'ENPQ.

10. ACRONYMES

ACCEF : Actions concertées contre les crimes économiques et financiers

ACCES : Actions concertées contre les économies souterraines

ADA : Appareil de détection approuvé

A.D.E. : Analyse de déclarations d'enquête

ADN : Acide désoxyribonucléique;

AFIS : *Automated fingerprint identification system*

AGT-ENQ : Agent enquêteur

AIE : Arme à impulsion électrique

AIIP : Armes intermédiaires d'impact à projectiles

AMBER : Alerte Médiatique But Enfant Recherché

APS : Appréciation par simulation

AQSR : Agents de quartier en sécurité routière

ARRÊT : Action – Répression – Résolution – Engagement – Terrain

ASFC : Agence des services frontaliers du Canada

BAC : Bureau d'appréciation des citoyens

BEI : Bureau des enquêtes indépendantes

BGCA : Bureau de la Grande Criminalité et des Affaires Spéciales

BLPC : Bureau de la lutte aux produits de la criminalité

BSC : Bureau du service aux citoyens

BST : Bureau de la sécurité des transports

BVÉ : Bureau de la vérification et de l'évaluation

CANAFE : Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

CAP : Constable auxiliaire permanent

CAVAC : Centre d'aide aux victimes d'actes criminels

CBRNe : Arme nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique (c*hemical, biological, radiological, nuclear and explosive*)

CCA : Capacité de conduite affaiblie

CCP : Collège canadien de police

CCR : Code criminel

CCTI : Centre de commandement et de traitement de l'information

CDB : Convention sur la diversité biologique

CDP : Conférence des Parties

CIMT : Coordonnateur d'information à la menace terroriste

CIPC : Centre d'information de la police canadienne

CIUSSS : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux

CNESST : Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail

CompTIA : *Computing technology industry association*

CoSSUM : Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal

CP : Caméra portative

CRATS : *Currency Reading and Tracing System*

CRPQ : Centre de renseignements policiers du Québec

CSR : Code de la circulation routière

DACOR : Système de gestion des dossiers administratifs correctionnels

DIO : Direction des infrastructures et opérations

DPJ : Département de la protection de la jeunesse

DPSU : Division de la prévention et de la sécurité urbaine

DSO : Direction des services organisationnels

DUC : Déclaration uniforme de la criminalité

ECCR : Équipe de concertation communautaire et de rapprochement

ECHINOPS : Équipe – Communautaire – Hybride – Interventions – Novatrices – OSBL – Psychiatrie - SPVM

EDRE : Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements

EILP : Équipe intégrée de lutte au proxénétisme

EILTA : Équipe intégrée à la lutte contre le trafic d'armes

EILP-J : Équipe intégrée de lutte contre la pornographie juvénile

ELTA : Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes

ÉMAF : Équipe multisectorielle dédiée aux armes à feu

ÉMIC : Équipe métro d'intervention et de concertation

ÉMIE : Équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles

EMMIS : Équipe mobile de médiation en intervention sociale

EMRII : Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance

ÉNPQ : École nationale de police du Québec

ENSALA : Équipe nationale de soutien à l'application de la loi sur les armes à feu

ESDS : Équipe de surveillance des délinquants sexuels

ESEI : Équipe contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet

ES-PROX : Équipe contre l'exploitation sexuelle – Proxénétisme

ESUP : Équipe de soutien aux urgences psychosociales

E=MC2 : Équipe multidisciplinaire de concertation communautaire

FLIR: *Forward Looking Infrared*

GRC : Gendarmerie royale du Canada

GTI : Groupe tactique d'intervention

IDP : Intégration des données policières

INM : Institut du Nouveau Monde

IPAM : Modèle d'intervention policière auprès des aînés maltraités

LEA : Laboratoire d'expertise audiovidéo

LERDS : Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels

LSJPA : Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

MAP : Module d'actions par projet

MESVC : Module des enquêtes spécialisées en violence conjugale

MF : Mode de fonctionnement

MFCQ : Module de formation et de contrôle de la qualité

MICH : Module des incidents et des crimes haineux

M-IRIS : Montréal - inscriptions et recherche de l'information sur la sécurité

MISE : Module d'intervention en soutien aux employés

MRO : Maintien et rétablissement de l'ordre

MSP : Ministère de Sécurité publique

MTQ : Ministère des Transports et de la Mobilité durable

OI : Organisation internationale

ONU : Organisation des Nations unies

PARA : Préposés à l'analyse et la répartition des appels

PDQ : Poste de quartier

PFIE : Programme de formation initiale en enquête

PIC : Processus d'intervention concerté

PIPDQ : Préposé à l'information policière de quartier

PTM : Poste de travail mobile

RACJ : Régie des alcools, des courses et des jeux

RCAFED : Registre canadien des armes à feu en direct

RIC : Réponse en intervention de crise

SAGA : Service administratif de la gestion des alarmes

SAMU : Section de l'antiterrorisme et des mesures d'urgence

SALVAC : Système d'analyse des liens entre les crimes de violence

SARC : Système automatisé de renseignement criminel

SCM : Section des crimes majeurs

S/D : Sergent-détective

SDS : Société de développement social

SVD-BS : *Small vessel basic safety*

SECI : Système d'émission des constats informatisés

SÉRAM : Système évolué de radiocommunications de l'agglomération de Montréal

SES : Service des enquêtes spécialisées

SGPI : Service de la gestion et de la planification immobilière

SIM : Service de sécurité incendie de Montréal

SIS : Soutien et interventions spécialisées

SMEAC : Plan d'opération (Situation – Mission – Exécution – Administration – Coordination)

SPVM : Service de police de la Ville de Montréal

SQ : Sûreté du Québec

SRCQ : Service de renseignement criminel du Québec

SRMTI : Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles

SRPI : Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation

SSPO : Section de la sécurité et de la probité organisationnelle

STI : Service des technologies de l'information

STM : Société de transport de Montréal

SVC : Section de la violence conjugale

SVOP : *Small vessel operator profiency*

UPAC : Unité permanente anticorruption

UPC : Unité des produits de la criminalité

VTT : Véhicule tout terrain

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.06

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245613002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la modification apportée à l'imputation budgétaire ainsi qu'à la période de contribution pour la participation de la Ville de Montréal à la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de Polytechnique Montréal (CG19 0589)

Il est recommandé :
1. D'autoriser la modification apportée à l'imputation budgétaire pour la participation de la Ville de Montréal à la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de Polytechnique Montréal (CG19 0589);
2. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel ;
3. D'autoriser la modification de la période de contribution pour la participation de la Ville de Montréal à la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de Polytechnique Montréal.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-21 14:57

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245613002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Autoriser la modification apportée à l'imputation budgétaire ainsi qu'à la période de contribution pour la participation de la Ville de Montréal à la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de Polytechnique Montréal (CG19 0589)

CONTENU

CONTEXTE

La Chaire industrielle CRSNG en eau potable (CIEP) de Polytechnique Montréal existe depuis 1992. La Ville de Montréal participe à la CIEP depuis 2005. Le dernier renouvellement de la participation de la Ville de Montréal à la CIEP a été approuvé pour une période de cinq (5) ans commençant en 2020 et se terminant en 2025 (CG19 0589).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG22 0640 – 19 octobre 2022 – Approuver un projet de protocole d'entente de recherche entre la Corporation de l'École Polytechnique de Montréal et la Ville de Montréal établissant les modalités relatives à la participation de la Ville aux travaux de recherche en eau potable effectués par l'École Polytechnique de Montréal, dans le cadre de la Chaire Industrielle en Eau Potable (CIEP), pour une période de cinq ans et un mois, commençant rétroactivement le 1er mai 2021 et se terminant le 30 mai 2026.
CG19 0589 – 19 décembre 2019 - Approuver le renouvellement de la participation de la Ville de Montréal à la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de Polytechnique Montréal à raison de 1 897 653 $ pour une période de cinq (5) ans, soit un montant initial de 364 650 $ indexé de 2 % par année, commençant en octobre 2020 et se terminant en octobre 2025, conditionnel à l'octroi de financement du CRSNG.

CG16 0012 – 29 janvier 2016 – Approuver un projet d'entente de recherche entre la Ville de Montréal et la Corporation de l'école Polytechnique de Montréal (Polytechnique Montréal) relativement au financement partiel, par la Ville de Montréal, de travaux de recherche en eau potable, pour une période de cinq ans, soit de 2015 à 2020 pour un montant total de 1 787 500 $, soit un montant de 357 500 $ par année. Approuver le protocole d'entente à cet effet.

CE15 1278 – 30 juin 2015 – Approuver un projet de convention de gré à gré par lequel Polytechnique Montréal - Bureau de la recherche et centre de développement technologique (BRCDT) s'engage à fournir à la Ville de Montréal les services professionnels requis pour la réalisation de divers travaux de recherche pour la Ville de Montréal, pour une somme

maximale de 57 501,30 $, taxes incluses.

CG14 0475 – 30 octobre 2014 – Approuver la participation financière de la Ville de Montréal à la chaire industrielle Conseil de Recherches en Sciences Naturelles et Génie du Canada (CRSNG) en eau potable de l'École Polytechnique de Montréal, à raison de 357 500 $ par année, pour une période de cinq ans, soit pour les années 2015 à 2020, pour une somme totale de 1 787 500 $.

DESCRIPTION

En décembre 2019, le conseil d'agglomération a approuvé le renouvellement de la participation financière de la Ville de Montréal à la Chaire industrielle en eau potable (CIEP), à raison de 364 650 $, indexé de 2% par année. Ce financement était conditionnel à l'octroi du financement du Conseil de recherches en sciences naturelles et génie du Canada (CRSNG) et était prévu pour la période d'octobre 2020 à octobre 2025.
En raison de retards engendrés par la pandémie de COVID-19, les travaux encadrés par l'entente de contribution ont débuté le 1er mai 2021 et se poursuivront pour une période de 5 ans et un mois, jusqu'au 30 mai 2026.

La contribution à la Chaire en eau potable sera dorénavant imputée au budget de fonctionnement selon les modalités inscrites à la section "Aspect(s) financier(s)" du présent sommaire décisionnel.

JUSTIFICATION

La révision de la période de contribution et la modification à l'imputation budgétaire permettront à la Ville d'imputer les dépenses de façon plus conforme à la réalité.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La contribution restante à la CIEP sera dorénavant imputée au budget de fonctionnement de la Direction Stratégies et performance selon les modalités suivantes :
2024 : 379 382 $
2025 : 386 969 $
2026 : 394 709 $

De plus, comme le portefeuille de projets a évolué et n'est plus seulement applicable à des activités de compétences d'agglomération mais s'applique également à des projets de nature locale, la contribution à la CIEP sera dorénavant imputée au budget en compétences mixtes. La dépense est assumée à 70 % agglo et 30 % ville centrale .

La dépense sera imputée au budget 2024 de fonctionnement et sera prévue au budget de fonctionnement des années ultérieures, soit en 2025 et en 2026.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'un transfert d'imputation (voir grille ci-jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si la modification à l'imputation budgétaire et à la période de contribution de la Ville de Montréal à la CIEP n'était pas adoptée, la Ville ne pourrait plus assurer son engagement à contribuer à la CIEP, ce qui la priverait d'un partenariat de recherche essentiel à ses activités.

Il est en effet fondamental de s’assurer que les décisions du Service de l’eau en ce qui a trait à la protection des sources d’eau potable, à son traitement et à sa distribution reposent sur les meilleures connaissances scientifiques disponibles, de manière à assurer la qualité de son eau de la source au robinet et à offrir le meilleur des services à ses citoyens et aux ICI situés sur son territoire. De plus, l’expertise des chercheurs titulaires de la CIEP et leur disponibilité à répondre rapidement à des questionnements techniques très pointus est des plus utile dans le cadre de la mise à niveau de nos infrastructures ou dans le cas de situations d’urgence, de gestion d’incidents ou d’événements hors normes.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Concrétisation de la participation financière de la Direction Stratégies et performance du Service de l’eau à la CIEP pour 2024, puis 2025 et 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l’évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Immacula CADELY)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra PROHET
Conseillère scientifique - Innovation

Tél : 438 871-7672

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-11

Etienne DRAPEAU
chef de division - Planification stratégique et performance

Tél : 438 824-6058

Télécop. : **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marie-France WITTY
directeur(-trice) - strategie et performance
Tél : 438-229-0801
Approuvé le : 2024-11-20

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
directeur(-trice) de service - eau
Tél : 438-871-7682
Approuvé le : 2024-11-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1245613002]*
Unité administrative responsable : *Direction stratégies et performance – Service de l'eau*
Projet : Autoriser la modification apportée à l'imputation budgétaire ainsi qu'à la période de contribution pour la participation de la Ville de Montréal à la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de Polytechnique Montréal

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? La nature du dossier fait que ces engagements ne sont pas applicables.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245613002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction des stratégies et de la performance , Division planification stratégique et performance
Objet :	Autoriser la modification apportée à l'imputation budgétaire ainsi qu'à la période de contribution pour la participation de la Ville de Montréal à la Chaire industrielle CRSNG en eau potable de Polytechnique Montréal (CG19 0589)

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Info comptable GDD 1245613002 - DSP.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Immacula CADELY
Préposée au budget
Tél : 514 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Pierre BLANCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514-872-6714
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245449005

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

Il est recommandé :

d'adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (217 immeubles), conformément à l'article 120 de la *Loi sur le patrimoine culturel.*

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-19 14:24

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245449005**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire , Division du patrimoine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	-
Objet :	Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* a été adoptée le 25 mars 2021 et sanctionnée le 1er avril suivant. Cette loi introduit l'obligation pour les municipalités régionales de comté (MRC) et les agglomérations du Québec d'adopter, au plus tard le 1er avril 2026, un inventaire de tous les immeubles construits avant 1940 situés sur leur territoire et qui présentent une valeur patrimoniale. Cet inventaire doit être réalisé selon la méthodologie et le mode de diffusion établis par le ministère de la Culture et des Communications (MCC).
Selon l'article 136 de cette loi, à tout moment avant le 1er avril 2026, un inventaire peut être adopté pour une partie seulement du territoire qui doit faire l'objet d'un inventaire. Un tel inventaire partiel est alors considéré comme un inventaire pour l'application de toute disposition législative y référant dans la partie de territoire visée.

L'inventaire des immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération de Montréal présentant une valeur patrimoniale est réalisé grâce au soutien financier du gouvernement du Québec.

La *Loi sur le patrimoine culturel* (LPC) permet aussi aux MRC et aux agglomérations d'inclure dans leur inventaire des immeubles dont la construction est plus récente. La possibilité d'inclure ces immeubles relève actuellement des arrondissements et des villes. À l'instar des immeubles construits avant 1940, ces immeubles seront analysés selon la même méthodologie établie par le MCC.

Conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* la Ville de Montréal, à titre de municipalité centrale, a la responsabilité de coordonner l'inventaire pour tout le territoire de l'Agglomération de Montréal et de le soumettre au conseil d'agglomération pour adoption. L'inventaire de l'agglomération de Montréal sera réalisé et adopté par parties correspondant aux territoires des villes liées et arrondissements. Il est prévu que les nouvelles parties d'inventaire complétées soient présentées au fur et à mesure au conseil d'agglomération pour adoption.

Les informations détaillées recueillies pour chaque immeuble retenu à l'inventaire sont consignées sur la plateforme informatique de la Division du patrimoine et le seront éventuellement sur celle du MCC (en cours de développement). La Ville et le MCC prévoient la publication de ces informations en données ouvertes qui pourront être extraites et utilisées par les équipes des territoires concernés.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0587 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement d'Anjou, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0585 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de la Ville de Côte-Saint-Luc, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0584 - 24 octobre 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG24 0211 - 18 avril 2024 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de Saint-Laurent, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0349 - 15 juin 2023 - Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant le territoire de Hampstead, conformément à l'article 120 de la LPC;
CG23 0270 - 18 mai 2023 - Adopter les parties de l'inventaire des immeubles patrimoniaux de l'agglomération de Montréal visant les territoires de Dollard-des-Ormeaux et de Kirkland, conformément à l'article 120 de la LPC.

DESCRIPTION

Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève (217 immeubles), conformément à l'article 120 de la LPC.

JUSTIFICATION

L'adoption de l'inventaire des immeubles construits avant 1940 présentant une valeur patrimoniale est une exigence de la LPC. Compte tenu de l'ampleur du corpus d'immeubles construits avant 1940 sur le territoire de l'agglomération (plus de 87 000 selon les estimations actuelles), il a été convenu d'adopter l'inventaire en plusieurs parties comme le permet la *Loi modifiant la Loi sur le patrimoine culturel et d'autres dispositions législatives* à l'article 136.
La liste des 217 immeubles retenus à l'inventaire pour le territoire de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève ainsi qu'une lettre de cet arrondissement appuyant son adoption sont jointes au sommaire décisionnel.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La réalisation de l'inventaire de l'arrondissement de L'Île-Bizard–Sainte-Geneviève a été financée dans le cadre de l'Entente sur le développement culturel de Montréal intervenue entre le MCC et la Ville de Montréal. Afin d'appuyer l'agglomération de Montréal dans l'exercice de ses nouvelles responsabilités, le MCC et la Ville de Montréal ont conclu une entente d'aide financière spécifique pour la réalisation de l'inventaire du territoire de l'agglomération (CG22 0477). Cette entente vise une aide financière maximale de 5 000 000 $ du MCC et une contribution financière égale de la Ville.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il vise l'adoption d'un inventaire d'immeubles patrimoniaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les immeubles inventoriés, comme les immeubles cités ou situés dans un site cité en vertu de la LPC, seront considérés comme des immeubles patrimoniaux au sens de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.* Ils pourront être assujettis à des dispositions particulières en vertu du règlement régissant la démolition d'immeubles et du règlement relatif à l'occupation et à l'entretien des bâtiments de l'arrondissement.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue relativement à cette décision.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Délai actuel de la LPC pour la complétion de l'inventaire de l'agglomération : au plus tard le 1er avril 2026.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs applicables.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michael LEDOUX, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève
Sylvain PROVENCHER, L'Île-Bizard - Sainte-Geneviève

Lecture :

Michael LEDOUX, 18 novembre 2024
Sylvain PROVENCHER, 18 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-11-12

Soraya BASSIL
conseiller(-ere) en amenagement

Tél : 514-872-0352
Télécop. :

Seraya SPEER
cheffe de section

Tél : 514-872-8200
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Louis-Henri BOURQUE
directeur(-trice) - planification et mise en valeur du territoire
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-18

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245449005*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité, Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire, Division du patrimoine*
Projet : *Adopter la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 de l'agglomération de Montréal visant le territoire de l'arrondissement de L'Ile-Bizard – Sainte-Geneviève*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			x
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s. o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s. o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			x
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			x
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			x

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			x
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			x
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			x
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			x

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Direction de l'aménagement urbain et service aux entreprises
15795, Boul Gouin Ouest, 2e Étage
Sainte-Geneviève (Québec) H9H 1C5

Arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève le 7 novembre 2024

Lucie Careau, urbaniste
Directrice du service
Service de l'urbanisme et de la mobilité, Ville de Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 5e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8

Objet : Inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940

Madame Careau,

Par la présente, nous confirmons que l'arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève a collaboré avec l'agglomération de Montréal à la réalisation de la partie de l'inventaire des immeubles patrimoniaux construits avant 1940 sur le territoire.

L'arrondissement L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève appuie la recommandation faite au conseil d'agglomération à l'effet d'adopter la liste des immeubles retenus à cet inventaire en vertu notamment des exigences de l'article 120 de la Loi sur le patrimoine culturel.

La liste des immeubles retenus à cet inventaire est en pièce jointe de cette lettre.

Nous vous prions de recevoir, Madame Careau, nos salutations distinguées.

Sylvain PROVENCHER

Sylvain Provencher, Urbaniste, MBA
Directeur aménagement urbain et service aux entreprises
Arrondissement Île-Bizard - Sainte-Geneviève
15 795, boulevard Gouin ouest, Sainte-Geneviève, H9H 1C5

(p.j. 1)

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	VOIE			ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-IBI-4068394	149	151	rue		Beaulieu	X		
i663-IBI-4068402-001	174	174	rue		Beaulieu	X		Maison Montpellier dit Beaulieu
i663-IBI-4068402-002	174	174	rue		Beaulieu	X		
i663-IBI-4067959-001	15805	15805	rue	du	Bord-de-l'Eau	X		
i663-IBI-4067959-002	15805	15805	rue	du	Bord-de-l'Eau	X		
i663-IBI-4067961	15821	15821	rue	du	Bord-de-l'Eau	X		
i663-IBI-4041891-001	1523	1525	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4089161-001	1530	1530	chemin	du	Bord-du-Lac	X		Grange Levasseur
i663-IBI-4089161-002	1530	1530	chemin	du	Bord-du-Lac	X		Ferme François-Xavier-Brayer-Dit Saint-Pierre
i663-IBI-4089161-003	1530	1530	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4089161-005	1530	1530	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4041909	1645	1645	chemin	du	Bord-du-Lac	X		Maison François-Paquin
i663-IBI-4041942-001	1709	1709	chemin	du	Bord-du-Lac	X		Maison Eustache-Brayer dit Saint-Pierre
i663-IBI-4041955-001	1743	1743	chemin	du	Bord-du-Lac	X		Maison Janvril dit Bélair
i663-IBI-4041977-001	1799	1799	chemin	du	Bord-du-Lac	X		Maison François-Lalonde
i663-IBI-4042016-001	1883	1883	chemin	du	Bord-du-Lac	X		Maison Toussaint-Théoret
i663-IBI-4042016-002	1883	1883	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042022-001	1943	1943	chemin	du	Bord-du-Lac	X		Maison Sévère-Martin
i663-IBI-4042114-001	2053	2053	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042114-002	2053	2053	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042118-001	2071	2071	chemin	du	Bord-du-Lac	X		Maison Janvier-Proulx
i663-IBI-4042254	2098	2098	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042258-002	2134	2134	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042258-003	2134	2134	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-5028230-001	2173	2173	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042168-001	2305	2305	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042168-002	2305	2305	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042168-003	2305	2305	chemin	du	Bord-du-lac	X		
i663-IBI-4042177-001	2319	2319	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042177-002	2319	2319	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4042187-001	2345	2345	chemin	du	Bord-du-Lac	X		
i663-IBI-4067925-001	15736	15736	rue	de la	Caserne	X		

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	VOIE			ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-IBI-4067925-002	15736	15736	rue	de la	Caserne	X		
i663-IBI-4067933-001	15768	15768	rue	de la	Caserne	X		
i663-IBI-4067935-001	15773	15773	rue	de la	Caserne	X		
i663-IBI-4067939	15790	15794	rue	de la	Caserne	X		Maison Adolphe-Pesant
i663-IBI-4067945-001	15826	15826	rue	de la	Caserne	X		
i663-IBI-4067948	15843	15843	rue	de la	Caserne	X		
i663-IBI-4067946-001	15844	15844	rue	de la	Caserne	X		
i663-IBI-4067952-001	15864	15864	rue	de la	Caserne	X		
i663-IBI-4043724	280	280	avenue	des	Cèdres	X		Maison François-Dutour
i663-IBI-4068042-001	13	17	rue		Chauret	X		Maison Adéodat-Chauret
i663-IBI-4043361-001	376	376	rue		Cherrier	X		Maison Denis-Benjamin-Viger
i663-IBI-4043368	418	418	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043195	423	423	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043196-001	427	427	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043197-001	431	431	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043197-002	431	431	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043375	442	442	rue		Cherrier	X		Maison Rosaire-Legault
i663-IBI-4043199-001	445	445	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043200-001	449	451	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043387-001	450	450	rue		Cherrier	X		Maison Napoléon-Boileau, fils de Benjamin
i663-IBI-4043387-002	450	450	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043201	459	459	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043202	475	475	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043203-001	495	495	rue		Cherrier	X		Église Saint-Raphaël-Archange
i663-IBI-4043203-002	495	495	rue		Cherrier	X		Presbytère Saint-Raphaël-Archange
i663-IBI-4043413-001	522	524	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043415	530	530	rue		Cherrier	X		Maison Valérie-Théoret
i663-IBI-4043206	551	551	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043209-001	557	561	rue		Cherrier	X		
i663-IBI-4043217-001	605	605	rue		Cherrier	X		Maison Barbeau
i663-IBI-4043217-002	605	605	rue		Cherrier	X		

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.
(2) Nom historique ou marquant.

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-IBI-4043219-001	627	627 rue	Cherrier	X		Maison Venant-Théoret
i663-IBI-4043222	659	663 rue	Cherrier	X		Maison Napoléon-Boileau, fils de Jules
i663-IBI-4043224-002	695	695 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4043308-003	707	707 rue	Cherrier	X		Maison John-Wilson
i663-IBI-4043308-004	707	707 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4043309	733	733 rue	Cherrier	X		Maison Hyacinthe-Paquin
i663-IBI-4043312-001	763	763 rue	Cherrier	X		Maison Joseph-Martin
i663-IBI-4043312-002	763	763 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4043312-003	763	763 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4043312-004	763	763 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4043316-001	809	809 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4043316-002	809	809 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4043320	907	909 rue	Cherrier	X		Maison Vitalien-Saint-Pierre
i663-IBI-4043332	925	925 rue	Cherrier	X		Maison Émile-Théoret
i663-IBI-4043341-001	970	970 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4043346-001	977	977 rue	Cherrier	X		Maison dite du Centenaire
i663-IBI-4043349-002	985	985 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4043480-001	990	990 rue	Cherrier	X		Maison Milette
i663-IBI-4043480-002	990	990 rue	Cherrier	X		
i663-IBI-4042565	3006	3006 rue	Cherrier	X		Maison Magloire-Saint-Pierre
i663-IBI-4042374-002	3057	3057 rue	Cherrier	X		Maison Patrick-Cardinal
i663-IBI-8011560-002	99999	99999 rue	Cherrier	X	Immeuble agricole adjacent au 985 rue Cherrier.	
i663-IBI-8011560-001	99999	99999 rue	Cherrier	X	Immeuble agricole adjacent au 985 rue Cherrier.	
i663-IBI-4042535-001	335	335 rue	Daniel-Johnson	X		
i663-IBI-4042535-002	335	335 rue	Daniel-Johnson	X		
i663-IBI-4042545-001	353	357 rue	Daniel-Johnson	X		Maison Sénécal-Boileau
i663-IBI-4042545-002	353	357 rue	Daniel-Johnson	X		
i663-IBI-4042669	360	362 rue	Daniel-Johnson	X		Maison Charron
i663-IBI-4042889-001	375	377 rue	Daniel-Johnson	X		Maison Sénécal-Préfontaine

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	VOIE			ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-IBI-4043604-001	320	320	montée	de l'	Église	X		
i663-IBI-4043604-002	320	320	montée	de l'	Église	X		
i663-IBI-4043606-001	336	336	montée	de l'	Église	X		
i663-IBI-4043610	350	350	montée	de l'	Église	X		École du village
i663-IBI-4043617-001	406	406	montée	de l'	Église	X		
i663-IBI-4043619-001	422	424	montée	de l'	Église	X		
i663-IBI-4043623-001	478	478	montée	de l'	Église	X		Maison Vitalis-Théoret
i663-IBI-4043487	503	503	montée	de l'	Église	X		
i663-IBI-4043762	289	289	avenue	des	Érables	X		
i663-IBI-4067303	14913	14913	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067309	14945	14945	boulevard		Gouin Ouest	O		Maison Louis-Théorêt
i663-IBI-4067321-001	15043	15043	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067327	15061	15061	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067347-001	15156	15156	boulevard		Gouin Ouest	O		Maison Damour
i663-IBI-4067347-002	15156	15156	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067377-001	15422	15422	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-5028262-002	15442	15444	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067450-001	15508	15510	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067453	15511	15515	boulevard		Gouin Ouest	O		Maison Roy
i663-IBI-4067455-001	15524	15524	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067458	15529	15529	boulevard		Gouin Ouest	O		Maison du Colon
i663-IBI-4067460	15537	15537	boulevard		Gouin Ouest	O		Maison François-Xavier-Ribout dit Locas
i663-IBI-4067465	15538	15538	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067468	15547	15547	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067470	15562	15562	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067823-001	15615	15615	boulevard		Gouin Ouest	O		Cégep Gérald-Godin
i663-IBI-4067818-001	15658	15658	boulevard		Gouin Ouest	O		Maison Arthur-Paiement
i663-IBI-4067820	15674	15682	boulevard		Gouin Ouest	O		Maison Godefroy-Boileau
i663-IBI-4067831	15746	15746	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067835-001	15758	15760	boulevard		Gouin Ouest	O		Maison Boileau
i663-IBI-4067835-002	15758	15760	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067846	15814	15814	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067849	15838	15842	boulevard		Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067854	15867	15867	boulevard		Gouin Ouest	O		

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-IBI-4067856	15886	15886	boulevard Gouin Ouest	O		Maison D'Ailleboust-De Manthet
i663-IBI-4067861	15903	15905	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067866-001	15962	15968	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067868	15979	15981	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067870-001	15992	15998	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067870-002	15992	15998	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067876-001	16018	16018	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067876-002	16018	16018	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067878-001	16037	16037	boulevard Gouin Ouest	O		Église Sainte-Geneviève
i663-IBI-4067878-002	16037	16037	boulevard Gouin Ouest	O		Presbytère Sainte-Geneviève
i663-IBI-4067881	16056	16056	boulevard Gouin Ouest	O		Maison Charles-Colombier
i663-IBI-4067885	16086	16090	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067889-001	16115	16115	boulevard Gouin Ouest	O		Couvent des Soeurs de Sainte-Anne
i663-IBI-4067889-002	16115	16115	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067895	16146	16146	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067897-001	16149	16155	boulevard Gouin Ouest	O		Maison Laniel
i663-IBI-4067897-002	16149	16155	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067899	16167	16167	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4067901-001	16174	16180	boulevard Gouin Ouest	O		Maison Marie-Anne-Pilon
i663-IBI-4068071	16233	16243	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068073	16250	16250	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068091	16300	16304	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068099-001	16323	16325	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068130	16406	16410	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068136-001	16445	16445	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068148-001	16495	16495	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068150	16500	16500	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068153-001	16509	16509	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068155-001	16530	16530	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068162	16549	16549	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068210	16601	16601	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068213	16615	16615	boulevard Gouin Ouest	O		Maison Damase-Richer

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	VOIE	ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-IBI-4068245-001	16618	16622	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068245-002	16618	16622	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068288-001	16650	16650	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068302-001	16780	16806	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068300-001	16821	16821	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068311	16885	16885	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068313	16905	16909	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068322-001	16935	16935	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068329-001	16959	16961	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068329-002	16959	16961	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068331	16981	16981	boulevard Gouin Ouest	O		
i663-IBI-4068335-001	17013	17013	boulevard Gouin Ouest	O		Maison Demers-Brunet
i663-IBI-4044120	4	4	rue Guay	X		
i663-IBI-4067662	102	104	place Laframboise	X		Maison Philémon-Laniel
i663-IBI-5028266-001	200	222	place Laframboise	X		
i663-IBI-4044346-001	20	20	rue Martel	X		Maison Joseph-Théorêt
i663-IBI-4044346-002	20	20	rue Martel	X		
i663-IBI-4042641-001	44	44	place Maxime	X		
i663-IBI-4044397	409	409	chemin Monk	X		Maison Noël-Wilson
i663-IBI-4044398-001	447	447	chemin Monk	X		
i663-IBI-4044398-002	447	447	chemin Monk	X		
i663-IBI-4044401	455	455	chemin Monk	X		Maison Gray-Miller
i663-IBI-4044399-001	459	463	chemin Monk	X		
i663-IBI-4044399-004	459	463	chemin Monk	X		
i663-IBI-4044402-001	471	471	chemin Monk	X		
i663-IBI-4044413-001	472	472	chemin Monk	X		
i663-IBI-4044419	504	504	chemin Monk	X		Maison du garde forestier
i663-IBI-8008855	99999	99999	chemin Monk	X	Immeuble situé entre les 409 et 447 chemin Monk.	
i663-IBI-4068021-001	15800	15800	rue du Moulin	X		
i663-IBI-4067963-001	15803	15803	rue du Moulin	X		
i663-IBI-4067968	15831	15831	rue du Moulin	X		
i663-IBI-4067782	149	151	rue du Pont	X		
i663-IBI-4067997	156	156	rue du Pont	X		

(1) Les immeubles inscrits peuvent être des immeubles principaux ou des immeubles secondaires.

(2) Nom historique ou marquant.

IDENTIFIANT D'INVENTAIRE[1]	NUMÉRO CIVIQUE (DE)	NUMÉRO CIVIQUE (A)	VOIE			ORIENTATION	REPÈRE GÉOGRAPHIQUE (SI L'IMMEUBLE N'A PAS D'ADRESSE)	NOM HISTORIQUE[2]
i663-IBI-4067788-002	173	173	rue	du	Pont	X		
i663-IBI-4068000-001	188	188	rue	du	Pont	X		
i663-IBI-4068002	198	198	rue	du	Pont	X		
i663-IBI-4068004-001	218	218	rue	du	Pont	X		
i663-IBI-4068007-001	232	232	rue	du	Pont	X		
i663-IBI-4067797	239	239	rue	du	Pont	X		
i663-IBI-4067801-001	275	275	rue	du	Pont	X		Maison Gatien-Claude
i663-IBI-4067801-002	275	275	rue	du	Pont	X		
i663-IBI-4068011	276	276	rue	du	Pont	X		
i663-IBI-4044850	334	334	rue		Sainte-Marie	X		Maison Hormidas-Boileau
i663-IBI-4044809-001	128	128	rue		Saint-Joseph	X		
i663-IBI-4044813	142	142	rue		Saint-Joseph	X		
i663-IBI-4068018	145	145	rue		Saint-Joseph	X		
i663-IBI-4044818	152	152	rue		Saint-Joseph	X		
i663-IBI-4067957-001	170	170	rue		Saint-Joseph	X		
i663-IBI-4068027-001	185	185	rue		Saint-Joseph	X		
i663-IBI-4068033	208	208	rue		Saint-Joseph	X		
i663-IBI-4068360-001	130	132	rue		Saint-Martin	X		
i663-IBI-4068059	135	135	rue		Saint-Martin	X		
i663-IBI-4068362	138	138	rue		Saint-Martin	X		
i663-IBI-4068061	153	153	rue		Saint-Martin	X		
i663-IBI-4068363-002	174	174	rue		Saint-Martin	X		
i663-IBI-4068064-001	195	195	rue		Saint-Martin	X		
i663-IBI-4044972-001	1244	1244	montée		Wilson	X		Maison Jean-Baptiste-Brunet
i663-IBI-4044972-002	1244	1244	montée		Wilson	X		
i663-IBI-4044994-001	1255	1255	montée		Wilson	X		École du cap

Nombre d'immeubles : 217

Dossier # : 1248698002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver le rapport final comprenant le détail des dépenses et l'attestation de la fin des travaux de mise aux normes de la voie cyclable sur l'avenue Christophe-Colomb entre la rue Saint-Grégoire et le boulevard Gouin, ayant fait l'objet d'une subvention du Programme d'aide financière aux infrastructures de transport actif (Véloce III).

ATTENDU QUE le Conseil d'agglomération de Montréal a pris connaissance des modalités d'application du volet concerné par la demande d'aide financière soumise dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures de transport actif (Véloce III) et s'engage à les respecter;

ATTENDU QUE seuls les travaux réalisés après la date figurant sur la lettre d'annonce sont admissibles à une aide financière;

ATTENDU QUE pour l'exercice financier 2024-2025, les dépenses admissibles peuvent inclure celles effectuées entre la date de la lettre d'annonce du projet et le 20 août 2024;

ATTENDU QUE les travaux ont été réalisés du 1er mai 2023 au 20 août 2024 ;

ATTENDU QUE la ville de Montréal transmet au Ministère le formulaire de reddition de comptes ainsi que le rapport des travaux effectués qui doit comprendre :

· le détail des dépenses effectuées (factures, décomptes progressifs et tout autre document attestant les sommes dépensées);

· la mention de tout autre remboursement obtenu pour les travaux faisant l'objet de l'aide financière (remboursement de taxes, autres aides financières, etc.);

· le résultat quant au nombre de kilomètres de voies cyclables et polyvalentes améliorées

ou mises aux normes (volet 2);

Il est recommandé au Conseil d'agglomération de Montréal :
1. d'autoriser la présentation du rapport des travaux, y compris la reddition de comptes liée aux travaux admissibles selon les modalités d'application en vigueur et de reconnaître qu'en cas de non-respect de celles-ci, l'aide financière sera résiliée,
2. de certifier que le directeur de la Direction des projets d'aménagement urbain de la ville de Montréal est autorisé à signer tout document ou toute entente à cet effet avec la ministre des Transports et de la Mobilité durable.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-11-25 10:03

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1248698002

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division aménagement des rues
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	-
Objet :	Approuver le rapport final comprenant le détail des dépenses et l'attestation de la fin des travaux de mise aux normes de la voie cyclable sur l'avenue Christophe-Colomb entre la rue Saint-Grégoire et le boulevard Gouin, ayant fait l'objet d'une subvention du Programme d'aide financière aux infrastructures de transport actif (Véloce III).

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) poursuit sa mission de planifier et de développer le réseau cyclable de l'agglomération de Montréal afin d'offrir à la population de l'île des alternatives supplémentaires pour ses déplacements par des axes cyclables confortables et sécuritaires. Ces liens cyclables permettent d'améliorer la qualité de vie des citoyens en offrant plus de liberté, de développement social et d'équité.
Dans le cadre du Programme d'aide financière aux infrastructures de transport actif (Véloce III) - Volet 2 - Amélioration des infrastructures de transport actif, le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) a accordé à la ville de Montréal le 1er juillet 2021 une aide financière de 854 365 $ pour la mise aux normes de la voie cyclable sur l'avenue Christophe-Colomb entre le boulevard Gouin et la rue Saint-Grégoire (voir lettre d'annonce de l'aide financière ci-jointe). Cette intervention permettra d'accueillir un nouveau tracé de la Route verte 1 entièrement sur l'avenue Christophe-Colomb entre le boulevard Gouin et la rue Saint-Grégoire qui sera plus sécuritaire et plus confortable. La ville de Montréal doit ainsi respecter l'ensemble des conditions énoncées dans les modalités du Programme Véloce III, dont celui d'approuver par résolution le rapport final comprenant le détail des dépenses et l'attestation de la fin des travaux.

La demande d'aide financière a été faite par la ville de Montréal en 2021 pour ce projet. Celle-ci a ensuite fait l'objet de trois demandes de report, toutes acceptées par le MTMD (voir pièces jointes) :

- en 2022 le MTMD a autorisé l'exécution des travaux jusqu'au 31 octobre 2022.
- en 2023 le MTMD a autorisé l'exécution des travaux jusqu'au 31 octobre 2023.
- en 2024 le MTMD a autorisé l'exécution des travaux jusqu'au 20 août 2024.

Les travaux se sont terminés en juillet 2024.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0197 - 20 avril 2023 : Accorder un contrat à Bruneau Électrique inc. pour la réalisation des travaux d'aménagement de piste cyclable sur l'avenue Christophe-Colomb, entre le boulevard Gouin et le boulevard Rosemont, et des travaux civils et électriques de signalisation lumineuse à 23 intersections de la Ville de Montréal - Dépense totale de 1 976 161,22 $, taxes incluses (contrat : 1 718 401,06 $ + contingences : 257 760,16 $) - Appel d'offres public 507001 (3 soum.)

DESCRIPTION

Les interventions suivantes font parties du projet de mise aux normes des voies cyclables sur l'avenue Christophe-Colomb entre le boulevard Gouin et la rue Saint-Grégoire (6,5km) :

- Mise aux normes et bonification du réseau cyclable en implantant des pistes unidirectionnelles sur l'avenue Christophe-Colomb entre le boulevard Gouin et la rue Saint-Grégoire.
- Mise à jour de la programmation des feux de circulation et installation de nouveaux équipements, pour se conformer aux nouvelles pratiques de la Ville de Montréal relatives à la gestion des déplacements, aux intersections avec feux visées par ce projet.
- Ajout systématique de têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal.

Les voies cyclables seront déneigées l'hiver, donc fonctionnelles tout au long de l'année.

Le rapport final, attaché à ce sommaire, faisant l'objet du présent dossier décisionnel, respecte le modèle prescrit dans les modalités du Programme Véloce III et comprend notamment les éléments suivants :

- Description du projet
- Plans de localisation
- Quelques photos du projet final
- Sommaire des factures des dépenses reliées au projet

Les éléments suivants sont aussi attachés à ce sommaire :

- Grille de reddition de comptes

JUSTIFICATION

La ville de Montréal doit respecter l'ensemble des conditions énoncées dans les modalités du programme Véloce III. Pour ce faire, elle doit approuver par résolution de ses instances le rapport final comprenant le détail des dépenses et l'attestation de la fin des travaux afin de recevoir le dernier versement de l'aide financière.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La subvention du MTMD couvre 50% des dépenses admissibles du projet jusqu'à un maximum

de 854 365$ tel que convenu dans la lettre d'annonce de l'aide financière. Le coût total du projet payé par la ville de Montréal pour ce projet est de 1 713 210,58$ (voir grille de reddition de compte ci-joint). Le 50% du coût total (856 605,29$) dépasse le montant maximal de l'aide financière, donc la ville de Montréal ne recevra que le montant maximal octroyé de 854 365$. Un premier versement de 683 492$, correspondant à 80% de l'aide financière, a été envoyé à la Ville lors de l'annonce de l'aide financière. Le reste du montant octroyé sera versée à la ville de Montréal lorsque le MTMD aura reçu la résolution attestant la fin des travaux de ce projet.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques, et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.
Voir grille d'analyse ci-joint.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Tous retards dans ce dossier auraient des impacts sur l'échéancier de versement de l'aide financière du MTMD.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission du rapport final attestant la fin des travaux au MTMD : 30 novembre 2024
Transmission de la résolution attestant la fin des travaux au MTMD : décembre 2024
Paiement par le MTMD du solde de l'aide financière octroyée.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Nicholas PHAN
ingenieur(e) junior

Tél : 5145780803
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-19

Raynald MACHER-POITRAS
chef de section - conception et realisation des projets d'ingenierie

Tél : 5142614434
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél :
Approuvé le : 2024-11-25

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél :
Approuvé le : 2024-11-25

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1248698002*
Unité administrative responsable : *Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM)*
Projet : *Approuver le rapport final comprenant le détail des dépenses et l'attestation de la fin des travaux de mise aux normes de la Route verte 1 sur l'avenue Christophe-Colomb entre la rue Saint-Grégoire et le boulevard Gouin, ayant fait l'objet d'une aide financière du Programme d'aide financière aux infrastructures de transport actif (Véloce III).*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	***X***		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Ce dossier contribue aux priorités suivantes:

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour toutes et tous

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

1. Réduire de 55 % les émissions de GES sous les niveaux de 1990 d'ici 2030 et devenir carboneutre d'ici 2050

- *Chaque ajout d'infrastructures en transport actif contribue à réduire les émissions de GES en encourageant le transfert modal vers des moyens de transport plus écologiques.*

3. Accroître et diversifier l'offre de transport en fournissant des options de mobilité durable (active, partagée, collective et sobre en carbone) intégrées, abordables et accessibles pour tous;

- *Bonification de la Route verte 1 afin d'accroître la sécurité et la capacité de l'infrastructure cyclable.*

9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

- *Développement du réseau cyclable équitable sur le territoire montréalais qui consolide un filet social fort, favorise le lien social et assure la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.*

19. Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

- *Le réseau cyclable de Montréal est bonifié par ce projet afin d'offrir une infrastructure sécuritaire et de qualité, et une réponse de proximité aux besoins locaux.*

20. Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole

- *L'implantation de cette piste cyclable fait rayonner la métropole comme ville encourageant le transport actif.*

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**X**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Christophe-Colomb

GDD 1238848010

BC 1593821

# facture	Montant avant taxes	Montant Net de ristourne	Montant taxes incluses	Réception	Montant payé	Statut payement facture
# 94952	540 737,92 $	567 707,22 $	621 713,42 $	# 4619172	567 707,23 $	payé
# 95172	185 180,03 $	194 415,88 $	212 910,74 $	# 4645232	194 415,88 $	payé
# 95512	205 453,67 $	215 700,67 $	236 220,36 $	# 4655021	215 700,67 $	payé
# 95905	565 273,13 $	593 466,13 $	649 922,78 $			facture annulée
# 96030	(565 273,13) $	(593 466,13) $	(649 922,78) $			annulation facture # 95905
# 96031	568 639,35 $	597 000,24 $	653 793,09 $	# 4680863	597 000,24 $	payé
# 96468	20 312,88 $	21 325,98 $	23 354,73 $	# 4695485	21 325,98 $	payé
# 96876	12 447,10 $	13 067,90 $	14 311,05 $	# 4708694	13 067,90 $	payé
# 97222	40 121,79 $	42 122,86 $	46 130,03 $	# 4733257	42 122,86 $	payé
# 98991	50 006,86 $	52 500,95 $	57 495,39 $	# 4810318	52 500,95 $	payé
# 100255	8 923,80 $	9 368,87 $	10 260,14 $	# 4876010	9 368,87 $	payé
Total	1 631 823,40 $	1 713 210,57 $	1 876 188,95 $		1 713 210,58 $	

GDD 1238848010

Intervention financière

45000 - Réseau express vélo et développement du réseau cyclable		Dépenses taxes incluses	Crédits	Crédits arrondis au $ supérieur
Contrat	5001.5020043.802701.03107.57201.000000.0000.194990.000000.15050.00000	1 718 401,06 $	1 569 129,21 $	1 569 130 $
Contingences	5001.5020043.802701.03107.57201.000000.0000.194990.070008.15050.00000	257 760,16 $	235 369,38 $	235 370 $
Total imputation		**1 976 161,22 $**	**1 804 498,60 $**	**1 804 500 $**

Le budget net requis pour donner suite à ce dossier est prévu et disponible au Programme décennal d'immobilisation (PDI) 2023-2032 et est réparti comme suit pour chacune des années (en milliers de $) :

Projet	2023	2024	2025	2026			TOTAL
45000 - Réseau express vélo et développement du réseau cyclable	1805	-	-	-			**1805**
TOTAL	**1805**	**0**	-	-			**1805**

ETAT D'AVANCEMENT FINANCIER DU PROJET D'AMÉNAGMENT CYCLABLE CHRISTOPHE-COLOMB _ SP-2023-03 **2024-08-23**

Budget contrat bordereau + contingences	**1 718 774,71 $**		**BC #**	**1593821**			
Numéro Décompte progressif	**Contrat**	**Numéro de facture**	**Facture Bordereau avant taxes**	**Facture contingences avant taxes**	**Facture Montant total avant taxes**	**% avancement financier**	**Commentaires**
1	SP-2023-03	94952	466 406,92 $	74 331,00 $	**540 737,92 $**	**31,46%**	
2	SP-2023-03	95172	151 873,11 $	33 306,92 $	**185 180,03 $**	**10,77%**	
3	SP-2023-03	95512	199 103,67 $	6 350,00 $	**205 453,67 $**	**11,95%**	
4	SP-2023-03	96031	458 439,26 $	110 200,09 $	**568 639,35 $**	**33,08%**	
5	SP-2023-03	96468	20 312,88 $	0,00 $	**20 312,88 $**	**1,18%**	
6	SP-2023-03	96876	12 447,10 $	0,00 $	**12 447,10 $**	**0,72%**	
7	SP-2023-03	97222	40 121,79 $	0,00 $	**40 121,79 $**	**2,33%**	
8	SP-2023-03	98991	50 006,86 $	0,00 $	**50 006,86 $**	**2,91%**	
9	SP-2023-03	100255	8 923,80 $	0,00 $	**8 923,80 $**	**0,52%**	Décompte final
Total			1 407 635,39 $	224 188,01 $	**1 631 823,40 $**	**94,94%**	

Québec
Gouvernement du Québec
Le ministre des Transports
Le ministre responsable de la région de l'Estrie

PAR COURRIEL

Québec, le 1er juillet 2021

Madame Valérie Plante
Mairesse
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame est bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6
abdelkrim.ait.abdaim@ville.montreal.qc.ca

Objet : Programme d'aide aux infrastructures de transport actif (Véloce III) – Volet 2 – Amélioration des infrastructures de transport actif 2021-2022

Madame la Mairesse,

Dans le cadre du Programme cité en objet, j'accorde à la ville de Montréal une aide financière pouvant atteindre un montant maximal de 854 365 $, pour une mise aux normes et transformation de la route verte numéro un sur le territoire de la ville de Montréal.

… 2

Québec
700, boul. René-Lévesque Est
29e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
Téléphone : 418 643-6980
Télécopieur : 418 643-2033
ministre@transports.gouv.qc.ca

Montréal
500, boul. René-Lévesque Ouest
16e étage
Montréal (Québec) H2Z 1W7
Téléphone : 514 873-3444
Télécopieur : 514 873-7886

Vous trouverez, en annexe, un document présentant les exigences, particularités et instructions liées à cette aide financière.

Je vous prie d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,



François Bonnardel

p. j. 1

c. c. Mme Chantal Rouleau, ministre responsable de la région de Montréal

N/Réf. : 20210618-4

ANNEXE

PARTICULARITÉS DE L'AIDE FINANCIÈRE

- Pour recevoir l'aide financière versée dans le cadre du Programme d'aide aux infrastructures de transport actif - Véloce III - Volet 2 – Amélioration des infrastructures de transport actif, le bénéficiaire doit respecter l'ensemble des conditions énoncées dans les modalités du programme telles qu'elles apparaissent sur le site Web du ministère des Transports.
- Un premier versement correspondant à 80 % de l'aide financière prévue est transmis dans les huit semaines suivant la signature de la lettre d'engagement. Le second versement, correspondant au solde de l'aide financière, est fait une fois que le rapport des travaux effectués par le demandeur a été reçu, analysé et accepté par le Ministère. Le rapport doit être adopté par résolution du conseil, comprendre le détail des dépenses engagées et doit être déposé avant le 31 mars 2021. Si les travaux ne peuvent être achevés avant le 31 mars 2021, le bénéficiaire doit informer le Ministère au plus tard le 31 janvier 2021, en indiquant le motif de ce retard et son intention de réaliser les travaux selon un nouvel échéancier.
- En tout temps, un représentant du gouvernement ou son mandataire pourra vérifier sur place toute l'information relative à une demande d'aide financière ou à une aide versée. Le Ministère se réserve le droit de faire toute vérification ultérieure des travaux réalisés pour lesquels des aides financières ont déjà été versées. Le bénéficiaire doit s'engager à transmettre au Ministère, à sa demande et au plus tard 18 mois après le dernier versement de l'aide financière, toutes les données opérationnelles et financières ou autres données nécessaires au processus de gestion et d'évaluation du programme.
- Les comptes et registres relatifs à cette aide financière doivent être tenus par le bénéficiaire pendant une période d'au moins six ans après le règlement final des comptes afférents à cette aide.
- Le bénéficiaire s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur et à obtenir les autorisations requises avant l'exécution du projet et également à mentionner la participation financière du Ministère dans toute communication publique au sujet du projet subventionné.
- Les documents doivent être acheminés à Pascale Jomphe, responsable de votre dossier à la Direction des aides aux municipalités, par courriel à Pascale.Jomphe@transports.gouv.qc.ca.
- Toute somme versée pour des travaux non conformes aux dispositions du programme ou pour des dépenses injustifiées devra être remboursée.

Montréal

Stephane BLAIS <stephane.blais@montreal.ca>

Report de travaux - Véloce III - Volet 2 - 2020-2021- Mise aux normes de la Route #1 du boulevard Gouin à la rue Saint-Grégoire sur le territoire de la ville de Montréal

1 message

Transports Québec, Transport_actif <transport_actif@transports.gouv.qc.ca> 17 décembre 2021 à 14 h 51
À : "stephane.blais@montreal.ca" <stephane.blais@montreal.ca>
Cc : "Agossa, Kevin" <Kevin.Agossa@transports.gouv.qc.ca>, "Bacon, Nelson" <Nelson.Bacon@transports.gouv.qc.ca>

Bonjour Monsieur Blais,

Le 16 décembre dernier vous nous avez informés que les travaux mentionnés en objet ne seront pas entièrement réalisés avant l'automne 2022.

À la suite de l'analyse des motifs que vous avez indiqués, le Ministère vous autorise à prolonger la réalisation des travaux jusqu'au 31 octobre 2022.

Un rapport final dans le cadre de ce projet, accompagné d'une résolution de l'autorité attestant la conformité des travaux, devra être déposé après la fin des travaux pour le paiement du solde de cette aide financière.

Vous devrez transmettre les copies des résolutions et des rapports confirmant les dépenses et la réalisation des travaux à l'adresse courriel suivante nelson.bacon@transports.gouv.qc.ca et de mettre en copie la boîte transport_actif@transports.gouv.qc.ca

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Blais, nos sincères salutations.

L'équipe du transport actif
Direction des aides aux municipalités

Ministère des Transports

700, boulevard René-Lévesque Est, 19e étage

Québec (Québec) G1R 5H1

Téléphone : 418 646-0700, poste 22349

Pour toutes questions concernant les aides financières :

418-266-6647 ou 1-888-717-8082, option 2

transport_actif@transports.gouv.qc.ca

www.transports.gouv.qc.ca

Ce courriel est confidentiel et ne s’adresse qu’à son destinataire.

S’il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et m’en aviser aussitôt. Merci!

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensez à l'environnement!



Outlook

TR: Demande de report pour le projet Christophe-Colomb

De Gabriel SICOTTE <gabriel.sicotte@montreal.ca>
Date Mer 2024-09-11 10:16
À Nicholas PHAN <nicholas.phan@montreal.ca>

3 pièces jointes (463 ko)

Report de subvention 2023 - Projet Christophe-Colomb.pdf; Annexe-20210618-4-Lettre Boulv Gouin-St Grégoire.pdf; Annexe-Confirmation_Report de travaux - Véloce III - Volet 2 - 2020-2021- Mise aux normes de la Route #1 du boulevard Gouin à la rue Saint-Grégoire sur le territoire de la ville de Montréal.pdf;

PTI

Montréal

Gabriel Sicotte, M.Sc.A.
Conseiller en aménagement

Division Planification des réseaux et programmation des aménagements
Direction Planification et mise en valeur du territoire
Service de l'urbanisme et de la mobilité
801, rue Brennan, 6ème étage, bur. 6116.03
Montréal (Québec) H3C 0G4
514 872-8919
gabriel.sicotte@montreal.ca

De : Francois GODEFROY <francois.godefroy@montreal.ca>
Envoyé : vendredi 28 avril 2023 08:37
À : Eve LEDUC <eve.leduc@montreal.ca>; Floriane VAYSSIERES <floriane.vayssieres@montreal.ca>; Alice NANTEL <alice.nantel@montreal.ca>
Cc : Francis MARLEAU DONAIS <francis.marleaudonais@montreal.ca>; Gabriel SICOTTE <gabriel.sicotte@montreal.ca>; Michel BEDARD <michel.bedard@montreal.ca>
Objet : Fwd: Demande de report pour le projet Christophe-Colomb

Bonjour,

PVI le MTQ a autorisé le report de la subvention pour Christophe Colomb.

Bonne journée,

François Godefroy, ing., M.Sc.A.,
Chef de section - Planification et programmation

Division - Planification des réseaux et programmation des aménagements
Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire
Service de l'urbanisme et de la mobilité
801, rue Brennan, 6ème étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
514 243-5776
francois.godefroy@montreal.ca

---------- Forwarded message ---------
De : **Transports Québec, Transport_actif** <transport_actif@transports.gouv.qc.ca>
Date: ven. 28 avr. 2023, à 08 h 24
Subject: Demande de report pour le projet Christophe-Colomb
To: francis.marleaudonais@montreal.ca <francis.marleaudonais@montreal.ca>
Cc: Agossa, Kevin <Kevin.Agossa@transports.gouv.qc.ca>, francois.godefroy@montreal.ca <francois.godefroy@montreal.ca>, gabriel.sicotte@montreal.ca <gabriel.sicotte@montreal.ca>

Bonjour,

Vous nous avez informé le 27 Avril 2023 que le projet mentionné en objet ne sera pas entièrement réalisé avant l'hiver 2023.

À la suite de l'analyse des motifs que vous avez indiqués, le Ministère vous autorise à prolonger la réalisation des projets jusqu'au 31 Octobre 2023

Un rapport final dans le cadre de ce projet, accompagné d'une résolution de l'autorité attestant la conformité des travaux, devra être déposé d'ici la fin des travaux pour le paiement du solde de cette aide financière.

Vous devrez transmettre les copies des résolutions et des rapports confirmant les dépenses et la réalisation des travaux à l'adresse courriel suivante : transport_actif@transports.gouv.qc.ca

Nous vous prions d'agréer, M. Marleau Donais, nos sincères salutations.

L'équipe du transport actif
Direction des aides aux municipalités

Ministère des Transports et de la mobilité durable
700, boulevard René-Lévesque Est, 19e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
Téléphone : 418 646-0700, poste 22349

Pour toutes questions concernant les aides financières :
418-266-6647 ou 1-888-717-8082, option 2

transport_actif@transports.gouv.qc.ca
www.transports.gouv.qc.ca

Ce courriel est confidentiel et ne s'adresse qu'à son destinataire.
S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et m'en aviser aussitôt. Merci!

Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensez à l'environnement!



De : Francis MARLEAU DONAIS <francis.marleaudonais@montreal.ca>
Envoyé : 27 avril 2023 16:27
À : Agossa, Kevin <Kevin.Agossa@transports.gouv.qc.ca>
Cc : Francois GODEFROY <francois.godefroy@montreal.ca>; Gabriel SICOTTE <gabriel.sicotte@montreal.ca>
Objet : Re: Demande de report pour le projet Christophe-Colomb

Avertissement automatisé: Ce courriel provient de l'extérieur de notre organisation. Ne cliquez pas sur les liens et les pièces jointes si vous ne reconnaissez pas l'expéditeur.

Bonjour,

Pour faire suite à l'échange que nous avons eu plus tôt cette semaine, je vous envoie ci-joint la lettre officielle demandant le report de l'aide financière pour le projet Christophe-Colomb pour l'année 2023 et les annexes conséquentes.

Bonne journée,

Francis Marleau Donais, Ing., PhD
Planification de la mobilité
Division - Planification des réseaux et programmation des aménagements
Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire
Service de l'urbanisme et de la mobilité
801, rue Brennan, 6ème étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le ven. 21 avr. 2023, à 12 h 10, Gabriel SICOTTE <gabriel.sicotte@montreal.ca> a écrit :

> Bonjour,
>
> Une demande de subvention au projet Véloce III a été déposée pour le projet Christophe-Colomb en septembre 2020. Par la suite, une demande de report a été acceptée en 2021 pour un projet qui devait être complété en octobre 2022. Malheureusement, comme pour plusieurs projets de cette envergure à Montréal, les travaux ont encore une fois été reportés. Cette fois-ci en 2023, nous pouvons nous assurer que les travaux se réaliseront puisqu'un contrat a été octroyé à un entrepreneur.
>
> Nous souhaitons donc demander à nouveau un report de cette demande de subvention pour le projet Christophe-Colomb de Gouin à Saint-Grégoire, pour lequel la route verte située sur la rue Boyer entre Jarry et Rosemont serait déplacée sur l'avenue Christophe-Colomb. Nous sommes bien au courant que normalement, une seule demande de report est acceptée, et que nous avons dépassé la date limite pour les demandes de report. Toutefois, nous aimerions discuter avec vous pour évaluer les solutions possibles dans le cadre de cette situation complexe: 1) Obtenir un nouveau report pour l'année financière 2023-2024 ou 2) Déposer une nouvelle demande pour le même projet.
>
> Malheureusement, dans le cadre d'une nouvelle demande, nous ne serions pas en mesure de fournir une résolution municipale dans les délais. Est-ce que vous accepteriez le projet malgré cela? Cela vaut également pour d'autres demandes de subventions en préparation par notre équipe, qui vous seront envoyées la semaine prochaine.
>
> Je vous écris aujourd'hui pour que vous puissiez traiter cette demande le plus rapidement possible, mais je serai en vacances la semaine prochaine donc vous pourrez à ce moment-là contacter mon collègue Francis Marleau Donais ou mon gestionnaire François Godefroy, en copies.
>
> Salutations,

Montréal

Gabriel Sicotte, M.Sc.A.
Conseiller en aménagement

Division Planification des réseaux et programmation des aménagements
Direction Planification et mise en valeur du territoire
Service de l'urbanisme et de la mobilité
801, rue Brennan, 6ème étage, bur. 6116.03
Montréal (Québec) H3C 0G4
514 872-8919
gabriel.sicotte@montreal.ca

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le

> mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Outlook

RE: RÉFÉRENCE | Courriel du ven. 28 avr. 2023, à 08 h 24 - Demande de report pour le projet Christophe-Colomb

De Transports Québec, Transport_actif <transport_actif@transports.gouv.qc.ca>
Date Mar 2024-09-24 09:14
À Louis-Henri BOURQUE <louis-henri.bourque@montreal.ca>
Cc Floriane VAYSSIERES <floriane.vayssieres@montreal.ca>; Francois GODEFROY <francois.godefroy@montreal.ca>; Hugues BESSETTE <hugues.bessette@montreal.ca>; Eve LEDUC <eve.leduc@montreal.ca>; Raynald MACHER-POITRAS <raynald.macher-poitras@montreal.ca>; Jonathan HAMEL-NUNES <jonathan.hamel-nunes@montreal.ca>; Pamphile HOUSSOU <pamphile.houssou@montreal.ca>; Nicholas PHAN <nicholas.phan@montreal.ca>; FIN SUBVENTION <fin.subvention@montreal.ca>

ATTENTION: Ce message provient de l'externe, merci de faire attention aux liens et aux pièces jointes.

Transports et Mobilité durable Québec

Bonjour Monsieur Bourque,
Le 20 septembre dernier, la ville de Montréal a adressé une demande de report au ministère des Transports et de la Mobilité durable (ci-après Ministère) pour demander le report de votre projet du programme Véloce III – volet 2 : de l'année financière 2021-2022.

Bien que les modalités prévoient une période de douze (12) mois suivant la date de la lettre d'annonce pour effectuer les travaux, la ville a demandé un report au Ministère.

Puisque les travaux sont réalisés à 100%, le Ministère autorise à prolonger la réalisation des travaux jusqu'au 20 août 2024.

Le Ministère vous demande de transmettre la reddition de comptes de ce projet au plus tard le 30 novembre 2024.

Vous devrez transmettre les documents demandés à l'adresse courriel suivante : transport_actif@transports.gouv.qc.ca

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Bourque, nos sincères salutations,
L'équipe du transport actif

Direction des aides aux municipalités
700, boulevard René-Lévesque Est 22e étage
Québec (Québec) G1R 5H1
transport_actif@transports.gouv.qc.ca
www.transports.gouv.qc.ca

Pour toute question concernant les aides financières :
418 266-6647 ou 1 888-717-8082



Ce courriel est confidentiel et ne s'adresse qu'à son destinataire.
S'il vous a été transmis par mégarde, veuillez le détruire et nous en aviser aussitôt. Merci!

De : Louis-Henri BOURQUE <louis-henri.bourque@montreal.ca>
Envoyé : 20 septembre 2024 12:33
À : Transports Québec, Transport_actif <transport_actif@transports.gouv.qc.ca>
Cc : Floriane VAYSSIERES <floriane.vayssieres@montreal.ca>; Francois GODEFROY <francois.godefroy@montreal.ca>; Hugues BESSETTE <hugues.bessette@montreal.ca>; Eve LEDUC <eve.leduc@montreal.ca>; Raynald MACHER-POITRAS <raynald.macher-poitras@montreal.ca>; Jonathan HAMEL-NUNES <jonathan.hamel-nunes@montreal.ca>; Pamphile HOUSSOU <pamphile.houssou@montreal.ca>; Nicholas PHAN <nicholas.phan@montreal.ca>; FIN SUBVENTION <fin.subvention@montreal.ca>
Objet : RÉFÉRENCE | Courriel du ven. 28 avr. 2023, à 08 h 24 - Demande de report pour le projet Christophe-Colomb

***** AGISSEZ AVEC PRUDENCE - COURRIEL EXTERNE *****
Ce courriel contient un lien ou une pièce jointe qui requiert une attention particulière de votre part. Validez l'adresse courriel de l'expéditeur avant de prendre action.

Bonjour,

Merci de prendre connaissance de la correspondance ci-jointe ainsi que des pièces jointes.

Cordialement,

Juie Gravel pour
Louis-Henri Bourque, urbaniste
Directeur

Direction de la planification et de la mise en valeur du territoire
Service de l'urbanisme et de la mobilité
Montréal
303, rue Notre-Dame Est, 6e étage
Montréal (Québec) H2Y 3Y8
Tél. : 514-953-4555
Courriel : louis-henri.bourque@montreal.ca
Avant d'imprimer ce courriel, pensez à l'environnement!

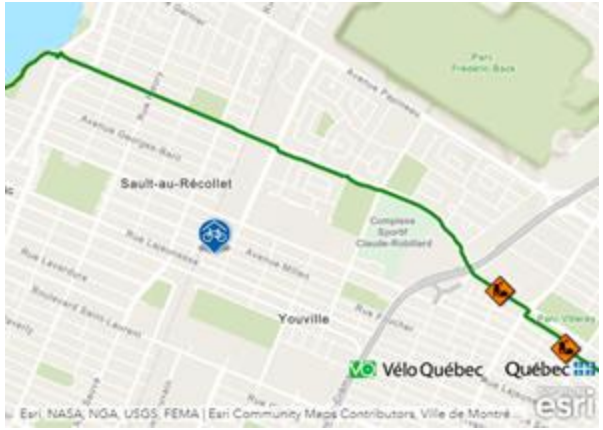
AVERTISSEMENT : Ce courriel et les pièces qui y sont jointes sont destinés exclusivement au(x) destinataire(s) mentionné(s) ci-dessus et peuvent contenir de l'information privilégiée ou confidentielle. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, ou s'il ne vous est pas destiné, veuillez le mentionner immédiatement à l'expéditeur et effacer ce courriel ainsi que les pièces jointes, le cas échéant. La copie ou la redistribution non autorisée de ce courriel peut être illégale. Le contenu de ce courriel ne peut être interprété qu'en conformité avec les lois et règlements qui régissent les pouvoirs des diverses instances décisionnelles compétentes de la Ville de Montréal.

Montréal

Programme d’aide aux infrastructures de transport actif (Véloce III) - Volet 2

Rapport final - Mise aux normes de la voie cyclable sur l’avenue Christophe-Colomb entre le boulevard Gouin et la rue Saint-Grégoire

Novembre 2024



Ancienne configuration

Avenue Christophe-Colomb - du boulevard Gouin à la rue Jarry

- Piste cyclable bidirectionnelle, parfois en sentier hors rue

Enjeux

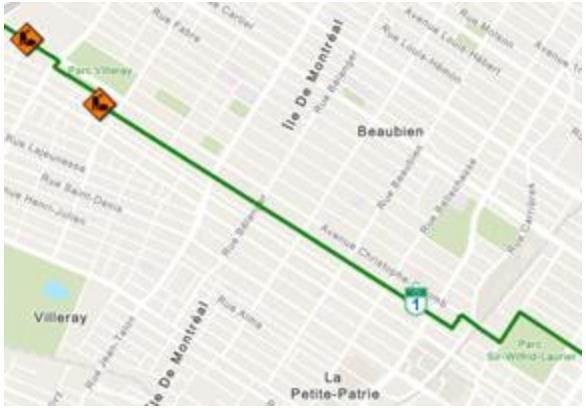
- Nombreux croisements avec le trottoir
- Éclairage déficient dans les portions en sentier
- Montées et descentes fréquentes par rapport au niveau de la rue
- Piste bidirectionnelle ne répondant plus à la demande











Ancienne configuration (suite)

Avenue Christophe-Colomb - de la rue Jarry à la rue Saint-Grégoire

- Déviation de la voie cyclable sur la rue Boyer (Route verte 1)
- Aucune voie cyclable sur ce tronçon de Christophe-Colomb

Enjeux

- Voie cyclable bidirectionnelle sur la rue Boyer très étroite en deçà des normes (2,5m)
- Plusieurs croisements avec le trottoir
- Ne répond plus à la demande (dépassements difficiles)
- Files d'attente importantes en période de pointe







Description du projet

- Mise aux normes et bonification du réseau cyclable en implantant des pistes unidirectionnelles sur toute l'avenue Christophe-Colomb entre le boulevard Gouin et la rue Saint-Grégoire.
- Mise à jour de la programmation et installation de nouveaux équipements, pour se conformer aux nouvelles pratiques de la Ville de Montréal relatives à la gestion des déplacements, aux intersections avec feux visées par ce projet.
- Ajout systématique de têtes de feux pour piétons afin d'assurer des déplacements actifs sécuritaires, tel que prévu au Guide de conception des feux pour piétons de la Ville de Montréal.
- Les voies cyclables seront déneigées l'hiver, donc fonctionnelles tout au long de l'année.



Montréal

Description du projet (suite)

Avenue Christophe-Colomb - du boulevard Gouin à la rue Jarry (3,4 km)

Voies cyclables unidirectionnelles implantées de chaque côté de l'avenue

1. Conserver l'ancienne piste cyclable bidirectionnelle lorsque celle-ci se trouve dans la rue et transformer les portions à conserver en voie unidirectionnelle (Gouin à Louvain: 1,35 km et Crémazie Nord à Jarry : 450 m)
2. Implanter une voie cyclable unidirectionnelle protégée dans la rue côté ouest, sur les tronçons manquants (Louvain à Crémazie Nord : 1,6 km)
3. Implanter une voie cyclable unidirectionnelle protégée dans la rue côté est (Gouin à Jarry : 3,4 km)



Largeur des voies cyclables : 2,4 m à 3,4 m

Largeur de la zone tampon avec bollards : 0,7 m à 1 m



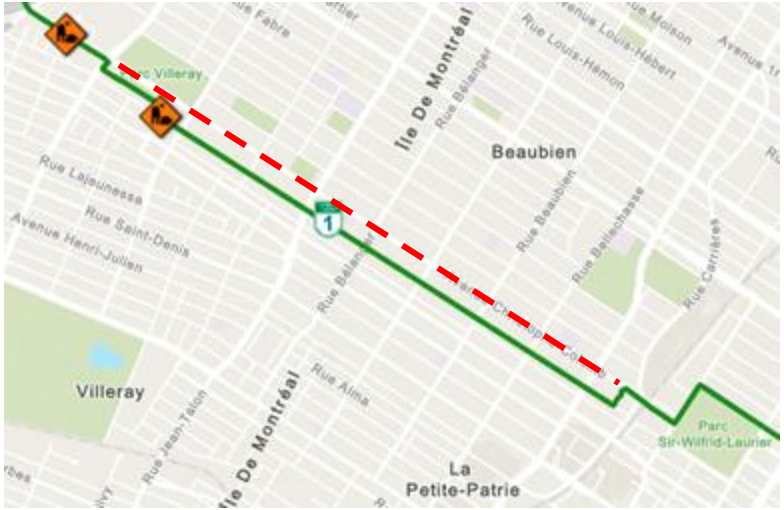
Montréal

Description du projet (suite)

Avenue Christophe-Colomb - de la rue Jarry à la rue Saint-Grégoire (3,1 km)

- Ajout de voies cyclables unidirectionnelles de chaque côté de l'avenue Christophe-Colomb
- Largeur des voies cyclables: 2,5 m
- Largeur de la zone tampon (avec bollards): 0,9 m





Montréal

Échéancier des travaux

Intervention	Début	Fin
Octroi des travaux	10-05-2023	
Préparation des équipements et du matériel	17-05-2023	07-09-2023
Tronçon 1 (Gouin à Sauvé)	05-06-2023	20-06-2023
Tronçon 2 (Port-Royal à Émile-Journault)	05-06-2023	22-06-2023
Tronçon 3 (Jacques-Casault à Crémazie)	13-09-2023	14-09-2023
Tronçon 4 (Mistral à Everett)	30-08-2023	01-09-2023
Tronçon 5 (Everett à Saint-Zotique)	31-08-2023	04-09-2023
Tronçon 6 (Saint-Zotique à Rosemont)	07-09-2023	15-09-2023
Correctifs	21-05-2024	30-06-2024

Bilan des coûts

Avenue Christophe-Colomb - du boulevard Gouin à la rue Jarry (6,5 km)

# facture	Montant avant taxes	Montant Net de ristourne	Montant taxes incluses	Réception	Montant payé	Statut payement facture
# 94952	540 737,92 $	567 707,22 $	621 713,42 $	# 4619172	567 707,23 $	payé
# 95172	185 180,03 $	194 415,88 $	212 910,74 $	# 4645232	194 415,88 $	payé
# 95512	205 453,67 $	215 700,67 $	236 220,36 $	# 4655021	215 700,67 $	payé
# 95905	565 273,13 $	593 466,13 $	649 922,78 $			facture annulée
# 96030	(565 273,13) $	(593 466,13) $	(649 922,78) $			annulation facture # 95905
# 96031	568 639,35 $	597 000,24 $	653 793,09 $	# 4680863	597 000,24 $	payé
# 96468	20 312,88 $	21 325,98 $	23 354,73 $	# 4695485	21 325,98 $	payé
# 96876	12 447,10 $	13 067,90 $	14 311,05 $	# 4708694	13 067,90 $	payé
# 97222	40 121,79 $	42 122,86 $	46 130,03 $	# 4733257	42 122,86 $	payé
# 98991	50 006,86 $	52 500,95 $	57 495,39 $	# 4810318	52 500,95 $	payé
# 100255	8 923,80 $	9 368,87 $	10 260,14 $	# 4876010	9 368,87 $	payé
Total	1 631 823,40 $	1 713 210,57 $	1 876 188,95 $		1 713 210,58 $	

Montréal

Montréal

Service de l’urbanisme et de la mobilité
Direction des projets d'aménagement urbain
Division Aménagement des rues
Section Aménagements cyclables

BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
INDUSTRIEL - COMMERCIAL - ÉCLAIRAGE ROUTIER

ENREGISTRÉ ISO 9001 VERSION 2008

URGENCE 24 HEURES

VILLE DE MONTRÉAL

801 RUE BRENNAN, 6 IÈME ÉTAGE
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H3C 0G4 (514) 328-8500

NO CLIENT	NO DE COMMANDE DU CLIENT	FACTURE	BON DE TRAVAIL
4406-1	507001	94952	1593821

REPRÉSENTANT	DATE	TERMES	PAGE
Guy Lebeau	01/07/23	Net 30 jours	1

NUMÉRO DE PRODUIT	DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL
/	FACTURATION PROGRESSIVE	1.00	466406.92	466406.92
/	TRAVAUC CONTINGENTS	1.00	74331.00	74331.00

DEMANDE DE PAIEMENT _ JUIN 2023

PROJET: VILLE DE MONTREAL _ 2023-03

2023-R1513

REC

BC (#) 1593821

NOM Pamphile Houssou, ing.

Signature

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

	SOUS-TOTAL	TPS	TVQ	TOTAL	MONTANT REÇU	SOLDE DÛ
NET:	486,664.13	24,333.21	48,544.75	559,542.09	0.00	559,542.09
RETENUE:	54,073.79	2,703.69	5,393.86	62,171.34		62,171.34
FACT:	540,737.92	27,036.90	53,938.61	621,713.43	0.00	621,713.43

BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
INDUSTRIEL - COMMERCIAL - ÉCLAIRAGE ROUTIER

ENREGISTRÉ ISO 9001 VERSION 2008

URGENCE 24 HEURES

VILLE DE MONTRÉAL

801 RUE BRENNAN, 6 IÈME ÉTAGE
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H3C 0G4 (514) 328-8500

NO CLIENT	NO DE COMMANDE DU CLIENT	FACTURE	BON DE TRAVAIL
4406-1	507001	95172	

REPRÉSENTANT	DATE	TERMES	PAGE
Guy Lebeau	30/07/23	Net 30 jours	1

NUMÉRO DE PRODUIT	DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL
/	FACTURATION PROGRESSIVE	1.00	151873.11	151873.11
/	TRAVAUX CONTINGENTS	1.00	33306.92	33306.92
	DEMANDE DE PAIEMENT _ JUILLET 2023			
	PROJET: VILLE DE MONTREAL _ 2023-03			
	2023-R1513			

REC

BC (#) 1593821

NOM Pamphile Houssou, ing.

Signature

2023-08-29

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

	SOUS-TOTAL	TPS	TVQ	TOTAL	MONTANT REÇU	SOLDE DÛ
NET:	166,662.03	8,333.10	16,624.54	191,619.67	0.00	191,619.67
RETENUE:	18,518.00	925.90	1,847.17	21,291.07		21,291.07
FACT:	185,180.03	9,259.00	18,471.71	212,910.74	0.00	212,910.74

BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
INDUSTRIEL - COMMERCIAL - ÉCLAIRAGE ROUTIER

ENREGISTRÉ ISO 9001 VERSION 2008

URGENCE 24 HEURES

VILLE DE MONTRÉAL

801 RUE BRENNAN, 6 IÈME ÉTAGE
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H3C 0G4 (514) 328-8500

NO CLIENT	NO DE COMMANDE DU CLIENT	FACTURE	BON DE TRAVAIL
4406-1	507001	95512	

REPRÉSENTANT	DATE	TERMES	PAGE
Guy Lebeau	30/08/23	Net 30 jours	1

NUMÉRO DE PRODUIT	DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL
/	FACTURATION PROGRESSIVE	1.00	199103.67	199103.67
/	TRAVAUX CONTINGENTS	1.00	6350.00	6350.00

DEMANDE DE PAIEMENT _ AOUT 2023

PROJET: VILLE DE MONTREAL _ 2023-03

2023-R1513

REC

BC (#) 1593821

NOM Pamphile Houssou, ing.

Signature 2023-09-19

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

	SOUS-TOTAL	TPS	TVQ	TOTAL	MONTANT REÇU	SOLDE DÛ
NET:	184,908.30	9,245.41	18,444.60	212,598.31	0.00	212,598.31
RETENUE:	20,545.37	1,027.27	2,049.40	23,622.04		23,622.04
FACT:	205,453.67	10,272.68	20,494.00	236,220.35	0.00	236,220.35

BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
INDUSTRIEL - COMMERCIAL - ÉCLAIRAGE ROUTIER

ENREGISTRÉ ISO 9001 VERSION 2008

URGENCE 24 HEURES

VILLE DE MONTRÉAL

801 RUE BRENNAN, 6 IÈME ÉTAGE
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H3C 0G4 (514) 328-8500

NO CLIENT	NO DE COMMANDE DU CLIENT	FACTURE	BON DE TRAVAIL
4406-1	507001	95905	

REPRÉSENTANT	DATE	TERMES	PAGE
Guy Lebeau	30/09/23	Net 30 jours	1

NUMÉRO DE PRODUIT	DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL
/	FACTURATION PROGRESSIVE	1.00	406984.13	406984.13
/	TRAVAUX CONTINGENTS	1.00	158289.00	158289.00

DEMANDE DE PAIEMENT _SEPTEMBRE 2023

PROJET: VILLE DE MONTREAL _ 2023-03

2023-R1513

REC

BC (#) 1593821

NOM Pamphile Houssou, ing.

Signature 2023-10-31

NB:
Cette facture est annulée par la facture # 96030

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

	SOUS-TOTAL	TPS	TVQ	TOTAL	MONTANT REÇU	SOLDE DÛ
NET:	508,745.82	25,437.29	50,747.39	584,930.50	0.00	584,930.50
RETENUE:	56,527.31	2,826.37	5,638.60	64,992.28		64,992.28
FACT:	565,273.13	28,263.66	56,385.99	649,922.78	0.00	649,922.78

BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
INDUSTRIEL - COMMERCIAL - ÉCLAIRAGE ROUTIER

ISO 9001

URGENCE 24 HEURES

VILLE DE MONTRÉAL

801 RUE BRENNAN, 6 IÈME ÉTAGE
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H3C 0G4 (514) 328-8500

NO CLIENT	NO DE COMMANDE DU CLIENT	FACTURE	BON DE TRAVAIL
4406-1	507001	96468	

REPRÉSENTANT	DATE	TERMES	PAGE
Guy Lebeau	30/10/23	Net 30 jours	1

NUMÉRO DE PRODUIT	DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL
/	FACTURATION PROGRESSIVE	1.00	20312.88	20312.88
	DEMANDE DE PAIEMENT _ OCTOBRE 2023			
	PROJET: VILLE DE MONTREAL _ 2023-03			
	2023-R1513			

REC

BC (#) 1593821

NOM
Pamphile Houssou, ing.

Signature 2023-11-23

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

	SOUS-TOTAL	TPS	TVQ	TOTAL	MONTANT REÇU	SOLDE DÛ
NET:	18,281.59	914.08	1,823.59	21,019.26	0.00	21,019.26
RETENUE:	2,031.29	101.56	202.62	2,335.47		2,335.47
FACT:	20,312.88	1,015.64	2,026.21	23,354.73	0.00	23,354.73

BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
INDUSTRIEL - COMMERCIAL - ÉCLAIRAGE ROUTIER

ENREGISTRÉ ISO 9001 VERSION 2008

URGENCE 24 HEURES

VILLE DE MONTRÉAL

801 RUE BRENNAN, 6 IÈME ÉTAGE
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H3C 0G4 (514) 328-8500

NO CLIENT	NO DE COMMANDE DU CLIENT	FACTURE	BON DE TRAVAIL
4406-1	507001	96876	

REPRÉSENTANT	DATE	TERMES	PAGE
Guy Lebeau	30/11/23	Net 30 jours	1

NUMÉRO DE PRODUIT	DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL
/	FACTURATION PROGRESSIVE	1.00	12447.10	12447.10
	DEMANDE DE PAIEMENT _ NOVEMBRE 2023			
	PROJET: VILLE DE MONTREAL _ 2023-03 _ BC 1593821			
	2023-R1513			

REC

BC (#) 1593821

NOM Pamphile Houssou, ing.

Signature 2023-12-18

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

	SOUS-TOTAL	TPS	TVQ	TOTAL	MONTANT REÇU	SOLDE DÛ
NET:	11,202.39	560.12	1,117.44	12,879.95	0.00	12,879.95
RETENUE:	1,244.71	62.24	124.16	1,431.11		1,431.11
FACT:	12,447.10	622.36	1,241.60	14,311.06	0.00	14,311.06

BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
INDUSTRIEL - COMMERCIAL - ÉCLAIRAGE ROUTIER

ENREGISTRÉ ISO 9001 VERSION 2008

URGENCE 24 HEURES

VILLE DE MONTRÉAL

801 RUE BRENNAN, 6 IÈME ÉTAGE
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H3C 0G4 (514) 328-8500

NO CLIENT	NO DE COMMANDE DU CLIENT	FACTURE	BON DE TRAVAIL
4406-1	507001	97222	

REPRÉSENTANT	DATE	TERMES	PAGE
Guy Lebeau	30/12/23	Net 30 jours	1

NUMÉRO DE PRODUIT	DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL
/	FACTURATION PROGRESSIVE	1.00	40121.79	40121.79
	DEMANDE DE PAIEMENT _ DÉCEMBRE 2023			
	PROJET: VILLE DE MONTREAL _ 2023-03 _ BC 1593821			
	2023-R1513			

REC

BC (#) 1593821

NOM
Pamphile Houssou, ing

Signature 2024-01-22

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

	SOUS-TOTAL	TPS	TVQ	TOTAL	MONTANT REÇU	SOLDE DÛ
NET:	36,109.61	1,805.48	3,601.93	41,517.02	0.00	41,517.02
RETENUE:	4,012.18	200.61	400.22	4,613.01		4,613.01
FACT:	40,121.79	2,006.09	4,002.15	46,130.03	0.00	46,130.03

BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
INDUSTRIEL - COMMERCIAL - ÉCLAIRAGE ROUTIER

ISO 9001

URGENCE 24 HEURES

VILLE DE MONTRÉAL

801 RUE BRENNAN, 6 IÈME ÉTAGE
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H3C 0G4 (514) 328-8500

NO CLIENT	NO DE COMMANDE DU CLIENT	FACTURE	BON DE TRAVAIL
4406-1	1593821	98991	

REPRÉSENTANT	DATE	TERMES	PAGE
Guy Lebeau	01/05/24	Net 30 jours	1

NUMÉRO DE PRODUIT	DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL
/	FACTURATION PROGRESSIVE	1.00	50006.86	50006.86
	DEMANDE DE PAIEMENT _ AVRIL 2024			
	PROJET: VILLE DE MONTREAL _ SP2023-03			
	2023-R1513			

REC
BC (#) 1593821
NOM Pamphile Houssou, ing.
Signature 2024-06-12

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

	SOUS-TOTAL	TPS	TVQ	TOTAL	MONTANT REÇU	SOLDE DÛ
NET:	45,006.17	2,250.31	4,489.36	51,745.84	0.00	51,745.84
RETENUE:	5,000.69	250.03	498.82	5,749.54		5,749.54
FACT:	50,006.86	2,500.34	4,988.18	57,495.38	0.00	57,495.38

BRUNEAU ÉLECTRIQUE INC.
ENTREPRENEUR ÉLECTRICIEN
INDUSTRIEL - COMMERCIAL - ÉCLAIRAGE ROUTIER

ENREGISTRÉ ISO 9001 VERSION 2008

URGENCE 24 HEURES

VILLE DE MONTRÉAL

801 RUE BRENNAN, 6 IÈME ÉTAGE
MONTRÉAL, (QUÉBEC)
H3C 0G4 (514) 328-8500

NO CLIENT	NO DE COMMANDE DU CLIENT	FACTURE	BON DE TRAVAIL
4406-1	1593821	100255	

REPRÉSENTANT	DATE	TERMES	PAGE
Guy Lebeau	30/07/24	Net 30 jours	1

NUMÉRO DE PRODUIT	DESCRIPTION	QUANTITÉ	PRIX	TOTAL
/	FACTURATION PROGRESSIVE	1.00	8923.80	8923.80
	DEMANDE DE PAIEMENT _ JUILLET 2024			
	PROJET: VILLE DE MONTREAL _ SP2023-03			
	2023-R1513			

REC
BC (#) 1593821
NOM Pamphile Houssou, ing.
Signature 2024-08-20

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

	SOUS-TOTAL	TPS	TVQ	TOTAL	MONTANT REÇU	SOLDE DÛ
NET:	8,031.42	401.57	801.13	9,234.12	0.00	9,234.12
RETENUE:	892.38	44.62	89.02	1,026.02		1,026.02
FACT:	8,923.80	446.19	890.15	10,260.14	0.00	10,260.14

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.09

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1248168007

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal que le conseil d'agglomération verse le lot 1 553 414, soit une partie de l'avenue Duluth ouest située dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, au domaine public comme parc de compétence de l'agglomération afin que le lot soit intégré définitivement au parc Jeanne-Mance, en vertu de l'article 194 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, l'article 39 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal 1229-2005

Il est recommandé:
d'offrir au conseil municipal que le conseil d'agglomération verse le lot 1 553 414, soit une partie de l'avenue Duluth ouest située dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, au domaine public comme parc de compétence de l'agglomération afin que le lot soit définitivement intégré au parc Jeanne-Mance, en vertu de l'article 194 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, l'article 39 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal 1229-2005.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-23 13:22

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248168007**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 d) favoriser les modes de transport collectif et actif ainsi que les autres modes de transport ayant pour effet de limiter l'usage de la voiture en milieu urbain en vue de réduire la pollution atmosphérique et les émissions de gaz à effet de serre
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Offrir au conseil municipal que le conseil d'agglomération verse le lot 1 553 414, soit une partie de l'avenue Duluth ouest située dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, au domaine public comme parc de compétence de l'agglomération afin que le lot soit intégré définitivement au parc Jeanne-Mance, en vertu de l'article 194 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, l'article 39 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations et l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal 1229-2005

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal souhaite agrandir le parc Jeanne-Mance, de compétence de l'agglomération, en intégrant la partie de l'avenue Duluth ouest située entre les avenues du Parc et de l'Esplanade, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Le lot visé par cet agrandissement est le 1 553 414 du cadastre du Québec. Le conseil de la Ville est compétent pour changer l'affectation du lot. Le lot est en outre fermé à la circulation automobile depuis 2023.
Avant que le conseil d'agglomération puisse verser le lot à des fins d'agrandissement du parc Jeanne-Mance, le conseil de la Ville doit décréter la fermeture définitive de ce tronçon de rue Duluth ouest et accepter la prise en charge de ce lot par le conseil d'agglomération.

Par conséquent, le présent sommaire décisionnel constitue l'offre faite au conseil de la Ville par le conseil d'agglomération à l'effet de prendre à sa charge le lot 1 553 414 et de lui attribuer des fins de parc d'agglomération. Le sommaire décisionnel 1248168008, quant à lui, correspond à l'acceptation du conseil de la ville à transférer la compétence du lot 1 553 414 au conseil de l'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA23 25 0043 - 13 mars 2023 - Ordonnance déterminant la fermeture à la circulation véhiculaire du tronçon de l'avenue Duluth, situé entre l'avenue du Parc et l'avenue de l'Esplanade (1236768001)

DESCRIPTION

Le parc Jeanne-Mance est un parc de compétence de l'agglomération. Il se trouve inclus dans la délimitation officielle du parc du Mont-Royal.
L'avenue Duluth ouest, quant à elle, fait partie du réseau de voirie locale. Les pouvoirs de fermer cette avenue et d'en changer l'affectation relèvent du conseil de la Ville de Montréal.

Pour agrandir le parc Jeanne-Mance grâce à l'intégration du lot 1 553 414, le conseil de l'agglomération doit offrir au conseil municipal de prendre à sa charge le lot et lui attribuer des fins de parc d'agglomération. De son côté, le conseil de la Ville doit notamment accepter l'offre du conseil de l'agglomération à l'effet de transférer la compétence du lot au conseil de l'agglomération. La décision du conseil de la Ville se trouve décrite au sommaire décisionnel 1248168008.

Le conseil d'arrondissement du Plateau-Mont-Royal adoptera le 2 décembre prochain une résolution demandant au conseil de la Ville la fermeture permanente de la partie de l'avenue Duluth ouest située entre les avenues du Parc et de l'Esplanade (GDD 1246768015).

Il est à noter que les infrastructures municipales, souterraines et hors-sol, présentes sur le lot 1 553 414 demeureront sous la responsabilité des unités d'affaires concernés. À terme, le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports planifiera les travaux de réaménagement du lot conjointement avec les services concernés.

Également, le changement d'affectation de ce lot sera suivi par la modification du *Règlement identifiant les réseaux de voirie artérielle et locale* (02-003) afin de refléter l'évolution de la voirie sur le territoire de la Ville de Montréal. Cette modification sera réalisée en 2025 par le Service de l'urbanisme et de la mobilité, dans le cadre de la révision annuelle du Règlement établie depuis 2015.

Il est à noter qu'à partir du moment où le lot 1 553 414 sera affecté à des fins de parc de l'agglomération, la Ville devra le conserver et le maintenir à perpétuité comme parc public. En effet, l'article 194 de l’annexe C de la Charte de Montréal confère une protection particulière pour le territoire du parc du Mont-Royal, y compris pour le parc Jeanne-Mance.

JUSTIFICATION

Pour intégrer le lot 1 553 414 au parc Jeanne-Mance, le conseil d'agglomération doit offrir au conseil de la ville de prendre à sa charge le lot et de lui attribuer des fins de parc d'agglomération. En plus, le conseil de la Ville doit accepter cette offre.
L'intégration du lot 1 553 414 au parc Jeanne-Mance permettra, à terme, d'optimiser les aménagements du secteur au bénéfice de la population montréalaise.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent sommaire n'implique aucune dépense.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en matière de changements climatiques.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans l'adoption d'une résolution du conseil de l'agglomération offrant au conseil municipal de prendre à sa charge le lot 1 553 414 et lui attribuer des fins de parc d'agglomération, l'intégration officielle du lot au parc Jeanne-Mance ne pourra pas être complétée.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une opération de communication a été élaborée en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Modification du Règlement 02-003: 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François MORIN, Le Plateau-Mont-Royal
Floriane VAYSSIERES, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Safia AIT ABDELKOUI, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Lyne OLIVIER, Le Plateau-Mont-Royal
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Marie PARENT, Service des infrastructures du réseau routier
François GODEFROY, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

Safia AIT ABDELKOUI, 12 novembre 2024
Benoît MALETTE, 11 novembre 2024
Lyne OLIVIER, 11 novembre 2024
Jean-François MORIN, 11 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Antoine LAMOUREUX
Conseiller en planification

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-26

Jérémie WATTERS
Chef de division

Tél :	514 820-7097	**Tél :**	514.872.6746
Télécop. :		**Télécop. :**	

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(-trice) de service - grands parcs, verdissement et mont-royal
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-21

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248168007
Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Projet : *Offrir au conseil municipal que le conseil d'agglomération verse le lot 1 553 414, soit une partie de l'avenue Duluth ouest située dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, au domaine public comme parc de compétence de l'agglomération afin que le lot soit intégré définitivement au parc Jeanne-Mance*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	*X*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Rehausser la résilience urbaine pour accroître la qualité de vie des citoyennes et citoyens et s'adapter aux défis d'aujourd'hui et de demain, notamment en répondant aux priorités suivantes :* *Priorité #2 | Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.* *Priorité #19 | Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Augmentation des espaces verts offerts à la population montréalaise.*			

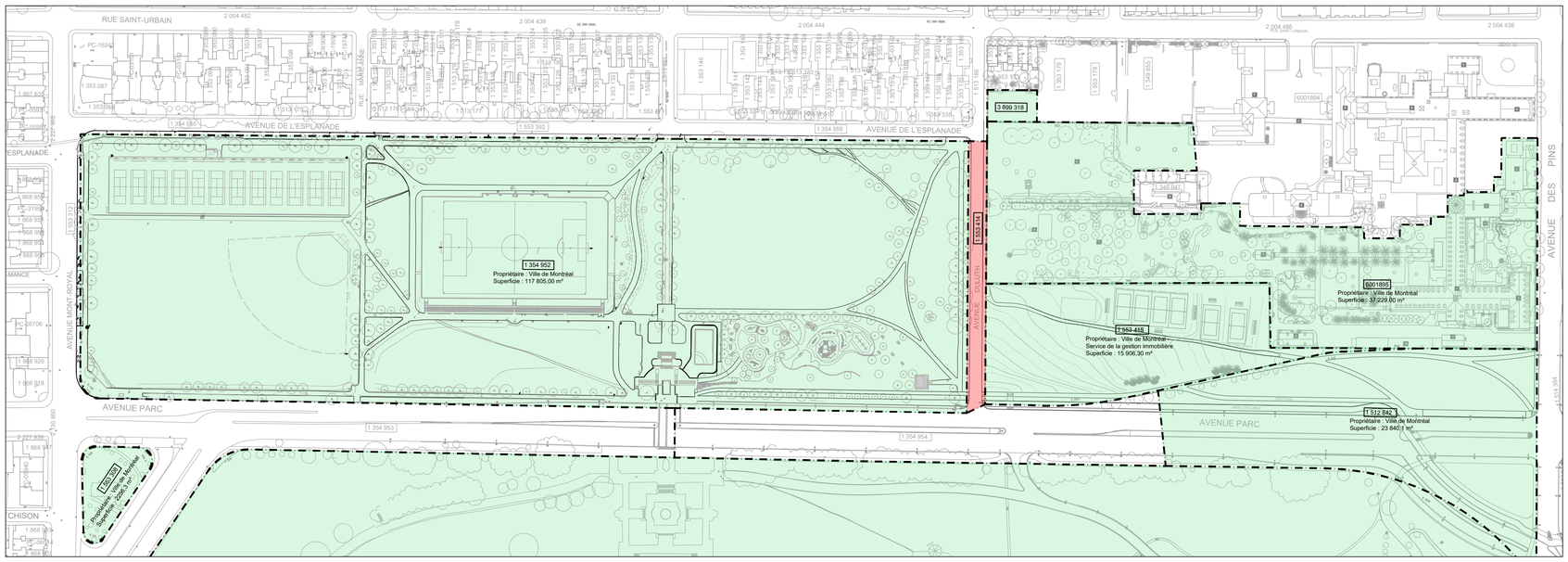
Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



1:2000

50 0 50 100 m

TOUTE REPRODUCTION OU UTILISATION DE CE DESSIN EST INTERDITE SANS AUTORISATION ÉCRITE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

C:\USERS\JARQUIPA\ONEDRIVE - VILLE DE MONTREAL (1)\01-PARCS\JEANNE-MANCE\8 PLANS ET ETUDES\2 PLANS DE BASE\A FAIRE\EXISTANT\SPLAN CADASTRAL\0224_JEANNE-MANCE_PORTION-SUD_MURS-HOSPITALIERES.DWG

Fichier : 0224_Jeanne-Mance_Portion-Sud_Murs-Hospitalières

Légende:

Lot Ville de Montréal

Lot à reverser au parc

No	Description	Date	Par
	Révisions		

B.M. .

Élévation : .

Échelle : 1:2000

Date : SEPT. 2024

Dessin : P. ARQUINIO

Responsable du projet : DAMIEN DUPUIS

Approbation : SUZANNE ROCHON

Nom du projet :

PARC JEANNE-MANCE

Numéro de contrat :

Titre du plan :

PLAN CADASTRAL

Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports

Montréal

Chef de division : MARIE-CLAUDE SÉGUIN

No du plan :

No de l'index : 0224

No 01/01

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.10

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1245840001

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Autoriser l'arpenteure-géomètre en chef de la Ville de Montréal et cheffe de division géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal pour la résolution CG23 0408 adoptée le 24 août 2023 dans le cadre de l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une partie du lot 1 163 364 du cadastre du Québec, située à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de la rue Brabant-Marineau, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour l'aménagement d'une bretelle et l'implantation d'une piste cyclable dans le cadre du projet de réaménagement du boulevard Henri-Bourassa. N/Réf.: 31H12-005-0141-02 Mandat 24-0597-T.

Il est recommandé :

d'autoriser l'arpenteure-géomètre en chef de la Ville et cheffe de division géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville pour la résolution CG23 0408 adoptée le 24 août 2023 dans le cadre de l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une partie du lot 1 163 364 du cadastre du Québec, située à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de la rue Brabant-Marineau, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour l'aménagement d'une bretelle et l'implantation d'une piste cyclable dans le cadre du projet de réaménagement du boulevard Henri-Bourassa.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-14 15:48

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245840001

Unité administrative responsable :	Service de la stratégie immobilière , Direction des transactions , Division des transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau cyclable identifié au Plan de transport
Projet :	Plan de transport
Objet :	Autoriser l'arpenteure-géomètre en chef de la Ville de Montréal et cheffe de division géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal pour la résolution CG23 0408 adoptée le 24 août 2023 dans le cadre de l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une partie du lot 1 163 364 du cadastre du Québec, située à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de la rue Brabant-Marineau, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, pour l'aménagement d'une bretelle et l'implantation d'une piste cyclable dans le cadre du projet de réaménagement du boulevard Henri-Bourassa. N/Réf.: 31H12-005-0141-02 Mandat 24-0597-T.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'urbanisme et de la mobilité (SUM) a mandaté le Service de la stratégie immobilière (SSI) pour acquérir une partie du terrain de l'immeuble à usage industriel situé au 9000, Henri-Bourassa Ouest, propriété de Corporation immobilière Timex et occupé par l'entreprise IMS, fournisseur d'étiquettes d'information diverses. La partie de terrain à acquérir, est située à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de la rue Brabant-Marineau (Immeuble), dans l'arrondissement de Saint-Laurent (Arrondissement). L'acquisition de l'Immeuble est demandée pour permettre l'aménagement d'une bretelle et l'implantation d'une piste cyclable dans le cadre du projet de réaménagement du boulevard Henri-Bourassa. Compte tenu de l'impossibilité d'obtenir une entente avec le propriétaire de l'Immeuble, le SUM avait demandé au SSI de décréter l'expropriation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0408 - 24 août 2023 - Décréter l'acquisition par voie d'expropriation ou par tout autre moyen, d'une partie du lot 1 163 634 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, située à l'intersection du boulevard Henri-Bourassa et de la rue Brabant-Marineau, dans l'arrondissement de Saint-Laurent, d'une superficie de 83,2 mètres carrés, pour l'aménagement d'une bretelle et l'implantation d'une piste cyclable dans le cadre du projet de réaménagement du boulevard Henri-Bourassa.
CG22 0401 - 16 juin 2022 - Accorder un contrat à Aménagement De Sousa - 4042077 Canada inc., pour des travaux de conduite d'eau principale et secondaire (reconstruction et réhabilitation) , de voirie, d'éclairage, de feux de circulation et d'utilités publiques

(Commission des services électriques de Montréal, Bell) dans le boulevard Henri-Bourassa, du boulevard Pitfield à l'avenue Félix-Leclerc, dans l'arrondissement de Saint-Laurent - Dépense totale de 39 575 119,55 $, taxes, contingences et incidences incluses - Appel d'offres public 327401 (5 soum.) / Autoriser un budget de revenus et de dépenses de 555 568,99 $, taxes et contingences incluses, pour les travaux de Bell intégrés dans le projet de la Ville et qui sont remboursables par Bell en vertu de l'entente.

DESCRIPTION

Le présent dossier est présenté aux instances municipales pour approbation considérant que la résolution CG23 0408 qui décrète l'expropriation ci-dessus mentionnée ne contient pas la délégation afin d'autoriser l'arpenteure-géomètre en chef de la Ville de Montréal et cheffe de division géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal, et ce, à titre d'expropriante.

JUSTIFICATION

Le présent dossier décisionnel a pour unique but d'autoriser l'arpenteure-géomètre en chef de la Ville et cheffe de division géomatique à signer les documents cadastraux au nom de la Ville de Montréal pour ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s’applique pas à l’atteinte des résultats de Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce qu'il s'agit d'une correction administrative.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard ou un refus d'approuver la présente demande causerait un retard dans la procédure d'expropriation en cours.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Signature des documents cadastraux par l'arpenteure-géomètre en chef de la Ville et cheffe de division géomatique au nom de la Ville de Montréal.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs de la Ville.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie PARENT, Service des infrastructures du réseau routier
Annie KIROUAC, Service des affaires juridiques
Noemie PLANTE, Service des infrastructures du réseau routier

Lecture :

Annie KIROUAC, 13 novembre 2024
Noemie PLANTE, 8 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Melanie DI PALMA
Cheffe de section - Arrondissements et clients externes

Tél : 514 246-0725
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-08

Dany LAROCHE
Chef de division des transactions immobilières

Tél : 514-449-4842
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Annie GERBEAU
directrice de service - Strategie immobiliere
Tél : 514 589-7449
Approuvé le : 2024-11-12

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.11

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1245326011

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Cabinet du directeur
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution CE24 1925 du comité exécutif du mercredi 4 décembre 2024 et approuver le Plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Il est recommandé :

1. d'abroger la résolution CE24 1925 du comité exécutif du mercredi 4 décembre 2024 ;

2. d'approuver le plan d'organisation policière, soumis par le Service de police de la Ville de Montréal et de le transmettre pour approbation au ministre de la Sécurité publique, le tout conformément à la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1).

Signé par Martin PRUD'HOMME **Le** 2024-12-10 09:54

Signataire : Martin PRUD'HOMME

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Sécurité urbaine et conformité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1245326011**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction , Cabinet du directeur
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Abroger la résolution CE24 1925 du comité exécutif du mercredi 4 décembre 2024 et approuver le Plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 81.1 de la *Loi sur la police*, les municipalités mettant à jour, au besoin ou à la demande du Ministre, leur plan d'organisation policière établissant, entre autres, que le corps de police municipale qui les desserts fournit les services du niveau requis ont l'obligation de soumettre leur plan respectif à l'approbation du Ministre.
Aussi, le *Règlement sur les services policiers* que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec doivent fournir selon leur niveau de compétence est entré en vigueur le 24 juillet 2008 (Décret 695-2008 du 25 juin 2008 (2008) 140 G.O. 2, 4002 ; chapitre P-13.1, r. 6).

Par ailleurs, le Ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal ont signé en date du 25 août 2023, une entente prévoyant les conditions et les modalités pour l'octroi, par le Ministre de la sécurité publique, à la Ville de Montréal, d'une subvention maximale de 225 000 000 $, pour les exercices financiers compris entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2027, afin de soutenir financièrement l'augmentation de 225 ressources policières de l'effectif du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) jusqu'au 31 décembre 2028.

À ce sujet, la Ville de Montréal s'engageait à transmettre au plus tard le 30 juin 2023 son plan d'organisation policière préliminaire mis à jour ainsi qu'une version finale au plus tard le 31 août 2023, conformément à l'article 81.1 de la *Loi sur la police.* Le dossier a pris du retard car nous devions attendre l'approbation du Ministère de la sécurité public (MSP)

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE24 1925 - 4 décembre 2024 : d'approuver le plan d'organisation policière, soumis par le Service de police de la Ville de Montréal et de le transmettre pour approbation au ministre de la Sécurité publique, le tout conformément à la *Loi sur la police* (RLRQ, c. P-13.1).

CE23 1359 - 16 août 2023 : Approuver un projet d'entente entre le ministre de la Sécurité publique et la Ville de Montréal (Ville) pour le versement d'une subvention maximale de 225 000 000 $ par le ministre, à la Ville, pour les exercices financiers compris entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2027 / autoriser à cette fin la réception de la subvention de 225 000 000 $ par la Ville / autoriser l'augmentation de 225 policiers à temps complet de l'effectif du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) jusqu'au 31 décembre 2028 / autoriser le directeur général adjoint - Sécurité urbaine et conformité à signer l'entente / imputer ce revenu et cette dépense conformément aux informations financières inscrite au dossier décisionnel.

CG09 0511 - 17 décembre 2009 : Approuver le plan d'organisation policière soumis par le Service de police de la Ville de Montréal et de le transmettre pour approbation au ministre de la Sécurité publique, le tout conformément à la Loi sur la police (L.R.Q., c. P-13.1).

DESCRIPTION

Le plan d'organisation policière du SPVM est conçu selon les précisions apportées dans le Guide de rédaction produit par la Direction de l'organisation et des pratiques policières du ministère de la Sécurité publique (MSP). Il met en évidence l'environnement de travail du SPVM, tant sur les plans organisationnel, géographique que démographique, ainsi que les axes de développement que la Direction du SPVM entend suivre au cours des prochaines années.
Le présent plan d'organisation policière présente minutieusement la manière dont les activités d'un niveau de service 5 sont offertes par le SPVM. En effet, son offre de service s'inscrit dans le contexte singulier d'une métropole avec, notamment, une forte concentration de personnes dont les conditions de vie les rendent plus vulnérables en se retrouvant dans des situations de détresse qui nécessitent des interventions policières adaptées et adéquates.

La réalité des interventions d'aujourd'hui auprès des populations montréalaises, qui revêtent souvent un caractère social et sont d'une grande complexité, amène le SPVM à revoir constamment ses façons de faire afin d'augmenter ses expertises, crée des liens avec une multitude de partenaires, tant internes qu'externes, ainsi qu'avec d'autres secteurs d'intervention (santé et services sociaux, scolaires, etc.) et élargit le réseau d'experts et de ressources en fonction des besoins des citoyens montréalais.

Le présent plan d'organisation policière s'inscrit dans la continuité du modèle montréalais pour une ville sécuritaire, basé sur quatre axes indissociables dont les actions doivent être menées simultanément, soit :

· Axe 1 - Prévenir et réduire l'insécurité : il permet de renforcer à la fois la sécurité et le sentiment de sécurité.
· Axe 2 - Bâtir des milieux de vie de qualité : il permet de consolider le filet social.
· Axe 3 - Mobiliser la communauté et promouvoir son adhésion : il favorise l'autonomisation et la participation publique permettant aux programmes et investissements d'être en adéquation avec les besoins et les aspirations de toutes les populations, et ce, à l'image du projet Immersion.
· Axe 4 - Incarner la coresponsabilité : il démontre la responsabilité partagée que constitue la sécurité urbaine. À ce sujet, la Ville de Montréal et le SPVM collabore activement avec un large éventail de partenaires impliqués dans la sécurité publique. Citons ici, la participation du SPVM au Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal et la mise en place des équipes mixtes comme ESUP et EMRII ainsi que la stratégie intégrée et concertée en itinérance.

Mentionnons également la place de la sécurité routière et des enjeux de circulation pour les Montréalais, dans le plan d'organisation policière, et ce, en raison de leurs impacts directs sur le sentiment de sécurité, sur la qualité de vie, ainsi que sur la santé économique de

Montréal.

JUSTIFICATION

Pour réaliser sa mission et atteindre le plein emploi, le SPVM requiert un effectif total de 4 714 ressources policières permanentes.
En raison des particularités sociodémographiques et territoriales de la Ville de Montréal, le SPVM se doit d'être constamment à la recherche de pratiques innovantes afin d'assurer sa mission et de mettre en œuvre une offre de service qui prend en compte les problématiques criminelles et sociales émergentes.

Depuis 25 ans, la philosophie de la police de proximité guide les pratiques du SPVM. Cependant, en regard des nouvelles réalités auxquelles les policiers et policières sont quotidiennement confrontés, le SPVM a amorcé des réflexions dans le but de moderniser son modèle policier et son offre de service, tout en préservant sa philosophie de police de proximité.

Le rapprochement avec toutes les populations est donc au cœur des récentes actions et initiatives mises en œuvre par le SPVM. Le présent plan d'organisation policière s'arrime avec le modèle montréalais pour une ville sécuritaire dont tous les axes fondateurs permettent de se rapprocher des communautés.

Notons qu'une version du Plan d'organisation policière du SPVM datée du 8 novembre 2024 a été approuvée par du comité exécutif, à sa séance ordinaire du mercredi 4 décembre 2024 (Résolution : CE24 1925).

Or, en raison d'une récente communication nous confirmant la résiliation de l'Entente entre la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique pour la participation du SPVM à L'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE), nous avons mis à jour la version du Plan d'organisation policière du SPVM du 8 novembre 2024.

Le présent dossier vise donc l'abrogation de la résolution CE24 1925 du comité exécutif du mercredi 4 décembre 2024, et l'approbation du plan d'organisation policière du SPVM de Montréal dans sa version du 9 décembre 2024.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

MONTRÉAL 2030

Le plan d'organisation policière s'inscrit dans la vision du Plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal. Il s'arrime avec les 3 grandes orientations suivantes :

- Solidarité, équité et inclusion (priorité 8)
- Démocratie et participation (priorités 10)
- Quartiers vivants (priorité 19)

Le plan d'organisation policière se concrétisera dans la planification stratégique 2024-2026 dont se dotera le SPVM et dont les orientations s'inscriront également dans le modèle montréalais pour une ville sécuritaire.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le plan d'organisation policière permettra au SPVM de remplir et réussir sa mission première

dans le cadre des orientations du Plan stratégique 2030.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La Division des communications du Service de police de la ville de Montréal sera responsable d'assurer le volet médiatique opérationnel et de coordonner les sorties dans les médias.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Julie BEAUCHESNE
chef(fe) de section - soutien general

Tél : 514-207-1380
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-10

Daniel FARIAS
inspecteur(-trice)-chef police

Tél : 514-280-2363
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Fady DAGHER
directeur(-trice) de service - police
Tél : 514-280-2005
Approuvé le : 2024-12-10

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[1245326011]*
Unité administrative responsable : *[Bureau du Directeur]*
Projet : *[Abroger la résolution CE24 1925 du comité exécutif du mercredi 4 décembre 2024 et approuver le Plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).]*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? ***8*** *– Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, 'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous;* ***10*** *– Accroitre la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision* ***19*** *– Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** ***8*** *– Avec son Plan d'organisatin policière, le SPVM renforcera sa structure opérationnelle; ce qui lui permettra de consolider le filet social et d'offrir ainsi aux citoyens et citoyennes de la Ville de Montréal une meilleure qualité de vie.* *10 – Le Plan d'organisatin policière favorisera la mobilisation de la communauté et sa participation aux programmes relatifs à ses besoins notament en matière de sécurité* ***19*** *– Le Plan d'organisatin policière viendra prévenir et réduire l'insécurité et renforcer le sentiment de sécurité de la population montréalaise.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

SPVM





PLAN D'ORGANISATION POLICIÈRE

Service de police de la Ville de Montréal

2023

Montréal

Décembre 2023

© Service de police de la Ville de Montréal

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION 7

2. DESCRIPTION DU TERRITOIRE ET DE SA POPULATION 8

DONNÉES SUR LE TERRITOIRE COUVERT PAR LE SPVM 8
CARTE POLICIÈRE 13

3. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT CRIMINEL ET SOCIAL 16

ÉVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ 16
AUTRES PROBLÉMATIQUES 25
SÉCURITÉ ROUTIÈRE 25
TENDANCES & CRIMINALITÉ DE L'AVENIR DANS LA MÉTROPOLE 29
ÉVÉNEMENTS PUBLICS D'ENVERGURE ET MANIFESTATIONS 31
SÉCURITÉ PUBLIQUE À LA FRONTIÈRE DES ENJEUX SOCIAUX 32
DEMANDES D'INTERVENTION 36

4. RÉPARTITION DE L'EFFECTIF 38

5. ORGANIGRAMME 41

6. ORGANISATION DU SPVM 42

DIRECTION DU SERVICE 42
Cabinet du directeur 42
Section recherche et développement stratégique 43
Division des communications 43
Bureau de la vérification et de l'évaluation 44
DIRECTION DES SERVICES DE PROXIMITÉ 44
PDQ 44
Enquêtes 46
Division de la prévention et de la sécurité urbaine 47
Service de la région ouest 50
Division de la gendarmerie ouest 50
Division des enquêtes criminelles ouest 58
Section des enquêtes régionales Ouest 58
Section des enquêtes par projet Ouest 59
Service de la région sud 60
Division de la gendarmerie sud 61
Section du métro 66
Division des enquêtes criminelles sud 67
Section des enquêtes régionales Sud 68
Section des enquêtes par projet Sud 68
Section des enquêtes et soutien organisationnel Sud 69
Service de la région nord 70
Division de la gendarmerie nord 70
Division des enquêtes criminelles nord 77
Section des enquêtes régionales Nord 77
Section des enquêtes par projet Nord 77
Section des enquêtes et soutien organisationnel Nord 78
Service de la région est 80
Division de la gendarmerie est 80
Division des enquêtes criminelles est 86
Section des enquêtes régionales Est 86
Section des enquêtes par projet Est 86
Section des enquêtes et soutien organisationnel Est 88
DIRECTION DES SERVICES SPÉCIALISÉS 88
Service des enquêtes spécialisées 89
Section ACCES et produits de la criminalité 89
Section du crime organisé 90
Section des agressions sexuelles 91
Section des crimes économiques 92
Section des crimes majeurs 93
Section de l'exploitation sexuelle 93
Section en violence conjugale 94
Service de l'expertise en enquêtes criminelles 94
Section des technologies en enquête 94
Section de l'identification judiciaire 95
Section de la surveillance 96
Section du service aux cours 96

Section de l'analyse et du renseignement *97*
Section du renseignement spécialisé *98*
Service du soutien en gendarmerie *100*
Division de la planification opérationnelle *100*
Section service d'ordre *100*
Section antiterrorisme et mesures d'urgence *101*
Division des opérations spécialisées et tactiques *101*
Section groupe tactique d'intervention *101*
Sections soutien et interventions spécialisées Sud-Ouest et Nord-Est *102*
Section Vigie du territoire *102*
Division de la centrale 911 ..... *103*
Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière *103*
Section inspection du remorquage *103*
Section sécurité routière *104*
Section des patrouilles spécialisées *106*
DIRECTION DES SERVICES ORGANISATIONNELS 107
Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles *108*
Division de l'information policière *108*
Section du soutien aux rapports d'événement *108*
Section rapports du citoyen *109*
Section centrale d'information policière *109*
Section qualité des données policières *109*
Section de l'accès à l'information et archives *110*
Division des ressources et de l'innovation technologiques *110*
Section projets technologiques *110*
Section exploitation des équipements technologiques *111*
Section évolution M-IRIS *111*
Division des ressources matérielles *111*
Section des ressources matérielles *111*
Section logistique *112*
Service de la formation et des relations professionnelles *112*
Division de la formation et du développement institutionnel *112*
Section développement des compétences technologiques *113*
Section développement et pratiques policières *113*
Section gestion de la formation *113*
Section développement des compétences en interventions policières *114*
Section attraction et intégration à la fonction policière *114*
Division des relations professionnelles *115*
Section programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) *115*
Service de l'intégrité *116*
Division des normes professionnelles *116*
Section des enquêtes *117*
Section discipline et liaison *117*
Section sécurité et probité organisationnelle *117*
ENCADREMENT 118
INFRASTRUCTURES 120
PARC AUTOMOBILE 123

7. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET RÉALISATIONS MAJEURES DU SPVM 124

8. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PAR NIVEAU DE SERVICE 129

9. ÉTABLISSEMENT D'UN ÉCHÉANCIER D'IMPLANTATION 321

10. ACRONYMES 322

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 – Évolution de la population recensée sur le territoire du SPVM……..…11
Tableau 2 - Évolution de la criminalité (2017-2022)……..…16
Tableau 3 - Évolution des crimes contre la personne (2017-2022)……...17
Tableau 4 - Évolution des crimes contre la personne lors desquels une arme à feu était présente (2017-2022)……18
Tableau 5 – Type de dossiers traités par l'ESDS……..……20
Tableau 6 - Évolution des crimes contre la propriété (2017-2022)……..……20
Tableau 7 – Résultats des opérations de l'équipe de vols de véhicule moteur……..…...21
Tableau 8 - Évolution des autres infractions au Code criminel (2017-2022)……..…...22
Tableau 9 - Évolution des autres lois et règlements (2017-2022)……..……22
Tableau 10 – Effectif policier selon le grade……..……38

Tableau 11 – Effectif civil selon la fonction……39
Tableau 12 – Répartition des postes permanents autorisés (policiers et civils) par secteur d'activité……40
Tableau 13 – Nombre de dossiers traités par section des enquêtes régionales……46
Tableau 14 – Système de classement des plaintes aux sections des enquêtes régionales……47
Tableau 15 – Inventaire des moyens de transport utilisés au SPVM……122

LISTE DES FIGURES

Figure 1 - Évolution du taux global de la criminalité (par 100 000 habitants) 23
Figure 2 – Évolution de l'indice de gravité de la criminalité 23
Figure 3 – Évolution du taux de crimes contre la personne (par 100 000 habitants)..... 24
Figure 4 – Évolution de l'indice de la gravité des crimes violents 24
Figure 5 – Évolution du taux de crimes contre la propriété (par 100 000 habitants) 25
Figure 6 – Évolution de l'indice de la gravité des crimes sans violence 25
Figure 7 – Évolution du nombre de collisions mortelles et avec blessés 26
Figure 8 – Évolution du taux de collisions par 1 000 détenteurs de permis 27
Figure 9 – Évolution du nombre de collisions mortelles 27
Figure 10 – Évolution du nombre de collisions avec blessés graves 28
Figure 11 – Évolution du nombre de collisions avec blessés légers 28
Figure 12 – Évolution du nombre de collisions avec dommages matériels 29
Figure 13 – Évolution du nombre d'appels répartis par priorité (P1, P2 et P3) 36
Figure 14 – Évolution du temps moyen de réponse – Répartition de l'appel à l'arrivée sur les lieux par priorité 37

Légende des couleurs employées pour les unités

Direction
Service
Division
Section
Module

Le *Plan d'organisation policière* est conçu selon les précisions apportées dans le Guide de rédaction produit par la Direction de l'organisation et des pratiques policières du ministère de la Sécurité publique (MSP). Il vous permettra de connaître davantage l'environnement de travail du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), tant sur les plans organisationnel, géographique que démographique, ainsi que de prendre connaissance des axes de développement que la Direction du Service entend suivre au cours des prochaines années.

Le 24 juillet 2008, le *Règlement sur les services policiers* que les corps de police municipaux et la Sûreté du Québec (SQ) doivent fournir selon leur niveau de compétence est entré en vigueur. L'article 353.12 de la *Loi sur la police* oblige les municipalités à soumettre un plan d'organisation policière à l'approbation du ministre de la Sécurité publique démontrant comment le corps de police qui les dessert fournit les services du niveau requis.

Le Service de police de la Ville de Montréal s'est conformé à cette obligation et transmet à l'Administration municipale son **Plan d'organisation policière**.

1. INTRODUCTION

Le Service de police de la Ville de Montréal est le deuxième service de police municipal en importance au Canada et le huitième en Amérique du Nord. Il dessert l'ensemble de l'Île de Montréal, soit un territoire d'une superficie de 498 km^2, où habitaient, en 2021[1], plus de deux millions de Montréalais. C'est près de 6 000 employés civils et policiers qui travaillent ensemble et collaborent avec de nombreux partenaires locaux, provinciaux et internationaux pour répondre aux besoins des Montréalais en matière de sécurité.

Le SPVM a pour mission de protéger la vie et les biens des citoyens, de maintenir la paix et la sécurité publique, de prévenir et combattre le crime et de faire respecter les lois et les règlements en vigueur (articles 48 et 69 de la *Loi sur la police*, L.R.Q. c. P-13.1). Il relève des élus municipaux qui en déterminent les effectifs, mais dont l'organisation est conjointement approuvée par le conseil d'agglomération et le ministre de la Sécurité publique sur la base des plans d'organisation policière qui lui sont soumis. Il est régi par la *Loi sur la police* et doit fournir un niveau de service 5, tel que désigné par le gouvernement dans le *Règlement sur les services policiers*.

Le Plan d'organisation policière du Service de police de la Ville de Montréal est divisé comme suit :

La première section décrit brièvement le territoire couvert par le SPVM ainsi que la population qu'il dessert. La carte policière attachée permet de repérer sur le territoire les 29 postes de quartier (PDQ) répartis en quatre régions.

L'évolution de la criminalité est présentée en deuxième partie, ainsi qu'un examen des statistiques relatives à la sécurité routière et à la couverture opérationnelle des événements publics et manifestations de tout ordre ayant lieu sur le territoire. Cette partie réserve également une brève démonstration de la complexité et de l'ampleur que présentent les enjeux du maintien de l'ordre et de la paix dans les dossiers sociaux. Enfin, cette section est conclue par une présentation des données sur les appels de service.

La répartition globale de l'effectif est présentée en troisième partie alors que la quatrième, quant à elle, expose la structure du SPVM, soit son organigramme qui est composé de 1 direction, 3 directions adjointes, 11 services, 21 divisions, 52 sections et 29 PDQ.

Pour sa part, la cinquième partie dresse le portrait de l'organisation du SPVM. En ce sens, cette partie énonce les missions et services offerts par l'ensemble des unités du SPVM. Pour chacune de ces unités, le nombre de ressources humaines policières et civiles autorisées est compilé dans un tableau. Finalement, cette partie réserve une explication sur l'encadrement, sur les infrastructures associées, ainsi que sur l'inventaire du parc automobile.

La sixième partie expose les orientations stratégiques et les réalisations majeures du SPVM en 2022, tandis que la suivante présente les activités par niveau de service pour le SPVM. Finalement, un échéancier d'implantation est présenté en huitième partie.

[1] Dernier profil du recensement de Statistique Canada.

2. DESCRIPTION DU TERRITOIRE ET DE SA POPULATION

Le territoire couvert par le SPVM est celui de l'agglomération de Montréal, laquelle est composée de 19 arrondissements :

- ⇨ Ahuntsic-Cartierville
- ⇨ Anjou
- ⇨ Côte-des-Neiges/Notre-Dame-de-Grâce
- ⇨ Lachine
- ⇨ LaSalle
- ⇨ Le Plateau-Mont-Royal
- ⇨ Le Sud-Ouest
- ⇨ L'Île-Bizard/Sainte-Geneviève
- ⇨ Mercier/Hochelaga-Maisonneuve
- ⇨ Montréal-Nord
- ⇨ Outremont
- ⇨ Pierrefonds-Roxboro
- ⇨ Rivière-des-Prairies/Pointe-aux-Trembles
- ⇨ Rosemont/La Petite-Patrie
- ⇨ Saint-Laurent
- ⇨ Saint-Léonard
- ⇨ Verdun
- ⇨ Ville-Marie
- ⇨ Villeray/Saint-Michel/Parc-Extension

et de 15 villes de banlieue reconstituées le 1er janvier 2006 :

- ⇨ Baie-d'Urfé
- ⇨ Beaconsfield
- ⇨ Côte-Saint-Luc
- ⇨ Dollard-des-Ormeaux
- ⇨ Dorval
- ⇨ Hampstead
- ⇨ Kirkland
- ⇨ L'Île-Dorval
- ⇨ Montréal-Est
- ⇨ Montréal-Ouest
- ⇨ Mont-Royal
- ⇨ Pointe-Claire
- ⇨ Sainte-Anne-de-Bellevue
- ⇨ Senneville
- ⇨ Westmount

DONNÉES SUR LE TERRITOIRE COUVERT PAR LE SPVM

Géographie

L'agglomération de Montréal est implantée sur un territoire de 625 km^2 composé de 20% d'eau et 80% de terres réparties en 75 îles, dont 13 aménagées, bordées de 267 km de rives[2]. Nous y comptons également 30 kilomètres de sentiers de motoneige ainsi que 1 049 kilomètres de piste cyclable. Plus de 21 000 travailleurs montréalais utilisent d'ailleurs le vélo pour se rendre à leur lieu de travail[3]. Aucun sentier hors route n'y est toutefois présent.

Territoire terrestre

La superficie terrestre de l'agglomération de Montréal est de 498 km^2 (*50 de longueur maximale x 16 km de largeur maximale*). La superficie urbanisée représente 82% de l'agglomération (408 km^2), incluant les espaces industriels qui ne comptaient que pour 8% de la surface globale de l'agglomération en 2020 (40 km^2)[4].

Les aires protégées mesurent 108 km^2 incluant une zone agricole protégée d'une surface de 20,5 km^2.

Les parcs représentent 9% de la superficie (45 km^2) et incluent le réseau des 19 grands parcs de l'agglomération.

Territoire nautique

Le port de Montréal est le plus important de l'Est du pays. Par ailleurs, le territoire nautique du SPVM comporte six plans d'eau navigables :

1. *Fleuve St Laurent* : Celui-ci couvre la portion sud du territoire de l'île. Il débute à l'ouest au port de Montréal et se termine à l'est à Pointe-aux-Trembles. Ce secteur ainsi que ses

[2] Communauté métropolitaine de Montréal (2022). Portraits territoriaux 2021

[3] Statistique Canada (2022) *Recensement de la population de 2021*

[4] Communauté métropolitaine de Montréal (2021) Occupation du sol 2020

grandes marinas sont prisés par le tourisme nautique. Le fleuve se caractérise par un achalandage constant. D'ailleurs, chaque année, plusieurs services d'ordre, tel que la Formule 1, les feux Loto-Québec, les spectacles sur les îles, sont effectués. Le module nautique de la section des patrouilles spécialisées du SPVM est sollicité, en collaboration avec la Sureté du Québec (SQ) et le Service de police de l'agglomération de Longueuil (SPAL), sur les enjeux de cohabitation entre les activités commerciales du port et les activités évènementielles et de plaisance.

2. *Rapides de Lachine* : Ce secteur représente 14 mètres de dénivelé entre le lac Saint-Louis et le port de Montréal. Les Rapides de Lachine incluent des îles habitées (Chèvres, Hérons, Diable, etc.) qui appartiennent à Montréal. On y retrouve des pêcheurs, des, surfeurs, kayakistes et des riverains insulaires. Ce secteur est considéré comme étant à risque en raison de ses rapides.

3. *Canal de Lachine* : Ce sont cinq écluses opérationnelles qui se situent entre l'arrondissement de Lachine et le port de Montréal. Le Canal de Lachine accueille plusieurs plaisanciers en transit d'une extrémité à l'autre. Le module nautique du SPVM coopère avec les éclusiers de Parc Canada pour des appels et des opérations en vertu de la *Loi sur la marine marchande de 2001*.

4. *Lac St-Louis* : Ce secteur comprend une dizaine de marinas, de clubs de pêche et de clubs de voile/canot-kayak. À cela s'ajoute la présence de nombreux plaisanciers en voilier ou en bateau à moteur. À cet effet, Sainte-Anne de Bellevue et sa promenade attirent un grand nombre de plaisanciers. À lui seul, le secteur du Lac St-Louis génère 35% des appels répondus par le module nautique du SPVM.

5. *Lac des deux montagnes* : Ce secteur est particulièrement occupé à l'automne en raison des activités reliées à la chasse aux canards. Il s'agit d'un lac qui est plutôt achalandé avec plusieurs marinas situées du côté nord.

6. *Rivière des prairies* : Ce secteur est partagé entre la Ville de Montréal et celle de Laval. Cette étendue d'eau est très prisée des plaisanciers, attirant de nombreux amateurs de navigation en plus des habitants riverains. Ce plan d'eau est caractérisé par la présence de rapides, ce qui le rend d'autant plus attractif pour les amateurs de sports nautiques et les amateurs de sensations fortes. Cependant, il est important de noter qu'une partie de cette zone est exposée à des risques d'inondations au printemps. Cette menace saisonnière requiert une vigilance accrue de la part des autorités locales et des résidents pour minimiser les impacts potentiels.

Le module nautique du SPVM collabore avec le Service de sécurité incendie de Montréal (SIM) et la Garde côtière canadienne pour les situations de recherche et sauvetage. Notons toutefois l'exception du Canal de Lachine où la Garde côtière canadienne n'intervient pas. La police a le mandat premier d'assurer la sécurité sur ses plans d'eau. Ceci se fait principalement par la patrouille, la réponse aux appels, les opérations et l'application réglementaire.

Démographie

La population recensée à Montréal en 2021 a dépassé le seuil des deux millions. Il s'agit d'une variation en pourcentage de 3,2% depuis le précédent recensement de 2016[5]. La plus grande partie de cette croissance a été réalisée avant la pandémie, alors que la population de l'agglomération a augmenté à un des rythmes les plus rapides de son histoire. La croissance alors observée reposait sur une forte progression des migrations internationales. Au cours de la période 2019-2020, Montréal a été la deuxième destination la plus populaire des nouveaux immigrants, après Toronto[6].

Malgré une nette contraction de sa population au cours des deux premières années de la pandémie, l'agglomération de Montréal a repris sa croissance depuis le déconfinement. Le nombre d'habitants était estimé à 2,04 millions d'habitants au 1er juillet 2022. Cela correspond à une légère hausse de 14 000 habitants, soit 0,07% par rapport à l'année 2021[7].

Le nombre record de 37 000 nouveaux immigrants arrivés à Montréal entre le 1er juillet 2021 et le 30 juin 2022 surpasse de 76% le niveau enregistré avant la pandémie en 2018-2019. La province

[5] Statistique Canada (2022) Recensement de la population de 2021

[6] Petramala et al. (2021) Fastest Metropolitan Areas in 2020, Center of Urban Research and Land Development

[7] Institut de la Statistique du Québec (2023) Fiches démographiques: les régions administratives du Québec en 2022

enregistre aussi une hausse marquée des admissions de résidents non permanents et détenteurs d'un permis de séjour (travailleurs temporaires, étudiants étrangers et demandeurs d'asile) : 87 000 admis au Québec en 2022, en hausse de 38% par rapport à 2019. Or, dans les récentes années, plus de la moitié de ces personnes ont choisi de s'installer sur le territoire de l'agglomération montréalaise. Ces nombres excluent la présence d'un groupe extrêmement vulnérable de migrants sans permis et sans statut qui se concentrent dans les plus grandes villes du pays. Leur présence estimée varie grandement, entre 20 000 et 500 000[8].

La densité moyenne de l'agglomération de Montréal était de 4 022 hab./km² en 2021[9]. En considérant plutôt l'ensemble de la zone urbanisée composée de la ville centrale et de ses banlieues, la densité de population du grand Montréal est estimée la quatrième plus forte en Amérique du Nord, après New-York, Los Angeles et Toronto[10]. L'agglomération de Montréal constitue le cœur de la région métropolitaine de Montréal, composée de la ville centre et ses banlieues et qui correspond à la grande zone urbanisée. Selon les méthodologies employées, la métropole se classe au seizième rang[11] et même au huitième rang[12] des plus grandes métropoles nord-américaines.

Montréal compte de plus en plus de résidents domiciliés directement au cœur du centre des affaires: malgré l'impact de la pandémie, le centre-ville de Montréal a enregistré la deuxième plus forte croissance démographique du Canada entre 2016 et 2021, soit 24,2%. La revitalisation du noyau urbain a mené à l'ajout de 21 000 nouveaux habitants.

De 2016 à 2021, 38 000 nouveaux logements ont été ajoutés au parc immobilier montréalais. L'agglomération dénombrait 910 000 logements privés occupés en 2021, soit 5% de plus par rapport à 2016. La proportion des locataires se maintient à 60%. L'agglomération disposait en 2021 de 64 000 logements sociaux et communautaires, dont un tiers dans des HLM et un quart dans des coopératives d'habitation[13]. La part des ménages montréalais avec des besoins impérieux en matière de logement est en hausse pour atteindre 15% des locataires.

La structure par âge de Montréal est particulière en raison de la plus forte présence de jeunes adultes. L'agglomération de Montréal compte 120 000 étudiants post-secondaires. Cela en fait la deuxième ville avec le plus d'étudiants en Amérique du Nord.

Les personnes dont la langue principale à la maison est l'anglais représentent un quart de la population. Celles dont la langue maternelle n'est pas une langue officielle comptent pour le tiers de la population. Près de 50 000 personnes sont incapables de s'exprimer en français ou en anglais (2% de la population).

La diversité ethnoculturelle reste une des caractéristiques essentielles de l'agglomération. Près de deux habitants sur cinq déclarent appartenir aux minorités visibles. Plus de la moitié de la population indique une origine ethnoculturelle autre que canadienne, québécoise, française ou britannique. Montréal est aussi habitée par 11% de Musulmans, 4% de Juifs, 2% d'Hindous, 2% de Bouddhistes et 1% de Sikhs.

La vie touristique reprend à Montréal alors qu'on y compte plus de 200 salles de spectacles, et sportives de renom. En 2022, 8 millions de touristes ont visité l'agglomération, pour atteindre 80% du niveau prépandémique. Également en 2022, le nombre de croisiéristes passant par le port de Montréal a atteint 50 000 personnes, l'équivalent de la moitié de son niveau prépandémique[14].

[8] Citoyenneté et Immigration du Gouvernement du Canada (2022) Populations sans papiers

[9] Statistique Canada (2022) Recensement de la population de 2021

[10] New Geography (2022) Ten Densest Canada & US Urban Areas

[11] Communauté métropolitaine de Montréal (2021) Observatoire du Grand Montréal

[12] Neil Simonetti (2022) Comparing North American Metropolitan Areas, Bryn Athyn College

[13] Ville de Montréal (2022) Répartition des logements sociaux et communautaires

[14] Port de Montréal (2023) Le port et ses activités en chiffres

Tableau 1 – Évolution de la population recensée sur le territoire du SPVM

Année	Population recensée
1986	1 752 361
1991	1 775 691
1996	1 775 788
2001	1 812 723
2006	1 854 442
2011	1 886 481
2016	1 942 044
2021	2 004 265

Source des données : Statistique Canada 2021

Économie

La valeur de l'activité économique montréalaise s'élevait à 145,6 milliards de dollars en 2020. Le poids économique de l'agglomération de Montréal dans l'ensemble du Québec est demeuré stable au cours des dix dernières années: il compte pour le tiers des richesses créées dans la province (34,8%)[15].

Le rapport de dépendance économique de Montréal (*paiement de transferts gouvernementaux par tranche de 100$ du revenu d'emploi total*) était de 20$ en 2019, soit une valeur 20% inférieure à l'indicateur équivalent pour l'ensemble du Québec. Ainsi, les coûts sociaux associés à la population montréalaise sont plus faibles, alors que leur contribution à la production économique de la province est plus grande[16].

Le chômage a fortement diminué. Montréal était en 2022 la région qui comptait la plus forte proportion de personnes en emploi (64%). De même, 26% de tous les travailleurs québécois étaient domiciliés à Montréal, un sommet depuis 2006. Avec la reprise post-pandémique, la population active de l'agglomération de Montréal a atteint le niveau record de 1 150 000 personnes en janvier 2023. Il s'agit d'une hausse de 1,5% par rapport à février 2022[17].

Toutes industries confondues, l'agglomération comptait 63 000 entreprises en 2021. Si ce nombre a peu varié au cours de la dernière décennie, la transition vers une économie du savoir s'est accentuée[18]. Le profil d'affaire sectoriel de l'agglomération indique une concentration des activités liées à l'industrie de l'information, l'industrie culturelle, la gestion de sociétés et d'entreprises, la fabrication de produits informatiques, les finances et assurances ainsi que les services d'enseignement.

L'agglomération accueille 70 organisations internationales (OI), dont 5 sièges de l'ONU, ce qui la classe au 3e rang des plus importantes villes d'OI en Amériques du Nord[19]. Onze établissements universitaires ont pignon sur rue dans l'agglomération. Les effectifs à l'enseignement universitaire atteignaient 188 000 personnes en 2021-2022 (dont 35 000 étudiants étrangers)[20].

La reprise des activités au port industriel de Montréal a permis de réaliser en 2022 le transit de 36 millions de tonnes métriques de marchandises, en atteignant 90% du niveau prépandémique.

La valeur marchande des 36 exploitations agricoles de l'agglomération est estimée à 86 millions de dollars bien qu'elle ne compte que pour 0,12% du capital agricole de la province[21].

15 Ville de Montréal (2022) Coup d'œil: produit intérieur brut

16 Institut de la Statistique du Québec (2023) Rapport de dépendance économique selon le sexe, régions administratives et ensemble du Québec

17 Ville de Montréal (2023) Indicateurs sélectionnés

18 Statistique Canada (2021) Registre des entreprises

19 Montréal International (2023) *Organisations internationales*

20 Gouvernement du Québec (2023) *Banque de données des statistiques officielles sur le Québec*

21 Statistique Canada (2022) *Recensement de l'agriculture de 2021*

Transport de personnes

L'important réseau routier de l'agglomération couvrait en 2020 une surface de 105 km^2 qui occupait 21% de la superficie totale du sol[22]. En 2019, cela représentait pour la seule Ville de Montréal 4 050 km de voies de circulation (1 950 km en artériel et 2 100 km en local). Ce sont 581 ouvrages qui couvrent le territoire de l'île de Montréal, dont 304 ponts et passerelles, ainsi que 5 tunnels.

Chaque 24 heures, 4,6 millions de déplacements sont réalisés sur le territoire de l'agglomération. En moyenne, 570 000 trajets quotidiens sont effectués à Montréal par des personnes dont le domicile est situé dans une banlieue hors de l'agglomération.

La moitié des déplacements est faite à bord d'un véhicule automobile privé[23]. En 2018, il y avait 1,01 auto par logis montréalais, soit 80% de moins que le ratio équivalent pour la couronne nord ou la couronne sud de l'agglomération. Pourtant, la popularité des véhicules personnels semble s'accentuer. Ainsi, les habitants de l'agglomération avaient immatriculé 983 000 véhicules en 2020, une hausse soutenue de 5% en cinq ans. Le parc automobile montréalais a augmenté 60% plus vite que la population.[24]

Près de la moitié des travailleurs domiciliés à Montréal consacrent plus de 30 minutes à leur trajet domicile - travail. La durée de ce trajet est supérieure à une heure dans le cas d'un travailleur sur onze. Cent mille travailleurs montréalais ont des horaires atypiques et travaillent en soirée ou de nuit.

La Société de transport de Montréal (STM) opère 224 lignes d'autobus et un métro de 71 km avec 68 stations (dont 64 sur le territoire de l'agglomération et quatre stations de correspondance) pour 166 millions de déplacements effectués en 2021. Durant la période de pointe du matin, 327 000 déplacements s'effectuent en transport collectif. Il y a cinq lignes de train de banlieue présentement en opération. Le service de transport adapté pour les personnes à mobilité réduite a effectué 2,1 millions de déplacements en 2020[25]. Sept navettes fluviales offrent aux Montréalais un service de transport en commun alternatif. Il existe aussi un service de traversier transportant les automobiles entre L'Île-Bizard et Laval.

L'agglomération de Montréal est desservie par 4 400 taxis[26]. La popularité de l'autopartage est croissante. Un record d'utilisation a été atteint en 2021, avec 30% plus de trajets réalisés avec la flotte des 800 véhicules[27].

Ayant retrouvé 80% du niveau prépandémique, le trafic à l'aéroport Montréal-Trudeau a été de 16 millions de passagers embarqués / débarqués en 2022. Les données pour les deux premiers mois de 2023 indiquent une reprise des activités à un seuil équivalent à celui de 2019[28].

22 Communauté métropolitaine de Montréal (2021) *Occupation du sol 2020*

23 Agence régionale de transport de Montréal (2020) *Enquête Origine-destination 2018*

24 Société de l'Assurance automobile du Québec (2021) *Données et statistiques 2020*

25 Société de transport de Montréal (2022) *Rapport d'activité 2021*

26 Bureau du taxi de Montréal (2018) *Statistiques de l'industrie du taxi 2017*

27 Communauto (2022) *Nouvelles*

28 Aéroport de Montréal (2023) *Trafic de passagers et mouvements aériens*

CARTE POLICIÈRE

Le territoire desservi par le SPVM est divisé en quatre régions dans lesquelles nous retrouvons 29 PDQ qui sont au service des citoyens.

Les Services régionaux

Le SPVM compte 4 services régionaux Nord/Sud/Est/Ouest où diverses unités relevant de la Direction des services de proximité, notamment les unités des enquêtes criminelles de premier niveau, celles de la gendarmerie ainsi que celles de soutien organisationnel (détention, etc.), pratiquent leurs activités.

Les services régionaux Nord/Sud/Est/Ouest comportent chacun deux divisions, une pour les enquêtes criminelles et l'autre pour la gendarmerie, et sont ainsi responsables de toutes les ressources de premier niveau tant aux enquêtes qu'à la gendarmerie. Les divisions de la gendarmerie Nord/Sud/Est/Ouest regroupent plusieurs PDQ.

Division de la gendarmerie Ouest

PDQ 1 : Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue, Senneville

PDQ 3 : L'Île-Bizard, Pierrefonds, Roxboro, Sainte-Geneviève

PDQ 4 : Dollard-des-Ormeaux

PDQ 5 : Dorval, L'Île-Dorval, Pointe-Claire

PDQ 7 : Saint-Laurent

PDQ 8 : Lachine, Saint-Pierre

PDQ 9 : Côte-Saint-Luc, Hampstead, Montréal-Ouest, Notre-Dame-de-Grâce

PDQ 13 : LaSalle

PDQ 26 : Côte-des-Neiges, Mont-Royal, Outremont

Division de la gendarmerie Sud

PDQ 12 : Ville-Marie Ouest, Westmount

PDQ 15 : Saint-Paul, Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Ville-Émard

PDQ 16 : Île-des-Sœurs, Verdun

PDQ 20 : Ville-Marie Ouest, Parc du Mont-Royal

PDQ 21 : Ville-Marie Est, Île Notre-Dame, Île Sainte-Hélène, Vieux-Montréal

PDQ 22 : Centre-Sud

Division de la gendarmerie Nord

PDQ 10 : Bordeaux, Cartierville

PDQ 27 : Ahuntsic

PDQ 30 : Saint-Michel

PDQ 31 : Villeray, Parc-Extension

PDQ 35 : La Petite-Italie, La Petite-Patrie, Outremont

PDQ 38 : Le Plateau-Mont-Royal

PDQ 44 : La Petite-Patrie, Rosemont

Division de la gendarmerie Est

PDQ 23 : Hochelaga-Maisonneuve

PDQ 39 : Montréal-Nord

PDQ 42 : Saint-Léonard

PDQ 45 : Rivière-des-Prairies

PDQ 46 : Anjou

PDQ 48 : Mercier

PDQ 49 : Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles

La délimitation des PDQ repose sur un ensemble de critères :

- les principales frontières politiques;
- les quartiers déjà reconnus (historique, quartiers « naturels », etc.);
- le nombre de résidents;
- les barrières naturelles et les repères géographiques;
- les caractéristiques sociodémographiques de la population.

Organisation de la patrouille et surveillance stratégique

Au SPVM, ce sont plus de 2 700 policiers et 80 employés civils qui sont affectés à la gendarmerie. Pour l'ensemble des 29 PDQ, ce sont en moyenne 1 agent solo (pour les relèves de jour et de soir), ainsi que 3,2 duos (relève de jour), 3,3 duos (relève de soir) et 3,1 duos (relève de nuit) qui patrouillent et assurent la réponse aux appels d'urgence sur le territoire de Montréal. Les unités de soutien de la gendarmerie appuient les patrouilleurs des PDQ (ex. : unité canine, unité motards, unités de soutien en intervention spécialisée) en cas de besoin. Chaque PDQ est subdivisé en secteurs de patrouille. Les duos de chaque PDQ sont affectés à un ou plusieurs secteurs de patrouille. Les agents solos soutiennent les duos en effectuant des tâches qui permettent de libérer ces derniers pour la réponse aux appels et autres besoins de surveillance stratégique.

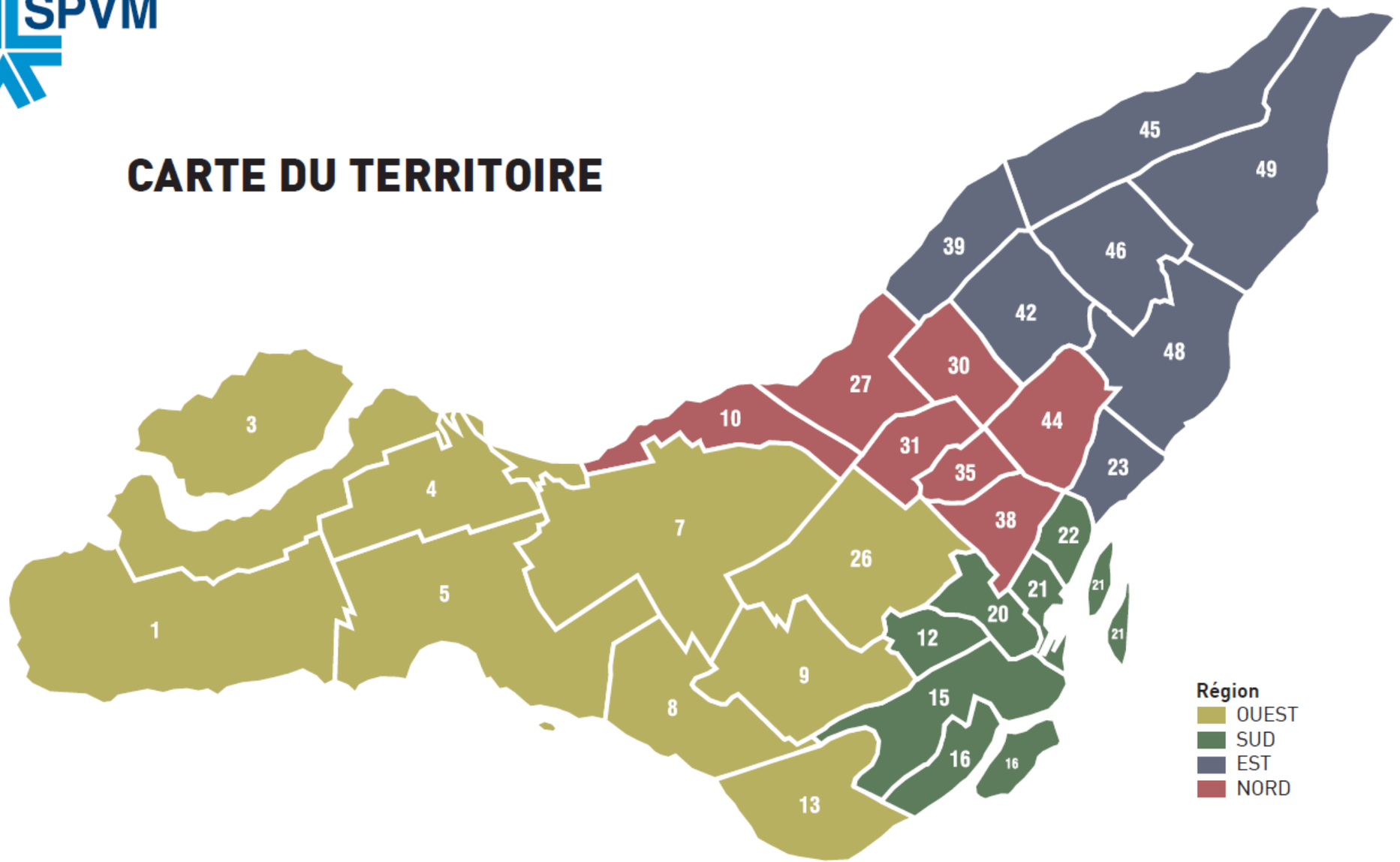
La surveillance stratégique du territoire est principalement effectuée par les patrouilleurs de la gendarmerie en fonction des enjeux locaux ciblés par les PDQ, les équipes de la planification opérationnelle (PO) et les équipes de renseignement criminel, ainsi que des besoins ponctuels dans certains secteurs (ex. : le Village, le quartier chinois, le parc Milton, certaines stations de métro du centre-ville, la Place Émilie Gamelin, les secteurs à haut risque pour la violence). Certaines installations névralgiques font aussi l'objet d'une surveillance accrue (ex. : installations du SPVM, tours cellulaires sur le Mont-Royal).

Carte du territoire

La carte de la page suivante illustre les limites des quatre régions ainsi que la répartition des PDQ à l'intérieur de ces régions.

SPVM

CARTE DU TERRITOIRE



8 septembre 2023

3. SÉCURITÉ PUBLIQUE ET ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT CRIMINEL ET SOCIAL

ÉVOLUTION DE LA CRIMINALITÉ

Cette section présente l'évolution de la criminalité déclarée par le SPVM en vertu du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), qui « fait état des crimes signalés qui ont été confirmés par la police »[29]. Les tableaux 2 à 7 présentent l'évolution récente (depuis 2017) du nombre de délits par catégorie détaillée d'infractions[30]. Les figures 1 à 6 présentent, quant à elles, l'évolution des taux de criminalité[31] et de l'indice de gravité des crimes[32] sur le territoire du SPVM et dans l'ensemble du Québec au cours des quinze dernières années. Le tableau de l'évolution récente (depuis 2016) du nombre de délits par catégorie détaillée d'infractions est présenté[33] ainsi que les données sur l'évolution des taux de criminalité[34] et de l'indice de gravité des crimes[35] sur notre territoire et dans l'ensemble du Québec depuis 2004. Il convient de rappeler que seule une minorité des crimes sont signalés à la police : la dernière enquête sociale générale, réalisée en 2019, indique qu'au Canada, seulement 29 % des actes criminels sont signalés à la police et que cette proportion de signalements varie de 50 % pour les vols de véhicules et les introductions par effraction à 6% pour les agressions sexuelles.[36]

Bien que moins prononcés qu'en 2020, la pandémie de la COVID-19 a continué d'avoir des impacts sur les principaux indicateurs de la criminalité au cours de l'année 2021[37]. Pour une deuxième année, les gens ont été massivement confinés à leur résidence, plusieurs établissements commerciaux ont dû fermer pendant une certaine période, un couvre-feu a été en vigueur pendant les cinq premiers mois de l'année (du 9 janvier au 28 mai 2021) et le télétravail a été rendu obligatoire pour ceux dont la fonction le permettait. Ces informations sont à prendre en considération dans l'interprétation des résultats présentés ci-après.

Évolution de la criminalité récente

Tableau 2 - Évolution de la criminalité (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Crimes contre la personne	20 217	20 593	23 694	22 984	25 130	27 389	9,0%	21,6%
Crimes contre la propriété	53 796	50 705	51 642	45 477	46 400	56 224	21,2%	13,3%
Autres infractions au Code criminel	8 417	8 729	8 875	7 404	7 218	7 538	4,4%	-7,3%
Total des infractions au Code criminel	82 430	80 027	84 211	75 865	78 748	91 151	15,8%	13,6%
Autres lois et règlements	21 201	18 709	14 669	11 977	16 173	9 901	-38,8%	-40,2%
Total global	103 631	98 736	98 880	87 842	94 921	101 052	6,5%	4,4%

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Le bilan général des infractions au Code criminel a connu une hausse de 13,6 % en 2022 par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Plus spécifiquement, les crimes contre la

[29] Statistique Canada. Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC). https://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=3302.
[30] Compte tenu des changements qui peuvent être apportés au fil des ans aux définitions des infractions, aux changements de catégories (comme ce fut le cas en 2017 pour la prostitution), ou aux procédures de déclaration, il est préférable, pour les infractions détaillées, de se limiter à l'évolution récente.
[31] Les données proviennent de Statistique Canada. Tableau 35-10-0179-01. Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées, services de police au Québec. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510017901
[32] Les données proviennent de Statistique Canada. Tableau 35-10-0187-01 Indice de gravité de la criminalité et taux de classement pondéré, services de police au Québec. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510018701
[33] Compte tenu des changements qui peuvent être apportés au fil des ans aux définitions des infractions, aux changements de catégories (comme ce fut le cas en 2017 pour la prostitution), ou aux procédures de déclaration, il est préférable, pour les infractions détaillées, de se limiter à l'évolution récente.
[34] Les données proviennent de Statistique Canada. Tableau 35-10-0179-01. Statistiques des crimes fondés sur l'affaire, par infractions détaillées, services de police au Québec. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510017901
[35] Les données proviennent de Statistique Canada. Tableau 35-10-0187-01 Indice de gravité de la criminalité et taux de classement pondéré, services de police au Québec. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=3510018701
[36] Statistique Canada. La victimisation criminelle au Canada (2019). https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/85-002-x/2021001/article/00014-fra.pdf?st=bSF5urne
[37] Les données 2022 seront disponibles au printemps 2023.

personne et les crimes contre la propriété ont augmenté respectivement de 21,6 % et de 13,3 %, tandis que les autres infractions au Code criminel ont diminué de 7,3 % par rapport à cette période.

Crimes contre la personne

Tableau 3 - Évolution des crimes contre la personne (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Crimes contre la personne	**20 217**	**20 593**	**23 694**	**22 984**	**25 130**	**27 389**	**9,0%**	**21,6%**
Homicides	24	32	25	25	37	41	10,8%	43,4%
Autres infractions entraînant la mort	2	1	1	2	1	2	100,0%	42,9%
Tentatives de meurtre	89	106	122	131	139	100	-28,1%	-14,8%
Voies de fait	10 421	10 918	13 275	12 970	14 233	15 818	11,1%	27,9%
Agressions sexuelles	1 828	1 879	1 957	1 797	2 365	2 208	-6,6%	12,4%
Vols qualifiés	2 511	2 252	2 387	1 983	2 102	2 468	17,4%	9,8%
Autres infractions contre la personne	5 342	5 405	5 925	6 076	6 253	6 752	8,0%	16,4%

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Depuis quelques années, au Québec comme ailleurs au Canada, les crimes contre la personne présentent une tendance à la hausse. À Montréal, le nombre de crimes contre la personne rapportés en 2022 s'inscrit dans cette tendance et présente une augmentation de 21,6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 9,0 % par rapport à 2021. On dénombre 41 homicides sur le territoire du SPVM en 2022, ce qui représente une augmentation de 43,4 % par rapport à la moyenne de 2017 à 2021 et de 10,8 % depuis 2021. Les tentatives de meurtre, quant à elles, ont diminué de 14,8 % comparativement à la moyenne des cinq dernières années et de près de 30 % par rapport à 2021. Au total, on dénombre ainsi moins d'homicides et de tentatives de meurtre en 2022 (n = 143) qu'au cours des années 2019 à 2021 (moyenne = 161). La problématique de la violence armée contribue au portrait observé. En effet, la moitié des homicides et 60 % des tentatives de meurtre commis sur le territoire du SPVM en 2022 impliquaient la présence ou l'utilisation d'une arme à feu (voir Tableau 4).

Les voies de fait poursuivent la hausse observée avant la pandémie et présentent une augmentation de près de 30 % en 2022 par rapport à la moyenne de 2017 à 2021. La majorité des voies de fait rapportées au SPVM sont de niveau 1, c'est-à-dire qu'elles entraînent peu ou aucune blessure corporelle pour la victime. Les vols qualifiés sont en augmentation de 9,8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et présentent essentiellement un retour aux volumes observés avant la pandémie. En 2022, cette augmentation est principalement attribuable aux vols qualifiés dans un commerce et à la catégorie des autres vols qualifiés. Les autres infractions contre la personne présentent une hausse de 16,4 % comparativement à la moyenne de 2017 à 2021 et celle-ci est principalement liée à l'augmentation des menaces qui ont été signalées au SPVM en 2022.

Le nombre d'agressions sexuelles rapportées au SPVM en 2022 présente une légère baisse comparativement à 2021, mais une hausse de 12,4 % comparativement à la moyenne des cinq années précédentes. Il est toujours complexe d'interpréter la hausse et la baisse des infractions à caractère sexuel puisque celles-ci font partie des infractions les moins déclarées à la police par les victimes (voir note de bas de page numéro 36). Paradoxalement, on peut donc penser que la hausse importante observée en 2021, et qui s'est poursuivie en 2022, témoigne d'une plus grande sensibilisation de la population, mais également de l'établissement d'un lien de confiance entre les victimes et les acteurs du système judiciaire.

Violence conjugale et intrafamiliale

L'année 2022 a été marquée par le meurtre de nombreuses femmes au Québec, dont plusieurs dans un contexte de violence conjugale. À Montréal, ce sont huit femmes qui ont été assassinées en 2022 (19,5 % des 41 homicides), dont trois dans un contexte de violence conjugale ou intrafamiliale, ce qui représente 7 % des homicides enregistrés.

En 2022, le SPVM a répondu à 13 472 appels de service et enregistré 5 729 victimisations en contexte de violence conjugale. Cela représente 23,3 % de l'ensemble des crimes contre la personne enregistrés sur le territoire montréalais durant l'année. Rappelons que ces données représentent seulement la pointe de l'iceberg puisqu'il s'agit d'une des formes de délinquance fortement sous-déclarée.

Les événements de violence conjugale sont considérés comme prioritaires et chaque dénonciation enregistrée est prise en charge par les enquêteurs des sections des enquêtes régionales.

La Section de la violence conjugale (SVC), quant à elle, traite les plaintes de violence conjugale qui nécessitent une attention particulière, c'est-à-dire lorsque le niveau de dangerosité ou le risque d'homicide sont élevés. L'historique de violence conjugale dans le dossier, la gravité objective des voies de fait (par exemple, étranglement, lésions) et l'augmentation significative de la fréquence et la sévérité de la violence et du contrôle coercitif en sont des indices. Ayant débuté ses activités en 2021, cette équipe a également pour mandat d'encadrer les pratiques de prévention et d'enquête en matière de violence conjugale au sein du SPVM.

Armes à feu

Tableau 4 - Évolution des crimes contre la personne lors desquels une arme à feu était présente (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Nombre de crimes contre la personne lors desquels une arme à feu était présente*	**413**	**427**	**383**	**437**	**516**	**563**	**9,1%**	**29,4%**
Homicides	9 (9)**	13 (15)	10 (10)	5 (6)	17 (19)	18 (21)	5,9% (10,5%)	66,7% (78,0%)
Tentatives de meurtre	21 (24)	34 (39)	33 (39)	57 (78)	52 (71)	44 (60)	-15,4% (-15,5%)	11,7% (19,5%)
Décharges d'armes à feu	36	49	41	71	144	128	-11,1%	87,7%
Nombre d'armes à feu récupérées	**862**	**1 221**	**1 285**	**1 017**	**957**	**1 144**	**19,5%**	**7,1%**
Armes saisies	518	593	585	711	628	721	14,8%	19,6%
Armes remises volontairement	344	628	720	306	329	423	28,6%	-9,1%

* Sont inclus les crimes contre la personne (tout type confondu) où il y a mention, présence ou utilisation d'une arme à feu.
** nombre d'événements (nombre de victimes).
*** Les « armes saisies » comprennent les catégories suivantes : utilisée comme arme, saisie avec mandat, saisie sans mandat, saisie préventive, preuve, retrouvée, trouvée et abandonnée.
**** Les « armes remises volontairement » comprennent les catégories suivantes : amnistie, remise volontaire/désistement et remise par la population.

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Tel qu'il est possible de l'observer dans le tableau 4, les crimes contre la personne impliquant la présence ou l'utilisation d'une arme à feu ont augmenté de 29,4 % en 2022 comparativement à la moyenne de 2017 à 2021 et de 9,1 % par rapport à 2021. Plus spécifiquement, les homicides impliquant la présence ou l'utilisation d'une arme à feu ont augmenté en 2022 de 10,5 % comparativement à 2021 passant de 19 homicides à 21. Lorsque comparé à la moyenne des cinq dernières années, l'augmentation est encore plus importante en raison, notamment, d'un nombre d'homicides particulièrement bas en 2020. Les tentatives de meurtre ont, quant à elles, diminué de 15,5 % par rapport à 2021, mais présentent tout de même une augmentation de près de 20 % comparativement à la moyenne des cinq dernières années. On remarque que cette hausse des tentatives de meurtre commises à l'aide ou en la présence d'une arme à feu a débuté dès 2020.

Le nombre d'événements de décharges d'armes à feu a diminué de 11,1 % en 2022 comparativement à 2021, mais présente tout de même une augmentation de 87,7 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. À l'instar de l'année précédente, une plus grande sensibilisation de la population montréalaise au rôle qu'elle peut jouer pour aider le SPVM à lutter contre la violence armée et, par conséquent, la croissance du volume d'appels de service concernant les coups de feu permettrait d'expliquer une partie de la hausse observée. Le nombre d'armes à feu récupérées par le SPVM en 2022 est également en hausse par rapport à la moyenne des cinq dernières années et par rapport à 2021. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse des armes saisies à la suite du travail policier.

L'efficacité des mesures répressives

1. *Violence armée*

À la suite de la montée des événements de violence armée sur le territoire de Montréal en 2020 et grâce au financement des différents paliers gouvernementaux, plusieurs mesures additionnelles ont été mises en place au SPVM pour lutter contre ce type de violence.

Parmi les premières mesures à être mises en place, on dénombre les initiatives répressives et préventives suivantes :

- Février 2021 : Création de l'Équipe de lutte au trafic d'armes à feu (ELTA);
- Avril 2021 : Création de l'Équipe multisectorielle dédiée aux armes à feu (EMAF);
- Août 2021 : Création de l'Équipe intégrée de lutte au trafic d'armes à feu (EILTA) résultant de l'intégration d'ELTA et d'une section d'enquêteurs de la Sûreté du Québec spécialisés dans la lutte aux armes à feu;
- Septembre 2021 : Participation active du SPVM à l'opération CENTAURE lancée par le MSP;
- Septembre 2022 : Création du projet ARRET afin d'intensifier sa lutte contre la violence armée et de rétablir le sentiment de sécurité de la population. Cette équipe a pour mission d'accroître la pression sur les individus et groupes criminels violents présents sur le territoire de Montréal, par l'usage du renseignement, afin de perturber leurs activités;
- Octobre 2022 : Mise en place de l'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE). Agissant comme pivot entre les établissements scolaires, les PDQ et les différents acteurs institutionnels et communautaires, l'équipe vient bonifier les services de proximité déjà offerts par les PDQ, en plus d'accroître le soutien aux intervenants spécialisés qui œuvrent en milieu scolaire[38].

Les années 2021 et 2022 auront permis de recueillir du renseignement criminel de qualité, d'arrêter et de neutraliser des joueurs très actifs dans la violence armée. Fort de ces résultats, au printemps 2023, le SPVM a mis en place des mesures additionnelles pour lutter contre la violence dont :

- Mai – juin 2023 : Déploiement des COLLECTIFS dans les régions Est, Ouest et Sud de Montréal. S'inspirant du modèle de la dissuasion ciblée et de la stratégie d'activation des leviers (*pulling levers*) mis de l'avant dans plusieurs grandes villes américaines, ces équipes multidisciplinaires du SPVM réunissent des policiers et employés civils provenant de la gendarmerie, des enquêtes, du renseignement et de la prévention et ont pour objectifs de :
  - Mettre hors d'état de nuire les personnes impliquées dans la violence armée à Montréal en ciblant celles qui présentent des comportements à haut risque;
  - Offrir des solutions de rechange à la violence en termes de services adaptés (éducation, emploi, médiation, logement, soutien social, loisirs) aux individus, tant chez les suspects que les victimes impliqués dans la violence armée, et ce, avec le soutien de partenaires communautaires et institutionnels;
  - Cibler autant des suspects avérés ou potentiels que des victimes directes ou collatérales de la violence armée;
  - Consolider l'activation de tous les leviers légaux et juridiques existants chez nos partenaires (ex. : DPCP, services correctionnels).

[38] Abolition de l'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE) le 30 septembre 2024.

La baisse de 30,5 % des principaux indicateurs de la violence armée (homicides, tentatives de meurtre, décharges d'armes à feu) depuis le début de la période estivale 2023, comparativement à la même période l'an dernier, indique que les efforts intensifs fournis par les différentes équipes du SPVM portent fruit.

2. *Violences sexuelles*

En septembre 2022, le SPVM a reçu la confirmation de l'octroi d'un financement du ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) en prévention des violences sexuelles. En mai 2023, l'équipe de surveillance des délinquants sexuels (ESDS) prend son envol. En quelques mois (de mai à septembre 2023), l'ESDS a traité 133 dossiers. De plus, 592 délinquants sexuels ont été rencontrés par des agents attitrés au registre des délinquants sexuels à des fins de conformité, de cueillette et de validations de renseignements. L'intensification des mesures de surveillance à l'endroit des délinquants sexuels contribuent grandement à l'efficacité des mesures répressives quant aux crimes sexuels.

Ici-bas, un aperçu de certains des dossiers traités :

Tableau 5 – Type de dossiers traités par l'ESDS

Période du 8 mai au 8 septembre 2023	
Type de dossiers	**Nombre**
Liberté illégale	9
Comportements douteux	16
Actions indécentes	5
Crainte d'une infraction d'ordre sexuel envers un enfant (810.1 C.cr)	3
Crainte de sévices graves envers un adulte (810.2 C.cr)	3
Bris d'ordonnance de surveillance de longue durée	12
Bris de conditions d'ordonnance d'interdiction (161 C.cr)	11

Crimes contre la propriété

Tableau 6 - Évolution des crimes contre la propriété (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Crimes contre la propriété	**53 796**	**50 705**	**51 642**	**45 477**	**46 400**	**56 224**	**21,2%**	**13,3%**
Crimes d'incendie	406	353	370	386	383	401	4,7%	5,6%
Introductions par effraction	9 168	7 415	6 994	6 067	5 072	6 306	24,3%	-9,2%
Vols de véhicules moteur	4 816	4 345	4 321	4 789	6 527	9 583	46,8%	93,2%
Vols simples	24 864	24 298	23 879	18 806	19 473	23 754	22,0%	6,7%
Possession de biens volés	460	474	502	506	530	695	31,1%	40,6%
Fraudes	6 802	7 401	9 417	9 048	8 618	9 420	9,3%	14,1%
Méfaits	7 280	6 419	6 159	5 875	5 797	6 065	4,6%	-3,8%

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Après une baisse observée au cours des dernières années, les crimes contre la propriété ont augmenté de 13,3 % en 2022 par rapport à la moyenne de 2017 à 2021. Cette hausse est principalement liée aux vols de véhicules moteur et à la possession de biens volés ayant respectivement augmenté de 93,2 % et de 40,6 % en 2022 par rapport à la moyenne de 2017 à 2021. En effet, le nombre de vols de véhicules moteur, une des formes les plus importantes de criminalité commise en réseau, connaît une hausse importante sur le territoire de Montréal depuis deux ans. La pandémie de COVID-19 ayant engendré des difficultés d'approvisionnement de toutes sortes, l'offre de véhicules neufs et de pièces s'est vue considérablement réduite tant dans la province, qu'en Amérique du Nord et ailleurs dans le monde. Pourtant, la demande est demeurée tout aussi forte. L'attrait pour l'exportation de véhicules volés et la revente à l'étranger s'est ainsi accentué. Les efforts déployés par le SPVM pour contrer la violence armée au cours des dernières années tendent à démontrer que les vols de véhicule moteur constituent une source de financement importante des groupes criminalisés pour l'achat d'armes à feu.

Face à la recrudescence des vols de véhicules, le SPVM s'est allié avec l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et ses partenaires d'autres corps de police afin d'accroître l'efficacité des opérations visant à localiser, puis à saisir des véhicules volés et à augmenter les arrestations de personnes pouvant être liées aux réseaux d'exportation.

Les introductions par effraction présentent une hausse importante comparativement aux années 2020 et 2021. Cette catégorie d'infractions a toutefois diminué de plus de 9 % lorsque comparée à la moyenne des cinq dernières années. Il est encore trop tôt pour déterminer si cela est le fruit d'un changement dans les habitudes de vie des gens, mais le maintien du télétravail dans le quotidien pourrait contribuer à inscrire cette tendance dans les années à venir.

On observe un portrait similaire en ce qui a trait au nombre de méfaits rapportés au SPVM. En effet, cette catégorie d'infractions présente une légère diminution par rapport à la moyenne des cinq dernières années, malgré une augmentation entre 2021 et 2022. Les vols simples, les fraudes et les méfaits présentent des volumes similaires à ceux observés avant la pandémie. Toutes les catégories de vols (sac à main, à la tire, à l'étalage, etc.) ont augmenté en 2022 alors que la hausse des fraudes est principalement attribuable à un plus grand nombre de fraudes à l'identité et par carte de service (par exemple, carte bancaire).

L'efficacité des mesures répressives

La hausse des vols de véhicule moteur a amené le SPVM à travailler avec les services de police limitrophes touchés par cette problématique. En effet, en 2021, le SPVM recense 6 528 incidents de vols de véhicule moteur et 6 695 véhicules volés. En 2022, c'est 9 585 incidents et 9 749 véhicules volés qui furent comptabilisés.

En 2022, la Sureté du Québec (SQ) prend donc la gouvernance d'une équipe intégrée rassemblant des enquêteurs provenant de quinze (15) services policiers ainsi que d'autres partenaires pour contrer le vol de véhicule moteur.

L'équipe de vols de véhicule moteur en quelques chiffres :

Tableau 7 – Résultats des opérations de l'équipe de vols de véhicule moteur

Année 2022	
Résultat	**Nombre**
Dossiers et assistances	58
Véhicules récupérés	420
Conteneurs ciblés	239
Arrestations	31
Somme d'argent saisi	370 000$

De plus, la collaboration entre l'ASFC, le SPVM et Équité Association a permis de saisir **1 038 véhicules à moteur** au Port de Montréal en 2022.

Autres infractions au Code criminel

Tableau 8 - Évolution des autres infractions au Code criminel (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Autres infractions au Code criminel	**8 417**	**8 729**	**8 875**	**7 404**	**7 218**	**7 538**	**4,4%**	**-7,3%**
Relatives aux armes à feu*	501	436	344	251	376	433	15,2%	13,5%
Contre l'administration de la loi et la justice	6 991	7 046	7 335	5 820	5 553	5 928	6,8%	-9,5%
Autres infractions**	925	1 247	1 196	1 333	1 289	1 177	-8,7%	-1,8%

* Infractions relatives aux armes à feu et qui ne réfèrent pas à un crime contre la personne.
** Depuis le mois de février 2017, les événements se rapportant à la marchandisation sexuelle, comme le proxénétisme, sont classés dans la catégorie Crimes contre la personne, sous le regroupement Autres infractions contre la personne. Les seules infractions qui demeurent dans la catégorie « Prostitution » sont celles de « Communiquer pour des services sexuels à la vue d'une garderie, d'un terrain d'école ou terrain de jeu » et de « Gêner la circulation des piétons et des véhicules dans des endroits publics ou situés à la vue du public aux fins de l'achat ou de la vente de services sexuels ». Cette catégorie a donc été incluse dans les « autres infractions au Code criminel ».

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

Les autres infractions au Code criminel présentent une diminution de 7,3 % en 2022 comparativement à la moyenne des cinq dernières années, mais une légère augmentation (4,4 %) par rapport à 2021. Le nombre d'infractions relatives aux armes à feu (donc les infractions qui ne réfèrent pas à un crime contre la personne) a augmenté de 15,2 % par rapport à 2021 et de 13,5 % par rapport à la moyenne de 2017 à 2021 et se rapproche des volumes observés avant la pandémie. Cette hausse est principalement due à une augmentation de la possession d'armes et à l'entreposage non sécuritaire d'une arme à feu.

Le nombre d'infractions contre l'administration de la loi et de la justice présente une baisse de 9,5 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années, mais une augmentation de 6,8 % par rapport à 2021. Cette augmentation de 2021 à 2022 est liée à la croissance des dossiers d'infractions aux règles de liberté sous caution, des évasions d'une garde légale et des méfaits publics.

Autres lois et règlements

Tableau 9 - Évolution des autres lois et règlements (2017-2022)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 21/22	Variation 2022/ moy. 5 ans
Autres lois et règlements	**21 201**	**18 709**	**14 669**	**11 977**	**16 173**	**9 901**	**-38,8%**	**-40,2%**
Loi réglementant certaines drogues et autres substances	3 164	2 726	2 083	1 844	1 683	1 602	-4,8%	-30,3%
Infractions aux lois fédérales	207	226	189	191	557	278	-50,1%	1,5%
Infractions aux lois provinciales	820	424	438	2 081	6 500	717	-89,0%	-65,1%
Règlements municipaux	17 010	15 333	11 959	7 861	7 433	7 304	-1,7%	-38,7%

Source : M-IRIS, en date du 20 février 2023.

La baisse de près de 40 % en 2022 des infractions aux autres lois et règlements comparativement à la moyenne des cinq dernières années est attribuable à la fin de l'application de la *Loi sur la santé publique* (loi provinciale) et la *Loi sur la mise en quarantaine* (loi fédérale). Ainsi, on retrouve des niveaux similaires à ce qui était observé avant la pandémie.

Bien que le nombre d'infractions liées à la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances* présente une diminution de la criminalité initiée par rapport aux années antérieures, plusieurs démantèlements de réseaux de production et de distribution de drogues ont été menés en 2022 par les équipes du SPVM. Ces opérations portent un coup dur aux groupes criminels et

les privent de sources de revenus importantes qui peuvent même parfois servir à financer l'achat d'armes à feu. L'une de ces opérations, menée par la Division du crime organisé du SPVM, s'est notamment soldée par une saisie qualifiée de record au Québec de 6,5 millions de comprimés d'amphétamines, d'une valeur estimée à plus de 32,5 M$.

Évolution des tendances criminelles 2008-2022 et comparaison provinciale

Le SPVM dessert près de 25 % de la population du Québec et environ 31 % des crimes recensés dans la province sont commis sur son territoire. Ainsi, la majorité des indicateurs permettant de comparer Montréal au reste de la province montre des niveaux plus élevés dans la région métropolitaine qu'ailleurs au Québec. C'est le cas notamment du taux de criminalité (avec et sans les délits de la route) ainsi que l'indice de gravité de la criminalité. On remarque toutefois que le taux de criminalité global a diminué plus fortement à Montréal (-35,2 %) que dans l'ensemble du Québec (-31,1 %) au cours des quinze dernières années et il en va de même pour l'indice de gravité des crimes (-31,6 % à Montréal et -27,7 % au Québec).

Figure 1 - Évolution du taux global de la criminalité[39] (par 100 000 habitants)

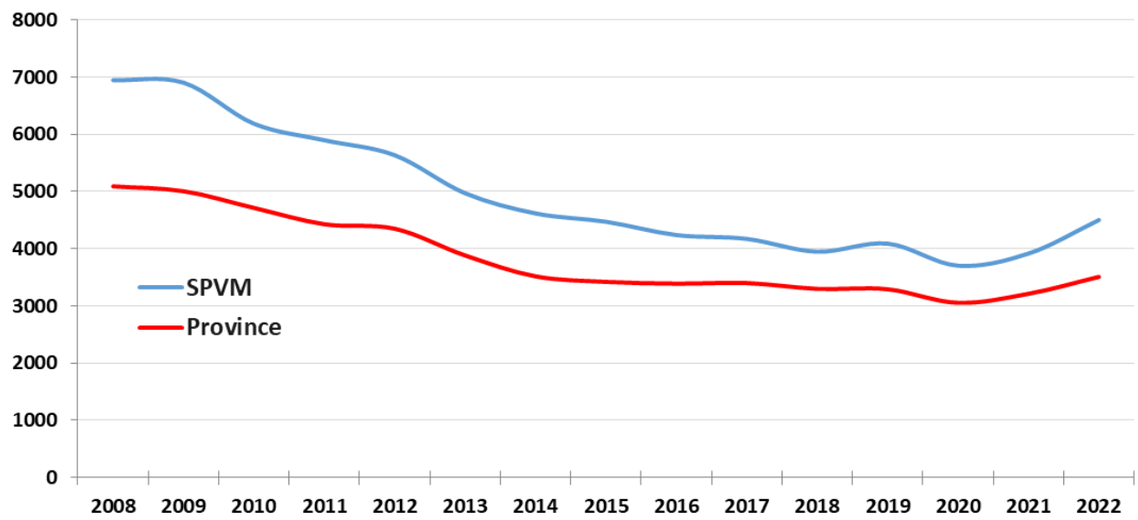
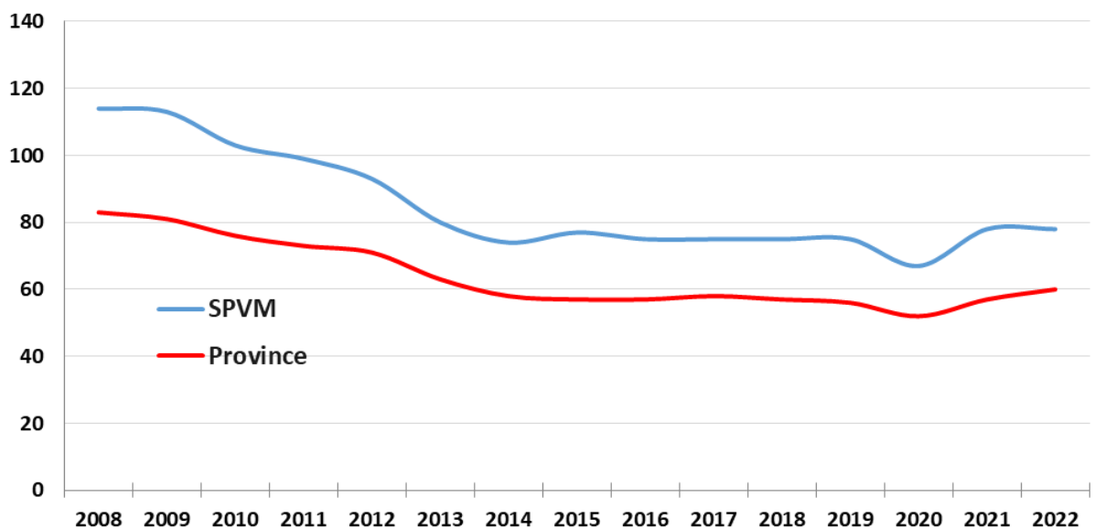


Figure 2 – Évolution de l'indice de gravité de la criminalité



[39] Le taux de criminalité global exclut les infractions relatives à la conduite de véhicules prévues dans le Code criminel et les infractions à d'autres lois fédérales, comme les infractions relatives aux drogues ainsi que les infractions à des lois provinciales.

Crimes contre la personne

Le taux de crimes contre la personne par 100 000 habitants a diminué de 7,5 % sur le territoire du SPVM depuis 2008 alors qu'il a augmenté de 16,8 % dans l'ensemble du Québec. Celui-ci demeure toutefois plus élevé à Montréal qu'ailleurs dans la province (1 345 pour Montréal comparativement à 1 270 pour le Québec). Quant à l'indice de gravité des crimes violents, il demeure plus élevé à Montréal malgré une diminution de 27,3 % passant de 150 en 2008 à 109 en 2022.

Figure 3 – Évolution du taux de crimes contre la personne (par 100 000 habitants)

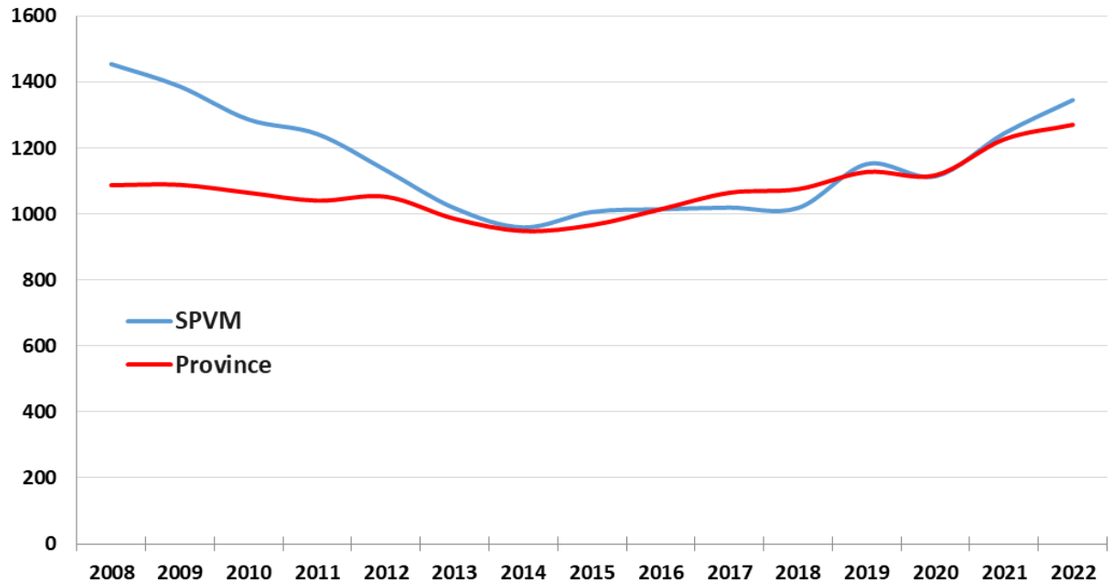
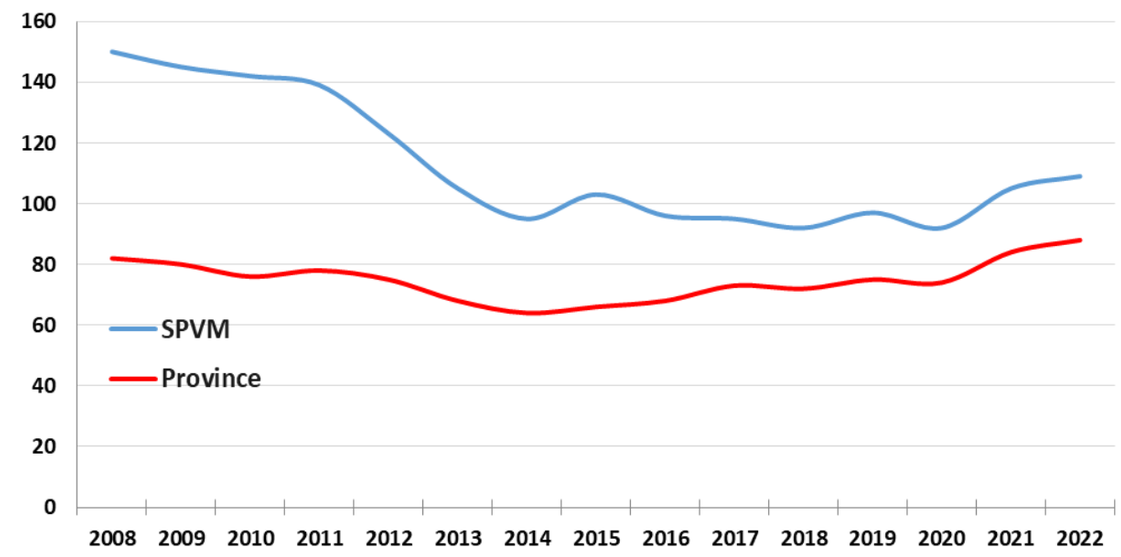


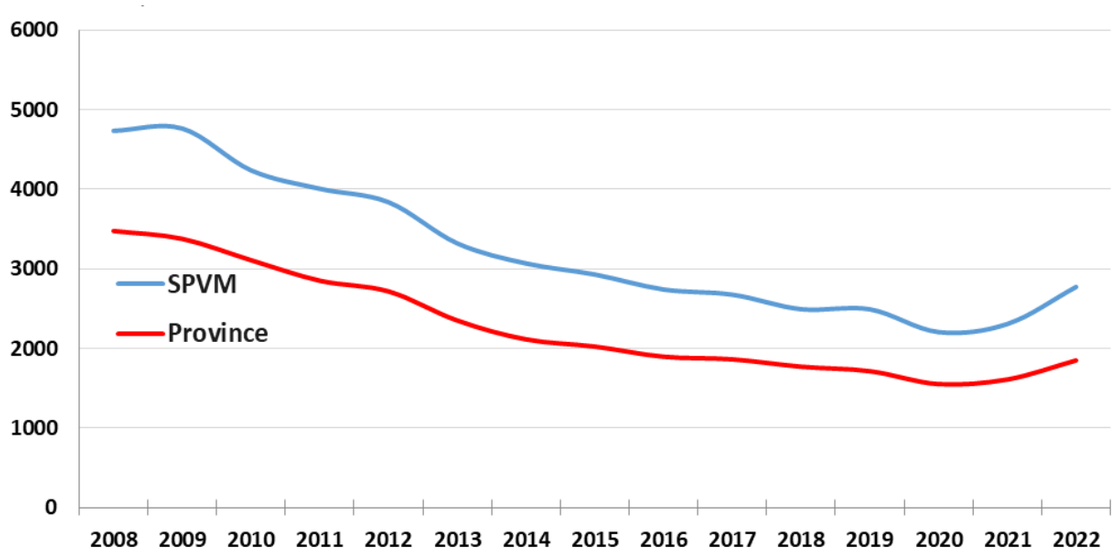
Figure 4 – Évolution de l'indice de la gravité des crimes violents



Crimes contre la propriété

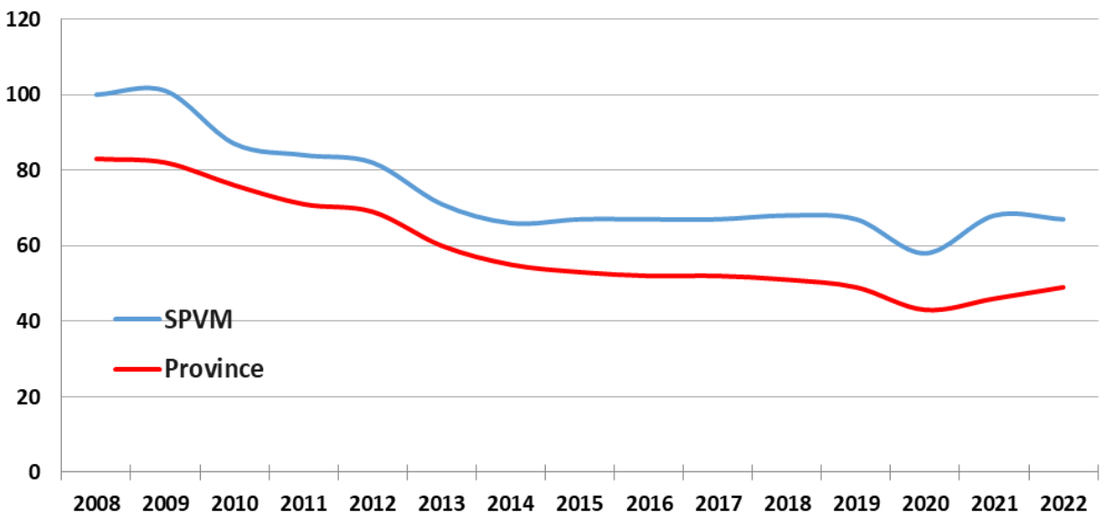
Les crimes contre la propriété représentent 62 % des infractions au Code criminel rapportées en 2022. Le taux de crimes contre la propriété par 100 000 habitants est plus élevé à Montréal que dans le reste de la province (2 774 comparativement à 1 851). Depuis 2008, celui-ci a diminué plus faiblement à Montréal (41,4 %) que dans l'ensemble du Québec (46,8 %).

Figure 5 – Évolution du taux de crimes contre la propriété (par 100 000 habitants)



Enfin, à titre indicatif, les données de Statistique Canada permettent de suivre l'évolution de l'indice de gravité de l'ensemble des crimes sans violence, catégorie qui inclut toutes les infractions sans violence prévues au Code criminel, y compris les délits de la route, les infractions relatives aux drogues et toutes les infractions à des lois fédérales. Cet indice a diminué de 33,0 % à Montréal et de 41,0 % dans l'ensemble du Québec depuis 2008.

Figure 6 – Évolution de l'indice de la gravité des crimes sans violence



AUTRES PROBLÉMATIQUES

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

La sécurité routière et la circulation sont au cœur des préoccupations des Montréalais, car elles ont un impact direct sur le sentiment de sécurité, sur la qualité de vie des quartiers et des arrondissements, ainsi que sur la santé économique de Montréal.

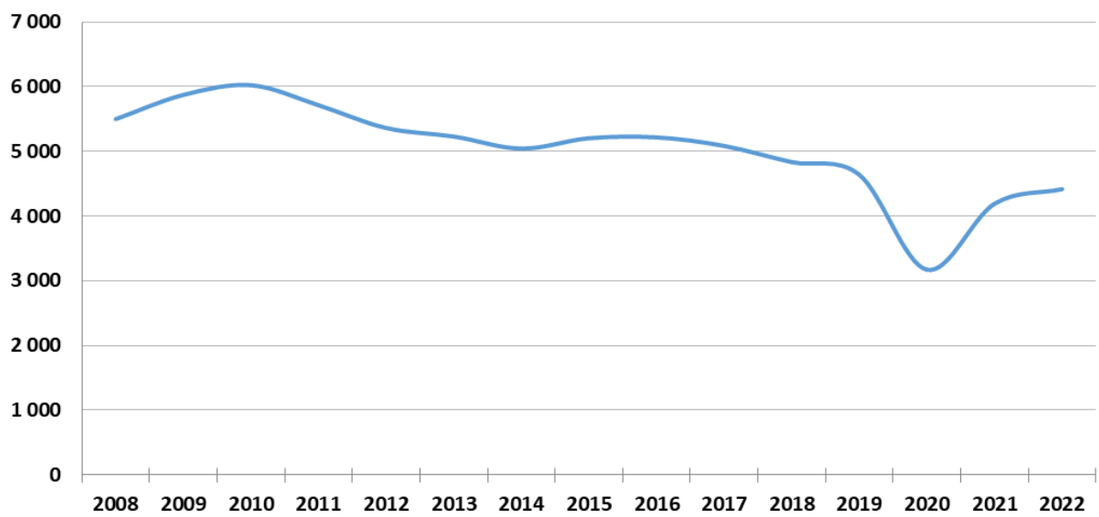
La Ville de Montréal a adhéré au plan d'action Vision Zéro dont l'objectif est d'avoir zéro décès et blessés graves sur ses routes d'ici 2040. À travers ce plan, dont le premier a vu le jour en 2019, la Ville s'engage de manière forte en faveur de la sécurité routière. La Vision Zéro permet de maintenir une mobilisation basée sur un modèle de gouvernance collaboratif, soit l'implication active et continue des parties prenantes dans toutes les décisions.

C'est ainsi que le SPVM agit dans le but d'améliorer la sécurité des déplacements et d'assurer un partage harmonieux du réseau routier entre tous les usagers, quels qu'ils soient. Ainsi, le SPVM tient chaque année de nombreuses opérations visant à promouvoir les règles de sécurité et les

bons comportements, et ce, partout sur le territoire montréalais. La période de la rentrée scolaire constitue une occasion choisie par le SPVM pour sensibiliser les usagers de la route à l'importance de faire preuve de prudence lorsqu'ils circulent aux abords des écoles, tout comme la période de chargement de la neige qui nécessite une plus grande vigilance. Cependant, plusieurs autres opérations thématiques se tiennent tout au long de l'année. Les opérations nationales concertées (ONC), auxquelles participent le SPVM et l'ensemble des corps policiers du Québec, portant sur l'alcool et la drogue au volant, la vitesse, la distraction au volant, et le partage sécuritaire de la route en sont quelques exemples.

En moyenne chaque année, sur le territoire du SPVM, sept collisions sur 10 comportent exclusivement des dommages matériels (71,8 % en 2022) et près de 30 %, des blessé(e)s légers. Malheureusement, près de 1 % des collisions recensées annuellement implique une personne blessée gravement ou décédée. Comme le montre la figure de la page suivante, le bilan routier s'améliore d'année en année : le nombre de collisions mortelles ou avec blessés a diminué de 19,7 % entre 2008 et 2022. Après de légères augmentations du nombre de collisions mortelles et avec blessés en 2009 et 2010, la tendance à l'amélioration du bilan s'est poursuivie jusqu'en 2014. Le bilan routier semble s'être stabilisé dans les années qui ont suivi avant une nouvelle baisse en 2019. En 2020, la pandémie de COVID-19 a eu des impacts importants sur les principaux indicateurs de la sécurité routière. En effet, le bilan général des collisions causant des blessures et des décès a connu une baisse de 32 %. On observe toutefois un retour à des niveaux semblables à ceux d'avant la pandémie pour les années 2021 et 2022, quoique légèrement plus bas.

Figure 7 – Évolution du nombre de collisions mortelles et avec blessés

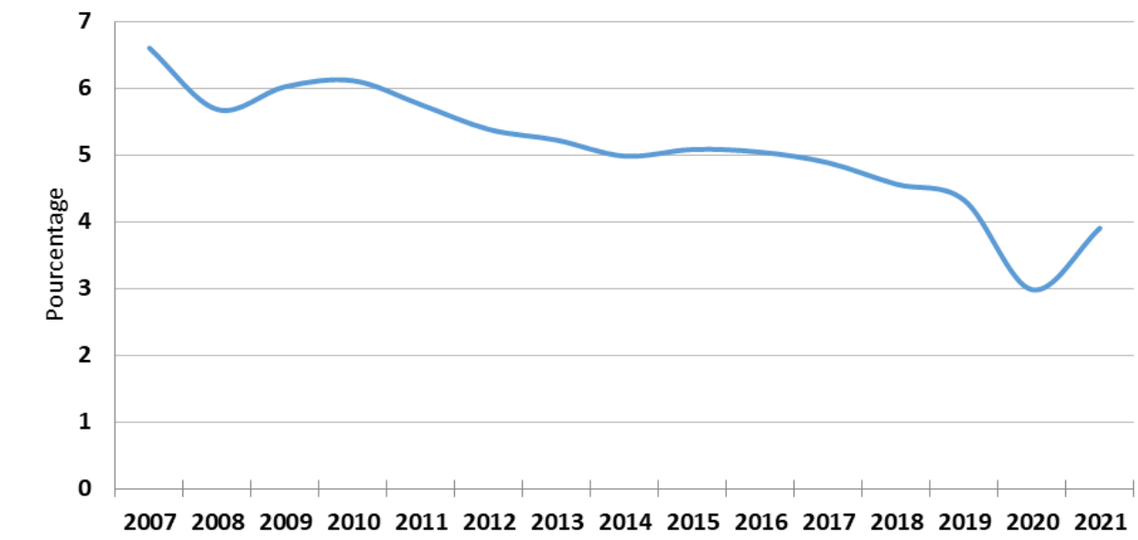


De 2007 à 2021[40], le nombre de détenteurs de permis de conduire dans la grande région montréalaise a augmenté de 11,1 % (966 042 en 2007 et 1 073 744 en 2021)[41]. Durant cette

[40] Le nombre de titulaires d'un permis de conduire ou d'un permis probatoires pour l'année 2022 n'est pas disponible au moment de la rédaction de ce rapport. Le taux de collisions par 1 000 détenteurs de permis est donc présenté pour la période de 2007 à 2021.
[41] Les données sur le nombre de détenteurs de permis de conduire proviennent de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

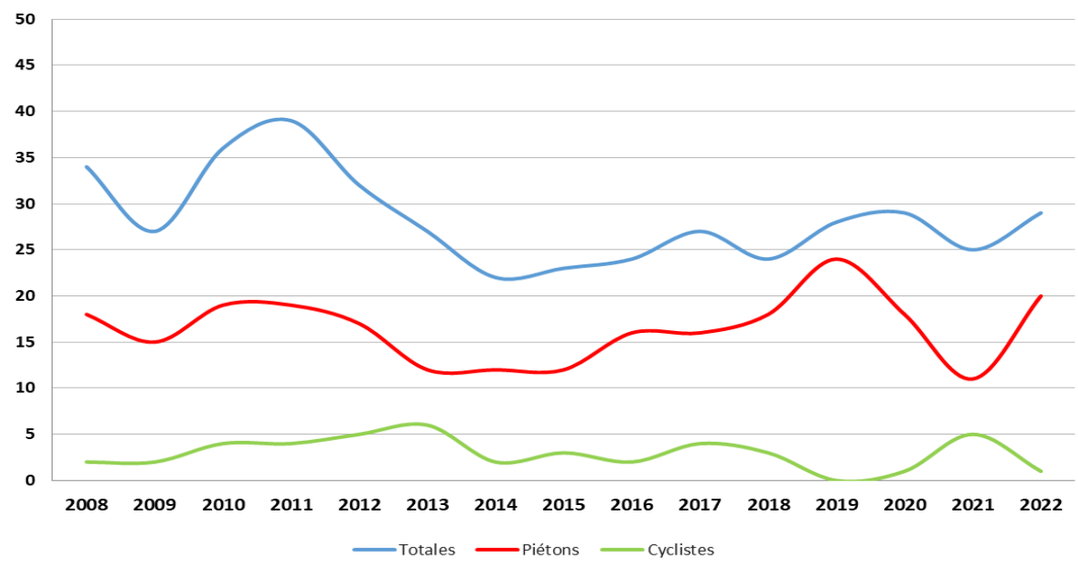
période, le taux de collisions par 1 000 détenteurs de permis a donc enregistré une diminution (40,9 %) plus importante que le nombre de collisions mortelles et avec blessés (-34,3 %).

Figure 8 – Évolution du taux de collisions par 1 000 détenteurs de permis[42]



Le nombre de collisions mortelles[43] est passé de 34 à 29 entre 2008 et 2022, ce qui représente une diminution de 14,7 %. Dans les dernières années, moins de 30 collisions mortelles se sont produites annuellement à Montréal (leur nombre varie de 22 à 29 depuis 2013). Au fil des ans, plus de la moitié des collisions mortelles impliquait des piétons (58,4 % en moyenne de 2008 à 2022). Pour leur part, les cyclistes sont impliqués en moyenne dans 10,5 % des collisions de ce type.

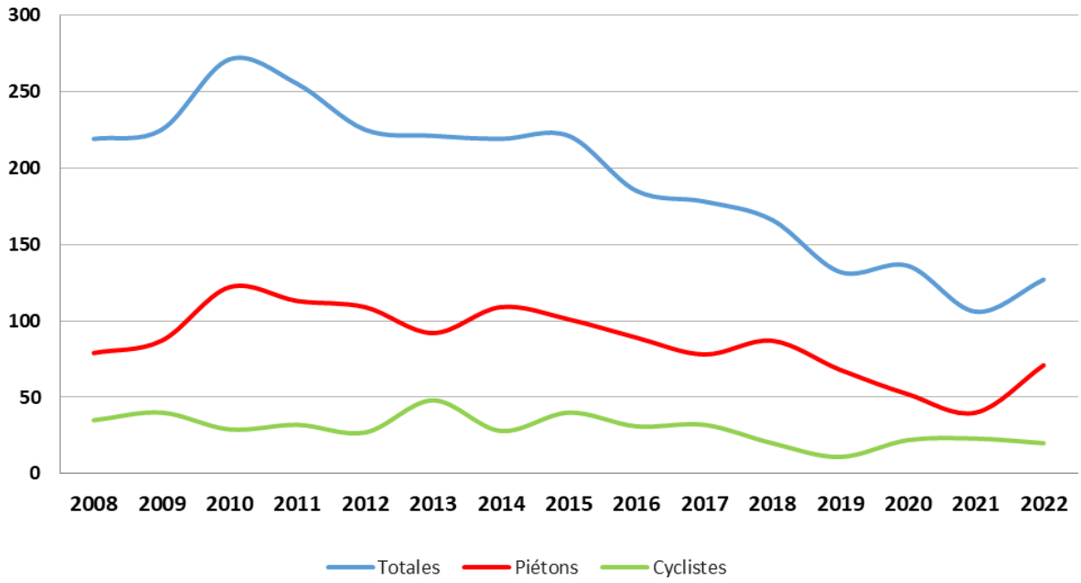
Figure 9 – Évolution du nombre de collisions mortelles



Le nombre de collisions avec des blessés graves a diminué de 42 % entre 2008 (219 collisions) et 2022 (127 collisions). Cette importante diminution des collisions avec blessés graves est en partie attribuable à la baisse du nombre de piétons (- 10,1 %) et de cyclistes (- 42,9 %) impliqués dans ce type de collisions.

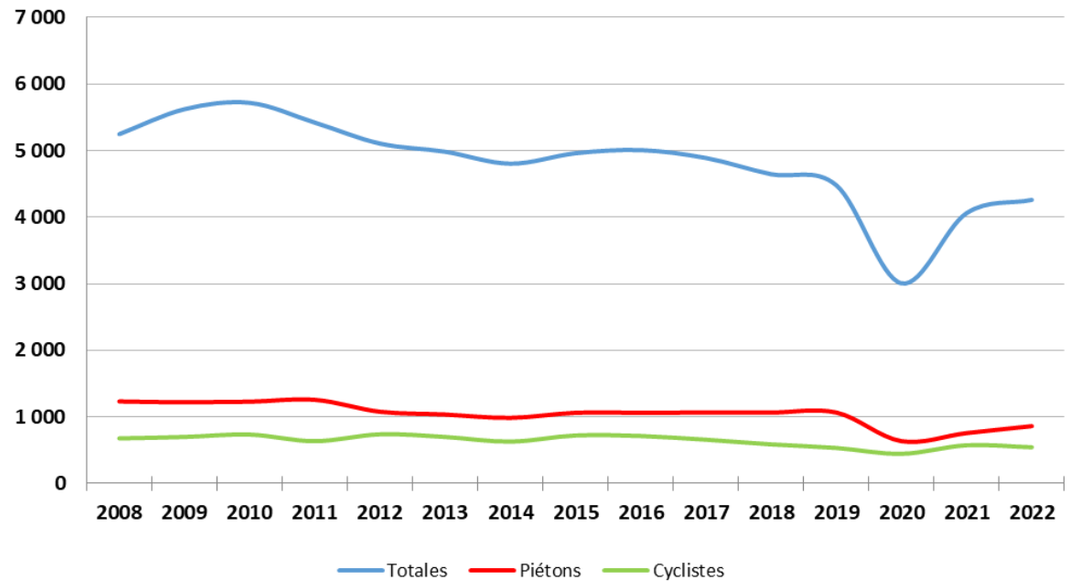
[43] La définition de décès de la route répond à la norme généralement reconnue à l'international, soit que les décès sont survenus à l'intérieur d'un délai de 30 jours suivant l'accident.

Figure 10 – Évolution du nombre de collisions avec blessés graves



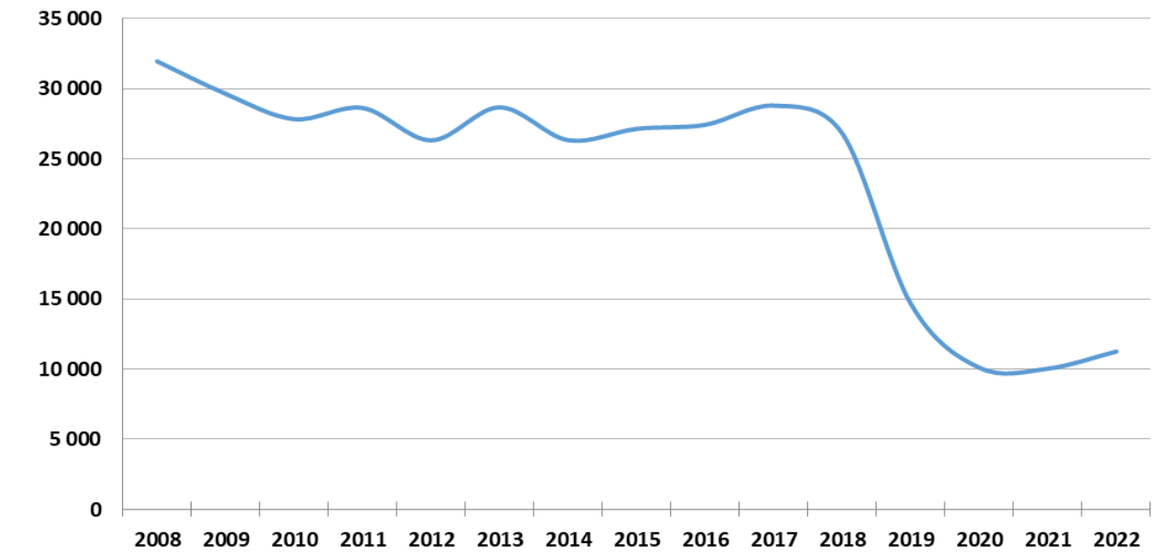
Le nombre de collisions avec blessés légers est passé de 5 246 à 4 259 entre 2008 et 2022, ce qui représente une diminution de 18,8 %. Durant cette période, le nombre de collisions avec blessés légers (rapportées) impliquant des piétons a diminué de 30,1 % et de 19,8 % pour les cyclistes. La proportion de collisions avec blessés légers impliquant des piétons ou des cyclistes est restée constante et correspond approximativement au tiers des collisions de ce type.

Figure 11 – Évolution du nombre de collisions avec blessés légers



Tel que présenté à la Figure 12, le nombre de collisions avec dommages matériels est resté relativement stable de 2008 à 2018 et présente une diminution importante dès 2019. L'entrée en vigueur d'une nouvelle procédure explique la baisse du nombre de collisions enregistrées à partir de ce moment. En effet, depuis 2019, aucun rapport d'accident n'est complété par les policiers dans le cas de collisions impliquant uniquement des dommages matériels, sans suspect ni éléments d'enquête (de type « délit de fuite »). Le numéro de l'appel au 911 sert de référence pour les plaignants maintenant dirigés vers leur assureur.

Figure 12 – Évolution du nombre de collisions avec dommages matériels



TENDANCES & CRIMINALITÉ DE L'AVENIR DANS LA MÉTROPOLE

Bien que la criminalité à Montréal ait, de manière générale, diminué au cours des quinze dernières années, il demeure dans la métropole une concentration de facteurs qui sont habituellement associés à des taux élevés de criminalité. Cette convergence a pour effet d'affaiblir les mécanismes naturels de contrôle social et de favoriser un foisonnement de problèmes de criminalité, de désordre et d'insécurité (anonymat, densité et mobilité de la population, concentration de bars et autres lieux criminogènes, présence quotidienne d'une population flottante de plus de 300 000 non-résidents, présence de clientèles vulnérables importantes faisant appel aux ressources communautaires et institutionnelles uniques de Montréal, délabrement ou embourgeoisement de certains quartiers, etc.).

Enjeux de cohabitation & points chauds

Si les dernières décennies ont été marquées par une baisse des crimes contre la personne, le contexte social, économique et politique actuel amènent le SPVM à rester à l'affut à d'une potentielle augmentation générale des taux de crime contre la personne et la propriété dans la métropole au cours des prochaines années. Les conséquences psychosociales et économiques de la pandémie, le manque de ressources généralisées pour accueillir adéquatement les personnes issues de l'immigration, le manque criant de logements abordables pour les familles et les personnes vulnérables, l'insuffisance des ressources en santé et services sociaux, etc. laissent également entrevoir une augmentation de la détresse humaine, de la pauvreté et des problématiques sociales, laquelle exerce une pression importance sur la demande en services policiers. Concrètement, l'augmentation du nombre d'appels d'urgence pour des événements non-criminels, pour une réponse policière en sécurité urbaine (ex. : équipes mixtes et dédiées à des problématiques sociales précises) et la montée des enjeux de cohabitation entre les diverses populations sont quelques exemples des défis qui attendent le SPVM au cours des prochaines années.

De plus, ce caractère propre à Montréal engendre de nombreux problèmes de cohabitation, et ce, dans plusieurs quartiers. En effet, il y est possible d'identifier des points chauds où cette situation est particulièrement criante. En effet, le Village, le secteur Milton Parc, certaines artères commerciales du Plateau-Mont-Royal comme le boulevard St-Laurent, le Vieux-Montréal ainsi que le centre-ville sont particulièrement affectés par cette problématique. On y retrouve de nombreux endroits licenciés, des restaurants, des ressources destinées aux populations vulnérables (sites d'injection supervisés, maisons d'hébergement, etc.), des tours à bureaux, des tours à condos ainsi que des parcs. S'y côtoient donc des travailleurs, des étudiants, des résidents incluant des familles, des aînés et de jeunes professionnels, des personnes en situation d'itinérance, d'intoxication ou ayant des problèmes de santé mentale ainsi que des commerçants. Cette cohabitation ne se fait pas sans heurt et génère un lot d'appels important.

En ce qui concerne les établissements licenciés, force est de constater que les activités des bars associés aux groupes criminalisés ou à des événements de violence armée font l'objet d'une

surveillance active et d'opérations répressives par l'unité d'ÉCLIPSE et les enquêteurs de la moralité, et ce, plus particulièrement au centre-ville et sur le Plateau-Montréal. Des actions locales sont également portées dans chacune des régions (Nord, Sud, Est, Ouest) auprès d'établissements de plus petite envergure (ex. : bars locaux, cafés italiens).

Organisations & groupes criminels

Au Québec, c'est à Montréal que l'on retrouve le plus grand nombre d'opportunités criminelles et de délinquants pouvant intégrer des organisations criminelles et opérer des formes de criminalité aussi variées que la criminalité individuelle, le trafic de rue et la criminalité d'affaires sophistiquée.

Au fil des années, les membres du crime organisé des différentes souches (Hells Angels, crime organisé italien, crime organisé libanais, gang de rue, crime organisé Proche-Moyen-Orient, etc.) présents sur le territoire montréalais ont développé une panoplie de relations d'affaires avec des membres du crime organisé d'autres allégeances que la leur, leur permettant ainsi de diversifier, d'augmenter et de légaliser leurs sources de revenus. Par exemple, les individus liés au crime organisé italien, au crime organisé du Proche-Moyen-Orient, les motards et même les gangs de rue n'hésitent pas à faire affaire avec des membres du crime organisé latino-américain de Montréal. Ces relations entre groupes criminalisés ont une influence importante sur les nombreux conflits et actes de violence ici à Montréal, devenant maintenant un risque pour la sécurité publique montréalaise.

Sur le plan des marchés criminels qui demeurent d'intérêt à Montréal, notamment puisqu'ils sont souvent liés à des événements de violence sur le territoire, il y a le marché des stupéfiants, celui des paris sportifs, des fraudes, des vols de véhicules moteurs et des extorsions.

Enfin, les conflits actuels sur le territoire de Montréal impliquant les gangs de rue tendent à se regrouper pour unir leurs forces contre leurs ennemis communs. Les gangs s'affichent sur les réseaux sociaux et diffusent leur idéologie face aux conflits armés. Ils provoquent et attisent les conflits par le biais de leurs agissements et de leur message. Les événements de violence comportent un risque accru pour la sécurité du public étant donné l'insouciance des joueurs impliqués dans ces gangs qui n'ont pas peur d'utiliser des armes à feu à toute heure de la journée, peu importe la présence de personnes innocentes sur place. Leur attitude face à ces événements de violence et leur désinvolture face aux conséquences de leurs actes concernant les victimes collatérales sont de plus en plus préoccupantes. Leur financement provient principalement, selon les dernières informations, des vols de véhicules ainsi que de l'exécution de contrat de toute sorte (ex : incendie, décharge d'arme à feu, extorsion, meurtre) pour le crime organisé peu importe la faction.

En outre, l'internationalisation et la globalisation des marchés criminels nécessitent une infrastructure que seul le territoire de l'île de Montréal possède : aéroport international, installations portuaires, axes autoroutiers, circulation intense des biens et des personnes et concentration d'institutions financières propices au recyclage des produits de la criminalité. À cela s'ajoute la situation stratégique de Montréal qui en fait une plaque tournante de la criminalité internationale, particulièrement en matière de drogue, de blanchiment d'argent et d'exploitation sexuelle pour l'est de l'Amérique du Nord ainsi que pour l'entrée d'immigrants clandestins.

Sa situation géographique, sa vocation internationale et la concentration de l'expertise technique sur son territoire font de Montréal un site incontournable pour l'éclosion de nouvelles formes de criminalité d'affaires et de crimes reliés aux nouvelles technologies de l'information.

Nouvelles technologies de l'information

Dans son plus récent ouvrage *The Next Age of Uncertainty – How the World Can Adapt to a Riskier Future* (2022), l'ancien directeur de la Banque du Canada, Stephen Poloz, décrit les défis économiques et la forte période de turbulences qui attend les ménages et les entreprises canadiennes au cours des prochaines années, voire décennies. De la collision qui est à prévoir entre les cinq grandes plaques tectoniques que sont le vieillissement de la population, les inégalités croissantes, l'endettement et les changements climatiques, seul le progrès technologique est identifié comme un vecteur positif sur la croissance économique des citoyens et des entreprises du pays (Dubuc, 2022).

Les années 90 ont été le théâtre de profonds changements dans les sociétés occidentales en ce qui a trait à la démocratisation d'Internet et l'engouement pour les nouvelles technologies (Rousseau, 2014). Les services policiers ne font pas exception à cette montée en puissante du domaine technologique. Les bienfaits sont aussi nombreux que variés : amélioration des

techniques de police scientifique et d'enquêtes, des outils de communications (passage au mobile, médias sociaux), de la performance des corps de police, etc.

Dans cette optique, à titre de 2e grand corps de police en importance au Canada et 8e en Amérique du Nord, le SPVM n'aura d'autre choix que d'entreprendre un important virage technologique pour faire face aux défis de demain.

Or, la désuétude technologique majeure (systèmes de gestion des événements et de la preuve, système de répartition assisté par ordinateur des appels d'urgence, acquisitions et maintien de logiciels de pointe, frais de formation et difficultés de recrutement/rétention de personnel qualifié) et le manque de financement chronique auxquels fait actuellement face le SPVM, comme plusieurs autres corps policiers, viennent atténuer les bénéfices associés au progrès technologique. C'est pourquoi cette situation devra faire l'objet d'une analyse approfondie par le SPVM. L'examen récent de l'évolution technologique des autres grands corps de police canadiens au cours de 2021-2022 par le SPVM a permis de constater le retard technologique du SPVM vis-à-vis de ces confrères canadiens (services de police de Toronto, Calgary, Edmonton et Vancouver).

Également, la cybercriminalité et ses diverses formes de criminalité seront aussi un enjeu d'importance sur lequel le SPVM devra travailler tant en matière de disponibilité de ressources spécialisées, mais également de démocratisation et de diffusion des connaissances de base auprès des policiers du terrain (patrouilleurs et enquêteurs) pour désengorger le volume de demandes à traiter par l'équipe de cyberenquête.

Par ailleurs, la complexification et l'alourdissement des tâches en enquête à laquelle on assiste depuis les dernières années viendront mettre une forte pression sur l'organisation et sa capacité d'offrir l'expertise et les ressources de soutien en enquêtes adéquates pour mener à terme les enquêtes (ex. : informatique judiciaire, gestion de la preuve vidéo, techniques de cyberenquête) tout en respectant les règles et les délais judiciaires de plus en plus strictes et contraignantes.

Enfin, les attentes grandissantes du public et des instances gouvernementales et autres en matière de transparence et de performance entraîneront une pression sur la capacité de l'organisation à se mesurer adéquatement (indicateurs de performance et tableaux de bord) et à rendre disponibles des données policières de qualité en sources ouvertes au public.

ÉVÉNEMENTS PUBLICS D'ENVERGURE ET MANIFESTATIONS

Annuellement, le SPVM doit assurer la sécurité de plusieurs centaines d'événements très variés qui se déroulent sur son territoire et auxquels des milliers de personnes participent (ex. : événements culturels et sportifs, manifestations, festivals, fêtes de quartier, opérations d'envergure pour répondre à une situation de crise, etc.).

Que ces événements soient récurrents ou non, longuement planifiés ou impromptus, pacifiques ou pas, d'envergure locale ou internationale et qu'ils regroupent des centaines ou des milliers de participants, ils ont en commun d'enclencher une opération policière lors de laquelle devra être maintenu le juste équilibre entre le respect des droits et des libertés individuels de notre société démocratique, et celui de maintenir la paix et l'ordre dans les espaces urbains au profit de la jouissance de tous les citoyens. Ces événements ont également en commun d'impliquer plusieurs partenaires stratégiques qui ont chacun leur rôle à jouer. De plus, dans bien des cas, la collaboration de la population est également nécessaire.

Les défis liés à la gestion de foule à Montréal sont de plus en plus nombreux. Non seulement il existe une grande multiplication et une diversification des causes et des formes prises par les rassemblements populaires, mais il y a de plus en plus d'imprévisibilités dans ceux-ci. De plus, il est fréquent que des groupes aux idées polarisées soient présents.

En fait, si les regroupements populaires avec présence de violence demeurent exceptionnels au Québec, la légitimité de la police est plus souvent dans la mire de nombreux manifestants et de plus en plus de policiers deviennent une nouvelle source d'intérêt pour ces manifestants issus de d'horizons divers.

Ces nouvelles réalités amènent constamment l'organisation à revisiter ses pratiques. Les stratégies actuelles adoptées pour faire respecter les lois et règlements en vigueur sont beaucoup plus évolutives et adaptables.

En 2020, le confinement lié à la COVID-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le nombre de rassemblements organisés, mais plutôt sur le type et le cadre dans lequel ils ont eu lieu. Ainsi, l'année a été marquée par des manifestations reliées aux mesures sanitaires, lesquelles ont engendré d'importants déploiements d'effectifs policiers.

En termes opérationnels, le SPVM doit s'assurer que tous ces événements se tiennent sans débordement et que tous les participants soient en sécurité. À ce titre, le SPVM couvre plus de 1 800 rassemblements populaires par année, des plus petits aux plus grands. En 2022, 1 959 services d'ordre ont été élaborés dont 470 manifestations.

Parmi les événements les plus notables de l'année 2022 sont :

- COP15;
- Défilé de la Saint-Patrick;
- Tour de l'Île de Montréal;
- Défilé et festivités de la Fête nationale;
- Festival de jazz;
- Grand prix F1 du Canada;
- Feux d'artifice;
- Francos (anciennement Francofolies);
- Marathon de Montréal;
- Manifestations de tout ordre.

La période estivale est particulièrement prisée par les organisateurs (de mai à octobre); les rassemblements se succèdent ou se chevauchent et engendrent ainsi pour le Service des contraintes supplémentaires. Il est à noter que le contexte international et social, ainsi que la montée du terrorisme (attaques aux véhicules-béliers par exemple), complexifient les stratégies en matière de sécurisation de ces événements.

Afin d'augmenter la présence policière (visibilité) lors d'événements spécifiques tels des manifestations, des services d'ordre festifs ou encore des activités sportives ou culturelles, le SPVM a recours à des ressources supplémentaires, principalement en provenance des PDQ, mais également de différents groupes ou unités spécialisées comme les Sections du soutien et interventions spécialisées, le Module motard, le Module de la cavalerie, différentes unités d'enquêtes et les policiers à vélo.

De plus, une équipe de médiation du SPVM a pour mandat de faire de la prévention et de contribuer à réduire les tensions et les risques de confrontation lors de manifestations ou de rassemblements organisés sur le territoire de l'île de Montréal. Le SPVM a fait appel à ses policiers médiateurs lors de multiples manifestations organisées depuis 2012, et ce, pour dialoguer avec les gens, répondre à leurs interrogations et démystifier le travail policier.

SÉCURITÉ PUBLIQUE À LA FRONTIÈRE DES ENJEUX SOCIAUX

Les grands centres urbains, comme Montréal, renferment une forte concentration de personnes dont les conditions de vie les rendent plus vulnérables à être victimes de délits, à en commettre ou à se retrouver dans des situations de détresse qui nécessitent une intervention policière.

C'est actuellement plusieurs centaines de fois par jour que les policiers sont appelés à intervenir auprès de personnes qui présentent des indices de vulnérabilité sociale et de santé. Ces interventions sont parfois reliées à des situations intrafamiliales problématiques, des dépendances aux drogues ou à l'alcool, des fugues, des situations de crise ou de maltraitance, de la délinquance et des pertes d'autonomie.

Une étude[44] a évalué que les policiers représentent le groupe de professionnels qui intervient le plus régulièrement auprès de ces personnes, en dehors des intervenants de santé et des services sociaux désignés. Les services policiers sont également reconnus pour être devenus, au fil des ans, une des voies d'accès vers les ressources de la santé et des services sociaux.

Par conséquent, la réalité des interventions d'aujourd'hui qui revêtent souvent un caractère social et sont d'une grande complexité, amène l'organisation à chercher constamment de nouvelles

[44] Borum, R., Deane, M. W., Steadman, H. J., & Morrissey, J. (1998). « Police perspectives on responding to mentally ill people in crisis: Perceptions of program effectiveness ». *Behavioral Sciences and the Law*, 16, 393-405.

avenues afin d'augmenter ses expertises, créer des liens avec une multitude de partenaires, tant internes qu'externes, avec d'autres secteurs d'intervention (santé et services sociaux, scolaires, etc.) et élargir le réseau d'experts et de ressources en fonction des besoins des différentes clientèles.

C'est dans ce contexte que le *Modèle montréalais pour une ville sécuritaire*[45] a vu le jour. Ce modèle est constitué de quatre axes indissociables dont les actions doivent être menées simultanément, soit :

- Axe 1 : Prévenir et réduire l'insécurité
- Axe 2 : Bâtir des milieux de vie de qualité
- Axe 3 : Mobiliser la communauté et promouvoir son adhésion
- Axe 4 : Incarner la coresponsabilité

L'axe 1 permet de renforcer à la fois la sécurité et le sentiment de sécurité. La Ville ainsi que le SPVM travaillent à prévenir l'émergence de la violence et à en atténuer les risques ainsi qu'à soutenir des interventions de proximité, de dissuasion ou de répression ciblées. Par exemple, le programme de financement *Prévention Montréal* vise à offrir des milieux de vie sécuritaires pour les enfants, les jeunes et leur famille en soutenant des projets d'organismes communautaires ce qui améliore la sécurité vécue et perçue chez les jeunes et dans les milieux où il est plus probable de vivre de l'insécurité. Au SPVM, nous faisons plus spécifiquement référence à l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (EMMIS), à la stratégie des Collectifs, aux patrouilleurs à pied, aux agents sociocommunautaires et ainsi qu'à la stratégie de dissuasion focalisée sur les groupes criminalisés.

L'axe 2 permet de consolider le filet social et d'offrir un accès équitable aux services ainsi que des opportunités sans racisme et discrimination, et ce, par la mise en œuvre d'une vaste gamme de mesures, par la Ville, en matière d'habitation, de transport, d'aménagement ainsi que de culture, sports et loisirs. Des initiatives en lien avec la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ainsi que la cellule d'intervention et de protection pour les migrants à statut précaire sont des exemples d'actions s'inscrivant dans cet axe.

L'axe 3 favorise l'autonomisation et la participation publique permettant aux programmes et investissements d'être en adéquation avec les besoins et les aspirations de toutes les populations. Pour ce faire, la Ville communique avec les populations, les informe et les invite à contribuer à la réflexion, à la définition et à la mise en œuvre d'interventions. Cela raffermit le lien de confiance entre le SPVM et les Montréalaises et Montréalais et contribue à leur adhésion aux actions policières. Concrètement, par exemple, le Conseil jeunesse de Montréal ainsi que les conseils d'arrondissement permettent aux jeunes d'exercer leur pouvoir d'influence et leur engagement à l'échelle de la Ville et de ses arrondissements dans les décisions qui les concernent.

Le projet Immersion est un autre exemple d'initiatives s'inscrivant dans l'axe 3. Ce projet a comme objectif de préparer les recrues policières en les familiarisant avec des situations locales réelles grâce à des expériences immersives, sans uniforme ni arme, en impliquant différents environnements, communautés et partenaires du SPVM. Cette initiative favorise une meilleure compréhension et un rapprochement entre les futurs policiers et policières et les diverses communautés et renforce la confiance des populations envers le SPVM.

L'axe 4 démontre la responsabilité partagée que constitue la sécurité urbaine; ce qui exige une action conjointe et coordonnée. La Ville collabore activement avec un large éventail de partenaires impliqués dans la sécurité publique. Les exemples sont nombreux : Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal (CoSSUM), les équipes mixtes comme ESUP et EMRII et la stratégie intégrée et concertée en itinérance.

Par ce modèle, la Ville de Montréal réaffirme sa détermination à agir et lance un appel à l'ensemble des partenaires afin d'accroître la collaboration et d'accélérer la mise en place d'actions pour maintenir le caractère sécuritaire de la métropole, particulièrement dans ses espaces publics.

Voici quelques exemples supplémentaires de plans ou de projets de prévention mis de l'avant par le SPVM. Ils sont le fruit d'une longue collaboration avec les partenaires municipaux, institutionnels et du milieu.

[45] Ville de Montréal (2023) *Modèle montréalais pour une ville sécuritaire*

Dossier autochtone

En juin 2015, le SPVM a conclu un Accord de collaboration avec le Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal (maintenant appelé « Réseau de la communauté autochtone à Montréal ») afin de favoriser des approches préventives, la compréhension et la communication ouverte entre le SPVM et les communautés autochtones de Montréal. L'Accord vise quatre objectifs :

1. normaliser le partenariat ;
2. contribuer à l'optimisation des compétences du personnel du SPVM;
3. accompagner la Communauté dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de prévention;
4. associer la communauté dans les stratégies d'intervention (prévention et réponse) quant aux femmes autochtones disparues (protocole).

Depuis la signature de cette entente, le SPVM continue à collaborer avec les organismes autochtones en fonction de l'évolution des besoins et a mis des ressources en place pour assurer une attention particulière à la communauté urbaine autochtone. Le poste d'agent de liaison autochtone (policier) a été créé et il est devenu permanent en 2022. Un poste de conseillère en développement communautaire aux relations avec les peuples autochtones (civile) a été également pourvu en mai 2022. Ces postes assurent des actions et suivis opérationnels et stratégiques en fonction des besoins de la communauté et des organismes ainsi qu'en fonction des besoins du personnel du SPVM en ce qui concerne le rapprochement avec la communauté.

Le SPVM participe à divers comités en lien avec le dossier autochtone afin de maintenir des échanges et collaborations avec les partenaires du terrain.

Une formation portant sur l'histoire des Premières Nations, des Inuit et des Métis est offerte aux policiers. Elle dresse également un portrait de la situation actuelle des personnes issues de ces communautés vivant en situation de vulnérabilité à Montréal et sur la façon de les guider vers des ressources d'aide.

Depuis 2014, des patrouilles conjointes se poursuivent entre policiers et intervenants du Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) afin de promouvoir une approche communautaire conjointe qui vise la valorisation et la sécurisation culturelle lors d'intervention non répressive qui aident à diminuer la méfiance et augmenter la confiance des personnes autochtones envers les policiers.

Le SPVM continue à collaborer au projet Iskweu, l'initiative du Foyer pour femmes autochtones de Montréal ainsi que d'autres projets qui cherchent à soutenir les femmes autochtones qui sont disparues ou qui peuvent être victimes d'acte criminels. L'Agent de liaison autochtone fait un suivi des dossiers de disparition et d'autres dossiers pertinents pour soutenir les familles ou intervenants.

Un diagnostic interne des relations, procès et pratiques qui existent au SPVM en ce qui concerne la communauté autochtone a été produit en novembre 2022 par la Division de la prévention et de la sécurité urbaine (DPSU). Des recommandations ont été émises à plusieurs égards. Ce diagnostic a mené à la rédaction d'un plan d'action en matière autochtone qui comprend les axes suivants : l'acquisition de connaissances; les projets et collaborations; le rapprochement, la concertation et les communications, ainsi que la prévention. Plusieurs éléments du plan sont déjà en cours de réalisation et renchérissent sur les objectifs nommés dans l'entente de collaboration de 2015.

Profilage racial et social

En 2018, un premier mandat fut confié à une équipe de recherche indépendante afin de répondre aux recommandations du *Rapport de la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise et de la Commission de la sécurité publique de la Ville de Montréal*. Ce premier mandat de recherche avait pour objectif principal de développer des indicateurs quantitatifs sur l'interpellation policière en lien avec l'identité racisée des personnes interpellées.

C'est notamment suite aux recommandations de ce rapport que le SPVM a élaboré et rendu publique la toute première politique sur l'interpellation policière, laquelle est entrée en vigueur en mars 2021. De plus, une équipe de « coach » en interpellation a été déployée afin de soutenir le personnel dans l'évolution de cette pratique policière et d'en favoriser son appropriation.

La recherche comportait toutefois des limites qui n'ont permis d'analyser que de façon partielle l'origine de ces résultats. Un second mandat a alors été confié aux mêmes chercheurs afin d'éclaircir les limites de celui-ci en plus d'évaluer l'impact de la nouvelle politique sur les interpellations policières.

La version finale du deuxième rapport, *Interpellations policières et profilage racial* (2e mandat), a été remise à la direction du SPVM le 16 juin 2023 par l'équipe de recherche indépendante.

Suivant le dépôt du deuxièmes rapport, le SPVM a élaboré certains engagements tels que :

- Faire une vigie des meilleures pratiques de formation et former les membres du SPVM sur les notions de racisme, racisme systémique et profilage racial ainsi que sur les mécanismes sociaux et cognitifs en jeu;
- Bonifier et mettre à jour la politique sur l'interpellation policière pour y préciser certains concepts, tels les faits observables, et mieux circonscrire les situations dans lesquelles l'interpellation doit être effectuée;
- Rendre l'équipe des *coachs* en interpellation pérenne et lui confier un mandat d'accompagnement et de formation du personnel policier;
- Faire une analyse approfondie des pratiques des autres provinces et des effets des décisions d'autres juridictions canadiennes en matière d'interpellation policière;
- Poursuivre les démarches visant à instaurer un processus de prise en charge des comportements individuels de profilage racial et social afin de soutenir les superviseurs et les gestionnaires;
- Accroître la diversité de son effectif, et ce, au sein de tous les paliers de l'organisation, notamment grâce au programme d'attestation d'études collégiales (AEC) Diversité et Profil social;
- Réviser les processus de sélection et de promotion afin s'assurer qu'ils sont exempts de biais discriminatoires à l'égard de tous les groupes, notamment les minorités visibles, ethniques et les femmes;
- Identifier les pratiques qui contribuent à accroître les discriminations en vue de les réduire par l'organisation d'activités de rapprochement.

De plus, et depuis 2021, le SPVM collabore avec le Bureau de la commissaire à la lutte au racisme et aux discriminations systémiques, au Plan intégré de la Ville de Montréal, qui remplace le plan corporatif du SPVM.

Le SPVM a aussi participé au comité sectoriel issu du milieu policier en matière de profilage racial et social (MSP) et collaboré au développement de 4 capsules de prévention des biais, et ce, en partenariat avec l'ENPQ, la CDPDJ, la Déontologie policière et le MSP.

Finalement, le SPVM projette de rédiger un plan d'action sur les relations entre la police et les citoyens qui adressera, entre autres, les enjeux du profilage.

Café avec un policier

Depuis novembre 2014, plus de 21 postes de quartier (PDQ) participent régulièrement à l'activité connue sous le nom de « Café avec un policier ». L'une des clés de son succès réside dans sa capacité à éliminer les barrières physiques qui souvent séparent les policiers des citoyens. Ces rencontres informelles, dans une atmosphère conviviale, renforcent la confiance mutuelle entre la police et les membres des communautés, un élément essentiel pour garantir la sécurité publique et résoudre les problèmes.

Au fil des années, lors de la semaine de la police, se tient un événement d'envergure baptisé le « Grand café avec un policier provincial dans les transports en commun ». Ce rassemblement réunit plus d'une vingtaine de services policiers de la province en même temps. Cette initiative est coordonnée par la DPSU ainsi que la Section du métro du SPVM, avec la participation de ses partenaires du réseau Équinoxe, à savoir EXO, la STM, CN et CP. L'événement se déploie dans plus d'une douzaine de stations de métro et de gares de trains EXO.

DEMANDES D'INTERVENTION

En 2022, le personnel de la Centrale 911 a répondu à 1 486 201 appels nécessitant la présence d'un service d'urgence (service de police, service de sécurité incendie, service ambulancier). De ce nombre, plus de 435 000 appels (30 %) nécessitaient l'intervention du SPVM et ont été répartis aux policiers pour une prise en charge. Cette statistique demeure relativement stable d'une année à l'autre. On observe tout de même une légère augmentation (+2,5 %) dans le nombre d'appels répartis par rapport à 2021 et comparativement à la moyenne des cinq dernières années (+2,2 %).

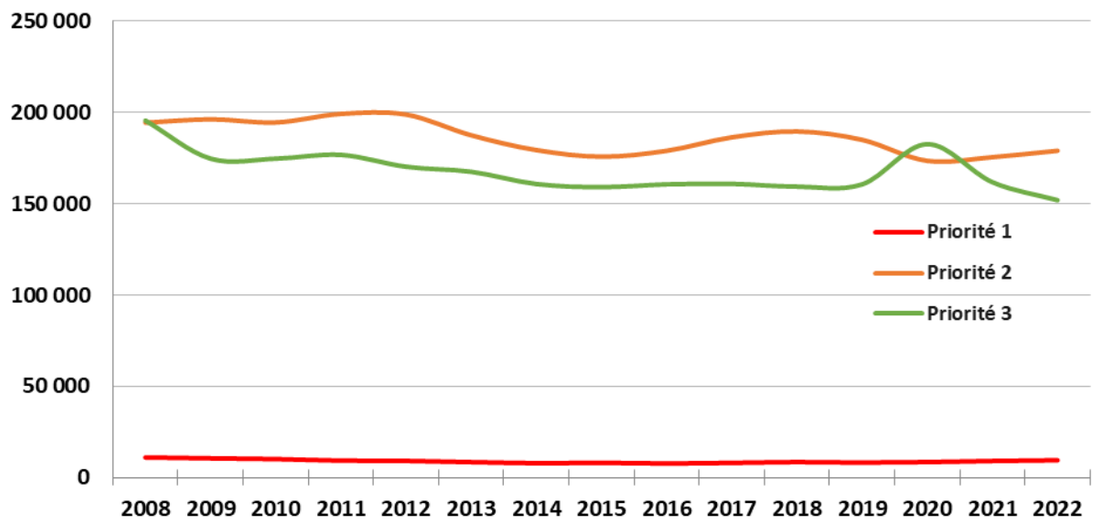
Au SPVM, les appels qui nécessitent un déplacement de policiers sur la route sont classés par priorité, soit :

Priorité P	assistance immédiate à un policier
Priorité 1	appel pour lequel la vie est en danger
Priorité 2	appels pour lesquels l'intégrité physique est menacée, mais inclut également d'autres types de situations urgentes
Priorité 3	crime contre la personne ou la propriété dont la vie ou l'intégrité physique ne sont plus menacées, aucun facteur de violence
Priorité 4	intervention non urgente
Priorité 5, 6 et 7	ne nécessitent pas de déplacement

Depuis 2008, on recense en moyenne chaque année, 8 937 appels de priorité 1 (2,5 %), 186 201 appels de priorité 2 (51,3 %) et 167 773 appels de priorité 3 (46,2 %). Les figures 13 et 14 présentent l'évolution de divers indicateurs en relation avec la réponse aux appels[46] de 2008 à 2022. Au cours de cette période, le nombre d'appels de service de priorité 1 à 3 a diminué globalement de 15 %. L'ensemble des priorités d'appels ont diminué pendant la période, allant d'une diminution de 7,9 % pour les appels de priorité 2 à une diminution de 22,3 % pour les priorités 3.

La hausse observée pour les appels de priorité 3 entre 2019 et 2020 s'explique par un important nombre d'appels pour signaler une situation contrevenant à la *Loi sur la santé publique* dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Bien qu'un retour à la normale soit observé depuis l'année 2021, le personnel du 911 a répondu à 15 569 appels en lien avec la crise sanitaire et plus de 15 800 rapports d'infraction généraux ou constats d'infraction ont dû être remis conformément à la *Loi sur la santé publique* pour cette seule année.

Figure 13 – Évolution du nombre d'appels répartis par priorité (P1, P2 et P3)

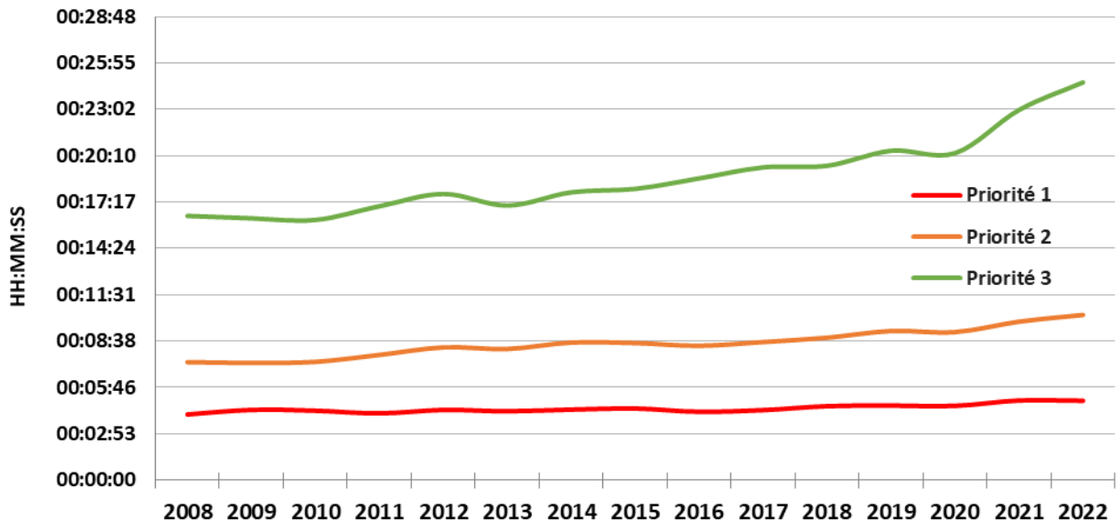


Le temps de réponse moyen des policiers pour des appels de priorité 1 est relativement stable depuis 2008 passant de 4 minutes 05 à 4 minutes 56, en 2022, entre la répartition de l'appel et l'arrivée sur les lieux. Bien qu'il n'existe pas de norme réglementaire en ce qui a trait au temps de réponse aux appels, le SPVM souhaite répondre le plus rapidement aux appels qui demandent une assistance immédiate. Les temps de réponse moyens aux appels de priorité 2 et 3 présentent une augmentation plus prononcée de 2008 à 2022. Plusieurs pistes d'explications potentielles

[46] Source : Rapports d'activités et Division de l'intelligence d'affaires – SPVM.

permettent de contextualiser cette hausse et mériteraient une réflexion approfondie. On pense notamment à la multiplication des chantiers routiers et des travaux d'amélioration des infrastructures touchant la grande région métropolitaine de Montréal. En 2020 et 2021 plus particulièrement, le taux d'absentéisme élevé des policiers dans les PDQ en raison de la pandémie contribue très certainement à la situation observée. Il en est de même pour la complexification des interventions qui sont effectuées par les patrouilleurs du SPVM. Cette combinaison d'un nombre de ressources plus limité sur le terrain et de la complexification des interventions a mis une pression importante sur les effectifs policiers depuis la pandémie. Ainsi, il est possible que certains appels anormalement longs aient contribué à l'augmentation de la durée moyenne.

Figure 14 – Évolution du temps moyen de réponse – Répartition de l'appel à l'arrivée sur les lieux par priorité



4. RÉPARTITION DE L'EFFECTIF[47]

Le *Règlement sur les services policiers* ainsi que l'article 353.12 de la nouvelle *Loi sur la police* obligent les municipalités à soumettre un Plan d'organisation policière à l'approbation du ministre de la Sécurité publique pour offrir le service de niveau de compétence requis.

Pour atteindre son plein emploi au 31 décembre 2024, le SPVM requiert un effectif policier permanent réel de **4 668**[48]. Afin de maintenir ce plein emploi, l'effectif autorisé global du SPVM doit être supérieur à l'effectif policier permanent afin de permettre une flexibilité au niveau de l'embauche et de la structure. Ceci dit, la répartition par grade de l'effectif réel peut dépasser la répartition par grade de l'effectif autorisé pour répondre aux besoins opérationnels, sans toutefois dépasser l'effectif global autorisé. Au 30 avril 2024, l'effectif autorisé était de 4 835 policiers et de 866 civils (excluant les brigadiers scolaires).

Tableau 10 – Effectif policier selon le grade

CADRES POLICIERS			POLICIERS SYNDIQUÉS		
	Autorisés	Réels		Autorisés	Réels
Directeur	1	1	Lieutenant	48	49
Directeur adjoint	3	3	Lieutenant-détective	91	92
Inspecteur-chef	13	14	Sergent	337	372
Inspecteur	21	23	Sergent-détective	714	701
Commandant	84	83	Agent	3 523	3 135
			Augmentation projetée d'effectif d'ici au 31 décembre 2024	N.A.	15
			Constable auxiliaire permanent[49]	N.A.	158
			Réservistes[50]	N.A.	22
Sous-total	**122**	**124**	**Sous-total**	**4 713**	**4 544**
Total autorisé : 4 835 **Total réel : 4 668**					

[47] Répartition de l'effectif au 30 avril 2024
[48] Abolition de l'Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) au 31 mars 2024 (14 postes) et de l'Équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE) au 30 septembre 2024 (4 postes) et fin du contrat avec l'Aéroport de Montréal (ADM) au 31 décembre 2024 (28 postes).
[49] Afin de compenser la perte de prestation découlant de diverses absences des policiers (formation, SST, maladie, maternité et paternité, etc.), le SPVM dispose de constables auxiliaires permanents. Ceux-ci sont des recrues qui sont formées puis réparties dans les PDQ, le Métro ou les C.O. afin de combler les absences. Le nombre réel de constables auxiliaires permanents (CAP) varie annuellement et peut atteindre un maximum de 300.
[50] Il s'agit de policiers retraités ayant un statut de surnuméraire. Ainsi, 50 réservistes représentent 22 policiers en équivalent à temps complet.

Parmi l'effectif policier autorisé, certains postes fluctuent à travers le temps. C'est notamment le cas des postes issus de projets financés, des prêts de service et des libérations syndicales. Au 30 avril 2024, il y avait 5 postes civils et 235 postes policiers fluctuants répartis comme suit :

131 postes policiers dédiés à des projets financés[51], soit :

- 7 pour la Section en violence conjugale (SVC);
- 15 pour ACCEF;
- 7 pour ACCES alcool;
- 28 pour ACCES tabac;
- 28 pour ACCES cannabis;
- 28 pour l'unité aéroportuaire;
- 2 pour l'Équipe intégrée de lutte contre la pornographie juvénile (EILP-J);
- 4 pour l'Équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE);
- 6 pour l'Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE);
- 6 pour l'Équipe de surveillance des délinquants sexuels (ESDS).

À noter que les postes décrits ci-dessus sont inclus dans le détail des unités figurant à la Section 6 du POP.

104 postes policiers dédiés aux départs en pré-retraite, aux prêts de service et aux libérations syndicales ainsi répartis :

- 15 pour combler les départs en pré-retraite;
- 61 pour les prêts de service :
    - 9 pour ENRCO;
    - 4 pour Équipe d'enquêtes dédiées aux dossiers de meurtres et de disparitions liées au crime organisé;
    - 2 pour ENSALA;
    - 2 pour EISN;
    - 24 pour EILP,
    - 8 pour CLCC;
    - 9 pour EILTA;
    - 2 pour CQDAAF;
    - 1 pour ESEI.
- 28 pour les libérations syndicales, ABR, Caisse et prêt de service ÉNPQ.

5 postes civils dédiés au prêt de service EILP

Le SPVM compte également parmi ses rangs des cadets policiers. Au 30 avril 2024, il y avait 90,5 années-personnes dans la fonction de cadet actifs au SPVM.

Tableau 11 – Effectif civil selon la fonction

CADRES CIVILS	Autorisés	Réels	CIVILS SYNDIQUÉS	Autorisés	Réels
Cadres	50	41	Cols blancs	659	580
			Cols bleus	25	22
			Professionnels	132	110
Sous-total	**50**	**41**	**Sous-total**	**816**	**712**
Total autorisé : 866 **Total réel : 753**					

[51] À compter du 31 décembre 2024, 99 postes policiers seront dédiés à des projets financés puisque les 28 postes de l'unité aéroportuaire et les 4 de l'EMIE auront été abolis.

En outre, le SPVM emploie, en équivalent années-personnes, 264,5 brigadiers scolaires pour assurer la sécurité de 538 traverses scolaires actives sur son territoire.

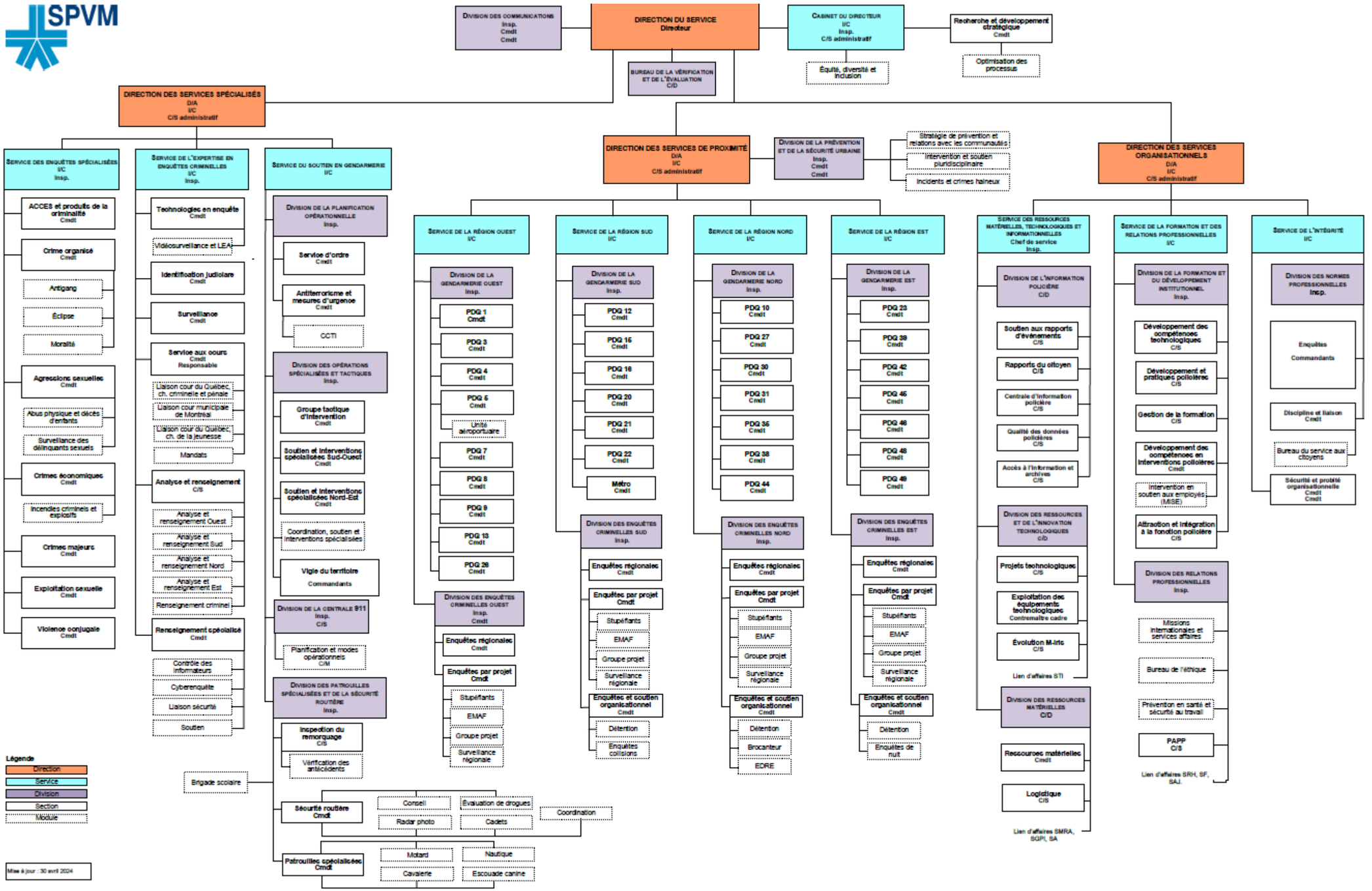
Le prochain tableau présente une synthèse des ressources policières et civiles utilisées pour chacune des catégories d'activité.

Tableau 12 – Répartition des postes permanents autorisés (policiers et civils) par secteur d'activité au 30 avril 2024[52]

Secteur d'activité	Poste policier	Poste civil	TOTAL
Activités administratives			
Direction/Administration	362	203	**565**
Activités policières			
Gendarmerie	2 699	88	**2 787**
Enquêtes	822	75	**897**
Services de soutien	914	497	**1 411**
Mesures d'urgence	38	3	**41**
TOTAL	**4 835**	**866**	**5 701**

[52] Le nombre de postes inclus les postes autorisés dans le cadre de projets financés et les postes en prêt de service à l'externe. Les 300 postes autorisés de constable auxiliaire permanent sont exclus.

5. ORGANIGRAMME



6. ORGANISATION DU SPVM[53]

DIRECTION DU SERVICE

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Directeur	1	Secrétaire de direction de premier niveau	1
Agent	2	Secrétaire de direction	1
Sous-total	**3**	**Sous-total**	**2**
Total : 5			

Le directeur est responsable de la direction du service de police ainsi que de l'organisation et de la conduite de ses opérations policières (article 114 de la *Charte de la Ville de Montréal*, métropole du Québec).

La direction du Service est composée des unités suivantes :

- Cabinet du directeur;
- Division des communications;
- Bureau de la vérification et de l'évaluation.

CABINET DU DIRECTEUR

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Chef de section – Soutien général - Cadre	1
Inspecteur	1	Secrétaire de direction	1
		Secrétaire d'unité administrative	2
		Agent de projets, promotions et événements spéciaux	1
		Conseiller en planification	3
Sous-total	**2**	**Sous-total**	8
Total : 10			

Afin d'appuyer le directeur dans ses fonctions, le Cabinet coordonne et assure l'uniformité des grands enjeux et des activités de chacune des directions. Il assure la liaison entre le bureau du directeur et les unités internes pour toutes demandes officielles. Il est responsable de l'arrimage avec les instances politiques que ce soit pour les redditions de compte, la coordination des activités, la communication des messages à véhiculer, etc. Il travaille ainsi en étroite collaboration avec l'ensemble des partenaires de la sécurité, ainsi qu'avec les instances gouvernementales et municipales. Il agit à titre de mémoire organisationnelle quant aux orientations, aux engagements et aux prises de position du directeur et de l'organisation. La Section de la recherche et du développement stratégique ainsi que le Module de l'équité, de la diversité et de l'inclusion sont sous sa gouverne.

Module de l'équité, diversité et inclusion

Ressources humaines autorisées
Civil
Conseiller en planification
Total : 1

Le Module de l'équité, de la diversité et de l'inclusion a pour mandat le développement d'un environnement sécuritaire et épanouissant pour les employés issus des diversités.

[53] Les effectifs policiers et civils qui sont inclus dans les tableaux de chacune des unités seront comptés en nombre de «personnes» en date du 31 octobre 2023. Pour leur part, les effectifs « cadets » ne seront pas comptabilisés comme effectif policier ou civil.

Section recherche et développement stratégique

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Commandant	1	Conseiller en planification	3
Total : 4			

La Section de la recherche et du développement stratégique soutient le Cabinet du directeur dans la réalisation de ses mandats. Il développe des stratégies organisationnelles permettant d'améliorer le modèle et l'offre de service du SPVM. Il met en œuvre et s'assure de la gestion de projets corporatifs afin de répondre aux attentes et aux besoins émergents des populations. Il réalise des analyses stratégiques permettant la modernisation et l'innovation des pratiques et de l'offre de service du SPVM. Elle est également mandataire de la coordination de la recherche scientifique ainsi que des stages universitaires.

Module de l'optimisation des processus

Ressources humaines autorisées	
Civil	
Conseiller en planification	2
Conseiller en analyse et contrôle de gestion	2
Total : 4	

Le Module de l'optimisation des processus supporte et appuie la Section de la recherche et du développement stratégique dans l'ensemble des mandats qui lui sont confiés ainsi que toutes les unités du SPVM lors de la révision des divers processus les concernant.

DIVISION DES COMMUNICATIONS

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Conseiller en communication	2
Commandant	2	Conseiller en planification	1
Sergent	1	Chargé de communication	10
Agent	6	Programmeur analyste	1
		Photographe	1
		Chargé de compte en communication visuelle	1
		Chargé de rédaction et de diffusion	1
		Préposé au soutien administratif	1
Sous-total	**10**	**Sous-total**	**18**
Total : 28			

La mission de la Division des communications est de conseiller et de soutenir les unités du SPVM en vue de développer, de réaliser et de diffuser des communications internes et externes. La Division agit en collaboration avec les différents secteurs d'activités du SPVM pour informer des actions et orientations de l'organisation ainsi que pour favoriser une communication bidirectionnelle, transparente et digne de confiance avec les citoyens, les partenaires et les médias.

BUREAU DE LA VÉRIFICATION ET DE L'ÉVALUATION

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Chef vérification et évaluation – cadre	1
Lieutenant-détective	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Conseiller en analyse et contrôle de gestion	2
		Conseiller en vérification	1
		Vérificateur principal	1
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**6**
Total : 8			

La mission du Bureau de la vérification et de l'évaluation (BVÉ) consiste à faire du SPVM une organisation professionnelle, intègre, crédible, transparente, proactive et centrée sur sa mission première dont les pratiques opérationnelles et administratives sont conformes aux normes éthiques et professionnelles. De plus, le BVÉ assure les liens entre la fonction policière, la Loi sur la police, les ressources humaines, financières, matérielles et informationnelles en s'assurant que celles-ci sont gérées et utilisées avec efficience, efficacité et intégrité.

Le Bureau de la vérification et de l'évaluation est un outil d'aide à la décision dont la finalité est d'apporter une plus-value aux activités et aux processus administratifs, opérationnels et financiers, et ainsi contribuer à l'amélioration de la qualité des services et accroître la crédibilité de la reddition de compte. Les activités du BVÉ favorisent une gestion optimale des ressources en conformité avec les règles éthiques et professionnelles ainsi qu'avec la législation applicable.

DIRECTION DES SERVICES DE PROXIMITÉ

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Directeur adjoint	1	Chef de section – soutien général – cadre	1
Inspecteur-chef	1	Secrétaire de direction	1
		Préposé au soutien administratif	2
		Conseiller en planification	2
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**6**
Total : 8			

La Direction des services de proximité illustre la volonté du SPVM de mettre la sécurité et le sentiment de sécurité des montréalais et des montréalaises est au cœur de ses préoccupations. Cette direction inclue quatre services régionaux : Sud, Ouest, Nord et Est offrant ainsi une réponse opérationnelle forte et adaptée aux différents problèmes de sécurité de la Ville de Montréal car les postes de quartier (PDQ) deviennent le cœur de l'organisation.

Cette direction possède toutes les ressources de 1er niveau, tant à la gendarmerie qu'aux enquêtes, mais également en prévention pour répondre aux diverses problématiques (criminelles, sociales, territoriales, etc.) présentent sur le territoire. Cette direction soutient directement les postes de quartier qui peuvent ainsi répondre à la mission de sécurité des populations. Cette direction permet une synergie et un arrimage, à la fois efficace et efficient, entre les activités de gendarmerie, de prévention et d'enquête.

PDQ

Durant les cinq dernières années, une moyenne annuelle de 430 000 appels a été générée par la population. Lorsque les policiers de la gendarmerie doivent se déplacer, ils peuvent le faire soit en véhicule (en duo ou en solo), en véhicule électrique, à vélo, à motocyclette, en véhicule tout-terrain, *à* cheval, en bateau ou tout simplement à pied.

Ils offrent aux populations locales les services policiers de base, 24 heures sur 24, sept jours sur sept. Ils ont la responsabilité d'assurer la sécurité publique sur le territoire qu'ils couvrent et de s'assurer que la mission du SPVM soit réalisée à leur niveau. Ils doivent s'adapter aux réalités locales et être en mesure d'adhérer le mieux possible aux structures municipales en place.

Chaque PDQ devient une équipe multidisciplinaire qui veille au développement du mieux-vivre ensemble en facilitant la concertation avec les partenaires et entre les intervenants sur le plan local. Lorsque les effectifs sont comblés, chaque PDQ est composé :

- d'une équipe de direction;
- de cinq groupes de réponse aux appels;
- d'un sixième groupe qui inclut les agents sociocommunautaires, un module d'actions par projet (MAP), les patrouilleurs à pied et à vélo et les agents de quartier - Sécurité routière (AQSR).
- Des membres civils (conseiller en développement communautaire, secrétaire, préposé à l'information policière de quartier).

Il revient à cette équipe multidisciplinaire des PDQ de mettre en place des actions locales, efficaces et intégrées en matière de sécurité publique. Ses champs d'activités, afin de bien s'accorder à la mission du SPVM et de bien servir les citoyens, sont les suivants :

- la patrouille, la réponse aux appels ainsi que le maintien de la paix et l'ordre (effectués par un nombre de policiers, variable en fonction du contexte : mois de l'année, jour de la semaine, température, événements prévus, etc.);
- la sécurité routière;
- la prévention du crime et les relations avec la communauté.

L'effectif du personnel policier est attribué à chaque PDQ en fonction des critères suivants :

- charge de travail sur appels;
- nombre de résidents et de commerces;
- superficie du territoire;
- population en déplacement (déplacements à l'origine et vers un quartier);
- circulation routière;
- criminalité de violence.

Ce sont au sein des PDQ que les nouvelles ressources policières intègrent le Service. Pour le SPVM, l'accueil et l'intégration des recrues sont des volets qui s'étendent bien plus loin que la première journée au poste de quartier. C'est un processus collectif qui permet de mettre en place un climat de confiance et de développer rapidement un sentiment d'appartenance et d'autonomie.

Le Programme d'accueil et d'intégration des recrues (PAIR) est un outil supplémentaire pour favoriser l'arrivée des recrues. Il s'agit d'une démarche structurée au sein de la convention collective visant une intégration plus efficace de la recrue. Plus particulièrement, ses objectifs sont de :

- Mettre en place des conditions gagnantes dans l'équipe et l'unité qui accueille la recrue;
- Faciliter l'intégration au sein de l'organisation afin de créer un sentiment d'appartenance;
- Encourager l'acquisition des connaissances et impliquer la recrue dans son développement personnel;
- Détecter les comportements à risque et mettre en place rapidement des mesures d'accompagnement de la recrue, afin d'amener une autonomie et un rendement appréciable.

L'agent PAIR est un interlocuteur unique, fiable et motivé qui accompagne la recrue et lui donne les explications et les conseils appropriés. Il établit un lien de confiance et de mentorat et facilite la transition pour l'arrivée en poste de la recrue. L'agent PAIR accompagne la recrue pendant 15 semaines à partir de son arrivée en poste de quartier.

Les MAP des PDQ regroupent des policiers avec différentes expertises pour donner une meilleure capacité d'agir en matière d'enquêtes, de collecte d'informations, de prévention, de répression, etc. Ils permettent d'innover et d'être créatif pour faire face aux problèmes rencontrés dans les différents territoires en préconisant une approche en résolution de problème. Les diverses expertises regroupées permettent, notamment de :

- reconnaître et identifier les problèmes;
- développer des stratégies à mettre en œuvre pour faire face à ces problèmes;

- établir les liens avec d'autres unités du SPVM (ex. : Division des enquêtes criminelles Ouest, Sud, Nord et Est);
- assurer la cohérence et la complémentarité des interventions auprès de tous les acteurs impliqués;
- mobiliser les partenaires;
- multiplier les contacts directs avec les citoyens;
- résoudre les problématiques.

L'une des caractéristiques principales des MAP est leur flexibilité. Le nombre de policiers impliqués peut varier en fonction de l'ampleur des projets élaborés. Un MAP est essentiellement composé de deux entités :

- une équipe de policiers, assignés pour une période d'un an, dont un superviseur et selon les projets, des agents de quartier dégagés de la relève de nuit;
- des membres du personnel des PDQ aux expertises spécifiques, supervisés par le commandant, qui se joignent à des projets en y jumelant leurs activités : agent(s) sociocommunautaire(s), agent(s) de quartier sécurité routière (AQSR) et cadet(s) policier(s).

Afin de décrire les 29 PDQ qui couvrent le territoire de l'île de Montréal, deux types de données sont présentés : un bref portrait de la population et un profil de la criminalité.

Il est à noter que les profils de la criminalité ont été réalisés avant l'intégration des PDQ 31 (Villeray) et 33 (Parc-Extension), alors que le nombre total de PDQ s'élevait à 30. Les analyses prennent par ailleurs compte des données démographiques de 2021 de Statistique Canada.

Enquêtes

En mars 2023, une extraction dans le système de gestion des incidents (M-IRIS) a été réalisée afin de chiffrer le flux des tâches d'enquête des sections des enquêtes régionales pour les années 2021 et 2022. Les données extraites sont les suivantes :

Tableau 13 – Nombre de dossiers traités par section des enquêtes régionales

Nombre de dossiers	Année 2021	Année 2022
Ouest	11 534	21 776
Sud	6 844	8 769
Nord	8 802	9 905
Est	8 425	13 572
TOTAL	**35 605**	**54 022**

Le système de filtrage des dossiers d'enquête des sections des enquêtes régionales comprend les étapes suivantes :

- Le signalement de l'incident par le citoyen;
- La rédaction d'un rapport d'incident par le patrouilleur;
- L'envoi du rapport d'incident au superviseur du poste de quartier (PDQ);
- La détermination du transfert de dossiers aux enquêtes par le superviseur du PDQ;
- L'envoi du dossier électronique à une boîte M-IRIS de la Division des enquêtes criminelles concernée.

Les boîtes M-IRIS des sections des enquêtes régionales sont gérées par des sergents-détectives occupant la fonction de contrôleur. On retrouve trois contrôleurs par division. Le travail de contrôleur est répartit principalement comme suit : l'évaluation et la catégorisation des plaintes par deux contrôleurs et l'accomplissement de certaines démarches d'enquête par un troisième contrôleur.

Des milliers de plaintes sont dirigés vers ces sections, un système de classement des dossiers existe dans M-IRIS. Les exemples énumérés ici-bas sont à titre informatif et ne représentent pas l'ensemble des plaintes et leurs classements.

Tableau 14 – Système de classement des plaintes aux sections des enquêtes régionales

Système de classement des plaintes	
Codage	**Type de dossiers**
BL 10	Prioritaire - ex : décès, disparition, violence conjugale, juvéniles et autres
BL 20	Urgent - ex : suspect identifié sans danger immédiat à la victime
BL 30	Non urgent - ex : suspect non identifié avec une possibilité d'images vidéo
BL 40	Traitement particulier de dossier qui ne se classifie pas dans les autres BL
BL 50	Travail à effectuer mandat – utilisé par la section des mandats

DIVISION DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ URBAINE

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Commandant	2	Conseiller en planification	1
Lieutenant	1	Conseiller en développement communautaire	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**4**	**Sous-total**	**4**
Total : 8			

Garante de la vision et de la cohérence organisationnelle en matière de prévention et de relations avec les citoyens, la Division de la prévention et de la sécurité urbaine (DPSU) coordonne et propose des orientations et des priorités corporatives en fonction de l'évolution des nouvelles tendances, des besoins et des attentes des citoyens montréalais.

Objectifs :

- Exercer une vigie sur les événements sociaux et géopolitiques sur le territoire et proposer des plans de réponses relatifs aux besoins identifiés;
- Veiller à l'harmonisation des actions corporatives, régionales et locales en matière de prévention et de relations avec la communauté, et ce, en lien avec les grandes priorités ainsi que la vision du Service;
- Favoriser des partenariats durables et stratégiques dans une dynamique de coproduction de la sécurité avec le milieu (approche réseau);
- Enrichir et partager les meilleures pratiques en prévention et en relation avec la communauté dans une perspective de performance organisationnelle;
- Identifier les besoins de sécurité de la communauté et agir afin d'assurer et préserver le sentiment de sécurité.

La Division regroupe trois modules, en plus de chapeauter le dossier des relations avec les peuples autochtones et le Bureau d'appréciation des citoyens (BAC) :

- Stratégie de prévention et relations avec les communautés
- Intervention et Soutien Pluridisciplinaire (MISP)
- Incidents et crimes haineux

Le Bureau d'appréciation des citoyens (BAC) effectue des suivis téléphoniques auprès de personnes qui ont eu une interaction avec le SPVM dans le cadre d'une intervention policière. Ces suivis permettent de mesurer leur satisfaction et de leur offrir un service optimal. Le BAC joue

ainsi un rôle dans l'amélioration continue, le renforcement des bonnes pratiques, le coaching du personnel et le suivi auprès des citoyens.

Module de la stratégie de prévention et des relations avec les communautés

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent	3
Agent	19
Total : 22	

Le Module de la stratégie de prévention et des relations avec les communautés regroupe l'ensemble des initiatives du SPVM réparties en quatre thématiques, communément appelées « dossiers sociaux », soit :

- Les personnes mentalement perturbées;
- Les personnes vivant en situation d'itinérance;
- La sécurité des aînés;
- La sécurité des jeunes de moins de 18 ans.

Plus concrètement, voici des initiatives coordonnées par ce module :

Équipe métro d'intervention et de concertation

Au mois de novembre 2020 a vu le jour l'Équipe métro d'intervention et de concertation (EMIC), une nouvelle équipe spécialisée issue d'un partenariat entre le SPVM, la Société de développement social (SDS) et la Société de transport de Montréal (STM). Celle-ci patrouille le réseau de métro afin d'offrir un accompagnement aux personnes en situation d'itinérance. Composée d'un policier, d'un intervenant social et d'un inspecteur de la STM, le travail de l'équipe a pour objectif de favoriser l'accès aux personnes en situation d'itinérance à des services correspondant à leur situation en considérant leurs besoins, en respectant leur volonté et en tenant compte de leurs capacités.

Équipe du réseau de la sécurité

Une équipe d'agents de concertation de la DPSU est spécifiquement dédiée au Réseau de sécurité. Les membres de cette équipe soutiennent les PDQ, les divisions des enquêtes criminelles Nord, Sud, Est et Ouest et les enquêtes spécialisées dans leurs activités de prévention et de résolution de problèmes, les accompagnent dans la recherche ou le développement de stratégies, programmes, projets ou outils de prévention. De plus, ils travaillent en étroite collaboration avec les mandataires et conseillers stratégiques des dossiers sociaux, de même qu'en complémentarité avec les partenaires internes ou externes dans les dossiers récurrents nécessitant un soutien plus complexe en matière de sécurité urbaine et prévention.

Intervention policière auprès des aînés maltraités

Le modèle d'intervention policière auprès des aînés maltraités (IPAM) tend à mieux habiliter les policiers à reconnaître les situations de maltraitance et à y intervenir en partenariat avec les services publics de la santé, des services sociaux et de la justice ainsi que des organismes communautaires. Le modèle IPAM comprend 57 actions déclinées en pratiques. Parmi ces pratiques, des outils de prévention ont été conçus en plusieurs langues. Un aide-mémoire pour la détection facilite la reconnaissance d'indices de maltraitance. Un mode de fonctionnement ainsi qu'une procédure d'intervention définissent les rôles de toutes les catégories de policiers dans la détection, l'intervention de première ligne, les suivis auprès des aînés en synergie avec ceux offerts par les services et organismes adéquats, l'enquête et le processus judiciaire. Les collaborations avec les services publics de santé et sociaux ainsi que les organismes communautaires sont précisés et renforcés. Le modèle IPAM a été implanté sur l'ensemble de l'île de Montréal en mai 2016. Une trousse comprenant des informations, un guide d'implantation, des fiches de synthèse et des outils sont disponibles en français et en anglais sur le site Internet du SPVM. Ce modèle a été développé en collaboration avec la Chaire de recherche sur la maltraitance envers les aînés de l'Université de Sherbrooke.

L'entrée en vigueur de la loi pour lutter contre la maltraitance envers les aînés et les personnes vulnérables a amené les parties concernées par celle-ci à mettre en place un processus d'intervention concerté (PIC). Le processus d'intervention concerté favorise des actions rapides, concertées et complémentaires de la part d'intervenants issus d'organisations représentées par

les ministères et organismes gouvernementaux dans le domaine de la santé et des services sociaux, de la justice et de la sécurité publique en vue de contrer la maltraitance chez les personnes aînées.

Le SPVM est impliqué dans ce processus qui permet de conseiller, de soutenir et de mettre en place des interventions en concertation avec les partenaires. Les agents de concertation du Réseau de sécurité assurent le suivi des cas portés à l'attention du SPVM via la plateforme Web spécifique au PIC. Dans chacune des 4 régions du SPVM, des lieutenants-détectives et des sergents-détectives ont été identifiés comme personne-ressource afin de s'assurer d'une communauté de pratique dynamique et active en matière de maltraitance aînée.

Projet ECHINOPS

Implanté en janvier 2022, ce projet propose une collaboration interdisciplinaire entre les professionnels en santé mentale du CIUSSS-EMTL et les policiers des postes de quartier 30 et 42 lors d'interventions auprès de citoyens dont l'état mental est perturbé. Selon le cas, l'équipe ECHINOPS regroupe des policiers, des intervenants du CLSC de Saint-Michel (infirmier ou psychiatre) et des intervenants des organismes communautaires.

Les interventions réalisées visent à prévenir des hospitalisations, à diminuer le nombre répété d'appels auprès des services d'urgence par ces mêmes personnes ou leurs proches, à offrir, avec le consentement de ces personnes, un accès rapide à des services répondant à leur état et à leurs besoins. De plus, la grande force du projet ECHINOPS est l'intégration d'un psychiatre au sein de l'équipe qui se déplace à domicile ou dans la communauté pour évaluer la santé mentale d'une personne lorsque requis. Il s'agit d'une première dans le cadre de telles interventions dans l'Est de Montréal.

Comité de concertation sur l'intervention policière en milieu scolaire

Depuis 2009, ce comité, présidé par le chef de la Division de la prévention et de la sécurité urbaine (DPSU) du SPVM, est constitué de représentants des cinq commissions scolaires et des établissements d'enseignement privés de l'Île de Montréal. Ce comité a pour rôle de faciliter les liens entre le milieu scolaire et le SPVM notamment lorsque celui-ci intervient dans des écoles pour faire de la prévention ou lorsqu'il y a un besoin de soutien lors d'opérations particulières.

Module de l'intervention et du soutien pluridisciplinaire (MISP)

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Conseiller en développement communautaire	3
Sergent	3	Conseiller en planification	1
Agent	32	Agent de recherche	1
		Concepteur réalisateur programme de formation	1
Sous-total	**36**	**Sous-total**	**6**
Total : 42			

Le module d'intervention et de soutien pluridisciplinaire est composé de trois équipes : l'équipe de soutien en urgence psychosocial (ESUP), l'équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance (EMRII) et l'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE)[54].

Ce module se démarque par une composition variée d'équipes opérationnelles ayant comme objectif principal le soutien corporatif relatif à différents champs d'expertise complémentaires :

ESUP : L'équipe de soutien en urgences psychosociales est une équipe mixte (policiers / intervenants du réseau de la santé) ayant pour mandat la collaboration multidisciplinaire et le soutien du travail policier lors d'interventions impliquant des personnes en crise ou dont l'état mental est perturbé. Elle intervient directement en première ligne auprès de ces personnes sur des appels qui ont été au préalable sécurisés par les patrouilleurs.

EMRII : L'équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance a comme objectif d'assurer un travail de proximité afin de rejoindre des personnes en situation d'itinérance qui font

[54] Abolition de l'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE) le 30 septembre 2024.

régulièrement l'objet d'interventions policières et présentant des facteurs de vulnérabilité. Elle s'assure de les référer et les accompagner vers des services adaptés à leurs besoins afin d'améliorer leurs conditions de vie et ainsi favoriser leur réinsertion.

EMIE : L'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles a comme objectif principal la bonification de l'offre de service et de l'expertise d'intervention en milieu scolaire afin de soutenir l'ensemble des agents sociocommunautaires des postes de quartier. Elle agit notamment en soutenant les PDQ lors d'événements de violence armée dans les écoles, en participant au développement de plans stratégiques proactifs, en agissant à titre de pivot entre les établissements scolaires, les PDQ et les différents acteurs institutionnels et communautaires et en développant des outils de prévention sur la violence armée[55].

Module des incidents et des crimes haineux

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	2
Agent	2
Total : 5	

En mai 2016, le SPVM a instauré un module dédié aux incidents et crimes haineux (MICH). Cette équipe a le mandat d'analyser chaque signalement reçu par le SPVM qui comporte la codification haineuse. Le traitement des plaintes et des rapports d'événement est ainsi centralisé au sein de ce Module.

L'équipe travaille en transversalité, c'est-à-dire qu'elle enquête les discours haineux et intervient auprès des personnes qui les diffusent, en plus d'intervenir auprès de son entourage et de la population visée, de concert avec les partenaires communautaires. Le volet prévention de la radicalisation menant à la violence est également traité par cette équipe.

Sa mission est également de sensibiliser la population au phénomène des incidents et des crimes haineux afin qu'elle puisse reconnaître et dénoncer ces délits. Le Module travaille aussi conjointement avec les PDQ afin d'identifier les précurseurs de la haine et créer des plans de sécurisation des communautés.

SERVICE DE LA RÉGION OUEST

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Sergent	1	Agent de bureau	1
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**2**
Total : 4			

Le Service de la région Ouest est responsable de toutes les enquêtes de premier niveau ainsi que de l'ensemble des PDQ qui se situent à l'intérieur de son territoire. Cette structure a l'avantage de créer une forte synergie entre la gendarmerie et les enquêtes. Possédant tous les moyens, tant en enquête, qu'en gendarmerie, il devient ainsi facilitant de répondre aux différents problèmes de sécurité des populations desservies.

DIVISION DE LA GENDARMERIE OUEST

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Agent – Constable auxiliaire permanent	101
Total : 102	

[55] Abolition de l'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE) le 30 septembre 2024.

PDQ 1

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	43		
Sous-total	**50**	**Sous-total**	**2**
Total : 52			

Secteurs desservis : Baie-d'Urfé, Beaconsfield, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue et Senneville

Limites territoriales

Nord	Jusqu'aux rues Gaucher, Antoine-Faucon et Angers, à Pierrefonds (exclues) jusqu'au lac des Deux-Montagnes (au niveau de Senneville)
Sud	Lac Saint-Louis
Est	Au nord de l'autoroute 40 : boul. de Salaberry, à Kirkland; au nord de l'autoroute 20 : Av. Windmill, Av. de la Roche, Av. Stillview, à Pointe-Claire (exclues)
Ouest	Lac des Deux-Montagnes

Portrait de la population

En 2021, le PDQ 1 dessert une population d'environ 48 000 habitants sur une superficie de 45 km^2. Fait remarquable, la population a diminué de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 1 compte 17 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 600 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 1 est l'un de ceux où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 788 infractions au Code criminel y ont été rapportées, soit environ deux infractions par jour, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Le nombre de crimes du PDQ 1 est moins élevé que la médiane et il se situe au dernier rang des 30 PDQ. Il se situe au dernier rang pour son taux de criminalité de 16,3 par 1000 résidents, qui est plus de deux fois moins élevé que la médiane (37,0) des 30 PDQ.

Le PDQ 1 se distingue par son très faible nombre de crimes contre la personne. Les 197 crimes rapportés en 2021, soit près de quatre fois moins que la médiane (781 crimes), le placent au 30e rang. Il occupe également le 30e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 4,1 crimes. Il est le quartier où les taux de voies de fait et de vols qualifiés sont les moins élevés du territoire.

Il se distingue également par ses très faibles nombres (557) et taux (11,5) de crimes contre la propriété, qui le placent au 29e et 28e rang. Les nombres et les taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes sont parmi les moins élevés du territoire.

PDQ 3

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1

Sergent	5		
Agent	65		
Sous-total	**72**	**Sous-total**	**2**
Total : 74			

Secteurs desservis : L'Île-Bizard, Pierrefonds, Sainte-Geneviève, Roxboro

Limites territoriales

Nord	Rivière-des-Prairies
Sud	Limite des secteurs Kirkland, Roxboro, Dollard-des-Ormeaux, Saint-Laurent (tous exclus)
Est	Autoroute 13 (exclue)
Ouest	Ch. de l'Anse-à-l'Orme; limite de Senneville (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 3 dessert une population d'environ 89 000 habitants sur une superficie de 51 km^2. La population a augmenté de 1,7 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 3 compte 33 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 1 000 logements inoccupés ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 3 est l'un de ceux où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 1 634 infractions au Code criminel y ont été rapportées comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Cet écart de 34% place le PDQ 3 au 26e rang des 30 PDQ. Son taux de criminalité de 18,3 crimes par 1000 résidents est un des moins élevés du territoire (28e rang). Il est deux fois moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 683 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 3, ce qui le place au 20e rang. Il occupe le 28e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 7,7 crimes, qui est 34% moins élevé que la médiane des 30 PDQ (11,6 crimes). Il est parmi les quartiers où les taux de de vols qualifiés sont les moins élevés du territoire (28e rang).

Il se distingue également par ses faibles nombres (839) et taux (9,4) de crimes contre la propriété, qui le placent aux 27e et 30e rangs respectivement. Les taux de vols simples, de fraudes et de vols de véhicules sont parmi les plus bas des PDQ (30e, 29e, et 30e rangs respectivement).

PDQ 4

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	4		
Agent	40		
Sous-total	**46**	**Sous-total**	**2**
Total : 48			

Secteur desservi : Dollard-des-Ormeaux

Limites territoriales

Nord	Rue Joseph-Paiement
Sud	Rue Saint-Régis
Est	Boul. Sunnybrooke
Ouest	Rue Somerset

Portrait de la population

Le PDQ 4 dessert une population d'environ 48 000 habitants sur une superficie de 15 km^2. Fait remarquable, la population a décru de 1,0 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 4 compte 17 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 400 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (2 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 4 est l'un de ceux où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 790 infractions au Code criminel y ont été rapportées, soit un peu plus de deux infractions par jour, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Le nombre de crimes du PDQ 4 est significativement moins élevé que la médiane et le place au 29e rang des 30 PDQ. Il se situe au 29e rang pour son taux de criminalité de 16,3 par 1000 résidents, qui est plus de deux fois moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

Le PDQ 4 se distingue par son très faible nombre de crimes contre la personne. Les 258 crimes rapportés en 2021, soit trois fois moins que la médiane (781 crimes), le placent au 29e rang. Il occupe également le 29e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 5,3 crimes. Ses nombres d'agressions sexuelles, de voies de fait et de vols qualifiés sont parmi les plus bas du territoire.

Il se distingue également par ses très faibles nombres (490) et taux (10) de crimes contre la propriété, qui le placent au 29e rang des 30 PDQ. Les nombres et le taux d'introductions par effraction, les vols de véhicules-moteur, les vols simples, les fraudes et les méfaits du PDQ 4 sont parmi les moins élevés du territoire.

PDQ 5

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	64		
Sous-total	**71**	**Sous-total**	**2**
Total : 73			

Secteurs desservis : Dorval, L'Île-Dorval, Pointe-Claire

Limites territoriales

Nord	Av. Labrosse; av. Oneida; boul. Saint-Régis; limite de Dollard-des-Ormeaux (exclue)
Sud	Lac Saint-Louis (ch. du Bord-du-Lac--Lakeshore)
Est	Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau de Montréal; limites de Lachine et de Saint-Laurent (exclues); av. Renaud; autoroute 13 (exclue)
Ouest	Av. de la Pointe-Claire; av. Stillview; av. de la Roche; limites de Kirkland et de Beaconsfield (exclues)

Portrait de la population

Le PDQ 5 dessert une population d'environ 53 000 habitants sur une superficie de 40 km^2. La population a augmenté de manière soutenue de 4,6 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 5 compte 22 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 1 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (4 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 5 en 2021 (1 640 crimes) est moins élevé (- 34%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 25e rang.

Lorsque l'on tient compte de la population, il se situe au 22e rang avec un taux de criminalité de 31,1 crimes par 1000 résidents alors que la médiane de tous les PDQ est de 37.

En 2021, 472 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 5, ce qui le place au 27e rang. Le PDQ 5 affiche également un taux de crimes contre la personne (9 crimes par 1000 résidents) moins élevé que la médiane (11,6). Les taux de voies de fait (5,2) et de vols qualifiés (0,6) du PDQ 5 le placent au 25e rang dans les deux cas.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 5 (1 091 crimes) est sous la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 22e rang pour ces crimes. On y compte notamment plus de vols de véhicules-moteur que dans la plupart des PDQ (10e rang).

Le taux de crimes contre la propriété du PDQ 5 est 6% inférieur à la médiane et il occupe le 19e rang à ce chapitre. Son taux de vols de véhicules-moteur (4,7 crimes par 1000 résidents) le place au 5e rang. Ses taux de vols simples et d'introductions par effraction sont comparables à la plupart des PDQ.

PDQ 7

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	11	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	87		
Sous-total	**100**	**Sous-total**	**3**
Total : 103			

Secteur desservi : Saint-Laurent

Limites territoriales

Nord	Arrondissements Pierrefonds-Roxboro et Ahuntsic-Cartierville (boul. Henri-Bourassa
Sud	Villes de Côte-Saint-Luc et Mont-Royal (autoroute 40 - gare de triage Taschereau)
Est	Arrondissement Ahuntsic-Cartierville (autoroute 15)
Ouest	Arrondissement Lachine Villes de Dollard-des-Ormeaux et Dorval (autoroute 13)

Portrait de la population

Le PDQ 7 dessert une population d'environ 102 000 habitants sur une superficie de 43 km^2. La population a augmenté de 3,2 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 7 compte 39 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 7 en 2021 (2 778 crimes) est plus élevé (11%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 12e rang. Il se situe au 25e rang pour son taux de criminalité de 27,2 crimes par 1000 résidents, ce qui est inférieur de 26% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 783 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 7, ce qui est équivalent à la médiane (781). Le taux de crimes contre la personne du PDQ 7 (7,7 crimes par 1000 résidents) est cependant inférieur au taux médian et les taux de voies de fait (4,4) et de vols qualifiés (0,9) sont moins élevés.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 7 (1 843) est 28% plus élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 9e rang. Il se classe au 1er rang pour le nombre de vols de véhicules-moteur (494), au 7e rang pour le nombre de fraudes, au 14e rang pour les introductions par effraction, au 12e rang pour le nombre de vols simples et au 18e rang pour les

méfaits. Par contre, le taux de crimes contre la propriété du PDQ 7 (18,1) est inférieur au taux médian. Comparativement aux autres PDQ, les taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes sont moins élevés dans le PDQ 7, tandis que son taux de vols de véhicules-moteur (4,8) est 65% plus élevé que le taux médian (2,9).

PDQ 8

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	53		
Sous-total	**60**	**Sous-total**	**2**
Total : 62			

Secteurs desservis : Lachine, Saint-Pierre

Limites territoriales

Nord	Cour du CN (secteurs Saint-Laurent et Côte-Saint-Luc exclus); limite de Montréal-Ouest (exclue)
Sud	Lac Saint-Louis; canal de Lachine
Est	8000, rue Notre-Dame; limite de Montréal-Ouest (exclue)
Ouest	56^{e} Avenue; limite de Dorval (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 8 dessert une population d'environ 46 000 habitants sur une superficie de 18 km^2. La population a connu une augmentation soutenue de 4,2 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 8 compte 21 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 1 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (5 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 8 en 2021 (1 910 crimes) est moins élevé (-23%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 21e rang. Il se situe au 13e rang pour son taux de criminalité de 41,1 crimes par 1000 résidents.

En 2021, 750 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 8, soit un nombre comparable à la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 8 au 18e rang. Son taux de crimes contre la personne (16,1 crimes par 1000 résidents) est le 6e plus élevé du territoire. Le taux de voies de fait (9,5) y est plus élevé que le taux médian (6,5), ce qui le place au 5e rang. Le taux de vols qualifiés dans le PDQ 8 (1,1 par 1000 résidents) est, pour sa part, comparable à la médiane (1,0).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 8 (980) est 32% moins élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il occupe le 25e rang. Son taux pour ces crimes (21,1 crimes) est, pour sa part, légèrement inférieur (4%) à la médiane (22,1). Les taux de vols simples (8,3), d'introductions par effraction (2,2) et de fraudes (4,6) du PDQ 8 se comparent aux taux médians, tandis que celui des vols de véhicules moteurs (2,7) est légèrement inférieur à celui de la plupart des PDQ (médiane de 2,9).

PDQ 9

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	99		
Sous-total	**111**	**Sous-total**	**3**
Total : 114			

Secteurs desservis :

- Côte-Saint-Luc, Hampstead, Montréal-Ouest, Notre-Dame-de-Grâce

Limites territoriales

Nord	Gare de triage
Sud	Rue Pullman; rue Addington; rue Saint-Jacques
Est	Av. Macdonald; av. Connaught (exclue); Av. Claremont; limite de Westmount (exclue)
Ouest	Gare de triage (une partie); Club de golf Meadowbrook; Av. Connaught; limite de Montréal-Ouest (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 9 dessert une population d'environ 115 000 habitants sur une superficie de 19 km^2. La population a augmenté de 2,5% entre 2016 et 2021. Le PDQ 9 compte 51 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 4 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (7 % des logements).

Profil de criminalité

****Le profil de criminalité 2021 combine les données des PDQ 9 et 11 suite au jumelage**

En 2021, 3 082 infractions au Code criminel ont été rapportées dans le PDQ 9, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. En volume, il se situe au 7e rang des PDQ avec le plus grand nombre de crimes contre la personne (1 041) et au 13e rang pour ce qui est des crimes contre la propriété (1 723). Lorsqu'on pondère par la population toutefois, on remarque que les taux de crimes sont parmi les plus bas. Le PDQ 9 se situe au 26e rang pour son taux de criminalité de 27 par 1000 résidents, qui est moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

Les taux de crimes du PDQ 9 sont généralement inférieurs à ce qu'on retrouve dans les autres PDQ. Il occupe le 24e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 9,1 crimes et le 27e rang pour ce qui est de son taux de crimes contre la propriété (15). Plus spécifiquement, ses taux de vols qualifiés, de vols simples, d'introductions par effraction et de fraudes sont parmi les moins élevés du territoire.

PDQ 13

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	67		
Sous-total	**74**	**Sous-total**	**2**
Total : 76			

Secteur desservi : LaSalle

Limites territoriales

Nord	Canal Lachine (rue Saint-Patrick)
Sud	Fleuve Saint-Laurent (boul. LaSalle); Île-aux-Hérons
Est	Av. Gérald; rue Irwin; limite de Verdun et parc Angrignon (exclus)
Ouest	Rue Liette; limite de Lachine (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 13 dessert une population d'environ 82 000 habitants sur une superficie de 16 km^2. La population a fortement augmenté de 6,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 13 compte 36 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 2 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (5 % des logements). Deux ménages sur cinq (38 %) habitent leur logement actuel depuis moins de cinq ans.

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 13 en 2021 (2 635 crimes) est plus élevé (6%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 14e rang. Il se situe au 21e rang pour son taux de criminalité de 32 crimes par 1000 résidents, ce qui est inférieur de 14% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 949 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 13, soit 22% de plus que la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 13 au 10e rang. En termes de taux, le PDQ 13 (11,5 crimes par 1000 résidents) se rapproche davantage de la médiane de 11,6 par 1000 résidents pour les crimes contre la personne et se situe au 16e rang. Le taux de vols qualifiés (0,5) du PDQ 13 est 49% inférieur à la médiane, tandis que le taux de voies de fait (6,7) est comparable à la médiane (6,5).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 13 (1 494) est similaire au nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 15e rang. Par contre, son taux de crimes contre la propriété (18,2 crimes par 1000 résidents) est de 18% inférieur au taux médian (22,1 crimes) et il occupe le 24e rang. Les taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes du PDQ 13 sont tous moins élevés que ceux de la plupart des PDQ et son taux de vols de véhicules à moteur correspond à la médiane.

PDQ 26

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	2	Préposé à l'information policière de quartier	2
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	148		
Sous-total	**161**	**Sous-total**	**4**
Total : 165			

Secteur desservi : Côte-des-Neiges, Outremont, Ville Mont-Royal

Limites territoriales

Nord	Côte-de-Liesse
Sud	Voie Camillien-Houde (exclue); av. Willowdale (une partie); av. du Mont-Royal (une partie); Chemin de la Côte-Saint-Luc
Est	Av. Hutchison (adresses du côté ouest); boul L'Acadie (exclu) au nord de la voie ferrée
Ouest	Av. Macdonald; secteurs Hampstead et Côte-Saint-Luc (exclus)

Portrait de la population

Le PDQ 26 couvre une superficie de 23 km^2. Il est le plus peuplé du territoire : environ 148 000 personnes y résident. Le nombre d'habitants de ce PDQ 26 a augmenté de 3 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 26 compte 64 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 6 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (8 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 26 en 2021 (4 494 crimes) est plus élevé (80%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 3e rang. Par contre, il se situe au 23e rang pour son taux de criminalité de 30 crimes par 1000 résidents, ce qui est inférieur de 18% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 1 358 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 26 soit 74% de plus que la médiane des PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 26 au 3e rang. Les nombres de tentatives de meurtre, d'agressions sexuelles, de voies de fait et de vols qualifiés du PDQ 26 sont parmi les plus élevés du territoire. Par contre, le taux de crimes contre la personne du PDQ 26 (9,2 crimes par 1000 résidents) y est moins élevé de 21% que le taux médian des 30 PDQ (11,6 crimes), ce qui le place au 23e rang. Le taux de voies de fait du PDQ 26 est 20% moins élevé que le taux médian des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 26 (2 788) est presque deux fois plus élevé que la médiane des PDQ (1 444) et il se situe au 2e rang. Il se classe au 1er rang pour le nombre de fraudes, au 3e rang pour le nombre de vols simples et au 4e rang pour les introductions par effraction, les vols de véhicules et les méfaits. Par contre, son taux de crimes contre la propriété (19 crimes par 1000 résidents) est inférieur au taux médian. Les taux d'introductions par effraction, de méfaits, de fraudes et de vols de véhicules moteur y sont tous inférieurs à ceux de la majorité des PDQ.

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES OUEST

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Commandant	1	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	3
		Agent de bureau	2
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**6**
Total : 8			

La Division des enquêtes criminelles Ouest comprend deux sections, soit celle des enquêtes régionales ainsi que celle des enquêtes par projet. Cette division a donc l'entière responsabilité, à l'intérieur des limites de son territoire, des enquêtes de 1er niveau. Les enquêteurs de ces sections participent à des projets conjoints sur des problématiques récurrentes qui ont des répercussions sur le territoire de Montréal. C'est le cas notamment de l'équipe mixte de vols de véhicules et leur participation dans les projets ARRET et la force corporative à l'interne.

Section des enquêtes régionales Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	5
Sergent-détective	59
Total : 65	

Les Sections des enquêtes régionales sont responsables des enquêtes sur les crimes commis contre la personne ainsi que contre la propriété, en plus d'assister la gendarmerie dans la gestion d'événements criminels. Ces sections œuvrent sur un territoire donné et entrent donc en relation privilégiée avec les policiers qui sont affectés à la patrouille sur ces territoires.

Parmi les types de crimes qui intéressent ces unités, notons :

- les tentatives de meurtre;
- les voies de fait graves;
- les vols qualifiés;
- les voies de fait simples;
- la violence conjugale et violence intrafamiliale;
- les menaces de mort;
- les enlèvements parentaux;
- les introductions par effraction;
- les vols de/dans/sur véhicules;
- les vols de cargaison;
- les méfaits;
- la concentration de vols simples.

Les enquêteurs de ces sections sont aussi appelés à traiter des événements non criminels, tels : décès, suicides, disparitions d'adultes et fugues. Comme dans une enquête de nature criminelle, l'objectif est de faire la lumière sur les circonstances de l'événement par la cueillette d'informations, l'analyse de la scène et le suivi auprès des plaignants ou des partenaires externes.

Les enquêteurs traitent également les dossiers pour lesquels des suspects ont été arrêtés en flagrant délit ou des dossiers d'enquêtes qui nécessitent un traitement immédiat.

Section des enquêtes par projet Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	1
Total : 2	

Les quatre divisions des enquêtes criminelles (Oust, Sud, Nord et Est) comprennent la section des enquêtes par projet qui est composée des quatre modules suivants :

- Stupéfiants
- EMAF
- Groupe projet
- Surveillance régionale

Cette structure a l'avantage d'accroître la cohérence à l'intérieur même du SPVM en offrant un service identique d'une division à l'autre.

Module Stupéfiants Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	2
Agent	9
Total : 11	

Les modules stupéfiants mettent en place des projets à court et à moyen terme axés principalement sur les drogues de rue.

Module ÉMAF Ouest

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent-détective	6	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	1

Agent	2		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

L'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF), toutes régions confondues, travaille en complémentarité dans la réalisation d'opérations coordonnées en matière d'armes à feu. Elle vise à réduire les activités criminelles de groupes ciblés qui contribuent aux événements violents qui surviennent sur le territoire.

En 2021, deux EMAF, Sud-Ouest et Nord-Est, ont été créées. Ces deux équipes étaient en lien avec chacune des régions, avec diverses unités spécialisées ainsi qu'avec tous les postes de quartier aux prises avec des problématiques de violence armée.

Dans un souci d'efficience, de rapprochement avec les communautés mais également entre les enquêtes et la gendarmerie, quatre ÉMAF ont été créées afin que chaque région ait son propre module. Ceci permet de prendre en charge rapidement les dossiers d'enquête impliquant l'utilisation ou la possession d'armes à feu et de contribuer à la recherche d'informations pertinentes pour élucider les crimes.

L'ÉMAF agit de manière ciblée et coordonnée auprès des acteurs criminalisés identifiés comme potentiellement armés et/ou impliqués dans des activités liées aux armes à feu. Elle cherche à agir en amont afin de procéder à des arrestations d'individus en possession d'armes à feu, prévenant ainsi la commission de plusieurs crimes de violence.

Module Groupe projet Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	6
Total : 7	

Les modules Groupe projet mènent des enquêtes d'envergure axées principalement sur les problèmes locaux de chacune de leur région respective. Ils peuvent travailler sur des concentrations propres à leur territoire, par exemple une série de vols qualifiés ou d'introductions par effraction dans les résidences.

Module de la surveillance régionale Ouest

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	1
Agent	8
Total : 9	

Les modules de la surveillance régionale offrent un service de surveillance organisée aux différentes équipes d'enquête de leur région respective.

SERVICE DE LA RÉGION SUD

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1		
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**1**
Total : 3			

Le Service de la région Sud est responsable de toutes les enquêtes de premier niveau ainsi que de l'ensemble des PDQ qui se situent à l'intérieur de son territoire. Cette structure a l'avantage de créer une forte synergie entre la gendarmerie et les enquêtes. Possédant tous les moyens, tant en enquête, qu'en gendarmerie, il devient ainsi facilitant de répondre aux différents problèmes

de sécurité des populations desservies. À cette structure s'ajoutent le module de la détention Sud ainsi que de celui des enquêtes collisions.

DIVISION DE LA GENDARMERIE SUD

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Agent – Constable auxiliaire permanent	53
Total : 54	

PDQ 12

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	4		
Agent	47		
Sous-total	**53**	**Sous-total**	**2**
Total : 55			

Secteurs desservis : Ville-Marie Ouest, Westmount

Limites territoriales

Nord	Ch. de la Côte-des-Neiges (côté sud seulement)
Sud	Rue Saint-Antoine (entre l'av. Atwater et la rue Rose-de-Lima); autoroute Ville-Marie (exclue)
Est	Rue Guy (exclue)
Ouest	Av. Claremont; limite de Notre-Dame-de-Grâce (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 12 dessert une population d'environ 38 000 habitants sur une superficie de 5 km^2. La population s'est accrue de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 12 compte 19 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 3 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (14 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 12 en 2021 (1 697 crimes) est moins élevé (-32%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 23e rang. Il se situe au 7e rang pour son taux de criminalité de 45,1 crimes par 1000 résidents qui est supérieur de 22% au taux médian des 30 PDQ (37,0 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 538 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 12, soit 31% de moins que la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 12 au 23e rang. Par contre, son taux de crimes contre la personne (14,3 crimes par 1000 résidents) est plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (11,6 crimes). Le taux de voies de fait du PDQ 12 (9,3) est, lui aussi, plus élevé que la médiane (6,5), mais son taux de vols qualifiés (1,2) s'en approche davantage (1,0).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 12 (1 055) est moins élevé (de 27%) que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il occupe le 24e rang. Par contre, son taux de crimes contre la propriété (28 crimes) est le septième plus important du territoire. Les taux de vols simples (5e rang), d'introductions par effraction (7e rang) et de méfaits (5e rang) sont supérieurs à ceux de la majorité des PDQ. Par contre, le taux de vols de véhicules du PDQ 12 est moins élevé que la médiane et est l'un des plus faibles du territoire (28e rang).

PDQ 15

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	101		
Sous-total	**113**	**Sous-total**	**3**
Total : 116			

Secteurs desservis : Saint-Paul, Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Ville-Émard

Limites territoriales

Nord	Rue Saint-Antoine; rue Saint-Jacques; rue Saint-Rémi; rue Pullman
Sud	Canal de l'Aqueduc (boul. de La Vérendrye); Technoparc (autoroute Bonaventure exclue)
Est	Rue Guy; rue Ottawa; rue des Seigneurs; rue Saint-Patrick; rue Bridge
Ouest	Parc Angrignon; rue Irwin; rue Saint-Patrick; pont Monk; rue Notre-Dame; boul. Angrignon; limite de LaSalle (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 15 dessert une population d'environ 74 000 habitants sur une superficie de 12 km^2. La population a augmenté de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 15 compte 38 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (7 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 15 en 2021 (3 112 crimes) est plus élevé (25%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 8e rang. Il se situe au 10e rang pour son taux de criminalité de 42,1 crimes par 1000 résidents, ce qui est supérieur de 14% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 1 061 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 15, soit 36% de plus que la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 15 au 6e rang. Le taux de 14,4 crimes contre la personne par 1000 résidents est également plus élevé que celui de la majorité des PDQ, et place le PDQ 15 au 11e rang. Les taux de voies de fait (7,9) et de vols qualifiés (1,0) sont supérieurs ou similaires aux médianes des 30 PDQ (6,5 et 1,0 respectivement).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 15 (1 776) est plus élevé de 23% que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 11e rang. Par contre, son taux de crimes contre la propriété (24,0 crimes par 1000 résidents) s'approche davantage du taux médian (22,1 crimes) et il occupe le 10e rang. Les taux de vols simples (10), d'introductions par effraction (4) et de méfaits (3,6) du PDQ 15 sont plus élevés que ceux de la plupart des PDQ, tandis que ses taux de fraudes et de vols de véhicules-moteur sont parmi les moins élevés du territoire (24e et 21e rangs respectivement).

PDQ 16

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	64		
Sous-total	**71**	**Sous-total**	**2**
Total : 73			

Secteurs desservis : Île-des-Sœurs, Verdun

Limites territoriales

Nord	Canal de l'Aqueduc (boul. Champlain)
Sud	Fleuve Saint-Laurent (boul. LaSalle); île des Sœurs
Est	Rue May
Ouest	Rue Fayolle; limite de LaSalle (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 16 dessert une population d'environ 70 000 habitants sur une superficie de 9 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1,6 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 16 compte 35 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 2 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 16 en 2021 (2 397 crimes) est un peu moins élevé que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 17e rang. Il se situe au 20e rang pour son taux de criminalité de 34,1 crimes par 1000 résidents, qui est aussi inférieur au taux médian des 30 PDQ (37 crimes).

En 2021, 821 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 16, ce qui est comparable à la médiane (781 crimes) et le place au 12e rang. Le PDQ 16 affiche également un taux de crimes contre la personne (11,7 crimes par 1000 résidents) similaire à la médiane (11,6) ce qui le place au centre de la distribution (14e rang). Son taux de voies de fait (6,4) place le PDQ 16 au 17e rang, tandis que son taux de vols qualifiés (0,7) est moins élevé que celui de la plupart des PDQ (23e rang).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 16 (1 394 crimes) est inférieur de 3% à la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et, lorsqu'on tient compte de la population, son taux de crimes contre la propriété (19,8 crimes par 1000 résidents) est légèrement plus faible que la médiane du territoire (21e rang). Son taux de vols de véhicules moteurs (1,3) est parmi les moins élevés du territoire (29e rang). Ses taux de vols simples (9,3), de méfaits (2,1) et de fraudes (4,2) sont comparables à ceux de la plupart des PDQ, alors que celui des introductions par effraction (2,5) est légèrement plus élevé que la médiane.

PDQ 20

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	11		
Agent	83		
Sous-total	**96**	**Sous-total**	**2**
Total : 98			

Secteurs desservis : Centre-ville (Ville-Marie Ouest), parc du Mont-Royal

Limites territoriales

Nord	Ch. Camillien-Houde (parc du Mont-Royal)
Sud	Rue de la Commune
Est	Rue De Bleury
Ouest	Rue Guy

Portrait de la population

Le PDQ 20 dessert une population d'environ 41 000 habitants sur une superficie de 6 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de façon record de 36 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 20 compte 25 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Fait remarquable, il compte aussi près de 7 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (21 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 20 en 2021 (3 814 crimes) est 53% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 6e rang. Il se situe aussi au 2e rang pour son taux de criminalité de 93 crimes par 1000 résidents, qui est près de trois fois plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents). Ce taux de criminalité élevé est typique d'un quartier du centre-ville qui compte peu de résidents et une forte population « flottante », le taux étant calculé sur le nombre de résidents. Dans ce contexte, le nombre de crimes constitue une meilleure mesure que le taux pour rendre compte de la situation de la criminalité du PDQ 20.

En 2021, 982 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 20, ce qui le place au 9e rang. Les tentatives de meurtre sont significativement plus nombreuses dans le PDQ 20 que la médiane des 30 PDQ. Les agressions sexuelles, les vols qualifiés et les voies de fait y sont aussi plus nombreuses que dans la plupart des PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 20 (2 249 crimes) est le cinquième en importance sur territoire. Il est 56% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes). Le vol de véhicules moteur est moins élevé dans le PDQ 20 que dans la plupart des PDQ (24e rang). Le PDQ 20 est par ailleurs parmi les quartiers où on enregistre le plus de vols simples (4e rang), qui y sont deux fois plus nombreux que la médiane. Le nombre de méfaits y est le plus élevé du territoire (1er rang). Enfin, le nombre de cambriolages et de fraudes sont plus importants dans le PDQ 20 que dans la majorité des quartiers.

PDQ 21

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	105		
Sous-total	**117**	**Sous-total**	**3**
Total : 120			

Secteurs desservis : Centre-ville (Ville-Marie Est), Île Notre-Dame, Île Sainte-Hélène, Vieux-Montréal

Limites territoriales

Nord	Rue Sherbrooke
Sud	Fleuve Saint-Laurent (incluant l'île Notre-Dame et l'île Sainte-Hélène); av. Pierre-Dupuy
Est	Rue Saint-Timothée
Ouest	Rue De Bleury; rue McGill

Portrait de la population

Le PDQ 21 dessert une population d'environ 22 000 habitants sur une superficie de 4 km^2. Le nombre d'habitants a connu une très forte augmentation de 14 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 21 compte 13 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Fait remarquable, il compte aussi près de 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (19 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 21 en 2021 (4 605 crimes) est presque deux fois plus élevé que la médiane des 30 PDQ, ce qui le place au 2e rang. Il se situe au 1er rang pour son taux de criminalité de 207 crimes par 1000 résidents, qui est plus de cinq fois plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents). Ce taux de criminalité élevé est typique d'un quartier du centre-ville qui compte peu de résidents et une forte population «flottante», le taux étant calculé sur le nombre de résidents. Dans ce contexte, le nombre de crimes constitue une meilleure mesure que le taux pour rendre compte de la situation de la criminalité du PDQ 21.

En 2021, 1 202 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 21, ce qui le place au 5e rang. Les vols qualifiés (1er rang), les voies de fait (5e rang) et les agressions sexuelles (7e rang) sont plus nombreuses dans le PDQ 21 que les médianes des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 21 (2 333 crimes) est 62% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 3e rang à ce chapitre. Le nombre de vols simples (1 312) et d'introductions par effraction (246) du PDQ 21 sont supérieurs aux médianes des 30 PDQ. En revanche, les vols de véhicules à moteur et les fraudes y sont moins nombreux (respectivement 19e et 20e rangs).

PDQ 22

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	68		
Sous-total	**75**	**Sous-total**	**2**
Total : 77			

Secteur desservi : Centre-Sud

Limites territoriales

Nord	Rue Sherbrooke
Sud	Rue Notre-Dame; port de Montréal (une partie); fleuve Saint-Laurent
Est	Rue Lespérance; voie ferrée
Ouest	Rue Amherst

Portrait de la population

Le PDQ 22 dessert une population d'environ 34 000 habitants sur une superficie de 4 km^2. Le nombre d'habitants a nettement augmenté de 4% entre 2016 et 2021. Le PDQ 22 compte 19 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (8 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 22 en 2021 (2 517 crimes) est comparable à la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 15e rang. Cependant, il se situe au 3e rang pour son taux de criminalité de 75 crimes par 1000 résidents, comparativement à un taux médian de 37 crimes pour les 30 PDQ. Le taux de criminalité du PDQ 22 est significativement supérieur à la médiane des PDQ.

En 2021, 745 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 22, ce qui est similaire à la médiane des 30 PDQ (781 crimes) et place le PDQ 22 au 19e rang. Le PDQ 22 affiche cependant un taux de crimes contre la personne (22 crimes par 1000 résidents) deux fois supérieur à la médiane de 12 par 1000 résidents et se situe au 3e rang. Les taux de voies de fait (12) et de vols qualifiés (2,4) y sont plus élevés que les taux médians de l'ensemble des PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 22 (1 511 crimes) est supérieur de 5% au taux médian des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 14e rang pour ces crimes. Il se situe cependant au 3e rang pour le taux de crimes contre la propriété. Les taux des vols simples, des introductions par effraction, des fraudes et des méfaits sont également parmi les plus élevés sur le territoire.

Section du métro

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent-détective	3		
Sergent	8		
Agent	73		
Sous-total	**86**	**Sous-total**	**2**
Total : 88			

Secteurs desservis : Lignes du réseau du métro de Montréal

Limites territoriales

Nord	Station Laurier
Sud	Station Jean-Drapeau
Est	Station Frontenac
Ouest	Station Lionel-Groulx

Depuis juin 2007, la Section du métro de Montréal assurait la sécurité dans les 64 stations du métropolitain qui desservent le territoire montréalais. En 2021, presque 15 ans après la création de la Section du métro, des changements ont été apportés afin d'optimiser les interventions policières. En effet, la Section du métro couvrait un territoire très vaste et les policiers se trouvaient parfois à devoir parcourir de longues distances pour intervenir dans certaines stations, ce qui pouvait poser des défis au niveau opérationnel. Afin d'optimiser la visibilité, le temps de réponse et la prise en charge des appels, le secteur central du réseau du métro de Montréal, soit 21 stations, demeure desservi par la Section du métro. Les PDQ 15, 26, 35 et 48 assurent la couverture de celles situées dans leur région respective.

Avec une moyenne quotidienne en semaine de plus de 900 000 usagers, le sentiment de sécurité est étroitement lié à la visibilité policière, notamment aux heures de grande affluence et lors d'événements spéciaux. En plus des usagers du réseau du transport en commun, le personnel policier est aussi appelé à interagir au quotidien avec les inspecteurs de la STM. Le personnel policier intervient, dans une large proportion, auprès de personnes en situation d'itinérance et des différents partenaires communautaires présents sur le terrain.

Les policiers qui patrouillent dans le métro effectuent leurs opérations dans le réseau intérieur de la Société de transport de Montréal (STM). Ils sont donc répartis depuis la bouche du métro (ou son entrée intérieure) jusqu'aux quais, en passant par les aires de circulation et les commerces intérieurs à certaines stations. Tous les ans, des millions d'usagers fréquentent le réseau du métro, lequel donne accès aux différents pôles d'intérêts économique et culturel de Montréal. Ce réseau abrite également nombre de commerçants pour qui la qualité de vie et la sécurité sont des facteurs importants.



Les policiers affectés à cette section sont présents dans les métros et dans les aires avoisinantes afin de veiller à la sécurité des usagers et des commerçants. Ils ont également pour mandat de réduire la fréquence des comportements inquiétants et des incivilités, et ce, afin d'assurer la quiétude de tous les citoyens. Les policiers s'assurent de faire respecter les lois et règlements en vigueur. Ils veillent, entre autres, à assurer la fluidité du réseau, notamment en contrecarrant les incivilités qui retardent les arrivées et les départs des rames de métro. Les policiers qui patrouillent dans le métro font le même travail que les policiers rattachés à un PDQ. Ils disposent donc de tous les services spécialisés, techniques et de soutien du SPVM pour faciliter leurs interventions sur le terrain.

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES SUD

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	3
		Agent de bureau	2

Sous-total	**1**	**Sous-total**	**6**
Total : 7			

La Division des enquêtes criminelles Sud comprend trois sections, soit celle des enquêtes régionales, celle des enquêtes par projet ainsi que celle des enquêtes et du soutien organisationnel. Cette division a donc l'entière responsabilité, à l'intérieur des limites de son territoire, des enquêtes de 1er niveau. Les enquêteurs de ces sections participent à des projets conjoints sur des problématiques récurrentes qui ont des répercussions sur le territoire de Montréal. C'est le cas notamment de l'équipe mixte de vols de véhicules et leur participation dans les projets ARRET et la force corporative à l'interne. Elle est également responsable du module de détention Sud. Le module des enquêtes collisions fait aussi partie de cette division mais offre un service pour l'entièreté du territoire du SPVM.

Section des enquêtes régionales Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	5
Sergent-détective	59
Agent	1
Total : 66	

Les Sections des enquêtes régionales sont responsables des enquêtes sur les crimes commis contre la personne ainsi que contre la propriété, en plus d'assister la gendarmerie dans la gestion d'événements criminels.

Section des enquêtes par projet Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	1
Total : 2	

Les quatre divisions des enquêtes criminelles (Oust, Sud, Nord et Est) comprennent la section des enquêtes par projet qui est composée des quatre modules suivants :

- Stupéfiants
- EMAF
- Groupe projet
- Surveillance régionale

Cette structure a l'avantage d'accroître la cohérence à l'intérieur même du SPVM en offrant un service identique d'une division à l'autre.

Module Stupéfiants Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	3
Agent	8
Total : 11	

Les modules stupéfiants mettent en place des projets à court et à moyen terme axés principalement sur les drogues de rue.

Module ÉMAF Sud

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent-détective	6	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	1

Agent	2		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

L'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF), toutes régions confondues, travaille en complémentarité dans la réalisation d'opérations coordonnées en matière d'armes à feu. Elle vise à réduire les activités criminelles de groupes ciblés qui contribuent aux événements violents qui surviennent sur le territoire.

Module Groupe projet Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	6
Total : 7	

Les modules Groupe projet mènent des enquêtes d'envergure axées principalement sur les problèmes locaux de chacune de leur région respective. Ils peuvent travailler sur des concentrations propres à leur territoire, par exemple une série de vols qualifiés ou d'introductions par effraction dans les résidences.

Module de la surveillance régionale Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	1
Agent	8
Total : 9	

Les modules de la surveillance régionale offrent un service de surveillance organisée aux différentes équipes d'enquête de leur région respective.

Section des enquêtes et soutien organisationnel Sud

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Total : 1	

La Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud comprend deux modules, soit la détention et les enquêtes collisions.

Module de la détention Sud

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Agent de bureau	1
Sergent	5		
Agent	48		
Sous-total	**54**	**Sous-total**	1
Total : 55			

Plusieurs services judiciaires sont offerts par les modules de la détention via leurs centres de détention. Ils accueillent le personnel et les prévenus, procèdent à l'écrou, à la fouille, mais également au bertillonnage le cas échéant autant pour les prévenus que pour les personnes en liberté. Les agents de soutien opérationnel agissent comme techniciens qualifiés en éthylomètre et peuvent donc administrer les tests d'alcoolémie. Ils assurent aussi le transport en fourgon cellulaire des personnes détenues vers les tribunaux ou vers un autre centre de détention. Ils font

le contrôle de certains sujets en libération conditionnelle et veillent à l'exécution de certaines ordonnances de la Cour.

Depuis l'arrêt Reilly, la vidéocomparution a pris une place importante au sein des modules de détention puisqu'elle s'effectue directement à partir du centre de détention et qu'elle doit être réalisée dans le délai prescrit. Cette activité entraîne une charge de travail supplémentaire importante considérant le volume de prévenus reçus à chaque année.

Module des enquêtes collisions

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	4	Préposé à l'information policière de quartier	1
Agent	35		
Sous-total	**39**	**Sous-total**	**1**
Total : 40			

Le personnel du Module des enquêtes sur les collisions entreprend les démarches nécessaires pour élucider des accidents et des délits de fuite mortels ou avec blessés, des accidents majeurs ou ceux comportant un niveau élevé de médiatisation ou des collisions reliées aux poursuites automobiles impliquant le personnel du Service. À cet effet, il recueille les éléments de preuve lui permettant d'identifier les causes et les circonstances puis, au besoin, reconstitue la scène de la collision afin d'identifier les auteurs des collisions et de déterminer la possibilité ou non d'intenter des poursuites judiciaires devant les tribunaux.

SERVICE DE LA RÉGION NORD

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1		
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**1**
Total : 3			

Le Service de la région Nord est responsable de toutes les enquêtes de premier niveau ainsi que de l'ensemble des PDQ qui se situent à l'intérieur de son territoire. Cette structure a l'avantage de créer une forte synergie entre la gendarmerie et les enquêtes. Possédant tous les moyens, tant en enquête, qu'en gendarmerie, il devient ainsi facilitant de répondre aux différents problèmes de sécurité des populations desservies. À cette structure s'ajoutent les modules suivants :

- Détention Nord
- Brocanteur
- Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE)

DIVISION DE LA GENDARMERIE NORD

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Agent – Constable auxiliaire permanent	88
Total : 89	

PDQ 10

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	4		
Agent	46		
Sous-total	**52**	**Sous-total**	**2**
Total : 54			

Secteurs desservis : Bordeaux, Cartierville

Limites territoriales

Nord	Rivière-des-Prairies (boul. Gouin)
Sud	Boul. Henri-Bourassa; limite de Saint-Laurent (exclue)
Est	Rue Poincaré
Ouest	Boul. Pitfield (exclu)

Portrait de la population

Le PDQ 10 dessert une population d'environ 55 000 habitants sur une superficie de 10 km^2. La population s'est accrue de 1,3 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 10 compte 22 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 1 000 logements privés vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 10 est l'un des quartiers où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 1659 infractions au Code criminel y ont été rapportées, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Cet écart de 33% place le PDQ 10 au 24e rang des 30 PDQ. Il se situe au 24e rang pour son taux de criminalité de 30,3 par 1000 résidents, qui est 18% moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 527 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 10, ce qui le place au 24e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Il occupe également le 22e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 9,6 crimes.

Le nombre et le taux de crimes contre la propriété du PDQ 10 sont moins élevés que dans la plupart des PDQ (23e et 22e rangs respectivement). Les nombres et taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes du PDQ 10 sont tous inférieurs à ceux de la majorité des PDQ. Par contre, le taux de vols de véhicules y est plus élevé (11e rang).

PDQ 27

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10		
Agent	78		
Sous-total	**90**	**Sous-total**	**2**
Total : 92			

Secteur desservi : Ahuntsic

Limites territoriales

Nord	Rivière-des-Prairies (près du boul. Gouin)

Sud	Boul. Crémazie (à l'Est de Papineau, la limite Sud est rue Port-Royal (voie ferrée)
Est	Rue J.-J. Gagnier
Ouest	Rue Poincaré; voie ferrée (rue Meilleur)

Portrait de la population

Le PDQ 27 dessert une population d'environ 81 000 habitants sur une superficie de 13 km^2. Le nombre d'habitants a légèrement augmenté de 0,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 27 compte 38 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements). Deux ménages sur cinq (43 %) habitent leur logement actuel depuis moins de cinq ans.

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 27 en 2021 (2 770 crimes) est plus élevé (11%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 13e rang. Par contre, il se situe au 19e rang pour son taux de criminalité de 34,4 crimes par 1000 résidents, ce qui est inférieur de 7% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 805 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 27, soit un nombre un peu plus élevé que la médiane de 781 crimes, ce qui le place au 14e rang. Le taux de crimes contre la personne du PDQ 27 (10 crimes par 1000 résidents) est inférieur (de 14%) au taux médian des 30 PDQ (11,6 crimes), ce qui le place au 21e rang. Les taux de voies de fait (5,4) et de vols qualifiés (0,7) sont moins élevés que les taux médians des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 27 (1 797) est plus élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 10e rang. Il se classe au 6e rang pour le nombre de vols de véhicules moteur (331) et au 4e rang pour le nombre de fraudes (449), qui est près de deux fois supérieur au nombre médian (263). Par contre, son taux de crimes contre la propriété (22 crimes par 1000 résidents) correspond au taux médian (15e rang). Les taux de vols simples et de méfaits du PDQ 27 s'approchent des taux médians, tandis que son taux de fraudes et de vols de véhicules-moteur est plus élevé que la médiane des PDQ.

PDQ 30

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	60		
Sous-total	**67**	**Sous-total**	**3**
Total : 70			

Secteur desservi : Saint-Michel

Limites territoriales

Nord	Av. Charland; 57^e Rue
Sud	Rue Bélanger (exclue)
Est	25e Avenue; 24^e Avenue
Ouest	Rue D'Iberville (entre la rue Bélanger et le boul. Crémazie); av. Papineau (entre le boul. Crémazie et l'av. Charland)

Portrait de la population

Le PDQ 30 dessert une population d'environ 57 000 habitants sur une superficie de 9 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1,6 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 30 compte 24 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 1 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (5 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 30 en 2021 (2 286 crimes) s'approche de la médiane des 30 PDQ, ce qui le place au 18e rang. Il se situe au 14e rang pour son taux de criminalité de 40 crimes par 1000 résidents, ce qui est supérieur de 8% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 771 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 30, ce qui est similaire à la médiane des 30 PDQ (781 crimes). Le PDQ 30 occupe le 1er au chapitre du nombre de tentatives de meurtre (18) en 2021. En termes de taux des crimes contre la personne (13 crimes par 1000 résidents), le PDQ 30 occupe le 13e rang. Les taux de voies de fait (7,8) sont toutefois supérieurs aux médianes des 30 PDQ (6,5).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 30 (1 352) correspond au nombre médian pour les 30 PDQ et son taux pour ces crimes (23,6) est similaire au taux médian (22,1 crimes). Le taux d'introductions par effraction (1,7 par 1000 résidents) est 18% moins élevé que le taux médian (2,1). Par contre, les taux de méfaits et vols de véhicules-moteur sont supérieurs à ceux de la plupart des PDQ.

PDQ 31

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	2
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	104		
Sous-total	**116**	**Sous-total**	**4**
Total : 120			

Secteur desservi : Villeray, St-Michel, Parc-Extension

Limites territoriales

Nord	Boul. Crémazie
Sud	Voie ferrée au sud de la rue Beaumont (du boulevard L'Acadie à Avenue du Parc); Rue Jean-Talon (de la rue Marconi à l'av. Papineau); rue Bélanger (entre l'av. Papineau et la rue D'Iberville)
Est	Rue D'Iberville
Ouest	Boul. de l'Acadie (à la limite de Mont-Royal)

Portrait de la population

Le PDQ 31 dessert une population d'environ 88 000 habitants sur une superficie de 7 km^2. Le nombre d'habitants a très légèrement augmenté de 0,3 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 31 compte 43 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (7 % des logements).

Profil de criminalité

En 2021, 2 037 infractions au Code criminel ont été rapportées dans le PDQ 31, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Cet écart de 18% place le PDQ 31 au 20e rang. Il se situe au 18e rang pour son taux de criminalité de 34,7 par 1000 résidents, qui est 6% moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 645 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 31, ce qui le place au 21e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Il occupe le 19e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence

par 1000 résidents, avec 11 crimes. Son taux de voies de fait (6,3) est 4% moins élevé que la médiane, tandis que son taux de vols qualifiés (0,9) s'en démarque un peu plus (13%).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 31 (1 260) est similaire au nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il occupe le 20e rang. Son taux de crimes contre la propriété de 21,5 par 1000 résidents le place au 17e rang. Les taux de vols simples (8,6) et d'introductions par effraction (2,1) du PDQ 31 sont similaires à la médiane des 30 PDQ. Son taux de fraudes (5,4) est toutefois supérieur à la médiane.

**** Les PDQ 31 et 33 ont été jumelés mais les profils (basés sur les données 2021) maintiennent la distinction présente cette année-là****

Le PDQ 33 est l'un de ceux où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 1 091 infractions au Code criminel y ont été rapportées comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Il se situe au 28e rang à ce chapitre. Cependant, il se situe au 15e rang pour son taux de criminalité de 37,5 par 1000 résidents, qui s'apparente à la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 432 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 33, ce qui le place au 28e rang. Les agressions sexuelles, les vols qualifiés et les voies de fait y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Il occupe cependant le 9e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence par 1000 résidents, avec 14,9 crimes. Ses taux de voies de fait (8,6) et de vols qualifiés (1,3) sont plus élevés que les taux médians des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 33 (592) est le deuxième moins élevé du territoire (28e rang). Il se classe notamment au dernier rang (30e) pour le nombre de fraudes, au 29e rang pour le nombre d'introductions par effraction et au 27e rang pour les vols simples. Son taux de crimes contre la propriété (20,4 crimes par 1000 résidents) est moins élevé que celui de la plupart des PDQ (médiane de 22,1), ce qui le place au 20e rang.

PDQ 35

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	59		
Sous-total	**66**	**Sous-total**	**2**
Total : 68			

Secteurs desservis : La Petite-Italie, La Petite-Patrie, Outremont

Limites territoriales

Nord	Rue Jean-Talon (de la voie ferrée à l'ouest de la rue Marconi jusqu'à l'av. Papineau); rue Bélanger (jusqu'à la rue D'Iberville exclue)
Sud	Voie ferrée (au sud de la rue des Carrières)
Est	Rue D'Iberville (exclue)
Ouest	Rue Durocher

Portrait de la population

Le PDQ 35 dessert une population d'environ 51 000 habitants sur une superficie de 5 km^2. Le nombre d'habitants a très légèrement diminué de 0,1 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 35 compte

28 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (7 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 35 en 2021 (2 103 crimes) est plus faible (-16%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 19e rang. Par contre, il se situe au 12e rang pour son taux de criminalité de 41 crimes par 1000 résidents, ce qui est supérieur de 12% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 576 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 35, soit 26% de moins que la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 35 au 22e rang. Le taux de crimes contre la personne du PDQ 35 (11,3 crimes par 1000 résidents) est un peu moins élevé (de 2%) que la médiane des PDQ (11,6 par 1000 résidents) et il se situe au 17e rang. Le taux de voies de fait (6,6) du PDQ 35 est comparable à la médiane, tandis que celui des vols qualifiés (1,1) est légèrement plus élevé que la plupart des PDQ (1,0).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 35 (1 273) est moins élevé de 12% que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 19e rang. Le nombre de vols de véhicules-moteur du PDQ 35 est 44% plus bas que la médiane des PDQ et il occupe le 22e rang pour ces crimes. À l'opposé, le nombre de fraudes est 17% plus élevé que la médiane des PDQ. Son taux de crimes contre la propriété (25,1 crimes par 1000 résidents) est plus élevé que le taux médian (22,1 crimes) et il occupe le 8e rang. Les taux de vols simples, d'introductions par effraction, de méfaits et de fraudes du PDQ 35 sont parmi les plus élevés du territoire.

PDQ 38

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	2
Sergent	11		
Agent	126		
Sous-total	**139**	**Sous-total**	**3**
Total : 142			

Secteur desservi : Le Plateau-Mont-Royal

Limites territoriales

Nord	Voie ferrée au sud du boul. Rosemont
Sud	Rue Sherbrooke
Est	Rue Montgomery
Ouest	Rue University (secteur sud) et rue Hutchison (secteur nord)

Portrait de la population

Le PDQ 38 dessert une population d'environ 106 000 habitants sur une superficie de 8 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1,7 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 38 compte 58 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 7 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (10 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 38 en 2021 (5 034 crimes) est plus de deux fois plus élevé (102%) que la médiane des 30 PDQ (2 495), ce qui le place au 1er rang. Il se situe au 5e rang pour son taux de criminalité de 47,6 crimes par 1000 résidents, soit un taux plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (37).

En 2021, 1 573 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 38, un nombre deux fois supérieur à la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 38 au 2e rang. Il se classe au 8e rang quant à son taux de crimes contre la personne (14,9 crimes par 1000 résidents) qui est 29% plus élevé que le taux médian de 11,6 crimes observé pour les 30 PDQ. Les taux de voies de fait (9,1) et de vols qualifiés (1,4) sont plus élevés que les taux médians.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 38 (3 079 crimes) est aussi beaucoup plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444) et il occupe le 1er rang. Son taux de crimes contre la propriété (29,1 crimes) est 32% plus élevé que la médiane (22,1 crimes) et il se place au 5e rang à ce chapitre. Les taux de vols simples, d'introductions par effraction et de méfaits sont parmi les plus élevés du territoire.

PDQ 44

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10		
Agent	74		
Sous-total	**86**	**Sous-total**	**2**
Total : 88			

Secteurs desservis : Rosemont

Limites territoriales

Nord	Rue Bélanger
Sud	Rue Sherbrooke
Est	Boul. Lacordaire
Ouest	Rue D'Iberville

Portrait de la population

Le PDQ 44 dessert une population d'environ 91 000 habitants sur une superficie de 10 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 2,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 44 compte 47 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 3 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 44 en 2021 (3 326 crimes) est 33% supérieur à la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 7e rang. Cependant, son taux de criminalité de 36,5 crimes par 1000 résidents est similaire au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents) et il se situe au 16e rang à ce chapitre.

En 2021, 1 033 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 44, ce qui le place au 8e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés sont plus nombreux dans le PDQ 44 que dans la plupart des PDQ. Le PDQ 44 affiche cependant un taux de crimes contre la personne (11,3 crimes par 1000 résidents) légèrement inférieur à la médiane des 30 PDQ (18e rang).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 44 (2 040 crimes) est 41% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes), ce qui le place au 6e rang. Il se situe au 5e rang des PDQ pour le nombre de vols simples et de fraudes et au 9e rang pour les vols de véhicules-moteur. Les écarts aux médianes s'amenuisent si on considère les taux par 1000 résidents plutôt que les nombres. Le taux de crimes contre la propriété du PDQ 44 est similaire au taux médian et il occupe

le 14e rang à ce chapitre. Les taux d'introductions par effraction et de vols de véhicules se comparent aux taux médians. Le taux de fraudes est plus élevé que dans la majorité des quartiers (12e rang), tandis que le taux de vols simples est 13% supérieur au taux médian.

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES NORD

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	3
		Agent de bureau	1
		Commis de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**6**
Total : 7			

La Division des enquêtes criminelles Nord comprend trois sections, soit celle des enquêtes régionales, celle des enquêtes par projet ainsi que celle des enquêtes et du soutien organisationnel. Cette division a donc l'entière responsabilité, à l'intérieur des limites de son territoire, des enquêtes de 1er niveau. Les enquêteurs de ces sections participent à des projets conjoints sur des problématiques récurrentes qui ont des répercussions sur le territoire de Montréal. C'est le cas notamment de l'équipe mixte de vols de véhicules et leur participation dans les projets ARRET et la force corporative à l'interne. Elle est également responsable du module de détention Nord. Le module Brocanteur ainsi que l'équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE) font aussi partie de cette division mais offrent un service pour l'entièreté du territoire du SPVM.

Section des enquêtes régionales Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	5
Sergent-détective	59
Agent	1
Total : 66	

Les Sections des enquêtes régionales sont responsables des enquêtes sur les crimes commis contre la personne ainsi que contre la propriété, en plus d'assister la gendarmerie dans la gestion d'événements criminels.

Section des enquêtes par projet Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	1
Total : 2	

Les quatre divisions des enquêtes criminelles (Oust, Sud, Nord et Est) comprennent la section des enquêtes par projet qui est composée des quatre modules suivants :

- Stupéfiants
- EMAF
- Groupe projet

- Surveillance régionale

Cette structure a l'avantage d'accroître la cohérence à l'intérieur même du SPVM en offrant un service identique d'une division à l'autre.

Module Stupéfiants Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	7
Agent	4
Total : 11	

Les modules stupéfiants mettent en place des projets à court et à moyen terme axés principalement sur les drogues de rue.

Module ÉMAF Nord

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent-détective	6	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	1
Agent	2		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

L'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF), toutes régions confondues, travaille en complémentarité dans la réalisation d'opérations coordonnées en matière d'armes à feu. Elle vise à réduire les activités criminelles de groupes ciblés qui contribuent aux événements violents qui surviennent sur le territoire.

Module Groupe projet Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	6
Total : 7	

Les modules Groupe projet mènent des enquêtes d'envergure axées principalement sur les problèmes locaux de chacune de leur région respective. Ils peuvent travailler sur des concentrations propres à leur territoire, par exemple une série de vols qualifiés ou d'introductions par effraction dans les résidences.

Module de la surveillance régionale Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	1
Agent	8
Total : 9	

Les modules de la surveillance régionale offrent un service de surveillance organisée aux différentes équipes d'enquête de leur région respective.

Section des enquêtes et soutien organisationnel Nord

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1

Total : 1

La Section des enquêtes et du soutien organisationnel Nord comprend trois modules, soit la détention, Brocanteur et l'équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE).

Module de la détention Nord

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Agent de bureau	1
Sergent	5		
Agent	45		
Sous-total	**51**	**Sous-total**	1
Total : 52			

Plusieurs services judiciaires sont offerts par les sections de la détention via leurs centres de détention. Ils accueillent le personnel et les prévenus, procèdent à l'écrou, à la fouille, mais également au bertillonnage le cas échéant autant pour les prévenus que pour les personnes en liberté.

Module brocanteur

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Agent de bureau	1
Sergent-détective	3		
Agent	6		
Sous-total	**10**	**Sous-total**	**1**
Total : 11			

Le Module brocanteur encadre une activité commerciale particulière afin de protéger les citoyens lors d'achats dans les divers commerces de prêts sur gages ou d'articles d'occasion et de s'assurer du respect des lois et des règlements en vigueur. Le module assure aussi, à l'aide d'un partenariat avec le secteur privé, l'échange d'informations stratégiques entre les divers corps policiers et les gestionnaires de sécurité privée œuvrant dans le commerce de détail. Des analyses des transactions sont effectuées afin de déceler toute activité criminelle de recel et d'élucider certains crimes en reliant les objets volés aux lieux du crime. Cela permet d'identifier et de traduire les criminels devant la justice.

Module de l'Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE)

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	13
Total : 14	

L'Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements (EDRE) a été mise en place en 2022 afin de traiter les dossiers relatifs aux disparitions, aux recherches de famille de personnes décédées et aux enlèvements (à l'exception de ceux sous la responsabilité

de la Section des crimes majeurs), tout en arrimant les pratiques à celles du Guide d'enquête sur les disparitions et les enlèvements au Québec. Cette équipe travaille étroitement avec les unités de la gendarmerie ainsi qu'avec la Sûreté du Québec (SQ) puisque cette dernière assure la coordination provinciale des disparitions et des enlèvements au Québec.

L'EDRE permet notamment d'augmenter le nombre de personnes retrouvées qui sont portées disparues, d'augmenter les concordances entre les dossiers de personnes décédées non identifiées, de restes ou d'ossements et de ceux de disparitions et, finalement, d'obtenir des réponses au bénéfice d'un plus grand nombre de familles et leur offrir un suivi uniformisé et personnalisé.

SERVICE DE LA RÉGION EST

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Sergent	1		
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**1**
Total : 3			

Le Service de la région Est est responsable de toutes les enquêtes de premier niveau ainsi que de l'ensemble des PDQ qui se situent à l'intérieur de son territoire. Cette structure a l'avantage de créer une forte synergie entre la gendarmerie et les enquêtes. Possédant tous les moyens, tant en enquête, qu'en gendarmerie, il devient ainsi facilitant de répondre aux différents problèmes de sécurité des populations desservies. À cette structure s'ajoutent le module de la détention Est ainsi que celui des enquêtes de nuit.

DIVISION DE LA GENDARMERIE EST

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Agent – Constable auxiliaire permanent	58
Total : 59	

PDQ 23

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	72		
Sous-total	**79**	**Sous-total**	**2**
Total : 81			

Secteur desservi : Hochelaga-Maisonneuve

Limites territoriales

Nord	Rue Sherbrooke
Sud	Fleuve St-Laurent
Est	Voie ferrée (près de la rue Vimont)
Ouest	Voie ferrée (près de la rue Moreau)

Portrait de la population

Le PDQ 23 dessert une population d'environ 49 000 habitants sur une superficie de 6 km^2. La population a augmenté de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 23 compte 27 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi près de 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (6 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 23 en 2021 (2 800 crimes) est plus élevé (12%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 11e rang. Il se situe au 4e rang pour son taux de criminalité de 57,8 crimes par 1000 résidents, comparativement à un taux médian de 37 crimes pour les 30 PDQ.

En 2021, 779 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 23, ce qui correspond à la médiane des 30 PDQ et le place au 16e rang. Le PDQ 23 affiche cependant un taux de crimes contre la personne (16,1 crimes par 1000 résidents) plus élevé que la médiane de 11,6 par 1000 résidents et se situe au 7e rang. Les taux de voies de fait (9) et de vols qualifiés (1,3) y sont plus élevés que les taux moyens de l'ensemble des PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 23 (1 735 crimes) est 20% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 12e rang pour ces crimes. Il se situe au 4e rang pour le taux de crimes contre la propriété. Le nombre d'introductions par effraction du PDQ 23 (320) est 108% plus élevé que la médiane (154), ce qui le place au 2e rang. Les écarts à la médiane sont moins importants pour les autres types de crimes contre la propriété. Par contre, les taux de vols simples (16), de méfaits (4,5) et de fraudes (5,2) par 1000 résidents y sont plus élevés que les taux moyens des 30 PDQ.

PDQ 39

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	94		
Sous-total	**106**	**Sous-total**	**3**
Total : 109			

Secteur desservi : Montréal-Nord

Limites territoriales

Nord	Boul. Gouin
Sud	Boul. Industriel
Est	Boul. Albert Hudon
Ouest	Rue Oscar

Portrait de la population

Le PDQ 39 dessert une population d'environ 88 000 habitants sur une superficie de 11 km^2. Le nombre d'habitants a fortement augmenté, de 5%, entre 2016 et 2021. Le PDQ 39 compte 36 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 2 000 logements vacants ou parfois occupés par visiteurs de passage (5 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 39 en 2021 (3 938 crimes) est plus élevé (58%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 4e rang. Le PDQ 39 se situe au 8e rang pour son taux de criminalité de 44,5 crimes par 1000 résidents, comparativement à un taux médian de 37 crimes pour les 30 PDQ.

En 2021, 1 616 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 39, ce qui le place au 1er rang. Les homicides, les tentatives de meurtre, les agressions sexuelles, les vols qualifiés et les voies de fait sont plus nombreux dans le PDQ 39 que la médiane des 30 PDQ. Le PDQ 39 affiche également un taux de crimes contre la personne (18,3 crimes par 1000 résidents) plus élevé que la médiane de 11,6 par 1000 résidents et se situe au 4e rang. Le taux de voies de fait (11,4) est presque deux fois plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (6,5).

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 39 (1 933 crimes) est 34% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 7e rang pour ces crimes. Il se situe légèrement en dessous de la médiane pour le taux de crimes contre la propriété (16e rang). Le PDQ 39 a le 8e taux de vols de véhicules moteurs (4,3) en importance parmi les 30 PDQ. Il se distingue également des autres PDQ par son bas taux de fraudes (22e rang).

PDQ 42

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5	Conseiller en développement communautaire	1
Agent	63		
Sous-total	**70**	**Sous-total**	**3**
Total : 73			

Secteur desservi : Saint-Léonard

Limites territoriales

Nord	Rue J.-B.-Martineau; limite de Montréal-Nord (exclue)
Sud	Rue Paisley; rue Rina-Lasnier; rue Jean-Talon Est
Est	Rue du Champ-d'Eau; limite d'Anjou (exclue)
Ouest	25e Avenue et 24e Avenue (exclues)

Portrait de la population

Le PDQ 42 dessert une population d'environ 79 000 habitants sur une superficie de 14 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1,5 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 42 compte 31 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 1 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (4 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 42 en 2021 (2 900 crimes) est plus élevé (16%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 10e rang. Par contre, il se situe au 17e rang pour son taux de criminalité de 36,5 crimes par 1000 résidents, ce qui est similaire au taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 821 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 42, soit un nombre supérieur à la médiane des 30 PDQ (781 crimes), ce qui place le PDQ 42 au 12e rang. Cependant, le taux de crimes contre la personne du PDQ 42 (10,3 crimes par 1000 résidents) est inférieur au taux médian des 30 PDQ (11,6 crimes), ce qui le place au 20e rang. Le taux de voies de fait (5,6) du PDQ 42 est inférieur à la médiane (20e rang) et celui de vols qualifiés (1,0) s'en approche.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 42 (1 903) est plus élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il se situe au 8e rang. Il se classe au 3e rang pour le nombre de vols

de véhicules-moteur (418), qui est presque deux fois supérieur au nombre médian (215). Son taux de crimes contre la propriété (23,9 crimes par 1000 résidents) est similaire au taux médian (22,1 crimes) et il occupe le 11e rang. Le taux de vols de véhicules-moteur du PDQ 42 (5,3) est également deux fois plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (2,8).

PDQ 45

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	4		
Agent	43		
Sous-total	**49**	**Sous-total**	**2**
Total : 51			

Secteur desservi : Rivière-des-Prairies

Limites territoriales

Nord	Rivière-des-Prairies (boul. Gouin)
Sud	Boul. Henri-Bourassa (limite des secteurs Pointe-aux-Trembles et Anjou)
Est	Autoroute 40 (exclue)
Ouest	Boul. Albert-Hudon; limite de Montréal-Nord (exclue)

Portrait de la population

Le PDQ 45 dessert une population d'environ 58 000 habitants sur une superficie de 23 km^2. Le nombre d'habitants a légèrement augmenté de 0,9% entre 2016 et 2021. Le PDQ 45 compte 22 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 600 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le PDQ 45 est l'un des quartiers où le nombre de crimes signalés est le moins élevé. En 2021, 1 525 infractions au Code criminel y ont été rapportées, comparativement à une médiane de 2 495 infractions pour les 30 PDQ. Cet écart de 39% place le PDQ 45 au 27e rang. Il se situe aussi au 27e rang pour son taux de criminalité de 26 crimes par 1000 résidents, qui est 29% moins élevé que la médiane (37) des 30 PDQ.

En 2021, 519 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 45, ce qui le place au 25e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Il occupe le 26e rang pour ce qui est de son taux de crimes de violence, avec 8,9 crimes par 1000 résidents. Le PDQ 45 arrive toutefois au 1er et 2e rang dans les volumes d'homicides et de tentatives de meurtres.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 45 (931) est 36% moins élevé que le nombre médian pour les 30 PDQ (1 444) et il occupe le 26e rang. Les introductions par effraction (28e rang), les vols simples (27e rang), de même que les méfaits (26e rang) y sont moins nombreux que dans la plupart des PDQ. Le taux de crimes contre la propriété du PDQ 45 (16 crimes par 1000 résidents) est l'un des moins élevé du territoire (26e rang). Ses taux d'introductions par effraction (1,2 crimes), de vols simples (4,5) et de méfaits (1,9) sont nettement moins élevés que les taux médians des 30 PDQ.

PDQ 46

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	40		
Sous-total	**47**	**Sous-total**	**2**
Total : 49			

Secteur desservi : Anjou

Limites territoriales

Nord	Boul. Henri-Bourassa (côté sud)
Sud	Av. des Closeries; av. Chénier; boul. Roi-René; av. de Chaumont
Est	Boul. du Golf; rue des Bâtisseurs; av. Jean-Desprez; av. Lionel-Daunais; av. Charles-Goulet
Ouest	Promenade des Riverains; av. des Ponts-de-Cé; av. des Jalesnes

Portrait de la population

Le PDQ 46 dessert une population d'environ 43 000 habitants sur une superficie de 14 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 1 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 46 compte 19 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 700 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 46 en 2021 (1 819 crimes) est moins élevé (-27%) que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 22e rang. Cependant, il se situe au 11e rang pour son taux de criminalité de 42,1 crimes par 1000 résidents, ce qui est plus élevé que le taux médian des 30 PDQ (37 crimes par 1000 résidents).

En 2021, 501 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 46, ce qui le place au 26e rang. Le PDQ 46 affiche un taux de crimes contre la personne (11,6 crimes par 1000 résidents) égal à la médiane et se situe au 15e rang. Le taux de voies de fait (5,8) du PDQ 46 est moins élevé que celui de la plupart des PDQ (19e rang) et le taux de vols qualifiés (1,5) est le 5e plus élevé au SPVM.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 46 (1 257 crimes) est 13% moins élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 21e rang pour ces crimes. Les nombres d'introductions par effraction, de fraudes et de méfaits y sont moins élevés que dans la majorité des PDQ. Cependant, le taux de crimes contre la propriété du PDQ 46 (29,1 crimes par 1000 résidents) est 32% plus élevé que la médiane et il occupe le 6e rang à ce chapitre. Son taux de vols de véhicules (7,1 vols par 1000 résidents), notamment, est 154% plus élevé que le taux médian (2,8) et il occupe ainsi le 1er rang.

PDQ 48

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	10		
Agent	87		
Sous-total	**99**	**Sous-total**	**2**
Total : 101			

Secteur desservi : Arrondissement de Mercier—Hochelaga-Maisonneuve

Limites territoriales

Nord	Limites des arrondissements Saint-Léonard et Anjou
Sud	Fleuve Saint-Laurent
Est	Avenue Georges-V (exclue)
Ouest	Rue Lacordaire; boul. L'Assomption

Portrait de la population

Le PDQ 48 dessert une population d'environ 92 000 habitants sur une superficie de 19 km^2. Le nombre d'habitants a nettement augmenté de 4 % entre 2016 et 2021. Le PDQ 48 compte 43 000 logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi plus de 2 000 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (5 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 48 en 2021 (3 937 crimes) est 58% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 5e rang. Le PDQ 48 se situe au 9e rang pour son taux de criminalité de 42,8 crimes par 1000 résidents, comparativement à un taux médian de 37 crimes pour les 30 PDQ.

En 2021, le PDQ 48 a enregistré 1 335 crimes contre la personne, un nombre plus élevé que la médiane des PDQ et qui le place au 4e rang. Les agressions sexuelles, les voies de fait et les vols qualifiés rapportés y sont plus nombreux que la médiane pour les 30 PDQ. Le PDQ 48 affiche également un taux de crimes contre la personne (14,5 crimes par 1000 résidents) plus élevé que la médiane de 11,6 par 1000 résidents et se situe au 10e rang.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 48 (2 269 crimes) est 57% plus élevé que la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 4e rang pour ces crimes. Le PDQ 48 se situe au 6e rang pour les fraudes, les vols simples et les introductions par effraction et au 2e rang pour les vols de véhicules. En tenant compte de sa population, son taux de crimes contre la propriété (24,7 crimes par 1000 résidents) est également plus élevé que celui de la majorité des PDQ (9e rang).

PDQ 49

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	5		
Agent	62		
Sous-total	**69**	**Sous-total**	**2**
Total : 71			

Secteurs desservis : Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles

Limites territoriales

Nord	Boul. Henri-Bourassa; autoroute Métropolitaine (exclue)
Sud	Fleuve Saint-Laurent; rue Notre-Dame Est
Est	Rivière-des-Prairies (boul. Gouin Est; 100e Avenue)
Ouest	Av. Georges-V

Portrait de la population

Le PDQ 49 dessert une population d'environ 54 000 habitants sur une superficie de 31 km^2. Le nombre d'habitants a augmenté de 2,2% entre 2016 et 2021. Le PDQ 49 compte 24 000

logements privés occupés par des résidents habituels. Il compte aussi 700 logements vacants ou parfois occupés par des visiteurs de passage (3 % des logements).

Profil de criminalité

Le nombre d'infractions au Code criminel rapportées dans le PDQ 49 en 2021 (2 472 crimes) est sensiblement équivalent (-1%) à la médiane des 30 PDQ (2 495 crimes), ce qui le place au 16e rang. Son taux de criminalité (45,6 crimes par 1000 résidents) est, par contre, supérieur de 23% au taux médian des 30 PDQ (37 crimes). Il se situe au 6e rang à ce chapitre.

En 2021, 895 crimes contre la personne ont été rapportés dans le PDQ 49, un nombre supérieur à la médiane des 30 PDQ (781 crimes) et qui place le PDQ 49 au 11e rang. Lorsqu'on tient compte de la population, son taux de crimes contre la personne (16,5 crimes par 1000 habitants) est supérieur au taux médian (11,6 crimes) et se situe au 5e rang. Les taux de voies de fait (6,5) et de vols qualifiés (1,3) du PDQ 49 s'apparentent aux taux médians des 30 PDQ.

Le nombre de crimes contre la propriété du PDQ 49 (1 277 crimes) est inférieur à la médiane des 30 PDQ (1 444 crimes) et il occupe le 18e rang pour ces crimes. Le taux de crimes contre la propriété du PDQ 49 (23,5 crimes par 1000 résidents) est un peu plus élevé (7%) que la médiane des 30 PDQ (22,1 crimes).

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES EST

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	3
		Agent de bureau	2
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**6**
Total : 7			

La Division des enquêtes criminelles Est comprend trois sections, soit celle des enquêtes régionales, celle des enquêtes par projet ainsi que celle des enquêtes et du soutien organisationnel. Cette division a donc l'entière responsabilité, à l'intérieur des limites de son territoire, des enquêtes de 1er niveau. Les enquêteurs de ces sections participent à des projets conjoints sur des problématiques récurrentes qui ont des répercussions sur le territoire de Montréal. C'est le cas notamment de l'équipe mixte de vols de véhicules et leur participation dans les projets ARRET et la force corporative à l'interne. Elle est également responsable du module de détention Est. Le module des enquêtes de nuit fait aussi partie de cette division mais offrent un service pour l'entièreté du territoire du SPVM.

Section des enquêtes régionales Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	5
Sergent-détective	59
Agent	1
Total : 66	

Les Sections des enquêtes criminelles régionales sont responsables des enquêtes sur les crimes commis contre la personne ainsi que contre la propriété, en plus d'assister la gendarmerie dans la gestion d'événements criminels.

Section des enquêtes par projet Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Lieutenant-détective	1

Total : 2

Les quatre divisions des enquêtes criminelles (Oust, Sud, Nord et Est) comprennent la section des enquêtes par projet qui est composée des quatre modules suivants :

- Stupéfiants
- EMAF
- Groupe projet
- Surveillance régionale

Cette structure a l'avantage d'accroître la cohérence à l'intérieur même du SPVM en offrant un service identique d'une division à l'autre.

Module Stupéfiants Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	3
Agent	8
Total : 11	

Les modules stupéfiants mettent en place des projets à court et à moyen terme axés principalement sur les drogues de rue.

Module ÉMAF Est

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent-détective	6	Préposé au renseignement policier et à la surveillance policière	1
Agent	2		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

L'Équipe multisectorielle sur les armes à feu (EMAF), toutes régions confondues, travaille en complémentarité dans la réalisation d'opérations coordonnées en matière d'armes à feu. Elle vise à réduire les activités criminelles de groupes ciblés qui contribuent aux événements violents qui surviennent sur le territoire.

Module Groupe projet Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	6
Total : 7	

Les modules Groupe projet mènent des enquêtes d'envergure axées principalement sur les problèmes locaux de chacune de leur région respective. Ils peuvent travailler sur des concentrations propres à leur territoire, par exemple une série de vols qualifiés ou d'introductions par effraction dans les résidences.

Module de la surveillance régionale Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Sergent-détective	1
Agent	8
Total : 9	

Les modules de la surveillance régionale offrent un service de surveillance organisée aux différentes équipes d'enquête de leur région respective.

Section des enquêtes et soutien organisationnel Est

Ressources humaines autorisées	
Police	
Commandant	1
Total : 1	

La Section des enquêtes et du soutien organisationnel Est est composée de deux modules, soit celui de la détention et celui des enquêtes de nuit.

Module de la détention Est

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Agent de bureau	1
Sergent	5		
Agent	34		
Sous-total	**40**	**Sous-total**	1
Total : 41			

Plusieurs services judiciaires sont offerts par les sections de la détention via leurs centres de détention. Ils accueillent le personnel et les prévenus, procèdent à l'écrou, à la fouille, mais également au bertillonnage le cas échéant autant pour les prévenus que pour les personnes en liberté.

Module des enquêtes de nuit

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	4
Sergent-détective	23
Total : 27	

Le Module d'enquête de nuit est composé d'une équipe d'enquêteurs dédiée à la prise en charge des enquêtes pour l'ensemble des incidents qui surviennent sur le territoire du SPVM la nuit. Cette équipe soutient les unités d'enquêtes pour les urgences, les scènes de crime, les détenus et tout autre dossier qui survient la nuit et qui requiert une attention immédiate avant qu'ils ne soient transférés aux unités concernées (niveau 2).

Les enquêteurs répondent aussi à une ligne d'urgence afin de bien orienter les patrouilleurs en enquête lors du quart de travail de nuit. Une intervenante du CAVAC travaille aussi dans leurs locaux et elle offre un service de première ligne aux victimes. Elle est disponible tant pour les enquêteurs que les patrouilleurs.

DIRECTION DES SERVICES SPÉCIALISÉS

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Directeur adjoint	1	Chef de section – Soutien général - Cadre	1
Inspecteur-chef	1	Secrétaire de direction	1
		Préposé au soutien administratif	2
		Agent de bureau	1
		Conseiller en planification	3
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**8**
Total : 10			

Cette direction assure un soutien opérationnel de 2ème niveau, et ce, tant à la gendarmerie qu'aux enquêtes. Cette direction contribue directement à la création de nouvelle synergie entre ces deux domaines d'affaires ainsi qu'à un meilleur arrimage entre ces sphères d'activités.

SERVICE DES ENQUÊTES SPÉCIALISÉES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	2
Inspecteur	1		
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**2**
Total : 4			

Compte tenu de l'importance des enjeux de sécurité et de criminalité sur son territoire, le Service de police de la Ville de Montréal offre des services spécialisés en enquêtes qui sont regroupés au Service des enquêtes spécialisées (SES).

Tel que mentionné précédemment, une grande majorité des dossiers d'enquêtes est traitée par les divisions régionales des enquêtes criminelles (Sud, Ouest, Nord et Est). Il est toujours possible de transférer une enquête qui a débuté dans une division régionale vers une autre section du Service des enquêtes spécialisées, et ce, en prenant en considération le critère suivant :

- le délit ou l'enquête est relié à un dossier qui relève davantage du mandat d'une des sections du Service des enquêtes criminelles.

Des expertises dans certains domaines ont été développées pour assurer un service optimal auprès des populations et une efficacité au sein des enquêtes. Les sections spécialisées en enquête travaillent ainsi en étroite collaboration avec les unités de soutien du SPVM et une multitude de partenaires externes.

Section ACCES et produits de la criminalité

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	2
Lieutenant-détective	5	Préposé au soutien administratif	1
Sergent-détective	35	Conseiller en planification	1
Agent	54	Agent de bureau	3
Sous-total	**95**	**Sous-total**	**7**
Total : 102			

La Section ACCES et produits de la criminalité procède à des enquêtes pour priver les délinquants du profit de leurs crimes ainsi que des biens utilisés pour les commettre. La section a également pour mission de s'attaquer à l'économie souterraine qui résulte d'activités criminelles. Elle collabore avec plusieurs partenaires comme le ministère de la Sécurité publique (MSP), le Bureau de la Grande Criminalité et des Affaires Spéciales (BGCA), le Bureau de la lutte aux produits de la criminalité (BLPC), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (CANAFE), Revenu Québec et l'Agence de revenu du Québec ainsi que la Sûreté du Québec (SQ) et la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

Quatre principales équipes composent cette section, soit ACCES Alcool, ACCES Tabac, ACCES Cannabis et UPC-ACCEF. Le premier volet est l'unité des produits de la criminalité (UPC-ACCEF) qui fait partie du programme ACCEF (Actions concertées contre les crimes économiques et financiers). Elle a pour objectifs de repérer, saisir et bloquer les profits illicites qui proviennent d'activités criminelles. L'unité adopte une vision élargie de la lutte aux activités illégales en ciblant les économies souterraines reliées au crime organisé, et par le fait même, combat l'évasion fiscale. L'unité s'attaque au phénomène du recyclage des produits de la criminalité en ciblant les individus et les organisations qui dissimulent la provenance de revenus acquis de manière illégale. Elle prend en charge des enquêtes qui impliquent des saisies monétaires importantes afin d'obtenir la confiscation de ces sommes d'argent devant les tribunaux. Elle conseille aussi l'ensemble des policiers sur les saisies monétaires, de biens de valeurs et de biens infractionnels dans le cadre de la commission d'infractions criminelles.

Le second volet regroupe les trois équipes qui effectuent la lutte à la contrebande de tabac, d'alcool, et de cannabis par l'intermédiaire du programme ACCES (Actions concertées pour contrer les économies souterraines). Les équipes ACCES Tabac/Alcool visent à protéger l'intégrité du système fiscal québécois en s'attaquant à l'importation, la fabrication et la distribution des produits de contrebande. Quant à ACCES Cannabis, elle intensifie la lutte à la contrebande

en favorisant le transfert des consommateurs de cannabis vers l'offre légale tout en réduisant la part du marché de l'approvisionnement illégal. Elle permet d'augmenter la capacité de détection des infractions en matière de cannabis illicite et d'intervenir rapidement contre les réseaux locaux de vente au détail.

Section du crime organisé

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Agent de bureau	4
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**5**
Total : 6			

La Section du crime organisé regroupe les unités qui sont responsables des enquêtes sur des organisations criminelles qui contrôlent des territoires ou des quartiers, répondent à la demande de matières illicites et qui contribuent au financement des activités illégales. Le trafic d'armes à feu, le trafic et la production de stupéfiants, de tabac ou de cannabis, le prêt usuraire et divers crimes de violence ne sont qu'une infime partie des crimes commis par les organisations ciblées par cette section.

La Section du crime organisé collabore avec de multiples partenaires d'application de la loi et effectue la coordination des activités des différentes unités impliquées dans la lutte au crime organisé à tous les niveaux qu'elle chapeaute.

Les modules Éclipse et Moralité visent plus particulièrement les endroits licenciés ainsi que les individus criminalisés qui les fréquentent. L'augmentation du sentiment de sécurité des populations est au cœur de leur préoccupation.

Module de l'antigang

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	2
Sergent-détective	18
Agent	6
Total : 26	

Le module antigang effectue des projets d'enquête à long terme en matière de crime organisé ainsi que des enquêtes jugées sensibles. Il contribue également à la réalisation d'opérations qui visent à réduire les activités criminelles de groupes ciblés impliqués dans des événements violents qui surviennent sur le territoire.

Module ÉCLIPSE

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Préposé à l'information policière de quartier	1
Sergent	6		
Agent	52		
Sous-total	**59**	**Sous-total**	1
Total : 60			

Depuis sa création en 2008, le mandat du groupe Éclipse a évolué afin de s'adapter aux nouvelles réalités. Ce module participe activement à la lutte à la criminalité sous toutes ses formes, en ciblant des individus actifs, recherchés ou qui créent de l'insécurité dans la population en étant visible dans les espaces publics et les établissements licenciés. Il travaille en étroite collaboration avec différentes sections d'enquête ainsi qu'avec les PDQ afin d'intervenir dans des secteurs ciblés en lien avec les événements qui surviennent sur le territoire. Ce module contribue ainsi à augmenter la visibilité policière sur l'ensemble du territoire montréalais en coordination avec les stratégies mises en place par les responsables d'unités du SPVM et leurs partenaires internes et externes.

En 2021, le Module Éclipse a été bonifié en termes d'effectifs ce qui lui permet de porter assistance aux unités d'enquête lors d'interventions planifiées ou auprès des PDQ lors d'événements ponctuels. Ce module joue un rôle important dans la lutte à la violence armée et contribue à la cueillette de renseignement ciblée sur le crime organisé, permet de contrer la criminalité de violence et de procéder à une cueillette de renseignement ciblée sur le crime organisé.

Module de la moralité

Ressources humaines	
Police	
Sergent-détective	2
Agent	13
Total : 15	

Le Module de la moralité couvre l'ensemble du territoire desservi par le SPVM dans la recherche et la poursuite des contrevenants de la *Loi sur les infractions en matière de boissons alcooliques*, les infractions liées aux mœurs ainsi qu'au jeu. Ce module travaille de concert avec la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ) afin d'approuver l'octroi de permis et appliquer les décisions concernant les endroits licenciés. Il assure des opérations en matière d'infractions à connotations sexuelles, telles que l'obtention de services sexuels sur le domaine public (en regard des dispositions juridiques en vigueur), et en matière de paris et jeux illicites. Il collabore aussi à la réalisation de stratégies de prévention dont en lien avec la consommation sécuritaire d'alcool et des risques liés à l'intoxication involontaire.

Section des agressions sexuelles

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	5	Agent de bureau	1
Sergent-détective	37	Préposé aux renseignements policiers et à la surveillance policière	1
Sous-total	**43**	**Sous-total**	**3**
Total : 46			

La Section des agressions sexuelles concentre ses activités d'enquête sur les agressions sexuelles incluant les crimes sexuels en série perpétrés par un prédateur. Elle effectue les enquêtes relatives aux abus physiques et aux décès d'enfants (sauf homicide) sur le territoire de montréalais. Elle assure l'amélioration et le maintien des compétences des enquêteurs en matière d'entrevue d'enfants, de victimes et d'interrogatoire de suspects. Elle procède également à l'enregistrement des délinquants sexuels au registre national et en assure le suivi selon la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels.*

La Section des agressions sexuelles comprend le Module abus physiques et décès d'enfants, créé en 2021, qui prend charge toutes les enquêtes de cette nature lesquelles étaient auparavant traitées par les sections d'enquêtes régionales. Depuis l'automne 2022, elle comprend aussi l'Équipe de surveillance des délinquants sexuels.

Module abus physiques et décès d'enfants

Ressources humaines	
Police	
Sergent-détective	10
Total : 10	

Ce module prend en charge tous les cas de mauvais traitements ou de négligence, des signalements de la DPJ (Département de la protection de la jeunesse) où l'intégrité physique d'un enfant est menacé parce qu'il y aurait des abus physiques et/ou abandon; et des cas où un enfant, qui est sous la responsabilité d'un tiers, est sur le point de décéder suite à des blessures physiques ou de négligence. L'intégration de ce module au sein de la Section des agressions sexuelles permet d'assurer un traitement optimal des dossiers d'abus physiques, mais aussi d'assurer le partage des meilleures pratiques d'intervention et des ressources de soutien. Ce module offre aussi une disponibilité en tout temps.

Module de la surveillance des délinquants sexuels (SDS)

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Agent de recherche	1
Sergent-détective	8		
Agent	4		
Sous-total	13	**Sous-total**	1
Total : 14			

Cette équipe assure le suivi des prédateurs sexuels et le maintien du registre national des délinquants sexuels qui est une obligation des corps policiers par la *Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels* (LERDS), et ce, pour toutes personnes condamnées pour une infraction à caractère sexuel qui habitent sur leur territoire. Plus précisément, cette équipe doit effectuer un suivi rigoureux en priorisant les dossiers et assurer un suivi des avis de non-conformité. Il y a plus de 2200 délinquants sexuels à contrôler annuellement, cela représente donc une charge de travail importante. L'ajout de ressources en 2022 visait à répondre aux besoins grandissants de cette équipe, mais aussi à augmenter les activités de prévention et de réalisation de projets auprès de la clientèle jeunesse afin de prévenir la violence sexuelle.

Section des crimes économiques

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	4	Agent de bureau	1
Sergent-détective	36		
Agent	2		
Sous-total	**43**	**Sous-total**	**2**
Total : 45			

La Section des crimes économiques élucide les crimes à caractère économique, tels que l'ensemble des fraudes d'ordre général ou financier, dont les fraudes et les vols à l'identité ainsi que toutes activités liées à la contrefaçon de documents, de pièces d'identité, de biens de luxe, de monnaie ou de tout autre bien. Cette section conseille aussi les unités internes et les partenaires en termes de prévention visant son créneau, en identifiant des stratagèmes actifs ou émergents en criminalité économique ainsi qu'en formulant des recommandations et des conseils de prévention. Elle participe aussi aux différentes coordinations avec les partenaires sur une base continue, par exemple, avec les services de police, l'Autorité des marchés financiers, l'Association des banquiers canadiens, etc. lorsqu'une coordination est nécessaire. Trois équipes composent la Section des crimes économiques soient :

- fraudes générales : les fraudes par carte de paiement, les vols d'identité, l'hameçonnage, les fraudes envers les grands-parents, les courriels frauduleux et autres arnaques;

- fraudes financières: les mandats d'inaptitude, les commissions secrètes, le détournement de fonds, Ponzi;
- Incendies criminels et explosifs.

Module des incendies criminels et explosifs

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	10
Total : 11	

Le Module des incendies criminels et explosifs a la responsabilité des incendies de nature criminelle, mortelle ou à risque élevé de décès, ceux désignés comme indéterminés par le Service d'incendie de Montréal ainsi que tout autre incendie que le SPVM estimerait nécessaire d'être pris en charge par les autorités policières. De plus, en raison de son expertise, cette unité traite les événements où une explosion s'est produite ou pour lesquels un engin explosif réel est identifié. Finalement, le module est responsable de la réponse enquête pour tout incident de type CBRNe (arme nucléaire, radiologique, biologique et chimique).

Section des crimes majeurs

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	4	Agent de bureau	3
Sergent-détective	32		
Sous-total	**37**	**Sous-total**	**4**
Total : 41			

La Section des crimes majeurs (SCM) a comme mandat de faire les enquêtes sur les crimes de meurtres et d'homicides non résolus (*cold case*), de tentatives ou complots de meurtre sur un policier, d'enlèvements avec demande de rançon ou d'un mineur dont la vie est en danger, de vols qualifiés et d'introductions par effraction perpétrés contre les institutions financières et de prise d'otages. Elle joue aussi un rôle essentiel lors de la gestion d'événements majeurs et spécifiques comme le déclenchement d'opération FILET, déclenchement d'Alerte AMBER et dans les enquêtes de décès multiples. De plus, cette section effectue des enquêtes à la demande du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI), à la demande du coroner ainsi que lors de morts suspectes. Elle offre aussi un service de négociateur et d'assistance dans certains dossiers d'abus d'enfants.

Section de l'exploitation sexuelle

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de recherche	2
Lieutenant-détective	3	Secrétaire d'unité administrative	1
Sergent-détective	27	Agent de bureau	1
Agent	3		
Sous-total	**34**	**Sous-total**	**4**
Total : 38			

La Section de l'exploitation sexuelle est composée de diverses équipes, soit le Proxénétisme (ES-PROX) et le programme Les Survivantes. Selon le mandat spécifique de chacune de ces équipes, ce sont principalement les événements ayant un lien avec l'exploitation sexuelle qui sont d'intérêt comme la pornographie juvénile, le leurre informatique et l'échange d'images intimes entre mineurs, la traite et l'exploitation d'êtres humains et le proxénétisme.

Cette section cherche à détecter des victimes d'exploitation sexuelle, en particulier des mineures, et à intervenir auprès de ceux qui les exploitent, ainsi qu'à repérer des activités de prostitution dans des endroits licenciés, de même que l'achat de services sexuels. Une partie importante des efforts de cette section est consacrée à lutter contre les proxénètes et les cyberprédateurs. Elle collabore aussi avec l'Escouade intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP) qui est sous la gouverne de la SQ.

Le programme Les Survivantes permet d'apporter le soutien et l'accompagnement nécessaires aux victimes. Il s'agit d'un programme qui a fait ses preuves qui pose un filet de sécurité autour des victimes et dans lequel plusieurs ressources communautaires et de la santé publique sont mises à contribution afin de répondre aux besoins de chaque victime.

Section en violence conjugale

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de recherche	1
Lieutenant-détective	1		
Sergent-détective	5		
Agent	1		
Sous-total	**8**	**Sous-total**	**1**
Total : 9			

Le Module des enquêtes spécialisées en violence conjugale (MESVC) a été créé en 2021 à la suite de sommes octroyées par le ministère de la Sécurité publique. En 2023, le MESVC devient la Section de la violence conjugale (SVC) dont le principal mandat est d'encadrer les pratiques de prévention et d'enquête en matière de violence conjugale au sein du SPVM. L'équipe compte également sur le soutien d'un agent de liaison du Centre d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) de Montréal.

Plus concrètement, la SVC permet :

- de mieux dispenser l'offre de services en privilégiant un accompagnement plus personnalisé aux victimes de violence conjugale;
- d'optimiser le référencement des agresseurs vers les ressources appropriées en renforçant, notamment, la collaboration avec les organismes du milieu et de la santé dans la prise en charge de cette clientèle;
- de consolider la structure en violence conjugale et intrafamiliale ainsi que sa communauté de pratiques existantes, au sein de laquelle un agent en violence conjugale et intrafamiliale agit à titre de personne-ressource dans chaque unité et centre d'enquêtes du Service.

Les différentes sections d'enquêtes criminelles régionales du SPVM continuent de traiter les dossiers de violence conjugale, mais ceux identifiés comme nécessitant des techniques d'enquêtes spécialisées ou un accompagnement plus personnalisé pour les victimes, en vertu de critères précis, sont pris en charge par la SVC.

SERVICE DE L'EXPERTISE EN ENQUÊTES CRIMINELLES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Inspecteur	1		
Sergent-détective	1		
Sous-total	**3**	**Sous-total**	**1**
Total : 4			

Ce service comporte six (6) sections qui offrent des services spécialisés à l'ensemble des directions et de manière plus importante, aux unités du Service des enquêtes spécialisées, soit :

- Technologies en enquête;
- Identification judiciaire;
- Surveillance;
- Service aux cours;
- Analyse et renseignement;
- Renseignement spécialisé.

Section des technologies en enquête

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	3	Technicien bureautique	2
Sergent-détective	11	Conseillère en analyse et contrôle de gestion	1
Agent	15	Technicien en analyse audio-vidéo	5
		Superviseur des services audiovisuels – cadre	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**30**	**Sous-total**	**11**
Total : 41			

La Section des technologies en enquête offre des services variés et en soutien aux unités d'enquête. D'abord, l'informatique judiciaire permet de rechercher et de prélever la preuve numérique en s'assurant que celle-ci soit admissible devant les tribunaux. Son domaine d'expertise vise l'extraction et l'analyse des données de tout dispositif informatique, notamment d'ordinateurs et d'appareils cellulaires. Quant à l'équipe de la gestion de la preuve, elle soutient les unités d'enquête dans la divulgation de la preuve en format électronique à la cour. Elle est particulièrement requise dans les dossiers d'enquêtes d'envergure, longues et complexes ou lorsqu'il y a de nombreuses techniques d'enquête utilisées produisant un volume élevé de documents et de données numériques. Finalement, la polygraphie sert à procéder aux examens polygraphiques ainsi qu'aux entrevues cognitives. Elle porte aussi assistance dans l'élaboration de plans d'entrevue et d'interrogatoire et à l'analyse de déclaration d'enquête (A.D.E.).

Le laboratoire d'expertise audiovidéo (LEA) et la vidéosurveillance sont responsables d'extraire la preuve audio et vidéo de sources résidentielles, commerciales, provenant de partenaires (OMHM, STM, 911) et même des caméras de sécurité urbaine. Ils s'assurent que la preuve audio et vidéo est compatible avec les équipements informatiques du SPVM et de la cour.

Section de l'identification judiciaire

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	1	Photographe identification judiciaire	3
Sergent-détective	5	Dactyloscopiste	6
Sergent	2	Préposé à l'Information policière de quartier	5
Agent	43	Vérificateur compteur	1
		Mécanicien d'expertise	1
		Agent de bureau	2
		Préposé au soutien administratif	1
Sous-total	**52**	**Sous-total**	**20**
Total : 72			

La Section de l'identification judiciaire comprend plusieurs services tous en lien avec la manipulation des preuves. Elle effectue l'analyse et le traitement des scènes de crimes notamment avec la photographie judiciaire et la recherche et le prélèvement d'indices. Elle procède à l'analyse et au traitement des pièces à conviction à l'aide de différents procédés. Elle est responsable du Centre d'expertise des véhicules moteurs où il est possible d'effectuer des expertises mécaniques ainsi que l'authentification de véhicules afin de soutenir les enquêteurs

dans toutes les tâches concernant un véhicule moteur. Elle assure aussi le contrôle de la qualité sur l'identification des criminels relevant du fichier national de la GRC et du Système intégré de la gestion de l'identification(AFIS) incluant le contrôle de qualité des fiches dactyloscopiques. Elle offre la production de portraits robots pour soutenir les enquêteurs dans l'identification de suspects. Finalement, la gestion des biens et effets est maintenant sous la responsabilité de cette section et regroupe les chambres aux effets, les voûtes des stupéfiants et d'argent, les possessions simples ainsi que le secteur du traitement des armes. Les agents aux biens et effets effectuent un travail de contrôle de qualité des effets déposés et voient au respect de la chaîne de possession et à l'entreposage des pièces à conviction. Ils assurent, au besoin, le transfert des effets pour expertise au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale et au Bureau des drogues de Santé Canada.

À noter que la Section identification judiciaire est sollicitée dans le cadre des enquêtes émanant du Bureau des enquêtes indépendantes (BEI).

Section de la surveillance

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	3	Préposé au soutien administratif	1
Sergent-détective	22	Préposé à l'information policière et surveillance électronique	10
Sergent	3	Préposé au renseignement policier et surveillance policière	2
Agent	78	Technicien en développement d'application en bureautique	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**107**	**Sous-total**	**16**
Total : 123			

La Section de la surveillance permet de soutenir l'ensemble des unités d'enquête dans l'atteinte de leurs objectifs en permettant le déploiement d'opérations clandestines, l'élaboration et l'installation d'outils technologiques de pointe. Elle regroupe plusieurs équipes dont la surveillance physique spécialisée, le module d'infiltration, le soutien technique ainsi que l'écoute électronique. Cette dernière se compose aussi de conseillers aux autorisations judiciaires qui assurent un soutien en matière de rédaction et d'exécution d'autorisations judiciaires, et ce, dans le respect des règles légales entourant la partie VI du Code criminel. Le module de protection de témoins fait maintenant partie de cette section.

La Section surveillance assure un suivi rigoureux de la formation continue pour les personnes effectuant la surveillance physique spécialisée par le biais du Module de formation et de contrôle de la qualité (MFCQ) et des agents d'amélioration continue et de contrôle de la qualité.

Cette section contribue grandement à de nombreuses enquêtes d'envergure au sein du SPVM, mais collabore aussi avec les équipes intégrées que ce soit par la surveillance, le recours à un agent d'infiltration ou par le soutien technique.

Section du service aux cours

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Responsable service aux cours – cadre	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**2**
Total : 3			

Les services offerts par la Section du service aux cours assurent le contrôle de la qualité et le suivi des dossiers d'accusation en matière criminelle et pénale qui sont soumis aux différentes cours de justice. Pour y arriver, la section est composée de quatre (4) modules, soit la liaison Cour du Québec, chambre jeunesse, la liaison Cour du Québec, chambre criminelle et pénale, la liaison Cour municipale de Montréal et les mandats. Elle agit comme intermédiaire entre les partenaires de justice et le SPVM afin de développer et d'assurer le respect des processus liés à l'administration de la justice. Elle procède également au suivi des dossiers concernant

l’application de la Loi sur les boissons alcooliques et les appareils d’amusement et la Loi sur les permis d’alcool en partenariat avec la RACJ (Régie des alcools, des courses et des jeux).

Cette unité fait également le suivi des mandats de perquisition (Loi 86), le prélèvement d’acide désoxyribonucléique (ADN), le bertillonnage des détenus et des personnes en liberté et le suivi des comparutions/détentions à la Cour municipale de Montréal.

L’équipe agit en soutien aux opérations policières en ce qui a trait à l’inscription et le traitement de mandats d’arrestation, d’emprisonnement et ce, en collaboration avec l’ensemble des Cours du territoire desservi par le Service.

Module de la Liaison à la cour du Québec, chambre criminelle et pénale

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Agent de bureau principal	1
Sergent-détective	8	Agent de bureau	2
Sergent	1	Chargé de contrôle dossier poursuite	7
Agent	2	Commis de bureau	1
		Opérateur vidéo-clavier	1
		Préposé à l’Information policière de quartier	10
Sous-total	**12**	**Sous-total**	**22**
Total : 34			

Module de la Liaison à la cour municipale de Montréal

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Préposé à l’Information policière de quartier	5
Sergent	3	Chargé de contrôle dossier poursuite	6
Agent	24	Agent de bureau	2
Sous-total	**28**	**Sous-total**	**13**
Total : 41			

Module de la Liaison à la cour du Québec, chambre de la jeunesse

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Préposé à l’information policière de quartier	2
Agent	6	Agent de bureau	1
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**3**
Total : 10			

Module des mandats

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Préposé à l’information policière de quartier	6
Agent	6	Agent de bureau	2
		Commis de bureau	1
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**9**
Total : 16			

Section de l’analyse et du renseignement

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Secrétaire d'unité administrative	1
Agent de bureau	1
Total : 3	

Cette section est composée de cinq (5) modules (Ouest, Sud, Nord, Est et Renseignement criminel) qui ont comme mandat la création de produits qui soutiennent la prise de décision en matière d'actions policières, de réduction du crime et de prévention suivant une idéologie d'application de la loi axée sur le renseignement. Ainsi, cette section vise à obtenir une meilleure compréhension de l'environnement criminel qui lui permet par la suite de choisir les stratégies les plus efficaces pour intervenir.

Module de l'analyse et du renseignement (Sud, Ouest, Nord et Est)

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	4	Conseiller en planification	4
Sergent-détective	6	Agent de recherche	8
Agent	11		
Sous-total	**21**	**Sous-total**	**12**
Total : 33			

Les modules de l'analyse et du renseignement (Ouest, Sud, Nord et Est) établissent des liens sur les phénomènes criminels et affectant la sécurité de leur région, en vue de permettre, le plus efficacement possible, la priorisation et l'identification de solutions pour contrer les problématiques criminelles identifiées. Ils ont ainsi la responsabilité de dégager le portrait caractéristique de ces problématiques existantes ainsi que de comprendre les habitudes et les activités des individus criminalisés ou des groupes criminalisés pour orienter les enquêtes.

De plus, ces modules assurent la recherche et le contrôle des informations concernant les objets d'enquête ou les sujets criminalisés agissant sur le territoire du SPVM. Les personnes affectées à ces modules recueillent les renseignements pertinents aux enquêtes, les filtrent, les valident et les transmettent aux différentes unités, pour fin d'analyse et d'identification de stratégies qui favoriseront la prévention et la réduction de la criminalité existante sur l'ensemble du territoire.

Module du renseignement criminel

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	2	Conseiller en planification	3
Sergent-détective	8	Agent de recherche	13
Agent	15		
Sous-total	**25**	**Sous-total**	**16**
Total : 41			

Le Module du renseignement criminel offre à l'ensemble du SPVM une compréhension, une orientation et une analyse des tendances criminelles, des groupes criminalisés, des individus en termes de crime organisé et des phénomènes criminels afin de cibler, prioriser et intervenir auprès des menaces.

Ainsi, il évalue les menaces criminelles et du crime organisé sur le territoire en se basant sur l'analyse et sur le renseignement tactique, opérationnel ainsi que stratégique, et ce, de façon concertée et intégrée avec les partenaires. Il participe notamment au processus d'évaluation provinciale de la menace, de concert avec ses partenaires du milieu de l'application de la loi et plus particulièrement avec le Service de renseignement criminel du Québec (SRCQ). Des ressources y sont d'ailleurs prêtées afin d'assurer un partage de renseignement optimal.

Section du renseignement spécialisé

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Conseiller en planification	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**2**
Total : 3			

La Section des équipes en renseignement spécialisé, composée de quatre (4) modules, regroupe des équipes qui sont responsables de la cueillette et la gestion du renseignement spécialisé.

Module contrôle des informateurs

Ressources humaines	
Police	
Lieutenant-détective	1
Sergent-détective	5
Agent	1
Total : 7	

Le Module du contrôle des informateurs soutient l'ensemble du personnel policier ou tout autre intervenant du système judiciaire face aux nombreux enjeux entourant la gestion d'un informateur dans un contexte de sécurité publique en tenant compte des considérations éthiques et des obligations légales. Il veille à la protection de l'identité des informateurs. Il assure également une vigie quant aux bris de sécurité ou aux méthodes de travail qui peuvent avoir une incidence sur le privilège de l'informateur ou sur sa sécurité, ainsi qu'à la sécurité légale des policiers impliqués dans la gestion de ceux-ci. Il assure également la mise à jour du partage des meilleures pratiques en la matière auprès des policiers.

Module cyberenquête

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Agent de recherche	1
Agent	9	Conseiller en planification	1
Sous-total	**10**	**Sous-total**	**2**
Total : 12			

Le Module cyberenquête possède une expertise en cybercriminalité, suit les tendances émergentes et complexes en la matière et diffuse auprès du personnel les connaissances nécessaires à la réalisation d'enquêtes touchant des infractions criminelles commises par la voie des technologies de l'information et de la communication. Les enquêteurs en cyberenquête agissent aussi à titre de témoin-expert en matière de cyberenquête et de médias sociaux.

Son rôle est ainsi de soutenir les enquêteurs des diverses unités d'enquêtes dans les dossiers impliquant l'Internet, les réseaux sociaux et les applications mobiles, notamment pour la cueillette, la préservation et la divulgation de la preuve Web. Il offre aussi de la cyberinfiltration pour des dossiers d'enquête tels du leurre et du proxénétisme. Ce module est disponible 24 heures sur 24 afin de répondre aux demandes impliquant un danger pour la vie ou la sécurité d'une personne.

Module de la liaison sécurité

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Conseiller en planification	1
Sergent-détective	4	Agent de recherche	3
Agent	4		
Sous-total	**9**	**Sous-total**	**4**
Total : 13			

Le Module de la liaison sécurité collecte le renseignement en lien avec des individus ou des groupes qui, par leurs actions, visent à perturber la paix, l'ordre et la sécurité publique ou qui sont susceptibles de commettre des actes criminels, à des fins terroristes ou à des fins de menace contre les institutions démocratiques en place. L'équipe assure un suivi quotidien de la situation concernant tout type de perturbation sociale à Montréal ainsi que des événements internationaux

pouvant avoir un impact direct sur le territoire montréalais. Il produit des évaluations de la menace, des topos et des suivis dont le but est d'anticiper et de guider la direction du SPVM dans son intervention opérationnelle et dans ses enquêtes à ce sujet.

Module soutien

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant-détective	1	Préposé aux renseignements policiers et à la surveillance policière	6
Agent	5	Agent de bureau	3
Sous-total	**6**	**Sous-total**	**9**
Total : 15			

Le Module du soutien comprend le service à la clientèle qui veille notamment aux vérifications quant à l'usage du renseignement au sein d'autorisations judiciaires, à l'obtention d'informations auprès de partenaires et à la répartition des informations reçues d'Info-Crime. Il effectue aussi les vérifications nécessaires pour les demandes de pardon provenant des citoyens. Il comprend également la gestion du Système automatisé de renseignements criminels (SARC) en effectuant le suivi des saisies de données des unités du SPVM, l'octroi d'accès ainsi que l'inscription pour la formation de nouveaux utilisateurs.

SERVICE DU SOUTIEN EN GENDARMERIE

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur-chef	1
Total : 1	

Le Service du soutien en gendarmerie exerce, dans son domaine d'expertise, un lien de coordination avec les divers partenaires externes et assure un rôle-conseil auprès de la direction du SPVM, et ce, grâce à ses quatre volets de responsabilité lui permettant de réaliser sa mission. Ces volets sont les suivants :

- Planification opérationnelle;
- Opérations spécialisées et tactiques;
- Centrale 911;
- Patrouilles spécialisées et sécurité routière.

DIVISION DE LA PLANIFICATION OPÉRATIONNELLE

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	2
		Agent de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**3**
Total : 4			

Section service d'ordre

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Commandant	1
Lieutenant	1
Lieutenant-détective	1
Sergent	5
Sergent-détective	1
Agent	2
Total : 11	

La Section du service d'ordre a pour mission de soutenir les PDQ et autres unités du SPVM dans la planification ainsi dans la gestion des événements d'envergure prévisibles ou imprévisibles.

Section antiterrorisme et mesures d'urgence

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Commandant	1
Lieutenant	1
Sergent-détective	1
Sergent	1
Agent	6
Total : 10	

La Section de l'antiterrorisme et des mesures d'urgence (SAMU) assume une position stratégique et de leader dans les événements liés à ses domaines d'activités d'affaires. Elle a pour mission de préparer l'organisation à faire face à des événements d'exception, offrir le support-conseil auprès des autres unités du Service et assurer la réponse et le commandement dans de telles situations. Elle voit à mobiliser l'ensemble du personnel policier dans les mandats antiterroriste et des mesures d'urgence; augmenter la vigilance individuelle et organisationnelle; moderniser l'offre de service en étant à la fine pointe des connaissances et des pratiques mondiales, et collaborer étroitement avec une multitude de partenaires afin de fournir un service de qualité aux citoyens montréalais.

De manière plus spécifique, elle élabore des stratégies de renforcement et des protocoles d'interventions multi organisationnelles, rédige des plans de réponse, offre diverses formations, participe à des exercices pour assurer l'interopérabilité et parfait ses connaissances avec ses partenaires.

Module CCTI

Ressources humaines	
Police	
Agent	10
Total : 10	

Les agents du Centre de commandement et de traitement de l'information (CCTI) agissent à titre de pivot en matière de suivi et d'information lors de situations qui nécessitent une certaine attention locale et organisationnelle. Pour ce faire, ils assurent le suivi des événements majeurs ou tout autre événement d'intérêt particulier afin d'en informer la direction et ce, 24 h/24.

DIVISION DES OPÉRATIONS SPÉCIALISÉES ET TACTIQUES

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Total : 1	

Section groupe tactique d'intervention

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant-détective	1		
Sergent-détective	4		
Sergent	2		
Agent	40		
Sous-total	**48**	**Sous-total**	**1**
Total : 49			

Les services de soutien offerts aux unités de réponses aux appels ou aux différentes sections d'enquêtes par le groupe tactique d'intervention (GTI) sont variés. Il s'agit d'interventions armées, planifiées ou non, de risques modérés et élevés, de tirs de précision longue distance, d'entrées forcées à l'aide d'explosifs ou de différentes techniques mécaniques, de la neutralisation d'explosifs, de la protection rapprochée de dignitaires ou témoin et de plongée sous-marine de recherche et récupération d'éléments de crime. Le GTI effectue également des interventions sur véhicule (Hi-Jack) ainsi qu'armées en hauteur (opération verticale) et en zone « arme nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique » (CBRNe).

Sections soutien et interventions spécialisées Sud-Ouest et Nord-Est

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	2	Secrétaire d'unité administrative	2
Sergent	20	Agent de bureau	1
Agent	160		
Sous-total	**182**	**Sous-total**	**3**
Total : 185			

Les membres du personnel offrent un soutien en tant que patrouilleurs réguliers, en répondant aux appels et en effectuant un travail de généraliste. Lorsque la situation l'exige, ces équipes mettent à la disposition du Service l'expertise qu'elles détiennent afin de contenir et gérer des foules, établir des périmètres de sécurité lors d'événements majeurs, effectuer des déplacements tactiques à haut risque, etc. Les policiers qui composent ces équipes s'avèrent être également des intervenants de première ligne lors de plans de mobilisation et ils sont impliqués dans la tenue de divers services d'ordre sur le territoire.

Module coordination, soutien et interventions spécialisées

Ressources humaines	
Police	
Sergent	6
Total : 6	

Sous la supervision directe de la Division des opérations spécialisées et tactiques, le Module de coordination, soutien et interventions spécialisées a pour mandat de s'assurer du maintien des compétences et de l'analyse des besoins en équipement et formation auprès de l'ensemble des groupes de soutien et interventions spécialisées.

Section Vigie du territoire

Ressources humaines	
Police	
Commandant de service	6
Total : 6	

Les chefs aux opérations s'assurent de la couverture opérationnelle et de la prise en charge des événements sur le territoire en dehors des heures ouvrables des officiers de direction. Ils

représentent également l'ensemble des cadres des unités aux mêmes périodes, agissent lorsque nécessaire et assurent les suivis auprès des personnes concernées.

DIVISION DE LA CENTRALE 911

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Chef de section – cadre	1
Sergent	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Superviseur CCU – cadre	10
		Chef d'équipe – Préposé aux communications d'urgence	10
		Préposé aux communications d'urgence	180
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**202**
Total : 204			

La Centrale 911 reçoit et traite annuellement plus de 1,4 million de demandes en provenance de citoyens montréalais, de policiers du SPVM et de partenaires. Cette division travaille en partenariat avec d'autres centres de répartition tels que ceux d'Urgences-santé et du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). Elle a pour mission de recevoir, d'analyser et de prioriser tous les appels urgents ou non destinés aux divers services d'urgence sur le territoire montréalais.

Si l'appel est destiné au SPVM, le personnel procède au traitement complet de celui-ci, incluant la répartition des ressources policières. S'il est destiné à un autre intervenant désigné comme tel, l'appelant est mis en communication avec ce dernier. Ce centre assure également la coordination des appels si plusieurs intervenants sont requis.

Cette division intègre le Module planification et modes opérationnels.

Module planification et modes opérationnels

Ressources humaines	
Civil	
Chef d'équipe – Préposé aux communications d'urgence	1
Chef de relève – Centrale 911 - cadre	1
Superviseur CCU – cadre	2
Agent de bureau	2
Total : 6	

DIVISION DES PATROUILLES SPÉCIALISÉES ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Total : 1	

Section inspection du remorquage

Ressources humaines			
Police		Civil	
Agent	2	Chef de section – cadre	1
		Inspecteur taxi et remorquage	4
		Préposé au soutien administratif	1
		Analyste juridique	1
		Agent de bureau	3
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**10**
Total : 12			

La Section de l'inspection du remorquage encadre les activités liées au remorquage par l'application du règlement sur le remorquage sur le territoire de l'agglomération de Montréal. Ainsi le personnel de cette unité s'assure que les entreprises détiennent un permis d'exploitation et une

vignette d'identification pour chaque véhicule leur appartenant et que les opérateurs possèdent les permis appropriés.

Pour bien encadrer les activités de remorquage, cette section procède à des inspections sur route, à la réception de plaintes ainsi qu'à des enquêtes liées aux plaintes et activités de remorquage. Elle collabore de façon étroite avec l'ensemble des unités du SPVM et plus spécifiquement les PDQ.

Cette section encadre également la performance des entreprises de remorquage qui sont en lien d'affaire avec le SPVM, soit : le respect des clauses assorties aux contrats, les délais d'intervention, la capacité des fourrières, les heures d'ouverture, le service à la clientèle et l'engagement auprès du SPVM. Elle assure également un lien étroit avec la Section du crime organisé et le Bureau de l'inspecteur général.

Cette section chapeaute le service administratif de la gestion des alarmes (SAGA). Ce système coordonne la facturation des services reliés à la réponse aux appels d'alarme non fondés.

Module vérification des antécédents

Ressources humaines			
Police		Civil	
Agent	7	Préposé au soutien administratif	1
		Préposé à l'information policière	4
		Agent de bureau	7
		Secrétaire d'unité administrative	1
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**13**
Total : 20			

Ce module a pour rôle de traiter les demandes de vérification des antécédents judiciaires des personnes qui travaillent auprès des clientèles vulnérables (enfants, aînés, personne souffrant d'une déficience, etc.) sur le territoire de la Ville de Montréal, tout en respectant leur droit à la vie privée.

Section sécurité routière

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	1	Opérateur vidéo-clavier	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**3**
Total : 5			

La Section de la sécurité routière comprend les cinq modules suivants : Conseil, Radar photo, Évaluation de drogues, Cadets et Coordination.

Cette section a pour mission de promouvoir la qualité de vie des citoyens en se préoccupant activement des problèmes de circulation, en augmentant le sentiment de sécurité des usagers de la route ainsi qu'en développant des moyens pour améliorer le bilan routier sur le territoire de l'île de Montréal. Pour ce faire, elle met en commun les compétences du personnel de chacun de ses modules afin de privilégier une approche fondée sur trois axes d'intervention, soit l'éducation, l'aménagement du réseau et l'application de la réglementation. Dans cette optique, cette unité s'associe à divers organismes et institutions, afin de faire de la sécurité routière un enjeu collectif.

En tant qu'unité de soutien spécialisée et corporative, elle fournit à l'ensemble du Service une expertise reconnue en matière de contrôle de la circulation, d'activités en rapport avec le remorquage et d'évaluation de la capacité affaiblie par les drogues. De plus, elle contribue à optimiser les connaissances et le développement professionnel du personnel policier en matière de sécurité routière.

Cette section chapeaute également le volet Radar-Photo qui est responsable de coordonner l'utilisation des appareils de contrôle automatisé mobiles (camions et remorques) aux endroits établis entre la Ville, le SPVM et le ministère des Transports et de la mobilité durable du Québec (MTQ). Les lieux désignés l'ont été pour augmenter la sécurité des usagers aux intersections où un nombre élevé de collisions a été remarqué et que l'intervention policière traditionnelle s'avère difficile ou impossible. Il doit également collaborer avec les divers partenaires dans la mise en

place de moyens pour améliorer le déroulement du module Radar-Photo. Il doit s'assurer de respecter les termes contractuels établis avec le MTQ et soutenir le Centre de traitement de la preuve lors de la rédaction des infractions.

Enfin, la Section de la sécurité routière conseille la direction du Service dans la définition des orientations stratégiques et agit à titre de porte-parole en matière de sécurité routière et auprès des différents médias et des diverses tribunes.

Module conseil

Ressources humaines	
Police	
Sergent-détective	1
Sergent	1
Agent	5
Total : 7	

Le personnel du Module de conseil organise les activités nécessaires à la réalisation de programmes et projets corporatifs de prévention et de répression en matière de sécurité routière et de circulation sur le territoire de la Ville de Montréal. Il assure une vigie dans le domaine tant du point de vue des lois et règlements, des nouveaux véhicules ou équipements utilisés sur le réseau routier qu'en ce qui concerne les bonnes pratiques en termes de prévention, d'éducation et de répression. Il met tout en œuvre pour procéder à l'analyse des problématiques reliées à la sécurité routière et à la circulation. Il identifie des solutions pertinentes et recommande, conséquemment, les moyens nécessaires pour favoriser le sentiment de sécurité des citoyens et améliorer le bilan routier. Il offre également un soutien adéquat aux PDQ en matière de résolutions de problèmes, d'application des lois ou de règlements, de la réalisation des programmes préventifs et corporatifs, et ce, en vue de traiter les problématiques de cette nature.

Module radar photo

L'objectif principal lié à l'utilisation des radars photo est d'améliorer la sécurité des usagers de la route et, par le fait même, le bilan routier. Cette technologie vise à changer le comportement des conducteurs afin de réduire le nombre d'accidents et de victimes de la route. Cela se traduit concrètement par l'évitement de drames humains et la réduction des coûts sociaux, et ce, au bénéfice de toute la collectivité. Deux remorques et deux camions radars photo sont utilisés dans différentes zones de la ville. Au préalable, des analyses sont menées afin de positionner l'équipement. Les radars photo sont placés dans les zones présentant de nombreux accidents, de la vitesse enregistrées ou des zones montrant de potentiels dangers pour les citoyens (zones scolaires, parcs, etc.). Lorsqu'une infraction est détectée, les informations de la plaque du véhicule sont envoyées au Centre de traitement de la preuve de la Sureté du Québec afin qu'une contravention soit émise.

Module évaluation de drogues

Ressources humaines	
Police	
Sergent	1
Agent	10
Total : 11	

Le Module de l'évaluation de drogues est constitué d'experts en la matière. Ces derniers procèdent à l'évaluation de drogues, comme prévu au *Règlement sur l'évaluation des facultés de conduite* afin de déterminer si la capacité de conduire du contrevenant est affaiblie par la drogue ou par une combinaison d'alcool et de drogues. De plus, ils assistent les patrouilleurs lors de leurs interventions liées à une capacité de conduite affaiblie (drogue ou alcool). Ils supportent ces derniers lors des épreuves de coordination des mouvements, puis ils guident et conseillent les patrouilleurs dans la détection des signes et symptômes reliés à la présence de drogues dans l'organisme.

Module cadets

La fonction principale des cadets en circulation est d'assurer la sécurité des citoyens et la fluidité des véhicules autour des chantiers de la Ville de Montréal. Un coordonnateur policier gère l'ensemble des demandes et répartit les effectifs selon les demandes de la Ville. Une analyse de

la complexité des chantiers et des besoins en cadets y est faite. Une formation en signalisation permet aux cadets d'assurer une circulation sécuritaire autour des chantiers. Les cadets étant souvent des étudiants, leur nombre varie selon les saisons.

Module Coordination

Ressources humaines	
Police	
Sergent	5
Agent	2
Total : 7	

Le Module de la coordination est constitué d'experts de contenu en matière de circulation. Les coordonnateurs travaillent en collaboration avec plusieurs partenaires pour trouver des mesures de mitigations qui pourront améliorer la fluidité de la circulation tout en assurant la sécurité des usagers de la route. C'est ainsi qu'ils représentent le Service sur différents comités, qu'ils se déplacent sur les événements majeurs pour prendre en charge la gestion de la circulation, qu'ils analysent la signalisation aux abords des chantiers routiers et en vérifient la conformité et qu'ils rédigent les plans d'urgence de circulation pour les endroits névralgiques du réseau montréalais. Ils assurent la gestion et le déploiement des cadets circulation sur les multiples chantiers de la Ville de Montréal. De plus, ils coordonnent la présence policière sur les chantiers lors des demandes de commercialisation par le service affaires.

Section des patrouilles spécialisées

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Lieutenant	2	Agent de bureau	1
Sous-total	**3**	**Sous-total**	**2**
Total : 5			

La Section des patrouilles spécialisées est composée de différents modules lui permettant de pallier toutes situations, par l'entremise de différents modes de patrouilles dits spécialisés. Elle coordonne les interventions des modules suivants : Escouade canine, Cavalerie, Nautique et Motard.

Module motard

Ressources humaines	
Police	
Sergent	4
Agent	32
Total : 36	

Le Module motard veille au respect des règles de sécurité routière et à la gestion de la circulation afin d'en assurer la fluidité.

Il participe également aux différents services d'ordre dirigé par la Division de la planification opérationnelle ainsi qu'aux demandes de services des diverses unités en rapport avec les problèmes de circulation.

Module cavalerie

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent	1	Palefrenier	4
Agent	12		
Sous-total	**13**	**Sous-total**	**4**
Total : 17			

Le Module de la cavalerie, par l'intermédiaire de patrouilles spécialisées à cheval, assure la sécurité publique sur le Mont-Royal, assiste les PDQ quant à la prévention et la répression du crime selon des besoins opérationnels ponctuels, et représente le SPVM lors de défilés et fêtes populaires.

Module nautique

Ressources humaines	
Police	
Sergent	1
Agent	11
Total : 12	

Le Module nautique veille à la sécurité publique et à l'application des lois sur les plans d'eau qui ceinturent l'île de Montréal, soutient les unités du SPVM par des patrouilles spécialisées en bateau dans le cadre de services d'ordre ou de besoins opérationnels ponctuels ainsi que la Garde côtière dans son mandat de sauvetage.

En hiver, ce module effectue une patrouille hebdomadaire sur des plans d'eau et agit, de plus, en tant qu'unité supplémentaire pour l'application du *Code de sécurité routière*.

Module escouade canine

Ressources humaines	
Police	
Sergent	1
Agent	15
Total : 16	

L'Escouade canine travaille auprès des PDQ, des enquêtes et des unités spécialisées qui œuvrent sur l'ensemble du territoire du SPVM. Les équipes cynophiles appliquent les lois et règlements lors de leurs patrouilles et interviennent selon leurs différentes spécialités : détection de stupéfiants et d'explosifs, recherche de personnes et d'objets et/ou protection du personnel policier lors d'événements d'envergure.

DIRECTION DES SERVICES ORGANISATIONNELS

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Directeur adjoint	1	Secrétaire de direction	1
Inspecteur-chef	1	Chef de section - administratif	1
		Conseiller	1
		Conseiller en planification	2
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**5**
Total : 7			

La Direction des services organisationnels (DSO) a pour mission de soutenir l'organisation en matière de ressources matérielles, technologiques et informationnelles. Elle assure également la probité du SPVM afin que son personnel et ses processus respectent les valeurs organisationnelles, les règles et les normes en vigueur. Elle est ainsi la gardienne des valeurs et des pratiques policières du SPVM. Elle assure également la gestion de la formation aux policiers et celles aux employés civils dont le travail est intimement lié aux opérations policières. Elle développe des outils et des procédures dans le but d'améliorer la prestation de service sur le terrain. Elle regroupe des unités dont les actions sont essentielles pour le bon déroulement des activités opérationnelles.

Les unités suivantes relèvent directement de la Direction des services organisationnels :

- Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles;
- Service de la formation et des relations professionnelles;
- Service de l'intégrité.

SERVICE DES RESSOURCES MATÉRIELLES, TECHNOLOGIQUES ET INFORMATIONNELLES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Chef de service	1
		Conseiller en planification	1
		Secrétaire d'unité administrative	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**3**
Total : 4			

Le Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles (SRMTI) appuie les unités du SPVM dans la réalisation de leur mission, et ce, grâce à ses trois divisions : Information policière, Ressources et de l'innovation technologiques et Ressources matérielles.

DIVISION DE L'INFORMATION POLICIÈRE

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Chef de division - cadre	1
		Conseiller en planification	3
		Agent de recherche	1
		Secrétaire d'unité administrative	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**7**
Total : 8			

Cette division comprend cinq sections, soit celles du Soutien aux rapports d'événements, des Rapports du citoyen, de la Centrale d'information policière, de la Qualité des données policières et de l'Accès à l'information et archives. Elle a pour mission de soutenir l'ensemble des unités du service et différents partenaires dans l'exécution de leur travail dans les domaines d'affaires suivants :

- rédaction de rapports des citoyens par téléphone et en ligne (Internet);
- rédaction des rapports d'événements par les policiers;
- saisie de données – assurance qualité des données;
- enquêtes au CRPQ par l'entremise de la centrale d'information;
- Archivage et demandes d'accès à l'information.

Section du soutien aux rapports d'événement

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Responsable de relève – cadre	2
Préposé à l'information policière de quartier	21
Total : 24	

La Section du soutien aux rapports d'événement assure le soutien à l'ensemble des policiers et des PIPDQ à la réalisation de rapports d'événements. Elle veille à ce que la qualité des données policières saisies dans les différents systèmes du SPVM convienne aux règles d'affaires et aux critères de qualité interne tout en s'assurant que les critères de conformité des instances légales externes tels que ceux du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) soient respectés.

Section rapports du citoyen

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent	1	Chef de section – cadre	1
Agent	4	Préposé à l'information policière de quartier	9
Sous-total	**5**	**Sous-total**	**10**
Total : 15			

Cette section offre aux citoyens la possibilité de transmettre ou rédiger les rapports d'événement par téléphone, ainsi qu'en ligne, via Internet, réduisant ainsi les déplacements des citoyens et des policiers. Ce service n'est offert que pour certains types de crimes, notamment lorsqu'il n'y a pas de suspect ou d'indice sur les lieux.

Section centrale d'information policière

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Préposé à l'information policière	37
Responsable de relève – cadre	5
Agent de vérification des données policières	2
Agent de bureau	1
Total : 46	

La Section centrale d'information policière œuvre 24 h/24, 7 j/7. Elle offre un soutien aux opérations du SPVM. Les préposés à l'information policière procèdent à diverses mises à jour en direct sur des personnes, des véhicules, des objets et des valeurs, en plus d'effectuer des recherches d'informations dans divers systèmes d'informations policières tels que : Montréal – inscription et recherche de l'information sur la sécurité (M-IRIS), CRPQ, CIPC, SARC, système d'émission des constats informatisés (SECI), système de gestion des dossiers administratifs correctionnels (DACOR), registre canadien des armes à feu en direct (RCAFED), plumitifs des différentes cours, etc.

Cette section a aussi la responsabilité de confirmer et d'exécuter les mandats du SPVM auprès de tout demandeur. C'est aussi cette unité qui saisit au CIPC les différentes promesses pour des comparutions futures remises aux agents du SPVM; elle est aussi responsable pour le SPVM de la commutation de messages via le CIPC avec les différents corps policiers du pays et des États-Unis.

Section qualité des données policières

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Analyste de l'intégrité des données policières	5
Préposé à l'information policière de quartier	4
Agent de vérification des données policières	11
Responsable de relève – cadre	1
Total : 22	

Cette section a pour mission d'assurer une qualité optimale des données inscrites dans les différents systèmes d'information policière pour le SPVM, et ce, dans le respect des normes, politiques et des procédures, et aussi au regard des critères de qualité interne et des critères établis par des organismes externes.

Cette unité est également responsable de produire les rapports statistiques officiels relatifs à l'information policière ainsi que le bilan annuel de la criminalité sur le territoire du SPVM.

Section de l’accès à l’information et archives

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent-détective	1	Chef de section – cadre	1
		Analyste juridique	4
		Analyste en gestion de document et archives	1
		Technicien juridique principal	1
		Technicien en gestion de documents et archives	1
		Secrétaire d’unité administrative	1
		Agent de bureau	7
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**16**
Total : 17			

La Section de l’accès à l’information et des archives a pour mission de gérer l’ensemble des documents du SPVM, inhérents aux opérations policières ou administratives, à tous les stades de leur vie (actifs, semi-actifs et inactifs) sous toutes leurs formes (papier, électronique, magnétique, microfilm et autres), en conformité avec la législation à ce sujet.

De plus, la section assume également la responsabilité de répondre, dans le délai prescrit par la *Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, à toute demande d’accès à l’information qui lui est soumise.

DIVISION DES RESSOURCES ET DE L’INNOVATION TECHNOLOGIQUES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Sergent	1	Chef de division – cadre	1
		Conseiller en planification	1
		Préposé au soutien administratif	1
		Secrétaire d’unité administrative	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**4**
Total : 5			

La Division des ressources et de l’innovation technologiques comprend la Section des projets technologiques, la Section Exploitation des équipements technologiques et la Section Évolution M-IRIS. Cette division assure la liaison avec le Service des technologies de l’information (STI).

Section projets technologiques

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Conseiller en analyse et contrôle de gestion	3
Conseiller en planification	3
Total : 7	

La Section des projets technologiques voit à la planification, l’organisation et la coordination des projets de développement organisationnel menés par plusieurs équipes de travail multidisciplinaires (appelées équipes de projet). Les projets technologiques confiés à la Division sont névralgiques pour l’organisation, complexes et d’envergure. Leur portée est telle, qu’elle a des incidences directes sur les volets opérationnels et administratifs d’autres unités, ce qui implique une importante gestion des transformations. Ainsi, la section assure une gouvernance centralisée de ses grands projets de développement corporatifs et, par le fait même, développe au sein de l’organisation une expertise en gestion de projets.

Section exploitation des équipements technologiques

Ressources humaines	
Civil	
Chef de module radiocommunication et sonorisation – cadre	1
Électrotechnicien	11
Agent technique en électronique	4
Agent de distribution d'équipements municipaux	1
Agent de bureau	1
Total : 18	

La Section exploitation des équipements technologiques est responsable de l'installation et de l'entretien des équipements et composantes électroniques des systèmes informatisés, de radiocommunication et de télécommunication dont : les radios émetteurs-récepteurs, les alcootests, les cellulaires, les tablettes électroniques, les caméras de surveillance du SPVM ainsi que les composantes technologiques dans les véhicules du Service.

Section évolution M-IRIS

Ressources humaines			
Police		Civil	
Agent	7	Chef de section – cadre	1
		Agent de vérification des données policières	3
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**4**
Total : 11			

La Section est responsable d'assurer le maintien du système de gestion de dossiers de police, M-IRIS, et de son évolution. Plus concrètement, elle est responsable d'offrir un soutien aux unités et aux utilisateurs, ainsi que d'évaluer les besoins découlant de changements de l'organisation. L'équipe suit l'évolution apportée par le fournisseur de M-IRIS, évalue les bénéfices pour le SPVM, teste les nouvelles fonctionnalités avant leur implantation, en plus de s'assurer que le fonctionnement s'harmonise aux processus d'affaires du SPVM.

DIVISION DES RESSOURCES MATÉRIELLES

RESSOURCES HUMAINES	
Civil	
Chef de division – cadre	1
Secrétaire d'unité administrative	1
Préposé au soutien administratif	1
Analyste méthodes et procédés administratifs	1
Agent de bureau principal	1
Total : 5	

La Division des ressources matérielles regroupe les sections des Ressources matérielles et de la Logistique. Cette division assure la liaison avec les services centraux de la Ville de Montréal pour les domaines d'activités qui ont été regroupés graduellement depuis 2012, soit l'Approvisionnement, le Parc automobile (SMRA) et le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI). Pour ces domaines d'activités, la division est responsable de recueillir les besoins de l'organisation, de les analyser et de les évaluer, puis de veiller à leur réalisation en collaboration avec le Service central responsable de la mise en œuvre.

Section des ressources matérielles

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de distribution d'équipements municipaux	1
Lieutenant	1	Agent de gestion en télécommunications et équipements	1

Sergent	1	Conseiller en analyse et contrôle de gestion	2
Agent	2	Armurier	3
Sous-total	**5**	**Sous-total**	**7**
Total : 12			

La Section des ressources matérielles assure le service à la clientèle pour les commandes, la distribution et le développement des produits vestimentaires destinés au personnel policier de l'organisation. Elle assure aussi le contrôle du système de gestion des accès aux bâtiments du SPVM.

Un de ses constituants est l'armurerie, qui fournit aux policiers les armes, les munitions et les équipements spécialisés et en assure un suivi rigoureux. Elle procède aux différents tests balistiques et au suivi des équipements dont la durée d'utilisation dépend d'une date d'expiration. Les armuriers agissent en tant qu'experts-conseils en la matière dans le cadre de changement ou évolution d'armes et équipements spécialisés.

Section logistique

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Agent de bureau	4
Chauffeur et aide	5
Menuisier installateur	1
Total : 11	

La section Logistique est responsable des déménagements, des aménagements mineurs des locaux et des commandes de meubles et d'équipements en ressources matérielles. Elle est également responsable de la distribution du courrier interne, de l'impression des cartes d'accès pour le personnel et les fournisseurs du SPVM.

SERVICE DE LA FORMATION ET DES RELATIONS PROFESSIONNELLES

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Total : 2			

Le Service de la formation et des relations professionnelles est le gardien des valeurs et des pratiques policières du SPVM. Il assure également la gestion de la formation aux policiers et aux employés civils dont le travail est intimement lié aux opérations policières.

Cette direction est composée des unités suivantes :

- Division de la formation et du développement institutionnel;
- Division des relations professionnelles.

DIVISION DE LA FORMATION ET DU DÉVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
		Préposé au soutien administratif	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**2**
Total : 3			

En collaboration avec les partenaires concernés et les unités clientes, la Division de la formation et du développement institutionnel assure le développement et le maintien des compétences

propres à l'exercice des diverses fonctions du personnel policier et civil, et ce, dans les activités policières et de soutien aux opérations. Elle assure également le développement d'une relève compétente et disponible, lorsque requise, pour les secteurs clés de l'organisation.

Elle veille également au respect des exigences légales, notamment celles liées à la *Loi sur la police* et à la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre,* et elle assure le lien avec les organismes de formation externes, particulièrement l'École nationale de police du Québec (ÉNPQ).

Section développement des compétences technologiques

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Technicien formateur	8
Agent de formation et de contrôle de la qualité	13
Total : 22	

La Section du développement des compétences technologiques conçoit, met à jour et diffuse les formations en lien avec l'utilisation des banques de données policières et autres technologies utilisées au SPVM. Elle vise à satisfaire aux besoins des unités en termes de développement de leurs ressources. Elle outille les employés civils et policiers suite à leur embauche (recrues, PCU, PIP, PIPDQ, etc.) et les accompagne dans leur développement de carrière (parcours civils et policiers).

Section développement et pratiques policières

Ressources humaines			
Police		Civil	
Sergent	1	Chef de section – cadre	1
Sergent-détective	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Agent	3	Préposé au soutien administratif	1
		Concepteur réalisateur programme de formation	6
Sous-total	**5**	**Sous-total**	**9**
Total : 14			

La Section du développement et des pratiques policières répond aux besoins des unités en termes de développement et les soutient dans la mise à jour et la création de nouvelles politiques organisationnelles. Elle conçoit, met à jour et adapte les formations internes. Elle coordonne et suit les parcours d'apprentissage. Elle est également responsable de la sélection des nouveaux formateurs. Elle définit et actualise les pratiques policières internes du SPVM.

Section gestion de la formation

Ressources humaines			
Police		Civil	
Agent	5	Chef de section – cadre	1
		Agent de bureau principal	1
		Agent de bureau	3
Sous-total	**5**	**Sous-total**	**5**
Total : 10			

Cette section est responsable de la gestion des acteurs impliqués dans la planification, la coordination, la logistique et le déploiement des projets de formation. Elle s'assure de satisfaire aux obligations et engagements en termes de formation et en rendre compte aux autorités en place. Plus concrètement, elle coordonne les déploiements de formation, elle assure la logistique des déploiements, elle gère la libération des formateurs, elle assure les activités du registrariat et elle coordonne le Programme de formation initial en enquêtes (PFIE).

Section développement des compétences en interventions policières

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de bureau	1
Sergent	3		
Agent	38		
Sous-total	**42**	**Sous-total**	**1**
Total : 43			

La Section du développement des compétences en interventions policières est responsable du développement et du maintien des compétences dans les domaines de l'intervention policière dans sa globalité et spécifiquement au niveau de l'emploi la force, de la désescalade, de la formation routière et de l'utilisation des différentes armes de service. Elle s'assure de satisfaire aux obligations légales de requalifications annuelles en termes de maniement d'armes. Elle œuvre également dans des interventions post incident et dans la mise à niveau nécessaire pour le retour au travail à la suite d'absences prolongées. Cette section diffuse également la formation en conduite des différents véhicules utilisés par le Service. De plus, elle est responsable des « *coachs* » en emploi de la force, des instructeurs et maîtres-instructeurs en emploi de la force, ainsi que des instructeurs et maître-instructeur en formation routière.

Enfin, elle est responsable de la formation « Réponse en intervention de crise » (RIC). Le SPVM a créé une équipe de patrouilleurs volontaires pour répondre en priorité aux appels d'urgence qui impliquent des personnes en crise. L'équipe RIC a vu le jour à l'automne 2013 et le nombre de patrouilleurs ayant reçu la formation s'élève à plus de 350. Cette formation spécifique leur permet d'être en mesure de désamorcer rapidement ces situations d'urgence. Ces patrouilleurs peuvent également soutenir et conseiller leurs collègues concernant les meilleurs pratiques à appliquer auprès des personnes en crise en plus d'agir à titre de personne-ressource pour toute question liée à une intervention auprès d'une personne à l'état mental perturbé.

Module intervention en soutien aux employés (MISE)

Ressources humaines	
Police	
Sergent	1
Agent	4
Total : 5	

Le Module d'intervention en soutien aux employés (MISE) agit en amont sur les vulnérabilités potentielles auprès du personnel dans une approche de soutien et d'accompagnement par les pairs et pour les pairs. Cette philosophie de soutien est l'une des assises fondamentales du MISE qui préconise, dans ses stratégies de prévention, d'analyse et d'intervention, des moyens concrets pour assurer un soutien personnalisé aux employés et à leurs gestionnaires. Il permet donc de soutenir des employés du SPVM qui font face à une situation difficile ayant des répercussions sur l'exécution de leur travail et sur leur environnement. Il assiste aussi le gestionnaire ou le superviseur dans l'élaboration d'un plan d'accompagnement en matière de comportements à risque.

Section attraction et intégration à la fonction policière

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Sergent	2	Chef de section – cadre	1
Agent	204	Agent de bureau	1
		Concepteur réalisateur programme de formation	1
		Préposé au soutien administratif	2
		Conseiller en développement communautaire	1
Sous-total	**206**	**Sous-total**	**6**
Total : 212			

La Section de l'attraction et de l'intégration à la fonction policière soutient les ressources humaines en matière d'attraction, elle accueille et forme les nouvelles recrues, elle gère le programme *Immersion MTL*, elle forme les agents PAIR et elle gère les stages des étudiants en techniques policières. Concrètement, elle coordonne le calendrier des inductions à travers des activités de recrutement. Elle développe le programme d'intégration à la fonction policière et du programme

PAIR. Elle soutient les unités et les agents PAIR dans leur mandat une fois en unité et elle maintient et développe les liens avec les partenaires communautaires et institutionnels.

DIVISION DES RELATIONS PROFESSIONNELLES

RESSOURCES HUMAINES			
Police		Civil	
Inspecteur	1	Secrétaire d'unité administrative	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**1**
Total : 2			

La Division des relations professionnelles comprend une section soit le Programme d'aide aux policiers et policières (PAPP) et trois modules : Missions internationales et services d'affaires, Bureau de l'éthique et Prévention en santé et sécurité au travail. Elle maintient également le lien d'affaires avec le Service des ressources humaines (SRH), le Service des finances (SF) et le Services des affaires juridiques (SAJ).

Section programme d'aide aux policiers et policières (PAPP)

Ressources humaines	
Civil	
Chef de section – cadre	1
Psychologue	6
Total : 7	

Module missions internationales et services affaires

Ressources humaines			
Police		Civil	
Lieutenant	1	Préposé au soutien administratif	1
Sergent-détective	2	Agent de bureau	1
Sergent	3		
Agent	1		
Sous-total	**7**	**Sous-total**	**2**
Total : 9			

Le Module des missions internationales et des services affaires gère l'ensemble des activités qui entourent la participation de nos policiers au *Programme d'opérations policières internationales de paix et de maintien de la paix* et partage ainsi l'expertise et le savoir-faire des employés du SPVM, à l'échelle internationale. Le module met aussi en valeur l'ensemble des compétences et les meilleures pratiques du Service au bénéfice de nos partenaires d'affaires.

Bureau de l'éthique

Ressources humaines autorisées	
Civil	
Conseiller en planification	1
Total : 1	

La mission du Bureau de l'éthique est de favoriser le développement d'une culture d'éthique appliquée durable au SPVM. L'ensemble des mesures déployées vise à favoriser des actions et prises de décisions justes et raisonnables qui tiennent compte des normes en vigueur, mais aussi du contexte, des valeurs humaines, sociales, professionnelles ainsi qu'organisationnelles.

Module prévention en santé et sécurité au travail

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Agent	1	Conseiller en planification	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	2
Total : 3			

Dans le respect des lois et règlements en santé et sécurité au travail, le module de la prévention en santé et sécurité au travail a comme mission de développer, recommander et mettre en place des moyens ainsi que des programmes de prévention nécessaires pour prévenir les accidents de travail et les maladies professionnelles afin de protéger la santé, la sécurité et l'intégrité physique des employés du SPVM.

Le SPVM est aussi doté d'un comité général de coordination en santé et sécurité au travail. Dans une démarche paritaire, ce comité est composé de deux représentants désignés par l'employeur, deux représentants désignés par la Fraternité des policiers et des policières de Montréal, ainsi que deux représentants à la prévention.

SERVICE DE L'INTÉGRITÉ

RESSOURCES HUMAINES AUTORISÉES			
Police		Civil	
Inspecteur-chef	1	Agent de recherche	1
		Secrétaire d'unité administrative	1
		Agent de bureau	1
Sous-total	**1**	**Sous-total**	**3**
Total : 4			

Le Service de l'intégrité a pour mission d'appliquer le *Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal*, de coordonner les enquêtes criminelles en lien avec l'équipe mixte et effectuer les enquêtes disciplinaires qui lui sont confiées, et ce, dans le respect des lois et règlements en vigueur. Il assure le suivi des plaintes déontologiques déposées contre les policiers du SPVM. Il occupe un rôle de formation, de soutien et de conseil auprès des officiers en matière de discipline, de déontologie et sur la *Loi sur la police*. Il a également la responsabilité de répondre aux exigences de l'arrêt McNeil concernant les inconduites policières. Enfin, il assure la probité du SPVM afin que son personnel et ses processus respectent les valeurs organisationnelles, les règles et les normes en vigueur.

Le Service accomplit sa mission par le biais de ses trois sections : Enquêtes, Discipline et liaison et Sécurité et probité organisationnelle.

DIVISION DES NORMES PROFESSIONNELLES

RESSOURCES HUMAINES	
Police	
Inspecteur	1
Total : 1	

Afin d'accomplir son mandat, la Division des normes professionnelles est composée de 3 unités :

- Section des enquêtes;
- Section de la discipline et liaison;
- Bureau du service aux citoyens.

Section des enquêtes

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Commandant	6	Agent de bureau	1
Sergent	2		
Sergent-détective	2		
Agent	1		
Sous-total	**11**	**Sous-total**	**1**
Total : 12			

Section discipline et liaison

Ressources humaines autorisées			
Police		Civil	
Commandant	1	Agent de recherche	1
Sergent	1	Agent de bureau	1
Sous-total	**2**	**Sous-total**	**2**
Total : 4			

Bureau du service aux citoyens

Ressources humaines autorisées	
Police	
Agent	2
Total : 2	

Le Bureau du service aux citoyens relève de la section de la discipline et de la liaison. Sa mission est de répondre ou relayer les demandes d'information, d'enregistrer les commentaires transmis par la population au regard des services rendus, ainsi que d'enregistrer les plaintes relatives au comportement des agents (plainte en déontologie), dans le but de préserver et accroître la satisfaction et la confiance des citoyens à l'égard du SPVM. À cet effet, le BSC informe les citoyens de leurs droits et les oriente vers les recours possibles.

Section sécurité et probité organisationnelle

Ressources humaines			
Police		Civil	
Commandant	2	Agent de recherche	2
Lieutenant-détective	2	Préposé à l'information policière et à la surveillance	1
Sergent-détective	8	Secrétaire d'unité administrative	1
Agent	9	Préposé à l'information policière	2
		Agent de bureau	3
Sous-total	**21**	**Sous-total**	**9**
Total : 30			

La mission de la Section de la sécurité et la probité organisationnelle (SSPO) se décline en deux volets :

Le premier vise à maintenir une culture organisationnelle basée sur l'imputabilité et la responsabilisation de chacun des employés quant aux situations et aux comportements jugés à risque; le second vise à assurer une sécurité interne, notamment en offrant un service d'enquêtes d'accréditation sécuritaire.

Les activités de la section visent donc à agir en amont des vulnérabilités relatives aux ressources humaines, physiques et informationnelles et à maintenir la culture de la sécurité et probité au sein du personnel.

ENCADREMENT

L'ensemble des cadres, tant civils que policiers, gère une équipe de travail composée de personnel policier et civil, selon l'organigramme fixé. Ils délèguent les responsabilités, évaluent le rendement, veillent au développement professionnel du personnel, et ce, dans le respect des conventions collectives en vigueur ou des conditions de travail définies pour les cadres policiers et civils.

Les lieutenants exercent plusieurs contrôles administratifs liés à la gestion d'un PDQ et agissent à titre de personnes ressources et de « *coach* » pour initier les superviseurs, nouvellement promus, à l'exercice de leur nouvelle fonction. Ils offrent un soutien aux commandants de quartier dans l'évaluation des superviseurs et, au besoin, lors des processus d'encadrement de l'ensemble du personnel de l'unité.

Les lieutenants-détectives dirigent une équipe de travail principalement composée d'enquêteurs (sergents-détectives). Ils coordonnent, supervisent et gèrent le déroulement des enquêtes à mener sur les crimes commis sur le territoire. Ils dirigent et conseillent leurs employés. Ils s'assurent que les enquêtes ou les interventions policières soient menées à terme.

Les sergents-superviseurs de quartier dirigent une équipe de travail composée d'agents de quartier et de nouvelles recrues. Ils sont responsables de tout ce qui se déroule sur le territoire de leur quartier. Ils assurent la qualité de la réponse aux appels et l'approbation de tout rapport d'événement qui en découle. Ils sont les premiers intervenants pour le citoyen dans son quartier. Ils agissent comme commandant de scène lors d'événements majeurs survenant sur leur territoire. Ces sergents-superviseurs de quartier accueillent et orientent les membres de leur équipe, évaluent le rendement de leur personnel, veillent au partage de l'expertise et à l'amélioration des méthodes de travail. Ils dirigent et régissent le travail des policiers dans le respect des modes de fonctionnement et des procédures, de la convention collective, des règles de discipline et de déontologie, ainsi que de la législation en matière de santé et de sécurité au travail.

Les sergents d'unité de soutien sont responsables des équipes d'agents affectés aux unités en soutien de PDQ et aux unités d'enquête. Aussi, ces sergents accueillent et orientent aussi les nouveaux membres de leur équipe, évaluent le rendement de leur personnel, veillent au partage de l'expertise et à l'amélioration des méthodes de travail.

Formation reçue par le personnel d'encadrement

Le SPVM a développé des parcours de formation pour les cadres policiers qui vise le développement de compétence en supervision et de coordination du travail des équipes au quotidien. Ces compétences sont :

- Communication interpersonnelle : développer des relations interpersonnelles positives et favoriser la collaboration;
- Capacité d'influencer avec courage : faire valoir son point de vue et défendre des décisions difficiles pour atteindre les résultats attendus;
- Mobilisation d'équipes diversifiées : rallier vers les objectifs, reconnaitre la performance et contribuer au développement des membres de l'équipe;
- Gestion efficiente des opérations : organiser, déléguer et encadrer le travail effectué par l'équipe afin d'atteindre les objectifs;
- Orientation client : orienter les actions afin de fournir des services de qualité, répondre aux besoins de la clientèle et projeter une image positive de l'organisation.

Cette formation est construite afin d'aborder les concepts et les compétences de manière intégrée et transversale. Elle laisse peu de place aux exposés magistraux au profit d'activités favorisant le transfert et l'intégration des compétences. Ex : discussions/échanges, études de cas, questionnaires, journal de bord/bilans, simulations.

Elle privilégie le développement de la capacité d'analyse face aux diverses situations auxquelles un superviseur devra faire face plutôt que l'acquisition de simples connaissances.

Au terme de cette formation, le superviseur sera en mesure de :

- Identifier des stratégies facilitant son entrée dans une nouvelle fonction;
- Se familiariser avec les concepts de la communication en supervision afin d'optimiser le développement, le bien-être et la performance de son équipe;
- Identifier les indicateurs pouvant mener à une dégradation de la qualité des opérations ou du climat de travail (Assurer une vigie);

- Se familiariser avec les différents types de rencontres, leurs objectifs et comment s'y préparer;
- Se familiariser avec l'ensemble des ressources du superviseur et de son employé afin de rétablir une situation jugée indésirable;
- Développer une stratégie d'accompagnement, préparer et mener une rencontre d'employé dans le cadre d'un scénario;
- Se familiariser avec des stratégies de gestion efficace du temps de travail et de priorisation des tâches;
- Partager les bonnes pratiques en lien avec la supervision d'équipe.

INFRASTRUCTURES

La liste des infrastructures énumère tous les immeubles où sont installées les unités du SPVM.

QUARTIER GÉNÉRAL	1441, Saint-Urbain Montréal, H2X 2M6

DIVISION DES ENQUÊTES CRIMINELLES	
Ouest	2805, boul. Thimens, Saint-Laurent H4R 1T4
Sud	980, rue Guy, Montréal, H3H 2K3
Nord	855, boul. Crémazie Est, Montréal, 1er étage, H2M 2T7
Est	7700, boul. Langelier, Saint-Léonard H1S 2Z6

PDQ	
PDQ 1	2883, boul. Saint-Charles Kirkland, H9H 3B5
PDQ 3	14680, boul. Pierrefonds, Pierrefonds, H9H 4Y6
PDQ 4	4139, boul. des Sources, Dollar-des-Ormeaux, H9B 2A6
PDQ 5	395, boul. Saint-Jean Pointe-Claire, H9R 3J2
PDQ 7	1761, rue Grenet, Saint-Laurent H4L 2R6
PDQ 8	170, 15e Avenue, Lachine, H8S 3L9
PDQ 9	5501 avenue Westminster, Côte-Saint-Luc H4W 2J2
PDQ 10	11756, boul. O'Brien, Montréal, H4J 1Y8
PDQ 12	21, rue Stanton, Westmount, H3Y 3B1
PDQ 13	8745, boul. LaSalle, LaSalle, H8P 1Z2
PDQ 15	1625, avenue de l'Église, Montréal, H4E 1G6
PDQ 16	750, rue Willibrord, Verdun, H4G 1T9
PDQ 20	1432, boul. Sainte-Catherine Ouest, Montréal, H3G 1R3
PDQ 21	1669, rue Berri, Montréal, H2L 4E9
PDQ 22	1200, avenue Papineau, Montréal, H2K 4R5
PDQ 23	4555, rue Hochelaga, Montréal, H1V 1C2
PDQ 26	7405, avenue Mountain Sights, Montréal, H4P 1W7
PDQ 27	1805, rue Fleury Est, Montréal, H2B 1H7
PDQ 30	8930, boul. Pie IX, Montréal, H1Z 4H9
PDQ 31	8225, ave. de l'Esplanade, Montréal, H2P 2R5
PDQ 35	920, rue Bélanger, Montréal, H2S 3P4
PDQ 38	1033, rue Rachel, Montréal, H2J 2J5
PDQ 39	6100, boul. Henri-Bourassa Est, Montréal, H1G 5X3
PDQ 42	8181, boul. Lacordaire, Saint-Léonard H1R 2A3

PDQ 44	4807, rue Molson, Montréal, H1Y 0A2
PDQ 45	8200, boul. Maurice-Duplessis, Montréal, H1E 2Y5
PDQ 46	6850, boul. Joseph-Renaud, Anjou, H1K 3V4
PDQ 48	5646, rue Hochelaga, Montréal, H1N 3T1
PDQ 49	1498, boul. Saint-Jean-Baptiste Montréal, H1B 4A4

SECTIONS SOUTIEN ET INTERVENTIONS SPÉCIALISÉES	
Sud-Ouest	944, rue Saint-Paul Ouest, Montréal, H3C 1M8
Nord	855, boul. Crémazie Est, 1er étage, Montréal, H2M 2T7
Est	7700, boul. Langelier, Montréal, H1S 2Z6

DIVISION DES PATROUILLES SPÉCIALISÉES ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	
Section sécurité routière	4545, rue Hochelaga, Montréal, H1V 1C2 et 2260 Bennett, Montréal, H1V 2T5
Module de la cavalerie	1515, voie Camillien-Houde, Montréal, H3H 1A1
Module nautique	1800, chemin des Iroquois, Montréal, H8S 4J5
Module escouade canine	1515, voie Camillien-Houde, Montréal, H3H 1A1

SERVICES AUX COURS	
Module liaison, Cour du Québec, chambre criminelle et pénale	1, rue Notre-Dame Est, bureau 2.160, Montréal, H2Y 4A5
Module liaison, Cour municipale de Montréal	775, rue Gosford, bureau 520-3, Montréal, H2Y 3B9
Module liaison, Cour du Québec, chambre de la jeunesse	410, rue Bellechasse, bureau 00-044, Montréal, H2S 1X3

AUTRES UNITÉS	
Centre d'expertise - Identité	2350, rue Dickson, H1N 3L7
Section soutien aux rapports d'événements	944, rue Saint-Paul Ouest, 2e étage, Montréal, H3C 2K5
Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles	5000, rue d'Iberville, Montréal, H2H 2S6
Section identification judiciaire	7700, boul. Langelier, 2e étage, Saint-Léonard H1S 2Z6
Section des technologies en enquête	10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal, H1B 1B3
Service des enquêtes spécialisées et Service de l'expertise en enquêtes criminelles	10 351, rue Sherbrooke Est, Montréal, H1B 1B3

Groupe tactique d’intervention	4545, rue Hochelaga, Montréal, H1V 1C2
Section du métro	888, boul. de Maisonneuve Est, Montréal, H2L 4S8
Unité aéroportuaire	975, boul. Roméo-Vachon Nord, Dorval, H4Y 1H1

PARC AUTOMOBILE

Depuis 2017, la gouvernance de la Section du parc automobile relève du Service du matériel roulant et des ateliers de la Ville de Montréal.

Tableau 15 – Inventaire des moyens de transport utilisés au SPVM

VÉHICULES DE PATROUILLE	**QUANTITÉ**
Identifiés (voiture, VUS, fourgonnettes), *dont 88 hybrides*	567
Identifiés électriques	3
Semi-identifiés	11
Semi-banalisés	6
Motocyclettes	38
Motomarines	2
VÉHICULES (AUTRES USAGES QUE LA PATROUILLE)	**QUANTITÉ**
Banalisés (voiture, VUS, fourgonnette)	476
Banalisés électriques	6
Semi-banalisés	28
VÉHICULES SPÉCIALISÉS (Identifiés ou banalisés)	**QUANTITÉ**
Poste de commandement mobile (PCM)	2
Autobus transport de troupes	5
Camions avec aménagements spécialisés (SIJ, Incendie, Équipements, etc.)	36
Camionnettes	18
Blindé	1
AUTRES MOYENS DE TRANSPORT	**QUANTITÉ**
Véhicules tout terrain (VTT)	4
Bateaux	5
Remorques	29
Chevaux	10
Vélos	345

7. ORIENTATIONS STRATÉGIQUES ET RÉALISATIONS MAJEURES DU SPVM

La Ville de Montréal, en raison de ses particularités sociodémographiques et territoriales, demeure unique. En ce sens, le SPVM se doit d'être constamment à la recherche de pratiques innovantes afin d'assurer sa mission et de mettre en œuvre une offre de service qui prend en compte les problématiques criminelles et sociales émergentes.

Depuis 25 ans, la philosophie de la police de proximité guide les pratiques et est toujours bien vivante au sein du SPVM. Cependant, une révision du modèle policier du SPVM et de son offre de services à la population s'impose en regard des nouvelles réalités auxquelles les policiers sont quotidiennement confrontés, de l'évolution de la criminalité, des ressources à leur disposition et des attentes des citoyens. Le SPVM a ainsi amorcé des réflexions à l'interne dans le but de moderniser son modèle policier et son offre de service, tout en préservant sa philosophie de police de proximité.

Cette réflexion s'inscrit directement dans la vision du plan stratégique 2030 de la Ville de Montréal et s'incarne dans les orientations et l'échelle suivantes :

- Orientation – Solidarité, équité et inclusion (priorité 9)
- Orientation – Démocratie et participation (priorités 11 et 12)
- Échelle – Des quartiers vivants (priorité 19)

La priorité 9 se traduit pour le SPVM notamment par une réflexion sur l'instauration de plans d'actions locaux en sécurité publique, sur l'amélioration de la désuétude des systèmes informationnels et technologiques du SPVM et sur la mise en place de tableaux de bord et de données en source ouverte. Le SPVM réfléchit notamment à bonifier et à moderniser son rapport en ligne, à améliorer les processus de communication et à favoriser les échanges avec toutes les populations ce qui s'inscrit dans les priorités 11 et 12. Le SPVM devra adapter son offre de service afin de s'inscrire dans la priorité 19 des quartiers vivants.

Suivant l'arrivée, au début de l'année 2023, du 42ème directeur du Service de police de la Ville de Montréal, une tournée de rencontres avec les unités du Service a eu lieu afin de discuter des préoccupations et de profiter de l'expertise des membres du SPVM dans l'élaboration des futures orientations stratégiques. L'ensemble de ces actions façonneront les assises de la planification stratégique 2024-2026 dont se dotera le SPVM et dont les orientations lui permettront de concrétiser sa vision pour les prochaines années. Ces orientations sont :

- **Orientation 1 : Se mériter la confiance de la population, de toutes les populations**.
    - Cette orientation vise à renforcer le lien « sacré » avec le citoyen, lequel est essentiel à la légitimité du travail policier. L'établissement d'un lien de confiance entre les populations et les policiers permet d'établir un respect mutuel, une meilleure connaissance de l'autre et une réciprocité dans les actions. Pour être efficaces, les policiers doivent pouvoir compter sur l'appui des populations, comprendre leurs réalités et faire preuve d'équité, de professionnalisme et d'un savoir-être irréprochable. De plus, cette orientation réfère à l'importance pour le SPVM d'être à l'image de la population qu'il dessert.

- **Orientation 2 : Être rassurant pour la population et être craint du monde criminel**.
    - Cette orientation met en lumière l'importance de renforcer le sentiment de sécurité de la population montréalaise tout en agissant sur la criminalité de manière proactive. Les actions du SPVM doivent avoir un effet dissuasif sur le monde criminel et rassurant pour la population afin que Montréal demeure une ville sécuritaire où il fait bon vivre. La présence active, la visibilité, l'accessibilité et l'expertise des policiers sur le terrain mèneront à l'intensification de la pression exercée sur le monde criminel afin d'agir sur son sentiment d'impunité.

- **Orientation 3 : Retrouver pleinement la capacité d'agir**
    - Pour mieux servir le citoyen et mobiliser ses employés, une organisation se doit d'être robuste, autonome et moderne. Confronté à d'importants défis (ex. : criminels, financiers, technologiques, sociaux) et dans un souci de s'adapter aux nouvelles réalités, le SPVM devra mettre en place les conditions essentielles à la réalisation de

sa mission tout en faisant preuve d'agilité, d'efficacité et d'efficience. En retrouvant notre capacité d'agir, c'est tout l'engagement et la fierté des employés policiers et civils qui seront ravivés et, par le fait même, l'excellence du service aux citoyens. Cette orientation est indispensable à la réalisation des deux premières orientations.

Par ailleurs, cet exercice s'harmonise avec le plan stratégique *Montréal 2030*, le Modèle montréalais pour une ville sécuritaire, l'approche Vision Zéro en sécurité routière, les positions qui sont et seront adoptées par le ministère de la Sécurité publique dans le cadre des réflexions sur la réalité policière au Québec (livre vert), ainsi qu'avec le projet de loi n° 14, lequel vient modifier les paramètres de la *Loi sur la police*.

Le rapprochement avec toutes les populations est au cœur des récentes actions et initiatives mises en œuvre par le SPVM. Il suffit de penser à l'augmentation du nombre de patrouilles à pied, à la mise en œuvre du Projet Immersion dont l'objectif est de faire vivre une expérience immersive aux recrues dans les différents milieux montréalais dans lesquels le personnel policier du SPVM interagit et intervient au quotidien et à la mise en œuvre du modèle montréalais pour une ville sécuritaire dont tous les axes fondateurs permettent de se rapprocher des communautés.

Parallèlement à cette réflexion, plusieurs réalisations majeures ont eu cours en 2022 qui s'inscrivent dans les orientations en matière de sécurité publique du plan *Montréal 2030*, dont celle d' : «offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins », notamment :

1. Poursuite des activités pour contrer les violences armées

Considérant l'ampleur de cette problématique qui ne se limite pas aux frontières de Montréal, il devient important pour le SPVM de travailler en collaboration avec les gouvernements, les autres services de police, les citoyens, ainsi que les partenaires communautaires et institutionnels. Une multitude d'initiatives gouvernementales ont d'ailleurs été mises en place pour lutter contre les armes à feu : augmentation des budgets, création d'équipes spécialisées (ELTA, EILTA, EMAF, CENTAURE) et de comités concertés, etc. La lutte à la violence armée sur le territoire montréalais doit se travailler en responsabilité partagée entre une multitude d'acteurs institutionnels, politiques et communautaires. En plus des efforts de répression importants en matière de sécurité publique, il demeure primordial d'investir dans la prévention auprès des jeunes et dans les organisations communautaires et sportives, afin que les jeunes puissent s'occuper et développer un sentiment d'appartenance (Ducas, 2022).

Au cours de l'année 2022, le SPVM a notamment :

- Mis en œuvre un *Plan stratégique dans la lutte à la violence armée* dont les principales réalisations sont :

    - Le déploiement du projet ARRET (Action – Répression – Résolution – Engagement – Terrain) dont le but est d'accentuer la pression sur les éléments criminels à l'origine des événements de violence armée pour rehausser le sentiment de sécurité des citoyens. Concrètement, soixante-trois (63) policiers (48 agents, 4 sergents, 8 sergent-détectives, 2 lieutenants et 1 commandant) constituent cette équipe qui agit en complémentarité avec la stratégie québécoise de lutte contre la violence armée (CENTAURE) et les unités d'enquête (EMAF, EILTA, ECLIPSE) et de renseignement du SPVM. En décembre 2022, la Direction du SPVM a pris la décision de prolonger le projet jusqu'en juin 2023.

      Le projet ARRET applique principalement des mesures de « répression ciblée » en se concentrant sur les causes directes du problème. L'objectif est de cibler les comportements et les activités liés à la violence armée sur le territoire en mettant l'accent sur les sujets à haut risque, les lieux et les moments « chauds ».

      Il s'inscrit en complémentarité avec l'approche de dissuasion ciblée préconisée dans le modèle montréalais et actuellement développé par le Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal (CoSSUM) (initié par le MSP) réunissant la Ville de Montréal et les principaux partenaires.

    - La diffusion de la formation ENSALA pour les policiers visant une mise à niveau des connaissances en matière d'armes à feu (AAF).

- L'ajout de nouvelles caméras urbaines dans les quartiers à haut risque (total de 21).

- La participation active à la stratégie québécoise CENTAURE.

- Une collaboration encore plus étroite avec le DPCP dans les dossiers impliquant des AAF.

- La possibilité pour les médias d'accéder aux coulisses des opérations menées par les équipes œuvrant dans la lutte à la violence armée.

- La réactivation et renforcement des réseaux de sécurité locaux dans les PDQ.

- La participation active au Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal (CoSSUM).

- Conclu une entente quinquennale de 225M$ avec le MSP pour l'ajout d'effectifs policiers dont le décret est toujours en attente.

- Participé activement à l'organisation du *Forum montréalais pour la lutte contre la violence armée : s'unir pour la jeunesse* en collaboration avec la Ville de Montréal et l'Institut du Nouveau monde (INM). L'événement où se sont réunis des décideurs institutionnels, politiques et communautaires, a permis de déterminer des priorités de collaboration et d'initier la prise d'engagements en tenant compte de la mission et de l'expertise de chacun (INM 2022), et ce, dans l'objectif d'arriver à des solutions durables, notamment :

    - Création de l'Équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (ÉMIE) dont l'objectif principal est d'intervenir en amont dans le réseau scolaire grâce au couplage d'intervenants spécialisés dont les impératifs de prévention sont assurés par l'intégration de leurs forces respectives dans le cadre d'une stratégie d'intervention commune. Ce projet a bénéficié d'une aide financière de plus de 4 millions de dollars de la part du gouvernement du Québec[56].

- Participé activement aux travaux du Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal (CoSSUM) visant à identifier en concertation les meilleurs programmes et actions à prendre pour lutter contre la violence armée chez les jeunes. Le comité travaille présentement au déploiement d'un modèle de dissuasion ciblée qui s'inscrit dans les travaux du modèle montréalais de lutte à la violence armée. Fondé sur une approche de santé publique, ce modèle propose une dynamique d'intervention préventive graduelle, à trois niveaux. Cette intervention cible d'abord de manière générale les vulnérabilités socio-économiques pour empêcher l'apparition des facteurs de risque. Elle cible ensuite plus directement les facteurs de risque liés à la trajectoire délinquante d'un jeune pour finalement se concentrer sur les comportements délinquants par la répression et la réduction du risque de récidive et de cristallisation des comportements déviants.

2. Démonstration de faisabilité d'intégration de la caméra portative (CP) au téléphone intelligent

En janvier 2022, voyant les avancées technologiques et considérant le regain d'intérêt pour les CP à la suite de divers événements, le SPVM propose à l'administration municipale de Montréal de poursuivre la réflexion et les travaux dans le dossier. En raison des nombreux efforts déployés dans les projets Géolocalisation et répartition par proximité réelle et Réseau LTE – Service de sécurité publique visant entre autres à déployer des téléphones intelligents auprès des policiers de première ligne - ainsi qu'en raison des travaux effectués par le MSP sur les CP à l'échelle provinciale, il est alors décidé qu'une démonstration de faisabilité visant à tester l'intégration de la CP au téléphone intelligent sera effectuée par le SPVM (en collaboration avec le STI).

Au terme de cet exercice, la faisabilité proprement dite de la technologie de la caméra portative testée sur le téléphone intelligent (application mobile de caméra portative utilisant la caméra du téléphone) a été démontrée. Ceci étant dit, le téléphone testé n'a pas été conçu pour être utilisé dans un contexte professionnel policier (robustesse, limitation des outils, cohabitation des applications, ergonomie, etc.). En effet, le policier doit utiliser des outils dédiés, spécialisés et robustes qui lui permettent d'exécuter ses tâches parfaitement et efficacement. Pour l'instant, il n'existe pas de téléphone intelligent assez polyvalent pour permettre au policier d'exécuter

[56] Abolition de l'équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles (EMIE) le 30 septembre 2024.

efficacement toutes ses tâches habituellement exécutées à l'aide d'outils spécifiques et dédiés (ex. : Talkie-Walkie, CP, suite bureautique, Internet, applications de navigation). Bien qu'ailleurs dans le monde, certains corps policiers utilisent un téléphone comme CP, leurs règles d'utilisation de la CP, leur réalité (climat) et leur taille (nombre de policiers sur le terrain) sont très différentes de celles du SPVM.

Dans ce contexte, le Service des technologies de l'information (STI) de la Ville de Montréal et le SPVM ont convenu de mettre un terme à la démonstration de faisabilité d'intégration de la CP au téléphone.

3. Actions en concertation avec le milieu

- En 2022, le territoire du sud-ouest de l'île de Montréal s'est ajouté à la couverture de services de l'Équipe de concertation communautaire et de rapprochement (ECCR) s'ajoutant ainsi aux territoires du centre-ville et du nord-est. Cette offre de service s'est toutefois terminée au 31 mars 2024.
- Cinq (5) conseillers en développement communautaire ont joint l'ECCR afin de renforcer le dialogue avec la population et les partenaires communautaires et résoudre des problématiques de cohabitation sociale et de sécurité urbaine vécues dans les quartiers, et ce, jusqu'à l'abolition de cette équipe au 31 mars 2024.
- Une conseillère en développement communautaire d'origine autochtone a été embauchée afin de créer un rapprochement entre la police et la communauté autochtone urbaine.
- Le projet ECHINOPS (Équipe – Communautaire – Hybride – Interventions – Novatrices – OSBL – Psychiatrie – SPVM) a été implanté en janvier 2022. Ce projet propose une collaboration interdisciplinaire entre les professionnels en santé mentale du CIUSSS-EMTL et les policiers des postes de quartier 30 et 42 lors d'interventions auprès de citoyens dont l'état mental est perturbé. Les interventions réalisées visent à prévenir des hospitalisations; à diminuer le nombre répété d'appels auprès des services d'urgence par ces mêmes personnes ou leurs proches; à offrir, avec le consentement de ces personnes, un accès rapide à des services répondant à leur état et à leurs besoins. De plus, le projet ECHINOPS intègre à son équipe un psychiatre qui se déplace à domicile ou dans la communauté pour évaluer la santé mentale d'une personne lorsque requis, une première dans le cadre de telles interventions dans l'Est de Montréal. Le projet ECHINOPS a obtenu le Prix d'Excellence Intersection, à l'occasion de la 28e édition du Séminaire Intersection.
- Le SPVM collabore avec l'Équipe mobile de médiation en intervention sociale (EMMIS), déployée par la ville de Montréal, afin d'agir rapidement dans l'espace public pour répondre aux situations de conflits, de détresse ou de cohabitation touchant les personnes vulnérables ou en difficulté.

4. Planification des activités liées à la sécurité de l'évènement COP15

Du 2 au 19 décembre 2022, la ville de Montréal a été l'hôtesse de la réunion du groupe de travail sur le Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et de la 15e Conférence des Parties (CDP) à la *Convention sur la diversité biologique* (CDB). Ce dernier événement, couramment appelé «COP15», a réuni plus de 12 000 délégués et dignitaires provenant des 196 pays qui ont ratifié le traité. Le SPVM avait la mission d'assurer la sécurité du grand public, des représentants de gouvernements étrangers et organisations participant à l'événement COP15.

Pour remplir cette mission, le SPVM a mis en œuvre un comité de coordination visant à préparer l'organisation ainsi qu'à opérationnaliser cette importante planification. La COP15 représentait un événement sans précédent qui a nécessité la collaboration de plusieurs organisations policières et partenaires. Malgré une mobilisation exemplaire et très importante des ressources, les citoyens montréalais ont pu continuer de compter sur la présence de policiers pour assurer la réponse aux appels, poursuivre la lutte à la criminalité et voir au maintien de la paix et de la sécurité publique sur l'ensemble du territoire.

5. Mise en œuvre de zones d'échanges sécurisées

Le SPVM offre maintenant 11 zones d'échanges sécurisées pour les personnes qui effectuent des transactions en ligne sur des sites de ventes et d'échanges de biens afin d'aider à la prévention des fraudes.

6. Déploiement du Réseau sans fil MTLWIFI dans les édifices du SPVM

Après plus de deux ans de travaux et s'inscrivant dans la vision de faire de Montréal une ville intelligente de communications unifiées, le Service des ressources matérielles et technologiques (SRMT) du SPVM, en collaboration avec la Direction infrastructures et opérations (DIO) du Service des technologies de l'information (STI), ont déployé des bornes d'accès du réseau MTLWiFi dans les édifices du SPVM le 1er décembre 2022. Ce réseau est l'un des réseaux sans fil gratuits les plus étendus au monde.

Que ce soit pour permettre aux citoyens de transmettre des preuves photo et vidéo aux policiers du Service sans frais, pour naviguer sur Internet à l'occasion des pauses repas ou toute autre raison, les citoyens et les employés du SPVM peuvent désormais se connecter gratuitement à Internet sur leurs appareils personnels dans les bâtiments du SPVM via ce vaste réseau sans fil.

7. Services 9-1-1 de prochaine génération

Dans le cadre du projet du gouvernement fédéral visant à permettre d'offrir des services d'urgence améliorés utilisant des réseaux de télécommunications de calibre international, le SPVM participe activement à un comité regroupant plusieurs services de la Ville de Montréal (ex. STI, SGPI, SIM).

8. PRÉSENTATION DES ACTIVITÉS PAR NIVEAU DE SERVICE

Dans le but d'assurer une meilleure compréhension du tableau ci-dessous, les précisions suivantes doivent être considérées:

- Pour la **formation acquise ou à acquérir**, les informations qui ont été inscrites dans cette colonne correspondent aux cours préalables à l'obtention d'une fonction et non à l'exécution d'une activité. Lorsqu'un agent est muté dans une unité, il doit parfaire ses apprentissages afin d'être apte à réaliser les activités de la fonction occupée. Plusieurs formations spécialisées sont enseignées aux policiers au cours de leur carrière, et ce, afin de maintenir un niveau de connaissances optimal dans l'exécution de leur travail.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	Niveau 1						
	Gendarmerie						
1G1	Patrouille 24 heures	**Responsabilités :** • Assurer une présence policière supervisée 24 heures sur 24 et effectuer la surveillance du territoire • Protéger la vie, les droits et la propriété des citoyens • Préserver la paix publique	Une patrouille policière supervisée est effectuée 24 h/24, 7 j/7 et ce, sur l'ensemble du territoire du SPVM. Les agents, répartis dans 29 PDQ et 2 sections soutien et interventions spécialisées, travaillent en rotation (à l'exception des patrouilleurs solos et des agents de quartier sécurité routière qui ne travaillent pas de nuit). Ils sont affectés à un véhicule duo ou à un véhicule solo (de jour et de soir). Ils adoptent le mode de patrouille le plus approprié (à pied, à vélo, en auto), et ce, en fonction de	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ ➢ Section du métro **Service du soutien en gendarmerie** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées ➢ Module nautique ➢ Module de la cavalerie	✓ Arme de service Glock 19 et Glock 43 (fonctions particulières); ✓ Armes intermédiaires (Capsicum, bâton télescopique, arme à impulsion électrique) ✓ Casque, bouclier et bâton antiémeute; ✓ Armes de support, AIIP; ✓ Véhicules de patrouille identifiés, semi-banalisés, banalisés : ✓ 345 vélos identifiés (policiers/cadets); ✓ 4 véhicules tout-terrain (VTT) identifiés; ✓ 38 motos;	• Réponse en intervention de crise (RIC) • Coordonnateur d'information à la menace terroriste (CIMT) • Moniteur en emploi de la force • Formation vélo pour la patrouille régulière et le contrôle de foule	Les effectifs sont divisés en 5 groupes et l'horaire de travail est aménagé sur 3 relèves couvrant les périodes de jour, de soir et de nuit. Les heures de début et de fin varient de 30 minutes entre les PDQ limitrophes afin d'assurer une présence policière permanente sur le territoire. Le chevauchement entre les relèves est de 30 minutes. Les PDQ peuvent moduler en partie les effectifs affectés à

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Intégrer l'approche de police communautaire dans les pratiques opérationnelles • Effectuer des activités de détection et de prévention • Appliquer les lois et les règlements	l'activité à réaliser de sa mission policière. La Section du métro applique la mission policière en patrouillant dans les 21 stations centrales du réseau métro du territoire de l'île de Montréal. Le Module de la cavalerie patrouille sur le Mont-Royal, dans les lieux difficilement accessibles et pour les services d'ordre. Il participe également à des activités de rapprochements avec la communauté. Le Module Éclipse et le Module moralité patrouillent dans les lieux d'intérêts criminels du territoire.	**Section du crime organisé** ➢ Module moralité ➢ Module Éclipse	✓ 10 chevaux, écurie, remorque. <u>Mode de fonctionnement et ses procédures reliées au SPVM (MF)</u>	• Cavalier niveau 3 classique • Cavalier - formation interne : « aptitude et capacité équestre pour policier » • Diverses fonctions spécialisées en complémentarité pour les policiers patrouilleurs sur chaque relève	différentes tâches afin de répondre à des besoins spécifiques en mettant sur pied des « relèves intermédiaires » ou des « relèves spéciales ». 110 policiers à vélo dans les PDQ d'avril à décembre. Section des vélos corporatifs (manifestations, services d'ordre) : 65 policiers sur appel. Habiletés au contrôle de foule à vélo. Objectif : 1 à 2 armes à impulsion électrique (AIE) par relève dans les PDQ.
1G2	Réponse à toute demande d'aide d'un citoyen, répartition et prise en charge de celle-ci dans un délai raisonnable.	**Définitions :** • <u>Centre d'urgence 911</u> (service centralisé d'appels d'urgence) : Centre qui reçoit l'appel d'une personne qui a composé le code 911 sur un appareil de télécommunication	La Centrale 911 sert de porte d'entrée pour tous les appels d'urgence transmis par téléphone et messages texte sur le territoire de l'île de Montréal. L'analyse de l'appel permet au préposé d'y attribuer un code de priorité et de l'acheminer aux bons intervenants (SPVM, Urgences-santé (U-S), SIM,	**Division de la Centrale 911** ➢ Centrale 911 (analyse et répartition des appels) **Section des rapports du citoyen** ➢ Rapports du citoyen	✓ Plateforme téléphonique 911 ✓ Système informatique Positron à la prise d'appels ✓ Système informatique Altaris à la répartition des appels ✓ Géolocalisation SPVM	○ Formation - Analyse 911 (durée de 5 semaines) ○ Formation pour la répartition des appels SPVM (durée de 7 semaines)	<u>Centres de relève</u> Enregistrement et conservation des données numériques et vocales de la réception et de la répartition des appels.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		et qui dirige cet appel vers l'intervenant d'urgence prioritaire selon l'incident. • Centre de répartition des appels de police (service secondaire d'appels d'urgence) : Centre qui a la responsabilité d'assigner les ressources policières nécessaires pour assurer le secours requis à la suite d'un appel transféré notamment par un Centre d'urgence 911. **Responsabilités :** • Recevoir, répartir et prendre en charge les appels des citoyens qui ont besoin de	travaux publics, Énergir, Hydro-Québec, Garde côtière, etc.). Lorsque les appels sont destinés au SPVM, ils sont transmis au répartiteur approprié selon l'adresse de l'événement. Le répartiteur transmet l'appel aux patrouilleurs par le PTM et vocalement (appels prioritaires seulement), il assure une communication constante et traite les demandes de ressource supplémentaire. Le patrouilleur répond aux appels qui lui sont transmis et entreprend les premières démarches d'enquête. Rapports du citoyen Section qui a le mandat de rédiger des rapports d'événements (sans éléments de preuve) par téléphone (policier) et de valider les rapports informatiques (civils) transmis par les citoyens via le site Internet sécurisé du SPVM.	*Voir ressources 1G1*	✓ Application texto 911 (gens malentendants ou difficultés d'élocution) ✓ Poste de travail mobile (PTM) pour les patrouilleurs ✓ Système de télécommunication crypté (système évolué de radiocommunications de l'agglomération de Montréal (SÉRAM) ✓ Interopérabilité partenaires des services publics ✓ 2 centres de relève d'urgence ▪ Autonomie complète ▪ Génératrices	○ Guide opérationnel PARA ○ Procédures de basculement au centre de relève.	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'intervention de la police • Assigner du personnel disponible en tout temps pour répondre sans délai aux appels nécessitant une intervention urgente • Se rendre sur les lieux selon les priorités d'appel • Protéger, aider et supporter les personnes le nécessitant • Faire appel aux ressources nécessaires • Appliquer les principes du maintien de l'ordre par la résolution de problème • Ouvrir les dossiers requis et en assurer le suivi					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Acquérir et maintenir les systèmes en assurant la confidentialité des échanges • Maintenir un lien avec le 911 Gérer un système d'enregistrement des appels et de la radio communication					
1G3	Sécurité routière	**Responsabilités :** • Effectuer des opérations de surveillance ciblées • Collaborer avec les organismes partenaires (voirie, brigadiers scolaires, etc.) • Appliquer le CSR et les règlements municipaux en circulation • Évaluer la mise en place de nouvelles	La sécurité routière est une activité qui est réalisée par différentes unités. Les patrouilleurs, les agents de quartier en sécurité routière (AQSR) et les motards réalisent des activités de répression afin de faire respecter les lois et les règlements et ainsi assurer la sécurité des usagers et la fluidité de la circulation. La Section de la sécurité routière comporte 5 modules : • Module de la coordination : Vigie de la fluidité des axes routiers de l'île de Montréal.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées – Module motard	✓ Système d'émission de constats informatisés ✓ Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) ✓ Radar laser et Doppler ✓ Remorque radar ✓ ADA ✓ Véhicule identifié, semi-banalisé et banalisé ✓ Motos identifiées ✓ Garage mécanique (Transféré à la ville)	○ Cours circulation (CSR) ○ Formation cinémomètre ○ Interception à pied ○ Gestes et signaux <u>Agents motards</u> : ○ Permis de conduire classe 6A ○ Formation agent motard sur motocyclette	Les traverses scolaires sont de la responsabilité du Module conseil. La gestion des brigadiers scolaires est prise en charge par les PDQ et les agents AQSR assurent leur appréciation de rendement. Le Service de police de la Ville de Montréal, en partenariat avec le ministère des Transports du Québec, a accès à plusieurs caméras sur le territoire montréalais pour assurer une vigie

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		technologies d'intervention • Analyser les accidents • Orienter, par des moyens appropriés, les activités des policiers pour faire diminuer le nombre et la gravité des accidents • Assurer la gestion des activités reliées à la sécurité routière • Assurer la liaison avec les organismes internes et externes dans le domaine de la sécurité routière	• Module Radar photo : Surveillance stratégique des secteurs à risque identifiés par radar photo. • Module Cadets : Cadets de la circulation aux abords des chantiers de construction et commercialisation des services afin d'assurer la sécurité et la fluidité aux abords des chantiers de construction. • Module conseil : analyse et documente les problématiques afin de développer et de recommander des activités de prévention et de répression. • Module de l'évaluation de drogues : *voir 1E23* La Section de l'inspection du remorquage s'assure de la gestion des permis et protocoles de collaboration. La Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud : • Module enquête collision : *voir 1E19*	➢ Section de la sécurité routière : – Module de la coordination – Module de conseil ➢ Section de l'inspection du remorquage **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions			de la fluidité de la circulation, ce qui lui permet d'agir de façon proactive afin de réduire les risques d'accidents et de congestion.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1G4	Application de la Loi sur les véhicules hors route et surveillance des sentiers de véhicules tout-terrain et de motoneiges	**Responsabilités :** • Effectuer des opérations de surveillance ciblées sur les sentiers • Collaborer avec les organismes partenaires (associations de VTT, de motoneiges, etc.) • Appliquer le Code criminel, le CSR et les règlements afférents • Analyser les accidents impliquant des véhicules hors route • Évaluer la mise en place de nouvelles technologies d'intervention	La patrouille VTT se fait de façon aléatoire selon la disponibilité des effectifs sur les relèves à moins d'une activité planifiée telle un service d'ordre. Les VTT sont utilisés pour la patrouille des sentiers situés dans les parcs et pour atteindre les endroits difficiles d'accès. Il est possible de patrouiller sur les sentiers de motoneige avec les VTT, selon la quantité de neige en hiver et, en tout temps, durant les autres saisons.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest et Sud)** ➢ PDQ 3 et 21 (île Notre-Dame)	✓ 4 VTT identifiés ✓ 2 Remorques ✓ Attache remorque ✓ 2 Pare-brise pour l'hiver ✓ Casques ✓ Uniformes et vêtements adaptés à la fonction	○ Formation conduite VTT 1 journée	Utilisé pour la recherche des disparus dans les secteurs boisés en toute saison sur le territoire de l'île de Montréal. Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 0

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1G5	Sécurité nautique des plaisanciers circulant sur un plan d'eau	**Responsabilités :** • Effectuer des opérations de prévention et de surveillance ciblées sur les plans d'eau navigables • Appliquer la Loi sur la marine marchande et les règlements en découlant • Assurer une présence policière afin de prévenir et réprimer la commission d'infractions reliées, entre autres, au Code criminel et aux règlements municipaux	Le Module nautique intervient sur tous les plans d'eau ceinturant l'île de Montréal. Ses activités : • Veiller à l'application du Code criminel, de la Loi de la marine marchande et de ses règlements, de la Loi du ministère des Transports Canada et des règlements municipaux. • Effectuer des patrouilles, procède à des interceptions d'embarcations et des opérations de contrôle. • L'hiver, les policiers visitent en embarcation les îles ceinturant le territoire de l'île de Montréal afin d'y effectuer une patrouille. • Appliquer la Loi sur les véhicules hors route le long des rives où se pratique la pêche sur glace. • Assurer une présence sur les eaux lors de divers services d'ordre (Feux Loto-Québec, festivités nationales, etc.).	**Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité soutière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Module nautique	✓ 2 camions servant à remorquer les embarcations identifiées ✓ 4 embarcations de style zodiac et 1 chaloupe identifiées pour les patrouilles hivernales ✓ Chaque embarcation est munie de tous les équipements exigés par la Loi de 2001 sur la marine marchande ainsi que le Règlement sur les petits bâtiments ✓ Boîte à équipement avec divers outils (cartes, lampes, pinces, pompes, extincteurs, etc.) ✓ Trousse de premiers soins ✓ Équipements de sauvetage (bouée de secours, grappins, harnais, vestes de flottaison, etc.) <u>Équipements d'opération</u> :	○ Test piscine : prérequis à la fonction ○ Formation de calibre commercial : Small vessel operator profiency (SVOP) et Small vessel basic safety (SDV-BS) (80 heures) ○ Maintien des compétences annuellement (2 semaines)	Le Module nautique est permanent. Il peut se déplacer sur l'eau en saison hivernale. Il soutient les PDQ pour les recherches sur les rivages. Il collabore avec la Section du groupe tactique d'intervention (GTI) pour des recherches sur l'eau à l'aide de ses équipements spécialisés. Son personnel est accrédité pour appliquer la réglementation de Parcs Canada pour le contrôle de la chasse aux canards. Il contribue à la réponse au niveau des mesures d'urgence Il travaille en collaboration avec divers partenaires externes Travail de jour et soir. Ligne d'urgence 24h/ 7j Nombre d'opérations réalisées en 2022 pour tous les plans d'eau sous

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
					✓ Caméra submersible pour recherche jusqu'à 35 pieds ✓ Sacs étanches ✓ Costumes de plongée et accessoires ✓ Équipements électroniques ✓ Lunettes de vision nocturne ✓ Casques de communication ✓ Radars ✓ Appareils GPS ✓ Appareil de détection approuvé (ADA) ✓ Raquettes à neige		la responsabilité du SPVM (1G5) incluant le Fleuve Saint-Laurent (5G1) : • 1272 interceptions et inspections d'embarcation • 56 opérations nautiques planifiées incluant 8 OP alcool • 106 avertissements (AVNC) • 152 billets en vertu de la loi sur la marine marchande du Canada ont été donnés (LMMC)
1G6	Transport de prévenus	**Définition :** • Effectuer le transport des prévenus, notamment vers les établissements de détention après la comparution **Responsabilités :** • Assurer le contrôle et la coordination de tous les	L'agent de quartier ou du soutien et des interventions spécialisées effectue le transport du lieu de l'arrestation au module de la détention de sa région. Au besoin, les agents de détention assurent par la suite les transports suivants par fourgon cellulaire : • Des modules de la détention vers la cour municipale de	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Sections des enquêtes et soutien organisationnel**	✓ 2 fourgons cellulaires de 17 personnes ✓ 2 fourgons cellulaires de 10 personnes ✓ Menottes et entraves de pieds ✓ Détecteur de métal ✓ 3 blocs cellulaires	<u>Agents de détention</u> : ○ Qualification sur le fourgon cellulaire	Les vidéos comparutions pour la Cour municipale ont lieu 7 jours par semaine.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		transports de prévenus vers le palais de justice ou vers un centre de détention • Empêcher la personne détenue de s'évader en utilisant des menottes et des entraves selon le danger qu'elle représente • Prendre les moyens pour prévenir que la personne détenue se blesse, blesse une autre personne ou cause des dommages matériels • Voir au bien-être et à l'état de santé de la personne détenue	Montréal et les cours du Québec. • De la cour municipale de Montréal vers les centres de détention provinciale et les hôpitaux psychiatriques. • Lorsqu'un service de police extérieur détient une personne pour des mandats du SPVM; de leur poste ou unité de détention vers le module de détention (ce type de transport peut également être effectué par les patrouilleurs ou les agents d'intervention). • D'un hôpital vers les modules de détention lors de gardes de personnes détenues, effectuées par des agents de détention. • Lors d'arrestations multiples.	➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord ➢ Module Détention Est			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1G7	Délit de fuite	**Définition :** • Événement au cours duquel le conducteur d'un véhicule, d'un bateau ou d'un aéronef impliqué dans un accident omet de rester sur les lieux ou d'y retourner immédiatement, de donner son nom et son adresse ou d'offrir l'assistance nécessaire à une personne qui a subi des blessures ou des dommages. **Responsabilités :** • Répondre à la plainte et sécuriser les victimes • Enquêter l'accident (rapport d'accident, relevés, indices, mesures, photographies) • Identifier les auteurs et soumettre une	Activité du patrouilleur : • se rendre sur les lieux; • assurer la sécurité des parties impliquées; • rechercher et identifier les témoins; • préserver les éléments de preuve; • vérifier si une infraction criminelle ou pénale (code criminel (CCR) et/ ou code de la circulation routière (CSR) a été commise; • rédiger les rapports et porter les accusations appropriées. Selon certains critères énoncés par procédure, les agents enquêteurs du Module enquête collision sont appelés afin de se rendre sur les lieux notamment s'il y a décès, risque de décès, blessures graves ou s'il s'agit d'un accident majeur afin de traiter la scène et de mener l'enquête. Un reconstitutionniste peut également être appelé sur les lieux (*voir fiche 2S3*). Activité de l'enquêteur :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions	*Si reconstitutionniste requis, voir équipements activité 2S3*	<u>Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud, Module des enquêtes sur les collisions</u> : ○ Protection de scène de crime ○ Circulation ○ Techniques d'enquêtes collision - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision – Capacité de conduite affaiblie (CCA) pour le reconstitutionniste ○ Diverses formations reconstitutionnistes (enfoncement, module coussin gonflable, etc.)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		demande d'intenter des procédures au procureur ou émettre un constat d'infraction	• prendre connaissance des rapports; • valider des informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et dépose le dossier d'accusation.				
1G8	Programmes de prévention	**Définition :** • Élaborer et réaliser des programmes de prévention de la criminalité **Responsabilités :** • Miser sur une approche communautaire • Collaborer avec les autres sections de la sécurité du territoire afin de déterminer les problèmes de sécurité et y remédier Développer, diffuser et mettre en œuvre des programmes de prévention en	Des programmes corporatifs sont mis en œuvre et coordonnés par la Division de la prévention et de la sécurité urbaine. Ils sont répartis dans les unités au SPVM pour leur mise en application selon le thème du programme ou le public ciblé (ex. : rentrée scolaire, piétons, vélos, aînés, etc.). Plusieurs programmes locaux sont aussi mis en place directement par les PDQ.	**Direction des services de proximité** ➢ Division de la prévention et de la sécurité urbaine ➢ Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est), PDQ **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section de la sécurité routière, Module conseil	✓ Kiosques ✓ Mascotte FLICK ✓ Comptoir mobile (véhicule pour activité communautaire) ✓ Pamphlets et autres outils de communication	○ Animation ○ Éthique ○ Français écrit ○ Formation sur la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA)	L'élaboration et la réalisation de ces programmes de prévention de la criminalité sont consacrées majoritairement aux ressources spécialisées citées sous cette rubrique. La participation à ces activités est applicable par tous les policiers au SPVM.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		concertation avec les partenaires (écoles, organismes, etc.)					
1G9	Protection d'une scène de crime	**Responsabilités :** • Établir un périmètre de sécurité et contrôler les accès autour d'une scène de crime jusqu'à ce que les enquêteurs, le policier judiciaire ou les techniciens en scène de crime aient terminé leur travail • Protéger l'intégrité de la scène de crime • Produire un rapport de protection de scène au responsable de l'enquête	Le patrouilleur se rend sur les lieux et évalue l'ampleur de la scène à couvrir, en prenant en considération divers facteurs lui permettant de réquisitionner les ressources appropriées. Son rôle : • protéger la scène de crime; • identifier les éléments de preuve; • délimiter le périmètre à protéger et contrôler les accès; • rédiger des rapports circonstanciés. Le superviseur assume le commandement de la scène à son arrivée et requiert la présence des enquêteurs ou des experts en scène de crime.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Équipement nécessaire à l'interdiction d'accès (rubans, cônes, barrières, etc.) et à la protection de la scène de crime ✓ Véhicules identifiés	○ Protection scène de crime	La Section de l'identification judiciaire est habilitée à traiter les scènes de crimes des enquêtes criminelles.
1G10	Capacité d'endiguement	**Définitions :** • <u>Capacité d'endiguement :</u> Établissement et	Les premiers patrouilleurs arrivés sur les lieux d'un événement doivent : • valider l'information;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ	*Pour les sections du soutien et interventions spécialisées, voir les équipements à l'activité 3S6*	*Sections soutien et interventions spécialisées, voir l'activité 3S6*	Mode de fonctionnement PO 230 Évaluation du niveau du risque

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		contrôle de périmètre lors d'une prise d'otage ou pour un tireur embusqué. • Prise d'otage : • Détention d'une personne contre son gré dans l'intention de contraindre un tiers à satisfaire aux exigences de son auteur. • <u>Tireur embusqué :</u> • Personne qui s'enferme dans un lieu et qui tire ou menace de tirer des coups de feu sur quelqu'un ou quelque chose, mettant ainsi la vie humaine en danger. **Responsabilités :** • Valider l'événement • Circonscrire et isoler rapidement la situation de façon à limiter les blessures	• localiser l'événement et l'isoler; • mettre en place un premier périmètre pour le contenir. Le superviseur de quartier se rend sur les lieux et réquisitionne au besoin les ressources spécialisées selon le niveau de risque et les équipements requis afin de mettre en place un endiguement. Il doit analyser les besoins d'évacuation et favoriser une résolution pacifique en évitant que la situation s'envenime. Les manœuvres d'endiguement sont évaluées selon le niveau de risque.	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées ➢ Section groupe tactique d'intervention (GTI)	*Pour la section du groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3*	*Groupe tactique d'intervention, voir l'activité 4S3*	Nombre approximatif d'opérations réalisées en 2022 : 2 190 (soit approximativement 6 opérations par jour)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		et les pertes de vie et éviter que la situation s'envenime Établir un périmètre de sécurité et, au besoin, faire évacuer les personnes présentes					
	Enquêtes						
1E1	Enlèvement	**Définition :** • Lorsqu'une personne est enlevée par la force ou par la ruse dans le but de la retenir contre son gré ou contre la volonté d'une personne qui en a légalement la garde. **Responsabilités :** • Établir les circonstances de l'enlèvement et colliger toutes les coordonnées de la victime (description physique et	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par la Section des enquêtes régionales concernée ou par celle des crimes majeurs. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • valider les informations; • entreprendre des démarches d'enquête; • préparer et déposer le dossier d'accusation. • Si la vie d'une personne est en danger ou s'il y a une demande de rançon, la Section des crimes	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		Sections des enquêtes régionales : o Programme de formation initiale en enquête (PFIE) Section des crimes majeurs : o Anglais intermédiaire o Entrevue filmée d'un suspect - ÉNPQ o Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants – ÉNPQ (pas obligatoire)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		psychologique, lien avec l'auteur, etc.) • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	majeurs entre en jeu et s'occupe de l'enquête.			○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs – collège canadien de la police (CCP)	
1E2	Agression sexuelle	**Définitions :** • Agression sexuelle : Attaque à caractère sexuel contre une personne. • Agression sexuelle armée : Attaque à caractère sexuel alors que l'agresseur porte, utilise ou menace d'utiliser une arme ou une imitation d'arme. • Agression sexuelle grave : Attaque à caractère sexuel qui blesse, mutile ou défigure le	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par la Section des agressions sexuelles. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • valider les informations; • entreprendre des démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des agressions sexuelles	✓ Deux réfrigérateurs pour conserver les prélèvements ✓ Véhicules banalisés ✓ Nombre de salles d'interrogatoire vidéo : 18 réparties dans 5 édifices afin d'offrir le service à l'ensemble du territoire.	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Anglais intermédiaire ○ Entrevue filmée d'un suspect - ÉNPQ ○ Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs – CCP (pas obligatoire)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		plaignant ou met sa vie en danger. • Comprend également les agressions sexuelles lors desquelles des lésions corporelles sont infligées et celles avec menace à un tiers. **Responsabilités :** • Faire réaliser un examen médico-légal dans un centre hospitalier • Référer les victimes au CLSC, au CAVAC ou tout autre organisme communautaire • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'intenter des procédures					
1E3	Infractions d'ordre sexuel	**Définition :** • Comprend notamment l'inceste, les contacts sexuels, les actions indécentes ou toute autre infraction à caractère sexuel non prévue. **Responsabilités :** • Faire réaliser un examen médico-légal dans un centre hospitalier, si approprié • Diriger les victimes vers un CLSC, le CAVAC ou tout autre organisme communautaire • Préserver la scène de crime et y	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par la section des enquêtes régionales concernée pour les infractions d'exhibitionnisme. Dans tous les autres cas, les enquêteurs de la Section des agressions sexuelles chapeauteront l'enquête. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • valider les informations; • entreprendre des démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des agressions sexuelles		<u>Sections des enquêtes régionales</u> : ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>Section des agressions sexuelles</u> : ○ Anglais intermédiaire ○ Entrevue filmée d'un suspect - ÉNPQ ○ Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants - ÉNPQ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs – CCP (pas obligatoire)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E4	Pornographie juvénile lorsqu'il y a flagrant délit	**Définition :** • Flagrant délit de possession, de production, d'impression, de publication, d'importation, de distribution ou de vente de pornographie juvénile. **Responsabilités :** • Identifier le matériel pornographique • Contacter la SQ pour vérifier si un réseau est impliqué • Préserver la scène de crime et y	L'enquêteur de la Section de l'exploitation sexuelle effectue les recherches nécessaires pour élucider les crimes commis à l'encontre de la clientèle vulnérable ou en situation de dépendance à leur entourage. Activités de l'enquêteur : • enquêter et valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section de l'exploitation sexuelle		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Anglais intermédiaire ○ Entrevue filmée d'un suspect - ÉNPQ ○ Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs – CCP (pas obligatoire)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E5	Voies de fait	**Définitions :** • Employer la force ou tenter ou menacer de le faire, directement ou indirectement, contre une autre personne sans son consentement. • Comprend tous les types de voies de fait, le harcèlement criminel, le fait de proférer des menaces, l'intimidation et les appels téléphoniques harassants ou indécents. **Responsabilités :**	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, selon la gravité des voies de fait (1er et 2e niveau) l'enquête est faite, soit par les patrouilleurs (flagrant délit), ou les enquêteurs de la Section des enquêtes régionales concernée. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • enquêter et valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Répondre à la plainte, mettre fin à la violence, assurer la sécurité et la protection de la victime • Diriger la victime vers les organismes d'aide • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E6	Accident de travail mortel, en collaboration avec la Sûreté du Québec (SQ)	**Définition :** Toute enquête relative à un accident de travail qui cause la mort. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt	En tant que corps policier offrant des services de niveau 5, le SPVM est autonome dans le traitement de ce type d'événement. Les policiers répondent à l'appel, puis sollicitent les enquêteurs des Sections enquêtes régionales concernées. Ces derniers déterminent si l'accident est d'ordre criminel ou non, rencontrent les témoins,	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales ➢ Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud,		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Agent enquêteurs collision et reconstitutionnistes voir 1E19*	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Établir le contact avec la SQ, afin de déterminer le niveau de collaboration • Procéder à l'enquête afin d'établir les circonstances du décès • Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu Collaborer avec les enquêteurs de la CSST	couvrent la scène et font appel aux enquêteurs de la commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail (CNESST). Dans l'éventualité où l'accident de travail se produit alors qu'il y a utilisation d'un véhicule moteur, le Module enquête collision peut être sollicitée.	Module Enquêtes collisions			
1E7	Vol qualifié	**Définitions :** • Voler en employant la violence ou des menaces de violence contre une personne ou des biens. • L'usage d'une arme offensive ou de l'imitation d'une telle arme lors de la perpétration du vol qualifié est inclus.	Prise de rapport par le patrouilleur. De façon générale, les vols qualifiés sont traités par un enquêteur rattaché à la section des enquêtes criminelles concernées. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • enquêter et valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Porter secours aux victimes • Évaluer la possibilité de déclencher l'opération CENT • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation. En ce qui concerne les vols qualifiés commis dans les institutions financières ainsi que lors du transport de valeurs, la prise en charge initiale est faite par la Section des crimes majeurs (*voir l'activité 2E5*).				
1E8	Taxage	**Définition :** • Extorsion d'objets divers ou d'argent, souvent accompagnée de violence ou de menace de violence, commise habituellement par des jeunes aux dépens d'autres jeunes.	Prise de rapport initiale par le patrouilleur. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par l'enquêteur rattaché à la Section des enquêtes régionales concernée. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • enquêter et valider les informations;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Crime organisé ○ Filature ○ Moralité ○ Loi du système de justice pénale pour les adolescents (PDQ, sections des enquêtes criminelles et DPSU)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Protéger et sécuriser les victimes • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• entreprendre les démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation. Le volet prévention est assuré par le Module de la stratégie de prévention et des relations avec les communautés, sous la gouverne de la Division de la prévention et de la sécurité urbaine, qui offre un soutien aux agents de concertations et agents sociocommunautaires dans la préparation de leur plan d'intervention auprès de la clientèle cible sur le territoire.	**Division de la prévention et de la sécurité urbaine** ➢ Module de la stratégie de prévention et relations avec les communautés		Sections enquêtes régionales : ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) Division de la prévention et de la sécurité urbaine (DPSU) ○ Animation ○ Éthique ○ Français écrit	
1E9	Extorsion sur des personnes vulnérables ou en situation de dépendance à leur entourage	**Définition :** • Extorsion d'objets divers ou d'argent, souvent accompagnée de violence ou de menace de violence, commise aux dépens de personnes vulnérables ou	Prise de rapport par le patrouilleur. Par la suite, selon la gravité de l'extorsion, l'enquête peut être confiée à une équipe spécifique ayant développé une expertise face à cette clientèle ou ce type de contrevenant (*voir section « Ressources humaines affectées ou non* »). Activités de l'enquêteur :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) DPSU: ○ Animation ○ Éthique ○ Français écrit	* En 2013, le Projet de recherche-action IPAM voit le jour. Partenariat entre le SPVM et l'Université de Sherbrooke. Outil important pour les policiers du SPVM et de prévention en situation de maltraitance.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		dépendantes (ex. personnes âgées ou déficientes), par des membres de leur famille ou de leur entourage. **Responsabilités :** • Protéger et sécuriser les victimes • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Référer les victimes au CLSC, au CAVAC ou à tout autre organisme communautaire • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• prendre connaissance de la plainte; • enquêter et valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes; • préparer et déposer le dossier d'accusation. Le Module de la stratégie de prévention et des relations avec les communautés accorde une attention particulière à ce type de clientèle par l'intermédiaire de campagnes de prévention et d'information afin de mieux les préparer à faire face à ce type d'infraction.	**Division de la prévention et de la sécurité urbaine** ➢ Module de la stratégie de prévention et relations avec les communautés			Conférence pancanadienne sur ce projet novateur.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1E10	Introduction par effraction	**Définition :** • S'introduire en un endroit par effraction avec l'intention d'y commettre un acte criminel **Responsabilités :** • Analyser la criminalité par concentration • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Réponse à l'appel et prise de rapport par le patrouilleur; dans certains cas, prélève les empreintes digitales. Par la suite, l'enquête est transférée et pilotée par la section des enquêtes régionales concernées. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • valider les informations; • entreprendre démarches d'enquête; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales	✓ Mini trousse pour scène de crime	PDQ : ○ Formation mini trousse (agent) Sections enquêtes régionales : ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	
1E11	Incendie	**Définitions :** • Causer, par le feu ou par une explosion, intentionnellement ou sans se soucier des conséquences, un dommage à un	Dans le cadre d'un événement (criminel ou non), le patrouilleur s'occupe de colliger les informations sur un rapport d'événement. Événements criminels :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service des enquêtes spécialisées**	✓ Vêtements et équipements de protection de type pompier pour les enquêteurs sur site. ✓ Camions de scène avec :	Module des incendies criminels : ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Crime organisé ○ Filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		bien ou des lésions corporelles à autrui. • Comprend les incendies de blocs appartements, de fermes et la fausse alarme d'incendie. • L'enquête d'incendie est menée par un corps de police lorsque la cause probable de l'incendie n'est pas manifestement accidentelle ou lorsque l'incendie est un cas spécifié par le corps de police (art. 45 de la Loi sur la sécurité incendie). **Responsabilités :** • Rencontrer le responsable incendie pour établir un périmètre de sécurité • S'assurer que la recherche du point	L'enquête est transférée et pilotée par la Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs. Activités de l'enquêteur : • analyser la scène de crime; • Valider les informations; • entreprendre les démarches d'enquête; • faire des demandes d'expertise; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	➢ Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs	▪ Équipements nécessaires afin d'expertiser la scène de crime; ▪ Trousse pour récupérer les pièces à conviction.	○ Investigation d'une scène d'incendie -ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'origine ou des foyers, des causes probables ainsi que des circonstances de l'incendie soit effectuée • Faire rapport du point d'origine ou des foyers d'incendie, des causes probables ainsi que des circonstances de l'incendie au service de sécurité incendie dans les meilleurs délais • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents, après avoir obtenu les autorisations judiciaires, lorsque cela est nécessaire Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'intenter des procédures					
1E12	Vol de véhicule	**Responsabilités :** • <u>Vol de véhicule</u> : - Inscrire au CRPQ; - Enquêter et analyser le *modus operandi*; - Collaborer avec les partenaires. • <u>Véhicule volé retrouvé</u> : Le corps de police responsable du territoire où a été retrouvé le véhicule doit : - Ouvrir le dossier; - Communiquer avec le corps de police d'où provient la plainte de vol	Prise de rapport par le patrouilleur (*voir remarque concernant le système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI) utilisé au SPVM).* Lorsqu'il y a arrestation, l'enquête est transférée et pilotée par la section des enquêtes régionales concernée. Activités de l'enquêteur: • prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Module motard **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales	✓ Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI)	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	* À la suite d'un vol de véhicule, la plaque d'immatriculation du véhicule volé est diffusée sur les ordinateurs véhiculaires, inscrite au CIPC puis ajoutée dans l'une des banques de données du SRPI. Le patrouilleur peut donc détecter les véhicules déclarés volés à l'aide des caméras du SRPI ou tout simplement lors d'une enquête de routine.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		(rayer au CRPQ); - Faire réaliser l'expertise technique; - Analyser le modus operandi; - Informer le propriétaire et coordonner la libération du véhicule; - Demander d'intenter des procédures criminelles. Cette activité inclut la prise de véhicule sans permission.					
1E13	Production, trafic et possession de drogues illicites sur le plan local ou de rue	**Définition :** • Concerne la vente, la consommation personnelle et tous les types de production (intérieure et extérieure) pourvu que ce soit au niveau local et que	Dans le cas d'une possession simple, le patrouilleur procède à l'arrestation, rédige les rapports circonstanciés et saisit la drogue. Par la suite, le dossier est confié à un agent de la Section identification judiciaire (possessions simples, chambre à stupéfiants).	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section identification judiciaire (possessions simples,	✓ Équipement pour l'éradication des plants de marijuana ✓ Camion de transport	<u>Sections enquêtes par projet</u> : o Programme de formation initiale en enquête (PFIE) o Crime organisé o Filature o Loi du système de justice pénale	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		ce ne soit pas assimilable à un réseau. **Responsabilités :** • Procéder aux enquêtes relatives aux drogues illicites au regard des cas de flagrant délit (arrestation effectuée par les patrouilleurs, découverte de marijuana par le service des incendies, etc.) • Procéder à l'éradication à la suite de la découverte de plantations de marijuana • Saisir les substances illicites, les faire analyser, les remiser et les détruire • Détecter les infractions et les personnes en	Activités de l'agent de la Section identification judiciaire : • faire analyser les pièces à conviction; • préparer et déposer le dossier d'accusation; • disposer et détruire des drogues. S'il s'agit de trafic ou de possession en vue de faire du trafic, la démarche est pratiquement la même. Toutefois, l'enquête est transmise à un enquêteur de la Section des enquêtes par projet concernée du Module Stupéfiants. Les enquêteurs de la Section ACCES et produits de la criminalité ont la responsabilité exclusive du traitement de l'information, de l'enquête et du démantèlement d'une « serre » et des installations où se pratique la culture de marijuana.	Chambre à stupéfiants) **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes par projet, module Stupéfiants **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section ACCES et produits de la criminalité		pour les adolescents (section des enquêtes criminelles, PDQ et DPSU) ○ Notions de surveillance physique et dépisteur	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		infraction dans les écoles, les parcs et divers lieux publics • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures Alimenter les banques de données afférentes					
1E14	Prostitution de rue	**Responsabilités :** • Procéder aux enquêtes relatives à la sollicitation • Collaborer avec les organismes communautaires Cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Ce type d'événement relève du Module de la moralité de la Section du crime organisé. L'agent ou l'enquêteur intervient dans la rue par des interventions ponctuelles ou ciblées, selon des informations obtenues de la part des patrouilleurs ou par l'entremise de plaintes de citoyens au regard de la sollicitation. Activité de l'enquêteur : • enquêter et valider les informations; • procéder à l'arrestation du contrevenant;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section du Crime organisé** ➢ Module de la moralité		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Crime organisé ○ Filature ○ Moralité ○ Notions de surveillance physique et dépisteur	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
			• préparer et déposer le dossier d'accusation.				
1E15	Fraude par chèque, carte de crédit ou carte de débit, escroquerie, faux semblant, fausse déclaration.	**Définitions :** • Fraude par chèque : Toute fraude commise à l'aide d'un chèque, d'un chèque de voyage, d'un mandat, d'un mandat postal ou de toute copie de chèque. • Fraude par carte de débit et de crédit : Toute fraude commise à l'aide d'une carte de paiement émise à l'intention d'un client, mais demeurant la propriété de la société émettrice, laquelle société autorise l'utilisation de cette carte par le détenteur légitime pour avoir accès à des	Prise de rapport par le patrouilleur ou le rédacteur d'événements aux fraudes. Par la suite, l'enquête est pilotée par les enquêteurs de la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur: • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider les informations); • enquêter et amasser la preuve; • collaborer avec partenaires internes et externes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques	✓ Sac Faraday	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		comptes ou à du crédit. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E16	Escroquerie, faux semblant, fausse déclaration	**Définition :** • Comprend l'obtention frauduleuse de crédit, d'aliments, de logement ou de transport, le parjure, la fraude envers le consommateur, les ordonnances médicales falsifiées, l'usage de faux, la supposition de personne, le vol d'identité, le prêt usuraire et la publicité sympathique.	Prise de rapport par le patrouilleur ou par un rédacteur d'événements aux fraudes. Selon la nature du dossier, l'enquête est pilotée, soit par l'une des sections des enquêtes régionales ou par la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider les informations); • enquêter et amasser la preuve;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• collaborer avec partenaires internes et externes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.				
1E17	Vol simple et recel	**Définitions :** • Vol : Prendre ou détourner à son propre usage ou à l'usage d'une autre personne, une chose quelconque avec l'intention de priver son propriétaire de cette chose ou de son droit ou intérêt dans cette chose. • Recel : Délit commis par celui qui, en connaissance de cause, garde par-devers lui des choses enlevées, détériorées ou	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Prise de rapport par le patrouilleur. Lorsqu'il y a arrestation d'un suspect, le patrouilleur rédige le dossier d'accusation. Si aucun suspect n'est arrêté, le dossier est transféré à un enquêteur de l'une des sections des enquêtes régionales concernée. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales	✓ Mini-trousses pour scène de crime	PDQ : o Formation mini-trousse (agent) Sections des enquêtes régionales : o Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit. **Responsabilités :** • Analyser la criminalité par concentration • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E18	Biens infractionnels	**Définition :** • Biens situés au Canada ou non (à l'exception des substances désignées ou des biens immeubles, sauf si ces derniers ont été construits ou ont subi d'importantes modifications en	En tout temps, lorsqu'un crime est commis et qu'un bien a été utilisé pour perpétrer l'infraction, le policier ou l'enquêteur entreprend les démarches nécessaires pour le recouvrer. S'il y a lieu, le bien est saisi puis déposé dans l'une des chambres aux effets où il sera entreposé selon les règles	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales	✓ Sacs Faraday (blocage signaux cellulaires) ✓ Chambres aux effets	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>Service des enquêtes spécialisées</u> : ○ Cours spécifique sur les produits de la criminalité	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		vue de faciliter la perpétration d'une infraction désignée) qui servent ou donnent lieu à la perpétration d'une infraction désignée ou qui sont utilisés de quelque manière dans la perpétration d'une telle infraction ou d'un acte criminel, ou encore qui sont destinés à servir à cette fin. **Responsabilités :** • Appliquer les modalités des articles 490.1 à 490.9 du Code criminel • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	décrites à l'activité 1S7 : Garde des pièces à conviction. Dans le cas d'un récidiviste en matière de capacité de conduite affaiblie, le véhicule pourrait être saisi en tant que bien infractionnel et remorqué à la fourrière désignée. Le policier doit obtenir l'approbation d'un procureur, puis le faire transférer au site du centre de services partagés du Québec (CSPQ).	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section ACCES et des produits de la criminalité			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Assurer un suivi administratif de la disposition des biens					
1E19	Accident de véhicule	**Définitions :** • Enquête relative à un événement au cours duquel un dommage est causé par un véhicule en mouvement. Cela comprend : - les accidents matériels; - les accidents causant des lésions corporelles; - les accidents mortels. • Cette activité ne se limite pas aux accidents en vertu du CSR et concerne tous les types de véhicules	Le patrouilleur se rend sur les lieux, assure la sécurité des parties impliquées, recherche et identifie les témoins, préserve les éléments de preuve, rédige les rapports et vérifie si une infraction criminelle ou pénale a été commise, et le cas échéant, porte les accusations appropriées. Selon certains critères énoncés par procédure, les agents enquêteurs du Module enquête collision sont appelés afin de se rendre sur les lieux notamment s'il y a décès, risque de décès, blessures graves ou s'il s'agit d'un accident majeur afin de traiter la scène et de mener l'enquête. Un reconstitutionniste peut également être appelé sur les lieux (*voir fiche 2S3*). Activité de l'enquêteur : • prendre connaissance des rapports;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions	*Si reconstitutionniste requis, voir les équipements à l'activité 2S3* ✓ Centre d'expertise pour les véhicules	<u>Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud, Module des enquêtes sur les collisions</u> : ○ Protection de scène de crime ○ Circulation ○ Techniques d'enquêtes collision - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision - CCA pour le reconstitutionniste ○ Diverses formations reconstitutionnistes (enfoncement, module coussin gonflable, etc.)	L'agent enquêteur collision et les reconstitutionnistes sont disponibles en tout temps afin de soutenir les patrouilleurs dans les situations nécessitant leur expertise. En plus des accusations pénales et criminelles, dans les cas de décès sans accusations, l'enquêteur collision fait une enquête et doit remettre un rapport au Coroner. Le reconstitutionniste doit également effectuer l'analyse de la scène et soumettre un rapport au Coroner.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		moteurs et routiers, incluant les trains, mais exclut les aéronefs. • Inclut les enquêtes relatives aux accidents de travail mortel assimilables aux accidents de véhicule mortels. • Véhicule moteur : À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. • Véhicule routier : Véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails, les bicyclettes assistées et les fauteuils roulants mus électriquement; les	• valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers. **Responsabilités :** • C'est le travail du policier en enquête de collision. • Secourir les blessés • Examiner la scène afin d'y déceler les éléments pertinents (mesures, photos, etc.) • Rechercher les circonstances et les causes de l'accident • Remplir un rapport d'accident SAAQ R-1, lorsque nécessaire (art. 173 du CSR) • Soumettre un rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Demander d'intenter des procédures, lorsque requis					
1E20	Méfait	**Définition :** • Détruire ou détériorer un bien, le rendre dangereux, inutile, inopérant ou inefficace, empêcher, interrompre ou gêner son emploi, sa jouissance ou son exploitation légitime, empêcher, interrompre ou gêner une personne dans l'emploi, la jouissance ou l'exploitation légitime d'un bien. **Responsabilités :** • Préserver la scène de crime et y prélever les	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Prise de rapport par le patrouilleur. Lorsqu'il y a arrestation d'un suspect, le patrouilleur rédige le dossier d'accusation. Si aucun suspect n'est arrêté, le dossier est transféré à un enquêteur de l'une des sections des enquêtes criminelles concernée, du Service des enquêtes criminelles. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E21	Infraction criminelle causant la mort ou des lésions corporelles menaçant la vie, commise lors de la conduite d'un véhicule - en collaboration avec la SQ	**Définitions :** • Comprend le délit de fuite, la conduite dangereuse, la capacité de conduite affaiblie et la négligence criminelle causant la mort, lorsque ces crimes sont commis lors de la conduite d'un véhicule. • Inclut tous les véhicules moteurs, ainsi que les trains, les aéronefs (lésions corporelles) et les	Le patrouilleur se rend sur les lieux, assure la sécurité des parties impliquées, recherche et identifie les témoins, préserve les éléments de preuve et commence la rédaction des rapports. Il fait appel aux enquêteurs collision afin de traiter la scène et mener l'enquête. Dans ce type d'événement, il fera appel au reconstitutionniste qui recueillera les éléments de preuve en analysant la scène, permettant d'expliquer la séquence de la collision (*voir fiche 2S3*). Activité de l'enquêteur :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions	*Si reconstitutionniste requis, voir les équipements à l'activité 2S3*	<u>Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud, Module des enquêtes sur les collisions</u> : ○ Protection de scène de crime ○ Circulation ○ Techniques d'enquêtes collision - ÉNPQ Techniques d'enquêtes collision - CCA pour le reconstitutionniste	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		bateaux (art. 253 du Code criminel) • Véhicule moteur : À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. **Responsabilités :** • Secourir les blessés • Établir le contact avec la SQ, afin de déterminer le niveau de collaboration • Procéder à l'examen des lieux et du véhicule impliqué; • Préserver la scène de crime et prélever les éléments pertinents • Soumettre un rapport au coroner	• prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		et participer à son enquête, s'il y a lieu • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E22	Conduite dangereuse	**Définitions :** • Conduire un véhicule moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire (art. 253 du Code criminel) de façon dangereuse pour le public, eu égard aux circonstances, y compris la nature et l'état du lieu, ainsi que l'intensité de la circulation à ce moment ou raisonnablement prévisible dans ce lieu.	Le patrouilleur se rend sur les lieux, assure la sécurité des parties impliquées, recherche et identifie les témoins, préserve les éléments de preuve et commence la rédaction des rapports. Il fait appel aux enquêteurs collision qui entameront l'enquête. Il peut faire appel au reconstitutionniste (*voir fiche 2S3*) qui recueillera les éléments de preuve permettant d'expliquer la séquence de la conduite (*voir fiche 2S3*). Activité de l'enquêteur :	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module Enquêtes collisions	*Si reconstitutionniste requis, voir les équipements à l'activité 2S3*	<u>Module des enquêtes sur les collisions :</u> ○ Protection de scène de crime ○ Circulation ○ Techniques d'enquêtes collision - ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision - CCA pour le reconstitutionniste Diverses formations reconstitutionnistes (enfoncement, module coussin gonflable, etc.)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Véhicule moteur : À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. **Responsabilités :** • Procéder à l'examen des lieux et du véhicule impliqué Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• prendre connaissance des rapports; • valider les informations; • interroger le suspect; • faire des demandes d'expertises; • préparer et déposer le dossier d'accusation.				
1E23	Capacité de conduite affaiblie	**Définitions :** • Conduire un véhicule moteur, un bateau, un aéronef ou du matériel ferroviaire (art. 253 du Code criminel) lorsque la capacité de conduite est affaiblie par l'alcool ou la drogue.	Si le policier soupçonne que le conducteur a les capacités de conduire affaiblies. Activité du patrouilleur : • utiliser appareil ADA; • faire passer les épreuves de coordination des mouvements; • arrêter le conducteur si motifs;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Sections des enquêtes et du soutien organisationnel** ➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord	✓ Appareil de détection approuvé ✓ Alcootest	Section de la sécurité routière, Module évaluation de drogues : o Technicien qualifié alcootest o Agent évaluateur	Nouvelle section d'agents évaluateur qui soutiendront les patrouilleurs 24h/24 et 7 jours semaines (suivront les trois relèves selon l'horaire des patrouilleurs et pour tout le territoire de Montréal).

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• <u>Véhicule moteur</u> : À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. **Responsabilités :** • Appliquer les règles relatives à la capacité de conduite affaiblie par l'alcool se retrouvant au Code criminel et au CSR • Initier la détection des conducteurs en facultés affaiblies Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• transporter échantillon haleine (*voir fiche 1S16*); • faire une demande de service Agent évaluateur pour évaluation (*voir remarque*); • procéder à l'arrestation le cas échéant; • effectuer les saisies appropriées et révocations; • préparer et rédiger dossier d'accusation. • Prélèvements sanguins.	➢ Module Détention Est **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section de la sécurité routière, Module évaluation de drogues			
1E24	Crime relié aux gangs criminalisés	**Définitions :** • Toute enquête relative à un crime	Les dossiers d'enquête reliés aux gangs criminalisés sont majoritairement traités par les Divisions des enquêtes	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)**		<u>Enquêtes</u> :	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		de son niveau de service lorsqu'un gang de rue est impliqué. • Gang de rue : Regroupement plus ou moins structuré d'adolescents ou de jeunes adultes, qui privilégient la force d'intimidation du groupe et la violence et qui accomplissent des actes criminels, dans le but d'obtenir pouvoir et reconnaissance ou de contrôler certaines sphères d'activités lucratives. **Responsabilités :** • Identifier les gangs de rue sur le territoire • Procéder à l'enquête du crime commis, cumuler les éléments de preuve et demander	criminelles concernées et par la Section du Crime organisé du Service des enquêtes spécialisées. Activité de l'enquêteur : • prendre connaissance des rapports; • analyser les scènes de crime; • s'occuper des détenus; • anticiper la criminalité émergente. Il est possible qu'un dossier soit transféré à la Section du crime organisé, selon l'ampleur du dossier, des crimes perpétrés et des membres de gang impliqués. De plus, la Section des crimes économiques est également appelée à traiter les dossiers relevant de son champ d'expertise.	➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes par projet **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé ➢ Section des crimes économiques		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Crime organisé ○ Filature ○ Loi du système de justice pénale pour les adolescents (PDQ, enquêtes et DPSU)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'intenter des procédures					
1E25	Objet suspect ou appel à la bombe, si négatif	**Définitions :** • Toute enquête relative à la découverte d'un objet suspect ou à un appel à la bombe, qui s'avèrent être négatifs. • Objet suspect : Toute forme de colis, enveloppe ou autre objet douteux dont le contenu pourrait dissimuler notamment des explosifs. • Engin explosif : Toute arme ou tout engin explosif ou incendiaire qui sont conçus pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels,	À la suite d'un appel ou d'une information d'un citoyen, le patrouilleur se dirige sur les lieux. Activité du patrouilleur : • valider les informations; • tenter de localiser l'objet en question (fouille extérieure); • réquisitionner l'aide du responsable des lieux pour fouille intérieure; • demander le support de l'Escouade canine. Les enquêteurs des sections des enquêtes criminelles concernées se rendent sur les lieux. Activités des enquêteurs : • effectuer l'enquête; • effectuer toute démarche en lien avec l'enquête.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Escouade canine		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		ou qui en ont la capacité; • Engin meurtrier : Toute arme ou tout engin qui sont conçus pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en ont la capacité, par l'émission, la dissémination ou l'impact de produits chimiques toxiques, d'agents biologiques, de toxines ou de substances analogues, ou de rayonnements ou de matières radioactives. **Responsabilités :** • Établir un périmètre de sécurité • Procéder à l'enquête, cumuler					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
1E26	Armes et découverte d'explosifs	**Définitions :** • Toute enquête relative à la possession d'armes prohibées et à autorisation restreinte, à l'usage dangereux d'armes, ainsi que les infractions relatives à l'entreposage des armes. • Toute enquête relative à la découverte d'explosifs (ex. obus). **Responsabilités :** • Établir un périmètre de sécurité (explosifs) • Disposer des armes et des explosifs trouvés de façon sécuritaire	À la suite d'une fouille, découverte d'explosifs ou d'armes (*voir fiche 1E25*). Activité du patrouilleur : • ériger un périmètre de sécurité; • demander l'assistance des enquêteurs et du GTI (*voir fiche 5S2*). Les enquêteurs des sections des enquêtes régionales concernées se rendent sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • débuter et effectuer toutes démarches en lien avec l'enquête; • recueillir la preuve; • assurer le suivi de l'enquête.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	✓ Ensemble de protection contre les déflagrations (bomb suit) ✓ Robot démineur ✓ Poudrière *Pour les autres équipements du Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3* *Pour les Incendies, voir les équipements à l'activité 1E11*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir l'activité 4S3* <u>Module des incendies criminels et explosifs</u> : ○ Crime organisé ○ Filature ○ Investigation d'une scène d'incendie - ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	S'il y a explosion, l'enquête est transférée au Module des incendies criminels.				
1E27	Utilisation de monnaie contrefaite	**Définition :** • Toute enquête relative à l'utilisation de monnaie contrefaite comme si elle était de bon aloi (art. 452 a du Code criminel). **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Centralisation de tous les dossiers à la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • enquêter et amasser la preuve; • collaborer avec partenaires internes et externes*; • préparer et déposer le dossier d'accusation. * La GRC sera mise à contribution afin d'obtenir l'expertise finale concernant la contrefaçon.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1E28	Décès survenu dans des circonstances obscures	**Définition :** • Toute enquête relative à un décès survenu dans des circonstances obscures (ex. noyade, suicide, etc.) **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt • Procéder à l'enquête afin d'établir les circonstances du décès • Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu • Transmettre le rapport approprié au pathologiste	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Activités du patrouilleur : • protéger la scène; • Identifier les témoins; • colliger les informations et la preuve. Par la suite, les enquêteurs de la section des enquêtes régionales concernée sont dépêchés sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • débuter l'enquête et analyse la scène; • amasser les faits et la preuve; • demander l'assistance de l'Identification judiciaire; • aviser et assurer le suivi auprès du coroner; • Identifier positivement la personne décédée avec l'assistance du coroner.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Poste de commandement mobile	<u>Section des enquêtes régionales</u> o Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Pour la Section de l'identification judiciaire, voir activité 2S1*	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1E29	Décès ou lésions corporelles menaçant la vie d'un enfant de moins de trois ans.	**Définition :** • Toute enquête relative au décès ou aux lésions corporelles menaçant la vie d'un enfant de moins de trois ans survenus dans des circonstances obscures. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt, s'il y a lieu • Établir le contact avec la SQ pour déterminer le niveau de collaboration • Procéder à l'enquête afin d'établir les	Les enquêteurs de la section des enquêtes régionales concernée sont dépêchés sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • commencer l'enquête et analyse la scène; • amasser les faits et la preuve; • demander l'assistance de l'identité judiciaire; • en cas de décès, aviser le coroner et la Section des crimes majeurs.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs ➢ Section des agressions sexuelles, Module abus physiques et décès d'enfants **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Poste de commandement mobile	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours exigé par la loi 86 de l'ÉNPQ (Crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants) ○ Entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Cours Enquête de crime majeur ○ Anglais intermédiaire II	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		circonstances du décès • Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu • Transmettre le rapport approprié au pathologiste					
1E30	Disparition	**Définition :** • Lorsqu'une personne s'absente de son lieu de résidence et que ses proches ou les gens qui en ont la garde s'inquiètent à son sujet compte tenu de ses habitudes, de son âge, de son état de santé ou de sa condition physique ou mentale. **Responsabilités :** • Recueillir immédiatement les détails pertinents à	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Activités du patrouilleur : • recueillir informations et faits pertinents; • effectuer les démarches afin de retrouver la personne; • aviser et demander l'assistance des enquêteurs. * Le superviseur de quartier peut réquisitionner des ressources supplémentaires afin d'effectuer des recherches en mobilisant un ou plusieurs groupes d'intervention ou de PDQ.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales ➢ Section des enquêtes et du soutien organisationnel Nord, Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements **Division des opérations spécialisées et tactiques**	✓ Carte de recherche ✓ Fiche signalétique ✓ Trousse de disparition (pour disparition chronique) ✓ Drône (possibilité)	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'orientation des recherches • Évaluer l'urgence de la situation, en tenant compte notamment de l'état de santé de la personne recherchée, de son âge et des conditions atmosphériques • Inscrire la personne disparue ou recherchée au CRPQ • Procéder à la recherche en fonction des détails recueillis • Pour une personne mineure, aviser le DPJ	La section des enquêtes régionales concernée se déplace sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • débuter immédiatement l'enquête - agir avec grande diligence si danger pour la vie, la santé ou la sécurité; • conseiller le commandant de scène;	➢ Sections soutien et interventions spécialisées			
1E31	Fugue	**Définition :** • Lorsqu'une personne mineure ayant manifesté directement ou par son comportement sa volonté de faire une fugue, s'enfuit	Le patrouilleur se rend sur les lieux. Activités du patrouilleur : • recueillir informations et faits pertinents; • faire les démarches afin de retrouver la personne;	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)**	✓ Rapport unique sur les disparitions ✓ Carte de recherche informatisée ✓ Rapport unique (journal opérationnel) ✓ Fiche signalétique	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		de son lieu de résidence, de sa famille d'accueil, de son centre d'accueil ou ne revient pas d'un congé provisoire. **Responsabilités :** • Signaler tous les cas de fugue au DPJ et l'informer s'il existe d'autres motifs raisonnables de croire que la sécurité ou le développement de la personne mineure est compromis, afin que celui-ci puisse demander l'émission d'une ordonnance judiciaire d'amener cette dernière devant lui, le cas échéant • Recueillir immédiatement les détails pertinents à l'orientation des recherches	• aviser et demander l'assistance des enquêteurs. * Le superviseur de quartier peut réquisitionner des ressources supplémentaires afin d'effectuer des recherches en mobilisant un ou plusieurs groupes d'intervention ou de PDQ. La section des enquêtes régionales concernée se déplace sur les lieux. Activités de l'enquêteur : • débuter immédiatement l'enquête (agir avec grande diligence si danger pour la vie, la santé ou la sécurité; • conseiller le commandant de scène.	➢ Section des enquêtes régionales **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Rapport (guide pour l'enquêteur) ✓ Trousse de disparition (pour disparition chronique)		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Inscrire la personne recherchée au CRPQ • Procéder aux recherches en fonction des détails recueillis					
	Mesures d'urgence						
1M1	Contrôle de foule pacifique	**Définition :** • Gestion policière d'un rassemblement d'individus présentant peu de facteur de risque de perturbation sociale et qui est facilement contrôlable. **Responsabilités :** • S'assurer du maintien de la paix publique dans le respect des droits individuels et collectifs (les objectifs et les intentions	Au SPVM, ce type de contrôle de foule est considéré comme de la « gestion de foule ». Un service d'ordre est élaboré sous la responsabilité du chef de quartier en partenariat avec la section du renseignement spécialisé et les partenaires publics et privés. Ces événements sont gérés localement par les officiers des PDQ qui veillent à l'encadrement et au déroulement sécuritaire de ceux-ci. En raison de leur expertise dans le domaine de la gestion de la circulation, les agents motards et les agents de quartier en sécurité routière (AQSR) sont appelés à coopérer afin de	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section patrouilles spécialisées, Module motard **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Équipement de base d'un patrouilleur ✓ Veste pare-balles spécialisée ✓ Uniforme spécialisé et protections ✓ Casque antiémeute, boucliers et bâton ✓ Vélos *Pour les SIS, voir les équipements à l'activité 3S6*	Maintien des compétences du personnel pouvant être affecté à un service d'ordre de contrôle de foule.	Impromptus ou planifiés, les groupes d'intervention offrent divers services en soutien aux PDQ, aux unités d'enquêtes et à la Division de la planification opérationnelle pour les services d'ordre. Ils possèdent les certifications et les compétences pour l'utilisation de divers outils en maintien et rétablissement de l'ordre (MRO). Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 1835

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		annoncées sont de nature pacifique) • Rencontrer les groupes en cause pour établir une démarche harmonieuse et sécuritaire du déroulement de l'événement • Procéder à la cueillette des informations de même qu'à la reconnaissance des lieux • Développer un plan d'opération en service d'ordre qui prévoit la gestion de la circulation et la sécurité de la foule	dévier la circulation pour assurer la sécurité de la foule et la fluidité sur le réseau routier. Une rétroaction est complétée par la suite dans le but d'une optimisation continue des pratiques.				
1M2	Assistance policière lors de sauvetage	**Définition :** • Les événements concernés par les opérations de sauvetage sont : ➢ Aéronef perdu, en détresse ou écrasé (l'accide	Le Module nautique du Service est la seule présence régulière de patrouille sur les plans d'eau entourant l'Île de Montréal. Les patrouilleurs nautiques collaborent avec les premiers intervenants en sauvetage nautique : la Garde côtière canadienne, la Garde côtière	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière**	*Pour le Module nautique, voir les équipements à l'activité 1G5* <u>Trousse riveraine</u> ✓ Équipement de sauvetage riverain ✓ Gaffe ✓ Corde et mousqueton	*Formation voir 1G5* ○ Formation trousse riveraine (1 journée)	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : • 88 appels pour assistance policière lors de sauvetage

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		nt d'aéronef mortel est de niveau 3); ➢ Bateau perdu, en détresse ou naufragé; ➢ Évacuation médicale (endroits difficiles d'accès); ➢ Recherche de personnes disparues, entre autres, lors de désastres naturels. **Responsabilités :** • Répondre promptement à tout signalement nécessitant un sauvetage (venir en aide à des personnes dont la vie est immédiatement en danger)	auxiliaire et le Service de sécurité incendie de la Ville de Montréal. Les agents des PDQ bordant un cours d'eau ont une formation en sauvetage riverain.	➢ Section patrouilles spécialisées, Module nautique	✓ Harnais ✓ Veste de sauvetage		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Tenter de secourir si les circonstances sont propices ou faire appel aux organismes compétents • Tenir à jour une liste des organismes ressources • Assister l'organisme responsable du sauvetage					
1M3	Assistance policière lors de recherche en forêt	**Responsabilités :** • Répondre promptement à tout signalement nécessitant la recherche en forêt d'une personne disparue • Recueillir immédiatement les détails pertinents à l'orientation des recherches (utiliser le guide prévu dans la pratique policière) • Dresser et tenir à jour une liste des	Selon le cas, les policiers répondent à l'appel et réquisitionnent les unités détenant l'expertise requise (ex. : disparition). Le territoire du SPVM ne comporte pas de forêt, mais comprend 8 parcs régionaux qui incluent des boisés.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section patrouilles spécialisées – Escouade canine – Module de la cavalerie **Division des opérations spécialisées et tactiques**	*Pour l'utilisation des VTT, voir l'activité 1G4* ✓ Raquette pour la neige ✓ Longue vue		Le SPVM peut coordonner leur recherche avec des bénévoles lorsqu'il n'y a aucun enjeu de protection d'une scène de crime. Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 0

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		bénévoles disponibles sur le territoire et pouvant effectuer des recherches en forêt • Développer un plan d'opération qui spécifie les rôles et fonctions des intervenants internes et externes		➢ Sections soutien et interventions spécialisées			
1M4	Assistance policière lors de sinistre	**Définition :** • Le *Plan national de sécurité civile* définit le sinistre comme étant : un événement dû à un phénomène naturel, une défaillance technologique ou un accident découlant ou non de l'intervention humaine, qui cause de graves préjudices aux personnes ou d'importants dommages aux biens et exige de la collectivité affectée	En réponse aux événements majeurs naturels ou anthropiques. Toutes les unités au SPVM sont amenées à contribuer au plan de réponse. La Section de l'antiterrorisme et des mesures d'urgence (SAMU) est avisée le plus rapidement possible pour prendre le commandement de l'opération (dans le cadre de sa mission « ordre et paix » à l'intérieur de la structure de la sécurité civile), établir les liens et solliciter la collaboration avec les partenaires requis.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Division de la planification opérationnelle** ➢ Section antiterrorisme et mesures d'urgence	✓ postes de commandement mobile ✓ autobus identifiés ✓ Remorque équipement SAMU		Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 0

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		des mesures inhabituelles, notamment une inondation, une secousse sismique, un mouvement de sol, une explosion, une émission toxique ou une pandémie. **Responsabilités :** • Porter secours lorsque requis et faire appel aux ressources nécessaires • Participer au processus de planification et effectuer les interventions reliées à la sécurité publique confiées par les autorités municipales afin de contrer ou de minimiser les impacts du sinistre appréhendé ou effectif					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Remplir son mandat en fonction du Plan national de sécurité civile					
	Services de soutien						
1S1	Recherche d'empreintes par poudrage et photographie sur une scène de crime	**Responsabilités :** • Effectuer, sur une scène de crime, des prélèvements et des photographies afin d'identifier l'auteur du crime • Prélever les empreintes latentes, s'occuper de la manutention et de la conservation des pièces qui nécessitent une expertise • Transmettre à un technicien en scène de crime et en identité judiciaire les	Les PDQ sont équipés de mini trousses qui peuvent être utilisées pour le prélèvement d'empreintes. Selon la nature de l'événement, le technicien de la Section de l'identification judiciaire peut être appelé sur les scènes de crime. Ses activités sont : • inspecter pour découvrir les indices; • recueillir les éléments de preuve matériels selon un ordre logique afin d'éviter leur perte; • effectuer le prélèvement d'empreintes digitales sur place ou en laboratoire; • faire des croquis, photographier les lieux, les pièces ou les victimes; • entreprendre les démarches appropriées pour préserver	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Mini trousses pour scène de crime *Si la Section de l'identification judiciaire est demandée sur les lieux, voir équipements de l'activité 2S1*	○ Cours scène de crime majeur ○ Formation au Collège canadien de la police à Ottawa ○ Cours donné par le Collège de protection civile du Canada en matière d'intervention CBRNe	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		empreintes latentes prélevées • Soumettre un rapport à l'enquêteur désigné	et conserver les éléments de preuve recueillis; • agir en soutien aux enquêtes et aux opérations.				
1S2	Production de mise en commun du renseignement criminel tactique et opérationnel relatif à des personnes, des groupes ou de phénomènes touchant leur territoire	**Définitions :** • Renseignement criminel : Produit d'un processus de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information concernant des personnes, des événements, des organisations, des phénomènes et des activités mettant en danger ou susceptibles de mettre en danger l'ordre et la sécurité publique dans un territoire donné • Renseignement criminel tactique : Appui accordé en matière de renseignement aux policiers et, en	Les activités de l'analyste : • décortiquer les informations dans la sphère d'activité dont il a la responsabilité afin de dégager le portrait caractéristique des problématiques; • suivre l'évolution et la structure des bandes criminalisées, des terroristes ou de groupes perturbateurs de l'ordre public; • identifier les sources de conflits, les regroupements délictuels, les concentrations criminelles et anticipe l'issue des tendances en matière de criminalité, de terrorisme ou de subversion; • construire des outils structurés de prise de décision et recommander des stratégies de prévention et de répression, de court, moyen ou long termes.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section renseignement spécialisé, Module liaison sécurité ➢ Section de l'analyse et du renseignement	✓ Système informatique spécialisé	○ Cours sur le crime organisé ○ Français écrit ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC) ○ Cours Analyse tactique de renseignements du Collège canadien de la police ○ Cours d'animation	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		particulier, au personnel des sections d'enquêtes criminelles lors d'une enquête particulière. • Renseignement criminel opérationnel : Outil de gestion qui permet l'identification et la surveillance des tendances de la criminalité, des concentrations d'infractions et de séries de crimes en lien avec un type d'activité criminelle. Il implique le recoupement systématique des données et des informations issues d'événements criminels dans un espace géographique donné. **Responsabilités :**					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Produire le renseignement criminel par la planification, la collecte, la validation, la collation, l'analyse et la diffusion du renseignement • Signaler à la patrouille et aux enquêtes la présence et le mouvement des personnes en libération conditionnelle sur le territoire • Maintenir un système de classement et de diffusion des renseignements • Fournir aux divisions opérationnelles le soutien nécessaire					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1S3	Contribution significative aux activités d'échanges de renseignements criminels entre les services de police et avec les organismes chargés de l'application de la loi	**Définitions :** • Renseignement criminel : Produit d'un processus de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information concernant des personnes, des événements, des organisations, des phénomènes et des activités mettant en danger ou susceptibles de mettre en danger l'ordre et la sécurité publique dans un territoire donné. • La contribution significative des corps de police à ces activités d'échange de renseignements est estimée en fonction de la nature et de l'incidence des phénomènes et de la criminalité observés sur le territoire desservi.	L'agent de renseignements entretient un réseau de contacts avec des partenaires internes et externes dans le but d'établir des liens sur les phénomènes à l'étude, en vue de permettre l'identification de solutions pour contrer les problématiques identifiées le plus efficacement possible. De plus, les membres de la section du renseignement travaillent continuellement en collaboration avec une multitude de partenaires externes.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section renseignement spécialisé, Module liaison sécurité ➢ Section de l'analyse et du renseignement	*Voir activité 1S2*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Voir activité 1S2*	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Organisme chargé de l'application de la loi : Organisme ayant un pouvoir limité prévu dans une loi fédérale ou provinciale précise. **Responsabilité :** • Assurer une liaison constante avec les corps de police et tous les organismes susceptibles d'aider le corps de police à prévenir et à résoudre le crime et le désordre public sur le territoire desservi					
1S4	Gestion des sources humaines d'information	**Définitions :** • Source humaine : Toute personne susceptible d'apporter des informations pertinentes et valides au processus d'exploitation du	La gestion des sources humaines d'information est consignée à la section Renseignement spécialisé. Chaque informateur est géré par un contrôleur unique ainsi qu'un contrôleur adjoint.	**Tous les policiers du SPVM** **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Renseignement spécialisé, Module du contrôle des informateurs			Tous les intervenants de la section Renseignement spécialisé ont une accréditation sécuritaire de la Section de la sécurité et de la probité organisationnelle.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		renseignement criminel. • Deux exemples de sources : <u>Informateur</u> : Personne qui fournit des renseignements non sollicités obtenus à la suite d'activité criminelle ou d'une association avec d'autres personnes impliquées dans des activités criminelles. • <u>Agent</u> : Personne chargée par les enquêteurs d'aider à la préparation des opérations contre une cible.					
1S5	Contribution, dans les délais prévus au *Guide de pratiques policières*, au Système d'analyse des	**Définition :** • Le SALVAC est une banque informatisée de données pertinentes aux crimes violents perpétrés au	Les enquêteurs extraient les informations requises du système SARC et font la rédaction des cahiers du système d'analyse des liens entre les crimes de violence (SALVAC).	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Toutes les unités concernées **Service des enquêtes spécialisées**	✓ Formulaire SALVAC	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC)	**Nombre de contributions au SALVAC** Année 2021 • Conforme : 2329 • Requis : 369 • Total : 2698

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	liens de la violence associée aux crimes (SALVAC), à la banque de données québécoise de renseignement criminel et à la banque d'empreintes digitales de la SQ	Canada. Cette banque permet d'établir des liens entre les crimes. • Il constitue le volet québécois d'une banque canadienne de données appelée ViCLAS. **Responsabilités :** • Remplir le formulaire SALVAC pour tous les cas prescrits et le transmettre au coordonnateur régional dans un délai de 30 jours suivant la prise de la plainte • Alimenter tout renseignement pertinent dans la banque de données québécoise de renseignement criminel	Suite à une recommandation du MSP, un Comité de travail a mis en place au sein du SPVM à l'automne 2020 afin d'être en mesure de répondre adéquatement aux exigences de la Loi sur la police (Annexe G) concernant la rédaction des cahiers SALVAC. Plusieurs démarches ont été entreprises par le biais de ce comité afin de pallier au retard accumulé et pour éviter que la situation perdure dans le temps, notamment avec : ▪ L'identification de personnes-ressources dans les unités concernées; ▪ L'identification d'un coordonnateur principal; ▪ La rédaction d'un guide de procédure à l'intention des enquêteurs; ▪ L'ajout d'une tâche automatique dans M-IRIS afin de créer un flux de travail lorsque la rédaction d'un cahier est exigée; ▪ Le recours à des ressources provenant du	➢ Toutes les unités concernées		○ Cours Analyse tactique de renseignements du Collège canadien de la police	Année 2022 • Conforme : 1625 • Requis : 886 • Total : 2511

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Faire parvenir les empreintes à la SQ afin qu'elles puissent être alimentées dans la banque de données appropriée et transmises à la GRC • Fournir toutes les informations nécessaires à l'alimentation	Comité de relocalisation afin de rédiger les cahiers antérieurs non faits; ▪ L'ajout d'une ressource agissant à titre d'agent-conseillère SALVAC pour assurer un suivi des cahiers SALVAC et assurer la liaison avec l'équipe provinciale (Sureté du Québec).				
1S6	Détention	**Définitions :** • Détention : Priver une personne de sa liberté, la limiter dans ses mouvements et la garder sous contrainte physique. • Bloc cellulaire : Endroit sécurisé et sous surveillance qui regroupe les services d'incarcération. **Responsabilités :**	L'agent de détention effectue la garde des détenus dans les blocs cellulaires, contrôle leurs effets, les escorte lors de leurs déplacements et s'assure de leur bien-être et de leur sécurité.	**Sections des enquêtes et du soutien organisationnel** ➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord ➢ Module Détention Est **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Service aux cours	✓ Sécurigare ✓ Cellules ✓ Cellule capitonnée ✓ Isoloirs pour appels à l'avocat ✓ Registre (système d'intégration des données policière (IDP) ✓ Comptoir d'écrou ✓ Bâtons détecteurs de métal ✓ Arme à impulsion électrique ✓ Système de surveillance par caméras		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Assurer la gestion du bloc cellulaire et s'assurer que la sécurité et les droits des personnes détenues sont respectés • Assurer la comparution des prévenus et coordonner leur transport, le cas échéant			✓ Chaises de contention ✓ Sacs Faraday		
1S7	Garde des pièces à conviction	**Définitions :** • Pièce à conviction : Toute chose susceptible de faire la preuve de la perpétration d'une infraction, saisie, reçue ou retenue aux fins d'enquête ou pour production devant les tribunaux. • Salle de pièces à conviction : Lieu d'entreposage sécuritaire dont l'accès est limité au	Chaque PDQ ainsi que les Divisions des enquêtes criminelles disposent d'une chambre aux effets. Sa gestion revient à un policier ou à un enquêteur, qui, à l'aide d'un système informatique, veille à l'enregistrement et l'entreposage de tous les effets saisis. • Il fait le lien avec les cours de justice pour le dépôt des pièces à conviction ainsi qu'avec le laboratoire de police scientifique ou les sections des technologies en enquête et de	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Identification judiciaire ➢ Section Technologies en enquête	✓ Chambre aux effets ✓ Système informatique M-IRIS ✓ Formulaire «contrôle des effets» ✓ Sacs Faraday (saisie appareil électronique et cellulaire)	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		personnel autorisé incluant les casiers transitoires et les locaux externes sous le contrôle du corps de police. **Responsabilités :** • Assurer l'intégrité des pièces, les étiqueter et soumettre le rapport approprié • Entreposer les pièces saisies dans la salle de pièces à conviction et garder à jour un registre des entrées et des sorties • Assurer la gestion des objets dont le corps de police prend possession et appliquer les règlements pour leur récupération ou leur disposition	l'identification judiciaire pour les expertises diverses. • Il veille à la disposition des biens selon les normes établies (remise au propriétaire, destruction, encan, etc.).				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1S8	Liaison judiciaire	**Responsabilités :** • Constituer le lien entre le corps de police et les différentes instances judiciaires • Intenter, au nom des membres du corps de police, des poursuites relevant du district judiciaire auquel il est assigné • Voir à la bonne marche et au suivi des procédures judiciaires • S'assurer de l'échange de renseignements entre le corps de police et les divers organismes de justice relativement à la progression et aux résultats des poursuites judiciaires • S'assurer de la qualité des dossiers opérationnels selon	Les agents des modules de liaison avec les cours agissent à titre d'intermédiaires afin que le processus judiciaire se déroule de manière efficace. Pour ce faire, ils vérifient le contenu et la disposition des dossiers d'accusation et font des recherches pour qu'ils soient complétés adéquatement. Impriment et transmettent puis assistent aux comparutions des prévenus et donnent suite aux directives de la cour.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Service aux cours – Module de liaison avec la Cour du Québec – Module de liaison avec la chambre de la jeunesse – Module de liaison avec la cour municipale de Montréal	✓ Système informatique M-IRIS ✓ Bureau de proximité	○ M-IRIS	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		les règles établies (divulgation de la preuve)					
1S9	Prélèvement d'une substance corporelle aux fins d'analyse génétique	**Responsabilités :** • Procéder au prélèvement de substances corporelles, au palais de justice ou à l'établissement de détention selon le cas, aux fins d'alimentation de la banque nationale de données génétiques, et ce, à la suite d'un jugement • Procéder au prélèvement de substances corporelles aux fins d'analyse génétique sur une scène de crime, sur un suspect ou sur une victime, aux fins de comparaison	Lors d'un événement, le patrouilleur, l'enquêteur ou le technicien en identification judiciaire peut être appelé à récupérer des morceaux de tissu ou des objets pouvant contenir des substances biologiques. Dans les cas d'agressions sexuelles, la victime est transportée dans un centre hospitalier désigné afin que le personnel médical y effectue les prélèvements requis. Le policier ira porter la trousse médicolégale, scellée et paraphée, ainsi que les rapports s'y rattachant dans un endroit à accès contrôlé et désigné à cette fin. Ces prélèvements seront, par la suite, analysés par le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module enquêtes collisions **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	*Voir les équipements de l'activité 2S1* ✓ Deux réfrigérateurs pour conserver les prélèvements biologiques	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) *Voir activité 1S1*	Tous les enquêteurs de ces sections sont habilités à effectuer les prélèvements suite à l'obtention d'un mandat ADN.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
1S10	Gestion des mandats et localisation des individus	**Définition :** • Évasion d'une garde légale : Lorsqu'une personne s'évade d'une garde légale ou est en liberté sans excuse légitime, y compris l'adolescent placé sous garde en vertu de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents. • Liberté illégale : Lorsqu'une personne n'est pas de retour d'une absence temporaire, néglige de se présenter à un centre de détention selon une ordonnance, n'est pas de retour d'une liberté provisoire ou fait l'objet d'une révocation de sa liberté provisoire.	À la suite d'une enquête au CRPQ, un patrouilleur peut avoir des informations lui laissant croire qu'un individu est recherché en vertu d'un mandat. Le patrouilleur doit valider avec la Centrale d'information policière le mandat et prendre les mesures nécessaires pour l'exécuter. Lorsque le suspect d'un crime grave est identifié positivement et que le fait de ne pas l'arrêter dans les meilleurs délais peut mettre en danger la vie ou la sécurité d'autrui (ex. : évasion de garde légale), l'enquêteur communique avec un préposé de la Centrale d'information policière pour faire inscrire la personne recherchée au CIPC. Ce dernier informe le Module Mandats. L'enquêteur entreprend également les démarches pour obtenir un mandat d'arrestation d'urgence.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Division de l'information policière** ➢ Section de la Centrale d'information policière **Section du Service aux Cours** ➢ Module Mandats		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Inclut tous les cas d'évasion de garde légale (ex. fourgon cellulaire, hôpital, etc.) et de liberté illégale, à l'exception de celles d'un établissement de détention (provincial ou fédéral), qui sont de niveau 6. **Responsabilités :** • Assurer le suivi des mandats sous la responsabilité du corps de police ou d'autres corps de police et son retour au greffe, lorsqu'il est exécuté • Rendre les mandats disponibles à l'exécutant en tout temps • Procéder à la recherche de l'individu concerné • Procéder à l'alimentation du					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		mandat au CRPQ et à sa radiation, lorsqu'il est exécuté					
1S11	Gestion des dossiers de police	**Définition :** • Dossier de police : Ensemble des informations détenues par un corps de police sur un individu ou un événement, et consignées sous la forme de rapports ou disponibles dans les banques de données accessibles au corps de police. **Responsabilités :** • Produire une procédure afin d'entourer l'archivage et la confidentialité des dossiers de police • Gérer les archives en s'assurant du respect et de l'application du calendrier de	La majorité des rapports sont générés ou archivés après numérisation dans le système informatique M-IRIS. Celui-ci permet d'assurer la conservation, la sécurité et l'intégrité des rapports. Les archives assurent la gestion des anciens rapports conservés sous forme papier uniquement. Un calendrier de conservation approuvé par les archives nationales (BAnQ) détermine les durées de conservation des rapports. Les durées sont calculées selon la liste des codes d'évènements produite par le CRPQ.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Division de l'information policière** ➢ Section accès à l'information et archives	✓ Système informatique M-IRIS ✓ Locaux des archives incluant une voûte sécurisée	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		conservation des dossiers • Répondre aux demandes de renseignement des citoyens et des organismes et transmettre l'information en conformité avec la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels					
1S12	Affaires publiques	**Responsabilités :** • Préparer la diffusion de l'information lors d'un événement opérationnel ou administratif dont la nature, la localisation, l'ampleur, ou encore les personnes impliquées constituent des situations	Les membres de la Division des communications sont responsables de la gestion des communications, tant à l'interne qu'à l'externe. Ils sont les porte-parole du SPVM. À ce titre, les relationnistes médias sont le point de référence de l'ensemble des médias pour l'obtention d'entrevues ou d'informations. De plus, la Division fait la promotion des programmes corporatifs établis par la direction du Service.	**Division des communications**	✓ Téléviseurs et enregistreurs numériques ✓ Caméras et encodeurs vidéo ✓ Salle de presse ✓ mascottes ✓ véhicules de mascottes (vélo, automobile) ✓ Véhicule identifié	○ Anglais intermédiaire II ○ Cours d'animation ○ Cours d'éthique ○ Cours de français écrit	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		recherchées par les médias • S'occuper des représentants des médias sur les lieux d'un événement • Diffuser les programmes de prévention élaborés par le corps de police • Assurer la liaison avec les médias • Assister le directeur lors de la préparation de communiqués de presse, de conférences de presse et de rencontres avec les représentants des médias • Coordonner les communications internes					
1S13	Alimentation et interrogation du Centre de renseignement	**Responsabilités :** • Saisir, au CRPQ, les renseignements	L'ensemble des policiers du SPVM peut être appelé à interroger les diverses données disponibles au CRPQ dans le	**Tous les policiers du SPVM**	✓ Terminal véhiculaire ✓ Ordinateurs portatifs et de table		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	s policiers du Québec (CRPQ)	pertinents détenus par les policiers • Effectuer les vérifications demandées au CRPQ et transmettre les renseignements nécessaires aux interventions policières • Respecter les conditions d'accès, d'utilisation et de maintien au CRPQ telles qu'elles sont définies dans le *Manuel des politiques et des procédures du* CRPQ	cadre de patrouille, de réponse aux appels, d'enquêtes ou de vérifications d'antécédents judiciaires. Le personnel civil ayant les accès peut également consulter le CRPQ, à la demande d'un policier. Tous les utilisateurs détiennent une clé d'authentification ainsi qu'un identifiant et un mot de passe du CRPQ. Les données inscrites sur les rapports d'événement sont également saisies au CRPQ.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'analyse et du renseignement			
1S14	Affaires internes	**Définitions :** • Plainte disciplinaire : Plainte relative à tout manquement ou omission concernant le devoir ou une obligation disciplinaire par un	La Division des normes professionnelles applique le Règlement sur la discipline interne des policiers et policières de la Ville de Montréal, coordonne les enquêtes criminelles en lien avec l'équipe mixte et effectue les enquêtes disciplinaires qui lui sont confiées dans le respect	**Division des normes professionnelles** ➢ Section des enquêtes ➢ Section de la discipline et liaison	✓ Salle d'entrevue	○ Anglais intermédiaire II ○ Français écrit ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		policier ou un employé civil du corps de police. • Plainte déontologique : Plainte relative à la conduite d'un policier visé par la Loi sur la police dans l'exercice de ses fonctions dans ses rapports avec le public constituant un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec. • Allégation de nature criminelle : Plainte relative à la conduite d'un policier constituant une infraction au Code criminel. **Responsabilités :** • Appliquer le règlement relatif à la discipline (art.	des lois et règlements en vigueur. • Il assure le suivi des plaintes déontologiques déposées contre des policiers du Service. • Il occupe un rôle de formation, de soutien et de conseil auprès des officiers en matière de discipline, de déontologie et de la Loi sur la Police. • Il assume la gestion des inconduites policières (McNeil).				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		256 de la Loi sur la police) • Transmettre les plaintes au Commissaire à la déontologie et assurer leur gestion • Réaliser les enquêtes relatives aux allégations criminelles, pour son organisation ou un autre corps de police, le cas échéant, et soumettre le dossier au procureur de la couronne • Assumer l'administration de la discipline, la liaison avec le commissaire à la déontologie policière et les différentes activités de contrôle administratif • Coordonner le dossier des remises de médailles et de					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		décorations au personnel concerné du corps de police et des remises de citations à des citoyens					
1S15	Moniteur pour l'utilisation d'équipements et de la force	**Définition :** • Moniteur accrédité par l'ENPQ qui dispense la formation et l'entraînement nécessaires à l'utilisation de : ➢ la force (intervention physique); ➢ les armes de service; ➢ les armes de support; ➢ les armes intermédiaires. **Responsabilités :** • Établir une politique sur le port, le transport et l'entreposage des armes de ses policiers, qu'ils	Le moniteur : • Dispense la formation et l'entraînement aux utilisateurs selon le champ de responsabilités (tir, intervention physique ou tactique). • Est responsable de la qualification des policiers lors d'un retour d'absence prolongée et des demandes spéciales de certification en matière d'usage de la force. L'instructeur : • Est le gardien de la norme de formation et des méthodes de fonctionnement en accord avec les principes directeurs édictés par L'ÉNPQ, le MSP et la direction du Service.	**Division de la formation et du développement institutionnel** ➢ Section du développement des compétences en interventions policières	✓ Salles de tir intérieures (x2) ✓ Champ de tir extérieur – Laval ✓ Munitions de pratique ✓ Salles avec simulateurs d'événements ✓ Locaux équipés pour formations en intervention physique ou théorique et mise en place de scénarios ✓ Équipements divers pour scénarios de simulation en intervention physique ✓ Réplique des armes à feu ✓ Armes intermédiaires de simulation ✓ Équipements de protection pour les comédiens	○ Cours d'intervention pédagogique, méthodes et techniques d'animation et de formation, pratiques éducatives et accompagnement des apprentissages ○ Brevet sur armes à feu ○ Armes intermédiaires d'impact à projectiles (AIIP) (40mm) - armes longues ○ Brevet sur arme à impulsion électrique ○ Moniteur en intervention haut risque	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		soient en service ou non • Préparer annuellement, pour la transmission au MSP, un rapport général d'utilisation des armes de service, des armes de support et des armes intermédiaires, à l'exception du bâton	• Évalue les tendances opérationnelles par une lecture structurée des événements en usage de la force • Conseille les différents paliers décisionnels en matière de formation en corrélation avec les constats établis à la suite de son analyse. • Est responsable du programme post-incident et accompagne les policiers dans leur retour aux tâches de patrouilleur, en accord avec les ressources humaines et les psychologues du Service.		✓ Équipement de protection pour les participants ✓ Véhicule pour scénarios de formation	○ moniteur simulateur de tir ○ moniteur en communication tactique	
1S16	Technicien qualifié d'alcootest	**Définition :** • Policier reconnu comme technicien qualifié en vertu de l'article 254 (1) du Code criminel. **Responsabilités :** • Prélever un échantillon	Lorsque requis et à la suite de l'arrestation d'un individu pour capacité de conduite affaiblie, le technicien qualifié alcootest effectue ces activités : • prélever deux échantillons d'haleine et rédige les rapports. • assister les patrouilleurs lorsqu'ils doivent utiliser une	**Sections des enquêtes et du soutien organisationnel** ➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord ➢ Module Détention Est	✓ Appareil alcootest Data Master ✓ Trousses sanguines ✓ Appareils de détection approuvés (ADA)	○ Formation de technicien alcootest (certification ÉNPQ) ○ Formation agent évaluateur (agents PDQ)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'haleine avec l'appareil • Remplir les rapports requis • Témoigner devant les tribunaux	trousse sanguine dans un centre hospitalier. • assurer la calibration et l'étalonnage des appareils de détection approuvés (ADA).				
1S17	Bertillonnage	**Définition :** • Système d'identification des criminels fondé principalement sur une technique de mensuration du corps humain et de ses diverses parties, utilisant notamment les empreintes digitales et les photographies d'une personne. **Responsabilité :** • Procéder à la collecte de données ainsi qu'à la prise d'empreintes et de photos qui permettent l'identification de	Le bertillonnage est effectué dans les unités de détention et à la détention de la cour municipale. Il peut être exécuté pendant la détention d'une personne ou il peut être effectué à la suite de la prise d'un rendez-vous. Les activités de l'agent au bertillonnage : • procéder à la prise des empreintes digitales du prévenu de façon informatique; • procéder à la prise d'une photo et à l'inscription de sa description physique.	**Sections des enquêtes et du soutien organisationnel** ➢ Module Détention Sud ➢ Module Détention Nord ➢ Module Détention Est **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Service aux cours	✓ Appareil Live scan et Live capture ✓ Système « AFIS » ✓ Système « M-IRIS »		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'individu afin d'en permettre la saisie • La responsabilité de s'assurer de la prise des empreintes et de la photographie du prévenu incombe au corps de police responsable des procédures judiciaires					
1S18	Collecte de renseignements pour l'enregistrement des délinquants sexuels visés par la Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels	**Responsabilités :** • Colliger les renseignements sur les délinquants sexuels visés par une ordonnance d'enregistrement au Registre national des délinquants sexuels, selon les modalités prévues à la LERDS • Informer les délinquants de leurs obligations • Transmettre les renseignements au CQEDS	Lorsqu'un individu est reconnu coupable d'un crime sexuel par la cour, un agent de la Section des agressions sexuelles remplit le rapport « Renseignement tactique Registre national des délinquants sexuels ». Ce rapport est acheminé à la SQ qui alimente la banque de données. L'individu est rencontré annuellement, ou lors d'un changement d'adresse afin mettre à jour le rapport « Inscription au Registre national des délinquants sexuels ».	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des agressions sexuelles, module de surveillance des délinquants sexuels		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Français écrit ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC) (pas obligatoire) ○ Cours Analyse tactique de renseignements CCP (pas obligatoire) ○ Cours d'animation (pas obligatoire)	Clientèle à haut taux de récidive

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Valider les renseignements fournis par les délinquants selon les instructions fournies par le CQEDS • Procéder à la recherche des délinquants identifiés par le CQEDS comme étant en manquement de leurs obligations					
1S19	Intervention dynamique à risque faible	**Définition :** • Intervention dynamique, dans le but d'éviter la destruction de preuve, pour laquelle rien n'indique qu'il y a un danger pour l'intégrité physique des policiers ou celle du public. Cela est déterminé par l'analyse et l'évaluation de la situation qui sont basées, entre	Les interventions à risque faible peuvent être exécutées par des agents de PDQ, des agents du Groupe d'intervention ou par les agents du Groupe tactique d'intervention. Ces derniers s'investissent rapidement dans un endroit afin d'assurer la sécurité des policiers, des occupants des lieux et la préservation des éléments de preuve recherchés.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées ➢ Section du Groupe tactique d'intervention (GTI)	*Pour les patrouilleurs PDQ, voir les équipements à l'activité 1G1* *Pour les groupes d'intervention, voir les équipements à l'activité 3S6* *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3*	*Pour les groupes d'intervention, voir l'activité 3S6* *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir l'activité 4S3*	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 26

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		autres, sur la formation, l'expérience, les informations disponibles au moment de l'intervention et les considérations tactiques. **Responsabilités :** • Évaluer rigoureusement le risque en fonction des considérations • Respecter les droits des suspects lors d'une arrestation • Respecter les règles de saisie lors des perquisitions					
1S20	Alimentation de la banque de données québécoise sur les armes à feu récupérées	**Définition :** • Banque de données québécoise développée pour renforcer la lutte au trafic d'armes à feu et permettre aux		**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** • Section identification judiciaire • Responsable de la salle des pièces à conviction ou toute autre personne		• Selon le Règlement sur les armes à feu des agents publics, les corps policiers ont l'obligation d'alimenter leurs armes à feu	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		organisations policières de se conformer au Règlement sur les armes à feu des agents publics qui prévoit l'obligation de dresser l'inventaire des armes à feu que les corps • policiers ont en leur possession. **Responsabilité :** • Alimenter les renseignements sur les armes à feu protégées (saisies, trouvées, remises volontairement, amnistie) à la Banque de données québécoise sur les armes à feu recouvrées		appelée à prendre en charge les armes à feu recouvrées		d'agence dans le portail sécurisé élaboré par le bureau du Registre canadien des armes à feu.	
	Niveau 2						
	Enquêtes						

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
2E1	Meurtre avec arrestation imminente	**Définitions :** • Arrestation imminente : Dès le début de l'enquête, un suspect probable : a) est identifié, car : - il est arrêté sur les lieux, ou; - il se rapporte lui-même au corps policier comme étant l'auteur du crime, ou; - un témoin ou l'examen de la scène permettent son identification formelle. a) est localisé et sera	La prise en charge initiale de l'enquête est effectuée par la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe de la Section des crimes majeurs est dépêchée sur les lieux. Elle assure le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à son terme. Selon les besoins, des réquisitions de ressources supplémentaires ou spécialisées sont effectuées.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs	✓ Poste de commandement mobile	○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Cours de droit pénal ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire) ○ Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		arrêté dans les heures qui suivent • Identification formelle : Un procureur informé de l'ensemble du dossier autorise les poursuites et l'émission d'un mandat d'arrestation. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Aviser le coroner • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
2E2	Négligence criminelle ayant causé la mort	**Définition :** • Causer la mort d'une personne en faisant quelque chose ou en omettant de faire quelque chose qui montre une insouciance déréglée ou téméraire à l'égard de la vie ou de la sécurité de la personne. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Aviser le coroner • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	La prise en charge initiale de l'enquête est effectuée par la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe de la Section des crimes majeurs est dépêchée sur les lieux. Elle assure le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à son terme. Selon les besoins, des réquisitions de ressources supplémentaires ou spécialisées sont effectuées (*voir remarques*).	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire) ○ Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	* Toute négligence criminelle causant la mort avec un véhicule moteur est traitée et menée par les agents enquêteurs collision tel que décrit à 1 E21

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
2E3	Tentative de meurtre	**Définition :** • Par quelque moyen que ce soit, tenter de commettre un meurtre. **Responsabilités :** • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Selon les circonstances entourant l'événement, l'enquête est assurée par la division des enquêtes criminelles concernée. L'enquêteur entreprend les démarches nécessaires pour élucider le crime (enquête, cueillette de preuves, suivi auprès de la victime, localisation du suspect, etc.).	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales ➢ Section des enquêtes par projet		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	
2E4	Accident de travail mortel	**Définition :** • Toute enquête relative à un accident de travail qui cause la mort. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt	Les policiers répondent à l'appel, contactent les enquêteurs de la CSST et ceux des sections des enquêtes criminelles concernées. Les enquêteurs se déplacent sur les lieux. Activité de l'enquêteur : • analyser la scène; • collecter les faits et les éléments de preuve;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud**		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	Dans l'éventualité où l'accident de travail mortel se produit avec un véhicule moteur, le Module des enquêtes sur les collisions peut être sollicité.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Procéder à l'enquête afin d'établir les circonstances du décès • Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu • Collaborer avec les enquêteurs de la CSST	• rédiger et déposer le dossier d'accusation, le cas échéant. Si nécessaire, selon le cas, ils font appel à la Section des crimes majeurs ou au Module des enquêtes sur les collisions (*voir remarque*).	➢ Module des enquêtes sur les collisions			
2E5	Vol qualifié dans les institutions financières et les transporteurs de biens de valeur	**Définition :** • Voler une institution financière ou un transporteur de biens de valeur en employant la violence ou des menaces de violence. **Responsabilités :** • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de	La prise en charge initiale de l'enquête se fait toujours par la Section des crimes majeurs. L'enquêteur se déplace sur les lieux. Activité de l'enquêteur : • analyser la scène; • collecter les faits et les éléments de preuve; • assurer le suivi et le soutien aux victimes; • rédiger et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes de crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire) ○ Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		preuve et demander d'intenter des procédures					
2E6	Incendie mortel	**Définitions :** • L'enquête d'incendie mortel est menée par un corps de police, qu'il soit de nature accidentelle ou non. • L'enquête d'incendie mortel est menée par un corps de police : ➢ de <u>niveau 2</u>, lorsque la cause de l'incendie est manifestement accidentelle. La mort doit être une cause directe de l'incendie; ➢ de <u>niveau 3</u>, lorsque la cause de l'incendie est non manifestement accidentelle ou	La prise en charge initiale de l'enquête est effectuée par la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe du Module des incendies criminels est dépêchée sur les lieux. Elle assure le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à terme. Selon les besoins, des réquisitions de ressources supplémentaires ou spécialisées sont effectuées.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs	✓ Camion de scène ✓ Mêmes équipements que 1E11	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours investigation d'une scène d'incendie donné par l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		que l'incendie est criminel, car c'est plutôt une enquête de meurtre. Si l'arrestation du suspect est imminente, c'est une enquête de meurtre de niveau 2. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Aviser le coroner • Établir les circonstances du décès • S'assurer que la recherche du point d'origine ou des foyers d'incendie, des causes probables ainsi que des circonstances de l'incendie soit effectuée. En faire rapport au service de sécurité incendie					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		dans les meilleurs délais. • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
2E7	Incendies en série	**Définitions :** • Plusieurs incendies de biens immobiliers dont la quantité, la fréquence, la nature ou le contexte géographique ne peut s'expliquer par le seul fruit du hasard. • L'enquête d'incendie est menée par un corps de police lorsque la cause probable de l'incendie est non manifestement accidentelle. **Responsabilités :** • S'assurer que la recherche du point d'origine ou des	L'enquêteur du Module des incendies criminels entreprend les démarches nécessaires pour élucider les crimes (enquête, protection de scènes de crime, cueillette de preuves, analyse, etc.). De plus, le superviseur du quartier concerné peut réquisitionner des ressources supplémentaires afin d'augmenter la présence policière, d'effectuer des patrouilles préventives et d'enquêter sur les personnes suspectes.	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs	✓ Camion de scène *Mêmes équipements que 1E11*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours investigation d'une scène d'incendie donné par l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		causes probables des incendies soit effectuée et en faire rapport au service de sécurité incendie dans les meilleurs délais • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
2E8	Incendie majeur d'édifices commerciaux, industriels, institutionnels, gouvernementaux et communautaires	**Définitions** : • Causer, par le feu ou par une explosion, intentionnellement ou sans se soucier des conséquences, des dommages de plus de 500 000 $ ou qui ont des impacts majeurs environnementaux, économiques, sociaux ou politiques à des édifices commerciaux, industriels, gouvernementaux,	Dans le cadre d'un événement non criminel, le patrouilleur établit un périmètre de sécurité, effectue l'évacuation des lieux non affectés par le sinistre et s'occupe de colliger les informations sur un rapport d'événement. Lorsque criminel, l'enquêteur du Module des incendies criminels entreprend les démarches nécessaires pour élucider le crime (enquête, protection de la scène de crime, cueillette de preuves, demande d'expertise, etc.).	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Service des enquêtes spécialisées** Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs	✓ Camion de scène *Mêmes équipements que 1E11*	○ Cours crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours investigation d'une scène d'incendie donné par l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		institutionnels ou communautaires. • L'enquête est réalisée par le corps de police lorsque la cause de l'incendie n'est pas manifestement accidentelle. **Responsabilités :** • S'assurer que la recherche du point d'origine ou des foyers d'incendie, des causes probables ainsi que des circonstances de l'incendie soit effectuée et en faire rapport au service de sécurité incendie dans les meilleurs délais • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
2E9	Fraude commerciale et immobilière	**Définitions :** • Fraude commerciale : Fraude, dont la victime ou l'auteur implique un commerce, une entreprise ou toute autre entité légale, commise dans le cours du commerce. • Fraude immobilière : Fraude commise lors de transactions immobilières (terrains, immeubles ou autres biens immobiliers). **Responsabilités :** Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Prise de rapport par le patrouilleur ou le rédacteur d'événements aux fraudes. Ensuite, l'enquête est pilotée par la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur: • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • Enquêter et amasser la preuve; • Collaborer avec partenaires internes et externes; • Préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques	✓ Traitement de la preuve avec licence Adobe Pro	○ Cours crimes économiques CRI-1005 ÉNPQ	Enquêtes de longue durée; nécessitent parfois de gros déboursés pour expertises comptables. La formation Enquêtes sur les crimes économiques a été révisée - nouveau titre CRI-1005 ÉNPQ).
2E10	Loterie illégale	**Définitions :** • Vise les infractions prévues à l'art. 206	Les plaintes relatives aux loteries illégales sont transmises à la Section du renseignement spécialisé et au Module de la moralité. L'enquêteur effectue	**Service des enquêtes spécialisées**		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours de moralité	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		(1) du Code criminel. • Inclut la vente pyramidale (système par lequel une personne qui désire mettre en marché un produit vend à des « gérants » ou des « distributeurs » des titres leur donnant le droit de recruter d'autres personnes pour leur vendre, à leur tour, des titres semblables) ainsi que l'exploitation d'une loterie non autorisée. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	une première évaluation pour vérifier la validité et la pertinence de la plainte. S'il y a lieu, il procède à une enquête complète pour élucider le crime. Il est possible qu'un dossier soit transféré à la Section ACCES et des produits de la criminalité selon l'ampleur du dossier, des crimes perpétrés et des membres impliqués.	➢ Section du crime organisé, Module Moralité ➢ Section ACCES et des produits de la criminalité **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section du Renseignement spécialisé		○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours sur la loi du système de justice pénale pour les adolescents	
2E11	Infraction criminelle causant la mort ou des	**Définitions :** • Comprend le délit de fuite, la conduite	Le patrouilleur se rend sur les lieux, assure la sécurité des parties impliquées, recherche et identifie les témoins, préserve	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)**	*Reconstitutionniste : voir les équipements à l'activité 2S3*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	* Les interrogatoires vidéo pour ce type d'événement sont effectués par les

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	lésions corporelles menaçant la vie, commise lors de la conduite d'un véhicule	dangereuse, la conduite avec les facultés affaiblies et la négligence criminelle causant la mort, lorsque ces crimes sont commis lors de la conduite d'un véhicule. • Inclut tous les véhicules moteurs, ainsi que les trains, les aéronefs (lésions corporelles) et les bateaux (art. 253 du Code criminel). • <u>Véhicule moteur :</u> À l'exception du matériel ferroviaire, véhicule tiré, mû ou propulsé par tout moyen autre que la force musculaire. **Responsabilités :** • Secourir les blessés • Procéder à l'examen des lieux et du véhicule impliqué	les éléments de preuve et commence la rédaction des rapports. En tout temps, le module enquête collision est avisé. Les enquêteurs collision se déplacent sur les lieux ainsi qu'un reconstitutionniste (fiche 2S3). Activités de l'enquêteur : • commencer l'enquête; • analyser la scène; • recueillir les informations et les éléments de preuve; • interroger les gens impliqués* (*voir remarque*); • rédiger et déposer le dossier d'accusation. * Pour les dossiers dont le véhicule est l'arme du crime (agression armée) et pour les infractions de poursuites policières, la section des enquêtes criminelles concernée est mandataire du dossier. Les enquêteurs collision et le reconstitutionniste peuvent être appelés en support aux	➢ PDQ **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module des enquêtes sur les collisions **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)*** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Cours circulation (CSR) ○ Cours enquêteur collision niveau 2, donné par l'ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision (3 et 4) ○ Formation Entrevue filmée d'un suspect interrogatoire vidéo pour S/D (ÉNPQ)	enquêteurs qui ont reçu la formation requise, dispensée par l'ÉNPQ, en fonction du dossier (voir 5S8).

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Soumettre un rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	enquêteurs le cas échéant (MF-243-1).				
2E12	Production, trafic et possession de drogues illicites visant les fournisseurs des revendeurs locaux ou de rue	**Responsabilités :** • Détecter les infractions visant les points de vente, les vendeurs ainsi que leurs fournisseurs (réseaux locaux et régionaux) • Procéder à l'éradication à la suite de la découverte de plantations de marijuana, ainsi qu'à la saisie et la	Ce type de dossier est traité, s'il s'agit de dossiers à court ou moyen terme, par les enquêteurs du Module Stupéfiants de la Section des enquêtes par projet concernée. S'il s'agit d'enquêtes à long terme ou reliées à un groupe organisé, l'enquête sera relayée à même la Section du crime organisé à une équipe plus spécialisée, ou traitée par la Section ACCES et produits de la criminalité. Dans tous les cas, l'enquêteur aura recours à diverses techniques d'enquêtes afin de	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes par projet, Module Stupéfiants **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé ➢ Section ACCES et des produits de la criminalité et ACCES Cannabis* (*voir remarques*)		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours sur la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents ○ Cours notion de surveillance physique et dépisteur ○ Entrée dynamique	* La section ACCES et des produits de la criminalité assure une vigie afin d'identifier des dossiers ayant un potentiel de récupération d'actifs. La nouvelle section ACCES Cannabis, qui vise à contrer la vente et le trafic de cannabis par le crime organisé, se greffe à la Section ACCES déjà existante.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		gestion des biens qui y sont liés • Procéder aux enquêtes relatives aux serres hydroponiques de marijuana • Alimenter les banques de données de renseignement criminel • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	recueillir les preuves nécessaires pour élucider le crime. Activités des enquêteurs : • partager les informations entre les sections; • assurer la chaîne de possession des items; • effectuer les demandes d'analyse de substances saisies; • coordonner le démantèlement et l'entreposage des biens reliés à la culture de cannabis.			○ Justification policière (C-24) ○ Éthique	
2E13	Vol de cargaison	**Définition :** • Pour les cas de véhicules lourds impliquant du cargo, il faut se référer au contenu et à l'objectif du voleur afin de définir s'il s'agit de traiter l'infraction comme un vol de véhicule ou comme un vol de cargaison.	L'enquêteur de la section des enquêtes régionales concernée effectue les recherches nécessaires pour élucider les crimes commis et évalue si ceux-ci ont été commis par les groupes criminalisés. Si tel est le cas, il communique avec la Section du crime organisé qui pourra l'appuyer ou reprendre l'enquête au besoin.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Implique habituellement une organisation structurée qui a la capacité de voler, entreposer et écouler la marchandise. **Responsabilités :** • Obtenir la description complète du contenu • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
2E14	Infraction criminelle commise par un réseau	**Définitions :** • Réseau criminel : Activités criminelles interdépendantes organisées en	La Service des enquêtes spécialisées coordonne l'ensemble des activités des différentes unités impliquées dans la lutte au crime organisé à tous les niveaux.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ ACCES et produits de la criminalité ➢ Section du crime organisé		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		système et dirigées par des individus ou des groupes d'individus qui y imposent leurs règles par la force, dans le but de faire des profits ou d'obtenir des bénéfices. • Éléments essentiels pour établir le réseau : ➢ Identification d'un organigramme avec suspects ➢ Détermination du *modus operandi* ➢ Corroboration des faits ➢ Établissement d'une série **Responsabilités :** • Le corps de police qui a commencé l'enquête cumule les éléments nécessaires à l'identification du réseau.	L'enquêteur doit travailler en étroite collaboration avec les partenaires corporatifs et policiers afin d'échanger de l'information et de bien évaluer l'étendue du réseau qui suscite l'investigation.	➢ Section des crimes économiques			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Produire des analyses tactiques • Procéder à l'enquête • Demander d'intenter des procédures, lorsque requis					
2E15	Tenir une maison de jeu ou de pari et tricher au jeu	**Définitions :** • <u>Maison de jeu ou de pari</u> : Tenir, se trouver sans excuse légitime ou permettre qu'un endroit soit utilisé comme maison de pari ou maison de jeu. • <u>Tricher au jeu</u> : Tricher en pratiquant un jeu, ou en tenant des enjeux ou en pariant avec l'intention de frauder quelqu'un. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête	Les plaintes relatives aux jeux sont acheminées et attribuées aux unités suivantes : • Section du crime organisé, Module de la moralité; • Section ACCES et des produits de la criminalité. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • enquêter et amasser la preuve; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé, Module Moralité ➢ Section ACCES et produits de la criminalité		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours de moralité ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	RACJ (Régie des alcools, des courses et des jeux)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Demander d'intenter des procédures, lorsque requis					
2E16	Infraction relative à la monnaie	**Définition :** • Inclut toutes les infractions relatives à la monnaie (art. 455 à 459 du Code criminel), notamment la contrefaçon, à l'exclusion de celle prévue au niveau 1 (utilisation de monnaie contrefaite). **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête • Demander d'intenter des procédures, lorsque requis	Les dossiers sont acheminés et attribués à la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur: • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • enquêter et amasser la preuve; • collaborer avec partenaires internes et externes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques	✓ Ordinateur et loupe spéciale pour vérifications	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	
	Mesures d'urgence						

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
2M1	Contrôle de foule avec risque d'agitation	**Définition :** • Gestion policière d'un rassemblement d'individus qui présente certaines caractéristiques permettant de croire en la possibilité de perturbation de l'ordre social. **Responsabilités :** • S'assurer du maintien de la paix publique dans le respect des droits individuels et collectifs • Procéder à la collecte des informations de même qu'à la reconnaissance des lieux • Développer un plan d'opération qui prévoit notamment un service d'ordre, des phases d'intervention en	• L'approche initiale demeure la même que pour une gestion de foule pacifique. Toutefois, selon la nature du renseignement disponible, le volet contrôle de foule est pris en charge par la Section du service d'ordre qui fera appel à une équipe de commandement de la Division de la gendarmerie concernée ou à son équipe permanente du CCTI.	*Voir l'activité 1M1* **Division de la planification opérationnelle** ➢ Section du service d'ordre	*Pour les patrouilleurs PDQ, voir les équipements à l'activité 1G1* *Pour le Groupe d'intervention, voir les équipements à l'activité 3S6* ✓ Drône ✓ Centre de commandement et de traitement de l'information (CCTI) ✓ Centre de relève (PDQ 38)		Le plan d'opération : Situation – Mission – Exécution – Administration – Coordination (SMEAC) précisera les règles d'engagements en MRO et les phases de déploiement. Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 25

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		fonction de l'attitude et des agissements de la foule et l'affectation d'un nombre suffisant de ressources auxquelles il est possible de recourir si l'évolution de la situation le nécessite • Enquêter sur l'événement • Rencontrer les organisateurs pour connaître leurs objectifs et leurs intentions, ainsi que la nature du rassemblement • Rencontrer l'organisme visé par le rassemblement • Expliquer le rôle du corps de police • Conseiller la mise sur pied d'un service d'ordre aux organisateurs de l'événement					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Procéder à la collecte et à l'analyse des informations de concert avec l'unité de Renseignement opérationnel de la SQ • Informer les services spécialisés concernés de la SQ par l'intermédiaire du CSO • Procéder à l'élaboration d'un plan conjoint d'opération SMEAC					
	Services de soutien						
2S1	Technicien en scène de crime et en identification judiciaire	**Responsabilités :** • Effectuer, sur des scènes de crime, des recherches, des analyses et des expertises afin d'identifier l'auteur du crime • Procéder à des mesures et	Le technicien fournit un soutien, en tant qu'expert, aux clientèles internes devant élucider divers crimes. Il s'associe à toute investigation qui requiert l'usage de méthodes et de techniques de travail qu'il maîtrise, afin de recueillir les pièces à conviction ou les éléments de preuve nécessaires à l'identification de	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Véhicules laboratoire et transport équipement ✓ Appareil Live scan et Live capture ✓ Système « AFIS » ✓ Système « IDP » ✓ Trousse de démontage ✓ Thermomètre laser ✓ Trieuse-développeuse ✓ Appareils photo	○ Cours scène de crime majeur ○ Cours de formation donné par le Collège canadien de police ○ Cours sur la protection civile du Canada en matière CBRNe	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		confectionner des croquis • Procéder à la prise de photographies et à des enregistrements vidéos des • scènes de crime et des indices prélevés • Prélever les indices, s'occuper de la manutention et de la conservation des pièces qui nécessitent une expertise • Exécuter des recherches par comparaisons d'empreintes • Effectuer la détection de trace de sang • Transmettre à un laboratoire les matériaux à expertiser et soumettre un rapport à l'enquêteur désigné	suspects reliés aux crimes à l'étude. Par la suite, il démontre, à partir de l'analyse des éléments de preuve, de la comparaison d'empreintes, de prélèvements d'ADN, etc., qu'une personne a commis un crime ou qu'elle était présente sur les lieux.		✓ Mainframe audio & vidéo ✓ Appareils ultrason ✓ Armoire chimique ✓ Boîtes de diffusion ✓ Caméscopes ✓ Chambre noire portative ✓ Cisaille télescopique ✓ Convertisseur ✓ Remorque CBRNe ✓ Caméras vidéo et chargeurs ✓ Tente ✓ Combinaisons, bottes et gants CBRNe ✓ Détecteur agent chimique ✓ No Count radioactive décontaminant ✓ Chambre fumigène ✓ Trousse de produits chimiques ✓ Détecteur personnel Sor/r radiologique séries ✓ Balance haute précision Adma ✓ Sac Lowepro Lumina		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
					✓ Équipements connexes		
2S2	Enquêteur en incendie (Module des incendies criminels SPVM)	**Responsabilités :** • Effectuer, sur des scènes d'incendie, les recherches, les analyses et les expertises afin d'identifier l'origine et les causes de l'incendie lorsque la responsabilité relève du corps de police ou à la demande du service de sécurité incendie, lorsque cela s'applique • Prélever les indices pour l'analyse et s'occuper de la manutention et de la conservation des pièces qui nécessitent une expertise • Transmettre à un laboratoire les matériaux à expertiser	L'enquêteur du Module des incendies criminels se rend sur les lieux d'événements majeurs ou de scènes de crime où sa présence est requise tels ceux où un décès est constaté dans un incendie ou lors d'explosions, de colis suspects ou événement CBRNe. L'enquêteur incendie : • inspecter les lieux dans le but de découvrir l'origine et la cause de l'incendie; • photographier les éléments pertinents de la scène; • prélever des traces d'accélérant au besoin, d'articles de fumeur ou identifier des défectuosités électriques susceptibles d'avoir provoqué l'incendie; • enquêter pour résoudre le crime.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques, Module des incendies criminels et explosifs	✓ Vêtements et équipements de protection en cas d'incendie ✓ Camion utilisé comme un poste de commandement ainsi que divers outils (pelle, barre à clous, marteau), outils électriques, trousse de prélèvements	○ Cours en protection de scène de crime ○ Cours d'investigation d'une scène d'incendie donné par l'ÉNPQ ○ Cours d'enquête en incendie donné par l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Soumettre un rapport à l'enquêteur dans les meilleurs délais					
2S3	Reconstitutionniste de scène de collision	**Définition :** • Personne chargée d'analyser les lieux d'un accident de la route et les véhicules impliqués afin de reconstituer le déroulement de l'accident dans les moindres détails et d'en déterminer les causes probables. **Responsabilités :** • Rechercher, identifier et prélever les preuves physiques • Déterminer la vitesse à partir des expertises effectuées • Évaluer les facteurs environnementaux ou contributifs • Reconstituer la collision	Le reconstitutionniste : • Se rend sur les scènes de collisions mortelles ou avec blessés graves, ou encore, susceptibles de donner lieu à des poursuites criminelles. • Inspecte celles-ci de manière à y découvrir tout indice pouvant expliquer les causes et les circonstances de la collision. • Prend des photographies et des mesures pour lui permettre de produire des plans de la scène à l'échelle. • Cumule toutes les informations utiles afin d'expliquer à la cour, les causes et les circonstances de la collision. • Détermine, à l'aide des indices recueillis et de l'analyse de ceux-ci, la	**Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module des enquêtes sur les collisions	✓ Camion technicien en collision ✓ Dart drag sled ✓ Balance digitale DHAUS C-11 ✓ Appareil VERICOM ✓ Trousse de mesure par satellite TOPCON TECH TOTAL STATION ✓ Ensemble de mesures au laser robotisé Sokia RC-PR5 ✓ Ensemble de balances digitales LONGACRE ✓ Ensemble d'indicateurs de trajectoire CHARTRAND ✓ Abri rapide 10 x 10 ✓ Marteau pneumatique ✓ Caméras et trépieds	○ Cours circulation (CSR) ○ Cours enquêteur collision niveau 2 donné par l'ÉNPQ ○ Techniques d'enquêtes collision (3 et 4) ○ Techniques d'enquêtes collision - CCA pour le reconstitutionniste ○ Diverses formations reconstitutionnistes (enfoncement, module coussin gonflable, etc.).	Les reconstitutionnistes sont appelés à collaborer avec le bureau des enquêtes indépendantes (BEI) sur un territoire défini à l'extérieur de l'île de Montréal. Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 90 dont 4 BEI

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Rédiger un rapport d'expertise • Témoigner à la Cour • Analyser les sites problématiques et proposer des solutions (ex. infrastructures)	preuve technique expliquant la séquence de la collision ainsi que les facteurs contributifs.				
2S4	Identification de véhicules	**Responsabilités :** • Procéder à l'identification et à l'authentification de véhicules • Réaliser des inspections à la demande de la SAAQ pour les : a) Véhicules artisanaux b) Clônes c) Véhicules ou les composantes reconstruites • Procéder à l'identification des VGA à la suite	Les véhicules saisis sont conduits au Centre d'expertise du Service. Les policiers effectuent les validations et l'analyse de l'identification des véhicules.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Garage équipé d'un élévateur et outils	○ Cours ENQ-1021 (identification de véhicule) dispensé par l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'une demande transmise par le propriétaire du véhicule • Procéder à l'identification d'un véhicule à la suite du remplacement de composantes majeures non identifiables par des • S'assurer de la légalité des remorques de plus de 900 kg • Collaborer au développement et au partage de nouvelles techniques d'identification					
2S5	Conception d'un portrait-robot par ordinateur	**Responsabilités :** • Rencontrer les victimes et les témoins ou analyser des photographies ou des images vidéo, afin de dégager le	À la demande d'un enquêteur et pour permettre de faire avancer l'enquête, l'agent de la Section de l'identification judiciaire rencontre un témoin oculaire pouvant décrire le suspect. L'agent, à l'aide d'un logiciel informatique et des indications	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire	✓ Un ordinateur avec le logiciel E-FIT		Au Service, 1 policier au grade d'agent est formé à l'interne sur l'utilisation du logiciel E-FIT pour la réalisation de portrait-robot.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		plus objectivement possible les caractéristiques physiques des auteurs des crimes • Réaliser des portraits robots au moyen d'un logiciel afin de permettre l'identification de personnes recherchées et de faire progresser les dossiers d'enquête	de la victime, reconfigure le visage du suspect.				
2S6	Production et mise en commun du renseignement criminel stratégique relatif à des personnes, des groupes ou des phénomènes touchant leur territoire	**Définitions :** • Renseignement criminel : Produit d'un processus de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information concernant des personnes, des événements, des organisations, des phénomènes et des activités mettant en danger ou susceptibles de mettre en danger	L'analyste stratégique rassemble et décortique les multiples informations qu'il obtient de diverses sources concernant les activités et les particularités des acteurs de divers milieux criminels. Il dégage le portrait caractéristique de la criminalité urbaine et aéroportuaire. Il suit l'évolution et la structure des bandes criminalisées, des terroristes ou de groupes perturbateurs de l'ordre public. Il identifie les sources de conflits, les regroupements délictuels,	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'analyse et du renseignement ➢ Section du renseignement spécialisé, Module liaison sécurité	✓ Système automatisé de renseignement criminel (SARC)	○ Français écrit ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC) ○ Réussir la formation donnée par le Collège canadien de la police ○ Cours d'analyse tactique de	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'ordre et la sécurité publique dans un territoire donné. • Renseignement criminel stratégique : Outil de gestion qui vise à définir la nature, l'ampleur et le développement passé et prévisible du phénomène criminel. Aide le gestionnaire en matière de prévention et de répression de la criminalité et dans l'allocation et l'organisation conséquente des ressources.	les concentrations criminelles et anticipe également l'issue des tendances en matière de criminalité, de terrorisme ou de subversion.			renseignements du Collège canadien de la police o Cours d'animation	
	Niveau 3						
	Enquêtes						
3E1	Meurtre	**Définition :** • Action de tuer volontairement ou	Ce type d'événement relève initialement de la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe de la	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)**	✓ Poste de commandement mobile	o Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		non un être humain. **Responsabilités :** • Faire constater le décès • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Aviser le coroner • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Section des crimes majeurs est dépêchée sur les lieux. Activités des enquêteurs : • assurer le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à terme; • effectuer toute réquisition de ressources supplémentaires ou spécialisées.	➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire) ○ Cours Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	
3E2	Enlèvement avec risques pour la vie	**Définition :** <u>Enlèvement</u> : • Lorsqu'une personne est enlevée par la force ou par la ruse dans le but de la retenir contre son gré ou contre la volonté d'une personne qui en a légalement la garde et qu'il	Ce type d'événement relève initialement de la section des enquêtes régionales concernée. Activités des enquêteurs : • entreprendre et diriger des démarches d'enquêtes; • élaborer des stratégies d'enquête; • recueillir les informations et la preuve; • effectuer des recherches;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs * **Service de l'expertise en enquêtes criminelles**	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes	Demande la mobilisation de plusieurs ressources humaines et de sections du Service de l'expertise en enquêtes criminelles selon les besoins.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		pourrait y avoir un risque pour sa vie. **Responsabilités :** • Établir les circonstances de l'enlèvement • Obtenir toutes les coordonnées de la victime (description physique et psychologique, lien avec l'auteur, etc.) • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• effectuer le suivi et sécuriser toutes personnes concernées. Dans certains cas, la Section crimes majeurs chapeautera le déroulement de l'enquête et nécessitant le soutien et la participation de certaines sections du Service de l'expertise en enquêtes criminelles*			enfants (pas obligatoire) ○ Cours Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	
3E3	Extorsion	**Définition :** • Sans justification ou excuse raisonnable et avec l'intention d'obtenir quelque chose, par menaces, accusations ou violence, induire ou tenter d'induire une personne, que ce soit ou non la personne menacée	Ce type d'événement relève de la section des enquêtes régionales concernée, qu'il s'agisse d'enlèvement, de séquestration avec extorsion ou de demande de rançon. Activités des enquêteurs : • entreprendre et diriger démarches enquêtes; • élaborer stratégies d'enquête;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs ➢ Section du crime organisé		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>Section des crimes majeurs :</u> ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		ou accusée, ou celle contre qui la violence est exercée, à accomplir ou à faire accomplir quelque chose. **Responsabilités :** • Protéger et sécuriser les victimes • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	• recueillir informations et preuve; • effectuer recherches; • effectuer suivi et sécuriser toutes personnes concernées. Dans certains cas, la Section des crimes majeurs ou la Section du crime organisé chapeautera l'enquête.			crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants (pas obligatoire) ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ <u>DCO</u> : ○ Cours de filature ○ Cours sur le crime organisé	
3E4	Accident d'aéronef mortel	**Définition :** • Inclut tous les types d'aéronefs, y compris le parapente motorisé et les ultralégers. **Responsabilités :**	Événements se déroulant sur le territoire couvert par l'aéroport Montréal-Trudeau : • Exécution des plans d'intervention en collaboration avec les autorités aéroportuaires ainsi que Transport	**Divisions de la gendarmerie (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ PDQ **Division de la planification opérationnelle**			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Porter les secours requis et assurer un périmètre de sécurité • Faire constater les décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Exécuter une enquête policière afin d'établir les circonstances des décès • Collaborer avec les enquêteurs de Transport Canada Faire rapport au coroner et participer à son enquête, s'il y a lieu	Canada et les autres partenaires. Événements se déroulant à l'extérieur du territoire couvert par l'aéroport Montréal-Trudeau : • Déplacement des patrouilleurs sur les lieux de l'événement. • Assurer la sécurité de la scène et des occupants. • Valider ou invalider la présence d'éléments de preuve criminels. • Communiquer, par l'entremise de l'agent du CCTI, avec la Section de l'antiterrorisme et des mesures d'urgence (SAMU) qui assurera son rôle de commandement (événement criminel) ou de soutien (événement accidentel). • Collaborer avec des partenaires externes (ex. : bureau du coroner, bureau de la sécurité des transports (BST), Transport Canada, etc.).	➢ Section de l'Antiterrorisme et mesures d'urgence ➢ Section du service d'ordre **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
			• * Certaines situations nécessiteront la participation de diverses sections. * Les modalités entourant la façon dont l'activité est rendue seront redéfinies suite à la fermeture de l'unité aéroportuaire le 31 décembre 2024.				
3E5	Produits de la criminalité	**Définition :** • Biens, bénéfices ou avantages qui sont obtenus ou qui proviennent, au Canada ou à l'extérieur du Canada, directement ou indirectement : ➢ soit de la perpétration d'une infraction désignée; ➢ soit d'un acte ou d'une omission qui, au Canada, aurait constitué une infraction désignée.	La Section ACCES et produits de la criminalité est composée d'une équipe mixte dont la mission se décline en deux volets. Le premier : • Repérer, saisir et bloquer les profits illicites qui proviennent d'activités criminelles. • S'attaquer au blanchiment d'argent. • Identifier les nouvelles méthodes utilisées par les organisations criminelles pour effectuer le blanchiment d'argent. Le second : • Soutenir les autres unités du SPVM en matière de saisie de biens	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section ACCES et produits de la criminalité	✓ *Currency Reading and Tracing System* (CRATS) : ordinateur, numériseur et écran; Supertext logiciels et serveur, appareil infrarouge *Forward Looking Infrared* (FLIR), ordinateurs, portables, caméras, béliers ✓ Coffre-fort, machines à compter l'argent	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Inspecteur en bâtiment (thermographie). Formation donnée par *Forward Looking Infrared* FLIR ○ Entrevue filmée d'un suspect. Formation donnée à l'ÉNPQ.	*Voir remarque 2E12*

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		➢ Comprend le recyclage des produits de la criminalité et le blanchiment d'argent. **Responsabilités :** • Détecter les infractions et les personnes en infraction • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures • Saisir le bien	infractionnels et de produits de la criminalité. La section identifie également les nouvelles méthodes utilisées par les organisations criminelles pour effectuer du blanchiment d'argent.				
3E6	Production, trafic et possession de drogues illicites visant des fournisseurs de niveau supérieur	**Responsabilités :** • Détecter les infractions visant les points de vente, les vendeurs ainsi que leurs fournisseurs (réseaux de tout genre). Vise les organisations criminelles locales	Ce type de dossier est traité soit par la Section du crime organisé ou par la Section ACCES et produits de la criminalité. La section ACCES Cannabis a été mise sur pied afin de traiter les dossiers de trafic illégal de cannabis. Ces sections assurent la coordination des activités et le	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé ➢ Section ACCES et produits de la criminalité et ACCES Cannabis*	✓ *Currency Reading and Tracing System* (CRATS) : ordinateur, numériseur et écran; Supertext (logiciels et serveur), FLIR, ordinateurs, portables, caméras, béliers ✓ Coffre-fort, machines à compter l'argent	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	*Voir remarque 2 E12*

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		ou régionales qui fournissent les revendeurs. • Enquêter les laboratoires clandestins de drogues illicites. Inclut les laboratoires chimiques. • Saisir les substances illicites, les faire analyser, les remiser et les détruire • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	partage des informations au profit des autres sections. L'enquêteur au dossier : • effectue diverses techniques d'enquêtes; • recueille les éléments de preuves nécessaires pour élucider le crime.				
3E7	Gangstérisme pour les délits du niveau de service applicable	**Définitions :** • Inclut 3 types de crimes, soit : ➢ celui qui participe ou contribue à des activités qui aident une	Il s'agit d'enquêtes majeures concernant les activités illégales commises par les organisations criminalisées œuvrant sur le territoire desservi par le SPVM. Ce type de dossier est traité par la Section du crime organisé. Les enquêteurs sont appelés à :	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé	✓ Ordinateur, numériseur et écran; Supertext (logiciels et serveur), FLIR, ordinateurs, portables, caméras, béliers ✓ Équipement déplacement code B	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		organisation criminelle; ➢ celui qui participe à la perpétration d'actes criminels au profit d'une organisation criminelle; ➢ celui qui, faisant partie d'une organisation criminelle, donne l'ordre à une autre personne de participer à une infraction. • Fait référence aux articles 467.1 et suivants du Code criminel. **Responsabilités :** • Détecter les personnes en infraction • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de	• Participer activement à l'élaboration des stratégies à mettre en place dans le cadre d'enquêtes majeures. • Échanger et transmettre, avec les partenaires internes et externes, les informations qu'il possède au regard des dossiers à traiter. • Anticiper toute activité criminelle pouvant perturber la sécurité publique.		(laboratoires chimiques clandestins)	○ Équipement déploiement Niveau B (laboratoires chimiques clandestins) ○ Justification policière (C-24) ○ Cours sur le contrôle d'informateur ○ Éthique ○ Anglais intermédiaire	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		preuve et demander d'intenter des procédures					
3E8	Infraction criminelle commise par des organisations criminelles opérant sur une base interrégionale, en collaboration avec la SQ	**Définitions :** • Organisation criminelle : groupe, quel qu'en soit le mode d'organisation, composé d'au moins 3 personnes se trouvant au Canada ou à l'étranger, dont un des objets principaux ou une des activités principales est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs infractions graves (acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de 5 ans ou plus) qui, si elles étaient commises, pourraient lui procurer – ou procurer à une personne qui en fait	Il existe une étroite collaboration entre les différentes instances policières dans les domaines suivants : stupéfiants, terrorisme, armes à feu, gangs criminalisés, renseignements criminels.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Équipement déploiement Niveau B (laboratoires chimiques clandestins) ○ Justification policière (C-24) ○ Cours sur le contrôle d'informateur ○ Éthique ○ Anglais intermédiaire	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		partie – directement ou indirectement, un avantage matériel, notamment financier. • Opérant sur une base interrégionale : L'envergure de l'organisation fait en sorte que son action s'étend sur plusieurs régions. Par exemple, l'organisation dispose de plusieurs « filiales » situées dans d'autres régions du Québec (voir section « Notions générales »), du Canada ou du monde, à partir desquelles elle assume la gestion de l'organisation ou commet ou fait commettre des infractions.					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures • Établir le contact avec la SQ, afin de déterminer le niveau de collaboration					
3E9	Pornographie juvénile	**Définition :** • Produire, imprimer, publier, avoir en sa possession en vue de la publication, de la distribution ou de la vente, importer, distribuer, vendre, ou avoir en sa possession de la pornographie juvénile. **Responsabilités :** • Identifier le matériel pornographique • Identifier le suspect	Les enquêteurs sont appelés à : • effectuer et diriger les enquêtes; • recueillir les éléments de preuve; • colliger et déposer les dossiers d'accusation; • effectuer la fermeture des sites illicites; • assurer le suivi et le soutien auprès des victimes. * Tous les éléments de preuve numériques (ex. : ordinateurs) sont expertisés par la Section technologies en enquête	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section de l'exploitation sexuelle * **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section technologies en enquête	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs (pas obligatoire) ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants	* Membre du Comité « Stratégie nationale pour la protection des enfants contre l'exploitation sexuelle » ** Il est à noter qu'il existe un protocole pour le partage des informations avec des partenaires à travers le monde.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures				○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ	
3E10	Proxénétisme	**Définition :** • Amener quelqu'un à se prostituer ou en retirer une partie ou la totalité des bénéfices (art. 212 du Code criminel). **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures	Les enquêteurs de cette section sont appelés à : • effectuer et diriger les enquêtes; • recueillir les éléments de la preuve; • monter et déposer les dossiers d'accusation; • assurer le suivi et le soutien constant auprès des victimes; • effectuer un travail d'analyse afin de relier les événements entre eux.	**Escouade intégrée de lutte au proxénétisme (EILP)** **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section de l'exploitation sexuelle		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de moralité ○ Filature ○ Cours sur les notions de surveillance physique et dépisteur ○ Cours sur la Loi du système de justice pénale pour les adolescents	EILP dirigée par la Sûreté du Québec. Regroupement d'enquêteurs spécialisés des services de police de Montréal, Laval, Longueuil Québec, Gatineau, SQ et de la GRC. Mission : lutter contre les réseaux de proxénétisme et de traite de personne à des fins d'exploitation sexuelle qui opèrent au Québec sur une base interrégionale, interprovinciale et internationale.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
3E11	Maison de débauche	**Définitions :** • Maison de débauche : Local qui, selon le cas : a) est tenu ou occupé ; b) est fréquenté par une ou plusieurs personnes ; à des fins de prostitution ou pour la pratique d'actes d'indécence. • Tenir, habiter, se trouver sans excuse légitime ou permettre qu'un local soit employé aux fins d'une maison de débauche. • Mener, transporter ou offrir de mener ou de transporter une autre personne à une maison de débauche, ou diriger ou offrir de	Le Module de la moralité entreprend les démarches nécessaires pour élucider tout événement de nature criminelle dont l'objet concerne la moralité. Entre autres, il recueille les informations pertinentes lui permettant de bâtir la preuve nécessaire pour conclure adéquatement les problématiques soulevées.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé, Module de la moralité		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de moralité ○ Filature ○ Cours sur les notions de surveillance physique et dépisteur ○ Cours sur la loi sur le système de justice pénale pour les adolescents	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		diriger une autre personne vers une maison de débauche. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
3E12	Événement impliquant un corps de police, à la demande du ministre	**Définitions :** • Tout corps de police doit aviser le MSP dans l'heure qui suit lorsqu'un des événements suivants survient : ➢ Décès ou blessures graves laissant craindre pour la vie à l'occasion d'une intervention policière ou durant la détention. ➢ Blessures par balles	La responsabilité du dossier et sa prise en charge reviennent au Bureau des enquêtes indépendantes. Certaines sections spécialisées seront appelées à soutenir le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) lors de la tenue de ces enquêtes.	**BEI** * Collaboration de : **Services des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire **Section des enquêtes et du soutien organisationnel Sud** ➢ Module des enquêtes sur les collisions		○ Technique d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		survenues lors de l'utilisation d'une arme à feu à l'occasion d'une intervention policière. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et soumettre un rapport au procureur, le cas échéant • Informer le MSP des résultats de l'enquête					
3E13	Méfait ou vol concernant des données informatiques	**Définition :** • Intrusion, dans un système informatique, par une personne autorisée ou non, soit pour y voler des données, soit pour y	L'enquête est chapeautée par la section des enquêtes régionales concernée. La Section technologies en enquête vient en support aux enquêteurs afin d'effectuer les expertises nécessaires pour ce type de crime.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service de l'expertise en enquêtes criminelles**	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Anglais intermédiaire II ○ Technique d'enquêtes sur les crimes majeurs	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		endommager les données et rendre ce système partiellement ou complètement inopérant. **Responsabilités :** • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures		➢ Section technologies en enquête		○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de moralité ○ Cours COMPTIA et N + COMPTIA	
3E14	Vol, usage illégal ou possession d'explosifs sans excuse légitime	**Définitions :** • <u>Explosifs</u> : Tout objet, substance ou autre énumérés dans la Loi sur les explosifs (Canada) et ses règlements ou dans la Loi sur les explosifs (Québec) et le	Ce type d'événement relève initialement de la section des enquêtes régionales concernée. Par la suite selon la gravité de l'acte, le dossier peut être transféré à la Section des crimes majeurs ou à la Section du crime organisé. Activités des enquêteurs :	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>DCO</u>: ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		règlement d'application de la Loi sur les explosifs. • Engin explosif : Toute arme ou tout engin explosif ou incendiaire qui sont conçus pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en ont la capacité. • Objet suspect : Toute forme de colis, enveloppe ou autre objet douteux dont le contenu pourrait dissimuler notamment des explosifs. **Responsabilités :** • Réaliser notamment les enquêtes relatives aux appels à la bombe ou au colis	• effectuer et diriger les enquêtes; • demander l'assistance d'un technicien en explosif (GTI) pour l'analyse de la scène et du matériel (colis suspect, engin explosif); • recueillir les informations et les éléments de preuves; • colliger et déposer les dossiers d'accusation.	➢ Section du crime organisé **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention		Section des crimes majeurs : ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II GTI : ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		suspect qui s'avèrent être positifs, s'il s'agit d'un engin explosif non relié à un événement terroriste • Préserver la scène de crime et y prélever les éléments pertinents • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
3E15	Décès ou lésions corporelles menaçant la vie d'un enfant de moins de trois ans	**Définition :** • Toute enquête relative au décès ou aux lésions corporelles menaçant la vie d'un enfant de moins de 3 ans, survenus dans des circonstances obscures.	Ce type d'événement relève initialement de la Section des enquêtes régionales concernée. Dans les circonstances entourant le décès d'un enfant de moins de 6 ans, la Section des crimes majeurs chapeaute l'enquête. Activités de l'enquêteur : • se déplacer sur les lieux;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Technique d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le	*Voir projet des crimes majeurs (1 E29)*

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		Responsabilités : • Faire constater le décès • Protéger la scène • Aviser le coroner • Informer la famille du défunt • Procéder à l'enquête afin d'établir les circonstances du décès • Faire rapport au coroner et participer à son enquête s'il y a lieu • Transmettre le rapport approprié au pathologiste	• effectuer les démarches d'enquête nécessaires; • demander l'assistance d'un technicien d'identification judiciaire pour l'analyse de la scène; • informer et assister la famille, le cas échéant. Lorsqu'il y a décès, l'enquêteur de la section des enquêtes criminelles concernée avise en tout temps le bureau du coroner.	➢ Section des agressions sexuelles, Module abus physiques et décès d'enfants **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire		décès de jeunes enfants ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II	
	Mesures d'urgence						
3M1	Intervention impliquant une personne barricadée et armée sans coup de feu et sans otage	**Définition :** • <u>Personne barricadée</u> : Personne qui s'enferme dans un lieu et dont le comportement est	L'intervention initiale des patrouilleurs doit privilégier la négociation et la reddition de la personne barricadée, philosophie qui doit être maintenue tout au long de l'intervention. La prise en charge	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Équipement d'enregistrement audio numérique (valise-enregistreuse) ✓ Voir équipements GTI et SIS	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) <u>Crimes majeurs</u> : ○ Cours de filature	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 207

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		dangereux ou menaçant pour elle-même ou pour autrui. **Responsabilités :** • Valider l'événement • Circonscrire et isoler rapidement la situation de façon à limiter les blessures et les pertes de vie et éviter que la situation s'envenime • Établir un périmètre de sécurité et, au besoin, faire évacuer les personnes présentes • Élaborer des plans d'intervention et les mettre en application, le cas échéant	du volet enquête sera faite par la section des enquêtes régionales concernée afin de faire une première évaluation de l'ensemble des facteurs entourant l'intervention. Dans l'éventualité où une négociation doit s'amorcer, la prise en charge de l'événement se fera par la Section des crimes majeurs. Le soutien du Groupe tactique d'intervention sera généralement demandé pour ce type d'intervention, afin de se préparer à toute éventualité.	➢ Section du Groupe tactique d'intervention (GTI) **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Technique d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Le cours exigé par la loi 86 à l'ÉNPQ : Enquête sur les crimes à caractère sexuel, sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminels (SARC) GTI : ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	Services de soutien						
3S1	Filature	**Définition :** • Procédé de surveillance physique qui sert d'appui à l'enquête et vise à confirmer des faits ou des activités illicites. La filature permet également d'identifier des individus ou de localiser des endroits pertinents à l'enquête. **Responsabilité :** • Faire rapport à l'enquêteur désigné	La filature spécialisée doit être utilisé**e** lorsque le projet de surveillance nécessite l'utilisation de moyens d'enquête exclusifs à la Section technologie en enquête, afin d'optimiser la sécurité des personnes impliquées et le succès des opérations. Les autres unités du Service peuvent utiliser la filature auxiliaire pour combler des besoins opérationnels.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance	✓ Véhicules, équipements de communications, etc.	○ Cours filature ○ Cours filature auxiliaire ○ Appréciation par simulation (APS)	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 1 301
3S2	Extraction de banques de données informatiques	**Responsabilités :** • Extraire et analyser des données afin d'assister les différentes unités opérationnelles d'enquêtes en matière de perquisition	Le Module Cyberenquête en soutien à une unité d'enquête contribue aux activités suivantes : • l'extraction de données de tout support ou média informatiques; • l'analyse des données;	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section du renseignement spécialisé, Module cyberenquête	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Anglais intermédiaire II ○ Cours Scène de crime majeur ○ Cours crimes économiques ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de moralité	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		impliquant du matériel informatique ou électronique et la récupération de la preuve sur les différents supports • Conseiller et superviser les enquêteurs dans la rédaction de mandats de perquisition visant des ordinateurs ainsi que des systèmes et des supports informatiques ou électroniques • Perquisitionner les appareils qui ont servi à la perpétration de l'infraction • Extraire les données saisies (transfert des données sur un support de travail sécuritaire) • Analyser les données saisies	• témoignage expert à la cour.			○ Cours COMPTIA et N + COMPTIA	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		(recherche d'éléments de preuve en fonction de l'autorisation judiciaire) • Soumettre un rapport à l'enquêteur désigné • Faire les présentations nécessaires à la Cour					
3S3	Infiltration	**Définitions :** • Technique d'enquête spécialisée qui permet d'introduire un policier, en utilisant un subterfuge ou une supercherie, à une personne ou à l'intérieur d'un groupe de personnes qui s'adonnent à des activités criminelles, afin d'obtenir des renseignements probants, de la preuve directe, indirecte ou	L'agent d'infiltration utilise des techniques et des outils d'enquête singuliers et des scénarios d'interactions afin de s'immiscer adroitement dans divers milieux criminels. Il contribue aux activités suivantes : • contribuer à la cueillette d'informations et de preuves; • procéder à des transactions licites ou illicites; • agir comme agent couvreur à des fins de sécurité lors d'opérations policières. Le contrôleur-surveillance collabore auprès des agents	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance	✓ Véhicules, équipements de communications, etc. ✓ Local clandestin	○ Cours d'éthique de niveau universitaire ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours agents d'infiltration ÉNPQ	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 694

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		circonstancielle, soit par un achat, une vente ou des aveux afin d'identifier et de traduire devant les tribunaux les personnes ayant commis des infractions. • Cette activité : ➢ exclut les achats de boissons alcooliques et de produits du tabac faits par les policiers lors d'enquêtes portant sur le commerce illégal de ces 2 types de produits ➢ inclut ces achats s'ils sont faits dans un débit clandestin ou avec des personnes liées au crime organisé.	d'infiltration afin de les aider à s'immiscer dans les milieux criminels. Il contribue à ces activités : • analyse comptable complexe; • développement d'outils permettant de faciliter le travail des agents d'infiltration.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Comprend l'utilisation de rouleaux d'appât et de « reverse ». • Comprend l'infiltration informatique par Internet. **Responsabilités :** • Suivre les règles concernant la justification policière (C-24), telles qu'elles sont définies aux articles 25.1 à 25.4 du Code criminel • Lorsqu'il y a une opération d'infiltration relevant de sa compétence, le corps de police doit : • avoir la structure nécessaire, c'est-à-dire un coordonnateur, un agent couvreur et un agent d'infiltration formés;					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• gérer les identités fictives; • produire des procédures entourant la rigueur, l'éthique, la politique d'intervention et la sécurité; • coordonner des opérations ayant une ou des cibles et un objectif clairement identifiés; • assurer un suivi psychologique ponctuel.					
3S4	Analyse de déclaration pure	**Définition :** • Technique d'enquête visant à déterminer la véracité des dires d'une personne à partir de la déclaration écrite ou verbale qu'elle a faite. **Responsabilité :**	L'enquêteur spécialisé dans ce type d'activité procède à l'analyse des déclarations écrites : • évaluer la véracité des faits; • confirmer ou infirmer la version des témoins, victimes ou suspects lors d'un événement lié à la	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Technologies en enquête (polygraphie)		○ Anglais intermédiaire II ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect donné par l'ÉNPQ ○ Réussir la formation donnée par le Collège canadien de police	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Confirmer ou infirmer la version du témoin	présentation de la preuve.				
3S5	Équipe cynophile en matière de drogue, protection et pistage	**Définition :** • Équipe formée d'un maître-chien et de son chien qui effectue la recherche de personnes égarées, de criminels fugitifs, de pièces à conviction ou la détection de drogue.	Selon les besoins ponctuels des patrouilleurs et des unités spécialisées, une équipe cynophile peut être demandée sur les lieux d'un événement. Le maître guidera son chien lors : • d'opérations de détection; • d'interventions de protection; • de fouilles afin de localiser une personne ou un objet. Il possède les spécialisations pour la détection de stupéfiants, d'armes à feu et d'explosifs.	**Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Escouade canine	✓ Camionnettes banalisées adaptées pour le transport de chiens ✓ Équipements pour les chiens ✓ Camionnettes adaptées pour accueillir une poudrière convenant à l'entreposage sécuritaire des échantillons d'explosifs, pour la formation et le maintien des compétences	○ Formation de base de maître-chien généraliste et détection de stupéfiants ou d'explosifs	
3S6	Groupe d'intervention	**Définitions :** • Équipe devant circonscrire, isoler et contenir la source de danger, ou intervenir, le cas échéant, de façon à limiter les blessures et les pertes de vie lors d'une situation	L'agent d'intervention intervient à titre de patrouilleur sur le territoire des PDQ de leur région respective. Il peut être mobilisé de façon impromptue ou planifiée pour les activités suivantes : • la recherche de personnes disparues;	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées	✓ Équipement de base du patrouilleur ✓ Équipement de contrôle de foule : • Boucliers balistiques • Casque et plaque balistique • Armure de corps • Pr-24	○ Formation initiale groupe d'intervention (4 semaines) ○ Maintien de compétences annuel (12 jours) ○ Qualification annuelle des spécialités	Équipe spécialisée intervention outillée ESIO (désincarcération) Chien dangereux Préposé aux irritants chimiques (PIC)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		impliquant une personne barricadée et armée sans coup de feu et sans otage. • <u>Personne barricadée</u> : Personne qui s'enferme dans un lieu et dont le comportement est dangereux ou menaçant pour elle-même ou pour autrui	• la protection de scène de crime; • l'endiguement et l'intervention à risque faible et modéré (sauf exception); • le soutien aux PDQ pour la réponse aux appels prioritaires; • le contrôle de foule lors d'événements festifs ou des manifestations.		• Irritants chimiques (maintien et rétablissement de l'ordre) ✓ Armes de périmètre ✓ Arme d'impact à projectiles (AIIP) ✓ Armes à impulsions électriques (AIE) ✓ Capsicum MK-9 ✓ Bélier ✓ Blindé ✓ Véhicules		
3S7	Intervention à risque modéré	**Définitions :** • Intervention qui représente une possibilité de danger pour l'intégrité physique des policiers ou celle du public. Cela est déterminé par l'analyse et l'évaluation de la situation qui sont basées, entre autres, sur la formation, l'expérience, les	Le Groupe tactique d'intervention (GTI) soutient le commandant de scène pour l'évaluation du risque et le type d'intervention requise. Si l'analyse du risque dévoile un risque modéré, l'intervention sera effectuée par le Groupe tactique d'intervention si : • l'endroit est occupé par plusieurs personnes qui se livrent à des activités illicites et qui présentent un risque d'affrontement;	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Sections soutien et interventions spécialisées ➢ Section du Groupe tactique et d'intervention	*Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3* *Pour les* Sections support et interventions spécialisées*, voir les équipements à l'activité 3S6.*		Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 557 interventions à risque modéré (3S7) et à risque élevé (4S2)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		informations disponibles au moment de l'intervention et les considérations tactiques. • Possibilité : Caractère de ce qui peut se réaliser. **Responsabilités :** • Évaluer rigoureusement le risque en fonction des considérations • Respecter les droits des suspects lors d'une arrestation • Respecter les règles de saisie lors des perquisitions	• le sujet pourrait résister et possède les capacités de commettre une agression physique grave; • le sujet pourrait utiliser une arme; • le lieu est difficile d'accès ou d'approche; • l'intervention nécessite des équipements spécialisés propres au GTI. Si ces situations ne sont pas confirmées, l'activité peut être réalisée par une section intervention.				
3S8	Assurer le retour au Québec d'un individu ayant contrevenu à une décision ou à une ordonnance de la Commission	**Définitions :** • Prendre charge d'un individu pour le ramener au Québec lorsque celui-ci est arrêté dans une autre province et que le juge de paix devant qui il est	L'enquêteur se réfère aux critères établis en tenant compte des éléments particuliers et de la nature de l'ordonnance. Ses activités : • évaluer le risque; • planifier le transfert;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	d'examen des troubles mentaux	conduit rend une ordonnance demandant le retour de l'individu au Québec. • Évasion en contravention d'un ordonnance : Lorsqu'une personne s'évade d'une garde légale ou est en liberté sans excuse légitime. **Responsabilités :** • Inscrire au CRPQ les conditions transmises aux corps de police lorsqu'une personne est déclarée inapte à subir son procès ou non-criminellement responsable pour cause de troubles mentaux. Le tribunal ou la CETM peut rendre une décision de détention dans un hôpital ou de	• réquisitionner les ressources; • prendre en charge la personne à ramener.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		libération conditionnelle comprenant des modalités de libération. • Assurer le suivi des décisions ou des ordonnances sous la responsabilité du corps de police ou d'autres corps de police et ramener la personne à l'établissement concerné, lui remettre une citation ou une sommation ou la détenir pour comparution, selon le cas • Rendre les ordonnances ou les décisions disponibles à la personne qui doit les exécuter, et ce, en tout temps • Procéder à la recherche de l'individu concerné					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Alimenter au CRPQ la décision ou l'ordonnance ainsi que sa radiation lorsqu'elle est terminée					
	Niveau 4						
	Enquêtes						
4E1	Meurtre ou tentative de meurtre commis par des organisations criminelles opérant sur une base interrégionale, en collaboration avec la SQ	**Définitions :** • <u>Organisation criminelle :</u> Groupe, quel qu'en soit le mode d'organisation, composé d'au moins trois personnes se trouvant au Canada ou à l'étranger, dont un des objets principaux ou une des activités principales est de commettre ou de faciliter une ou plusieurs infractions graves (acte criminel	Ce type d'événement relève initialement de la Section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, une équipe de la Section des crimes majeurs est dépêchée sur les lieux. Dépendamment des circonstances et de la gravité des actes, les enquêteurs de la Section du crime organisé sont mis à contribution. • Activités des enquêteurs : assurer le suivi et la gestion de l'événement jusqu'à terme; • assurer le commandement de l'événement et toute réquisition de ressources	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales ➢ Section des enquêtes par projet **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs ➢ Section du crime organisé	✓ Matériel informatique, dispositifs électroniques et applications logicielles	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Techniques d'enquêtes sur les crimes majeurs ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II ○ Cours de filature <u>Division du crime organisé :</u> ○ Cours d'éthique de niveau universitaire	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		passible d'un emprisonnement maximal de 5 ans ou plus) qui, si elles étaient commises, pourraient lui procurer – ou procurer à une personne qui en fait partie – directement ou indirectement, un avantage matériel, notamment financier. • <u>Opérant sur une base interrégionale</u> : L'envergure de l'organisation fait en sorte que son action s'étend sur plusieurs régions. Par exemple, l'organisation dispose de plusieurs « filiales » situées dans d'autres régions du Québec (voir section « Notions générales »), du Canada ou du	supplémentaires ou spécialisées. (*Voir 3E1*)				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		monde, à partir desquelles elle assume la gestion de l'organisation ou commet ou fait commettre des infractions. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures • Établir le contact avec la SQ afin de déterminer le niveau de collaboration					
	Mesures d'urgence						
4M1	Contrôle de foule avec risque élevé d'agitation, de débordement et d'émeute, en partenariat avec la SQ	**Définition :** • Gestion policière d'un événement permettant de croire que l'ordre social va être perturbé avec possibilité de	L'approche initiale demeure la même que pour une gestion de foule avec risque d'agitation. Selon la nature du renseignement disponible, le volet contrôle de foule est pris en charge par la Section du service d'ordre de la gendarmerie et des	*Voir l'activité 2M1*	✓ Casque et boucliers antiémeute ✓ Bâton Pr24 ✓ Gants et jambières protecteurs ✓ Centre de commandement et de	*Voir 3S6 pour la formation des G. I.* ○ Formation interne en commandement terrain d'opération	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 2 Toutefois, compte-tenu de la COP15, événement exceptionnel, la SQ est venue pendant 20 jours de suite en décembre 2022.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		débordement et d'émeute. **Responsabilités :** • S'assurer du maintien de la paix publique dans le respect des droits individuels et collectifs • Développer un plan d'opération qui prévoit notamment un service d'ordre, des phases d'intervention en fonction de l'attitude et des agissements de la foule et l'affectation d'un nombre suffisant de ressources auxquelles il est possible de recourir si l'évolution de la situation le nécessite	enquêtes qui fera appel à son équipe permanente ou à l'une des équipes des Services de la gendarmerie qualifiée.		traitement de l'information ✓ Centre de relève ✓ Camion flûte (porte-voix) ✓ Camion équipement (logistique) ✓ Drône ✓ Autres équipements spécialisés *Pour le groupe d'intervention, voir les équipements à l'activité 3S6*		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Respecter le protocole de partenariat					
4M2	Intervention impliquant une personne barricadée et armée avec coup de feu	**Définitions :** • Personne barricadée : Personne qui s'enferme dans un lieu et dont le comportement est dangereux ou menaçant pour elle-même ou pour autrui. **Responsabilités :** • Valider l'événement • Circonscrire et isoler rapidement la situation de façon à limiter les blessures et les pertes de vie et éviter que la situation s'envenime • Établir un périmètre de sécurité et, au	Les interventions à risque élevé sont effectuées par le Groupe tactique d'intervention. Les Sections intervention du Service de la gendarmerie concernées sont sollicitées dans les démarches d'endiguement. La Section des enquêtes criminelles concernée est responsable de l'enquête initiale avant l'arrivée de la Section des crimes majeurs. Dans l'éventualité où une négociation doit avoir lieu, la Section des crimes majeurs y affecte son enquêteur négociateur.	*Voir l'activité 3M1*	*Pour le groupe d'intervention, voir les équipements à l'activité 3S6* *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3* ✓ Formation enquêteur négociateur	*Voir l'activité 3M1*	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 1

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		besoin, faire évacuer les personnes présentes • Élaborer des plans d'intervention et les mettre en application, le cas échéant					
	Services de soutien						
4S1	Surveillance électronique	**Responsabilités :** • Intercepter les communications privées ainsi que les téléavertisseurs et les enregistreurs de numéros • Écouter et analyser les conversations interceptées, produire des résumés • Effectuer les branchements et les débranchements	CETTE ACTIVITÉ SE DÉCLINE EN 4 SOUS-ACTIVITÉS : **<u>Surveillance électronique :</u>** L'agent de surveillance électronique a comme mandat de collaborer à la cueillette et à l'interprétation d'informations nécessaires à l'arrestation et à la mise en accusation de criminels. Pour ce faire, il intercepte et analyse différents types de communications à l'aide de dispositifs appropriés d'interception électronique.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance	✓ Équipement électronique ✓ Système d'interceptions des communications ✓ Véhicules ✓ Local clandestin	○ Anglais intermédiaire II ○ Filature ○ Spécialité serrurier	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		de lignes d'écoute et installer des caméras cachées • Désactiver et contourner des systèmes d'alarme • Contourner des serrures et des systèmes de surveillance par caméra • Ouvrir des coffres-forts • Installer et suivre des GPS • Effectuer des entrées subreptices • Conseiller les enquêteurs dans la préparation et la rédaction des affidavits	**Conseillers aux autorisations judiciaires :** Le conseiller aux autorisations judiciaires réalise les activités suivantes : • s'assurer du respect des critères édictés au Code criminel en matière d'écoute électronique;- • assister les enquêteurs dans la rédaction des demandes d'autorisation d'écoute électronique ou de mandat vidéo; • collaborer avec les mandataires désignés; • assister l'affiant lors de la présentation de la demande d'autorisation devant le juge. **Soutien technique :** Le technicien soutien technique a comme mandats : • De concevoir, installer ou opérer différents dispositifs de surveillance électronique utilisés dans le cadre				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
			d'enquêtes visant la cueillette. • De développer un réseau efficace relié à sa spécialisation et collaborer en créant ou en entretenant des liens privilégiés avec les organismes responsables de l'application de la loi, tels la GRC, la SQ, le SCRS et divers partenaires publics ou privés. **<u>Surveillance physique :</u>** L'agent de surveillance physique a comme mission de soutenir les différentes unités du Service dans le cadre d'enquêtes : • en observant et filant, avec l'aide des autres membres de son équipe, un sujet à son insu lors de ses déplacements afin de découvrir ses activités et identifier les personnes que ce dernier rencontre; • en recueillant et colligeant des				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
			renseignements et éléments pouvant contribuer à la progression des enquêtes.				
4S2	Intervention à risque élevé	**Définition :** • Intervention qui représente une probabilité de danger pour l'intégrité physique des policiers et celle du public. Cela est déterminé par l'analyse et l'évaluation de la situation qui sont basées sur la formation, l'expérience, les informations disponibles au moment de l'intervention et les considérations tactiques. • Probabilité : Élément qui porte à croire que le danger pourrait se concrétiser.	Le Groupe tactique d'intervention est en soutien au commandant de scène et aux unités demanderesses de service pour l'évaluation du risque et le type d'intervention requise, tant pour les opérations planifiées que non planifié. Les interventions à risque élevé sont de la responsabilité du Groupe tactique d'intervention. Les informations disponibles indiquent que : • le sujet résistera au-delà d'une agression physique grave; • le sujet pourrait se servir d'une arme à feu ou de toute autre arme contre le policier; • l'intervention nécessite des techniques ou de l'équipement spécialisé propre au GTI; • la présence de CBRNe sur les lieux;	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	✓ Armes à feu de différents calibres ✓ Protections balistiques (véhicules blindés, plaques, veste pare-balles, boucliers, jambières, visières, etc.) ✓ Armes intermédiaires (oléorésine capsicum (OC), AIE et AIIP) ✓ Gaz irritants ✓ Robot éclaireur, caméra télescopique, équipements optiques et vision de nuit ✓ Équipements pour ouvrir une brèche (bréchage) ✓ Équipements d'opérations verticales ✓ Équipements et armes de tireurs d'élite ✓ Véhicule subreptice pour interventions à haut risque avec la filature	○ Cours de base « Membre d'un groupe d'intervention » (FOR-3003), sanctionné par l'ÉNPQ, mais diffusé par le SPVM, avec les ajouts pour GTI. Il s'agit de la dernière étape du processus de sélection. ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 557 interventions à risque modéré (3S7) et à risque élevé (4S2)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Exclut l'utilisation de techniques qui nécessitent des explosifs, qui sont de niveau 5 (techniciens en explosifs). **Responsabilités :** • Évaluer rigoureusement le risque en fonction des considérations de manière à intervenir de la façon la plus sécuritaire possible • Respecter les droits des suspects lors d'une arrestation • Respecter les règles de saisie lors des perquisitions	• la structure d'intervention Filet est activée.				
4S3	Groupe tactique d'intervention (GTI)	**Définitions :** • Équipe permanente formée, équipée et entraînée de façon continue afin d'être	Le GTI est une unité de soutien aux unités de gendarmerie et d'enquêtes lors d'opérations planifiées et non planifiées à risque modéré et élevé (perquisitions et arrestations,	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	✓ Armes de différents calibres ✓ Armes à impulsions électriques ✓ Gaz irritants et masques à gaz	○ Cours de base «Membre d'un groupe d'intervention» (FOR-3003), sanctionné par	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		en mesure d'intervenir lors de situations comportant un haut niveau de risque. **Responsabilités :** • La mission première de ce groupe est d'intervenir lors de prise d'otage (niv. 5) ou de situation impliquant une personne barricadée et armée avec coup de feu (niv. 4). • Sa mission secondaire est d'intervenir lors d'une opération policière à risque élevé avec ou sans incidence criminelle, en soutien aux différentes unités opérationnelles. • Analyser et réviser les méthodes de travail afin que la	personnes barricadées ou en situation de crise, prises d'otages, incidents terroristes, etc.). Ce groupe spécialisé maintient et déploie les capacités opérationnelles suivantes : interventions armées à risques modéré et élevé, groupe d'assaut spécialisé (sauvetage d'otages, assauts tubulaires, etc.), tireurs d'élite, bréchage, opérations verticales, protection rapprochée, techniciens en explosifs, entrées forcées aux explosifs, CBRNe, plongée de recherche et récupération, patrouille GTI et module formation et contrôle de la qualité (MFCQ).		✓ Équipements spécialisés tels que : ▪ Night vision ▪ Casques et boucliers balistiques ▪ Outils d'ouverture de portes ▪ Béliers ▪ Mégaphone ▪ Protecteurs auditifs ▪ Téléphone satellite ▪ Équipements d'escalade et accessoires	l'ÉNPQ, mais diffusé par le SPVM avec les ajouts pour GTI. Il s'agit de la dernière étape du processus de sélection. ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		performance des policiers le composant soit constamment adaptée en fonction des meilleures pratiques					
	Niveau 5						
	Gendarmerie						
5G1	Sécurité nautique des plaisanciers circulant sur le fleuve Saint-Laurent	**Définition :** • Fleuve Saint-Laurent : Décrit dans l'axe des Grands Lacs vers l'estuaire du golfe du Saint-Laurent en passant par la voie maritime (navigable par la marine marchande). Exclut les deux rivières ceinturant les îles de Montréal et de Laval. • Les lacs Saint-Louis et Saint-Pierre sont	Le Module nautique veille à l'application du Code criminel, de la Loi de la marine marchande et de ses règlements, de la Loi du ministère des Transports Canada et des règlements municipaux sur le fleuve Saint-Laurent. Les policiers du module effectuent des patrouilles, procèdent à des interceptions d'embarcations et effectuent des opérations de contrôle.	**Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Module nautique	*Voir 1G5*	*Voir 1G5*	Nombre d'opérations réalisées en 2022 pour tous les plans d'eau sous la responsabilité du SPVM (1G5) incluant le Fleuve Saint-Laurent (5G1) : • 1272 interceptions et inspections d'embarcation • 56 opérations nautiques planifiées incluant 8 OP alcool • 106 avertissements (AVNC) • 152 billets en vertu de la loi sur la marine marchande

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		considérés comme le fleuve pour ce qui est de la sécurité nautique. En ce qui concerne la sécurité lors de l'organisation d'activités par un corps de police municipal, il faut tenir compte des limites territoriales des municipalités. **Responsabilités :** • Effectuer des opérations de surveillance ciblées sur le fleuve Saint-Laurent • Appliquer la Loi sur la marine marchande et les règlements qui en découlent • Assurer une présence policière afin de prévenir et de réprimer la commission d'infractions reliées, entre					du Canada ont été donnés (LMMC)

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		autres, au Code criminel et aux règlements municipaux					
	Enquêtes						
5E1	Gestion d'événements terroristes	**Définition :** • Activités criminelles se déroulant au Québec, ou ayant des conséquences sur son territoire, et pouvant porter gravement atteinte à sa sécurité, soit à la préservation de l'intégrité des personnes, des biens, des services essentiels, de l'environnement et de l'État, dans le but de promouvoir une cause de nature politique, idéologique, religieuse ou sociale. Ces activités, préméditées et dirigées contre la société civile, visent	La section anti-terrorisme et mesures d'urgence (SAMU) • Enquêtes et démarches concernant toute réponse à un événement terroriste. * Plusieurs unités en soutien aux opérations peuvent être sollicitées notamment la Section du renseignement spécialisé qui évalue constamment l'évolution de la menace et par le fait même fournit à la SAMU des rapports d'analyse qui permettent au SPVM de planifier et mettre en place des stratégies d'intervention pour répondre efficacement à des événements à caractère terroriste.	**Division de la planification opérationnelle** ➢ Section de l'Antiterrorisme et des mesures d'urgence * **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section de l'identification judiciaire ➢ Section du renseignement spécialisé **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	*Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3* *Pour l'Identification judiciaire, voir les équipements à l'activité 2S1* ✓ Équipements CBRNe : SAMU : remorque avec équipements en réserve, SIS : Système d'accréditation	○ Anglais intermédiaire II ○ Cours d'éthique de niveau universitaire ○ Cours d'animation	Le SPVM fournit des ressources humaines à l'Équipe intégrée de la sécurité nationale (EISN), organe responsable des enquêtes ainsi qu'au groupe intégré du renseignement criminel (GIRC) tous deux sous l'égide de la GRC. Le SPVM est partenaire au sein de la structure de gestion policière contre le terrorisme (SGCPT), depuis 2004.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		généralement à exercer une contrainte par la peur et l'intimidation sur une population, une organisation ou un gouvernement, afin de provoquer un changement pour la cause défendue. **Responsabilité :** • Jouer son rôle en fonction du « Plan québécois de gestion contre le terrorisme », par la prévention des événements terroristes, la préparation des intervenants et la réponse aux événements terroristes					
5E2	Importation et exportation de drogues, en collaboration avec la SQ / GRC	**Définition :** • Importation et exportation de substances désignées par la Loi réglementant	Ce type d'enquête est chapeauté par la Section du crime organisé. Activités de l'enquêteur (en collaboration avec la Sûreté du	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé	✓ CRATS : ordinateur, numériseur et écran; ✓ Supertext (logiciels et serveur);	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		certaines drogues et autres substances. **Responsabilités :** • Détecter les organisations criminelles qui importent et exportent des drogues • Établir le contact avec la SQ pour déterminer le niveau de collaboration • Collaborer avec les organismes partenaires œuvrant aux aéroports, aux ports et aux postes douaniers • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures • Saisir les substances illicites,	Québec et les corps policiers environnants): • effectuer les recherches nécessaires pour élucider ces types de crime; • élaborer des stratégies d'enquête; • mener les opérations.		✓ FLIR, ordinateurs, portables, caméras, béliers ✓ Coffre-fort, machines à compter l'argent		

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		les faire analyser, les remiser et les détruire					
5E3	Trafic d'armes et d'explosifs	**Définitions :** • Fabriquer, céder, même sans contrepartie, ou offrir de fabriquer ou de céder une arme à feu ou des explosifs, une arme prohibée, une arme à autorisation restreinte, un dispositif prohibé, des munitions ou munitions prohibées sachant que ce n'est pas autorisé en vertu de la Loi sur les armes à feu, de la Loi sur les explosifs, de tout autre loi fédérale ou de leurs règlements (art. 99 du Code criminel). • Comprend l'importation et l'exportation non autorisée d'armes	En temps normal, l'enquête initiale se fait par la section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, la responsabilité du dossier est assumée par la Section des crimes majeurs. L'enquêteur est appelé à : (en étroite collaboration avec les partenaires internes ainsi qu'avec les autres corps policiers au besoin.) : • recueillir les informations et la preuve nécessaire pour conclure son enquête; • monter et déposer le dossier d'accusations. * Au besoin, il demande l'assistance d'un technicien d'identification judiciaire pour l'analyse de la scène.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs **Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention **Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ * Section de l'identification judiciaire	✓ Équipement de surveillance *Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements aux activités 4S3 et 5S2*	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature GTI : ○ Cours de filature ○ Cours de plongée 1 et 2 Section identification judiciaire (SIJ) : voir 2S1	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		(art. 103 et 104 du Code criminel). **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
5E4	Enlèvement lorsque la victime est emmenée à l'extérieur du Québec	**Définition :** • <u>Enlèvement</u> : Lorsqu'une personne est enlevée par la force ou par la ruse dans le but de la retenir contre son gré ou contre la volonté d'une personne qui en a légalement la garde. **Responsabilités :** • Établir les circonstances de l'enlèvement et obtenir toutes les coordonnées de la victime (description physique et psychologique, le	L'enquête initiale se fait par la section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, la responsabilité du dossier est assumée par la Section des crimes majeurs. L'enquêteur est appelé à : • recueillir les informations et la preuve nécessaire pour conclure son enquête; • monter et déposer le dossier d'accusations.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes majeurs		○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours sur la loi du système de justice pénale pour les adolescents ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Anglais intermédiaire II	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		lien avec l'auteur, etc.) • Faire la liaison avec Interpol et avec les Services nationaux des enfants disparus de la GRC si nécessaire (victime emmenée à l'extérieur du Canada) • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
5E5	Gageure et *bookmaking*	**Définition :** • Enquête relative à la gageure et au bookmaking, tels qu'ils sont définis à l'art 202 (1) du Code criminel. **Responsabilités :** • Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander	Les enquêtes sont entreprises essentiellement à la suite de plaintes de citoyens. L'enquête initiale est commencée par la section des enquêtes régionales concernée. Par la suite, la responsabilité du dossier est assumée par la Section du crime organisé. L'enquêteur est appelé à : • diriger et mener l'enquête; • recueillir les informations et éléments de preuve;	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé		○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature ○ Cours de moralité ○ Cours sur les notions de surveillance physique et dépisteur	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		d'intenter des procédures	• monter et déposer le dossier d'accusations.				
5E6	Infraction criminelle commise par un réseau opérant sur une base interrégionale	**Définitions :** • Réseau criminel : Activités criminelles interdépendantes organisées en système et dirigées par des individus ou des groupes d'individus qui y imposent leurs règles par la force, dans le but de faire des profits ou d'obtenir des bénéfices. • Éléments essentiels pour établir le réseau : ➢ identification d'un organigramme avec suspects; ➢ détermination du *modus operandi*;	Une unité d'enquête est mandatée pour effectuer les enquêtes de crime en réseau. Elle collabore avec les services policiers impliqués lorsque les dossiers le requièrent. L'échange d'informations avec les différents partenaires interrégionaux est primordial afin de suivre l'activité criminelle du réseau et permet d'effectuer une analyse adéquate des acteurs criminogènes en fonction.	**Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)** ➢ Section des enquêtes régionales **Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section du crime organisé		Section du crime organisé: ○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		➢ corroboration des faits; ➢ établissement d'une série. • <u>Opérant sur une base interrégionale</u> : Les crimes ont été commis par le réseau sur le territoire de deux ou de plusieurs régions du Québec (voir section « Notions générales » pour la définition de région). ou Le crime ou les crimes ont été commis dans une seule région du Québec, mais le renseignement fait ressortir que des subdivisions du réseau opèrent dans d'autres régions du Québec. **Responsabilités :** • Le corps de police qui a commencé					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'enquête cumule les éléments nécessaires à l'identification du réseau. • Produire des analyses tactiques • Procéder à l'enquête • Demander d'intenter des procédures, lorsque requis					
5E7	Corruption de fonctionnaires judiciaires ou municipaux	**Définition :** • Tout crime de corruption commis par un fonctionnaire judiciaire ou municipal, tel qu'il est prévu aux articles 118 à 125 du Code criminel. Les définitions de fonctionnaire et de gouvernement prévues à l'article 118 du Code criminel sont élargies pour y	Cette activité est désormais de la responsabilité de l'unité permanente anticorruption (UPAC)				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		inclure les municipalités. **Responsabilités :** Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
5E8	Fraude commerciale et immobilière commise par une personne ou une entité visée par la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes et ses règlements d'application	**Définition :** Fraude impliquant commerces, entreprises ou autres entités légales, commises dans le cours du commerce ou fraude commise lors de transactions immobilières (terrains, immeubles ou autres biens immobiliers), et qui n'est pas de nature interrégionale ou reliée au crime organisé, dont le principal suspect est une personne ou une entité visée par la Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des	Le(s) plaignant(s) appelle(nt) ou se présente(nt) directement au bureau de la Section des crimes économiques. Activités de l'enquêteur : • prendre connaissance de la plainte; • évaluer le dossier (valider informations); • enquêter et amasser la preuve; • collaborer avec des partenaires internes et externes; • préparer et déposer le dossier d'accusation.	**Service des enquêtes spécialisées** ➢ Section des crimes économiques ➢ Section ACCES et des produits de la criminalité	✓ Traitement de la preuve avec la licence Adobe Pro	○ Programme de formation initiale en enquête (PFIE) ○ Cours crimes économiques	Enquête de longue durée; nécessitent parfois de gros déboursés pour expertises comptables.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		activités terroristes et ses règlements. **Responsabilités :** Procéder à l'enquête, cumuler les éléments de preuve et demander d'intenter des procédures					
	Mesures d'urgence						
5M1	Intervention héliportée	**Définition :** • Intervention exécutée au moyen d'un hélicoptère. Utilisée, par exemple, lors de la recherche de personnes perdues, pour la détection d'une personne en fuite ou lors de sauvetage **Responsabilités :** • Maîtriser les techniques liées aux divers types d'intervention :	Les demandes d'intervention aérienne sont acheminées à la Sûreté du Québec. Un policier du SPVM peut prendre place à bord de l'hélicoptère pour le suivi d'un événement. Ce dernier demeure en communication avec le centre de commandement et de traitement de l'information (CCTI) ou le commandant de scène, selon le cas. En cas de non-disponibilité du service pour des raisons opérationnelles ou exceptionnelles, la SQ verra à identifier une autre organisation pour suppléer au service d'intervention héliportée.	**Division de la planification opérationnelle** ➢ Section service d'ordre			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		➢ sauvetage; ➢ recherche; ➢ transport de troupes; ➢ etc.					
5M2	Contrôle de foule avec risque élevé d'agitation, de débordement et d'émeute	**Définition :** • Gestion policière d'un événement permettant de croire que l'ordre social va être perturbé avec possibilité de débordement et d'émeute. **Responsabilités :** • S'assurer du maintien de la paix publique dans le respect des droits individuels et collectifs • Développer un plan d'opération qui prévoit notamment un service d'ordre, des phases d'intervention en fonction de	Ce volet du contrôle de foule est pris en charge par la Section du service d'ordre et la direction du service d'ordre est sous l'autorité de son équipe permanente.	*Voir l'activité 4M1*	*Voir 4M1*		Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 26

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		l'attitude et des agissements de la foule et l'affectation d'un nombre suffisant de ressources auxquelles il est possible de recourir si l'évolution de la situation le nécessite					
5M3	Intervention lors d'une prise d'otage ou impliquant un tireur actif	**Définitions :** • Prise d'otage : Détention d'une personne contre son gré dans l'intention de contraindre un tiers à satisfaire aux exigences de son auteur. • Tireur actif : Individu armé dont les agissements constituent une menace constante (ne pouvant être confinée) pour la vie ou la sécurité de plusieurs personnes et qui	Les agents patrouilleurs et les agents des groupes d'intervention assurent la protection du périmètre externe. Le Service privilégie la négociation dans le but d'obtenir la reddition, toutefois, cela ne modifie en rien le devoir d'intervenir en cas de péril immédiat pour l'intégrité physique ou la vie. Le commandant de scène évalue la stratégie d'intervention et réquisitionne la présence du commandant Filet qui assume le commandement de l'opération. Si une intervention physique planifiée est requise, elle sera effectuée par le GTI.	*Voir l'activité 3M1*	*Voir l'activité 3M1*	*Voir l'activité 3M1*	Nombre d'opérations réalisées en 2022 : 0

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		peut obliger les policiers à utiliser des équipements ou des techniques d'intervention complexes pour isoler le danger, contrôler et rétablir la situation. **Responsabilités :** • Valider l'événement • Circonscrire et isoler rapidement la situation de façon à limiter les blessures et les pertes de vie et éviter que la situation s'envenime • Établir un périmètre de sécurité et, au besoin, faire évacuer les personnes présentes • Élaborer des plans d'intervention et les mettre en application, le cas échéant	La Section des enquêtes régionales concernée est responsable de l'enquête initiale avant l'arrivée de la Section des crimes majeurs. Dans l'éventualité où une négociation doit avoir lieu, la Section des crimes majeurs y affecte son enquêteur ayant la certification de négociateur.				

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
	Services de soutien						
5S1	Plongée sous-marine	**Définition :** • Recherche subaquatique afin de retrouver les objets ou les véhicules se rapportant à un crime ou localiser le corps de personnes lors de noyade. • Le soutien des plongeurs peut être utile, notamment dans les cas suivants : ➢ opération de sauvetage et de recherche; ➢ sécurisation de sites (surveillance de VIP); ➢ recherche d'objets liés à un dossier opérationnel; ➢ noyade;	Le service est rendu par le Groupe tactique d'intervention. Activité des agents plongeurs : • effectuer des ratissages en milieu aquatique; • rechercher et repêcher notamment des corps humains, pièces à conviction (arme à feu) ou véhicules.	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	✓ Équipements, habits humides et accessoires de plongée ✓ Stroboscope ✓ Système de communication ✓ Ordinateur de plongée ✓ Câble de communication ✓ Bouteille de sécurité (Bail-out) ✓ Courantomètre ✓ Cylindre 100P13 ✓ Oxygénothérapie ✓ Génératrice ✓ Sac de renflouage ✓ Détecteur de métal Garett ✓ Zodiac (Air solide) ✓ Camion de plongée	○ Cours de plongée 1 et 2 (avant mutation) ○ Pour devenir plongeur au sein du GTI, le policier déjà muté doit compléter les cours de Sauvetage et de Dive Master, ainsi que la formation interne sur les procédures de plongée de recherche et récupération du GTI.	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		➢ expertise à la suite d'un accident impliquant des plongeurs. **Responsabilité :** • Soumettre un rapport au demandeur					
5S2	Désamorçage et manipulation d'explosifs impliquant le recours aux techniciens d'explosifs	**Définitions :** • Explosifs : Tout objet, substance ou autre énumérés dans la Loi sur les explosifs (Canada) et ses règlements ou dans la Loi sur les explosifs (Québec) et le règlement d'application de la Loi sur les explosifs. • Objet suspect : Toute forme de colis, enveloppe ou autre objet douteux dont le contenu pourrait dissimuler	Ce service est rendu par le Groupe tactique d'intervention. Activité des techniciens en explosifs : • neutraliser un engin explosif; • récupérer des pièces ou des engins explosifs.	**Division des opérations spécialisées et tactiques** ➢ Section du Groupe tactique d'intervention	*Pour le Groupe tactique d'intervention, voir les équipements à l'activité 4S3 (plus autres équipements spécialisés)*	○ Pour devenir technicien en explosifs au sein du GTI, le policier déjà muté doit compléter le Cours de policier technicien des explosifs et radiographie du Collège canadien de police.	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		notamment des explosifs. • Engin explosif : Toute arme ou tout engin explosif ou incendiaire qui sont conçus pour provoquer la mort, des dommages corporels graves ou d'importants dégâts matériels, ou qui en ont la capacité. **Responsabilités :** • Procéder à l'enlèvement et à la neutralisation d'objets suspects, d'explosifs ou d'engins explosifs abandonnés, avariés ou constituant un danger pour les personnes et les biens • Sécuriser la scène de crime après l'explosion et participer à la					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		reconstitution des engins utilisés					
5S3	Infiltration des plus hautes sphères de la hiérarchie criminelle	**Définition :** • Technique d'enquête spécialisée qui permet d'introduire un policier, en utilisant un subterfuge ou une supercherie, à une personne ou à l'intérieur d'un groupe de personnes qui s'adonnent à des activités dans les plus hautes sphères de la hiérarchie criminelle, afin d'obtenir des renseignements probants, de la preuve directe, indirecte ou circonstancielle, soit par un achat, une vente ou des aveux afin d'identifier e tde	Les règles d'infiltration des organisations criminelles sont régies par des procédures en matière de soutien en enquête. Les agents d'infiltration relèvent de la Section surveillance et leur affectation est encadrée par une procédure spécifique. Activité des agents d'infiltration : • être disponible pour toute unité du SPVM; • effectuer infiltration dans divers milieux criminalisés; • recueillir éléments de preuve pour dossiers d'envergures. • faciliter diverses méthodes d'enquête.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance	✓ Un soutien technologique est offert aux agents d'infiltration en conformité aux normes de sécurité en vigueur	○ Cours sur le crime organisé ○ Cours d'éthique de niveau universitaire ○ Cours de filature	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		traduire devant les tribunaux les personnes ayant commis des infractions. **Responsabilités :** • Suivre les règles concernant la justification policière (C-24), telles qu'elles sont définies aux articles 25.1 à 25.4 du Code criminel • Lorsqu'il y a une opération d'infiltration relevant de sa compétence, le corps de police doit : ➢ avoir la structure nécessaire, c'est-à-dire un coordonnateur, un agent couvreur et un agent d'infiltration formés; ➢ gérer les identités fictives;					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		➢ produire des procédures entourant la rigueur, l'éthique, la politique d'intervention et la sécurité; ➢ coordonner des opérations ayant une ou des cibles et un objectif clairement identifiés; ➢ assurer un suivi psychologique ponctuel.					
5S4	Polygraphie et hypnose	**Définition :** • <u>Polygraphie</u> : Technique d'enquête qui requiert un appareil polygraphique dont au moins trois composantes peuvent enregistrer différentes réactions physiologiques du corps humain. Cette technique d'enquête vise à déterminer la véracité de la déclaration d'une	Relevant de la section de l'identification judiciaire, le polygraphiste assiste les enquêteurs, des différentes sections d'enquêtes afin d'obtenir soit des aveux de culpabilité ou tout élément de preuve. Activité du polygraphiste : • procéder aux tests polygraphiques; • effectuer des analyses de déclarations; • effectuer des séances d'hypnose.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section des technologies en enquête	✓ Équipement de technicien polygraphiste / Système de régie (vidéo)	○ Anglais avancé ○ Cours sur entrevue filmée d'un suspect de l'ÉNPQ ○ Cours de formation donné par le Collège canadien de la police	Le Service compte 2 polygraphistes, dont 1 formé en hypnose.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		personne. La personne visée doit satisfaire aux critères d'admissibilité requis. • Session d'hypnose : Entrevue effectuée par un hypno enquêteur avec une personne liée à un événement (seulement à titre de victime ou de témoin). **Responsabilités :** • Procéder à l'examen requis et produire un rapport écrit à l'enquêteur • Témoigner à la Cour, lorsque requis					
5S5	Équipe cynophile en matière d'explosifs, protection et pistage	**Définition :** • Équipe formée d'un maître-chien et de son chien qui effectue des opérations en matière de détection d'explosifs en	Relevant de l'Escouade canine, le maître-chien assiste les patrouilleurs, enquêteurs et les unités spécialisées. Activité des équipes cynophiles : • effectuer les fouilles en tout genre notamment à la recherche d'explosifs;	**Division des patrouilles spécialisées et de la sécurité routière** ➢ Section des patrouilles spécialisées, Escouade canine	*Pour l'Escouade canine, voir équipements à l'activité 3S5* Plus : ✓ Véhicule de formation (sprinter) adapté pour le transport de 4 chiens avec mini poudrière	○ Formation de base maître-chien généraliste et en détection d'explosifs	* Le SPVM est doté d'équipes cynophiles avec chiens entraînés pour le travail généraliste (dépistage, recherches extérieures, recherches en bâtiment et protection) avec spécialisation pour la détection d'explosifs.

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		coordination avec les techniciens en explosifs.	• participer aux opérations de protection de policiers;		pour entreposage et transport des explosifs nécessaires à l'entraînement des chiens (conforme aux normes de la loi provinciale sur les matières explosives)		
5S6	Renseignement de sécurité opérationnelle	**Définition :** • Enquête et collecte systématique d'informations en vue de produire du renseignement dont l'objectif est d'apporter un soutien aux unités opérationnelles pour la préservation de la paix sociale et de l'ordre public. **Responsabilités :** • Faire appel aux techniques de collectes spécifiques au renseignement de sécurité (ex. : développement de collaborateurs)	De concert avec les différents partenaires, la Section Analyse et renseignement effectue diverses activités. Activités des agents du renseignent : • recueillir les informations; • effectuer l'analyse et l'évaluation de ce qui sera diffusé; • colliger les rapports d'évaluation de menace, de situation ou de lecture d'environnement; • orienter les diverses unités dans leur planification; • coordonner les échanges entre les agences de renseignement et les unités opérationnelles.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section Analyse et renseignement	✓ Équipement informatique ✓ Équipement de surveillance	○ Français écrit ○ Cours sur le crime organisé ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC) ○ Cours Analyse tactique de renseignements du Collège canadien de police ○ Cours d'animation	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Assurer une collecte dirigée des sources ouvertes • Analyser les informations, produire le renseignement (évaluation de la menace, état de la situation, profil de sujet d'intérêt, communiqué de renseignement de sécurité, etc.) et le diffuser aux autorités compétentes • Faire du dépistage sécuritaire					
5S7	Évaluation et protection des collaborateurs de justice	**Définitions :** • Évaluation : Processus servant à établir la crédibilité du témoignage d'un collaborateur de justice et à en mesurer la pertinence, en fonction des éléments de preuve qu'il	La Section du renseignement spécialisé gère l'évaluation et la protection des collaborateurs de justice. Elle veille à la mise en place et au respect des procédures qui régissent les divers types d'interventions reliées aux ententes spécifiques visant l'intégrité du système de justice.	**Service de l'expertise enquêtes criminelles** ➢ Section surveillance ➢ Section du renseignement spécialisé		○ Cours sur le crime organisé ○ Cours sur le système automatisé de renseignement criminel (SARC)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		apporte et de sa nécessité pour l'établissement de la culpabilité du suspect, tout en considérant les obligations de protection qui en découleront. • Protection : Mesures particulières prises à l'égard de certains témoins pouvant vraisemblablement faire l'objet d'intimidation ou qui risquent d'être la cible de représailles, notamment de la part du crime organisé, et dont la sécurité peut sérieusement être mise en péril en raison du fait qu'ils ont collaboré avec les autorités. • Collaborateur de justice : Vise les					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		informateurs, les agents civils d'infiltration, les témoins repentis et les témoins spéciaux, de même que leurs proches et les membres de leurs familles qui risquent de voir leur vie ou leur sécurité mise en danger à la suite de la collaboration de l'un d'entre eux avec le système de justice à titre de témoin ou autrement. • Informateur ou indicateur : Personne, criminalisée ou non, qui transmet des renseignements à la police sur une base régulière ou ponctuelle, à titre gratuit ou contre rémunération.					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		• Agent civil d'infiltration ou agent source : Personne, criminalisée ou non, qui est prête, moyennant certains avantages, à agir comme agent d'infiltration pour fournir de l'information à la police ou pour lui permettre de recueillir des preuves de la commission de crimes. • Délateur ou témoin repenti : Individu qui a commis un crime, y a participé ou a fait partie d'un groupe à activités criminelles et qui, moyennant certains avantages, accepte de témoigner. • Témoin spécial : Personne qui, en raison du					

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		témoignage qu'elle accepte de rendre dans une cause criminelle, voit sa sécurité, sa vie ou celle de ses proches mises en danger. **Responsabilité :** • Respecter les procédures mises en place et appliquer les ententes qui en découlent					
5S8	Support aux interrogatoires vidéo	**Définition :** • Forme de « coaching » par des spécialistes du comportement. **Responsabilités :** • Assister les enquêteurs lors de la préparation du plan d'interrogatoire • Conseiller le choix de l'aménagement de la salle, le profil	Seuls les enquêteurs qui ont reçu la formation requise, dispensée par l'ÉNPQ, sont autorisés à utiliser les salles équipées d'un système audiovisuel permettant l'enregistrement des entrevues et des interrogatoires des suspects, victimes et/ou témoins de crimes graves, sérieux ou hostiles.	**Service des enquêtes spécialisées** **Divisions des enquêtes criminelles (Ouest, Sud, Nord et Est)**		Entrevue filmée d'un suspect (ÉNPQ)	

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		de l'interrogatoire, les stratégies à adopter (verbales, non verbales, analogies, etc.) • Rétroagir avec l'interrogateur lors de ses pauses • Informer l'interrogateur des informations possiblement mensongères (analyse de déclaration pure) du suspect • S'assurer que tous les points ont été couverts avant de terminer l'interrogatoire					
5S9	Utilisation d'agent civil d'infiltration	**Définition :** • Agent civil d'infiltration ou agent source : Personne, criminalisée ou non, qui est prête, moyennant certains avantages,	L'agent civil d'infiltration est employé par le SPVM et sous la responsabilité de la section d'enquêtes avec qui il a signé un contrat. Ce contrat doit également être entériné et signé par le MSP.	**Service de l'expertise en enquêtes criminelles** ➢ Section du renseignement spécialisé **Service des enquêtes spécialisées**			

No fiche MSP	Activité	Définition & Responsabilités	Façon dont l'activité est rendue	Ressources humaines affectées ou non	Ressources matérielles et équipements	Formation acquise ou à acquérir	Remarques
		à agir comme agent d'infiltration pour fournir de l'information à la police ou pour lui permettre de recueillir des preuves de la commission de crimes. **Responsabilité :** • Connaître et appliquer les règles régissant l'encadrement d'un agent civil d'infiltration					

9. ÉTABLISSEMENT D'UN ÉCHÉANCIER D'IMPLANTATION

Toute organisation policière doit être en continuelle adaptation face aux changements sociétaux auxquels elle est confrontée, et ce, afin de maintenir son offre de service. La nouvelle structure mise en œuvre par le SPVM, en octobre 2023, vise cet objectif. À ce remaniement structurel, s'ajoute les besoins de formation, notamment des enquêteurs. Le Programme de formation initiale en enquête est un cours offert uniquement par l'ENPQ qui s'adresse aux S/D et les AGT-ENQ. Il s'agit de la formation de base requise pour effectuer le travail d'enquête et doit être suivi à l'intérieur d'un délai de 30 mois suivant la nomination du policier-enquêteur. Actuellement, le SPVM se voit attribuer environ 9 places par groupe ce qui ne suffit pas pour former l'ensemble des policier en attente d'une place pour ce programme. Pour le début 2024, il restera 177 policiers à former.

En janvier 2023, un nouveau PFIE, d'une durée de 8 semaines, a été mis en place. Ce nouveau programme remplace l'ancienne mouture, d'une durée de 3 semaines, qui se terminera en décembre 2023. Le SPVM aura 7 policiers-enquêteurs qui seront formés dans le cadre de cette dernière formule et 9 policiers-enquêteurs ont participé à la première cohorte du nouveau programme.

En ce qui concerne les besoins de formation continue en enquête, ceux-ci varie selon l'unité d'appartenance du policier-enquêteur (agressions sexuelles, abus physique, crimes économiques, etc.). Annuellement, la Division de la formation et du développement institutionnel sollicite les différentes unités pour connaitre leurs besoins spécifiques et établir les priorités organisationnelles.

À l'automne 2023, la Division de la formation et du développement institutionnel a déployé la formation *Intégration à la fonction de sergent-détective*. Née du besoin de rendre les S/D nouveaux promus le plus autonomes possible dans leurs nouvelles fonctions sans toutefois recouper les notions qu'ils verront lors du programme de formation initiale en enquête policière de l'ÉNPQ, cette formation vise plusieurs objectifs :

- Rendre fonctionnel le S/D dans ses nouvelles tâches dans un contexte de métropole ;
- Soutenir l'intégration des nouveaux S/D dans la pratique ;
- Réduire les écarts de pratiques entre CO.

Cette formation d'une durée de 4 jours constitue la première étape d'un programme de formation complet s'adressant aux S/D nouveaux promus.

Pour atteindre son plein emploi, le SPVM a bénéficié d'une entente unissant la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique et prévoit déployer des efforts de recrutement additionnels, d'ici au 31 décembre 2024, afin d'augmenter de 225 ressources policières son effectif réel. L'équipe du recrutement a mis sur pied, dès 2023, une stratégie de recrutement afin de pourvoir les 225 postes d'agents supplémentaires. Celle-ci contient deux volets :

1) Plan de visibilité :
    - Kiosques, visites dans les cégeps et à l'ENPQ;
    - Mentorat;
    - Salon de l'emploi;
    - Initiative « Métier Policier ».

2) Plan de communication :
    - Slogan opération recrutement;
    - Collant sur les auto-patrouilles;
    - Présence dans les médias sociaux et à la radio;
    - Affiche publicitaire dans le métro;
    - Vidéo du Directeur Dagher faisant la promotion des avantages négociés dans la nouvelle CC;
    - Paiement des frais de scolarité de l'ENPQ.

10. ACRONYMES

ACCEF : Actions concertées contre les crimes économiques et financiers

ACCES : Actions concertées contre les économies souterraines

ADA : Appareil de détection approuvé

A.D.E. : Analyse de déclarations d'enquête

ADN : Acide désoxyribonucléique;

AFIS : *Automated fingerprint identification system*

AGT-ENQ : Agent enquêteur

AIE : Arme à impulsion électrique

AIIP : Armes intermédiaires d'impact à projectiles

AMBER : Alerte Médiatique But Enfant Recherché

APS : Appréciation par simulation

AQSR : Agents de quartier en sécurité routière

ARRÊT : Action – Répression – Résolution – Engagement – Terrain

ASFC : Agence des services frontaliers du Canada

BAC : Bureau d'appréciation des citoyens

BEI : Bureau des enquêtes indépendantes

BGCA : Bureau de la Grande Criminalité et des Affaires Spéciales

BLPC : Bureau de la lutte aux produits de la criminalité

BSC : Bureau du service aux citoyens

BST : Bureau de la sécurité des transports

BVÉ : Bureau de la vérification et de l'évaluation

CANAFE : Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

CAP : Constable auxiliaire permanent

CAVAC : Centre d'aide aux victimes d'actes criminels

CBRNe : Arme nucléaire, radiologique, bactériologique et chimique (c*hemical, biological, radiological, nuclear and explosive*)

CCA : Capacité de conduite affaiblie

CCP : Collège canadien de police

CCR : Code criminel

CCTI : Centre de commandement et de traitement de l'information

CDB : Convention sur la diversité biologique

CDP : Conférence des Parties

CIMT : Coordonnateur d'information à la menace terroriste

CIPC : Centre d'information de la police canadienne

CIUSSS : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux

CNESST : Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail

CompTIA : *Computing technology industry association*

CoSSUM : Comité stratégique en sécurité urbaine de Montréal

CP : Caméra portative

CRATS : *Currency Reading and Tracing System*

CRPQ : Centre de renseignements policiers du Québec

CSR : Code de la circulation routière

DACOR : Système de gestion des dossiers administratifs correctionnels

DIO : Direction des infrastructures et opérations

DPJ : Département de la protection de la jeunesse

DPSU : Division de la prévention et de la sécurité urbaine

DSO : Direction des services organisationnels

DUC : Déclaration uniforme de la criminalité

ECCR : Équipe de concertation communautaire et de rapprochement

ECHINOPS : Équipe – Communautaire – Hybride – Interventions – Novatrices – OSBL – Psychiatrie - SPVM

EDRE : Équipe dédiée aux disparitions, aux recherches de famille et aux enlèvements

EILP : Équipe intégrée de lutte au proxénétisme

EILTA : Équipe intégrée à la lutte contre le trafic d'armes

EILP-J : Équipe intégrée de lutte contre la pornographie juvénile

ELTA : Équipe dédiée à la lutte contre le trafic d'armes

ÉMAF : Équipe multisectorielle dédiée aux armes à feu

ÉMIC : Équipe métro d'intervention et de concertation

ÉMIE : Équipe multidisciplinaire d'intervention dans les écoles

EMMIS : Équipe mobile de médiation en intervention sociale

EMRII : Équipe mobile de référence et d'intervention en itinérance

ÉNPQ : École nationale de police du Québec

ENSALA : Équipe nationale de soutien à l'application de la loi sur les armes à feu

ESDS : Équipe de surveillance des délinquants sexuels

ESEI : Équipe contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet

ES-PROX : Équipe contre l'exploitation sexuelle – Proxénétisme

ESUP : Équipe de soutien aux urgences psychosociales

E=MC2 : Équipe multidisciplinaire de concertation communautaire

FLIR: *Forward Looking Infrared*

GRC : Gendarmerie royale du Canada

GTI : Groupe tactique d'intervention

IDP : Intégration des données policières

INM : Institut du Nouveau Monde

IPAM : Modèle d'intervention policière auprès des aînés maltraités

LEA : Laboratoire d'expertise audiovidéo

LERDS : Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels

LSJPA : Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

MAP : Module d'actions par projet

MESVC : Module des enquêtes spécialisées en violence conjugale

MF : Mode de fonctionnement

MFCQ : Module de formation et de contrôle de la qualité

MICH : Module des incidents et des crimes haineux

M-IRIS : Montréal - inscriptions et recherche de l'information sur la sécurité

MISE : Module d'intervention en soutien aux employés

MRO : Maintien et rétablissement de l'ordre

MSP : Ministère de Sécurité publique

MTQ : Ministère des Transports et de la Mobilité durable

OI : Organisation internationale

ONU : Organisation des Nations unies

PARA : Préposés à l'analyse et la répartition des appels

PDQ : Poste de quartier

PFIE : Programme de formation initiale en enquête

PIC : Processus d'intervention concerté

PIPDQ : Préposé à l'information policière de quartier

PTM : Poste de travail mobile

RACJ : Régie des alcools, des courses et des jeux

RCAFED : Registre canadien des armes à feu en direct

RIC : Réponse en intervention de crise

SAGA : Service administratif de la gestion des alarmes

SAMU : Section de l'antiterrorisme et des mesures d'urgence

SALVAC : Système d'analyse des liens entre les crimes de violence

SARC : Système automatisé de renseignement criminel

SCM : Section des crimes majeurs

S/D : Sergent-détective

SDS : Société de développement social

SVD-BS : *Small vessel basic safety*

SECI : Système d'émission des constats informatisés

SÉRAM : Système évolué de radiocommunications de l'agglomération de Montréal

SES : Service des enquêtes spécialisées

SGPI : Service de la gestion et de la planification immobilière

SIM : Service de sécurité incendie de Montréal

SIS : Soutien et interventions spécialisées

SMEAC : Plan d'opération (Situation – Mission – Exécution – Administration – Coordination)

SPVM : Service de police de la Ville de Montréal

SQ : Sûreté du Québec

SRCQ : Service de renseignement criminel du Québec

SRMTI : Service des ressources matérielles, technologiques et informationnelles

SRPI : Système de reconnaissance de plaques d'immatriculation

SSPO : Section de la sécurité et de la probité organisationnelle

STI : Service des technologies de l'information

STM : Société de transport de Montréal

SVC : Section de la violence conjugale

SVOP : *Small vessel operator profiency*

UPAC : Unité permanente anticorruption

UPC : Unité des produits de la criminalité

VTT : Véhicule tout terrain

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.01

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248168006

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant l'occupation temporaire du domaine public à des fins de réfection du pont Papineau-Leblanc dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

Il est recommandé:
d'adopter le règlement autorisant l'occupation temporaire du domaine public à des fins de réfection du pont Papineau-Leblanc dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation .

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-11-23 12:32

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248168006**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 ff) préserver la biodiversité et favoriser son accroissement dans les parcs et les espaces verts
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant l'occupation temporaire du domaine public à des fins de réfection du pont Papineau-Leblanc dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

CONTENU

CONTEXTE

Le pont Papineau-Leblanc, construit en 1969, est un pont autoroutier de l'autoroute 19 (A-19) traversant la rivière des Prairies et reliant le territoire de l'île de Montréal (arrondissement d'Ahunstic-Cartierville) à celui de la Ville de Laval. Ce pont doit faire l'objet d'une réfection à partir du printemps 2025. Dans le cadre de ce projet, le ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) demande à la Ville de Montréal d'autoriser l'occupation temporaire du domaine public, soit l'entrée et un chemin d'accès du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation, afin de permettre le passage de la machinerie et l'entreposage de matériaux et d'équipements.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Sans objet

DESCRIPTION

Pour deux ans environ, l'entrepreneur retenu par le MTMD pourra emprunter de manière périodique l'entrée et le chemin d'accès du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation et entreposer des matériaux et des équipements sur une partie des lots 1 745 090 et 1 741 785. La superficie visée par l'occupation temporaire du domaine public de la Ville est d'environ 2 000 mètres carrés.

Cette occupation temporaire aura un impact limité sur les usagers du parc-nature en raison de la faible superficie affectée et de la circulation limitée de la machinerie. Le MTMD confirme que la majorité de l'entreposage et des mouvements de machinerie nécessaires au projet auront lieu sur la rive nord du pont, alors que les opérations sur la rive sud seront

maintenues au minimum.

L'autorisation d'occuper une parties des lots 1 745 090 et 1 741 785, tel que représenté au plan de l'Annexe I - *Localisation du site* du projet de règlement, est conditionnelle à ce que le MTMD respecte les conditions contenues dans le projet de règlement d'occupation temporaire du domaine public. À ce titre, il est à noter que le MTMD devra :

- assumer l'entière responsabilité de tous les dommages pouvant résulter des travaux de réfection du pont, qu'il s'agisse de dommages aux personnes, aux biens publics ou privés;
- tenir la Ville indemne de tout dommage, de quelque nature que ce soit, de toute demande ou réclamation, de tout jugement, y compris les frais;
- protéger le site ainsi que les milieux naturels du parc-nature, conformément aux spécifications applicables prévues dans les devis 101, 185 et 189 joints au présent règlement à l'Annexe III;
- maintenir les accès au parc-nature, notamment l'accès au sentier sous le pont Papineau-Leblanc;
- remettre le parc-nature dans son état initial après les travaux conformément aux spécifications applicables.

JUSTIFICATION

Le MTMD doit obtenir une autorisation afin d'occuper temporairement le domaine public de la Ville de Montréal, soit une partie du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation. En conséquence, le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal doit fournir cette autorisation grâce à l'adoption d'un règlement d'occupation temporaire du domaine public.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'adoption du règlement d'occupation temporaire du domaine public et l'occupation par le MTMD n'entrainera pas de dépenses pour la Ville de Montréal.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 parce qu'il vise à autoriser les travaux de réfection du pont Papineau-Leblanc, une propriété de l'État québécois.
L'ensemble des mesures d'atténuation des impacts sur les milieux naturels a été intégré aux différents devis du projet du MTMD de manière à assurer une protection optimale de l'environnement, conformément au plan de développement durable de la collectivité montréalaise.

Avant le début des travaux, le MTMD devra installer des clôtures pour fermer l'accès au chantier et à la zone d'entreposage des matériaux. Pour la durée des travaux, un surveillant des travaux du MTMD sera présent sur le site du chantier pour s'assurer que les clauses environnementales des devis sont respectées. Dans le cadre de ce projet, aucun abattage d'arbre n'est autorisé.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans une autorisation de la part de la Ville de Montréal en janvier 2025, le MTMD ne pourra réaliser les étapes préalables au début des travaux prévus au printemps 2025.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le MTMD a la responsabilité de publier tout communiqué officiel s'appliquant aux présents

travaux (art. 28, devis 101).
Le MTMD confirme que le surveillant de chantier pourra ajouter une signalisation additionnelle aux abords du chantier dès le début des travaux, si besoin.

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement - Janvier 2025

- Début des travaux - printemps 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Geneviève GIRARD GAGNON)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Antoine LAMOUREUX
Conseiller en planification

Tél : 514 820-7097
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-24

Jérémie WATTERS
Chef de division

Tél : 514.872.6746
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE

directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2024-11-20

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248168006
Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Projet : Adopter le règlement autorisant l'occupation temporaire du domaine public à l'intérieur du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation à des fins de réfection du pont Papineau-Leblanc par le ministère des Transports et de la Mobilité durable jusqu'au 31 décembre 2027.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**X**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**X**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle


Occupation temporaire du domaine public à l'intérieur du parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
à des fins de réfection du pont Papineau-Leblanc par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
jusqu'au 31 décembre 2027
Zone de travaux
Accès par le sentier de parc
Parc-nature de l'Île-de-la-Visitation
pont Papineau-Leblanc
rue de l'Île-de-la-Visitation
rue du Pont
place Étienne-Brûlé
avenue Étienne-Brûlé
boulevard Gouin Est
rue du Pressoir
rue Marquette
rue Brousseau
rue D'Iberville
rue De Ponchéville
rue Borsmenu
autoroute 19
avenue Hamelin
rue De Saint-Firmin
avenue De Lorimier
rue André-Ouimet
rue des Prairies
rue Parthenais
boulevard Henri-Bourassa Est
avenue Bruchési
rue des Jésuites
rue Lamper
avenue Papineau
rue Séguin
rue Rancourt
rue André-Jobin
rue Sackville
avenue Vianney
0
100
200 m
JMap

ANNEXE III

EXTRAITS DES DEVIS DU MTMD RELATIFS AU PROJET DE RÉFECTION DU PONT PAPINEAU-LEBLANC

1. **Devis 101**
2. **Devis 155**
3. **Devis 185**
4. **Devis 189**

1. **Devis 101**

Unité administrative	Numéro de projet
Sous-ministériat aux territoires Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal Direction générale des projets Direction de la conception des projets de structure	154091400
	Numéro de dossier
	2503-25-0202
	Numéro de document
	101

Plans et devis d'ingénierie

Consortium Stantec | CIMA+

Objet des travaux

Réfection du pont Papineau-Leblanc (P-13968), situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval

Numéro de structure	Localisation					
	Route	Tronçon	Section	Municipalité	C.E.P.	M.R.C.
P-13968	19	02	020	Ville de Montréal (arrondissement Ahuntsic)	Maurice-Richard (340)	Hors MRC
P-13968	19	02	031	Ville de Laval	Laval-des-Rapides (454) Mille-Îles (482)	Hors MRC

Identification technique

Numéro du plan	Numéro de l'unité administrative
CH-2901-154-09-1400 PO-2024-1-13968 EL-2024-1-47210 SS-2024-1-097492 GC-2901-154-09-1400	1552512

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE	DESCRIPTION	PAGE
1.	Documents	4
2.	Définitions	5
3.	Documents à consulter	6
4.	Localisation des travaux	7
5.	Étendue des travaux	7
6.	Coordination	8
7.	Entrepreneur maître d'œuvre	8
7.1	Mode de paiement	9
8.	Matériaux	9
8.1	Livraison et prise de possession de matériaux	9
8.2	Matériaux fournis par le Ministère	9
8.3	Matériaux récupérés pour le Ministère	9
9.	Sécurité des usagers de l'autoroute, des bretelles, de la voie de desserte et des rues adjacentes	10
9.1	Mode de paiement	10
10.	Utilisation des aires de travail	10
11.	Accès au chantier pour les urgences	10
11.1	Mode de paiement	10
12.	Relevé vidéo et photo	10
12.1	Mode de paiement	11
13.	Ordonnancement	11
14.	Planification et suivi des travaux	11
14.1	L'échéancier initial (baseline) du projet	11
14.2	Suivi de l'échéancier	11
14.3	Planification hebdomadaire et quotidienne des travaux	11
15.	Organisation de chantier	12
15.1	Mobilisation, démobilisation et frais de chantier	12
15.2	Maintien de l'organisation de chantier	16
15.3	Répartition détaillée des prix	19
16.	Disponibilité d'un site de mise en réserve de matériaux	19
17.	Présence d'un représentant de l'entrepreneur	19
17.1	Mode de paiement	20
18.	Éclairage et alimentation électrique	20
18.1	Mode de paiement	20
19.	Réglementation municipale	20
20.	Autorisation d'entraver des voies de circulation de la Ville de Montréal et de la Ville de Laval sur son territoire	21
21.	Responsabilité civile	21
22.	Documents en format informatique	21
23.	Relevé d'arpentage et plans fournis par l'entrepreneur	21
23.1	Mode de paiement	22
24.	Piquets et repère d'arpentage	22
24.1	Mode de paiement	22
25.	Plans et devis pour soumission	22
26.	Éclairage à conserver ou à remplacer	22
26.1	Mode de paiement	22
27.	Gestion du bruit	22

27.1 Généralités 22
27.2 Mesures d'atténuation obligatoires 23
27.3 Mode de paiement 23

28. Communication 23

29. Protection des eaux navigables 24
29.1 Mode de paiement 24

30. Enlèvement des marques de peinture 24
30.1 Mode de paiement 25

31. Fourniture d'équipement motorisé 25
31.1 Déplacement de nacelle 25
31.2 Carburant 25
31.3 Mode de paiement 25

32. Services publics 25

33. Réseau électrique souterrain du Ministère 26
33.1 Mode de paiement 26

34. Plans d'atelier 26
34.1 Défaut par l'entrepreneur de fournir les plans d'atelier dans les délais prescrits ou en trop nombreuses versions 27

35. Plans « tel que construit » 27
35.1 Mode de paiement 27

36. Délais 27
36.1 Délai contractuel 27
36.2 Délai court – Phase préparatoire et phase 1 28
36.3 Délai court – Phase 2, phase 3 et phase 4 28
36.4 Défaut par l'entrepreneur de terminer dans les délais prescrits 28

37. Signature et date du devis 28

ANNEXE A - Répartition détaillée du prix de l'article « Mobilisation, démobilisation et frais de chantier » du bordereau 29

ANNEXE B - Répartition détaillée du prix de l'article « Maintien de l'organisation de chantier » du bordereau 30

ANNEXE C - Plan de localisation 31

ANNEXE D - Localisation du site de mise en réserve des matériaux et aire de travail – Rive Nord 32

ANNEXE E - Localisation du site de mise en réserve des matériaux et aire de travail – Rive Sud 33

1. DOCUMENTS

En plus du *Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières - Construction et réparation (CCDG), 2024*, les documents suivants font partie du présent contrat :

DOCUMENTS	DESCRIPTION	DATE
101	Clauses administratives (pages 101-1 à 101-33)	2024-09-26
110	Terrassement, structure de chaussée, et travaux connexes (pages 110-1 à 110-34)	2024-09-26
120	Enrobés bitumineux (pages 120-1 à 120-38)	2024-09-26
130	Ouvrages d'art (pages 130-1 à 130- 65)	2024-09-26
140	Éclairage routier (pages 140-1 à 140-22)	2024-09-26
150	Marquage de la chaussée (pages 150-1 à 150-12)	2024-09-26
151	Signalisation routière et supersignalisation (pages 151-1 à 151-23)	2024-09-26
155	Maintien de la circulation et signalisation temporaires (pages 155-1 à 155-73)	2024-09-26
185	Protection de l'environnement (pages 185-1 à 185-31)	2024-09-26
189	Gestion des sols et des matériaux (pages 189-1 à 189-14)	2024-09-26

BORDEREAUX	DESCRIPTION	DATE
200	Sommaire des bordereaux (pages 200-1 à 200-2)	2024-09-26
210	Terrassement, structure de chaussée, et travaux connexes (pages 210-1 à 210-2)	2024-09-26
220	Enrobés bitumineux (pages 220-1 à 220-2)	2024-09-26
230	Ouvrages d'art (pages 230-1 à 230-31)	2024-09-26
240	Éclairage routier (pages 240-1 à 240-4)	2024-09-26
250	Marquage de la chaussée (page 250-1)	2024-09-26
251	Signalisation routière et supersignalisation (pages 251-1 à 251-2)	2024-09-26

255	Maintien de la circulation et signalisation temporaire (pages 255-1 à 255-10)	2024-09-26
285	Protection de l'environnement (pages 285-1 à 285-2)	2024-09-26
289	Gestion des sols et des matériaux (pages 289-1 à 289-2)	2024-09-26

PLANS	DESCRIPTION	DATE
CH-2901-154-09-1400	Réfection du pont Papineau-Leblanc (P-13968), situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval Chaussée et drainage (feuillet 1 à feuillet 8)	2024-09-26
PO-2024-1-13968	Réfection du pont Papineau-Leblanc (P-13968), situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval Ouvrages d'art (feuillet 1 à feuillet 70)	2024-09-26
EL-2024-1-47210	Réfection du pont Papineau-Leblanc (P-13968), situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval Éclairage routier (feuillet 1 à feuillet 26)	2024-09-26
SS-2024-1-097492	Réfection du pont Papineau-Leblanc (P-13968), situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval Signalisation routière et supersignalisation (feuillet 1 à feuillet 10)	2024-09-26
GC-2901-154-09-1400	Réfection du pont Papineau-Leblanc (P-13968), situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval Maintien de la circulation (feuillet 1 à feuillet 9)	2024-09-26

2. DÉFINITIONS

En supplément des définitions de l'article 1.1 du CCDG, les définitions suivantes font partie intégrante du présent contrat :

Jour

Le mot « jour » employé dans ce document signifie « jour civil ».

Entrave

Toute action ou inaction de l'entrepreneur qui empêche l'usage de la chaussée.

Tout empiétement dans les voies empêchant la circulation automobile ou piétonnière sans autorisation.

Tout préjudice causé aux usagers de la route en limitant ou brimant leur droit de circuler sur les voies publiques.

Tout préjudice causé aux usagers de la route par le non-respect des règlements municipaux en vigueur sur le territoire des travaux.

Chaussée

Aux fins de compréhension de ce devis, l'entrepreneur prend note que le Ministère définit « chaussée » comme étant toutes les surfaces de roulement, les voies où circule un véhicule, soit les voies lentes et voies rapides, les biseaux de décélération et voie de décélération, les biseaux d'accélération et voie d'accélération, les voies de virage, les ouvertures dans les bandes centrales, la présence de stationnement, la voie centrale qui sert pour le virage à gauche pour les deux sens de circulation ainsi que les virages en « U » et les « X » pour les chemins de déviation.

Accotement

Par souci de compréhension de ce devis, l'entrepreneur prend note que le Ministère définit l'accotement comme mentionné dans le Lexique de la collection Normes – Ouvrages routiers.

Accotement – Conception routière

Partie de la plate-forme, aménagée entre la chaussée et le talus servant d'appui à la chaussée ainsi qu'aux arrêts d'urgence.

Note : en milieu urbain, l'accotement est la partie de la plate-forme aménagée entre la chaussée et la banquette, l'arrondi de talus ou un autre aménagement (dispositif de retenue, muret, etc.)

Accotement revêtu – Conception routière

Accotement sur lequel se prolonge le revêtement de la chaussée, séparé de celui-ci par des marques au sol.

Descriptif

Par souci de compréhension de ce devis, l'entrepreneur prend note que le Ministère décrit par ordre de route-tronçon-section-chaînage les travaux à exécuter. L'ordre d'exécution des travaux doit être fait afin de répondre aux exigences de qualités exigées.

3. DOCUMENTS À CONSULTER

Durant la période de soumission, l'entrepreneur doit prendre connaissance des documents suivants :

Documents principaux

- Plans d'origine de Gendron-Lefebvre intitulés PO-1970-1-13968_PO_TC, feuillets 1 à 74;
- Rapport d'échantillonnage de peinture.

Plans d'ateliers supplémentaires et plans de travaux antérieurs

- Plan d'ensemble historique des travaux antérieurs (1982 à 2020) PO-2021-10-13968, feuillet 1;
- Plans PO-1982-1-13968_PO_TC des travaux de remplacement de joint et d'allongement des drains, feuillets 1 à 5;
- Plans PO-2008-1-13968_PO_TC des travaux de remplacement des joints de tablier, feuillets 1 à 5;
- Plans PO-2010-1-13968_PO_TC des travaux de drains, portes, peinture et autres, feuillets 1 à 11;
- Plans PO-2020-1-13968_PO_TC des travaux de peinturage et de réparation, feuillets 1 à 7;
- Plans PO-2023-1-13968_(CO) des travaux de remplacement des haubans intérieurs, feuillets 1 à 30;

- Plans PO-2023-2-13968_(CO) des travaux de renforcement du hourdis inférieur, feuillets 1 à 24.

Autres études et documents

- Étude écologique
    - Avis documentant la mobilité du cours d'eau daté du 30 août 2022;
    - Rapport d'étude écologique daté du 23 mai 2023.

Ces documents sont disponibles sur un site FTP accessible par le logiciel FileZilla Client disponible gratuitement sur le web.

Une fois installée, ouvrir l'application FileZilla et compléter les champs en y inscrivant les informations suivantes :

Hôte :	ftp.transports.gouv.qc.ca
Identifiant :	ftp.transports.gouv.qc.ca|FPTS_2503-25-0202-R
Mot de passe :	Q2-gp6tnp4qd1d
Port :	990

Une fois la connexion établie, cliquer sur le dossier « Échange » situé en bas à droite pour accéder au dossier de projet nommé « FPTS_2503-25-0202 ».

L'entrepreneur doit prendre note que les fichiers disponibles pour consultation sur le site « FTP » font partie intégrante des documents pour soumission. Le Ministère ne garantit pas l'exactitude de l'information contenue dans les documents disponibles pour consultation décrits ci-haut et se dégage de toute responsabilité à cet égard. En ce qui concerne les plans « tels que construit », l'entrepreneur se doit de valider sur place les dimensions montrées sur ces documents.

4. LOCALISATION DES TRAVAUX

Les travaux visés par le présent contrat sont situés à Laval et Montréal (arrondissement Ahuntsic) faisant partie des circonscriptions électorales de Maurice-Richard, Laval-des-Rapides et Mille-Îles dans les régions administratives de Laval et Montréal.

La longueur approximative est de 0,5 km.

Un plan de localisation est joint à l'ANNEXE C.

5. ÉTENDUE DES TRAVAUX

Chaînage du Ministère (route/tronçon/section)	Ville et arrondissement	C.E.P.
00019/02/020	Ville de Montréal (arrondissement Ahuntsic)	340 – Maurice Richard
00019/02/031	Ville de Laval	454 – Laval-des-Rapides 482 – Mille-Îles

Les principaux travaux du présent contrat consistent en la réfection du pont Papineau-Leblanc. Les travaux couverts par le présent contrat sans pour autant s'y limiter sont :

a) Ouvrages d'art :

- Réparation des ouvrages en béton;
- Réparation du tablier orthotrope;
- Renforcement des bracons;
- Renforcement des raidisseurs du hourdis inférieur;
- Ajout de trous de drainage dans le hourdis inférieur;
- Étanchéisation de la bande médiane;

- Amélioration de la chambre des bielles;
- Ajout de portes d'accès aux chambres évidées des culées;
- Amélioration du drainage;
- Travaux connexes.

b) Revêtement de chaussée en enrobé sur le pont :

- Remplacement complet du revêtement en enrobé et de la membrane;
- Marquage de la chaussée.

c) Signalisation, éclairage et systèmes :

- Remplacement de deux structures de signalisation latérale;
- Maintien de l'éclairage;
- Remplacement de lampadaires;
- Remplacement de conduits, conducteur, boîtes et accessoires;
- Remise en conformité du point d'alimentation et de distribution électriques;
- Travaux connexes.

d) Aménagement paysager :

- Engazonnement;
- Chemin de gravier;
- Travaux connexes.

e) Éléments de sécurité :

- Remplacement des glissières et chasse-roues.

f) Mesures de mitigations, travaux préparatoires et maintien de la circulation :

- Construction des chemins de déviation et remise en état après la fin des travaux;
- Fermetures pour le maintien de la circulation.

g) Gestions des sols et des matériaux;

h) Protection de l'environnement.

6. COORDINATION

L'entrepreneur est tenu de collaborer en tout temps avec le Ministère afin d'assurer de façon optimale sur tout le territoire la mobilité des personnes et des marchandises.

7. ENTREPRENEUR MAÎTRE D'ŒUVRE

En plus des dispositions de l'article 6.5 du CCDG, l'entrepreneur doit tenir compte du fait qu'il y a d'autres entrepreneurs qui travaillent dans le secteur :

- Projet no.154150407, recouvrement de la chaussée de la voie de desserte de l'A-440, direction est, 2024-2025;
- Projet no.154100992, projet majeur de réfection et aménagement de l'A-15, chaussée et voies réservées;
- Projet no.154190981, recouvrement de la chaussée de l'A-15, dans les 2 directions, à Montréal, 2025-2027;
- Réhabilitation et réaménagement de la rue Pont-Viau, ville de Laval, 2024-2025.

Durant l'exécution des travaux du présent contrat, le ministère des Transports et de la Mobilité durable peut confier d'autres contrats à des entrepreneurs.

L'entrepreneur doit s'assurer que la progression de ses travaux se fasse en coordination avec les autres projets en ce qui concerne les accès aux sites, le respect de l'espace de travail qui lui est réservé, les équipements sur les sites, toutes les installations, le maintien de la circulation et la signalisation.

Des autorisations doivent être demandées si l'entrepreneur déborde de son aire de travail réservée.

7.1 MODE DE PAIEMENT

Les coûts reliés à cette coordination sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

8. MATÉRIAUX

8.1 LIVRAISON ET PRISE DE POSSESSION DE MATÉRIAUX

L'entrepreneur doit aviser par écrit et par téléphone, au moins 72 heures à l'avance, le responsable du Centre d'opération pour toute livraison ou prise de possession de matériaux. Pour ce faire, il doit remplir des formulaires indiquant le type de matériaux qu'il va chercher ou livrer. Les formulaires vierges sont transmis par le surveillant lorsque requis.

Si l'entrepreneur omet de suivre cette procédure, le surveillant retiendra le montant des matériaux et appliquera une retenue équivalente audit montant.

L'entrepreneur est responsable de maintenir en bon état tous les matériaux qu'il manipule, de la récupération au déchargement. Si le surveillant note que des matériaux ont été endommagés, l'entrepreneur doit assumer les frais de remplacement ou de réparation des matériaux.

8.2 MATÉRIAUX FOURNIS PAR LE MINISTÈRE

L'entrepreneur doit prendre note que les matériaux suivants sont fournis par le Ministère :

- Panneau de signalisation latérale 40896.

Les matériaux fournis par le Ministère sont situés à l'adresse suivante :

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Centre d'opération d'Anjou
9000, boulevard Louis-H.-La Fontaine
Anjou (Québec) H1J 2M7
Téléphone : 514 355-4582
Télécopieur : 514 873-7357

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi sauf les jours fériés
de 9 h 00 à 15 h 00

Le nom et les coordonnées de la personne-ressource seront communiqués lors de la première réunion de chantier.

8.3 MATÉRIAUX RÉCUPÉRÉS POUR LE MINISTÈRE

À moins d'indications contraires aux devis spéciaux, les panneaux et structures de signalisation usagés sont à récupérer et doivent être séparés en pièces, selon les directives du surveillant, et livrés à l'adresse suivante :

MINISTÈRE DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
Centre d'opération d'Anjou
9000, boulevard Louis-H.-La Fontaine
Anjou (Québec) H1J 2M7
Téléphone : 514 355-4582

Télécopieur : 514 873-7357

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi sauf les jours fériés
de 9 h à 15 h

Le nom et les coordonnées de la personne-ressource seront communiqués lors de la première réunion de chantier.

8.3.1 Mode de paiement

Les coûts de récupération et de livraison incluant les frais de chargement, de transport et de déchargement sont à la charge de l'entrepreneur qui doit en répartir les coûts dans les prix unitaires et globaux des bordereaux qui y sont spécifiques. L'entrepreneur doit fournir son équipement de chargement/déchargement lorsqu'il se présente au Centre d'opération d'Anjou.

9. SÉCURITÉ DES USAGERS DE L'AUTOROUTE, DES BRETELLES, DE LA VOIE DE DESSERTE ET DES RUES ADJACENTES

L'entrepreneur doit s'assurer que tous les usagers de la route (incluant le réseau municipal), ses ouvriers, les cyclistes et les piétons soient toujours en sécurité. Plusieurs cyclistes/piétons sont présents dans le parc de l'Ile-de-la-Visitation et doivent traverser le chantier pour accéder d'un côté à l'autre du parc.

Le devis 155 traite de la sécurité des usagers en lien avec le maintien de la circulation sur la route et dans le parc.

9.1 MODE DE PAIEMENT

Les modalités de paiement pour la sécurité des usagers sont traitées au devis 155.

10. UTILISATION DES AIRES DE TRAVAIL

Lorsqu'une aire de travail est délimitée et que les équipements sont mis en place pour débuter les travaux, l'entrepreneur doit user de diligence pour commencer les travaux et assurer une continuité dans l'exécution de ces travaux.

À la suite d'un avis écrit du surveillant indiquant que les travaux ne se font pas de façon continue dans son aire de travail, l'entrepreneur a 2 jours pour se mobiliser afin de débuter et/ou continuer les travaux. S'il n'obtempère pas à la demande du Ministère, ce dernier fait démanteler l'aire de travail aux frais de l'entrepreneur.

Les stipulations pour l'utilisation des aires de travail sur le réseau routier sont traitées au devis 155.

11. ACCÈS AU CHANTIER POUR LES URGENCES

L'entrepreneur doit s'assurer que les accès au chantier soient praticables en tout temps pour les services d'urgence, soit les policiers, les pompiers et les ambulanciers.

11.1 MODE DE PAIEMENT

Les coûts rattachés à ces travaux sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

12. RELEVÉ VIDÉO ET PHOTO

Avant le début des travaux, de concert avec le surveillant, l'entrepreneur doit faire un relevé vidéo et photo couvrant tous les éléments de l'ouvrage existant, du marquage existant, des zones affectées par les travaux et du chemin de

détour. Ce relevé doit également inclure un relevé de la petite signalisation (implantation, état de bien et état de conservation).

La localisation des photos du relevé photo doit être présentée sur une vue en plan de la zone de travaux. Une copie informatique des relevés et du plan de localisation des photos doit être remise au surveillant avant le début des travaux.

12.1 MODE DE PAIEMENT

Les coûts du relevé vidéo et photo sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

13. ORDONNANCEMENT

L'entrepreneur doit fournir avant le début des travaux et au plus tard au moment de la première réunion de chantier, un échéancier détaillé montrant l'ordonnancement des travaux avec les dates confirmées d'intervention des sous-traitants et des fournisseurs principaux.

L'échéancier doit identifier clairement les activités du chemin critique du projet, c'est-à-dire, les activités dont la durée a un impact direct sur l'échéancier global du projet.

14. PLANIFICATION ET SUIVI DES TRAVAUX

14.1 L'ÉCHÉANCIER INITIAL (BASELINE) DU PROJET

L'entrepreneur doit présenter un échéancier détaillé des activités sous forme d'un diagramme de Gantt produit par MS Project. L'échéancier doit être complet, logique et doit indiquer les liens entre les activités. Le cheminement critique doit apparaître sur l'échéancier. Cet échéancier doit être suffisamment détaillé pour comprendre la stratégie de réalisation de l'entrepreneur et respecter les dates indiquées dans les documents contractuels.

14.2 SUIVI DE L'ÉCHÉANCIER

À moins de changements importants dans la réalisation des travaux (méthode de travail de l'entrepreneur, conditions manifestement différentes, ajout d'activités, etc.), le suivi doit être fait à partir de l'échéancier initial du projet en affichant les variations entre les données prévues et les données réelles.

Cela implique qu'aucune mise à jour (modification) ne doit être faite dans le fichier initial de l'échéancier du projet, à moins de changements importants dans la réalisation des travaux acceptés par le surveillant. Les travaux supplémentaires, ayant un impact sur l'échéancier, doivent apparaître sur le suivi pour bien voir l'importance de ces travaux sur le cheminement critique. À ce suivi, l'entrepreneur doit aussi annexer les explications des retards accumulés par ouvrage et les mesures qu'il prévoit mettre en place pour respecter le délai contractuel. Ces explications seront discutées lors de la réunion de chantier.

Le fichier informatique du suivi du mois à venir doit être transmis au surveillant le lundi avant midi toutes les deux semaines.

14.3 PLANIFICATION HEBDOMADAIRE ET QUOTIDIENNE DES TRAVAUX

En plus de l'échéancier, l'entrepreneur doit, et ce de façon hebdomadaire, fournir un programme détaillé indiquant les activités pour 2 semaines, celles planifiées pour la semaine courante et celles prévues pour la semaine suivante. Ce suivi hebdomadaire doit être remis au surveillant tous les lundis avant 12 h.

L'entrepreneur présente par écrit au surveillant, une énumération de toutes les activités de chantier, par secteur et par quart de travail, qu'il planifie exécuter au cours de la journée ou de la fin de semaine suivante selon les délais du tableau ci-dessous :

Travaux effectués du :	Remis au surveillant avant :
mardi au vendredi	la veille à 16 h
samedi au lundi	le vendredi avant 12 h

Cette planification des travaux est nécessaire à l'organisation des activités journalières des différents participants (surveillant et laboratoire). Cependant, le surveillant se réserve le droit d'établir une procédure d'autorisation de travail par type de travaux tels que les coulées de béton, les travaux exigeant un mesurage immédiat conjoint ou un contrôle qualitatif ou d'élévation.

Pour tout défaut de remettre au surveillant l'échéancier initial du projet, le suivi et la planification hebdomadaire des travaux, il est déduit à l'entrepreneur à titre de retenue pour dommages et intérêts liquidés une somme de 500 $ par jour de retard.

Pour tout défaut de remettre au surveillant la planification quotidienne des travaux, il est déduit à l'entrepreneur à titre de retenue pour dommages et intérêts liquidés une somme de 200 $ par jour de retard.

Ces retenues s'appliquent également si le surveillant juge les documents incomplets ou non représentatifs de la situation existante ou non réaliste quant aux prévisions.

15. ORGANISATION DE CHANTIER

Les exigences et les spécifications présentées dans cet article remplacent celles présentées dans les articles 7.11 « Nettoyage et remise en état des lieux » 10.1 « Organisation de chantier » et 10.2 « Locaux de chantier » du Cahier des charges et devis généraux – Construction et réparation (CCDG).

15.1 MOBILISATION, DÉMOBILISATION ET FRAIS DE CHANTIER

L'expression « Mobilisation, démobilisation et frais de chantier » désigne l'ensemble des activités et des frais liés à la mobilisation et l'aménagement du chantier ainsi que l'ensemble des activités et des frais liés à la démobilisation du chantier, incluant sans s'y limiter :

- Les cautionnements et les assurances;
    - Le personnel et le matériel nécessaires à la planification, à la préparation, à l'encadrement ainsi qu'à la supervision;
    - La mobilisation du matériel, de la machinerie et des équipements;
    - L'aménagement de l'aire du chantier;
    - La mobilisation des locaux de chantier incluant les installations sanitaires;
    - Les branchements de services;
    - La construction et le démantèlement du ou des chemins d'accès;
    - La démobilisation, le nettoyage et la remise en état des lieux.

L'entrepreneur doit aménager le chantier de façon à installer tous les matériaux, le matériel, les locaux, les aires de stationnement, les ateliers, les dépendances et fournir tout le personnel nécessaire à l'exécution des travaux.

15.1.1 Cautionnements et assurances

L'entrepreneur doit assumer les frais liés à la garantie d'exécution, aux diverses assurances spécifiques au chantier, de même que ceux liés à la garantie des obligations de l'entrepreneur pour gages, matériaux et services.

Ces frais excluent les frais généraux de l'entreprise, qui doivent être répartis dans les prix unitaires et les prix globaux du bordereau, tels que spécifiés à l'article 8.2 « Prix unitaires ou globaux à forfait » du CCDG.

15.1.2 Planification, préparation, encadrement et supervision

L'entrepreneur doit fournir le personnel et le matériel nécessaires à l'encadrement et à la supervision de la mobilisation et la démobilisation du chantier. Il doit aussi assumer les frais associés à ces activités, soit, entre autres, les frais d'hébergement et de subsistance du personnel et les coûts de location du matériel et des équipements requis, s'il y a lieu.

Le personnel d'encadrement et de supervision inclut, sans s'y limiter, le surintendant, le chargé de projet et ses adjoints. Le matériel nécessaire inclut, sans s'y limiter, la camionnette et la radio de chantier.

Le temps affecté par ce personnel à la réalisation d'ouvrages spécifiques n'est pas inclus dans cette désignation ou ce poste de prix. Les coûts et les frais associés à leur réalisation doivent être inclus dans les prix unitaires ou globaux de ces ouvrages spécifiques.

15.1.3 Mobilisation du matériel, de la machinerie et des équipements

L'entrepreneur doit mobiliser le matériel, la machinerie, et les équipements nécessaires à :

- La mobilisation du chantier;
- Le fonctionnement du chantier;
- La réalisation des ouvrages temporaires requis pour l'opération du chantier;
- La démobilisation du chantier.

Cette mobilisation ne porte pas sur le matériel, la machinerie et l'équipement nécessaires à l'exécution des ouvrages faisant l'objet d'un article spécifique au bordereau, tel que prévu à l'article 8.2 « Prix unitaires ou globaux à forfait » du CCDG.

15.1.4 Aménagement de l'aire de chantier

L'entrepreneur doit réaliser l'aménagement de l'aire du chantier, incluant sans s'y limiter :

- Les aires d'entreposage;
- Les aires de stationnement;
- L'ensemble des ouvrages temporaires requis pour l'organisation de chantier.

Dans l'éventualité où un ou des chemins d'accès sont requis et qu'il n'y a pas d'article spécifique au bordereau pour cet ou ces ouvrages, l'entrepreneur doit présenter le coût de leur construction à l'item 007 « Construction et démantèlement du ou des chemins d'accès » du tableau « Répartition détaillée du prix de l'article « Mobilisation, démobilisation et frais de chantier » du bordereau » présenté à l'ANNEXE A.

15.1.5 Mobilisation des locaux de chantier

15.1.5.1 Locaux à l'usage de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit mobiliser et installer les locaux de chantier, le matériel, les équipements et les services tels que l'eau potable, les installations sanitaires, l'électricité, la téléphonie, la connexion Internet et le système antivol requis en support au fonctionnement de ses activités au chantier. Ces biens demeurent la propriété de l'entrepreneur.

Aucun local à l'usage de l'entrepreneur ne peut être installé dans le Parc de l'île de la Visitation.

15.1.5.2 Locaux à l'usage du Ministère et de ses représentants

Avant le début des travaux et pour toute leur durée, sauf pour une longue période de suspension des travaux s'il y a lieu, l'entrepreneur doit mettre à la disposition du surveillant les locaux, le matériel, les équipements et les services tels que l'eau potable, les installations sanitaires, l'électricité, la téléphonie, la connexion Internet et le système antivol.

Ces biens demeurent la propriété de l'entrepreneur. Ils doivent toutefois être réservés à l'usage exclusif du Ministère, du surveillant et de ses représentants.

Les locaux de chantier doivent être installés à un endroit accepté par le surveillant.

Les portes de ces locaux doivent être munies de serrures fonctionnelles et les clés doivent être remises au surveillant.

Les locaux, les équipements et le matériel doivent demeurer en place, à la disposition du surveillant, jusqu'à l'avis de réception sans réserve des travaux.

Aucun local ne peut être installé dans le parc de l'île de la Visitation.

15.1.5.2.1 Bureau du surveillant

L'article 10.2.2.1 du CCDG est annulé et remplacé par ce qui suit :

Deux bureaux doivent être mis à la disposition du surveillant.

Le premier bureau doit avoir une surface minimale du plancher de 50 m^2.

Le deuxième bureau doit être composé d'une salle de réunion assez grande pour accueillir 10 personnes.

La hauteur minimale du plafond est de 2,4 m et la surface des fenêtres de chacune des pièces ne doit pas être inférieure à 6,5 % de la surface de leur plancher. Le bureau du surveillant doit être isolé et pourvu d'un système de chauffage et de climatisation adéquat de façon à pouvoir y maintenir la température entre 19 °C et 24 °C. Il doit être muni d'un distributeur d'eau froide et d'eau chaude, y compris l'approvisionnement en eau potable, et d'un système d'éclairage électrique de 110-120 V comportant au moins 2 prises de courant protégées par des parasurtenseurs pour la protection de l'équipement électronique.

Le bureau du surveillant doit être meublé de 6 pupitres avec tiroirs, de 6 chaises de bureau, de 1 table à plans d'au moins 0,75 m de largeur sur 2,0 m de longueur et de 1 tabouret, de 1 support à plans ainsi que de 1 classeur à documents de format légal muni d'une serrure. 2 des 6 espaces de travail doivent être fermés par des cloisons sur toute la hauteur du bureau du surveillant. La salle de réunion doit être meublée de 1 table d'au moins 0,90 m de largeur sur 2,7 m de longueur avec 10 chaises. Le mobilier doit être fonctionnel et de type commercial.

Le bureau du surveillant doit être équipé de 1 photocopieur couleur utilisant des feuilles de papier individuelles, de format lettre, légal et 11x17, et de la papeterie nécessaire à son fonctionnement.

Un branchement Internet Wifi est requis, d'une vitesse de téléchargement stable et supérieure à 100 Mb/sec, et ce partout dans les locaux (bureau et salle de conférence).

1 toilette à l'usage exclusif du surveillant et de ses représentants doit être installée à proximité du bureau du surveillant. L'entrepreneur a la responsabilité de l'entretenir quotidiennement.

Tous ces équipements sont à l'usage exclusif du surveillant. Tous les équipements doivent être installés et être fonctionnels au moins 5 jours avant le début des travaux.

15.1.5.2.2 Laboratoire de chantier

L'article 10.2.2.2 du CCDG est annulé et remplacé par ce qui suit :

Les exigences relatives aux dimensions, à l'isolation, au chauffage, au téléphone, au stationnement, au mobilier et à la toilette sont les mêmes que celles relatives au bureau du surveillant, sous réserve des modifications suivantes :

- L'approvisionnement en électricité doit être de 110-120 V d'au moins 100 A et le local doit comporter au moins 4 prises de courant protégées par des parasurtenseurs pour la protection de l'équipement électronique;
- Le local doit être situé à proximité des travaux dans un endroit où il n'est pas soumis aux vibrations extérieures nuisibles au fonctionnement des appareils de laboratoire;
- le local doit être minimalement meublé de 1 pupitre avec tiroirs et de 2 chaises.

15.1.6 Branchement des services

L'entrepreneur doit réaliser le branchement des services requis pour le fonctionnement du chantier tels que l'eau potable, les installations sanitaires, l'électricité, la téléphonie, la connexion Internet, le système antivol, etc.

15.1.6.1 Défaut par l'entrepreneur de fournir des équipements

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de fournir, de chauffer et de brancher électriquement le bureau du surveillant implique une retenue permanente pour dommages et intérêts liquidés de 2 000 $ par jour de retard considérant qu'il doit être installé 5 jours avant le début des travaux.

Une retenue permanente pour dommages-intérêts liquidés de 500 $ par jour de retard est appliquée lors de la « non-fourniture » ou à la fourniture d'un équipement en mauvais état de fonctionnement. La retenue est applicable à partir de la 2^{e} journée de la date de l'avis du surveillant.

Une retenue permanente pour dommages-intérêts liquidés de 500 $ par jour par type de bureau est appliquée pour chaque jour où l'entretien et le nettoyage ne sont pas effectués à la satisfaction du surveillant. La retenue est applicable à partir de la 2^{e} journée de la date de l'avis du surveillant.

15.1.7 Construction et démantèlement du ou des chemins d'accès

L'entrepreneur doit construire et aménager le ou les chemins d'accès au site des travaux de sorte qu'ils soient carrossables et que leurs signalisations soient conformes aux exigences du *Tome V – Signalisation routière* de la collection Normes – Ouvrages routiers du Ministère.

À la fin des travaux, l'entrepreneur doit aussi procéder à son ou à leur démantèlement et à la remise en état des lieux.

15.1.8 Démobilisation, nettoyage et remise en état des lieux

La démobilisation de chantier comprend l'ensemble des activités et des tâches liées au démantèlement et au transport hors du site des travaux ou hors de la propriété publique ou privée touchée par les travaux de tout matériau, matériel ou équipement nécessaires à l'organisation du chantier dont l'énumération et la description sont présentées à l'article 15.1 « Mobilisation, démobilisation et frais de chantier».

La démobilisation de chantier inclut aussi les activités, les spécifications et les exigences liées au nettoyage du chantier et à la remise en état des lieux.

Lorsque les travaux sont terminés, l'entrepreneur doit notamment, mais sans s'y limiter :

- Enlever du site des travaux ou de la propriété publique ou privée touchée par ses travaux, son matériel, les matériaux inutilisés, les déchets, les rebuts, les cailloux, les pierrailles et les débris de bois, de souches ou de racines;
- Nettoyer les emplacements des matériaux et du matériel;
- Remettre en bon état les fossés et les cours d'eau obstrués;
- Réparer ou reconstruire les clôtures et autres ouvrages nécessaires qu'il a démolis ou endommagés et se défaire de tous les matériaux, et cela, de manière à ne pas déparer les abords des travaux et des ouvrages connexes.

L'entrepreneur doit aussi réparer tous les autres dommages et dégâts qu'il a causés sur le site des travaux, à la propriété publique ou privée touchée par les travaux, aux plans d'eau, aux sites de campement, de remisage du matériel, d'entreposage ou d'approvisionnement de matériaux, à l'environnement et au territoire forestier ou agricole.

S'il y a lieu, l'entrepreneur doit également procéder à la restauration du couvert forestier sur les terres forestières du domaine public.

15.1.9 Mode de paiement

L'ensemble des tâches requises et des coûts associés à la mobilisation, à la démobilisation et aux frais de chantier sont payés selon un prix global à l'article « Mobilisation, démobilisation et frais de chantier » du bordereau. Ce prix global soumis au bordereau doit être ventilé selon le tableau « Répartition détaillée du prix de l'article « Mobilisation, démobilisation et frais de chantier » du bordereau » présenté à l'ANNEXE A.

Le prix couvre, notamment la livraison des locaux de chantier incluant les installations sanitaires (si requis), les matériaux, l'équipement et la machinerie de soutien nécessaires à la mobilisation et à la démobilisation de chantier, les branchements des services publics et autres (tels que l'eau potable, les installations sanitaires, l'électricité, la téléphonie, la connexion Internet, le système antivol, etc.), la construction du ou des chemins d'accès (si requis) et l'aménagement de l'aire de chantier et des ouvrages temporaires nécessaires pour l'organisation du chantier.

Le prix couvre également le démantèlement et le transport hors site des éléments mobilisés, le nettoyage et la remise en état des lieux, les frais généraux de chantier et il inclut toute dépense incidente.

Cet article du bordereau est payé selon les modalités suivantes :

- 60 % du prix à la première estimation provisoire;
- 40 % du prix lors de l'estimation finale lorsque les travaux sont complétés à la satisfaction du Ministère.

15.2 MAINTIEN DE L'ORGANISATION DE CHANTIER

Le maintien de l'organisation de chantier désigne notamment les activités, les frais et les coûts récurrents pour :

- Le personnel et le matériel nécessaires à l'encadrement et à la supervision;
- Le personnel, le matériel, la machinerie et les équipements requis pour le fonctionnement et l'entretien du chantier;
- La zone d'aménagement nécessaire à l'organisation de chantier;
- Les locaux de chantier incluant les installations sanitaires;

- Les services requis;
- La mobilisation et démobilisation pour chaque phase de travaux et/ou à la fin de la saison;
- Les exigences en matière de santé et de sécurité du travail conformément aux règles spécifiées à l'article 15.2.7 « Santé et sécurité du travail ».

15.2.1 Personnel et matériel nécessaires à l'encadrement et à la supervision

L'entrepreneur doit fournir le personnel et le matériel nécessaires à l'encadrement et à la supervision du maintien de l'organisation de chantier. Il doit assumer les frais associés à ces activités, soit, entre autres, les frais d'hébergement et de subsistance du personnel et les coûts de location du matériel et des équipements requis, s'il y a lieu.

Le personnel d'encadrement et de supervision inclut, sans s'y limiter, le surintendant, le chargé de projet et ses adjoints.

Le matériel nécessaire inclut, sans s'y limiter, la camionnette et la radio de chantier.

Le temps affecté par ce personnel à la réalisation d'ouvrages spécifiques n'est pas inclus dans cette désignation ou ce poste de prix. Les coûts et les frais associés à leur réalisation doivent être inclus dans les prix unitaires ou les prix globaux de ces ouvrages spécifiques

15.2.2 Personnel, matériel, machinerie et équipements requis pour le fonctionnement et l'entretien du chantier

L'entrepreneur doit fournir pour toute la durée des travaux, le personnel, le matériel, la machinerie et les équipements requis pour le fonctionnement et l'entretien de l'aire de chantier, du ou des chemins d'accès et des ouvrages temporaires nécessaires au déroulement des activités du chantier (excluant la machinerie et l'équipement requis pour l'exécution d'ouvrages spécifiques prévus à l'article 8.2 « Prix unitaires ou globaux à forfait » du CCDG).

En ce qui concerne le nettoyage de la chaussée et des matériaux de démolition, l'entrepreneur doit maintenir le chantier en bon ordre et exempt de matériaux, de rebuts et de débris accumulés. Les matériaux et débris doivent être évacués du chantier à intervalles réguliers. L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter que tout matériau se retrouve sur les voies ouvertes à la circulation ou hors des emprises du chantier. L'entrepreneur doit obtenir l'autorisation du surveillant avant d'installer un conteneur.

À moins d'avis contraire de la part du surveillant, les matériaux de démolition sont considérés comme des rebuts et deviennent la propriété de l'entrepreneur.

15.2.3 Aménagement de la zone requise pour le chantier

L'entrepreneur doit assumer les frais associés à l'occupation de la zone (incluant les frais de location, d'entretien ou autres s'il y a lieu), à l'aménagement nécessaire à l'organisation de chantier, pour toute la période requise au fonctionnement du chantier.

15.2.4 Locaux de chantier

L'entrepreneur doit assumer les frais de location et d'entretien des locaux de chantier incluant les installations sanitaires, pour toute la période requise au fonctionnement du chantier.

15.2.5 Frais des services requis

L'entrepreneur doit assumer les frais des services requis pour le fonctionnement des installations de chantier pendant les travaux tels que l'eau potable, les installations sanitaires, l'électricité, la téléphonie, la connexion Internet, le système antivol, etc.

15.2.6 Mobilisation et démobilisation par phase de travaux ou de fin de saison

L'entrepreneur doit assumer les coûts de la mobilisation et de la démobilisation associées à chaque changement de phase de travaux ou requises à la fin d'une saison de travaux (ex. : déplacement des locaux de chantier, débranchement et rebranchement des services, etc.).

15.2.7 Santé et sécurité du travail

En complément aux exigences de l'article 7.4 « Santé et sécurité du travail » du CCDG, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter l'ensemble des exigences et des recommandations de :

- L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ);
- La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST),

pendant toute la durée des travaux, à compter de la mobilisation du chantier jusqu'à la démobilisation et l'acceptation sans réserve des travaux par le Ministère.

En l'absence d'un article spécifique au bordereau, l'entrepreneur doit inclure le coût de l'ensemble de ces mesures dans le prix de l'article « Maintien de l'organisation de chantier » du bordereau.

15.2.8 Mode de paiement

L'ensemble des tâches requises et des coûts associés au maintien de l'organisation de chantier sont payés selon un prix global à l'article « Maintien de l'organisation de chantier » du bordereau. Ce prix global soumis au bordereau doit être ventilé selon le tableau « Répartition détaillée du prix de l'article « Maintien de l'organisation de chantier » du bordereau » présenté à l'ANNEXE B.

Le prix couvre notamment, mais sans s'y limiter :

- Les frais et les coûts du maintien de l'organisation de chantier liés à la location et à l'entretien des locaux et des services pendant les travaux (tels que l'eau potable, les installations sanitaires, l'électricité, la téléphonie, la connexion Internet, le système antivol, etc.);
- L'entretien de l'aire de chantier et du ou des chemin(s) d'accès (lorsque requis);
- L'entretien des ouvrages temporaires ne faisant pas l'objet d'un article particulier au bordereau;
- Le personnel et le matériel nécessaire à l'encadrement et à la supervision des travaux incluant les frais de pension d'hébergement et de subsistance lorsque requis;
- Le matériel, la machinerie et les équipements nécessaires au fonctionnement et à l'entretien du chantier, à la mobilisation et la démobilisation de fin de saison ou pour chaque phase de travaux (ex. : déplacement des locaux de chantier, débranchement et rebranchement de l'eau potable, des installations sanitaires, de l'électricité, etc.);
- Et il inclut toute dépense incidente.

Le paiement du maintien de l'organisation de chantier est effectué mensuellement en fonction de l'avancement des travaux.

15.3 RÉPARTITION DÉTAILLÉE DES PRIX

L'entrepreneur doit soumettre la répartition détaillée des prix des 2 articles du bordereau selon les tableaux présentés aux 2 annexes suivantes :

- ANNEXE A – « Répartition détaillée du prix de l'article « Mobilisation, démobilisation et frais de chantier » du bordereau »;
- ANNEXE B – « Répartition détaillée du prix de l'article « Maintien de l'organisation de chantier » du bordereau ».

À cet effet, l'entrepreneur doit :

- Remplir chaque case des 2 tableaux en indiquant le prix réel de chacun des items;
- Présenter le justificatif de chaque prix en complétant la portion identifiée « Justificatifs » pour chaque item des 2 tableaux;
- Si l'espace disponible est insuffisant, l'entrepreneur peut joindre les détails justificatifs sur un document distinct en annexe aux tableaux.

16. DISPONIBILITÉ D'UN SITE DE MISE EN RÉSERVE DE MATÉRIAUX

Le Ministère met à la disposition de l'entrepreneur des sites de mise en réserve de matériaux pour la durée des travaux. Ces sites sont situés sur la rive nord et la rive sud du pont et sont identifiés aux plans de localisation aux annexes D et E respectivement. Ils servent aussi d'aire de travail.

L'entrepreneur doit demander l'autorisation au surveillant pour l'accès au site. Dans sa demande, l'entrepreneur doit indiquer les informations suivantes :

- Les dates de début et de fin de l'occupation;
- La date de remise en état du site;
- La délimitation du terrain occupé;
- Les travaux nécessaires pour rendre le site accessible et sécuritaire.

L'entrepreneur accepte le lieu dans son état et il est responsable de réaliser tous les travaux pour rendre le site sécuritaire et accessible, tout en respectant les normes de construction et environnementales en vigueur. À la fin du mandat, il s'engage à remettre le site tel qu'à l'état initial, sauf pour la zone Nord-Ouest où des travaux de terrassement sont demandés au devis 130. Aucune réclamation n'est acceptée pour les améliorations et autres dépenses encourues pendant l'occupation.

L'entrepreneur doit prendre des mesures pour empêcher les accumulations de débris ou de saletés dans les systèmes de drainage et il est responsable de leur nettoyage et entretien.

Pour toute la durée des travaux, l'entrepreneur est responsable de l'entretien du terrain et de ses installations permanentes ou temporaires. Il doit garder l'endroit propre, sécuritaire et sans accumulation excessive de matériaux.

L'accès au site doit se faire de manière sécuritaire, sans entraver la circulation.

En tout temps, le Ministère peut mettre fin à l'occupation, moyennant un avis écrit de 30 jours.

17. PRÉSENCE D'UN REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR

En complément à l'article 6.7 du CCDG, la présence d'un représentant de l'entrepreneur est requise en permanence pendant toute la durée de l'exécution des travaux, y compris à toutes les réunions de chantier.

Le représentant doit également être présent durant la mise en place de la signalisation temporaire. Aucune délégation de pouvoir en faveur d'un sous-traitant n'est permise.

Si l'entrepreneur propose un autre représentant pendant le cours des travaux, il doit aviser le surveillant 48 heures à l'avance.

Le représentant de l'entrepreneur est la personne avec laquelle le surveillant et ses représentants communiquent afin d'émettre les directives et tout autre document nécessaire au bon déroulement des travaux. Cette personne ne peut jumeler la fonction de représentant de l'entrepreneur avec celle de responsable en signalisation et celle d'agent de sécurité. De plus, seul le représentant de l'entrepreneur soumet au surveillant les demandes d'acceptation des travaux en cours afin d'obtenir les autorisations de pose de mortier, d'installation de coffrage, de bétonnage, d'installation de charpente métallique, de pose du béton bitumineux et de béton de ciment.

De plus, le surveillant doit pouvoir rejoindre le représentant de l'entrepreneur 24 h/24, 7 j/7, et ce, en temps réel. Pour ce faire, l'entrepreneur a l'obligation de fournir à son représentant un téléphone cellulaire opérationnel en tout temps. Si le Ministère ou son représentant doit laisser un message dans la boîte vocale, ce dernier dispose d'un délai de 30 minutes pour rappeler.

Une retenue permanente de 500 $ à titre de dommages et intérêt liquidés est applicable chaque fois qu'il devient impossible de rejoindre le représentant de l'entrepreneur par téléphone.

17.1 MODE DE PAIEMENT

Les coûts rattachés à la présence d'un représentant de l'entrepreneur sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

18. ÉCLAIRAGE ET ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

L'entrepreneur doit prévoir son propre éclairage et sa propre alimentation électrique.

L'entrepreneur doit installer et entretenir, sur les lieux des travaux, un éclairage d'appoint d'un minimum de 150 lux sur la surface de travail, et ce, pour chaque zone de travaux sur l'ensemble du chantier. L'éclairage doit provenir d'une source mobile, indépendante et doit être disposé de façon à ne pas aveugler les usagers de la route ni nuire à la quiétude des résidents environnants. Un éclairage de 500 lux est requis sur la surface de travail toutes les fois que le surveillant doit inspecter, sonder, marquer ou mesurer les ouvrages.

L'entrepreneur doit installer et entretenir, sur les lieux des travaux, un panneau de distribution électrique de capacité suffisante pour alimenter ses équipements et outillage pendant les travaux. L'entrepreneur n'est pas autorisé à utiliser les prises de courant présentes sur les lieux.

Le maintien de l'éclairage routier est traité au devis 140.

18.1 MODE DE PAIEMENT

Les frais encourus pour l'éclairage et l'alimentation électrique sont à la charge de l'entrepreneur qui doit en répartir les coûts dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

19. RÉGLEMENTATION MUNICIPALE

L'entrepreneur doit s'enquérir et respecter les règlements municipaux en vigueur des Villes et arrondissements où se situent les travaux, ou à proximité de ceux-ci.

Il doit notamment respecter la réglementation en matière de transport et de bruit, et respecter les quarts de travail imposés par lesdites Municipalités, le cas échéant. De plus, il est de la responsabilité de l'entrepreneur de faire les demandes de dérogation nécessaires auprès des Municipalités concernées, si certaines opérations nécessitent le non-respect de ces règlements. De plus, il doit tenir compte lors de sa soumission que des retards, des arrêts des travaux et des mesures d'atténuation peuvent survenir.

20. AUTORISATION D'ENTRAVER DES VOIES DE CIRCULATION DE LA VILLE DE MONTRÉAL ET DE LA VILLE DE LAVAL SUR SON TERRITOIRE

Les stipulations concernant l'autorisation d'entraver des voies de circulation de la Ville de Montréal et de la Ville de Laval sont traitées au devis 155.

21. RESPONSABILITÉ CIVILE

Contrairement à ce qui est indiqué à l'article 3.1.2 du CCDG, l'entrepreneur doit détenir et maintenir en vigueur jusqu'à la réception des travaux, une police d'assurances responsabilité civile générale d'au moins 2 M$. Une copie certifiée de cette police doit être fournie au Ministère avant le début des travaux.

22. DOCUMENTS EN FORMAT INFORMATIQUE

Les documents requis aux différents articles du devis doivent être transmis en fichiers MS Word® (format.doc) pour les textes et en fichier MS Excel® (format.xls) pour les tableaux et graphiques.

Les listes de points d'arpentage doivent être compatibles en fichier texte de format ASCII. Le calendrier des travaux est transmis en fichier MS Project®, version 2010 ou plus récent.

Les documents transmis sont clairement identifiés et le contenu doit être épuré des chiffres non nécessaires au traitement des données.

23. RELEVÉ D'ARPENTAGE ET PLANS FOURNIS PAR L'ENTREPRENEUR

En plus des spécifications à l'article 6.6 du CCDG, l'entrepreneur doit faire un relevé d'arpentage de construction des infrastructures en surface et souterraines et apporter les modifications aux plans « tel que construit ». Ce relevé d'arpentage « tel que construit » est requis pour montrer les détails des travaux exécutés tels qu'ils ont été approuvés par le surveillant et tels qu'ils ont été exécutés sur le terrain. Une copie du fichier de levé « tel que construit » doit être remise au surveillant dans un délai de 24 heures après le levé d'arpentage final.

Pour le relevé d'implantation au début du chantier fait par l'entrepreneur, les fichiers d'arpentage doivent être remis au surveillant 2 semaines avant le début des travaux.

Le relevé d'arpentage « tel que construit » et tous les autres relevés d'arpentage fait en cours de chantier doivent respecter les normes du Ministère dictées dans le *Guide de captage du Ministère* et le *Manuel d'arpentage et de géomatique du Ministère* particulièrement en ce qui a trait au nivellement géométrique. Le soumissionnaire peut se procurer le guide et le manuel à la Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal du Ministère. Il est important de noter que pour déterminer l'élévation des points d'appui du polygone par nivellement géométrique, les critères de précision du troisième ordre doivent être respectés :

- Tolérance aller-retour : 12 mm $\sqrt{k}$;
- Tolérance sur le cheminement : 16 mm $\sqrt{k}$;

k : longueur en kilomètres de la section ou du cheminement.

Les points d'appui du polygone doivent être maintenus en tout temps et remplacés aux frais de l'entrepreneur s'ils sont détruits.

23.1 MODE DE PAIEMENT

Le coût de ces levés et des plans « tel que construit » ne fait pas l'objet d'un article aux bordereaux. L'entrepreneur doit répartir le coût dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des différents bordereaux.

24. PIQUETS ET REPÈRE D'ARPENTAGE

Le titre de l'article 5.3.1 du CCDG doit être remplacé par : « 5.3.1 Implantation par l'entrepreneur ».

La 1re phrase de cet article doit être remplacée par :

« …avant le début des travaux, l'**entrepreneur** implante sur le terrain les repères suivants… ».

Le 3e point du 1er paragraphe doit être remplacé par :

« …aux endroits accessibles, l'**entrepreneur** implante aussi les piquets de limite des emprises aux 20 m. Lorsqu'il y a déboisement, les limites de l'emprise sont implantées après les travaux d'essouchement…. ».

24.1 MODE DE PAIEMENT

Tous les frais relatifs à ces travaux sont à la charge de l'entrepreneur et ils ne font pas l'objet d'un article aux bordereaux. L'entrepreneur doit répartir les coûts dans l'ensemble des prix unitaires et globaux aux bordereaux.

25. PLANS ET DEVIS POUR SOUMISSION

Le Ministère ne remet aucune copie des plans et devis pour soumission à l'entrepreneur. Ce dernier doit les commander, selon ses besoins, à travers le système électronique d'appel d'offres (SEAO) qui est le système officiel d'appels d'offres du gouvernement du Québec. L'entrepreneur doit faire imprimer à ses frais les copies additionnelles dont il a besoin.

26. ÉCLAIRAGE À CONSERVER OU À REMPLACER

L'éclairage sur le tablier du pont de même que le balisage aérien doit être protégé et demeurer fonctionnel en tout temps. La mise en place de pontage, de coffrage ou d'autres éléments ne doit à aucun moment, nuire à l'efficacité de l'éclairage et du balisage.

Le maintien de l'éclairage est traité au devis 140.

26.1 MODE DE PAIEMENT

Les coûts reliés au maintien et au fonctionnement de l'éclairage font l'objet d'un article particulier au bordereau 240.

27. GESTION DU BRUIT

27.1 GÉNÉRALITÉS

Le bruit est une problématique à considérer sur ce chantier en raison de la proximité d'habitations. L'entrepreneur doit utiliser des équipements munis de dispositifs réduisant le bruit et prévoir des mesures d'atténuation pour réduire le bruit émanant du chantier. De plus, l'entrepreneur doit planifier et exécuter ses travaux de telle façon que les désagréments générés par les activités de chantier à la population résidante soient minimisés.

27.2 MESURES D'ATTÉNUATION OBLIGATOIRES

L'entrepreneur doit utiliser différentes mesures d'atténuation afin de réduire le bruit émis par les activités du chantier. Les mesures d'atténuation suivantes sont obligatoires et doivent être mises en place avant le début des travaux.

27.2.1 Optimisation de l'organisation de l'aire de travail

Les équipements fixes générateurs de bruit ne doivent pas être installés à proximité des bâtiments résidentiels. L'organisation de l'aire de travail doit être optimisée afin que les équipements les plus bruyants soient situés le plus loin possible des habitations ou qu'un obstacle entre les équipements et les habitations, par exemple une roulotte de chantier, fasse office d'écran antibruit.

L'emplacement de ces équipements doit être approuvé par le surveillant. Si le surveillant identifie un équipement bruyant situé à un endroit qui génère un désagrément pour la population résidente, l'entrepreneur doit déplacer cet équipement dans les 24 heures suivant la réception d'un avis écrit de la part du surveillant.

À défaut par l'entrepreneur, de déplacer l'équipement faisant l'objet de l'avis écrit, il lui est déduit à titre de retenue pour dommages et intérêts liquidés, la somme de 1000 $ par jour de retard.

27.2.2 Réduction du bruit des équipements fixes

Les compresseurs, génératrices ou pompes nécessaires pour l'exécution des travaux doivent être munis d'un caisson insonorisé ou entourés d'un écran antibruit temporaire.

27.2.3 Alarmes de recul

Une attention particulière doit être apportée aux manœuvres de recul sur le chantier afin de les minimiser. Les alarmes de recul installées sur les équipements de l'entrepreneur doivent être des alarmes à large bande (BBS) conformément à la norme SAE J994 et non des alarmes tonales.

27.2.4 Marteaux pneumatiques avec silencieux

Les marteaux pneumatiques utilisés sur le chantier doivent être munis d'un silencieux fourni par le fabricant de ce type d'équipement.

27.3 MODE DE PAIEMENT

Les coûts associés à l'application de ces mesures sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

28. COMMUNICATION

En complément à l'article 6.15.2 du CCDG, un comité de gestion des impacts des travaux peut être formé au besoin.

Les mesures principales de la gestion de l'impact des travaux sur l'environnement de chantier sont d'assurer une bonne communication entre le Ministère et l'entrepreneur d'une part et les autres intervenants et parties prenantes, d'autre part. L'entrepreneur doit participer activement à cette démarche. L'entrepreneur est alors tenu de participer aux rencontres du comité de gestion, sans frais supplémentaires.

Le Ministère a la responsabilité exclusive de publier tout communiqué officiel s'appliquant aux présents travaux.

29. PROTECTION DES EAUX NAVIGABLES

Les travaux sont situés au-dessus de la rivière des Prairies, reconnue à titre d'eaux navigables en référence à la *Loi sur les eaux navigables canadiennes* (LENC).

Ce projet est susceptible de gêner la navigation et est assujetti à la LENC. En vertu de la LENC, l'entrepreneur doit obtenir les autorisations requises auprès de Transports Canada pour tout ouvrage qui se trouvent dans, sur, sous ou à travers les eaux navigables. L'entrepreneur doit se conformer aux exigences émises par Transports Canada pour les travaux projetés qui risquent d'avoir un impact ou non sur la navigation.

L'entrepreneur doit consulter et procéder selon les instructions présentées sur le *Site de soumission externe* du *Programme de protection de la navigation* (PPN) de Transports Canada pour se conformer aux exigences de la LENC. L'entrepreneur doit prévoir un délai contractuel suffisant pour compléter le processus requis selon les exigences de la LENC et selon le type d'ouvrage(s) provisoire(s) qu'il prévoit.

Au plus tard 5 jours après l'obtention de l'autorisation à débuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir au surveillant et à Transports Canada, la méthode de travail, l'échéancier, la description et les plans des ouvrages temporaires (plates-formes, quais, etc.) et la description des équipements flottants, sans s'y limiter. La demande à Transports Canada doit être complétée et soumise par l'entremise du *Site de soumission externe du Programme de protection de la navigation (PPN)* accessible via la page web de Transport Canada (www.canada.ca).

Au minimum 5 jours avant le début de la mise en place de ou des ouvrage(s) provisoires(s), l'entrepreneur doit transmettre au surveillant une confirmation écrite qu'il s'est conformé aux exigences de Transports Canada.

Le surveillant doit avoir reçu ces informations et ces documents pour pouvoir autoriser la construction de ou des ouvrage(s) provisoires(s) assujettis à la LENC par l'entrepreneur.

Pour les questions directement liées à un ouvrage ou pour toute autre question relative au *Programme de protection de la navigation*, l'entrepreneur doit s'informer auprès du bureau régional du PPN à l'adresse suivante :

Programme de protection de la navigation
Transports Canada
1550, avenue d'Estimauville
Québec (Québec)G1J 0C8
Téléphone : 877-646-6420
Courriel : PPNQUE-NPPQUE@tc.gc.ca

L'entrepreneur doit s'assurer qu'aucun équipement, débris, matériau ou ouvrage temporaire ne soit abandonné dans le plan d'eau navigable à la fin des travaux.

29.1 MODE DE PAIEMENT

Les coûts reliés à l'obtention d'autorisation et aux exigences émises par Transports Canada sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

30. ENLÈVEMENT DES MARQUES DE PEINTURE

À la fin du contrat, l'entrepreneur doit procéder à l'enlèvement de toutes les marques de peinture qu'il aura faites sur les surfaces horizontales et verticales (chaînage, etc.) sur le site des travaux.

30.1 MODE DE PAIEMENT

Les coûts pour l'enlèvement des marques de peinture sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

31. FOURNITURE D'ÉQUIPEMENT MOTORISÉ

À la demande du surveillant, l'entrepreneur doit fournir une ou plusieurs nacelles élévatrices pour l'usage exclusif du surveillant, du concepteur ou du Ministère.

Les exigences spécifiques à chacune des nacelles sont fournies par le surveillant.

Le surveillant se réserve le droit de refuser ou de retourner une nacelle si celle-ci n'est pas conforme aux exigences de la norme CAN/CSA-B354.4-02 : *Plates-formes de travail élévatrices automotrices à bras articulé*. La location doit être approuvée par le surveillant.

31.1 DÉPLACEMENT DE NACELLE

À la demande du surveillant, l'entrepreneur doit fournir un transport pour le déplacement d'une nacelle sur le site des travaux. Le déplacement doit être fait dans les 12 heures suivant la demande.

31.2 CARBURANT

L'entrepreneur doit fournir le carburant nécessaire au fonctionnement des nacelles. Le remplissage est fait en présence d'un représentant du surveillant et la facture de carburant est signée par ce dernier.

31.3 MODE DE PAIEMENT

Les coûts de location de nacelles, les déplacements et le carburant sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

32. SERVICES PUBLICS

Conformément à l'article 6.13 du CCDG, l'entrepreneur doit entreprendre les démarches requises afin de faire localiser tous les services publics souterrains présents sur le site des travaux, qu'ils soient montrés ou non aux plans, et prendre toutes les dispositions nécessaires afin de protéger ces installations.

La localisation des services publics souterrains est montrée de façon approximative selon les données des compagnies respectives. Sur le site, l'emplacement réel des services publics peut changer relativement à l'endroit indiqué aux plans ; l'entrepreneur doit établir sa méthode de travail en considérant cette contrainte.

L'entrepreneur est responsable de tout dommage occasionné aux équipements des services publics (aériens ou souterrains) et les travaux de réparation seront effectués à ses frais.

L'entrepreneur doit travailler avec la présence de ces équipements et les protéger durant la période des travaux, conformément aux règlements en vigueur de chacun des fournisseurs de services. Tous les frais supplémentaires occasionnés par ces obstacles sont considérés comme des frais divers inclus dans les frais généraux à la charge de l'entrepreneur.

33. RESEAU ELECTRIQUE SOUTERRAIN DU MINISTERE

L'entrepreneur doit faire une demande de repérage pour localiser tout réseau électrique appartenant au Ministère qui se trouve dans l'emprise des travaux, qu'il soit montré ou non aux plans.

L'entrepreneur doit exécuter ses travaux en s'assurant de protéger ces équipements pour ne pas les endommager et les maintenir fonctionnels en tout temps sauf si indiqué autrement dans les documents contractuels. Tous les frais supplémentaires occasionnés par ces obstacles sont considérés comme des frais divers inclus dans les frais généraux à la charge de l'entrepreneur.

L'entrepreneur est responsable de tout dommage occasionné aux équipements appartenant au Ministère et les travaux de réparation seront effectués à ses frais.

Le formulaire de demande de repérage sera transmis à l'entrepreneur lors de la première réunion de chantier.

33.1 MODE DE PAIEMENT

Les coûts reliés à la protection du réseau électrique souterrain du Ministère sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans l'ensemble des prix unitaires et globaux des bordereaux.

34. PLANS D'ATELIER

L'article suivant complète l'article 6.6.1.2 du CCDG :

L'entrepreneur doit soumettre au surveillant, à la première réunion de chantier ou dans les 15 jours suivants la demande du surveillant, les plans d'atelier et les fiches techniques des matériaux qu'il prévoit utiliser durant les travaux. L'entrepreneur doit fournir également les plans d'exécution et/ou d'assemblage, chaque fois qu'ils sont requis dans les documents ou par le surveillant. Ces dessins doivent indiquer clairement les détails d'exécution et d'assemblage ainsi que les marques d'identification concordant avec les dessins du surveillant. L'entrepreneur doit prendre et vérifier les dimensions sur place, afin que ces ouvrages s'ajustent parfaitement aux ouvrages adjacents. Lors de l'émission de plans d'atelier, l'entrepreneur doit :

- Aviser par écrit le surveillant des dérogations, en précisant les raisons de ces dérogations aux exigences des plans et devis;
- Aviser le surveillant par écrit lors du nouveau dépôt des plans d'atelier, des changements effectués autres que ceux exigés par le surveillant;
- S'assurer que les plans d'atelier comprennent les renseignements suivants :
    - La date de préparation et de révision;
    - La désignation et le numéro de contrat;
    - Le nom et l'adresse de l'entrepreneur, du sous-traitant, du fabricant et du fournisseur;
    - Le numéro du devis technique et le numéro de l'article qui s'applique;
    - Tout autre renseignement utile.

À moins d'indication contraire dans les documents contractuels, le surveillant a un délai de 10 jours ouvrables pour en faire l'approbation.

L'entrepreneur ne doit pas procéder à l'exécution de ces ouvrages avant que lesdits dessins n'aient d'abord été visés par le surveillant ou le concepteur. Les ouvrages entrepris sans que les plans d'atelier, d'exécution et/ou d'assemblage exigés aient été fournis par l'entrepreneur et visés, peuvent être refusés par le surveillant. Les frais ainsi encourus sont à la charge de l'entrepreneur.

L'apposition d'un visa par le surveillant ou le concepteur ne constitue qu'une approbation de principe et n'engage en aucune manière la responsabilité du surveillant et du Ministère quant à ces plans d'atelier, d'exécution et/ou d'assemblage, dont l'entrepreneur est seul responsable.

34.1 DÉFAUT PAR L'ENTREPRENEUR DE FOURNIR LES PLANS D'ATELIER DANS LES DÉLAIS PRESCRITS OU EN TROP NOMBREUSES VERSIONS

À défaut par l'entrepreneur de fournir les plans d'atelier dans les délais prescrits ci-dessus, il lui est déduit à titre de retenue pour dommages et intérêts liquidés, la somme de 100 $ par jour de retard par plan d'atelier non fourni.

De plus, pour chaque version de plans d'atelier excédant la 3^{e} version, il est déduit à l'entrepreneur, à titre de retenue pour dommages et intérêts liquidés, la somme de 100 $ par plan d'atelier excédant la 3^{e} version.

35. PLANS « TEL QUE CONSTRUIT »

En complément à l'article 6.6 du CCDG, l'entrepreneur doit aussi se conformer aux exigences suivantes :

À la fin des travaux et avant leur acceptation, l'entrepreneur doit fournir au surveillant 1 album complet de plans dont tous les feuillets sont sous le même format et à la même échelle que les plans du projet et où sont annotées clairement en rouge toutes les modifications qui sont survenues pendant les travaux. Il doit aussi indiquer de façon précise la localisation des équipements.

Une première version des plans « tel que construit » doit être soumise pour approbation par le surveillant au moins 2 semaines avant la demande d'acceptation des travaux et avant que les copies finales soient transmises.

35.1 MODE DE PAIEMENT

Les coûts reliés à l'émission des plans « tel que construit » sont à la charge de l'entrepreneur qui doit les répartir dans les prix unitaires et globaux des bordereaux qui y sont spécifiques.

36. DÉLAIS

Contrairement à ce qui est prévu à l'article 7.8 du CCDG, les mois de novembre, décembre, janvier, février, mars, avril et mai sont inclus aux délais d'exécution contractuel et court.

36.1 DÉLAI CONTRACTUEL

Les travaux, faisant l'objet du présent contrat, doivent être terminés, c'est-à-dire avoir reçu l'avis de réception des travaux 95 semaines après avoir reçu l'autorisation de débuter les travaux.

À la fin du délai contractuel, tous les travaux doivent être exécutés, toutes les corrections d'anomalies doivent être effectuées, toutes les voies de circulation doivent être entièrement libérées et toute la signalisation des travaux doit être enlevée.

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les travaux en conformité avec les présents documents. L'entrepreneur doit prévoir travailler le jour, la nuit et les fins de semaine pour respecter les délais d'exécution.

Toute entrave à la circulation, après la fin du délai contractuel, implique une retenue permanente à titre de dommages-intérêts liquidés selon les spécifications du devis et les frais de maintien de la circulation et de signalisation passé le délai contractuel sont à la charge de l'entrepreneur.

36.2 DÉLAI COURT – PHASE PRÉPARATOIRE ET PHASE 1

À l'intérieur du délai contractuel prévu, lors de la première saison de travaux, l'entrepreneur dispose de 46 semaines pour exécuter en chantier tous les travaux à l'exception de ceux listés à la section 36.3 *Délai court – Phase 2, phase 3 et phase 4.*

36.3 DÉLAI COURT – PHASE 2, PHASE 3 ET PHASE 4

À l'intérieur du délai contractuel prévu, lors de la deuxième saison de travaux, l'entrepreneur dispose de 34 semaines pour exécuter en chantier les travaux suivants :

- Remplacement du revêtement d'enrobé et de la membrane;
- Réparation de la plaque supérieure du tablier orthotrope sous l'enrobé;
- Réparation du dessus de la dalle épaisse et de la dalle de culée à l'axe 2;
- Reconstruction des glissières médianes aux approches;
- Marquage final;
- Installation des clôtures anti-intrusion aux culées;
- Aménagement de la descente Nord-Ouest.

36.4 DÉFAUT PAR L'ENTREPRENEUR DE TERMINER DANS LES DÉLAIS PRESCRITS

À défaut par l'entrepreneur de compléter les travaux à l'intérieur des délais maximums déterminés, il lui est déduit à titre de retenue pour dommages et intérêts liquidés, la somme suivante :

- De 10 000 $ par jour de retard applicable passé le délai contractuel;
- De 10 000 $ par jour de retard applicable passé le délai court de la phase préparatoire et la phase 1;
- De 10 000 $ par jour de retard applicable passé le délai court de la phase 2, phase 3 et phase 4.

Les retenues permanentes associées au délai court de la phase préparatoire et la phase 1 seront annulées si l'entrepreneur respecte un délai court de 80 semaines pour l'ensemble des travaux

Les retenues permanentes associées à chacun des délais prescrits ne sont pas cumulatives.

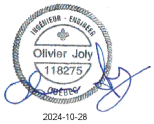
37. SIGNATURE ET DATE DU DEVIS

PRÉPARÉ PAR :



Karol Oudeh, ing.
Consortium Stantec | CIMA+

VÉRIFIÉ PAR :



Olivier Joly, ing., M.Sc.A.
Consortium Stantec | CIMA+

Montréal, le 26 septembre 2024.

ANNEXE A - RÉPARTITION DÉTAILLÉE DU PRIX DE L'ARTICLE « MOBILISATION, DÉMOBILISATION ET FRAIS DE CHANTIER » DU BORDEREAU

Nature des travaux			
DG-DT-CS-SC		Unité administrative	
Projet		Dossier	
Bordereau - Document			
Article du bordereau	**630000 – Mobilisation, démobilisation et frais de chantier**		

Item	Quantité estimée	Unité de mesure	Désignation de l'ouvrage	Montant
001	1	Global	Cautionnements et assurances	
002	1	Global	Personnel et matériel nécessaire à la planification et la préparation ainsi que pour l'encadrement et à la supervision	
003	1	Global	Mobilisation du matériel, de l'équipement et machinerie.	
004	1	Global	Aménagement de l'aire du chantier (si requis)	
005	1	Global	Mobilisation des locaux de chantier incluant les installations sanitaires (si requis)	
006	1	Global	Branchements des services requis	
007	1	Global	Construction et démantèlement du ou des chemins d'accès (si requis)	
008	1	Global	Démobilisation, nettoyage et remise en état des lieux	
Art. Bord.	1	Global	Mobilisation et démobilisation de chantier	**Montant total - $**

Toutes les dépenses incidentes et nécessaires à la **Mobilisation, démobilisation et frais de chantier** doivent être incluses et réparties dans les différents items du tableau de cette annexe.

Le montant total du tableau de cette annexe doit correspondre et être reporté au bordereau des quantités et des prix pour l'article **630000 Mobilisation, démobilisation et frais de chantier**.

Un montant représentatif doit être soumis pour chaque item du tableau de cette annexe et chaque montant sera considéré dans l'analyse de la soumission.

Les montants nuls ou non représentatifs doivent être justifiés par le soumissionnaire ou à la demande du Ministère.

Item	Justificatif

ANNEXE B - RÉPARTITION DÉTAILLÉE DU PRIX DE L'ARTICLE « MAINTIEN DE L'ORGANISATION DE CHANTIER » DU BORDEREAU

Nature des travaux			
DG-DT-CS-SC		Unité administrative	
Projet		Dossier	
Bordereau - Document			
Article du bordereau	**630005 - Maintien de l'organisation de chantier**		

Item	Quantité estimée	Unité de mesure	Désignation de l'ouvrage	Montant
001	1	Global	Personnel et matériel nécessaires à l'encadrement et à la supervision du maintien de l'organisation de chantier	
002	1	Global	Personnel, matériel, équipements et machineries nécessaires au fonctionnement et à l'entretien du chantier	
003	1	Global	Zone d'aménagement nécessaire à l'organisation de chantier (si requis)	
004	1	Global	Location des locaux de chantier incluant les installations sanitaires (si requis)	
005	1	Global	Services requis.	
006	1	Global	Mobilisation et démobilisation de phasage du chantier ou de fin de saison (si requis)	
007	1	Global	Santé et sécurité du travail	
Art. Bord.	1	Global	Maintien de l'organisation de chantier	**Montant total - $**

Toutes les dépenses incidentes et nécessaires à la **Mobilisation, démobilisation et frais de chantier** doivent être incluses et réparties dans les différents items du tableau de cette annexe.

Le montant total du tableau de cette annexe doit correspondre et être reporté au bordereau des quantités et des prix pour l'article **630005 Maintien de l'organisation de chantier**.

Un montant représentatif doit être soumis pour chaque item du tableau de cette annexe et chaque montant sera considéré dans l'analyse de la soumission.

Les montants nuls ou non représentatifs doivent être justifiés par le soumissionnaire ou à la demande du Ministère.

Item	Justificatif

ANNEXE C - PLAN DE LOCALISATION

Transports Québec

Plan de localisation

Nature de travaux

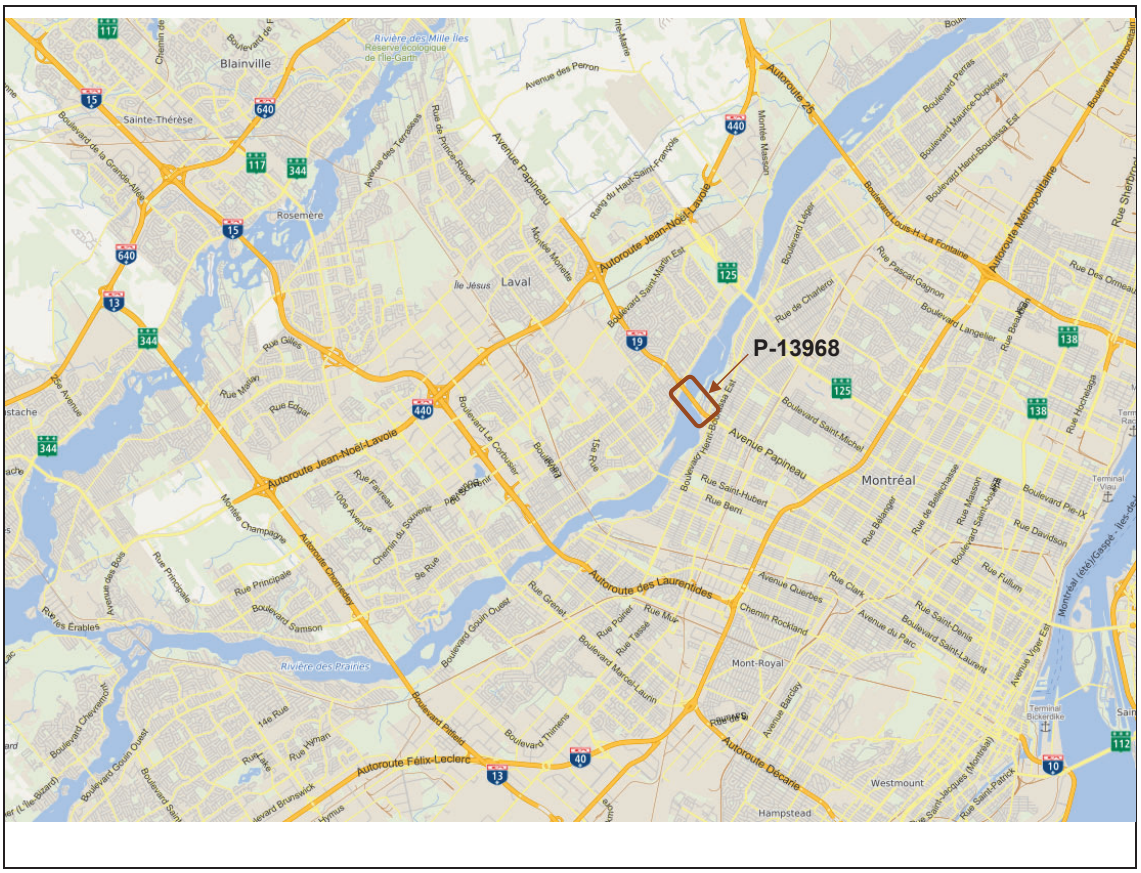
Réfection du pont Papineau-Leblanc (P-13968), situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval

Numéro de dossier

2503-25-0202

Route/Municipalité

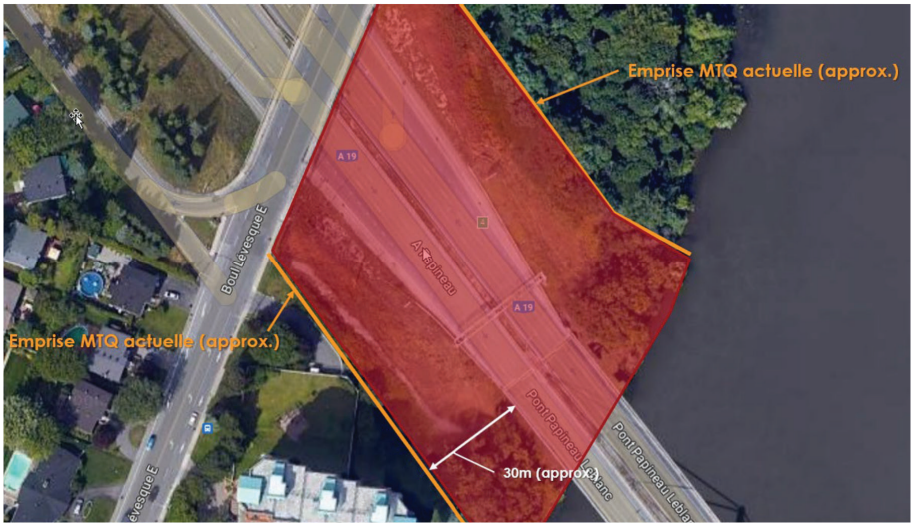
Autoroute 19 / Ville de Montréal et Ville de Laval



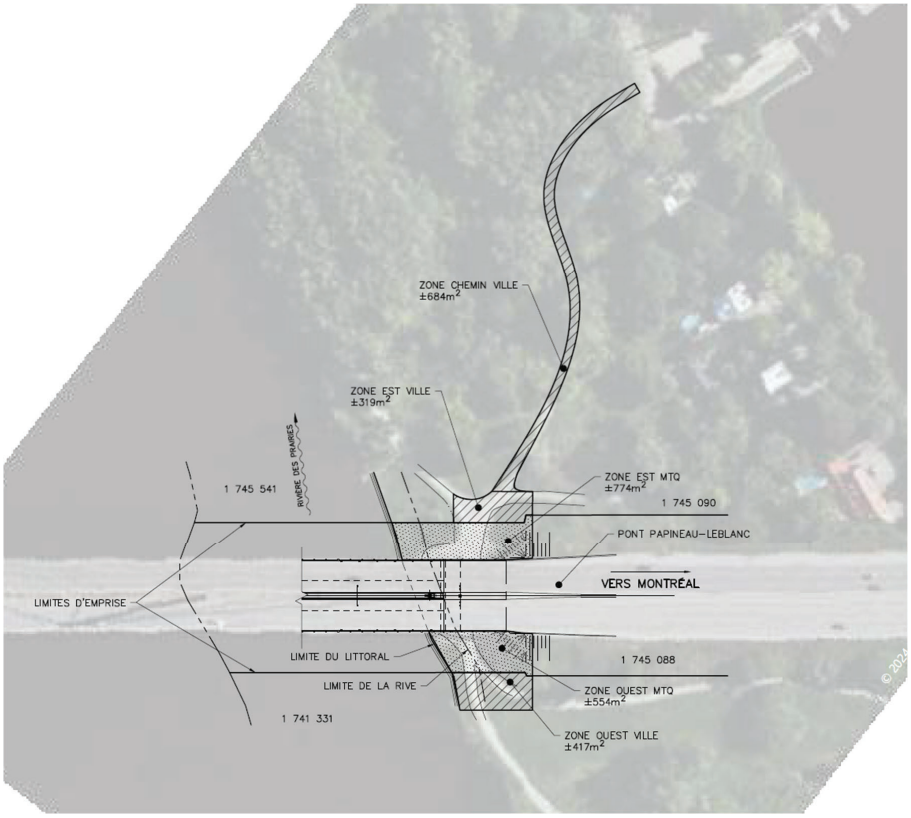
Description

Le pont existant comprend 3 travées continues haubanées en acier constitué de 2 poutres-caissons et 1 tablier orthotrope ainsi que 1 travée simple de type dalle épaisse en béton armé.

ANNEXE D - LOCALISATION DU SITE DE MISE EN RÉSERVE DES MATÉRIAUX ET AIRE DE TRAVAIL – RIVE NORD



ANNEXE E - LOCALISATION DU SITE DE MISE EN RÉSERVE DES MATÉRIAUX ET AIRE DE TRAVAIL – RIVE SUD



2. Devis 155

Unité administrative	Numéro de projet
	154091400
Sous-ministériat aux territoires	**Numéro de dossier**
Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal	2503-25-0202
Direction générale des projets	**Numéro de document**
Direction de la conception des projets de structure	155

Plans et devis d'ingénierie

Consortium Stantec | CIMA+

Objet des travaux

Réfection du pont Papineau-Leblanc, situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval

Maintien de la circulation et signalisation temporaire

Localisation

Route	Tronçon	Section	Municipalité	C.E.P.	M.R.C.	Longueur
A-19	02	020	Ville de Montréal (arrondissement Ahuntsic)	Maurice-Richard (340)	Hors MRC	
A-19	02	031	Ville de Laval	Laval-de-Rapides (454) Mille-Îles (482)	Hors MRC	

Identification technique

Numéro du plan	Numéro de l'unité administrative
GC-2901-154-09-1400	1552512

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE	DESCRIPTION	PAGE
1.	**GÉNÉRALITÉS**	**4**
1.1	Indications générales	4
1.2	Communications publiques et relations avec les médias	4
1.3	Quantités au bordereau	4
2.	**SCÉNARIO ET MAINTIEN DE LA CIRCULATION**	**4**
2.1	Exigences du maintien de la circulation	5
2.2	Balisage supplémentaire	14
2.3	Chemins de détour et itinéraires facultatifs	15
2.4	Horaires des fermetures autorisées	15
2.5	Piétons et cyclistes	20
3.	**PERSONNEL ET VÉHICULES**	**21**
3.1	Responsable en signalisation	21
3.2	Équipe de signalisation	23
3.3	Signaleurs routiers	23
3.4	Atténuateurs d'impact fixés à un véhicule (AIFV)	24
3.5	Véhicules de service	25
4.	**GESTION DE CHANTIER**	**26**
4.1	Présence d'un obstacle	26
4.2	Réunions spéciales	27
4.3	Modification temporaire de la limite de vitesse	27
4.4	Interventions sur un réseau autre que ministériel	29
4.5	Plans et dessins	30
4.6	Demandes d'entrave via SGE Interventions	32
4.7	Insertion et coordination	34
4.8	Annulation par le Ministère pour d'une fermeture prévue	37
4.9	Procédure d'appel en temps réel	37
4.10	Entrave de voies non autorisées	38
4.11	Signalisation routière existante	39
4.12	Masquage et démasquage de panneaux de signalisation	40
4.13	Ramassage et entreposage du matériel de signalisation de chantier	41
4.14	Accès au chantier	42
4.15	Travaux d'entretien et inspections quotidiennes	43
4.16	Lestage des grilles et couvercles	46
4.17	Service de remorquage	46
4.18	Viabilité hivernale	47
5.	**MATÉRIEL**	**49**
5.1	Panneaux de signalisation de travaux	49
5.2	Panneaux spéciaux	50

5.3 Installation des dispositifs de signalisation 51
5.4 Repères visuels 55
5.5 Barrières T-B-2 55
5.6 Flèches de signalisation lumineuses 56
5.7 Panneaux à messages variables mobiles (PMVM) 57
5.8 Glissières en béton pour chantier 60
5.9 Atténuateurs d'impact pour chantier 62
5.10 Marquage temporaire et effacement du marquage 64
6. FOURNITURE DE SERVICES SUPPLÉMENTAIRES 66
6.1 Fourniture d'un signaleur routier 66
6.2 Fourniture d'un atténuateur d'impact fixé à un véhicule (AIFV) 66
6.3 Fourniture d'un véhicule de service 67
7. SIGNATURE 68

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	DESCRIPTION	PAGE
Tableau 2.4.1-A : Entrave de courte durée sur l'A-19 Nord		16
Tableau 2.4.1-B : Entrave de courte durée sur l'A-19 Sud		16
Tableau 2.4.1-C : Événements spéciaux, jours fériés et contraintes par rapport aux plages horaires des fermetures		19
Tableau 4.6.1-A – Délais requis pour une demande de fermeture de voie de longue durée (plus de 24 heures), pour la première entrave d'un chantier et pour une fermeture de voie de jour *		33
Tableau 4.6.1-B - Délais requis pour une demande d'entrave qui ne s'applique pas aux conditions du Tableau 4.6.1-A *		33
Tableau 4.6.1-C – Délais requis pour la transmission de toute demande de révision (qui ne modifie pas de façon importante la demande) *		33
Tableau 4.6.1-D – Délais requis pour annuler une demande de fermeture de voie (sans insertion ou sans coordination) *		34
Tableau 4.7.1-A – Délais requis pour annuler une demande de fermeture de voie(s) lors d'une coordination ou d'une insertion		35

LISTE DES ANNEXES

Annexe	DESCRIPTION	PAGE
Annexe A – Chemins de détour		69
Annexe B – Croquis de détour		70
Annexe C – Fermetures sur l'île de la Visitation		73

1. GÉNÉRALITÉS

1.1 INDICATIONS GÉNÉRALES

Le ministère des Transports et de la Mobilité durable est désigné dans le présent document par « Ministère » et le terme « normes du Ministère » renvoie à la collection « Normes – Ouvrages routiers » du Ministère.

Ce devis est subordonné au devis 101, mais ses stipulations concernant la gestion de la circulation et la signalisation des travaux priment sur celles de tous les autres devis faisant partie dudit contrat.

Le présent devis, par son contenu, complète le « Cahier des charges et devis généraux – Construction et réparation (CCDG) » et la collection des normes du Ministère (Tomes I à VIII).

L'entrepreneur doit respecter les exigences du Code de la sécurité routière du Québec. De plus, la signalisation des travaux nécessaires à la protection des travailleurs doit être conforme aux exigences de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST).

L'entrepreneur doit prendre note que les différents articles « Références » et le tableau « Échéances à respecter pour la mise aux normes des dispositifs de signalisation » des normes du Ministère ne sont pas valides pour ce contrat, c'est-à-dire que l'entrepreneur doit respecter les normes en vigueur à la date de publication de l'appel de soumissions.

1.2 COMMUNICATIONS PUBLIQUES ET RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

Le Ministère a la responsabilité exclusive de publier tout communiqué officiel, s'appliquant aux présents travaux, et de faire le suivi des relations avec les médias. Toute demande en ce sens doit être acheminée au Ministère.

1.3 QUANTITÉS AU BORDEREAU

Dans le cadre du présent contrat, les quantités au document 255 sont établies sur la base du délai court spécifié au document 101. Les quantités effectivement réalisées à l'intérieur de ce délai seront payées selon les prix unitaires qui apparaissent au document 255. Au-delà des délais spécifiés au devis 101, l'entrepreneur doit maintenir, à ses frais, la signalisation temporaire jusqu'à la fin des travaux concernés par un dépassement de délai.

Au moment de l'évaluation et de la soumission de ses prix, l'entrepreneur doit prendre en considération que les scénarios sont prédéfinis et, par conséquent, les quantités prévues au document 255 sont déterminées en fonction de ceux-ci. Il est de la responsabilité de l'entrepreneur d'ajuster sa méthodologie et ses besoins selon les quantités établies au document 255, car aucune quantité supplémentaire à ce qui est prévu dans ce document ne sera payée.

De plus, aucuns frais additionnels relatifs à la signalisation et au maintien de la circulation ne seront payés par le Ministère pour la correction de déficiences.

Dans le cas où des travaux supplémentaires ou imprévus sont à exécuter, et nécessitent des quantités additionnelles justifiées, elles sont payées selon les prix unitaires qui apparaissent au document 255. Ces travaux doivent être autorisés par le Ministère avant le début de leurs réalisations.

2. SCÉNARIO ET MAINTIEN DE LA CIRCULATION

Les travaux de maintien de la circulation et la signalisation des travaux énumérés à l'article « Étendue des travaux » du devis 101, sans s'y limiter, sont localisés sur L'Autoroute 19 Nord et Sud au pont Papineau-Leblanc.

Les limites du chantier, sans s'y limiter, sont définies comme étant :

- Au nord, l'Autoroute 440;
- À l'est, le boulevard Pie-IX (R-125);
- Au sud, le boulevard Henri-Bourassa;
- À l'ouest, l'Autoroute 15.

Toutefois, l'entrepreneur peut être appelé à intervenir sur un territoire plus large lors d'installation de panneaux de signalisation et/ou de panneaux à messages variables mobiles (PMVM) lorsque requis ou lors de tous les autres travaux décrits dans les documents d'appel d'offres.

2.1 EXIGENCES DU MAINTIEN DE LA CIRCULATION

2.1.1 Description et mise en œuvre

Dans le cadre du présent contrat, l'entrepreneur doit prendre en compte les exigences ci-dessous dans l'ordonnancement de ses travaux.

Pendant toute la durée des travaux, lorsque les voies de circulation et les accotements sont ouverts à la circulation, ils doivent être libres de tout obstacle.

Afin de minimiser l'impact des travaux sur la fluidité de la circulation, ceux-ci doivent être réalisés selon une séquence bien définie. Les travaux qui n'apparaissent pas de façon spécifique dans la séquence de réalisation des travaux doivent être insérés de manière à minimiser l'impact qu'ils ont sur la fluidité de la circulation. Le surveillant peut refuser les combinaisons de travaux qui pénalisent indûment les usagers si d'autres alternatives existent.

L'entrepreneur peut apporter, au besoin, ses propositions selon l'article 3.2 « Esprit du contrat » du CCDG en soumettant une proposition de modification au scénario de maintien de la circulation. Dans ce cas, l'entrepreneur doit démontrer clairement les avantages liés à ce nouveau scénario, sa faisabilité et les gains que le Ministère peut faire par rapport au scénario initial. Le Ministère se réserve le droit d'accepter, de modifier ou de refuser cette nouvelle proposition.

Les planches normalisées indiquées dans le présent devis sont données à titre indicatif et permettent de faire le lien avec les articles du bordereau. L'entrepreneur demeure responsable du choix des planches de signalisation qu'il utilise comme référence lors de la conception des plans de signalisation.

Afin de réaliser les travaux énumérés dans les documents du présent contrat, le plan de gestion de la circulation prévoit, sans s'y limiter, que :

- La circulation doit se faire en tout temps sur une chaussée pavée et marquée en tout temps;
- L'entrepreneur doit assurer la mobilité et la sécurité des cyclistes et des piétons en prévoyant des mesures d'atténuation ou des détours pour le déplacement de ces usagers;
- L'entrepreneur doit prendre des mesures concrètes pour le maintien sécuritaire de la circulation des motocyclistes;
- Il est de la responsabilité de l'entrepreneur de prendre en considération les restrictions de charge sur les structures ainsi que les fermetures prévues sur le réseau lors de la planification de ses interventions, notamment pour le transport d'équipement ou le transport en vrac dans les zones de chantier;
- Les biseaux doivent être positionnés pour respecter les distances minimales de visibilité exigées au *Tome V - Signalisation routière*. De plus, ils ne doivent pas se trouver dans une courbe ou sur une structure;
- La mise en place des entraves nécessaires doit respecter les plages horaires précisées dans le présent document;
- Des périodes d'insertion, par les équipes du Ministère ou d'autres intervenants sur le réseau, sont possibles;

- L'entrepreneur doit gérer la signalisation temporaire et existante;
- Lors de fermetures complètes de bretelles ou de l'A-19, l'entrepreneur doit installer des chemins de détours;
- La signalisation permanente doit être masquée s'il y a conflit ou présence d'indication contradictoire avec la signalisation temporaire;
- Lorsqu'en conflit avec les travaux, la signalisation permanente doit être enlevée, transportée au centre de services et réinstallée à la fin des travaux;
- Afin de mettre en place un contresens sur l'A-19, l'entrepreneur doit aménager deux nouveaux chemins de déviation;
- Lorsqu'une voie est ouverte seulement la voie doit avoir une largeur minimale de 4,5 m;
- L'entrepreneur doit délimiter la zone en chantier de longue durée avec des glissières de béton de sécurité pour chantier;
- La limite de vitesse existante est de 70km/h.

Les travaux sur l'A-19 sont réalisés en 4 phases :

- La phase préparatoire consiste à réaliser les travaux de préparation des chemins de déviation;
- La phase 1 consiste à réaliser les travaux de glissières. La phase 1 est divisée en 3 sous-phases;
- La phase 2 consiste à réaliser les travaux de remplacement de pavage. La phase 2 est divisée en 4 sous-phases;
- La phase 3 consiste à remettre en état les chemins de déviation.
- La phase 4 consiste des travaux de démantèlement des butées aux culées et l'installation des clôtures anti-intrusions et anti-aviaire.

2.1.1.1 Dégagement horizontal des voies de circulation

Sur toutes les routes/autoroutes numérotées, contrairement à ce qui est prescrit à la section 4.29 « Dégagement horizontal ou vertical » du *Tome V - Signalisation routière*, dans tous les cas où l'espace restant aux usagers (voie unique incluant l'accotement) est inférieur à 4,5 m, l'entrepreneur doit mettre en place un panneau de signalisation indiquant le dégagement horizontal (panneau T-180).

L'entrepreneur doit conserver une largeur carrossable minimale de 4,5 m en tout temps, sur un chemin public ouvert à la circulation des camions afin d'assurer le passage des véhicules lourds.

Cependant, lorsque la configuration des voies ne le permet pas et que la largeur accessible est inférieure à 4,5 m, des dispositions complémentaires doivent être mises en place afin de transmettre l'information aux camionneurs concernés (dépassant la largeur carrossable) et les intercepter au minimum à la dernière intersection ou sortie autorisée permettant un autre itinéraire. Le panneau P-130-25 (interdiction de camions) peut être fixé à un panneau spécial (orange) afin de signifier la largeur disponible aux camionneurs. Un panneau indiquant la distance à laquelle se trouve la restriction doit obligatoirement accompagner le panneau T-180.

La mesure de la largeur d'une voie de circulation et de son accotement inclut aussi le dégagement nécessaire à la circulation des véhicules entre les dispositifs de signalisation, tel qu'il est défini à la section 4.9 « Localisation et installation de la signalisation » du *Tome V - Signalisation routière*.

2.1.1.2 Dégagement vertical des voies de circulation

Conformément aux exigences de la section 4.29 « Dégagement horizontal ou vertical » du *Tome V - Signalisation routière*, lorsqu'il y a une restriction de hauteur imposée de 5,0 m ou moins sur un tronçon dû aux présents travaux, l'entrepreneur doit mettre en place sous le pont et pour la voie concernée, s'il y a lieu, le panneau « Limitation de hauteur » (T-D-190-2). De plus, le panneau « Signal avancé de limitation de hauteur » (T-D-190-1) doit être installé en amont de la dernière intersection ou de la dernière bretelle de sortie de l'autoroute permettant un détour. Un « panonceau de distance » (T-245-P) indiquant la distance à laquelle se trouve la réduction de la hauteur libre sous l'obstacle doit accompagner ce panneau.

Travaux de l'année 1

2.1.1.3 Phase préparatoire

Entraves de fin de semaine

- Afin de réaliser les travaux de préparation des chemins de déviation, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'A-19 Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard de la Concorde (TCLDU 007 adaptée) et l'A-19 Sud entre l'A-440 et Henri-Bourassa (TLD 070 adaptée) du vendredi soir au lundi matin. L'entrepreneur doit également effectuer la mobilisation de la phase 1.1 lors de ce blitz de fin de semaine.

2.1.1.4 Phase 1.1

La phase 1.1 consiste à réaliser les travaux en rive du côté Est de la direction Nord du pont Papineau-Leblanc.

Entrave de longue durée

- Afin de réaliser les travaux de glissière, l'entrepreneur est autorisé à fermer 2 voies de droite de l'A-19 Nord avec mise en place d'un contresens sur l'A-19 Sud (TLD 046 adaptée). L'entrepreneur doit conserver ouvertes toutes les bretelles lors de cette phase. L'entrepreneur doit maintenir 2 voies de circulations par direction.
- En direction Nord chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 4,5 m et en direction Sud chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 3,4 m.

Entraves de courte durée

- Pour la réalisation des travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement la direction nord avec maintien d'une voie en contresens sur l'A-19 Sud (TLD 030 adaptée). La bretelle de sortie Lévesque est fermée par défaut lors de cette entrave.
- Pour le changement de la phase 1.1 à la phase 1.2, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'A-19 Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard de la Concorde (TCLDU 007 adaptée) et l'A-19 Sud entre l'A-440 et le boulevard Henri-Bourassa (TLD 070 adaptée).
- Les bretelles d'entrées du boulevard Lévesque, du boulevard de la Concorde et du boulevard Saint-Martin pour l'A-19 Sud doit être fermée lors des fermetures complète de l'A-19 Sud (TCLDU 007 adaptée).

2.1.1.5 Phase 1.2

La phase 1.2 consiste à réaliser les travaux en rive côté Ouest de la direction Sud du pont Papineau-Leblanc.

Entrave de longue durée

- Afin de réaliser les travaux de glissière, l'entrepreneur est autorisé à fermer 2 voies de droite de l'A-19 Sud avec mise en place d'un contresens sur l'A-19 Nord (TLD 046 adaptée). L'entrepreneur doit maintenir 2 voies de circulation par direction.

- En direction Sud chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 4,5 m et en directions Nord chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 3,4 m.
- La bretelle d'entrée du boulevard Lévesque pour l'A-19 Sud doit être fermée pour toute la durée de la phase 1.2 (TCLDU 007 adaptée).

Entraves de courte durée

- Pour la réalisation des travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement la direction sud avec maintien d'une voie en contresens sur l'A-19 Nord (TLD 030 adaptée).
- Pour le changement de la phase 1.2 à la phase 1.3, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'A-19 Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard de la Concorde (TCLDU 007 adaptée) et l'A-19 Sud entre l'A-440 et le boulevard Henri-Bourassa (TLD 070 adaptée).
- Les bretelles d'entrées du boulevard Lévesque, du boulevard de la Concorde et du boulevard Saint-Martin pour l'A-19 Sud doit être fermée lors des fermetures complète de l'A-19 Sud (TCLDU 007 adaptée).

2.1.1.6 Phase 1.3

La phase 1.3 consiste à réaliser les travaux à la bande médiane du pont Papineau-Leblanc et les travaux de fermeture des chemins de déviation pour la phase hivernale.

Entrave de longue durée

- Afin de réaliser les travaux de glissières et des chemins de déviation, l'entrepreneur est autorisé à fermer 1 voie de gauche dans chaque direction de l'A-19 (TLD 059 adaptée). L'entrepreneur n'est pas autorisé à réduire la largeur ni dévier les voies conservées.

Entraves de courte durée

- Pour la réalisation des travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer la voie adjacente à l'aire de travail sur le pont (TLD 062 adaptée).
- Pour le changement de la phase 1.3 à la phase hivernale, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'A-19 Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard de la Concorde (TCLDU 007 adaptée) et l'A-19 Sud entre l'A-440 et le boulevard Henri-Bourassa (TLD 070 adaptée).
- Les bretelles d'entrées du boulevard Lévesque, du boulevard de la Concorde et du boulevard Saint-Martin pour l'A-19 Sud doit être fermée lors des fermetures complète de l'A-19 Sud (TCLDU 007 adaptée).

2.1.1.7 Phase hivernale

Lors de la pause hivernale, le cas échéant, le chantier doit être entièrement démobilisé. Aucune entrave n'est autorisée.

Travaux de l'année 2

2.1.1.8 Phase 2.1

La phase 2.1 consiste à réaliser les travaux de remplacement de pavage et de réparation du dessus de la dalle épaisse et de l'hourdis supérieur du côté Ouest de la direction Nord du pont Papineau-Leblanc.

Entrave de longue durée

- Afin de réaliser ces travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer deux voies de gauche de l'A-19 Nord avec mise en place d'un contresens sur l'A-19 Sud (TLD 046 adaptée) l'entrepreneur doit conserver ouvertes toutes les bretelles lors de cette phase. L'entrepreneur doit maintenir 2 voies de circulations par direction.

- En direction Nord chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 4,5 m et en directions Sud chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 3,4 m.

Entraves de courte durée

- Pour la mobilisation et le changement de la phase 2.1 à la phase 2.2, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'A-19 Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard de la Concorde (TCLDU 007 adaptée).
- Pour la mobilisation de la phase 2.1, l'entrepreneur est également autorisé à fermer complément l'A-19 Sud entre l'A-440 et le boulevard Henri-Bourassa (TLD 070 adaptée).
- Les bretelles d'entrées du boulevard Lévesque, du boulevard de la Concorde et du boulevard Saint-Martin pour l'A-19 Sud doit être fermée lors des fermetures complète de l'A-19 Sud (TCLDU 007 adaptée).
- Afin de réaliser les travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement la direction nord avec maintien d'une voie en contresens sur l'A-19 Sud (TLD 030 adaptée). La bretelle de sortie Lévesque est fermée par défaut lors de cette entrave.

2.1.1.9 Phase 2.2

La phase 2.2 consiste à réaliser les travaux de remplacement de pavage et de réparation du dessus de la dalle épaisse et de l'hourdis supérieur du côté Est de la direction nord du pont Papineau-Leblanc.

Entraves de longue durée

- Afin de réaliser ces travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer 2 voies de droite de l'A-19 Nord avec mise en place d'un contresens sur l'A-19 Sud (TLD 046 adaptée). L'entrepreneur doit conserver ouvertes toutes les bretelles lors de cette phase. L'entrepreneur doit maintenir 2 voies de circulation par direction.
- En direction Nord chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 4,5 m et en directions Sud chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 3,4 m.

Entraves de courte durée

- Pour le changement de la phase 2.2 à la phase 2.3, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'A-19 Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard de la Concorde (TCLDU 007 adaptée) et l'A-19 Sud entre l'A-440 et le boulevard Henri-Bourassa (TLD 070 adaptée).
- Afin de réaliser les travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement la direction nord avec maintien d'une voie en contresens sur l'A-19 Sud (TLD 030 adaptée). La bretelle de sortie Lévesque est fermée par défaut lors de cette entrave.
- Les bretelles d'entrées du boulevard Lévesque, du boulevard de la Concorde et du boulevard Saint-Martin pour l'A-19 Sud doit être fermée lors des fermetures complète de l'A-19 Sud (TCLDU 007 adaptée).

2.1.1.10 Phase 2.3

La phase 2.3 consiste à réaliser les travaux de remplacement de pavage et de réparation du dessus de la dalle épaisse et de l'hourdis supérieur du côté Est de la direction Sud du pont Papineau-Leblanc.

Entrave de longue durée

- Afin de réaliser ces travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer 2 voies de gauche de l'A-19 Sud avec mise en place d'un contresens sur l'A-19 Nord (TLD 046 adaptée). L'entrepreneur doit maintenir 2 voies de circulation par direction.
- En direction Sud chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 4,5 m et en directions Nord chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 3,4 m.

Entraves de courte durée

- Pour le changement de la phase 2.3 à la phase 2.4, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'A-19 Sud entre l'A-440 et le boulevard Henri-Bourassa (TLD 070 adaptée).
- Les bretelles d'entrées du boulevard Lévesque, du boulevard de la Concorde et du boulevard Saint-Martin pour l'A-19 Sud doit être fermée lors des fermetures complète de l'A-19 Sud (TCLDU 007 adaptée).
- Afin de réaliser les travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement la direction sud avec maintien d'une voie en contresens sur l'A-19 Nord (TLD 030 adaptée). La bretelle d'entrée du boulevard Lévesque doit être fermée lors de cette entrave.

2.1.1.11 Phase 2.4

La phase 2.4 consiste à réaliser les travaux de remplacement de pavage et de réparation du dessus de la dalle épaisse et de l'hourdis supérieur du côté Ouest de la direction sud du pont Papineau-Leblanc.

Entrave de longue durée

- Afin de réaliser ces travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer 2 voies de droite de l'A-19 Sud avec mise en place d'un contresens sur l'A-19 Nord (TLD 046 adaptée). L'entrepreneur doit maintenir 2 voies de circulation par direction.
- En direction Sud chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 4,5 m et en directions Nord chaque voie maintenue doit avoir une largeur minimale de 3,4 m.
- La bretelle d'entrée du boulevard Lévesque pour l'A-19 Sud doit être fermée pour toute la durée de la phase 2.4 (TCLDU 007 adaptée).

Entraves de courte durée

- Pour le changement de la phase 2.4 à la phase 3, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'A-19 Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard de la Concorde (TCLDU 007 adaptée) et l'A-19 Sud entre l'A-440 et le boulevard Henri-Bourassa (TLD 070 adaptée).
- Les bretelles d'entrées du boulevard Lévesque, du boulevard de la Concorde et du boulevard Saint-Martin pour l'A-19 Sud doit être fermée lors des fermetures complète de l'A-19 Sud (TCLDU 007 adaptée).
- Afin de réaliser les travaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement la direction sud avec maintien d'une voie en contresens sur l'A-19 Nord (TLD 030 adaptée).

2.1.1.12 Phase 3

La phase 3 consiste à réaliser les travaux de remise en état des chemins de déviations utilisés lors des phases 1.1, 1.2 et 2.1 à 2.4.

Entrave de longue durée

- Afin de réaliser les travaux de remise en état, l'entrepreneur est autorisé à fermer 1 voie de gauche dans chaque direction de l'A-19 (TLD 059 adaptée). L'entrepreneur n'est pas autorisé à réduire la largeur ni dévier les voies conservées.

Entraves de courte durée

- Pour la démobilisation, l'entrepreneur est autorisé à fermer complètement l'A-19 Nord entre le boulevard Henri-Bourassa et le boulevard de la Concorde (TCLDU 007 adaptée) et l'A-19 Sud entre l'A-440 et le boulevard Henri-Bourassa (TLD 070 adaptée).

- Les bretelles d'entrées du boulevard Lévesque, du boulevard de la Concorde et du boulevard Saint-Martin pour l'A-19 Sud doit être fermée lors des fermetures complète de l'A-19 Sud (TCLDU 007 adaptée).

2.1.1.13 Phase 4

La phase 4 consiste à réaliser les travaux de démantèlement des butées aux culées et l'installation des clôtures anti-intrusions et anti-aviaire.

Entraves de courte durée

- Pour les livraisons et les retraits de matériaux, l'entrepreneur est autorisé à fermer 2 voies de droite de l'A-19 nord ou sud, avec maintien d'une voie unique de 4,5 m (TLD 060 adaptée).

2.1.2 Mode de paiement

Tous les coûts associés à la réalisation des activités de signalisation et de fermetures de voies en respectant l'article 2.1 « Exigences du maintien de la circulation » se font aux différents articles commençant par « Gestion de la circulation et signalisation des travaux » selon la fermeture réalisée. Pour chacun de ces articles, l'entrepreneur doit prendre en considération et intégrer les points suivants :

- La fourniture des plans de signalisation signés et scellés et leurs révisions aussi souvent que requis;
- La fourniture d'un ou plusieurs véhicule(s) atténuateur(s) d'impact, d'un ou plusieurs véhicule(s) de service, de son opérateur pour chaque véhicule et toute dépense incidente à l'opération des véhicules pour l'ensemble des travaux;
- La main-d'œuvre, l'équipement associé à celle-ci et tout son matériel requis pour la mise en place, le repositionnement, le remplacement et l'entretien de tous les dispositifs de signalisation pendant la mobilisation, la durée permise des travaux, le changement de phase si requis, et la démobilisation;
- Le relevé de la signalisation verticale existante à enlever, son transport au centre de services du Ministère durant ses heures d'ouverture, ainsi que sa réinstallation à la fin des travaux;
- Tous les frais associés aux fermetures de bretelles d'entrées et de sorties;
- Le relevé des dispositifs de sécurité existants à enlever, ainsi que leur transport au centre de services du Ministère durant ses heures d'ouverture;
- Tous les frais associés à la gestion de la mobilité des piétons et des cyclistes pendant toutes les interventions;
- Pour la période initiale de 24 h, tous les frais rattachés à la fourniture, la mise en place, le repositionnement, le masquage et le démasquage de panneaux, au besoin, le remplacement et l'entretien de tous les dispositifs de signalisation pendant la mobilisation, le changement de phase si requis, et la démobilisation;
- Pour le maintien au-delà de la période initiale de 24 h, tous les frais rattachés au repositionnement, le masquage et le démasquage de panneaux, au besoin, le remplacement et l'entretien de tous les dispositifs de signalisation pendant la durée permise des travaux, le changement de phase si requis, et la démobilisation;
- La fourniture d'une équipe d'entretien;
- Les dépenses relatives au responsable en signalisation de jour et de nuit;
- Les dépenses relatives à la démarche pour intervention dans les voies et toute autre dépense incidente (ex. : demande de fermeture);
- Toute autre dépense incidente.

De plus, aucuns frais relatifs au maintien des dispositifs de signalisation ne sont payés lorsque ceux-ci sont hors fonction, inutilisés ou sans pertinence sur le chantier.

Lors de l'inspection pour la réception des travaux, tous les frais rattachés au maintien de la circulation sont répartis aux différents articles du document 255.

Dans le cas de fermetures progressives, par exemple, la fermeture de la voie de gauche suivie d'une fermeture complète pour le même tronçon, seule la plus élevée des fermetures inscrites au document 255 sera payée à l'entrepreneur.

Dans le cas d'une fermeture de voie incluant la fermeture d'une bretelle de sortie ou d'un accotement, seule la fermeture de la voie sera payée à l'entrepreneur selon l'article du document 255 correspondant au type de fermeture.

Lorsque l'entrepreneur désire optimiser ses fermetures en effectuant la canalisation d'une bretelle en attendant la plage horaire autorisée pour la fermeture complète de celle-ci, seule la fermeture complète sera payée.

Afin d'être rémunérées, les fermetures de voies doivent être effectives, conformes et répondre aux exigences du présent document.

En vertu de l'article 7.13 du CCDG, l'entrepreneur doit garder à l'esprit que sa responsabilité demeure entière quant à la fourniture et l'installation de la signalisation pour tous les travaux défectueux, les omissions et les lacunes à corriger qui auront été relevés lors de l'inspection du chantier. En conformité avec le CCDG, les frais encourus sont à la charge de l'entrepreneur. Les coûts du maintien de la circulation et de la signalisation pour les travaux correctifs et les travaux hors délai sont à la charge de l'entrepreneur, sauf avis contraire du surveillant.

L'entrepreneur doit assurer tous les autres travaux de signalisation requis pour la complète exécution du projet dans un cadre sécuritaire pour les usagers de la route et pour les travailleurs, ainsi que les travaux connexes comme les travaux en TTCD qui sont nécessaires au parachèvement des ouvrages de l'ensemble des documents contractuels du présent projet. Les coûts associés à ces travaux, incluant le maintien de la circulation et la signalisation, sont répartis sur l'ensemble des articles des bordereaux et quantités.

En plus de tous les points mentionnés ci-dessus, l'entrepreneur doit prendre en considération les précisions pour chacun des articles payables selon la fermeture réalisée.

Entraves de courte durée

Les premières 24 heures des entraves en longue durée et les entraves de courte durée sont payées à l'unité selon les articles de courte durée suivants au document 255 :

- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; entrave voie de gauche; direction nord; TLD059 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; entrave voie de gauche; direction sud; TLD059 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; entrave 2 voies de gauche; direction nord; TLD062 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; entrave 2 voies de gauche; direction sud; TLD062 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; entrave 2 voies de droite; direction nord; TLD060 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; entrave 2 voies de droite; direction sud; TLD060 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; entrave 2 voies; direction nord; TLD046 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; entrave 2 voies; direction sud; TLD046 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; fermeture sud; avec contresens nord; TLD030 adaptée »;

- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; fermeture nord; avec contresens sud; TLD030 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; fermeture complète; direction nord; TCLDU007 adapt. »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; fermeture complète; direction sud; TLD070 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; fermeture de bretelle; d'entrée; TCLDU007 adapt. »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; courte durée; fermeture complète de bretelle; de sortie; TLD068 adaptée ».

Entraves de longue durée

Les entraves en longue durée sont payées au jour au document 255 selon les articles suivants :

- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; longue durée; entrave voie de gauche; direction nord; TLD059 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; longue durée; entrave voie de gauche; direction sud; TLD059 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux ; longue durée; entrave 2 voies; direction nord; TLD046 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; longue durée; entrave 2 voies; direction sud; TLD046 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; longue durée; fermeture complète; direction nord; TCLDU007 adapt. »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; longue durée; fermeture complète; direction sud; TLD070 adaptée »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; longue durée; fermeture de bretelle; d'entrée; TCLDU 007 adapt. »;
- « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; longue durée; fermeture complète de bretelle; de sortie; TLD068 adaptée ».

Entrave de 2 voies avec mise en place d'un contresens sur la direction opposée

Les prix soumissionnés pour les différents articles « Gestion de la circulation et signalisation des travaux ; courte durée ; entrave 2 voies […] ; TLD046 adapté » et « Gestion de la circulation et signalisation des travaux ; longue durée ; entrave 2 voies […] ; TLD046 adapté » doivent inclure les coûts pour la fermeture de la voie de gauche de la direction qui demeure sur sa chaussée.

Les articles de « Gestion de la circulation et signalisation des travaux ; courte durée ; entrave 2 voies […] ; TLD046 adapté » ne sont payable que lors de la mobilisation complète du contresens dans une direction. Aucun article de mobilisation n'est payable lors des changements de phase entre la phase 2.1 et 2.2 ni entre les phases 2.3 et 2.4.

Fermeture complète A-19 Nord

Le prix soumissionné pour la fermeture complète de l'A-19 en direction nord doit inclure toutes les entraves requises aux approches, notamment les fermetures de voies de virages sur le boulevard Henri-Bourassa.

Fermeture complète A-19 Sud

Le prix soumissionné pour la fermeture complète de l'A-19 en direction sud exclut les fermetures de bretelles d'entrée.

Pour fin de paiement, il est considéré que :

- La fermeture de la bretelle d'entrée du boulevard Lévesque correspond à une bretelle d'entrée (TCLDU 007 adaptée);
- La fermeture de la bretelle d'entrée du boulevard de la Concorde correspond à une bretelle d'entrée (TCLDU 007 adaptée);
- La fermeture des bretelles du boulevard St-Martin correspondent à 2 bretelles d'entrées (TCLDU 007 adaptée);
- La fermeture de la bretelle de l'A-440 Est pour l'A-19 Sud et la bretelle de l'A-440 ouest pour l'A-19 Sud correspondent à chacune à une bretelle de sortie (TLD 068 adaptée).

2.1.3 Pénalités et retenues

À défaut de la part de l'entrepreneur de respecter les obligations citées à l'article 2.1 « Exigences du maintien de la circulation » du présent document, le surveillant se réserve le droit de ne pas autoriser le début des travaux. Le surveillant ne pourra être tenu responsable des reports causés par un non-respect des délais. Les coûts associés à ces reports sont alors aux frais de l'entrepreneur.

De plus, une pénalité pour entrave de voies non autorisées est appliquée conformément à l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées » du présent document si l'entrepreneur ne respecte pas les exigences du présent article lors de la réalisation des travaux.

2.2 BALISAGE SUPPLÉMENTAIRE

2.2.1 Description et mise en œuvre

Aucun balisage supplémentaire n'est prévu aux phases du présent contrat. L'ensemble du balisage requis pour les fermetures doit être inclus dans les articles débutant par « Gestion de la circulation et signalisation des travaux » à l'exception du balisage supplémentaire à la demande du surveillant.

2.2.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles débutant par « Gestion de la circulation et maintien de la signalisation » du document 255 à l'exception du balisage à la demande du surveillant.

Le paiement du balisage supplémentaire à la demande du surveillant se fait au mètre linéaire aux articles suivants du document 255, en fonction de l'espacement des repères visuels :

« Balisage supplémentaire, mobilisation, démobilisation et maintien; pour 24 heures; aux 10 m »

« Balisage supplémentaire, mobilisation, démobilisation et maintien; pour 24 heures; aux 20 m »

Le prix linéaire pour 24 heures comprend la fourniture, l'installation, la main-d'œuvre, le repositionnement, le remplacement, l'entretien, les équipements, tout le matériel requis pour la mise en place et l'enlèvement du balisage supplémentaire et toutes dépenses incidentes.

2.2.3 Pénalités et retenues

Une retenue permanente sera appliquée pour tous les dispositifs de signalisation ne respectant pas les exigences du *Tome V - Signalisation routière* ainsi que les exigences des articles 2.2 « Balisage supplémentaire » et 5.4 « Repères visuels ».

La pénalité s'applique 30 minutes à la suite de l'avis verbal du surveillant.

Un montant de 20 $ est retenu pour chaque tranche, partielle ou complète, de 15 minutes pour chaque repère visuel non conforme ou manquant.

2.3 CHEMINS DE DÉTOUR ET ITINÉRAIRES FACULTATIFS

2.3.1 Description et mise en œuvre

Les chemins de détour et itinéraires facultatifs décrits dans le présent document ne sont fournis qu'à titre indicatif. Ils peuvent changer lors de la réalisation des travaux en fonction de la coordination avec les chantiers limitrophes, d'une restriction de charges sur la route ou tronçon de route, d'événements spéciaux, de facteurs ponctuels et autres raisons que le Ministère considère valables.

L'entrepreneur doit fournir, pour approbation au surveillant et ce dans les délais mentionnés à l'article 4.5 « Plans et dessins », les plans de chemins de détour qu'il prévoit mettre en place lors de ses fermetures complètes.

Le surveillant se réserve le droit de refuser tout chemin de détour qui pénalise les usagers si d'autres alternatives existent.

L'entrepreneur ne peut entraver ses chemins de détour ou itinéraires facultatifs.

L'entrepreneur doit s'assurer que ses chemins de détour et ses entraves ne soient pas conflictuels avec les autres chemins de détour et entraves environnants.

Les chemins de détours proposés sont disponibles à l'Annexe A.

2.3.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

2.3.3 Pénalités et retenues

Le surveillant se réserve le droit de ne pas autoriser le début des travaux lorsque l'entrepreneur ne se conforme pas aux exigences de l'article 2.3 « Chemins de détour et itinéraires facultatifs » du présent document.

Le surveillant ne pourra être tenu responsable des reports causés par un non-respect des délais. Les coûts associés à ces reports sont alors aux frais de l'entrepreneur.

De plus, une pénalité pour entrave de voie non autorisée est appliquée conformément à l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées » du présent document si l'entrepreneur ne respecte pas les exigences du présent article lors de la réalisation des travaux.

2.4 HORAIRES DES FERMETURES AUTORISÉES

2.4.1 Description et mise en œuvre

2.4.1.1 Plages horaires

Pour la réalisation des travaux nécessitant une entrave, l'entrepreneur doit respecter les plages horaires et exigences ci-dessous en plus d'avoir reçu l'approbation de son entrave selon les exigences de l'article 4.6 « Demandes d'entrave via SGE Interventions ».

Lors des fermetures de voies nécessitant par défaut la fermeture de bretelle, l'entrepreneur doit utiliser la plage horaire la plus contraignante. Par exemple, si la fermeture 1 voie sur 2 est autorisée de 20 h à 6 h et que l'entrepreneur décide de fermer la voie de droite avec les bretelles d'accès ou de sortie, il doit utiliser la plage horaire de la bretelle (ex. de 21 h à 5 h) pour entraver la voie de droite. Par contre, l'entrepreneur peut fermer la voie de droite à 20 h s'il a la possibilité de canaliser les bretelles touchées par cette fermeture. Il en est de même pour les ouvertures.

L'entrepreneur doit prendre en considération les exigences suivantes concernant les plages horaires données :

- L'heure d'ouverture indiquée dans les tableaux ci-dessous est l'heure d'ouverture complète des voies, c'est-à-dire du démantèlement complet de l'entrave y compris le masquage et le démasquage si requis des panneaux et de l'enlèvement du dernier repère visuel. Aucun type d'entrave n'est permis à partir de l'heure d'ouverture indiquée;
- Les chemins de détour peuvent être démasqués 2 heures avant le début de la fermeture complète. Lorsque les panneaux de détour se retrouvent sur le réseau municipal, ceux-ci doivent être masqués ou démobilisés au plus tard 30 minutes après la plage horaire donnée pour l'ouverture de la fermeture complète. Dans le cas contraire, ceux-ci doivent être mis hors fonction avant l'heure d'ouverture indiquée.

Pour des fins de coordination des entraves, si les plages horaires des tableaux 2.4.1 A et B doivent être modifiées, alors ce sont les plages horaires indiquées dans l'avis d'intervention SGE qui priment dans ce cas.

Lorsqu'une entrave non mentionnée aux tableaux 2.4.1 A et B est demandée à l'entrepreneur, la plage horaire est alors fixée par le surveillant en collaboration avec le Ministère.

Fermeture de courte durée

Tableau 2.4.1-A : Entrave de courte durée sur l'A-19 Nord

A-19 Nord Fermeture complète Fermeture de courte durée	
Jours	**Plages horaires* (** si applicable)**
Lundi à mardi	22 h 00 à 5 h 30
Mardi à mercredi	22 h 00 à 5 h 30
Mercredi à jeudi	22 h 30 à 5 h 30
Jeudi à vendredi	22 h 30 à 5 h 30
Vendredi à samedi	23 h 00 à 7 h 00
Samedi à dimanche	23 h 00 à 8 h 00
Dimanche à lundi	22 h 00 à 5 h 30

Tableau 2.4.1-B : Entrave de courte durée sur l'A-19 Sud

A-19 Sud Fermeture complète Fermeture de courte durée	
Jours	**Plages horaires* (** si applicable)**
Lundi à mardi	22 h 00 à 4 h 30
Mardi à mercredi	22 h 00 à 4 h 30
Mercredi à jeudi	22 h 00 à 4 h 30
Jeudi à vendredi	22 h 00 à 4 h 30
Vendredi à samedi	23 h 00 à 7 h 00
Samedi à dimanche	23 h 00 à 8 h 00
Dimanche à lundi	22 h 00 à 4 h 30

Tableau 2.4.1-C : Entrave de fin de semaine

Blitz de fin de semaine Fermeture complète Fermeture de courte durée	
Direction	**Plages horaires* (** si applicable)**
A-19 Nord	Vendredi 23 h 30 à lundi 5 h 00
A-19 Sud	Vendredi 23 h 00 à lundi 4 h 00

Tableau 2.4.1-D : Entrave de courte durée sur l'A-19 Nord

A-19 Nord Entrave 2 voies sur 3 Fermeture de courte durée	
Jours	**Plages horaires* (** si applicable)**
Lundi à mardi	20 h 00 à 7 h 00
Mardi à mercredi	20 h 00 à 7 h 00
Mercredi à jeudi	20 h 00 à 7 h 00
Jeudi à vendredi	20 h 00 à 7 h 00
Vendredi à samedi	21 h 00 à 9 h 00
Samedi à dimanche	21 h 00 à 9 h 00
Dimanche à lundi	20 h 00 à 7 h 00

Tableau 2.4.1-E : Entrave de courte durée sur l'A-19 Sud

A-19 Sud Entrave 2 voies sur 3 Fermeture de courte durée	
Jours	**Plages horaires* (** si applicable)**
Lundi à mardi	20 h 00 à 5 h 00
Mardi à mercredi	20 h 00 à 5 h 00
Mercredi à jeudi	20 h 00 à 5 h 00
Jeudi à vendredi	20 h 00 à 5 h 00
Vendredi à samedi	21 h 00 à 8 h 00
Samedi à dimanche	21 h 00 à 8 h 00
Dimanche à lundi	20 h 00 à 5 h 00

*La mise en place de la présignalisation peut commencer 1 heure avant la plage horaire de fermeture permise.

**L'entrepreneur est autorisé à mettre en place l'entrave de la première voie au plus tôt 30 minutes avant les plages horaires indiquées aux tableaux de l'annexe A s'il est autorisé à fermer plus d'une voie.

2.4.1.2 Événements spéciaux

Lors de journées fériées ou de la tenue d'événements spéciaux ayant un impact sur la circulation, le surveillant ou le Ministère se réserve le droit de ne pas autoriser de fermetures ou d'en modifier les plages horaires. L'entrepreneur doit tenir compte de ces événements dans l'élaboration de son échéancier.

En cas de parachèvement ou de travaux sur plus d'une année, les présentes exigences sont applicables sur les années subséquentes.

Les contraintes reliées à ces événements sont présentées au tableau ci-dessous.

Tableau 2.4.1-C : Événements spéciaux, jours fériés et contraintes par rapport aux plages horaires des fermetures

Événements	Jours	# 1	# 2	# 3	# 4
Pâques (avril)	Vendredi	X			
	Samedi		X		
	Dimanche	X			
	Lundi			X	
Fête des Patriotes (mai)	Vendredi	X			
	Samedi		X		
	Dimanche	X			
	Lundi			X	
Grand Prix du Canada F1 (juin)	Jeudi				X
	Vendredi				X
	Samedi				X
	Dimanche				X
Fête Nationale du Québec (où le 24 juin n'est pas un vendredi ou un lundi)	23 juin	X			
	24 juin			X	
Fête Nationale du Québec (où le 24 juin est un vendredi)	Jeudi	X			
	Vendredi	X			
	Samedi		X		
	Dimanche			X	
Fête Nationale du Québec (où le 24 juin est un lundi)	Vendredi	X			
	Samedi		X		
	Dimanche	X			
	Lundi			X	
Fête du Canada (où le 1er juillet n'est pas un vendredi ou un lundi)	30 juin	X			
	1er juillet			X	
Fête du Canada (où le 1er juillet est un vendredi)	Jeudi	X			
	Vendredi	X			
	Samedi		X		
	Dimanche			X	
Fête du Canada (où le 1er juillet est un lundi)	Vendredi	X			
	Samedi		X		
	Dimanche	X			
	Lundi			X	

Événements	Jours	# 1	# 2	# 3	# 4
L'International des Feux Loto-Québec (juillet-août)	Jour de feux				
Vacances des travailleurs de la construction	Vendredi	X			
	Samedi (début)		X		
	Dimanche			X	
Fête du Travail (septembre)	Vendredi	X			
	Samedi		X		
	Dimanche		X		
	Lundi			X	
Action de grâces (octobre)	Vendredi	X			
	Samedi		X		
	Dimanche		X		
	Lundi			X	

Légende :

#1 : Retarder la fermeture et l'ouverture de 1 heure.

#2 : Aucune restriction.

#3 : Retarder la fermeture de 1 heure, mais conserver l'heure de l'ouverture.

#4 : Aucune fermeture acceptée.

De plus, certains événements se déroulant au Centre Bell pourraient obliger le Ministère à retarder les fermetures des voies mentionnées aux plages horaires de fermeture du présent document (les dates de ces événements sont disponibles sur le site Internet du Centre Bell).

2.4.2 Mode de paiement

Aucun paiement n'est prévu pour cette activité. L'entrepreneur doit simplement les prendre en considération lors de sa planification.

2.4.3 Pénalités et retenues

La demande SGE de l'entrepreneur ne respectant pas les plages horaires ainsi que les restrictions de celles-ci lors des événements spéciaux sera refusée. Les coûts associés à ces reports sont alors aux frais de l'entrepreneur.

De plus, une pénalité pour entrave de voies non autorisées est appliquée conformément à l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées » du présent document, si l'entrepreneur ne respecte pas les exigences du présent article lors de la réalisation des travaux.

2.5 PIÉTONS ET CYCLISTES

2.5.1 Description et mise en œuvre

Lors des travaux sur l'île de la Visitation, l'entrepreneur doit aménager un corridor piétonnier clôturé dans le secteur de la zone de chantier d'une largeur minimale de 1,5 m et doit faire la gestion des piétons avec signaleurs lorsque des opérations s'effectuent au chantier.

L'entrepreneur doit fermer la piste cyclable entre la rue du Pont et la zone de chantier sur l'île de la Visitation et les sentiers pédestres menant à la zone fermée de la piste cyclable.

Les fermetures sur l'île de la Visitation sont présentées à l'Annexe C.

2.5.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont inclus à l'article « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; Accès chantier » du document 255.

2.5.3 Pénalités et retenues

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de se conformer à l'article 2.5 « Piétons et cyclistes » du présent document implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 1 000 $ par infraction. La retenue permanente s'applique de plein droit lorsque le surveillant constate l'infraction.

3. PERSONNEL ET VÉHICULES

En complément de l'article 10.3.1 « Obligation de l'entrepreneur en matière de gestion de la circulation » du CCDG, l'entrepreneur doit remettre, une semaine avant la première réunion de chantier, une liste complète du personnel affecté à la signalisation en y incluant : le nom et les numéros de téléphone cellulaire du responsable en signalisation et des personnes responsables des opérations au chantier afin que ces personnes puissent être rejointes en tout temps.

De plus, lors de la première réunion de chantier, l'entrepreneur doit remettre au surveillant 1 copie des attestations de réussite des formations exigées de tout le personnel affecté au maintien de la circulation et à la signalisation.

L'entrepreneur doit s'assurer que la liste de tout son personnel soit mise à jour en tout temps, y compris pendant la période des vacances, et fournir les coordonnées et les attestations requises des personnes remplaçantes. Les remplaçants doivent être autorisés par le surveillant.

L'entrepreneur doit avoir une entente avec une firme en signalisation routière pouvant offrir un service 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 pour la durée des travaux.

3.1 RESPONSABLE EN SIGNALISATION

3.1.1 Description et mise en œuvre

En complément aux exigences du CCDG, le responsable en signalisation doit posséder au moins 3 ans d'expérience pertinente en signalisation de travaux.

L'entrepreneur doit respecter les articles 10.3.2 et 10.3.3 du CCDG concernant le responsable en signalisation. En d'autres mots, c'est la personne-ressource auprès du surveillant. Son choix doit être approuvé par le surveillant et est préalable à l'autorisation de commencer les travaux. Le responsable en signalisation doit être employé directement par l'entrepreneur général et non par un sous-traitant en signalisation.

Le responsable en signalisation et ses représentants doivent fournir leurs attestations de réussite à la première réunion de chantier.

Le responsable en signalisation doit disposer d'un téléphone cellulaire opérationnel, en tout temps, comprenant un service de traitement des messages. Le numéro de téléphone doit demeurer le même pour toute la durée du contrat et son indicatif régional doit être représentatif de la région.

Le responsable en signalisation doit être présent à plein temps au chantier au cours de chacune des phases d'installation de la signalisation, aux changements des phases, au démantèlement et au balisage de voie afin de coordonner les travaux relatifs à la signalisation jusqu'à ce que celle-ci soit approuvée.

Le responsable en signalisation doit également communiquer et informer le surveillant en temps réel à chaque étape de la mobilisation. Une fois que la mobilisation est terminée, ce dernier doit procéder à une inspection de la signalisation. À la suite de ces inspections, le responsable en signalisation doit aviser le surveillant de la conformité de cette signalisation par écrit, au moyen du formulaire « Inspection de signalisation » V-3224. Ce formulaire peut être téléchargé sur le site Internet du Ministère dans la section Documentation. Celui-ci doit être remis au surveillant, au plus tard 1 heure suivant la tournée.

Sa présence n'est plus requise à plein temps à la suite de l'approbation de la fermeture par le surveillant. Celui-ci doit tout de même être joignable et disponible en tout temps afin de remédier aux anomalies dans les temps demandés.

Par la suite, le responsable en signalisation doit effectuer, au minimum, 1 visite par jour où des entraves sont maintenues afin d'inspecter la signalisation. À la suite de ces inspections, le responsable en signalisation doit aviser le surveillant de la conformité de cette signalisation par écrit, au moyen du formulaire « Inspection de signalisation – Inspection quotidienne » V 3224-A. Ce rapport doit être remis au surveillant, au plus tard 1 heure suivant la tournée.

Dans les cas de non-conformités ou de déficiences, le responsable en signalisation doit les relever et proposer au surveillant les actions pour les corriger dans les délais prescrits par le présent document.

Si une situation de signalisation déficiente survient ou que des dommages sont causés à la signalisation à la suite d'un accident, selon le Code de la sécurité routière, le responsable en signalisation doit pouvoir être joint par téléphone en tout temps, soit 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 dans un délai maximal de 15 minutes par le surveillant, un policier ou un employé du Ministère. À la suite de cet appel, le responsable en signalisation doit apporter des correctifs dans les délais qui lui seront indiqués avant de rétablir la situation.

L'entrepreneur doit tenir compte des exigences mentionnées à l'article 3 « Personnel et véhicules ».

3.1.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

3.1.3 Pénalités et retenues

À défaut de l'entrepreneur et du responsable en signalisation, de respecter les exigences relatives au responsable en signalisation, le surveillant se réserve le droit de ne pas autoriser le début ou la poursuite des travaux. Le surveillant ne pourra être tenu responsable des reports causés par un non-respect des délais. Les coûts associés à ces reports sont alors aux frais de l'entrepreneur.

Si les exigences relatives au responsable en signalisation ne sont pas respectées, une retenue permanente à titre de dommages et intérêts liquidés, est appliquée pour les infractions suivantes :

- L'absence du responsable en signalisation lorsque demandé : 500 $ par infraction;
- Le non-respect des délais pour joindre le responsable en signalisation : 500 $ par tranche complète ou partielle de 15 minutes;
- Le non-respect du délai d'intervention demandée : 500 $ par tranche complète ou partielle de 15 minutes;
- Le rapport d'inspection non remis au surveillant à l'intérieur du délai alloué : 500 $ par infraction;
- Le rapport d'inspection ne mentionnant pas une non-conformité lorsque le surveillant constate celle-ci : 200 $ par infraction en plus de la pénalité associée à cette non-conformité;
- La copie d'attestation des formations exigées non remise ou non conforme : 500 $ par infraction.

En plus des dispositions du paragraphe précédent, le Ministère peut dépêcher sans préavis une équipe de travail pour installer la signalisation nécessaire ou pour demeurer sur les lieux jusqu'à ce que l'entrepreneur intervienne afin de rétablir la situation. Dans ce dernier cas, une retenue permanente de 2 000 $ est applicable à titre de dommages et intérêts liquidés chaque fois que le Ministère doit intervenir.

3.2 ÉQUIPE DE SIGNALISATION

3.2.1 Description et mise en œuvre

L'entrepreneur doit utiliser suffisamment d'équipes de travail afin d'assurer la mobilisation à temps. En plus des exigences du CCDG, s'il y a plus d'une équipe de signalisation, celles-ci doivent coordonner leurs travaux et utiliser des radios émetteurs-récepteurs avec fréquence d'opération exclusive.

L'entrepreneur doit tenir compte des exigences mentionnées à l'article 3 « Personnel et véhicule ».

3.2.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont inclus aux différents articles commençant par « Gestion de la circulation et signalisation des travaux » du document 255.

3.2.3 Pénalités et retenues

À défaut de respecter les exigences du CCDG et relatives à l'équipe de signalisation, implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ par infraction où une telle situation est constatée. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

3.3 SIGNALEURS ROUTIERS

3.3.1 Description et mise en œuvre

L'entrepreneur doit fournir et présenter pour approbation au surveillant le nombre de signaleurs et leur emplacement sur le plan de signalisation pour assurer un maintien de la circulation sécuritaire et efficace. Le signaleur ne doit, en aucun cas, être affecté à d'autres tâches que celle du contrôle de la circulation. De plus, l'entrepreneur doit s'assurer que les signaux transmis aux usagers de la route pour diriger la circulation sont précis et conformes aux normes du Ministère et aux formations reçues.

L'entrepreneur doit s'assurer d'une communication fiable, claire et précise entre les signaleurs.

L'entrepreneur doit fournir suffisamment de signaleurs routiers, au moins un par direction, pour gérer la circulation, orienter les usagers en chantier et s'assurer que les mouvements de camions se fassent de façon sécuritaire, et ce, à la satisfaction du surveillant. En aucun cas, un signaleur routier ne doit être positionné sur la voie ouverte à la circulation.

Un signaleur ne doit, en aucun cas, se substituer au fonctionnement d'un feu de circulation ou d'un arrêt obligatoire. Ces tâches sont réservées au SPVM.

L'entrepreneur doit s'assurer de l'emplacement sécuritaire du personnel affecté au maintien de la circulation.

Le devis 155 ne tient pas compte des signaleurs de chantier. L'entrepreneur doit se référer au devis 101.

L'entrepreneur doit tenir compte des exigences mentionnées à l'article 3 « Personnel et véhicules».

3.3.2 Mode de paiement

Les frais comprennent le signaleur, les équipements nécessaires et les dépenses incidentes à son opération ainsi que les frais relatifs au transport entre les bureaux et le chantier.

Les coûts associés à cette activité sont inclus à l'article « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; Accès chantier » du document 255.

3.3.3 Pénalités et retenues

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de fournir suffisamment de signaleurs pour gérer la circulation de façon sécuritaire pour les travailleurs et les usagers implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour une tranche de 1 heure, totale ou partielle, où une telle situation est constatée. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de respecter les exigences du CCDG, du *Tome V - Signalisation routière* relatif aux signaleurs routiers et du présent document implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ par infraction. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

3.4 ATTÉNUATEURS D'IMPACT FIXÉS À UN VÉHICULE (AIFV)

3.4.1 Description et mise en œuvre

3.4.1.1 Opérateur

L'opérateur d'un véhicule de protection muni d'un AIFV doit être affecté exclusivement à la tâche d'opération du véhicule AIFV.

L'entrepreneur doit tenir compte des exigences mentionnées à l'article 3 « Personnel et véhicules ».

3.4.1.2 Documents à fournir pour les AIFV

À la première réunion de chantier et après chaque collision, l'entrepreneur doit remettre au surveillant les documents des AIFV conformément à l'article 10.3.6.5 du CCDG.

L'AIFV doit faire partie de la liste d'homologation du Ministère.

3.4.1.3 Cadre d'utilisation des AIFV

L'entrepreneur doit avoir à sa disposition et utiliser un nombre suffisant de véhicules de protection munis d'un AIFV afin de protéger chaque équipe de signalisation et chaque aire de travail. L'AIFV utilisé doit être du niveau de performance TL-3.

De plus, selon les conditions du site, la nature des travaux et les méthodes de travail de l'entrepreneur, le surveillant peut exiger la présence supplémentaire d'un véhicule de protection muni d'un AIFV pour d'autres travaux ou pour des sites non spécifiés précédemment.

3.4.1.4 Matériel de signalisation pour AIFV

Le véhicule de protection muni d'un AIFV doit être équipé d'un gyrophare et d'une flèche de signalisation conformes aux sections 4.36 « Gyrophare » et 4.37 « Flèche de signalisation » du *Tome V - Signalisation routière*. Au moment des manœuvres de déploiement et de retrait de l'AIFV, il doit toujours y avoir un gyrophare visible dans toutes les directions.

3.4.1.5 Caractéristique du véhicule de protection muni d'un AIFV

Un lest peut être utilisé pour augmenter la masse totale en charge du véhicule de protection muni d'un AIFV de manière qu'elle atteigne une valeur comprise entre les limites prescrites au *Tome VIII – Dispositifs de retenue*.

Si un lest solide est utilisé, les exigences à l'article 5.9.3.2 du *Tome VIII – Dispositifs de retenue* doivent être respectées. De plus, l'entrepreneur doit respecter les exigences du CCDG.

Lorsque l'AIFV est en opération, aucune cargaison autre que le lest ne doit se trouver à bord du véhicule de protection.

3.4.2 Mode de paiement

Le paiement, pour les véhicules de protection munis d'un AIFV avec leurs opérateurs, et toute dépense incidente sont inclus aux différents articles commençant par « Gestion de la circulation et signalisation des travaux » du document 255.

3.4.3 Pénalités et retenues

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de respecter les exigences relatives aux AIFV du CCDG, du *Tome V - Signalisation routière*, du *Tome VIII - Dispositifs de retenue* et du présent document implique une retenue permanente de 500 $ par infraction, et ce, par véhicule non conforme par jour. Cette retenue, à titre de dommages et intérêts liquidés, intervient de plein droit sur la simple constatation du défaut de la part du surveillant.

3.5 VÉHICULES DE SERVICE

3.5.1 Description et mise en œuvre

Pour le présent article, le terme « véhicules de service » renvoie également aux véhicules escorte, aux véhicules d'accompagnement et aux véhicules de patrouille.

L'opérateur d'un de ces véhicules doit être affecté exclusivement à la tâche d'opération du véhicule.

L'entrepreneur doit tenir compte des exigences mentionnées à l'article 3 « Personnel et véhicules ».

Chacun des véhicules de service doit avoir les caractéristiques suivantes :

- Être une camionnette;
- Avoir une masse totale en charge minimale de 2 700 kg;
- Être équipé d'une banquette pleine largeur pouvant recevoir trois personnes en conformité avec le Règlement sur la sécurité routière;
- Être équipé d'une flèche de signalisation lumineuse et d'un gyrophare visible en tout temps conformément au *Tome V - Signalisation routière*;
- Avoir une bande jaune rétro réfléchissante de type IV d'une largeur minimale de 75 mm à l'arrière et sur les côtés du véhicule;
- Les spécifications du véhicule doivent être conformes au *Tome V - Signalisation routière*.

<u>Véhicule escorte</u>

L'entrepreneur doit avoir en tout temps suffisamment de véhicules escorte pour gérer la circulation.

Cette gestion doit être effectuée, sans s'y limiter, pour escorter d'autres véhicules pour entrer et sortir du chantier et pour contrôler la limite de vitesse des usagers.

De plus, le surveillant peut exiger, en tout temps, un véhicule escorte supplémentaire, s'il juge que les conditions de circulation ne sont pas sécuritaires.

Patrouille de retenue

L'entrepreneur peut effectuer des patrouilles de retenue lors d'un changement de phase ou pour une étape spécifique des travaux. Dans ce cas, l'entrepreneur doit utiliser un véhicule par voie, incluant les bretelles et les accotements carrossables. De plus, il doit le mentionner dans son plan de travail en indiquant le nombre de fois, le nombre de véhicules, la durée, ainsi que la raison. Le surveillant se réserve le droit de refuser cette intervention lorsqu'elle n'est pas justifiée ou pénaliserait trop l'usager.

Dans le cadre de ce contrat, l'entrepreneur peut effectuer des patrouilles de retenue entre 0 h 30 et 3 h et d'une durée maximale de 10 minutes.

3.5.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont inclus aux différents articles commençant par « Gestion de la circulation et signalisation des travaux » du document 255.

3.5.3 Pénalités et retenues

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de respecter les exigences du CCDG, du *Tome V - Signalisation routière* et du présent document relatives aux véhicules de service et d'accompagnement implique une retenue permanente de 500 $ par infraction, et ce, par véhicule non conforme, par jour. Cette retenue, à titre de dommages et intérêts liquidés, intervient de plein droit sur la simple constatation du défaut de la part du surveillant.

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de remettre le rapport d'utilisation du véhicule d'accompagnement pour signal avancé de congestion au surveillant à chaque utilisation de ce dernier implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ par infraction.

4. GESTION DE CHANTIER

4.1 PRÉSENCE D'UN OBSTACLE

4.1.1 Description et mise en œuvre

Un obstacle peut être un objet fixe, une excavation ou tout autre obstacle aux usagers de la route.

La zone de dégagement latéral est une distance de sécurité prise perpendiculairement à la voie de circulation et qui doit être exempte de tout obstacle.

L'entrepreneur doit identifier les objets fixes, à l'intérieur de la zone de dégagement latéral, afin de les protéger et exécuter les travaux de manière à sécuriser la présence d'un obstacle à l'intérieur de la zone de dégagement latéral située en bordure des voies de circulation utilisées par les usagers durant toute la période des travaux.

Il est strictement interdit de stationner et d'entreposer, en dehors des heures de travail, de la machinerie, de l'outillage et des matériaux à l'intérieur de la zone de dégagement latéral, sauf si ceux-ci sont protégés par la partie efficace d'un dispositif de retenue conformément aux exigences du *Tome VIII – Dispositifs de retenue*.

L'entrepreneur doit déterminer la zone de dégagement latéral à l'aide de la figure 2.3-1 du *Tome VIII – Dispositifs de retenue*.

L'entrepreneur doit protéger tout obstacle présent, dans la zone de dégagement latéral appropriée, avant l'ouverture des voies de circulation ou la mise en service d'une nouvelle configuration.

4.1.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

4.1.3 Pénalités et retenues

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de respecter les exigences concernant le présent article et de protéger un obstacle situé dans la zone de dégagement latéral implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages-intérêts liquidés de 1 000 $ par obstacle, pour chaque tranche totale ou partielle de 24 heures que dure la situation. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

Le surveillant se réserve le droit de faire cesser tous les travaux si les correctifs nécessaires n'ont toujours pas été apportés 48 heures après l'avis verbal du surveillant.

4.2 RÉUNIONS SPÉCIALES

4.2.1 Description et mise en œuvre

En plus des réunions de chantier et des réunions de coordination interchantiers, des réunions spéciales relatives au maintien de la circulation peuvent être demandées par le surveillant ou le Ministère pendant la réalisation des travaux. L'une des réunions spéciales est faite immédiatement après la première réunion de chantier ou lors du déroulement de la première réunion de chantier.

À la demande du Ministère, l'entrepreneur doit aussi participer à une réunion de chantier spéciale sur la signalisation et la circulation à la reprise des travaux après chaque période hivernale.

Les intervenants suivants doivent obligatoirement participer à toutes ces réunions :

- Le responsable en signalisation de l'entrepreneur;
- Le responsable du sous-traitant en signalisation.

4.2.2 Mode de paiement

L'entrepreneur doit répartir tous les frais relatifs aux réunions de chantier et aux réunions spéciales sur l'ensemble des articles du document 255.

4.2.3 Pénalités et retenues

L'absence à une réunion spéciale d'un des intervenants ou de son remplaçant implique une retenue permanente au contrat de 500 $ par ressource absente.

4.3 MODIFICATION TEMPORAIRE DE LA LIMITE DE VITESSE

4.3.1 Description et mise en œuvre

Afin d'obtenir une limite de vitesse crédible, l'entrepreneur doit l'établir en respectant les caractéristiques réelles de la zone d'activité et les critères de détermination de la vitesse prévus aux normes.

Une évaluation de l'environnement du chantier permettra d'en vérifier le besoin. L'entrepreneur, conjointement avec le surveillant, détermine la limite de vitesse temporaire avec des justifications valables pour assurer la sécurité des travailleurs et des usagers tout en respectant les règles d'abaissement des limites de vitesse dans les zones de travaux routiers.

L'entrepreneur doit présenter au surveillant, 20 jours avant la mise en place des panneaux de limite de vitesse temporaire, une demande de modification de vitesse à l'aide du formulaire **V-3044**, pour le réseau du Ministère et le **V-3046** pour le réseau municipal. Le formulaire peut être téléchargé sur le site Internet du Ministère à l'adresse suivante dans la section Documentation / formulaires :

https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/entreprises-partenaires/entreprises-reseaux-routier/guides-formulaires/Pages/Surveillance-chantiers.aspx

Un plan de signalisation avec la vitesse temporaire doit accompagner la demande de réduction de la vitesse légale. Ce plan signé et scellé doit illustrer clairement la localisation précise avec des éléments identifiables sur le terrain (ex. repère kilométrique, routes transversales, musoir de sortie), des panneaux de limite de vitesse en chantier, des panneaux de signal avancé de limite de vitesse (si nécessaire), des panneaux « FIN » et des panneaux de limite de vitesse permanente (fond blanc) masqués.

Le Ministère se réserve le droit d'accepter, de modifier ou de refuser la proposition de réduction de limite de vitesse de l'entrepreneur.

Le chantier doit être aménagé de façon à inciter les usagers à respecter la limite de vitesse temporaire. Une limite de vitesse affichée est crédible à condition que les conducteurs considèrent qu'elle est adaptée à l'environnement routier (caractéristiques de la route et ses entraves).

Durant les périodes où une limite de vitesse temporaire est en vigueur dans la zone ou dans une section de travaux, les panneaux de limite de vitesse sur fond blanc doivent être masqués. Sur les autoroutes, cette exigence s'applique autant aux panneaux de limite de vitesse maximale que minimale.

À chaque fois que l'entrepreneur installe, masque, démasque, déplace ou démantèle un panneau de limite de vitesse particulièrement dans une situation de limite de vitesse variable, il a l'obligation de transmettre au surveillant les informations ci-dessous via le formulaire V-3046-B (Journal de chantier) :

- La date de la mise en fonction et de la mise hors fonction des panneaux de réduction de limite de vitesse;
- L'heure de la mise en fonction et de la mise hors fonction des panneaux de réduction de limite de vitesse;
- Les chaînages ou kilométrages d'installation des panneaux de réduction de limite de vitesse T-70-1 et des panneaux signalant la fin de l'aire de travail T-40.

Lorsque la somme de la zone d'approche et l'aire de travail du chantier correspondent à une longueur supérieure à 2 km, l'entrepreneur doit installer des panneaux de limite de vitesse à tous les 500 mètres. Également, lorsqu'une bretelle d'entrée est présente dans l'une de ces 2 zones, l'entrepreneur doit installer des panneaux de limite de vitesse comme rappel après chaque entrée. En ce qui concerne les intersections, l'entrepreneur doit ajouter un panneau de « Limite de vitesse temporaire » (T-70-1) après ceux-ci.

Lorsque l'aménagement de la zone de travaux n'exige plus une réduction de la limite de vitesse, les panneaux indiquant la limite de vitesse temporaire (T-70-1) doivent être masqués et les panneaux de limite de vitesse sur fond blanc doivent être remis en fonction.

4.3.2 Mode de paiement

Tous les coûts associés à la fourniture, à l'installation, au maintien, à l'entretien, à la démobilisation, au masquage, au déplacement, au démasquage des panneaux de limite de vitesse et toutes dépenses reliées aux activités de l'article 4.3 « Modification temporaire de la limite de vitesse » incluant la signalisation, sont payés aux différents articles commençant par « Gestion de la circulation et signalisation des travaux » du document 255.

4.3.3 Pénalités et retenues

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de se conformer aux exigences concernant la limite de vitesse temporaire et panneaux de vitesse implique une retenue permanente appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ par heure, par panneau manquant, non masqué, non démasqué où une telle situation est constatée. La retenue intervient de plein droit sur simple constatation du défaut par le surveillant ou le Ministère.

4.4 INTERVENTIONS SUR UN RÉSEAU AUTRE QUE MINISTÉRIEL

4.4.1 Description et mise en œuvre

Lorsque l'entrepreneur désire effectuer une intervention ou un chemin de détour sur le réseau de responsabilité municipale, fédérale ou autre, il doit obtenir auprès du gestionnaire du réseau concerné, un *Permis d'occupation du domaine public*. L'entrepreneur doit s'informer auprès du service concerné pour les détails de la modalité des demandes de chaque intervention. 1 copie des permis doit être transmise au surveillant avant l'envoi de la demande d'entrave au Ministère. Afin d'obtenir l'autorisation de fermer la route, en complément aux stipulations de la mise en œuvre de l'article 10.3.7 « Chemin de déviation temporaire » du CCDG, l'entrepreneur doit :

- Vérifier que les chemins de détour sont carrossables et ne représentent aucun danger pour les usagers;
- Maintenir une signalisation adéquate pour les commerces et les organismes qui sont affectés par le détour ou les interventions de l'entrepreneur;
- Assurer la circulation locale pour les résidents et les riverains;
- Entretenir la ou les routes durant les travaux, réparer les dommages causés à la chaussée et aux propriétés riveraines, selon les ententes prises avec la ou les municipalités;
- Remettre la ou les routes en bon état à la fin des travaux, selon les ententes prises avec la ou les municipalités.

L'entrepreneur doit indiquer, dans sa demande de permis, le numéro de contrat du Ministère.

L'entrepreneur doit obtenir toutes les autorisations des gestionnaires du réseau concernés avant la mise en place des panneaux de détour. L'entrepreneur doit prendre en considération que le traitement des demandes nécessite un délai pouvant aller jusqu'à 3 semaines.

4.4.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis sur l'ensemble des prix soumissionnés aux différents articles du document 255.

4.4.3 Pénalités et retenues

L'obtention du permis d'occupation du domaine public demandé pour une intervention de l'entrepreneur sur le réseau municipal ou fédéral est préalable à l'autorisation du surveillant pour l'intervention de l'entrepreneur, même si le Ministère a approuvé l'ensemble des demandes d'entrave. Le surveillant ne peut être tenu responsable des reports causés par un délai dans l'émission de permis. Les coûts associés à ces reports sont alors aux frais de l'entrepreneur.

Advenant le cas où l'entrepreneur ne respecte pas les exigences de l'article 4.4 « Interventions sur un réseau autre que ministériel » et entrave tout de même la circulation, l'entrave sera considérée comme une fermeture de voie non autorisée et des retenues permanentes selon l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées » du présent document sont applicables.

4.5 PLANS ET DESSINS

4.5.1 Description et mise en œuvre

4.5.1.1 Plan de travail

L'entrepreneur doit soumettre au surveillant, 10 jours avant la mise en phase initiale, les changements de phase et la démobilisation du chantier, le plan de travail expliquant les mesures complémentaires qu'il prévoit pour contrôler la circulation. Le plan de travail, en plus des stipulations au CCDG, doit contenir les détails suivants :

- Les coordonnées du responsable en signalisation de l'entrepreneur sur le chantier et des personnes à contacter en cas d'urgence;
- La méthode de travail élaborée pour la mise en place et l'enlèvement des dispositifs de signalisation dans le cas où elle est différente de celle décrite dans les normes du Ministère;
- La description et la séquence de réalisation des travaux nécessaires au maintien de la circulation et à la signalisation incluant les heures, dates, numéro de plan et de chemins de détour;
- La description des fermetures de voies requises, de gestion des accès au chantier et des mesures prises pour protéger les travailleurs;
- Les procédures d'accès au chantier et de patrouille de retenue;
- L'horaire des travaux, indiquant aussi les périodes où il n'y a pas de travail;
- Les modifications et les mesures prévues pour la signalisation durant les périodes où il n'y a pas de travaux;
- La distinction entre la signalisation de travaux de courte durée et celle de longue durée.

4.5.1.2 Plan de signalisation

Au moment de la conception des plans de signalisation, l'entrepreneur doit respecter les exigences suivantes :

- Au moins 15 jours avant la réalisation d'une fermeture, l'entrepreneur doit présenter au surveillant pour approbation des plans de signalisation temporaire signés et scellés par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec;
- Si une diminution de vitesse est prévue, les plans doivent être soumis 20 jours avant la réalisation d'une fermeture afin de respecter les exigences de l'article 4.3 « Modification temporaire de la limite de vitesse » du présent document;
- Les plans de signalisation comprennent également les plans des chemins de détour, si applicable;
- Tous les dispositifs de signalisation qui seront présents lors des travaux doivent être présents sur le plan de signalisation. Ceci inclut également les dispositifs de retenue, les feux de circulation, la signalisation ainsi que les navettes nécessaires pour le transport;
- Les plans doivent être préparés en conformité avec le *Tome V - Signalisation routière* et les exigences du présent document et être fidèles aux conditions réelles du terrain. Les plans doivent être présentés en format PDF de 280 mm x 430 mm (11 po x 17 po). Les plans doivent contenir les détails des dispositifs de signalisation et leur localisation. L'entrepreneur doit respecter la série de plans GC-2901-154-19-1400 et les exigences du présent document lors de la préparation des plans de signalisation;

- Le surveillant se réserve le droit d'y apporter toute modification jugée nécessaire pour assurer la sécurité des usagers de la route et des travailleurs et la fluidité de la circulation;
- Le plan de signalisation signé et scellé doit illustrer la localisation précise (repère kilométrique et chaînage) des panneaux de limite de vitesse en chantier (T-70), du signal avancé de limite de vitesse si nécessaire (T-70-2), du panneau « FIN » (T-40) et des panneaux de limite de vitesse permanente (fond blanc) masqués (P-70). Une coupe transversale doit également être présente sur le plan pour connaître la largeur des voies et des accotements, ainsi que l'emplacement des glissières de chantier ou des balises;
- Ces plans doivent être à l'échelle minimale de 1/1 000 et, pour les chemins de détour, à l'échelle minimale de 1/2 000. Ils doivent être réalisés sur les fonds de plans du Ministère lorsque ceux-ci sont disponibles;
- Les plans soumis doivent inclure les dessins d'atelier pour les panneaux spéciaux;
- L'entrepreneur doit prendre en compte la sécurité des travailleurs et des usagers, notamment en s'assurant du respect des distances de visibilité, des distances d'installation en fonction des pentes longitudinales et des obstructions existantes de la route et, si requis, en ajoutant des dispositifs de signalisation. Les plans de l'entrepreneur doivent également tenir compte de la géométrie du tronçon à entraver et représenter les conditions réelles du terrain;
- Les plans doivent inclure la signalisation permanente et les dispositions prises par l'entrepreneur par rapport à cette signalisation (enlèvement, masquage, etc.) pour assurer une gestion adéquate et cohérente;
- Les plans doivent inclure les modifications à la signalisation horizontale en indiquant l'emplacement des lignes de marquage et effacement ainsi que les autres types de marquage et effacement (musoirs, flèches, etc.);
- Les plans doivent indiquer en détail les mesures prises pour le maintien sécuritaire de la circulation des piétons et des cyclistes. En présence de voies cyclables et piétonnes à l'intérieur du périmètre des travaux, l'entrepreneur doit assurer la mobilité et la sécurité des piétons et des cyclistes en prévoyant des mesures d'atténuation;
- Le type et la localisation de chacun des accès au chantier ainsi que les plans d'aménagement et d'exploitation de ceux-ci doivent faire partie des plans de signalisation;
- Les plans doivent présenter la localisation de chacun des signaleurs;
- Les plans doivent également indiquer les aires d'attente et d'entreposage;
- Tous les travaux de modification des glissières permanentes doivent être précisés aux plans de signalisation soumis par l'entrepreneur;
- Nonobstant la durée de la fermeture, le choix de la planche de signalisation doit respecter les critères des travaux de longue durée (TLD) des normes du Ministère en plus des exigences du présent document.

4.5.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles débutant par « Gestion de la circulation et signalisation des travaux » du document 255.

4.5.3 Pénalités et retenues

À défaut de la part de l'entrepreneur de respecter les obligations citées à l'article 4.5 « Plans et dessins » du présent document, le surveillant se réserve le droit de ne pas autoriser le début des travaux. Le surveillant ne pourra être tenu responsable des reports causés par un non-respect des délais. Les coûts associés à ces reports sont alors aux frais de l'entrepreneur.

De plus, une pénalité pour entrave de voies non autorisées est appliquée, conformément à l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées » du présent document, si l'entrepreneur ne respecte pas le plan de signalisation lors de la réalisation des travaux.

4.6 DEMANDES D'ENTRAVE VIA SGE INTERVENTIONS

4.6.1 Description et mise en œuvre

Pour la réalisation des travaux nécessitant une entrave dans l'emprise routière du Ministère, à ses approches, pour une entrave dont le détour passe par le réseau du Ministère, et pour tous les travaux dont le donneur d'ouvrage est le Ministère ou son représentant, et ce même s'il n'est pas sur son réseau, une demande doit être transmise à celui-ci en respectant les délais mentionnés aux tableaux ci-dessous.

L'entrepreneur effectue sa demande et la transmet au surveillant via la plate-forme SGE Interventions avant l'heure indiquée. Le surveillant valide ou refuse la demande selon les modalités du présent document 155 ou tout autre impératif du chantier et la transmet au Ministère pour approbation.

Les demandes ainsi transmises sont analysées et coordonnées par le Ministère avec d'autres demandes d'entraves avant que la fermeture ne soit autorisée. Le Ministère accepte avec ou sans modification ou refuse les demandes de fermeture au moins 4 heures avant le début de la fermeture projetée.

L'entrepreneur doit respecter la nomenclature des demandes. Un document d'aide à l'utilisation du système SGE Interventions est transmis à l'activation d'un nouveau compte. Si l'entrepreneur désire l'aide-mémoire SGE Interventions et que son compte est déjà activé, il peut s'adresser à :

dimsgeinterventions@transports.gouv.qc.ca

L'entretien prévisible et programmable (nettoyage, installation, démantèlement de dispositifs de signalisation temporaire, activités de déneigement, etc.) doit faire l'objet d'une demande d'entrave à l'aide de SGE Interventions. De plus, des appels en temps réel doivent être effectués conformément à l'article 4.9 « Procédure d'appel en temps réel » du présent document.

L'entretien non planifiable et non programmable n'exige pas de demande à l'aide du système SGE Interventions. Par contre, un appel en temps réel conformément à l'article 4.9 « Procédure d'appel en temps réel » doit être fait au début et à la fin de l'entrave et doit obligatoirement être fait au surveillant lorsque la situation se présente.

Dans les demandes d'entraves, l'entrepreneur doit mentionner s'il y a une modification temporaire de la hauteur libre sous une structure, des largeurs de voies, du dégagement horizontal et/ou de la limite de vitesse. Il doit également, lors d'une fermeture complète, décrire le chemin de détour qu'il va mettre en place de façon claire et précise.

Si l'entrepreneur annule une entrave approuvée par le Ministère et qu'une insertion y est également approuvée, l'entrepreneur est tenu de se conformer à l'article 4.7 « Insertion et coordination ». Dans le cas où une directive de coordination de signalisation a été émise et que l'entrepreneur annule son entrave, il est aussi tenu de respecter ce même article.

La révision d'une demande d'entrave qui modifie de façon importante la nature de l'intervention (type d'obstruction, plage horaire de l'intervention, durée de l'intervention, localisation de l'entrave, date de début de l'entrave, modification du chemin de détour, etc.) doit être considérée comme une nouvelle demande et respecter les délais prescrits.

L'entrepreneur doit respecter les délais prescrits aux tableaux ci-dessous pour toutes demandes de révision qui ne modifient pas de façon importante la nature de l'intervention et les annulations dont aucune insertion ou coordination n'est prévue. De plus, lors des annulations, l'entrepreneur doit obligatoirement aviser le surveillant ou le Ministère chaque fois qu'il annule une entrave en plus de mettre à jour la demande dans SGE Interventions.

L'entrepreneur doit ajuster la liste des intervenants en tout temps pour qu'elle soit mise à jour, par exemple lors des vacances, et ainsi réviser les demandes SGE Interventions.

Tableau 4.6.1-A – Délais requis pour une demande de fermeture de voie de longue durée (plus de 24 heures), pour la première entrave d'un chantier et pour une fermeture de voie de jour *

Pour les fermetures de voies dans la période de…	La demande doit être effectuée dans le système SGE Interventions avant…
Lundi 20 h à mardi 19 h 59	9 h, 8 jours ouvrables précédant l'entrave
Mardi 20 h à mercredi 19 h 59	9 h, 8 jours ouvrables précédant l'entrave
Mercredi 20 h à jeudi 19 h 59	9 h, 8 jours ouvrables précédant l'entrave
Jeudi 20 h à vendredi 19 h 59	9 h, 8 jours ouvrables précédant l'entrave
Vendredi 20 h à lundi 19 h 59	9 h, 8 jours ouvrables précédant l'entrave

Note : Lors de la présence d'une journée fériée, la demande doit être effectuée 9 jours ouvrables à l'avance au lieu de 8.

Tableau 4.6.1-B - Délais requis pour une demande d'entrave qui ne s'applique pas aux conditions du Tableau 4.6.1-A *

Pour les fermetures de voies dans la période de…	La demande doit être effectuée dans le système SGE Interventions avant …
Lundi 20 h à mardi 19 h 59	Le mercredi à 9 h, précédant l'entrave
Mardi 20 h à mercredi 19 h 59	Le jeudi à 9 h, précédant l'entrave
Mercredi 20 h à jeudi 19 h 59	Le vendredi à 9 h, précédant l'entrave
Jeudi 20 h à vendredi 19 h 59	Le lundi à 9 h, précédant l'entrave
Vendredi 20 h à lundi 19 h 59	Le mardi à 9 h, précédant l'entrave

Note : Lors de la présence d'une journée fériée, pendant la semaine, la demande doit être effectuée une journée plus tôt que ce qui est mentionné au tableau ci-dessus. Par exemple, si vendredi est une journée fériée, les demandes concernant le mercredi suivant doivent être transmises au surveillant le jeudi précédent avant 9 h.

Tableau 4.6.1-C – Délais requis pour la transmission de toute demande de révision (qui ne modifie pas de façon importante la demande) *

Pour les fermetures de voies dans la période de…	La demande doit être effectuée dans le système SGE Interventions avant…
Lundi 20 h à mardi 19 h 59	Le lundi à midi, précédant la fermeture ou l'entrave
Mardi 20 h à mercredi 19 h 59	Le mardi à midi, précédant la fermeture ou l'entrave
Mercredi 20 h à jeudi 19 h 59	Le mercredi à midi, précédant la fermeture ou l'entrave
Jeudi 20 h à vendredi 19 h 59	Le jeudi à midi, précédant la fermeture ou l'entrave
Vendredi 20 h à lundi 19 h 59	Le vendredi à midi, précédant la fermeture ou l'entrave

***Note** : Lors de la présence d'une journée fériée, pendant la semaine, la demande doit être révisée une journée plus tôt que ce qui est mentionné au tableau ci-dessus. Par exemple, si vendredi est une journée fériée, les demandes de la fin de semaine doivent être transmises au surveillant le jeudi précédent avant midi.

Tableau 4.6.1-D – Délais requis pour annuler une demande de fermeture de voie (sans insertion ou sans coordination) *

Pour les fermetures de voies dans la période de…	La demande doit être effectuée dans le système SGE Interventions avant …
Lundi 20 h à mardi 19 h 59	Le lundi à 15 h, précédant la fermeture ou l'entrave
Mardi 20 h à mercredi 19 h 59	Le mardi à 15 h, précédant la fermeture ou l'entrave
Mercredi 20 h à jeudi 19 h 59	Le mercredi à 15 h, précédant la fermeture ou l'entrave
Jeudi 20 h à vendredi 19 h 59	Le jeudi à 15 h, précédant la fermeture ou l'entrave
Vendredi 20 h à lundi 19 h 59	Le vendredi à **midi**, précédant la fermeture ou l'entrave

***Note** : Lors de la présence d'une journée fériée, pendant la semaine, la demande doit être annulée une journée plus tôt que ce qui est mentionné au tableau ci-dessus. Par exemple, si vendredi est une journée fériée, les demandes d'annulations de la fin de semaine doivent être transmises au surveillant le jeudi précédent avant **midi**.

4.6.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

4.6.3 Pénalités et retenues

À défaut de la part de l'entrepreneur de respecter les obligations citées à l'article 4.6 « Demandes d'entrave via SGE Interventions » du présent document, le surveillant se réserve le droit de ne pas autoriser le début des travaux. Le surveillant ne pourra être tenu responsable des reports causés par un non-respect des délais. Les coûts associés à ces reports sont alors aux frais de l'entrepreneur.

De plus, une pénalité pour entrave de voies non autorisées est appliquée, conformément à l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées » du présent document, si l'entrepreneur ne respecte pas les éléments mentionnés dans la demande SGE.

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de respecter les délais requis pour communiquer et transmettre une annulation ou une demande d'entrave implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés au montant de 1 500 $ par infraction. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut par le surveillant.

4.7 INSERTION ET COORDINATION

4.7.1 Description et mise en œuvre

L'entrepreneur doit assurer l'homogénéité de la signalisation avec les chantiers limitrophes et coordonner sa signalisation avec d'autres chantiers aussi souvent que nécessaire.

Le responsable en signalisation de l'entrepreneur doit assister aux réunions de coordination interchantiers et effectuer la coordination nécessaire lors des fermetures en insertion.

Il est possible que, pour des fins de coordination avec d'autres chantiers, le Ministère doit annuler une ou des entraves prévues par l'entrepreneur dans le cadre de ses travaux. La situation est alors traitée conformément à l'article 4.8 « Annulation par le Ministère pour d'une fermeture prévue » du présent document.

4.7.1.1 Coordination de signalisation

Dans le présent mandat, l'entrepreneur doit s'attendre à ce que des travaux de tiers aient lieu simultanément sur le réseau sous la juridiction du Ministère ou sur le réseau de juridiction municipale à proximité des présents travaux. À cet effet, l'entrepreneur doit prévoir coordonner certains travaux, fermetures et chemins de détour avec d'autres entrepreneurs. En plus de la coordination, l'entrepreneur doit prévoir des ajustements aux plans de signalisation et de détour lorsque requis.

Lorsque le Ministère indique à l'entrepreneur qu'une coordination de sa signalisation est nécessaire, l'entrepreneur est tenu de s'y conformer. L'entrepreneur dispose de 4 heures pour procéder à la demande de coordination.

L'entrepreneur est aussi tenu de respecter les exigences de masquage, démasquage et remise en état des panneaux de signalisation du présent document lorsqu'un prêt de matériel de signalisation d'un tiers lui est autorisé.

4.7.1.2 Insertion d'un tiers dans la fermeture de l'entrepreneur

L'entrepreneur doit permettre à d'autres entrepreneurs ou à des équipes du Ministère de s'insérer dans une fermeture réalisée par lui-même à moins qu'il y ait conflit ou perte de productivité pour ses travaux.

Le surveillant ou le Ministère avise l'entrepreneur au minimum 48 heures à l'avance qu'un ou des tiers veulent s'insérer dans la fermeture de l'entrepreneur.

Le Ministère doit recevoir le formulaire d'insertion approuvé par le responsable en maîtrise d'œuvre de l'entrepreneur au moins 12 heures avant la fermeture permise.

Les autres intervenants doivent respecter les directives et les contraintes émises par l'entité responsable de la fermeture.

L'entrepreneur doit maintenir sa fermeture, incluant l'insertion, suivant un délai maximum de 1 heure avant la fin de la période de fermeture permise ou selon les indications du surveillant.

Si l'entrepreneur doit annuler son intervention et qu'une insertion a été traitée et approuvée par le Ministère, l'entrepreneur doit aviser le surveillant de l'annulation de sa fermeture selon les délais indiqués au tableau ci-dessous et soumettre sa demande d'annulation via SGE Interventions. Toutefois, l'entrepreneur ne peut faire une demande d'insertion dans la fermeture d'un tiers ou redemander une autre fermeture pour la même période.

Tableau 4.7.1-A – Délais requis pour annuler une demande de fermeture de voie(s) lors d'une coordination ou d'une insertion

Pour les fermetures de voies dans la période de…	L'annulation doit être effectuée dans le système SGE Interventions avant…
Samedi 20 h à mardi 19 h 59	9 h, le vendredi précédant la fermeture ou l'entrave
Mardi 20 h à mercredi 19 h 59	9 h, le lundi précédant la fermeture ou l'entrave
Mercredi 20 h à jeudi 19 h 59	9 h, le mardi précédant la fermeture ou l'entrave
Jeudi 20 h à vendredi 19 h 59	9 h, le mercredi précédant la fermeture ou l'entrave
Vendredi 20 h à samedi 19 h 59	9 h, le jeudi précédant la fermeture ou l'entrave

4.7.1.3 Insertion de l'entrepreneur dans la fermeture d'un tiers

Pour des raisons de coordination avec les chantiers limitrophes, l'entrepreneur doit accepter de s'insérer dans la fermeture réalisée par un autre entrepreneur, si requis et si demandé par le Ministère.

Afin de s'insérer dans la fermeture effectuée par un tiers, l'entrepreneur doit faire la demande d'insertion au surveillant au moins 72 heures à l'avance et remplir un formulaire qui lui sera fourni au moment de la demande.

L'entrepreneur doit fournir son plan de travail et sa procédure d'insertion en même temps que le formulaire. De plus, l'entrepreneur doit quitter les lieux et libérer les voies 1 heure avant la réouverture prévue par l'entrepreneur qui réalise la fermeture.

L'entrepreneur doit respecter les directives et les contraintes émises par l'entité responsable de la fermeture.

Si la fermeture effectuée par un tiers, dans laquelle un entrepreneur s'insère, est annulée au moins 36 heures avant le début de la fermeture, aucune réclamation ne peut être effectuée par l'entrepreneur.

4.7.1.4 Passage de véhicule hors norme

Le Ministère doit prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la circulation des véhicules hors normes sur son réseau routier, incluant les chantiers.

En conséquence, le Ministère se réserve le droit de permettre le passage d'un convoi de véhicules hors normes sur le chantier si les conditions suivantes sont réunies :

- L'entrepreneur est avisé 24 heures avant la plage horaire où le convoi de véhicules hors normes doit traverser le chantier;
- La chaussée (dans les limites du chantier) offre une surface adéquate pour le passage du convoi de véhicules hors normes;
- Le passage du convoi de véhicules hors normes ne retarde pas de façon majeure les travaux de l'entrepreneur;
- Le passage du convoi de véhicules hors normes ne demande pas de travaux autres que le déplacement de matériel de signalisation temporaire;
- La capacité résiduelle des structures en cours de travaux de réfection le permet.

Une fois avisé, l'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour que le personnel et les équipements soient mobilisés au moment de l'arrivée du convoi afin de ne pas en retarder le passage. L'entrepreneur informe, au préalable, le surveillant des dispositions qu'il entend prendre.

4.7.2 Mode de paiement

Lors de la coordination de la signalisation, si l'entrepreneur doit mettre en place de la signalisation supplémentaire à celle nécessaire à son chantier ou de masquer des panneaux, et ce, à la demande du surveillant, les coûts associés sont payables comme suit :

- Pour des panneaux supplémentaires : selon l'article 5.2 « Panneaux spéciaux »;
- Pour le masquage et démasquage des panneaux : selon l'article 4.12 « Masquage et démasquage des panneaux de signalisation ».

Tous les autres frais, reliés à ces activités, sont répartis aux différents articles du document 255.

4.7.3 Pénalités et retenues

Si l'entrepreneur doit annuler son intervention alors qu'une demande d'insertion a été traitée et approuvée par le Ministère et que le délai d'annulation n'est pas respecté, l'entrepreneur est tenu d'effectuer, à ses frais, la fermeture projetée.

S'il ne respecte pas son engagement relatif à l'insertion, une pénalité de 5 000 $ s'applique.

4.8 ANNULATION PAR LE MINISTÈRE POUR D'UNE FERMETURE PRÉVUE

4.8.1 Description et mise en œuvre

Le Ministère se réserve le droit d'annuler une fermeture prévue au calendrier de l'entrepreneur ou une fermeture pour les besoins du surveillant pour raison de force majeure ou pour fins de coordination avec d'autres chantiers. Les raisons pour force majeure peuvent être reliées aux conditions climatiques extrêmes, aux interventions d'urgence du Ministère, à la sécurité publique ou à un autre imprévu. En contrepartie, le délai est prolongé d'une journée lorsque le Ministère se prévaut de ce droit.

De plus, le Ministère se réserve le droit d'annuler pour des activités de déneigement, de déglaçage, le transport de la neige ainsi que toutes autres interventions reliées aux conditions climatiques. Le délai est aussi prolongé d'une journée lorsque le Ministère se prévaut de ce droit.

Le Ministère se réserve le droit d'annuler une demande de l'entrepreneur avant 16 h la journée de l'intervention.

4.8.2 Mode de paiement

Dans le cas où le Ministère ou le surveillant informe l'entrepreneur de l'annulation d'une fermeture prévue avant 16 h, les coûts qui y sont associés sont répartis aux différents articles du document 255.

Dans le cas où le Ministère ou le surveillant informe l'entrepreneur de l'annulation d'une fermeture prévue après 16 h, l'entrepreneur est dédommagé à l'article « Dédommagement pour annulation d'une fermeture par le Ministère (prix fixé par le Ministère) » du document 255 à l'unité de fermeture annulée selon les conditions citées précédemment. Un maximum d'une unité est payé par quart de travail.

4.8.3 Pénalités et retenues

À défaut de la part de l'entrepreneur de respecter les obligations citées à la section 4.8, une pénalité pour entrave de voies non autorisée est appliquée conformément à l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées » du présent document.

4.9 PROCÉDURE D'APPEL EN TEMPS RÉEL

4.9.1 Description et mise en œuvre

Toute autorisation de fermeture ou réouverture de voies est donnée par le surveillant. L'entrepreneur doit donc appeler le surveillant lors des diverses opérations de fermetures ou d'ouvertures, sans quoi ces opérations sont considérées comme des entraves de voies non autorisées et impliquent des retenues permanentes.

Sans être limitatives, les opérations suivantes doivent faire l'objet d'un appel de l'entrepreneur en signalisation au surveillant :

- Début de la mise en place de la présignalisation;
- Fin des opérations de mise en place des entraves;
- Début des opérations d'ouverture des voies de circulation;
- Fin des opérations d'ouverture des voies de circulation;
- Entretien de la signalisation;
- Entretien non planifiable et non programmable;

- Toute autre intervention en signalisation de l'entrepreneur ou de son sous-traitant en signalisation impliquant une entrave à la circulation.

De plus, l'entrepreneur doit appeler le surveillant 60 minutes avant l'ouverture prévue des voies pour confirmer que leur ouverture sera réalisée à l'heure prescrite. Dans tous les cas où l'entrepreneur juge qu'il y a un risque qu'il ne soit pas en mesure d'ouvrir les voies à l'heure allouée, il doit en aviser immédiatement le surveillant. Il doit informer le surveillant sur les motifs du retard, les actions prises pour remédier à la situation, l'impact sur la circulation et l'heure prévue de réouverture.

L'entrepreneur doit s'assurer que les appels en temps réel soient réalisés dans des conditions sécuritaires pour le personnel et les usagers de la route, le tout conformément au Code de la sécurité routière.

4.9.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

4.9.3 Pénalités et retenues

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de respecter la procédure d'appel en temps réel implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés au montant de 500 $ par opération. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut par le surveillant.

4.10 ENTRAVE DE VOIES NON AUTORISÉES

4.10.1 Description et mise en œuvre

L'inaction et l'absence de travaux non justifiées sur les voies de circulation fermées ne sont pas tolérées. L'entrepreneur doit planifier l'exécution des travaux de sorte que, sur les voies de circulation fermées, les travaux soient effectués sans arrêt, à défaut de quoi le surveillant exige leur ouverture.

L'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires auprès de ses équipes ainsi qu'auprès de ses sous-traitants afin que le matériel, les matériaux, les installations, le mouvement des véhicules au chantier ainsi que les travaux n'entravent pas la circulation, l'exploitation des services publics ou les commerces environnants.

Sont considérées comme une entrave de voie non autorisée :

- Toute fermeture de voie non conforme aux exigences du présent document et au *Tome V - Signalisation routière*;
- Toute fermeture de voie hâtive par rapport à l'heure de fermeture allouée ou tardive par rapport à l'heure d'ouverture allouée à l'article 2.4 « Horaires des fermetures autorisées » du présent document;
- Toute entrave de voie par des véhicules, de l'équipement ou du matériel de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou de ses fournisseurs sans autorisation;
- Toute entrave non conforme aux plans de signalisation validés par le surveillant;
- Toute fermeture complète d'autoroute, de voie de desserte, de bretelle ou de voie du réseau local sans l'approbation du chemin de détour;
- Toute entrave sur le réseau autre que ministériel sans l'approbation du gestionnaire du réseau;
- Toute entrave sur le réseau sans approbation de la demande d'entrave SGE;
- Toute voie de circulation dont la largeur est diminuée en deçà de la largeur spécifiée au plan ou selon les exigences du présent document;
- L'inaction et l'absence de travaux non justifiés sur la voie fermée.

Le surveillant peut refuser la réouverture des voies pour des raisons de sécurité (panneaux de signalisation manquants, propreté déficiente du site, mauvais alignement des glissières en béton pour chantier, marquage de la chaussée manquant ou non effacé, lestage non fonctionnel, etc.). Dans ce cas, la fermeture est considérée comme une fermeture de voie non autorisée et implique les retenues permanentes qui y sont associées.

Aucune entrave n'est permise en cas d'intempéries empêchant la réalisation des travaux ou affectant la sécurité des usagers et des travailleurs.

4.10.2 Mode de paiement

Tous les frais liés aux mesures que l'entrepreneur doit prendre associés à ces activités sont répartis aux différents articles du document 255.

4.10.3 Pénalités et retenues

Toute fermeture ou entrave de voie non autorisée implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés au montant de 1000 $, par voie et par accotement, pour chaque tranche complète ou partielle de 5 minutes.

Ces retenues permanentes interviennent de plein droit sur la simple constatation de la situation.

4.11 SIGNALISATION ROUTIÈRE EXISTANTE

4.11.1 Description et mise en œuvre

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit procéder au relevé vidéo de la signalisation routière existante dans la zone de chantier et remettre une copie de la vidéo au surveillant 3 jours avant la mise en place initiale.

La gestion de la signalisation existante doit être illustrée aux plans de signalisation. En prenant possession du chantier, l'entrepreneur devient responsable de la signalisation routière existante sur le chantier.

L'entrepreneur doit, pour toute la durée du contrat, masquer, démasquer, enlever, entreposer, déplacer ou ajuster toute signalisation permanente sur le chantier ou à ses abords dont la teneur du message est inappropriée ou en conflit avec la signalisation temporaire.

L'entrepreneur doit respecter l'article 10.3.1 du CCDG pour l'entretien de la signalisation.

À la fin des travaux, tous les panneaux existants avant le début du contrat qui ont été enlevés, entreposés ou déplacés sont réinstallés selon les exigences du *Tome V - Signalisation* routière ou remis dans leur état initial.

4.11.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

4.11.3 Pénalités et retenues

À défaut de présenter un relevé vidéo de la signalisation existante en place avant le début des travaux, le surveillant se réserve le droit de ne pas autoriser le début des travaux et le surveillant ne peut être tenu responsable du report. L'entrepreneur sera tenu de remplacer, à ses frais, tout dispositif de signalisation existant susceptible d'avoir été endommagé lors de l'exécution de ses travaux, et ce, peu importe l'état initial, avant le début des travaux.

À défaut de remettre les panneaux de signalisation existant en place à la fin des travaux, une retenue permanente de 500 $ par jour, et ce, pour chaque panneau manquant sera appliqué.

À défaut d'enlever, entreposer, déplacer ou ajuster toute signalisation existante sur le chantier ou à ses abords dont la teneur du message est inappropriée ou en conflit avec la signalisation temporaire, une retenue permanente de 200 $ par tranche de 15 minutes est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque panneau en conflit. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

À défaut de masquer ou de démasquer les panneaux de signalisation routière existante, une retenue sera appliquée selon l'article 4.12 « Masquage et démasquage de panneaux de signalisation ».

Le surveillant se réserve le droit de ne pas autoriser le début des fermetures si des panneaux sont manquants ou en conflit. Le surveillant ne pourra être tenu responsable des reports causés par un non-respect des délais. Les coûts associés à ces reports sont alors aux frais de l'entrepreneur.

Le surveillant se réserve le droit de faire cesser tous les travaux si les correctifs nécessaires n'ont toujours pas été apportés 48 heures après l'avis verbal du surveillant

4.12 MASQUAGE ET DÉMASQUAGE DE PANNEAUX DE SIGNALISATION

4.12.1 Description et mise en œuvre

Pour toute la durée du chantier, l'entrepreneur doit masquer et démasquer les panneaux de signalisation présents sur le chantier, sur ses approches et hors chantier selon la situation réelle et la configuration du chantier. Dès qu'un panneau de signalisation n'est plus applicable, il doit être masqué immédiatement. Il est interdit de tourner le support amovible du panneau parallèlement à la chaussée (à 90°). De plus, l'entrepreneur doit s'assurer que les cache-panneaux non utilisés sont remisés de façon sécuritaire et qu'ils ne s'envolent pas au vent.

Lors de la mise hors fonction d'un panneau, l'entrepreneur doit le recouvrir avec un cache-panneau conforme aux exigences du *Tome V - Signalisation routière*. Le cache rigide doit être de couleur noire et être identifié, à l'endos, au nom de la compagnie de signalisation avec son numéro de téléphone.

La seule alternative au masquage des panneaux de signalisation est leur ramassage complet, en incluant les pesées et les supports. Dans ce cas, l'entrepreneur doit se référer à l'article 4.13 « Ramassage et entreposage du matériel de signalisation de chantier ».

Les exigences du présent article s'appliquent également lorsque, à la demande du surveillant, l'entrepreneur doit masquer et/ou démasquer des panneaux à des fins d'harmonisation de la signalisation avec les chantiers limitrophes.

Cet article concerne également le masquage et le démasquage nécessaire à des fins de coordination comme stipulé à l'article 4.7 « Insertion et coordination ».

4.12.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles débutant par « Gestion de la circulation et maintien de la signalisation » du document 255 sauf à la demande du surveillant.

À la demande les coûts associés à cette activité sont payés à l'article « Masquage et démasquage des panneaux de signalisation ; à la demande du surveillant ; lot de 1 à 5 » du document 255.

4.12.3 Pénalités et retenues

L'entrepreneur dispose d'un délai de 30 minutes suivant l'avis verbal du surveillant pour corriger tout panneau non conforme quant au masquage/démasquage.

Une retenue permanente de 200 $ par tranche de 15 minutes est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque masquage/démasquage non conforme ou manquant. Cette retenue permanente est applicable dès l'expiration du délai suivant l'avis verbal du surveillant. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

Pour les entraves de longue durée, le surveillant se réserve le droit de faire cesser tous les travaux si les correctifs nécessaires n'ont toujours pas été apportés 48 heures après l'avis verbal du surveillant.

4.13 RAMASSAGE ET ENTREPOSAGE DU MATÉRIEL DE SIGNALISATION DE CHANTIER

4.13.1 Description et mise en œuvre

L'entrepreneur doit ramasser ou entreposer toute la signalisation non fonctionnelle afin de libérer les abords de route en tout temps, que ce soit pour des entraves de courte durée ou de longue durée.

Telle que mentionnée à l'article 4.12 « Masquage et démasquage de panneaux de signalisation », la seule alternative au masquage de panneaux de signalisation est leur ramassage complet. En milieu urbain et partiellement en milieu urbain, l'entrepreneur a un délai maximal de 72 heures suivant la fin de chaque phase ou suivant la fin des travaux pour procéder au ramassage des repères visuels.

Pour toute période d'absence prévue de travailleurs dans une aire de travail sur le chantier en milieu urbain et partiellement en milieu urbain, supérieure à 72 heures, l'entrepreneur doit procéder au ramassage des repères visuels, sauf si l'entrave doit être maintenue pour répondre à des enjeux de santé et de sécurité ou à des besoins techniques du projet (p. ex. : le temps de cure du béton, des travaux de stabilisation demandant une période de consolidation, une période d'attente de résultats d'essais ou d'analyse afin de poursuivre les travaux, ou des conditions météorologiques défavorables). Les repères visuels doivent être retirés du chantier ou entreposés à proximité de celui-ci de façon à ne pas être visibles. Dans le cas où l'entrepreneur doit déterminer une aire d'entreposage de la signalisation, il doit l'inclure au plan de signalisation ou au plan de travail. De plus, l'entrepreneur doit présenter une demande d'occupation au propriétaire du terrain où il prévoit son entreposage avant d'entreposer l'équipement de signalisation temporaire aux abords du chantier. Ensuite, l'entrepreneur doit ramasser tout le matériel, y compris les ancrages au sol pour les supports fixes, et libérer complètement le réseau routier de tout matériel qui n'est plus utilisé au plus tard 4 jours suivant le changement de phase ou la fin des travaux.

Dans les autres contextes, l'entrepreneur doit ramasser tout le matériel, y compris les repères visuels et les ancrages au sol pour les supports fixes, et libérer complètement le réseau routier de tout matériel qui n'est plus utilisé au plus tard 4 jours suivant le changement de phase ou la fin des travaux.

4.13.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

4.13.3 Pénalités et retenues

Tout défaut de l'entrepreneur de ramasser le matériel de signalisation de chantier dans les délais prescrits implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche complète ou partielle de 2 heures que dure la situation.

De plus, le surveillant peut dépêcher sur le chantier une équipe pour ramasser le matériel de signalisation en place et, par conséquent, les frais de cette équipe seront retenus à titre de dommages et intérêts en plus de la retenue permanente prévue à cet article.

Tout défaut de l'entrepreneur d'entreposer son matériel sans en avoir les approbations implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche complète ou partielle de 2 heures que dure la situation sur simple constatation.

4.14 ACCÈS AU CHANTIER

4.14.1 Description et mise en œuvre

L'entrepreneur doit clairement marquer, signaliser, contrôler et sécuriser chaque accès au chantier. En aucun temps, l'entrepreneur ne peut traverser les voies de circulation à pied ou interrompre la circulation au moment de l'entrée ou de la sortie des véhicules sur le chantier.

L'entrepreneur doit assurer des accès sécuritaires au chantier à tous les intervenants. À cet effet, l'entrepreneur est tenu de respecter les directives émises par le surveillant et installer et maintenir une signalisation adéquate. Il est strictement interdit de modifier sans autorisation la configuration des accès chantier en place.

Chacun des accès au chantier doit être identifié par un panneau T-170-4 de dimension 900 mm x 900 mm.

Tous les accès, lorsqu'ils sont inutilisés, doivent être maintenus fermés par des repères visuels placés à intervalle d'au plus 2 m.

En période de travaux, les accès peuvent être maintenus ouverts afin de faciliter l'entrée et la sortie de véhicules autorisés. Cependant, l'entrepreneur ne doit en aucun cas réaliser des travaux, entreposer du matériel ou immobiliser des véhicules à la hauteur de ces accès au chantier (incluant les atténuateurs d'impact). Lorsque la situation se présente, il doit fermer l'accès au chantier à l'aide de glissières en béton pour chantier.

L'entrepreneur doit en tout temps utiliser ses accès au chantier. Celui-ci est responsable d'aviser ses sous-traitants et tout son personnel.

L'entrepreneur peut utiliser une bretelle d'accès fermée à la circulation pour accéder au chantier. Toutefois, il doit obligatoirement positionner en permanence un signaleur à chacune des bretelles qu'il utilise afin d'en contrôler l'accès.

Il est interdit en tout temps à l'entrepreneur d'arrêter la circulation sur l'autoroute pour laisser entrer et sortir les camions.

En aucun cas, les camions, camionnettes et autres véhicules ne peuvent circuler perpendiculairement au sens de la circulation, à contre-sens de celle-ci ou traverser une voie de circulation active. Ces types de conduites sont des manœuvres dangereuses et ne sont pas tolérées.

4.14.1.1 Restriction d'accès

L'entrepreneur doit prévoir l'accès au chantier de son personnel ou de celui de ses sous-traitants en dehors des heures de pointe.

Nombre et type d'accès

Les plans GC-2901-154-09-1400 montrent l'aire de travail typique disponible sur et aux abords des voies de l'autoroute ainsi que les zones d'aménagement possibles lors de la réalisation des phases 1 à 3.

4.14.1.2 Transports des travailleurs

Aucun travailleur ne peut stationner son véhicule personnel à l'intérieur des aires de travail (terre-plein, îlot, musoir, bande centrale, etc.). L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour qu'aucun travailleur n'accède au chantier ou n'en sorte en traversant les voies ouvertes à la circulation sur les autoroutes et dans les bretelles.

Ainsi, pour toutes les phases de travaux, l'entrepreneur doit fournir un véhicule adapté au transport de la main-d'œuvre au site des travaux. Cette navette doit être équipée d'un gyrophare et d'une flèche conformes au *Tome V - Signalisation routière*.

L'entrepreneur et ses sous-traitants doivent prévoir l'utilisation d'un ou plusieurs véhicules escorte tel que décrit au présent article pour escorter tout véhicule qui entre ou qui sort d'une aire de travail adjacente à une voie autoroutière ouverte à la circulation. L'entrepreneur doit également fournir ce service de véhicules escortes aux équipes du surveillant. Ces opérations d'entrées et de sorties doivent être sécuritaires et exécutées de façon à assurer une protection complète aux travailleurs et aux usagers de la route.

4.14.1.3 Transports des matériaux

L'entrepreneur doit utiliser des véhicules banalisés avec gyrophare pour le transport de son matériel vers la zone de travail et doit réduire au minimum le nombre de véhicules utilisés à cet effet.

4.14.2 Mode de paiement

Les accès au chantier sont payés selon un mode de paiement global à l'article « Gestion de la circulation et signalisation des travaux; Accès au chantier » du document 255.

Le prix couvre notamment la fourniture des matériaux, la mise en œuvre, l'entretien, le nettoyage, le maintien de la circulation, la signalisation, la démolition ainsi que la remise en état des lieux et inclut toute dépense incidente. Le prix couvre aussi la mobilisation, le maintien, le déplacement et la démobilisation des atténuateurs d'impact et des glissières en béton pour chantier ou des glissières en béton à déplacement rapide pour chantier, de même que la fourniture et la mise en place des matériaux granulaires et de l'enrobé bitumineux.

4.14.3 Pénalités et retenues

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de se conformer à l'article 4.14 « Accès au chantier » du présent document implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 1 000 $ par infraction. La retenue permanente s'applique de plein droit lorsque le surveillant constate l'infraction.

Tout défaut du personnel de l'entrepreneur ou d'un de ses sous-traitants de ne pas accéder ou sortir de l'aire de travail par un accès au chantier implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 200 $ par infraction.

4.15 TRAVAUX D'ENTRETIEN ET INSPECTIONS QUOTIDIENNES

4.15.1 Description et mise en œuvre

4.15.1.1 Entretien du matériel de signalisation

Lorsque du matériel de signalisation temporaire est en place, qu'il soit en fonction ou non, l'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre, les équipements et le matériel nécessaires pour son entretien et son maintien au bon endroit, en bon état et conforme. Pour ce faire, l'entrepreneur doit fournir une équipe d'entretien.

À moins d'avis contraire du surveillant, l'équipe d'entretien de la signalisation doit être en mesure de répondre aux demandes ponctuelles du surveillant à l'intérieur d'un délai de 30 minutes, entre 8 h à 17 h, et à l'intérieur de 60 minutes, entre 17 h et 8 h, et ce, 7 jours sur 7.

Lorsque le nettoyage du matériel de signalisation demande des entraves de voies ouvertes à la circulation, l'entrepreneur doit procéder au nettoyage dans la prochaine période de fermetures permises.

L'équipe d'entretien doit avoir en sa possession et utiliser au besoin :

- Au moins 10 repères visuels T-RV-7;
- 1 trousse de premiers soins;
- 1 extincteur de classes A-B-C d'un format minimal de 5 kg;
- Tous outils et quincailleries permettant l'entretien.

En ce qui concerne les dispositifs de retenue, l'entrepreneur doit effectuer le repositionnement ponctuel des glissières en béton et des atténuateurs d'impact pour chantier. Celui-ci dispose d'un délai de 4 heures pour procéder à ces repositionnements.

4.15.1.2 Entretien des voies de circulation

À l'exception du déneigement régulier des voies réalisé habituellement par le Ministère, l'entrepreneur a la responsabilité de l'entretien des voies de circulation empruntées par les usagers durant le déroulement des travaux, et ce, dans les limites du chantier.

Ces exigences s'appliquent aux zones signalisées qui précèdent l'aire de travail, la zone de travail et toute la plate-forme de la route servant de chemin de déviation ainsi que les chemins de déviation proprement dits.

Un délai de 12 heures est alloué à l'entrepreneur pour réaliser ces travaux d'entretien. Ce délai débute immédiatement après la transmission d'un avis écrit du surveillant.

L'entrepreneur est responsable :

- De rapiécer les trous de plus de 25 mm de profondeur sur les voies de circulation et les accotements dès qu'il prend en charge le chantier et pour toute la durée des travaux;
- De nettoyer les surfaces asphaltées où la circulation est maintenue et de les maintenir exemptes de tout débris ou matériau liquide ou solide, que ce matériau provienne du chantier ou non, et qu'il soit apporté par l'entrepreneur, la circulation ou les intempéries;
- De prendre tous les moyens pour empêcher le dépôt de matériaux sur la chaussée et d'intervenir immédiatement pour les enlever le cas échéant;
- De maintenir l'aire de travail et les voies de circulation de façon à ce qu'il n'y ait aucun soulèvement de poussière;
- D'assurer un bon drainage des chaussées;
- De prendre tous les moyens nécessaires au bon maintien de la circulation.

L'équipe d'entretien doit avoir en sa possession et utiliser au besoin :

- Au moins 10 repères visuels T-RV-7;
- 5 sacs de 20 kg d'asphalte froid;
- 1 trousse de premiers soins;
- 1 extincteur de classes A-B-C d'un format minimal de 5 kg;
- Tous outils et quincailleries permettant l'entretien.

4.15.1.3 Inspections quotidiennes

En plus de l'entretien du matériel de signalisation et des voies de circulation, une équipe d'entretien doit également faire 2 tournées d'inspection complètes du chantier par jour et effectuer tous les correctifs nécessaires à la signalisation temporaire. Une inspection doit se faire avant la période de pointe du matin, soit entre 1 h et 5 h, et une autre avant la période de pointe du soir, soit entre 12 h et 15 h.

Ces inspections sont autant nécessaires lorsque la signalisation est hors fonction qu'en fonction.

Avant de commencer chaque inspection, l'équipe d'entretien doit signaler sa présence au surveillant. De plus, un rapport journalier (V-3224 A) pour chacune des inspections doit être envoyé au surveillant, au plus tard, 4 heures suivant la tournée.

Tel que mentionné à l'article 3.1 « Responsable en signalisation », le responsable en signalisation doit également procéder à des tournées de signalisation. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire à l'équipe d'entretien de remplir le rapport d'inspection puisque celui-ci sera assuré par le responsable.

4.15.2 Mode de paiement

4.15.2.1 Entretien du matériel de signalisation

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255. Ces coûts doivent inclure la signalisation nécessaire aux travaux d'entretien.

4.15.2.2 Entretien des voies de circulation

Les coûts rattachés à l'équipe d'entretien, les équipements, le déplacement, à la signalisation nécessaire et toute dépense incidente pour effectuer les travaux sont répartis sur l'ensemble des articles du document 255.

Seul l'enrobé à froid pour le rapiéçage des trous est payé à l'unité « Enrobé pour réparation à froid, « coldpatch » sac de 20kg » à l'article concerné au document 255.

4.15.2.3 Inspections quotidiennes

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

4.15.3 Pénalités et retenues

4.15.3.1 Entretien du matériel de signalisation

Tout défaut de l'entrepreneur de fournir une équipe d'entretien ou d'intervenir à l'intérieur des délais prescrits alors que du matériel de signalisation est en place, en fonction ou hors fonction, implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche complète ou partielle de 1 heure que dure la situation. De plus, le surveillant peut dépêcher, sur le chantier, une équipe pour corriger l'anomalie de la signalisation en place et, par conséquent, les frais de cette équipe seront retenus à titre de dommages et intérêts en plus de la retenue permanente prévue à cet article.

4.15.3.2 Entretien des voies de circulation

Tout défaut de l'entrepreneur d'intervenir, à l'intérieur des délais prescrits, implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche complète ou partielle de 1 heure que dure la situation à la suite de l'expiration du délai suivant l'avis écrit du surveillant. De plus, le surveillant peut dépêcher, sur le chantier, une équipe pour corriger la situation et, par conséquent, les frais de cette équipe seront retenus à titre de dommages et intérêts en plus de la retenue permanente prévue à cet article.

4.15.3.3 Inspections quotidiennes

Tout défaut de l'entrepreneur de remettre au surveillant le formulaire « Inspection de signalisation » ou de signaler sa présence à l'intérieur des délais prescrits implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ par rapport ou appel manquant.

Un rapport d'inspection ne mentionnant pas une non-conformité lorsque le surveillant constate celle-ci, implique une retenue de 200 $ par infraction en plus de la pénalité associée à cette non-conformité.

4.16 LESTAGE DES GRILLES ET COUVERCLES

4.16.1 Description et mise en œuvre

Pour les besoins du maintien de la circulation, les grilles et les couvercles de regards, de puisards et de regards-puisards doivent être lestés afin d'empêcher leur ballottement au moment du passage des véhicules. Chaque grille ou couvercle doit être lesté d'un poids de 50 kg attaché à la grille ou au couvercle à l'aide d'un câble d'acier. Les sacs de sable ne peuvent pas être utilisés comme lest. Un cordon de butyle doit être posé entre la grille ou le couvercle et le cadre de façon à empêcher tout mouvement de la grille et du couvercle.

L'entrepreneur doit enlever tous les lests de grille et du couvercle à la fin des travaux ou après chaque changement de phase où le lest n'est plus requis, dans un délai maximal de 48 heures.

4.16.2 Mode de paiement

Le lestage de grilles et de couvercles est payé à l'unité. Le prix comprend la fourniture du câble d'acier, du poids, des attaches et du cordon de butyle, l'installation de ces équipements, l'inspection et la rémunération du personnel. Le prix inclut également le remplacement du câble d'acier en cas de dommages, l'enlèvement du poids, du câble d'acier et du cordon de butyle à la fin des travaux et il inclut toute dépense incidente.

Le paiement se fait de la façon suivante :

- 40 % est payable à l'installation du lest;
- 60 % est payable à l'enlèvement du lest.

4.16.3 Pénalités et retenues

Une retenue permanente de 200 $ par tranche partielle ou complète de 1 heure par grille de puisard non lestée ou jugée inefficace ou non conforme est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés dès l'expiration du délai de 1 heure suivant l'avis verbal du surveillant.

Le surveillant se réserve le droit de ne pas autoriser l'ouverture ou d'exiger la fermeture immédiate d'une voie de circulation où se trouvent des grilles de puisard non lestées. L'ouverture tardive ou la fermeture de voie à cet effet est considérée comme une fermeture de voie non autorisée et implique les retenues permanentes mentionnées à l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées ».

4.17 SERVICE DE REMORQUAGE

4.17.1 Description et mise en œuvre

L'entrepreneur doit entrer en contact avec la compagnie de remorquage exclusive affectée dans la zone des travaux.

Au plus tard 8 heures avant le début de sa mobilisation, l'entrepreneur doit informer la compagnie de remorquage de la localisation et de la durée des travaux, ainsi que le type d'entraves qui auront lieu pendant les travaux.

Pendant toute la durée des entraves, l'entrepreneur a la responsabilité de communiquer avec la compagnie de remorquage pour tout incident ou accident, impliquant des véhicules à remorquer et susceptible de perturber la circulation aux environs de son chantier.

À l'adresse suivante, et à titre informatif, on peut retrouver une carte présentant les tronçons de route desservis par chacune des compagnies de remorquage :

https://www.quebec.ca/transports/circulation-securite-routiere/reseau-routier/remorquage-exclusif-region-metropolitaine-montreal#c150969

4.17.2 Mode de paiement

Les frais associés au remorquage sont assurés en tout temps par le propriétaire du véhicule.

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

4.17.3 Pénalités et retenues

Dans les secteurs qui sont couverts par les ententes de remorquage sur le réseau du Ministère, des retenues permanentes selon l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées » du présent document seront appliquées pour dommages et intérêts liquidés si :

- L'entrepreneur ne prend pas contact avec la compagnie de remorquage au-delà d'un délai de 15 minutes.

Les déductions seront appliquées sur la simple constatation de la situation.

4.18 VIABILITÉ HIVERNALE

4.18.1 Description et mise en œuvre

L'entrepreneur doit prendre en considération certaines particularités lors de la période hivernale du 15 octobre au 19 avril.

Les largeurs de chaussée doivent être au minimum de 4,5 m pour une voie unique. Les aires de travail doivent être modifiées afin d'obtenir cette largeur.

Lors des entraves de longue durée des accotements sur une chaussée de 2 voies contiguës ou plus, la largeur de l'accotement de droite doit être au minimum de 0,5 m.

Le Ministère se réserve le droit d'annuler des fermetures durant la période hivernale s'il y a des prévisions de précipitations. De plus, le Ministère se réserve aussi le droit d'annuler des fermetures durant cette période pour toutes activités reliées aux conditions météorologiques telles que le chargement et le transport de la neige, les changements brusques de température entraînant la formation de glace ou à l'inverse, l'accumulation d'eau lorsque les puisards sont bouchés par la neige. Toutes ces situations entraînent l'annulation d'interventions conflictuelles avec celles nécessaires au Ministère pour intervenir sur le réseau, et ce, même si aucune précipitation n'est prévue lors de cette journée. L'annulation est alors traitée conformément à l'article 4.8 « Annulation par le Ministère pour d'une fermeture prévue ».

L'entrepreneur doit assister à la réunion de viabilité hivernale organisée par le Ministère afin de respecter la procédure de communication en période hivernale.

Lorsque l'entrepreneur prévoit utiliser de l'eau pour ses travaux, il est de sa responsabilité que cette dernière ne ruisselle pas sur la chaussée adjacente à l'aire de travail ou sur une chaussée au-dessus ou au-dessous de ses travaux.

Lors des travaux d'entretien hivernal, l'entrepreneur doit être disponible en tout temps à intervenir pour les équipes de déneigement, de déglaçage et de transport de neige afin d'enlever, de déplacer et replacer le matériel nécessaire aux fermetures des voies. De plus, l'entrepreneur doit être disponible pour permettre l'accès à ces équipes aux voies fermées.

Tout le matériel de signalisation doit être ramassé lors de la période de viabilité hivernale à moins d'avis contraire du surveillant. Aucun matériel de signalisation laissé hors fonction ne sera toléré durant cette période.

L'entrepreneur doit s'assurer que les dispositifs de signalisation ne soient pas percutés par les équipements d'entretien hivernal. L'entrepreneur est responsable de s'assurer que sa signalisation ne s'enlise pas dans la glace, durant la période hivernale. Ainsi, afin d'éviter toute problématique lors du chargement de la neige, l'entrepreneur doit fournir la main-d'œuvre et le matériel nécessaire à cet effet.

Les panneaux de signalisation doivent être installés hors des chasse-roues. Les installations des panneaux de signalisation sur pesées sont à proscrire. L'entrepreneur doit obtenir une autorisation du Ministère pour laisser son matériel de signalisation en bordure de route ou installer des panneaux sur pesées. Dans le cas où l'entrepreneur est autorisé par le Ministère à laisser son matériel de signalisation en abord de route, il doit, à la demande du surveillant ou du Ministère, être disponible pour le ramasser dans les délais prescrits par le surveillant ou le Ministère.

Dans le cas des fermetures partielles ou complètes de longue durée, à l'exception des fermetures spéciales de fin de semaine, l'entrepreneur doit en tout temps déneiger, déglacer et transporter la neige de son aire de travail, spécialement pour la réouverture des voies et pour ses propres besoins. Les fermetures spéciales de fin de semaine sont traitées conformément au présent article où le Ministère se réserve le droit d'en annuler leurs fermetures durant la période hivernale.

L'entrepreneur est responsable de sécuriser son aire de travail en raison des activités d'entretien hivernal.

4.18.2 Mode de paiement

Les coûts associés à cette activité sont répartis aux différents articles du document 255.

Ces coûts incluent les agents de déglaçage et toute dépense incidente à l'entretien du chantier et de la signalisation, dû aux conditions hivernales. De plus, ces coûts incluent la main-d'œuvre nécessaire pour déplacer et remettre en place les dispositifs de signalisation ainsi que l'enlèvement de la neige poussée par le Ministère à l'intérieur des limites de l'aire de travail de l'entrepreneur lors du déneigement des voies.

4.18.3 Pénalités et retenues

À défaut de la part de l'entrepreneur de respecter la largeur de voie minimale prescrite lors de la période hivernale, l'entrave est considérée comme une entrave de voie non autorisée et implique les retenues permanentes qui y sont associées.

Tout défaut de l'entrepreneur d'assister à la réunion de viabilité hivernale organisée par le Ministère implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ par infraction. Cette retenue intervient de plein droit sur la simple constatation du défaut de la part du surveillant.

Tout défaut de l'entrepreneur de gérer ses eaux de ruissellement à l'extérieur de son aire de travail sur les chaussées ouvertes à la circulation implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche complète ou partielle de 1 heure que dure la situation. Cette retenue intervient de plein droit sur la simple constatation du défaut de la part du surveillant. De plus, le surveillant peut dépêcher une équipe pour corriger la situation et, par conséquent, les frais de cette équipe seront retenus à titre de dommages et intérêts en plus de la retenue permanente prévue à cet article.

Tout défaut de l'entrepreneur d'intervenir à l'intérieur des délais prescrits pour enlever et replacer le matériel de signalisation de travaux afin de permettre aux équipes d'entretien hivernal d'effectuer leurs travaux ou pour accéder aux voies fermées implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche totale ou partielle de 15 minutes que dure la situation suite à l'expiration du délai suivant l'avis du surveillant ou du Ministère.

Tout défaut de l'entrepreneur de ramasser le matériel de signalisation de chantier ou de fournir ce qu'il faut pour le déneigement dans les délais prescrits implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche complète ou partielle de 1 heure que dure la situation. De plus, le surveillant peut dépêcher sur le chantier une équipe pour ramasser le matériel de signalisation en place et, par conséquent, les frais de cette équipe seront retenus à titre de dommages et intérêts en plus de la retenue permanente prévue à cet article.

L'entrepreneur dispose d'un délai de 30 minutes suivant l'avis verbal du surveillant pour corriger tout panneau ou toute installation non conforme. À défaut de respecter ce délai, une retenue permanente de 200 $ par tranche totale ou partielle de 15 minutes après la fin du délai est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque élément non conforme.

Tout défaut de la part de l'entrepreneur de se conformer aux exigences de viabilité hivernale implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 1 000 $ par jour que dure la situation.

Si le Ministère intervient ou mandate une tierce partie pour effectuer les travaux, tous les frais encourus sont facturés à l'entrepreneur en plus des pénalités ci-dessus.

5. MATÉRIEL

Tous les dispositifs de signalisation tels que les panneaux de signalisation, cache-panneau, support de panneau et leur quincaillerie, pesées, repères visuels, barrière, flèche de signalisation lumineuse ainsi que tous les équipements requis pour l'exécution des travaux de signalisation temporaire sont fournis par l'entrepreneur à l'état neuf et demeurent la propriété de ce dernier jusqu'à la fin du contrat. Ils doivent être nettoyés régulièrement et entreposés de façon à conserver la réflectivité exigée.

L'entrepreneur est responsable de l'entretien des dispositifs de signalisation au chantier. Si ces dispositifs sont endommagés pendant les travaux, ils doivent être réparés ou remplacés aux frais de l'entrepreneur.

Les panneaux ne doivent en aucun cas cacher complètement ou partiellement la signalisation permanente. Ils ne doivent pas non plus cacher la signalisation temporaire associée à un autre chantier.

L'installation et l'enlèvement de la signalisation doivent être considérés comme un chantier en soi et signalés comme tels afin d'assurer la sécurité du personnel affecté à la signalisation et des usagers de la route. L'entrepreneur doit fournir, par écrit, au surveillant les méthodes et procédures qu'il entend suivre pour réaliser chacune des étapes nécessaires à la mise en place et à l'enlèvement des entraves sur la route (consigné dans le plan de travail tel que décrit à l'article 4.5.1.1 du présent document), si la procédure est différente des DN-V-4-TCD-092 à DN-V-4-TCD-098.

L'entrepreneur ne peut mettre en place son matériel de signalisation plus de 72 heures avant le début des travaux. Tous les panneaux doivent être masqués dès leur installation, et ce, jusqu'à leur mise en fonction. L'entrepreneur doit obtenir l'approbation du surveillant pour l'emplacement des repères visuels avant leur mise en fonction. Ces derniers ne doivent pas entraver les voies avant leur mise en fonction. De plus, il doit transmettre une demande de fermeture conformément aux exigences du présent document.

Tous les panneaux doivent porter une inscription à l'endos avec le nom et le numéro de téléphone de l'entreprise qui les possède. Tous les autres types de repères visuels tels que T-B-2 et T-RV-X doivent aussi être identifiables.

5.1 PANNEAUX DE SIGNALISATION DE TRAVAUX

5.1.1 Description et mise en œuvre

Les panneaux de signalisation de travaux sont ceux inclus à l'Annexe B « Dispositifs de signalisation pour les travaux » du *Tome V - Signalisation routière* à l'exception des panneaux dont l'une des dimensions est supérieure à 1 200 mm.

L'entrepreneur doit respecter les exigences mentionnées à la section 5 « Matériel ».

Dans le cadre de ce contrat, la dimension des panneaux de signalisation est de *900 x 900 mm*.

L'entrepreneur doit respecter le bilinguisme exigé sur le territoire fédéral.

Par conséquent, et par obligation d'uniformité et d'homogénéité de tout matériel de signalisation lors de fermeture de voie(s) de circulation, une non-conformité des panneaux de signalisation est établie sur place par le surveillant selon les critères de la fiche d'inspection V-3224.

En ce qui concerne l'installation des panneaux de signalisation, l'entrepreneur doit se référer à l'article 5.3 « Installation des dispositifs de signalisation ».

En plus des exigences de présignalisation des normes du Ministère, l'entrepreneur doit effectuer une présignalisation selon les spécifications suivantes aux plans :

- Panneau « Étendue des travaux » (T-30) à l'entrée du chantier si les travaux de longue durée sont effectués sur une distance supérieure ou égale à 3 km;
- Signalisation additionnelle (pour congestion, fermeture de voie, etc.) à installer sur les autoroutes ou routes où la vitesse de circulation est élevée ou lorsqu'il y a un risque de congestion.

5.1.2 Mode de paiement

Le paiement pour la fourniture, la mise en place du panneau, l'entretien, le masquage et le démasquage, le repositionnement, le remplacement et l'enlèvement des panneaux de signalisation est inclus dans les prix soumissionnés au document 255 pour les différentes fermetures,

Les coûts associés aux activités et exigences mentionnées à la section 5 « Matériel » sont aussi inclus dans les prix soumissionnés au document 255.

5.1.3 Pénalités et retenues

L'entrepreneur dispose d'un délai de 30 minutes suivant l'avis verbal du surveillant pour corriger tout panneau non conforme. À défaut de respecter ce délai, une retenue permanente de 200 $ par tranche totale ou partielle de 15 minutes après la fin du délai est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque panneau manquant ou non conforme.

Pour les entraves de longue durée, le surveillant se réserve le droit de faire cesser tous les travaux si les correctifs nécessaires n'ont toujours pas été apportés 48 heures après l'avis verbal du surveillant.

5.2 PANNEAUX SPÉCIAUX

5.2.1 Description et mise en œuvre

Tous les panneaux autres que les panneaux de signalisation de travaux décrits à l'article 5.1 « Panneaux de signalisation de travaux » du présent document sont considérés comme des panneaux spéciaux. Ces panneaux spéciaux sont également les panneaux requis pour les chemins de détour, la durée des travaux (T-210), les panneaux requis pour des fins d'harmonisation de la signalisation avec les chantiers limitrophes ainsi que les panneaux d'indication et d'acheminement.

Les panneaux spéciaux fabriqués doivent être disponibles pour fins de coordination ou autres demandes du Ministère, et ce, pour toute la durée du contrat.

L'entrepreneur doit respecter les exigences mentionnées à la section 5 « Matériel ». Toutefois, la pellicule utilisée sur les panneaux spéciaux doit être de type IV et non de type VII.

En complément aux dessins normalisés et aux plans de maintien de la circulation fournis par l'entrepreneur, le surveillant peut exiger des panneaux spéciaux afin de satisfaire les scénarios de gestion de la circulation et d'assurer la sécurité des usagers et des travailleurs.

Les panneaux spéciaux, à la demande du surveillant, peuvent être des panneaux de prescription, de danger, d'indication ou de travaux. Ces panneaux font partie du *Répertoire des dispositifs de signalisation routière du Québec (RDSRQ)*, disponible à l'adresse suivante :

http://www.rsr.transports.gouv.qc.ca/

Les panneaux de détour doivent être de dimensions 900 mm x 1 200 mm. Ceux-ci doivent mentionner la destination du chemin de détour et la direction. De plus, l'entrepreneur doit installer un panneau « DÉTOUR FIN » avec ces mêmes dimensions pour chacun des détours prévus.

À la suite d'une demande écrite du surveillant, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures pour fabriquer et installer les panneaux spéciaux conformes aux exigences du présent document aux endroits désignés.

Les panneaux spéciaux doivent être fabriqués sur des panneaux de contre-plaqué ou d'aluminium et selon les exigences du surveillant. Tous les panneaux spéciaux doivent répondre aux exigences du *Tome V - Signalisation routière* à moins d'indication contraire du surveillant ou du Ministère.

À la demande du surveillant, les panneaux peuvent être fabriqués sur plastique creux ondulé s'ils sont destinés à être installés sur des panneaux existants.

Les panneaux spéciaux peuvent être installés sur des portiques de signalisation, des structures de béton, des supports métalliques au sol, des supports cédant sous impact ou des poteaux de bois fragilisés selon la demande du surveillant.

En ce qui concerne l'installation des panneaux spéciaux, l'entrepreneur doit se référer à l'article 5.3 « Installation des dispositifs de signalisation ».

5.2.2 Mode de paiement

La fabrication, la fourniture, l'installation aussi souvent que requis, le maintien et le démantèlement des panneaux spéciaux sont payés au mètre carré pour les panneaux de dimensions diverses.

Le paiement se fait de la façon suivante :

- 60 % est payable à la fin de l'installation conforme du panneau (le panneau lui-même doit également être conforme);
- 40 % est payable à la fin du démantèlement complet.

Les coûts associés aux activités et exigences mentionnées à la section 5 « Matériel » sont aussi inclus dans les prix soumissionnés au document 255.

5.2.3 Pénalité et retenues

L'entrepreneur dispose d'un délai de 30 minutes suivant l'avis verbal du surveillant pour corriger tout panneau non conforme.

Une retenue permanente de 200 $ par tranche de 15 minutes est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque panneau non conforme ou manquant.

Pour les entraves de longue durée, le surveillant se réserve le droit de faire cesser tous les travaux si les correctifs nécessaires n'ont toujours pas été apportés 48 heures après l'avis verbal du surveillant.

5.3 INSTALLATION DES DISPOSITIFS DE SIGNALISATION

5.3.1 Description et mise en œuvre

L'entrepreneur doit respecter les exigences mentionnées à la section 5 « Matériel ».

L'installation d'un panneau sur un lampadaire n'est pas autorisée.

5.3.1.1 Installation de panneaux sur support au sol

Pour assurer la stabilité des panneaux de signalisation, seuls les lests faits de matériaux caoutchoutés sont acceptés.

L'entrepreneur doit respecter la section 10.3.5.3 « Mise en œuvre » du CCDG, en lien avec la signalisation des travaux.

Lors des fermetures mobilisées pour plus de 72 heures, l'entrepreneur doit modifier le mode d'installation des panneaux sur support au sol pour des panneaux plantés au sol ou fixés sur des murets, des glissières ou des supports en béton.

5.3.1.2 Installation de panneaux plantés au sol

Avant de procéder au plantage des poteaux, l'entrepreneur doit faire toutes les vérifications qui s'imposent afin de s'assurer qu'aucun service d'utilité publique enfoui ne soit endommagé. L'entrepreneur doit fournir les plans de localisation, au surveillant, 24 heures avant de procéder au plantage.

Aux endroits où il n'est pas possible de planter les poteaux, l'entrepreneur doit utiliser un système d'ancrage ou d'attache pour fixer solidement les panneaux sur le dessus des glissières en béton ou sur des poteaux existants.

5.3.1.3 Installation de panneaux sur support cédant sous impact

Les supports plantés au sol situés à l'intérieur de la zone de dégagement latéral libre spécifiée au *Tome VIII - Dispositif de retenue*, qui représentent un obstacle pour les usagers de la route, doivent être dotés de supports cédant sous impact.

Ces supports doivent répondre aux exigences du programme d'homologation « Supports cédant sous impact - Petite signalisation » pour les structures de type L6X et aux exigences du *Tome III - Ouvrages d'art*.

5.3.1.4 Installation de panneaux sur supports verticaux de portique de signalisation

L'entrepreneur peut être appelé à installer des panneaux sur des supports verticaux de portique de signalisation. Ces installations doivent faire l'objet d'une étude de capacité portante du système auquel le panneau doit être fixé. Les systèmes d'ancrage et de support doivent être approuvés par un ingénieur membre de l'OIQ et par le propriétaire dudit support.

5.3.1.5 Installation de panneaux sur poutres de portique de signalisation ou sur structures de béton

L'entrepreneur peut être appelé à installer des panneaux sur des poutres de portique de signalisation ou sur des structures de béton. Avant l'installation des panneaux, l'entrepreneur doit présenter un plan de montage signé et scellé par un ingénieur membre de l'OIQ et l'entrepreneur doit fournir l'attestation, à la suite d'une visite de terrain, que l'installation est conforme ou équivalente aux plans soumis.

L'entrepreneur doit soumettre sa méthode de fixation au surveillant qui s'assure qu'elle n'endommage pas le béton des glissières ou la galvanisation des poteaux. Le système d'ancrage doit être approuvé par un ingénieur membre de l'OIQ et par le propriétaire du poteau ou glissière auquel le panneau est fixé et doit être transmis au surveillant avant l'installation du panneau.

5.3.1.6 Installation de panneaux sur glissière de béton, parapet de pont ou muret

L'entrepreneur peut être appelé à installer des panneaux sur glissière de béton, parapet de pont ou muret. Avant l'installation des panneaux, l'entrepreneur doit présenter le système d'ancrage au surveillant. Le système d'ancrage doit être approuvé par un ingénieur membre de l'OIQ et doit être transmis au surveillant avant l'installation du panneau. Lors de l'enlèvement des panneaux, l'entrepreneur doit remplir les trous laissés par l'enlèvement des panneaux de signalisation spéciaux et les remplir avec un matériel approuvé par le surveillant.

5.3.2 Mode de paiement

5.3.2.1 Installation de panneaux sur support au sol

Le paiement pour l'installation des panneaux sur support au sol inclut le transport, le matériel requis pour l'installation (support métallique, poteau, quincaillerie, pesées, etc.), la main-d'œuvre, son entretien ou son remplacement en cas d'accident ou de vandalisme, le masquage et le démasquage aussi souvent que requis, son enlèvement à la fin des travaux et tous les déplacements requis durant les travaux, de même que la signalisation temporaire lors de ces opérations.

Selon le type de panneau (panneaux de signalisation de travaux ou panneaux spéciaux), le paiement est inclus dans les unités de fermetures ou dans l'article des panneaux spéciaux au document 255.

5.3.2.2 Installation de panneaux plantés au sol

Le paiement pour l'installation des panneaux plantés au sol inclut le transport, le matériel requis pour l'installation (support métallique, poteau, quincaillerie, etc.), la main-d'œuvre, son entretien ou son remplacement en cas d'accident ou de vandalisme, le masquage et le démasquage aussi souvent que requis, son enlèvement à la fin des travaux et tous les déplacements requis durant les travaux, de même que la signalisation temporaire lors de ces opérations et les plans de localisation. Le paiement inclut également les coûts relatifs à la réparation des trous laissés dans la chaussée. Toute réparation, accrochage ou bris de conduite et de services publics lors de l'opération est à la charge de l'entrepreneur.

Selon le type de panneau (panneaux de signalisation de travaux ou panneaux spéciaux), le paiement est inclus dans les unités de fermetures ou dans l'article des panneaux spéciaux au document 255.

5.3.2.3 Installation de panneaux sur support cédant sous impact

Le paiement pour l'installation de panneau sur support cédant sous impact inclut le transport, le matériel requis pour l'installation (support cédant sous impact, poteau, manchon, etc.), l'équipement nécessaire à l'installation, la main-d'œuvre, son entretien ou son remplacement en cas d'accident ou de vandalisme, son enlèvement à la fin des travaux, de même que la signalisation temporaire lors de ces opérations. Le paiement inclut également les coûts relatifs à la réparation des trous laissés dans la chaussée. Toute réparation, accrochage ou bris de conduite et de services publics lors de l'opération est à la charge de l'entrepreneur.

Selon le type de panneau (panneaux de signalisation de travaux ou panneaux spéciaux), le paiement est inclus dans les unités de fermetures ou dans l'article des panneaux spéciaux au document 255.

5.3.2.4 Installation de panneaux sur support vertical de portique de signalisation

Le paiement pour l'installation des panneaux sur support vertical de portique de signalisation inclut le transport et l'installation aérienne du panneau incluant les équipements (camions et nacelles), la quincaillerie et la main-d'œuvre, l'entretien ou le remplacement en cas d'accident ou de vandalisme durant la période de travaux, le démantèlement et le transport à la fin des travaux et la signalisation temporaire lors de ces opérations. Le prix doit également inclure les plans signés et scellés par un ingénieur membre de l'OIQ et l'attestation, à la suite d'une visite de terrain, que l'installation est conforme ou équivalente aux plans soumis.

Selon le type de panneau (panneaux de signalisation de travaux ou panneaux spéciaux), le paiement est inclus dans les unités de fermetures ou dans l'article des panneaux spéciaux au document 255.

5.3.2.5 Installation de panneaux sur poutre de portique de signalisation ou sur structure de béton

Le paiement pour l'installation de panneaux sur poutre de portique de signalisation ou sur structure de béton comprend le transport et l'installation aérienne incluant les équipements (camion-grue, nacelle, etc.), la quincaillerie et la main-d'œuvre nécessaire à son installation aérienne, son entretien ou son remplacement en cas d'accident ou de vandalisme durant la période de travaux, son démantèlement et son transport à la fin des travaux et la signalisation temporaire lors de ces opérations. Le prix doit également inclure les plans signés et scellés par un ingénieur membre de l'OIQ et l'attestation, à la suite d'une visite de terrain, que l'installation est conforme ou équivalente aux plans soumis.

Selon le type de panneau (panneaux de signalisation de travaux ou panneaux spéciaux), le paiement est inclus dans les unités de fermetures ou dans l'article des panneaux spéciaux au document 255.

5.3.2.6 Installation de panneaux sur glissière de béton, parapet de pont ou muret

Le paiement pour l'installation de panneaux sur glissière de béton, parapet de pont ou muret est payé à l'unité. L'installation doit être effectuée sur la face opposée à la circulation de la glissière. Le prix unitaire comprend le transport, le matériel (ancrage, poteau (x), etc.), l'équipement nécessaire à l'installation, la main-d'œuvre, son entretien ou son remplacement en cas d'accident ou de vandalisme, le masquage et le démasquage aussi souvent que requis, son enlèvement à la fin des travaux, de même que la signalisation temporaire lors de ces opérations. Le paiement inclut également les coûts relatifs à la réparation des trous laissés par les ancrages.

Selon le type de panneau (panneaux de signalisation de travaux ou panneaux spéciaux), le paiement est inclus dans les unités de fermetures ou dans l'article des panneaux spéciaux au document 255.

5.3.3 Pénalités et retenues

L'entrepreneur dispose d'un délai de 30 minutes suivant l'avis verbal du surveillant pour corriger tout panneau non conforme.

Une retenue permanente de 200 $ par tranche de 15 minutes est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque panneau non conforme ou manquant.

Cette retenue permanente est applicable dès l'expiration du délai suivant l'avis verbal du surveillant. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

Pour les entraves de longue durée, le surveillant se réserve le droit de faire cesser tous les travaux si les correctifs nécessaires n'ont toujours pas été apportés 48 heures après l'avis verbal du surveillant.

5.4 REPÈRES VISUELS

5.4.1 Description et mise en œuvre

Pour les fermetures de voies de circulation, l'entrepreneur doit utiliser les repères visuels de types T-RV-7. Tous les repères visuels doivent être fabriqués d'un matériau non métallique, léger et souple et être recouverts d'une pellicule orange fluorescente de type VII et d'une pellicule blanche de type IV. La pellicule doit être conforme aux exigences des normes du Ministère.

L'entrepreneur doit respecter les exigences mentionnées à la section 5 « Matériel ».

Pour assurer l'uniformité et l'homogénéité de la signalisation, un seul type de repère visuel doit être utilisé pour délimiter une zone de travaux.

Pour assurer la stabilité des repères visuels, seuls les lests faits de matériaux caoutchoutés sont acceptés.

L'entrepreneur ne peut utiliser les repères visuels pour des fonctions ne correspondant pas à leurs usages (p. ex. : renforcement visuel de l'extrémité d'un atténuateur d'impact, utilisation des balises comme une barrière pour fermer une voie sur la route).

Une non-conformité des repères visuels est établie sur place par le surveillant selon les critères de la fiche d'inspection V-3224.

L'entrepreneur doit tenir compte de l'espacement requis entre les repères visuels lors de ses fermetures :

- 10 m dans les courbes;
- 10 m pour délimiter l'aire de travail;
- 5 m pour les biseaux;
- 5 m pour les canalisations;
- 2 m pour les fermetures de bretelles.

5.4.2 Mode de paiement

Le paiement pour la fourniture, la mise en place, l'entretien, le repositionnement, le remplacement et l'enlèvement des repères visuels et de leurs pesées est inclus dans le prix soumissionné au document 255 pour les différentes fermetures selon des dessins normalisés.

5.4.3 Pénalités et retenues

L'entrepreneur dispose d'un délai de 30 minutes suivant l'avis verbal du surveillant pour corriger tout repère visuel non conforme ou manquant. À défaut de respecter ce délai, une retenue permanente de 200 $ par tranche totale ou partielle de 15 minutes après la fin du délai est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque repère visuel non conforme ou manquant.

5.5 BARRIÈRES T-B-2

5.5.1 Description et mise en œuvre

Les barrières T-B-2 doivent être ramassées lors des ouvertures de voie(s).

De plus, lors d'une telle intervention, l'entrepreneur doit installer une ou plusieurs barrières T-B-2 avec un panneau T-80-1 (route barrée), T-80-4 (sortie barrée), T-80-11 (entrée barrée), T-80-6 (tunnel barré), T-80-5 (pont barré) ou T-D-280, selon le cas, conformément au *Tome V - Signalisation routière*. Les barrières T-B-2 doivent être fixées sur leur propre support.

L'entrepreneur doit respecter les exigences mentionnées à la section 5 « Matériel ».

Les barrières T-B-2 doivent être comme à l'état neuf pour toute la durée des travaux. Elles doivent être nettoyées régulièrement afin de conserver la réflexivité exigée. De plus, les supports métalliques faits de plusieurs morceaux joints mécaniquement ne sont pas autorisés.

Par obligation d'uniformité et d'homogénéité de tout matériel de signalisation lors de fermeture de voie de circulation, une non-conformité des barrières est établie sur place par le surveillant selon les critères de la fiche d'inspection V-3224.

5.5.2 Mode de paiement

Le paiement pour la fourniture, la mise en place, l'entretien, le repositionnement, le remplacement et l'enlèvement des barrières T-B-2 est inclus dans le prix soumissionné au document 255 pour les différentes fermetures.

5.5.3 Pénalités et retenues

L'entrepreneur dispose d'un délai de 30 minutes suivant l'avis verbal du surveillant pour corriger toute barrière T-B-2 non conforme. À défaut de respecter ce délai, une retenue permanente de 200 $ par tranche totale ou partielle de 30 minutes après la fin du délai est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque flèche de signalisation ou barrière non conforme.

5.6 FLÈCHES DE SIGNALISATION LUMINEUSES

5.6.1 Description et mise en œuvre

Bien que les dessins normalisés de signalisation permettent l'utilisation d'une flèche directionnelle (T-D-130-1) ou d'une flèche de signalisation lumineuse, la flèche de signalisation lumineuse est obligatoire en tout temps.

Pour fermer toute voie de circulation ainsi que toute bretelle d'accès, l'entrepreneur doit fournir une flèche de signalisation lumineuse montée sur sa propre remorque et celle-ci doit être conforme au *Tome V - Signalisation routière*. La source d'alimentation électrique de chaque flèche doit être un accumulateur à énergie solaire. Les dimensions des flèches utilisées doivent être de 2 400 mm x 1 200 mm en tout temps.

Les flèches de signalisation lumineuses ne doivent pas présenter de zones de coincement entre le support de la flèche et la structure fixe de la remorque.

Les flèches de signalisation lumineuses doivent être ramassées lors des ouvertures de voie.

L'entrepreneur doit respecter les exigences mentionnées à la section 5 « Matériel ».

Par obligation d'uniformité et d'homogénéité de tout matériel de signalisation lors de fermeture de voie de circulation, une non-conformité d'une flèche de signalisation lumineuse est établie sur place par le surveillant selon les critères de la fiche d'inspection V-3224.

5.6.2 Mode de paiement

Le paiement pour la fourniture, la mise en place, l'entretien, le repositionnement, le remplacement et l'enlèvement des flèches de signalisation lumineuses est inclus dans le prix soumissionné au document 255 pour les différentes fermetures.

5.6.3 Pénalités et retenues

L'entrepreneur dispose d'un délai de 30 minutes suivant l'avis verbal du surveillant pour corriger toute flèche de signalisation lumineuse non conforme. À défaut de respecter ce délai, une retenue permanente de 200 $ par tranche totale ou partielle de 30 minutes après la fin du délai est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque flèche de signalisation lumineuse non conforme.

5.7 PANNEAUX A MESSAGES VARIABLES MOBILES (PMVM)

5.7.1 Description et mise en œuvre

À la demande du surveillant et selon ses directives, l'entrepreneur doit fournir et installer des panneaux à message variables mobiles (PMVM) afin d'informer les usagers de la route aux approches d'un chantier. Cependant, le Ministère possède une certaine quantité de PMVM. Ainsi, avant la fourniture et la mise en place d'un PMVM, une demande auprès du Ministère doit être faite afin de valider si ce dernier peut fournir et installer un ou plusieurs PMVM dans le cadre de ce contrat. Dans la négative, l'entrepreneur devra fournir et installer les PMVM requis au présent contrat.

Dans le but d'améliorer la gestion de la flotte de PMVM, le Ministère exige que tous les PMVM fournis dans le cadre de ses contrats se conforment aux exigences du *Tome V - Signalisation routière* et aux exigences suivantes :

- Etre de type matriciel (full matrice);
- Permettre l'affichage de trois lignes d'un minimum de douze caractères de 5 x 10 pixels, si présence d'accent et les caractères ne doivent pas être compressés;
- Etre pourvus d'une matrice d'affichage de 30 x 72 pixels;
- Permettre l'affichage sur 2 phases;
- Permettre l'affichage de textes et de pictogrammes;
- Etre muni d'un système de communication cellulaire et d'un chargeur à pile conforme à une norme NTCIP (National Transportation Communication For ITS Protocol) permettant la modification à distance des messages à partir d'un même logiciel pour tous les PMVM fournis dans le cadre du présent contrat. Le logiciel utilisé à cette fin doit être compatible avec ceux utilisés par le Ministère;
- Etre équipés de l'option GPS;
- être autonomes à l'énergie solaire et électrique;
- Etre contrôlés par un logiciel d'exploitation permettant d'effectuer le diagnostic de la tension électrique aux bornes des accumulateurs et de créer un calendrier d'affichage de messages.

Le contrôleur principal doit :

- Pouvoir communiquer par lien cellulaire sans fil en mode numérique (adresse IP). Le logiciel d'exploitation doit aussi avoir cette fonctionnalité. Le numéro de téléphone, l'indicatif régional, les préfixes de sortie et l'interurbain sont des paramètres programmables par l'usager. Les modems nécessaires correspondant aux communications exigées doivent être fournis pour les PMVM et au CIGC, si exigés du Ministère;
- Etre de type industriel gérant l'affichage et toutes les autres pièces du système en plus de servir d'interface RS 232 avec l'extérieur;
- Etre porteur du logiciel d'application;
- Etre muni d'un système d'exploitation de contrôleurs robustes, ce qui exclut les systèmes d'exploitation Windows 95, 98 et DOS;
- Servir de lien de communication avec le centre de contrôle;
- Etre responsable du contenu affiché (approuvé et géré seulement par le Centre intégré de gestion de la circulation (CIGC));
- Effectuer les différents diagnostics et retourner les résultats au centre de contrôle;
- Etre responsable de saisir la valeur des différents capteurs et sondes du système;
- Pouvoir prendre des décisions en fonction des valeurs recueillies par les capteurs et sondes (ex. niveau d'intensité de l'affichage à partir de la sonde de luminosité);

- Surveiller et rapporter les alarmes et diagnostics;
- Posséder une alimentation électrique (avertissement de basse tension).

Les contrôleurs sont munis de ports de communication externe RS-232. Ces ports servent à communiquer avec la console principale de contrôle ou localement avec un micro-ordinateur. L'accès au port de communication local est contrôlé par un mot de passe, lequel peut être modifié par la console principale de contrôle au besoin. Le mot de passe par défaut est livré au même moment que les PMVM.

Selon le type de PMVM fourni et sa génération, une mise à jour du programme du contrôleur et une mise à niveau de la carte de contrôle ou la programmation d'un modèle de communication (Template) pourraient être requises dans le logiciel d'exploitation. Ceci peut également impliquer l'achat d'une licence supplémentaire du système.

Les PMVM doivent être installés aux emplacements désignés par le surveillant. L'installation doit être effectuée au minimum 48 heures, ou selon les indications du surveillant, avant l'entrave visée par la mise en place du PMVM. Ils doivent être stables, bien orientés face à la circulation, conformes au dégagement latéral du *Tome VIII - Dispositifs de retenue* et permettre d'afficher le texte à l'horizontale. Lors de leur mise en place, les PMVM ne doivent en aucun cas cacher complètement ou partiellement la signalisation permanente en place ou d'autres panneaux de signalisation de travaux.

Deux jours avant l'installation, l'entrepreneur doit transmettre au CIGC, par l'entremise du surveillant, les informations suivantes par écrit : le modèle du PMVM incluant sa résolution d'affichage, le numéro d'identification du fabricant, la preuve de compatibilité à la norme NTCIP, le numéro de la ligne cellulaire associée à la carte SIM, son adresse IP, le mot de passe, la localisation du PMVM ainsi que les coordonnées GPS (X,Y). Toutes ces informations sont fournies à partir du formulaire que le surveillant transmet à l'entrepreneur.

Avant la première utilisation de chacun des PMVM, l'entrepreneur doit tester leur fonctionnement avant qu'ils sortent de la cour du fournisseur. L'entrepreneur doit informer le surveillant de la période à laquelle les tests sont entrepris avec le CIGC afin qu'un message soit transmis au PMVM et que l'autonomie de la batterie soit vérifiée à distance. Si une anomalie est détectée, le PMVM mobile sera refusé par le CIGC.

Au moment de l'installation et de tout déplacement, l'entrepreneur doit demeurer sur place et s'assurer auprès du CIGC et du surveillant du bon fonctionnement du panneau et des communications. De plus, l'entrepreneur doit respecter les procédures suivantes :

- Appeler le surveillant pour l'informer que le PMVM sera mobilisé;
- Attendre la confirmation par le surveillant que le PMVM est installé correctement et au site prévu et, par le CIGC, que le PMVM fonctionne.

Après ces étapes, l'entrepreneur est autorisé à quitter le site d'installation sur approbation du surveillant.

L'entrepreneur doit prendre note que le territoire couvert pour l'installation de PMVM est les routes et autoroutes ministérielles.

De plus, l'entrepreneur doit respecter les exigences suivantes :

- Installer des PMVM à l'extérieur de la zone des travaux;
- Nettoyer et déneiger la vitre du PMVM et le panneau solaire;
- Déneiger l'emplacement du PMVM lors de la mobilisation en période de viabilité hivernale;
- Orienter le panneau solaire du PMVM en fonction de l'ensoleillement optimal, soit franc sud avec un angle vertical de 46° en période estivale et de 60° durant la période hivernale afin de faciliter le dégagement de la neige et du verglas;
- Diminuer l'intensité lumineuse par la limitation de son maximum à 50 % durant la période hivernale afin de garder l'autonomie du PMVM en mode batterie;

- Utiliser, sous réserve de l'approbation du surveillant, une source d'alimentation électrique distincte de celle des lampadaires ou le réseau électrique d'Hydro-Québec pour raccorder le PMVM à une source de 120 VAC afin de maintenir le niveau d'autonomie des PMVM en hiver. Cela nécessite que le PMVM dispose d'un chargeur à batterie de 120 VAC;
- Garder les PMVM fonctionnels pour toute la durée des travaux. De plus, l'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour s'assurer que la tension aux bornes des accumulateurs des PMVM n'est jamais inférieure à 12,0 volts.

L'entrepreneur doit s'assurer que les PMVM fonctionnent bien (pixels, orientation de l'afficheur, graffiti à effacer, etc.) au moins 2 fois par jour.

Pour toute anomalie, il est exigé à l'entrepreneur d'identifier une personne responsable pour recevoir et gérer les rapports de diagnostic des PMVM et être la personne contact auprès du CIGC. Le Ministère se réserve le droit de vérifier ce paramètre directement ou par télémétrie. Si un PMVM ne respecte pas ce paramètre, il est considéré comme étant non conforme.

Au moment du démantèlement, le représentant de l'entrepreneur sur le site doit mettre l'affichage au noir et aviser par téléphone le CIGC et par écrit le CIGC de la mise hors service du PMVM.

5.7.2 Mode de paiement

Le paiement des PMVM se fait en unité.jour, unité.semaine ou unité.mois, selon la combinaison donnant le résultat le plus avantageux pour le Ministère. Le prix unitaire inclut la fourniture, le transport, l'installation, l'opération, l'entretien, le déneigement de l'emplacement et la cueillette du panneau à la fin de l'utilisation de ce dernier ainsi que toute dépense incidente.

Dans le cas d'un déplacement d'un PMVM à la demande du surveillant, le paiement est effectué à l'unité. Le prix inclut la cueillette du panneau, son transport, le déneigement de l'emplacement et son installation au nouvel emplacement ainsi que toute dépense incidente. De plus, le déplacement est seulement payable lorsqu'il s'agit du même PMVM déplacé, c'est-à-dire qu'il doit avoir le même identifiant ainsi que la même adresse IP.

5.7.3 Pénalités et retenues

Dans le cas d'un PMVM non conforme aux exigences du présent article, l'entrepreneur dispose de 4 heures, suivant l'avis verbal du surveillant, pour corriger la non-conformité.

À défaut de fournir et d'installer un PMVM dans les délais prescrits par le Ministère, un montant de 500 $ est retenu à titre de dommages et intérêts liquidés, et ce, pour chaque panneau et chaque tranche complète ou partielle de 24 heures.

À défaut d'intervenir à l'intérieur du délai prescrit, une retenue permanente de 200 $ par tranche totale ou partielle de 4 heures est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque PMVM non conforme. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

Une retenue permanente de 500 $ est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés si les étapes de la procédure de mise en service ou de démantèlement du PMVM ne sont pas respectées. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

5.8 GLISSIÈRES EN BÉTON POUR CHANTIER

5.8.1 Description et mise en œuvre

Au début des travaux, et après chaque déplacement, le responsable en signalisation doit confirmer, par écrit, que l'installation des glissières en béton pour chantier, les éléments de raccordement, les dispositifs d'extrémité, les bouts effilés et les bouts tampons ronds, qui ne font pas partie du dispositif d'extrémité ainsi que des atténuateurs d'impact fixés aux extrémités, ont été effectués selon les instructions du fabricant et les exigences des documents contractuels.

Les sections de glissières et éléments de raccordement endommagés (parties éclatées, fissures importantes, etc.) durant l'installation ou accidentés ultérieurement et jugés inutilisables par le surveillant doivent être remplacés par l'entrepreneur, et ce, à ses frais.

Aucune réparation sur les glissières en béton de chantier et sur les éléments de raccordement n'est permise.

5.10.1.1. Glissières en béton standard pour chantier

En complément à l'article 10.3.9 « Glissières pour chantier » du CCDG, l'installation et le déplacement des glissières en béton standard pour chantier doivent être approuvés par le surveillant.

Les sections de glissières en béton standard pour chantier, fournies par l'entrepreneur, doivent être conformes aux dessins normalisés du *Tome VIII - Dispositifs de retenue* et aux recommandations du fabricant.

Les glissières en béton pour chantier utilisées doivent être de type « raccord en « I » ».

Des minibalises sont installées sur la partie supérieure de la glissière aux deux sections et doivent être conformes aux exigences liées aux repères visuels du *Tome V - Signalisation routière*.

Les minibalises installées sur les chaînes de glissières doivent être de même type, de même dimension et fabriquées avec les mêmes pellicules.

Les sections de glissières endommagées (parties éclatées, fissures importantes, etc.) durant l'installation ou accidentées ultérieurement et jugées inutilisables par le surveillant doivent être remplacées par l'entrepreneur, et ce, à ses frais. Les critères d'acceptation, sans s'y limiter, sont les suivants :

- Ne pas avoir de fissures s'étendant de part et d'autre des extrémités de la glissière;
- Offrir des connexions exemptes de tout détachement aux extrémités;
- Etre placé de façon à ce que l'extrémité de la glissière, à la hauteur du chasse-roue face à la circulation, ne présente pas d'obstacle susceptible de permettre à un pneu de s'insérer.

Par obligation d'uniformité et d'homogénéité de tout matériel de maintien de la circulation et de protection des travailleurs et des usagers de la route lors de fermeture de voie de circulation, une non-conformité des glissières est établie sur place, par le surveillant, selon l'un des critères suivants :

- Dimensions non conformes aux dessins normalisés du *Tome VIII - Dispositifs de retenue*;
- Minibalises ne respectant pas les exigences du présent article et du *Tome V - Signalisation routière*;
- Fissures transversales et/ou longitudinales s'étendant de part et d'autre de la glissière;
- Réparations effectuées par application, par quelque moyen que ce soit, de béton ou de mortier au niveau du chasse-roue et des connexions des glissières.

5.8.1.1 Raccordement d'une glissière en béton pour chantier

Le raccordement doit s'effectuer conformément au *Tome VIII - Dispositifs de retenue*.

Au début des travaux et après chaque déplacement, l'entrepreneur doit confirmer, par écrit, que les éléments de raccordement ont été effectués selon les instructions du fabricant et les exigences des documents contractuels.

Tout raccordement non conforme, mal positionné ou endommagé, doit être remplacé par un raccordement conforme dans les 24 heures suivant un impact ou un avis verbal du surveillant.

5.8.2 Mode de paiement

5.8.2.1 Glissières en béton standard pour chantier

L'entrepreneur doit inclure dans ses coûts l'installation de repères visuels, leur entretien et leur retrait tel que décrit au présent document.

Mobilisation, démobilisation et maintien pour 24 heures

Les glissières en béton standard pour chantier sont payées au mètre linéaire de glissières installées. Le paiement inclut la fourniture, le transport au chantier, le déchargement, l'installation, l'entretien, le maintien pour la période initiale de 24 heures, le remplacement en cas de détérioration des sections, le repositionnement au besoin, le chargement à la fin des travaux, le transport hors des limites du chantier, la signalisation lors de ces opérations et toute dépense incidente.

La démobilisation et remobilisation des glissières fermant les chemins de déviations sont également payées au mètre linéaire selon cet article.

Ce montant est payé de la façon suivante :

- 60 % est payable à l'installation conforme;
- 40 % est payable à la démobilisation complète.

Maintien au-delà de la période initiale de 24 heures

Au-delà de la période initiale de 24 heures, le paiement des glissières maintenues en place se fait au mètre linéaire par jour. Le coût inclut le maintien, l'entretien, le repositionnement après un impact, le remplacement des sections endommagées, la signalisation nécessaire lors de ces opérations de repositionnement et de remplacement et toute dépense incidente.

Déplacement avec ou sans chargement à l'intérieur des limites de chantier

Le prix au mètre linéaire de glissières déplacées comprend le déplacement avec ou sans chargement à l'intérieur des limites de chantier, le remplacement en cas de bris des sections, l'installation et la signalisation nécessaires lors de l'ensemble de ces opérations et toute dépense incidente. Les déplacements de glissières en béton standard pour chantier à des fins autres que la gestion de la circulation sont aux frais de l'entrepreneur.

5.8.2.2 Raccordement d'une glissière en béton pour chantier

Le paiement pour le raccordement de glissières en béton pour chantier se fait à l'unité. Le prix unitaire inclut la fourniture du profilé d'acier à double ondulation, les 2 bouts plats, l'installation, la quincaillerie nécessaire à l'installation, le remplacement en cas de bris et la signalisation nécessaire pour ces opérations. Le paiement inclut également le retrait du raccordement et toute dépense incidente.

5.8.3 Pénalités et retenues

5.8.3.1 Glissières en béton standard pour chantier

Les sections de glissières en béton standard pour chantier jugées inutilisables par le surveillant doivent être remplacées par des sections conformes dans les 24 heures suivant l'avis verbal de ce dernier.

Une retenue permanente de 50 $ par jour par mètre de glissière inutilisable, mal positionnée ou manquante est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés dès l'expiration du délai de 24 heures suivant l'avis verbal du surveillant. La même pénalité s'applique pour chaque section de glissières dont la minibalise est absente ou non conforme aux exigences du présent document. La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

Le surveillant se réserve le droit de faire cesser tous les travaux si les correctifs nécessaires n'ont pas été apportés 48 heures après l'avis verbal de ce dernier. Le surveillant ne pourra être tenu responsable des reports causés par un non-respect des exigences du présent document et les coûts associés à ces reports sont aux frais de l'entrepreneur.

5.8.3.2 Raccordement d'une glissière en béton pour chantier

Une retenue permanente de 1 000 $ par jour par raccordement non conforme est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés dès l'expiration du délai de 24 heures.

Le surveillant se réserve le droit de faire cesser tous les travaux si les correctifs nécessaires n'ont toujours pas été apportés 48 heures après l'avis verbal du surveillant.

Le surveillant ne pourra être tenu responsable des reports causés par un non-respect des exigences du présent document et les coûts associés à ces reports sont aux frais de l'entrepreneur.

5.9 ATTÉNUATEURS D'IMPACT POUR CHANTIER

5.9.1 Description et mise en œuvre

Les atténuateurs d'impact pour chantier doivent être conformes aux exigences du *Tome VIII - Dispositifs de retenue*. Le dispositif utilisé doit faire partie de la liste d'homologation « Atténuateurs d'impact » du Ministère. La liste des produits homologués peut être atteinte à l'adresse suivante :

https://www.transports.gouv.qc.ca/fr/entreprises-partenaires/entreprises-reseaux-routier/guichet-unique-qualification-produits/Pages/liste-produits.aspx

Les niveaux de performance doivent correspondre à ceux qui sont définis dans le NCHRP Report 350 (TL-1 à 3) en fonction de la vitesse d'impact.

Les atténuateurs d'impact fixes pour chantier sont installés aux extrémités des glissières en béton pour chantier ou devant tout autre obstacle susceptible d'être heurté frontalement par un véhicule. Selon le site, il faut choisir un système approprié, d'après les caractéristiques des atténuateurs.

L'atténuateur d'impact ne doit pas être ancré à la surface sur laquelle il est installé et il doit couvrir l'extrémité de la chaîne de glissières sans toutefois empiéter sur la voie de circulation ou l'accotement adjacent.

L'installation, le déplacement, la remise en état ou le remplacement d'un atténuateur d'impact doivent faire l'objet d'une attestation de conformité signée par un ingénieur membre de l'OIQ. Celui-ci doit être présent, sur place, lors d'une de ces activités. L'attestation doit être remise au surveillant des travaux au plus tard 24 heures après son installation, déplacement, remise en état ou remplacement. L'attestation doit aussi faire mention de la date et de l'heure de la vérification du dispositif faisant l'objet de l'attestation de conformité. En cas de non-conformité ou de déficiences jugées « mineures » par l'ingénieur ayant produit l'attestation, et qui ne mettent pas en cause la sécurité des usagers, ce dernier doit les identifier et il doit proposer les actions et les délais pour les corriger.

Entre le 15 octobre et le 19 avril, l'entrepreneur doit prendre à ses frais les mesures nécessaires pour assurer que le liquide à l'intérieur de l'atténuateur d'impact ne gèle pas. Le liquide doit provenir d'une source naturelle ou être mélangé en usine et ne pas contenir de substances toxiques. Le produit ne peut être préparé sur place. L'entrepreneur doit aussi fournir une attestation de conformité de la solution saline employée dans l'atténuateur d'impact, qui est approuvée par un ingénieur de l'OIQ. Cette attestation doit être fournie 72 heures avant d'utiliser la solution saline. De plus, l'entrepreneur doit déneiger l'atténuateur d'impact.

Conformément au CCDG, l'entrepreneur doit effectuer l'entretien et les inspections nécessaires sur une base quotidienne.

5.9.2 Mode de paiement

Mobilisation, démobilisation et maintien pour 24 heures

Le prix à l'unité pour la mobilisation, la démobilisation et le maintien pour la première période de 24 heures comprend la fourniture, le transport, la préparation du site, le déchargement, l'installation, l'entretien, le déplacement à la suite d'un impact, la remise en état des lieux et, à la fin des travaux, le démantèlement, le chargement et le transport hors des limites du chantier et toute dépense incidente.

Le prix unitaire pour la mobilisation et la démobilisation comprend l'attestation de conformité signée par un ingénieur membre de l'OIQ certifiant que le dispositif est installé conformément aux exigences du fabricant en plus de son déplacement sur le site pour la vérification.

Le prix unitaire pour la mobilisation et la démobilisation inclut également, durant la période du 15 octobre au 19 avril, le remplacement du liquide par un produit qui ne gèle pas et le déneigement de l'atténuateur d'impact.

Ce montant est payé de la façon suivante :

- 60 % est payable à l'installation conforme;
- 40 % à la démobilisation complète.

Maintien au-delà de la période initiale de 24 heures

Le paiement du maintien de l'atténuateur d'impact au-delà de la période initiale de 24 heures se fait à l'unité par jour, par semaine ou par mois selon la combinaison la plus avantageuse pour le Ministère. Le prix inclut le maintien, l'entretien, le déplacement à la suite d'un impact, la remise en état des lieux ainsi que le remplacement du liquide durant la période du 15 octobre au 19 avril.

Le prix, aux articles de maintien, par jour, par semaine ou par mois, comprend le maintien, pour la période donnée, d'un atténuateur. Le paiement est effectué selon la combinaison donnant le montant le plus faible.

Déplacement d'un atténuateur d'impact fixe pour chantier à l'intérieur des limites de chantier

Le déplacement d'un atténuateur d'impact fixe pour chantier à l'intérieur des limites du chantier est payé à l'unité. Le prix inclut, le démantèlement, le chargement et le transport, l'entreposage temporaire s'il n'a pas à être réutilisé immédiatement, son installation au nouvel emplacement, les frais de la signalisation temporaire lors de l'ensemble des opérations et toute dépense incidente.

Le prix unitaire comprend également la certification, par un ingénieur membre de l'OIQ, que l'atténuateur d'impact déplacé est réinstallé conformément et selon les exigences du fabricant.

Remplacement ou remise en état d'un atténuateur d'impact fixe de chantier

Dans l'éventualité où un atténuateur d'impact fixe de chantier est à remplacer, l'atténuateur est payé à l'unité pour le remplacement complet (4 cellules et plus) et à l'unité (par cellule) pour un remplacement partiel (1 à 3 cellules).

Les coûts associés au remplacement se font à l'unité aux articles « Intervention sur atténuateur d'impact pour chantiers; TL-3; Remplacement» ou « Intervention sur atténuateur d'impact pour chantiers; TL-3; réparation » du document 255.

Dans tous les cas, le prix unitaire (en fonction du niveau de performance) comprend le démantèlement, le chargement et le transport, le remplacement de la fourniture, les frais de la signalisation temporaire lors de l'ensemble des opérations et toute dépense incidente.

Le prix unitaire comprend également la certification par un ingénieur membre de l'OIQ que l'atténuateur d'impact est remis en état et réinstallé conformément selon les exigences du fabricant.

Toutefois, le Ministère ne paie le remplacement ou la remise en état des atténuateurs d'impact fixes de chantier que lorsque l'entrepreneur peut démontrer qu'il y a eu délit de fuite et qu'il ne peut être dédommagé d'aucune façon. En toute autre situation, toute collision doit être signalée aux autorités afin de produire un rapport de police. Le numéro d'immatriculation du véhicule du contrevenant est l'élément clé minimal à noter par toute personne témoin d'une collision.

5.9.3 Pénalités et retenues

Une retenue permanente de 1 000 $ par jour par atténuateur d'impact non conforme, non remplacé, non réparé, non déneigé ou sans attestation de conformité signée par un ingénieur membre de l'OIQ est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés dès l'expiration du délai de 24 heures suivant un impact ou l'avis verbal du surveillant.

Le surveillant se réserve le droit de faire cesser tous les travaux si les correctifs nécessaires n'ont toujours pas été apportés 48 heures après l'avis verbal du surveillant. Le surveillant ne pourra être tenu responsable des reports causés par un non-respect des exigences du présent document et les coûts associés à ces reports sont aux frais de l'entrepreneur.

Le surveillant peut aussi mandater, 48 heures après son avis verbal, une tierce partie pour effectuer les travaux de remplacement ou de remise en état. Dans ce cas, une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 1 000 $ est appliquée.

5.10 MARQUAGE TEMPORAIRE ET EFFACEMENT DU MARQUAGE

5.10.1 Description et mise en œuvre

5.10.1.1 Marquage temporaire et effacement du marquage

Les travaux consistent à effectuer le marquage temporaire ou la mise en place de délinéateurs temporaires de surface et l'effacement de la signalisation horizontale. Ces travaux doivent s'effectuer tout au long des différentes phases de travaux.

L'entrepreneur doit procéder au relevé de tout le marquage existant au début du chantier et en remettre une copie au surveillant.

L'entrepreneur doit coordonner ses travaux pour ne pas laisser la chaussée sans marque ou avec des marques superflues à la fin d'une période de travail.

L'entrepreneur doit effectuer les travaux conformément au *Tome V - Signalisation routière* et au CCDG.

L'effacement de marquage se fait de façon à ne laisser aucune trace visible de peinture. La méthode utilisée ne doit pas endommager ni créer de dépression à la surface de la chaussée, qu'elle soit faite de béton ou d'enrobé bitumineux. Dans le dernier cas, la méthode ne doit pas laisser les agrégats dessertis de leur pâte bitumineuse. De plus, la méthode utilisée ne doit laisser aucune trace d'abrasion de la chaussée en béton ou d'enrobé bitumineux.

Dans les voies de déviation pour laquelle du marquage temporaire est nécessaire, s'il est impossible de mettre du marquage, des délinéateurs doivent être posés avec l'accord du surveillant. Cependant, ceux-ci doivent être remplacés régulièrement. Des délinéateurs ne peuvent être mis en place sans l'approbation du surveillant.

Dans le cas de marquage effectué sur une dalle de béton, l'entrepreneur doit effectuer l'enlèvement de la laitance préalablement au marquage.

Par obligation d'uniformité et d'homogénéité du marquage de voie de circulation, une non-conformité de marquage ou d'effacement est établie sur place par le surveillant selon l'un des critères suivants :

- Marquage non conforme aux exigences du *Tome V - Signalisation routière*;
- Mauvais alignement du marquage;
- Effacement partiel du marquage existant et temporaire;
- Délinéateurs non conformes et/ou insuffisants;
- Largeurs de voie inexactes.

5.10.2 Mode de paiement

5.10.2.1 Effacement du marquage existant et temporaire

L'effacement du marquage existant et temporaire est payé au mètre linéaire, effacé à l'article correspondant au document 255. Le prix comprend les opérations d'effacement, la main-d'œuvre, le nettoyage des surfaces par balayage mécanique, la réalisation d'un banc d'essai, la mise aux rebuts des débris et toutes les dépenses incidentes nécessaires à l'effacement.

Lorsque la largeur d'une ligne effacée est différente de la largeur de base de 120 mm (lignes d'arrêt, traverses de piétons, etc.), le calcul de la longueur payable se fait selon la méthode suivante :

L (m) = Largeur réelle (mm) x longueur (m) / 120 mm;

Pour les flèches simples : une quantité de 50 m de ligne effacée est payée par flèche;

Pour les flèches doubles : une quantité de 75 m de ligne effacée est payée par flèche.

5.10.2.2 Marquage temporaire de la chaussée

Le marquage temporaire de la chaussée est payé au mètre de ligne marquée, selon la base de la peinture à base d'eau et comprend la fourniture et l'application de la peinture et des microbilles, la main-d'œuvre, la réalisation d'un banc d'essai et toutes les dépenses incidentes requises au marquage.

Lorsque la largeur d'une ligne marquée est différente de la largeur de base de 120 mm (lignes d'arrêt, traverses de piétons, etc.), le calcul de la longueur payable se fait selon la méthode suivante :

L (m) = Largeur réelle (mm) x longueur (m) / 120 mm;

Pour les flèches simples : une quantité de 50 m de ligne marquée est payée par flèche;

Pour les flèches doubles : une quantité de 75 m de ligne marquée est payée par flèche.

5.10.3 Pénalités et retenues

Suivant l'avis verbal du surveillant, l'entrepreneur dispose d'un délai maximal de 24 heures pour corriger toute situation non conforme.

Une retenue permanente de 500 $ par tranche de 24 heures est appliquée à titre de dommages et intérêts liquidés pour chaque ensemble d'éléments non conformes. Les éléments sont entre autres l'effacement, les délinéateurs et/ou le marquage temporaire.

La retenue permanente intervient de plein droit sur simple constatation du défaut de la part du surveillant.

Tel que mentionné à l'article 4.10 « Entrave de voies non autorisées », la réouverture des voies ne sera pas autorisée si le marquage de la chaussée est manquant ou non effacé. Dans ce cas, la fermeture est considérée comme une fermeture de voie non autorisée et implique les retenues permanentes qui y sont associées.

L'effacement et le marquage nécessaire à la correction d'une non-conformité sont réalisés aux frais de l'entrepreneur.

6. FOURNITURE DE SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

6.1 FOURNITURE D'UN SIGNALEUR ROUTIER

6.1.1 Description et mise en œuvre

À la demande du surveillant, l'entrepreneur doit fournir des signaleurs pour effectuer toutes les tâches liées à la gestion de la circulation. Le service de signaleurs additionnels peut être requis en tout temps sur préavis de 8 heures.

L'entrepreneur doit respecter les exigences décrites au présent document.

L'entrepreneur dispose d'un délai de 8 heures pour répondre à la demande du surveillant.

6.1.2 Mode de paiement

Les signaleurs, à la demande du surveillant, sont payés à l'heure à l'article « Gestion de la circulation; avec signaleur(s); à la demande du surveillant » du document 255 et 4 heures sont payables au minimum. Le prix comprend la main-d'œuvre, les équipements, les déplacements et toutes les dépenses incidentes.

6.1.3 Pénalités et retenues

En plus des pénalités prévues dans le présent document, tout défaut de la part de l'entrepreneur de fournir les services d'un signaleur à l'intérieur du délai prescrit, à la suite d'une demande du surveillant, implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche, complète ou partielle, de 30 minutes pendant laquelle la situation persiste. Les retenues permanentes interviennent de plein droit sur la simple constatation de la situation.

6.2 FOURNITURE D'UN ATTÉNUATEUR D'IMPACT FIXE À UN VÉHICULE (AIFV)

6.2.1 Description et mise en œuvre

À la demande du surveillant, l'entrepreneur doit opérer un ou plusieurs véhicules munis d'un AIFV avec opérateur afin de protéger les travailleurs du Ministère ou ses mandataires pendant des travaux près de voies ouvertes à la circulation. Les caractéristiques du véhicule muni d'un AIFV doivent respecter les exigences du présent document.

L'entrepreneur dispose d'un délai de 8 heures pour répondre à la demande du surveillant.

6.2.2 Mode de paiement

Le paiement pour la fourniture et l'opération d'un véhicule de protection muni d'un AIFV, à la demande du surveillant, se fait à l'heure et est payé à l'article « Gestion de la circulation; avec un AIFV; à la demande du surveillant » du document 255. Quatre heures sont payables au minimum. Le prix inclut le véhicule, les équipements, les déplacements, l'opérateur et toute dépense incidente.

6.2.3 Pénalités et retenues

En plus des pénalités prévues dans le présent document, tout défaut de la part de l'entrepreneur de fournir et d'opérer un véhicule de protection muni d'un AIFV à l'intérieur du délai prescrit à la suite d'une demande du surveillant implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche, complète ou partielle, de 30 minutes que dure la situation. Les retenues permanentes interviennent de plein droit sur la simple constatation de la situation.

6.3 FOURNITURE D'UN VÉHICULE DE SERVICE

6.3.1 Description et mise en œuvre

À la demande du surveillant, l'entrepreneur doit opérer un ou plusieurs véhicules de service avec opérateur afin de protéger les travailleurs du Ministère ou ses mandataires pendant des travaux près de voies ouvertes à la circulation. Les caractéristiques du véhicule de service et son opérateur doivent respecter les exigences de l'article 3 « Personnel et véhicules».

L'entrepreneur dispose d'un délai de 8 heures pour répondre à la demande du surveillant.

6.3.2 Mode de paiement

Le paiement pour la fourniture et l'opération d'un véhicule de service se fait à l'heure et est payé à l'article « Gestion de la circulation; avec un véhicule escorte; à la demande du surveillant » du document 255. 4 heures sont payables au minimum. Le prix inclut le véhicule, les équipements, les déplacements, l'opérateur et toute dépense incidente.

La fourniture et l'opération de véhicules de service, pour les besoins de l'entrepreneur, sont aux frais de ce dernier.

6.3.3 Pénalités et retenues

En plus des pénalités prévues dans le présent document, tout défaut de la part de l'entrepreneur de fournir et d'opérer un véhicule de service à l'intérieur du délai prescrit suivant une demande du surveillant implique une retenue permanente au contrat à titre de dommages et intérêts liquidés de 500 $ pour chaque tranche, complète ou partielle, de 30 minutes que dure la situation. Les retenues permanentes interviennent de plein droit sur la simple constatation de la situation.

7. SIGNATURE

Préparé par : Mhari Anthony, CPI
26 septembre 2024

Sous DSI de Rébecca Picard-Courtois, ing.

INGÉNIEURE
Rébecca Picard-Courtois
140452
QUÉBEC
2024-10-28

Préparé et vérifié par : Rébecca Picard-Courtois, ing.
26 septembre 2024

Montréal, 26 septembre 2024

Annexe A – Chemins de détour

Lors de la fermeture de l'A-19 Nord, les usagers sur l'avenue Papineau et sur le boulevard Henri-Bourassa en direction est suivent le détour via la route 125. Les usagers sur Henri-Bourassa en direction ouest suivent le détour ouest sur l'A-15 Nord. Un itinéraire facultatif via l'A-40 Ouest est aussi proposé pour les usagers sur l'avenue Papineau.

Lors de la fermeture complète de l'A-19 Sud aucun détour du réseau supérieur n'est permis sur le réseau municipal de la ville de Laval. Le détour principal prend la voie de desserte de l'A-440 Est et la route 125.Un itinéraire facultatif via l'A-15 Sud est proposé pour les usagers sur l'A-440 Ouest.

Lors de la fermeture complète de l'A-19 Sud, l'entrée du boulevard St-Martin doit être fermée. Le détour principal proposé rejoint le détour de l'A-19 Sud sur la voie de desserte de l'A-440 Est. Une deuxième option de détour évitant l'utilisation de la voie de desserte de l'A-440 Est, est aussi identifiée.

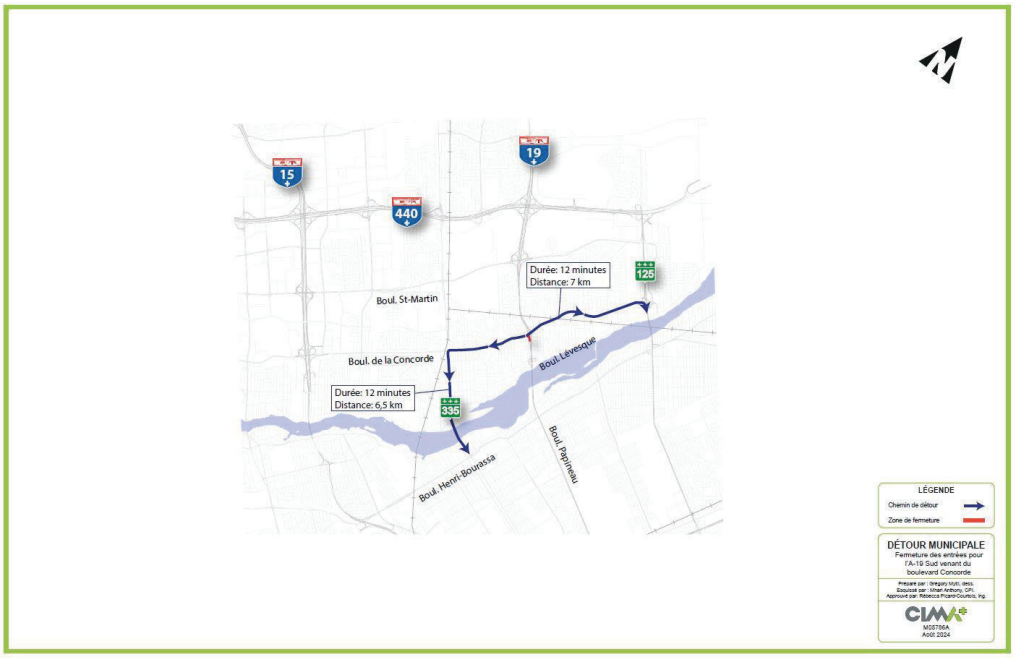
Lors de la fermeture complète de l'A-19 Sud, l'entrée du boulevard de la Concorde doit est fermée. Le détour proposé pour les usagers en direction est emprunte le pont Pie-IX et le détour proposé pour les usagers en direction ouest emprunte le pont Viau.

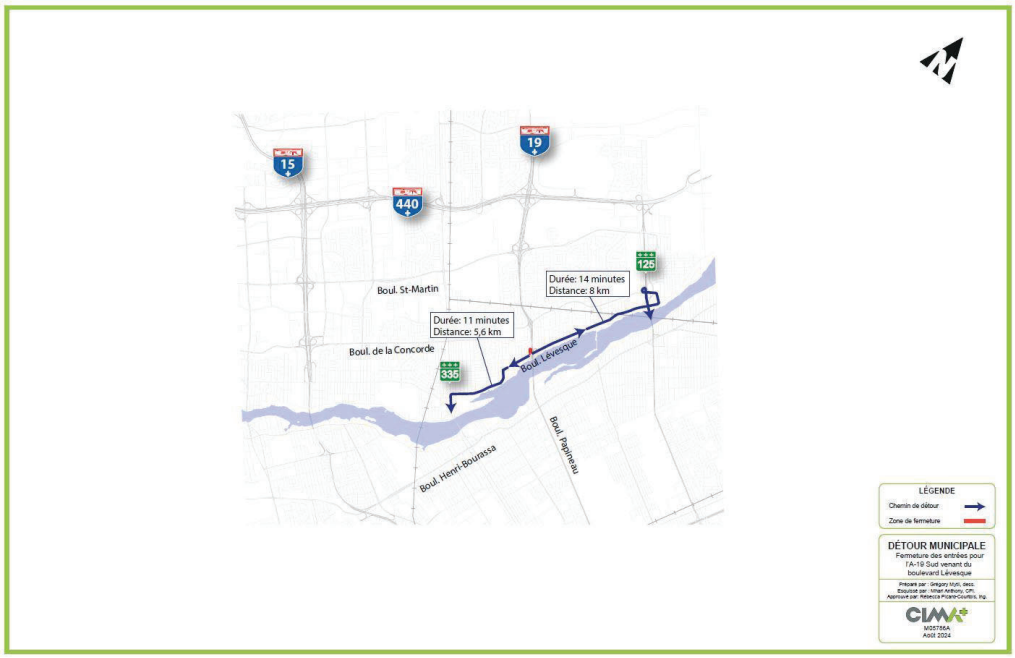
Lors de la fermeture complète de l'A-19 Sud ainsi que lors des fermetures de voie(s) de droite de l'A-19 sud, l'entrée du boulevard Lévesque doit être fermée. Le détour proposé pour les usagers en direction est emprunte le pont Pie-IX et le détour proposé pour les usagers en direction ouest emprunte le pont Viau.

Annexe B – Croquis de détour






15
19
440
125
335
Durée: 12 minutes
Distance: 7 km
Durée: 12 minutes
Distance: 6,5 km
Boul. St-Martin
Boul. de la Concorde
Boul Lévesque
Boul Papineau
Boul. Henri-Bourassa
LÉGENDE
Chemin de détour
Zone de fermeture
DÉTOUR MUNICIPALE
Fermeture des entrées pour l'A-19 Sud venant du boulevard Concorde
CIMA+
M007186A
Août 2024


15
19
440
125
335
Durée: 14 minutes
Distance: 8 km
Durée: 11 minutes
Distance: 5,6 km
Boul. St-Martin
Boul. de la Concorde
Boul Lévesque
Boul Papineau
Boul. Henri-Bourassa
LÉGENDE
Chemin de détour
Zone de fermeture
DÉTOUR MUNICIPALE
Fermeture des entrées pour l'A-19 Sud venant du boulevard Lévesque
CIMA+
M007186A
Août 2024


Durée: 17 minutes
Distance: 13,7 km
Durée: 12 minutes
Distance: 9,9 km
Durée: 16 minutes
Distance: 9 km
Durée: 16 minutes
Distance: 9 km
15
19
440
125
335
Boul. St-Martin
Boul. de la Concorde
Boul. Lévesque
Boul. Henri-Bourassa
Boul. Papineau
LÉGENDE
Chemin de détour A
Chemin de détour B
Zone de fermeture
DÉTOUR MUNICIPALE
Fermeture des entrées pour l'A-19 Sud venant du boulevard St-Martin

Annexe C – Fermetures sur l'île de la Visitation



3. **Devis 185**

Unité administrative	Numéro de projet
	154091400
Sous-ministériat aux territoires	**Numéro de dossier**
Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal	2503-25-0202
Direction générale des projets Direction de la conception des projets de structure	**Numéro de document**
	185

Plans et devis d'ingénierie

Consortium Stantec | CIMA+

Objet des travaux

Réfection du pont Papineau-Leblanc (P-13968), situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval

Protection de l'environnement

Numéro de structure	Localisation					
	Route	Tronçon	Section	Municipalité	C.E.P.	M.R.C.
P-13968	19	02	020	Ville de Montréal (arrondissement Ahuntsic)	Maurice-Richard (340)	Hors MRC
P-13968	19	02	031	Ville de Laval	Laval-des-Rapides (454) Mille-Îles (482)	Hors MRC

Identification technique	
Numéro du plan	Numéro de l'unité administrative
PO-2024-1-13968	1552512

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE	DESCRIPTION	PAGE
1.	**Généralités**	**4**
1.1	Sigles	4
2.	**Objet du contrat**	**4**
2.1	Description des travaux	4
3.	**Obligations légales et réglementaires de l'entrepreneur**	**4**
3.1	Activités assujetties à des autorisations détenues par le MINISTÈRE	4
3.1.1	Activités de l'entrepreneur à réaliser à l'extérieur des limites des travaux	5
3.1.2	Déclarations de conformité	5
3.2	Plan d'action pour la protection de l'environnement (PAPE)	5
3.2.1	Généralités	5
3.2.2	Mode de paiement	6
4.	**Localisation des travaux**	**6**
5.	**Éléments de délimitation pour protection**	**6**
5.1	Protection des milieux hydriques et autres milieux sensibles	6
6.	**Installations de chantier, sites divers, chemins d'accès et chemins de déviation temporaires**	**6**
6.1	Généralités	6
6.2	Chemins d'accès	7
6.3	Gestion des eaux usées des unités mobiles de lavage des mains	7
6.4	Gestion de la neige en chantier	8
6.4.1	Mode de paiement	8
7.	**Entretien, maintenance, nettoyage, ravitaillement et entreposage de la machinerie**	**8**
7.1	Généralités	8
7.2	Ravitaillement en carburant et lubrifiant de la machinerie	9
7.3	Mise au rebut des matières dangereuses résiduelles	9
8.	**Trousse d'urgence de récupération des produits pétroliers et d'autres matières dangereuses liquides**	**9**
8.1	Mode de paiement	10
9.	**Contrôle des poussières**	**10**
10.	**Disposition des matériaux naturels de déblais**	**10**
11.	**Espèces floristiques exotiques envahissantes (EFEE)**	**10**
11.1	Gestion des espèces floristiques exotiques envahissantes	10
11.1.1	Nettoyage de la machinerie	11
11.2	Découverte fortuite d'une colonie d'espèces floristiques exotiques envahissantes	11
11.2.1	Mode de paiement	11
12.	**Protection de la faune**	**11**
12.1	Protection des nids et des œufs d'oiseaux	11
12.1.1	Mode de paiement	12

12.2 Protection de la tortue géographique et de la couleuvre brune 12
12.2.1 Généralités 12
12.2.2 Mode de paiement 13
13. Contrôle de l'érosion et des sédiments 13
13.1 Contrôle des sédiments 13
13.1.1 Barrières à sédiments 13
13.1.2 Dispositifs de décantation 13
14. Remise en état des lieux 15
14.1 Remise en état des milieux hydriques 15
14.1.1 Mode de paiement 15
14.2 Restauration des sites temporaires utilisés à l'extérieur de l'emprise 16
15. Mode de paiement 16
16. Pénalités 17
16.1 Généralités 17
16.2 Non-respect des exigences contractuelles 17
16.3 Omission de déclaration 17
16.4 Désobéissance à un avis 17
16.5 Non-respect de la Loi sur la qualité de l'environnement 17
17. Signature et date du devis 18

LISTE DES ANNEXES

Annexe	DESCRIPTION	PAGE
Annexe 1 - Définitions		19
Annexe 2 – Formulaire : Plan d'action pour la protection de l'environnement		21
Annexe 3 - Cartes des composantes environnementales		27
Annexe 4 – Plan de localisation des clôtures d'exclusion		30

1. GÉNÉRALITÉS

Ce devis complète, par son contenu, le *Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation* (CCDG - 2024) du Ministère des Transports et de la Mobilité durable (Ministère) et la collection Normes – Ouvrages routiers du Ministère des Transports et de la Mobilité durable (Ministère) (Tomes I à VIII).

En complément aux exigences de l'article 1.4 « Références » du CCDG, toute référence à ces documents constitue un renvoi à l'édition en vigueur à la date de publication de l'appel d'offres.

1.1 SIGLES

CCDG	*Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation* du Ministère
EFEE	Espèces floristiques exotiques envahissantes
LL	Limite du littoral
LQE	Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2)MELCCFP Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
MRC	Municipalité régionale de comté
Ministère	Ministère des Transports et de la Mobilité durable
PAPE	Plan d'action pour la protection de l'environnement

2. OBJET DU CONTRAT

2.1 DESCRIPTION DES TRAVAUX

Les travaux du présent contrat consistent en la réfection partielle du pont Papineau-Leblanc. Les principaux travaux couverts par le présent devis sont présentés dans le devis 101.

3. OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES DE L'ENTREPRENEUR

3.1 ACTIVITÉS ASSUJETTIES À DES AUTORISATIONS DÉTENUES PAR LE MINISTÈRE

Les activités projetées à l'intérieur des limites des travaux n'impliquent aucun ouvrage ni aucun aménagement nécessitant remblai ou déblai en milieu humide ou hydrique. Ainsi, aucune autorisation environnementale n'est requise pour réaliser les travaux décrits aux plans et devis. Il est ainsi interdit à l'entrepreneur de réaliser des ouvrages nécessitant déblai ou remblai en milieu humide et hydrique.

Si par le choix de sa méthode de travail, et ce, même à l'intérieur des limites des travaux, l'entrepreneur prévoit ne pas pouvoir respecter les autorisations détenues par le Ministère, il doit aviser le Ministère afin que ce dernier puisse obtenir de nouvelles autorisations auprès des autorités concernées avant de pouvoir mettre en application sa méthode de travail. Toute nouvelle demande d'autorisation environnementale ou déclaration de conformité doivent se faire en conformité avec les documents contractuels et être approuvée par le surveillant.

Le Ministère se réserve le droit de juger de la recevabilité d'une telle demande de modification et demeure le seul responsable d'obtenir les nouvelles approbations

auprès des organismes concernés. L'entrepreneur doit considérer que le processus d'approbation peut entraîner des délais supplémentaires à l'intérieur desquels les travaux visés par la demande ne sont pas autorisés. Le paragraphe suivant a été revu.

3.1.1 Activités de l'entrepreneur à réaliser à l'extérieur des limites des travaux

Pour toute activité ou tout ouvrage envisagé à l'extérieur des limites des travaux et assujetti à des règlements relevant d'un organisme public, le Ministère obtiendra les autorisations nécessaires pour leur réalisation. Il en est de même pour toute activité projetée sur une propriété nécessitant la permission du propriétaire foncier ou du gestionnaire.

Les exigences du devis s'appliquent à l'intérieur comme à l'extérieur des limites des travaux, aux aménagements temporaires réalisés dans les limites des travaux, aux sites et aux chemins nécessaires aux activités à l'extérieur des limites (aire de chantier, aire de rebuts, chemin de déviation, chemin d'accès, site d'emprunt, etc.).

Dès le début des travaux, l'entrepreneur doit avoir sur le chantier le matériel nécessaire pour réaliser les interventions prescrites au contrat. L'entrepreneur doit intervenir immédiatement pour tout événement susceptible de causer un dommage à l'environnement ou jugé dommageable par le surveillant.

3.1.2 Déclarations de conformité

L'entrepreneur doit informer le Ministère de déclarations de conformité requises pour réaliser les ouvrages temporaires, en vertu de l'article 22 de la LQE et en vertu du REAFIE.

Il doit fournir au Ministère les spécifications requises pour le dépôt de la déclaration de conformité, le cas échéant pour les batardeaux, les ponts et ponceaux temporaires, les chemins d'accès, les bassins de sédimentation et les chemins de déviation temporaires.

Dans son calendrier des travaux, l'entrepreneur doit tenir compte du délai de 30 jours obligatoire entre le dépôt de la déclaration de conformité et le début de l'activité. Le Ministère ne peut pas être tenu responsable de quelque retard que ce soit associé à ce délai.

3.2 PLAN D'ACTION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (PAPE)

3.2.1 Généralités

L'entrepreneur doit remplir et présenter au surveillant le PAPE qu'il prévoit appliquer pour éviter ou minimiser les impacts sur l'environnement. Le formulaire du PAPE est présenté à l'annexe 2.

Le PAPE doit être présenté au surveillant au moins 10 jours avant le début des travaux.

Aucune autorisation de commencer les travaux, incluant le déboisement, n'est délivrée par le Ministère avant que le PAPE n'ait été jugé recevable. Si l'entrepreneur ne peut pas respecter la date limite de dépôt du PAPE, et que le début des travaux est reporté, les frais associés aux délais sont à sa charge.

Si certains éléments du PAPE ne peuvent pas être précisés avant le début des travaux, l'entrepreneur doit les intégrer dès qu'il les a identifiés. L'entrepreneur doit remettre la version révisée du PAPE au surveillant dans un délai de 5 jours.

L'entrepreneur doit s'assurer que tout nouvel élément et toute modification apportée au PAPE soient clairement identifiés pour pouvoir suivre l'évolution du

PAPE. L'entrepreneur doit aussi s'assurer que les modifications apportées soient conformes aux exigences environnementales applicables et, dans le cas contraire, il doit en informer immédiatement le surveillant.

Tout nouvel élément doit être présenté au surveillant au moins 5 jours avant la date du début des travaux concernés par cet élément.

L'entrepreneur doit informer son personnel et ses sous-traitants du contenu du PAPE et de ses mises à jour.

Le PAPE doit permettre de démontrer comment l'entrepreneur prévoit appliquer les exigences contractuelles du devis.

3.2.2 Mode de paiement

La préparation et le maintien du PAPE sont payés au prix global. Le prix couvre notamment les correctifs nécessaires et il inclut toute dépense incidente.

4. LOCALISATION DES TRAVAUX

Les travaux du pont Papineau-Leblanc sont situés sur la ou les routes suivantes :

- Autoroute 19, sur le tablier du pont Papineau-Leblanc, soit une longueur totale d'environ 460 m, dans la Municipalité de Montréal (située hors-MRC et faisant partie de la circonscription électorale provinciale de Maurice-Richard) et dans la Municipalité de Laval (située hors-MRC et faisant partie de la circonscription électorale provinciale de Mille-Iles et de Laval-des-Rapides). Le DJMA de ce tronçon de la route est de 56 000.

5. ÉLÉMENTS DE DÉLIMITATION POUR PROTECTION

5.1 PROTECTION DES MILIEUX HYDRIQUES ET AUTRES MILIEUX SENSIBLES

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit installer des éléments de délimitation du périmètre de protection (clôture temporaire, piquets avec ruban marqueur et marques de peinture clairement visibles) (comprenant clairement la limite du littoral et la zone d'exclusion de la couleuvre brune) à la carte identifiée en annexe 3 et aux endroits identifiés par le surveillant, s'il y a lieu. La clôture d'exclusion de la couleuvre brune sera installée en amont des travaux par le Ministère, l'entrepreneur devra s'assurer de son bon état en amorce des travaux.

À la fin du chantier, l'entrepreneur doit enlever tout élément de délimitation.

6. INSTALLATIONS DE CHANTIER, SITES DIVERS, CHEMINS D'ACCÈS ET CHEMINS DE DÉVIATION TEMPORAIRES

6.1 GÉNÉRALITÉS

Les installations de chantier (incluant les locaux de chantier, leurs dépendances et les aires de stationnement) et les sites divers (incluant les sites d'entretien et d'entreposage de la machinerie, les sites d'entreposage des matériaux et des matières dangereuses, les sites de concassage, les sites de conditionnement du béton, les aires de rebuts) doivent être localisés à une distance d'au moins 30 m du littoral d'un cours d'eau. Les plans de localisation du site de mise en réserve des matériaux et aire de travail sont présentés à l'annexe D et E du devis 101.

Exceptionnellement, si l'entrepreneur n'est pas en mesure de respecter cette distance, des mesures de confinement de ces aires sont exigées pour retenir les sédiments et les contaminants. L'entrepreneur doit faire approuver par le

surveillant les emplacements et les mesures de confinement qu'il prévoit mettre en place.

Lorsque du terrassement est nécessaire, l'entrepreneur doit récupérer la terre végétale et l'entreposer de façon à faciliter sa réutilisation. L'entrepreneur doit assurer, en tout temps, le maintien des accès aux propriétés et le contrôle des eaux de drainage.

Si l'utilisation de sites à l'extérieur de l'emprise est requise, les sites choisis doivent, de façon prioritaire, être déjà perturbés et l'entrepreneur doit se conformer aux exigences de l'article 3 « Obligations légales et réglementaires de l'entrepreneur » du présent devis.

6.2 CHEMINS D'ACCÈS

La construction d'un chemin d'accès doit respecter les exigences des articles 10.3.7 « Chemin temporaire servant de déviation » et 10.4.3.4 « Accès temporaire aux berges » du CCDG ainsi que de la section « Bonnes pratiques pour la construction d'un chemin d'accès temporaire » du chapitre 9 « Protection de l'environnement durant les travaux » du *Tome II – Construction routière* de la collection Normes – Ouvrages routiers du Ministère.

À proximité d'un cours d'eau, les fossés doivent être déviés hors des aires de travail vers une zone de végétation. Si ce n'est pas possible, les fossés doivent être empierrés sur une distance minimale de 30 m mesurée à partir de la LL et avoir une fosse de captation ou des bermes filtrantes et trappes à sédiments en amont de l'empierrement.

Les travaux de restauration du milieu naturel doivent être réalisés conformément à l'article 14 « Remise en état des lieux » du présent devis.

Lorsque l'entrepreneur construit un chemin temporaire en milieu hydrique, les conditions suivantes doivent être respectées :

- Le chemin temporaire ne peut être construit dans le littoral;
- Le chemin n'est pas imperméabilisé (il n'est pas recouvert d'un revêtement en enrobé par exemple);
- La chaussée et les accotements du chemin temporaire ont une largeur cumulée de 6,5 m maximum;
- Le chemin temporaire doit avoir une longueur de 35 m maximum;
- L'emprise du chemin temporaire doit avoir une largeur de 10 m maximum;
- Un seul chemin par lot est permis dans des milieux hydriques.

Si l'ensemble de ces conditions ne peut pas être respecté, l'entrepreneur doit transmettre une déclaration de conformité au MELCCFP, en tant que représentant du Ministère, au moins 30 jours avant la mise en place de l'ouvrage. Le chemin temporaire doit alors respecter les conditions suivantes :

- Le chemin temporaire ne peut pas être construit dans un étang ou une tourbière ouverte;
- Le chemin temporaire doit avoir une emprise d'une largeur de 20 m au maximum;
- Les fossés doivent avoir une profondeur de 50 cm au maximum.

Le surveillant doit être informé de toutes les communications entre l'entrepreneur et le MELCCFP.

6.3 GESTION DES EAUX USÉES DES UNITÉS MOBILES DE LAVAGE DES MAINS

L'entrepreneur qui prévoit l'utilisation de stations mobiles de lavage des mains avec un réservoir d'eau doit assurer une gestion adéquate des eaux usées en les récupérant et en les rejetant au réseau d'égout sanitaire. Après discussion avec le surveillant, si les parties conviennent qu'il est impossible de disposer des eaux

usées de cette façon, le surveillant peut donner la permission de les rejeter aux endroits suivants :

- Vers des bouches d'égout ou des puisards d'un réseau d'égout pluvial;
- Dans un fossé de drainage existant;
- Dans un espace végétalisé.

Toutefois, cette façon de faire doit respecter les conditions suivantes :

- L'utilisation de savon biodégradable;
- Le point de rejet doit être situé à plus de 15 m de la LL d'un cours d'eau;
- Le rejet ne doit pas se faire sur des sols dénudés.

6.4 GESTION DE LA NEIGE EN CHANTIER

En présence de neige, l'entrepreneur doit maintenir les aires de chantier déneigées afin d'éviter que du matériel, des débris ou des rebuts soient perdus ou ensevelis. La neige doit être poussée ou soufflée dans la périphérie immédiate de la zone des travaux.

Lorsque le déneigement est réalisé en périphérie immédiate d'un milieu hydrique, l'entrepreneur doit porter une attention particulière, afin de s'assurer qu'un minimum de neige y soit soufflé ou projeté directement.

Lors de déneigement des ponts, l'entrepreneur doit projeter la neige à l'avant de la souffleuse sur toute la longueur du pont et la souffler ensuite sur le côté droit de la chaussée à un endroit éloigné du plan d'eau. Si cette opération est impossible, la neige doit être projetée le plus possible dans les talus, de part et d'autre du pont.

Il est interdit de pousser, de souffler ou d'entreposer la neige sur un cours d'eau et les bandes riveraines. L'entrepreneur doit procéder à l'enlèvement et au transport de la neige en vue de son élimination dans un lieu d'élimination de neige autorisé en vertu de l'article 22 de la LQE.

6.4.1 Mode de paiement

La gestion de la neige en chantier ne fait pas l'objet d'un article particulier au bordereau. L'entrepreneur doit en répartir les coûts dans les prix unitaires ou globaux des ouvrages correspondants.

7. ENTRETIEN, MAINTENANCE, NETTOYAGE, RAVITAILLEMENT ET ENTREPOSAGE DE LA MACHINERIE

7.1 GÉNÉRALITÉS

L'entrepreneur doit effectuer les activités d'entretien, de maintenance et de nettoyage de la machinerie, conformément à l'article 10.4.3.2 « Entretien, maintenance, nettoyage, ravitaillement et entreposage de la machinerie » du CCDG.

L'entrepreneur doit installer des mesures de confinement pour que ces activités soient réalisées sans causer de rejet d'hydrocarbures ou d'autres contaminants dans l'environnement.

Les mesures de confinement doivent être décrites dans le PAPE.

L'entrepreneur doit réaliser les activités d'entretien, de maintenance et de nettoyage de la machinerie, incluant les bétonnières, à une distance d'au minimum 30 m du littoral.

7.2 RAVITAILLEMENT EN CARBURANT ET LUBRIFIANT DE LA MACHINERIE

Contrairement à l'exigence de l'article 10.4.3.1 « Protection des milieux hydriques et humides » du CCDG, l'entrepreneur doit procéder au ravitaillement en carburant et en lubrifiant de la machinerie, incluant les bétonnières, à une distance d'au moins 30 m du littoral. La distance peut être moindre si un système qui permet de recueillir les fuites ou un dispositif de prévention des déversements est utilisé.

L'entrepreneur doit utiliser un fluide hydraulique biodégradable pour la machinerie opérée à moins de 15 m du littoral d'un cours d'eau, même si les travaux sont réalisés à sec. Le fluide hydraulique doit présenter un taux de biodégradation ultime de plus de 60 % en 28 jours. Pour les opérations réalisées sur le cours d'eau, celles-ci devront être réalisées selon les bonnes pratiques en vigueur. Les trousses de gestion des déversements accidentels devront être présentes sur chacune des barges et embarcations impliquées.

Lors du dépôt du PAPE, l'entrepreneur doit faire approuver les fluides hydrauliques biodégradables auprès du surveillant en lui fournissant une certification qui atteste que le fluide est biodégradable ou tout autre document attestant l'utilisation de fluide hydraulique biodégradable.

Aucun petit appareil fonctionnant aux hydrocarbures (une génératrice, une pompe, etc.), de même qu'aucun réservoir ou récipient contenant des hydrocarbures ou d'autres matières dangereuses, ne doit être laissé à moins de 20 m d'un cours d'eau.

La distance peut être moindre si un dispositif imperméable (bac récupérateur ou enceinte confinée munie d'une toile étanche) ayant un volume suffisant pour contenir les fuites, les écoulements et les déversements potentiels est placé sous l'appareil.

Ce dispositif doit être couvert pour éviter l'accumulation d'eau provenant des précipitations. Sinon, l'eau doit être retirée de l'ouvrage après chaque épisode de précipitations. Si l'eau est exempte de contamination, elle peut être rejetée dans une zone végétalisée. Si l'eau présente des indices de contamination (odeurs perceptibles ou coloration/iridescence visible), elle doit être gérée conformément à l'article 11.4.8.3 « Matières dangereuses » du CCDG.

7.3 MISE AU REBUT DES MATIÈRES DANGEREUSES RÉSIDUELLES

En plus des exigences de l'article 11.4.8.3 « Matières dangereuses » du CCDG, les matières dangereuses mises au rebut (restes de peinture, d'enduit, de décapant, d'huiles usées, de carburant, de peinture décapée contenant du plomb, de matière ou d'objet dont la surface est contaminée par une matière dangereuse, etc.) doivent être recueillies par des entreprises possédant les autorisations requises pour la gestion de ces matières.

L'expédition de ces matières jusqu'à un lieu d'élimination de matières dangereuses doit être confiée à un transporteur titulaire d'une autorisation.

Le transport de matières dangereuses résiduelles doit aussi être effectué conformément au Règlement sur le transport des matières dangereuses (C 24.2, r 43). Les preuves écrites de leur prise en charge par les entreprises concernées (document d'expédition, formulaire d'admission des matières par l'entreprise autorisée ou autre document précisant la nature des matières et leur quantité) doivent être remises au surveillant lors de leur disposition.

8. TROUSSE D'URGENCE DE RÉCUPÉRATION DES PRODUITS PÉTROLIERS ET D'AUTRES MATIÈRES DANGEREUSES LIQUIDES

L'entrepreneur doit respecter les dispositions de l'article 10.4.2 « Trousse de récupération de produits pétroliers et d'autres matières dangereuses liquides » du

CCDG. La localisation des trousses de récupération des produits pétroliers et d'autres matières dangereuses liquides doit être indiquée dans le PAPE.

8.1 MODE DE PAIEMENT

La fourniture des trousses de récupération ne fait pas l'objet d'un article particulier au bordereau. L'entrepreneur doit en répartir les coûts dans les prix unitaires ou globaux des ouvrages correspondants.

9. CONTRÔLE DES POUSSIÈRES

L'entrepreneur doit respecter les dispositions de l'article 12.4 « Traitement contre la poussière » du CCDG.

Aucun abat-poussière à base de sels chlorurés hygroscopiques ne doit être utilisé sur le chantier à une distance inférieure à 50 m d'un lac, d'un cours d'eau. Les surfaces à l'intérieur de cette zone doivent être traitées uniquement avec de l'eau.

La surveillance des poussières doit être effectuée 7 jours par semaine.

10. DISPOSITION DES MATÉRIAUX NATURELS DE DÉBLAIS

L'entrepreneur ne doit disposer aucun matériau naturel sur la rive et sur le littoral d'un cours d'eau ou dans une zone inondable identifiée au schéma d'aménagement et de développement de la MRC ni en dehors de la zone d'exclusion des couleuvres délimitée par les clôtures, que ce soit à l'intérieur de l'emprise, en dehors de la fondation de la route et des zones de terrassement identifiées aux plans et devis ou à l'extérieur des zones directement touchées par les travaux. L'entreposage temporaire est également interdit.

En tout temps, à moins d'indication contraire, la hauteur des empilements de matériaux ne doit pas dépasser 3 m.

Il est interdit de disposer des matériaux naturels sur un terrain privé ou sur les terres du domaine de l'État sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du propriétaire foncier ou du gestionnaire foncier.

11. ESPÈCES FLORISTIQUES EXOTIQUES ENVAHISSANTES (EFEE)

Les sols contenant des résidus d'EFEE peuvent être réutilisés lors de la remise en état s'ils en constituent les déblais d'origine.

Les EFEE doivent être gérés conformément à l'article 11.1 « Gestion des espèces floristiques exotiques envahissantes » ci-dessous.

11.1 GESTION DES ESPÈCES FLORISTIQUES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit excaver les colonies d'EFEE identifiées aux plans jusqu'à une profondeur de 2 m ou selon les modalités du devis descriptif. L'entrepreneur doit ensevelir tout résidu d'EFEE et tout volume de sols excavés afférents dans une fosse identifiée aux plans. Le matériel de recouvrement doit être exempt d'EFEE et avoir une épaisseur d'au moins 2 m.

Le couvert végétal doit être restauré sur le site, selon l'article 14 « Remise en état des lieux » du présent devis.

Avant le début des travaux, l'entrepreneur doit excaver les sols et les colonies d'EFEE identifiées aux plans jusqu'à une profondeur de 2 m ou selon les modalités du devis.

Tout résidu d'EFEE de même que les volumes de sols excavés afférents doivent être évacués du chantier et envoyés dans un lieu d'enfouissement technique. Si

ces éléments sont transportés hors du chantier, les bennes utilisées doivent être recouvertes de façon qu'il n'y ait aucun rejet dans l'environnement, y compris les graines. L'entrepreneur doit fournir une copie du manifeste de transport au surveillant.

11.1.1 Nettoyage de la machinerie

Toutes les composantes de la machinerie doivent être exemptes de boue et de fragments d'EFEE avant d'entreprendre d'autres activités sur le site ou à l'extérieur du site, à la suite de travaux d'éradication de ces plantes. Le nettoyage de la machinerie doit être validé par le surveillant.

Le nettoyage doit être réalisé à l'eau, à l'air à haute pression ou à l'aide d'autres outils tels que des brosses, des balais, des pelles ou des aspirateurs. Cette opération doit être réalisée dans une aire de lavage qui permet de confiner l'ensemble des résidus solides.

Si le nettoyage est réalisé à l'aide d'eau, l'emplacement de l'aire de lavage doit être préalablement approuvé par le surveillant.

Les résidus solides résultant du nettoyage de la machinerie doivent être gérés en conformité à l'article 11.1 « Gestion des espèces floristiques exotiques envahissantes » du présent devis.

11.2 DÉCOUVERTE FORTUITE D'UNE COLONIE D'ESPÈCES FLORISTIQUES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

En cas de découverte de colonies d'EFEE sur le chantier, l'entrepreneur doit arrêter les travaux à l'endroit de la découverte et en informer immédiatement le surveillant, afin de connaître les actions qu'il doit effectuer.

L'entrepreneur ne doit reprendre les travaux que sur autorisation écrite du surveillant.

11.2.1 Mode de paiement

La gestion d'EFEE et de sols excavés est payée à la tonne. Le prix couvre notamment les mesures environnementales, le chargement, le transport, la disposition, le nettoyage de la machinerie, et il inclut toute dépense incidente.

Lorsque les sols excavés contiennent aussi des contaminants mentionnés à l'annexe 2 du *Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés* et qu'ils doivent être acheminés dans un lieu autorisé, leur gestion est payée à la tonne, et il inclut toute dépense incidente.

12. PROTECTION DE LA FAUNE

12.1 PROTECTION DES NIDS ET DES ŒUFS D'OISEAUX

La présence d'hirondelle à front blanc est confirmée sur le pont Papineau-Leblanc. L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures requises pour protéger l'aire de nidification de cette espèce durant la période de nidification qui s'étend du 15 mars au 15 août.

Des nids d'hirondelles à front blanc, une espèce faunique protégée en vertu de la Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs, ont été observés à plusieurs endroits sous les porte-à-faux du tablier du pont.

Le Règlement sur les oiseaux migrateurs (ROM 2022) protège les oiseaux migrateurs, leurs œufs et leurs nids, en interdisant les activités qui peuvent leur nuire. Pendant la période de nidification, qui s'étend de la mi-avril à la fin du mois d'août, les travaux pourraient potentiellement causer des dommages aux

hirondelles à front blanc et à leurs oeufs. Les causes des dommages potentiels sont principalement les bruits et vibrations qui pourraient déranger les hirondelles au point de diminuer la présence des parents aux nids et d'augmenter le risque de chute des jeunes en dehors des nids. La mise en place de mesures de prévention tel que l'installation d'un filet ou l'établissement d'une distance de protection pourrait permettre de minimiser les risques de dommages aux hirondelles et à leurs oeufs.

La distance de protection est déterminée en fonction de la distance à laquelle les oiseaux réagissent aux perturbations humaines ou selon l'avis d'un expert (ex. Environnement et Changement climatique Canada [ECCC]) utilisé pour suppléer le manque de données expérimentales.

Sur le pont Papineau-Leblanc, les filets sont requis sous le porte-à-faux des côtés amont et aval, car ce sont ces zones qui sont propices à l'installation des nids d'hirondelles à fronts blancs. Dans le cadre du présent mandat, les filets seront déjà en place sur toute la longueur du pont au début des travaux, car ils auront été installés préalablement par le Ministère. L'entrepreneur doit maintenir un système de filet pendant la période de nidification afin de respecter les exigences des paragraphes ci-dessous.

Il est interdit de détruire un nid actif durant cette période, c'est-à-dire un nid où la présence d'œufs ou d'oisillons est confirmée. Tout travail pouvant déranger (bruit important, vibration additionnelle, poussière, etc.) est interdit sous le pont durant la période de nidification des oiseaux migrateurs ou jusqu'à ce que la nidification soit complétée, dans un rayon de 25 m autour des nids.

Si des travaux moins susceptibles de déranger la nidification doivent être réalisés sous le pont à moins de 25 m autour des nids durant la période de nidification, l'entrepreneur doit prendre les mesures nécessaires afin de les rendre moins visibles pour les hirondelles et ainsi limiter autant que possible le dérangement. Dans un tel cas, le surveillant procédera à un suivi comportemental des hirondelles.

Le cas échant, le surveillant en environnement, pourrait exiger à l'entrepreneur de fournir l'avis d'un expert indépendant en avifaune, sous forme de note technique.

12.1.1 Mode de paiement

L'inspection, l'entretien et la réparation des filet pour prévenir la nidification des hirondelles est payé de façon globale au bordereau. Le démantèlement et la réinstallation sont payés de façon globale au bordereau et inclus la méthode d'accès et la disposition des filets.

Le prix inclut la fourniture des matériaux, d'entretien, de suivi, de démantèlement ainsi que toute dépense incidente.

12.2 PROTECTION DE LA TORTUE GÉOGRAPHIQUE ET DE LA COULEUVRE BRUNE

12.2.1 Généralités

Une barrière munie d'une membrane géotextile de grade S1-F1 pour circonscrire la zone des travaux sera déjà en place tel que le plan en annexe 4 au début des travaux car ils auront été installés préalablement par le Ministère. Ces barrières permettent d'éviter que les tortues et couleuvres ne se retrouvent sur le chantier. Le plan en annexe 4 présente le patron de clôtures devant être maintenu en bon état. La membrane géotextile installée doit être tendue et retenue à l'aide de piquets. La base de cette membrane doit également être enfouie dans le sol pour éviter qu'une tortue ou une couleuvre puisse se faufiler sous la barrière.

Au début des travaux, avant l'arrivée de la machinerie, l'entrepreneur doit effectuer une visite des lieux afin de repérer les tortues et couleuvres présentes dans la zone des travaux.

Par la suite, une visite quotidienne des lieux doit être réalisée pendant toute la durée des travaux. Si une tortue ou une couleuvre est repérée sur le site des travaux, l'entrepreneur doit en informer le surveillant afin qu'elle soit relocalisée à l'extérieur de la zone des travaux par le Ministère. Tout travail dans le secteur où la tortue ou la couleuvre est observée doit cesser jusqu'à son déplacement.

En plus des zones à circonscrire présentées à l'annexe 4, l'entrepreneur doit ceinturer sa zone de chantier de la culée nord afin d'éviter l'intrusion de la tortue géographique.

12.2.2 Mode de paiement

Pour la zone à circonscrire à l'aire de chantier de la culée nord, l'installation, l'inspection, l'entretien et la réparation de la barrière munie pour la protection de la tortue est payé de façon globale au bordereau et inclus la disposition à la suite du démantèlement.

Pour les zones présentées à l'annexe 4, l'inspection, l'entretien et la réparation de la barrière munie pour la protection de la couleuvre est payé de façon globale au bordereau et inclus la disposition à la suite du démantèlement.

13. CONTRÔLE DE L'ÉROSION ET DES SÉDIMENTS

13.1 CONTRÔLE DES SÉDIMENTS

13.1.1 Barrières à sédiments

Le filtre en ballot de paille, la barrière à sédiments munie d'un géotextile et le boudin de rétention sédimentaire doivent être utilisés pour retenir les sédiments de façon temporaire sur le chantier.

Ces méthodes de contrôle des sédiments doivent être installées conformément à la section « Contrôle des sédiments » du chapitre 9 « Protection de l'environnement durant les travaux » du *Tome II – Construction routière* de la collection Normes – Ouvrages routiers du Ministère et à l'article 10.4.3.3.2 « Barrières à sédiments » du CCDG.

13.1.1.1 Mode de paiement

La barrière à sédiments temporaire est payée au mètre. Le prix couvre notamment la fourniture des matériaux, les travaux d'installation, l'entretien, le nettoyage et le démantèlement, et il inclut toute dépense incidente.

13.1.2 Dispositifs de décantation

13.1.2.1 Trappe à sédiments avec berme

La mise en place de trappes à sédiments et de bermes en travers d'un cours d'eau est interdite.

Ces dispositifs doivent être aménagés conformément à l'article 10.4.3.3.1 « Berme filtrante et trappe à sédiments » du CCDG et à la section « Contrôle des sédiments » du chapitre 9 « Protection de l'environnement durant les travaux » du *Tome II – Construction routière* de la collection Normes – Ouvrages routiers du Ministère.

De plus, un nettoyage doit être réalisé lors de la fermeture temporaire prolongée du chantier. Un nettoyage préventif doit également être réalisé lors d'une alerte météorologique annonçant de fortes pluies.

13.1.2.1.1 Mode de paiement

La trappe à sédiments et la berme sont payées à l'unité. Le prix couvre notamment la fourniture des matériaux, les travaux d'installation, l'entretien, le nettoyage et le démantèlement, et il inclut toute dépense incidente.

13.1.2.2 Poche de décantation

La poche de décantation doit être aménagée conformément à la section « Contrôle des sédiments » du chapitre 9 « Protection de l'environnement durant les travaux » du *Tome II – Construction routière* de la collection Normes – Ouvrages routiers du Ministère.

La poche de décantation de sédiments peut être composée de différents types de géotextiles de perméabilité variable (filtration partielle à imperméable). Elle peut constituer le traitement primaire ou secondaire de décantation des sédiments, selon la quantité d'eau à gérer et les méthodes choisies par l'entrepreneur. La taille et l'ouverture de filtration du géotextile de la poche doivent alors correspondre à la dimension des particules présentes au chantier, en fonction de la turbidité et des volumes d'eau prévus être gérés pendant les travaux.

Selon les conditions rencontrées en chantier, l'efficacité de la poche de décantation peut être variable. Il est recommandé de la déposer sur une surface poreuse ou végétalisée de manière à permettre l'infiltration des eaux et le dépôt des sédiments qui n'ont pas été retenus par la poche.

13.1.2.2.1 Mode de paiement

La poche de décantation des sédiments est payée à l'unité. Le prix couvre notamment la fourniture des matériaux, les travaux d'excavation, l'aménagement, le redimensionnement, l'entretien, le nettoyage et le démantèlement, et il inclut toute dépense incidente.

13.1.2.3 Bassin de sédimentation

Les bassins de sédimentation doivent être aménagés conformément à l'article 10.4.3.3.3 « Eaux de pompage » du CCDG et à la section « Contrôle des sédiments » du chapitre 9 « Protection de l'environnement durant les travaux » du *Tome II – Construction routière* de la collection Normes – Ouvrages routiers du Ministère.

Les sédiments retirés doivent être disposés hors des milieux hydriques. De plus, un nettoyage doit être réalisé lors de la fermeture temporaire prolongée du chantier. Un nettoyage préventif doit également être réalisé lors d'une alerte météorologique annonçant de fortes pluies.

Il est interdit d'aménager un bassin de sédimentation dans un hydrique.

Avant d'amorcer l'aménagement d'un tel ouvrage :

- L'entrepreneur doit transmettre une déclaration de conformité au MELCCFP au moins 30 jours avant la mise en place de l'ouvrage;
- L'entrepreneur doit informer le surveillant de toute communication avec le MELCCFP.

Conformément à cette déclaration de conformité, il est interdit d'aménager un bassin de sédimentation sur le littoral d'un cours d'eau, mais il est permis de le

faire dans la rive d'un cours d'eau pourvu que des mesures de protection de l'érosion soient mises en place.

13.1.2.3.1 Mode de paiement

Le bassin de sédimentation temporaire est payé à l'unité. Le prix couvre notamment la fourniture des matériaux, les travaux d'excavation, l'aménagement, l'entretien, le nettoyage et le démantèlement, et il inclut toute dépense incidente.

14. REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Cet article vise à assurer la remise en état des lieux qui ne sont pas couverts par les plans et devis, mais qui pourraient tout de même avoir été perturbés par les travaux (par exemple : remise en état d'une section de rive affectée par la mise en place, un sentier utilisé pour un chemin d'accès et le démantèlement d'un canal de dérivation). De plus, l'ensemble des aires et sentiers doivent être remis en état d'origine à la fin des travaux.

14.1 REMISE EN ÉTAT DES MILIEUX HYDRIQUES

Mis à part les empierrements prévus aux plans, l'entrepreneur doit remettre en état le sol ainsi que restaurer le couvert végétal de toutes les surfaces perturbées en milieu hydrique, au plus tard 1 an après la fin des travaux. L'entrepreneur doit procéder selon les spécifications de la section 19 « Aménagement paysager » du CCDG.

Les mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments doivent demeurer en place jusqu'à la remise en état finale, afin de capter tout matériau érodé.

La remise en état du sol doit être réalisée avec les matériaux excavés ou, lorsque cela est impossible, avec des matériaux de remplacement de même nature. La topographie originale du site doit être reproduite le plus possible et la partie organique doit être remise sur le dessus du profil.

Dans l'éventualité où l'entrepreneur remanie le littoral d'un cours d'eau, il doit effectuer la remise en état à l'aide du substrat d'origine. Si le substrat d'origine est composé exclusivement de particules de moins de 5 mm, un matériau d'empierrement approuvé par le surveillant doit être utilisé.

Lors de la remise en état du lit d'un cours d'eau et des extrémités d'un ouvrage sur radier, un canal préférentiel (en « V ») doit être conservé pour centrer l'écoulement de l'eau en étiage. Le point bas du canal doit être nivelé avec le lit naturel du cours d'eau.

La revégétalisation doit être réalisée sur toute surface exondée dont le couvert végétal a été retiré ou le sol a été décapé.

La revégétalisation doit être réalisée en utilisant des espèces appartenant aux mêmes strates (herbacés, arbustes, arbres) que celles affectées par les travaux. Les espèces choisies doivent être adaptées au milieu, idéalement des espèces indigènes, et ne pas appartenir à une EFEE. Du coté Montréal, le choix des espèces et mélanges d'ensemencement doit préalablement être approuvé par un représentant du Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal. L'entrepreneur devra fournir dans son PAPE les espèces et les mélanges prévus, ou aviser le surveillant en environnement en temps importun.

14.1.1 Mode de paiement

La remise en état des lieux est payée au mètre carré. Le prix couvre notamment la fourniture des matériaux, les travaux de remise en état du sol, la remise en état du couvert végétal, l'entretien et il inclut toute dépense incidente.

14.2 RESTAURATION DES SITES TEMPORAIRES UTILISÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'EMPRISE

En complément aux spécifications de l'article 7.11 « Nettoyage et remise en état des lieux » du CCDG et aux prescriptions des autres devis du contrat, l'entrepreneur doit procéder au démantèlement et à la restauration de tous les sites temporaires utilisés à l'extérieur de l'emprise. L'entrepreneur doit respecter les exigences suivantes :

- Tout débris, tout équipement et tout matériau qui ont servi à la construction des sites temporaires doivent être retirés;
- Le régalage et la hauteur du remblai doivent s'intégrer au relief environnant et assurer le drainage naturel des eaux;
- La protection contre l'érosion et le contrôle des sédiments doivent être assurés;
- Le sol doit être décompacté en profondeur et ameubli sur une épaisseur de 200 mm;
- Les pentes des talus doivent être remises à leur état d'origine ou adoucies à un rapport minimum de 1V : 3H;
- La terre végétale décapée et entreposée au début des travaux doit être épandue sur 100 mm d'épaisseur;
- La végétation doit être restaurée par engazonnement ou par plantation, selon les aménagements et la végétation en place à l'origine, conformément à la section 19 « Aménagement paysager » du CCDG et à l'article 14.1 « Remise en état des milieux humides et hydriques » du présent devis. Pour les plantations en milieu naturel, l'entrepreneur doit utiliser des espèces indigènes.
- Du coté Montréal, le choix des espèces et mélanges d'ensemencement doit préalablement être approuvé par un représentant du Service des grands parcs du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal. L'entrepreneur devra fournir dans son PAPE les espèces et les mélanges prévus, ou aviser le surveillant en environnement en temps importun.

Si un chemin de déviation temporaire utilise une partie d'un chemin forestier existant et nécessite des améliorations afin de se conformer aux normes du Ministère, l'ensemble de ces améliorations doit rester en place à la fin des travaux.

15. MODE DE PAIEMENT

Les ouvrages de protection de l'environnement sont payés selon leur mode de paiement respectif spécifié au devis.

D'autre part, il est possible que certains ouvrages de protection de l'environnement ne fassent pas l'objet d'article particulier au bordereau du contrat. Concernant ces ouvrages, l'entrepreneur doit en répartir les coûts dans les prix unitaires ou globaux des ouvrages correspondants, comme il est stipulé à l'article 10.4.5 « Mode de paiement » du CCDG.

Les ouvrages provisoires sont payés selon les modalités suivantes :

- 60 % lorsque leur installation est complétée à la satisfaction du Ministère;
- 40 % lorsque leur démantèlement et la restauration des sites temporaires sont complétés à la satisfaction du Ministère.

Dans le cas où le surveillant exige à l'entrepreneur de rendre un ouvrage provisoire permanent, le prix de l'ouvrage indiqué au bordereau s'applique.

Conformément à l'article 3.5 « Variation dans les quantités des ouvrages prévus » du CCDG, les quantités indiquées aux bordereaux du contrat sont variables.

Seules les quantités d'ouvrage réalisées sont payables.

La mise en place des mesures de protection de l'environnement doit préalablement avoir été approuvée par le surveillant pour être considérée comme étant payable.

16. PÉNALITÉS

16.1 GÉNÉRALITÉS

Les pénalités sont applicables à la suite de leur constatation par le surveillant sur le chantier et elles sont cumulatives.

Chaque pénalité fait l'objet d'un montant prélevé, à titre de dommages et intérêts liquidés sur les sommes dues à l'entrepreneur.

En plus des spécifications de l'article 6.9 « Protection de la propriété et réparation des dommages » du CCDG, toute dépense liée à des dommages causés à l'environnement est aux frais de l'entrepreneur, notamment les expertises de caractérisation et d'analyse, les travaux de restauration et de remplacement d'habitats fauniques ainsi que les indemnités compensatoires.

16.2 NON-RESPECT DES EXIGENCES CONTRACTUELLES

Le non-respect d'une exigence contractuelle portant sur la protection de l'environnement est sanctionné par une pénalité de 2 500 $, à titre de dommages et intérêts liquidés, sur simple constatation des faits par le surveillant ou par un de ses représentants.

À défaut de corriger la situation dans un délai de 24 heures, une pénalité du même montant peut être appliquée pour chaque journée où la correction n'a pas été réalisée à la satisfaction du Ministère, suivant la date de la transmission de l'avis de non-respect.

En cas de récidive, le montant de la pénalité est porté à 5 000 $ pour chaque événement à titre de dommages et intérêts liquidés, sur simple constatation des faits par le surveillant ou par un de ses représentants.

16.3 OMISSION DE DÉCLARATION

L'omission par l'entrepreneur de déclarer au surveillant le déversement d'une matière dangereuse ou la découverte fortuite de sols contaminés dans un délai de 24 heures est sanctionnée par une pénalité de 5 000 $ à titre de dommages et intérêts liquidés.

En cas de récidive, le montant de la pénalité est porté à 10 000 $ pour chaque événement, à titre de dommages et intérêts liquidés.

16.4 DÉSOBÉISSANCE À UN AVIS

Si l'entrepreneur désobéit à un avis écrit du surveillant ou d'un de ses représentants, l'entrepreneur se voit imposer une pénalité de 10 000 $ à titre de dommages et intérêts liquidés.

Le Ministère peut interrompre les travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur obtempère à l'avis émis par le surveillant.

En cas de récidive, le montant de la pénalité est porté à 20 000 $ pour chaque événement, à titre de dommages et intérêts liquidés.

16.5 NON-RESPECT DE LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Dans l'éventualité où l'entrepreneur effectue des travaux non conformes aux exigences de la LQE qui entraînent une sanction administrative et pécuniaire du

MELCCFP, l'entrepreneur se voit imposer une pénalité d'un montant égal à celui de la sanction.

Dans l'éventualité où l'entrepreneur effectue des travaux non conformes aux exigences de la LQE qui entraînent un avis de non-conformité ou des poursuites judiciaires, l'entrepreneur doit assumer tous les coûts qui en découlent.

17. SIGNATURE ET DATE DU DEVIS

Signature numérique de Charest, Emilie
Date : 2024.09.30 15:07:57 -04'00'

Préparé par : Émilie Charest, M.Env.

Pérès, Cécile

Signature numérique de Pérès, Cécile
Date : 2024.09.30 15:01:50 -04'00'

Vérifié par : Cecile Peres, M.Env

Montréal, 26 septembre 2024

Annexe 1 - Définitions

Berge : Partie latérale plus ou moins escarpée du lit d'un lac ou d'un cours d'eau pouvant être submergée sans que les eaux débordent. Sa limite supérieure se situe au haut du talus naturel que l'on peut identifier à la limite inférieure des plantes émergées ou sinon des plantes arbustives.

Chemin temporaire : Chemin mis en place pour une durée maximale de 3 ans et qui est démantelé après son utilisation.

Cours d'eau : Toute masse d'eau qui s'écoule dans un lit avec débit régulier ou intermittent, y compris un lit créé ou modifié par une intervention humaine, le fleuve Saint-Laurent, le golfe Saint-Laurent, de même que toutes les mers qui entourent le Québec, à l'exception d'un fossé.

Débit plein bord : Débit de crue recouvrant le chenal actif du cours d'eau immédiatement avant qu'il déborde dans la zone inondable.

Espèce floristique exotique envahissante : espèce introduite à l'extérieur de son aire de répartition naturelle et qui peut constituer une menace pour l'environnement, la biodiversité, la santé humaine ou la société.

Habitat du poisson : Un lac, un marais, un marécage, une zone d'inondable dont les limites correspondent au niveau atteint par les plus hautes eaux selon une moyenne établie par une récurrence de 2 ans, un cours d'eau, incluant le fleuve Saint-Laurent et son estuaire, ou tout autre territoire aquatique situé dans le golfe du Saint-Laurent et la Baie-des-Chaleurs et identifié par un plan dressé par le MELCCFP, lesquels sont fréquentés par le poisson. Lorsque les limites de la zone inondable ne peuvent être ainsi établies, celles-ci correspondent à la LL.

Lac : Étendue d'eau douce ou salée, à l'intérieur des terres. Le lac peut être d'origine naturelle ou artificielle.

Limite du littoral: La LL est ce qui délimite le littoral de la rive d'un lac ou d'un cours d'eau.

Elle se situe à l'endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes hygrophiles (qui croît dans l'eau) à une prédominance de plantes terrestres, ou s'il n'y a pas de plantes hygrophiles, à l'endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du lac ou du cours d'eau.

Dans le cas où il y a un ouvrage de retenue des eaux, la LL se situe à la cote maximale d'exploitation de l'ouvrage hydraulique pour la partie du lac ou la partie du cours d'eau située en amont de l'ouvrage. Dans le cas où il y a un mur de soutènement légalement érigé, la LL se situe au sommet de cet ouvrage.

À défaut de pouvoir délimiter la LL à partir des critères précédents, celle-ci peut être localisée à la limite des inondations associées à une crue de récurrence de 2 ans.

Les distances par rapport à un lac ou à un cours d'eau sont calculées à partir de la LL.

Littoral : La partie d'un lac et d'un cours d'eau qui s'étend à partir de la rive (LL) vers le centre du lac ou du cours d'eau. Le littoral comprend le lit et la masse d'eau.

Milieu humide : Milieu caractérisé par des sites saturés d'eau ou inondés pendant une période suffisamment longue pour influencer les composantes du sol (hydromorphes) ou de la végétation (hygrophiles). Il peut être un étang, un marais, un marécage ou une tourbière. Un milieu humide est un milieu de transition entre les milieux terrestres et aquatiques. Il peut être adjacent aux lacs, aux cours d'eau, aux estuaires ou à la mer, ou isolé.

Les distances par rapport à un milieu humide sont calculées à partir de sa bordure qui est la ligne où les sols ne sont pas hydromorphes et où la végétation n'est pas dominée par des espèces hygrophiles.

Milieu hydrique : milieu caractérisé par la présence d'eau de façon permanente ou temporaire, laquelle peut occuper un lit et dont l'état peut être stagnant ou en mouvement, tels un lac ou un cours d'eau et incluant leurs rives, leur littoral et leurs zones inondables.

Zone inondable : La zone inondable est l'espace occupé par un lac d'eau ou un cours d'eau en période de crue. La zone inondable correspond à l'étendue géographique des secteurs inondés dont les limites sont précisées par l'un des moyens suivants :

- Une carte approuvée dans le cadre d'une convention conclue entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada relativement à la cartographie et à la protection des zones inondables;
- Une carte publiée par le gouvernement du Québec;
- Une carte intégrée à un schéma d'aménagement et de développement, à un règlement de contrôle intérimaire ou à un règlement d'urbanisme d'une Municipalité;
- La zone inondable de grand courant associée à une crue de récurrence de 20 ans, la zone inondable de faible courant associée à une crue de récurrence de 100 ans ou les deux, établies par le gouvernement du Québec;
- Les zones inondables associées à une crue de récurrence de 20 ans, de 100 ans ou les deux, auxquelles il est fait référence dans un schéma d'aménagement et de développement, un règlement de contrôle intérimaire ou un règlement d'urbanisme d'une Municipalité.

Passage à gué : Le passage à gué inclut la traversée d'un cours d'eau et la circulation de machinerie sur le littoral (sous la LL ou la limite de la zone inondable associée à une crue de récurrence 2 ans), et non pas uniquement sur les surfaces ennoyées par les « eaux du jour ».

Rive : La rive est une bande de terre qui borde les lacs et les cours d'eau. Elle part de la LL et s'étend vers l'intérieur des terres. La rive assure la transition entre le milieu aquatique et le milieu strictement terrestre. La largeur de la rive à protéger se mesure horizontalement.

- La rive a un minimum de 10 m lorsque la pente est inférieure à 30 % ou lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de moins de 5 m de hauteur;
- La rive a un minimum de 15 m lorsque la pente est continue et supérieure à 30 % ou lorsque la pente est supérieure à 30 % et présente un talus de plus de 5 m de hauteur.

La largeur de la rive peut être supérieure si le schéma d'aménagement et de développement de la MRC le permet.

Annexe 2 – Formulaire : Plan d'action pour la protection de l'environnement

Le PAPE doit répondre aux exigences de l'article 3.2 « Plan d'action pour la protection de l'environnement » du présent devis.

L'entrepreneur doit présenter le PAPE au surveillant au moins 14 jours avant le début des travaux.

Tout nouvel élément doit être présenté au surveillant pour approbation au moins 7 jours avant la date projetée des travaux concernés par cet élément.

Les espaces prévus pour les explications sont à titre indicatif seulement. Ils peuvent être ajustés au besoin.

L'entrepreneur doit joindre les documents requis (plans, dessins, etc.) au formulaire afin de compléter ou de préciser le plan d'action. La case « documents joints » doit être cochée pour chacune des sections complétées par des documents.

PLAN D'ACTION POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Numéro de dossier :	
Numéro de projet :	
Entrepreneur :	
Formulaire rempli par :	
Date :	
Pièces jointes :	

1. COORDONNÉES DU REPRÉSENTANT DE L'ENTREPRENEUR AU CHANTIER

Nom du responsable :	
Fonction :	
Numéro de téléphone portable :	
Numéro pour urgence 24/24 :	

☐ Documents joints

2. RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Dans la liste suivante, identifier les risques environnementaux applicables au présent projet

☐ Érosion (berges, talus, sol remanié, etc.)

☐ Apport de sédiments dans un lac, un cours d'eau

☐ Contamination d'un lac, d'un cours d'eau (déversement, fuite, débordement, bris d'une structure ou d'un ouvrage, etc.)

☐ Contamination du sol ou de l'eau souterraine (déversement, fuite, débordement, bris d'une structure ou d'un ouvrage, etc.)

- ☐ Modification de l'écoulement d'un cours d'eau
- ☐ Impact des travaux sur une espèce faunique à protéger (oiseaux, tortues, poissons, mammifères, etc.)
- ☐ Dommage aux arbres et aux arbustes à protéger
- ☐ Empiétement temporaire dans un lac, un cours d'eau
- ☐ Détérioration de la qualité de l'air par les poussières
- ☐ Pollution sonore en milieu habité
- ☐ Propagation d'EFEE
- ☐ Événement météorologique exceptionnel (crues des eaux, pluie abondante, gel, etc.)

Un risque environnemental est un événement possible qui, s'il se produit, affecte l'environnement et entraîne un impact négatif sur les objectifs du projet, notamment les coûts, les délais, le contenu et la qualité.

Les risques environnementaux du chantier peuvent être identifiés en fonction du milieu dans lequel les travaux sont réalisés, des matériaux utilisés, des ouvrages à réaliser, des ressources disponibles, etc.

Dans les sections suivantes du PAPE, l'entrepreneur doit présenter les mesures qui seront mises en place afin d'éliminer ou de diminuer les risques environnementaux identifiés.

3. ORGANISATION DE CHANTIER

3.1. Présenter le calendrier et l'ordonnancement de toutes les activités de protection de l'environnement lors des travaux

Dans le calendrier, les activités de protection de l'environnement doivent être associées aux étapes des travaux de chantier correspondantes. Si une activité de protection de l'environnement comprend plusieurs phases (aménagement, démantèlement, mise en eau, nettoyage, etc.), elles doivent toutes être indiquées dans le calendrier.

- ☐ Documents joints

3.2. Fournir les plans d'aménagement et de localisation des installations de chantier, des sites divers, des chemins d'accès et des chemins de déviation temporaires, ainsi que les méthodes et ouvrages de protection de l'environnement relatifs à ces installations

Sont visés dans cette section : les locaux de chantier et leurs dépendances, les stationnements, les sites d'entretien et d'entreposage de la machinerie, les sites d'entreposage des matériaux, les sites de concassage et de conditionnement du béton, les sites de nettoyage des bétonnières, les sites d'entreposage des rebuts, les chemins d'accès et les chemins de déviation temporaires ainsi que tout autre site nécessaire aux travaux.

Les plans doivent inclure les dimensions, la superficie utilisée, le volume de matériaux projeté, la localisation des lacs, des cours d'eau, les zones de terrassement, les bâtiments, les arbres isolés et toute autre information jugée pertinente.

Les méthodes et les ouvrages de protection de l'environnement relatifs aux installations, aux sites et aux chemins concernent la gestion des eaux de ces

sites, la stabilisation des talus, la protection des lacs et des cours d'eau à proximité et la localisation des trousses de récupération de produits pétroliers disponibles sur le chantier.

Les exigences concernant l'aménagement des installations de chantier, des sites divers et des chemins temporaires sont présentes à l'article 6 « Installations de chantier, sites divers, chemins d'accès et chemins de déviation temporaires » du devis « Protection de l'environnement ».

☐ Documents joints

4. PLAN DE CONTRÔLE DE L'ÉROSION ET DES SÉDIMENTS

4.1. Indiquer sur un plan les zones du chantier qui ont un potentiel d'érosion

L'érosion est un mécanisme de transformation du relief d'un site par des agents d'érosion naturels tels que l'eau, le vent, la gravité ou la température. Certaines caractéristiques d'un site telles que les pentes fortes, les sols limoneux ou riches en sable fin et les sites dénudés de végétation peuvent augmenter le potentiel d'érosion. Les sites qui ont un potentiel d'érosion peuvent donc être identifiés en fonction de ces caractéristiques et des agents d'érosion pouvant se manifester.

Le plan doit montrer les zones d'érosion.

☐ Documents joints

4.2. Indiquer sur un plan les zones du site des travaux à stabiliser sans délai et décrire les méthodes utilisées

Les zones à stabiliser sans délai correspondent aux surfaces de sol mises à nu durant les travaux (zones déboisées, zones de terrassement, talus de déblai ou de remblai, sols remaniés, etc.) ou aux matériaux non consolidés mis en réserve.

La description des méthodes de stabilisation utilisées doit comprendre leur nature, leurs dimensions et les matériaux utilisés.

Les détails concernant le choix des mesures et des ouvrages de stabilisation sont présents à l'article 13 « Contrôle de l'érosion et des sédiments » du devis « Protection de l'environnement ».

☐ Documents joints

4.3. Fournir un protocole de surveillance météo

Sans s'y limiter, le protocole doit contenir :

Un aperçu des caractéristiques météorologiques du site des travaux et les risques environnementaux (inondation, augmentation rapide du débit d'un cours d'eau, gel précoce ou tardif, vents violents, etc.) y étant associés;

La méthode de collecte des données météorologiques durant les travaux (où les données sont-elles recueillies et répertoriées, à quelle fréquence, etc.);

Le nom du responsable de l'application du protocole.

☐ Documents joints

4.4. Décrire les méthodes et les ouvrages de contrôle de l'érosion et des sédiments qui seront installés sur le chantier et fournir les plans de localisation de ceux-ci

Les méthodes et ouvrages de contrôle de l'érosion et des sédiments requis sur le chantier, incluant les sites hors emprise, doivent être décrits dans la présente section (barrières à sédiments, méthodes et ouvrages de stabilisation des talus, bermes et trappes à sédiments, bassins de sédimentation, rideaux de turbidité, etc.).

La description doit comprendre leur nature, leurs dimensions, leur capacité, les matériaux utilisés et leur fréquence d'entretien.

Les détails concernant le choix des mesures et ouvrages de contrôle de l'érosion et des sédiments sont présents à l'article 13 « Contrôle de l'érosion et des sédiments » du devis « Protection de l'environnement ».

☐ Documents joints

4.5. Fournir la description, les plans d'aménagements et de localisation ainsi que la séquence d'aménagement et de démantèlement des ouvrages provisoires prévus sur le littoral ou la rive d'un lac, ou d'un cours d'eau. Ces plans doivent être signés par un ingénieur si le surveillant le requiert.

Sont visés dans cette section : les batardeaux, les canaux de dérivation, les quais, les jetées, les ponts et les ponceaux temporaires, les surfaces de roulement temporaires et tout autre ouvrage provisoire prévu sur le littoral ou la rive d'un cours d'eau.

La description et les plans doivent inclure le type d'ouvrage provisoire, les dimensions et les matériaux utilisés.

La description de la séquence d'aménagement et de démantèlement de chacun des ouvrages provisoires doit inclure les étapes de construction de l'ouvrage, de mise en eau, d'installation des mesures de protection de l'environnement, de pompage de l'eau, de nettoyage de l'ouvrage, de démantèlement de l'ouvrage, etc.

☐ Documents joints

4.6. Fournir la description des mesures de contrôle de l'érosion et des sédiments mises en place avant la suspension des travaux pour l'hiver, aux périodes de restriction ou aux congés annuels, et un plan de localisation de ces mesures

La description doit inclure les types de mesures utilisées, leurs dimensions, leur capacité, les matériaux utilisés et leur fréquence d'entretien.

Indiquer la durée de chacun des arrêts des travaux.

☐ Documents joints

5. PLAN D'URGENCE ENVIRONNEMENTALE

5.1. Identifier les urgences environnementales potentielles associées au présent projet

Une urgence environnementale est toute situation qui menace ou altère la qualité de l'eau, de l'air, du sol ou de l'environnement et qui nécessite une intervention immédiate.

Le déversement de produits pétroliers ou d'autres matières dangereuses ainsi que l'inondation de l'aire des travaux, si applicable, doivent obligatoirement être traités.

☐ Documents joints

5.2. Décrire les mesures préventives afférentes à chacune des urgences environnementales identifiées

Pour chaque risque environnemental identifié au point précédent, décrire les mesures de prévention ou d'atténuation à mettre en place pour diminuer la probabilité que se produise l'événement dommageable pour l'environnement. Les mesures préventives peuvent être la mise en place de mesures de protection de l'environnement ou d'ouvrages provisoires supplémentaires, des changements dans le calendrier de réalisation des travaux, des changements de dimensionnement ou d'emplacement des ouvrages provisoires, etc.

☐ Documents joints

5.3. Énumérer les différentes interventions à réaliser pour chacune des urgences identifiées

Pour chacun des risques environnementaux identifiés précédemment, dresser la liste des interventions à réaliser si l'événement se produisait et des procédures à suivre pour chacune de ces interventions. Fournir un schéma de la procédure à suivre.

L'information à transmettre comprend les coordonnées des personnes responsables et la description des rôles et responsabilités de chacune d'elles, la procédure de communication, l'équipement disponible, les plans des trajets à privilégier, etc.

☐ Documents joints

5.4. Fournir la procédure de rétablissement à suivre à la suite d'une urgence environnementale

Pour chacun des risques environnementaux identifiés précédemment, fournir une procédure préliminaire de rétablissement du site et de tout élément de l'environnement qui pourrait être endommagé par l'événement. La procédure doit inclure les activités destinées à restaurer le milieu environnant à un état jugé sécuritaire et acceptable par le surveillant ou à un niveau conforme à la LQE.

☐ Documents joints

5.5. Indiquer le lieu où le plan d'urgence environnementale est affiché durant toute la période des travaux, pour que ce dernier puisse être vu par tous les employés.

☐ Documents joints

6. PRODUITS PÉTROLIERS

6.1. Fournir les preuves d'utilisation du fluide hydraulique biodégradable requis dans la machinerie

Les preuves à fournir sont :

- *Le numéro de série de l'équipement visé;*
- *La date de la conversion de l'équipement visé;*
- *Le nom et le numéro du fluide hydraulique biodégradable;*
- *La preuve d'achat du fluide hydraulique biodégradable.*

☐ Documents joints

7. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

7.1. Fournir toute information complémentaire pertinente telle que les déclarations de conformité transmises ou à transmettre au MELCCFP par l'entrepreneur.

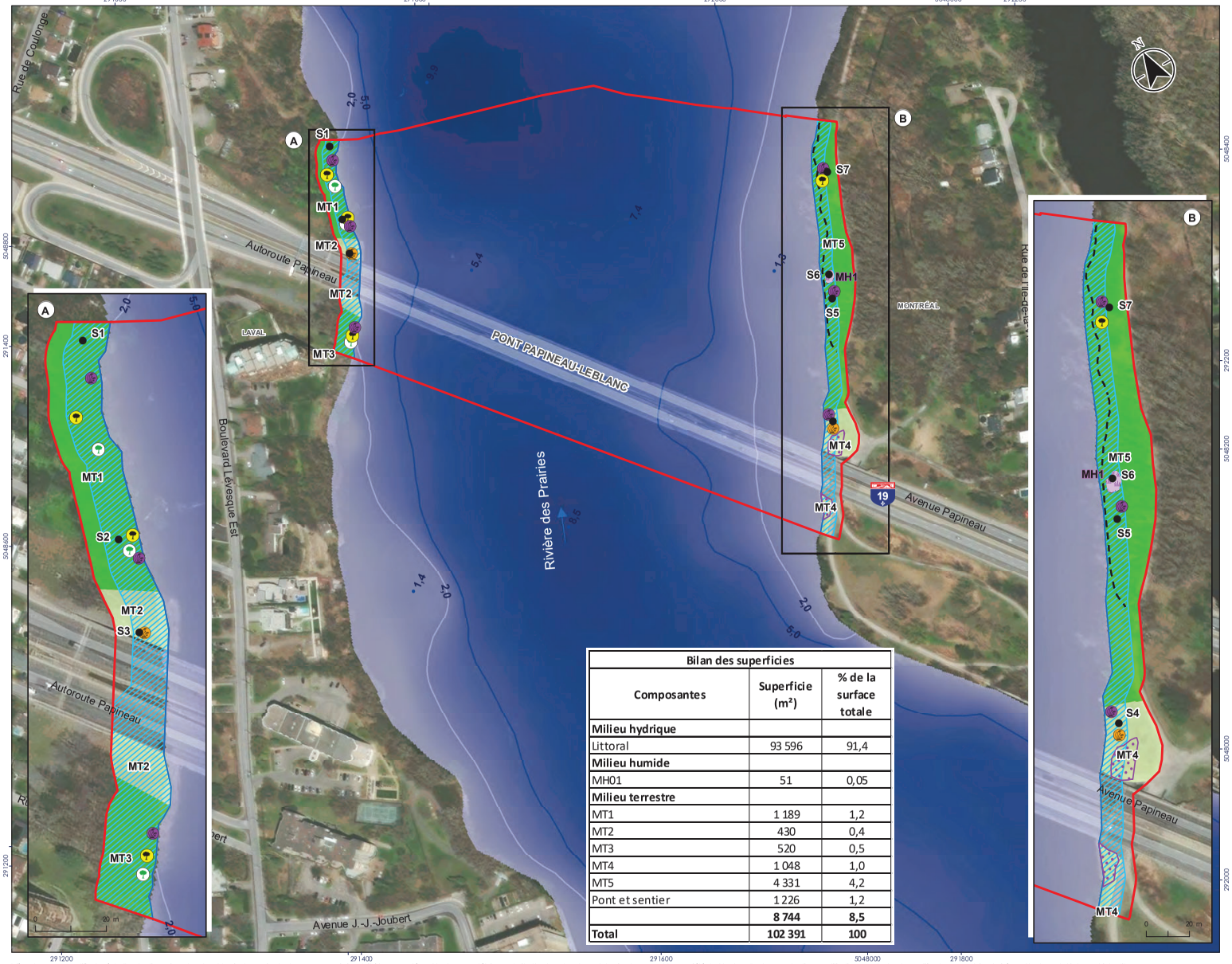
☐ Documents joints

8. SIGNATURE DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur XX est responsable de la conception, de la mise en œuvre, de l'efficacité et du suivi des mesures figurant dans le présent Plan d'action pour la protection de l'environnement et dans les documents joints à celui-ci.

Signature de l'entrepreneur : _____ Date : _____

Annexe 3 - Cartes des composantes environnementales



Bilan des superficies		
Composantes	**Superficie (m²)**	**% de la surface totale**
Milieu hydrique		
Littoral	93 596	91,4
Milieu humide		
MH01	51	0,05
Milieu terrestre		
MT1	1 189	1,2
MT2	430	0,4
MT3	520	0,5
MT4	1 048	1,0
MT5	4 331	4,2
Pont et sentier	1 226	1,2
	8 744	**8,5**
Total	**102 391**	**100**

Stantec

Composante du projet
- Site à l'étude (102 391 m²)

Inventaire floristique (S)
- Station et identifiant

Milieu humide (MH)
- Marécage arborescent

Milieu terrestre (MT)
- Herbacé
- Peuplement feuillu

Rivière des Prairies
- Sens d'écoulement
- Littoral
- Limite du littoral
- Rive 10 m et 15 m

Bathymétrie
- Point côté

Courbe des profondeurs
- 2 (m)
- 5 (m)

Fond bathymétrique
- 10 (m)
- 0 (m)

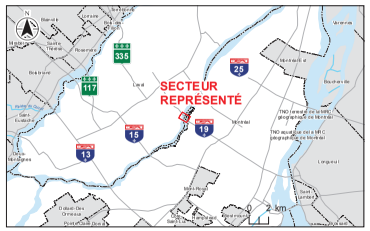
Espèces exotiques envahissantes
- Érable à Giguère
- Érable de Norvège
- Alpiste roseau
- Nerprun cathartique
- Colonie de roseau commun

Autre
- Sentier

0 25 50 m

1:3 000
(Au format original 11x17)

Sources
1. Système de coordonnées : NAD 1983 CSRS MTM 8
2. Inventaire terrain, milieux hydes, milieux terrestres : Stantec, 2022
3. Image aérienne : World Imagery, 2021



Localisation du projet
Montréal - Laval, Québec

159000202-C0001 REV1
Préparé par Prosper Ravo le 2022-12-23
Vérifié par Brandon Di Sabato le 2022-12-23
Révision indépendante par Ève Lauzon le 2022-12-23

Client/Projet
MTQ
Travaux de sécurisation du pont Papineau Leblanc (P-13968)

Carte No.
1

Titre
Composantes environnementales du site à l'étude

Prière de ne pas modifier les échelles de dimensions des plans/dessins transmis – toute erreur ou omission doit être rapportée à Stantec sans délai. Les droits d'auteur des plans et dessins demeurent la propriété de Stantec. Toute reproduction ou utilisation pour tout autre motif autre que celui autorisé par Stantec est strictement interdite.

INVENTAIRE DE L'HERPÉTOPHAUNE AU PARC-NATURE DE LA VISITATION - MONTRÉAL

Transports Québec

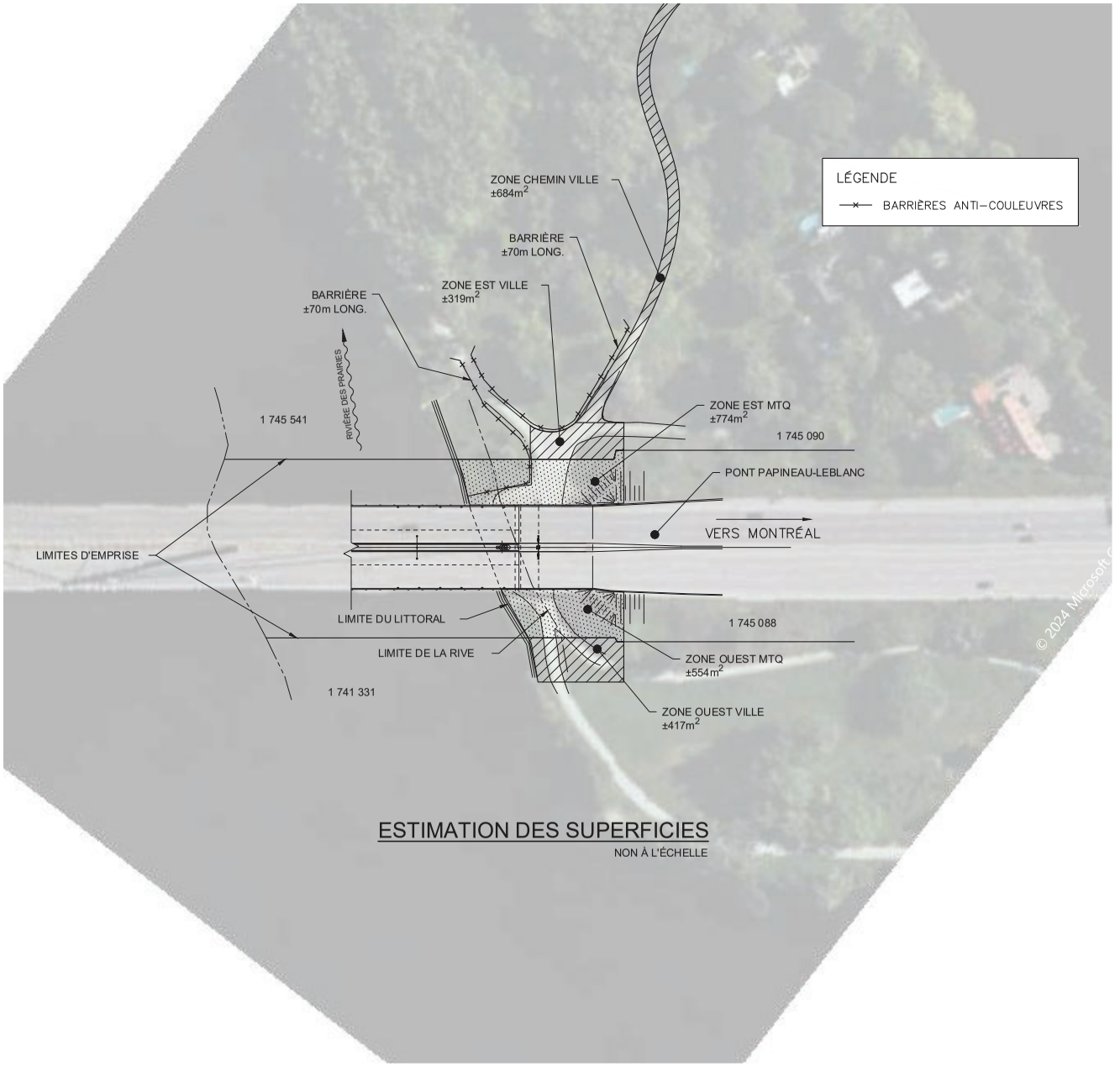


Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal
Direction de la planification de la mobilité métropolitaine
Mars 2024

Annexe 4 – Plan de localisation des clôtures d'exclusion

PROJET N° : 154091400

DOSSIER N° : 2503-25-0202



2024-09-26	SOUMISSION	OLIVIER JOLY, ing. (PEQ: 118870)
AAAA-MM-JJ	Statut	Par

Mandataire

Stantec | CIMA+

Sceau

Vérificateur

DAVID BASTIEN, ing. — OIQ: 130163

Équipe technique

JEAN-PHILIPPE RIOUX OUELLET, techn.

Transports Québec

Titre

SUPERFICIES
AIRE DE TRAVAIL SUD

Numéro de plan: PO-2024-1-13968 — 1

Identification de regroupement

CE DOCUMENT NE DOIT PAS ÊTRE UTILISÉ À DES FINS DE CONSTRUCTION

FORMAT ISO A1

185-31

4. Devis 189

Unité administrative	Numéro de projet
Sous-ministériat aux territoires Direction générale principale de la région métropolitaine de Montréal Direction générale des projets Direction de la conception des projets de structures	154091400
	Numéro de dossier
	2503-25-0202
	Numéro de document
	189

Plans et devis d'ingénierie

Consortium Stantec | CIMA+

Objet des travaux

Réfection du pont Papineau-Leblanc (P-13968), situé sur l'autoroute 19, au-dessus de la rivière des Prairies entre Montréal et Laval

Gestion des sols et des matériaux

Localisation

Route	Tronçon	Section	Municipalité	C.E.P.	M.R.C.	Longueur
19	02	020	Ville de Montréal (arrondissement Ahuntsic)	Maurice-Richard (340)	Hors MRC	
19	02	031	Ville de Laval	Laval-des-Rapides (454) Mille-Îles (482)	Hors MRC	

Identification technique

Numéro du plan	Numéro de l'unité administrative
CH-2901-154-09-1400	1552512

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE	DESCRIPTION	PAGE
1.	**NUMÉRO DE DOSSIER**	**3**
2.	**OBJET DU CONTRAT**	**3**
2.1	Généralités et documents de référence	3
2.2	Ouvrages de protection de l'environnement	3
2.3	Listes des sigles et abréviations	3
2.4	Obligations légales et réglementaires de l'entrepreneur	4
2.4.1	*Activités de l'entrepreneur à réaliser à extérieur des limites des travaux*	*4*
2.4.2	*Déclarations de conformité*	*4*
3.	**LOCALISATION**	**4**
4.	**DÉVERSEMENT DE MATIÈRES DANGEREUSES LIQUIDES**	**4**
5.	**DISPOSITION DES MATÉRIAUX NATURELS DE DÉBLAIS**	**5**
6.	**MATIÈRES RÉSIDUELLES**	**5**
6.1	Définition	5
6.2	Généralités	6
6.3	Matières dangereuses résiduelles	6
6.4	Matériaux de démolition	6
6.4.1	*Béton, enrobé, matériaux granulaires et recyclés*	*6*
6.4.2	*Amiante*	*7*
6.4.3	*Réutilisation et élimination (mise au rebut)*	*8*
6.5	Utilisation de sols d'emprunt non extraits d'un banc d'emprunt reconnu	8
7.	**SOLS ET EAUX CONTAMINÉS**	**8**
7.1	Gestion de sols contaminés à la suite d'un déversement accidentel	8
7.2	Découverte fortuite de sols ou d'eau contaminés	9
7.2.1	*Stockage temporaire*	*10*
7.2.2	*Transport*	*10*
7.2.3	*Admission au lieu récepteur*	*11*
7.2.4	*Mode de paiement*	*11*
7.3	Traçabilité des sols contaminés excavés	11
7.3.1	*Inscription des intervenants dans Traces Québec*	*12*
7.3.2	*Suivi du transport des sols contaminés*	*12*
7.3.3	*Transport des sols contaminés dans un lieu de stockage temporaire*	*13*
7.3.4	*Traçabilité des sols contaminés transportés à l'extérieur du Québec*	*13*
7.3.5	*Coupons de pesée*	*13*
7.3.6	*Mode de paiement*	*13*
8.	**PÉNALITÉS**	**13**
8.1	Non-respect des exigences contractuelles	13
8.2	Omission de déclaration	14
8.3	Désobéissance à un avis	14
8.4	Non-respect de la Loi sur la qualité de l'environnement	14
9.	**SIGNATURE ET DATE DU DEVIS**	**14**

1. NUMÉRO DE DOSSIER

Le présent contrat est inscrit au Système ministériel de suivi des informations contractuelles (système SIC) avec le numéro de dossier 2503-25-0202.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1 GÉNÉRALITÉS ET DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Ce devis, complète, précise ou remplace par son contenu, *le Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation* (CCDG -2024) et la collection Normes – Ouvrages routiers du ministère des Transports du Québec (Ministère) (*Tomes I à VIII*). En complément aux exigences de l'article 1.4 « Références » du CCDG, toute référence à ces documents constitue un renvoi à l'édition en vigueur à la date de publication de l'appel d'offres.

2.2 OUVRAGES DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Ce devis porte essentiellement sur la gestion des sols et des matériaux en conformité avec, mais sans s'y limiter :

- Les documents de référence du Ministère mentionnés à l'article précédent;
- La Loi sur la qualité de l'environnement (LQE);
- Les règlements et les documents applicables du ministère de l'Environnement de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs (MELCCFP).

D'autre part, le contrat peut aussi impliquer l'aménagement ou la construction de certains ouvrages de protection de l'environnement en conformité avec les exigences de l'article 10.4 « Protection de l'environnement » du CCDG.

2.3 LISTES DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

CCDG	Cahier des charges et devis généraux – Infrastructures routières – Construction et réparation du Ministère
HAM	Hydrocarbures aromatiques monocycliques
HAP	Hydrocarbures aromatiques polycycliques
LQE	Loi sur la qualité de l'environnement
MELCCFP	Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.
Ministère	Ministère des Transports et de la Mobilité durable
RCTSCE	Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés
RVMR	Règlement concernant la valorisation de matières résiduelles
REAFIE	Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement
RESC	Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés
RPRT	Règlement sur la protection et la réhabilitation des terrains
RSCTSC	Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés

Guide d'intervention	Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés

2.4 OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES DE L'ENTREPRENEUR

2.4.1 Activités de l'entrepreneur à réaliser à extérieur des limites des travaux

Pour la réalisation de toute activité à l'extérieur des limites des travaux, le responsable du devis doit inclure les deux paragraphes suivants lorsque l'entrepreneur doit déterminer les sites requis à l'extérieur des limites des travaux.

L'entrepreneur doit se référer à l'article 3.1.1 « Activités de l'entrepreneur à réaliser à extérieur des limites des travaux » du devis spécial « Protection de l'environnement » (Devis 185) pour toute activité ou ouvrage envisagé à l'extérieur des limites des travaux.

2.4.2 Déclarations de conformité

L'entrepreneur doit compléter et transmettre au MELCCFP les formulaires de déclaration de conformité requis, notamment pour réaliser certaines activités de stockage, de concassage et de tamisage de matières granulaires résiduelles sur un ou des sites de son choix, à l'extérieur des limites des travaux, en vue de valoriser ces matières dans le cadre du projet.

Il doit aussi fournir au Ministère 1 copie des déclarations de conformité transmises accompagnée de la confirmation de réception du MELCCFP.

Dans le calendrier des travaux, l'entrepreneur doit tenir compte du délai obligatoire de 30 jours entre le dépôt de la déclaration de conformité et le début de l'activité. Le Ministère ne peut pas être tenu responsable de quelque retard que ce soit associé à ce délai.

3. LOCALISATION

Les travaux visés par le présent contrat sont situés à Laval et Montréal (arrondissement Ahuntsic) faisant partie des circonscriptions électorales de Maurice-Richard, Laval-des-Rapides et Mille-Îles dans les régions administratives de Laval et Montréal. La longueur approximative est de 0,5 km.

4. DÉVERSEMENT DE MATIÈRES DANGEREUSES LIQUIDES

À la suite de toute perte, toute fuite ou tout déversement de produits pétroliers, de fluides hydrauliques (incluant les huiles biodégradables synthétiques ou végétales), ou d'autres matières dangereuses liquides, peu importe la quantité déversée, l'entrepreneur doit prendre les mesures suivantes sans délai :

- Sécuriser les lieux;
- Éteindre toute source d'allumage (cigarette, moteur, etc.);
- Arrêter la perte, la fuite ou le déversement à la source;
- Informer le surveillant;
- Contenir la substance déversée à l'aide du matériel approprié (absorbant granulaire, en feuille ou en boudin, etc.);
- Sceller les drains et les regards à proximité pour protéger les réseaux d'égout;

- Informer Urgence-Environnement. Le numéro de téléphone doit être affiché dans le bureau de chantier, et doit être entré dans les contacts des téléphones cellulaires du personnel de chantier :

URGENCE-ENVIRONNEMENT

Bureau régional

Montreal 514-873-3636

Laval 450-661-2008

URGENCE-ENVIRONNEMENT

Téléphone : 1-866-694-5454

24 heures sur 24

- Informer sans délai la municipalité de Laval. Le nom de la personne responsable de l'alimentation d'eau potable, et son numéro de téléphone doivent être affichés dans le bureau de chantier, et doivent être entrés dans les contacts des téléphones cellulaires du personnel de chantier :

Municipalité de Laval

Téléphone : 450-978-8000

- Si la situation s'aggrave et devient hors contrôle, les services d'urgence municipaux doivent aussitôt être contactés en composant le 911;

À moins qu'un service d'urgence n'indique une autre procédure à suivre, l'entrepreneur doit :

- Si la substance déversée atteint un fossé ou un milieu aquatique où une estacade ou une barrière d'eau n'a pas été aménagée, l'entrepreneur doit mettre en place l'aménagement requis ou des feuilles ou boudins absorbants pour endiguer le maximum de produit;
- Récupérer le matériel absorbant souillé dans des contenants étanches;
- Gérer le sol contaminé en conformité avec l'article 7.1 « Gestion des sols contaminés à la suite d'un déversement accidentel » du présent devis.

5. DISPOSITION DES MATÉRIAUX NATURELS DE DÉBLAIS

L'entrepreneur doit se référer à l'article 10 « Disposition des matériaux naturels de déblais » du devis spécial « Protection de l'environnement » (Devis 185) pour la disposition de déblais de sols naturels non contaminés.

6. MATIÈRES RÉSIDUELLES

6.1 DÉFINITION

Matière résiduelle : Dans le contexte d'un projet routier, tout résidu, toute substance, tout matériau ou autre produit abandonné ou enfoui sur les lieux lors d'activités antérieures, ou généré par l'ensemble des activités sur le chantier, à l'exception de l'ouvrage construit. Dans le devis, les matières résiduelles de provenance externe qui sont valorisées à titre de matériaux dans les ouvrages à construire sont aussi considérées.

Les matières résiduelles peuvent être considérées comme non dangereuses ou dangereuses.

Les matières résiduelles peuvent être valorisées (avec ou sans traitement préalable) ou destinées à l'élimination (mises aux rebuts). Par exemple, les matériaux de démolition d'une infrastructure existante sont des matières résiduelles qui peuvent être valorisées en tant que matériaux de construction pour un nouvel ouvrage.

Les matières résiduelles qui ne peuvent pas être valorisées sont acheminées à l'élimination (enfouissement, incinération ou dépôt dans un lieu autorisé).

Les sols contaminés ne sont pas considérés comme étant des matières résiduelles (dangereuses ou non).

6.2 GÉNÉRALITÉS

L'entrepreneur doit procéder régulièrement au nettoyage des aires de chantier pour qu'elles soient libres de déchets en tout temps. Il est interdit de rejeter des matières résiduelles dans l'environnement.

Les matières résiduelles doivent être acheminées dans un lieu autorisé par le MELCCFP, afin de procéder à leur gestion (traitement, stockage, valorisation ou élimination). Avant de quitter le site avec tout chargement de matières résiduelles, chaque camion doit recevoir du surveillant un manifeste de transport dûment complété.

Aussitôt le chargement livré au lieu visé, l'entrepreneur doit remettre au surveillant les documents attestant de la prise en charge des matières par l'exploitant du lieu autorisé (manifeste de transport dûment complété ou bons de pesée électronique précisant la nature des matières et leur quantité, etc.).

6.3 MATIÈRES DANGEREUSES RÉSIDUELLES

L'entrepreneur doit se référer à l'article 10 « Disposition des matériaux naturels de déblais » du devis spécial « Protection de l'environnement » (Devis 185) pour la disposition de déblais de sols naturels non contaminés.

6.4 MATÉRIAUX DE DÉMOLITION

Après la démolition d'infrastructures, l'entrepreneur doit séparer et mettre en pile les matériaux en fonction de leur nature.

À moins d'indication contraire, la hauteur des empilements de matériaux ne doit pas dépasser 3 mètres.

6.4.1 Béton, enrobé, matériaux granulaires et recyclés

En plus des exigences de l'article 11.4.8.2 « Matériaux de démolition » du CCDG, l'entrepreneur doit se conformer aux modalités de cet article pour les matériaux suivants :

- Le béton provenant de la démolition partielle ou complète ou de l'entretien d'un ouvrage;
- L'enrobé provenant de l'excavation ou du planage d'une chaussée;
- Les matériaux granulaires excavés de type MG 20 ou plus grossiers, constitués à plus de 50 % de particules de diamètre égal ou supérieur à 2,5 mm ($d_{50} \geq 2{,}5$ mm), appelés « pierre concassée » dans le Règlement concernant la valorisation de matières résiduelles (RVMR);
- Les matériaux recyclés excavés (MR au sens de la norme NQ 2560-600).

6.4.1.1 Stockage temporaire, concassage et tamisage

L'entrepreneur doit effectuer toute activité de stockage temporaire, de concassage et de tamisage des matériaux à l'intérieur des limites des travaux. Si l'entrepreneur

effectue ces activités en dehors des limites des travaux, il doit au préalable, s'il y a lieu, remettre au surveillant une preuve de la déclaration de conformité ou les autorisations obtenues.

6.4.1.2 Récupération des matériaux par l'entrepreneur

Si l'entrepreneur prévoit réutiliser les matériaux ailleurs que dans une construction routière du Ministère, ou les remettre à un tiers autre qu'un lieu autorisé par le MELCCFP, une étude de caractérisation environnementale des matériaux réalisée conformément au *Règlement concernant la valorisation de matières résiduelles* (RVMR) est requise. Si cette étude n'est pas fournie par le Ministère, l'entrepreneur doit la faire réaliser à ses frais, et la fournir au surveillant préalablement à la réutilisation de ces matériaux. Le Ministère se réserve le droit de procéder à des échantillons conjoints pour essais en laboratoire, à des fins de contrôle de la qualité.

Dans le cas où les résultats de caractérisation sont non conformes aux normes du RVMR, l'entrepreneur n'est pas autorisé à utiliser les matériaux correspondants, ni à les remettre à un tiers, et doit obligatoirement les acheminer dans un lieu autorisé conformément à l'article 6.2 « Généralités » de la section « Matières résiduelles ».

Si les résultats de caractérisation démontrent que les matériaux granulaires sont de catégorie 4, l'entrepreneur n'est pas autorisé à les utiliser hors du chantier, ni à les remettre à un tiers, et doit d'abord vérifier avec le surveillant la possibilité de les utiliser dans le projet avant de les acheminer dans un lieu autorisé conformément aux modalités susmentionnées.

Avant de remettre les matériaux à un tiers, l'entrepreneur doit fournir au surveillant un exemplaire de l'étude de caractérisation environnementale portant sur ces matériaux et le formulaire « Remise de matières granulaires résiduelles provenant de travaux sur le réseau routier – Formulaire d'entente » complété et signé par le propriétaire du terrain récepteur et par l'entrepreneur.

6.4.1.3 Disposition des matériaux dans un lieu autorisé par le MELCCFP

L'entrepreneur doit acheminer dans un lieu autorisé par le MELCCFP tout matériau excédentaire non récupéré selon l'article 6.4.1.2 « Récupération des matériaux par l'entrepreneur » et tout matériau non conforme au RVMR.

Les matériaux excédentaires de catégorie 1, 2 ou 3 du RVMR, ou dont la catégorie est inconnue, doivent être acheminés à une entreprise de recyclage autorisée par le MELCCFP.

6.4.1.4 Mode de paiement

L'entrepreneur doit se référer à l'article 3.1 « Déblai de 2^{e} classe » du devis spécial « Terrassement, structure de chaussée, et travaux connexes » (Devis 110) pour la gestion des déblais de 2^{e} classe ans le projet.

6.4.2 Amiante

Tout matériau soupçonné de contenir de l'amiante (MSCA), à l'exception de l'enrobé amianté, doit être confirmé par l'analyse en laboratoire; jusqu'à ce que son état soit confirmé, il faut assumer qu'il contient de l'amiante. Si une telle étude n'est pas fournie par le Ministère, l'entrepreneur devra réaliser les analyses requises conformément au *Guide explicatif sur les nouvelles dispositions réglementaires – Gestion sécuritaire de l'amiante : Prévenir l'exposition des travailleurs à l'amiante* de la CNESST et à ses références dont le protocole

d'échantillonnage de l'agence américaine USEPA défini dans l'*Asbestos Hazard Emergency Response Act (AHERA), 40 CFR part. 763*.

L'entrepreneur doit procéder à l'enlèvement sécuritaire des matériaux contenant de l'amiante (MCA), selon le Code de sécurité pour les travaux de construction (CSTC), et le Règlement sur la santé et la sécurité au travail (RSST), et la disposer dans un lieu autorisé par le MELCCFP, tel qu'un lieu d'enfouissement technique (LET).

6.4.3 Réutilisation et élimination (mise au rebut)

Les matériaux de démolition d'ouvrages existants qui ne sont pas récupérés ou réutilisés conformément aux exigences applicables doivent être acheminés dans des lieux autorisés ou conformément à l'article 6.2 « Généralités » de la section « Matières résiduelles » du présent devis.

6.5 UTILISATION DE SOLS D'EMPRUNT NON EXTRAITS D'UN BANC D'EMPRUNT RECONNU

En plus des exigences de l'article 4.3.2.1 « Remblais de sol et fonds de coupe » du *Guide d'assurance de la qualité – Sols et matériaux granulaires* du Ministère, avant d'importer en chantier des sols d'emprunt provenant d'une source externe autre qu'une sablière ou d'une carrière, l'entrepreneur doit préalablement transmettre au surveillant la caractérisation environnementale de ces sols, qui doit comprendre, sans s'y limiter, l'analyse des paramètres suivants, à raison d'un minimum d'un échantillon par 1 000 m^3 de sols importés :

- Métaux et métalloïdes;
- Hydrocarbures pétroliers C_{10}-C_{50};
- Hydrocarbures aromatiques monocycliques (HAM);
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

L'étude de caractérisation doit démontrer que les sols à importer respectent le critère A du *Guide d'intervention – Protection des sols et réhabilitation des terrains contaminés* (*Guide d'intervention*), et ce, pour chaque échantillon et paramètre analysés. Les valeurs utilisées pour le critère A sont celles associées à la province géologique où les travaux sont réalisés. Le Ministère se réserve le droit de procéder à des échantillons conjoints pour essais en laboratoire, à des fins de contrôle de la qualité.

Lors de la réception des sols d'emprunt au chantier, l'entrepreneur doit prélever un échantillon à tous les 2 000 m^3, et le faire analyser en fonction des 4 paramètres mentionnés ci-dessus.

Si les résultats indiquent que le niveau de contamination de ces sols est supérieur au critère A du Guide d'intervention, le Ministère peut refuser l'utilisation de ces sols, et l'entrepreneur doit en disposer à ses frais dans un lieu autorisé par le MELCCFP.

7. SOLS ET EAUX CONTAMINÉS

7.1 GESTION DE SOLS CONTAMINÉS À LA SUITE D'UN DÉVERSEMENT ACCIDENTEL

Les sols contaminés à la suite d'un déversement accidentel causé par l'entrepreneur doivent être gérés conformément au *Guide d'intervention* du MELCCFP, à la LQE et aux règlements correspondants. Cependant, tous les sols contaminés récupérés doivent être acheminés dans un lieu autorisé par le MELCCFP, et ce, quel que soit leur niveau de contamination.

À la suite d'un déversement accidentel, l'entrepreneur doit immédiatement excaver les sols et les mettre dans des contenants fermés et étanches placés sur

une surface imperméable à l'abri des intempéries. L'entrepreneur doit éviter de mélanger ces sols avec les autres déblais (contaminés ou non) excavés pour les besoins du projet.

À la demande du surveillant, l'entrepreneur doit caractériser le fond et les parois de la zone excavée afin de confirmer le retrait complet des sols contaminés. S'il y a lieu, l'entrepreneur doit prévoir les périodes d'attente des résultats d'analyses et aucune réclamation n'est recevable en raison des délais d'analyse. Dans tous les cas, l'entrepreneur ne peut remblayer la zone excavée que sur autorisation écrite du surveillant.

Lorsque requise, la caractérisation du fond et des parois de la zone excavée doit être effectuée par du personnel possédant au moins 2 ans d'expérience en échantillonnage environnemental et conformément au *Guide de caractérisation des terrains* ainsi qu'aux cahiers 1 et 5 du *Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales* du MELCCFP.

Toute analyse chimique doit être réalisée par un laboratoire possédant les accréditations du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec pour les paramètres à analyser. Un rapport de caractérisation préparé par un professionnel possédant au moins 3 ans d'expérience en caractérisation environnementale doit être fourni au surveillant avant de procéder à la gestion finale des sols. Le rapport de caractérisation doit inclure, sans s'y limiter :

- La description de la méthodologie employée;
- La compilation des résultats analytiques comparés aux critères et aux normes applicables;
- Les certificats analytiques du laboratoire signés par un chimiste membre de l'Ordre des chimistes du Québec;
- Les recommandations sur le mode de gestion des sols.

Aussitôt le chargement livré au lieu visé, l'entrepreneur doit remettre au surveillant les documents attestant sa prise en charge par l'exploitant du lieu autorisé, bons de pesée électronique précisant la quantité, etc.).

Si le déversement atteint l'eau souterraine ou l'eau de surface, l'entrepreneur doit récupérer la phase immiscible et l'eau visiblement contaminée (eau huileuse) et les entreposer dans un réservoir étanche.

Les matières absorbantes souillées, la phase immiscible et l'eau huileuse doivent être gérées conformément à l'article 6.3 « Matières dangereuses résiduelles » du présent devis. Les frais de caractérisation, de décontamination, d'entreposage, de transport et de gestion des sols contaminés, des matières absorbantes, de la phase immiscible et de l'eau récupérée, la perte de temps ainsi que toute dépense incidente sont aux frais de l'entrepreneur.

7.2 DÉCOUVERTE FORTUITE DE SOLS OU D'EAU CONTAMINÉS

En cas de découverte fortuite de sols ou d'eau contaminés sur le chantier, l'entrepreneur doit arrêter les travaux à l'endroit de la découverte, et informer immédiatement le surveillant afin de connaître les actions qu'il doit effectuer.

L'entrepreneur ne doit pas reprendre les travaux d'excavation ou effectuer toute autre intervention à l'égard de cette découverte fortuite sans avoir reçu une autorisation du surveillant.

S'il y a lieu, l'entrepreneur doit exécuter les travaux demandés comme suit :

L'entrepreneur devra prendre les dispositions pour mandater une firme spécialisée en environnement, pour effectuer la caractérisation requise. L'échantillonnage doit être réalisé par du personnel possédant au moins 2 ans d'expérience en échantillonnage environnemental et conformément au Guide de caractérisation des terrains et aux cahiers 1 et 5 du Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales du MELCCFP.

Les analyses chimiques des sols doivent être réalisées par un laboratoire possédant les accréditations du Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec pour les paramètres à analyser. Un rapport de caractérisation préparé par un professionnel possédant au moins 3 ans d'expérience en caractérisation environnementale doit être fourni au surveillant avant de procéder à la gestion finale des sols et de l'eau.

Le rapport de caractérisation doit inclure, sans s'y limiter :

- La description de la méthodologie employée;
- La compilation des résultats analytiques comparés aux critères et aux normes applicables;
- Les certificats analytiques du laboratoire signés par un chimiste membre de l'Ordre des chimistes du Québec;
- Les recommandations sur le mode de gestion des sols.

7.2.1 Stockage temporaire

À défaut de pouvoir être immédiatement transportés hors site, les sols contaminés excavés doivent être stockés à l'intérieur des limites du chantier (terrain d'origine) et ségrégués sous forme de piles en fonction de leur niveau de contamination. Une membrane imperméable doit être placée en dessous et par-dessus les piles de sols. De plus, l'aire de stockage doit être aménagée de manière à pouvoir contenir tout liquide pouvant s'écouler des sols.

L'entrepreneur doit se conformer aux dispositions du *Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés* (RSCTSC) notamment pour stocker les sols contaminés en dehors des limites des travaux. Il doit fournir au surveillant une copie de l'avis donné à cet effet au MELCCFP selon le RSCTSC, ou une copie de l'autorisation environnementale requise. De plus, l'entrepreneur doit fournir une étude de caractérisation établissant la qualité initiale des sols pouvant être altérée par l'exploitation du site d'entreposage temporaire, en fonction des contaminants susceptibles d'être présents dans les sols excavés qui y seront admis. Conformément à l'article 7.11 « Nettoyage et remise en état des lieux » du CCDG, l'entrepreneur est responsable de remettre en état le site d'entreposage temporaire utilisé dans le cadre des travaux réalisés.

Toute eau entrant en contact avec les sols entreposés ou tout liquide qui s'en écoule doit être capté et stocké dans un réservoir ou un bassin étanche. Le fond et les parois du bassin doivent être constitués d'une membrane imperméable, et le pourtour doit être muni de bermes étanches et suffisamment hautes pour éviter que les eaux de ruissellement s'y introduisent. Si le liquide s'écoulant des sols est constitué d'hydrocarbures ou d'eau visiblement huileuse, l'entrepreneur doit gérer ce liquide conformément à l'article 6.3 « Matières dangereuses résiduelles » du présent devis.

Si le liquide s'écoulant des sols est de l'eau ne présentant pas de signe apparent de contamination, l'entrepreneur doit en faire prélever des échantillons par du personnel possédant au moins 2 ans d'expérience en échantillonnage environnemental et conformément aux cahiers 1, 2 et 8 du *Guide d'échantillonnage à des fins d'analyses environnementales* du MELCCFP. Il doit ensuite gérer l'eau conformément à la réglementation municipale sur les rejets des eaux usées, au Guide d'intervention, à la LQE et aux règlements correspondants en fonction des directives du surveillant après l'obtention des résultats analytiques, s'il y a lieu.

7.2.2 Transport

Le transport de sols contaminés doit être effectué en conformité avec le *Règlement sur le transport des matières dangereuses*. À cet effet, les sols ayant un niveau de contamination égal ou supérieur au critère B du Guide d'intervention doivent être transportés dans un véhicule à benne recouverte d'une bâche imperméable de façon à retenir les sols à l'intérieur de la benne. Lorsque les sols ont un niveau de

contamination égal ou supérieur au critère C du Guide d'intervention, le dessus de la benne doit être recouvert entièrement afin d'empêcher la pluie ou la neige d'y pénétrer ou le contaminant de s'en échapper. Dans tous les cas, lorsqu'un liquide peut se dégager des sols contaminés, le contenant ou la benne doit être étanche.

7.2.3 Admission au lieu récepteur

Aussitôt le chargement livré au lieu visé, l'entrepreneur doit remettre au surveillant les documents attestant sa prise en charge par l'exploitant du lieu autorisé (bons de pesée électroniques précisant la quantité, etc.). Dans le cas du dépôt définitif de sols contaminés sur un autre terrain, l'entrepreneur doit remettre au surveillant, s'il y a lieu, les certificats d'analyse de tout échantillon de contrôle prélevé dans ces sols par le propriétaire du terrain récepteur ou son représentant.

7.2.4 Mode de paiement

La gestion des sols contaminés à l'extérieur des limites des travaux est payée à au mètre cube aux articles du bordereau en fonction de :

- Du niveau de contamination selon les critères A-B-C du Guide d'intervention et les valeurs de l'annexe I du *Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés* (RESC), aussi appelé « critère D »).

Le prix inclut le conditionnement, le stockage temporaire, le chargement, le transport, l'admission au lieu autorisé, la documentation et toute dépense incidente. Le facteur de conversion utilisé pour l'estimation des quantités de sols à gérer hors site est de 1,8 t pour 1 m^3.

La gestion hors site de l'eau contaminée est payée au litre à l'article correspondant au bordereau. Le prix inclut le pompage, le chargement, l'entreposage, le transport, le traitement, l'élimination, la documentation et toute dépense incidente.

La gestion de l'eau contaminée sur le site à l'aide d'une unité de traitement est payée au litre, tel que décrit à l'article gestion de l'eau contaminée sur le site correspondant au bordereau.

Le prix inclut la mobilisation, la démobilisation, l'équipement, le pompage, le traitement, l'échantillonnage, les analyses physico-chimiques, la documentation et toute dépense incidente.

L'échantillonnage de confirmation du niveau de contamination des sols est payé à l'unité à l'article correspondant au bordereau. Le prix comprend la mobilisation, la réalisation de sondages, l'échantillonnage, les analyses physico-chimiques, le rapport de caractérisation ainsi que toute dépense incidente.

L'échantillonnage de l'eau est payé à l'unité à l'article correspondant au bordereau. Le prix comprend la mobilisation, l'échantillonnage, les analyses physico-chimiques ainsi que toute dépense incidente.

7.3 TRAÇABILITÉ DES SOLS CONTAMINÉS EXCAVÉS

L'entrepreneur doit se conformer au *Règlement concernant la traçabilité des sols contaminés excavés* (RCTSCE) pour le transport de sols contaminés. Le RCTSCE, dont l'entrée en vigueur progressive a commencé le 1er novembre 2021, et cet article visent le transport des sols qui contiennent un ou des contaminants provenant d'une activité humaine, peu importe leur concentration.

Pour l'application des dispositions de cet article, l'entrepreneur doit utiliser le système informatique gouvernemental de traçabilité « Traces Québec » produit par la société Attestra.

7.3.1 Inscription des intervenants dans Traces Québec

Avant le début du transport des sols contaminés, l'entrepreneur doit réaliser les étapes suivantes dans le système Traces Québec :

- Créer le projet;
- Inscrire le Ministère à titre de propriétaire ou maître d'ouvrage;
- Inscrire le surveillant à titre de gestionnaire de projet ou observateur;
- Inscrire toute personne désignée pour saisir les informations requises dans le système Traces Québec;
- Inscrire les lieux récepteurs des sols contaminés autorisés;
- Pour les projets de 200 t.m. et plus, inscrire un attestateur;
- Pour les projets de 200 t.m. et plus, inscrire un/des transporteur(s).

Pour chaque phase de travaux comportant plus de 200 tonnes de sols contaminés à transporter, l'entrepreneur doit inscrire toute personne désignée pour fournir l'attestation requise dans le système Traces Québec.

L'entrepreneur doit s'assurer que les transporteurs indépendants sous sa responsabilité, par l'entremise d'un poste de courtage ou non, sont inscrits dans le système Traces Québec avant le début du transport des sols contaminés.

L'entrepreneur doit aussi s'assurer que le responsable de tout lieu récepteur des sols contaminés, incluant les particuliers, est inscrit dans le système Traces Québec au minimum 72 heures avant le début du transport des sols contaminés.

De plus, avant le début du transport des sols contaminés, l'entrepreneur doit sélectionner le(s) lieu(x) récepteur(s) approprié(s) dans le système Traces Québec en s'assurant, au préalable que les sols (considérant leur niveau de contamination) peuvent être déchargés dans ce(s) lieu(x).

Le choix du (ou des) lieu(x) récepteurs des sols contaminés incombe à l'entrepreneur, et ce dernier doit au préalable s'assurer que les sols (considérant leur niveau de contamination) peuvent être déchargés dans ce(s) lieu(x).

7.3.2 Suivi du transport des sols contaminés

L'entrepreneur est responsable de remplir le bordereau de suivi dans le système Traces Québec préalablement à chaque transport de sols contaminés. Il doit réaliser cette tâche en fournissant tous les renseignements et les documents exigés dans le système Traces Québec.

De plus, pour chaque phase de travaux comportant plus de 200 tonnes de sols contaminés à transporter, l'entrepreneur ne peut pas débuter le transport des sols contaminés avant que le responsable du lieu récepteur de ces sols n'ait fourni la confirmation dans le système Traces Québec que les sols contaminés peuvent être déchargés dans ce lieu récepteur.

Dans les 15 jours suivant le dernier transport de sols contaminés, et ce, pour chaque phase de travaux comportant plus de 200 tonnes de sols contaminés à transporter, l'entrepreneur doit fournir l'attestation requise dans le système Traces Québec, laquelle doit être donnée par une personne habilitée répondant aux conditions du RCTSCE.

L'attestation que les sols contaminés transportés hors du terrain d'origine ont fait l'objet d'un bordereau de suivi sera fournie par le Minsitère par l'entremise de son mandataire en surveillance environnementale.

Dans le cas où des sols contaminés sont excavés à la suite d'un déversement accidentel causé par l'entrepreneur, ce dernier est responsable de remplir les bordereaux de suivi correspondants pour le transport de ces sols contaminés, et il doit assumer toutes autres obligations lui incombant en vertu du RCTSCE.

7.3.3 Transport des sols contaminés dans un lieu de stockage temporaire

Lorsque des sols contaminés sont transportés dans un lieu de stockage temporaire situé à l'extérieur de l'aire des travaux, tel qu'un lieu visé par l'article 10 du RSCTSC, l'entrepreneur ne doit pas remplir de bordereau de suivi dans le système Traces Québec.

L'entrepreneur doit remplir un bordereau seulement pour chaque transport entre ce lieu de stockage et le lieu récepteur final, à moins que les sols soient retournés sur le terrain d'origine.

7.3.4 Traçabilité des sols contaminés transportés à l'extérieur du Québec

Dans le cas où l'entrepreneur achemine des sols contaminés à l'extérieur du Québec, l'entrepreneur ou son représentant doit être présent à l'arrivée du transporteur des sols à l'endroit où ils sont déchargés.

L'entrepreneur ne peut pas choisir comme représentant le responsable ou un employé de l'endroit où les sols sont déchargés.

L'entrepreneur ou son représentant doit fournir dans le système Traces Québec, et ce, dans les 24 heures suivant le déchargement des sols, un document obtenu du responsable de cet endroit, signé et daté par ce dernier, confirmant la réception des sols et leur quantité. L'entrepreneur ou son représentant doit aussi fournir tous les autres renseignements requis dans le système Traces Québec.

7.3.5 Coupons de pesée

Tous les coupons de pesée produits lors du transport de sols contaminés doivent être transmis au surveillant, chaque vendredi, sauf lorsque ceux-ci sont accessibles au Ministère dans le système Traces Québec.

7.3.6 Mode de paiement

Tous les frais relatifs à la traçabilité des sols contaminés excavés sont payés selon un prix forfaitaire (à prix global) à l'article « Traçabilité des sols contaminés excavés » du bordereau.

Le prix forfaitaire comprend tout le personnel nécessaire, l'équipement, la documentation exigée ainsi que toutes les exigences contractuelles, incluant celles du RCTSCE et du système Traces Québec, et il inclut toute dépense incidente.

Le prix forfaitaire exclut toutefois les frais exigibles par le MELCCFP en vertu du *Règlement concernant les frais exigibles liés à la traçabilité des sols contaminés excavés* (2,23 $/tonne) et du *Règlement sur les redevances favorisant le traitement et la valorisation des sols contaminés excavés*, car ces frais sont facturés directement au Ministère par le MELCCFP.

Tous les frais relatifs à la traçabilité de sols contaminés excavés à la suite d'un déversement accidentel causé par l'entrepreneur sont assumés par ce dernier.

8. PÉNALITÉS

8.1 NON-RESPECT DES EXIGENCES CONTRACTUELLES

Le non-respect d'une exigence contractuelle, qu'elle soit stipulée au devis ou au CCDG, est sanctionné par une pénalité de 2 500 $, à titre de dommages et intérêts liquidés, sur simple constatation des faits par le surveillant, ou par un de ses représentants.

À défaut de corriger la situation dans un délai de 24 heures, une pénalité du même montant peut être appliquée pour chaque journée, où la correction n'a pas été

réalisée à la satisfaction du Ministère, suivant la date de la transmission de l'avis de non-respect.

En cas de récidive, le montant de la pénalité est porté à 5 000 $ pour chaque événement, à titre de dommages et intérêts liquidés, sur simple constatation des faits par le surveillant ou par un de ses représentants.

8.2 OMISSION DE DÉCLARATION

L'omission par l'entrepreneur de déclarer au surveillant le déversement d'une matière dangereuse, ou la découverte fortuite de sols contaminés dans un délai de 24 heures est sanctionnée par une pénalité de 5 000 $ à titre de dommages et intérêts liquidés.

En cas de récidive, le montant de la pénalité est porté à 10 000 $ pour chaque événement, à titre de dommages et intérêts liquidés.

8.3 DÉSOBÉISSANCE À UN AVIS

Si l'entrepreneur désobéit à un avis écrit du surveillant ou d'un de ses représentants, l'entrepreneur se voit imposer une pénalité de 10 000 $ à titre de dommages et intérêts liquidés.

Le Ministère peut interrompre les travaux jusqu'à ce que l'entrepreneur obtempère à l'avis émis par le surveillant.

En cas de récidive, le montant de la pénalité est porté à 20 000 $ pour chaque événement, à titre de dommages et intérêts liquidés.

8.4 NON-RESPECT DE LA LOI SUR LA QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT

Dans l'éventualité où l'entrepreneur effectue des travaux non conformes aux exigences de LQE entraînant une sanction administrative pécuniaire du MELCCFP, l'entrepreneur se voit imposer une pénalité d'un montant égal à celui de la sanction.

Dans l'éventualité où l'entrepreneur effectue des travaux non conformes aux exigences de la LQE entraînant un avis de non-conformité ou des poursuites judiciaires, l'entrepreneur doit assumer tous les coûts qui en découlent.

9. SIGNATURE ET DATE DU DEVIS



Préparé par : Genell Tonge, ing.



Vérifié par : Nancy Toccoli, ing. ÉESA

Québec, le 26 septembre 2024

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248168006

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Objet :	Adopter le règlement autorisant l'occupation temporaire du domaine public à des fins de réfection du pont Papineau-Leblanc dans le parc-nature de l'Île-de-la-Visitation

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir le document ci-joint. Notre intervention porte uniquement sur le contenu du règlement ainsi que les annexes I et II jointes à celui-ci, à l'exclusion de l'annexe III, laquelle est de nature technique.

FICHIERS JOINTS

Regl.ODP.14nov2024.vf.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate - Division droit public et législation
Tél : 438-823-6851

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Geneviève GIRARD GAGNON
Avocate
Tél : 438-823-6851
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC À DES FINS DE RÉFECTION DU PONT PAPINEAU-LEBLANC DANS LE PARC-NATURE DE L'ÎLE-DE-LA-VISITATION (RCG XX-XXX)

Vu les articles 47 et 67 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

À l'assemblée du _____ XXXXX, le conseil d'agglomération décrète :

1. Dans le présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« MTMD » : ministère des Transports et de la Mobilité durable du Québec;

« parc-nature » : parc-nature de l'Île-de-la-Visitation;

« site » : parcelles des lots 1 745 090 et 1 741 785 du cadastre du Québec comprises dans le parc-nature, telles que montrées à l'annexe I du présent règlement.

2. Le MTMD est autorisé à occuper gratuitement le site dans le cadre du projet de réfection du pont Papineau-Leblanc.

3. L'autorisation visée à l'article 2 est accordée dès l'entrée en vigueur du présent règlement et se termine le 31 décembre 2027. Elle est conditionnelle au respect des conditions et exigences prévues aux annexes II et III du présent règlement.

La Ville de Montréal peut, en tout temps, mettre fin à cette autorisation si elle constate que le MTMD fait défaut de respecter l'une ou l'autre des conditions et exigences prévues aux annexes II et III.

4. Le comité exécutif peut, par ordonnance, prolonger la durée de l'autorisation accordée en vertu du premier alinéa de l'article 3 et modifier ou remplacer les annexes I à III.

5. L'occupation du site par le MTMD est autorisée, malgré l'article 5, les paragraphes 5°, 6°, 8° et 9° de l'article 12.1 ainsi que les articles 55, 59, 60, et 61 du Règlement relatif à la fréquentation et à la conservation des parcs régionaux de la Ville de Montréal (RCG 09-029).

Toute autre disposition de ce règlement non incompatible avec le présent règlement demeure applicable.

ANNEXE I
IDENTIFICATION DU SITE

ANNEXE II
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

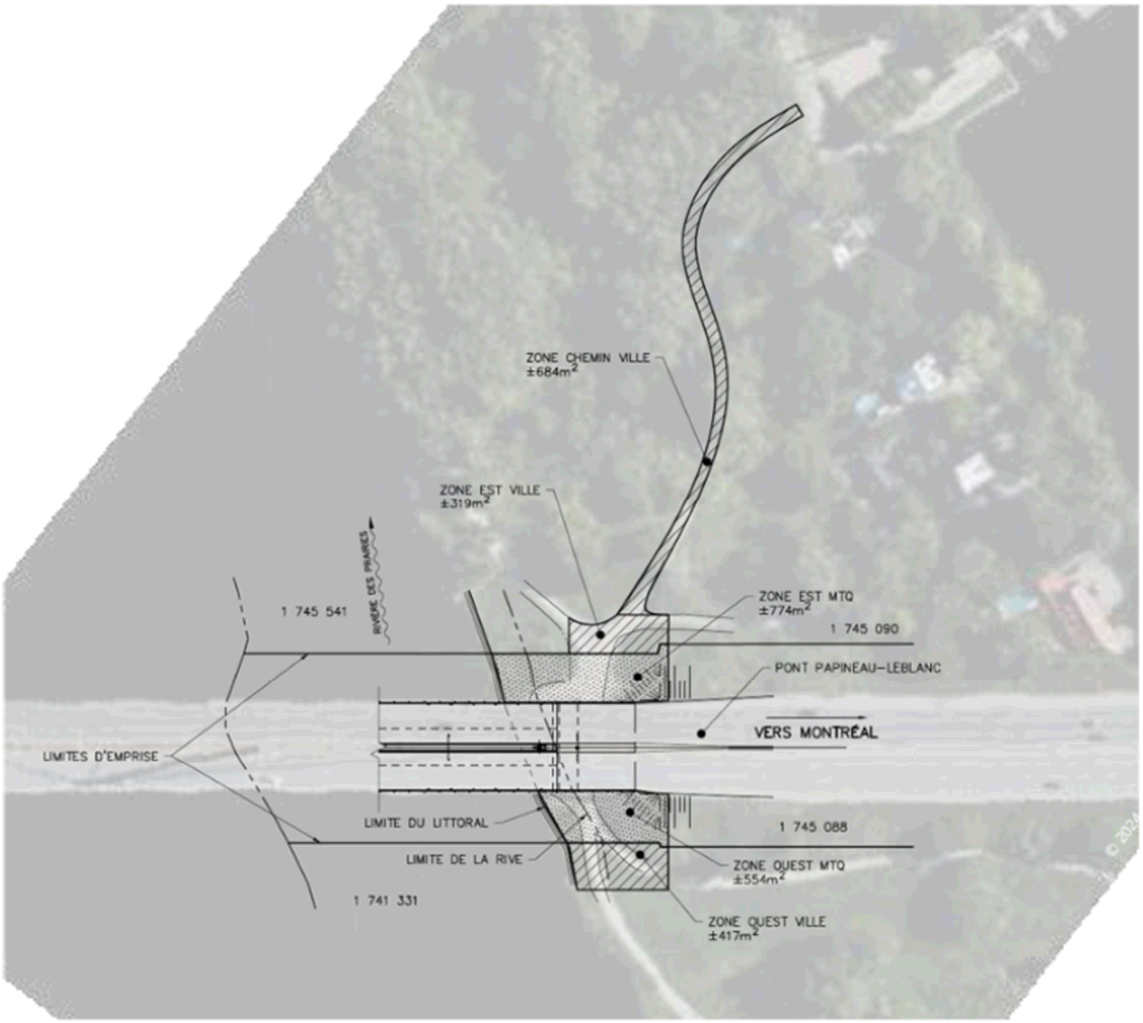
ANNEXE III
EXTRAITS DES DEVIS DU MTMD RELATIFS AU PROJET DE RÉFECTION DU PONT PAPINEAU-LEBLANC

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX 2024

GDD : 1248168006

ANNEXE I
IDENTIFICATION DU SITE

1. Le site correspond aux deux parcelles du lot 1 745 090 et à la parcelle du lot 1 741 785 du cadastre du Québec hachurées sur le plan ci-après :



ANNEXE II
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Le MTMD s'engage à :

1. ASSURANCES

1.1 transmettre au chef de section – Section gestion des parcs-nature – la confirmation écrite que le ministère s'autoassure, avant le début de l'occupation du domaine public visée par le présent règlement.

2. AUTORISATION ET PERMIS

2.1. se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ou de ses assureurs;

3. RESPONSABILITÉS

3.1. informer sans délai au chef de section – Section gestion des parcs-nature – de tout bris, incident ou accident survenant sur le site faisant l'objet de l'autorisation aussitôt qu'il en a connaissance et lui transmettre, s'il y a lieu, outre les noms, adresses et numéro de téléphone des personnes impliquées et des témoins, une copie de toute réclamation qui lui sera adressée et tout rapport d'incident et/ou d'accident;

3.2. assumer l'entière responsabilité de tous les dommages pouvant résulter des travaux de réfection du pont, qu'il s'agisse de dommages aux personnes, aux biens publics ou privés, tenir la Ville indemne de tous dommages, de quelque nature que ce soit, de toute demande ou réclamation, de tout jugement, y compris les frais;

3.3. prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou action intenté contre cette dernière par des tiers, dans la mesure où ces dommages, réclamations, actions et jugements découlent de l'occupation du domaine public par le MTMD, de sa faute, négligence ou omission ou celles de ses entrepreneurs, mandataires, préposés ou employés, et tenir indemne la Ville en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4. AUTRES CONDITIONS

4.1 protéger le site ainsi que les milieux naturels du parc-nature, conformément aux spécifications applicables prévues dans les devis 101, 185 et 189 joints au présent règlement à l'Annexe III;

4.2 maintenir les accès au parc-nature, notamment l'accès au sentier sous le pont Papineau-Leblanc, et remettre le parc-nature dans son état initial après les travaux,

conformément aux spécifications applicables contenues dans les devis 101, 155, 185 et 189, joints au présent règlement à l'Annexe III.

5. COMMUNICATION

5.1 valider avec le chef de section – Section gestion des parcs-nature – le contenu de tout imprimé ou communiqué où le nom de la Ville de Montréal est mentionné et obtenir son autorisation avant d'utiliser de quelque façon que ce soit le nom de la Ville.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.02

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1245569001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le cadre du projet Quartier Namur-Hippodrome

Il est recommandé :
d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le cadre du projet Quartier Namur-Hippodrome.

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-09-04 08:54

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245569001**

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Réseau artériel à l'échelle de l'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le cadre du projet Quartier Namur-Hippodrome

CONTENU

CONTEXTE

La Ville planifie depuis de nombreuses années le développement des terrains du secteur Namur-Hippodrome. Sa transformation en un nouveau quartier inclusif et résilient d'environ 20 000 logements permettra de contribuer à la lutte contre les changements climatiques et de participer à l'atteinte des objectifs municipaux, notamment en matière de transition sociale et écologique. La première version du plan directeur d'aménagement et développement (PDAD) du Quartier Namur Hippodrome (QNH) a été déposée pour consultation le 15 mai 2024. Pour concrétiser ce projet, des investissements substantiels seront nécessaires au cours des prochaines années. Sa réalisation pourra ainsi être amorcée. Parallèlement au développement du QNH, la Ville planifie également depuis de nombreuses années le prolongement du boulevard Cavendish. Le projet Cavendish est désormais fusionné avec le projet Jean-Talon Ouest, lui-même relié au grand projet du QNH. Des hypothèses de désenclavement du secteur sont actuellement à l'étude afin de trouver les axes les plus structurants pour répondre efficacement aux enjeux de mobilité actuels et futurs. À court terme, l'acquisition de terrains est requise pour confirmer les premiers gestes de désenclavement.

Le projet Jean-Talon/Cavendish est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu le point de passage en Planification.
Le projet Quartier Namur Hippodrome est assujetti au Cadre de gouvernance et a obtenu le point de passage en Démarrage.

Le présent dossier décisionnel vise à adopter un règlement d'emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains relevant du budget d'agglomération dans le cadre du projet Quartier Namur-Hippodrome.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0136 - 22 février 2024 - Conclure une entente-cadre d'une durée de 48 mois, avec possibilité de renouvellement de 2 périodes additionnelles de 12 mois chacune, avec la firme AECOM CONSULTANTS INC. pour la fourniture, sur demande, de services professionnels en ingénierie, en aménagement et en environnement, pour divers projets dans le corridor de

l'axe Jean-Talon. Dépense maximale de 11 510 970,47 $, taxes incluses (11 068 240,84 $ d'honoraires + 442 729,63 $ de déboursés) - Appel d'offres public 23-20233 – 4 soumissionnaires / Autoriser le Directeur des projets d'aménagement urbain à prolonger le contrat pour un maximum de 2 prolongations d'une année chacune, et ce, uniquement si les dépenses autorisées n'ont pas été épuisées

- CE22 1368 - 17 août 2022 - Décréter l'imposition d'une réserve foncière, aux fins de rue dans le cadre du projet de prolongement du boulevard Cavendish à l'ouest de l'intersection du chemin Dalton et de l'avenue Andover sur deux parties du lot 2 090 312 du cadastre du Québec, situées à Mont-Royal / Mandater le Service des affaires juridiques de la Ville pour entreprendre toutes procédures requises à cet effet. N/Réf. : 31H05-005-7671-01

- RE21 024 - 1 avril 2021 - Adopter un règlement intitulé : « Règlement autorisant un emprunt de 60 000 000 $ afin de financer les travaux d'infrastructures et d'aménagement urbain et l'acquisition d'immeubles » dans le cadre d'interventions municipales dans des secteurs stratégiques.

- CE19 1519 - 2 octobre 2019 - Mandater l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) pour la tenue d'une consultation publique portant sur la vision et les principes de mise en valeur du quartier Namur-Hippodrome.

- CM17 0706 - 12 juin 2017 - Approuver le projet d'acte de cession par lequel la Société nationale du cheval de course (SONACC), représentée par Raymond Chabot inc., son liquidateur, et le gouvernement du Québec cèdent à la Ville de Montréal un emplacement constitué des lots 2 384 988 et 2 648 223 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie de 434 756,8 mètres carrés, situé à l'ouest du boulevard Décarie et au sud de la rue Paré, dans l'arrondissement de CDN–NDG, connu sous le nom de l'Hippodrome de Montréal, et ce, sans contrepartie monétaire immédiate, sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte, et conditionnellement à l'autorisation du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DESCRIPTION

Dans le cadre du développement du Quartier Namur-Hippodrome, des acquisitions d'immeubles et de terrains seront requises afin d'assurer la mobilité et le désenclavement du secteur encadré par les voies ferrées du Canadien National (CN), les voies ferrées du Canadien Pacifique (CP) et de l'autoroute Décarie. Celles-ci pourraient notamment permettre le développement du boulevard Cavendish, le développement du transport collectif de personnes et le développement du réseau cyclable actuel et projeté de l'île de Montréal identifié au Plan de transport à la suite de la mise à jour du réseau approuvée par le conseil d'agglomération le 19 décembre 2019 (CG19 0617). Cela facilitera l'accueil du nouveau développement immobilier de 20 000 logements proposé par le Plan directeur d'aménagement et de développement du Quartier Namur-Hippodrome.
Le règlement d'emprunt, objet du présent dossier, permettra de répondre avec agilité aux attentes des citoyen-ne-s et aux priorités municipales.

JUSTIFICATION

Dans le cadre du développement du Quartier Namur-Hippodrome, il existe un règlement d'emprunt qui a déjà été adopté en 2021 pour financer les interventions dont la compétence relève du conseil municipal. Il est désormais nécessaire d'adopter un règlement d'emprunt pour financer des interventions, notamment l'acquisition d'immeubles et de terrains, relevant des compétences du conseil d'agglomération.
L'adoption de ce règlement d'emprunt d'agglomération permettra d'obtenir les crédits

nécessaires pour effectuer les dépenses prévues dans le secteur Namur-de-la-Savane

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les travaux précités financés par ce règlement constituent des dépenses en immobilisation. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans, conformément à la Politique de capitalisation et d'amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil municipal par la résolution CM07 0841.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques ni aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle et ce, en raison de sa nature et du type de décision recherchée (voir grille d'analyse en pièce jointe).

IMPACT(S) MAJEUR(S)

En l'absence de l'adoption d'un règlement d'emprunt de compétence d'agglomération, cela pourrait compromettre une intervention à court terme dans le Quartier Namur-Hippodrome et retarder l'échéancier de réalisation, notamment l'acquisition de terrains clés pour lesquels un ultime avis de réserve a été déposé en juillet 2024.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Transmission du règlement d'emprunt au ministère des affaires municipales et de l'habitation (MAMH) : février 2025
Approbation par le MAMH : mai 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marion DEMARE, Service de l'urbanisme et de la mobilité
Karim CHAREF, Service de l'urbanisme et de la mobilité

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amanda KASSABI
Conseillère en aménagement

Tél : (438) 867-7906
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-07-05

Mohamed BECHIR BOUZAIDI
C/D aménagement et grands projets

Tél : 514-872-0264
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Hugues BESSETTE
directeur(-trice) - projets d'amenagement urbain
Tél : - -
Approuvé le : 2024-09-03

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Lucie CAREAU
directeur(-trice) de service - urbanisme et mobilite
Tél :
Approuvé le : 2024-09-03

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245569001
Unité administrative responsable : Service de l'urbanisme et de la mobilité
Projet : Jean-Talon Ouest/Cavendish

Section A - Plan stratégique Montréal 2030	*oui*	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?			*X*
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? S.O			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal résultat/bénéfice attendu? S.O			

Section B - Test climat

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			X
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			X
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			X

Section C - ADS+*

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			X
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			X
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			X
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			X

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245569001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Objet :	Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le cadre du projet Quartier Namur-Hippodrome

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1245569001 - Acquisition de terrains Cavendish-Namur-Hippodrome.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-15

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 20 000 000 $ AFIN DE FINANCER L'ACQUISITION DE TERRAINS DANS LE CADRE DU PROJET QUARTIER NAMUR-HIPPODROME

Vu les articles 19, 23 et 118.85 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001);

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 20 000 000 $ est autorisé afin de financer l'acquisition de terrains dans le cadre du projet Quartier Namur-Hippodrome.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1245569001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245569001

Unité administrative responsable :	Service de l'urbanisme et de la mobilité , Direction des projets d'aménagement urbain , Division grands projets de mobilité
Objet :	Adoption – Règlement autorisant un emprunt de 20 000 000 $ afin de financer l'acquisition de terrains dans le cadre du projet Quartier Namur-Hippodrome

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1245569001 - 40155 SUM.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
Tél : 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-08-12

Julie MOTA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-xxxx
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.03

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1246898003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter le règlement sur le programme d'habitation visant à assurer l'amélioration des immeubles d'habitation acquis par la Ville et le maintien du caractère abordable des logements

Il est recommandé:
d'adopter le règlement sur le programme d'habitation visant à assurer l'amélioration des immeubles d'habitation acquis par la Ville et le maintien du caractère abordable des logements.

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-12-06 14:24

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1246898003

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 c) considérer, dans la mise en œuvre des mesures relatives au logement, les besoins des populations vulnérables, notamment ceux des personnes et des familles à faible revenu et à revenu modeste
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter le règlement sur le programme d'habitation visant à assurer l'amélioration des immeubles d'habitation acquis par la Ville et le maintien du caractère abordable des logements

CONTENU

CONTEXTE

Au mois de mai 2024, la Ville et ses partenaires en habitation dans le rapport final du Chantier Montréal abordable ont établi, comme réponse à la crise du logement, la cible d'un parc résidentiel dont 20 % des logements seraient hors marché d'ici 2050. L'atteinte de cet objectif repose sur deux axes d'intervention : la construction de nouveaux logements sociaux et abordables à but non lucratif et l'acquisition d'immeubles déjà existants, notamment par des organismes à but non lucratif (coopératives, OBNL et sociétés paramunicipales). La préservation de logements abordables existants a été identifiée comme la priorité à court terme.

À cette fin, au cours des dernières années, la Ville a utilisé plusieurs outils, notamment le droit de préemption afin d'acquérir des immeubles en vue de la construction ou la préservation des logements sociaux ou abordables. Elle a également procédé à l'adoption de règlements d'emprunt permettant de financer ces acquisitions.

Jusqu'à présent, la gestion des immeubles acquis par la Ville a été confiée au SGPI, lorsqu'il s'agit d'immeubles vacants, et à la Société d'habitation et de développement de Montréal (SHDM), lorsqu'il s'agit d'immeubles résidentiels occupés. Deux conventions de gestion régissant le mandat de la SHDM (durée, rémunération, services, immeubles visés, etc.) ont été approuvées respectivement par le conseil municipal et d'agglomération. Toutefois, avec l'augmentation du nombre d'opportunités d'acquisition, il importe de diversifier les partenaires en mesure de gérer ces immeubles.

La Ville se dote donc d'un nouvel outil, soit un programme d'habitation encadrant divers aspects de la gestion d'immeubles d'habitation acquis par la Ville afin d'en préserver le

caractère abordable et de les maintenir en bon état.

L'administration de ce programme pourra par ailleurs être confiée, en tout ou en partie, à un agent de la municipalité tel l'Office municipal d'habitation de Montréal.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0401 - 20 juin 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux.

CG24 0140 – 21 mars 2024 – Adoption - Résolution autorisant la signature d'une convention de gestion entre la Ville et la Société d'habitation et de développement de Montréal pour la prise en charge d'immeubles acquis à des fins d'habitation

CM24 0283 – 18 mars 2024 – Adoption - Résolution autorisant la signature d'une convention de gestion entre la Ville et la Société d'habitation et de développement de Montréal pour la prise en charge d'immeubles acquis à des fins d'habitation

CG22 0580 - 22 septembre 2022 - Adoption - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social.

CG22 0198 - 24 mars 2022 - Adoption - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social.

CM22 0366 - 21 mars 2022 - Adoption - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins d'habitation.

CG21 0634 - 30 septembre 2021 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020).

DESCRIPTION

Le règlement proposé a pour objet la mise en œuvre d'un programme d'habitation visant l'amélioration et le maintien du caractère abordable des immeubles d'habitation acquis par la Ville et destinés notamment à une clientèle à revenus faibles ou modestes ou à des personnes ayant des besoins particuliers en habitation.

Le programme d'habitation encadre certaines modalités de la gestion immobilière qu'implique l'acquisition d'immeuble d'habitation en vue d'en préserver le caractère abordable.

Une résolution de l'instance compétente sera requise afin d'identifier les immeubles acquis par la Ville visés par le programme.

L'administration du programme relèvera du Directeur du Service de l'habitation de la Ville de Montréal ou de toute autre personne chargée de son administration. Le programme permettra à la Ville de confier, en tout ou en partie, l'administration et la réalisation du présent programme à l'OMHM, qui est un agent de la municipalité.

Une convention entre l'OMHM et la Ville sera nécessaire et présentée ultérieurement pour lui confier l'administration de ce programme, en tout ou en partie.

JUSTIFICATION

Bien que la Ville, par l'entremise du SGPI, soit habilitée à détenir et à gérer des immeubles, elle n'a pas l'expertise ni les effectifs requis pour gérer un parc résidentiel, notamment en ce qui a trait à la perception des loyers, la gestion des locataires sur place lors des travaux de rénovation et la mise en place d'activités sociales et communautaires favorisant le mieux-être des occupants.

Compte tenu du double impératif d'élargir le nombre de gestionnaires à qui la Ville pourrait confier la gestion de ces immeubles et de créer un programme en vertu duquel l'OMHM serait habilité à jouer ce rôle, il est proposé de mettre en œuvre un programme d'habitation encadrant la gestion des immeubles acquis par la Ville afin d'assurer le maintien d'immeubles en bon état et pour assurer la pérennité de leur caractère abordable. Ce programme prévoit la possibilité de confier l'administration du programme en tout ou en partie à l'OMHM, qui possède les ressources et les compétences pour le faire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La mise en œuvre du présent règlement, n'aura pas d'incidence budgétaire. Les coûts d'acquisition et de mise aux normes des immeubles concernés par ce règlement seront financés par les règlements d'emprunt et les PDI aux fins de logement social et abordable du service de l'habitation.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement permettrait à la Ville de poursuivre des acquisitions d'immeubles locatifs abordables et d'assurer un programme encadrant notamment la gestion de ces immeubles d'habitation une fois acquis afin d'assurer leur pérennité ainsi que le maintien du caractère abordable des logements. L'administration d'un tel programme visant le maintien en bon état des immeubles acquis par la Ville pouvant être confiée à l'OMHM, cela aidera la Ville à atteindre ses cibles de réalisation et de préservation de logements hors marché et évitera de mettre les occupants à risque de *rénoviction* .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signature du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements, et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rebecca LAZAROVIC
Conseiller(ere) en developpement - habitation

Tél : 438 354-5178
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-06

Philippe RIVET
chef(fe) de division - planification des strategies residentielles

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél :
Approuvé le : 2024-12-06

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Clotilde TARDITI
directeur(-trice) de service - habitation
Tél :
Approuvé le : 2024-12-06

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1246898003

Unité administrative responsable : Service de l'habitation

Projet : Adopter le règlement sur le programme d'habitation visant à assurer l'amélioration des immeubles d'habitation acquis par la Ville et le maintien du caractère abordable des logements

Section A - Plan stratégique Montréal 2030	*Oui*	*Non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030?	*x*		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Priorité 7 -* Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *7- Le règlement proposé permettrait d'améliorer et de pérenniser le caractère abordable des logements acquis par la Ville.*			

Section B - Test climat	*Oui*	*Non*	*s. o.*
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**x**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**x**

3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*	***Oui***	***Non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. Inclusion ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		**x**	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LE PROGRAMME D'HABITATION VISANT À ASSURER L'AMÉLIORATION DES IMMEUBLES D'HABITATION ACQUIS PAR LA VILLE ET LE MAINTIEN DU CARACTÈRE ABORDABLE DES LOGEMENTS

Vu les articles 56.4 et 57 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (RLRQ, c. S-8);

Vu les articles 19 et 57 de la Loi sur l'exercice des compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, c. E-20.001)

Vu la volonté de la Ville de mettre en œuvre un programme d'habitation visant l'amélioration et le maintien du caractère abordable des immeubles d'habitation acquis par la Ville et destinés notamment à une clientèle à revenus faibles ou modestes ou à des personnes ayant des besoins particuliers en habitation;

Vu la volonté de la Ville d'acquérir des immeubles à logements afin de les maintenir en bon état et de maintenir leur caractère abordable;

Vu la volonté de la Ville d'assurer une gestion saine de tels immeubles à logements afin d'assurer un logement de qualité aux résidents;

À l'assemblée du 2024, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

SECTION I
OBJET ET APPLICATION

1. Le présent règlement a pour objet la mise en œuvre d'un programme d'habitation visant l'amélioration et le maintien du caractère abordable des immeubles d'habitation acquis par la Ville et destinés notamment à une clientèle à revenus faibles ou modestes ou à des personnes ayant des besoins particuliers en habitation.

2. Dans le cadre du présent programme, la Ville peut acquérir, louer, rénover tout immeuble comportant des logements et assurer la gestion d'un tel immeuble afin d'en assurer la pérennité, le maintien en bon état et le maintien du caractère abordable des logements.

Elle peut également vendre un tel immeuble et céder tous droits en lien avec celui-ci.

3. L'administration du présent programme relève de la Directrice du Service de l'habitation de la Ville de Montréal ou de toute autre personne chargée de son administration.

Aux fins des présentes, la Ville peut confier, en tout ou en partie, l'administration et la réalisation du présent programme à un organisme qui constitue un agent de la municipalité.

4. Le présent programme s'applique à tout immeuble d'habitation appartenant à la Ville comportant des logements et identifié comme faisant partie du présent programme par résolution de l'instance compétente.

SECTION II
DIAGNOSTIC DES IMMEUBLES

5. Aux fins du présent programme, la Ville peut :

1° établir la méthodologie pour la réalisation d'un bilan de santé d'un immeuble;

2° procéder à des inspections visant à établir le bilan de santé mentionné au paragraphe 1°;

3° prévoir et exécuter un plan d'intervention pour donner suite au bilan de santé réalisé conformément au présent article.

SECTION III
GESTION DES IMMEUBLES

6. Dans le cadre de la gestion de ses immeubles, la Ville peut, en plus de toute responsabilité de propriétaire et gestionnaire d'immeuble d'habitation lui incombant, mettre en œuvre toute activité à caractère social et communautaire favorisant le mieux-être des occupants des logements de ses immeubles.

SECTION IV
ENTRETIEN RÉGULIER ET PRÉVENTIF DES IMMEUBLES

7. La Ville peut établir une méthodologie et un plan de l'entretien régulier et préventif de ses immeubles et mettre en place les mesures requises pour en assurer le suivi.

SECTION IV
TRAVAUX MAJEURS

8. À la suite de l'acquisition d'un immeuble, la Ville peut, sous réserve de la disponibilité des fonds, engager des coûts de remplacement, d'amélioration et de modernisation liés à l'immeuble durant sa durée de vie utile.

Ces coûts peuvent, en plus de l'entretien régulier et préventif, inclure divers travaux tels les réparations majeures, les remplacements, les améliorations, les modernisations et les reconstructions.

9. Dans le cadre de l'analyse de tout travaux majeurs à effectuer sur un immeuble visé par le présent programme, au moins l'un des critères suivants doit être pris en considération pour la réalisation de ces travaux:

1° ils visent à accroître le potentiel de niveau de service de l'immeuble;
2° ils permettent de diminuer considérablement les travaux d'entretien de l'immeuble ou sa consommation énergétique;
3° ils prolongent la durée de vie utile de l'immeuble;
4° ils augmentent la qualité des logements, des équipements ou des services fournis aux locataires;
5° ils visent à améliorer la sécurité des locataires, notamment par la mise aux normes de l'immeuble.

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXX.

GDD : 1246898003

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2024/12/19 16:00

(1)

Dossier # : 1243074012

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2025)

Il est recommandé d'adopter le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2025).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-19 15:26

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243074012**

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2025)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.* En vertu de l'article 118.81 de cette loi, le conseil d'agglomération peut, par règlement assujetti au droit d'opposition, prévoir les modalités de l'établissement et du paiement des quotes-parts.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0764 – 21 décembre 2023 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2024), RCG 23-026
CG22 0794 – 22 décembre 2022 – Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2023), RCG 22-035
CG22 0072 – 27 janvier 2022 – Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2022), RCG 22-001
CG21 0096 – 25 février 2021 – Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2021), RCG 20-038-1
CG20 0703 – 17 décembre 2020 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2021), RCG 20-038
CG20 0346 – 30 juin 2020 – Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020), RCG 19-030-2
CG20 0280 – 28 mai 2020 – Règlement modifiant le règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020), RCG 19-030-1
CG19 0627 – 19 décembre 2019 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2020), RCG 19-030
CG18 0699 – 20 décembre 2018 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2019), RCG 18-037
CG18 0031 – 25 janvier 2018 – Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2018), RCG 18-002
CG17 0392 – 24 août 2017 – Règlement modifiant le Règlement établissant les modalités de

paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2017), RCG 16-056-1

DESCRIPTION

Le présent règlement établit les modalités de paiement des quotes-parts basées sur le potentiel fiscal de 2025.
Les quotes-parts basées sur le potentiel fiscal sont les suivantes :
1. La quote-part générale;
2. La quote-part pour le service de l'eau;
3. La quote-part pour le service des premiers répondants;
4. La quote-part pour le financement du déficit d'agglomération cumulé au 31 décembre 2023.

Le règlement contient des dispositions concernant la préparation et la transmission des quotes-parts, leur paiement et le taux d'intérêt applicable lorsqu'un versement n'est pas fait à la date d'échéance. L'intérêt exigible en cas de retard de paiement est établi par le présent règlement à 1,2433 % par mois calculé de jour en jour à compter de la date à laquelle cette quote-part est devenue exigible.

JUSTIFICATION

L'article 118.81 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences dans certaines agglomérations* permet au conseil d'agglomération de prévoir, par règlement, les modalités du paiement des quotes-parts par les municipalités liées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun, sauf les intérêts, le cas échéant.

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le *Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées* s'applique à l'exercice financier de 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dieuvy SYLFRARD
Conseiller budgétaire

Tél : 514-872-2060
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-12

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

Tél : 438 951-7597
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 451-1839
Approuvé le : 2024-11-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243074012*
Unité administrative responsable : *Service des Finances, Direction du budget et de la planification fiscale, Division planification budgétaire et fiscale*
Projet : *Adopter le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2024)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1243074012

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Objet :	Adopter le Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier de 2025)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1243074012 - Modalités de paiement 2025.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
Tél : 514-589-7591

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division

Tél : 514-872-0128
Division : Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT ÉTABLISSANT LES MODALITÉS DE PAIEMENT DES QUOTES-PARTS PAR LES MUNICIPALITÉS LIÉES (EXERCICE FINANCIER 2025)

Vu l'article 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation du 30 novembre 2021 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (2021, GOQ 2, 7384) (ci-après désigné « l'arrêté ») pris en vertu de l'article 118.80 de la Loi;

À l'assemblé du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
DÉFINITIONS

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« municipalité liée » : une municipalité énumérée à l'article 4 de la Loi;

« potentiel fiscal de 2025 » : le potentiel fiscal pour l'exercice 2025 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération de la municipalité centrale, établi selon les règles prescrites par l'arrêté;

« quotes-parts » : les quotes-parts suivantes, basées sur le potentiel fiscal de 2025 :

1° la quote-part générale;

2° la quote-part pour le service de l'eau;

3° la quote-part pour le service des premiers répondants;

4° la quote-part pour le financement du déficit d'agglomération cumulé au 31 décembre 2023.

CHAPITRE II
MODALITÉS RELATIVES AUX QUOTES-PARTS BASÉES SUR LE POTENTIEL FISCAL

2. Les quotes-parts basées sur le potentiel fiscal sont transmises aux municipalités liées au plus tard le 30 janvier 2025.

3. Ces quotes-parts sont payables en deux versements égaux le 3 mars 2025 et le 2 juin 2025.

4. Lorsqu'un versement n'est pas fait à la date prévue au présent règlement, seul le montant du versement échu est exigible.

5. Un intérêt de 1,2433 % par mois est appliqué sur toute quote-part due à la Ville de Montréal, calculé de jour en jour à compter de la date à laquelle cette quote-part est devenue exigible.

6. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier 2025.

GDD1243074012

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2024/12/19 16:00

(1)

Dossier # : 1243074013

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2025)

Il est recommandé d'adopter le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2025).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-19 15:27

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243074013**

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2025)

CONTENU

CONTEXTE

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, conformément à la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ c. E-20.001). Le potentiel fiscal est le critère de répartition qui s'applique par défaut, à moins que la loi ou que le conseil d'agglomération n'ait prévu d'autres critères.
Le 4 mars 2016, une entente est intervenue entre les villes reconstituées et la Ville de Montréal au sujet du partage des dépenses relatives à l'alimentation en eau potable. Cette entente prévoyait qu'à partir du 1er janvier 2017, les dépenses de fonctionnement relatives aux activités de production et de distribution de l'eau potable seraient désormais réparties entre les villes liées en fonction de leur consommation respective d'eau potable.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0765 – 21 décembre 2023 – Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2024), RCG 23-027
CG22 0795 – 22 décembre 2022 – Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2023), RCG 22-036
CG22 0073 – 27 janvier 2022 – Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2022), RCG 22-002
CG22 0066 – 27 janvier 2022 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2022)
CG21 0095 – 25 février 2021 – Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2021), RCG 20-039-1
CG20 0704 – 17 décembre 2020 – Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2021), RCG 20-039
CG20 0698 – 17 décembre 2020 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2021)
CG20 0345 – 30 juin 2020 – Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020), RCG 19-031-2
CG20 0281 – 28 mai 2020 – Règlement modifiant le règlement concernant la quote-part

tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2020), RCG 19-031-1
CG19 0628 – 19 décembre 2019 – Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2020), RCG 19-031
CG19 0612 – 19 décembre 2019 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2020)
CG18 0700 – 20 décembre 2018 – Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2019), RCG 18-038
CG18 0691 – 20 décembre 2018 – Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2019)
CG18 0032 – 25 janvier 2018 – Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2018)

DESCRIPTION

Aux fins du processus budgétaire, une facturation provisoire sera effectuée en janvier 2025, en fonction du taux de 0,3003 $ par mètre cube, appliqué à la consommation estimée de chaque municipalité liée. Notons que le volume réel de consommation des exercices antérieurs a servi de référence pour établir les prévisions de consommation en 2025. Les quotes-parts de chacune des villes liées feront l'objet d'un ajustement final, selon, d'une part, les coûts réellement encourus relativement aux activités d'approvisionnement, de traitement et de distribution de l'eau potable, par ailleurs précisés dans le rapport financier 2025, et d'autre part, selon le volume de consommation réelle des municipalités liées.
Le règlement prévoit également les modalités de facturation de cette quote-part.

Les quotes-parts estimées dans chacune des municipalités liées sont présentées dans le tableau suivant :

Villes liées	Quotes-parts estimées alimentation eau potable
Montréal	**92 249 810 $**
Municipalités reconstituées	
Baie-D'Urfé	576 231 $
Beaconsfield	1 396 205 $
Côte-Saint-Luc	1 758 473 $
Dollard-des Ormeaux	3 647 761 $
Dorval	2 045 738 $
Hampstead	556 171 $
Kirkland	1 178 041 $
L'Île-Dorval	25 119 $
Montréal-Est	1 627 768 $
Montréal-Ouest	237 836 $
Mont-Royal	1 738 195 $
Pointe-Claire	2 208 185 $
Sainte-Anne-de-Bellevue	323 943 $
Senneville	116 697 $
Westmount	1 192 865 $
Total – municipalités reconstituées	**18 629 229 $**
Agglomération de Montréal	**110 879 039 $**

JUSTIFICATION

Les dépenses d'agglomération sont financées par des quotes-parts exigées des municipalités liées, tel que le précise l'article 118.79 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, c. E-20.001). L'article 118.80 de cette loi prévoit aussi que ces dépenses sont réparties entre les municipalités liées en proportion de leur potentiel fiscal respectif, soit le critère de répartition par défaut. De plus, le même article permet au conseil d'agglomération d'adopter, par règlement, un autre mode de répartition des dépenses. Ainsi en est-il des dépenses de fonctionnement relatives aux activités de production et de distribution de l'eau potable, qui sont réparties entre les villes liées en fonction de leur consommation respective, conformément à l'entente du 4 mars 2016, conclue entre la Ville de Montréal et les villes reconstituées de l'agglomération. Enfin, l'article 118.81 de cette loi permet au conseil d'agglomération de prévoit, par règlement, les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les quotes-parts visées par le présent règlement procureront à l'agglomération des revenus de 110,9 M$.

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ce règlement sera en vigueur pour l'exercice financier de 2025.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra GAUTHIER-BLAKE
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514-872-4136
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-12

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

Tél : 438 951-7597
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 451-1839
Approuvé le : 2024-11-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243074013*
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
Projet : *Adopter le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2025)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1243074013

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Objet :	Adopter le Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier de 2025)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1243074013 - QP eau potable 2025.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
Tél : 514-589-7591

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division

Tél : 514-872-0128
Division : Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT CONCERNANT LA QUOTE-PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE (EXERCICE FINANCIER 2025)

Vu les articles 118.80 et 118.81 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

CHAPITRE I
DISPOSITION GÉNÉRALE

1. Dans le présent règlement, les mots suivants signifient :

« coûts relatifs à l'alimentation en eau potable » : les charges relatives à l'exercice des compétences d'agglomération qui sont imputées, conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale, aux activités *Approvisionnement et traitement de l'eau potable* et *Réseau de distribution de l'eau potable* de la fonction *Hygiène du milieu* au rapport financier annuel 2025 de la Ville de Montréal, auxquelles sont ajoutés des frais généraux d'administration équivalant à 14,55 % de ces charges;

« la Ville » : la Ville de Montréal;

« municipalité liée » : une municipalité visée à l'article 4 de la Loi;

« quote-part » : la quote-part pour l'alimentation en eau potable.

2. Le présent règlement s'applique à l'exercice financier 2025 de la Ville.

CHAPITRE II
MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DE LA QUOTE-PART POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

3. Aux fins du financement des coûts relatifs à l'alimentation en eau potable assurée par la Ville sur le territoire des municipalités liées, il sera perçu des municipalités liées, pour l'exercice financier 2025, une quote-part établie sur la base d'un taux provisoire de 0,3003 $/m^3 et de la consommation estimée attribuable au territoire de chacune des municipalités liées au cours de cet exercice.

Les quotes-parts établies conformément au premier alinéa sont présentées à l'annexe A.

4. La Ville fixe, par règlement du conseil d'agglomération, au terme de l'exercice financier 2025, le taux définitif de la quote-part en fonction des coûts relatifs à l'alimentation en eau potable qu'elle a assurée sur le territoire des municipalités liées au cours de cet exercice financier.

5. Un ajustement est effectué en fonction du taux définitif de cette quote-part et de la consommation réelle attribuable au territoire de chacune des municipalités liées au cours de l'exercice financier 2025. Cet ajustement équivaut à la différence entre la quote-part et la quote-part établie sur la base du taux provisoire conformément à l'article 3.

Un supplément de quote-part est perçu lorsque l'ajustement entraîne un solde à payer par la municipalité liée ou un remboursement de cette quote-part est effectué lorsque l'ajustement révèle un montant payé en trop par la municipalité.

6. Le supplément ou le remboursement de la quote-part porte intérêt au taux calculé sur les taux payés par la Ville pour ses emprunts temporaires et les taux reçus par elle pour ses placements temporaires au cours de la période comprise entre la date où le versement de la quote-part établie sur la base du taux provisoire est devenu exigible et la date parmi les suivantes qui survient la première :

1° la date de transmission du supplément de quote-part ou du remboursement de cette quote-part;

2° le 30 avril 2026.

CHAPITRE III
MODALITÉS DE PAIEMENT ET DATE D'EXIGIBILITÉ

7. La quote-part établie sur la base du taux provisoire conformément à l'article 3 est transmise aux municipalités liées au plus tard le 30 janvier 2025.

Cette quote-part est payable en deux versements égaux, le 3 mars 2025 et le 2 juin 2025.

8. Dans les 30 jours qui suivent l'adoption du règlement prévu à l'article 4, en conséquence de l'ajustement, une quote-part supplémentaire ou un remboursement, selon le cas, est transmis aux municipalités liées.

Le paiement de la quote-part supplémentaire doit se faire en un versement unique au plus tard le 30^{e} jour qui suit sa transmission.

9. Un intérêt de 1,2433 % par mois est appliqué sur toute quote-part due à la Ville, calculé de jour en jour à compter de la date à laquelle cette quote-part est devenue exigible.

ANNEXE A

XX-XXX/2

QUOTE-PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ETABLIE SUR LA BASE DU TAUX PROVISOIRE

GDD 1243074013

ANNEXE A
QUOTE-PART TARIFAIRE POUR L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE ETABLIE SUR LA BASE DU TAUX PROVISOIRE

Villes liées	Volume estimé (m^3)	Quote-part ($)
Montréal	**307 192 175**	**92 249 810,06**
Municipalités reconstituées		
Baie-D'Urfé	1 918 852	576 231,34
Beaconsfield	4 649 369	1 396 205,42
Côte-Saint-Luc	5 855 720	1 758 472,84
Dollard-Des Ormeaux	12 147 055	3 647 760,64
Dorval	6 812 314	2 045 737,89
Hampstead	1 852 052	556 171,22
Kirkland	3 922 880	1 178 040,86
L'Île-Dorval	83 648	25 119,49
Montréal-Est	5 420 474	1 627 768,34
Montréal-Ouest	791 994	237 835,80
Mont-Royal	5 788 194	1 738 194,75
Pointe-Claire	7 353 265	2 208 185,45
Sainte-Anne-de-Bellevue	1 078 732	323 943,28
Senneville	388 601	116 696,90
Westmount	3 972 243	1 192 864,51
Total – municipalités reconstituées	**62 035 394**	**18 629 228,74**
Agglomération de Montréal	**369 227 568**	**110 879 038,81**

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2024/12/19 16:00

(1)

Dossier # : 1243074016

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054)

Il est recommandé d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-19 10:25

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1243074016

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054)

CONTENU

CONTEXTE

L'article 69 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., chapitre E-20.001) stipule que le conseil d'agglomération établit, par règlement, tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.
Dans le cadre des oppositions manifestées par les municipalités reconstituées à l'égard du règlement sur le partage des dépenses mixtes (RCG 06-016), adopté le 27 janvier 2006, le mandataire du ministère des Affaires municipales et des Régions recommandait qu'un **taux** soit utilisé pour déterminer « la charge à l'agglomération des dépenses mixtes d'administration générale », à compter du 1er janvier 2007. Un nouveau règlement sur les dépenses mixtes a donc été adopté en décembre 2006 (RCG 06-054), lequel incluait une formule générale permettant de calculer ce taux. Cette nouvelle approche était par ailleurs conforme aux recommandations d'un groupe de travail sur le sujet, créé par la Commission du conseil d'agglomération sur les finances et l'administration. Le groupe de travail était composé de représentants des villes reconstituées ainsi que du Service des finances de la Ville de Montréal.

Cela étant dit, en raison des modifications ou autres réaménagements dans la structure organisationnelle municipale, et afin de préserver l'équilibre dans la répartition des dépenses par compétences (locale et agglomération), une mise à jour de l'article 1 du règlement sur les dépenses mixtes est requise. Cet article identifie précisément les budgets rattachés aux unités de soutien qui entrent dans le calcul du taux des dépenses mixtes d'administration générale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0766 - 21 décembre 2023 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-12)
CG22 0796 - 22 décembre 2022 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-11)
CG22 0074 - 27 janvier 2022 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-10)
CG20 0705 - 17 décembre 2020 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-9)
CG19 0629 - 19 décembre 2019 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-8)
CG18 0701 - 20 décembre 2018 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-7)
CG18 0033 - 25 janvier 2018 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-6)
CG16 0687 - 16 décembre 2016 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-5)
CG14 0564 - 12 décembre 2014 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-4)
CG12 0497 - 20 décembre 2012 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-3)
CG10 0487 - 21 décembre 2010 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-2)
CG08 0664 - 18 décembre 2008 – Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054-1)
CG06 0526 - 13 décembre 2006 – Adoption du nouveau Règlement sur le partage des dépenses mixtes qui prendra effet à compter du 1er janvier 2007 (RCG 06-054)

DESCRIPTION

Les modifications ou autres réaménagements au sein des services municipaux nécessitent d'actualiser les unités administratives spécifiées à l'article 1 du règlement sur les dépenses mixtes. Cet article identifie les unités de soutien de même que les exclusions qui leur sont associées, s'il en est, servant au calcul du **taux** des dépenses mixtes d'administration générale.

JUSTIFICATION

Pour l'exercice budgétaire de 2025, la structure organisationnelle de la Ville a été revue en cours d'année 2024. Notamment, les activités qui relevaient du Service de l'expérience citoyenne et des communications ont été transférées à la Direction générale, au Service des ressources humaines et des communications et au Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne. De plus, le Service de l'évaluation foncière est devenu la Direction de l'évaluation foncière au sein du Service des finances et de l'évaluation foncière.
Également, il y a eu certaines modifications internes dans les unités de soutien qui ont entraîné une répartition différente des dépenses entre les compétences.

Si aucune modification au règlement sur les dépenses mixtes n'était apportée, il découlerait un transfert fiscal entre les dépenses du conseil municipal et les dépenses du conseil d'agglomération dû à la réorganisation en 2024 et aux modifications internes. Il est donc justifié :

1. d'apporter des modifications nécessaires à l'article 1 du règlement sur les dépenses mixtes, de manière à bien identifier les budgets des unités de soutien qui sont à exclure dans le calcul du taux des dépenses mixtes d'administration générale;
2. d'effectuer un ajustement ponctuel au taux des dépenses mixtes d'administration générale applicable aux dépenses d'agglomération, tel que prévu à l'article 5 du règlement, de manière à neutraliser tout impact financier découlant des réaménagements organisationnels.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

ARTICLE 1- Actualisation des unités de soutien
Les modifications apportées à l'article 1 du règlement sur les dépenses mixtes concernent une actualisation de la dénomination des unités de soutien et des budgets qui leur sont associés, en fonction de l'évolution récente de la structure organisationnelle de la Ville.

La réorganisation en cours d'année 2024 apporte des ajustements significatifs, en 2025, aux unités de soutien du règlement dans leur libellé ainsi que dans les exclusions. De plus, à la Direction générale, à partir de 2025, le Bureau de la transition écologique et de la résilience ne fera plus partie des exclusions. Ce dernier effectue un soutien à l'ensemble des unités d'affaires de la Ville, mais également aux autres municipalités liées de l'agglomération.

ARTICLE 5 - Mise à jour du taux de répartition des dépenses d'agglomération

Les modifications internes et la réorganisation ont eu pour effet de générer un transfert budgétaire de **267 900 $** entre compétences, précisément de la compétence locale vers la compétence d'agglomération.

Le tableau ci-joint expose l'impact des transferts dans chacune des unités de soutien :

Budget 2025

Sommaire des transferts et autres réaménagements dans les unités de soutien aux fins de la neutralisation fiscale du calcul du taux des dépenses mixtes d'administration

En milliers de $

Unités de soutien	Impact net des transferts entre compétences		
	Agglo.	Local	Global
Direction générale	283,5 $	(283,5) $	- $
Service de l'approvisionnement	- $	- $	- $
Service du greffe	- $	- $	- $
Service du matériel roulant et ateliers	74,1 $	(74,1) $	- $
Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle	- $	- $	- $
Bureau de l'inspecteur général	- $	- $	- $
Service des finances et de l'évaluation foncière	- $	- $	- $
Vérificateur général	- $	- $	- $
Service des affaires juridiques	- $	- $	- $
Service des ressources humaines et des communications	(89,8) $	89,8 $	- $
Commission de la fonction publique	- $	- $	- $
Service de l'expérience citoyenne et Communications	- $	- $	- $
Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne	- $	- $	- $
Service des technologies de l'information	- $	- $	- $
TOTAL - UNITÉS DE SOUTIEN	**267,9 $**	**(267,9) $**	**- $**

Aux fins du calcul du **taux** des dépenses mixtes d'administration générale, il convient donc de neutraliser l'impact de ces transferts, occasionné par les diverses modifications et autres réaménagements. Pour y arriver, il faut réviser certains paramètres de l'exercice précédent, soit l'exercice de 2024. Ainsi, dans le calcul de la charge à l'agglomération des dépenses mixtes d'administration générale pour l'exercice de 2025, le taux révisé de 2024 s'établit à **10,02160 %** au lieu de **10,03307 %** originalement. Cet ajustement au taux est aussi suivi d'un ajustement aux dépenses d'agglomération de 2024, calculées conformément à l'article 5 du Règlement, qui s'établit à **2 003,8 M$** au lieu de **2 004,0 M$** originalement.

La révision du taux ainsi que celle des dépenses à l'agglomération sert uniquement aux fins de l'établissement du **taux** des dépenses d'administration pour l'exercice 2025 et ne s'applique en aucun cas aux résultats de l'exercice précédent. Pour conclure, le taux final de l'exercice de 2025 des dépenses mixtes d'administration

générale, une fois prise en compte la neutralisation fiscale, s'établit à **10,33163 %**.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements liés aux changements climatiques et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle en raison de la nature de la décision qui vise le dépôt de documents financiers prévu par le cadre législatif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Alexandra GAUTHIER-BLAKE
Conseillère en planification budgétaire

Tél : 514-872-4136
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-12

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

Tél : 438 951-7597
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur - Budget et planification financière et fiscale

Tél : 514 451-1839
Approuvé le : 2024-11-17

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243074016*
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière*
Projet : *Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1243074016

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1243074016 - Règlement modifiant règl dépenses mixtes 2025.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
Tél : 514-589-7591

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division

Tél : 514-872-0128
Division : Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES DÉPENSES MIXTES (RCG 06-054)

Vu l'article 69 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre 20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054) est remplacé par le suivant :

« **1.** Dans le présent règlement, les mots « unité de soutien » réfèrent aux unités administratives auxquelles sont rattachées les activités des unités que sont, le 1er janvier 2025 :

1° le Service de l'approvisionnement;

2° le Bureau du vérificateur général;

3° la Commission de la fonction publique de Montréal;

4° le Bureau de l'inspecteur général;

5° le Service des technologies de l'information sans :

a) les dépenses relatives à la dotation du personnel qui sont financées à même le budget d'agglomération, par une unité administrative autre qu'une unité de soutien;

b) les dépenses relatives aux contrats d'entretien et à l'acquisition d'équipements, qui relèvent spécifiquement des compétences d'agglomération;

c) les dépenses relatives aux contrats d'entretien et à l'acquisition d'équipements, qui relèvent spécifiquement des compétences locales;

d) les dépenses relatives au fonds de l'eau;

6° le Service des finances et de l'évaluation foncière sans :

a) la Direction des revenus;

b) la Direction de l'évaluation foncière;

c) les dépenses relatives aux élections municipales;

7° le Service des ressources humaines et des communications sans :

a) les dépenses relatives au programme d'assignation temporaire;

b) les dépenses relatives au programme d'accueil et d'intégration des nouveaux contremaîtres;

c) les dépenses relatives au programme Circuit bleu pour les cols bleus en formation;

8° le Service des affaires juridiques sans :

a) les dépenses considérées de compétence d'agglomération;

b) les honoraires juridiques sur dépenses contingentes;

9° le Service de la Direction générale sans :

a) la cotisation à l'Union des municipalités du Québec;

b) la cotisation à la Fédération canadienne des municipalités;

c) les dépenses relatives au projet de l'îlot Voyageur;

d) les dépenses protocolaires relatives à l'Ordre de Montréal;

10° le Service du greffe sans :

a) le Conseil jeunesse de Montréal;

b) le Conseil des Montréalaises;

c) le Conseil interculturel de Montréal;

d) le Conseil du Patrimoine;

e) la présidence du conseil;

f) le Chantier sur la démocratie;

g) les dépenses relatives aux élections municipales;

11° le Service de la planification stratégique et de la performance organisationnelle;

12° le Service du matériel roulant et des ateliers sans :

a) les dépenses considérées de compétence d'agglomération;

b) les dépenses considérées de compétence locale;

13° le Service de la concertation des arrondissements et de l'expérience citoyenne sans :

a) les dépenses relatives au Centre de service 311;

b) les dépenses relatives aux activités de la concertation des arrondissements;

14° le Service de la gestion et de la planification des immeubles pour les dépenses relatives aux unités de soutien;

15° le Service de la stratégie immobilière pour les dépenses relatives aux unités de soutien. »

2. L'article 5 de ce règlement est modifié :

1º par le remplacement, au premier alinéa, de « 10,30109 » par « 10,02160 » et du millésime « 2023 » par le millésime « 2024 »;

2º par le remplacement, au deuxième alinéa, partout où ils se trouvent, du millésime « 2023 » par le millésime « 2024 » et du millésime « 2024 » par le millésime « 2025 »;

3º par le remplacement, au troisième alinéa, du millésime « 2025 » par le millésime « 2026 »;

4º par le remplacement, au deuxième paragraphe du quatrième alinéa, du millésime « 2023 » par le millésime « 2024 » et de « 391 368 900 » par « 403 851 800 »;

5º par le remplacement, au troisième paragraphe du quatrième alinéa, du millésime « 2023 » par le millésime « 2024 » et de « 1 891 547 700 » par « 2 003 753 500 ».

3. Le présent règlement a effet aux fins de tout exercice financier à compter de celui de 2025.

GDD1243074016

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2024/12/19 16:00

(1)

Dossier # : 1243074021

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs de compétences d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération pour l'exercice 2025

Il est recommandé d'adopter le Règlement sur les tarifs de compétences d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération pour l'exercice 2025.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-19 18:02

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1243074021**

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs de compétences d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération pour l'exercice 2025

CONTENU

CONTEXTE

L'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) indique qu'une municipalité peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses biens, services ou activités, seront financés au moyen d'un mode de tarification. L'article 118.79 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, (RLRQ., chapitre E-20.001), permet d'utiliser ce mode de financement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0767 – 21 décembre 2023 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2024), RCG 23-028
CG22 0797 – 22 décembre 2022 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2023), RCG 22-037
CG22 0075 – 27 janvier 2022 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2022), RCG 22-003
CG20 0706 – 17 décembre 2020 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2021), RCG 20-040
CG19 0630 – 19 décembre 2019 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2020), RCG 19-032
CG18 0702 – 20 décembre 2018 – Règlement sur les tarifs (exercice financier 2019), RCG 18-039
CG18 0135 – 22 février 2018 – Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018), RCG 18-001-1

DESCRIPTION

De façon générale, les tarifs 2025 reliés aux biens, services et activités fournis par la Ville de Montréal, sont préparés et révisés en fonction des compétences : locale et d'agglomération. Le présent projet de règlement sur les tarifs de compétences d'agglomération pour l'exercice 2025 regroupe les tarifs de la Ville de Montréal visant les services offerts aux citoyens de l'agglomération.

JUSTIFICATION

À l'instar des années précédentes, les unités d'affaires ont procédé à la révision de leurs tarifs en tenant compte des coûts encourus par la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La mise à jour de la tarification 2025 par les différentes unités d'affaires a donné lieu dans certains cas à de nouveaux tarifs, à des modifications et à des abolitions de tarifs. L'analyse des tarifs a été effectuée afin de valider les principales modifications pour le budget 2025. Une grille d'analyse et un sommaire des faits saillants sont joints au présent dossier.

MONTRÉAL 2030

s/o

IMPACT(S) MAJEUR(S)

s/o

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s/o

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s/o

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité du dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2024-11-11

Carlos Arturo CASTANEDA RIVERA
agent(e) de recherche

Tél : 438 505-3171
Télécop. :

Dominique MARTHET
Cheffe de division - Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif

Tél : 514 463-3549
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 451-1839
Approuvé le : 2024-11-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-19

VILLE DE MONTRÉAL

Grille d'analyse de la tarification budgétaire

Faits saillants

Pour l'année 2025

Conseil d'agglomération

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL

Montréal

DESCRIPTIONS	TARIFS 2024	TARIFS 2025	ÉCARTS $	ÉCARTS %
CHAPITRE I ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS				
SECTION I PARCS NATURE				
2. Pour l'utilisation des stationnements, il sera perçu :				
3° permis annuel :		68,40 $		
a) ~~résident de l'agglomération de Montréal~~	~~67,00 $~~			
b) ~~non-résident de l'agglomération de Montréal~~	~~89,50 $~~			
4° permis saisonnier émis du 1er septembre au 31 décembre :	s.o.	27,20 $		
~~a) résident de l'agglomération de Montréal~~	~~26,60 $~~			
~~b) non-résident de l'agglomération de Montréal~~	~~36,80 $~~			
~~5° remplacement de vignette valide en cours d'année~~	~~10,60 $~~		~~-10,60 $~~	~~-100,00%~~
~~6° vignette supplémentaire pour un deuxième véhicule, à la même adresse :~~				
~~a) résident de l'agglomération de Montréal~~	~~47,60 $~~		~~-47,60 $~~	~~-100,00%~~
~~b) non-résident de l'agglomération de Montréal~~	~~68,50 $~~		~~-68,50 $~~	~~-100,00%~~
5. Pour la location d'un site extérieur pour des réceptions, pique-niques, stationnement inclus, il sera parçu, par jour, pour un maximum de 12 heures :				
1° résidents de l'agglomération de Montréal :				
d) groupe de plus de 200 personnes et d'un maximum de 300 personnes	2 581,00 $	2 800,00 $	219,00 $	8,49%
e) groupe de plus de 300 personnes	4 301,00 $	4 700,00 $	399,00 $	9,28%
2° non-résidents de l'agglomération de Montréal :				
a) groupe d'un maximum de 50 personnes	506,00 $	640,00 $	134,00 $	26,48%
b) groupe de plus de 50 personnes et d'un maximum de 100 personnes	953,00 $	1 230,00 $	277,00 $	29,07%
c) groupe de plus de 100 personnes et d'un maximum de 200 personnes	1 881,00 $	2 450,00 $	569,00 $	30,25%
d) groupe de plus de 200 personnes et d'un maximum de 300 personnes	2 743,00 $	3 870,00 $	1 127,00 $	41,09%
e) groupe de plus de 300 personnes	4 516,00 $	6 500,00 $	1 984,00 $	43,93%
6. Pour l'usage non exclusif des sites extérieurs lors d'une levée de fonds philanthropique~~,~~ il sera perçu :	286,00 $	300,00 $	14,00 $	4,90%

DESCRIPTIONS	TARIFS 2024	TARIFS 2025	ÉCARTS $	ÉCARTS %
7. Pour un emplacement de camping, dans un parc-nature, stationnement non-inclus, il sera perçu, par jour :				
1° au Centre de plein air du Cap-Saint-Jacques :				
a) durant la période d'opération de surveillance de la baignade :				
iii. pour les jours subséquentes (maximum de 4)		5,00 $		
b) hors la période d'opération de surveillance de la baignade :				
iii. pour les jours subséquentes (maximum de 4)		5,00 $		
8. Pour l'accès au Centre de plein air du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, il sera perçu :				
1° résident de l'agglomération de Montréal :				
c) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures		50,00 $		
~~c) membre du personnel d'animation additionnel~~				
~~i. minimum (3 heures)~~	~~135,90 $~~			
~~ii. chaque heure additionnelle~~	~~47,10 $~~			
2° non-résident de l'agglomération de Montréal :				
c) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures		50,00 $		
~~c) membre du personnel d'animation additionnel~~				
~~i. minimum (3 heures)~~	~~153,20 $~~			
~~ii. chaque heure additionnelle~~	~~53,00 $~~			
9. Pour l'accès au Centre de plein air du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, il sera perçu, lorsque plus de la moitié des participants ont 14 ans et moins :				
1° résident de l'agglomération de Montréal :				
c) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures		50,00 $		
~~c) membre du personnel d'animation additionnel~~				
~~i. minimum (3 heures)~~	~~118,20 $~~			
~~ii. chaque heure additionnelle~~	~~40,90 $~~			
2° non-résident de l'agglomération de Montréal :				
c) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures		50,00 $		
~~c) membre du personnel d'animation additionnel~~				
~~i. minimum (3 heures)~~	~~118,20 $~~			
~~ii. chaque heure additionnelle~~	~~40,90 $~~			
10. Pour la location d'espaces au Centre de plein air du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, il sera perçu :				
1° résident de l'agglomération de Montréal :				
b) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures		50,00 $		
~~b) membre du personnel d'animation additionnel~~				
~~i. minimum (3 heures)~~	~~129,70 $~~			
~~ii. chaque heure additionnelle~~	~~43,40 $~~			
2° non-résident de l'agglomération de Montréal :				
b) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures		50,00 $		
~~b) membre du personnel d'animation additionnel~~				
~~i. minimum (3 heures)~~	~~135,90 $~~			
~~ii. chaque heure additionnelle~~	~~47,10 $~~			

DESCRIPTIONS	TARIFS 2024	TARIFS 2025	ÉCARTS $	ÉCARTS %
11. Pour les activités suivantes, il sera perçu :				
1° dans le cadre d'activités organisées par le Service des grands-parcs, du Mont-Royal et des sports, avec location de matériel et d'embarcations nautiques :				
a) pour la première heure de location				
i. enfant de ~~15~~ 14 ans à 17 ans	5,00 $	9,00 $	4,00 $	80,00%
ii. personne âgée de 18 ans et plus	6,70 $	12,00 $	5,30 $	79,10%
iii. famille (composée d'un maximum de 2 adultes et 3 enfants de moins de 18 ans)	20,10 $	38,30 $	18,20 $	90,55%
b) pour chaque heure de location additionnelle				
i. enfant de ~~15~~ 14 ans à 17 ans	2,00 $	2,30 $	0,30 $	15,00%
ii. personne âgée de 18 ans et plus (accompagnée d'un maximum de 2 enfants de 14 ans et moins	2,70 $	3,00 $	0,30 $	11,11%
iii. famille (composée d'un maximum de 2 adultes et 3 enfants de moins de 18 ans)	2,70 $	9,60 $	6,90 $	255,56%
2° dans le cadre d'activités organisées par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, avec animation, de moins de 2 heures :				
a) terrestres telles que randonnées guidées				
iii. forfait famille de 5 personnes (2 adultes et 3 enfants de 17 ans et moins)		27,90 $		
b) nautiques telles que randonnées guidées en rabaska				
iii. forfait famille de 5 personnes (2 adultes et 3 enfants de 17 ans et moins)		36,00 $		
4° forfait fête d'enfants pour un groupe d'un maximum de 15 enfants âgés de 12 ans et moins, incluant 2 heures d'animation, 1 heure d'occupation de la salle et le stationn	246,60 $			

DESCRIPTIONS	TARIFS 2024	TARIFS 2025	ÉCARTS $	ÉCARTS %
SECTION III PARC JEANNE-MANCE				
17. Pour la pratique récréative d'un sport collectif tel que le soccer, la balle-molle, le baseball ou tout autre sport d'équipe, il sera perçu :				
1° permis saisonnier pour une équipe appartenant à une ligue comportant quatre équipes et plus :				
a) équipe de l'agglomération de Montréal	234,80 $			
b) équipe de l'extérieur de l'agglomération de Montréal	470,70 $			
c) équipe mineure d'un partenaire reconnu par une municipalité liée de l'agglomération de Montréal pour du sport mineur montréalais	0,00 $			
2° permis de location de terrain naturel ou à surface mixte par un organisme de régie relevant d'une association ou d'une fédération sportive, l'heure				
a) équipe de l'agglomération de Montréal	36,90 $			
b) équipe de l'extérieur de l'agglomération de Montréal	72,70 $			
c) institution scolaire privée de Montréal	36,90 $			
d) compétition de niveau provincial, national ou international	69,50 $			
3° permis de location de terrain naturel pour un organisme relevant d'une association ou d'une fédération	0,00 $			
4° permis pour les jeux de bocce et de pétanque et pour les pique-niques	0,00 $			
5° pour une activité organisée par un organisme de régie ou un organisme à but non lucratif reconnu par une municipalité liée de l'agglomération de Montréal	0,00 $			
Les tarifs prévus au présent article ne sont pas applicables à une institution scolaire ayant conclu avec la Ville de Montréal, une convention comportant des tarifs relatifs à l'utilisation de biens ou de services ou aux activités prévues au présent article.				
18. Pour la location d'un terrain de soccer synthétique, par un organisme autre qu'un organisme de régie reconnu ou une équipe autre qu'une équipe de sport mineur de				
1° terrain synthétique complet :				
a) équipe de l'agglomération de Montréal	117,00 $			
b) équipe de l'extérieur de l'agglomération de Montréal	233,80 $			
c) institution scolaire privée de Montréal	117,00 $			
d) compétition de niveau provincial, national ou international	234,80 $			
2° demi-terrain synthétique :				
a) équipe de l'agglomération de Montréal	88,60 $			
b) équipe de l'extérieur de l'agglomération de Montréal	175,90 $			
c) institution scolaire privée de Montréal	88,60 $			
d) compétition de niveau provincial, national ou international	173,80 $			
Les tarifs prévus au présent article ne sont pas applicables à une institution scolaire ayant conclu avec la Ville de Montréal, une convention comportant des tarifs				
19. Pour la location d'un terrain de tennis extérieur, il sera perçu, l'heure :				
1° résidents de l'agglomération de Montréal :				
a) enfant de 17 ans et moins	5,50 $			
b) personne âgée de 18 ans à 64 ans	11,30 $			
c) personne âgée de 65 ans et plus	6,80 $			
2° non-résident de l'agglomération de Montréal :	14,60 $			
Pour toute location effectuée en vertu de paragraphe 1° du présent article, si les joueurs sont de groupes d'âge différents, la tarification applicable est celle				

DESCRIPTIONS	TARIFS 2024	TARIFS 2025	ÉCARTS $	ÉCARTS %
SECTION IV ACCÈS AUX MUSÉES D'ESPACE POUR LA VIE				
SOUS-SECTION 3 PASSEPORT ESPACE POUR LA VIE				
19. Pour le Passeport Espace pour la vie permettant l'accès illimité à tous les musées de l'Espace pour la vie pour une durée de 1 an à compter de la date d'achat,				
2° passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans :	149,00 $	149,00 $	0,00 $	0,00%
4° passeport acheté par le détenteur d'un passeport espace pour la vie qui effectue cet achat du 45e jour précédant celui de la fin de la durée du passeport dont il est				
b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans	111,75 $	111,75 $	0,00 $	0,00%
5° passeport acheté du 16 février au 8 mars 2024 ou du 7 au 28 juin 2024 :				
b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans	111,75 $	111,75 $	0,00 $	0,00%
SOUS-SECTION 5 PRISE DE PHOTOS, TOURNAGES, AUTRES ACTIVITÉS ET TARIFS DE LA BIOSPHÈRE				
26. Pour les activités suivantes, il sera perçu :				
2° tournage commercial ou cinématographique :				
b) pour chaque journée de préparation ou remise en place, par jour :	1 205,00 $	1 500,00 $	295,00 $	24,48%
4° en sus du droit d'entrée, pour une séance de photographie amateur ou professionnelle à des fins personnelles telles qu'un mariage, une graduation ou une fête	s.o.	125,00 $		
SOUS-SECTION 6 RÉDUCTIONS ET GRATUITÉS RELATIVES À LA BIOSPHÈRE				
29. Aucun droit d'entrée n'est exigé à la Biosphère pour les personnes suivantes :				
13° visiteurs durant le festival Eureka ayant lieu du 30 mai au 1e juin 2025;				
14° élèves participant au programme « Ma nature » de la mesure « Une école montréalaise pour tous (UEMPT) » du ministère de l'Éducation du Québec				
SECTION V AUTRES ÉQUIPEMENTS				
31. Aux fins du chapitre III du Règlement relatif aux rejets dans les ouvrages d'assainissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal (RCG 08-041), pour le service				
1° volume d'eaux usées, par 1 000 m^3 :	62,80 $	71,90 $	9,10 $	14,49%
2° matières en suspension excédant 118 mg/L, par 1 000 kg :	248,90 $	325,20 $	76,30 $	30,65%
3° demande chimique en oxygène excédant 203 mg/L, par 1 000 kg :	48,50 $	75,50 $	27,00 $	55,67%
4° phosphore total (exprimé en P) excédant 1,6 mg/L, par 1 000 kg :	5 374,80 $	6 605,00 $	1 230,20 $	22,89%

DESCRIPTIONS	TARIFS 2024	TARIFS 2025	ÉCARTS $	ÉCARTS %
CHAPITRE III SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS DE LA VILLE				
SECTION IV RÉCEPTION D'ACTES NOTARIÉS				
61. Pour la réception, par les notaires de la Ville, d'un acte mentionné ci-après, il sera perçu :				
1° quittance et mainlevée :	300,00 $	300,00 $	0,00 $	0,00%
2° acte de modification, de correction ou d'annulation :	350,00 $	350,00 $	0,00 $	0,00%
3° servitude consentie par la Ville :	400,00 $	400,00 $	0,00 $	0,00%
4° acte d'aliénation, d'échange, de droit d'usage, de donation, de droit superficiaire, d'usufruit, d'emphytéose et garantie hypothécaire :	1 070,60 $	1 070,60 $	0,00 $	0,00%
5° consentement à opération cadastrale :	374,80 $	374,80 $	0,00 $	0,00%
CHAPITRE IV VENTE DE DOCUMENTS, DE PUBLICATIONS ET D'AUTRES ARTICLES				
SECTION I EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS, RAPPORTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES				
66. Pour la délivrance de la carte Accès Montréal aux résidents de l'agglomération de Montréal, il sera perçu, pour un ménage :				
1° première carte	9,00 $	10,00 $	1,00 $	11,11%
2° deuxième carte	8,00 $	9,00 $	1,00 $	12,50%
3° carte supplémentaire	7,00 $	8,00 $	1,00 $	14,29%
CHAPITRE V AUTRES TARIFS				
73. Pour une demande de révision du rôle d'évaluation foncière, il sera perçu :				
1° lorsque la valeur inscrite est inférieure ou égale à 500 000 $:	81,00 $	85,00 $	4,00 $	4,94%
2° lorsque la valeur inscrite est supérieure à 500 000 $ et inférieure ou égale à 2 000 000 $:	325,00 $	340,00 $	15,00 $	4,62%
3° lorsque la valeur inscrite est supérieure à 2 000 000 $ et inférieure ou égale à 5 000 000 $:	570,00 $	590,00 $	20,00 $	3,51%
4° lorsque la valeur inscrite est supérieure à 5 000 000 $:	1 140,00 $	1 180,00 $	40,00 $	3,51%

DESCRIPTIONS	TARIFS 2024	TARIFS 2025	ÉCARTS $	ÉCARTS %
CHAPITRE VI REMORQUAGE				
79. Pour l'émission d'un lot de 50 cartes de visites, relatives à un contrat d'exclusivité, il sera perçu de l'entreprise de remorquage :		25,00 $		
83. Pour le remorquage d'un véhicule routier non saisi en vertu d'une disposition du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2), à l'exception des remorquages visés				
1° véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins :	~~165,00 $~~		~~-165,00 $~~	~~-100,00%~~
a) sur la voie publique ou un terrain de stationnement à ciel ouvert:	s.o.	175,00 $		
b) sur un stationnement couvert ou sous-terrain:	s.o.	315,00 $		
2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins :				
a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes	218,00 $	228,00 $	10,00 $	4,59%
3° véhicule routier d'une masse nette de plus de 8 000 kg :				
a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes	310,00 $	320,00 $	10,00 $	3,23%

Règlements sur les tarifs 2025 - Conseil d'Agglomération
Faits saillants

De façon générale, les tarifs de 2025 ont été révisés et indexés de 2 %. Dans certains cas, l'indexation est supérieure à 2 %, car les tarifs ont été augmentés d'un montant fixe ou arrondis au dollar près. Nous présentons ci-dessous les justifications des principales hausses supérieures à 2 % ainsi que les nouvelles tarifications.

GRANDS PARCS, MONT-ROYAL ET SPORTS

PARCS NATURE

- Pour l'utilisation des stationnements, les permis ont été unifiés pour les résidents et les non-résidents. Les tarifs sont de 68,40 $ pour le permis annuel et de 27,20 $ pour le permis saisonnier. Pour des raisons technologiques, le nouveau système d'acquisition des vignettes ne permet pas de contrôler l'exactitude des codes postaux fournis par les usagers.
  Conseil d'agglo : article 2

- Abolition des tarifs liés au remplacement d'une vignette valide en cours d'année et l'obtention d'une vignette supplémentaire pour un deuxième véhicule. Pour des raisons technologiques, le nouveau système d'acquisition en ligne a retiré l'usage de vignettes autocollantes et ne comptabilise pas le nombre de permis par usager.
  Conseil d'agglo : article 2.

- Une mise à jour des tarifs a été proposée pour la location d'un site extérieur pour des réceptions, pique-niques, stationnement inclus, pour un maximum de 12 heures.
  - Pour les résidents de l'agglomération, l'augmentation est de :
    - 219 $ pour un groupe de plus de 200 à 300 personnes. Le tarif est passé de 2 581 $ en 2024 à 2 800 $ en 2025.
    - 399 $ pour groupe de plus de 300 personnes. Le tarif est passé de 4 301 $ à 4 700 $.

    Cette hausse est due aux coûts liés au nombre élevé de personnes.

  - Pour les non-résidents de l'agglomération, l'augmentation varie entre 134 $ et 1 984 $ selon le nombre de personnes. Ces tarifs se situaient entre 506 $ et 4 516 $ en 2024 et se situeront entre 640 $ et 6 500 $ en 2025. Cette hausse vise à établir le pourcentage de différence de prix par rapport aux résidents.

  Conseil d'agglo : article 5.

- Augmentation de la tarification liée à l'usage des sites extérieurs lors d'une levée de fonds philanthropique. Le tarif est passé de 286 $ en 2024 à 300 $ en 2025, soit une augmentation de 14 $, et ce, afin d'encourager ces évènements.
  Conseil d'agglo : article 6.

- Une nouvelle tarification de 5 $ est proposée pour un emplacement de camping au Centre de plein air du Cap-Saint-Jacques, pendant et hors période d'opération de surveillance, pour les jours subséquents (maximum 4).
  Conseil d'agglo : article 7.

- Dorénavant, un tarif horaire de 50 $ pour un minimum de 3h est offert pour un animateur additionnel dans un espace loué au Centre de plein air du parc Nature du Cap-Saint-Jacques. Ce tarif remplace une grille de deux tarifs, un pour un minimum de trois heures et l'autre pour chaque heure additionnelle.
  Conseil d'agglo : articles 8, 9 et 10

- Augmentation de tarifs pour les activités organisées par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports avec location d'embarcations nautiques. Ce type d'activité génère plus de coûts et les tarifs ont été adaptés en conséquence du service. Les tarifs se situaient entre 2 $ et 20,10 $ en 2024 et se situeront entre 2,30 $ et 38,30 $ en 2025, soit une variation de 0,30 $ à 18,20 $.
  Conseil d'agglo : Article 11, point 1.

- Deux nouvelles tarifications sont proposées pour les activités terrestres et nautiques avec animation pour une famille de 5 personnes, telles que les randonnées guidées pour 27,90 $ et les randonnées guidées en rabaska pour 36 $.
  Conseil d'agglo : article 11, point 2a et 2b.

- Nouvelle tarification de 246,60 $ est offerte pour un forfait fête d'enfants pour un groupe d'un maximum de 15 enfants de 12 ans et moins, incluant 2 heures d'animation et 1 heure d'occupation de la salle et le stationnement, ailleurs qu'au Centre de plein air du parc-nature du Cap-Saint-Jacques.
  Conseil d'agglo : article 11 point 4.

PARC JEANNE-MANCE

- Abolition des tarifs pour le parc Jeanne-Mance. La tarification des activités est désormais déléguée à l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. La délégation du conseil d'agglo au conseil municipal sera complétée pour le 31 décembre 2024. La subdélégation sera faite au début de l'année 2025 par un règlement modificateur du règlement 07-053.
  Conseil d'agglo : articles 17,18 et 19.

ESPACE POUR LA VIE

- Le passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans, ne sera pas augmenté en 2025. La clientèle d'Espace pour la vie est composée majoritairement de familles. C'est pour cette raison et dans le but d'être plus inclusif, tout en gardant ses musées abordables, qu'Espace pour la vie a décidé de maintenir son prix.
  Conseil d'agglo : article 19

- Augmentation du tarif pour chaque journée de préparation ou de remise en place pour le tournage commercial ou cinématographique à la Biosphère. Les coûts de l'activité ont été revus et mis à jour, la hausse est due au besoin de ressources supplémentaires et, dans certains cas, à l'implication de plusieurs unités d'affaires. Le tarif est passé de 1 205 $ en 2024 à 1 500 $ en 2025, soit une variation de 295 $.
  Conseil d'agglo : article 26

- Une nouvelle tarification est offerte pour une séance de photographie amateur ou professionnelle à des fins personnelles telles qu'un mariage, une graduation ou une fête familiale, pour un maximum de 10 personnes. En plus du droit d'entrée, un tarif de 125 $ par évènement.
  Conseil d'agglo : article 26

- Aucun droit d'entrée n'est exigé à la Biosphère :

  - Durant le festival d'Eureka qui aura lieu du 30 mai au 1er juin 2025;
  - Pour les élèves participant au programme `Ma nature`, un projet en collaboration avec l'UEMPT (une école montréalaise pour tous).

  Conseil d'agglo : article 29

AUTRES TARIFS

EAUX USÉES

- Augmentation des tarifs pour le service d'interception et de traitement des eaux usées industrielles rejetées dans les ouvrages d'assainissements. Les tarifs ont été révisés à partir des données financières 2022 (dépenses réelles et dettes) et la hausse qui en découle a été répartie progressivement sur les 3 années (2024 à 2026). Les tarifs se situaient entre 48,50 $ et 5 374,80 $ en 2024 et se situeront entre 71,90 $ et 6 605 $ en 2025, soit une variation de 9,10 $ à 1 230,20 $.
  Conseil d'agglo : Article 31.

AFFAIRES JURIDIQUES

- Les tarifs de 2024 sont maintenus. Ils ont été révisés et augmentés substantiellement afin de se rapprocher le plus possible du coût du marché.
  Conseil d'agglo : Article 61

CONCERTATION DES ARRONDISSEMENTS ET EXPÉRIENCE CITOYENNE

- Une augmentation de 1 $ est proposée sur les tarifs pour la délivrance de la carte Accès Montréal. Les tarifs se situaient entre 7 $ et 9 $ en 2024, ils se situeront entre 8 $ et 10 $ en 2025. La dernière augmentation remonte à 2021.
  Conseil d'agglo : Article 66

ÉVALUATION FONCIÈRE

- Une mise à jour a été proposée pour les tarifs liés à une demande de révision du rôle de l'évaluation foncière et l'augmentation varie entre 4 $ et 40 $ selon la valeur inscrite. Les tarifs se situaient entre 81 $ et 1 140 $ en 2024 et se situeront entre 85 $ et 1 180 $ en 2025. Cette hausse vise à refléter le coût du service rendu et à s'arrimer aux prix courants.
  Conseil d'agglo : article 73

REMORQUAGE

- Une nouvelle tarification de 25 $ est proposée pour l'émission d'un lot de 50 cartes de visite, relatives à un contrat d'exclusivité.
  Conseil d'agglo : article 79

- Deux nouvelles tarifications pour le remorquage d'un véhicule routier d'une masse nette de 3000 kg ou moins, non saisi en vertu d'une disposition du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2).
  - 175 $ pour le remorquage sur la voie publique ou un terrain de stationnement à ciel ouvert
  - 315 $ pour le remorquage plus récupération sur un stationnement couvert ou sous-terrain

  Conseil d'agglo : article 83 Point 1

- Augmentation des tarifs pour le remorquage d'un véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg, mais de 8 000 kg ou moins et véhicule routier d'une masse nette de plus de 8 000 kg, selon les prix fixés par le gouvernement.
  Les tarifs se situaient entre 218 $ et 310 $ en 2024 et se situeront entre 228 $ et 320 $ en 2025, soit une variation de 10 $.
  Conseil d'agglo : article 83 point 2a et 3a

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1243074021

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Objet :	Adopter le Règlement sur les tarifs de compétences d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération pour l'exercice 2025

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV_HP - 1243074021 - Règlement sur les tarifs 2025 (Agglo) - 20241113.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 5148720128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2025)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

Vu l'article 118.79 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

1. Tous les tarifs fixés au présent règlement comprennent lorsqu'exigibles, la taxe sur les produits et services (TPS) et la taxe de vente du Québec (TVQ) à moins d'indication contraire à cet effet.

CHAPITRE I
ACCÈS AUX ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS

SECTION I
PARCS NATURE

2. Pour l'utilisation des stationnements, il sera perçu :

1°	par jour :	10,70 $
2°	pour 2 heures et moins à l'exception du stationnement de la plage du parc-nature du Cap-Saint-Jacques durant la période d'opération de surveillance de la baignade :	8,40 $
3°	permis annuel :	68,40 $
4°	permis saisonnier émis du 1er septembre au 31 décembre :	27,20 $
5°	réunion organisée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ou activité officielle ou protocolaire d'une municipalité liée de l'agglomération de Montréal :	0,00 $

Les tarifs prévus au paragraphe 3° du présent article ne sont pas applicables aux employés du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports ainsi qu'à ceux des organismes partenaires de ce service, qui disposent d'un permis annuel de stationnement.

3. Pour les droits d'entrée à la plage du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, il sera perçu :

1° droit d'entrée journalier, en saison :

a) enfant de 6 ans à 17 ans et adulte de 60 ans et plus	
i. avant 17 h	4,50 $
ii. à compter de 17 h	2,50 $
b) adulte de 18 ans à 59 ans	
i. avant 17 h	6,25 $
ii. à compter de 17 h	3,25 $
c) famille de 5 personnes (2 adultes et 3 enfants de 6 à 17 ans)	
i. avant 17 h	19,75 $
ii. à compter de 17 h	9,75 $
d) pour un groupe de 25 personnes et plus (excluant le stationnement de l'autobus), par personne	
i. adulte de 18 ans et plus	4,75 $
ii. enfant de 6 à 17 ans	3,25 $
e) pour une personne accompagnant une ou plusieurs personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas se baigner seules	0,00 $
f) forfait plage, location du site extérieur de la Maison de la Pointe pour maximum 50 personnes, stationnement inclus	
i. résident de l'agglomération de Montréal	635,00 $
ii. non-résident de l'agglomération de Montréal	690,00 $
g) forfait plage, location de la Maison de la Pointe et du site extérieur pour une réception, maximum de 12 heures, maximum 40 personnes, stationnement inclus	
i. résident de l'agglomération de Montréal	910,00 $
ii. non-résident de l'agglomération de Montréal	1 045,00 $

2° laissez-passer saisonnier :

a) enfant de 6 ans à 17 ans et adulte de 60 ans et plus	22,00 $
b) adulte de 18 ans à 59 ans	32,40 $
c) famille de 5 personnes (2 adultes et 3 enfants de 6 à 17 ans)	80,90 $

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à un accompagnateur d'un groupe d'enfants lorsque les ratios suivants sont respectés :

1° enfants de 5 ans et moins : 1 accompagnateur pour 3 enfants;

2° enfants de 6 à 14 ans : 1 accompagnateur pour 7 enfants;

3° enfants de 15 à 17 ans : 1 accompagnateur pour 10 enfants.

Un rabais de 10 % est accordé aux détenteurs de la carte Accès Montréal à l'achat d'un laissez-passer individuel saisonnier; ce rabais ne s'applique pas au laissez-passer familial.

4. Pour la location de salles, stationnement inclus, il sera perçu :

1° réunion d'une durée maximale de 4 heures :

a) résident de l'agglomération de Montréal

i. petite salle (maximum 15 personnes)	176,00 $
ii. moyenne salle (maximum 40 personnes)	253,00 $
iii. grande salle (maximum 60 personnes)	396,00 $
iv. très grande salle (maximum 100 personnes)	468,00 $
v. heure supplémentaire, toute salle	111,00 $

b) non-résident de l'agglomération de Montréal

i. petite salle (maximum 15 personnes)	216,00 $
ii. moyenne salle (maximum 40 personnes)	293,00 $
iii. grande salle (maximum 60 personnes)	476,00 $
iv. très grande salle (maximum 100 personnes)	549,00 $
v. heure supplémentaire, toute salle	111,00 $

2° réunion d'une durée maximale de 8 heures :

a) résident de l'agglomération de Montréal

i. petite salle (maximum 15 personnes)	351,00 $
ii. moyenne salle (maximum 40 personnes)	505,00 $
iii. grande salle (maximum 60 personnes)	790,00 $
iv. très grande salle (maximum 100 personnes)	934,00 $
v. heure supplémentaire, toute salle	111,00 $

b) non-résident de l'agglomération de Montréal

i. petite salle (maximum 15 personnes)	429,00 $
ii. moyenne salle (maximum 40 personnes)	583,00 $
iii. grande salle (maximum 60 personnes)	948,00 $
iv. très grande salle (maximum 100 personnes)	1 098,00 $
v. heure supplémentaire, toute salle	111,00 $

3° réception, d'une durée maximale de 12 heures :

a) résident de l'agglomération de Montréal	
i. petite salle (maximum 15 personnes)	533,00 $
ii. moyenne salle (maximum 40 personnes)	769,00 $
iii. grande salle (maximum 60 personnes)	1 042,00 $
iv. très grande salle (maximum 100 personnes)	1 163,00 $
v. heure supplémentaire, toute salle	111,00 $
b) non-résident de l'agglomération de Montréal	
i. petite salle (maximum 15 personnes)	623,00 $
ii. moyenne salle (maximum 40 personnes)	905,00 $
iii. grande salle (maximum 60 personnes)	1 223,00 $
iv. très grande salle (maximum 100 personnes)	1 371,00 $
v. heure supplémentaire, toute salle	111,00 $

Seuls les tarifs de réception sont applicables pour la location de la Maison de la Pointe durant la période d'opération de surveillance de la baignade.

Pour un organisme public ou parapublic ainsi que pour une personne morale à but non lucratif dûment constituée, les tarifs prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa du présent article sont réduits de 25 %.

Pour une activité officielle ou protocolaire de la Ville, les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas.

Le samedi, le dimanche et les jours fériés, les tarifs prévus au paragraphe 1° et 2° du premier alinéa sont remplacés par les tarifs prévus au paragraphe 3° du premier alinéa.

Les tarifs prévus aux paragraphes 1° et 2° du premier alinéa du présent article ne s'appliquent pas aux organismes ayant conclu une convention de partenariat avec les parcs-nature lorsque cette convention prévoit que cet organisme fournira à ces parcs des services d'une valeur équivalente à ces tarifs.

5. Pour la location d'un site extérieur pour des réceptions, pique-niques, stationnement inclus, il sera perçu, par jour, pour un maximum de 12 heures :

1° résidents de l'agglomération de Montréal :

a) groupe d'un maximum 50 personnes	465,00 $
b) groupe de plus de 50 personnes et d'un maximum de 100 personnes	890,00 $
c) groupe de plus de 100 personnes et d'un maximum de 200 personnes	1 770,00 $

d) groupe de plus de 200 personnes et d'un maximum 300 personnes — 2 800,00 $

e) groupe plus de 300 personnes — 4 700,00 $

2° non-résidents de l'agglomération de Montréal :

a) groupe d'un maximum 50 personnes — 640,00 $

b) groupe de plus de 50 personnes et d'un maximum 100 personnes — 1 230,00 $

c) groupe de plus de 100 personnes et d'un maximum 200 personnes — 2 450,00 $

d) groupe de plus de 200 personnes et d'un maximum 300 personnes — 3 870,00 $

e) groupe plus de 300 personnes — 6 500,00 $

Les tarifs prévus au présent article sont réduits de 75 % pour les écoles.

Pour un organisme public, parapublic ainsi que pour une personne morale à but non lucratif dûment constituée, les tarifs prévus au présent article sont réduits de 25 %.

Pour une activité officielle ou protocolaire de la Ville, les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas.

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas aux organismes ayant conclu une convention de partenariat avec les parcs-nature lorsque cette convention prévoit que cet organisme fournira à ces parcs des services d'une valeur équivalente à ces tarifs.

6. Pour l'usage non exclusif des sites extérieurs lors d'une levée de fonds organisée au bénéfice d'un organisme sans but lucratif, il sera perçu, pour une journée : 300,00 $

7. Pour un emplacement de camping, dans un parc-nature, stationnement non inclus, il sera perçu, par nuit :

1° au Centre de plein air du Cap-Saint-Jacques :

a) durant la période d'opération de surveillance de la baignade
   i. emplacement pour 1 à 2 adultes de 18 ans et plus — 36,60 $
   ii. emplacement pour un maximum de 4 adultes et 2 enfants de moins de 18 ans — 62,70 $
   iii. par nuit additionnelle, pour un maximum de 3 nuits additionnelles — 5,00 $

RCG XX-XXX/5

b) hors la période d'opération de surveillance de la baignade

i. emplacement pour 1 à 2 adultes de 18 ans et plus — 24,10 $

ii. emplacement pour un maximum de 4 adultes et 2 enfants de moins de 18 ans — 43,00 $

iii. par nuit additionnelle, pour un maximum de 3 nuits additionnelles — 5,00 $

c) pour les séjours de groupe, les tarifs prévus aux articles 8 et 9 s'appliquent par personne;

2° ailleurs qu'au Centre de plein air du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, dans le cadre d'une activité organisée par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports :

a) emplacement pour 1 à 2 adultes de 18 ans et plus — 10,20 $

b) emplacement pour un maximum de 4 adultes et 2 enfants de moins de 18 ans — 15,30 $

8. Pour l'accès au Centre de plein air du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, il sera perçu :

1° résident de l'agglomération de Montréal :

a) programme éducatif de groupe, par jour (maximum 5 heures d'animation par un animateur), par personne

i. enfant de 15 à 17 ans — 10,20 $

ii. adulte de 18 ans et plus — 13,60 $

b) séjour de groupe (maximum 24 heures comprenant 5 heures d'animation par un animateur et une nuitée), par personne — 24,40 $

c) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures — 50,00 $

2° non-résident de l'agglomération de Montréal :

a) programme éducatif de groupe, par jour (maximum 5 heures d'animation), par personne

i. enfant de 15 à 17 ans — 11,60 $

ii. adulte de 18 ans et plus — 15,30 $

b) séjour (maximum 24 heures comprenant 5 heures d'animation par un animateur et une nuitée), par personne 27,30 $

c) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures 50,00 $

3° forfait fête d'enfants pour un groupe d'un maximum de 15 enfants âgés de 12 ans et moins, incluant 2 heures d'animation, 1 heure d'occupation de la salle et le stationnement : 246,60 $

9. Pour l'accès au Centre de plein air du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, il sera perçu, lorsque plus de la moitié des participants ont 14 ans et moins :

1° résident de l'agglomération de Montréal :

a) programme éducatif de groupe, par jour (maximum 5 heures d'animation par un animateur), par personne 8,90 $

b) séjour de groupe (maximum 24 heures comprenant 5 heures d'animation et une nuitée), par personne 21,20 $

c) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures 50,00 $

2° non-résident de l'agglomération de Montréal :

a) programme éducatif de groupe, par jour (maximum 5 heures d'animation), par personne 10,00 $

b) séjour de groupe (maximum 24 heures comprenant 5 heures d'animation et une nuitée), par personne 23,70 $

c) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures 50,00 $

10. Pour la location d'espaces au Centre de plein air du parc-nature du Cap-Saint-Jacques, il sera perçu :

1° résident de l'agglomération de Montréal :

a) forfait location de salle et coucher, stationnement inclus
   i. demi-bâtiment et maximum de 36 personnes 1 150,10 $
   ii. l'exclusivité du bâtiment et maximum de 72 personnes 2 081,10 $

b) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures 50,00 $

2° non-résident de l'agglomération de Montréal :

a) forfait location de salle et coucher, stationnement inclus
   i. demi-bâtiment et maximum de 36 personnes 1 423,90 $
   ii. l'exclusivité du bâtiment et maximum de 72 personnes 2 409,60 $

b) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures 50,00 $

11. Pour les activités suivantes, il sera perçu :

1° dans le cadre d'activités organisées par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, avec location d'embarcations nautiques :

a) pour la première heure de location
   i. enfant de 14 à 17 ans 9,00 $
   ii. adulte de 18 ans et plus pouvant être accompagné d'un maximum de 2 enfants de moins de 14 ans 12,00 $
   iii. famille (composée d'un maximum de 2 adultes et 3 enfants de moins de 18 ans) 38,30 $

b) pour chaque heure de location additionnelle
   i. enfant de 14 à 17 ans 2,30 $
   ii. adulte de 18 ans et plus pouvant être accompagné d'un maximum de 2 enfants de moins de 14 ans 3,00 $
   iii. famille (composée d'un maximum de 2 adultes et 3 enfants de moins de 18 ans) 9,60 $

2° dans le cadre d'activités organisées par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, avec animation, d'une durée de moins de 2 heures :

a) terrestres telles que randonnées guidées
   i. enfant de 6 à 17 ans 6,60 $
   ii. adulte de 18 ans et plus 8,70 $
   iii. famille (composée d'un maximum de 2 adultes et 3 enfants de 6 à 17 ans) 27,90

b) nautiques telles que randonnées guidées en rabaska
   i. enfant de 6 à 17 ans 8,70 $
   ii. adulte de 18 ans et plus 10,90 $
   iii. famille (composée d'un maximum de 2 adultes et 3 enfants de 6 à 17 ans) 36,00 $

3° dans le cadre d'activités organisées par le Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports, avec animation, d'une durée de 2 à 5 heures :

a) terrestres telles que randonnées guidées
   i. enfant de 6 à 17 ans 13,00 $
   ii. adulte de 18 ans et plus 17,30 $

b) nautiques telles que randonnées guidées en rabaska
   i. enfant de 6 à 17 ans 17,30 $
   ii. adulte de 18 ans et plus 21,60 $

4° forfait fête d'enfants, ailleurs qu'au Centre de plein air du parc nature du Cap-Saint-Jacques :

a) groupe d'un maximum de 15 enfants âgés de 12 ans et moins, incluant 2 heures d'animation par un animateur, 1 heure d'occupation de la salle et le stationnement 246,60 $

b) un animateur supplémentaire, par heure, pour un minimum de 3 heures 50,00 $

12. Pour la prise de photos commerciales avec un équipement portatif et une équipe de 10 personnes ou moins, il sera perçu, par bloc de 5 heures, stationnement inclus : 440,50 $

13. Pour la location d'un site à des fins de tournage, il sera perçu :

1° pour un tournage amateur ou par un organisme sans but lucratif, entre 7 h et 17 h : 64,70 $

2° pour un court-métrage ou un documentaire tourné quel que soit le média de diffusion, par jour, par bloc de 8 heures : 440,50 $

3° pour une production dont le budget est de 8 millions de dollars et plus, par jour :

a) pour le tournage
   i. pour un bloc de 16 heures 2 191,30 $
   ii. par heure additionnelle 137,00 $
   iii. sur un deuxième site dans la même journée 762,60 $

b) pour la préparation ou la remise en place du site 1 095,70 $

c) pour réserver un site extérieur sans préparation ni tournage 730,40 $

4° pour une production dont le budget est de moins de 8 millions de dollars, par jour :

a) pour le tournage	
i. pour un bloc de 16 heures	1 589,80 $
ii. par heure additionnelle	118,40 $
iii. sur un deuxième site dans la même journée	633,60 $
b) pour la préparation ou la remise en place du site	912,70 $
c) pour réserver un site extérieur sans préparation ni tournage	644,30 $

5° pour une production de série dont le budget est de moins de 300 000 $ par épisode et avec une équipe composée de 10 à 25 personnes, par jour :

a) pour le tournage	
i. pour un bloc de 16 heures	880,90 $
ii. par heure additionnelle	75,60 $
iii. sur un deuxième site dans la même journée	354,50 $
b) pour la préparation ou la remise en place du site	505,70 $
c) pour réserver un site extérieur sans préparation ni tournage	354,50 $

Le tarif de location prévu au présent article inclut 50 places de stationnement, lorsque de telles places existent.

Lorsqu'une production dure trois semaines ou plus et se réalise dans un même parc, une réduction de 15 % s'applique sur les tarifs prévus au sous-paragraphe a) du paragraphe 3° et au sous-paragraphe a) du paragraphe 4°.

14. Pour réserver une salle ou un bâtiment d'appui à un tournage, les tarifs de réception prévus au paragraphe 3° de l'article 4 s'appliquent par bloc de 16 heures au lieu de 12 heures.

SECTION II
PARC DU MONT-ROYAL

15. Pour la location des espaces suivants du chalet du parc du Mont-Royal, pour une durée maximale de 24 h, il sera perçu :

1° pour la location du chalet, comprenant l'utilisation de la grande salle en exclusivité à compter de 16 h, la mise en disponibilité de l'espace dédié aux services alimentaires à compter de 16 h pour permettre l'installation d'un traiteur,

l'utilisation du balcon ouest et du balcon sud (délimités par des bollards par le locataire), du vestiaire (sans mobilier, ni cintre, ni service), la salle polyvalente incluant l'espace cuisinette au sous-sol, les toilettes du sous-sol en exclusivité à compter de 20 h, l'utilisation de 5 espaces de stationnement pour des véhicules près du chalet et le personnel d'entretien :

a) lorsque la location est faite aux fins d'un événement présentant un rayonnement provincial, national ou international pour l'agglomération de Montréal

i.	premier bloc, minimum de 12 heures	8 310,00 $
ii.	bloc additionnel de 3 heures	1 534,10 $
iii.	chaque heure supplémentaire	1 116,90 $

iv. tous les services, en sus des tarifs prévus aux sous-sous-paragraphes i) à iii), sont tarifés selon les tarifs prévus au chapitre VIII;

b) lorsque la location est faite aux fins d'un événement, réalisé par un organisme sans but lucratif dûment constitué, enregistré comme organisme de charité à l'agence de revenu Canada et dont la place d'affaires est située dans l'agglomération de Montréal, les tarifs prévus au sous-paragraphe a) du paragraphe 1° sont réduits de 25 %;

c) lorsque la location est faite aux fins d'un événement ou d'une activité réalisée dans le cadre du mandat et de la programmation annuelle des Amis de la Montagne, les tarifs prévus au sous-paragraphe a) du paragraphe 1° ne s'appliquent pas à l'exception du sous-sous-paragraphe iv);

2° pour la salle polyvalente incluant l'espace cuisinette, sans mobilier :

a) lorsque la location est faite aux fins d'un événement présentant un rayonnement provincial, national ou international pour l'agglomération de Montréal, pour un bloc de 3 heures 300,90 $

tous les services, en sus du tarif prévu au présent sous-paragraphe, sont tarifés selon les tarifs prévus au chapitre VIII;

b) lorsque la location est faite aux fins d'un événement réalisé par un organisme sans but lucratif dûment constitué, enregistré comme organisme de charité à l'agence de revenu Canada et dont la place d'affaires est située dans l'agglomération de Montréal, les tarifs prévus au sous-paragraphe a) du paragraphe 2° sont réduits de 25 %;

c) lorsque la location est faite aux fins d'un événement ou d'une activité réalisée dans le cadre du mandat et de la programmation annuelle des Amis de la Montagne, les tarifs prévus au sous-paragraphe a) du paragraphe 2° ne s'appliquent pas à l'exception de ceux prévus au deuxième alinéa de ce sous-paragraphe;

3° le vestiaire, sans mobilier, ni cintre, ni service :

a) lorsque la location est faite aux fins d'un événement présentant un rayonnement provincial, national ou international pour l'agglomération de Montréal, pour un bloc de 3 heures 300,90 $

tous les services, en sus du tarif prévu au présent sous-paragraphe, sont tarifés selon les tarifs prévus au chapitre VIII;

b) lorsque la location est faite aux fins d'un événement, réalisé par un organisme sans but lucratif dûment constitué, enregistré comme organisme de charité à l'agence de revenu Canada et dont la place d'affaires est située dans l'agglomération de Montréal, les tarifs prévus au sous-paragraphe a) du paragraphe 3° sont réduits de 25 %;

c) lorsque la location est faite aux fins d'un événement ou d'une activité réalisée dans le cadre du mandat et de la programmation annuelle des Amis de la Montagne, les tarifs prévus au sous-paragraphe a) du paragraphe 3° ne s'appliquent pas à l'exception de ceux prévus au deuxième alinéa de ce sous-paragraphe.

16. Pour la location d'une salle d'appui à une production cinématographique, d'une production télévisuelle, d'une publicité ou d'une séance de photographies, il sera perçu :

1° la salle polyvalente incluant l'espace cuisinette, pour chaque bloc de 3 heures : 300,90 $

2° le vestiaire, pour chaque bloc de 3 heures : 300,90 $

3° la moitié de la grande salle, pour un groupe de plus de 25 personnes comme salle d'appoint pour les repas, pour une période d'au plus 8 heures : 590,60 $

4° tous les services, en sus des tarifs prévus au présent article sont tarifés selon les tarifs prévus au chapitre VIII.

SECTION III
ACCÈS AUX MUSÉES D'ESPACE POUR LA VIE

SOUS-SECTION 1
INTERPRÉTATION

17. Pour l'application de la présente section :

1° les musées d'Espace pour la vie sont :

a) le Biodôme, l'Insectarium, le Jardin botanique, le Planétarium;

b) la Biosphère, qui est un équipement d'intérêt collectif relevant de la compétence de l'agglomération de Montréal;

2° organisme touristique : organisme touristique amenant plus de 90 visiteurs par année dans l'un ou l'autre des musées d'Espace pour la vie.

SOUS-SECTION 2
DROITS D'ENTRÉE À LA BIOSPHÈRE

18. Pour les droits d'entrée à la Biosphère, il sera perçu :

1° droit d'entrée individuel :

a) tarification régulière

i. enfant de 5 ans à 17 ans	12,25 $
ii. étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante	17,50 $
iii. personne de 18 ans à 64 ans	23,75 $
iv. personne de 65 ans et plus	21,50 $
v. famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants)	65,75 $

b) détenteur de la carte Accès Montréal

i. enfant de 5 ans à 17 ans	7,25 $
ii. étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante	11,00 $
iii. personne de 18 ans à 64 ans	14,25 $
iv. personne de 65 ans et plus	13,25 $
v. famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants)	34,50 $

c) résident de la CMM

i. enfant de 5 ans à 17 ans	9,00 $
ii. étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante	14,25 $

iii. personne de 18 ans à 64 ans 18,00 $
iv. personne de 65 ans et plus 17,00 $
v. famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 50,50 $

2° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 8,25 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 12,75 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 16,50 $

d) personne de 65 ans et plus 15,50 $

e) programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs 7,50 $

f) enfant d'un camp de jour de la Ville 3,75 $

g) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 47,00 $

3° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 7,75 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 11,75 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 15,50 $

d) personne de 65 ans et plus 14,25 $

e) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 43,75 $

SOUS-SECTION 3
PASSEPORT ESPACE POUR LA VIE

19. Pour le Passeport Espace pour la vie permettant l'accès à tous les musées de l'Espace pour la vie pour une durée de 1 an à compter de la date d'achat, il sera perçu :

1° passeport solo : 87,00 $

2° passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans : 149,00 $

3° passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de 5 à 17 ans : 32,50 $

4° passeport acheté par le détenteur d'un Passeport Espace pour la vie qui effectue cet achat du 45e jour précédant celui de la fin de la durée du passeport dont il est déjà détenteur au dernier jour de la durée de ce passeport :

a) passeport solo 65,25 $

b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans 111,75 $

c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de 5 à 17 ans 24,50 $

5° passeport acheté du 28 février au 21 mars 2025, du 27 juin au 11 juillet 2025, ou du 29 août au 5 septembre 2025 :

a) passeport solo 65,25 $

b) passeport multi, permettant l'accès à 2 adultes et un maximum de 3 enfants de 5 à 17 ans 111,75 $

c) passeport additionnel au passeport solo ou au passeport multi permettant l'accès d'un enfant de 5 à 17 ans 24,50 $

La part des tarifs prévus au premier alinéa du présent article qui est produite par l'exercice de la compétence d'agglomération à l'égard de la Biosphère est de 10 %.

20. En cas de fermeture des musées d'Espace pour la vie aux fins de respecter les mesures visant à protéger la santé de la population dans une situation d'urgence ou de pandémie, prises par le gouvernement du Québec, durant l'exercice financier 2025, la durée de tout Passeport Espace pour la vie en vigueur est prolongée d'autant de jours que ces mesures demeurent en vigueur.

SOUS-SECTION 4
FORFAITS (BIODÔME, BIOSPHÈRE, INSECTARIUM, JARDIN BOTANIQUE, PLANÉTARIUM)

21. Lorsque le forfait prévu aux articles 22 à 25 comporte une visite à la Biosphère, les revenus produits par l'exercice de la compétence d'agglomération à l'égard de ce musée sont :

1° lorsqu'il s'agit d'un forfait comprenant les droits d'entrée pour une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :	
a) par enfant de 5 ans à 17 ans	6,75 $
b) par étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante	8,50 $
c) par personne de 18 ans à 64 ans	12,50 $
d) par personne de 65 ans et plus	11,50 $
e) dans le cadre du programme écoles montréalaises, par enfant et adulte accompagnateur	6,50 $
f) par famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants)	35,50 $
2° lorsqu'il s'agit d'un forfait comprenant le droit d'entrée pour une personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :	
a) par enfant de 5 ans à 17 ans	6,25 $
b) par étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante	7,75 $
c) par personne de 18 ans à 64 ans	11,50 $
d) par personne de 65 ans et plus	10,00 $
e) par famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants)	33,25 $

22. Pour le forfait comprenant les droits d'entrée à deux (2) musées d'Espace pour la vie, pour une visite effectuée le même jour, il sera perçu :

1° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

a) enfant de 5 ans à 17 ans	15,00 $
b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante	21,25 $
c) personne de 18 ans à 64 ans	29,00 $
d) personne de 65 ans et plus	27,00 $
e) programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs	14,00 $
f) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants)	82,50 $

2° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) enfant de 5 ans à 17 ans	14,00 $
b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante	19,50 $
c) personne de 18 ans à 64 ans	27,00 $
d) personne de 65 ans et plus	24,25 $
e) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants)	77,00 $

23. Pour le forfait comprenant les droits d'entrée à trois (3) musées d'Espace pour la vie, pour une visite effectuée le même jour, il sera perçu :

1° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

a) enfant de 5 ans à 17 ans	21,75 $
b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante	29,75 $
c) personne de 18 ans à 64 ans	41,50 $
d) personne de 65 ans et plus	38,50 $

e) programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs 20,50 $

f) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 118,00 $

2° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 20,25 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 27,75 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 38,50 $

d) personne de 65 ans et plus 34,25 $

e) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 110,25 $

24. Pour le forfait comprenant les droits d'entrée à quatre (4) musées d'Espace pour la vie, pour une visite effectuée le même jour, il sera perçu :

1° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 28,50 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 38,25 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 54,00 $

d) personne de 65 ans et plus 50,00 $

e) programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs 27,00 $

f) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 153,50 $

2° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 26,50 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 35,00 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 50,00 $

d) personne de 65 ans et plus 44,25 $

e) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 143,50 $

25. Pour le forfait comprenant les droits d'entrée aux cinq (5) musées d'Espace pour la vie, pour une visite effectuée le même jour, il sera perçu :

1° droit d'entrée d'une personne faisant partie d'un groupe de 15 personnes et plus :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 35,25 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 46,75 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 66,50 $

d) personne de 65 ans et plus 61,50 $

e) programme écoles montréalaises, enfants et adultes accompagnateurs 33,50 $

f) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 189,00 $

2° droit d'entrée par personne effectuant une visite organisée par un organisme touristique :

a) enfant de 5 ans à 17 ans 32,75 $

b) étudiant de 18 ans et plus sur présentation de la carte étudiante 42,75 $

c) personne de 18 ans à 64 ans 61,50 $

d) personne de 65 ans et plus 54,25 $

e) famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 3 enfants) 176,75 $

SOUS-SECTION 5
PRISE DE PHOTOS, TOURNAGES, AUTRES ACTIVITÉS ET TARIFS DE LA BIOSPHÈRE

26. Pour les activités suivantes, il sera perçu :

1° prise de photos à des fins commerciales :	
a) pour une durée de 4 heures ou moins	
i. 1 à 5 personnes	590,00 $
ii. 6 à 15 personnes	820,00 $
b) pour une durée de plus de 4 heures sans dépasser 9 heures	
i. 1 à 5 personnes	1 060,00 $
ii. 6 à 15 personnes	1 425,00 $
c) pour chaque heure supplémentaire	235,00 $
2° tournage commercial ou cinématographique :	
b) l'heure, minimum 2 heures	
i. moins de 10 personnes	235,00 $
ii. 10 à 30 personnes	365,00 $
iii. plus de 30 personnes	625,00 $
c) pour chaque journée de préparation ou remise en place, par jour	1 500,00 $
3° réservation de places pour spectacle, animation, vestiaire ou dans un local pour prendre un lunch pour un groupe de 15 enfants et plus, âgés de 4 ans et moins, par jour, par enfant :	4,00 $
4° en sus des droits d'entrée applicables, pour une séance de photographie amateure ou professionnelle à des fins personnelles telles qu'un mariage, une graduation ou une fête familiale, pour un maximum de 10 personnes par événement	125,00 $

27. Pour la location des salles de la Biosphère d'Espace pour la vie, il sera perçu les montants indiqués à l'annexe 1.

SOUS-SECTION 6
RÉDUCTIONS ET GRATUITÉS RELATIVES À LA BIOSPHÈRE

28. Les droits d'entrée à la Biosphère applicables aux invités qui accompagnent un employé, œuvrant dans l'un des musées d'Espace pour la vie sur présentation de sa carte d'employé, sont les mêmes que ceux des personnes effectuant une visite organisée par un organisme touristique.

29. Aucun droit d'entrée n'est exigé à la Biosphère pour les personnes suivantes :

1° employés œuvrant dans les musées d'Espace pour la vie, sur présentation de leur carte d'employé;

2° membres du corps diplomatique;

3° personnes ou organismes œuvrant au développement d'Espace pour la vie, dans le cadre d'activités promotionnelles, scientifiques ou éducatives;

4° détenteurs de la « Carte Musées Montréal », sur présentation de cette carte;

5° détenteurs de la carte « Passeport MTL », sur présentation de cette carte;

6° accompagnateurs d'une personne en situation de handicap;

7° enseignants ou chauffeurs d'autobus, dans le cadre d'une visite de groupe ou dans le cadre d'une visite organisée par un organisme touristique;

8° personnes membres de Canoo à leur première année d'abonnement, accompagnées d'un maximum de 4 enfants âgés de 5 à 17 ans, sur présentation de l'application numérique Canoo installée et fonctionnelle;

9° détenteurs du laissez-passer numérique « Spécialiste Montréal » de Tourisme Montréal;

10° détenteurs d'un laissez-passer émis par la Ville de Montréal et distribué par la Fondation Espace pour la vie sur présentation de ce laissez-passer;

11° famille (2 adultes et jusqu'à un maximum de 4 enfants) composée de nouveaux arrivants détentrice d'un laissez-passer émis par la Ville de Montréal et distribué par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal sur présentation de ce laissez-passer;

12° détenteurs d'un laissez-passer émis par la Ville de Montréal et distribué dans chaque boîte destinée aux parents ou aux tuteurs légaux d'enfants nouveau-nés, dans le cadre de la distribution d'articles à titre gratuit en lien avec l'initiative visant les familles montréalaises, soit les parents ou les tuteurs légaux d'enfants nouveau-nés

résidant sur son territoire, approuvée par résolution du comité exécutif le 30 août 2023 (CE23 1392);

13° visiteurs durant le festival Eureka ayant lieu du 30 mai au 1e juin 2025;

14° élèves participant au programme « Ma nature » de la mesure « Une école montréalaise pour tous (UEMPT) » du ministère de l'Éducation du Québec.

SECTION IV
AUTRES ÉQUIPEMENTS

30. Pour l'utilisation des installations et pour les services du Complexe environnemental de Saint-Michel, il sera perçu :

1° dépôt de sol d'excavation inorganique, la tonne métrique dont le degré de contamination est inférieur ou égal au critère « A » ou « B » prévu à l'annexe 2 de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (1998) et ses modifications, établie par le ministère québécois responsable de l'environnement :

a) de 0 tonne métrique et plus 7,65 $

b) minimum par dépôt 42,10 $

2° dépôt de sol d'excavation inorganique tamisé (maille de tamisage de 75 mm et moins), la tonne métrique dont le degré de contamination est inférieur ou égal au critère « A » ou « B » prévu à l'annexe 2 de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (1998) et ses modifications, établie par le ministère québécois responsable de l'environnement :

a) de 0 tonne métrique et plus 3,85 $

b) minimum par dépôt 42,10 $

3° dépôt de gravier (0 à ¾ pouce), la tonne métrique dont le degré de contamination est inférieur ou égal au critère « A » ou « B » prévu à l'annexe 2 de la Politique de protection des sols et de réhabilitation des terrains contaminés (1998) et ses modifications, établie par le ministère québécois responsable de l'environnement :

a) de 0 tonne métrique et plus 3,85 $

b) minimum par dépôt 31,50 $

4° assistance fournie au déchargement, par déchargement : 78,85 $

5° rechargement d'un chargement non conforme aux critères mentionnés au paragraphe 1° ou 2° : 262,65 $

6° pour l'accès au site, les journées où le site n'est pas ouvert, il sera perçu, par voyage, pour un minimum de 10 voyages par jour, des frais additionnels de : 52,55 $

Aux fins de l'application des tarifs prévus au présent article, la quantité de tous les types de matières est mesurée sur place au moyen des instruments de mesure installés au Complexe par la Ville.

Le total des coûts de disposition des matières doit être payé préalablement à l'utilisation des installations et des services du Complexe, soit sur place, soit par abonnement conformément à une entente avec la Ville autorisant un mode de paiement au moyen d'avances.

Le comité exécutif peut, par ordonnance, modifier le présent article afin de supprimer un matériau non organique pouvant être déposé au Complexe ou identifier tout matériau non organique pouvant être déposé et en fixer le tarif.

31. Aux fins du chapitre III du Règlement relatif aux rejets dans les ouvrages d'assainissement sur le territoire de l'agglomération de Montréal (RCG 08-041), pour le service d'interception et de traitement des eaux usées industrielles rejetées dans les ouvrages d'assainissements, il sera perçu, en considération des paramètres suivants :

1° volume d'eaux usées, par 1 000 m^3 : 71,90 $

2° matières en suspension excédant 118 mg/L, par 1 000 kg : 325,20 $

3° demande chimique en oxygène excédant 203 mg/L, par 1 000 kg : 75,50 $

4° phosphore total (exprimé en P) excédant 1,6 mg/L, par 1 000 kg : 6 605,00 $

5° dose d'alun par mg AI3+/L, par jour : 6 751,90 $
(maximum 15 045,00 $ par jour)

Aux fins du chapitre IV du règlement mentionné au premier alinéa, pour le traitement des boues de fosses septiques ou de toilettes chimiques, sur les lieux d'un ouvrage d'assainissement des eaux, il sera perçu :

1° permis annuel, par camion-citerne effectuant le transport et le déversement : 808,00 $

2° déversement, exclusivement à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, selon la capacité du camion-citerne et la siccité des boues :

a) siccité de moins de 5 %

i. 4,59 m^3 et moins	239,50 $
ii. 4,6 m^3 à 11,99 m^3	382,30 $
iii. 12 m^3 à 13,99 m^3	458,60 $
iv. 14 m^3 à 18,299 m^3	562,80 $
v. 18,3 m^3 à 27,99 m^3	897,80 $
vi. 28 m^3 et plus, le mètre cube	34,50 $

b) siccité de 5 % à moins de 10 %

i. 4,59 m^3 et moins	475,80 $
ii. 4,6 m^3 à 11,99 m^3	762,40 $
iii. 12 m^3 à 13,99 m^3	913,90 $
iv. 14 m^3 à 18,299 m^3	1 125,40 $
v. 18,3 m^3 à 27,99 m^3	1 800,90 $
vi. 28 m^3 et plus, le mètre cube	66,80 $

c) siccité de 10 % et plus

i. 4,59 m^3 et moins	713,10 $
ii. 4,6 m^3 à 11,99 m^3	1 142,70 $
iii. 12 m^3 à 13,99 m^3	1 370,50 $
iv. 14 m^3 à 18,299 m^3	1 687,00 $
v. 18,3 m^3 à 27,99 m^3	2 698,40 $
vi. 28 m^3 et plus, le mètre cube	101,10 $

Les tarifs prévus au présent article ne comprennent pas les taxes.

32. Pour la location du tunnel de calibration installé à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, il sera perçu, par jour : 805,30 $

33. Pour la location du gazomètre de type spiromètre et ses compteurs de gaz servant à calibrer les appareils de mesures utilisés pour l'évaluation des émissions polluantes des cheminées, il sera perçu, par jour : 805,30 $

CHAPITRE II
UTILISATION DE BIENS PUBLICS

34. Pour l'utilisation des services d'un écocentre, tel que prévu au Règlement sur l'utilisation des services des écocentres (RCG 10-023), il sera perçu par mètre cube, pour le dépôt d'un encombrant rembourré ou d'un résidu de construction de rénovation ou de démolition :

1° par un client commercial :

a) de 0 à 1 m^3 30,00 $

b) pour plus de 1 m^3 30,00 $

2° par un client privé ou un client propriétaire d'un immeuble à logements multiples, le volume considéré étant celui déposé dans l'ensemble des écocentres, pour plus de 12 m^3 : 30,00 $

35. Pour l'utilisation de la pesée publique, il sera perçu : 15,00 $

36. Pour la location d'un équipement de branchement à une borne d'incendie, il sera perçu, par jour : 192,90 $

Le tarif prévu au présent article ne s'applique pas lorsque la location est faite à un organisme sans but lucratif.

CHAPITRE III
SERVICES FOURNIS PAR LES EMPLOYÉS DE LA VILLE

SECTION I
SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIE

37. Pour l'utilisation de véhicules de sécurité incendie, incluant le personnel, à des fins de surveillance ou de gardiennage, d'exercices de prévention et à toutes fins autres que l'intervention en sécurité incendie, il sera perçu, l'heure :

1° autopompe : 882,00 $

2° échelle aérienne : 1 039,40 $

38. Pour les services des pompiers en cas de sinistre et de sauvetage, à l'extérieur du territoire de l'agglomération de Montréal, il sera perçu :

1° intervention lors d'un incendie :

a) pour le déplacement d'un véhicule du groupe de sauvetage technique, d'un véhicule d'approvisionnement en air, d'un véhicule d'un chef d'état-major et d'un véhicule d'un représentant SST syndical, du personnel d'intervention et du personnel requis afin d'assurer la santé et la sécurité du personnel affecté à l'intervention
   i. minimum (3 heures) 7 097,00 $
   ii. chaque heure additionnelle 2 365,40 $

b) pour le déplacement des véhicules d'intervention suivants et du personnel requis en sus des tarifs

prévus au sous-paragraphe a)

i. échelle aérienne	
1. minimum (3 heures)	3 203,60 $
2. chaque heure additionnelle	1 067,60 $
ii. autopompe	
1. minimum (3 heures)	2 940,80 $
2. chaque heure additionnelle	980,00 $
iii. autopompe à mousse	
1. minimum (3 heures)	2 940,80 $
2. chaque heure additionnelle	980,00 $

Le tarif prévu au présent sous-paragraphe ne comprend pas le coût afférent à la recharge de la mousse;

2° intervention lors tout autre type de sinistre et sauvetages :

a) équipe spécialisée en sauvetage technique	
i. sauvetage en hauteur	
1. minimum (3 heures)	10 694,40 $
2. chaque heure additionnelle	3 565,30 $
ii. sauvetage dans des espaces clos, tranchées ou structures	
1. minimum (3 heures)	14 145,00 $
2. chaque heure additionnelle	4 715,10 $
iii. équipe de soutien conseil en sauvetage technique	
1. minimum (3 heures)	3 400,50 $
2. chaque heure additionnelle	1 133,30 $
b) équipe spécialisée en sauvetage sur glace	
i. minimum (3 heures)	7 425,40 $
ii. chaque heure additionnelle	2 474,90 $
c) équipe spécialisée en sauvetage nautique	
i. minimum (3 heures)	9002,60 $
ii. chaque heure additionnelle	3 001,20 $
d) équipe spécialisée en intervention impliquant des matières dangereuses ou chimiques	
i. minimum (3 heures)	15 574,10 $
ii. chaque heure additionnelle	5 191,40 $
iii. équipe de soutien conseil en intervention impliquant des matières dangereuses ou chimiques	
1. minimum (3 heures)	4 715,10 $
2. chaque heure additionnelle	1 572,10 $

Les tarifs prévus au présent article ne s'appliquent pas à une municipalité située à l'extérieur du territoire de l'agglomération de Montréal ayant conclu une entente relative à la fourniture et au coût des services des pompiers, ni dans le cas d'une entente relative aux mêmes objets conclue avec l'État.

39. Pour l'écoute des bandes enregistrées, au Centre des communications du Service de sécurité incendie de Montréal, il sera perçu, l'heure (minimum 1 heure) : 109,60 $

40. Pour une séance de formation par le Centre de formation du Service de sécurité incendie de Montréal, il sera perçu, par jour :

1° taux de base pour un groupe d'un minimum de 6 personnes : 1 144,70 $

2° pour chaque participant à la formation, en sus du tarif prévu au paragraphe 1° : 208,50 $

Les tarifs prévus au présent article ne comprennent pas les frais relatifs à la location des installations et du matériel du Centre de formation en incendie ou à l'usage d'autres équipements nécessaires à la formation.

41. Pour la location des installations et du matériel du Centre de formation en incendie du Service de sécurité incendie de Montréal, il sera perçu, par jour :

1° tour d'exercice : 673,60 $

2° maison de fumée : 843,40 $

3° ensemble du site : 3 362,00 $

4° tranchée : 1 133,30 $

5° démonstrateur de phénomène thermique (flow path ou doll house), panneau d'alarme, porte d'entrée par effraction ou structure de pratique d'auto-sauvetage (kit RIC 1) : 191,90 $

42. Pour l'utilisation d'une salle sous la gestion de la Division de la formation du Service de sécurité incendie de Montréal, il sera perçu, l'heure :

1° taux de base : 126,20 $

2° salle Charles Blickstead (maximum de 300 personnes) : 318,10 $

43. Pour la vente du matériel didactique du Service de sécurité incendie de Montréal, il sera perçu :

1°	pour un document vidéo, selon la durée :	
	a) moins de 15 minutes	82,50 $
	b) de 15 à 24 minutes	208,50 $
	c) 25 minutes et plus	246,10 $
2°	pour un document écrit :	
	a) moins de 50 pages	38,70 $
	b) de 50 à 99 pages	55,30 $
	c) 100 pages et plus	92,90 $
3°	pour une formation en ligne :	
	a) présentation de base, comportant notamment des pages de contenu de texte, des images, une bande audio simple et des questions	114,80 $
	b) présentation interactive, comportant un minimum de 25 % plus d'exercices interactifs qu'une présentation de base et présentant une utilisation accrue du multimédia audio, vidéo, ou animations	197,10$
	c) présentation interactive avancée, comportant les composantes d'une présentation interactive à laquelle s'ajoute l'utilisation d'avatars, de simulations et de jeux d'apprentissage sophistiqués	301,40 $
4°	Pour l'accès à une plateforme en ligne permettant de consulter une formation visée au paragraphe 3º, il sera perçu :	
	a) pour une première licence, valide pour une période d'un an	45,00 $
	b) pour chaque licence additionnelle demandée avant l'expiration de la première licence	6,50 $

Les frais de reprographie et autres frais afférents à la confection de tout document vidéo, écrit ou en ligne sont ajoutés aux tarifs prévus aux paragraphes 1°, 2° et 3°.

SECTION II
SERVICE DE POLICE

44. Les tarifs prévus par la présente section ne comprennent pas les taxes.

45. Pour le louage de biens, de services et d'équipements du SPVM, il sera perçu :

1°	pour un policier syndiqué, l'heure :	114,20 $
2°	pour un cadet policier régulier sans supervision, l'heure :	38,70 $
3°	pour le gardiennage de détenus, taux quotidien par détenu :	335,20 $
4°	maître-chien ou cavalier policier, l'heure :	122,70 $
5°	chien ou cheval, la journée :	77,00 $
6°	véhicule du Service de police de la Ville de Montréal, l'heure :	26,30 $

46. Pour une vérification des antécédents judiciaires dite de secteur vulnérable pour un organisme lié par un protocole d'entente avec le SPVM, il sera perçu : 84,00 $

Lorsque la vérification décrite au premier alinéa vise une personne qui veut agir ou offrir ses services comme bénévole sur le territoire de l'agglomération de Montréal et que l'organisme est lié par protocole d'entente avec le SPVM, le service est rendu gratuitement.

47. Pour une demande de vérification des antécédents ou de vérification policière à des fins civiles, lorsque la demande est faite au comptoir de service du SPVM, il sera perçu :

1°	pour toute demande reliée au Règlement sur le transport rémunéré de personnes par automobile (RLRQ, T-11.2, r. 4), le prix indiqué à ce règlement;	
2°	pour toute demande effectuée en vertu d'une autre loi ou d'un autre règlement :	118,00 $

48. Pour une vérification sommaire des antécédents judiciaires afin de présenter une demande de réhabilitation (demande de pardon), il sera perçu : 84,00 $

49. Pour une vérification sommaire des antécédents judiciaires à des fins d'emploi, par l'entreprise liée par protocole d'entente

avec la Ville de Montréal, il sera perçu : 84,00 $

50. Pour le service de prise d'empreintes digitales notamment dans le cadre d'un processus pour une vérification ou une demande de suspension du casier judiciaire, pour une adoption ou pour l'immigration, il sera perçu : 84,00 $

51. Pour une demande d'émission de copies ou de duplicata d'une vérification des antécédents judiciaires, il sera perçu : 18,00 $

52. Pour la vente du « Guide de Vérification des antécédents judiciaires / Empêchements de candidats appelés à œuvrer auprès de personnes vulnérables » du SPVM, il sera perçu :

1° tarif de base : 500,00 $

2° pour un corps de police : 250,00 $

53. Pour l'identification, aux fins d'immatriculation, d'un véhicule non immatriculé depuis plusieurs années et dont le certificat est égaré, d'un véhicule n'ayant jamais été immatriculé ou d'une remorque artisanale de plus de 900 kg, il sera perçu, par véhicule :

1° résident de l'agglomération de Montréal : 248,00 $

2° non-résident de l'agglomération de Montréal : 304,00 $

54. Pour l'identification d'un véhicule artisanal (autre qu'une remorque de plus de 900 kg) ou d'un véhicule gravement accidenté (VGA) refusé chez un mandataire de la Société de l'assurance automobile du Québec, lorsque le dossier de reconstruction est litigieux, il sera perçu, par véhicule :

1° résident de l'agglomération de Montréal : 495,00 $

2° non-résident de l'agglomération de Montréal : 551,00 $

55. Pour une fausse alarme, il sera perçu :

1° « hold-up » :

a) 1er appel 430,00 $

b) 2e appel 603,00 $

c) 3e appel et suivants 866,00 $

2° cambriolage résidentiel :

a) 2e appel 96,00 $

b) 3e appel 146,00 $

c) 4e appel et suivants 191,00 $

3° cambriolage commercial :

a) 2e appel 191,00$

b) 3e appel 286,00$

c) 4e appel et suivants 380,00$

SECTION III
INSPECTIONS, VÉRIFICATIONS, TESTS, ANALYSES EN LABORATOIRE, RECHERCHES, ÉTUDES DIVERSES

56. Pour les services du personnel de la Division du contrôle des rejets et suivi environnemental, il sera perçu :

1° agent technique, l'heure : 136,00 $

2° technicien, l'heure : 111,90 $

3° aide-technique, l'heure : 89,10 $

57. Pour les analyses, essais, études et recherches effectuées par le laboratoire de la Ville, il sera perçu les montants indiqués à l'annexe 2.

58. Pour les services du personnel du Bureau du vérificateur général affecté à des travaux effectués pour une société paramunicipale, un organisme extérieur ou tout autre requérant, il sera perçu l'heure :

1° vérificateur général : 276,00 $

2° agent de vérification : 104,00 $

3° conseiller en vérification : 130,00 $

4° vérificateur général adjoint : 200,00 $

5° vérificateur principal : 143,00 $

59. Pour les services de la Division expertise et soutien technique de la Direction des infrastructures du Service des infrastructures, de la voirie et des transports aux fins d'obtenir une expertise technique relative à la modification, la correction ou l'annulation

d'une servitude en faveur de la Ville, sauf si elle résulte d'une erreur de la Ville :

1°	sans production de plan :	625,50 $
2°	avec production de plan :	1 252,00 $

60. Pour l'obtention d'un droit d'accessibilité sur les réseaux des conduits souterrains, il sera perçu :

1°	pour toute demande présentée au centre d'exploitation des structures :	
	a) demande normale, placée 4 jours et plus avant les travaux, par puits d'accès moyenne tension, la première heure d'accessibilité incluse	23,50 $
	b) demande prioritaire (placée entre 3 jours et 4 h avant les travaux), par puits d'accès moyenne tension, la première heure d'accessibilité incluse	70,40 $
	c) demande urgente (placée 4 h avant les travaux), la première heure incluse par puits d'accès moyenne tension, la première heure d'accessibilité incluse	126,70 $
	d) chaque heure supplémentaire (maximum de 45,00 $)	18,90 $
2°	pour les travaux effectués du vendredi 20 h au dimanche 20 h, en sus des tarifs prévus au paragraphe 1° :	
	a) le salaire horaire de la main-d'œuvre directement affectée aux opérations visées auquel est ajouté un montant calculé en multipliant ce salaire par 50 % ou 100 % selon la convention collective, ainsi qu'un montant calculé en multipliant ce salaire par 31,6 % pour les avantages sociaux;	
	b) les frais d'administration au taux de 9,50 % et les frais généraux au taux de 15 % appliqués sur le total des frais mentionnés au sous-paragraphe a).	

SECTION IV
RÉCEPTION D'ACTES NOTARIÉS

61. Pour la réception, par les notaires de la Ville, d'un acte mentionné ci-après, il sera perçu :

1°	quittance et mainlevée :	300,00 $

2°	acte de modification, de correction ou d'annulation :	350,00 $
3°	servitude consentie par la Ville :	400,00 $
4°	acte d'aliénation, d'échange, de droit d'usage, de donation, de droit superficiaire, d'usufruit, d'emphytéose et garantie hypothécaire :	1 070,60 $
5°	consentement à opération cadastrale :	374,80 $

Les frais de la première copie des actes mentionnés au premier alinéa, émise lors de leur préparation, sont inclus dans le tarif fixé à cet alinéa.

Les frais de publication des actes mentionnés aux paragraphes 1° à 5° du premier alinéa s'appliquent en sus des tarifs fixés à cet alinéa. Dans le cas d'un acte d'échange, les frais de publication sont payés par toutes les parties à l'acte.

Malgré le paragraphe 4° du premier alinéa, pour une donation consentie à un organisme à but non lucratif, ayant pour objet principal une aide municipale à une fin prévue par la loi, il ne sera perçu aucuns frais.

Lorsque l'acte vise une vente de ruelle aux propriétaires riverains, à un prix symbolique, il ne sera perçu aucuns frais.

Malgré les paragraphes 1° à 5° du premier alinéa, il ne sera perçu aucuns frais pour la préparation d'un acte si la conclusion de cet acte résulte d'une demande expresse de la Ville, dans un cas où cet acte n'est pas obligatoire ou si elle résulte d'une erreur de la Ville.

CHAPITRE IV
VENTE DE DOCUMENTS, DE PUBLICATIONS ET D'AUTRES ARTICLES

SECTION I
EXTRAITS DE REGISTRES, ABONNEMENTS, RAPPORTS, EXEMPLAIRES OU COPIES DE DOCUMENTS OFFICIELS OU D'ARCHIVES

62. Pour la fourniture de documents par le Service de sécurité incendie ou le Service de police, les tarifs applicables sont ceux indiqués au chapitre II, section II et annexes du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 3).

63. Pour la fourniture d'une attestation d'intervention incendie ou d'intervention du Service de police, incluant un historique d'appel, le prix exigé est le même que celui prévu à l'article 9 a) du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 3).

64. Pour la fourniture d'extraits des rôles, les tarifs applicables sont ceux indiqués au

chapitre II, section II et annexe du Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 3).

65. Pour la fourniture de documents par le Service du greffe, les tarifs applicables sont ceux prévus par le Règlement sur les frais exigibles pour la transcription, la reproduction et la transmission de documents et de renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1, r. 3).

Malgré le premier alinéa, une personne physique à qui le droit d'accès à un document ou à un renseignement personnel est reconnu est exemptée du paiement des frais de transcription, de reproduction et de transmission prévus à ce règlement, jusqu'à concurrence de 20,00 $.

De plus, il sera perçu pour la fourniture des documents d'archives suivants :

1°	copie numérique en haute résolution, par fichier :	7,80 $
2°	numérisation d'un document, sur demande, en haute résolution, par fichier :	14,40 $
3°	document audiovisuel numérique en haute résolution, par fichier :	27,50 $

66. Pour la délivrance de la carte Accès Montréal aux résidents de l'agglomération de Montréal, il sera perçu, pour un ménage :

1°	première carte :	10,00 $
2°	deuxième carte :	9,00 $
3°	carte supplémentaire :	8,00 $

67. Pour l'étude d'une demande de certificat de conformité requis aux fins de la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, chapitre Q-2), il sera perçu : 244,40 $

SECTION II
PLANS

68. Pour la fourniture d'exemplaires de plans, il sera perçu :

1°	plan de la Ville :	
	a) noir et blanc, 1 : 20 000, l'unité	6,25 $
	b) en couleur, 1 : 20 000, l'unité	32,75 $

2° plan de l'arrondissement :

a) noir et blanc, l'unité 6,25 $

b) en couleur, l'unité 12,00 $

3° plan et profil, le pied carré : 2,25 $

4° plan SQRC (plan surface), en couleur : 6,25 $

5° autres plans, le pied carré : 2,25 $

6° feuillet A0 : 5,25 $

69. Pour un fichier de plan numérisé, il sera perçu :

1° par fichier : 6,25 $

2° par CD, en sus du tarif prévu au paragraphe 1° : 6,25 $

CHAPITRE V
AUTRES TARIFS

70. Pour les analyses effectuées dans le cadre des transactions immobilières suivantes, il sera perçu :

1° vente ou échange d'un terrain appartenant à la Ville : 577,00 $

2° établissement, modification ou radiation d'une servitude : 577,00 $

3° bail consenti par la Ville : 577,00 $

Le tarif prévu au paragraphe 1° du premier alinéa ne s'applique pas à la vente par la Ville d'un résidu de terrain, d'une parcelle de terrain ou partie de ruelle, si les conditions suivantes sont respectées :

1° le résidu de terrain, la parcelle de terrain ou la partie de ruelle visé est non constructible isolément et ne constitue pas une subdivision d'un plus grand ensemble constructible;

2° l'acquisition n'est pas faite à des fins de développement d'un nouveau projet de construction;

3° l'acquisition a lieu aux fins d'assemblage à un terrain riverain, qui aura, à la suite de cet assemblage, un indice de superficie de plancher égal ou inférieur à 3.

Le tarif prévu au paragraphe 3° du premier alinéa ne s'applique pas au renouvellement d'un bail.

Les tarifs prévus au premier alinéa ne s'appliquent pas lorsque la transaction est conclue à la demande de la Ville ou si elle a pour but de corriger une erreur de la Ville. De plus, ces tarifs ne s'appliquent pas lorsque la transaction est conclue entre la Ville et un organisme à but non lucratif et que celle-ci a pour but principal d'accorder une aide à cet organisme.

71. Pour un chèque ou un autre ordre de paiement refusé par une institution financière, il sera perçu : 39,00 $

72. Pour les frais de transmission de tout document de la Ville demandé par un citoyen, les frais de poste, de messagerie et de télécopie sont perçus selon le coût encouru.

73. Pour une demande de révision du rôle d'évaluation foncière, il sera perçu :

1° lorsque la valeur inscrite est inférieure ou égale à 500 000 $: 85,00 $

2° lorsque la valeur inscrite est supérieure à 500 000 $ et inférieure ou égale à 2 000 000 $: 340,00 $

3° lorsque la valeur inscrite est supérieure à 2 000 000 $ et inférieure ou égale à 5 000 000 $: 590,00 $

4° lorsque la valeur inscrite est supérieure à 5 000 000 $: 1 180,00 $

74. Aux fins du Règlement sur les subventions à la restauration et à la rénovation des bâtiments à valeur patrimoniale et aux fouilles archéologiques (04-026), il sera perçu, pour l'étude d'une demande de subvention :

1° pour un bâtiment visé au paragraphe 8° du deuxième alinéa de l'article 2 de ce règlement : 0,00 $

2° pour tout autre bâtiment :

a) taux de base, par demande 453,90 $

b) par tranche complète de 100 m^2 d'aire de plancher visée par les travaux, en sus du tarif prévu au sous-paragraphe a) 114,10 $

c) maximum 3 348,70 $

75. Aux fins du Règlement établissant un programme de subvention pour la restauration du bâtiment Habitat 67 sis au 2600, avenue Pierre-Dupuy (RCG 09-018), il sera perçu :

1° pour l'étude d'une demande de subvention pour des études et expertises : 0,00 $

2° pour l'étude d'une demande de subvention visant les travaux admissibles de restauration : 454,60 $

CHAPITRE VI
REMORQUAGE

76. Pour la délivrance ou le renouvellement des permis et des vignettes d'identification relatifs au remorquage, il sera perçu :

1° délivrance ou renouvellement d'un permis de chauffeur, pour une durée de 24 mois : 136,00 $

2° délivrance d'un permis de chauffeur, pour une durée de moins de 12 mois avant l'expiration du permis de conduire : 68,00 $

3° délivrance d'un duplicata de permis de chauffeur :

a) premier duplicata 37,00 $

b) pour chaque duplicata supplémentaire inclus dans la même période de renouvellement du permis de chauffeur 65,00 $

4° délivrance d'un permis de chauffeur à la suite d'une suspension du permis de conduire : 121,00 $

5° ouverture et étude du dossier d'un permis d'exploitation : 294,00 $

6° délivrance d'un permis d'exploitation : 315,00 $

7° délivrance ou renouvellement d'une vignette d'identification : 237,00 $

8° délivrance d'un duplicata d'une vignette d'identification : 37,00 $

9° renouvellement d'un permis d'exploitation pour une période de 12 mois se terminant le 31 mai : 315,00 $

10° délivrance d'un permis de chauffeur pour le déneigement valide du 1er novembre au 30 avril : 38,00 $

11° réactivation d'un permis de chauffeur suite à une annulation de permis de conduire à la SAAQ : 65,00 $

12° changement de véhicule : 67,00 $

Dans le cas où le tarif prévu au paragraphe 7° du premier alinéa est acquitté après le 31 mai, il est majoré de 64,00 $.

Dans le cas où le tarif prévu au paragraphe 9° du premier alinéa est acquitté après le 31 mai, il est majoré de 147,00 $.

77. Pour l'émission d'une vignette relative à un contrat d'exclusivité, il sera perçu de l'entreprise de remorquage, pour chaque vignette : 43,00 $

78. Pour l'émission d'un jeu de trois vignettes incluant une vignette ronde et deux vignettes rectangulaires, relatives à un contrat d'exclusivité, il sera perçu de l'entreprise de remorquage : 89,00 $

79. Pour l'émission d'un lot de 50 cartes de visite, attestant d'un contrat d'exclusivité, il sera perçu de l'entreprise de remorquage : 25,00 $

80. Aux fins du Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG 19-004), pour les remorquages suivants, il sera perçu :

1° remorquage d'un véhicule routier en infraction à une disposition réglementaire relative au stationnement lors des opérations de déneigement : 97,00 $

2° remorquage d'un véhicule routier en infraction à une disposition réglementaire relative au stationnement dans toute autre situation que celle prévue au paragraphe 1° : 97,00 $

3° remorquage d'un véhicule routier ou d'une partie de véhicule routier dans un parc de stationnement auquel le public a accès sur invitation expresse ou tacite, à la demande d'un tiers : 97,00 $

4° remorquage d'un véhicule routier abandonné sur un chemin ou un terrain visé à l'article 391 du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2) : 97,00 $

5° remorquage d'un véhicule routier ou d'une partie de véhicule à partir d'un lieu situé hors de l'île de Montréal, ou qui nécessite plus d'une dépanneuse ou

d'autres équipements en plus d'une dépanneuse :	les frais engagés dans chaque cas

81. Les tarifs prévus aux articles 82, 83, 84, 86, 87 et 88 ne comprennent pas les taxes.

82. Pour le remorquage d'un véhicule routier saisi en vertu d'une disposition du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2), dans un endroit non visé par le Règlement sur le remorquage et le dépannage sur certaines routes et autoroutes et sur certains ponts ou autres infrastructures (RLRQ, chapitre M-28, r. 4), les tarifs applicables sont ceux indiqués au Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis et sur le seuil relatif à la valeur des véhicules routiers saisis non réclamés (RLRQ, chapitre C-24.2, r. 26.1).

83. Pour le remorquage d'un véhicule routier non saisi en vertu d'une disposition du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2), à l'exception des remorquages visés à l'article 80 du présent règlement, il sera perçu :

1° véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins :	
a) sur la voie publique ou un terrain de stationnement à ciel ouvert	175,00 $
b) dans un stationnement couvert ou sous-terrain	315,00 $
2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins :	
a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes	228,00 $
b) pour chaque période de 30 minutes excédentaire	73,00 $
3° véhicule routier d'une masse nette de plus de 8 000 kg :	
a) de l'arrivée sur le site pour un maximum de 30 minutes	320,00 $
b) pour chaque période de 30 minutes excédentaire	158,00 $

Lorsque la distance de remorquage est supérieure à 10 km, les frais de remorquage d'un véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins sont la somme du montant des frais de remorquage prévus pour cette catégorie de véhicule et du produit obtenu en multipliant 3,90 $ par le nombre de kilomètres additionnels de remorquage.

Des frais de vérification, d'analyse et d'administration de 20,00 $ sont ajoutés aux frais de remorquage prévus au présent article lorsque le remorquage est effectué en vertu d'un contrat d'exclusivité.

84. Pour les remisages suivants, il sera perçu :

1° véhicule routier visé à l'article 80 ou à l'article 83 du présent règlement :

a) pour les 6 premières heures suivant le remorquage 0,00 $

b) à compter de la 7e heure suivant le remorquage, pour chaque période d'un maximum de 24 heures
   i. véhicule d'une masse nette de 3 000 kg ou moins 34,00 $
   ii. véhicule d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins 68,00 $
   iii. véhicule d'une masse nette de plus de 8 000 kg 100,00 $

2° pour un véhicule routier visé à l'article 82 du présent règlement, les tarifs applicables sont ceux indiqués au Règlement sur les frais de remorquage et de garde des véhicules routiers saisis et sur le seuil relatif à la valeur des véhicules routiers saisis non réclamés (RLRQ, chapitre C-24.2, r. 26.1).

85. Aux fins de l'article 86, la récupération d'un véhicule routier constitue l'ensemble des manœuvres préalablement requises, et visant à positionner le véhicule dans l'axe nécessaire pour le remorquage, notamment à la suite d'un capotage, d'un enlisement, d'un renversement ou d'une mise en portefeuille au moment même de l'incident. La récupération peut également porter sur une importante perte de chargement qui gêne la circulation ou qui constitue un danger. Ne constituent pas une récupération le nettoyage normal de la chaussée incluant le nettoyage à la suite de la perte de liquide, le ramassage de petits débris ou le redressement d'un pare-chocs.

Aux fins de l'article 86, les types de dépanneuses sont ceux décrits à l'annexe A du Règlement sur le remorquage des véhicules (RCG 19-004).

86. Pour la récupération d'un véhicule routier non saisi en vertu d'une disposition du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2), il sera perçu :

1° véhicule routier d'une masse nette de 3 000 kg ou moins :

a) de l'arrivée sur le site pour une durée maximale de 1 heure 138,00 $

b) pour chaque heure excédentaire 94,00 $

2° véhicule routier d'une masse nette de plus de 3 000 kg mais de 8 000 kg ou moins :

a) de l'arrivée sur le site pour une durée maximale de 2 heures 1 148,00 $

b) pour chaque heure excédentaire

i. dépanneuse de type B ou C 105,00 $
ii. dépanneuse de type D 147,00 $

3° véhicule routier d'une masse nette de plus 8 000 kg et plus :

a) de l'arrivée sur le site pour une durée maximale de 2 heures 2 284,00 $

b) pour chaque heure excédentaire 313,00 $

87. Pour l'épandage d'un produit absorbant lors d'un remorquage d'un véhicule routier non saisi en vertu d'une disposition du Code de la sécurité routière (RLRQ, chapitre C-24.2), incluant le ramassage, il sera perçu, pour 18 kg : 56,00 $

88. Pour l'installation d'une pellicule de protection pour vitres sur un véhicule remorqué ou récupéré, il sera perçu, par vitre : 29,00 $

CHAPITRE VII
PRÊT DE PERSONNEL

89. Pour le prêt de personnel à des organismes externes, il sera perçu, sans frais d'administration :

1° personnel syndiqué prêté à la Société du parc Jean-Drapeau : le salaire horaire de l'employé, auquel est ajouté un montant calculé en multipliant ce salaire par l'un des pourcentages suivants, selon le cas :

a) pour un employé permanent 31,57 %

b) pour un employé auxiliaire, incluant la compensation relative aux congés fériés 34,95 %

c) pour les heures supplémentaires 4,30 %

2° personnel autre que syndiqué, prêté à l'organisme mentionné au paragraphe 1° ou personnel syndiqué ou non syndiqué, prêté à d'autres qu'à cet organisme : le salaire horaire de l'employé, auquel est ajouté un montant calculé en multipliant ce salaire par l'un des pourcentages suivants, selon le cas :

a) si le prêt est de moins de 6 mois 57,42 %

b) si le prêt est de 6 mois et plus 31,67 %

c) pour les heures supplémentaires 4,30 %

Les tarifs prévus au paragraphe 2° du premier alinéa ne s'appliquent pas aux organismes ayant conclu une entente relative à la prestation et au coût afférent au prêt de personnel.

Les tarifs prévus au présent article ne comprennent pas les taxes.

CHAPITRE VIII
DISPOSITIONS RÉSIDUELLES

90. Dans les cas où le présent règlement ne fixe pas de tarif pour la fourniture de services à des tiers par les employés de la Ville, il sera perçu pour ces services :

1° le salaire horaire de la main-d'œuvre directement affectée aux opérations visées, auquel est ajouté un montant calculé en multipliant ce salaire par 66 % pour les heures régulières et par 4,3 % pour les heures supplémentaires ou, si ces services sont fournis à la Société du parc Jean-Drapeau ou à la Société du parc Six Flags de Montréal, les taux prévus à l'article 89, les tarifs prévus au présent paragraphe ne comprennent pas les taxes;

2° le loyer pour l'utilisation du matériel roulant selon le tarif détaillé qui figure à l'annexe 3 ou, le cas échéant, le montant facturé à la Ville pour la location de matériel roulant ou d'équipements aux fins des opérations visées;

3° le coût des produits utilisés ou fournis aux fins du service rendu;

4° les frais d'administration, au taux de 15 % appliqué sur le total des frais mentionnés aux paragraphes 1°, 2° et 3°, ce taux étant toutefois de 9,50 % pour le fonds relatif à la Commission des services électriques de Montréal et de 0 % pour la Société du parc Jean-Drapeau.

91. Le comité exécutif peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par le présent règlement pour une catégorie de biens, de services ou de contribuables qu'il détermine. Il peut également augmenter tout tarif prévu par le présent règlement.

92. Les tarifs prévus aux règlements et résolutions de l'ancienne Communauté urbaine de Montréal, en vigueur au 31 décembre 2001, tels qu'indexés à cette date, le cas échéant, et s'ils ne sont pas incompatibles avec ceux prévus au présent règlement, s'appliquent, en les adaptant, quant aux objets relevant de la compétence du conseil d'agglomération de Montréal.

CHAPITRE IX
APPLICATION ET PRISE D'EFFET

93. Le présent règlement prend effet à la date de sa publication et remplace à compter de cette date le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2024) (RCG 23-028) et a effet jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou abrogé.

ANNEXE 1
LOCATION DE SALLES DE LA BIOSPHÈRE

ANNEXE 2
ANALYSES, ESSAIS, ÉTUDES ET RECHERCHES EFFECTUÉS PAR LE LABORATOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

ANNEXE 3
LOYER POUR L'UTILISATION DU MATÉRIEL ROULANT

GDD 1243074021

ANNEXE 1
(article 27)
LOCATION DE SALLES DE LA BIOSPHÈRE

SECTION I
TARIFS DE BASE

1. Pour la location de salles de la Biosphère, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de trois heures :

1°	biosphère en entier :	3 135,00 $
2°	hall principal :	350,00 $
3°	salle immersive (Salle 2) :	385,00 $
4°	salle d'exposition (Salle 7 – 5e étage) :	420,00 $
5°	belvédère :	420,00 $
6°	salle d'exposition et belvédère :	680,00 $
7°	salle de réunion :	120,00 $
8°	salle de conférence :	170,00 $
9°	salle 6 :	400,00 $
10°	salle 8:	145,00 $
11°	cour intérieure du rez-de-chaussée :	220,00 $
12°	terrasse du rez-de-chaussée, entrée est :	220,00 $

2. Pour le personnel nécessaire pour un soutien logistique et technique lors de la location de salles de la Biosphère, il sera perçu, l'heure, pour un minimum de trois heures :

1°	technicien audiovisuel	55,00 $
2°	préposé à l'accueil	40,00 $

SECTION II
TARIFS PARTICULIERS

3. Pour chaque heure de location ayant lieu après minuit, les tarifs prévus aux articles 1 et 2 de la présente annexe sont majorés de 50 %.

4. Un rabais de 50 % est offert aux organismes à but non lucratif sur les tarifs prévus à l'article 1 de la présente annexe.

5. Un rabais de 15 % est appliqué au total des tarifs qui seraient autrement applicables sur toute location de salles multiples dont le tarif n'est pas prévu à l'article 1 de la présente annexe.

ANNEXE 2
(article 57)
ANALYSES, ESSAIS, ÉTUDES ET RECHERCHES EFFECTUÉS PAR LE LABORATOIRE DE LA VILLE DE MONTRÉAL

1. Pour les analyses et essais suivants, il sera perçu, les mêmes taux que ceux prévus au Guide de rémunération, ingénierie des sols et matériaux, géoenvironnement, toiture et étanchéité, édition 2024, publié par l'Association des firmes de génie-conseil Québec (AFG) :

A. SOLS ET GRANULATS

1. Analyse granulométrique - S 1 (LC 21-040)
2. Colorimétrie – S 31 (CSA A23.2-7A)
3. Combustion – teneur en matières organiques – S 13A (LC 31-228)
4. Densité relative et absorption granulats fins – S 8B (LC 21-065)
5. Densité relative et absorption granulats grossiers – S 8A (LC 21-067)
6. Détermination de la quantité de mottes d'argile et en particules friables – S 11 (CSA-A23.2-3A)
7. Fragmentation – S 14 (LC 21-100)
8. Humidité superficielle granulat fin – S 30 (CSA A23.2-11A)
9. Los Angeles – S 4 (LC 21-400)
10. Masse volumique de référence (matériaux contenant moins de 10 % passant le 80 μm) – S 2 (BNQ 2501-255)
11. Micro-Deval – S 4 (LC 21-070)
12. Analyse pétrographique – S 28 (CSA A23.2-15A)
13. Nucléodensimètre – APS 1
14. Teneur en particules allongées – S 6 (LC 21-265)
15. Teneur en particules plates – S 5 (LC 21-265)
16. Résistance à la désagrégation des granulats, 5 cycles (solution MgSO4 ou Na2SO4) – S 3 (CSA A23.2-9A)
17. Détermination de la teneur en eau – T 3 (BNQ 2501-170)

B. BÉTON PLASTIQUE ET DURCI

1. Détermination de la masse volumique et de l'absorption d'eau dans le béton – BC 27 (CSA A23.2-11C)
2. Détermination microscopique des caractéristiques du réseau de vides d'air du béton durci – BC 26 (ASTM C 457)
3. Essai de traction par écrasement (dit « Brésilien ») – BC 24 (CSA A23.2-13C)
4. Essai en compression sur cylindre de béton – BC 20 (CSA A23.2-9C)
5. Essai en compression sur carottes de béton – BC 21 (CSA A23.2-14C)
6. Essai en flexion d'une poutre de béton – BC 23 (CSA A23.2-8C)
7. Résistance à l'écaillage des surfaces de béton aux sels déglaçants, 50 cycles – BC 33A (ASTM C-672)
8. Résistance à l'écaillage des surfaces de béton aux sels déglaçants, 56 cycles – BC 33B (BNQ 2621-905)
9. Essai de traction directe en laboratoire – BC 25 (CSA A23.2-6B)

C. MAÇONNERIE

1. Blocs ou brique de béton, résistance à la compression – BC 50 (ASTM C-140)
2. Blocs ou brique de béton, absorption, masse volumique et dimension – BC 51 (CSA A165.1)
3. Brique d'argile série de 5 – BC 52 (CAN3 A82.2)

D. MORTIER ET COULIS

1. Résistance à la compression sur cubes de mortier – BC 3 (CSA A3004-C2)

E. PRODUITS DE BÉTON

1. Durabilité aux cycles de gel-dégel (25 cycles) sur éléments de regard de puisard – BC 64 (BNQ 2622-420)
2. Essais sur pavés préfabriqués de béton de ciment, absorption et masse volumique – BC 63D (ASTM C-140)
3. Essais sur pavés préfabriqués de béton de ciment, vérification dimensionnelle, carottage et résistance à la compression, durabilité aux cycles de gel-dégel (50 cycles) avec sel déglaçant – BC 63 (CSA A231.2)

F. APPAREILS ET ÉQUIPEMENTS POUR BÉTON DE CIMENT ET PRODUITS DE BÉTON

1. Carotteuse électrique pour béton, Préparation – APBC 1A
2. Carotteuse électrique pour béton, En opération (excluant l'opérateur et son aide) – APBC 1B
3. Carotteuse électrique pour béton, Génératrice – APBC 1C
4. Détecteur d'acier d'armature – APBC 5
5. Aéromètre, cône d'affaissement et accessoires – APBC 8
6. Appareil de mesure de transmission de vapeur d'eau dans le béton – APBC 20

G. ENROBÉS BITUMINEUX

1. Carottage d'enrobés bitumineux, Préparation – APBM 1A
2. Nucléodensimètre type Troxler 4640 et 3450 – APMB 3

H. APPAREILS ET ÉQUIPEMENTS POUR ENROBÉS BITUMINEUX

1. Carotteuse électrique, En opération (excluant l'opérateur et son aide) – APBM 1B
2. Génératrice – APBM 1C
3. Carotteuse à essence en opération (excluant l'opérateur et son aide) – APBM 1D

I. PRÉLÈVEMENTS D'ÉCHANTILLONS

1. Carottage en laboratoire
2. Carottage extérieur, carotteuse autonome
3. Cueillette par camionnette

2. Pour les analyses, essais, études et recherches suivants, il sera perçu :

A. ANALYSES CHIMIQUES

1. Demande chimique en oxygène	37,60 $
2. Dose d'alun	330,00 $
3. Matières en suspensions (MES)	26,00 $
4. Phosphore total	18,70 $

B. MÉTAUX ET PRODUITS MÉTALLIQUES

1. Cadre et couvercle de regard, essais de chargement	123,60 $
2. Cadre et couvercle de regard, poids et dimensions	116,60 $
3. Essais mécaniques : traction, allongement, limite proportionnelle, avec usinage	507,00 $
4. Essais mécaniques : traction, allongement, limite proportionnelle, sans usinage	137,10 $
5. Grille de puisard, essais de chargement	123,60 $
6. Grille de puisard, poids et dimensions	96,10 $
7. Tuyau de fonte ductile, usinage et traction, 3 spécimens	507,00 $

C. PRODUITS DE BÉTON

1. Essai de résistance à la fissuration et à la rupture sur les tuyaux de béton (BNQ 2622-921)	374,20 $

D. TUYAUX, MATIÈRES PLASTIQUES

1. Conduite d'aqueduc, PCV, essais hydrostatiques et dimensions	541,40 $
2. Conduits électriques, Commission des services électriques de la Ville de Montréal, 2 longueurs (ACNOR C-22.2-210 et 211)	1 027,70 $
3. Égout lisse, PVC, 3 échantillons (BNQ 3624-130-135)	452,30 $
4. Égout nervuré, PVC, 3 échantillons (BNQ 3624-135)	452,30 $
5. Tuyau en polyéthylène, identification du matériau, densité et dimensions	315,30 $

E. PRÉLÈVEMENTS D'ÉCHANTILLONS

1. Cueillette d'échantillons lourds, l'heure	181,10 $

F. ESSAIS ET ÉTUDES

1. Agent technique, l'heure	128,90 $
2. Agent technique principal, l'heure	147,20 $
3. Analyste de matériaux, l'heure	107,10 $
4. Dessinateur, l'heure	99,20 $
5. Ingénieur groupe 2, l'heure	167,60 $
6. Ingénieur groupe 4, l'heure	208,50 $
7. Ingénieur groupe 5, l'heure	228,00 $

ANNEXE 3
(article 90)
LOYER POUR L'UTILISATION DU MATÉRIEL ROULANT

1. Pour l'utilisation du matériel roulant suivant, il sera perçu, incluant le coût du carburant mais excluant le coût de l'opérateur :

1. 109 Voiturette aspirateur :	
a. Tarif horaire	14,50 $
b. Tarif pour une demi-journée	56,80 $
c. Tarif quotidien	114,80 $
d. Tarif hebdomadaire	572,60 $
e. Tarif mensuel	2 384,00 $
2. 127 Camionnette 4X4 Cabine simple :	
a. Tarif horaire	8,50 $
b. Tarif pour une demi-journée	30,20 $
c. Tarif quotidien	59,20 $
d. Tarif hebdomadaire	297,20 $
e. Tarif mensuel	1 236,00 $
3. 134 Automobile sous-compacte 4 cylindres, 4 portes :	
a. Tarif horaire	2,40 $
b. Tarif pour une demi-journée	8,40 $
c. Tarif quotidien	17,00 $
d. Tarif hebdomadaire	82,10 $
e. Tarif mensuel	354,00 $
4. 140 Automobile compacte électrique :	
a. Tarif horaire	3,70 $
b. Tarif pour une demi-journée	9,80 $
c. Tarif quotidien	19,30 $
d. Tarif hebdomadaire	97,90 $
e. Tarif mensuel	425,20 $
5. 153 Automobile intermédiaire hybride :	
a. Tarif horaire	2,40 $
b. Tarif pour une demi-journée	9,80 $
c. Tarif quotidien	19,30 $
d. Tarif hebdomadaire	98,00 $
e. Tarif mensuel	425,20 $
6. 164 VUS ou Multisegment 4 cylindres :	
a. Tarif horaire	3,70 $
b. Tarif pour une demi-journée	9,80 $
c. Tarif quotidien	20,50 $
d. Tarif hebdomadaire	102,70 $
e. Tarif mensuel	444,50 $

7. 176 Fourgonnette 6 cylindres vitrée :
    a. Tarif horaire 3,70 $
    b. Tarif pour une demi-journée 13,30 $
    c. Tarif quotidien 27,80 $
    d. Tarif hebdomadaire 136,50 $
    e. Tarif mensuel 593,10 $

8. 179 Fourgonnette 8 cylindres non-vitrée :
    a. Tarif horaire 4,80 $
    b. Tarif pour une demi-journée 15,70 $
    c. Tarif quotidien 31,40 $
    d. Tarif hebdomadaire 158,20 $
    e. Tarif mensuel 684,90 $

9. 211 Camionnette 5 001-10 000 lb. :
    a. Tarif horaire 4,80 $
    b. Tarif pour une demi-journée 18,10 $
    c. Tarif quotidien 36,30 $
    d. Tarif hebdomadaire 183,60 $
    e. Tarif mensuel 796,00 $

10. 212 Camionnette 5 001-10 000 lb., cabine équipée :
    a. Tarif horaire 8,50 $
    b. Tarif pour une demi-journée 31,40 $
    c. Tarif quotidien 62,80 $
    d. Tarif hebdomadaire 311,70 $
    e. Tarif mensuel 1 295,00 $

11. 217 Camion 5 001-10 000 lb., fourgon :
    a. Tarif horaire 6,00 $
    b. Tarif pour une demi-journée 21,80 $
    c. Tarif quotidien 44,60 $
    d. Tarif hebdomadaire 223,40 $
    e. Tarif mensuel 966,30 $

12. 234 Camion 14 001-16 500 lb., benne basculante, cabine équipée
    a. Tarif horaire 10,80 $
    b. Tarif pour une demi-journée 41,10 $
    c. Tarif quotidien 82,10 $
    d. Tarif hebdomadaire 409,40 $
    e. Tarif mensuel 1 706,00 $

13. 237 Camion 14 001-16 500 lb., fourgon :
    a. Tarif horaire 10,80 $
    b. Tarif pour une demi-journée 38,70 $
    c. Tarif quotidien 77,30 $

d. Tarif hebdomadaire	387,80 $
e. Tarif mensuel	1 614,00 $

14. 283 Camion 30 001 lb. et +, 2 essieux, benne basculante :

a. Tarif horaire	18,10 $
b. Tarif pour une demi-journée	71,30 $
c. Tarif quotidien	142,50 $
d. Tarif hebdomadaire	710,30 $
e. Tarif mensuel	2 958,00 $

15. 285 Camion 30 001 lb. et +, 2 essieux, nacelle :

a. Tarif horaire	29,00 $
b. Tarif pour une demi-journée	114,80 $
c. Tarif quotidien	229,50 $
d. Tarif hebdomadaire	1 149,00 $
e. Tarif mensuel	4 781,00 $

16. 293 Camion 30 001 lb. et +, 3 essieux, benne basculante :

a. Tarif horaire	30,20 $
b. Tarif pour une demi-journée	115,90 $
c. Tarif quotidien	233,20 $
d. Tarif hebdomadaire	1 165,00 $
e. Tarif mensuel	4 848,00 $

17. 296 Camion 30 001 lb. et +, 3 essieux, Grue Treuil :

a. Tarif horaire	33,80 $
b. Tarif pour une demi-journée	130,50 $
c. Tarif quotidien	260,90 $
d. Tarif hebdomadaire	1 254,00 $
e. Tarif mensuel	5 432,00 $

18. 301 Surfaceuse à glace :

a. Tarif horaire	10,80 $
b. Tarif pour une demi-journée	41,10 $
c. Tarif quotidien	82,10 $
d. Tarif hebdomadaire	409,40 $
e. Tarif mensuel	1 704,00 $

19. 316 Camion tasseur 20-23.9 VG.CU :

a. Tarif horaire	36,30 $
b. Tarif pour une demi-journée	142,50 $
c. Tarif quotidien	283,90 $
d. Tarif hebdomadaire	1 364,00 $
e. Tarif mensuel	5 911,00 $

20. 319 Camion vide-puisards :

a. Tarif horaire	47,10 $

b. Tarif pour une demi-journée	184,80 $
c. Tarif quotidien	369,60 $
d. Tarif hebdomadaire	1 776,00 $
e. Tarif mensuel	7 692,00 $

21. 324 Camion arroseuse 6X4 2 001-3 000 gallons :

a. Tarif horaire	26,60 $
b. Tarif pour une demi-journée	101,40 $
c. Tarif quotidien	203,00 $
d. Tarif hebdomadaire	1 015,90 $
e. Tarif mensuel	4 229,00 $

22. 347 Camion incendie pompe 1 201-1 600 USGPM :

a. Tarif horaire	55,60 $
b. Tarif pour une demi-journée	217,50 $
c. Tarif quotidien	436,20 $
d. Tarif hebdomadaire	2 095,00 $
e. Tarif mensuel	9 069,00 $

23. 393 Porteur multimode 4X2 (Sans accessoire) :

a. Tarif horaire	23,00 $
b. Tarif pour une demi-journée	88,20 $
c. Tarif quotidien	175,20 $
d. Tarif hebdomadaire	876,90 $
e. Tarif mensuel	3 651,00 $

24. 413 Tracteur roues 45 CV - 64.9 CV :

a. Tarif horaire	13,30 $
b. Tarif pour une demi-journée	49,50 $
c. Tarif quotidien	97,90 $
d. Tarif hebdomadaire	491,60 $
e. Tarif mensuel	2 047,00 $

25. 437 Chargeur sur roues 3.00-3.99 VG.CU. :

a. Tarif horaire	25,30 $
b. Tarif pour une demi-journée	97,90 $
c. Tarif quotidien	94,50 $
d. Tarif hebdomadaire	973,60 $
e. Tarif mensuel	4 050,00 $

26. 451 Chargeuse pelleteuse (en location) :

a. Tarif horaire	38,70 $
b. Tarif pour une demi-journée	152,30 $
c. Tarif quotidien	304,50 $
d. Tarif hebdomadaire	1 463,00 $
e. Tarif mensuel	6 329,00 $

27. 513 Tracteur sur chenillettes :

a. Tarif horaire	42,30 $
b. Tarif pour une demi-journée	169,10 $
c. Tarif quotidien	337,00 $
d. Tarif hebdomadaire	1 621,00 $
e. Tarif mensuel	7 020,00 $

28. 525 Souffleuse 1 601-2 000 TON/HR :

a. Tarif horaire	27,80 $
b. Tarif pour une demi-journée	106,30 $
c. Tarif quotidien	212,60 $
d. Tarif hebdomadaire	1 064,00 $
e. Tarif mensuel	4 431,00 $

29. 539 Balai aspirateur 5 VG.CU et + (en location) :

a. Tarif horaire	72,30 $
b. Tarif pour une demi-journée	285,20 $
c. Tarif quotidien	570,10 $
d. Tarif hebdomadaire	2 742,00 $
e. Tarif mensuel	11 871,00 $

30. 545 Chariot élévateur 4 001-5 000 lb. :

a. Tarif horaire	3,70 $
b. Tarif pour une demi-journée	10,80 $
c. Tarif quotidien	20,50 $
d. Tarif hebdomadaire	103,90 $
e. Tarif mensuel	451,80 $

31. 593 Tondeuse 72 PO. et + :

a. Tarif horaire	7,0 $
b. Tarif pour une demi-journée	29,00 $
c. Tarif quotidien	56,80 $
d. Tarif hebdomadaire	285,20 $
e. Tarif mensuel	1 185,00 $

32. 597 Tondeuse 7 couteaux :

a. Tarif horaire	21,80 $
b. Tarif pour une demi-journée	83,30 $
c. Tarif quotidien	166,70 $
d. Tarif hebdomadaire	834,70 $
e. Tarif mensuel	3 473,00 $

33. 635 Aspirateur à feuilles :

a. Tarif horaire	4,80 $
b. Tarif pour une demi-journée	15,70 $
c. Tarif quotidien	31,40 $
d. Tarif hebdomadaire	157,10 $
e. Tarif mensuel	681,30 $

34. 661 Compresseur 100 PCM :

a. Tarif horaire	1,20 $
b. Tarif pour une demi-journée	3,70 $
c. Tarif quotidien	6,00 $
d. Tarif hebdomadaire	30,20 $
e. Tarif mensuel	132,90 $

35. 678 Hache Branches :

a. Tarif horaire	6,00 $
b. Tarif pour une demi-journée	24,10 $
c. Tarif quotidien	48,30 $
d. Tarif hebdomadaire	241,60 $
e. Tarif mensuel	1 044,00 $

36. 752 Fardier 2-4 tonnes :

a. Tarif horaire	1,10 $
b. Tarif pour une demi-journée	4,80 $
c. Tarif quotidien	8,50 $
d. Tarif hebdomadaire	44,60 $
e. Tarif mensuel	192,20 $

37. 759 Fardier 16 tonnes et + :

a. Tarif horaire	3,70 $
b. Tarif pour une demi-journée	10,80 $
c. Tarif quotidien	21,80 $
d. Tarif hebdomadaire	110,00 $
e. Tarif mensuel	473,50 $

38. 761 Roulotte :

a. Tarif horaire	1,20 $
b. Tarif pour une demi-journée	3,70 $
c. Tarif quotidien	6,00 $
d. Tarif hebdomadaire	32,60 $
e. Tarif mensuel	140,20 $

39. 766 Remorque Théâtre :

a. Tarif horaire	7,20 $
b. Tarif pour une demi-journée	24,10 $
c. Tarif quotidien	48,30 $
d. Tarif hebdomadaire	241,60 $
e. Tarif mensuel	1 048,00 $

40. 825 Souffleuse à neige sur tracteur :

a. Tarif horaire	44,60 $
b. Tarif pour une demi-journée	176,30 $
c. Tarif quotidien	352,70 $

d. Tarif hebdomadaire	1 697,00 $
e. Tarif mensuel	7 351,00 $

41. 970 Essoucheuse (de type vertical) :

a. Tarif horaire	9,80 $
b. Tarif pour une demi-journée	33,80 $
c. Tarif quotidien	69,00 $
d. Tarif hebdomadaire	341,70 $
e. Tarif mensuel	1 422,00 $

2. Pour l'utilisation du matériel roulant suivant, il sera perçu, l'heure, incluant le coût du carburant mais excluant le coût de l'opérateur :

1. 100 Motoneige grande puissance :	20,40 $
2. 105 Voiturette électrique :	9,20 $
3. 106 Voiturette à essence :	15,30 $
4. 118 Véhicule tout terrain :	28,60 $
5. 215 Fourgonnette à nacelle aérienne :	32,60 $
6. 247 Camion 16 501 à 19 500 lbs PBV-B.F. :	29,60 $
7. 286 Camion 30 001 lbs PBV et plus. grue. Treuil :	72,40 $
8. 288 Camion 30 001 lbs PBV et plus. grue. Tarière :	86,70 $
9. 298 Camion 33 000 lbs PBV et plus. grue. Treuil 3 essieux :	86,70 $
10. 307 Camion-traceur :	49,00 $
11. 396 Camion Benne-Épandeur 6 x 4 :	39,80 $
12. 414 Tracteur sur roue 65 à 100 HP :	35,70 $
13. 471 Autoniveleuse louée :	78,50 $
14. 481 Rouleau motorisé (moins de 2 tonnes) – vibrateur :	12,20 $
15. 511 Traceur sur roues - voie étroite :	23,50 $
16. 546 Chariot élévateur à fourche 5 001 à 6 000 lbs :	46,90 $
17. 579 Pulvérisateur motorisé :	9,20 $

18. 645 Génératrice remorquée :	22,40 $
19. 647 Génératrice à dégeler remorquée :	17,30 $
20. 701 Traceuse de ligne remorquée :	16,30 $
21. 712 Boîte pour le transport d'asphalte :	42,80 $
22. 713 Flèche sur remorque :	2,00 $
23. 714 Remorque à panneau afficheur :	2,00 $
24. 749 Génératrice à vapeur :	19,40 $
25. 754 Fardier 6 à 8 tonnes :	11,20 $
26. 760 Remorques diverses :	18,40 $
27. 765 Remorque citerne :	6,10 $
28. 771 Terreauteuse remorquée :	3,10 $
29. 795 Plateau de tonte remorqué 6 à 7 couteaux :	4,10 $
30. 801 Traceuse de ligne motorisée – marquage :	11,20 $
31. 804 Effaceuse de lignes – marquage :	14,30 $
32. 815 Scie à béton :	24,50 $
33. 820 Planeuse à glace de patinoire :	5,10 $
34. 870 Lève-gazon plus de 18 pouces :	12,20 $
35. 875 Aérateur de terre :	15,30 $
36. 879 Arroseuse-gicleuse moins de 800 gallons :	2,00 $
37. 913 Boîte à asphalte :	6,10 $
38. 922 Épandeur détachable 6 v.c. :	16,30 $
39. 923 Épandeur détachable 8 v.c. :	17,30 $

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2024/12/19 16:00

(1)

Dossier # : 1243074025

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaires (RCG 07-030)

Il est recommandé de modifier le règlement relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaires.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-19 15:33

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1243074025**
Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaires (RCG 07-030)

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaires (RCG 07-030) a été révisé et modifié pour la dernière fois en 2015. Le conseil municipal a adopté une résolution (CM24 0436) prévoyant le dépôt de rapports financiers anticipés sur l'état des revenus et des dépenses, produits au 30 juin et au 31 août, chaque année aux séances des conseils municipal et d'agglomération en août et en octobre respectivement.
La modification proposée vise à ajouter le dépôt obligatoire, en août, d'un état comportant les revenus et les dépenses prévus pour l'exercice courant et produit au 30 juin. Selon les dispositions législatives applicables à la Ville de Montréal, la trésorière doit déjà déposer, lors de la dernière séance ordinaire du conseil tenue au moins quatre semaines avant la séance où le budget de l'exercice financier suivant doit être adopté, deux états comparatifs. Le premier compare les revenus et les charges réels de l'exercice financier courant avec ceux de l'exercice précédent pour la période se terminant habituellement en août. Le second compare les revenus et les charges prévus pour l'exercice financier courant, au moment de la préparation de l'état, avec ceux prévus au budget de cet exercice (*Loi sur les cités et villes, RLRQ c C-19* ; art 105.4). En résumé, puisque la Loi prévoit déjà un dépôt à l'automne, la modification concerne uniquement l'inscription du dépôt additionnel d'un rapport financier anticipé en août.

Cependant, lors d'une année d'élection générale, les conseils ne peuvent plus siéger relativement tôt à l'automne, sauf en cas de force majeure nécessitant leur intervention, conformément aux dispositions de l'article 314.2 de la *Loi sur les élections et référendums dans les municipalités (RLRQ c E-2.2)* . Ainsi, les deux rapports prévus par l'article 105.4 de la *Loi sur les cités et villes* seront dressés au 30 juin et déposés en août aux différents conseils. Lors d'une année d'élection générale, il n'y aura donc qu'un seul dépôt aux conseils.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM24 0436 - Motion de l'opposition officielle demandant le dépôt trimestriel de rapports financiers anticipés au conseil municipal et d'agglomération
CG15 0367 - Modifier le règlement en matière de contrôle et de suivis budgétaires

DESCRIPTION

Pour donner suite à l'adoption de la résolution du conseil municipal demandant le dépôt de rapports financiers anticipés au conseil municipal et d'agglomération ainsi que la modification du Règlement relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaires (RCG 07-030), ledit règlement est modifié par l'ajout de l'article 12 qui stipule :

« 12. Chaque année, le trésorier dépose, lors des séances ordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération tenues au mois d'août, un état comportant les revenus et dépenses dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, préparé au 30 juin selon les renseignements dont dispose alors le trésorier.»

JUSTIFICATION

En vertu de l'article 477 de la *Loi sur les cités et villes,* les municipalités du Québec doivent avoir un règlement en matière de contrôle et de suivi budgétaires. Le conseil peut adopter tout règlement relatif à l'administration des finances de la municipalité et y apporter les modifications qu'il juge nécessaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

s.o.

MONTRÉAL 2030

Ce projet contribue à la priorité suivante de la stratégie Montréal 2030:

- Priorité 12 : Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective.

La grille d'analyse Montréal 2030 figure en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Dépôt supplémentaire d'un rapport financier anticipé.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

s.o.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

s.o.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

s.o.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christian C NADEAU
Conseiller en planification budgétaire

Tél : 514-872-7656
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Stéphanie RAULT
Cheffe de division - Planification budgétaire et fiscale

Tél : 438 951-7597
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur - Budget et planification financière et fiscale
Tél : 514 451-1839
Approuvé le : 2024-11-17

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances et de l'évaluation foncière
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1243074025*
Unité administrative responsable : *Service des finances et de l'évaluation foncière.*
Projet : *Adoption - Règlement modifiant le Règlement relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaires (RCG 07-030).*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *Miser sur la transparence, l'ouverture et le partage des données ainsi que l'appropriation des technologies émergentes pour améliorer la prise de décision individuelle et collective*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *Améliorer l'accès à l'information et les processus de communication, de consultation et de reddition de comptes auprès des citoyennes et citoyens, du personnel et des élues et élus de la Ville.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1243074025

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Planification budgétaire et fiscale
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le Règlement relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaires (RCG 07-030)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1243074025 - Règlement modifiant RCG 07-030.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate - Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières
Tél : 514-589-7591

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division

Tél : 514-872-0128
Division : Division du droit fiscal, de l'évaluation et des transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT RELATIF AUX RÈGLES DE CONTRÔLE ET DE SUIVI BUDGÉTAIRES (RCG 07-030)

Attendu qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 477 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19), le conseil doit adopter un règlement en matière de contrôle et de suivi budgétaires;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le Règlement relatif aux règles de contrôle et de suivi budgétaires (RCG 07-030) est modifié par l'ajout, à la fin, de l'article suivant :

« **12.** Chaque année, le trésorier dépose, lors des séances ordinaires du conseil municipal et du conseil d'agglomération tenues au mois d'août, un état comportant les revenus et dépenses dont la réalisation est prévue pour l'exercice financier courant, préparé au 30 juin selon les renseignements dont dispose alors le trésorier. »

_____

GDD1243074025

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.06

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245929002

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme décennal d'immobilisations, un projet de règlement d'emprunt relevant de la compétence du conseil d'agglomération et autorisant le financement de 50 000 000 $ pour la réalisation de travaux de voirie, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements tel que défini dans la politique de capitalisation de la Ville, lorsque ces interventions nécessitent une action immédiate

d'adopter, dans le cadre du Programme décennal d'immobilisations, un projet de règlement d'emprunt autorisant le financement de 50 000 000 $ pour la réalisation de travaux de voirie, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements relevant de la compétence du conseil d'agglomération, conditionnellement à l'approbation par le ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire du règlement d'emprunt mentionné au dossier;

1. de décréter que la période de financement ne doit pas excéder 20 ans;
2. d'imputer cette somme au règlement précité.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-19 18:28

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245929002

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme décennal d'immobilisations, un projet de règlement d'emprunt relevant de la compétence du conseil d'agglomération et autorisant le financement de 50 000 000 $ pour la réalisation de travaux de voirie, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements tel que défini dans la politique de capitalisation de la Ville, lorsque ces interventions nécessitent une action immédiate

CONTENU

CONTEXTE

Les différents services municipaux peuvent avoir, de façon ponctuelle, à faire face à des situations imprévisibles et nécessitant un investissement important à très court terme. La nature inattendue de ces travaux et les délais pour l'approbation des règlements d'emprunts causent préjudice à la gestion des affaires courantes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Le présent rapport vise l'obtention d'un règlement d'emprunt à objet multiple de 50 000 000 $ pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de biens nécessitant une intervention immédiate et qui relèvent de la compétence du conseil d'agglomération. L'obtention de ce règlement d'emprunt permettra à l'ensemble des intervenants municipaux de faire face aux situations d'urgence ou imprévues et de procéder aux interventions requises. Toutefois, ces travaux devront s'insérer à l'intérieur des budgets du Programme décennal d'immobilisations de l'agglomération.

JUSTIFICATION

La nature urgente ou imprévue des déboursés justifie l'obtention du règlement d'emprunt pour accélérer le processus de règlement de la situation.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les requérants devront insérer, à même leur enveloppe budgétaire, le coût des différents travaux ou des différentes acquisitions.
La période de financement ne doit pas excéder 20 ans.

MONTRÉAL 2030

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Accélération du processus de règlement de situations urgentes ou imprévues.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale (Tassadit NAHI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Marie-Natacha SAINT-JEAN
Conseiller(ere) BUDGÉTAIRE

Tél : 514 872-5864
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-25

Philippe BRILLANT
Chef de division

Tél : 514 872-2238
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gildas S. GBAGUIDI
Directeur(-trice)-budget

Tél :
Approuvé le : 2024-11-14

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Francine LAVERDIÈRE
Trésorière et directrice du Service des finances
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2024-11-19

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *1245929002*
Unité administrative responsable : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du budget et de la planification financière et fiscale, division Plan d'investissement
Projet : Adoption Règlement d'emprunt */PDI*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

*[**Comment répondre :** Identifiez un maximum de 5 priorités et retranscrivez-les (numéro et énoncé de priorité) en vous référant au guide d'accompagnement ou au document synthèse Montréal 2030.*

Répondez « aucune contribution » dans le cas d'une absence de contribution ou « s.o » dans le cas d'une non-applicabilité.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245929002

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme décennal d'immobilisations, un projet de règlement d'emprunt relevant de la compétence du conseil d'agglomération et autorisant le financement de 50 000 000 $ pour la réalisation de travaux de voirie, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements tel que défini dans la politique de capitalisation de la Ville, lorsque ces interventions nécessitent une action immédiate

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1245929002- Travaux infra. et acquisitions.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-08

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 50 000 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX DE VOIRIE, D'INFRASTRUCTURES ET D'AMÉNAGEMENT URBAIN, LA CONSTRUCTION D'IMMEUBLES, L'ACQUISITION D'IMMEUBLES ET L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS

Vu les articles 18, 19 et 23 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 50 000 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de voirie, d'infrastructures et d'aménagement urbain, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles pour toutes fins municipales, et l'achat d'équipements.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale

Dossier # : 1245929002

Unité administrative responsable :	Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Plan de l'investissement
Objet :	Adopter, dans le cadre du Programme décennal d'immobilisations, un projet de règlement d'emprunt relevant de la compétence du conseil d'agglomération et autorisant le financement de 50 000 000 $ pour la réalisation de travaux de voirie, la construction d'immeubles, l'acquisition d'immeubles et l'achat d'équipements tel que défini dans la politique de capitalisation de la Ville, lorsque ces interventions nécessitent une action immédiate

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

Dossier 1245929002 information comptables.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Tassadit NAHI
Agente de gestion des ressources financières
Tél : 514 872-3087

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-27

Mélanie BEAUDOIN
Conseiller(-ere) en planification budgetaire
Tél : 514-872-1054
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière, Direction du budget et planification financière et fiscale

INTERVENTION FINANCIÈRE - PROGRAMME DÉCENNAL D'IMMOBILISATIONS (PDI)

ADOPTION D'UN RÈGLEMENT D'EMPRUNT

NO GDD : 1245929002

Information comptable

Le virement de crédits ci-dessous sera fait à la suite de l'approbation du règlement d'emprunt par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

Dépenses

5001.5024XXX.802601.01909.57201.000000.0000.115470.000000.98001.00000	50 000 000 $

Emprunt à long terme

5001.5024XXX.802601.01909.49200.000000.0000.115470.000000.98001.00000	50 000 000 $

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.07

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248168001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec

Il est recommandé d'adopter le règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-17 14:36

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248168001**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 f) favoriser la protection et la mise en valeur des milieux naturels et de la forêt urbaine
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de règlement vise à régulariser l'occupation permanente par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue de deux parcelles du lot 4 310 107 du cadastre du Québec, situées dans le Grand parc de l'Ouest et appartenant à la Ville de Montréal. Ces deux parcelles sont occupées respectivement par une tranchée de drainage et par la rue Zénon-Gareau.
En vertu de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, la Ville de Montréal doit autoriser l'occupation du domaine public par l'adoption d'un règlement d'occupation à cet effet.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE20 1295 - Autoriser la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue à réaliser des travaux de drainage de la rue Zénon-Gareau sur un terrain appartenant à la Ville de Montréal, connu et désigné comme étant une partie du lot 4 310 107 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, lequel est situé à l'intérieur des limites du Grand Parc de l'Ouest dans la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, le tout selon les termes et conditions stipulés à l'autorisation.
CG19 0478 - Approuver le projet d'acte par lequel la Ville acquiert de Développement immobilier Grilli inc., pour fins de parc, un terrain vacant, connu et désigné comme étant les lots mentionnés au dossier décisionnel, au cadastre du Québec, à proximité du chemin de l'Anse-à-l'Orme, dans la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, au prix de 5 100 000 $ plus les taxes applicables, soit 5 863 725,00 $, incluant les taxes, dans le cadre de la création du Grand parc de l'Ouest. N/Réf. : 31H05-005-6314-01

DESCRIPTION

En 2019, la Ville de Montréal acquiert le lot 4 310 107 afin d'agrandir le Grand parc de l'Ouest. Ce lot est alors occupé en partie par la rue Zénon-Gareau, laquelle dessert le quartier résidentiel voisin à l'ouest.
Une servitude d'occupation temporaire datée du 17 novembre 1995, portant le numéro d'inscription 4 819 773, permet l'occupation d'une partie de la rue Zénon-Gareau par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue et ce, jusqu'à la construction d'un nouveau quartier à l'est. Le quartier à l'est ne pourra être construit, car la Ville de Montréal affecte dorénavant ce terrain à des fins de parc régional. En conséquence, la Ville de Montréal doit remplacer la servitude temporaire par un règlement d'occupation permanente du domaine public qui correspond à l'emprise réelle de la rue Zénon-Gareau.

De plus, il est à noter qu'en 2020 la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue demande à la Ville de Montréal l'autorisation afin de construire une tranchée de drainage sur le lot 4 310 107 de la Ville de Montréal, près de la ligne séparative partagée avec les lots résidentiels de la rue Vallée.

Cette tranchée de drainage (construite en sous-terrain, recouverte et végétalisée) est conçue pour réduire l'accumulation d'eau sur les terrains résidentiels de la rue Vallée au moment de la fonte des neiges. Le comité exécutif de la Ville de Montréal a autorisé la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue à réaliser la tranchée de drainage par la résolution CE20 1295.

L'adoption d'un règlement d'occupation permanente du domaine public permet à la Ville de Montréal de régulariser à la fois la présence de la rue Zénon-Gareau et de la tranchée de drainage. Cette occupation est gratuite pour la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue. La ville de Sainte-Anne-de-Bellevue doit toutefois entretenir à sa charge les deux ouvrages.

Il est à noter que la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue a pris connaissance du projet de règlement et en est satisfaite.

JUSTIFICATION

Le règlement d'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue permet de régulariser les occupations sur le lot 4 310 107 de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les responsabilités financières découlant de ce règlement incombent à la ville de Saint-Anne-de-Bellevue.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas directement à l’atteinte des résultats de Montréal 2030 parce qu'il traite d'une permission d'occupation au bénéfice de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement permettra de régulariser l'occupation du domaine public de la ville de Montréal par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n’y a pas d’opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption du règlement : Automne 2024

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Antoine LAMOUREUX
Conseiller en planification

Tél : 514 820-7097
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-09-24

Jérémie WATTERS
Chef de division

Tél : 514.872.6746
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
directeur(trice)
Tél : 514.872.1456
Approuvé le : 2024-10-17

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : **1248168001**
Unité administrative responsable : Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Projet : *Adopter le Règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			*X*
2. À quelles **priorités** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Ce dossier n'est pas lié à une priorité du Plan stratégique. Ce dossier vise à régulariser une occupation du domaine public de la Ville de Montréal par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Sans objet.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : • Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 • Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 • Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales • Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**x**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**x**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** • Respect et protection des droits humains • Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**x**
b. **Équité** • Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**x**
c. **Accessibilité universelle** • Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**x**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**x**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle



Projet de permis d'occupation du domaine public

Sainte-Anne-de-Bellevue

Règlement de délimitation du Grand parc de l'Ouest

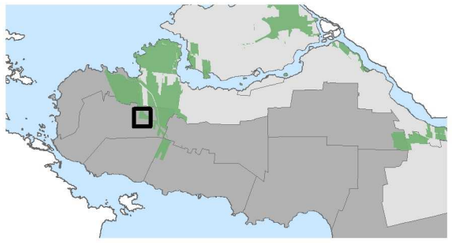
Grand parc de l'Ouest

Lot 4 310 107 :

Secteur de construction de la tranchée de drainage

Secteur de la voirie

Secteur naturel à conserver



Montréal

Service des grands parcs,
du Mont-Royal et des sports

25 mars 2021

orthophotos: © Communauté métropolitaine de Montréal, 20

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248168001

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction , Division stratégie et développement du Réseau
Objet :	Adopter le règlement autorisant l'occupation permanente du domaine public par la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue aux fins d'une tranchée de drainage et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Projet de reglement.doc

Annexe I plan description technique.pdf

Annexe I description technique.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-11

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate
Tél : 514-872-8594
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT L'OCCUPATION PERMANENTE DU DOMAINE PUBLIC PAR LA VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE AUX FINS D'UNE TRANCHÉE DE DRAINAGE ET D'UNE VOIE DE CIRCULATION SUR LE LOT 4 310 107 DU CADASTRE DU QUÉBEC

Vu l'article 17 et le paragraphe 12° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu les articles 67 et 67.1 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2024, le conseil d'agglomération décrète :

1. La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue est autorisée à occuper gratuitement de manière permanente le domaine public aux fins d'une tranchée drainante et d'une voie de circulation sur le lot 4 310 107 du cadastre du Québec, soit dans le Grand parc de l'Ouest, tel que délimité à l'annexe I du présent règlement.

L'autorisation visée au premier alinéa est conditionnelle au respect des conditions et des exigences prévues à l'annexe II du présent règlement.

2. En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et toute autre disposition réglementaire, la disposition du présent règlement prévaut.

3. Le présent règlement prend effet à la date d'inscription au bureau de la publicité des droits de l'acte d'extinction fait par la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue de la servitude temporaire de passage publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal le 20 novembre 1995, sous le numéro d'inscription 4 819 773.

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue doit transmettre à l'autorité compétente, tel que définie à l'annexe II du présent règlement, une copie de l'acte d'extinction de ladite servitude temporaire dans les dix (10) jours de la signature de l'acte.

ANNEXE I
PLAN ET DESCRIPTION TECHNIQUE

ANNEXE II
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXX 2024

GDD 1248168001

ANNEXE I
PLAN ET DESCRIPTION TECHNIQUE

ANNEXE II
CONDITIONS D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

1.1. « **Autorité compétente** » : la directrice du Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.2. « **Emplacements** » : une partie du lot 4 310 107 du cadastre du Québec, d'une superficie de 4 911,3 m^2 occupée par la rue Zénon-Gareau;

une partie du lot 4 310 107 dudit cadastre d'une superficie de 1 916,5 m^2 occupée par une tranchée drainante;

Lesquelles parties sont identifiées sur le plan accompagnant la description technique préparée par Alexis Bellerose, arpenteur-géomètre, le 13 mai 2024, sous le numéro 3189 de ses minutes (dossier 23394), dont une copie est jointe au présent règlement comme annexe I;

1.3. « **Ouvrages** » : une tranchée drainante et une voie de circulation avec fossés portant la dénomination de la rue Zénon-Gareau, incluant tout équipement ou accessoire utile à leur bon fonctionnement.

ARTICLE 2
CONDITIONS D'AUTORISATION

2.1. L'autorisation d'occuper de manière permanente le domaine public, accordée à la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue (ci-après « SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE ») par le présent règlement, doit se limiter aux Emplacements et doit respecter les termes et conditions des présentes.

2.2. L'autorisation comprend pour SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE l'autorisation de poser tout geste qu'elle jugera nécessaire et approprié afin de maintenir, réparer, remplacer, entretenir, exploiter ou démanteler les Ouvrages dans les Emplacements.

2.3. L'autorisation inclut également le droit pour SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE de circuler librement sur la rue Zénon-Gareau, d'y accéder et d'en sortir en tout temps à pied ou en véhicule.

À l'égard de la tranchée drainante, l'autorisation inclut le droit pour SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE de circuler à pied ou en véhicule en vue de son entretien, sa réparation ou son remplacement.

ARTICLE 3
FIN DE L'OCCUPATION

3.1. La perte totale, l'enlèvement définitif ou la destruction complète sans remplacement, de quelque façon que ce soit, des Ouvrages mettra automatiquement fin aux droits consentis par la présente autorisation. Lorsque l'enlèvement définitif est fait par SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, celle-ci doit donner un préavis écrit de cent quatre-vingts (180) jours à l'Autorité compétente. Néanmoins, il est entendu qu'aucun préavis ne sera requis pour tout enlèvement définitif requis d'urgence. En ce cas, un avis sera transmis à cet effet par SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE à l'Autorité compétente dans les dix (10) jours suivant l'intervention et les documents prévus à l'article 5.1 de la présente annexe seront transmis dès que possible.

3.2. De plus, la Ville de Montréal se réserve le droit, en tout temps, d'exiger l'enlèvement, l'abandon, le déplacement, la relocalisation ou la modification, aux frais de SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, des Ouvrages, en cas de non-respect des obligations de SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE créées aux termes des présentes ou si jugé nécessaire, dans l'intérêt public, par l'Autorité compétente. À cet effet, un préavis de cent quatre-vingts (180) jours doit être donné à SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, à l'expiration duquel la présente autorisation d'occupation du domaine public prendra automatiquement fin. La Ville de Montréal se réserve toutefois le droit d'exiger, en cas d'urgence et dans des circonstances mettant en péril la santé ou la sécurité publique, toute modification jugée appropriée, et ce, à l'intérieur de tout délai justifié par l'urgence de la situation.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

4.1. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE doit assumer, pour toute la durée de l'autorisation d'occuper le domaine public, l'entière responsabilité de tout dommage pouvant résulter de l'installation, de l'existence, de l'entretien ou de l'usage qui est fait des Ouvrages dans les Emplacements, qu'il s'agisse de dommages aux personnes ou aux biens publics ou privés ainsi que ceux pouvant être causés par ses employés ou ses entrepreneurs. À cet égard, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE tiendra la Ville de Montréal indemne, prendra fait et cause et la défendra contre toute réclamation qui pourrait être faite contre cette dernière, toute action qui pourrait lui être intentée et toute condamnation ou tout jugement qui pourrait être rendu contre la Ville de Montréal, y compris les frais et accessoire, sauf en cas de négligence, de faute ou d'omission de la part de la Ville de Montréal, ses employés ou ses entrepreneurs.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE tiendra la Ville de Montréal indemne de tout dommage causé aux Ouvrages par la Ville

de Montréal, ses employés ou ses entrepreneurs, sauf en cas de négligence, de faute ou d'omission de la part de ces derniers.

4.2. SAINT-ANNE-DE-BELLEVUE doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de l'occupation, une assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, les dommages matériels ainsi que pour les préjudices. Cette assurance responsabilité doit contenir un avenant désignant la Ville de Montréal comme assurée additionnelle pour tout sinistre ayant trait à l'occupation du domaine public et doit préciser qu'elle n'est pas annulable ni modifiable sans un préavis écrit de trente (30) jours adressé à l'Autorité compétente. Elle doit être maintenue en vigueur pendant toute la durée de l'occupation du domaine public et le montant doit en être indexé tous les cinq (5) ans afin que les montants souscrits donnent une protection équivalente à celle prévue aux présentes.

SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE devra fournir à l'Autorité compétente, sur demande, la preuve qu'elle se conforme aux exigences du présent article.

4.3. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE doit entretenir et maintenir en bon état les Ouvrages, lesquels devront être sécuritaires pour l'environnement et pour le public.

4.4. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE s'engage à maintenir les lieux occupés exempts de tous empiétements ou dépôts sauvages.

4.5. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE s'engage à aménager à ses frais dans un délai de douze (12) mois à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement et à entretenir une clôture sans ouverture ni porte sur la ligne mitoyenne du lot 4 310 107 du cadastre du Québec et des lots privés de la rue Vallée.

4.6. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE s'engage à réaliser les opérations de déneigement de la rue Zénon-Gareau sans décharger ni pousser la neige dans les fossés ou au-delà des Emplacements. L'utilisation des sels de déglaçage est prohibée.

4.7. SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE s'engage à entretenir les fossés selon les normes applicables et les règles de l'art (notamment, selon la méthode du tiers inférieur).

4.8. La Ville de Montréal se réserve le droit d'entretenir, de remplacer, de reconstruire, de déplacer, de maintenir et d'exploiter les Ouvrages sur les Emplacements, et aux frais de SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, si celle-ci fait défaut à ses obligations.

4.9. Trente (30) jours ouvrables avant le début de tous travaux de plantation de végétaux ou d'abattage d'arbres sur les Emplacements, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE doit soumettre à l'Autorité compétente le plan détaillé de plantation ou d'abattage.

Ce document devra être approuvé par l'Autorité compétente préalablement à l'exécution desdits travaux, agissant diligemment.

ARTICLE 5
TRAVAUX ULTÉRIEURS

5.1. Trente (30) jours ouvrables avant le début de tous travaux de réparation, de modification et de remplacement des Ouvrages ou de tous travaux d'enlèvement des Ouvrages, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE doit soumettre à l'Autorité compétente les documents suivants :

a) le plan préliminaire des travaux;

b) le plan de remise en état des lieux;

c) le calendrier d'exécution des travaux respectant les lois et règlements en matière de protection environnementale et notamment, la Loi de 1994 sur la convention concernant les oiseaux migrateurs (L.C. 1994, ch.22) et la Loi sur la qualité de l'environnement (RLRQ, c. Q-2);

d) un certificat d'assurance prouvant que SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE détient l'assurance- responsabilité requise et exigée conformément à l'article 4.2 de la présente annexe.

Ces documents devront être approuvés par l'Autorité compétente préalablement à l'exécution desdits travaux, agissant diligemment. Néanmoins, il est entendu qu'aucune approbation ne sera requise pour toute réparation urgente nécessitant une intervention immédiate de SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE. En ce cas, un avis sera transmis à cet effet par SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE dans les dix (10) jours suivant l'intervention et les documents y afférents seront transmis dès que possible.

Toute modification aux Ouvrages doit être exécutée par SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE, ou ses sous-contractants, à ses frais.

5.2. Dans les trente (30) jours suivant la fin des travaux, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE devra enlever des Emplacements tout débris et surplus d'excavation résultant des travaux effectués et devra, à ses frais, le remettre en état selon le plan de remise en état des lieux prévu à l'article 5.1 b) de la présente annexe. Toutefois, dans l'éventualité où certains travaux de remise en état ne pourraient pas être complétés dans le délai précité, compte tenu de la période hivernale, notamment la plantation de végétaux, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE devra compléter la remise en état des Emplacements dans un délai de trente (30) jours suivant la période de dégel fixée annuellement par le ministère des Transports applicable au territoire montréalais.

Il est entendu que la remise en état des Emplacements devra notamment inclure la réinstallation de tous les éléments du domaine public ayant été déplacés lors de la réalisation des travaux incluant notamment la réinstallation des éléments de signalisation et la remise en état des trottoirs et rues affectées par la réalisation des travaux.

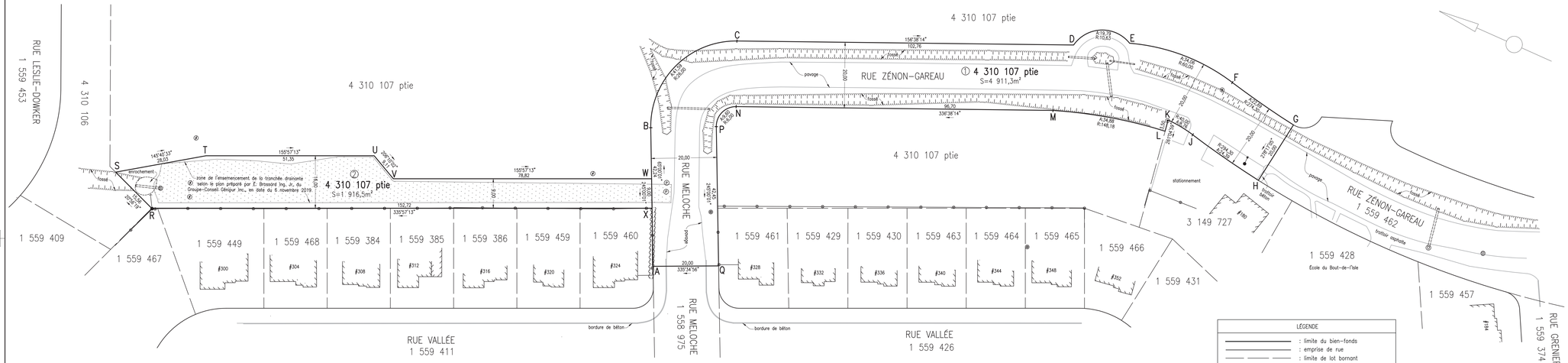
ARTICLE 6

PROPRIÉTÉ DES OUVRAGES

6.1. Malgré les présomptions établies par les articles 955 et 957 du Code civil du Québec (ci-après le « C.c.Q. ») et malgré toutes les dispositions à l'effet contraire contenues aux articles 958, 959 et 961 du C.c.Q., la Ville de Montréal n'acquiert pas les Ouvrages par accession et elle ne sera aucunement tenue, à quelque moment que ce soit, de payer à SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE quelque somme que ce soit à titre d'indemnité pour les impenses nécessaires, utiles ou d'agrément relativement aux Ouvrages, lesquels sont, pour les fins du présent règlement, réputés appartenir à SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE.

ARTICLE 7
RENONCIATION

7.1. Si SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE est d'une quelconque manière troublée dans son occupation des Emplacements, elle n'aura aucun recours contre la Ville de Montréal, SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE y renonçant expressément.



code du microfilm B3

DIVISION DE LA GÉOMATIQUE

Échelle: 1: 500

0 5 mètres

Les unités utilisées sont celles du système international(SI)

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE: MONTRÉAL

CADASTRE: Québec

LOT(S):

Deux parties du lot 4 310 107

EMPLACEMENT:

Biens-fonds situés au nord-est de la
RUE VALLÉE
entre la
RUE LESLIE-DOWKER et la RUE GRENIER

FINS DU DOCUMENT:

Description technique pour fins de permis d'occupation du domaine public

NOTES: 1- Les biens-fonds devant être grevés d'un permis d'occupation du domaine public en faveur de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue sont identifiés par les lettres ABCDEFGHJKLMNPQA (article 1) pour les rues Meloche et Zénon-Gareau et par les lettres RSTUVWXR (article 2) pour la tranchée drainante.

2- Le levé a été effectué les 14 février, 12, 13, 14 et 27 avril 2023.

3- Les directions apparaissant sur ce document sont des gisements en référence au système SCOPO NAD83 SCRS (fuseau 8).

4- Le lot 4 310 107 est la propriété de "LA VILLE DE MONTRÉAL" en vertu de l'acte d'acquisition publié sous le numéro 25 032 544.

5- Le lot 4 310 107 est considéré comme un parc faisant partie du Grand Parc de l'Ouest et est mentionné dans l'annexe 1 du Règlement relatif à l'établissement du Grand Parc de l'Ouest (RGC 19-026).

6- À moins d'indication contraire au plan, les servitudes et autres charges ne sont pas indiquées sur ce plan.

Ce document ne peut être utilisé à d'autres fins que celles spécifiées, sans autorisation écrite de son auteur ou du garden du greffe commun.

Montréal, le 13 mai 2024

Préparé par: ALEXIS BELLEROSE
Arpenteur-géomètre

COPIE CONFORME DU ORIGINAL
Montréal, le 2024-06-07
Arpenteur

Minute N° 3189 Sceau

Références: Ce plan et le rapport qui l'accompagne font partie intégrante de la description technique.
Feuille(s) cartographique(s): 31H05-005-5013 et 31H05-005-5113 (31H05-010-3007 et 31H05-010-3107)

Dessin: M.Joyal

Arpenteur(e)-géomètre chef d'équipe:

DOSSIER N° 23394 (Greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville)

Montréal
Service des infrastructures du réseau routier
Arpenteure-géomètre en chef de la Ville:

DOSSIER DE LA VILLE:

MUNICIPALITÉ:
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

PLAN N° V-1 SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

23394-D12WG

DESCRIPTION TECHNIQUE

CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE	:	MONTRÉAL
CADASTRE	:	QUÉBEC
LOTS	:	DEUX PARTIES DU LOT 4 310 107
MUNICIPALITÉ	:	VILLE DE SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE
ARRONDISSEMENT	:	NON APPLICABLE

Ces biens-fonds, situés au nord-est de la rue Vallée entre la rue Leslie-Dowker et la rue Grenier, sont indiqués par les lettres ABCDEFGHJKLMNPQA (article 1) et RSTUVWXR (article 2), tel que montré sur le plan V-1 SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE joint à la présente description technique.

Ils se décrivent comme suit et le numéro d'article inscrit en marge de la description correspond à celui qui apparait sur le plan joint :

Les biens-fonds décrits sont pour des fins d'obtention d'un permis d'occupation du domaine public en faveur de la Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue sur une partie des rues Meloche et Zénon-Gareau et sur une tranchée drainante.

1.- Une partie du lot QUATRE MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE CENT SEPT (4 310 107 ptie).

De figure irrégulière,

Partant du point A, étant à l'intersection des lots 1 559 460, 4 310 107 et 1 558 975, étant la rue Meloche.

/2

De là, bornée au nord-ouest par le lot 1 559 460, par une partie du lot 4 310 107 (article 2) et par une autre partie du lot 4 310 107, et suivant une direction de 65°00'01" pour une distance de quarante-deux mètres et vingt-quatre centièmes (42,24 m) jusqu'au point B.

De là, bornée au nord par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de quarante et un mètres et cinquante-neuf centièmes (41,59 m) et ayant un rayon de vingt-six mètres (26,00 m) jusqu'au point C.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 156°38'14" pour une distance de cent deux mètres et soixante-seize centièmes (102,76 m) jusqu'au point D.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de dix-neuf mètres et soixante-dix-neuf centièmes (19,79 m) et ayant un rayon de dix mètres et soixante-trois centièmes (10,63 m) jusqu'au point E.

De là, bornée à l'est par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de trente-quatre mètres et six centièmes (34,06 m) et ayant un rayon de soixante mètres (60,00 m) jusqu'au point F.

De là, bornée à l'est par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de vingt-deux mètres et soixante-neuf centièmes (22,69 m) et ayant un rayon de deux cent soixante-quatorze mètres et trente centièmes (274,30 m) jusqu'au point G.

/3

De là, bornée au sud par le lot 1 559 462, étant la rue Zénon-Gareau, et suivant une direction de 278°17'05" pour une distance de vingt mètres (20,00 m) jusqu'au point H.

De là, bornée à l'ouest par le lot 3 149 727 et suivant un arc de cercle de vingt-quatre mètres et trente-neuf centièmes (24,39 m) et ayant un rayon de deux cent quatre-vingt-quatorze mètres et trente centièmes (294,30 m) jusqu'au point J.

De là, bornée à l'ouest par le lot 3 149 727 et suivant un arc de cercle de huit mètres et soixante-seize centièmes (8,76 m) et ayant un rayon de quarante mètres (40,00 m) jusqu'au point K.

De là, bornée au sud par le lot 3 149 727 et suivant une direction de 261°04'59" pour une distance de trois mètres et cinquante centièmes (3,50 m) jusqu'au point L.

De là, bornée à l'ouest par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de trente-quatre mètres et quatre-vingt-huit centièmes (34,88 m) et ayant un rayon de cent quarante-huit mètres et dix-huit centièmes (148,18 m) jusqu'au point M.

De là, bornée au sud-ouest par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 336°38'14" pour une distance de quatre-vingt-seize mètres et soixante-dix centièmes (96,70 m) jusqu'au point N.

De là, bornée sud par une partie du lot 4 310 107 et suivant un arc de cercle de neuf mètres et soixante centièmes (9,60 m) et ayant un rayon de six mètres (6,00 m) jusqu'au point P.

/4

De là, bornée au sud-est par une partie du lot 4 310 107 et le lot 1 559 461, et suivant une direction de 245°00'01" pour une distance de quarante-deux mètres et quarante-cinq centièmes (42,45 m) jusqu'au point Q.

De là, bornée au sud-ouest par le lot 1 558 975, étant la rue Meloche, et suivant une direction de 335°34'56" pour une distance de vingt mètres (20,00 m) jusqu'au point de départ A.

Contenant une superficie de quatre mille neuf cent onze mètres carrés et trois dixièmes (4 911,3 m²).

2.- Une partie du lot QUATRE MILLIONS TROIS CENT DIX MILLE CENT SEPT (4 310 107 ptie).

De figure irrégulière,

Partant du point R, étant à l'intersection des lots 4 310 106, 4 310 107 et 1 559 467.

De là, bornée à l'ouest par le lot 4 310 106 et suivant une direction de 20°56'19" pour une distance de quinze mètres et cinquante-six centièmes (15,56 m) jusqu'au point S.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 145°40'33" pour une distance de vingt-huit mètres et trois centièmes (28,03 m) jusqu'au point T.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 155°57'13" pour une distance de cinquante et un mètres et trente-cinq centièmes (51,35 m) jusqu'au point U.

/5

De là, bornée à l’est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 206°10'02" pour une distance de neuf mètres et onze centièmes (9,11 m) jusqu'au point V.

De là, bornée au nord-est par une partie du lot 4 310 107 et suivant une direction de 155°57'13" pour une distance de soixante-dix-huit mètres et quatre-vingt-deux centièmes (78,82 m) jusqu'au point W.

De là, bornée au sud-est par une partie du lot 4 310 107 (article 1) et suivant une direction de 245°00'01" pour une distance de neuf mètres (9,00 m) jusqu'au point X.

De là, bornée au sud-ouest par les lots 1 559 460, 1 559 459, 1 559 386, 1 559 385, 1 559 384, 1 559 468, 1 559 449 et 1 559 467, et suivant une direction de 335°57'13" pour une distance de cent cinquante-deux mètres et soixante-douze centièmes (152,72 m) jusqu'au point de départ R.

Contenant une superficie de mille neuf cent seize mètres carrés et cinq dixièmes (1 916,5 m²).

Les directions mentionnées ci-haut sont des gisements en référence au système SCOPQ NAD83 SCRS (fuseau 8).

Les unités de mesure utilisées dans la présente description technique sont celles du Système International (SI).

/6

Préparé à Montréal, le 13 mai 2024 sous le numéro 3189 de mes minutes au dossier 23394 du greffe commun des arpenteurs(es)-géomètres de la Ville de Montréal.

ALEXIS BELLEROSE
Arpenteur-géomètre

/cc

Plan : V-1 SAINTE-ANNE-DE-BELLEVUE

Dossier : 23394

Copie conforme à l'original

Montréal, le 2024-05-14

Arpenteur-géomètre

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.08

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245517003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville dans des parcs à caractère régional.

Il est recommandé:
d'adopter le règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur les lots n'appartenant pas à la ville dans des parcs à caractère régional.

Signé par Brigitte GRANDMAISON **Le** 2024-10-24 07:44

Signataire : Brigitte GRANDMAISON

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Services de proximité

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245517003**

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Ancienne compétence de la Communauté urbaine de Montréal
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville dans des parcs à caractère régional.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre du Programme décennal d'immobilisations 2024-2033 adopté par le conseil municipal, l'administration a prévu des investissements dans le Programme de réhabilitation des berges, le Programme de Réhabilitation des parcs-nature et espaces riverains, ainsi que le Programme Grand Parc de l'Ouest.

Le Programme de réhabilitation des berges et le Programme Grand Parc de l'Ouest sont assujettis au Cadre de gouvernance et ont obtenu leur point de passage en Exécution.

Dans ces trois programmes, une partie des travaux prévus se trouvent sur des lots n'appartenant pas à la Ville ou n'ayant pas un bail couvrant minimalement la période d'amortissement des dépenses (20 ans) à la suite de la complétion des travaux. Ces conditions ne rencontrent pas les règles comptables de capitalisation des dépenses.

Les démarches pour régulariser ces situations sont en cours. Toutefois, pour assurer le respect de l'échéancier des travaux, les services professionnels et certains des travaux doivent être réalisés en parallèle à ces démarches de régularisation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0225 – 18 avril 2024 : Règlement modifiant le Règlement autorisant un (1) emprunt de 13 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et l'acquisition d'immeubles dans les limites du Grand parc de l'Ouest (RCG 20-006) afin d'augmenter le montant de l'emprunt à 45 779 000 $.
CG24 0033 – 25 janvier 2024 : Adopter la stratégie de mise en valeur du Grand parc de l'Ouest.

CE22 9025020 – 19 octobre 2022 : Mandat d'exécution - Nouveau Programme de réhabilitation des berges.

CE22 1642 – 12 octobre 2022 : Autoriser la signature de deux (2) ententes de contributions financières en lien avec le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (F.A.A.C.) du gouvernement du Canada.

CG21 021 – 30 septembre 2021 : Règlement autorisant un (1) emprunt de 2 100 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement de berges dans les parcs à caractère régional.

CG20 0042 – 30 janvier 2020 : Adopter le Règlement autorisant un (1) emprunt de 13 000 000 $ afin de financer les travaux d'aménagement et l'acquisition d'immeubles dans les limites du Grand parc de l'Ouest.

CG17 0394 – 24 août 2017 : Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un (1) emprunt de 17 000 000 $ afin de financer des travaux de réaménagement de parcs-nature relevant de la compétence du conseil d'agglomération (RCG 16-049).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à adopter un (1) règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un (1) emprunt de 25 386 000 $ pour financer des services professionnels et des travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville ou dont les baux sont à renouveler. Les dépenses permettront de réaliser des projets de réhabilitation de berges et d'aménagement de parcs.

Les projets en berges se situent dans le parc de l'Île de la Visitation.

Les projets en parc se situent dans le réseau des parcs-nature, notamment et sans s'y limiter, à ceux de l'Île-de-la-Visitation, du Ruisseau-De Montigny, de la Pointe-aux-Prairies, du Bois-de-Liesse, du Bois-de-Saraguay, de même que tous les secteurs du Grand parc de l'Ouest présents et à venir.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra d'obtenir les crédits nécessaires pour poursuivre les projets de réhabilitation des berges et d'aménagement de parcs, selon les échéanciers prévus au PDI et au cadre de gouvernance des programmes.

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra également d'engager les subventions fédérales et provinciales déjà obtenues.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement des services professionnels et des travaux d'aménagement qui sont prévu au PDI 2024-2033 :

- En berges du Programme 34330 – Réhabilitation des berges pour un montant de 12 748 000 $;
- Dans les parcs du Programme 34333 – Réhabilitation des parcs-nature et espaces riverains pour un montant de 7 833 700 $;
- Dans les différents secteurs du Programme 32311 – Programme Grand Parc de l'Ouest pour un montant de 4 804 300 $.

Les travaux et services financés par ce règlement d'emprunt ne constituent pas des dépenses d'immobilisation et la période de financement est de cinq (5) ans. Le tableau ci-dessous présente la répartition sur cinq ans des dépenses prévues pour ce règlement

d'emprunt.
On y retrouve également la part applicable de la subvention du Gouvernement du Québec et du Gouvernement fédéral pour le Programme 34330 - Réhabilitation des berges.

Années	2025	2026	2027	2028	2029	Total
Budget brut	1 478 000 $	14 121 000 $	2 105 000 $	4 915 000 $	2 767 000 $	25 386 000 $
Subvention FAAC	400 000 $	9 185 000 $				9 585 000 $
Budget Net	1 078 000$	4 936 000 $	2 105 000 $	4 915 000 $	2 767 000 $	15 801 000 $

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030, des engagements en changements climatiques et des engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle.

Orientation 1 :
- Accélérer la transition écologique, Priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

La grille d'analyse se trouve en pièce jointe.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le budget de revenus et de dépenses n'est pas approuvé, les services professionnels ne seront pas réalisés selon les échéances prévues causant un impact négatif sur le début des travaux.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation : 1er trimestre 2025;
2. Prise d'effet à compter de la date de publication du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Jorge PALMA-GONZALES)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Philippe CHALAND, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Valérie TREMBLAY-GRAVEL, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Clément ARNAUD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Steve BILODEAU BALATTI, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Mathieu DRAPEAU, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Jérémie WATTERS, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports
Marie-Pascale RICHARD, Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports

Lecture :

Marie-Pascale RICHARD, 23 octobre 2024
Valérie TREMBLAY-GRAVEL, 9 octobre 2024
Philippe CHALAND, 2 juillet 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

Philippe CHALAND
Chargé d expertise et de pratique - conseil

Tél : 514 546-3092
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-01

Marie-Pascale RICHARD
Cheffe de division, par intérim - Gestion des parcs-nature, de la biodiversité et des berges

Tél : 514 220-1255
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Georges-Edouar LELIEVRE-DOUYON
Directeur - Gestion des grands parcs et milieux naturels
Tél : 438 995-6030
Approuvé le : 2024-10-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Louise-Hélène LEFEBVRE
Directrice - Service des grands parcs, du Mont-Royal et des sports
Tél : 514 236-5925
Approuvé le : 2024-10-23

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : GDD 1245517003
Unité administrative responsable : Division Gestion des parcs-nature et de la biodiversité
Projet : 34330 Programme de réhabilitation des berges

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	*non*	*s. o.*
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	**X**		

2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il?

Orientation 1 :

Accélérer la transition écologique, priorité 2 : Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

Augmenter les plantations d'arbres et d'arbustes adaptés.

Adoucir le profil des rives et utiliser des techniques de génie végétal pour aménager des rives durables et capables de résister aux évènements climatiques.

Augmenter les accès aux parcs riverains et aux plans d'eau pour les citoyens.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050	**X**		
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?	**X**		
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?	**X**		

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?	**X**		

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation
Québec

Direction générale des finances municipales
et des programmes

PAR COURRIEL

Québec, le 3 décembre 2021

Maître Yves Saindon
Assistant-greffier
Ville de Montréal
155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1B5

N/Réf. : M601579

Monsieur,

Je vous informe que le règlement RCG 21-021 du Conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, par lequel le conseil décrète un emprunt de 2 100 000 $, a été approuvé aujourd'hui conformément à la loi.

L'approbation de ce règlement ne dispense pas l'organisme d'obtenir, le cas échéant, tout permis, certificat, autorisation, approbation ou avis requis en vertu d'une loi, d'un règlement ou d'un programme d'aide financière.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Stéphane Martinez
Directeur général

Aile Chauveau, 1er étage
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau
Québec (Québec) G1R 4J3
Téléphone : 418 691-2010
Télécopieur : 418 646-6941
www.mamh.gouv.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245517003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville dans des parcs à caractère régional.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1245517003 - Aménagement de parcs et berges.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-17

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
24-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 25 386 000 $ AFIN DE FINANCER LES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT ET DE BERGES DANS LES PARCS À CARACTÈRE RÉGIONAL

Vu le paragraphe 12º de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu le Règlement relatif à l'établissement du Grand parc de l'Ouest (RCG 19-026);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____ , le conseil de l'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 25 386 000 $ est autorisé afin de financer les travaux d'aménagement et de berges dans les parcs à caractère régional, le tout tel que décrit à l'annexe A du présent règlement.

2. Cet emprunt comprend les services professionnels et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

6. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

ANNEXE A
DÉPENSES RELATIVES AUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE PARCS

_____

ANNEXE A
DÉPENSES RELATIVES AUX TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE PARCS

	Parcs	**Services professionnels**	**Coût**	**Type de travaux**	**Coût**	**Total**
34330 – Programme de réhabilitation des berges 12 748 000 $	Île de la Visitation	Caractérisation des sédiments	73 000 $	Travaux de réhabilitation des berges Ph. 1	8 875 000 $	12 748 000 $
		Caractérisation environnementale et géotechnique Ph.2	101 000 $	Travaux de réhabilitation des berges Ph. 2	2 234 000 $	
		Conception Ph.1 et Ph.2 + plan et devis 100 % Ph.1	651 000 $			
		Demande ministérielle Ph.1	24 000 $			
		Surveillance travaux Ph.1	376 000 $			
		Plan et Devis 100% Ph. 2	160 000 $			
		Surveillance travaux Ph.2	254 000 $			
34333 - Programme de réhabilitation des parcs nature et espaces riverains 7 833 700 $	Île de la Visitation – Site des moulins	Services professionnels Ph.1 (fondations + sécurisation)	1 340 000 $	Travaux ph.1 (fondations + sécurisation)	4 000 000 $	7 833 700 $
	Tous les parcs nature	Services professionnels pour le maintien des actifs	373 965 $	Travaux pour le maintien des actifs	2 119 735 $	
32311 – Programme Grand Parc de l'Ouest 4 804 300 $	Grand sentier - Secteur de l'Anse-à-l'Orme (phase 1)	Services professionnels plan et devis / surveillance chantier / contrôle des matériaux	510 000 $	Travaux d'aménagement	2 330 000 $	4 804 300 $
	Grand sentier - secteur de l'île Bizard (phase 2)	Services professionnels plan et devis / surveillance chantier / contrôle des matériaux	360 000 $	Travaux d'aménagement	1 604 300 $	
Total						**25 386 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245517003

Unité administrative responsable :	Service des grands parcs_du Mont-Royal et des sports , Direction gestion de grands parcs et milieux naturels , Biodiversité urbaine
Objet :	Adoption - Règlement d'emprunt non capitalisable autorisant un emprunt de 25 386 000 $ pour financer les travaux d'aménagement sur des lots n'appartenant pas à la Ville dans des parcs à caractère régional.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1245517003 - Parcs divs agglo.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Jorge PALMA-GONZALES
Agent comptable analyste
Tél : 872-4014

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-03

Étienne GUIMOND
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.09

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2024-2027 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

Il est recommandé :
- d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-10-25 14:49

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

directeur(-trice) de service - diversite et inclusion sociale
Service de la diversité et de l'inclusion sociale , Direction

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248021005**

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 d) soutenir le développement et la diversité des pratiques culturelles
Compétence d'agglomération :	Mise en valeur des biens protégés en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel
Projet :	MCCQ 2024-2027 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1979, l'Entente entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) est un outil de collaboration et de planification qui permet aux partenaires de participer à la mise en œuvre des plans stratégiques et des politiques s'appliquant au territoire montréalais, au bénéfice des citoyennes et citoyens, dans une perspective de développement durable. Plus particulièrement, l'Entente de développement culturel de Montréal (EDCM) représente un véhicule financier important pour mettre en application la Politique de développement culturel de la Ville et un levier pour le développement de Montréal dans son rôle de métropole culturelle du Québec.
L'Entente 2024-2027 se déploie en fonction de l'année financière du gouvernement du Québec, soit du 1er avril 2024 au 31 mars 2027.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0555 du 24 octobre 2024 - Approuver l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 de 158 402 857 $ entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal / Autoriser l'assistant-greffier, Me Dominico Zambito, à signer cette entente pour et au nom de la Ville
CG21 0676 du 2 décembre 2021 - Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 11 678 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des

années antérieures à 2021.

CG21 0429 - 26 août 2021 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2021-2024 entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG20 0600 - 19 novembre 2020 - Approuver un projet d'avenant no 2 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications (MCC) augmentant ainsi le budget total de l'Entente de 154 860 000 $ à 157 096 173 $

CG20 0417 - 27 août 2020 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 6 918 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 », sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation.

CG19 0416 - 19 septembre 2019 - Approuver un projet d'avenant de modification no 1 à l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 entre la Ville de Montréal et le ministère de la Culture et des Communications, majorant le montant total de l'Entente de 153 140 000 $ à 154 860 000 $, soit une augmentation de 1 720 000 $. Effectuer une correction de l'identification de la contribution de la Ville à l'axe 1 - Patrimoine

CG18 0625 - 22 novembre 2018 - Adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 095 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2018 »

CG18 0430 – 23 août 2018 – Approuver le projet d'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 conclue entre le ministère de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG18 0134 – 22 février 2018 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

CG17 0032 – 26 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2020 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2017.

CG16 0220 – 24 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d'emprunt de 22 825 222 $ afin d'assurer la disponibilité des crédits nécessaires à la réalisation des projets non capitalisables de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.
Ce règlement d'emprunt permettra notamment de réaliser des projets afin de:

- Soutenir la connaissance, la préservation, la restauration ou la mise en valeur du

patrimoine, incluant les paysages distinctifs.
- Développer une culture de la qualité architecturale et de l'urbanisme durable par la sensibilisation de la population et par la contribution des acteurs.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra le financement des dépenses de fonctionnement nécessaires à la réalisation des projets de compétence corporative d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'Entente de développement culturel concerne les services suivants :

- Axe 1 - Aménagement culturel du territoire : Service de la culture, Service de l'urbanisme et de la mobilité et Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports.
- Axe 2 - La vitalité culturelle dans les quartiers : Service de la culture, Service des Grands parcs, du Mont-Royal et des sports, Service de l'urbanisme et de la mobilité, Service du développement économique.

Le présent règlement d'emprunt vise à financer les dépenses non capitalisables de l'Entente.

Il est à noter que selon l'Entente établie avec le MCC, la Ville avance les fonds pour la réalisation des projets et le MCC rembourse la Ville sur présentation de réclamations.

Le règlement d'emprunt servira au financement des dépenses liées à l'Entente de développement culturel de Montréal de 22 825 222 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et d'une partie reportée des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024 prévues au budget des différents services agissant comme parties prenantes à l'Entente. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.

La période de financement ne pourra excéder dix (10) ans.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier contribue à l'atteinte des résultats de Montréal 2030.

L'Entente de développement culturel de Montréal contribue au développement et au rayonnement de Montréal en améliorant la qualité des milieux de vie par une préservation et une mise en valeur du patrimoine, une présence de l'art public, une architecture et un design de qualité et des paysages distinctifs. Elle place les citoyennes et citoyens au cœur de ses interventions. Le développement et la diffusion des connaissances sont également des composantes essentielles à soutenir afin notamment d'assurer la découvrabilité de l'héritage de Montréal.

Le développement et la consolidation de lieux de diffusion municipaux, notamment les bibliothèques et le déploiement de l'art public, mettent de l'avant des pratiques innovantes.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt permettra d'assurer la disponibilité des crédits nécessaires (budget de fonctionnement seulement) à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du règlement d'emprunt par le MAMH - échéance visée : Mars 2025

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Roxana ONOAE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Edelweiss VIGNEAULT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Geneviève TRÉPANIER
Conseillère en planification

Tél : 514-318-9295
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-09

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture

Tél : 514.872.4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Valerie BEAULIEU
Directrice du Service de la culture
Tél : 514.872.4600
Approuvé le : 2024-10-18

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248021005

Unité administrative responsable : Service de la culture

Projet : Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2024.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	X		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? Transition écologique - l'action 2 - Enraciner la nature en ville, en mettant la biodiversité, les espaces verts, ainsi que la gestion et le développement du patrimoine naturel riverain et aquatique au cœur de la prise de décision. - l'action 4 - Développer une économie plus verte et inclusive en soutenant notamment l'économie circulaire et sociale, l'achat local et écoresponsable, et la création de nouveaux emplois écologiques de qualité. Solidarité, équité et inclusion			

- l'action 8 - Lutter contre le racisme et les discriminations systémiques, à la Ville et au sein de la société pour assurer l'inclusion, l'intégration économique, la sécurité urbaine et l'épanouissement de toutes et tous
- l'action 9 - Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire

Démocratie et participation
- l'action 10 - Accroître la participation et l'engagement des citoyennes et citoyens à la vie publique municipale et les positionner, ainsi que les acteurs locaux, au coeur des processus de décision
- l'action 11 Offrir une expérience citoyenne simplifiée, fluide et accessible à toutes les citoyennes et tous les citoyens, et contribuer à réduire la fracture numérique
- l'action 13 Faire de Montréal une métropole de réconciliation avec les peuples autochtones en favorisant l'accès à la participation et aux services municipaux, et en faisant avancer la réconciliation au Québec, au Canada ainsi qu'à l'international

Innovation et créativité
- l'action 15 Soutenir la vitalité culturelle de Montréal et son cœur créatif, notamment les industries culturelles, les artistes, les créateurs et les travailleurs culturels et assurer la pérennité de leur pratique sur son territoire
- l'action 17 - Développer un modèle de gouvernance intelligente et une culture de l'innovation reposant sur une approche d'expérimentation centrée sur l'impact afin d'accompagner les transformations internes et externes

Quartier
- l'action 19 Offrir à l'ensemble des Montréalaises et Montréalais des milieux de vie sécuritaires et de qualité, et une réponse de proximité à leurs besoins

Métropole
- l'action 20 Accroître l'attractivité, la prospérité et le rayonnement de la métropole.

3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?**

L'entente de développement culturel de Montréal (EDCM) constitue un levier, pour le MCC et la Ville de Montréal (Ville), pour mettre en commun leurs connaissances et arrimer leurs actions afin de contribuer à la mise en œuvre des plans stratégiques et des politiques qui s'appliquent au territoire montréalais.

L'EDCM permet aux citoyennes et citoyens, bénéficiaires prioritaires de cette Entente, de contribuer à la qualité et à la vitalité culturelle de leurs milieux de vie et de renforcer leur sentiment d'appartenance grâce à la mise en valeur de leurs éléments identitaires. Les partenaires souhaitent intervenir de manière équitable sur le territoire et positionner la culture comme un outil pour la transition écologique.

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		X	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		X	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		X	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	X		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	X		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal		X	
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		X	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

EV - 1248021005 - Entente développement culturel 2024-2027.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-15

Edelweiss VIGNEAULT
Avocate
Tél : 4388670481
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 22 825 222 $ POUR LE FINANCEMENT DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2024-2027 ET DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION DES PARTIES REPORTÉES DES ENTENTES SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL CONCLUES POUR DES ANNÉES ANTÉRIEURES À 2024

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 22 825 222 $ est autorisé pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2024-2027, conclue entre la Ville et le ministère de la Culture et des Communications et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2024. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Une partie de l'emprunt, non supérieure à 10 % du montant de la dépense prévue à l'article 1, est destinée à renflouer le fonds général de la Ville de tout ou partie des sommes engagées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé en rapport avec cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

_____

GDD 1248021005

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

Entente sur le développement culturel 2024-2027 (Extrait)				
		MCC	**Ville**	**Total MCC + Ville**
		Transfert	**BF**	
1	**Axe 1 - Aménagement culturel du territoire**			
1.1	**Patrimoine**			
1.1.1	Projets	950 001 $	950 001 $	1 900 002 $
1.1.2	Prog. Immeubles municipaux patrimoniaux	339 987 $	339 987 $	679 974 $
1.1.3	Prog. Subventions à la restauration	4 122 334 $	4 122 334 $	8 244 668 $
	Total Axe 1 - Aménagement culturel du territoire	**5 412 322 $**	**5 412 322 $**	**10 824 644 $**
2	**Axe 2 - La vitalité culturelle dans les quartiers**			
2.1	**Patrimoine**			
2.1.1	Recherches et diffusion	1 669 955 $	1 669 955 $	3 339 910 $
2.2	**Sites patrimoniaux déclarés du Mont-Royal et du Bois-de-Saraguay**			
2.2.1	Recherches et diffusion	336 461 $	336 461 $	672 922 $
2.4	**Montréal - Ville Unesco de design**			
2.4.1	Programmes et projets	225 000 $	225 000 $	450 000 $
	Total Axe 2 - La vitalité culturelle dans les quartiers	**2 231 416 $**	**2 231 416 $**	**4 462 832 $**
	Total	**7 643 738 $**	**7 643 738 $**	**15 287 476 $**
	Report des années antérieures (2008-2024)			
	Service de la Culture			- $
	Bibliothèque St-Sulpice (aménagements)			4 000 000 $
	Service de l'Urbanisme et de la Mobilité			11 484 352 $
	Service des Grands Parcs, du Mont-Royal et des Sports			370 866 $
	Reports totaux			**15 855 218 $**
	Total soldes des règlements d'emprunt 2018-2024 au 1 aout 2024			**8 317 472 $**
	Total règlement d'emprunt 2024-2027			**22 825 222 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1248021005

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction , -
Objet :	Adopter le Règlement autorisant un emprunt de 22 825 222 $ afin de financer les coûts afférents à la réalisation des projets de compétence d'agglomération d'une partie de l'Entente de développement culturel de Montréal 2024-2027 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes conclues pour des années antérieures à 2024.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

1248021005 - 39735 Agglo Culture.xlsm

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Roxana ONOAE
Agent comptable analyste
Tél : (514) 872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-11

Isabel Cristina OLIER
Conseillère budgétaire
Tél : (514) 872-0766
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.10

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1245629002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

Il est recommandé au conseil d'agglomération :
d'adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) afin de bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 et d'ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025.

Signé par Nadia BASTIEN **Le** 2024-11-04 11:24

Signataire : Nadia BASTIEN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1245629002**

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

CONTENU

CONTEXTE

Le 30 septembre 2021, le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) a été adopté. Celui-ci permet de mettre en œuvre le Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale, qui était auparavant régie par le Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 20-018). Le budget total du programme pour la mise en œuvre de ces deux règlements est de 14,3 M$.
Ce programme de subvention est accessible aux entreprises d'économie sociale de l'ensemble de l'agglomération de Montréal et est composé de deux volets :

Volet 1 (acquisition) : subvention à l'acquisition d'un bâtiment par une entreprise d'économie sociale. L'aide financière correspond à 40 % du coût d'acquisition, sans dépasser 400 000 $;
Volet 2 (rénovations) : subvention pour la construction, la rénovation ou l'agrandissement d'un bâtiment occupé par une entreprise d'économie sociale. L'aide financière couvre 40 % des travaux admissibles ainsi que 50 % des honoraires de services professionnels (architecture, design, ingénierie, gestion de projet, urbanisme, archéologie ou experts-conseils), sans dépasser 400 000 $.

Une entreprise d'économie sociale peut soumettre une demande de subvention pour un même bâtiment à chacun de ces volets. Toutefois, la subvention totale ne pourra pas dépasser 400 000 $.

Le présent dossier décisionnel vise à modifier le règlement RCG 21-019, notamment afin de

bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 par l'utilisation du budget de l'entente Réflexe 2022-2025 (150 M$) et ajouter une période d'admissibilité pour accepter de nouveaux projets d'économie sociale.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG23 0588 (19 octobre 2023) : Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019)

CG23 0468 (24 août 2023) : Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Autoriser l'utilisation du budget de fonctionnement à hauteur de 3 000 000 $ afin de bonifier l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2023.

CE22 1781 (2 novembre 2022) : Édicter une ordonnance en vertu de l'article 43 du Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) afin de bonifier de 500 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier en 2022 / Autoriser un virement de 500 000 $ du programme Artère en transformation vers le Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale pour l'exercice financier 2022.

CG22 0352 (19 mai 2022) : adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) » (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale).

CE22 0607 (13 avril 2022) : bonifier de 800 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) et redistribuer l'enveloppe budgétaire du programme pour les années 2021 et 2022.

CG21 0633 (30 septembre 2021) : adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale ».

CE21 1393 (11 août 2021) : bonifier de 4 000 000 $ l'enveloppe budgétaire du Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / autoriser des virements budgétaires de 2 000 000 $ en provenance de l'Entente 150 M$ et de 2 000 000 $ en provenance de l'enveloppe 50 M$ - plan de relance 2 vers le budget alloué au Programme de subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) pour les exercices financiers 2021 et 2022.

CG20 0231 (23 avril 2020) : adopter le règlement intitulé « Règlement sur les subventions relatives aux bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) ».

CE18 0916 (23 mai 2018) : approuver le plan d'action en innovation sociale 2018-2022 intitulé « Tisser Montréal », un des huit plans d'action mettant en œuvre la Stratégie de développement économique « Accélérer Montréal ».

DESCRIPTION

Le programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale connaît un véritable succès et démontre le besoin des entreprises d'économie sociale pour un tel soutien.
En date du 24 octobre 2024, ce sont 163 dossiers qui ont été reçus. Parmi ceux-ci, 57 ont reçu le versement final de la subvention pour un investissement total de 35 065 461 M$ et des subventions versées de 9,8 M$. On relève 41 dossiers toujours admissibles qui pourraient recevoir une subvention.

La popularité de ce programme fait en sorte que pour l'année 2024, les budgets ont été presque entièrement engagés à l'exception d'un budget résiduel de 1 250 000 $ et les échéances déterminées par le règlement (31 octobre pour le volet 1 et 30 juin 2024 pour le volet 2) ne permettent plus de rendre admissibles de nouveaux projets. Toutefois, le besoin des entreprises d'économie sociale est toujours présent et les demandes de subvention continuent d'affluer. Il y a donc lieu de procéder à une bonification du budget total du programme à hauteur de 1 750 000 $ pour les années 2025-2026 et d'ajouter une période d'admissibilité afin de soutenir de nouveaux projets. Cette bonification sera couplée au budget résiduel du programme pour un total disponible d'au moins 3 M$ pour la nouvelle période d'admissibilité. À noter que le budget résiduel pourrait évoluer à la hausse à la suite du traitement prochain des demandes de versement.

Les fonds proviendront de l'entente Réflexe 2022-2025 (150 M$).

En résumé, voici les modifications proposées au règlement RCG 21-019 :

- Bonification budgétaire : Augmentation de l'enveloppe du programme de 1 750 000 $ pour l'année financière 2025, couplé au budget résiduel
- Nouvelle Période d'Admissibilité :
  - Volet 1 (acquisition) : 6 janvier au 31 décembre 2025
  - Volet 2 (rénovations) : 6 janvier au 6 octobre 2025
- Échéances pour la réalisation des projets à la suite de l'admissibilité
  - Volet 1 (acquisition) : 6 mois après l'avis d'admissibilité et maximum jusqu'au 31 janvier 2026
  - Volet 2 (rénovations) : finalisation des travaux au 31 décembre 2027
- Fermeture du programme - 30 juin 2028
- Exclusions : entreprises disposant d'un réseau de plus de 4 succursales

JUSTIFICATION

La bonification budgétaire et l'ajout d'une période d'admissibilité sont nécessaires pour maximiser l'utilisation des fonds résiduels et soutenir les projets qui sont à risque de ne pas se réaliser, notamment à cause des échéances actuelles du programme. Cela permettra également de continuer à stimuler le développement économique social à Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les aspects financiers du programme ont fait l'objet d'une première approbation du comité exécutif le 11 mars 2020 (CE20 0346), puis de virements totalisant 4 000 000 $ approuvés par le comité exécutif le 11 août 2021 (CE21 1393). Une bonification et une redistribution de l'enveloppe budgétaire ont par la suite été approuvées par le comité exécutif le 13 avril 2022 (CE22 0607) puis une bonification de 500 000 $ a été approuvée par le comité exécutif le 2 novembre 2022 (CE22 1781). Enfin, en 2023, une bonification budgétaire de 3 000 000 $ a

été approuvée par le comité exécutif le 31 mai 2023 (CE23 0952).
Une nouvelle bonification budgétaire est proposée à hauteur de 1 750 000 $ pour l'exercice financier 2025, provenant de l'entente Réflexe 2022-2025 (150 M$).

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019).

MONTRÉAL 2030

Le programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale, s'inscrivant dans le cadre du Plan d'action en innovation sociale, s'inscrit aussi dans la continuité du Partenariat en économie sociale pour un développement solidaire et durable de la Ville de Montréal ainsi que dans le principe qui vise une collectivité au cœur du développement durable.
La grille d'analyse Montréal 2030 est insérée en pièce jointe du dossier décisionnel.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

- Une communication personnalisée aux requérants qui ont manifesté de l'intérêt d'appliquer dans l'attente de budgets supplémentaires;
- Une mise à jour de la page web du programme;
- Une communication aux partenaires, notamment aux arrondissements et aux pôles PME MTL afin de les informer et de les inciter à poursuivre la promotion du programme auprès de leurs clientèles.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- **6 janvier 2025** : lancement de la nouvelle période d'admissibilité
- **4 octobre 2025 :** date limite pour soumettre une demande d'admissibilité pour la réalisation de travaux (volet 2)
- **31 décembre 2025 :** date limite pour procéder aux acquisitions de bâtiments (volet 1)
- **31 décembre 2027:** date limite pour réaliser les travaux de rénovation
- **30 juin 2028** : fin du programme

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier (Mohand Ou Achou LAOUCHE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :

Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Hugo PEPIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martel VICTOR
Commissaire au développement économique

Tél : 5142953650
Télécop. : 5145555555

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-28

Patrick KILFOIL
Conseilleur économique

Tél : 514-868-7889
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Dieudonné ELLA-OYONO
directeur(-trice) de service - developpement economique
Tél : - -
Approuvé le : 2024-11-02

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1245629002
Unité administrative responsable : Développement économique
Projet : Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 150 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025.

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***x***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? 9. Consolider un filet social fort, favoriser le lien social et assurer la pérennité du milieu communautaire et des services et infrastructures inclusifs répartis équitablement sur le territoire.			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** Les modifications au règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) et au budget du programme permettront de continuer à soutenir les entreprises d'économie sociale montréalaises, en leur offrant un soutien financier adapté à leurs besoins.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050		**x**	
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?		**x**	
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?		**x**	

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**x**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**x**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**x**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?		**x**	

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1245629002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

HP - 1245629002 Règl. modif. RCG 21-019 économie sociale 20241031.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hugo PEPIN
Avocat
Tél : 514-589-7285

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-10-31

Nicolas DUFRESNE
Avocat et chef de division
Tél : 438-873-6396
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES SUBVENTIONS RELATIVES À L'ACQUISITION D'IMMEUBLES PAR DES ENTREPRISES D'ÉCONOMIE SOCIALE ET À LA CONSTRUCTION ET LA RÉNOVATION DE BÂTIMENTS AFFECTÉS À DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES À FINALITÉ SOCIALE (RCG 21-019)

Vu les articles 10.1 et 82 à 90 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu la Loi sur l'économie sociale (RLRQ, chapitre E-1.1.1);

Vu l'article 19 et 38 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu le Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu la Stratégie de développement économique 2018-2022, approuvée par résolution à l'assemblée du 26 avril 2018 (CG18 0245);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) et la convention pour l'octroi d'une aide financière d'un montant maximal de 150 000 000 $ pour la mise en œuvre de la stratégie de développement économique de la Ville de Montréal approuvés par résolution à la séance du 28 mars 2018 (CE18 0491);

Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271);

À l'assemblée du_____ 2024, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le préambule du Règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) est modifié par : l'insertion, après le septième attendu, de ce qui suit :

« Vu le Plan économique conjoint Ville de Montréal - ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) approuvé par résolution à la séance du 23 février 2023 (CG23 0081);

Vu les Actions en développement économique 2023-2025 en lien avec la Planification économique conjointe 2022-2025, approuvées par résolution à l'assemblée du 18 mai 2023 (CG23 0271); ».

2. L'article 2 de ce règlement est modifié par l'insertion, après les mots « développement économique de la Ville de Montréal », des mots « ainsi que de la planification économique conjointe Ville de Montréal – ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIÉ) ».

3. L'article 3 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« **3.** La valeur totale maximale de l'aide financière qui peut être octroyée en vertu du programme de subventions prévu au présent règlement est de 10 050 000 $.

Pour les exercices financiers 2021 à 2024, la valeur maximale de l'aide qui peut être octroyée est de 8 300 000 $. Pour l'exercice financier 2025, la valeur maximale de l'aide qui peut être octroyée est de 1 750 000 $. ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 3, de l'article suivant :

« **3.1.** Le présent règlement ne s'applique pas à une entreprise d'économie sociale qui exploite un réseau de succursales qui en compte plus de quatre. ».

5. L'article 8 de ce règlement est modifié par l'insertion :

1° dans le paragraphe 2°, après les mots « au 31 octobre 2024 », des mots « mais antérieure au 6 janvier 2025 »;

2° après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° postérieure au 31 décembre 2025. ».

6. L'article 19 de ce règlement est modifié par l'insertion :

1° dans le paragraphe 2°, après les mots « le 30 novembre 2024 », des mots « , si la date de l'acte de vente est antérieure au 1er novembre 2024 »;

2° après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° le 30 juin 2026, si la date de l'acte de vente est postérieure au 5 janvier 2025. ».

7. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 37, de ce qui suit :

« **SECTION V**
DEMANDE DE SUBVENTION PRÉSENTÉE À COMPTER DU 6 JANVIER 2025

37.1. La présente section s'applique à toute demande présentée en vertu du présent volet prévu au présent chapitre à compter du 6 janvier 2025.

37.2. Les dispositions des sections I à IV du présent chapitre sont applicables compte tenu des adaptations nécessaires, à l'exception des articles 21, 22, 35 et 36.

37.3. Aucune subvention n'est octroyée pour des travaux admissibles qui ne sont pas substantiellement achevés le 31 décembre 2027.

37.4. Le propriétaire ou le locataire peut obtenir une subvention en compensation du coût des travaux admissibles, lesquels doivent être conformes au Code et aux règlements applicables, en présentant une demande à cet effet avant le 4 octobre 2025.

37.5. Si les travaux admissibles ne sont pas substantiellement achevés le 31 décembre 2027, le requérant est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet et il doit rembourser tout montant versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

37.6. Si, en date du 31 mars 2028, le requérant n'a pas fourni les documents requis en vertu des paragraphes 1°, 2°, 4°, 5° et 6° de l'article 32, il est déchu de son droit d'obtenir toute subvention demandée en vertu du présent volet. Dans un tel cas, le requérant doit rembourser le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet.

Malgré le premier alinéa du présent article, si le requérant fournit le document requis en vertu du paragraphe 6° de l'article 32, il doit rembourser, dans les 30 jours d'une demande écrite du directeur à cet effet, le montant de la subvention versé en vertu de l'article 31 à l'exception de la subvention afférente aux services professionnels rendus. ».

8. L'article 43 de ce règlement est modifié par :

1° l'insertion, avant le paragraphe 1°, du paragraphe suivant :

« 0.1° modifier l'article 2 du présent règlement afin d'ajouter la référence à une entente avec le gouvernement ou un programme du gouvernement lorsque le montant total de l'aide financière prévu à l'article 3 du présent règlement est augmenté avec des sommes provenant d'une telle entente ou d'un tel programme ; »;

2° la suppression, dans le paragraphe 1°, des mots « lorsque les sommes proviennent d'une contribution octroyée à la Ville en vertu d'une entente avec le gouvernement

ou d'un programme du gouvernement ou lorsqu'il s'agit de sommes résiduaires provenant des fonds affectés au programme prévu par le règlement RCG 20-018 »;

3° l'insertion, après le paragraphe 1°, des paragraphes suivants :

« 1.1° modifier le paragraphe 3° de l'article 8 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2025;

1.2° modifier le paragraphe 3° de l'article 19 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2026;

1.3° modifier l'article 37.3 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2027;

1.4° modifier l'article 37.4 afin de prévoir une date postérieure au 4 octobre 2025;

1.5° modifier l'article 37.5 afin de prévoir une date postérieure au 31 décembre 2027;

1.6° modifier l'article 37.6 afin de prévoir une date postérieure au 31 mars 2028; »;

4° l'insertion, après le paragraphe 2°, du paragraphe suivant :

« 3° modifier le paragraphe 3° de l'article 44 afin de prévoir une date postérieure au 30 juin 2028. ».

9. Le paragraphe 3° de l'article 44 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 31 décembre 2024 » par « 30 juin 2028 ».

GDD 1245629002

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1245629002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Mise en valeur des pôles économiques , Division Programme et partenariats
Objet :	Adopter le règlement modifiant le règlement sur les subventions relatives à l'acquisition d'immeubles par des entreprises d'économie sociale et à la construction et la rénovation de bâtiments affectés à des activités économiques à finalité sociale (RCG 21-019) (Programme Accélérer l'investissement durable - Économie sociale) / Bonifier de 1 750 000 $ l'enveloppe du programme pour l'exercice financier 2025 / Ajouter une nouvelle période d'admissibilité permettant de subventionner des projets en 2025

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

SDE - Certification des fonds 1245629002.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mohand Ou Achou LAOUCHE
Préposée au budget
Tél : 514-872-0766

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-01

Dominique BALLO
conseiller(-ere) budgetaire
Tél : 514-872-2722
Division : Service des finances et de l'évaluation foncière , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.11

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1248399002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

Il est recommandé :

d'adopter le règlement intitulé : Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013).

Signé par Peggy BACHMAN **Le** 2024-11-14 11:42

Signataire : Peggy BACHMAN

_____

Directeur(-trice) generale(e) adjoint(e)
Direction générale , Direction générale adjointe - Habitation et économie

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1248399002**

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Chantier Montréal abordable
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

CONTENU

CONTEXTE

Le présent sommaire décisionnel porte sur l'adoption du règlement modifiant le Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013), afin d'y inclure les quatre (4) lots du cadastre du Québec identifiés dans le projet de résolution décrit au sommaire décisionnel 1248399001. Ce sommaire décisionnel chemine parallèlement au présent dossier et ceux-ci seront soumis au conseil d'agglomération pour adoption.

Afin de permettre l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social sur ces quatre (4) lots, le présent sommaire décisionnel concerne le dépôt d'un avis de motion et d'un projet de règlement modifiant le « Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013) ». Ce règlement doit être modifié chaque fois qu'une résolution désignant des nouveaux immeubles sur lesquels le droit de préemption de la Ville peut être exercé est adoptée, afin d'étendre à ceux-ci la délégation de pouvoirs au comité exécutif incluse au RCG 20-013.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 80 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles et les travaux préparatoires requis pour la réalisation de logements sociaux

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 21-020) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

CG24 0601 – 24 octobre 2024 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un

emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux (RCG 24-029) afin d'ajouter le financement de travaux préparatoires

CG24 0401 – 20 juin 2024 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 65 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux

CG22 0580 - 22 septembre 2022 - Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé pour une durée de 10 ans et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social.

CG22 0663 - 28 octobre 2022 - Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013).

CG22 0420 - 16 juin 2022 - Adopter une résolution du conseil d'agglomération de Montréal désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social

CG22 0426 - 16 juin 2022 - Avis de motion et dépôt - Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

CG22 0289 - 28 avril 2022 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

CG22 0198 - 24 mars 2022 - Adopter une résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

CG21 0634 - 30 septembre 2021 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 95 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux

CG20 0216 - 23 avril 2020 - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social
CG20 0236 - 23 avril 2020 - Adoption - Règlement modifiant le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

CG20 0141 - 26 mars 2020 - Résolution désignant les immeubles sur lesquels le droit de préemption est exercé et qui pourront être ainsi acquis aux fins de logement social

CG20 0160 - 26 mars 2020 - Adoption - Règlement déterminant le territoire sur lequel le droit de préemption peut être exercé et sur lequel des immeubles peuvent être ainsi acquis aux fins de logement social / Adoption - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social

CG18 0468 - 23 août 2018 - Règlement autorisant un emprunt de 50 000 000 $ afin de financer l'acquisition d'immeubles requis dans le cadre de la réalisation de logements sociaux et communautaires.

DESCRIPTION

Le *Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)* accorde au comité exécutif le pouvoir de se prévaloir du droit de préemption et d'acquérir un immeuble qui est assujetti à ce droit ou d'y renoncer en requérant la radiation de l'inscription au registre foncier d'un avis d'assujettissement au droit de préemption. Ce règlement prévoit également une sous-délégation de ces pouvoirs à un fonctionnaire ou employé de la Ville lorsque l'immeuble assujetti est d'une valeur inférieure à 150 000 $.

Ce règlement désigne spécifiquement les immeubles pour lesquels l'exercice du droit de préemption est délégué au comité exécutif. Ainsi, il doit être modifié lors de chaque ajout d'immeubles à assujettir au droit de préemption effectué par résolution du conseil d'agglomération.

La présente modification du *Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)* vise donc à y ajouter les quatre (4) lots qu'il est proposé d'assujettir au droit de préemption à des fins de logement social et pour lesquels le dossier décisionnel chemine parallèlement à celui-ci (sommaire 1248399001).

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Conformément à ce que prévoit la Charte, les immeubles qui seront achetés par la Ville dans l'exercice du droit de préemption seront acquis à une valeur correspondant au prix et aux conditions de l'aliénation projetée entre le propriétaire et un tiers. Chaque transaction fera l'objet d'analyses, par les services compétents, pour établir l'acceptabilité du prix proposé et des conditions.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne contribue pas directement à l'atteinte des résultats de Montréal 2030 parce qu'il traite uniquement d'une délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération vers le comité exécutif.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du règlement permettra de mettre en place un mécanisme avantageux d'acquisition d'immeubles à des fins de logement social. La délégation de pouvoirs permettra au comité exécutif et à un fonctionnaire de la Ville, le cas échéant, d'exercer le droit de préemption et d'acquérir des immeubles qui autrement ne pourraient être achetés à l'intérieur des délais impartis par la *Loi sur les cités et ville s* .

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec la Direction des communications corporatives.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS

ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, la signataire du dossier décisionnel atteste de sa conformité aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Annie KIROUAC)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Louis-Guy HÉNAULT, Service de la stratégie immobilière

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre-Olivier PAPINEAU
Conseiller en aménagement

Tél : 438-822-1566
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Sylvain THÉRIAULT
chef(fe) de division - soutien projets gestion programmes habitation

Tél : - -
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél : 514-467-3601
Approuvé le : 2024-11-13

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin ALAIN
Directeur - développement résidentiel
Tél : 514-467-3601
Approuvé le : 2024-11-13

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1248399002
Unité administrative responsable : *Service de l'habitation*
Projet : *Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*	***X***		
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *7-* Répondre aux besoins des Montréalaises et Montréalais en matière d'habitation salubre, adéquate et abordable			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** 7- Pour la période 2022 à 2031, les acquisitions projetées permettront la réalisation de nouveaux logements abordables ainsi que le maintien de logements abordables existants.			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***

1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● **Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990** ● **Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030** ● **Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales** ● **Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050**			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion	**X**		
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale	**X**		
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal	**X**		
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1248399002

Unité administrative responsable :	Service de l'habitation , Direction développement résidentiel , Division inclusion et acquisition
Objet :	Adopter le projet de règlement intitulé : Règlement modifiant le règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG 20-013)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le document joint a été validé par le Service des affaires juridiques.

FICHIERS JOINTS

1248399002 - Règl mod Règl délégation log social.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Annie KIROUAC
Avocate
Droit fiscal, évaluation et transactions financières
Tél : 514-442-8893

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-13

Nicolas DUFRESNE
Chef de division

Tél : 514-872-0128
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 20-013-X

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION AU COMITÉ EXÉCUTIF RELATIF À L'EXERCICE DU DROIT DE PRÉEMPTION AUX FINS DE LOGEMENT SOCIAL (RCG 20-013)

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005)

Vu les articles 34 et 35 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le paragraphe 1° de l'article 1 du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif relatif à l'exercice du droit de préemption aux fins de logement social (RCG20-013) est modifié par le remplacement de « et à la résolution CG22 0790 adoptée le 22 décembre 2022; » par « , à la résolution CG22 0790 adoptée le 22 décembre 2022 et à la résolution CG24 XXXX adoptée le XX XXX 2024; ».

_____

GDD 1248399002

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 45.01

2024/12/19
16:00

(2)

Dossier # : 1245491003

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036-Règlement concernant les normes de sécurité et de comportement des personnes dans le matériel roulant et les immeubles exploités par ou pour la Société de transport de Montréal-Règlement R-036

Il est recommandé :

d'approuver le Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036- Règlement concernant les normes de sécurité et de comportement des personnes dans le matériel roulant et les immeuble exploités par ou la Société de transport de Montréal-Règlement R-036, le tout conformément à la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ c. S-30.01).

Signé par Claude CARETTE **Le** 2024-12-09 10:42

Signataire : Claude CARETTE

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Urbanisme_mobilité et infrastructures

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1245491003

Unité administrative responsable :	Société de transport de Montréal , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Transport collectif des personnes
Projet :	-
Objet :	Approuver le Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036-Règlement concernant les normes de sécurité et de comportement des personnes dans le matériel roulant et les immeubles exploités par ou pour la Société de transport de Montréal-Règlement R-036

CONTENU

CONTEXTE

Voir pièces jointes

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

MONTRÉAL 2030

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Veronique GIRARD-EXTERNE
STM

Tél : 4384023315
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-12-09

Veronique GIRARD-EXTERNE
consultante

Tél : 4384023315
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Veronique GIRARD-EXTERNE
consultante
Tél :
Approuvé le : 2024-12-09

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : *[Indiquez le numéro de dossier.]*
Unité administrative responsable : *Société de transport de Montréal*
Projet : *Règlement R-036-5 de la Société de transport de Montréal*

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *S/O*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *S/O*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

RÈGLEMENT R-036-5

« RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL (RÈGLEMENT R-036) »

(*Loi sur les sociétés de transport en commun*, RLRQ, c. S-30.01, art. 144)

Le Règlement R-036 intitulé « *Règlement concernant les normes de sécurité et de comportement des personnes dans le matériel roulant et les immeubles exploités par ou pour la Société de transport de Montréal* » adopté le 2 juillet 2003 aux termes de la résolution CA 2003-149 modifié par :

- le Règlement R-036-1 adopté le 3 décembre 2008 aux termes de la résolution CA-2008-316;
- Le Règlement R-036-2 adopté le 17 décembre 2014 aux termes de la résolution CA-2014-332;
- Le Règlement R-036-3 adopté le 6 novembre 2019 aux termes de la résolution CA-2019-187;
- Le Règlement R-036-4 adopté le 4 novembre 2020 aux termes de la résolution CA-2020-168;

est modifié par les articles suivants :

ARTICLE 1

L'article 1 du Règlement R-036 est modifié par l'ajout, après le paragraphe a), du paragraphe suivant :

« a.1) « **Appareil de transport personnel motorisé** »: tout véhicule muni au moins d'une roue, lequel est équipé d'un moteur électrique alimenté par une batterie et exempt d'habitacle fermé par une matière rigide, molle ou transparente, y incluant une trottinette électrique, un véhicule gyroscopique ou autre petit appareil électrique conçu pour le déplacement d'une personne dont notamment les appareils semblables à des trottinettes électriques avec siège ou à trois roues.

Au sens du présent règlement, une bicyclette à assistance électrique munie de 2 ou 3 roues équipée d'un moteur électrique est assimilée à un appareil de transport personnel motorisé.

Un appareil de transport personnel motorisé ne comprend pas une aide à la mobilité motorisée conçue pour pallier une incapacité à la marche tel que définie à l'article 1 de *l'Arrêté relatif aux aides à la mobilité motorisées* (RLRQ. c. C- 24.2, r 1.01); ».

ARTICLE 2

Le paragraphe b) de l'article 1 du règlement R-036 est remplacé par le paragraphe suivant :

« b) « **chien-guide** » **ou** « **chien d'assistance** » : le chien dont une personne a besoin pour l'assister et qui fait l'objet d'un certificat valide attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de dressage de chiens d'assistance ou qu'il est intégré à un programme de formation pour devenir chien d'assistance par un tel organisme; ».

ARTICLE 3

L'article 1 f) du règlement R-036 est modifié par l'ajout, après le sous-paragraphe ii), du sous-paragraphe suivant:

« iii) une personne nommée en vertu du premier alinéa de l'article 107 de la *Loi sur la police* (RLRQ, c. P-13.1) pour agir à titre de constable spécial de la Société de transport Montréal sous l'autorité identifiée à l'acte de nomination; ».

ARTICLE 4

Le paragraphe j) de l'article 1 du règlement R-036 est remplacé par le paragraphe suivant:

« j) « **titre de transport** »: un titre de transport établi et reconnu valide par l'Autorité régionale de transport métropolitain au sens du Règlement sur les conditions au regard de la possession et de l'utilisation des titres de transport établit pour les services de transport collectif de la région métropolitaine (RLRQ, c. 33.3-R-3 (2022)) et de ses amendements ou tout autre règlement adopté par l'Autorité en vertu du paragraphe 1 de l'article 106 de la *Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain* (RLRQ, c. A.33-3);».

ARTICLE 5

L'article 2 du règlement R-036 est modifié, au second alinéa, par le remplacement de « au regard » par « à l'égard ».

ARTICLE 6

Le paragraphe f) de l'article 4 du règlement R-036 est modifié par l'insertion, après « préposé » de « ou par un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société ».

ARTICLE 7

Le paragraphe h) de l'article 4 du règlement R-036 est modifié par l'insertion, après « Société » de « ou d'un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société ».

ARTICLE 8

Le paragraphe p) de l'article 4 du règlement R-036 est modifié par l'insertion, après « trottinette» de «, d'un appareil de transport personnel motorisé ».

ARTICLE 9

Le paragraphe q) de l'article 4 du règlement R-036 est modifié par l'insertion, après « fonctions » de « ou d'un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société ».

ARTICLE 10

Le paragraphe c) de l'article 5 du règlement R-036 est modifié par l'insertion, après le « préposés » de « ou d'un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société ».

ARTICLE 11

L'article 8 du règlement R-036 est modifié :

a) par la suppression au paragraphe a) de « dont cette personne se sert afin de pallier à un handicap, ou d'un chien-guide ou d'assistance à l'entraînement »;

b) par le remplacement du second alinéa par l'alinéa suivant :

« Sous réserve de l'article 8.2 du présent règlement, dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, il est interdit de se trouver dans ces lieux avec un animal ou de permettre qu'un animal y soit présent à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société. ».

ARTICLE 12

Le règlement R-036 est modifié par l'insertion, après l'article 8, des articles suivants :

« **8.1.** Dans un immeuble ou du matériel roulant, la personne qui se trouve accompagnée d'un chien-guide ou d'un chien d'assistance doit avoir en sa possession le certificat valide attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de dressage de chiens d'assistance ou qu'il est intégré à un programme de formation pour devenir chien-guide ou chien d'assistance par un tel organisme.

La personne doit, sur demande, présenter et permettre au préposé de vérifier la validité du certificat émis par un organisme professionnel de dressage de chien d'assistance.

8.2. Nonobstant l'article 8 du présent règlement, dans une station de métro ou dans une voiture de métro, il est permis à une personne de se trouver accompagnée d'un seul chien portant une muselière, selon les jours et parties de jour suivants et à condition de se conformer aux autres dispositions du présent règlement :

a) du lundi au vendredi à partir de l'ouverture d'une station de métro jusqu'à 7h00, entre 9h30 et 15 h 30 et après 18h00, ainsi que les samedis, les dimanches et autres jours fériés fixés par la loi pour la période débutant le 3e lundi du mois d'août et se terminant le jour précédent le 3e lundi du mois de mai de chaque année;

b) en tout temps pour la période débutant le 3e lundi du mois de mai et se terminant le jour précédent le 3e lundi du mois d'août de chaque année;

c) à tout autre jour ou partie de jour déterminé par la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.

8.3. Il est interdit à une personne qui se trouve accompagnée d'un seul chien portant une muselière en vertu l'article 8.2 du présent règlement, de ne pas respecter en tout temps les conditions suivantes :

a) le chien doit porter une muselière en tout temps;

b) le chien doit être attaché à une laisse d'une longueur maximale de 1.25 mètres;

c) la personne doit maîtriser et contrôler le chien;

d) la personne doit faire cesser tout aboiement, tout hurlement ou tout autre son émis par le chien;

e) la personne doit enlever et nettoyer immédiatement, par tous moyens appropriés, le lieu souillé par un liquide ou une matière fécale du chien.

8.4. Nonobstant l'article 8.2 du présent règlement, il est interdit à une personne de se trouver accompagnée d'un seul chien portant une muselière, lorsqu'est affichée une interdiction de la présence d'un chien dans une station de métro ou une voiture de métro.

Cette disposition ne s'applique pas à une personne qui se trouve accompagnée d'un chien-guide ou d'un chien d'assistance. ».

ARTICLE 13

L'article 10 e) du règlement R-036 est modifié par l'insertion, après le mot « derniers, » de « ou un appareil de transport personnel motorisé, ».

ARTICLE 14

L'article 10 f) du règlement R-036 est modifié par l'insertion après « tricycle, » de « un appareil de transport personnel motorisé, ».

ARTICLE 15

L'article 10 i) du règlement R-036 est modifié par la suppression après « d'autorisation » de « ou sauf en cas de nécessité ».

ARTICLE 16

L'article 11 du règlement R-036 est modifié par l'ajout du paragraphe suivant :

« g) de se trouver dans le matériel roulant après l'arrêt terminus d'un parcours ou d'un transport effectué par ou pour la Société à moins d'autorisation du préposé ou du chauffeur.».

ARTICLE 17

Le paragraphe c) de l'article 11.1 du Règlement R-036 est modifié par l'insertion après « préposés » de « ou d'un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société ».

ARTICLE 18

L'article 15 du règlement R-036 est modifié :

a) par l'ajout, après le premier alinéa de l'alinéa suivant :

> « Nonobstant l'article 16 du règlement, lors de l'exécution de l'œuvre musicale ou lyrique ou autre type de spectacle à l'intérieur d'une zone de contrôle d'une station de métro, il est permis de demander ou recueillir un don ou aumône ou un autre avantage à condition de se conformer aux autres dispositions de ce règlement. »

b) par l'insertion, après le mot « d'autorisation » de l'alinéa débutant par « Dans toute autre circonstance », de « de la personne occupant la fonction de directeur général ».

ARTICLE 19

Les articles 16, 17, 18, 19 et 23 du règlement R-036 sont modifiés par l'insertion de « de la personne occupant la fonction de directeur général »:

a) après le mot « d'autorisation » au second alinéa des articles 16, 18, 19 et 23 du règlement R-036;

b) après le mot « l'autorisation » au premier alinéa de l'article 17 du règlement R-036.

ARTICLE 20

Le titre de la sous-section III de la section VIII- Stations de métro et matériel roulant est modifié par l'ajout après « **Bicyclettes** » de « **et appareils de transport personnels motorisés** ».

ARTICLE 21

L'article 20 du règlement R-036 est modifié par :

a) le remplacement du premier alinéa par l'alinéa suivant :

> « Dans une station de métro ou à l'intérieur d'une voiture du métro, il est permis de transporter une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire qui n'est pas un appareil de transport personnel motorisé selon les jours et partie de jours déterminés à l'article 20.1 du présent règlement et aux conditions suivantes : »;

b) le remplacement du second alinéa par l'alinéa suivant :

> « Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, il est interdit de transporter un appareil de transport personnel motorisé, une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société. ».

ARTICLE 22

Le règlement R-036 est modifié par l'insertion, après l'article 20, de l'article suivant :

« **20.1.** Dans une station de métro ou dans une voiture du métro, il est permis de transporter une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire qui n'est pas un appareil de transport personnel motorisé selon les jours et partie de jour prévus à cet article et à condition de se conformer aux autres dispositions du présent règlement :

a) du lundi au vendredi à partir de l'ouverture d'une station de métro jusqu'à 7h00, entre 9h30 et 15 h 30 et après 18h00, ainsi que les samedis, les dimanches et autres jours fériés fixés par la loi pour la période débutant le 3e lundi du mois d'août et se terminant le jour précédent le 3e lundi du mois de mai de chaque année;

b) en tout temps pour la période débutant le 3e lundi du mois de mai et se terminant le jour précédent le 3e lundi du mois d'août de chaque année;

c) à tout autre jour ou partie de jour déterminée par la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.

À toute autre jour ou partie de jour, ou lors d'une suspension temporaire, il est interdit de transporter un appareil de transport personnel motorisé, une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société. »

ARTICLE 23

L'article 21 du règlement R-036 est modifié par :

a) le remplacement du paragraphe a) par le paragraphe suivant :

« a) de circuler sur un appareil de transport personnel motorisé, une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire;»;

b) par l'insertion, au paragraphe b) après le terme « temporairement » de « un appareil de transport personnel motorisé, ».

ARTICLE 24

L'article 22 du règlement R-036 est abrogé.

ARTICLE 25

L'article 26 du règlement R-036 est modifié :

a) par l'insertion après « 8, » de « 8.1, 8.3 a), 8.3 b), 8.3 c), 8.3 d), 8.4, »;

b) par l'insertion après « 20, » de « 20.1, ».

ARTICLE 26

L'article 27 du règlement R-036 est modifié :

a) par la suppression après « 6 a) » du mot « ou »;

b) par l'insertion après « 6 a) » d'une virgule»;

c) par l'insertion après « 6 d) » de « ou de 8.3 e) ».

ARTICLE 27

L'article 28 du règlement R-036 est modifié :

a) par la suppression après « 11 c) » du mot « ou »;

b) par l'insertion après « 11 c) » d'une virgule;

c) par l'insertion après 11 e) de « ou de 11 g)».

ARTICLE 28

L'article 36 du règlement R-036 est modifié au premier alinéa :

a) par l'insertion, après « autorisation » de « ou permission »;

b) par la suppression après « par » de « le »;

c) par l'insertion après «par» de « la personne occupant la fonction de ».

Le second alinéa de l'article 36 du Règlement R-036 est modifié :

a) par la suppression après « Société, » du « le »;

b) par l'insertion après « Société,» de « la personne occupant la fonction de »;

c) par l'insertion après « temporairement » de «, en tout ou en partie, »;

d) par le remplacement « des activités autorisées ou permises à la section VIII du présent règlement » par « autorisation ou une permission ou une activité autorisée ou permise du présent règlement ».

ARTICLE 29

L'article 39 du Règlement R-036 est modifié par l'ajout, après « Société » de «, une personne nommée pour agir à titre de constable spécial de la Société. ».

ARTICLE 30

Le premier alinéa de l'article 40 règlement R-036 est modifié :

a) par l'insertion, après « transport » de la préposition « en »;

b) par la suppression après « Société, » du déterminant « le »;

c) par l'insertion après « Société,» de « la personne occupant la fonction de »;

d) par l'insertion, après « dérogation » de «, en tout ou en partie, ».

Le second alinéa de l'article 40 du règlement R-036 est modifié :

a) par la suppression, après « année, » du déterminant « le »;

b) par l'insertion après « année, » de « la personne occupant la fonction de ».

ARTICLE 31

Conformément à la loi, le Règlement R-036-5, suite à son approbation par le conseil d'agglomération de Montréal, entre en vigueur le quinzième (15e) jour suivant sa publication dans un journal diffusé dans le territoire de la Société de transport de Montréal.

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR : **le 15e jour suivant sa publication.**

SIGNÉ À MONTRÉAL LE :

Éric Alan Caldwell
Signé avec ConsignO Cloud (06/12/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Monsieur Éric Alan Caldwell
Président du conseil d'administration

Nicole Barezi
Signé avec ConsignO Cloud (05/12/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Me Nicole N. Barezi
Secrétaire corporative

Extrait du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'administration
de la Société de transport de Montréal
tenue le 4 décembre 2024
au siège social de la STM – 800, De La Gauchetière Ouest, Montréal

CA-2024-137 ADOPTER LE RÈGLEMENT R-036-5

VU le rapport de la directrice exécutive – Planification, livraison du service et expérience client

ET CONSIDÉRANT la recommandation de la directrice générale

PROPOSÉ par monsieur Sylvain Ouellet
APPUYÉ par madame Marie-Claude Baril

ET UNANIMEMENT

Il est

RÉSOLU

1° d'adopter le Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036 *Règlement concernant les* normes *de sécurité et de comportement des personnes dans le matériel roulant et les immeubles exploités par ou pour la Société de transport de Montréal-Règlement R036*.

ENTRÉE EN VIGUEUR :
Conformément à la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), que le règlement R-036-5, suite à son adoption par le conseil d'agglomération de Montréal, entre en vigueur le quinzième (15e) jour suivant sa publication dans un journal diffusé dans le territoire de la Société de transport de Montréal

2° de déclarer le refus de transporter ou de tolérer la présence d'un appareil de transport personnel motorisé tel que défini à l'article 1 du Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036- *Règlement concernant les normes de sécurité et de comportement des* personnes *dans le matériel roulant et les immeubles exploités par ou pour la Société de transport de Montréal* (Règlement R-036-5) dans un immeuble ou le matériel roulant exploité par la Société.

Cette déclaration demeure en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du Règlement R-036-5.

Nicole Barezi
Signé avec ConsignO Cloud (05/12/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Recommandation Adoption du Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036 et déclaration en lien avec les ATPM

D'ADOPTER le Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036- *Règlement concernant les normes de sécurité et de comportement des personnes dans le matériel roulant et les immeubles exploités par ou pour la Société de transport de Montréal-Règlement R-036.*

Entrée en vigueur :
Conformément *à la Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01), que le règlement R-036-5, suite à son adoption par le conseil d'agglomération de Montréal, entre en vigueur le quinzième (15e) jour suivant sa publication dans un journal diffusé dans le territoire de la Société de transport de Montréal.

☑ Voir suite de la rubrique *Recommandation*

LE TOUT POUR UN MONTANT TOTAL POUR LA SOCIÉTÉ DE : $ –

DE-Planification et livraison du service et expérience client

Nathalie Clément
Signé avec ConsignO Cloud (25/11/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

Nom : Nathalie Clément

Nom :

Secrétaire de l'assemblée :

Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2030 (PSO-2030)

☐ Rehausser l'expérience employé dans une STM qui favorise l'engagement
☑ Améliorer l'expérience de la clientèle et son attachement envers la STM
☐ Accroître la performance et l'agilité de nos activités

L'atteinte de quel(s) objectifs(s) du Plan stratégique organisationnel 2030 cette recommandation vise-t-elle:
Améliorer l'expérience de la clientèle et son attachement envers la STM - Enrichir l'expérience de la clientèle avant, pendant et a

Expliquer le besoin et comment la solution proposée contribue à l'atteinte des objectifs du Plan stratégique organisationnel 2030

Les modifications réglementaires proposées au *Règlement concernant les normes de sécurité et de comportement des personnes dans le matériel roulant et les immeubles exploités par ou pour la Société de transport de Montréal* (Règlement R-036) ont notamment pour objectif d'édicter les conditions permettant à une personne d'être accompagnée d'un chien, de bonifier les conditions autorisant le transport d'un vélo et autres objets similaires et de restreindre les appareils de transport personnel motorisés (ATPM) dans les immeubles et le matériel roulant en sus de diverses autres modifications pour répondre à des besoins exprimés par différentes directions de la STM.

☐ Voir suite de la rubrique *Exposé du besoin / Plan stratégique organisationnel 2030 (PSO-2030)*

Autorisation et octroi de contrat

Présidence (cochez si requis) ☐ Vice-présidence (cochez si requis) ☐

Direction générale :

GED:

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : Adoption du Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036 et déclaration en lien avec les ATPM

Processus d'adjudication de contrat et informations sur les soumissions ☐ *S/O*

☐ Nouveau contrat ☐ Prolongation ☐ Sur invitation ☐ Levée d'options
☐ Renouvellement ☐ De gré à gré ☐ Public ☐ Autre

Nombre d'entreprises ayant obtenu les documents d'appel d'offres: Nombre de soumissions déposées :

Cheminement décisionnel Comité GPP (Gestion de portefeuille de projets) et Comité du conseil d'administration (indiquer le nom et la date)

Comité : Comité Service à la clientèle et Accessibilité univ. Date: (jj/mm/an) 13 12 2023
Comité : Comité Service à la clientèle et Accessibilité univ. Date: (jj/mm/an) 11 03 2024

Est-ce qu'il y a eu une déclaration d'intérêt pour ce dossier nécessitant l'application de la DS-APP-008 : Oui ☐ Non ☑

Démarche, solution proposée et conclusion Négociations effectuées à l'égard du prix (si applicable) Oui ☐ Non ☑

Depuis le 15 octobre 2022, dans le cadre d'un premier projet pilote, la STM autorise une personne à voyager accompagnée d'un seul chien selon les conditions décrites (projet pilote chien). Depuis le 15 avril 2023, dans le cadre d'un second projet pilote de la STM, les plages horaires durant lesquelles une personne peut transporter un vélo et autres objets similaires dans une station de métro sont élargies (projet pilote vélo).

Vu le succès des projets pilotes, les normes réglementaires encadrant la présence d'un chien dans une station de métro et la permission de transporter un vélo doivent être intégrées au Règlement R-036 ainsi que l'ajout de l'interdiction de transporter une bicyclette à assistance et des appareils de transport personnel motorisés (ATPM). Cette interdiction des ATPM pourrait être révisée lorsque les instances gouvernementales adopteront des normes de fabrication. La STM fera des représentations sur ce sujet auprès du gouvernement fédéral.

☑ *Voir suite de la rubrique Démarche et conclusion*

Développement durable / Accessibilité universelle ☐ S/O *(Information validée par l'équipe du Développement durable/ AU)*

Sélectionnez le(s) chantier(s) du Plan DD 2030 et/ou du Plan de développement d'AU 2016-2020 correspondant à la présente recommandation

AU - 4 - Les opérations et l'entretien

AU - 1 - Besoin du client

En plus d'offrir plus de flexibilité en permettant aux clients avec un vélo d'accéder à un plus grand nombre de train, cette recommandation améliore l'expérience de la clientèle se déplaçant avec une aide à la mobilité motorisée ou manuelle dans le métro grâce au déplacement des vélos ailleurs que dans la portion tête des trains. De plus, l'accueil des chiens n'impacte pas les droits aux chiens-guides ou d'accompagnement dans le métro.

☐ *Voir suite de la rubrique Développement durable / Accessibilité universelle*

Préparé par : Surintendance principale Soutien LDS
Nom : Brigitte Guay

Service : Direction principale PSLDS
Nom : David Chagnon

Certification juridique
En tenant les faits mentionnés dans cette demande comme avérés, celle-ci est juridiquement conforme pour la Société

Nancy Dubé

Nancy Dubé
Signé avec ConsignO Cloud (25/11/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

☐ **DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE**
☑ **RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION** **SOMMAIRE EXÉCUTIF**

Objet : Adoption du Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036 et déclaration en lien avec les ATPM

Informations financières[1] ☑ *S/O*

SEULEMENT pour les projets associés au PI
N° de demande d'achat :

Imputations comptables	Imputation 1	Imputation 2	Imputation 3[2]
Centre			
Compte			
Ordre interne / OTP			
Réseau activité			
Règlement d'emprunt			
Montant toutes taxes incluses pour l'ensemble du contrat			

1. Les montants sont arrondis au dollar près.

2. S'il y a plus de trois imputations comptables, indiquer le total des imputations comptables 3, 4, 5, etc. dans la colonne « Imputation 3 » et fournir un tableau en annexe pour chaque imputation comptable.

Montant total 0 $

Ventilation des coûts[3] ☑ *S/O*

Période estimée du contrat : de JJ MM AAAA à JJ MM AAAA

–	2024	2025	2026 et suivantes[5]	Total
(A) Base[4]	0 $	0 $	0 $	0 $
(B) TPS	0 $	0 $	0 $	0 $
(C) TVQ	0 $	0 $	0 $	0 $
(D) Montant toutes taxes incluses (A + B + C)	0 $	0 $	0 $	0 $
(E) Ristourne TPS et TVQ	0 $	0 $	0 $	0 $
(F) Montant net (D – E)	0 $	0 $	0 $	0 $

3. Les montants sont arrondis au dollar près.

4. S'il y a plusieurs imputations comptables, indiquer le cumulatif sur cette page et fournir un tableau en annexe par imputation comptable.

5. Si le contrat se poursuit au-delà, fournir un tableau en annexe pour chacune des années visées dans cette colonne.

Subvention, financement et certification ☐ *S/O*

☐ Voir suite de la rubrique *Subvention, financement et certification*

Certification de fonds

Je certifie la disponibilité des fonds

Trésorerie : *Julie Deschênes*
Signé avec ConsignO Cloud (25/11/2024)
Vérifiez avec verifio.com ou Adobe Reader.

☐ DEMANDE D'AUTORISATION À LA DIRECTION GÉNÉRALE
☑ RECOMMANDATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Objet : Adoption du Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036 et déclaration en lien avec les ATPM

Suite de la rubrique

☑ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2030 ☐ Subvention
☐ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

DÉCLARER le refus de transporter ou de tolérer la présence d'un appareil de transport personnel motorisé tel que défini à l'article 1 du *Règlement R-036-5 modifiant le Règlement R-036- Règlement concernant les normes de sécurité et de comportement des personnes dans le matériel roulant et les immeubles exploités par ou pour la Société de transport de Montréal (Règlement R-036-5)* dans un immeuble ou le matériel roulant exploité par la Société.

Cette déclaration demeure en vigueur jusqu'à la date d'entrée en vigueur du Règlement R-036-5.

Suite de la rubrique

☐ Recommandation ☐ Exposé du besoin / PSO-2030 ☐ Subvention
☑ Démarche et conclusion ☐ Développement durable / Accessibilité universelle

Les principales modifications proposées par le Règlement R-036-5 sont :

- Introduction de la définition ATPM;
- Bonification des périodes et plages horaires pendant lesquelles une personne peut transporter un vélo et autres objets similaires à l'exclusion d'un ATPM;
- Restriction de la présence d'un ATPM dans le matériel roulant et les immeubles exploités par la STM;
- Modification de la définition de chien-guide ou chien pour un arrimage avec la définition prévue au *Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ. c. P-38.002, r.1.);
- Édiction des exigences permettant à une personne de voyager accompagnée d'un seul chien;
- Révision de certaines infractions pour sanctionner un comportement interdit commis à l'endroit d'un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la STM;
- Toute autorisation ou permission prévue au Règlement relèvera de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.

RECOMMANDATION/SOMMAIRE EXÉCUTIF

SUITE DE LA RUBRIQUE INTITULÉE :

« Démarche, solution proposée et conclusion »

Considérant les obligations auxquelles est assujetti un transporteur de personnes, une déclaration pour le refus de transporter ou de tolérer la présence d'un ATPM, laquelle demeure en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur du Règlement R-036-5 s'impose. Cette instruction, sous forme de déclaration, est un moyen de maintenir la sûreté des immeubles et du matériel roulant.

Les motifs sérieux pour déclarer le refus de transporter ou de tolérer la présence d'un ATPM dans les lieux exploités par la STM en raison du caractère dangereux de la batterie composant cet objet sont :

- La popularité exponentielle des ATPM;
- La croissance du nombre d'événements de combustion causés par une batterie d'un ATPM, notamment en Angleterre, aux États-Unis et au Canada;
- L'absence de normes régissant la fabrication d'une batterie composant un ATPM,
- L'absence de ressources matérielles efficaces pour contrôler ou contenir la batterie d'un ATPM en situation de combustion;
- Les obligations prévues au chapitre sixième- Du transport du *Code civil du Québec*.

Aux fins de l'application de cette instruction, un ATPM est défini comme suit :

> « Tout véhicule muni au moins d'une roue, lequel est équipé d'un moteur électrique alimenté par une batterie et exempt d'habitacle fermé par une matière rigide, molle ou transparente, y incluant une trottinette électrique, un véhicule gyroscopique ou autre petit appareil électrique conçu pour le déplacement d'une personne dont notamment les appareils semblables à des trottinettes électriques avec siège ou à trois roues.
>
> Au sens du présent règlement, une bicyclette à assistance électrique munie de 2 ou 3 roues équipée d'un moteur électrique est assimilée à un appareil de transport personnel motorisé.
>
> Un appareil de transport personnel motorisé ne comprend pas une aide à la mobilité motorisée conçue pour pallier une incapacité à la marche tel que défini à l'article 1 de *l'Arrêté relatif aux aides à la mobilité motorisées* (RLRQ. c. C- 24.2, r 1.01); ».

Règlement R-036-5

Par : DE. Planification, livraison du service et expérience client

Décembre 2024

Sujets des propositions de modifications au règlement R-036-5



Projet pilote - vélo

- Assouplissement des restrictions
- En cours depuis le 15 avril 2023
- Des conditions s'appliquent



Projet pilote - chien

- Chiens autorisés dans le métro
- En cours depuis le 15 oct. 2022
- Des conditions s'appliquent



Appareil de transport personnel motorisé (ATPM)

- Réflexion pour encadrer la présence des bicyclettes électriques, trottinettes électriques et autres appareils de micromobilité munis d'une batterie.



Règlement R-036

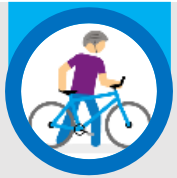
- Consultation auprès des directions
- Recueil des besoins nécessitant une modification au règlement

Volonté de la STM

Établir les normes réglementaires (chien et vélo) et les intégrer au règlement R-036

Adoption de la déclaration = consigne pour refuser le transport ou la présence dans l'intervalle de l'entrée en vigueur des modifications au règlement R-036

Résumé des propositions des modifications au règlement R-036-5



Projet pilote - vélo

- Élargissement des périodes et des plages d'utilisation d'un vélo
- Introduction de la définition d'ATPM (Appareil de transport personnel motorisé) y assimilant la bicyclette à assistance



Projet pilote - chien

- Harmonisation de la définition de chien-guide et chien d'assistance ;
- Encadrement des périodes pendant lesquelles une personne peut se trouver accompagnée d'un chien dans le réseau du métro ;
- Établissement des conditions pour lesquelles une personne peut se trouver accompagnée d'un chien dans le réseau du métro (Laisse, muselière, maîtrise du chien, etc.) ;
- Interdiction d'être en présence d'un chien alors qu'une interdiction y est affichée.



Appareil de transport personnel motorisé

- Dans une station de métro/voiture du métro, il est permis de transporter une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire qui **n'est pas un appareil de transport personnel motorisé** selon les modalités au règlement.
- Introduction de la définition «Appareil de transport personnel motorisé : véhicule muni au moins d'une roue, d'un moteur électrique alimenté par une batterie et exempt d'habitacle fermé (bicyclette à assistance électrique, trottinette électrique, véhicule gyroscopique ou autre petit appareil électrique).»
- Dans l'intervalle de l'entrée en vigueur des modifications au règlement, la STM déclare refuser le transport ou la présence d'un ATPM.



Règlement R-036

- Infraction de se trouver à l'intérieur du matériel roulant après le terminus d'un parcours en transport collectif
  - ex : client qui reste dans le métro ou le bus à la fin du circuit
- Élargissement de certaines infractions pour sanctionner le comportement commis à l'endroit d'un chauffeur effectuant un déplacement au nom de la société notamment pour le transport adapté
  - ex : retarder ou nuire au travail, injurier, insulter ou provoquer, par des paroles ou des gestes, un chauffeur de taxi collectif effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société

Calendrier

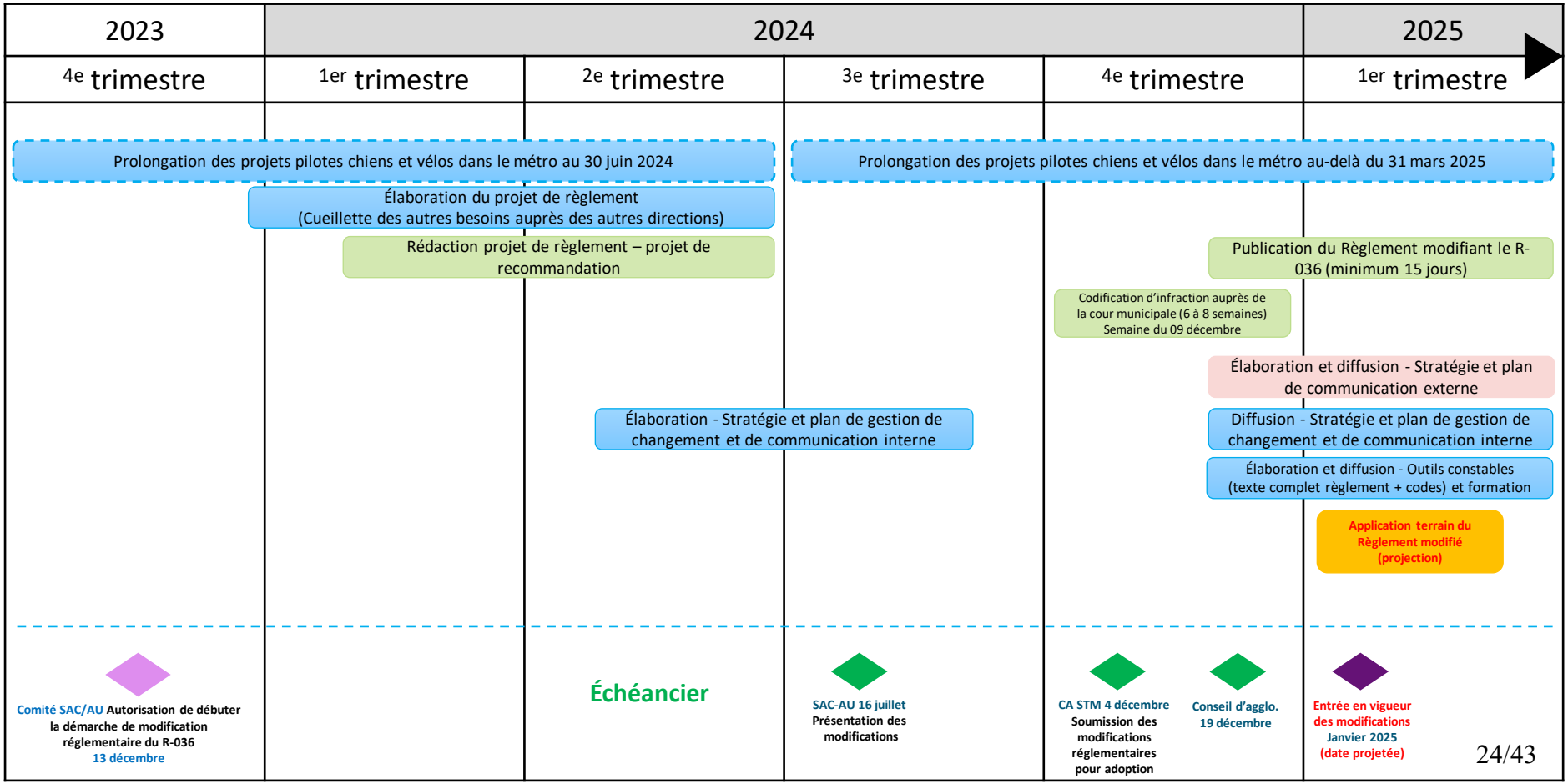

2023
2024
2025
4e trimestre
1er trimestre
2e trimestre
3e trimestre
4e trimestre
1er trimestre
Prolongation des projets pilotes chiens et vélos dans le métro au 30 juin 2024
Prolongation des projets pilotes chiens et vélos dans le métro au-delà du 31 mars 2025
Élaboration du projet de règlement
(Cueillette des autres besoins auprès des autres directions)
Rédaction projet de règlement – projet de recommandation
Publication du Règlement modifiant le R-036 (minimum 15 jours)
Codification d'infraction auprès de la cour municipale (6 à 8 semaines)
Semaine du 09 décembre
Élaboration et diffusion - Stratégie et plan de communication externe
Élaboration - Stratégie et plan de gestion de changement et de communication interne
Diffusion - Stratégie et plan de gestion de changement et de communication interne
Élaboration et diffusion - Outils constables
(texte complet règlement + codes) et formation
Application terrain du Règlement modifié (projection)
Comité SAC/AU Autorisation de débuter la démarche de modification réglementaire du R-036
13 décembre
Échéancier
SAC-AU 16 juillet
Présentation des modifications
CA STM 4 décembre
Soumission des modifications réglementaires pour adoption
Conseil d'agglo.
19 décembre
Entrée en vigueur des modifications
Janvier 2025
(date projetée)

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Définition Ajout a.1)		« Appareil de transport personnel motorisé »: tout véhicule muni au moins d'une roue, lequel est équipé d'un moteur électrique alimenté par une batterie et exempt d'habitacle fermé par une matière rigide, molle ou transparente, y incluant une trottinette électrique, un véhicule gyroscopique ou autre petit appareil électrique conçu pour le déplacement d'une personne dont notamment les appareils semblables à des trottinettes électriques avec siège ou à trois roues. Au sens du présent règlement, une bicyclette à assistance électrique munie de 2 ou 3 roues équipée d'un moteur électrique est assimilée à un appareil de transport personnel motorisé. Un appareil de transport personnel motorisé ne comprend pas une aide à la mobilité motorisée conçue pour pallier une incapacité à la marche tel que défini à l'article 1 de l'Arrêté relatif aux aides à la mobilité motorisées (RLRQ. c. C- 24.2, r 1.01).	Ajout de la définition d'appareil de transport personnel motorisé vu l'édiction des normes réglementaires pour le transport de ces objets dans les immeubles et le matériel roulant. Précision que l'aide à la mobilité motorisée n'est pas comprise dans la définition d'un appareil de transport personnel motorisé.	Direction soutien bus exploitation métro
Définition: Art. 1b)	« **chien-guide** » ou **« chien d'assistance**» : le chien entraîné pour guider ou assister une personne handicapée;	"**Chien-guide" ou "chien d'assistance"** : le chien dont une personne a besoin pour l'assister et qui fait l'objet d'un certificat valide attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de dressage de chiens d'assistance ou qu'il est intégré à un programme de formation pour devenir chien d'assistance par un tel organisme;	Définition harmonisée en fonction de la définition du Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (RLRQ. c. P-38.002, r.1.) suite à l'adoption de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens (RLRQ. c. P-38.002) en 2018 tout en précisant le chien d'assistance en formation. Le Règlement concernant les normes de comportement des personnes à l'égard des équipements ou infrastructures métropolitains et régissant la circulation et le stationnement adopté par l'ARTM reprend une partie de cette définition.	Cohérence réglementaire

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Définition Art. 1f)	"**Préposé":** i) un employé ou un représentant de la Société; ii) une personne autorisée à agir comme inspecteur en vertu des dispositions des chapitres VI et VII de la *Loi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ. c. S-30.01);	"**Préposé**": i) un employé ou un représentant de la Société; ii) une personne autorisée à agir comme inspecteur en vertu des dispositions des chapitres VI et VII de la L*oi sur les sociétés de transport en commun* (RLRQ, c. S-30.01); iii) une personne nommée en vertu du premier alinéa de l'article 107 de la *Loi sur la police* (RLRQ, c. P-13.1) pour agir à titre de constable spécial de la Société de transport Montréal sous l'autorité identifiée à l'acte de nomination;	Mise à jour de la définition pour y inclure une personne nommée constable spécial à la direction Sûreté et sécurité incendie.	Direction Sûreté et sécurité incendie
Art. 1j)	j) **« titre de transport »** : un titre de transport reconnu valide par la Société au sens du Règlement R-105 - Règlement concernant les conditions au regard de la possession et de l'utilisation de tout titre de transport émis sous l'autorité de la Société de transport de Montréal;	j) « **titre de transport** » : un titre de transport établi et reconnu valide par l'Autorité régionale de transport métropolitaine au sens du *Règlement sur les conditions au regard de la possession et de l'utilisation des titres de transport établit pour les services de transport collectif de la région métropolitaine* (RLRQ, c. 33.3-R-3 (2022)) et de ses amendements ou tout autre règlement adopté par l'Autorité en vertu du paragraphe 1 de l'article 106 de la Loi sur l'Autorité régionale de transport métropolitain (RLRQ, c. A.33-3);	Mise à jour de la définition de" titre de transport" reflétant la compétence exclusive de l'Autorité régionale de transport métropolitaine de déterminer le cadre tarifaire et d'édicter des conditions au regard de la possession et de l'utilisation des titres de transport qu'elle établit.	Cohérence réglementaire
Art. 2	**2.** Le présent règlement établit les normes de sécurité et de comportement des personnes dans ou sur les immeubles et le matériel roulant exploités par ou au nom de la Société. Le présent règlement établit également les conditions au regard des immeubles qu'elle exploite et des personnes qui y circulent.	**2.** Le présent règlement établit les normes de sécurité et de comportement des personnes dans ou sur les immeubles et le matériel roulant exploités par ou au nom de la Société. Le présent règlement établit également les conditions ~~au regard~~ à l'égard des immeubles qu'elle exploite et des personnes qui y circulent.	" À l'égard" est la locution prépositive est la plus appropriée au lieu de " au regard".	Cohérence réglementaire

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 4 f)	**4**. Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : f) de refuser de circuler lorsque requis de ce faire par un préposé;	**4**. Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : f) de refuser de circuler lorsque requis de ce faire par un préposé ou par un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société;	L'infraction est élargie pour sanctionner le fait de refuser de circuler, lorsque demandé par un chauffeur assigné par un fournisseur contractuel de la STM pour le transport d'une ou des personnes (déplacements effectués pour le transport adapté et les circuits de taxi collectif). Ajout du terme "Société" après le terme "préposé" aux fins de cohérence réglementaire.	Direction Transport adapté
Art. 4 h)	**4**. Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : h) de retarder ou de nuire au travail d'un préposé de la Société;	4. Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : h) de retarder ou de nuire au travail d'un préposé de la Société ou d'un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société;	L'interdiction est élargie pour sanctionner le fait de refuser de circuler, lorsque demandé par un chauffeur assigné par un fournisseur contractuel de la STM pour le transport d'une ou des personnes (déplacements effectués pour le transport adapté et les circuits de taxi collectif).	Direction Transport adapté
Art. 4 p)	4. Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : p) de faire usage d'une planche à roulette, d'une trottinette ou autre objet similaire;	4. Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : p) de faire usage d'une planche à roulette, d'une trottinette, d'un appareil de transport personnel motorisé ou autre objet similaire;	L'ajout de l'interdiction de faire usage d'un appareil de transport personnel motorisé dans un immeuble ou le matériel roulant.	Direction soutien bus exploitation métro
Art. 4q)	**4**. Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : q) d'injurier, d'insulter ou de provoquer, par des paroles ou des gestes, un préposé de la Société dans l'exercice de ses fonctions.	4. Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : q) d'injurier, d'insulter ou de provoquer, par des paroles ou des gestes, un préposé de la Société dans l'exercice de ses fonctions ou d'un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société;	En sus d'un préposé, la modification vise à sanctionner les propos ou les gestes interdits de l'article 4q) commis à l'endroit d'un chauffeur assigné par un fournisseur contractuel de la STM pour le transport d'une ou des personnes (déplacements effectués pour le transport adapté et les circuits de taxi collectif).	Direction Sûreté et sécurité incendie

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 5 c)	**5.** Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : c) de manœuvrer ou d'utiliser de quelque façon que ce soit un appareil, un dispositif ou un équipement dont l'usage est réservé aux préposés;	**5.** Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est interdit à toute personne : c) de manœuvrer ou d'utiliser de quelque façon que ce soit un appareil, un dispositif ou un équipement dont l'usage est réservé aux préposés ou d'un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société;	L'infraction est élargie pour sanctionner l'utilisation d'un bien réservé à un chauffeur assigné par un fournisseur contractuel de la STM pour le transport d'une ou des personnes (déplacements effectués pour le transport adapté et les circuits de taxi collectif).	Direction Transport adapté
Art. 8	**8.** Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est permis à toute personne de se trouver accompagnée : a) d'un chien guide ou d'un chien d'assistance dont cette personne se sert afin de pallier à un handicap, ou d'un chien-guide ou d'assistance à l'entraînement; b) d'un animal se trouvant en tout temps dans une cage ou un récipient fermé dûment conçu à cet effet. Dans toutes autres circonstances, à moins d'autorisation de la Société, il est interdit de se trouver dans ces lieux avec un animal ou de permettre qu'un animal y soit présent.	**8.** Dans ou sur un immeuble ou du matériel roulant, il est permis à toute personne de se trouver accompagnée : a) d'un chien guide ou d'un chien d'assistance ~~dont cette personne se sert afin de pallier à un handicap, ou d'un chien-guide ou d'assistance à l'entraînement~~; b) d'un animal se trouvant en tout temps dans une cage ou un récipient fermé dûment conçu à cet effet. Sous réserve de l'article 8.2 du présent règlement, dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, il est interdit de se trouver dans ces lieux avec un animal ou de permettre qu'un animal y soit présent à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.	Harmonisation de la disposition avec la définition de chien guide ou chien d'assistance; Ajout qu'en cas de suspension temporaire, la présence d'un animal n'est plus autorisée.	Direction soutien bus exploitation métro Direction Sûreté et sécurité incendie

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Ajout article 8.1		8.1. Dans un immeuble ou du matériel roulant, la personne qui se trouve accompagnée d'un chien-guide ou d'un chien d'assistance doit avoir en sa possession le certificat valide attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de dressage de chiens d'assistance ou qu'il est intégré à un programme de formation pour devenir chien-guide ou chien d'assistance par un tel organisme. La personne doit, sur demande, présenter et permettre au préposé de vérifier la validité du certificat émis par un organisme professionnel de dressage de chien d'assistance.	Une personne qui se trouve accompagnée d'un chien d'assistance devra présenter et permettre la vérification du certificat attestant que le chien a été dressé par un organisme professionnel suivant une demande inspecteur ou constable. Montant proposé de l'amende: 75$	Direction Sûreté et sécurité incendie
Ajout article 8.2		8.2. Nonobstant l'article 8 du présent règlement, dans une station de métro ou dans une voiture de métro, il est permis à une personne de se trouver accompagnée d'un seul chien portant une muselière, selon les jours et parties de jour suivants et à condition de se conformer aux autres dispositions du présent règlement : a) du lundi au vendredi à partir de l'ouverture d'une station de métro jusqu'à 7h00, entre 9h30 et 15h30 et après 18h00, ainsi que les samedis, les dimanches et autres jours fériés fixés par la loi pour la période débutant le 3e lundi du mois d'août et se terminant le jour précédent le 3e lundi du mois de mai de chaque année; b) en tout temps pour la période débutant le 3e lundi du mois de mai et se terminant le jour précédent le 3e lundi du mois d'août de chaque année; c) à tout autre jour ou partie de jour déterminé par la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.	Suite à la conclusion du projet pilote chien, nouvelle disposition au règlement pour encadrer les périodes pendant lesquelles une personne peut se trouver accompagnée d'un chien de compagnie dans une station et voiture de métro. Montant proposé de l'amende: 75$	Direction soutien bus exploitation métro Direction Sûreté et sécurité incendie

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Ajout article 8.3.		8.3 Il est interdit à une personne qui se trouve accompagnée d'un seul chien portant une muselière en vertu l'article 8.2 du présent règlement, de ne pas respecter en tout temps respecter les conditions suivantes : a) le chien doit porter une muselière en tout temps; b) le chien doit être attaché une laisse d'une longueur maximale de 1.25 mètre; c) la personne doit maîtriser et contrôler le chien; d) la personne doit faire cesser tout aboiement, tout hurlement ou tout autre son émis par le chien; e) la personne doit enlever et nettoyer immédiatement, par tous moyens appropriés, le lieu souillé par un liquide ou une matière fécale du chien.	Suite à la conclusion du projet pilote chien, nouvelle disposition au règlement édictant les conditions dans lesquelles une personne peut se trouver accompagnée d'un chien de compagnie dans une station et voiture de métro. Montant proposé de l'amende pour les infractions des paragraphes a), b) c), d) et f): 75$ Montant proposé de l'amende pour l'infraction du paragraphe e) : 100$	Direction soutien bus exploitation métro Direction Sûreté et sécurité incendie
Ajout article 8.4		8.4 Nonobstant l'article 8.2 du présent règlement, il est interdit à une personne de se trouver accompagnée d'un seul chien portant une muselière, lorsqu'est affichée une interdiction de la présence d'un chien dans une station de métro ou une voiture de métro. Cette disposition ne s'applique pas à une personne qui se trouve accompagnée d'un chien-guide ou d'un chien d'assistance.	Lorsqu'est affichée, cette nouvelle disposition au règlement interdit la présence de chien de compagnie dans une station et voiture de métro. Possibilité d'application de cette disposition aux situations dont la station de métro est adjacente à un immeuble exploité par un tiers (riverain) et qu'il n'autorise pas la présence de chien de compagnie. Montant proposé de l'amende: 75$	Direction soutien bus exploitation métro

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Article 10 e) et f)	**10.** Dans ou sur un immeuble, il est interdit à toute personne : e) d'appuyer une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire, ainsi qu'une remorque pouvant être attachée à l'un de ces derniers, ailleurs que sur les supports prévus à cette fin, le cas échéant; f) de laisser sur place, pendant plus de quarante-huit heures consécutives, une bicyclette, un monocycle, un tricycle, une motocyclette, un cyclomoteur ou autre objet similaire, ainsi qu'une remorque pouvant être attachée à l'un de ces derniers; est considéré comme un objet trouvé au sens de l'article 91 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (RLRQ, c. S-30.01), un tel bien;	**10**. Dans ou sur un immeuble, il est interdit à toute personne : e) d'appuyer une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire ainsi qu'une remorque pouvant être attachée à l'un de ces derniers, ou un appareil de transport personnel motorisé, ailleurs que sur les supports prévus à cette fin, le cas échéant; f) de laisser sur place, pendant plus de quarante-huit heures consécutives, une bicyclette, un monocycle, un tricycle, un appareil de transport personnel motorisé, une motocyclette, un cyclomoteur ou autre objet similaire, ainsi qu'une remorque pouvant être attachée à l'un de ces derniers; est considéré comme un objet trouvé au sens de l'article 91 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (RLRQ, c. S-30.01), un tel bien;	Ajout de la mention "d'un appareil de transport personnel motorisé" à l'infraction existante.	Direction Sûreté et sécurité incendie
Art. 10 i)	10. Dans ou sur un immeuble, il est interdit à toute personne : i) à moins d'autorisation ou sauf en cas de nécessité, de se trouver ou de circuler sur la voie ferrée, dans un tunnel ou dans un autre endroit réservé exclusivement au préposé de la Société;	**10**. Dans ou sur un immeuble, il est interdit à toute personne : i) à moins d'autorisation ~~ou sauf en cas de nécessité,~~ de se trouver ou de circuler sur la voie ferrée, dans un tunnel ou dans un autre endroit réservé exclusivement au préposé de la Société;	Modification apportée à l'article pour le rendre cohérent.	Direction Sûreté et sécurité incendie

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Ajout paragraphe g) à l'article 11		**11.** Il est interdit à toute personne : g) de se trouver dans le matériel roulant après l'arrêt terminus d'un parcours ou d'un transport effectué par ou pour la Société à moins d'autorisation du préposé ou du chauffeur.	Nouvelle infraction de se trouver à l'intérieur du matériel roulant après le terminus d'un parcours ou arrivée à destination pour les déplacements effectués par le transport collectif ou taxi collectif. Montant proposé de l'amende: 150$	Direction Sûreté et sécurité incendie
Art. 11.1 c)	**11.1** Dans le matériel roulant, sous réserve des autres restrictions prévues au présent règlement, toute personne transportant des objets doit en assurer le contrôle afin de ne pas : c) retarder ou nuire au travail d'un conducteur de la Société ou d'un autre de ses préposés.	**11.1** Dans le matériel roulant, sous réserve des autres restrictions prévues au présent règlement, toute personne transportant des objets doit en assurer le contrôle afin de ne pas : c) retarder ou nuire au travail d'un conducteur de la Société ou d'un autre de ses préposés ou d'un chauffeur effectuant un transport d'une ou des personnes pour la Société.	L'infraction est élargie pour sanctionner le comportement envers un chauffeur assigné par un fournisseur contractuel de la STM pour le transport d'une ou des personnes (déplacements effectués au nom du transport adapté et les circuits de taxi collectif).	Direction Transport adapté

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 15	**15.** Dans une station de métro, il est permis d'exécuter une œuvre musicale ou lyrique ou un autre type de spectacle dans une zone désignée à cette fin, aux heures prescrites et selon les modalités de réservation identifiées par la Société à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites à moins d'autorisation de la Société.	**15.** Dans une station de métro, il est permis d'exécuter une œuvre musicale ou lyrique ou un autre type de spectacle dans une zone désignée à cette fin, aux heures prescrites et selon les modalités de réservation identifiées par la Société à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Nonobstant l'article 16 du règlement, lors de l'exécution de l'œuvre musicale ou lyrique ou autre type de spectacle à l'intérieur d'une zone de contrôle d'une station de métro, il est permis de demander ou recueillir un don ou aumône ou un autre avantage à condition de se conformer aux autres dispositions de ce règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.	Des lyres étant installées en zone de contrôle d'une station, la modification vise à permettre la demande de don lors de l'exécution de l'œuvre ou de la prestation artistique malgré l'article 16 du règlement qui interdit la demande de don à l'intérieur de la zone de contrôle. Modification pour prévoir que l'autorisation émane de la personne occupant la fonction de directeur général, laquelle dispose déjà du pouvoir de suspendre temporairement une activité autorisée dans une station de métro (art. 36) ou d'autoriser une dérogation au règlement (art. 40).	Direction Sûreté et sécurité incendie
Art. 16	**16.** À l'extérieur de la zone de contrôle d'une station de métro, il est permis de demander ou recueillir un don, une aumône ou un autre avantage à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites à moins d'autorisation de la Société.	**16.** À l'extérieur de la zone de contrôle d'une station de métro, il est permis de demander ou recueillir un don, une aumône ou un autre avantage à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.	Modification afin de prévoir que l'autorisation émane de la personne occupant la fonction de directeur général, laquelle dispose déjà du pouvoir de suspendre temporairement une activité autorisée dans une station de métro (art. 36) ou d'autoriser une dérogation au règlement (art. 40).	Cohérence réglementaire

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 17	**17.** Dans une station de métro, suite à l'obtention de l'autorisation de la Société, il est permis d'offrir en vente ou en location un service ou un bien ou d'en faire l'exhibition, la distribution, la promotion, ou l'exposition à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites.	**17.** Dans une station de métro, suite à l'obtention de l'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société, il est permis d'offrir en vente ou en location un service ou un bien ou d'en faire l'exhibition, la distribution, la promotion, ou l'exposition à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites.	Modification afin de prévoir que l'autorisation émane de la personne occupant la fonction de directeur général, laquelle dispose déjà du pourvoir de suspendre temporairement une activité autorisée dans une station de métro (art. 36) ou d'autoriser une dérogation au règlement (art. 40).	Cohérence réglementaire
Art. 18	**18.** À l'extérieur de la zone de contrôle d'une station de métro, il est permis d'effectuer des sondages, relevés ou autres études de ce genre ou de demander ou recueillir des signatures à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites à moins d'autorisation de la Société.	**18.** À l'extérieur de la zone de contrôle d'une station de métro, il est permis d'effectuer des sondages, relevés ou autres études de ce genre ou de demander ou recueillir des signatures à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.	Modification afin de prévoir que l'autorisation émane de la personne occupant la fonction de directeur général, laquelle dispose déjà du pouvoir de suspendre temporairement une activité autorisée dans une station de métro (art. 36) ou d'autoriser une dérogation au règlement (art. 40).	Cohérence réglementaire

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 19	**19.** À l'extérieur de la zone de contrôle d'une station de métro, il est permis d'exhiber, d'offrir, ou de distribuer un livre, un journal, un tract, un feuillet, un dépliant ou tout autre imprimé : a) à titre gratuit; b) exprimant une idéologie politique, sociale ou religieuse; et c) à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites à moins d'autorisation de la Société.	**19.** À l'extérieur de la zone de contrôle d'une station de métro, il est permis d'exhiber, d'offrir, ou de distribuer un livre, un journal, un tract, un feuillet, un dépliant ou tout autre imprimé : a) à titre gratuit; b) exprimant une idéologie politique, sociale ou religieuse; et c) à condition, toutefois, de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, ces activités sont interdites à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.	Modification afin de prévoir que l'autorisation émane de la personne occupant la fonction de directeur général, laquelle dispose déjà du pouvoir de suspendre temporairement une activité autorisée dans une station de métro (art. 36) ou d'autoriser une dérogation au règlement (art. 40).	Cohérence réglementaire
Titre de la sous-section III (de la section VIII -Station de métro et Matériel roulant)	Sous-section III: Bicyclettes	Sous-section III: Bicyclettes et appareils de transport personnels motorisés	Modification du titre de la sous-section III pour y faire mention de ATPM	Cohérence réglementaire

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 20	**20**. Dans une station de métro ou dans la première voiture du métro, il est permis de transporter une bicyclette, une bicyclette électrique, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire du lundi au vendredi, entre 10h00 et 15h00 et après 19h00 ainsi que les samedi, dimanche et autres jours fériés fixés par la loi ou par proclamation ou à tout autre jour ou partie de jour déterminé par la Société aux conditions suivantes : a) de céder la priorité aux autres usagers lors de l'embarquement et débarquement de la voiture de métro; b) d'être accompagnée d'un adulte pour toute personne âgée de moins de 14 ans; c) de garder en tout temps le contrôle et de ne pas l'appuyer contre une voiture de métro, un siège d'une voiture ou contre tout autre équipement ou installation du métro; et d) de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, il est interdit de transporter une bicyclette, une bicyclette électrique, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire.	**20**. Dans une station de métro ou à l'intérieur ~~la première~~ d'une voiture du métro, il est permis de transporter une bicyclette, ~~une bicyclette électrique~~, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire qui n'est pas un appareil de transport personnel motorisé ~~du lundi au vendredi, entre 10h00 et 15h00 et après 19h00 ainsi que les samedi, dimanche et autres jours fériés fixés par la loi ou par proclamation ou à tout autre jour ou partie de jour déterminé par la Société~~ selon les jours et parties de jour déterminé à l'article 20.1 du présent règlement et aux conditions suivantes : a) de céder la priorité aux autres usagers lors de l'embarquement et débarquement de la voiture de métro; b) d'être accompagnée d'un adulte pour toute personne âgée de moins de 14 ans; c) de garder en tout temps le contrôle et de ne pas l'appuyer contre une voiture de métro, un siège d'une voiture ou contre tout autre équipement ou installation du métro; et d) de se conformer aux autres dispositions du présent règlement. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, ou lors d'une suspension temporaire, il est interdit de transporter un appareil de transport personnel motorisé, une bicyclette, ~~une bicyclette électrique~~, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.	Suite à la conclusion du projet pilote élargissant les modalités de transport des vélos dans les stations, ajout d'une référence à un article du règlement, lequel édicte les périodes pendant lesquelles le transport de vélo et autres objets similaires sont autorisées. Interdiction de transport d'un appareil de transport personnel motorisé.	Direction soutien bus exploitation métro Direction Sûreté et sécurité incendie

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Ajout article 20.1		**20.1.** Dans une station de métro ou dans une voiture du métro, il est permis de transporter une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire qui n'est pas un appareil de transport personnel motorisé selon les jours et partie de jour prévus à cet article et à condition de se conformer aux autres dispositions du présent règlement : a) du lundi au vendredi à partir de l'ouverture d'une station de métro jusqu'à 7h00, entre 9h30 et 15 h 30 et après 18h00, ainsi que les samedis, dimanches et autres jours fériés fixés par la loi pour la période débutant le 3e lundi du mois d'août et se terminant le jour précédent le 3e lundi du mois de mai de chaque année; b) en tout temps pour la période débutant le 3e lundi du mois de mai et se terminant le jour précédent le 3e lundi du mois d'août de chaque année; c) à tout autre jour ou partie de jour déterminée par la personne occupant la fonction de directeur général de la Société. À toute autre jour ou partie de jour, ou lors d'une suspension temporaire, il est interdit de transporter un appareil de transport personnel motorisé, une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société.	Nouvelle disposition édictant les périodes pendant lesquelles le transport de vélo et autres objets similaires sont autorisés suite à la conclusion du projet pilote élargissant les modalités de transport des vélos et autres objets similaires dans une station de métro. Interdiction de transport d'un appareil de transport personnel motorisé. Montant proposé de l'amende: 75$	Direction soutien bus exploitation métro Direction Sûreté et sécurité incendie

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 21	**21.** Nonobstant les autres dispositions de la présente sous-section, dans une station de métro ou le matériel roulant il est interdit à toute personne : a) de circuler sur une bicyclette, une bicyclette électrique, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire; b) de laisser stationner en permanence ou temporairement une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire ailleurs que sur les supports prévus à cette fin.	**21.** Nonobstant les autres dispositions de la présente sous-section, dans une station de métro ou le matériel roulant il est interdit à toute personne : a) de circuler sur un appareil de transport personnel motorisé, une bicyclette, ~~une bicyclette électrique~~, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire; b) de laisser stationner en permanence ou temporairement un appareil de transport personnel motorisé, une bicyclette, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire; ailleurs que sur les supports prévus à cette fin.	Ajout d'interdiction de circuler sur un appareil de transport personnel motorisé. L'ajout du terme "le cas échéant " précise la portée de l'article en présence de support prévu à cette fin dans une station de métro.	Direction soutien bus exploitation métro Direction Sûreté et sécurité incendie
Art. 22	**22.** La présente sous-section ne limite cependant pas le droit de la Société ou de l'un de ses préposés d'interdire temporairement l'accès à une station de métro ou à une voiture de métro à toute personne qui transporte une bicyclette, une bicyclette électrique, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire.	~~**22.** La présente sous-section ne limite cependant pas le droit de la Société ou de l'un de ses préposés d'interdire temporairement l'accès à une station de métro ou à une voiture de métro à toute personne qui transporte une bicyclette, une bicyclette électrique, un monocycle, un tricycle ou autre objet similaire.~~	Retrait de cette disposition puisqu'une suspension temporaire est encadrée par le mécanisme prévu à l'article 36 du Règlement.	Cohérence réglementaire

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 23	**23.** Dans un immeuble ou dans le matériel roulant, il est permis de faire fonctionner tout appareil électronique émettant du son, à condition de faire usage d'écouteur. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, cette activité est interdite à moins d'autorisation de la Société. Aux fins du présent article, les différentes sonneries pouvant être émises par un appareil téléphonique ne sont pas interdites.	**23.** Dans un immeuble ou dans le matériel roulant, il est permis de faire fonctionner tout appareil électronique émettant du son, à condition de faire usage d'écouteur. Dans toute autre circonstance ou tout autre lieu, cette activité est interdite à moins d'autorisation de la personne occupant la fonction de directeur général de la Société. Aux fins du présent article, les différentes sonneries pouvant être émises par un appareil téléphonique ne sont pas interdites.	Modification afin de prévoir que l'autorisation émane de la personne occupant la fonction de directeur général, laquelle dispose déjà du pouvoir de suspendre temporairement une activité autorisée dans une station de métro (art. 36) ou d'autoriser une dérogation au règlement (art. 40).	Cohérence réglementaire

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 26	**26.** Quiconque contrevient à l'un des articles 4 a), 4 b), 4 c), 4 d), 4 e), 4 f), 4 h), 4 i), 4 k), 4 n), 4 o), 4 p), 8, 10 c), 10 e), 10 f), 10 g), 10 h), 10 l), 10 m), 10.1 b), 10.1 c), 10.1 d), 10.1 e), 10.1 f), 10.1 g), 10.1 h), 10.1 i), 10.1 j), 10.1 k), 10.1 l), 10.1 m), 10.1 n), 11 d), 11.1 a), 11.1 b), 11.1 c), 12 a), 12 b), 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 ou 23 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 75 $ à 500 $.	**26.** Quiconque contrevient à l'un des articles 4 a), 4 b), 4 c), 4 d), 4 e), 4 f), 4 h), 4 i), 4 k), 4 n), 4 o), 4 p), 8, 8.1, 8.3 a), 8.3 b), 8.3 c), 8.3 d), 8.4, 10 c), 10 e), 10 f), 10 g), 10 h), 10 l), 10 m), 10.1 b), 10.1 c), 10.1 d), 10.1 e), 10.1 f), 10.1 g), 10.1 h), 10.1 i), 10.1 j), 10.1 k), 10.1 l), 10.1 m), 10.1 n), 11 d), 11.1 a), 11.1 b), 11.1 c), 12 a), 12 b), 15, 16, 17, 18, 19, 20, 20.1, 21, 22 ou 23 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 75 $ à 500 $.	Modification pour y établir le montant de l'amende d'une nouvelle infraction créée par les nouvelles exigences de comportement: - de se trouver en présence d'un chien ou de transporter un vélo à l'extérieur des plages autorisées (art. 8.2, art. 20.1); - de ne pas avoir en sa possession ou de refuser de présenter le certificat attestant qu'un chien-guide ou d'assistance a été dressé par un organisme professionnel (art. 8.1); - de se trouver en présence d'un chien sans respecter les conditions établies (laisse, muselière, maitrise du chien) (art. 8.3 a), b, c) d); - de se trouver en compagnie d'un chien alors qu'une affiche l'y interdit (art. 8.4); Le montant de l'amende est en sus des frais au constat d'infraction édictés par le *Tarif judiciaire en matière pénale* (RLRQ. c. 25.1, r.6) et *Règlement sur certains frais judiciaires applicables aux personnes âgées de moins de 18 ans* (R.RQ. c, 25.1 r. 3).	Direction Sûreté et sécurité incendie

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 27	**27.** Quiconque contrevient à l'un des articles 4 g), 4 q), 6 a) ou 6 d) du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 100 $ à 500 $.	**27.** Quiconque contrevient à l'un des articles 4 g), 4 q), 6 a) ~~ou~~, 6 d) ou 8.3 e) du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 100 $ à 500 $.	Modification pour y établir le montant de l'amende d'une nouvelle infraction créée par les nouvelles exigences de comportement : - de ne pas enlever et nettoyer sur un lieu souillé la matière liquide ou fécale d'un chien (art. 8.3 e)). Le montant de l'amende est en sus des frais au constat d'infraction édictés par le Tarif judiciaire en matière pénale (RLRQ. c. 25.1, r.6) et Règlement sur certains frais judiciaires applicables aux personnes âgées de moins de 18 ans (R.RQ. c, 25.1 r. 3).	Direction Sûreté et sécurité incendie
Art. 28	**28.** Quiconque contrevient à l'un des articles 5 a), 5 b), 5 c), 5 d), 7, 10 a), 10 d), 10 j), 10 k), 10.1 a), 11 a), 11 b), 11 c) ou 11 e) du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 150 $ à 500 $.	**28**. Quiconque contrevient à l'un des articles 5 a), 5 b), 5 c), 5 d), 7, 10 a), 10 d), 10 j), 10 k), 10.1 a), 11 a), 11 b), 11 c) ~~ou~~ , 11 e) ou 11 g) du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de 150 $ à 500 $.	Modification pour y établir le montant de l'amende d'une nouvelle infraction créée par les nouvelles exigences de comportement : - de se trouver dans le matériel roulant après l'arrêt terminus d'un parcours ou d'un transport effectué pour la Société (art. 11 g); Le montant de l'amende est en sus des frais au constat d'infraction édictés par le *Tarif judiciaire en matière pénale* (RLRQ. c. 25.1, r.6) et *Règlement sur certains frais judiciaires applicables aux personnes âgées de moins de 18 ans* (R.RQ. c, 25.1 r. 3).	

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 36	**36.** Toute autorisation requise en vertu du présent règlement, à l'exception de celle découlant d'une entente avec la Société, peut être donnée par le directeur général. Lorsque requis pour le maintien des services de transport en commun ou pour assurer la sécurité d'une ou des personnes, du matériel roulant ou des immeubles exploités par la Société, le directeur général peut suspendre temporairement une des activités autorisées ou permises à la section VIII du présent règlement. Une fois par année, le directeur général doit lors d'une rencontre du Comité service clientèle et accessibilité universelle, déposer une liste des suspensions temporaires au présent règlement.	**36.** Toute autorisation ou permission requise en vertu du présent règlement, à l'exception de celle découlant d'une entente avec la Société, peut être donnée par ~~le~~ la personne occupant la fonction de directeur général. Lorsque requis pour le maintien des services de transport en commun ou pour assurer la sécurité d'une ou des personnes, du matériel roulant ou des immeubles exploités par la Société, ~~le~~ la personne occupant la fonction de directeur général peut suspendre temporairement en tout ou en partie une autorisation ou une permission ou une activité autorisée ou permise ~~à la section VIII~~ du présent règlement.	Élargissement du pouvoir de la suspension temporaire à toute autorisation et permission prévue au règlement en raison de l'intégration des modalités en lien avec la présence des chiens et des vélos. Modification pour permettre de suspendre partiellement une autorisation ou permission. Harmonisation terminologique en lien avec les propositions de modification des articles 15 à 19. Retrait de la reddition de compte annuelle. L'objet du règlement édicte les comportements dans les immeubles et le matériel roulant de la STM.	Direction soutien bus exploitation métro Direction Sûreté et sécurité incendie
Art. 39	**39** Les inspecteurs de la Société spécifiquement désignés à cette fin par la Société ainsi que les agents de la paix relevant de l'autorité de la Ville de Montréal sont habilités à voir à l'application du présent règlement**.**	**39.** Les inspecteurs de la Société spécifiquement désignés à cette fin par la Société, une personne nommée pour agir à titre de constable spécial de la Société ainsi que les agents de la paix relevant de l'autorité de la Ville de Montréal sont habilités à voir à l'application du présent règlement	Ajout de la personne de constable spécial	Direction Sûreté et sécurité incendie

TABLEAU DU RÈGLEMENT R-036-5 MODIFIANT LE RÈGLEMENT CONCERNANT LES NORMES DE SÉCURITÉ ET DE COMPORTEMENT DES PERSONNES DANS LE MATÉRIEL ROULANT ET LES IMMEUBLES EXPLOITÉS PAR OU POUR LA SOCIÉTÉ DE TRANSPORT DE MONTRÉAL RÈGLEMENT R-036

Légende: Texte en rouge = ajout
~~Texte en rouge barré~~ = retrait

ARTICLE R-036	TEXTE ACTUEL	TEXTE PROPOSÉ	EXPLICATION DE LA MODIFICATION	DEMANDEUR DE LA MODIFICATION
Art. 40	**40.** Lorsque requis pour le maintien des services de transport commun ou pour assurer la sécurité d'une ou des personnes, du matériel roulant ou des immeubles exploités par la Société, le directeur général peut autoriser une dérogation à l'application d'une ou plusieurs dispositions du présent règlement. Une fois par année, le directeur général doit, lors d'une rencontre du Comité service clientèle et accessibilité universelle, déposer une liste des dérogations autorisées au présent règlement.	**40.** Lorsque requis pour le maintien des services de transport en commun ou pour assurer la sécurité d'une ou des personnes, du matériel roulant ou des immeubles exploités par la Société, ~~le~~ la personne occupant la fonction de directeur général peut autoriser une dérogation en tout ou en partie à l'application d'une ou plusieurs dispositions du présent règlement. Une fois par année, ~~le~~ la personne occupant la fonction de directeur général doit, lors d'une rencontre du Comité service clientèle et accessibilité universelle, déposer une liste des dérogations autorisées au présent règlement.	Harmonisation terminologique en lien avec les propositions de modification des articles 15 à 19. Modification pour permettre de déroger partiellement à une disposition du règlement. Retrait de la reddition de compte annuelle. L'objet du règlement édicte les comportements dans les immeubles et le matériel roulant de la STM.	Direction soutien bus exploitation métro Direction Sûreté et sécurité incendie

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 50.01

2024/12/19
16:00

(1)

Dossier # : 1240314003

Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division des avantages sociaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal Inc. ainsi que la proposition soumise à l'Association des cadres municipaux de Montréal et l'Association des chefs pompiers de Montréal Inc. concernant l'ordonnance de la Cour supérieure sur le rétablissement de l'indexation suspendue en vertu des articles 16 et 17 de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM).

Il est recommandé :

1. d'approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal Inc. ainsi que la proposition soumise à l'Association des cadres municipaux de Montréal et l'Association des chefs pompiers de Montréal Inc. concernant l'ordonnance de la Cour supérieure sur le rétablissement de l'indexation suspendue en vertu des articles 16 et 17 de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM).

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2024-11-25 17:08

Signataire : Benoit DAGENAIS

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1240314003**
Unité administrative responsable :	Service des ressources humaines et des communications , Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H. , Division des avantages sociaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal Inc. ainsi que la proposition soumise à l'Association des cadres municipaux de Montréal et l'Association des chefs pompiers de Montréal Inc. concernant l'ordonnance de la Cour supérieure sur le rétablissement de l'indexation suspendue en vertu des articles 16 et 17 de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM).

CONTENU

CONTEXTE

La Loi RRSM entrée en vigueur le 5 décembre 2014 détermine le cadre légal dans lequel les régimes de retraite du secteur municipal ont dû être restructurés.
En ce qui concerne les participantes et participants retraités au 31 décembre 2013, il était uniquement possible de suspendre l'indexation automatique des rentes à compter du 1er janvier 2017, et ce, pour réduire jusqu'à un maximum de 50 % le déficit attribuable à ces retraitées et retraités. Ce choix irrévocable devait être précédé d'un processus de communication et de consultation.

En décembre 2016, la Ville s'est prévalue de l'option de suspendre l'indexation automatique de la rente des retraitées et retraités en conformité avec les objectifs de la Loi RRSM et au processus prévu par cette dernière. La suspension de l'indexation automatique exclut le régime de retraite des policières et policiers puisqu'il était pleinement capitalisé au 31 décembre 2013.

Le débat sur la validité de la Loi RRSM a pris fin le 11 avril 2024 avec le rejet des demandes d'autorisation d'appel par la Cour suprême. La grande majorité des dispositions est déclarée constitutionnelle, alors que les articles 16 et 17 visant la suspension de l'indexation automatique des retraitées et retraités au 31 décembre 2013 sont déclarés invalides et inopérants.

Ainsi, considérant que le jugement de première instance est maintenu, il y a lieu de rétablir l'indexation suspendue pour les participantes et participants retraités afin de respecter l'ordonnance de la Cour supérieure.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

· CG16 0439 – Le 22 juin 2016 – Se prévaloir de la possibilité de suspendre, à compter du 1er janvier 2017, l'indexation automatique de la rente des retraités des régimes de retraite de la Ville de Montréal tel que permis par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

· CG16 0738 – Le 22 décembre 2016 – Confirmer la suspension complète de l'indexation automatique, à compter du 1er janvier 2017, de la rente des retraités en date du 31 décembre 2013 pour 6 des régimes de retraite de la Ville de Montréal tel que permis par la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.

DESCRIPTION

Dans son jugement du 9 juillet 2020, l'honorable Benoit Moulin, juge de la Cour supérieure, s'est prononcé sur la constitutionnalité de la Loi RRSM, mais il est par la même occasion demeuré saisi pour déterminer les mesures réparatrices. Par cette action, il désirait attendre que les contestations sur la constitutionnalité de la Loi RRSM soit entièrement réglées avant de rendre un second jugement sur les mesures réparatrices.
Le 11 avril 2024, la Cour suprême a rejeté les demandes d'autorisation d'appel des parties. De ce fait, les contestations de la Loi RRSM sont maintenant terminées et les représentations ont débuté à la Cour supérieure afin de déterminer les mesures réparatrices pour les retraitées et retraités.

Dans le cadre du processus juridique qui se poursuit, dans un premier temps, une ordonnance a été émise le 25 juin 2024 sur la recommandation des parties afin de rétablir l'indexation des rentes. Cette ordonnance prévoit les engagements souscrits par les municipalités qui prévoient l'établissement d'un plan et d'un échéancier pour le rétablissement prospectif de l'indexation des rentes, en tenant compte des taux d'indexation cumulés depuis le 1er janvier 2017 et du versement rétroactif de la rente qui pourrait être due aux retraitées et retraités.

Pour ce faire, des ententes doivent intervenir entre les parties afin de modifier le règlement des régimes de retraite et ainsi respecter l'ordonnance de la Cour supérieure.

À cet effet, la Ville de Montréal s'est entendue sur une proposition de modifications des règlements avec l'ensemble des associations et des syndicats concernés. Les régimes de retraite visés par le présent dossiers sont les suivants :

Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal
- Association des cadres municipaux de Montréal (ACMM);
- Association des chefs pompiers de Montréal inc. (ACPM).

Régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal
- Association des pompiers de Montréal Inc. (APM).

Formules d'indexation

Dans les différents régimes de retraite, il existe une multitude de formules d'indexation qui découle principalement de la fusion de certaines municipalités avec la Ville de Montréal au 1er janvier 2002. Ces formules offrent généralement une protection partielle contre l'inflation, mais dans plusieurs cas, elles donnent droit à aucun ajustement.

L'ensemble des rentières et rentiers, soit près de 20 500, seront informés de leur situation

personnelle. Près de 12 200 d'entre eux ont droit à une indexation automatique. De ces 12 200 rentières et rentiers, 8 000 bénéficieront d'une majoration de leur rente et d'un paiement rétroactif de leur indexation. De plus, les successions d'environ 1 400 anciennes rentières et anciens rentiers décédés depuis le 1er janvier 2017 pourraient être éligibles à recevoir un montant équivalent à la valeur de l'indexation rétroactive.

Autres recours

Ces ententes visent uniquement le rétablissement prospectif et le versement rétroactif de l'indexation automatique des retraitées et retraités au sens de la Loi RRSM et excluentt les autres conclusions visées par les recours juridiques en cours. À cet effet, la Cour supérieure doit se prononcer sur les réclamations en dommages et intérêts des parties demanderesses ainsi que sur les demandes liées au financement des régimes de retraite.

JUSTIFICATION

Ces ententes sont requises pour se conformer à l'ordonnance de la Cour supérieure en lien avec le rétablissement de l'indexation suspendue en vertu des articles 16 et 17 de la Loi RRSM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le rétablissement de l'indexation suspendue a été reflété aux états financiers 2023, mais n'a pas eu d'impact sur la charge de retraite. Toutefois, il a été estimé que le rétablissement de l'indexation augmentera la charge de retraite de la Ville pour les années futures. Cette augmentation est estimée varier entre 12 M$ et 17 M$ au cours des prochaines années. Les cotisations que la Ville devra verser aux régimes de retraite afin de financer cette obligation additionnelle devront être déterminées par les actuaires des régimes suite aux directives émises par Retraite Québec. Aucune précision additionnelle quant au financement du rétablissement de l'indexation n'a été émise à ce moment. Les prochaines évaluations actuarielles sont prévues au 31 décembre 2024 et doivent être enregistrées auprès de Retraite Québec d'ici le 30 septembre 2025.

Les délibérations concernant le jugement de la réparation pour les retraitées et retraités se poursuivent quant aux intérêts, aux indemnités et au financement de l'indexation suspendue. À ce stade, il nous est impossible d'évaluer ou de quantifier financièrement la finalité de ce processus. Toutefois, d'autres recours financiers pourraient survenir.

MONTRÉAL 2030

Ce dossier ne s'applique pas à Montréal 2030, aux engagements en changements climatiques, et aux engagements en inclusion, équité et accessibilité universelle parce que les ententes intervenues pour modifier les régimes de retraite visent uniquement le rétablissement de l'indexation suspendue en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Le Bureau des régimes de retraite de Montréal, en tant que délégataire des comités de retraite, contactera les participantes et participants retraités afin de les informer de l'effet du rétablissement de l'indexation suspendue sur leur rente.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

• Communiquer avec les participantes et participants retraités en décembre 2024;
• Ajuster, si applicables, les rentes servies en janvier 2025;
• Verser en un montant forfaitaire, d'ici décembre 2027, l'indexation suspendue qui n'a pas été consentie avant 2025;
• Modifier les règlements;
• Poursuivre le processus judiciaire relatif aux mesures réparatrices.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Audrey LÉVESQUE, Service des affaires juridiques
Gildas S. GBAGUIDI, Service des finances et de l'évaluation foncière

Lecture :

Audrey LÉVESQUE, 15 novembre 2024
Gildas S. GBAGUIDI, 15 novembre 2024

RESPONSABLE DU DOSSIER

David BÉLANGER
Conseiller principal - Avantages sociaux

Tél : 514-295-2497
Télécop. : -

ENDOSSÉ PAR Le : 2024-11-14

Olivier ROBERGE
Chef de division - Avantages sociaux

Tél : 514-726-2414
Télécop. : -

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Melissa PAQUIN
Directrice - Relations de travail et négociatrice en chef
Tél : 438-871-7235

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Diane DRH BOUCHARD
Directrice - Service des ressources humaines et des communications
Tél : 438-867-5177

Approuvé le : 2024-11-15

Approuvé le : 2024-11-15

Grille d'analyse Montréal 2030

Numéro de dossier : 1240314003

Unité administrative responsable : Service des ressources humaines et des communications, Direction rémunération globale et systèmes d'information R.H., Division des avantages sociaux

Projet : Approuver l'entente intervenue entre la Ville de Montréal et l'Association des pompiers de Montréal Inc. ainsi que la proposition soumise à l'Association des cadres municipaux de Montréal et l'Association des chefs pompiers de Montréal Inc. concernant l'ordonnance de la Cour supérieure sur le rétablissement de l'indexation suspendue en vertu des articles 16 et 17 de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM).

Section A - Plan stratégique Montréal 2030

	oui	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il à l'**atteinte des résultats en lien avec les priorités** du Plan stratégique Montréal 2030? *Veuillez cocher (x) la case correspondant à votre réponse.*			***X***
2. À quelle(s) **priorité(s)** du Plan stratégique Montréal 2030 votre dossier contribue-t-il? *s.o.*			
3. Pour chacune des priorités identifiées, quel est le principal **résultat/bénéfice attendu?** *s.o.*			

Section B - Test climat

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier est-il cohérent avec les engagements en matière de **réduction des émissions de gaz à effet de serre** (GES), notamment : ● Réduction de 55 % des émissions de GES de la collectivité montréalaise en 2030 par rapport à celles de 1990 ● Carboneutralité opérationnelle des bâtiments municipaux d'ici 2030 ● Carboneutralité en 2040 des émissions de GES des activités municipales ● Carboneutralité de la collectivité montréalaise d'ici 2050			**X**
2. Votre dossier contribue-t-il à la **diminution des vulnérabilités climatiques,** notamment en atténuant les impacts des aléas climatiques (crues, vagues de chaleur, tempêtes destructrices, pluies abondantes, augmentation des températures moyennes, sécheresse)?			**X**
3. Les réponses fournies aux questions 1 et 2 se basent-elles sur un encadrement spécifique lié au test climat?			**X**

Section C - ADS+*

Veuillez cocher (x) les cases correspondant à vos réponses	***oui***	***non***	***s. o.***
1. Votre dossier contribue-t-il aux engagements en matière de : a. **Inclusion** ● Respect et protection des droits humains ● Amélioration de la situation des personnes vivant des discriminations ou de l'exclusion			**X**
b. **Équité** ● Augmentation de l'équité entre les personnes et les groupes de population et/ou de l'équité territoriale			**X**
c. **Accessibilité universelle** ● Amélioration du caractère universellement accessible de Montréal			**X**
2. Avez-vous appliqué des actions en ADS+ dans le cadre de votre dossier?			**X**

* Analyse différenciée entre les sexes dans une perspective intersectionnelle

ENTENTE No 48 INTERVENUE ENTRE LA VILLE DE MONTRÉAL ET L'ASSOCIATION DES POMPIERS DE MONTRÉAL INC.

Objet : Régime de retraite des pompiers de la Ville de Montréal (le « Régime ») dans le cadre de l'ordonnance sur le rétablissement de l'indexation automatique pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

Attendu que la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM) est entrée en vigueur le 5 décembre 2014;

Attendu qu'en décembre 2016, la Ville de Montréal s'est prévalue de l'option de suspendre l'indexation automatique de la rente des retraités au sens de la Loi RRSM prévu aux articles 16 et 17 de la Loi RRSM;

Attendu que dans son jugement du 9 juillet 2020, l'honorable Benoit Moulin, juge de la Cour supérieure du Québec, a déclaré constitutionnelle la majorité des dispositions de la Loi RRSM, mais a déclaré inconstitutionnels, invalides et inopérants les articles 16 et 17 ainsi que la dernière phrase du troisième alinéa de l'article 26 visant la suspension de l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM;

Attendu que la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels formulés par les différentes parties le 10 mai 2023, alors que la Cour suprême du Canada a rejeté les demandes d'autorisation d'appel le 11 avril 2024;

Attendu que l'ordonnance émise le 25 juin 2024 par l'honorable Benoit Moulin, juge de la Cour supérieure du Québec, prévoit la production d'un plan de travail et d'un échéancier pour le rétablissement prospectif et le versement rétroactif de l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM;

Attendu que cette ordonnance prévoit également que les mises en cause prendront les moyens nécessaires le ou avant le 1er octobre 2024 afin de déposer soit l'avis de motion pour la modification du règlement, soit une proposition d'entente visant une telle modification;

Attendu que les parties, par l'entremise de la présente entente, visent à consigner par écrit les modifications requises au règlement du Régime afin de mettre en œuvre le rétablissement prospectif et le versement rétroactif de l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2024;

Attendu que les parties collaborent actuellement à l'écriture du règlement refondu pour tenir compte des modifications au Régime survenues après l'adoption du règlement 14-008 et que la dernière version, datée du 23 juillet 2021, est toujours sujette à changements, notamment en ce qui a trait à la numérotation des articles, aux références et à l'utilisation d'un excédent d'actifs;

Attendu que la présente entente ne vise qu'à favoriser la restauration de l'indexation de la rente aux retraités qui a été suspendue, cela dans les meilleurs délais, et ne concerne pas les autres conclusions visées par le recours juridique en cours devant le juge Benoit Moulin de la Cour supérieure;

À CES CAUSES, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Le préambule fait partie intégrante de la présente entente.

1. Le règlement 14-008 du Régime doit dans un premier temps être refondu pour tenir compte de l'entente de principe sur la restructuration du Régime en vertu de la Loi RRSM en date du 5 mai 2017, des différentes ententes connexes, de la décision de la Ville de suspendre l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM ainsi que des autres modifications convenues dans la présente entente;

2. L'article qui définit l'indexation des rentes servies à la section qui prévoit l'indexation est par la suite modifié pour prévoir le texte suivant à la suite du dernier alinéa, le tout avec les adaptations nécessaires :

   « Toutefois, comme les articles 16, 17 et la dernière phrase du 3e alinéa de l'article 26 de la Loi RRSM visant la suspension de l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM ont été déclarés inconstitutionnels, invalides et inopérants par la Cour supérieure du Québec, la rente servie des retraités au sens de la Loi RRSM relative aux années de participation prévue aux premier et quatrième alinéas est ajustée de la manière suivante :

   1° Le 1er janvier 2025, augmentée de l'indexation cumulée prévue aux premier et quatrième alinéas qui n'a pas été octroyée entre le 1er janvier 2017 et le 1er janvier 2025 (incluant l'indexation du 1er janvier 2025);

   2° Le 1er janvier de chaque année à compter de 2026, augmentée de l'indexation prévue aux premier et quatrième alinéas.

   L'indexation des retraités au sens de la Loi RRSM non versée entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2024 est versée en une somme forfaitaire en janvier 2025 au rentier et d'ici décembre 2027, selon le cas, au conjoint ou aux ayants cause admissibles.

   La rente servie doit correspondre à celle qui aurait été versée par le régime si l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM n'avait pas été suspendue. »

3. Le premier alinéa de l'article qui définit l'utilisation d'un excédent d'actif à l'égard du volet antérieur à la section qui prévoit l'utilisation d'excédents d'actif est défini comme suit :

   « L'excédent d'actif à l'égard du volet antérieur constaté lors d'une évaluation actuarielle est utilisé de la façon et dans l'ordre suivants :

   1° À l'indexation des rentes servies, selon les formules en vigueur au 31 décembre 2013, des pompiers actifs au sens de la Loi RRSM, en considérant l'indexation déjà octroyée pour la

même période en vertu de l'article [définir l'article relatif à l'utilisation de la réserve de restructuration];

2° *À la constitution d'une provision équivalant à la valeur de l'indexation suspendue des rentes servies des pompiers actifs au sens de la Loi RRSM, selon les formules en vigueur au 31 décembre 2013, en vue du versement d'une indexation des rentes de ces mêmes pompiers actifs à la suite des évaluations actuarielles postérieures, réduite de la réserve de restructuration résiduelle prévue à l'article [définir l'article relatif à l'utilisation de la réserve de restructuration];*

3° *Au remboursement des dettes contractées par le Régime à l'égard de la Ville au 31 décembre 2013 accumulées à compter de cette date au taux de rendement obtenu sur les placements de l'actif du volet antérieur, déduction faite des frais de placement et d'administration. Au 31 décembre 2013, le montant de ces dettes s'élève à 15 443 970 $;*

4° *À l'utilisation, au bénéfice de la Ville, selon toute utilisation permise par la Loi, d'une valeur égale aux excédents d'actif que la Ville n'a pas utilisés concurremment aux améliorations prévues au sous-paragraphe a) du paragraphe 6° lors d'une évaluation actuarielle antérieure, accumulés au taux de rendement obtenu sur les placements de l'actif du volet antérieur, déduction faite des frais de placement et d'administration. Cette valeur est nulle en date du 31 décembre 2013;*

5° *À la constitution d'une provision égale à la différence entre la pleine valeur prévue au paragraphe 4° et le montant d'excédent d'actif utilisé selon ce même paragraphe;*

6° *Concurremment :*

a) *Au financement d'améliorations au Régime choisies par l'Association en utilisant 50 % de la somme par laquelle l'excédent d'actif, après l'application des paragraphes 1° à 5°, excède, le cas échéant, le maximum entre :*

i) *0; et*

ii) *15 % du passif du volet antérieur établi selon l'approche de capitalisation et tenant compte de la valeur de l'indexation prévue aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus, réduit de la provision pour écarts défavorables du volet antérieur.*

Ces améliorations doivent être approuvées par le comité exécutif ainsi que le conseil d'agglomération de la Ville et ne pas engendrer de déboursés additionnels pour la Ville.

b) *À l'utilisation, au bénéfice de la Ville, pour rembourser le solde des versements relatifs à l'obligation municipale, pour prendre un congé de cotisation ou toute autre utilisation permise par la Loi, d'un montant égal à la valeur des améliorations prévues au sous-paragraphe a). Advenant que la part de l'excédent d'actif qui revient à la Ville ne puisse être utilisée de façon concurrente aux améliorations consenties, elle sera traitée comme une utilisation prioritaire pour la Ville conformément aux paragraphes 4° et 5°. »*

4. Les modifications applicables à l'article 2 de la présente entente s'applique également aux articles correspondant à la Section – Indexation des annexes du règlement pour la participation avant harmonisation, le tout avec les ajustements nécessaires;

5. Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les modifications prévues à la présente entente soient enregistrées auprès de Retraite Québec dans les plus brefs délais;

6. La présente entente est conditionnelle à son approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville et par l'Association des pompiers de Montréal Inc selon son processus décisionnel et elle entre en vigueur à compter de la date la plus éloignée de ces approbations.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à Montréal le 15 NOVEMBRE 2024.

POUR LA VILLE DE MONTRÉAL	**POUR L'ASSOCIATION DES POMPIERS DE MONTRÉAL INC.**
Mélissa Paquin, Directrice des relations de travail et négociatrice en chef	Chris Ross, Président
Julien Cardinal, Chef de division – Relations de travail	Sébastien Massé, Secrétaire

PROPOSITION À L'INTENTION DE L'ASSOCIATION DES CADRES MUNICIPAUX DE MONTRÉAL ET DE L'ASSOCIATION DES CHEFS POMPIERS DE MONTRÉAL INC.

Objet : Régime de retraite des cadres de la Ville de Montréal (le « Régime ») dans le cadre de l'ordonnance sur le rétablissement de l'indexation automatique pour les participants retraités au sens de la Loi RRSM.

Attendu que la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM) est entrée en vigueur le 5 décembre 2014;

Attendu qu'en décembre 2016, la Ville de Montréal s'est prévalue de l'option de suspendre l'indexation automatique de la rente des retraités au sens de la Loi RRSM prévu aux articles 16 et 17 de la Loi RRSM;

Attendu que dans son jugement du 9 juillet 2020, l'honorable Benoit Moulin, juge de la Cour supérieure du Québec, a déclaré constitutionnelle la majorité des dispositions de la Loi RRSM, mais a déclaré inconstitutionnels, invalides et inopérants les articles 16 et 17 ainsi que la dernière phrase du troisième alinéa de l'article 26 visant la suspension de l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM;

Attendu que la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels formulés par les différentes parties le 10 mai 2023, alors que la Cour suprême du Canada a rejeté les demandes d'autorisation d'appel le 11 avril 2024;

Attendu que l'ordonnance émise le 25 juin 2024 par l'honorable Benoit Moulin, juge de la Cour supérieure du Québec, prévoit la production d'un plan de travail et d'un échéancier pour le rétablissement prospectif et le versement rétroactif de l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM;

Attendu que cette ordonnance prévoit également que les mises en cause prendront les moyens nécessaires le ou avant le 1er octobre 2024 afin de déposer soit l'avis de motion pour la modification du règlement, soit une proposition d'entente visant une telle modification;

Attendu que les parties, par l'entremise de la présente proposition, visent à consigner par écrit les modifications requises au règlement du Régime afin de mettre en œuvre le rétablissement prospectif et le versement rétroactif de l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM pour la période du 1er janvier 2017 au 31 décembre 2024;

Attendu que les parties s'engagent à respecter les échéanciers indiqués selon le plan de travail en vigueur au moment de l'exécution;

Attendu que la présente proposition vise uniquement le rétablissement prospectif et le versement rétroactif de l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM et exclut les autres conclusions visées par les recours juridiques en cours;

À CES CAUSES, Il EST PROPOSÉ DE MODIFIER LE RÈGLEMENT DU RÉGIME COMME SUIT :

Le préambule fait partie intégrante de la présente proposition.

Le règlement 15-087 du Régime doit dans un premier temps être refondu pour tenir compte des ententes de principe sur la restructuration du Régime en vertu de la Loi RRSM ainsi que de la décision de la Ville de suspendre l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM;

1. L'article qui définit l'indexation des rentes servies à la section qui prévoit l'indexation est par la suite modifié pour prévoir le texte suivant à la suite du dernier alinéa, le tout avec les adaptations nécessaires (par exemple, la référence aux articles et aux alinéas) :

   « Toutefois, comme les articles 16, 17 et la dernière phrase du 3e alinéa de l'article 26 de la Loi RRSM visant la suspension de l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM ont été déclarés inconstitutionnels, invalides et inopérants par la Cour supérieure du Québec, la rente servie des retraités au sens de la Loi RRSM relative aux années de participation à compter du 1er janvier 2009 est ajustée de la manière suivante :

   1° Le 1er janvier 2025, augmentée de l'indexation cumulée prévue aux alinéas précédents qui n'a pas été octroyée entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2024;

   2° Le 1er juillet de chaque année à compter de 2025, augmentée de l'indexation prévue aux alinéas précédents.

   L'indexation des retraités au sens de la Loi RRSM non versée entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2024 en raison du quatrième alinéa est versée en une somme forfaitaire en janvier 2025 au rentier et d'ici décembre 2027, selon le cas, au conjoint ou aux ayants cause admissibles.

   La rente servie doit correspondre à celle qui aurait été versée par le régime si l'indexation automatique des retraités au sens de la Loi RRSM n'avait pas été suspendue. »

2. L'article qui définit l'utilisation d'un excédent d'actif à l'égard du volet antérieur à la section qui prévoit l'utilisation d'excédents d'actif est défini comme suit :

   « L'excédent d'actif à l'égard du volet antérieur constaté lors d'une évaluation actuarielle est utilisé de la façon et dans l'ordre suivants :

   1° À l'indexation des rentes servies, selon les formules en vigueur au 31 décembre 2013, des participants actifs au sens de la Loi RRSM;

   2° À la constitution d'une provision pour l'indexation future des rentes servies des participants actifs au sens de la Loi RRSM;

   3° Au remboursement des dettes contractées par le Régime à l'égard de la Ville au 31 décembre 2013 accumulées à compter de cette date au taux de rendement obtenu sur les placements de l'actif du volet antérieur, déduction faite des frais de placement et d'administration. Au 31 décembre 2013, le montant de ces dettes s'élève à 17 094 187 $;

4° À l'utilisation, au bénéfice de la Ville, selon toute utilisation permise par la Loi, d'une valeur égale aux excédents d'actif que la Ville n'a pas utilisés concurremment aux améliorations prévues au sous-paragraphe a) du paragraphe 6° lors d'une évaluation actuarielle antérieure, accumulés au taux de rendement obtenu sur les placements de l'actif du volet antérieur, déduction faite des frais de placement et d'administration. Cette valeur est nulle en date du 31 décembre 2013;

5° À la constitution d'une provision égale à la différence entre la pleine valeur prévue au paragraphe 4° et le montant d'excédent d'actif utilisé selon ce même paragraphe; et

6° Concurremment :

a) Au financement d'améliorations au Régime choisies par les Associations en utilisant 50 % de la somme par laquelle l'excédent d'actif, après l'application des paragraphes 1° à 5°, excède, le cas échéant, le maximum entre :

i) 0; et
ii) 15 % du passif du volet antérieur établi selon l'approche de capitalisation réduit de la provision pour écarts défavorables du volet antérieur.

Ces améliorations doivent être approuvées par le comité exécutif de la Ville et ne pas engendrer de déboursés additionnels pour la Ville.

b) À l'utilisation, au bénéfice de la Ville, pour rembourser le solde des versements relatifs à l'obligation municipale, pour prendre un congé de cotisation ou toute autre utilisation permise par la Loi, d'un montant égal à la valeur des améliorations prévues au sous-paragraphe a). Advenant que la part de l'excédent d'actif qui revient à la Ville ne puisse être utilisée de façon concurrente aux améliorations consenties, elle sera traitée comme une utilisation prioritaire pour la Ville conformément aux paragraphes 4° et 5°.

Si l'excédent d'actif est insuffisant pour financer l'indexation prévue au paragraphe 1° de l'alinéa précédent, l'ajustement des rentes servies se fait en fonction du prorata de l'excédent d'actif disponible sur la valeur de l'indexation prévue au paragraphe 1° en fonction des formules d'indexation applicables à chaque rentier visé. L'indexation est octroyée selon les modalités convenues entre les Associations et la Ville et déposées à la commission.

L'indexation consentie doit respecter l'indexation maximale prévue par le Règlement de l'impôt sur le revenu (C.R.C., chapitre 945 et ses modifications). »

3. Les modifications applicables à l'article 2 de la présente proposition s'appliquent également aux articles correspondant à la Section - Indexation des annexes du règlement pour la participation avant harmonisation, le tout avec les ajustements nécessaires;

4. Les parties s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour que les modifications prévues à la présente proposition soient enregistrées auprès de Retraite Québec dans les plus brefs délais;

5. La présente proposition est conditionnelle à son approbation par l'autorité compétente au sein de la Ville et elle entre en vigueur à compter de cette approbation.